

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions,
Paixes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en
EUROPE, depuis le Règne de l'Empereur CHARLE-
MAGNE jusques à présent,*

A V E C

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;
*les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage
des Grands Princes, leurs Testaments, Donations, Renonciations, & Protections; les Investitures des
grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, &c. en gé-
néral de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier*

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la TRAI-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de
celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manusc-
rits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLE-
MAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout des Auteurs de
RYMER, & enfin des AUTEURS les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

M^R. J. DU MONT,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE
ET CATHOLIQUE.

TOME IV. PARTIE I



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSENS à WAESBERGE, L'HONORE ET CHATELAIN.

A L A H A T E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

M D C C X X V I



TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO					ANNO
1502.	seurs se donnaient réciproquement, & par lesquelles ils composent dans l'Union avec ceux qui ont des Trinités de Poix civile, ou de Confraternité. 1168. 31				1504.
14. Août.	Tractatus mutui Poci & Avocati inter MAXIMILIANUM I. Regem Romanorum & HENRICUM VII. Regem Angliæ conclusus. Datum apud Westmæstrem die 14. Augusti 1502. 34				18. Février.
7. Sept.	Protestationem LUDOVICI Francorum Regis, FRANCISCO Marchioni Atlanticæ pro se, ejus Uxoræ, Liberti, Familie, Subditi, & universis ejus Dominis concessam. Datum Astæ die 7. Septembris Anno 1502. 37				
1503.	Tractat d'Accom. au Camp devant Lucca, entre les Ambassadeurs de LOUIS XII. Roi de France & ceux des LIGUES, die 11. Avril 1503, ensemble la Ratification de Roi LOUIS XII. aux Ligues, die 24. jour de Mai 1503. A Lyon. 37				
14. Sept.	Tractatus Matrimonii inter FERDINANDUM Regem Castellæ & HENRICUM VII. Regem Angliæ conclusus, quo utroque conveniunt de Candidamini, quibus HENRICUS Princeps Walliæ, adhuc HENRICI VII. Filius, CATHARINAM, Fratris sui ABURTURI Viduam & filii FERDINANDI Regis Filium in nuptiis ducere debent. Dat. in Civitate Barcinonæ die 24. Septembris 1503. 38				31. Mars.
1. Nov.	Litteræ de ELECTEURS de Mayence, de Cologne, de Palatinat, de Saxe, & de Brandebourg, par lesquelles, après la mort de JEAN Electeur de Trèves, ils requièrent JACQUES son Successeur, dans l'Union Electorale conclue à Gelnhausen l'An 1502. Demandes à Francfort sur le Main le Jeudi après la Fête de tous les Saints 1503. 39				31. Mars.
7. Nov.	Convention entre les ELECTEURS de l'Empire portant que, divers fois enjointes les empereurs de l'assemblée tous les Ans selon la tenore de l'Union conclue à Gelnhausen en 1502, ils ne feront les Assemblées que de deux Ans en deux Ans, mais que leurs Mandats ne laisseront pas de l'assemblée tous les Ans. A Francfort le Mardi après la Fête de tous les Saints 1503. 45				
12. Nov.	Imperatrix MAXIMILIANI I. Mandatum, ad omnes Electores, Principes, Sacerdotes, & Subditi Imperii, qui, receptis variis Traditionibus, Christianis à divinis Nominis in personam venerunt, utique sibi & mirandis rationibus, omnes ad capitulum, & sicut contra Infideliter conjungenda arma ferit exhortatur, in specie antem Christianam Societatis Sancto-Georgianæ ob aliquot Principibus, Geminibus, Dyaboliq. Imperii cum suis consensu factum, exortat, simul impugnat, ut omnes & singuli, tam Equites quam Pedes, gerendum armorum capaces hinc Societati sese jungant. Datum in Civitate Imperiali Augustæ die 12. Novembris 1503. Com. Ordinationibus & Capitulis episcopi Societatis Sancto-Georgianæ. Sub Leo & data eodem. 47				
18. Nov.	Litteræ de l'Empereur MAXIMILIEN I. aux Etats de l'Empire, où il leur ordonne de remettre entre les mains de ses Commissaires Imperiaux l'argent provenu de la Collette du Jubilé & de la Croisade par concession du Pape ALEXANDRE VI. afin que l'argent royal il puisse faire son Voyage de Rome & marcher constante contre les Infidèles avec la Société de l'Ecu de St. George, & subvenir à tous les frais de cette grande Expédition. A Ansborg le 12. Novembre 1503. 47				
12. Nov.	Ordinationes de MAXIMILIEN I. Empereur des Romains, en sujet de ceux qui veulent entrer dans la Société de l'Ecu de Saint George, & entreprendre l'Expédition contre les Infidèles. A Ansborg le 12. Novembre 1503. 48				
	sement rendu par MAXIMILIEN I. Roi des Romains au pape CALISTE & WOLFGANG Duc de Bavière, contre RUPERT & sa Femme, dans la cause & l'usage qu'ils avaient ensemble au sujet de la Succession, Principauté, & Domaine de son GEORGE enst. Duc de Bavière. A Ansborg l'An 1504. 49				
	Accord entre les Seigneurs, les Princes & les Villes de SILESIE, avec le Chapitre de l'Eveché de St. JEAN de Breslaw, fait & conclu par les Députés de LADISLAS Roi de Hongrie & de Bohême, portant que désormais tout Evêque ne fera plus son fait naturel du Pape; que tout Evêque ne pourra être consacré par le Chapitre à d'autres qu'à des Bohémiens ou Silesiens, & qu'en toutes ces choses le consentement du Roi sera nécessaire. A Breslau le Samedi après la Purification de la Sainte Vierge 1504. Avec la Ratification du Roi LADISLAS, à Bude le 18. Février 1504. 49				
	Tractat de Trêve pour trois Ans, entre FERDINAND & ISABELLE, Roi & Reine d'Espagne, & LOUIS XII. Roi de France, fait en l'abbaye de notre Dame de la Aljeprada le 31. Mars 1504. 51				31. Mars.
	Accord entre les neuf Cantons Suisses, BERNE, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALD, ZUG, GLARIS, FRIBOURG & SOLEURE d'une part, & la Ville & Canton de ZURICH d'autre part, touchant le Droit des Armes, de la Milice, & de la Jurisdiction, à Schaffhausen, Nausaunen, Seck des Pout, Wesselsiden & Bergen. Fait à Bude en l'Eglise le Mercredi après le Dimanche Quinquagésime genii 1504. 53				31. Mars.
	Tractat de l'Accord entre MAXIMILIEN I. Roi des Romains, & PHILIPPE, Roi de Castille d'une part, & LOUIS XII. Roi de France d'autre part, par lequel l'Empereur promet l'investiture du Duché de Milan au Roi de France, moyennant une certaine somme; le Mariage entre CHARLES Duc de Luxembourg, & une Fille de France est confirmé, & LOUIS abandonne la procédure de l'Electeur Palatin. A Bâle le 22. Septembre 1504. 55				31. Mars.
	Tractat entre MAXIMILIEN I. Roi des Romains, & LOUIS XII. Roi de France, pour le Mariage de CHARLES, Duc de Luxembourg, depuis Empereur V. du nom Avec Madame CLAUDE de France, Fille dudit Roi LOUIS XII. A Bâle le 22. Septembre 1504. 56				31. Mars.
	Tractat de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XII. Roi de France, & MAXIMILIEN I. Roi des Romains, contre les VENITIENS. A Bâle le 22. Septembre 1504. 58				31. Mars.
	MAXIMILIEN I. Romanorum Imperatoris Edictum in eodem Cantu VIREBERGÆ de Subditi Imperii non evocanda Romanæ, nec confregendo per Bennum Papale. Datum Anno 1505. 59				31. Mars.
	Tabula Pacis facta inter MAXIMILIANUM I. Romanorum Imperatorem, PHILIPPUM I. Hispaniæ & LUDOVICUM XII. Gallie Regem, quibus novissimæ conditiones & inter ea palmaris de Investitura Mediolanensi ratæ sunt habita die 4. Aprilis Anno 1505. Voyez le Supplément à la fin de la III. l'art. pag. 97				31. Mars.
	Acte de Foi & Hommage pour le Duché de Milan, rendu à MAXIMILIEN I. Empereur, par le Cardinal GEORGE d'Autriche, en l'honneur du Roi LOUIS XII. d'Espagne le 6. 2. Avril 1505. 60				31. Mars.
	Investiture du Duché de Milan, & des Comtes de Pavie & d'Angierre, donnée par l'Empereur MAXIMILIEN I. au Roi				31. Mars.

DE LA I. PART. DU TOME IV.

ANNO
1505.

29. Avril.

8. Mai.

25. Juin.

30. Juill.

10. Sept.

9. Oct.

22. Oct.

30. Decemb.

1505.

1506.

9. Fevrier.

1506.

25. Avril.

Roi LOUIS XII. & à ses descendants
nâtres légitimes, & au défaut d'eux à ses
Fils. A Haguenau le 7. d'Avril 1505. 50

Compromis entre ALBERT & WOL-
F GANG Ducs de Baviere d'une part,
& FREDERIC comme Tuteur des Fils
de RUPERT aussi Duc de Baviere
d'autre part; par lequel ils requierent le
jugement de MAXIMILIEN I. Roi
des Romains sur la Cause agitée entre eux,
au sujet de la Succession des Etats delais-
sés par le feu Duc GEORGE. Fait
la Ville de l'Assenion 1505. 61

Accord entre HENRI l'aîné, Duc de
Brunswick-Lunebourg, & les Etats Pro-
vinciaux de Duché de BRUNSWICH,
par lequel il leur promet de les maintenir
& protéger dans leurs Privilèges, & de
ne rien entreprendre d'eux sans leur
sûr & consentement. Fait le Jardi après
le Dimanche d'Ascend 1505. 62

Capitule REIPUBLICÆ FLOREN-
TINÆ cum FRANCISCO GON-
ZAGA Marchion de Mantua, super ejus
institutione & conditio in Capitulum
Generalem Exercitus Florentini ad duas
Annos conclusa. Actum Florentie die 25.
Juni Anno 1505. Cum Ratificatione
præfati Marchionis, data et supra. Nec
non Declaratione amici Capituli. Actum
ibidem die 26. Juni Anno et supra. 63

Sentence Arbitrale de MAXIMILIEN
I. Roi des Romains entre ALBERT &
WOLFGANG Ducs de Baviere d'une
part, & FREDERIC comme Tu-
teur des Fils de RUPERT aussi Duc
de Baviere d'autre part, dans la Cause
agitée entre eux au sujet de la Succession
des Etats & Domaines délaissés par le
feu Duc GEORGE. A Cologne le 30.
Juillet 1505. Avec le Mandement dudit
Roi aux Etats Provinciaux de Baviere
à ce qu'ils aient à le confirmer audit Ju-
gement. Donné à Favers le 20. Août
1505. Les Plein-Pouvoirs desdits Ducs
à leurs Députés Confédérés pour se soumet-
tre de leur part à la dite Sentence. Don-
née la Ville de l'Assenion 1505. Et
l'Instrument du Compromis des mêmes
Ducs, par lequel ils requierent le Jugement
de sa Majesté & s'y soumettent, daté
leur Ville de l'Assenion 1505. 66

Pouvoir du Roi FERDINAND à ses
Ambassadeurs de faire la même Ligne &
Union, avec Monseigneur FRANÇOIS,
Duc de Valois, futur Successeur au Royau-
me de France, qu'il avoit faite, avec le
Roi LOUIS XII. A Segovia le 10.
Septembre 1505. 71

Convention entre LAURENT Evêque
de Wurtzbourg & GUILLAUME
Comte de Wurtemberg, par laquelle le Droit
de Châsse est accordé audit Evêque en quel-
ques Lieux. Fait le jour des Fils de St.
Denis 1505. 72

Traité de Paix, de Confédération, & Al-
liance entre LOUIS XII. Roi de France,
& FERDINAND Roi d'Espa-
gne, & du Mariage de GERMAINE
DE FOIX, Nièce du Roi avec ledit
Roi FERDINAND. A Blois le 12.
Octobre 1505. Ratifié par le Roi d'Es-
pagne à Segovia le 16. Octobre 1505. 73

Convention inter HENRICUM VII. Re-
gem Angliæ, & GEORGIUM Ducem
Saxoniæ, de celebranda mutua Pace & Am-
icitia, tamquam auxiliis sine intercessio-
nis. Dat. Dresden 30. Decembris Anno
1505. 74

Traité des Paix & Amicitie mutue inter
HENRICUM VII. Regem Angliæ,
& PHILIPPUM Regem Castellæ
conclusa. Dat. in Palatin Hyspansie die
9. Februarii Anno 1505. 76

Concordes entre HERMAN Eleveur de
Cologne, & le Chapitre de sa Cathedrale
TOM. IV. PART. I.

L'une part, & la Ville de COLOGNE
d'autre part, par lequel ils conviennent
de se rendre en dernier lieu portés aux
Tribunaux Civils, & aux Tribunaux Ec-
clesiastiques, comme aux Juges de Conden-
tate, & autres metrices. A Cologne le
Jardi fête de St. Alure Evangeliste 1506.
78

Traité des Commencement inter HENRI-
CUM VII. Regem Angliæ, & PHI-
LIPPUM Regem Castellæ conclusa.
Dat. apud Hystemasteriam die 15. Maii
Anno 1506. 83

Contrat de Mariage de FRANÇOIS
DE VALOIS Comte d'Angoulême,
depuis FRANÇOIS I. avec Ma-
dame CLAUDE de France, Fille du Roi
LOUIS XII. Aux Mousins-lez-Tours le
22. Mai 1506. 88

Breve Pontificum JULII Pape II. ad
FRANCISCUM GONZAGAM
Marchionem Mantuæ amatum; quo cum
Generalium Locumtenentium sui, & Ro-
mana Ecclesiæ Exercitus constituit. Da-
tum Romæ die 25. Octobris Anno 1506.
Accedit etiam Breve JULII Pape II.
ad eundem et supra, quo significat, se et
Vexilla Ecclesiæ mittere. Datum Bononiæ
die 30. Decembris Anno 1507. 89

Recès pris & conclu par les CANTONS
SUISSES Confédérés en leur Assem-
blée à Lucerne, portant qu'ils ne veulent
rien troubler l'Empereur MAXIMI-
LIEN I. dans ses Expéditions pour Ro-
me, mais que s'il vient à envahir les Ter-
res du Roi de France, ou de cas de ne
pouvoir pas se dispenser de se joindre aux
Trinités & aux Engagements qu'ils ont avec
ce Prince. Le Samedi avant la Purifi-
cation de la Ste. Vierge l'an 1508. 90

Testament de MARGUERITE d'Au-
triche Duchesse de Savoye Fais
à Bruxelles le 20. Fevrier 1508. & l'Ad-
dition du 17. Mars 1512. 90

Traité des Matrimonies entre MAXIMI-
LIANUM I. Imperatorem Romanorum,
& HENRICUM VII. Regem
Angliæ per contrahendo Matrimonium inter
CAROLUM Archiducem Austriæ
Nepotem doli Imperatoris, & MARIAM
Filiam Regis Angliæ conclusa. Dat. in
Monsfero ante Jovistatem apud Braxiam
die 22. Februarii Anno 1508. 93

Traité des Paix, Amicitiarum, Lige &
Confederacionis inter MAXIMILI-
ANUM I. Imperatorem Romanorum et
que Nepotem CAROLUM Principem
Hispaniarum et uxæ, & HEN-
RICUM VII. Regem Angliæ ab alie-
na parte conclusa & confirmata. Dat.
in Opide Mechliniensi die 26. Martii An-
no 1508. 102

Traité de Paix & d'Alliance entre MA-
XIMILIEN I. & CHARLES,
Prince d'Espagne, son petit-Fils, d'une
part; & le Roi LOUIS XII. &
CHARLES d'EGMOND, Duc de
Gueldres, d'autre. A Contrai le 10. De-
cembre 1508. 109

Traité d'Alliance entre les VENITIENS
entre le Pape JULES II. MAXI-
MIEN I. Roi des Romains, LOUIS
XII. Roi de France & FERDINAND
Roi d'Arragon, à Contrai le 10. Decem-
bre 1508. 113

Bulle du Pape JULES II. par laquelle il
entre en la Lige sans à Contrai l'an
1508. entre les VENITIENS, contre
l'Empereur MAXIMILIEN I.
LOUIS XII. Roi de France, & FER-
DINAND Roi d'Arragon, & confir-
me ledit Traité. 116

Instrumentum publicum super contrahendo
Matrimonio inter CAROLUM Principem
Hispaniarum MAXIMILIANI
I. Romanorum Imperatoris Nepotem &
MARIAM, Filiam HENRICI VII.
Rex

ANNO
1506.

15. Mai.

22. Mai.

25. Octob.

1508.
29. Janvier.

20. Fevrier.

22. Fevrier.

26. Mars.

10. Decemb.

10. Decemb.

17. Dec.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO	Regis Anglie. Datum in Palatio Regio Koblenz die 17. Decembris Anno 1508.
1508.	119
1509. Mars.	Protestation du Procureur du ROI DE FRANCE en sa Chambre des Comptes de Paris contre la fausseté du Roi à l'Excommunication & autres Croisures Ecclesiastiques, contenue dans son Traité du 14. Mars 1508. avec le ROI DES ROMAINS, & contre le titre du Duc de Bourgogne qui s'en suit y prend. Du... Mars 1508. 120
1509. 10. Mai.	Lettre de CHARLES, Duc de Savoye à l'Empereur & au Roi de France, pour leur proposer au Traité de Cambrai contre les VENITIENS à Turin le 10. Mai Anno 1509. 116
19. Mai.	Déclaration du Roi LOUIS XII. par la- quelle il comprend CHARLES, Duc de Savoye, dans la Ligue faite à Cam- brai le dixième Decembre 1508. Fait au Camp près Pontlevy, le 19. Mai 1509. 117
14. Juin.	Investiture du Duc de Milan, en exécution du Traité de Cambrai de 1508. donnée par MAXIMILIEN I. Empereur au Roi LOUIS XII. & à ses des- cendants mâles, & leurs descendants, aux Filles. A Trente le 14. Juin 1509. 118
21. Juill.	Accord entre HUGUES Evesque d'Avi- non & le Comte d'Anjou par lequel la CONFEDERATION HEL- VETIQUE d'autre part, sur les Droits appartenant audit Evesque dans le Pays de Turgouva. A Zurich la Ville de St. Marie Magdelaine 1509. 121
27. Juill.	Union perpétuelle des Etats de la Principauté de Helle, faite & conclue pour la commune défense des Droits & Previl- leges, & le maintien de la tranquillité. Le Dimanche après la St. Jacques 1509. 123
	Trois Articles, savoir les III. IV. & V. de la Ligue faite entre LOUIS XII. Roi de France & les GRISON, en Février 1509. 124
1510. 23. Mars.	Traictés Paix & Amicitia inter HEN- RICUM VIII. Anglie Regem & LU- DOVICUM XII. Francorum Regem curamque Amici & Confederatos, tantus & conclusus in Civitate Londinensi 23. Martii Anno 1510. 125
3. Mai.	Decret de l'Empereur MAXIMILIEN I. & des Etats de l'Empire assemblés en Dieté Générale à Ayrburg, par lequel la Ville de HAMBURG est déclarée Ville Impériale. A Augsbourg le 3. Mai 1510. 127
21. Juill.	Traictés Paix & Ligue inter FERDI- NANDUM Archiducum & Silesie &c. Regem, nempe JOANNAM Regium Castelle, &c. & Henricum VIII. Regem Anglie conclusus. Dat. in Opido Medietum die 21. Junii Anno 1510. 128
3. Octob.	Lettre Apostolique du Pape Jules II. à son Oncle le Cardinal de Sionne Romaine Ecclesie, FRANCISCO DE GONZAGA Marchion de Mantua con- cedée. Date Bononie V. Nominis Offi- ciorum Anno 1510. 131
17. Nov.	Traité entre LOUIS XII. Roi de France & MAXIMILIEN I. Empereur, pour la Ratification & Perfection du Traité de Cambrai de 1508. A Blois le 17. Novembre 1510. 132
1511. 7. Fevrier.	Ligue Hereditaire entre les Maïsons d'AU- TRICHE, & de BOURGOGNE, & les Cantons ou Ligues des SUISSES. Fait à Bâle le 7. Fevrier 1511. 133
28. Avril.	Union Hereditaire de l'Empereur MAXI- MILIEN I. pour ses Etats de la Hon- grie & Boïe Autriche, avec ULADIS- LAUS Roi de Boheme pour le Recou- vrement de Boheme, par laquelle MAXI- MILIEN I. promet à ULADIS- LAUS de ne jamais entreprendre au- cune hostilité contre la Boheme & de ne pas

ANNO	permettre que les autres le fassent. A Lantz le Lundi après le Dimanche des Rameaux 1511. 135
1511. 28. Dec.	Confédération entre FERDINANDUM, deragon & Silesie Regem, & HEN- RICUM VIII. Regem Anglie prelatum de Popavione LUDOVICUM XII. Regem Francie inter. Dat. Burgo die 28. Decembris Anno 1511. 137
1512. 16. Mars.	Articles de numero Militem mitemdorum, in prelo Regem dragone & Anglie Con- federatos evocato mitemdorum. Dat. die 16. Martii Anno 1512. 141
	Monitiones seu Decretum JULII PAPAE, ad Prælatus, Episcopos, & Nobiles FRAN- CIAE Sandionem Pragmaticum appon- tantes, quo ad compendium regis 60. dies eorum sine Sanditione, & Comitis Lati- ronensib. discordandi confus. & quare dicti Sandio Pragmatica aliorum non debet rejuvenare, & extingui. Datum Romae Anno 1512. 142
	Traité de Liancourt entre HENRI & ERIC Ducs de Brunswick-Lunebourg d'une part, & FRANCOIS oncle Duc de Brun- swick-Lunebourg, comme Administrateur de l'Evêché de Minden, d'autre part. Un & continus que ledit Duc refusaient à l'Evêché une certaine partie de la seigneurie de Hery, en la ville de Hainaut, & les seigneurs de Liancourt, & Comites Lati- ronensib. Fait le Vendredi après la Fête de St. Guillem 1512. Avec la Confédération de JULES Duc de Brunswick-Lune- bourg. A Heinrich-Stad le 9. Janvier 1512. 143
	Traité d'Alliance & de Confédération entre LOUIS XII. Roi de France, & JEAN & CATHERINE, Roi & Reine de Navarre, par lequel ils se promettent re- ciprocquement de se servir mutuellement contre leurs Ennemis, & de se leur don- ner pour de payée sur leurs Terres. Le Roi de Navarre promet de lui de dis- puter la Guerre à l'Anglais, que l'Anglais a choisi à la France. A Blois le 27. Jan- vier 1512. & ratifié par le Roi de Navarre audit Blois le 7. Septembre suivant, & par le Roi de France à Orléans, le 8. Août 1512. 147
	MAXIMILIEN I. Imperatoris Aug- usti Mandatum de abdicatis Actis & De- cretis Concilio Romano, Anno 1510. & Philii Anno 1511. contra JULIUM II. Papam celebratum. Datum Coloniae in Comitibus Imperialibus die 1. Sept. 1512. Cum Scholasticis ecclesie per Curiam Episcopum in Sessione III. Causis Litterarum seu XVII. Occasionibus. 149
	Traictés entre HENRI le Vieux, & ERIC Duc de Brunswick-Lunebourg d'une part, & HENRI le Jeune aïeul Duc de Brunswick-Lunebourg d'autre part, par lesquels ce dernier cède aux premiers sa portion du Territoire de Göttingen, pour d'autre Part & Droits dans celui de Lun- eburg. A Minden le Vendredi après la St. Michel Anno 1510. 150
	Acte par lequel HENRI le Vieux & ERIC, Ducs de Brunswick-Lunebourg, vendent & transportent à HENRI le Jeune, aïeul Duc de Brunswick, la Portion Hereditaire qui leur appartenait sur la Ville de Lünebourg, regardant poul- tant le Droit de Devolution & de Revo- lution. Fait le Vendredi après la St. Mi- chel 1512. 151
	Lettres de HENRI le Jeune Duc de Brunswick-Lunebourg, par lesquelles il cede la Ville de Hunover avec tous ses Revenus, Droits & Jurisdiction, à HEN- RI l'aîné, & ERIC ses Freres, Ducs de Brunswick-Lunebourg. Du Vendredi après la Fête de St. Michel 1512. 152
	Reglement & Prolongation par la CONFEDERATION DE SUABE, à Augsbourg le Lundi après la
1. Sept.	
1. Octob.	
1. Octob.	
1. Octob.	
1. Octob.	
1. Oct.	
11. Oct.	

DE LA I. PART. DU TOME IV.

ANNO

1512.

10. Dec.

13. Dec.

1513.

21. Mars.

4. Avril.

5. Avril.

25. Sept.

6. Oct.

16. Nov.

1. Decemb.

1513.

1514.

13. Mars.

la St. Denis de l'An 1512. Il est à peu près de la même tenor que la Privilégiation qui avoit été faite pour 12. Ans à Eberhard le 1. Février 1500.

JULII Papa II. Bulla Cognitionis in detrahe W. Cancelli Lateranensis P. contra Fratres et Nobiles FRANCIE Sacellionem Pragmaticam faventes et approbantes. Data Romæ Anno Incarnationis Dominice 1512. quarto Idus Decembris Pontificatus sui Anno X.

Confédération pour trois Ans, des Comtes, Barons, Chevaliers et Nobles, de la Société de l'Écu de St. GEORGE dans le quatre Parties de la Soibie, par laquelle ils conviennent de conférer la Paix entre eux, et de se défendre contre les hostilités de leurs Ennemis. A Ebingen le 13. Décembre 1512.

Accord entre la NOBLESSE de l'Électeur d'HILDESHEIM d'une part, et la Ville d'HILDESHEIM d'autre part; par lequel renouvant à leurs anciens discordes, les deux Parties se promettent un secours mutuel et reconnoissent contre toute injustice violence. Fait le Lundi après le Dimanche des Rameaux l'An 1513.

Privilegium MAXIMILIANI I. Imperatoris concessum REIPUBLICÆ JANUENSIS, super variis venditi, Locis et Terris per ipsum acquisitis, sitis in Territorium Januense extenditur, non solum à Monacho super ad Curiam et Civitatem sed etiam ultra Curiam usque, Flaminie Mare comprehendit. Datum Augustini die 4. Aprilis 1513.

Appaichamento, pro defensione Ecclesie, inter LEONEM X. Papam, MAXIMILIANUM Imperatorem, HENRICUM VIII. Anglie Regem et FERDINANDUM Regem Aragonum, acta et conclusa in Opido Mechlinensi die 5. mensis Aprilis Anno 1513.

Traité sui entre LOUIS XII. Roi de France et les SUISSES, quand ils donneront devant Dijon, les trévises de September l'an 1513.

Infirmitatem publicam Tractatus inter Papam LEONEM X. et LUDOVICUM XII. Francie Regem, initii. Quo prefatus Rex, in sequens Administrationis Porcui, à Filiano Concilio, in vici JULII Papæ per plures Prælatos nuncios vix in illis, recedat, eque consensit, atque liberè Concilio Lateranensi tanquam vero et legitimum adheret; promittens insuper nullam decreta Concilio de illis Concilio se præstare, quoniam omnes in Terris suis sub nomine illius Concilii permissos alios se fallantur. Signat. Anno 1513. Indict. I. VI. Octobris. Cum Confirmatione prefati Regis. Datum Carlsruhe die 26. Octobris Anno 1513.

LUDOVICI XII. Francorum Regis Donatio de Ducatu Mediciensi, et Comitatu Parisiensi RENATÆ DE FRANCIA ipsius Filie secundo-genite siveque descendentes utriusque sexus, Liore nomen masculinum, feminæ prolatæ, cum clasibus substitutionis in favorem CLAUDIÆ de Francia Primogenite Filie sue, et in defectu descendens ab eadem RENATA et CLAUDIA, in favorem FRANCISCI Ducis Valles, et Comitis Angulome, Adm. in Regali Palatio Parisiensis die 16. Novembris Anno Domini 1513.

Traité et Accord de Mariage de CHARLES Prince de Castille, avec Madame RENÉE de France, deuxième Fille du Roi LOUIS XII. et incidemment il est parlé d'Alliance, Ligue offensive, et défensive entre ledit Roi et Prince. A Blois le premier Décembre 1513.

Ratification de LOUIS XII. Roi de France de la Trêve faite par FRANÇOIS, Comte

d'Angoulême, au nom du Roi, et de JAQUES Roi d'Espagne, dont il se fait fort, et de PIERRE de Castille, pour FERDINAND Roi d'Arragon, tant en son nom, que de celui des Rois HENRI d'Angleterre, MAXIMILIEN Empereur, JEANNE, Reine de Castille, et CHARLES, Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne, dont il se fait fort. A Orléans le 23. Mars 1513.

Traité de Mariage entre le Duc ANTOINE de Lorraine et RENÉE de Bourbon. Fait le 16. de Mars 1514.

Traité de Paix et Confédération entre LOUIS XII. Roi de France, et le Seigneurie de VENISE, par lequel ils conviennent de s'aider mutuellement à recouvrer ce qui leur a été pris en Italie, servir le Prince le Duc de Milan, et s'enjoignent de Placer de Terre ferme, que l'Empereur occupait. A Blois le 23. Mars 1513. renoué à l'enseigne le 21. Avril suivant.

Traité de Paix et Amistie inter LUDOVICUM XII. Francorum Regem et HENRICUM VIII. Anglie Regem in quo eorum Amici, Alij et Concilii et Opido Londoniarum die 7. mensis Augusti Anno 1514.

Traité de Mariage inter LUDOVICUM XII. Regem Francie, et MARIAM, HENRICI VIII. Regis Anglie Sororem consensu. Dat. in Civitate London. die 7. Augusti Anno 1514.

Infirmitas de Comiti de Genevois et des Barons de Faucigny et de Beaufort, faite par CHARLES III. Duc de Savoie surannant le Bon, à PHILIPPE DE SAVOIE son Frere. A Courmayeur le 24. d'Août 1514.

Contrat de Mariage entre LOUIS XII. et MARIE d'Angleterre, solennellement publié dans l'Eglise des Celestins de Paris et passé par devant deux Notaires de Paris, le quatorzième Septembre 1514.

Declaration de l'Empereur MAXIMILIEN par laquelle il convient que CHARLES, Prince de Castille, just compris dans le Traité fait à Londres le 7. d'Août. 1514. entre les Rois de France et d'Angleterre. A Lijst, le premier Octobre 1514.

La Lega tra la Santità di N. Signore Papa LEONE X. et Signori SUIZARI.

Traité d'Alliance et Confédération entre LOUIS XII. Roi de France et JEAN et CATHERINE Roi et Reine de Navarre. A Paris le 20. Mars 1514.

Requis par la Reine le 26. Mai 1515. après la Mort de LOUIS XII.

Traité de Mariage de CHARLES d'Autriche, depuis Roi d'Espagne, et Empereur, avec Madame RENÉE de France, Fille du Roi LOUIS XII. contenant en même tenu une dessein de tous les descendants entre le Roi de France et ledit CHARLES, et une Ligue offensive et défensive entre eux. A Paris le 24. Mars 1514.

Acte fait entre les Ambassadeurs du Roi FRANÇOIS I. et de CHARLES I. Prince d'Espagne, touchant les différends au sujet du Royaume de Navarre, en conséquence de Traité fait à Paris au mois de Mars 1514.

Traité de Paix et Amistie marine inter FRANCISCUM I. Regem Francie, et HENRICUM VIII. Regem Anglie conclusis. Dat. apud Westmonasterium die 5. Aprilis Anno 1515.

Declaration de FRANÇOIS I. Roi de France qui confirme tous les Privilèges, Libertés, Franchises, Charte de Paix faites par les anciens Comtes de Provence et des

ANNO

1513.

1514.

1514.

16. Mars.

1513.

1514.

23. Mars.

1514.

7. Août.

7. Août.

14. Août.

14. Sept.

1. Oct.

9. Decemb.

1514.

1515.

20. Mars.

24. Mars.

31. Mars.

1515.

5. Avril.

Avril.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO		ANNO
1515.	<i>Etat de la Paix, et qui réunit et incorpore la Paix à la Couronne. Feste au mois d'Avril 1515.</i> 210	1516.
4. Mai.	Bulle LEONIS Pape, pro Prelati, Clerici et Nobilibus Sandionem Pragmaticam prefatus pro aliquo et peremptorio termino monente, ac ante Calendarium Obitu, omni excusatione cessante, comparant. Datum Rome V. Nona Mai 1515. 211	18. Août.
18. Juin.	Donation faite par le Roi CLAUDE du Duché de Milan, au Roi FRANÇOIS I. fils d'Espan, de 28. Juin 1515. 211	
22. Juillet.	Contrat de mariage Maximilien fils de l'Empereur, et MARIAM Hispanorum Regis Filiam; etque inter MAXIMILIANUM Imperatorem, et ANANIAM WLADISLAI Hungarie Regis Filium; hac Lega tamen adhibita, quod si alteruter ex Negotiis MAXIMILIANI, FERDINANDUS Archidux Austria, vel CAROLUS Dux Burgundia, et Hispaniarum Principum, prefatus Dominum ANANIAM ipsam uxorem suam duci à Dato prefatus in Curiam ducere vellet; prefatus Contractus inter MAXIMILIANUM et dictam ANANIAM pro ipso et nullo haberi debeat. Hec verò non executio, infra trimestre post et supra ANANIAM à die prefati Contractus computande, idem per Cohabitationem conjugalem inter ipsos consummandas sit. Adam Virana die 22. Julii 1515. 212	
13. Oct.	Lega, Confédération et Amicitia perpétuelle entre le Roi FRANÇOIS I, le Pape LEON X, le Royaume de FLORENCE, le Duc d'URBIN, et toute la Maison de MEDICIS. A Viterbe le 13. Octobre 1515. 214	
19. Oct.	Traité de Paix, Lega et Amicitia inter HENRICUM VIII. Anglie Regem, et FERDINANDUM Regem Aragonum, etque Filium JOHANNAM Castellæ Regiam, inter Londoni 19. die mensis Octobris 1515. Accedunt et Commissores Legationum utriusque Regis. 214	
7. Nov.	Paix et Fides inter FRANCISCUM I. Regem Christianissimum ab uno et Dominum magno, et veteri LIGIE ALEMANNIE Imperatoris, parte ad alteram tantum, pro inter alia prefatus Rex in recompensation expensarum in solitudine Divonia habitarem promissis persolvere et emanare facere eidem Dominum Confederatis 400000. Soteratis auri, nec auri in recompensationem in partibus Italiae alia 300000. consilium Soteratis in terminis et modis ibidem contentis. Actum in Urbe Gebenensi 7. Novembris 1515. 218	
11. & 14. Decembre.	De liberatione Magni Sigilli THOMÆ Cardinalis Eborac 22. die mensis Decembris facta et de quidem Terrenis 24. die mensis prefatus Anno 1515. 220	
1515.	Traité de Communion, inter CAROLUM I. Hispaniarum Principem, et HENRICUM VIII. Regem Anglie, conclusis. Dat. Bruxellis, die 13. Februarii 1515. 220	
1516.	Revers donné par l'Empereur MAXIMILIEN I. à JEAN III. Duc de Clever, portant qu'il satisfera l'Electeur et les Ducs de SAXE pour leurs Droits et Prébendes à la Succession de GUILLAUME Duc de Juliers, en sorte qu'il y renoncera explicitement, et que ce sera tout qu'il en coûte rien au Duc JEAN. A Fesle le 17. Juillet 1516. 224	
13. Août.	Traité de Paix entre FRANÇOIS I. Roi de France et CHARLES, Roi de Castille, et de Mariage entre Madame LOUISE de France, Fille du Roi FRANÇOIS, et ledit CHARLES Roi de Castille. A Nyon le 13. d'Août 1516. 224	
	LEONIS Pape X. Bulla Concordatum, inter ipsam et Sanctum Sedem Apostolicam, ab uno, et FRANCISCUM I. Regem Gallie atque Regnum Galliarum à parte altera, de abrogatione Pragmaticæ Sanctionis interitus, quibus inter alia Pape Regi nominationem ad Prælatum, Rex vero Pape Annatus super eodem concedit. Dat. Rome apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominice 1516. quarto decimo Kalendas Septembris. Cum Bulla Constitutis in Concilio Lateranensi solemniter data 14. Kal. Januarii 1516. Et FRANCISCI Regis Literis pro Executione dictarum Concordatarum ad Regem fas, ac in Delinam. Dat. 23. Martii 1517. Accedunt Literæ, tam Pontificie quam Regie, de Dilatione et Prolongatione Dilationis ad Concordata approbanda, per Prelatos aliquos Regni Præfatos, etiamque remittentes. Datum Anni 1517. et 1518. Item eisdem Pontificis Constitutiones, de Annatis, atque Literæ de Facultate Regi concessa primam mensum Gradibus divitiarum nominandi, etque ad Concordata adhibitis omnibus Imperatoris privilegiis. Anno 1516. et 1518. Sequuntur FRANCISCI Regis Mandata de Registratione Concordatarum factenda in Curia et de penitus interventionibus infirmitatibus. 229	
	Lega inter LEONEM X. Papam Romanum, MAXIMILIANUM I. Romanorum Imperatorem, CAROLUM I. Hispaniarum Principem et HENRICUM VIII. Regem Anglie, pro defensione Ecclesie unitæ. Dat. Londoni die 19. Octobris Anno 1516. 229	19. Oct.
	Sententia Arbitraria redditæ per MAXIMILIEN I. Imperatorem des Romanis, contra ULRIC DUC de Wirtemberg, SABINE de Femme, et LOUIS DE HUTTEN sur les différends qui étoient entr'eux. A Augsbourg le 22. d'Octobre 1516. 245	22. Oct.
	Revers des Etats du Duché de WIRTEMBERG, par lequel ils sollicitent de payer à l'Empereur MAXIMILIEN I. deux traitz Ans, la somme de 27. mille florins, en vertu de la précédente Sentence Arbitrale rendue par le même Empereur entre le Duc et la Duchesse de WIRTEMBERG, et le Seigneur de HUTTEN. Le 22. Octobre 1516. 247	23. Oct.
	Explicite Actioli de anno confæ Heiricus ecclesie, qui in prefata Lega 19. Oct. continetur. Dat. Londoni die 7. Novembris Anno 1516. 251	7. Nov.
	Traité de Paix perpétuelle entre la FRANCE et les CANTONS SUISSES et leurs Alliez; moyennant plus de sept cent mille écus que la France s'engage de payer aux Suisses. A Fribourg le 29. Novembre 1516. 248	29. Nov.
	LEONIS X. Pape Bulla Revocationis, et abrogationis Sandionis Pragmaticæ data in Sessione XI. Concilio generali Lateranensi V. Anno Incarnationis Dominice 1516. quarto decimo Kalendas Januarii. 252	19. Dec.
	Lega Hereditaria facta inter l'Empereur MASSIMILIANO et CAROLO Archiduca d'Austria cum pñ SUISSERI. Buda nell' Ungheria le 7. di Martii 1517. 254	
	Traité entre MAXIMILIEN I. Empereur et CHARLES, Roi d'Espagne, d'une part, et FRANÇOIS I. Roi de France d'autre part, par lequel ils promettent de se secourir, et d'armier conjointement contre le Turc. A Cambray le 11. Mars 1516. 256	1517.
	FRANCISCI I. Gallie Regis Literæ pro Executione Concordatarum inter ipsos Papam LEONEM X. de abrogatione Sandionis Pragmaticæ interitus. Data 22. Martii 1517. 257	7. Fevrier.
	257	1516.
	257	1517.
	257	11. Mars.
	257	22. Marti.

DE LA I. PART. DU TOME IV.

ANNO	Quintance de GEORGE Evêque de Spire
1517.	Et de son Chapitre, portant qu'ils ont re-
2. Avril.	çu de MAXIMILIEN I. Empereur
	des Romains la somme de quinze mille Flo-
	rens du Rhyn, pour laquelle la Ville de
	Landau leur doit engager. Donné le 1.
	Avril 1517. 257
26. Août.	Union Héritaire Et Transfession entre
	PHILIPPE, DITHE, Et JEAN
	Comtes d'Heimbou Et Badagou, faite
	par la médiation des Comtes THOMAS
	de Renard, PHILIPPE de Solms,
	EBERARD de Knappstein, Et WOLF
	de Schanbourg, pour la confirmation Et
	affermissement de toute la Feodité, Et de
	ses Bénéf. A Mayence le Mercredi après
	la St. Bartholomé 1517. Avec la Confir-
	mation de l'Empereur MAXIMILIEN
	I. donnée à Augsbourg le 22. Septembre
	1518. Et le Renouvellement Et Confir-
	mation de la même Union par l'Empereur
	MAXIMILIEN II. aux instances de
	PHILIPPE, LOUIS, WOLF,
	Et HENRI, Comtes d'Heimbou. A
	Spire le 20. Juillet 1519. 258
8. Oct.	Ligue entre FRANÇOIS I. Roi de
	France Et les VENITIENS , en con-
	firmation du Traité de Blois Et pour
	regler ce que chacun doit fournir pour la
	défense de ce qu'il possède en Italie, du
	23. Mars 1518. Faite le 8. Octobre 1517.
	263
16. Oct.	Revelés Regis Poloniae SIGISMUN-
	DI ex de Status Regis Bohemae, scilicet
	Status Baronicum, Et Status Militi-
	arium, quibusdamque scriptis ab eodem
	Status Tunc Et Prædictis Regis Bohemae
	mortuus LUDOVICI promissa, ge-
	fit, Et Regis Bohemae Terras in suis
	Prædictis Et Juribus feudales conservare.
	Donné au Arce Braslaw dans 1517. Fe-
	ria feria die Sancti Galli. 264
1518.	LEONIS Pape X. Litteræ, de Facultate
15. Juin.	FRANCISCO Regis Francie concessa
	primam meam Graduatam doctum univer-
	sitatis, apud ad Concordata adversus omnes
	impugnatores protegendis. Rome XVII. Ka-
	lendas Julii 1518. 264
12. Sept.	Confirmation de l'Empereur MAXI-
	LIEN I. sur l'Union héréditaire faite en
	1517. le 26. Août, entre les Comtes
	HYSENBOURG Et EUDIN-
	GEN. Donné à Augsbourg le 12. Sep-
	tembre 1518. 264
2. Octob.	Accord fait Et passé par l'Autorité de l'Em-
	pereur MAXIMILIEN I. entre
	ROGER Abbé de Weissenbourg, Et le Ma-
	gistre de la même Ville, touchant certains
	Droits Et Jurisdictions que l'Abbé y pré-
	tendait, lesquels demeurent entièrement
	deuils Et aliés. A Augsbourg en Delle
	générale le 2. Octobre 1518. 264
2. Octob.	Traité d'une Ligue contre la Turc, entre
	FRANÇOIS I. Roi de France, Et
	HENRI VIII. Roi d'Angleterre, par
	l'entremise du Pape LEON X. le 2.
	Octobre 1518. ratifié Et approuvé par
	l'Empereur CHARLES V. qui y entre
	en vertu d'une clausé inferte audit Traité.
	A Saragose le 14. Janvier 1519. 266
4. Oct.	Traité entre FRANCISCO I.
	Regem Francie Et HENRICUM
	VIII. Regem Anglie conclusus pro contra-
	hendo Matrimonio inter FRAN-
	CUM Prædictum Prædictum, prædicti
	Regis Francie Prædictum, Et MAR-
	RIAM, Filiam dicti Regis Anglie. Dat.
	London die 4. Octobris Anno 1518. 269
4. Octob.	Traité entre FRANÇOIS I. Roi de
	France, Et HENRI VIII. Roi d'An-
	gleterre, qui rend à la France Tournai,
	Monsieur, Et Saint-Amand; Et pour le
	Mariage de FRANÇOIS, Dauphin,
	avec MARIE, Fille dudit HENRI
	VIII. A Londres le 4. Octobre 1518. 275
4. Oct.	Traité par lequel les Princes inter FRAN-
	CISCUM I. Regem Francie, Et HEN-

TOM. IV. PART. I.

RICUM VIII. Regem Anglie conclu-	ANNO
sus. Dat. London die 4. Octobris 1518.	1518.
280	20. Nov.
Lettres de CHRISTIERNE II. Roi	
de Danemarck, par lesquelles il renouvè-	
le avec FRANÇOIS I. Roi de France	
le Traité de Confédération fait entre	
LOUIS XII. Roi de France Et JEAN	
Roi de Danemarck, son Père, sur pour la	
liberté du Commerce entre leurs Sujets, en	
pour s'entre-assister contre leurs ennemis. A	
Copenhague, le troisième Novembre 1518.	
282	
Union Et Confédération entre les Electeurs	1519.
du Saint Empire ALBERT de Mayen-	19. Avril.
ce, HERMAN de Colberg, RICHARD	
de Treves, Et LOUIS Palatin, con-	
cluse après la mort de l'Empereur MA-	
XIMILIEN pour durer jusqu'à l'É-	
lection d'un nouveau Roi des Romains. Ils	
s'y promettent une assistance Et défense re-	
ciproque Et de ne faire aucun mouvement	
sur le consentement, Et le vœu de tous	
ensemble. A Ouerstede le Dimanche La-	
ture 1519. 283	
Accord entre REINHARD Evêque de	17. Juin.
Worms Et son Chapitre d'une part, Et	
les Consuls Et Mages de la même Vil-	
le. D'autre part, sur les Différens surven-	
us entre eux, au sujet de ceux Et du	
nombre des Personnes qui doivent avoir	
place Et voix dans le Senat Et dans les	
Jugemens; ce qui est réglé Et décidé par l'in-	
tervention des Commissaires de l'Empereur.	
Fait le Vendredi après la Fête de la Pen-	
tesche 1519. Avec la Confirmation de l'E-	
mpereur CHARLES V. donnée à Worms	
le 24. Décembre 1519. 284	
Decret des ELECTEURS de l'Empire,	28. Juin.
adressé à CHARLES Archevêque d'Au-	
bourg, par lequel ils lui signifient que, d'a-	
voir vu commune, ils l'ont élu Roi des Ro-	
maines, avec très-humble prière de l'envo-	
ier pour agréer, Et en conséquence, de venir	
prendre le Gouvernement de l'Empire. A	
Frankfurt sur le Main le 28. Juin 1519.	
286	
Capitulation Impériale de CHARLES V.	3. Juill.
Roi des Romains, contenant les Articles,	
selon lesquels il promet de gouverner l'Em-	
pire. A Frankfurt sur le Main le 3. Juil-	
let 1519. 288	
Recès Et Compromis ordonné par les Dapies	12. Nov.
Confessaires d'ALBERT Electeur de	
Mayence, de FRIDERICH Electeur de Sa-	
axe, Et de JOACHIM Electeur de Bran-	
denbourg, entre JEAN Evêque d'Hil-	
desheim, HENRI Comte Duc de Bran-	
denbourg, Et leurs Alliez d'une	
part, Et HENRI le Jeune Duc de	
Branndenburg, JEAN Comte	
d'Oldenbourg Et leurs Alliez d'autre part,	
portant que ledits Electeurs assigneront,	
dans le terme de six semaines, aux juridics	
Parties au Lais et elles enverront leurs	
Messagers Et en leurs différends feront	
usage accomodés Et serment arbitraires.	
Fait le Samedi après la Fête de St. Martin	
1519. 304	
Accord entre JEAN Evêque d'Hildesheim,	1520.
HENRI Duc de Brunswich, Et leurs	24. Janvier.
Alliez d'une part, Et HENRI le Jeune	
Et FRANÇOIS son Frère Administrateur	
de Minden, tous deux aux Ducs de	
Brunswich, avec leurs Alliez d'autre part,	
en suite d'un Compromis qui avoit précédé.	
Ils y conviennent que tous les Prisonniers	
seront mis en liberté avant la Fête de St.	
Martin, Et le Duc HENRI le Jeune	
y est requis, en particulier, non seulement	
de rendre la liberté à tous certains per-	
sonnes, qui n'y sont pas nommées, mais	
aussi de les rétablir dans leurs biens, com-	
me aussi de renvoyer libres Et sans ran-	
çon ceux qui sont Prisonniers à Delft, Et	
de restituer aux Pauvres tout ce qui leur a	
été pris Et qui se trouvent encore en nature.	
Et	

DE LA I. PART. DU TOME IV.

ANNO
1511.

31. Mai.

8. Juil.

24. Juil.

2. Oct.

10. Oct.

11. Oct.

22. Oct.

4. Nov.

24. Decemb.

1512.

17. Mars.

17. Mars.

L'affaire dans le tems d'une année. Sa Majesté ordonnant aux Princes de se soumettre au dit Jugement, & de le recevoir d'abord en execution, sans en faire préjudice en rien aux Vicaires qui appartiennent au dit Electeur. A Worms le dernier jour de Mai 1511. 349

Revers de l'Empereur CHARLES V. à FREDERIC II. Electeur de Saxe, portant que la Regence qu'il a établie pour le tems de son absence en dehors préjudice en rien aux Vicaires qui appartiennent au dit Electeur. A Worms le dernier jour de Mai 1511. 349

Traité entre CHARLES Duc de Gueldre & la Ville de ZWOL. Fait le 8. Juillet 1511. 349

Ban Imperial decreté par l'Empereur CHARLES V. contre les Freres Ducs de Brunswick HENRI Fais, & HENRI le jeune Evêque d'Hildesheim, & contre leurs Adhérents, pour n'avoir pas obéi au Decret de l'An 1510. Ils y font procès de leurs Régales & fiefs, délaissés à Baner & Prebendes, avec l'aveu & tout tel en citation de procéder contre leurs Personnes & contre leurs Biens, ainsi qu'il appert contre tels & semblables. Donné à Gand en Flandres le 24. Juillet 1511. 350

Traité entre CHARLES V. Empereur, & FRANÇOIS I. Roi de France pour la liberté de la pêche du Harang, conclue à Calais, & ratifié par ledit Empereur, à Mons Capitale du Haynaud le 2. Octobre 1511. 351

Traité d'Accommodement proposé par FREDERIC Electeur de Saxe, entre ERIC & HENRI le Jeune Ducs de Brunswick d'une part, & OTTON & ERNEST, aussi Ducs de Brunswick d'autre part, au sujet des Différends qu'ils avoient & des Indults favorables entre eux-ci & JEAN Evêque d'Hildesheim Pre desdits ERIC & HENRI. Fait le Jeudi après le jour de St. Denis 1511. 353

Bulle LEONIS X. Pontificis Romani, qua HENRICO VIII. Tuncdem Defensori fidei confert. Dat. Rome quinqs Idus Octobris Anno 1511. 355

Revers de CHARLES V. Roi des Romains pour l'acceptation & confirmation de la Capitulation Imperial faite & conclue en 1510, par les Commisaires avec les Electeurs de l'Empire ; promettant de Polverner inconditionnellement en tous ses points. A Aix la Chapelle le 22. Octobre 1511. 357

Littere LEONIS X. Pontificis Romani, quibus HENRICO VIII. gratias agit pro Libris contra LUTHERUM scriptis. Dat. Rome die 4. Novembris Anno 1511. 357

Confirmation de l'Empereur CHARLES V. sur l'Accord fait entre REINHARD Evêque de Worms & son Chapitre d'une part, & le Magistrat de la même Ville d'autre part, l'an 1510. A Worms le 24. Decembre 1511. 358

Prolongation de l'Alliance de Saxe pour 12. Années conclue entre l'Empereur CHARLES V. comme Archevêque d'Autriche, & Duc de Wurtemberg, ALBERT Electeur de Mayence, CONRAD Evêque de Wurzburg, PHILIPPE Landgrave de Hesse-Cassel, & plusieurs autres Princes, tant Ecclesiastiques que Seigneurs, Elects & Villes de l'Empire, pour la maintenance de la Paix publique, & la confirmation de leurs Droits & Jurisdictiones respectives, comme aussi pour la sûreté du Commerce. A Ulme le Lundi après le Remoussin, l'An 1511. 358

Arrêt & Conscription des mêmes Princes & Etats sur le traité ci-dessus. Fait le même jour, & au même lieu. 377

Confirmation en Ratification du Traité d'Ulme par l'Empereur CHARLES V. A Bruxelles le 28. Mars 1512. 377

Traité de Neutralité entre les Ducs & Comtes de BOURGOGNE, passé en considération des Sujets entre FRANÇOIS I. Roi de France & MARGUERITE Archiduchesse d'Autriche & S. Jean de Laune le 8. de Juillet 1512. 378

Bulle Concordata per Dominum CAPANUM tuncpam Commissarium Marchionis Montane cum ALEXANDRO SAXATTELLO tuncpam Reicelle Sae. Romanae Ecclesiae; quibus hic dicitur Commissarium Arcem & Castellum Bagnini cedisse, ut tamen ut per eundem Commissarium ad Urbem Faventium iudicatum, promittens inde ad prefatum Marchionem se iterum, & aliquas guerras & Jura sua eorum se restituerent. Datum 1512. Indictionis X. die 28. Novembris. 381

Accord de QUEDLINBOURG fait entre ERIC, & HENRI le Jeune, Ducs de Brunswick-Landebourg d'une part, & ERNEST & HILDEBRAND d'autre part, dont ALBERT Electeur de Mayence, & GEORGE Duc de Saxe ont été Médiateurs; portant, entre autres choses, que les Châteaux, Villes, & Lieux de l'Electeur, & de la Ville d'Hildesheim qui sont occupés par ledits Ducs, doivent leur être laissés sans qu'on les puisse occuper ni troubler dans cette possession. Fait aux Vignes de l'Avignon de notre Seigneur 1512. Avec les Confirmations de l'Empereur CHARLES V. & du Pape PAUL III. la premiere à Pampelune le 10. Octobre 1512 l'autre à Rome le 17. Decembre 1512. 382

Traité du Pacis, Confédération & Amicitia inter HENRICUM VIII. Regem Angliae, & CHRISTIERNUM Regem Daniae; sans addition de conclusion. Dat. Londini die 30. Junii Anno 1512. 386

Lettres Patentes de FRANÇOIS I. Roi de France, par lesquelles il nomme & institue Madame LOUISE DE SAVOYE sa Mere, Duchesse d'Angoumois & d'Ayen, pour Regente dans le Royaume pendant tout le tems de son absence. Donnée à Gien sur Loire le 12. d'Août 1512. Avec l'Extrait des Registres du Parlement de Paris, pour la Verification desdites Lettres. 389

Destination de FRANÇOIS I. Roi de France, par laquelle il se départ de tous les Droits qu'il pourroit avoir contre la Maison de SAVOYE. Fait à Lyon le 10. Septembre 1512. 391

Traité d'Alliance entre FRANÇOIS I. Roi de France, & HENRI, Roi de Navarre. A Lyon le 26. Septembre 1512, & ratifié par le Roi de Navarre en son Châteaue d'Orthez le 16. Octobre 1512. 392

Confirmation de l'Accord de Quedlinbourg conclu le 12. Mai 1512, entre les Ducs de BRUNSWICK-LUNEBURG & HILDEBRAND, & l'Electeur de HILDESHEIM. Donné par l'Empereur CHARLES V. à Pampelune le 10. d'Octobre 1512. 393

Bulle CLEMENTIS VII. Pontificis Romani, qua HENRICO VIII. Regi Angliae, Tuncdem Defensori fidei confert. Dat. Roma tertio Non. Martii Anno 1512. 393

Diplôme de FREDERIC I. Roi de Danemark, par lequel les mêmes Personnes des Ducs de Sleswick & Holstein font en partie confirmés & ratifiés, par partie changés & corrigés, tant sur ce qui regarde la Culture des terres, que l'Administration de la Justice des Mouvans & autres choses. A Rostock le 24. après l'Ascension de notre Seigneur 1512. 394

Convention entre les ELECTEURS, PRINCES, & PRELATS de St. Em. 394

ANNO
1512.
28. Mars.
8. Juillet.

28. Nov.

1512.
14. Mai.

30. Juil.

12. Août.

10. Sept.

26. Sept.

10. Oct.

1513.

1514.
5. Mars.

1514.
6. Mai.

6. Juin.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1524.

23. Sept.

30. Oct.

1525.

20. Fevrier.

6. Mai.

6. Mai.

14. Juillet.

17. Juill.

11. Août.

Empire Romain contre les ennemis d'Yvion-geron qui se commencent, portant qu'il par-venait en les amplexes au entièrement en le plus qu'il sera possible, & qui, pour prévenir les Blasphèmes & défenses qu'ils-les confent, chacun d'eux les défendra à ses propres Officiers & Sujets. Fait à Her-denberg le Dimanche après le St. Erasme 1524. 397

Confédération des LIGUES GRISES en de la RHETIE, en deçà & au de-là des Alpes, par laquelle ils s'obligent, pour eux & pour leur Postérité, à être toujours loyaux, fidèles, obéis Amis & Al-liez, les uns des autres, à s'entraider de fait & de conseil, & à s'y employer ni leurs Bins ni leurs propres Personnes, an-si longtemps que la Terre où ils habitent sub-sistera; à tenir sûrs les chemins publics, & à se secourir réciproquement & amiable-ment les choses nécessaires. Le Vendredi après le St. Mathieu 1524. 396

Investiture au Inférieur Datus Mediolani Comitatus Papia & Angaria in FRANCISCO M. SFORTIAN LUDOVICI FILIUM, per CARO-LUM V. Romanorum Imperatorem. Datum in Officio Turciffar Anno 1524. per-nalium Obsequio. 398

Diplôme de l'Empereur CHARLES V. par lequel pour la sûreté des Dénées sui-tes, & à faire par la Maison d'Autriche pour l'amélioration du Château de Ravens-berg, & pour la Landgrœve de Baillage Provincial de la Haute & Basse Saale, à elle auparavant cédée, il ajoute lesdites Dénées au Capitul de l'Evêché, en sorte que la Maison d'Autriche ne soit point obligée de se défaire de ladite Landgrœ-ve, & en lui restant la somme Capitu-laire, en ne satisfaisant à toutes lesdites Dénées. Donné à Madrid en Castille le 20. Fevrier 1525. 419

Contrat de Vente fait & passé entre SE-BASTIEN Abbe de Kempton & ses Monies d'une part, & les Consuls & Ma-gistrats de la Ville de KEMPTEN d'autre part; par lequel, pour confier-ent entre eux la bonne intelligence, ledit Abbe & ses Monies résident & transforment au-dessus Consuls & Magistrats, pour les droits de Seigneurie, Jurisdiction, Privilèges, Fruits, Cens, Biers, & autres qui appartiennent à l'Abbe & par ladite Ville, pour la somme de 26000. Florins du Rhin. Le Samedi avant le Dimanche Jubilate 1525. 420

Articles postérieurs au Contrat de Vente, sus-quali Abbe, le Convent, & le Magistrat de KEMPTEN, ont prout réciproque-ment s'observer, & d'accomplir. Le Sa-medi avant le Dimanche Jubilate 1525. 426

Traité de Trêve pour six mois entre la On-chesse d'ANGOULESME, Nerve de FRANÇOIS I. Roi de France Re-gente en France, & l'Archiduchesse MAR-GUERITE Gouvernante des Pays-Bas, pour l'assistance de la Guerre, & la sûreté de la Pêche du Harang. A Brède le 14. Juill. 1525. 423

Conventions inter CAROLUM V. Ro-manorum Imperatorem, & FRANCIS-CUM MARIAM SFORTIA Ducem Mediolani, quibus, ab ingentes sumptus in recuperanda Ducatu imperger, FRANCISCUS prout sibi sibi Imperatori 600. mille Ducatorem auti, ad-mo eadē & transfor profecto Augmentum & Succursus suis quinquid Jure & Aliam habet vel prestabit habere in Du-catu Barrois caterris Ducis in Reges Neapolitanos fuit. Aliam in Palatin Ca-sarem dia 27. Julii duos Nativitatis Christi 1525. 424

Traité de Trêve pour trois mois entre CHAR-LES V. Empereur, FRANÇOIS I. Roi de France & HENRI VIII. Roi

d'Angleterre, pendant lequel temps il Ains permis à la Duchesse d'ALENCON d'aller en Espagne assigner la délivrance du Roi FRANÇOIS I. A Toledo le 11. d'Aoi 1525. 425

Traité de Paix, Amist & Confédération entre FRANÇOIS I. Roi de France & HENRI VIII. Roi d'Angleterre pour la délivrance dudit Roi FRANÇOIS, & pour la liberté du Commerce entre leurs Sujets, fait par Madame LOUISE DE SAVOYE Duchesse d'Angoulême, Nerve de France, FRANÇOIS I. & Re-gente en France. A Blois le 30. Aoi. 1525. 426

Traité de Paix fait en la Ville de Madrid le 14. de Janvier de l'An 1525. entre CHAR-LES V. Empereur, & FRANÇOIS I. Roi de France, dans lequel est aussi traité du Mariage dudit Roi avec Mad-a-moiselle ELEONOR, Reine Douairière de Portugal, Sœur dudit Empereur. 399

Protestation de FRANÇOIS I. Roi de France faite à Madrid avant la signature du Traité de Paix, le 14. Janvier 1525. fils de France, l'auteur enjointant à Pri-nces, & fils d'Espagne 1526. l'auteur enjointant au premier Janvier. 412

Traité de Paix & Amistie inter HEN-RICUM VIII. Regem Anglie & JACOBUM V. Regem Scocie conclusus. Dat. apud Villam Barwick die 15. Janua-rii Anno 1525. 416

Confirmation de l'Empereur CHARLES V. sur le Contrat de Vente & d'Aches passé l'An 1525. entre l'Abbe & le Magistrat de la Ville de KEMPTEN. A Savon-le en Andalousie le 15. d'Aoi 1526. 441

Accord fait & conclu par la Médiation de LOUIS Eleveur Palatin, entre HEN-RI Eleveur d'Utrecht, comme Coadjuteur de l'Evêché de Worms, & son CHAPITRE d'une part, & la Ville de JORMS d'autre part, au sujet de divers Points, & Articles qui étaient en dispute, entre l'autre de la petite église d'été à l'Evêché par les Bénédictins, & d'une Redevance que la Ville doit aussi à l'Evêché de deux Granches d'Blain rompus de Vin, & d'une Bourse rouge entre deux livres & deux de Hellen en Lourd par chaque Année. Le con-venablement auant du Magistrat & est ainsi, & l'un y convient d'une autre manière de l'Abbe & de le confirmer, comme aussi de ce qui regarde le fin des Chèques, la Les-tation annuelle des Pâtres devant les Com-munes de la Ville, le Fosse du Serment, que doivent prêter ceux qui entrent dans les Charges, les Déclarations séculières des Prédicateurs, & la Réstitution des Ornaments des Eglises, &c. A Herdberg le Mercredi après le Dimanche Milencor-dia Domini 1526. 444

Traité d'Alliance entre JEAN Eleveur de Saxe, & PHILIPPE Landgrave de Hesse, pour le dessein de la Religion & des Ceremonies Chrétiennes. A Torgue le Mer-credi après le Dimanche CANTO 1526. 449

Traité de Confédération, appelé la Sainte Ligue, entre le Pape CLEMENT XIII. FRANÇOIS I. Roi de France, la Seigneurie de VENISE, le Duc de MILAN, & la République de FLOREN-CE, contre l'Empereur CHARLES V. A Cognac le 22. Aoi 1526. 451

Extinction & Persécution de l'Alliance de Torgue entre JEAN Eleveur de Saxe, & JEAN FREDERIC son fils; PHILIPPE OTTON, ERNEST, & FRANÇOIS Duc de Brunswick-Lunenburg; PHILIPPE Landgrave de Hesse; HENRI Duc de Mecklenbourg; WOLFFGANG Prince d'Ansbach; GEBHART, & ALBRECHT Comtes de Mansfeld, pour leur commune défense, & pour la sûreté de la Paix. Faite à Magdebourg le 12. Juin 1526. Avec

ANNO

1525.

30. Août.

1525.

1526.

24. Janvier.

14. Janvier.

15. Janvier.

15. Avril.

15. Avril.

2. Mai.

22. Mai.

2. Mai.

22. Mai.

2. Mai.

22. Mai.

22. Juin.

22. Juin.

22. Juin.

22. Juin.

DE LA I. PART. DU TOME IV.

ANNO
1516.

8. Août.

8. Août.

29. Sept.

10. Oct.

13. Decemb.

13. Dec.

15. Dec.

1517.
14. Janvier.

27. Mars.

Avec l'Assesſion de la Ville de MAG-
DEBOURG en cette Alliance ; pro-
mouvement par une ſonſte Ouverture du
14. Juin 1516. puis par une Reſolution
ſuivie du 25. du même mois ; eſſayé par
un Recors, en Declaration ſur ce ſujet de
la part de la Ville de Magdebourg, daté
le 25. Juin 1516. 451
Treaté entre FRANÇOIS I. Roi de
France, & HENRI VIII. Roi d'An-
gleterre, par lequel ils conviennent de s'as-
ſeſſer pour l'Empereur CHARLES V.
l'un contre l'autre, & que le Roi d'An-
gleterre tiendra le main à ce que les Fils
du Roi FRANÇOIS, ſoyent en Eſſigues,
ſuient mis en liberté. A Hamptoncourt le
8. Août 1516. 453
Contrat de Mariage, entre JEAN FRI-
DÉRIC Duc de Saxe, Fils de JEAN
Electeur de Saxe, & SYBILLE Fi-
lle de JEAN Duc de Juliers, de Cleves,
de Berg, par lequel, entre autres choses,
il eſt dit, & déclaré, que ledit Duc JEAN
& la Duchesse MARIE ſa Femme, ven-
ant à deceder ſans Heirs mâles, en ce cas
les Principautés de Juliers, de Cleves, &
Berg, commenceront les Comtés de la Marche,
& de Ravensberg, avec toutes leurs de-
pendances, paſſeront & apparteniront à
ladite Princesse SYBILLE ſeur Fille.
Fait à Mayence le 8. d'A. de 1516. 459
Alliance particulière entre JEAN Electeur
de Saxe, & ALBERT Duc de Prus-
ſe & Margrave de Brandebourg, pour
le ſervice de la Religion & des choses qui
en dépendent. A Königsberg en Preſſe
le jour de Saint Michel 1516. 463
Revis & Concacſion pris par CASIMIR
Margrave de Brandebourg Anſpach, avec
les Etats du Pais provinciallement asſem-
blés, touchant la maniere dont on devra
ſ'y comporter en conſequence du Revis de
l'Empire fait à Spire jamaſ en la tenue
d'un Concile Oecuménique ou National, en
juſqu'à ce qu'il en ſoit ſuſtenuſement
ordonné. Fait à Osnabrück le Mercredi
après le St. François 1516. 465
Diplôme FERDINAND I. Romain
Roi, daté ORDINIBUS REGI
BOHEMIE ; que ſi, liberi eorum vir-
tutibus, iuxta libertates Regis, electum in
Regem Bohemie recognoviſſent. Vienne le 13.
Decembre 1516. 469
FERDINANDI Romanorum, Hunga-
rie, & Bohemia Regis Littera, quibus
Principibus Regni Bohemia, ab antiquis ad-
ſcriptionibus & antiquis omnes adſcrip-
tionibus promittit ſi quis contra eas quidquam
vi aliquo attentaverit. Datum Vienne 13.
Decembre 1516. 469
FERDINANDI I. Romanorum & Bo-
hemia Regis Littera, quibus Compacſſationem
inter Concilium BASILEENSE &
Regnum BOHEMIE ac Marchionatum
MORAVIE ſuorum conſeſſationem,
ut ſi aliam Regis Privilegiarum
manutentionem promittit. Datum Vienne
15. Decembre 1516. 469
Revers de FERDINAND I. Roi de
Hongrie & de Boheme pour les Princes,
Noſſes & Etats de SILEſIE, perſons
que, lors qu'ils n'ayent pas eſt appellés à
ſon Election en qualité de Roi de Boheme,
leurs Privileges & Immunités n'a ſon-
tours aucun préjudice. A Vienne le 14.
Janvier 1517. 473
Revers en Littera des Provinces de JU-
LIERS, de BERGUE, & de RA-
VENSBERG, portant Declaration &
Promesse d'obſerver l'Article du Contrat
de Mariage de JEAN FRIDERIC
Duc de Saxe, avec SYBILLE ſeſte
Duchesse de Juliers, Cleves, & Bergue,
par lequel il eſt dit & convenu, que ſi
le Duc JEAN & la Duchesse MA-
RIE ſa Femme venoient à deceder ſans
TOM. IV. PART. I.

enfants mâles, les dites Provinces perſeſſent
à ladite Duchesse SYBILLE ſeur Fille.
Fait le Dimanche Remémoré 1517. 474
Treaté entre FRANÇOIS I. Roi de
France & HENRI VIII. Roi d'An-
gleterre, par lequel le Treaté de Meurs
de 1525. eſt conſolidé, qu'il y aura Paix per-
petuelle entre les deux Rois ; que l'un d'eux
ſeſſera les ennemis de l'autre ; que la France
ne ſera point troublee en la poſſeſſion des
Seigneuries qu'elle tient ; que le Roi d'An-
gleterre ne ſera point inquiété pour ce
qu'il poſſede deſus la Mer ; & que le Roi
FRANÇOIS I. lui payera tous les Ans
cinquante mille Ecu. Avec les Ratifica-
tions des deux Rois. 472
Treaté entre FRANÇOIS I. Roi de
France, & HENRI VIII. Roi d'An-
gleterre, par lequel ils conviennent que les
deux Rois conviennent leurs Ambaſſadeurs
l'Empereur CHARLES V. pour
ſeſſer à la Paix ; qu'il ſuſtenuſent
qu'il doit au Roi d'Angleterre ; qu'il dé-
livrera les Fils du Roi de France, & que
MARIE Fille du Roi d'Angleterre ſera
marée avec le Roi FRANÇOIS I.
ou avec HENRI Duc d'Orléans, ſecond
Fils du Roi. A Wijnſtaffer le treizieme
Avril 1517. 476
Declaration des Deputés de HENRI VIII
Roi d'Angleterre, que ſi l'Empereur
CHARLES V. met en liberté les Fils
de FRANÇOIS I. Roi de France &
ſuſtenuſent au Roi d'Angleterre de ce qu'il
lui doit, les deux Rois ne ſeront plus la
Guerre, ſuſtenuſent l'Empereur. A Wijnſtaffer
le 30. Avril 1517. 481
Revers en Littera des Provinces de CLE-
VES & de la MARCK, portant
même Declaration & Promesse de leur part,
que celles des Provinces de JULIERS,
de BERGUE, & de RAVENS-
BOURG. De jour appellé Godit-Tag,
après le Dimanche Jubilé 1517. 482
Treaté entre FRANÇOIS I. Roi de
France & HENRI VIII. Roi d'An-
gleterre, pour l'extinction d'une Arme de
treize mille hommes de pied en Italie, &
de mille hommes d'armes, pour obliger
l'Empereur à donner la Paix à la Chré-
tienté. A Wijnſtaffer le 29. Mai 1517. 483
Accord & Capitulation du Pape CLE-
MENT VII. avec le Prince d'ORAN-
GE & les autres Generaux de l'Armée
de l'Empereur CHARLES V. qui le
tenoient ſeſſé dans le Château St. Ange. 485
Capitulation concluſe inter Caſtreſum Erec-
tium in Italia commorantem & CLE-
MENTEM VII. Pontificem Maximum.
Data die 25. Januari Anno 1517. Voyez
la ſupplément à la fin de la III. Par-
tie de ce Tome. pag. 229.
Treaté de Paix perpetuelle inter FRAN-
CISCIUM I. Regem Francie & HEN-
RICUM VIII. Regem Anglie, &c.
que ſaper annos treſſis Regi Anglie pendeſſent
concluſus. Dat. Amſterdam 18. Auguſti
Anno 1517. 487
Treaté entre FRANÇOIS I. Roi de
France, & HENRI VIII. Roi d'An-
gleterre, portant que les deux Rois re-
cevront leurs paſſiers ſur le Duché de Mi-
lan, ſi le Duc FRANÇOIS SFOR-
CE y eſt établi ; que le Roi d'Angleterre
ſuſtenuſent au Mariage de la Reine E-
LEONOR avec le Roi FRANÇOIS I.
qu'il ſera Proteſteur de la Paix entre
l'Empereur CHARLES V. & le Roi
FRANÇOIS I. ; que les Marchands
Anglois auront des mêmes Privileges, dont
ils jouiſſoient aux Pays-Bas, & avant de
ceux que la Guerre d'entre l'Empereur
& lesdits Rois. A Amſterdam le 18. d'Août
1517. 492
Treaté entre FRANÇOIS I. Roi de
France, 4

ANNO
1517.
30. Avril.

30. Avril.

30. Avril.

12. Mai.

29. Mai.

7. Juin.

27. Juin.

18. Août.

18. Août.

18. Août.

TABLE CHRONOLOGIQUE &c.

ANNO
1527.

10. 15. 20.
21. Sept.

11. Nov.

26. Nov.

7. Dec.

France, &c. HENRI VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois d'Angleterre, le Comte universel qui sera couronné par le Pape, tant qu'il sera prisonnier de l'Empereur CHARLES V; que durant ce temps l'un d'eux n'aura nul regard aux Mandemens &c. Brefs du Pape, s'ils sont au préjudice des deux Rois, ou de leurs Sujets; mais ce qui sera ordonné pour le service des deux Rois sera exécuté. A Amiens le 25. Août 1527. 404
Offres faites par les Ambassadeurs de FRANÇOIS I. Roi de France à CHARLES V. Empereur, &c. les Réponses dudit Empereur. A Valence les 10. 15. 20. &c. 21. Septembre 1527. 405
Infradition donnée à l'Évêque de Tarragonne, Ambassadeur du Roi de France FRANÇOIS I. vers l'Empereur CHARLES Quint sur le différend l'extinction de Guerre. A Paris l'ancien Novembre 1527. 503
Capitulum tra la Santita del Papa CLEMENTE VII. Pontifice Massimo, &c. le Signori Capitani della Esercito Cesareo, &c. dicto Exército, per la libertatine di sua Santita. In Roma à 26. de Novembre 1527. 406
Capitula conventa inter Ligam, Sanctissimum universitatem, videlicet CLEMENTEM VII. Papam, FRANCIE &c. ANGLIE Reges, Cardinalem Eboracensem, Dominum VENETUM, Ducem MEDIOLANI, Republicam FLORENTINAM &c. Ducem FERRARIÆ ab una, &c. FRIDERICUM DE GONZAGA Marchionem Mantua ab altera parte, pro ejus ingressu in prefatam Ligam contra Exerctum Cesareum tunc temporis Urbem Romanam adjacentem. Actum Mantua die 7.

Decembris 1527. Cum Ratificationibus Ordinum Legi de die 25. Decembris, nec non FRANCISCI Francorum Regis die 26. Decembris 1527. 513
Traité de Paix entre CHARLES V. Empereur &c. CHARLES Duc de Gueldres. Fait au P. Aude 1528. 514
Provis-Verbal de l'extinction de Guerre faite par GUIENNE Herault d'Armes du Roi de France FRANÇOIS I. à l'Empereur CHARLES Quint, le vint-deuxieme Janvier avant Pâques 1527. 503
Traité de Trêve pour huit mois, entre CHARLES V. Empereur, FRANÇOIS I. Roi de France, HENRI VIII. Roi d'Angleterre, &c. MARGUERITE d'Autriche, Gouvernante des Pays-Bas, pour tous les Pays de la Mer; &c. de la Mer. A Hamptoncourt le 15. Juin 1528. 515
Interpretation d'un Article de la Trêve faite à Hamptoncourt le 15. Juin mille cinq cent vingt-huit, touchant la suite des biens des Particuliers qui en doivent jouir depuis la publication du Traité de Madrid jusqu'à la dite Trêve, à la réserve de ceux de la Duchesse de VENDOME &c. du Prince d'ORANGE, &c. aussi de ceux de MARGUERITE Duchesse de Savoye. A Malines le 30. Juillet 1528. 517
Contrat de Mariage de PHILIPPES de Savoye Comte de Geneva, avec CHARLOTE d'Orléans, passé le 27. de Septembre 1528. 518
Tractatus Pacis inter HENRICUM VIII. Regem Anglie &c. JACOBUM V. Regem Scotia in quinquevium conclusus. Dat. Bernia die 14. Decembris Anno 1528. 519

ANNO
1527.
1528.

22. Janvier.

15. Juin.

30. Juillet.

17. Sept.

14. Dec.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME II.





D U

DROIT DES GENS;

O U

RECUEIL

DES

TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO 1501. Vergleich zwischen Heinrich und Erich Erbs-
bern / Herzogen zu Braunschweig und Lüne-
burg, und Herta Berthold Bischoffen zu
Hildesheim / wie auch denen Städten
Braunschweig, Hildesheim, Ostermün-
ster, Hammoor / Lünebeck, und Vertheim
aufgesetzt. Beginnen sie sich untereinander
wegen aufsetzung einiger Silber-Münz beider-
den / nach wie solches anstellen verordnen, und
nach verfahren worden alle Vordiallen einmüthig.
Oben zu Hildesheim 1501. [LUNIC,
Leunichs Reichs-Archiv. Part. Spec. IV.
Abtheil. IV. Bl. 149. v. pag. 21.]

Cost = 4 - direct.

Convention entre HENRI & ERIC, Freres, Ducs de Brunswick-Lunebourg, BERTHOLD, Electeur d'Hildesheim, & les Villes de Brunswick, Hildesheim, Göttingen, Hanover, Hambeck, & Northheim. au sujet de la Fabrication de la Monnaie d'Argent, & du prix des Ventes à proportion de celui de ladite Monnaie. A Hildesheim Ann. 1601.



Tom. IV. Part. I

[illegible]

ANNO
1501.

1

ANNO
1501.

rathschlagen / tho erscheinende beschreiben und ge-
fordern hebben / sed alsoe tho der Erde Inseer der-
ordenen Rade / und de geschiedte der upgenante
Eerde einer erdscheiden / erdelichen und wol-
derschickter Ordinanzien einer nigen gemeine Mün-
te vergelicht / und deroet / de wo / So de van
Unser geschiedden Reken an uns gelang-
ge / in all dem Puncten und Artycken frucht-
barck erkant und gesunden / daromme an-
genommen und bewillert hebben / De wo Bi-
schop und Herren vergaant / verlijffigen Ver-
naghen in allen ihren Puncten na ihrem Inholden
gegenwertigen in und mit Koest dāst Inseer vor-
sigsten Beres bewillen und annehmen / de Orde-
nantie denne luter von Werde tho Werde / so
hina erfulget.

Tho gedachten dat up hāt Jherdach na dem Er-
tage Oculi, des Jārs als man schrey verlijff-
hundert und ein / in der Stadt-Budenken uppe
den Rathhauß dāstelst / der Erwerdigen in
Vnde Daders Erndtlichen Hochgeren Fürsten
und Herrn / Herren Dāstels Bischofs tho Bil-
denham und der Keiden tho Berden Administra-
toris, Herren Juristes des Stēren / und Herren
Eidts Gedecken / bespe tho Brunschweid und In-
naberth Herren / und ed der erlichen Eerde
Brunschweid / Bilsenham / Gotingen / Hannover /
Emsde und Nienem verwichenige Rade / dorch
verdrachfenne der upgenannten Fürsten und
Herren erckent / tho samende gewest / de den
schelichen Doll und Verlijffunge der gemeine
Gelde- und Silbere-Münze mit typischen Rathschla-
ge der gemeine Landheeren them besten betrachet /
bewogen / sich them besten na dem vordachten Rath-
schlage uppe nach folgende mininger geschilt Jere
und Werck van ihrem Herschappen gang gemein-
schick veroringt und verdragen haben.

Also dat de Eerde / nach dem se van den
Fürsten und Herren Münze tho schlande
gmeinschick veroringt / van sinen na den erden
eine nige Silbere-Münze dem gemeinen nuch
stemma them besten / tho schlande mit notdreff-
gen beverigen sitigen schilden veracht wesen / doch
tham ersten Anfang der nigen Münze / schullen
die Eerde ansechlich wesen sich twe der geschick-
ten Eerde der nigen Münze tho schlande erwie-
de de nigen Münze them ersten dorch verdrachte
Münzwesere / de wo Ede beschridet de Bude
und Wā tho volterne ichan schille / Berede aber
den Eerden alle vordē Münze tho schlande na
verdrachte Orderninge / schill tho them Kē sin / so
se de Münze gruge hebben / ed mach ein Jureid
van toben Eiden hie Münze schan up dāse ver-
ganante nige Verdrachte na der Stadt und des
Landes glegenheit / so dat de na wardering verdr-
achte Münze sich darnach verlicke / In er-
ste tweiff Kreschen up eim guten silverschigen Rin-
schen den Kreschen Gilden der tweiff Kreschen de
gemeinere Markt hebben schill tweiff lot siner
Silvers / und der Eide der Kreschen schullen we-
sen sēden und verdracht der mengung / so kump de
sine Markt Silbere up nigen halff Rinde Gilden
unde treut Kreschen / de up sechshen Schil-
linge / so hina restigende wart erchlagen schullen
werden.

Van andern / und also rest schullen de twe E-
de den andern dreien schan luten dier nacten-
ten Kreschen up einen Rinschen Gilden Kreschen
schlagen / de am Goide und der gewichte gut und
verdrachte / so / der Kreschen schill de gemeinere
Markt werden achte lot siner Silvers und ein Den-
tun / und der Eide schill na up de Markt hundert
und achte geschlagen werden / alderom se kump de
Markt siner Silvers aber up nigen haben

Rinsche Gilden und rest Kreschen des stiftigen
Geldes / und dier nactenachte halff Dā / der
restigste Drie einen Kreschen markt desuden
Geldes.

Tom besten schullen van den twe Eiden ed
seinerding Kreschen der einen Rinschen Gilden
Kreschen schlagen gemunt werden / desuden
Kreschen schill de gemeinere Markt hebben ses loch
und ein Dientun siner Silvers / und der Eide
schill weien up eine Markt hundert und ses un-
wunt / so kump de Markt siner Silvers up nigen
haben Rinsche Gilden und seim Kreschen der-
sine Münze / und einwuntachte Dole der achte
halff undrecht Dole einen Kreschen / machen na der
nigen Silveren Münze / de nige Jacobi schreyt
es folgende them Wegung gemunt und erlangen
schill / also denne so vor in allen Eiden / und al
se binnen und luten allerding Handel und Kop-
manschap / wraente de verdrachte genigst und
schickten schullen werden / doch samende und dar-
to is verdracht / dat de upgenannten Fürsten und
Herren / samte den Eiden / so dier so luten den van
Gesilt dāst Rathschlag und Wegung der nigen
Münze darnach se verdrachtlich mit dier Mün-
ze duffte Lande verlijff / dorch merckliche dier We-
schop verwichenige van sine up dāse nige nigen
Markt / se uns gesilt schill weien / hanteln la-
ten schullen / und wo de geschiedten der Fürsten
und Eide des by ten van Gesilt nicht in erlangen
worden / Also denne se schullen de Eide sich na al-
ler indigheit by den verdrachten des Handels be-
sligen / und ed verdrachte der van Gesilt und
alle ander schilde Gilden und Silveren geschla-
gen Münze / und de ed volständig geschlagen wart /
samt der sigen gantschaffigen Dier Münze / na
der nigen Münze na billigkeit by besten gewerck
und geacht / na dier rechten werbung in den
upgenannten Eiden und Landen der Fürsten
und Herren genommen werde / und dāmit nicht verdr-
agen gehandelt / se schullen de Fürsten / Herren
und Eide dier Rade des Rathslages na Cantate je-
gen Hildesheim wederum tho hie in der Hecker-
ge / und des Domeskeres van sinen dāma fro Weg-
gen am des Eigens Adre / up dem Rathhauß tho
Hildesheim de Verdrachte alle schickter und gant-
schaffigen sigen Gilden und Silveren Münze van
den Eiden der verdrachte indigstertig worden /
und wo de Werdringe der Hildesheimen und gant-
schaffigen Münze also denne van den geschickten
gmeinschick / schill und anderschick befunden / so schill
de van den Fürsten und Herren gmeinschick / thogien-
ten / der nigen Münze up dier Dagesen de
sine Wegung gelider / ed in der Herrn Landen
gehandelt / und de Münze gehoben werden / ohne
Inage und Verdrachte / und de Eide schullen
by den doren erntlichen von verdrachten na der ei-
gen Münze dat Weid gebraden / dat Eper ge-
wont / und van allen andern Hantwergen / alle Eiden
/ Schomachern / Ritschschwaren te dier Ware
und Eide / de Dagesen / ed der dier Arbeit mit
der nigen Münze na werbung der doren / alles
na verdracht driehet ind gehandelt / darum de
Armen und Riden jege billigkeit nache driehet
werden.

Wert ed dat sed de selbe Kop verandert / also
denne schullen de gemant Eide so denne Kone tho
schanden unverschickter sin / sinder de upgenante
Rade der Fürsten und Eide / schullen und nigen
denne up verdrachte Eide de eyn krom / und na
Verdracht dāmit tho erndte macht hebben.

Und up dat de nigen Münze handtschaffig by dier
Werde und Eide / und unverschickter by dier Up-
sate gehoben werde / se schill man de nigen Münze
alle Jar twe / als einst am Martage na Quasi-
modo-

ANNO
1501.

ANNO
1501.

modogeniti, und singt na Galli Confessoris
des Wandraßes bischöflichen / und de Eden prebieren
laten/ und mit duffel bereydenen schall den Jüden
an ihrer Herenheit der Mäns / set den andern
Steden an der Gerechtheit Mäns the schlaude /
na duffel meininge um Alstet oder verfringne ge-
scheit/ sondern sin jöden gerechtheit / sampt duffel
vermeine an schand vorbeibeln sind.

11. Als alle wir Richter und Rathge vorgerant /
 de salffige Ordinanctz von Uns und dem Steden ge-
 theiligt und angenommen / na dem Inholden der ver-
 folgen / und der dierem begrieffen ende tho geyen ge-
 nuygt / und gewillt / hebben wir darna ernewelt
 Uns beprieten und hochverordnen Geistlichen
 und Weyden die jüngen Alden jänigen jäh-
 denken / des Wunders nach dem Sontage Can-
 tate uttgefahren / darufft Unser Stede thege-
 rant / der mercedile Rates-Personen neuen An-
 feren Radel als ersehen und geseit / de beprieten
 und verordnen Wiler Herman Hoer / und
 Wiler Herman de Brumvint / Wiler Dietric
 Quell tho Inseker / Wiler Gerd tho Embert /
 und Wiler Tenge Mengel tho Hiltenem / alle
 Wäntermeist de jüngen Alden in der Steden /
 alle Wäntermeist gantzfarbige Wänter / na dier
 rechte Werben / tho pieren / tho verstellen / und na
 dem inwendigen gabe / na der nigen Wänter de An-
 fere Stede schlaen werden / to werden tho se-
 ten / also se danc in der vor eralten Ordinancien
 der nigen Wänter verordnet / by sich geyt / und also
 de Wäntermeister sich der Alden und Wäntermeist
 gantzfarbigen Wänter na Nothdort erbaren und er-
 kumbet / hebben se künften Radel und Steden be-
 zant / wo se de Alden und Wäntermeist gantzfar-
 bigen Wänter inwendig r gabe gefunden / set wo se
 de salffigen mit der theuerbierigen nigen Wänter
 vergeltet in einer verordneten fechten vorclart / over-
 gewantworet / und also de Weebe und Erwinde der
 Alden und Wäntermeist Wänter / van den Wänter-
 meisters geschriben / van Anfere und der Stede ge-
 schriben / na Anfinge der notien berathschlagt
 na dierem Berathen nicht anders van villich und
 vollenstendig erkant und besunden / hebben Unser Radel
 mit lunge der Steden geschriben de Berordening
 und lunge der Alden und Wäntermeist Wänter / na
 Anfinge der verordneten fechten set bewillt und
 angenommen / de verordnete fechten der Wäntermeister
 lunt van Doeden tho Wänter / also de overgeant-
 woret und erfangen / also herna erselet.

Ein Jahr als man schreift vierhundert und
 ein / Dinstages an dem Sonntage Cantate ,
 haben zu Welter Herman Hertz und Welter Herman
 den Wundschwitz / Welter Dorst Voss die Län-
 derherr / Welter Cord zu Embcke / und Welter Con-
 rad Wengel den Hültenfenn / alle Wundschwitzer / mit
 Bewill der geistlichen Riede der Ewerwideren in
 G.D. Daders und Hochgerichten Hülten / Unser
 gedignen Herrn / des Bischoffs von Hültenfenn ein
 und Herrn / Herrn Hunderich und Erichen / Gebür-
 dern den Wundschwitz und Ländereich Hantgen /
 sampt den geistlichen Rades-Parlomen mit den
 Rieden der Riede Wundschwitz / Hültenfenn / Göt-
 tingen / Hanner / Embek und Nierfenn / de
 den ihum Inntenfenn / och Hültenfenn freun-
 den gnedigen Wuntes / de Wuntes ewiget / spen-
 dlich na lauffen der Kunst die verordent beschei-
 det vorset / de wo mit der theuflischen nigem
 Mäner / de de Riede vergangen / na Ankniffen ein-
 er Deinationen Uns entsetzt die Rieden werden
 verglichen / in Geseft / Formen / Wuntes und Wun-
 si / hirma erfolgende / de Penning der wunff Hülten
 gelden der Rieden ein / de verurwundten
 schullen gelten einen Gulten / schall herten de ge-
 wunden Markt beschallt sein hirma einen Eldern

Tom. IV. Part. I.

schall an ein Lied gan setzen und vertich / so kloppe
de Ward fines Silberz up nigen Gilden / und
desulven Kreschen und nigen Penninge / und
esttalsch Deil der verdrincktsch einen Penning
machen / Hiltenscheische / Giltenscheische / Ein-
scheische und Gotscheische Achtlinge oder Keetlinge
de iung ganchtschalt sin / einen der festlichst nien
Pennung / de man iung machende wert / so kloppe
desulven Achtlinge treu unseffig und treu nigen
Pennungen der einen Kinschen Gilden / so kloppe
de sin Wact up achte Gilden und brandertig
Schillingen der seunderlich einen Gilden gelten /
und des nigen Pennungen und verffschende
Deil der verffschende halff einen Penning
machen. Matthias-Kreschen einen der sin
Penninge kommen einunseffig treu einen
Gilden / ein Pennung / so kloppe de
Ward siner up achte Gilden und ein Dert
und vier Pennungen / Wactreschen einen der
negentz Pennunge / so kloppe desulven
Pennunge / so kloppe desulven und des
Pennunge treu einen Gilden / so kloppe de
Ward siner up achte Gilden und ein
Wactreschen / und jische Deil
desulven Wactreschen ein der achte
Pennscheische Pennunge / so kloppe desulven
treu einen Gilden / der Matthias-Kreschen
ein der drei Pennscheische Pennunge /
so kloppe desulven treu einen Gilden /
der Brandtscheische Pennunge treu
den sin Kreschen / der treue einen
Gilden gelten schullen / eider
verdrincktsch Pennunge na den
Kreschen gemacht / und des
Brandtscheische Pennunge der
Kreschen eine der verdrincktsch
einen Gilden gelten schullen /
eider der treue der sin gerdente
Pennunge / drei Brandtscheische
Pennung und ein Dert der der
Kreschen eine der seunderlich
einen Gilden gelten schullen / eider
achter der nigen gerdente
Pennunge / Hiltenscheische /
Giltenscheische / Ein- und
Gotscheische Keetlinge ein
Juncel der treu Pennscheische
Pennung und ein Dertling / so
kloppe der einen Gilden
treuendseffig und des
Dertling / Mattheische
Kreschen ein der drei
Brandtscheische Pennunge /
Dertner gerdente ein der
drei Brandtscheische Pennunge
und ein Dertling / de
eiden lübschen Schillingen
einen der treu nigen
Pennunge / de Riter
Wirtzenne treu einen
Pennunge / de ob
der Brandtscheische und
Dertlinge schullen
gelde gelicke de man
schulte wert up de
Kreschen der verdrincktsch
schullen einen Gilden
gelten / und heben
sin Probatien gethan
up de Gilden / de
hie na beschreiben sin /
als der Kreschen /
Geilichen und
Berlichen / und der
gefunden der nigen
Kreschen treue der
mittelstren verdrincktsch /
und der Kinschen
seunderlich mechten
geret sin / nemlich
der Arze-Schippke
Ellen / Lirre / und
Wing / des
Wals-greden / und
Wirtche Gilden /
des Mattheischen /
der Herrn von
Sofin / Dertner
Gilden / de de von
Swigschers kinsch
sein / nige
geschaltene Gilden /
des Horigen von
Vennern / der
Edele Dancberch /
Ellen / Franckhen
Nertlinge /
Bafel / Hamborch
und Lindeberch /
und desse
nicht besternde
Gilden / als
Eureter und
Fronder
Gilden sin
gering / Insich
wude den
Kinschen ein
Dert des
Gotes / also
de andere
Gilden /
besten
wert nicht
von den
Werden /
darup
treu
Erzeunge
geret
heben /
darum
moest
man
de
alle
in den
Lenden
der
Herschen
verdricken /
und
de
verdricken
Gilden
alle
gan
loben.

So danc salge beide des Godes und Mäntes; wo
de von den Wintermestern; wo eralt; geschen; so
weggeantane Wöster; Hergen und Ede; in allen
Pomeran und Arschelen angenomen und bewilt;
anomen und bewilt; de sevelen eet harzmerdigen
in- und mit Krafft dufes Inses vorgeten Broest
lind nachdem ein rüchlichem beroge; und
volligendigen Erlesen; so je nicht anders
tho geldwende; A 2. flande

ANNO
1501.

ANNO
1501.

stande an de Seebe vorgenant / van Unsern
Bischoffes und Hartogen vorgenant / seli-
gem und gelicklichen Vorfahren / Eldern
und Voereldern / gesamen und doch van den
Seeden ane Unser des Bischoffs und Harto-
gen treffliche Bybestande / hulpe und Ge-
walts nuchdarlich nicht mag / edder kan vol-
endet werden / angesein de Seebe in Unser
ren Seiffen und Landen niches tho gebeden
hebben / dazumme so schullen und willen
Wy upgenannte Bischoff und Unse Tzafol-
ger / oc Wy Hartogen und Unser Troen /
Unsern Seeden / in der nige Månite tra-
welchen beschützen / beschermen / handtha-
ven und vorderegen vor alles weime / und
oc in Unserem Seiffe und Landen by allen
den Unseren / den we tho gebeden hebben /
erslicken und verlicken dohn vorschaffen /
und by einem abgesetzten Nothe gebeden
lachen / duse Ordinanthe der nigen Månite
selich / statthaffigen und unvorruet tho
holden / Ante wo jener nucherklich gefunden
erstlich na uffgauer Wihe gebietet und gestraf-
ft werre.

Und wo Bögemeister und Ade der Seebe von-
genant / schullen und willen oc denigen Munte /
wo de in der Ordinanthe hievore gesat verordnet
standhaffig / erwelich / waff und unvor-
ruet / dem gemeinen Tutte ehem besten /
in and an der Innwendigen Göde / und oc
der abgesetzten schrodunge holden / doch un-
geschelich eines / edder eines halben Kro-
schen weniger und nicht böger verkleinen /
und wo dar enregegen van Unsern Månite-
meistern an Unse bemußt gehandelt / dar
mede die Ordinanthe der Månite vorruet
und nicht geholden / wollen und schullen wy
sobanes unbillich vornemen wo gehorlich in
Berath nehmen / wy schullen und willen mit
hulpe und Ade Unserer gnedigen Herren /
de nigen und andere lehendische Gole und
Silveren Månite buzen de abgesetzte
trewe Termine in der Ordinanthe an Oc-
cu bemuelt / uffgah so wacken des von niden
fi und verlosen / beschützen und probieren
lachen / up dat duse gute Behempege der nigen
Munte by Macht und Krafft mige beholten
werren

Wo Bischoff / Hartogen / und Seebe samit und
besondern / wollen und schullen oc ein selich lpftein
hebben de nige und andere Munte dem Gemeinen
Nuth tho derrange und schaden / also vele Jar lang
heimlich und openbar geschehen / nicht besethen
noch verstant / edder anders von also derch de rech-
te tributen verstat / und samit mit der Munte ge-
handelt werde / und oc besethen de nige Munte so-
ren begelichen / statthaffigen und seuchbarlichen
ante / so wie nicht anders Uns vorsehen den wer-
den / erlangen / und der selbner Munte tho hump-
figen enderen inchten / edder oc dat de lehendische
Munte / de alere wo hier beveren angetogen /
beschiget / probiert / und mit der mit Munte dorge-
litter an dem Koene und Scheldinge verkleinet und
vernedert were werden theumfahigen geworden / so
migen und schullen wy Bischoff / Hartogen und
Seiden / edder Unse der meist Deil de selffigen
verleichen Munte ganz verheben / und sobane der-
her soll dem Reichen theile nicht entagen sin /
Wy Bischoff und Hartogen de Seebe daz-
tho beschützen und beschermen / so wy dem
Seeden also dem Unseren sobanes plichtig und
schuldig sin / alle Armut und Punere / sampt und
besondern wo de hievore ertalt / so de Uns Bischoff
Hartogen und Seide / in sampt und eine jurelitten

ANNO
1501.

belangen / werden wie Uns ein dem andern unvor-
ruet / selich / waff und getruemlich wol tho hel-
den / ane alle ange liff und Geerde.

Tho Hietende aller vorgeseiden Punten und
Arbeiten / und dat de alle / wo de hievore ertalt /
also bereitet und verlicken / ist duse juremewerte
Noete dorever begrepen / verstat / de mit Unser
Bischoff / Hartogen und Seide vorgut Juregele
im Jar verstuendert und ein / des Jurdage na
Canate bereitet / der den upgemelten Herrn und
Fürsten einem jurelitten ein / und getradem Sten-
den Brundwid und Hiltensem / einer jurelitten ein
verreichte geantworet ist werren / Und hievore und
eher sin gewest Unse vererlichen Bischoff / Harto-
gen und Seiden vererlichen Ade und gesuchte
Kates Personen / also dem Unse Bartold Bischoff
wegen / die Berdigen und Hochtraden Unse le-
ven andechtigen Tilo Brundes / Verreit thoem ligen
Erzge / Henning Jarnard beide Doctores /
Unse Karden tho Hiltensem Dordern / de blö-
tliche Bartold van Rutenburg Unse Doget / unde
leve Getrume / van Unse Hartoge Jurelitten wegen
de Erverdige / Erassige und Dichtigen Neth le-
den Andechtigen und Getrume Berchard Abbt tho
Kathagessen / Johannes Witten Lennid Smit
Wahl binnen Brundwid / Hinne van Campen-
den und Verchard van Erindburg / van Unse Harto-
ge Ertes wegen de Erverdige Johannes Adre
Caupler / de Dichtigen Erasmus van Denecken /
und Huet van Hilten / Unse leve Getrume /
van wegen Unse der Stadt tho Brundwid de Er-
rasen Henning Calmes / Gerwin Witschop / Di-
niet Schay / alle Bögemeister / und Wesser Hen-
rich Wunsler Secretarius / van Unse der Stadt
van Hiltensem wegen / de Erassen Henning Brun-
des / Henning van Hori / Hinrich Galle / Hinrich
van Kemmel / alle Bögemeister / Herman ledewit
Hans Holck / Hinrich Kretschmar / und Warner
Wintelman Kates Personen / van Unse der
Stadt van Göttingen wegen / de Erassen Hans
Ade und Hinrich Erster Aldemeister / van Unse
der Stadt van Hamme wegen de Erassen Hans
Wlenen und Volscher van anderten Bögemeister /
van Unse der Stadt van Embek wegen / de Er-
rasen Hinrich Erster Aldemeister / und van Unse
der Stadt van Nethem wegen / de Erassen Hin-
rich Diefede Bögemeister.

II.

RAYMUNDI, Curensis Cardinalis & Apostolicus
a Latere per Germaniam &c. Legatus Conforma-
tis Duedennalis Federis Suevici Prorogationis
Anno 1500. facta. Data in Oppido Hall Her-
bipolensis Ducatus Anno 1501. 8. Kalendas Fe-
bruar. Cum BULLA Pontificis ALEXAN-
DRI VI. quod prefatus Cardinalis potestatem com-
mittis pacificandi inter Principes Catholicos Treu-
gis ac Inducias inducendi, Concordationis eorun-
dem confirmandi &c. Data Roma apud S. Petrum Anno Incarn. 1500. tertio Nonas Octobris.
Und cum alia BULLA eiusdem Papa dicti
Cardinalis facultatem committens, contra Prin-
cipes, Pacem & Treugas inire munit, proceden-
di illis compellendi. Data Roma apud S. Petrum,
Anno Incarn. 1500. 3. Nonas Octobris.
[JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer.
German. Novum Libr. II. Cap. XX. pag.
378. d'o'd l'on a tiré ces Pièces, qui se trou-
vent aussi dans LUNFO, Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Contin. I. Altpfeil. II.
pag. 137.]

RAYMUNDUS Millesione divina thall Sande
Marie Nove Sande Romane Ecclesie Presbyter
Cardi-

ANNO
1501.

Cardinalis Gurensis ad universam Germaniam, Daciam, Suetiam, Frisiam, Prusiam. Omnesque et singulas illarum Provincias, Civitates, Terras & Loca etiam Sacro Romano Imperio in ipsa Germania subiecta ac eis adiacentia Apostolicis Sedis de Latere Legatis. Ad perpetuum rei memoriam considerans quod Dominus noster Iesus Christus de hoc Mundo ad Patrem ascendens ubi peculiariter legaverit dilectissimis Discipulis suis quam firmiter ac amore Pacis, putamus ad officium Sedis Apostolicæ, et ejus Legatorum pertinere, quandonque inter Homines bone voluntatis Pax iusta & honesta constituitur illam totis viribus adjuvare. Cum autem Serenissimus & laudatissimus Princeps Dominus Maximilianus Romanorum Rex semper Augustus, ac Illustrissimi Sacri Romani Imperii, Principes, Electores, aliique Principes & Potestates Germanicæ Nationis, videntes nihil esse Regni, Provinciæ, & Civitatis Christianis utilius quam inter se Pacem bonam & æqualem conservare. Fecerunt, insinuerunt de Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto, Episcopo de hoc Mundo Augusti, Wormatiæ Pacem cum Articulis iustis & honestis. Deinde Anno Domini millesimo quingentesimo, decimo de mensis Septembris in Civitate Augustani, quadam Declarationes prefate Pacis adiunxerunt, que omnia diligenter vidimus & perperissemus. Super quibus Articulis Pacis ut eo melius & facilius Imperii Rebellibus & Pacis fractoribus resistere, ac eandem Pacem manutenere possent. Serenissimus Romanorum Rex cum certis Imperii Principibus, Electoribus, Episcopis, Prelatis, Comibus, Baronibus, Nobilibus Sæviæ ac Imperii Civibus ad manutenendam dictam Pacem, Considerationem (quam vulgo nominant Saeculorum Ligam) interum & primo die mensis Martii tam Ecclesiasticæ quam Læcæ Persone, Jurisdictiones & Judices eorum quo melius concedere manere possent, intra se constituerant, compromiserant ac prorogaverant. Et licet Imperii vires ad eam conservandam & defendendam per se sufficerent, tamen Principes Lige prefate ac eorum Senatus Illustris in Civitate Hallensi existentes nos obsecravit, quatenus Pacis ac eque Declarationis nec non & Lige Saeculorum Unionis ac Jurisdictionis prerogative Sedis Apostolicæ confirmationem ac munus imponente dignaremur. Nos autem considerantes predictorum Principum ac Lige Saeculorum prefate Senatus petitionem honestissimam fuisse, tenore petitionum subdite nostre Legationis dictam Pacem ac eorum Considerationem ac Ecclesiasticarum Personarum prerogativam Jurisdictionem per statutam tempus dictæ Unionis approbavit & confirmavit. Non obstantibus quibuscunque Canonibus & Juribus in contrarium disponentibus; que quidem Jura huic prerogative Jurisdictionis contraria, per has prefatas nostras Litteras ad prefatum usque tempus suspendimus & eorum vigori derogamus, ac predictam Pacem in virtute sanctæ Obedientiæ ab omnibus Principibus tam Ecclesiasticis quam Secularibus & Populis Germanicæ Jurisdictionis observari mandamus. Et nihilominus pro firmiter & diligentiori dictæ Pacis observatione volumus & ordinamus ut quicunque dictam Pacem in Prefatis vel res Considerationem aut Subdite præteritis Lige nostre lesitatis aut violaverit, vel quicunque etiam de violata Pace ac certis indicis suspensus existerit & purgationem jurando coram Commissariis nostris paulo post nominandis vel etiam coram Senatu dictæ Lige sui iudicium rite & pure non fecerit: Contra illam penis & censuris Ecclesiasticis, videlicet Excommunicatione, Suspensione, & Interdicti procedatur: ad quod exequendum Reverendis & venerabilibus nobis electis Adelbergensem, Premonstratensis, & Sancti Udalrici, Sancti Benedicti Ordinum, Constitutionis & Augustinensis Diocesis, & Monasterii Abbatibus & Decanis Ecclesiæ Constantinensium ac Moguntinensium, Elytensium, Burbergensium & Heimbolensium Officialibus, ac quicumque quolibet tenore petitionum constitucionum, deponamus, & ordinamus, ac eis per scripta committimus & mandamus, quatenus omni executione cessante, sub Excommunicationis pena Trina, cum mentione premissi ipsi & eorum quilibet per se vel alium sui alios, ubi, quando, & quotiens expedierit, & ipsi vel eorum aliter desuper ad præsumtum Senatum dictæ Lige vel Pactum letarum requisiti fuerint, solentari publicent, ac eidem Lige, super premissis, efficaci defensionis prefato affuerint, contra fractores ac violatores dictæ Pacis, per consensum Ecclesiasticam, & sua juris remedia, omni appellatione & suspensione remota, procedant. Invocato etiam de hoc, si opus fuerit, auxilio Brachii

secularis; qui a nullo alio Commissario nostro absolvantur vel absolvi possint, nisi à prefatis Dominis Commissariis nostris, quibus his Litteris nostris damus & concedimus auctoritatem & potestatem eos absolvendi, vel ad tempus censuras precavitas suspendendi; dummodo rem easdem, si ad Illustris Senatus Lige petitionem procederint, vel si ad Patris liti petitionem fuerint processus insinuat, Patres liti (& non aliter) huius absolutionis vel ad tempus suspensionis coconsentiant; & ipsi pces de eorum consensu pcesdam fecerint. Et pro pleniori rite Apostolicæ nostre Legationis auctoritate, Bullas Pacis, à Sanctissimo Domino nostro Papa, specialiter nobis desuper datas, hinc Confirmationi nostre, de verbo ad verbum inferri iussimus. Quorum Bullarum Apostolicarum tenores de verbo ad verbum sequuntur & sunt tales.

ALEXANDER Episcopus, servus servorum Dei dilecto Filio Raymundo, tituli Sanctæ Mariæ nove Presbytero Cardinali Gurcasi, ad cursum in Christum Filios nostrorum Maximilianorum Romanorum, & Johanne Duce Reges Illustris, ac universos Germaniam, Suetiam, & Norwegiam, Frisiam, Prusiam, quæque & singulas illarum Provincias, Civitates, Terras atque Loca, etiam Sacro Romano Imperio in ipsa Germania subiecta, & illis adiacentia nostro & Apostolicæ Sedis Legato: Salutem & Apostolicam Benedictionem. Redemptoris ac Angelus nostri Christi illi le cuius ordo Chorus sanctitatis ad Patrem, Discipuli sui, tanquam bonum hereditarium unicum reliquit & pacem, vices liti immeniti gerentes in Terra, pro debito Palloris Officio, Pacem & unitatem ipsam venerabili Populo Christiano ac infimis exoptamus ac ad pacem & unitatem Paxam illarum quo diligenter intendere cogitur, ex quarum difficultatibus mores & praviores in dies Reipublice Christiane disciplina possent provenire; illa quoque cordis officia libenter procuramus, per que eidem Reipublice Christiane necessarios & imminentes periculis utiliter valeat providi: prout etiam & temporum quietate pensata, id in Domino confidimus salubriter expedire. Cum inique sicut, proch dolor! oculi candorem Christi fideliu luce clarescunt intueri possunt, immensissimas Thororum Tyrannas adversus Dominicam Crucem in qua salvati & redempti sumus, Subane vallium temerario sacri erigunt & fundunt. Christiani sanguinis ardore missi elantes, superiori & profecti armis validissimum Castellum militum, maximum exercitum ad expugnandum Stram, Terras, atque Dominia dilectorum filiorum Nobilium Virorum Anguliani Barbado Ducis & Domini Venetiarum illustris diversarum incursionibus effecerit, & multa millia annorum abduerit ac in miserabilem servitium redegerit, Villamque & Loca plurima ipsi ferociter vastaverit ac tandem Neopontem, Motonem & Coroneum Civitates, aliisque Opida & Loca maritima circumvicina munissimis vi & Armis ceperit, Christianis omnibus etiam Ecclesiasticis & Religiosis utriusque sexus, etiam Pontificis dignitate prebit, ac pregnantibus cum similibus coepusculis nihil repenti, crudelitatis exiti & interdicti, ac illis in durissimum servitium redacti; Tempus Salvatoris nostri polluit, & dicitur ac suum malum & iniquum propitium continue serventis prosequens, & nil aliud die noctue querens & excogitant, quam omnia Christianorum Domina sue Tyrannidi & spoliis Sedis subire ac Legem Christi nostri subvertere. Demum validissimum Castellum majoremque terrefestum exercitum instruit, ut omnia maritima Loca atque Portus Christianorum occupet, puerique sibi deinde facilius ad Romam Ecclesiæ Terras, & presentem ad hanc altam Urbem in qua Petri Sedes est collocata, & qua (quod Deus avertat) expugnata sit totius Orbis imperium facile occupare possit non dubitans credidit, & nisi ardentius occurreretur prout eis impellitur, cum Dux & Dominum prefati alterius per ipsos tanto facili ob gravissimas & intolerabiles impensas, quas eos habentes subire oportuit, resistere non possint, formidandum sit ne Tyrannus perfatus Victorie superbia elatus, Videns, Catholicos Reges, & Principes ac Potestates, inter se diffidentes, privata commodis intentis, communis bonum negligere, majora & irreparabilia damna inferat Christianis; prout etiam superioribus annis in diversis Terris atque Locis Germanicæ, Hungariæ, Poloniæ, Craciæ, & aliis sitis finibus, ac charissimo in Christo filio nostro Maximiliano Romanorum Regi Illustri subiectis inferre non cessavit, la maximam divite Magistrali ostentem, non

ANNO
1501.

ANNO
1501.

nam ac Catholicorum Regum & Principum aliorumque Christiani fidelium ignorantiam dedecus & scandalum. Nos illius vices gerentes in Terris, qui pro Mundi salute de summo celsorum ihso ad sua decedimus, carnis humanam assumere & mortem subire non abuit, non sine maxime cordis amaritudine hoc animo repetentes, ac eorum amentia meditatione perfrueri, quod retro actis temporibus, Imperia, Regna, Provincias, Civitates, Terras, & Loca Christianorum ipse perfidissimos Thurocorum Tyrannos occupaverit, quoque Sacramentis Patriarchalis, Metropoliticis, Cathedralibus, aliisque insignibus Ecclesiis penitus innumerata ac uniusque ferens regulam Personarum Monasteria, Cenobia & pia Loca perfrangeret ac rursus subvertit; quoque ornamenta Ecclesiastica, constituta, & deestruenda; ac, quod deestruendum est, sanctum veneranda corpora & ipsorum sacras reliquias concutere, ac innumeris uniusque fides Christi fides ad damnum Machinamentum Sedam, sub dicta servitute recipiendi concepit, & nisi per nos ac Catholicos Reges, Principes & Potentatus, tunc temerari, tantoque furci occurrerit, quod maiora detrimenta prope diem sint protrahenda, & cum nos ad huiusmodi necessitates explicandas, Regesque Principes & Potentatus, Communitates & Dominos hortamur, requirendum, & monendum, ut sereno quibusvis dissidiis hunc sanctissimum operi vacent, ac se ad expellendum ipsorum perfidissimum Thurocorum rabiem & elans conatus accingant ad huiusmodi prestantes necessitates quas & maiores in foribus & prope futuros (nisi periculis obviatur) certaminis declarandi periculatiter progressi non valeamus: Igitur de Venerabilium Fratrum nostrorum ejusdem Sancte Romane Ecclesie Cardinalium consilio ad circumspiciendum tuum, quam potentem opere pariter & sermone in magnis expertum & ardens nostris ac ejusdem Romane Ecclesie Negotiis longa experientia comprobans animis probens & fidelitate, consilio maturante, morum elegantia, doctrina singulari eminentem; alius gradum virtutum dominum, quibus Personam tuam illam largitus singulariter altissimus, pollicemur cognovimus. In ejus affectu prout prout famule tenemus, fructuantes turbos, & inter se dissidentes quosque ad pacis amorem reducere, divinitus oculis nostris mentis de eadem circumspiciendo tua sumemus in Domino fiduciam speciem ac sperantem indubie, quod est que eadem circumspiciendo tue, quod in presentia nobis per incommensurabilem ejusdem Romane Ecclesie committere onus fuisse perit, pro tam celebri bone confessionis votiva in presentiam curare compellimus duximus committenda, ad laudem omnipotentis Dei & Sedis Apostolicæ ac nostrum honorem, ac eorum communi Christiani Populi salutem, tua celsissima & pervigili diligentia singule & curale ad prefatum Maximilianum Romanorum, & etiam carissimum in Christo Filium nostrum Johannem Duce Regem illustres ac universum Germaniam, Frisiam, Prusiam, omnesque & singulas illarum Provincias, Civitates, Terras, & Loca etiam Sacro Romano Imperio in ipsa Germania subiecta ac eis adjacentia; non tamen carissimum in Christo Filium nostrum Poloniam, Hungariam & Bohemiam Regibus, Illustribus subiecta, tanquam Pacis Angelum nostrum & ipsius Romane Ecclesie nomine proinde Legatum & Latere nostro duximus destinandum; prout etiam alios Legatos ad eundem effectum ad reliquos Catholicos Reges, Principes & Potentatus de simili consilio destinamus. Nos enim in fructus operis, quos operamur, succedente, eadem circumspiciendo tue prefatus Romanorum & Duce Reges, ac ejusdem Sacri Romani Imperii Electores etiam Prelatos omnesque & singulos alios Catholicos Principes & Potentatus, Communitates, Populos & Dominos dicte Legationis tue, ut si qui eorum inter se vel alios, Regionum & Principum sint dissidentes, inter se Pacem componant seu iudicia faciant ac quivis & saluti sue contrarie Reipublice Christiane intendat & adversus eandem sephandissimum Thurocorum Tyrannum, pro defensione huiusmodi, pro salute Patrie, & pro ea ac aliorum Christianorum tuorum, proque tam communi & pernecessario bono & salute opponant, arma firmam, ipsique Tyranni reprobus conatus reprimere studeant; etiam per viceria Militece Domini nostri ihso Christi, ejusque sanctissimum Passionem ac sacri Lavacri susceptionem, excitand, monendi, requirendi, nec non omnes & singulas dissensiones & differentias ferre inter eosdem Reges, Principes & Potentatus fidentes & que fortis sublevari possent audiendi, illas-

que fundandi ac quovis Pacis Traditus & Consecrationes inter eosdem Reges, Principes, Potentatus intendi, & si tibi opportunum visum fuerit Treugas & Inducias ad tempus, vel ad tempora, de quo, vel quibus inter se concordaverint iudicandi ad huiusmodi Pacem si ad illam tua accurate sollicitudine indolere poteris, vel Treugas & Inducias ipsas etiam cum Sententiarum & Penarum Ecclesiasticarum, & usque ad interdictum in Locis, Terris, Regnis & Dominis illorum, qui inobedientes forent, oppositionem exaggeratione observari faciendi vel mandandi. Necnon ceteros omnes & singulos tam salutaris Negotii executionem impediendes etiam ejusqueque dignitate, illas, gradus, ordinis conditiones & excellentias, & quovis etiam Patriarchali, Archiepiscopali, Episcopali, Regali, Reginali, Ducali, aut alia Ecclesiastica vel mundana prestante dignitate, summarie, simpliciter, & de plano, sine litigio & figura Iudicii, sola fidei veritate inspecta, etiam per Sententias, Censuras & Penas tam spirituales, quam temporales procedendi. Necnon omnia & singula ad prefatum salutare Negotium necessaria seu quomodolibet opportuna, etiam si talia fuerint, que Mandatum exigent magis speciale, & in generali Commessione non cadent, gerendi, disponendi, exercendi, faciendi, ordinandi, mandandi, & exequendi; Contradictores quolibet & Rebelles etiam per eundem Sententias, Censuras & Penas, ac alia opportuna Juris remedia, appellatione postposita, compescendi, & si opus fuerit auxilium Brachii secularis invocandi, plenam, liberam & omnimodam, tenore presentium, licentiam, auctoritatem & facultatem largimur: firma spe fiducieque concepimus, eosdem Reges, Principes & Potentatus videntes tantum vel necessarium, id per veritas libenter esse facturos; quoque inspirante pacifico Regum Rege, qui (ut dictum est) accersitur ad Patrem, Pacem quodam hereditario nobis relicta in Terra, fomenta diffensionum & bellorum quousque mota extinguere & salutaris Concordie ac inextinguibile Pacis bonum producere modis omnibus facere, velle, procurabitis, & ipso Domino assilente, efficias. Quocirca eadem circumspiciendo tue per Apostolicam Scripta mandamus, quatenus inquam huius Legationis onus huiusmodi, pro divinis ac nostris & dicte Sedis reverentia, devote faciant, se illud nullo, se sollicitudine, fideliter & prudenter, jura damus tibi & Domino prudentiam exquiras, quod est laboribus tuis, studio, fide & diligentia, divina favente clementia, desideras ac pacifici fructus adveniant quo speramus inque illam, que fuit pacificaque causis generosis ceteris retributione impenditur felicitate personam glorie condignis meritis. Datum Rome apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Domini millesimo quingentesimo. Tercio Nonas Octobris, Pontificatus nostri, Anno uno.

ALEXANDER Episcopus, servit servorum Dei dilecto Filio Raymundo tituli Sancte Marie nove Presbytero Cardinali Guceoli. Ad carissimum in Christo filios nostros Maximilianum Romanorum, & Johannem Duce Reges illustres, ac ad universum Germaniam, Daniam, Sveciam, Norvegiam, Frisiam, Prusiam, omnesque & singulas illarum Provincias, Civitates, Terras, & Loca etiam Sacro Romano Imperio in ipsa Germania subiecta & illis adjacentia, nostro & Apostolice Sedis Legato. Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cum nos hodie te ad carissimum in Christo Filios nostros Maximilianum Romanorum & Johannem Duce Reges illustres, ac universum Germaniam, Daniam, Sveciam, Norvegiam, Frisiam, Prusiam, omnesque & singulas illarum Provincias, Civitates, Terras atque Loca etiam Sacro Romano Imperio in ipsa Germania subiecta, & illis adjacentia pro nonnullis arduis universalis Ecclesie, & totius Reipublice Christiane Negotiis, & prefatum ad pacificandum Catholicos Reges & Principes ac Communitates & Potentatus inter se dissidentes ac Treugas & Inducias inter eos adveniens, ac Pacem, Treugas & Inducias huiusmodi etiam per Sententias, Censuras & Penas Ecclesiasticas & temporales observari facienti tui liberis hunc sanctissime Expeditioni contra perfidissimos Thurocos ac Christi nominis Hostes faciendo intendere valeat. Legatum nostrum de Latere tanquam Pacis Angelum de Fratrum nostrorum consilio duximus destinandum: Nos considerantes tunc vel necessarium ac periculum fidei Catholicæ & totius Reipublice Christiane imminens, quodque si Pax ac Treuge & Inducie predictæ non subsequerentur, dicte Expeditioni nullatenus intendi poterit, circumspiciendo tue, de qua in his & aliis specialiter in Domino fiduciam obtinens, etiam

ANNO
1501.

ANNO etiam contra Reges, Principes, Communitates & Potentius prelatos inter se dissidentes, qui ad Patrem & Treugis injunctio nonnulli devenire, alias justa faciente per nos tunc concessa consensumque & amorem procedunt, utique compellendi plenam liberam & voluntariam adorationem Apostolicam tenore prelatum concurrens fecerunt. Datum Rome apud Sanctum Petrum. Anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo sexto. Nonas Octobris. Pontificatus nostri Anno nono. In quorum fidem scriptum litterarum nostrarum Signi patris & sceleris appellatione communi. Datum in Oppido Hilli Herbipolensis Diocesis. Anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo primo octavo Kalendas Januarii. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Alexandri divina providentia Pape Sexti. Anno decimo.

1501.

und Burgermeistern und Rath der Stabte Stras / auch Kayserlich & Vornehmste Schreyer / Richter / der Stetten halber geschriben. Geschriben zu Stras am Heiligen Lieben Frauen Idem Nativitatis Mariæ 1501. 14. WITIG, Truchsess Reichs-Archiv. Part. Special Contin. I. Abth. V. dem Stett. pag. 144.

ANNO 1501.

C'est-à-dire,

Sentence Arbitrale rendue par les Commissaires Impériaux entre la Province de SEYRIE & le Magistrat de GRATZ sur les différends qu'ils ont eus sur eux, au sujet des Tailles. A Genes le 15 de la Nativité de la Sainte Vierge. 501.

III.

25. Janv. Indulgentia per Cardinalem RAYMUNDUM his, qui pro majori Fœderis Suevici & Pacis generalis Confirmatione preces ad Deum, Beatorum Mariani Virginem, & Sanctos effundunt imperiales. In Oppido Hilli Herbipolensis Diocesis. Anno Incarnati, 1501. 8. Kalendas Februarii. JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germ. Novum Libr. II. Cap. XX. pag. 381. d'ou l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teurisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abth. II. pag. 141.

RAYMUNDUS miseracione divina Tituli Sancte Marie-Nove-Sande Romane-Ecclesie Presbyter Cardinalis, Guercinis, ad universam Germaniam, Dithiam, Saxoniam, Norwagiam, Frisiam, Prusiam, comitatus & singulas illarum Provincia, Civitates, Terras, & Loca istum Sacro Romano Imperio, in his Germaniam respectu ad eis adjacentia Apostolicæ Sedis de Latere Legationis. Universis Christi fidelibus prelatibus Litteras impetoras, Salutem in Domino sempiternam. Quamvis frequenter hactenus mentes ad opera christiane instructionis, tanto firmius animarum salutem solui providimus. Cum inique, licet acceptimus, in singulis Civitatibus, Terris, Oppidis, Villis, aliisque Locis, illustrissimus Dominus Princeps, alioque Considerationibus, Lige Sueris innotuit, singulis Quatuordecim pro memoria, mandantesque & observantes dicte Considerationibus, Lige & Pace generalis, quidam penitus Compensari in ordinatis. Capientes scilicet, ut universis Christi fidelibus ad ipsum huiusmodi Capitulo, pro memoria, mandantesque & majore ipsius Lige, Considerationibus ac Pace generalis confirmatione, ac Populorum eisdem Lige instructionum Pace & tranquillitate ac mandantesque, suas devotissimas preces ad omnipotentem Deum, quippe gloriosissimum Gregorium, Virgilium Mariani, Sancti inque & Sanctas effundat, qui faciem animarum suarum se commoveret ad preces de concupiscenti Dei misericordia se liberant. Petri & Pauli Apostolorum eius meritis confidat. Nec minus universis Apostolicis, eorum Legationibus officio fungitur in his partibus, omnibus & singulis, utique universis Christi fidelibus vere pœnitentibus & confisus, qui ad portum dicte Campanie eisdem Quatuordecim suis devotissimas preces, videlicet, qui Presbyteri & Clerici fuerint, Plurimumque. *Motives nos Deo.* Alii vero utiqueque Sexus Laici, ut Oratorem Dominicam & religiosissimum Angelicum, pro memoria & mandantesque eisdem Lige, singulis, centum dies de indulgentiis postulantibus multoties in Domino relaxantur, que semper, perceptor, fuerint temporibus singulis, qui per sanctas Civitates, Terras & Loca dicte Lige prelatum mandamus & decrevimus. In quorum fidem prelatum Litterarum nostrarum Signi iurimus & terminis apostolicis committimus. Datum in Oppido Hilli Herbipolensis Diocesis. Anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo primo, octavo Kalendas Januarii. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Alexandri divina providentia Pape Sexti, Anno decimo.

IV.

7. Sept. Entschiede zwischen der Landtschafft in Seckten

OR. Tr Jacob von Landen Altmich Königl. Reichs-Hauswart. Landvogt in Schwaben / und Obrster Vogthub in seiner Königl.ischen Gnaden Fürst. Österreichischen Erblande / auch Prager Erb-Handtschafft in Kärnten / etc. zu der Reichsstat / Eymund Schreyer / ausser den Spanischen zu Schwaben Reichsstat von Eymund / Vitzum in Stratz / und Heinrich Schreyer Prager zu Kärntensburg seiner Königl.ischen Majest. in allen allgeringlichen Herrn Richter so sein Königl.ich Wien, seit in dem Landtag der vorerw. und darzu dreck und Strauß geben haben / das wir aus der Weisungung haben so seiner Königl.ischen Gnaden / getreuen Landtschafft in Stratz / sammentlich und sonderlich von wegen der kainen Handtschafft / Wiederhergang der Christen und Juden / Schuld und andere haben vortragen / handelt und nachschicket thun sollen / das darauß an dem Ort / für uns kommen sein / solche Herren und Landtschafft so die gemein Landtschafft in Stratz / nemlich die von Weitzel / und die von Weitzel / nachhalten auch zu darzu bereit haben / an einem Burgermeister / Richter und Rath der Stadt zu Stras an hat der selbst und der andere Eide und Wärd / das wir im Lande Stratz / des andern theil aus geben das zu erkennen / wie wir zwischen uns und vortragen / von wegen der Handtschafft und Christen / so die gemein Prelaten und Landtschafft in den Städten / auch in Dörffern und in den Dörffern haben im Lande Stratz gelegen haben / etwas Treue und Treue vortragen / und die Treue nachhalten in der kainen Handtschafft befragen / durch ein Fall nicht aus wegen von andern Dörffern werden wollen / das haben uns darauß zu beder seit / nachdem uns sein Königl.ich Wien vor vortragen / der und anderer Treue und Weisungung das der Treue und Treue gegeben hat / das wir dieselb Landtschafft darauß sein / für darauß gegen einander vortragen / was an hat seiner Königl.ischen Majest. nachschicket vornehmen thun sollen / das wir darauß in kainen Handtschafft für uns annehmen übersehen / und jeden Ansehn darinn gefunden haben / die lauten aus / Item wir Weitzel / Eymund / Heinrich Prager oder Richter in Eymund oder Wärd / oder in dem Dörffern / Prager und Eymund haben / die uns seinen Grund Dienst vortragen / darauß sein königl.iche Treue legt / die sollen nicht nicht werden / oder nicht in Städten oder Dörffern oder in Dörffern liegen, und Eymund mit den Dörffern treuen / Dörffern sollen den dem Dörffern Eymund und in diesem / unerschicklich doch vortragen / welche kainen / von Hof und Hof in Dörffern gegeben sein / Item von der Wärd wegen die in den Herrn Dörffern sein / in Eymund und Wärd / die sollen den ihrem Grund nicht nicht / und in andern liegen gegeben werden / nicht die Bürger / die nicht in ihren eigen Dörffern liegen / unerschicklich / das auf genugsam Verstand / nach vortragen

ANNO
1501.

reden und widerreden / haben die vorgemeldten ver-
einten Herrn und Landtweib / von Verleuten und
dem Tode mit dem beschließen. Nachdem sie son-
derlich für all Versicherung und Siegel gefreit / und
in krafft solcher Fretheit und Landts-Handweib / selb-
er ihrer Häuser und Grund halb / lange Jar her
ungeliefert und ungeschworen blieben / dann allein was
innen / die von Salzen und Märdten / in den eigan-
en Kreigsteuffen / furegenommen und sie unbillig
darmit gedungen haben. Es mögen diese Artikel
in Aufhebung des verurten alten Gebotsch / auch
der Landtschaften Fretheit nach / nicht anders
verstanden werden / dan daß alle Landweib / geistlich
und weltlich / ihrer Häuser und Grund halb / so sie
alle in Salzen und Märdten haben / Steuer und
aller Sachen frey sein / und darinnen in Wein und
Traid / so viel sie des zu irer Nothdurfft nicht be-
dürffen / wol verkauffen und hingeben mögen. Es mö-
gen auch ihre Wirth / mit Bewehrungen / kauffen
und verkauffen sie mit Inbalt der Landts-Handweib /
die klar in sich hat / daß ein jeder in der Vorne-
msten Egernd / Wein schneiden mag / handeln und
Verwech treiben lassen. Darin sollen dieselben Wirth /
mitteilen inbalt des Artikels / doch daß sie wie der
ander Innweir nicht beschwert werden / auch wech
Verleuten oder Landweib sonderlich Fretheit haben /
daß man dieselben auch bey dem alten Herkommen
und Fretheiten bleiben laß. Item so haben die ge-
meldten von Grig / an klar in / und der andern be-
dürten Erben und Märdt beschloffen mit angezigt /
inbalt der Landts-Handweib. Welcher Kauf in
dem Durchfenden gelien / und nicht Grund-Hand-
weib / oder darauß keine gewöhnliche Steuer ligt /
die sollen hinfort nicht gesteuert werden. Wo aber
die sein / so dann werdet niemandt ausgelassen /
allein die darfür gefreit sein oder werden / derselben
Fretheit sie zu ihrem begern / wollen sie sich geistlich
gegen denselben halten / vermainen auch das sie
hallich von solchen ihren Häusern mitteilen / nach-
dem sie ihr Wein / Getraid und andern darin le-
gen / freier verkauffen und verkschunnen / auch
etlich ander in Jährlich Zins haben nemen. Item /
so ist der Grund-Hand / von Häusern / seiner Kön-
igl. May. als Herrn und Landts-Herrschen / den sie
ihren Königlich Gnaden verzeihen müssen / auch
Jährlich die gewöhnlich Steuer frey geben / darin
niemandt aufheben / noch ausgelassen werde /
Inbalt ihrer Fretheit. Ob aber jemandt darfür ge-
freit wer / begehren sie zu ihrem / wie verstat. Nach
darauff haben wir ihnen dieselben Artikel erkant /
und sie darvon entscheiden / erklären und entscheiden
auch wissenlich mit dem Reich also: welcher Landts-
mann / Geistlich oder Weltlich / Häuser oder Grund /
in Salzen oder Märdten / oder Durchfenden hat /
daran man den Landts-Herrschen kein Grundweib
dient / oder darauß kein gewöhnliche Steuer ligt / und
kein Grund wech darinnen oder daraus treibt / soll bis-
sus ungesteuert bleiben. Welche aber von ihren Häu-
sen kein Grund-Hand wech dienen / oder da kein gewöhn-
liche Steuer auflegt / und doch Getraid treiben / die
sollen von iren Getraid / Steuern und mitteilen.
Welche aber von ihrem Grundten und Häusern dem
Landts-Herrschen / Grundweib dienen / oder darauß
gewöhnliche Steuer ligt / die sollen in der Jährlichen ge-
wöhnlichen Steuer oder Märdt Steuern und mitteilen.
Item es soll auch der gedachten Landts-Handweib /
Wein / Zins / Befreyung und Verdracht / so sie zu
ihnen in ire Häuser / in den Salzen / Märdten
oder Durchfenden führen / und aber in Bedürffen
verkauffen / sie kein Grundweib geschreyt werden / son-
der mit zu desdeshalb gehalten werden / wie der Ar-
tikel in der Landts-Handweib begriffen / anzeigt /
daß sie das alles in ir Häuser führen mögen / und
was aber löre in Bedürffen ist / verkauffen / Item /

welcher aber / wider sich freier und mitteilen / den
Landts-Herrschen gefreit / und des die den Erben und
Märdten vertragen / dem sollen sie / Inbalt der
Landts-Handweib / dabei bleiben lassen. Item / wo
aber die Bürger sagen / daß er jenes Haus / dient
Grundweib dem Landts-Herrschen / oder / es ligt ein
gewöhnlich Steuer darauß / und der Preis oder
Landtsman sagt dazu irin / hat das auch in etlichen
vorgangenen Jahren nicht geben / so sollen die von
Erben und Märdten / irin ja / grunamlich be-
dingen / wie recht ist / sie thun das / oder nicht / so
bleibt es bey dem vorgedachten Inbalt entscheiden.
Item dann der Geist / in der Herren und Landtsweib
Häuser halb / die sollen und mögen Grundweib treiben
mit kauffen und verkauffen / und davon mitteilen /
darinnen sie dann wider die Willigkeit nicht beschwert
sollen werden / doch sollen sie nicht Wein schneiden.
Nachdem in demselben Artikel der von Grig liti / sollen
in der Herrn Häuser beschloffen werden / sie sollen in
andern wegen gehalten werden als die Bürger / die
nicht in ihren eignen Häusern sein. Ingeschicklich
und dieweil dieselben nicht ihren Wein schneiden /
auch wider sonder Fretheit der von Grig liti / sollen
es die andern / so in der Herrn und Landtsweib Häu-
ser sitzen / wie verstat / auch mit thun. Was des
zu urtheil auff obgenannter beider Theil begern / ha-
ben wie solche Inbalt Entscheidens und erklärungs /
ihren Reich / in gleiche laus lassen schreiben / und
ihren Theil einen / unter Inbalt anhangenden Ver-
schafften gegeben. Doch las und allen Inbalt Erben
one Schaden / beschreiben zu Goltz aus Inbalt lie-
ben Frauen Abend / Nativitatis Mariae / nach
Christi Geburt im funffzehnhundert und ersten Jar.

V.

Abschied des Reichs-Regiments zu Nürnberg 14. Sept.
nach dem Concordat abzu beschreiben / worin-
nach Erhebung der abhandlungsden Reichs-
Sachen beschloffen wird / dem Reichstag den
Lübenberg gen Frankreich zu veruchen /
auch ferner meldung beschloffen / was mit dem
Pöbstlichen Legaten in Pando Jubilaei ge-
handelt werden. Nürnberg am Ertrag des H.
Ertragstag Exaltationis Anno 1501. Cum
inferius Articulis inter Reverendum Dominum
Legatum et Sanctum et Conventum Imperii ratio-
nabile Jubilaei per Germaniam publicandi / et
colligende ex eo pecunie in Expeditionem contra
Turcos destinata. Una cum quidem Reveren-
dissimi Legati Confirmatione Papis Publicae ab
Imperatore MAXIMILIANO I. et Statibus
Imperii innotata die 7. Augusti 1501. sanc-
ta, et Anno 1500. die 10. Septembris Auguste
Publici. Declarationibus illustrata, autoritate
Legationis sue solita. [JON. PHILIPP.
DATT, Vol. Rer. German. Norum. Lib.
II. Cap. II. pag. 222. §. 4. d'où l'on a tiré
ces Pièces, qui se trouvent aussi dans LUNIG,
Traqués Reichs / Archiv. Part. Gen. Con-
tinuata. unter Kaiser MAXIMILIANO I.
pag. 251.]

C'est-à-dire,

Recès de la Diète générale de l'Empire assemblée à
Nuremberg, contenant une Résolution de trans-
férer ladite Assemblée de Nuremberg à Francfort,
pour y traiter des Affaires de l'Empire qui restent,
et dont on fait la Désignation, on y marque aussi
ce qui a été fait et traité avec le Légat du Pape,
touchant le Jubilé. A Nuremberg le Mardi jour
de l'Exaltation de la Ste. Croix. Ann. 1501.
Cum inferius Articulis inter Et. ut supra.

ANNO 1501. **W**e Churfürsten und Fürsten auch Churfürsten/
Fürsten/ Prälaten/ Grafen/ Herren/ und
des Heiligen Reichs-Staat beschickten und gewalt-
haber / so auff diesem Königscheu tag allhie zu

ANNO 1501. das hiß/ gelt in der offgemelten Ordnung zu
Ausführung außgesetzt / nicht gesellen ist/ wie das
selbig Regiment und Cammer-geschehe unterschalten
werde.

Wetter: nach dem von dem abgemelten gehalten
Reichstag zu Augsburg auß den allen Erenten des
Heiligen Reichs wegen / beschickten zu dem Kö-
nig zu Frankfurt gesant / zwischen der Königlich
Königlichen Majestät / und dem König zu Frank-
reich / auch des Herzogthums hainck Marland/
das ein Cammer des Heiligen Reichs ist / so der
jetzt beider König zu Frankreich eingekommen / in-
halt ihrer Instruction / so handlen / wie dann vor
dieser zeit widerkommen sein und ihrer handlung in
solchem Relation gehan / die sich wider andern
auff derrer handlung / so man zu beschliß in der ab-
gemelten sach / zwischen beiden vorgenannten Königen
stimmten inwohlet. Und dann nachmals der
abgesandte König zu Frankreich sein kommissar zu
den vorgenannten Cammerhaltern / Regenten / und Rät-
en des Heiligen Reichs gesant und sein gerechtigt-
keit / so er zu Marland eberachtet haben vermeynt /
anzeigen und bitten löhen / ihm das zu lehen zu ver-
leihen / weil er sich darum / als ein getreuer Lih-
mann gegen dem Heiligen Reich halten / und we-
sche des Reichs jugendlichen dem ungersam redend
auff seinen Eisten gertrennlichen heissen dem Heili-
gen Reich zu gertrennen abzugeben / sellicht dann
daranmal durch das jetzt beider Regimenter der Kön-
iglich Königlich Majestät offgemelt verordnet /
darauf zu laß gebotet / daß dieselben Sachen zu
handlen auff diesen gegenwertigen Reichstag be-
schieden / demnach dann der vorgenannten Königs
den Frankreich beschickte rege widerumb allhie ist /
daran mercklich nachweist eberbet / in denselben
Sachen / daran / als unanglich viel abgemelten
hat dem Heiligen Reich und Teutischer Nation
hebt und viel gelegen / beirunden und nachsichtig zu
thun.

Itemlich: Wiewol den Ordnungen nach / durch
den beider Herten allernachstigen Herrn den Kö-
niglichen Königs / auch den Churfürsten / Fürsten und
ander Erent des Heiligen Reichs auß dem nach-
gehalten Reichstag zu Augsburg beschlossen / des
jetz beider Herten allernachstigen Herrn des Kö-
niglichen Königs verordnete Cammerhalter und eilich
Churfürsten / Fürsten und ander / als Regenten und
Rät des Heiligen Reichs Regiment / daß zu un-
derhaltung und handlung Friedens und Rechtes in
dem Heiligen Reich fürzunehmen ist / beschien / and
dem jets verordneten getrennlich außgewert. Gegen-
doch eilich ander Churfürsten / Fürsten und ander zu
sollichem Regiment verordnet / anfänglich nach auß
die zeit / so ihnen zu kommen gepurt het / nicht er-
schienen / funder außen bliben: dadurch die anzahl der
Personen zu denselben Regiment anseheiden / noch
nie alle bereinander kommen / darin auch in dem
Heiligen Reich die anzahl des Volchs in den Für-
sten / darauf die hiß / so das Reich sich getreide /
muge gemessen werden / noch das einbringen und
erzeugen des hiß/ gelt von den Soldatischen nach in
Stetten / wie sich dann obererthen Ordnungen nach
gibet het / mit beschien: darumb die verordneten
Cammerhalter / Regenten und Räte stüßig getraget/
daß dieselben Ordnungen jagen wurden: und des
auch nach andern mercklichen treffentlichen anligen/
nachweisen / beschwerden des Heiligen Reichs / in
Krafft der obererthen Ordnung anfangs Herten al-
lernachstigen Herrn den Königlich Königs abge-
meit / und die achtzehn Churfürsten und Fürsten
auff einen tag / der nun verschinen ist / und forter
mit Rät deselben Herten allernachstigen Herrn Kö-
nigs esse gemit / und der so in sollichem andern
sein / Ans und alle Churfürsten / Fürsten und Eren-
te des Heiligen Reichs auß diesen gegenwertigen
Reichstag erordnet und beschriben / stüßmüßigen
zu beschlißigen / wie man die obererthen fürgenom-
men Ordnung in weien bringen / behalten / und der
vollführung mache.

Und ob aber der anfang in solcher Ordnung be-
geffen / ist ungenuglich oder außtreglich erfunten
wurde / was alsdann weiter jethun oder fürnehmen
se: dadurch der Christenheit / Heiligen Reich und
Teutischer Nation geheffen wurde / dann der mer-
erz der Person / so das Regiment beschien / mit
seht haben / noch die ding derrer erbarren mögen.
Weiter diermit die Person des Regiments / als vor
berthe / derrer mit beirbet werden / auch der Heili-
gen dreien König tag / dahin sich das gelt / zu un-
derhaltung des Königlich Cammer-gerechts in das
Heilig Reich gelte / erstreckt und nitet / und

Zum dritten: Als Herten allernachstiger Herr der
Königlich Königs zu verschinen jeten zu mehrmalen
angeseht und begehrt hat / daß ihm von Churfür-
sten / Fürsten und andern Erenten des Heiligen
Reichs hiß/ gelt wider den König von Frankreich / auch
zu erderung Marland gehen werde. Was rege
abermals auff diesem Reichstag mercklich beirung/
darauf sich schwerer ansehtigung / eisprech und
gewalt: von dem beirerten König von Frankreich
und mehr andern hohen und treffentlichen gerde / in
das Heilig Reich und zwar an seiner Majestät
Erblanden juberlegen se: auch wie treffentlich der
Reich Christi der Tret geh in rüßig stet / die
Heilig Christenheit ansehtigen / daß zu widerbe-
trüglichen nachteil und erger verdruckung dergan
müge / anzeigen / und darauff abermals auff das
höchst an gemeine versammlung begeren lassen hat/
diermit die obererthen fürgenommen Ordnung des heili-
gen Reichs jren fortrag nachmals mit gemainen
hat / forter allerley sprechen und widerwertigkejt
daran erschein: darumb in den verordneten schwe-
ren und erbrechtlichen ansehtigung / der hiß / so
nach laut der oberstüßigen des Reichs Ordnung be-
schien sel / mit erwart werden mag / seiner Majes-
tät eilich und Rätlich hiß / wider den König
von Frankreich / auch zu erderung Marland / und
widerstand dem Tretzen zu thun / auß dem aber-
mals nachweist erfordet in den Sachen zu beschliß-
igen / wie sollichem schwerer solle zu befragen
und fimen Königlich Gnaden antwort zu ge-
ben se.

Zum vierthen: Nach dem sich die Stat Basel/
die zu nitet zum Heiligen Reich gehet / und dem
höher angehangen und gertret hat / rege in kurz
verschinen tagen unterworfen / nach den allen beirung

ANNO
1501.

und noch aus des Reichs gebühren zu den Schwere-
gen gehan; die auch dörksten Schwere; wider
den Vertrag wußt zwischen der Königlich Wap-
selt und Jan auffricht; unwilligen angenommen;
das dem Heiligen Reich Schwere abtoll bringen mocht;
das auch nottuess ist zu betrachten.

Jan fünften; Nachdem der Hochmeister Teut-
schen Ordens in Preußen; so vöher mit seinen zu-
gehörigen Landen und Leuten; das Heilig Königlich
Reich erbet; und demselben angehangen hat; durch
sein beischafft auff diesem Reichs-tag zu ertheilen
geben lassen hat; wie er hievor unsern allergnädig-
sten Herrn König abgemelt; auch dem vorbestim-
mten Regiment angepelt; das zu verstand der Kö-
nig zu Polen zu meremalen zu teingen unterhan-
den hat; einen vertrag/darzu sein Vorhaben Hoch-
meister genugsam und getraguen sein; nach zehom-
men und zu halten; zu schwören; darinn er sich
aber auff versichet; das der den Freiheit sein Or-
dens abwechsellich were; und von der gebühren des
Heiligen Reichs in dienstposten der gemelten Kö-
nig zu Polen; ermett were; der dergleichen anbe-
rderung und tranßal gegen zu auch hinwenn; und
was er darinn nit verweigert; mit gewaltiger that;
gegen zu und sein Ordens Landen und Leuten gesa-
ren mocht; gebeten; Ihn bitten hilff und trost
mitzuteilen und nit zuverlassen; Sey es erlöblich;
sich; wie sein Vorhaben bisher gewan haben; ge-
terklichen zu dem Heiligen Reich zu halten.

So hat auch der Meister Teutisch Ordens; in
Teutschen und Weltschen Landen; durch sein verach-
ten; so er auff diesem Reichs-tag gehalt; sin-
krecht; als er dann auff vorgehalten Reichs-tagen
auch gehalt; wie demselben Teutschen Orden; durch
den König zu Hispanien/etliche Heiser in Sicilien
und Apalien abzugeben; und in ander dann in
Teutsche haben zu verhanden unterhanden worde;
das demselben Orden und den Teutschen zu merlichem
abdruck und nachteil; so was gegen nicht gehan;
zeihen worde; nach darinn abermals und hilff und
forternuß angeruffen; in die beide stadt; dem Hail-
igen Reich; und Teutscher Nation zu Erren; und
behaltung; auch hilffichen geschehen und derselben Or-
den nit zu verlassen seyen.

Zum sechsten; Wiewol hietvor auff gehalten
Reichs-tagen; gemeiner Christenheit; Hailigen
Reich; und Teutscher Nation, ein gemeiner Land-
frieden außgerichtet; mit nemmlichen durch das heil-
ig Reich auß verordnet und zu halten auff das höchst
geboten werdet; in der hoch-täglich; als offendbar er-
scheint; oberfahren; und darwider den Ernden
des Hailigen Reichs empörung gegen einander ge-
braucht; auch von Je einem den andern bruchet;
zugezogen und distreien enthalten; und beideren
auch unaußföhrlich auff des Hailigen Reichs straffen
Raubers und unmeniglich moed; also daß der
werckb Mann; und anders; unsißerheit haben; zu
wandelte verhandelt wird; daß merlich schädlich
und unvordienlich ist; auch zu verkommen und
sorgnehmen höchlich nottuess. Darzu was und
wir; wider die schein; was Ernden die sein; so
auff des Regiments erfornen; nicht erscheinen; zu
handeln seyn.

Zum siebenden; Nachdem die Münzmeister in
dem Hailigen Reich mit den Gulden und Silbern
Münz; wider Ordnung und gegeben des Münz-
meisterlich gesellen; dadurch die Münz viel gerin-
gert; haben dann vormals auff gehalten Reichs-
tagen auch gehandelt; aber doreil Churfürsten und
Fürsten des bescheiden idgen Persönlich nit erschi-
nen; zu ende nides beständen; und so dann auß
demselben dem Hailigen Reich und gemeinen auf-
werdlich und groß abdruck und nachteil er-
scheint; ist nottuess das zu handeln und Or-

nung darinn angenommen und zu machen.

Darauff haben wir mit demselben Regiment/
auff selbich obgeschriben und ander anzeigt handel
und sachen; haben auff vorgehalten Reichs-tagen
abgenommen; die vey auch angezeigt sein; um-
wandelich betocht; daß schwere und grübe halten
der sachen; so zu handeln sein; ein der Königlich
Majestät Persönlich gegenwertigere; und auch ein
vorteil ersachung; ander Heiser Mit Churfürsten und
Ernden; so diesen Reichs-tag ausen bitten; nit so
wohl nützlich oder fruchtbarlich gehandelt worden wa-
ren; nach darinn auch; nachdem sich etlich Chur-
fürsten und Fürsten öffentlich machen lassen; daß sie
Persönlich in die Stadt Nürnberg nit kommen wol-
len; mit rathe und gutem ansehn des Legaten; so
von der Päpstlichen heiligkeit; der Christenheit und
heiligen Reich zu gut; und Fried und Ordnung in
Teutscher Nation zu füren; mit bereich gesint;
nach auch vor dem berürten Hailigen allergnädigsten
Herrn König; zu dem oberbestimten Regiment und
versammlung beideren ist; beschlossen; diesen ge-
meinsamigen Reichs-tag am Frankfurt zu veran-
ten; und den Churfürsten; Fürsten und Ernden;
so nit allhie sein; solliches zu verstanden; in ten auff
Sant Katharina tag schnell stoffig in eigener
Person darhiet zu besuchen; Han sich der gemelt
Päpstlich Legat erbeten; neben selbichem den Haili-
gen allergnädigsten Herrn König effigamit stoff
zu feren; sein Majestät zu bewegen; und die Chur-
fürsten; Fürsten und Ernden des Heiligen Reichs
juchschreiben; und vermannen; sich auff reß bestim-
te zeit Persönlich am Frankfurt zuverreisen; auß
dem allem sich tröstlich zu verstand; der demel
Hailigen allergnädigsten Herrn König und Chur-
fürsten und Ernden des Heiligen Reichs; so vey nit
allhie sein; beschließen auch kommen; dadurch in
der vorberreuen und ander der Christenheit; Haili-
gen Reichs und Teutscher Nation obigen; daß
daserlicher und außgesetzlicher gnatzschlage und be-
schlossen werden möge.

Item; Nachdem zu auffertigung nach zung der
berürten beischafft zu Frankfurt auch fündet; den
underhalten wegen Fritens; Nictens; und ander
nottuess des Heiligen Reichs den fünf taglich
Gulden ungetreulich den des Hailigen Reichs we-
gen dargelien und außgeben; zu dem fündlichen
Ernden; so sollich darhiet auß dem erren gehan;
nachdem die zeit; darinnen ihont das juchzen zu-
gelegt; auß und verstanden ist; wider zu geben; nach
die so sich den Ernden zu sündung von des Heili-
gen Reichs wegen dast obligiert haben; zu leigen
und schottig zu halten gepirt; It d; ghaben; doreil
dassel Geld doreil auff dem gehalten Reichs-tag
zu Langshurg; durch gmeine besammlung des Haili-
gen Reichs darzu geben bewilligt; und angelegt;
reß durch uns angethen und beschlossen; das auß
Churfürsten; Fürsten und gemeine Ernden des Haili-
gen Reichs zuverren; also daß ein jeder sein aufzuge
in selbichem; wie ihm dann verordnet werde; auß
den oberbestimten fergenommen Reichs-tag am Frank-
furt zuverren oder schiden soll; ein allen aufzug
oder widerrede.

Verre; Als die vorberreuen Statthalter und
Nähe des Heiligen Reichs; statlichen hietvor in
verschieden tagen bereit worden; daß doreil abge-
melt Päpstlich Legat von der Königlich Königl-
ichen Majestät abgemelt; angenommen und bewilligt;
und zu etliche und in dem Heiligen Reich mit
dem Jubilizo zugelassen; und furer durch die
Königliche Majestät; nach verre und entlicher zu-
lassung willen in des Heilig Reich zu demselben
Regiment; auch Churfürsten; Fürsten und Erden-
den; auff diesem tag gesant; haben darhiet Stat-
holder; Regenten und Nähe; auch nachmals wie

ANNO
1501.

etno

ANNO
1501.

erzogen / daß ihm darüber eingang in dem Heiligen Reich nie zu sperren sey / und darauf sollt der seiner zusage halber ihm diese nachbarliche Theilheit in Christen zugesagt / und sich halben lauffen laut einer verglichung / von wort zu wort also lautete:

Verzeichnuß / nach Doctor Ludwig Probst zu Euntgeren / auff des ansehung / so er von wegen des legaten der Päpstlichen Heiligkeit an das Regiment und versammlung gehau hat / widerwilt / von wegen derselben versammlung an den Legaten austragen solle.

Item: im anfang anzugehen / weß sich der Legat hiedor durch ein beschafft des meinem gedachten Herrn den Pfaffen / auch recht des dem Regiment und versammlung übermahl durch gemelten Doctor Ludwig / hat anhangen lassen: welcher muß seine Würdigkeit von unsern Heiligen Vätern dem Pabst mit etlichen Bullen und geralt außgesetzt sey / das Gultus Jar / Cruciat, und gemeine Decimation, unter den Gesandten bedeuten. &c.

Item: sey mit weniger / daß alle mein gedachte / gerichte und geseitig Herrn des Regiments und gemeiner versammlung / so sehr dichen einwillig sein / als sich auch in allen zinnlichen Sachen der Päpstlichen Heiligkeit geborsame willfährung / und ihm als geschicktem Legaten in seiner Legation gungst führung zugehen; aber zu guter unterrichtigkeit; wieweil sein Würdigkeit sich durch je vorder beschafft diese veranlassen lassen seinen geralt / das Geld davon herrschende / und andern mit zugesprochen / dann mit wigen / und daß selbich der Christenheit / auch durch den Heiligen Römischen Reich und Teutscher Nation, wider der Ungläubigen / und ander ansecht zu gut seilt anzogt / aufgenommen und gebraucht werden; So halt man doch darauß dem Doctor Ludwig eigentlich bericht gegeben / weß die Römisch Königlich Majestät / mit sampt Churfürsten / Fürsten und gemeinen Stände des Heiligen Reichs / selbich beschwerens und anligen verheßter Theilheit perkommen / gerichtslicht / gerichte und beschließen hat. Derhalben und damit selbich Ordnung und beschluß nicht zu wider geralt werde / erfordert die nothwendt / den handel an ihm selbst ansehtlich zuverlegen / wie sich alls gesiet. Darauß / wa der Legat zugehen und vergewissen weile / sich seines gewalts und brechts in seinem Theilheit ohne Kate / weßten / erlaubnuß und verheßnuß des Regiments und versammlung / so sehr zu Nürnberg versammelt und versprochen ist / nicht zugebrauchen / wolten Ihre Päpstliche Gnaden / gnad und Freundschaft / gegen weiter mit seiner Würdigkeit den sachen / weß die nothwendt erfordert / und leiblich wäre / handeln; die auch der ihnen selbst / mit sammt denen / so allhero zu kommen beschreiben sind / erweigen / und alsdann sich zinnlicher und gespächlicher wege derrer gegen ihm halten und vernemen lassen / doch alles also: Wa man sich seiner Legation mit ihm wurde verglichen / daß alsdann das Geld der Teutscher Nation / zu vernehmung des Reichs Regiment versammelt / erlegt und bewahrt / und darinnen kaiserlich widerstehen oder ander handlung gehan werde. In müssen sein Würdigkeit des hiedor durch sein vorder beschafft auch hat vernemen lassen.

Item: Was auch wider andern des Legaten geralt und Bullen sich auff gemeine decimation wider den Christlichen im Heiligen Reich erstrecken mögen / hat sein Würdigkeit durch unterrichtung / so Doctor Ludwig außgerichteter Ordnung / zu Augsburg halben seiner Wärdigen than weile / abzunehmen. Darweil die Christlichen bereit an in selb

cher Ordnung etwas doch angesetzt sein / daß die decimation ganz beschwerlich und unbedeutend / und also in keinen wege zugelassen sey; daruñt des Regiments und versammlung unermung derselben Theilheit in runde stellen und sollen laß.

Item das Regiment und versammlung lang auch an / wie sich der Legat der Päpstlichen Heiligkeit etwas weit sein geralt gesprach. Enderlich daß sein Würdigkeit in mensibus Ordinariorum zulasse und gebe / Gratia, Reservata, auch ander mehr Provisiones, verglichen ad Jus Patronatus Laicorum &c. &c. die weil aus selbich angehet und ist mehr im gebrauch gewesen / auch gleichemach Concordata Sedis Apollolicae & Principum Almanze stielich dagegen sein / so stann man den Theilheit in selbich oder ander verglichen colorierten form gar nicht zulassen / und daruñt erfordert die nothwendt / daß ein Wärdige zu verheßst augenlich Declaration thet / ob ein Wärdige solch Gratien, Collation, Provision, Reservata oder anders geben heile / wie die sonderlich auch außsetzung des heiliger beschwerens seilt verhalten und in seinen andern gesprach oder Privilegium gegeben werden.

Item: Was die Päpstlich beschafft in Causis Matrimonialibus oder andern zinnlich stehenden sachen / wie die geset indesten dispensieren, Absolutiones oder verglichen geben weile / daß selbich allenhalben demselben fügenamen werde / daß es Consecutudin Patrie nicht derogire: Enderlich daß einer Wärdige daruñt verheßst und Erbere Commissarien, die zu seilt sich gleichmäßig und verheßst sein / seilt / dinstlich nach nothwendt zu beschichten / und die beschichte / wie sich gebürt / daruñt zu handeln;

Die er also ansehung und sich demnach zuhalten zugesagt und gewillig / ant sich demnach verheßst von ihnen beschichten und vernemen / wie demach weile.

Und ist auch durch das für gut angesehen / daß Doctor Ludwig Bergenbach Probst zu Euntgeren it. auff das stielich abgerichteter werden soll; selbich ebestimmt beschwerung / anligen und gemeiner versammlung bedenden und abschid / das in guter getreuer nennung seiner Königlich Majestät / der Christenheit Heiligen Reich und Teutscher Nation zu Ert / behaltung und rettung fügenamen und gehan ist / mit dem widerheßstigen anseigen und hinen / daß also garbistlich zuverwerden / und beweile der Reichs-tag auff angezeigten ersuchen verracht nicht / daß aus derselben ersuchen das Regiment und Cammer-Gerichte auch dinstlich verracht werde: Doch / daß selbich mit wigen und weilen der Römischen Königlich Majestät die gemeine geschehe. Daruñt sei der gemeine Probst sein Königlich Gnad verheßst ersuchen / und so sein Majestät daruñt mit ansehtlich das / alsdann dinstlich Regiment und Cammer-Gerichte demnach ohne verheßst am Freundschaft ruckten / und stierte dinstlich gehalten werden; und doch mittel zeit die auß selbich erhaltung der Königlich Majestät weilen / alhie zu Nürnberg verhalten und bewahren / zu weilen bleiben.

Item: Was Churfürsten / Fürsten / so dinstlich allhie sein und verhaltung zu tag / wie ebestert / bericht tragen sollen / das inwie demach gehalten. Was wir die beschichten reher von seinem Herrn / von dem er geset ist / dinstlich verhaltung auch anseigen und verheßst / sich demnach weilen seilt / und dem nachverheßst / dann zu führung der Sutra anseigen ist / daß seinen / der selbich oder durch beschichte auff die sein tag ersuchen / oder geralt gehabt / beschichten

ANNO
1501.

ANNO an statt des Erzbischofs zu Mainz: Ich Heinrich
1501. den Bischof zu Mainz: an Rast Herzog Friedrich zu
Sachsen Churfürsten abgemelt von der Churfürsten:
Wird Friedrich Bischof zu Augsburg. Und ich
Doctor Dietrich von Dillingen / als gefasster
meiner geachteten Herrn Herzog Albrecht von Bayern
von der Geistlichen und Weltlichen Fürsten: Wie
Heinrich Abt des Heilighaus zu Sanct Emmerich
Sanct Benedictinen Ordens / von der Prelaten: Wie
Adolf Graf zu Nassau Herr zu Bischofen / von
der Grafen: Und von Bürgermeistern und Rat der
Stadt Nürnberg / von Kaiser und der Item und
Reichs-Rath wegen von dieser versammlung / Kaiser
Insel und Secret an diesen Abschied-Brieff thun
drucken. Geben und geschien zu Nürnberg am
Eis tag des Heiligen Erbs-tag-Exaltationis:
Nach Christi Geburt Hundert und im
ersten Jar.

*Articuli tractati & conclusi inter Reverendissimum
Dominum Legatum, ac Senatum &
Consensum Imperii.*

PRIMO: Quod per Germaniam in Civitatibus &
Oppidis insignioribus Imperii & aliis in Locis Re-
verendissimorum & Illustrissimorum Archiepiscoporum,
Episcoporum & Principum, eorumque Dominiarum
Dominarum & Potestatum Germaniae principioribus,
per eosdem designandis, sua publicatione Jubilaei, qui
per mensem, vel ultra, prout expedierit, secundum
moderationem Domini Legati & Legatorum Imperii
in quolibet Locorum durare debet.

Et in Locis, in quibus sit publicatio Jubilaei,
deputabuntur per Dominum Legatum & Legatos Imperiales,
sive Paternitatem adiunctos vel deputandos, ab
eisdem, Commisarii & Confessores, cum consilio tam
Praefectorum, Plebanorum ac Praefectorum aut
Consularum eorundem Locorum.

In Ecclesiis vero insignioribus, in quibus sit publi-
catio Jubilaei, debent poni Capla pro pecunia colligen-
da ex Sacro Jubilaeo, & quantis clavis muniti: primum
clavem tenebit Dominus Legatus: secundum
Senatus Imperii, vel Deputati ab eisdem: tertium princi-
palior & dignior Persona Ecclesiae, in qua Capla
constituitur, & si principalis Persona fuerit abens,
non tenebit alia persona dignioris quae fuerit in Ecclesia:
quantum vero clavem tenebunt Rectores & Gub-
ernatores Civitatum sive Locorum.

Pecunia autem ex Jubilaeo collecta servetur & fide-
liter custodiantur in huiusmodi Capla Civitatis & Locorum,
ubi posita fuerit, & nonnulli ad requisitionem
ac Mandatum Regie Majestatis & Senator, si sua Ma-
iestas petens sententiis praefuerit. Majestatem aorem sua
absint, si Senatu, ad requisitionem & Mandatum Locum
tenebris sua Majestatis & Senatori Sacri Romani
Imperii poterit ad Locum ab eisdem pro tempore de-
signandum.

Cum autem sint duo genera hominum consequen-
tium Jubilaeum: illorum, qui veniant; & illorum,
qui morantur ad peregrinandum maris adiutores; & quia
confessio videtur poni Taxam, quam ab eis Confes-
sorum committit; quare Illustrissimo Senatu hac Taxa
ponenda videtur: Videlicet, quod omnes personae,
tam Ecclesiasticae quam Seculares, cujusque status &
dignitatis, qui propriis expensis & propria mensa
vivunt, considerent, quantum exponant, pro se de-
stinent in una septimana pro vita, tantumdem pro Ju-
bilaeo consequendo, in Capla Jubilaei ponant. Pe-
nitent tamen utraqueque pro opere, pro filia & aliis
consequendis personis sive vivendis, ac tota sua Fa-
milia, si vult, quantum cum illis omnibus in Septi-
mana consumit, in Capla ponere; & hi omnes, pro
quibus pecunia soluta fuerit, Jubilaeum consequen-
tur.

Illi vero, qui non propriis, sed alienis vivunt im-
pensis, considerent, quantum veritatem exponant,
in una Septimana, si viverent propriis impen-
sibus, & illud ponendo in Capla, consequantur Ju-
bilaeum.

Sed quia Jubilaeum etiam extendit ad animas in Per-
gatorio culescentes, illi ergo, qui pro Amicia & Con-
suetudine voluntaria culescent Jubilaeum, tantum in Capla
Jubilaei ponant, quantum illi, si viverent, veritatem
in una Septimana pro vita exponerent, & Jubilaeum

consequantur. Debet tamen huiusmodi pecunia, tam
pro vita, quam defunctis, manifestis percipi, vel ho-
minibus fidelibus, qui non sit Confessor, in Capla
poni.

Dispensationes vero Matrimoniorum & compo-
sitiones, cum illis, qui in gradu prohibito contraxerint;
similiter & Vocorum communiones, ac dispensationes;
cum Uxoribus, Simoniacis, & aliis habentibus bona
male & iniuste acquisita, tunc debent per Commis-
sarios & Confessores, sive facultates & qualitates
Personarum, Negotiorum, & ecclesiarum: his tamen,
quod absolventes manibus propriis, vel aliquis
fidelis, non tamen Confessoris, pecuniam ponant in
Capla.

Mandatur etiam omnibus Commisariis & Confes-
sibus, sub pena Excommunicationis lata Sententia,
ac huiusmodi pecunias recipiant; aut aliquomodo tan-
gant; sed absolventes & Jubilaeum consequentes in
Capla ponendum committant. Neque aliquo modo
in alium locum, vel prout opus talis Pecunias con-
vertendas consentientes perferant.

Item Confessionalis taxatur tria videlicet pro uno
floreto Rheheni prout in aliis Indulgentiis ordinatum
fuerit. Et illa per Dominum Legatum Reverendissi-
mam & Legatos Imperiales Commisariis Locorum
nummata tradantur, qui Pecuniam ex his collectam in
propria Capla ponant, tribus clavis munitam:
Quarum unam tenebit Reverendissimus Dominus Le-
gatus; alteram Legati Imperiales vel deputandi ab eis:
terciam gubernatores Locorum. Et de illa pecunia
debent intra tres Dominum Legato pro expensis ordina-
tis & quotidianis; quae & Dominum Legato non suffi-
cet quodcumque, poterit Dominum Legati Imperiales
de reliquis duobus partibus curis maris aliquid addere,
et sive Paternitati tribuere: Et quantum sive Paternitas
Reverendissima mutatum fuerit, tantumdem sibi de-
falcet in tercia sua parte summe totius, praefectibus
semper Administratores Locorum totam clavam habenti-
bus.

Item: Commisarii Locorum debent ad requisitionem
Domini Legati & Legatorum Imperii Pecuniam
ex Confessionibus collectam eisdem ad locum ab eisdem
deputandum, cum rationibus & nominibus pro-
pria, quibus dea sint, mittere.

Videatur etiam consilium, quod Illustrissimus Senatus
constituit duos Legatos Sacri Imperii, qui sua cum
Dominio Legato affidi, & faveant Indulgentiis, &
cum Reverendissimo Domino Legato omnia agant:
introducendo Commisarios, & percipientes pecuniarum,
& omnia alia huius operi necessaria: Ita tamen, quod
omnia procedant cum auctoritate & securitate Sacri
Romani Imperii.

Item: quod Legati Imperiales Senatori & Commis-
sariis Domino Legato Reverendissimo & Legatis Imperi-
alibus praestent iuramentum, omnia fideliter & di-
ligenter se adurus juxta tenorem Commissionis eis
factae.

Cum vero honestum & necessarium sit Reverendissi-
mum Dominum Legatum habere statum pro qualitate
Legationis suae, nequaquam expensae pro huiusmodi
Jubilaeo publicando & promulgando necessariae sint:
Idem Illustrissimus Senatus & totius Conventus Imperii
ordinant Reverendissimo Domino Legato tantum
partem pecuniarum, tam Jubilaei, quam Confessionis-
suarum: ita quod idem Dominum Legatos de hac tercia
parte sibi ordinata statum suum teneat, & omnes ex-
pensas & salaria pro Legatis Imperii, pro Secretariis,
Commisariis, Praefectoribus, Curatoribus & pro qui-
buscumque vel quotibus huius operi necessariis, ipse de
illa tercia parte faciat, juxta Declarationem & Tractatum
cum sua Reverendissima Paternitate habuit.

Et quia Dominus Legatus Reverendissimus propositis
Senatori & Conventui Imperii juxta Illustrissimum &
Commissionem sibi à Sede Apostolica factam, Reverendissi-
mum Dominum nostrum, Sacrosanctum Collegium
statuisse & decrevisse, quod tota pecunia Jubilaei esset
in manibus Senatori Sacri Romani Imperii: Ea de re
ad petitionem Reverendissimi Domini Legati, Illustris-
simus Senatus Imperii promittit per Literas Paternitatis
suae Reverendissimae, tanquam Legatus Sedis Apostolicae,
quod pecunia ex Jubilaeo Senatori praefata exponatur
tota in Expeditionem Turcorum, & nihil extra
movebitur: nisi illa tercia pars pro statu sua Paternitatis,
& aliis huius operi necessariis deputato, juxta de-
clarationem superius Articuli: Et hoc Senatori Jure-
jurando firmavit.

Quod fuit etiam generalis Confirmatio per Dominum
Legatum Pacis facta per Regiam Majestatem & Impe-
riam,

ANNO
1501.

vini, de data tali: Et mandatur omnibus Principibus & Civitatibus, ac aliis quibuscunque ut eam observent, sub penis & censuris & ad hoc per Reverendissimum Dominum Legatum excoiscentes deputatur.

Item: Ne Violentia Pacis deus facilius & occasio delinquendi, quod per Commisarios Locorum sit abique publicum Edictum, & Confessoribus specialiter committitur, quod excommunicationi ob fractam & violatam Pacem factam per Germaniam, nuntiis per Reverendissimos Dominos Archiepiscopos & Episcopos exemptos per Reverendissimum Dominum Legatum, pro observantia Pacis Excoiscenti Deputati, de consensu Parisi laice assolvantur: & quod Incendiarii & Depredatores Ecclesiarum secundum consuetum Commisarios, & non aliter assolvantur.

Cum votum pecunia ex Jubilao colligenda nup. ut convertenda in alios usus quam in Expeditionem contra Turcas necessarium erit locum fieri Conventus huius rei contentum deligere, ad tradendum de tali Expeditione. Placet itaque Senatui consilium Domini Legati Reverendissimi de constituendo loco commodiori ituræ Duce ac Conventus, ac de exhortando Regium Majestatem & Principes Germanie tam Ecclesiasticos, quam Seculares, ceterosque Status Imperii ad veniendum personarum ad hujusmodi Conventum proximè celebrandum.

Nos Locumtenentes Regis Majestatis & Senatus Romani Imperii, audientium et Reverendissimo in Christo Patre Domino Raymundo, & Sanctæ Mariæ Novæ Presbytero Cardinali Gurcenſi, Apostolicæ Sedis ac Germaniæ de Latere Legato, quantum sit desiderium Sanctissimi Domini nostri Papæ ac Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, ut per nuntios Principes, ac Potentatus suscipiantur Bellum generale contra perdidissimos Turcos, & quod prefatus Sanctissimus noster Papa de consensu Reverendissimorum Dominorum Cardinalium per totam Germaniam decrevit proponi Jubilum & multas Indulgentias publicari ad effectum, ut pecunia que dabatur per Caritatem fidei, causis consequendi Jubilum & Indulgentiarum hujusmodi, exponatur solum in usum belli contra ipsos Turcos gerendi, & quod latere pecunia confiteretur integra & illius, neque aliquo modo tangi debeat, quousque in dictum usum Belli gerendi contra Turcos exponatur. Et vidimus Originalem Instructionem per prefatum Sanctissimum Dominum nostrum datam super præmissis eidem Cardinali Legato, annulo Piscatoris figurat: Quod cum nobis fuerit iurisdictionem solum, omnes unanimiter consentimus, ut idem Cardinalis Legatus dictum Jubilum Nurnbergæ publicaret, & per alias Germaniæ Terras publicari faceret. Et cum optemus eandem Dominum Legatum optato animo laudare publicationi Jubili & Indulgentiarum tenore prefatum, de consensu totius Conventus Imperii, promittimus prefato Reverendissimo Domino Cardinali Legato, quod bona fide conservabimus omnem pecuniam de Jubilao & Indulgentiis, per dictum Dominum Legatum publicatis ac publicandis, colligendam ac nobis prefatam, & nunquam illum tangemus, neque tangi permittimus, nisi in Expeditionem contra Turcos, excepta tertia parte prædictarum pecuniarum, in usum dicti Domini Reverendissimi Legati, aliorumque necessitatum, iuxta tenorem Articulorum, inter Dominum Legatum & Senatum præmissorum conclusorum, & in Consensibus Senatus & Conventus Imperii posteriorum: in quorum fidem & Testimonium omnium præmissorum prefatas nostras Literas Signilla Illustrum, Reverendissimorum, Venerabilium & Nobilium, Principum, Episcoporum, & Virorum videlicet Johannis Ruchemistæ Doctoris, Reverendissimi Archiepiscopi Moguntini Orationis, Domini Ludwici Filii Illustrissimi Comitis Palatini, loco Gentioris sui, Domini Gabriels Episcopi Eyllendensis; Domini Heinrichi Abbatis Sancti Cornelii Ordinis Sancti Benedicti, Coloniaensis Diocesis, Wolfgangi, de Ahns, Equitis Aulæ, Johannis von Jungu Magistri Civium Imperiali Oppidi Franckfurtensis fecimus nomine nostro ac totius Senatus moneri. Datum in Oppido Imperiali Nurnbergæ audecima die mensis Septembris Anno millesimo quingentesimo primo.

Cum Sanctissimus Dominus noster Papa ac rationem Christianæ fidei, & Expeditionem contra hostilium Turcorum immensum influendum Jubilum, cum plenaria peccatorum remissione, laice Germaniæ Nationi tali ratione concessit, ut videlicet omnes pecunie ex ipso Jubilao & Indulgentiis hujusmodi

in Christi fidelibus collectæ in præmissum causam, & non in alios usus omnino converterentur, conserventurque, donec, quomodo exponi debeat, fuerit ordinatum. Nosque Raymundum & Sanctam Mariam Novam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyterum, Cardinalem Gurcenſem, fidei Sanctissimi Legatum, ad hoc munus miſerit exequendum. Nos prefatus Raymundum convenimus cum Illustrissimo Sacri Romani Imperii Senatu Nurnbergæ congregato, ut omnes pecunie, ex prædictis Indulgentiis collectæ, prædicto Senatu, integre & illata præstentur, & ab illo tempore forentur, quousque in dictum usum belli gerendi contra Turcos exponatur: Illarum nunquam tangemus, neque tangi permittimus, nisi in Expeditionem contra Turcos, excepta tertia parte pecuniarum præfatarum, quam prefatus Senatus pro impensis nostris, Legatorum, aliorumque à nobis & Senatu prædicto pro Indulgentiis exequendis, & pecuniis colligendis depandendum nobis erogando deputet, iuxta tenorem Articulorum inter nos & ipsum Senatum conclusorum. Et ut præmissa omnia firmiter & inviolabiliter observentur, nomine Sanctæ Sedis Apostolicæ, & nostro promittimus, & in verbo Legati Apostolicæ pollicemur: Illaque non aliter per Sanctam Sedem Apostolicam, nec per nos tangemus, nec tangi mandatur, nisi quousque alio modo exigatur. In quorum omnium fidem & Testimonium prefatas Literas fieri, notissime Signilla Illustrum, & fecimus appendere communi. Datum Nurnbergæ Bambergensis Diocesis. Anno Incarnationis Domini millesimo quingentesimo primo.

ANNO
1501.

P A X.

Considerantes, quod Dominus noster Ihesus Christus de hoc Mando ad Patrem ascensurus nihil peculiariter legavit dilectissimis Discipulis suis quam studium & amorem Pacis, parum ad Officium Sedis Apostolicæ & ejus Legatorum pertinere, quousque doceret inter homines bone voluntatis, Pax iusta & honesta constituitur illam tunc videtur adjuvare. Cum autem Sanctissimus & Illustrissimus Princeps, Dominus Maximilianus, Rex Romanorum, semper Augustus, ac Illustrissimi Sacri Romani Imperii Principes Electores, alique Principes & Potentatus Illustre Germanicæ Nationis videlicet nihil utilius esse Regis, Provinciæ & Civitatibus Christianis, quam iuxta fidei Pacem bonam & utilem servare: fecerunt & constituerunt de Anno Domini millesimo, quingentesimo, mosegessimo quinto, septima die mensis Augusti, Wormiæ, inter se bonam, iustam, & sanctam Pacem cum Anticristi jussu, & honestate: Deinde de Anno Domini millesimo quingentesimo decima die mensis Septembris, in Civitate Augulæ quondam Declarationis prædictæ Pacis adhibuerunt, qua omnia digenter vidimus & peripetimus. Et licet Romani Imperii Vires sufficere ad eam conservandam & defendendam, Illustrissimus tamen Imperiali Senator, etousque Conventus Nurnbergæ existens, non observaretur Pacis declarationem, ac confirmationem & maxime auctoritatem Sedis Apostolicæ opponere dignaretur. Nos autem considerantes ipsos Illustrissimos Senatus & Conventus petitionem honestissimam esse, tenore præmissum, auctoritate nostræ Legationis, dictam Pacem approbamus & confirmamus, ac eam in virtute sanctæ Obedientiæ ab omnibus Principibus, tam Ecclesiasticis, quam Secularibus & Populis Germaniæ observari inviolabiliter mandamus. Et auctoritate pro firmiter & diligentiori dictæ Pacis observatione volumus & ordinamus, Ut, quousque propter violatam Pacem, aut purgationem fidei indistinctam, & per eam non factam in bonum Imperiale demeritis fuerit, contra illum penam & censuram Ecclesiasticam, videlicet Excommunicationem, Suspensionem & Interdictum procedatur. Ad quod exequendum Executores continuamus & ordinamus, Reverendissimos Archiepiscopos & Episcopos exemptos Germanicæ Nationis, nec non Archiepiscopum Rhodensium: Et volumus & mandamus ut illi, & quilibet eorum per se ipsum, aut suam Delegationem, ad petitionem Partium laicarum, contra fractores Pacis, ad penam jam nominatim procedant, ac procedi faciant, qui à nullo alio Commisario nostro absolvantur, vel absolvi possint, nisi à prædictis Dominis Archiepiscopis & Episcopis exemptis, quibus hi nobis Literis datum & coadjuvamus auctoritatem & potestatem eos absolviendi, vel ad tempus Censuras præ-

ANNO 1504. *predictis suspendendi, dummodo tamen Partes les-
sit, & non aliter huius Absolutioni, vel ad tempus
Suspensionis concesserint, & ipsi prius de eorum
consensu plenam fidem fecerint.*

eu à la maison de Saroye & leurs Pays & Seignouries, lesquelles pareillement il desire continuer, & toujours de bien en mieulx entretenir, & pour plus grant proximité de sang & lignage est affectionné, & desirant pour les raisons dessusdites, & plusieurs autres justes de bon vouloir & contentement dudit Seigneurs son Pere, & aussi de l'advis d'aucuns des Seigneurs de son sang, de

ANNO
1501.

VI.

26. Sept. *Contrat de Mariage de PHILIBERT Duc de
Savoie, avec MARGUERITE d'Autriche.
Fait à Bruxelles le 26. Septembre, 1701. [S.
GUICHENON, Histoire Généalogique de
la Maison de Savoie. Preuves. pag. 420.]*

[illegible]

son ordie & du son Contiel, a voulu & confier lesdits
 Marriages estre fait & consommé sous les conventions
 que s'envisent. Premièrement que mondit Seigneur
 le Duc de Savoye prendra madame Dame Marguerite
 en l'est Mariage pour son Espouse, ainsi que Dieu l'a or-
 donné, & Sainte Eglise y accorde, & pareillement
 Madite Dame Marguerite pour son l'est Mary & Es-
 poux pour mondit Seigneur de Savoye, obtenez par
 luy ce à ses costs & despens, les dispensations de nostre
 S. Perre, telles que befoin est. Et mondit Seigneur
 l'Archiduc en contemplation d'iceluy Mariage, pose
 aussi demonstrier l'amour qu'il porte à Madite Dame
 le Surt, luy a libéralement donné & promis en com-
 mencement de luy dot son profit d'estre, & de les hoirs
 la somme de trois cents mille Escus d'or, tant & par-
 dessus. De ladicte de vingt mil, l'un des d'or par
 qu'il eille la en Espagne & de les biens meubles, laque-
 lles de trois cents mil Escus d'or mondit Seigneur
 l'Archiduc fera tout payer en la Cité de Geneve & en
 termes convenus à luy proprez fraix & despens, laque-
 lles somme sera tenu mondit Seigneur le Duc de Savoye
 assigner par tout ses biens, & pareillement lesdits
 Sieurs Ambassadeurs & Procureurs en nous que des-
 sus pour cause dudit Mariage, au cas que ledit Mon-
 seigneur le Duc de Savoye vult de vie à trespas, fur-
 nissant Madite Dame en ce cas & non autrement don-
 ner à Madite Dame la Princesse pour cause de son
 Douloure à luy & sans trespas la fortune de donner
 mil Escus d'Or par an, lesquels luy feroient assignés fu-
 r le Comté de Romont, Pays de Vaud, & de l'autre
 par bonz, & lesle affeict selon le taux de l'est
 Chancelier des Comptes de Savoye, d'icelle assigne
 par son foy & par luy, & par temps & heures
 dit Seigneur le Duc, faulx toujours au hoir d'
 mondit Seigneur le Duc fur l'ests Conté & Pays
 la Souveraineté & redit. Et en cas de dissolution de
 ce presté Mariage; Madite Dame & ses hoirs auront
 tous les Vefelles, tapissies, bagues, joyens & autres
 biens meubles, que lors feroient appartenus à la
 personne & à la famille, & moyennant ce que dit il, Ma-
 dame Dame, outre & par dessus les renonciations per-
 cille fidesse avane son premier Mariage, a renoncé,
 a profité mondit Seigneur l'Archiduc, & de ses hoirs
 descendants de son corps en l'est Mariage tant fesse-
 ment, à tout ce qu'elle peut, & pourroit jamais que
 rictor la succession de son Madame le Mere. Pro-
 messant l'ests Parties d'observer le contenu en ces
 lettres de foy. Faid le Paris le premier, la maison de
 France, le Roy de France, le presté, le Duc de
 la tres-Belle & Reverende Prince de Dief Mar-
 François de Bayliffes Archevesque de Befancon
 & l'Evesque de Cordor Ambassadeur du Roy d'E-
 pagne, Maistre Thomas de Plaine Seigneur de Mi-
 gny, Chevalier & Chancelier, Maistre Henry de Ber-
 gues Evvesque de Cambes, Maistre Charles de
 Prince de Citty, Maistre Antoine de Berghes Abbe
 de S. Benin, Maistre Cornelle de Berghes Seigne-
 de Zennebuerge, Maistre Pierre de Lamy Seigneur
 de Frenoy, Philibert Seigneir de Verd dit le Mouth
 Maistre Pierre de Monmoulin Seigneir des Terrenes
 & de Prangin, Maistre Pierre Grou Protonotaire Ap-
 poftholique, Vicinre de Geneve, Maistre Gignot de Paves
 Maistre des Requies ordinaires de l'Hotel, Claude Ho-
 vard grand Escrivaine & Escrivaine de mondit Seigneur
 archiduc, Simon de Chantier Escrivaine de Lothoban
 Alexandre Salen Escrivaine de S. Baudouin
 Nicolas de Soliers Seigneur de Villeneuve, Philib-
 Roy Seigneir de Poyrin & Chabert de Scalaines de
 Cortes de Pionasque. *Signd, HANNOU & D*
 EGR.

VII.

(1) *Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance, entre le Roi Louis XII. & MAXIMILIEN I. Roi des Romains. Par lequel ils*

(1) Louis XII, d'abord amicalement en butin par la conquête de Milanais, fit de la moitié du Royaume de Naples, fit d'abord rien à craindre, que de la part de la Maison d'Aragon, voulait faire et Tardé, dans lequel il fit troupes, et qui en fit que prolonger la Trêve, jusqu'à l'année suivante.

13. 02.
AUTICA
DE PAVIA

ANNO
1501.

Quod Serenissimus Romanorum Rex futurus Imperator, pollicetur & promittit, secundum omne suum posse, facere, quod Principes atque Status Sacri Romani Imperii suum illam approbent, ratificent, atque consentiant, in prima Dieta Imperiali, omni fraude remota, & si quid in ista Pace faciendi aliud reliquum fuerit, pro bono aut honore utriusque Regum, hoc tractetur solum sub beneplacito utriusque eorum amicitia.

Hæc omnia & singula prædicti Serenissimus Romanorum Rex, in fide & verbo suo regio; & Reverendissimi Domini Cardinales Rotomagensis, vigore Mandati & Procuratoris sufficientis, quod à Christianissimo Francorum Rege habuit, ejusdem nomine promittunt & juraverunt, & per presentes promittunt & jurant bona fide, sine dolo & fraude, firma, rata, & gratis perpetuo habere & tenere, se inviolabiliter observare & solvere. In quorum ædem & Testimonium præfatis Articulis dupliciter scripti manibusque propriis Serenissimi Romanorum Regis, & Reverendissimi Domini Cardinalis Rotomagensis subscripti, & sigillis illorum muniti, atque culibet eorum exhibiti sunt. Actum in Palatio Episcopali Civitatis Tridentinae, Anno 1501. die decima-tertia Octobris. *Sic signatum MAXIMILIANUS, Regitatus, & GEORGIUS, Cardinalis Rotomagensis.*

Et sont lesdites Lettres ci-dessus transcrites, scellées de deux seals au cachet par eux rouge, dedits Sieurs Roi des Romains, & Cardinal d'Amboise, empreints sous leursdits sceux.

13. Dec. *Interpretation & declaration sur aucuns Articles du Traité de Trente, par le Roi LOUIS XII. & PHILIPPE, Prince d'Espagne, Faite à Blois le 13. Decembre 1501.*

AUTREUX
DE FRANCE.

Ce sont les réponses, que le Roi a ordonné être faites aux ehotes, qui ont été requises & mises en avant de la part du Roi des Romains, pour interpretation, declaration, & entendement des Articles du Traité de la Paix faite entre lui & Monsieur le Legat, pour & au nom du Roi; & ce qui a été répliqué & demandé outre par Messieurs de Besinçon, Cambrai, de Bergues, Chievre, Prevost de Louvain, & autres Commis & Deputés dudit Roi des Romains, & de Monsieur l'Archiduc son filz, ensemble de la conclusion en laquelle ils sont deceus avec le Roi.

Premièrement, touchant le troisième desdits Articles commençant *Et sit nuptiæ*, est accordé, que le Roi pour Monsieur le Dauphin, ou Monditieur le Dauphin, choisiroit dedans le tems & terme de six Ans prochains venant, laquelle des Filles de Monsieur l'Archiduc, Monditieur le Dauphin prendra à femme; & pourra néanmoins dedans ledits six Ans Monditieur l'Archiduc marier ses Filles, en avertissant premièrement le Roi à chacune fois qu'il en voudra marier aucune, pour savoir s'il y la voudra ehouser pour Monditieur le Dauphin, & celle qu'il choisira ne pourra être mariée, sinon à Monditieur le Dauphin.

Item. Quant au cinquième desdits Articles commençant, *Que Christianissimus Francorum Rex*, ledit Sieur declare, qu'il fera aide au Roi des Romains, soit par Mer, ou par Terre, de quatre ou cinq-cens mille Francs pour le moins, pour les trois Ans mentionnés dudit Article contre le Turc, outre & par dessus la dépense qu'il a déjà faite en cette Année pour son Armée de Mer, laquelle est de présent en expedition contre le Turc, qui lui coûte trois-cens mille Francs, & plus, pourvu que les autres Rois & Princes de la Chrétienté, ou la plus grande partie d'eux, aident aussi audit Sieur Roi des Romains contre ledit Turc pour ledit tems.

Touchant la huitième Article commençant, *Quod Christianissimus Francorum Rex promittit* &c. pollicetur, *quod nequaquam se circa Subditos &c. de Rebus Imperii Romani aliquæ fidei &c. volentate Romanorum Regis intrusumve vellet*, le Roi entend cet Article, non seulement avoir lieu pour l'Italie, mais généralement pour tous les autres Lieux & Pais, qui font de l'Empire.

Et quant au neuvième Article, commençant, *Quod obsequia mille Curias*, le Roi sera content de pour toutes choses bailler la somme de deux-cens mille Francs, selon qu'il fut par lui dit à Messieurs de Besinçon, de Chievre, & autres Ambassadeurs de Monditieur l'Archiduc à Lion, en déclinant la Valteline entre les mains, comme elle est de présent, sans la mettre es mains de Monditieur l'Archiduc, pour le tems de

trois Ans, selon que ledit Sieur Roi des Romains l'a requis & demandé à Monditieur le Legat, & que le Roi l'a depuis accordé; & autres choses, qui par lesdits Articles ont été accordées audit Sieur Roi des Romains, tant de Monsieur le Cardinal Ascaneg, que du Sieur Ludovic.

Et quant à l'Article commençant, *Que Dominus Ludovicus*, le Roi ne permettra pour rien qu'il soit mené en servente, ni ailleurs, hors du Royaume, par quoi n'est besoin de parler de lui bailler argent pour les meubles, ni pour sa dépense, bien que ledit Sieur la lui fait; mais il sera content pour l'honneur du Roi des Romains, qu'il ait encore deux hommes avec lui, en ensuivant la requête qui lui a été faite, & de traîner au surplus selon le contenu audit Article.

Touchant la requête faite par Madame Bonne, elle a six-mille Francs du Roi, combien qu'il ne la trouve point en l'état des pensionnaires dudit Roi, quand il vint à la Couronne.

Et quant au Sieur Hermes, s'il vient devers le Roi, il le sera gracieusement traité pour l'amour de la Reine des Romains.

Item. Sera envoyé la Ratification du Traité de Mariage de Monsieur le Dauphin, & de l'une des Filles de Monsieur l'Archiduc, dont est fait mention audit troisième Article, aux Ambassadeurs du Roi, qui vont à la tournée de Francfort, en semblable forme que celle qu'ils ont baillé; & semblablement ont pouvoir de renouveler les anciennes Amicitie & Alliances entre l'Empereur & l'Empire, & le Roi & le Royaume.

Et après que les choses dessusdites ont été par ordonnance du Roi, dites & déclarées à Messieurs de Besinçon, Cambrai, & autres à ce ordonnés, & autres par le Roi des Romains & Monditieur l'Archiduc, & qu'en outre autres points ensuivent ce que dessus a été dit, qu'en laisseroit au choix du Roi des Romains de prendre & accepter pour toutes choses quelconques, tant pour l'investiture de la Duché de Milan, & Comté de Pavie, fudois que pour autres querelles, qu'il voudroit prétendre, tant à l'encontre du Roi triplé, que du Roi présent. Et aussi en délivrant franchement sans autre charge, tant du Secrs, que des Droits des Princes, Electeurs, & Conseillers de l'Empire, au Roi ou à son Commis, lui sera pour ce baillé, ou à ceux qu'il voudra commettre pour le recevoir, quatre-vingt mille Ecus d'Or, valant cent quarante mille Francs; ou s'il aime mieux d'avoir deux-cens mille Francs pour toutes choses dessusdites, & que la Valteline demeure entièrement es mains du Roi, comme elle est de présent, sans la mettre es mains de Monsieur l'Archiduc ou d'autre qu'il y commettrait; en ce cas le Roi lui donnera la somme de deux-cens mille Francs, selon ce qu'il fut dernièrement dit aux Ambassadeurs de Monsieur l'Archiduc, au lieu de Lion; & outre sera ce qui a été traité par Monsieur le Legat avec le Roi des Romains touchant Monsieur le Cardinal Ascaneg & le Sieur Ludovic.

Et sur les requêtes & remontrances, que Messieurs de Besinçon, Cambrai, & autres, ont fait, afin de promptement payer telle des sommes dessusdites, qui sera choisie par ledit Sieur Roi des Romains, selon & en la manière que devant, le Roi desirant royalement de complaire audit Roi des Romains, & satisfaire à son désir en cette partie, considérant les remontrances qui lui ont à ce fin été faites par les dessusdits, envoie au lieu de Mer cinquante mille Francs, lesquels il fera l'iceil délivrer par ses Ambassadeurs envoier à Francfort, & autres qu'il commettra à ce faire promptement, en leur baillant & délivrant préalablement les Lettres de l'investiture desdits Duché de Milan, Comté de Pavie, & autres Terres adjacentes, bien & digne expédition, comme il est accoutumé faire en tel cas; & le surplus de ladite somme sera paid un an après ensuivant, à compter du jour de la date de ladite investiture. Et en cas que ledit Roi des Romains choisisse lesdits deux-cens mille Francs, & de départ de ladite Valteline, sera envoyé audit Mer pour la délivrer en la forme que dessus, pareille somme de cinquante mille Francs; & au bout de l'an à compter du jour de la date de ladite investiture, sera paid autre somme de cinquante mille Francs, & le reste montant à cent mille Francs, sera paid & délivré l'année après ensuivant.

Et au regard des expulsi- & banis de Milan, le Roi entend que touche ses rebelles & déloyaux Sujets, lesquels lui avoient fait fennec de lui être bons & loiaux, comme à leur Seigneur & Prince naturel, & néanmoins en conservant à leur devoir & leur rébellion contre ledit Seigneur, & ont feult de tout leur

ANNO
1501.

ANNO
1501.

possent son peuple du Duché de Milan, à eux rebeller contre ledit Seigneur, ne feroit chose humaine, être, ni raisonnable de les remettre au pays & à leurs biens, vu que les gens de telle qualité ne se font & ne doivent jamais être compris, par droit & raison, en quelque générale remission ou abolition qui se fassent. Et quant aux autres, qui n'ont point fait de serment au Roi, combien que leurs biens soient confisqués audit Seigneur, attendu l'Edit par lui fait, qu'ils eussent à retourner audit Pays, dedans un temps précis, fut pécché de confiscation de Corps & de biens, ce qu'ils n'ont fait, sans s'être efforcés de faire la Guerre audit Seigneur; néanmoins s'ils viennent devers ledit Seigneur lui demander grace & pardon, comme il appartient, il leur donnera à connaître, que la recommandation du Roi des Romains leur sera profitée.

Fait à Paris le treizième de Decembre, l'an 1501. nous présents. *Ausj Sigal, J. COTEREAU, ANCREMANT.*

VIII.

23. Oſ. *Artifici Unio inter Regnum Poloniae & Magnam Ducatum Lithuaniam per ALEXANDRUM Magnam Ducem Lithuaniam & Praefecti Regni Poloniae universis facta, quod veteres Confederationes innovantur, dictum Regnum, & Ducatum in unum indivisum ac indifferens Corpus constituantur, mutuumque promittunt auxilium. Datum in Munkib Sababito proximo ante B. Simoni & Iude Apostolorum. Anno 1501. [Constitutio Statuta y Praywiler, Regni Poloniae. Od Roku Pánákie 1550. & do Roku 1637. pag. 53.]*

In Nomine Domini, Amen.

OPTIMORUM Regum & Principum, praecipuum munus esse solet, fideles deobscuros, recreare afflicti, sedare tumultuosa & cuncta redigere ad seasonem quietis & tranquillitatem. Concordia enim res privata crescit, discordia maxima dilabatur. Inter hominum cunctis mala, notius aversusque discordia mortalibus est nullum. Tanto tamen Hominum nostrorum ac divinum dilectum, segregato peyor exaceratione est, quanto magis ceteras ferat illas & sanguinarias Nationes Orthodoxae Fidei immensissimas Hostes, tot contentiones, tot praesidia, tanto labore, tanto etiam periculo, a nostris jugulis, a nostris cervicibus, a templis & altaribus propellere flagimus. Ideoque exoptatam consperamus habentem, Unionem Inclyti Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae, non solum nobis utilem, verum etiam summoque necessariam: Unionis autem ipsius, quae nascitur in Regni Dominiis, quae quiritur, congruentia causa est tantis, quam multi. Quocirca hic etiam rerum naturae singularissimas incordes, ubi dissimulam, optimam, praestantissimamque regendis ac gubernandis universis rationem quaerit, sic Homericis tandem versis erubuit: Rex unus sit, egerge infirmas cuncta alia facile veniri posse, si diversum gentium duntaxat Rex unus foret: hoc enim pacto diversae Nationes, diversae Dominae, diversae conditionis Status invicem, mutuo bene sentire, ad communicandae Jurium congregationem, in unum quoddam ac indivisum Corpus facillime reduci possit. Proinde nos ALEXANDER, Magnus Dux Lithuaniae, Samogitiae, Russiae, Kioviae &c. Dominus & Haeres: Divina iuvante gratia, maturae consideratione praevista temporis mercedem, quando sub Divo felicio recordanda CAESAREO genitore nostro, Inclytum Poloniae Regnum, cum Magna Ducatu Lithuaniae fasset unum, etiam experientia vidimus, utraque Dominium sub felici huiusmodi Unionis, & tranquilla Pace floruisse, & secunda prosperitate admodum fuisse, nomenque suum usque ad externas Mundi Nationes circumstulisse. Adeo quidem ut non modo vicinis Republicis Christianis inimicis, sed longissimo quoque intervallo, avulsis, formidabilis terroris fuerit. Ideoque matura deliberatione, cum Praefatis, Ducibus, Baronibus, nobilibus, super hoc praestabili, cognovimus aduocationem, & praefati Regni Poloniae, cum Magna Duce Lithuaniae, non solum utilem, sed & necessariam quoque per felici utriusque statum fore, utique per Consilios & Oratores nostros, Reverendissimam in Christo Patrem, Dominum Albertum,

Episcopum Vilsnensem: ac Magistros & Generales, ALEXANDRUM Jasiovicem Castellanum Vilsnensem, & Capitanem Grodenicum. Joannem de Zabrenie, Praefatum Trocensem & Marilium Magni Ducatus Lithuaniae. Nicolaum Mikolajewicz, Supplicentem Magni Ducatus nostri Lithuaniae, Capitanem Blietensem. Petrum Olechnowicz, Coquinum nostrae Magistrorum, de nostro respectu & nostro Praefatorum, Ducum, Baronum & Procerum, Magni Ducatus nostri Lithuaniae altissimi cum praefatis Ducibus, Baronibus, Consiliariis & Proceribus Regni Poloniae universi, Inter, fieri concludentes, utque mutui intervisionibus iurjurando firmari volumus atque mandavimus, per Articulis infra scriptis, quorum tenor sequitur in haec verba: Quod licet veteres fuerint intervisiones, Amicitiae & Foedera, augmentum, & conditionem meliorem promovenda Recipiebant tam Regni Poloniae, quam Magni Ducatus Lithuaniae, tamen cum aliquid in eis videretur contineri, ab optima, & sincera Fraternalitatis fidele discrepans: Ideoque ob solidiorem communis & mutuae charitatis fratrum connectionem, perpetuam Dominiorum Deificationem, emanantem, & viciniam, indubitantem fraternitatis fidem. Imprimis vero ad Dei & Salvatoris nostri gloriam, & Dominiorum nostrorum Serenissimae Regalis Familiae Poloniae, Dominiorumque eorumque augmentum, ac Nobilissimorum Poloniae & Lithuaniae Nationum, immensum perpetuae honoris dilectionem, decus, & incrementum, & corroboracionem, honestificationem & elationem, ac Majestatis nostrae amplitudinem sempiternam, veteres ipsas Confederaciones innovare & moderari decrevimus sub Articulis infra scriptis. Primum quidem Regnum Poloniae & Magnus Ducatus Lithuaniae uniantur & congregentur in unum, & indivisum ac indifferens Corpus, ut sit una gens, unus Populus, una Fraternitas & communis Consilia, eisdemque Corpori unum Caput, unus Rex, unusque Dominus in loco & tempore assignatus per praefatos, & ad electionem Conventionis vocis communibus eligatur, atque ab eodem obstanti Electio non impediri & decretum Electio in Regno semper sit, juxta Consuetudinem, circa illud ex antiquo servatam. Item, quilibet Episcopus, Praefatus Castellanus, Dignitate in ipso Ducatu insignis, juxta locum suum assignatum in eligendo Rege, perpetuis temporibus vocetur & consistat, modo & ordine, quo consulant Consilii Regni. Item, Quia corpus quodlibet subilibus remediis confringitur, & contrariis rebus proferitur: sic tam in adversis, quam in prosperis rebus utrobique communis consilio ordinanda sunt, & contrarii similiter auxilio excipienda relevandaque omnia circa corpus & in corpore ipso contingenda.

Item. In omnibus adversitatibus, auxiliis, iuvamentis utriusque Domini Praefati & Baronis juxta dignos, totis viribus & facultatibus, prout communis consilio expedire videbitur, prospera & adversa tanquam communia reputantes.

Item. Quocirca mutui & aequalis ponderis auxilium, sicut cetera omnia, communis consilio & altissima utriusque Domini debet institui. Item. Quocirca Foedera etiam permanenti firmitate, aucta cum quibuscumque istis, tamdiu observanda sunt per Patrem utramque, quamdiu contra iura & commoditates Regni & Magni Ducatus Lithuaniae nil excedere videbitur.

Item. Quilibet denique in Consiliarium vel Dignitatum, tam spiritualium, quam secularium, promotione, tenetur jurare Regi eorumque Poloniae fidem, ac mutuum intervisionem observacionem. Item. Quicunque Capitaneum, vel Castellum in administrationem a Domino receperit, ille tenetur recipiendo iurare Regi: scilicet quod de illo nemini cedet, nisi Regi electio & coronatio.

Item. Ut omnia quaecunque nosse patet fuerint & consensu perpetuis temporibus, & firmiter, & inviolabiliter observentur, permanenti & infractionibus firmiore, per singulos Consiliarios illius Ducatus, atque Baronem, & ea Nobilitate praecipuum, illudque iuramentum ab illis requisitis sit quocumque expedire.

Item. Qui etiam discretionibus attulerit, si nominat Consiliarios Regni pro iuramento admodum fuerint, illud praestare tenentur.

Item. Domini Serenissimi, Domini Magni Ducis Lithuaniae, Oratores & Consilii hic praefati, iurabunt & promittent, sique obligent omnia patra levare suo fide & honore: & dabant intervisiones sub appellatione sigillis, ad praesentia patra, quae sub tempore per antecessores Praefatos, Barones, & Nobiles, & Episcopos Lithuaniae,

ANNO
1501.

ANNO
1501.

transiit, firmabuntur Literis, Sigillis & Jurejuramentis cunctis. Quia Illustrissimi Principes & Domini Alexander Dei gratia Magna Dux Lithuanie &c. rursus & gratia habuit omnia, hic ordinata, jurata, inscripta, promissa.

Item. Ut una Pars alteri fit confilio & auxilio, quod Regis Majestas, Jura & Libertates, & Dignitates, & Officia antiquae Domini, illas conservaret, omnia Jura, iudicia, Confessiones, Prærogativas & Libertates singulas, Constitutionesque iudicarias ab olim in hacina servatas utriusque Domini salvas & intactas conservando. Item. Quoties conseruit in Coronatione novi Regis, Jura Regni per Regem electum confirmare: tunc una etiam omnia Jura Ducatus Lithuanie, sub una cunctis debuit confirmare. Item. Ut circa omnia juramenta fœda, cum Confessorum modernorum, quam futurorum, etiam Capitanorum atque horum qui ex Nobilitate ad præstantia juramenta veniunt, præmissorum obsequio firmetur fide & honore. Item. Sic expressum inscriptum, & juramentum firmum, quod non queritur per aliquam Partem, ullo temporum, occulto adversandi, ac contraveniendi præfentibus Partibus neque dismembrandi illius inscripti minus Corporis, præfentibus animi, consensu & congruitate. Nos itaque Alexander, Magnus Dux Lithuanie conventionem sempiternam: Et cui individuo corpori, utrum Caput, una Rex, unus Dominus, occurrentes vacatione eorundem Dominorum, per utriusque Domini Confessarios, debeat eligi, præfide & dominari, cunctisque utriusque Domini utilitatibus & commodis, utriusque Dominum conducuntur, in præfentibus Articulis descriptis, non modo ipsi per eorum futura, verum etiam maxima Reipublice Christiane utilitate, incrementum & conservacione profuturum. Immutante, et decernit & per ist. Divorum nostrorum Progenitores & Antecessorum religio saluberrima, quibus pro defensione fortiori subfidentia Dominorum eorundem simul, cum ipsam Unionem & consociationem ad effectum deducere: ut ex eorum gestis & factis apparet evidenter, constabunt eisdem Articulis tamquam honestis, honori ac commodum, nostris, & nostrorum Dominorum summum conducibiles, quo ad omnes eorum causas, Capitula, & Partes, iudicantur, acceptantur, approbentur, & ratificantur, in eisdemque certa notitia scilicet, & nullo bene deliberato, confilio & assensu Prætorum, Ducum, Baronum, Nobilium, nostri Magni Ducatus Lithuanie necesse, consensibus, iudiciisque, acceptationibus, approbationibus, ratificationibus, & confirmationibus decernentibus ac robore perpetuo firmosque obviare. Premittebant in fide nostra bona Christiana, verbo nostro Ducali, & sub onere, per nos præfatis juramenti, nos, & nostros Successores, Unionem, Consociationem Dominorum perpetuam, prois vestris, & nostrorum Successorum, mutuique consociatione non obstante, unius Domini utriusque Dominum præfidentis, temporibus futuris perpetuo duraturam, omni & singula promissis, etiam in Articulis præfentibus contentis, declarata, & expressa, inviolabiliter tenere, observare, & adimplere, cum effectu, sine omni dolo & fraude, subijcimus, & obligamus.

PROMITTIMUS insuper, quod omnes Prælatos, Duces, Barones, Nobiles, Proceres, & Communitates nobiliores, nostri Ducatus Lithuanie conducimus: ut omnia in præfentibus nostris Literis, ac præfentibus Articulis contenta, acceptent, approbent, ratificent, & confirmet: eque omnia ipsi, & eorum Successores, firmare implere, & observare tenebantur sub fide, honore, & onere, præfatis juramenti, quod singuli præfate & facere tenebantur, & debebant: Literaque desuper perpenis eorum sigillis munitis, & Regi Polono dabant realiter, & cum effectu: ac pro istis Prælati, Duces, Barones, Nobiliores, Proceres, & Communitates nobiliores Magni Ducatus Lithuanie nostri nunc assensibus cavebant, & promittunt, quod ipsi, & eorum Successores, quamocumque, & cum primis requisiti fuerint super præfatis, servare omnia præfata, sub fide, & honore, ac onere, præfatis juramenti per eos, quod tunc præfate tenebantur. Literaque necessarius, eo ordine ut præfate, eorum sigillis munitis, dare, & concedere tenebuntur, & debeant.

Hæc, quibus Sigillum nostrum præfentibus est subappensum. Testimonium Literarum. Actum & datum in Mielisk, Sabbato proximo ante bancorum Simonis & Jude Apostolorum. Anno Domini, millesimo, quingentesimo primo. Præfentibus ibidem ad præmissa confirmandis Prælati Reverendissimo in

TOM. IV. PART. I.

Christo Patre, Domino Alberto, Episcopo Vindob. Necnon Magnificis, Srenis & generosis Consiliariis nostris, Alexandro Jurewicz, Candeliano Vilnem, & Capitano Grodeni. Joanne de Zaberzecz, Palatino Troceni, & Marichalco Magni Ducatus Lithuanie. Michaeli Dace Hineni, Marichalco Curie nostre: Nicolao Mikolajowicz, Subpincerna Magni Ducatus Lithuanie, & Capitano Bielsceni. Joanne Mikolajowicz, Marichalco nostro, & Tesaurario Warkien. Stanislaw Zabrezinski, Marichalco nostro, Alberto Galilowicz, Curia: nostro, Bartholomaeo Tabarowicz, Marichalco nostro. Stanislaw Pietkowicz, Capiteo Beldin. Georgio Halimicz, Marichalco & Tesaurario nostro Liden. Jacobo Dawojowicz, Joanne Stecko Drohiceni. Niemica Michulicz: Capitanis. Georgio Goscibelowicz, Georgio Jawornowicz, Tesaurario Bygodeni: Dignitari & Officialibus nostris, ad præmissa similiter personamque constitutus & confirmandis.

IX.

Treatatus Matrimonii inter JACOBUM IV. Scotie Regem & MARGARETAM Filiam HENRICI VII. Regis Anglie contrahendi, conclusus. Datum in Palatio de Richemont die 24. Januarii 1501. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 787.]

1501.

1501.

14 JANV.

HÆC INDENTURA, FACTA inter nos, Robertum Glagorafen Archiepiscopum, Patrimonium Consensum & Basilide Dominum Hælyi ac Magnum Admirallium Regni Scotia Gardianum Occidentalem Marchiam ipsam, & Andream Pellarum Ecclesie Cathedralis Dunelmensis, Illustrissimos & Excellentissimi Principis Jacobi, Dei gratia, Regis Scotia ad infraascripta Commissarios, Oratores, Ambassadors, Legatos, Procuratores, Deputatos, & Nuncios speciales & generales, ex una,

Et, Reverendissimum ac Reverendum in Christo Patrem, Henricum Cantuariensem Archiepiscopum totius Anglie Prælatum & Apostolicæ Sedis Legatum, Illustrissimos & Excellentissimi Principis Henrici, Dei gratia, Regis Anglie, & Francie, & Duxi Hibernie Magni sigilli Custodem, Arcediam Wintoniensem Episcopum ejusdem Domini Regis Anglie Privati sigilli Custodem, & Thomam Consensum Serrie Thesaurarium Anglie, ejusdem Domini Regis ad infraascripta Commissarios, Oratores, Ambassadors, Legatos, Procuratores, Deputatos, & Nuncios speciales & generales, parte ex altera,

TESTATUR quod nos Commissarii, Oratores, Ambassadors, Legati, Procuratores, Deputati, & Nunci Præcipuum prædictorum, Confidentes, & pre oculis nostris habentes quid, Mediator Dei & Hominum, Homo Christus Jesus, cum pro redemptione generis humani de sine Paris in Terram descendisset, Pacem in primis hominibus nunciavit, deinde ascensurus ad Patrem eundem, tanquam singulare pretiosissimum & peculiare munus, Discipulis reliquit & donavit,

Ex quo liquident divino & præfatuissimum munere, si quid inter mortales bonum, si quid utile, si quid deique Deo gratum & acceptum reperitur, illi certe procedi, & sine quo nihil firmum nisi stabile sub tranquillum in Orbe dici consistere potest,

Cum igitur nunc placidum sine Pace Deo, nos Munus ad Aram, ipsa Pax, possim inter Reges & Principes, perquirere est, ipsi amplectenda & laudanda,

Et quoniam ipsa Pax in Amore, Benevolentia, Affinitate, & sanguinis necessitudine, que ex dignissimo Sacramento Matrimonii prædicatur & constat, maxime requiritur, atque in his fuisse melius reposita, ut utitur, Matrimonium igitur & conjugale bonum, unde Amor & Benevolentia, Affinitas & Sanguinis necessitudo procedunt, bases & fundamenta firmissima Pacis & Concordie inter Reges & Principes esse certissimum iudicamus,

Attendentes propterea illum propensum animum quem ipsi Potentissimi Principes nostri Senie & Anglie Reges ad Pacem inter eos & eorum Regna perpetuo firmandam & sublellandam gerunt, illamque utrimque atque utrimque Amorem fruentemque Benevolentiam atque quibus alter alteri vicissim afficitur, necesse pensavi illi singularibus desideriis frequentibus instantiis & continuis sollicitudinibus quibus idem Serenissimus Scotie

ANNO
1501.
1502.

rem Rex penes Illustrissimum Anglie Regem supradictum inisset & intercessit ut, ob infirmas affectiones & precipuos Amores quos ad eundem Regem gerit, & quibus ipse Rex se multo prosequeretur, cum Præclarissima Domina Margareta, quondam Regis Aragonie ac Illustrissimi Domini Regine Elizabethæ Castellane Consortis, sive Fidei Promissa, præ cunctis Principibus Mundi, Matrimonium contraherent.

Attenit præterea illi eundem Serenissimi Regi Anglie animi conformitate & benevolentia, qui tam iustus, tam gravis tamque honestus præfatus Consanguineus sui desideria, unde tot Pacis bona & commoda perpetuis futuris temporibus ipsi & eorum Regni habundè provenirent, propterea annuere atque assensum dignum duxit.

Virtute & auctoritate sufficientem Commissionem, in prædictis Serenissimi Principibus respective nobis in hac parte datam, traditam, & concessam (quorum Commissionum tenores inferius sequuntur) ad laudem Dei & Principum nostrorum prædicatorum Regiorum ac Subditorum ipsorum honorum, Pacem, commoditatem, & utilitatem, omnes & singulos Articulos subsequentes, eandem Commissionem vigore & auctoritate, convenimus, concordavimus, contraximus, & conclusimus, prout per præfatas convenimus, concordavimus, & conclusimus, & conclusimus.

INPRIMIS, nos, Commissarii, Oratores, & Procuratores prædicti, auctoritates prædictas, convenimus, emendavimus, concordavimus, & conclusimus, quod dictus Dominus Jacobus Sutorum Rex, per se, vel per Oratores, Procuratores, vel Commissarios suum sufficientem auctoritatem in ea parte fulsum, Matrimonium per verba de presenti, cum præfata Domina Margareta, quæ duodecimum ætatis sue Annorum, pæne idem die Novembrii ultimo præterito explevit, extra festum Purificationis Beate Mariæ proximo futuram realiter & cum effectu contrahat.

Et Matrimonium hoc contraxit, Consanguinitatis & Affinitatis gradibus, quibus quarto & quarto dictus Dominus Jacobus Sutorum Rex & dicta Domina Margareta se invicem attingant, non obstantibus, iuxta tenorem, formam & effectum Dispensationis Apostolicæ, per Bullam eandem in hac parte impetratæ perinde valent ac si hujusmodi impedimentum non esset, in quo nullo modo licebit dicto Domino Jacobo Regi nec dictæ Domina Margareta, ratione Consanguinitatis & Affinitatis prædictarum, ad impediendum vel dissolvendum Matrimonium prædictum quicquam per viam juris vel facti obicere vel obici facere.

Item, quod dictus Illustrissimus Rex Anglie, Pater ejusdem Principis Domine Margareta, cum effectu faciet quod dicta Domina Margareta Filia sua, extra dictum festum Purificationis, cum dicto Domino Jacobo Sutorum Rege, aut ejus in hac parte Oratore, Procuratore, vel Commissario, ut præfatur, ad hoc roborem sufficienter, Matrimonium per verba de presenti contrahat realiter & cum effectu.

Item, faciet inter dictum Dominum Jacobum Sutorum Regem & dictam Dominam Margaretam Matrimonium, per verba de presenti, contra dictum festum Purificationis, ut præmittitur, contrahatur, idem tamen Commissarii, Oratores, & Procuratores prædicti Domini Jacobi Regis Sutorum cum præfato Domino Rege Anglie & ejus Commissariis, Oratoribus, & Procuratoribus prædictis, virtute Commissionum suarum prædictarum, contrahant & conveniant, eidemque Rege Anglie & Commissariis, Oratoribus, & Procuratoribus suis prædictis per præfatum promittunt, quod idem Dominus Jacobus Rex Sutorum dictam Dominam Margaretam, extra primum diem Septembrii, qui erit in Anno Domini millesimo, quingentesimo tertio, ex causa solemnizationis sui matrimonialis prædicti Matrimonii vel alia causa quacunque, nullo modo sibi tradi, dari aut liberari petat aut requirat.

Necnon quod idem Dominus Jacobus Rex Sutorum, per Literas suas Potentes, Magnæ Majestatis sue & manu sua propria signatas, signatas & munitas, & præfatus Dominus Rex Anglie ejusque Commissario, Procuratori, vel Deputato, in ea parte sufficienter auctorizatus, extra primum diem Aprilis proximo futurum post datam prædictam tradendis & deliberandis, præfatus Dominus Rex Anglie promittit quod ipse dictum Jacobum Rex Sutorum dictam Dominam Margaretam, extra primum diem Septembrii prædictum, ex causa solemnizationis aut emendationis Matrimonii prædicti vel alia causa quacunque, nullo modo tradi, dari aut liberari petat aut requirat.

ANNO
1501.
1502.

Item, dicto Matrimonio inter præfatum Dominum Regem Sutorum & munitatam Dominam Margaretam, extra dictum festum Purificationis, per verba de presenti, ut præmittitur, contrahendo, prædictus Dominus Rex Anglie dictam Dominam Margaretam Filiam suam, extra primum diem dicti mensis Septembrii, cum quibus & expensis suis, extra Regnum suum ad Limites Regni Scotiae transmitti faciet, & apud Ecclesiam vulgarem vocatam Lamberton Kirk, vel aliquem alium locum prope eandem limitem, præfatus Dominus Rex Sutorum, ejusque Commissarii, Procuratores, vel Deputati, in ea parte sufficienter per Literas prædicti Domini Jacobi Regis Sutorum auctorizatus, pro Matrimonio inter ipsum & dictam Dominam Margaretam Deo Duce solemnizando & consummando, tractat & deliberabit, tradit & deliberabit faciet.

Ipseque Dominus Jacobus Rex Sutorum eandem Dominam Margaretam, intra quatuordecim dies, dictas transmissit, nuptialibus, & deliberationibus prolixis & immediatis sequentes, in facie Ecclesiæ, secundum factorum Consueque dispositionem, sollemniter disponit & in eorum accipit, ipsamque deinceps tanquam Uxorem suam legitimam in nuptialibus tenet, reputat, & tractabit.

Item, idem Dominus Jacobus Sutorum Rex, extra primum diem Julii, qui erit in Anno Domini millesimo quingentesimo tertio, eidem Dominæ Margareta, ad terminum vite sue, talem & tantam dotacionem propter hujusmodi nuptias, qualem & quantum dotacionem aliquæ Regis Scotia uxorem habuit, in Villa, Dominiis, Maneriis, Terris, Prædiis, & Redibitis, efficacioribus viis & modis quibus de jure fieri possit, faciet, dabit & concedet.

Ipseque, vel ejus Commissarii, Procuratores, vel Deputati, Commisarii, Procuratores, vel Deputati ad hoc missos & defussos, extra eundem primum diem Julii, in realem, corporalem, plenam, & pacificam possessionem eorundem efficaciter mittet & inducet, mittit & induci faciet.

Et, si anni redditus dictorum Villarum, Dominiarum, Maneriarum, Terrarum, & Prædiorum ad minorem Summam quam dotacionem milium Librarum Sterlingarum, secundum computationem & estimationem que nunc fit & habetur in Angliis, & que faciet & consistat ex mille Libris Monetae nunc currentis & habenda cursum in Scotia, decedat oneribus & expensis quibuscunque, se assuam extendant, idem Dominus Jacobus Rex Sutorum totam & integram illam, quod in ea parte dictæ Summe defuerit, in alia Villa, Dominiis, Maneriis, Terris, Prædiis, & redditibus, in aliquibus Locis extra Mare Scoticum sitis, ad prædictam Summam dotacionem milium Librarum Sterlingarum se extendendos, extra quinquagesimum diem præfati mensis Julii, dicto Anno millesimo quingentesimo tertio, supplebit & repletur faciet.

Et ipsa Villa, Dominiis, Maneria, Terras, Prædia, & redditus, que ad hujusmodi Supplementum, ut prædictum est, assignabit, extra eundem quinquagesimum diem Julii prædicti, Anno Domini millesimo quingentesimo tertio, dictæ Domina Margareta ad terminum vite sue, in Locis prædictis, efficacioribus viis & modis quibus de jure fieri possit, dabit & concedet.

Ipseque Dominus Jacobus Rex Sutorum vel ejus Commissarii, Procuratores, vel Deputati, Commisarii, Procuratores, vel Deputati, pro hujusmodi possessione adipiscenda defussos vel defussos, extra eundem quinquagesimum diem Julii, in realem, corporalem, plenam, & pacificam possessionem eorundem efficaciter mittet & inducet, mittit & induci faciet.

Ac etiam quod dicta Domina Margareta cum suis, singulis præmissis, sibi in donationem propter nuptias collatis, sine diminutione aut revocatione, auctoritate Parliamenti Regni Scotia, vel alio modo, aut quovis qualitate colore, faciendis, tunc in vita ipsius Domini Jacobi Regis Sutorum quam post mortem ejusdem, durante vel ejusdem Domina Margareta naturali, sine expulsiōe, interruptione, contradictione quacunque, teneat & possideat.

Profito quod dictus Dominus Jacobus Rex Sutorum omnes & singulos redditus, fructus, & proventus, ex prædictis Villa, Dominiis, Maneriis, Terris, Prædiis, & redditibus, ex donatione propter nuptias eidem Domina Margareta, ut præmittitur, dandis & assignandis, provenientibus, durante vita sua naturali, principis & habebit.

Quodque idem Dominus Jacobus Sutorum Rex, durante vita sua naturali, sumptibus & expensis suis, faciet.

ANNO
1501.
1502.

fata *Dominæ Margarete* comitis & ſingula, quæ ad apparatus corporis ſui, onus domorum ſuarum, vectura, equitatus, ſepellendæ, uſuſilia, viſum, & uſum ſua, ac ſera familiaræ & domeſticæ, & alias res quæcumque, ſecundum honorem, ſtatum, gradum, & dignitatem ejusdem *Dominæ Margarete*, necceſſaria fuerit ſeu quomodolibet concedenda, necnon familiaribus, domeſticis, & ſervientibus præſente *Dominæ Margarete*, ſiſi Viri quibus Formis (quorum quilibet ſervientium viginti quatuor erant Anſi, præter Viri præſenti Formæ ad optionem & electionem ejusdem *Dominæ Margarete*) excuſent, poſſentia, illipendia, redditus, vectura, equitatus, ac omnia & ſingula alia quæ eidem Familiaribus, domeſticis, & ſervientibus, ſecundum honorem & comdecum ſtatū & Dignitatis præſente *Dominæ Margarete*, ſimiliter necceſſaria fuerint ſeu convenientia, ſupportari, exhiberi, præſtari, & miniſtrari, ſupportari, exhiberi, præſtari, & miniſtrari ſic;

Et quoties & quando conſigerit aliquem vel aliquem diſtorum ſervientium Anglorum obire, toties & tunc licet dicta *Dominæ Margarete*, durante viſi ſiſi, in loco demortuorum vel demortuorum, neque ad numerum duodecim Perſonarum, alios vel alias Anglicas vel Anglicas, ad ſumpſus & expenſas prædictas ſubſtituere & ſolvere;

Et, præter & ultra dicta apparatus, ornametum, victum, & veſtium, & alia prædicta ſupra ſpecificata necceſſaria concedenda & convenientia, ſicem *Dominæ Jacobus Rex Sæctorum*, durante viſi ſiſi naturali, eidem *Dominæ Margarete* ad uſum proprium ejusdem *Dominæ Margarete* ex dictis Villis, Dominis, Maneris, Terris, Prædiis, & Redditiſus mille Libris legalis & uſualis Monete Scotie, jam currentis & habentis curſum in Regno Scotie, quæ facient & conſtituant quingentas Marcas Sæctorum Monete jam currentis & habentis curſum in Regno Anglie, in Fodis Paſtis & Sandi Michaelis per æquales portiones, tractat, dabit, & ſolvere, tradere, dari, & ſolvi faciat;

Cum quibus quidem mille Libris prædictis eadem *Dominæ Margarete*, loco & nomine prædictorum Villiarum, Dominiarum, Terrarum, Prædictorum, & Redditiſus, durante viſi naturali præſati Domini *Jacobi Regis Sæctorum* tunc, tenebit & reputabit ſe contentum, & de eidem Villis, Dominis, Maneris, Terris, Prædiis, Redditiſus, durante viſi quidem Domini *Jacobi Regis Sæctorum*, ſe militanter ſatragit;

Licetque eidem *Dominæ Margarete* prædictum Summam mille Librarum & quælibet inde parcelam, de tempore in tempus, durante viſi præſati Domini *Jacobi Regis Sæctorum*, in ſuos proprios uſus & alienos, ſine impedimento ipſius Domini *Jacobi Regis Sæctorum*, vel quocumque alienius, libere ad voutum ſuum convertere & diſponere;

Et, ſi contingat præſatum *Dominam Margaretem* dictam Summam *Jacobum Regem Sæctorum* ſupervivere, & poſt ejus mortem ſuperſtitem fore, eadem *Dominæ Margarete* poſt mortem ejusdem Domini *Jacobi Regis Sæctorum*, in prædictis Villis, Dominis, Maneris, Terris, Prædiis, & Redditiſus, Statum, Titulum & Poſſeſſionem ſuos prædictos, durante viſi ejusdem *Dominæ Margarete*, continuabit & retinebit, continuabit & retinere poſſit & debeat, fructusque, redditus, prædictos, & redditus, ex eisdem provenientis, ubiqueque ipſam *Dominam Margaretem*, poſtea habere vel morari, vel ad quæcumque Regni partes extra idem Regnum Scotie ſe transferre tradere vel migrare placebit vel conſigerit, pacifice, integrè & plene, ſine aliquiſi dimiſſione, impedimento, expulſione, Interruptione, vel contradictione Heredum vel Succedentium præſati Domini *Jacobi Regis Sæctorum*, aut alius vel aliquorum aliorum quoracumque, durante viſi ejusdem *Dominæ Margarete*, ad ſuum uſum proprium percipiet & habebit, percipere & habere poſſit & debeat.

Item, ſi *Dominæ Rex Sæctorum* omnia & ſingula Scripta, Literæ, Munimenta, & Inſtrumenta, prædicta denotantia propter uſpetas, conceſſionem & donationem omnium & ſingulorum prædictorum Villiarum, Dominiarum, Maneriarum, Terrarum, Prædictorum, & Redditiſus, ac Miſſionem, Traditionem, & Inductionem in realem Poſſeſſionem eorundem, necnon Supplicatum diſtorum aliorum Villiarum, Dominiarum, Maneriarum, Terrarum, Prædictorum, & Redditiſus, Conceſſionem & Donationem eorundem, ac Miſſionem, Traditionem, & Induc-

tionem in realem Poſſeſſionem eorundem conceſſionem, & ſupradicta tunc facta & habita, & quæ de Jore fieri debeant, præſato *Dominæ Regi Anglie* ejusdem Commiſſariis, Procuratoribus, vel Deputatis, Commiſſariis, Procuratoribus, vel Deputatis, ad hoc ſufficienter accreditatis, cura prædictam primam diem Julii, ad uſum prædictæ *Dominæ Margarete*, apud Villam Berwick tradet & deliberabit, tradere & deliberari faciat.

Item, præſatus *Dominæ Rex Anglie* ejusdem Heredes & Succellores, nomine doch & pro totali plena & integra doce pro dictis *Dominæ Margarete*, eidem *Dominæ Jacobo Regi*, ut præmittitur, Matrimonium copulandi, triginta milia *Aureorum Nobilium Anglorum*, vocatorum *ANGEL NOBILIS*, in eisdem Nobilibus, valente viginti Gravis unguis Nobili, bonæ & legalis Monete Anglie tunc curſum habentis in Anglia, ſut in ſiſi boni & legalis Monete *Aureorum Nobilium Anglorum* æquivalentes dictis triginta milibus *Aureorum Nobilium Anglorum* vocatorum *ANGEL NOBILIS*, eidem *Dominæ Jacobo Regi* ſut ejus Procuratori ſive Commiſſario ſufficienter authorizzato ſolvere ſut ſolvi faciat ſa forma ſequenti; videlicet;

In die Solemnizationis dicti Matrimonii, ſa ſacie Eccleſie inter dictum *Dominam Jacobum* & præſatum *Dominam Margaretem*, in præſentis ſaſi Perſonæ, ut præmittitur, facienda, vel infra ſex dies proximos ſequentes eandem diem Solemnizationis, præſato *Dominæ Jacobo* ſut ejus ſufficienter Deputato in Villa Edinburgi ſolvi ſolvi faciat Summam decem milium *Aureorum Nobilium* in eisdem Nobilibus, vel, ut dictum eſt, in alia Moneta æquivalenti.

Et in eodem die ad annum, vel infra ſex dies proximos & immediate ſequentes ſinem ejusdem Anni, vel etiam annos primas completos poſt Solemnizationem præſati Matrimonii (videlicet) in Anno Domini militeſimo, quingenteſimo quarto, in Villa Colingham Summam decem milium *Aureorum Nobilium* in eisdem Nobilibus, vel, ut dictum eſt, in alia Moneta æquivalenti.

Et in fine Anni, tunc proximo & immediate ſequenti ſinem ejusdem Anni, vel etiam ſecundus Annus completus poſt Solemnizationem Matrimonii prædicti (via) Anno Domini militeſimo, quingenteſimo quinto, in Villa de Colingham, prædictam Summam decem milium *Aureorum Nobilium* in eisdem Nobilibus, vel, ut dictum eſt, in alia Moneta æquivalenti, in plenam, perfectam & ultimam ſolutionem dictæ Dotis, diſtorumque triginta milium *Aureorum Nobilium* dictæ Dotis, pro eadem Dote, ut præmittitur eſt, conceſſuram.

Dictaque *Dominæ Jacobus Rex Sæctorum* in omnibus & ſingulis memoratis ſolutionibus, in terminis prædictis, ut præmittitur, facienda, præſato *Dominæ Regi Anglie*, ejusdem Deputato vel Deputatis, dictam Summam ſigillo ſuo ſigillatæ & manu ſua propriæ ſcriptæ, tradet & deliberabit tradere & deliberari faciat.

Et in ſingulis prædictis duabus ſolutionibus, ſa dicta Villa de Colingham, prædicto *Dominæ Jacobo Regi Sæctorum*, ejusdem Commiſſariis Procuratoribus vel Deputatis, ut præmittitur, facienda, eidem *Dominæ Jacobo Sæctorum Rex* providet & ordinat quod Commiſſarii Procuratores & Deputati *Regis Anglie* illis eam ob cauſam venientes & comparantes, & prædictas ſolutiones apud Colingham ſacturi, eam pecuniis prædictis ſalvo & ſecurè ejus omnes Scotas, præſentis ejusdem *Regis Sæctorum*, de Berwick ad prædictam Villam de Colingham accedere, & ſolutiones prædictas hincem facere poſſint & valeant.

Item, ſi præſatum *Dominam Margaretem* abſque prole de corpore ſuo, per eandem *Dominam Jacobum Sæctorum Regem* Inſtinctu, ante aliquem terminum ſolutionum prædictarum (quod Deus avertat) obire conſigerit, tunc poſt hujusmodi obitum *Regis Anglie* ad omnia aliorum ſolutionem, præſato *Dominæ Jacobo Regi Sæctorum* ſciendum, ratione præſentis Conventionis & Traditiſus, ſut aliquas Obligations, aliterve publicæ vel privatæ ſcripturæ, Sigillo & Sigillo ſuo munies, in ea parte ſaſie & conceptæ nullo modo teneant, obſtent aut aliterque, ſed omnino ſaſi hujusmodi ſolutionibus & earum quilibet cauſatur, quatenus & exoneratis ipſo facto habeantur & cenſentur, ſe ſi nulla promiſſio, obligatio aut conventio in ea parte facta fuerit, hujusmodi obligationibus & ſcripturæ, ſe, ut præſentis, ſigillatæ & ſigillatæ, aut quocumque alio modo factis, in nullo penitus obſtantibus.

ANNO
1501.
1502.

ANNO 1501. *Commissarium verò prædictorum tenores sequuntur*
Et facti sunt,

1502. HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ et Franciæ et Dominus Hieronymi, universis et singulis, ad quorum noticiam presentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Sciatis quod Nos,

De fidelitatis, industria et provida circumspiciendibus, dilectionem et fidem Commisariorum commendamus, Reverendissimi in Christo Rensis Honoris Archiepiscopi Cantuariensis Cancellarii Magni Sigilli nostri, ac Reverendi in Christo Patri Ricardi Episcopi Westsaxonie Cancellarii Privati Sigilli nostri, necnon cunctis Consequendis nostri Thomæ Comitis Sarre Tacturarii nostri Angliæ, quamprimum confidentes,

Ipsos nos vestros et indubitatos Commissarios, Procuratores, Fideles et Deputatos facimus, constituimus, ordinamus et deputamus per presentes,

Dantes de concedendis eisdem et cultibet eorum in solidum eorumque et divini plenam, tenore presentium, potestatem et auctoritatem ac Mandatum generale et speciale, pro nobis et nomine nostro, cum illustissimo Principe Joanne Secundo Rege Confanguineo et Fratre nostro carissimo, ejusque Oratoribus, Procuratoribus sive Nunciis, ipsius nominis sufficienti potestate munitis, de et super ipsoralibus ac Matrimonio inter ipsum Illustrissimum Principem Fratrem et Confanguineum et Præfatum Principem Fratrem et Confanguineum Margaretam, secundum dispositionem Sacrorum Canonum contrahendis, et servandis Deo cum effectu concludendis,

Ac de et super Dote, Dotatilis et Donatione propter nuptias, ex causa hujusmodi Matrimonii, tractandis, conveniendis et concludendis,

Temporibus ac temporibus modisque et formis pro hujusmodi Dote, Dotatilis et Donationibus propter nuptias assignandis promittendis et appenduendis, ejusdemque Dote ac Donationis propter nuptias possessionem petendis, et in eandem possessionem realiter et cum effectu in nostro nomine nostri petendis,

Necnon de et super tempore, modo et forma Traditionis ipsius Illustrissimæ Filie nostre in Regnum Scotiæ tractandis, concordandis, appenduendis, conveniendis, petendis et finaliter concludendis,

Locique et tempora pro præfata Præfata Illustrissima Filia nostra Traditione, hujusmodique Dote sive Dotatilis propter nuptias solutione, statuendi, præstandi et limitandi,

Ac etiam de et super ulterioribus solutionibus quarumvisque Summarum Pecuniarum, penitus Illustrissimæ Principis Fratris et Confanguineos nostro, per nos, nomine Dots, pro præfata Filia nostra, ad remissionem ad hoc assignatis solvendarum, in casu quo ipsa Filia nostra, abque prole de corpore suo per ipsum Fratrem et Confanguineum nostrum fuscata, ante aliquem terminum solutionem prædictarum (quod Deus avertat) obire contingerit, custodiendae, communicandae, tractandae, appenduendae et concludendae,

Nec non securitatis, cautionis, promissis, Obligationibus, Litteris et Scripturis sigillatis pro promissorum complementum nomine nostro promittendis, sigillandis, tradendis et deliberandis,

Et insuper quancunque Bellas Apostolicas super minore exare ejusdem Filie nostre, ac de et super Confanguinitate et Affinitate, quibus præfatus Frater et Confanguineus nostri carissimus et prædicta Filia nostra Præfata quatuor et quatuor gradibus conjugantur, acceptandi, approbandi et ratificandi,

Ac eorumque Beneficio tam Juris et Facti quod didum Matrimonium impedire possit palam expresse et in vii Facti in Scriptis renunciandi; consensualesque Securitates, Cautiones, Promissis, Obligationes, Litterasque et Juramentum a præfato Illustrissimo Principe Fratre et Confanguineo nostro Secundo Rege familiariter stipulandi, petendi, exigendi et recipiendi,

Genereque itendi et exsequendi que circa præmissa necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, ac etiam ita fieri que de et Mandatum exigens magis speciale,

Promittentes, boni fidei et in verbo Regio, nos ratum, gratum et firmum habituros et observandos totum et quicquid per dictos Commissarios aut eorum aliquem in solidum actum, gestum seu in premissis factum fuerit, et superinde Litteras nostras Patres ratificatorias, approbatorias et confirmatorias, in forma debita et autentica, prius opus fuerit, daturus.

In cujus rei Testimonium præfatus Magnum Sigillum nostrum apponi fecimus.

Telle incipit apud Westmonasterium vicentibus octavo die Novembris, Anno Regni nostri decimo septimo.

JACOBUS, Dei gratia, Rex Saxonum, universis et singulis, ad quorum noticiam presentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Cum aeternus Deus, qui Machinam Mundi creavit, omnique de cunctis ipsius artibus cunctas regit et gubernat, in exordio sacrosancti Mundi fuit Divinus Magister, Clementer ostendens, Sacramentum Matrimonii, in Paradiso, fuisse innocentiam, inter notos primos Parentes, ad humani generis propagationem et ipsius durabilitatem perpetuam, feliciter instituit,

Per quod istum Matrimonii Sacramentum, immentis bonitatis cooperante divini, Successione fidelis Reges regnant et Principes dominant;

Ex quo etiam Matrimonii et ipsius Sacro Fœdere Hostilitates, inimicitiae, et alia enormia quamprimum inter Reges et Reges multoties sedantur, tolluntur, atque ex animis pelluntur Principum; Amor, Dillectio, Caritas, Pax, Tranquillitas, atque Caritas radicantur, multaque alia felicitates et bona innumerable confingunt, firmantur, et substantur;

Nos igitur,

Præfatis attentis, ac tenerim affectionem, amorem, et benevolentiam, ac Sanquini necessitudinem, quas erga Excellentissimum et Potentissimum Principem Hieronymum Angliæ Regem Confanguineum et Fratrem nostrum Amatissimum pari mente gerimus, Fœderis Matrimonii sacro vinculo offendere præsumamus,

De fidelitatis, probitatis, prudentis, circumspiciendibus, et industria, dilectionem et fidem Consulum nostrorum, Reverendissimi in Christo Patri Roberti Glasgowensis Archiepiscopi, Patrii Comiti de Bute et Domini Italia Magni Admirali Regni nostri ac Gardiani Occidentium Mercedum ejusdem, ac Reverendi Patri Andree Fobleri Episcopi Cathedralis Moraviciensis, plenius credentes,

Ex munitis deliberatione nostri Magni Concilii, et ex nostra scientia, ipsi nos Commisarios, Oratores, Ambassadors, Legatos, Procuratores, Deputatos, et Nuncios speciales et generales in solidum, conjunctim et divisim, facientes, constituimus, deputamus, et ordinamus per presentes,

Dantes, committentes, et concedentes eisdem et eorum cultibet in solidum, conjunctim et divisim, nostram plenariam potestatem et auctoritatem, ac Mandatum generale et speciale, pro nobis et nomine nostro, cum dicto Excellentissimo Principe Rege Angliæ, ac Serenissimo Principi Margarietæ eius Primogenitæ Filia Præfata, sive Commisariis, Procuratoribus, Deputatis, et Nunciis ad hoc sufficientem potestatem ab eisdem habentibus, communicandis, vivandis, tractandis, appenduendis, et finaliter concludendis de et super re utroque et ipsoralibus per verba de futuro, seu Matrimonio per verba de presenti, inter Nos et dictam Principem, prout commotibus, firmis, melius, et convenientius de Jure fieri poterit et debet, verba sponsalia de futuro, seu Matrimonium de presenti, per ipsam Principem, aut dictum Excellentissimum Principem Angliæ Regem, eorumque Commisarios, Procuratores, Deputatos et Nuncios nomine dictæ Principis, proferri petendi.

Et nostris nomine et ex parte eadem cum ipsi Principis proferendi, consentiendi, dicendi, pronuntiandi, recitandi, et acceptandi prout, inter dictum Excellentissimum Principem Angliæ Regem ejusque Filiam, eorumque Commisarios, Procuratores, Deputatos et Nuncios, ac dictos nostros Commisarios, Ambassadors, Procuratores, Deputatos, et Nuncios, fuerit concordatum, convenitum, et conclusum, ejusdemque Sponsalia et Matrimonium per verba de presenti, cum dicta Principi Margarietæ, nomine et ex parte nostra, realiter et cum effectu celebrandi, contrahendi, et perficiendi,

Ac, cum ipsi Illustrissimus Princeps noster Confanguineus ejusque Filius, sive Commisarius, Procurator, Deputatus, et Nuncius, de Dote, Dotatilis, et Donatione propter nuptias, necnon de utroque ceterisque rebus prædictis in hac parte promissis fieri promittendis, ejusque qualitate et quantitate, ac etiam termini, locis, et modis solutionum et satisfactionum, de tempore quo et quare dicta Principis cum præfato Excellentissimo Principe ejus Patre medius faciet, ejusque expensis, et quibus formis et tempore ad nos venire debet, conveniendi, appenduendi,

ANNO 1501.

1502.

ANNO tuant, paciscendi, concordandi, & concludendi.
1501. Tractata insuper, concessa, appendenda, & polli-
1502. citia, iuxta dictum nostrum Consanguineum Anglie Regem, nomine & ex parte dicti Principis que filii, eorumque aut alterius ipsorum Commilitiorum, Procuratores, Deputatos, & Nuncios ex parte una, & dictos nostros Commilitios, Ambassadors, Procuratores, Deputatos, & Nuncios ex parte altera, quantum nos tangit, omni securitate legitimi legali & honesta nostro nomine firmandi, similem securitatem ab ipsis seu eorum aliquo, quod a dicto Tractatu, & Deo permittente, ipsum firmari contigerit, non recedat nec recedet, petendi & recipiendi.

Dixim vero, & alia quocumque predicta, per dictum nostrum Consanguineum Anglie Regem nomine dicti Principis que filii, aut eorum Commilitios, Procuratores, Deputatos, & Nuncios pollicita seu promissa huiusmodi Matrimonii occasione, petendi, recipiendi, & recipiendi, de receptis Quitantibus seu Quitantibus dandi, ac etiam Instrumenta & nota Instrumentales Evidentiales & Documenta quocumque necessaria & opportuna petendi, levandi, & recipiendi.

Ceteraque omnia alia & singula faciendi, gerendi, & exercendi cum in premissa aut circa ea uocellaria fuerint sui quomodolibet opportuna, & que tanti Negotii qualitas, cum ejusdem circumstantiis, dependentiis, & annexis, exigit aut requirit, Et que nos facientes aut facere possumus si periculo intercessimus, etiam si talia forent que Mandatum exigant magis speciale, quam prefatione illi expresse.

Promittentes in verbo Regio, & sub obligatione compium & singulorum bonorum nostrorum presentium & futurorum, nos ration, gratiam, firmum, arque stabile pro perpetuo habituros, nec revocatos quocumque & quocumque per dictos nostros Commilitios, Oratores, Ambassadors, Legatos, Procuratores, Deputatos, & Nuncios, aut eorum aliquem, in solidum acta, gesta, pollicita, procurata, stabilita fuerint in premissa & quolibet premiorum.

In cujus rei Testimonium Magnam Sigillum nostrum presentibus apponi fecimus, apud Berwick octavo die mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo primo, & Regni nostri decimo quarto.

JAMES R.

*Sub Magna Sigillo de cerâ alid
pendente a caudâ Pergamentæ.*

In cujus rei Testimonium hinc parâ istius INDENTURA, penes dictum Excellentissimum & Potentissimum Principem Dominum Henricum Anglie Regem REMANSURUS, nos predicti Archiepiscopus, Comes, & Prolatus Moravie, Commilitari, Oratores, Ambassadors & Procuratores prefati Illustrissimi & Serenissimi Principis Domini Jacobi Regis Scotiarum, Sigilla nostra apposuimus, & prefates manum nostrorum subscriptiones manuvimus.

Datum in Anglia, in Regio Palatio de Richemond, vicinio quarto die mensis Januarii, Anno Domini secundum cursum & computationem Ecclesiarum Scotice & Anglicane millesimo quingentesimo primo.

ROBERTUS GLASGUE.
PATRIK EARLE OFF BOTHVILE.
A. MORRAVIE.

Sub Sigillis suis cera rubra a duplicibus Caudis Pergamentæ pendens.

X.

24. JAN. Tractatus Pacis & Amicitie inter HENRICUM VII. Regem Anglie & JACOBUM IV. Regem Scotie conclusus in Regio Palatio de Richemond die 24. Januarii 1501. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag 793.]

HÆC INDENTURA,

FACTA inter Nos, Robertum, Militem Divin, Glasgowensem Archiepiscopum, Patriarum Comitem Berwick Dominum Hali ac Magnum Admiralem Regis Scotie Gardiensem occidentalem Marchiarum quidem, & Andream Prolatum Ecclesie Cathedralis Moravie Illustrissimi & Excellentissimi Principis Jacobi, Dei gratia, Regis Sco-

tarum ad inscripta Commilitios, Oratores, Ambassadors, Legatos, Procuratores, Deputatos & Nuncios speciales & generales ex una.

Et Reverendissimum ac Reverendum in Christo Patrem Henricum, Miferatione premisa, Cantuariensem Archiepiscopum totius Anglie Primum & Apolliticum Sedis Legatum Illustrissimi & Potentissimi Principis Henrici, Dei gratia, Regis Anglie & Francie ac Dominum Albertum Magni Sigilli Custodem, Richardum Wintoniensem Episcopum ejusdem Domini Regis Anglie Primum Sigilli Custodem, & Nobilem ac Potentem Dominum Thome Comitem Sarrie Thesaurarium Anglie, ejusdem Regis ad inscripta Commilitios, Oratores, Ambassadors, Legatos, Procuratores, Deputatos & Nuncios speciales & generales parte ex altera.

TESTATUR quod nos Commilitios & Oratores Principum predictorum, considerantes rationi congruum esse ut, quos Consanguinitas aut Affinitas necessitate proximiori gradu conjungit, eos Legatum, Consanguineum & Amicitiarum majora & iociora vincula copulent, unius atque aliusque, & illam necessitudinem atque affinitatem, Treugum, Amicitiam, & Considerationem, que inter dictos Illustrissimos Principes nostros, ad terminum vite eorum & utriusque diutius viveat, & ad eum Annum post obitum utriusque decederet, in presentiam esse dinoscatur, ac etiam Matrimonium, quod inter prefatum Dominum Jacobum Scotiarum Regem & Illustrissimum & Serenissimum Principem Dominum Henricum prefatum Domini Regis Anglie filium Principemque prefatum Purificationis beate Marie proximo futuram, juxta Conventionem & Concordiam inter nos Commilitios, Oratores & Procuratores predictos, adhibitis in ea parte nobis sufficienter tribus, adhibitis & habitis, Deo Duce, per verba de prefatis contrahatur, mature considerantes & ante oculos habentes, non solum ad terminum vite utriusque Principis Principum nostrorum predictorum, & ad eum Annum proximo sequentem post Obitum utriusque decederet, sed auctoritate & virtute sufficientium Commissionum a predictis Principibus nostris respectu nobis in hac parte factum & datum (quorum quidem Commissionum tenores inferius sequuntur) ac de Mandatis specialibus Principum nostrorum predictorum, ab hac die in antea, perpetuo futuris temporibus, inter eos eorumque Heredes & legitimos Successores, Hereditarie ac legitimè succedentes, veram, sinceram, integram ac inviolatam Pacem, Amicitiam, Ligam & Considerationem esse volumus.

Ac, pro firmiori & stabiliiori conservacione ejusdem, omnia & singula Capitula sequentia maxime, contraximus, convenimus, concordavimus & conclusimus, ac per prefatos contraximus, convenimus, concordavimus & conclusimus.

PRIMUM, inter nos Commilitios, Oratores & Procuratores predictos, nuntios & auctoritates quibus super, contemplacione Matrimonii & ob causa predicta, tractatum, convenimus, concordavimus & conclusum est quod inter dictos Reges Scotiarum & Anglie eorumque Heredes & Successores predictos Regna, Patrias & Domina, Terras & Loca quocumque eorumdem, necnon Vassallos, Liberos Homines, Symbolosque suos quocumque presentes & futuros tam Ecclesiasticos quam Seculares, cujuscumque gradus, presentem, futuris & conditionis erant, etiam Archiepiscopi Ducaliter alii Lignitate Ecclesiastica vel Seculari quocumque prefalente, sit bona, revella, sincera, vera, integra & firma Pax, Amicitia, Liga & Consideracio per Terram, Mare & Aquas dulces ac ubique locorum, de cœtero & hactenus, semper perpetuis futuris temporibus duratur.

Item, inter nos Commilitios, Oratores & Procuratores predictos convenimus, concordavimus & conclusum est quod nullus dictorum Principum eorumque Heredum aut Successorum predictorum movebit aut faciet per se, aut Subditos suos, aut alios quocumque moveri aut fieri permittet, Guerram per Terram, Mare, neque Aquas dulces, adversus alterum dictorum Principum vel eorum Heredes aut Successores predictos, eorumque Subditos aut Liberos suos, nec dabit auxilium, consilium, vel favorem publicè vel occultè ut huiusmodi Guerra fiat, amoveat vel excitetur quovis modo.

Item, pro incursori firmare & observacione Pacis, Amicitie, Consideracionis, & Intelligencie predictarum inter nos Commilitios, Oratores & Procuratores predictos, convenimus, concordavimus, & conclusum est, tenore presentium, quod noster Regum predictorum

ANNO
1501.
1502.

sub-

ANNO
1502.

milisque eorum Haereditum & Successionum praedictorum, quovismodo receptum, aut a Subditis suis eorum aliquis recipere permittit, aliquem vel aliquos Rebelles, Proditores, aut Transfugas, Rebelles, Proditores, aut Transfugas de Crimine laesae Majestatis suspensum reatum seu convictum, suspectos reprobos aut convictos,

Et, si contingat quod aliquis hujusmodi Rebelles, Proditor, seu Transfuga, Rebelles, Proditor, aut Transfuga in aliquo loco obediens Principum praedictorum eorum Haereditum seu Successionum praedictorum seu aliquo eorum transierit, se constiterit vel declinaverit, transierint, se constiterint seu declinaverint, Principes ille in cujus obedientia sic transierit, se constiterit vel declinaverit, transierint, se constiterint vel declinaverint, ipsa nec eorum aliquis quoque modo dabit seu praestabit, aut a Subditis suis duri seu praestari permittit consilium, favorem, auxilium, subsidium aut assensum publicum vel occultum; sed postquam per Literas sive Principum praedictorum eorum hujusmodi Rebelles, Proditor, seu Transfuga, Rebelles, Proditor, seu Transfuga exierit vel exierint, alter ex Principibus hujusmodi requisitus fuerit, eos omnes & singulos Rebelles, Proditores, & Transfugas immediatim & sine dilatione carceribus suis & foveat custodiam committit, & infra viginti dies, dictam requisitionem proximo & immediato sequentes, eosdem Rebelles, Proditores & Transfugas & eorum quemlibet Literarum hujusmodi requisitionis laesi aut alii ad hoc in hujusmodi Literis nominato sive Deputato, omni allegatione ac excusatione, fraude, dolo aut alio quocumque colore quocumque cessantibus, tradet & deliverabit tradere & deliverari fecerit.

Item, convenitur, concordatur & conclusum est, inter nos Commissarios, Oratores & Procuratores antedictos, quod omnes & singula Literae sive Conductus, per auctoritatem dictorum Principum hinc inde quibuscumque eorum Subditis, sive veli & foveat Lagis sive Proditorum aut Rebelles fuerint, quovismodo fuerint, conditionis, gradus aut praeminentiae extiterint, etiam Ducali, Archiepiscopali vel quocumque Dignitate Ecclesiastica vel Seculari praesulgent, Mercatoribusque Gentibus Armorum seu cujusvis alterius inferioris conditionis Personis, ante haec tempora, sub quibuscumque datis verbis, tenoribus sive formis, sive sub eorum magnis Privatis aut Signatorum Sigillis, vivit eorum vocum Oraculis, aut aliter qualitercumque & quovismodoque, per Terram sive per Mare, ad certum tempus vel terminum vive aliquos sive aliquorum durare, concessit fuerint, praesentem per Tractatum sive Conclusionem revocantur, cassantur, irritantur & annullantur, ac pro revocatis, cassatis, irritis & annullatis a praesenti die in aeternum expressit habebantur & reputantur.

Et quod consimiles Literae hujusmodi sive Conductus, per auctoritatem dictorum Principum, eorum Haereditum & Successionum praedictorum, quovismodoque eorum alterius Subditis, veris & fidelibus Lagis sive Rebelles aut Proditoribus, aut alicui Personae contra Personam extiterint, qui praesenti Principibus vel eorum alteri aliquando servit vel servierit, quovismodoque conditionis, status, gradus aut praeminentiae extiterint, etiam, ut praesentem, Archiepiscopali, Ducali vel quocumque Dignitate aut auctoritate Ecclesiastica vel Seculari praesulgent, Mercatoribusque Gentibus armorum, seu cujusvis alterius inferioris conditionis Personis, de cetero nullo modo concedantur vel annuantur per eorum aliquem, nec duri aut concedi per eos aut eorum alterum permittantur, nisi ad id alter eorum per alterum eorumdem Principum congruat in scriptis requiritur expressit: ita tamen quod, si forte alter Principum praedictorum hujusmodi Literae sive Conductus dare placeat ultra unam Annam ad summum durare, minimè concedatur.

Et nichilominus, casu quo de cetero quodcumque alter alterum dictorum Principum pro hujusmodi Literis sive Conductis, quovismodo Subditis suis quibuscumque Subditis suis indigendis, in scriptis & de facto inexpressit vel requiritur, habuit utrumque & voluntas Principis sic interpretari ut hujusmodi interpretationi acquiescere, Literae hujusmodi sive Conductus concedere voluerit aut non, secundum quod eodem Principi sic requisito melius expediri videbitur.

Item, si aliquis Rex, Princeps aut alia Persona quovismodo, quovismodo libris, gradus, conditionis aut praeminentiae fuerit, etiam Imperiali, Regali, Archiepiscopali, Ducali aut quovismodo alia Dignitate

Ecclesiastica sive Seculari praesulgent, nullo penitus in hac parte excepto, Regno, Terram, Patriam aut Dominium aliquem Regum praedictorum eorum Haereditum aut Successionum praedictorum modo guerrino invadere, turbare, aut quovismodo quovismodo Locorum contra eosdem aut eorum alterum eorumdem Statum, Intra, aut Possessiones, casus vel occasione quovismodo, ut tempore vel ut tempore praesentem, Principes, non invadit, turbat aut interrumpt, ac rogamus & interpellamus Principes ipsos, cum tali ac tanta armamentorum Copia de qua & quanta requisitis fuerit, ad expensas tamen Principis interpellantis, & ad Vasa ne Suspenda in Regno & pro propriis Negociis aut casibus ipsos interpellati ab ipso duri & solvi solita & consuetudine, consilium, auxilium, favorem ac assensum, bona fide omni dolo, fraude & negligenti cessantibus, & cum tanta celeritate & diligencia quanta lae urgentissimis rebus & causis propriis praesentibus, totius quovismodo requisitus fuerit, realiter & cum effectu, dabit, faciat & praestabit; quibuscumque Contradictis, Padiis, Conventionibus, Amiciis, Lagis & Confederationibus, cum quovismodo Principe vel quibuscumque Principibus, sub quovismodo verborum serie aut quovismodo alio firmitate aut auctoritate roboratur, in contrarium aenech inhiis aut conclusis, non obstantibus.

Item, convenitur & conclusum est quod Castella & Villa Berwick, cum antiquis Limitibus, & inhabitantes & incolae eorumdem sub eadem perpetua Pace, Amicitia, Liga & Confederatione pro perpetuo stabunt & permanent, ita quod neque Sacrilegii Rex Scotia praedictus ejus Haereditum vel Successionem praedictam nec eorum aliquem per se aut aliquos Subditorum Ligorum aut Vassalorum eorum vel alios quovismodo Guernam, insultum, insidiam aut obsequium publicum vel occultum ipsis Locis aut incolis eorum, neque Extremis Rex Anglia praedictus ejus Haereditum vel Successionem praedictam neque eorum aliquem per se aut inhabitantes Villam seu Castellum hujusmodi Guernam, insultum aut obsequium dicto Serenissimo Regi Scotia sive Vassillis faciat aut quovismodo fieri permittit.

Item, convenitur & conclusum est quod, si aliquis Ligorum unius vel alterius Principum praedictorum eorum Haereditum aut Successionem praedictorum repaverit, edificaverit, seu, ut vulgariter dicitur, impoverit lae *Fish Garb de Esk*, aut rumpat vel destruat eundem, pro non attempto reputabitur, & ad actionem alia attempta quovismodo reputabitur, sic quod repaverit aut edificaverit lae *Fish Garb* non impedit reformationem alterum attemptatorum, nec introductum ruptorem praesentem Pacis & Amicitiae.

Item, convenitur & conclusum est quod in praesentibus Pace & Amicitia comprehendatur Amici, Confederati & Allegati utriusque Principis Principum praedictorum, si voluerint comprehendere, & eorum Regna & Dominia, super hoc per dilectos & separatos Literas, Magnis Sigillis suis sigillatis, & utriusque Principum praedictorum, infra octo menses proximo & immediato sequentes datum praesentem, traditas & delibatas, annos suos declaraverint, & idem delibatas raverint.

Et specialiter pro parte Regis Angliae,
Rex Romanorum,
Rex Ludovici Francie,
Regis Hispanie, Portugaliae & Dacie,
Archiduci Austriae,
Ducis Venetiarum, Ferrariae, & Sabaudiae,
Necnon Sociis Mercatorum Hongae Theonicae,

Et pro parte Regis Scotiae,
Leobaudus Rex Francie,
Johannes Rex Dacie,
Rex Hispanie,
Rex Romanorum,
Archiduci Austriae,
Gilberto Holslandiae & de Clief Dacie,
Et Marchi Brandenburgensi,

Quibus octo menses clapsis, si nulla Noventio hujusmodi facta fuerit Regibus praedictis, dicti Confederati non intelligantur in hac parte aut Amicitia comprehendere.

Et, quovismodo contingat dictum Regem Angliae ejus Haereditum & Successionem praedictam vel eorum aliquem Bellum seu Guernam contra aliquem vel aliquos dictorum

ANNO
1502.

Anno diftorem Principum in hac parte comprehenſorum
1501. movere, idem tamen *Rei Senſus* ejusque Haeredit & Suc-
1502. ceſſorum predicti & eorum quilibet a quacunque In-
vaſione, in Regnum Angliae & Loca ſe Dominia quidem,
tam per ſe quam per ſuos facienda, omnino abſtineat; licetiam tamen *Rei Senſus* eidem Principi,
contra quem Bellum ex parte *Regis Angliae* movebitur,
auxilium, ſubſidium, ſocorem & ſuccurſum ſolomonio pro ſua deſenſione dare & impetiri, & non
aliter nec alio modo; nec nichilominus Pace & Amicitia
in ſuis effectibus & robore illibata & inconcuſſa perſiſtente
& perfeverante.

Et, pari modo, quomvis contingat dictum *Regem*
Senſus ejusque Haeredit & Succellores predictos aut eorum
aliquem Bellis ſeu Guerrae contra aliquem vel aliquos
dictorum Principum in hac parte comprehenſorum
movere, idem tamen *Rei Senſus* ejusque Haeredit &
Succellores predicti & eorum quilibet a quacunque Invaſione,
in Regnum Scotiae & Loca ſe Dominia quidem,
tam per ſe quam per ſuos Subditos facienda, omnino abſtineat;
licetiam tamen praefato *Rei Senſus* eidem Principi, contra quem Bellum ex
parte *Regis Angliae* movebitur, auxilium, ſubſidium,
ſocorem & ſuccurſum ſolomonio pro ſua deſenſione
dare & impetiri, & non aliter nec alio modo; nec
nichilominus perpetua Pace & Amicitia in ſuis effectibus
& robore illibata & inconcuſſa perſiſtente & perfeverante.

Item, conventum & conſenſum eſt quod, ſi aliquid
contra praefatum Tractatum Pacis Conſiderationis &
Amicitiae vel aliquem Articulum ſeu Capitulum ejusdem
per Ligeros, Subditos, Vaſallos, Inhabitantes
vel Incolas predictos vel eorum aliquem unius vel alterius
Partium predictarum vel aliam aut alios quencunque
vel quocunque per Terram ſive per Mare vel
Aqua dulces fieri vel attemptari contingat, propterea
non erunt nec committantur, infirma vel ad-
nullaria praefatus Pax, Conſideratio & Amicitia, ſed
nichilominus in ſuo robore permanebunt, & attempta-
tiones hujusmodi debent reformabuntur.

Et ſi hujusmodi Reformationes per Gardianos Marchiarum
aut eorum Locumtenentes, poſt requiſitionem ſive
interpellationem, per partem gravatam & quere-
larem in ea parte debite factas, minime fiat, tunc
Principe, cujus Subditi ſive gravatum aut dampnifica-
tum praetendit, per Literas ſuas requiet Principem,
per cujus Subditum aut Subditos dampnum aut injuria
irrogata praetenditur, ut dampnificatio Juſtitia miniſtre-
tur & dampna refrſcantur.

Et caſu quo Princeps requiſitus, infra ſex menſes
hujusmodi requiſitionem proximam & immediatam frequen-
ter, Pari quocunque Juſtitiam non miniſtraverit ſeu ad-
juſtari fecerit, non propterea Princeps, cujus Subdi-
ti dampnificatus praetendit, Bellum aut Guerrae
quocunque movebit, nec Pacem directam aut indirectam
infringat aut violat, nec ab aliis infringi aut violari
permittit, ſed, dictis ſex menſibus elapſis, licetiam ei-
dem Principi, in caſu denegatae aut non miniſtratae
Juſtitiae, poſteaquam de denegata Juſtitia debite ſui conſideret,
Literas Reprehenſivas ſuo Subdito aut Subditis
ſic dampnificati aut dampnificati, contra & ſuper omnes
& ſingulos Subditos illius Marchiae, ſi per Terram,
vel Portus & ſpſum Cretae ſeu Villas & Villagis ſuper
Lithoras ſpſum Portuum & Creacum exiſtentem
eandemque Inhabitantes & Incolas ſi per Mare, ubi
& in qua vel in quo vel quibus hujusmodi attemptum
vel dampnificatum tempore dampni vel attemptum facti
habebat vel moram traheret, & non contra alium vel
alios quocunque, dare & concedere; nec propterea
praefatus Pax, Amicitia, Liga ſeu Conſiderationem in
aliquo caſu denegare derogare, ſed omnia in praefata
Pace, Liga, Amicitia & Conſideratione intacta & con-
cluſa in ſuo robore, virtute & firmitate nichilominus
manebunt, tanquam & ſi nichil in contrarium actum,
factum, geſtum aut attemptum fuſſet.

Item, inter ſus Commiſſarios, Oratores, & Pro-
curatores predictos, conventum, concordatum, &
concluſum eſt quod, quomvis dictus Dominus *Jacobus*
Rei Senſus vel dicta *Dominus Margareta* aut traditi-
onem & deliberationem ejusdem *Dominus Margareta*
praefato Domino *Jacobi Regi* (quod Deus avertat)
idem ſine claſſificati euerant, vel quod dicta
Dominus Margareta non deberet eidem Domino
Jacobi Regi ejusque Procuratores aut Commiſſarios
ad hoc ſufficienter deputata, ipſi ſuperſtite, termino
ſtatu & promiſſo, nichilominus praefatus Tractatus
perpetua Pace & omnia & ſingula in eodem contenta
in ſuo robore per perpetuo maneat & effectus, nil

TOM. IV. PART. I.

alter Regum predictorum eorundem Haereditum, & Suc-
ceſſorum ſuorum predictorum alteri eorum, per Literas
ſuas Patentes, Magno Sigillo ſuo & manu ſua ſig-
illatas, ſubſcriptas, & manatas, infra duos menſes
poſt obitum praefati Domini *Jacobi Regi* vel praefatae
Dominus Margaretae, vel non traditionem & delibera-
tionem ejusdem *Dominus Margaretae* termino ſtatu
proximo & immediato ſequente, ob eadem cauſas
vel earum alteram ſignificaverit & declaraverit quid
praefatum Tractatum perpetua Pace contineat pro intro-
& nullo tenore, habere, & reputari, & pro irritum
& nullo tenore, habere, & reputari voluerit, ipſi-
que *Dominus Margaretae* praefato Domino *Jacobi Regi*,
ejusque Commiſſario, Oratori, vel Procuratori
usque & deliberat, praefatus Pax & quod Tractatus, ac
omnia & ſingula in eodem contenta pro perpetuo in
ſuis permaneat robore & effectus, quocunqueque alia
Conventionibus de ejus obitu vel non deliberatione fac-
titive habitis non obſtante.

Volumus praeterea, conventum, concordatum, &
concluſum quod, in caſu quo contigerit praefatum
Tractatum perpetua Pace, Amicitia, Liga, & Con-
ſiderationem, occasione mortis praefati Domini *Jacobi*
Rei Senſus vel praefatae *Dominus Margaretae*, aut
traditionem & deliberationem ejusdem *Dominus Margaretae*,
irritae, diſſolvi, vel annullari, quod tunc
Tractatus Treuga, Amicitiae, Pacis, & Conſiderationis,
qui inter dictos Illuſtriſſimos Principes poſtius
ad terminum vite eorum & utriusque eorum diutius
vivente, & ad annum Annam poſt obitum ultimi decedentis,
de data viceſimi diei menſis Julii, Anno Do-
mini milleſimo, quingenteſimo, nonageſimo nono,
inſerit ſuit, contrahatur, & concluſus, in omni ſua
robore permaneat & effectus, tanquam ſi praefatus
Tractatus perpetua Pace, Amicitiae, & Conſiderationis
numquam inſerit, contrahatur, vel concluſus fuſſet.

Item, conventum, concordatum, & conſenſum eſt
quod Haeredit & praefati Succellor Principum pre-
dictorum, & eorum ſinguli ſuccellor, infra ſex men-
ſes proximam & immediatam ſequentes mortem ſui Anter-
ceſſoris vel Praedeceſſoris Regis, Literas ſuas, praefata
Tractatus & omnia & ſingula Articulis in eodem
contentorum ratificationes & confirmatores, Magno
Sigillo ſuo ſigillatas, & manu ſua propterea ſub-
ſcriptas, alteri Principi tunc ſuperſtiti & pro tempore
exiſtenti tradat & deliberat, tradit & deliverat ſic.

Item, ad firmiorem & ſolidiorem Pacis, Conſiderationis,
& Amicitiae predictarum conſervationem &
obſervationem, conventum, concluſum, & con-
cordatum eſt quod uterque Princeps Principum pre-
dictorum praefatum Tractatum, ac omnia & ſingula
Capitula in eodem Tractatu ſua & concluſa, infra
tres menſes poſt Manum ſuam inter dictum Serenifi-
ſimum Principem Dominum *Jacobum Senſus* & Regem
dictum *Dominus Margaretae* per verba de praefati
contratum, juramento perſonaliter ad Seda Dei
Evangelio praedico, convenit, vallabit, ratificabit, &
confirmabit.

Item, conventum & concordatum eſt quod praefatus
Tractatus, ac omnia & ſingula Capitula in eodem con-
tenta, circa Feſtum Nativitatis Domini, quod ſe-
cundum compositionem Eccleſiae Anglicae inter in
Anno Domini milleſimo quingenteſimo ſecundo, per
Literas Patentes utriusque Regum predictorum, Mag-
no Sigillo ſuo ſigillatas, & manibus ſuis propterea ſub-
ſcriptas & ſubſignatas, confirmabuntur & ratifica-
buntur, ut praemittitur, ſigillatis & ſubſignatis, utroque
que Principum predictorum alter alteri, circa idem
Feſtum Nativitatis Domini, viſum tradat & deli-
berabit, tradit & deliverat ſic.

Item, conventum, concordatum, & conſenſum eſt
quod uterque Principum predictorum, circa primum
diem menſis Julii, qui erit in Anno Domini milleſimo
quingenteſimo tertio, Reſcripſum ſive Literas Apo-
ſtolicas, in forma Juris efficaciſſimas, ſumptibus & expenſis
ſuis propterea, imperatorem ſeu imperatori faciet, quibus
omnia & ſingula in praefato Tractatu contenta ejus-
dem Sedis Apoſtolicae ſuſtinentur approbentur & con-
firmabuntur.

Et, inſuper, uterque Principum predictorum, eorundem
Haereditum vel Succellor, circa dictum primum
diem menſis Julii, inſtante & cum eccleſia requirit
Sacrosanctam Sedem Apoſtolicam & *Sacrosanctum* *Patri-*
ſticium quod ſerit Sententiam Excommunicationis, tunc
pro tunc & tunc pro tunc, in eam & praefatis duo-
bus Principibus eorundem Haeredit & Succellor pra-

D

Anno
1501.
1502.

ANNO

1501.

1502.

dictos & eorum quolibet, qui præfentem Pacem, aut aliquod Capitulum prædicti Tractatus violaverint, aut violari permiserint, seu violati per se vel alios occasionem præstiterint, præter & ultra Sententiam Interdicti in ejus Regnum, Terras, Patrias, & Domina, non obstant aliquo Privilegio in genere vel in specie illis aut eorum alicui, sub quocunque verborum scilicet, contextu: Cui quidem Privilegio utique Principes Principum prædictorum palam, publicè, & expresse, & in vim Facti renunciant:

Et nos Committarii nostridicti, aceminibus eorundem, sufficienti auctoritate nobis in hac parte attributa, eodem modo renunciamus in his Scriptis, quas quidem Sententias, Censuras, & Penas ille Principes Principum prædictorum, eorundemque Haereditas & Successores nostri incurret & incurrent, quatenus contra formam alicujus Capituli prædicti Tractatus quicquam attemptaverint vel attemptaverint, aut per se vel alios præfentem Pacem laque violaverint vel violaverint, seu violari permiserint seu permiserint, & tandem eisdem Patriis & Censuris irritatis & involatis, irritis & involatis remanent, & remanent, donec Paci & Concordia prædictis realiter & cum effectu pariter juxverit & juxverit:

Ac ipsa Literas Apostolicas Originales, modo & formâ præmissâ impetratas, utique Principes Principum prædictorum, alter alteri, extra dictam singulorum diem Julii, vicissim tradet, dabit, & deliverabit, tradit, dabit, & deliverabit faciet:

Quos quidem præfentem Pacem, Amicitiam, Ligam, Considerationem, & Intelligentiam prædictam, cum omnibus & singulis Articulis & Capitulis in eisdem comprehensis, nos, vicarius & auctoritates nobis a dictis Principibus in hac parte concessâ, pro concessâ habemus.

Item, convenimus, concordamus, & conclusimus est quod utrique Principes Principum prædictorum omnia & singula Capitula prædicti Tractatus, vel saltem renotum & effectum eorundem, in dignificationibus Civitatibus five Opibus Regnorum suorum, & præsertim in Locis insignibus Marchiarum suarum, infra tres menses proximo sequentes datam Conclusionis prædicti Tractatus, inter nos Committarios dictorum Principum iuxta & contentâ, publicari & notificari faciet cum effectu.

Committarios vero prædictorum tenores sequuntur & sunt tales.

JACOBUS, Dei gratia, Rex Sclavorum, universis & singulis ad quorum notitiam prædictas Literas pervenerint, Salutem.

Sciatis quod Nos,

De fidelitatis, indelictis & proinde circumspicientibus dilectorum & fidelium Consilium nostrorum Reverendissimi in Christo Patris Roberti Archiepiscopi Gloucestriensis, Patriæ Comes de Berkeley Domini, Magni Admirali Regni nostri Gardiani Occidentalem Marchiarum ejusdem, & Reverendi Patris Andreae Paphlari Ecclesie Cathedralis Morumensis quæplurimum coexistentes,

ipsos nostros veros & indubitatos Committarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos & Nuncios speciales assignamus, facimus, ordinamus & constituimus per præsentem,

Donnos & concedimus eidem & eorum cunctis in solidum, conjunctim & divinum, nostrum plenarium Potestatem & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Serenissimo Principe, Carissimisque Consanguineis, & Fratre nostro Henrico Rege Anglie, ejusdem Committariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis sufficientem Potestatem & auctoritatem ab eo ad hoc habentibus, tamen de & super verâ, firmâ, perpetuâ & reali Pace atque Concordia, qualis de & super Treugis & Generalium Amicitiarum, Ligam, Amicitiam, Affinitatem manasse habende salutis & utilitatis quorundem quæ fuerint prædictis, necnon Intelligentiam, Allegantiam & Considerationibus quibuscunque inter Nos & dictum Serenissimum Principem Haereditas & Successores, ac Regem, Terras, Domina, Patrias, Subditos, Vassallos, Fideles, Consideratos & Adherentes nostros & suos quocunque, hinc inde iurandis, capiendis, componendis, celebrandis & habendis, concordandis, communicandis, tractandis, appendicandis, concordandis, pacificandis, ac finaliter & integrè determinandis & conclusandis, hujusmodique Pacem & Concordiam, ac Treugas & Generalium Amicitiarum, Ligam, Amicitiam, Fideles, Affin-

itates, Intelligentiam, Allegantiam & Considerationes, atque Pacem & Concordiam componendis, pacificandis, firmandis, statuendis & pro perpetuo roborandis,

Necnon, de & super omnibus & singulis consensibus, quodlibetque, Generis, cuius, quælibetque, iuribus, attemptatis & commotis, una cum suis circumstantiis, contingentiis, incidentiis, dependentiis ac exceptionibus quæ, inter Nos & prædictum Excellentissimum Principem Anglie Regem & Regna, Terras, Domina, Patrias & Loca, Subditos, Vassallos, Allegatos, Consideratos & Adherentes prædictos, hinc inde pendere disciuntur, tractandi, conveniendi, appendicandi & componendi,

Necnon, quoscunque Subditos nostros Malefactorum, homicidas, fures, latrones juxta Leges & Consuetudines Marchiarum Regni nostri debeat, debet puniri promittendi,

Necnon Rebeldes dicti nostri Consanguinei in Regnum nostrum fugientes, eorum modo & formâ eidem Consanguineo nostro aut suo sufficienti Deputato tradendos & deliberandos, amittendos & componendos,

Necnon Leges, Statuta & Ordinationes prædictas hujusmodi Malefactorum de novo statuendi, condendi & ordinandi,

Ac etiam de & super Literis Scriptis & Bullis Apostolicis omnium & singulorum præfentium Confirmationibus, Approbationibus & Ratificationibus a Sede Apostolica, pro meliore conversatione præmissorum, per nos impetrandis, habendis & obtinendis, cum Clavis & Annullis de dictis Ecclesiis communicatis in nos & Personam nostram, ac de Sententiâ Interdicti in Regnum nostrum, Patrias, Domina & Terras nostras, & Tractum Pacis aut aliquod Capitulum ejusdem Pacis in Tractatu, quem, inter nos & dictum Principem, seu nostros aut ejus Committarios, iam & conpetit, violaverimus aut violari permiserimus, tractandi, concordandi, appendicandi, obliquandi & conclusendi, ac cuiuscunque privilegio, tamen jura quælibet, sub quocunque verborum sine concessu aut concedendo, alicui Capitulo prædicti Tractatus eorundem modo derogatorio, palam expresse & in vim Facti nomine nostro renunciandi,

Ac etiam Securitates, Cautiones, Promissâ, Obligaciones, Literas & Scripta igitur pro præmissorum complemento, nomine nostro promittendi, tradendi & deliverandi, ac juramentum in animam nostram præstandi, & continuique Securitates, Cautiones, Promissâ, Obligaciones, Literas ac juramentum in prædictis Serenissimo Principe Anglie Committariis iuxta & contentâ, sigillandis & recipiendis,

Universisque & singulis quæ, per prædictos Oratores, Committarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios nostros aut eorum aliquem in solidum, appendicandis, concordandis, conclusis & conclusis fuerint validandis, roborandis & assecurandis per nos interpositionem & juramentum in animam nostram præstandum,

Necnon de & super hujusmodi appendicandis & conclusis, ceterisque omnibus & singulis præmissâ quælibetque concernentibus, quæ, cum prædicto Consanguineo nostro, seu ejus Committariis, Procuratoribus, & Nunciis prædictis, appendicandis, concordandis & conclusis fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & deliverandi, Literisque suis consensibus effectibus & vigoribus ex altera parte petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia præmissâ & præmissorum singula quælibetque concernentia faciendi, exercendi, & expendendi, in & eodem modo fieri nos ipsi faceremus & facere possemus si in propria Persona nostra interfuissimus, & si talia sunt que Mandatum de se magis exigit speciale;

Provenientes bonâ fide & in verbo Regio omnia & singula quæ, per prædictos Committarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos & Nuncios nostros aut eorum aliquem in solidum, appendicandis, promissâ, concordandis & conclusis fuerint in hac parte, nos rata gratâ & firma habebimus & observabimus, & servabimus, Literas nostras Patentes Magno nostro sigillo sigillatas, manasse nostrâ subscriptas, omnium & singulorum præfentium confirmationibus, ratificationibus & approbationibus, in formâ debita, prout opus fuerit, duros.

In ejus rei Testimonium præfentibus Magnam Sigillum nostrum apponi fecimus apud Sarveing, octavo die mensis Octobris, Anno Domini millesimo, quingentesimo primo, & Regni nostri decimo quarto.

JAMES R.

Sigillo regio. Hen.

ANNO

1501.

1502.

ANNO HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie & Francie
1501. & Dominus Hibernie, militum & singulis, ad quorum
notitiam per litteras Litteras pervenient, Salutem.

1502. Scitis quod Nos,

De fidelitatem, industria & providis circumspedionibus, dilectorum & fideiorem Commisarios nostrorum, Reverendissimi in Christo Patris Henrici Archiepiscopi Cantuariensis Cancellarii Magni Sigilli nostri, ac Reverendi in Christo Patris Ricardi Episcopi Wintoniensiis Cancellarii Privati Sigilli nostri, necnon Cancellarii Confanguinei nostri Thomae Comitis Sarre Thesaurarii nostri Anglie, quamplurimum confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commisarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos & Nuncios speciales assignamus, facimus, ordinamus & constituimus per provisiones.

Dantes & concedentes eisdem & eorum cohibitis in solidum, conjunctioni & divisi, nostram plenariam Potestatem & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Illustrissimo & Serenissimo Principi, Carissimisque Confanguineo & Fratri nostro Johanne Scotorum Rege, ejusdem Commisariis, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, sufficientem Potestatem & auctoritatem ab eo ad hac habentibus, tam de & super veris, firmis, perpetuis, & reali Pace atque Concordia, quam de & super Treugis & Guernam Abstinentiis, Ligis, Amicitia, Affinitatibus, mutuique hincinde auxilii & assistentia quotiens opus fuerit prestatendis, necnon Intelligentiis, Allegantiis & Considerationibus quibuscunque inter Nos & dictum Illustrissimum Principem Harodoricum & Successores, ac Reges, Terras, Dominia, Patrias, Subditos, Vassallos, Favenes, Confederatos & Adhaerentes nostros & suos quotiescunque, hincinde inveniendi, capiendi, componendi, celebrandi & habendi, conveniendi, communicandi, tradendi, appenduandi, concordandi, paciscendi, ac finaliter & integre determinandi & concludendi,

Hujusmodique Pacem & Concordiam, ac Treugas & Guernam Abstinentiis, Ligis, Amicitia, Fœderibus, Affinitatibus, Intelligentiis, Allegantiis & Considerationibus, aliisque Pactionibus & Conventionibus componendi, paciscendi, firmandi, statuendi & pro perpetuo roborandi.

Necnon, de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guernis, causis, querelis, litiis, attemptis & demandis, und cum sua circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependensibus ac connatis, que, inter Nos & prefatum Illustrissimum Principem Scotorum Regem, & Reges, Terras, Dominia, Patrias & Loca, Subditos, Vassallos, Allegatos, Confederatos & Adhaerentes predictos, hincinde pendere dinoscuntur, tradendi, conveniendi, appenduandi, & componendi,

Necnon quotiescunque Subditos nostros Malefactores, homicidas, fures, latrones, jura Leges & Constitutiones Mercatorum Regum nostri Anglie, debent puniri promittendi.

Necnon Rebelles dicti Confanguinei nostri, in Regnum nostrum fugientes, certis modo & forma eisdem Confanguineo nostro aut suo sufficienti Deputato tradendos & deliberandos, arrestandos & contentiendi,

Necnon Leges, Statuta & Ordinationes, pro penitione hujusmodi Malefactorum, de novo statumendi condendi & ordinandi,

Ac etiam de & super Litteris, Scriptis & Bullis Apostolicis, omnium & singulorum premissorum confirmationis, approbationis & ratificationis, a Sede Apostolica, pro meliore conservacione premissorum, per nos impetrandi, habendi & obtinendi, cum Cancellariis & Archivariis de Secretaria Eadem communicationis in nos & Personam nostram, ac de Secretaria Interesti in Regnum nostrum, Patrias, Dominia & Terras nostras, & Traditionem Pacis aut aliquod Capitulum quodam Pacis seu Tradenda, quem, inter nos & dictum Principem, seu nostros aut ejus Commisarios, iuri & conciliis contingent, violaverimus aut violari permiserimus, tradendi, concordandi, appenduandi, obligandi & concludendi, ac cuicumque Privilegio, tam juris quam facti, sub quocunque verborum serie concessio seu concedendo, sicuti Capitulis presentis Tradenda quovis modo derogatione, nullum expresse & in vim Pacis nostre nostre renunciamus.

Actum Scotorum, Cancellarios, Promissis, Obligationibus, Litteris & Scriptis sigillatis, pro premissorum complemento, nomine nostro promittendi, tradendi & celebrandi, ac juramentum in animam nostram prestandi.

TOM. IV. PART. I.

ANNO 1501. 1502. Confimilique Securitates, Cautiones, Promissis, Obligationibus, Litteris, ac Juramentum a prefato Serenissimo Principi ejusdem Commisariis similiter capiendi, stipulandi & recipiendi.

Universisque & singulis que, per prefatos Oratores, Commisarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios nostros aut eorum aliquem in solidum, appenduatis, conveitis, conclusis & concordatis fuerint, vallandi, roborandi & affectuandi per fidei interpolationem & pramergam in Animam nostram prestatum.

Necnon de & super hujusmodi appenduatis & conclusis, ceterisque omnibus & singulis premissis quaterdecim concernentibus, que, cum prefato Confanguineo nostro, seu ejus Commisariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis predictis, appenduatis, conveitis & conclusis fuerint, Litteras validas & efficaces pro parte nostra tradendi & deliberandi, Litterasque alias confirmatis effectibus & vigoris ac altera parte petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia premissa & premissorum singula quaterdecim concernentia faciendi & exercendi atque expediendi, in eodem modo sicut nos faceremus seu facere possemus in se propter Personam nostram interirentes, & a talia sint que Mandatum de se magis exigant speciale,

Promittentes bonis fide & in verbo Regio, omnia & singula, que per prefatos Commisarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos & Nuncios nostros aut eorum aliquem in solidum, appenduatis, promissis, concordatis & conclusis fuerint in se parte, nos rata, grata & firma habituros & observandos, & superinde Litteras nostras Patentes, Magni Sigilli nostro sigillatas, manque nostra subscripcis, omnium & singulorum premissorum confirmationis, ratificationis & approbationis, in forma dicta, prout opus fuerit, datur.

In cojas rei Testimonium has nostras Litteras fieri fecimus Patentes.

Telle meisse apud Westminsteriam vicelesimo octavo die Novembre, Anno Regis nostri decimo septimo.

In cojas rei Testimonium hanc partem illius INDEX TURAE, penes dictum Excellentissimum & Serenissimum Principem Henricum Archiepiscopum Remensis, nos predicti Archiepiscopus, Comes, & Episcopus Moravie Commisarios, Oratores, & Procuratores prefati Excellentissimi Principis nostri Jacobus Regis Scotorum, Sigilla nostra appositionis, & presentis manum nostrorum subscripcionis omnium.

Datum in Anglia, in Regio Palatio de Richemont, vicelesimo quarto die mensis Januarii, Anno Domini secundum cursum & compositionem Ecclesiarum Scoticarum & Anglicanarum millesimo quingentesimo primo.

ROBERTUS GLASGOW.
PATRICK ELLIFF BOTHVILL.
A. MOREAVIEN.

Sub Sigillis suis vere valore & duplicibus Caudis Perigone pendentes.

XI.

Traité de Paix entre LOUIS XII. Roi de France & FERDINAND & ISABELLE, Roi & Reine d'Espagne au sujet du Royaume de Naples, par lequel LOUIS & FERDINAND & ISABELLE promettent de rendre l'un & l'autre, ce qu'ils possèdent dans ce Royaume, au Duc de LUXEMBOURG Fils aîné de l'Archiduc, & à Madame CLAUDE Fille de LOUIS, qui doivent se marier ensemble, fait par PHILIPPE, Archiduc d'Autriche. A Lyon le 5. Avril 1501. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 9.]

(1) POUR la pacification des différends entre présentement entre le Roi très-Chrétien, & le Roi & la Reine d'Espagne, pour raison de Royaume de Naples ont été pourparlés les choses qui ensuivent.

D a

(2) Ce Traité se fait, après amiable les Princes, entre les Espagnols le préparatoire à les chasser entièrement du Royaume de Naples, à propos de ce qu'il y a de l'un à l'autre pour être. Le Roi d'Espagne s'engage à ce que l'Archiduc son Fils aîné avec sa fille, son parent, & sa fille & son Archiduc, qu'il épouse à Lyon, & il est en son intention de donner le Royaume de Naples, & de donner son que ce qu'il est possible. Par les, & de Louis XII. Roi de France.

ANNO
1502.

Premièrement, que le Roi très-Christien rende au Roi & à la Reine d'Espagne tout ce qui a été, est, & sera pris par ses Lieutenans, Capitaines, & gens de Guerre, tant en Calabre, que en Pouille, & ce qui est de la part & portion desdits Roi & Reine d'Espagne, sans aucune chose en retenir ou réserver; & le Roi & la Reine d'Espagne semblablement rendront & feront rendre au Roi très-Christien tout ce entièrement qui aura été, ou sera pris par eux, leurs Lieutenans, Capitaines, & gens de Guerre, tant en la Terre de Languedoc, de Brulles, que autres Provinces, étant de la part & portion du Seigneur Roi, sans aucune chose en retenir, ou réserver, ou faire que ce soit.

Et de ce qui relie & restera à conquérir dudit Royaume, tant d'une part que d'autre, le Roi très-Christien, & le Roi & la Reine d'Espagne, en s'entendront, selon qu'il est contenu en la Capitulation du Traité d'entre eux au fait du partage dudit Royaume, lequel Traité ils observeront & garderont, & feront observer & garder de point en point invariablement, selon la forme & teneur, sans y faire ou souffrir contrevenir directement ou indirectement, en façon que ce soit, & pour fournir, faire & accomplir les choses susdites, y feront envoier leurs Personnes & d'un côté & d'autre, avec charge & plein-pouvoir à cet effet.

Item. Et dès à présent le Roi très-Christien, pour bien de Paix, honneur & de devoirs, dévouille, & desherite de toute la part & portion audit Royaume, au profit de Madame Claude la Fille; & les Roi & Reine d'Espagne semblablement donnent & se dévouillent, & dévouillent & désaillent de leurs Duchés de Calabre & de Pouille, & entièrement de ce qu'ils ont audit Royaume de Naples, au profit de Monsieur de Luxembourg, premier & aîné Fils de Monsieur l'Archiduc; & en ligne de ce, se pourront dès maintenant madame Dame Claude & Monsieur de Luxembourg intituler & appeler Roi & Reine de Naples, & Duc & Duchesse de Calabre & Pouille.

Et pour ce qu'il est question de la Province de Capitanat, le Roi très-Christien, aussi pour bien de Paix, fera cesser rendre & mettre & laisser de Monsieur l'Archiduc tout ce qui a été & sera pris par ses gens en ladite Province, depuis la Guerre commencée devant lui Roi, & les Roi & Reine d'Espagne; & semblablement lesdits Roi & Reine d'Espagne, pour bien de Paix, feront cesser rendre & laisser de Monsieur l'Archiduc Manfredino, Saint-Auge, & autres des Places, qu'ils tiennent en icelle Province, & la royaume dudit Capitanat, tant ce qui en demeurera & sera de Monsieur très-Christien, qu'il tenait avant la Guerre, à quoi il prétend droit, que Perrier s'alle d'icelui Capitanat, qui tiendra Monsieur l'Archiduc, tant ce qui lui auront baillé le Roi & la Reine d'Espagne qui y prétendent droit, que ce qui lui en aura baillé les seigneurs Roi très-Christien, ou il prétend semblablement droit, fera donner & bailler par lesdits Rois en forme de douaire & usufruct à madame Dame Claude, & ce outre & par dessus le douaire d'elle baillé, ou à bailler, par le Traité de Mariage fait & autres choses qui lui seront & pourront être baillées & après, par ce toutefois que jusqu'à la conformation de Mariage que dessus, ce que le Roi très-Christien tient, & par ce Traité tiendra en ladite Province, sera resté, tenu, & gouverné au nom de madame Dame Claude, par quelque bon, grand & notable Personnage, tel qu'il plaira audit Seigneur nombre; & que Monsieur l'Archiduc tiendra, régira, & gouvernera, au nom de Monsieur de Luxembourg son Fils, tout ce que lesdits Roi & Reine d'Espagne tiennent, & par ce Traité retiendront audit Capitanat, & seront, Monsieur l'Archiduc, & celui que le Roi très-Christien dénommera, feront solennel, & bailleront leurs Lettres & Scelles, de non rendre ledit Capitanat, ni aucune des Places d'icelui, avant la conformation dudit Mariage advenu.

Et au ledit Mariage par le trépas des Parties, ou de l'une d'icelles, sans leur venue & l'age complet & requis à conformation de Mariage, que Dieu ne vaille, ne parviendront, & se continueront, en ce cas la querelle dudit Capitanat sera & demeurera en l'état que de présent, & sous la garde de Monsieur l'Archiduc, & de Monsieur du Roi très-Christien, ainsi qu'il est touché ci-dessus; tant & jusqu'à ce que par Jugement susdits, qui par le commun accord de ceux ou celles auxquels le droit par ledit trépas seroit advenu, en seroit dit & appointé en point de droit, n'est toutefois que plutôt que du vivant desdites Parties en soient dit & appointé, selon quel que l'on aura à se régler.

Bien entendu toutefois que le revenu, & les autres profits & provisions de la Douane, qui est en la Province de Capitanat, se distribueront & partiront annuellement par Madame Claude en vertu du Roi très-Christien, & Monsieur de Luxembourg, par le don du Roi & de la Reine d'Espagne, selon qu'il est contenu en la Capitulation du Traité de partage dudit Royaume de Naples.

Item. En faisant les choses dessusdites, pour le bien & mouvement de Paix, & afin que ci-après n'arrive chose qui y puisse causer rupture, Monsieur l'Archiduc, il s'est le plus de la part & de la Reine d'Espagne, fera content de prendre la charge du Gouvernement & maintien de la part & portion, que lesdits Seigneurs Roi & Reine ont audit Royaume de Naples, tant en Calabre, Pouille, que autres Provinces étant de leur part & portion. Et le Roi très-Christien de la part commune & deputer un bon, grand, & notable Personnage, Amateur de Paix, qui régira, & gouvernera la part & portion, de manière que différends ou divisions ne puissent venir entre eux, & leurs Deputés sous eux.

Item. Et ne commettra Monsieur l'Archiduc à la garde des Places & Offices de la part & portion, qu'il aura à gouverner, aucuns Personnages, de quels il ne soit bien sûr; & que de leurs loyautés, & en commandement, il ne réponde; & de ce, à l'Ordonnance du Roi & de la Reine d'Espagne, donnera-t-il son Scellé en bonne forme.

Et le Roi très-Christien en ce qui sera de la part & portion de madame Dame Claude, ordonnera & fera, que celui auquel il en baillera le Gouvernement, semblablement n'y commettra ou deputera aucuns Personnages, dont il ne soit sûr & de quels, il s'aura & s'aura, il ne réponde; & de lui fera ledit Scellé bailler son Scellé en semblable forme.

Pour plus grande sûreté d'Amisté & bien de Paix, & afin que chacun d'une part & d'autre soit plus affermi à les entretenir, & aussi la Capitulation faite, Monsieur l'Archiduc, ou son Commis, enverra en ces deux bons Personnages, pour voir faire les serments à ceux, qui seront mis & Places, Charges, & Offices, de la part du Roi très-Christien, & de l'autre & député dudit Sieur Roi enverra semblablement en la part & portion desdits Roi & Reine d'Espagne; pour voir faire les semblables.

Et pour ce que au tems de la Guerre, plusieurs choses ont été faites d'un côté & d'autre, par les Princes, Barons, & autres Seigneurs du Royaume de Naples, en foi déclarant communément à l'adversité contre le Roi très-Christien, & lesdits Roi & Reine d'Espagne, il est dit & accordé, que toutes offenses, Rebelions, Déclarations, Crime de Lèse-Majesté, & autres quelconques cas, que pourroient avoir fait & commis lesdits Princes, Barons, Clercs, Villes, & Seigneurs dudit Royaume, d'une part & d'autre, comme dit est, sont & seront par cette Paix, & la présente Capitulation, quittés, remis, pardonnés & abolis, & ne leur en pourra en aucune chose quereller, ou demander en manière que ce soit, sans encourir & se rendront nous & chacun d'eux, d'un parti & d'autre, à nos & quelconques leurs biens, maisons, Places, Terres, & Seigneuries en l'état qu'ils les trouveront, & en pourront si avoir qu'ils leur appartiendront, & seront maintenus & conservés en leurs privilèges.

Item. Et seront tenus lesdits Princes, Barons, Clercs, Villes, Communes, & autres quelconques Vassaux, ou Sujets, qui seront & demeureront en la portion commune à la garde de Monsieur l'Archiduc, de lui faire, ou à ses Deputés & Commis, serment de fidélité, tel & en telle forme qu'ils sont tenus, & ont accoutumé faire à leur Prince & Seigneur. Et semblablement ceux qui seront & demeureront en la portion à la garde de laquelle le Roi très-Christien aura commis, seront tenus faire semblablement serment audit Comis d'icelui Sieur Roi; & d'un côté & d'autre seront lesdits Princes, Barons, Clercs, Villes, Communes, Vassaux & Sujets quelconques, déchirés & abolis de tous autres sermens, que par ci-devant ladite Guerre durant, auparavant & depuis, ils pourroient avoir fait audit Sieur Roi très-Christien, & audit Roi & Reine d'Espagne, ou à leurs Lieutenans ou Commis; mais aussi au lesdits Princes, Barons, Clercs, Villes, Communes, Vassaux, ou autres Sujets, de quelconque état, ou condition, contreverraient au serment, que par ce Traité ils aient & feront tenus faire, ou en manière que ce soit contreverraient à leurs loyautés, il est dit & accordé, qu'ils & chacun d'eux qui

ANNO
1502.

ANNO
1502.

le seroit, irrémédiablement, & sans jamais en avoir, ou attendre grace par Traité de Paix, ou autre moyen, conquerront Corps & biens au profit de leur Seigneur, & gouverneront par tout lad. Capitulation.

Item. Et sera à présent le Roi très-Christien par sesd. Hommes des siens signifiés à Monsieur de Nemours le présent Traité, & expressément lui ordonnera faire observer icelui, & faire cesser tous exploits & actes de Guerre; & Monsieur l'Archiduc semblablement, au nom & de la part du Roi & de la Reine d'Espagne signifiera à Gonzale Fernandez, & lui ordonnera faire le semblable.

Et au regard du partage dudit Royaume, ou de l'égalité d'icelui, & des terres qui sont encore de présents indivises, les Duxes desdits nommes, ou leurs Deputés, en décideront, & se gouverneront selonc la par la forme de la Capitulation.

Item. Et seront compris en ce présent Traité de Paix les Alliez d'un côté & d'autre, lesquels ledits Seigneurs Roi feront tenir nommer & notifier l'un à l'autre dedans trois mois prochains venans; & dès maintenant ledits Rois chacun de sa part ont dénommé, & dénomment pour leur Allié & Confédéré, notre Saint Pere le Pape, & le Saint Siège Apostolique; & les autres qu'ils voudront ci-après nommer, ils le feront dedans ledit temps que dessus.

Le surplus que l'on a accoustumé mettre en Traitez, comme de confiscations données d'une part & d'autre, des services & l'entretenement de ce Traité, des Conserveurs d'icelui, du nombre des Gendarmes, qui s'entreteniront audit Royaume, du secours que les Gouverneurs d'icelui auront de faire l'un à l'autre, ont requis front, de la délivrance des Marchands Français, & leurs biens & Marchandises arrestés en Castille, Aragon, & autres Pais du Roi de la Reine d'Espagne, & de leurs Sujets & leurs biens en France, & autres choses generales, se conduira & appointera facilement, & pour ce faire se deputeront deux bons Personnes du Conseil du Roi, & deux du Conseil de Monsieur l'Archiduc. Fait à Lion le 5. Avril 1502. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHILIPPE.

Addition audit Traité.

POUR la pacification des différends éans présentement entre le Roi très-Christien, & le Roi & la Reine d'Espagne, pour raison du Royaume de Naples, ont été pourparlées les choses qui s'ensuivent.

Premièrement, que ledit Roi très-Christien, & ledits Roi & Reine d'Espagne entretindront, garderont, & observeront d'une part & d'autre le Traité de Capitulation fait entre eux pour le partage dudit Royaume de Naples, & aura lad. Capitulation & Traité bien en tous ses Points & Articles, selonc sa forme & teneur.

Et pour ce qu'il est question de la Province dudit Capitanat, en laquelle chacun desdits Seigneurs Rois prétend droit, & qu'elle cause d'icelle s'est mêlé la Guerre, et expressément dit & accordé, que ce que ledit Roi très-Christien tenoit en ladite Province du Capitanat, avant que la Guerre commençât, sera mis & mis de quelque bon & grand Personnage, que ledit Sieur nommera comme en main neutre. Et ledits Roi & Reine d'Espagne mettront & mettront de Monsieur l'Archiduc, comme en main neutre pareillement, Manfredino, Saïte-Ange, & toutes les autres Terres, qu'ils tiennent & tiendront en ladite Province du Capitanat. Et au regard de ce qui a été pris par ledit Roi très-Christien, & ses Lieutenans & Capitaines depuis ladite Guerre commençée, tant en Calabre, que en Pouille, sera mis & restitué & mis desdits Roi & Reine d'Espagne, sans aucune chose en tenir, restitué ce qui a été pris en ladite Province du Capitanat, qui sera mis comme en main neutre & mis de Monsieur l'Archiduc.

Et pareillement, si par ledits Roi & Reine d'Espagne, leurs Lieutenans & Capitaines, avoit été en avoir pris aucune chose & Provinces & Terres de Labour & la Bresse, depuis ladite Guerre commencée, il sera mis & restitué & mis desdits Roi très-Christien, sans aucune chose en tenir.

Item. Et seront tenus ledits Sieurs Archiduc & celui qui sera nommé de la part du Roi, tenir ladite Province du Capitanat comme chose neutre, & seront tenus, & bailleront leurs Lettres & sceles auxdits Roi très-Christien, & Roi & Reine d'Espagne, de ne rendre ni restituer ladite Province, qu'il ne soit préalable-

ment décidé & déterminé à qui elle doit appartenir, & pour ce faire seront par ledits Rois choisis & élus Arbitres pour en connaître, lesquels en dedans un an après qu'ils auront été nommés, feront tenus en décider & déterminer entièrement; & au cas qu'ils ne le puissent faire dedans ledit temps, de commun consentement desdits Rois, icelui temps se pourra prolonger, ainsi que par eux sera avisé, & dedans trois mois prochainement venans nommeront ledits Rois ledits Arbitres.

XII.

Littere Imperatoris MAXIMILIANI I. quibus Episcopum Vindobensem VARICUM, de omnibus & singulis Feudis, Feudalibus, Regalibus, Juribus, Casibus, Christianis, Oppidis, Terris, Arribus, & Bonis, quocunque & quocunque Vindobensis Episcopi & Imperatoris Imperialis & S. Rom. Imperii in Feudum susceperant, & percipiunt de eis, quae in Litteris nunc tenent expressa sunt, incolis. Datam in Civitate Imperialis Augustae 1. Maii 1502. [In Beylagen der Rönigliche in Schwebischen Weismuthen & der Französischen Gerichts Gemme Decreturen contra Josephum sub Num. IX. in Appendice Contin. XLIII. Diar. Europ. pag. 303.]

MAXIMILIANUS Divina favente Clementia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingae, Brabantiae, Silis, Carinthiae, Caroloiae, Limburgiae & Geldriae, Landgravius Alsacie, Princeps Sueviae, Palatinus in Hasspurg, & Hannoveri Princeps, Comes Burgundiae, Flandriae, Tyrolis, Goritiae, Aretis, Hollandiae, Scandinaviae, Theronis in Kyburg, Nametici, & Zephaniae, Marchio Sacri Romani Imperii super Anatum, Bergoviz, Dominus Fritze, Marchia, Sclavoniae, Mechliniae, Portus Naronis, & Salinarum &c. Notum facimus tenore presentium universis. Finimus ad salutem aeternaque vltim gloriae vobis credimus provenire, cum Ecclesiasticum commodis & profectibus libenter intendimus, & eis Favorem Caesarum liberaliter impendimus.

Hinc cum Venerabilis VARICUS Episcopus Vindobensis, Princeps devotus noster dilectus per legatum suum Procuratorem JACOBUM MERWIN, virumque Juris Doctorem, ut ex fide instrumenti nobis exhibitis clare colligit, nobis humiliter supplicavit, quatenus sibi omnia & singula Feuda, Feudalia, Regalia, Jura, Casus, Civitates, Terras, Dilectus, Domina, Arces, Resque & bona quocunque, quae & quas pro tempore essent Vindobenses Episcopi & nobis, sive aliis Divinis Romanorum Imperatoribus & Regibus Praedecessoribus nostris ex Sacro Romano Imperio in Feudum susceperant & habere conservarent, & presentium Rex, Domini & Feudalia subscrispsit, videlicet: Beneficium Comitatus & Marchie Vindobensis, cum liberis possit eundem Comitatum in alio Ecclesia sine tenenda, Civitem eligendi, atque alio Modis Jure habendi, Vindobensem quoque & Castrum cum Advocatis & Banco, & Curiam cum Maledictum decem cum suis pertinentiis, Bernandalem cum Advocatis & suis pertinentiis, Curiam S. Medardi cum Advocatis & suis pertinentiis, & Banco, Curiam Jupia, cum Banco & Advocatis & suis pertinentiis, Lynceburg Castrum, Feudum Albatum de Tollaz cum suis pertinentiis, Clermont Castrum cum Feudis, Vercum Castrum, Viennam Castrum cum suis pertinentiis, Feudum Jamomacum Albat cum Banco & Advocatis & suis pertinentiis, Bonum & Advocatum de Mont de Vion, Feudum Ecclesiae S. Germani Montis Falcis cum Banco & Advocatis, Charvany Castrum cum Tollaz & suis pertinentiis, Castrum Walsen Ville cum suis pertinentiis, Danum Castrum cum Feudis, Septemacum, Mercurum Castrum, Meurgemum Castrum cum Feudis & Banco de Tollaz cum suis pertinentiis, Castrum Desfleurum cum Advocatis & suis pertinentiis, ad cum quocunque alio Castris, Terris, Feudis, sive Praefidis ab eodem Episcopo vel Praedecessoribus suis iure terminis potestati Comitatus & Marchie concessis, vel ab eis ab eodem Episcopo, vel Ecclesia praefata Vindobensi

ANNO
1502.

Fidelis Jure per quoscunque Vasallos sunt, quemadmodum tenent, recognoscit nos Vasallos, prout illa antiquitus Episcopi Viromandenses, Prædecessores sui a Sacro Imperio in Feudum habuerant & Vasallos consueverant, sibi concedere, ipsique in Feudum Procuratores sui prout in eisdem iurebatur, ac sibi fuisse Ecclesie Viromandensi omnia & singulis eorum Privilegia, Libertates, Jura, Libertates, Indulta, Donationes, Bona atque Possessiones, que & qua Diva memorie Romanorum Imperatoribus & Regibus Prædecessoribus nostris ac suis Principibus & Civili Fidelibus rite obsequiis noscuntur approbare, ratificare, innovare & confirmare graciosius dignamur.

Nos igitur eximianus nostris applicari Theauris, quod ad Imperii Subditorum, & præcipue Spiritualium vota libenter exoritur, preces prædictas favorabiliter locuti, prefato Episcopo Viromandensi, recepto prius a Procuratore suo præscripto, debito ac in hujusmodi prelati solio Fidelitatis & Homagii Juramento, quod in animam ipsius Episcopi in manus nostras prestiti, in hanc videlicet modum:

Ego JACOBUS MERWIN Dilecti Procurator legimus Reverendi ac Celsi Patris, Domini Venerabilis Episcopi Viromandensis, Jure, vi & auctoritate ipsius Domini confirmamus, ad hoc Sancta Dei Evangelia, que corporaliter tango, quod ipse Dominus Episcopus ab hac die in antea fidelis erit Serenissimo & Invictissimo Principi & Domino, Domino MAXIMILIANO Romanorum Regi semper Anglie, Dominus meo gratissimus, & omnibus Successoribus suis Romanorum Imperatoribus, aut Regibus legittime intrantibus, contra omnes homines: neque unquam erit in consilio, nisi periculum suum, aut contra bonum, Statum, aut Personam suam tractetur, neque consuetus, & nisi fuerit, adveniens, sed bonum & salutare suum iuxta publicam adjuvet & promoveat, & cetera omnia faciet, que Sibi Principi & Venerabili Sacri Imperii sacro sacro Dominum facere tenetur, ab ipso fuisse prefato. Ita me Deus adjuvet & hoc Sancta Dei Evangelia.

Omnia & singula Feuda, Feudalia, Regalia, Jura, Casta, Civitates, Oppida, Terras, Districus, Arces, Res quoque & Bona, quoscunque & quoscunque & in quibuscunque consistentes, que & quas per tempore existentes Viromandenses Episcopi a nobis, sive alia Romanorum Imperatoribus, sive Regibus Prædecessoribus nostris, & Sacro Romano Imperio in Feudum suscipere & habere consueverunt, & presentium Comitatus, Domini & Castri & Bona ut supra specificata, Auctoritate nostra Regia atque et certa scientia concessimus & contulimus, ipsique inviolabilis de eodem, concedimusque concessimus, & inviolabilis præstet per statum. Nec non sibi fuisse Ecclesie Viromandensi universis & singulis Privilegia, Libertas, Jura, Libertates, Immunitates, Indulta, Donationes, Bona, Possessiones, Villas, Curias, que & quas ipse, ac sui Prædecessores Episcopi Viromandenses prefatusque Ecclesia pro ipsa & dicta Ecclesia a prefatis nostris Prædecessoribus & suis Civilibus Fidelibus rite & rationabiliter obtinebant in omnibus suis Tenoribus, Sententiis, Punctis & Clausulis de verbo ad verbum, prout scripta, seu scripta sunt, ac si tenores eorum & eorum singuli presentibus inferri censerent, cunctis de hiis in præscriptis Jure, vel de consuetudine spectatis merito iri deberet, Auctoritate nostra Regia approbavimus, ratificavimus, innovavimus & confirmavimus graciosi ac tenore presentium approbamus, ratificamus, innovamus, ac de certa nostra scientia benignis confirmamus: subhibemus universis & singulis Principibus Ecclesiasticis & Secularibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Clientibus, Officialibus, Magistris Civium, Scabitis, Consiliis & Communitatibus Civitatum, Oppidorum & Villarum, ceterisque nostris & Imperii Sacri Subditis & Fidelibus, ac prefato Episcopo, & Ecclesie ipsam Viromandensem, aut eorum Homines & boni adveniens nostre Approbationis, Innovationis, Ratificationis & Confirmationis Indultum impediunt aliquatenus sui molestent, nec fuisse impedire seu molestare permittunt, qui potius nostro & Imperii nomine prosequantur realiter & defendunt, sicut nostram & Imperii indignitatem gravissimam ac Patris in Privilegiis & Libertatibus ejusdem Episcopi & Ecclesie sue Viromandensis expressas, nec non Patrem quinquaginta Marcharum anni pium voluerat evitare: quantum medietatis erario nostro, reliquum vero patrem prefati Episcopi & Ecclesie Viromandensis utribus decernimus applicandum.

Prius quoque lege volumus & mandantes eodem universis & singulis Comes, Barones, Milites, Nobiles,

Cientes, Vasallos, Officialis ceterique Terrarum, Civitatum & Locorum Episcopatus seu Ecclesie Viromandenses Subditi nostri & Imperii Sacri Fideles Dilecti Episcopo fuisse nominato veluti vero & ordinario eorum Domino in omnibus & singulis tam judicialibus, quam extrajudicialibus, Jurisdictionum quoque temporarium exercitiis reverenter pascant, & debitum obedientiam impendant: Nostris tamen & Imperii Sacri Juribus, auctoritate & superioritate & cupiscuntque alterius semper sibi præstentium sub nostra Magnifica Signi asponsione Testimonio Literarum.

Datum in Civitate Imperiali Augstie, die prima mensis Maii, Anno Domini millesimo quingentesimo secundo, Regiarum nostrarum Romani septimo decimo, Hungarie vero tercio decimo.

XIII.

Traictatus inter MAXIMILIANUM I. Romanorum Regem, &c. & HENRICUM VII. Regem Anglie, &c. super Intercessu Mercatorum. Dat. apud Andoverham du 19. mensis Junii Anno 1501. [RYMER, Conventions, Litteræ, & Acta Publica, Tom. XIII. pag. 6.]

UNIVERSIS ET SINGULIS, ad quorum notitiam prefatus Littera pervenerint, Cerialiter de Regis Auri Velleris Miles, Dominus Temporalis de Melin & Zonenbergh, &c. Mercatoribus Illustrissimi Principis Domini Philippus Archiducis Austrie, Hericis de Wittam Miles Auri Velleris, Dominus Temporalis de Berlicke Gubernator, Domini Karoli Ducis Luxemburgie &c. Judicis Præfati Miles Domini Temporalis de Bierschell, Ambasciatoris, Procuratoris, Oratoris, & Commisarii in hac parte Secretarii ac Invicissimi Principi Maximiliano Romanorum Regis semper Angustie, Salutem.

Sciatis quod Nos, pro dicto Sacratissimo Rege Romanorum, suisque Heredibus & Successoribus, neque eius & eorum nomine, Apóstolice Nobis ab eodem Rege per Litteras suas Patentes commissa (quarum Tenor inferius sequitur) cum Venerabilibus Viris Karolo Smerker uno Militem Ordinis Garterii ac Capitane Guardie Illustrissimi Regis Anglie, ac Magistro Guillelmo Warham Legum Doctore electo in Episcopum Londoniensem, Ambasciatoribus, Procuratoribus, Oratoribus, & Commisariis dicti Illustrissimi Regis Anglie ad infra scriptas per ipsam Angliam Regis Litteras Patentes Deputatos (quarum etiam inferius Tenor sequitur) convenimus, contraximus & conclusimus, ac per Prefatos convenimus, contraximus & conclusimus omnes & singulos Mercium & Mercandiarum latecuras sequentes Articulis;

IN PRIMIS, conventum, concordatum & conclusum est quod omnes & singuli Mercatores Regni Anglie, Domini Hibernie, Ville & Marchiarum Galie, & eorum Factores, Familias, Negociorum Gestores, & Ministri, Nuntii, Magistri Navium & Marinarum potuerunt de cetero navigare, ire, transire, & redire, per Terram, Mare & Aqua dulces, secum cumdo & redeundo converari, esse & mercari securi & libere in Parisiis, Terriis & Dominiis Serenissimi Regis Romanorum, & etiam in Portibus & Litoribus Parisiarum, Terrarum, & Dominiis prefatorum per ipsum Regem Romanorum auctoritatem (in Villis videlicet, ubi Custumarii & alii Officarii Regales fuit ordinati ad vacandum & attendendum pro Mercandiarum) & non alibi nec in aliis Locis, cum eorum Bona & Mercandis in Parisiis, Terriis & Dominiis ipsius Regis Romanorum non prohibitis, ac cum Navibus quibuscunque, & cum Mercatoribus Parisiarum, Terrarum & Dominiis prefatorum, seu eorum Factores, Familias, & Negociorum Gestores, ac Ministros, necnon cum omni alio Mercatoribus, cupiscuntque Nationis eorum, & eorum Fideles, Familias, Negociorum Gestores, & Ministros, de quibuscunque Mercandis & Rebus non prohibitis libere mercari, emere, commercium habere & vendere, ac Mercandis facere.

Poterantque ad & in prædictis Portibus & Litoribus Parisiarum, Terrarum & Dominiis prefati Domini Regis Romanorum tam eorum propria Bona quam aliena, ut præfatur, non prohiberi, decere vel dari facere, & ab ipsis Portibus seu Litoribus, quoviscunque, & quocunque voluerint, cum

ANNO 1501. predictis Bonis, Mercandis, & Navibus, securè recedere & redire:

Et paulo modo comes & singuli Mercatores Patriarum, Terrarum & Dominiorum prefati Domini Regis Romanarum & eorum Factores, Familiars, Negotiorum Gestores, & Nuntiis, Nautæ, Magistri Navium, & Marinarii poterunt de cætero securè & libere navigare, ire, & transire, & redire per Terram, Mare & Aquas dulces, utcumq; modo & redeundo, converteri, esse & morari securè & libere in dicto Regno Angliæ, Dominio Hiberniæ, Villâ & Marchiâ Calcei, & eorum in Portibus & Littoribus eorundem, per prefatum Dominum Regem Angliæ autorizatum (in Villâ, videlicet, ubi Castellum & alii Officij Regij sunt ordinati ad vacandum & attendendum pro & super Ingredit & Exitu Navium, Mercatorum & Mercandiarum) & non alibi nec in aliis Locis, cum eorum Bonis & Mercandis in dicto Regno Angliæ, Dominio Hiberniæ, vel Villâ & Marchiâ Calcei non prohibitis, ac cum Navibus quibuscunque, & cum Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, & Calcei, ac Mercharum ejusdem, seu eorum Factoribus, Familiarsibus, Negotiorum Gestoribus, ac Ministris, secum cum omnibus aliis Mercatoribus quibuscunque Nationis Christianæ, & eorum Factoribus, Familiarsibus, Negotiorum Gestoribus & Ministris de quibuscunque Mercandis & Rebus non prohibitis libere mercari, emere, commercium habere, & vendere ac Mercandis facere.

Poteruntque ad & in predictis Portibus Angliæ, Hiberniæ & Calcei, tam eorum propria Bona quam aliena, ut prefertur, non prohibitis, ducere vel duci facere, & ab ipis Portibus seu Littoribus, quocunqueque, quandoocunque & quocunque voluerint, cum predictis Bonis, Mercandis, & Navibus, libere & securè recedere & redire.

Abque eo quod aliqui Mercatores Regnorum, Patriarum, & Terrarum aliquos Principes Principum predictorum per ipsos Principes seu eorum Officiales quovis modo redargui vel aliquam Penam mercediari possint, vel quid per eorundem ipsos Mercatores aliquod Damnum, Prajudicium, vel Impedimentum fieri aut inferri possit per viam Facti, necesseque Gærræ vel Depredationum aut Autemprationum factorum vel fecendorum, vel alio modo ex causâ quacunque; Solvendo tamen, quantum attinet ad Mercatores utriusque Partis Partium predictarum, pro Bonis, Rebus, & Mercandis suis Jura & Theoriae pro eisdem debita & confecta.

Item, convenit ut quod prefatum Tractatum ac omnia & singula Capitula in eodem contenta uterque Principes Principum predictorum, per Literas suas Patentes, Magnis Sigillis suis sigillatas, & manibus suis propriis subscriptas & subscriptas, infra duos menses Data Predictionum proxime & immediate sequentes, acceptabit, confirmabit & ratificabit.

Omnisque & singulis tam Juris quam Facti Defectus, & præsentem si qui ratione Commissionis aut Commissionum Principum predictorum, ita ut, si ad prefatum Tractatum, aut ad aliquod in eodem contentum, & Nominibus eorundem Principum per nos concessum, in aliqua sua parte, aliqua Commissio Commissionum predictorum non fuit ampla ac sufficiens videtur, per suas Literas Confirmatorias, ut præmittitur, signatas & sigillatas, supplere.

Benivolentique omnium & singulorum Canonum ac Legum (quos quidem Canones ac Leges pro hic expressis habemus) quibus, propter defectum aliquos Commissionum Commissionum predictorum, alios Articulorum prefatis Tractatâ, in parte vel in toto derogari possit, in dictis suis Literis Confirmatoriis, paulim & expresse renunciant, & eos Commissarii Principum predictorum eorundem nominibus renunciant per Præfatos:

Promittitque uterque Principes Principum predictorum, bonâ fide & in verbo Regio, omnia & singula Capitula prefatis Tractatâ, & in eis aut eorum aliquo contenta, quantum ad nos pertinet, pure, fideliter ac inviolabiliter tenere, adimplere, & observare, & ab aliis tenere, adimplere, & observari facere, nec contra ea aut eorum aliquod facere aut venire, servare aut venire ullo unquam tempore consensit vel permittere: Quos quidem Literas Confirmatorias & Ratificationes, ut præmittitur, sigillatas & subscriptas, uterque Principum predictorum, infra duos duos menses, in Civitate Londoniarum, Commissariis, sufficienter in ea parte Depositis, vicissim tradet & deliverabit, ut dicitur & deliverari faciet.

Item, convenit ut quod Sacratissimi Romanorum Rex omnia & singula Capitula prefatis Tractatâ, vel

saltem Tenorem & effectum eorundem, in dignioribus Civitatibus & Opibus Patriarum forum, immediate post Traditionem dictarum Literarum Confirmatarum, publicari, notificari, ac proclamari faciet cum effectu.

Et dictus Sacratissimus Rex Angliæ omnia & singula quomodocumque prefatis Tractatâ, vel saltem Tenorem & Effectum eorundem, immediate post Traditionem dictarum Literarum, ut præmittitur, Confirmatarum, in dignioribus Civitatibus & Opibus Regni sui publicari, notificari, ac proclamari faciet cum effectu.

Sequitur Tenor Commissionis predictorum Oratorum & Commissionariorum Sacratissimi Regis Romanarum, &c. Datum in Oppido de Kasterhe die 24. mensis Aprilis.

Sequitur Tenor Commissionis predictorum Oratorum & Commissionariorum Sacratissimi Regis Angliæ. &c. Dat. apud H. Anversum die 25. die Septembris Anno Regni 17.

In eorum omnium & singulorum præfatorum fidem & Testimonium nos, Sacratissimi Regis Romanarum Commissarii antedicti, Sigilla nostra prefatis apposuimus, & nomina nostra manibus nostris propriis subscriptimus.

Dati apud Antverpiam die decima nona mensis Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo secundo.

XIV.

Des heiligen Römischen Reiche Churfürstent Vereinigung, wotuch sie sich gegen einander versprochen in guter recipirlicher Freundschaft zu leben / die alten verträge unter ihnen aufrecht zu verhalten / sich wechselseitig Bedenken wider alle gewaltsamkeit versprochen / wie auch wider alles Kirchen- & Ewigen zu wahren / der Churfürsten gerechtliche in der welt eines Römischen Keyfers und Königs zu vertheilich des Römischen Reiche Schmalierung zu verhindern / auch Jählich auf einen gewissen tag Versöhnlich zusammen zu kommen / und den der heiligen Reiche anzuhalten zu handeln versprochen. Geben zu Bielefeld den 10. Junij nach St. Peter und Pauli Tag. Mit dem Beytrieb der Churfürsten / welchen einer dem andern aufgestellt / und durch welchen sie diejenige in dieser Ordnung antehemum / mit welchen sie vor derselben bereits in Einigung und Burgfrieden gewesen. Sub loco & dato ut supra. [LUNIO, Teutisch Reiche Archiv. Part. Special. Xth. II. pag. 138.]

f. Juil;

C'est-à-dire,

Union des ELECTEURS de Saint Empire, par laquelle ils s'engagent à cultiver entr'eux une bonne & sincère Amitié, avec promesse de s'opposer réciproquement contre toute violence, de veiller en commun contre tout Schisme dans l'Eglise, comme aussi au maintien de leurs Droits dans l'Élection d'un Empereur ou Roi des Romains, de s'opposer à la diminution de l'Empire, & de comparaitre tous les Ans, en personne, en certain lieu, & à certain jour, pour y traiter ensemble des intérêts de l'Empire. A Gelnhausen le Mardi après la Fête de St. Pierre & de St. Paul 1501. Avec les Lettres particulières que lesdits ELECTEURS se donnaient réciproquement, & par lesquelles ils comprennent dans l'Union, ceux avec qui ils avoient des Traitez de Paix civile, ou de Confraternité. Ibid.

Von Gottes Gnaden wir Christlich zu Wenz / Herman zu Ellen / Johann zu Teier / Erzbischof des Heilige Römischen Reiche durch Germanen / in Italien und Calien / und durch das Königreich Arden Erzbischof / Philip

ANNO 1501.

ANNO
1502.

Waltz Grosse des Rhein/ Herzog in Bayern/ des
Heiligen Römischen Reichs Erz-Bischof/ Friedrich Herzog zu Sachsen/ des Heiligen Römischen
Reichs Erz-Marschalck/ Land-Verwalt in Thüringen/
und Margrave zu Meissen/ und Joachim Marg-
grave zu Brandenburg des Heiligen Römischen
Reichs Erz-Kammerer/ zu Ertzen/ Pommern/
der Lützen/ und Wenden Herzog/ Burggrave zu
Brenenberg/ und Fürst zu Kügen/ alle des Heiligen
Römischen Reichs Churfürsten/ Weirnen und
ihnen hand öffentlich mit diesem Brieffe allen den/
die ihn sehen oder hören lesen. Als wir betracht
und zu Herzen genommen haben/ wie Unser
Churfürstlich Verordnungen zu Nutz und No-
tze des Heiligen Römischen Reichs anfangs
lich geordnet sind herkommen ist. Auch wie sich
der und anderer betrügerlicher rüchlicher Ursachen hal-
ben/ und sonderlich zu Handhabung der Churfür-
sten und Wälden/ etwas Unser Verstaten und
Ver-Ertzen Churfürsten üblicher Gedächtnis/ als
die fürberste Glieder des Heiligen Reichs/ den
Ertz/ Nutz und Einigkeit des Heiligen Reichs zu
trachten und Erhaltung und Schutzen desselben zu
verhüten/ geübet/ in freuntlich Brüderlich Er-
nung und Verforschung gegen und mit einander
bigaben und getan haben/ und sonderlich des letzern
nach laut unser Verforschung/ des Darum steht
zu Brantfurt in dem Jahre/ als man schreibt nach
Christi Unseres Herrn Geburt tausend vierhundert
sechs und vierzig Jahr/ am Montag nach dem
Sonntag/ als man in der Heiligen Kirchen singet
Oculi. Dieweil aber all Unser Verstaten und Ver-
Ertzen in der gemeinen Brüderlichen Ernung begrif-
fen/ verstehen/ auch der/ so nachmalen von den
andern darin genommen sind/ keiner mehr/ dann
vor Christoph Johann zu Ertzen im Leben ist/ Es
haben wir/ als die Nachfolger Unser Verstaten und
Ver-Ertzen/ auch angesehen und betracht/ wie selb-
sam/ freuchlich und sorgfältig sich die iuggen Knechte
dem Heiligen Christlichen Glauben/ dem Heiligen
Römischen Reich/ und sonderlich Deutscher Nation
und allen Ständen verhalten sich zu Zertrennung/
Abfall und Verkleinerung schändlich zeigen. Dar-
um und solches so viel möglich zu sie kommen/ so
haben wir/ als billich/ den Hülffschaffen Unser Ver-
staten und Ver-Ertzen/ als Nachkommen und Er-
ben desselben/ nachgefolgt/ und Güt dem allmäch-
tigen in Iede/ dem Heiligen Christlichen Glauben/
der Römischen Königlich Majestät/ dem Heili-
gen Römischen Reich/ und sonderlich Deutscher
Nation zu Erben/ Ertz/ Nutz und Frommen/ und
auch zusammen in freuntlich-brüderlich Ernung
und Verstaten getan/ und Uns gegen und mit
einander verpflichtet und versprochen/ bezuhen/ ver-
pflichten und versprechen Uns/ in und mit Tracht
bis Weisheit/ wie hernach bezeugt/ nemlich:

Zum ersten/ so sollen und wollen wir einander
und Unser Knechte den andern mit guten/ rechten/
und ganzen Worten Trönen und Freundschaften me-
nen/ haben und halten/ und kein freuntley Sach
und Verzicht wollen/ wie sich das sagen oder ma-
chen nicht/ mit oder gegen einander zu begeben/
bringen/ Ihwer oder Graffen kommen/ in kein
Weise auf alle Weisheit.

Und auf das dritt/ Unser Ernung und Vertrag
deso beständig sein und bleiben möge/ so wollen
wir/ das die Auslegung so zwischen Uns/ jenen ge-
gen den andern in besondern Verträgen und Ver-
schreibungen darüber verstatet aufgerichtet werden/
auch dieser Ernung haben/ in Beson und Keilschen
sein sollen/ und hiermit repositet und verneuert
sein sollen/ als wenn die von Wort zu Wort hin
begegnen/ und verbleibe. Wo aber zwischen etlichen
unter Uns/ nicht freuntlich unterlage oder versäugung

were/ dieselben sollen ihren Antrag/ und Knechtig
Ernung oder Verträgen/ so zwischen ihnen gemacht
sein/ nach Auslegung des Reichte/ Er-
nung in Weisheit beschwerer Zeit zwischen Chur-
fürsten/ Fürsten und Fürst/ müssen widerstehen/
haben und suchen/ und was also durch den Chur-
fürsten/ Fürsten oder Fürsten/ megen/ so von dem
Knecht/ laut bezeugter Ernung/ in Nichter ange-
nommen/ in recht erkannt und gesprochen werden/ das
soll beste Theil/ ohne alle Weigerung annehmen/ das
halten und verbleiben sonder Weisheit.

Und wie es auch/ das jemand/ der der were/
niemand ausgenommen/ einigen unter Uns/ von
ihnen Churfürstenthumb/ Fürstenthumben/ Herrlich-
keiten/ Herrschaften/ Freyheiten/ Pfandschaften/
Verträgen/ Verstaten und Weilschen Anmen/ Zeln/
Schutzen oder Rechten dringen/ oder mit Wo-
tze überziehen/ befragen/ vernechten oder verpän-
nen wolle/ der oder derselben/ den solches bigerret/
mögen solches an Uns die andern gelangen lassen/
und verhalten einen Tag gen Wien/ Brantfurt/
Gelnhausen oder Fulda/ welcher der Ertz eine
Jahren geübet/ bezeugen/ dehen wir auch persö-
lich/ oder welcher aus rüchlicher Ehepacht/ die er auf
sein Weisheit by ihnen Ertzen und Wälden mit einem
Brieffe und Ertzill bezeugen wolle/ persölich zu kom-
men/ verhindert were/ sein vollmachtig Verstaten/
schicken/ und nicht ausreiben sollen/ und also dem
rathschlagen und handeln/ wie und welcher moß
sich Verstaten/ oder Vernechtung abgeteuer
werden soll/ und möge/ und was wir/ so persölich
erschienen/ und der Räte/ so persölich kommen/
wir ehesten/ verhindert werden/ im Rath für das beste
erweisen und beschließen/ dehen sollen wir einander
Handhabung/ Hülff und Beistand zu thun schuldig
sein/ wie dann uff solchen Tag durch Uns für zwe
angesehen und beschließen wirdet. Wie mögen auch
Unsere andächtigen Herrn den Römischen König da-
zu anweisen/ Und daher zu handhaben und zu befoh-
ten.

Ob es auch/ das einige Knechte/ Schiz-
ma oder anderwertig Ertzen/ oder Samme-
lung wider die Römische Königlich Majestät/ oder
ander Weisheit in der Christenheit/ oder dem Reich
entstand/ so Güt für sie/ so sollen und wollen
wir Uns dorein zusammen setzen mit Unsern geist-
lichen und weltlichen Räten/ uf einen Tag gen
Wien/ Brantfurt/ Gelnhausen oder Fulda/ den
dam ein Erz-Bischof zu Wien/ der zu Zeiten ist/
an der Ertz eine darumb beschreiben soll/ und da-
selbst mit einander zum besten handeln/ wie Uns/
nach Gestalt der Sachen/ der Christenheit oder
dem Reich nütze und nöthigst ansehen wirdet/ en
gebet.

Item sollen und wollen wir obgenante Churfür-
sten/ in allen Sachen und Handlungen/ der das
Heilige Römische Reich und Uns Churfürsten/ von
des Heiligen Römischen Reichs wegen antreffen/
als ob jemand/ der der wäre/ nach dem Heiligen
Römischen Reich stünde oder sitzen wolle/ und sich
des unterwinden wolle/ an Uns alle obgenanten
Churfürsten sämtlich wollen/ wissen oder Verste-
hens/ es were mit Weisheit oder anders/ in weilsch-
ley weiß das were/ anders/ dann von altem Her-
kommen/ oder ob es antreffte Verletzung oder wil-
ligung zu einichen Sachen zu geben/ oder es eini-
ge Räte/ Ernung oder Werbung an einichen Un-
sern obgenanten Churfürsten/ das der obgenanten
Ertz und Artikel wegen/ queme/ oder ob unzu-
lich freuntlich Mandata oder Gebet/ zu beschwerlichen
Neuerungen oder unpfechtigen Diensten/ an Uns
ingemein oder sonderlich ausgeben/ von wem das
were/ oder wo das her queme/ darin sollen wir/ oder
Unser einiche/ nicht endlich Antwort geben/ noch
einichetig

ANNO
1502.

ANNO
1502.

einigkeit Beschwörung thun/ wir thun es dann alle
flugsamlich mit einander. Wer es aber/ daß wir
als einmüthig nicht eins werden möchten/ was dan
ist eines gemainen Tag/ den ein Erzbischoff zu
Mainz/ der dan zu Zeiten ist/ gen Mainz/ Frank-
furt/ Gelnhausen oder Fulda beschiden/ und die
Sache in seinem Rechte benennen soll/ so soll das Sach
an Im komen/ oder er darumb erinnet werden/ zu
Gerichte vor den andern Ins/ die mit ihm selbst
leben zu solchem Tage kommen/ und der andern/
die von dieser Sache wegen/ die sie uff die rechte
Wahrheit des ighen Fürstlichen Ehren und Wirtens/
mit iren effenen versiegelten Briefen betreiben sollen/
mit iren kitz Leben nicht kommen können/ Räthe/
die sie auch alsdann mit Macht zu solchem Tag
schicken/ und doch nicht mehr dann zwö-
fzehen Einnahme haben sollen/ oder den iewerthen Teil auf
seiner Eide erkennen/ können fürstlichen Beistand
zu suchen/ daß dem Heiligen Römische Reich
allenmüthig und bequemblich sey/ dreyen soll es blei-
ben/ und vor sollen alsdann darzu einander sumpt-
lich mit ganzen Treuen/ Landen/ Leuten/ Clöster/
und aller Inser Macht beistehen und beraten sein/
und das von einander nicht sigen noch scheiden/ in
kein weis/ an alle Gerichte/ doch mit Beistand Inser
regieren sollen stehen.

Dergleichen sollen und wollen wir Ins künfft/
do wir persönlich oder durch Inser Räte/ zu
Kaiserlichen oder Königlichem Tagen erscheinen wer-
den/ in Rathschlägen/ Antworten und Besuchen/
nicht trennen noch von einander scheiden/ sonder alle
ein weisen und Sammlungen bey einander halten/
sien und bleiben/ und was wir alle/ oder der
iwerthe Teil unter Ins der das best im Rache er-
kennen und beschließen/ das zu antworten oder zu thun
sien/ dem sollen wir alle gesellen und anhangen/ in
waffen denn der alter den Insern Vorfaren und
Verdren üblich betreiben sin.

Unterstande sich auch jemand/ in welchem We-
sen das were/ das Heilige Römische Reich oder
einige sein Zugehörige zu smelern/ abzuwehren/
oder dem Rache etwas zu empfinden/ oder das
Rache zu entzünden/ davorer sollen wir sumptlich
sein/ und Insern Willen/ Gnuß oder Beredensiß
darzu nicht thun noch geben/ in kein Weise/ sondern
Insern allernüchternen Herrn/ den Römischen Kö-
nig/ darin anrufen/ das Heilige Reich dabei zu
hanthaben und zu behalten/ und were dergleichen
icht geschehen vor darumb dieses Weises/ darzu sol-
len wir auch nu furbas keine Verleistung oder Wilt-
igung geben oder thun/ wir ditten es dann flump-
lich/ wir obest.

Und ob jemand/ wer der were/ das Christen-
thum einen oder mehr/ uf sinen Gerassen/ und Gleit-
te/ zu Wasser oder zu Land/ es were mit Frey-
schafft oder mit Freyschafft/ Zugriffe oder Verkeh-
rung thete/ und ob jemand dergleichen/ die solche
thäten/ wissenlich dawer oder entwich/ der oder die
sollen in Inser und Inser regliche Claffen/ Gerassen/
Geschlechtern/ Landen und Schichten kein Glei haben/
auch weder gehandelt noch gehalten werden/ sonder
vor sollen und wollen Inser reglicher dem andern/
dem selchs Drey geschrien/ zuhant/ wann wir des
erucht und ermanet werden/ getreulich beistehen
sein/ das selches geschriefft werd/ und das darumb
ein einander nicht scheiden. Wie sollen und wollen
auch mit Insern Ansehnem schaffen und beistehen/
das selchs also reglich gehalten werde/ und weine
sie Glei geben/ daß sie das unterschiedlich anse-
men sollen/ sonder alles gerecht.

Und wider es/ daß jemand/ wer der wäre/ von
dieser Inser Eynung und Vertrag/ oder einiger
Ursachen wegen/ so darumb fluchen möcht/ seinen
Kunig/ oder Argwohn/ es wäre mit Freyschafft/

oder sonst in ander Wege/ wie das zuginge/ an
Inser samt oder besonders legen weis/ daß seit das
alt gleich flugsamlich ansetzen/ und sich Inser keiner
den dem andern scheiden/ sonder Inser igher soll
dem andern an Verzug veran/ und demoter getreulich
berstendig/ beraten und beistehen sein/ mit sei-
ner Räte/ Claffen/ Clößen/ Clößen/ Landen/
Leuten/ und aller seiner ganzen Macht/ als lange
des not ist/ an allerley Entzügen/ Widerreden/
Hinderisß und Geferte. Darum mögen wir auch
Inser allernüchternen Herrn/ den Römischen Kö-
nig/ das zu verantragen und zu hanthaben/ an-
ruffen.

Und were es/ daß einige unter Ins eigenem
Churfürsten den Todeswegen abgen würde/ do das
lange wer sei/ so sollen die andern unter Ins/ die
dan noch im Leben bleiben/ des abgegangenen noch-
träumen oder Erben uf den nächsten Tag Inser ge-
meinsamen Zusammenkommens/ so/ wie hernach geschrie-
ben stote/ geschien secht/ nachdem er zu Verlegung
seines Kurfürstenthums kommen ist/ zu jenen in diese
brüderliche Eynung und Vertrag empfangen und no-
men/ doch also/ daß sie diesem Eynung und Ver-
trag zuwer/ und ehe sie darinn gemainen werden/
getreulich zu halten/ geben/ und zu den Insern
schweren/ auch ihre bejagete Rechte/ nach Aufwei-
sung des Weises/ darüber geben/ welche aber Inser
Nachkommen oder Erben das nicht thun wollen/
so sollen doch die andern unter Ins/ die dann noch
im Leben sin/ sich getreulich zu einander halten/
nach Aufweisung dieser Inser brüderlichen Eynung
und Vertrag.

Und auff daß die Inser brüderliche Eynung und
Vertrag bester brüderlicher sein und bleiben/ auch
besser aufrichtiger gehanthaben/ gehalten und belei-
gen werden möge/ so haben wir Ins bewilligt und
versprochen/ und thun das künfft diesen Weis/
daß wir alle Jahre uf einem neijlichen Tag/ und
igend dieses ersten Jahres uf S. Simon und Jude
der Heiligen Aposteln Tag zu Worms achtst kom-
men/ oder zu Gelnhausen/ und fuder die andern
Jahre gen Mainz/ Frankfurt/ Gelnhausen oder
Fulda/ wie wir Ins dann in Absicht eines ighen
Tages vertragen werden/ in eigen Versein zu ein-
ander kommen/ und Ins von obliegenden Recht-
ten des Heiligen Reichs und andern Sachen dieser
Eynung reghensamlich unterreden sollen und wol-
len. Wo aber Inser einer oder mehr verlicher und
mercklicher Ursachen haben/ die er uf sein rechte
Wahrheit bey seinen Fürstlichen Ehren und Wirtens/
mit sinen effen Weiden und Sigill betreiben soll/ in
eigen Versein zu erscheinen verhindert were/ und
nicht kommen möchte/ der soll kein trefflich Rache
und Verschafft mit ganger Dalmacht schicken/ in
eiderter Moch den künftenwegen zu hant/ sonder
geben.

Alle und ighliche vorgeschrieben Stätt/ Punct
und Artikel haben wir eigenem Kurfürsten/
reglicher dem andern mit Handgebunden Treuen
gelobet/ den Insern Fürstlichen Wirtens und Ehren/
und darumb leyplich zu den Heiligen geschworen/
reglicher dem andern/ die wahr/ klar/ reit
und unerschütterlich zu halten/ zu weiden und zu
thun/ auch demider mit zu sein/ zu suchen oder zu
thun/ geistlich oder weltlich/ brüderlich oder offent-
lich/ in kein Weise/ alle Gerecht und Recht
genzlich angeschlossen. Und des alles zu Nütze
und gangen Stetigkeit/ so haben wir eigenem
Kurfürsten Inser reglicher sein Insetz an diesen
Brief thun henden/ der gegeben ist zu Gelnhausen
auf Dinstag nach S. Peter und Paulus Tag
der Heiligen zwölf Beten/ Anno Domini mil-
lesimo quingentesimo secundo.

ANNO
1502.
Après le
19. Juin.

Derer Churfürsten Beytriff. [LUNIG,
Loc. cit. pag. 241.]

Nun Erhöch Gnaden wie Bertolt zu Wenz/
Herman zu Eßla / Johann zu Trier / Erz-
Bischoffe des Heiligen Römischen Reichs durch
Germanien / Italien / Gallien und das Königreich
Arelas / Erz-Cantore / Philipp / Pfalz-Gräf des
Reichs / Herzog in Bayern / des Heiligen Römischen
Reichs Erz-Truchses / Friedrich / Herzog zu
Sachsen / des Heiligen Römischen Reichs Erz-
Marckhal / Landgräf in Doringe und Margrafe
zu Meissen / und Joachim / Margrafe zu Brand-
enburg / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Cam-
mer / zu Erfurt / Vornunt / der Cassuben und
Wenden Herzog / Margrafe zu Hildesberg und
Häupt zu Kogern / alle des Heiligen Römischen Reichs
Churfürsten. Werenen öffentlich mit diesem Beschei-
del als wir Uns auf verträglichem benehmenlichen Ver-
fuchen und mercklicher Nothdurfft in freuntlich / bür-
derlich Ernung und Beytriffung / lausaffen etwas
Unser Vorfar und Vorfeltern / lüßlicher Gedenck-
niß / auch geben / und auf Uns lüßlich bracht / wie
einander begiben und verprochen haben / nach laute
der Beschei / darvor unser Unfern anhangenden Ju-
rigen auf dem darum diß Beschei / alhie zu Ge-
schickten ausgaben. Nachdem wir na mit andern
auch in Ernung und Beytriffen stob / denselben
auch so wollen wir in der obangegogen Unser brüder-
lichen Ernung und Beytriffen ausgenommen ha-
ben / und nehmen aus / in Ernt diß Beschei alle diß
mit den wir / oder Unser jeglicher / der der obberich-
ten Unser brüderlichen Churfürstlichen Ernung / jero
alhie außricht / in Ernung oder Beytriffen ge-
triff / und nach fern / so viel wie oder Unser jegli-
cher dieselben / in Ernt solcher vergebener Ernung
oder Beytriffen / ausgenommen schuldig verfahren
fern / doch löst der obberichten Unser brüder-
lichen Ernung und zusammenthun gang unverser-
stlich und unbedenklich / sonder gerde. Des zu
Verstand der Unser jeglicher sein Insigel an diesen
Beschei laßen hangen. Der geben ist zu Geschick-
ten auf Dienstag nach Sant Petrus und Pauls Tag
der Heiligen iohannis Beeten. Anno Domini mil-
lesimo quingentesimo secundo.

XV.

14. Août. *Troisième messe Paris & Amicitie inter MAXI-
MILIANUM I. Regem Romanorum & HEN-
RICUM VII. Regem Anglie conclusa. Datum
apud Westminster die 14. Augusti 1502.
[RYMER, Fœdera, Conventiones, &c.
Tom. XIII. pag. 22.]*

Rex universis & singulis, ad quorum notitiam pre-
sentes Littere pervenerint, Salutem.

Cum quidam Pacis & Amicitiae Capitula,
Inter Dilectos & Fideles Commissarios nostros, *Kar-
olum Senegris* autem Militum Ordinis Garteri ac vices
Camerariorum & Capitanorum Gardie nostre, ac *Magis-
trum Wolstanum Werham* in Episcopum Londonien-
sem Electum, nostros veros & iudicatos Commissa-
rios, Oratores, Procuratores, Factores, Attornes,
Deputatos, & Nuncios speciales, pro nobis, Regni,
Patris, Domini, Terris, Districtibus, Vallibus, Amici-
is, Aliis, Favebilibus, & Adherentibus nostris qui-
buscumque ex una, & Venerabilis ac Egregius Viro,
Corneilium de Berpi Auri Velleris Militem Domini-
um temporalem de Melin & Zemenbergh, &c. Marce-
culum Illustrissimi Principis Domini *Philippi Archiducis
Austrie, Henricum Werham* Militem Auri Velleris Do-
mini-um temporalem de Berstiles Gubernatorem Domini
*Karoli Ducis Luxemburgie &c. & Iudicum
Præsi* Militem Domini-um temporalem de Blacwell,
Ambassadors, Procuratores, Oratores, Commissa-
rios, Deputatos, & Nuncios Sacratissimi Principis
Patris & Consanguinei nostri *Cæcilium Massimilianum*

Romanorum Regis, pro eodem Fratre nostro, Terris,
Patriis, Dominiis, Subditis, Incolis, Vallibus, Aliis,
& Consanguineis suis, partibus ex altera,
Inter quosdam interinde communicata, tractata, ap-
prehensa, convensa, percussa, concordata fuerint &
conclusa, sicut in Litteris deliquet consensu plenius ap-
paret & continetur,

ANNO
1502.

Quorum quidem Litterarum Tenor sequitur & est talis,

UNIVERSIS ET SINGULIS, ad quorum noti-
tiam presentes Littere pervenerint, *Corneilium de Berpi*,
Auri Velleris Militem Domini-um temporalem de Melin &
Zemenbergh, &c. Marceculum Illustrissimi Principis
Domini *Philippi Archiducis Austrie, Henricum de W-
stam* Militem Auri Velleris Domini-um temporalem de Berstiles
Gubernator Domini *Karoli Ducis Luxemburgie,
&c. & Iudicum Præsi* Militem Domini-um temporalem
de Blacwell, Ambassadors, Procuratores, Oratores,
& Commissarii in hac parte Sacratissimi ac Illustris-
simi Principis *Maximilianum Romanorum Regis* semper
Augusti, Saltem.

Scitis quod nos, pro dicto Sacratissimo Rege *Roma-
norum* Julique Hereditis & Successoribus, acque ejus
& eorum nomine, auctoritate vobis ab eodem Rege
per Litteras suas Patentes commisi, (quorum Tenor
inferius sequitur) cum Venerabilibus Viris *Karoli
Senegris* uno Militum Ordinis Garteri ac Capitani
Gardie Illustrissimi Regis *Anglie*, ac Magistro *Wolstan-
o Werham* Legum Doctore Electo in Episcopum Londonien-
sem, Ambassadors, Procuratores, Factores, Attornes,
& Commissarii dicti Illustrissimi Regis *Anglie* ad
intercepta per ipsius Regis *Anglie* Litteras Patentes
Deputati (quorum etiam inferius Tenor sequitur)
conventum, contraximus, & conclusimus, ac per presen-
tes convenimus, contraximus, & conclusimus omnes
& singulos Pacis & Amicitiae sequentes Articulos,
In primis, inter nos Oratores, Ambassadors, &
Commissarios, venerabiles Principum nostrorum, appon-
tatum, conventum, concordatum, & conclusum est,
quod inter Candidatum *Romanorum* & *Anglie* Reges,
eorum Heredes & Successores, Regni, Patrias,
& Dominiis, Terras, Districtibus, & Jurisdic-
tiones, ac alia Loca quocumque sub eorum Obedi-
entia vel Jurisdictione existentia, Jure Hereditario vel
Successorio ad eos aut eorum alterum spectantia & pen-
tinentia, necnon Vassallos, Ligeros, Homines, Subdi-
tosque suos quocumque prelatos & fideles, tam
Ecclesiasticos quam Seculares, ejusmodique gradus,
prebendarias, & alios, sub conditionibus existant, sit bo-
na, realis, sincera, vera, integra, & firma Pax, Amici-
cia, Ligas, Consanguinitas, & Quicquid Amicitiae,
per Terram, Mare, & Aquas delictum, & obique Lo-
corum de cetero & in hanc semper perpetuum futuris
temporibus duratur.

Item, conventum & conclusum est quod nullus
dilectorum Principum movebitur nec faciet per se aut Subdi-
tos suos, aut per alios quocumque moveri aut fieri
permittere Guerram per Terram, Mare, neque Aquas
dulces adversus aliorum dilectorum Principum eorumque
Subditos aut Ligeros suos, nec dabit auxilium, consilium,
vel favorem publicè vel occultè, ut hujusmodi
Guerra moveatur vel excutatur quovismodo.

Item, pro securis firmitate & observatione Pacis,
Amicitiae, Consanguinitatis, & Intelligencie predicta-
rum, conventum, concordatum, & conclusum est,
quod neuter Regum predictorum in sua Regna, Pa-
trias, Dominiis, Portas, Districtus, Territoria, Ob-
edientias, vel Jurisdictiones, quovismodo receperint,
aut a Subditis suis eorum alter receptum permittere ali-
quem vel aliquos eorum vel alios eorum Rebellem,
Proditores, aut Transfugas, Rebeldes, Proditors, aut
Transfugas, ejusmodique dignitate, statum, gradum,
aut conditione existant, etiam si Ducati aut alii Domi-
nate quocumque prelatum, de Crimine Lulæ Ma-
jestatis suspensum, reputatum, seu convictum, sus-
pensus, reputatus, aut convictus, nec hujusmodi Re-
bels, Proditors, aut Transfugas, Rebeldes, Proditors,
aut Transfugas, in suis aut alienis Regnis, Patriis,
Terris, Decanis, Obedienciis, Portibus, Districtibus,
Jurisdictionibus habeat, aut a Subditis suis aut aliis
præstari permittit, verbo, facto aut scripto aut alio mo-
do quocumque, consilium, auxilium, favorem, sub-
sidium, aut assensum publicè vel occultè.

Item, conventum est quod si alius Regum predicto-
rum aliquem vel aliquos, suam vel suos, fuisse & esse
Rebellem vel Rebeldes, Proditors vel Proditors, in
sua Regna, Patrias, Dominiis, Terras, Portes, vel
Districtus

Dilectis, aut eorum aliquem receptum esse vel acceptum aut eisdem latere aut se tenere, per Literas suas atheni significari, aut declarare; nec Pars illa, quæ hujusmodi Literas recepit vel cui traher significatum aut declaratum fuerit, hujusmodi Rebellem vel Rebellem, Profugum vel Profugum, infra decem dies a die Significationis prædictæ proximè & continuè numerandos, tenebit, illum & illos illic proferre & hanc sub Pœna capituli, & talem Profugum sive Banitum continenter vel contempnentem eadem Pœna itatim & sine dilatione aut excusatione quâcumque effectuâ punit fin punit facit.

Item, quia firma Amicitia inter Principes esse non possit si alter Principum Hostes aut Rebelles alterius in suis Regnis, Patria, Terris, Dominis, Obedientiâ se consuevit permittit, conventum, concordatum, & conclusum est, quod utroque Principum Principum prædictum omnes & singulos Rebelles, Profugum vel Profugum stultos Principes, qui jam in suis Regnis, Patria, Terris, Dominis, Villis, Foribus, Districibus, Obedientiis, Territoriis, aut Jurisdictionibus erant, ab eisdem Regnis, Patria, Terris, Dominis, Villis, Foribus, Districibus, Territoriis, Obedientiis, aut Jurisdictionibus immediatè post Datam præsentium, sub Pœna capituli, in Locis publicis, perpetuè baniet & proferat; & si eorum aliqui vel aliqui, post & contra hujusmodi Proclamationem, Banitionem, & Profugationem, in aliquo Loco Regnorum, Terrarum, Dominorum, Territoriis, Districibus, Foribus, Obedientiis, aut Jurisdictionum suorum prædictorum fuerint vel fuerint, vel in eadem Regna, Terras, Dominia, Territoria, Jurisdictiones, vel Foribus redierint vel redierint, aut in eisdem vel eorum aliquo reperit aut reperit fuerint, Principes, in cujus Regnis, Terris, Dominis, Territoriis, Districibus, Foribus, vel Jurisdictionibus sic fuerint aut fuerint, vel ad quos redierint vel redierint, aut in eisdem inventas aut inventas fuerint, eos & eorum quemlibet in aliqua Civitate, Opido, vel Loco laici, & in eisdem Civitate, Opido, & Loco, Loco ubi capitales Executiones fieri consueverint, infra decem dies postquam sic inventas aut inventas fuerint, capituli Executioni publicè demandabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Sacratissimus Rex Romanorum, necnon Illustrissimus Princeps Dominus Philippus Archidux Austriae Carissimus ejusdem Regis primogenitus, dignissimum & antiquissimum Ordinem Garriæ, quamprimum post Datam præsentium fieri possit, admittent & acceptabunt; & eodem Ordine palam & publicè utentur; ac omnia & singula Statuta, Ordinationes, & Consuetudines ejusdem Ordinis, nisi quatenus cum eis dispensatum fuerit, invariabiliter observabunt.

Item, conventum est, quod Illustrissimus Rex Angliæ, necnon Sacratissimus Dominus Henricus Princeps Walliæ Carissimus ejusdem Regis Filius & Haeres, approbatissimum Ordinem Aurei Velleris, quamprimum post Datam præsentium fieri possit, admittent & acceptabunt; & eodem Ordine palam & publicè utentur; ac omnia & singula Statuta, Ordinationes, & Consuetudines ejusdem Ordinis, nisi quatenus cum eis dispensatum fuerit, invariabiliter observabunt.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod in præsentibus Pace & Amicitia comprehendantur Amici, Confederati, & Aliiqui utriusque Principis, si comprehendere voluerint, & eorum Regna & Dominia, & super hoc amicos suos declaraverint; & item infra sex menses ex tunc proximè sequentes desideraverint; & specialiter pro parte Excellentissimi Regis Angliæ.

*Rex Ludovicus Franciæ
& Hispaniæ, Portugaliæ, Sæviæ, atque Dariæ Regis.*

*Archidux Austriae,
Duxes Venetiæ, Ferrariæ, & Sæviæ,
Necnon Societatem Mercatorum Sanctæ Theresiæ,
Et pro parte Regis Romanorum,
Rex Ludovicus Franciæ,
Et Hispaniæ & Sæviæ Reges,
Necnon Philippus Carissimus Filius suus Austriae Archidux.*

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod omnes & singuli Heredes & Successores omnium & singulorum Regum Angliæ & Romanorum, infra sex menses proximè & immediatè sequentes obitum Principis decedentis, Literas suas, omnium & singulorum Capitulorum in præfatis Tractatibus daturæ ejusdem comprehenduntur & conclusum Ratificationes &

Confirmaciones, Magnaque suo Sigillo sigillatim alteri toramque Principum Hereditas & Successores suis iudex & deliberabunt, traditæ & deliberatæ facient.

Item, conventum est quod præfatus Tractatus ac omnia & singula Capitula in eodem contenta utroque Principes Principum prædictorum, per Literas suas Patentes, Magnis Sigillis suis sigillatim & manibus suis propriis subscriptis & subsignatis, infra duos menses Datam præsentium proximè & immediatè sequentes, acceptabunt, confirmabunt, & ratificabunt.

Omnesque & singulos tam Juri quam Fidei defensores, & præfatum si qui iuxta ratione Commissionis aut Commissionem Principum prædictorum, ita ut, si ad præfatum Tractatum, aut ad aliquod in eodem contentum, & omnibus eorundem Principum per nos conclusum, & aliquis sua parte, aliquis Commissio Commissionem prædictam non satis ample ac sufficienter videretur, per suas Literas confirmatorias, ut premititur, signatas & sigillatas, supplicet.

Beneficentique omnium & singulorum Canonum ac Legum (quos quidem Canones & Leges pro hic expressis habebit) quibus, propter defectum Commissionum prædictarum, aliqui Articulorum præfatis Tractatibus, in parte vel in toto derogari possit, in dictis suis Literis confirmatoriis, palam & expresse renuntiabit, & nos Commisarii Principum prædictorum eorundem nominibus renuntiabunt per præfatas.

Quæ quidem Literas confirmatorias & ratificationes, ut premititur, sigillatas & subsignatas, utroque Principes Principum prædictorum, infra dictos duos menses, in Civitate Londoniarum, Commissariis, sufficienter in ea parte depositis, visum iudex & deliberabit, traditæ & deliberatæ facient.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod utroque Principes Principum prædictorum, infra quatuor menses proximè & immediatè sequentes Datam præsentium Literarum confirmatorias, per utrumque Principem Principum prædictorum, ut premititur, suis Sigillis sigillatim & suis manibus subscriptis & subsignatis, ac in Civitate Londoniensi Commissariis utriusque Principum Principum prædictorum in ea parte sufficienter auctoritatis traditum & liberatum, Jurandum, tam per Sancti Dei Evangelia per eorum utrumque corporales tamen, quam ad & per Sacrosanctum Corpus Domini nostri Jesu Christi, per eosdem corporales vitam, in præfatis illis quem Principes antedicti darentur deponendum, sine dilatione aut excusatione quâcumque dubit & præfatis, quod, bonæ fidei & sine fraude se doto aut sinistra interpretatione quâcumque, benè, fideliter ac invariabiliter omnia & singula Capitula præfatis Tractatibus, ac omnia in eisdem aut eorum aliquo contenta, tenebit, observabit, & adimplebit, & ab aliis tenet, observat, & adimplebit facit ac mandabit; nec aliquod contra aliquam partem aliquos Articuli præfatis Tractatibus publicè vel occultè fieri aut attemptari permittit, sed expresse & tunc effecta contradicere & impedire.

Item, Nos omnes & singuli Commissarii utriusque Principis Principum prædictorum faciem, per præfatas, nos & nostrum quemlibet, ad Sancti Dei Evangelia, per nos corporales tamen, nominibus eorundem Principum nostrorum, ac in eorum actibus instrumenta præfatis, condentes Principes & eorum quemlibet ad omnia & singula Capitula, in præfatis Tractatibus inita & conclusa, modo & forma quibus per Nos condentur, adimplere & obligare, ac per præfatas astutissimas & obligatas.

Item, conventum est quod dictus Sacratissimus Rex Romanorum omnia & singula Capitula præfatis Tractatibus, vel saltem tenorem & effectum eorundem, in dignioribus Civitatibus & Opidis Partium suarum, immediatè post traditionem dictarum Literarum confirmatorias, publicari, notificari, ac proclamari facit cum effectu.

Et dictus Sacratissimus Rex Angliæ omnia & singula hujusmodi Capitula præfatis Tractatibus, vel saltem tenorem & effectum eorundem, immediatè post traditionem dictarum Literarum, ut premititur, confirmatorias, facit, in dignioribus Civitatibus & Opidis Regni sui publicari, notificari, ac proclamari facit cum effectu.

*Sequitur Tenor Commissionis prædictorum Oratorum
& Commissariorum Serenissimi Regis Angliæ.*

HENRICUS, Dei gratiæ, Rex Angliæ & Franciæ & Dominus Hiberniæ, omnibus, ad quos præfatas Literas pervenerint, Salutem.

ANNO
1502.

De fidelitatem, indultis, & promissis circumspiciendis, dilectorum & sedem Cardinalium nostrorum, *Karoli Scaevici* uicis Militum Ordinis nostri *Garrici Capitanei* Gardæ nostræ, ac *Magistri Palatii* *Wihelmi Legum Doctoris* Rostorum Cancellarii nostræ Custodis in Episcopum Londoniensem Electi, quamplurimum conficiatis,

ipſos nodos veros & indubitatos Commiſſarios, O-
ratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios faci-
mus, conſtituimus, ordinamus, & deputamus per pre-
ſentes.

Dantes & concordestes cu plenam, tenore: pacificum, Potestatem & Auditorium seu Magistratum generale & speciale, pro nobis et successoribus nostris, cum Sacramentum Principis de Pace & Confinamento iudicio Committimus, Procuratores, Oratores, Legatos, & Nuncios, sufficientem Potestatem & Auditorium ad eodem Sacramentum Principis ad hoc habentes, tam de super iura, firma, & reall Pace Amicis, neque Concordia & Ligis Amicis, Confederatis, Treugis, & sacramento Abstinemus, Fidenbus, Abstinemus, Intelligens quoniam de super quibuscumque Concursu Exercitioque Commercio ac maris & arcibus inter nos Merces, & Mercandiarum.

Inter nos, *Heredes* & *Successores* nostros, *aque* *Regna*, *Terras*, *Dominia*, *Patris*, & *Loca* nostra *quocumque*, & *dictum Saracenicum Principem*, *Heredes*, & *Successores* suos, *aque Regna*, *Terras*, *Dominia*, *Patris*, & *Loca* sua *quocumque*, *Subditos*, *Vassallos*, *Confederatos*, *Amicos*, *Alligos*, *Faventes*, & *Adhaerentes* nostros & suos *quocumque* *inven-*
ientes, *capientes*, *pascuicidius*, *conveniendis*, *com-*
ponendis, *procurandis*, *concludendis*, & *habendis*.

Necnon de & super onibus & singulis contentiōibus, quilibetque, Guerris, causis, & meritis, libus, attemptis, iuribus, gravaminibus, & demandis, unde cum suis circumstantiis, emergentibus, dependentibus, incidentibus, & connexis, quae inter nos & praefatum Serenissimum Principem, ac Reges, Loca, Terras, Domina, Parias, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confederatos, Amicos, Fœderatos, & Adversarios nos-
tros & suos. Nuncinde pendere disponentur.

Conveniendi, trahendi, comunicandi, atque ca-
 omenda & singulari componendi, pascendi, appon-
 endi, ac plenarie & integre determinandi, prout eis
 melius visum fuerit & eorum.

Universique & singula quæ per eos appunctata,
tentata, conclusa, & concordata fuerint vallandi,
roborendi, & asscurandi per fidei interpositionem &
nobiscum in seculum nostrum perdurandum.

Ac de & super premissis, sic apponendis & conclusis, Litteras validas & efficaces pro parte nostra tradendi & deliberandi.

Continuatioque Literarum ab eodem Sacramentum Principe, seu ejus Commissariis, Procuratoribus, Oratoribus, Deputatis, & Nunciis exigendi, petendi, requirendi, & accipiendi.

Caterisque faciendi, erequendi, & erpediendi que
in premiis seu circa ea necessaria fuerint seu quomo-
dolibet oportuna, etiam si talia sint que Mandarum de
de maris, exequantur faciente:

Proinde, bant fide & in verbo Regio, nos ratum, gratum, & firmum habituros eorum & quicquid per dictos Commiffarios, Oratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios nostros altum, gelum, procuratum fuerit in premissis. *Item* alioo gratissimum.

In cujus rei Testimonium has **Litteras** nostras fieri
fecimus Patentes.

Teste incipio apud *Wolffmannsternum* vicesimo octavo
die Septembris, Anno Regni nostri decimo sexto.

Per infant Regem.

WARHAM:

*Sequitur Textus Commissionis predictarum Oratorum
& Commissariorum Sacratissimi Regis Roman-*
orum.

MAXIMILIANUS, Divini favente Clementis,
Romanorum REX semper Augustus, *Ungarie, Dalmatie,
Croatie, &c.* REX, ARCHIDUX *Austrie*, DUX
*Bavariæ, Silesiæ, Bohemæ, Brabantie, Sincie, Carintie,
Caroliæ, Limburgi, Luxemburgi, & Gheldrie,*
LANTGRAVIUS *Albanie*, PRINCEPS *Zaræ.*

COMES PATIATINUS in Halisburg, & Hannia
PRINCEPS, & COMES Burgundie, Hannie, Flan-
drie, Thuringie, Gortise, Artois, Hollandie, Zeelan-
die, Frensis, Kolong, Namurci, & Zarpusie, MAR-
CHIO SACRI ROMANI IMPERII super Austriam & Burgun-
diam, DOMINUS Friez, Marchie, Salvanice, Al-
bionie, Portiniani & Saluarum, omnibus, ad quos
proxime Littere perveniunt, Salutem.

Scietis quid Nos,
De fidelitibus & proinde circumfessionibus. @tee.

et de *Commissis* & *procuratoribus* vicariariorum, inter-
sectum & *idelium* *Confessionum* nostrorum, *Conseilii*
de *Berghes*, ac *Domini* de *Bregelle*, *Militum* *Ordinis*
magistri *Velleris* *Aurci*, & *Judex* *Præsentis* *Camera-*
riorum nostrorum: *quantum* *confidentis*.

Ipſos noſtros veros & indubitatos Commiſſarios, Oratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios facimus, conſtituimus, ordinamus, & deputamus per preſentes.

Dantes & concedentes eia plenam, Timore prefationis, Postulatione & Auditorium ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Sacramentis Principis Fratre & Consanguineo nostro Cardinale *Hugone de Senlis* Regi, ejusque Camerario, Procuratoribus, Ontocibus, *Deputatis*, & Nunciis, sufficientem Postulatione & Auditorium ab eodem Sacramentis Principis ad hoc habentibus, *rim de & super veris*, firma, & reali Pace, Amicitia, ejusque Concordia ac Ligis, Amicitia, Confiderationibus, Trevis, & Guernoni Abfolutionis, Excommunicationis, Affinitatis, & Interdictionis, quam de & super quibuscunque Communi, excommunicatione Communionis, ac moras & amicitia, interfectione Martini & Mercurii

Inter nos, Heredes & Successores nostros, arque Regna, Terras, Dominia, Parias, & Loca nostra quæcumque, & adiam Sacramentum Principem, Heredes & Successores suos, arque Regna, Terras, Dominia, Parias, & Loca sua quæcumque, Subditos, Vassallos, Confederatos, Amicos, Alligatos, Faveres, & Adherentes nostros & suos quocumque incedendis, capiendis, pascendis, conveniendis, componendis, expensis, conciliandis & habendis.

Neque enim de super omnibus & fingulis contentio-
nibus, quælibet, Goeris, causis, querelis, libris,
stemperis, legibus, gravaminibus, & demandis, uni-
cum fuis circumstantiis, emergentibus, incidentibus,
dependentibus, & connatis, quæ inter nos & præfatum
Serenissimum Principem, ac Regem, Loca, Terras,
Dominia, Patrias, Subditos, Vassallos, Aliquos,
Confederatos, Amicos, Parentes, & Adherentes nostros
& suos hodieque consistit disputare.

Communicandi, tradendi, conveniendi, neque ex
omnia & singula componendi, psalendi, apponendi,
ac plenarie & integre determinandi, prout ea me-
lius videm fuisse & necessarium.

Universique & singula, quæ per eos appenduntur; convensa, conclusa, & concordata fuerint, vallandi, roborandi, & afferendi per fidei interpolationem & lucumetum in animam nostram restitutum.

Ac de & super praeferri, & approbati & con-
ficti, Litterae validae & efficaciæ pro puris no-
stris tradendi & deliberandi, confirmatque Litterae ab
eodem Sacratissimo Principe seu ejus Commis-
sariis, Procuratoribus, Oratoribus, Deputatis, & Nunciis
extendi, accendi, requirendi, & recipiendi.

Ceterisque faciendi, exequendi, & expediendi que in premissis seu circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, etiam si talia sint que Mandatum de se exigant magis precise:

Promittentes, bona fide & in verbo Regio, nos rati-
nam, gratiam, & firmam habebimus totum & quicquid
per dictos Commisarios, Oratores, Procuratores, De-
putatos, & Nuncios nostros actum, gestum, seu pro-
curatum fuerit in premissis, seu aliquo premissorum.
In cujus rei Testimonium presentem fieri iussimus,
hanc nostra signatam, sigilloque nostro impendenti
munimus.

Dat. in Opido nostro *Kanibare*, die vicesimā quartā
mensis Aprilis, Anno Domini millesimo, quingentesi-
mo secundo, Regnorum nostrorum (videlicet) Roma-
ni decimo tertio. Unanimit. verò decimo tertio.

Sic Signaturam,
Sub Plica.

MAXIM

Et super Plicam.

Per. Review.

MARMIER.

ANNO
1502.

In quorum omnium & singulorum premifforum fidem & Testimonium nos, Sacratiffimi Regis Romanorum Commiffarii auctoritate, Sigilla nostra prefatis appofuimus, & nomina nostra manibus noftris propria fubfcripſimus.

Dati apud Antuerpiam die vicesimam mensis Januarii, Anno Domini millesimo quingentesimo fecundo.

Nos, omnia & ſingula ſuperſcripta Capitula ac omnia & ſingula in eisdem contenta & ſpecificata, rata, firma, & grata habentes, ex omnia & ſingula pro nobis Haereditas & Succelloribus noſtris, acceptamus, approbamus, & ratificamus, necnon, tenore preſentium, concedimus & confirmamus, Juramentumque corporale ſim ad Sancta Dei Evangelia, quoniam ad & per Sacrosanctum Corpus Domini noſtri Jeſu Chriſti, juſta modum & formam Articuli per noſtros Commiſſarios noſtro nomine conſulti, adveniente termino in eodem Articulo expreſſo, ſine dilatione ſui executionis quacunque preſtare, ac omnia & ſingula in eisdem contenta ſimiliter & inconcuſſe tenere & obſervare verbo Regio promiſimus pro preſentibus.

In quorum omnium & ſingulorum premifforum fidem & Testimonium hiis prefatis manu propria ſubſcripſit Sigillum noſtrum apud ſecimus.

Dati, apud Palatium noſtrum Weſtm. quatuordecimo die Auguſti, Anno Domini millesimo quingenteſimo ſecundo, Regni verb noſtri decimo ſepimo.

XVI.

7. Sept. Proſtelerium LUDOVICI Francorum Regis, FRANCISCO Marchioni Mantuae pro ſe, ejus Uxore, Liberis, Familia, Subditis, & univerſo ejus Dominio conſeſſum. Datum Aſſen die 7. Septembris Anno 1502. [Picce authentique, tirée des Archives Archiduciales de Mantoue.]

LUDOVICUS Dei gratia Rex Francorum, Neapolitane, ac Jeruſalem, Dux Mediolani Januæque Dominus, ac Comes Reges, & Principes optimum quomque tueri, & conſervare eos preſentem in quibus ob excellentem gratiam, & auctoritatem precipue rerum bene gerendarum ſpes conſtituitur habemusque illuſtrum Francum Marchionem Mantuae nobis fidem, & amiſſum: Qui in rebus noſtris, & tam proſperis, quam adverſis, ſe prompſum, & ex animo exhiberi: Deliberantes eundem cum Uxore, Fratribus, Liberis, & Familia, ac Sancti Marchionatus ſui protodem haberi: Preſentem illuſtrum Marchionem cum jamdictis Uxore, Fratribus, Liberis, Familia, Subditis, Civitate Mantuae, & alio ſuo Stato, & Dominio quod nunc poſſidet, harum tenore, accipimus, habemus, ac eſſe volumus in protectione, Amicitia, ratione, & defenſione noſtra: Promittentes in verbo

Principis deſcendere, & tueri quodcumque caſus acciderit, quod Deus avertat: Preſentem illuſtrum Marchionem cum prefatis Uxore, Fratribus, Liberis, Civitate, & Sancto contra omnes eidem adverſantes manueretque eundem in eo ſtatu, tenore, & poſſeſſione in quibus tunc eſſit, & hoc maxime quia preſentibus illuſtri Marchio promiſit nobis, & jurejurando firmavit ſe poſthac, & de cetero ſure, & eſſe velle, nobis Amicum, & rebus noſtris fauorem, & obſequium Amicumque amicorum noſtrorum, & Inimicum inimicorum: Sequi cum Mililibus, & Sûpſendis noſtris ſub conductis ſua quotiens vocatus fuerit ad ſervitiu noſtrum, declaratur datarumque Prefatis noſtris Capitaneis, Mililibus, Armigeris, & Pedibus, & caſus eveniat: Per Territorium, & Juſtitiadionem, Marchionem ſui tenore iter, liberum paſſagium, atque comitatus, & victualia jullo, & competenti pretio cundi, & redeundi quocunque locoerem, & advenſum quocumque nobis videbitur, & premiſſa ſacimus, ſalvis ſemper Sacri Romani Imperii Juriſbus quibus nullatenus per ha, aut alias quocumque modo derogare intendimus. Datum Aſſen die 7. Septembris Anno Domini millesimo quingenteſimo ſecundo, & Regni noſtri quarto.

LOYS

Per Regem Ducem Mediolani

ROSIATEL.

S: pendente. L:

Can Originali in preſentibus ſcriptis, & Bullæ in eadem rubra impreſſis, ac pendente ſordida ſimiliter preſentibus, ſe ad ſupra expreſſos, adſcriptos in ſecretariis Archiducaliſ Mariani Archiducis preſentem ſanctum Caput emiſſis conſerre attiger

ANNO
1502.

Ita verum eſſe offirms

Ego JOSEPH MARIA CASTILLONUS ejusdem Archiducis Preſentibus, huius die 16. Februarii 1720.

XVII.

Traité d'Arçon, au Camp deuant Lucerne, entre les Ambaſſadeurs de LOUIS XII. Roi de France & ceux des LIGUES, du 11. Avril 1503. ensemble la Ratification du Roi LOUIS XII. aux Ligues, du 24. jour de Mai 1503. à Lyon. [FREDERIC LEONARD, Tom. IV.]

1503.

11. Avril.
FRANÇOIS
DE
SAVOIE

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum, Neapolitis & Hieruſalem Rex, Dux Mediolani: Universis & ſingulis has preſentes Literas inſpecturis, noſtram ſacimus, quod cum nuper per Chariſſimum & dilectum Conſanguineum noſtrum Carolum de Ambolia, Dominum Caldimontis, Magnum Magiſtrum Francie, & generalem Locum tenentem noſtrum in noſtro Mediolani Ducatu infra ſcriptis Capitula, & concordia i Domino Martine, Episcopo Sedunensi, & Camille Vallesie, necnon Magnificis viri Domini Voltrici de Magno Saxo, & Georgio de ſuper Saxo eorum Oratores, tunc preſentibus per nos ratificare, confirmare, & approbare facere promiſſum eſſet. Quorum Capitulorum, necnon promiſſionis dicti noſtri Locum tenentis tenore talis eſt.

CAROLUS de Ambolia, Dominus Caldimontis; Melani, Sagone, & Vandorre, Baro Charanone, & Reinel, Magnus Magiſter Francie, Miles Regii Ordinis, & Chriſtianiffimus Dominus noſtri Francorum Regis, & Ducis Mediolani, Locum tenens circa montes generalis: Universis & ſingulis preſentes Literas noſtras inſpecturis, actum ſacimus, quod cum nuper Magnificis & itrenus Miles Antonius de Baffy, Ballivus Divionis, & Regius Camarum Gubernator, ex Commiſſione noſtra devenit cum Magnificis Dominis inferius nominatis, qui erant in campo & obſidione contra Lucanum ad Trachatas, Conclationes, & Pacis Capitula tenoris ſubſequentis.

Tunc Articulus Pacis inter Chriſtianiffimum Dominum noſtrum Regem Francorum, Ducem Mediolani, ac ex una: Et Magnificos Dominos Viros Conſideratos de Ury, Schultzi, & Undervalden ſibi ſupra principales, & generaliter omnes & ſingulos Conſideratos ſuos complices, & coſiderantes in campo Lucanum ſaltem & conſeſſate per Nobilem & itrenum Dominum Antonium de Baffy, Militem, Ballivum Divionis Gubernatorem Camarum in preſentia & mediis reverendi in Chriſto Paris, & Domini Martini, Episcopi Sedunensis, Prefecti & Principis Vallesie, generique Viri Domini Voltrici, de alto Saxo Baronis.

Primò. Quod Chriſtianiffimas Res ubi ſunt partes

E 3

partes

ANNO
1503.

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1503.

ihus Confederatorum principibus de Ury, Schütz, & Undervalden sub Sylva libere reliquit, relaxat, & praestitit Castra, Oppidum, & Comitatus Bellinzone cum maiore & minore Iurisdictione, Fundo, Præliegis, Immunitatibus, Iuribus, & pertinentiis universaliis, nullis depreis, nec reservatis taliter qualiter ab antiquo ad huiusmodi Comitatum, Castra, & Oppidum pertinerent, & pertinere forebant, nisi cum duobus Villagiis ultra Motam civitatem, viz videlicet Ilsonum & Medella; quæ Villagiæ epebant cum Bellinzone, & inde semper remanerent. Et quævis ab antiquo ad Comitatum Bellinzone non servierint, tamen Christianissimus Dominus Rex post hæc ad Comitatum assignavit, ita quod Christianissimus Dominus noster Rex pro sua Majestate, subque Secretoribus Ducibus Mediolani, huiusmodi Castra, Oppidum & Comitatum, cum præscriptis duobus Villagiis teneret, & prædictis tribus Partibus Confederatorum de Ury, Schütz, & Undervalden sub Sylva, Literis, quitanciis, seu invicibilibus suffragiis, & fide dignis in quietam possessionem redderet, & in aera sua Regia Majestas, nec sui Successores nullam eorum præstare habere quocunque titulo quocunque, reservato tamen jure Feodi Imperii, ita quod hæc Donatio sine Rege Majestas, & cetero Dominio & Ducatu Mediolani nullum præjudicium imponere valeat, imo & præscriptæ tres Partes Confederatorum debeant, & teneant suis expensis huiusmodi Comitatum in Feudum ab Imperio cunctis.

Secundò. Quod sua Regia Majestas citius que fieri poterit, suas Oratores cum plene Mandato ad Confederatos dirigere debeat ad exigendum & confirmandum, vel renovandum Capitula jam dudum facta inter Duce Mediolani, & Confederatos cum omnibus Privilegiis, Exemptionibus, & Immunitatibus ultimò cum Ludovico Sfortia, & suis Prædecessoribus, conclusis, tam pro thesauris, pedagiis, quam aliis quibuscunque onerato, vel tendendo, infirmis commercia habendo. Et quod hæc Capitula & extensio ad omnes & singulos Confederatos suos complices, & coherentes universos, qui in antiquis Feudibus comprehendebantur, & juxta formam antiquorum Capitulorum.

Tertiò. Cum etiam moventur varis & diversis queris, videlicet à Domino Episcopo Curienti & Subditis tam parvam de Bellinzone, Vallebrei, & aliis de Liga Grifis omnes illi debent, & teneant querelas suas primò ostendere, & declarare per Literas seu Testes Patentes & sufficientes, eorum videlicet Christianissimi Domini nostri Regis Locum teneant, seu alius Commisarius, vel Procurator ab hac ab ipso deputatus, & illis universisque Literis & Juribus talis Regi gubernatores primò attinerent debent, ut illi secundum sua fides amicaliter expeditur & contententur. Si autem illi amicaliter fieri non possit, decidatur deinde tales queris tenore Capitulorum in præscripto proximo Articulo confirmando, absque ulla alia appellatione, vel contradictione.

Quartò. Quod ex utraque parte omnes omnino cessent, & extinguant innovationes thesaurorum, pedagiolorum, omniumque aliorum gravaminum de novo institutorum, vel in futurum instituendorum, quam erga Bellinzoenses illius Subditos, vel alios Confederatos Subjectos, & quod locum Comitatus Bellinzone hinc ultra omnibus antea Privilegiis, Exemptionibus, & Immunitatibus, quibus illi Confederatorum Subjecti gaudere solent, Mercatores tamen Confederati non attineant teneant, sicut ab antiquo consuetum est; & specialiter conclusum est, quod tam Subditis prædicti Christianissimi Domini nostri Regis, & Ducis Mediolani, quam illis de Bellinzone, & Vallebrei, aliisque ibi circa habitantibus reddantur, & restituantur omnia & singula sua bona immobilia, & præter omnes & singula fructus, redditus & similia ex ipsi bonis immobilibus provenientia, que ipsi bucuque quovis modo ante Guerram recte fuerant, ita quod omnes ex utraque parte Captivi in prædicti Guerra liberentur absque aliquo damno, vel ulteriori questione. Est etiam conclusum, quod omnes qui in prædicti Guerra intercepti, & invariamis fidelitatis ligati sunt, absoluti & liberi ad pristinum Dominum & Dominium servare debeant. Item, quod omnes, & nemini præscriptam Ligam præstarent aliquod auxilium Liga Grifis contra Illustrissimum Dominum Joannem Jacobum Trivultium, Marescallum Francie, sed observarent ea que consueverunt in Capitulo incipiente: Quod omnes qui in prædicti Guerra, &c. & facere observari per dictam Ligam Grifem: Et ita quod ipsi de Liga Grifis remittant ad pristinum statum Terram Illustrissimi Domini Joannis

Jacobi Trivultii, de fidelitate & juramentis per eos acceptis, sicut erat ante dictam Guerram in iure dicti Capituli. Aliter ille Dominus Regis Locum teneant cura omnes per prædictum protocolum non esse obligatos facere ratificare per Regem Christianissimum dictam pacem Compositorem prout super: Visitationi, quod dictus Illustrissimus Dominus Joannes Jacobus est servare prædictam Regie Majestati.

Quintò & ultimo. Quod cum præscripto Tractatu Patet amicitia & abolitio fieri, penitusque eradice omnes inimicitias, dissensiones, & controversias usque in diem prædictam quovis modo habita & facta, revisis & factis, nec ab altera parte usquam in malum memorentur, nec recitentur, sed iudiciali Amicitia, & mutuum Fœdus ante huiusmodi diffinitionem & Guerram morientem inter Partes istam, in suo vigore cum omnibus suis consensibus firmiter perseveret, & secundum illam teneant bona fide à Partibus teneant.

Et pro ipsorum Capitulorum confirmatione habenda supra nominati Magnifici Domini Confederati cupient antiquam Amicitiam, & Confederationem eam prædictam Christianissimo Rege & Duce, ut supra reconciliant & renovant servare, & in ea fideliter permanere, ad nos nominat Reverendum in Christo Patrem, & Dominum Dominum Mathæum Episcopum Sedunensem, & Comitem Vallis, mentes Magnificos Viros Dominos Volucium de Magno Sano, & Georgium de super Sano, eorum Oratores, qui à nobis perierant, ut ipsos Tractatus, Conclusiones, & Capitula superscriberet, per prædictum Christianissimum Regem & Ducem suis Patribus Literis confirmare, & ratificare facere vellemus.

Nos itaque præter considerantes, ut ipsi Magnifici Domini Confederati sit bona & perpetua Pax & Concordia, cum prædicto Christianissimo Rege & Duce, nobisque perseverantes suam Majestatem Christianissimum pro his indicio, & amica Clemencia bonam Amicitiam, & Pacem esse adiuturam, per has nostras promissiones supra nominato Reverendo, & Magnificis Domini Oratores, quod prædicta Majestas Regis Christianissima ratificabit & confirmabit ipsos Tractatus, Conclusiones, & Capitula superscriberet, ac omnia in eis contenta, & ad ipsos Magnificos Dominos Confederatos, seu ad ipsos Reverendos & Magnificos Dominos Oratores dictam Ratificationem, & Confirmationem in debita forma transmittit.

In quorum Testimonium prædicti fieri iussimus, notisque propria manu signavimus, & per supra nominatum Dominum Bellinum & Gubernatorem, quia Tractatus & Conclusiones ipsorum Capitulorum intervenit, præter signati & sigillis utriusque notarii sigilli voluimus. Datus AROMA, die 11. mensis Aprilis, Anno Domini 1503.

Et nos LUDOVICUS, Dei gratia Francorum, Neapolis & Hierusalem Rex, Dux Mediolani, &c. prædicta Capitula supradicta & descripta, grata & recta habentes, & ipsi & eulibet ipsorum iuxta, & secundum eorum formam, & seriem statueret & confirmantes, ipsa eadem Capitula, & contenta in eisdem, prout superius de verbo ad verbum narratur & annotatur, confirmamus, ratificamus & approbamus, ac reuore professionem de certa nostra scientia, autoritateque Regis & Ducis, confirmamus, ratificamus, & approbamus, volentes expresse, quod dicta Capitula, & quodlibet ipsorum, sive sit eulibet ante effectum, valoris & virtutis, publica & concordata emittant. Et in signum huius has prædictas Literas nostras Confirmationis, Ratificationis, & Approbationis, manu nostra lignavimus, sigillamque nostrum apponi fecimus. Datum Lugduni, die 14. mensis Maii, Anno Domini 1503. & Regni nostri sexto.

XVIII.

Tractatus Matrimonii inter FERDINANDUM 14. Sept. Regem Castille & HENRICUM VII. Regem Anglie conclusus quo utrinque conveniunt de Conditionibus, quibus HENRICUS Princeps Walthe, dicti Regis Henrici VII. Filius, CATHERINAM, Fratris sui ARTURI Filiam & dicti FERDINANDI Regis Filiam, in Unum ducere debet. Dat. in Civitate Barcinensi die 24. Septembris 1503. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. XIII. pag. 76.]

F.R.

ANNO FERDINANDUS ET ELISABETHA, Dei gratia, REX ET REGINA Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ citra et ultra Farum, Granatæ, Toleti, Valentiniæ, Galiciæ, Majoricarum, Hospiti, Sardinie, Cordubiæ, Corsicæ, Almeriæ, Gibraltari, Algarbi, Algeziras, Gibraltari, et Insularum Canariæ, COMES ET COMITISSA Barcinonæ, DOMINI Vicecomitis et Moine, DUCES Andarum et Neopatriæ, COMITES Castellæ et Ceritanie, MARCHIONES Orissani et Gochini.

1503.

In omnibus hejus seculi Negotiis quod magis in animo nostro fiamus semper habuimus atque habemus illud proculdubio esse, non solum Amicium et Fœderis, quo inter Nos filius et Serenissimum *Carolum* de Regis Christianissimi Fratrem nostrum et inter Regna et Subditos antiquæ Paris, conservare, verum illa eadem omnibus Amoris et Coniunctiuitatis vincula robore acque augere, ita ut nihil addi ulterius possit.

Invenit nos ad id preclara in omni genere virtus, quæ Serenissimus *Anglus Rex* Frater noster Dilectissimus plurimum prestat, et, inter cetera, ejus integritas fides.

Nihil enim gratius nobisque jocundius nobis est, quam cum et Amicum Coniunctiuitatemque habere, qui scdem tamen faciat ut illam viam accipiamus.

Accedit ad hoc Amor, Coniunctiuitas, atque Amicitia, quæ inter nos et Prædecessores nostros fuit, Regis ejus et Dominationem ampliatam, ac saltem Repetitur et Dominationem antiquæ Paris.

Quæ quidem omnia nos merito iaculamur in velle utilitatem prædicti Serenissimi Regis Fratris nostri ejusque Regie Domus Angliæ, sicut propriam nostram et Regie Domus nostræ.

Accumulator etiam ad hoc publica Christianorum utilitas; nam cum Domus illæ Hispaniarum et Angliæ bene unitæ sint maxime Deo interservire poterunt, et Christiana Republica magna beneficia conferre; et, si hac uno ante hac necessaria sunt utilis fuit, inter, propter Christianorum Discordias et Belli, hanc novam Unionem Coniunctiuitatem atque cognationem, quæ inter nos et Serenissimum *Anglum Regem* Fratrem nostrum Dilectissimum, per medium Oratorem et Procuratorem antiquæ Paris, nuper firmata extitit, Christiano Populo, interinde Seditionibus laboranti, utilissimam et singularem mediam fore non dubitamus, tandemque libertatis ad illam conferendam venimus, quanto nobis gratissima est.

Quapropter universis et singulis actum facimus quod.

Cum, inter nos et præfatum Serenissimum *Carolum Anglum Regem* Fratrem nostrum Dilectissimum, per *Ferdinandum Duces de Ebrada* Magistrum Aule, Consiliarium, Oratorem, et Procuratorem nostrum, nomine nostro, in vim Mandati seu Procuratoris a nobis eidem concessi, necnon per Reverendos in Christo Patres, *Willelmum Londoniensem, Ricardum Wintoniensem, Episcopos, et Willelmum Baroni Legum Doctorem, Oratores, Commissarios, et Procuratores* prædicti Serenissimi Regis Angliæ Fratris nostri, ejus nomine, viginti Mandati seu Procuratoris a Majestate sua eidem Episcopis et Legum Doctores concessi, tractatum, compositum, concordatum, et capitulum est, ut Illustrissimus *Henricus Princeps Walliæ, Dux Cornubiæ, Comes Gornubiæ* Filius legitimus et Hæres dicti Serenissimi Regis Angliæ cum Illustrissima *Catherina Principe Walliæ et Insule Castellæ et Aragonum* Filia nostra Dilectissima matrimonio copularetur, prout hac et alia in Compositione et Capituli prædicti plenius continetur;

Quorum Tenor sequitur et est talis,

UNIVERSIS ET SINGULIS, ad quorum notitiam facias Latius pervenire, Reverendi in Christo Patres *Willelmus Episcopus Londoniensis* Cuius Majestati Signifi Potentissimi et Excellentissimi Principis *Henrici, Dei gratia, Regis Angliæ et Domini Hiberniæ, Ricardus Wintoniensem Episcopus* Cuius Privati Signifi ejusdem Domini Regis, et Venerabilis et Egregius Vir Dominus *Willelmus Baroni Legum Doctore* Cuius fidei Magister Rostorum Cancellarius ejusdem Domini Regis, necnon Magister et Nobilis Vir *Ferdinandus Duces de Ebrada* Magister Aule et Consiliarius Catholicorum Altissimum Potentissimumque Principum Domini *Ferdinandus et Domini Elizabetha Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, etc. Regis et Regine, Comes, Comitissæ, Amba-*

tores, et Procuratores in hac parte sufficienter deputati, Salutem.

Cum, inter præfatum Serenissimum Potentissimum et Excellentissimum Dominum *Henricum, Dei gratia, Angliæ Regem et Dominum Hiberniæ*, et prædictos Catholicos Altissimos Potentissimosque Principes, Dominum *Ferdinandum et Domini Elizabetham Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, etc. Regem et Reginam, Aragoniæ, Unio, Intelligentiæ, Ligæ, et Confederationis*, per Oratores, Commissarios, Procuratores, et Deputatos Principum prædictorum, in ea parte sufficienter constitutos et auctoritos, jurejuramentum inter, concordatus, et conclusus, ut, per Literas Patentes, uniusque Principis Principum prædictorum suis Magnis Signis sigillatus, et multis suis propriis subscriptis et subscriptis, sua cum jurejuramento eorundem, ratificatus et confirmatus fuerit, et quibus quidem Amicia, Unio, Ligæ, Intelligentiæ, et Confederationis quodam quasi innata Benivolentia hinc inde hactenus accrevit, et in prædictorum Principum cordibus adeo radicata consistit quod, divini favore grati, nulli prius tempore variare nisi ad soluti facile possit.

Cumque prædicti Principes, animadvertentes præfatum Amicium, Unionem, Ligam, Intelligentiam, et Confederationem, si Singulis necessitas et Liberiorum conjunctione valius fore, longè firmiorem stabilitatemque posse dedit effectum, inter, bonæ memorie, Illustrissimum *Henricum*, quoddam *Willelmum Principem*, et Potentissimum *Regis Angliæ* prædicti Filium Primogenitum, et Serenissimum Dominum *Catherinam*, prædictorum Invidiosorum Dominationem *Regis et Regine Castellæ, Legionis, etc. Fidei Carissimi et Aragonum*, Matrimonium per verba de præsentibus contraxerunt, et in facie Ecclesiæ cum omni solemnitate Juris et aliis Cerimoniis in ea parte debitis et requisitis, jura vim, formam et effectum Tractatus et Conventionis, inter præfatos Principes inter et conclusi, realiter et cum effectu solemniter fuerunt, et quavis prematura Morte, quod non sine dolore reverentissimus, præfatus quondam *Principi Arturi* prædictum Matrimonium, quod inter ipsum *Principem* et Serenissimum Dominum *Catherinam* prædictam contraxerunt, et confirmatum fuit, fœdum sit, ob singularem tamque affectionem incredibilem maculam, quæ amorem, quo præfati Principes jamdudum adinvicem, pro ceteris Principibus Christianis, collegati atque uniti sunt, et ad Amicium, Ligam, Intelligentiam, Unionem, Affinitatem, et Confederationem prædictas continuandas, conservandas, augendas, et amplificandas, ac perpetuo observandas, cum etiam ob ipsius Illustrissimæ Domini *Catherinæ* Modestiam, ceteraque virtutes ac naturæ dotes quæ Serenissimum *Regem Angliæ* in ea videt esse maximas, et quæ suam Serenitatem ad hanc Affinitatem renovandam et restaurandam magis invitent.

Considerando præterea quod non parva fuit aut negligenda Matrimonii Bonas et hoc, tamquam Seminario Republicæ, nuncupat Liberi, Nepotes, Posterique omnes, solum etiam per hoc mutuum charitatis vinculum omnis fore tranquilla, sua seque fortunata.

Idcirco Principes prædicti, Divini fervente grati, moti, ad omnipotentis Dei laudem, gloriam et honorem, Catholicæ fidei exaltationem, et Republicæ Christianæ utilitatem et dilectionem, ac pro pace, quiete, et tranquillitate, præque majoribus commodis et militibus Repetitionem et Subditorum uniusque Principis Principum prædictorum, inter Illustrissimum Principem Dominum *Henricum PRINCIPEM Walliæ, Ducem Cornubiæ, et COMITEM Gornubiæ*, secundogenitum Serenissimi Regis Angliæ, et Serenissimum Principem Dominum *Catherinam* prædictam Serenissimum Dominum *Regis et Regine Castellæ, Legionis, Aragonum, etc. Fidei* partem, sufficienti assensu in ea parte a Sede Apostolice imperatū prius et obtenti, Matrimonium consensuendum et celebrandum fore deliberaverunt et decreverunt, et ob eam rem feliciter perficiendum fecerunt, ordinaverunt, et confirmaverunt eorum Commissarios, Procuratores, Oratores, et Nuncios speciales, videlicet, pro parte Illustrissimi Regis Angliæ prædicti *Episcopos et Gubernatores Barones* Cuiusdem Rostorum Cancellarios ejusdem Regis, et pro parte præfatorum Regis et Regine Castellæ, Legionis, Aragonum, etc. præfatum Magistram Nobilissimum Virum *Ferdinandum Duces de Ebrada* Magistrum Aule et Consiliarium præfatorum Regis et Regine Castellæ, Legionis, Aragonum, etc. cum sufficienti auctoritate

ANNO 1503.

ANNO
1503.

& potestate tractandi, conveniendi, communicandi, concedendi, & concedendi de & super Matrimonio predicto, ejusque dependentibus, incidentibus, emergentibus, & conatus, cum super dote quam super datione propter nuptias, prout ex eorum Communionibus plenius apparet & concurrit,

Quorum Tenores sequuntur & sunt tales,

ERRICUS, Dei gratia, Rex Anglie & Dominus Iherusalem universis & singulis, ad quorum notitiam prefata Littera pervenerit, Salutem & firmitatem. Quoniam, pro maiori observantia & securitate Considerationis & Amicitie, que est & inter nos & Serenissimos & Altissimos Principes, Ferdinandum & Elizabetham Regem & Regnam Castellae, Legionis, Aragonum, Sicilie, Granate, &c. Fratres & Consanguineos nostros Carissimos, & pro augmento Affinitatis nostre, sunt usuratum quod, Prædictissimus Filius noster ERICUS PRINCEPS Wallie, DUX Cornubie, & COMES Cornubie, contrahat Matrimonium cum Illustrissima Domina Catharina Infante Castellae, Legionis, & Aragonum, & quia mens & voluntas nostra est, si eadem Rex & Regina in placuerit, quod prædictum Matrimonium, Deo adjuvante, fiat & concludatur.

Propterea, confidentes admodum de fide, prudentia, legitimitate, & animi integritate, Dilectorum & Fidelium Consiliorum nostrorum, Willielmi Londonesis Episcopi Catholici Magni Sigilli nostri, ac Richardi Wintonie Episcopi Catholici Prælati Sigilli nostri, necnon Willielmi Baroni Magistri & Confidit Rectorum Cancellarie nostre, Tenore prefationis, de nostra certa scientia deliberata & consulto, omnibus melioribus viis, modo & formâ quibus de Jure & aliis possimus & valimus, eodem Episcopo & Willielmo Baroni facimus, constituimus, ceteras, & ordinamus veros, certos, legitimis, & indubitatis Procuratores, Oratores, & Nuncios speciales, & ad infra scripta generales, ita tamen quod speciales generaliter non deroget, nec e contra, ut idem Oratores & Procuratores nostri pro oculis & iussibus nostris, possint nuntiare, concordare, & firmare, cum dictis Serenissimis Rege & Regina, Fratribus & Consanguineis nostris Christianis, Sponsalia & Matrimonium prædicti ERICI Filii nostri Christianissimi, cum prædicta Illustrissima Principe & Infante Catharina, & promittere quod nos facimus & curamus adimplere, operam cum effectu quod Dominus Illustrissimus Princeps Wallie Filius noster Sponsalia & Matrimonium faciat, concedat, & contrahat, per verba de præfati, Matrimonium facientia, juxta ordinem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cum dicta Illustrissima Principe & Infante Catharina prædicta, cum ipse Filius noster ad legitimum pervenerit ætatem ad illud faciendum, concedendum, & contrahendum, & quod publica ecclesiastica & consuetudinaria dictum Matrimonium, cum dicta Illustrissima Principe & Infante Catharina, prout & quemadmodum legitimi vir & uxor id facere debent.

Postquam eadem Oratores, Commisarii, & Procuratores nostri, nomine nostro & prædicti Filii nostri, petere & recipere similes Promissionem & Obligationem a dictis Illustrissimis Rege & Regina pro seipsum, & nomine prædictis Illustrissimis Principibus & Infante Catharina, iussus Castellæ, Aragonum, ut præferebat, faciet Sponsalia & contrahat Matrimonium, per verba de præfati, juxta ordinem Sanctæ Mariæ Ecclesiæ Romanæ, cum dicto Illustrissimo Principe ERICO Filio nostro, & confirmat & celebrabit cum eo dictum Matrimonium, prout & quemadmodum legitimi Vir & Uxor facere debent.

Et ut possint eadem Commisarii nostri concedere & firmare quod prædicta fieri deberent & adimpleri modis, formis, temporibus, & Locis quibus dictis Oratoribus & Procuratoribus nostris bene visum fuerit, & prout ex concordantibus, concedent, capitulabunt, & firmabunt.

Dantes etiam Potestatem & Facultatem plenam Oratoribus & Procuratoribus nostris ad possint concordare & firmare cum dictis Serenissimis Rege & Regina dote quam ipsi dare teneantur cum dicta Principe & Infante Catharina Filia sua, ita in localibus atque temporalibus precibus & in argento & vestibus & ornamentis personarum & donis fieri, quam in presentibus, Summam, videlicet, & quantitatem que eadem Oratoribus & Procuratoribus nostris bene visa fuerit, ac terminis & Locis quibus illam dare & solvere teneantur, & Conditionibus, Pactis, & Conventionibus que in substantia ejusdem dote piam & concessa & signari debent,

ANNO
1503.

Et nihilominus dantes eadem Oratoribus & Procuratoribus nostris Potestatem & Facultatem non possint communicare & troiare super augmento dotis & datione propter nuptias, quod debent dari & assignari dictæ Principi & Infante Catharine pro substantiata solutis, & in quibus Christianis, Villis, & Locis, & Reddibus, tenore dictis Oratoribus & Procuratoribus nostris bene visum fuerit.

Et denum possint facere & firmare omnia & singula que, pro expeditione & cumplimiento dicti Matrimonii, necessaria, convenientia & oportuna eis videbuntur, & de prædictis omnibus & singulis possint concordare, facere, & firmare, nomine nostro, cum prefatis Serenissimis Rege & Regina Consanguineis nostris, facere facere, petere, & instigare quocumque Capitula & quocumque Contractus cum illis factis, Conditionibus, Obligacionibus, Juramentis, securitatis, pannis, subalternibus, revencacionibus, & promissionibus quibus voluerit.

Et generaliter omnia & singula facere & firmare, cuicunque mure, qualiter, & importanter fuerint aut esse poterint, in prædictis & circa ea, que nos facere possimus & in præmissis personarum adflicimus, si eadem illis sint que ad ea contencionibus preceptum extant magis speciale.

Dantesque etiam de concedendis dictis Procuratoribus & Oratoribus nostris plenam posse quod possint jurare, in animam nostram, quod tenebunt, observabunt, & adimplerebunt relictis & cum effectu omnia & singula que super dictis & circa ea, nomine nostro, emittendibus, capitulabunt, jurabunt, concedent, & firmabunt, omni fraude, cautela, & dolo celantibus; possintque simile Juramentum petere & accipere ab eisdem Serenissimis Rege & Regina Fratre & Consanguineis nostris; pro quibus omnibus & singulis antedictis, cum incidentibus, dependentibus, & emergentibus ex eisdem & eis necnon, dantes & concedimus prædictis Oratoribus, Commisariis, & Procuratoribus nostris plenam posse cum libera & generali Administratione, Promittentes in fide & verbo nostro Rege prefatis Serenissimis Rege & Regina Fratre & Consanguineis nostris, & nos obligamus tenere & adimplere relictis & cum effectu omnia & singula que, in prædictis & circa ea nomine nostro, per dictos Procuratores & Oratores nostros fuerint facta, concordata, capitulata, assensu, promissa, jurata, & firmata, eisdem modo & formâ quibus ea concordantibus, capitulabunt, assensu, promittent, jurabunt, & firmabunt, & nullo aliquo tempore revocare, nec contra ea ore coram aliquo facere, vel venire aliquo tempore nec modo aliquo, sub obligatione curam bonorum nostrorum Patrimonialium & Facultatum.

In quorum Testimonium prefatum fieri iussimus, munitis nostris signum & Sigilloque nostro impendimus munus.

Teste meipso apud Richemont vicelesim die Junii, Anno Regis nostri decimo octavo.

FERDINANDUS & ELIZABETH, Dei gratia, REX & REGINA Castellae, Legionis, Aragonum, Sicilie, Granate, Tolis, Valentie, Galitie, Majoricarum, Hipsalie, Sardanie, Coracie, Coricie, Maricie, Gironis, Algaris, Algeziras, Gibraltaris, & Insularum Canarie, COMES & COMITISSA Barcinone, DOMINI Vicecomes & Molane, DUCES Athensarum & Neopatrie, COMITES Rossilonis & Ceretane, MARCANTONES Orisani & Gironis, &c.

Quoniam, pro maiori observantia & securitate Considerationis & Amicitie, que est inter nos & Serenissimos & Altissimos Principes, Ferdinandum & Elizabetham Regem Anglie Fratrem nostrum dilectissimum & pro augmento Affinitatis nostre sunt tractatum quod Illustrissima Catharina Princeps Wallie & Infans Castellae & Aragonum Filia nostra Christianissima contrahat Matrimonium cum Illustrissimo Principe ERICO Principe Wallie Filio legitimo & Herede ejusdem Serenissimi Regis Anglie Fratris nostri, & quia mens & voluntas nostra est, si eadem Serenissimo Rege in placuerit, quod prædictum Matrimonium, Deo adjuvante, fiat & concludatur.

Propterea confidentes admodum de fide, prudentia, legitimitate, & animi integritate, Visi & considerandi Dignis & Reverendis Magistris Avie & Consilium nostrum, Tenore prefationis, de nostra certa scientia deliberata & consulto, ex omnibus melioribus viis, modo & formâ, quibus de Jure & aliis possimus & valimus, facimus, constituimus, ceteras, & ordinamus nostrum verum, certum, legitimis, & indubitatis Procuratorum, Oratorum, & Nunciorum speciales, & ad infra scripta

ANNO
1593.

scripta generalem, ita tamen quod specialitas generalitati non deroget, nec e contra, vos eandem *Ferdinandus Dux de Brabantia*, videlicet, ut, pro nobis & nomine nostro, possitis tractare & concordare & firmare, cum predicto Serenissimo *Rege Anglie Fratre nostro*, & predictis *Serenissimo Principe Maritimo* predictis Illustrissimis Principibus & *Infante Catharina Filia nostra* Christiana, cum dicto Illustrissimo Principe *Walthe Eura* Filio legitimo & *Herede dicti Serenissimi Regis Anglie Fratri nostri*, & promittere quod non faciemus & coramibus debemusque operam cum effectu quod dicta Illustrissima Princeps & *Infans Catharina Filia nostra* predicta Sponsalia & Matrimonium faciat, concedat, & contrahat, per verba de presentia Matrimonium facienda, juxta ordinem Sancte Romanae Ecclesiae, cum dicto Illustrissimo *Eura Principe Walthe Filio legitimo & Herede dicti Serenissimi Regis Anglie Fratri nostri*, cum ipse ad legitimam pervenerit aetatem, ad illud faciendum, concedendum, & contrahendum, & quod possit celebrari & consummari dictum Matrimonium cum dicto Illustrissimo *Eura Principe Walthe*, prout & quomodocumque legitimi Vir & Uxor id facere debent, Possitque, nomine nostro & predictis Principibus & *Infanti Catharina Filia nostra*, petere & recipere similia Promissionem & Obligationem a dicto Serenissimo *Rege Anglie Fratre nostro*, pro seipso & nomine predicti *Eura Principe Walthe* ejus Filii, videlicet, quod, cum ipse Princeps ad legitimam pervenerit aetatem, ut praesertim, faciat Sponsalia & contrahat Matrimonium, per verba de presentia, juxta ordinem Sanctae Maris Ecclesiae Romanae cum dicta Illustrissima Princeps & *Infante Catharina Filia nostra*, & consummabit & celebrabit cum ea dictum Matrimonium, prout & quomodocumque legitimi Vir & Uxor id facere debent.

Et possit concedere & firmare quod praedicta fieri debent & adimpleri modis, foris, temporibus, & locis quibus vobis dicti Oratores & Procuratores nostri bene visum fuerit, & prout ea vos concordatis, conceditis, capitulatis, & firmabit.

Damus etiam Potestatem & Facultatem vobis praefato Oratori & Procuratori nostro ut possitis concordare & firmare, cum dicto Serenissimo *Rege Anglie Fratre nostro*, Dotem quam nos dave tenemus cum dicta Princeps & *Infante Catharina Filia nostra*, tam in Jocundis quam in Lapidibus pretiosis & in Argento & Vestibus & Ornamentis Personae & Domus suae, qualem in Praesentis, Summam, videlicet, & quantitatem qua vobis bene visum fuerit, & tenentis & loca quibus illam dare & solvere tenemini, & Conditiones, Pacts, & Conventiones quae in solutione & restitutione ejusdem Dotis poni & concedi & firmari debent.

Et nichilominus damus vobis Potestatem & Facultatem ut possitis petere & concedere augmentum Dotis & Donacionis propter Nuptias & Cameram, quae debent dari & assignari dictae Principi & *Infanti Catharina Filia nostra* pro sustentatione sui factis, & in quibus Civitatibus, Villis, & Reddibus, prout vobis dicto Oratori & Procuratori bene visum fuerit.

Et demum possitis facere & firmare omnia & singula quae, pro expeditione & completione dicti Matrimonii, necessaria, convenientia & opportuna vobis videbuntur, & de praedictis omnibus & singulis possitis concedere, facere & firmare, nomine nostro, cum praefato Serenissimo *Rege Anglie Fratre nostro*, scribere, facere, petere & implere quaecumque Capitula & quomodocumque Traditum, cum illis Pacts, Conditionibus, Obligationibus, Jurejuramentis, Securitatibus, Poreis, Submissiois, Renunciacionibus, & Provisiois quibus volueritis.

Et generaliter omnia alia & singula facere & firmare, cujusmodique auctoritate, qualis, & importanter fuerit aut esse poterit in praedictis & circa ea, & non facere potestatem in praedictis personaliter adimplendis, etiam si talia sint quae ex consuetudine praecceptum capiat magis speciale.

Damus etiam & concedimus vobis dicto Procuratori & Oratori nostro, plenam potestatem quod possitis parare in animis nostris quod tenemus, observabimus, & adimpleremus realiter & cum effectu omnia & singula quae in praedictis & circa ea, nomine nostro, concedimus, capitulatis, jurabit, conceditis, omni fraude, emulsi, & dolo cessantes, possitisque simile jurejuramentum petere & accipere ab eodem Serenissimo *Rege Anglie Fratre nostro*, pro quibus omnibus & singulis auctoritas, cum incipientibus, dependentibus, & emergentibus ex eisdem, & eis annexis, damus & concedimus vobis plenam potestatem cum libera & generali administratione.

TOM. IV. PART. I.

Promittentes, in fide & verbo Regis, praefato Serenissimo *Rege Anglie Fratri nostro*, & non obligamus nos tenere & adimplere realiter & cum effectu omnia & singula quae, in praedictis & circa ea nomine nostro, per vos dictum Procuratorem & Oratorem nostrum fuerint facta, & concordata, capitula, & assensum, promissa, jurata, & firmata, eis modo & foris quibus vos ea concordatis, capitulatis, assensum, jurabit, firmabit, & nullo unquam tempore revocare, nec contra ea nos coram aliquo iudice vel venire aliquo tempore nec modo aliquo, sub obligatione omnium bonorum nostrorum Patrimoniorum & Fiscalium.

In quorum Testimonium praesentem fieri iussimus manibus nostris signatum Sigilloque nostro impendenti munimus.

Dat. in Civitate Tolleti die decimo mensis Maii, Anno à Nativitate Domini millesimo quingentesimo secundo.

Qui quidem Commissarii, Oratores, Procuratores, & Deputati, vigore & virtute praesentis Commissionum praedictarum, lapsis de & super praefato Matrimonio, ejusque dependentibus, incidentibus, emergentibus, & contrariis praedictis, commentantibus, tradunt, tandem in hos sequentes Articulos conveniunt, concordant, & conclusunt.

IN PRIMUM, inter praefatos Oratores, Commissarios, Procuratores, & Deputatos, conveniunt, concordant, & conclusum est, quod praefatus Dominus *Rege Anglie*, pro Illustrissimo Principe *Henrico Filio suo secundogenito praedicti*, & predicti Domini *Rege Regis Castellae, Legum, Aragonum, &c.* pro praefata Serenissima *Dominica Catharina Filia sua quarta*, impetrarent sine impetrari faciant & processum cum effectu a Sede Apostolica Dispensationem, sub plumbis, more Romani Curiae se fidei melioribus modo & foris & verbis quibus de Jure efficaciter valere possint, ut dictus Illustrissimus Princeps *Henricus* & praefata Serenissima *Dominica Catharina* possint invicem Matrimonium contrahere per verba de praesentia, non obstant impediemento Publicae Honestatis Julis, cui quod praefata Serenissima *Dominica Catharina* coarctat Matrimonium, per verba de praesentia, cum praefato *Dominico Arthuro* praesentis *Rege Anglie* primogenito ejusdemque Illustrissimi *Eura Fratre & Germano*, non obstante etiam quod sint affines in primo Affinitatis gradu, eo quod idem Matrimonium inter praenuntiantes *Dominum Arthurem* & Serenissimum *Dominum Catharinam* in facie Ecclesiae solemnizatum & potius fuerit consummatum, & quod Bulla, sic impetranda, quae sit vigoris, effectus, & efficacia, quod dictum Matrimonium & omnia ex eodem sequentia perinde valent, ac si nulla esset impedimenta quoquo modo coelegendi aut intervenient.

Item, conveniunt, concordant, & conclusum est inter praefatos Oratores, Commissarios, & Procuratores quod dictus Illustrissimus *Rege Anglie*, pro Illustrissimo *Henrico Filio suo secundogenito*, & praefato *Dominico Rege Regis Castellae, Legum, Aragonum, &c.* pro Serenissima *Dominica Catharina Filia sua* &c. procurantibus, conveniunt diligenter, laborem, curam, operam aequae operam persolventes & impendentes pro viribus efficiant, ac coram quibus praesentibus & impender pro viribusque efficiant, infra duos menses, traditionem Literarum Patentium praefatorum *Rege Regis Castellae, Legum, &c.* praesentis *Henrico* & praefata *Dominica Catharina* solvant, tunc praesentibus & immedietate sequentes, idem *Dominus Henricus* & praefata *Dominica Catharina* Matrimonium per verba de praesentia contrahant.

Item, cum jamdudum memorati Principes *Castellae, Legum, Aragonum, &c.* Rege Regis Castellae, pro Matrimonio inter praedictum, pia memoria, *Dominum Arthurem Principem Walthe praesentis Regis Anglie* primogenitum, & memoratam *Dominicam Catharinam* contrahendum, per Literas seu Patentes, Magna Sigillo suo sigillatis & manibus suis subscriptis, promittunt & obligantur & foveant *Henricus* & *Sacerdotes* ad dandum & subdendum praefato *Rege Anglie* solvere Excooribus & Deputatis in Dotem & nomine dicta, cum praefata Serenissima *Dominica Catharina Filia sua quarta*, decreta milia *Scutorum Auri* (unoquoque Scuto quatuor Solidos & duos Denarios Sterlingos Monetae

ANNO
1593.

ANNO
1503.

ta Anglie valente) solvenderum temporibus & Locis, modique & formis, prout in prefatum Regu & Regnu Castellæ, Legionis, Aragoni &c. Liberis Pacionibus, de super concessis iudicis plumbico sigillis sigillatis, & Juramento ad Sanctæ Dei Evangelia per eundem corporalius tacta, vallatis, munitis, & rubricis plenius conscriptur.

[illegible][illegible]

Alia vero eadem *antissa Scatorum Auri valens pre-*
dicta foliata, praefata Rex & Regina Celsa, Le-
gatus, Argenteus, &c. solvent per folii faciem praefato
Rexi Regiae ejusdem Executores vel Depositari, tempore,
loco, modo, & formi, fustiprius, videlicet
idem Rex & Regina Celsa, Legatus, &c. ordina-
re Haeredes vel Successores solvent per folii faciem
praefatam & quaeque mala Scatorum Auri valens fa-
cedula in Pecunia numerata, praefato Rexi Regiae, &
eiusdem Executores vel Depositari in Civitate Londonia,
infra decem dies praedictos ante vel post festum
Michaelis proximum, litter praefatas Deuotum Hen-
ricum & praefatum Deuotum Calvolum celebrandi &
fulcrupendi, in Secuti Aureis valoris praedicti, vel
alia Moneta Aurea aequivalens, in partem solutio-
nis praefatis Summe centum milium Scatorum Aureo-
rum, quae quidem Solempnitatem erit cum praefatis De-
uotum Henricum & praefatum Deuotum Calvolum
compleverit, dum tamen Illustissimo Rexi Regiae
debitum decem ante Solempnitatem illius Martini, &
clare & plene conflictum totum & integrum Summam
decem centum milium Scatorum Auri, per eodem Rexi
Regiae, Legatus, Celsa, Argenteus, &c. solvent
per folii faciem praefatam Deuotum Henricum &
videndum & liberandum, in Pecunia numerata, Vasis au-
reus, argenteus vel deauratus, ac in localibus ac Mar-
garitis valoris praedicti, & ut praemissum, attulimus,
tunc in Civitate Londonia esse solvent.

Et eisdem loco & tempore predicti *Rex et Regina Castellae, Legatus, &c.* solvant per solvificum praefato Regi *Angliae* ejusve Executoribus vel Depositariis, quatuordecim milia *Scutorum Auri* valoris predicti in Vasis seu Vasis Auri, Argenti seu Denarii, juxta precio, per illius operis expertos *Officines* indigetis, ad hoc per

Regina Majestatem Angliam deprecando et jurando, in Civitate Lothouque conuenerunt, et illam in qua, in vii. juramento sui amplexuque unum sunt, Angli, Argenti, et Decarii, iuxta quae verum voluerunt, prout iuxta valebat in eo loco in quo fœderata est sollicitudo futurorum; quae Vasa fœderis, per unum et supra apprecianda, pendentes *Rex Angliæ*, quare Electores quos Deprecati in partem solutissimi scripsit, pro illo prelio unius tantum et in illi Appreciatores illi compense potestatis voluerunt. — aut unde, neminem velle, necesse est.

[illegible][illegible]

Item, conventum, concordatum, & consensum est, quod, cum prout *Domina Catharina* propter nuptias Donationem tempore *Martinii*, inter *præfatum Domini Arthuri* nuper *Walis Principem, Coruallie Ducem, & Gelfrie Comitem*, solemniter, & pro eodem *Martinio* confecta fuerit, ratam, & effectum plenius quidem Donationis habuerit, via, tertia pars *Principis Walis, Ducis Cornubie, & Comitis Celis*, inter *Oratores, Procuratores, & Commissarios* utraque *Principis Principum* predictorum, conventum, concordatum, & consensum est, quod dicti *Oratores, Procuratores, & Commissarii dicti* *Walis Regni Cathellæ, Legationis, & Consilii* *Walis*, cum dictis, expresso confutemur eodem *Principi*, quum eundem præsente, promittant, & se obligant & alienant per *præsente*, quod prædicta *Domina Catharina*, secum decem dies proxime & immediate praecedentes Solemnitatem *Martinio* illi dictum illustrius *Domini Henrici* nuper *præsatis Domini Catharina*, ut præsinitur, in facie Ecclesie celebrandi, in Persona sua propria, aut per sufficientem Deputatum suum, five Depositarum suos, Litteras Patentes quum eadem *Domina Catharina* habet, & de super prædicta Donatione propter *Nuptias*, Magni Sigilli dicti *Domini Arthuri* muniti & affigati, in Concantationi præfati *Domini Henrici* nuper *præsatis* *Walis* *Regni Cathellæ*, cantum, concantandæ, & innotuæ, modis, & locis, ibidem rebus, & debitoribus, utvide, veluti iuribus reddi, & deinde fieri facit.

ANNO
1503.

Et dicti Oratores prefati Domini Regis Anglie, ejus nomine & Mandato, concessit & promittit per prefatos quod prefatus Dominus Henricus Princeps & alii prelati Domini Catharina, in die solemnizationis Matrimonii predicti, per Literas suas Patentes Magno Sigillo suo munitas & sigillatas, in Donationem propter Nuptias concedit totam partem omnium Terrarum, Tenementorum, & Redditorum Principatus Wallie, Ducatus Cornubiæ, & Comitatus Cestræ, in tam amplius modo & forma sicut eadem Domina Catharina habet per Literas Patentes prefati Domini Archiepiscopi, prefatus Rex Anglie &c. eadem Literas Patentes prefati Domini Henrici Princeps Wallie, in unum mensem proximum post Datam autemdem Literarum, per Literas suas Patentes Magno Sigillo suo sigillatas, eisdem modo & forma prefatis & confirmat, sicut confirmat prefatas Literas Patentes prefati Domini Archiepiscopi, eandemque Sacramenta Domina Catharina cum ipsi soli Donatione propter Nuptias, absque quocunque alia ulteriori alienatione quocunqueque Donationis propter Nuptias petitiue vel etiamne, etiam & manibus contenta, nec quicquam amplius petitis, & predictis omnibus, Terris, aut Tenementis prefatorum Principatus Wallie, Ducatus Cornubiæ, & Comitatus Cestræ, necque ratione ipsius necque secundum Matrimonium, vindicabit, sed omni Juri tali esse nunc competentem expressè renuntiabit, & dictus Dominus Orator Regis &c. Regine Castellæ, Legionis, &c. nomine & auctoritate Superiorem forum, promittit & per prefatos se obligat, quod dicta Illustrissima Domina Catharina, infra unum mensem proximum & immediatè sequentem traditionem & liberationem Literarum prefatis Tractatibus Confirmatarum dictorum Regis &c. Regine Patrum forum, omnia & singula in prefato Article contenta, quatenus eam tangunt aut tangant, melioribus modo & forma quibus de Jure fieri poterit, iudicabit & confirmabit.

Item, pro uberiori dilectione nuntianda, & ad honorem & complacitum prefatorum Dominorum Regis &c. Regine Castellæ, Legionis, &c. convenit, conclusum, & concordatum est quod, postquam dicta Domina Catharina fuerit Regina Anglie, ultra prefatum Decem terminis partis Principatus, Ducatus, & Comitatus predictorum, habeat in Dotalio ad valorem terminis partis reddituum omnium Terrarum, Tenementorum, & Redditorum Coronæ Anglie perhennium, que prefatis Dotalio habet durante ejus vita.

Item, convenit & concordatum est quod, si contingat partem dictæ Domine Catharine succedere dictorum Regnum Castellæ, Legionis, &c. per obitum suorum fratrum & sororum et Maritum, quod Deus avertat, quod tunc prefata Domina Catharina, succedat in eisdem Regni & Dominii ac si ibidem vitam ageret & prefatis personaliter fuisset.

Item, convenit, commendatum, & conclusum est quod, si contingat eandem Domina Catharina fore Angliæ Regiam, consulte dictum Matrimonio, quod etiam tunc adeo amplè & ita honorificè, juxta consuetudinem aliorum Reginarum ejusdem Regni, dotabitur sicut alia Regina Angliæ his aliis temporibus melius dotata fuit.

Et, ut hæc omnia fiant modo qui expressè sunt, dictus Dominus Rex Angliæ obligat se, Heredes & Successores suos, & bona Patrimonialis & Fiscalis, necnon Subditorum forum in forma Contractibus Gaudentibus pament executionem habentis, promittitque sub fide & verbo Regis predictam Donationem sentit & eum effectu, modo & tempore ut supra, perficere & implere taliter, quod, ob defectum Donationis hujusmodi, dicti Domini Rex &c. Regine Castellæ, Legionis, &c. eorumque Heredes vel Successores possint, requisitione & amonitione prefatis ut inter terminos & menses Principes fieri decet, nedium Bona ipsius Domini Regis, Heredum & Successorum suorum, capere & ea pro tali debiti dilatare & vendere.

Item, convenit, commendatum, & conclusum est quod, si prefatus Illustrissimus Princeps Henricus Princeps Wallie, ex prefata Illustrissima Principe Domina Catharina, filium habuerit, posteaque, videlicet Domini Regis Angliæ durante, predictus Dominus Princeps Henricus decesserit, quod Deus avertat, tunc dictus Rex Angliæ procurabit, & re ipsi cum omni diligentia per viam Juri & Fædi effecti ut prefatus Nepos suus, si filius predictorum Domini Henrici Principis & Domine Catharine decesserit, exeat in Principem &c. illius, providente item Rex quantum poterit ut post obitum suum item Nepos suus predictorum Domini Henrici & Domine Catharine primogenitus ipsi in Regnum succedat,

TOM IV. PART. I.

non obstatibus aliis quibuscunque Liberis aut Nepotibus suis processus fore processurus.

Item, convenit ut quod prefatum Tractatum, ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, tam prefatus Rex Angliæ pro parte sua, quam prefatus Rex &c. Regine Castellæ, Legionis, &c. pro parte sua, per Literas suas Patentes Magno Sigillo suis sigillatas & manibus suis propriis subscriptas & sigillatas, infra sex menses Datam prefatum proximum & immediatè sequentes, acceptabiles, confirmabunt, & ratificabunt omnes & singulis tam Juri quam Fædi defectibus, & prefatum si qui sine ratione Committimus aut Committimus Principum predictorum, in ut si ad prefatum Tractatum, aut ad aliquod in eodem contentum, & omnibus eorundem Regum per Oratores, Commisarios, & Procuratores predictos conclusum, in aliqua sua parte, aliqua Commisio Committimus predictarum non fuit amplè & sufficienter videtur, per suas Literas confirmatorias, et premititur, signas suppletit, benedictionem omnium & singulorum Canonum & Legum, quas quidem Canones ac Leges Oratores, Commisarii, & Procuratores predicti pro hic expressis habent, quos propter defectum aliquem Committimus Committimus predictarum aliter Articulis prefatis Tractatus in parte vel in toto derogari possit, in dictis suis Literis Confirmatoriis palam & expressè rescribunt, & dicti Oratores, Commisarii, & Procuratores Principum predictorum eorundem nominibus renuntiant per prefatos, quas quidem Literas confirmatorias & ratificationes, ac premititur, sigillatas ac subscriptas utroque Principum predictorum, infra dictos sex menses, in Civitate Londoniæ, Commisariis suis, sufficienter in ea parte deponant, vicilium tradit & deliberabit, tradit & deliberari faciet.

In quorum omnium & singulorum prefationem fidem & Testimonium prefati Oratores, Commisarii, & Procuratores prefati Regis Angliæ, &c. Sigilla suas prefatas appositionem, & nomina sua manibus suis propriis subscripserunt.

Dat. apud Richemont viciniam castri die Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo tertio.

WILLIELMUS LONDON.
RICHARDUS WINTON.
WILLIELMUS BARONS.

Nos igitur Rex &c. Regine predictæ, viis, perspectis, maturè & diligenter examinatis per nos Capitulum, Factis, & Compositionibus prefatis, quia juxta & honesta sunt, notisque maxime placere & conducere, omnia & singula prefata Capitula ac omnia in eisdem contenta & specificata, rata, rata, firma, & illibata habentes, ea omnia & singula, pro nobis, Hereditibus, & Successoribus nostris, hominibus, approbamus, & corroboramus, necnon, tenore prefatum, concedimus, confirmamus, & innovamus, omnemque & singulos tam Juri quam Fædi defectibus, & prefatum si qui sine ratione Committimus nostris predictæ, in ut si ad prefatum Tractatum aut ad aliquod in eodem contentum & nostris nominibus committimus in aliqua sua parte dicta nostra Commisio non fuit amplè & sufficienter videtur, suppletur per prefatos, benedictionem omnium & singulorum Canonum aut Legum, quas quidem Canones utroque Leges pro hic expressis habemus, quibus propter defectum Committimus nostris antedictis aliis Articulis prefatis Tractatus in parte vel in toto derogari possit, palam & expressè renuntiamus in his Scriptis.

Promittentes, bonè fide & verbo Regio, tenere, complere, & reitter & eum effectu observare omnia & singula in prefatis Capitulis, prior nobis incumbant, contenta & expressa, nec alio unquam tempore in contrarium venturi, quemadmodum predicta Orator noster nomine nostro plenius & copiosius promittit, obligat, & concessit, ac sub Penam, Vinculis, & Obligationibus per ipsum Oratorem in prefatis Capitulationibus & Compositionibus appositis & expressis, pro quibus canonibus & singulis firmiter & inviolabiliter tenendis, complendis, & observandis omnia bona nostra Patrimonialis & Fiscalis prefatis & fœderis futurimur & obligamus.

Et ad validiorem prefationem firmitatem & roborem nostram & verbum Regim interponimus & obligamus, & etiam per immortalem Deum & signum Sancti Crucis & ac sacramenta Dei Evangelii manibus nostris propriis reverenter tacta, eorum Secretario nostro Norwico infrascripto, Jurjurando attestamus quod omnia & singula prefata & eorum quodlibet, potest nobis incumbit, omni dolo, fraude, simulatione, & quocunque alio

ANNO
1503.

ANNO
1503.

facti machinatione cessantes, tenerrimas, completissimas, & firmiter & inviolabiliter observabimus; abolitionem verbis & relaxationem huiusmodi jurandi nostro unquam tempore prout a *Sanctae Imperialis*, vel eius & a sede Apostolica Legatis aut Delegatis seu Ordinario aut alio quocumque absolvere vel relaxare volumus, nec, si proprio motu nobis deus aut concedatur, huiusmodi concessione assueti.

In quorum omnium & singulorum robur & firmitatem presentibus, propria manibus subscripsimus, ac nostro Regio sigillo munitis, per Secretarium nostrum Notarium interpresum coram testibus in publica forma signari & redigi iussimus.

Dni. & ult. per nos REGEM in Civitate *Barchinensi* die viciesimo quarto mensis Septembris, Anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo tertio. Presentibus ibidem, Reverendo in Christo Patre Digne de *Decretis Palatinis* Episcopo Confessore nostro, *Bernardo de Ruffis* Marchione Domini Majoris Domus, Majore nostro, & *Petro Mance* de *Carman* Clericum Ordinis & Militie Calatrave, Consiliis nostris, testibus ad premissa vocatis.

Et per nos REGINAM, in Civitate *Segoviae* viciesimo die ejusdem mensis Septembris & Anni praedicti, Presentibus ibidem, Domino *Eusebio Enriquez* Praeceptore Majore Legationis, *Garcia Lugo de la Vega*, & *Antonio de Fonseca*, & *Johanne Velasquez*, Consiliis nostris, testibus ad premissa vocatis.

YOSEF RET.
YO LA RINA.

Signum mei Michaelis Petri d'Almacean Secretarii et *Paterfamilias* Dominorum Regis & Reginae praedictorum Imperatorum Dominorum nostrorum Secretarii, ac Apostolici & Regis auctoritate publici Notarii, qui praemissis omnibus & singulis, quae fuerunt acta, firmata, & jurata, per praesentem Dominum Regem, Ducem, & cetera cum praenominatis testibus interfecti, easque sic fieri vidi & audiivi, & in notum summi, ideo praesentibus Publicum Instrumentum, alterius manu scriptum inde extracti, & in hanc publicam formam redigi in fidem & Testimonium nostrum & singulorum praemissorum & clausi.

ALMACAN Secretarius.

Signum mei Lupi Conchillos Secretarii et *Paterfamilias* Regis & Reginae praedictorum Imperatorum Dominorum nostrorum Secretarii, ac Apostolici & Regis auctoritate publici Notarii, qui praemissis omnibus & singulis, quae fuerunt acta, firmata, & jurata, per praesentem Dominum Regem, Ducem, & cetera cum praenominatis testibus interfecti, easque praesentibus Publicum Instrumentum, alterius manu fideliter scriptum, inde extracti, & in hanc publicam formam redigi in fidem & Testimonium nostrum & singulorum praemissorum.

Constat de isto correcto, ubi legitur, Domino *Eusebio Enriquez* Praeceptore Majore Legationis & clausi.

CUNCHILLO Secretarius.

XIX.

1. Nov. Derer Churfürsten von *Mainz*, *Coln*, *Pfalz*, *Sachsen* und *Brandenburg* Brief / wodurch sie nach *Aldersheim* Churfürst *Johann* zu *Trier* / dessen Successorem Churfürst *Jacob* in die Churfürsten *Curia* zu *Wien* Anno 1503. aufgericht / einzuweisen. Geben zu *Frankfurt* am *Main* auf *Donnerstag* nach *Aldersheim* Tag 1503. [LUNIG. *Teutscher Reichs* Archiv. Part. Spec. Abtheilung II. pag. 245.]

C'est-à-dire,

Lettres des Electeurs de Mayence, de Cologne, de Palatinat, de Saxe, & de Brandebourg, par lesquelles, après la mort de Jean Electeur de Trier, ils requièrent JACQUES son Successeur, dans l'Union Electorale conclue à Gelnhausen l'an 1502. Demandes à Francfort sur le Rhin le Jeudi après la Fête de tous les Saints, 1503.

ANNO 1503.
In Gottes Namen Wir Berold zu *Mainz*, *German* zu *Coln*, *Erz*-*Bischof* durch *Germanien* und in *italien* *Erz*-*Cantler*, *Philipp*, *Pfalz*-*Grave* bey *Reyn*, *herzog* in *Bayern*, des *heiligen* *Römischen* *Reichs* *Erz*-*Truchsess*, *Friedrich*, *herzog* zu *Sachsen*, des *heiligen* *Römischen* *Reichs* *Erz*-*Marckhalt*, *Langrave* in *Bohemen* und *Marggrave* zu *Meissen*, und *Jochim*, *Marggrave* zu *Brandenburg*, des *heiligen* *Römischen* *Reichs* *Erz*-*Cammerer* zu *Stein*, *Pommern*, der *Cassanden* und *Wenden* *herzog*, *Burggrave* zu *Mürnberg* und *Fürste* zu *Rügen*, alle des *heiligen* *Römischen* *Reichs* *Chur*-*Fürsten*. *Witten* und *ein* hant *offentlich* mit *diesen* *Brief*. *Als* wir *uns* *verpflicht* *seyn* mit *sanct* *einem* dem *Erwirdigen* in *Got* *Bater* *Hein* *Johann* *Erz*-*Bischof* zu *Trier* *et*, *unsern* *lieben* *Oheim* und *Wit*-*Churfürsten* *letzlicher* *Verordnungs* aus *trefflichen* *bedinglichen* *Ursachen* und *irglicher* *Nöthigkeit* und *sonderlich* *Got* dem *Almüchtigen* zu *Lobe* / dem *heiligen* *Christlichen* *Glauben* / *Römischen* *Reichs* und *Teutscher* *Nation* zu *Frieden* / *Ehre* / *Mach* und *Förderung* / in *seindlich* / *bedürftlich* *erzogen* und *Verpflicht* / wie *dann* *einem* *unser* *Vorsien* und *Der*-*Eidem* *letzlicher* *Verordnungs* / auch *geben* und *auf* *uns* *Wlich* *bracht* / mit *und* *gegen* *einander* *sie* *uns* / *unser* *Nachkommen* und *Eren* / *geben* und *verschreiben* *haben* / nach *laut* und *inhalt* der *Haupt*-*Verpflichtung* / und *auch* des *Wort*-*Verpflicht* des *aus*-*wesend* *halber* / zu *Wien* / *aus* *Donstag* nach *Sanct* *Peter* und *Pauls* des *heiligen* *groß* *Witten* *Tag* / Anno *Domini* *millesimo* *quingentesimo* *secundo* *unter* *unsern* *abwesenden* *Insigeln* *ausgegangen* / und *dann* *zu* der *erghennt* *Herr* / *Johann* / *einem* *Erz*-*Bischof* zu *Trier* *et*, der *mit* *in* *den* *bedürftigen* *unsern* *bedürftlichen* *Erzogen* und *Verpflichtungen* *verpflicht* und *verschreiben* *gemacht* / mit *seiner* *abgängen* / und *dannach* der *Erwirdigen* in *Got* *Herr* *Jacob* / *Westigter* zu *Erz*-*Bischof* zu *Trier* *et*, *unser* *besunder* *unter* *Oheim* / *Vetter* und *Wit*-*Kurfürst* / mit *denselben* *Erz*-*Bischof* zu *Trier* *versehen* *ist* / so *haben* *wir* *erghennt* *Churfürsten* *in* *Erst* und *nach* *Zuweisung* *unser* *bedürftlichen* *Erzogen* und *Verpflichtung* / und *auch* des *obbeschieden* *Wort*-*Verpflicht* / den *erghennten* *Herrn* *Johann* / *bestätigen* *zu* *Trier* *als* *Nachkommen* des *erghennten* *Erz*-*Bischofs* *Johann* / *Erghennt* *zu* *unsern* *Wit*-*Churfürsten* *in* *die* *unser* *bedürftlich* *Erzogen* und *Verpflichtung* *aufzunehmen* und *empfangen*. *Nennen* *auf* und *empfangen* *uns* *also* *in* *seich* *unser* *bedürftlich* *Erzogen* und *Verpflichtung* / in *und* *mit* *Tracht* *dies* *Verpflicht*. *Und* *dannach* *das* *er* *uns* *Erz*-*Bischof* *Verpflicht* *erghennt* / *den* *der* *besten* *unser* *Wit*-*Kurfürsten* *und* *auch* *unsern* *wegen* / *zu* *denn* / in *Leben* / *bes* *seinen* *Christlichen* *Eren* und *Wärd* / *glozet* und *dannach* *zu* *den* *heiligen* *gesehen* / *in* *lassen* *wir* *seiner* *Lieb* *hiermit* *widerum* *verschreiben* / *offide* *unser* *strenglich* *bedürftlich* *Erzogen* und *Verpflichtung* *mit* *allen* *ihren* *Pundten* / *Wiedungen* und *Verpflicht* *warten* / *stet* / *dest* und *unverbrochlich* *zu* *halten* / *zu* *versien* und *zu* *thun* / und *dannoch* *nicht* *zu* *sein* / *zu* *suchen* / *oder* *zu* *thun* / *gründlich* *oder* *vermuthlich* / *heimlich* *oder* *offentlich* / *in* *jumal* *sein* *Brief* / *alle* *Order* und *Argelst* *hiermit* *genzlich* *ausgesprochen*. *Dies* *zu* *Urkund* *haben* *wir* *erghennten* *Churfürsten* und *iglichen* *sein* *Insigel* *an* *ihren* *Beide* *hant* *geben* / *der* *geben* *ist* *zu* *Frankfurt* *am* *Main* *gelegt* / *auf* *Donnerstag* nach *Aldersheim* Tag Anno *Domini* *millesimo* *quingentesimo* *tertio*.

XII

ANNO

1503.

7. Nov.

XX.

Des heiligen Römischen Reichs Churfürsten
Verzem/verrienen für überreutommen/ daß woln
ist allschicklich in eigener Person/ wie in der
Gemeinschaftlichen Verzeude Anno 1501. ausge-
macht worden/ wegen vieler Ursachen nicht
wohl bescheiden kommen können/ so solle solches
alle 2. Jahr geschehen/ unterdessen aber wollen
sie doch jährlich dero Verzeude zusammen
schicken. Fruchtsam am Dienstag nach Aller-
heiligen-Tage Anno 1503. [LUNIC, Teu-
sche Reichs-Archiv. Part. Spec. Abthel. II.
pag. 241.]

C'est-à-dire,

*Convention entre les Electeurs de l'Empire
portant que, divers fois, les empereurs
s'assembleront tous les Ans selon la tenor de l'Union
conclue à Gelnhausen en 1501, ils ne seront ces
Assemblees que de deux Ans en deux Ans, mais
que leurs Ministres se laisseront pas de s'assembler
tous les Ans. A Frankfurt le Mardi après la
fete de tous les Saints, 1503.*

Im Gottes Namen wir Verzeid zu Wenz/
Herman zu Eßlen/ Erzbischof/ Jacob/Bo-
retziger zu Leier/ durch Germanien/ in Italien/
durch Gallien und das Königreich Arden/ Erz-Cam-
mer/ Philipp/ Pfalz-Grave des Rheins/ Herzog in
Beyern/ des heiligen Römischen Reichs Erz-
Druckh/ Friedrich/ Herzog zu Sachsen/ des
heiligen Römischen Reichs Erz-Marschal/ Land-
Grave in Steiermark/ und Margrave zu Meissen/
und Johachim/ Margrave zu Brandenburg/ des
heiligen Römischen Reichs Erz-Cammer/ zu
Ertzen/ Comanten/ der Ertzen und Breiten
Herzog/ Margrave zu Brandenburg und Fürste zu
Närgen/ alle des heiligen Reichs Churfürsten. Wir
wir Erzbischof zu Wenz und Eßlen/ auch wir
Philipp-Grave/ Herzog zu Sachsen und Margrave
zu Brandenburg etc. inbrannt verschiedener Zeit und
mit sammt etwan dem Erzbischof in Eßlen Bawer/
Heren Johannes/ Erzbischofen zu Leier etc. id-
licher Obbedienz in freundschaft/ brüderlich Ernung
und Verstandnis/ insonnen unsere Vorfarn und
Ver-Eitern auch gethan/ und auf uns bracht für
uns unsere Nachkommen und Erben/ versprochen
und verpflichtet/ nach Ausweisung der Briefe/ unter
unser anhangenden Insignen darüber ausgangen/
der Darum helbet zu Gelnhausen/ auf Dienstag
nach Sankt Peter und Pauls/ der heiligen iohis/
Breien-Tags Anno Domini millesimo quingea-
tesimo secundo/ und darnach den obgenannten
Hästen lichen Oheim/ Vetteren und Mit-Churfürsten/
Heren Jacoben/ Bistriaten zu Trier/ als Nach-
kommen obgenannter Erzbischofe Johans seligen/
in sich unser brüderlich Ernung und Verstandnis/
nach aller ihrer Inzalt/ also aldre aufzunehmen
und empfangen haben/ und dann in der obgenannten
unser brüderlichen Ernung und Verstandnis unter
andern ausgedruckt und verstanden ist/ daß wir alle
Jahre einmal in eigenen Personen/ an der Wahl-
stat eine in gemelter Ernung bestimmt/ wie wir alle
und in Abschied eine jeglichen Tagte des jährlichen
Zusammenkommens betragen werden/ zu einander
kommen sollen. Und wir aber zu bekennen/ daß
solch jährlich Zusammenkommen unser eigen Per-
sonen aus viel Ursachen schwerlich bestehen mag/
Wir bekennen wir alle sechs zu erst obgenannten Chur-
fürsten/ und thun kund öffentlich mit diesen Briefen/
daß wir uns auf dem datum aldre ferger betregnet

und betragen haben/ und thun das/ in Crafft dieß
Briefs/ also/ daß wir/ zu hinfür und mit her/
dann in jurem Jahren einmal/ in eigenen Per-
sonen/ an der obgenannten Wahlstat eine/ auf einen
Tag/ des wir oder unser Häste in Abschied eine
jeden Tagte des jährlichen Zusammenkommens oder
Schiedens sich betragen werden/ zusammen zu ste-
gen und kommen/ Inzalt und Ausweisung besterter
unser Ernung schuldig sein sollen/ & wter dann/
daß in welcher Zeit der jurem Jahre also treffenliche
Sachen geschehen/ daß des Wunschs unser aller
persönlichen Zusammenkommens eher erfordern und
uns solche durch einen Erzbischof zu Wenz oder
unser Häste/ so wir jährlich/ wie hernach folgt/
zusammen schicken sollen/ oder den unter uns/ den
solch Sachen sonderlich belangten/ nach laut unser
Ernung verordnet und zu wissen gethan werden/ also
dann solle sich unser Häste verhindern lassen/ sondern
in allerpassen in eigener Person als wter den jurem
Jahren zusammen schuldig sein/ kommen und mit
ausstehen. Wie dann solches die obgenannte unser
brüderlich Ernung in solchen Fällen nach elich/
ausgedruckt/ doch sollen wir nicht bestermenter alle
Jahre/ so wir mit persönlich zusammen kommen/
unser treffenliche vollmächtige Verzeude nach Häste
zusammen schicken an der Wahlstat eine/ in der Er-
nung bestimmt/ wie man sich des in Abschied eine
jeden Zusammenkommens oder Schiedens betragen
werden/ alles das zu handeln/ zu raten/ schlagen und zu
beschließen/ daß so wir selbst in eigenen Personen
bey einander erkiehen/ nach laut und Inzalt
unser Ernung/ zu thun Macht haben/ oder haben
sollen/ ausgedruckt/ doch sonst der oberachten unser
brüderlichen Ernung in andern Artickeln ganz un-
absehrlich auch ungeriffenlich/ alles eyn Gererte.
Des zu Kund hat unser jeglicher sein eigen Inzalt
an diesen Briefe thun bekennen. Der geben ist zu
Frankfurt am Main/ gerigen am Dienstag nach
Allerheiligen Tage Anno Domini millesimo
quingentesimo tertio.

XXI.

Imperatris MAXIMILIANI I. Mandatum, ad 12. Nov.
omnes Electores, Principes, Statum, & Subditos
Imperii, quos, reuocatis variis Tribunalibus
Christianis à drema Nominis in parum inuisti,
variisque signis & miraculis editis, omnes ad
compensanda & faciem contra infideles compungenda ar-
ma firmiter exhortatur, in specie autem Erektionem
Societatis Sancto-Georgianae ad aliquos Principes
priores, Comites, Dynastias Imperii cum suis con-
sensu statum, enarrat, simul ingiungit, ut omnes
& singuli, tam Equites quam Pedites, gallandorum
armorum capaces huius Societati se se jungant. Dat-
tum in Civitate Imperiali Augustae die 12. No-
uembrii 1503. Cum Ordinamentis & Capitu-
latis ejusdem Societatis Sancto-Georgianae.
Sub Laco & dato eodem. [JOH. PHILIPPE
DATT, Volumen rerum Germanicarum No-
vum Lib. I. Cap. I. pag. 214.]

NOT Maximilianus Romanorum Rex etc. Om-
nibus & singulis Principibus, Electoribus ac
aliis Principibus Spiritualibus & Secularibus, Prae-
latum, Comites, Baronibus, ceterisque Sacri Ro-
mani Imperii Subditis etc. ad quos haec nostra Re-
gia Littera, vel eorum Copie, quibus fides adhiberi
potest, pervenerit: gratiam nostram & omne bonum.
Venerabiles, Illustres, Generosi, Nobiles, Honorati,
Dilecti, Amici, Principes, Electores, Devoti
& fideles. Nos non dubitamus vos tamquam Christi
dilectos Homines non ignorare, quomodo multi-
plex Ornamentum Christianissimum praeferat & jam nos-
tris temporibus propter gravia peccata & delicta cum
diversis terribilibus plagis puniatur, & ad meliorandam
viam monuit. Quod autem, pro hoc dolore parum con-
sideratum sit corde percipere exiit: quapropter
hoc nostro aro plures differentias, controversas &

ANNO
1503.

tribulationes & deformitates in Christianitate orientur quanta antea nunquam solium fuit. Propterea Divina Majestas ad innotescendum caliginem & iram provocavit. Sic ut & subsecquentibus rationibus & causis facile percipi possit. In primis Deus omnipotens nos, tanquam superbum Caput Christianitatis ante aliquot Annos cum uno dno & gravi lapide indifferenter doctum Catechismum: qui cum magno antea in Caelo ante nos, cum in Ecclesia nostro ad testandum temerari Gallorum consilio solus, in pauci pravo cecidit. Quem nos etiam in Ecclesia Oppidi nostri Ensisheim, apud quod cecidit, uti antea in Dominorum nostrorum circumjacentium Regimen nostrum observari & tenet confecti, appari iustissimus, movit, & inclavit, quod nos Christianitatem in peccatis gravioribus & inordinabilibus decere, & in recognitionem falsitatis vite egra Oportunitatem indicere, per quod sum falsam fidem augere, de facili & obviare desinamus. Et in praesentium exemplum eodem tempore, cum ipse lapis (ut praefertur) cecidit, in nostro proposito contra Coram Francie futurum & victurum elargitus est. Nos igitur propterea ex Regio & Christiano animo devoto corde talem admonitionem revolvimus. Et praemissa omnibus Regibus Christianis, & vobis Sacri Romani Imperii Principibus Electoribus ac aliis Principibus & Romano Imperio Subditis & Adhaerentibus manifestavimus, cupientes, vestro securre auxilio, contra fidei nostre Inimicos debita redire obsequia, nec tamen hactenus usque innotescere submissis.

Quamobrem Omnipotens speculans plagam & gravem morbum venarum, pelliculam quoque postularum, in universam Christianitatem mitti, quo morbo plura milia hominum usque in mortem & invincibilem dolorem infecti sunt. Et quavis innoxius etiam tali morbo infectus, sit tamen alius in exemplum (in facta tristor pagina) bonos quodque aquo ac malus dolore & poena afficit; iustis ad animarum suarum salutem, mali vero in vindictam maiorem & peccatorum suorum. Quia autem idem horribilis & insiduos morbus nondum pro paco neque plaga Dei tentus fuit: Ideo in brevibus praesentis temporis in infestioribus partibus Rhem, quasi in centro Christianitatis, alia & multo maiora annuntio & portenta ira Dei Graecam sanguinol & sanelli coloris insular Sancti Passionis in pluribus milibus hominum apparuerunt & vix sunt. Quapropter nos postmodum in Augusta Conventui Sacri Romani Imperii, etiam plurimorum Christianorum Regum Nunciis & Oratoribus huiusmodi dignam admonitionem & miracula (ut praefertur) manifestavimus: Dehinc in praemissis de opportuno remedio providere, quo insiduos refrenare fieri, omnia mandata maleficia sive peccata extirpare, & Christianitas ab Infidelibus redimi & defendi, et exinde misericorditer Dei acrum obsequi & imperari possit, officios in ea neque Personae, neque fortunatum nostrorum rationem non habuerit: Nec illi quidem profuit: Sed poenit dolor! In dies magis atque magis peccata nostra maleficia per totam Christianitatem astra, usque ob rem nostra contra Infideles insituta frangi conspiciunt. Et quavis in initio dicti Conventus Christianitatis & Sacri Romani Imperii flatus bene & mature militatus & ponderatus fuerit, dumtaxat tamen inter nos insignitate Diabolo contemptus ortus est: adeo quod contra Infideles ac alios in ardentem pro Christianitatis & Sacri Romani Imperii usum nihil hactenus cum utilitate actum vel acceptum fuerit. Quare etiam tota Christianitas & Sacrum Imperium in hanc usque diem in differens & dolens exillit: per qua solutio & perfectio nostra fidei & Imperii Rebus cum potentia eorum contraria tal modo irruunt: Ita, quod vix possit illi potentia eorum resistere quod miserabile audiri est, & nobis ac aliis Christianis statibus in perpetuum scandalum & contempnium: & indubie annalibus inferrib, ac nobis omnibus coram Deo & Mundo ad perpetuum opprobrium & notam tendit, & in extremo iudicio precipia altitatum nostrorum damnationis causa erit. Præterea ultra haec omnia ipse omnipotens Deus per suam emittentem misericordiam amplius Christianitatem propicius, & praecipue Nationem Germanicam, qua Sacrum Imperium, propter Praedecessorem suum Insuperabilem puerum centum annis tota & strema fide, in primis sanctum esse, in eorum obsequia linguaque vita milita-

dum, eodemque in meritorum amantem & beatum vitam incitandum, quo sua amantissima passio & maxime non restit, nostrae fides non sapient, sed potius promovendi & conservandi usque innotum Christi fidelium animae ab aeterna damnatione tollendi possit. Et dat illorum verum exemplum in hoc, quod iam iterato sua divina misericordia tales Cretes, & alia omnia sua sacratissime Passionis insignia, septuaginta usque et parte tanelli, sanguinque coloris, quibus similia ante nouquam visa sunt, in utroque Sexus hominum corporibus, & vestimentis, iuvencibus & puellulis in multis locis superiorem Germaniam & praecipue in Austria & Sacri Romani Imperii Provinciae Savae & Franconiae milit, de quibus nos a pluribus die dignis Personis informari facimus, etiam perscrutari conspiciunt. Non dubitantes, quin iam lingula Christi fidelibus la paca manifestissime, hactenus enim pro cento & credendum est, ex quo nullo miraculo signa plus in corporibus bonorum, quam maiorem apparent: praesentem est, quod praemissa non solum propter peccata, & mala facinora Nationis Germanicae sunt: Sed ut Germani expeditioni in Thucos innotum faciant: ceteraque Christiane Religionis Nationes ad concurrendum incitent; cum Natio ipsa Germanica altitum Potentissimum quoque ob causam (ut praefertur) Imperio donata existat. Et quod nostra Sancta Religio per ejusdem Iulianicos & persecutores ad longos annos diversimode & graviter impugnat, debilitata & pressa, Christianos Sanguis militibus effudit, debilitata, & decetis: Nec non Sancta Crux Christi spem & fidem exili, quibus superiorem per maiorem partem Christianis, & praesentem per illos, quos tali necessitas non premit, hactenus minime intumuit est: Ex quo merito conspiciendum, omnipotentem Deum malum hoc amplius imputum ferre non velle: Quo tandem Christianitas concordiam amplectendum vestitum Sanctae Crucis erigit: nostramque fidem tunc reuert & defendat. Francica nostra directio contemnitur Romanorum Regia significari feci: qualiter Virgo celebrata vix, qui nobis naturali in fit Anna circa nos veneretur, & ejus ante Virginis condiciones nobis bene sunt cognita, ipse Conventus nostrae possidet, quod Sancta Anna, cum pro enteris honore confiteri, apparet, & super ea fit sancti Famula demum, ad repetitum ceterum nostrae Conventuali dicendum nulla verba: Nisi tota Christianitas peccata dimittat, & se emendet, ac meliorem vitam, quam hactenus habuit, assuam, & omnes innumerabiles perfectiones, tribulationes, & rebus sustineat. Subjuncta etiam Sancta Anna, quod Pergrinationes, Processiones, Orationes & alia divina opera fieri debent, per que ies Dei placari & ejus gratia obtineri possit. Cum tunc ipse Omnipotens Deus, nos tanquam Caput Christianitatis, & Nationem Germanicam pro ceteris per huiusmodi miscuit, amonitiones, & signa vixit, tamen merito praemissa non in aliquem contemptum, sed pro speciali & singulari honore & gratia assuam & repetere: Ac sine Divina Majestati gloriam, & honestum exhibere. Et nos firmos per illa adhaere alia & plus incitati, quantoties arma contra Infideles assuam eoport, rebus ac nobis nostris minime parendo ac etiam in omni locis Sacri Romani Imperii & nostrorum Dominorum cum summa diligentia, totique viribus, quantum in nobis est, omnia peccata delere & abjicere. Et mot devotos Pergrinationes, Processiones & Preces, ac alia divina Opera peragere & complere. Quare nos Maximilianus Romanorum Rex & supremum Caput Christianitatis: Vos omnes & singulos & quolibet vestrum in solidum, tanquam membra & corpora Sacri Imperii & Christianitatis sub summe minarum vestram, & amore Salvatoris nostri, & sub oblatione, qua nobis, Imperio & Christianitati obnoxii estis, cum summa diligentia exhortetur oblate deficientes, ne praemissa Christianitatis & Imperii differentias, tribulationes, plagas, desuperque apparentia signa & miracula, exhortentur, & amonitiones Omnipotentis contemnere, seu foci facere, sed summo corde amplecti: ac iterum & paeponere omni vos junctum ab instanti disponere, aique amore vestiti, cum nos processiones vestras, quin in novo Anno proximo futuro vel paulo post vestras Romam, ac deinde contra Infideles adhibere intentionem, istum duximus. Unus quilibet vestrum pro angore sui poterit, sine omni recalcitra, ac dilata-

ANNO
1503.

ANNO
1503.

nonne ad vincendum parati, benevolique fidei. Et ut in pacem nostram salubriter Victoriam, Fortunam, ad Triumphum quo Omnipotenti Deo consecratur: Inchoet vos in vestris Principibus, Dominis & Dominibus, omni vobis & scandalis, quas et oculis vobis conspiciet, proinde dolere: sunt, sub prelo honorum & corporum dilaceratis inchoatis: Ad deum deum fidem commendando Profectus-nes, Pergrinationes, Preces, & alia eisdem similia bona opera sua de consuetudine & compulsionis, quemadmodum fides soluta id respicit. Macte enim nos in Dominis vestris fidem ordinati fecimus: Cum quibus Omnipotens itam placere ac gratum & misericordiam, salutem & bonum iterum Christianitati impetrandum. Ideo exhibeatis vos, & tenetis vos in his, ut benevoli ac obsequentes Christiani: quemadmodum nobis Sacro Romano Imperio, Fideique nostra orthodoxa, & vobis ipsi honorati esset, vosque bene decet, & quemadmodum vos omnes facturos minime dubitamus. Inde ab Omnipotenti Deo speciale mercedem & bonis bonis bonorum & laudem recipiatis. Et nos etiam erga vos omnes, & vestrum qualem in solidum gratie recognoscendum & recompensandum, & in bono nequam oblitiscendum. Et cum nos promissis laudabilibus propositis intendemus, Illustris, Wilhelmus Rex Juliacensis, & Rudolphus Princeps in Anhalt, Comes Althausen, nostri dilecti Amici, Principes & Consilarii, ac Generosi ac Nobiles nobiles, & Sacri Imperii dilecti fideles, Eitel Fridericus Comes in Zoll, nostra Curia Magister & Capitaneus nostri Domini Hohenberg, Follis Comes in Werdenberg, Leonardus de Frauenberg Baro in Hag, nostra Curia supremus Placens, Capitaneus in Hainburg, Wolfgangus Jeger, noster Dapifer, personam eorum nobis comparuerunt, & expost fecerunt, quatenus ipsi huiusmodi praefixis laudibus & appropria miracula, per quos Omnipotens Deus totum Christianitatem et ita & dilectis laudibus gravem peccatorum & discordiarum hostiam. Etiam quod Infideles in praei retrospectu Aenis et Regno Polonia ultra quinquaginta milia inier quos circa sex milia Nobilium Faminarum fuerunt: nec non et Hungaria, Croncia, & Foro Julio ultra viginti milia: etiamque ex Dominis Venetorum, Dalmacia, Mores, circa viginti milia Christianorum hominum interfecerunt, abducentes, & ad eorum malum damnosum sectam coegerunt. Et hoc utique his & aliis viis, cum eorum crudeli & tyrannica fidei Christianitatem graviter oppresserunt, & debilitarent. Hoc ex Christiano & nobili animo, corde revolvemus, hic de causa in nomine Dei Omnipotentis & S. Georgii Martyris & Milites ac nostri M. & aliorum Christianorum Regum, Principum Electorum caeterorumque Principum, & communis Nobilitatis nomine, quidem honestam & laudabilem Societatem seu Confraternitatem instituerunt & erant: Quam etiam hic inferius de verbo ad verbum scripta inveniemus. Nobis super praemissis tanquam Romanorum Regi & Capiti Christianitatis humiliter supplicando petentes, quatenus nos in huiusmodi laudabilem Confraternitatem, ejusque erectionem, confirmet, & in eadem eorum gratiosissimos Principes & Dominos Confratres & Promotores gratissimos existere dignetur. Quare nos (qui semper Infidelium rebus conatibus incutimus) idque nobis a Deo inordinem intelligentes, nos eorum honestam & militem propositum, ac bonum voluntatem, etiam commune bonum & consolationem quam Christianitas ex praemissis oriri & contingere possit: Et ut etiam illud ad huiusmodi incitari valeant, in honorem Omnipotentis Dei, & Sancti Georgii Milites & Martyris, ac defensionem & protectionem nostra orthodoxa Fidei, in eadem laudabilem Societatem, ut regna Romanorum Rex & supremum Caput Christianitatis gratissimos confensimus. Eorumque in praemissis gratiosissimos Confratres, Promotores & Protectores existentes. Et eandem cum honesta & laudabilis nomine & titulo, videlicet praefixum & laudabilem Societatem Sancti Georgii & aliorum: Quam & praefixum praefixum & laudabilem S. Georgii Societatem nominamus. Sententiam & volentes, auctoritate nostra Regia decernentes, cum his ab omnibus & singulis nominati & vocati. Praeterea etiam ex Regis & Christiano animo curamus nos, cum dicta laudabili Societate in propria Persona contra Infideles praefici, ac corpus formaeque nostrae fideliter exponere, & cum hoc mediam partem Stipendi (prout in ordinatione huius

Societatis omnia statuta continentur) obtineret & singulis, qui se tali participes fecerint, personamque exhibere volumus. Quare hominum servitium cupientes, ut omnes & singuli Equites & Pedites ad arma ferenda empetes, huiusmodi praefixi & laudabili Societati se jungant, quibus, nam posse sumi: etiamque infusa & tenerem: Indebit ab omnipotenti Deo mercedem, & blanda plorare & benevolentiam. Nos autem praefixi erga Principes Electores ac alios Principes amice promereri, & erga alios cum omni gratia recognoscere & immortali memoria collocare & tenere curabimus. Datum in nostra & Sacri Imperii Civitate Augusta. Die XII. Novembris Anno Domini MDIII. Regnum nostrorum Romani XVIII. Hungaria vero XIII.

XXII.

Kaiser MAXIMILIAN I. Insschreiben
an die Reichshofe des dem Pabst ALEXANDRO dem VI. wider die Ungläubigen jugelassene Cruciat- und Jubiläum Geld neuen Kurfürstlichen Commissarien folgen zu lassen: In dem durch den Jag gen Rom des künig wider die Ungläubigen mit der Gesellschaft St. Georgen them, und reichte damit begeben zu thun. Wesen in der Heiligen Reichs-Eldt Augsburg den 12. Novembris 1503. [JOH. HILIPP. DATT, Volum. Rerum Germanicarum Novum Libr. II. Cap. I. pag. 211. §. 2. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans L'YNIC, Titulées Reichs-Archiv. Part. Geder. Continuat. unter Kaiser MAXIMILIANO I. pag. 261.]

Cest-à-dire,

Lettres de l'Empereur MAXIMILIAN I. aux Etats de l'Empire, où il leur ordonne de remettre entre les mains de ses Commissaires Imperiaux l'argent prouven de la Collecte du Jubilé & de la Cruciat par concessiō du Pape ALEXANDRE VI. afin que l'argent soit il puisse faire son Voyage de Rome & marcher en suite contre les Infidèles avec la Société de l'Ecu de St. George, & subvenir à tous les frais de cette grande Expedition. A Augsbourg le 12. Novembre 1503.

Wir Maximilian von Gottes Gnaden Römischer König, zu allenzeiten Kurfürst des Reichs zu Hungern, Dalmatien, Croatien etc. König, Erbherzog zu Oesterreich, Herzog zu Burgund, zu Brabant und Pfalzgraf etc. Endlichen allen und jeglichen Christlichen Fürsten, Christlichen und weltlichen Fürstlichen, Stäten, Freyen, & Herrn, Rittern und Knechten, Hofsleuten, Rathsbedienten, Vögten, Pflegern, Bedienten, & Ambellern, Schultheissen, Burgemeistern, Richtern, Klerken, Wurgern, Gemeinen und frey allen andern Leuten und des Reichs Underthanen und getreuen in was werden, standet, oder wesen die sein, so diese Unser Königlich Brief, oder glaublich abkriefft davon stehet: Unser gnad und alles gut, Erheblich! Hochbederen! Befelhechren! Erkenen und Erken! lieben Diener! Dienern! Christlichen Fürsten, ambelligen und getreuen. Als wir sich bedechen! die unelentliche beschwerungen! so der Heiligen Christenheit von den ungläubigen eilant! auch die schandbare wunderzeichen der Creutz! durch der Unrecht die Christenheit zu beherung ihrer fustlichen lebend und behaltung ihres halbes glauben ermanet! und das wir uns auf Königlichem und Christlichen geniet! Hier lang stegigen Tiedrungen zu vordringung ansetzten! und zu hilt besthen ein trübsliche wlt. Sanct Georgen-Gesellschaft auffgerichtet! nach der lang anseyt haben! wollen wir solchen Leuten zu! mit Sanct-Georgen-Gesellschaft

ANNO
1503.

ANNO
1503.

schafft / auff das künfftig new Jahr oder kurz dar-
nach summen und ansetzen / und also Hoff den
nächsten auff Rom und von dannen wider die unglau-
bige jagen. Und nach dem in der Ordnung Sanct
Georgen-Gesellschaft ander andern begriffen ist / das
ein jeder / der darin kempt / sich selbst mit hülffem
Eidet der ersten unterhalten und vor den andern
halten theil geben / und bezahlen sollen / sind durch
Hoff allenthalben in das Heilig Reich Commissa-
rien beordnet / mit dem befehl / alles geit / so von
dem Cruciat und Jubiläum, das verordnet Kaiser
Alexander der nächst künfftig Römischen König /
Oberster haupt und befehrer der Christenheit / wider
die ungläubigen jagen und geordnet / darumb
dann die künfftige Pöbel nichts darmit weiter zu
handeln haben / und also sich geit hinder die zwo
Kaisersche Gesellschaften / trefflich in Teutscher
Nation bekannt / nämlich die Jäger und Weiser
zu Augsburg jagen / in der gestalt, das Huser und
des Heiligen Reichs Kriegs-Hausheer / so wie jetzt
etlich mit Hoff jagen beordert haben / der bewei-
ten Sanct Georgen-Gesellschaft / ihren Sold / in
halt derselben Gesellschaft Ordnung / von welchem
geit ein halbe Quatember entrichten sollen. Und
weiter Herr Maximilian des Römischen Kaysers
zu Rom Cardinal und in den vergangenen Jahren
auff die zu Legat, sich unterstelt / von welchem
geit das noch verhanden ist / ein dreihundert jahren-
lang. Es ist das noch nicht gemeint / im das zuge-
statten / auß der ursach / das er bisher davon auch
in dem Heiligen Reich kost mehr empfangen hat.
dann ihm / seinen wefen und handlungen nach wol
gehet / wieweil er jaget / und auch an im selbst
ein christ ist / das er solcher bey einem Regiment
zu Nürnberg erlangt hat. So ist doch solcher wider
sein zusage / Hoff vergethen / da wir ihn als Le-
gaten angenommen haben in Teutscher Nation, und
deshalb durch ungebührlich leihheit / von dem be-
weiten Regiment / die also nicht nicht vollkom-
menlich da gerecht sein / erlangt. Dem allem nach
so gebieten wir euch allen / und einer jeden insbeson-
dere bey den Pflichten / damit ihr Hoff und dem
Heiligen Reich und gemeiner Christenheit bewand
seid / von Römischer Königlich macht / ernstlich
mit diesen Worten / und wollen das ihr den gemein-
ten unsern Commissarien, oder den / so sie wei-
ter dazzu beordnen werden / sollich oberster Cru-
ciat und Jubiläum geit / so viel der bey ewer jedem
gefallen und noch vorhanden ist / allenthalben haben /
und wie etlich verlan lassen / damit denen von Sanct
Georgen-Gesellschaft bezahlung geschehen / und wie
unsern Zug verordnen mögen / und sonst niemandes
andern / ganz nichts davon einkunt / gebt / noch zu
nehmen gestattet / in keine weis / und sich des nicht
seyt oder wider / auch hierinnen ungebührlich er-
scheint / darumb ihr gemeinen Huser und des
Reichs Hauptkirchen nicht ursach gebet dorthin
in ander weis gegen euch zu nehmen und jubulieren
damit selbst theil und Christlich summen nicht
verhindert / noch Huser Heiliger glaub so schaden-
lich eyn alle gegenwärtig verlan werde. Daran thut
ihr juchump der künfftigen Huser ernstlich mahnung
und seuer gefallen. Geben in Huser und des Hei-
ligen Reichs Sant Augustin am vollsten tag des
Monats Novembris, nach Christi Geburt / fünff-
zehnhundert und im dritten / unserer Reichs / des
Römischen im achtzehenden und des Hungarischen
im vierzehenden Jahren.

XXIII.

12. Nov. Ordnung Römischen Kaysers MAXI-
LIAN I. über der Römischen Gesellschaft
Sanct-Georgen Schütze / betreffend die-
se / in demselben gesellschaft sich wollen ein-

schreiben lassen / wie auch den zug wieder die un-
gläubigen / wie solcher angestrichen / und was da-
bey obervort werden soll. Geben zu Augsburg
den 12. Novembris Anno 1503. [Lu-
xiv, Teutsches-Buchs-Archiv, Part. Spec.
Continuat. I. Festschrift II. pag. 144.]

C'est-à-dire,

Ordonnance de MAXIMILIEN I. Empereur des
Romains, au sujet de ceux qui veulent entrer dans
la Société de l'Ecu de Saint GEORGE, &
entreprendre l'Expédition contre les Infidèles. A
Augsbourg le 12. Novembre 1503.

Wichtiglich: Welcher in solcher durch bezeugung
des Allmächtigen und verheubten Eide darinn
sein will / der soll sich in das buch zu dem die seiner
Ewands sein / selbst oder durch einen Notari ein-
schreiben / und von wannen ein Pfaffen gestellt ist /
oder das sich zu einer jeden zeit mit so viel entschei-
den lassen / darumb es nur zum halben theil rede /
soll der Notari das unterzeichnen / und wenn das
nachmalen überschreiben wird / soll es abermal si-
gnieren und solche für und für also halten.

Item: Der zug wider die ungläubigen / darauff
das christ / Römisch summen gestellt ist / soll
wachen ein ganz Jahr lang / und sich ein jeder mit
dem halben Sold oder Costen selbst unterhalten / da-
mit er theilhaftig werde solcher glücklicher und weis-
licher Eide.

Den andern haben theil soll der Römisch Kö-
nig / als das Oberst haupt der Christenheit und die-
ser theilhaftigen Gesellschaft / geben / bezahlen und
darlegen.

Item: Es sollen die Ritter / Edelleut und andere
bedacht / so sich in solch Gesellschaft einschreiben las-
sen / von Hund zu der Königl. May. wo ihr Ma-
jestät ist / mit brüderlichem leben von den Commis-
sarien, auß ein Quatember von bewandter jwerheit
bezahlung / gerüst kommen / daselbst wie / ihr König-
liche Majestät / ihren Hauptstiel setzen / auch Or-
dnung und allen befehl geben / was sie weiter han-
deln sollen.

Item: Die / so am ersten zu der Königl. May.
kommen / sollen der andern zukunfft zu ihrer Wan-
erwarten / damit einseitlich und fruchtbarlich mög
gehandelt werden.

Item: Nachdem jwerheitlich ist / das mancher
der in solch Christenlich und teilsch Gesellschaft
kommen / und doch er sie sich selbst nicht vermenlich
ist / solchen halben Sold aufzubringen / soll er sein
Freund / Bekannter oder Bekannte / manlich und
weiblich Stand / und hieß und Ort ersuchen / ist
auch darauff guter meinung bedacht / was sich geit
in derselben Hand kommen / das durch solch Buch-
schafft oder andern sachen gebrauche oder vertrieben
das deshalb durch solliches ein ganzer beizug zu-
recht und verhindert wurde / solliches zuvernehmen /
sollen sie daselbst geit / so sie bey in selbst oder von
freunden aufbringen / hinder die gemein Commis-
sarien legen / die dann solche hinder die zwo gesell-
schaften / nemlich der Weiser und Jäger zu Aug-
sbourg / weiter erlangen werden / damit sie zu allen
zeiten ihrer bezahlung / wie das Sanct Georgen Ge-
sellschaft in halt / davon haben mögen.

Neulich: Wann der zug angeht / das einem je-
den zu einer Quatember seinen Sold / wie sich einem
jedem zu Hoff und sich gebührt zu wissen, einem
Rittern jehen gulden / mit einem Pfaffen die
Gulden für Sold und Schutzen jehen / an einen
jedem eide / auch da sit je zu jehen sein werden /
auff weis / und laud gemacht und gegeben wer-
den.

Item:

Item: Königlich Majestät will auch das mit
glantz genugsamlich versehen / und darumb für allen
schaden stehen / als / wann daran abgetret / dasselb
zurückhalten.

Item: So dieselbe zu Königl. May. kommen /
soll darneben ein Ordnung gemacht werden / daß je
zwanzigert zu Hosi ein stücken / und dann drey-
shundert zu Hosi auch ein stücken und ein Kottwe-
iler und Henschel haben.

Item: Die beiden diser themetlichen geselschaft
sollen einander in erwig zeit held und getreue sein /
damit sie solch Eitelich christl. Ritterschafft best. daß
verbringen / und die Ehre und lob: so sie dadurch
erlangen / wann sie zusamen bey der Königl. May.
erscheinen werden / behalten mögen.

Item: So haben der Königlich König / und die
veranagteigte Erbsitten / derselben themetlichen litten-
lichen Gesellschaft / ihr Verbschafften zu erwa. die
Christenlichen Königen und fremden Nationen ge-
fandt / und ihn die pferren geben / sie auch in
hüll solcher geselschaft zuverlegen.

Item: Dieweil auch die Heilig Christenheit bi-
ser zeit in guter einigkeit steht / angenommen die
König aus Frankreich und Hispanien / zwischen den
beiden zu glückselig vertrag zuet unnel zu finden sein /
und auch vor guter zeit derselben und ander Christ-
liche Könige zugesagt haben / so sein Königl. May.
einen Tag wider die anzahligen stunden / daß sie auch
ziehen und nach ihrem vermögen heißen wollen / soll
behalten zu Rom mit dem Papst und andern Kön-
igl. Verbschafften gefandt werden / damit solch
einung und fried gemacht werde / und herde Heer /
Französisch und Spanisch / mischen / nachdem sie
halten weg nun empfer haben / und mit gelt und
allen Dingen darumb geschickt seyen / ic. Sehen
in Hinfert und des Heiligen Reichs Stat. Auslegung
am zwölfften Tag des Monats Novembris, An-
no Domini fünffhundert und im dritten / Hinfert
Reich des Römischen im achtzehenden und des
Hingertischen im vierzehenden Jahren.

XXIV.

Gerichtlicher Aufspruch MAXIMILIAN I.
Römischen Königs / in Sachen Albrechts
und Weissgangs Herzogen in Bayern eines /
dann Ruprechts und seiner Gemahlin andern
Theils gesprochen / Crafft dessen die erstere in die
nach Herzog Georgen hinterlassene Pfandsheim
und Lunde eingesetzt werden. Geschelhen Aufspruch
im Jahr 1504. [LUNIG, Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abthg
I. pag. 58.]

Cest-à-dire,

*Sentence rendue par MAXIMILIEN I. Roi des
Romains au profit d'ALBERT & WOLFGANG
Ducs de Baviere, contre RUPERT &
sa Femme, dans la cause & litige qu'ils avoient
ensemble au sujet de la Succession, Principauté,
& Domaine de feu GEORGE aussi Duc de
Baviere. A Augsbourg l'an 1504.*

Nachdem wir Maximilian / Römischer König /
in Sachen zwischen denen Herzogen in Bayern /
Albrechten und Weissgangen / an einen / Dann
Rupprechten und seiner Gemahlin / an andern Theil-
un- beiderseits gestellten Verweis und wüthendest
Verleugung klärl. vernemen und verstanden / daß
Herzog Georg in Bayern / guten Intendents / ten
nähern Verpfunden und Schwere-bera-Eden / als ge-
dacht Herzog Albrechten und Herzog Weissgangs
Erbreiter nach seinem Tode verlassen / und wir zuge-

TOM. IV. PART. I.

besagen beiden Pflichten Herzog Georgen Pfands-
heim und Lunde / auf von ihnen empfangene Lebens-
Pflicht / verlassen haben: So erkennen wir / als Röm-
ischer König / und recht oberster Leben-Herr des
Heil. Röm. Reichs / von Rechts wegen / daß die
genante Herzoge Albrecht und Herzog Weissgang
in gemeltes von Herzog Georgen hinterlassene
Herzogthum Ober-und Nieder-Bayern / und andere
in und außerhalb Bayern gelegene Grafschaften und Heer-
schaften / wie solche Herzog Georg von uns und
dem Heil. Reich zu Lehen getragen und schawt / ohne
jemandes Einrede / eingesetzt werden solle / wie wir
dann sie hiermit in Krafft dieser Urtheil einsehn
und eingesetzt haben wollen / jedoch das / als Röm-
ischer König / nach Vollziehung dieses Urtheils / ge-
richtlichen Aufspruchs / Unser Interell / und was
wir / nach Anzeigen Unser Fiscalis derenwegen
rechtlich zu suchen haben / vorbehalten.

XXV.

Vertrag zwischen denen Herren / Fürsten und
Schleiden in Schleiden / und dem Capitul des
Heben Stiffs St. Johannis in Breslau durch
Ladislaus / König in Ungarn und Böhmen ver-
ordnete Commissarien gemacht / daß lauts / daß
hinfert kein Bischoff solle ernoblet werden / er sey
dann ein Inwobner des Königreichs Böhmen
und der zugehörigen Lunden / item so sollen hin-
firt die Bischofliche Lehen und Beneficia alman-
den als Inwobnern der Erben Böhmen und Schle-
den verlehnen werden / und dieses alles mit Ein-
sehn des Königlich Majestät zu. Sehen zu
Breslau am Sonntagen nach Purificat. Ma-
riaz 1504. Von Königs Ladislaus Ratifi-
cation. Sehen zu Ofen den 18. Februari 1504.
[LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part.
Special. Abtheilung I. pag. 19.]

Cest-à-dire,

*Accord entre les Seigneurs, les Princes & les Filles
de SILEZIE, avec le Chapitre de l'Eglise de
St. JEAN DE BRESLAU, fait & conclu par
les Doyens de LADISLAI Roi de Hongrie & de Bo-
hème, portant que désormais nul Evêque ne sera
 élu, qui ne soit naturel du Pais; que nul Evêque
 Romain ne pourra être conféré par le Chapitre
 à d'autres qu'à des Bohémiens ou Silésiens, &
 qu'en toutes ces choses le consentement du Roi sera
 nécessaire. A Breslau le Samedi après la Purifi-
 cation de la Sainte Vierge 1504. Avec la Ra-
 tification du Roi LADISLAI, à Bude le
 18. Fevrier 1504.*

Nun Heut dato, haben aus Befehl des Durch-
 leuchtigsten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn
 Herrn Ladislaus / zu Ungarn und Böhmen
 Königs ic. ic. Herzogen in Schleiden / ic. ic. Hinfert
 allerhöchsten Erbes und gütigsten Herrnd /
 Wir Sigmund von Gottes Gnaden / König Es-
 mith zu Polen Erbe / und Esmit von denselben
 Gottes Gnaden / Herzog in Schleiden / zu Trop-
 pan / Glogatz / Teschen / ic. Hauptmann in Ober-
 und Nieder-Schlesien / und Albrecht von Kiewitz /
 Herr zu Liebenstein / des Königlich-Böhmen Ober-
 ster Canzler / als vollmächtige Königl. Majest.
 Commissarien / ein indlichen und gründlichen Versteht /
 zwischen denen Erleuchten Hochbornenden Fürsten /
 dem Wärbigen / Hochgachten Capitul des gütigen
 hohen Stiffs St. Johannis zu Breslau / dem Wol-
 gebornen Herrn / Edlen / Völkern / Ritterschafften
 / Leuten / Edelen und allen Inwobnern der
 Gemeine Schleiden / Schlesien und Wärbigen
 Erben

18. Febr.

G

ANNO
1504.

Standes mit jrer Bewilligung gemacht/ gänglich begriffen und unumstößlich/ wie folgt/ endlich torket.

Zum ersten/ was antrifft die Wehlung eines Bischoffs/ daß man nach hinfior zu keinem Bischof nicht mehr ein Bischof von Capitel soll erwählt werden/ es sey dann/ auslichen auf Böhmen/ Mähren/ Schlesien/ Ober-und Nider-Losung/ oder andern zugehörigen und anhangenden Lanten der Kron zu Böhmen/ aus den Ständen fürstlich der Fürsten/ Herren/ Ritterschafft und Soldats/ die darzu genüglich erlanzt werden/ und täglich weren/ als auch die Wehle eines Bischoffs von alters hero nach Aufstallung dem Capitel verlichen und zugewiden/ und kein ander von den Ausländischen zum Bischof nicht gewöhlet noch aufgenommen werden/ in künftigen Zeiten/ ungeschadet/ als so der küniglichen Maj. in solcher Gerichten und Wehlunge/ als dem Doctoren zugehöret. Daben soll ietzt Herr Johannes Tschil/ Coadjutor/ auff Wälschliche Bekräftigung/ und künig. Maj. Bewilligung/ ob und sein Würde des jetzigen Bischoffs Tete erlebet/ Bischof seyn/ und darzu ungezertt allenenthalben bleiben.

Zum andern/ was betrifft die Lehen und Beneficia/ so ein Bischof oder Capitel zu conferiren haben/ sollen und wollen der Herr Bischof nicht anders/ dann benomdenen Inwohnern der Kron und Schlesien/ zu verlichen/ mit Unterschied/ wie vermerkt/ denen die darzu täglich seyn. Item/ die Fürsten/ oder welche Beneficia zu verlichen unter dem Bisthumb zu Breslau/ sollen und wollen auch nicht anders/ dann Einwohnern der Kron und Schlesien/ u. solche ihr Lehen verlichen/ auff alle die Vernehmung/ wie sich der Herr Bischof und Capitel darcum bewilligt haben. Item/ die künig. Majest. soll von wegen der Wehlung des Bischoffs und Verlichung der Beneficia ersucht werden/ daß seine künigliche Majest. die Bewilligung gänzlich darzu gebt und bekräftigt/ und daß seine künigliche Majest. die Lehen/ so seine künigliche Majest. in Schlesien zu verlichen/ aus Gnaden und lieber der Kron und Schlesien Einwohnern/ dem andern/ verlichen.

Zum dritten/ was belangende ist die Geistlicheit und Ordnung der Heiligen Christlichen Kirchen/ darinne weder Hülff noch Einwohnern kein weltlicher sich setzen soll in keine Wege/ sondern den Herren Bischoff und Geistlicheit/ so einiger Abtreiter des Christen Glaubens besanden/ darinnen/ nach Aufsat und Ordnung des Bisthums/ damit ungezertt thun und schaffen lassen.

Zum vierten/ was antrifft das Etel des Lebenden/ so von den Einwohnern der Bistrahmmer und Lanten/ den Geistlichen zu geben gebürt/ soll eben alle Wiedererte und Fürbaltung nach Fruchtbarkeit/ als der Zehnte ausweret/ den Geistlichen gerecht weren/ und die Geistlichen sollen und wollen diesen Zehnte Zehnte/ so ihn drey Tage wifentlich sinen verhördet/ auff dem Felde nehmen.

Wo aber die Geistlichen in denselben Tagen die Zehnte nicht annehmen/ auff daß arme Leut nicht zu Schaden kommen/ alsodann sollen die Einwohner des Dorffs etliche Geschworen/ die dazu im Dorff gesessig/ wannen der Zehnte besüßten/ beschütigen u. ausrichten. Was sich dann nach Wandel Tschil/ und wie man den Zehnten zu nehmen pflegt/ findet/ stehen/ lassen/ und das Ihre wechslig

ren/ darinne sich die Priesterschafft selbst versorgen sollen. Wo aber dann die Leut und Bauernschafft den Zehnten nicht geben/ und sich widerstellig machen/ sollen die Geistlichen daranne die Herrschafft des Grundes erlangen und anlangen/ der ihn dann eben alles verziehen belien soll. Ob aber derselbe Herr das nicht thut/ dann sollen und mögen sich die Geistlichen gegen denselben nach alter Gewohnheit halten. Auch und den Zehnten von den wüsten Gütern sollen die Geistlichen aus den Euten/ so ihn der Zehnte von den wüsten Gütern in den vergangenen Jahren gegeben/ noch also nehmen. Wo aber die nicht genommen seyn/ sollen sie ihn auch nicht nehmen/ so lange bis die Güter besetzt/ und ihre Freiheit ausgeht. Alsodann nach Abgang der Freiheit/ sollen sie die Geistlichen/ was ihnen rechtlichen gebürt und pfeßet/ nehmen. Item/ als die Geistlicheit eines der Ältesten Orte von den besetzten Gütern/ vor Straß- zehnte und anders genommen/ sollen sich die Geistlichen hinfürer in dem also verhalten/ wo Zehnte gegeben/ noch Zehnte nehmen/ Dergleichen auch/ wo Geld von ihm genommen/ noch nichts annehmen/ und die Mühe und Maß/ so in dem Fürstenthumb oder Bisthumb ginge und gebt ist/ auch daß sie nachheren Renten und jahren/ nach alter Gewohnheit selbst schütten/ den Fürstern einen gewöhnlichen Tag anzeigen/ auff daß dieselben amten Leut/ nach Gewohnheit des Bisthums/ der Priesterschafft ihre Zehnt und Renten zur Ehre entrichten und geben mögen/ Alsodann die Geistlichen ihrer zehnt und jähre auf armen Personen haben/ und nichts nachlassen/ daß die Geistlichen auch unter sich selbst widerumb/ was von ihnen Lehen/ Älteren und Beneficien zum Gemeinwohl gebürt/ nicht enthalten oder sollen lassen/ sondern der Gemeinwohl völliglich verlichen. Item/ wo Bischoffs niedrig oder Malter seyn/ sollen die wie vor Ältesten gegeben werden/ es were dann/ daß die Personen und Bauernschafft derwider und arm/ nicht geben können/ sollen beyde geistliche und weltliche Herren darinn seyn/ und nehmen/ was täglich und leicht ist. Wo aber die Güter besetzt/ und sich die Leut davon nehmen/ dann oder nach Gilt/ davon nehmen/ daranne sich die Leut darcin enthalten und besser/ und nicht zu Grund vererbet werden.

Zum fünften/ so soll niemand Geistliche noch Weltliche dem andern anzure Schandnamen auffrichten/ oder Hantwerck/ Lanten/ Euten/ oder einigen Nachbarschafft zu Schaden ausnehmen oder enthalten/ sondern die Geistlichen und die von Adel zu ier Dienst/ nach alter Gewohnheit/ gebrauchen/ und ob das indert eine Irrung geirant/ mögen die Fürsten und Herren darcin selbst seyn. Wo dann von alters jemand privilegiert/ darcin handhabt/ und was Verwundung ungehindert wider Willigkeit andern Nachbarn zu Schaden außgerichet allenenthalben abgethan/ und wie von Ältesten gehalten werden/ widergeben eines jeden Freyheit und Begnadung.

Zum sechsten/ was antrifft die Hülff neben den Lanten zu lehen/ wann die Fürsten ihre Unterthanen mit Hülff ansetzen/ so sollen sie auch die Herren des Capittels darzu beschütten/ und begern/ die iren neben andern Landtschafften darcin zu halten/ dann sollen sich die Herren des Capittels gegen denselben Fürsten und Herren/ und Einwohnern der Schlesien/ in welchen Fürstenthumben des Capittels Güter gelegen/ demnach trizgen/ besetzen und halten/ als sich aus alter Gewohnheit allwegen gegen denselben Fürsten und Fürstenthumben neben dem Lande des Capittels gehalten haben/ jedoch unskädlich ihren Verwundung und Freyheit. Dergleichen auch widerumb die Fürsten und Herren/ die Herren

ANNO
1504.

ANNO
1504.

Herrn des Capitels / und die ihren schützern und handhaben / wie ihrer Gnaden Vorfahren vor Alters gehalten / wo sich die Herren des Capitels gegen den Fürsten / Herrn und Einwohner der Capitelen / wie eben verhalten / auch also verhalten werden.

Zum sechenden / was antreift den Widerkauf oder Erlösung / welcher Priester die Beschreibung hat von dem Mann / soll nicht bannen / es sey dann / daß derselbe Geistliche solches acht Wochen zuvor der Schlichtung / oder Gerichten / darunter die Schuldig griffen / zu wissen gegeben habe. Wird also dann der Geistliche nicht befehlet / mag er darumb mit geistlichen Rächern mahnen / und mit Pörcissen prosequiren / wie das vor alters gewesen. Welche Priester aber auf Forderung lauternd / sollen sie darumb pfänden / die Herrschafft und Gerichte sollen in des Fürsten / wie rechts / und Landes Gewohnheit / verbleiben. Darzu sollen die Geistlichen niemandt mit dem Bann beschwören / wann allein die Eitelichkeitzigt / auff daß der Gerechtigkeit andere nicht verhindert.

Zum achten / wo durch Brant / Herrschafft / Erbten / und andere Zusage / Güter verlohren waren / daß die Geistlichen daruff mit den leuten Mittelung haben / ihn freunden arben und mit der weltlichen Herrschafft gehen / dadurch die leute sich besorgen / die Güter wieder aufzubauen / den Herrschafft beyde ihre Zins geben / und Dienste statuen thun mögen. Item / nachdem viel Güter / von Beschuldigung der zins / etwan lange Jahr biß daher verfallen / auff daß dieselbigen Güter auch wieder aufgericht / sie sehr erblüht / verschrieben oder dergleichen / in welchen landen und Fürstenthumern und Bischöflichen die gelegen / mögen die Herrschafft / geistlich oder weltlich derselben / ied geschehen daruff Zins machen und besorgen. Wo auch geistliche und weltliche Herren an Dessen / Gütern / oder zinsen Theil hatten / und eines dem andern was zu Schaden thaten / verlohren / oder an dem einen zu irem gebüht / soll heimlich nach öffentlich nicht beschreiben / sondern der Oberherr / unter dem die Güter gelegen / soll selbst darvon sehen / und was leidlichen und trüglich / nach Billigkeit und Güte der Desser und Gehalte einen ungeschicklichen Aufschuß machen / damit keinem nit zu Schaden an seinem Einkommen / Zinsen / Renten und Diensten eynges / oder vergeschuldet werde. Were aber / daß welche Güter auff denselbigen Erbten fern würden / dazu sich niemand halten wolte / die Erben darvon versterben / entlauffen und nit verhanden / dann soll der Herr des Grundes in dem nachsten Reichthum oder Erben vermahnen auszusuchen lassen / es und so sich jemand zu dem Erbten und Grundten halten / oder Gerechtigkeit vermerken zu haben / sich darzu haben solle. Wärdt sich dann in nachfolgender Zeit / Jar und Tag / niemand darzu betruhen / also dann mag der Oberherr dieselbigen Güter und Gründe / seines wolgefallens / und als am nächsten freun tun / besorgen / und der also in demselben Zeit nach der offenkundigen Anweisung sich nicht zu den Gütern hielten / verbleibe soll keine Gerechtigkeit verschwiegen haben.

Zum neunenden / sol niemand den andern mit einigkeit vidiemus. Instrumenten oder Registern / ohne gute rechtliche Beweysung mahnen / anders dann es nach Gewohnheit und Gerechtigkeit der gemeinen Christlichen landen gehalten wird / und der solches auch geüßlich in Besetzung und Gebrauch in friedlichen Jahren gehabt / soll sich derselbigen des nach also getrauen. Wenn aber wider drey jemand Brief / die verschwiegen / oder nach Aufhebung des Kaiserthums Capitelen drey Jahr und achtzehn Wochen verhalten werden / soll keiner damit ferner zu mahnen haben.

TOM. IV. PART. I.

Zum zehenden / es traget ein Fürst oder Bischoff abhandeln / so soll der Herr Bischoff nach weltliche Herrschafft an seiner nachgelassenen Nach und Eltern keine Gerechtigkeit zu sich ziehen / oder was davon nehmen / sondern alles was also von denselben Priesters Gütern verbleiben / sollen an die Kirche / zu Gottes Ehre / und Ruh dem Obersten Hause / ohne Weigerung gemacht werden / und niemand soll sich damit betruhen / denn die denen es gemeinlich dem Kirchhof darzu gesetzt / vertrauet wird. Nach der Testament und Geschicht soll und mag die Kön. Maj. als Oberherr / eine Ordnung und Aufhebung machen / wie und welcher gestalt solches gehalten soll werden. Dergleichen mögen die Fürsten in iren Erblichen landen auch eintrügliche und leidliche Ordnung auflegen / und also dem hierzu ferner beschließen / wie es mit Leben und Beneficien zu conseruiren gehalten / welche emerit und befinden werden / sich bey der Kirchen S. Johannis und Ertze zu halten gebenden / und die sie ad studia in der lehrung studien / gegen denselben sich die Herren des Capitels mit dem Einkommen und proventibus gehörlich nach alter Gewohnheit / wie das Ertze ausgelegt / verhalten. Solches also der Landesoberherrscher Kön. Maj. vollmächtigen Commissarien die Fürsten / Prälaten des gemeinen Capitels / Herrn / Kinterschafft / Städte und alle Städte / mit ihrer aller und wie Vollmächtigen geschickten Beweysen bewilligt / und unter Handgeordneten Eltern und Tranten zugesagt / und auff daß solches hinfort festiglich und ewiglich / ununtergänglich und unwiderstehlich gehalten soll werden / haben wir verordnet Commissarien vollmächtiglich alle drey Fürsten / Ingeßel / karneten Fürsten / Prälaten / Herren / Kinterschafft und Städte / nämlich den Heilgen Orden / Johannes Bischoff zu Brixen / Johannes von Sagen / Slegast / St. Johannes zu Dyrpin / St. Fridrich zu Hagen / Marck zu Datteln / Treppan / Carl zu Rintenberg / Offin / Herbogen / St. Joh. Turso Coadjutor / und gemeines Capitell der heiligen Ertze S. Joh. zu Brixen / Herrn / Kinterschafft / dazu die Städte Brixen / Schwetzingen und Jauer der Fürstenthümer / Unser Fürstlich / angeborn und gebrüchlich Inßel wesentlich an diesen Vertrag vor Uns / Unser Nachfolgende und Erben / hangen lassen. Geben zu Brixen / am Sonnabend nach Purificationis Mariæ / nach Christi Geburt 1504. Jahr.

XXVI.

Traité de Trêve pour trois Ans, entre FERDINAND & ISABELLE, Roi & Reine d'Espagne, & LOUIS XII. Roi de France. Fait en l'Abbaye de Notre-Dame de la Mejrada, le 31. Mars 1504. [FREDERIC LEONARD, Tom. II.]

FERDINANDUS & ELISABET, Dei gratia Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ ultra Farum, Hierusalem, Granatæ, Toleti, Valentiniæ, Galliciæ, Majoricarum, Hispaniæ, Sardinie, Cordabæ, Cæstis, Maris, Gennæ, Algarbi, Algeritiæ, Gibraltari, ac Insularum Canariæ, Cornu & Consiatæ Barchinonæ, Domini Viceitæ & Molinæ, Ducis Athenarum & Neopatriæ, Comitum Rossilionis & Ceretaniæ, Marchionis Orbisani & Goceniæ, universis & singulis presentibus litteris inscriptis, notum facimus, Quod inter nos, ex una, & Abissinum & Potentissimum Principem Ludovicum, Regem Franciæ, Ducem Mediolani, &c. & Coniungentium nostrum, ex altera, fuerant tractati, fidei & consensu, ac fidei & consensu Amicis & Capitalis induciarum & Treugarum tenoris sequentis.

Ingratus fuit & est concordatum, quod sit bonæ, fidei, & legalis Træga, Guæragæ Abissinorum per tempus trium Annorum, inter Abissinum & Potentissimum

ANNO
1504.

31. März.
FREDERIC
LEONARD

ANNO
1504.

tamen, quia voluntas nostra est illos & illa, & omnia in illis contenta, tenere, adimplere, & observare; igitur praedictum litterarum approbamus, concedimus, & firmamus praesentia Truga, Bellique Absolutione, Capitula & Articulis, omnia in illis contenta, & praesentibus & peramus ad Dominum Deum nostrum, & ejus Sanctum Sacramentum, & Sancta quaque Evangelia, monitis nostris corporeiter iudici, in praesentia Speculabilis Joannis de Levi, Marcellus fidei, Dominus de Mirapice, & Senecallus Carosionis, Oratores per eundem Altissimum & Potentissimum Francorum Regem ad nos destinatis, quod stentibus, implebimus, & observabimus praesentia Capitula & Articulis, & omnia in illis contenta, videlicet ea omnia & singula, quae nos praedictorum Articulorum & Capitulorum virtute adimplere tenemus & stricti sumus, bona fide, omniaque fraude, dolo & cautela caventes, sub eiusdem, potestatis, obligationibus, & vinculis in praesentis Articulis continetur.

In quorum fidem & Testimonium praesentes fieri iussimus manifestis nostris signatis, Sigillisque nostris imprementum munus. Datum in Conventu Beati Virginis Mariae de la Maye, Ordinis Sancti Hieronimi, ultimo die mensis Martii, Anno à Nativitate Domini 1504. Sic signavit, YO EL REY, YO LA REINA.

EGO MICHAEL PEREZ D'ALMACAN, Secretarius Regis & Reginae Domini nostri meorum, cum scribi feci Mandatum Majestatem suam.

XXVII.

10. Avril. Vertrag zwischen den Neun Orten der Eydgemeinschaft, als Bern, Lucern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Glarus, Fryburg, und Solothurn, mit dem Reich der Stadt Zürich, andere Theile, wegen der Mannschafft und Gerichtsbarkeit in Stammheim, Nussbaumen, Steinhilfen, der Bruch, Weinselden, und Burgeln. Gegeben zu Baden in Ergow am Mittwoch nach dem Sonntag Quasimodogeniti Anno 1504. [Tiré d'une Information présentée à l'Empereur en 1516. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le titre de Générale Information über des Reichs Städt Zürich Jurisdiction bey dens in der Schwyz gelegenen Landtschaft. aux Preuves Chap. VIII. Num. XXXIV.]

C'est - à - dire,

Accord entre les neuf Cantons Suisses, BERN, LUCERNE, URI, SWITZ, UNDERWALD, ZUG, GLARIS, FRIBOURG & SOLOTHURNE d'une part, & la Ville & Canton de ZÜRICH, d'autre part, touchant le Droit des Armes, de la Milice, & de la Jurisdiction, à Stammheim, Nussbaumen, Stein de la Post, Weinselden & Burgeln. Fait à Bade en Ergow le Mercredi après le Dimanche Quasimodo geniti, 1504.

Wir von Stätten und Undern Unser Eidgenossenschaft Nider, um des nachgeschickten Sach mit vollen Gewalt Unser Herrn und Obern, derer yet zu Baden in Ergow versamlet: Nämlich von Zürich, Ulrich Hülz des Rats und Hanns Groß Stadtschreiber; von Bern Caspar Wiler Jendrich; von Lucern Jacob Bremberg alt Schultheiss; von Uri Hans Wuchheim; von Schwyz Bernher Pfist; von Underwalden Ernst Schmid Säckelmacher; von Zug Bernher Strasser Amman; und von Glarus Ulrich Landolt; thund hundert mennighen mit diesen Urtheil, als sich dann etlich Irung gehalten gehet hat zwischen dem Eiden, Stengen, Bissen, Frommen, Hilschschigen, Widen Burgermeister Nidern und ganz genueind der Stadt Zürich, als von wegen je und der jeen den Stein einund anderer Theile Schultheissen, Land-Amman, Amman, Nidern, und Gemeinden Bern, Lucern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug und Nid dem

ANNO
1504.

Walch, Zug mit dem Unsern Amt, so darzu gehet. Betreffend den Nidern hin, davor der Bruch Stein, auch Ober und Under Stammheim, Nussbaumen, Burgeln und Weinselden, so betreffen, dass die vorgenannten Unser Herrn und Obern den den neun Orten, nämlich Bern, Lucern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug, Glarus, Fryburg, und Solothurn, meinte, davor je all mit Unsern Herrn und getrenn Eidgenossen von Zürich in dem vorderten Krieg, als sich der gewisken Thun und dem Schwäbischen Bund gehalten, das Landgericht, und die Landgrafschaft in Turgow, mit den Schwyz und sig, unser Kraft und Genden des Allmächtigen Gottes geköffen, Nidern erobert, und zu ighen Händen zichen, das ihnen den stien Orten, nämlich Zürich, Lucern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug und Glarus, die Mannschafft an erben, Nussbaumen, Zug und Nider, Stammheim, Nussbaumen, Weinselden, und Burgeln, zu ighen Nidern in Kriegs, lauffen, mit andern Geschickten mit einander in gemein verlegt, mit je zehnen, und in dem beidens Orts Gerechtigkeit, in der Mannschafft, woper den des andern Orts stieressen, so, wie je dan die vor dem Krieg, stien allmächtigen in dem Turgow mit einander, ander ein Landvogt der stien Orten, gen Nidern, Stengen, Bissen, und ander, stien den Krieg, stien vollen, so je zichen, stien her, mit andern, dass die vorgenannten Unser Herrn und getrenn, sich Eidgenossen von den neun Orten, Uri, Zug und Nider, Stammheim, desiglich Nussbaumen, nfer dem Landgerichte zu zichen, unterstent. Dass je dahin, von dem Landgerichte, nichts stien, noch ander, die Nidern, brauchen, stien stien, wie dann, an andern, Enden, in der Landgrafschaft, dann dann, Ober und Nider, Stammheim, desiglich Nussbaumen, auch, stien, gebrauch, stien, in, verstant, dass, Es, das, abtzen, und, Es, die, nfer, der, das, Landgerichte, an, erben, haben, lassen, stien, wie, verhar, auch, zu, jeen, da, das, von, der, Tsching, Händen, stien, gebrecht, sig, dornider, aber, Unser, Herrn, und, getrenn, sich, Eidgenossen, dem, Zürich, verhoffen, Es, jeen, den, Mannschafft, an, oberstent, Enden, zu, Ober und Nider, Stammheim, auch, Nussbaumen, und, besondert, mit, allen, Stätten, über, erben, über, stien, über, meien, Marzen, Steinhilfen, Hagen, Steden, an, je, ted, mit, Nidern, und, Berpott, mit, dergleich, viel, dierig, Jahr, unter, einget, bis, an, das, Malts, das, jeen, Intrag, nfer, betreffen, stien, und, dass, also, erkaufft, daz, stien, in, Berbern, Weinselden, und, Burgeln, der, langen, Jahren, mit, ein, Erwerb, Recht, an, so, gebrecht, dass, je, dierig, mit, jeen, gerecht, stien, und, mit, jeen, reien, stien, guter, Hoffnung, man, lisse, Es, dierig, daz, stien, betreiben. Und, dero, von, Stammheim, hant, die, dierig, der, Bruch, meinte, den, aber, die, sechs, Ort, Lucern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug, und, Glarus, dass, jeen, die, Mannschafft, mit, jeen, reien, Eidgenossen, von, Zürich, daz, stien, jeen, stien, und, dass, man, es, Landgerichte, dahin, je, laden, und, ander, das, Landgerichte, Bruch, dahin, jeen, hant, jeen, wie, an, andere, End, in, der, Landgrafschaft, daz, die, Nidern, hie, dierig, der, Bruch, auch, jeen, und, die, Nidern, Gerichte. Desiglich, der, Willpau, an, dem, end, bis, uff, das, drit, Jach, uff, die, Bruch, in, die, Landgrafschaft, gehöret, und, das, Nider, Gerichte, ander, der, Bruch, und, des, Künig, Jach, auch, wie, stien, so, sich, des, stien, und, vermant, je, die, Gerichte, stien, stien, also, haben, stien. Da, je, daz, were, daz, jeen, je, stien. Daz, jeen, der, von, Uri, durch, die, Mannschafft, stien, stien. So, dierig, stien, die, stien, mit, stien, den, vorstien, erben, und, dierig, Nidern, es, der, Bruch, von, dem, von, Klingenberg, laufft, je, desiglich, ander, der, Bruch, die, Nidern, Gerichte, von, den, von, Nuss, mit, aller, Herrlichkeit, gewaltig,

me Gerechtigkeit und zugehört/ wie so dann des/ Dieß zu verheben ingelegt/ und vorred/ die die/ diget der Stadt Zürich/ mit allen Burgerlich Rechten/ mit Weinschenken/ dem Angelt/ und anderen/ dingern gehalten worden/ wie die in der Stadt/ mit/ Eürten/ Tagewern/ dießten/ und anderen in ihre/ Nächst/ Gericht/ und andere Gewaltthamen gegen/ und geschet/ als ob es in der Stadt geschien wären/ daß ihnen mit niemand nichts darinn gericht auch mit/ niemand gerichtet blüen/ den allein sie sich selbst/ oder mit uren Herren von Zürich. Esd und so in/ fauffe/ was zu ihren Händen an so kommen wären. In Hoffnung so belihen zu lassen/ wie so beschä/ delichen sigen/ damit inn in Stadt und Markt nie/ geschreiet werde/ wie dann sämtlich Artickel vorher/ inn dann einset/ zu tagen zu Frauenfeld und zu/ Baden/ den einem und dem andern Teil/ und vil/ mehr vorred/ umet zu mitteln/ fürerend sind. Hiern dann vor obgenante Bezen/ um Verem/ tung wider Kesseln und Nachfertigung/ uff die/ Weische/ so wir den Unsern Herren und Obern/ haben/ Ans der sigen so viel gemaint/ je daß/ wir zwischen den obgenanten Unsern Herren und/ Obern einen seltsamen Vertrag gemacht/ abgetet/ und gegen einander in der Justschafft und gütlich/ gesten angenommen haben/ inmass wie hernach verzei/ fen/ dinc ist also.

Des Ersten/ daß die Mannschafft zu Ober-und/ Nider Staumheim hinfur zu ewigen zeiten/ Unser/ ren Herrn und getreuen lieben Edgnossen von Zürich/ nachden und zusehen soll/ ansehung von/ Unsern Herren und Obern den sechs Dren in all weeg/ und daß genest Unser Herrn auch lieb Edgnossen/ von Zürich/ dieweil die Nideren Gerichte/ zu Ober-und/ Nider Staumheim iten sigen/ daselbst Recht/ und vorred an jehen pfand besser zu tun haben/ und/ auch streifen sollen/ mit Nahrung/ Eschachen/ judenem/ wunden/ fildberigen/ fildbrechen/ mit/ vorren/ Nachschachen/ überzihen/ überren/ so/ berschneiden/ überren/ und so eins das ander der/ er anspriech/ Krieg lauffen/ und all ander verglei/ chen/ Fehel und Wees/ doch das in Buß um fem/ licheit/ an welchem der obgeschriben Trüßel/ dir mit/ munder sin anjehen/ vorgeordnet wese/ die jehen pfand/ keller die geß Buß sige/ und niemand töder zu/ straffen haben. Welcher aber frid mit Weeden be/ stehen ihet/ als Morden heimlich/ Tag als Nach/ ten des Nachtses willen verurtheil/ uffjuge/ faze/ oder den andern in einem Schald der uren schuldigen/ und sterchen/ er wöde ein dieb/ ein Schrein/ ein Dretter/ oder dergleich Scheldrecht brauche/ die einem sin Leib und Leben brüeten/ und uff den/ weichen beherren schäde/ und die uff den/ der er also/ so zu g. r. be/ bringen wöde/ dertselig soll einem/ Land-Vogt in nahmen der Land-Gröffschafft/ von/ wegen der jehen Dren zu straffen zusehen. Dertselig/ der Wiltzamm auch/ weiche den überzihen vete/ und/ mag ein Land-Vogt die uff Land-Gerichte dancum/ laden/ fürerennen/ suchen/ und mit ihnen handeln/ als sich gebührt/ welcher aber den andern dergleicher/ wist/ der Eeren in einem jeren schuldiget/ und/ nüg uff den beugen noch vorren will/ den er geschul/ diget hat/ so soll der Straff/ wie ob/ Unsern/ Herren und lieben Edgnossen von Zürich zugehören/ und namlich so soll niemand um kein Weis-Schuld/ noch dergleich Sachen gen Ober-oder Nider Staum/ heim ab Land-Gerichte zu haben haben/ sonder all/ weis recht den uren ansehung/ in dem Gerichte/ darinn so sigen. Der Land-Vogt im Turgow mag/ auch ein Koeche oder jeren zu Ober-und Nider- Staumheim hinfur haben/ die ihm in Nahmen/ der jehen Dren schreuen/ was die gehörend das/ vergangen wöden/ daß der Land-Gröffschafft zu straf/ fen zu stünde/ ihme selbschaps zu effnen und zu sigen.

Am andern so soll die Mannschafft zu Naßsaumen/ Unsern Herren und Obern den siben Dren/ Zürich/ Lucern/ Uri/ Schwyz/ Niderwalden/ Zug/ und/ Glarus zugehören/ und Unser Herrn auch lieb Edg/ nossen von Zürich/ mit den Nideren Gerichte das/ selbs gehalten werden/ wie ein Edelman mit sinem/ Gerichte der in der Land-Gröffschafft sige/ gehalten/ wöde. Am dritten zu Bürgen und zu Weinsch/ den/ da soll stehen zu ewig jeren das Burgerrecht/ daselbst gegen Unsern Herren und lieben Edgnossen/ von Zürich ablin/ und an den enden Unser Herren/ und Obern die siben Dren mit der begreifen/ jeder Ort/ an der Mannschafft aus andern/ als vil haben/ als/ das ander. Am vierten und letzten/ so soll die Mann/ schafft die dinsthalb der Stadt Cerin/ den vorge/ nannten Unsern Herren und Obern den siben Dren/ zugehören. Dertselig so soll die hohen Gerichte/ und der Wiltzamm Unsern Herren und Obern den/ jehen Dren dinstlich zusehen/ und daß ein Land-Vogt/ in Turgow dahin zu laden und zu straffen habe/ was/ dann den hohen Gerichten und der Landgröffschafft/ zu straffen zuseht/ dieß soll das drit Joch uff die/ Stadt Cerin/ denen von Cerin zugehören sollen/ und/ so daselbst jurichten haben/ wenn aber ein Ar/ tikel erzwinge/ mit der uren/ der uren inhin kommen/ wöde/ und nit in den Nider Gerichte sige/ bedawert/ wert/ so mag er die für Land-Gerichte in Turgow/ oder ein Land-Vogt/ als Unser Herrn und Obern/ gemain Edgnossen appellieren/ welcher aber in/ den uren Gerichten sige/ der soll dancum appellieren/ und soll die von Cerin mit dem Weinschden/ dem Angelt/ und anderen dingern belihen/ wie so/ beschäde darvon belihen sigen/ und das getracht ist/ daß es jeren an uren Markt in der Stadt und an/ dener je Gerechtigkeit keinen schaden bringen/ noch/ abgähig sein sollen. Was hiemit solches also/ anpachgen zu allererst ein slich abgemelt lerung mit/ einander gütlich und sündlich berich/ betragen/ und/ entschidigt sin/ auch einander dertselb fürre/ und/ weiter nit mehr ersuchen/ sonder so diesem Un/ sern Vertrag/ je und dancum an all Intrag und/ widerred beherren/ Als vor obgenanten/ Ulrich/ Bülz/ und Hans Wess/ Stadtschreiber den wegen Un/ sern Herren von Zürich/ und in uren Nahmen/ als/ wir des von jenen gewalt und Weisch/ gedert/ slich/ also angenommen/ auch zu halten jedrigt. Was/ dertselig so haben wir obgenanten Colpre Wiler/ Frendrich von Bern/ Jacob Bremberg von Lucern/ Schultzeiss/ Hans Muechlin von Uri/ Wiltre/ Pfist den Schwyz/ Erich Fribid Schultzeissler von/ Niderwalden/ Wiltre/ Eriner Anmann zu Zug/ und/ Ulrich Landolt von Glarus/ den wegen Unser/ Herrn/ in uren Nahmen/ als wir des von jenen/ Gewalt und Weisch/ haben/ und desanter auch/ sie Unser guten Frind und getreuen lieben Edgnos/ sen von Fryburg/ und Solothurn/ dero wir uns/ uff Jera zuseh die zu Tegen durch Dettin und/ Schreiffen beschreiben/ gemechtigt haben/ slich/ auch also angenommen/ und zu halten zu gezeit. Als/ also der zu weichen Nahmen und erzwiger gezeit/ auß/ hat Unser jeder sin eigen Insigel öffentlich/ gehendet an disen Brief jenen gleich/ uff Weisch sin/ ner Herrn und Obern/ und beiderseits mit von Bern/ Lucern/ Uri/ Schwyz/ Niderwalden/ Zug/ und/ Glarus/ sie die obgenanten Unser lieben und getreuen/ Edgnossen von Fryburg und Solothurn/ so/ wol als für Unser Herrn/ wir Burgermeister und/ ganze gemain zu Cerin beheim Unser dinc/ Weis/ ticheit/ und daß wir die auch also off das verem/ chet/ so Unser Herr Burgermeister und Koth der/ Stadt Zürich/ den wegen Unser gericht hat/ halten/ und danc beherren wollen/ auch Wiltzamm und/ Wiltre/ und des zu Urland haben wir Unser Stadt/ Insigel öffentlich dancum gehendet/ für uns und Un/

ANNO 1504. für Nachkommen/ der geben ist/ am Mittwoch nach dem Sontag Quasimodogeniti, nach Christi Geburt/ tausend hundert/ und im vierten Jahr.

ANNO
1504.

XXVIII.

25. Sept. *Traité de Paix entre MAXIMILIEN I. Roi des Romains, & PHILIPPE, Roi de Castille, d'une part, & LOUIS XII. Roi de France, d'autre part. Par lequel l'Empereur promet l'investiture du Duché de Milan au Roi de France, moyennant une certaine somme; le Mariage entre CHARLES Duc de Luxembourg, & une Fille de France est confirmé, & LOUIS abandonne la protection de l'Électeur Palatin. A Blois le 12. Septembre 1504. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 41.]*

[illegible][illegible]

Item. Cum esset sit Amicitia inter Serenissimos prae-
fatos Reges, ut ipsi sint Amici Amicorum, idcirco inter
ipsos Patres conventum est, quod Serenissimi ante-
que Excellentissimi Romanorum Rex nihil faciat nec
intendeat tam in Ducatu Mediolani, et Parisi sibi in
lectis spectantibus, quin etiam in Terris et Dominis
Confederatorum, et Recommendarum fove Cellu-
larum, qui sunt Illustrissimi Sabaudiae et Feculae Du-

ces, Montiserrati, & Maurus Marchiones, Dominum Florentinum, Communiones Sanctis & Lucensis, Dominus Albertus Caspi, & Joannes Petrus de Gionaga, nisi superioritatem, honorem, & obedientiam, quam ipsi debent Sue Majestati, & Sacro Romano Imperio, denegaverint.

Si tamen contigerit, prefatum Caesarem Majestatem transire per Ducatum Mediolanensem, aut alia praefati Christianissimi Regis trans Alpes Domina, facies exhiberi, ut per eam, dictae Caesaris Majestati omnem honorem, et comitem quam poterit, et facili cum assuetudine per suos Locumtenentes, Cancellarium, et alios principales Officiales, quod libentius sua Obedientia faceret personarum, si ibi assideret.

Item, Ad Serenissimi et Chrillissimissimi Regis Francorum pensionem & iustitiam, Serenissimos Romanorum Rex vult indigne, & indigne per prefatus, Duci Ferrarie, Marchionibus Moniferrati & Montis, Ficeriis, Lacensis, Senebris, & Domini Alberto de Carpi, & Joanni Petro de Gonnaga, & quibus ab eo die & tempore, quo Chrillissimissimi Rex Francorum, & Serenissimus Romanorum Rex Italianus, expe in hunc diem, contra fidei Magistram tanquam Romanorum Regem, & Sacrum Imperium commiserunt, aut quovis modo committere poterunt, tan faciendo, quam consistendo, & puerius que Feuda eorum, que à Sacro Imperio tenent, ipsi Serenissimo Romanorum Regi devota, & confiscata fecerunt, & eos ad prefati Francorum Regis pensionem fecerunt, & ad illius Regis, & Imperatoris, & eadem Sacri Imperii, & illiusmodi poterunt perennaliter Duci Ferrarie, & ceteri, remanere Confiscandi, Serviores, & Recommendandi Chrillissimissimi Francorum Regis, iuxta tenorem Tractatus apud Tridentum inter Catholicam Magistram, & Reverendissimum Dominum Legatum confecti, pro quo ipsi deinceps Romanorum Regi, & Sacro Imperio, fidei ceteri Sacri Imperii, obediunt, fubditi & deest esse debent, & regunt.

Et si de casero in his, quæ Romanorum Regi & Saero Imperio exhibere cœnunt, rebelles, & minus obediētes erunt, aut aliquod aliud contra committent, quod tunc utiqueque Romanorum Rex, aut Imperator, eos secundum viam, ordinem, aut Legem Imperii punire possit, & in illo nec in aliis quicquam Principibus, Communicatis, Civitatibus, & locis, quibusvis, & quicquid sit, quod sit, quocumque nomine appellentur, & obsequere frustane, quæ Romanorum Regi aut Imperio quavis modo spectent, nullas Rex Francia unquam Romanorum Regi, aut Imperatori, necque Imperi, aliquod impedimentum inferre, necque periculi aut aliquibus committi, aut rebelles imperii, adiuvantem, directæ acce, & daret, sed de his omnibus penitus abstinere velit & debet.

form. Tractatum est, quod peritus Christilianissimus Francorum Rex, non vult neque intelligi se ingerere, neque intronemere se Subditis, Feudis & rebus Imperii, sive in Italia, sive extra Italiam, nisi secundum quod supra dictum est, & formam Tractatus apud Tridentum inter Sanctissimum & Excellentissimum Cardinem Majestatem & dictum Reverendissimum Dominum Legatum confecti.

Item. Quoad Iurellatum Ducatus Mediolani, quatenus Christianissimus Dominus Franciscus Rex eripit habens pro se & Hereditariis suis, convenit etiam quod Serenissimus Dominus Romanorum Rex dabit infra tres menses, et a conclusionis Pacti, ut supra, Iurellatum ipsi Christianissimo Domino Regi pro se, & Hereditariis suis Masculis, (x) et sine corpore descendendis, et sine defensionibus, pro Filia sua primogenita, et pro Domino Duce de Lutemburgo, ejus Spontio, conjungendum. Et si contingerent cum morte, pro alia primogenita, quae nabet pendere Domino Duci, vel alteri Francorum Serenissimis Dominis. Regis Castellae, et ejus defensionibus sine libere, et sine Massacris, et sine interfectione, et infamia Domini Regis, qui illo tempore venisset ad capendum Iurellatum, et pro dicta Iurellata, et quibusvis etiam aliis rebus, Christianissimus Rex dabit Serenissimis

[1] Famille rommeque qu'on trouve au Camille d'André. L'œuvre
souvent que l'on met le mot de *André*, à la place de celui de *André*,
et, au cas où le Duc d'André, héritier du duché de la Cour-
rouce, de son que *André* souille son duché de l'ère, mais il faut que
celui qui son duché le Camille, de l'ère de l'ère rommeque, s'élève pas
pas qu'on en l'ère, au qu'on en l'ère en son que d'André de l'ère.
et, pour qu'on s'y élève qu'on s'y élève, qu'on s'y élève de l'ère
s'y élève. Famille rommeque avec celui le Camille d'André au 17
André. Voyez les *André* de l'ère XII. Tome I, de l'ère IV.

ANNO
1504.

fimo Domino Romanorum Regi (1) ducenta milia Francorum, secundum quod sui traditionis illis, ita quod infra tres menses post diem hujus Pacis, prout Christianissimus Rex mittat per iuratos, & ipse Dominus Romanorum Rex tacit & dabit eum pro predictis Christianissimum Rege & Domina Claudia filia sua primogenita, & Domino Duce de Luxemburgo ejus Sponso; & si contingeret eum mori, pro alia filia ipsius Christianissimi Regis, qui subest dicto Domino Duci, vel alteri filiorum Serenissimi Domini Regis Castellae, ut dictum est; & si contingeret, ut supra dictum est, illos decedere abque liberi, & praefatus Romanorum Rex non daret involutionem predictis Haereticis Christianissimi Regis, tunc Majestas Caesaris sentiret nulliter dictis Haereticis praedictis ducenta milia Francorum, prout tamen, quod dicti Haereticis dicto Ducatu, tunc habebunt, non obstante restitutorie dictae Summae, ipsa integrè salvo remanente, intellectu tamen, quod si contingeret illi praedicti cum Haereticis supra dictis minime pro involutione, tunc illi Haereticis teneantur solvere juxta consuetudinem dictae involutionis.

Et quod Regnum Neapolitanum sitet praefatus Christianissimus Rex promittit praefato Serenissimo Romanorum Regi, quod de caetero non tradabit, neque apponabitur de dicto Regno Neapolitano, cum Regibus Hispaniarum, & Rege Frederico de Aragonia, aut de voluntate dicti Serenissimi & Excellentissimi Romanorum Regis, provisum tamen, quod praefatus Serenissimus Romanorum Rex pollicetur ipsi Christianissimo Regi, quod non faciat sui non coincidet de caetero Traditum sui Apprehensionem ultimam dicti Regis & Reginae Hispaniarum, & Frederico, nisi de facto & voluntate ipsius Christianissimi Regis.

Et si contingeret, quod dicti Rex & Regina Hispaniarum non velint concludere Pacem cum praefato Rege Christianissimo, hoc casu dictus Serenissimus Romanorum Rex non dabit dictis vel indirectè, sub quovis colore, dictis Regibus Hispaniarum auxilium, suppedit, vel favorem contra vel adversus dictum Christianissimum Regem, quinimo aperit se declarabit bonum Amicum, Fratrem & Concederetur dicti Christianissimi Regis.

Et quod si ipsi Domini Lodovici Sforza, quoniam ipse Christianissimus Francorum Rex in nullo eis veniat, et tamen contentus ob honorem & amorem praefati Serenissimi Romanorum Regis, habita praefata involutione, dare praedictis liberis aliquas Terras seu statum in Regno Francie, unde poterunt honorabiliter vivere, potius quam tamen praedicti liberi ad hoc Francie Regnum se committant, & quando in eo residere.

Item. Quod bannicos Mediolanenses praefatus Christianissimus Rex est contentus remittere & remitti eis bona eorum & absolvere eos ab omnibus delictis, criminibus infra Majestatem, & officiosis eorum, & illos in quatuor suam redire permittit, modo ipsi teneant & adimplant quae ipsi per eos, aut Procuratores & Negotiores geliores, fux Celatiales promissum, exceptis tamen Domino Galea Sforza, Alexandro Sforza, Michele Sforza, Joanne Philippo Attico, quosdam Magistro Hospiti dicti Domini Lodovici, Malino Lodovici, Lodovico de Landiano, & Frense suo, Petro de Pores, Blafino Grisol, Hieronimo de Carcano, Oldrado Lampugnani, Bonogales de Castronovae, Joanne Angulo, Frederico, & Lodovico de Landiano, Fratribus; Comite Ludovico Bergamini, Sforza Sforza, Generale Humiliorum, Episcopo Lodovici, Protocamerario Sancti Celli, Procamerario Finelle, Petro Cornia, Carmine, Humbale de Balzano, Lenaro Imberti, Comite Frederico de Verine, Francisco de Verine, Comite, Petro de Verine, Comite, Episcopo Joanne Amadio Bilia, Vicecomite de la Taille, Silvestro Lodovici, Antonio de Landiano, Francisco de Magno, qui non residunt Mediolani, nec in aliis Dominis in Italia habitantibus, & voluntatem recipere fructus, redditus, & emolumenta bonorum suorum in dictis Dominis existentium, tenebuntur tamen omnes & singuli, qui redierunt ad Ducatum Mediolanensem, & caetera Christianissimi Regis trans Alpes Dominia, praefata paramenta ad Sancta Dei Evangelia, in unum Officialium Locorum ad quos redierunt, quod de caetero ipsi erunt boni & fideles Subditi Regni Majestatis.

tis, nec aliquid contra suam Majestatem, aut Statum, movitur.

Convenienter etiam Praefatus, quod Sacri Romani Imperii Principes Electores, & ipsius universum Romanum Imperium, sint hujus Pacis, Unionis, Fœderum, & Concordie, & singulorum in eis conveniunt Conservere, ita, & taliter quod possint & debeant totis viribus assistere eis, qui praedicta observaverint contra alium non observantem.

Item. Gubernum est, quod praedicti Serenissimi & Excellentissimi Domini Romanorum, Francie, & Castellae Reges poterant, infra tres menses, à die Pacis dictae numerandos, suas Confidetratos, quos in hac Pace intelligunt esse comprehensos, alter alteri omnia, & ea nunc praefatus Christianissimus Francorum Rex, declarat & nominat pro suo primo & praecipuo Concederato S. D. N. Julium II. Papam modernum.

Poterat etiam Catholicus & Serenissimus Princeps Dominus Ferdinandus, Rex Hispaniarum, ingredi hoc Fœdus & Amicitiam infra quatuor menses, à die Pacis dictae, modo velis remittere Regnum Neapolitanum, quantum ad eum tenet, Illustrissimo Domino Luxemburgo Duci; & Christianissimas Francorum Rex, similiter remittere portionem sibi in dicto Regno competentem dicte Claudie Filiae suae; cujus quidem Regni Administratio spectabit praedicti Castellae Regi, quousque fuerit constanter Maximorum inter praedictos Dorem, & Dominum Claudiam, aut alio modo, de consensu praedictorum Romanorum, Francorum, Hispaniarum, & Castellae Regum, super hoc Regnum Neapolitanum facit conventum.

Cumque penultima Pacis, Fœderis, Concordie & Amicitiae Capitula, omniaque & singula in illis contenta, nobis gratissima sint, ac honoratissimo animo ea omnia servare, exequi & complere, quod pro parte nostra penultimorum Capitulorum Pacis virtute servanda & exequenda sint & complenda, idcirco praefatis Literis nostris, omnibus melioribus via, modo & forma quibus melius & validius de pure potestatis & debemus, praefata Pacis, Fœderis, Concordie & Amicitiae Capitula, omniaque in illis & quolibet eorum contenta, juxta sui seriem & tenorem, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus & corroboramus, ac ita, rata, & firma, habemus & firmamus. Et insuper praesentibus & futuris ad Dominum Deum nostrum, & ejus Sanctam Graciam, & Sancti Quatuor Evangelia, amabilibus nostris corporaliter talia, bona fide, & in verbo Regio, & sub Censura Apostolica, quibus nos in hoc casu contraventionis subijcimus, tenore, adimplere & inviolabiliter observare, pro nobis, Haereticis & Successoribus, Regibus, Principibus, & Ducibus nostris, omnia & singula in praefatis Pacis, Fœderis, Concordie, & Amicitiae Capitulis contenta, prout in eisdem continetur & continentur, & contra ipsam quovis modo directè vel indirectè non facere nec venire, sub obligatione & Hypoteca omnium bonorum nostrorum praesentium & futurorum, nec non sub Pama perjury, quam Rex possit talis casu incurrere, & si, quod Deus avertat, non adimpleretur integrè omnia & singula, per nos praedicti Serenissimi Principes praefata, volumus & consentimus et nunc, prout et tunc, quod ipsi, & neuter eorum, in nullo sit ubi penitus obligatus.

In quorum omnium & singulorum praedictorum Testimonium, praesentes Literas manu nostra signavimus, Sigillisque nostris munimine iustissime roborasti. Datum in nostro & Imperii Sacri Oppido Haguenavi, die quarto mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto, Regnorum nostrorum, Romani vigesimo, Hungariae decimo sexto. *Aspi signat, M. A. N. H. A. V. S.*

Et fuit lecta. Lettres fidelles sur le repli en lant un cordons d'or & fuit mure, d'un grand Seal sur ce usage.

Et fuit lect. repli est fœdus, Ad Mandatum Domini Regis proprium. Signat ad despons, SEANTEIR. Et fuit le dux, Regillat. J. COLLAVER.

XXIX.

Traité entre MAXIMILIEN, Roi des Romains, & LOUIS XII. Roi de France, pour le (1) Mariage de CHARLES, Duc de Luxembourg, depuis Empereur V. de nous, avec Madame CLAUDE de France, Fille dudit Roi

21. Sept.

AUSTRIENNE

de France.

LOUIS

(1) L'Article premier d'entre de cette date, que l'Empereur demande deux cent mille livres, & le compta de six mois mille francs du Rhin, qui valent autre monnaie par le pied. *Adieu de la même chose. On peut remarquer cette en disant que les deux cents mille francs d'or il est peut-être dans un Article, comme pour toutes les portances de l'Empereur.*

(2) Tout le monde sait que ce Mariage se fit le jeudi.

ANNO LOUIS XII. *A Blois le 21. Septembre 1504.*
 [FREDERIC LEONARD, Tom. II.
 pag. 26.]

ANNO
 1504.

NOS Philbertus Nurrelli, Propositus Ecclesie Tricastensis inferioris, & Cyprianus de Sornetis, Consuevatoris Tricastensis, & Vicecellarius Curie Serenissimi ac Invictissimi Principis, Domini Maximiliani, Dei gratia Romanorum Regis semper Augusti, eius Consilii, & illius apud hancellarium & Chancellarium Francorum Regem Oratores, & Joannes de Luxembourg, Dominus de Ville, primus Cambrellanus; Carolus de Raucourt, Propositus Ecclesie Attrebatensis, Consiliarius, & Laurentius de Blois, Secretarius Serenissimi Principis Domini Philippi, Archiducis Austrie, & Hispaniarum Principis; & ejus etiam apud prefatum Excellentissimum & Christianissimum Francorum Regem Oratores: Notum facimus universis, quod nos predictorum Serenissimum Dominorum nostrorum Romanorum Regis, & Philippi Austrie Archiduci, ejus Filiis nomen, de suo expresso Mandato, & sicut ad hoc specialem Procuratorem, in bona & ampla forma expeditorem, virtute, cum eodem Excellentissimo ac Christianissimo Rege, ad majorem & fructuosum Matrimonium, antea inter Illustrissimum Dominum Carolum, Ducem Luxemburgi, apud Archiducem Primogenitum, & Serenissimum Dominum Claudium, prefatum Christianissimi Regis Filium, tractatum, securitatem, & ejusdem Matrimonii complementum & observationem, in hanc qui sequitur modum inivitum, tractaverunt, & conclusimus.

Pro complemento & consummatione Matrimonii tractati & conclusi inter Illustrissimum Dominum Carolum, Ducem Luxemburgi, & Serenissimum Dominum Claudium Francie, fuerunt adhibita & conclusa securitates que sequuntur.

Primo, quod Christianissimus Rex facit obligari Dominum Comitem Nivernensem, Gubernatorem Burgundie, quod si acciderit ipsam Christianissimum Regem sine Haereditate masculis decedere, quod eo casu dictus Comes restituit parit & libere ad manus Illustrissimi Domini Archiducis Ducatum Burgundie, Comitatus Antonie, Mutinensis, & Antiodontensis, & Barroni super Sequanum, ad utilitatem Domine Claudie, & Ducis Luxemburgi, si tunc temporem ipse Dux non erit in aetate nubili; & si sit in ea aetate, predicti Ducatus & Comitatus, & Dominium predictum Barrensi, ponentur ad manus suas, ad usum & dictam Domine Claudie & Libertatem suorum servitium, provisum tamen, quod dictus Nivernensis sit confirmatum, & quod non sit quominus non sit confirmatum per dictos Dominos Archiducem & Ducem Luxemburgi, & de predicta etiam dictus Dominus Comes teneatur prestare juramentum ipse Domino Archiduci; & si contigerit dictum Comitem Nivernensem mori vel delinere, ille vel illi qui in locum suum succedat, pares Literas, & simile juramentum teneatur prestare.

Item, Pro maiore securitate predictorum, & ut sit in eis defensus, Dominus Dux Clivensis, Comes de Dunois & de Vendôme, qui tenent & possident aliquas Terras & Dominia in patria Domini Archiduci, quas quoad hoc obligant, dabant sigilla sua pro observatione predictorum.

Item, Quo magis potest omnibus assensio, quam Serenissimi Romanorum & Francie Reges, & Illustrissimus Dominus Archidux, habent ad hujus Matrimonii complementum, & ad auferendum omnem suspicionem in contrarium, predicti Christianissimus Francorum Rex est contentus, cum quo non habet aliquos liberos masculos, & post habitum investituram Ducatus Mediolanensis, quod Gubernatores dicti Ducatus Mediolanensis, Ducatus Janae & Braccianae, Comitatus Alerensis & Blois, & aliarum Terrarum & Dominiorum que sunt de suo Patrimonio, & pariter & Capitanei & Cullones Arcium & Fortalitionum dictorum, Ducatum, Comitatum & Dominiorum, faciant presentiam, & quod si contigerit ipsam Christianissimum Regem sine liberis masculis decedere, ut dictum, incontinenti post consummationem dicti Matrimonii, vel quod uno sit per dictos Dominos Archiducem & Ducem Luxemburgi, quominus confirmetur; quod ante dicti Gubernatores & Capitanei dabunt & ponent ad manus dictam Domine Claudie & Ducis Luxemburgi, dictos Ducatus, Comitatus, Terras, & Dominia, & si contigerit aliquem Gubernatorem vel Capitaneum dictorum Terrarum & Dominiorum mori vel

delinere ab Officiis suis, si qui sufficiunt in loco eorum facient simile juramentum, ut supra, dicto Domino Archiduci.

Convenit tamen est, quod Rege Christianissimo debeat sine liberis masculis, in quod secundum Conventionem supra dictam predicti Ducatus, Comitatus, & Dominia spectent dictis Dominis Archiduci, dictum est, superfluis una vel pluribus filiabus dicti Christianissimi Regis, servitibus persone Domine Claudie, quod ipsa teneatur sufficere & honorificè, secundum statum earum concedentiam, in pecunia dotare.

Et casu quo per defectum dicti Christianissimi Regis Francie, aut dicti Regine ejus confectis, seu dicta Domine Claudie, dictum Matrimonium non fiat, dictus Christianissimus Rex vult, & ex nunc consentit, quod dicti Ducatus Burgundie & Mediolani, & Comitatus Alerensis remaneat dicto Duci Luxemburgi, & ex nunc causa predicta cedat & transeat dicta Dominia cum censibus juribus, qua in eis habet & possit habere.

Et similiter, si per defectum dicti Serenissimi Romanorum Regis, aut Illustrissimi Domini Archiducis, aut Illustrissimae Domine Archiducis confectis fuerit, aut Illustrissimi Domini Ducis Luxemburgi, dictum Matrimonium non fiat, hoc casu, prefatus Serenissimus Dominus Romanorum Rex renuntiabit omnibus querelis, nominibus, rationibus, & actionibus, quas nunc vel tempore futuro potest petere vel querere, pro quacunque causa, colore aut occasione que sit aut esse possit in dictis Ducatu Mediolani, & aliis Partibus, Terris, aut Dominis, cum dictis Christianissimus Rex tenet in Imperio. Et etiam dictus Illustrissimus Dominus Archidux renuntiabit omnibus Juribus, querelis & actionibus, quacunque sint, que & quas possit habere, & pretendere in dictis Ducatu Burgundie, Comitatu Matinensi & Antiodontensi, & Dominio de Barro supra Sequanum, & etiam cedat & transeat ex nunc, causa predicta, Christianissimo Regi & Illustrissimae Domine Claudie Comes Arenti, Quadenli, & Dominia de Noyers & Chastellion.

Item, Pro maiori securitate, & amore & affectione, quos Christianissimus Rex gerit dictis Dominis Archiduci & Duci de Luxemburgi, & favore dicti Matrimonii, ex nunc donat liberaliter dictis Dominis Archiduci & Duci Luxemburgi, via eorum duntaxat duarum, Subsidium & compositionem Arenti, eo modo & forma, quo aliis fuit duabus quondam Duci Philippo Burgundie, & Duci Carolo, Fisco suo; provisum tamen, quod si habeant erga dictum Christianissimum Regem licui renentur facere. Revertam tamen per Regem, Majestatem omnibus Juribus, regalibus & prebendis, que sub colore dicti doni non intelligit in aliquo diminuisse, neque contravenire eis; & de hoc casu Letere in bona forma: & etiam equum & rationabile est; quod prefati Domini dant Literas sue Regie Majestati, per quas recognoscant, non jure suo, sed per maiestatem & liberalitatem suam, dictam compositionem & subsidium habere, ac in futurum desuper multis Annis aliquam partem rerum ignari possint contrarium pretendere.

Convenerunt etiam Partes predictae, quod Sacri Romani Imperii Principes Electores, & ipsum universum Sacro-Romanum Imperium, sit hujus Matrimonii, & omnium in Articulis predictis concessorum confessoribus, in & taliter, quod possint & debeant totis viribus adhibere ei, qui predicta obtulerunt contra alium non observantem.

Cumque praefata Capitula, ac omnia & singula in eis, & eorum quolibet contenta, nobis grata sint, idcirco ista omnia & illorum quodlibet jura sui formam & tenorem nominibus predictorum Dominorum nostrorum Romanorum Regis, & Philippi, Archiduci, ejus Filii & suorum Mandatorum virtute acceptavimus, & per praesentes acceptavimus, & eidem nominibus & eorundem suorum Mandatorum virtute, omnibus meliores via, modo & forma, quibus melius valide & de jure possemus & deberemus, praestitimus & in a-
 titimus quodlibet Dominorum nostrorum Romanorum Regis, & Archiduci, & eorum quilibet, ad Deum componemur, & ad Sancta quatuor Evangelia corporaliter nostris manibus tacta, bona fide, & sinceris Apostolicis, quibus virtute Mandatorum cum supra, praefatos Dominos nostros, & eorum quolibet in casu contravenientis, subscipimus, juramus praefatos Dominos nostros, pro se, & Haeredit, Successoribus, Regibus, Dominis & Ducibus suis etiam

ANNO
1504.

sub flore prelorentem & futurorum bonorum obligatione & Hipoteca, necnon sub Partu perarum, talem qualem ipsi Romanorum Rex, & Archidux, in casibus incurrere possunt, omnia & singula premissa Capitulorum, & eorum quolibet, sciendum sui tenorem & tenorem debere tenere, adimplere, & inviolabiliter observare, nec alios Dominos nostros, vel eorum alterum, per se, alium vel alios, directè seu indirectè, aut aliis quovis modo, eisdem Articulis in aliquo negotio contravenire. Premissis insuper nominibus & virtute Mandatorum, quae supra, eisdem Dominis nostris Regem, & ejus Filium Archiducem, & eorum consueverunt, omnia & singula, quae supra per nos tractata, accepta, promissa, & jurata, acceptaturos, ratificatos, approbatos, personaliter etiam super Sanctis quatuor Evangelis suis manibus corporaliter tactis, necnon sub censuris, & aliis, quae supra, parvis & oblationibus juramentis, & suis desuper Litteris Patens in bona ac debita forma expresse transdunt, & eisdem ipsi Christianissimo Regi, vel suo legitimo Oratori, Nuncio, vel Procuratori, ad manus dantur, quoniam primis lib ab eis ex parte ejusdem Christianissimi Regis exequitur, aut possit haberi; & si, quod Deus avertat, praefati Dominus nostri Romanorum Rex, & Archidux, omnia praedicta pro se per nos tractata, acceptata & jurata, non observaverint, nos hoc casu suis nominibus & futurum Mandatorum virtute volumus & confirmamus ac nunc prout ex tunc, quod ipsi Christianissimi Rex eisdem Dominis nostris, & eorum cunctis, in iustis & obligis.

In quorum omnium & singulorum Testimonium, nos praefatis Litteris manibus nostris subscripsimus, & cum nos Philbertus Nurelli, Joannes de Luxemburgo, & Carolus de Ranchicourt, proprii Sigilli nostri, & nos Cyprianus de Serstain, Sigillo ipsius Philberti, & Laurentius de Bialot, Sigillo praefati Caroli, ad notorum absentia accommodatis fecimus muniri. Datum Biele, vicinissima secunda die mensis Septembris, Anno Domini 1504.

Ausl. sigl. PHILBERTUS NATURELLI, Proprius Trajectensis. SERENISSIMO JOHANNES DE LUXEMBURG. E. RANCHICOURT. DU BIEUL.

Et sunt lesdites Litteres scellées de cinq sceaux, au caulet, par cerc rouge.

XXX.

22. Sept. *Traité de Confédération & Alliance entre LOUIS XII. Roi de France, & MAXIMILIEN I. Roi des Romains, contre les VENITIENS. A Biele le 22. Septembre 1504. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 17.]*

CAROLUS DE GARRETTO, Marchio Finari, Electus Thebanus, & Petrus Filhol, Episcopus Sittiacensis Sanctissimi Domini nostri, & Philbertus Nurelli, Praepositi Aulicorum curiae, & Cyprianus de Serstain, Cancellarius Trajecti, Serenissimi ac Excellentissimi Romanorum Regis Nunci, Oratores ac Procuratores, ab eis specialiter ad frequentia constituti. Cunctis pateat & sit manifestum.

Quod cum Sanctissimus Dominus noster Julius Paps II. per nos ante dictos Marchionem, & Sittiacensem, & alios ac etiam Brevis Apostolica, Serenissimos atque Excellentissimos Principes, Maximilianum Romanorum, & Ludovicum Francorum Reges, repetitis vicibus instantissime admonerent, ut tanquam veri & devoti Filii Ecclesiae velletis sanctissimi sui totis viribus assistere, ad recuperationem eorum, quae postposita & de, ipso Nominis ac Religione omni neglecta, Veneti praeteritis jam lapsis Annorum curricula de beati Petri ac Romanae Ecclesiae patrimonio auferrent, ac in praesentem occupant & deinde insubel. Quare ipsi aequum de his considerationem, ut per est, habentes, atque assidue ante oculos praeparentes, quoniam Apostolicae Sedis, (quae ipsos Praetores & primi Filii loco semper habuit) debuit, quantae Praedecessores eorum pro illius recta & defensione sapienter egerunt, pro qua bellum totius adversus illius invasores suscepit, susceptum & quoniam deserent perniciatier gesserant tot Annos. Adeo ac saepe formam in discrimen darentur. Ut ac etiam consilia frequentem mente revolventes. Illud praecipue ac universo Christiano Orbi peritile & salutis, jam dudum multis secula inter Christiani ac universum Sacrum Romanum Imperium, & Christianissimos Reges Praedecessores eorum, contrarium,

& hodiernum usque in diem inviolabiliter inconcussaque observatum; cui necesse illa unanimitas Fraternitas atque indissolubilis Unio, super inter dictum Sanctissimum Dominum nostrum, ac praefatos Romanorum & Francorum Reges contrahit, cuius praependunt perfidiosissem nemo nisi avari ab ipsa avaritia, pignoreque & alio animo cogitantes praegravata damna, iniurias, & rapinas, quas ipsi Veneti maris jam latentibus Annis, non solum ipsi Romane Ecclesiae, & Romano Imperio, necnon Sanctissimo Romanorum Regi, ac tot lucra Domini Austria, verum etiam praefato Francorum Regi Christianissimo, & sui Praedecessoribus Ducibus Mediolani insisterent, & in diem inferre non desunt, in grave animarum suarum detrimentum, Apostolicae Sedis, Imperii, ac dictorum Romanorum & Francorum Regum dedecus incurre, damnum, atque ignominiam, pleneque identidissimas Provincias, totiusque Urbis, Arcis, & opulentissimas Provincias, quorum novacula de beati Petri, aliqua de ipsius Imperii, & Domini Austria, ac etiam de Ducem Mediolanensem Patrimonio sunt & facere, pluribus Annis transire detestantur. Quae in praesentem eorum detinent & usurpant. Hinc est quod praefati Romanorum & Francorum Reges, veri & obediens Filii Ecclesiae, Apostolicae Monitioni in hac parte, ut teneantur, parere volentes, & tali tantumque injuria, damno, & ignominia occurrere, atque providere super omnia cupientes, pro communi commodo, honore, atque amplificatione Apostolicae Sedis, & ipsorum Romanorum & Francorum Regum, ac eorum Successorum, cum eodem Sanctissimo Domino nostro Julio Paps II. inter eos dictos Oratores suos, scilicet ipsi Christianissimi Reges personaliter, & nate dicti Dominus Philbertus Nurelli, & Dominus Cyprianus, Cancellarius praefati Serenissimi Romanorum Regis Oratores, Nunci, & Procuratores, ab eis ad hoc specialiter constituti, & cum ob rem ad eundem Christianissimum Francorum Regem missi, fecimus, iurimus, transivimus, & confirmamus Pacta, Conventiones, & Fœdera subsequens, & in praesentibus Litteris specialiter designat.

Imprimis, quoniam ante dicti Veneti Apostolicae Sedis, ac Sacro Romano Imperio, Serenissimo Romanorum, & Christianissimum Francorum Regibus, ac eorum Praedecessoribus, jam dudum, ut dictum est, usurpant, atque usurpant & deinde plures Urbes, Provincias, & Dominia, quae Apostolicae Sedis antiquitus & praefatis Regibus ante auge Hereditario Jure spectant & pertinet; tractatum & convenerunt est inter nos, quod Sanctissimus Dominus noster, Serenissimus Romanorum, & Christianissimus Francorum Reges, infra kalendas Majas proximo venturas, ad tardius, communibus armis ad recuperationem eorum, quae dicti Veneti eis detinent, hostiliter eosdem Venetos invadunt cum sufficiente numero & exercitu Militum, Equitum, & Pedum, quem usqueque eorum inter dictum tempus in limitibus dictorum Venetorum conducere & mittere; nec prius a predicta Venetorum invasione seu Guerra desisterent, quam omnino & integrè Apostolica Sedes recuperaverit Ravennam, Corrim, Faventiam, Ariminum, sarrumque Didriam, atque Oppida Isonia, & Castellum, cum Portu Caenatico, cum omnibus eorum iuribus & pertinentiis, ac omnia illa, quae de Italia & Iustis Ecclesiae dicti Veneti occupant; & praefatus Serenissimus Romanorum Rex recuperaverit Roveretum, Veronam, Paduam, Vicentiam, Trevisum, Forum-Julium cum territoriis eorum, & omnia, quae ipsi Veneti ab Imperio & continenti, & a Domino & Principibus Austriae usurpant, & detinent. Ac etiam donec praefati Christianissimos Francorum Rex recuperaverit totius omnia & singula, quae ipsi Veneti a Domino & Ducibus Mediolani usurpant, & detinent, videlicet Urbem Brissie, & universum Bressensem Districtum, & Territorium Cremense, Bergomum & Territorium Bergami, Cremonam & Territorium Cremonense, Gispaldum, & generaliter omnia, quae fuerant antiquitus de Ducibus Mediolani, & Praedecessoribus suis.

Item. Et si durante Guerra seu Bello unus exercitus egerit alterius auxilio, eo quod sit solus ab Hostibus levatus, alter exercitus omni dilatione remota tenebitur illi succurrere.

Item. Et si unus eorum pelis recuperaverit Terras & Dominia sua, tenebitur ingenue, & sine dolo, alios adjuvare cum exercitu suo, quoad usque illi eam omnia sua & dictis Veneti integre recuperaverint.

Item. Proinde etiam Illustrissimi Ferraris Dux, Marchio Mantuae, & Dominus Montis Ferratis, pro recuperatione eorum, quae dicti Veneti eis detinent, se his Ligae adiungere, dum eam conducerent, & eundem

ANNO
1504.

ANNO
1504.

cuiusmodi quod videbitur Sanctissimo Domino nostro, & prefatis Romanorum & Francorum Regibus rationabiliter, rebus & iuribus ab hac rem successit contrariis.

Item. Quod prefati Romanorum & Francorum Reges, ac alii Confoederati, debeant conservare personam sanctissimi Domini nostri, Dilectissimi, Iurisdictionem, & Auditorium Sedis Apostolicæ, contra quoscunque hostes cum perturbatione aut inquietare volentes.

Item. Dicit Romanorum & Francorum Reges, ac alii Confoederati, recipient in eorum protectionem illusterrimum Dominum Guidonem, Ducem Urbini, ac etiam illusterrimum D. Francum Mariam de Rovere Urbini Præsidium, & in eorum Stratis, quos deprecati tenent, vel deinceps legitime tenebunt, illos defendere contra quoscunque offendere volentes.

Item. Quod prefati Sanctissimi Reges, neque aliqui eorum, possit capere seu ad stipendium eum conducere aliquem Baronem, seu Domesticum, seu aliquem Terræ Vicarium, seu Capitaneum, vel aliquem Armerum equitem, live peditem, Subditorum Sanctissimi Domini nostri, sine expresso ejus consensu; similiter faciat Sanctissimus Dominus noster de Subditis, Capitaneis, ac Servitoribus dictorum Regum.

Item. Conclufum est, quod Sanctissimus Dominus noster, & prefati Romanorum & Francorum Reges, non poterant, alio modo cum prædictis Venetis, nisi communi & unanimo consensu, facere aut inire Pacem, Treugam seu Iudicium, seu quomodolibet aliam Appendamentum.

Item. Si pro recuperatione distarum Terrarum per ipsos Venetos occupatarum Sanctissimo Domino nostro, & prefatis Regibus, videbitur per Censuras, & maxime per Interdictum, procedere contra prefatos Venetos, Ducem & Magistrum Venetiarum, Terrarumque & Domitia eius subiecta, ac eorum Subditos, teneatur Sanctitas sua per dictas Censuras & Interdictum procedere contra supra dictos Venetos; & e contra teneatur Sanctitas sua adesse prefatis Reges, & alii Confoederati, & quilibet ex eis, illam adjuvare: quo dictæ Censuræ & Interdictum effectum habeant, maxime concedendo, representatis contra Subditos dictorum Venetorum, & bona illorum dando in prædium, prout aliis fecerunt, & ipsi Confoederati teneantur ex toto posse, cum effectu procurare, quod dicta Ordinario extorcellos debite demandat.

Item. Prefatus Sanctissimus Dominus noster, & dicti Romanorum & Francorum Reges, scribent Regi Hungariæ ad sollicitandum & inducendum eum ad recuperationem eorum que dicti Veneti sibi indubite detinent, ad hoc ut se præparet ad intendendum eis bellum circa dictas Kalendarum Majas.

Item. Fuit conventum, quod si quicquidam Turca fidei nostre inimicus, ab ipsa Venetia scilicet, prædictum Romanorum Regem, aut alios invadat Carilicolas, quod prefati S. D. N. & Reges, ac alii Confoederati, qui hæc Ligam ingressi fuerint, totis viribus, tanquam unum in robur coeque, communi Hosti veluti ad communem incutendum extingendum occurrenti secundum quod per Sanctissimum Dominum nostrum, & prefatos Reges pro communi utilitate conclusum extiterit.

Item. Quod infra tempus trium mensium quilibet eorum teneatur nominare & in scriptis dare Confoederatos, Assensentes & Recommendatos, quos unusquisque eorum teneatur recipere, & quod ipsi Confoederati & nominati gaudeant beneficio prædictæ Ligæ & Confoederationis, exceptis Venetis, cum Terris & Subditis eorum, qui vultio modo recipi possint.

Item. Quod infra dictum tempus trium mensium prefatus Sanctissimus Dominus noster ac dictus Dominus Romanorum Rex, ratificabunt hæc Ligam & Confoederationem, & aliter averti, ac etiam Regi Christianissimo Ratiificationem suam in autentica forma mittent, & quod in Literis Ratiificationis omnes & singuli superscripti Articuli specificè inferantur; & quod Sanctissimus Dominus noster, quosque requirit fuerit, faciet omnia & singula prædicta rata habere per Sacram Collegium Reverendissimum Dominorum Cardinalem.

Compe præmissa Federis Ligæ & Amicitie Capitula, omniaque & singula in illis contenta, vobis gratissima sint, promittimus omnibus, quibus supra, prefatis Sanctissimum Dominum nostrum, & Sanctissimum Dominum Regem Romanorum, liberrimo animo, omnia ea facere, servare, exequi, & complere, ac facere, servare, exequi, & complere, quæ pro eorum parte, pro executione prædictorum Capitulum.

TOM. IV. PART. I.

ultorum Ligæ & Amicitie, servanda executionis sint & complenda. Ideo, prefatis Literis nostris, & virtute Mandatorum nostrorum, omnes meliores via, modo, & forma, quibus melius & validius de jure possint & debemus, præmissa Federis Ligæ & Amicitie Capitula, omniaque in illis & quolibet eorum contenta juxta sui formam & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus & firmamus, omnibus quibus supra.

Et insuper promittimus & juramus in animas prefatorum Sanctissimi Domini nostri, & Sanctissimi Domini Romanorum Regis, Dominorum nostrorum, ac Dominum Deum nostrum, & ejus Sanctam Ecclesiam, ad sancta quævis Evangelia manibus nostris corporaliter tacta, bona fide, & in verbo Pontificis, & Regis, Sanctissimum suam prout se & Successoribus suis, & Cesaribus Imperatorem tenere & adimplere, & inviolabiliter observare pro se, Hereditibus & Successoribus, Regibus, Terris, Dominiis, & Jurisdictionibus suis, omnia & singula in prædictis Federis, Ligæ, & Amicitie Capitula contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & cetera, quovis modo, directè vel indirectè non facere, nec venire, sub obligatione & Hypotheca qualiumvis honorum suorum præsentium & futurorum, necesse sub pena perjurii, quam Sanctissimus Dominus noster, & Dominus Romanorum Rex, possint incurre.

Item. Quod prefati Sanctissimus Dominus noster, & Dominus Romanorum Rex, & quilibet eorum, tenebunt personaliter, & in propria Persona, ad Sancta Dei Evangelia jurare, & firmare omnia superscripta, eorum & presentibus vel præsentibus eis, vel eo, quem vel quos videbitur Sanctissimus Dominus noster ad Dominum Regem Romanorum, & Dominum Romanorum Rex ad Sanctissimum Dominum nostrum, & Christianissimum Rex ad prefatum Sanctissimum Dominum nostrum, & Sanctissimum Romanorum Regem, pro huiusmodi juramento ad ipsos mittent.

Et si (quod Deus avertat) non adimpleteus integrè omnia & singula per nos omnibus prædictis prefatum Christianissimum Regi promissis, volumus & confirmamus et voco, prout ex tunc, nominibus quibus sepe, quod sua Christianissima Majestas in nostra penitus sit obligata prefatis Sanctissimo Domino nostro, & Domino Romanorum Regi.

In quorum omnium & singulorum Testimonium prefatis Literis manibus nostris figuratis, & nos prefati Carolus Marchio, & Petrus Filholi, Episcopus, & Philibertus Præpositus, sigillis nostris, & ego Christianus sigillo ipsius Præpositi in nobis abtema fecimus muniti.

Datum Blesis, vigesima secunda mensis Septembris, Anno Domini millesimo quingentesimo quarto. *And. Agui, CAROLUS DE CARRETTO, P. FILHOLI, Episcopus Silvanensis, PHILBERTUS NATURELLI, Præpositus Trajectensis & SENTERINI.*

Et sunt lesdites Lettres scellées de cœuf blanc par cœuf rouge.

XXXI.

MAXIMILIANI. Romanorum Imperatoris Edictum in Causa Comitis VIKENBERGÆ, de Subditis Imperii non evocandis Romanis, nec confringendis per Banquam Papale. Datum Anno 1505. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. III. pag. 659.]

ANNO
1504.

MAXIMILIANUS Dei gratia Romanorum Imperator, & Rex Hungarie, Ac. Illustrissimo Principi, Philippo Castille, Legationis & Genaræ Regi, Archiduci Austriæ, Duci Burgundie, & Richardo Duci Lotharingie, nostris Dilectis Filiis ac Filio: & Reverendis, Illustribus, Nobilibus, Spectabilibus, nostris Consanguineis & affinis, Electoribus, Principibus, Venerabilibus ac totius & Imperii Dilectis fidelibus, Jacobo Trevirensi, & Hermannio Colonienfi Archiepiscopis, per Galliam Regnumque Arlesensem & Italianum Archiepiscopis, Alexandro & Johanni Marchionibus Bada, Comitibus in Spawheim, nostris Locumtenentibus in Provinciis Luccoburgi & Achenfi, Wilhelmio Langravio Hesse, aliisque omnibus & singulis, Prelatis, Comitibus, Baronibus, Equitibus, Militibus, Captaneis, Præfatis, Officialibus, Secretariis, Advocatis, Curatoribus, Scabinis, Consiliis, Iudicibus, Senatoribus, & omnibus aliis nostris Subditis & fidelibus,

H a

fidelibus,

ANNO
1505.

fidelibus in suprememoralis Principibus, Archiepiscopis, Contracibus, Provincia, Civitatibus & Districtibus, communitatibus, ad quos Regium hoc nostrum Edictum, sub ejus dicta Copia pervenerit, gratiam nostram & omne bonum.

1. Illustrissimi, Reverendi, Illustres, dilecti, Fratres, Fidei, Consanguinei, affines, Electores, Principes, Generales, Nobiles, Spectabiles, nostri dilecti venerabiles, notum vobis facimus, quod nos Proposito, Decano & Capitulo Metropolitani Ecclesie Trevirensis scripsimus, etque monuimus, ut ab actione, quam Roma adversus Nobilium nostrum & Sacri Imperii dilectum fidem Philippum Comitem Vindoburgensem infirmerent, & ad quam eum per hanc Ecclesiasticam inducere paraverant, abstinere, & debito Juri ordine eorum nobis aut nostris & Sacri Imperii Camera, velut ordinario & legitimo eorum iudicio, & cujus nos fuisse sapientes judicium, cum conveniret & sufficeret procedere acquiescerent, juxta Mandatum nostrum desuper emissum.

2. Nobis tamen juratus contra Camera Nuncios, qui predicta Proposito, Decano & Capitulo Ecclesie Trevirensis antea nostrum Mandatum intromissit, per se & instrumentum, remisit, eundem Propositum, Decanum & Capitulum, Mandatum nostrum contempnissimè, & in proposito suo perseverare, & adversus nominatum Comitem Vindoburgensem nobilissimum supremamuram Censuram & Banum Ecclesiasticum ad, & tunc etiam coram ad ipsam Censuram se hanc proclamari executionem gravioribus modis procedere. Quamobrem idem Comes Vindoburgensis humiliter nos supplicavit, ne se, qui se debito iudicio fuisse obtulisset, permittimus itaque se inique per predictum Banum & ultiores Censuras gravaret.

3. Quoniam ergo nobis, ut Romanorum Imperatori committere proderet, ut nos, & Sacri Imperii Jurisdictioni & superioritati per spontaneum adiorem in Locis & Judiciis incompetentibus intromissum, iram fuit: & ipsam etiam sepeditum Propositum, Decanum & Capitulum Ecclesie Trevirensis propter eorum contumaciam, inobedientiam & contumaciam punire decreverimus: ideo mandamus ex plenitudine Romanae Censuræ Majestatis & potestatis Imperiali, vobis omnibus se singulis, sub excommunicatione vestra & Sacri Romani Imperii indignationi & pœne gravissimæ, insuper privationis omnium regum, feudorum, gratiarum, privilegiorum & liberum, qua & vobis & Sacro Imperio laicis & multis eorum Marcum anni pœni, Camera nostra inextinguibiliter perolveretur, fœvere ac volumus, ut omnes se singuli, simulque hoc nostro Mandato aut ejus debita Copia requisiti fueritis, fœdissimi Propositi, Decani & Capituli Ecclesie Trevirensis, provocum, totius, censuræ, decimas, carter, pœnia & Jurisdictionis, obtineamus in vestris aut aliis Districtibus possidem, & vos ex consequi poteritis, auctoritate & fidei curæ, vel ipsi decemam, & pro eorum apud expensis custodiatis, aut custodiam nostro nomine jubemus, neque eisdem sine multum sine parum illi exhiberi aut representari sinatis, usque dum à temerario & contumaci proposito delinquant, Mandatis ac iussis nostris obediunt pure, & superintentionem Comitem Vindoburgensem coram nostro & Sacri Imperii Camera iudicio, ut ordinario & legitimo ejus iudicio, & causam & actionem suam eodem nomine, conveniam, & simul expensis atque sumptus, quos dictus Comes propter inopiam eorum processum facere coactus fuit, juxta nostram & Camera nostram cognitionem, refundant. Volumus ut huic nostro Mandato fideliter obtemperetis, nullus ex vobis alium respiciat, meos alterius fœre potestatem executionis aut alius denique alium expectet: ne nobis necessitas imponatur, ad eorum fœpites pernam & multam erga vos procedendi, hoc Datum Anno post natum Christum MDV.

XXXII.

6. Avril. *Lettre de François I. au Duc de Milan, rendue à Maximilien I. Empereur, par le Cardinal Georges d'Amboise, au nom du Roi Louis XII. A Haguenau le 6. Avril 1505. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 40.]*

Ego Georgius de Ambasia, Tituli Sancti Petri Presbyter Cardinalis Rothomagensis, ac Apothecarius Solis de laere Legatus per Regnum Francie, pro-

mitto & joco nomine & vice, & Mandato Serenissimi ac Christianissimi Domini Ludovici Francorum Regis, uti Ducis Mediantini, vigore Mandatum ad prezeno Christianissimi Regis militi andræum, in Perfectionem & vangelia per me composuerit talia, Vobis Sacratissimo & Illustrissimo Principi & Domino, Domino Maximiliano, Romanorum Regi semper Augusto, Domino meo elementissimo, Cardineque vestro Majestatis Sacrosanctissimum Romanorum Imperatoribus ac Regibus, Sacroque Romano Imperio, quod prestat Serenissimi Rex Francorum, ut Mediantini Ducem, cum ipso Ducatu & sola pertinentiis vult & debet ex nunc in auctoritate Majestatis vestre, tanquam Romanorum Regi, suo vero Domino, & Successoribus sola prestat, esse fidelis, obediens, & servicus, bonum & fœdum, utilitatem & honorem vestre Majestatis, & Sacri Romani Imperii, pro vobis procurare, damna arare, & avertere, juxta omnem possibilitatem suam, & si ipsi in aliquo consilio esse contingerit, in quo contra Majestatem vestram & Sacrum Romanum Imperium quodammodo aut attentatum fuerit, Majestati vestre aversare debet, & vult. Et alia omnia facere & adimplere, qua fœdela Princeps Vassallus Majestati vestre & Sacri Imperii, eidem Majestati vestre & Sacro Romano Imperio facere, exhibere, & prestare debet & tenetur, dolo & fraude fœmora. Ita me Deus adjuvet, & Sancta Dei Evangelia.

Assculata & collationem in Cancellaria Regis Romana, & concordat cum Originali, in cujus rei fidem nunc & signo mei Cypriani de Sermeto, Cancellarii Illustrissimi, & Vicecancellarii Censuræ Censuræ, subscriptis est prefatus Copia. Adhuc in Haguenau, die 6. Aprilis Anno Domini 1505. Signo, Z. SERRETIN.

XXXIII.

Investiture du Duc de Milan, & des Comtes de Pavie & d'Angliere, rendue par l'Empereur Maximilien I. au Roi Louis XII. & à ses Descendants mâles légitimes, & au défaut d'eux à ses Filles. A Haguenau le 7. Avril 1505. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 41.]

MAXIMILIANUS, Divini fœvere Clementia Romanorum Rex semper Augustus, &c. ad perpetuam rei memoriam, tenore presentium recognoscimus, & nosse facimus universis, quod etiam Carissimi Majestatis Celsitudo divina videretur in hac fœdissimi Imperii sui specialia constituta, ut pro eorumque meritis nostris munificentem & liberalitatem sua pœni concederet, ad ea tamen animi sui selem possimum debet intendere, que non modò privati cupiditatem commedias censuræ potest, sed quibus universis Reipublicæ Christianæ dignitas & fœdum, (cujus imprimis Romanus Censuræ & Deo optimo maximo censuræ est protector, & propugnator) vident procul dubio sublevari fore consilium.

Cum itaque Serenissimus Princeps Ludovicus Francorum Rex, Frater noster Cusinus, per Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Georgium de Ambasia, Tituli Sancti Petri Presbyterum Cardinalem, & in Regno Francie Apothecarium Legatum, Oratorem; ac Nuncios suum specialem, ad hoc Literis & Mandatis sufficienter instructum se monent, nobis supplicaverit, quatenus ipsum Regem pro se, & Heredibus suis masculis ex suo corpore legitime descendentes, & eis deficientibus, pro illius Claudis fœ Fili primogenito, ac pro illius Caroli Archiduce Austria, & Principe Castellæ, Ducente Lothemburgi, Serenissimi Philippi Castellæ, Legionis, ac Grænetæ Regis & Aragonum Principis nostri nostri Censuræ fœdum, & presentem Claudis fœdum, compungimus, & si ipsam Claudiam morti contingeret, pro alia primogenita, qua nobet primogenito Domino Duci Lothemburgi, vel alteri Filioque Serenissimi Regis Castellæ, & eis deficientibus sine liberis, pro Heredibus masculis prefati Serenissimi Francorum Regis, qui ito tempore venient ad capiendum Investituram. Et si contingeret, ut fœdissimum est, Ducem Lothemburgi & Claudiam, atqueque Filium Francorum Regis, & Filium Serenissimi Regis Castellæ Illustrissimum Archiducem decedere absque liberis, & nos nos directum Investituram prefatis Heredibus, tenemus restituere illis decem mille Francorum, que accepimus pro dicta Investitura.

ANNO
1505.7. Avril.
EMPEREUR
DE FRANCE.

ANNO
1509.

Jure tamen, quod dicti Hæredes in dicto Ducatu tunc habebant, non obstante relatione dictæ Summæ, ipsi integre salvo remaneant. Insuper tamen, quod si contingeret in prædicto casu Hæredes supra dictos minime pro Inveſtitura, tunc ipsi teneant ſervare Jurisdictionem dictæ Inveſtituræ de Ducatu Mediolanensi, & Comitatu Papie & Anglerie, quos ipſe Ludovicus Francorum Rex ad præſens tenet ac poſſidet, & etiam de quibus prædeceſſores ſui Duces Mediolani, à quibus originem traxit, per Romanos Imperatores, aut Reges, inveſti fuerunt, & quæ ipſi teneant & poſſederunt, cum omnibus Civitatibus, Oppidis, Terris, Caſtris, Archibus, Villis, Dominiis, Diſtrictibus, Feodis, feodalibus, ac aliis quibuscunque rebus & bonis ad ipſa Dominia ſpectantibus & pertinentibus, noſtra Caſtra archiepiscopatus roſetii, ipſique Ludovico Regi & Hæredibus ſuis, ut ſuper expoſitionem eſt, non obſtante Inveſtitura priori etiam Ludovico Sæcra prius exhibita, Jura omnia & regalia, quibus ab antiquo Mediolani Ducis legitime inveſti, ut ſunt, ac quæcumque quæ gravis, liberæ, immunitatis, privilegia, præeminentias, dignitates, franchiſia, Jurisdictiones & Facultates concedere & impertiri dignentur.

Not in arcepoſito noſtri mæſſæ ac conſideratæ revocemus inſolubilitatem Amicitie, Pacis, Fœderis, Unionis, & Concedimus conditiones, quas ſuper pro commoſo & ſalute Chriſtianæ Religionis iuribus invicem, traditionibus, & conſuetudinibus, necnon & Nepotis noſtri Caſimiri Luxemburgi Ducis prænominati cum Illuſtri Claudia ipſi Ludovico Regi Filia ſtatu vinculo, & connubio, quantumque emolumentum, utilitatem, & ſecuritatem ea hæc cauſa noſtra & tantorum Principum concordia & intelligentia exoriri poſſit ſalutis Populo Chriſtiano, conſiderata & ipſius tandem Ludovici Regis virtutibus, & tantæ Regis ſalutis, & totiusque & antiquæ Germanicæ Nationis cum Gallicæ Populi Conſideratione, Commercio, & Amicitia ad amicum perſonalis, aliisque perſonis rationibus & reſpectibus æquitate modo non ſunt viſa, ut ea omnia ad perpetuum Chriſtiane rei bonum & Chriſti nominis Hoſtium perſecutionem in dies crescere & augeri magis poſſint, ac ipſe Ludovicus Rex, beneficiis noſtra liberalitatis iuvetur, eo ſtatu cum opulenti Regis ſui opibus ac Subditorum viribus uniti nobiscum ad protegendam Chriſtiani Orbis pacem & univerſalem præſidium & adjuvamentum ſeſe accingat, & ad tamendam æque propagandam Reſtorationem noſtri ſæm acceſſit Caroli miles nobis opulenti, quidem Ludovici Francorum Regis ſupplicationi favorableſſime inclinat, recepto prius à prænominato Reverendiſſimo Cardinali Rothomagenſi Oratore ipſius & Nuncio ſpecialiter ad hoc deputato, debito, ac in huiusmodi præſenti ſolito fidelitatis & homagii iuramento, quod in ſimilibus ipſius Regi ſui in præſentia noſtra ſit & de more Caſare Curia noſtra præſtat, ſino ad hoc accedente Principum, Comitum, Baronum & Procurement noſtorum conſilio, ex certa ſcientia, & de plenitudine noſtræ Caſare Potestatis, prænominatum Ludovicum Francorum Regem, pro ſe, & Hæredibus ſuis masculis ex ſuo corpore legitime deſcendentibus, & et deſcendentibus, pro Illuſtri Claudia Filia ſua primogenita, ac pro Illuſtri Claudia, Sereniſſimi Caſtellæ Regi Filio prænominato, ipſius Claudie Sponſa, conjunctim, & pro illa primogenita ipſius Francorum Regi, quæ nabet eidem Carolo, aut alteri Filioſum ipſius Caſtellæ Regi, dicta Claudia ex humanis decedente, & eisdem deſcendentibus ſine liberis, pro Hæredibus masculis præſenti Sereniſſimi Francorum Regi, qui illo tempore veniens ad ſuſcipiendam Inveſtituram, de prædictis Ducatu Mediolani & Comitatu Papie & Anglerie, quos nunc ad præſens tenet & poſſidet, & de omnibus, & ad ipſum Ducatum, & illius Dominiis quoquo modo ſpociare & perſicere poſſunt, & debeat, ac de quibus prædeceſſores ſui Duces Mediolani per Romanos Principes inveſti fuerunt, & tenent, cum omnibus Civitatibus, Oppidis, Terris, Caſtris, Archibus, Villis, Diſtrictibus, Feodis, feodalibus, & aliis quibuscunque rebus & bonis ad ipſa Domina ſpectantibus & pertinentibus, quæ & quæ pro tempore vixerunt Mediolani Ducis à nobis, ſive aliis Romanorum Imperatoribus aut Regibus, Prædeceſſoribus noſtris, & Sacro Romano Imperio, in ſecundum ſuſcipere & habere conſueverunt, ſollemniter & expreſſe Inveſtituram duximus, & remore præſentium Inveſtituræ, ipſique Ludovico Regi & Hæredibus ſuis, ut ſuper expreſſum eſt, non obſtante quacunque Inveſtitura præſenti Ludovico Sæcra ſacta, quam præſentium

tenore revocamus, cauſamus, & annullamus, regula dictorum Ducatu & Comitatu conſectis, ac quacunque gratias, ſilentes, immunitates, privilegia, honores, præeminentias, dignitates, franchiſia, Jurisdictiones, Facultates concedimus & impertimus, declaramus, quod ſi contingeret, ut prædictum eſt, Ducem Luxemburgi & Claudiam, aliisque Filium præſenti Sereniſſimi Francorum Regi, & Filium Sereniſſimi Regi Caſtellæ, decedere obſque liberis, non damnoſis nobis Inveſtituram Hæredibus reſtitui à prænominato Francorum Rege, remoreſſe reſtituere decemta miſſa Francorum ſuperſitis ſpecificata, permanente tamen pro ſalvo, ſi quod haberent in ipſo Ducatu prænominati Hæredes. Ea etiam adjecta, ut ante dictum eſt, conditione, quid in dicto casu Hæredes, qui minime pro Inveſtitura, ſervare debeat jura in conſideratione huiusmodi Inveſtituræ conſecta, non obſtante in præſentibus aliſque Legibus, Statutis, Conſuetudinibus, ac aliis aliis generalibus, vel ſpecialibus, quibus poſſit in præſentibus quomodolibet obſtari, etiam ſi talia forent de quibus ſpecialis & individua mentio facta eſſet. Aliis ceteris omnibus, in quantum præmiſſis obſtarent, de certis noſtra ſcientia & plenitudine Caſarem & eſſe præſentis & expreſſe derogamus. Decernimus, & hoc noſtro Caſare ſtatutum edicto, ea omnia & ſingula perpetuum obſervare roboris ſtabilitatem, & noſtris tamen & Sacri Imperii Juriſdictionibus in præmiſſis, ac aliis ceterisque in ceteris, ſemper ſalvis. Nulli ergo omnino hominum licet hæc noſtra Inveſtitura & Conſecrationis paginam infringere, vel ei ſuſa temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præſumpſerit, indignationem noſtram graviffimam, necnon penam centum milium Marcarum ſeri poſituri ſe noverit incurſurum, quarum medietatem Fiel ſive Jæſui noſtri, reſtidendæ verò ingratum ſorum alioſque decemtinam applicandam, remore præſentium ſub noſtri Signi Trilobato Literarum. Datum in Civitate noſtra Imperialis Vaguerum, die ſeptima Aprilis, Anno Domini milieſimo quingenteſimo quinto, Regiorum noſtorum, Romæ vicieſimo, Hungaria verò decimo-quinto.

Præſentes Liſſæ Originales ſunt ſigillate Signo Imperii pendente cum Filis ſericeis colore nigri & aurei, exiſtentes in manibus Reverendiſſimi ſuper dicti Cardinalis Legati.

Item. Et ſunt expedita alia Liſſa ſpecialis, &c. exiſtens in manibus Reverendiſſimi ſuper dicti Cardinalis Legati.

Quamvis Matrimonium non fuit inter præſentium Dominum Ducem Luxemburgi, & Dominam Claudiam.

XXXIV.

Compromiſſis zwifchen dem Herzogen in 29. April.

Wapern Albrecht und Welfſing einm. dem Friedrich als Domänen Herrn Ruprecht Engelherren Edlen unter Theil / worin ſie ſich ſtreitig Succession / ſach über Herzog Georg hinterlaſſenen Landen / dem Enkelſohn Vro Küniglichen Mayeſtät MAXIMILIAN I. unterwerfen. Orden am Abend der Dinnelſcher Chreſti 1509.

Ceſt-à-dire,

Compromis entre ALBERT & WELFING Ducs de Bavière d'une part & FREDERIC comme Tuteur des Fils de RUPERT aussi Duc de Bavière d'autre part; par lequel ils requièrent le Jugement de MAXIMILIAN I. Roi des Romains sur la Cause agitée entre eux, au sujet de la succession des États délaissés par le feu Duc GEORGE. Fait la Vigile de l'Ascension 1509. [Voyez-le ci-après sous le 30. Juillet de la même année 1509.]

XXXV.

Vertrag zwischen Herzog Heinrich dem Älteren 8. Mai zu Braunſchweig und Lüneburg / und der von Seinen des Herzogthum Braunſchweig anſpricht. Notwend derſelbe dieſen ausdrückt!

H 3

ANNO
1505.

terspricht) sie bei allen ihren hergebrachten Privilegien und Freiheiten zu schützen und zu handhaben; auch nicht feindlich gegen vertrauens- und Confians, wie bisher geschehen, vorzunehmen. Geschehen am Donnerstag nach Sonntag Exaudi 1505. [Lening, Russisches Reichs Archiv. Part. Seec. Altiteliana IV. 260a IV. pag. 26.]

C'est à dire,

Accord entre HENRI, Prince, Duc de Brunswick-Lunebourg, & les Etats Provinciaux du Duché de BRUNSWICK, par lequel il leur promet de les maintenir & protéger dans leurs Privilèges, & de ne rien entreprendre désormais sans leur sù & consentement. Fait le Jeudi après le Dimanche Euxémi 1709.

Quod Hinrich de Eder von Gordes Gaden /
 Herrgote des Brunschwichs und Lüneburg ic Den-
 kenner geschriben in und mit dessen Herr der Inf-
 Anst Erwm/ und als weime/ Es sey tho delemal
 Inder Schwere verplichtet der Schilde halben/ da-
 von nicht verheisset sein/ de Prælaten/ Rindkehoff/ und
 Schilde also Inder Lande/ Rindkings/ Hölpe mit
 Treit/ in Verantworte darre verhandelt/ gefe-
 retet hebben/ de Inf in ganser gater Beluungene
 derselben Schilde tho mer Keitings/ mannschaf-
 lige Lande und Herrgote gevinge/ die pstaten
 Jaren verlanet und thegialten hebben/ darach
 noch neyn Gesehe evident der gemainen Schilde be-
 stehen/ de Defalte so tho was verbanit/ tho In-
 Prælaten/ Rindkehoff/ Schilde und Jomoneer
 Inder Lande/ ein einrichig Regiment/ Hapfent/
 ingehent und vergewene vorgesighe Macht/ nicht
 gaudet/ und thoer Huldige gebracht lachen hebben/
 Duerder de vorgenannt Lande und Zimfingene
 verpachtet/ und in ander Treit gegeben sein/ der
 ungesetir Modike tho solle.

Denen vornehmsten vortheilnehmenden / stillen und wil-
len 1707 / und Unser Erben Vetter und Ihren Inhaber
der von Unsern Vereideten den gewinnnen Stünden
Unser Lante gegeben sei / up de Kobede / Haverbede
und Dienst ludebet / vor allen Heßten mit Heiden
weßten / und si end de järe darenbinnen / binden
und daren lastet / ane reime daren thewisen / oder
Stede daren de gremde / nicht beschweren noch be-
schweren laten / immigenen Wiß.

W/ In Erden und die Luft erschaffen noch
 einmahlen die gemauerten Kothel: Hanebrot
 und Densel nicht freuden und upmenen lathen; ohst
 be-
 genannten Prälaten/ Bisthöff und Solde Bre-
 nellen/ Wollen und Wellen/ sondern der na Inhoft
 dergehalter Weret: de wo öhne darobet gese-
 schiden und willen las haben und holden/ So wo-
 chet van der thedeligen Wannen und Wägen
 Rast Prälaten/ Bisthöff und Solde bet
 beschlinge und ander Bewerung bösen verkringing
 verthagen und upnemen lathen heiden/ verplich-
 ten two lins/ lins Erden und de lins gegenwärti-
 gen/ so dant dort mehr nicht die enstange.

„Och lue und den dern nicht vorüber noch vor-
 11 jedem lathen de fremd Strate / Waier nach
 12 Weyde / noch den Hüfen ein so dantes gestaten
 13 rhotische.

Da erwillen noch einfelden wy und künfft Erden
nicht stunden den Vogeden/ Undervogeden und Ausgen/
Das se jennigge besenckst up de Manne tho plogende/
tho seigende edder Kastbewerungs tho Verichren
edder sonst verbenagen schillen.

So try ed in vordren jettel Silber und Drogen Hafes Lades vorerend / vordren unde ugheset und vorpendet hebben / vordrichern try Unf und Unst Erren ein se dancs Alder nicht rhodent.

Ich ersuche mit Vertraue / willen und Beifall der
gewählten Pollizen / Ritterscheyt und Städte.

Wörten sich so begheben / dar weg up auffnehmen
 Anse Herrn und Fräule / geneigt ion weiden / Hene
 tho denende / so krülen und willen weg so danen Dinst
 und den Schaden darvort koinende nicht up Anse
 Lände unde Lide / sondern up de jenniger / de Anse
 dartho fordern / nachtraum.

Wir wollen oft de beichet Nasen Heffigstes in
der dazulien Reide / Liebunge / und anders bey Nas
wefende / afftoni / und der na Selegenheit einen ma
tians thail hotten und behben.

Det skölen und wöllen wy auffdrücken dat Mangelst
tho gerede den Inventidigen / ost den uhtwendigen
berde tho Verde und tho Rete.

So ist sehr Nothzucht in diesen Lanten und fens-
 tlichen durch die Terzenda und den Ball mit man-
 nigen Oberrn sehr vertheilt geschickt werden soll
 darüber wir sind in Hufe in dem Tellen greute and
 anders berstet und befristet werden! Verpflicht
 wir uns und Hufe Groen! an ein lenger Verleim-
 ung und upstellung! .. affistestelle! und das fetra-
 re Gorters und Wager na elden Terzenträume!
 .. durch Brunsfild und in andern Städen dten
 .. Durchgange holten und heffen sollen.

Was wir ed der gemaynten Prälaten/ Nieder-
tröp und Solde Unser Lande gegen einen jederman
der Ehren und tho Rechte/ in Sachen de darunter
begrepen seyn/ mechtig seyn/ und des Widerpartes
nicht/ schülen und willen wir Uns Erben se des
nicht verliessen/ sonder Ihne mit Landen und Liden
des bey Besamte verordnen und erben solten.

„Wat oec fordert de meegenanntten Prælaten /
 „Niederkey und Städte mit den deren Ansehn Lan-
 „de samst und befondern den Ansehn Beerbern
 „und Ansehn Altsch in Privilegien/ Gnaden/ Frey-
 „heiten und alten Herkommen gehat/ und noch
 „gegenwertigen hebben/ willen wir und frülen An-
 „se Erben die und den ihren de heiden und heiden
 „lothen.

„Was wir ed. jennige Schiffe gegen der dreyen Schande wider de. ötern Schiffe vernichte winennde weeten; de. eithen dem schiffen wir und willen schiffen die antwörnde und de. die Rechte androgen vor dem andern antwortigen Prälaten / Ritterschafft und Steten Ihesu Lande kommen lahen / Was der aber widerum schiff begreute werdt; da jennig Schiffe von den dreyen Stenden Ihesu Landes / eithen der dreyen teil gegen Ihesu Schiffe und Vöcker herden; de. schiffen und willen wir ed. vor den genannten Stenden the verbringn mit der Reiches Kithenage kommen lahen; alles in Eiden / de. den Reichten un- dervorsich sein / und darinn bedingn heben. „. Ap- „. da unter Ihesu des nym riefstidderi defunk- „. schaff werden.

So wo es in befonderheit bekunden hebben / das
 die genannte theologen Vierz-Jehz geringe das den
 verordneten Prälaten / Ritterschafft und Ertzen-
 Bischof Lande In dieß vergangen nigen Jahr
 vergangen / nicht redendich / und kleine Frucht
 In dieß getrenn Schilde / die unterdinsten gedien
 hefft / und das ofttliche andere Herrn und Stetel
 das das Vierz Insetz Ende Bruchschiff selber
 und gebracht werdt / die Vierz-Jehz geringe of
 vergangen und gegenwertigen bruchschiff / dem Riche
 der Stadt die Bruchschiff und den dinsten in befonder
 heit die menschlichen Schaden / der Drufake / wo
 der verordneten Vierz-Jehz geringe des Bruch-
 schiffen Bruchschiff / und aller andern Vierz Insetz
 lames / der dinstlichen verfahren wegen Insetz
 Insetz / und die Ruchschiff der Wache des Vierz
 heben offentlich / und dorn de off in Kraft dinst
 Bruchschiff / aber alle Insetz Lande / so das wo den In-
 setz Erben bekunden Bruchschiff geringe des genannten
 Vierz-Jehz

ANNO
1505.

Wepre / und de Kleinheit der Wache vorrecht in
unsern Landen nicht fordern und beuteln lassen sollen
und wollen / sonder na oltrem Herkommen / mit
der dan der Wepre / gunges / ein so dan gehalten
und gebracht schal werden.

Und darup hebben de vorgenannten Prælaten /
Rittercap / und Eede alle unser Lande / Uns the
Ehren / Wohlgefallen und der Schilde mede the Hül-
pe / und the treste / thein Jahr lang / vierhundert
sechszehen Lande / na wöntlicher Wiese / und van
Diters her gescheit / und den dem the nemende / je
der Eiden vor eine Wache eiderende / the ge-
schen und vergelant / der de erste up Michaelis over
dat Jar / na Gifte dieses Wores folgende / und de
andern stetes vor dat ander Jar Michaelis optre-
men sollen / und kunnen Brunsweid anveracht ge-
bracht und in de Rindinge unser Schilde gefest
sollen werden.

Wo und de Uns en sollen noch en willen es so-
ter Landtschazunge the andern Eiden vorrecht nicht
gebruchen / Of sollen und willen Uns genannten
Prælaten / Rittercap / und Eede aller unser Lan-
de de eiderendende Schazunge einderstücken an je-
nige Wepre nimmere van den dem binnen Bruns-
weid an einem Drenthe / de man dartho schiden-
de wert / bringe / versigen und uytgese / lassen.
Gescheit aber / dat jeunig von den Eiden / e-
der erliche van den dem hierinne nederselig und
versagt worden / de sollen wy mit den andern
Eiden dartho bringe / dat de dennoch eine fol-
ge und dat gese / an Dertog und verelent / und
wenn de aldar by conghenomen sijn / sollen dartho
seij van den Eiden unser Lande van uns dartho
verelent / by den genannten Rentmeister geschicht
werden / de unser und unser Erven sulle Wache
hebben sollen / denissen samsthumen theernde /
thesagende und theschidende in Verlicheit in de
swaeren besidantigen Eiden und Schuld / und so
werden.

Und effe dem de gülticheit vor entstunde / so
sollen se unser und unser Erven wache hebben / dat
de up unser Landende the Richter utbrage ge-
setet mögen werden / von den eiderende und the
nemende in ghehelester eyde / allem des wy in Nach-
te püchelig sijn.

Als of unser Landende alle uns beven de ge-
nannten fallentment Schazunge up Michaelis nach-
folgende Rade the gesehen und vergelant hebben de
der eiderende / des is verlicken worden / dat men
de alle of the Brunsweid by dem Rentmeister von
verelent / einderstücken bringe schall / der swaeren
Schilde the gode / und the meteredinge / up dat
de Lande und de Inbesetern underdecken und un-
bedracket bliven mögen / Of ane uns / unser Erven
und der unser jeunige Insege unde Affreinge dat
beven sollen und mögen.

Up dat de besiden Schazunge den Liden unser
Lande beste dregliden the bringe bekennen möge /
hebben wy vorgenannte Roste mit Weterende / wo-
rende / willen und Zulverde der gedachten unser
Landende affgehe / und sollen gegenwertigen aff
alle Geste der Kerknisse / der Kalande / der Di-
pinge / der Wegengnisse / der Richter und allen an-
dern Eiden / dat de Lide unser Lande eine Lide
over sijt / und andern mede beschwert ande in
guten Schaden gebracht hebben / und effe der welde
in unser Lande so disse bekunden werde / de disse
Ordnunge verachtete und nicht eiderde / de schal ei-
nem Jonckelien verlicken / so dachten se dat bric-
tel / dery Kinkide Gilden gese / ane alle Eade /
dar sijt ein Jücker schal na werten theschen-
de.

„ Und effe wy und uns Erven den eideren-
den unser Prælaten / Rittercap / Eiden /

„ und den dem / sampe und besondern / de
„ verbrunden Artikel na dem Brünne nicht
„ eiderde / eider beiden liden / so enüllen se of
„ sampe und besondern mit den dem uns
„ unser Erven verachtete nicht vorrecht sijn the
„ beliden / noch jeunige Schazunge folgen the
„ den / eider anders med the gerode noch the
„ vorgenomde / so lange wy und uns Erven ge-
„ neigt werden / Hse und de dem de the beten-
„ de / des Wy und uns Erven done of
„ sampt und besondern nem Vorrecht geseen
„ sollen und willen. Dit alle wy vor / erden
„ und loden Wo Fetzog Jücker de Eide vor
„ uns und uns Erven / den vorgenannten unser
„ Prælaten / Rittercap / Eiden / und den
„ dem / stede vast und underbeten med the be-
„ dende / an alle list und Hölperde.

Und der the mehrer Besidantse hebben Wo vor
uns und uns Erven uns Insege wiliden den
hengen an diesen Wess / und wy Anelthas Wapen-
meze / the Eider Eiden binnen Brunsweid / At /
Senie und Capitel der Kerkten Sancti Blasii
dartho / von wegen der Prælaten / Hener von
Campere und Wess van Wenden / van wegen
der Rittercap / und Eide der Rostentome / Als
se de Rade the Brunsweid und Holmstede / van
wegen der Eide / Bekennen in und mit diesen
siden Wore / dat wy mede vasser Wacht aller Prä-
laten / Rittercap / und Eide der Rostentome the
Brunsweid / so vele dat einen jücker an sijnem
Eande und de sine beret und berden möge / alle
vergeschripene Ordnunge / in Warten / wy ver-
elent / bemiligt und befürberdet hebben / willigen
und besidenden de gegenwertigen / lapa und velen of
mit den unser / disse Ordnunge / dem eigenliden
unsern güldigen Herten / allet dat uns und de us-
se hierinne belangen / stede / soll und unterbeten
theernde / und also de gesehenen the verfelgent
ohne Gewerde. Und hebben des the Ordnute vor
uns und alle andere Prælaten / Rittercap / und
Eide der Rostentome the Brunsweid / uns In-
sege und Secrer an diesen Wess / binnen unsern
güldigen Herten Insege / wiliden den hangen /
und dieser Wore sijn dem van einem Lide / der de
eine by dem Capitel der Kerkten Sancti Blasii / de
andere by Herten Jücker von Warbe / und de
bedide by dem Rade the Brunsweid in Drenthe-
ge / den andern Eiden alle mede the gode / sijn
sollen. Und is geschieden nach Christi unser Herten
Gebot in vesterhundertten und vissen Jare / am
Drentheboge na dem Sonage Exaudi.

XXXVI.

Capitula REIPUBLICÆ FLORENTINÆ 25. Junii.
cum FRANCISCO GONZAGA Marchione
Mantua, super ejus institutione & conducta in
Capitulum Generalium Exercitus Florentini, ad
diem 26. Junii 1505. Almam Florentiam die 25.
Junii Anno 1505. Cum RATIFICATIO-
NE prefati Marchionis data ut supra. Nec
non DECLARATIONE minor Capituli. Ac-
tum ibidem die 26. Junii Anno ut supra. [Pie-
ce authentique, tirée des Archives Archi-
diaconales de Mantoue.]

In Dei nomine, Amen.

ANNO ab ejusdem Domini nostri Jesu Christi sa-
lutaris incarnationis millesimo quingentesimo quin-
to, Indictione octava, die vero vigesima quinta mensis
Junii.

Pateat omnibus & evidenter sit notum quod
Magnifico & Excellentissimo Domini Princeps Liber-
tatis, & Venerabilis Illustris perpetuus Populi Florentini
magis

ANNO
1505.

ANNO
1595.

unà cum eorum Venerabilibus Collegiis, nec non Speculabilibus decem Libertatis, & Pacis, & Consiliariis Consiliis Obsequiis Virorum Civitatis Florentinis in fœderationibus numeris collegialiter congregati in Sala Ediliv Pallatii Dominorum Viceconsularum loco per litteras preceptis eorum fuisse residentem pro eorum Officio exercendo, ut mox esse conficietur. Iussit, & rationabilibus causis moti, misit, iussit, & celebrato iussit eos solenniter & fecerit firmiter ad fœdas agoras, & alias illoque contentis pro nouissima unam Fabas vigas darsi, non obstantibus duodecim Fabis albis del ai, & omnibus servatis, qua in predictis, & circa predicta servari debebant facientes omnia, & lingua infra scripta vice, & nomine Magnifice & Excellentie Reipublice, & Populi Florentini, & vigore Authoritatis, Potestatis, & lialie eisdem concessit, & attribuit secundum Ordinamentum Communis Florentinis: Et in quibus, & ad quos recideret, & est plena & plenissima auctoritas, & potestas infra scripta peragendi secundum formam & potestatem Ordinamenti Communis Florentinis in locumque locumque. Et omni meliori modo, via, iure, & forma, quibus magis, melius, & validius, & efficacius poterunt, & possunt, conduxerunt in Capitecuram, & pro Capitecuram Generali totius Exercitus Rei-Pub. & Populi Florentini, & ad stipendia, servitia, & fidem eisdem infra scriptum Illustrissimum Marchionem Mantua pro tempore cum provisione, stipendio pactis, contraria, conditione, pactis, Capitulis, promissionibus, obligationibus, modis, formis, & aliis, de quibus, & prout infra per litteras nostras continetur, & scriptum est videlicet:

Impono est illi Illustrissimo Signore Francesco Gonzaga Marchese di Mantova intendere, & per suo Capitano Generale della Magnifica Estre R. Pub. & Popolo Florentina, & de tutte le Genti est a Cavallo, come a più per tempo & termine di due anni serviti, & durante detto tempo delle servite ditta Estre R. Pub. fedelmente in ogni loro impresa, est ad officio, come a difesa, & contro a qualunque Prencipe & Potentato salvo le cose infra scripte, & est obli tutte quelle prebentazioni, & obediencia da ditta loro Gente, est non consistere darsi per ditta R. Pub. & per ditta Capitano Generale: Et ha tenuto, durante detto tempo, obedi ad Magistrato di gli Estre Signori Florentini, & ad Magistrato di Signori Detti di la Libertà, & Pace della Città di Firenze, & loro, & de quibus di loro Commisarij, & est fure, & durante ad Dominio Florentino, & de ditta Dominio parare senza licentia di ditta Magistrati, & loro Commisarij.

Item habi di Candello Haumini d'Arme trecento in questo modo, est, che di prefate habi a servire con haumini d'Arme dugento, & Cavallo leggeri cento, che computato due Cavallo leggeri per uno Haumini d'Arme fanno la somma di cinquanta Haumini d'Arme. Et est vegano a essere quegli con che di prefate ha ad servire dugento cinquanta Haumini d'Arme, & est il restante in forma trecenti Haumini d'Arme, debbe detto Signore Marchese, & est sua tenore testa dei Nobili del di, che ne furi ricevuto da Signori Florentini condogli nel Dominio loro a loro servizio, & est debbino ditta Signori Florentini pagare quello, & est quanto si convenne ad proportionem di gli altri dugento cinquanta Haumini d'Arme, che in fine a quello di gli haumini pagati & est debbino essere gli prefati Haumini d'Arme condogli, come di sopra, iussit, & est sufficienti, intendendosi, che ogni Haumini d'Arme habi Cavallo quattro, & est debbe detto Signore con detta Compagnia continuamente servire della Re-Publica durante il tempo di detta Conditia come di sopra, est nel Dominio loro, come sopra deve a ditta Re-Pub. & Magistrati di quella parerà.

Item che dette Gente debbino essere rassegnate ad ogni richiesta, & est volontà di ditta Magistrati & di alchuno di loro Commisarij alla Firenze, una pagando per quattro volte l'anno.

Item debbe la ditta Re-Pub. Florentina pagare, & est daga ad detto Signore Marchese la somma, & est quantitas di flangi di grosso trenta tre migliaia otti ad ogni restatione. Et debbino pagare per ciascuno Anno durante detto tempo, la quale somma, & est quantitas l'intende essere, & est sia col per il pagamento di detto Gente d'Arme, & Cavallo leggeri, come per provisione, & piallo della persona di detto Signore Marchese, la quale quantitas si gli debba pagare restit, & est senza alcuna retentione in questo modo, est è la metà di detta somma di presente in luogo di provisione, & est il restante in sei pagette, est è di due Mili in due Mili una pagetta in fine alle nostre pagamante, & est est si segna di Anno in Anno durante la detta Conditia.

Item debbe detto Signore Marchese balere condotta tutta la intera Compagnia col di Haumini d'Arme, come di Cavallo leggeri nel Dominio Florentino fra uno Mese del di che gli fara pagata la provisione, & est concesso della Conditia el di, che detto Signore Marchese bati condotta la Compagnia ditta nel Dominio Florentino.

Item tutte le Terre, & castelli, & est loro, che pigliasse detto Signore Marchese, & sua Gente, durante il tempo della provisione condotta, fanno di detto Re-Pub. Florentina, excepto la Prigion & Prede consuete, intendendosi, si per, che tutti li Prigion di conto, debbino essere della R. Pub. Florentina, volendogli, pagando la carovisione Taglia a chi hanno tali Prigion.

Sua detto Signore Marchese, durante detto tempo, obligato a servire contro a disubbedito, come di sopra, excepto dove intervenisse le prefate proprii, & ditta Magnifica Cesare, & ditta Magnifica Christianissima contro alle quali detto Signore Marchese non vuole essere obligato, salvo che per difesa di ditta Signori Florentini, & est ricompensatione delle cose, & Longi loro perdute dalla Anna mille quattro cento cinquanta quattro per, alla quale est indennitamento, & est contro a qualunque ditta essere obligato est con la persona, come con la Gente.

Item che durante la provisione Conditia, el detto Signore Marchese, & sua Gente habbi ad habere nel Dominio di ditta Signori Florentini Alloggiamenti, freme, & est le-gue gratis secondo el consuetudo di gli altri soldati loro.

Item est ella presente Conditia l'intende essere, & est sia fatta con buona gratia della Magnifica Christianissima, & est sua almonia, nella provisione, prebentio, & est signoria delle quale est intende, & est vuole conservare intanto alla morte.

Item ha tenuto detta Signore Marchese accettare la presente Conditia infra otto di prossimi, furi ad ogni alteramento sia nulla & disubbedito, & est Magnifica & Estre Signori Florentini & spedibili Detti di Libertà, & Pace, & delle due parte di loro.

Qua omnia & singula supra scripta prefati Magnifici & Excelli Domini Collegi Decem, & Consiliari Obsequiis Civitatis florentinis dicitis modi, & nominibus promissum mihi Antonio Notario, & Cancellario infra scripto prefati, & pro ditta Illustrissimo Dominio Marchione & eius Heredes, & Successores recipienti, & acceptanti firma, rata, & grata habere, tenere, attendere, & osservare, & contra non facere, vel venire modo aliquo, pro quibus omnibus, & singulis firmis, ratas, & gratis subditi, & tenendis, & adimplendis, & observandis obligaverunt ditta Illustrissimo Dominio Marchioni, & eius heredibus, & mihi Antonio Notario prefato, & infra scripto un supra prefati, recipienti, & stipulanti predictam Magnificam, & Excellam Rem-Publicam, & Populum Florentinum ejusque bona omnia, & singula presentia, & futura. Remittentes in predictis omnibus, & singulis exceptionibus non fuisse Conditam, obligationi, & promissioni in supra non sit gestis, & non sit per omnia celebrati contractus, exceptioni doli mali, conditioni indebiti, quod tunc casu, quod metus, vel iniuria causa, actio in soluto, Privilegio Forti, beneficio restrictionis in integrum, consueque illi Legum, Jurium, & Constitutionum analio, privilegio, & favori, & specialiter, & nominibus Legi, & Jun dicitis, generaliter Remittentes non sufficere, seu non valere. Quibus precepti Guarimigiam, & per Guarimigiam, vice & nomine juramenti, prout mihi licuit, & licet secundum formam Statutorum, & Ordinamentorum Communis Florentinis, quatenus subscripserunt omnia, & singula attendant, faciant, & observent in omnibus, & per omnia, & quo ad omnes, & omnia, prout & sicut promissum continetur, & scripserunt est. Rogantes me Antonium Notarium suum fideiudicem, & infra scriptum quatenus de predictis promissum consensum infrenum suum, & sua plura. Adta fuerunt premissa omnia, & singula in dicta Sala Ediliv Pallatii Dominorum Viceconsularum, presentibus testibus ad premissa omnia, & singula vocatis, habitis, & rogati videlicet: Dominio Marcello Virgilio primo Secretario, & Cancellario Rei Publice, & Populi Florentini, & Ser. Francisco Obviani de Arancio Cancellario, & Scriba Reformationis Populi, & Communis Florentina.

Item postea dicitis Anno, Inditione, & die. Illustrissimus Dominus Dominus Franciscus Gonzaga Marchio Mantua confitens personaliter in presentia me Antonii de Vespuccio Cancellarii, & Notarii infra scripti prefati, & pro, & vice & nomine Magnifici & Excellentie Rei Publice, & Populi Florentini, & omnium, & singulorum, quorum interest, intercessit, vel poterit in futurum quomodolibet intercedere recipien-

ANNO
1595.

ANNO
1505.

[illegible]

infectum animam, et sic periret.
 Adia laetant per omnia, et angula in Crivine
 Domini et de populo dicit Michaelis Benedici, et
 in Duomo Alfonsi Filippi de Stronici fu dedito An-
 Domini nostri Iesu Christi ab ejus laetantia Incarnatio-
 ne millesimo quingentesimo quinto, Indictione octava,
 et die vigesima quinta Mensis Julii, presentibus scilicet
 ad premissa omnia, et singula vocatis, habitis, et ro-
 gatis, videlicet Domino Tolomeo Petri Spagnoli de
 Mantua Secretario, et Cancellario Illustrissimi Domini
 Marchionis Mantua, et Blasio Bonacursi Blasi de
 Mantua, Consiliiarii Domini Mantua, et Vaghi pri-
 mi Secretarii, et Cancellarii Dominationis Florentinae
 restatis.

Item postea diebus Anno, Indictione, & de vero vic-
tesima sexta mensis Iulii.

Com hoc fit, prout asseruerunt infra scripte Partes, quod Magnificus, & Excellentissimus Rebus Publicis Florentinus, desiderat sub die vigesima quales praesentis mensis Junii in Capitulum Generale totius Exercitus Magnificus & Excellentissimus Rei Publicae, & Populi Florentini Illustrissimum Domulum Francicum Gentium Marchionem Mantuae, & dicta Conducere etiam fuerit dicta die perdidam Illustrissimum Dominum Marchionem acceptata, & cum licet casura, quae in Capitulis dicta Conducere continetur fit Capitulum huiusmodi tenens, & continetur videlicet.

Item ch'ella presente Cellotta l'intenda offrire, & sia
fatta con buona grazia della Maestà Christianissima, & non
altrimenti, nella provvisione, praticazione, & stipendio della
quale esso intende, & vuole perpetuare infino alla Morte
d'alcuno Maestri Dominì

Nicolaso Alexandri Filippi de Machiavellis.
Pierro Francisci Neri Filippi del Nero.

TOM. IV. PART. I.

Dominus Franciscus Quirici Johannis de Pepis.
Anthonius Averardi Antonii Silvestri de Serridoris.
Clemens Cypriani Clementis Serrigi.
Johannes Baptista Nicolai Bartholomaei de Berolinis.
Bernardus Francisci Jacobi de Nucanis.

Petr. Franciscus Francisci Raynerii de Tofughis.
Franciscus Antonii Taddei Filippi Taddei &
Julianus Iohannis Bartholomaei de Maurellis etc.

Decem Vhilbertinis & Pacis Ciceronis Floruinis

Decem Viri libertati, & Pacis Curiam Florantia
omni adunati, servatis servandis, & obtento partito puerum
magnum fabas nigras *del si*, & secundum Ordinationem,
et vica voce facientes infra scripta omnia, & singula, vi-
de, & nomine dicte Magnifice & Excellentie Rei Publice
Florantius, & omni rationi modo, quo poterant,
et possent ex parte sua.

[illegible][illegible]

ANNO
1505.

ANNO non valere. Quibus quidem superscriptis Partibus pres-
1505. sentibus, & dictis modis, & nominibus volentibus, &
consentientibus praecepit ego Antonius Jucet equitarius,

& Notarius infrascriptus Guarentigari ac per Guarenti-
gum, vice & nomine praesentium, prout ubi licuit
& licet secundum formam Scrittorum, & Ordinationum
Communium Florentium, & eorumque alterius
Locis de Guarentigia disponendis, quancumque predicta omnia,
& singula attendant, & observent in omnibus, &
per omnia, & quoad omnes, & omnia, & prout, &
sicut conveniant, continere, & superscriptum est.
Rogantes me Antonium Vesputium Cancellarium, &
Notarium infrascriptum dictae Partes dictis modis, &
nominibus, quatenus de predictis omnibus, & singulis
publicum consensum instrumentum unum, & seu plura.

Acta fuerant praemissa omnia, & singula in Civitate
Florentina, & in Palazzo Dominationis Florentinae, &
in parte inferiori dicti Palatii, & in Audientia extra-
dictorum Exominum Decem sub Anno Domini nostri
Jesu Christi ab ejus solennitate Incarnatione millesimo
quingentesimo quinto, Indictione octava, die vero vi-
gesima sexta mensis Junii, Praesentibus testibus ad praen-
tium omnia, & singula vocatis, habitis, & rogatis, vi-
dellcet Domino Tholomeo Pleri Spagnuolo de Mantua,
Domino Francisco Domini Entelii de Mantua,
Domino Martini Secretharis, & Cancellaris
dicti Illustrissimi Domini Marchionis Mantuae, & Do-
mino Marcello Virgilio de Florentia, & Domino Ni-
colao Malchiarolo de Florentia ambobus Secretariis
& Cancellariis Dominationis Florentinae

L. S. Ego Antonius olim Ser Anstathi Ser Amari-
gi de Vesputio Imperiali auctoritate Jucet Ordina-
tor, Notariusque publicus, & Cetera Florentinus, nec
non Cancellarius Extraditionum Officiorum Populi, &
Communium Florentium, penditque omnibus, & singulis
in praesenti Carta, & oculo procedentibus Cartis aditis,
dum sic agebatur inter eos, eoque rogatus scribere scrip-
si, rogavi, & publicavi, & in hanc publicam formam
redigi, & in fidem me subscripsi, & solito mei sigillo
ornavi.

Cum ejus Originali authenticum in Pergamentum scrip-
tum, sit, ut supra expedito, in secretorio Archiducis Man-
tuae Archivis adscriptum praesentem sumptum Copiam anti-
quiori cuspide attingit,



Ego LUDOVICUS Nob. olim
H. OCTAVII DE MAZZIS Fi-
lius, Civis, publicusque, Imperiali auctori-
tate, Mantuae Notarius ac dicti se-
cretarii Archiducis Archivis Can-
cellarius. In quorum fidem hic me-
pista cum attestacione, subscripsi hac
die 15. Februarii 1720.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CAS-
TILIONUS ejusdem Ar-
chiduci Praefectus, hac die 16.
Februarii 1720.

XXXVII.

30. Juil. Entscheidung MAXIMILIANI I. Römischen
Königs zwischen dem Herzogen in Bayern
Albrecht und Welfgang eines! dann Friedrich
als Vormund Ruprechts Seeligen Herten
Edelen andern Theil ob der Succession-Each
ist Herzog Georg hinterlassenen Landen. Ge-
schien zu Ulm den 30. Julii 1503. Samst
dessen Mandat an alle Ober und Nieder Bär-
sche Land-Edelkeit besagten Entscheid ge-
schick nach jachen. Oben zu Jehr den 20. Au-
gusti 1503. Nicht auch inserierten Vollmachten
besagten Herzogs! drei Departierten zu eben-
wau ten Entscheid aufgestellt. Oben zu München

am Heiligen Ruffabers Juchend 1503. Und
deselben Compromiss und Beschreibung das sie
Ihre Kaiserlichen Majestät Entscheid nachfolgen
wollen. Oben mit hieroben. [LUNIG,
Zweytes-Buchs-Archiv. Part. Special. Ab-
theilung IV. Abth. I. pag. 635.]

C'est-à-dire,

Sentence Arbitrale de MAXIMILIAN I. Roi des
Romains entre ALBERT & WOLFGANG
Ducs de Baviere d'une part, & FRIDERIC
comme Tuteur des Fils de RUPERT aussi Duc
de Baviere d'autre part, dans la Cause agitée en-
tre eux au sujet de la Succession des États & Do-
minations délaissés par le feu Duc GEORG. A
Cologne le 30. Juillet 1503. Avec le MAN-
DEMENT du Roi aux États Provinciaux de
Baviere à ce qu'ils ayent à se conformer audit Ju-
gement. Donné à Favers le 20. Août 1503.
Les PLEINPOUVOIRS desdits Ducs à leurs
Députés Conseillers pour se soumettre de leur part
à la dite Sentence. Donné la Vigile de l'Assom-
moir 1503. Et l'INSTRUMENT de Compromis
des mêmes Ducs, par lequel ils requièrent le
Jugement de sa Majesté & s'y soumettent, donné
pour la Vigile de l'Assommoir 1503.

Wir Maximilian von Gottes Gnaden Römischer
König zu allen Zeiten Hocher des Reiches!
zu Hungern! Dalmarien! Croatien u. König! Erz-
Herzog zu Oesterreich! Herzog zu Burgund! zu
Brabant! und Pfaltzgraff u. Erbkamerer der
Erbsnen und Erben! Unsern Liebdingen und des Reichs
lichen Getreuen! allen Inhabern! Unterthanen! und
Bewohnern des Fürstenthums in nichtern und ebenen
Bavarn! in was Wörtern! Standes als Weisheit
die sera! so bis nachgeschriben Sachten druck! und
mit diesem Unsern küniglichen Brief! oder gleich-
lichen Aichgeiff! haben! etzucht werden! Unsern Gnad
und alles Gut. Erbsnen und Erben! Lieben! Anseh-
tigen und Getreuen. Wir haben in den Irungen
und Spennen! so sich zwischen den Hochgebornen
Albrechten Unsern Schwager und Weisgancern!
Obelidern an einern! und weisend Herzog Rup-
recht auch seiner Gemahel und nachfolgendes Her-
zog Friedrichs! als Vormund desselben Herzog Rup-
rechts gelassen Kindern! alle Pfaltz-Grasse den Nien-
ne! und Herzogen in Bavarn! Unsern lichen Ob-
erren und Hütern! anders Tugel! den wegen weisend
Herzog Jegenus von Bannin gelassen Fürstenthum!
Land und heur! Haab und Guter! so viel er des
hinder hin verlassen hat! gehalten auf Unsern nech-
sten Reichs-Tag zu Ulm! mit Rath und Berp-
sen Unser und des Reichs Churfürsten! Fürsten und
ander Stände! in wasdlicher Anzahl! zwischen den
gemelten Parteyen eyden entlichen Eruch und
Entscheid gerhan! den so auch zu davor kerte! Nien-
lich Herzog Albrecht und Herzog Welfgang durch
ihre vörmächtg Nuch und Anrede! und dann Her-
zog Friedrich durch sich selbst! als Vormund! im
Nahmen und Nam eines Bruders Herzog Rup-
rechts gelassener Kinder Herzog Dismund und
Herzog Philippen! also angenommen und Nam ge-
gragt! sich auch des gunggambich verpflicht! haben!
selchen Eruch und Entscheid zu lehen! und
den stet und vörl zu halten. Darnach gebeten wie
auch allen küniglich und eier vöden insonderheit!
den Römischen künigliche Macht ersucht mit dem
dem Brief! und wöden! das ihr den ebenstren-
gen Unsern küniglichen Eruch und Entscheid zwi-
schen den vorgenannten Parteyen Herzog Albrecht
und Herzog Welfgang! an einern! und Her-
zog Friedrich als Vormund anders tugel! in al-
lin

ANNO
1505.

ten seinen Vanden und Aetidein/ so viel der eror-
geben werden werden/ anhanget/ unterworfen seyet/
und den curres teils getrenlich hallet/ und bejohet
und auch des mit seyet noch wider. Nach langer
Vorber man hinfie von Datum des gemelten
Inkers Sprachs und Entschids anzuhaben/ haimen
derer/ Rug/ Galt/ Creven/ noch ander Ge-
velle/ wie die genaunt werden nichten/ mit racheit/
noch gebet/ sonder die bey eudren Handen und Ge-
walt behalt so lang/ bis das Schloß/ Creut/ Flet-
ten/ Landt/ Leut/ Galt und Suer nach loms des-
selben Sprachs getapet und geter Partey/ dat/
so je dieselb Entlung jaget/ eingewantet wurdet/
also man mag jeder Tok solich Rint/ Rug/ Galt/
Stewen/ und ander Stelle von sinen Landen und
Unterschen solch einnehmen und empfangen/ und
hierin nit antreit handelt noch mangelnlich er-
scheinet/ als lieb auch allen und eror geben sey Inker
mit des Reichs schmerz Ungnad und Straff zu
vermerken. Dazumt gete Inker ernstlich Man-
nung. Geben zu Rint/ am 17. Tag des Monats
Augusti, Anno Domini funffzehnhundert und
im funften/ Inker Reich des Römischen im 17.
Jahr des Hungers im vii. Jahren.

Wie Maximilian von OÖtes Gnaden Römischer
König/ zu allen Zeiten Herr der Reichs/ zu Hun-
garn/ Dalmatien/ Croatien/ u. König/ Erp-
Herzog zu Österreich/ Herzog zu Burgund/ zu
Lothring/ zu Brabant/ zu Palz/Brave/ u. Be-
kennen/ als wir riet in den Irungen und Spenn/
so sich zwischen den Hochgebornen Albrechten und
Wolffgangens Gebürden/ Palz/Grassen bey Rhein/
und Herzogen in Bayern/ u. Unsern lieben Schwager/
Oheim und Fürsten an einem/ und dem Hoch-
gebornen Friedrichen/ auch Pfälzgraven bey
Rhein und Herzogen in Bayern u. Unsern lieben
Oheim und Fürsten/ als Vermander wilsand seiner
Bruders Herzogen Albrechts von Bayern Eunt/
Herzog Dalmatien/ und Herzog Philippen seiner
Beiten/ anders theils/ gehalten/ einen endlichen
Spruch gehan/ der von Wert zu Wert hernach
geschreiben sichet.

Wie Maximilian von OÖtes Gnaden Römischer
König/ zu allen Zeiten Herr der Reichs/ zu Hun-
garn/ Dalmatien/ Croatien u. König/ Erp-
Herzog zu Österreich/ Herzog zu Burgund/ zu Lo-
thring/ zu Brabant/ zu Steyer/ zu Kernen/ zu
Crain/ zu Lymburg/ zu Lugenburg und zu Grlben-
land/Brave in Elß/ Fürst zu Schwaben/ Palz-
Grasse zu Hochspurg und zu Homburg/ Gerscher
Grasse zu Burgund/ zu Flandern/ zu Lurell/ zu
Vörs/ zu Artheiss/ zu Heland/ zu Serlande/ zu
Viere/ zu Riburg/ zu Namur/ und zu Zusphen/
Marggraf des Heiligen Römischen Reichs/der Eunt
und zu Burgund/ Herr zu Freisland/ auf der Win-
dischen Ward/ zu Wirschen/ zu Portenato und zu
Salind/ u. u.

Werknen öffentlich mit diesem Brief/ und thun
kund allernemlich. Als sich nach Abgang weinete
des Hochgebornen Inkers lieben Oheims und Für-
sten/ Herzog Jögen von Bayern/ von wegen seiner
verlassen Fürstenthum/ Landt/ Leut/ Hab und Gü-
ter/ zwischen den Hochgebornen Albrechten und
Wolffgangens Gebürden Palz/Grassen bey Rhein/
und Herzogen in Bayern/ Unsern lieben Schwager/
Oheimen und Fürsten an einem/ und weinete Her-
zog Albrechten von Bayern/ in Namen seiner Ge-
michel Frauen Elisabethen/ zwischen Herzog Jö-
gen Leut und ihrem Erben/ anders Last/ Irung
und Spenn begeben haben/ wie die für Uns als
Römischen König erserret/ verhöret/ und mit Rint
unersunden die gleich von zu Irzen und zu betro-
gen/ und als die Einlichkeit nit stat haben wolt/
worn/ als ordentlichen Richter/Tag angesetzt/ und

Retail und Recht gesprochen. Nun sein zwischen
denselben Parteyen an Vollziehung willen solcher
Retail und Rechtsen endlich Krieg und Aufricht
entwachsen/ und in dem die genannten Herzog Al-
brecht und sein Gemahl mit Tod abgangen/ und
dannoch dieselben Krieg und Aufricht in Namen
ihrer verlassenen Ein Herzog Debanrichs und Herzog
Philippen gelet werden. Dient aber die Uns und
dem Heiligen Reich in andern bligenden Sachen/
endlich Verhindung praet/ und auch dieselben
Herzog Debanrichs und Herzog Philippen/ je vog-
der Jar noch nit ertrucht/ haben wir von Heiligen
Reich Truchsen Marien/ und genauget Christen-
heit zu Ruffenbalt/ Frieden und Güten/ als Römischer
König/ und Oberster Erzbis/ dem das jethen
gehört und jstet/ mit Willen und Jögen des
Hochgebornen Philippen Palz/Grass zu Rint u.
Inker lieben Oheim/ als ihres Al Vatters/ damit
solchen Krieg und Unrat abgeseit/ und schweres
Widergesessen der Christen Menschen und Verh-
tung und Verberbung der Land und Leut verhöit/
auch das/ so von ihnenwegen gehandelt wurd/ Ir-
richtig sey/ und also die Sachen zu Fried und Einig-
keit kommen/ den Hochgebornen Friedrichen/ Palz-
Grassen bey Rhein und Herzog in Bayern Unsern
lieben Oheim und Fürsten den vor genannten Herzog
Debanrichs und Herzog Philippen/ als ihren ge-
spiten Freund/ zu Lure und Vermand getet und
geordnet/ und darauf mit den gemelten Herzog Al-
brecht und Herzog Wolffgangens/ begebenen mit
demselben Herzog Friedrichen als Lure und Ver-
mand/ im Ramea und an stat der verlassenen seiner
genen Beiten/ so viel gehandelt das si zu bwer stet
aus undertuniger Gehorsam all und rechtlich erd-
lung Irung und Spenn/ den wegen der Fürstenthum/
Landt/ Leut/ Hab und Güten/ so dieselb Herzog
Jögen hinter sein verlassen hat/ nicht daren aus-
genommen/ ganz frey/ weiltlich an alle Fürwer
auf Uns als Röm. König/ im rechten Herrn und
ordentlichen Richter/ zu endlichen Austrag und
Entschid gestellt/ und sich gegen Uns verscriben/
zugefagt und versprochen haben/ das si solchem Un-
sern Austrag und Entschid in allen sinen Punkten
und Aetiden gehorsamlich und an alle Bangerung
leben und nachkommen/ und darwider nit sein noch
handeln/ noch den jra oder jemanden andern den
jra wegen jethen gestanden sollen und wollen/ alles
Inhalt der Verscribungen von Wert zu Wert als
so lautend:

Den OÖtes Gnaden wir Albrecht und Wolff-
gang Gebürden/ Palz/Grassen bey Rhein/ Herzogen
in Ober- und Nieder-Bayern u. Bekennen/ als wir
an einem/ und der Hochgebornen Fürsten Herzog Fried-
richen von Bayern u. im Namen und an stat wein-
end der Hochgebornen Fürsten Herzog Ruprechts des
Bayern u. Ein Herzog Debanrichs und Herzog Phi-
lippen u. anders Laile/ die Irung und Spenn/ so sich
von wegen weinenden Herzog Jögen von Bayern u.
gelassen Fürstenthum/ Landt und Leut/ und antreit/
nicht ausgenommen/ zwischen Uns zu begert get
halsend/ auf den Alldurchlauchtighen Erbschne-
tighen Fürsten und Herrn/ Herrn Maximilian/
Unsern allernemlichsten Herrn/ als Römischer Kö-
nig/ Unsern rechten Herrn und ordentlichen Richter
zu endlichem Austrag und Entschid gestit/ das wir
demnach demselben Unsern allernemlichsten Herrn dem
Römischen König bey Unsern Fürstlichen Werten
zugefagt und versprochen haben/ und thun weilt-
lich in Kraft des Briefs. Als/ das wir solchem
seiner Könighen Majestät Auftrag und Entschid
in allen sinen Punkten und Aetiden gehorsamlich/
und an alle Bangerung leben und nachkommen/ und
darwider nit sein noch handeln/ noch den Un-
sern jethen gestanden seitten und wollen in kein weis/ ge-
trulich

ANNO
1505.

ANNO
1505.

treulich und ungetrüblich. Des zu Urwand haben
wie hard unsere Insigel an diesen Brieff ge-
hendt Der gehen ist in München an dem Heil-
gen Aufart-Abend / als man Jahr von Christi Unser
lieben Herren Geburt tausendhundert und fünf
Tage

Wie Freydich von Wieses Grauen Pfalz-Bräu-
bey Rheim/ Hertzog in Bayern/ und der Hochgeborenen
Fürsten/ Fürsten lieben Vattern Herrn Dalmatichs
und Herrn Philippen Geyersheim/ Pfälzgrafen
bey Rheim/ Hertzogen in Nidern und Obern
Bayern vorordentlicher Vornamdt/ Schickens/ als wir
in Namen und an stat verordtet des Hochgeborenen
Fürsten Unserer lieben Bruders/ Hertzog Maximilian
des Bayerns Ein edgelnest Hertzog Dalmatichs und
Hertzog Philippen an einem/ und die Hochgeborenen
Fürsten/ Herren Albrechten und Herren Weisßlingen
auch Pfälz-Graffen bey Rheim/ auch Hertzog in
Obern und Nidern Bayern/ anders Tzitel: Die
Tzierung und Speen/ so sich den wegen verordtet
des Hochgeborenen Fürsten/ Herren Jergens Pfälz-
Graffen bey Rheim/ Hertzogen in Nidern und O-
bern Bayern &c. geliebten Fürstenthum/ Landt und
Erbt/ und anders/ nichts ausgenommen/ zwischen
Uns bawter seyt halten/ auf den aller Durchleuchtig-
sten Fürsten und Herren/ Herrn Maximilian/
Römischen König &c. Unseren allergnädigsten Herrn/
als Römischen König/ Unseren treuesten Herrn und
edelmüthigen Richter/ in ewigen Auszug und
Entscheidt gestellt/ das wir demnach für Uns selbst
und der genannten Unser Vattern wegen benuehen
Unsere allergnädigsten Herrn dem Römischen Kö-
nig der Unsern Fürstlichen Wörden pferigst und
verpfinden haben/ und thun das wirnsichlich in Knecht
des Briefs/ also das wir selchem seiner Königlich-
en Majestät Aufzug und Entscheidt in allen seinen
Puncten und Artickeln geyhorlich und an alle
Vergeltung leben und nachkommen/ und dardurch
nicht fern noch handeln/ noch das den Unsern jezt
gefallen sollen noch wollen/ in dem weis/ gütlich
und ungerichtlich. Des zu Urkund haben wir
Unser Vornamtschafft/ Secret an diesen Brief ge-
setzt. Datum zu Eßln auf Verlesung St.
Jacobi Abent Apostoli, Anno Domini
1550.

Auf feldlich Beteiligung und in Krafft des Gewalts
so Uns die Enzumen / geleiten Unser andechig und des
Knechtlich Getreue / Altrichs von Bessertsten
Trenn-Herr zu Augsburg / Irbanus Adlmann
Ermannstern in Plumensthal / Wolfgang von U-
hagen / Eysmard von Kirchach / Hans von Pö-
stern / Doctör Peter Wolgemut / Ludwig von
Sonnen / Zachariasen Stend / und Der Prin-
gen von Herzog Albrecht und Herzog Balthasar
Herrschafft / wie hernach folgt. Den 20. J. 1547.
Geben wir Albrecht und Balthasar Schreiber /
bayer Pfalz-Gräfen den Keyn / Herzogen in O-
bern-und Nidern-Bayern zu. bekennen mit diesem
Brieff. Als der Albrechtschafft / Obergleich-
schafft Alst und Herr / Herr Maximilian / Kün-
igk Reich / zu allen Zeiten Mirer das Reich /
Unser allernachste lieber Herr und Schwager /
Uns Brüdern an einem / und dem Hochgetreuen
Herrn / Herzog Friedrich auch Pfalz-Gräfen den
Keyn / und Herzog in Bayern / Unser lieben Bet-
tern an dem und dem wegen seiner jungen Bettern
Herzogen Othoinrichs und Philipps Brüdern /
wolschick seines Bruders Herzog Ruzards Ein-
ander tuns / In den schwebenden Träumen und
Speunen verführe Unser Bettern Herzog Jögeus
in Bayern zu. gütlichen Hülffschafft / Landt / Feind
und Gut / wahren und lieb / nichts unangenehm
berühren / Unser brüder Liden einen gütlichen und
trüglichen Endschick-Los auf Unser zu dardor Los

bedürftigen Ueberschuß und Zuführung der Sachen in je Königlich Majestät gegen Personen als Unfromm über und rechten Herren sein an alle Fürstentum geschicket zu Ehm am 7. Tag. Log des Hofmars Wey der jere Königlich Majestät zu erforschen / und entlicher Handlung und Entschide in angeregten Trugern und Spernen zu gründen / errent und angehoert hat. Nachdem wir aber aus fundern mercklichen arischen und Verleibungen Uns ferre Zeit aus Unfromm Astenhumb persönlich so weit nicht hin mügen / so haben wir bald Gefeliter heren benannt die Verordnen und Befehl / Erlernen / Hocherleuten / Beschlichten und Befehlen Unsfer Maje / kaiserliche und lieben Getreuen Wirschen den Beistellern / Thum-Herrn zu Augsburg / Johann Reithmann / Commenther zu Pönnzell / Befehlungen von Oberrn zu Weilmün / Unsfer Befehlern / Eigennuden von Kirchbach / Königlichem Hausknecht zu Regensburg / durch Bitter: Hans von Paulsdorf / Unsfer Rathhumb in niedere Beyren etc. Doctor Wernern Pönnzinger etc. Ludwig den Semmer: Bartholomew Schreiner zu Wüchsen / Beyten Peringer zu Ingolstadt / beydt Unsfer Burger / zu diesem Königlichem Log mit fumpz Unsfer kaiserlichischen verordnet / und den allen samentlich und fundertlich Unsfer vernehmlicher Ernalt geben / und thun das hiemit und in Kraft die Brieffe / solchen Königlichem Log an Unsfer stadt und aus Unsfer fundern Bireich zu befuchen / Unsfer Maje / Sachen und Gerechtigkeitz freysetzen und des Ergernisse darthun und fiebergen zu widerprechen / ablegen und vernichten. Ob auch die Königlich Majestät mit Wiffen bayertisch gleich Haulung halben weiten auf Unsfer Instruction / beydt von Unsfer Räte und Anwalten geben / selich Handlung zu eben / gebühlich Antwort / Unsfer Bireich gemis / dasz geben und sich nach Gehalt Unsfer Maje Gerechtigkeitz / und bedacht Kregens in allweg gebühlich verhalten. Wo aber mit Wiffen kann entlicher Betrug geschehen wöcht / auf Unsfer darbey Tral Homburg und freye Zuführung der Sachen zu jrer Königlich Majestät / den derselben jere Majestät notwendig kaiserlich-Brieffe darob zu begewen / annehmen und Uns der zu jerrigen / und alles auch / wie das Unsfer Maje / erretet und jure Unsfer Antwort begewen wöcht / von Unsfer wegen zu handeln / jehen und gelassen / wie wir dann sich persönlich angere handeln / thun und lassen möchen. Und ob die benannten Unsfer Räte und Anwalte merres Gewalts / dann jenen begreifen ist notwendig worden / den wollen wir ihn hiemit volkommenlich auch gegeben haben zu Gernitz zu Vertritt / und aller Handlung die Unsfer Simburgs auf die Königlich Königlich Majestät. Had mas also durch angeregt Unsfer Räte und Anwalte in diesen Unsfer Handel von Unsfer wegen gebandelt wöcht / dasz geben wie des Unsfer kaiserlichen Worten und Worten / stet / best und ansecht / auch darob Unsfer Räte und Anwalte an Schaden jehalten / mit Uebach die Brieffe / durch Unsfer bayertisch Albrechts und Herzog Befehlungen anhangenden Insigeln befricht. Sechsten zu Wüchsen / und angeregter Brieffe ist geben am Heiligen Auffst / Abent / als man zalt den Christl Unsfer lieben Herrn Gebart Haffzjehundert und im fünften Jahr.

Haben wie vorgenannter König Maximilian auf
diesen Unfern gegenwärtigen Tag, so wie derhalben
benden Parteien erant, mit wohlbedachtem Mut
und gereitem Rat zwischen benden vorgenannten Par-
theien in den angelegten Sachen und Treue Her-
bringen folgenden Verlauffen fürstlich: Laub! Laub!
Hab und Guter verleihe! Unfern entlichen Aus-
sprech u. Entschid geben u. geben. Nun und
geben den auch wesentlich in Kraft dies Briefs!
wie

ANNO
1505.

ANNO wie von Wort zu Wort hernach geschrieben steht.
1505.

Zunächstlich sprechen und ersuchen wir / daß all und jeglich Reich / Herzogthum / und Widerwille / so sich in dieser Kriegshandlung zwischen den Parteien / auch jren Darnen / Anhangen und Verwandten begeben hat / wie das sein möchte / nichts ausgenommen / gang treib / ob und verzigen fern: und kein Teil den andern / noch sunder Personen darinn weder inner noch außershalb Reichs / mit Werten und Werken mit erschicken / ansprechen / rechtsfertigen / schmecken / noch beklagen soll / in kayn Weis.

Weiter sprechen und ersuchen wir / daß Herzog Friedrich / als Vormund / an stat und von wegen seiner Darnen Herzog Dismasch und Herzog Philip / jren Erben und Nachkommen / verzeihen und justiren soll an Schlossen / Stetten / Landen / Lerten / und Wälden / mit der Mannschafft und aller ander Oberkeit / Herrlichkeit / Gerechtigkait und Zugehörung.

Item Schloß und Stadt Nürnberg an der Thurn mit samt jhren Herrlichkeiten und Zugehörungen / und darzu herbeizahl der Thurn / außershalb der Stadt Ingerich mit jren Zugehörungen / was Herzog Jörg am Oberland verlassen hat / alles die in zwanzig tausent Gulden Reichlich Nutz und Ernte nach gewöhnlichem Anschlag / und was sich Oberland nicht ertragen mag / soll ihm ersetzt werden am Oberland auch herbeizahl der Thurn / und andern Landen / so Herzog Albrecht und Herzog Wolfgang am Oberland und vor dem Wald haben. Doch ausgenommen / was durch Herzog Albrecht und Herzog Wolfgang hingehen ist. Und ob die Gult herbeizahl der Thurn die Summa der zwanzig tausent Gulden Reichlich Nutz und Ernte nach obgemeldtem Anschlag nicht ertragen möchte / so sollen wir Macht und Gewalt haben die Überweisung und Erhaltung an andern Stetten erhalt auf der andern Seiten der Thurn auszusagen.

Item / über solich zwanzig tausent Gulden Reichlich Nutz und Ernte sprechen wir Herzog Friedrich / als Vormund erbliden / wie vor stat / noch der zwanzig Gulden Reichlich Nutz und Ernte nach vorgemeldet Anschlag / an Schlossen / Stetten / Landen / Lerten und Wälden / auf massen / wie die zwanzig tausent Gulden Nutz und Ernte / wie wir dann die anzeigen werden.

Weiter sprechen und ersuchen wir / daß Herzog Albrecht und Herzog Wolfgang von Darnen / jren Erben und Nachkommen / justiren / verzeihen und begeben sollen all und jeglich ander Schloß / Stett / Land / Lert und Wäld / so viel der Herzog Jörg von Darnen über das / so Herzog Friedrich / als Vormund vorgemeldet massen justirt / hinter sein verlassen hat / mit der Mannschafft und aller ander Oberkeit / Herrlichkeit / Gerechtigkait und Zugehörung / nichts daron ausgenommen.

Weiter sprechen wir / daß Herzog Friedrich als Vormund erbliden / wie verzeihen / justiren und verzeihen sollen alle Vorsehafft / Ecker / Bescheit / Ginner / Edelgraben / Berlin und Gernant / mit samt aller andern darinnen hab / so in diesen Schlossen lauffen und Durchgängen sein. Doch soll Herzog Friedrich / Reich / Weisgewart / und was ja dem Bedürfnis gehört / in der Capita in denselben Schlossen lassen mit samt etlichen gemainen Hauskat / nach seinem Germalen. Einst in allen andern Schlossen / Stetten und Flecken soll einen reben / so denselben eincomen wider / die samet hab / wie die auf dem Tag Datum die Spruch darinn ist / begeben. Dann den wegen der Ortschaft / Wälden / Wälder und ander ihre Zugehörung / so Herzog Jörg verlassen hat / sprechen wir daß solch

gleich halt getuplet / und jrem Thut das halt gegeben werde.

Der Kasten und Getrande halten / so nach begeben ist / sprechen wir / daß solich auch gleich halt getuplet / und jdem Thut das halt gegeben. Und soll nach jrem dato nichts daron verändert werden / bis die Lantung desselben Getrande begeben / allein was zu Unterpfandlung derselben Schloß noch ist / darinn sollen auch hup Quarteyen bey jhren Pflichten kein Verdruss sein brauchen.

Interesse die Schilde / sprechen wir / was obenast nach vorband Herzog Jörgen Abgang von Schilden gemacht hat / daß jeder Tag dasselb bezal.

Wir sprechen auch / daß von diesen Parteien gegen allen und jeden Unterthanen / in was Stand oder Wesen die jra / dieser vorerwähnten Lantung und Kriegsklassen haben kumerting Ungeord oder Straffe fingenommen / sunder alles tref und abseyn / und deshalb nichts gehandelt werden soll.

Item / was freyer Schuden von Herzog Jörgen behermt / die nicht aus Pflegen / Anputen oder andern dergleichen verschriben jren / sprechen wir / daß dieselben durch Herzog Friedrich / als Vormund / bezahlt werden. Dergleichen was Herzog Jörg der massen außgerichen oder Schuden jet / die sollen Herzog Friedrich justiren.

Item / was rechtlich Verschreibungen von Herzog Jörgen auf Schlossen / Stetten / Empiren oder Flecken ausgegangen weren / sprechen wir / daß die durch Herzog Albrecht und Herzog Wolfgang verzeihen werden sollen.

Wir sprechen auch / daß jeder Land dem andern überge all beiflich Lert / Arbeit / und ander Gerechtigkait / zu den Stetten / Schlossen / Stetten und Flecken / so einem jren begeben / und darinn kein Drey / oder Gerechtigkait gebraucht werde.

Item / all Schloß / Stett und Flecken / so Herzog Friedrich als Vormund justiren / soll er von Has als Reichlichen König / als ein Fürst der Reich und Vormund im Mann u. von wegen seiner Darnen Herzog Dismasch und Herzog Philip / jren Erben und Nachkommen ersuchen / wie im Heiligen Reich verkommen und der Gerechtigkait. Ausgenommen die Stett / was die darunder weren / die von andern ja Lehen herkommen / und darinn Has glaublicher Schein / darzu wir begnädig stat / Kumbrecht wideret.

Item / es soll ein jeder sein Unterthanen / so ihm justiren werden / bey jren Freyhaiten und alten Herkommen begeben lassen / und ihnen die confirmiren und bestetren / als sich gebet.

Item so sprechen wir / daß zwischen dato die Spruch und S. Michaels Tag nachtlichst dem gemainen Herzog Friedrich / als Vormund / erbliden / wie absteht / die nachgeschriben Stett abgetreten / eingekamert werden und bleiben sollen. Reichlich Schloß Reichertshausen / Schloß und die Stett Langingen / Schloß und Stadt Höchst / Schloß und Stadt Gundersingen / Schloß und Stadt Hader / Stadt Eulrich / Schloß a. Markt Irngel / Schloß und Stadt Belvers / Schloß und Stadt Hems / Schloß und Markt Galmuth / und Stadt Wenden mit der Mannschafft und aller ander Oberkeit / Herrlichkeit / Gerechtigkait / Lantung / Zu- und Zugehörungen.

Item so sprechen wir / daß heriderem derselb Herzog Friedrich als Vormund den vorgemaiden Herzog Albrecht u. Herzog Wolfgang / auch in der beirten Zeit zwischen die und S. Michaels Tag arschl kommen / erbliden abtreten / einantworten und übergeben soll all und jeglich Schloß / Stett / Land / Lert und Wäld / mit der Mannschafft und

ANNO
1505.

ANNO
1505.

aller ander Oberkeit / Herrlichkeit / Gerechtigkait / Nutzungen / Zu- und Eingehörungen / so viel der werr-
lich Hertzog Jörg über die verpfändten Schloß /
Stett / Land / Irren / und Güter / hinter sein verla-
gen und dersch Hertzog Friedrich als Vormund in-
hals. Und die Taxation und Auszahlung der
Güter nach eigenem Anschlag soll bestehen auff
das allerhöchste. Doch soll dieselbe Taxation und
Auszahlung entschieden vor Samt Jörgen-Lag
rechtshändig gerichtet und vollzogen werden / und mit
derselben Taxation soll auch auff den Tag / wie
dann der nachgemelte Commissarius erernen / an-
gefangen werden. Und in der Zeit bis solche Ta-
xation beschien / und Hertzog Friedrich der ebe-
richter vier und zwanzig tausend Gulden May und
Geld an Schloß / Stett / Land und Irren /
wie derselbe / gerechtes verpagt ist / soll Hertzog
Friedrich als Vormund / an den Anschlag derselben
Nutz und Güter zu Unterpfand inbehalten diese
Eink / auch mit der Mannschafft und aller ander
Oberkeit / Herrlichkeit / Gerechtigkait / Nutzungen
Zu- und Eingehörungen Nemlich Schloß und Stadt
Wasserburg / ausgenommen das Rentmeister-Ampt.
Item Schloß und Stadt Trausnitz / Schloß
Weidau mit Dönnitz / Schloß Weitzburg / Schloß
Münster / Schloß Marquardts / Schloß Kling
mit sampt seinem Amt. Und so er solche An-
schlag vordragt ist / soll der derselben Unterpfand dem
gemelten Hertzog Albrechten und Hertzog Beili-
gen wiederum abtreten.

Und demnach sprechen wir / daß jeder Teil drey
beytrage / so die Güter auszu- und einzun / und
die Zahlung des Gehalts und Vertrags thun / wie
obst. Der Dinsten wölen wir Gewalt und Be-
weh geben / sich der Notdurft nach bey den Par-
theyen / und wo noth ist / zu erlauben / Inhalt Un-
ser Mandats dem auch alle Vollziehung beschien
soll. Und wo derselben sich nicht einbilden wölen
oder aus ein mers machen / so sollen wir einen Do-
mann ernennen / und welchen Teil derselb justit /
also daß er ein mers macht / dem soll an Wei-
gerung gelte werden.

Wir behalten Uns auch hienit bey / ob in einem
oder mehr Artickeln Irrung oder Unverständnis ein-
fiele / in was Sachen das beschien / daß wir darinn
Erklärung und Erörterung zu thun Mache haben
und es darben in Krafft die Spruch en alle Wei-
gerung belegen / und nicht desinunder mit Vollziehung
aller ander Artickel / lauz die Spruch procedirt
und durchgeführt werden / und darin tamer auff die-
selben Irrungen mit verziehen noch wägen / so / da-
mit deshalb künlicher Irrung / Unlust oder Un-
verwillen zwischen den Parteyen erwache.

Und dem allen nach haben wir alle ausgangen
Adten und Aber-achten / wie die genannt werden
machten / hienit gütlich ausspricht und abgethan /
haben auff und thun die ab / erben und wollen auch
wissentlich in Krafft die Brieffe / daß menschlich
widerum zu seinen lebenden Gütern / wie am so-
der die vor derselben Acht ingetete hat / kommen und
gültig werden soll. Das ist zu verstehen / die so
vorhanden Hertzog Ruprecht auch seiner Gemahel
und nach ihrem Todt sein Hausknecht anhängig und
mit unser Palay-Grav Philippen geschlossen aber in sein
nein Geld gewesen sein. Doch behalten wir Uns
darinn bey unser Interresse von wegen unser Ver-
ordentlich / so wie als Königlich König nach des
gemelten Hertzog Jörgens Tode zu seinem Fürsten-
thum / Landen / Leuten / Haben und Gütern gelte ha-
ben. Und was vor diesem Spruch von Hertzog
Jörgen Gütern / Schulden und der Acht ver-
trint / vergeben haben / wie wir dora daiselb alles
weiter erziehen werden. Es soll auch dierinn ver-
behalten sein / was das Parteyen zwischen Hertzog

Jörgen Tochter / so noch im Leben ist / schuldig ANNO
1505.

Und nachdem die genannten Hertzog Albrecht und
Hertzog Philipp / auch der gemelt Hertzog Fried-
rich den Wägen / als Tator und Vormund der
drennengestigen seiner Vetter Hertzog Ochtmacht
und Hertzog Philipp / in sein Namen und an
ihrer stat / in sechsen Unseren erlichen Spruch
und Entscheid verwilligt / wie vertrittet / und bey die
aller höchsten Ehren und Worten zugesigt / daß
sie denselben Unseren erlichen Spruch und Entscheid
gestrichen / den auch getrennt haben / und an
alle Auszug und Waigerung vollzogen / und dar-
wider nicht thun oder handeln / noch das den ihnen
oder jemanden andern von ihnenwegen zu thun nicht
beziehen oder gestatten sollen und wollen. So setzen
erben und wollen wir den Königlich Königlichere
Mache Vollkommenheit / wissentlich in Krafft des
Brieffe / daß dieser Unser erlicher Spruch und
Entscheid in allen seinen Punkten / Artickeln / In-
haltungen / Meinungen und Begreifungen in ewig
Zeit stet / stet / und unumveränderlich gehalten und
dem all Parteyen gestrichen leben und Vollziehung
thun sollen. Ob aber am oder die ander Partey
denselben in einem oder mehr Punkten und Arti-
keln widerwärtig sein / und dem nach einer Begreif-
ung nicht halten oder beziehen werden / daß noch
nicht sein soll / daß darauß durch uns herin Par-
they Uns allweg / so oft das beschien in Unser Kö-
niglich Kammer am Wägen iltig Geld zu Straffe
und / oen unabhängig zu bezahlen verfallen sein / und
soll nichts desinunder dieser Unser erlicher Spruch
und Entscheid bey Krieffen belegen. Und wir wol-
len also den der geordneten Partey dieselb Poen
aus Unser Kammer halbe raschen und geben. Und
dagegen sein gewissen die Heyndlichen / Hochadeln /
Bischof / Erben und Fürsten / Unser lieb
Adel / Oheimen / Churfürsten / Fürsten / Anber-
tungen und des Reichs Herren:

Herrn / Erzbischoff zu Köln / des Heiligen
Römischen Reichs in Italien Erzbischoff.
Jacob / Erzbischoff zu Trier / des Heil. Röm.
Reichs in Bayern / und durch das Königlich K-
relat Erzbischoff.

Friedrich / Hertzog zu Sachsen / Land-Grav zu Lo-
ringen / und Marggraff zu Meissen / des Heil.
Römischen Reichs Erzbischoff.

Joachim / Marggraff zu Brandenburg / Stettin /
Brennen / der Lauffen und Weiden Hertzog /
Burg-Grav zu Nürnberg / und Fürst zu Nögen /
des Heil. Röm. Reichs Erzbischoff.

Jörg / Bischoff zu Bamberg.
Jörg / Bischoff zu Würzburg.

Conrad / Bischoff zu Münster und Administra-
tor des Stifts Osnabrück.

Johannes / Hertzog zu Sachsen / Land-Grav zu Lo-
ringen / und Marggraff zu Meissen.

Hainrich / der Elter und Jünger der Jünger / auch
Erz / Hertzogen zu Brandenburg und Un-
terburg.

Hainrich / Hertzog zu Mecklenburg.

Wilhelm / Hertzog zu Orléans und zum Berg.

Christoff / Bischoff zu Kempten.

Peter / Bischoff zu Trier.

Christoph / Bischoff zu Bamberg.

Adolf / Graf zu Nassau / Herr zu Westfalen.

Erstlich / Graf zu Jülich / Unser Hoffmar-
schall.

Philipp / Graf zu Waldeck.

Johann / Graf zu Holstein und Schaumburg.

Reinhardt / Graf zu Hainburg.

Sigmund / Graf zu Lützen und

Helz / Graf zu Wertheim / und zu dem Heiligen
Berg.

Christoff /

ANNO

1505.

Christoff Herr zu Linburg / des Heil. Röm. Reichs Erb-Schenk.

Herrn von Rosenberg Reichert zum Haag u. Verlaß Herr zu Eysenburg / und dazw. Unser Hof-Rath.

Mathias Lang / Administrator des Stiffts Osnabrück / und Thom. Dreht zu Augsburg.

Christoff von Scherffhausen Coadjutor des Stiffts Brücken.

Dante von Isenhausen / Unser Reichshof.

Cyprian von Serrentin / Unser Landvogt.

Wolfgang von Bülow / Thom. Lechman zu Augsburg.

Eugenius Pfalz.

Eugenius Lepier.

Willelm von Weßelsheim.

Hermann Reich.

Hansrich Hilden.

Valentin von Landsham Unser Kammer-Procurator.

Nicolai, und

Johann Schindler / Klerik der Rechte.

Willelm von Pappenheim / des Heil. Röm. Reichs Erb-Reichshof.

Und Unser und des Heiligen Reichs Sekretär.

Erschickung.

Liedberg.

Augsburg / und

Frankfurt / Weßelsheim.

Des zu Unserm Heil dieser Sprach-Briefs wegen in gleicher Zeit mit Unserm Königlichem anhängendem Jagdsatz gefertigt / und jedem Theil einer Überantwort. Geben in Unser und des Heiligen Reichs Stadt Wien / am dem dreißigsten Tag des Monats Julii nach Christi Geburt tausendsechshundert und im fünfften / Unser Reichs des Römischen im zwanzigsten / und des Hungarischen im sechzehnten Jahr.

Haben Nos dießselben Herrzog Albrecht und Herrzog Wolfgang demütiglich angerufen und gebeten ihnen solche Sprach-Briefe gleichlichen Inhalts und Inhalt zu geben. Das wir demnach den gemelten Herrzogen Albrechten und Herrzog Wolfgang von Bayern / des berühmten Sprach-Briefs diesen Transkript-Brief gleich dem Original sendend / ander Unserm Königlichem anhängendem Jagdsatz beigefügt / gegeben und gegeben haben / und ihnen das vollständig in Kraft dieß Briefs / also daß diesem Transkript-Brief / wo der fürgebracht wirdet / an allen Orten gleich dem gemelten Original Glauben geben werden soll / angedrückt. Geben zu Viderweil am achten Tag des Monats Augusti nach Christi Geburt tausendsechshundert und im fünfften / Unser Reichs des Römischen im zwanzigsten / und des Hungarischen im sechzehnten Jahr.

Ad Mandatum Domini Regis Proprium Sereniss.

XXXVIII.

10. Sept. *Pouvoir du Roi FERDINAND à ses Ambassadeurs, de faire la même Ligue & Union, avec Monsieur FRANÇOIS, Duc de Valois, futur Successeur au Royaume de France, qu'il avoit faite, avec le Roi LOUIS XII. A Savoir le 10. Septembre 1505. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 33.]*

FRANÇOIS
en FRANCE.

FERDINANDUS, Dei gratia Rex Hispanie, Siciliae et ultra Fraxa, Jerusalem, &c. universis & singulis, ad quorum notitiam presentes Literae pervenerint, Salutem. Quoniam inter nos & Antistitem, Potentissimum, & Excellentissimum Principem Ludovicum, Francie Regem, Mediolanum Ducem, &c. Christianissimum consilium ac amicitiam Fratrum & Confederatum nostram, peracta, firmata, compo-

lita, perpetuamque salubria Pax, Fraternitas, & Confederatio in pro nobis nulliusque Successoribus, & sua demum posteritate, quam nos cultissimos, & omnibus vix nobis debitis dilata. in aeterno & immortali Consilio cultissimos. Et licet nobis cum ipsius Christianissimi Francorum Regis Fratris nostri Successoribus nequaquam occurrat in eam Americam & Confederationem majori vinculo, quin est, concedere; verum nos prospectum ingentia bona, quae inde omnibus Populi & Nationibus, eadem Christianissimi Regis nostri nostro, nobisque, & Subditi fideliter, & totidem Religiosi Christiani, nequaquam indecens videtur, quod nos de qua nos & tam angusta oritur bona, veluti eadem Amicitia & Confederatio est, concedatur, iterumque firmata omnibus modis, quos committi, firmareque magis queat, privatimque componere, consilieturque inter nos, & nostrumque Haereditas & Successores, & Illustrissimum Dominum Franciscum, (1) Delphinum Viennensem Confingimus in nostrum, qui post longatempora & felices decursus huiusmodi Christianissimi Regis Fratris nostri in Gallia gratia Divina media Successores est, & fides quoque Haereditas & Successores; praecipue cum hoc inde veli & cupiat idem Christianissimus Rex Frater noster. Quapropter considerantes de fide singulari, prudentia, & integritate Virorum Spectabilium, Magnificorum, & Reverendorum, Consiliorum nostrorum, Joannis de Silva, Comitis Cifensis, & aliorum nostri, assensum Urbis Ispalensis, & Thomae Malheri, Regentis Cancellariae nostrae, & Fratris Joannis Enguera, Magistri in Sacra Theologia, Inquisitoris Haereticæ praevis in Principatu Cataloniae, tenore praesentis, de nostra certa scientia, deliberata & consulto, eos omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus de jure & aliis possidemus & valeamus, facimus, constitutimus, creamus, & ordinamus nostrum veros, certos, legitimos, & indubitatos Procursores, Creatores, & Nuncios speciales, & ad ista scripta peragendas, haec tamen quod si consilium generaliter non degeret, nec e contra; pro eisdem, Joannem de Silva, Comitem Cifensis, Thomam Malheri, & Fratrem Joannem Enguera, ut pro nobis & nomine nostro positis & valeatis tractare, concordare, facere, & firmare cum praedicto Illustrissimo Domino Francisco, Delphino Viennensi, Confingimus nostro, seu cum illis, qui sua vias & potestatem habebunt ejus nomine, Unionem, Fraternitatem, Ligam, & Confederationem illustrissimam, perpetuam ac inextinguibilem, cunctis futuris temporibus duraturam, scilicet inter nos Haereditate & Successores nostros, ac Regna & Dominia nostra, & alias Terras omnes & Subditos nostros, tam Regnum & Dominium nostrorum, quam Regnum & Dominium Castellae, Legionis, Granatae, &c. quorum Administratorem & Gubernatorem perpetuum habemus, nobisque optimo jure pertinet, parte et una; & eundem Illustrissimum Dominum Franciscum, Delphinum Viennensem, Confingimus nostrum, & Successores suos, & Regnum Francie, & Dominia, & Subditos Coronae Francie, parte et altera; & possit quaecumque Capitula & Instrumenta & quocumque Traditiones Concordie, Unionis, & Confederationis & Ligae, pro nobis & nomine nostro, cum eodem Illustrissimo Delphino Viennensi, Confingimus nostro, stipulari, facere & firmare, fieri facere, petere & iurare cum illis pacis, unitatis, concordantibus, promissionibus, penis, immunitatibus, juramentis, clausulis & cautelis quibus voluerint & vobis bene visum fuerit; possitque nomine nostro, si oportuerit, nominare Confederatos nostros, Unionis, Confederationis & Ligae, ac etiam nominare Confederatos nostros, qui in eadem Confederatione & Liga includi debeant; & demum possit facere & firmare pro nobis, & nomine nostro, omnia alia & singula, quae pro expeditione, executione, & complementum dictae Unionis, Confederationis & Ligae, necessaria, convenientia, & opportuna vobis videbuntur. Et de praedictis omnibus & singulis, & antiquisque eorum possit, concordare, facere, & firmare nomine nostro, cum praedicto Illustrissimo Delphino Viennensi, Confingimus nostro, siquidem facere, petere, & iurare quaecumque Capitula, & quocumque Contradictum cum illis pacis, conditionibus, obligationibus, juramentis, fecutionibus, penis, immunitatibus, renunciationibus & promissionibus, quibus voluerint & generaliter omnia & alia singula facere & firmare, quocumque natura

(1) Il n'est point certain qu'il s'agit du fils de France, si l'on s'en tient au texte, mais c'est sans doute le futur de France, qui se dit Duc de Valois, parce qu'il est l'héritier présumé de la Couronne.

ANNO

1505.

ANNO
1505.

rare & importante fueris necessitas & oportuna, & que nos facere possimus, nemini talis sum, aue ad ea conficiendum preceptum exigat magis speciale. Demum preterea & concedimus tuis premonitionibus Gratias nosis plenam posse, ut possis jurare pro nobis & in armam nostram, quod tenemus, obsequium, & adimplementum rectiter & cum effecta omnia & singula, quam predictis circa ea nomine nostro concedimus, capitulis, assensibus, promissis, juribus & firmabilis, omni fraude, cautela, & dolo excusabiles, & illa ratificabimus eis modo & forma, quibus vos ea concordabitis, capitulis, assensibus, promissis, juribus, & firmabilis; & quod nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus, vel venimus, sub obligatione omnium honorum nostrorum Patrimonialis & Fiscalium. In quorum Testimonium, presentes fieri possumus manu nostra signatis, sigilloque nostro impendenti munitis. Datum in Civitate Agorice, die decima mensis Septembris, Anno i Navarrie Domini 1505. *Die signatum. Vo 12. Rar.*

Ego Michael Pares d'Almogon premissi Alifiani, Potentissimi, & Catholici Regis, Domini mei, Secretarius prefatus Legatus Mandato Mayestatis sue scribi feci.

XXXIX.

9. OÖ. Vergleich zwischen Lorenz Bischoffen zu Würzburg & Wilhelm Grafen zu Wertheim. Weirum bischöfem Bischoff von dem Grafen/ an gewissen eiden der Wiltthum verpachtet wird. Erben auff St. Donasti Tag: 505. LUNIG, Zweytes Buch. Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheilung III. Fortsetzung III. pag. 337.]

C'est-à-dire,

Concordantia entre LAURENT Evêque de Wurzburg & GUILLAUME Comte de Wertheim, par laquelle le Droit de Chasse est accordé audit Evêque en quelques lieux. Faite le jour & fête de St. Denis 1505.

Wir Johannes Herr zu Schwarzenberg bekennen und thun kund öffentlich mit diesen Briefen allermeiniglich! daß wir zwischen dem Hochwürdigem Fürsten und Herrn Herrn Lorenzen Bischoffen zu Würzburg und Herrzen zu Franken Unserm edelsten Herrn ein! und dem Wohlgebohren Herrn Michael Grafen zu Wertheim, Unsern lieben Herrn und Neuen! andern theils des Wiltthums haben! des gewelten Unserer gnedigen Herrn von Würzburg lebendig verpachtet! und abgetheilt haben! wie hernach folgt:

Nemlich daß wir gewelt Unserer gnediger Herr! an den nachgemelten Unsern Herrn von Wertheimer Hure an dem Wege! der von den hohen Lennach herab yugt auf den Hylsbrenn! und den Wiltthum allen ab dem hohen Lennach hinaus nach Bischoffheim! Todenberg! Ritz! Esingen! und Waldbrunn grängen. Item darnach dem Hylsbrenn herab! in den nachsten Grund! unter den hohen Lennach hinab! bis gen der Wiltthumherre Heig! hernach von der Heig! bis gen der Wiltthum! und von Wiltthum an die Wiltz gen Esingen! da die an Remdingen Markt stößt! und darnach die ganze Markt Gressen und Widenstätt! bis an Karbacher Markt! und allen Wiltthum! der dieser Gressen solcher Grenz den Wiltthum! und dem Widenstätt lait! den soll und mag Unser gnediger Herr den Würzburg hejagen! nach S. O. Wiltz und Gessellen! Darnach auch Unser Herr und Neuen! Graf Michael! sein Widenstätt und Tachkommen an der Gressen schäße nach jedem und nederen Wiltthum zu jagen! auch wir zu jagen haben sollen.

Was aber uff der andern Seiten solcher beza-

ten Gdnitz des Wiltthum! gegen Wiltthum herab! bis an Widenstätt und Tach! als weit die Gressen Wiltthum reicht! liegt! die Heig! der Wiltz und mag Unser Herr und Neuen! Graf Michael! sein Erben und Nachkommen hejagen! also daß der gewelt Unser gnediger Herr den Würzburg darnach nach jedem und nederen Wiltthum zu jagen! auch nicht zu jagen haben soll.

Es ist auch hernach fenterlich abgetheilt! daß in begermelter Zeit! Unser gnediger Herr von Würzburg! sein Wiltz in das Wiltthum herab! und dem Unser Herr und Neuen! Graf Michael! sein Erben und Nachkommen! sein Wiltz in das hoch Lennach schlagen sollen. Und dann der gewelt Unser gnediger Herr den Würzburg! mit Tach vertheilt ist! soll darnach in jedem Wiltz! tuch! Unser Widenstätt an seiner Gressen Wiltz! und untertlich sein! ein geteilt.

Zu Wiltz haben wir Unser Tachsel an diesen Brief! gehalten! und Wir Lorenz von OÖren Gnaden Bischoff zu Würzburg! und Herrzen zu Franken! unter wir Michael Graf zu Wertheim! bekennen auch an diesen Brief! gen allermeiniglich! daß solche edelmelter Wiltz! wie oben geschrieben steht! mit Unsern guten Willen und Wissen! gegangen und geschehen ist! und werden auch guten Wiltz treuen! darwider nicht zu sein! zu thun! noch Wiltz sein! werden! in dem Wiltz! eingetert. Und haben wir in mehrer Wiltz Unser Tachsel an diesen Brief! thun lassen! der geben ist auff S. Donasti Tag! nach Christi Hiltz sieben Herrn Geburth! tausent fuffshundert! und fuffshundert Jar.

XL.

Traité de Paix, de Confédération, & Alliance entre LOUIS XII. Roi de France, & FERDINAND, Roi d'Espagne, & du Mariage de GERMAINE DE FOIX, Nièce du Roi, avec ledit Roi FERDINAND. A Blois le 12. Octobre 1505. Ratifié par le Roi d'Espagne à Segovie le 16. Octobre 1505. [FERDINAND LEONARD, Tom. II. pag. 35.]

(1) PATEAT cunctis & evidentis sit notum, quod ad laudem & gloriam Omnipotentis Redemptoris Domini nostri Jesu Christi, exaltationem & apostolicam totius Christiane Religionis, orthodoxae Fidei, honorem, commodum & tranquillitatem, & unitatem & conservacionem Statuum, Regnorum & Subditorum Serenissimi & Excellentissimi Domini Ludovici, hujus nominis duodecimi, Dei gratia Christianissimi Regis Francorum, Ducis Mediolani, Domini Janae, &c. & etiam ad honorem, commodum & tranquillitatem, unitatem & conservacionem Statuum, Regnorum & Subditorum Serenissimi & Excellentissimi Principis Domini Ferdinandi, Dei gratia Catholici Hispaniarum Regis, Sicilie eiusque aliarum, Aragonum, Hierusalem, &c. huius, veris, sacris, legitimis & perpetuis Pax, Unio, Fraternitas, Amicitia, Fœdus & Confederatio, omni aetate duratura, facta, jurata, & conclusa extitit, & est, inter praefatum Christianissimum Regem, Haec edes & Successores suos, Reges, Familias, & Domina sua quocunque parit et erit, & eius Domini Joannem de Silva, Contrae de Clientes, Thomam Maltein, Doctorem, Recentem Cancellarium, Fratrem Joannem Eggera, Doctorem in Theologia, Provincielem & Insuperiorem in Principatu Catalonie, Gratia, Nuncios, & Procuratores speciales ante dictum Serenissimum Domini Ferdinandum, Catholici Hispaniarum Regis, pro dicto Catholico Rege, Haereditibus & Successoribus, Regni, Partibus,

(1) Après la mort d'Isabelle Reine de Castille, la France confédération, que le Roi d'Espagne avait dévoué, & posséder, par l'union de Louis d'Armon, avec elle. Cette confédération de mariage, de ce Roi avec Ferdinand, pour l'union de la France & d'Espagne de tous ces deux Rois, & pour être en un seul point, Ferdinand et Louis ont tous deux, l'union, par de cette après les Rois de France & de Castille.

ANNO
1505.

ANNO
1505.

Patris, & Dominiis suis quibuscumque, parte et altera, in hanc, qui sequitur, modum.

Videlicet quod dicti Christianissimi & Catholici Reges erunt inquam due anime in uno & eodem corpore, amici amicum, & inimici inimicum; & quod causa, colore, vel occasione quascumque, que sit, vel esse possit, non poterit, nec possit aliqui eorum, nec etiam eorum Hæredes & Successores possint, directe vel indirecte, modo aliquo dare auxilium, succursum, aut favorem eorum alterum, inimico aut adversario, seu trahuntur & obsequii erunt auxilium & succursus sibi alteri, adversis & contra omnes, pro fecerint, custodia, defensione & ratione eorum Suetorum, Regnorum, & Terrarum, Dominiorum & Jurium quorumcumque; videlicet Rex Christianissimus de mille hominibus armorum, seu lancearum ad modum Francie; & dictus Catholicus Rex tenebitur dare auxilium suum millium, lancearum ad modum Hispanie infrastructorum, non obstantibus quibuscumque aliis Legi per prenominos Reges actis factis, vel de cetero faciendis cum quibuscumque Principibus, Dominiis, & Res Communibus quibuscumque.

Quibus quod hæc ipsi Christianissimi & Catholici Reges per prefatum Pacem & Ligam expresse renunciant & renunciant.

Item. Poterunt omnes Subditi utriusque dictorum Regum, cujuscumque status aut qualitate sit, ire, frequentare, morari, & stare mercantibus & aliter, ut eis videbitur, per Terram, Mare, & Aquas dulces, & per Terras & Domina dictorum Regum, sicut ipsi possint facere in Terris & Dominiis sui proprii Regis. Et erunt suspensæ & superflue executiones omnium marcarum & repellarum, que fuerint cancellæ ex utraque parte per spem sit mensium sequentium, quo tempore pendente sit debita diligentia per dictos Reges, vel suos Commisarios de concordando & concordandi faciendis querelis & adiones, sub occasione & colore quarum dictæ marce sui repellæ fuerint cancellæ.

Item. Erant remissa omnia & rancores omnes, & omnes offensa utriusque partis, & omnibus illis qui tenebantur & sequuti sunt partes alterius dictorum Regum contra alterum, & maxime dictus Rex Catholicus integre quiverit & remissa, quærit & remittit per prefatos, omnes, Principibus & Baronibus, & aliis dicti Regi Sicilie clerici Farum, & similiter omnibus cujuscumque Nationis sint, qui tenebant partem dicti Christianissimi Regis, totam odium, & omnem rancorem, & malum voluntatem, quam possit habere contra eos prædicta de offensa, dummodo ipsi faciunt dicti Catholicus & Regine eius consensu, propterea facere iuramentum & debita fidelitatis iuramentum, propterea facere iuramentum.

Item. Et poterunt omnes prenominati, cujuscumque status sint, stare & residere, ubicumque eis bene videbitur, excepto quod non sint in Terris inimicorum dictorum Regis & Regine Catholicorum, aut eis suspectorum. Et ubiominus sententia & gaudeant dictis bonis suis in dicto Regno existentibus, dummodo ipsi non impediant, quod officiales dictorum Regis & Regine non expellent, exequantur, & efficiant in Principibus, Terris, Baronibus, & Dominiis in dicto Regno Sicilie clerici Farum existentibus, sic & in modo & forma, qua antea tempore aliorum Regum Sicilie clerici Farum factum erat.

Item. Fuit concordatum, quod Princeps Rosani, Marchio Bironi, Hæredes & Aliafides de Sancto Severino, & Fabrice de Jervada, & alii cujuscumque qualitate, status & Nationis fuerint, qui pendente Bello inter dictos prefatos Reges capivi fuerint, & etiam carcerati detinerent per prefatum Catholicum Regem, vel per eos, qui eius partes sequuntur, tam in Italia, Hispania, Castella, Aragona, & aliis quibuscumque Locis, illis ponentur in pura & plena liberatione, absque aliquo pecunie solutione. Et pari modo fiet per prefatum Christianissimum Francorum Regem, vel alii, qui eius partes tenebant, qui detinebant prædicti & in causa in Terris obedientie prefati Christianissimi Regis.

Item. Pari modo fuit tractatum & concordatum, quod omnes & singuli Principes, Barones, Domini, Milites, & alii cujuscumque status vel conditionis sint prædicti Sicilie clerici Farum Regi, vel aliis, qui per eum dicti Christianissimi Regis, contra prefatum Catholicum Regem tenebantur & sequuti sunt, vel eorum Hæredes legittimi, illis pro Matrimonium per verba de presenti factum & consummationem inter prefatum Catholicum Regem & Illustrissimum Dominum Ger-

manum de Fazo, reponente & restituente integre in possessione & fructibus suorum Principum, Terrarum, Dominiorum, & bonorum suorum immobilium quorumcumque, que ipsi possidebant in initio dicti Belli, quod fuit Anno Domini 1502. in eitate, tempore quo Armigeri Regis Catholici Hispanie venerunt ad Trimaldum, & Dominus d'Aubigny venit contra eos, quatinus per prefatum Catholicum Regem, vel suos Locum tenentes, vel alios ad id Potestatem habentes, fierent, vel sint alienati aut translati in alios, quascumque causas, que sit aut esse possit. Et similiter erunt restituti in possessione & fructibus prædictorum suorum bonorum que possidebant prædicto tempore, & habebant illa effectualiter, quatinus illa fecerint alienata & translati in alios, quascumque causas, que sit aut esse possit, per Regem Federicum, aut suos Locum tenentes, vel alios ad id habentes ab eo Potestatem, sicut dictum est. Que alienationes per omnes prædictos factæ non poterunt prejudicare juri perenni nec possessori dictorum Principum, Baronum, & aliorum eis prefatum ad bona que ipsi possidebant in initio dicti Belli, dummodo prenominati præstant iuramentum & homagium debitis fidelitatis præstatis Catholicis Regi & Regine.

Item. In honorem Sanctissimi Domini nostri Julii Pape sextadi, Domini Prædicti ejus Nepoti, inquam illi, qui sequutus fuit partes Regis Francorum, restituentur omnes Terræ & Domina, que & quis possidebat tempore spei Belli inter Christianissimum & Catholicum Reges. De aliis autem Terris & Dominiis, que tunc non possidebat, fiet sibi prompta & expedita Justitia per prefatum Catholicum Regem, seu ab eo potestatem habentes.

Item. Et pari modo erit restituta & reposita Reverendissimus in Christo Pater Dominus Cardinalis Ambas, Legatus Apostolicus in Regno Francie, in possessione & fructibus, & proprietate libera Comitatus, Terræ, & Dominiis de Sarno, & Terræ & Dominiis de Gualdo, & eorum Juribus, Dependentiis, & Pertinentiis quibuscumque, sicut, & in modo & forma, quibus subit initio dicti Belli, non obstantibus alienationibus factis, vel que fieri potuissent per dictum Regem Catholicum, vel ejus Locum tenentes, vel alios quorumcumque. Qui Comitatus, Terræ, & Domina virtute hujus Pacis remaneant sibi in omni jure proprietario, Dominiis, & possessionibus.

Item. Restituantur pari modo Regine Elisabethæ, videlicet Regis Federici quondam, omnes Terræ omniaque Domina & bona immobilia, que & qui perierunt in dicto Regno ante dictum Bellum, dum tamen dicta Elisabethæ, & qui ibi morantur inquit, ipsi prædicto Catholicus Regi placuerit, & ad cognoscendum & decidendum, quid dicta Regine perierint in dicto Regno, eligatur duo viri videlicet unus per prefatum Regem Catholicum; & alter per dictam Reginem Elisabethæ; & interim antequam prædicti viri prædictam decisionem faciant, tenebunt prefatus Rex Catholicus providere condecerner per virum dictæ Regine, & liberis suis, dummodo ipsa & liberi ejus morentur, ut dictum est.

Et pro majori securitate & mantententia, & augmento dictæ Pacis, Unionis, & Ligæ, erit et de presenti tractatum & concordatum (dicto Christianissimo Regi & fortem faciant, quantum ad hoc Illustrissimus Dominus Germanus de Fazo, ejus proprius Nepos, scilicet Filia Sororis sue, & per prefatos Cratores, Procuratores, pro & nomine Regis Catholici, virtute Potestatis eis concessa, promittentes facere ratificari per dictum Catholicum Regem, & etiam omnia comentes in prefatum Pacem) Matrimonium dicti Catholici Regis, & dictæ Illustrissimæ Domine Germanæ de Fazo. Quod fiet per verba de presenti per prefatum Comitatem de Cifuentes, Procuratorem quoad hoc dicti Catholici Regis illud, quod dicta Illustrissima Domina applicaverit apud Christianissimum Regem Aragonum suum, & consummabitur & completur dictum Matrimonium citius quàm fieri poterit, & ad hunc finem dictas Christianissimas Res, postquam dictum Matrimonium fuerit contractum per verba de presenti, mittet dictus Illustrissimus Dominus Neptem, honorabiliter officiarum, sicut decet, usque ad cantones Regni Francie, que sunt versus Rossionem, vel in parte Fontarabie ad electionem Regis Catholici.

Item. In favorem & contemplationem dicti Matrimonii dictas Christianissimas Res donavit, dedit, cessit, & transiit, donas, cedit, & transiit per prefatas dictas Illustrissimas Domine in Dotem & Matrimonium omnem Talem Regis, res, partem & portionem, quam

ANNO
1505.

ANNO
1505.

quam habet, & sibi competere & pertinere possint in dicto Regno Siciliae ultra Farum, secundum portum & divisionem dicti Regni scriptam & contentam in Tractatu super hac re facta inter dictum Christianissimum & Catholicum Reges, & omne aliud ius, quod quolibet modo possit praetendere habere in dicto Regno, vel in illius parte, & similiter Regnum Jerusalem, quibus dicta Illustrissima Dominus perpetuo & semper intrans, tanquam sua propria dote, ac hereditate, & post ejus obitum pro filijs masculis et et descendendis in infinitum, & in defectum masculinorum, pro filibus et et descendendis in infinitum, in quorum quantumque defectum dicta pars & portio, & ius dicti Regni Siciliae citra Farum, & similiter Regni Jerusalem constitutum & constituta in dote praefata Illustrissima Dominus Germaniae, ut dictum est, reversionitur pleno iure praefato Christianissimo Regi, iussuque Haereditis & Successoris, & ab eo eundem habentibus; tenentibusque ultionibus praefatus Christianissimus Rex, post confirmationem dictam Matrimonium, dare & realiter tradere dicto Catholico Regi omnes Titulos, Litteras, Instrumenta quaecunque, quos, quas & quae, ipse habet de dicto Regno Siciliae citra Farum.

Item. Ad recompendendum aliquem praefatum Christianissimum Regem, pro magnis sumptibus & expensis, quos & quas et causa praedicti Regni Siciliae citra Farum fuisse oportuit, praefatus Catholicus Rex tenetur dare & solvere eidem Christianissimo Regi, quantumque & summa decem centum militum Ducatorum boni auri, & resti praesentibus, in decem mensibus immediatis, equis portionibus, scilicet in quinquaginta diebus decem Annorum centum milium Ducatos; incipiente primis terminis & prima festo uno Anno, postquam dictum Matrimonium per verba de praesenti celebratum fuerit, ut praefatur. Quas quantitates praefatus Catholicus Rex tradi facere tenetur pure & libere propriis suis expensis in Civitate Narbonne; & ad hoc faciendum & implendum, & similiter solvendum omnia damna & interesse, quae & quae praefatus Christianissimus Rex habere possit per defectum dictarum solutionum, vel alienum eorum, dictos Catholicos Rex se obligat sub Centis Apostolicis, & sub obligatione omnium Regnorum, Terrarum, & quorumque bonorum suorum, & alia hoc debet bona & fidei repondens ad electionem & contentationem praefati Christianissimi Regis, in Civitatibus Janae & Avinionis, intra tres menses proximè venientes. Et si fortasse contingeret, quid dictus Catholicus Rex non posset pro aliquibus annis & terminis dictae summae reperire responsa, quales ut supra, ex nunc prout et tunc obligat eidem Christianissimo Regi omnes & singulos Mercatores & Negotiatores, & bona eorum omnium Regnorum & Patrimonium, quae possidet de praesenti, quos in defectum solutionis aucte dictus Christianissimus Rex poterit propria auctoritate, per se & suos, nulla forma solemnitate servata, capere & eorum bona quaecunque, quibuscunque in contrarium incidentibus, quodvis quantum ad praedicta derogatur, praedictis minime obstantibus, & de servando & complendo praedicta dictus Catholicus Rex debet suas Litteras in bona, & ampla forma praefato Christianissimo Regi intra praedictos tres menses.

Item. Tractatum & concordatum est, quod si acciderit, quod ex praedicto Matrimonio non remaneant liberi, ob quam causam dicta portio dicti Regni Siciliae citra Farum, & Regnum Jerusalem, constituta & constitutum in dote praefata Illustrissima Dominus Germaniae, post ejus obitum reversionetur ad praefatum Christianissimum Regem, & ejus Haereditis, ut praefatur, dicto casu ipse Christianissimus Rex, vel ejus Haereditis, si voluerit habere & recuperare dictum Regnum praedicti Siciliae citra Farum Regni, & Regnum Jerusalem, tenentibus reddere & restituere integrè praefato Catholico Regi, vel ejus Haereditibus totam illud, quod debet consistit ipsum Christianissimum Regem ex dicti summa & quantitate Pecuniae receptae, eo modo, quo illam receperit.

Item. Fuit concordatum per dictos Oratores, quod in casu quo Donatio propter nuptias seu Donativum habet locum, dicta Illustrissima Dominus habebit eadem & similia Donationem propter nuptias seu Donativum, quoniam conservantur habere Regine viduae in Regno & Terra, quae tenet dictus Rex Catholicus.

Item. Est tractatum & concordatum, quod inveniunt post confirmationem dicti Matrimonii Procuratores dictorum Christianissimi & Catholicum Regum, stantes in Cœli Romani supplicabunt sanctissimæ Summi Pontificis, & communis consensu & sententia, quod

de Investitura dicti Regni dictis Catholicis Regi & Regine, & descendendis et eis, scilicet collecti apud, pro iure, parte, & portione quod eis pertinet, sic & secundum quod superius fuit dictum.

Item. Quod Rebelles Christianissimi Regis tam Regni Francie, quam Ducatus Mediolani, Jaron, & abbatum Terrarum & Monasteriorum sui obediencia, qui se transulerunt, vel eundem se transulerunt in Terras dicti Catholicus Regis, restituerunt, & realiter liberaverunt pro ipso, vel ejus ordinationem, praefato Christianissimo Regi, si illos petierit, & habere voluerit. Et post modo Rebelles dicti Catholicus Regi Conventum Castellae, Aragonum, Arisepae Siciliae, & aliorum quorumcumque Terrarum & Monasteriorum suorum, qui se transulerunt in Terras obedienciae praefati Christianissimi Regis, restituerunt & realiter liberaverunt praefato Catholico, si ipsos petierit vel habere voluerit.

Item. Rogatus dicti Christianissimus & Catholicus Reges Serenissimum Anglia Regem, quod huiusmodi, Fraternitatis, & Lige consueverit existit, & paciter nominabant Confoederatos suos ambo Partes infra tres menses, post praedictum Matrimonium per verba de praesenti celebratum immediatè sequentes.

Item. Fuit conclusum, quod praedictio dicti Matrimonio per verba de praesenti, illico realis Regis utriusque Siciliae & Jerusalem tribuatur dicto Catholico Regi, de consensu dicti Christianissimi Regis, & non possit dictus Christianissimus Rex de eorum illius titulum capere, nec filii archiepiscopi nisi in casu restitutionis dicit, praestit super scriptum est.

Quia omnia supradicta tenere, observare, & ad antiquum adimplere, nos Oratores personarum, nominibus quibus super, promissionibus & juramentis, promissionibus & juramentis ad Dominum Deum nostrum, & ejus Sancta Evangelia, manibus nostris corporealis testis. In quorum omnium robore, fidem, & Testimonium has praesentes manibus nostris propriis signavimus, & Signis nostris communiter fecimus. Datum Illis, duodecim die mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto. Et erat dicta Littera sigillata tribus sigillis in Placato, extra rubra, super quibus erat scriptum & signatum, CAMERACENSIS, GUYMONTIS, MALPHEUSUS Regent, Frater JOHANNES EQUESTRIS, Ordinis Praedicatorum.

Ratificat per le Roi d'Espagne à Segovie le 16. Octobre 1505.

Collatio facta est cum Originali existente in Theodoro Curatum Domini Regis, per me Causidum & Theaurarium dictarum Curarum, die sexti mensis Maii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto. BUDE.

XLI.

Conventio inter HENRICUM VII. Regem Angliae, & GEORGIVM DUCEM SAXONIAE, de celebranda unita Pace & Amicitia, interque auxiliis sibi invicem militandis. Dat. Dresden 30. Decembris Anno 1505. [RYMER, Fœderum, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 120.]

GEORGIVS, Dei gratia, DUX SAXONIAE, LAND-GRAPHVS DURING, MARCHGRAPHVS IN MORAVIA, Regis Romanorum Mayestatis & Sacri Imperii Governor Hereditarius in Silesia, omnibus ad quos praesentes hae nostrae Litterae Futures pervenerint, Salutem.

Cum apud nosmetipsos, verèmore experientie instellante Magistria, consideremus, humanis in Rebus, Regibus, Principibus, ac Dominationibus conservanda, Urbibus excultendis, Imperiis finibus amplandis nihil esse conducibilis, Regum ac Principum inter sese Amicitia & Confoederatione:

Per hanc enim Pacis colitur auctor, regnum potentior Reges, ac dominator Principes, iustitiamque Negotiorum, & distans Subditi:

Volentes igitur crudeli praedictorum destitutis discordie praedicti viam, ac eidem omne fomentum auferre, & ea prosperè cum omnibus Serenissimis Regibus, Catholicisque nobis Principibus, quantum in nobis est, Pacem ac Amicitiam habere curamus.

Viam est tamen nobis, inter entores, singularem Amicitiam, Ligan, & Confoederationem cum Serenissimo & Magnopotentissimo Domino Domino Hen-

ANNO
1505.

ria, Dei gratia, Anglie & Francie Regi ac Domino
Hibernie Dominio ac Contingunt & Amico nostro
cassidino inter, habere, & manutene: Idque nobis
cum minus perquam utile & expediens esse quim
caum, gram, & jocundum.

Cum igitur, retroactis diebus, inter clarissimum
eternum ac Magnificum Virum Magistrum Nicolaum
Hof Legum Doctorem, Onorem, Procuratorem,
sive Commisarium Secretissimi ac Magnipotentissimi
Domini Domini Henrici Anglie & Francie Regis ac
Domini Hibernie Domini ac Coadjuncti & Amici
nostri cassidini in una, & strenuum ac Nobilissimum
Mihien Diocem & fidelium nostrum Regentem in Vi-
lla & Coassitiam a fereali Domitiam Wilhelmum
Trachter in Walpurg Oratorem, Ambassiatorem,
Commisarium, sive Procuratorem nostrum et altera;
quidam Articulo, sive quidam Capitula tractata, com-
municata, & concordata fuerint, sicut in Litteris
desuper confectis, sive propriis manibus subscriptis, plo-
nius apparet & continetur,

Quorum Articulorum, Capitulorum, sive Litterarum
textus sequitur sub his formis.

In primis, tractatum & concordatum est, quod inter
Illustrissimum & Serenissimum Principem Henricum
Septimum, Dei gratia, Anglie Francie Regem
& Dominum Hibernie ex parte una, Illustrissimumque
Principem Dominum Georgium, Dei gratia, Du-
cem Saxoniae, Landgraviatum in Durango,
MARCHGRAFUM in Moysen, Regis Romanorum
Magistralis & Sacri Imperii Gubernatorem Har-
dianum in Frisia ex parte altera, Regna, Domina,
Patrias, & Loca quaecunque, necnon & eorum Vas-
sallos, Homines, & Subditos, tam Ecclesiasticos quim
Seculares, quoscunque gradus, status, & conditionis
fuerint, tam per Terram, quam per Mare & Aquas
dolet, ac ubique Locorum, ab hac die de cetero boni,
reus, & sincera, vera, integra, perfecta, firma
Amicitia, Concordia, Lega, Fides, Coassideratio,
& Pax firma atque perpetua in habitis, & pro futuris
perpetuis temporibus inconvulsi & inviolabiliter ad-
dita & coasservata; in quod Partes predictas, viz. pre-
fatus Serenissimus Rex Anglie & Francie, & suc-
cessores Illustrissimus Princeps Georgius Dux Saxoniae,
sui Heredes, eorumque Successores sint veri, fideles,
& perpetui Amici, Concedentes, Alligati, Vindicti,
& Coasservati.

Item, quod omnes & singuli utriusque dictorum
Principum eorumque Heredum & Successorum, aut
eorum aliorum Vassalli & Subditi, sive sint Principes,
Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Com-
ites, Barones, Mercatores, aut cunaris aliis con-
ditionibus existant, durante Pace interdicta, ubique lo-
corum fidei morali officio prosequantur, & honeste
affectione pertendant, possintque libere, tute & secure
ubique alicuius offensam aut Salvo-coassultu sive licen-
tia ubique perfolare per Terram, per Mare & Aquas
dolces navigare, hincinde ad Poros, Domina,
& Districus quoscunque utriusque ipsorum Principum,
suumque Heredum & Successorum circa & ultra
Mare accedere, in eisque quamdiam roborare morali,
mercari, Mercari, Mercimoniis, Arma, & Jocalia
quoscunque, si Statuta municipalia antea sancta non
consent, emere & vendere, ac, ut eis placeat, illuc
ad partes proprias vel alibi libere, quoscunque distantes
abscedant, abire cum suis aut conductis vel commo-
datis Navibus, Plausibus, Vehiculis, Equis, Armariis,
Mercimoniis, Sarcinis, Bootis, & Rebus quibuscunque,
absque alio impedimento, offensam, res-
tatione ob eorum Marce, Contrauracae, Repestatum,
aut alia distictione quoscunque, tam in Terra
quim in Mari & Aquis dulcibus, quomodoque Patri-
tis in propriis hac omnia faciant, aut eis ea facere
liceat, Statutis & Confuetudinibus Locorum utrius-
que Principis in omnibus semper salvis.

Item, conventum & concordatum est, quod neuter
nostrum Patrias, Domina, Terras, Civitates, Oppi-
da, Poros, Castellum aliorum hostili invadat aut ci-
pugnet; aut si subditi eius invadi aut expugnari
permittat; sed expresse & cum effectu prohibet &
impedit; nec aliquis nostrum alicui alteri quoscunque
facta, gradus, aut conditionis existat, Patrias,
Domina, Terras, Civitates, Oppida, Poros, Castra
aliorum invadendi aut expugnandi, invadere aut
expugnare conari consilium, auxilium, favorem, sub-
sidium, Naves, Pecunias, Gentes armorum, Viti-
as, aut aliam assilientiam quoscunque publice vel oc-

TOM. IV. PART. I.

cultis dabit aut prestabit, nec a Subditis suis dari aut
prestiti contentent, sed palam & expresse prohibet &
impedit.

Item, conventum & concordatum est, quod uter-
que nostrum cetera omnes Principes, vel alios quos-
cunque, exceptis infra exceptis, qui Terras, Regna,
Domina, Oppida, Poros, Castra, aut Civitates
aliorum nostrum impugnant aut invadere nitantur aut
molestantur, seu Guernam aut Bellum facere aut mo-
vere possint, aut streperent, si invicem moris
auxilium militibus gentis armorum, expensa ra-
tionis operum interpellant, quotiens opus fuerit adju-
vibus; in quorum nationum praesentia, quantum ad
omnem amorem Amicorum, habenda erit ratio fa-
cilitatis illius Patrias, quas de ferendi ope rogabitur
sive interpellabitur, ut scilicet amplius non teneatur, quim
tunc commodum facere poterit, coassiderandi tempore &
Locorum opportunitate, ac ibi iterum fassuram; quan-
tum vero ad expensas & Scipendia Militum amittit, ille
taxatione & moderabatur, habito respectu ad
forum Vitiassium quod in partibus tunc temporis
continget, secundum loci & temporis utilitatem &
ubertatem: Qui quidem armati ei fide concederent
fideliter servient, quamvis eos duxerit remandans,
eidemque, ut praesentur, stipendia fideliter per-
solvant.

Item, conventum & concordatum est, quod dicti
Amici durante pace nostrum quovis modo recepti-
bit, aut a Subditis suis recepti permittit aliquem
Rebellem seu aliquos Rebelles, Proditores seu Pro-
ditores, de Crimine Iacti Magistralis suspectum vel
suspectos, convictum vel convictos, Transseant aut
Transseant aut Subditi aliorum nostrum scilicet Factionem
contra nostrum nostrum machinantem seu machi-
nantes, nec huiusmodi Rebelles seu Proditores,
Rebelle sive Proditores obsequia, sive in aliquo nostro
obediens Loco, sive alibi existat vel existant, verbo,
facto, aut scripto consilium, auxilium, favorem,
subsidium, Naves, Pecunias, Vehicula, aut
aliam assilientiam quoscunque publice vel occulte
dabit aut prestabit, nec a suis Subditis dari aut praestari
permittit; sed huiusmodi Proditores sive Proditores,
Rebellem sive Rebelles, tanquam proprium Rebellem
sive Rebelles, Proditores sive Proditores, inimicum
sive inimicum capitalem sive capitalem ubique locorum
prosequatur: Ita quod ubiqueque eum vel eos capere
poterit, statim & sine dilatione aut excusatione quos-
cunque perna capitis & morte punit ut punit fa-
ciat; & praesentem sive huiusmodi Rebellem sive Rebel-
les, Proditores sive Proditores ad aliquem Locum
obediens nostrum, vel aliorum nostrum destinare, ibique
esse, necesse vel latitare cognoverit: aut si hoc per
Litteras aliorum nostrum, quos huiusmodi Rebelles
sive Rebelles, Subditi sive Subditi extiterint sive ex-
stiterit, alteri ex oculis significaverit foret, eum vel eos
immediate, ut praesentur, capiet aut capi faciat, & sine
dilatione aut excusatione quoscunque perna capitis &
morte punit ut punit faciat, vigore huius Amicitiae,
Coassiderationis, & Lega.

Item, conventum & concordatum est quod, si la-
ter praesentem Serenissimum Anglie & Francie Regem,
sive & praesentem Illustrissimum Principem, eorumque
Regna, Patrias, Domina, Terras, Civitates, Oppi-
da, Poros, Castra aliqua contentio, controversia sive
querela exorta fuerit, eandem controversia, contentio,
sive querela per duos Consiliarios Secretissimi Regis, &
alios duos Consiliarios praesentem Illustrissimum Principem,
qui in Villa Calcia infra duos menses a tempore de-
clata querela convenire debent, amicaliter primam
tractent, & infra unum mensem a tempore quo fide in
eandem Villa Calcia convenierit, amicaliter compo-
sitione terminent & finiant: Ceterum si eadem que-
rela, contentio, sive controversia, sic, ut praesentur,
diffinita sive terminata non fuerit; conventum & con-
cordatum est, quod isdem Consiliarii, sepelitis omni-
bus amoe, odio, favore, partialitate, & timore quos-
cunque, infra suam mentem tunc proxima & immed-
iate sequens, eandem querelam, contentionem,
sive controversiam, iuxta & secundum quod fide sua
conferunt, quotiens in ea parte in Domino oneramus,
& uterque nostrum operem, aquam videbitur, consu-
no diffinit & terminent; quorum quidem Senten-
tiam, Decretum, Destitutionem, sive Determinationem
utriusque nostrum approbat, nihil unquam quib-
vis remediis, quibus omnibus & singulis uterque
nostrum renunciat per praesentem, contra eam assump-
tatur.

Item, ut dispendiosa litium protegio acquisitis
com-

ANNO
1505.

compendio enheretur, & utriusque nostrum Subditis Iustitiis complementum facilius ministretur; conventum & concordatum est quod, quoriam aliqui Subditi alterius nostrum alteri de dampno, injuria, aut aliquo gravamine quocunque sibi iniuste illato querelam deferre sine conserperit, totius ille nostrum, cui querela fuit delata est, duos ex suis Consiliariis deputabit, qui super eadem sine querela sic delata summariè & de plano sine strepitu & figure iudicii procedentes, infra certum & competentem terminum pro causarum & Negotiorum qualitate brevem, annale tempus ulla modo excedentem, Iustitiis mediantibus, suam Sententiam decident atque de eadem tam super dampnis quam intererit Partium, quorum quidem Iudicium, Decretum, Iustitias, & Sententias indistinctè executioni demandabuntur, omni penitus Appellationis remedio sublatum.

Item, conventum & concordatum est, quod ab illi Amicitia, Ligis, sive Confectione excipiantur pro parte Serenissimi Regis Anglie & Francie &c. Sacratissimi Rex Romanorum quondam sue Magestatis Frater carissimus, Serenissimus Rex Galliarum, Illustrissimus Dominus Archidux Patris suus dilectus, necnon Reverendissimus in Christo Pater Johannis Episcopus Lugdunensis, & pro parte Illustrissimi Principis Sacratissimi Regis Magistis Romanis, Illustrissimus Dominus Archidux Austrie, Reverendissimus & Illustrissimus Dominus Fredericus Frater carissimus prefati Principis, & Illustrissimas Landgraves de Hessen. Ex posterora conventum est, quod pro utraque Parte excipiantur Reverendissimus Archiepiscopus Colonienensis.

Nos vero omnia & singula supradicta Capitula & in eis contenta & specificata, rata, firma, & grata habentes, acceptantes, approbantes, & ratificantes, necnon, tenore presentium, concedimus & confirmamus, atque inconcussè tenere & observare verbo Principis promittimus.

Id quod omnium & singulorum fidei & Testimonium Magnam Sigillum nostrum presentibus apponi fecimus.

Dat. in Decretum. tricesimo die Decembris, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto.

Suo Sigillo prefati Ducis de Ceri rubro, alba infuso, pendente a duplici cordis Pergamena.

XLII.

1505.

1506.

9. Febr.

Traictatus Pacis & Amicitie inter Henricum VII. Regem Anglie, & Philippum Regem Castellae conclusus. Dat. in Palatio Wyndesore die 9. Februarii Anno 1505. [RYMER, Fœderis, Conventions, &c. Tom. XIII. pag. 123.]

REX omnibus, prefatus Literas visuris vel audituris, Salutem.

Noventis universi quod,

Ad laudem & honorem Omnipotentis Dei Creatoris nostri, & gratiosæ Virginis Mariæ Matris sue, necnon propter singularem amorem, affectionem, & dilectionem quas semper habuimus & habemus erga Serenissimum & Potentissimum Principem Philippum, Dei gratia, REGEM Castellæ, Legionum, &c. Granatæ, PRINCIPEM Aragonum, &c. utriusque Castelle, ARCHIDUCUM Austrie, DUCUM Burgundie, Luxemburgie, Brabantie, Stirie, Carinthie, Carniole, Lombardie, Larentinæ, &c. Guldæ, COMITES Flandrie, Haliburgie, Thuringie, Arithesii, Burgundie PALATINUM & HANNO, LANDGRAVIUM Elsenæ, MARCHIONEM Burgonie & Sacri Romani Imperii, Hollandie, Zelandie, Frenchie, Kithur, Neuvieri, &c. Zaphone COMITEM, DOMINUM Frie, MARCHIONEM Silestanie, Pomeraniam, Salsuarum, &c. Meribine, Fratrem Consanguineum & Filium nostrum carissimum, ac etiam propter nonnullas sine causis rationabiles ac bonos respectus & considerationes in hac parte nos moventes, & presentium propter bonum publicum totius Christianitatis,

Cum prefatus Philippus Frater Consanguineus & Filius nostro custodimo fecimus, convenimus, conclusimus, & concordavimus, facimus, convenimus, concludimus, & concordamus, per presentes, bonam, sinceram, veram, integram, fidelem, perfectam, & firmam Amicitiam, Unionem, Ligam, Confederationem, & Pacem, per Terram, Mare, & Aquas

ANNO
1505.
1506.

delectos, inter Nos & prefatum Regem Castellæ nostris & illius Heredes ac Successores, Reges, Patrias, Dominos, Terras, Vassallos, & Subditos quocunque præfatus & futuros tam Ecclesiasticos quam Seculares, cujuscunque gradus seu conditionis existant, etiam illi Archiepiscopali, Ducali, vel quocunque illi dignitate, statu, aut gradu præfatis, futuris temporibus perpetuo duraturam.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus, quod nec nos, nec Heredes aut Successores nostri, quicunque agemus, facientes, tractabimus, vel attemptabimus, agere, facere, tractare, vel attemptare, nec ab aliis regi, fœdi, traditi, vel attemptari facere, conserperimus, favere aut consentire, quocunque in loco, sive in Terra sive in Mari, Portibus vel Apud duobus, occasione quocunque, nulliusque præfatis aut præfatis auxilium, consilium, favorem, vel assensum quod per aliam vel alias quocunque aliquid fiat, agatur, tractetur, vel attemptetur in injuriam, præjudicium, aut dampnum dictorum Regis Castellæ Heredum vel Successorum suorum, sed quibuscunque sit, ut præmittitur, contra prædictum Regem Hæredem aut Successores suos infra Regni, Patrias, Dominos, aut Terras suas prædictas aliquid ageremus, tractabimus, vel attemptamus, expresse & cum effecta concordamus, remittimus, obstatibus, & impedimentum rati præfatis.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus, quod nec nos, nec Heredes aut Successores nostri præfatis vel præfatis auxilium, consilium, vel favorem Hostibus vel inimicis prefati Regis Castellæ, Hæredum aut Successorum suorum, eodem aut eorum aliquem per Terram, Mare, vel Aquas dulces infestare vel invadere volentes, nec & aliquid vel aliqui, cujuscunque status, gradus, aut conditionis fuerint, sive Allegati aut Confederati nostri sui sive non, Regna, Patrias, Dominos, & Terras prefati Regis Castellæ, Hæredum & Successorum suorum, que in prædictis possident vel in futurum de Jure possidere debent, per viam Guere hostiliter invadere vel aggredi fuerint, aut injuriam vel dampnum eidem Regi Castellæ, Hæredibus, Successoribus, aut Subditis suis, infra Reges, Patrias, Terras, & Dominos suas prædictas, inferre aut facere volentes, nos bonæ fidei realiter & cum effecta eodem auxilium militarium Gratium amorem, expensis tamen ipsius Regis Castellæ, Hæredum, aut Successorum suorum, pro tuitione & defensione eorumdem, quotiens opus fuerit, adjuvabimus seu adjuvabunt, quanto citius commodè poterimus vel poterint, postquam debet ad hoc requisitus fuerint vel fuerint; in quorum auxiliorum præstatione, quod numerum inter Armorum, habenda erit facilis ratio; ut, scilicet, nos, Hæredes aut Successores nostri non ultra necessitas vel remorem, quam tunc commodè facere poterimus vel poterint, considerata temporis & locorum opportunitate ac statu rerum nostrarum vel suarum.

Ac, insuper, pro defensione & tuitione Personarum & Statu prefati Regis Castellæ, ejusque Hæredum & Successorum, Regnorum, Patriarum, Dominiorum prædictorum, contra invasores & hostiles ingresses eorumdem Regnorum, Patriarum, & Dominiorum, quocunque fuerint, nos prefatus Rex Anglie, Hæredes & Successores nostri, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut colore quocunque, erimus de extra, futuris perpetuis temporibus, prefati Regis Castellæ, Hæredum & Successorum suorum Amicum & Amici, & inimicorum inimicos & inimici, sine aliqua exceptione; non obstantibus quocunque Allegatis & Confederatis quos habemus, vel in futurum habere poterimus cum quibuscunque Regibus, Principibus, ac Communitatibus, quocunque illi sint aut erant, necnon Personarum, Status, Honoris, Dignitatis, Causarum, Res, & Negotia ipsius Serenissimi Regis Castellæ, nobis intimo amore, fide & Amicitiam Fœdere conjuncti, & quem loco Filii carissimi & dilectissimi reputamus, ratiore cordi habebimus & tractabimus, sicut Plurimum Patrem dilectissimi Filii Honoris, Status, Dignitatis, Causarum, Res, & Negotia habere, reparare, & tractare decet & convenit.

Item, convenimus, concedamus, & concludimus, cujuscunque Regis Castellæ, quod nec nos, nec Heredes aut Successores nostri, nec Subditi nostri, nec eorum aliqui, Rebelles aut Rebelles, Proditors seu Proditoribus, Profigis seu Profigis ipsius Regis Castellæ, Hæredum aut Successorum suorum, inobedientibus Subdito, vel inobedientibus Subditis, cujuscunque gradus,

ANNO

1505.

1506.

gradis, statis, aut conditionis existit vel existat, ubi-
tamenque locorum extiterit seu extiterint, verbo, facto
aut scripto auxilium, consilium, vel faciem, Vistula,
Hospitia, stipendia, Pecunias, Naves, Genes
Armorum, five alias quodcumque subsidium mili-
taribus, dabimus, prestabimus, aut concedemus,
ministramus, dabunt, prestabunt, aut concedent, si-
ve ab alio vel aliis quibuscumque dari aut prestari,
ministrari vel concedi permittemus aut permittent, sed
eundem five eosdem, tanquam proprium Rebelle[m] five
Rebelles, Proferum seu Proferos, Prodorem seu
Prodorem, tanquam capitalem inimicum five inimici-
um, abiciendum locorum proferemus et proferen-
tes, & ab aliis quibuscumque proferamus carissimas &
efficacissimas, curabimus & efficiemus cum effectu.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus,
quod nec nos, nec Hæredes aut Successores nostri,
nec Subditi nostri, nec quivis alius sub Obedientia
Districte Jurisdictionis, aut Districtus nostri, vel eo-
rum aliquis Rebelle[m] five Rebelles, Prodorem seu
Prodorem, Proferum seu Proferos suos predictos,
cujuscumque status, gradus, aut conditionis exstet
vel existat, in Regna nostra, Patrias, Domina,
Terras, Portus, Jurisdictiones, Obedientias aut Dis-
trictus quovismodo adimemus five recipimus, ad-
mittimus five recipimus, nec ab aliis quibuscumque reci-
pi vel admitti permittemus seu permittent, & cum
quo deinceps hujusmodi Rebelles vel Rebelles, Pro-
dorem seu Prodorem, Proferum seu Proferos suos
infra nostra Regna, Patrias, Domina, Terras, Por-
tus, Obedientias, Jurisdictiones, aut Districtus esse,
latitare, aut quocumque alio modo etiam vi & casu
fortuito exstiterit seu applicare, acceptemus vel quo-
quo modo intellexerimus, fecimus, aut aliquo modo
suspicione[m] hujusmodi habuerimus, acceptet vel
quoquo modo intellexerit, fiant, aut suspicione[m]
habuerit, tunc, abque omni fraude, dolo, malo
ingenuo, dilacione, excusatione, sinistra interpretatione,
aut dissimulatione quacumque, aut alio
quovis quæsto colore, sicut five illos Rebelles five
Rebelles, Prodorem seu Prodorem, Proferum seu
Proferos suos, cujuscumque gradus, status, condi-
tionis, aut dignitatis exstet seu existat, statim & im-
mediate & abque quacumque dilacione, captemus aut
capi faciemus, captemus aut capi faciemus, resiliat & cum
effectu: eundemque five eosdem, sic captum five cap-
tos, vinculis & carceribus effectualiter mandabimus
et committimus, mandabimus et committimus, neque il-
lum five illos sic rati & securi tenebimus & custodi-
emus, tenebimus et custodiamus: & præsum Regem
Castelle, per Literas nostras propriam manu subscriptas
& signatas, ejus vel quævisque poterimus sic pote-
rius adire, monere, & certiorare faciemus carissimas
& curabimus: atque item five sicut, sic, ut præsum,
captum five captos, custodiamus five custodiamus, quan-
tum per Literas dicti Regis Castelle, Hæredum aut
Successorum suorum ad hoc requisiti fuerimus five
fuerint, abque omni dilacione, excusatione, sinistra
interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo
ingenuo, aut alio quovis quæsto colore, aut casu,
atque ad & in Terras, Patrias, & Domina ejusdem
Regis Castelle per nos Subditi aut Officiales sibi-
v & securi conditi faciemus & facient resiliat & cum
effectu: ipsi[um] Rebelle[m] five Rebelles, Prodorem seu
Prodorem, Proferum seu Proferos suos, sic, ut præ-
sum, in Regna, Patrias, Terras, Domina dicti
Regis Castelle conductum vel conductos, Commis-
sarios vel Commisarios ejusdem Regis, per Literas suas
manu subscriptas ad hoc auctoritatis (videlicet) in
aliquo loco ad hoc rati & securi infra predicta Regna,
Patrias, Terras, & Domina dicti Regis Castelle,
Hæredum aut Successorum suorum, statim & inconsu-
tenter, & abque omni dilacione, excusatione, sinis-
tra interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, ma-
lo ingenuo, aut alio quovis quæsto colore aut casu,
& abque aliquo in contrarium facto aut attempto,
purè, simpliciter, absolute, & abque conditione qua-
cumque trademus & deliberabimus, trademus & delibe-
rabimus, tradive & deliberari faciemus & facient,
sumptibus tamen & expensis, pro hujusmodi
factummodo conductu necessariis & rationabilibus, per
requirerem vel eos Commisarios vel Commisarios,
tempore tradendis & deliberandis hujusmodi, Per-
sonas, que hujusmodi conductum fecerunt, indilati
solvendis.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus
quod, si dictus Rex Castelle, per Literas suas manu
sua proprias signatas & subscriptas, nos Hæredes aut

Successores nostros adfuerint, monuerit, five certio-
riorem fecerit sum vel suos Rebelles five Rebelles,
Prodorem vel Prodorem, Proferum vel Proferos,
infra Regna nostra, Domina, Patrias, Terras, Por-
tus, Jurisdictiones, Obedientias, aut Districtus, quo-
quo modo, etiam vi, casu fortuito aut alio modo quo-
cumque, venire, exstiterit, manere, applicare, aut la-
tare, nos Hæredes aut Successores nostros, sic mon-
iti, adfuerint, seu certiorati, statim inconsu[te] & ab-
que omni dilacione, excusatione, sinistra interpre-
tatione & dissimulatione quacumque, dolo, fraude,
malo ingenuo, aut alio quovis quæsto colore, aut casu,
atque ad & in Regna, Terras, Patrias, & Domina
ejusdem Regis, per nostros Subditi aut Officiales
sibi- & securi conditi faciemus resiliat & cum effec-
tu: ipsi[um] Rebelle[m] five Rebelles, Prodorem seu
Prodorem, Proferum seu Proferos suos, sic, ut præ-
sum, in Regna, Patrias, Terras, & Domina ejusdem
Regis conductum vel conductos, Commisarios vel
Commisarios ejusdem Regis, per Literas suas manu
sua subscriptas ad hoc auctoritatis, videlicet, in aliquo
loco ad hoc rati & securi, infra predicta Regna,
Patrias, & Domina dicti Regis, statim, inconsu[te],
& abque omni dilacione, excusatione, sinistra inter-
pretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo
ingenuo, aut alio quovis quæsto colore aut casu, & ab-
que aliquo in contrarium facto vel attempto, purè,
simpliciter, absolute, & abque aliqua conditione vel
contradictione quacumque, trademus & deliberabimus,
trademus & deliberabimus, tradive & deliberari faciemus
& facient, sumptibus tamen & expensis, pro hujusmodi
factummodo conductu necessariis & rationabilibus,
per requirerem, vel ejus Commisarios vel Commisarios,
tempore hujusmodi tradendis & deliberandis
Personas, que hujusmodi conductum fecerunt,
indilati solvendis.

Item, promittimus, concordamus, & concludimus
quod, si de nostro aut præsum Regis Castelle expresso
consensu, assensu & concessu contra aliquem Regem,
Principem, vel Principes aut alios Communes
Bellum aut Guerras finiri inferri aut moveri consue-
rit, nullum Tractatum, Pacem, Trucem, aut aliquod
Apponementum cum illo vel illis aut aliis eo-
rum Homines, contra quem vel quos hujusmodi
Bellum five Guerra geritur aut inferatur, sine expressa
præsum Regis Castelle scientia, consensu, assensu,
& voluntate, faciemus aut fieri concedimus.

Et, quia præsum Rex Castelle Frater Condingui-
noni & Filii nostri carissimos, simili modo & sicut
se Hæredes & Successores suos nobis, Hæredibus
& Successoribus nostris affinis, obligavit, & contende-
runt, & inde nobis suis Literas, manu sua subscriptas
& tam magno quàm secreto sigillo suo munitas, in
bona & sufficienti forma dedit, tradidit, & deliberavit.

Nos promittimus & per præsum promittimus, boni
fide super Honore nostro, & in verbo Regis, & super
patrem Ligi verum Sancti Crucis ac super Canonem
Missæ & Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter
tota solemniter juravimus quod præsum Tracta-
tum, & omnia & singula in eodem continentes bene fide-
liter & inviolabiliter tenebimus, observabimus, & per-
implebimus, ac teneri, observari, & adimpleri facie-
mus, abque eo quod contra ea vel curam aliquod
quoquo modo dixerit vel indicet alio nunquam tem-
pore veniemus, aut quicquam faciemus, herere vel
veniri permittemus aut concedimus.

In cujus rei Testimonium præsum Literas manu
nostra proprias subscriptas, & tam Magis quàm Pri-
vati Signis nostri appensione munivimus.

Dat. in Castro seu Palatio nostro Nivardense anno
die mensis Februarii, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto, & Anno Regni nostri vicesimo primo.

Per ipsam Regem.

K 3

XLIII.

ANNO

1505.

1506.

ANNO
1506.

XLIII.

27. Avril. Concordata se zwischen Churfürst Herman Erzbischoff zu Eln. und dem Doms capitul rathlich eintr. dann der Stadt Eln. andern Theil aufgerichtet werden; wodurch sie übereinkommen / was den weltlichen oder den geistlichen Gerichten solle gerichtet werden / leum wegen des Geleits und anderer Sichte mehr. Geschehen zu Eln. am Donnerstag St. Marci Evangelist 1506. [LIMMAI Jus Publicum Rom. Germanicum Tom. III. Lib. VII. Cap. X. Num. 21. LUNIG, Teutsches-Rechts-Archiv. Part. Special. Abtheilung III. Abschn. 111. pag. 453. d'où l'on a tiré cette Pièce. OLDENBURGERI Limmaus Enucleatus Pars II. Lib. IV. Cap. X. pag. 58.]

C'est-à-dire,

Concordat entre HERMAN Electeur de Cologne, & le Chapitre de sa Cathédrale d'une part, & la Ville de COLOGNE d'autre part, par lequel ils conviennent des Causes qui devront être portées aux Tribunaux Ecclésiastiques, & aux Tribunaux Seculars, comme aussi du Droit de Condiote, & autres matières. A Cologne le Jeudi Feste de St. Marc Evangeliste 1506.

Im Gottes Namen / Amen. Wir Jacob von Treu / von Dones Gnaden erwählter und erwählter der Kirchen zu Camerich / Bischof und Erzbischof zu Camerich / Erzbischof zu Dones / c. Thun hand und b-treuen öffentlich hiermit / als der Hochwürdigste / Hochgelehrte Herr und Herr / Herr Hermann / Erzbischof zu Eln / Churfürst / Herzog zu Westphalen und zu Engern / und Administrator des Stiffts zu Paderborn &c. Unser lieber Herr und Freund / die Churfürsten und Weisen / Unser gute Freunde / Bürgermeister / Rath / und die ganze Gemeine der Stadt Eln / um allerley Ansuchen und Forderung / in seinem und St. Lieb. Kirchen zu Eln / Namen / zu Rom / vor Unserm allmächtigen Vater dem Papst / fingenommen / und in Macht einer Remission zu Erlassung / etliche Declarationes und Decreta, auch ein Urtheil zu Rom erlangt mag haben / darben dann von wegen der theuersten Bürgermeister und Rath / und ganzer Gemeine der Stadt Eln / appelliert worden sein mag / also / daß die Sache / in Handlung des Geleits / daß an diesen Tag ausgeliefert gehalten hat / daraus dann fast große gefährliche Bedenken / Bischof / Irung und Mißwill entstanden gewest sein / und aber die beide Pärtheien / um Unser fleißige Bitte und Begehre willen / die wir aus rechtlicher / grünter / guter Meinung / und fester Hantillen / Bitterredigkeit / und fleißige Ansuche zwischen den beiden Theilen / insonderheit auch freit allemöglichen gemeine Bewegung des Heiligen Römischen Reichs / darzu mancherley Angest / Verlesung / Beschörung vor kommen / an sie bedenklich gethan / und freundlich und gleicher Handlung / in solchen Verlegen zwischen ihnen vorzunehmen und zu versuchen / begunnen haben / daß wir demnach zwischen denselbigen beiden Pärtheien mit ihrem guten Willen / also lang und so viel gehandelt / auch also mancherley Mittel zur Hinderung / Unser Bedenkens bequem gesucht / und ihnen versprochen / da wir jetzt die fünden / und also die obenannte Bürgermeister / Rath und Gemeine der Stadt Eln / aus dem gedachten Unsern lieben Herrn und Sigund / dem Erzbischof von

Eln / mit ihrer beiden Seiten Wissen und Willen / glütlich und freundlich getragen und entschieden haben / auff dem / Weise und Maßen / wie den Articulen zu Articulen und Punkten demnach geschriben folgt.

Zum Ersten / als Bürgermeister und Rath / mit Bischof und Schöffen des heiligen Gerichts zu Eln / hievore gesagt und coordiniert haben / daß dem Bürger nach Eingekommen in der Stadt Eln / der mit seinem Mit-Bürger oder eingekommen Mann oder Weibe / um einiger Sachen willen / die uns weltlich richten mag / und sich in Eln zu richten gebühren / daß sie zu Ansuchen und Antwort der einige weltliche Richter kommen werden / und demnach von dem Official, oder geistlichen Richtern / Inhibitionen und Mandaten / gegen die weltliche Richter oder Richter / ohne Verlaufs der Inhibition-Meister / so von einem Rath darzu gesetzt werden / aussetzen oder aussetzen lassen / daß man dieselben angreifen / und in einen der Stadt Thurm gefänglich legen / darinnen einen Monat lang Wasser und Brod zu essen / gefangen halten soll / mit andern Forchern / inhaltenen schweren Dingen und Straffen / laut desselben geset / aus dem fast Irung und Schmach entstehen ist / und noch entsteht:

Darum ist nun durch Nach Jacoben / Elegierten und Confirmierten erachtet / getragen mit Wissen und Willen der beiden Pärtheien obgeschriben / daß der Official, als geistliche Richter / nun fortan in seinen weltlichen Sachen die man weltlich in Eln richten mag / und sich zu richten gebührt da die Pärtheien der den weltlichen Richtern zu Eln zu Ansuchen und Antwort kommen werden / einige Inhibition, oder Mandat aussetzen noch verleihen soll / und weis Sach / daß durch den Official oder geistl. Richter vorgegriffen / in weltliche Sachen gefast und geschickt / wie entsteht einige Inhibition oder Mandat ausgeliefert werden / daß dann als nun / und von als dann solche Inhibition oder Mandat unbeding / unkräftig / und also unzulässig / und der unverset soll gemacht und gehalten werden / und die weltliche Richter nicht schuldig sein die Mandaten zu achten / sondern dieselben unansehen / wizen und sollen sie in den verbleibenden Sachen procedirend / fortfahren / urtheilen und richten / und demselben handeln / als ob die Mandaten nicht verbleibet / noch vor sie kommen wären.

Zum andern / indem aber der Official, oder geistliche Richter / vermeint / daß die Sachen ihre Natur / Gestalt und Herkommen / geistlich waren / und darum Inhibition oder Mandat aussetzen sollte / deshalb Invertracht und Zweifel entsteht / solches soll alsdann von Etwa an / an die Doctoren der Facultäten beider Rechten / in Eln gebracht werden / darüber zu erkennen und zu sprechen die auch solches sonder Verzug thun sollen / ob die Sachen ihrer Natur / Gestalt und Herkommen / geistlich oder weltlich gerichtet mißan werden / und sich zu richten gebührt / Besist sich dann aus ihrer Erkenntnis / daß die Sache weltlich oder / soll also dann der Official oder geistliche Richter / solche ausgegangene Inhibition oder Mandat, ohne der Pärty Rest widerrufen und abthun / mag auch der Rath des Bürgers oder Eingekommen die solche Inhibition geworden haben und aussetzen lassen / nach ihrem Gefallen darum straffen / Was würde die Sache geistlich erkannt / alsdann soll die an dem geistlichen Richter bleiben und grüntert werden. Es sollen auch die Doctores der beengschribenen Facult. in dem Fall allein / und sonst nicht länger noch weiter ihrer oblichen Pflichten und Eyd damit sie dem obgeschriben Unsern lieben Herrn und Freund

ANNO
1506.

ANNO
1506.

dem Erzbischoffen von Elbin oder dem Rath der Stadt Elbin fortan vermautet werden / stetig sein / und insonderheit über die Erb darzuthun / daß sie in diesem Fall recht erkennen und aussprechen sollen und wollen / so wannmal als Noth geschieht.

Zum dritten / als auch eine Zeit her von der Official oder geistliche Richter des oben genannten Altes leben Herrn und Freund / des Erzbischoffs von Elbin unterthanen mag haben und unterthun / über die Erb und Erb-Zahl / auch über Erbrenten / Jahr und Zins / die aus den Erben und Erb-Zahlen stehen / und sich haben zu geben gehören / auch über die Abwasch und Bausung der Erben zu gebieten / ist nun durch uns vertragen / daß der Official oder geistliche Richter in dem die Erb und Erb-Zahl / die weltliche und aus weltlichen Erben gelien sein / fortan kein geistlich Mandat darüber noch dazgegen ausgeben lassen / verhoien noch erkennen soll / sondern was weltlich Erb und Erb-Zahl / Bausung und Abwasch derkündigen berührt / soll von den weltlichen Gerichten in Elbin / dahin die gehören / und nachschick sein / unterthut vom Official oder geistliche Richtern / bleiben / erkannt und gerichtet werden / aber über die geistliche Erben und Erb-Zahlen / aus geistlichen Erben gelien / und den geistlichen zuständig / soll der Official und geistliche Richter erkennen und urtheilen mögen / wie von Altes Recht und Gewohnheit gewest / und noch ist.

Zum vierten / als von Altes herkommen / auch Gewohnheit gewest / und noch ist / daß alle Personen / die vom Official des Hofes zu Elbin durch sein Mandat geladen / und verhalten vor der Gerichte erscheinen / der Stadt Elbin Hirtward / Sicherheit und Obhut haben / sich gebrauch und gewiesen und darum auch von seinen anderen Gerichten / noch Richtern / geistlichen noch weltlichen / sollen und mögen / in andern Sachen / darin sie nicht geladen noch geschick werden / bekümmert / belästigt / oder beschwert werden / und so darüber jemand geistlich oder weltlich in andern Sachen / dann darum er wie dazgeladen weret / bekümmert / belästigt / oder beschwert werden / sollen die Richter und Gerichte / geistliche oder weltliche / so bald solches vor sie durch Ladung oder sonst mit Kunden berbracht / oder besunden wäret / den Geladenen den solchem Kummer / Beschweren / oder Belästigung / quit und ledig erkennen und erweisen. In diesem sollen ungeschickten sein und aufgenommen / die Personen / die die Stadt Elbin vermautet haben / oder aus verfalligen Stadt oder ihrer Wägen Schaden gewest / und des noch unerscheten weien : die Personen so hergeladen weien / sollen kein Geleid / Hirtward / noch Sicherheit in Elbin haben / sondern durch andere Personen darzu genouert und genickigt / sich verbindigen und verantworten mögen / und so jemand vor des Officials ausgegangenen Ladung die Stadt Elbin Geleid hat / und solches bebräuen / soll der Official dens / den er also citirt / arrelliert / oder beschwert / beschickten / und des erlassen / nach soll in dem gehalten werden / wie solches von Altes herkommen / und gewöhnlich gewest ist.

Zum fünften / als auch zwischen den oben genannten Unseren lieben Herrn und Freund / dem Erzbischoff zu Elbin / dazv Bürgermeistern und Rath der Stadt Elbin / Treuhern und Oberchen gemein sein / das hohen weltlichen Gerichte halten binnen der gemelten Stadt Elbin / haben Wai / Jacob Eick / und confirmirte vorgeführt / gewissten den beiden Väterchen anweisen und vertragen / in ersten den Kummer / so aus Erbschick des Erbs / die Werten der hohen Gerichte in Elbin einen mit dem Leib bekümmerten / in dem der Kummer geschick / in das Gerichte Altes / als Erbs / und Erbs /

des vergemelten Gerichte zustimmen kommen / als das gewöhnlich des Wagens an dem Hof und nach Altes an dem Rath-Haus / sollen die Werten den Bekümmerten / der Erbs / und Erbs / in die Gerichte bringen / mögen auch von dem Bekümmerten Wägen nehmen / der Gerichte alsbald in solgen / speche aber der Kummer ausen geistlich Gerichte und Altes und Zeit verziehen / rehen sich dann der Bekümmerten in Elbin Wägen zu sitzen / auch die Wägen nennen / sollen die Werten die genannten Wägen auf begehren des Bekümmerten beschicken / oder zu denstigen Wägen ihre führen / und so die beschickten Wägen vor den gekümmerten nicht gelien arch sprechen wollen / und der gekümmerte andere Wägen nemet / sollen die Werten darmit thun / wie dazgeschriben stiet / und in inder Zeit / in die Bekümmerten in ihrer Bedenheit und Euerheit behalten / und so die zweitend genannte Wägen vor den Bekümmerten auch nicht sprechen noch gelien wollen / alsdann den Bekümmerten in die Nacht und Schloß bringen und sitzen / wie solches ein alt herkommen und Gewohnheit gewest ist.

Zum Sechsten / in dem der Bekümmerte sich vermisse Geleid zu haben / soll der / den deswegen der Kummer geschick / ihn fragen / den wem er solches Geleid habe / und so der Bekümmerte dieselbe nemet / den Stand an sich zu den sitzen / und um das Geleid erfahen : bistet er dann / daß der Bekümmerte stundt geleid hätte / soll er alsdann von dem Stand an / in Macht des geleid / von dem Kummer ablassen / und dazaus verziehen / Verziehen aber den / den deswegen der Kummer geschick / soll gleich mit Hirtward und Hirtwardt gehen verre / beschicken den gekümmerten das geleid nicht zu raten können soll / und darum mit dem Nacht nemet / und gehen verre / in dem selch Kummer geschick / in des Gerichte Altes / als Erbs / und Erbs / gewöhnlich / wie in dem nechten Wai vergemelt / vermautet sein / sollen die Werten den gekümmerten der das Gerichte bringen / mögen auch von dem gekümmerten Wägen nehmen / solch vor dem Gerichte von stand an zu setzen : Geschick aber der Kummer ausen der gewöhnlichen Zeit vergemelt / und der / den deswegen der Kummer geschick / weret / nach geantwurt Erforhung des geleid sein gründen / sein berechnen Euerde vermeynt zu haben / und darumb das Recht geben und nehmen verre / erhen sich dann der gekümmerten in Elbin Wägen zu sitzen / die er alsbald nemet / sollen die Werten zu Gelien den gekümmerten / den genannten Wägen Werten stunden / oder den gekümmerten den die Wägen bringen / als vorstet : Und in dem die genannten Wägen vor den gekümmerten nicht gelien noch sprechen wollen / und darum andere Wägen nemet / sollen die Werten darmit thun und halten / wie dazgeschriben stiet / und gleichwohl sie auch die gekümmerten in ihrer Bedenheit haben und beschicken / bis er die Wägen und Altes gitt / oder der / den deswegen der Kummer geschick / auf den Kummer verziehen hat / und wo der gekümmerte die genannten Wägen nicht stellen / nach sehen nicht / auch der / den deswegen der Kummer geschick / darauf nicht verziehen verre / alsdann den gekümmerten in das Schloß und Nacht bringen / darin er so lang bleiben und gehalten werden soll / bis daß der gekümmerte sein angelegen geleid von Erbs / und Erbs / als das gewöhnlich herkommen und geantwurt / beweist und berbracht wird / sollen Erbs / und Erbs / dann alsbald / in Macht des geleid / den gekümmerten in dem sich dazselbe so fern erstreckt / den gekümmerten von dem Kummer erlassen / quit und ledig sagen / und der / den deswegen der Kummer geschick / soll dem gekümmerten allen erlassenen Schaden / Kosten und Zehung / Wägen und Altes in thun schickung

ANNO
1506.

ANNO
1506.

schuldig und pflichtig sein / mit Rath und Recht erkennen / und ihm alldann fürbittliche Rechte verzeihen / daran derselben kein Hindernis noch Gelehe / ob er sich hiezu darffte gewenden / vertragen noch heissen solte. Und wann der also gekennet hat / Eingekissen und Beger zu Eln were / in den Bürgermeistern und Rath den nach ihrem gefallen Strafen / an verzeihen / daß derselbe unbillig dem gedachten geleit Eintrag gethan / und sich das gedreht hätte / und in dem der gekennete begehrt / seine Erledigung und Aufschelung des Kammers / in das Gerichte Buch zu setzen. Solches soll er / wo es ihm geübe zu thun / mit eiff Schillingen vollenden bringen oder erlangen / und darüber nicht beschwert noch beboht werden / sondern der den Kammers vollentwiler / soll dem Gerichte sein gewöhnlich Recht schuldig sein zu geben.

Zum Erbenden / in dem die grüne Rechte nicht wollen / sondern auf schwere Straff und Buß verurtheilt / der Todten Leichnam zu bestatten / sollen fortan die Witten des hohen Gerichts keinen Todten Leichnam noch bestattens noch bestauern / und so der Todten nachgelassene Haus-Frau oder Kinder / so die Witten / oder sonst die nächsten Erben / dem Kammers der denstigen Witten / oder die Richter entzulegen / und sich erheben in des Todten Schuld und statt zu treten / schuldig soll der Richter oder die Witten von ihnen aufnehmen / dem Kammers abtun / und in das Gerichte-Buch Urkunden und schreiben lassen.

Zum Achten / so den Gräben des hohen Gerichts gehalten Gut zu fordern / und zu empfangen gebührt / demnach zwischen den gemelten Partheien durch Ans Jacob Elecken und Confirmirten abgeschrieben / vertragen / daß man stann der Gräbe das gezeibte Gut / das ihm mit dem Dieb nicht überliefert / oder dabey nicht finden / sondern auf andern Erben were / und der Gräbe solches einfordern und empfangen wolle / daß er alldann der Stadt Geroldsmeistern / beide / oder einer besunder / sonder gebühlich Aufhalten ohne einigen Verzug / mit dem Gräben gehen sollen an die Ende / da solch gehalten Gut gegeben were / dem Gräben heissen / daran sein und versagen / daß solch gehalten Gut / das sie viel oder wenig / verkauft und verfloffen / demselben Gräben / mit Anzeigung und Aufschreibung des Gerichte-Schreibers überliefert werden. Gehebt dann dalkste gehalten Gut einem Burger oder Eingekessenen in Eln / so soll der Geroldsmeister solches dem Burger oder Eingekessenen kund thun / und alldann der Gräbe / auf des Burgers oder Eingekessenen Befinnen / der were geistlich oder weltlich / das gehalten Gut / um einen Schuld dem Gräben dast zu geben / den Erben an ehn Verzug oder Euerbe überlassen und dargeben.

Zum Menden / als der Zeiten Bürgermeister und Rath der Stadt Eln / mit Gräbe und Schöffen des hohen Gerichts dalkst sammtlich gesetzten ordinet und vertragen haben / daß / wann jemand an dem vorgenannten Gerichte / so fern er dinge / verfolge / oder mit Rath und Recht verurtheilt were / daß er Geld oder Pfand geben soll / daß alldann der Gräbe dem Kläger einen Witten erlauben soll / mit ihm zu gehen / um Pfand zu gesamen / und also derjenige der gepläbet werden solte / kein Pfand geben noch folgen lassen wolle / daß dann der Witten die Partheien zum nächsten Gerichte / doch wiederum der Gerichte zu kommen beschiden soll / und so derjenige / der Pfand gegeben hat / nicht der Gerichte künne / oder so er dar künne / und sich nicht verantworen tunc / daß dann der Gräbe zur stund zu gesamen des Klägers / die Pfandung thun

solte. Thlen dann die Partheien dem Gräbe das über einigen Widerstand / mit Gewalt / oder Verstärkung der Hauff / das soll der Gräbe von stund an / an der Stadt Eln Gewalt-Richter bringen / die alldann sammt / oder ihrer einer / ihren Witten nehmen / und mit dem Gräben gehen / zu heissen / daß das Haus aufgerhan werde / und dem Kläger Pfand / vor seine verfolge und erwonnene Anteil solgen inbete. Es sollen auch die Gewalt-Richter den Angeheßenen und Widerstehenden ins Gefängnis legen / so lang / bis er den Rath und dem Gerichte / vor solchen Gewalt / Angeheßenheit und Widerstehung / Besserung gethan / und dem Gräben seine Wente bezahlt hätte / mit andern fordern Inbete desselben Gefängnis / das hiezu nicht gründet / geführt noch gelagt sein soll / sondern fortan stüßlich gehalten werden / und demnach ist durch Ans Jacoben / Elecken und Confirmirten verordnet / als den Schöffen-Richter / der neidbessig angethen / und auch zwischen den Partheien vertragen / daß Bürgermeister und Rath sollen alzeit dem neuen Gewalt-Richter / wann die geforen sein / und ihre gewöhnliche Ede gethan haben / des denselben gebunden Erben ersatzlich künden / dem gefog verlehend nachkommen / und sammtlich / oder einer von ihnen / auf Ansuchen und Ersuchen des Gräben / ihm zu folgen und zu heissen / daß das Haus / wie abgemelt / aufgerhan werde / die Gewalt abgestellt / und dem Kläger Pfand solgen mögen / und so die Gewalt-Richter durch andere geschäfte dem Gräben auf Zeit stüßiger Forderung nicht folgen inbete / alldann unter sich einen gelegn Tag ernennen und sich des vertragen / doch daß derselbe Tag nicht über acht Tag verzug werde. Es sollen auch die Partheien / denen solch Pfandung mit der gewalts zu thun / erlaubt ist / darff nicht mehr dann zehn Altes einmal geben / und um die Buß und Wende des Gräben zu pfänden / soll gehalten werden laut des Vertrags / in dem Jahr 1491. zwischen dem vergerichteten Unsern lieben Herrn und Brände / Erzbischoff / und Bürgermeister und Rath der Stadt Eln angesetzt.

Zum Zehenden / wann am hohen-Gerichte jemand um Schad also weilt und fern erfolgt / und mit Rath und Recht verurtheilt / daß dem Witten erlaubt wird / den an dem Leibe zu pfänden / so sollen und mögen solches die Witten thun / und den / der mit dem Leibe also gepfändet / in die Hache / und an kein ander End bringen. Es sollen auch Bürgermeister und Rath / noch ihr Gewalt-Richter / die Witten an solchen Pfandungen nicht hindern / noch des gepfändeten sich unterweisen / es wolle dann Sach / daß sie durch den Gräben / oder die Witten des abgemelten Gerichts darum angriffen und ersucht würden / ihnen gewalt abzutun und zu trehen / darin dann Bürgermeister und Rath / beizulegen die Gewalt-Richter sich gutwillig und bereit erzeigen und beweisen sollen / ohne geströbe. Wo aber jemand um Schad weilt so fern erfolgt wolle / daß man an dem Leibe pfänden soll / und auf den Witten nicht zu pfänden hätte / solches soll gehalten in besten und jetzund der Stadt Gewalt-Richter / so oft die Noth das erfordert / mit Gewalt / Aufschuß / Gepand / und Einzeigste der Burger zu verblehen.

Zum Eilfften / sollen stribas alle Sachen / die der Gräben und Schöffen angraben / und anblagig gemacht weren / alldann auf dem nächsten Auzer verblehen / daran sollen Bürgermeister und Rath / noch einige Partheien oder Personen des Raths / keinen Eintrag noch Verhinderung thun / noch auch jemand das zu thun gestatten / auch besunder die Partheien alldan im Richter hangende / nicht besanden / beschlen oder gebieten / und sonst

ANNO
1506.

ANNO
1506.

mit andern Wegen streuen oder thun / damit einige Parthei von den Erbschäfften weichen oder absteigen müßte / es wolt dann Rath / daß Burgermeister und Rath zwischen ihren Burgern / mit Wissen und Willen beider Partheien / gleich handeln / und ihr vertragen weilen / auf daß solches fortan unverbrüchlich und stündlich gehalten werde / sollen Burgermeister und Rath / mit des Raths zur Zeit Klagen / Meistern / oder andern Personen und Gliedern des Raths / verordnen und schaffen / auch auf eine Straff und Buß von 100. Mark Münch Pfünnung gebieten und befehlen / daß keiner des Raths / er sey wer er sey / einiger Partheien an dem Hohen Gerichte am Rechte stehende / vor sich beschiden noch besenden / noch ihnen gebieten / nach einiger Hand weise vornehmen / daraus die Partheien von dem Gerichte lassen / oder weichen müssen.

Doch sollen in diesem ausgenommen sein die Sachen und Gerichte / die sich im Raths-Staat begeben / und durch den Rath zu straffen und zu richten gehören / dergleichen auch die Sachen und Gerichte / die nach altem herkommen und gewohnheit / Gräße und Schöffen an die Meister der Kempter / Pfaffen und dergleichen Ende zu weisen pflegen / und sich gehören / die auch Gräße und Schöffen / aus gesunden des Raths und der Partheien / von sich rezeinieren und weisen sollen / an die Ende da sich das von altem herkommen und gebrauch zu richten und zu straffen gehört / und solches thun eyn Betrag und eyn Hundertus / Indem aber jemandes des Raths befunden würde / der gegen diese Ordnung und Vertrag thäte / es wolt mit absteigen / besenden / gebieten oder verbiethen / auch sonst in einige andere thate / damit das Hebe Gericht seinen freyen Gerichts-Zwang und Gang nicht haben müßte / der aber die sollen in die hundert Mark Buß vorstehend dem obgerührten Hofem lieben Herrn und Freund dem Erzbischoff verschulden sein / daraus Er. Lieb. Burgermeister und Rath der Stadt Eln / mündlich oder schriftlich ersuchen mag / den Richter daran zu halten und zu vermahnen / bezahlung der hundert Mark E. Lieb. unverzüglich zu thun / und so ein Rath in dem nächsten Monat / nach erfolgter Ersuchung das nicht thäte / soll alsdann Er. Lieb. den Richter in Eln mit Rechte vornehmen und bestrafen lassen mögen.

Zum Zweifenden / nach dem Geröff und Schöffen des hohen Gerichts ihre befehlung von der Gemeine / nämlich von den Partheien / die vor sie zu rechte kommen / empfangen / Inhalt der Befehl und Betrag darüber gemacht / und Gräße und Schöffen vürscheit eine Zeit dero von den Partheien Geld gefordert und genommen haben mögen / um sich an den Doctoren des Raths zu befragen / welches dann zu menschlicher Schwachheit den Partheien reichen mag / so ist nun vertragen / daß fortan Gräße und Schöffen von freien Partheien solches Geld fordern noch einnehmen / sondern wann ihnen Rath der Richter / Beisetzten den abthen were / one Rest der Partheien suchen sollen / Es soll auch Unser lieber Herr und Freund / der Erzbischoff vorsehen / und Er. Liebden Nachkommen / von den Doctoren und Richter-Beisetzten begehren / daß sie Gräßen und Schöffen Unterstützung der Rechten / wo ihnen das von abthen seyn wird / gütwillig mittheilen wollen.

Zum Dreyzehenden / als wie Jacob / Eiert und Confirmirter obersteht / zwischen den vorstehenden Partheien gleich vertragen / daß alle Kauf-Leute / und sonst jedermann / mit ihrer Kaufmannschafft und Gut / wie auch die Mahnen haben / aufgenommen die Bens-Güter / die unter dem Nahmen nach Gut begriffen / von Eln den Rhein auf und ab / unterhindert und angelegt den den von Eln / wegen

ihrer Kaufmannschafft und Handthierung üben und treiben mögen / Es wolt aber Rath / daß jemand mit seiner Kaufmannschafft und Gütern zu Eln aus Land fährt / und also all solche aufschlage / und veräußern oder verkaufen wolle / damit sell es gehalten werden / wie sich nach eink jerey Natur / Art und Gelegenheit zu thun gehört / auch den Altes herkommen und gewöhnlich ist / und die Güter / die sich in den Wagen-und Kauf-Häusern als nämlich Unser Herr und Freund / der Erzbischoff und der Stadt Wagen-und Kauf-Häusern zu hantieren oder zu wagen gehören / mit denen sell es gehalten werden laut der alten Tafein / in den Wagen-und Kauf-Häusern vorstehend hangende / auch dem Vertrag zwischen Se. Liebden und dem Rath von Eln / in den Jahren 1495. aufschreibet und gemacht / Was aber Bens-Güter als Salz / Hleung / Bickling / Fisch / Drog und gesalzen Butter / Kalk / Honig / Oel / fetter Wahe / und alle andere Güter / die unter den Nahmen Bens-Güter / von altes genant / begriffen und gehalten gewesen / und noch seyn / nichts haben ansprechenden / soll niemandes gehören der noch laugs Eln hin zu schuldig fordern solches Gut soll von den Enden und Städten / da solches schlage wort / auf freies Betren und Aen angemessen / ungeheilt / und unvertagt zu Eln kommen / und also an-und abgeladen werden / wie die Güter mit ihrer Certificatun / als das gewöhnlich ist / zu kommen pflegen / und die andere Güter / sondern Certificatun / wie sich nach eines jerey Güter herkommen gehört / und den Altes gewöhnlich gewesen / und noch ist / verhandelt und verbraucht werden / und hinein solche Erwerbun und Bicklingung des Capels / als Burgermeister und Rath verlangt / von der Käm. Kämmerlich Majestät erlangt mögen haben / weder Macht noch Namacht zugesagt / nach ausgenommen seyn.

Zum Vierzehenden / als zwischen den obgerührten Partheien / von gerit ins gemein / auch von giste und gebrauch beschligigen Übergabun geschrieben / ist durch Uns / Jacob Eierten und confirmirten abgemelt / vertragen / daß Burgermeister und Rath der Stadt Eln / beschligigen gerit in Übung und gebrauch bleiben soll / in aller maß / wie sie und ihre Vorfahren solchs gegeben und gebrauch haben.

Zum Fünfzehenden / sollen mit diesem Vertrage alle und jede vorhergehende Fierwartun und Beträge / und freubetlichen die Einigung zwischen dem obgerührten Hofem lieben Herrn und Freund / Herrn Hermann / Erzbischoff von Eln / Er. Liebden Thom-Capitul / Ertelmann / Ritterhschafft / Soldate und Landhschafft / im Jahr 1473. auf den Heiligen Pfingst-Abend / aufgericht / und den andern Einigungen zwischen denselben Hofem lieben Herrn und Freund an einem / frey-Burgermeister und Rath der Stadt Eln / nun andern Theil / auch zwischen denselben Burgermeister und Rath / mit Gräßen und Schöffen des hohen Gerichts / gesetzt / geordnet und gemacht / in allen ihren Punkten und Clausulen / so viel in diesem Vertrage nicht verändert sein / in ihren Rechten verbleibe / auch / so das von abthen were / verneuert und verneuert werden. Wann nun die vorgenannte Unser gute Freunde Burgermeister / Rath und Gemein der Stadt Eln / all und jede obgeschriebene Artical / Punkten und Stücke / in guten rechten Treuen gerit und zugesagt haben / der sich und ihre Nachkommen / dem obgenannten Herrn Hermann / Erzbischoffen von Eln / Hofem lieben Herrn und Freund / und Er. Liebden Nachkommen / für / seit / unverbrüchlich / und aufschreibig zu halten / darwider nimmer zu ewigen Tagen zu seyn / zu thun / noch zu thun ver-schaffen /

ANNO
1506.

schaffen in einiger Weise: Wie auch hinterherum
derjenige Kaiser lieber Herr und Freund / der Erzbischoff
von Eßln / den gedachten Burgermeister /
Rath und Gemein greuet und zugesagt / ihnen und
ihren Nachkommen / gleicher Weise die obgeschrie-
bene Artikel und Puncten allezeit / und jeden be-
sonder / in diesen Concordaten begreifen / so viel
die Er. liebe. Nachkommen / und Capital von
Eßln berühren / hält / hält / und unverrücklich /
Färschlich und aufrichtig zu halten / darwider nicht
zu thun / noch zu verchaffen gethan werden / alles
etwas alle Zeit und Geschlecht.

Als auch derselbe Kaiser lieber Herr und Freund /
der Erzbischoff vorstehend / an der Pfälzischen
Heiligkeit / auch von der Römisch-Kaiserlichen Ma-
jestät / auff alle und jede vergriffene Puncten / Ar-
ticulen / heere rituelle / und andere Sachen in der
Commission begreifen / die derjenige Kaiser lieber
Herr und Freund / der Erzbischoff vorstehend /
darauff auch Citationen und Schwurs-Brieffe
gegen die obgenannte Burgermeister und Rath der
Stadt Eßln erlange / auch Proceß mit Ruchschaf-
ten in einer Remission und anders / wie die dann
an einigen Orten darauff verordnet und Vertheil dar-
auff ergangen waren / gehalten hat / haben wir Ja-
cob Ebeck / und confirmirt obgenannt / zwischen
den Parteyen gültich geschrieben / und sie darum zu
massen / wie hernach folgt / vertragen / nemlich / daß
der obgenannte Kaiser lieber Herr und Freund / der
Erzbischoff / Er. liebe. Nachkommen / Erzbis-
choffen zu Eßln / auch Er. liebe. Thum-Capitel /
hänlich oder besonders / solcher ausgebeacht und
erlangter Remission zu Rom / daru auch von der
Römisch-Kaiserlichen Majestät auch die Citationen /
Remission / Proceß und Vertheil / Gezeugen und
andere / mit allen ihren Anhängen / Rindlanden und
Versege / gegen die ehegerichtete Burgermeister /
Rath und ganze Gemeinde der Stadt Eßln / nim-
mermehr stürmen / oder auch derselben gezeuchen
sollen zu den ewigen Tagen : Dergleichen sollen
Burgermeister / Rath und ganze Gemeinde der
Stadt Eßln / der erlangten Kaiserliche Majestät
Mandaten / mit inserirten Citationen / auch die
Pfälzischen Remission / Appellation / Gezeugen
und andere / nimmermehr wider den ehegerich-
ten Kaiser lieben Herrn und Freund / Herrn He-
rman / Erzbischoffen / Er. liebe. Nachkommen /
Thum-Capitel noch Eßln / gebrauchen / noch die-
selben Er. liebe. Nachkommen / Thum-Capitel
noch Eßln stürmen zu den ewigen Tagen : doch
sollen sie hernach solcher Privilegien und Brieffen /
wie die ein jeder Theil vor sich ins Gericht gebraucht
mag haben / in diesem gütlichen Entscheid nicht ge-
zozen / noch denselben hienut auch zugesenden / noch
abgenommen werden / sondern hienut soll aller Krug
Zwietracht und Proceß / wie sich die zwischen den
Parteyen ergangen haben / nichts davon an-
geschreiben / gütlich und zumahl aufschreiben und
geschick sein und diebeiz zu den ewigen Tagen / sonder
geschick und argz Eßln und soll auch ein jeder und seine
Nachkommen / sein und verbleiben in dem Besen
und Stande / wie er vor Zeiten der Jerung und
Anfangs des Pflichts gestanden hat / in aller mas-
sen / als es solche Jerung / Pflicht und Proceß
nicht angefangen oder gewest waren / doch hienuten
aufschreiben die Artikel und Puncten die hievor
erklärt und vertragen sein / damit soll auch alle
Hagard und Hasswille / und Unzufriedenheit / zwi-
schen beiden Parteyen und allen denjenigen / so
von beiden Parteyen darunter vertragen / oder der
Sachen verstant waren / so sein dieselbe in andere
Wege dem Eßln oder der Stadt Eßln nicht ver-
wehrt haben / gütlich bingeloge / tod / ab und

verworfen sein / und solches eben alle Geschick. Dieses
zu wassem Licht und einiger Entschuldig / haben
wir Jacob von Eßln / erachtet und beschliet ob-
genannt als Theding-Blum / und Schwur-Nich-
ter / Kaiser Sengel an diesen Vertrags-Brieff etwa
hängen.

hat so wie Herrman / von Eßlns Stadth
Erzbischoff zu Eßln / und Eßln / Herzog zu
Beyrholn und Engen etc. Dergleichen wir Bur-
germeister / Rath / und ganze Gemeinde der Stadt
Eßln zu Eßln gewonnen / und bedacht haben den
miedlichen grossen Pfisch / Wüde / Rest und Abent /
so der obgenannte Kaiser lieber Herr und gütlicher
Herr von Cammenich / mit dem Verordnen des
Bischoffen Thum-Capitel / der in miedlichen ge-
zahl / jankst Burgermeister / und andern geschick-
ten Kaiser des Raths / die alle an und über diesem
Handel gewest sein / nun bey die hantlichen Wochen /
zu Kaiser beider Theil / Eßln und Stadt / auch
andere maligender kandel / Weisheit und Beden
vorgewandt und begehrt / und zwischen den beiden
Theilen in eigener Person / so lang an- und abge-
ritten / bis Er. liebe. und Stadt beide Parteyen
verleichen solcher Jerung / Zwietracht / glän-
lich und zumahl geschick und vertragen / geschick
und dervinigt haben : Auff eßln dann solcher Vertrag
und gütliche Entscheid in Eßln der beider seier
und unverrücklichen gehalten werde von uns Herrman
Erzbischoffen zu Eßln vorstehend / unsern Nach-
kommen / Rath / und ganze Gemeinde der Stadt
Eßln unser Nachkommen / triffen und beschliet
sein und bleiben möge / so haben wir Herrman Er-
zbischoff / auch wie Dechant und Capital der Thum-
Kirchen zu Eßln / unser und der derselben Kaiser
Kirchen und unser Eßlns Unterlassen zu gemei-
nem Aug / Kaufkauff / Fritzen / Weisheit und
Einigkeit / auch sonder Zwietracht / Weisheit und
Wirt-Verbindung zu beiden Theilen zu verfahren
mit reiffen und zeitigen Rath / Consas und Wöl-
ten aller Eßln der gemelten Kaiser Eßln / von
Gräffern / Burgermeister / Eßln und Landtschaff
und wir Burgermeister / Rath und ganze Gemein
der Stadt Eßln / mit samt den genannten Kaiser
lieben Herrn und Freund / dem Erzbischoff
und Capital / auf dergleichen Ursachen und Begriß /
auch mit einheligem Rath und gutem Willen / die-
sen obgenannten Entscheid / Concorden und Ver-
trag / mit allen seinen Articulen / Puncten und
Clausulen eingangen / und denselben / wie obge-
melt steht / angenommen / und unter uns eine
jede Partey der andern / in guten wahren Treuen
zusagete / gelobt und geret / denselben alle hält
hält / und unverrücklich zu halten / darwider nicht
zu thun noch zu werden / weder durch uns selbst
oder jemand anders den unsern wegen / hienut
noch effendat / mit einiger Hand Weisheit / wie man
die auch erdenken möchte / ditzeligen sollen alle zu
diesem gütlichen Vertrag gütlichen und zumahl
ausgeschick sein / nimmermehr zu gebrauchen / und
darum und zu mehrer Sicherheit / sollen wir beide
Parteyen / unsern allerhöchsten Vater den Kaiser
verglichen unsern allerhöchsten Herrn den Röm-
ischen Kaiser / in Unterthänigkeit / und mit ge-
trewem Pflicht bitten / daß Er. Maj. eins mit Röm-
isch-Kaiserlicher Majestät diesen obgeschriebenen Ver-
trag / Concorden und Einigkeit / also annehmen
zu lassen / beschliet und beschliet wollen / doch ob-
ne Abbruch unserer jeder Theil an sammt Vertheilung
Vertragung / Einigkeit / Brieff und Siegel /
wie die zwischen uns beiden verordneten
aufgerichtet und gemacht sein / die alle sollen in
ihrem Inhalt trüfflich und mächtig verbleiben /
ausgeschick / doch diese Puncten und Articulen /

ANNO
1506.

ANNO
1506.

Wie die nun / als eben geschrieben / vertragen
sien.

Wir haben auch des und allen vergriffenen
Sachen zu weitem Verstand und Verständlich / stünd-
lich und jeder Theil von uns eigenant / Erzbis-
choff / Capitul und Stadt / insonderheit Inse-
rlich Capitul und Stadt Siegel mit guten
Wissen an diesen Entschreib-Brief des des vorge-
nannten Inse-lichen Herrn und Freunde von Cum-
merich Siegel thun hangen. Geschehen in der
Stadt Elbe / auff Donnerstag St. Marci des heil-
igen Evangelien-Tag / im Jahr nach Christi
Hundert Herrn Sechsz 1506.

XLIV.

15. Mai.

*Traictatus Commerciorum inter HENRICUM VII.
Regem Anglie, & PHILIPPUM Regem
Castelle conclusus. Dat. apud Westmonasterium
die 15. Maii Anno 1506. [RYMER, Fœ-
dera, Conventions, &c. Tom. XIII. pag.
132.]*

REX universis & singulis &c. Salutem.

Cum quedam Pacis Amicitiarum & Mercium
Intercurus atque Mercatorum communicationis Ca-
pitula,

Inter Reverendissimum in Christo Patrem Hieroni-
mum, patrimonium Divini, Cantuariensem Archiepiscopum
totius Anglie Primatem & Apostolicæ Sedis
Legatum Cancellarium Anglie, Ricardum, permissione
Divini, Hyeronimum Episcopum Privati Sigilli
nostri Cultorem, Thomam Duxem Priorem Sancti
Johannis Jerusalem in Anglia, & Nicholaum West Legum
Doctorem, Confessores nostros, Oratores, Am-
bassatores, Procuratores, & Commissarios nostros
speciales, et una, & Nobiles & Potentes Domini
Nicholaus de Croi Dominum de Serap & de Pa-
wer Militem Ordinis Velleris auri Consecrarium, Jo-
hannem de Sarrage etiam Militem, Dominum Des-
chambeke Presidentem Flandrie, Petrum Anchemast
Secretarium Ordinarium, & Thomam Iphid dictum
Thosin d'Or Regem Armorum primarium, omnes
Consiliarios, Oratores, Ambassatores, Procuratores,
& Commissarios Serenissimi, Excellentissimi ac Potentissimi
Principis Fratric Confagimari & Fili nostri ca-
ssissimi Philippi, Dei gratia, REGIS Castelle, Legum,
& Gracie, ARCHIDUCIS Austrie, PRIN-
CIPIS Aragonum & Aragonum Comitis DUCIS
Burgundie, Brabantie, &c. COMITIS Flandrie, &c.
pro ipso Filio nostro, Terris, Parais, Dominiis, Ci-
vitatibus, Opidis, Castris, Villis, Distictibus, & Je-
rudictionibus suis Brabantie, Flandrie, Limburgie,
Luemburgie, Arthebi, Harmonie, Hollandie, Ze-
landie, Namurci, & Mechlinie, eorumqueque Mer-
canoribus & Subditis, paribus et altera,

Jurispredem hincinde convenita, concordatas, & con-
suetas fuerit, sicuti in Liberis desuper confectis plenius
apparet & constat,

Quorum Literarum tenor sequitur, & est talis,

Universis & singulis, ad quorum notitiam pre-
sentes Literæ pervenerint, Nicholaus de Croi Dominus
de Serap & de Paver Militem Ordinis Velleris auri
Consecrarius, Johannes de Sarrage etiam Miles Domini
Deschambeke Presidentis Flandrie, Petrus Anchemast
Secretarius Ordinarius, & Thomas Iphid dictus
Thosin d'Or Rex Armorum Primarius, omnes Con-
siliarios, Oratores, Ambassatores, Procuratores, &
Commissarios Serenissimi Excellentissimi ac Potentissimi
Principis Domini Philippi, Dei gratia, REGIS Cas-
telle, Legum, & Gracie, ARCHIDUCIS Aus-
trie, PRINCEPS Aragonum & Aragonum Comitis
DUCIS Burgundie, Brabantie, &c. COMITIS
Flandrie, &c. ad eodem sufficientem Commissionem
ad infrascripta habentes, necnon Hieronymum, per-
missionem Divini, Cantuariensem Archiepiscopum totius
Anglie Primatem Apostolicæ Sedis Legatum Cancellarium Ju-
vicissim & Illustrissimi Principis Domini Hieronimi, Dei
gratia, REGIS Anglie & Francie, & Domini Hiero-
nima, Ricardus, permissionem Divini, Hyeronimum Epis-
copum quendam Domini Regis Privati Sigilli Cultorem,
Thomam Duxem Priorem Sancti Johannis Jerusalem in

TOM. IV. PART. I.

Anglia, & Nicholaus West Legum Doctorem, Confes-
sari quendam Domini Regis Anglie, Oratores, Ambas-
satores, Procuratores, & Commissarios privati Domini
Regis Anglie, & ab eodem etiam ad infrascripta
sufficientem Commissionem muniti (quorum quidam
Commissionem tenores inferius inferunt) Salutem.

Cum, apud Serenissimos ac Potentissimos Principes
& Reges multos antedictos jamdudum per Mercatores
ac Subditos suos communi consensu facta sint, propter
diversimodas questiones & Difficultates, inter eosdem
Mercatores & utriusque Principis Theologos, Pub-
licanos, Customarios, Scrutatores, aquæ Ballivos,
& alios Officiarios, aliquamdiu oras & habitas de &
super variis Theologicis, Tatarum, & Impeditio-
num exactionibus indebit ac de novo impulsis & colle-
ctis, ac etiam Persecutionem, Rerum & Navium assila-
tionibus, necnon de & super quibusdamque domeniis
contra Mercatores Anglicos lris & pronuntiat, ac
aliis multis Gravaminibus, in Terris, Parais, Domi-
niis, Foribus, Villis, & Obediens utriusque
Principis, contra Tractatum Intercurus, ut idem
Mercatores & Subditi asserunt, et hinc inde factis &
litis,

Propter quæ Gravamina idem Mercatores a multo
Commercio, penes ad tres Annos, fere liberant
& abstinent, in utriusque Principis ac Suditorum
suerum prejudicium & dampnum non modicum.

Nos igitur, Principum prædictorum Oratores,
Considerantes quam vera, integra, stabili Amici-
tia, Liga, Pax, & Unio sit inter ipsos Illustrissimos
ac Potentissimos Reges nostros, qui se tanquam Patre
Filium & Filius Patrem mutuo amoribus & dilectionibus
amplectantur, nec inter eorum Subditos aliquam
dilectionis materiam esse deest quorum Principes tan-
to amoris vinculo conjunguntur, sit quicquid Principes
inter se voluerint eorum eorum Subditi inter se vel-
le & profecti debeant,

Ad prædicta igitur gravamina, difficultates, ques-
tiones, diffinitiones, & ambiguitates componendas, tol-
lendas, & rescindendas specialem ordinem,

Convenimus, concedimus, & conclusimus in
hanc qui sequitur modum,

Inprimis, convenimus, concordatum, & conclusum
est quod omnia & singula Capitula omnium & singu-
lorum Tractatum, & de & pro Mercium intercurus,
inter Oratores & Commissarios Regum prædictorum
ante hæc tempora lris, concordata, & conclusa, in
omnibus & per omnia (nisi quatenus Capitulis vel Ar-
ticulis prædictis Tractatum aut eorum alicui expresse
reprehenderit & contradixerit) quatenus concernunt
Mercium intercurus in suo robore maneat & effice-
to; ita quod per nulla, in prædictis Tractatibus inserta
aut infixa, vel sub quacunque verborum fide scri-
benda aut inferenda, a beneficiis Alaciorum five Ca-
pitulorum prædictorum, Tractatum aut eorum alicuius,
quatenus concernunt Mercium intercurus, aliter
quam superius dictum est, quovis modo recedatur;

Quos quidem omnes & singulos Tractatus prædictos,
quatenus concernunt Mercium intercurus, pro hic
inferius habemus & haberi volumus.

Item, convenimus, concordatum, & conclusum est,
quod a Mercatoribus Subditis utriusque Principis, aut
ab eorum aliquo, vel ab eorum Hereditibus & Succes-
soribus, Factoribus, Attornatis, Negotiorum Gelio-
ribus, Servitoribus, aut Militibus, ratione alicuius aut
aliquorum Theolonii five Theoloniorum, Vicariorum,
Customariorum, Legationum, aut alios Officiarios five
Deputatos quoscunque, presentes five futuros, nihil
omnino, per viam facti aut juris, aut Titulo quovis
vel colore, exigatur aut requiratur, sit quod utriusque
Principum prædictorum, eorum Hereditibus, Succes-
soribus, Locumtenentibus, Burgimajistris, Capitaneis, Ballivis,
Scabibus, Schultheis, Theolozariis, Customariis, Publi-
canis, & aliis Officiariis five Deputatis quoscunque, pre-
sentes & futuri, ab omni actione, clamore, petitione,
exactione, levatione omnium & singularum Summarum
Pecuniarum, quæ & quam pro quocunque
Theolonia, Importationibus, Castris, Taxis, Ven-
tigationibus, & Exactionibus aut eorum aliquo, ab origi-
ne Mundi usque ad Datum prædictum, contra Sud-
ditos Principum prædictorum respectu habuerint, ha-
bent, vel habere poterunt vel petentur, pro perpetuo
futuri temporibus, per prædictos eorum habentur

ANNO
1506.

L 2

86

ANNO
1506.

& censentur, nec pro eisdem Theolonis, Impositio-
nibus, Taxis, Vectigalibus, Censibus, aut Exactioni-
bus, in Personis, Navibus, Bonis, Mercandis, aut
Rebus, præfati Mercatores aut Subditi, pro omni
præterito tempore, quovis modo molestabuntur, sit
ab omnibus & singulis Theolonis, Censibus & Impositio-
nibus prædictis liberi & innoxii imperturbati ha-
beantur & reputentur.

Item, quid nullorum Decretorum, Judiciorum,
Sensentiarum interlocutoriarum sive diffinitivarum, &
Processuum Judiciorum quorumcumque per quem-
cumque seu quodcumque Judicem vel Judices, qua-
cumque Commissionem aut auctoritatem, in Terris, Pa-
tris, Dominis, aut Obsequiis dictorum Principum
aut eorum aliquos, directè vel indirectè, contra Gu-
bernatores sive Magistrum & Societatem Nationis An-
glie, aut aliquem vel aliquos Mercatores vel Mer-
catores ejusdem Societatis, eorumve Heredes aut Suc-
cessores, Factores, Attoratos, Negotiorum Gestores,
Servitores, aut Ministros, vel eorum aliquos
Mercatores aut Subditi præfati Regis Castellæ &c.
Archiducis Austrie &c. coactare Heredes aut Succes-
sores, Attoratos, Negotiorum Gestores, Servitores,
aut Ministros, aut aliorum præfatorum Principum Sub-
ditos quoscunque, sub quacunque verborum specie,
de & super Theolonis, Impositionibus, Taxis, Vec-
tigalibus, aut Exactionibus, Pensionibus, Navi-
bus, sive honorum arellationibus, aut aliis coactis sub
gravaminibus, factorem dictorum latorem & proman-
datorum, per præfatos Principes, eorumve Heredes
aut Successores, Locatenentes, Bargimagistros, Ca-
pitaneos, Ballivos, Scabios, Schultes, Theolono-
s, Publicanos, aut alios Officiales sive Deputatos
quoscunque præfatos vel futuros, nullo unquam tem-
pore Executio fieri aut fieri possit.

Item, consentum, concordatum, & conclusum est,
quod omnes & singuli Mercatores Subditi præfati Il-
lustrissimi Regis Angliæ, cum Pannis Anglicanis, Bonis,
Navibus, Rebus, & Mercibus quibuscunque,
tam ad Opidum Bursalem in Flandria, per Terram,
Mare & Aquas dulces, quam ad Terras, Patrias, Do-
minia, Portus, Villas, Opida, Civitates, ac Distric-
tus Brabantie, Lumburgie, Lucemburgie, Arthens,
Hannonie, Hollandie, Zelandie, Namurci, & Mech-
linie, libere accedere, navigare, venire, morari, &
perhædere, & ibidem omnia Mercum genera, cum
quibuscunque Mercatoribus, eorumque Nationis
exteriori, emere & vendere, & cum eisdem Pannis,
Bonis, Navibus, Rebus, & Mercibus ad alia Regna,
Loca, & Patrias quodcumque libere recedere possint &
viant.

Et, quando ex quovis contingat dictos Mercato-
res Angliæ, cum Pannis, Navibus, Rebus, Mercibus,
& aliis Bonis prædictis, ad dictum Opidum Bur-
salem se conferre, eorum Panni, Naves, aut Bona
prædicta, ratione aliquarum prohibitionum, ordinatio-
num, aut constitutionum, ante hæc tempora quacum-
que auctoritate factarum, nullo modo arellabuntur
aut confiscabuntur;

Non tamen licebit præfatis Mercatoribus Angliæ aut
eorum alicui in prædicto Opido Bursalem vel in aliquo
Opido, Villa, vel loco dicti Comitatus Flandrie
Pannos suos scindere, nec quovis modo elagere, ton-
dere, aut per Fulcones parari facere, nec alios nō
per pacem vel pacem, vel integram Pannum vel
integros Pannos in grosso duntaxat vendere & ex-
ponere.

Item, consentum, concordatum, & conclusum est
quod, cum dicti Mercatores Angliæ, eorum Succes-
sores, Factores, Attorati, Negotiorum Gestores,
Ministri, & Servitores, cum Rebus, Navibus, aut
Bonis suis, ut permittitur, ad Opidum Andwerpie in
Brabantia se conferant, non solvant ibidem, neque in
aliquo alio loco, per Terram, Mare, vel Aquas
dulces, illuc navigando, remigando, neque anchora-
ndo vel ad anchoram morando, evado, vel inde
recedendo aut reverendo, Theolonem Zelandie vel-
gunt dictum SEWESSE TOLLE aut HOUT-
TE TOLLE, sed solvant duntaxat Theolonem se-
cundum Usam, in Privilegiis, eisdem Mercatoribus,
per bonam Memoriam, Duceum Ducem Philippum,
olim concessis, specificantur.

Et cum præfati Mercatores Angliæ, eorum Succes-
sores, Factores, Attorati, Negotiorum Gestores,
Servitores, & Ministri ad Opidum de Berghers, vel
ad Opidum de Middelhagh, cum Bonis, Navibus,
Rebus, & Mercibus suis, ut prædicatur, se conferant,
non solvant ibidem, neque in aliquo alio, per Ter-

ram, Mare, vel Aquas dulces, illuc navigando, re-
navigando, neque anchorando vel ad anchoram mo-
rando, evado vel inde recedendo aut reverendo, Theolo-
nem Brabantie:

Et cum Mercatores Angliæ, cum Pannis, Bonis,
Navibus, aut Rebus suis, ad Opidum de Bruges ve-
nerint, non solvant ibidem, nec in aliquo alio loco,
per Terram, Mare, vel Aquas dulces, illuc navigan-
do, remigando, neque anchorando, vel ad anchoram
morando, evado, vel inde recedendo aut reveren-
do, Theolonem Zelandie, vocatum SEWESSE
TOLLE:

Licetque eisdem Mercatoribus in Flusibus & A-
quis Flandrie & Zelandie Naves suas anchorare, &
ad anchoram cum eisdem morari & quiescere, & Me-
ces suas ex Navibus suis in alia Naves quascunque
exonerare, & ad dicta Opida de Bruges, Andwerpie,
Berghers, & Middelhagh, & eorum quodlibet vhe-
re vel vehi facere, absque solitione aliquas Theolo-
ni sive Culthas, nisi Mercet suas in Navibus vendi-
derint, vel ad Terram possint, & eisdem Mece-
venditionis impetuerint, aut Terras, Patrias, & Do-
minia præfati Regis Castellæ &c. Archiducis Austrie,
Ducis Burgundie præfatis, & ad alia Provincias
eisdem traderentur.

Item, consentum, concordatum, & conclusum est,
quod omnes & singuli Mercatores Terrarum, Patriarum,
Dominiorum dicti Regis Castellæ &c. Archiducis
Austrie &c. venientes ad Regnum, Terras, Patrias,
Dominia, Portus, Districus, Jurisdictiones, &
Obsequia præfati Regis Angliæ, cum suis Navi-
bus, Bonis, Rebus, & Mercibus quibuscunque, sitis
& confecta Theolones sive Culthas solvent, for-
verque tenebuntur & obligabuntur, juxta & secun-
dum formam Traditionis Mercum interfecta, de Da-
ta vicem quatuor diebus mensis Februarii, Anno Do-
mini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto.

Item, consentum, concordatum, & conclusum est
quod, nullo modo licebit præfati Regis Castellæ &c.
Archiducis Austrie, nec dicti Bargimagistri, Capitaneis,
Ballivis, Scabios, Schultes, Gubernatores
Villarum, Opidorum, aut Civitatum sub Obsequiis
præfati Regis Castellæ &c. Archiducis Austrie, &c.
existendum, aut eorum aliquid, Pannos Anglicanos,
ratione aliquorum Privilegiorum, per eandem Regem
Castellæ &c. Archiducem Austrie, &c. aut eum Pro-
genitores sub quocunque verborum tenore concessio-
num, aut ratione Sustentorum, Ordinationum, aut
Constitutionum dictorum Opidorum, Civitatum, aut
Villarum, ex aliqua Patria vel aliquibus Patriis præfati
Regis Castellæ &c. Archiducis Austrie, &c. vel ab
eorundem Patriarum Opido, Villa, Territorio, Ju-
ridictione, aut loco, directè vel indirectè, ad tem-
pus vel imperturbatum, haurire vel hauriri facere, vel
Opidanos, Civis, aut alios in eisdem sub eorum ali-
quo inhabitantes vel morantes, nec hujusmodi Pannos
Anglicos scindant vel unctor, probere, aut ali-
qua onera sive gravamina super emptores & venditores
eorundem Pannorum imponere; Et, si quæ talia facta
sint imposita sint, teneantur omnino deponere & am-
overe, & pro se depoliti & amoviti per præfatos
habebunt, censeantur, & reputentur; provisum tamen
quod præfati Articuli, quod prohibetur Pannorum
scindarum, ad Civitates, Opida, vel Villas Comitatus
Flandrie nullo modo se extendant.

Et, si præfatus Rex Castellæ &c. Archidux Austrie
&c. ejusve Heredes vel Successores aut Bargi-
magistri, Locatenentes, Capitaneis, Ballivis, Schultes,
Legislatores, Scabios, & alii Officiales quicunque
quarumcumque Patriarum vel Opidorum ipsius Regis
Castellæ &c. aliqua alia plura vel majora Theolona,
Impositiones, Taxes, Vectigalia, Onera, aut Gra-
mina, quim in superioribus Articulis dictum est, in-
staurum super Personas, Naves, Bonis, Mercandis,
aut Res quascunque dictorum Mercatorum Angliæ,
directè vel indirectè, imponere aut levare voluerint,
proposuerint, & decreverint, voluerint, proposuerint,
aut decreverint, vel ne ipsi Mercatores Angliæ ad
dictam Opidum Bursalem cum Pannis Anglicanis ac-
cedant, vel Pannos Anglicanos quovis modo haurire,
aut usum eorum in suis Patriis, Terris, Dominis,
aut Ditionibus, Opida, Villis, aut Civitatibus prebi-
bere voluerint vel voluerint, tunc & in eo casu idem
Rex Castellæ &c. Archidux Austrie &c. ejusve He-
redes, Successores, aut Locatenentes Magistrum sive
Gubernatorem Mercatorum Nationis Anglicane, qui
pro tempore erit, per unum annum integrum, præmi-
mo & immediatè præcedentem diem quo hujusmodi
Theo-

ANNO
1506.

ANNO
1506.

Theologorum aut Theologorum, Impositiones, Taxes, Vectigalia, aut alia Onera aut Gravamina, ut preferant, levata aut augta, vel bona aut dictas prohibitiones facere decreverint aut decreverint, per Literas suas, manu seu subfcriptis & fide magno aut secreto Sigillo figillatas, vel per litteras publicas Proclamationes, in Nundion publicis, tribus literis ac diffinitis diebus, faciendas, & carendum Proclamationem veras Copias prefato Gubernatori, infra octo dies, tempus dictarum Proclamationum proximè & immediatè fequentes, si eadem Copia a Scultetis, Ballivis, Vicecomitibus, Majoribus, Marchionibus, Legationibus, aut aliis Officiis, aut eorum aliquo petatur & requiratur, tradendas & deliberandas, tam de impositione, levatione, & exactione hujusmodi Theologorum, Vectigalium, Onerum, aut Gravaminum premifforum, quam de prefatis bonis & prohibitionibus, certiorum facere & reddere per prefatos obligatur & tenetur, obligatur & tenetur, obligaturque & renebitur; ad finem quod dicti Mercatores Anglie possunt, illo integro Anno pendente, & suis Creditores solvere, & a suis Debitores debita sua exigere & recipere, & Naves, Bona, ac Merces suas quascunque, securè & impune, sine contradictione, inquietatione, perturbatione, aut molestatione quacunque, a dictis Patriis, Terris, Dominis, Portibus, Districibus, & Jurisdictionibus dicti Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. ad & in aliis Regnis, Patriis, & Dominiis quascunque tradere & transportare, ac traditi & transportari facere.

Item, convenitur, concordatum, & conclusum est quod, tam Mercatores Anglie quam alii Mercatores, cujuscunque Nationis erint, ad & per totum Communiis Flandrie & quoscunque alia Domina, Patrias, Terras, Opida, Villas, Civitates, Jurisdictiones, & Obsequia dicti Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. prefatos Paanos Anglicanos, abque aliqui, ante hæc tempora facti, vel in futurum, aliter quam supradictum est, per Regem Castellæ &c. Archiducem Austrie &c. faciendâ, impositione, exactione, forisfacturis, aut confiscatione (nisi in casibus, quibus, propter crimina, Jura forisfacturam, aut confiscationem expresse concedat & requirunt) per ipsum Regem Castellæ &c. Archiducem Austrie &c. Burgomastros, Capitaneos, Ballivos, Scabinos, Schulteses, Gubernatores, Publicanos, Theologarios, aut alios Officiarios quoscunque, & per prefatos Mercatores Anglicos vel alios, cujuscunque Nationis erint, vel eorum aliquem, aut super Paanos Anglicanos, directè vel indirectè, exigendi vel levandi, libere & impune ad alia Loca quoscunque quorundamque aliorum Regnorum, Patriarum, & Dominiorum vehere, tradere, vehi ac traditi facere possunt & valent: ac eorum Articulas de depositione forensi & aliorum onerum, Mercatoribus Anglie, & aliis Mercatoribus cujuscunque Nationis Mercium & Pannorum emptores, impositores, in Tractum de Mercium interfectu, de Data vicemini quatuor diebus mensis Aprilis, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo nono, in omnibus & per omnia tenebunt & observabunt; Mercatores tamen non Anglici a solutione Customarum & Theologorum antiquorum, vniuse prefatis Articulis, minime excludantur.

Item, convenitur, concordatum, & conclusum est, quod nulla Naves, Bona, Res, aut Merces Mercatorum & Subditorum aliquos Principum predictorum, eorumdemque Subditorum, Haeredum aut Successorum, Factorum, Procuratorum, Negotiorum Gestorum, Antonotatorum, Serritorum, aut Ministrorum, pro aliqua causa, culpa, offenso, aut debito, crimine, aut delicto aliquos Personæ vel Personarum particularium vel privatarum, urebantur, molestarentur, aut abire quovis modo impediuntur, sed solum Personas offendens & delinquens, rea aut culpabilis, aut eare alieno gravata, & ejusdem Personæ, Naves, Bona, & Merces arceat & detineri permittuntur.

Item, convenitur, concordatum, & conclusum est quod, quoscunqueque convingat Mercatores Anglie venire ad Nundinas Andwerpensem, Bergensem, vel alias Patriarum Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. ac etiam extra Nundinas, eis ibidem licet emere tales Mercasias quales voluerint, & pro tali precio in quo final cum venditoribus convenire poterunt, abique eo quod Superiore ipsorum Mercatorum Anglie (veligni nomine COURTMASTER nomen) per se seu cum aliquibus ejusdem Anglica Nationis possit Mercibus, per Anglicos emendis, Preemium limitatum consistere, seu aliquam partem

ordinare in transigendo situm certum precium; salvis tamen Privilegiis ac Libertatibus, dictis Mercatoribus Anglicis indultis & concessis, idem etiam observabitur ex parte Subditorum Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. & in Nundinis predictis.

Item, neque de cetero licet Nationi Anglicanæ Statuta seu Ordinationes facere contra aliqua Opida seu Personas Patriarum prefati Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. ordinando quod Merces vel Bona talis Villæ vel Personæ nullius erant Anglicorum, nisi forte per dictos Oppidanos aut prefatas Personas Mercatores Anglie aut eorum Factores multè tractati, traditi aut aliter dampnificati fuerint; silvis etiam Privilegiis ac Libertatibus, dictis Mercatoribus Anglicanis indultis & concessis, idem etiam observabitur ex parte Subditorum dicti Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c.

Item, Mercatores & Subditi Domini Regni Anglie deinceps quoscunque multas aut vel argenti, vocatis Bullion, extra Patrias dicti Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. per eos seu eorum Depositos vel Factores emptas, vel aliter acquisite, si imponerem emendas vel acquiritas, licentur & imponi, per quoscunque Loca Patriarum dicti Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. docere seu duci facere, & ab eisdem Locis & Patriis in Regnum Anglie, totiens quotiens voluerint, tradere & transportare possint & valebunt; provisio quod dicti Anglici eos eorum Factores hujusmodi Bullionem, per se aut eorum Factores emptas seu, ut permittitur, acquirunt, uni cum Certificacione atheniensi Villæ vel Oppidi ubi ipsi Bullionem emerunt vel aliter acquirunt, & de emptione seu acquisitione ipsius Bullionis & quantitate ejusdem Principis Officiario dicti Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. vel in ipsius subditia suas vires gerenti, proximo Villæ vel Oppidi in quo sum in Patria dicti Regni exhibere & ostendere; super qua ostensione ipsi ostendentes Testimoniale seu Certificatorium, manu dicti Officiarii, vel ipso obfite suas vires gerenti, signatum vel ipsius Sigillo figillatum, ab eo, cui talis ostensio fecit, recipere & habere; nichilominus per dictum Testimoniale aut alia quoscunque casus solvendo prout unum solidum proflorum Flandrie & casu quo dictus Anglicus hujusmodi Bullionem, per se vel suos Factores emptas seu, ut permittitur, acquirunt, educere voluerint, & in exitu a Patriis Testimoniale seu Certificatorium predictum non exhiberint, tunc penam illam incursant quam incurrebant exstinctores Bullionem infra Patrias dicti Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. emptam; & idem licet ibi Subditi ejusdem Domini Regni Castellæ &c. Archiducis Austrie &c. in Anglia.

Item, convenitur, concordatum, & conclusum est, quod Officiarii Principum predictorum & eorum virisque, ad firmandum Mercandias per Terram, Mare, vel Aquas dulces vedas vel vendendas ordinati, si viando Mercandias vel Naves nil dampnificaverint de Bonis seu Mercibus Subditorum autius vel aliorum Principum predictorum, sed ea bene & honestè tractabunt & visitabunt absque violentia, frangendo pagones vel alia Instrumenta quoscunque barellis, facies, citas, sarcinas, seu alias peccatas quascunque; si verò, ex nulla rationabili aut probabili causa, hujusmodi facies, barellis, citas, sarcinas, aut alias Peccatas furepter, aperuerint, aut dilolverint, aut hujusmodi barellis, facies, citas, sarcinas, & peccatas, recedendum, reparandum, & repandendum suis sumptibus & expensis teneantur; Scutatores autem hujusmodi, in exequendo sua Officia, in Patriis Principum predictorum, nullas exactiones faciant super ipsis quorum Bona seu Merces fuerint, nec eosdem cogant ad venditionem suarum rerum, aut alioquin pariti, pro aliquo precio, per ipsos Scutatores contra voluntatem venditorum futuris & temerè contravenientes teneantur penam incurreant per unum mensem, nisi cum dampno & interfectione Patrie lesæ; & aliter ad beneficiam Principum, in eorum Regno vel Patria delinquenti, ac Peccatorum Semina multentur quia Principi aut suis Conciliis vel Officiis rationabilis videbitur.

Item, quia in peccatis, signatura & nominatione lanarum nonnulli defectus, per Peccatores vel alios, post novissimum lanarum lanarum, reperiti sunt, ut afferant eandem lanarum emptores, eo quod illi signata vel signata octo lanarum genera in Siapola Castellæ vendi consueverunt, hodie verò tantum decem vel duodecim lanarum conditiones & differant;

ANNO
1506.

ANNO
1506.

& eas quidem quae meliores & cariores pretii sunt, detrahere verò non sibi suis nominibus sed maioribus meritis, alicuius Venientes; ad huiusmodi erroribus obviandum, convenimus, concordamus, & conclusum est quod Mercatores Stupae Caledonice sub suis nominibus & Patris propriis fideliter ad eandem Stupam adducere seu adduci facere genera lanarum quae sequuntur; videlicet

Bonae Lanae de Lempster, mediocres Lempster,
Bonae Lanae de Mariche, mediocres Mariche, po-
pores Mariche,

Bonae Lanae de Catterwold, mediocres Catterwold,

poiores Catterwold,

Bonae Lanae de Berckhore, mediocres Berckhore,

Bonae Lanae recentis Catterwold, mediocres recentis

Catterwold,

Bonae Lanae de Lindesey, mediocres Lindesey,

Bonae Lanae de Kefen, mediocres Kefen,

Bonae Lanae de Rarland, mediocres Rarland,

Bonae Lanae de Holand, mediocres Holand,

Bonae Lanae de Lave Lindesey, mediocres Lave

Lindesey,

Bonae Lanae de Northland,

Bonae Lanae de Northfolk, mediocres Northfolk,

Bonae Lanae de Kent, mediocres de Kent,

Bonae Lanae de Landesey Mariche, mediocres Landesey

Mariche

Licetque Subditis dicti Regis Castellae &c. Archiepiscopus Anglie &c. Lanis Caledonice emere volumus, eandem lanam sive aliamque flos Nationis Petriorum, quod secum adducere voluit, praesentia totaliter et sepelleris & facili extrahere vel extrahi facere, & sic extrahere per singula villas & voluerit videre & visitare, eandemque lanam extrahere & visitare per ipsos aut per Paccatores vel alium quemcumque etiam in eorum praesentia in facies flos sepelleris repotere, recludere, vel repacare, sumptibus & expensis visitantium & hoc fecit potentium si eandem lanam bonam & bene pretiare secundum formam super eandem facies inscriptam repacare, si non tunc expensis Mercatoris stupae repacato fieri debet & pro sua maiori securitate super eandem facies flos sepelleris, si ibi videretur expedire, signa & marca sua apponere.

Item, quia quoniam Officiarius Civitatis & Opidorum, Regiorum & Patrium Principum praedictorum & eorum Deputati, non flos magis eorumdem Principum displicentia, non magis longe maiora Vestigia, Theolonia, Castrum, Munera, Onera, Spondia, Regenda, Deveria, & Exactiones, ac alia Mercatoribus Subditis Principum praedictorum alius gravia & onerosa, exigunt, extorqueant, & requirunt, quàm de flos exigere aut requirere deberent; ad huiusmodi ergo extorcionem & exactionem perpetui futuri temporis evitandum, abolendum, adimicandum, & annullandum, & ut Mercatores praedicti plenus & plenius sciant & intelligant quoniam & quantum Potentium Summam pro Mercibus, Navibus, Bonis, & Rebus suis Officiariis praedictis solvere teneantur & debeant, convenimus, concordamus, & conclusum est quòd, in valis domus Castellatorum, Publicanorum, sive Theolonorum, in singula Civitates & Opida subserpsit (videlicet, in Civitate Londonie in Anglia, in Opidis Buregh, Andwarple, Burg, & Middleburgh praedictis) publice affigatur & suspendatur una Tabula alicuius Signi autentici appendicis unita, & ita quòd Mercatores praedicti liberum habeant & habere possint facultatem cum accedendi, inspicendi, & legendi, quòdque in illa Tabula fideliter scribantur & annotentur omnia & singula Vestigia, Theolonia, Caste, Munera, Onera, Spondia, Regenda, Deveria, Exactiones, & Jura, Civitatis & Opidis praedictis & eorum Officiariis pro singulis quocumqueque Mercibus, Navibus, Bonis, & Rebus suis per Terram Mare & Aquas dulces in eis vel inde eveniens respectu debita & sibi conficienda; & si quis Officiarius praedictorum vel eorum Deputatorum quicquid supra & ultra inscripta & annotata in Tabula praedicta ab aliquo Mercatore praedictorum pro Mercibus, Navibus, Bonis, aut Rebus suis, nomine Theoloniae, Vestigia, Castrum, Munera, Onera, Spondia, Regenda, Deveria, vel Exactionis directe vel indirecte, publice vel occulte petat, exeat, vel recuset, etiam si gratis et offeratur, Officiarius & Officiariis, & eorum Deputatis talia indebita petentes, exigentes vel recipientes, & eorum Conficiariis vel Officiariis Regis illius Patriae, in qua se delinquerint, inde convicti, non solum carceribus, ad oem diem ad muros in eadem civitate remanendi, & ante deliberationem ab eadem Par-

ti flos satisfaciendi, mancipiorum, verum etiam, ad delictum Principis in eorum Regno vel Patria delinquentis, vel Conficiariis aut Officiariis eorum, condempni puniti Penam multabuntur; & si hac Ordinatione vel Convenio aliquem latere Officiarium praedictorum, & ne ejus ignorantiam proboliter praetendere valeant, concordamus & conclusum est quòd finis illius Articuli, incipiendo (videlicet) ibi, *si quis Officiarium &c.* usque ad finem, inseratur in cunctis Tabulis praedictis; renouetur quoque Tabula cum clausula per Cives & Opidorum Civitatis & Opidorum praedictorum quotiens opus fuerit.

Item, convenimus, concordamus, & conclusum est, quòd nec praesens Tractatus nec aliquis Articulus sive Capitulum, nec aliud in eandem contentum, ad Regna Castellae, Legionis, Granate, aut alia eorumdem Regni Castellae Regna quocumque, aut eorumdem Regionum Mercatorum vel Subditos quocumque modo directe vel indirecte extendatur, aut de eandem Regis eorumdem Regionum Mercatoribus vel Subditis quocumque modo intelligatur; sed quòd supradicta omnia & singula pro Terris, Partibus, Dominis, Civitatibus, Opidis, Castris, Villis, Districibus, Jurisdictionibus Rebanis, Flandria, Lombardia, Loremburgia, Artheis, Hannover, Hollandia, Zelanda, Narvici, & Merisialis, eorumdemque Terrarum, Patriarum, Dominiorum, Civitatum, Opidorum, Castrorum, Villarum, Districum, Jurisdictionum Mercatoribus & Subditis duxantur contenta, concordamus, & conclusa sunt & esse per praesentia confirmantur & habebuntur.

Item, convenimus, concordamus, & conclusum est quòd Illustrissimus Dominus Rex Anglie antedictus infra tres menses postmodò & immediate sequentes Datum praesentis Tractatus, Literas suas Patentes, Magni Sigilli suo sigillatas & propriam manu sua subscrittas, confirmatorias ac ratificatorias omnium & singulorum Capitulorum praesentis Tractatus, quatenus ipsum Dominum Regem Anglie aut ejus Subditos concernant aut concernere poterint, Commisissariis dicti Domini Regis Castellae &c. Archiepiscopi Anglie &c. in Villa Castellae, sufficienter in hac parte autorizatis, traderet & deliberaret, aut tunc & deliberaret faceret & mandaret; & simili modo daret Dominus Rex Castellae, &c. Archiepiscopus Anglie, Dux Burgundiae, Brabantiae, COMES Flandriae, &c. infra tres menses postmodò & immediate sequentes Datum praesentis Tractatus, Literas suas Patentes, in bona & sufficienter firmis factas & conceptas, Magni Sigilli suo sigillatas & propriam manu sua subscrittas & confirmatas, confirmatorias ac ratificatorias omnium & singulorum Capitulorum praesentis Tractatus, quatenus ipsum Dominum Regem Castellae &c. Archiepiscopi Anglie &c. aut ejus Subditos concernant aut concernere poterint, Commisissariis dicti Domini Regis Anglie in Villa Castellae, sufficienter in hac parte autorizatis, traderet & deliberaret, aut tunc & deliberaret faceret & mandaret.

Sequuntur Tenores Commisissariorum,

PHILIPPUS, Dei gratia, Rex Castellae, Legionis, & Granate, ARCHIDUX Anglie, PRINCEPS Aragonum, DUX Burgundiae, Lotharingae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carantiae, Lombardiae, Luxemburgiae, & Geldriae, COMES Flandriae, Halberga, Tirolo, Artheis, Burgundiae PALATINUS &c. HENRICUS LANDGRAVIUS ELIAS MARCHIO Burgundiae & Sacri Romani Imperii, Hollandiae, Zelanda, Foretis, Kalvary, Navarra, & Zephebia COMES, DOMINUS Frisiae, Marcae, Sclaviniae, Portusmonis, Salmorum, & Merisialis, universis & singulis, praesentes Literas inspicitur, Saltem.

Cum, ex parte Mercatorum Anglorum Nationis, Terrae, Dionones, & Dumonia nostra incolentium, orta sit nuper & delata quaedam querela apud Illustrissimum ac Potentissimum Principem Frutem & Consanguineum nostrum tanquam Patrem clarissimum Anglorum Regem, super quodammodo per nos aliter exactionibus & utematis, contra Tractatum excoptionumque Commenciorum aequo morem usum amicisimamque utilitem Mercium & Mercatorum interfectionem, jampidem per nos & equidem Frater & Consanguinei nostri in hac parte Deputatos, Oratores, Commisissarios, & Procuratores, pro Regno, Patria, Terris, Districibus, Dominis, Subditis, & Vallatis suis & oculis innot, concordatos, & pulcherrime cunctis, prout in Literis dictorum Commisissariorum desuper confectis, & per nos Principes antedictos con-

ANNO
1506.

ANNO
1506.

confirmis, latius continetur & specificatur,

A-*non facimus quod non.*

Pro hujusmodi querelâ, sit, ut permittitur, entâ, penitus extinguendâ, & ipsorum in hac parte attemptatum per eodem Mercatorum assertum debet reformatione, ac ad omnes ambiguitatē & differentias tollendam, necnon pro firmitate observantia hujusmodi Tractatus Commerciorum & amicitiae Mercium & Mercatorum intercurfus posthac & in perpetuum habenda, faciendâ, & observandâ.

De fidelitatis, indultis, & providis circumspicionibus, dilectorum & nobis fidorum, Domini Michaelis de Cui Domini de tempore Confanguinei, Consilii, Cambellani & Ordinis nostri Velleri auri Militis, Domini Johannis de Saverge etiam Militis, Domini Deschamps Consilii nostri Florentie Præditoris, Magistri Petri Archidiaconi Secretarii nostri Ordinarii, & Thomæ filii nostri Theofini d'Or, plenarie confidentes,

ipsi quatuor seu eorum tres aut duos, ex certâ scientiâ, nostros Oratores, Ambassadors, Procuratores, & Nuncios speciales ad prædicta specialiter & expresse committimus, ordinamus, & deputamus pro præsentibus,

Dantes & concedentes eisdem quatuor seu tribus aut duobus eorum plenam & omnimodam Potestatem, Autoritatem, & Mandatum speciale, per eundem presentes, eundem & transferendi, pro & nomine nostro, apud eundem Illustrissimum ac Potentissimum Principem Fratrem Confanguineum & optimum Patrem nostrum Anglorum Regem,

Et cum ipso, seu ejus Oratoribus, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, sufficientem Potestatem & Autoritatem ab eodem Fratre & Confanguineo nostro habentibus, de & super quibuscumque hujusmodi Commerciorum exercitioque Mercatorum ac mercis & amicitiae Mercium & Mercatorum intercurfus, inter Nos, Haeredes, & Successores nostros, atque Regna, Terras, Parvas, Ditiones, Domina, & Loca nostra & sua quæcumque, Subditos, Vassallos, Confederatos, Amicos, Alligatos, Faves, & Adherentes nostros & suos quoscumque, continendis & observandis, ac de & super reformatione quoruncumque attemptatorum, si qua sit contra formam & tenorem Tractatus Libertatum & Privilegiorum prædictorum illius & perpetuas, tradendi, appendendi, concordandi, & finaliter concludendi, atque de & super Theologia nostris Brabantie & Zelandie, pro quibus neper orta est querelâ, moderandi, &, si expedire videatur, ad certum tempus vel in perpetuum quietandi,

Necnon super hujusmodi appenditis, concordatis, & conclusis, ceterisque omnibus & singulis, præmissis qualitercumque concernentibus, que cum præfato Fratre & Confanguineo nostro, seu ejus Commissariis, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, appenditis, promissa, concordata, & conclusa fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & distribuendi, Literasque alias consimilis effectus & vigoris ex altera parte petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia & singula præmissa & præmissorum singula qualitercumque concernentia faciendi, exercendi, & expediendi, ita & eodem modo sicut nos ipsi faceremus & facere possemus si presentes & personaliter interfuissimus, etiam si talia sint que Mandatum exigant magis speciale quam personibus sit expresse,

Promittentes, bona fide & in verbo Regio & Principis, nos ratum, gratum, & firmum habere, id totum & quicquid per dictos Oratores, Commissarios, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros, seu eorum tres aut duos ad eum, ipsam, seu procuratum fuerit in præmissis, seu aliquo præmissorum.

In cujus rei Testimonium presentes Literas manibus nostris insignivimus, necnon Megum Sigillum nostrum eisdem duntaxat appendimus.

Datum in Opale de Faldemunde in Regno Anglie, die quartâ mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto ante Pascha, & Regni nostri fecundo.

Se Signat.

PHILIPPUS.

HENRICUS, Dei grati, Rex Anglie & Francie & Domus Ibernie, omnibus, ad quos presentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cum, ex parte Mercatorum Subditorum nostrorum, Terras, Ditiones, & Domina Illustrissimi Principis Philippi, Dei grati, REGIS Castellæ, Legum, & Græciæ, ARCHIDUCIS Austrie, FRANCISUS

ANNO
1506.

Aragonum &c. DUCIS Burgundie, Lombardie, Brabantie, Stirie, Carintie, Caranie, Limburgie, Luxemburgie, &c. GELDRIE, COMITIS Flandrie, Hassarum, Tothi, Artois, Burgundie PALATINI &c. Henrici, LANDGRAVIJ Elzæ, MARCII Burgonie &c. Sacri Romani Imperii, Hollandie, Zelandie, Ferratis, Ratis, Namur, &c. Zaphorie COMITIS, DOMINI Fyffe, Marce, Salernie, Portuensis, Salernum, &c. Mediane, Fratris & Confanguinei & Filii nostri charissimi, mercatorie frequentissimi, orta sit super & de hac quondam querelâ apud nos, super quibusdam, per eos aliter, exactionibus & attemptis contra Tractatum exercitioque Commerciorum acque mutuum aliam amicitieque & utilium Mercium & Mercatorum intercursum jamperdum per nostros & ejusdem Filii nostri in hac parte Deputatos, Oratores, Commissarios, & Procuratores, pro Regni, Paris, Terris, Ditionibus, Dominiis, Subditis, & Vassallis suis & nostris, in hoc, concordatis, & pultissime conclusis, prout in Literis dictorum Commissariorum, desuper confectis, & per nos Principes auctodis confirmatis, latius continetur & specificatur,

Nolum facimus quod non,

Pro hujusmodi querelâ, sit, ut permittitur, entâ, penitus extinguendâ, & ipsorum in hac parte attemptatum per eodem Mercatorum assertum debet reformatione, ac ad omnes ambiguitatē & differentias tollendam, necnon pro firmitate observantia hujusmodi Tractatus Commerciorum & amicitiae Mercium & Mercatorum intercurfus posthac & in perpetuum habenda, faciendâ, & observandâ.

De fidelitatis, indultis, & providis circumspicionibus, Reverendissimorum in Christo Sacrum, &c. Illustrissimi Cantuariensis Archiepiscopi totius Anglie Primate & Apostolice Sedis Legati Cancellarii Anglie, Ricardi Wyntons Episcopi Cantuariensis Privati Sigilli nostri, ac dilectorum & fidelium Confangineorum nostrorum, Thomæ Duxis Prioris Sancti Johannis Jerusalem in Anglia, & Nicholai West Legum Doctoris, plenarie confidentes,

ipsi quatuor seu eorum tres aut duos, ex certâ scientiâ, nostros Oratores, Ambassadors, Procuratores, & Nuncios speciales ad prædicta specialiter & expresse committimus, ordinamus, & deputamus pro præsentibus,

Dantes & concedentes eisdem quatuor seu tribus aut duobus eorum plenam & omnimodam Potestatem, Autoritatem, & Mandatum speciale, per eundem presentes, cum ipso Filio nostro, seu ejus Oratoribus, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, sufficientem Potestatem & Autoritatem ab eodem Filio nostro habentibus, de & super quibuscumque hujusmodi Commerciorum exercitioque Mercatorum ac mercis & amicitiae Mercium & Mercatorum intercurfus, inter Nos, Haeredes, & Successores nostros, atque Regna, Terras, Parvas, Ditiones, Domina, & Loca nostra & sua quæcumque, Subditos, Vassallos, Confederatos, Amicos, Alligatos, Faves, & Adherentes nostros & suos quoscumque, continendis & observandis, ac de & super reformatione quoruncumque attemptatorum, si qua sit contra formam & tenorem Tractatus Libertatum & Privilegiorum prædictorum illius & perpetuas, tradendi, appendendi, concordandi, & finaliter concludendi, atque Theologorum ipsius Filii nostri in Paris suis Brabantie & Zelandie, pro quibus neper orta est querelâ, moderandi, &, si expedire videatur, ad certum tempus vel in perpetuum quietandi,

Necnon super hujusmodi appenditis, concordatis, & conclusis, ceterisque omnibus & singulis, præmissis qualitercumque concernentibus, que cum præfato Filio nostro, seu ejus Commissariis, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, appenditis, promissa, concordata, & conclusa fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & distribuendi, Literasque alias consimilis effectus & vigoris ex altera parte petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia & singula præmissa & præmissorum singula qualitercumque concernentia faciendi, exercendi, & expediendi, ita & eodem modo sicut nos ipsi faceremus & facere possemus si presentes & personaliter interfuissimus, etiam si talia sint que Mandatum

ANNO
1506.

daram exigant magis specialia quam presentibus sit ex-
pressum.

Promittentes, bona fide & in verbo Regio & Prin-
cipis, nos ratum, gramus, & firmum habuerunt id to-
tus & quicquid per dictos Oratores, Commissarios,
Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros, seu
eorum tres aut duos, actum, gestum, seu procuratum
fieri in presentibus, de aliquo promissum.

In eisdem Testimonium has Literas nostras fieri
fecimus Parentes.

Telle incipit apud *Wylmsgherius* vicésimo die
Aprilis, Anno Regni nostri vicésimo primo.

In quorum omnium & singulorum premissorum
Testimonium atque fidem nos Oratores, Ambassato-
res, Procuratores, & Commissarii Principum prædi-
ctorum superiusnominati, presentes Literas manibus
nostris subscriptas & eisdem Sigilla nostra appo-
suimus.

Datum & actum in Civitate London. die ultimo
mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo
sexto.

Se Signat.

MICHAEL CROI.
JOHANNES LE SAUVAGE.
PETERUS AUCHENANT.
THOMAS ISAAK.
WILLIELMUS CANTUARIEN.
R. WINTON.
THOMAS DOWRA Prior Sancti
Johannis Jerusalem.
Et NICOLAUS WEST.

Nos autem, omnia & singula supradicta Capitula,
conventa, concordata, & conclusa, ac omnia & sin-
gula superius confecta & in eisdem contenta & spe-
cificata, rata, firma, & grata habuerunt, in omnia &
singula, pro Nobis, Haereditibus, & Successoribus
nostris, quantum nos aut nostros Subditos concernunt
vel concernere possunt, verbo Regio acceptamus, ap-
probamus, laudamus, & ratificamus, necnon, tenore
presentium, concedimus & confirmamus, in omnia
& singula firmius & inconcusse tenere & observare,
tenetique & observare facere promittentes.

In quorum omnium & singulorum premissorum
fidem & Testimonium hiis presentibus, manu nostri
proprii subscriptis, Magnum Signillum nostrum appo-
suimus.

Dat. apud *Wylmsgherius* quinto-decimo die men-
sis Maii, Anno Domini millesimo quingentesimo sex-
to, & Anno Regni nostri vicésimo primo.

XLV.

22. Mai. *Contrat de Mariage de FRANÇOIS DE VALOIS,
COMTE D'ANGOULEME, depuis FRAN-
ÇOIS I. avec Madame CLAUDE DE FRAN-
CE, Fille du Roi Louis XII. Aux Montail-
les-Tours le 22. Mai 1506.* [FREDERIC
LEONARD, Tom. II. pag. 43.]

Louis, par la grace de Dieu Roi de France: A
tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut.
Comme par l'avis & mature délibération des Princes,
& Seigneurs de notre sang & lignage, Prelats, & gens
de notre Conseil, & autres grands & notables Per-
sonnages, assemblez en grand nombre, (1) oïrent
& inclinèrent aux très-sages & humbles prieres, sup-
plications, & requestes, qui nous ont été faites, tant
de la part des Seigneurs Princes & Seigneurs de notre sang,
que des Deputés, delegués des Princes, & grands Villes
& Chets de notre Royaume, qui pour ce se sont réunis
vers nous en notre bonne Ville & Cité de Tours, nous
avons convenu & délibéré par ledit avis, & pour le très
grand & évident bien, profit, utilité, & service de
nostre Royaume, Pais, Seigneuries, Sieges, & chose
publique d'iceux, faire traiter le Mariage de notre tres-
chère & tres-amée Fille unique, Claude de France, a-
vec notre tres-cher & tres-ami Cousin le Duc de Valoi-
s, Comte d'Angouleme, & en ensuyvant ledit avis

& délibération, avons jà fait faire en la présence des
désidés les fiançailles de notre Fille & Cousin, en in-
tention & délibération, Fige, qui leur est requis, venu,
faire parachever, consommé & accomplir ledit Mariage,
au Traicté & pourparler duquel entre nous, & notre
tres-cher & tres-ami Cousin le Duc de Valois, & au
nom de ladite Fille d'une part, & notre tres-cher &
tres-ami Cousin le Comte d'Angouleme, au nom
& comme d'une le bail, gouvernement, & l'admini-
stration de nostre Cousin le Duc de Valois, son Fils,
d'autre part, sicut est fait, conclud & accordé les
Traictés, Accords, Promesses par public de convenir
ce ci-après déclaré dont & desquels la teneur ensuit.

Au Traicté de Mariage, qui se fera & accomplira par
le vouloir, & plaisir de Dieu, tres-excellence & puis-
sante Princesse, Madame Claude de France, & tres-
haute & tres-puissante Prince, Monsieur le Duc de Valoi-
s, ont été par le Roi & la Reine pour & au nom de
madite Dame, promettant lui faire ratifier & consentir,
elle venue en l'age, & haute & puissante Princesse Ma-
dame le Comte d'Angouleme, pour & au nom de
Monsieur le Duc de Valois son Fils, unites & accordées
les choses qui ensuivent.

Premièrement, inconjoint que Madame Claude de
France, & Monsieur le Duc de Valois seront unis
en l'age requis pour conformer & accomplir ledit Ma-
riage, & se conformera & accomplira. En faveur &
consentement duquel Mariage, le Roi confirme en dot
& Mariage à madite Dame sa Fille les Comtes de Blois,
d'Art, & Solifons, Seigneuries de Coucy, & tout ce
qu'il a au Royaume, qui n'est que de l'espérance, en re-
tenant néanmoins & réservant à lui l'usufruit desdits
Comtes, Terres, & Seigneuries, sa vie durant. Et au
cas qu'icelui Seigneur, que Dieu donnet, délaisse enfant
mille après son décès, toutes & quantes fois que bon
lui semblera avoir & relayer à lui lesdites Comtes, Ter-
res & Seigneuries, en baillant à madite Dame, ou à
ses héritiers, sautes Terres au Royaume, avec titre de
préminence de Duché. Et la Reine confirme en dot
& Mariage à madite Dame sa Fille la somme de cent
mille Ecus d'Or, lesquels se paieront à deux termes
par égale portion, à savoir cinquante mille, un an
après les noces, & consommation dudit Mariage; & les
autres cinquante mille, l'autre an prochain ensuivant;
sera tenu Monsieur le Duc de Valois de chacune
fois qu'il recevra lesdits deniers, iceux bien dûment
alligner sur les Terres & Seigneuries peñses & à venir,
au profit de madite Dame Claude, & de ses héritiers;
lesquelles choses sont de vrai patrimoine & héritage
pour madite Dame, & ses héritiers descendants de son
Corps, au dessus desquels elles retourneront, à sa-
voir au Roi & à ses héritiers, ce qu'il a dessus con-
filié en dot pour ladite Dame, & semblablement à la
Reine & à ses hoirs lesdits cent mille Ecus.

Item, Plus a été traité & accordé, que s'il avenoit,
que Dieu veuille, que la Reine ait enfant mille, elle
pourra disposer de la Duché de Bretagne au profit de
sondit fils, & lui délaisser & bailler, si bon lui semble,
& faire le veult, nonobstant le contenu au contrat du
Mariage du Roi & de ladite Dame, auquel quant à ce
iceux Sieur du Duc ont expressément derogé & déro-
gent par ces présentes, le surplus néanmoins du Trai-
té demeurant en sa force & vigueur en toutes autres
choses; & si Doulaire a lieu, & que ledit Sieur parvien-
ne à la Couronne, en ce cas ladite Dame sera le Douai-
re, que les autres Reines de France ont accoustumé
d'avoir; & ledit Sieur ne parvenant à la Couronne, sera
douté au tiers des Terres & Seigneuries d'icelui Sieur.
Savoir faisons, après avoir bien entendu les Peñses &
Articles ci-dessus contenus, qui ont par nous, auctors,
Compagne, & notre cousin Cousine & nous que dessus, été
conclus, arrestés, conclus, & accordés, nous promet-
tant en bonne foi & parole de Roi, & de sieur bon-
neur, les tenir, & faire tenir, garder & accomplir de
notre part, sans aller ou souffrir aller au contraire, en
quelque manière que ce soit; & icelles entant qu'elles tou-
chent à notre Fille, faire ratifier, consentir, & a-
gréer par elle, selon leur forme & teneur, & à ce obli-
gerons nous de nos hoirs, & biens. En témoins de ce
nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles
fait mettre notre sceul.

Et nous Anne, par la grace de Dieu Reine de France,
Duchesse de Bretagne, sur ce dûment autorisée
de Monsieur le Roi, confessons lesdits Peñses &
Articles ci-dessus lictes avoir été & être ainsi entre nous
faits, conclus & accordés, & promettons de notre part,
en bonne foi & parole de Reine, les tenir, entretenir,
garder, observer & accomplir de point en point, selon
leur

(1) Ledit XII. qui avait promis la Fille par plusieurs Traictés, à
la Duc de Lorraine depuis l'espérance. Après l'avis des convenir
de mariage à la pouty par lesdits du Royaume, mais on lui fit chan-
ger de s'en être avisé.

ANNO
1506.

ANNO
1506.

bonne forme & teneur, sans aller, ou permettre aller ni venir au contraire, spécialement au indichéssant, en quelque manière que ce soit; & iceux faire ratifier & confirmer par ladite Fille, comme contenu est ci-dessus Articles. En témoin doquoi nous avons signé ces présentes de notre main, & à ledites fait mettre adre icing; & requis aux Notaires & Secrétaires de Mouditieur ci-dessus, les signer à notre requête.

Et nous Louis, Comtesse d'Angoulême, Dame d'Epemé, Romorain, Melle, & Châtell, sicut le bail, pourvènement, & administration de notre trécher & très-ami l'Ét du Duc de Valois, Comte d'Angoulême, reconnaitances & confessions ledits Articles ci-dessus incorporés avoir été & être faits, arbes, conclus, & secourés entre Mouditieur le Roi & Madame la Reine, & nous, comme ci-dessus est contenu, promesses de notre part en bonne foi & parole de Princesse, les tenir & faire exécuter, garder, observer, & accomplir, sans enfreindre, ni aller au contraire, en quelque manière que ce soit; & iceux entre qu'ils touchent à présent l'Ét du Duc de Valois faire ratifier, confirmer, & agréer par lui, le tout selon leur forme & teneur, à ce obligés nous, vos Sujets, & vœux; & pour plus grande approbation, avons signé ces présentes de notre main, à ledites fait mettre odre Seel, & outre avons requis aux Notaires & Secrétaires de Mouditieur, qui ont reçu le commandement de ces présentes, les signer à notre requête. Donné aux Montilles-Tours, le 22. jour de Mai, l'an de grace 1506. & de notre Règne le neuvième. *Ainsi signé, LOUIS, ANNE, LOUISE.* Et en subscption: Par le Roi, de son consentement à la requête de la Reine, & Madame la Comtesse d'Angoulême; à ce présents Monsieur le Cardinal d'Anchoise, Legat de France; vous les Evêques de Paris & Nantes; les Seigneurs de Rohan & de Ricaut; & de Sens, Chancelier de Bretagne; Maître Jean de Gannay, premier Président de la Cour de Parlement de Paris; Jean François, General des Finances de Bretagne, & autres présents. *Ainsi signé, ROBERT ET GEDOUIN.* Et frèlle du Seel en double queré de cire jaune & rouge.

XLVI.

25. Oâ. Breve Pontificum JULII Pape II. ad FRANCISCUM GONZAGAM Marchionem Mantue emanatum, Quo cum Generali Locumtenentem sui, & Romane Ecclesie Exercitus constituit. Datum Imole die 27. Octobris Anno 1506. Accedit aliud Breve JULII Pape II. ad eundem ut supra. Quo significat, se ei Veneti Ecclesie mittere. Datum Bononie die 30. Decembris Anno 1507. [Pièces authentiques, tirées des Archives Archiduciales de Mantoue.]

JULIUS PAPA II.

DILECTI FILII Salutem, & Apostolicam Benedictionem. Egregia tua virtus, ac fides, rei militaris scientia, & animi magnitudo quibus Majores tui Belli gloria claros, ova solum equiperant, sed exuperant, quoniam dum in Italia Republice Venetæ Capitaneus Generalis es in prima juvenis maxima documenta etiam cum Possessissimo Rege signis collatis destitisti, & deinde carissimi lo Christo Filii nostri Maximiliani Romanorum Regis Illustris, ac Ludovici Sforze tunc Ducis Mediolani, & novissime carissimi etiam in Christo Filii nostri Ludovici Francorum Regis Christianissimi Locumtenens Exercitum ejus in Regnum Neapolitanum duxisti, merito nos inducent, ut tui Nobilitati pre ceteris Prefecturam Exercitus nostri, ac Sanctæ Romanæ Ecclesie demandare velimus, & sperantes quod tuo ductu, & tuæ virtutis, & auctoritate dilectissima Civitas nostra Bononiæ Tyrannide prout capinus liberabitur, & reliqua que tibi committenda duxerimus, bene, ac fideliter peregrantur. Quocirca te Exercitus nostri, & Ecclesie antedictæ omniumque Gentium aringeretur nobis, & dicte Ecclesie militarium Generalium Locumtenens nostrum, ad nossem, & Sedis Apostolicæ beneplacitum, facimus, constituimus, & tenore presentium deputamus, cum facultate, & potestate Exercitum, & Genes ipsas ducendum, quo dignitas, & Status nostri, ac dicte Ecclesie postulabunt, & à oibus tibi injunctum fuerit, jubendi quoque, & imperandi omnibus Doctoribus consensibus, & Militibus, ceteraque omni ordinandi, imperandi, & exequandi, que

TOM. IV. PART. I.

all' Generale Exercitus, & Gentium aringeretur Ecclesie antedictæ Locumtenens pro tempore ordinare, regere, & exequi poterunt. Mandantes promissè Ducibus cornellabilibus, & Militibus antedictis ac Justitiis, & Ordinationibus tuis tanquam nostris plene parant & obediunt in quantum nostrum gratiam pronocere, & indignationem evitare desiderant. Te igitur, Fili dilecte, ita Exercitum gubernare, & te genere iudeas, ut Sancta Romana Ecclesia quo te tanto favore protequirur, per te non solum sui Jura conservet, sed etiam sua esse sentiat, prout fore nos dubitamus, Deo cujus causa agitur, tuos gressus lo omnibus dirigere. Datum Imola sub Anno Pontificatus, die 22. Octobris M. D. VI. Pont. nostri Anno tertio.

SIGISMUNDUS.

JULIUS PAPA II.

DILECTI FILII Salutem, & Apostolicam Ben. Superiori proximo mense dum Imole essemus: Joannesque Benivolus qui Civitatem nostram Bononiæ, gravi Jugo servitus premehat: Quicque nec patrem nostrum nostris, nec emulor Ecclesiasticis movebatur Armis esset urgendus Nobilitatem tuam per ceteris aliis belli Ductoribus nostrum Generalem in Exercitu nostro, & Sanctæ Romanæ Ecclesie Locumtenentem elegimus, creavimus, ac deputavimus, ut tua auctoritate, cunctisque virtute, fide quoque, & rei Militaris scientia lo maximis Bellis sepe spectata Res nostre, & quidem Ecclesie, tunc, & quotiens opus esset bene feliciterque procederet signa tamen vultuque oculos, ac prodicte Ecclesie tunc eadem tui Nobilitati noo dedimus nondum enim erat perfecta. Quo nunc à nobis sultis preactionibus benedicta, per dilectum Filium Ludovicum Consitem Canonicum Virum Egregium mittimus. Cape igitur, Fili dilectissime, vixilla ipsa alaci animo: Et ipem certam victoriam si quando erit pugnandum animo concipe; nulla enim pro nobis, & Sancta Romana Ecclesia, nil iusta, & legitima Bella, que Deus omnipotens celestibus favoribus prosequi solet, gerenda erunt. Datum Bononiæ sub Anno Pontificatus die 22. Decembris M. D. VII. Pont. nostri Anno quarto.

SIGISMUNDUS.

Cum duobus Originalibus sit ut supra expeditis nunc Curia Romana in Pergamentis scriptis, & bulla in cera rubra impressis munitis, & sit ut supra expeditis in secretariis Archiducali Mantue Archivio adscriptis prefatas papascriptas Copias unamque conferre attente,



Ego LUDOVICUS Nid. olim H. OCTAVII DE MARZIS Filius, Civis, publicarius, Imperiali auctoritate, Mantue Notarius ac dicti Archiducalis secretarii Archivii Cancellerius. In quorum fidem hic me, solita cum attestatione subscripsi hac die 15. Februarii 1720.



In verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEJUS ejusdem Archivii Prefectus, hac die 16. Februarii 1720.

XLVII.

Abchied Gemeiner Adgenossenschaft auf den gehaltenen Tag zu Locern beschlossenen, daß sie nemlich den Kayserer MAXIMILIAN I. 29. Janu, bevorstehenden Röm. Tag zwar wollen still stehen; doch daß der Kaiser des Königs in Frankreich Lande in diesem Tag nicht angreife, denn wo dieses beschähe! müßten sie thum! was ihre

M

Ber.

ANNO
1508.

Beschreibungen gegen Brandreich erschedten.
Dat. Samstag vor Purificationis Mariæ.
ANNO 1508. JOH. PHILIPP. DATT.
Vol. Rerum Germanic. Novum. Libr. II.
Cap. VII. pag. 576. 1. 52.]

C'est-à-dire,

*Ratis pris & conclu par les CANTONS SUI-
SSES Confédérés en leur Assemblée à Lucerne,
parant qu'ils ne veulent point troubler l'Empereur
MAXIMILIEN I. dans son Expédition pour
Rome, mais que, s'il vient à envahir les Terres
du Roi de France, en ce cas ils ne pourront pas
se dispenser de satisfaire aux Traités & aux En-
gagemens qu'ils ont avec ce Prince. Le Samedi
avant la Purification de la Ste. Vierge, l'an
1508.*

Wir gemeiner Eidgenossenschaft den Stett und
Erzherzog insamit Huert aller zugewanten Kät-
te und Edelpöten / dieser wir von Unsern Herrn
und Obern wegen / auff ire gehalten tag zu Lu-
cerne versammelt; thun hant und erlehren Uns in
und mit trawse dy Reichthum: das auff Einer
dato vor Uns erschinen sind / die Wolgeborenen /
Erdin / Erzenzen / Bischen / hochgelehrten und wol-
sen Herrn / mit Namen: Herr Ulrich Sag / von
hohen Sar Herrheit; Herr Hans von Landen / Rät-
ter / Johann Scholt / Doctor, leet beide Räch-
ter / mit Hans von Landenberg zu allen Clingen;
In Namen des allererachtlichstigen / großmäch-
tigsten / anberwundlichen Fürsten und Herrn /
Herrn Maximilian / Küniglichen Königs / zu allen
Herrn Meeren des Reichs etc. etc. Unser allererch-
tichsten Fürsten / und an Was / jnen in dem sinuonen
Seiner Königlich Majestät Komung / auff ma-
nigfaltig anionen / Unser entlich antreut zu geben
begert: haben wir beser nachfolgenden Warnung
Uns / nach allem handt / entschlossen und verant:
Nemlich verpagt: Was dem wir Andersien bis-
vor Ir Königlich Majestät im Komung / allin
die Eer der Kaiserlichen Eren zu erlangen / und
samt neumandes das Eren nemen / zu vollbringen
verheissen zugesagt: hat denn nach Ir Könij-
lichen Majestät Unsern Statuten / so wir auff den
leid gehalten tag hinfür gen Kaufbeuren zu Ir
Majestät geschickt / entzunden / und Was zu dem vor
und nach schreiben lassen hat: wann wir Ir Ma-
jestät den Irn siegenommen Komung unterdingt /
und wider meniglich zu thun nit verheissen: das
wir dann still stien / und die Unsern zu keinem Fö-
den noch Herrn zusuchen lassen wollen: das wir solch
Ir Majestät fürschicken an Unser gewunden al-
lenholden gebracht / den handt zu vil tagen / so
wir deshalb ungesagt / argentlich erliegen / ernischen
und des leid von denselben Unsern Oermainden / und
in Uns selbst beschicklich erkunden haben: das Uns
der regemint her / also soll zu stien / annehmen
und gemaint se / Uns in seichem zu geboramen.
Wangens dazwisch Ir Königlich Majestät zu die-
ser Eer her / am glätz / und sehn das von hergen
gen: doch das Ir Majestät den Brandreichischen
König / an sinen inderwunden landen in dem Kom-
ung / im die einjnenen nit beschickte; wann (i. e.
dann) so seir das nit beschirren / and wir durch den
vermeinen König von Brandreich / Uns des zu be-
rechnen / angericht / sondern wir / Unser verrich-
bung nach / in den einersenden Sachen handt /
das / so wir schuldig und pflichtig wären: begert es
sch aber / das die Königlich Majestät /
von weem das war / an dem Komung gerett oder
gehindert werden / solte Es gelauhen / das Uns
jmalichs ewig nit lieb war / und die Unsern dazup /

nach Unsern vermögen / nitunter haben wollen;
dazum wir als die errent und gerett werden / se
betreibern das gett errent / nach jmalichs billichen
dingen / wann wir wissen / was wir betreiben soll
schuldig: So seym der König von Brandreich und
wie dazum in merlich verpagungen / verrich-
tungen und freundschaften versagt / das wir auch
denken nitzen / im darum etwas zu thun sein: wie-
viel wir Uns aller Sachen gen einholden und se-
ben wetzen / given Zeit und Eren. Und dazup
an Königlich Majestät Unser dierlich begert / da-
mit wir Andersien rumig stien / das Ein Könij-
lich Majestät der Unsern hant weg auff wech
anneken wolle: auch mit dem Kaiserlichen König
gleichertich verschaft wird: das alles vorment sein
Königlich Majestät im allergerichsten und besten
als es auch in gutem beschick: Welten und die-
seß Ir Königlich Majestät wir untertänig gebet-
samt und verpagt willen / zu betreiben kan. Da-
zum und beschließen das manung mit Unsern ge-
treuen lieben Andersien / der Eren Lucerne, an
gen offen ingekunden Secret Tag / in Ir
Unser aller samen versagt. Geben an Samstag
vor Purificationis Mariæ von Christi Geburt ge-
walt fünfzehnhundert und acht Jar.

XLVIII.

*Testament de (1) MARGUERITE d'Autriche. 20. Fevr.
che Durbest Demaire de Savoy, fait à
Bruxelles le 20. Février 1508. & l'addition de
17. Mars 1511. [S. GUICHENON, His-
toire Généalogique de la Maison de Savoye,
Preuves. pag. 487.]*

MARGUERITE Archiduchesse d'Autriche, & de
Bourgonne, Duchesse de Savoie, Comtesse de
Savoie, Comtesse de Bourgogne, de Charolais, de
Savoie, faisons que nous elans laide de corps, de sens,
de pitié, & entendement, la Dieu grace confortant
l'insubilité de cette vie, à laquelle homme nature est
suerre, & qu'il n'est chose plus certaine que la mort,
ne plus incertaine que l'heure d'icelle, ne voulant
deceder incertain de ce monde Monde, en l'autre, sans
disposer, & ordonner des lieux que Dieu nous y a
donné, & presté, avons, apres avoir presentement fait
le signe de la Sainte Croix en nostre face, en nom
de la sainte, & inviolable Trinité du Pere, du Fils,
& du S. Esprit, fait, donné, & ordonné, & disposé
nosre Testamen, & ordonnance de dernière volon-
té en la maniere que s'ensuit, en renvoiant tous
autres Testaments que pourrions avoir faitz avant la
date de ceste.

Premièrement des maintenant, & à tousjours, nous
recommandons nostre ame à Dieu nostre Createur, &
à la Glorieuse Vierge Marie sa Mere nostre Advocat-
te, à nostre bon Ange, & à toute la Cour celeste de
Paradis, luy supplions par la grande, & infinie bonté,
& le merite de la passion que à l'heure de nostre trespas
face misericorde à nostre ame, & la recoive en son
Royume de Paradis.

Item nous establis la sepulture de nostre corps en
l'Eglise du Convent de saint Nicolas de Tolentin les
Bourg en Breille, lequel avons fondé, & faisons pre-
sentement edifier, & construire, voulons, & ordon-
nons que par les Executeurs de nostre présent Testa-
ment cy-apres nommé, soit acheté un ou deux draps
teils qu'ils adreleront pour nostre feu nostre corps, &
à chacune quarre desous draps ou drap, soient mises
nos armes en broderie, & voulons estre inhumée en-
tre le corps de nosre Tres-chere Seigneur, &
Mary le Duc Philiben de Savoye que Dieu absolve,
du costé senestre, & au dextre sera le corps de nosre
Madame de Bourbon sa Mere, & le corps de mondit
Seigneur, & Mary au milieu.

Item voulons, & ordonnons que le jour, & l'heure
de nostre trespas, & durant le temps que l'on gardera
nostre corps en la maison, où serons rendu nostre
esprit

(1) Certe Marguerite fit son Testament le 12. Jan. que l'on verra par son
testament.

ANNO
1508.

ANNO
1508.

esprit à Dieu, que les Prestres, & Religieux dudit Lieu soient convoqués, & appelés, & entour notre corps soient par eux dit le Plaisier, Vigiles des Morts, & autres Soffrages, & Oraisons accomplies, & apres ce que nostre corps ait esté à la plus prochaine Eglise de la maison où trespasseront, & illec gardé durant trois jours, pendant lesquels ordonnons que tous Prestres, & Religieux etiam audit lieu où trespasseront, comme autres y furent chantans Messes, soient convoqués, & appelés, & par iceux chacun desdits trois jours soient dites, & celebrées en ladite Eglise basses Messes, & par les Prestres du corps de ladite Eglise chacun desdits trois jours, trois grandes Messes solennelles à Diacre, & sous-Diacre, alleront la premiere de Saint Esprit, la seconde de Notre Dame, & la tierce de Requiem, avec Vigiles des Morts à neuf Pseaumes, & neuf Leçons chacune desdits trois jours, auxquels voulons estre distribué pour lesdites grandes Messes, & Vigiles à chacun desdits trois jours six livres Tournois, qu'il soit pour lesdits trois jours dix-huit livres Tournois, & pour chacune basse Messe, cinq sols Tournois.

Item voulons, & ordonnons qu'au jour de nostre trespas, & pour accompagner, & conduire nostre dit corps quant il sera mis dehors de ladite maison où seront trespas, soit fait pour nostre luminaire deux cens torches de cire chacune de trois livres pesant, & que pour les porter soient choisis, & eueux deux cens pauvres, & à chacun d'eux soit donné une robe, & un chaperon de drap noir à la discretion de nosdits Exécuteurs, lesquels pauvres porteront aussi habillés lesdites torches, & les tiendront ardens durant que l'on chantera lesdits trois jours, à chacun desquels pauvres outre lesdites robes & chaperons, voulons estre donné chacun desdits trois jours deux sols Tournois, afin qu'ils soient tenus prior Dieu pour nous, & avec ce voulons, & ordonnons quatre gros cierges estre faits à la discretion de nosdits Exécuteurs, qui seront mis ardens jour & nuit durant lesdits trois jours à l'entour de nostre corps.

Item en outre voulons, & ordonnons que soit donné, & distribué en aumône aux pauvres, la somme de douze cens livres Tournois pour une fois, à sçavoir au lieu que trespasseront la tierce partie, & les autres deux tierces aux pauvres qui se trouveront lesdits trois jours durant que l'on sera l'entour, & enterrément de nostre corps en l'Eglise du Convent dudit S. Nicolas de Tolentins.

Item plus voulons, & ordonnons qu'acquiescent apres nostre trespas par trente un jours continuel, & par un Religieux reformé, & devot, soient dites, & celebrées trente une Messes à commencer les dire des le jour, ou lendemain de nostre trespas, auquel voulons estre donné dix livres Tournois pour une fois.

Item donnons, & leguons au Curé de la Cure où nous trespasserons pour tous droitz qu'il pourroit avoir, & quelletier lui soit biens la somme de vingt livres de semblable monnoye pour une fois, & à la fabrique de l'Eglise d'iceluy Curé la somme de soixante livres pour une fois, & aux Hospitaliers dudit lieu où trespasseront, la somme de cent livres dit monnoye aussi pour une fois, afin que soyent participante en biens, & prières qui se feront en des Hospitaliers, & que ledit Curé, & Paroissiens de ladite Eglise, & pauvres desdits Hospitaliers soient tenus prior Dieu pour nous.

Item voulons, & ordonnons qu'apres lesdits suffrages eueux durant lesdits trois jours, comme dit est, incessamment, & le plusloft que faire se pourra nostre corps soit mené, & porté audit Convent, & Eglise de S. Nicolas de Tolentins comme par nosdits Exécuteurs sera advisé, lequel notre corps voulons estre accompagné par nos principaux Seigneurs & Officiers vestus en deuil selon leurs estats au Convent de S. Nicolas à nos frais & despens, & apres qu'il sera par les Religieux dudit Convent receu & mis en leur Eglise dudit S. Nicolas, le premier, second, & tiers jours suivants soient dites, & celebrées basses Messes par tous venans, & aussi trois grandes Messes solennelles du Saint Esprit, de Notre Dame, & de Requiem avec Vigiles des Morts, neuf Pseaumes & neuf Leçons, auxquels voulons estre payé comme desdits, à sçavoir aux Religieux dudit Convent de S. Nicolas pour toutes lesdites grandes Messes & Vigiles desdits trois jours, dix-huit livres Tournois à ceux qui celebreront lesdites basses Messes pour chacun cinq sols Tournois.

Item voulons & ordonnons pour la reception de nostre corps en ladite Eglise de Saint Nicolas de Tolentins, & enterrément que nostre luminaire soit fait comme les

trois jours apres nostre trespas, ensemble la Chapelle ardente que l'on a accoustumé faire pour tels Personnages, & qui seroit advisé par lesdits Exécuteurs de semblable nombre de torches, & portées par semblable nombre de pauvres habillés aussi de robes & de chaperon de deuil, que leur voulons estre donné comme aux dessusdits, & que lesdites torches ardent, durant le service qui se fera lesdits trois jours, & que chacun desdits trois jours soit donné ausdits pauvres, tenus lesdites torches deux fois Tournois, afin qu'ils soient tenus prior Dieu pour nous, & aussi que quatre gros cierges ardens soient mis à l'entour de nostre corps, comme ausdits trois jours apres nostre trespas.

Item outre la fondation que ferons, & nous espérons faire audit Convent, & Religion, voulons & ordonnons que par les Religieux dudit S. Nicolas soient dites & celebrées en ladite Eglise deux Anniversaires solennels qui se diront & chanteront, à sçavoir le premier à tel jour que nostre corps sera receu, & mis en ladite Eglise, & les autres deux Anniversaires le premier Samedi de chacun mois de l'an ensuivant, eueux jours lesdits Religieux chanteront une grande Messe de Requiem à Diacre & sous-Diacre, & apres ladite Messe donneront sur nostre sepulture les Pseaumes de *Miserere mei Deus*, & *De profundis clamavi*, le *Libera me Domine*, & les Collectes des trespas, & la veille desdits jours Vigiles en haut à neuf Pseaumes & neuf Leçons; & que durant lesdites Vigiles & Messes, soient mis l'un desdits draps sur nostre corps & sepulture, & quatre cierges allumés aux quatre carrez de nostre sepulture.

Item donnons & leguons à l'Eglise de nostre Convent de S. Nicolas toutes les saintes Reliques qu'avons & aurons au jour de nostre trespas tant du fût de la sainte Croix, du saint Suaire, officines de Saints & Saintes, & toutes autres Images de Saints & Saintes qu'avons & ferons trouver à nostre dit trespas, & qui pourroient servir à decorer iceluy nostre dit Convent, lesquelles voulons incessamment estre portées audit Convent, & que nosdits Exécuteurs de nosdits biens fassent faire cruides & Reliquaires à leur bon avis pour mettre lesdites Reliques.

Item en cas qu'au jour & heure de nostre trespas ledit Convent, Eglise & Fondation dudit S. Nicolas de Tolentins qu'avons eueux & délibéré faire avec aussi les sepultures selon les Patrons qui nous avons fait presdire ne soient faites au jour desdits, voulons & ordonnons iceluy Convent, Eglise & Sepulture estre parafaites selon lesdits Patrons, & ladite fondation estre accomplie de ce qui se trouvera resté de la somme de douze cens florins monnoye de Savoye, de laquelle somme le voulons fonder de Rente annuelle & perpetuelle, & fondons dès maintenant à la charge de tous nos biens, moyennant laquelle fondation entendons les Religieux d'iceluy devoir dire tous les jours de l'ain une grande Messe de Requiem à Diacre & sous-Diacre pour l'ame de feu mondit Seigneur & Mary, de Madame sa Mere, & pour la nostre.

Item avons affecté & alloués en la participation du toutes Messes, Oraisons, & Soffrages qu'a jamais seront faites & dites en nostre dit Convent de S. Nicolas, à sçavoir l'Empereur Monseigneur de Perre, & son Madame sa Mere, & aussi feu mon tres-cher Seigneur & Epoux, Monseigneur Philibert de son vivant Duc de Savoye, & daquel le corps est inhumé & enterré en l'Eglise dudit Convent S. Nicolas de Tolentins.

Item donnons & leguons aux Caré & Familles deservans en l'Eglise de N. Dame de Doux la somme de 500. florins monnoye de Savoye, pour d'icelle somme de 500. florins acquerir Rentier & censés pour la fondation & donation dudit Anniversaire, lequel nous fondons & voulons estre dit & celebré en l'Eglise S. Nicolas de Tolentins par ledit Curé & Familles le Vendredi 4. temps apres les Benedictions chacune un perpetuellement, à sçavoir cedit jour la grande Messe de Requiem à Diacre & sous-Diacre, & ladite Messe finie fuir nostre corps & sur les corps de feu mondit Seigneur & Mary, & de Madame sa Mere, les Pseaumes, Soffrages & Oraisons selon l'usage de l'Eglise qu'ils tiennent, & ont de coutume dire pour les trespas, & la veille Vigiles des Morts à neuf Pseaumes, & Leçons qu'ils diront aussi en ladite Eglise S. Nicolas, & que sur nostre sepulture soit l'un desdits draps à ce ordonnés cy-dessus, & aux quatre quatuors allumés quatre cierges qui seront fournis par ceux de nostre dit Convent.

Item aussi donnons & leguons aux Freres Mineurs du Convent S. François dudit Bourg, la somme de trois cens florins de ladite monnoye de Savoye pour une fois, pour d'icelle somme acquerir Rentier, & cens à leur profit, pour la fondation, donation, & deservir

ANNO
1508.

ANNO
1508.

d'un Anniversaire, lequel nous fusions & voulions estre
de & echeoir, chacun au jour du Vendredy des
quatre temps prochains, & apres la Pentecoste par lesdits
Freres Mineurs, à sçavoir cedit jour le grand Meffe
de Remission aussi à Diacre & Sous-Diacre, & apres la-
dicte Meffe sur nostre corps, & de son mondit seigneur
& Mary, & nostre Dame la Mere, les Pseaumes, Sur-
rages, Oraisons, & Vigiles des Morts comme dessus.

Item donnons & leguons aux Freres Prescheurs du
Convent dudit Bourg, semblable somme de trois cens
florins monnoye de Savoye pour en acquerir & ache-
ter Rennes, au profit dudit Convent pour la fondation
& dotation de semblable Anniversaire, lequel voulons
estre dit, & chanté chascun au le Vendredy des quatre
temps apres la Feste de Saint Croix en l'Eglise dudit
S. Nicolas par lesdits Freres Prescheurs, à sçavoir la
Meffe de Remission à Diacre & Sous-Diacre, & apres
ladite Meffe dire sur nostre corps & sur celuy de mon-
dit Seigneur, & Mary, & de Madame la Mere lesdits
Pseaumes, Surrages, & Oraisons, & la veille chanter
lesdites Vigiles aussi à neuf Pseaumes & neuf Leçons,
& que semblable tierce soit par eux faite de quatre
cierges durant lesdites Vigiles & Messes, & aussi par
lesdits Religieux dudit S. Nicolas, ledit drap mis sur
nostre Sepulture comme dessus est dit.

Item aussi aux Religieux de l'Hospital S. Anthoine
dudit Bourg, donnons & leguons la somme de trois cens
florins dite monnoye de Savoye pour une fois, pour sou-
der & celebrer par les Religieux dudit Hospital, nous les
ans un Anniversaire qu'ils y pourrout tous venir dire en la-
dicte Eglise de Brou, le Vendredy apres la sainte Lucie
aussi, & par la maniere que par les autres Religieux
dessus nommez, avons cy-dessus touché, & declairé,
& afin que soyons participante es Prières & Oraisons,
& œuvres de misericorde qui se feront audit Hospital.

Item donnons & leguons à la Fabrique de l'Eglise
Notre-Dame dudit Bourg, la somme de cent florins
dite monnoye de Savoye pour une fois, pour con-
vertir & employer à la reparation & edifice de ladite Egli-
se, afin que les Parroissiens d'icelle soient tous prie-
rien pour nous.

Item aussi donnons & leguons à l'Hospi-
tal Dieu dudit Bourg la somme de cent florins monnoye
de Savoye, pour acheter Rennes au profit dudit Hospi-
tal, afin d'estre participante es œuvres de misericorde
qui se font, & seront en ledit Hospital.

Item donnons & leguons aux Sœurs de sainte Claire
dudit Bourg la somme de trois cens florins monnoye
de Savoye, afin que soyons participante es Prières &
Oraisons d'icelles, & qu'elles soient tenues prier Dieu
pour nous.

Item donnons & leguons à la Maladerie dudit
Bourg, pour l'entretenement & reparation d'icelle, la
somme de cinquante florins monnoye de Savoye pour
une fois.

Item voulons & ordonnons à nosdits Exécuteurs
qu'après nostre trespas, & dans l'an & jour, outre les
Messes & suffrages desdits pour le Salut de nostre
ame, qu'ils fassent dire & celebrer le nombre de dix mil
Messes, tant es Eglises Parrochiales & Religieuses
de nostre Comté de Bourgogne, comme de nostre Pays
de Bresse, en les distribuant en chacune Eglise par tel
nombre qu'ils adviseront, & pour chacune Meffe soit
payé cinq sols Tournois.

Item donnons & leguons pour l'augmentation & edifi-
ce de la maison que l'on a commencé édifier audit
Bourg, pour retirer les pauvres malades de Peste, la
somme de trois cens florins monnoye de Savoye pour
une fois, afin que soyons participante aux biens-faits,
& charités qui se feront en ladite maison.

Item, voulons & ordonnons que par nosdits Exécuteurs
seroient levés & payés deux des Religieux du Convent
dudit S. Nicolas de Tolentino à Rome, pour l'ice dire
& celebrer deux Messes de Remission, à sçavoir l'une
en l'Autel de *Arca Cris*, & l'autre en l'Autel de Mon-
sieur S. Sebastian pour le salut de nostre ame, & qu'ils
soient payés & contentés à la discretion de nosdits Exé-
cuteurs, & de le plusloix qu'ils pourrout, après nostre-
dit trespas.

Item en outre voulons & ordonnons que par nosdits
Exécuteurs soient élevés & choisis, tant en nos Pays
de Bresse que Comté de Bourgogne, cent jeunes filles
pocelles, pures & mariées, auxquelles avons donné &
legué, donnons & leguons en somme à chacune
d'elles pour une fois la somme de cinquante livres
Tournois pour leurs Mariages, afin qu'elles peussent
Dire pour nous.

Item voulons & ordonnons que tous nos Serviteurs,

Officiers, Pensionnaires & autres, de quelque estat qu'ils
soient, leur soit payé outre, & par dessus ce que leur
devons de leurs gages ou pensions à l'heure de nostre
trespas six mois de gages, afin qu'ils soient tenus &
accompagner nostre corps à l'enterrment, & aussi voutons
semblablement estre payé à nostre Dame d'onneur,
Femme de chambre, & autres estans à nostre service.

Item voulons & ordonnons que quarante jours apres
nostre trespas nostre corps & dépense soit soignée &
entretenu en nostre Hôtel ou decorderons par les Exé-
cuteurs de nostre Testament tout ainsi que si eussions
ce vie.

Item voulons & ordonnons que toutes dettes qu'a-
pres nostre trespas seront trouvées par nous dues à qui
que ce soit, & aussi tous dons qu'aurons fait en nostre
vie par nos Lettres scellées de nostre Seal, ou Col-
laux signées de nostre main à aucuns de nos serviteurs &
Officiers, que lesdites formes soient payées sur nos biens
par nosdits Exécuteurs par eux ou celles à qui elles
seront trouvées raisonnablement dues, ou par nous
données, & de ce chargeons expressement nosdits Exé-
cuteurs, & chascun d'eux, & leur remettons sur leur
conscience d'en faire leur devoir, & Monseigneur mon
Neveu nostre Heritier cy-apres nommé.

Item, & au cas que nostre tres-chère & tres-amée
Sœur la Baronne de Savoye, étant presentement avec
nous ne fut colloquée par Mariage avant nostre trespas,
en ce cas nous luy avons donné, donnons & leguons
pour une fois sur nous nos biens la somme de dix mille
livres Tournois, ensemble les habillemens, bagues &
joyaux qu'elle aura ou pourra avoir au temps de nostre
trespas; & si elle étoit de vie à trespas sans heirs,
voulons la moitié de ladite somme retourner à nos
heirs; & que de l'autre moitié elle puisse disposer à son
plaisir; & ce outre & par dessus ce que nostre tres-chère
Seigneur & Frere le Duc de Savoye luy pourroit don-
ner pour son Dot & Mariage.

Item pour la bonne confiance qu'avons & soyons
& Perfonnes de nos tres-chères & bien-aimés Cousins
le Prince de Giray, Henry Comte de Nassau, des
Seigneurs de Chaleves & Berghes, Messire Guy de la
Bonne Comte de Montrevell nostre Chevalier d'hon-
neur, Laurens de Gornod Baron & Seigneur de Moun-
nay, Messire Mercurin des Seigneurs de Grimaire,
notre Président de Bourgogne, & de Messire Loys
Ochin nostre Confesseur & Assesseur les avons choi-
sis, élus & nommés, élus & nommés Exécuteurs
de notre trespas, & de l'autre moitié de ladite somme
desquels voulons & ordonnons que tous nos biens,
meubles & immeubles qui de nous demeurent apres
nostre trespas, selon les inventaires qui en sont ou se-
ront faits, soient mis & délivrés par ceux qui les au-
ront en garde, & aussi baillés par inventaire ausdits
Exécuteurs, pour par eux ou les uns d'eux, faire &
entièrement accomplir tout le contenu en nostre pre-
sent Testament, Ordonnance & dernière volonté, à
chacun desquels nosdits Exécuteurs donnons & leguons
la somme de cinq cens livres pour que fassent, s'il avoit
à eux qui vaporeroient en ladite execution.

Item avons donné & donnons par nostre présent Tes-
tament à nosdits Exécuteurs, & à chascun d'eux, pou-
voir, autorité & faculté de prendre en leurs mains
tous nosdits biens, meubles & immeubles, & autres
comme dessus est dit, & aussi de recevoir ou faire re-
cevoir toutes nos dettes qui nous seront dues au jour
de nostre trespas, pour les employer & ayder, fournir
& satisfaire aux choses par nous légues & ordonnées
cy-dessus, de faire & constituer Procureur ou Procure-
urs, tant pour poursuivre devant tous Juges pour re-
cevoir nosdits biens, meubles & dettes, que pour ac-
complir l'exécution de nostre Testament, & faire quitan-
ce de ce qu'ils en recevront, lesquelles voulons ve-
loir aux débiteurs qui les auront payées, comme si les
avons faides de nostre vivant, ou par nostre Heritier.

Item & afin que nostre Testament soit en tout mieux
accompli, & qu'aucun empeschement n'y soit fait, de
nostre certaine science, franchise & pure volonté, avons
spécialement hypothéqué & obligé, hypothéqué &
obligé tous nosdits biens, tant meubles qu'autres
précis & à venir, que voulons estre pris & distribués
premierement & avant toute œuvre, jusques aux som-
mes contenues, & assésment de l'exécution de nostre
Testament.

Item pour la bonne confiance qu'avons desdits &
loyautés de Messire Loys Buraige & Jean de
Marnia nos Secrétaires, les avons nommés & députés,
commençant & députés avec nosdits Exécuteurs pour
tenir & faire contrôler tant de nosdits biens & dettes

ANNO
1508.

ANNO
1508.

venant à la main de nosdits Exécuteurs, comme aussi de ceux qui seront par leur advis, ou Ordonnance baillés & délivrés pour l'exécution de nostre Testament, & des deniers venus en leurs mains, & à l'ordonnance de nosdits Exécuteurs despendus, & en tenir le compte à nosdits Exécuteurs que commettons à ce, auxquels nos Secrétaires douans & légions à chacun nous tous livres pour une fois, & pour leurs journees, despendus & faictes, avons à chacun d'eux donné & légué trente sols pour chacun pour qu'ils vassent avec nosdits Exécuteurs, & par leur ordonnance à l'exécution dudit Testament.

Item voulons & ordonnons que si au jour & heure de nostre trespas nostre tres-cher & tres-ami Frere le Duc Charles de Savoie à présent, ou les ayant eus de luy, cy apres n'avont faict au contenu du Traicté fait entre luy & nous quant à la restitution de l'Escarboucle & Monde d'or qu'avons prestement en nos mains pour gage, & si les voulut avoir & restituer, qu'il les luy feroit, & ait aus cause de luy restitué, en satisfaisant à ce qu'il nous en a dit, & selon le Traicté fait & passé à Strasbourg entre mondit Seigneur & Frere & nous, nous autrement.

Item voulons & ordonnons que tous legus & dons que portons encore faire cy apres par Codicille, ou autre Ordonnance écrite ou signée de nostre main, ou de l'un de nos Secrétaires, & fidelles de nostre Seel, faictes de telle valeur & vertu comme ceuy nostre presté Testament, & qu'icex nous soient fournis & accomplis tout ainsi que le contenu de ce presté Testament.

Item de nostre propre bouche nous avons & infirmons l'Empereur Monseigneur le Pere en la legitime que luy compete, & pourroit de droit compete & appartenir en tous nos biens, & pour autant le supplions & voulons qu'il soit content, le privant du surplus de nosdits biens qui de nous demoureront apres nostre trespas, outre ladite legitime.

Item quant au residu & surplus de nosdits biens, hoiirs, droitz, seigns, successions, raiffes & reclamations à nous competens & appartenans, & qui nous competeroient ou apparteroient au jour de nostre trespas, & desquels n'avons cy-dessus testé & disposé, cederons, disposerons & ordonnerons cy-apres, à faveu de nostre propre bouche & parole avons nommé & constitué, nommons & constituons nostre vray Heritier universel itel & pour le tout Monseigneur mon Nereveu Charles Archiduc d'Autriche Prince de Castille & Duc de Bourgogne, moyennant qu'il fera tous payer nos dettes, apaiser nos clamours, faire, & souffrir faire & accomplir les legus & choses par nous dessus ordonnées, bailler & donner à nosdits Exécuteurs & Commis toute ayde & assistance pour l'entiere execution de nostre Testament.

Et en cas que mondit Seigneur & Nereveu nostre Heritier soit de vie à trespas sans Enfants de luy procréés en loyal Mariage avant nous, que Dieu ne veuille, nous avons substitué & substiturons à mondit Seigneur Nereveu & Heritier le Seigneur Don Fernando son Frere, & en cas qu'il aille de vie à trespas sans hoiirs, Mesdames nos Nieces & leurs Sœurs par eugale portion; & en cas qu'elles aillent de vie à trespas, nous plus prochains Parens, qui en ontent d'eux & par droit nous devroient succéder à nosdits biens, moyennant aussi qu'ils feroient tous de faire & accomplir, payer, ou faire payer, & supporter par nosdits biens les choses conteeues & déclarées en nostre presté Testament, nous aussi comme eust den faire mondit Seigneur & Nereveu Heritier que dessus.

Et lequel nostre Testament, ordonnance & dernière voloué, voulons valloir selon Droit écrit, & s'il ne vaut par ledit Droit, qu'il vaille selon les canonicques Sanctions, en implorant fur ce la benignité du Droit Canon, & reboutant la rigueur du Droit Civil, & s'il ne vaut par ledit Droit & Canonicques Sanctions, qu'il vaille par forme de Codicille ou par Donation à cause de mort faite entre les vius, & aussi selon les costumes & usances de nostre dite Contée de Bourgogne, & par toutes autres meilleures formes & manieres que l'Escheu par écrit, nuncupatif, Codicille, ou Donation à cause de mort peut & doit mieux valloir, nonobstant quelconques costumes, usances ou styls, faictes au contraire de nostre dit presté Testament, lequel voulons demeurer en sa force, vigueur & valeur perpetuelle, & iceluy estre lue & publié par devant le Juge ordinaire ou tresparticulier; afin de perpetuelle memoire, & lequel nostre presté Testament avons comme dessus leu, & recité en la preséance de Messire

Guy de la Baume Comte de Montrevel, Laicours de Gerverod Baron de Montmay, Mescurin de Guisane President de Bourgogne, Louys Seigneur de Sainde Joye nos Confidels, Henry de Hameincourt nostre Escuyer d'Escuyrie, Messire Louys Aquin nostre Audomier & Conseiller, & Anthoine de Moreux nostre Chappellain Tesmoins à ce appellez & par nous nommez, & ainsi l'avons signé de nostre main, & requis à Maistre Louys Baranger & Jean de Marais Notaires & Secretaires Imperiaux à ce presens, eusdits nostre presté Testament recites, stipuler, secroier & signer pour plus grande fermeté d'iceluy, auquel voulons aussi estre mis nostre Seel. Ainsi fait & passé en la Ville de Bruxelles en nostre Chancellerie le 30. Fevrier l'an 1508. Indiction douzieme. Signé MARGUERITE, & plus bas, BARANGER & MARAIS.

Madame, outre ce que dessus a depuis déclaré & ordonné, & requis estre adjointe entre presté Clause le à ce presté Testament, & la dernière voloué; affinait que si apres son decés & trespas l'on treuve quelcun Codicille écrit de sa propre main, & signé tant seulement d'elle, & de son Codicille, & ledit de son petit Seel, & de celui de son dit Conseiller, qu'iceluy Codicille & écrit soit nul & accompli par lesdits Exécuteurs de son Testament, tout ainsi que s'il estoit de mort à autre inséré en ce presté Testament; & en témoignage de ce elle a signé cette Addition de sa main, & pour encreoibement & validité de ce a requis & ordonné à Jean de Marais Notaire dessus nommé & son Secrétaire le signer avec elle; presté à ce Messire Guy de la Baume son Chevalier d'honneur, & Comte de Montrevel, le Baron de Montmay Gouverneur de Breffe, & Messire Louys Aquin son Conseiller le 17. Mars 1513. Signé MARGUERITE, & plus bas, MARAIS.

XLIX.

Trallatus Maximilianus inter MAXIMILIANUM II. Fecit
NUM I. Imperatorem Romanorum, & HENRICUM VII. Regem Anglie pro contrahendo Matrimonio inter CAROLUM Archiducum Austrie, Nepotem dicti Imperatoris, & MARIAM Filiam Regis Anglie consensu. Dat. in Monasterio nove fundationis apud Braxiam die 22. Februarii Anno 1508. [RYMER, Fœderis, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 171.]

MAXIMILIANUS Divina favente Clementia: Electus Romanorum Imperator, Elector Augustus, REX Germanie & Hungarie, Dalmatie, Croatiae, &c. ARCHIDUX Austrie, Dux Burgundie, Lotharingie, Brabantie, Stirie, Carinthie, Carniole, Limburgie, Luxemburgie, & Ghibellie, LANTGRAVIUS Alsatie, PRINCEPS Sarmie, PALATINUS in Habsburg & Hannonie, PRINCEPS & COMES Burgundie, Flandrie, Tirolis, Goritiae, Arthesie, Hollandie, Zelanderie, Fervetie, Colberg, & Danburgi, MARCHIO Savi Ratis Imperii super Austriam & Hungarie, DOMINUS Friegie, Marchie, Slavonie, Mediolani, Portusannoni, & Salernorum, recognoscimus & notum facimus, tenore presentium, universis & singulis presentibus Litteris videtur & inspecturis.

Cum super, ad Dei Omnipotentis Litteras & Gloriam & totius Christiane Religionis exaltationem & augmentum, Magnifici & Honorabilis fideles nobis dilecti Jacobus de Luxemburgo Dominus de Finnes Confanguineus Locumtenens & Capitaneus noster generalis Conitumum Flandrie & Arthesie, Johannes Dominus de Bergis, Confideli & Cambellani nostri ac Milites auri Velleris, necnon Laureatus de Gerverodo Baro Monasterii Gubernator Parlorum Braxie, Johannes le Sauvage Dominus de Scaboece Præfatus Confideli Flandrie, & Philippus Henricus Primus Secretarius & Audacissimus noster in Provincia nostra Burgundie superius & inferioris, tanquam Oratores, Procuratores, Commisarii, & Deputati nostri, cum nomine nostro proprio quum etiam tuncno Illustres Karoli Archiduci Austrie, Principis Romanorum, Ducis Burgundie, Brabantie, &c. Fili ac Nepotes nostri carissimi, ac etiam tanquam Oratores, Procuratores, Commisarii, & Deputati dicti Nepotis nostri pro eum, de auctoritate, voluente, assensu, & consensu nostro tanquam Avi patris legitimeque

ANNO
1508.

Tercio et Administratores Personarum ac bonorum dicti Nepotis nostri, Parentum nostrorum ac suis Liberis & Mandata debet expediri diligenter iussu, Iussu & Mandata nostro modo quo supra, in Oppido Calisti, de vestigio primo Decembris Anno preteriti, convenimus, tradidimus, & conclusimus cum Venerabili Recordo Episcopo Wintoniensi Catholice Privati Signilli Secretarius Principis Domini Henrici Regis Anglie & Francie &c. Fratris & Consanguinei ac Consanguinei nostri carissimi, Thome Comite de Surrey Thesaurario Anglie, Thoma Doctore Priore Sancti Johannis Hierosolimitani in Anglia, Gilberto de Talbot Deputato Calisti, Nicholai Wiff Legum Doctore, Consilarii, Oratores, Procuratores, Commissarii, & Depositi ad hoc etiam Literis prefati Serenissimi Regis Anglie sufficienter instructi, de & super Matrimonio de futuro Coniugio, Deo & Sancti Matre Ecclesie faventibus, celebrando & consummando ita prefatum Illustrissimum Cardinem Archiepiscopum Anglie Principem Hispaniarum &c. Nepotem nostrum carissimum ex una, & Illustrum Principum Domina Marie prefati Serenissimi Regis Anglie Filium carissimum ex alia, ac Dote, Donatio, traditione, penis, aliisque clausulis, conditionibus, & qualitatibus, modisque & formis, latus contentis, declaratis & insertis & Literis & Capitulationibus per eodem premissis Oratores utriusque Partis consensu & conventu,

Quorum quidem Literarum ipsius Capitulationis tenor, de verbo ad verbum, sequatur, & est talis,

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam prefatas Literas pervenerint, Nos Laurentius Dominus de Fienes, de Ekegham, de Armenieres, de Zonzephen &c. Locumtenens & Governator Comitatus Flandrie & Artheusi, Johannes Dominus de Bergh super Zornam & de Wabham, Milites Ordinis auri Vulturis, Consilarii & Camerarii sacrosissimi ac Potentissimorum & Excellentissimorum Principum Maximiliani, Divina favente Clementia, REGIS Romanorum semper Augusti, & Domini Karoli, eidem grati, PRINCIPIS Hispanie, ARCHIDUCUM Anglie, DUCUM Burgundie, &c. COMITUM Flandrie, &c. Laurentius de Gorrando Baro Mouthaceti, Gubernator Parisiarum Trevis, Johannes de Sarcey Miles Dominus de Scardera Praefatus Consiliarius Flandrie, & Philippus Hancor Primus Secretarius & Auditorius, Oratores, Ambasciatores, Procuratores, Commissarii, & Nunciis speciales praesentium Dominorum nostrorum Regis Romanorum & Principis Hispaniarum, ac Serenissime & Illustrissime Principum Dominae Margerite Anglie & Burgundie Ducissa Filiae Sabaudie

Notum facimus quod, cum Conjugium seu Matrimonium sit utile, obediendum, honore, laude, ac gloria, ac morali hac hominum generi inchoando frugibus, propagando iacundis, conservando decreta ad honestas primis ipse hominum optimi Pater Deus inveniens aliud ducere nihil, id quoque, uti optimus est omnium quibus dictus nos donavit Clementia, sit non nisi a Clementissimo a quo Deo solo optime invenitur est, in quo postmodum, quinquages de Virgine, tanquam servitore in nuda-culo nati voluit.

Pro stabili igitur firmitudine fundamentum perpetui Fœderis necesseque utque indissolubilis Amicitia utriusque Domini Anglie & Burgundie, ad laudem & gloriam Omnipotentis Dei Salvatoris nostri prout hujus sanctissimi sacramenti Indivisi, tam Fidei Religio-nisque Christiane vim, robur, & incrementum Principibus nostris, suis Successoribus, eorum Regibus, Paris, ac Subditi subscriverint consilium cupientes, per nos Oratores prefatos, ad hoc specialiter ordinatos, deputatos, & autoritates per prefatum Regem Romanorum, tam per & ac Regem Romanorum, quam per eundem ad Avon & Tivernem prefati Principis Hispaniarum, ac eundem Principem auctoritate & iussu Tiverni sui predicti, necnon per predictam Ducessam Burgundie, per Literas & Commissiones suas distictas hic insertas interius, cum Reverendo in Christo Patre, Illustris spectabilibus ac Praestantissimis Viris, Recordo & intercessit Episcopo Catholice Privati Signilli Illustrissimum Excellentissimum & Potentissimum Principem, Henricum, Dei gratia, Regis Anglie & Francie, Thome Comite de Surrey Thesaurario Anglie, Thoma Doctore Priore Sancti Johannis Hierosolimitani in Anglia, Gilberto Talbot Milite Ordinis Cantuarii Deputato prefati Regis Anglie Villa sue

Calisti, & Magistro Nicholai Wiff Legum Doctore, Anno 1508. prefati Regis Anglie Consilarii, & ad initia scripta eundem Regis Oratores, Commissarii, Procuratores, & Depositi, per Literas & Commissiones suas similiter hic insertas interius ordinatis & autoribus, super Matrimonio, amove ducendo Deo contrahendo inter dictum Illustrissimum Principem Hispaniarum, Archiepiscopum Anglie, Ducem Burgundie &c. parte ex una, & Praestantissimum eque Illustrissimum Dominum Dominum Marianum prefati Illustrissimum Excellentissimum & Potentissimum Regis Anglie &c. Filium carissimum ex altera, tradidimus, convenimus, & conclusimus in formam & modum qui sequitur.

Lupis, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prefatos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & prefati Oratores, Commissarii, & Procuratores Regis Romanorum, tam ac Regis Romanorum quam eundem Regis et prefati Principis Hispaniarum ac Patris & Tiverni legitime, ac etiam dicti Principis Hispaniarum, auctoritate tamem confessa & assensu dicti sui Tutoris, necnon dictae Dominae Margerite Ducissa Sabaudie prefati Karoli Avitis, promissum & per prefatos promissum, quod prefati Serenissimus & Excellentissimus Princeps Carolus Princeps Hispaniarum, Archiepiscopus Anglie, Dux Burgundie, Comes Flandrie &c. per Oratorem vel Oratores, Commissarium vel Commissarios, Procuratorem vel Procuratores suum vel suos, ad hoc sufficienter auctorizatum vel auctorizatos, & consilium vel consiliarios, atque ad Serenissimum & Illustrissimum Principem & Dominum Maximilianum dicti Regis Anglie Filium carissimum, in Regno Anglie missum vel missis specialibus, per verba ad hoc apta, circa Festum Pasche proximo & immediatum fuerunt post Datum prefatis Trevis, eorum duobus Apostolicis & Imperiali auctoritatibus Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, cum eadem Serenissima Principis Domina Maria realiter contrahet & cum efficit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prefatos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & prefati Oratores Regis Anglie promissum, & per prefatos promissum, quod prefata Serenissima Princeps Domina Maria sponte sua, per verba ad hoc apta, cum prefato Principe Hispaniarum, ejusque Oratore vel Oratoribus, Commissario seu Commissariis, Procuratore seu Procuratoribus, sufficienter, ut praesentur, ad hoc auctorizato vel auctorizatis, & in Regno Anglia ad cum missum vel missis, locum, terminis, modisque & formis predictis, eorum Notariis & Testibus predictis realiter contrahet & cum efficit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prefatos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & prefati Oratores, Commissarii, & Procuratores dictorum Regis Romanorum & Principis Hispaniarum ac Dominae Ducissa nominibus, auctoritate, consensu, & assensu predictis promissum, & per prefatos promissum, quod prefatus Princeps Hispaniarum, per Oratorem vel Oratores, Commissarium vel Commissarios, Procuratorem seu Procuratores suum vel suum, ad hoc, prout quantum decimum articulo fœderis annuum expletem, sufficienter auctorizatum vel auctorizatos, & consilium vel consiliarios, infra quadraginta dies, postquam aertem quatuordecim Annorum impleverit, proximo sequentes, ad prefatum Principem Dominum Marianum in Regno Anglie missum vel missos, eorum duobus Apostolicis & Imperiali auctoritate Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, cum eadem Domina Maria Matrimonio, per verba de prefato ad hoc apta, realiter contrahet & cum efficit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prefatos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & prefati Oratores dicti Regis Anglie promissum, & per prefatos promissum, quod prefata Serenissima Princeps Domina Maria, simili modo, tunc & ibidem, eorum Notariis & Testibus predictis, cum prefato Principe Hispaniarum ejusque Oratore vel Oratoribus, Commissario vel Commissariis, seu Procuratore vel Procuratoribus, ad hoc sufficienter, ut praesentur, auctorizato vel auctorizatos, & consilium vel consiliarios, & ad cum similiter, ita supradictum est, missum vel missis, Matrimonium per verba de prefato ad hoc apta realiter contrahet & cum efficit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prefatos, nominibus & auctoritatibus quibus

ANNO
1508.

quibus supra, & prefati Oratores *Regis Romanorum*, *Principis Hispaniarum* & *Ducis Sabaudie* auctoritate, consensu & assensu predictis promiserunt & per presentes promittunt quod, si prefato *Regi Anglie* placuerit, aliquo tempore postquam prefatus *Principi Hispaniarum* quartum decimum annis sua aetatem impleverit, & post transactos quadraginta dies supradictum quartum decimum annum expleverit immediatè sequentes, ad eundem *Principem Hispaniarum* mittere Oratorem seu Oratores, Commissarium vel Commissarios, Procuratorem vel Procuratores per prefatum *Dominum Mariam* ad Matrimonium, ut prefertur, inter eundem *Principem Hispaniarum* & *Dominum Mariam* contrahendum sufficienter auctoritatum vel auctoritatos, tunc prefatus *Principes Hispaniarum*, eorundem Notarius & Testibus ad hoc vocatis & rogatis, cum eodem Commissario vel Commissariis, Oratores vel Oratores, Procuratores vel Procuratores, ad eum finem ut prefertur mitti vel missa, ac sufficienter ad hoc ut prefertur auctoritate vel auctoritates, Matrimonium per verba de presenti ad hoc apta resisteret contraheret & eum effectu.

Item, conventum, concordatum & conclusum est, inter Oratores predictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & prefatis Oratores dicti *Regis Anglie* promiserunt, & per presentes promittunt quod idem *Rex Haredes* & Successores sui, suis sumptibus & expensis, transmittet & traducet transmitti seu traduci facient prefatum *Dominum Mariam* Filiam suam castissimam, taliter tunc honorificè ut deceat talem tantumque Principem transmitti seu traduci, infra tres menses predictam contrahendum Matrimonium, post prefati *Principis Hispaniarum* quartum decimum annis sua aetatem expleverit, per verba de presenti ut prefertur contrahendum, proximè & immediatè sequentes unque ad id in *Opusdam de Scio*, idemque *Principes Hispaniarum*, infra octo dies, dictam translationem in predictum *Opusdam de Scio* factam proximè & immediatè sequentes, cum prefato *Dominus Maria* publicè & solemniter, juxta Canonice Sectiones, & ut moris est, in facie Ecclesie Matrimonium publicè contrahet & solemnizabit; volantes tamen, concedere & concludere Oratores Partium predictarum quod prefata *Dominus Maria*, post predictam translationem committet erit & manebit in custodia Commissarii prefati *Regis Anglie*, donec & quousque predictum Matrimonium, inter dictum *Principem Hispaniarum* & ipsam *Dominum Mariam*, fuerit in facie Ecclesie debite celebratum & solemnizatum.

Item, conventum, concordatum & conclusum est, inter Oratores predictos nominibus & auctoritatibus quibus supra, & prefatis Oratores dicti *Regis Anglie* promiserunt, & per presentes promittunt quod idem *Rex Anglie* Haredes sui Successores sui, pro Matrimonio prefato *Dominus Maria* cum prefato *Principi Hispaniarum* habendo & contrahendo nomine Dotis Dotallini, seu Donationis propter nuptias, dabit, solvet & deliberabit, seu dari, solvi & deliberari faciet prefato *Principi Hispaniarum* ejusdem Deputato sive Deputatis, *Sententiam decretariam* & *quingaginta milibus Coronarum auri*, vel eorundem verum valorem, terminis, locis, modisque & formis subsequen-

tibus. Videlicet, idem *Rex Anglie* Haredes sui Successores sui, ejusque aut eorum Deputatus seu Deputati, ante solemnizationem dicti Matrimonii, consignabit vel consignabunt, deponet vel deponent in manibus Mercatorum Societatis *Terroni Fribaldi*, aut alterius Mercatorum sufficientis & idonei in *Opido Bragefi* commorantis, centum milia *Coronarum auri*; quousque eorundem milia *Coronarum auri*, vel eorundem verum valorem, idem *Rex Anglie*, Haredes sui Successores sui, ejusque aut eorum Deputatus vel Deputati, solvet aut solvi faciet, solvevere aut solvi facient prefato *Principi Hispaniarum*, ejus Deputatus vel Deputatis ad hoc sufficienter auctoritate vel auctoritatis, in eadem Villa sive *Opido Bragefi*, in Pecunia numerata, infra quatuordecim solemnizationem dicti Matrimonii proximè & immediatè precedentes.

Et, eodem, die, Anno revolutio, in dicto *Opido Bragefi* quingaginta milia *Coronarum auri*, vel eorundem verum valorem in Pecunia numerata.

Et in Anno ex tunc proximè sequente, in eodem *Opido*, alia quingaginta milia *Coronarum auri*, vel eorundem verum valorem in Pecunia numerata.

Et in Anno eorundem proximè sequente in eadem *Opi-*

do illa quingaginta milia *Coronarum auri* vel eorundem verum valorem, in Pecunia numerata, pro plena pericula & integritate dicti Dotis solutione & quousque partis sive procellis ejusdem.

Item, conventum, concordatum & conclusum est, inter Oratores predictos quod,

Si prefata *Dominus Maria*, dicto Matrimonio solemnizato, ante complementum solutionis predictae *Sententiae decretariae* & *quingaginta milium Coronarum auri* & quousque partis ejusdem, fuerint & proce-deret ex dicto Matrimonio aliqui Prole sive Sobole, obierit,

Ex casu prefatus *Rex Anglie*, Haredes vel Successores sui, Summam & Summas, de dictis *ducentis* & *quingaginta milibus Coronarum auri* tunc debitas sive debitas, relictas seu restantes, non solvant, sive terminis solutionum tunc cessant & prateritis sive non, prefato *Principi Hispaniarum*, &c. Haredibus vel Successoribus suis, si dicta Proles sive Soboles sit fuerint tempore solutionis sive superius fuerint, solvant & deliberabit solvi & deliberari faciet abdicant quousque.

Si vero, tempore mortis ejusdem *Dominus Maria*, nulla ex predicto Matrimonio Proles fuerit fuerint & procreata, ex casu prefatus *Rex Anglie* Haredes & Successores sui omnes & singulas Summas, pro terminis tunc cessis & elapsis debitas, prefato *Principi Hispaniarum*, &c. ejusque Haredibus vel Successoribus duntaxat bene & fideliter loci, modis & formis predictis solvant & deliberabit, solvi & deliberari faciet debent & tenentur; pro residuo vero Summa vel Summarum, pro dicta Dote sic ut prefertur constituit, terminis tunc futuris solvant, prefatus *Rex Anglie* siveque Haredes & Successores, virtute presentium Tractatus, ipso facto quatenus immunes & exonerati erunt & remaneant.

Item, conventum, concordatum & conclusum est inter Oratores predictos & Oratores prefati *Regis Anglie* promittunt, quod Illustrissimus *Rex Anglie*, pro solutione dictorum decretorum & quingaginta milium *Coronarum auri*, pro Dote & nomine Dotis dictae *Dominus Maria* Filiae sue dicti *Principis Hispaniarum* bene & fideliter scienda modo, forma, locis & terminis superius specificatis, non solum obligabit se Haredes & Successores suos, Regna, Patrias, Terras, Villas & Opida sua quousque, ac omnia Bona sua mobilia & immobilia, Personisque & omnia Bona omnium & singulorum Subditorum suorum abdicantque fuerint experta, per suos Legatos Paenes, Magno suo Sigillo sigillatis, & manu sua subscripserit, de in debita ac sufficienti forma factis, prefato *Principi Hispaniarum* Haredibus & Successoribus suis, verum etiam curabit & reserit & cum effectu faciet quod *Majus Stapale Calixti* & *Societatis ejusdem* obligant se & Societatem Stapale prefato *Principi Hispaniarum* Haredibus & Successoribus suis, per Legatos suos Patentes & authenticas, in debita & sufficienti forma factas, tamquam particulariter Personas que nunc sunt & que pro tempore erunt, ita quod Obligatio Corporis seu Collegii non deroget Obligacioni particulari, nec e contra, ac eorum Successores eorumque omnium & singulorum Bona mobilia & immobilia ubiqueque fuerint experta tam per Terram quam per Mare, quod predicti *Majus* & *Societatis* eorumque Successores dicunt Summam decretariam & quingaginta milium *Coronarum auri* & quousque partis ejusdem, si per ipsam *Regem Anglie* aut ejus Haredes aut Successores ut promittunt, non solvantur, reserit & cum effectu eidem *Principi Hispaniarum* Haredibus & Successoribus suis ejusque aut eorum Assignatis & Deputatis, & similibus modis, locis & terminis quibus per prefatum *Regem Anglie* soluta fuisset, solvant aut solvi faciant.

Et, pro defectu hujusmodi solutionis, licebit prefato *Principi Hispaniarum*, Haredibus & Successoribus suis, de & super Personis, Bonis & Rebus dictorum *Majoris* & *Societatis Stapale* predictae ubiqueque reperitis, predicta *ducentia* & *quingaginta milia Coronarum auri* vel eorundem verum valorem levare, capere, exigere & decernere & casu quo predictum *Litterarum Obligacionis dicti Regis Anglie* aut dictae *Stapale* per prefatum *Principem Hispaniarum* ejusque Commissarium vel Commissarios experta fuerint, ratione forme aut marce eorundem aut alio quousque modo, minus sufficientes aut invalida, dictus *Rex Anglie*, per prefatum *Principem Hispaniarum* super hoc certior factus, totiens-quousque requisitus fuerit, solvebit alias *Litteras debitas* & sufficientes debentque & suffi-

ANNO
1508.

ANNO
1508.

& sufficienter reformatis, intra duos menses dictum Certificatum postmodum sequentes, prefato Principi Hispaniarum ejusdem Deputato vel Deputatis ad hoc faciendum auctoritate vel auctoritatibus tradere & deliberare cum effectus.

Item, ut predicta Spouſalia & Matrimonium, inter prefatos Principes Hispaniarum & Dominum Marium, locis, terminis, modisque & formis supradictis indubit realiter & cum effectu contrahantur, solemniter & debite fuerint effectum, convenum, concordatum & conclusum effi, inter Creatores predictos, quod prefatus Rex Romanorum nomine suo proprio tamquam Rex Romanorum, ac etiam tutorio nomine & tamquam Avus & Tutor ejusdem Principis Hispaniarum, ac dictus Princeps Hispaniarum, auctoritate & expresso consensu ejusdem Regis Avii & Tutoris sui, necnon prefatus Dominus Margareta Ducissa Sabaudie, per se patris & filiam suam prefatus Pater, Magni sui Sigilli vultus & manibus suis subscriptis prefato Serenissimo Regi Anglie Hereditibus & Successoribus suis obligantur, & eorum quilibet obligabit, se Heredes & Successores suos, Regna, Terras, Patrias, Dominia, Villas & Opida sua quocumque, ac omnia bona sua mobilia & immobilia presentia & futura ubicunque fuerint reposita, necnon Personas ac bona omnium & singulorum Subditorum suorum, cujuscumque gradus, status aut conditionis existant, sub penna decretorum & quinquaginta milibus Coronarum Auri, quod predictum Matrimonium, inter predictum Principem Hispaniarum & prefatam Dominam Mariam, si ad legitimam nubendi aetatem pervenerint, debitum jura formam prefatis Tradendis forent effectum & Idem Rex Romanorum auctoritate sua, prefatus Princeps Hispaniarum auctoritate, consensu & assensu prefati Regis Romanorum Avii & Tutoris sui, ac dicta Dominus Ducissa realiter & cum effectu facient & quilibet eorum realiter & cum effectu faciet quod.

Illustres Speciales & Clarissimi Domini; videlicet,

Karlus de Croi Princeps de Chimay,
Henricus Comes de Nassau Dominus de Breda,
Johannes Comes de Egmond,
Fredericus de Egmond Comes de Bom Dominus de Yffeltan,

Thibaud de Luxemburg Dominus de Fiennes,
Johannes Dominus de Brabant,
Guillelmus de Croi Dominus de Chievres,
Johannes de Luxemburg Dominus de Villa,
Ferdinandus de Croi Dominus de Rurex,
Henricus de Wiltam Dominus de Berffel,
Karlus Baro de Lalaing,
Philippus de Veyre dictus la Mouche,
Johannes le Sauvage Dominus de Scambres Præfatus Flandrie,

Jeremias Lanoyen Thesaurarius Generalis,
Et Philippus Hancin Primus Secretarius & Auditor-titulus.

Per Literas suas Patentes validas & efficaces, Sigillis Armorum suorum sigillatas & manibus suis subscriptas,

Necnon Burgiographi, Governatores, Scabini, Consules, Thesaurarii & Communitates Oppidorum & Villarum de Braxella, Andwerpia, Brugis, Ipris, Cortrae, Neversis, Dardrus, Lysis, Angersdam, Muldelburg, Zierzee, & Mechlinia, tamquam Corpora & Collegia, ac etiam tamquam particulares Personas que nunc sunt & pro tempore erunt, ita quod obligatio Corporis sui Collegii non deroget obligationi particulari, nec & contra,

Per Literas suas Patentes & sententias, validas & efficaces, Sigillis suis communibus sigillatas, prefato Regi Anglie Hereditibus & Successoribus suis obligantur & Heredes & Successores sui, Villas, Opida ac omnes & singulos Oppidanos pro tempore existentes, & Communitates suas, ac omnia & singula bona sua mobilia & immobilia, presentia & futura ubicunque fuerint reposita, sub penna quinquaginta milium Coronarum Auri quod predictum Matrimonium inter penominatum Principem Hispaniarum & prefatam Dominam Mariam, cum ad maturam & legitimam nubendi aetatem pervenerint, jura formam prefatis Tradendis ut premissis, debite perficietur.

Et, si forte dixerit aut habet per prefatum Principem Hispaniarum vel parentes suos, vel eorum aliquem, aut alium quocumque, aut per quocumque modum aut eventum preterquam per prefatum Dominum Mariam, aut ejus patrem, vel per mortem aucto-

ritis contrahentium (quod Deus avertat) quo minus dictum Matrimonium, per verba de presentia, possit completum decernum quantum statim ejusdem Principis animi, ut premissis, contrahatur, & modo, terminis, locis & formis supradictis in facie Ecclesie debite solemniter, tunc & in eo casu dicti Rex Romanorum, Princeps Hispaniarum, Ducissa Sabaudie, Heredes & Successores sui, dictam Summam decretorum & quinquaginta milium Coronarum Auri & quilibet ejus patrem, ac dicti Principi de Chimay, Comes, Barones & Domini prefatos, necnon grati Burgiographi, Governatores, Scabini, Consules, Thesaurarii & Communitates, eorumque Heredes aut Successores predictam Summam quinquaginta milium Coronarum Auri & quilibet ejus patrem, in pecunia hujusmodi repudiatoria, prefato Regi Anglie Hereditibus & Successoribus suis sine dilatione, contradictione, restituta vel excusatione quacumque, in Civitate Londoniarum, solvere teneantur; ita ut prefato Regi Anglie fuisse Hereditibus aut Successoribus, si predicta Summa decretorum & quinquaginta milium Coronarum Auri & quilibet ejus pars, per dictum Regem Romanorum Principem Hispaniarum & Dominam Mariam, ut prefatur, solvenda, vel si predicta Summa quinquaginta milium Coronarum Auri per dictos Principes, Comes, Barones & Domini, Governatores, Scabini, Consules, Thesaurarios & Communitates, ut prefatur, solvenda, & quilibet ejus pars, ut premissis, non solvatur, eandem Summam decretorum & quinquaginta milium Coronarum Auri & quilibet ejus patrem a prefato Rege Romanorum, Principe Hispaniarum, & Ducissa Sabaudie, Hereditibus & Successoribus suis, eorumque Regibus, Patribus, Terris, Dominis, Villis, Opida & Subditis, eorumque bonis mobilibus & immobilibus presentium & futuris ubicunque repositis, necnon dictam Summam quinquaginta milium Coronarum Auri & de & super omnibus & singulis Personis, bonis mobilibus & immobilibus decretorum Principis de Chimay, Comes, Barones, Domini, Consules, Thesaurarios & Communitates & eorum Heredes & Successores, ubicunque tam per Terram quam per Mare repositum, sine contradictione aut restituta quibuscumque libere exigere, levare, capere, possidere & detinere.

Et postmodum Illustrissimus Rex Anglie predictus Rex Romanorum & Principi Hispaniarum, per Literas suas Patentes manu sui subscriptas & suo Magno Sigillo sigillatas, obligabit se Heredes & Successores suos, Regna, Patrias, Terras & Dominia sua quocumque, ac bona sua omnia mobilia & immobilia presentia & futura ubicunque fuerint reposita, necnon Personas & bona omnium & singulorum Subditorum suorum, cujuscumque gradus, status aut conditionis existant, sub penna decretorum & quinquaginta milium Coronarum Auri, quod predictum Matrimonium inter dictum Principem Hispaniarum & prefatam Dominam Mariam, si ad legitimam nubendi aetatem pervenerint, debitum jura formam prefatis Tradendis forent effectum.

Ac, insuper, idem Rex Anglie curabit ac iustitiet & cum effectu faciet quod Serenissimo & Illustrissimo Principi Henrico Francisci Wallie, Dux Cornubie & Comes Cornubie Filius suus & Hares Castissimus, per Literas suas Patentes, manu & Sigillo suis communibus, obligabit se Heredes & Successores suos, ac omnia bona sua mobilia & immobilia presentia & futura ubicunque fuerint reposita, similiter in Summa decretorum & quinquaginta milium Coronarum Auri,

Nec non quod,
Illustres Speciales & Clarissimi Domini; videlicet,

Johannes Comes Oxonie,
Thomas Comes Arundellie,
Thomas Comes Surrey,
Georgius Comes Salopie,
Henricus Comes Northumberland,
Henricus Comes Essexie,
Egidius Daubeny Dominus Daubeny,
Karlus Sommerset Dominus de Herbert,
Thomas Darcy Dominus de Darcy,
Wilhelmus Coventry Dominus de Hornby,
Thomas Fines Dominus de Dacre,
Johannes Bergher Dominus de Berners,
Wilhelmus Blunt Dominus de Montjoy,
Et Dominus Henricus Stafford Miles,

ANNO
1508.

ANNO Per Literas suas Patentes validas & efficaces, Signi-
1508. lis Attornorum suorum sigillatis & manibus suis sub-
scriptis.

Ac etiam *Majores, Altermanni, Succedentes & Com-
munitates* Chitaurum, *Ballio & Consiliarii* ac *Communitates* Opidonum & Villarum *Lancasteriarum, Con-
ventus, Norwiche, Chesham, Wintonie, Eboracrie,
Tork, Bergham, Southamton, Belford, Helle &
Nevi* Ceteri *sepe Tyranni*, tumque *Episcopi & Colle-
giis*, ac etiam tamquam particulares *Personis*, quae
tunc fuit & pro tempore erant, in quod obligati
Compositi fuit *Collegii* non derogari obligati particu-
lari, nec & contra.

Per Literas suas Patentes & authenticas validas & ef-
ficaces, Signis suis communibus sigillatis, praesentibus
Regei Romanorum & Principi Hispaniarum *Haroldibus*
& *Succedentibus* suis obligantur se *Heredes & Succes-
sores* suos, Villam, Opida ac omnes & singulos *Opido-
rum* pro tempore existentes & *Communitates* suas,
ac omnia & singula bona eorumdem *Opidonum* sine
Communitatum praesentium & futura ubiqueque fuerint
recepta, sub pignora *quingenta milium Carorum*
aurei, quod praesentibus *Matrimonium* inter praesentem
Principem Hispaniarum & praesentem *Dominum Mariam*,
cum ad meritum & legitimam habendi aeneam
perveniret, iuxta formam praesentis *Tractatus*, ut prae-
mittitur, debet periclitari.

Et, si forte fieri non statim per praesentem *Dominum
Mariam*, vel parentes suos, vel eorum aliquem, aut
alium quemcumque, aut per quemcumque modum
vel eorum, praeterquam per praesentem *Principem
Hispaniarum* aut ejus patrem, vel per mortem alterius
contingentium (quod Deus avertit) quo minus dictum
Matrimonium, per verba de praesentibus, post completum
quartum decimum aetatis ejusdem *Principis Annus*,
ut praemittitur, contrahatur modis, terminis, locis &
formis supradictis & in facie Ecclesiae debet solemnifi-
cetur, tunc & in eo casu dictus *Rex Angliae*, ac dictus
Principi Walliae, Haroldes & Succedentes sui, dictam
Summam *ducentorum & quingenta milium Carorum
aurei* & quilibet ejus partem, ac dicti *Comites,
Barones & Domini, Majores Altermanni, Vice-
comites, Ballivi, Consiliarii & Communitates* Chitaurum,
Opidonum & Villarum eorumque *Heredes & Succes-
sores* dictam Summam *quingenta milium Carorum
aurei* & quilibet ejus partem, in penam
hujusmodi repudiationis, dictis *Regei Romanorum &
Principi Hispaniarum, Haroldibus* aut *Succedentibus*
suis, sine ullaque aut exactione quacunque solvere
tenuerunt; hocque praesentibus *Regei Romanorum &
Principi Hispaniarum*, sive *Hereditibus & Succes-
sibus*, & praesentibus Summa *ducentorum & quingenta
milium Carorum aurei* & quilibet ejus pars per dictum
Regem Angliae & Principem Walliae, ut praemittitur,
solvenda, sive praesentibus Summa *quingenta milium
Carorum aurei* per dictos *Comites, Barones & Domini,
Majores, Altermanni, Vicecomites, Ballivi,
Consiliarii & Communitates*, ut praemittitur, sol-
venda, & quilibet ejus pars, ut praemittitur, non sol-
vante, eandem Summam *ducentorum & quingenta
milium Carorum aurei*, & quilibet ejus partem, a
praesentibus *Rege Angliae & Principe Walliae*, continue
Hereditibus aut *Succedentibus*, *Regibus, Patribus, Ter-
ritis, Dominis, Villis, Opidis & Subditis*, eorumque
bonis mobilibus & immobilibus praesentibus & futuris
ubiqueque repositis, necnon dictam Summam *quingenta
milium Carorum aurei* de & super omnibus &
singulis *Personis* bonis mobilibus & immobilibus
dictorum *Comitum, Baronum & Domorum, Mayo-
rum, Altermannorum, Vicecomitum, Ballivorum,
Consiliarium & Communitatum* & eorum *Herede-
rum & Succedentium* ubiqueque tam per Terram quam
per Mare repositum, sine contradictione aut resisten-
tia quacunque, libere exigere, levare, capere, posside-
re & detinere.

Item, convenimus, concordatum & conclusum est,
inter Oratores praedictos, quod non solum omnes &
singula *Litterae* Obligationis utriusque *Partis* *Parium*
praesentium, verum etiam omnes & singula *Litterae*
praesentibus *Testamentis* contrahuntur, de quibus fit men-
tio in praesentibus *Tractatibus*, in debita & sufficienti forma
expedita, *Commissariis* utriusque *Partis*, ad hoc debite
acclamatis sine inde, in Civitate *Londoniarum*, circa
festum *Pauche* proximo futurum post datam praesentibus
Tractatibus, & ante praesentibus *Oratorum* aut praesentium
Oratorum Principi Hispaniarum, pro *Spontanea*
inter eundem *Principem & dictam Dominam Mariam*
contrahendis, in *Regnum Angliae* adven-

tum, effectualiter tradentur & deliberabuntur.

Item, convenimus, concordatum & conclusum est,
inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus
quibus supra, & praesentibus *Commissariis & Procuratoribus*
dictorum *Regi Romanorum & Principi Hispaniarum*
ac *Dominis Dignis*, nominibus, auctoritate, consen-
su & assensu quibus supra, promittitur & per prae-
sentibus promittitur quod idem *Principi Hispaniarum*, ac-
ceptante & consensu dicti *Regi Romanorum, Avi &
Tuncis* sui, contemplatione *Matrimonii & Dote* praedi-
ctae, per *Litteras* suas Patentes, Magna *Signis* suo
sigillatis & manu sua subscriptis ac in debitis & suf-
ficienti forma expeditis, dabit & concedet praesentibus
Dominis Marce, pro *Dotalito*, *Dotalio*, sive *Dotalio*
propter *Nuptias* ejusdem *Dominis Marie*, omnia &
singula illa & eandem *Caltra, Castellis, Opida, Villas,
Terras, Patrias, redditus & proventus* reddituumque
& proventus *Assignationes*, quae *Dominis Relictis
Domiis* *Caris* ceteris memoratis olim *Domiis* *Beate
Margaretae*, &c. aliquo tempore vix ejusdem *Dominis* *Margaretae*
nomine *Dotis* vel alio titulo causa aut neces-
sitate quacunque habuit, tenuit & possedit, iuxta *Pa-
triam, Terras*, seu *Dominia* *Burgundiae, Bithoniae,
Limburgie, Luxemburgie, Flandrie, Arthel, Han-
nonie, Zelandaie, Hildandie, Namurci, fide* *Alcham-
piae*, vel iuxta eorumdem aliqua pars aliquod, vel
aliquid.

Quibus quidem *Caltris, Castellis, Opidis, Villis,
Terris, Patriis, redditibus & proventus*, reddituum-
que & proventus *Assignationibus*, cum eorum *Jurisdic-
tionibus*, *Immunitatibus, Privilegiis, Libertatibus,
Juribus*, & *Perenniis* universis, ac plenae & libe-
re & in tam amplis modis & formis prout dicta *Domi-
na Margareta* usque habuit, tenuit, & possedit,
praesentibus *Dominis* *Maria* habebit, tenebit, possidebit,
gaudebit, & utetur, ad usum & utilitatem suam pro-
prium, in modum *Dotalium, Dotalis*, sive *Dotalium*
propter *Nuptias*, quomodo vixerit in humanis, ubique-
que locorum morans transire si habuerit, infra
Dominia, Terras & Patrias praesentibus *Principi* *Hispaniarum*
in *Regno Angliae* sive alibi.

Ad quod *Regem, Patriam, Terras*, sive *Dominia*, &
alia *Loca* libera & absque impedimento aut contradi-
ctione quacunque dicta *Dominis* *Maria* se conferre po-
terit, casu quo ipsi eandem *Principem Hispaniarum*
supervixerit.

Quae quidem *Litterae* Patentes, in debita & sufficienti
forma, ut praemittitur, concedatis & expeditis, praesentibus
Principi Hispaniarum, die & tempore solemnita-
tis *Matrimonii* praedicti, *Commissariis* dicti *Regis
Angliae* tunc praesentibus, praesentibus *Rege Angliae*, ejus-
que *Hereditibus* aut *Succedentibus* tradendis, ad usum &
utilitatem praesentibus *Dominis* *Mariae*, tradit & delibe-
rabit, seu tradi & deliberari faciet, proinde tamen quod
minora & verum exemplum dictarum *Litterarum* *Patentium*,
aut translationem praesentibus *Dominis* *Mariae*,
ad praesentem *Regem Angliae* & ejus *Concilium* mittitur,
ad effectum quod materiam cum deliberatione mitteretur
& examinaretur ut bene sufficienter & utiliter
conspiceretur in commodum & utilitatem dictae *Domi-
nae Mariae*.

Et, casu quo praedictis *Litteris* *Dominicis & Con-
cessionibus*, nomine *Dotalium, Dotalis*, sive *Dotalium*
propter *Nuptias*, ut praemittitur, faciente, aut praesentibus
Regem Angliae ejusque *Hereditibus & Succedentibus*
ejusque aut eorum *Commissariis* vel *Commissariis*
reperire fuerit, ratione formae aut materiae eorumdem
aut alio quovis modo, minus sufficientes aut inválidas,
dictis *Principi Hispaniarum*, per praesentem *Regem
Angliae* ejusque *Heredes, Succedentes*, vel *Commissa-
rios* praedictos super hoc certior factus, noticiis quo-
rumvis rescribere fuerit, tenebitur aliam *Litteram* autentica
debitis & sufficientibus delictis & sufficienter rectorum
et emendatis, praesentibus *Rege Angliae* seu ejus *Heredi-
tibus* vel *Succedentibus*, aut ejus vel eorum *Deputatis*
sive *Deputatis*, in ea parte sufficienter authenticata, ad
usum & utilitatem praesentibus *Dominis* *Mariae*, tradere
& deliberare, seu tradi & deliberari facere, infra duos
menses diem quod dictus *Principi Hispaniarum* fuerit
de praedictarum *Litterarum* insufficientia, ut praemittitur,
certior factus proximè & immediate sequentes.

Item, convenimus, concordatum & conclusum est,
inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus
quibus supra, & praesentibus Oratoribus dictorum *Regi
Romanorum, Principi Hispaniarum, & Dominis Dignis*
promittitur, & per praesentibus promittitur praesentibus
Principem Hispaniarum mandatum & realiter effectum
quod omnia & singula praedicta *Caltra, Castellis,*

ANNO
1508.

Domina, Opida, Villa, Terra, Paria, redditus, & proventus, reddituumque & proventuum assignationes, per Episcopatum *Principum Hispaniarum*, per Literas suas Patentes, nunc suis subscrisps, & suo Magno Sigillo sigillatas, pro Decretis, Doctis, five Douationis propter Nuptias, prefata *Domina Maria*, ut praeterit, datus & concessus, datus & concessus, iuxta tres menses dicti Matrimonii solemnizationis postmodum & immediatim sequentes, ultra & praeter dictas Literas Patentes, per consensum & iudicium Hominum fideiendum, Dominarum, & Locorum a quibus descendunt & dependunt, mediis modis, viis, & locis quibus de Jure aut illarum Partium observantia praescriptis Consuetudine fieri possit, & quibus illa omnia aut eorum aliqua fuerint affectum prefata *Domina Margareta*, aliquo tempore vite sue, prefata *Domina Maria* plenè & periculis affectuabuntur & securi efficientur.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, & Oratores praefatos *Regis Romanorum, Principis Hispaniarum, & Duce* promissum, & per praefatos promissum quod praeter & ultra praedictam Doctam, Doctarum, five Douationem propter Nuptias, prefata *Domina Maria* habebit, tenebit, & possidebit, ad usum & utilitatem suam propriam, tale & tantum Douationem, Douationem, five Douationem propter Nuptias, in omnibus & singulis aliis Regibus, Terris, Paria, & Dominiis, in quibus praefatus *Principis Hispaniarum* possit succedere & quae possidebit, aut quae eidem *Principi* quocumque Jure aut Titulo in futurum eveniant, contingant, aut acciderint, vel sic eveniant, contingant, aut acciderint poterunt aut debeant, quale & quantum aliqua Regina vel aliquis Rex, Principia vel Principia, Domina vel Domina illorum Reparem, Terrarem, Patrimonium, & Dominium de Jure aut Consuetudine eorumdem aliquo unquam tempore habuit, habere debuerit, aut concessit, haberent, habere deberent, aut concesserunt, eadem quae eadem *Domina Maria* praefatum *Principem Hispaniarum* superaverit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & praefati Oratores *Regis Angliae* promissum, & per praefatos promissum, quod prefata *Domina Maria* & proles sua ex isto Matrimonio procreantur veniant & succedant in omnibus Successionibus collateralibus, in quibus de Jure vel Consuetudine tam in Regno Angliae quam alibi possent & debebant succedere qualitercunque.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, quod praedicta *Domina Maria* & proles sua ex isto Matrimonio aut per Doctam soluta erunt & remaneant ipsi *Domini Principis Hispaniarum* five ex isto Matrimonio sit proles masculina five non, absque eo quod dictus *Rex Angliae*, prefata *Domina Maria*, aut eorum Haeredes debeant aut possint ea repetere vel Jus aliquod in eis pretendere quovis quomodo colore aut ingenio, nec in bonis quibuscumque ipsius *Domini Principis* vel solum Haereditum praedictum vel futurum.

Provisio tamen quod ipsa *Domina Maria*, si superstitet, Douationem five Douationem praedictam, vestimentis, ornamentis, suppellectilibus, & jocalia suis pertinentis aut etiam serventis ad decorem sui Comae alligatae Dona & Gratulationes, per eodem Dominum *Principem Hispaniarum*, consilium dicti Matrimonii praefatum *Domina Maria* concedenda & fenda libere habeat, teneat, possideat, & in propriis usus convertat.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & praefati Oratores *Regis Angliae* promissum, & per praefatos promissum quod, & contingat praefatum *Domina Maria* ante dictum *Principem Hispaniarum* five Libera ex isto Matrimonio procreantur discedere, tunc & in eo casu omnia bona mobilia, jocalia, Ctenodis, Suppellectilia, & alia quaecumque, per ipsam *Domina Maria* relicta, erant, remanebant & spectarent ad ipsam *Principem*, absque eo quod dictus *Rex Angliae* aut ipsi Haeredes aliquod Jus in eis praetendat poterant aut debeant, proventus quod dicta *Domina Maria*, in isto casu, de praedictis bonis mobilibus, jocalibus, ctenodis, suppellectilibus, & aliis imprudens, ad valorem viginti milium *Coronarum auri*, libere testari & per Testamentum suum disponere possit & valeat.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, auctoritate, consensu, & assensu praedictis, quod praedictus *Rex Angliae*, & praefatus *Rex Romanorum* tam suo nomine aut *Rex Romanorum*, quam nomine & auctoritate Tutoris pro dicto *Principi Hispaniarum*, ut Avus & Tutor quidem, ut idem *Principi* auctoritate, consensu, & assensu praedictis, necnon dicta *Domina Duce* specialiter beneficio quocumque reservationis in integrum, de Jure, Consuetudine, aut Statuto Minoribus concessio quod non fit Tutor, aut quod non sit solus aut in solutum Tutor, quod omnis Tutela in se non assumptis, aut Tutela five administrationi se non immiscuit, exceptioni Contradicti in rem & utilitatem Pupilli non facti aut gelli, exceptioni non numerata Dotis non numerata Pecunie rei non sit gellus, necnon Legibus, Statutis, aut Consuetudinibus Tutoris realem & personalem praefatum in Causis & Negotiis Pupilli tangentibus, requirentibus, & exigentibus, simulati Contradicti, necnon Legibus Praedia Minorum five Judicii Decreto, aut alio modo obligari aut hypothecari prohibentibus, exceptioni parum non solvenda per principales Contrahentes vel eorum Patentes in Spontaneis & Matrimonialis appolitis, & generaliter omnibus Legibus & Canonum appellacionibus, querelis, & provisionibus, exceptionibus & defensionibus, & aliis Juris & Facti beneficiis quibuscumque parè, spontè, & absolute in Scriptis & in vim Facti in suis Literis Confirmacionis expressè renuntiabant & quilibet eorum renuntiabit, & nos dicti Oratores uniusque Pars Partium praedictarum, tam nomine dicti *Regis Angliae*, quam nomine *Regis Romanorum*, aut *Regis Romanorum* & ejusdem *Regis* ut Axi & Tutoris praedicti, aut praefati *Principis Hispaniarum* auctoritate, consensu, & assensu dicti *Regis Romanorum*, ac nomine praefata *Duce*, specialiter beneficio quocumque restitutionis in integrum, de Jure, Consuetudine, aut Statuto, Minoribus concessio quod non fit Tutor, aut quod non sit solus aut in solutum Tutor, quod omnis Tutela in se non assumptis, aut Tutela five Administrationi se non immiscuit, exceptioni Contradicti in rem & utilitatem Pupilli non facti, non gelli, exceptioni non numerata Dotis, non numerata Pecunie, rei non sit gellus, necnon Legibus, Statutis, aut Consuetudinibus Tutoris realem & personalem praefatum in Causis & Negotiis Pupilli tangentibus, requirentibus, & exigentibus, simulati Contradicti, necnon Legibus Praedia Minorum five Judicii Decreto aut alio modo obligari & hypothecari prohibentibus, exceptioni parum non solvenda per principales Contrahentes vel eorum Patentes in Spontaneis & Matrimonialis appolitis, & generaliter omnibus Legibus & Canonum appellacionibus, querelis, & provisionibus, exceptionibus & defensionibus, & aliis Juris & Facti beneficiis quibuscumque parè, spontè, & absolute in his Scriptis, & in vim Facti renuntiabant.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, quod tam praefatus *Rex Angliae*, quam dictus *Rex Romanorum* tam per se & nomine proprio tamquam *Rex Romanorum* quam Tutor nomine & tamquam Avus & Tutor praefati *Principis Hispaniarum*, & idem *Principi* auctoritate & consensu ejusdem Tutoris fieri, necnon praefata *Domina Duce*, per dictandis & separatis Literas suas Patentes, Magnis Sigillis suis sigillatas & manibus suis subscrisps, praefatum Traditum ac omnia & singula Capitula in eodem contenta acceptabant, ratabant, & confirmabant, & eorum quilibet acceptabit, ratabit, & confirmabit, ac etiam omnes & singulos tam Juris quam Facti defectus & praefatum, si qui tales sint, ratione Commissionis aut Commissionem *Regum, Principis, & Duce* praedictorum, eo quod ad praefatum Traditum vel aliquid in eodem contentum, nominibus dictorum *Regum, Principis, & Duce*, aut eorum aliquos nomine, per Oratores praedictos conclusum, in aliqua fide parte aliqua Commissionis Commissionum suarum non satis ampla aut aliter infirmis videatur, per dictas suas Literas Confirmaciones, sic, ut praemittitur, sigillatas & signatas, simpliciter, beneficio omnium & singularum Canonum ac Legum, quos quidem Canones & Leges Oratores praedicti pro his inferius haberi voluit, quibus propter defectum aliquorum Commissionum Commissionum praedictarum alio Anticlericorum praedictis Traditum in parte vel in toto derogari possit, in dictis suis Literis Confirmacionis plenè & expresse renuntiabant, & eorum quilibet renuntiabit, & nos Commissionis praedicti eorumdem *Regum, Principis, & Duce*,

ANNO
1508.

ANNO
1508.

tes suas, eorumdemque omnia & singula Bonis presentia & futura, ubiqueque fuerint repta, singula singulis contrariis referendo, prefato Regi Anglie Haeredibus & Successoribus, suis obligatissimis & obligatum, & eorum qualiter obligatis suis erant Pecuniarum bonorum, pene nomine, per Commissarios utriusque Partis limitandi, nominandi, & determinandi, prefato Regi Anglie, Principi Wallie, ac Haeredibus & Successoribus suis solvendi, & per eundem libere absque contradictione quocunque, de & super nobis & praedictis Dominis, Barones, Barginagistris, Subanis, & Consiliis, Haeredibus & Successoribus nostris & suis, Regibus, Principibus, Terris, Dominis, Civitatibus, Villis, Opidibus, Communitatibus, Subditis, Concivibus, & Opidibus, & Bonis praedictis, ac eorum singulis ubiqueque locorum reperitis levandi, exigendi, recipiendi, & detinendi, si per nos nostrisque parentes aut eorum aliquem aut per quencunque modum vel eventum, praeterquam per prefatum Regem Anglie, Principem Wallie vel dictum Dominum Marium, aut ejus patrem, vel per mortem naturalem alterius contrahentium (quod Deus avertat) fierent quomodo dictum Maritimum inter nos Principem Hispaniarum & ipsum Dominum Mariam locis, terminis, modisque & foris, inter Oratores nostros desuper concedendis & concludendis, per verba de praesenti, ad hoc apud, contrahatur, & in facie Ecclesie solemnizetur, nostre nostro promittendi & concedendi, ac de & super eisdem Liberis Obligationibus & eorum foris & parvis & parvam quantitate, in eisdem Liberis apponendi, eisdem Liberam traditione & deliberatione, communicandi, standi, conveniendi, & concludendi.

Ac insuper pro nobis, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra specialiter & expresse renunciandi beneficio quocunque restitutionis in integrum, de Jure, Consuetudine, aut Statuto Minoribus concessio, quod nos Rex non sumus Tutor, quod onus tutela in nos non assumptissimas, aut tutela vel administratimi nos non imminuimus, exceptioni Contrahitis in rem & velutem Pupilli nos facti & gestis, exceptioni non numeratae Dots, non numeratae Pecunie, rei non sic gestae, necnon Legibus, Statutis, & Confusionibus Tutorum realem & personalem presentiam in Causis & Negotiis Pupillum tangentibus, requisitis, & exigentibus, simul Contrahitis, necnon Legibus, Fractis Minorum, sine Judicio Decreto, aut alio modo obligati aut hypothecati prohibentibus, exceptioni porne non solvendo per principales Contrahentes vel eorum Parentes in Sponsalibus & Maritoniis apposite, & generaliter omnibus Legum & Canonum appellationibus, querelis, provocacionibus, exceptionibus, & defensionibus, & aliis Juris & facti beneficiis quibuscunque pure, sponte, & absolute in Scriptis, & in vim Facti realiter & cum effecta tenendum.

Similes quoque Renunciaciones vel alias oportunas & prefato Serenissimo Regi Anglie ejusque Oratores recipiendi & stipulandi.

Ceterisque omnia alia universa & singula in praemissa & circa ea necessaria facienda, dicendi, gerendi, & exercendi, quae nosmet faceremus si praesentes & personam intereramus, eam si talia forent quae de se Mandatum exigentes magis speciale quam praesentibus sit expectamus.

Promittentes, bonam fide & in verbo Regio ac Principia, nos ratum, gratum, ac firmum habebimus id totum & quicquid per dictos Oratores, Commissarios, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros, seu eorum quomodo nos tres ex eis, actum, gestum, seu procuratum fuerit in praemissa, seu aliquo praemissorum.

In copis vel Testimoniis has nostras presentes Literas Sigillo nostro Archiducali, quo habemus in Modum provisionis esse fuimus, jussimus committi.

Datum in Oppido nostro Mechlinensi, die duodecimo mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo septimo, Regnum vero nostri Regis, videlicet, Romanorum victimum secundo, & Hungariae decimo octavo.

Et super plicam est scriptum id quod sequitur.

Per Dominos Regem & Archiducem in eorum Concilio,

Dominus Margareta Austria & Burgundiae Ducissa

Vidua Sabaudiae

Constituta de Nassau & de Barro.

Dominus de Chierres de Villa de Zennenberg,
Dominus Florentius de Egmond,
Dominus Johannes de Voss Militie Cancellarius Brabantie,
Magistro Johanne Pieters, Praeside Magni Concilii
Et alia praesentibus.

Sic signat

VERDE RUE.

Sequitur Textus Commissionis praedictae Dominae Ducissae.

MARGARETA Austria & Burgundiae DUCISSA,
Vidua Sabaudiae, COMITISSA Baegiae & de Villari,
ac Praetorum Brevis, Flandriae, & Friseciae &c.
Domina universis et mandatum quod.

Cum Sacratissima & Illustrissima Illustrissimae Principes Domini Maximilianus Romanorum Rex Imperator Augustus, & Karolus Princeps Hispaniarum Archidux Austriae &c. Domini Genuae ac Nepos nostri Metuendissimi & Honorandissimi, suos creaverunt & deputaverunt speciales Oratores, Commissarios, & Procuratores, Magistros & bene dilectos nostros, Dominum Jacobum de Luxemburgo Dominum de Fienes, Locumtenentem & Gubernatorem Comitatum Flandriae & Arthetis, Contingentem nostrum Johannem Dominum de Bergh, Militem Ordinis Antei Velleis, Locumtenentem & Gubernatorem Baronum Montessii, Gubernatorem Bessii, Johannem de Sennege Praesidem Flandriae Militem, & Philippum Haereticum Audientiarum & Primum Secretarium dictorum Dominorum Regis & Principia, ad tractandum Maritimum vel Sponsalia per verba de futuro inter prefatum Illustrissimum Dominum Principem & Archiducem Nepotem nostrum ac una, & Illustrissimum Dominum Mariam Filiam Serenissimi & Poenissimam Domini Anglie Regis, Contingentem nostri Honorandissimi ac alia, & super virtutibus dicti Maritimi ac Sponsalibus, Dotibus, & Dotatio, ac Donatione propter Nuptias, locisque ac terminis solutionis eandem, aliisque hinc inde requisitis, conveniendum, terminandum, & finaliter concludendum, & aliis prout in Liberis eorum facultatibus latius continetur ad quas debita laboratur relatio.

Quoque regulas firmissimas in Injunctis Testatur fendo nostrum prebere facultatem utiqueque & consensum tamquam dicti Domini Principia amica, quamvis de necessitate minimè requiratur, ac tamen dictam regulatorem nobis facta favorabiliter annuendo.

De integritate fide, probitate, & industria dictorum Dominorum Oratorum merito confide, eosdem, in quantum nos amemus & nomine quo supra, etiam Oratores nostros circa praemissa decernimus & decernimus per praesentes.

Ad praedictum Maritimum de assensu & consensu nostris quatenus expedit, ac etiam de & super obligatione pame nomine nostro fendo, pro firmitate & completimento ipsius Maritimi, cum prefato Serenissimo Anglie Rege aut ejus Deputato, tractandum, conveniendum, & concludendum, proit melius poterint expedire, Legisque, Confederacione, Intelligentia, & Amicorum Fidis inter hanc nostram Burgundiae Domum & prefatum Anglorum Regem ac ejus posteritatem renovandum, & alia universa & singula in praemissa & circa ea necessaria facienda quae nosmet faceremus si praesentes & personam intereramus, eam si talia forent quae de se Mandatum exigentes magis speciale, cum & sub promissionibus, relevacionibus, renunciationibus, ratificationibus, & alia Clausula, in talibus oportuna, juramento nostro firmis.

In eorum praemissorum Testimonium has, manu nostra ac per Secretarium nostrum signatas Sigillique nostri maxime roboratas, duximus concedendas.

Dat. Mechliniae die quartae decimae Novembris millesimo quingentesimo septimo.

Sic signatus sub plica,

MARGUERITE.

Et super plicam,
Per Dominum Ducissam premissa. ejus Jussu & expresso Mandato.

MARINX.

Sequitur

ANNO
1508.*Sequitur Tenor Commissionis prefati Regis Angliæ.*

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ & Franciæ & Domini Hiberniæ, universis & singulis, ad quos prefatus Litteras pervenerint, Salutem.

Sciam quod Nos,

De fidelibus, industria, & providis circumspiciendis Venerabilis in Christo Patris Ricardi Episcopi Wintoniensi, Cancellarii Privati Sigilli nostri, ac Cancellarii Contingentium nostri Thomæ Cantuariensis Theobaldi nostri Angliæ, necnon dilectorum & fidelium nostrorum Thomæ Ductoris Vicecomitis Sancti Johannis Iherosolimitani in Angliâ, Magistri Nicholai Wyl Legum Doctoris, & Gulberti Talbot Militis Deputati nostri Cancellarii, Consiliariorum nostrorum, quamplurimum confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Factores, & Deputatos ordinavimus, fecimus, & constituimus, ordinamus, facimus, & deputamus per prefatos,

Dantes & concedentes eisdem, quatuor aut tribus ex eis, plenum, tenore presentium, Potestatem & Autoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro cum Sacratissimo Principe Maximiliano, Viriis foveat Clementis, Romanorum Regis Imperatoris, ac Hungariæ, Bohemiæ, Cyprii, Avo Patris ac Tutore legitimo Governatore & Administratore Corporis & Bonorum Illustrissimi & Serenissimi Principis Caroli, eisdem gratia, Principis Hispaniarum utriusque Siciliæ & Jerusalemensis, & cum eodem Principe Carolo, auctoritate tamen & expresso consensu ejusdem Regis ac Avi & Tutoris sui, ARCHIDUCIS Austriæ, DUCIS Burgundiæ, Brabantie, Savoiæ, Carinthiæ, Comitiis, Limburgi, Luxemburgi, & Geldriæ, COMITIBUS Halberghæ, Flandriæ, Thirolis, Artois, Burgundiæ, PALATINIS & Homines, LAURENTIIUS, LAURENTIUS, MARCIORIVS Burgundiæ, & Saviæ Romanæ Imperatoris, Hollandiæ, Zeelandiæ, Flandriæ, Comitiis, & Zelandiæ, COMITIBUS, DOMINIS, & eorum singulis viceque locorum reperiri levandi, exigendi, recipiendi, & detinendi, si per prefatum Principem Hispaniarum, ejusque preces vel eorum aliquem vel alium quocunque aut per quemcunque modum vel eventum, pervertemus per prefatum Dominum Mariam vel ejus partem, vel per mortem naturalem sterilius contrahendum (quod Deus reverat) iterum quo minus dictum Matrimonium inter prefatum Principem Hispaniarum & Dominam Mariam locis, terminis, modisque & formis, inter Oratores utriusque Partis desuper concordatis & concordandis, per verba de presentibus, ad hoc apud, contrahatur & in facie Ecclesiæ debite solemniter, huiusmodi, petendi, exigendi, & obtinendi.

Ac de & super eisdem Litteris Obligatoriis, & eorum formis ac penis, ac penarum quatuordecim, in eisdem Litteris apponendis, eorumdemque Litterarum traditione & deliberatione, communicandi, tractandi, conveniendi, & concordandi,

Coulmilitique, cautiones, securitates, promissa,

promissa, & obligationes, Litterisque Obligatoriis prefatis in debita & sufficienti forma factis, tam prefatus Regis Romanorum pro se & per se ac nomine suo proprio tamquam Regis Romanorum quam ipsius Regis Romanorum Tutoris nomine, & tamquam Tutoris prefatus Principis Hispaniarum, & ejusdem Principis de consensu tamen, & assensu dicti Regis Romanorum Tutoris & Avi sui, ac etiam prefate Domine Margarietæ, suis Magis Sigillis sigillatim, & multis suis subscriptis, necnon Literis Obligatoriis similiter Pavesis tot & talium Domine, Communitatis, & Civitatis, Burgundiarum, Comunitatis, Villarum, & Pellerum, prefati Principis Hispaniarum Subditorum, quos & quales sine qualis per nos aut dictos nostros Commissarios nominabatur, similiter in debita & sufficienti forma factas & multis suis subscriptis, & Sigillis suis (videlicet) Sigillis Anorum, & Sigillis communibus respective sigillatas.

Quibus quidem Literis Obligatoriis prefatis Rex Romanorum & Principes Hispaniarum, nominibus, auctoritatibus, consensu & assensu quibus super, ac prefate Domine Margarietæ, necnon dicti Domini, Scilicet, Scilicet, Burgundiarum, se & eorum quolibet Haeredes & Successores suos, ac Reges, Terras, Partes, Domus, Villas, Opida, & omnia Bona sua mobilia & immobilia, presentia & futura ubiqueque fuerint reperta, necnon omnes & singulos Subditos & Subditos suos ac Communitates suas, eorumdemque presentia & singula Bona presentia & futura ubiqueque fuerint reperta, singula singulis congruè referendo, nobis Haeredibus & Successoribus nostris obligant & eorum quolibet obligant, sub certi Pecuniarum Summi, penae nomine, per Commissarios utriusque Partis limitandi, nominandi, & determinandi, Nobis, Haeredibus, & Successoribus nostris solvendi, & per nos, Haeredes, & Successores nostros, libere absque contradictione ejusdemque, super ipsi Regis Romanorum, Principis Hispaniarum, Duxis, Domini, Scilicet, Scilicet, Burgundiarum, eorumque Haeredibus & Successoribus, Regibus, Terris, Villis, Opidis, Subditis, Opidanis, Communitatibus, & Bonis prefatis, & eorum singulis ubiqueque locorum reperiri levandi, exigendi, recipiendi, & detinendi, si per prefatum Principem Hispaniarum, ejusque preces vel eorum aliquem vel alium quocunque aut per quemcunque modum vel eventum, pervertemus per prefatum Dominum Mariam vel ejus partem, vel per mortem naturalem sterilius contrahendum (quod Deus reverat) iterum quo minus dictum Matrimonium inter prefatum Principem Hispaniarum & Dominam Mariam locis, terminis, modisque & formis, inter Oratores utriusque Partis desuper concordatis & concordandis, per verba de presentibus, ad hoc apud, contrahatur & in facie Ecclesiæ debite solemniter, huiusmodi, petendi, exigendi, & obtinendi.

Ac de & super eisdem Litteris Obligatoriis, & eorum formis ac penis, ac penarum quatuordecim, in eisdem Litteris apponendis, eorumdemque Litterarum traditione & deliberatione, communicandi, tractandi, conveniendi, & concordandi,

Coulmilitique, cautiones, securitates, promissa, obligationes, & Scripserat, & Literis Obligatoriis prefatis in debita & sufficienti forma, factas, manu & Magno Sigillo nostris communibus, necnon Literis Obligatoriis similiter Pavesis tot & talium Domine, Communitatis, Villarum, & Pellerum, prefati Principis Hispaniarum Subditorum, quos & quales sine qualis, per Commissarios prefati Regis Romanorum, Principis Hispaniarum, & Domine Margarietæ nominabatur, similiter in debita & sufficienti forma factas, & suis multis subscriptis, ac suis Sigillis (videlicet) Sigillis Anorum, & Sigillis communibus respective sigillatas.

Quibus quidem Literis Obligatoriis nos necnon dicti Domini, Margarietæ, Pavesis, Ballivi, & Castellani, & eorum singuli, nos & se Haeredibus & Successoribus nostris & locis, ac Reges, Terras, Partes, Domus, Villas, Opida, & omnia Bona nostra & sua mobilia & immobilia, presentia & futura ubiqueque fuerint reperta, necnon omnes & singulos Subditos nostros & Conventus ac Opidanos suos & Communitates suas, eorumdemque omnia & singula Bona presentia & futura, ubiqueque fuerint reperta, singula singulis congruè referendo, prefatis Regis Romanorum, Principis Hispaniarum, & Domine Margarietæ, Haeredibus & Successoribus suis, obligamus & obligabimur, & eorum quolibet obligabit, sub certi Pecuniarum

ANNO
1508.

ANNO
1508.

102

CORPS DIPLOMATIQUE

J. DE BERGERES.
L. DE GORRIGNON.
J. LE SAUVAIGE.
HARTEON.

ANNO
1508.

norum Summā, prout nominē, per Commissarios
uniusque Partis nominatū, nominandū, & determinandū,
prout *Rege Romanorum, Principi Hispaniarum, & Domine Danie*, ac Hæreditibus & Successoribus
suis solvendū, & per eosdem, licet & absque
contradictione quacunque, de & super iudicē & præ-
dictis *Dominis, Alapudis, & successibus, Balbuz, &*
Castellanis, Hæreditibus & Successoribus solvis &
fals, Rogat, Paris, Tensis, Domitius, Civitatis,
Villis, Opidis, Communitatibus, Subditis, Contri-
butis, & Opibus, & aliis prædictis, ac eorum impo-
sitione quocumque locorum repetenda, exigendi, re-
cipiendi, & decedendi, si per præfatum *Dominum Ma-*
risum Filium nostrum, quod præfatus aut eorum ali-
quem aut alium quencunque, aut per quencunque
modum vel eventum, præterquam per præfatum Do-
minum *Principem Hispaniarum* vel ipsius Partem, vel
per motum naturalem alterius contrahentium (quod
Deus avertat) licet sit quocumque dictum Matrimonium
inter ipsos & præfatum *Principem Hispaniarum* lo-
cis, terminis, modique & formis, inter Oratores
nostros desuper concordandis & concludendis, per
verba de præfatis, ad hoc apta, contrahatur, & in fu-
turi Ecclesie solennitetur, nomine nostro personali-
ter & concedendi.

Ac de & super eisdem Literis Obligationis, & eorum
formis & penis & poenarum quocumque, in eisdem Li-
teris appendendis, exequendum Literarum traditio-
ne deliberatione, communicandis, tradendi, conveni-
endi, & concludendi.

Ac itaque pro nobis a dicto *Rege Romanorum,*
proutque *Principe Castelle, Hispaniarum, &c.* eorū-
que Commissariis, auctoritate, concessa, & assen-
sa quousque supra petendi, exigendi, & recipiendi, ut
speciatim beneficio quocunque restitutionis in integ-
rum, de Jure, Consecutione, aut Statuto Minoribus
concedi, quod non de Tutor aut quod non de solus
vel in solidum Tutor, quod non Tutela in se non
assumpsit, aut Tutela vel Administrationi se non im-
miscuit, exceptioni Contractus in rem & utilitatem
Pupilli non facti aut gesti, exceptioni non numerate
Dotis, non numerate Pecunie, rei non sic gesti,
necnon Legibus, Statutis, & Consuetudinibus Tutori-
um testem & personalem præfatum, in Causis & Ne-
gociis Pupilli tangentibus, requirentibus & exigentibus,
simulati Contractus, necnon Legibus Prædictis Mi-
norum, live Judicis Decreto aut alio modo obligari
aut hypothecari prohibentibus, exceptioni penam
non solvendi per principales Contrahentes vel eorum
Parentes in Specialibus & Matrimonialis appo-
sitis, & generaliter omnia Legum appellationibus,
querelis, provocacionibus, exceptionibus, & defensionibus,
& aliis Juris & facti beneficiis quibuscunque
parē, fissent, & adsolent in Scriptis & in vim Padi
realiter & cum effectu renuntiandi & eorum quilibet
renuntiet; similiter pro nobis & nomine nostro, quous-
que ad nos attinet, omnibus & singulis creacionibus
prædictis realiter & cum effectu renuntiandi.

Ceteroque omnia & singula faciendi & exequendi
que circa præmissa necessariis fuerint, seu quomodolibet
oportuna, etiam si talia sint que de se Mandatum
magis exigant speciale;

Promittentes, bonā fide & in verbo Regio ac Principis,
nos ratem, gratum, & firmum habuimus & ob-
servavimus totum & quicquid per dictos Commissarios,
Oratores, Procuratores, Adlores, Factores, & Deputatos
nostros, quousque aut tres eorum actum, gestum,
concordatum, convenit, seu in præmissis con-
clusionum ac factum fuerit, & super inde Literas nostras
ratificationis, approbationis, & confirmacionis in
forma decisa & autentica prout opes fuerit duxerit,
suppletur omnes defectus hujus Commissionis tam
Juris quam facti si qui sint & possit forte apparere.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri
fecimus Patentes.

Telle incipit apud *Hofmannen* octavo die mensis
Decembris, Anno Regni nostri viciesimo tertio.

PORTER.

In quorum omnium & singulorum robur & Testimo-
nium has præfatas Literas Manibus nostris sublig-
navimus & Signis nostris committimus.

Datum in *Uso Calyse* viciesimo primo die mensis
Decembris, Anno Domini millesimo quingentesimo
septiesimo.

Sic signatus super plicam.

J. DE LUXEM.

Quocirca, animadvertentes quanta commoditas ex ipso
Matrimonio eorum Populi & Regionis ipsorum
futurum jugulum felices Christiane Religionis pro-
videndo sit operanda, tam ex futura, quam
uniusque ipsorum Juris legibus opimali Illustratione & prae-
clara Indole, non interitū singulari affectione move-
mur, illius Matrimonii perfectiorem desiderare & an-
nucere, viis itaque præfatis Literis & Capitulacionibus,
ac illarum consensibus diligenter perspecta, mura-
ro superinde habito consilio cum Principibus, Comiti-
bus, Baronibus, & Proceribus nobis, non per erro-
rem aut improvidē, sed de nostra certa scientia moti-
que proprio, omnia & singula per dictos Oratores
nostros gesta, negotiata, capitulata, & conclusa, in
præfatis Literis scribitur descripta & contenta, rata &
grata habentes, pro nobis ac nomine nostro proprio,
notisque Hæreditibus & Successoribus quibuscunque,
sim conjungimus, quāvis dicitur, laudamus, confir-
mamus, ratificamus, & approbamus, laudamus
que, confirmamus, ratificamus, & approbamus, ac
robore simulatione perpetuo obtinere volumus & de-
claramus per præfatos;

Promittentes, bonā fide nostrā in verbo Regio, omnia
& singula, in prædictis Literis & Capitulacionibus
contenta & descripta, tam conjungimus quāvis dicitur,
in quantum nos concernit & concernere possunt,
nomine nostro proprio, rata, grata, & firma habere
eque adimplere & inviolabiliter observare, jura dic-
torum Articulorum præfatorum ferrem & constantem,
sub penis ac renuntiacionibus in ipse Literis &
Capitulacionibus ad plenum contentis & descriptis, &
præfatis renuntiavimus expressis, parē, fissent, assu-
pserunt & in vim possit per præfatos speciatim beneficio
quocunque restitutionis in integrum de Jure, Con-
secutione, aut Statuto Minoribus concedi quod non
sumus Tutor, aut quod non sumus solus aut in solidum
Tutor, quod non Tutela non assumpsit aut
Tutela live Administrationi nos non immiscuimus, ex-
ceptioni Contractus in rem & utilitatem Pupilli non
facti aut gesti, non numerate Dotis, non numerate
Pecunie, rei non sic gesti, necnon Legibus, Statutis, aut
Consuetudinibus Tutorum testem & personalem præfatum,
in Causis & Negotiis Pupilli tangentibus, requirentibus,
& exigentibus, simulati Contractus, necnon Legibus
Prædictis Minorum live Judicis Decreto aut alio
modo obligari aut hypothecari prohibentibus, excep-
tione penam non solvendi per principales Contrahentes,
vel eorum Parentes in Specialibus & Matrimonialis ap-
positis, & generaliter omnia Legum appellationibus,
querelis, & provocacionibus, exceptionibus & defen-
sionibus, & aliis Juris & facti beneficiis quibuscunque,
suppletur etiam per præfatos omnes & singulos, tam
Juris quam facti defectus, & præfatum si qui tales sint
ratione Commissionis nostrae, eo quod, ad præfatum
Tractatum nomine nostro per Oratores prædictos con-
clusum, in aliqua vel parte Commissio nostra prædicta
non facta amplius, vel quod non si sub nomine nostro
proprio expressa, aut aliter insufficientia videantur.

In quorum omnium & singulorum fidem, & Testimo-
nium has Literas nostras Patentes, manu nostra
propria subligavimus & Signis nostris jussimus com-
mitti.

Datum in Monasterio Novae Fundationis apud
Brixiam Ordinis Sancti Augustini Canonico-regularium,
die viciesima secunda Februarii, Anno Do-
mini millesimo quingentesimo octavo, Regnorum nos-
trorum Romani viciesimo tertio, Hungarici verò decimo
octavo.

MARL

Ad Mandatum Domini Imperatoris.

RENNER.

Sic Signis Nobis seu Cera rubra prædicte a filis
seu Legatione Parisiæ manita.

L.

Tractatus Pacis, Amicitiarum, Lige & Con-
derationis inter MAXIMILIANUM I. Im-
peratorem Romanorum quique Nepotem CARO-
LUM Principem Hispaniarum ab una, & HAN-
RICUM VII.

26. Mars.

ANNO
1508.

RICUM VII. *Regem Angliæ ab altera parte conclusus & circumscriptus. Dat. in Opide Mechliniensi die 26 Martii Anno 1508. (R. YMER, FOCKER, CONVENTIONES, &c. Tom. XIII. pag. 400.)*

MAXIMILIANUS, Divini Erete Clementi, Romanorum Imperator & Imperator Augustus, Germanus, Hungarus, Bohemus, Cracoviensis, &c. Rex, & Carolus, Dei gratia, ARCHIDUCES Austriæ, PRINCEPS Hispaniarum, aviarum dux & Theopropius, &c. DUCES Burgundie, Lotharingie, Brabantie, Stirie, Carinthie, Carolei, Lombardie, Luxemburgie, & Grolundie, COMITES Flandrie, Habsburgie, Thuringie, Archiepiscopus, Palatinus, &c. HANNOVER, LANEGRATI, ALIIQUE, PRINCEPS JUVENIS, MARCHIONES, BARONES & Sares Romanorum Imperii, Hollandie, Zelanderie, Fretuli, Kolberg, Kamen, & Zanthophonia COMITES, DOMINUS Episcopus, Archiepiscopus, Sacerdos, Paganus, Salomon, & Mediolani, universis & singulis, presentes Litteras inspectis, salutem.

Sciatis quod,

Cum, ex vestrum primo mensis Decembris, novissime preteriti, dicti & fideles nostri, *Jacobus de Luxemburg* Dominus de Fienes Consequens Locumcomitis & Capitaneus nostri generalis Comitatus nostrorum Flandrie & Arthelli, *Johannes Dominus de Berghem*, Consiliarius & Castellanus noster, *Laurentius de Gervandis* Baro Monthebelli Gubernator Brethie, *Johannes de Sauvage* Miles Dominus de Sezebeca Praefectus Consularis nostri Flandrie, & *Philippus Hantius* Primus Secretarius & Audientiarum noster, Oratores, Procuratores, Commissarii, & Nunci nostri ad hoc specialiter per nos *Maximilianum* predictum tanquam Avum Patrem, Tutorem & Administratorem legitimum Personarum & bonorum nostri *Caroli Principis Hispaniarum*, & nos *Carolum Principem* predictum etiam nomine nostro, de auctoritate tamen, assensu, & consensu nostri Imperatoris tunc Regis Romanorum, interim, convenierint, tractaverint, & concluderint cum Reverendo in Christo Patre Illustrissimis & Magnificis, *Acordo Episcopo Wintoniensi* Coadjutore Privati Sigilli Serenissimi, Excellentissimi & Potentissimi Principis *Henrici*, Dei gratia, Regis Angliæ, Domini *Hibernie* etc. Fratri Consequenti & Consequenti nostri *Christophoro*, *Thomæ Comite de Surrey* Thesaurario Angliæ, *Thomæ Duckwa* Priore Sancti Johannis Jerusalem in Angliā, *Gilberto de Talbot* Deputato Gallicis, & *Nicholas West* Legum Doctorem, Consiliarii, Oratores, Commissarii, & Deputati præsenti Regi Angliæ, ad hoc etiam per Litteras suas sufficienter constituti & deputati, nonnullis Lignis, Amicitias, Considerationes, & Intelligentias perpetuas inter præsentem Regem Angliæ, quoscunque Haereditarios & Successores, Reges, Patrias, Dominia, & Subditos ex una, & nos Principem Hispaniarum, Haereditarios & Successores nostros, Reges, Patrias, Dominia, & Subditos ex alia partibus, inter contentos, declarant, & inserta in Litteris super hoc confectis, per dictos Oratores, Procuratores, & Commissarios nostros, Deputatos ipsius Regis Angliæ promissionis iuratis & expeditis,

Quorum quidem Litterarum tenor sequitur,
& est talis,

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentes Litterae pervenerint, Nos,

Jacobus de Luxemburg Dominus de Fienes, de Erkingham, de Armentieres, de Zonteghem &c. Locumcomitem & Gubernatorem Comitatus Flandrie & Arthelli, *Johannes Dominus de Berghem* Episcopus, Miles Ordinarius Velleris, Consiliarius & Cambellanus Sacratissimi ac Potentissimum & Excellentissimum Principem *Maximilianum*, Divini favente Clementi, Regis Romanorum tempore Angliæ, & Domini *Caroli*, eidem gratia, PRINCEPS Hispaniarum, &c. ARCHIDUCES Austriæ, DUCES Burgundie, Brabantie, &c. COMITUS Flandrie, &c. *Laurentius de Gervandis* Baro Monthebelli, Gubernator Patriarum Brethie, *Johannes de Sauvage* Miles Dominus de Sezebeca Praefectus Consularis Flandrie, & *Philippus Hantius* Primus Secretarius & Audientiarum, Oratores, Ambassadors, Procuratores, Commissarii, & Nunci speciales præsentium Dominorum nostrorum, Regis Romanorum & Principis Hispaniarum, ad

infra scripta per eundem sufficienter constituti, constituti, & deputati, salutem in omnium Salvatore.

Sciatis quod nos, per præsentes Sacratissimi & Serenissimi Principibus, Romanorum Reges & Principes Hispaniarum, videlicet, pro ipso Rege tanquam Tutore, Gubernatore & Administratore Corporis, & bonorum dicti Principis Hispaniarum, & pro ipso Principe, auctoritate, consensu, & assensu eisdem Regis Tutoris sui, eorumque nomine, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, nobis ab eisdem Rege & Principe, per Litteras suas Patentes commisit (quorum tenor inferius describitur) cum Reverendo in Christo Patre, Illustrissimis Spectabilibus ac Praestantissimis Viris, *Acordo Hantensi Episcopo* Coadjutore Privati Sigilli Illustrissimi, Excellentissimi & Potentissimi Principis *Henrici*, Dei gratia, Regis Angliæ & Franciæ, & Domini *Hibernie*, *Thomæ Comite Surrey* Thesaurario Angliæ, *Thomæ Duckwa* Priore Sancti Johannis Jerusalem in Angliā, *Gilberto Talbot* Milite Ordinis Garterii Deputato præsenti Regi Angliæ Viceri sua Gallicis, & Magistro *Nicholas West* Legum Doctorem, præsenti Regi Angliæ Consiliarii, & ad infra scripta eisdem Regis Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Deputatis, per Litteras & Committimus suas, quorum tenor etiam inferius describitur, ad Laudem & Gloriam omnipotentis Dei, & totius Christianae Religionis Republicae existimamus, ac Reipublicam Patriarum, & Subditorum præsentium Regis Angliæ & Principis Hispaniarum, committimus utilitatem, pacem, & tranquillitatem conservandam, conservandam, contrahendam, & conclusionem, ac per præsentes contrahimus, concedamus, contribuimus, & concedimus omnes & singulos Pacis, Amicitiarum, Lignis, & Considerationum Articulis sequentes.

Imprimis, inter nos Oratores præsdictos, nominibus, auctoritate, & consensu quibus supra, &c. convenimus, concordamus, & concludimus est, quod inter præsentes Reges Angliæ & Principes Hispaniarum, eorumque Haereditarios & Successores, Reges, Patrias, Dominia, Terras, Vassallos, & Subditos quoscunque præsentes & futuros, tam Ecclesiasticos, quam Seculares, episcopos, quoscunque status, gradus, seu conditionis cuiuslibet, etiam Archiepiscopos, Duces, vel quoscunque alii Dignitatem, statum, aut gradum præsint, sit boni, sinceri, integri, fideles, persequi, & firma Amicitia, Unio, Lignis, Confederatio, & Pax per Terram, Mare, & Aquas dulces, ac ubique locorum futuris temporibus perpetuo duratura.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus est, inter Oratores præsdictos, & præsentes Oratores Regis Angliæ promissiones, & per præsentes promittunt, quod nec idem Rex Angliæ, nec Haereditarios & Successores sui, quicquam agat, faciat, tractabit, vel attemptabit, agens, faciens, tractans, vel attemptans, sit ab aliis agi, fieri, tractari, vel attemptari faciet vel facient, nec continet vel consentiet quocunque loco, sive in Terra, sive in Mare, Portibus, vel Aquas dulces, occasione quocunque, nullumque præsabit aut præsabunt auxilium, consilium, favorem, vel assensum, quod per alium, vel alios quoscunque aliquid sit, agatur, tractetur, vel attemptetur in injuriam, prejudicium, aut dampnum dicti Principis Hispaniarum, Haereditarios Successorum suorum, sed quocunque sit, ut præsintur, contra præsdictum Principem Hispaniarum, Haereditarios Successores suos, in sua Regem, Patrias, Dominia, aut Terras suas præsdictas, aliquid agentes, tractantes, vel attemptantes, expresse & cum effecta contradicere & contradicere, renuere & renuere, obtinere & obtinere, & impedimentum resister præsabit & præsabunt.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus est, inter Oratores præsdictos, & præsentes Oratores Regis Romanorum & Principis Hispaniarum, nominibus, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, promissiones & per præsentes promittunt, quod nec idem Principes Hispaniarum, nec Haereditarios Successores sui, quicquam agat, faciat, tractabit, vel attemptabit, agens, faciens, tractans, vel attemptans, sit ab aliis agi, fieri, tractari, vel attemptari faciet vel facient, nec continet vel consentiet quocunque loco, sive in Terra, sive in Mare, Portibus, vel Aquas dulces, occasione quocunque, nullumque præsabit aut præsabunt auxilium, consilium, favorem, vel assensum, quod per alium vel alios quoscunque aliquid sit, agatur, tractetur, vel attemptetur in injuriam, prejudicium, aut dampnum dicti Regis Angliæ, Haereditarios Successorum suorum, sed quocunque sit, ut præsintur, contra præsdictum Regem Angliæ,

112

ANNO
1508.

Hereditas aut Successiones suas, infra Regna, Patrias, Principatus, aut Terras sua prædicta aliqui agentibus, nactis illis, vel acceptis illis expressis & cum effectu contradiet & contradicunt, resistunt & resistunt, libere & ostendunt, & impedimentum relictis præstabit & præstabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, nominibus & auctoritatibus quibus supra, & Oratores præfati Regis Angliæ promissum, & per præfatos promissum, quod neque præfatus Rex Angliæ, neque Heredes aut Successores sui, præstabit aut præstabit nullum, consilium, vel favorem illis vel inimicis præfati Principis Hispaniarum, Hereditas aut Successorum suorum, eundem aut eorum aliquem, per Terras, Mare, vel Aquis dulces insulare vel invadere volentibus; & si aliqui vel aliqui quoscunque statum, gradum, aut conditionis faciant, sive Alligati aut Concedendi sui sint, sive non, Regna, Patrias, Dominia, & Terras præfati Principis Hispaniarum, Hereditas aut Successorum suorum, que in præfatis possident, aut in futurum de Jure possidere debet, per viam Guærræ hostiliter invaserint vel aggressi fuerint, aut insuper vel dampnum eadem Principis Hispaniarum, Hereditas, Successores, aut Subditi sui, infra Regna, Patrias, Terras, & Dominia sua prædicta inferre aut facere voluerint, præfatus Rex Angliæ, bona fide, resister, & Successores suos auxiliis militaribus Gentium Armorum, expensis tamen ipsius Principis Hispaniarum, Hereditas, aut Successorum suorum, pro Turbatione & Defensione eorundem, quoniam opus fuerit, adjuvabit seu adjuvabit, quanto citius commodè poterit vel poterit, postquam debet hoc requisitus fuerit vel fuerint; in quorum auxiliorum præstatione, quod numerum armatus Hispaniarum, habenda erit facultatis ratio, ut scilicet præfatus Rex Angliæ, Heredes aut Successores sui, non ultra teneant nec teneantur, quam tunc commodè facere poterit vel poterint, considerata temporis & locorum opportunitate, ac statu rerum suarum; ac insuper pro defensione & tuitione Personarum, & Status præfati Principis Hispaniarum, quoscunque Hereditas & Successores, Patriarum, Terrarum, Dominiorum prædictorum, contra invasores & Hostiles Aggressores eorundem Patriarum & Dominiorum quoscunque fuerint, præfatus Rex Angliæ, Heredes & Successores sui, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut colore quocunque, erit & erunt de extra perpetuis futuris temporibus præfati Principis Hispaniarum, Hereditas & Successorum suorum Amicorum Amicos & Amici, & inimicorum inimici & inimici, sine aliqua exceptione; non obstantibus quibuscunque Alligatis & Confederationibus quas habet aut habent, vel in futurum habere poterit vel poterint, cum quibuscunque Regibus, Principibus, aut Communitatibus, quoscunque illi sint aut erunt; præfatus Principis Hispaniarum, Hereditas, Status, Honores, Dignitates, Causas, Res, & Negotia ipsius Sereñissimi Regis Angliæ, sibi impeno Amore, Fide, & Amicitiam Fœdere conjuncti, quem loco Patriæ Charissimi & Dilectissimi habet & reputat, valiter eorundem habeat & tractat, sicut Amantissimum Filium Fœderis Patriæ Honores, Status, Dignitates, Causas, Res & Negotia habere, reputare, & tractare decet & convenit.

Item, conventum, concordatum & conclusum est, inter Oratores prædictos, & Oratores præfati Regis Romanorum, & Principis Hispaniarum, nominibus & auctoritatibus, consensu, & assensu quibus supra, promissum, & per præfatos promissum, quod neque præfatus Principis Hispaniarum, neque Heredes aut Successores sui, præstabit, favorem, consilium, auxilium, vel favorem illis vel inimicis præfati Regis Angliæ, Hereditas aut Successorum suorum, eundem aut eorum aliquem per Terras, Mare, vel Aquis dulces insulare vel invadere volentibus; & si aliqui vel aliqui quoscunque statum, gradum, vel conditionis faciant, sive Alligati aut Concedendi sui sint, sive non, Regna, Patrias, Dominia, & Terras præfati Principis Angliæ, Hereditas & Successorum suorum, que in præfatis possident vel in futurum de Jure possidere debet, per viam Guærræ hostiliter invaserint vel aggressi fuerint, aut insuper vel dampnum eadem Regis Angliæ, Hereditas, Successores, aut Subditi sui, infra Regna, Patrias, Terras, & Dominia sua prædicta inferre aut facere voluerint, præfatus Principis Hispaniarum, bona fide, resister, & cum effectu, eundem Regem Angliæ, Heredes & Successores suos, auxiliis militaribus Gentium Armorum, expensis tamen ipsius Regis Angliæ, Hereditas, aut Successorum suo-

rum, pro tuitione & defensione eorundem, quotiens opus fuerit, adjuvabit seu adjuvabit, quanto citius commodè poterit vel poterint, postquam debet hoc requisitus fuerit vel fuerint; in quorum auxiliorum præstatione, quod numerum armatus Hispaniarum, habenda erit facultatis ratio, ut scilicet præfatus Principis Hispaniarum, Heredes aut Successores sui non ultra teneantur nec teneantur, quam tunc commodè facere poterit vel poterint, considerata temporis & locorum opportunitate, ac statu rerum suarum; ac insuper pro defensione & tuitione Personarum & Status præfati Regis Angliæ, quoscunque Hereditas & Successores, Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum, contra invasores & Hostiles Aggressores eorundem Regarum, Patriarum, & Dominiorum quoscunque fuerint, præfatus Principis Hispaniarum, Heredes, & Successores sui, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut colore quocunque, erit & erunt de extra perpetuis futuris temporibus præfati Regis Angliæ, Hereditas, & Successorum suorum Amicorum Amicos & Amici, & inimicorum inimici & inimici, sine aliqua exceptione; non obstantibus quibuscunque Alligatis, & Confederationibus quas habet aut habent, vel in futurum habere poterit vel poterint, cum quibuscunque Regibus, Principibus, aut Communitatibus, quoscunque illi sint aut erunt; præfatus Principis Hispaniarum, Hereditas, Status, Honores, Dignitates, Causas, Res, & Negotia ipsius Sereñissimi Regis Angliæ, sibi impeno Amore, Fide, & Amicitiam Fœdere conjuncti, quem loco Patriæ Charissimi & Dilectissimi habet & reputat, valiter eorundem habeat & tractat, sicut Amantissimum Filium Fœderis Patriæ Honores, Status, Dignitates, Causas, Res & Negotia habere, reputare, & tractare decet & convenit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prædictos, nominibus & auctoritatibus, consensu & assensu, quibus supra, & Oratores præfati Regis Angliæ promissum, & per præfatos promissum, quod neque præfatus Rex Angliæ, nec Heredes, aut Successores sui, nec Subditi sui, nec eorum aliqui, Rebelles seu Rebellium, Proditors seu Proditoribus, Prodigis seu Prodigis ipsius Principis Hispaniarum, Hereditas, aut Successorum suorum, insubordinati Subditi, vel insubordinati Subditi, quoscunque gradum, statum, aut conditionis erant vel erant, ubiqueque locorum erant seu erant, verbo, facto, aut scripto, auxilium, consilium, vel favorem, Victualia, Hospitia, Suspendia, Pecunias, Naves, Gentis Armorum, sive aliud quodcumque subsidium ministrabit, dabit, præstabit, aut concedet, ministrabit, dabit, præstabit, aut concedet, sive ab alio vel aliis quibuscunque dari vel præstari, ministrari vel concedi permittat aut permittat, sed eandem fide eandem tanquam propriam Rebellem seu Rebellis, Proditoris seu Proditoris, Prodigis seu Proditoris, tanquam capitale inimicum sive inimici, ubiqueque locorum quoscunque sit profectus erant & esset, curabit & efficiat cum effectu.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prædictos, & Oratores præfati Regis Romanorum, & Principis Hispaniarum, nominibus & auctoritatibus, consensu, & assensu quibus supra, promissum, & per præfatos promissum, quod neque præfatus Principis Hispaniarum, nec Heredes, aut Successores sui, nec Subditi sui, nec eorum aliqui Rebelles seu Rebellium, Proditors seu Proditors, Prodigis seu Prodigis ipsius Regis Angliæ, Hereditas, aut Successorum suorum, insubordinati Subditi, vel insubordinati Subditi, quoscunque gradum, statum, vel conditionis erant vel erant, ubiqueque locorum erant seu erant, verbo, facto, aut scripto, auxilium, consilium, vel favorem, Victualia, Hospitia, Suspendia, Pecunias, Naves, Gentis Armorum, sive aliud quodcumque subsidium ministrabit, dabit, præstabit, aut concedet, ministrabit, dabit, præstabit, aut concedet, sive ab alio vel aliis quibuscunque dari vel præstari, ministrari, dari aut concedi permittat aut permittat, sed eandem fide eandem, tanquam propriam Rebellem seu Rebellis, Proditoris seu Proditoris, Prodigis seu Proditoris, tanquam capitale inimicum sive inimici, ubiqueque locorum quoscunque sit profectus erant & esset, curabit & efficiat cum effectu.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores prædictos, & Oratores præfati Regis Angliæ promissum, & per præfatos promissum, quod

ANNO
1508.

ANNO
1508.

ut prefatus *Rex Anglie*, nec Hæredes, aut Successores sui, nec Subditi sui, nec quisvis alius sub Obsequio, Dilectione, Jurisdictione, aut Divise fuit, nec eorum aliqui Rebellem seu Rebelles, Proditores seu Proditores, Profigum seu Profigos dicti Principis Hispaniarum, cujuscunque gradus, gradus aut conditionis existit vel existant, in sua Regna, Patrias, Domina, Terras, Portus, Jurisdictiones, Obsequentias, nec Diffidias quovismodo admittere sive recipere, admittere sive recipere, nec ab aliis quibuscunque recipi vel admitti permittit vel permittit, & casu quo deinceps hujusmodi Rebellem vel Rebelles, Proditores seu Proditores, Profigum vel Profigos infra Regna, Patrias, Domina, Terras, Portus, Obsequentias, Jurisdictiones, aut Diffidias dicti *Regis Anglie* esse, latitare, aut quocunque alio modo, etiam vi, aut casu fortuito exilire seu applicare necesse sit, seu quocumque modo intellexerit, sciat, aut aliquo modo suspitionem habuerit, acceptum, vel quocumque modo intellexerit, sciant, aut suspitionem habuerit: tunc abque omni fraude, dolo, malo ingenio, dilatione, excusatione, finitrali verborum interpretatione, aut dissimulatione quacunque, aut alio quovis quæsto colore, illum seu illos Rebellem seu Rebelles, Proditores seu Proditores, Profigum seu Profigos, cujuscunque gradus, statim, conditionis, aut dignitatis cultu sive existant, statim & immediate, & abque dilutione quacunque capiet aut capi faciet, capiet aut capi faciet realiter & cum effectu, eundemque sive eodem sic captem sive captos, vinculis & carceribus effectualiter mandabit & committet, mandabit & committet, atque illum sive illos sic tuto & securis tenebit & custodiet, tenebit & custodiet, & prout *Regem Anglie*, Hæredes & Successores suos, per Literas suas proprias manu subscriptas & signatas, de el re, quantumvis poterit aut poterint, advitare, monere & certiores facere curabit & curabunt, atque illum sive illos, sicut prefertur, captem sive captos, custodiam sive custodiam, quantumvis per Literas dicti Principis Hispaniarum, Hæredum aut Successorum suorum, ad hoc requisitus fuerit sive fuerint, abque omni dilutione, excusatione, finitrali interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quæsto colore, aut casu usque ad & in Terras, Patrias, & Domina ejusdem Principis Hispaniarum, per suos Subditos & Officiales statim & securo conducti faciet & facient realiter & cum effectu, quoniam Rebellem seu Rebelles, Proditores vel Proditores, Profigum vel Profigos, sicut prefertur, in Regna, Terras, Patrias, & Domina dicti Principis Hispaniarum, conductum vel conductum, Commisarius vel Commisarius, ejusdem *Regis Anglie*, per Literas suas manu subscriptas ad hoc auctorizatus, videlicet in aliquo loco ad hoc tuto & securo infra prædicta Regna, Terras, Patrias, & Domina dicti *Regis Anglie*, Hæredum, & Successorum suorum, statim & incontinenti, & abque omni dilutione, excusatione, finitrali interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quæsto colore, aut casu, & abque aliquo in contrarium facto aut attempto, patet, simpliciter, absolute, & abque conditione quacunque tradit & deliberabit, tradit & deliberabit, tradit & deliberabit faciet & facient, simpliciter tamen & expensis pro hujusmodi solammodo conductu necessariis & rationabilibus, per requirerem, vel ejus Commisarius vel Commisarius, tempore traditionis & deliberationis hujusmodi Personæ, quæ hujusmodi conductum fecerint, indistincte solvenda.

TOM. IV. PART. I.

ANNO
1508.

latitare, aut quocunque alio modo, etiam vi, aut casu fortuito exilire seu applicare necesse sit, seu quocumque modo intellexerit, sciat, aut aliquo modo suspitionem habuerit, acceptum, vel quocumque modo intellexerit, sciant, aut suspitionem habuerit: tunc abque omni fraude, dolo, malo ingenio, dilutione, excusatione, finitrali verborum interpretatione, aut dissimulatione quacunque, aut alio quovis quæsto colore, illum seu illos, Rebellem seu Rebelles, Proditores seu Proditores, Profigum vel Profigos, cujuscunque gradus, statim, conditionis, aut dignitatis cultu sive existant, statim & immediate, & abque quacunque dilutione capiet aut capi faciet, capiet aut capi faciet realiter & cum effectu, eundemque sive eodem sic captem sive captos, vinculis & carceribus effectualiter mandabit & committet, mandabit & committet, atque illum sive illos sic tuto & securis tenebit & custodiet, tenebit & custodiet, & prout *Regem Anglie*, Hæredes & Successores suos, per Literas suas proprias manu subscriptas & signatas, de el re, quantumvis poterit aut poterint, advitare, monere & certiores facere curabit & curabunt, atque illum sive illos, sicut prefertur, captem sive captos, custodiam sive custodiam, quantumvis per Literas dicti *Regis Anglie*, Hæredum, & Successorum suorum, ad hoc requisitus fuerit sive fuerint, abque omni dilutione, excusatione, finitrali interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quæsto colore, aut casu, usque ad & in Terras, Patrias, & Domina ejusdem *Regis Anglie*, per suos Subditos aut Officiales, statim & securo conducti faciet & facient realiter & cum effectu, quoniam Rebellem seu Rebelles, Proditores vel Proditores, Profigum vel Profigos, sicut prefertur, in Regna, Terras, Patrias, & Domina dicti *Regis Anglie*, Hæredum, & Successorum suorum, statim & incontinenti, & abque omni dilutione, excusatione, finitrali interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quæsto colore, aut casu, & abque aliquo in contrarium facto aut attempto, patet, simpliciter, absolute, & abque conditione quacunque tradit & deliberabit, tradit & deliberabit, tradit & deliberabit faciet & facient, simpliciter tamen & expensis pro hujusmodi solammodo conductu necessariis & rationabilibus, per requirerem, vel ejus Commisarius vel Commisarius, tempore traditionis & deliberationis hujusmodi Personæ, quæ hujusmodi conductum fecerint, indistincte solvenda.

TOM. IV. PART. I.

ANNO
1508.

Subditos aut Officiales, subd & secere conduci faciet & facient realiter & cum effectu, ipsunq; Rebellem live Rebelles, Proditores vel Proditores, Protegum vel Protegros, faciet praesentibus, in Regna, Patrias, Terras, & Domina ejusdem *Principis Hispaniarum*, conducent vel conducent, Commisarius vel Commissarius ejusdem *Principis Hispaniarum*, per Literas suas manu sua subscriptas ad hoc auctoritatis, videlicet in aliquo loco ad hoc tuto & securo infra Regni praedicti, Patrias, Terras, & Domina dicti *Principis Hispaniarum*, statim incontinenti, & absque omni dilatione, excusatione, similib; interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quavis colore, aut causis, & absque aliquo in contrarium facto vel attempto paret, simpliciter, absolute, & absque aliquo conditione vel contradictione quacunque, tradet & deliberabit, tradent & deliberabit, tradere & deliberari faciet & facient: sumptibus tamen & expensis pro hujusmodi solummodo conductu necessariis & rationabilibus, per requirerentem, vel ejus Commisarium vel Commissarium, tempore hujusmodi traditionis & deliberationis, Perisim; quia hujusmodi conductum fecerint indilatae subdendis.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, & Oratores praefatorum *Regis Romanorum* filii *Principis Hispaniarum*, nominibus, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, promiserunt, & per praesentes promittunt, quod si dictus *Rex Anglie*, Haeredes sui Successores sui, per Literas suas, manu sua propria signatas & subscriptas, praefatum *Principem Hispaniarum*, Haeredes aut Successores suos adfuerint, monuerint, sive certiores fecerint, adfuerint, monuerint, sive certiores fecerint, suum vel suos, Rebellem live Rebelles, Proditores vel Proditores, Protegum vel Protegros, infra sua Regna, Domina, Patrias, Terras, & Domina, iurisdictionem, Obsequium, aut Dilectionem quocunque modo, etiam viculi, furem, aut alio modo quocunque venire, existeret, manere, applicare, aut latitare, idem *Principes Hispaniarum*, Haeredes & Successores sui sic moniti, adfuerint, seu certiores, statim incontinenti, & absque omni dilatione, excusatione, sive similib; interpretatione, & dissimulatione quacunque, dolo, fraude, & malo ingenio, aut aliquo alio quovis quavis colore, illum seu illos, Rebellem seu Rebelles, Proditorem seu Proditores, Protegum seu Protegros, realiter & cum effectu capiet seu capi faciet, capient seu capi facient: & cum live eos, & eorum quolibet sic captum live captos, viculicos & carceribus officialiter mandabit & committent, mandabit & committent, atque in eisdem tunc & secere tenebit & custodiet, tenebunt & custodient, atque illum live illos, sic captum vel captos, custodiam vel custodiam, quamprimum per Literas dicti *Regis Anglie*, Haeredum aut Successorum suorum, ad hoc requisiti fuerint live fuerint, absque omni dilatione, excusatione, doli, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quavis colore & causis, usque ad & in Regna, Patrias, Terras, & Domina ejusdem *Regis Anglie*, per suos Subditos aut Officiales subd & secere conduci faciet & facient realiter & cum effectu, ipsunq; Rebellem live Rebelles, Proditores vel Proditores, Protegum vel Protegros, sicut praesentibus, in Regna, Patrias, Terras, & Domina ejusdem Regis conducent vel conducent, Commisarius vel Commissarius ejusdem *Regis Anglie*, per Literas suas manu sua propria signatas ad hoc auctoritatis, videlicet in aliquo loco ad hoc tuto & securo, infra praedicta Regna, Patrias, Terras, & Domina dicti *Regis Anglie*, statim incontinenti, & absque omni dilatione, excusatione, similib; interpretatione, dolo, fraude, dissimulatione, malo ingenio, aut alio quovis quavis colore, aut causis, & absque aliquo in contrarium facto vel attempto, paret, simpliciter, absolute, & absque aliquo conditione, vel contradictione quacunque, tradet & deliberabit, tradent & deliberabit, tradere & deliberari faciet & facient: sumptibus tamen & expensis pro hujusmodi solummodo conductu necessariis & rationabilibus, per requirerentem, vel ejus Commisarium vel Commissarium, tempore hujusmodi traditionis & deliberationis, Perisim; quia hujusmodi conductum fecerint indilatae subdendis.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, & praefatos Oratores *Regis Anglie* promittentes, & per praesentes promittunt, quod si de praefatorum *Regis Anglie* & *Principis Hispaniarum* expressis consensu, assensu, & concordia contra aliquam Regem, Principem, vel Principem, aut alias

Communitates, Bellum aut Guerras simul inferri aut moveri contigerit, praefatus *Rex Anglie* nullum Tractatum, Pacem, Treugam, aut aliquod Apprehensivum cum illo vel illis, aut aliis eorum Homines, contra quem vel quos hujusmodi Bellum live Guerra geritur aut inferretur, sine expressis praefatis *Principis Hispaniarum* scientia, consensu, assensu, & voluntate faciet aut fieri consuevit.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, & Oratores praefati *Regis Romanorum* & *Principis Hispaniarum*, nominibus, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, promiserunt, & per praesentes promittunt quod, si de praefatorum *Regis Anglie* & *Principis Hispaniarum*, expressis consensu, assensu, & concordia contra aliquam Regem, Principem, vel Principem, aut alias Communitates, Bellum aut Guerras simul inferri aut moveri contigerit, praefatos *Principes Hispaniarum* nullum Tractatum, Pacem, Treugam, aut aliquod Apprehensivum cum illo vel illis, aut cum aliis eorum Homines, contra quem vel quos hujusmodi Bellum live Guerra geritur vel inferretur, sine expressis praefatis *Regis Anglie* scientia, consensu, assensu, & voluntate faciet aut fieri consuevit.

Quas quidem Ligas, Confederationes, & Promissiones praedictas, & eorum quolibet, ac omnia & singula in Capitulis praedictis contenta, praefati Oratores dictorum *Regis Romanorum* & *Principis Hispaniarum*, pro praefato *Rege Romanorum*, pro se & per se, se nomine suo, tanquam *Rege Romanorum*, ac etiam pro eodem *Rege* & praefato *Principe Hispaniarum*, de ejusdem *Rege Romanorum*, Tutoris & Avi sui auctoritate, consensu, & assensu, coramque Haeredibus & Successoribus interant, tradaverunt, concordaverunt, concluderunt, & acceptaverunt, & per praesentes interant, tradunt, concordant, concludunt, & acceptant, promittentes per praesentes, quod in omnia & singula idem Sacratissimos *Rex Romanorum*, tanquam *Rex Romanorum*, integraliter observabit & adimplebit, juxta eorumdem formam & tenorem; & quod citra festum Pasche proxime & immediate futurum post Datam praesentium, & ante Contractum Spontaneum, inter praefatum *Principem Hispaniarum*, & Serenissimum Dominum Duceum Marianum dicti *Regis Anglie* Filium *Christophorum*, Deo Duce, contrahendum, suam Literas, hujus Traditis & omnium & singulorum Capitulorum in eodem contentorum, ratificationis, confirmatoris, & acceptatoris, nomine suo proprio, ut *Rege Romanorum*, manu sua propria, & suo sigillo sigillatim, praesentibus similes, praefato *Rege Anglie*, ejusdem Deposito vel Depositum, ad hoc sufficienter auctoritatis vel auctoritatis in Gratia *Landaviam* tradet, tradere faciet; qui quidem *Rex Anglie*, tunc & ibidem tenebitur alias suas Literas Patentes consimiles praefato *Rege Romanorum*, ejusdem Commissario ad hoc sufficienter auctoritatis, similitur tradere & debere, tradere & debere facere; & si contigerit, quod minime creditur, quod praefatus *Rex Romanorum* hoc facere neglexerit, remaneant nichilominus omnia & singula quae superscripta sunt, quantum ad praefatum *Principem Hispaniarum*, Haeredes & Successores suos antea, firmis & stabili, & per eandem *Principem*, Haeredes, Successores & Subditos suos, juxta sui formam & tenorem, inviolabiliter observabuntur & adimplebuntur.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores praedictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, quod neque praefatus *Rex Anglie*, neque praefatus *Rex Romanorum*, per hujus Traditis Ratificationem, Acceptationem, aut Confirmationem, aut per aliquam in eodem contentum, possit aut debeat recedere a Traditis, Pacis, Amicitiae, Ligae, & Confederationum, inter eosdem Reges per eorum Commisarios antea inter, contractis, & conclusis de Data viginti diei mensis Januarii, Anno Domini millesimo quingentesimo secundo, ac per separatam Literas Patentes praefatorum Regum, videlicet, dicti *Regis Anglie* de Data quatuordecim diei mensis Augusti, Anno Domini praedicti, & praefati *Regis Romanorum* de Data viginti octavo diei mensis Julii, eodem Anno approbatis, ratificationis, & confirmatis, ac postea per eosdem Reges Solemniter juratis, nec eisdem sui alicui coramdem Traditum Capitulum quocumque contravenire aut derogare; sed quod istam Traditis & omnia in eisdem contenta in pleno & perfecto robore suo maneat & effectus; praefatis Traditis, vel aliquo loco eodem contentum, in aliquo non obstante.

Item,

ANNO
1508.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores predictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, quod tunc praesentis *Rex Anglie*, neque dictus *Princeps Hispaniarum*, per praesentem *Treatatum* vel aliquem in eodem contentum possit aut debeat recedere a *Treatatu Pacis*, *Amicitiae*, *Ligae*, & *Confederationis* inter praesentem *Regem Anglie*, & celebri memorie, *Philippum super Regem Castellae*, praesentis *Principis Hispaniarum Patrem*, *Windesore* pro se, *Harredibus*, & *Successoribus* suis, inito, concordato, & conclusio, de *Dati non die mensis Februarii*, *Anno Domini millesimo quingentesimo quinto*, nec eadem aut aliquid ejusdem *Treatatus* Capitulo quocumque modo contravertere aut derogare; sed quod idem *Treatatus* in omnibus & per omnia in suo plene & perfecto robore maneat & effectu, praesentem *Treatatum*, vel aliquem in eodem contentum, in aliquo non obstante.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores predictos, & Oresores praesentis *Regis Romanorum & Principis Hispaniarum*, nominibus, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, promiserunt, & per praesentem promittunt, quod praesentis *Principis Hispaniarum*, cum dictum *Treatatum* *Amicitiae* inter praesentem *Regem Anglie*, & bonae memoriae *Philippum super Regem Castellae*, *Patrem suum*, pro se, *Harredibus*, & *Successoribus* suis, initum, concordatum, & conclusum, de *Dati non die mensis Februarii*, *Anno Domini millesimo quingentesimo quinto*, & omnia & singula Capitula in eodem *Treatatu* contenta, quibus etiam praesentem *Treatatum*, & omnia & singula Capitula in eodem contenta, postquam doctrinam quantum assensu suo Assensum acceperit, per Literas suas subscripserit, in debita & sufficiente forma factas manu sua subscripserit, & Magno Sigillo suo sigillatas, & harum scriptum de verbo ad verbum continentes, quocumque & quovismodeque per dictum *Regem Anglie*, ejusve *Harredes* aut *Successores*, per Nuncios aut Literas ad hoc requisitas & interpellatas fuerint, confirmabit & ratificabit, easdemque Literas *Ratificationis* & *Confirmatorias*, sic, ut praesentis, factas, dictas *Principis Hispaniarum* praesentem *Regem Anglie*, ejusve *Deputato* vel *Deputatos*, ad hoc auctoritatem vel auctoritates, infra duos menses, dictam requisitionem & interpellationem, requisitiones & interpellationes proxime & immediate sequentes, in *Civitate Londoniae* tradere & deliverabit, seu tradere & deliverabit faciet; idemque *Rex Anglie* consimiles Literas *Ratificationis* & *Confirmatorias*, praesentis *Principis Hispaniarum* *Ordinarii* *Deputato*, vel *Commissario* ad hoc sufficienter auctoritatum, tunc & ibidem similiter tradere & deliverare tenebitur & obligabitur, prout per praesentem tenetur & obligatur.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est, inter Oratores predictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, quod tunc praesentis *Rex Anglie*, qualem dictus *Princeps Hispaniarum*, auctoritate, consensu, & assensu dicti *Regis Romanorum*, *Avi* & *Tuturis* sui, praesentem *Treatatum*, seu omnia & singula Capitula in eodem contenta, per suas Literas *Potentes*, in debita & sufficiente forma factas, Magno Sigillo suo sigillatas & manu sua subscripserit, confirmabit & ratificabit, supradictum omnes & singulas tunc *Juris* qualem *Facti* dictas, si qui tales sint, ac etiam benedictionem omnium *Legum* & *Canonum*, necnon omnes & singulas tunc *Juris* qualem *Facti* exceptionibus, etiam speciem & expressam renunciationem requisitis, in vim *Pacti* revocando; quibus etiam omnibus & singulis nominibus dicti *Oratores*, nominibus, auctoritate, consensu, & assensu quibus supra, expressit & in vim *Pacti* in his *Scriptis* renunciant.

Quas quidem Literas *Ratificationis* & *Confirmatorias*, praedictus *Princeps Hispaniarum*, circa Festum *Paschae* proxime futurum, & antequam ipse *Orator* seu *Commissarius* pro *Sponsalibus* cum dicta *Domina Maria* contrahendis, in *Angliam* venerit, in *Civitate Londoniae* praesentis *Domino Regi Anglie*, ejusve *Commissario* ad hoc sufficienter deputato tradere & deliverabit, aut tradere & deliverabit faciet; & idem *Rex Anglie* consimiles suas Literas *Potentes* *Commissario* dicti *Principis Hispaniarum* ad hoc sufficienter auctoritatum, tunc & ibidem tradere & deliverabit, aut tradere & deliverabit faciet.

Sequitur textus *Commissarii* praesentis *Regis Romanorum & Principis Hispaniarum*,

MAXIMILIANUS, Dei gratia, ROMANORUM REX
TOM. IV. PART. I.

ANNO
1508.

semper Augustus, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, &c. & Karinthiae, eadem gratia, PRINCEPS Hispaniarum, utriusque Siciliae, Jerusalem etc. ARCHIDUCES Austriae, DUCES Burgundiae, Lotharingae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carniole, Limburgiae, Luxemburgiae, &c. Gildrie, COMITES Habsburgensium, Flandriae, Thuringiae, Archiepiscopi, Burgundiae, PALATINI & Haemicae, LANITGRAVII Alsaciae, MARCHIONES Burgundiae ac Sacri Romani Imperii, Hildeshae, Zellenda, Forreth, Kiburgi, Nasteri, & Zutphaniae COMITES, DOMINI Frisiae, Marchiones Sclavoniae, Portuensis, Salazarum, & Mercuriae, universis & singulis, praesentes Literas visitatis & lectis, Salutem.

Nunc facimus quid nos,

De fidelitate, providis circumspiciendis, & industriis; dilectorum & fidelium nostrorum, Jacobus de *Luxemburgiae*, Domini de *Finnies* *Consanguinei* *Lotharingensium* & *Gubernatores* nostri, *Comitum* *Flandriae* & *Arthensi*, *Johannis* *Domini* de *Bergeri*, *Consiliariorum* & *Camellanorum* nostrorum, *Militum* *Ordinis* nostri *sacri* *Vallera*, *Laurentii* de *Gorenzenda*, *Baronis* *Mouhantii* *Gubernatores* *Bressiae*, *Johannis* *le* *Sampage*, *Militis* *Præfidi* *Flandriae*, & *Magistri* *Philippi* *Hansoni* *Audientiarum* & *Primi* *Secretarii* nostri, quamplurimum confidentes,

ipsos nostros veros & indubitanes *Commissarios*, *Oratores*, *Procuratores*, *Fiducios*, & *Deputatos* facimus, constituimus, ordinamus, & deputamus per praesentes.

Dantes & concedentes eisdem, & eorum cultores, conjunctis & divisim, plenam, recte praesentem; *Auctoritatem*, *Potentiam*, ac *Mandatum* generale & speciale, pro nobis *Rege Romanorum* *Tutoris* nomine, & tanquam *Tutore* nostri *Nepotis* *Principis Hispaniarum*, & nobis *Principe* *predicto*, de consensu & auctoritate ejusdem *Regis*, & *Tutoris* *Avi* & *Domini* nostri *Mendicissimi*, cum *Serendissimo* & *Potentissimo* *Principe* *Henrico* *Anglie* & *Francie* *Rege*, *Fratre* *Consanguineo* ac *Consulatore* nostro *Charissimo*, ejusve *Commissariis*, *Procuratoribus*, *Deputatis*, & *Nunciis* ad hoc ad eodem *Rege* *Anglie* *Potentem* & *Auctoritatem* sufficientem habentibus; communicandi, tradendi, appendendi, conveniendi, & concludendi de & inter *Amicitia*, *Ligae*, *Confederationibus*, & *Intelligentiis* inter nos, nominibus quibus supra, *Harredes* & *Successores* nostros, *Regum*, *Patris*, *Tutris*, *Domini*, *Subditi*, *Alligatos*, & *Confederatos* nostros ex una, & praesentem *Regem Anglie*, *Harredes* & *Successores* suos, ejusque *Regem*, *Tutris*, *Patris*, *Domini*, *Subditi*, *Alligatos*, & *Confederatos*, partibus ex altera, incutendi, habendi, capiendi, conveniendi, & concludendi;

Ac de & super praemissis, sicut praesentis, apponuntis, conveniendi, conclusi, Literas validas & efficaces, Magnis Sigillis suis communis, penendi, exigendi, & recipiendi;

Necnon consimiles Literas nostras *Potentes*, manibus & Sigillis nostris similiter communis promittendi, tradendi, & deliverandi;

Ceterisque omnia & singula faciendi & exequendi, quae circa praemissa necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, ac etiam si talia sint, quae de *Mandatum* magis exigant speciale, qualem praesentibus sit expressum;

Promittentes, bonis fide & in verbo *Regis* ac *Principis*, nos *raram*, *gratum*, & *firmum* habuit & observaturum eorum & quicquid per dictos *Commissarios*, *Oratores*, *Procuratores*, *Fiducios*, & *Deputatos*, aut eorum aliquem, actum, gestum, conventum, seu conclusionem fuerit in praemissis, seu aliquo praemissorum; & superinde Literas nostras *Potentes* *Ratificationis*, *Confirmatorias*, & *Approbatorias*, tempore, modo, loco, & forma, prout inter *nos* & *præfati* *Regem Anglie* *Oratores*, *Procuratores*, & *Commissarios* convenit fieri, concordatum & conclusum, daturus, traditurus, & deliveraturus;

Dantes insuper praesentis nostris *Oratoribus* & *Commissariis* auctoritatem & facultatem promittendi, quod nos *Principis Hispaniarum*, ex omni & singula, per ipsos *Oratores* nostros tradenda, capitulanda, & concludenda, dum ad congruam matrem pervenerimus, de novo condemnabimus, ratificabimus, & approbabitur, cum *Claufulis* ad hoc debitis & requisitis.

In cujus rei Testimonium has nostras praesentes Literas Sigillo nostro *Archiducali*, quo habemus in modum provisionis usi fuimus, iussimus communiri.

Datum in *Oppido nostro Mechlinensi*, die duodecimo mensis

ANNO
1508.

mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo septimo, Regnorum verò nostri Regis, videlicet, Romanorum vicissim secundo, & Hungariz &c. decimo octavo.

Et super premissis est scriptum id quod sequitur.

Per Dominos Regem & Archiepiscopum eorum Concilio,

Dominus Margareta Austria & Burgundie Ducissa
Fidelis Saluberrima.

Comitibus de Nassau & de Buren.

Dominus de Chocart, de Villa, de Zwenbergh,

Dominus Florentius de Eywouda,

Dominus Johannes de Vissch Milites Cancellario Brabantia,

Magistro Johanne Pieters, Præfide Magis Concilio,

Et aliis presentibus.

Sic signat'

VER DE RUE.

*Sequitur Tenor Commissionis prefati Regis
Anglie.*

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie & Francie
& Dominus Hibernie, universis & singulis, ad quos
presentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quod nos,

De fidelitatis, industria, & provida circumspici-
entibus Venerabilis in Christo Patris Ricardi Episcopi
Hibernie, Capituli Privati Sigilli nostri, ac Char-
tissimæ Consanguineitatis nostri Thomæ Comitis Sarrie
Theobaldus nostri Anglie, necnon, Dilectorum & Fi-
delium nostrorum, Thomæ Duxis Prioris Sancti Jo-
hannis Jerusalem in Anglia, Magistri Nicholai West
Legem Doctoris, & Gilberti Talbot Militis Deputati
nostri Cæciliæ, Consiliariorum nostrorum, quampluri-
mum consensu,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, O-
ratores, Procuratores, Factores, & Deputatos facim-
us, constituimus, ordinamus, & deputamus per præ-
sentes,

Dantes & concedentes eisdem, quantez aut tribus
eorum, plenam, totamque potestatem, Potestatem &
Auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, pro
nobis & nomine nostro cum Secretissimo Principe
Maximiliano, Divitiæ Tarente Cicerentis, Romanorum
Rex, semper Augustus, ac Ungarie, Bohemie, Croatiae,
&c. & Secretissimo ac Illustrissimo Principe Carolo
Principe Hispaniarum utriusque Sicilie, Jeru-
salem Episcopo, ARCHIDUCIBUS Austrie, DUCIBUS
Burgundie, Brabantie, Stirie, Episcopo, Fratre, &
Consanguineis, ac Confederatis nostris Charissimis,
eorumque Commissariis, Procuratoribus, Deputatis,
& Nunciis ad hoc ab eodem Rege Romanorum, Tutorio
nomine, & tanquam Tutoris prefati Principis Hispaniarum,
& ab eodem Principe Hispaniarum, de consensu
& auctoritate ejusdem Regis Romanorum, Tutoris
& Avii sui, Potestatem & Auctoritatem sollicitam
habentibus committimus, tradimus, appendimus,
convenimus, & concedimus de & super Amicitia, Lega-
ti, Confederationibus, & intelligentiis inter nos,
Heredes, & Successores nostros, Regna, Paucias,
Terras, Dominia, Subditos, Aliquos, & Confede-
ratos nostros ex una, & prefatum Regem Romanorum,
tanquam Tutorem prefati Principis Hispaniarum, &
eundem Principem Hispaniarum, Heredes & Successores
ejusdem Principis, ejusque Terras, Partes, Domi-
nia, Subditos, Aliquos, & Confederatos, pariter
ex altera, intendendis, habendis, capiendis, comen-
diendis;

Ac de & super premissis, sicut præsentem, appendimus,
convenimus, conclusum, Literas Patentes validas &
efficaces, manu & Magis Sigilli sui communis,
pendendi, exequendi, & recipiendi;

Necnon continens Literas nostras Patentes, manu
& Sigilli nostri similiter communis, promittendi,
tradendi, & deliverandi;

Ceterique omnia & singula faciendi & exequendi,
que circa premissa necessaria fuerint seu quomodolibet
opportuna, etiam si talia sint que de se Mandatum
magis exigit speciale, quam presentibus &c. ex-
pressum;

Promittentes, bonæ fidei & in verbo Regio, nos tam-
en, gratum, & firmum habebimus & observabimus to-
tum & quicquid per dictos Commissarios, Oratores,

Procuratores, Factores, & Deputatos, aut eorum
aliquem, alium, ipsam, conventum, sua consensu
fuerint in premissis, seu aliquo premissorum; &
superinde Literas nostras Patentes Ratificationis, Con-
firmatorias, & Approbatorias tempore, loco, modo,
& forma, prout inter nostros & prefatum Regem Ro-
manorum & Principem Hispaniarum Oratores, Procura-
tores, & Commissarios convenire fuerint, concorda-
rum, & conclusum, daturus, traditurus, & delibe-
raturus.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri
fecimus Patentes.

Teste meipso apud Westmonasterium octavo die men-
sis Decembris, Anno Regni nostri vicimo tertio.

PORTER.

In quorum omnium & singulorum robur & Testi-
monium has prefatas Literas Manibus nostris sub-
scripsimus & Sigilli nostri communis.

Datum in Opido Calise vicimo primo die mensis
Decembris, Anno Domini millesimo quingentesimo
septimo.

Sic signatus super premissis.

J. DE LUXENBURG.

J. DE BEAUGHER.

L. DE GORRENGODE.

J. LE SAUVAIGNE.

HANETON.

Fuerint in decimo tertio dictis prefatis Traditis
Articulo inter cetera conventum, traditum, conceden-
dum, & conclusum quod,

Nos Maximilianus, tunc Rex, nunc vero Romanorum
Imperator, cum nomine nostro proprio & privato,
ac sub Titulo nostro Regis Romanorum, cum
Tutorio & Administratorio nomine Personæ & bono-
rum nostri Ricardi Principis Hispaniarum;

Et nos Principes Hispaniarum de auctoritate, assensu
& consensu nostri Imperatoris,

Prefatum Traditum in omnibus & singulis suis
Articulis, Partibus, Punctis, & Capitulis, tam &
gratum habebimus, istamque acceptabimus, confirma-
vimus, ratificavimus, approbavimus, ac invariabiliter
observabimus: & etiam casu Literas nostras Patentes,
signi nostro manuali & Sigillo nostro communis,
prefato Secretissimo Regi Anglie, Fratri & Consanguineo
nostro carissimo, ejusque Consanguineis vel Deputatis,
in Civitate Londoniarum expediri & deliverari
mandavimus, circa Festum Pasche proximè futurum,
prout latius in dicto Tradito, & singulariter in pre-
dicto decimo tertio illius Articulo expresse continetur.

Hinc est quod nos,

Prefatum Legatum, Foderum, Amicitie, ac
perpetuæ intelligentie Traditum, per dictos nostros
ac dicti Regis Anglie Oratores factum & conclusum,
cum omnibus & singulis suis Partibus, Punctis, Arti-
culis, & Capitulis, tam in specie quam in genere, tam
& gratum habentes, Conventumque ac Promissi-
simum dictorum Ducum nostrorum circa premissa
factis, ut per est, satisfecisse volentes,

Pro nobis, nominibus, auctoritate, assensu & con-
sensu, quibus supra, iuravimus, acceptavimus, confir-
mavimus, ratificavimus, & approbavimus, iuravimusque,
& ratificavimus, acceptavimus, confirmavimus,
emologavimus, & approbavimus, ac roboris firmitatem
perpetuam obtinere volumus & declaramus per præ-
sentes.

Promittentes, bonæ fidei & in verbo Imperatoris ac
Principum, omnia & singula in prefato Legatum,
Amicitie, ac perpetuam intelligentiam Traditum
contenta & descripta, tam in specie, quam in genere,
ratis, gratas, & firma habere; eoque cum omnibus &
singulis suis Articulis, Partibus, & Punctis, singula
singula referendo, pro nostra parte, & in quantum
nos velimus aut nostri interest & intererit, invariabiliter
& perpetuo observare: & nunquam per nos, vel alium
contra ire, dicere, opponere, vel venire, seu contra
ire volumus in aliquo consentire etiam, palam, tacite,
vel expresse, quovis quavis colore, supplexantes omnes
& singulos, tam Juri, quam Fidei defensores, si qui
tales sint, ac etiam renunciantes omni beneficio omnium
Legum & Canonum, etiam omnibus & singulis in vim
Pacti tam Juri, quam Fidei exceptionibus, specialem
& expresse renuntiationem requirunt;

Declaramus tamen, tenore presentium, quod per
hujus-

ANNO
1508.

ANNO hejusemodi Tractatum, ut premititur, factum, ac
1508. modo quo supra per nos acceptum, approbatum, &
confirmatum non intendimus quovismodo recedere a

Tribuitur Pacis, Amicilium, & Conföderationem, alia, per *Oratores nostris Imperatoris*, ad id sufficiens intrinsecus, ac etiam *dicti Regis Angliæ*, status, concordat, et conclusi inter nos Imperatorem et nos, et præfatum Regem Angliæ, Frærem et Consequenter nostrum Cæsarem et illi partibus, sub dicti orationis mensis *Junii*, Anno Domini millesimo quingentesimo secundo:

Ac inde per nos Imperatorem Literis nostris Patribus & separatim sub dicti versibus orationis mensis *Julii* Anno prædicti, ac etiam per ipsum Regem alii Literis suis Patribus, eorum separatim expeditis data, deinceps quædam de Angliæ, infans Anno quingentesimo secundo, confirmatis, ratificatis, & approbatis.

Nec enim a Trachar Paeis, Amieicis, Ligis & Confederacionis, Inter primum Regem Anglie, & Ecclesiarum memoralis, Philippum super Regem Castellie, Filium Imperatoris Carolum, Dominum, Dominum & Genitorem nostri Principis Hispaniarum, Wladislaw pro re Hereditibus & Successoribus suis, inito, concluso & concluso, de Data anni domini millesimo Feliciano, Anno Domini millesimo quingentesimo anno.

Nec eadem aut alicui eorumdem Traditum Capitulo quoquo modo contra venire aut derogare, sequi illis per primum quatuordecim derogatum in, quibus ymo contra Traditum huiusmodi diligenter, cum cunctis & singulis Chanselis & Capitulis in circumscriptione in suo recte permanere ac debere in circumscriptione eorumdem fore debere decernimus & declaramus, praefatis Traditum, scriptum ad locum inferio, inde confecto, aliosque, esse in contrarium obici possunt non obstitunt.

In quorum præmissorum Testimonium his Literis Patentibus, manibus nostris propriis subscriptis & signatis. Scitum nostrum iussimus addendi.

Datum in *Opulo nostro Melchioris*, die viceſimã ſextã menſis Martii, Anno Domini millefimo, quingreſimo ſeptimo (a), Regnorum verò noſtri Imperatoris (videlicet) Germanie viceſimo ſexto, & Hongarie, &c. decimo ſexto.

MAXIM.
CHARLES.

PEE DOMINOS,
IMPERATOREM,
ET AUGUSTULUM.

References

t.r.

10. Dec. *Traité de Paix & d'Alliance entre MAXIMILIEN I. & CHARLES, Prince d'Espagne, son petit-fils, d'une part; & le Roi Louis XII. & CHARLES D'ÉGMOND, Duc de Gueldres, d'autre. A Cambrai le 10. Décembre 1503. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 46.]*

[illegible]

Christiana, quantum iustorum & dñali ex Principum
furnum incellum odii, discordiis, & bellis ex multo
ante tempore fit perpeſſa, vel hoc unum no omnibus
animis ex gratitudine indolentium, quid Chriſtiani
hinc occasione capientes in ſibi Turci, aliique infideles
hinc occaſione capientes in deſe corum vires accre-
ſcunt, tantum inde iocundantur, ut ſibi tabulis illo-
rum impetus contradiant, & hinc preſentibus ma-
lo à fidelibus maiore coolatio & remedio perueniant
ita præteritis materiam & elides Religionis uoluntæ
& Chriſti fidelibus ſeuſibile illata, ad hoc maiora & gra-
uioſa pericula in deſe nobis innimere ab illis plurimum
fit timeendum. Quam rem, nos qui Religionis noluntæ
Sacrosanctæ, & communem uoluntæ Reipublicæ Chriſti-
anæ utilitatem, exaltationem, honorem, ſalutem
& conſervationem ſemper alio pectore gerimus, ſepius
ſe ſapius nobis uocem revolueret, & præ oculis habentes,
ad nullam uſque rem Mundi tantum inſpiramus
& cum tanto ſeruoſo, ſtudio & affectu deſidera-
uiſimus, quim Chriſtianos Principum inter ſe & Unionem
Concordiam, & Pacem, ut aliquando ſocietatem
concordie Amicitia, ad exterminandam communem
noſtrem, Hottomannorum & barbarum, communis
expediſio contra perſidiam & inſuperſtiam, &
matine accedente ad hoc Sandiſſimam in Christo Patri-
& Domini, Domini Julii ſecundi, Domini proſperum
Sæculæ Romanæ ac Univerſali Ecclæſiæ Summi Pontificis,
Domini noſtri Reverendiſſimæ exhortatione, qui
tam ſollicito ſtudio, & paternis ſuis admonitionibus
toties apud nos, atque Chriſtianos Principes, per
hanc Unionem ſuam indolentem iſtiti, & ſollicitaverit,
Cūque impreſſis ſenſuſſimis Sereniſſimum & Excel-
lenſiſſimum Principem, Dominiſm Ludovicum Re-
gem Franciæ, &c. Patrem noſtrum cuiſſimum, ad
iſtāſam Unionem, Concordiam, & Pacem nobis
cum locutione æque ac nos ſummo ſimvi ſeruoſo
deſiderare incellunt: Nos ex de uſſis nuper Illuſ-
triſſimæ Catholiciſſimæ Margarete, Archiduciſſam
Aſtriæ, Duſſiam ſeruoſum Regem Bohemæ, Filiam
noſtram cuiſſimum, & Chriſtianiſſimam noſtram Imperia-
lem Cameracensem nimis, quæ ſibi plene
ſufficientiſſimi Mandati noſtri, tamquam ſpecialiſſimo
hæ parte Procuratoris, cum Reverendiſſimo in Chriſto
Patre, Domino Georgio de (r) Ambaſſia, tituli
Sancti Silii Sæculæ Romanæ Ecclæſiæ Preſbiteri
Cardinalis, & Archiepiſcopi Rothomagenſis, Sedis
Apoſtolice per Franciam de ſeruoſo Legato, amico
noſtro cuiſſimo, à prædiſſo Sereniſſimo Patre noſtro
ſpeciali Rege illius eum cum pleno Mandato, tan-
quam ſpeciali illius ad hoc Procuratore transmiſſo, per
multos Tractatus & diſputationes habitas circa dif-
ferentia, quæſitiones, & conuerſationes inter nos; Illuſ-
triſſimæ Catholiciſſimæ Cæſarum, Hiſpaniarum Prin-
cipum, &c. Nepotem noſtrum Regem Franciæ, & Do-
miniſm Carolum de Gueldria, ſicque Regem Eſpaniæ,
verctores, Invol, ſeck, conſultos, & juratos, ſeruoſiſ-
ſimæ roboravit Pacem & Concordiam, jura Capitula
Fundia & Articulos ſecretoſos. Quorum Litera-
rum, Capituleſum, Fundiarum, & Articuleſum ſer-
uor de verbo ad verbum ſequitur, & cū ſillis.

MARGARETA, Dei gratia et Archiduchessa Austriae, et Ducibus Burgundiae, bellica virtutum se habundè, (1) &c. Recordans, quod ipsa primum se corpore profectiorem, nonnumquam etiam unius universi quod ad tandem et honorem omnium gentium Redemptoris nostri Iesu Christi, exaltavit, atque et augmentavit nem totius Christianae Religionis, se fidei Catholicae et Orthodoxae, necnon ad honorem, commodum tranquillitatem, tutam, et confirmationem Regnorum, Dominiourum, Statuum, et Subditorum Sacramenti et Iurisdictionis Principis et Domini, Domini Maximiliani, Romanorum Imperatoris semper Augusti, Germaniae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, &c. Regis, Archiducis Austriae, Ducis Burgundiae, Brabantiae, Comitum Palatini, &c. Domini et Generis nostri Medicevici, et Serenissimi et Christianissimi Domini

[illegible]

(a) Gouvernement des États-Unis, durant la période de choc, depuis l'entrée.

ANNO
1508.

ni Ladovici, Francorum Regis, &c. ac Illustrissimi Principis Caroli, Archiducis Austrie, Hispaniarum Principis, &c. Nepotis nostri carissimi, ad exaltationem quoque Sanctissimi in Christo Patris & Domini, Domini Iulii secundi, Divina providentia Sanctae Romanae ac Universalis Ecclesiae Summi Pontificis, Domini nostri obsequandissimi, qui tanquam bonus Ecclesiae sibi commissae Pastor, & sollicitus Pater, pervigili cura & studio cunctis admodum sollicitis, ac excitandis Christianorum Principum animis laboravit, ut ipsorum & abominis interitus simularetur, & contentuibus, concordiam, & fructum Amoris Fœderis amplectereretur, & cuncta Ecclesiae Romanae, & sanctae Religionis nostrae hostes, concordibus armis se unirent, illique tanto acris resistere possent. Nos tanquam locum & vicem tenens, & Negotiorum Gestis & Procuratoris, atque in hac parte Procuratoris nomine supra dicti Sanctissimi Domini Maximiliani, Romanorum Imperatoris, &c. Domini & Genitoris nostri Mosteuerissimi, vigore & virtute Mandati nostri sufficientis, cujus tenor de verbo ad verbum hic sequitur, & est talis.

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. Et Charles, par la même grace Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne, des deux Siciles, de Jérusalem, &c. Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Seille, de Carinthie, de Caroleie, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldre, Landgrave d'Alsace, Prince de Saxe, Palatin de Hainbourg, & de Hainaut, Prince & Comte de Bourgogne, de Flandre, de Tirol, d'Artois, Gorice, de Hollande, de Zélande, de Frenche, de Kibourg, de Namur, & de Zuyphem, Marquis du Saint Empire, & de Burgau, Seigneur de Frise, sur la Marche de Slavonie, de Portenau, de Salins & de Malines : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme pour le bien & utilité de toute la Chrétienté, & éviter les maux & inconveniens, qui par la continuation des différends, divisions, & discussions états entre nous, & tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince notre tres-cher & tres-aimé Frère & Cousin, le Roi de France, se peuvent ensuivre, soit aisé être sous une journée par nous communi & Deputés, & ceux d'icelui nobredit Frère, en notre Cité de Cambrai, le huitième jour d'Octobre prochain, sur tous & quelconques différends & questions, qui sont & peuvent être entre nous deux, nos Roisannes, Pais, & Sujets. Savoir faisons, que nous, ces choses considérées, même que ne faisons personne en qui mieux nous nous devons confier, que en la personne de notre très-cher & très-aimé fille unique de nous Empereur, & tante de nous Charles, Dame Marguerite, Archiduchesse d'Autriche, & de Bourgogne, Duchesse Douairière de Savoie; icelle avons commise, depuis, ordonnée, & établie, emmentons, députons, ordonnons, & établissons par ces présentes notre Procureur Général, & certain message spécial, en lui donnant plein pouvoir, autorité, & Mandement spécial, de se trouver à icelle journée, unir, pacifier, conclure, & accorder de par nous, & en notre nom, avec ledit Roi de France, ou ses Commis & Deputés à ce, tous & quelconques différends, questions, débats, malveillances & rancunes, qui sont & peuvent être entre nous, & ledit Roi de France, nosdits Roisannes, Pais, & Sujets, Amis & Alliez. Aussi de faire, traiter, & conclure toutes Amicitie, Considerations, & bonnes intelligences, qui se peuvent & doivent faire entre bons Frères & Cousins, leurs Roisannes, Pais, & Sujets, Amis, & Alliez & Bienveillans d'iceux, jurer en notre ame les tenir, entretenir, & observer, & de en ce faire, comme aussi leurs circonstances & dépendances sont ainsé comme nous mêmes ferions, si présents en notre personne y étions, jure ce sur la chose requise Mandement plus spécial. Promettant en bonne foi avoir & tenir ferme, stable, & agréable à toujours, tout ce qui par nobredite fille sera fait, conclu, passé & accordé touchant les choses dessusdites, & leurs circonstances & dépendances, & de le ratifier, sans jamais aller, faire, ni souffrir être fait, ores, ni au tems à venir, aucune chose au contraire. En témoin de ce nous avons fait mettre notre Seal à ces présentes. Donné en notre Châtel de Tournout, le quatorzième jour de Septembre, l'an de grace 1508. & de nos Regnes, sixième de celui des Romains, le vingtième; & de Hongrie, &c. le dix-neuvième. *Signé des Rois, MAXIMILIEN. Et sur le repli : l'un l'Empe-*

reux, & Monseigneur l'Archiduc, RENEUR.

ANNO
1508.

Hodie cum Reverendissimo in Christo Patre, Domino GEORGIO de Ambasia, tituli sancti XISTI, Sanctae Romanae Ecclesiae Presbytero Cardinale, & Archiepiscopo Rothomagensi, & per Franciam Apostolica de latere Legato, tanquam Procuratore, nomen supradicti Serenissimi & Christianissimi Principis, Domini LUDOVICI, Francorum Regis, &c. vigore & virtute ejus Mandati sufficientis, cujus tenor etiam de verbo ad verbum sequitur, & est talis.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme puis aucun tems en ça se soient qu'il & ebercher avertis bons moens, & convenables expédients & pourparlers, par avenues gens verueux, & notables Personages, pour venir à quelque amiable accord & finale Paix des différends états entre nous, & tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, notre tres-cher, & tres-ami Frère & Cousin, l'Empereur, l'Archiduc d'Autriche, son Fils, & notre tres-cher & tres-ami Cousin, le Duchesse Douairière de Savoie, &c. in fille. Et tellement y a été vaqué, entendu, & procédé, que une Trêve de six semaines a été entre nous prêt & acceptée, pendant laquelle nos Deputés, tant d'un côté que d'autre, se doivent trouver & assembler en la Ville de Cambrai, pour en icelle négocier, vaquer, & entendre à faire & accomplir ladite Paix finale, ou prendre aucune bonne loque Trêve, ainsi qu'il appert par les Lettres Patentes, qui en ont été par entre nous depuis aucun jours en ça expédiées. Et soit ainsi que nous désirant de tout notre cœur sur toutes choses vivre en paix, repos, & tranquillité, non seulement avec nobredit Frère & Cousin, mais aussi avec tous autres Princes Chrétiens, connaissant parfaitement le grand & inestimable bien, félicité, profit, & utilité qui vient de Paix; & au contraire les maux, & innombrables inconveniens, qui procédoient pour raison de la Guerre. Nous à ces causes, & afin que chacun puisse aisément connaître, que à nous n'a tenu, ne vient, ne tiendra, que ladite Paix ne se fasse & parvienne entièrement, & que ne vivions désormais avec nobredit Frère & Cousin, & lesdits Fils & Filles, en toute amour, bonne fraternité, & loiale dilection, avons voulu être & choisir en notre Royaume quelque bon, grand, notable, & verueux Personage, pour faire & traiter de ladite Paix finale, ou longue Trêve, comme dit est, auquel nous avons touté légièr & fincé. Savoir faisons, que nous ce considérant, & pour la tres-grande, bonne, & parfaite confiance, que nous avons de la personne de notre tres-cher & tres-ami Cousin, le Cardinal d'Amboise, Legat en France, & de ses sens, loiauté, prudence, intégrité, & loingue expérience; sachant aussi certainement que lui, tant, ou plus que nul autre, a un singulier zèle, en tier & fervent vouloir à ladite Paix, & que pour à icelle parvenir & accomplir, n'y voudra épargner la personne, le labeur d'icelle, ni autre chose. Iceui nobredit Cousin le Legat, pour ces causes, & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, avons ce jourd'hui, fait, commis, ordonné, depuis, confirmé, & établi; faisons, ordonnons, députons, confions, & établissons notre Lieutenant Général, & Procureur spécial quant à ce, & lui avons donné & donnons pouvoir par cesdites présentes, d'icelle Paix finale, ou longue Trêve, traiter & conclure, & pour ce faire avec nobredit Cousin la Douairière de Savoie, & autres Deputés de notre Cousin l'Empereur, soit au lieu de Cambrai, ou ailleurs, où fera par entre eux ainsé faire & passer tels Articles & conditions de Paix finale, ou longue Trêve, que fera par entre eux accordé, & icelui pour & en notre nom jurer solennellement ainsi que en tel cas appartient, & autrement y faire beigneur, vaquer, & entendre, & de en ce par la forme & manière, que nous mêmes ferions, & faire pourrions, si présents & personnellement y étions. Promettant en bonne foi, & parole de Roi, avoir agréable, tenir ferme & stable tout ce que par nobredit Cousin le Legat aura été, ou sera fait, passé, conclu & accordé, & jurer pour ladite Paix finale, ou longue Trêve, ainsi que dit est, sans jamais venir, ou faire venir au contraire, & icelle Paix finale, ou longue Trêve, & tout ce que fait aura par lui été, confirmer, ratifier, & approuver toutes & quantes fois que requis en serons, & d'en

ANNO
1508.

& d'en bailler Lettres Patentes en bonne forme. En témoin de ce nous avons signé ces présentes de notre nom, & à icelles fait mettre notre Seal. Donné à Rouen, le vingtième jour d'Octobre, l'an de grace 1508. & de votre Règne le centième. *Signé, LOUIS. Et sur le reste: Par le Roi, vous, & autres présents, ROBERT.*

Tradimus, equimus, adiuvimus, convenimus, & conclusimus omnes & singulos infra scriptos Articulis.

Imprimis, quod actum & conclusum est inter Procuratorem & Procuratorem penitenciarum, nominibus quibus superius, quod inter sanctissimum Imperatorem, tam nomine suo proprio, quam etiam Tutorio & Administratorio nomine ipsius Illustrissimi Domini Principis Hispaniarum, & Archiducis Austrie, ex una parte; & sanctissimum Christianissimum Regem Francie, ex altera, pro se, eorumque Subditis, Regnis, & Dominiis quousqueque, de his bona, vera, fidelis, legalis, incensa, ac indissolubilis Pax, Unio, Amicitia, Liga, Fœderata, & Confœderatio, duratura ad vitam utroque ipsorum, videlicet sanctissimum Imperatorem, & Christianissimum Regem Francie, & per unum annum post, & ipsi ex tunc omnem rancorem, & odium inter se deposuerunt, & extirparunt, & proliis abolerunt.

Item. Actum est, quod fit inter ipsas Partes una specialis Confœderatio contra Turcos, & alios Infideles ac Hostes Christianæ Religionis. Ita quod rebus eorum committitur, dum eisdem videbitur, ad ipsam expeditionem intendere debeant. Quod si unus ipsorum, Sanctissimum Imperatorem, ac Christianissimum Regem Francie, vellet invadere ipsos Turcos, aut alios Infideles, & Christianæ Religionis hostes & inimicos, tenebatur alter illi invadere volenti pro posse assistere, & omne auxilium ac favorem prestare, assilendo ad hanc gloriosam expeditionem sanctissimum Dominum nostrum, cœlestesque Reges & Principes totius Christianitatis.

Item. Quod in huiusmodi Pace, Unione, Amicitia, Liga, & Confœderatione, comprehenduntur, & expressè comprehendi intelligantur omnes Subditi, Vassalli, Amici, & Confœderati utroqueque Partis, tam civilis, quam alia Mare, citraque & ultra Montes, & ubicunque erant. Et in specie ambe Partes nominatim committitur pro eorum Amicis & Confœderatis sanctissimum Dominum nostrum, Serenissimosque Reges Angliæ, Hungariæ, & Aragoniæ, pro suis Regnis & Dominiis.

Item. Contemplatione Majestatis Cæsareæ, actum & conventum est, quod durante uno anno proximo, à die publicationis & ratificationis Partium numerando, nihil de facto, aut vi armis attentetur contra Serenissimum Regem & Regnum Navarre, eorumque Regni & Dominiæ, nec per Christianissimum Regem Francie, nec per Illustrissimum Dominum Gallonem de Foix, Ducem Nemosis, nec per alios quovis eorum Subditos, Amicos, & Confœderatos, directè, vel indirectè, aut quovis exagitatione colore. Verum quantum ad ea Dominiæ que tenent sub superioritate & Jurisdictione Regni Francie, poterit contra eos juridicè, & omnibus iuris remediis procedere, & eos compescere, ut parenti iudicatis. Quantum verò ad ius Regni Navarre, & ea que non sunt subiecta Coronæ Francie, remaneat ipso Anno durante omnia controversia in suspensio. Interim tamen & ante ipsius anni lapsum, poterant Cæsarea Majestas & Christianissimus Rex Francie inter se trahere de aliquo bono remedio fidei & componendi huiusmodi differentiam & controversiam dicti Regni Navarre.

Item. Quia Christianissimus Rex Francie voluit fieri per eius Confœderationem expressè includere Dominum Carolum de Gueldria, alias de Egmond, cum tamen Majestas Cæsarea propter non acceptas Treugas sex hebdomadarum, immò propter illarum rupturam, precebat ut tolleret ab huiusmodi Tractatu excludendum, & quatenus includendus foret, debere saltem eundem Gueldrensem quod ante omnia restituere ea, que ex Ducatu Gueldrie receperat, seu verius occupavit post ipsam Pacem, seu Treugam, cum quondam Serenissimo Rege Castellæ, ex Oppidæ & Castris, que per dictum Tractatum Pacis, seu Treugæ erant per eundem Serenissimum Regem Castellæ possidenda, donec de Juribus Partium effect cognoscatur. Que sunt in summa quatuor Oppida, & tria Castra per ipsum Gueldrensem repta Pace, seu Treuga, occupata altera Oppidum Weip, & Castrum Morda, in Hollandia capta, in quibus ipse Gueldrensis nullum jus potest pretendere. Actum est, quod pro bono

Pacis, & contemplatione ipsius Christianissimi Regis Francie includeret idem Gueldrensis in hoc Tractatu, his conditionibus, videlicet, quod ipse Dominus Carolus de Egmonda primò & ante omnia de continenti, & infra quadraginta dies post datam presentis Tractatus, cessaret, & liberè restitueret Illustrissimo Domino Archiduci, & Principi Hispaniarum, dictum Oppidum Weip, & Castrum Morda, in Hollandia occupata. Et quantum ad alia occupata in Ducatu Gueldria, in quo utraque Pars vis præcedit, ut tandem illud Negotium cum fundamento finaliter decidatur, & terminetur, utraque Pars tenetur, quoad, & possidet Oppida & Castra, que nunc tenent cum suis Juribus, pertinentiis, & dependentiis quibuscunque. Nec possint, nec debeant se invicem inquirere, directè, nec indirectè; donec de Juribus Partium sit cognoscitur. Pro quo cognitione fenda, ex nunc eligatur committitur & concordetur Arbitri, seu Compromissarii huius differentie, videlicet, idem Sanctissimus Imperator, & Serenissimus Francie, Angliæ, & Scotiæ Reges. Ita tamen quod ipsi Sanctissimus Imperator, & Christianissimus Rex Francie, utraqueque vicissim, infra eam mensuram proximam eligant, quilibet ipsorum, duos aut tres probos, honestos, & idoneos viros, qui præstatio prius juramento fideliter visum & referent, habebunt convenire in loco per eosdem Imperatorem, & Regem Francie, eligendo & ibidem videtur, & visitare Jura Partium, & totum Negotium diligenter examinare, & omnia alia expedientes & necessaria facere; & huiusmodi visitatione facta, & processu per eos plane instructo, referent ipsi quatuor Arbitris & Compromissariis. Et pro ipsa visitatione Jurium fenda, ambe Partes exhibere teneantur eorum Jura in manibus dictorum deputandorum, infra duos menses post electionem & deputatorem ipsorum. Qui Arbitri & Compromissarii, infra annum à die publicationis & ratificationis Cæsaris, & Christianissimi Regis Francie, vel citius, si fieri possit, judicabunt & terminabunt, & proferent eorum laudum & decisionem super huiusmodi differentia & Juribus Partium. Et si ipsi Compromissarii & Arbitri non possint simul in uno loco convenire ad probatissimam Sententiam arbitramentis, seu laudis, quilibet ipsorum possit deputare unum Delegatum in locum sui, qui Partibus vocalis simul conveniant ut super loco differentie, aut alio loco per eos eligendo, & super ipsi differentis Sententiam proferant. Qua prolatio sic facta periodè valeat ac si per ipsos Arbitros facta foret. Cui cognoscit & decisionis ipsorum Arbitrorum & Compromissariorum, five eorum Deputatorum & Delegatorum, ambe Partes cogitur, & teneantur stare & acquiescere sine contradictione quacunque. Et calcuque Partium fuerit ipse Ducatus Gueldria sic adjuvatus, teneantur altera Partium restituere quicquid ex ipso Ducatu detinere, seu occupare commiserit; atque in omnibus huiusmodi facienda parere, sub pena perditionis presentis Juris Partium non obtemperantis. Verum, si ipsi Arbitri & Compromissarii non possint ex iusta & rationabili causa infra annum huiusmodi controversiam decidere & terminare, licitum erit eis ordinare incontinenti ipso anno aliquem huiusmodi modum quo ambe Partes in ipso Ducatu Gueldria se regere & gubernare debeant, donec plenius de Juribus Partium effect cognoscitur per eosdem Arbitros, qui poterunt, si ad illi concordare committitur existant, & non aliter, dictum compromissum semel tunc prorogare, rata semper manente huiusmodi Pace & Concordia inter Partes contrahentes. Et si interim super possessione dictarum rerum & pertinentiarum controversia oriretur, non debeant, nec possint ipsi, vi facti procedere, sed remittant huiusmodi controversiam ad Arbitros eligendos & deputandos per Cæsarem, & Regem Francie. Et si ipse Dominus Carolus de Gueldria, alias de Egmonda, aliquod premissorum non observaret, seu quovis modo in aliqua parte contraveniret, directè, vel indirectè, sive non restituendo Oppida Hollandia, de quibus supra, sive non acceptando & ratificando huiusmodi Tractatum, in quantum eum concernit, sive etiam non puniendo pronuntiandi & ordinandi per ipsos Arbitros & Compromissarios, ut supra electos, aut alios quovis modo à contentis in huiusmodi Tractatu deficeret, illi electos, aut altero ipsorum adveniente, tunc Christianissimus Rex Francie eidem Gueldrensi nullo modo auxilium, seu favorem præstabit, imò operam dabit cum effectu, quod etiam Subditi ipsius Christianissimi Regis Francie nullo modo auxilium, seu favorem eidem Gueldrensi præstabit; adeo quod ipse Gueldrensis in altero dictorum casuum nullum penitus habeat auxilium, præsidium, seu favorem

ANNO
1508.

ANNO
1508.

rem ab ipso Christianissimo Rege Francie, nec à suis Subditis directè vel indirectè, aut quovis exequito colore.

Item. Quia per Treugam sex hebdomadarum nuper initam inter Mayellam Castellum suo, & nomine Illustrissimi Domini, Principis Hispaniarum, & Archiducis Austrie, eius Nepotis, & Christianissimum Regem Francie, suo, & nomine Domini Caroli de Gueldria, alias de Egmunda, inter cetera ipse Christianissimus Rex Francie expressè promissit, bona fide, & in verbo Regio, pro se, & dicto Domino Carolo de Gueldria, quod pendente ipso tempore sex hebdomadarum intererantur ipsa Treuga sine aliqui innovatione, & si quid contrarium factum esset, faciet ipse Christianissimus Rex Francie id reparari, & ad primum statum reponi, & vice-versa Mayella Castellum eidem promissit pro se, & dicto Illustrissimo Domino Archiduce. Idem ad eam & contrarium est quod, quicquid hinc inde, durante ipse Treuga sex hebdomadarum, occupatum, seu attentatum apparet in preiudicium ipsarum Treugarum, contra quovisquam in eadem Treuga nominatim & comprehensum, debet hinc inde incontinenti restitui, & reparari, ac ad primum statum reduci, omni exceptione cessante. Et quod Christianissimus Rex Francie id cum effectu exequi faciet, tam pro se, quam pro dicto Domino Carolo de Gueldria. Et idem faciet Mayella Castellum pro se, & Illustrissimo Domino Archiduce.

Item. Quoniam ipse Tractatus quoad Gueldriam habet effectum Pacis, adum est, quod Mercatores & Subditi, hinc inde libere habeant conversationem, aditum & transitum in Dominicis, & ad Dominicis alterius Partis, quodque particulares Personae habentes Bona in Territoriis alterius Partis, & Consideratorum, redeant hinc inde ad possessionem bonorum suorum, & possint vires Ecclesiasticas, quibus nullum penitus debet fieri impedimentum hinc inde in possidendis eorum bonis Ecclesiasticis, quae in Dominicis alterius Partis considerant. Et insuper, si sine aliqui captivi hinc inde, quod à restituantur hinc inde, dundo captivum pro captivo. Et si plures sint captivi ex una parte, quod illi admittantur ad compositionem secundum usum ordinariis, & habentem conductam in ipso Bello Gueldrensi, si visis, qui jam nunc compescuntur pro redemptione eorum captivitatis, quorum compositionem firmam maneat.

Item. Eorum ultra praedictos Consideratos, Amicos, Vassallos, & Subditos, ut supra communiter acclamatos & comprehensos, nominantur pro parte Mayellam Castellum, & expressè includuntur de praesentibus, Illustrissimi Duxes Juliacensis, & Clevenae, Reverendissimi Episcopus Trajectensis, Comes de Horn; Nobilioque, & Vassalli Gueldriae, tenentes partium Mayellam Castellum, & Illustrissimi Principis & Archiducis. Et pari modo, pro parte Christianissimi Regis Francie, et tunc nominantur & includuntur, Reverendissimus Dominus Episcopus Leodiensis, & Dominus Robertus de la Mark, Dominus de Sedan, & etiam Subditi & Vassalli tenentes partem Gueldrensem.

Item. Quoad alios Consideratos, Amicos, Vassallos, & Subditos, quos utraque Pars particulariter habet, & nominare praesentibus, & qui in huiusmodi Tractatu in specie nominati impenduntur non fuerunt, licetiam erit utraque Pars, videlicet, Sacratissimo Imperatori, & Christianissimo Regi Francie, illos nominare infra quatuor menses proximos, qui tunc nominandi perinde intelligantur in huiusmodi Tractatu inclusi, ac si ex nunc expressè & specificè nominati fuissent.

Item. Adum est, quod pendente huiusmodi Pace, donec ipse Illustrissimus Princeps & Archidux ad viginti annos sua aetate non pervenerit, suspendatur hominum & fidelitas, quae peccati decessent Christianissimo Regi Francie ratione eorum, qui moventur de fuso Coronae Francie.

Item. Ipse Pace durante adum est, quod Illustrissimus Princeps & Archidux teneat, & possidet omnia ipsi Dominia moventia de fuso Coronae Francie, si modo & formis, ac sub eisdem praesentibus & gratiis, quibus tenebat quondam Serenissimus Rex Castellae tempore ejus vitae & mortis, videlicet tam quoad dona & Subsidia Subditorum, & compositiones ordinarias Comitum Arctii, & Quatellegii, ac aliorum Dominiorum, & locorum feodiarum Coronae Francie, quon quoad permissionem granariorum, & Gabeliarum salis, siveque & eorum salis Salinarum in Ducatu Burgundiae, & Terris adjacentibus, ac suspensionem mille Librarum Viennensium, quoniam etiam quoad

alia omnia, quibus ipse Serenissimus quondam Rex Castellae tempore ejus vitae & mortis gaudebat, & fruebatur, salvis tamen semper in omnibus Juribus Superioritatis.

Et quod quovis impediens in praedicta opposita, et parte Christianissimi Regis Francie, solvantur & amoveantur, ac redeant ad eum statum, in quo erant tempore mortis ipsius Serenissimi Regis Castellae. Nec de casero, pro eis qui in Comitatu Burgundiae attendantur via Jussu, vel ad exactionem Subsidiorum ipsius Comitatus, contra quovisquam ibidem bona habentes, talia impositiones apponantur ad requisitionem cujusvis Subditi Regis, sed tamen tales Subditi recurrere ad remedia Justitiae. Restituantur tamen ex nunc Pecuniae praeteritis ipsorum impedimentorum exactis, & per Regem, seu Officiales suos percipere, post mortem dicti quondam Serenissimi Regis Castellae. Et pro eis, ac etiam pro Subsidio nuper amano, & accordato à Semibus Communiis Arctii, & aliis, quae impediens contingit donum & accordum ab ipse Subditis, dentur, & expendantur per Christianissimum Regem Francie Lucere in bona forma. Et poterunt ipsi auxilia & compositiones levare per simplices quanciam ipsius Illustrissimi Principis, per manus receptoris dictae compositionis, seu Subditi de praesentibus, juxta morem solentem & consuetum. Et tamen pacto, quod pro ipso auxilio & compositionibus ordinariis Arctii sic levandis teneatur ipse Illustrissimus Princeps & Archidux singulis decem annis imperpetuum & obtinere Licentia Licentiae levandi ipsa Subsidia. Quas tamen petitas & requisitas ipse Christianissimus Rex Francie, durante ejusmodi Pace, ex ejus liberalitate benigne concedet. Et idem fiet quantum ad dona granariorum & Gabeliarum salis.

Item. Quia Nobilis Ludovicus de Orlans, Marchio Roelini, affectus, & spoliatus Castro Joux, & ex adverso praesentem nullum esse spoliatum, sed fidei juridice capium, tandem pro bono Pace, & ne major propter hanc misera perturbatio, adum est, quod ipse Marchio Roelini, & ejus Uxor, tam respectu praesentis spoliationis et parte ipsi allegante, assertoriamque damnorum, ut praesentibus, iudicium & supportationem ad casum ipsius capere Castro Joux, necnon occasione Joris hinc inde praesentibus in ipso Castro, ac etiam aliis amicitis in Comitatu Burgundiae, teneantur juri stare, & iudicio parere coram Justice compescant, & ubicumque de Jure debeant; et tamen interim ipsi Castro Joux, cum omnibus suis pertinentiis & dependentiis, in manus Officiariorum Mayellam Castellum, & Illustrissimi Principis & Archiducis. Et insuperantur interim durante huiusmodi cognitione, nec ipsi Marchio Roelini, & ejus Uxor, habeant curiam gerere, adum est, quod teneant & possident Castellum Noyet in Ducatu Burgundiae firmam, cum suis redditibus, juribus, & pertinentiis, excepto granario salis, quod non intelligatur de pertinentiis ipsius Castri. His conditionibus, videlicet, quod fiat Inventarium de omnibus mobilibus, tam in ipso Castro Noyet nunc, quam in Castro Joux tempore capture existentibus. Et quod si contingat, juridice terminari Castellum Joux non esse restituendum eidem Marchioni, & Uxori, in eum casum ipsi Marchio, & Uxor, nullam penitus faciant questionem de ipso Castro Joux, imò etiam incontinenti libere relatabant Castellum Mayellam, seu Illustrissimo Domino Archiduce, dictum Castellum Noyet cum omnibus mobilibus & supra inventariis, sine contradictione quovisquam. Et pari modo, & si iudicetur dictum Castellum Joux restituendum fore eidem Marchioni, & Uxori, tunc etiam speiandae restitutionis ejusdem Castri Joux, relatabantur similiter dictum Castellum Noyet, cum mobilibus & pertinentiis.

Item. Quia in Comitibus Flandriae & Arctii praesentibus multi abusus facti per Officiares Christianissimi Regis Francie, post mortem quondam Serenissimi Regis Castellae, ultra tamen solitum, ac praeter formam Festiviorum & Consuetudinum antiquorum ipsarum Partium, conventum est, quod, teneatur una amicitia Diets in loco concordiae eligendo, & ibidem conveniuntur Depositi hinc inde infra tres menses proximos, omnibus rebus difficultis & examinabiliter. Quod si fieri non possit, tunc ad Joris remedia recurratur, hac Pace & Concordia nihilominus firma maneat.

Item. Adum est, quod omnes atque querele & actiones hinc inde praesentibus inter Imperium, Dominum Austrie, Burgundiae, & Coronam Francie, de quibus in praesenti Tractatu nulla sit mentio, quantum ad opera

ANNO
1508.

ANNO
1508.

facti remanent in suspensio, & in suo robore, dirime-
re hujusmodi Pacem, & in sua salva Jura utriusque Partis
hinc inde, quibus per hujusmodi Pacem sua Concor-
diam nullum sui prejudicium.

Item. Adhuc est, quod Majestas Caesaris tenetur
Investituram dare de universis Ducatu & Statu Medio-
lani, Comitatus Papie, Anglerie, &c. Christianissimi
Regi Francie, vel Procuratoribus suis, pro se, &
ejus liberis, ac decedentibus masculis, & in defectu
masculorum, pro Dominis Claudia, ejus filia,
quosque futuro sponte, ac liberis, ac decedentibus
eorum masculis ex ipso Matrimonio, & ex corpore
dictæ Dominæ Claudie legitime procreandis. Et si
contingeret, quod Deus avertat, ipsam Dominam
Claudiam decedere abique decedentibus masculis, &
Christianissimum Regem Francie aliam vel alias sus-
cipere filias, seu investitura pro illa, quæ erit primo-
genita, vel pro illa, quam Rex Christianissimus ad ip-
sum Ducatum eligeret, ac pro eo cui coniungeretur illam
disponere, & eorum liberis masculis decedentibus.
Et si ipsa Investitura cum clausulis necessariis & op-
portunis, ad iustam Investituram alias factis in Hægema-
nis. Et ad eum finem, Majestas Caesaris tenetur
altri Matrimonio ante tractato inter ipsam Dominam
Claudiam, & Principem Carolum, cum parvis in ip-
so prece Matrimonio appointis. Et his mediis, tene-
bitur Christianissimus Rex Francie pro omni Jure dictæ
Investituræ, & de novo spondere, solvere Majestati Ca-
esaris summam centum millium Coronarum, seu Sca-
torum auri solis in auro. Et hoc, per manus eorum,
qui dictam Investituram recipient, & die ipsius Investi-
ture spondere, de qua deinceps teneatur.

Item. Adhuc & convenit est, quod tractatus in
Terdento, Belsis, & Haguenao, inter ipsas Partes,
fuit in quibus per præfatum Tractatum omni expresse
denegatum fuit, remaneat in suo robore, & delictum
formatur effectum, ac in præfatis Tractatu & Con-
tractatu expresse repetita forent.

Item. Si per interdictum hujusmodi Tractatus, vel
alias, inter Imperatorem, & Regem Francie oriretur
aliquis quæstio, vel controversia, quod decidatur ami-
cabiliter, & non deveniant ad opera facti.

Item. Convenit adhuc inter eandem Partes, quod
Sanctissimus Dominus noster, Serenissimique Reges
Anglie & Aragonie, ac etiam Sacri Romani Imperii
Principes, sunt hujus Pacis, Unionis, & Concordie,
& singularium in eis conservatorum, Conservatores & Fi-
deli-jussores, & totis viribus assistent et qui prædicta ob-
servaverit contra alium non observantem.

Item. Adhuc & convenit ut quod prædicti hujus-
modi Pacis & Concordie fuit abolitio generalis de quibus-
cumque criminibus, delictis, offensis, seu
impositis, factis, commissis, & perpetratis per Subditos
utriusque Partis, in Dominis alterius, in Gueldria,
vel aliis, dumtaxat Gueldria & diffusionibus præce-
dentibus, & causa Gueldria. Et remittitur hinc inde
Subditis utriusque omni pena in iura, revocanturque
& annullentur Sententie, banna, delictes, contuma-
cie, pene, & multæ, per quoscunque Judices ordi-
narios, vel extraordinarios, occasione judiciorum,
ita quod delictis Subditis unius Partis liber sit aditus
ad Domitia alterius.

Item. Adhuc est, quod Sacratissimus Imperator,
suo, & Tutorio, & Administratorio nomine ejusdem
Illustrissimi Principis & Archiduci, ejus Nepotis, &
Christianissimus Rex Francie pro se, ac etiam Domi-
nus Carolus de Gueldria, alius de Egmondia, in us
que pariter cum concernant, teneantur suis sum-
mentem proximam à die publicationis præfatum nu-
merandum, hujusmodi Tractatum Pacis & Concor-
die, ac omnia & singula libere comentes, singula sin-
gulis referendo, ratificare, laudare, & approbare, Li-
terasque fluxum Ratificationem hinc inde in forma de-
bita expedire, & tradere, easque omnia propriis jura-
mentis super Sancta Cruce & Sacris Evangelis firmare,
& sese pro pleniori observatione Consensus Ecclesias-
ticis subijcere, cum remotionibus, ac obligatio-
nibus, & aliis clausulis opportunis.

Item. Quod hujusmodi Tractatus Pacis & Concor-
die publicetur in Imperio, ac Regnis & Dominis
utriusque Partis, & regillitur in Camera Imperiali, &
Peritis in Curia Prætorum, & in Camera Computo-
rum, præfatis & contentis Procuratoribus generalibus
Christianissimi Regis Francie. Et idem fuit in Curia
Magni Consilii Illustrissimi Domini Principis & Archi-
doci, &c. & in Camera suorum Computorum.

Que quidem omnia & singula super dictis, ut præ-
mittitur, conclusa, & tractata, promissimus, & pro-
TOM. IV. PART. I.

mitimus per presentes, in quantum nos concernit, bona
fide nostra, & in verbo Principis, ac sub jura-
mento nostro corporatum super Sanctis Dei Evangelis
manibus nostris prestitis, ratificari, laudari, & approba-
ri facere infra tempus prædictarum, & cum omnibus
clausulis super contentis, videlicet, per ipsum Sacra-
tissimum Imperatorem, Dominum, & Generatorem no-
strum Menendissimum, cum suo nomine proprio, quoniam
etiam Tutorio & Administratorio nomine ipsius Illus-
trissimi Principis & Archiduci, Nepotis nostri, & hoc,
sub obligatione omnium bonorum nostrorum præsentium
& futurorum, & cum remotionibus, & aliis
clausulis necessariis. In quorum omnium fidem has
nostræ Literas manu nostra propria signavimus, &
Sigillo nostro solito jussimus commanari. Datum in
Civitate Imperialis Cameracensi, die decima mensis De-
cembris, Anno Domini millesimo quingentesimo octa-
viesimo. *Jo. Sigismundus, MARQUESS.*

Nos igitur Imperator ante dictas de præmissis omni-
bus ac singulis tractatus & conclusis plenissime infor-
mati, ac de eisdem plenam oculis habentes, ex cer-
ta nostra scientia & libera voluntate, tam nostro no-
mine proprio, & Sacri Romani Imperii, cujus vices
& administrationem gerimus & obtemperamus, quoniam
etiam Tutorio & Administratorio nomine ipsius Illustrissimi
Archiduci Caroli, Nepotis nostri, hanc Sanctam Pacem
& Concordiam inviolabiliter observandam fave-
rimus, ac omnia & singula illius Capitula, ut præmit-
tuntur, tractata, & conclusa, jura sui scilicet & tenore,
in omnibus & singulis suis Partibus, Clausulis, &
Articulis, omnibus melioribus via, modo, forma, &
ordine, quibus melius & validius de Jure possumus,
& debemus, laudamus, approbamus, ratificamus, &
confirmamus, ac rata, rata, & firma præsentium te-
nere habemus, ac perpetuum roborem firmitatem ob-
servare volumus. Et insuper promissimus expresse per
presentes, sub vinculo & religione juramenti per nos
præfatus super vero ligno sanctæ Crucis Sacro-
que Canone, ac Sanctis Dei Evangelis manibus nos-
tris corporaliter tactis prædicti, bona fide, & in verbo
nostro Caesareo, tam nostro & Imperii Sacri, quam
Tutorio & Administratorio super dicti Nepotis nostri,
Archiduci Caroli nomine, pro nobis, Hæredibus, &
Successoribus nostris, omnia & singula in præfatis
Capitulis contenta; prout in eis continetur & caverit,
in quibus nos concernunt, & pro parte nostra respec-
tandum, tenere, acquirere, adimplere, æque inviolabi-
liter observare, & contra ipsa quovis modo, directè
vel indirectè, aut quovis equivoquo colore, non facere,
nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium bono-
rum nostrorum præsentium & futurorum, necnon sub
Consensu Ecclesiasticis, quibus nos expresse subijcimus,
& quæ in casu non observantis prædictorum contra
nos per Sanctam Sedem Apostolicam ipso facto fulmi-
nari volumus, & confirmamus, ita ut ab ipsis oculis
absolvi debeamus, nisi prius contentis & promissa su-
pra dictis pænerimus. Renunciamus hoc ipso personi
relaxationis & dispensationis juramenti, abolitionique
Censurarum, & omni exceptioni tam Juri, quam facti,
quibus contra præmissa, vel aliquod præmissum,
dicere, facere, vel venire, aut ab eorum observantia
quomodolibet nos tueri possumus. In quorum omni-
um & singulorum prædictorum fidem & Testimo-
nium, præfatis nostras Ratificationes & Approbationes
Literas manu nostra propria signatas, & subscriptas,
nostri Imperialis Sigilli maxime jussimus roborari.
Datum in Oppido nostro Mechlinie, die viciesima
Septima mensis Decembris, Anno Domini millesimo
quingentesimo octavo. Rectorum Germanie viciesi-
mo tertio, Hungarie vero, &c. decimo-nono. *MAR-
TIMILIANUS AD MANDATUM DOMINI IMPERATORIS.
BARAGNER.*

*Le fidele Traité de Cambray fut ratifié & confirmé
par LOUIS XII. à Bourges le 13. Mars suivant, &
verifié au Parlement de Paris, le 22. du même mois.*

LII.

*Traité d'Alliance contre les VENITIENS entre 10. Dec.
le Pape JULES II. MAXIMILIEN I. Roi de Rome, LOUIS XII. Roi de France,
& FERDINAND Roi d'Aragon. A Cam-
bray le 10. Decembre 1508. [FREDERIC
LEONARD, Tom. II. pag. 58. LUNIO,
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Con-
tinuat. I. Abtheil. I. Abätz I. pag. 118. &
pour*

ANNO
1508.

LE Pape,
JULES II.
Roi de
France,
& FERDINAND
Roi d'Aragon.

ANNO
1508.

Item. Quoniam ad hanc invasionem contra ipsos Venetos fecimus per Majestatem Cæsarem, quia Majestas sua nonnullis inter Treagam cum ipsi Veneti renuntiavit, quam sine aliqua occasione bonellè rumpere non possit, ad hunc & convectum est, quid ipsa Majestas Cæsarea mittere debeat aliquas Copias Armatarum suorum in auxilium Sanctissimo Domino nostro, ita ut de invasionis tendæ, videlicet prima Aprilis, apud Sanctitatem suam, si velit, sint constituti, & eidem in dicta invasione fœda assistant, & adherant; & inde ipsi Sanctissimi Domini noster scribit eidem Sanctissimo Imperatori, ut eamque Advocatus, & Protector Ecclesiæ, sunt Sanctitati cum omni potentia assistant, ad recuperandam illam Ecclesiæ Romanæ; nuncque Majestas sua infra quadraginta dies sequentes possit primam Aprilis, una cum Imperio, & Ezerem Instruere, acque Artilleria, ex latere suo etiam contra ipsos Venetos rumpere conetur, & contra illos, sub huiusmodi colore omni potentia iustificare.

Item. Si quis Confederatorum prædictorum prius recuperasset Terras, & Domitia sua, tenebatur ingenuè, & sine dolo, alios adjuvare cum exercitu suo, quod etque illi etiam omnia sua Domitia a dictis Venetis integrè recuperaretur.

Item. Si daretur Guerra seu Bello contra ipsos Venetos una Exercitus esset alterius auxilio, eo quod sit solus ab hostibus invasus, alter Exercitus omni dilatione temore tenebatur illi succurrere.

Item. Poterat etiam Illustrissimus Dux Sabaudie, pro Regno Cypri, & Ducatibus & Marchio Mantue, pro recuperatione eorum, que dicti Veneti eis detinuerunt, & occupant, se huic Ligæ adungere, & in hac Confederatione se includere, & pro iustis habebantur, secundum quod de inclusione dictorum Principum latius inter Imperialem Majestatem, & Christianissimum Francie Regem convenitur. Verum, quantum ad inclusionem ipsius Ducis Ferrarie, convenit eam, cum non aliter fierendam, nisi cum conditione solvendi unam Summam Pecuniariam Cæsari Majestati, ad arbitrium Sanctissimi Domini nostri, & Christianissimi Regis Francorum, propter adhesionem quam habet ipsa Majestas Cæsarea contra ipsam Ducem Ferrarie.

Item. Quoniam ad Sanctissimum Regem Aragonum, in hac Ligæ & Confederatione principaliter intervenientem, quia in prædicto generali Tractatu Parisiensi, & Concordia, huic inter Imperialem Majestatem, & Christianissimum Francorum Regem latius, idem Rex Aragonum per eos tamquam Confederatus, & Amicus communiter est nominatus & comprehensus, pro his Regnis & Domitiis. Actum est & convenit, quod quæstiones Regnorum Castellæ, tam circa Gubernium, & Administrationem præsentem per ipsum Regem Aragonum, vice & nomine Regni Castellæ, ejus Filie, quam circa Juram Principum pertinentia Illustrissimo Domino Principi & Archiduci, circaque securitatem Successionis sue, ac quod Dotem, seu Ducatum Sanctissimæ Regine Castellæ, seu omnia alia dependentia, emergentia, & contracta ad causam ipsorum Regnorum, tractabantur amicaliter inter Partes per Arbitros concorditer eligendos. Et ne expediret præsentis Confederationis & Ligæ contra Venetos perturbetur, sed unusquisque ipsorum Confederatorum ad eandem expeditionem liberius accederet, Majestas Cæsarea, ac Illustrissimos Principes, & Archiducem, seu per eos agentes, hac expeditione durante, & donec ad illius finem sit deveniendum, & per sex menses post, per viam facti, seu alias, directè vel indirectè, nullam facient quæstionem de prædicto Gubernio Regnorum Castellæ, & aliis dependentiis, sed interim remanebant huiusmodi controversiæ, & omnia alia concernentia Regia Castellæ in suspensum, & in eo statu, in quo tunc sunt. Et hac expeditione perficenda debent prædicti Arbitri huiusmodi controversiam infra prædictos sex menses, vel etiam antea, si velint, amicaliter tractare, & ambas Partes ad amicabilem compositionem inducere.

Item. Quia in eodem Tractatu Parisiensi huic factio, convenit eam de Investitura Mediolani, fœda absque aliquo temporis præfinitione, ideo, ut etiam Pecunie ratione ipsius Investituræ solvenda, in hac expeditionem contra Venetos melius converti possint, actum & convenit est, quod ipsa Investitura nec debeat illi, & quod invadit effectualiter facta appareat per pacem, Christianissimi Regis, contra eodem Venetos; & quod tunc ejus Procuratores, dictam Investituram recipiant, exhibenda Schemata censum militum Commarum anni in auro. Et quod hac ipsa Investitura

ex conditione, quod ipsi Christianissimus Rex Francorum teneatur recuperare sua, & jurare Catholice Majestatem pro recuperatione usqueque per Venetos, quo usque id perficere factum fuerit. Quæ quidem conditio nihilominus in Literis Investituræ non apponetur, imo concedetur & fiet ipsa Litera Investituræ sine ipsius conditionis expressione, & parè secundum formam Investituræ factæ in Hagenau. Iste quod in ipsa Investitura comprehendatur, & expressè comprehensa intelligantur Domitia recuperanda ab ipsi Venetis, ex parte Christianissimi Regis, videlicet Irtina, Crenæ, Crenosa, Bognani, Geradada, & ea omnia, quæ tunc de antiquo statu Mediolani, & Ducatu ejusdem, cum eorum Perennitatis & Diffinitibus quibuscunque.

Item. Quod etiam si facultas Sanctissimo Regi Angliæ se includendi in hac Confederatione & Ligæ contra Venetos, sive ad offensivam, sive ad defensivam rationem, sive ad utrumque finem, prout ei melius videbitur. Pro qua inclusione fœda eidem Sanctissimo Regi in prædicto Tractatu reservatur hinc inde locus congruus.

Item. Actum est, quod si aliquis ex prænominationis Confederatis, quod Deus avertat, ante huiusmodi expeditionem, vel etiam ipsa expeditione durante, ab hoc seculo migraret, quod Haeres, vel Successor suus, possit eandem expeditionem perficere, & illi insilire in locum defuncti, si voluerit. Quod si nollet, nihilominus ceteri Confederati expeditionem ipsam laudabiliter exequantur.

Item. Actum & convenit est, quod si aliquis prædictorum Sanctissimæ Domitiæ nostri Pape, & Sanctissimorum trium, videlicet Imperatoris, & Regum Franciæ, atque Aragoniæ, prædictam Confederationem & Ligam non acceptaret, aut non ratificaret, aut non exsequeretur, quod si præfati Tractatus, atque Confederatione exclusis esse censuerit, & alii Confederati in nullo ei sit obligati; & tamen nihilominus firma maneat hac Confederatio quod ceteros, qui propterea cum exequi tenebuntur pro eorum Pace.

Item. Quod præfati Sanctissimus Imperator, & Christianissimus Francorum Rex, ac alii Confederati, debeant coassare Personam Sanctissimæ Domitiæ nostri, Dignitatem, Jurisdictionem, & Auctoritatem ipsius, ac Sanctæ Sedis Apostolicæ, contra quoscunque Hostes cum perturbare vel inquietare voluerint.

Item. Quod pariter recipiant in eorum protectionem Illustrissimum Dominum Franciscum Mariam de Rovere, Urbis Præfectum, & in ejus Statu & Domitiis que de præfati tenet, vel deinceps legitime tenebit, cum deinceps contra quoscunque eam offendere voluerint.

Item. Quod nullus ipsorum Confederatorum possit quovis modo inire Pacem, Treagam, sive Induciam, aut quolibet aliud Apprehensivum cum prædictis Venetis, nisi accedat etiam omnium Confederatorum expressa consensu.

Item. Quod Sanctissimus Dominus noster debet per censuram, & maxime per interdictum, procedere contra ipsos Venetos, Ducem, & Magistratus Venetiarum, eorumque Subditos, ac Terras & Domitia eis subiecta, contraque omnes fautores & auxiliares eorum, ac ipsos Sacratissimum Imperatorem, Regem Christianissimum, & alios Confederatos invocando ad præstandum brachium seculare. Concedendo etiam contra ipsos Venetos, & eorum Subditos, repræfatis, & dando Honori illorum in prædam. Quibus sic actis, ipsi Sacratissimus Imperator, & Christianissimus Rex, ac alii Confederati tenentur Sanctitati sue adesse, atque eandem jurare, ut ipse Censuræ, & Interdictum, ac alia Ecclesiastica remedia debant executionis effectum foriscurrant. Et illa fiat ante diem invasionis superius declaratum.

Item. Quod Sanctissimus Dominus noster, Sacratissimus Imperator, & Christianissimus Francorum Rex, mittant, & scribant conjunctim ad benevolum Regem Hungariæ, ad allicendum eum & inducendum, ut huic Ligæ & Confederationi se adiungat, & in ea se includat pro recuperatione eorum, que dicti Veneti sibi indebitè detinent, & ut si præparet ad inferendum eis bellum, eam dictam diem primam Aprilis.

Item. Fuit convenit, quod si spontissimos Turcos, fidei nostre Christianæ inimicos, ab ipsi Venetis accedat, aut alius, invadat Christianitas, quod præfati Sanctissimus Dominus noster, Sacratissimus Imperator, Christianissimus Francorum Rex, & alii super nominati, qui huic Ligam inaccessi fuerint, nota visibiles

ANNO
1508.

ANNO
1508.

itaquam summi in robur concessit, commentis hodi vultu ad commune incendium extinguendum occurrere debent, secundum quod per Sanctissimum Dominum nostrum, Sacratissimum Imperatorem, & Christissimum Regem, ac Regem Aragonum, pro communi utilitate conclusum fuerit.

Item. Quod omnes ipsi Confederati, qui hanc Confederationem & Ligan ingredi voluerint, teneantur infra duos menses proximè venturos huiusmodi Tractatum cum omnibus & singulis ibidem contentis ratificare, laudare, & approbare, ac Literas solum Ratificationum in forma debita, & debitorum eorum Signis munitis expedire, una cum submissione Censurarum Ecclesiasticarum, fideque eorum corporales iuramentis, ac bonorum obligationibus, & aliis clausulis oportunitate in ampliori forma.

Quæ quidem omnia & singula supra dicta, ut præmittitur, conclusa & tractata, promissas, & promittuntur pro præsentibus, in quorum nos concernit, bonis fide nostra, in verbo Principis, ac sub iuramento nostro corporaliter super Sanctis Dei Evangelis iuratis talia præstito, ratificati, laudari, & approbari facere infra tempus præfixum, & cum omnibus clausulis super contentis, videlicet per ipsum Sacratissimum Imperatorem, Dominum & Geatorem nostrum Mercurianum, tam suo nomine proprio, quam etiam Tutoris & Administratores nomine ipsius Illustrissimi Domini Principis & Archiducis, Nepotis nostri, & hoc, sub obligatione casuum bonorum nobiliorum, præstatorum & futurorum, & cum renuntiacionibus, & aliis clausulis necessariis. In quorum omnium fidem has nostras Literas manu nostra propria signavimus, & Sigillo nostro iustissimum committimus. Datum in Civitate Imperiali Cameracensi, die decima mensis Decembris, Anno Domini 1508. *Sic signatum, MARGUERITE.*

NOS igitur Imperator aucto dictis de præmissis omnibus & singulis tractatis, & conclusis, plenissime iuravimus, ac de eisdem plenam noticiam habentes, ex cetera nostra scientia, & libera voluntate, hanc fidem Unionem, Confederationem, Fœdus, & Ligan invariabiliter observandam suscepimus, ac omnia & singula illius Capitula, ut præmittitur, tractata & conclusa, iuxta sui seriem, & tenorem in omnibus suis Partibus, Clausulis & Articulis, omnibus modis, via, modo, forma, & ordine, quibus iustis & validis de Jure possumus, & debemus, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma præsentium tenore habemus, & perpetuum roboris firmitatem obtinere volumus. Et insuper præmittimus expressè pro præsentibus, sed vinculo, & religione iuramenti per nos præsentialiter super verbo Sanctæ Cenci, thesoroque Canonis, ac Sanctis Dei Evangelis manibus nostris corporaliter talia præstito, bona fide, & in verbo nostro Casareo, pro nobis, Hierarchis, & Successoribus nostris, omnia & singula in præfatis Capitulis contenta, prout in eis continentur & caverit, in quibus nos concernunt, & pro parte nostra recipimus, tenere, attendere, adimplere, acque inviolabiliter observare, & contra ipsa quovis modo, directè vel indirectè, quocumque casu, quocumque colore nos facere, nec venire, sub obligatione & hypotheca omnium nostrorum bonorum præsentium & futurorum, necnon sub Censuris Ecclesiasticis, quibus nos expressè subiectionis, & in caso nos observantia prædictorum, contra nos per Sanctam Sedem Apostolicam ipso facto fulminari volumus, & confirmamus, ita, ut ab his nullatenus absolvi valeamus, nisi prius cõsentia & promissa supra dicta persolverimus. Remittentes hoc ipso relaxativis & dispensativis iuramenti, abolitionique Censurarum ac exceptionis, tam Jure, quam facti, quibus contra præmissa, vel aliquod præmissorum, dicere, facere, vel venire, aut ab eorum observantia quomodolibet nos tueri possemus. In quorum omnium & singulorum prædictorum fidem & Testimonium, præfatos nostras Ratificationis & Approbationis Literas manu nostra propria signatas, & subscriptas, ipsi Imperiali Sigilli monitione iustissime roboravi. Datum in Oppido nostro Meribina, die vigesima sexta mensis Decembris, Anno Domini 1508. Regnorum nostrorum, Germaniæ vigesimo tertio, Hungariæ vero decimo anno. *Sic signatum, MAXIMILIANUS. Ad Mandatum Domini Imperatoris, BARBARIE.*

Bulle du Pape JULES II. par laquelle il entre en la Ligue faite à Cambrai l'an 1508. contre les VENITIENS, entre l'Empereur MAXIMILIAN I. LOUIS XII. Roi de France, & FERDINAND, Roi d'Aragon, & confirme le dit Tracté. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 63. d'où l'on a tiré cette Prière, qui se trouve aussi dans LUNIO. Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. pag. 131.]

ANNO
1508.

(1) **J**ULIUS Episcopus, Servus servorum Dei, universis & singulis presentes Literas inspecturis, Salutem, & Apostolicam Benedictionem. Paterius ad nobis magna cum instantia per Oratores suos ad hoc speciale Mandatum habentes, causam in Christo filii nostri, Maximilianus, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Ludovicus, Francorum Christianissimus, & Ferdinandus, Aragonis & Siciliæ Catholice, Reges, ut Confederationem & Ligan inter ipsos in Civitate Cameracensi, per dictum Filium nostrum Georgium, Sancti Xilii, Presbyterum Cardinalem, nostrum & Apostolicæ Sedis in Franciæ Legatum, qui etiam pro nobis de ratificatione promissis, dilectumque in Christo Filium, nobilem militem Margarium Archiducem Austria, Decemum Sabaudie relictum, & dilectum Filium Jacobum de Abino, ad hoc de sufficienti Mandato instructum, pro exaltatione Sanctæ Cenci tradidit, & die decima mensis Decembris, Anno Domini 1508. conclusum, eorum Confederationis & Lige nos, ut pote fidelium consilium Patrem, Caput esse voluerant, quam Imperator Electus, & Reges ipsi ratificarent, ratificare & nos per Literas nostras vellemus, cum omnibus & singulis Capitulis istius scripti, in eadem Confederatione & Lige contentis. Cui petitioni nos, qui omnes contra & cogitationes nostras ad propagationem & exaltationem nominis Christiani semper convertimus, quique ab exordio nostri Pontificatus Principes Christianos inter se diffidens paternam cura & caritate ad Concordiam revocavimus, ac Pacis inter Imperatorem electum, & Ludovicum, Christianissimum Regem prædictos super conclusis, fructibus & actibus sumis, et ibidem duximus amandum, quod speciemus Confederationem & Ligan huiusmodi Republicis Christianis utilis & salutarem fore, Deo & Salvatore nostro Jesu Christo, cujus causa agitur, honor & gloria queritur, adiutore. Quocirca Confederationem & Ligan prædictas harum serie in tempore debito ratificamus & approbamus, easque cum omnibus in illis contentis Capitulis gratas, ratas, & firmas habere & tenere in verbo Pontificis Romani promittimus; hodie enim de ipsa tenore acque continencia legitime certiores facti sumus, ac de perfectorum Regum ratificatione per publica Instrumenta nobis exhibita, firmisque, ac præfatis, ad eam ratificationem sumis requisitis, quam oportet in tempore debito à nobis taliam istem Oratores ceperunt seque acceptarent. Tenore autem Capitulorum sequitur, & est talis: Inprimis, quia hodie nos eum prelo Reverendissimo Domino Cardinali Rotomagensi, Legato, &c.

Datum Rouen, apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ (2) 1508. 10. Kalend. Apellii, Pontificatus nostri Anno sexto, sub plumbis. **JULIUS** Pape II. *Signatum, SIGISMUNDUS. Et sur le resp. D. DE COMITIBUS. Et sur la des, Registrata apud me SIGISMUNDUS.*

(1) Le Pape vint dans la Ligue de Cambrai, après avoir été informé par ses Vénérables de la rupture, pour laquelle les traités de Rouen & de Venise.

(2) 1505, est l'année dans laquelle le pape Jules II. fut élu.

Lettre de CHARLES, Duc de Savoie, à l'Empereur, & au Roi de France, pour être compris au Traité de Cambrai contre les VENITIENS. 10. Mai. A Turin le 10. Mai 1509. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 64.]

CAROLUS, Dux Sabaudie, &c. universis fidelibus mandavimus, quod cum nobiscum ad nos venerint Legati Serenissimi & Illustrissimi Domini, Domini Romanorum Regis semper Augusti, Imperatoris electi,

1509.

10. Mai.

ANNO
1509.

electi, Domini nostri metuentissimi, qui soli commissa pro sua Legationis exigentia, nobis explicarent notitia, presentem, qui Majestas sua invictissima à nobis huiusmodi, in beneficium & emolumentum Illustrissimae Dominae & Soreis nostrae, Honorificae Dominae Margaretae de Austria & Burgundiae: Nos autem, qui electi Majestati, pro vobis morem gerere & obedire, ipsi quoque Illustrissimae Sorei nostrae gratificari cupimus, infra scriptis assensimus, tum pro nostra in eadem Majestatem observantia, & in ipsam quoque Illustrissimam Soream nostram benevolentia; tum & ea spe fieri, ut scilicet pro recuperatione nostri Regni Cypri, nobis defutura non sit unquam eadem Majestas; sed quod praedictum & operam omnem ad hoc, in nostri beneficium, penitus exhibere dignabitur, juxta remanentia nobis per ipsos Legatos. Hinc est, quod intellecto et relatione praefatorum Legatorum tenore Transitus Paderis, seu Confederationis & Unionis, inter eandem Illustrissimam Imperialem Majestatem hinc, & Serenissimum Dominum Francorum Regem inde laturum, facto & concluso, de & pro recuperatione Terrarum & rerum eidem per Venetos die occupatarum, in quo quidem Transitus dicti fuerunt, nos cum eis, pro recuperatione quoque dicti Regni nostri, benigniter includere: volumus nunc reliquum, quod in nobis est, circa infra scripta adimplere, consilii de innotata erga nos fide, prudentia, gravitate, & longa experientia, Magnifici, ac Speciebatissimi viri dilectorum fidelium Consiliariorum, & Camerarii nostrorum, Amédii, Baronis Viriaci, & Mercenii de Gualinara, Praedicti Breffia & Burgundiae, & Benedicli Tortellesi, Domini Montisfalconi, Magistri hospitali nostri, ac nostra certa scientia, eosdem serie praefationem facimus, contentimus & deputamus Procuratores nostros speciales & generales, ita quod specialiter generaliter non deroget, nec è contra; ad videlicet se coram Imperiali Majestate, pro & nomine nostro praesentandum, ibidemque, aut alibi, ubi expedire fuerit & opportunitatem, constituendum & declarandum, & ita mensis nostrae esse declarandum, asserendum, & protestandum, quandocumque dictum Regem nostrum Cypri, & illius veram inaequitate rejectionem, & constitutionem, medio dictae Confederationis, virtuteque ejus, quo in dicta Confederatione & Unione comprehendi & inclusi sumus, emulquerari fuerimus, & eo ipso quo pacifice ejusdem Regni possessione frueremur, eandem Illustrissimam Dominam, & Soream nostram habere & consequere à nobis pro se, & via ejus durante, duraturae, & ita eidem remissionis superfluitatem & reformam super Patria, Terris, & Dominis Breffia & Foucigniaci, & aliis, quo pro ejus Ducatu tenet, aut tenere possit in Patria Vandi, excepta ea, hoc parum ad usumfuerunt, & salvo nobis à nobis pro proprietate; liberis etiam nobis, & reservatis Homagii, Fortificationibus Villarum, servitiis tempore Guerra, & aliis omnibus debitis fidelitatibus, circa tamen praedictum dictarum Jurisdictionis, & Rectoris praefatae Illustrissimae Dominae, reservata etiam nobis dñis, & subditis pro Ducibus, qui etiam pro singulis annis, extra Praedictum nostras praefatae Illustrissimae Dominae, nobis licet fieri facere nomine nostro eandem Civitatem voce Praeconiis, pro conservatione jurium proprietatis, aut supra nobis reservata, omnimodum potestatem eandem proprietate conservando, de & supra praefatis, quatuor expedire, contrahendi, promittendi, conveniendi, jurandi in fidem, & animam nostram, bona nostra obligandi, remanendi, & alia facienda in praemissis necessaria pariter & opportuna, quo nos ipsi faceremus, si praesentes & personarum adessemus; etiam ita talia forent, qui Mandatum expedire magis speciale, ita & taliter quod, non adhibere, reliqui duo praemissi ejusque & adimplere vellent. Promittentes praepara boni fide nostri, & in verbo Principis, ac sub nostrorum obligatione bonorum, habere eandem, gram, & statum, quicquid per eandem Consiliarios & Procuratores nostros, seu duos ex ipsis, in alterius absentia actum, gestum, dictum, conclusum, promissum, & conventum fuerit, in praemissis, & circa, eaque ratificare, & unquam contra facere, dicere, opponeere, vel venire, neque contrarie volenti consentire, jurebus praemissis fore conservantibus. Remanendo cum & sub clausulis, & solemnitatibus in talibus opportunit; has in praesentium Testimonium concedentes. Datas Tauerni, die decima mensis Maii 1509. per Dominum, praesentibus Ludowicum, Baronem Mislani, Comitem Montisfalconi, Martinellum Sabaudie; Jacobo, Comitem Maximi Guvernatorum Vercelliarum; Antonio de Gualino, Domino Divonae, Praesidente; Janus de Dolno, Domine Vallis-

Villae, Scutifero Scutiferis; R. Antonio de Romagnuolo, Apostolico Procuratorio; Claudio, Domino Illustrissimis; Francisco Provana, ex Cathedralibus Magni Consilii; Joheffo Pallaci, Advocaco Fiscalis; Stephano de Capris, Financiarum Sabaudie Thesaurario generali.

ANNO
1509.

Nous Charles, Duc de Savoie, &c. ferois fils, qui comme le bon plaisir de la Sacree Majesté Imperiale, & du Roi Tres-Chrétien, en faisant les Traitez de Confederation, Union, & Concordie, pour le recouvrement & conqueste des pieces indubitablement usurpees de long-temps par les Venitiens, ait été de nous comprendre audit Traité pour notre Royaume de Chypre, en la forme & maniere, que après ferois avéré par lesdits Seigneurs; & que depuis nous ferois à ce que par les Ambassadeurs dits Seigneurs a été avéré. Pource eil-il, que nous desirons être pourcement & simplement compris audit Traité, envoians par devers ledit Sieur Roi, nos tres-chers bien-aimez & feaux Conseillers & Chambellans, Janus de Duin, Seigneur de la Valdicere; & Messire François Provane, Collateral de notre Conseil résidans, auxquels de notre certaine science, par ces presentes, donnons plein pouvoir & mandement special, de supplier & requirir audit Roi, pour nous & en notre nom, d'être compris audit Traité comme dessus, & de demander & accepter les Lettres d'inclusion nécessaires, ensemble d'être treuves la promesse, qu'il plait audit Seigneur en faire, ledit accepteur, de promettre & jurer, que ensuivant promesses & serons de notre côté tout ainsi & en la maniere qu'il apartiendra, & généralement faire & accomplir en cet endroit ce que nous-mêmes ferions, si nous y étions en personne, eueque qu'il y eût chose, qui requirir pourroit & mandement plus special, & promettions en parole de Prince, & sous obligation de nos biens, avoir ferme & agreable tout ce que par les susdits, nos Consiliars & Deputes, pour nous, & à notre nom sera fait, arreté, & accompli en ce que dit est, mais le rather, sans venir, ni faire au contraire, & ce sous les clauses & solemnités en tel cas requises & nécessaires. En témoin de ce, avons signé ces presentes, & fait sceller de notre scel. Donné à Turin le 12. jour de Mai, l'an de grace 1509. Par Marguerite, Meilleurs Louis, Seigneurs de Moulans, Comte de Montmajour, Marchal de Savoie; Antoine de Gringon, Seigneur de Divonne; Président; Angellin Provane, Président Patrimonial, Claude Seigneur de Bellelison; & Etienne Capris, General de Savoie, à ce presens.

Declaration du Roi Louis XII. par laquelle il comprend CHARLES, Duc de Savoie, dans la Ligue faite à Cambrai le dixième Décembre 1508. Fait au Camp près Pontlevoy, le 19. Mai 1509. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. page 566. dans l'un a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNO, Teufches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. pag. 131.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France, Duc de Milan, Seigneur de Genes, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme en ensuivant le Traité de Confederation fait en la Ville de Cambrai entre tres-haut, tres-puissant & tres-excellent Prince, notre tres-cher & tres-ami Frere & Cousin l'Empereur, d'une part, & nous d'autre, pour le recouvrement des Pieces & Heres, que les Venitiens ont detenu & occupé, detenu & occupé, tout au Siege Apostolique, audit Empereur, & à nous, à cause de notre Etat & Duché de Milan, & plusieurs autres Princes & Seigneurs, ait été entre autres choses dit & traité, que notre tres-cher & tres-ami Cousin le Duc de Savoie Charles II. de ce nom pourra être compris si bon lui semble, audit Traité, pour le recouvrement du Royaume de Chypre, qu'il pretend lui appartenir, selon ce que par notre dit Frere l'Empereur & nous seroit avéré; ferois fils, que nous, ce confidant, & après ce que nous eût certifié, que entre les Ambassadeurs de notre dit Frere l'Empereur, & les nôtres, & notre dit Cousin Duc de Savoie, a été conclu de ce que par lui se doit faire en cette entreprise. Avons entant que à nous est, conquis & enclous, comprenons & inclouons audit Traité de Confederation notre dit Cousin le Duc de Savoie, pour en tout & par tout jouir & user du benefice d'icelui Traité, & contents en icelui.

ANNO
1509.

1001 anni che le altre Alleanze & Confederazioni sono & promosse fare el aprir. En tñmò se ce nom avon tait motre nòtre fœel à ces prestores. Donné au Camp près Postolito, le dis-neuvième de Mai, l'an de grace 1509, & de nòtre Regne le douzième. Signé, ROBERT ET

14. Juin.

EMPEREUR
FRANÇOIS.

Investiture du Duc de Milan, en execution du Traité de Cambray de 1508 donné par MAXIMILIEN I. Empereur, au Roi LOUIS XII. & à ses descendants mâles, & leurs descendants, aux Filles. A Trente le 14. Juin 1509. [FRÉDÉRIC LEONARD, Tom. II. pag. 16.]

MAXIMILIENUS, Divus fœrentis Clementis, Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germanie, Hungarie, Dalmatie, Croatia, &c. Rex, Archidux Austrie, Dux Burgundie, &c.

Ad perpetuam rei memoriam, tenore presentium cognoscimus, & notum facimus universis, Imperiali Celsitudinis culmen, cui divino munere prædestinus, ad sortis Christiani Orbis tutelam, & Orthodoxæ Religionis conservandam propagationemque à Deo optimo maximo coadiuturum intelligentes, ad ex proximam medietatem, studium, amicitiam, acientis diligentes, que non tam singulariter commodis, quam universa Republica Christiana saluti, dignitati, amplitudineque condere arbitramur. Cum itaque superius temporibus, infestitate humani generis hostis, omnisque discordie, dissensionis, & avaritie seminare, inter Christianos Principes, & Potestates, multa & varia bella, maximeque discordie, contentiones, & rixe, pro dolor! exortas, non modo variis calamitatibus, atque incommodis, singularum Subditos afficerent, verum etiam in manifestis nostræ Religionis hostibus, ad invadendum Christianorum fines, magnaque Imperii & Regna, amplissimaque Provincia occupandis, occasione amonemque præstarent, ad eorum vires atque impetum repugnandum, Salvatoremque nostrum idem propagandum, ni magis quam veram & intereratam inter Christianos Principes, & eos maxime, qui viribus, potestate, viresque præstaret, Pacem, Concordiam, Fœdes, Amicitiamque, profectum arbitror, & maxime inter nos, & Carissimum, Confanguineum, & Fratrem nostrum, Ludovicum, Regem Francorum Christianissimum necnon Romanorum Imperium, atque Francorum Regnum. Quorum auctoritate, & viribus, & reliquos Potestates Christianas, in Officio atque Amicitia contineri, & Christiani nominis Hostes ab iniquis accessu, periculosque opprimi haud difficile posse, jure ipsorum consensum est.

Que omnia in arceno pectore nostri mære & consideratè revolvens, quantumque commodi & emolumentum ex Tractatibus Pacis, Concordiæ, Confederationis, Liège, & Amicitie, super in Civitate nostra Imperiali Cambracensi, per & inter Carissimum Filium nostrum Margaretam, Archiduchessam Austrie, Ducissam Burgundie, Brabantie, &c. viduam Sabaudie, nostræ, & Reverendissimum & Illustrissimum in Christo Patrem, Dominum Georgium de Ambasia, Tituli Sancti Petri Presbyterum Cardinalem, & Archiepiscopum Rothomagensem, atque in Regno Francie Apostolicum Legatum, præfati Serenissimi Principis, Domini Ludovici Francorum Regis Christianissimi nomine, & Mandatu, iniri, & conclusa, universo nomini Christiano cunctis possit, dictos Tractatus, & omnia & singula in eis contenta, prompto atque alacri animo ratificavimus & approbavimus, Literisque nostris Patentibus, perpetue firmitatis robur habere decrevimus.

In quibus quidem Tractatibus, aliis inter cetera specialiter atque expresse conveniens & conclusum est, ut nos, nos, ac Sancti Romani Imperii nomine, præfati Christianissimo Regi de Ducatu & universo Statu Mediolani, catervatim Civitatibus, Terris, & Juribus, pro se, suisque Hereditibus, & modis ac formis iureis expertis, ac deceptis, Investituram concedere in forma autentica dignemur; cumque præfatus Rex Christianissimus ex Ducibus Mediolani originem trahat, medio Illustris quondam Domina Valentinæ, Avie fœs, Filie quondam Illustris Joannis Galeotti, Mediolani Ducis nos cupientes dictos Tractatus Pacis, Liège, Confederationis, & Amicitie, quantum in nobis est, perpetuo atque inviolabiliter observare, fructumque & emolumentum cum præfati Regi Christianissimo, continuis officiis ac beneficiis fovere & adaugere, ipsius præsentem virtutibus, & tanti Regni saltigio, velle-

regare & mitare Romanorum Principum & Germanicæ Nationis cum Francorum Regibus, & Gallicæ Gentis, Fœderis, Amicitie, commercio, antequam consensu, cum amplexu perperis, aliisque pluribus rationibus & causis animam nostrum moveant, & præcipue ad perpetuam Christianæ Religionis & vel publicæ commodum, Christianique omnium hostium perniciem, & ruinam, ac Sancti Romani Imperii decus & ornamentum, atque ipse Ludovicus, Rex Christianissimus, benedictum nostræ liberalitatis lavibus, eo alacritas, cum opulentis sui Regni viribus, ac Subditorum futurum viribus, in nobiscum ad perficendum Christiani Orbis Medietatem, & ad publicum atque universale præsidium & auxilium, fœs accingit, atque ad randum & propagandam Redemptoris nostri fidem acceperit, & Christi militis nobis optulerit, ejusdem Serenissimi Ludovici Francorum Regis supplicationibus inclinat, recepto prius à prefato Reverendissimo & Illustrissimo Domino Cardinale, Nuncio & Procuratore ad hæc specialiter destitutus, (prout nobis constitit Literis Patentibus prædicti Regis & Ducis Mediolani, datis Pischelze, die quibus præfatis mensis Junii, subscriptis manas) fide ejusdem Regis, ac per Robertum Secretarium suum signatus, & sigillatus, in cera rubra, & deinde, ac in similibus præfati solito sigillati & notati paramento, quod idem Procurator & Nuncio, in animum dicti Regis sui, in præfatis, iud, & de more Curie nostræ Casare solas præfati, fano ad hoc & maturo accedente Principum, Comium, Baronum, & Procervum nostrorum consilio, ex nostra certa scientia, & de nostræ Casare potestatis plenitudine, benedictum Ludovicum Francorum Regem Christianissimum, pro se, & Hereditibus suis masculis, ex fœs corpore legitime descendentes, & in decessum masculorum, pro Illustrissima Domina Claudia, ejus Filia, illiusque fœsato Sponsa, ac liberis, & descendentes eorum masculis, & ex ipsi Maximimus, & ex corpore dicti Domina Claudia legitime procedendi. Et si contingeret, quod Deus avertat, ipsam Dominam Claudiam decedere absque descendentes masculis, & præfatum Regem Francie, aliam, vel alias fœscentem filiam, pro illa, que ex ipso progenita, vel pro alia, quam Rex ipse ad ipsam Ludovicum eligeret, ac pro eo cui contingeret ante decessum, & eorum liberis masculis descendentes, & eorum descendentes sine liberis, pro Hereditibus masculis præfati Francorum Regis, & maxime pro Francisco, Duce Valentis, & Comite Engolismis, quantum ad dictum Ducatum & Statum Mediolani, ejus Herede; & deinde pro alia, qui illo tempore venient ad fœscentiam investituram de universo Ducatu & Statu Mediolani, & Comitibus Papie, & Angerie, ejus necne ad presentem tenet & possidet, necnon de Comitibus ac Dominis Bracia, Cremata, Bergomi, Crema, & Glareæ Adina, his proximis diebus à monitis Venetorum, illa inultu usurpatione & occupatione, ut amorem per præfatum Regem Francie nostrum recuperaret, ac de omibus que ad ipsum Ducatum, ac filias Domini, quoquomodo spectare & pertinere possunt & debent, ac de quibus Prædecessores sui Duces Mediolani, per Romanos Principes investiti fuerant, necnon & qui ipsi Mediolani Duces tenebant & possederant, cum omnibus Civitatibus, Oppidis, Terris, Castris, Arcibus, Vallis, Districibus, fœsibus, & aliis quibuscunque rebus, Juribus, ac bonis, ad ipsi Domini, vel ipsorum occasione spectantibus & pertinentibus; & que, & quas, pro tempore essentibus Mediolani Ducibus, & quibus filius Rex Christianissimus originem trahit, à nobis fœs alia Romanorum Imperatoribus ac Regibus, Prædecessoribus nostris, à Sacro Imperio Romano in eodem fœscenti & habere concesserant, fœscentis & expressis & intelligendum duntaxat, ac tenore præfationis Inventuræ, ipsique Ludovico Regi, ac Hereditibus fœs, ut supra expressum est, (non obstantibus quascunque Inventuræ Ludovico Soteris, & ejus Hereditibus, aut aliis filijs, quam præfatum tenore, & de nostræ Casare potestatis plenitudine revocamus, cassamus, & annullamus.) Regalia dictorum Ducum, Comitumque, & Dominorum confusis, & quascunque gratias, libertates, immunitates, Privilegia, honores, preeminentias, dignitates, Franchisias, Jurisdictiones, & facultates concedimus & insumimus, & declaramus insuper, quod si contingeret, ut prædictum est, præfatum Regem, præfatum Dominum Claudiam, & ejus Sponsam futuram, aliasque filias, & eorum Sponsas absque liberis decedere, non obstantibus nobis Investituræ Hereditibus solitis præfati Francorum Regis, scemur restituere ipsi Hereditibus famulos centum milium Francorum, ac centum milium Scutorum auri & in

ANNO
1509.

ANNO
1508.

anno ad solem; quæ duo ferme ascendunt ad summum centum quinquaginta quique milium, centum septuaginta duorum secentum auri ad solem, & quique solidorum Turonicum, permancant tamen jure salvo, quod habent in ipso Ducatu prænominato Hæredes. Et etiam adjecta conditione, quod in dicto casu favoredeant jura in hujusmodi Invenientia consistant. Non obstantibus in præmissis aliquibus Legibus, Statutis, Constitutionibus, aut aliis actibus generalibus, vel specialibus, quibus proin in præmissis, aut aliorum aliquo quomodolibet obstat, existens, talia forent, de quibus specialis & individua mentio scienda esset. Quæ omnia hic pro expressis & specificis haberi volumus. Illis enim omnibus, in quantum præmissis obstant, aut in futurum obistere possint, de certa nostra scientia, & Cæsare Potestatis plenitudine, profus & expresse derogamus. Decernentes, & hoc nostro Cæsareo statuerimus Edicto, ex consilio & singula perpenam obtinere roboris firmitatem. Nobis tamen, & Sacri Romani Imperii Juribus, ac aliorum cujuscumque in ceteris, semper salvis. Nulli ergo omnino hominum licet hanc nostram Invenientiam & Concessionem paginam infringere, aut ei quovis ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem nostram gravissimam, ac eorum mille mactatum auri poenitentiam se coverit irreversibiliter incursum; quarum medietatem, facti, five auri nostri, restitutum verò partem, ipsorum passum utilitas decernimus applicandam, presentiam sub nostri Regali sigillo Literarum.

Datum in Civitate nostra Tridentina, die quarta decima mensis Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo nono, Regnorum nostrorum, Romani vigesimo quarto, Hungarici vobis vigesimo.

LIII.

17. Dec. *Instrumentum publicum super contrahendo Matrimonio inter CAROLUM Principem Hispaniarum, MAXIMILIANI I. Romanorum Imperatoris Nepotem & MARIAM, Filiam Henrici VII. Regis Angliæ. Datum in Palatio Regio Richemont die 17. Decembris Anno 1508. (RUYER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. XIII. pag. 136.)*

In Dei nomine, Amen.

PER prefatus publicum Instrumentum cunctis apparere videtur, quod

Anno Domini millesimo quingentesimo octavo, Indictione duodecima, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Julii, Divini Predecessoris, Papa secundi Anno sexto, mensis vero Decembris die decimo septimo.

In quodam magna Camera, infra Palatium sive Mauerium Regium Illustrissimi, Excellentissimi & Potentissimi Principis Domini nostri Mercendissimi, Henrici, Dei gratia, Regis Angliæ & Franciæ ac Domini Hieronymi, Richemontis vulgariter nuncupatum,

Coram eodem Excellentissimo & Potentissimo Domino nostro Rege.

In Nobilium Illustrissimorum & Reverendissimorum & Reverendissimum Patrum Archiepiscoporum, & Episcoporum, Ducum, aliorumque Procuretorum & Magnatum interitus nominatorum, nobilissimorum Ricardi Spencer & Johannis Barret publicorum auctoritate Apostolice Notariorum subscriptionem, presentiam,

Constitutum personaliter,

Nobilis & Illustris Viri Johannes de Bergis super Zomam & de Walham Camerarius & Miles Ordinis auri Velleris,

MAXIMILIANI, Divini fœveris Clementissimi, Excellentissimi Romanorum Imperatoris semper Augusti, ac Germaniarum, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. Regis, necnon Karoli, Dei gratia Archiducis Austriæ, Principis Hispaniarum, interitus Cæsaris & Jerusalem, &c. Consiliarii, Oratoris, Procuratoris, Fideles, & Deputatus.

Habens inter cetera, in sue Procuratoris Mandato contenta (quod in presentia supradicta reuiter producta, exhibita, &que tunc ibidem per Magistrum Equidem Pœden Danum Imperialem Secretarium publice legi fecit) plenum potestatem, auctoritatem, & Mandatum generale & speciale, tam præfati Romanorum Imperato-

ris nomine proprio quam etiam nomine & tanquam Avi patris, Gubernatoris, & Administratores Personæ & Bonorum Nepotis sui Carissimi Karoli Archiducis Principis Hispaniarum supradicti, quæ etiam nomine ipsius Karoli Archiducis & Principis Hispaniarum & consensu præfati Maximiliani Romanorum Imperatoris electi ac Avi & Tutoris supradicti, Spontanea, per verba ad hoc apta, cum Clarissima Domina Maria, nupsit Mercendissimi Domini nostri Regis Angliæ Filia, nomine præfati Illustrissimi Karoli Archiducis Austriæ, Principis Hispaniarum &c. & quo etiam, taliter & cum effectibus contrahendi, ceterisque facienda, prout in sue Procuratoris Mandato, tunc ibidem, & promittitur, reuiter exhibito & perlecto, Scilicet Sacratissima Cæsare Magellanti atque ipsius Archiducis & Principis Hispaniarum, quo in Negotio committere eos tangendibus, ut aliter, aratur, legitur, atque per eundem, ut apparuit, subscripto & signato, plenius continetur, ex una,

Necnon supradicta Clarissima Domina Maria Regia Filia, personiter & pro seipso, partibus ex altera, Post ceteras Orationes,

Matrimonium & eam Dignitatem, ac nupsit illa commoda & quoniam Regnum & Republica Christiana, quæ cunctis subsequuntur, ceterisq;

Per Reverendissimum Patrem Dominum Illustrissimum Constantini Archiepiscopum totius Angliæ Primatem & Apostolicæ Sedis Legatum Angliæ Cancellarium primo, & per Nobilem Virum Dominum Johannem de Savage Militem Dominum de Scabeca Præfidentem Consularis Flandriæ secundo loco, elegantissimi propolitis,

Spontanea, in presentia supradicta, publice adinvicem contraxerunt sub infrascriptis summa verborum; videlicet.

Primo, præfatus Nobilis & Illustris Vir & Dominus Johannes de Bergis super Zomam & Communialis, Orator, Procurator, & ad id præfatus, & eo nomine scriptis præfatum Clarissimum Dominum Mariam per manus dederunt, & dedit eidem, ad Receptionem præfati Domini Johannis de Savage, sub hac forma.

Le treuhandt l'oy paissant Prince & mon Treuehandte Souuerain Seigneur Charles, par la grace de Dieu, Prince d'Espagne, Archevêque d'Austrie, Duc de Bourgogne &c. par moy Jehan Seigneur de Berghe, son Commisnaire & Procureur ad ce, par la Commisssion & especialle Procuracion, presentement lene, declarer & public, fuissement confite & ordonne, & moy moyennant & a vous ce signifient, VOUS PRENT, DAME MARIE, A SA FEMME ET ESPOUZE, ET EN VOUS SE CONSENT COME A SA VRAIE FEMME ET ESPOUZE.

Et mon dit treuehandte Seigneur vous promet, & moy pour luy vous promette, que, d'ores en avant & durant sa naturelle vie, il vous aura tantend & repetera pour sa Femme & Epouse.

Et sur ce, en vertu & pour deffus dites, il, & moy pour luy, vous en bailla fa joy.

Et inconuenient, retrahis eorum monitis, ipsa Clarissima Domina Maria, deinde accipiens prænotatum Nobilem & Illustrum Virum Dominum Johannem de Bergis, Oratorem & Procuratorem prædictum, per manum dextram, dicit eidem verba sequentia; videlicet.

Je Marie, par vous Jehan Seigneurs de Berghe, Commisnaire & Procureur de treuhandt l'oy paissant Prince Charles, par la grace de Dieu, Prince d'Espagne, Archevêque d'Austrie, & Duc de Bourgogne, & ce par la Commisssion & especialle Procuracion, presentement lene, declarer & public, fuissement confite & ordonne, & vous moyennant & a moy ce signifient, PRENT LE DIT SEIGNEUR CHARLES A MON MARY ET ESPOUX, ET EN LUY JE CONSENS COME A MON MARY ET ESPOUX.

Et a luy & a vous pour luy je promette, que, d'ores en avant durant sa naturelle vie, je l'auray, tiendray & repeteray pour mon Mary & Epouse.

Et sur ce luy bailla & a vous pour luy la joy.

Quibus pendis, immediatè post hujusmodi verborum bincude prolationem, idem Orator & Procurator, nomine quo supra, in signum Specificum hujusmodi, ceterum Clarissimum Illustrissimum Mariam decussatam est, & Anulo auro fabricatâ, & ipsius digito medio impulsit.

Quem Anulum ipsa Clarissima Domina Maria, ut Spontanea quodam Karoli Archiducis Austriæ, Principis Hispaniarum &c. graueret recepti & acceptati:

ANNO
1508.

ANNO
1508.

Super quibus omnibus & singulis, cum dictis Dominis Johanne de Bergo super Zomam & Waltham Commissariis, Oatior, & Procurator, quoniam Clarissimus Dominus Marus promissionem, non Notarios supra & subscriptos, eorum vel ipsius exinde conficere publicum seu publica Instrumentum sine Instrumentis illorum requisiverunt & requisivit, & eorum utroque.

Acta sunt hæc omnia & singula, prout superacribitur & recitantur, sub Anno Domini, & Indictionibus, & Pontificatu, mense, die, & loco predictis,

Presentibus tunc ibidem,

Notabilibus Illustrissimisque Viris,
Domino Laurentio de Garrocha Barone Montmorency Gubernatore Breffia,
Domino Sigismundo Pflughe Doctore,
Domino Andrea de Burgo Proposito de Castella,
Fidelissimo Imperatori ac Principi Hispaniarum &c. Oratoribus & Ambassadorsibus,
Necnon,

Reverendissimo in Christo Patre & Domino Domino Willielmo, Dei gratia, Cantuariensis Archiepiscopi totius Anglie Primas & Apostolicæ Sedis Legatus Anglie Cancellarius;

Præsentemque Domino Domino Edwardo Stafford Ducem Bathoniæ;

Reverendis Patribus,

Ricardo Wintoniensi Coadiutore Primati Sigilli,

Ricardo Londoniensi,

Ricardo Norwichei,

Et Jacobo Eboraci;

Dei gratia, Episcopis;

Necnon,

Illustribus Viris,

Thoma Fitz Alayn Comite de Arundella,

Johanne Peer Comite Oxonie Magno Camerario & Admirallo Anglie,

Herone Percy Comite Northumbrie,

Georgio Talbot Comite Salopie Senescalco Hospitii Regii;

Henrico Berghem Comite Eboracie,

Ricardo Grey Comite Kantie,

Thoma Stanley Comite Derbree,

Edwardo Courtney Comite Devonie,

Thoma Ormound Comite Ormound;

Church Sumerfett Dominis Herbert Camerario Regio.

Thoma Dubura Priore Sancti Johannis Jerusalem in Anglia,

Henrico Stafford Filio Domini Henrici nuper Ducis Bathoniæ;

Willielmo Willoughby Domino Willoughby,

Edwardo Seina Domino de Dudley,

Roberto Radclyffe Domino Fitzceter,

Thoma West Domino de la Werre,

Georgio Fitzhagh Domino Fitzhagh,

Thoma Froy Domino Daire de South,

Johanne Berghem Domino de Berew,

Willielmo Blunt Domino Mountjoy,

Roberto Willoughby Domino de Broke;

Thoma Darcy Domino Darcy;

Ac aliis.

Tellibus ad premissa vocatis specialiter & rogatis.

Et ego Ricardus Spencer, Clericus Lincolnienfis Diocesis, publicus sadochaturæ Apostolicæ & Imperiali.

Notarius, præfatus Reverendissimi in Christo Patris & Domini Domini Willielmi, Permissio Divina, Cantuariensis Archiepiscopi totius Anglie Primas & Apostolicæ Sedis Legatus Anglie Cancellarius & Negotiorum Audientie Registrarius Registrarius Colles & Actuum Scriba in eadem, quia Literarum Commissionem sine Mandati Procuratoris Originalis, de quo supra fit mentio, productioni, exhibitioni, lecture, Sponsalium Contradicti, & Verborum, tum per Nobilem & Illustrum Virum Dominum Johannem de Bergo super Zomam Commissarium, Oatiorum, Procuratorem, & Fideiorem supradictum, nomine quo supra Procuratoris, quoniam supra specificatum Clarissimum Dominum Marum, hincinde, ut prestat, facte prolationis, subsecutionis Ausili traditionis & receptionis, ceterisque premissis omnibus & singulis, dum sic, ut prædictum, eorum promissionem Illustrissimo Potentissimique Principe Domino nostro Rege, in presentia Dominorum Spiritualium & Temporalium illorumque Procurem & Magistrum superius specificatorum, sub Anno Domini, Indictione, Pontificatu, mense, die, & loco in Capite premissis Instrumentis superius plenius descriptis,

agerebant & fierent, uni cum Magistro Johanne Barret Notario publico & Collega meo inferiori se subscribere, præfatis personaliter interfuisset, eique omnia & singula sic fieri vidi & audiui; Ideo præfatis publicum Instrumentum, exinde coniectum, meque aliunde occupato per alium fideliter scriptum, publicavi, & in hoc publicam formam redegi, ac signo & nomine meis solitis & consuetis signavi in Fidem & Testimonium presentium rogatus & requisitus; Et consuli michi eisdem Notario de interlineis hujus dictionis, *mentar*, inter an. & illis lineis præfatis Instrumentis, a capite computando, superius factis.

Et ego Johannes Barret Clericus Londonienfis Diocesis, publicus sadochaturæ Apostolicæ Notarius, præfati Reverendissimi Patris Domini Willielmi, Dei gratia, Cantuariensis Archiepiscopi & Ecclesie sue Metropolitice Christi Cantuariensis Prærogative Registrarius Registrarius Colles, quia premissis omnibus & singulis, dum sic, ut prædictum, sub Anno Domini, Indictione, Pontificatu, ac mense, die, & loco in initio hujus Instrumenti plenius designatis & interfuisset, eorum præfatis Excellentissimo & Potentissimo Principe & Domino nostro Mostendissimo Rege, in Reverendissimi Patris Archiepiscopi supradicti & aliorum Dominorum Spiritualium & Temporalium Procuremque & Magistrum superius specificatorum presentia, agerebant & fierent, uni cum Magistro Ricardo Spencer Publico sadochaturæ Apostolicæ & Imperiali Notario Collega meo se superioribus subscribere, premissis personaliter interfuisset, eoque omnia & singula sic fieri vidi & audiui, igitur præfatis publicum Instrumentum, per alium fideliter scriptum, me tunc aliis prædicto negotiis, exinde coniecti, publicavi, & in hac publicam formam redegi, signoque & nomine meis solitis & consuetis signavi, & me hic subscripti in fidem & Testimonium presentium ad hoc specialiter requisitus.

Consistit etiam michi Johanne Barret Notario de interlineis dictionis, *mentar*, de quâ superioribus fit mentio.

LIV.

PROTESTATION du Procureur du Roi DE FRANCE en sa Chambre des Comptes de Paris, contre la Sommation dudit Roi à l'Encommuniation & autres Conferences Ecclésiastiques, contenue dans son Traité du 14 Mars 1508. avec le Roi des Romains, & contre le titre de Duc de Bourgogne que celui-ci y prend. De . . . Mars 1508. [Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane Tom. I. pag. 71. Extrait du Registre de la Chambre des Comptes coté X. Fol. IX^{es}. XVIII. verso.]

LE Procureur du Roy nostre sire en la Chambre des Comptes a protesté & proteste, que combien que par les Traictés de Pais faits entre le Roy & le Roy des Romains, tant en son nom que comme Mainbour, ou ayant la garde de l'Archiduc d'Autriche qu'on entend publier ce jourd'uy en ladite Chambre, ledit Archiduc se dit Duc de Bourgogne, & que ledit Roy nostre sire se soit obligé a entretenir ledit Traicté de Pais sans peine d'encommuniation, & autres censures contenues audit Traicté, que ce ne puisse estre ne prejudicier au Roy nostre sire Seigneur, & ses Successeurs Rois en la possession, jouissance, Seigneurie, & droit dudit Duché de Bourgogne reuij en la Couronne, & aussi proteste que ledit Subordonné par lesdites Censures ne soit obligé, ne puisse lier le Roy nostre sire Seigneur, comme nulle, & étant contraire & derogatoire aux Droits, Prerogatives, & Preeminences du Roy à cause de sa Couronne. Signé, MOLINET.

LV.

Vertrag zwischen Seiner Hochfürstlichen 21. Juul. den Gnaden Herrn Hugo Balthassen zu Cöstantz und der Kgl. Kgl. Erbgrafschaft / wegen Seiner Hochfürstlichen Gnaden in der Landgrafschaft Thurgau durbere Recht und Erbschickung. Geschlossen Zürich am Sant Maria Magdalenen Abent. De Anno 1509. [Pièce tirée d'une Information

ANNO
1508.

ANNO
1509.

tion de Dro't présentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de CONSTANCE, sous le Titre de Générale Information über des Hochwürdt Ertzkanz Jurisdiction bey dessen in der Schwyz gelegenen Landtschaft. Aux Preuves Chap. VIII. Num. X.]

C'est-à-dire,

*Accord entre HUGUES Evêque & Prince de Constance d'une part, & la Louable CONVE-
RATION HELVETIQUE d'autre part,
sur les Droits appartenants audit Evêque dans le
Païs de Turgouwe. A Zurich la Feuille de Ste.
Marie Magdelaine 1509.*

Nr Nachbarnempts! den Stetten und Leuten
Unser Eidgenossenschaft Râth (der Jre von Un-
sern Herrn und Oern mit vollem Gewalt) in die-
ser nachgeschriebnen Sach zu Zurich by einandern
versamlet gewesen / nämlich von Zurich Mathis
Bissh / Rudolph Nider / heid alt Burgemeister /
und Dominicus Frauenfeld des Râts / von Lugern
Wolcher zu Girsou des Râts / von Uri Hans Jid-
Schlammastler des Râts / von Schwyz Meinrat
Eisler des Râts / von Unterwalden Bernold
Fram Schlammastler des Râts / von Zug Werner
Steiner Alt-Anman / und Thomas Ender des
Râts / von Glarus Ulrich Isoldt des Râts / thun
kund mangeltend mit diesem Brief / als jeh zu me-
menten / an Unser Herrn und Oern / ech Was ge-
langt ist / allerley Irrungen / so sich halten zwischen
dem Hochwürdtigen Fürsten und Herrn / Herrn Hen-
gen Bischoffen zu Costenz / Unserm gnedigen
Herrn / und getreuen lieben Vantgossen / von
wegen Unser Fürstlichen Gnaden im Hundertenen /
Verwandten / und geschätzten Oberleuten / in der
Landgrafschaft im Turgouwe begriffen an ein /
und Uns Eidgenossen als Inhaber bemelter Land-
grafschaft anders Theil / das da uf solche die ob-
genannten Unser Herrn und Oern Was mit vollem
Gewalt zu der Sach geschriben und getreut haben /
zu besuchen / dieselben Irrungen / mit Unserm gne-
digen Herrn von Costenz in der Gutschkeit zuwei-
sen / und hinweg / damit jeder Theil / hinlir nicht
wissen / wemach Er sich halten soll / und als be-
halb ein Tag der gen Zurich vernunpt ist gewesen /
und von Unserm gnedigen Herrn von Costenz we-
gen vor Uns sind erschienen mit vollem Gewalt / die
Erwontigen / Hochgelerten / Erbin / Ertrungen / und
Besten Herr Peter von Hertenstein / Thunhore des
Thun-stifts zu Costenz / und Thun-lerben des
Thun-stifts zu Bâsl / Herr Johann Brändli
Doctor eines Gnaden Insigels / Herr Jre / Ja-
cob von Amstel Ritter / Hoffmeister / und Hans
von Landenberg zu alten Klingen Begg zu Gien-
heffen / mit denselben wir über Sachen geffren sind
und haben den Artikel zu Bestand davon Ab ge-
hep / und Uns dero gütlich und fründlich mit ein-
andern vereent und betragen / vor herach geschrie-
ben stat / und nämlich als:

Item des ersten / das all und jeh Unser gne-
digen Herrn von Costenz und Uns Stiffts Untere-
nen und Verwandten / in bemelten hohen Gerichten
der Landgrafschaft geffren / schworen sollen / ein
gemeyn Land Geschrey und einen Landtrett gehee-
sam se / doch den Eyd / so se sinen Fürstlichen
Gnaden vorgeschworen haben / und flacker in zu Zei-
ten einem Herrn von Costenz / vor von Ritter be-
trunnen ist / schwören werden / in all mag vorbehalten
ten und en Schwören.

Item an andern / als Unser gnediger Herr von
Costenz vernunt / welcher in siner Fürstlichen Gna-

den Gerichten / in der Landgrafschaft Turgouwe
gelegen / sinen Jre / und mit einer Urteil beschwert
werde / das derselb allein sin sin Fürstlichen Gnad
appelliren solten. Ist beschlossen also / welche sin
Fürstlichen Gnaden mit Eigenschaft vermont /
und zugheben sind / und die Hinterlägen / se in sin-
ner Gnaden Nidern Gerichte sin / wenn die in sin-
ner Gnaden Gerichten richter / und einer althar
mit Urteil beschwert werden / der dero dieselben in-
gen die Urteil appelliren für Unsern Oberrigen
Herrn von Costenz / oder für siner Fürstlichen Gnad
Râth / und was von siner Gnad eigen luten oder
Hinterlägen zu rechten halten / und das gegen ein-
andern verfluten / woraus das were / et da deis
selbsthen ein Urteil / in siner Gnaden Gerichten
erliegen / damit Er beschwert were / so nicht Er
die appelliren für Unsern Oberrigen Herrn von
Costenz / oder siner Gnaden Râth / und so einer da-
selb mit Urteil und vernunt beschwert zu sin / so
nicht Er die appelliren für Unser Herrn und O-
bern gemeyn Eidgenossen / beschriben soll et ech mit
appelliren gehalten werden von wegen der Gerich-
ten / so vom Stifft Costenz lachen sin.

Item am dritten / des Wilsens hab / wie wol
der / der bemelten Grafschaft / als von ir Ober-
keit wegen / zu stat / ist danach Unserm gnedigen
Herrn von Costenz / von Was us sonderer Freun-
dschaft nachgelassen / das sin Fürstlichen Gnad in
Iren Gerichten wol mag Jagen lassen / und et sin
Fürstlichen Gnad begreite andern das Jagen in si-
nen Gerichten zu verpieten / so mag sin Gnad ein-
nen Land-Begg darumb antreffen / der soll denn das
verpieten by eine Begg / und et jeman das überheft
sel die Begg ingeggen und gereit / und nämlich Un-
serm gnedigen Herrn von Costenz halbe werden /
und der überig das Teil Uns Eidgenossen / und et
sin Fürstlich Gnad gern weiter in der Landgrafs-
chaft Nidern Gerichten Jagen wolte / mag sin
Gnad das an einem Land-Begg Treue erlangen / und jann
darumb bitten.

Item am vierten / antreffend Iren Fürstlichen
Gnad / und jr Stiffts Freiheit begreifend / das ir
Diner / Burger / oder Unterleuten mit für sichende
Gerichte sollen singenommen werden. Ist abgeredt
et des Stiffts Costenz Diner / Burger / oder Bri-
wandten für das Land-Gericht zu Frauenfeld singe-
nommen werden / und Sachen so die Oberkeit und
Malefiz mit besten / das dieselben uff Erckennung
gemelter Freiheit / und je zu Zeiten ein Herr von
Costenz Abordnung / lut der Verträge / in jr Fürst-
lichen Gnad Gerichte / darinn so geffren sind / ge-
wisst sollen werden / doch so soll der uff dem Land-
Gerichte errent werden / et der Handel Malefizig
se / oder nit.

Item am fünften / der Gepeit und Verpieten
halt ir. Ist abgeredt / das die Land-Gerichts-Knecht
in Ir Fürstlichen Gnad Nidern Gerichten in der
Land-Grafschaft / nicht / das den Nidern Ge-
richten zu verpieten zu stat / zu gebieten haben / son-
der jr Fürstlichen Gnad begy iren Worten und Ver-
pieten bliben sollen / aber wie viel dem Malefiz
und dem Land-Gericht mit Kundschaft / oder an-
dern dingen zughebet / das mugen die Land-Ge-
richts-Knecht / so ein Land-Begg inen das berechnen
ist / zuend gebieten / wo et ein Land-Gerichts-
Knecht an ein Gerichte stat / und der hier das
der Rechte etwas gehandelt wolte / das dem Male-
fiz zughebet / so mag Er wol geipien in ein Land-
Bogers Namen / über dieselben Sach nit jurichten /
sonder das die für die Oberkeit gewis / und als von
nachdem in iren den nachsten Land-Gerichten / soll
ech die Sach singenommen / und erfinden werden /
et feunlicher Handel denn hohen oder dem nidern Ge-
richt zustande / wo aber das in solcher Zeit nit be-
schafft /

ANNO
1509. schicht / so mag die Gericht-Herr und der Klegger

stücken,

Item am sechsten / der Ruchten halb / des so über Verpet in Krieg gehen zu. Ist abgeredt / so esset der Land-Vogt in Thurgow Verpet in Krieg zu ziehen / das er solich alsdann irer Fürstlichen Gnad Kumpsturen anzeigen soll / damit so in Namen irer Fürstlichen Gnaden in irer Gerichten / oder Oberkeiten vermittelte Graffschafft betrogen Verpet och tun mögen / und welche das Verpet überreuten / sollen gestrafft werden / und die straff allein ins Eidgenessen zugerechen.

Item am siebenden / das kein unverständlicher Man dänglich angenommen werden solt / in Sachen die das Malefiz mit antreffend zu. Ist abgeredt / wo ein solcher unverständlicher Man / der gegen ein Land-Vogt verlagte ist / in der Gestalt / das solich das Malefiz mit beruht / und ein Land-Vogt zu vernehmen griffen und Im dänglich annehmen lassen wolle / so soll ein Landvöbel / oder ein Land-Gericht-Knecht zu je Fürstlichen Gnaden Kumpstmann gan / und Im das fürlegen / um zu verheissen / das der Man ein Land-Vogt jurecht Leistung tug / oder aber um / wo er die Leistung net gute / befristet sage / das er zu ein Land-Vogts Händen dänglich angenommen werde.

Item am achten / des Fridens halb zu. Ist abgeredt / das Je Fürstlich Gnad und gemein Eidgenessen hinfür einen Frieden zugerechen haben sollen / in der gestalt / wenn Zeit gepenten / oder der mit der hand usgenommen / und der mit Worten / oder dänglich überleben wirt / so sollen ein Land-Vogt und Je Fürstlich Gnad dinstelben mit einander und mit jenen Gnaden / das Duf sin soll / straffen / daren solcher Duf sin Fürstlichen Gnaden der halb Teil zugerechen soll / und ins Eidgenessen der überg halb Theil / aber so der Zeit mit den Worten / das einer den andern sticht / haut / oder schlegt / überlaggen wirt / so soll dinstelb Straff allein ins Eidgenessen jurechen / und mit gering / so sollen weder Je Fürstlichen Gnad noch ein Land-Vogt deimeit hinder dem andern nicht verdingen.

Item am neunten / wer Zeit verfert der soll zu Duf verfallen sin insid Gulten an Gnad / und solch Zeit verfallen nicht so geblid befehen / das wurde dinstelb gestrafft / je nach gestalt der Sach / und solch Duf soll dann Insidm gnedigen Herren von Eostung halb jurechen / und der ander halb Teil ins Eidgenessen.

Item am zehenden / des Parteyens und Scheidens halber. Ist abgeredt / welcher sich Parteyet / oder den andern in einem Scheiden hant / der soll zu Duf verfallen sin / jren Gultin / solich Duf soll halb Jen Gnaden / und der ander halb Teil ins Eidgenessen jurechen.

Item am einelften / welcher den andern über offen Mäthen über grabt / über ert / über schmit / über mact / über jurt / oder über hant / solich Duf soll halb Jen Fürstlichen Gnaden / und der ander halb Teil ins Eidgenessen jurechen / und wir die mit ein andern zu straffen haben.

Item am zwelfften / der Straffen halb oder frähen / so sich an offenen Straffen begeben / ist Insid Weislich also / das die Straff und Duf Ins zu beden sinen jurechen solle / namentlich was Duf daran gestalt / solle halb Insidm gnedigen Herren von Eostung jurechen / der ander halb Teil ins Eidgenessen / usgenommen / wenn einer uff den andern an esset irer Nach-Erass wartete in Irstet / und Jem / und In schädigen / dinstelb soll ins Eidgenessen allein zu straffen jurechen.

Item am dreizehenden / wenn och einer den andern us sinem Hof ersordert / und sich dinstelb ver-

schulte mit Bunden und dinstelb / als das einer offen Mäthen und liche wissentlich endert / och ein dem andern an sin Er rede / und ander solich Sachen / so das Malefiz und Hoch-Gericht be- rüert / soll ins Eidgenessen allein jurechen / och och sich wohl einer Bild / lib oder leben verdrückt hant / und dinstelb auch Geld gestrafft werde.

Item am vierzehenden / das der Land-Gericht-Knecht Ins-Weiss tragen / und im Ruchten als Knecht wider einen procediren mögen / und mit weert in den Irstern Gerichten wider Je Fürstlich Gnad zu Recht in Zustand wirt sin solich. Ist abgeredt / das kein Knecht in den Irstern Gerichten wider sin Fürstlich Gnad sin solle / aber wan lit der Graffschafft jurechen / da mag ein Land-Vogt dem wol Zustand geben / so wer aber zwei Personen mit einander zu schassen hant / die der Graffschafft jurechen / so soll Er dinstelb dem Teil irenen Zustand jurechen / und aber ein Knecht gegen ein in Irsternschafft verwannt wirt / so nicht Er wol so sin sin.

Item am fünfzehenden / der Lecklich halb / welcher einen Lecklich in der Graffschafft tun zu. Ist abgeredt / von welchem das bejucht / das dinstelb die Graffschafft / und das Land verieren haben / und darin meimener trumen solle / er das sich dan dinstelb mit der Irsternschafft und dem Land-Vogt als beiden Parteyen bestet / wie dan das in Insid Eidgenessschafft der Weich ist / und das wirt / wenn einer einen Cristen-Mann zu Leck geschlagen hant / das der och in abgemessene Maß gehalten werden / und doch Jen Fürstlichen Gnaden / oder Je Nachkommen Maß bestimmend sinf und jurechig Pfand Pfensig geben / oder Je Fürstlichen Gnaden der Gerichte miben soll / wie dan Je Fürstlich Gnaden / und Je Ernst des gestrig sin.

Item am sechzehenden / ist och beredt was den solichen als verhas / wie mit einander zu verien haben / das weder Insidm gnedigen Herren von Eostung noch Je Eidgenessen / als Insidm Land-Vogt / nicht hinder einandern verdingen oder nachlassen sollen / und och sich bejoneit Span begete / das Insidm gnedigen Herren von Eostung wirt meinen / wie Eidgenessen / oder ein Land-Vogt unterstehen zu Insidm Händen zu ziehen / das nit dem Malefiz / oder Hachen Gerichte / sondern drinen Kleinen jurechete / so sollen wir dinstelben beiderseits zu Eostung trumen / aff das Land-Gerichte zu Irsternschafft / und was sich dinstelb darumb eritnt wirt / dinstelb soll es dan haben.

Item am siebzehenden ist beredt / das dieser Vertrag ins Eidgenessen an andern der Land-Graffschafft och Insidm gnedigen Herren von Eostung an andern siner Gnaden Öffnungen / Verrechtigten und Hofmannen / und insidm an der Partey / so Je Fürstlichen Gnaden und Gemein Insidm Eidgenessschafft vor mit einander haben / in allem ungeriffen / und unschädlich sin sollen.

Item am achtezehenden / so sollen hinfür selich Irsternschafft glich und selichlich berichte / vertragen / und entscheiden beissen und sin / och sin Teil den andern / dinstelb siner noch weiter mit mer erischen / sonder by diesem Vertrag jure und hernach an all Antrag und Widerred / hiben / gerd und ogist dinstelb verurmen / das des alles zu warum offen stand / so haben wir abgenommen der Irstern Der Werten / Insidm wirt sin eigen Insidm öffentlich gehant an dinstelb Weis / Insidm Herren und Obern / und Je Nachkommen / och insidm obgestrichen Duf jurechete.

Wir Hugo von Oetens Gnaden Bischof zu Eostung zu. Wiramen ins och dinstelb wissentlich / das die abgemessene Insidm Rik und Annad von ins in dieser Sach Weislich und vollkommen Ge-
walt

ANNO
1509.

ANNO 1509. wolt gekert / und wir haben och selbicher Vertrag angenommen / geredt und versprochen och darauf sin Uns und Unser ewig Nachkommen / so Unser Widen und Erben / diesen Bericht und Vertrag götlich / och gerechtlich und ungeschworen gehalten / dem gelychen / dasz gelychen / und darvort minime gehandelt noch verhandt se / und darvort und des zu Eicherheit und Vergründung haben wir obgenannter Bischoff Hugo Unser Bischoflich Tugheit och öffentlich eintraden lassen / an disen Bericht für Uns und Unser ewig Nachkommen / das bischoflich Zurich an Sant Maria Magdalenen Abent / nach Christi Unseres lieben Herrn Geburt / gezalt fünfzehn hundert und neun Jahr.

LVI.

29. Juül. Ewigge Vereinigung derer Ständen des Fürstenthumbs Hessen / zu handhabung derselben / und Gerechtigkeit / und allgemeinen Ruhe / Stands / ausgerichtet auf Sonntag nach Jacobi Anno 1509. [L. V. C. Truesches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuar. II. Abtheilung IV. Festschrift II. Absatz VIII. pag. 769.]

C'est-à-dire,

Union perpetuelle des Etats de la Principauté de Hesse, faite & conclue pour la commune défense des Droits & Privilèges, & la maintien de la tranquillité. Le Dimanche après la St. Jacques 1509.

In dem Namen der untheilbaren allerbeglißten Dreyfsäligkeit: Amen.

Wir Prälaten / Grafen / Ritterschafft und Edelleute / mit sampt eintraden und zueinander Gerechtigkeit des löblichen Fürstenthumbs zu Hessen / bekennen einhelliglich und unvertrenkt thuen auch tunde allen gegenwertigen und künftigen daß wir zu Herren genommen und betrachte / wir auch Unsere Aeltern und Vorfahren ehlich und mählich gethan haben / daß durch Einigkeit / Friede und Handhabung der Gerechtigkeit / der Altmächtige Gott höchlich gekert / gelebt / auch lant / Leut / Städte / Communen / und derselben zu gemeinem Nutz / Nutzen und Wohlthun erhöhet und gekert werden / oder durch Einigkeit / Zurecht / und Vermeidung Friedens und Rechts / Land / Leuten / Städten und Communen / zu Abwehnen Verderben / Erdrung / und anderweitigen Schaden kommen / als wir etlicher maffen bei des Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten und Herrn Herrn Wäldens / reynland Landgraffen zu Hessen / Grafen zu Katzenellenbogen / zu Diez / zu Siegenheim und Altdorf zc. Unser gnädigen Herrn seligen und löblichen Erbachtens Jüden erstanden und gekert haben / also daß in S. J. G. durchsigen Krankheit und Schwachheit / etliche Wäldens und Verhinderer der Wohlthun und gemeines Nutzens des Fürstenthumbs zu Hessen / S. J. G. und fernerlich im letzten Jahr bewegt und geriet haben / das Herrschaft und werthlich allen Landtschafften am durchschwellig Geld zu kaufen / und dinstollen Land und Leute zu verpfänden / welches allen Inwohnern und Städten obgedachten Fürstenthumb zu enigen Verderben / Mischheil und Schaden / wo solch Kauf fähigkig weren werden / gerecht hätte / und was wegen dem Alter der auch löblicher Gewohnheit / Unser gnädigen Fürsten und Herrn von Hessen / kein Krieg / Racht oder urre Wägen sollen anhaben oder versprechen / eyn gemeiner Ständte des Fürsten-

thums zu Hessen Racht und Verwilligung / ist doch solches inermählich unterlassen werden / und nicht gehalten / darvon auch unterstanden / wider löblich herkommen und alle gewohnheit Unser Vor-Etern / gemeine Landtschafft von einander zu ehlen und zu trennen / zu dem / daß zu ansegerter Zeit S. J. G. Krankheit müssend / oder gar wenig gekert / Fürstenthumb Inwohnern ihrer Wägen und Hindert zu recht oder geschicklicher Racht hat kommen mögen / was aus solchen allen und jedem zu Nachtheil und Abbruch gemeinen Nutzens erachtet / Fürstenthumb gekert / hätten / mählich abzunehmen und höchlich zu bedrücken / in Betrachtung der und viel anderer Ursachen Unser Gemuth darzu bewegt / haben wir Gott dem Altmächtigen / Wäldens ferner gebenedeten Wäldens / der Heiligen Unser Haupt-Frauen S. Elisabeth zu Ehren und Lebel auch Unser gnädigen Herrn und Fürsten zu Hessen / Uns den Prälaten / Grafen / Ritterschafft / Edelleuten und gemeiner Landtschafft zu ehren / aus und allen guten untereinander Brüderlich und freundlich vereinigt / auch bei Unser Ständen und Leuten zusamment versprochen / und ein göttliche / ehliche / rechtensliche / löbliche Vereinigung und Freundtschafft für Uns / Unser Nachkommen / Leuten und Erben gemacht und versprochen / mit den betrogen und offenbaldlicher bezugung / daß wir solche Verdrößerung oder Einigung nicht / und in keinem Weg wider Unser gnädigen Fürsten von Hessen / Ihrer Ständen Erben oder Nachkommen / zu Schwelzung oder Abbruch S. J. G. Wäldens. Mischheil / Herrlichkeit / Gerechtigkeit / Wohlthun / Nutzen / Renten / Rechts / oder zu einigen Ihrer Fürst. Gn. Zustand / wie der gewöhnlich mag werden / nicht wollen gemacht / sondern Uns und Unsere Nachkommen / wie auch Unser Vor-Etern vor Uns gethan / zu freilichen Wägen / Ständen / Racht und Einigkeit versprochen haben / in maffen und form / wie hernach folgt.

Und erstlich also / es sich begehrt / daß einer oder mehr aus Unser gnädigen Fürsten von Hessen / den andern Unser gnädigen Fürsten / oder Unsere gnädigen Herren die Prälaten / Grafen / Ritterschafft / Edelleute und gemeine Inwohner des Fürstenthumbs zu Hessen / bedürftigen beschließen / vergemeinigen / oder unterrichten wollen / wider Uns und eins jeglichen Recht / Gerechtigkeit / Willigkeit / Freiheit / Gnade / Privilegien / alt herkommen / oder löbliche Gewohnheit / durch Wäldens Heiligkeit / König / Kaiser / König / Land / Fürsten / oder Herrn gegeben / und wir des Fürsten / Prälaten / Grafen / Ritterschafft / Edelleute und gemeiner Inwohner zu Recht mächtig sein / sie sich auch auf Uns zu Recht erditen / so sollen und wollen wir / Unser Nachkommen / Erben / und Erben für den oder die / als zur Zeit ausgesprochen worden / unterthäniglich / dienstlich und nach eines jeglichen gelegent freundlich bieten / die zugesagte Beschützung den und abzulassen / weit alsdann sich den und ersuchung kein grund oder stat haben / sollen wir darnach für den Beschwerden und dem / wie vorgemelt vergemeinigt werden / das Racht bieten / wo aber dasseibe auch nicht wollte angenommen werden / alsdann sollen und wollen wir dienstlich / als der zu jeglicher Zeit sein wird / mit Leib / Gut und allem vermögen / Hülfe / Verpfändung / Verpfändung / Schutz und Schirm thun / den auch in keinem Weg verlassen / damit wenniglichen der Racht und Willigkeit gehandhabt werde / und bieten inzt / alles auf Kosten und Schaden gemeiner Landtschafft / wie solches vor alter herkommen gekert ist / ferner es sich begehrt / daß in künftigen Jüden einer oder mehr Unser gnädigen Herrn die Fürsten zu Hessen / je mählich mit Uns Unser Erben und Nachkommen /

ANNO
1509.

in was Wesen! Während oder Stants dieseligen weren / aus Ungnaden ansetzen / oder ausschmen wurden / und sich der oder die / zu unerschwingen verordnung und Recht erheben / und doch dasselbe von unsen gnädigen Herrn und Fürsten nicht angenommen oder gestattet wolt werden / so sollen und wollen wir Präläten / Clerici / Ritterschafft und Landschafft / unsere Freunde / unsere gnädigen Herrn unerschwinglich zu setzigen / und für solch zurnehmen wolle schlichtig bitten / die beschwerden unserer Freunde zu gnädiger Verhörs oder Recht kommen zu lassen / und wo das nicht geschehe / das wir in keinen Weg verhoffen / so sollen und wollen wir alsdann unsere Freunde nicht verzeihen / sondern dieseligen nach unsen besten vermögen bey ihrem rechtlichen Erben / wie oben gemeldet / handhaben / schutzen und schirmen.

Wo sich aber begehe / das unsere Freunde oder Verordneten / einer oder mehr / von fremden Fürsten / Clerici oder jemand andern unbilliger Weise verungeltiget / oder angetastet wurde / und doch dieselben ihr Recht uff uns erheben und erwidern möchten / so sollen wir auch dieselben unsere Freunde nach unsen besten vermögen an Erben und Orten sich gebühret / uff Rechte und Willigkeit verhalten / wo die aber nicht angenommen wolt werden / sie alsdann zum besten schutzen / schirmen / und bey Recht handhaben / wider es auch Sach / das jemand unter uns aus eigenem Muthwillen / und wider Recht sich beschwert / inner oder aussen Lande / und an Recht sich nicht wolt begnügen lassen / und darüber unerschwingen jemand wer der wider / zu beschdigen oder Gewalt anzuwenden / das sollen wir also zu geschehen / in keinen Weg gestatten / sondern unsere Verordneten / als Liebhaber des Reichens und Friedens davorer statlich gebunden / wurde auch jemand in dieser fremdlichen Vereinigung und Verbesserung begriffen / und also wie gemeldet / unbilliger Weise angetastet / damit dann derselbe sein Anliegen und Beschwerde / zu einem Austrage führen und bringen möge / so sein mag er solch seine Beschwerde und Anliegen gegen Personen der Landschafft darinnen er gesessen ist / klagen und klagen / schlichtig einen aus den Präläten / einem aus der Ritterschafft und einem aus den Schöffen / dieselben sollen alsbald und unverhalten so fern sie der Handel so treffentlich ansieht / uf gemeiner Landschafft Kosten und Schaden / die Präläten / Clerici / Ritterschafft und Landschafft an den Spieß uff einen nahelastigen Tag beschreiben / und dem beschwerten Fürst / nach Inhalt dieser Einigung getreulich verhandeln und gerathen sein.

Wir wollen auch / das diese Einigung / Verbesserung und Freundschaft einen jeden aus uns / wie der Mahnen / Wesen und Stants ist / niemandes ausgenommen / an seinen Erben / Pflichten / Erben / Erbschreibern / so die von Römischen Kaiser / König / Fürsten / oder jemand andern gegeben werden / ebenfalls / seiner Nachteil sein und bleiben / alles ohne Gefehr.

Und dieweil wir also für uns und unsere Ältern und Vorfahren / bey uns selber in zeitigen vorgehabten Rath und rechten Willen erkannt haben / und hiermit erkennen / das diese Einigung und Freundschaft getreulich / ecklich und rechtmässig auch unsern gnädigen Fürsten und Herrn / zu ihrer Erben Gerechtigkeit und Fürstlicher Obrigkeit nicht abdrücken oder nachtheiligt / sondern Landen / Leuten / uns und allen Ständen gedachtes Reichthums an / nützlich und erlich ist / und in künftige Zeit sein werde / So haben wir sinne und begehrt / in uns / und andrer der Präläten / Clerici / der Ritterschafft und Ständen Mahnen / auch Befehl und Mandat derseligen / und aller In-

wehner des Reichthums zu Hohen eingeleitet und verordnet / Graffschafft / aus Krait und Bestätigung unser Vorväter / und klaffung gemeines Reichens / befestiget / ratificiert / bewilliget und angenommen / das also hinfort unerschwinglich und ohne allen Hintergang / zu ewigen Zeiten samt und besunder zu halten / darauf einer den andern in guten Treuen und Glauben / Hand in Hand zugesigt / gelebet / und zu den Heiligen geschworen hat / angezeigte Einigung in allen ihren Punkten / Inhalt und Artikel getreulich zu halten / und darben nicht zu weichen / Und des alles zu wahrer Bestand und Sicherheit aller vorgezeichneten Dingen / haben wir Dietrich von Cleve / Land-Comptur der Walleren zu Marburg / und Johann Apt zu Derschenau / für uns und unser Präläten / zu Wiltips der älter / Erbe zu Waldeck / Statthalter der Graffschafft Katzenberg / und Wilhelm von Sain / Erbe zu Wüggelsheim / Herr zu Homburg / für uns / und von wegen der andern Erben / Herman Schend / Ritter Ludwig von Dersenburg / Einig den Verleib der älter / Erb-Cämmerer zu Hohen / Joß von Baumdach / Philipp von Frandenstein / Joß von Reffenberg / Caspar von Derschenau / Wilhelm von Derschenau / Philipp Derschenau / aus der Ritterschafft und von wegen gemeiner Ritterschafft für uns / unser Nachkommen / Erben und Erbschreibern / und zu die Zugermeister und Räthe der Städte Cassel / Marburg / Homburg / Eschwege / Treys und Wetter / für uns und unsere Nachkommen / auch gemeiner Landschafft und Tauschmeyer der Reichthums zu Hohen / unsere Insigeln an diesen Brief gezeugen / der geben ist uff Sonntag nach Jacobi / Anno Tauschmeyer hundert und aus neunten Jahr.

(L. S.) Comptur zu Marburg.	(L. S.) Apt zu Derschenau.
(L. S.) Philipp der älter Graff zu Waldeck.	(L. S.) Wilhelm Graff zu Wüggelsheim.
(L. S.) Herman Schend Ritter.	(L. S.) Ludwig von Dersenburg.
(L. S.) Einig von der Verleib der älter.	(L. S.) Joß von Baumdach.
(L. S.) Philipp von Frandenstein.	(L. S.) Johann von Reffenberg.
	(L. S.) Caspar von Derschenau.

LVII.

(1) *Trois Articles, savoir les III. IV. & V. de la Ligue faite entre Louis XII. Roi de France & les Grisons, faite en l'An. 1509. [Mémoires François, dans l'Appendix du Tom. X. pag. 16.]*

III. Item quod predicti Confederati nostri trium Ligurum quorundam nobis vel Locum tenentibus nostris expedire vel vitium forent habere Milites & Sipcidiarios, aut Soldatos ex aliis Ligis & Camionis, vel aliunde, teneantur relinquere passus suos apertos, & dictos Sipcidiarios sui Soldatos aliunde ad servitia nostra venientes, ne dum his permittitur libere & sine occasione transire per eorum Terras, Valles, Villas & Territoria, ipsius tamen Soldatos solventibus expensis suis.

IV. Item quod dicti Confederati nostri trium Ligurum non permittant quod aliqui ex suis Soldatis vel Sabditis veniant contra nos & Patrias, Terras, Status nostros,

(2) Quel qu'on s'en pu convenir, que ces trois Articles de cette Ligue, ont été des lors par les originaux.

ANNO
1509.F. FRANK
CH. ET ALD
GOTTLIB.

ANNO 1509. nostros, tam circa quam ultra montes ad servendum in Guerra inimicis nostris quibuscunque, nec ad inferendum aliquod damnum nobis, aut Subditis, Terris & Dominis nostris, quominus sub gravibus penis & publica proclamata, & alia prout expediret generaliter aut particulariter prohibere & impedire dictos suos Subditos teneantur, ne contraventiones gravibus penis tanquam infractores presentis Tractatus, punire. Nec pariter debeant permittere aliquos Soldatos exteros, vel alios quoscunque Personarum volentes venire ad damnum & offensionem nostram, seu Terrarum, Dominionum & Subditorum nostrorum, permittente transire per eorum Terras, Vallis, Villas & Territoria, quominus tales transire volentes toto posse suo teneantur impedire.

V. Item quod si contingat dictos Confoederatos nostros contra Ligum ad nos venire, & bello molestari in suis Terris & Dominis extero bello sine Guerra, publicè & promissionis adversus omnes & quoscunque fidele auxilium, juvamen & defensionem nostris propriis expensis.

LVIII.

1510. Tractatus Pacis & Amicitie inter HENRICUM VIII. Anglie Regem & LUDWICUM XII. Francorum Regem eorumque Amicos & Confoederatos, initus & conclusus in Civitate Londinensi 23. die Martii Anno 1510. [RYMER, Conventiones, Literæ, & Acta Publica, Tom. XIII. pag. 270.]

UNIVERSIS & singulis ad quorum notitiam prefate Literæ pervenerint Salutem.

Cum in rebus humanis nihil sit Deo gratius, nihilque Hominihus acceptius, nihil denique ad augendum conservandisque Republicis conducibilis quam firma Pax, sincera fideiisque Amicitia, & vera Principum Concordia,

Nos igitur *Richardus Wintoniensis Episcopus*, Cancellarius privati Sigilli Illustrissimi, Excellentissimi & Potentissimi Principis *Henrici*, Dei gratia, Regis Anglie & Francie & Dominii *Hibernie*, *Thomas Darnley Episcopus*, & *Thomas Comes Surrey*, Thesaurarius prefati Domini nostri Regis Anglie, Dilectores, Ambassadors, Commisarii, Procuratores & Nunciis speciales ejusdem Regis Anglie ad instantes ipsius officium autoritati.

Pro firma Pace, fidei Amicitia & vera Concordia inter eundem Illustrissimum Principem *Henricum Regem* nostrum, ac Christianissimum Principem *Ludovicum*, eidem gratia, Francorum Regem, eorumque Allegatos, Confoederatos, & Subditos, atque eorum Regna, Patrias, Terras & Dominia quoscunque habentis & tenentis,

Cum Illustribus Viris, Magistro *Antonio Bachier*, Abbate Sanctissime Trinitatis Focensis & Sancti Andree Rothomagensis, *Rodolpho de Lamoignon*, Baillo Ambienno, Cambellano ejusdem Francorum Regis ordinario, & *Andree de Dornville* Marchio Hospitalis sui Militis, Ambassadors, Commisarii, Procuratores & Depositarii prefati Francorum Regis ad hoc sufficientem subnotationem habentibus, convenimus, concordavimus & conclusimus, ac per presentes convenimus, concordamus & concludimus articulum prout sequitur.

In primis, quod bona, sincera, firme, perfecta sint & inviolabiliter habeantur & observentur Pax, Amicitia, & Fœdera inter Potentissimos Anglie & Francorum Reges amicitia, eorumque Patrias & Dominia sua quoscunque, Hæredes & Successores, Vassallos atque Subditos suos presentes & futuros, ac quoscunque Allegatos & Confoederatos utriusque, qui per presentem Tractatum Pacis comprehenduntur, regem inter Illustrissima Anglie & Francie Regna, per Terras, Mares, Portus Maris & Aquas dulces.

Quod dicta Amicitia, Pax & Fœdera tam habent effectum immediatè post datam presentem, & durent validè utriusque Principum prædictorum durante, & per unum Annum integrum post mortem Principis primò morientis;

Ita tamen quod Successor Principis primò morientis infra dictum Annum Principi supradicti mortem Predecessoris sui significare, & eundem per Literas suas manū sub scriptis certiorare facere teneatur, utram hanc Amicitiam ad ulteriora & ampliora tempora proleget, ac de novo illuc & contrahere velit & intenda.

Item, quod, durante termino prædicto, Bella, Guerra, Hostilitates, Inimicitie quoscunque inter Principes Anglie & Francorum Reges, eorumqueque, aut Imperatores, Hæredes & Successores, Vassallos, Subditos & Confoederatos quoscunque, qui per presentem Tractatum, ut præmittitur, comprehenduntur, necnon inter dicta Illustrissima Regna, Patrias & Dominia sua quoscunque, ubique locorum, per Terram, Mare, Littora Maris & Aquas dulces, omnino cessabunt.

Item, quod omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorumqueque Hæredum & Successorum, aut alterius eorum, ipsorumque Allegatorum, in hac parte comprehenduntur, Vallalli & Subditi, sive sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Dices, Marchiones, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status conditionis extiterint, durante Pace antedicta, ubique locorum, sive mutui officii prosequantur & benevolè assidue persequantur.

Postquam libere, tutè & sincere, absque alienigenis offensa, salvo Conductu, sive Licentiâ, ubique perstruere per Terram, Mare & Aquas dulces navigare liceat, atque ad Portus, Dominia & Delicias quoscunque utriusque ipsorum Principum circa & ultra Mare accedere, (dum tamen numerum Armatarum centum finem non excedant) eisque quantum voluerint ibidem morari, mercari Merces, Mercimonia, Arma & Jocalia quoscunque (si Statuta Municipalia antea hæc finem non obstant) emere & vendere, ac ut eis placebit illuc ad Pacta propria vel sibi libere quocunque districtu ab eadem abire, cum suis aut conductis vel commensalibus Navigis, Passuris, Vehiculis, Equis, Armamentis, Mercimoniis, Sarcinis, Bonis & Rebus suis quoscunque, absque ullo impedimento, Offensâ, Assultione causâ Mercæ, Contramercæ, Reprællarum, aut alia Distinctione quacunque, cum in Terra quam in Mari & Aquis dulcibus, quemadmodum propriis in Patriis hæc omnia faciant, aut eis ea facere liceat.

Item, quod omnia manera sive onera, ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum Patriarum sive Dominionum paribus circa aut infra quadraginta & septem Annos aut datam presentem imposita, Mercatoribus aut Subditis alterius Principis ejusque Hæredum & Successorum novis, durante hæc Pace, penitus sint extirpata; & quod talia aut consimilia, hac Armistitii durante, amodo non imponantur; salvis tamen semper quoad alia omnibus Regionum, Urbium & Locorum Sacris & Consuetudinibus, quibus nunc, quoad eorum Jura, per presentia derogatum constet.

Item, quod omnes Mercatores, cum Veneti, Florentini sive Janenses sint, possint per Mare & Aquas dulces, armati pro custodia & tuitione suorum Corporum, Bonorum, Navium & Mercium, armati vel non armati, cum suis propriis Mercibus aut aliis, in Navibus, Carracis aut Galeis propriis sive alienis, in hoc Regnum nostrum Anglie (scilicet) dicti Veneti; & in Regna Francie & Anglie & eorum utramque (scilicet) dicti Florentini & Janenses; tutè, libere & secure venire, & abire quo velint abire, durante Amicitia antedicta, quomodocunque & quocunqueque voluerint, absque violentia, disturbio, molestia aut gravamine quocunque, per dictos Anglie & Francorum Reges, sive eorum aliquem, aut eorumdem Hæredum & Successorum, sive ipsorum aut aliquos eorum Subditos quoscunque; prævisò tamen quod prædicti Veneti, la veniendo & revertendo, nihil hostiliter faciant neque attemptent contra prædicta Regna, Dominia, Terras & Subditi Anglie & Francie, neque contra eorum Confoederatos aut Subditos quoscunque.

Item, dicti Ambassadors & Commisarii Anglie & Francie Principum prædictorum, pro Principibus suis & nomine eorum, promittunt quod, durante termino prædicto, neuter dictorum Principum contra alium ejusque Allegatos & Confoederatos prædictos quicquam agat, faciat, tractabit vel attemptat quocunque in loco, sive in Terra, sive Mari, occurrere quocunque: Naliquis præstabit auxilium, consilium vel assensum quod per alium vel alios aliquis fiat, agatur, tractetur, vel attemptetur in præjudicium vel dampnum alterius, ejusque, ut prædictum est, Allegatorum & Confoederatorum: Et, si per alterum eorum secus fiat, aut aliqua Belli suspitio contra alterum, ejusque, ut prædictum est, Allegatos & Confoederatos præbeat, Princeps, sic in contrarium aliquid attemptat vel Belli suspensionem inferens, super hoc admonitus & requisiti, illico illum Belli suspensionem auferre & incontinenti sanare, ita quod incipiat in Villa Caledi, Cancellis

ANNO
1510.

telle de Hanes & Guines, vel in aliquibus Portibus, aliave Locis quibuscunque sub obedientia Regis Anglorum, five extra neve ultra Mare existentibus, non recipiantur, mantineantur aut favoriter aliqui Armigeri aut Gentis Armorum quocunque, Lancrocinis, Depredationes, Furta, Escarvus, Piratas & Malefactores, contra effectum presentis Tractatus, per Terram, Mare & Aquas dulces, super & contra Subditos presentis Regis Francie, ejusve Allegatorum & Confederatorum subsequeuter comprehensorum, aut eorum bonis, faciant.

Et, pari eodemque modo, in Villa Bohemie, Ardet, Montory, Picney, & Murino, aut in aliquibus Portibus, aliave Locis quibuscunque sub obedientia Regis Francie existentibus, nullatenus recipiantur aut favoriter aliqui Armigeri aut Gentis Armorum quocunque Lancrocinis, Depredationes, Furta, Escarvus, Piratas aut Malefactores contra effectum presentis Tractatus, per Terram, Mare aut Aquas dulces, super & contra Subditos presentis Principis Anglie, ejusve Allegatorum & Confederatorum subsequeuter comprehensorum, aut eorum bonis, faciant & exerceant.

Et, in casu cum fecerit fieri, antequam Principum presentium, eorumque Amicitia Conservatores, causis summariis & de plano sine figura iudicii cognita, pro parte sua & quatenus per se aut Subditos suos aliquid fuerit in contrarium antequam, plenam, integram & promptam faciat Justitiam, restitutionem & reparacionem.

Item, si per hujusmodi Armigeros aut Gentis Armorum, pester fere contra presentia, aliqui Prisonarii fuerint captivi, Genes arceant, aut Bonis quocunque capta, & causa hujusmodi Captivorum aut Arrestationis propter rationabilem aliquam causam, non possint tam summarie discuti & terminari, tunc & in ipso casu, primo & ante omnia per Conservatores subsequeuter, eorumque Commissarios, aut Locorum Judices, procedant ad hujusmodi Prisonariorum & Arrestatorum ac Bonorum eorumque deliberationem & recedendum seu restitutionem, postulat tamen sufficienti Cautione arbitrio iudiciorum Conservatorum, Commissariorum & Judicum.

Item, quod ex neutri Principum predictorum Castellum aut alia Caris impotenter concedantur aliqui Litera Reprehensionum, Mercis aut Contramecia, nisi super & contra principes Delinquentes & eorum Bonis eorumque Factores, vel in casu manifeste denegationis iuris, de qua per Literas Summonitionis aut Requisitionis & proat de Jure requiritur sufficienter constabit.

Item, quod, si durante Pace & Amicitia prefatus aliquid contra vires & effectus eorumdem, per Terram, Mare aut Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum, vel eorum Subditum, Vassallos aut Allegatos in suis Amicitia comprehendit, aut eorum Subditos vel Vassallos, fuerit antequam, solum aut scilicet, nichilominus tamen hanc Pax sine Amicitia in suis viribus, durante termino predicto, permanebit; & pro ipsis antequam sollemnido ponantur ipsi Antequam & Dumpnificatores & non alii.

Item, quod in presenti Tractu Pacis & Amicitie comprehendantur Amici, Allegati, & Confederati uniusque Partis subsequeuter nominati; videlicet,

Pro parte Regis Anglie,

Sanctissimus Dominus noster Julius secundus Pontifex Maximus,

Maximilianus Romanorum REX IMPERATOR electus,

Arregonia,

Hungaria,

Dania,

Scotia,

Bremon,

Et Portugalia REGES,

Carolus PRINCEPS Castellie, Dux Burgundie &

Brabantie, etc. ac Comes Flandrie.

Duces Gironie & Juliacensis eorumque Heredes

& Successores,

EPISCOPUS Trojensis,

COMUNITAS & SOCIETAS Hanse Thesauraria.

Et pro parte Regis Francie,

Sanctissimus Dominus noster Papa Julius secundus

Pontifex Maximus.

Sacra MAJESTAS IMPERIALIS, cum Electio-

ribus Imperii,

Serenissimi REGES Arregonia,

Ungaria,

Bremon,

Scotia,

Portugalia,

Et Dania,

Carolus PRINCEPS Castellie,

Dux & non Ducis Brabantie,

Sebastia, Luthoricia, Ferraria & Galabria, Civi-

tasque & Juliacensis DUCES eorumque Heredes &

Successores,

EPISCOPUS & CIVITAS Leodensis,

COMUNITAS Florentinorum,

Lige avia & antiqua Sacrorum,

Item, quod omnes & singuli Habitores, Incolae &

Suavia Civitatis, Villarum & Burgundiarum de Tervate,

Montagne, & de Sancto Amande, tanquam Subditi Regni

Francie, sint nominati & expressi in presenti

Tractu comprehendit.

Item, quod, si dicitis Amicitia durante, neuter

Regum predictorum quomodoque receptabile, neca Sub-

ditis illis eorum alter receptari permittit, aliquos Re-

belles five Froductores, de Crimine Lesae Majestatis

suspensos, aut Transgressos ex Subditi alterius dictorum

Regum, scilicet Factionem contra alterum dictorum

Regum machinantes, nec hujusmodi Rebelligis five

Proditoribus, Rebelli five Proditori, qui in aliquem

locum Obolentie dictorum Regum seu alterius eorundem

declinaverint, fra declinaverint, quomodoque

dabit consilium, auxilium, favore, subsidium aut as-

sistentiam; sed cum aut eos infra viginti dies, postea

quam per Literas alterius eorumdem, cujus hujusmodi

Rebelligis aut Rebelligis, Subditi aut Subditi eruerint five

emiserint, alter eorum requisitus fuerit, cum vel eos

Literarum hujusmodi Requisitionis Lateri aut alii ad

hoc in hujusmodi Literis nominato five deportari tra-

deret, resistere & deliberare, tradere, restituere & delib-

erare faciat.

Item, quod pro firmiori & inoprobabili predictarum

Pacis & Amicitie & Fœderum observantia & conserva-

tione, electi & nominati sint,

Ex parte Serenissimi Regis Anglie,

Cancellarius,

Thesaurarius,

Cassus Privatus Sigilli,

Admiralis,

Cassus quinquaginta Partium Anglie,

Et Locumtenens vel Depositarius Regis Anglie Villa

Catholice pro tempore existentes;

Et ex parte ipsius Christianissimi Francorum Regis,

Pro Patria & Ducatu Normannie, Reverendissimus

& Illustrissimus in Christo Pater Dominus Gregorius de

Andegavia Tituli Sancti Martini Presbiter Cardinalis Legatus

in Francia & Archiepiscopus Rothomagensis ac non

Locumtenens ipsius Christianissimi Regis in ipso Ducatu

Normannie, & etiam pro aliis partibus Regni quibus

non erant nominati Conservatores;

Pro Patria & Ducatu Occidante Reverendissimus in

Christo Pater Dominus Cardineus Albiensis,

Pro Patria & Ducatu de Guyenne Dominus Dux de

Langueville,

Pro Patria & Ducatu Britannie Dominus de Montau-

les Cancellarius in Britania,

Pro Patria Picardie Dominus de la Gratielle,

Pro Patria & Ducatu Burgundie Dominus de la

Trémouille,

Pro partibus Maritimiis Dominus de Gravilla & de

Champanne Admiralibus Francie,

Salvo Mari Aquitanico & Britanico in quibus Domini

de la Trémouille erant Conservatores,

Poterintque Conservatores supranominati, in Patria

& Locis sibi ordinatis, delegare & deputare Commis-

sarios suos si,

Et, si aliqui ex prænominatis Conservatoribus ad hac

litteras decederint, Successores eorum, in sua Gubern-

ationis seu Locumtenentis Patriam, in quibus com-

municantur, habeantur, quoad hanc Conservatoriam,

loco ipsorum Conservatorum.

Qui quidem Conservatores dictorum Principum &

autorum eorum, & duo aut unus ipsorum ex parte

alterum Principis Subditorum demeritificationem, qui su-

per hoc requiruntur, habentem suum habeat subditum &

potestatem, virtute hujus Tractatus, ipsos dampnifi-

cantes coram se vocandi, conveniendi & exami-

andi,

ANNO
1510.

ANNO 1510. bei 1. Städt begabert und versehen, darg in den ge-
meinen Anschlägen oder Auflegung der Reichs/ort
und nach ihr geführt und nach gelegenheit/ mit an-
dere Reichs/Edelre angesehlagen/darinnen geführt/
und niemandt anzuclaffen/ oder abgefordert werden/
und behalten nach andern/ dann für ein Reichs-
Stadte zu halten ist: So will ihr Kayser. May.
auch den Erbs/Prinzen und Ständen des Reichs/
auch schuldigen Pflichten gelihren/ die selbige Stadte
Hamburg hinfürs auch bey dem Reich verberichtet
müssen zu behalten. Wo aber die Königl. Würden
zu Denmark/ oder gewalteter Herrzog zu Holstein
in solchen beschwert zu sein/ oder bey denselben Stadte
Hamburg Verordnunge zu haben vermerken/ so in-
den sie solche Ihre Sprüche vor dem Kayser. Cam-
mer-Richter suchen und rechtfertigen/ daselbst ihnen
sünderlich Nachsehen/ ohne enige Verhinderung
oder Anstünde gestatten/ und verhoffen werden solt.
Actum Augsburg am 3. Tage des Monats May
Anno decimo.

Ad Mandatum Domini Impera-
toris & Congregationis Imperi.

I. X.

21. Juin. *Traité de Paix & Lige inter FERDINANDUM
Aragonum & Sicilie & Regem, atque JOAN-
NAM Reginem Castellæ, eius filiam, & HEN-
RICUM VIII. Regem Angliæ conclusus. Dat.
in Opido Monasterii die 21. Junii Anno 1510.
[RYMER, Fœdera, Conventiones, &c.
Tom. XIII. pag. 181.]*

FERDINANDUS, Dei gratiâ, REX Aragonum, Si-
cilie citra & ultra Forum, Hierosolym, Valentie Ma-
rioriarum, Sardanie & Corsicæ, COMES Barcinonæ,
DUX Atellanarum & Neapolitanarum, COMES Rossiloniæ
& Ceritanie, MARCHIO Oristani & Gocani, univer-
sis & singulis, ad quorum notitiam personæ nostræ
Literæ pervenerint, Salutem.

Erit, suadente Naturæ & Ratione distans, cum om-
nibus Christianis Principibus honestissime Pacis & sanc-
tissime Concordiæ Fœdus habere volumus & vehementer
optamus, utpotè qui totius Christianæ Religionis
animos & vires conjunctas maximeque concordias esse
desideramus, ut, Bellis inter Christianos evanidis, om-
nium Christianorum arma sanctius adversus Infideles
Christiani nominis Hostes converterentur; mactò tamen
magis optamus & nos maxime jura illorum Principum
Pacem firmiter & Unionem habere perpensam, qui-
buscum & assensibus & amoris vinculo congesti sumus,
& præcipue Sercuissini atque Potentissimi Principis
Henrici Angliæ Regis Fratris & Filii nostri Carissimi,
quem quidem vobis consilium constat scire nos ipsos
maximo & sententissimo Christianorum omnium Pacis
& Concordiæ desiderio tenere, cum quo, quemadmo-
dum Rationibus & potius sumis neminem esse lacerante
offendere auli vel Bellum vel ignem inferre, sic
etiam nobis placuit ut, ad conservandum Regis &
Dominiæ nostræ & Sercuissimæ Potentissimæque Jo-
annæ Regine Castellæ Filie nostræ Carissimæ, semper uni-
versis & eisdem voluntatis effectum, sequens, con-
junctis utroque nostrorum viribus, multò tutius atque
facilius eorum propulsare potuimus Injurias qui nobis
obesse vel cogitare vel molirentur.

Hoc itaque iustissimo proposito sanctissimæque con-
silio, a Procuratoribus & Legatis utroque Partis (quo-
rum nomina explicabatur inferius) Tullientium potius
manibus, et auctoritate præfati Sercuissini & Potentissi-
mi Regis Angliæ Fratris & Filii nostri Dilectissimi ex
vra parte, & Nobis ex altera, nomine nostro & præ-
fati Sercuissimæ Potentissimæque Joannæ Regine Castelle,
Legationis, Granate, &c. Filii nostri Charissimi
(cujus Personæ & Bonorum eorum & administratio-
nem legitime gerimus), Amicis, Ligis, Unionis, In-
tellectibus, Considerationibus, & Pacis Capitulis con-
silia, iura, & firmata fuerunt,

Quorum tenor talis est,

ANNO
1510.

UNIVERSIS ET SINGULIS, ad quorum notitiam
personæ Literæ pervenerint, Notum,
Thomas Dux Berberis Episcopus Excellentissimi, Illus-
tissimi & Potentissimi Principis Henrici, Dei gratiâ,
Regis Angliæ, Domini Hierosolym, ad Infra-scriptas per
Literas & Commissionem suas (quarum tenor inferius
inscribitur) Oratores, Ambassadors, Procuratores, & Com-
missiones sufficienter & legitime deponens & auctori-
tates,

Et Ludovicus Comes de Villa Ragud Catholici Re-
gis Aragonum, Sicilie, citra & ultra Forum, Hierosolym
&c. similiter ad Infra-scriptas iam pro ipso Rege A-
ragonum &c. & nomine suo, quam pro Sercuissimæ
& Excellentissimæ Principe Domina Joannæ Castellæ, Le-
gationis, Granate, &c. Regine Filia sua charissima (cujus
Personæ & Bonorum eorum idem Rege Aragonum legiti-
me gerit) & nomine eisdem Regis Oratores, Am-
bassadors, Procuratores, & Commissiones, per Literas
& Commissionem eisdem Regis Aragonum (quarum
tenor etiam inferius inscribitur) sufficienter & legitime
deponens & auctoritates,

Notum facimus quod,
Quamvis inter, Sercuissimos atque Excellentissimos
Principes, Henricum, celeberrimæ memoriæ, nuper A-
nglorum, & præfatum Catholicum Regem Ferdinandum
& Elizabetham, claræ memoriæ, nunc Regem & Re-
ginam Castellæ, Legationis, Aragonum, Sicilie, antehac
Pacis & Amicitie Fœdera percussa, inita, & conclusa
fuerunt, pro se hincque Haereditibus & Successoribus in
fide servatis invicem conservandis, Regis, Terris,
Pacis, & Dominiis, Subditis, Vassallis, & Confe-
deratis suis quibuscumque, perpetuis futuris temporibus
durarent,

Quia tamen, prætextu assensibus, mediante hoc fas-
to & felici Matrimonio inter præfatum Potentissimum &
Excellentissimum Principem Henricum, Dei gratiâ,
Angliæ Regem modernum, & Sercuissimum Dominum
Katherinam Angliæ Reginam prædictorum Ferdinandi
& Elizabethæ Filiam prædictissimam, inita & contracta,
novæ acceperit amor atque dilectio, fortiorque
vincula mutæ Amicitie, conjunctiorumque nexus fan-
guinis necessitudine constiterunt,

Constat igitur & constanter eidem Principi-
bus visum est, ut non modo ea quæ prius conclusa
fuerint inexcusate atque invariabiliter observentur, sed
etiam novis quibusdam amplioribus & efficacioribus
clausulis roborarent atque firmarent,

Unde eundis palam innoscere poterit quod eos,
quos sequens propolitas assensitque conventio con-
junctissimis fecit, invicem etiam concordis militet
confidit, ut prospera omnia adversa equanimiter tol-
lerent, futurisque suis omnes communes habeant,
mutuque adjutorio illius iniquis propulsare & sciplos
in Status suis conservare velint,

Hinc est quod,
Prædictis prioribus Amicitia, Pace, Lige, Concordia,
& Confœderatione, si & quatenus Articulis præsentis
Tractatus aut eorundem Articulorum alicui non con-
traxerint aut derogent, in omni suo robore & firmitate
permanebunt,

Nos, Thomas & Ludovicus prædicti, præfatum Il-
lustrissimum ac Potentissimum Principem nostrorum
Regum & Regine Joannæ prædictorum Oratores
& Commissiones, sufficientibus auctoritatibus ad hoc ful-
fil, nominibus eorum & pro eis concordantibus, con-
trahimus, & conclusimus Articulis sequens.

Insipimus, nos Oratores & Commissiones prædicti, ad
laudem Dei & pro salute totius Christianæ Religionis,
propterea conservanda dignitate & æquitate necnon de-
cisione communium Sacrum sapientiarum nostrorum
Regum & Regine Joannæ prædictorum, fecimus, convenimus,
conclutimus, & concordamus, facimus, convenimus,
conclutimus, & concordamus per præ-
fatos, bonam, sinceram, veram, integram, fideliem,
perfectam, & firmam Amicitiam, Ligan, Unionem,
Intellectumque, Confœderationem, & Pacem, per Ter-
ram, Mare, & Aquas dulces, inter præfatos Principes
nostrorum Reges & Reginam Joannam prædictos, ipsorumque
Haereditas & Successores, Regna, Patrias, Terras,
& Dominiis, ac quocumque Vassallos & Subditos uni-
trunque, præfatos & futuros, tam Ecclesiasticos quam
seculares, quocumque statum, gradum, ut præben-
dionem fuerint, etiam Archiepiscopali, Ducali vel quocumque
aliâ dignitate, litro, ut gradu præfulgent,
fuerint responsum perperis duraturum.

Item,

ANNO Item, nos, Oratores prædicti, convenimus, concordamus, & conclusimus quod neque dictorum Principum nostrorum Regum & Regine Joanne prædictorum, nulliusque eorum Heredum & Successorum, contra eorum alterum aut aliquem quicquam agere, facere, tractare, vel attemptare, aut ab aliis agi, fieri, tractari, vel attemptari procurari & facere, consentiri aut permittere, quocumque in loco, sive in Mari, Terra, Portibus, vel Aquis dulcibus, causâ vel occasione quocumque, nullatenus debet vel præstabit auxilium, consilium, vel favorem, ut per alium vel alios quocumque aliquid fiat, agere, tractare, vel attemptari in injuriam, præjudicium, aut dampnum alterius Regum & Regum prædictorum, eorumque Heredum aut Successorum, sed quibuscumque, ut præmittitur, contra alterum eorum, ejusque Heredes aut Successores aut eorum aliquem, infra Regna, Patrias, Domina, aut Terras suas, aliquid agendum, tractandum, vel attemptandum, alter eorum, contra quem nil tale actum, gestum, vel attemptatum fuerit, expresse relictum & cum effectu contradicere, rennetur, oblat, & impedimentum nullius præstabit.

Item, nos, Oratores prædicti, convenimus, concordamus, & conclusimus quod nullus Principum nostrorum prædictorum, neque Heredum & Successorum suorum aut aliquem eorum aliquem, præstabit auxilium, consilium, vel favorem Hostibus vel inimicis aliquis eorum ejusque Heredum & Successorum prædictorum, ipsos aut eorum aliquem per Terram, Mare, vel Aquas dulces offendere, insultare, vel invadere volentibus; Et si aliquis vel aliqui, quocumque flamma, gradu, aut conditionis fuerint vel fuerint, sive Alligati aut Confinderati sint aut eorum aliquis fuerint sive non, Reges, Patrias, Domina, aut Terras alterius eorum prædictorum, eorumque Heredum aut Successorum aut aliquis eorum, per viam Guere, hostiliter offendere, aggressi fuerint aut Guerram de facto fecerint, vel per aliquem Subditorum suorum fieri mandaverint aut permiserint, & Principes sic invadens Guerram faciens aut fieri mandans vel permittens, sperinde per Principem invasum & contra quem Guerra facta fuerit ad movit & requirit, ab hujusmodi Guerra non cessaverit & ab eadem realiter ac de facto totaliter desisterit, & pro hujusmodi attempto & Guerra facta dignam emendam & quod justum fuerit facere negaverit & neglexerit, & Rex sic injustus, aggressus, & offensus propter invasionem & offensam hujusmodi aut justitiam sperinde requirit denegans & negligentem contra eundem invadentem, offendentem, & Guerram facientem & Hostem universitatis declaraverit, & Bellum ac Guerram contra eundem publicè indicare & realiter agere & fecerit, tunc & in isto caso si idem Rex sic injustus vel offensus Regem prædictorum non invasum nec hostiliter aggressum vel offensum ad Bellum & Guerram contra invasorem hujusmodi publicè indicandum & actualiter faciendum requirit, debet Summatione Principi invadenti, ut tali invasione desistat prius per eundem factâ, idem Rex sic repugnans statim post ipsam Repugnationem & Summationem sic Regis aut Principis sic repugnantis Hostem publicè declarabit, proclamabit, & manifestabit, ac Bellum & Guerram illi interdicere, ac infra sex menses dictam Repugnationem proximo & immediate sequentes Guerram adhibere, si ille Rex sic invadens Galliam Rex fuerit tunc in Persona sua, quod ille Galliam Rex non fuerit sed aliquis alius Rex Princeps aut Dominus sit, quicunque ille fuerit, tunc per Capitaneum & Locum suum tenentem, cum potentia remota & instructo exercitu per Terram & Mare contra eundem propriis suis expensis agere & faciet, nequeque Regem prædictorum, postquam Guerram hujusmodi incepit, ab eadem absque alterius eorum expensis acrius & confuso quocumque in parte vel in toto cessare vel desistere, aut Tempus vel Pacem cum Rege vel Principe, contra quem Guerra hujusmodi geritur, faciet vel tractabit.

Item, si contingat (quod Deus avertat) quod alter dictorum Principum nostrorum, omni dolo, colore, fictione, & fraude semotis, et aliqua causâ legitima & necessaria, ut corporis infirmitate, præcipitum fuerit, ad id quod in termino statuto, in Persona propria, in casu propriam Personam suam recipere, cum sua potentia illis modo, ut præmittitur, Bellum gerere nequeat, quod tunc, si alter ipsorum Regum, termino statuto, in Persona propria, in casu prædicto, vel per Capitaneum in casu propriam Personam suam non exigere, contra Hostem cum potentia processerit & Guerram realiter incepit, Rex sic impediens tempore ad hoc summat & præstare potentiam qualem secum ha-

buisset, si in Persona propria, ut præfatur, venisset, cum uno Capitaneo transire tenetur, & reserit & cum effectu transierit, sic quod per veridicam Regis potentiam contra hujusmodi commotionem Hostem Bellum geratur & consequatur pax ac simili modo ac si atropem Principes in Persona propria in actum processerit & Bellum adhibuit gessisset.

Item, nos, Oratores prædicti, convenimus, concordamus, & conclusimus quod, si post Bellum & Guerram, ut prædictum est, per Reges nostros prædictos, contra commotionem Hostem, sic, ut præmittitur, invadentem, incepit, gestum, & factum, alter eorumdem Regum aliqua Castellâ, Civitatibus, Villas, Oppidis, Palatiis, Munitionibus, Dominiis, aut Terris, ad alterum eorum de Jure pertinentia, everserit, in potestatem suam redegerit vel alio modo quocumque recuperaverit vel obtinuerit, ille Rex Regum prædictorum sic recuperans vel obtinens, per alterum Regem Regum prædictorum ad quem ea de Jure spectare dinoscuntur requiritur, sine difficultate & dilatione quocumque ipso Regi repaerant reddere, tradere, & deliberare tenetur & debet.

Item, inter nos, Oratores prædictos, convenimus, concordamus & conclusimus id quod necesse Principum nostrorum prædictorum, quando per Oratorem sive Commisarium alterius Principis sufficientem auctoritatem habentem ad hoc debet requisitus fuerit, paramentum corporale præstabit quod omnia & singula in præfenti tractatu specificata & contrita bene & fideliter observabit & adimplebit, & a Subditis suis, quatenus ipsos Principes & eorum quolibet tangunt aut tangere poterunt, observari & adimpleri facient, & eorum quilibet faciet cum effectu.

Insuper, conclusum & concordatum est inter nos, Oratores prædictos, quod præfatus Tractatus ac omnia & singula in eodem contenta, infra eam a die Dux præfatus, per Regem Anglie prædictum & dictum Regem Aragonum, tam nomine suo proprio quam nomine Serenissimæ Principis Filie sue Domine Joanne Regine Castellæ, regis Patris & bonorum eorum perit, respectu ratificabit & confirmabit, suas Literas Patentes, confirmatorias præfatis Tractatibus, omnes & singulos Articulos de verbo ad verbum contentos, debite confectis, Magnis Signis suis munitis & manibus suis subscrispsit, infra tempus prædictum hinc inde mittent, tradent & deliberabunt, tradere & deliberare facient, effectumque præfatis Tractatibus quatenus eos & eorum quolibet tangit realiter & cum effectu perficiant & consequantur, & eorum quilibet perficiet & consequetur.

Tenetur verò Commisarius sequens, in hæc verba.

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie, Dominus Hibernie, omnibus ad quos præfatus Littera pervenerint, Salutem.

Quamquam nulla major diuturniorve inter Mortales Amicitia compari queat, quam ea que assimilatur vinculo solidior, ad eam enim Natus Homines proculcilo finit, Ratio compellit, Sanguiis Sanguinem devotique, ut, si aliqua in re ab ea discederemus, contra naturam debemus facere videremur.

Ob eamque causam Serenissimos & Illustrissimos & Excellentissimos Principes Ferdinandum, Dei gratia, Rex Aragonum, Sicilie citra & ultra Farum, Hibernie, Valentie, Majoricarum, Sardinie & Corsicæ, Comes Barcinonæ, Dux Aphoniarum & Navarre, Comes & Regulus Castellæ, MARCUS & GRISIANUS, Patres nostri Dilectissimos, & nobis & nos ab ipso meritis expetere debemus omnia que a Filio erga Patrem & a Patre erga Filium ac inter veros Fratres conferri possunt.

Verum, ut Amore & Amicitia, que inter nos est, omnibus quibus poterit modis majus indies faciat incrementum.

De fide, prudentia, legalitate & animi integritate dilecti Consilii nostri Reverendi in Christo Patri Thome Dilectissimi Episcopi Oratores nostri plurimum confideamus.

Præfatum tenore, de nostra certa scientia deliberata & consilio, cum omnibus melioribus viis, modo & forma quibus de jure & aliis possibilibus & valentibus, firmis, constitutis, censuris & ordinibus nostrorum verum, certum, legitimum & iudicium Procursorem, Oratorem & Nuncium specialem & ad infra scripta generalem, ita tamen quod specialia generaliter non deroget, nec & contra, ut, pro nobis & nomine nostro, posset & valeret tradere, concedere, facere & firmare cum præfato Ferdinando Rege Aragonum, &c. Patre nostro

ANNO
1510.

130

CORPS DIPLOMATIQUE

nostro Dilectissimo, ac etiam Serenissimū & Excellentissimū *Johannē Regem Castellæ, Legionis, Granatæ, &c.* eundem *Regem Argentinæ* Filiū (cujus Personæ & honorum curam idem Rex legitime gerit) vel cum Procuretoribus, seu Depositis ab eis, Amicitiam, Unionem & Considerationem Irrefragabilem perpetuam & indissolubilem, cunctis futuris reuocabilibus duraturam (suscipit) inter Nos, Haeredit & Successores nostros, ac Regem, Dominiā & Subditos nostros ex una, & dictum Christianissimam Patrem nostrum *Regem Argentinæ*, necnon dictam Serenissimam *Reginam Castellæ, &c.* Haeredit & Successores suos, ac Regem, Dominiā, ac Subditos minime eorum, pariter et altera.

Et postea quæcumque Capitula & Instrumenta & quæcumque Contractus Amicitiae, Unionis & Considerationis, pro nobis & nomine nostro, cum eisdem Serenissimis *Rege, & Patre nostro & Regine Castellæ, &c.* fin cum Procuratoribus suis Depositis ab eis, stipulari, facere, concedere & firmare, fieri facere, petere & insistere, cum illis pactis, vinculis, conditionibus, promissionibus, obligationibus, obsequiis, pœnis, securitatibus, jurejuramentis, clausulis & cautelis quibus voluerit & illi bene videri fuerint.

Possunt nomine nostro & pro nobis nominare Confederatos nostros qui in eadem Amicitia, Unionem & Considerationem includi debeant.

Et generaliter possit, nomine nostro, omnia alia & singula facere & firmare, cujuscunque naturæ & importancie fuerint aut esse poterint, in prædictis & circa ea quæ nos facere possumus, etiam talia sunt quæ ad ea confiderendum præceptum exigant magis speciale.

Demum præterea sit & concedimus plenam posse ut possit jurare in animam nostram quid tenemur, observamus & adimplerimus cum effectu omnia & singula quæ in prædictis & circa ea nomine nostro concedimus, capitulamus, juramus & similibus & illa ratificamus, & quod nullo unquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel veniemus sub obligatione omnium bonorum nostrorum Patrimonialium & Fiscallium.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Tulle mæximo apud *Wistonsangerium* vicinissimo die Maii, Anno Regni nostri secundo.

FERNANDUS, Dei grati, *Rex Argentinæ, Siciliæ contra & ultra Faros, Ibernicæ, Valentis, Marturicæ, Sardinie &c. Castellæ, Comitatus Barcinonæ, Dux Aragonum &c. Neapolitanus, Comes Rossionis &c. Corsicæ, Marchio Orghani &c. Goccei.*

Quoniam nulla major distindere inter Mortales Amicitia comparari queat quam ea quæ affluenti vinculo solidatur, adeam enim Natura Homines promove finit, Ratio compellit, Sanguis Sanguinem devincit, ita ut, si aliquis in re ab ea discederemus, contra naturæ debitum facere videremur.

Ob eamque causam Serenissimus & Excellentissimus Princeps *Henricus Angliæ Rex* Filius noster Dilectissimus a nobis & nos ab ipso merito expectare debeamus omnia quæ a Patre erga Filium & a Filio erga Patrem ac inter veros Fratres conferri possunt.

Verum ut Amice & Amicitia, quæ inter nos est, omnibus quibus poterit modis majus inde fuscipiat incrementum.

De fide, prudenciâ, legitimitate & animi integritate vestri Nobilis Directi Consiliorum & Oratorum nostri *Ludovicus Carrer* de Villagrad plurimum confidemus.

Præstatum tenore de nostra certissima, deliberatæ & consultæ, eis omnibus melioribus viâ, modo & formâ quibus de jure & alii possumus & valemus, facimus, confirmamus, etiamus & cedamur nostrum verum, certum, legitimum & indubium Procurationem, Oratorem & Nuncium specialem & ad instantiam generalem, in tam quod specialis generalitatem non deroget, nec & contra, vos eundem *Ludovicum Carrer* de Villagrad absentem tanquam presentem; videlicet, ut, pro nobis & nomine nostro ac etiam nomine Serenissimæ & Excellentissimæ *Jovane Regine Castellæ, Legionis, Granatæ, &c.* Filie nostre Christianissimæ (cujus Personæ & Honorum Græm & Administrationem nos legitime gerimus) possitis & valeatis tractare, concordare, facere & firmare cum prefato Serenissimæ *Rege Angliæ* Filio nostro Dilectissimo, vel cum Procuratoribus suis Depositis ab eo, Amicitiam, Unionem & Considerationem Irrefragabilem perpetuam & indissolubilem cunctis futuris temporibus duraturam (suscipit) inter Nos & dictam Serenissimam *Reginam Castellæ* Filiam nostram, Haeredit & Successores

ANNO
1510.

nostros, ac Regem & Dominiā & Subditos utriusque nostrum parte ex una, & eundem Serenissimum *Henricum Angliæ Regem* Filium nostrum, & Successores suos, ac Regem & Dominiā suam, & Subditos suos parte ex altera.

Et possit quæcumque Capitula & Instrumenta & quæcumque Contractus Amicitiae, Unionis & Considerationis, pro nobis & nomine nostro ac dicta Serenissima *Regina Castellæ* Filie nostre, cum eodem Serenissimo *Rege Angliæ* Filio nostro, seu cum Procuratoribus vel Depositis ab eo stipulari, facere, concedere & firmare, fieri facere, petere & insistere, cum illis pactis, vinculis, conditionibus, promissionibus, obligationibus, pœnis, securitatibus, jurejuramentis, clausulis & cautelis quibus voluerit & vobis bene videri fuerint.

Possitque, nomine nostro & pro nobis, nominare Confederatos nostros qui in eadem Amicitia, Unionem & Considerationem includi debeant.

Et generaliter possit, nomine nostro & prefate Serenissimæ *Regine Castellæ* Filie nostre, omnia alia & singula facere & firmare, cujuscunque naturæ & importancie fuerint aut esse poterint, in prædictis & circa ea quæ nos facere possumus, etiam talia sunt quæ ad ea confiderendum præceptum exigant magis speciale.

Demum præterea & concedimus vobis plenam posse ut possitis jurare in animam nostram quod tenemur, observamus & adimplerimus realiter & cum effectu omnia & singula quæ in prædictis & circa ea nomine nostro concedimus, capitulamus, juramus & similibus & illa ratificamus, & quod nullo unquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel veniemus sub obligatione omnium bonorum nostrorum ac dictæ Serenissimæ *Regine Castellæ* Filie nostre Patrimonialium, & Fiscallium.

In quorum Testimonium presentes fieri iussimus propriâ manu signatas Sigilloque nostro impendere manus.

Dat. in *Villa Alipheni* die sexto mensis Januarii, Anno a Nativitate Domini millesimo, quingentesimo decimo.

In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium ego prefatus *Thomas Episcopus Dunelmensis*, Serenissimi *Regis Angliæ* ad superius Orator & Communitatis iudicem & legitime Depositus, presentes Literas Prefatas manu mea subscripsi & Sigillo meo communi.

Dat. *London.* vicinissimo quarto die mensis Maii, Anno Domini millesimo, quingentesimo decimo.

THOMAS DUNELMENSIS.

Cumque prestantis Amicitia, Liga, Unionis, Intelligentie, Considerationis & Pacis Capitula & omnia & singula in eis contenta nobis gratissima sint & maxime placeant, & volumus liberrimè animo ac omnia exequi & adimplere quæ pro parte nostra in presentibus Capitulis promissis extiterint, prosperè presentibus Literis nostris, tam nomine nostro proprio quam nomine prefate Serenissimæ & Excellentissimæ *Jovane Regine Castellæ, Legionis, Granatæ, &c.* Filie nostre Dilectissimæ (cujus Personæ & Honorum uti præstatum, curam legitime gerimus) omnibus melioribus viâ, modo & formâ quibus melius & validius de jure possumus & debemus, prestantis Amicitia, Liga, Unionis, Intelligentie, Considerationis, & Pacis Capitula, omnia & singula in illis & quolibet eorum contentis, juxta solè solentem & tenorem, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rati, grati, &c. firma habemus, & si necesse est, ea omnia & singula de novo concedimus & firmamus.

Et insuper promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum Jesum Christum, & ejus Sanctam Crucem, & sanctis quatuor Evangelis corporaliter & manualiter per nos tactis, tenere, adimplere & inviolabiliter observare omnia & singula in presentibus Amici a, Liga, Unionis, Intelligentie, Considerationis & Pacis Capitulis contentis, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non venire, sub obligatione & hypothecâ omnium bonorum nostrorum & prefate Serenissimæ *Regine Castellæ* Filie nostre presentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurij quam Rex potest tali casu incurre.

In quorum Testimonium presentes manu propriâ subscripsimus, sigillisque dictæ Serenissimæ *Regine Castellæ* Filie nostre & nostro impendimus iussimus roborari.

Dat.

ANNO Dni. in Opido Montefi die vicesimo primo mensis
1510. Junii, Anno a Nativitate Domini millesimo quingen-
tesimo decimo.

YO EL REY F.

Solter Plcom,
Domino Rex mandavit nobis
MICHAELI PEREZ DALMACAN.

LXI.

3. Oâ. *Littera Apostolica Summi Pontificis JULII II.*
quibus Officium Confalonieratus Sanctae Romae
Ecclesiae, FRANCISCO DE GONZA-
GA Marchioni Mantuae conceditur. Date Bo-
navie V. Nonas Octobris Anno 1510. [Pièce
authentique, tirée des Archives Archiduciales
de Mantoue.]

JULIUS Episcopus Servus Servorum Dei dilecto
Filio Nobili Viro Francisco de Gonzaga Marchio-
ni Mantuae S^{re}. Romanae Ecclesiae Confaloniero Sole-
tem, & Apostolicum Beneficentem. Dum ad insignem
generis claritatem, inconculcabilem devotionem,
& fidei constantiam, ac preclaris Domest. & familiaria
Gonzagorum erga conservationem & defensionem,
ac incrementa Status, & bonos Ecclesiae Romanae
que Pontificis, que haecum per eos impensis, & per
te etiam morte Praedecessorum tuorum gesta sunt, &
quodvis laudabiliter geruntur, aciem nostrae mentis di-
rigimus, decemus, & dignum merito estimamus, ut
personam tuam, sicut praecipua quaedam virtutum ex-
cellentia, & majori laude praefigat, iam specialiter,
& praecipui honoris titulo decoremus. Cum itaque Con-
falonieratus S^{re}. Romanae Ecclesiae, ex eo quod Nos
nuper insignitis filium, & perditionis Alennum Al-
fonsum Helfensem, ob quam plura ejus gravissima
excessus & delicta, etiam Rebellio, & lesa Ma-
jestatis crimina, notoria, indubia, & manifesta,
& nullo modo excusabilia per eum perpetrata majoris Ea-
communicationis, & Anathematis Sacramentum peripit,
& Sacilegiis reatus, ac Rebellio, & lesa Majestatis
crimina damnablem incurrit, omnibusque, & singulis
Privilegiis, Gratias, Libertatibus, Immunitatibus,
Vicariatu, & Decreta Ferraria, aliaque Fendis, lo-
cationibus, honoribus, dignitatibus etiam Confalone-
riatus praedicti, caeterisque Civitatibus, Castris, Opi-
dibus, Fortalibus, Locis, Juribus, Jurisdictionibus, &
bonis quibuscunque, quae quovis modo obtinebat in-
perpetuum omnino privamus, & inhabilem, & indignum
ad illa, & quolibet alia familia, vel dissimilia im-
posterum obtinenda. Civitatibusque Castra, Opida, Ter-
ritia, Fortalitia, Loca, & omnia alia praedicta confisca-
ta fuisse, & esse de Venerabilium Fratrum nobilium
ejusdem S^{re}. Romanae Ecclesiae Cardinalium consensu,
pactis, & alioquin, ac Apostolica potestate plenitudo-
ne, & ex certa nostra scientia per alias nostras Litteras
declaravimus, ac sententiando, privavimus, vacaverit,
& vacet ad praesens. Nos cupientes Civitates, &
Loca eidem Romanae Ecclesiae mediate, & immediate
subiecta, illorumque incolae, & habitatores prospere,
felicitate, & in Pacis dilectione conservari, protegi,
& defendi, illorumque nequissimos aures, qui sive cupi-
ditate hosti Civitates, & Loca ipsa temere invadere,
& occupare nituntur, reprimi ad Personam tuam ge-
neris Nobilitate conspicuam, quumque multiplicitatem
gratiarum meritis decoravit Altissimus, nostrae men-
tis oculos dirigentes, ac sperantes, quod res Bellica
ipsius Ecclesiae, quae tuo ductu auspicioque geruntur,
cum tua excellenti in re militari virtute quodam divini-
tus ad vota felicitate munire, & ardens in Bellis sine
alias a coblique Superioribus proximis Antis in expen-
sione Bonosendi probata, dum tibi generale Guberni-
um Gentium Armorum ad nos, & ejusdem Romae
Ecclesiae Suspendia militantium communimus,
suis nota nobis exiit bene, prospereque succedent,
quodque illa scies, & poteris, opitulari Altissimo,
providere regere, & feliciter gubernare; super hiis cum
eidem Fratribus nostris mixta habita deliberatione
Confalonieratus praedicti cum illis honoribus, ome-
ribus, ac stipendiis, & emolumentis consensu de co-
rundem Fratrum consilio, Apostolica auctoritate, ac
scientia, & potestate similiter concedimus tibi ut de
caetero in Confalonierum ejusdem S^{re}. Romanae
Ecclesiae nominare, inscribere, & nominari facere, &
quoncuque tibi inobediens modesta discretionis, qua
convenit, compescere, ac omnia, & singula alia, quae
pro honore nostro ejusdemque Ecclesiae, ac statu pa-
cifico, prosperoque, & tranquillo Civitatum, & Lo-
corum ejusdem Ecclesiae, ac Gentium Armorum hu-

TOM. IV. PART. I.

jusmodi expedire cognoveris ordinare, trahere, & re-
qui libere, & licite valere, eidem consilio & assen-
su, ac scientia, auctoritate, & potestate plenitudine ple-
nam auctoritatem, & potestatem omnimodam elargi-
mur. Mandantes dilectis Filiis moderato Capitaneo
Generali, caeterisque Confalonieribus Gentium Armo-
rum ad Suspendia nostra, & Ecclesiae hujusmodi mili-
tantium, & pro tempore castellanis, ut tibi inquam
Confaloniero ejusdem S^{re}. Romanae Ecclesiae hono-
rem debitum decorant, mandantesque, & ordinationibus
nisi tanquam nostris pareant, & incendant, & nostram,
& dilecti Sedis gratiam fidei conservare, & instigatio-
nem evitare desiderant. Volumus autem, quod aui-
quam in hujusmodi Confalonieratus Officio te incipias
exercere in manibus nostris, & pro tempore Romani
Pontificis fidelitatis debite de hujusmodi Confalone-
riatus Officio laudabiliter exercendo, solum praesens
in forma solita Juramentum, & si, quod abest, te ab
obediencia, & devotione nostra, & ejusdem S^{re}. Ro-
mae Ecclesiae devotio contingat, Confalonieratus, ac
concessio hujusmodi cessent, & expirent. Quocirca
Venerabili Fratri Raphaeli Episcopo Portuensi, & pro
tempore existingi Camerario nostro ac dilectis Filiis
Gentibus Camari Apostolicis per Apostolicas scriptas
mandamus, quatenus in praemissis efficaci diligentibus
praesidio assilentes Litteras praesentes tibi & quando
expedierit, fuerintque desuper requisiti, solemniter pu-
blicantes, non permittant, te per quoscunque desu-
pet quomodolibet indebitè molestari, seu perturbari
Contradictores per censuram Ecclesiasticam, appella-
tione postposita compescendo, invocato etiam ad hoc,
si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Atque si aliqui-
bus commiserit, vel distinxit eadem fide Sede indultum,
quod interdicti, suspendi, vel excommunicari
non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam,
& expressam, ac de verbo ad verbum de indulto
hujusmodi mentionem. Ea igitur ut tali titulo qui
non nisi maximis Principibus, Ducibusque Bellorum
in adeis rebus per Romanos Pontifices, aut Sanctam
Sedem Apostolicam tribui solet, praedictis, aequae
sacrae rem nostram, & ejusdem Ecclesiae, prout confes-
sisti, bene, fideliter, acque feliciter gerens, ut de te
rectum judicium fides videatur, a nobisque merito
condemnat, & ingentem gloriam tibi componere,
& posteris tuis relinquere possis, prout siveat Altissimo
non dubitamus esse factorem. Nulli ergo omnino ho-
minum liceat hanc paginam nostrae Concessionis, In-
dulti, Mandati, & voluntatis infringere, vel ei ausu
temerario contraire. Si qui auctem hoc attemptare
praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum
Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit incu-
surum. Datum Bononiae Anno Incarnationis Do-
minicae millesimo quingentesimo decimo. Quinto no-
nas Octobris Pontificatus nostri Anno septimo.

SIGISMUNDUS
DE CURIA,

Locus () Signi plumbei appropi

P. DE CONITIVUS.

Cum ejus Originali in personam subscripti, & Bulla
plumbea cum cordulo ferreo coloris rubri, & cruce
pendente, sic ut supra expedit in secretariis Archiducibus
Mantuae Archivis adjectis praesentem scriptam sumptum
Capiani amicus confere atque.



Ego LUDOVICUS Nob. ab
H. OCTAVII DE MAZZIIS Fi-
lius, Civis publicusque, Imperialis aucto-
ritate, Mantuae Notarius ac dicti se-
cretarii Archiducibus Archivis Con-
cellarius. In quorum fidei hic me,
scilicet cum attestacione, subscripsi hoc
die 15. Februarii 1720.

Haec verum esse assero



Ego JOSEPH MARIA CAV-
TILFONUS ejusdem Ar-
chivi Praefectus, hoc die 16.
Februarii 1720.

R a LXII.

ANNO

1510.

17. Nov. (1) *Traité entre LOUIS XII. Roi de France, & MAXIMILIEN I. Empereur, pour la Ratification & Prorogation du Traité de Cambray de 1508. A Blois le 17. Novembre 1510. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 80.]*

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, Dux Mediolani, Genuaeque Dominus, etc. recognovimus et confitemur profectum, quoniamque efficitur nobis universis, cum ab illis sanctis Galobusque beatus Pace et Concordia, quibus Republica ita turnetur et conservetur, ut fructus nequequam aliquando perire possint; quod tamen satis explicitum semper faboremus, quod adversus, - et re ipsa experientiam boni et intercessui et Sanctissimi illa Unione, Pace Concordia, et Fraternitate inter Sacratissimum et Potentissimum Principem, Dominum Maximilianum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Fratrem et Consanguineum nostrum confirmamus, et inter nos super la Crisme Imperiali Cameracensi, die decima Decembris 1518. per Illustrissimum Dominum Margaretham et Archiducem Austriae, Dilectissimum Burgundie, et Illustrissimum Sabaudie, Consanguineum nostrum confirmamus, in hac parte posuit Imperatoris Genitoris sui Procuratorem, et per R. quondam Dominum Georgium de Ambala, Cardinalem Rothomagensis, et in Regno Francie Legatum Apollonicum, nomine nostro et in hac parte Procuratorem Mandatissimum nostrum inia, facta, et conclusa, nos solum nobis, Regis, Domini, ac Subditi nostri accesserit, et in futurum pervenire poterit, sed et tota Christianitas inde acceptet et accipere poterit, quod procul dubio ex illa sancta Unione et Concordia amorum nostrorum fassit tranquillitas, exaltatio, et augmentum, nihil tantopere nobis curandum existimamus, quam in Sanctissimo Sacratissimo Imperatore, et Illustrissimo Sacratissimo Imperatore, perfrui et perfrui et magis intrinsece et ferventius potestimus. Illi nos conjungere, ac sanctissimi illa Unione et Pace, etiam ad potestates nostras distat Status, Regna, Domina et Subditi utriusque nostrorum tranquillitate, et securitate augere et conservare. Propter quod ad laudem Dei omnipotentis, ejusdemque Mariis intercede, necnon ad incrementum et bonum nos tam nostrorum Regorum, Dominorum, et Subditorum nostrorum, quam totius Christianitatis, nos hodie cum Illustrissimo et Reverendissimo Domino Mathia, Episcopo Gaurceli, et Sacri Romani Imperii Principe, et cum magnifico Domino Andaea de Borgo, Equite, et ferebat, et in hac parte Procuratoribus et Mandatariis, vigore ipsorum Mandati pleni et sufficientis, cois te, de verbo ad verbum ita frangit. Et cum tali.

MAXIMILIANUS, Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Dalmatiae, &c. Rex, Archiepiscopus Austriæ, Dux Burgundiae, Brabantiae, & Comes Palatinus, &c. Cum illustrium nostrorum semper suorum, eum Confoederatorum & Fratrum nostrorum, quibus semel adhesimus, amoris & benevolentiam deus interire, & eam continuo sapere, expetere per deum istud illud servare eum Serenissimum Principem Dominum Ludovicum, Francorum Regem, & Confoederatorum nostrorum certissimum, fœderisque nostrum Catholicum iuramentum inter nos innotuit in totum & quælibet sui partem integre observare, & etiam actibus amoris, benevolentiam, & mutuum intelligentiam nostram constituere per bono utriusque notitia, & Subditorum nostrorum, & universis illius Reipublice Christianae. Nosse igitur pro hac re exsequenda imperiosissimum destinamus Nosmet ipsos venerabilissimum Metropolitam, Episcopum Germanicum Principem, Consiliarium & Orato-

non nostrum devotum, dilectum, confidit die de fide,
 pietatis, legalitate, et lingularum experientia
 ipsius Marcelli, Episcopi Geracenensis, et Speculabilis,
 et solis dilecti Andree de Burgo, Confiliarii et
 Oratoris nostri apud prefatum Regem residentis, motu
 proprio, et ex certa scientia, ac animo nostro delibe-
 rato, circa tamem revocationem quorundamque alio-
 rum Mandatorum nostrorum, eosdem Geracensem pre-
 fectum, et Andream, et quonlibet eorum in solidum,
 scilicet, coheredem, coheredem, et ordinavimus,
 ac tenore presentium facimus, constitutimus, et ordina-
 mus, Oratores et Procuratores, Adtores, et specia-
 les hujus Negotii Gebores et quicquid melius de Jure
 possit Negocii et expresse vires et nomine nostro, ad
 tractandum, transigendum, accordandum, conclu-
 dendum, et corroborandum, et de novo renovandum
 manducamus cum Sacellum in Chelito Pate et
 Dominio, Dominio illi. Dispositum, S. R.
 et universali Ecclesie. Summo Pontifici. Dominio
 nostro Reverendissimo, ac Serenissimo Principibus
 Domini Regibus Francie, Aragonie, et
 Hungarie, Fratribus nostris christianis, vel cum ali-
 quibus ex eis, aut solo Sacellum Regi Francie, et
 Regni Statibus, et Dominis suis, et aliquis parte
 nostris Fides nostrum Cameracense prius inter nos in-
 tum, et illud declarandi ac interpretandi et peragendi
 ad potiores nostros, et illud de novo in eadem vel mel-
 liori forma et ampliori facienda, et de novo convenien-
 di et paciscendi, prout eisdem Mandatis nostris me-
 lius videbitur, et super omnibus aliis rebus lude pen-
 dendis, emergentibus, connexis et annexis, et de
 Bello continuando contra Venetos, et alios quoscum-
 que communes Hostes nostros et illud de novo afo-
 rendi, ac dividendi nova de acquiritis ab Hostibus
 sociatis. Et Tenore et contentis prefatis Mattheo
 Principi, et Andree, Confiliarii et Oratoris nostri
 plenam et amplam Potestatem agendi, et faciendi
 et exerceendi omnia et lingula in premisis necessaria et
 circa eis opportuna, jurandi in animam nostram et fa-
 ciendi alia omnia, que nos ipsimet, si persolverit in-
 terestem, facere possemus, etiam si talia forent, que
 Mandatum exigerent magis specialia. Que omnia rite
 pro expressis haberi volumus. Ponentes prefatos Ger-
 racensem, et Andream, Oratores et Procuratores quoad
 premissa, et circa ea cum omnibus suis dependentibus
 et emergentibus, annexis, et connexis. Et el quod da-
 tum, actum, transactum et conclusum fuerit, nullo
 usquam tempore contravenire, dicere vel indere,
 aut quavis excoquo colore, de Jure vel de facto,
 etiam de Jure potestatis, harum Testimonio Litera-
 rum Signis nostri appensione munitum. Datum in
 Capitulo nostro Infradi die 16. Julii, regnante, Anno
 Domini 1510. Regnante nostrorum, Regni viginti-
 quinto, Hungarie, regni vigesimo primo. Ju-
 ratum ante ipsos ipsos. MAXIMILIANUS, et Jure
 plicans, ad Mandatum Cesaris Majestatis propriam,
 LA. DE RAMUSAS.

PRESENTAT etiam Dominus Magistro Joanne Caulier Illustrissimi, Domini Caroli, Archiducis Austrie, Principis Hispaniarum, Consequenti nostri carissimi, Consilii, Magistro Receptorum, et Oratore, quique etiam nomine supra dicti Illustrissimi Margarete Gubernatrix ad hoc missus erat Orator, convenimus tractavimus, egimus, iuravimus, et conclusimus omnes et singulos Articulos infra scriptos.

Impria, actum est & conventum, quòd illa vera bona, legalis, fidelis, antea, & indubitanter Pax, Unio, Amicitia, Liga, Fraternitas, & Confederatio inter praetatos Sacramentum Imp. tam nomine ipso proprio, quam etiam in theoria & administratione auctoritate ipsius dñi Illustrissimi Archiepiscopi Treverensis, & Principis Hispaniarum, ac Nepotis filii & Sacramentum & Christianissimum Regem Francie, per memoratam Illustrissimam Domnam Margaretam, Archiducem, &c. & Reverendissimum quendam Dominum Georgium Rothemagensem, Galliarum Legatum, dominibus quibus habebant in Civitate Cameracensi, & in eorum quibus supra, videlicet dñis Decembris quatuordecima, festo Pentecostes, &c. inter se contraxerunt & vitam utriusque ipsorum, videlicet Sacramentum Imperatoris, & Christianissimi Regis Francie, & per annum unum post, scilicet in eodem Tractatu Pacis latius continetur, non solum rata & firma, & inviolabilis, permansit per tempore supra scripto, sed etiam quòd propterea, extenta & prorogata sit, quam etiam dñe unius Majestates memoratis quibus supra, intendit & prosequit ad vitam primò proximorum.

ANNO 1510. Hierdumque & Succellorum, tempore mortis strimque eorum existentium, cum omnibus & singulis Capitulis, Artibus, Claustris, & Conditionibus, & Punctis in dicto Pacto Traditionis contentis, quae hic per expressa, & inserta habentur, ut haberi volunt gratias Majestates.

Item. Actum est & conveniens, quod per predictam prolongationem Pacis & Amicitiae, omniaque alia hic supra scripta, multantes intelligant esse recedunt, decessunt, vel in aliquo contrarium Traditionis Pacis fassae Cameracensis, sed omnia & singula in eodem Traditionis comprehensa sunt, & in suo robore remanent.

Item. Conveniens est, quod Imperiali Majestas teneatur & debeat omnia & singula supra scripta expressa inter duos menses proxime futuros ratificare, laudare, & approbare, & Literas Ratificationis suae in forma debita debite Sigillo suo munus expedire, una cum submissione Consensuum Ecclesiasticorum sub suo juramento corporali, ac bonorum obligationibus, una cum alia Claustris apertis in amplius forma.

Item. Quod hujus peragendi Traditionis Pacis & Concordiae, & omnia supra dicta publicetur in Imperio, & Regnis & Dominis utriusque Partis, & registrantur in Camera Imperiali, & Parisiis in Curia Parliamenti, & in Camera Comptorum, praesentibus & consentientibus Procuratoribus generali Christianissimi Regis Franciae.

Cumque omnia & singula praedicta nobis sint grata, expresseque hic inviolabiliter observare & exequi, idcirco praesentibus Literis nostris, omnibus melioribus via, modo, forma, & ordine, quibus melius & validius de Jure possumus & debemus, praesentibus peragendis Pacis Traditionis Cameracensis Capitulis & Articulis, omniaque & singula in eadem expressa & contenta iuxta scriptum & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, & habere volumus. Promittentes la verbo Regis nostro, & sub bona fide nostra, necnon jurantes ad Dominum Deum aeternum, & ejus Sanctam Crucem, & quatuor ejus Evangelia, per nos corporiter & immutabiliter tacite, tenere, adimplere, & inviolabiliter observare omnia & singula in praemissis Capitulis contenta & expressa, prout in eodem cavetur, constituitur, sine conietura, in quantum nos concernent & respiciunt, & sub obligatione omnia bonorum nostrorum praesentium, & futurorum hipoteca, necnon sub poena perjurii, in quod Rex tali casu incidere possit. Et etiam ad praedictum observandum per praesentes consentimus, quoad possumus, compelli & construngi per quascunque Sententias Ecclesiasticas etiam in forma Camerae, remanentes ipsi relaxationi & dispensationi parati, absolutioque Consensuum, & exceptioni qualicunque tam juris quam facti, quibus contra eorum praemissa, vel aliquas, et his, dicere, facere, vel venire, aut ab eorum observantia quomodolibet nos tueri possumus. In quorum omnium & singulorum praefarorum fidem & Testimonium, praesentes Literas manu propria subscripsimus, & Sigillo nostro corroborem fecimus. Datum in Oppido nostro Blesis 17. die mensis Novembris, Anno Domini 1510. Regni nostri decimo-tercio. *Sic signatus sub phis, LOUIS, & supra phis, Per Regem, ROBERT.*

Leda, publicata, & registrata aaudio Procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento, viginti-secunda die Novembris, Anno millesimo quingentesimo decimo. *Signatus, PICHON.*

LXIII.

1511.
7. Febr.

LA MAP
DE L'AN
TRAVERS
MUSEE
DE L'AN
TRAVERS

Ligue Hereditaire entre les Maisons d'Autriche & de Bourgogne, & les Contes de Ligues des Suisses, faite à Bâle le 7. Février 1511. [MERCURE FRANÇOIS, dans l'Appendix du Tom. X. pag. 4.]

MAXIMILIAN, élu par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Angleur, Roy de Germanie, Hongrie, Dalmatie, &c. Archevêque d'Austriche, Duc de Bourgogne, Brabant, &c. Pour nous, & comme Cardeux de nos & à cause de très-illustre Charles d'Austriche, Duc de Bourgogne & Brabant, Prince d'Espagne, Comte de Flandres & de Tirol, &c. Notre bien aimé Neveu, d'une part: Et tous les Bourgois, Avoyers, Amans, Conseillers, Bourgois, Payzans, & Communeux des cy-apres

eschies Villes & Pays des Ligues: sçavoir est, de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schatz, Undervald dessus & dessous le Bourg, Zug avec les Officiers forains, Glaris, Basle, Fribourg, Solleure, Schwytz, ensemble l'Abbe de Villed de Saint Gall, & le Pays d'Appenzel, d'autre part. Faisons sçavoir & certifiens publiquement à un chacun par les presentes Lettres, que estant nous Maximilian par la providence divine elus & couronné au Gouvernement & en la Dignité d'Empereur, nous nous sommes portés à une dévotion affectionnée envers les Principaux, Pays & Sujets qui sont sous nostre domination, de quelque qualité & dignité qu'ils soient, tant de nous, du Saint Empire, que singulierement de nos Pais Hereditaires, n'ayant eu autre fin pour le bien, & adrovement & utilité de leurs Eilz, que de les maintenir & faire entretenir en une bonne Paix, vraye Union & tranquillité; & les garder de prescrire des dommages & inconveniens, auxquels au temps advenir ils pourroient tomber.

Nous pour ces causes, ayant considéré les situations des Pays de nos Maisons d'Austriche & de Bourgogne, & qu'ils estoient voisins & voisins desdits Cantons & Ligues, qui leur pourroient de beaucoup servir & prodeux: joint aussi, que nostre fin bien ayant eue l'Archiduc Sigismund, de haute & bonne memoire en vertu de l'Accord perpetuel fait par son nostre bien aimé Frere le Roy Louis de France, entre luy & lesdits Ligues & Salins le premier jour de Juin l'an mil quatre cent soixante & quatre: & depuis en vertu d'une Ligue Hereditaire faite à Zurich le Samedi avant le Saint Gall, mil quatre cents soixante & dix-sept, ait été accordé Alliance & Intelligence avec leurs Seigneurs des Ligues.

Facilement nous lesdits Seigneurs des Ligues ayant considéré la bonte & incline voulant envers nous de nosdits très honorés Seigneurs l'Empereur, & que luy devons raisonnablement demonstrier obéissance, fidélité & bonne vrayance, comme aussi ausdits Maisons d'Austriche & de Bourgogne: Pour lesquelles raisons, à la gloire & lodsage de Dieu Tout Puissant, Nous Maximilian Empereur, & Archiduc d'Austriche, à cause de nos Pays, lesquels par le decès de nostre bien aimé Cousin l'Archiduc Sigismund nous sont échus, ou appartiennent à nostre Gouvernement, comme Cardeur dudit nostre bien aimé Neveu & Prince Archiduc Charles à cause de son Cousin de Bourgogne, & ce qui appartient au gouvernement d'icelle, pour nous, & les Heiriers & Successeurs de nous deux: Par bon advis, fias & secure deliberation, avons par ensemble, l'un avec l'autre, reconvoqué ledit perpetuel Appoyement dedit son Roy Louis, & conséquemment ledite Ligue hereditaire, comme il s'enfuit.

Premierement, Nous lesdits Parties acordes, Que par cy-apres à perpetuel tous nos subjets, habitans & residents, & tous ceux qui presentement font ou par cy-apres feront en nostre protection & defense, ou qu'on autre façon & maniere nous font & feront obstacles & allies, en tort, ou en une chacune de nos Principales, Seigneuries, Pays, Villages, Justices & Juridictions, puissent avec leurs Marchandises & autres choses acquiescables & non dommageables, négocier librement les uns avec les autres, & fidèlement & amiablement aller, venir & négocier sans aucun empêchement de nous lesdits Parties, & sans qu'aucune innovation, ou imposition de nouveaux peages soient mis & à l'advenir: Le tout fidèlement & sans aucune tromperie.

Nous lesdits Empereur Maximilian & l'Archiduc Charles notre Heirier & Successeur, expoyrmons à nous nos Subjets demeurans & residents en nos Pays, ou ceux qui presentement, ou au temps advenir seront en nostre protection, defense & obéissance, ou en quelque autre façon & maniere nous fassent par Alliance ou autrement alians, de n'entreprendre en aucune façon sur le Pays desdits Cantons & Ligues, leurs Subjets, Successeurs, ou qui leur feront sans & par protection, defense, ou par quelque autre promesse ou alliance, ny les molester par Guerre en façon que ce soit, ny forcer aucun de leur faire la Guerre & d'entreprendre par eux & leurs Pais, qui sont compris en celle Ligue, ny permettre aucunement qu'ils reçoivent aucune incommodité de nous ou des autres.

En semblable, nous lesdits Ligues en general, nos Successeurs, promettons que par nous & par tous nos Sub-

ANNO 1511.

Lesli XL

ANNO
1511.

Subjects qui presentement sont, ou par cy-apres seront en nostre protection & deffence, ou qui nous seront tenus par obligations ou autre alliance, il ne sera rien entrepris contre lesdits tres-honneurs Seigneurs Empereur Maximilian, & l'Archiduc Charles son heritier, & leurs Successeurs, & tous leurs Pays & Subjets compris en celle Ligue, ou qui sont, & cy apres seront sous leur deffence & protection, ou autrement en quelque façon que ce soit; & ne leur sera donné généralement ou particulièrement aucune fache-rie qui pourroit provoquer guerre, ny ne permettrons le faire aus autres ny à personnes de nos Terres, Pays, Villes, & Châteaux, ains tout ce que dessus sera exécuté de bonne foy, & sans dol.

Et adn que ce loisible Appointement & Alliance entre nousdites Parties, nos Successeurs, Heritiers, Subjets & Allies puisse demeurer tant plus ferme & stable, nous avons advisé & déclaré, Que s'il advenoit cy-apres que nous Empereur Maximilian, & nos Pays compris en cette Ligue (comme de est) ou nous Archiduc Charles, nostre Comte de Bourgogne, & nos Heritiers & Successeurs, fussions par force assés ou envasés par qui que ce soient, ou que nous les Cantons des Ligues à leur requeste auons fidel regard à ce qu'ils ne soient prefix ny molestés contre droit & raison. Au semblable, si lesdits des Ligues estoient envasés & de force assés par qui que ce soit, ou en ce cas, nous Empereur Maximilian, comme Archiduc d'Autriche, avec nos Pays compris en cette Ligue; aussi nousdits Charles, avec nostre Comté de Bourgogne, & tous nos Heritiers & Successeurs, à leur requeste, auons un bon & fidel regard sur eux, afin que lesdits des Ligues ne soient contre equité & raison prefix ny molestés.

Nous lesdites Parties, pour la maintenance d'une bonne Paix & Union, avons expressément accordeé, que les Pays & Subjets de nous Maximilian Empereur & Archiduc Charles, qui ne sont nommés en cette perpetuelle Alliance, ains qu'on les pourroit nommer, n'entreprendront jamais en façon que soient par Guerres ou autrement l'encourir desdits Cantons des Suisses, ny en general, ny en particulier, ne envers leurs Subjets, tant ceux qui leur appartiennent presentement, que ceux qui par cy apres leur pourroient appartenir. Ne aussi lesdits Cantons des Suisses, ny leurs Pays, Terres & Subjets, qui presentement leur appartiennent, ou qui en la maniere susdite leur pourroient appartenir, tant en general qu'en particulier, n'entreprendront par Guerres ou autrement jamais en maniere que ce soit, à l'encontre des Pays, Terres, Subjets (ains qu'on les pourroit nommer) de nous Empereur Maximilian, & de l'Archiduc Charles, bien qu'ils ne soient compris en cette perpetuelle Alliance. Et adn que cette perpetuelle Alliance & Intelligence soit plus fermement & inviolablement observée & entretenue, nul de nous desdites Parties ne constituera, ny ne permettra à ses Subjets, ny à nul de ceux qui leur appartiennent, ou qui en la façon susdite leur seroient allians & Allies, de faire aucune entrepise de Guerre, courtois, ou ravages sur les Terres, Pays, & Subjets de l'une Partie sur l'autre; ains la Partie d'entre nous d'un procederont telles entrepises sera incontinent par l'autre Partie admonestée de promptement y remédier, & y donner l'ordre requis: & en cas qu'il s'en trouvaient aucuns qui ne voulaient obeyr, iceux seront punis à la discretion de leur Seigneur, ou Supérieur.

Nul de nousdites Parties ne prendra, ny ne recevra de nousdites Parties les uns des autres en Alliance, Contourbement, Sauvegarde, protection, ou deffence: si ce n'est quelque particulier qui aille rendre & demeurer avec leur menage des Pays de l'une de nousdites Parties en Paix, & celle condition invasion que telle residence ne portera aucun prejudice aus droits & confusions du lieu d'où il se fera venir. Aussi si aucune de nousdites Parties vouloit traiter & entrer en quelque autre Alliance de Prince, elle sera tenue & obligée de satisfaire & observer le disdits Appointement perpetuel de son Roy Louis, & consequemment la Ligue hereditaire, & celle Declaration & Alliance, comme chose raisonnable & équitable.

Et si dorénavant nousdites Parties, & nos Subjets residans en nos Pays, ou qui nous appartiennent à nous deux Parties, ou qui presentement sont, ou au temps advenir seront en nostre protection & deffence, ou par autre obligation abstrains à nos Principaux, Pays, Comtes & Seigneuries compris en cette Alliance, a-voient & pouvoient avoir action generale ou particu-

liere à l'encontre les uns des autres, & dont les Pays ne se pourroient amiablement accorder: en ce cas l'Ac-teur demandera à la Contre-partie droit & justice par-devant les Reverends Princes & Seigneurs N. Evêque de Constance, ou N. Evêque de Bâle, préfets & advenir; tellement que le Défendeur sera tenu respon-dre en justice à l'Ac-teur, & satisfaire à la demande de-dans trois mois apres qu'elle aura esté faite; de sorte que ces demandes, responses, & repliques ne devront faire dedans ledit terme, sans plus long delay, si non que par l'Ordonnance du Droit fait plus longuement différé: si sera toutefois la cause, apres estre com-mencée ou intentée, du tout entierement viduée de-dans le terme de six mois: & si l'une des Parties ne comparoit, en ce cas, à la requeste & demande de la Partie obéissante, sera procédé outre en l'affaire: & ce qui sera jugé sera inviolablement observé, sans appellation quelconque; si non que nécessité urgente, ou autres choses legitimes en cela y donnaissent empê-chement.

Quant à ce qui touchera les fiefs, heritages, posses-sions, devoirs d'Argent, ou semblables choses, elles seront poursuivies en justice pardevant celle des Sei-gneurs des lieux, soit ou sur la residence du Defen-deur, ou au lieu où il se seroit absenté, & le jugé se-ra exécuté; sauf à celui qui le trouvera grevé d'oc-cupier pardevant la Souveraine Justice, l'Arrest de la-quelle sera entierement exécuté & observé.

Quant aux causes de maléfices, les deux Parties s'en refereront la Justice souveraine, chacune en leurs Pays: & si en aucuns lieux Justice est refusée à l'une desdites Parties, le Demandeur pourra la requérir par-devant les desdits Evêques de Constance ou de Bâle, dedans un mois: & pour la sécurité des depens de celui qui emportera gain de cause, il a esté dit & advisé, devant que les Juges entrent en cognoissance de l'affaire, que l'une des Parties baille caution ou assurance à l'autre Partie, ou bien lui fere promesse, afin que venant à perdre la cause par droit, de le re-com-penser de ses Interests & Domages. Or afin que les Juges disposent en telles causes & différends selonc tant plus libres d'entreprendre le jugement d'iceux, ils obligeront par esch les Parties de n'aller au contraire de ce qu'ils ordonneront, ne de s'en prendre à eux ou quelque façon que ce soit.

Et pour autant que le perpetuel Appointement fait avec le son Roy Louis, & consequemment la Ligue hereditaire faite depuis par nostre bon-roy Louis Sigmund Archiduc d'Autriche, n'ont esté accordeés & arrestés qu'avec nous les huit Cantons des Ligues, à savoir, Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwitz, Undervald, Zug & Glaris: & que depuis les Villes de Bâle, Fribourg, Soleure & Schaffhouse sont entres en perpetuelle Alliance avec nous lesdits huit Can-tons, & sont maintenant des Cantons des Ligues: comme aussi l'Abbaye de l'Abbaye de S. Gal, la Ville de S. Gal, & le Pays d'Appenzel: ensemble leurs Vil-lés, Châteaux, Pays, Terres & Subjets, qui sont en-tries & ont fait aussi avec lesdits douze Cantons, Con-fédération & Traité de Combourgeoisie: il a esté par expres consentement de nous Empereur Maximilian & Archiduc Charles, comme Archiduc d'Autriche, arrêté & conclu que lesdits de Bâle, Fribourg, Soleure & Schaffhouse: ensemble l'Abbaye & Vil-le de saint Gal, & Pays d'Appenzel, sont & se-ront dorénavant par nous tenus & estimés & com-pris tant en general qu'en particulier ou tous les Points & Articles cy-devant, & en ceux qui seront cy-apres spécifiés, écrits & nommés, comme s'ils eussent esté expressément écrits & compris nostre Accord perpetuel, & Ligue hereditaire: tout doit excepté.

Et quant aux Points & Articles compris ardit Ap-pointement perpetuel de son Roy Louis, & depuis en ledite Ligue hereditaire entre ledit Archiduc Sigmund, & nous Cantons desdits Ligues, dont il n'est fait déclaration ou mention expresse en cette loisible Alliance, il a esté advisé & conclu, que nous & un chacun lesdits Articles demeureront entierement & fer-mement en tout leur contenu, forme & vigueur, sur ainsi & en la mesme forme & maniere que s'ils estoient expressément, particulièrement, ou générale-ment cy écrits, spécifiés & compris. Tous doit exceptés.

Et pour éviter le fuyr de toute malveillance entre nous lesdites Parties, nos Subjets & Allies, a esté conclu, que toutes paroles d'insures seront defen-dues: & là où telle deffence seroit transgressée, le

ANNO
1511.

ANNO
1511.

transgrefleur sera puny selon l'exigence des peoles, ou du fait.

Aussi nous Empereur Maximilian, & Archiduc Charles, & nos Conseillers des Pays & Comté de Bourgogne compris en cette Ligue, la ferons publier de dit ans en dix ans, pour rair mair la foy, garder & entretenir. Et nous Sieurs deudies Ligues semblablement aussi la ferons republier de dix ans en dix ans, avec imposition à tous nos Subjects de l'observer, & n'y contrevirir.

Nous les dits Parties avons singulierement referé en cette Alliance & Declaration le saint Siége Apostolique, & le Saint Empire, & nous eussent eues lesquelz premierement nous sommes en Alliance, Confederation, Intelligence, & Coniuration.

Cette nostre Ligue hereditaire & Declaration renouvellee en tous les Poincts & Articles cy-dessus, tant en general qu'en particulier, sera par nous lesdites deux Parties, nos Heritiers & Successeurs & Sujets, qui presentement sont, ou par cy-apres seront sous nostre protection & defendue, ou autrement Aliens & estrangers, deussant & à perpétuité fermement & inviolablement gardée & observée: tous doibz & tromperies exceptes.

Et sur ce, de grace speciale, nousdit Empereur Maximilian promettons pour nous, & comme Carateur de nostre bien-ayné Neveu & Prince Archiduc Charles, de donner les prestens cy-apres spécifiés auuellement ausdits Cantons, à sçavoir, à chacun desdits Cantons particulièrement deux cents florins de Rhin; & à l'Abbe & à la Ville de Saint Gal, & au Pais d'Appenzel, chacun aussi cent florins de Rhin, payables le jour de l'Invention Sainte Croix en la Ville de Zurich, sur la quittance suffisante & competente de ladite Ville de Zurich.

Puis, nous Empereur Maximilian promettons, que des que nostre Neveu l'Archiduc Charles prendra l'administration de ses Principautés & Pays hereditaires, de faire donner ausdits des Ligues les Lettres autentiquement scellées de son acceptation de cette presente Alliance & Intelligence, en tous ses Poincts & Articles.

En vertu & corroboracion desquelles choses, nousdit Empereur Maximilian avons fait mettre le scel de nos armes à ces prestées Lettres, tant pour nous, que es nom & comme Carateur & Tuteur de nostredit bien-ayné Neveu & Prince Charles Archiduc: nous obligans & promettans pour nous & nostredit bien-ayné Neveu & Prince, & pour nos Heritiers Successeurs, & en parole d'Empereur, de garder, observer, tenir, & accomplir fidellement, fermement & inviolablement tous les Poincts & Articles cy-dessus spécifiés & écrits.

Et nous les Bourgeois-maitres, Advoyers, Amans, Conseillers, Bourgeois, Payfais, & Communautés desdites Villes & Pays des Ligues: ensemble le Seigneur Abbe, la Ville de S. Gal, & Pays d'Appenzel, avons pour perpetuel temoignage fait apposer nos seaus à ces prestées, que particulièrement, pour nous & nos Successeurs, par le serment que nous avons juré à nos Villes & Pays, de fermement & inviolablement garder & accomplir tous les Poincts & Articles cy-dessus mentionnés & écrits, qui furent faits à Bade en Urgau, le Vendredy 7. jour de Février, l'an apres la Nativité nostre Seigneur Jesus-Christ, centans quinze cents & unze. De nostre Regne des Romains le 25. & de celui de Hongrie le 20.

LXIV.

28 Avril. MAXIMILIANS I. Römischen Kayfers Instrument der Erbverdingung / so zwischen Ihm rathione der Fürstenthumen Osterreich / unter, und es der Enß clines / und König Vladislaus zu Böhmen rathione dñer Eren angesetzt worden / und darinnen Er verspricht nun und zu ewigen Zeiten nichts feindliches wider die Eren vorzunehmen / noch dergleichen zu thun. Geben am Montag nach dem Palmstag 1511. [L. XI. C. I. Tractatus Rithi. Archiv. Part. Spec. Nithel. I. pag. 22.]

C'est-à-dire,

Unum hereditaire de l'Empereur MAXIMILIEN.

pour ses Etats de la Haute & Basse Autriche, ANNO
avec ULADISLAUS Roi de Boheme pour le
1511.
Royaume de Boheme, par laquelle MAXIMILIEN promet à ULADISLAUS de ne jamais entreprendre aucune hostilité contre la Boheme, & de ne pas permettre que les autres le fassent. A Linz le Lundi après le Dimanche des Rameaux 1511.

Wir Maximilian, den Gots Gnaden erhöhter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Meher des Reichs in Germanien in Hungarn Dalmatien Croatien etc. König / Erzhertog zu Osterreich / Herzog zu Burgund zu Brabant zu Philiburg etc. Behmen für uns / Unsere Erben und Nachkommen / und Unserer Unterthanen / Unserer Erzhertogenthumen / Osterreich / unter und ob der Enß / öffentlich mit diesem Brief / und dem hand allernützlich / daß wir ingedien Unserer Erben und Gemains Bedenken für uns genommen / angesehen und betrachtet den Widerlichen Willen und Einigung / darinnen Wir / und der Durchlauchtigste Fürst Herr Vladislaus zu Hungarn zu Böhmen / Dalmatien / Croatien etc. König und Margraff zu Mähren / Unser lieber Onkel / Bruder und Churfürst / den geistlichen Erbköle nach / gegen einander stehen. Uns damit dann solcher Widerliche Willen und Einigung zwischen uns und Unseren beidten Königreichen / Fürstenthumen / Ländern und Leuten gehauert / und dieselben durch Frieden und Einigkeit / darauf gedächlichen gemeiner Tag und Ansuchen der Land und Leut erwandert / und ein Land dem andern beids als Haderung / und gegen einander Haderung und Gewerd eriden / in guten und glücklichen Aufnehmen / und bekladigen Wesen binden mögen. Demnach und zu Förderung gemeiner Tages / und der beidten Unser beidten Königreich und Fürstenthumen Aufnehmen und Wohlthut / haben wir / und der obgenante Unser lieber Onkel und Bruder / durch Unser beidten Vollmachtig / berechnete und gesandte Räthe / mit wohlbedachtem Rath und gutem Willen / Wissen und Zugen / zwischen Unseren Fürstenthumen / Osterreich / unter und ob der Enß / eintend / und Seiner lieb Eren zu Böhmen / anders theils / einen ewigen Frieden / Erbverdingung und Verbund / aufgesetzt / aufgerichtet und beschlesien / nachstehen alle:

Den ersten / daß wir / Unser Erben oder Nachkommen Erzhertog zu Osterreich / unter und ob der Enß / durch Unser eigene Person und Unserer Unterthanen / den Unseren wegen zu künftiger ewigen Zeiten / keiner gesuchten oder erdachten Ursachen balden / einigert Unnützigkeit / Feindschaft / Verwundung oder Verwundung / wider E. L. Eren Böhmen / noch E. L. Ihr Erben / Nachkommen / Unterthanen und Jemehnen / in was Standes oder Wesens die könd / nicht thun / theil / noch geschehen wollen / solches auch Unserer Unterthanen / Unserer Fürstenthumen Osterreich / unter und ob der Enß / und andern darinn wohnenden keines wegs jagen dergleichen und geschehen / und es sich jage und beghe / daß aus dem beidten Unserer Fürstenthumen / durch einen oder mehr Unserer Unterthanen / in die bekämpfte Eren zu Böhmen / Seiner L. oder ihren Unterthanen freiwillichen eingelegten Schaden umfassen und Gestalt einer Räube / jagefugt und geschehen und demselben nachkommen und uns oder den Unseren der gedachten Unserer Fürstenthumen / Jemehnen / was Standes oder Wesens der oder die seind / solches angreift wurden solten wir alsdann / ohne alles verzihen / mit Unseren Unterthanen denselben Thätern nachkommen / den Haß zu Laß / Mann zu Mann / Gassen zu

ANNO zu Cassel / zu Cassel / zu Cassel / Markt zu
1511. Markt / zu Cassel / und jaget an die Solda-
ten / darin der Thäter gemeldet ist.

Ob aber Hsft. Antrethan einer einen solchen be-
kannst / beset / herberget / dersch soll dazzu gehalten
werden / den Thäter aus den abgetragen und mit-
freundten Glan zu liberantretten.

Wo er aber das nicht thut / nach den oder die-
selben Thäter in Hsft. Hand und Gewalt zu über-
antworten sich widerum wider / sollen mit alldam
solchen Bergangen / und der Missethäter Jurever
und Carthaler / von Stand an belagern / und so es
Nothdurft erfordert / Seiner L. jagen und kün-
stigen / oder der bestimmten Trea zu Wehrem Ber-
roren zu erkennen geben / damit sie aus oder den Hsft.
zu dinsten Thäter und Missethäter zu gewin-
nen zu Hsft. führen. Und so man E. Hsft. / oder
die gemeldeten des Königsche Wehrem Berroren /
aus oder den Hsft. nach oder dinsten Missethäter
zu Erhebung / so fern das Noth thut / und mit
oder Hsft. Gewaltthäter und Missethäter / sein Lieber oder
dinsten Berroren der Trea Wehrem / darinnen
eruchen ein jensich Anstalt Best zu stellen / und
so der oder dinsten gewannen und reuert werden /
sollen alldam anfanglich die Schaden E. Hsft.
oder dinsten Antrethan / aus der Trea Wehrem zu
grün widerberren / und von dinsten Gut erstat-
ten werden / und das übrig / so in dinsten Hsft.
Fürsichtungen und Verurtheilungen dinst / und gel-
gen werden / mit sie Hsft. behalten.

Wer aber Hsft. Gewaltthäter sollen auch niemand
von den Hsft. / in jens bestimmten Hsft. Für-
sichtungen Dinstrecht / unter und ab der Trea weh-
rend / Antrethan und Verroren / was E. Hsft.
des oder Wehrem der oder die Hsft. / auf dinsten
Hsft. Fürsichtungen / keine wehrem / keine Hsft.
nach haben / wie die Hsft. haben oder erstat-
ten werden / Seiner L. oder angegriffen Trea
Wehrem Jureverren und Antrethan / Abzug und
Jens in Hsft. mit wider nicht gelassen / jagen
nach wehrem. Und wer darinnen / über das
Hsft. Erhebung / fremdlichen eht / selches
Abfater / und sich einer Abzug (wie der angegriffen)
gebraucht / gegen dem und dinsten soll man sich
irren / wie oder begreifen ist / haben und ver-
halten.

Esmer / ob einer oder mehr Hsft. Antrethan
und Jureverren / in dem vorgemeldeten Hsft.
Fürsichtungen gefassen / wider Seiner L. Antrethan
und Jureverren in der vorgemeldeten Trea
Wehrem wehrem / in was Trea oder Wehrem die
Hsft. / und Erbschaften / Schaden / Brand und
Verderb / zu Hsft. halten / sollen sie den oder die-
selben / zu denen sie als Spruch zu haben veran-
nen / von seinem ehtlichen Bericht / dahin dann
solches Handel gebiet / wie sich gebiet / stimmen:
wider die Verroren dinsten Verroren / Richter /
den Richter festerlichen Auftrag und Erbschaft /
ohn alles Verroren / wie möglich / thun und ab-
tragen / und was dinsten / nach dinsten verroren
Richter / für Recht eruchen und gesprochen wird /
sollen die Verroren dinsten nachkommen / und
sich keiner weiterer Appellation darüber ge-
ben / sondern an dem jensigen und begnügen lassen:
Und wo der Richter bei den verroren Richter /
von Bericht / in jensigen Zeit ehtlichen Auftrag
und Richter nicht eruchen nicht / als dann mag
er sich E. Hsft. und Handlung bei Hsft. oder Hsft.
Fürsichtungen und Richter fassen.

Nachdem wollen wir von Antrethan / die ge-
melten Hsft. Gewaltthäter und Richter / denen so
aus der Trea zu Wehrem / zu Hsft. Antrethan
der vorgemeldeten Hsft. Fürsichtungen was der Trea /
zu sprechen und zu Hsft. haben / gen Wehrem / und

denen so aus dinsten Trea zu Wehrem / zu Hsft.
Antrethan Hsft. Fürsichtungen ab der Trea / zu
sprechen und zu Hsft. haben / festerlichen Tag gen
der Trea / an die dinsten Trea und Missethäter den Hsft.
Richter / dinsten der gemelten Hsft. luter O-
heim und Brader / auch dinst Seiner L. Richter ge-
gen und verroren / und ihnen beschien / damit die
E. Hsft. durch sie in dinsten Missethäter / den Richter
endlich ausgetragen und abgetragen werden / nach
mit selchem Antrethan / das die Hsft. nicht ver-
roren Richter / so zu selchem Auftrag abgetragen /
alle Richter Trea und Antrethan Trea Hsft. Hsft.
und dem gemelten Hsft. luter Oheim und Brader
verpflichtet / dinsten Hsft. zu dinsten der Hsft.
Fürsichtungen und Richter / ehtlich und ab-
lovert werden / und darach zu der E. Hsft. und Hand-
lung eines neuen Trea thun sollen / sich darinnen
trachten / und wie dinsten ist nach aller dinsten Trea
und Verroren / zu halten / und die E. Hsft. auf das
festerliche zu Erbschaft eruchen und abtragen
nachkommen in dinsten Missethäter.

Wo sich aber dinsten Verroren / dinsten
nicht verroren oder verroren Richter / soll der Richter
ihm einen Mann von der Trea Wehrem Richter /
der ihm dinsten Richter und geistlich / Hsft.
und eruchen / dinsten Mann auch aller Trea
ab olvert sein / und in dem Handel einen neuen
thun / und jensigen beiden Verroren Richter spre-
chen soll / in jensigen Missethäter den Richter nach
dinsten folgen. Und was alldam durch dinsten
Missethäter für Recht gesprochen und erstaten werden /
dinsten sollen sich dinsten Verroren eruchen lassen /
und dinsten nachkommen / in einem Mann nicht dar-
nach folgen / ohne alle Bewegung / und alles ap-
pellen / antrethanlich verroren und verpflichtet
sein.

Und welcher Theil Richter und Verroren
sollen fürstellen nachtrag ist / und dinsten / spe-
cielllich Auftrag und Verroren der E. Hsft. in
ehtlicher Zeit nicht verroren / und dinsten Richter
nicht / soll dinsten Richter festerlichen Auftrag und
Erhebung nicht jensigen sein / sondern der Richter oder
Antrethan der vorgemeldeten Richter und Verroren
an / in den vorgemeldeten Hsft. Fürsichtungen
Dinstrecht / unter und ab der Trea Wehrem Richter /
soll er selches in dinsten Missethäter Tagen thun. Wo
er aber außer dinsten Richter / soll das in dinsten
Wehrem / wie dann der Gebrauch ist / beschien.
Und nachkommen / durch die vorgemeldeten Richter
und verroren Richter und Mann / die vorgemeldeten
E. Hsft. bis zu Trea aufgetragen / gehalten und ab-
getragen werden / ohn alles weiter verroren und ver-
roren. Dinsten wo sich jensigen und be-
gebe / das ehtlich Antrethan aus der vorgemeldeten
Trea Wehrem / zu Hsft. Antrethan Richter
Fürsichtungen Dinstrecht / unter und ab der Trea /
Verroren und dinsten jensigen E. Hsft. / zu
Hsft. Jagen zu sprechen und zu Hsft. halten
und gewinnen / sollen sie selches E. Hsft. und Hand-
lung / ehtlich der Hsft. oder Hsft. Gewaltthäter
mit Richter ehtlich / fassen.

Nachdem wollen wir / oder an Hsft. statt /
die vorgemeldeten Gewaltthäter und Richter an die ver-
roren Trea und Missethäter / wie der angegriffen
ist / verroren und beschien / damit in dinsten
E. Hsft. gleicher Trea / was sich gebiet / ge-
handelt / und ehtlich abgetragen werden.

Es soll sich auch wissen von den Hsft. in off-
geboten Hsft. Fürsichtungen Dinstrecht / unter
und ab der Trea / wehrem und geistlich / was E. Hsft.
oder Wehrem der oder die Hsft. / keine fremd-
lichen ehtlichen E. Hsft. / Spruch und Verroren
/ wie die Hsft. halten / so dinsten E. L.

ANNO
1511.

ANNO 1511. oder der Eren Wöhlein Jamböner betreffend / wider den Eren und verstorben Königreich Wöhlein

Notarien annehmen! bezaubert! zu sich ziehen! damit bilden / auch nicht sichern in seine Wege. Seltens wie auch die effigiemte Länge Statuolter und Klänge nicht gestanden! gegeben noch verheugen wollen. Aber aber das überlassen würde! soll der oder dieselben Abtreuer / von uns oder unsern Spawalter und Räubern / wie sich gebietet / gestrafft werden / und ob beschide / das dadurch eingegeben von der gemeldeten Eren Wöhlein Jamböner einigen Schaden ausging / oder empfunden wurden! sollen dem oder denselben / so demselben von den Abtreueren bestritten / alle Schäden nach billigen wiedereutet werden.

Es ist auch der bestritten Frieden und etliche Verweisung im höchsten Fürstenthum unter-nach ob der Eren! damit des ein jeder weißlich / und sich danach zu richten haben / öffentlich verhandelt und ausgegeben werden.

Nach damit kann solch Frieden Erbeinigung und Verhandlung jetzt / und künftige in ewiger Zeit! stet! stet! angedrehten gehalten! und desto mehr Bestand und Glauben gesunden werden möchte / haben wie zu techer / fester Urkunden / für uns! für Eren! Nachkommen und Unterthanen! unser Tugest an diesen Brief gebrungen / darunter vor uns! für Eren! Nachkommen und Unterthanen / verpfändet und verbunden alles die wahr! stet / stet / ungetreuen zu halten und zu vollziehen so in diesem Brief geschrieben und begriffen. Der gegen ist am Montag nach dem Palm-Lag / nach Christi unsern lieben Herrn Geburt fünfhundert und im elfften hundert des Christlichen im sechs und zwanzigsten und des Hungers im greg und zwanzigsten Jahren.

LXV.

20. Dec. *Confederatio inter FERDINANDUM, Aragonie & Sicilie Regem, & HENRICUM VIII. Regem Anglie pro tuendo Papa contra LUDOVICUM XII. Regem Francie, inita. Dat. Barchi die 20. Decembris Anno 1511. [RYMER, Foederis, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 311.]*

FERDINANDUS, Dei gratia, REX Aragonum, Sicilie circa & ultra Farum, Hierosalem, Valentie, Majorum, Sardinie & Corsice, COMES Barcinonae, Dux Atellanarum & Neapolitanorum, Comes Rossiloni & Ceretane, MARCHIO Giffoni & Gennari, universis & singulis presentium firmiter inscriptis, eorum facinus quod.

Quoniam pro suscipienda Sanctae Romanae Ecclesiae Matris & hinc defensione periculis, cui deficiere recte non possumus, eoque liberandi ab oppressionibus, violentiis, auge iugis monachorum Christianorum, qui, proli dolor! illam hostiliter invadunt, & Sciens, quod contra illius individuum unitatem subortum est, iniquis forent, opposuerit Serenissimum & Potentissimum Principem Henricum Anglie Regem, Fratrem, Filium & Confederatum nostrum charissimum et una, nosque, subscipios nimis, ab ipsa Ecclesia regulis & moribus, paribus et altera, possit eadem Ecclesiae opem esse laturos & totis viribus assensum ut pristinam recuperare libertatem & forum, distinquere Sciens tollere, & quae inimicus dissipare possit.

Et pro eo cum fides agendo negotio, atque tamen gratitudine, notatione & derogatione aliorum priorum Tractatum & Capitulorum quae cum dicto Serenissimo Rege Fratre & Filio nostro rata & firma habemus, nova iuramentis, concordaverimus & conclusimus cum eodem Intelligente, Frederico, & Unionis Capitula, per Mandatarios utriusque Paris jam firmis & iurata, & in publico solennique ipsius formae documento incorporata,

Cujus tenor est,

ANNO 1511.

UNIVERSIS ET SINGULIS, ad quorum notitiam presentes Litterae pervenerint, nos, Thomas Comes Savoye Theodoricus ac Marcellus Anglie, & Gregorius Comes Salinae Capituli Secretarius Secretissimi & Potentissimi Principis Henrici, Dei gratia, Regis Anglie &c. ad infrascripta per Litteras & Commissionem suam (quarum tenor inferius inferitur) Orationes, Procuratores, & Committimus iusticiarios & legitime deputati & auctoritati,

Et Ludovicum Carum de Villaregia Serenissimi & Catholici Principis Ferdinandi, Dei gratia, Regis Aragonum, Sicilie circa & ultra Farum, Hierosalem &c. similiter ad infrascripta cum pro ipso Catholico Rege Aragonum, quam pro Serenissima & Potentissima Principe Domina Johanna Castelle, Legimus, Grante, &c. Regis filius ius charissima, cupis Personae & bonorum eorum idem Catholico Rex Aragonum legitime gaudi, & nomine ipsius Regis Orationes, Procuratores, & Committimus, per Litteras & Commissionem ipsius Catholici Regis Aragonum (quarum tenor etiam inferius inferitur) fidei tenore & legitime deputatus & auctoritatis,

Notum facimus quod nos,

Animadvertentes quid omnes Christiani Reges & Principes, qui ex optimi Dei benignitate supra ceteros mortales sublimati sunt & excelli, tota mente & omnibus viribus summoque animo decet augere, ne in conspectu Altissimi beneficiorum acceptorum immemores & ingratos fratre arguatur, nec a Catholica fide & Sancta Ecclesia, quam eys sacralissimi sanguinis iudare & recte sum, avertis hostile dicitur mentis oculos, compunctissime habemus praefatos Serenissimos Principes nostrum plurimum cupere bonos & fideles in vincta Domini Operarios imitari, exaltatione & sapientia Sanctae Fidei, quantum eis, Deo dante, licuit, semper fuisse intentos,

Quod suum ut magis procederet desiderium cum omnibus Christianis Regibus Federa iungere, Amicitiasque & Pacem firmare, perpetuissime fore optantes, adversus Christiani nominis Hostes comparati integri Classe, additis commentibus, instructo validissimo exercitu expeditionem parabant,

Cum subito, nihil minus Majestatis suis faspicantibus, altitatem eis Bononiam, Ecclesiae Civitatem primariam, Ludovicus Francorum Regis Christianissimi Copis oppugnavit atque in ea Sese, gravique occupatione valuit, Pontificem, & Cardinales, cum suis Caris obedi.

Quod sane Nuncium Majestates suas Reges maxime commovit, cum Pontifici & Sanctae Ecclesiae solo, tum ipsius Regis Galliarum, Celsitudinem suam Confingui & Confederari, causis,

Idcirco, per Litteras, Nuncios, atque Orationes suos, continuis ad Pacem & Concordiam omni cum affectu ipsos Pontificem & Galliarum Reges hortati, rogare, precari & obsecrare Majestates suas cepit, nec unquam potuit desistere,

Quapropter, ac etiam sub paucis piam pernotos Pontifici, licet insignibus lacrimis esset injuria, sapienter ad ipsam Regem Francorum Nuncios & Litteras, Concordiae & Pacis honestissimas continentes conclusiones, delibavit.

Quibus nostrorumque Principum precibus nihil proficiatibus, omnino loco, ad eundem Regem Illustrissimum Savoye Regis Orator, qui apud Sedem Apostolicam, sui Regis nomine, sanctam in Fidei Hostis expeditionem sollicitabat, plenis cum Mandatis nissus est, ut ipso Ludovico Regi omnium iniuriarum veniam atque paternae dilectionis affectum & charitatem sinceramque Pacem afferret & promitteret, dummodo a Civitatibus Ecclesiae impolitum vellet abstinere, & a suscitando fovendoque in Sancta Dei Ecclesia pernicioso Scismate desisteret, necque recommittere generale Concilium, quod jam a Pontifice indictum publicissime est, pro reformatione Universalis Ecclesiae secutum affirmaret.

Quae omnia etiam Francorum Regi minime grata fuisse, immo illa neglexit, ipsaque interea Bononiam, quorundam Rebelleum Civium prodicione, iuvante & occupavit, in eamque Tiannos, in conspectum gravissimamque Sedem Apostolicam iacturam, reduti forent ac merer, Sanctaeque Romanae Ecclesiae exercitum his fudit supravique, ac Gallis exitu, atque etiam insuper Concilium, uni cum nonnullis Cardinalibus, ut a Romana discederet Ecclesia sollicita,

ANNO
1511.

vis, & ad quos nullo Jure spectat, convocavit & indicit.

Et, ut benignitate Pontificis Regis duritia leniretur, heriam a Pontifice, pro componendo Pace, eidem Galliarum Regi alter Legatus missus est, plenius enim cum Mandatis, nihil aliud ab eo petens nisi a ab incursis discederet, arma adversus Pontificem & Ecclesiam non suturet.

Quomodo Pontificis Legatus nihil a Rege impetrare potuisset, Serenissimi Principes nostri, ut nihil inexpectatum relinquere, postremo Oratores suos ad eundem Ludovicum Regem destinaverunt, eidem fratre constitutis ut sese ab Ecclesie offensione & dicto Scismatico Concilio abstinere, Pacemque cum Pontifice & Ecclesia componere vellet; quod si fecisset, eos in Amicitia sua permansuros, sin autem Majestates suas Ecclesie injuriam deferre non posse pollicentur fuit.

Qua namque Francorum Rex omnes speravit.

Quia quidem ab eis, iidem Serenissimi Principes nostri magno animi dolore, ut par est, affecti sunt; intelligentes, aperteque cognoscentes, quantum hac ambitione, in fide Catholica, in Dei Ecclesia, & Christiana Republica, exciteretur incandens; quod ne longius fesset, atque in sancte Fidei, Religionis, & Ecclesie, cessantes Majestates prefatis, progrediantur exitium, non potuit Conter & Ludovicum superscripsi, Oratores, Procuratores, & Commissarios eorundem Serenissimorum & Potentissimorum Principum nostrorum Regum & Regine Joanne, respectu per ipsos, & eorum nominibus, ad eandem & gloriam Christianitatis Dei Domini nostri Jesu Christi, & totius Ecclesie Cordis Triumphantis, ac pro deificatione, exaltatione, & augmento Catholice Fidei, Religionis, Christianis, & sancta Maria Romana Ecclesie qua optinere, atque ad ipsam sanctissimum Dominum nostrum, qui Caput est eisdem, instantes & multiplices requiritur, exhortationes, & admonitiones, tam per Brevia Apostolica, quam per Nuncios, eisdem Regibus nostris sapientis fidei, iustis, congruissimis & conciliatissimis Articulis sequentes.

Impulsi, inter nra Oratores prefatos, nominibus quibus supra, est initum atque conclusum quod prefatis Serenissimis Regibus Anglie & Aragonie placet suscipere, pro modo & formis subscriptis suscipiatis, omni decessione Sacrae Ecclesie Romanae Marii nostrae contra omnes illam virescentes fore oppugnationes.

Item, quia prefatis Serenissimis Rex Aragonum, ut Deo Optimo Maximo & Ecclesie debitum persolvat, neque laboranti Ecclesie in organismo necessitate, in qua modo est, succurrat, tanquam Princeps Catholicus decrevit & per prefatas promittit Aera in illius propagandam sustinere, & Sanctissimo Domino nostro Pope Innocentio & Ecclesie militanti per Italicas Regionis suspensas ferre donec, optulante Deo, floreatur ab oppressione, violentia, & iniustione qua illi inferuntur, ac donec eidem occupatum Patrimonium recuperatum fuerit & Ecclesie restitutum.

Et quia idem Sanctus Pontifex & Sacram Reverendissimum Cardinalium Collegium, censendo opera pretium atque convenienti fore, pro liberanda Ecclesia a dicta violentia, oppressione atque iustura, ne per Regiones Italicas modo, sed per totam etiam qua dicti Serenissimi Principes nostri habent cum Gallia, illi optulerunt, & praesentem ex quo Anglia tum multum dicta a Terris, qua Ecclesia habet in Italia, ut perquam difficile foret dicto Serenissimo Regi Anglie, illius subdola minere, nomine sancta Romana Ecclesie Marii nostrae, dictos Serenissimos Principes nostros monitum & hortum miserunt, ut laboranti Ecclesie operam ferant, Bellum cum Francorum Rege per eorum consensum, qua habent cum Gallia, in Ecclesie deprecationem gerant & congediuntur, postquam per Ducem Aquitanie, illam ad Regem Coronam Anglie huc antiquissimo pertinere aliterando; adeo ut dictis Serenissimis Rex Anglie Ecclesie nram serendo Inra sui consensu possit, quam quiescent ad rem Ecclesie favorem fit daturus eidem sponte pollicetur, iure quo per inter nos prefatos Oratores, Commissarios, & Procuratores, nominibus Serenissimorum Principum nostrorum constitutione, est initum atque conclusum ob id dicti Serenissimi Principes, tanquam Ecclesie & dictis Apostolicis propagatores, cum primum dictas Serenissimas Rex Aragonum se per partes Italia, pro auxilio & defensione Ecclesie contra Galliarum Regem publice & aperte declaraverit, armatque in Ecclesie auxilium realiter & eum effectu suppliciter, sic etiam dictis Serenissimis Rex Anglie, tempore ad

hoc cognoscit & convenienti, declarabit se publice & aperte pro auxilio & defensione Ecclesie contra Galliarum Regem, & de latro assultibus Ecclesie, cum causa dicti Serenissimi Regis Aragonum ejus Patre, intendendo Genes sua atque exercitum ad bellandum dictum Francorum Regem.

Et, pro promissorum executione dictus Serenissimus Anglie Rex in auxilium ac defensionem easse Ecclesie ac seu propria, per totum mensem Aprilem, Anni millefimi quingentesimi decodesim proxime fuerit, ad consilia Ducatus Aquitanie vel ad ipsum Ducatum miser, & illic sustentibus suis propriis impensis exercitum sex mille Armatores oppugnantem Anglicorum Pedrum, cum bono (videlicet) copiarum militarium Ductore generali, tormentis & aliis machinis bellicis opportunis & ad militarem exercitum pertinensibus munitionem, et, Deo favente, dictos Ducatus Aquitanie Coronam Anglie recuperavit; quodque dictus Serenissimus Anglie Rex illuc exercitum suum non revocabit seu amovebit, neque Conventionem aliquam faciet cum Francorum Rege, nisi de communi Concordia, ac speciali & expresse ejus & dicti Catholici Regis Aragonum consensu.

Item, est initum atque conclusum quod dictus etiam Catholici Rex, pro defendenda & auxilianda Ecclesia, proque optulando dicto Serenissimo Regi Anglie ejus Filio, per totum dictum mensem Aprilem, nomine suo & dictis Serenissimis Regibus Castellae ejus Filiae, ad consilia dicti Ducatus Aquitanie vel ad ipsum Ducatum misit, & in eodem Decatu sustentibus suis propriis impensis exercitum quingentorum equitum Castellano Ducum (id est, gravis Armaturae) & milite ac quingentorum Equitum levis Armaturae, necnon quatuor mille Pedrum oppugnantem, cum bono Copiarum militarium Generali Ductore, tormentis & machinis bellicis opportunis & ad militarem exercitum pertinensibus munitionem; adeo ut ipsi ambo exercitus uniti Bellum gerant per dictum Ducatum Aquitanie, pro defendenda subveniente Ecclesie, & pro frangendo recuperationi dicti Ducatus Aquitanie Coronae Anglica praedictae; quodque dictus Catholici Rex exercitum suum illuc minime revocabit vel amovebit, null de & cum communi Concordia atque expresse ipsius & dicti Serenissimi Anglie Regis ejus filii consensu.

Item, est initum atque conclusum quod per principes Capitaneos utriusque exercitus designaverit & deponentur quatuor vel ydonei Bello experti (videlicet) duo Anglici qui Genes hujusmodi Armigeras copias & pedes necnon Artilleriam exercitus Hispanorum singulo mense, quantum in hac expeditione continuabunt, recedere & vitare debeant, & recte infructu & moris numerisque completis fuerint; & pari modo duo Hispani ydonei Bello experti per principalem Capitaneum exercitus Hispanorum deputentur, qui Copias & Artilleriam exercitus Anglicorum singulo mense, durante hujusmodi expeditione, & recte astricti & moris fuerint & nulli deficiat in numero recedere & vitare debeant.

Item, quoniam eventus Belli dubius est, atque inter bellicos apparatus & sudores sapienter mortuatur, ordes, expulsi utique alique infinita pericula evenire solent, quibus numerus Copiarum postquam dimittitur, & in tali evenio, ne residui ex Capis qui in hac expeditione praedictae viribus & Potenti inimicorum conteratur, expellens & perquam necessariam visum est ut huius morbo duplici modo necedatur; igitur convenient & conclusum est quod, si per mortem, captivum aut alio quovis casu sortito contingat numerum exercitus aut copiarum Anglicorum sine Hispanorum misit, & eo praeterea minus potentem & magis inbecillum fieri, utrique Principes Principem praedictorum, pro parte utriusque eorum respectu, non modo teneant numerum item, sic, ut permittitur, occasionebus praedictis diminuat, secundum eam praedictam supere, utriusque Bello apud & ydoneo loco eorum, sic, ut praetetur, deficientium aut demerentium, illud substinere & suppetat, quibus interer numerus ab initio Praefationis hujusmodi designatus constitutus continui restituant, ut interger permanent; sed etiam, casu quo potentia huiusmodi sic accreverit quod Copie hujusmodi contra eorum vires prevalere incipient, nisi numerus praedictus augeretur & suppetio ad partem fieri, tunc ad hujusmodi vires propulsandas & debellandas talis numerus Armatorum per utriusque ex Principibus nostris respectu & secundum eam, ut permittitur, de consensu utriusque quomodoque designetur, & in Ducatum Aquitanie illico mittatur, qui viribus & conatus praedictis

ANNO
1511.

ANNO
1511.ANNO
1511.

dictis refellere valeat; super quo bona fides utriusque Principis possit interponere eis et eorum coisider per eorum Capitaneos debet factam ostendi, sic quod, et periculum magis evitetur, secussum et prædium ibique mora ferat et militat.

Item, quia Regnum Anglia a Ducatu Aquitania tantum distat, totque impedimenta Marisque discrimina intervenire et accidere possent, quominus Victualia & Comestus, quibus hujusmodi exercitus Anglorum sustentari poterit, a Regno illo in dictum Ducatum traduci & apportari queant, inter nos Oratores predictos convenit, concordatum & conclusum est, & predictus Orator Regis Aragonum promittit, quod per prædictum Regem Aragonum ordinabit ut sufficientem Victualium præstet pretio rationabili per suos Deputatos sit pro sustentatione dicti exercitus Anglicorum sumptibus & expensis ejusdem exercitus per Providorem sive Provionem dicti exercitus solvendo in locis Ditioni & Potestati præfati Regis Aragonum subditis & subjectis, dicto Ducatu Aquitania magis vicinis & appropinquatis, sic quod Victualia & Comestus hujusmodi, per viaturas, ob id, per Deputatos ejusdem Regis providendas, ad Causa exercitus Anglicorum, quotiens opus fuerit, de loco ad locum & tempore in tempus, durante dicta expeditione, resister & cum effectu traducatur, simili modo & eodem pretio quo exercitus dicti Regis Aragonum per Deputatos ejusdem Regis providebitur: ac insuper quod similes & sufficientes Victura, sumptibus & expensis Theaurarii Guerra sive Deputati ejusdem Regis Anglia, pro Artilleria, Machinis, Insupermentis bellicis, aliisque omnibus rebus, dicto exercitus in Bello necessariis, de loco ad locum, & tempore in tempus, quotiens ut permittitur opus & necessarium fuerit, infra dictum Ducatum transferendis & vehendis, etiam per Deputatos ejusdem Regis Aragonum providebuntur.

Item, convenit, concordatum & conclusum est, quod Principes predicti pro custodia Maris, defensionis & tuitione ejusdem, Naves, cum Genibus Armorum & ceteris habilitamentis necessariis ad Bellum Navale sufficienter instruant, circa finem mensis Aprilis proximi futuri, realiter & cum effectu ad Mare intant; Rex, videlicet, Anglia, pro parte sua, uti multa virorem bene & sufficienter armatorum, in Navibus ad Bello Navale sufficienter paratis & instructis, qui Mare, inter le Trade & Oldum Thaumie, ab incurfu inimicorum & Hostium pro viribus tuebuntur, custodiant & defendant, suis sumptibus & impensis, circa finem dicti mensis Aprilis, realiter & cum effectu intant.

Et Rex Aragonum, pro parte sua, etiam tria millia virorem bene & sufficienter armatorum in Navibus ad Bellum Navale gerendum sufficienter instruat, qui Mare, ultra le Trade, ab incurfu inimicorum & Hostium in ea parte sendo, circa finem dicti mensis Aprilis, suis etiam impensis, realiter & cum effectu intant.

Et quilibet Princeps Principum prædictorum præstent numerum Genium Armorum ac Navium, modis & formis superius scriptis, per sex menses, finem dicti mensis Aprilis proximi & immediate sequentes, super Mare & in locis prædictis consueverunt & manebunt, ac, quotiens opus fuerit & necessitas leguerit, quilibet Principum prædictorum dictum numerum tam Navium quam Armatorum, non solum durantes sed lapsis dictis sex mensibus, mutuo eorumdem consensu augere vel diminuire poterit.

Nec licebit alicui Principum prædictorum dictum Classum cum Genibus Armorum, nec aliquam partem ejusdem, sine expresso consensu alterius, revocare aut diminuire; & si contingat hujusmodi exercitum aut Classim maximum, sive aliquam eorumdem partem inimicorum insulsiis cap, proflanti sot expugnari, tunc Principes, cujus sit Classis aut exercitus, expresso, proflanti sot expugnari fuerit, dictos Classis & exercitus, quam citius fieri poterit, plenè restituit, restaurabit, & reficiet.

Et, ut eo melius, tutius atque expeditius Copie Anglorum exercitus ad Anglia in Ducatum Aquitania traducatur, inter nos Oratores predictos, nominibus quibus super, convenit, concordatum & conclusum est, & præfati Orator Regis Aragonum per presentes promittit quod, pro transitu & transfectione hujusmodi exercitus per milium Anglicorum in dictum Ducatum Aquitania, item Aragonum Rex, circa finem mensis Martii proximi futuri, mittet sex milli faciet quadraginta Navis (quarum aliquæ esse debant Portu regentorum doliorem, & relique omnes curas-

libet minores Portu regentorum doliorem) cum Armamento, Gubernatoribus, Nautis & aliis necessariis sufficienter instructis, in Portum Southampton, vel in quocunque alium Portum Regni Anglia per præfatum Regem Anglia nominandum, ibid recepturus dictas Copias pro transitu & transfectione earundem, pro quarum quidem Navium auxilio & conductu, pretio rationabili, a Regno Anglia in dictum Ducatum Theaurarius Guerra dicti Regis Anglia solvere tenebitur.

Item, si & casu quo ipso in Bello per dictum Catholicum Regem Aragonum caperetur aliqua Oppida vel Loca dicti Ducatus Aquitania vel aliunde, in quorum possessione vel quasi Progenitores Regis Anglia aliquando fuerint, in eo casu dicta Oppida & Loca, ad monium dicti Serenissimi Anglia Regis vel Capitanei sui Generalis, moti restitui debent Capitaneo Generali & Genibus dicti Serenissimi Regis Anglia, absque divisione, difficultate aut contradictione ob rem, etiam vel occasionem quacunque.

Item, si & casu quo, dicto aperto mite durante, dicti Serenissimi Regis Anglia & Aragonum oppugnati essent, vel eorum alter oppugnatus esset, exercitus Francorum Regis extra dictum Ducatum Aquitania, aliqua parte Regnum & Dominiorum eorumdem, eo in casu præfati Anglia & Aragonum Reges, & viceque eorum pro ipsorum parte, consensu propugnati Regnum atque Dominiorum eorumdem, & oppugnati dicti Francorum Regis, ibique invicem & absque omni fraude optulerint, secundum quod rei utroque possiderit, continuando ichilominus exercitus in dicto Ducatu Aquitania prout prius.

Item, animadvertentes quod dictus Sanctus Patriarcha Sacris Casibus & Sanctis Ecclesiis Doctoribus inharerendo, ac etiam pro tuenda Ecclesiæ unitate, convocavit Occumenicum Generale Concilium in Alma Urbe Roma, communi omnium Patria, apud Latranum, ad exermiuandas (sic) Hæreses & Scismatica infirmitas, ac etiam ad reformationem Ecclesiæ laudandam, & propter alia divina obsequium concurrens, proque exaltatione Sanctæ Fidei Catholice & Bono Republice Christiane, quodque omnes Christiani Principes dicti Concilii convocati parere & ad illud eorum Oratores & Procuratores mittere abtingerent, aliter quoque dictum Francorum Regem præfati Latranensium Concilio refragari, Scismaticumque Concilium, quod ipse contra omnem Juris ordinem apud Pisas Christum convocari procuravit, prosequi facere velle, est itumque quod conclusum quod dicti Serenissimi Reges, tanquam Ecclesiæ defensores, suffragabuntur & auxilium præstabit Concilio Latranensi, per præfatum Sanctitatem canonicè convocato, & non modo se omnimodo opponere Concilio Scismaticorum, sed etiam omnes & singulas Adas, Statuta & Ordinationibus in eodem factis suis fecidis refragabuntur contradicent & resistent, & sic, Ecclesiæ favendo, defendent illam, unæ cum illius Patrimonio dignitateque & libertate Sedis Apostolicæ, ut Principes Catholicos deceat.

Item, est initum atque conclusum quod, post conclusa & firmata hujusmodi Capitula per Oratores & Procuratores dictorum Serenissimorum Regum Anglia & Aragonum, nomine eorumdem Regum Majestatem, unus aut alter ipsorum Serenissimorum Regum, nullam possit facere Pacem, Treugam, Ligam neque Confederationem cum dicto Francorum Rege, nisi de & cum communi Concordia & expresso consensu dictorum Numerorum Serenissimorum Regum Anglia & Aragonum.

Item, est initum atque conclusum quod per hujusmodi Capitula non intelligatur aliquatenus derogari in Capitulis Confederationis aut aliquis alterius Tractatus, antequam inter dictos Serenissimos Reges Anglia & Aragonum factis & firmatis, immo illa perseverent in suo robore & effectu.

Item, est convenit atque conclusum quod hujusmodi Tractatus & omnia & singula in eo contenta ratificabuntur per dictum Serenissimum Regem Anglia, & per dictum Catholicum Regem Aragonum tam nomine proprio quam dicti Serenissimi Principis Francorum Regis Filia, cujus Personæ ac honorum curam gerit, respectivè, ita ut tempus quatuor mensium, a die quo per nos predictos Oratores & Procuratores firmata fuerint computandum, suisque Literis Patentes Confirmatorias præfatis Tractatus, omnes & singulos Articulus præfatos de verbo ad verbum continentes, debet confectas, nuper Signillis eorum respectivè munitas, & manibus propriis ipsorum subscriptas, inter tempus

ANNO
1511.

tempus pensandum decerneret, ac modis sibi mitteret, & tradi faceret, effectuque presentis Tractatus, quatenus eos & eorum singulos tangit, resisteret & cum effectu implebitur, perficeretur & exequatur, & eorum utroque implebitur, perficeretur & exequatur.

Tenores vero Commissionum sequuntur, in hac verba.

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglia & Francie & Dominus Iherusalem, Charissimus Coniungentia sua, Thoma Comiti Sarum Thesaurario & Marescallo Anglia, & Georgio Comiti Salopie nostro Capitali Senescallo, Salutem.

Scitis quod, Quam plures nostrae Christianae Religionis & Catholicae fidei cultores, tum vero & ipse Summus Pontifex Julius secundus Christi Vicarius ad nos scriptis, quemadmodum Christianorum quidam, nulli Dei honoris habita ratione, Romanam Civitatem & ejus Comitatum, qui ab antiquo censu Ecclesiae Patrimonialis semper exiit, armis invaserunt & hostiliter occupaverunt, atque, quod pejus est, individuum Dei Tunicum dividere cupientes, Ecclesiam statum & tranquillitatem laetissimo scintille perniciosisque divisione perturbare conantur & opprimere, aliisque efficere quae nimirum ad Ecclesiam dedecus & ejus Patrimonii detrimentum atque ruinam spectare videntur, quae quidem res nobis attulit quae maximum dolorem, liquidem non eos putamus Ecclesiae Dei iniurias illuros, qui eam, si non discedissent ab Officio, jure tuetur debuerant.

Nos igitur quoniam Maximus Romane Sedis Antistes, cui aequum est parere nos, per Literas & Nuncios hortatur ut Ecclesiam nostram praesentem auxilium, quam Romanam Ecclesiam Christianae Religionis Caput esse & optimam parentem nos ignoremus, cumque minimè debuerimus Deum Optimum Maximum nobis & reliquis Regibus Christianis in Terra Principibus & Regibus commisisse, quorum bonis & emolumentis, & in Ecclesiae defensione, & in honore Summi Pontificis ejus Vicarii, qui in ea Christi nomine praesidet, uteretur, cujus voluntati semper obsequi debueramus causis Pacis atque Christianorum omnium future quietis & salutis.

De fidelitatis igitur, industriae & providae circumspeditionis vestrae pleniter confidimus, Adjungimus, fecimus, constitimus, creavimus & ordinavimus vos quousque & divinum nostrum veros & indubitatos Comitatibus, Oratores, Ambassadors, Procuratores & Deputatos speciales & ad infra scriptas generales, ita tamen quod speciales generalitati non deroget, nec è contra.

Dantes & concedentes vobis, conjunctim & divisim, tenore praesentium, plenum potestatem & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro.

Firmè, integrè & illati manente Amicitia & Confederatione, inter Nos & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ferdinandum Regem Aragonum &c. Patrem & Fratrem nostrum Christianissimum, ante hac facta & firmata.

Testandi, concordandi, faciendi & firmandi cum eodem Serenissimo & Potentissimo Rege Aragonum Patre & Fratre nostro Dilectissimo, pro ipso & suo nomine ac etiam nomine Serenissimi & Potentissimi Johanne Regine Castellae, Legionis, Granatae, &c. Filiae suae Christianissimae, cujus Personae & Bonorum curam & Administrationem idem Serenissimus Rex Aragonum legitime gerit, vel cum Procuratore, Oratore & Nuncio ab eo, aliam, bonam, veram, puram, firmam & validam Unionem, Colligationem, Intelligentiam, Ligam & Confederationem, tam pro defensione Ecclesiae Sanctae Dei, & conservatione & recuperatione Patrimonii ipsius Ecclesiae, ac etiam conservatione & defensione dignitatis & auctoritatis praesentis Romanorum Pontificis, quam etiam pro sciendism aliis quibuscumque rebus, quae defensionis & conservationis ac beneficio communium Sanctorum nostrorum conducere videbuntur, & super praedictis, quousque Capitula & Instrumenta, & quousque Contractus Unionis, Colligationis, Intelligentiae, Ligae & Confederationis pro nobis & nomine nostro, cum eodem Serenissimo Rege Aragonum Patre nostro, ac dicta Serenissima Regina Filia sua, seu cum Procuratore, Oratore & Nuncio ab eo, ibi solandi, faciendi, concordandi & firmandi, fieri facienda, petendi & implendi cum illis, postis, vinculis, conditionibus, promissionibus, obligationibus, securitatibus, juramentis, clausulis & cautelis quibus

volueritis & vobis bene visum fuerit,

Et generaliter omnia alia & singula nomine nostro faciendi & firmandi quousqueque naturae & importantis fuerint aut esse poterint, in praedictis & circa ea, quae fuerint necessaria & opportuna, & quae nos facere possemus, etiam si talia sint quae ad ea conficienda praecipuum exigant magis speciale;

Dantes praeterea & concedimus vobis, conjunctim & divisim, plenum posse ut possitis jurare in animam nostram quod tendimus, observamus & adimplimus realiter & cum effectu omnia & singula quae in praedictis & circa ea nomine nostro concordabimus, capitulabimus, jurabimus & firmabimus, & illa ratificabimus, & quod nullo unquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel veniemus, sub obligatione omnium Bonorum nostrorum Patrimonialium & Fiscalium.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras manu nostra propria signatas fieri fecimus Patentes.

Telle incipit apud Hispaniam anno decimo die Novembrii, Anno Regni nostri sereno.

FERDINANDUS, Dei gratia, Rex Aragonum, Siciliae, extra & ultra Farum, Hierusalem, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae & Corsicae, Comes Barcinonae, Dux Atellanarum & Neapolitanorum, Comes Rossionis & Ceritanie, Marchio Oristani & Gocini, nullo versis & singulis, ad quorum noticiam praesentes Literae nostrae pervenerint, notum facimus quod.

Cum plures nostrae Christianae Religionis & Catholicae fidei cultores, tum vero & ipse Summus Pontifex Julius secundus Christi Vicarius ad nos scriptis, quemadmodum Christianorum quidam, nulli Dei honoris habita ratione, Romanam Civitatem & ejus Comitatum qui ab antiquo censu Ecclesiae Patrimonialis semper exiit, armis invaserunt & hostiliter occupaverunt, atque, quod pejus est, individuum Dei Tunicum dividere cupientes, Ecclesiam statum & tranquillitatem laetissimo scintille perniciosisque divisione perturbare conantur & opprimere, aliisque efficere quae nimirum ad Ecclesiam dedecus & ejus Patrimonii detrimentum atque ruinam spectare videntur,

Quae quidem res nobis attulit quae maximum dolorem, liquidem non eos putamus Ecclesiae Dei iniurias illuros, qui eam, si non discedissent ab officio, jure tuetur debuerant.

Nos igitur, quoniam Maximus Romane Sedis Antistes, cui aequum est parere, nos per Literas & Nuncios hortatur ut Ecclesiam nostram praesentem auxilium, quam Romanam Ecclesiam Christianae Religionis Caput esse & optimam Parentem nos ignoremus, cumque minimè debuerimus Deum Optimum Maximum nobis & reliquis Regibus Christianis in Terra Principibus & Regibus commisisse, quorum bonis & emolumentis & in Ecclesiae defensione & in honore Summi Pontificis ejus Vicarii, qui in ea Christi nomine praesidet, uteretur, cujus voluntati semper obsequi debueramus causis Pacis atque Christianorum omnium future quietis & salutis.

Confidentes de fide, prudentia, legalitate & animi integritate vestri Nobilis Dilecti Consilii & Oratores nostri Ludovici Carrer de Villaragud in Anglia residentis.

Praesentium tenore deliberat & consulto, eis omnibus melioribus vel modo & forma quibus de jure & a iustis possumus & valeamus, facimus, constitimus, creamus & ordinamus. Procuratorem, Oratorem & Nuncium nostrum specialem & ad infra scriptas generales, ita tamen quod speciales generalitati non deroget, nec è contra, vos eundem Ludovicum Carrer de Villaragud absentem tanquam praesentem, videlicet, et pro nobis & nomine nostro & etiam nomine Serenissimi & Potentissimi Johanne Regine Castellae, Legionis, Granatae, &c. Filiae nostrae Christianissimae, cujus Personae & Bonorum curam & Administrationem nos legitime gerimus.

Firmè, integrè & illati manente Amicitia & Confederatione, inter Nos & Serenissimum Principem Angliae Regem Fratrem & Filium nostrum Christianissimum ante hac facta & firmata.

Postis & valeis ita testare, concordare, facere & firmare cum eodem Serenissimo & Potentissimo Rege Fratre & Filio nostro Dilectissimo, vel cum Procuratoribus seu Deputatis ab eo aliam, bonam, veram, puram, firmam, & validam Unionem, Colligationem, Intelligentiam, Ligam & Confederationem, tam pro defensione Ecclesiae Sanctae Dei, & conservatione & recuperatione Patrimonii ipsius Ecclesiae, ac etiam conservatione & defensione dignitatis & auctoritatis

ANNO
1511.

ANNO
1511.

ius prefati Romani Pontificis, quibus etiam pro conficiendis aliis quibuscunque rebus quo defensionis & conservationis Ecclesie, & saluti totius Populi Christiani, & prefatum defensionis & conservationis ac beneficio communium Statuum nostrorum conducere videbantur.

Et super predictis postulis quacunque Capitulis & Instrumentis, & quocunque Contractibus Unionis, Colligationis, Intelligentie, Lige & Confederationis, pro nobis & nomine nostro ac dictae Serenissime Regine Filie nostre, cum eodem Serenissimo Anglie Rege Filio nostro, seu cum Procuratoribus vel Deputatis ab eo, stipulari, facere, concedere & firmare, fieri facere, petere & instare, cum illis pactis, vinculis, conditionibus, promissionibus, obligationibus, securitatibus, juramentis, clausulis & cunctis quibus volueritis & vobis bene visum fuerit.

Et generaliter postulis, nomine nostro & prefate Serenissime Regine Filie nostre, omnia alia & singula facere & firmare, cognoscere nature & importantie fuerint aut esse poterint, in predictis & circa ea, quae fuerint necessaria & opportuna, & quae nos facere possumus, etiam si talia sint quae ad ea concludendam preceptum exigant magis speciale.

Damus praeterea & concedimus vobis plenum potest ut possitis jurare, in animam nostram, quod tenebimus, observabimus, & adimplebimus, realiter & cum effectis, omnia & singula quae in predictis & circa ea nomine nostro concederemus, capitulabimus, jurabimus, & firmabimus, & illa revocabimus, & quod nullo usquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel veniemus, sub obligatione omnium Bonorum nostrorum, & prefate Serenissime Regine Filie nostre, Patrimoniorum & Fiscalium.

In quorum Testimonium praesentes litteras iussimus inane prepositi signas Sigilloque nostro impendenti munitas.

Dat. in Oppido Vallisoleri die tricesimo primo mensis Iulii, Anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo undecimo.

Data & ada fuerunt omnia & singula in praesentibus Capitulis contenta, prout superscribuntur & recitantur, apud Westmonasterium die decimi septimi mensis Novembris, Anno Domini, secundum cursum & computationem Ecclesie Anglicanae, millesimo quingentesimo undecimo.

In ejus rei Testimonium nos Cancellarij Oratores, Commisarii, & Procuratores Excellentissimi & Potentissimi Principis nostri Henrici Anglie Regis predicti &c. hanc Paginam hinc Scripturam, penitus Serenissimum Principem Aragonum Regem Catholicum remanens Sigilla nostra apposuimus & manuum nostrarum subscriptione munivimus, Anno, die & loco praescriptis.

T. SURRET.
G. SAVASSURE.

Cumque praefata Unionis & Intelligentie ac Foederis Capitula & omnia & singula in eis contenta nobis gratissima sint, & maxime placeant, ut Deo Optimo Maximo & Ecclesie Matris nostrae debitam gratitudinem persolvamus, & velimus libentissimo animo ea omnia etque ad implere, quae, pro parte nostra & Serenissime ac Potentissime Regine Catholice Filie nostrae carissimae, in ipsis Capitulis promissa sunt.

Eam ob rem, praesentibus Litteris nostris, tamen nomine proprio quam prefata Serenissime & Potentissime Regine, ejus Personae ac Bonorum curam legitimam perimus, omnibus melioribus viis, modo & formis quibus melius & validius de jure possumus & debemus, praesentis Foederis, Intelligentie, & Unionis Capitula, omniaque & singula in illis & quolibet eorum contenta, juxta fidei seriem & tenorem, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, ac etiam, si necesse est, ea omnia & singula de novo concedimus & firmamus.

Et insuper promissiones & juramenta ad Dominum Deum nostrum Jesum Christum, & ejus sanctam Graciam, & sancta quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, tenere, adimplere & inviolabiliter observare omnia & singula in ipsis Capitulis contenta & expressa, prout in eisdem caveatur & continetur, & contra ea quovis modo directis vel indirectis non venire, sub Ypotheca & Obligatione omnium Bonorum nostrorum & prefate Serenissime Regine Catholice Filie nostrae Patrimoniorum & Fiscalium, praesentium & futurorum, necnon & sub poena perjurii quam Rex potest incurere tali casu.

In quorum Testimonium praesentes litteras proprio subscriptionibus, Sigillisque dictae Serenissime Regine Filie nostrae ac nostro impendenti posuimus communiti.

Dat. Burgo die vicesimi mensis Decembris, Anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo undecimo.

EYO EL REY.

Dominus Rex mandavit nobis

MICHAELI PEREZ D'ALMACAR.

LXVI.

Articuli de numero Militum mittendorum, in praefata Regem Aragonum & Anglia Confederatione contenti mutati. Dat. die 16. Martii Anno 16. Martii. RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 344.]

QUAMVIS, in quodam Tractatu, de Dat. diei decimi septimi mensis Novembris, Anno Domini, secundum cursum & computationem Ecclesie Anglicanae, millesimo quingentesimo undecimo, hinc & conclusio inter nos Lodovicum Carum, Thomam Camerum Surae Thesaurarium & Marescallum Angliae, & Germanum Comitem Salubie, Oratores, Procuratores, & Commisarios Serenissimorum Principum Ferdinandi & Henrici Aragonum & Anglia Regum Potentissimorum supremorum nostrorum, vigore & auctoritate Commissionis a dictis Principibus nobis nobis le ea parte respective datam (quorum tenores de verbo ad verbum in eodem Tractatu inferuntur) inter cetera conclusa sunt.

Quid dictus Serenissimus Angliae Rex, in auxilium contra Ecclesiam ac fidei propriae, per totum mensem Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo undecimo, prout futuri, ad causam dictae Anglicanae vel ad ipsam Ducatum mittet, & illi sustentabit sui proprii impensis exercitum sex milia armatarum oppugnantium Anglicorum Peditem, cum suis (videlicet) Copiarum Militarium Ducem Generalem Tormentis & alios mobilibus bellicis opportunis & ad Militarium Exercitum pertinentibus munitionibus; ut, Dei favente, dictus Ducatus Anglicanae Curiae Angliae recuperetur.

Ea, pari modo, dictus Rex Aragonum, pro defendenda & auxiliando Ecclesia, prout operamur dicto Serenissimo Regi Angliae, ejus Filio, per totum dictum mensem Aprilis, mense Junii, & Serenissime ejus Filie Regine Castellae, ad causam dicti Ducatus vel ad ipsam Ducatum mittet, & in eadem Ducatu sustentabit sui proprii impensis exercitum quingentorum Equitum Gallofrancorum, id est gravi Armaturae, & mille ac quingentorum Equitum levis Armaturae, necnon quatuor milia Peditem oppugnantium, cum suis Copiarum Militarium Ducem Generalem Tormentis & Machinis bellicis opportunis & ad Militarium Exercitum pertinentibus munitionibus; ut ipsi ambo Exercitus ante Bellum gerant per dictam Ducatum Aquitaniam, pro defendenda substructione Ecclesiae, & pro salvanda recuperatione dicti Ducatus Aquitaniae Curiae Anglicanae praedictae.

Prout in eodem Tractatu latius & diffusius continetur.

Nichilo tamen minus nos, considerantes magnam & validam Praesentium Regis Galliarum, qui Indies iturus ac magis vires vobis accumulans, exercitibus hujusmodi non modo resistere, sed eisdem contrariere, progredere, & debellare nitens, volentesque futuris periculis, quantum cum Deo possumus, consilium & providere, per quam necessarium nobis visum est, quod dicti Exercitus, tam ex parte Angliae quam Aragoniae Regum supremorum nostrorum, creata & augenda: providere, inter nos Oratores, Commisarios & Procuratores praedictos, nominibus & auctoritatibus quibus supra, conventum, concordatum & conclusum est.

Quod, pro parte Regis Angliae, prout & ultra numerum Copiarum Peditem in dicto Tractatu expressum, sumptibus & expensis suis providenda numerus quingentorum oppugnantium Anglicorum; sic quod Exercitus Anglicanum, qui in hac expeditione Aquitaniam profecturus, extendat in toto ad numerum sex milium quingentorum, cum Copiis, & aliis bellicis munitionibus in ea parte necessariis & requisitis, &c. transierit ad confinia dicti Ducatus vel in ipsum Ducatum, tempore ad hoc in eodem Tractatu praefato & constituto.

ANNO
1512.

Et pro parte Regis Aragonie, suggestus numerus Cathastratorum ad mille quingentos Equites gravis Armaturæ, crescentque numerus Equorum levis Armaturæ ad totidem (videlicet) ad mille quingentos, sic quid numerus totalis Cathastratorum sic addimus, unum cum aliis in dicto Tradatu expressis, extendat ad duo milia, & Equos levis Armaturæ ad tria milia.

Qui, iuxta conventionem in eodem Tradatu scriptam, simul cum Prefatis illis expressis, in dictum Ducatum Acquitania tempore ad hoc per Tradatum statuto recipiunt.

Provisio, quod medietas stipendiorum numeritum Cathastratorum qualem Equorum levis Armaturæ, sic ut premittitur, admodum (videlicet) Cathastratorum ad septingentos & quingentos, & Equorum levis Armaturæ ad eundem se extendendum, durante huiusmodi expeditione, sumptibus & impensis dicti Regis Angliæ sustententur & solvantur.

Dux & adha fuerunt omnia & singula predicta prout supra scribantur & testantur die decima sexta mensis Martii, Anno Domini millesimo, quingentesimo duodecimo.

In cujus rei Testimonium ego Ludovicus Corvus, Orator, Commisarius & Procurator Excellentissimi & Potentissimi Principis Ferdinandi Aragonum Regis predicti, & hinc Pagum regis scripserim, penes Serenissimum Principem Angliæ Regem Catholicum remanere, Signillum meum apposui & uocis mei subscriptione munivi.

Super placito & condono.

DON LUIS CARROZ de Villagrad.

LXVII.

Monitorium seu Decretum JULII Papæ, ad Prælatos, Capitula, & Nobiles FRANCIE Sanctionem Pragmaticam approbantes; Quod ad comparandum infra 60. dies coram sua Sanctitate, & Concilio Lateranensi, discutiendæ Causas, quare dicta Sanctio Pragmatica abrogari non debeat, requirunt, & citantur. Datum Rome Ann. 1512. [Conciliorum Regia Collectio Tom. XXXIV. pag. 206. LAMBE Collectio. Tom. XIV. Col. 58.]

JULIUS Episcopus Servus Servorum Dei ad futuram rei memoriam, Sacro approbante Concilio.

LICET Sacrosanctum Canonum Institutum Sanctorum Patrum & Romanorum Pontificum Prædecessorum nostrorum & in generalibus legitimis Conciliis pro defensione Ecclesiasticæ libertatis, dignitatisque Sedis Apostolicæ tuitione, consuetissima deliberatione sancta, invariabiliter ab omnibus cultores oportet ignorare Decreta, veluti divina inspiratione edita, immutabilia censentur, Romanus tamen Pontifex, qui Regis amentis, verumque & iustum omnium conditoris locum, licet impulsus meritis, tener in Terris cum huiusmodi Decreta saluberrima & honesta hominum utilitate & arbitrio vixit consistit in abusu, & humanas traditiones Christi Legis antequam, ut Ecclesiæ in demeritis & libertati opportune subveniat & præsumptum curet deponere malum perverforum eorumque consilios occurrat: ita eundem cogit abusiones & humanas traditiones huiusmodi nullas & invalidas declarare & abrogare, prout temporum & locorum qualitate pensata, id compit in Domino salubriter expedire. Dum siquidem displicenter per nos pluries accepto, per multa temporum spatia, per nomellos Prælatos præfate Gallicæ Nationis & Nobiles Laicos, ac alios illis faventes præsertim ejusdem Sanctionis prætextu, quam ipsi Pragmaticam vocant, Apostolicæ Sedis Sanctione Romanæ universalis Ecclesiæ Capituli, libertati & auctoritati enormiter decedant, Communiisque præfatis derogant fuisse, rem adeo periculosam in Dei offensam, & Ecclesiæ præfate visperidiam & evidentem damnum, amplius ferre nequeamus, cum Sanctio ipsa ab omni ad id possente carendis, nullorumque Romanorum Pontificum ac generalium legitimorum Conciliorum auctoritate fuit, sed quodam abusu tantum in illis partibus introducta & observata fuerit illaque cum in ea consensus nulla & invalida merito declarari & abrogari debeat, quam etiam etiam memoriam Ludovi-

cus XI. Francorum Rex abrogavit, ut in ejus Parentibus Litteris d. super confectis plenius continetur, Sacro Lateranensi Concilio approbante, in quacumque Sessione, declarationis & abrogationis per nos faciendæ, huiusmodi negotium & discussionem Venerabilium Fratrum nostrorum Romanæ Ecclesiæ præfati Cardinalium, & aliorum Prælatorum Congregationibus in Lateranensi Sala superiori, quatenus opus foret, faciendis, relationisque discussionis nobis & Lateranensi Concilio præfati faciendæ committimus, Gallicosque Prælatos, Capitula Ecclesiarum & Monasteriorum, Parliamenta, & Laicos illis faventes, ejusqueque dignitatis, etiam si regulis existerent, Sanctione præfata absterere seu illam approbantes, omnesque & singulos alios, sua communiter vel divisa interelle puniant, per fiduciam publicam, cum ad partes illas natus non posset accessus, in Medicamentis, Aliments & Papiensis Ecclesiarum valvis assignandam, moneri & citari infra certum competentem terminum præfigendum ad comparandum coram nobis & Concilio præfato causaque dicendas, quare Sanctio præfata, illiusque corruptela & abusu in enumeratis auctoritatibus, dignitatibus & unitatem Ecclesiæ Romanæ præfate & Apostolicæ Sedis Canonumque prædictorum & Ecclesiasticæ libertatis violationem, nulla & invalida declarari, decerni & abrogari non debeat. Illaque sic monitis & citatis arctari & teneri, ac si personaliter moniti & citati fuissent, statumque & ordinem, ac quantam Sessionem decima quarta Kalendas Martii, que erit quarta feria post primam Dominicam Quadragesime proxima futuram faciendam, eodem Sacro Concilio Lateranensi approbante, indicamus. Nos igitur, quorum interit, ne indifferenter libertatis Ecclesiasticæ ratio in extremo iudicio a nobis requiri possit, & perverforum & antichristorum pertervit duntaxat convalescat, declarationis, abrogationis & discussionis negotium, monitionis & citationis Statutum & Decretum huiusmodi debita executioni demandare, omnes & singulos Gallicos Prælatos, Capitula, seu Conveneris, Parliamenta & Laicos illis faventes, ejusqueque dignitatis, etiam si regulis caverint, Sanctione præfata absterere, seu illam approbantes, omnesque alios & singulos, sua communiter vel divisa interelle puniant, ac præsertim, ac extra nostra scientia, auctoritate Apostolica, tenore presentium, primo, secundo, tertio & peremptorio, citamus, monemus & requiramus, quatenus infra sexaginta dies incursum, a die prædictam in locis præfatis illationis numerandum, quorum viginti dies pro primo, alios viginti pro secundo, & reliquos viginti dies pro tertio & peremptorio termino monitione canonica assignamus ad comparandum coram nobis & Concilio Lateranensi præfato, causaque dicendas, quare Sanctio præfata, illiusque corruptela & abusu in concernentibus auctoritatibus, dignitatibus ac unitatem Ecclesiæ Romanæ & Sedis, Canonumque & Ecclesiasticæ libertatis prædictorum violationem, nulla & invalida declarari, decerni & abrogari non debeat. Quo termino aliquanto, sive comparere sic moniti & citati curaverint, sive non ad executionem Negorii, Decreti abrogationis & statuti prædictorum librorumque & aliorum in præmissis necessarium, prout iustum fuerit, eodem Sacro Lateranensi Concilio approbante, procedemus. Et cum per Citatibiles & Monitionibiles huiusmodi ad partes illas natus non posset accessus, ne præfati sic moniti & citati, alique quos præfates Litteræ contingant, valens de præmissis ignorantiam allegare, & prætextu ignorantie huiusmodi aliquod velamen executionis affumant, volumus Litteras ipsas in valvis prædictis iuxta Decretum & Statutum huiusmodi affigi, & ipsam affissionem publicari. Decernimus etiam, quod eandem Litterarum publicatio sic facta perinde eodem sic monitis & citationibus huiusmodi ac personaliter lecta & infusa forent, cum non sit veritatis conjectura, quod ea que tam patenter sunt, debeat apud eos incongrua remanere: non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis contrariis quibuscunque, seu si moniti & citati prædicti vel quibuscumque alius committit vel divisa a dicta Sede indultum, exilium, quod interdictum, suspendi vel excommunicari non possint, per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indolito huiusmodi mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ citationis, monitionis, requisitionis, assignationis, voluntatis & decreti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum

ANNO Decem Romæ in publica Sessione, in Lateranensi Sa-
cro-Sancta Basilica solemniter celebrata Anno Incarna-
tionis Dominice 1512.

LXVIII.

9. Juill. Vergleich zwischen Heinrich und Erich
Herzogen zu Braunschweig und Lüne-
burg eines und Francisco Herzogen zu Braun-
schweig als Administratoren des Stiffts
Münden andern theils ausgerichtet, Worin-
nen von denselben dem Stifft zu Münden/
der an der Herrschaft Hoya eingezogene Theil über-
geben mit allen Gerechtigkeiten / Gütern / und
Neuheit / und wegen abwendung künftiger zer-
trachten / zwischen der Herrschaft Hoya / und
dem Stifft zu Münden ein Wohlsein gestiftet
ward. Geht am Freytag nach Kilian 1512.
Mit Julii Herzog zu Braunschweig und Lüne-
burg Confirmation. Geht zu Haimrichsdat
am 9. Jannari 1512. [LUNIG, Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV.
Fol. 14. pag. 28.]

C'est-à-dire,

*Traité de Limites entre HENRI & ERIC Ducs
de Brunswick-Lunebourg d'une part, & FRAN-
ÇOIS aussi Duc de Brunswick-Lunebourg, comme
Administrateur de l'Evêché de Münden d'autre
part. On y convient que ledits Ducs restitu-
eront à l'Evêché une certaine partie de la Seigneurie
de Hoya qui lui avoit été soustraite, & l'on y
determine les Limites dudit Evêché. Fait le
Vendredi après la Fête de St. Quilian 1512.
Avec la Confirmation de JULES Duc de
Brunswick-Lunebourg. A Haimrichsdat le 9.
Janvier 1512.*

W On Höltes Gnaden sey Henrich de Cläre / und
Erich Grebeldere / Herzogen zu Braunschweig
und Lüneburg, bekennen und bekennen offenbar in und mit
diesem Verbe / vor Uns / Iste Erben / nachfolgende
Richten / ed alle bejunge / de des mit Uns von
Hinterwegen undtzen der behude kringen / und als
weme / So mit na dem sey mit samet dem Hoch-
wertigen in Göt / Hochgebornen Fürsten Fran-
cisco, beständigen Administratoren des Stiffts tho
Münden / Herzogen tho Braunschweig und Lüneburg ic.
Uns fränklichen Iren Oheim / Herrn und Gefadern /
mit Hülpe und Schidunge des Allmächtigen / ed
Räte und Hofrath Ister Herren und Fürsten / de
Herrschop von der Hoya / mit alle den Schildern
Euten / Wapenbildern / Diapern / Gerechtigkeiten /
und Thobeherrungen / nichts abbescheiden / uht er-
löcken und demigleichen Ofsaden / ingnommen und tho
Hofen Hünden gebracht / Als sey dan darwider be-
standen / und mit wahrhaftigen Schone unterricht
seyn / dat der Gerechtheit der süden Herrschep
ein nahmenshaftig und mercklich Dehl / dem Stiffts tho
Münden in Vorposten is enogen / und assemig ge-
worren / hebben sey tho Harten und Sinne getogen
dat de werthigen und Erbaren Iste Iren andachtigen
und befunden / Herrn / Herrn Dom-Probst / Dom-
Decken / und ganze Capitul der Kerden tho Münden /
dem gramlichen Isten Iren Oheim und Vötern / nit
willigen Omdenke / un samerlicher Theneigung / vor
einen Administratoren des genanten Stiffts / ein-
drücklich geladen und angrahomen / und darhinne
dem erlidenen Isten Iren Oheim und Vötern /
ed sinen Ister werthigen Capitul und Vörsenen der
Kerden tho Münden / solane Othert / Rente und
Gerechtheit so dyn in Vorposten asgetogen / un sey
befunden undtzen bereit haben / glücklichen we-

der ober greden un gredende gegenwärtigen eren / in
Krafft dieses Verbes / erliden und tho ewigen Ty-
den / bey dem genanten Stifft tho Münden / der sey
se ed wedder in de südenkummen bekender und ge-
brudente weger geschid hebben / und jergamewidrig
seinen / sid derselben Schilde / Gerechtigkeiten Othert
und Rente / na Ister besten Rath und Begehren
tho geburadel / an Iste Ister Erben / ofte wider-
bescheiden / ed jemand den unsatigenen Begeh-
rung ofte Injage / datth sey se ed hundertmal
bescheiden / bescheunen / un mit Isteren Begehren
verdrigen willen / ohne allen Bedep / list / und Ge-
schede / und darvich in theilhaftigen Tyden / zwischen
dem genanten Hofen Iren Oheim / und Grebeldern /
Euter kece Capitul / Hinterfaren / Betrachten /
Uns und Hofen Widerbewandern / kein Kpote /
Erzinge / ofte Inzucht / in der Schanden / Jelt-
warden / Hellingen an Gerechtheit kuffen / und
erwasen dürfen / So hebben sey twischen dem ge-
nanten Stifft und Herrschop tho Münden und Hoya
eine ewige Schmede gezogen / und Wohlseine kre-
ten lauten / namogen und Werk ed an Euten / so
herna bestimmt und abgedruct is / und wat also
up des Stiffts dehte in sellicher Schmede begopen /
in allen gredern / nichts darben abbescheiden / tru
dat billide Mahnen eugen / schall also erliden / by
dem Stifft tho Münden biden / Rindid de Depo-
nen mit alle Isteren Thobeherrungen / un de Hoff tho
Stellingen / samt alle demjenen / dat up jener Erch
na Naden ligt / in Hette / Widel / Wapen / Wi-
sche und Widen / nichts darben abbescheiden / mit
den nedern un ewigen Schildern / un eugen Iden / un
aller Gerechtheit / so de Gearen von der Hoya dat
indgen geschid hebben / dartho de Demstermardel
mit Helsenhoffen / un den Winderwadel / also de
Gearen tho Hoya solange darin tho hebben verneimt
wären / nichts abbescheiden / mit den Depren und
Hoffen Wenhofen / un Wernaffen / mit allen Dör-
fern / Höffen und Iden / nichts abbescheiden / so
da in der Dverstender Wadel geistlich / un glegen
sin / mit aller Gerechtheit und thebheilige. Item
wat de Gearen von der Hoya thoween der Jereeren
gehat hebben / mit den Höffen und aller Gerechtheit
die Marsch vor dem Vöternhagen / de Hehte tho
Klarenhofen mit allen Höffen / so driffden Gearen
up der Northörde / un in dem Stiffts tho Münden
haben / wa dat Mahnen eugen / Als sey dan von
dren weghen hebben mag mit dem Hesse tho Münden
un Hude / mit aller Gerechtheit und alle andere
Othert / so de Gearen an dem Ort inne geat / vor
un in dem Winderwadel / sey dan lan lang ligt / mit
aller Gerechtheit / Thobeherrungen und Vörsen /
in mahnen de Gearen von der Hoya in Wehren und
Waden geat hebben / schall by dem Stifft biden /
Item wat de Gearen tho Hoya tho Wanhem ge-
hat hebben / dat sey in Diapern / Höffen / Holzma-
den / ofte eugen Iden / mit aller Gerechtheit /
Vörsen und Thobeherrungen / in mahnen ohne dat /
na Ister der Verchtherrungen / verhalte sey / na Ister
Isten her / mit der Weringer und Berclinger Wadel /
dein na soll de Schmede der de Welen bejagen /
vor dem Wellekamp / un als mit dem sey dat Ister-
dehl kommen mach / un dann wiederum na der Sey-
gerden / vor der Sagerden her / dat driffde Sager-
de dem Stifft tho Münden Iren und biden schall /
un so na der Welle / de dem Bejagung darth Ister
mecke up de Welle / dar de Sontweg erst nar dem
Wellehöte geit / dat Schmederecht / de Welle /
de Welen / und so alles vor dem Schmederecht der /
wende in de Nennen un dem Hagenhofen / wende in
de Welle / als dat eine Thobeherrungen is der Schil-
delrecht / de Kuch tho Maffelberge / na schillen alle
viele Gerechtheit / Holzmaere und Vörsen / by
dem Hof tho Schildeberg / und dem Stiffts tho
Münden

ANNO

1512.

ANNO
1512.

Wunden liegen; Item up der oekern Ende der Bo-
schel also de Haghebusch in de Weyer geist) un den
oer de Weyer up den Hageden / Koppin / scholle
de Gracht / Drechtich und Gerechtigheit est by der
Schlüsselberg un dem Stifte tho Menden ligen /
alle der den Bredenstall nach der Eydenweisch / um
den Oer da nach den Herten / um de Heeren alle
vor dem Reide her / also de Grosse daher geist / De
Greden up Hinder Wesseler her / da de Wesseler
Breden up dat Weert na den Kleiden un na Die-
sterpe mit der Kleiden / scholl est by den Stifte
klipen / und so van Diesterpe na Huterseep / da-
den den Langgundel her / und dat Derg Huterseep
mit aller Thobehelinge und Gerechtigheit nicht
abbescheiden / wes de Grosse darun gehat hebben /
samt dem Hergheister Heide / scholl est by dem
Stifte klipen / und alle dat un seker in de Drec-
ster Markt gehet / mit dem groten Jonke / un soll
nichts daren abbescheiden / un wes nun mehr in
dieser Schade ligt / so geistrecht is / na dem
Stifte tho Menden mit Dorepen / Hiden / tigen
niden / Legden / un aller Thobehelinge / Hei-
den / Watern / Marsche / Wischen und Weyden /
Dach alle scholl klipen by dem Stifte tho Menden /
mit Gerechte / Rechten / Drechtich un aller Tho-
behelinge / als dat de Grosse den der Hoya mag ge-
hat hebben / Vor der Bath / est von wegen der
Schlüsselberg / Gerechtigheit gehat / want tho Eder-
pe / Landrege liden un twer Heide tho Ederpe
scholl alle by der Schlüsselberg un dem Stifte tho
Menden ligen / samt dem Gude thee Leuwer /
genoudt dat Hagebusch / mit aller Gerechtigheit / und
dat Edergeel der der Ederweide tho Drechtich / scholl
est by dem Stifte tho Menden / und dem Hode
tho Schlüsselberg liden / want est liden dat Stifte
tho Menden / un insinrecht dat Capitel un Perso-
nen der Kerken darliden noch hebben in Gaderen /
Legden / Hiden / niden liden / Keuthe / Lan-
den un Hagebuschen / scholl oiden daren neen Af-
brich noch Enginge tho mochten werden / besun-
der se sekerhand nach alle eren Wollen / un mit
Greden bruden liden / als verberiet is / want in
dieser Schade brugen / nichts daren abbescheiden /
scholl also erliden / an den ewigen Teden / ohne
Huse eigenanden Heiden / Huse Erden / An-
geiden / oder jomanden den Husewogen Verhinder-
nide / oder Inrecht by dem Stifte klipen / un dat
de Grosse den der Hoya in den ewigen Stifte / oder
dieser Schade gebu hebben / nichts abbescheiden /
un von dat bilich Namen hebben scholl / dat wo als
ge gant hiemede an dat Stifte tho Menden re-
gen / dat wo als vor Huse / un Huse Erden / un Na-
den / liden in guten watern Tuden / stede un seke
un erliden wot tho helenet / greden un geliden /
samt allen Heide / angelid / oder Verheide / Des
tho wahren Verstandes hebben wogegender Heiden
vor Huse / Huse Erden und Malonnen / Huse In-
geide tho Ende dieses Werkes wistliden hangen
liden / Un gegeden was der Ederweide Heide / Huse
Herten / daren funfshundert und twisig Jare an
Gegengel na Klyam der Heilige Martelers.

(L. S.)

(L. S.)

Die Hochteutsche Uebersetzung lautet also:

On Oides Gnaden / wir Heinrich der Kiste-
re / und Erich / Gekündere Herzoge zu Braun-
schweig und Lüneburg etc. bekennen und bezeugen in
und mit diesem Brief / vor Uns / Unseren Erben und
nachfolgende Fürsten / auch alle dazunge / so ver-
hebt vor Uns und von Unseren Erben etwas indern
zu thun bestimmen / als nehmlich:

Demnach wir mit sampt dem Hochwürdtigen in
Christe Herzog-bekennen Fürsten / Francisco / be-
kündigten Administratoren des Stiffts zu Menden /
Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc. Uns-
sern freundschaften lieben Oheim / Herrn und Vatern /
durch Hülff und Schutze des Allmächtigen / auch
Rath und Beschwad Unser Herren Fürsten / die
Herrschaft von der Hoya / mit allen ihren Schifft-
rechten / Gütern / Rechten / Dörfern / Gerech-
tigkeiten und Zugehörungen / nichts abbescheiden / aus-
wischen und beweglichen Wärdern eingezogenen
und zu Unsern Herten geachtet / daren aber be-
trunden / und mit wahrhaftigen Eiden unterrichtet / sind
dass wir nahmbaffter und innerlicher Theil von der
selben Herrschaft / Gerechtigkeiten / dem Stifte zu
Menden der ricken indogen und erntender werden.
Als haben Wir zu Herzen und Sinne gegogen / dass
die Wichtige und Ederbare / Unser liebe auß-
wischen und befreundter Herren / Dem Vorst / Dem Dacht
und gantz Capitel der Kirchen zu Menden / ge-
meinden Unsern lieben Oheim und Vatern / aus wol-
ligen Gemüthe / und sonderlicher Jungung / zu
einen Administratoren des gemelten Stiffts er-
wählend erliden und angenommen / und darun er-
gachten Unsern lieben Oheim und Vatern / auch
kunen lidenenden Capitel und Personen der Kir-
chen zu Menden / jomane Güter / Reuten und Ge-
rechtigkeiten / so ihnen hiemit indogen / und wie
ausge weiter covet haben / gänzlich abzugeben / und
geben sie hiemit über / in Kraft dieses Briefs / noch
etwas und zu ewigen Zeiten bei gemelten Stifte
zu liden / welches wir dann auch weiter in den be-
stimmten habenden Gebot und Possession geest
haben wotlen und hiemit segen / un sich deselben
Erliden / Gerechtigkeiten / Güter und Reuten /
nach ihrem besten Nutzen und Begehrenliden zu
gebrauchen / ohne Huse / Huse Erden oder Ver-
berichten / auch jomanden von den lidenen Ver-
berichten / oder Erntet / daren wir sie auch dach-
haben / beschiden / beschiden und nach Unsern Ver-
mögen verdingen wotlen / ohne allen Beschwad / list
und Geheide.

Und dann in künftigen Zeiten / zwischen gemein-
ten Unsern lieben Oheim und Vatern / seiner Ihren
Capitel / Unterthanen / Verwandten / und Uns und
Unsern Nachkommen / kein Aufbruch / Trug oder
Zwischtracht auf den Gedingen / Heilwärdigen / Ab-
gängen und Gerechtigkeiten entstehen und er-
wischen / dessen / So haben wir jomanden dem gemelten
Stifte und Herrschaft zu Menden und Hoya the
erige Schade / (Geding / Geding) gegogen / und
Martelers segen lassen / aus Art und Weis / est auch
zu Ende dieses bestimmt und angedrucht ist. Und
was also auf des Stiffts Theil in dieser Schade
begriffen / in allen Wärdern wotlen / wie es bilich
Nahmen haben mag / daren aus beschiden / soll als
so erlich den dem Stifte zu Menden liden:
„ Nethinlich die Duesenap mit aller Heide
„ zubeide und der Hoff zu Selligen /
„ samt all demjengen / was auf jener Seiten / nach
„ haben liden / an Heide / Heiden / Wärdern / Wä-
„ sen / und Weiden / nichts daren aus beschiden / mit
„ den Wärdern und Oiden Erden und eigenen Leu-
„ ten / und aller „ Gerechtigkeiten / wie sie die
„ „ Grassen von der Hoya indogen gehabt ha-
„ „ ben / darzu die Drechtichder Markt mit
„ „ Holten / Heiden / und dem Minderwalde /
„ wie es die Grassen zu Hoya seintun darin zu haben
„ vermerket haben / nichts abbescheiden / mit den
„ Dörfern / Heiden und Leuten / nichts abzugeben /
„ so in der Drechtichder Markt geest / und geizen
„ sein / mit aller Gerechtigkeiten und Zubehör. „ Item
„ Was die Grassen von der Hoya weizen
„ zu Heiden gehabt haben / mit dem Heide
„ seint

ANNO
1512.

Ann^o 1512. ^a fin und aller Gerechtigkeiten / die Marsch
^b vor dem Petereshagen / die Hoffe zu Bü-
terhausen / mit allen Büffern so dieselbe Graf

Item / auf der andern Seiten der Wefer / wo der
Haggenau / in die Wefer gethet / und dann aber der
Wefer / auf den Heiden / Kappellen / soll das Ge-
richt / Dreckert / und Gerechtigkeith / auch bey der
Schliffelburg / und dem Eysitz zu Winden bleiben /
so bald vor den Richtenstol / nach der Eysenmühl /
und den Dri ba auch den Heden / und die Heden
allen vor dem Heide ber / wo der Graben bruehet
den Graben hinauf hinter Wilscher ber / wo die Mü-
seleringer weiben / auf den Bruch nach dem Kleiden /
und nach Aylstoepe / mit den Kleiden / soll auch bey
dem Eysitz bleiben / und dann vor Aylstoepe nach
Haderberg / über das Land-Gumbel ber / und das
Dorff Haderberg mit aller Zugehör und Gerechtig-
keith / auch an der Heiden / was die Gassen daran
gehört haben / sampt dem Hergesessenen Holze / ist
auch dem Eysitz bleiben / und alles was noch mehr
in die Dreeschütter Markt gehet / mit dem grössten
Theile und feist / nicht davon ausgenommen / und
was noch mehr in dieser Schmale liegt / so dem
Eysitz Winden zugehört ist / mit Dörffern / Hö-
fen / rigum leuten / Heubden und allen Zugehö-
ren / Höfzern / Bässern / Wärdchen / Wiesen und
Weiden / dieses alles soll bleiben bey dem Eysitz zu
Winden / mit Gericht / Gerechtigkeith / Dreckert
und aller Zugehör / wie es der Eysitz von der Ho-
gen mag gehabt haben / was er auch vor dem Wogen
der Schliffelburg Gerechtigkeith gehabt / bis nach
Elsper / Landerberg / und das Guden-Geld zu
Helshausen / und ein Hoff dazwischen / und jenes Hoff
zu Eysitz sollen alle bey der Schliffelburg / und
dem Eysitz zu Winden bleiben / samst dem Gue-
ren / Lehnwone / Mogenzwey genannt / mit aller Ge-
rechtikeith / und das Guden-Geld vor der Lehnwone
zu Bruchtopf / soll auch bey dem Eysitz zu Winden
und dem Hause zur Schliffelburg bleiben.

Was auch mehrers das Stifte zu Winden/ und
insonderheit das Capital, und die Personen der
Kirchen daseibst/ an Gütern/ Lebenden/ Hülffen/

eigene Leuten/ Renten/ Zinsen/ und Einkommen haben/ daran soll ihnen kein Abbruch noch Präjudiz zugemutet/ sondern sie/ nach allen ihren Willen in freudigen Gebrauch gnädig gelassen werden.

Was nun, wie vertheilt ist, in dieser Schind begriffen; nichts davon ausgenommen; selb als etlich und zu einigen Zeiten ohne Ansehung obgenannter Hülften; Unserer Erben; Ansehung oder je nachdem von Kaiserregem Vertheilung der Einkünfte; begreift nicht hinein; und was die Gassen von der Heyn in christlich Stift und dieser Schind gebüh haben; nichts ausschreiben; wir es billig Mahnen haben mag; Welche wir hiermit ganz an daffelb Stift zu Wunden vertheilt; und selches der Uns; Unser Erben und Nachkommen in guter weiser Treu; hält; soll und unbedenklich also wohl zu halten gerden und getoben; ein allen Theilhaft; soll vor Gericht; Des zu wider Willkür haben; wir; obgenannter Hülften; der Uns; Kaiser Erben und Nachkommen Unser Inseß; zu Ende dieses Briefes; insinullich bringen lassen. Und gegeben nach der Geburt Christi; Unser Hertzern; ein tausend fünf hundert und zwölf Jahr. Am Tag zu nach Kilian des Heiligen Mathurs.

(L. S.)

(L. S.)

Confirmierter Grenz-Vertrag de Anno 1581.

In Gottes Gnaden / wie Jesus! Herzog zu
 Braunschweig und Lüneburg z. Han fund und
 bekennen hiemit öffentlich / für Uns / Unsere Erben
 und Nachkommen / gegen allermeiniglich / daß Uns
 die Erbverdrösch und Eheverweh / Unsere besondere
 liebe gütliche / Et Dem-Proßel / Dem-Dechant /
 Senior und ganzer Capital des Dem-Erffist Widen-
 der / demüthig fürbracht / und zu erkennen gegeben
 Anno 1522. Freytags nach Kiliani Mar-
 tyris / die Erffst-Weibchen und Terrungen / zwi-
 schen dem Erffst Widen / und Herrschafft Hoya /
 durch die Hochgebornen Fürsten / Herrn Heinrichen
 dem Älteren und Herrn Erchen / Schiedsmen / Her-
 zogen zu Braunschweig und Lüneburg etc. Heßlich.
 Christenlicher Geträchtlich / Unsere geliebte Herren
 Groß-Bairr und Bitter / nach Anweisung ihrer Äld.
 darüber aufgerichteten Brieff und Eingel / so angeht:
 Dem Gottes Gnaden / wie Jhesu! der Ältere / und
 Erffst / Schiedsmen / Herzogen zu Braunschweig
 und Lüneburg z. Han endlich sich / Oben nach der Ge-
 buert Christi Unseres Herrn / 1522. Jahres / am
 Freytags nach Kiliani des Heiligen Valerians / en-
 scheiden und vertragen / darauf auch der Herr Bis-
 schoff und Dem-Capital alle die Seldts / so in dem
 Vertrag begriffen / und dem Erffst Widen erbu-
 endlich zugehört / rüchle Zuth in raderamer pos-
 session gehabt / und noch hiütlich haben setzen / so
 wider es gleichwohl am brane / daß die Graffen zur
 Hoya / nach Unserer Beirren / Bischoffs Irrangen zu
 Widen irdelichen Abgang / und daß Uns irer gelüb-
 der Herr und Bitter nicht Heßlich / und Christlich
 der Geträchtlich sich des Hauses Verdrösch ange-
 massen / inmassen E. L. dasübe auch rüchle Zuth
 inne gehabt / und mit dem Erffst und Dem-Capi-
 tal in Freyheilligkeit gestanden / selche Seldts durch
 Erffst freigesamt mit der Thut entzogen / und ured-
 licher thäten fürbrachten. Weil aber hochwunder-
 et Fürsten zu Braunschweig / obgemelten Vertrag
 Bettrag der sich ihrer liebden Erben / Fürsten zu
 Braunschweig fröhlich zu halten / sich / wie gemein-
 der / verdröschnen / daß wir also der Erbuend Lizens-
 schaff der Graffen zu Hoya / solchen Bettrag für
 Uns und Unsere Erben / wie wir dann irer Erben

ANNO
1512.

tenz Rechtswegen zu thun schuldig/ renoviren/ approbiren/ und confirmiren wollen/ damit/ so die Graffschafft an uns und unsere Erben gelangen würde/ daß wir dann dem Stifft Minden alle und jede Stücke/ die in dem Vertrage begriffen/ nichten widerum erlich einnehmen und jucken/ auch die darinne specificirte Verträge für die ewig bleibende Schnabel/ zwischen dem Stifft Minden und Herrschafft Hoya sein und bleiben sollen.

Wann wir dann aus eruchten Versehen/ gemelter Herrn Väter für rechtmäßig angesehen/ uns auch ehe das Unser üblichen Vor-Etern gegebene Brieffe und Siegel zu hantir schuldig erkennen/ Als haben wir mit guter Wissenschafft verordneten angerichteten Grenz-Vertrag und beschlene Adjudication unserer Vor-Etern für billich und rechtmäßig erachtet/ renoviren/ approbiren und confirmiren derowegen denkligen hienit beständiglich/ obligiren und verpflichten uns darob/ daß wir und unsere Erben/ so bald die Graffschafft Hoya an uns und unsere Erben gelangen/ alle die im gemelten Vertrage specificirte und begriffene Stücke/ Punkte und Articul/ alle ihres Inhaltes/ nichts davon ausbischen/ ewig bey dem Stifft Minden zu bleiben/ dem Bischoff und Capitul zu Minden/ von allen Vertrag/ in ihrer eigentlichs Geweire und Possession/ wollen wiederum einantworten/ überlassen/ und auch die darinn genannte Schnabel/ für ein ewig bleibendes/ Schnabel zwischen dem Stifft Minden und Herrschafft Hoya repuriren/ achten und halten/ doch daß in solchen Verträgen und Erbsachen Geistlichen und Weltlichen besteritten und männiglichem/ außserhalb der Grenzen zu Hoya/ Inhabes beklachten Grenz-Verträge/ an seinen Rechten und Gerechtigkeiten/ wie an ihm selbst billich/ nicht darlich/ darüber das Stifft in irne Wege beschweren/ sondern den Bischöffen und Capitul bey allen und uren Erbsachen/ bey dem Stifft erlich zu bleiben/ Fürstlich/ schaden und vertheligen/ auch unmittelbar den wichtigsten Christen zur Hoya die erntliche Verlegung thun lassen/ daß wegen der Hoya den Central/ das Stifft nach dessen Rathe/ma nicht sollen wider Rechte und Billigkeit beschweret werden/ wir verpflichten uns auch hienit ausdrücklich/ daß wir bey dem seigen Grafen zur Hoya/ die gnädig/ Beforderung thun werden/ daß er dem Bischoff und Dem-Capitul des Stiffts Minden das Ampe und Haus Ertzeberger/ gegen Erlangung des Pfand-Schillinge/ nach Anweisung der Graffen zur Hoya angegebenen Revers Briefen/ weihen möglichenmelter Graff/ selches nur beständige Innreden und relevantibus exceptionibus bey seinem Leben nicht ablehnen würde/ abtreten und einnehmen soll. Da aber möglichenmelter Graff sich in dem weierlich thäre ergeben/ Als leben und versprechen wir für uns und unsere Erben/ daß wir und unsere Erben daran sein wollen/ so bald die Graffschafft Hoya an uns und unsere Erben gelangen würde/ dem Bischoff und Dem-Capitul des Stiffts Minden/ gegen Erlangung des Pfand-Schillinge/ nach Anweisung der Graffen zur Hoya gegebenen Revers-Briefen/ ermeltes Amt und Haus Ertzeberger/ mit aller seiner Gerechtigkeiten und Zubehörungen/ ohne alle Einrede und Verzug gütlich abtreten/ einnehmen/ und das Stifft darinn beschützen und vertheligen/ und dazogen nicht beschweren. Wann dann der lebende zu Schanden im Amt Ertzeberger gelangt/ welcher der Dem-Probst zu Minden Erbgetheig und frey Tath-Guth/ und den Zeiten weisland Er Thomas von Halle Dem-Probst seliger/ wie der zur Newburg gefänglich verstrickt und gehalten/ durch die Graffen zur Hoya der Dem-Probst die facto erneweret und inphert/ und weisland Herrn Wolten Baernschier/ Cangler sel-

ger eingetran/ folgendes den ihm mit seiner Tochter an einem Tostien von Hainberg seligen gelangt sein/ welcher denkligen lebenden die in seinen Erbterbing eingehet/ und genueht haben soll/ an Zoll sich ann also verhalten thut/ so wollen wir nach eingememelter Erkundigung/ die erntliche Verlegung thun/ bey weiergetraden Grafen/ oder selbst die Graffschafft an uns und unsere Erben/ welches alles in dem Willen des Allmächtigen steht/ sollen thun/ daß beiderley lebende zu Schanden der Dem-Probst hinwider ausreisplich soll gefolgt/ restituirer und eingetran werden/ darob wir eisdann auch die Dem-Probsts gnädiglich wollen schätzen und handhaben/ Alsdann auch erneweltes Dem-Capitul und andere des Stiffts Erlände/ Geistlich und Weltlich/ unter den Hochgernehen Fürsten/ Herrn Erben/ Fürstgen zu Braunschweig und Lüneburg ic. Unsern fremdlichen lieben Vatern/ Brüdern/ und Verwandten/ allerhand Gefälle/ Inste/ Erbsachen/ Einkommen/ auch eischer Pfaffen und Vicarien/ aus confensendi haben/ weihen uns rich unsere Vatern Theil des landes Braunschweig/ an uns oder unsere Erben sollen und remanir wurde/ came wie den lieben Göt wollen lassen/ als werden und geloben wir für uns und unsere Erben/ daß wir oder unsere Erben darinn das Dem-Capitul/ Stiffts-Erlände und Verwandten nicht weihen eischer beschweren/ sondern ihn das ihre unbedinget folgen/ haben/ nagen/ und gebrauchen lassen/ Inzalt beidermelter unserer geliebten Vatern freierlicher Weierüberweisung unterm darto Hainzschier/ den 22. Martii Anno 1572. Wir haben auch mit weiermelter Dem-Capitul dahin geboten/ und die Verordnungen getroffen/ da nach Willen des Allmächtigen/ das Stifft Minden/ per viam obitus, vel resignationis, vel ob aliam justam causam vacare wird/ den Hochwürdegen/ Hochgernehen Fürsten/ Herrn Heinrich Talsen/ Bischoff zu Hainzshade/ Ertrigen zu Braunschweig und Lüneburg ic. Unsern fremdlichen lieben Erben und Verwandten/ zu einem Bischoffen zu postuliren versprechen/ wann sie dann derowegen auf eine gewöhnliche abgehandelte Capitationen unter ihrem Inzalt eine fräftig Expectativam gegeben/ daß wir gegen Sie in allen Erbsachen zu ertragen gemein/ Als leben und versprechen Wir hienit/ daß Wir daran sein wollen/ daß hochwürdeger Fürst/ unser geliebter Sohn/ alle dazseige/ was Er. Lie. derowegen sich gegen ermelten Herrn den Dem-Capitul und Stifft Minden/ Inzalt solcher Capitationen verzeichnen und veredert/ selches alles und jedes besonders stit/ soll und unterbrechen soll haben und verfolgen/ alle Vefehere ausgeschlesien. Wir noch unsere Erben sollen noch wollen und/ wann Hochgerachter unser lieber Sohn/ das Göt gnädiglich lange verleben wolle/ Lebes abgient/ uns noch eadern zu thun schätzen/ sondern Wir und unsere Erben sollen und wollen dann als jege und jege als dann diegemelte Dem-Capitul/ Erlände/ Erlände und Hantirhanen des Stiffts Minden/ bey allen ihren Rechten/ Fürstlich/ schaden und vertheligen/ nach aller unser Macht/ Wege sich auch/ daß diegemelte Dem-Capitul/ ihre Diener und Verwandten/ dieser uns und unsern Erben geschewen Verpöschung der stürkenden postulation, ring Herr/Graff oder Stand/ wider Recht und Billigkeit würde beschweren/ solche Verpöschung wollen wir/ wann die uns zu erkennen geben/ ohne ihren Schaden/ so viel möglich und an uns/ abstraten/ und sie und die ihren für unrechtmäßiger Gewalt vertheligen/ schätzen und handhaben/ wann wir ihnen und dem klölichen Stifft Minden den alten Erbsachen unser hochwürdeger

ANNO
1512.

ANNO
1512.

den seligen Ver-Eitern / ihrem Suchen nach / in
Gnaden und fur ihns und ihnsere Erben hiermit auch
renewiren thun.

Weshelb alles Wir hochgedachter Hertz fur Uns
ihnsere Erben und Nachkommen / also hirt / vest und
unverbrechen / in guten Tremen und Glauben / bey
ihnsere Juerlichen Ehren / etne alle Exception,
gereden und geloben ja halten / des ja hirt und haben
vor diesen Brief / mit eigenen Henden unterzeichnet
und mit ihnsere eingetragenen Juerlichen In-
sigel besigelt lassen / der gegeben ist Heumich-
Eichte den ihnsere Befagter / am 9. Januarii, im
Jahre nach Christi ihnsere Herten und Erbtigman-
chers Geburt / ein tausend sinff hundert yers und
achtzig.

JULIUS.

L. S.

LXIX.

17. Juill. *Traité d'Alliance & de Confédération entre LOUIS
XII. Roi de France, & JEAN & CATHE-
RINE, Roi & Reine de Navarre.* Par lequel ils
se promettent reciproquement de se secourir mutuel-
lement contre leurs Ennemis, & de ne leur donner
point de passage sur leurs Terras. Le Roi de Na-
varre promet de plus de déclarer la Guerre à l'An-
glois, qui s'estoit déclaré à la France. A Blois
le 17. Juill. 1512. & ratifié par le Roi de Na-
varre audit Blois le 7. Septembre suivant, & par
la Reine à Orléans, le 8. Aût 1513. [F. A. B. E. R. I. C. L. E. O. N. A. R. D., Tom. II. pag. 87.]

J E A N, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Duc
de Nemours, de Gandie, de Montblanc, & de Pe-
naguel, Comte de Foix, Seigneur de Beaur, Comte de
Fendicourt, de Perigord, de Bigorre, & de Ribagorce,
Vicomte de Cabelion, de Limoges, Marquis, Tursin,
Gavardan, & Neboulain, Seigneur de la Cité de Balaguer,
& Pair de France: A tous ceux qui ces presen-
tes Lettres verront, salut, savoir faisons, que comme
dés le dix-septiesme Jour de Juilliet mil. v. cent. & les tres-
Cherrien Roi Louis XII. de ce nom, d'une part; &
nos amies & feuxs Etienne, Blaud d'Albret, nostre pre-
mier Chambellan, Baron & Seigneur de Miossens; A-
lexandre de Saint-Gelais, Seigneur de Lanais, & de
Cornefont, aussi nostre Chambellan; Maistre Pierre Ra-
mond du Perier, & Pierre de Biachs, nos Conseillers,
les uns nos Ambassadeurs, Procureurs, & ainsy ex-
presse charge à ee faite au nom de nous, & de nostre
chers chere Compagne la Reine de Navarre, d'autre part,
certaines Alliances & Confédérations aient été traitées,
conclues, & palées, & sur ce octroyées Lettres Pa-
teutes par ledit Seigneur, & nosdits Ambassadeurs res-
pectivement. Desquelles Lettres octroyées audit Sei-
gneur par nosdits Ambassadeurs la teneur s'en suit.

N O U S Etienne, Blaud d'Albret, Baron de Mios-
sens, premier Chambellan; Alexandre de Saint-
Gelais, Seigneur de Lanais, aussi Chambellan; Pier-
re Ramond du Perier, Juge d'Appel de Bigorre; &
Pierre de Biachs, Conseillers, Ambassadeurs, & Pro-
cureurs speciaux de tres-hauts & tres-excellens Princes
les Roi & Reine de Navarre: A tous ceux qui ces presen-
tes verront, savoir faisons, que comme lesdits Roi
& Reine de Navarre, nos Seigneurs & Maîtres desirant
faire service & plaisir au tres-Cherrien Roi de France,
& de être ses bons amis & allies, ainsi que ont été leurs
Predecesseurs; & aussi volent les grandes entrecrois-
ses, qui se font pour endormir ledit Roi tres-Cherrien,
& son Royaume, affectans y avoir de leur pouvoir
tant pour la proximité du sang qu'ils lui ontient, que
pour l'amour qu'ils ont toujours porté & portent audit
Seigneur, & son Royaume, nous aient envoies devers
ledit Seigneur, avec puissance suffisante pour traiter &
accorder aucune bonne Alliance, afin que dorénavant

TOM. IV. PART. I.

puissent mieux vivre en Paix & Union, & lui secourir
l'un à l'autre. Ayantdonc en tantcours cederée chere-
ge & puissance, de laquelle la teneur s'en suit.

ANNO
1512.

J E A N & CATHERINE, par la grace de Dieu Roi
& Reine de Navarre, Ducs de Nemours, de Gan-
die, de Montblanc, & de Penaguel, Comtes de Foix,
Seigneurs de Beaur, Comtes de Bigorre, de Perigord
& de Ribagorce, Vicomtes de Cabelion, de Limoges,
Marquis, Tursin, Gavardan, & Neboulain, Seigneurs
de la Cité de Balaguer, & Pairs de France: A tous
ceux qui ces presen-tes Lettres verront, salut & direc-
tion, savoir faisons, que comme ainsi soit, que volent
suivre les faits des Rois de ce nostre Royaume nos Pre-
decesseurs, qui de tout tems furent & ont été en bonne
Paix, Amié, Union, & Concorde avec les tres-Cher-
rien Roi de France & leur Royaume: Et nous desirant
faire le semblable, avons par ci-devant traité, & fait
pourfuite à tout nostre pouvoir, d'avoir la même
alliance avec le tres-Cherrien Roi à présent regnant,
pour la bonne volonté & affection que de ce avons, af-
fectant plus icelle que nulle autre chose, laquelle nous
avons jusques ici n'a eu lieu de s'establir, obtant
les plus procé, & différends, que avec nous avoit
Monseigneur son Nereu nostre Cousin, que Dieu absolve;
lequel pour être personne tant conquisse dudit tres-Cher-
rien Roi, l'avait de nous par recommandé; & puis la
volonté de nostre Seigneur a été ordonner de lui, dedit
de son décès & trépas nous feroient, comme la raison
veut, pour être si prochain parent dudit tres-Cherrien
Roi & nostre; & comme eust qui mieux eût aimé,
vultu, & dedit quelque moien d'être venus à bon ap-
pointement, ainsi que plusieurs fois l'avons rêlé, à ce
que ledit Seigneur eût de tout reçu service; mais la
concorde du dicité n'a pu jusques à présent prendre
fin, ni conclusion. Nous desirant de notre part, tant
pour la succession de nos Maïsons, Royaume, & Sei-
gneuries de Beaur, que pour l'obligation & devoir en
quelques sommes envers ledit tres-Cherrien Roi, pour rai-
son de ce que tenons nous si Jurisdiction comme Roi,
& de ce nostre Souverain Seigneur, mette tant que
à nous est nostre Esat & Maïson en son honneur & ser-
vice, esperant puis l'occasion eût expiée par le décès
dudit Monseigneur son Nereu, le plus dudit Seigneur se-
ra de nous recevoir & mater comme nostre volonté le
requiert & merite. Parquoy gardant & conservant la
Paix, Union, & Concorde, qui de tousjours, comme
dit est, a été, & est entre ledit tres-Cherrien Roi,
ses Predecesseurs, & son Royaume, nous aussi, les
notres, nostre Royaume, & Seigneurie de Beaur, & Sei-
gneurie de Lanais, que lui devons pour les autres Ter-
res, & Seigneuries, que tenons nous tous si Juris-
diction comme Roi, & d'icelles nous eussions Seigneur, &
au dementant non convenant à notre préférence,
autorité Royale, & dité Seigneurie de Beaur. Et afin
que de nouveau se puisse prendre & aller plus grand
amout, & feuerié, faire & confirmer quelque bonne
Amié, Alliance, Confédération, & Accord, pour évi-
ter & ôter toutes imitations & mauvaises pensées à
chacun des Parties, avons délibéré & accordé, delibé-
ré & accordés d'envoyer vers lui haultes nos Am-
bassadeurs, Procureurs, & Messagers; & pour exécuter
notredite deliberation, & voies croisant à plein des sus-
sistance, loiauté, prebominie, & bonne diligence de
vous nos amies & feuxs Etienne, Blaud d'Albret, Ba-
ron de Miossens, nostre premier Chambellan; Alexan-
dre de Saint-Gelais, Seigneur de Lanais, & de Corne-
font, aussi nostre Chambellan; Maistre Pierre Ra-
mond du Perier, Juge d'Appel de nostre Cité de Bigorre;
& Pierre de Biachs, Licencié es Loix, nos Con-
seillers, qui êtes personnes feibles, & qui en besoignant
& negociant es choses desdites, travaillent & pro-
mettent ce que à votre honneur, préférence, & au-
torité garder appartient; & paciellement au dementant;
à ce que devons & sommes en obligation, & le bien
notre, & de nos Sujets, Royaume, Terras, & Sei-
gneuries, de notre certaine science, propre mouvement,
& autorité Royale, en la meilleure forme & maniere,
que de droit & de fait pouvons & devons, à vous autres
nos dedités Etienne, le Garde d'Albret, Alexandre
de Saint-Gelais, nosdits Chambellains, Maistre Pierre
Ramond du Perier, & Pierre de Biachs, nos Con-
seillers, à vous ensemble, ou les trois de vous, y la re-
cevoir de ces presen-tes avoir pourvus & nommés;
et nous, & institutions nos Ambassadeurs, Pro-
cureurs, & Messagers généraux & speciaux, en telle
maniere que la généralité ne déroge à la spécialité, ni
au contraire; c'est à savoir, que avec toutes choses

T. 2.

1008

ANNO
1512.

vous autres ensemble, on les trois de vous, vous aies de respectuer pourceur la Majesté dudit T. C. Roi de France, & de notre part lui présenter les offres toute obéissance & foy en ce que devons & sommes tenus, & de suppler de notre état, Amisté, Alliance, & Confédération, en les suppliant & priant nous vouloir recevoir, & de sa part répondre à cette notre bonne & entière volonté, en acceptant ce notre devoir de prière, & correspondre par œuvre, ainsi que notre foye intention & affection le merite. Et afin que sur ce avec ledit Majesté, ou les personnes, ou personnes, qui pour négocier avec vous seront députés, aient suffisant pouvoir & semblable à celui-ci, ou autre à s'eslire, vous autres nos Ambassadeurs, Procureurs, & Messagers, ou les trois de vous, puissiez sans préjudice de notre autorité Royale, & de Segnerie de Bern, ne contrevenant à l'obligation de fidélité que devons audit tres-Christien Roi, comme dit est, mettre à effet pour confirmation & augmentation de Paix, Union, Amisté, & Confédération, qui dès à présent est, pour plus grande corroboracion, approbacion, & certainement des volontés & contentements des amis & différends passés, & soient pour l'avenir. Si le plaisir dudit Seigneur est, de vous faire tant de graces d'entendre au Mariage de Madame Renée, & de Don Henri, Prince de Navarre notre Fils & héritier, donnant, offrant, & faisant toutes & chacune les seuretes, promesses, Capitulations, & obligations en semblable cas nécessaires & accoustumées, demandant aussi, pensant & acceptant les pucelles seuretes dudit Seigneur, tant au fait dudit Mariage, comme semblablement audit Amisté, Alliance, Confédération, Union, & Concurrence; vous donnant pouvoir, autorité, & mandement spécial, que sur toutes & chacune des choses dessusdites pussiez capotier, odier, affirmer, promettre, accepter, & conclure tout ce que verrez quelconque fera, pour seureté & firmement de ce que dessus, encore que les cas fussent de telle condition, que de leur nature requerront plus grande consulte & deliberacion de ce qui en la présente Procure & Poursuoir va expressément inféré; & néanmoins de jurer tout ce que auez promis, conclu, affirmé, & exécuté, pour & au nom de nous, de le tenir, observer, & garder, & pareillement de prendre & recevoir le même serment, ou semblable, donnant aussi, & octroyant & concedant à vous autres ledits nos Procureurs, Ambassadeurs, & Messagers, à tous jointement, ou aux trois de vous, à cause des choses dessusdites, leurs circonlocutions, & dépendances en general & particulier, tout notre pouvoir & puissance par cesdites présentes. Par lesquelles promissions en notre foi & parole Royale, que pour le présent, & à tout temps à venir auez pour ferme, stable, & agreable tout ce que par vous, ou les trois de vous, sera fait, promis, juré, accepté, affirmé, procuré, approuvé, exécuté & conclu sur ladite Paix, Union, Amisté, & Confédération, & aussi audit Traité de Mariage, & toutes autres choses dessusdites, lesdites circonstances, appendances, & dépendances, selon que par vous autres sera fait, promis, offert, affirmé, conclu, juré, & accordé, sans jamais faire chose, ni venir au contraire; & ce sous obligation & hipotecque de tous & chacun nos biens, meubles, immeubles, présents & à venir, nous soumettant à toutes autres obligations & fournitures, à ce & en tel cas requises & accoustumées. Et pour plus grande seureté & approbacion d'icelles, avons mandé faire les présentes lettres de nos mains, & scellées du Roi de nos armes. Donné en notre Cité de Toulle le septieme jour de Mai, l'an de grace 1512. *Ami Signé*, JEAN, CATHERINE. Par Commandement du Roi & de la Reine, J. D'ESTURGEON.

AVONS traité, conclu & accordé Paix, Union, Amisté, Alliance avec ledit tres-Christien Roi, en la forme & maniere qui s'ensuit.

Et premierement, que bonne, saine, vraie, & loiale Paix, Union, Amisté, Confédération, & Alliance perpétuelle, sera & est faite, conclue & accordée entre ledit tres-Christien Roi, & nosdits Ambassadeurs & Procureurs dudit Roi & Reine de Navarre au nom que dessus, pour le Roi tres-Christien, ses enfants mâles & femelles, nés & à naître, ses Successeurs, Rois, Duches, & Seigneuries, qui lui competent & appartiennent, Paix & Seigneurs perpétuellement & à toujours d'une part; Et ledit Roi & Reine de Navarre nosdits Seigneurs & Maîtres, leurs enfants mâles & femelles, nés & à naître, leurs Rois, Duches, & Seigneuries & Sujets d'autre part; tellement qu'ils fassent

amis des amis, & ennemis des ennemis l'un de l'autre; & ne pourront ledit Roi tres-Christien, ni ledits Roi & Reine de Navarre, leurs Hoirs & Successeurs, pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit, & puisse être, donner aide, secours, faveur, ou assistance aux ennemis dudit Roi & Reine de Navarre, ni eux aux siens, ni jamais faire Guerre par eux ni par Interposées personnes, directement ou indirectement, audit Rois, Duches, & autres Paix, Terres & Seigneuries quelconques audit Roi tres-Christien, & audit Roi & Reine de Navarre, leurs Hoirs & Successeurs, appartenans; mais ledit Roi tres-Christien, sesdits Hoirs & Successeurs, soient tenus & obligés d'aider & secourir de tout leur pouvoir ledit Roi & Reine de Navarre nos Seigneurs & Maîtres, & leurs Hoirs & Successeurs, eues, tous & contre tous, de quelque amitié, préférence, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la seureté, garde, défense, & tutelle dudit Rois, Duches, & autres Paix, Terres & Seigneuries qui leur competent, & peuvent appartenir, & à leursdits enfants mâles & femelles. Et pareillement ledit Roi & Reine de Navarre, nosdits Seigneurs & Maîtres, leurs Hoirs & Successeurs, soient tenus & obligés de faire le semblable audit Roi tres-Christien, sesdits Hoirs & Successeurs, & leur aider & secourir de tout leur pouvoir eues & contre tous, de quelque état, amitié, préférence, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la seureté, tutelle, garde & défense de sondit Rois, Duches, & autres de la Monts, & à lui appartenant, & de qui lui peuvent appartenir & appartenir, & à sesdits enfants mâles & femelles. Et davantage, si ledit Roi tres-Christien aroit à négocier pour quelque fin affaire des gens & Sujets dudit Roi & Reine de Navarre, nos Seigneurs & Maîtres, ils seront tenus lui bailler & envoyer, en tel nombre qu'il lui faudra demander & requérir à son déport.

Item. Et si aucuns Princes, ou Princes étrangers, quel qu'il soit, (1) vouloit passer par ledits Rois, Duches, & autres Paix, Terres, & Seigneuries dudit tres-Christien Roi, pour aller faire Guerre contre ledits Roi & Reine de Navarre, nosdits Seigneurs & Maîtres, en ledits Rois, Duches, & Seigneuries, ledit Roi tres-Christien ne leur donnera passage, mais y ouvrira de tout son pouvoir. Et s'il avenoit, que faire ne le pût, il en invieria ledits Roi & Reine de Navarre, & les requerra qu'ils lui envoient gens d'Armes, avec autre aide, pour résister aux ennemis, & éviter qu'ils ne passent par sesdits Paix, Terres, & Seigneuries. Et semblablement ledits Roi & Reine de Navarre, nosdits Seigneurs & Maîtres, seront tenus & obligés de donner aucun passage à aucun Prince, ou Princes étrangers, & qui voudroient passer par ledits Rois, Duches, & autres Paix, Terres, & Seigneuries, pour venir faire la Guerre contre ledit tres-Christien Roi, en sesdits Rois, Duches, & autres Paix, Terres, & Seigneuries quelconques, mais l'empêcheront de tout leur pouvoir. Et s'ils n'avoient pouvoir de résister, ils en avertiront le tres-Christien Roi, pour après leur aider de ses Gens d'Armes, & autre aide, en maniere qu'ils ne passent par leursdits Rois, Duches, & autres Paix, Terres, & Seigneuries quelconques.

Item. Et si est traité & accordé, que tous les Sujets de quelque état ou qualité qu'ils soient, du Roi tres-Christien, & dudit Roi & Reine de Navarre, nos Seigneurs & Maîtres, pouront durement aller, frequenter, séjourner & demeurer, marchander ou autrement, ainsi que bon leur semblera, par Terre, Mer, & Eau douce, & Paix & obéissance l'un de l'autre, seurement & librement, sans qu'on leur puisse mettre ou donner aucun empêchement, & empêchement en leurs Personnes, Marchandises, & biens quelconques; en paient toutefois les droits & devoirs dits & accoustumés.

Item. Et est pareillement traité & accordé, que en cette présente Paix, Union, & Alliance, soit & seront les Allies & Confédérés du Roi tres-Christien, & du Roi

(1) En vertu de son Article le Roi de Navarre étoit obligé au Roi Catholique de lui fournir, & de lui prêter que ce prince ne pût, sans son consentement, le Navarre, que l'Espagne a toujours possédée depuis. Il se trouve à son Article, que le Roi de Navarre étoit l'ancien d'Espagne, pour qu'il eût été à Louis XII, que le Pape Jules II. eût reconnu. Le pape des Chrétiens d'Espagne de plusieurs années complètes, que l'on voit en la fin de l'ouvrage de ce Roi Catholique au sujet de l'année de l'année, & en la même année même l'Espagne et la France, & pendant ce temps. *Expos. T. 1. p. 145*

ANNO
1512.

ANNO
1512.

Roi & Reine de Navarre, lesquels se pourront nommer dans trois mois, & par Lettres Patentes signer l'un à l'autre.

Item. A été & est aussi traité & accordé, que dorénavant le Roi Tres-Christien, & les Roi & Reine de Navarre, & leurs Hoirs & Successeurs, seront tenus & obligés nommer & comprendre les uns les autres respectivement d'Amis, d'Amiés, & d'Alliances, qu'ils traiteront ci-après avec quelque Prince ou Potentat que ce soit.

Item. Et pour ce que les (1) Anglois, anciens ennemis du Royaume & Couronne de France, font descendus vers Fontenayle, en intention d'invalider ledit Royaume, & faire audir Seigneurie toute la Guerre & domage qu'ils pourront, le Roi & Reine de Navarre, nosdits Seigneurs & Maîtres, seront tenus, incontinent la Publication faite de ladite Alliance & Amitié, eux déclarer ouvertement contre ledits Anglois, & autres ennemis dudit Seigneur, qui seront en leur compagnie, & leur faire toute la meilleure & plus forte Guerre que faire pourront.

Item. Et seront tenus en outre ledits Roi & Reine de Navarre, approuver, paifer, & jurer ceste présente Alliance, & Amitié, pour eux, leurs Hoirs, & Successeurs, & d'icelle bailler ou envoyer au Roi Tres-Christien leurs Lettres de Ratification, signées de leurs mains, & scellées de leurs Sceaux, en bonne & ample forme, dedans un mois prochain venant.

Item. Et pour ce par ci-devant a été faite Alliance par ledits Roi & Reine de Navarre, avec le Roi d'Aragon, & la Reine Isabelle, Reine de Castille, la Femme; par laquelle Alliance fut dit & accordé, que si aucuns étrangers voulaient passer par le Royaume de Navarre, & autres leurs Païs, pour aller faire la Guerre contre ledits Roi & Reine de Castille & d'Espagne, ledits Roi & Reine de Navarre ne leur donneront passage. Et aussi ne permettront que ledits Roi & Reine de Castille, ou autres étrangers, puissent par ledit Royaume de Navarre, & autres leurs Terres, Païs, & Seigneuries, pour faire la Guerre en France, a été & est convenu & traité, que ledit Arrêt, en la forme qu'il est déclaré ci-dessus, demeurera en la force & vertu, & le pourront observer, entretenir, & garder ledits Roi & Reine de Navarre.

Toutes & chacune lesquelles choses dessusdites en la forme & manière qu'elles sont ci-dessus écrites, traitées, & accordées, nous susdits Ambassadeurs, en vertu de ladite puissance sur ce à nous donnée, pour & au nom desdits Roi & Reine de Navarre, nos Seigneurs & Maîtres, leurs enfans, milles, & femmes, nous & à nous, Hoirs & Successeurs, avons promis & juré, promettre & jurons sur le fait de la sainte vraie Croix, & les Saints Evangiles de Dieu, pour ce exactement par nous rocher, entretenir, garder, & observer exactement de point en point selon leur forme & teneur, sans venir ni souffrir venir au contraire, en quelque manière, ni pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit. Et à ce nous avons obligé & obligeront par cédites présentes, nous & chacune les biens, meubles & immeubles, présents & à venir quelconques desdits Roi & Reine de Navarre, nos Seigneurs & Maîtres.

Pour ce est-il que nous aujourd'hui étant en la présence dudit Roi Tres-Christien, dedans sa Chambre à Blois, présents & assistants illec les Cardinaux d'Albret & de Prins, Monsieur d'Albret, notre Frère, l'Evêque de Paris, le Sieur du Bouchage, le Tresorier Robert, & autres: Après que les susdites Alliances nous ont été montées, & lues, icelles, & toutes & chacune choses en elles contenues, en la forme & manière qu'elles sont traitées & accordées, & ci-dessus écrites, nous, pour nous, nos enfans, milles, & femmes, nous & à nous, Hoirs & Successeurs, avons été pour agréables, ratifiés, & approuvés, ratifions, & approuvons par ces présentes; & aussi avons promis & juré, promettre & jurons sur le fait de la vraie Croix, & Saints Evangiles de Dieu, par nous manuellement rocher, en parole de Roi, & sur notre honneur, tenir, garder, & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans venir ni souffrir venir au contraire, en quelque manière, ni pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit; & à ce nous avons obligé & obligeront, par cédites présentes, tous nos biens, meubles & immeubles, présents & à venir quelconques.

(1) Ils attendaient avec leur Père le Roi Catholique, qui leur avait promis de les conduire; mais comme leur voyage fut retardé, ils se séparèrent de leur Père, & les Rois le long temps retardés, qu'ils virent accompagnés de dix-huit ans.

En témoin de ce nous avons ordonné ces présentes Lettres, signées de notre main, & de icelles au même lieu & lieu. Donné à Blois, le dixième jour du mois de Septembre, l'an 1512. Signé, JEAN, Roi de France, par commandement du Roi de Navarre, D. L. A. Jus. Et ratifié par la Reine Catherine à Orléans le 5. Août 1513.

Le Copie de ces Lettres est de 1512, mais dans le titre de la Piece il y a 1513, qui, selon nous les apparences, est la véritable Date. [D. H.]

LXX.

MAXIMILIAN I. Imperatoris Augusti Mandatum de abolendis Altit & Decretis Conciliorum Turonensis, Anno 1510. Et Pifoni Anno 1511. contra JULIUM II. Papam celebratum. Datum Colmar in Comitibus Imperialis die 1. Sept. 1512. Cum Subdilecta Letta per Curiam Episcopum in Sessione III. Concilii Lateranensis XVII. Occasionis. [G. O. L. D. A. S. I.] Constitutiones Imperiales. Tom. III. pag. 484.]

1. Sept.

MAXIMILIANUS, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Croatiae, &c. Rex: Archidux Austriae: Dux Burgundiae, Brabantiae, &c. Comes Palatinum Rheni, &c. Recognoscimus & tenore praesentium decernimus ac volumus universis, cum Imperialis auctoritas nos destinamus la Italian & ad Urbem, Venerabilem Martinum Episcopum Generalium, Primum, Conciliarium & Locumtenentem nostrum Generalium in Italia, devotum ac dilectum, pro quibusdam rebus nobis ibi faciendis: idcirco nos de ejus discretione, inquisio acque tenem generalium perita plurimum confisi, motu proprio, & ex certa scientia, ac animo deliberato fecimus, constituimus, creavimus, & ordinavimus ac tenore praesentium facimus, constituimus, creavimus & solenniter ordinamus praesentem Generalium Primum & Locumtenentem nostrum, Procuratorem, Adorem ac Negotiorum nostrorum gestorem specialem, omni meliori modo, via, jure, forma & ordine, quibus melius & validius de jure possumus & debemus, ad comparandum pro nobis & nomine nostro in Synodo seu Concilio Lateranensi superius per Sanctissimum in Christo Patrem & Dominum, Dominum Julium II. Sacrosanctae Romanae ac universalis Ecclesiae Summum Pontificem, Dominum nostrum Sanctissimum, de confensu Sacri Reverendissimum Dominorum Cardinalium Collegii indelicti & denunciato, & illud approbandum & prosequendum, & si & in quantum opus fuerit, illud ad alium locum & ad aliud tempus transfundendum, etiam si non tollendum & extinguendum, necnon revocandum, annullandum, & revocandum, & penitus decedendum omnia & singula ea, quae per Ecclesiam Gallicanam in Civitate Turonis eodem Anno superiori fuerunt acta, conclusa & deliberata: & similiter ad revocandum omnia & singula Mandata & Procuratoria, si qua à vobis emauerunt, pro Indictione Concilii Pifani, quod nomen Cardinales tunc indixerunt, & aliam Concilium Pifanum penitus tollendum & extinguendum. Dantes & concedentes eidem Curiae Praefati Locumtenenti & Procuratori nostro plenum & amplum Potestatem gerendi & exerceandi omnia & singula in praemissis, & circa ea necessaria & opportuna, jura desiderantem suam, propter magis videlicet expedire, necnon ad faciendum omnia & singula, quae veras & legitimas & indubitatas Procurator, liberam & generaliter facultatem habere, circa praemissa facere possit, & quae necesse fuerint potestatem, si praemissa personaliter interfuerint, etiam talia forent quae Mandatum exigent magis specialia: potentes dictum Procuratorem nostrum, quoad praemissa, nos in loco nostro. Infuper promittimus in verbo nostro Cessare, & sub bona fide nostra, nos gram & raum habere, quicquid per praesentem Principem Locumtenentem & Procuratorem nostrum, in praemissis & circa ea cum omnibus suis dependentibus, emergentibus & connextis, actum, dictum, transactum, concordatum si quae conclusum fuerit, & ulla usquam tempore contravenire duceat vel indirecte, aut quovis inquitto eodem vel causa, de jure vel de facto, etiam de jure proferamus. Supplices precamur omnes & singulos defensores tunc Juri quum facti, cui in praemissa aliquo mo-

ANNO
1512.

do posuerunt evenire. Promitteretur quoque, ut si forte Mandatum illud ad aliquam per supradictum Procuratorem nostrum tractanda & concludenda subiciatur non fieri, quod nos omnia & singula huiusmodi tractata, & per supradictum Procuratorem nostrum sic conclusa, rata, grata, & firma habebimus & observabimus, hanc Testimonio Literarum, sigilli nostri apostolice subroboratum. Datum in Civitate nostra Imperialis Constantinie, die prima mensis Septembris. Anno Domini MDXII. Regnorum nostrorum Romani XXVII. Hungarici vero XXIII.

Per Regem.

Ad Mandatum Caesaris Majestatis propriam.

Schedula lesse per Curcensem Episcopum in Sessione 111. Concilii Lateranensis XVII. Octonemica vel universalis.

EG regere debet Mandati Caesaris Majestatis, Clementissimi & Invictissimi Principis, ad abolendum omne Schisma, quod in Ecclesia Dei oritur potest, & etiam pro executione Capitulum conciliorum eorum Sanctissimo Domino nullo, revocato quodcumque Mandatum qualitercumque concessum Concilio Pisano, & Procuratorum quorumcumque, qui in dicto Concilio interfuerunt, & omnia alia & agenda per illud Conciliabulum; que declaro irrita & nulla nomine prefatus Caesaris Majestatis, & adhuc Sacro & Canonico Lateranensi Concilio, Ecclesiarum universalem representant, rite & legitime congregato. Declaro etiam Majestatem Caesaris nunquam dedisse Mandatum ad prefatum Conciliabulum.

LXXI.

1. Octob. Vertrag zwischen Herzog HEINRICHEN dem Älteren und Herzog ERICHEN zu Braunschweig an einem; und Herzog HEINRICHEN dem Jüngeren zu Lüneburg aus andern Theil/ worinn beider jenen sein Antheil am Land Göttingen / gegen andere Orte und Gerechtigkeiten im Lüneburgischen cedirt. Was den Vertrag nach Michaelis 1512. HORTLEDERER. Ursachen des Teutischen Kriegs. Tom I. Lib IV. pag 1155. JUNIO, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Theil. IV. Absq. IV. Num. XIX. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Transactio entre HENRI le vieux, & ERIC Duc de Brunswick-Lunebourg d'une part, & HENRI le jeune aussi Duc de Brunswick-Lunebourg d'autre part, par laquelle ce dernier cede aux premiers sa portion de Territoire de Göttingen, pour l'autre Pais & Droits dans celui de Lünebourg. A Minden le Vendredi après la St. Michel, Anno 1512.

Was Wilt Gnadent/ wir Hinrich de eldter/ Hinrich/ Herzogen Otten seliger Sohne und Erich/ Schwedens auß Wedder/ Herzogen tho Brunschweig und Lüneburg/ bekennen openbar in und mit diesem Brieve/ wir Uns und alle Uns Erben/ dat wir Uns umme dat Land tho Göttingen / sine teilebringet/ und andere Eide und Cede herne beschreiben/ efflickten verdragen hebben / so / dat wir Hertoge Hinrich/ seligen Herzogen Otten Sone/ alle Uns Ansprecht und Gerechtigkeith/ des Landes to Göttingen/ an Eiden/ Eiden/ Flecken/ Dreyen/ Gerichten/ Obden/ Clostern/ Liden/ Liden/ Heiten/ Velden/ Wiltwonen / Gerichten/ Obden/ Geistlichen und Irweltlichen Leuten / Burghwerden / und allen Overachtent/ untingen und teilebringent efflickten verdragen hebben / und dehn so dane efflickte Verdrage gegenwärtigk sein und mit Krafft des ses Brieve / den genannten Unsern Vordern Hertoge Hinrich den Eldtern/ und Hertoge Erich/ und eider Irte Erben efflickten teilebringent / mit alle so

danen Heilicheiden An- und Teilebringent/ so wandages Hertoge Erich und Otto sin Sone / darneget Hertoge Otto des Irten Hertogen Otten Sone / to und mit demselben Lande tho Göttingen gehat/ unde geseult hebben/ verdragen und unversien.

Uns darne nicht bedelich / ed nicht unbedelichent/ dane allere de achtten prebende in der Kercken Sante Blasii tho Brunschweig de schellen Uns se Vordern tem einra / und wir Hertoge Hinrich Herrn Otten Sone / und Unsir Irte Erben den des Landes to Göttingen wegen / ein und de autera verdragen / also wir suß lange gedan hebben / dato becheide wir Hertoge Hinrich Herzogen Otten seliger Sone / der Uns und Unsir Erben / dat Ole Juni/ und andere Geistliche und Weltliche Leute / de von der Herscheip to Eversum bekennenet / wat der im Lande to Göttingen gägen / allere teilebringent / sin matten Unsir eldtern teiden gedan / dartho verdrage wir delgemelte Hertoge Hinrich/ Herrn Otten Sone/ alle Overachtent und Haltinge / de Unsir Eldtern jun der Erffchingen twisfen Unsir Vordern und Uns/ an der Stadt to Hammeve to gefallen / mit aller Gerechtigkeith / to den genannten Unser Vordern und Irte Erben Handen / efflickten teilebringent / unde den der verdracht/ Uns darne egh matten vorderebben / dane allere de Freiheit / de Unsir Unsir Sone/ Unses Landes lumbrecht von elden herfouwenet / daten und binnen der Stadt Hammeve / to Irte jun / unde urwanderinge gehat / der wir ohne nicht teilebringent hebben.

Teiden seliche verdrage des Landes to Göttingen und Hammeve/ hebben wir Hinrich de Eldter / und Erich/ Eckerde / vor Uns Unsir Erben efflickten verdragen / und verdragen gegenwärtigk / sin Krafft dieses Brieve / de Olete Weenerien / den Campe / de Unen der dem Welde / de Overacht / Haltinge / Tollen und Renten an der Stadt Lüneburg / mit aller Freiheit und Gerechtigkeith / de Tollen to Sigacker und Schmalenberch / und alle verdrachten Eiden/ Gerichte / Stad und Tellen/ Irtebringen / Gerechtigkeiten / Gerichten/ Heiten/ Velden/ Wiltwonen / Burghwerden/ Geistlichen und Irweltlichen Leuten / und allen Overachtent de Uns darne jun der Verdrache janzigen Brieve mögen to gefallen sin / to des genannten Unser Vordern Hertogen Hinrich / klagen Hertogen Otten Sone / und sine Irte Erben Handen efflickten teilebringent. Uns darne nicht bedelich ed nicht unbedelichent / unde allere dat Dorp Schumage / mit dem halten lehnwede / und de Achtwede des lehnwedes / und dat de Dorpse Wenthusen / greden und luffen Brundwede mit Gerichte eider anders jun dat Gerichte tom Campe nicht nicht schullen getogen werden / ed dat Unsir Vordern Hertoge Hinrich de Jünger / des Gerichts tom Campe / mit der Schumage nicht wider gebrucht / dane allere an den Dorpse de sin Irte suß lange dartho gehat und gebrucht hebben / de mögen sin Irte dan derselben Erben / herfouwen an Irten Gesellen gebruchen / und Uns Hinrich und Erich/ Eckerde / so den andern wir sußer der Brunschweigischen Brie gebrach / bliven laten.

Dem allen mal / hebben wir obgenante Fürsten alle drey / Unsir ein dem andern / alle Gerechtigkeith de Unsir jüder wir vergeschen / togetenit jun Unsir sonderlichen Brieve ewergetwilt / dat sich de benannten Eide / Lande und Lude / ein jüsch na sinem teile to richtende hebben.

Und efft solcher puermönge und verdrage nicht gemacht were / so schullen und wollen wir de Unsir ein dem andern den / so vele Unsir jüschem Brie und Brieff sinde tobede / Unsir ein dem andern darne nicht durnen.

Wo eit jemand den Unsir mit Irden / eider andern

ANNO
1512.

ANNO
1512.

dem to erhebigen bißer vorseherten und ander sine Verchangen to Karollen quene / darinne schullen auch erweilen sin / Inker en dem andern nicht entegen / und verhaben die Hinterhan Inker jündem todrich / ein dem andern entegen nicht schiden noch handhaben / sondern trauwelichen behelpen und draden sin / dat Inker jösch dat sint erheiden inder.

Harnede schullen alle andere Verchridinge und Verdruchte / von Inker Othern und Inse vormal / des lantes to Schingern halben usgerichtet / machelos und vernichtiget sin / aus diß jgennertige Verchridinge / to sampt Inker oldern Erfforsinge / Erffvordrachten und Vordrachsin / so vele dene harnede nicht verandert / bi dander Wäße biden / ost doch Inse und Inse Erven the allen sden verständig gehalten werden / so dat höße erliche Verdringe / wo Inse en dem andern vordrachte Wäße edere sunst jun andern Inker Erfforsinge gesen / Inse allen an Inker hergesprochen jürlichen Titel / und erlichen an und Wäßerken / ost sampt lehen ganz unsechlich und unsechlich sin schal.

Na dem ost jun der Verdracht / wo samptlich der Herrschop toe Hoge halben usgericht / Inse Herrschen Erliche de Granderweld mit aller sine todrichinge / so vele des Hogeß geseit / to gefallen und geygent is / inde jun diße Verdracht zogen und assigert / dat wo darben den den Nigenberch / alle Inker Bedden Hinterhan / ene demelche Verdringe the othen Jülinge und Erhebdinge des Schawes an der Wäßerdringe vergenen wollen / alleine dat se darben enen geringen Herrschop von einem junderlichen sder Hogeß up Inker Erbe toe Wäße geyen schullen / to erbede Inker egendomes / und esse deduden den Nigenberch der maßt im Granderweld geyden wolte / schel de nache anders / dann mit Inse Herrschen Erliche / edere des jenen Wäßer / geschehen / de Inse Erbe toe Wäße inne hebde / und wollen solcher Erliche den den Nigenberch ghenen und stuten / von einem junderlichen sinne togedente / als wo to riden dan andern / de nicht achterwart darinne hebben / nemende werden / Er schullen ost de den Nigenberch des junderlich und Wäßerhogeß / nicht wider to hawende hebben / wenn also de schenke unweiset / de in riden des Graden van der Hoge geseit / oder desulche schenke uch toweise / ost wat de Herrschop und tal der Wäßerhogeß wesen / ost doch wat gräße de Verdringe geschehen schal / hebben wo Herrsche Erliche to sampt Inker Bedden indergeen / an Inker lehen Weder Herrsche Hinrich den Ethern gescheit / de sehdene angemen / Inse derfeste / edere durch sine Irde Wäße toe düssen negettemene Sancti Martini Tage / endlichen toverdragen / und dräffen Verdracht jun sonderlichen Weren the bestende.

Wes hirkeden Inker und Inker Hinterhan geringe halben / edere anders erlinge wote / edere erstande / der willen wo Inse en ap des andern Ansinen schuldich beagen / de geprethen verdreren und beschen / dat de ene Verdracht frumlich / edere so dat erstande / na Irde Inker Erffverdrachte verdragen werden / und wenn de geydrten / so Inker twe belangen / so schall der dräffe van Inse demelche sin / toe des Irde wote / to glädelich edere respektich Ende / wo vorseherten / erbringene.

Alle vorseherten Süß und Arichel düssen Verdracht / sampt einem junderlichen besondern / geyen wote erben toe Harnet de Othern / Hinrich Herrschen Othen sigen Erben / und Erich / alle Herrschen to Braunschweig und Lüneburg / toe Inse und Inse Erben / den Inker jürlichen Erben / jun guten waten trauen / seken de beste und unverdrachten wol to heldende / herben des to erbede dräffe Verdracht / der gräße Irde / mit Inker anhangenden Ingeßel

vergeßel / Gegeden to Minden / na Christi Inker Herrsche Erliche / Bestirnt andert im trostlichen Jare an Hebrage na Sancti Michaelis / des heiligen Erch-Engels Tage.

ANNO
1512.

LXXII.

Überweisung Herzog HEINRICHS des Ältesten und Herzog ERICHS zu Braunschweig / der Stadt Lüneburg / an Herzog HEINRICHS den Jüngeren zu Lüneburg / wodurch jene an diesen alle Ihre auf demselben Stadt von Ihrer Erb-Teilung wegen habende Reichthüm, Jura und Gerechtigkeiten / doch den Erbsigen An- und Wiederfall sich vorbehalten. Am Freitag nach St. Michaelis 1512. (Hortlederius, von Bräuningen des Teufelischen Kriegs) Tom. I. Lib. IV. Cap. XXV. pag. 1514. LUNIG, Teufelischen Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abth. IV. Num. XXII. pag. 37. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Acte par lequel HENRI le vieux & ERIC, Duc de Brunswick Lüneburg, cèdent & transportent à HENRI le jeune Duc de Brunswick, toute la Portion héréditaire qui lui appartient sur la Ville de Lünebourg, réservé pourtant le Droit de Révolution &c. de Révolution. Fait le Vendredi après le St. Michel 1512.

W Du Güttes Gnaden / Wir Heinrich der Ältere und Erich / Erbherren Herrschen zu Braunschweig und Lüneburg / erbeden Euch den Erben an ein Wäßermeister / Nachkommen / Wäßer und ganze Gemeine der Stadt Lüneburg / Inker guntlichen Willen / und thun Euch zu wissen / daß wir den Hochgebornen Fürsten / Herrn Heinricchen / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / Herrschen Othern seligen Erben / Inker lieben Bettern / alle Inker Rechte / Inker Jollen / Städte / Dörfer / mit aller Zubehörunge / auch Huldigung / und alle Overkeit / verpaid und unterpaid / de wor senß lang von Inker Erb-erthung wegen / an Euch und der Stadt Lüneburg geyde / gäntlichen und all überallich / und geygent haben / derselbigen Erliche Bericht geschehen / und thun das gegenechtlich / in Kraft dieses Briefs / daraffen euch auch Erbe / Gütliche und aller Verwantsch / so die Inker der gedachten Dörfer / und Gerechtigkeit halber schuldig / weisen euch damit Erbschen an den abgeimelden Inker lieben Bettern / damit nach seiner Lieb zu riden / Inse darinn nichts vorbehalten / dann allem den Erbschen An- und Wiederfall / Ob sein Lieb und derselbigen Erben / sonder Manrichs Erben abgemen / das Gütliche gütlichen fristen wote / Geben zu Wenden mit Inker anhangenden Ingeßel sein / nach Christi Inker Herrn Erliche / fünffhigen hundert / im zwölfften Jare / am Freitag nach Sancti Michaelis des heiligen Erch-Engels Tage.

LXXIII.

Unverdingungs-Brief Herzog HEINRICHS des Jüngeren / worinnen derselbe Herrschen HEINRICHS den Älteren und ERICH Erbherren / Herrschen zu Braunschweig und Lüneburg / die Stadt Hannover / sammt allen Rechten / Jollen / Dörfern und Oberrichten gäntlichen überläßt. Geben am Freitag nach Michaelis Tag 1512. (LUNIG, Teufelischen Reichs-Archiv. Part. Spec. IV. Abtheil. IV. Abth. IV. pag. 36.)

C'est-à-

ANNO
1512.

Landfriden / vor etlich verschiden Jahren / ein be-
nennung und beweis des Landes zu Schwaben anfangs
auf acht Jar lang gemacht / der nachfolgender dem
Jar / und zu letzt jndis Jar erstreckt / und bis zu
außgang soll etzt jndis Jar gehalten werden / wir
dann das alles an zu sich ist / und der Brief und
verordnungen dazum außgangen / augentlich ge-
ben zu erkennen. Also / und so wir Kaiser Maxi-
milian / auch wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten /
Herren / Herren / Ritter / die vom Adel
und den Stetten hievor gemeit / den obersten ge-
meinen Landfriden / nachdem der Stet dem Römlich-
en zu sich auch Erbschick Nation zu gut / und
nach gemeins freies / rechts und ey willien ange-
sehen und zugewonnen ist / zu aussen und zu we-
ren sende gungst zu sich / und darob erwachen / was
aus / was / und streunen / allen verordneten der
Wandts zu Schwaben / auch dem Heiligen Römlich-
en Reich und dem gemeinen gemeinen Landfriden /
aus solcher verordnung und Vornahme zu
Schwaben / hieser kommen und gehalten ist / und
sich künftiglich trennen und lösen mag. Darum
aus den andern / Ebdem etlichen und gemein-
sam versachen / wir darzu mercklich und nachdrück-
lich bedenkende / zuverstelt zu handhabung des ob-
genannten gemeinen Landfriden / und insonderheit
und das wir / Kaiser Maximilian bey dem obbe-
stimmten / lassen haben Vorn / Obworn / und
des Reichs liden getreuen / Churfürsten / Fürsten /
Prelaten / Herren / Herren / Ritter / den
von Adel und bis H. Reichs Stetten / und die-
seist der H. als Jereu nachlichen und rechten
Herrn / und dem Heiligen Römlichen Reich / auch
wir all / bey Jereu Fürstenthumben / Landen / Her-
schafften / Liden / Herrschafften / Oberkeiten / un-
derten gütten / rechten / gerechtigkeiten / frei-
heiten und allem zutommen dieser / in sich und
bey recht bleiben / Darzu den Jereu / so H. /
oder die H. / wider den obgenannten Landfriden /
recht oder bruchheit / zutheilen unterstehen wer-
den / die fruchtbarlicher und ständlicher widerstand
thun / und begangen / und den Landfriden hand-
bun / auch das der Kaufman / bilgram und sonst
männiglich best sicherer und fruchtlicher handeln und
wandeln mögen / haben wir Kaiser Maximilian /
als Erzhertzog zu Oesterreich / und wir Churfürsten /
Fürsten / Prelaten / Herren / Herren / Ritter /
Knechten / die vom Adel und des H. Reichs Stetten /
die oberste verordnung und buntaus des Landes
zu Schwaben / nach jehen Jar die nächsten / nach
datum die Briefe folgenden / erstreckt und erlangert /
und wir darauß künftiglich und sonderlich den
neuen dingen / dazibey jehen Jar lang / in ver-
trags und pacts weise / mit und gegenseitig
freies gutes willen und güttes / vertragen / ver-
eint und verpunden / Erstrecken / erlangen / ver-
tragen / verbunden und vertragen H. auch jereu mit
rechten wissen / in kraft die Briefe / wie solliche
zum beständigen / H. und besten / on alles wider-
sprechen / trauet und macht hat / haben soll und
mag / in allem / auf jereu / wagnung und maß / wie
hernach geschrieben hat. Und dem ist also.

Tit. I.

Das die Bundesverwanten einander / mit
guten rechten und ganzen treuen / meinen
haben / halten und fördern sollen.

Zum Ersten / sollen und wollen wir Kaiser Ma-
ximilian / als Erzhertzog zu Oesterreich / und wir
Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Herren / Herren /
Ritter / Knechten und Reichs Stetten / die seit der
erstreckten einigung / mit H. jughdigen / der
wir mächtig sein / einander künftiglich und sonder-

lich / mit guten rechten und ganzen treuen / meinen /
haben / halten und fördern / getreulich und ungetreulich.

ANNO
1512.

Das ein jeder Bundesverwanten gegen den
andern nichts anfruchtliches firmen / son-
dern bey dem Landfriden und rechten be-
leben lassen soll.

Wir vorgemelte Kaiser Maximilian / als Er-
zhertzog zu Oesterreich / Churfürsten / Fürsten / Pre-
latten / Herren / Herren / Ritter / Knechten / und
Reichs Stetten / die H. und die H. / gütlich oder
weilich / etlich oder je lebendig / zu verprechen
sien / der wir wichtig sein / sollen und wollen auch /
die verheimpst zu / diese erstrecken einigung auch
nichts anfruchtliches gegen und widerwärtig firmen
und üben / Sonder ein jeder den andern bey
dem gemeinen Landfriden und rechten beleben las-
sen / und die span und Sachen / so sich dazibey die
seit aus / zwischen H. und den H. / erheben
und begeben werden / wir recht auferlegen / und ein-
ander / weiter oder anders / nicht dazum / noch
abstreichen / dann wir recht / nachfolgender weise.

Welche die Richter im Bund sein sollen / und
wie die Kayserl. May. für den gewalt und
den gerichtszwang geben und bevolen hat.

Nemlich / so sollen jereu und hieser die oberste
zeit der erstreckten einigung aus / den wir so-
st Mann zu Richtern ernennen und verordnen wer-
den / N. als einer von H. Kaiser Maximilian /
aus Fürsten von Oesterreich / und H. obgenannten
andern Churfürsten und Fürsten. Der ander von
H. Prelaten / Herren / Herren / Ritter /
Knechten. Und der dritte von H. obgenannten
Stetten / der jedem Substitutoren / und den so zu
ihnen / wie hernach steht / gesetzt werden / samst-
lich und sonderlich / sollen wir / Kaiser Maxi-
milian / als Römlicher Kaiser / H. Kaiserlichen
gemalt und gerechtigkeit gegeben und bevolen ha-
ben. Dazibey drei Mann sollen zwischen H. ob-
genannten begeben sollen / zu jeder zeit richter / mit
mit dem unterschid / als hernach geschrieben steht.

Wie Kayserl. May. für als Fürst von Oe-
sterreich / Churfürsten / Fürsten / Tre Com-
mun oder unterthanen den antrag des
Rechten gegen einander suchen sollen.

Ob wir Kaiser Maximilian / als Fürst von
Oesterreich / und wir Churfürsten und Fürsten / be-
wegenant / einer zu dem andern / oder H. einer
oder niet / zu des andern Communen / oder ein
unterthanen zu dem andern / H. Fürsten einen
oder mehr / oder einen Communen / H. ge-
wornen / So soll solche Sach berichtet werden der dem
Richter / der von H. obgenannten Kaiser Maxi-
milian / als Fürsten von Oesterreich / und H. den
andern Churfürsten und Fürsten / als verort / der
zu ernennen und verordnet ist / als einem gemeinen
Richter / der auch alsdann den Sach in der hand
haben soll. Und so herr sich der antwort in den
andern obgenannten jereu Richtern / die den H.
den Prelaten / Herren / Herren / Ritter /
Knechten / und H. den Stetten / als verort / er-
nennt und verordnet sind / als für bester den be-
derley teil wegen / handeln lassen will. So soll es /
des klagenfalls halt / auch haben belegen / und
von einem teil weiter zu dem gemeinen Richter
zu gesetzt werden. Ob aber dem antwort / die

obgeleiteten freien verordnete Richter als für jährl. von halber tail wegen / zu haben mit veraine wile / daß allweg im anfang zu seinem willen stien seil. So seil und mag aber die Klager die obersten freien ander Richter / so als obel / doretmet stob / auf seinem tail als jährl. bey dem gemeinen Richter stien lassen / oder auch freien ander für jährl. wider / welches stien am süglichten nnd gelegestien sein wile.

Wie Kayserl. Mayest. als Fürst von Österreich / Churfürsten / Fürsten / und Jec Prelaten / die Jren / und die Jren zu versprechen stien / gegen Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knechte / das rechte suchen soll.

Getonnen aber wie obgenante Kaiser Maximilian / als Fürst von Österreich / oder wie andere Churfürsten / und Fürsten / Inker Prelaten / die Äusser / oder die Hoff zuversprechen stien / samentlich oder sundentlich / zu Hoff obgenanten Prelaten / Grafen / Freyen / Herren Rittern und Knechten / im gemein oder Inker einem oder mehr insonder / vor dem Richter / der von Hoff Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern und Knechten / als obel / dazv verordnet ist als einem gemeinen Richter / der auch alldam den stob in der hand haben seil. And so seil sich der antwurt an den antwurt freien verordnet Richtern / als für bester von beider tail wegen / benügen lassen wile. So seil es des klagers tail halben auch dazv beileben / und von einlichem teil neuer in dem gemeinen Richter nit geset werden. Ob aber dem antwurt der freien andern verordnet Richter / als für jährl. von halber tail wegen / zu haben mit veraine wile / daß allweg im anfang zu seinem willen stien sollen / So seil und mag derse antwurt freien ander jährl. zu dem obgeleiteten gemeinen Richter stien. Dazgen seil und mag aber die Klager die andern freien verordneten Richter / auf seinem tail / als jährl. bey dem gemeinen Richter stien lassen / oder auch freien ander für jährl. wider / welches Jn am süglichten und gelegestien sein wile.

6.

Wie Kayserl. Mayest. als Fürst von Österreich / Churfürsten / Fürsten / Jec Prelaten / die Jren / oder die Jren zu versprechen stien / gegen den Stetten das rechte suchen sollen.

Desgleichen. Getonnen wie Kaiser Maximilian / oder wie obgenante Churfürsten / oder Fürsten / Inker Prelaten / die Äusser / oder die Hoff zuversprechen stien / samentlich oder sundentlich / zu Hoff obgenanten Stetten / in gemein / oder Inker einem oder mehr insonder / zu sprechen / So seil solche Sach dretmet werden / vor dem Richter der von Hoff obgenanten Stetten als verordnet / dazv verordnet ist / als einem gemeinen Richter / der auch alldam den stob in der hand haben seil / und der bester und jährl. bald / seil es auch aller frein und nusen gehalten werden / vor vor unterscheiden ist.

7.

Wie Prelaten / Grafen / Herren / Ritter / Knechte und die Secc / die Jren / oder die Jren zuversprechen stien / gegen Kayserl. May. Churfürsten / Fürsten /

oder Jren Prelaten / das Rechte suchen sollen.

Herzöbern / Ob wie obgenante Prelaten / Grafen / Herren / Äusser / Ritter / Knecht / oder wie obgenante Stett / die Äusser / oder die Hoff zu versprechen stien / samentlich oder sundentlich / sprach gewonnen zu Hoff obgenanten Kaiser Maximilian / als Fürsten von Österreich / oder Hoff andern Churfürsten und Äusser / Inker Prelaten in gemein / oder einem / oder mehr insonder / so seil solche Sach dretmet werden vor dem Richter / der von Kaiser Maximilian / als Fürsten von Österreich / und Hoff andern Churfürsten und Äusser / wie verordnet / dazv verordnet ist / als einem gemeinen Richter / und der jährl. halber seil es aber allernach gehalten werden / wie verordnet. Doch so seil hierin aufgenommen sein / Inker obgenanten Kaiser Maximilians und Inker Churfürsten und Äusser Räte und Diener / gegen und mit denselben seil es zwischen Inker und Jren gehalten werden nach laut aus jeden befallung.

8.

Vor wem die Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / die von Adel / die Jren / oder die Jren zuversprechen stien / amander rechte vertigen sollen.

Desgleichen. Wurden wie die Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / oder die von Adel / einer oder mehr / die Äusser / oder die Hoff zuversprechen stien / zu dem andern andern Hoff sprach gewonnen / dieselben sollen vor Inkerin gegebenem Richter dretmet werden / und der jährl. halten allernach gehalten werden / wie oben begriffen ist.

9.

Wo Prelaten / Grafen / Freyen / Ritter / Knechte / auch die Secc / die Jren / oder die Jren zu versprechen stien / amander rechtvertragen sollen.

Getonnen aber wie obgenante Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter / Knecht / in gemein oder insonder / die Äusser / oder die Hoff zuversprechen stien / zu Hoff obgenanten Stetten / Inker einer oder Wier / oder dretmet wie obgenante Stett die Äusser / oder die Hoff zuversprechen stien / zu Hoff obgenanten Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern und Knechten in gemein / oder Inker einem oder mehr insonder / zu sprechen / so seil solche Sach allweg vor dem Richter / der von Hoff antwortenden tails verordnet / als verordnet / dazv verordnet ist / als einem gemeinen Richter / der auch alldam den stob in der hand haben seil / dretmet und zu denselben Richter geset werden / allernach / wie vor begriffen ist.

10.

Wo derselben tail einer / die seymen / oder die Jren zuversprechen stien / die Communen in Stetten / Märkten oder Dörffern / daß andern tails rechtvertragen soll.

Ob auch Inker einich tail / die sinen / oder die Jren zuversprechen stien / sprach gewonnen zu Communen in Stetten / Märkten / oder Dörffern / die dem andern tail / oder den seinen unterworfen wilen / oder intersprechen stien / So seil solche Sach / vor dem Richter / der von Hoff antwortenden tails verordnet / als obel / dazv verordnet ist / nach dretmet und unterscheidet dretmet werden.

Von

ANNO
1512.

11. Von wem die Thumb-Dechant und Capitel / auch die Thumb-Herrn zu Metz / Elyster und Augsburg gerechtet werden sollen.

Genunnen aber wie Maximilian / Churfürsten und Fürsten / oder wie Viceraren / Grafen / Freyen / Herrn / die dem Adel oder Clero / die Ämtern / oder die Hand zuverpflichten streichen samentlich oder sonderlich / zu Thumb-Dechant und gemeinen Capitel zu Metz / Elyster oder Augsburg / oder zu den Thumb-Herrn beistelt / einem oder mehr oder jenen / besonder zupersprechen / daß dann Dechant und Capitel gemeintlich / vor dem Bischoff / als einem gemeinen / mit gleichem Zusatz / und die Thumb-Herrn sonderlich vor ihrem Dechant recht sein sollen.

12. Was das Recht gegen den Burgern / Bawen / Händlern / oder Untertanen gesucht werden soll.

Ob aber Unser einich tagt / in gemein oder insonder / die Ämtern oder die Hand zuverpflichten streichen / zu den andern taile Burgern / Bawen / Händlern oder Untertanen zupersprechen gewinnen / daselbst soll geschehen an dem tag in den Gerichten / da der so angefordert wird / geschehen ist. Doch also / daß dem Kläger ausreichliche und stündliche Rechte gegen ihn verfahren wird. Es wäre dann / daß Ämtern ausreicht theil oder die seinen / mit dem andern oder den seinen anders bestunnen und im gebrauch wider.

13. Der Richter Ad.

Und die / so also / wie verfahren / zu Richtern und Justizern geordnet und geset werden / sollen ihrer pflicht und Ämtern / den allen taile den sie verordnet sind / stetig geübt werden / in den Sachen darinnen man für sie kommen wieder / und darzu Ad leichlich zu Gott und den Heiligen schreiben / selblich in Gericht treulich und mit hoch eusein / und nach des Reichs und gemeinen Ämtern / auch nach rechtlichen Erben und leiblichen Ordnungen / Statuten und gewonheit der Fürstenthumben / Herrschaften und Gerichten / die für sie beacht werden / dem hohen und dem übrigen gleich zu richten / und kein Sach sich dagegen bewegen zu lassen. Auch von den Parteyen oder gemeintlich andern / keiner Sachen haben / so im Gericht hanget oder hangen wider / kein gab / schenke / oder einigen nutz / durch sich selbst oder andern / wie das erwacht werden mag / zu nemen oder nehmen zu lassen. Auch kein sonder Parteyen oder hangen und zusein / in urtheilen zu suchen und zu machen / oder was in cathedragen und Sachen gehandelt wider / den Parteyen oder niemand zu erkennen / vor oder nach der urteil. Auch die Sachen aus besser meinung nicht aufzuspalten oder zuverleihen oder alles gerath.

14. Des Gerichts-Schreibers Ad.

Verstehen soll der Gericht-Schreiber / so zu selblichem ebendem Gericht zu gehen zeiten aufgenommen werden / den deren geordneten Richtern geüben und zu Handen schreiben / seinen Aufschreiben getreulich obzusein / mit aufzuschreiben / lesen und andern / auch die Veroff und urtheil / die in Gericht beacht werden / getreulich bey dem Gerichte publizieren / und den Parteyen oder jemand anders zu off-

nen / was von den Sachen / in den cathedragen des Richters und urtheilen gehandelt wider / auch die beinlichen Gerichte blaidt ungenant zu offbaren / lesen oder hören zu lassen / und kein Epen von den eingelegeten Veroffen und Schenkten / den Parteyen zu geben / zu verlaun und erkaunf des Richters / auch keiner Partey wider die andern zu euren und zu warnen / und kein schenken zu nemen / oder ihm zu nutz nemen zu lassen / wie Missetheils das erdenden wider / sondern sich kins Gottes und Veroff des man sich zu jeder zeit mit im beizet / kenzigen zu lassen / alles zu angist.

15. Von wem die Spinn und Erbfeil eigen oder frevel / die geestlichen oder dergleichen buß antreffen / gerechtet werden sollen.

Wann aber Spinn wurden / und Erbfeil oder eigen / auch um frevel / die Geistlichen oder dergleichen Buß antreffen / So sollen die güt in den Gerichten darinnen sie liegen / oder darinnen zu gehören / und die frevel also sie beschreiben / bezeugen werden. Doch ob der / oder die / so also gefeilt hat / an den Enden nicht wollen zu recht thun / so soll der Herr / unter dem der oder die frevel liegen / so der er den oder die / in seinen Oberkeiten und Gebieten betreten mag / auf erhebung des / dem der frevel zusein / schuldig sein den frevel darzu zu halten / sich in das Gericht / da sich der frevel begibt hat / zu stellen / und daselbst recht ergehen zu lassen. Dem auch der oder die frevel geordnet sein sollen. Doch daß ein oder frevel auf sein erheben und bezeugen mit sicherheit und glatt zum recht / durch den / dem der frevel zusein / verfahren / und gegen demselben freveler nachst anders sitzgenommen nach gehandelt werden / dann so bil das Recht an demselben End zugeht.

16. Malsz/bendel und Sachen die der Ger antreffen / sollen ausgenommen sein.

Es sollen auch in allen vor und nachgeschriebnen Sachen / ausgenommen und unterzogen sein die Malsz/bendel / und Sachen so die Ger antreffen / und deshalb gehalten werden wie gebräuch / durch den gebrauch freheit in Übung ist / oder deshalb dertrag / oder sonst alten gebrauch hat. Und so der kaus derselben Orts vorhanden wird / soll es deshalb gehalten werden / wie recht ist.

17. Von den Lehen und Pfandschafften.

So aber Spinn wurden um Lehen oder Pfandschafften / da dann bald tagt der Lebensschafft oder Pfandschafft bekanntlich werden / so soll das Lehen vor dem Lebensherrn und den Lehensmannen / und die Pfandschafft vor dem Pfandschafften / wie sich gebräuch bezeugen werden. Ob aber die Parteyen der Lebensschafft oder Pfandschafft mit bekanntlich wären / sondern die ein Partey vermaint / daß das gut darinn Spinn / gar oder zum theil eigen / und die ander vermaint / daß es gar oder zum theil Lehen oder Pfand wäre / oder Spinn wurden um die gewalt / gebrauch / imhaben / dienstlichkeit der Lehen oder Pfandschafft / oder sonst dergleichen Sachen / selblich Spinn sollen geübt und auftragen werden vor dem gemeinen Richter des Bundes / mit gleichem Zusatz / wie obstat / also / daß dieselben anfang erkennen / wo solche Sachen mit recht aufgeführt werden sollen.

ANNO

1512.

Man sich entweder tadel für einen Inhaber
des Spinnings guet haben / oder ein
Spinn / welcher tadel Lager oder an-
warter sein soll.

Was sich aber begehrt / daß sich entweder tadel für
einen Inhaber des guet / daraus Spinn oder Weist
oder Spinn wurden / welcher tadel Kläger oder an-
warter sein soll / oder jeder tadel vermehrt gerech-
te zu haben zu dem gut / so soll von beiden teilen
geseit werden / und welchem tadel das leste zufällt /
der soll macht haben auf den obgemelten dreien er-
nennen und verordneten Richtern / einen zu einem
gemeinen Richter zu ernennen. Vor demselben ge-
meinen Richter soll abhandelt solich Sach / mit den
zusügen / wie vor steht / erachtet werden; also / daß
in des teils / dem das leste zugefallen ist / macht sie-
hen soll / die andere zweien verordnete Richter / für
besten sigen zu lassen / oder zweien ande nider zu
seyn / wie hietor anderscheiden ist.

**Aufnehmung der Sachen / so vor dieser An-
nahme mit Rechte angefangen sein.**

Doch sollen in dieser erstredten Eymung unter-
griffen sein / die Sachen / so vor diesem Richter ge-
funden thun und Verbländung mit recht angefangen
sein und hangen. Was aber sachen zwischen Par-
theien / die in der vorigen verordnungen / auch in
dieser erstredten Eymung begriffen / noch anhangig
wera / die sollen vor diesem geordneten Richter /
wie vor unterschieden ist / in dem stand sie hangen /
angenommen / und laut dieser verfassung gerichtet
werden.

**Daß ein jeder antworter all dilatorias ex-
ceptiones automals fürwenden soll.**

Es soll auch ein jeder antworter / so für des Bundes
Richter zu Rechte kumpt / all dilatorias ex-
ceptiones oder auffzug / ob er die fürwenden hat
oder fürwenden wolt / alsdennmals fürwenden schul-
dig sein.

Von der urtheil vollstreckung und Execution.

Und diertheil aber behalt urtheil nach Rechte wenig
frucht brachten / wo denselben / nach ihrer inhalt
mit vollstreckung geschehen soll: haben wir von allen
teilen einhellig beschloffen: daß ein jeder Richter
vor dem / obgemelter maßen / als einem gemeinen
Richter / mit den zusügen / wie verordnet / gerech-
te wird / schuldig sein soll einen jeden / bey dem / so
mit urtheil und Rechte vor ihm erlangt / zu hand-
haben und vollstreckung zu thun / und dem widerwärt /
bey welchem geit / Penen / daran zu halten. So
fern ihm aber solich zu schwehr ist / soll er das auf
den nächsten gemeinen versammlung tag des Bundes
anbringen und alsdenn von den Ständen des Bundes
mit abschreiben / sendern einlich gerathsam abge-
nommen und gehandelt werden / damit derlich un-
heil seiner behalten urtheil und gemeine Bundes we-
gen einseigt / und immer weiter Execution und
vollstreckung gesche / dierdurch die unangenehm klag
und anruß / so hietor an diesen Orten entstanden
ist / zukommen werd.

**Kaiserlicher Majestät Sayung über die
Rechtsverteilung / urtheilen und Execution.**

Und wir Kaiser Maximilian / wollen und seyn

auch / als Kaiserlicher Kaiser / in trafft des Briefs
des obersten Rechtsverteilung / Urtheil / Execu-
tion und Penen sturisch und an allen verfahren
bestehen soll: wir von Richtern / Zusügen und der
Versammlung des Bundes gehandelt / eracht und
fürgenommen wird / wie Raht und allernemlichst
irung und vertheilung in obweg. Doch soll die-
sen untergriffen sein / so jemand außerhalb der Ge-
schen / so ratsegen antreiffen / von einlicher Urtheil / von
einem gemeinen Richter und den zusügen gesprochen
appelliert. vertheilung thut / wie der Articul hier
nach begriffen wurde: also / daß derselben urtheil mit
vollstreckung beschehen / sondern die Sach bey der
appellation stehen soll / wie richt ist.

**Wie man von den Richtern des Bundes
appellieren soll.**

Und ob einlicher tadel diermal mit einer urtheil be-
schwert zu sein außerhalb des / so die entsehung an-
betrifft / mag dann derselb tadel durch sich selbst oder
seinen anwalt / der dargu brüderlichen gemalt hat /
darin / innerhalb zehn tagen nach gesprochenem
urtheil / so fern er antreiffet vor dem Richter appelli-
ren will / und schwören einen Eid zu Gott und den
Heiligen / daß er acht und besser hob / daß ihm
appellirend noch thut / und daß er kein verzug
haben / noch auß geraden zu appellieren unterlaß
so soll er zu appellieren zugelassen werden: doch / daß
er dem alsdann / wider den er appellieren will / si-
cherheit erbit zu thun / mit gliern oder bürgehaften
oder so der vermeltet zweyer teils in seinem ver-
mögen wolt / mit dem Eid / ob er in der appellation
Sach verliußigt ward: daß derselb teils teils und
schaden an im bekommen mag / und soll egerneit si-
cherheit vor dem Richter in Monatsfrist / nach sol-
lichem erbiten / auf einen benannten tag / von ihme
werden Partheien ernannt beschehen. Doch auch die
Partheien sollicher sicherheit künig wurden / ob die
mit gliern / bürgehaften / oder dem Eid volligen soll
werden: daß soll auch in Erkenntnis beschehen / nach-
des stehen. So aber in abwesen des Richters
von einem Notari appelliert wird / soll das in zehn
tagen / nach erlangtem urtheil beschehen / und solich
appellation in zwanzig tagen / nachdem die be-
stehen ist / dem Richter von der Partheien verliert /
und daber erhoben werden / obgemelten Eid und si-
cherheit zu thun: die auch der Richter nach sollichem
erbiten in Monatsfrist den nächsten nemen soll /
und beiden Partheien auf einen benannten tag dargu
verliert. Wo aber solich Eid / sicherheit und er-
biten derselben / wie obgemelt ist / der appellirend
thut mit thut / so soll die appellation verliert
geschehen sein / und die urtheil / wie obtritt / vollstreckt
werden. Auch die Partheien durch sich selbst
appellieren wollen / sollen sie den Eid durch sich
selbst schwören: Wo aber durch einen anwalt ap-
pelliert wurde / soll er dargu gemalt haben / und in die
Stet der oder der / von der wegen appelliert wird /
schwören. Doch soll dieser Artikel allein binden
uns von der Urtheil / vor einem gemeinen Richter
und den zusügen / wie obtritt / gesprochen appelliert
wird / dann sonst / ob Communen oder sonder
Personen der Jura Dier / erbedlichen und andern
Verordneten fürgenommen wurden / soll es mit ap-
pellieren gehalten werden / nach eines jeden Gerichts
bestimmen / freyheit / brauch oder gewonheit / oder
so der künig der augen wolt / insofort gemeine
Rechten. Doch so soll den künig vor- oder be-
urtheil appelliert werden / die der Eid urtheil nur
auf der tagen / oder der besternd / durch die ap-
pellation / so von der Eid urtheil beschicht / nie wi-
derbracht mag werden: dierbey auch / ob die Par-
theien

ANNO

1512.

ANNO 1512. theyen darumb sperrig worden / zu lehrung st-
ben soll / zu den heeren die solch urtheil gesprochen
haben / die darumb je treulich erkantnis thun sollen.

ANNO 1512. mit den bestyrren und justiz / wie der underschieden
ist. Wo aber dem / der solliche gethan hat / das
widergeben / einlegen oder lebig lassen / wie obstat /
auff ersuchen seins Richters / ohne verjagen zu thun
mit gemaint werthe sollen noch in person oder durch
tagen / bey einer zimlichen Zeit / poen / so der Richter
nach gestalt der Sachen zeigen made haben soll /
die Pfand wider gegeben / and die gefangen lebig
gezeit werden / biß zu aufstung des Richters. Wo
aber solliche widergeben der Pfandung / oder lebig
lassen der gefangenen der gemunter mag nit beschehen
weit / alsdann solle des beschichtigten Hauptmann /
auff sein anrufen / die Räte des Puncts an ein ge-
legten Waistatt stückerlich beschreiben / dastell sie
rathschlagen / handeln und furamen sollen / damit
dem abgemelten ersuchen des Richters unangenehm-
lich Doig geschehe / und soll nit desminder nach der
entseyung oder übergriß der abgemelten Richter / ohn
verjagen / auff anrufen des Klagenben in acht setzen
barnach / stückerlich Recht / tag in der Sach / ar sich
und die besitzer und justiz / wie vor sich / sein und
die Sach / der entseyung oder eintriff in Mensch-
heit der rechten / darnach mit Rechte endlich ent-
scheiden / Was was also mit recht erkannt wird / dar-
bey soll es ohne weigerung beschien / und von stund
an vollzogen werden / Es wider dann / daß das
gemaint Rechte in demselben fall zu appelliren
zulass. Dasselbig auch zu lehrung der bestyrren
Richters / mit sampt den justiz stien soll / and
so sich in Rechte erfindet / daß der Klagenbicht wi-
der Rechte entzeit wider / so soll der Antwurter ihn
wider einlegen / und ihn allen besten mit schaden /
ihm der Sachten halben ausschlossen / entziehen / auf
mähigung des Richters / mit nicht desminder dem-
selben Klager sein gerechtigkeit beschaffen / gegen
dem entsezer / vorbehalten sein / inhalt gemein Richt-
recht. Wo sich aber nit Recht erfindet / daß der
Klagenbicht / und das so er klagt / nicht recht noch
sag erhebe hat / So soll der Klerger dem antwurter /
allen besten und schaden der Sachten halben aus-
geschlossen / nach mähigung des Richters abigen / und
so sich also in Rechte erfindet / daß das Wägen oder
Pfanden dem dem antwurter bißsch beschaffen wider /
so sollen ihm die Pfandung und gefangen / so er /
wie obstat / auff ersuchen des Richters / biß zu auf-
trag des Richters hinauf gegeben und lebig gezeit
habe / wider zugestellt werden. Mit den auch be-
seß antwurter nachmals / wie sich gezeit / handeln
mag / Doch ob jemand gefangen wird um malchiz-
pabel / damit soll es gehalten werden / wie tricht ist.

24. Wie der Richter dem appellirenden / ein
zeit zu prolequireung der appellation auf-
legen soll.

Es soll auch ein jeder Richter des Puncts / so er
die appellation zulast / wie die Gerichte Ordnung
des Puncts inhalt / schuldig sein / dem appelli-
renden ein zeit und Termin bey deren Monaten
ungeverlich / die appellation zu prolequiren / and
sich dem Richter anzugehen / auffzulegen und zu be-
stimmen / wie sich gebet / damit niemand unbilli-
cher weise verjagen oder ausschalten werd.

25. In Vorbehaltung in den appellations-
Sachen.

Doch ist durch Uns zu allen theilen abgetret / ob
hinwider über kurz oder lange zeit / des appellirenden
halben / durch gemaint Stend des Reichs / ein an-
der Ordnung am Cammer-Gerichte angenommen
und beschloßen wurd / daß es alsdann mit dem ap-
pelliren / demselben gemäß / durch Uns Punctver-
wanten auch geändert und gehalten werden soll.

26. Daß Hauptleut mit Räte des Puncts zu ver-
der zeit mache haben / das Punctgerichte
zu reformiren und Ordnung zu machen.

Wir haben Uns auch zu allen teilen zu lehrung
des Puncts-Gerichts / und damit einem orden Punct-
vermanten / mit dem meisten Kosten / zum stücker-
lichsten beschiet / was billich und recht sey / unter-
einander veranet und vertragen / daß Kaiser verordnet
Hauptleut und Räte zu jeder zeit macht mit gewalt
haben sollen / das Puncts-Gerichte zu reformiren /
and besser Ordnung und maß des Reichs furzun-
men und zu machen / wie sie nach gelegenheit der
Sachen und lauff stückerlich / mag und gut anseht.

27. Daß kein Punctsverwunter den andern
überziehen / entsetzen / pfanden / noch die
seinen vaden soll.

Wir abgenannten Kaiser Maximilian / Churfür-
sten / Fürsten / Grafen / Erben / Freyen / Rät-
ter / Knecht und Diet / die Knechten und die Uns
unterstehen stien / sollen auch einander / oder ge-
meinsam unter Uns / die seinen oder die ihn unter-
stehen stien / mit überziehen des seinen / seines ge-
brauchs oder alten herkommen / wider tricht / and
den gemelten Landstien nit entsetzen / pfenden /
oder die seinen vaden / Wo aber das beschiet / daß
doch nit sein soll / dargegen mit der that / wider
Recht mit verhandelt / Concern / was jemandts über-
legen / wider Recht entzeit / gesende oder die se-
nen gefangen wurden / wie abgemitt ist / mag er das
an den Richter / der den seinen gegeneheils Parthey
als vorreht / verordnet ist / bringen lassen / den an-
rufen und bezeug / mit demselben zu verfahren / den
erzichten wider einlegen / die Pfandung wider zu
geben / und die gefangen lebig zu lassen / Und so das
beschiet / will dann der / dem geschieden ist / und die
that ihm zugestalt / den so ihm schaden oder überzug
gethan hat / mit Recht furamen / das mag er thun
in vier Monaten den meisten ungeverlich / vor dem
zugemelten Richter / als einem gemainten Richter /

28. Wann in den Rechverzeigungen des Puncts/
ein theil mit seinen justiz / nit erschein.

Nach ob in solchen Sachen der entseyung oder
übergriß / oder in ainlichem andern hiner gemainten
Rechverzeigungen / so sich vor der dreyen Richter
sines / als einem gemainten Richter / mit bestyrren
und justiz / als obstat / zu handeln gebiet / ein
theil kamt seinen justiz / auff angezeigten tag als
der gehesam erschein / und der ander theil mit sein
justiz nit erschein / and das auch obstat noch
vor dem Richter nit erschein / so soll der Richter /
auff anrufen des gehesamen theils und seiner justiz /
so entgegen wärd / nicht desminder in Rechte fluchen /
wo sich das jutem gebiet / in aller gestalt als ob der
widertail mit sampt seinen justiz / entgegen wärd.

29. Wann für die verordnete Richter / anders
substituirt und geordnet werden sollen.

Und es sich begibt / daß der abgemelten verord-
neten

ANNO
1512.

ten Richter einer oder mehr / in ainlicher Sach den Freundschaft oder ander wech wegen / nicht Richter sein solt oder möchte / so soll allwegen von dem Stand des Bundes / den dem vertrib Richter vorerbet wird / unterzueglich ainander an deselben stat / in sellicher Sach substituirt und gesetzt werden / der auch alsdann in derselben Sach handeln / und zu handeln macht haben soll / als ob er der verordneten Richter einer wär / wie vorsteh.

30.

Wie die Kayserliche May. gewalts gab die gezeigen / innerhalb und außerhalb des Bundes zu zwingen / und deshalb Commissari zu ordnen.

Wie Kaiser Maximilian haben auch als Römischer Kaiser / zu Sicherung des Reichs / den deren Richtern des Bundes / so zu jeder zeit geordnet sint oder werden / Kaiserliche Gewalt und macht geben und bestehen / und thun das hiemit / das so zu jeder zeit / so die nothdurft erfordert / in Unserm als Römischen Kaiser / und von Kaiser wegen / die gezeigen so innerhalb und außerhalb des Bundes zu vertheilen / erkant werden / bey jnnlichen Verden des Reichs zuegung / auch Commissarien, so setzen im Bunde oder nicht / zu vertheilung solcher zügen / setzen und geben / denselben sollich vertheilung zu thun / gebieten sollen und mögen / wie sie nun und gut ansieht.

31.

Dass die Punctverwanten Ir Oberkeit die geborsam nit entziehen / und was der spinn zwischen ihnen gehört und aufgetragen werden soll.

Es sollen auch die Communen oder Unterthan Uns Punctverwanten zuerbring / ihren Herrn / ihr Oberkeit und oberstam / nit entziehen / sondern die zu jeder zeit halten / in was so schuldig sein / und von aller herkommen ist. Was sie aber vermeinen / dass wider sie unbillicher weise / wider alt herkommen / und anders / dann sie schuldig werden / gehandelt oder eingewonnen wird / so sollen sie sich danach wider ihre Herrn nit abweisen / oder in einich ungeschicklich begeben / Sonder das an die gemaine Versammlung des Bundes gelangen lassen / die bald ratel gegen eynder stündlich und Summarie vertheilen und sich haben sollen / so jnnlicher weise gleich miteinander zu vertheilen / Ob oder die gleichheit mit erkunden werden möchte / wie dann bald ratel durch die Versammlung des Bundes ihrer Irrung und Spenn halber entscheiden werden / dabey sollen und wollen wir zu allen teilen / den behaltenden teil hanthaben / on Irrung und gererde.

32.

Wann jemand im Punct / wider recht / den Landfrieden / oder diese ainung angegriffen oder beschädigt wird / wie man nachzuehen und beschiffen soll.

Und ob jemand / wer der oder die wären / Uns Kaiser Maximilian als Erz. Herzog zu Oesterreich / Uns Churfürsten und Fürsten / Prelaten / Bawen / Freyen / Herren / Ritter / Knecht und Reichs. Statt vorgemitt / die Kaiser / oder die Kaiser erblich oder die leben lang / Christlich oder Weltlich zugesprochen stehen / gemainlich oder sonderlich / unversagt und unerlangt des Reichs wider gemelten Landfrieden / oder diese ainung / angriffen oder beschädigen wird / so sollen und wollen wir in allen Unsern Schlossen / Stetten / landen und Gebieten /

in dieser ainung begriffen / bestrafen / schassen / und durch sein / das allenthalb an die Stum geschlagen / dass auch wir und die Unsern / wie obgemitt / so des gewalt oder erinneret werden / zu schickst rat nachsehen / raten und behalten sollen / nach Unserm und item besten vernunft / alles getreulich und ungetreulich / als ob die Sach Unser redet augen wär. Und ob solche Mann wider ereret wird / soll so dem des so geschick ist / wie die ereret wird / wider gemainet werden. Was aber danach von Gemein gemunnen und ereret wird / soll an gemein beate kommen / Was aber vor gesungen bracht werden / soll zu der trullen stehen / der sie unterzueweisen hat / die in sein Bericht zustellen und recht gegen ihnen ergehen zu lassen / oder dieselben zu der gemain Haupt. leute hand zu stellen. Wiedert aber sollich zugriff / gefangen oder Name nit ereret / und zu schickst rat ereret werden / und sich die Sach und doreckung des Landfriedens oder dieser ainung / wie obgemitt / zu einem täglichen Krieg begeben / oder dass wie die Unsern / und die Uns zugesprochen stehen / wie oben gesagt / gemainlich oder sonderlich / fast unversagt / Recht / oder wider die Ainung / wie obgemitt / bestragt wurden : Oder dass Uns / den Unsern / oder die Uns zugesprochen stehen / wie oben gemitt / ainm oder unch / Kaiser oder die Land / Statt / Schloß / Statt / Vertheilung / Wärdte oder Dieser / oder dergleichen abgetonnen wurden / oberlegt und unerlangt Nichts wider gemelten Landfrieden oder diese Ainung / wie obgemitt / nit gewalt oder sonst / in vertheilen weg das becheide / und wir das widerum zu gewinnen understehen wurden : oder dass wie / die Unsern / oder die Uns zugesprochen stehen / wie oben gesagt / mit gewalt oder macht unerlangt und unversagt Nichts / wider den gemelten Landfrieden oder diese Ainung / überlegen / belegen / Unse oder die Land / Statt / Schloß / Statt / Dieser oder Vertheilung / wie obgemitt / belegen wurden / und das alles / und auch ander nachzuebring anlagen / so dem Bund / oder einen dermaßen zwischen wird / stellen wie / auf ermaunung des Hauptmans / so hilff / tröst / oder einander beger / an ein gelegen und beschreiben und erfordert werden / und durch Uns selbst / oder Unsere Räte erscheinen : daselbst wie / oder Unser Räte / mit andern des Bundes zugewandten Räten und Hauptleuten / zuschlagen und summen sollen wider sollich Freidrecker oder drecker dieser Ainung / dass oder andres zuthun / so zu sellichem nach gegenbreit der Sachen / Land und Unser Punctverwanten vernunft / die nothdurft erfordert / die Land. frieden und diese Ainung damit zu hanthaben / es sey mit täglichem Krieg / mit Beschlag / Schloß / Statt / oder andt Vertheilung / oder zu ainem Beizug.

33.

Wie jeder Stand des Bundes einen Hauptmann setzen und haben soll.

Und damit so viel statlicher mit zeitigem vorwiderstehen Rat / fruchtbarlich gehandelt / und künftiger schad verhört wird / so sigen / erben und wollen wir / dass die zeit solcher erschieden Ainung / auß / durch Uns Kaiser Maximilian / als Erz. Herzog zu Oesterreich / und Uns Churfürsten und Fürsten vorgemitt / ain gemainer Hauptmann / bestehlichen von Uns Prelaten / Grafen / Freyen / Ritters und Knechten / auch ein gemaine Hauptmann / und den Uns obgemelten Reichs. Stetten / auch ein gemainer Hauptmann / zu den fürstlichen hanteln des Bundes und aufreicherung / nachzuegruter moß denselben eingewonnen und gesetzt wird : Ob es sich begeben wird / dass Unser ainlicher teil oder die Unsern / oder die Uns zu versprochen stehen / wie obgemitt / bestragt / beschädigt / belegen / oder überlegen wurden /

ANNO
1512.

ANNO
1512.

wenden / wie in obgemelten nachten Articul be-
griffen ist, oder daß Hsß stündt Eucken fürfallen /
darum wird der Versammlung des Bundes nachdrücklich
wunder: und das alles soll Hsß weder thail / seinen
Hausgenossen wie des widerstehen ist / ersuchen / daß
er es verweigert / Hsß Bundesverwandten / wie nachfol-
gend der Raths haben begriffen wird / an ein gelangen
ein beständig / darthut wie Bundesverwandten zu allen
theilen erscheinen / und danken sollen / wie oblaut,
und die notdurfft erfordert.

14.
Wieviel Kayserl. Max. Churfürsten und
Fürsten Stimmen Im Rat des Bundes
haben sollen.

Nach damit schließlich / fruntlich und gleichmässig in
dem Rat und beiderseits beständig gehandelt wird / so
haben wir Hsß veranlaßt und vertragen / darinnen und
vertragen Hsß auch damit / daß wir Kaiser Maxi-
milian, als Erzhertog zu Österreich / von Herrn
Herrn und wir Herr Erzbischoff zu Mainz / Gabriel
Bischoff zu Cölen / Heinrich Bischoff zu Augsburg /
Wilhelm Herzog zu Bayern / Friedrich Marggraf
zu Brandenburg / oder Hsß Rat an Hsß Rat /
nemlich jeder Fürst ein Stimm / im Rat des
Bundes und mit mehr haben sollen: also / ob wir
gleich viel Räte in Hsß Rat abgeben schickten wurden /
sollen doch die von Hsß Rat jedes wech / mit uns /
dann Hsß Rat aus der Stimm haben / und doch alle
den Rat des Bundes schreiben / wie demnach ver-
tragen werden: Und ob wir Kaiser Maximilian / als
Erzhertog zu Österreich / Churfürsten / und Für-
sten / hiesig oder anderorts von dem Bund be-
gerren werden / so sollen wir der begerrte Fürst und
Hsß Rat / des Rats die zeit abwarten / und Hsß
Stimm einem andern Fürsten Bundesverwandten
zustellen / damit uns Fürsten an den Stimmen
nichts abgeng.

15.
Wie die Prelaten / Grafen / Freyen / Rit-
ter und Knecht in Stimmen haben sollen.

Diesgleichen sollen wir Prelaten / Grafen / Freyen /
Ritter / Knecht allen Stimmen haben / und mit
mehr: doch also: daß von uns Prelaten / ritlich
von uns Grafen und Herren ritlich / und die übrigen
von uns Ritter und Knechten darzu verordnet
werden.

16.
Wie die Reichs- / Stett im Bund Ir Stim-
men haben sollen.

Diesgleichen sollen wir die Reichs- / Stett Bundes-
verwandten auch ihren Stimmen mit mehr haben.
Doch ob die Stadt / darum hiesig oder bier
an den Bund geschicket / uns Prelaten / Grafen /
Freyen / Ritter / Knecht oder Reichs- / Stett / einem
oder einem andern / der in solchem Rat oder Stimm
verordnet war / so soll der / oder dieselben / als ver-
ordnet die zeit im Rath abwarten / und solich sein /
oder Ir Stimm einem andern im Rat zustellen
und bestehen.

17.
Daß es allwegen bey den Siben Stimmen
von jedem Stand beistehen soll.

Es ist auch insonderheit beschloffen / ob hinfür
mehr Churfürsten oder Fürsten in den Bund genom-
men wurden / daß es allwegen bey den Siben Stim-
men von jedem Stand beistehen / also daß wir Kai-
ser Maximilian pro Stimmen / und vier andern
Kurfürsten und Fürsten alle sechs Stimmen mit uns

mehr haben / und uns deshalb ob Hsß gleich
mehr werden / untereinander nach folgenden einzeln ver-
gleichen und vertragen sein.

ANNO
1512.

Der Hauptleit 2d.

Die alle / so also im Rat gebraucht werden / sel-
ten auch dem Rat des Bundes / wie demnach ver-
tragen. Hsß ritlich: Es sollen die Hauptleit
den / so so erreicht haben / schreiben und schreiben in
Bett und den Heiligen / Hsß Kaiser Maximi-
lians, als Erzhertog zu Österreich / und Hsß
der Churfürsten und Fürsten: desgleichen Hsß der
Prelaten / Grafen / Freyen / Herrn / Ritter / Knechte
und der Stett / nach all andern Bundesverwandten
Ert / ang und weislich / nach ihrem besten verstand
zu betrachten und zu schreiben / und schreiben zu wa-
ren / und in solchem Hsß Rat gleich und ge-
wem / dem Hsß Rat / als dem Hsß Rat zu sein / und
selich alles zu handeln und zu thun / wie sich / laut
und inhalt der Veranlaßung und Veranlaßung des Bundes
sag gebricht / darzu den Rat des Bundes zu beschwei-
gen / bis in den Rat / Es wäre dann / daß in ob-
licht durch den Rat des Bundes zu diesem gelangen
wird.

Der Rat 2d.

Es sollen auch alle Räte / so in des Bundes Rat
verordnet oder eingeladen werden / weder / andern
Räten des Bundes / antwortlich thun / allen theilen
gleich und gewem zu sein / und einem als dem an-
dern des besten und weislich / seinem verstand nach /
zu raten und zu helfen / und in des Bundes Rat
darum er von Hsß Rat wegen gebraucht wurde /
ritlich zu handeln / und den Rat / aufzuhalten /
nein Hsß Rat / and des geschickten Räten / der selich
auch bey ihren gethanen Pflichten / andertheil
schuldig sein sollen / zuverschweigen bis in ihren Rat /
alles gerechtlich und magerlich.

Das Hauptleit und Räte mögen geändert
werden.

Es mögen auch Hauptleit und Räte aus-
gehandelt oder andern theilen geändert / und ander an
je hat gezeit werden / in aller gestalt / wie eben be-
griffen ist.

41.
Was der Meier teyl der Räte beschleisse /
soll von allen Bundesverwandten vollzogen
werden.

Was auch durch den meistentheil der Räte be-
schlossen / in handlung des Bundes / so für sie gebricht /
und kommen / beschloffen wider haben soll / ob blei-
ben / und von allen Bundesverwandten / wie sie hat
einen theil / nach inhalt davor einmüßig zu tun ge-
plickt / vollzogen werden.

42.
Wie die drey Hauptleit ein mehreres ma-
chen sollen.

Und ob die Räte ander theil mit ein mehreres machend
senden in ihren oder mit gleich theil / der Stim-
men nach / zu raten werden: Es sollen die drey
Hauptleit / vorgeordnet an mehreres machen: also
weilichem theil / so alle drey einmüßig oder der Meier
ander theil prickt / dem soll vollzogen geschreiben / in
allermüßig / als es schließlich / durch den Meier theil der
Räte / wie oblaut / beschloffen werden wird.

Wie

ANNO
1512.

Wie man einem die Hülf und Bezeigung zu thun erkennen und beschließen soll.

Es sollen auch / vergemeint Rät und Hauptleut mit erkennen / oder beschließen / daß man einen hülf oder Bezeigung zu thun / oder mit schuldig seye: Emdern darumb / was ihnen durch die Parteyen / so hülf oder Bezeigung begeret / das die wider den kündigen / oder ruck einung / beschwört übergeben / bezeuget / oder sonst dergleichen massen beschwört / anzeigt und bebrachte / durch offenbar that / handlung / oder vergleichen / oder sonst schendbarlich / oder glaubwürdig beweisen wird / also dann verstehen und beschließen / nach gelegenheit der Sachen / land und verandern linden Punctenverwandten / wie und welcher gestalt / und mit wieviel die hülf zu zahlen sei / zu tilgen / oder ander / oder zu bezeugen / Eick / Schließ / oder ander beschließen. Und soll in dem kein ruck für den andern / so hülf zu thun schuldig ist / beschwört werden: dann so vil ihm / in nachvergender Nützung außgesetzt werden: also / daß von jedem tail nach seiner anzal gleich hülf genommen und geschickt wird.

Ob ainich eayl von Räten außselb / wie es gehalten werden soll.

Wir wollen auch / so der Hauptmann auff anrufen der Parteyen / so hülf begeret / die Eick des Punctes / wie sich nach laut der einung / wie abgemacht / zu thun gehet / beschreiben / daß die an allen bezeugen erkennen / und ob ainicher theil außbleiben wird / so sollen die gegenwärtigen oder erschienen / nicht dest minder in ihrer handlung und hülf sturzen / und die Eickmen untereinander erkennen / damit dann mit mangel sin: und was von den gegenwärtigen beschließen wirdet / daß soll der außbleibend theil / nach seiner anzal / auch wissen verstehen.

In was gestalt / die Räte des Bundes / ein anstand / oder frid machen mögen.

Es sollen auch / die beheimten Räte / macht haben / zu eck prät / so so nach gestalt der Sachen / nutz und gut anseht / einen anstand oder frid des kriegs zu machen und anzuweisen: doch sollen sie keinen endlichen beicht eingenen machen: Es sey dann / der oder die / dem oder den veranweisung oder beschickung gesehen wird / unter darzu berufft / und im eck prät widerfahren / dann er oder sie / hillich nach der Räte erkennen: ein bezeugen haben. Und das und ander ordnunglich handel des Bundes und des verwandten / die zeit der auffwe oder kriegs / sol die gerbotenen Räte um Hauptleut zu den aufreichtung und Bundesbindungen / wie vor gelangt / verordnet / an einem gelegen und versammelt / mit und bezeugen bleiben / ratshlagen und sturmen: daß zu nutz und furdung des Bundes dienstlich gericht mag werden.

Wie die anzal der hülf / zu Ross und Fuß von den Sterniden des Bundes angenommen ist.

Und damit wir Bundesverwandten den friden dest statlicher unterhalten / und in auffwren und Kriegsläusen / unsern widerwertigen fruchtbarlichen bezeugen mögen / und der widerwill / so deshalb zwischen uns erwachsen mücht / so ein tail dem andern hülf zu thun außsetzen wird / verhet und verminnen diest:

so haben wir uns sehr freywilliglich / nachfolgender eistung veramt und vertragen also das wir zu Ross und zu Fuß weigernst haben und halten solten. Nämlich: Wir Kaiser Maximilian zweyhundert zu Ross / sechs- / siebenhundert zu Fuß. Wir Erzbischoff Ulrich zu Mainz / hundert / vierzig zu Ross / zweyhundert zu Fuß. Galeas Bischoff zu Cefara / vierzig zu Ross / zweyhundert zu Fuß und zwanzig zu Fuß. Hango Bischoff zu Eßling / vierzig zu Ross / sechs- / zig zu Fuß. Heinrich Bischoff zu Augsburg / vierzig zu Ross / dreihundert zu Fuß. Wir Herzog Wilhelm zu Baiern / zweyhundert zu Ross / zweyhundert zu Fuß. Wir Margraf Friedrich zu Brandenburg / hundert und fünfzig zu Ross / hundert zu Fuß. Wir die Pfälzen / Greven / Freyen / Ritter und Knecht / fünfzig zu Ross / tausend zu Fuß. Wir Bürgermeister und Rat der Stadt Nürnberg mit sammt der Stadt Windsheim / vierzig zu Ross / sechs- / hundert zu Fuß; und vier die andern Reichs- / Ecken all / hundert und dreißig zu Ross / drei- / und zwanzig hundert zu Fuß. Darzu si zu hundert Rössigen Pferden / acht Wägen / und zu hundert zu Fuß / dreizehn Wägen / so mit schaukeln / haren und krenn / auch bogenschnitten und andert nothdurft gekocht / bereitet seyen. Es wolle dann / daß die Hauptleut und Räte des Bundes nach gelegenheit der Sachen / mehr oder mindere Wägen außsetzen / oder erkennen werden.

Daß in täglichem krieg oder seldzung / kein eayl über den andern in der anzal seiner hülf beschwört werden soll.

Also: Ob sich begeben wird / daß die Räte und Hauptleut vergemeint / einen idglichen krieg oder Bezeugen / beschließen werden: Es sollen von abgemachter eistung so die hülf anzu und ordnen: doch keinen tail über den andern beschreiben: sonder bey gleicher anzahl jedes gebührenden tails bezeugen lassen.

Wie man weiter und größer hülf erkennen soll.

Ob auch Räte und Hauptleut vergemeint ansehen wird / der nothdurft nach / daß der schwach oder macht der wider Parteyen so stark / daß weiter und größer hülf / der zu bezeugen / nothdurftig wird: Es sollen so die anzuweisen und zu eck prät machen haben: doch daß die / nach vertragen abschlag / angesehen und griet / und kein eayl für den andern weiter beschwört wird: dann wie oben gelangt ist.

Der / so hülf begeret / mag die erkant hülf / gar oder zum tail annehmen / doch nach gleicher anzal.

Und ob die Räte und Hauptleut uns Kaiser Maximilian / als Erzhertogen zu Österreich / und Pfälzen / Fürsten / Pfälzen / Greven / Freyen / Ritter / Knechte und Reichs- / Ecken zu täglichem krieg / Bezeugen oder unterhaltung Räte Ecken / Schloß oder beschickung hülf zu tun beschließen und erkennen werden: Es soll in dem macht stehen / dem hülf geschickte / und mitgeratet wird / wie die beschließen und erkant ist: gang oder zum tail annehmen: und so er also zum tail annimmt / soll das geschickte nach anzal eines jeden bezeugen gebührend theil / und also der den Räten des Bundes gerordnet werden: dann der last gleichmäßig geteilt / und so viel leidenschaftiger getragen wird.

ANNO

1512.

Die so überzug besorgen / sollen ire Land /
Stett / Schloß und ander Befestigung in
guter verwohrung und Rüstung halten.

Nach das auch der feß verringert / und künftiger
schad vermieden bleib / sollen und wollen wir Bunde-
verwanten / fraber die / so an den Orten gelegen sein
oder überzug für ander besorgen müssen / Unser Land /
Stett / Schloß / und ander Befestigung in guter
verwohrung und Rüstung / mit geschickten kriegs-
Büchsen / Pulver / bley und andern geschütz dazzu
notdurfftig haben und halten / auch wir geben zu
der wehr beizuhelfen / dazzu mit Kisten / Rüstung und
Prokanden / darinn verwohrung thun / nach gelegen-
heit Unser obern vermögen / damit spott / schad und
nachteil verhölet bleib / dann zu besagung Land / Stett /
Stett / Schloß und ander Befestigung / wie einan-
der hilff zu thun nit schuldig sein sollen.

Wann hiernit der geprech und mangel also
groß wirt.

Es wirt dann / daß der geprech und mangel also
groß / daß der / dem die geschickung warden / mit seinem
vermögen die nit besorgen mücht / deshalben aus der
notdurfft die Kiste und Hauptstücke voegemeit / be-
schließen und erkennen werden / geschickten schaden da-
mit fürzunehmen / also dann sollen wir Bunde-
verwanten die thun / doch nach anzahl eins jeden geb-
henden theils auff Unser selbs kosten und schaden.

Wann es die notdurfft erfordert / wie die
hilff außgetheilt werden soll.

Ob sich auch begreben wird / daß viele Bunde-
verwanten Unser hilff müssen tragen / also / daß der an-
griff oder der überzug von Unsern Feinden / mehr
dann an einen Ort sich wider Uns begibt / Oder daß
wir den Bunden also geschickten werden / daß den ver-
wezen / wie Läger Land / Stett / Schloß / Stett und
Befestigung in guter verwohrung und besetzung haben
sollen oder müssen / daß alles sollen die Kiste und
Hauptstücke betrachten / und in aufstellung und an-
ordnung der hilff sie augen nemen / und an theil
für den andern nit beschneiden / damit / so viel mög-
lich ist / gleichmäßiger laß und feß getragen wird /
also / and in der gestalt / daß der / so dem handel ge-
sehen / der Feind alle stund zuversichtig und gewar-
tig wirt / sein Land / Stett / Stett / Schloß und
Befestigung in gut hat / hinaus desto wunder hilff
zu beschick.

Wie es mit eylender hilff und demselben
kosten gehalten werden soll.

Es wirt dann zu erlauben hilff / also / daß die
Sach nit verzug haben oder leiden mücht / darinn
soll nach geschickheit der Sach / gleich / als ob
ein orten wegen wider / gehandelt werden / und ob
in demselben ein mercklicher oder übermäßiger feß
anlauffen ward / darinn sollen die jenen / so also
bedürftig oder krieglich nit heben mögen erfordert wer-
den / oder klage haben der zeit / also rathen mit he-
ren kommen mögen / nach anzahl eins jeden geb-
henden theils auch gehen / damit die Sach so viel mög-
lich ist / gleich zugehen.

In weß kosten und schaden die hilff zu täg-
lichem Krieg geschickten soll.

TOM. IV. PART. I.

Wir wollen auch / ob sich die Sach zu täglichem
Krieg begibt / daß wir einander wir eilen / hilff zu
werden / daß freich geschickten in der besten feßten
und schaden. Dergleichen nit dem feßten es auch
gehalten soll werden. Doch sollen Prelaten / Gra-
ven / Herren / Ritter und Knecht / so die Uns Kap-
ten Maximilian / als Erz-herren zu Österreich /
oder Uns Churfürsten / Fürsten / jülichen und zu
hilff kommen / und in Unserm Läger acht tage ge-
hen sein / hiet in Unserm kosten und auß dem
schaden den Uns bleiben. Doch sollen sie sich / mit
der listung bedüngen lassen / an der / so man den Un-
sern unmaße / alles getreulich und ungetreulich.

Wie die geschickten zu der hilff / der / wider
die man sie brauchen will / Vermeid werden
sollen.

Nach ob wie Bunde-
verwanten zu täglichem Krieg
einander hilff zu werden / wie oben / so sollen die /
so weit schicken / dero / wider die man sie brauchen
wirdet / Feind werden / und also dann den geordneten
Hauptstücken um auf die Feind jureiten / und die zu
beschickten / mit andern geordnet und gewarig feind
und nit von den Hauptstücken ritten ohne erlauben der-
selben.

Wie es mit dem / das gewonnen oder er-
bert wird / gehalten werden soll.

Nach wieviel Wie Bunde-
verwanten sollich hilff
zu täglichem Krieg / dem feßten / oder der beira-
tung und besetzung der Schloß / Stett und Befestig-
ung / auf Unser selbs feßten und schaden thun / Was
dann in solchen Sachen von Uns oder Unsern Haupt-
stücken gewonnen oder erbert wirdet / nicht aus-
genommen / dann allein zählende das / die sich auch
zu ein gemein theil kommen soll / es wider Schloß /
Stett / Befestigung oder ander ligenz güter und
bleichen / den Feinden abgenommen / daß soll geteilt
werden nach anzahl eins jeden theils geschickten theils
und selliche den selben Herrn oder Stett / der sie ge-
schickt hat / zugehen. Doch / wieviel Prelaten /
Graven / Herren / Ritter und Knecht / in
Unserm feßten / um auf ihren schaden sein werden
soll Uns Fürsten / derselb Prelaten / Graven /
Herren / Herren / Ritter und Knecht gebührende
theil / der gewonnen Schloß / Stett / Befestigung
oder ander ligenz güter und bleichen / als vorstich /
jülichen und verfallen. Es wirt dann / daß den Un-
sern theil des Bundes / gegen Unsern Feinden oder
widernartigen theil niedergeworfen oder gefangen
werden in Unserm Dienst. Des-
wegen / ob von
Unsern Feinden gegen Uns theil niedergehen oder ge-
fangen wurden / dieselben gefangen sollen gegenwärtig
anter / doch in gleicher maß leibig ge-
halten werden. Nach ob über gefangen verhanden werden / die in Un-
ser feßten durch angenommen / und das in Unserm
feßten geschickten werden / sollen Uns Fürsten jülichen.
Es aber in gemeinen feßten der Bundes schickte
und trefflichen Personen gefangen werden / dieselben
gefangen sollen gemein sein. Doch soll man allweg
edel und edler Burger / auch werth und sunst ge-
fangen theil / gegen einander leibig lassen / aus-
genommen.

Wann Schloß / Stett / oder Befestigung /
Uns abgenommen / durch Uns wider er-
bert werden.

Nach ob Wie Bunde-
verwanten einander hilff
zu werden / und erbert / Unser abgenommen
Schloß / Stett oder Befestigung / so in zeit wider
ab

ANNO
1512.

einung beschreiben wolle / und selblich Schloß / Stadt
oder Befestigung / wiederum durch uns erobert
werde / also sollen wir / dem / daß sie vor gewesen sind
und in dieser Zeit abgewonnen / wider gruntnut
werden.

58.

In den Enden / da hilff beschicke / soll auch
sicherung / und anders gleich seker kauff be-
secket werden.

Und wie oft wir einander hilff thun und zusich-
ren werden / wie oftst / so sollen wir / oder die / an
denselben Enden / dahin ihn hilff geschicke / bestellen
und bey dem vleisigsten darob sein / daß den unsren
in gleich kaltem kauff / und ihren pfennig / lü-
ftung und anders / so sie nachdruffig / gegeben wer-
den. Darzu sollen und wollen wir all Wundtver-
wanten einen freyen Markt an dem End / da der
Vertrag / oder das läger ist / halten / und darob kein
zu nit möglich ist / daß alle Pfennig in gleichen
summen sollen / nach gelegenheit der zeit und lässe
dem hier oder later nütze zugehen.

59.

Wenn / von Fürsten oder Seereten geholffen
wird / soll den Kosten und Pucker und
andern gezug selbst tragen.

Wann auch uns Fürsten / einem oder mehr / die
gemeinen Prelaten / Grafen / Freyen / Ritter /
Knecht und Reichs-Stett zugehen. Ob wir dann
zu selbchem Vörsen / Pucker und andern zeit / in
Noth gehellig / notwendig und brauchen werden /
so soll selbich von der gemeinen Prelaten / Grafen /
Freyen / Ritter / Knecht und Reichs-Stett kosten
und schaden geschehen / und den uns den Fürsten /
so geholffen wird / dargegeben werden. Dergleichen
soll den Stetten / so wir andere Wundtverwanten
innen also zu hilff stremmen / ohne unsren und der
unsren kosten und schaden auch geschehen. Es wäre
dann / daß ein zeit dem andern / mit Vörsen / Pucker
oder andern gütlich / so er das wol hat / und den
dem geholffen wird / dachiben in unangelegen / und
in der zeit das mit bekommen möge / so soll der ha-
bende zeit / dem andern leihen und fürsetzen unger-
neulich / doch / daß nach ausgang des Kriegs / bey dem
süßigk wird / dem / der ihn selbich erbt / wider-
geben und widerlegen soll / alles getreulich und un-
getrüglich.

60.

Wann man den Prelaten / Freyen / Herrn
und vom Adel zu hilff kompt / woz den
kosten tragen soll.

Da aber wir Kaiser Maximilian / als Erz-
Herz in Osterreich / und wir Churfürsten / Fürsten
und die Reichs-Stett Wundtverwanten / den Pre-
latten / Grafen / Freyen / Herrn und vom Adel zu
hilff kommen und zugehen werden / wie rest gemeint
ist / und so dann in selbchem / als beschick / Vörsen
/ Pucker / zeit und anders ins Feld gehellig
notwendig wurden: So sollen die gebaden Räte
des Wundts darüber sitzen / rathschlagen und er-
meßen / woz / und wie man selbich zeit / Vörsen und
Pucker / nach gelegenheit der Sachen darsetzen
und soll der kost / so darmit auszulassen wird / von
uns den Fürsten zum halben theil / Von uns den
gemeinen Prelaten / Grafen / Freyen und vom Adel
zum vierten theil / und von uns den berüchten Reichs-
Stetten / auch zum vierten theil getragen und be-
zalt / nach sollen darzu Zehnweser geordnet werden
die selbich in vernehmung nehmen / und darumb
berechnung thun / doch über die verrechnung der
Stett / Schloß und Befestigung / die / wie obsteht

versehen und gehalten werden sollen / insalt desel.
bin Articals.

ANNO
1512.

61.

Von einem gemeinen Hauptman in Kriegs-
läuffen und seinen zugeordneten Räten.

Damit auch wir all Wundtverwanten in Kriegs-
läuffen / so viel fruchtbaicher und statlicher handeln
mögen / ist abgeredt / daß Wir Kaiser Maximilian
altzeit einen Fürsten / der ins Wundt sey / zu einem
Obersten Feldhauptman des Wundts ernennen /
und aus unsren eigenen kosten unterhalten sollen /
und mögen zu druckeisen Wir andern Fürsten Wundt-
verwanten freien / dergleichen Wir die Prelaten /
Grafen / Freyen / Ritter und Knecht / freien / und
wie die Stett / auch freien Kriegs-Mat / die der
Krieg verständig und erfahren seien / über unser Reich
erben und setzen sollen und wollen / mit denen / und
nach Rat derselben der Oberst gemein Feldhaupt-
man / im Feld auch sumt und anders mit handeln
soll und mag / denen auch derauf alle Wundtver-
wanten / so zugehen / gehorsam und gewärtig sein /
auch pflicht und huldigung thun sollen / wie sich ge-
hört.

62.

Daß keiner des andern Feind / der fürsich
bez. entbaleer / helfer oder helfers-helfs
fer mit soll entbaleen / hauffen / hosen ac.

Wir erben Kaiser Maximilian / als Erz-
Herz in Osterreich / und wir Churfürsten / Für-
sten / Prelaten / Grafen / Freyen / die vom Adel
und Reichs-Stetten vergemeint / auch die unsren
und die uns Gattlich und Bittlich zu versprechen
stehen / der wir mächtig sein / sollen und wollen lei-
ner des andern offen Feind gemeinlich oder insonder
ders fürsich / entbaleer / helfer oder helfers-
helfs / so bald uns die verstant / zu wissen ge-
bracht / oder wir selbst gewar werden / in allen und negen
unsren Schloß / Stetten / Wärdten / Dörfern
und Gebieten / insonderlich nicht entbaleen / hauffen
/ hosen / trennen / noch geschicklich beschicken /
hilff / stückung / noch bestand thun: Entzert die
selb annehmen / und in kraft unser Oben kaiß gegen
dem oder denselben handeln und stürmen / als ob es
unser redet eigen Sach wäre / darzu dem klagen-
den theil recht angekauft / gegen ihn ergeben zu
lösen und verheissen / auch der Feindlichen gestirgen
sag dem klagen / nach gelegenheit / auch glaub-
licher und erbetter anzugung des handels geschehen / und
in altemerz fürgeben / als ob es unser redet eigen
Sach wäre. Darmit wir auch außersich ver-
willigung des klagen / den / oder den Feinden
ihren entbaleen / heissen oder anbringer / wie obsteht
kein sicherheit / trostung oder laut gehen sollen oder
wollen / alles insalt gemeines Landfriedens. Son-
dern sollen und wollen wir / unser Schloß / Stett
und Befestigung / einander offen haben und halten /
wider unser Feind / die darvon und darauf zu su-
chen und annehmen / und mit den zu handeln / wie
gemeint ist. Wie selten und selten auch an-
ander in dem also / mit Rath / hilff und beistand der un-
sern statlich und beschaffen sein / alles getreulich
und ungetrüglich.

63.

Es soll kein Richtung auffgenommen wer-
den / die außgelegten Leben freyen dann
wider gelassen.

Und ob wir Wundtverwanten haube oder sonder
in Krieg oder auffzug / einander zu hilff / in kraft
dieser

ANNO 1512. diese aynung kommen werden / und husey leben auff-
sagen: Es soll kein richtung außgenommen werden /
uns / unsern Vätern / Voretern und yugenden
seyen dann junor husey und iher leben wider geihen.

ANNO 1512. und hindan geset sein / alle erledigt und erlangt /
auch vertragen treyt und hantel / so von jemand in
dieser erstredten aynung begriffen / erlangt / erledigt
und vertragen / und deren nit in possiclis können
tolern / derselben wie dieser aynung halb nitig stien
und sein nitig / so geret. Es wärd dann / daz
unser Bundsverwanten einer oder mehr gegen un-
sern Bundsverwanten erlangt / erledigt oder vertra-
gen recht herten / die in trafft gangen / und noch ver-
ziehung nit beschien war: darun sollen wir einan-
der auch beholffen sein / umß verziehung beschien.

64.
Vorbehaltung in dieser aynung.

Auch in dieser aynung behalten wir uns allen
Bundsverwanten und den unsren / und unsern
verwanten heber / unser gerechtigkeit / zu unsern
dienstbarkeiten / lehensschafften / pfundungen und
Pfandschafften.

65.
Die sonderb verdrag Kayserl. Mayestät /
Churfürsten und Fürsten sollen in zeit der
Aynung ruhen.

Und nach dem Kaiser Maximilian, als Erp-
herzog zu Österreich / desgleichen wir ander Chur-
fürsten und Fürsten Bundsverwanten / etlich sonder
verdrag und blüssich aynungen gegen und mit einan-
der / auch unsern Landen und Leuten haben / sollen
dieselben außrig und blüssich aynungen / die zeit des
Bundes ruhen und still stehen / und mit hilff und
ausrig bleiben bey der aynung des Bundes.

66.
Daß man einander vor außländischen und
fremdben gerichtshen handhaben soll.

Ob auch wir Bundsverwanten kumpt oder son-
der / mit freunden oder außländigen Rechten geist-
lichen oder weltlichen / dahin wir zu recht ordentlich
nit geherten / wider den Landfrieden / oder diese ay-
nung / beschwert oder umgetriben wurden / über das
wir / oder die unsren / oder unser verwanten / an
billichen Eiden / laut des Landfriedens and dieser ay-
nung sitzsummen uns nit waggerten / oder das
vertragen / darwider und darun sollen und wollen
wir einander getreulich beiffen / handhaben / schügen
und schirmen / damit wir freunde und außländiger
gericht entladen werden / und den jünlichen und bil-
lichen rechten / inhalt des Landfriedens und dieser ay-
nung beileben mögen. Wir sollen and wollen auch
unser Ankerthemen daryn halten / dem auch getreulich
nachkommen / und ihnen darwider zu handlen
nit gestatten / alles getreulich und ungetreulich. Doch
soll es mit den Chergenrichtern der vorgenelten Bis-
choff gehalten werden / wie von alter herkommen ist.

67.
Uns Sach / darumb man sich in diese ay-
nung begiben / soll man einander nach
ausgang der Eynung beholffen sein.

Und es sich sagen wärd / daß jemand / wer der
eter die wärd / die in dieser aynung nit begriffen
wärd / einen oder mehr / außer unser Bundsver-
wanten / und die uns / wie obist / zu versprechen
stünden / ersuchen und anlangen wärd / uns Sa-
chen / die sich in nach von dieser aynung wegen / die
weit die gewalt / brachen und verlossen heten: da-
rinn sollen und wollen wir / nach dieser verscheidung
inhalt / so die außgangen ist / daracht / dem / oder
denselben / beraten und beholffen sein / in gleicher
weise und allweg / als ob diese aynung darnecht wä-
rre.

68.
Was Recht und besold in dieser aynung
aufgenommen sein sollen.

Und in dieser unser aynung sollen aufgenommen

69.
Was einer erlangt hat / gegen den seinen /
die nit im Bund begriffen sein: wie es das
nit gehalten werden soll.

Über das / so einer erlangt / erledigt / oder darun
vertragen und bes in geret / oder anhaben fremden
wider / gegen den seinen so in diese aynung nit be-
griffen wärd / darby sollen wir getreulich einander
handhaben / schügen / schirmen / und nit verlagin.

70.
Welcher Bundsverwanten yemand / außser
halb des Bundes / wider den Landfrieden
und diese aynung bekriegt oder beschädigt /
dem soll kein hilff beschien.

Ob auch wir / Kaiser Maximilian, als Erp-
herzog zu Österreich / wir Churfürsten und Fürsten /
Psalten / Grafen / Freyen / Herrn / die von Adel
und wir Reichs-Erben abgantz / die unsren / oder
die uns zwersprechen stien / einen oder mehr / für sich
selbst / von freyen wollen / oder sonst jemand außser-
halb dieser verainung / beschiedigen oder bekriegen
wurden / wider den gemelten Landfrieden / and diese
aynung: darun sollen wir andern / die unsren / and
die uns zwersprechen stien / dem / oder denselben /
oder den ihren / oder jemand von ihnen wegen kein
hilff schuldig sein.

71.
Ob sich yemand / außserhalb des Bundes /
umß spem und Zerung / gegen einen
Bundsverwanten / für die drey Richte
des Bundes unverwegert rechten tüt er-
bieten umß Sachen / die nit einsetzung an-
treffen.

Ob auch wir Bundsverwanten / einer oder mehr /
gegen yemandis / außserhalb des Bundes / Zerung
und Spem gewonnen / und Sachen / die nit ein-
setzung antreffen / und sich der / so nit im Bund ist /
unverwegert Rechten / auf die drey Richter des
Bundes tüt erbieten: Es soll dem Bundsverwanten
in solcher Sach / von des Bundes wegen / auf sein
anrufen / nit hilff beschien / sondern / durch den
Richter des Bundes / in Monatsfrist der nächsten
Rechts-tage angesetzt / und stürer nach des Bundes
Ordnung procedirt werden. Wo aber der / so
außserhalb des Bundes ist / sellichem keinen erbieten /
vor dem Bundsrichter nit wolg thun / oder dem
rechten nicht nachkommen wärd: alsoan soll
dem Bundsverwanten / stürer anderhandert auf
sein anrufen / von dem Bund Execucior und hilff
beschien: wie man ihn / inhalt der Eynung / schul-
dig ist: Doch so sollen die Hauptstie und Nit des
Bundes / allweg gewalt und macht haben / nach
gelegtheit einer yeden Sach / in trafft der Eynung
zuvermen: ob es bey dem Richter erbieten / so einer
außserhalb des Bundes tüt / bleiben: oder / so die
Sach so gewaltig wärd / ob dem Bundsverwanten /
unangesehen des Recht-erbietens / wider den so nit

ANNO im Bund war / hiß bekennen soll / damit kein
1512. Bundsverwanten des feinen ausblicher weis entzuy
vergeltet / oder beschwert werd.

72.

Al alle Sachen / sollen aufgenommen sein.

Und in dieser erstreckten apnung sollen aufgenom-
men und sinden gesetzt sein / all alt Sachen / die
sich der der jndel. Jährigen apnung des Bundes
zu Schwaben begiben und verlauffen haben.

73.

Die Bundesverwanten mögen sich zu Für-
sten / Fürstengossen oder Communen, in
apnung / Bundemüß / dienst / schirm oder
vertrag wol begiben / doch die apnung frey
aufgenommen.

Und ob wir Kaiser Maximilian / als Erz-Hertzog
zu Oesterreich / und wir Churfürsten / Fürsten / Pre-
laten / Grafen / die vom Adel und Reichs-Straten /
Bundsverwanten / die Fürsten / und die Fürst juwe-
sprechen stien / Haß zu andern Fürsten / Fürstengos-
sen / oder Communen, in apnung / Bundemüß /
dienst / schirm oder vertrag begiben wollen / das sol-
len wir zu thum gut machen haben / doch in allweg
der apnung des Puncts frey aufgenommen.

74.

Wie man ander mehr in Bund nehmen soll.

Ob sich auch jemand / vor der trdt / in dieß Ha-
ser einung des Puncts zu Schwaben begiben wolt /
so soll das / durch Hafer bey Hauptleut / nach des
Puncts ordnung / allen Statuten des Bundes verstant
und nachmals auf einem gemeinen versamlungs-
tag abgeacht werden / und was alßdann durch Haß
bey Hauptleut und Räte / einhellig / oder mit dem
mehr beschloffen wird / dem soll Hafer aller Punct-
verstanten halb unterthänlich volz geschhehen. Und
so also / durch Hafer gemein Hauptleut und Räte
einhellig / oder mit dem mehrer verstanten in dieß
Hafer einung genommen wieder / dem / oder den-
selben / sollen den Hafer dreym Hauptleuten / un-
der them Justiz / Brief und versicherung von
Hafer aller Statut des Bundes wegen gegeben / und
besigrt Revers von ihnen empfangen werden / und
soll dieß hiß zu teglichem krieg vom Beldung und
besagung der Schloß / Haß allen Bundesverwanten
zu hiß kommen.

75.

Rät und diener / so nie erblich oder Ir le-
benlang angenommen sein / sollen weder
den Landfrieden und Punt nie beschwert
werden.

Ob auch wir egebenen / Kaiser Maximilian /
als Erz-Hertzog zu Oesterreich / und wir Churfür-
sten / Fürsten / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren /
die vom Adel und den Statuten des Bundes /
an oder mehr andere Prelaten / Grafen / Freyen /
Herren / vom Adel / oder ein oder mit Stat / so Haß
erblich / oder zu lebenlang / zu schirmen / oder juwe-
sprechen nie zulassen / zu Rät / diener oder verzeuch
angenommen hetten / oder annehmen würden: So sol-
len der / oder dieselben / den Haß / dem / der so al-
so / wie erblich / angenommen het / oder annehmen
wolt / wider egebenen Landfrieden wider besanten
Haßten Punt und sein verwanten nit geschäd / oder
geschien werden / und derßel Hafer Punt / dem
oder denselben / so also angenommen werden oder wil-
den / in krafft dieser Verainung / hiß zu tun /
auch nit schuldig sein.

76.

Daß kein Bundesverwanten des andern un-
derehmen / hinderfassen und zugewingen /
wider den andern nie annehmen soll.

Dazu soll Hafer ainicher Bundesverwanten / des
andern Bundesverwanten / unterthänen / hinderfäs-
sen oder zugewingen / wider den Landfrieden / oder
sunt / durch Leidsamkeit / oder sunt / wider den
andern Bundesverwanten nit annehmen / schaden noch
schirmen / in kein weis. Doch / ob jemand von
mistat oder schaden wegen / sich zuhalten / Kai-
serlich oder Königlich Freiheit hat / das soll hiernum
untergassen sein.

77.

Es soll keins got in Punt genommen wer-
den / des person nit im Bund ist.

Es sollen auch jemandes hab und giter / in ge-
meinen Haßten Bund nit aufgenommen werden /
der mit seiner selbst person im Bund nie begriffen
ist: Sonder ob jemand / so nit in Haßten Bund
wolt / in krieg wider Haß begriffen wirt / so sollen
des oder derselben hab und giter / so so in Haßten
Bundtenhumben / Landen / oder gebieten / oder an
andern Euden ligen haben / von Haß Bundesver-
wanten / samt oder sonderlich / von übergab / hauff /
oder umb kaiserlich ander Sach wegen / die Ma-
men haben mchern / in ainander weis noch weyl
mit geschäd / geschien / noch angenommen werden /
sondern in aller Deht und Beistand sein und stien
wir ander der Bund hab und giter.

78.

Die Puntverwanten sollen kein fremd an-
sprach wider ander an sich lassen /
bringen oder nehmen.

Wie egebenen Kaiser Maximilian / Churfürsten /
Fürsten / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / die
vom Adel und Reichs-Stat veremelt / die Ha-
sern / und die Haß juweprechen stien / sollen und
wollen von jemand / so in dieser einung nit begriffen
ist / fremd ansprach wider Hafer mit Bundesver-
wanten / oder die Frey / mit hauffen / oder in ander
weis oder wege wie sich das stat / an sich bringen
oder annehmen / umb kaiserlich Sach willen / in kei-
nen weg / anseherlich.

79.

Die sonder haß der Graffschafft Tirol
verwiltigt.

Nachdem wir Kaiser Maximilian / ainet
hiß halb / Hafer Graffschafft Tirol / außersich
entmüß diese einung zu thun andringen gehan / ha-
ben wir andern Bundesverwanten / Haß Röm. Kai-
serl. Majest. zu unterthänigem gesellen bewiltigt
und begiben / und thum das mit rechter wissen in
krafft des Briefs / auf meinung / wie hernach ge-
schrieben stien / und dem ist also. Ob die Graffschafft
Tirol / seit in dem Venetischen krieg / oder hinfür-
in andern dergleichen Sachen / so den des Reichs
wegen / eyn ir Rath und willen angestanden / mit
gewalt oder macht überzogen / angegriffen oder be-
schädigt wirt: So sollen derselben Graffschafft Tirol
allein zu rettung und aufenthaltung land und leut /
den Haß andern Bundesverwanten zu hiß geschäd
werden / dristhalb hundert zu Ross und dristhalb tau-
send zu Fuß / darinn die Röm. Kaiserl. Majest. als
Erz-Hertzog zu Oesterreich / mit Irer anst nit begri-
ffen sein: Sonder soll solliche hiß allein / durch
Haß andern Bundesverwanten geschhehen / und nach
Irem

ANNO 1512. Item ansehn die Meurt lang in solcher hüßbe-
leiben: mit dem andertheil: daß zu jeren solcher
hüß: den Röm. Kayser. Marck. wegen der/ und
den andern Bundesverwandten auch der/ auß
dem rebus Stand des Bundes einer / und darzu
von beiden teilen ein ohngewählter Domini / an
das Ditz / da hüß beschick / verordnet werden sollen:
darüber sechs personen sein in der zeit der vier
Monat / nach gelegenheit der hüß und Sachen /
allweg macht haben / auf Ihr aid zu erkennen /
ob der hüß der vier Monat lang weh / oder ob die
vor ausgang der vier Monat gar abzunehm / oder zu
ändern sey / auch / ob sich begibt daß der krieg und
Abzug der Grafschafft Tirol zu ausgang der vier
Monat so beschwerlich oblag / daß weiter hüß not
thut / Sollen die gemelten sechs personen mit
sampt dem Domini / zu jederzeit dormalts nach
gelegenheit der Sachen und der Bundesverwandten
vernehmen / auff ihre aid zu erkennen macht haben / ob
und wie viel zeit die obbertheil hüß / gar oder zum teil
nach ausgang der vier Monat bestehen soll. Nach
was also zu jederzeit / abgemelter maß mit dem me-
ren / durch die sechs Personen erkennt / oder so
sie sich gleich einigt mit des Roms volgspruch
bestehen wird / haben sich zu begeben / und also
verpflichtet werden. Es ist auch unanständigkeit hieran
abgetret / So oft imberung der obbertheilten hüß
durch abgemelt erkannt / oder sonst sigenommen
wird / daß solches allweg bestehen soll / nach ge-
richt anzahl eins oder taus geschickten volck / damit
kein tag für dem andern beschwert wird.

Es soll auch ebendort bewilligung der hüß / Nach
Kaiser Maximilian / als Erzhertogen zu Oester-
reich / und Insen landen und leuten / so in der ab-
nung des Bundes begriffen / stant in andern Willen
an der größten hüß und andern / inahalt der Ernung
untergeordnet sein / und desobhalten allweg mit er-
kenntnis und andern gehalten werden / wie sich nach
ordnung des Bundes einigung gebet. Doch ist bey
dem allem belangt und beret: So wie andern
Bundesverwandten der Grafschafft Tirol / mit abge-
melter bewilligung hüß erscheinen / wie obhat / daß
wir dann versehen sein / der hüß des Ritsch / ob die
vor angen wird / auch der größten hüß / inahalt der
Bundes einigung / überdort und vertragen sein sollen.
Dergleichen / so die groß hüß der Grafschafft Ti-
rol / inahalt der Ernung erkannt wird / soll dieselb zeit
die abgemelt bewilliget hüß auch absein: also / daß
man schuldig hüß / farnemlich miteinander / thun
mit schuldig sein soll. Nach damit in künftige zeit /
wie weit die Grafschafft Tirol begriffen soll / be-
stimmter Irrung erwachsen / haben wir Kaiser Maxi-
milian / Nach mit der berickten Insen Bundesver-
wandten / weh verordnet und vertragen / daß der Grafschafft
Tirol die nachfolgende Erntes sein sollen.
Nämlich: Berner Clausen / und was an der Tsch
herauff gegen Trient gelegen ist. Darnach am an-
dern Theil des Carstee / und was auch gegen Trient
gelegen ist / auch Reiss und Schloß Veneden und
was darzu gebet. Nach am dritten Theil / was zum
Eisitz Trient gebet in Rutenen / gegen Berg / und
dem Herzogthum Neuland gelegen. Auch die
Grafsen von Lahren / darnach das Bischthum das
hinna genitz / daß an Berchth Joch / und der Gra-
wen. Phinter. Darnach die andern Confin und
Grenzen / gegen den Grauen Phinter und den Läh-
genossen / so vor allwegen im Bund gewest sein.
Darnach das andere Confin das tal Vallian / mit
dem zweyen Clausen / Lantre und Tsch. Item die
alten Confin des gen Berchth / und hinab die
einschließung der Herrschafft Lienz und die weiter.
Darnach hinuoff / auf Rutenen / Rosten und Kä-
bels / so Nach Kaiser Maximilian in Interesse wor-
den sein.

ANNO 1512. Römischer Kayser. May. begnadung der
Raubrey / absigert und anders beschick-
ung halb dem Bund gegeben.

Und nach dem mercklich und viel unwilliger
Raubrey / absigert und beschickung / wider den
Landfrieden / und alle recht und blüchheit / entstehen
wollen / solches zu setzen und zu wenden / ha-
ben wir Kaiser Maximilian / als Römischer Kai-
ser / dieser erschieden einung des Bundes zu Schwä-
ben / diese quod und freyheit geben und geben:
thun und geben weh den Röm. Kayser / macht ver-
pflichtet in kraft des Briefs / in was wir ihnen auch
bestanden / Inser besondert inahalt / Brief bezeugen und
geben lassen wollen / dergestalt: So niemand kün-
ftig unwilliger raubrey oder vergewaltigung / etc. /
daß er den thieren / anhaltung / fürschick / Rat / hüß
oder begleitung geben hat / in verbot steht: daß
dann ein jeder solcher verachtet / so er unwillig
zu sein vermeint / auf erforderung der Hopsicht und
Nas des Bundes schuldig sein soll / der jenen zu er-
scheinen / und sich beschuldigen zu verantworten. Nach
so fere ihm / von der Versammlung des Bundes / nach
Vernehmung seiner entschuldigung / pargation mit
sinnen aid zu thun aufgelegt wird / schuldig also zu
vollbringen. Und welcher / oder welcher / auff solches
erforder mit erscheinen / oder sich abgemelt mas-
sen / mit dem aid mit purgieren verdrin / daß das
gemainer Bund gegen dem oder den / auch
ihren haben und gütern / mit dapsen Ernst / an-
nehmen und handeln soll und mag / damit selb un-
handlung gestreift und gerech wird.

11. Der Bundesverwandten Erben und nachkom-
men / sollen die zeit auß im Bund beiseiten.

Besetzt sich auch / daß wir Kaiser Maximilian /
und wir Churfürsten / Fürsten / Pfaffen / Grafen /
Freien / Ritters / Knecht / anser oder mehr / in zeit
vor einigung mit todt abgehen würden: So sollen
nicht bestimnder Inse jeder Erben und Nachkommen
mit Insen Fürstenthumben / Erissten / Grafschaf-
ten / Herrschafften / Landen / Leuten / Erben /
Erbschen und Erbschen / die zeit auß in dieser ab-
nung verdrin: als auch Inse andertheilens schuldig
bey den alten und Pflichten / damit sie Nach ihren
Herrn verbunden / schuldig sein sollen / zu halten
und zu vollbringen.

12. Wann der Erzbischoff zu Metz / Bischoff
zu Lysle / oder Bischoff zu Augsburg mit
todt abgängen / Coadjutor oder Admini-
strator annehmen / wie es gehalten wer-
den soll.

Und ob sich begibt / daß Weh verdrin / daß wie
abgemelt / Erzbischoff Liess zu Metz / Bischoff
Gakiel zu Lysle / oder Heinrich Bischoff zu Aug-
spurg / Inse einer oder mehr / vor ausgang dieser
einigung oder blüchheit / mit todt abgängen / oder In-
se Erbsitz übergeben / Administrator / Coadjutor /
oder wie man den Namen geben inahalt / an-
nehmen würden: So sollen und wollen wir abge-
melter Capitul zu Metz / Erbsitz und Augsburg kein
andern erdöllen / noch annehmen / Er verdrin sich
dann mit sampt Nach / auch in diesen Bund zu sein /
und alles das zu thun / so die abgemelten Inse ge-
wist sind / und wir Capitul / inahalt dieser ab-
nung und darnauf verdrin sein.

ANNO

1512. Das man den Capitel zu Menez/ Eysfett und Augsburg zu ihrer Freyen Chur bey- stand thun wolle.

Und ob jemand / wer der wile / zu obgemeltem gie / Hoff obgemelten Capitel / oder denselben Eysfett oder seine verwanten / betriegen / beschadigen / über- ziehen / oder unserer freye Chur oder Wohl eines künftigen Erzbischoffs oder Bischoffs zuwehrenden unterstehen wird: So sollen und wollen wir unser Wandtverwanten obgemelt / denselben Capitel auf sein suchen und seinen verwanten / alldann vernem- lich / hüff / Rat und bekräftigt thun / in aller maß / als wir gegen denselben Erzbischoff / Bischoff und Capitel / inhalt dieser einung sunst verscheiden und verspricht sein.

83.

Ob jemand in dieser einung begriffen / die nur siglen würd / daß die dannoch krafft haben soll.

Es ist auch haderlich hierinn beredt / ob unser küneltigen Priester / Freyer / Ritter / Knecht / oder Ertz / so mit nahmen hiewo geschriben stehen / einer oder mehr / diese einung / nit befigen werden: daß dannoch nit best minder solche einung / aller Ertz halb des Wunds krafft und macht haben solle / en all Irrung und verhinrung.

84.

Kaiserliche Majestät soll einen Hauptmann / der im Bund sey / über Je See und ge- biet im Land Schwaben verordnen.

Wie Kayser Maximilian / sollen und wollen auch allweg einen Hauptmann im Land zu Schwaben / der im Bund sey / verordnen / dem befehlen und gewalt geben / daß derselb mit unsern unterthanen allenthalben in unsern Ertzen und gebieten schaffen und versorgen soll / damit alle obgemelt Wandtverwanten / die jern / and die jern / wie hawer gemeit / zu versprechen stand / gehandelt / und ihnen hüff / bekräftigt und alles anders / inhalt dieser einung / befehle und vollstreckt werd.

86.

Welche Land und Leut von Kayserl. Mayest. wegen im Bund sein sollen.

Und auff das / so sollen / von unser Kayser Maximilian / als Erzhertzogen zu Österreich wegen / allein in dieser einung begriffen sein alle und gesliche Land / Schloß / Ertz / und gebiet / so wir von unserm Vater / Erzhertzogen Sigmunden von Österreich / Ertzger / getheilt / überkommen und ererbe haben / mit ausschließung der Grenzen und Gemarken der Grafschaft Tirol / wie der angezeigt ist.

87.

Wie lang die erstreckung des Bundes weren solle?

Und soll die unser erstreckt einung und bundnis auf heile datum die Werts anheben / und von unser lieben Fromen Tag Purificationis nachfolgendig jeden Jahr / die nächsten nacheinander weigend / die sich dann enden werden auf Purificationis Marie / so man nach Christi gebort fünffhundert und drey und zwanzig Jar / solen trachten / wahren / befehlen / krafft und macht haben und gehalten werden / en all Irrung und verhinrung in allwege.

88.

In was gestalt der Bischoff zu Costenz im Bund sein soll.

Es ist auch küneltlich / unser Bischoff Hagen zu Costenz halb / abgeredt und beschloffen: daß wir mit allen und geslichen Schloß / Ertzen und flecken / so wir der dinstal Rens und Bedemmes / gegen dem Bund liegen haben / nichts aufgenommen: daryn mit unsern geslichen / so in der Wandtverwanten Overtaten und gerichteten geschehen / oder von ihnen bekräftigt sind / in dieser erstreckung des Wunds zu Schwaben begriffen sein sollen: vergetelt / daß wir der Ertz / und Ertz / Würzburg / Würzburg und Kaderach halb / und was daryn gehort / gemeinen Bund / wider maniglich / niemand aufgenommen: hüff thun / nach darinn sühnung geben und gestalten / und beschließen von gemeinem Bund / unsern Ertzen / Ertz / Würzburg / Würzburg / Würzburg und Kaderach halb / und was daryn gehort / auch wider maniglich / niemand aufgenommen / hüff befehlen soll / wie sich inhalt der einung gebort / aber der andern Ertz / Ertzen und Kaderach halb / so wie außerhalb Würzburg / Würzburg und Kaderach / und was daryn gehort / auch der dinstal Rens und Bedemmes gegen dem Bund liegen haben / sollen von gemeinem Bund / und unser Bischoff Hagen / die aufgenommen und die Ertz Costenz frey aufgenommen sein: also / daß wir von denselben wegen dem Bund noch der Bund / Hoff wider die Abgesandten und die Ertz Costenz / so thun nit schuldig sein sollen: doch soll secht jeder teil dem andern / dardarinn wider maniglich hüff betreiben / wie sich nach laut der Ertzung gebort.

Es sollen auch gemeiner Bund und seine verwanten / unser Kaitlichen / so in der Wandtverwanten Overtaten und gerichteten geschehen und von ihnen bekräftigt sind / zu vergetzt zu recht handhaben / und wider recht nicht vergewaltigen lassen / sonder nach vermögen der Ertzung / hüff / Dittung und bekräftigt thun.

Was aber wir / Ertzen / Ertzen und Kaderach halb / des Rheins und Bedemmes / auf der Ertzen gegen den Abgesandten liegen haben / dieselben all und geslich / sollen dem Bund nichts verwant / auch der Bund von denselben wegen hüff zu thun nit schuldig sein. Doch ob unser Kaitlichen oder weltlichen / die dem Bund / wie verheilt / nit verwant sind / durch der Wandtverwanten land und gebiet jetzt oder hinfür wider recht vergewaltigen und standes tödten: So sollen die Ertzen / ir anhangen und helfer / durch die Wandtverwanten / reusslich nit enthalten / noch durch gelassen / sonder zu recht gehandelt werden wie dann solliche oder land- freid vernag.

89.

Abred zwischen Margraf Frederichen zu Brandenburg und der Statt Nürnberg bescheden.

Derer: Ist zwischen unser Margraf Frederich zu Brandenburg / und unser Margrafen und Rat der Statt Nürnberg abgeredt und beschloffen: daß wir beiderseit einander / inhalt dieser gegenwärtigen erstreckung hüff zu thun nit schuldig sein sollen. Ob aber unser einander / nach den andern wider recht vergewaltigen wird: So soll gemeiner Bund dem vergewaltigten teil / inhalt der Ertzung / hüff und bekräftigt thun / und daryn jeder teil / einen eiden teil / den dem / so er gegen dem andern teil mit rechte erlangt / handhaben.

Das

ANNO
1512.

Das Urkand.

Hab auff selbliches alles/ haben Wir Kaiser Maximilian / diese erstreckte Namung und Wardenus/ auch all und jeglich obgeschriben Stett / Puncten und Artikeln / laut dieser Beschreibung / als Kämmerer Kaiser / wilsentlich confirmirt. bekräftigt und vertheilt / und als Erzbischof zu Oesterreich wilsentlich angenommen / und thut das alles hermit in krafft diß Briefs/ greiden und versprechen auch den Unsern Kaiserlichen Worten und Werten/ für Uns/ Unser Nachkommen und Erben / dem allen zu leben und nachzukommen / nach darwider nit zu sein/ noch zu thun/ keine wege.

Hab desß alles zu weitem Urkund / haben Wir als Kämmerer Kaiser / und als Erzbischof zu Oesterreich / Unser Kaiserlich Insigne schreiblich lassen heften an diesen Brief. So haben Wir obgenannte Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Grafen/ Freyen / Ritters / Knecht / und Wir Bürgermeister und Räte der vergemelten Reichs-Stett / solche erstreckte Verainigung und Wardenus/ inhalt dieser Beschreibung/ auch wilsentlich angenommen. Gebeten und versprechen für Uns/ Unser Nachkommen und Erben / nemlich/ Wir Churfürsten und Fürsten den Unsern Kaiserlichen Worten. Wir Thom-Dechant und Capitel zu Wien/ Costen und Ausspurg des guten treuen/ an alder Stett: Hab wir obgenannte Prelaten / auch Dechant und Capitel zu Elwanggen/ Comburg und Wucham/ dergleichen Wir Grauen/ Freyen / Ritter / Knecht und Bürgermeister und Räte der Reichs-Stett vergemelt/ den Unsern geschribenen Witten / so wie darumb zu Gert und den Heptigen gethan haben / die bedachte erstreckte Namung und Wardenus in allen ihren Stetten / Puncten und Artikeln / laut diß Briefs/ zu halten / der nachzukommen und Beld zu thun/ nach darwider nit zu sein/ noch schafften gethan werden / in kein wech noch weg.

Hab desß alles zu weitem und offnem Urkund / so haben Wir obgenannte Churfürsten und Fürsten/ Wir Thom-Dechant und Capitel zu Wien/ Costen und Ausspurg. Wir Prelaten obgemelt: auch Wir Dechant und Capitel zu Elwanggen/ Comburg und Wucham. Dergleichen Wir Grauen/ Freyen/ Ritter und Knecht / wie Wir all den Namen zu Namen / im anfang dieser Beschreibung nacheinander geschriben stehen / Unser Insigne / und Wir Bürgermeister und Räte der vergemelten Reichs-Stett / Unser Stett aller Insigne / auch öffentlich thun heften an diesen Brief. Welcher Brief den in gleicher laut gemacht sein / der Wir obgenannter Kaiser Maximilian / auch Churfürsten und Fürsten eien. Wir Prelaten/ Grauen/ Freyen/ Ritter und Knecht eien / und Wir obgenannte Reichs-Stett auch eien angenommen haben. Gebeten und geschriben zu Ausspurg / auf Montag nach Sant Dreutis Tag / nach Christi Unsern lieben Herrn Geburt / fünffhundert und im zehndtsten Jaren.

LXXV.

10. Dec. JULII Pope II. Bulla Citatilis in Sessione IV.
Concilio Lateranensis V. contra Praelatos &
Nobiles Francie Satisfactionem Pragmaticum fa-
centes & approbantes. Data Rome Anno Incar-
natus Dominice 1512. quarto Idus Decembris
Pontificatus sui Anno X. [Conciliorum Col-
lectio Regia. Tom. XXXIV. pag. 204.
PHILIPPI LABBEI Concilior. Collectio.
Tom. XIV. col. 100.]

JULIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad per-
petuam rei memoriam, Sacra approbante Ecclesia.

ANNO
1512.

SALUTI peregri nobis desuper concessi morem reformationi defensionisque Ecclesiasticæ libentis, ac Fidei Catholicae tranquillitatis & augmenti, paternis & sollicitis studiis intendentes, ad omnipotentis Dei & Individui Trinitatis laudem, & gloriam, Sacro hoc approbante Concilio, Litteras nostras à nobis dandum emanatas, eidem Concilio poras, per quas Romanæ Curie Officiales, & illorum exactiones generaliter reformativas, approbamus & innovamus, illaque, quas per nosmetipsos pollicem tunc expressos ad fideles aequitatem juxta intentionem nostram declarari mandavimus per prelatos expressos, & cum illis alios diversarum Nationum Praefatos, nunc in praefato Concilio praesentes deputandos, omnibus quæ judicium humanum perferre possent censuratis, ac juxta & aequum iuri, particulariter declaratis, & declarationes ipsas, in aliis Sessionibus nobis in hoc Sacro Concilio referendas, & ab eodem Concilio approbandas, se debere equitatem, præcipuos & mandamus. Insuper cum jam per multa temporum spacia per nosmetipsos Praefatos Gallicæ Nationis, & nobiles Laicos, ac alios illi faventes, prædictam ejusdem Sandionis præsentem, quam ipsi Pragmaticam vocant, Apostolicæ Sedis, Sanctæque Romanæ universitatis Ecclesiæ capiti, libertati & auctoritati cujusvis detractum, scelerique Canonibus derogatum fuerit; nos rem adeo periculosam in Dei offensam; & Ecclesiæ præfatae vilipendium & evidentem detrimentum; imples ferre noscuentes, cum Sandio ipsa ab omni ad id legitima potestate carentibus, nullumque formidorem Praesentem, aut generaliter legitimorum Conciliorum auctoritatem habita, sed ejusdem abusu tantum in illis partibus introducta, & observata fuerit, illaque cum in ea contentis nulla & invalida merito declarari & abrogari debet; quam etiam etate memorie Ludovici undecimi Francorum Rex abrogavit, ut in ejus Patricius Litteris desuper conciliis plenius continetur. Declarationis igitur & abrogationis per nos faciendarum hujusmodi negotium & discussionem Venerabilium Fratrum nostrorum Ecclesiæ præfatae Cardinalium, & aliorum Praefatorum Congregationibus, quæ in Lateranensi Sala superius, quatenus opus fuerit, facient relationemque discussionem in prima, aut aliis Sessionibus, prout commodè fore poterit, nobis & Sacro Concilio approbante, committimus, Gallicisque Praefatis, Capitulis Ecclesiæ & Monasteriorum, Parliamentis, & Laicis illi faventes, ejusdemque dignitatis, etiam si regalis existant, Sandione præfata abstinere, seu illam approbantes, omnesque & singulos alios sua committere vel divitiis intercellere possint, per Edictum publicum, cum ad Partes illas tates non patet accessus in Mediolanensis, Athesis & Papiensis Ecclesiarum vltibus affigendum, morem & citari debet certum competentem terminum præfixendum, ad compendendum coram nobis & Concilio præfato, causales dicendum, quare Sandio præfata, illiusque corruptela & abusu in concementibus auctoritatem, dignitatem & vltimam Ecclesiæ Romanæ & Apostolicæ Sedis, Sacrorumque Canonum & Ecclesiasticæ libertatis violationem nulla & invalida declarari, decerni, & abrogari non debeat, illaque sic movendi & citandi modum & tenorem, ac si personaliter moviti, & citati fuissent, servantes & decernentes. Uterius omnes & singulas provisiones, collationes beneficiorum Ecclesiasticorum, confirmationes electionum & postulationum, concessionum gratias, Mandata & Indulta quacunque, tam gratiam, quam iustitiam, seu iustitiam concernentes, quacunque tenoris existant, quæ, præsentibus pro expressis haberi volumus, per Synagoram vel Conciliabulum Pisanam, illiusque Schismaticos Adherentes, fides & concessa, quævis sint nulla & invalida, pro potiori tamen cautela, nulla & irrita, nullaque robore vel momenti esse, omnesque & singulos ejusdemque dignitatis, status, gradus, nobilitatis, ordinis & conditionis existentes, quibus concessa fuerint, aut quorum commodum, utilitatem seu honorem quomodolibet respiciant, nullas eorum fructus, redditus & proventus suos facere, vel habere fecisse, sed ad litium restitutionem, & ipsorum beneficiorum, & aliorum praemissionum concessorum restitutionem teneri, & nisi beneficia ipsa & alia eis concessa infra duos menses à Data præfatum compendimus resister & omnino dimiserint, etiam alii Beneficia Ecclesiastica, quæ iusto titulo possident, cu ipsa privatis exister, dicto

Sacro

ANNO 1512. Sacro approbante Concilio, decernimus. Profectus quoque, redditus et proventus hujusmodi, ac quavis pecunia Decimarum per dictum Conciliabulum impetratum, etiam se extendens, expeditorum contra hostilitatem faciendum applicamus. Ut autem Declaratio reformationis et nullitatis Satisfactionis pendenda, aliasque gerenda mature exequi, & peracti ad Sacrum Concilium hujusmodi venturi, quocumque aliquis iam iter ad ventum arripuisse acceptamus, commode venire possim, quoniam Sessionem decimoquinto Kalendas Martii, qua erit quarta feria post primam Dominicam quadragesime proxime future, faciendum, prelato Sacro Concilio approbante, indicamus.

Nullo ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae approbationis, innovationis, precepti, mandati, commissionis, prohibitionis, citationis, ordinationis, decreti, applicationis & individualis iniunctionis, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc contraire profumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum.

Datum Romae in publica Sessione in Lateranensi sacrosancta Basilica solemniter celebrata, Anno incarnationis Dominicae 1512. quarto Idus Decembris, Pontificatus nostri Anno decimo.

JA. QUESTENBERG.

LXXVI.

13. Dec. Vereinigung und Gesellschaft Se. Georgen-Schiltens von Grauen / Freyen / Ritterschafft und gemeinen Adel der vier Viertel im Land zu Schwaben Anno 1512. zu Ebingen ausgefertigt uff Lucie. Sit edern! dasz diese zu ihrer sicherheit beschworene Vereinigung solle drey Jahr dauern. und verglichen sich zu dem Ende der art und weis unter einander sich und freundlich leben; und allen gewaltsamen Tzungen widerstehen zu thun. [JON. PHILIPP. DATT, Vol. Rerum Germanic. Novum Libr. II. Cap. XXII. pag. 400. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheilung II. pag. 164.]

C'est-à-dire,

Confederation pour trois ans, des Comtes, Barons, Chevaliers & Nobles, de la Société de l'Ecu de St. GEORGE dans les quatre Parties de la Suabe, par laquelle ils conviennent de conserver la Paix entre eux, & de se défendre contre les hostilités de leurs Ennemis. A Ebingen le 13. Decembre 1512.

Wir Nahmen der Heiligen unzertheilichen Dreyfaltigkeit Amen. Wir Nachkommen N. N. Grauen / Freyen / Herrn / Ritterschafft und gemeinen Adel des Landes zu Schwaben! bekennen öffentlich! und thun kund allmeniglich mit diesen Briefen. Danach unser Väter und Vorfahren des Heiligen Römischen Reichs vermaaten und zugesaget! vor vielen Jahren ain gemain Bruderscheit! freundlich und augensichtliche verainigung! verfassung und Gesellschaft! unter des Heiligen Ritters Sanct Georgen Schilt im Land zu Schwaben! zu unterhaltung Friedens! Rechts! Ehr! nutz und guten angemeinen / bes und miteinander beschreiben und verpflichte gewesen! und nachbarlich und guter Nachbarn geist; und solich Ainung! Gesellschaft und pflicht bei dem Heiligen Römischen Reich löblichen hergebracht! und uff das kommen und gewachsen ist! auch was Eren! Frieden! nutz und gut ihnen darauß entsprossen! bedacht; haben wir demselben nach mit jungem vorrat! treulichlich mit rechtten wesen mit gutem willen! erstlich! Vorn dem Allmächtigen zu Gier! Ehr! und Lob! auch zu auffgang

gemeins! Nutzen! und Friedes willen! und in sonderlich! der betrachtung unser Vorfahren! geistlich und löblich! herkommen! / auch ain Christlich! Ainung! und verständt! mit und gegeneinander! angenommen und geschriben! damit wir in guten Eren! Erbarkeit und feuntlicher ainung! bei dem Heiligen Römischen Reich! König! und Kaiserlichen! aufgerichteten! Landesherrn! / auch unser Eren! Freyheiten! / Graffschaffen! / Stetten! / Herrschafften! / Reichthum und Gierthum! / Lehen und Gierthum! alt herkommen! / gut gewohnheiten! der Herten und den! die das und den Herten! untersprechen! sind und vermaaten! sind! / Christlich und Weltlich! beleben! und zu recht und aller billigkeit! besser! dasz gedacht! werden! möchten! / eine denselben! unsern! Schilt! / Eren! / Reichthum! Lehen und Gierthum! wie oben! so wir ego haben! oder faren! überweisen! / diese unser freundlich und Bruderscheit! verainigung! / verständt! und Gesellschaft! für das und unser Eren! auch die Herten! und die das! oder den Herten! untersprechen! sind und vermaaten! sind! / Christlich und Weltlich! gleich! und getreuer! meinung! drey Jahr! die nächsten! nach dato dieser unser verständt! einander! verfolge! mit und gegeneinander! angenommen! verpflichtet und beschloffen! / annehmen! / versprechen! / verpflichten und beschließen! die auch hiermit! öffentlich! und in kraft! des Briefes! ego alsdann! und dann! als ego beschließen! und sich zu halten! und darüber! ein zu sein! noch zu thun in freier weg.

Und nemlich! zum Ersten! also: So ist dieser unser! hertnach! verordneten! löblichen! ainung! zu fürer! dem unser! Nachkommen! und der! auch! zu verhöhung! viel! mehr! / Eren! und schilt! zu gutem! nutz! und frommen! unser! aller! rathschlag! angesehen und beschließen! das! ain gemainer! verständt! und geschriben! Hauptmann! uff den! Adel! gewest! und genommen! / und dieser! unser! Ainung! und Gesellschaft! vier! Viertel! gemacht! und geist! / und auff jedem! Viertel! zwey! vernünftige! und verständt! uff dem! Adel! erlegt! werden! sollen! Also! es! sich! begeben! in! zeit! dieser! unser! verainigung! / das! einer! oder! mehr! unter! das! unsern! Eren! oder! den! Herten! an! ihren! Freyheiten! / Eren! / Lehen! / Gierthum! / in! alter! herkommen! und! guten! gewohnheiten! gemainlich! oder! sonderlich! wider! Recht! und! gemelten! Kaiserlichen! Landesherrn! vergemaltig! / überwegen! / gekriegen! / belegen! oder! beschädigt! / angriffen! oder! erlegt! werden! / wie! von! dem! oder! was! gescheh! das! beschade! So! soll! oder! mag! der! oder! das! so! also! unter! das! unsern! Eren! oder! den! Herten! / einkuff! / überwegen! / vergemaltiger! oder! beschädigt! werden! / solliches! an! obgemelten! unsern! erbar! Hauptmann! und! zuerredenden! Ruch! schriftlich! oder! mündlich! gelangen! lassen! die! sich! alsdann! löblich! und! ein! all! verzug! / an! ein! gelegen! und! zusammen! versammeln! die! oder! derselben! beschwerden! hören! und! vernehmen! und! so! sich! solliches! vermaaten! / wie! oben! / mit! der! vergemaltigung! angesetzt! / ersehen! / sollen! sie! die! beschwerden! den! wider! in! schrift! geschriben! / und! demselben! darauß! von! unser! aller! wegen! / wie! sich! dann! vor! irem! geyme! halten! / begehren! und! erfordern! sollich! fürgenommen! beschreibung! gegen! denselben! unter! das! oder! denselben! vermaaten! / ab! geschriben! / auch! der! Gefängnis! einwert! / gemaltig! oder! genommen! / das! / ist! / oder! gilt! / so! voll! oder! was! der! denselben! unsern! vermaaten! oder! den! seinen! entgegen! / antwort! / oder! beschaden! wäre! / unter! jeglicher! wider! und! zuerlegen! / an! zu! antworten! und! in! den! Stand! / als! der! solcher! vergemaltigung! gewesen! wider! zustellen! und! sich! daruon! retribut! vor! seinem! edelmüthigen! Richter! / Hauptmann! oder! Ruch! / oder! dem! / so! als! ob! / von! unser! ainung! darzu! erfordert! / doch! keiner! theil! mit! Supplischafft!

ANNO 1512.

ANNO
1512.ANNO
1512.

schafft vermant sein / denjen laßen : mit dem anhang / da hiß widerkreuzen / und endlich Recht von dem selbsten veracht / und Inßen mitverwanten dadurch zu gewähren / und zu bejahung des seinen mit der that zu handeln gewisacht / auch nachschlaß sinnehmen / damit er sich Inßer freistliche veranigung nach Öffnung Inßer Schloß und Fiedern zu gebrauchen nachschick / daß wie ihn das nit verfeßten / noch nachschick / sonder das wie ihm gemeinlich oder sonderlich / so vor und nach geschriben stat / verhalten / und wie sich unterhalb geschriben und befehlen sein sollen und wollen.

Zum Andern: Und so also über Inßer selblich erpichten und rechtspott / das recht / widerkreuzen und abstellen / nit beschien und angenommen wird : alsdann sollen und wollen wir einander die ehgymelien Inßer Schloß und Fiedern / zu erhaltung eines jeden under Inß und Inßers Witvermanten / selblich seins anseins und gerechtigkeit / zu allen vergramanten sein geschriben / obdißunger dem Jahr lang Öffnen / und nach erhaltung des Hauptmans und der Kide / damit ein jeder nach seiner nachschick / darzuß und dazum sein sicherheit und rechtlich finden und gebahen mögen: daß allweg uff uns jeden selbst aigen forsch / wie hernach folgt : und daß ein jeder den Vorschieden in demselben Schloß oder Fiedern zu halten / schreiken / und dem glauben / wie sich nach gerechtheit befehlen Schloß selblich gebot / ungetarlich.

Zum Dritten: Soll auch Inßer jeder / oder sein Erben / ob er inner oder außer under Inß und den Inßern / oder denen / die Inß / oder den Inßern zu versprechen stand und vermant waren / so angesetzt müssen gesungen / überlegen / vergewaltigt / belagert / einseit oder beschädigt werden / und ihnen uff Inßer erfordern oder schreiken / daß sein nit widersteht / die beschwerd abgeseit / und das Recht vor seinen ewendlichen Richter oder Hauptman und Kiden dieser Inßer Freistlichen veranigung nit angenommen wird / und dersel mit der that und gegenwärt wider seine beschädiger und vergewaltiger anig handlung sinnehmen oder thun wolle : alsdann soll dem oder denselben beschädigten und überlegen / nach gezeigheit der Sach / von gemeinem Hauptman und Richtern / trost und hilff errent werden : die nach alsdann / nach geschick der Sachen / die hilff zu mindern und zu mehrern / vollkommen macht und gewalt haben sollen.

Zum Vierten: Sollen und wollen wir all / und jeder allain und besunder / ob einer oder mehr dem andern am sein glumpff / Ehe oder fang biets erben / von wem / oder wie das geschehe / demselben Inßern mitgeschick / hiß uff in veranworten / und in das / so erst ein oder was / zu wissen verfügen. Dergleichen auch Inßer keiner dem andern ein recht an seinen glumpff / fang noch Ehe mit erben / noch sonst nichts unfruchtlich thun / noch Inßer keiner gegen dem andern / den seinen / noch denen / die ihnen zu versprechen stand und vermant sind / in ungewaltmüß sinnehmen / noch mit gewaltiger that handeln / über / noch gebrauchen / besunder / ob sich sporn oder Trug under Inß / den Inßern oder denen / die Inß und den Inßern zu versprechen stand / und vermant sind / erben oder erbsuchen / und was sach / wie / oder welcher maß das wird / nit anders suchen noch strafen / dann wie hernach stat.

Zum Fünftten: Welcher zu Inß und den Inßern / so Inß und den Inßern zu versprechen stand und vermant sind / also sprich und verordnung zu dem andern heiten oder gewinnen / in jret dieser Inßer veranigung / darzuß soll sich ein jeder under Inß gleich / oder ob gleich / anseins nit versagen werden inder / endlich und rechtlich straffe benügen lassen / also daß der antworter uff des klagers begeh / erste / geschriben oder mündlich erfordern / in einem

Monat dem nächsten / demselben kläger dem under Inß / so in mit Schippschiff in der andern oder denen sinen mit vermant sind / zu gemain sichschicken / und geschriben oder mündlich bezeugen / darzuß dann der kläger einen zu gemainem errenten / und verweisen er nist uff den vorgeschriben bezogen erndt / dem antworter verhanden / denselben / also errentem gemainem / auch dann nach solcher verhandung bald theil / Kläger und antworter in einem Monat dem nächsten mit ansetzung der Sachen und siederlicher tagzung bitten / das sich auch den derselb errent und angenommen Gemain / nit widergen noch wideren / sonder den Parteyen in dertzen tagen den nächsten darnach endlich rechtlich setzen und verhanden / die alsdann uff selblich tagzung rechtlich erscheinen / und jeder theil Jacumatum Calumnie / daß ist der ad für gerecht / thun und schreiken / und unterworfen garen vom Recht / wa oder wen er weilt / so in darzuß schick / mit an der andern oder denen sinie mit freidrichkeit mit vermant stat / zu ein setzen / dertzen gemain und wußig sollen alsdann der Parteyen gegen einander verhanden / und gütlich / oder ob das wir kein rechtlich rechtlich ausscheiden / also / daß allch recht / nach der Parteyen ersten Vor / an den gemainem und ansetzung der Sachen beschreiben / in einem haben Jar zu austrag kommen sey / sich verzehe dann die Sach mit urthail uff rechtlich errentmüß des gemainen / und der wußig / uff werthlicher nachschick des Richters / nicht durch anig ussag oder Partey / lenge / daß soll beeden teilen an dem rechten unschuldig / nach diesem unabschuldig sein / sonder sie und für ein unabschuldig und siederlicher hiß an das End Summarie verfahren und procediren werden. Gienge aber der gemain oder wußig inner oder mehr mit todt / krankheit oder andern sachen bald ab / daß er inhalt des Richters / zu endlich vollstreckung nicht handeln möcht / soll allweg der anwesend teil einen andern gemainen under Inß sichschicken / von dem kläger errenten / verhanden / und jeder theil sein abgang und fang zu allen Nachschicken nit andern errenten / und in allwegen gehalten werden / wie hiet in dem Artikel anigentlichen bezeugen ist. Was auch also durch gemain und wußig / oder den meisten theil andern ihnen mit urthail errent und gesprochen wideret / dazum sollend beid teil ungewogen und sonder en alles gebengen / appelliren / suppliciren / kleiden / und den theil dem andern / die jenen / so er also mit urthail und recht wider in erbolget und erlaugt / haim wege der noch wider sein / sonder selblich gesprochener urthail an alles vergiehn völig tun : alles bey der glöbe und aid / so dertsch verurtheilt thail / laut dieser Inßer veranigung / gethan hat : wa aber das über selblich den einen oder mehr / so sagt in dieser anung ist / oder hinfere darin kompt / überfahren wideret / also wie Inß des zu keinem versehen / so sollen wir Hauptman und Kide in der veranigung selblich sinrichten / und den behabten theil uff sin antreffen / in schickem seinem erlangten Recht / mit dem julegen beraten / beschick und beschuldig sein / alles wie der dritte Articulus des julegnes halber dertzen zu errenten gibt / getrichlichen und ungeschicklichen. Dertsch aber des selben Cristlich Sachen oder handel / und leben / die sollen gerechtverhandt werden / wa die dem recht oder gewohnheit hingehören. Dergleichen auch errent / aigen / frei / hantrecht oder sül / in den Gerichten darinnen sich die begeben / mit recht gelet und außgetragen werden / ungetarlich.

Dergleichen und zum Sechsten: So sollen die Inßern / und die / so Inß und jnen zu versprechen stand und vermant sind / gemainlichen und siederlichen / und je verordnung zu und unschuldig trede von einander nennen und geben / geben und nennen also /

Y

Luf

ANNO
1512.

dass allwegen der Eläger dem antworter nachstet in
aus jedem Gericht / darunter der antworter gelien
und hingehödig ist / und wider außser wehen / kann
der müssen und also der selblichen Richten / und mit
keinen andern fremden Gerichten hinemen / noch
unterschieden. Es soll auch einem jeden in selblich Ri-
cken gericht / gleich Erber und ungerichtlich ge-
richt und recht verschafft werden und widerstehen.
Etelicheit sich aber amider tagt / oder jemand do-
selbst / in entlicher oder sonst urtheil / haben nach
gemeinen Rechten appellieren zugelassen / beschwert
zu sein: derselbe mag sich für jedem derselben Gerichts-
Heren / als nachsten und eben / dingen oder appel-
lieren / und wider antwort verbin: und dannoch
mit vernünftigen willen geschicklich uffsicht / und ver-
setzung unangenehm Kosten und Schadens / zu solcher
appellation zu gelassen werden / nach der Gerichts-
Heren die appellation angemen schuldig sein / der
appellierend ein theil inlege dann glauben und lepp-
lich zu Gien und Heringen schreiben / dass sol-
liche appellation mit geschicklich kein gericht
noch uffsicht wille / des widerthails seines
Rechten / sonder allein auf nachweise / und das er
selbster appellation in Rechten achte gründet /
auch ihm die appellation / als last / als der Sach-
se / und auch dem widerthail / ob er in Rechten
seiner appellation verständig wurde / keine Kosten
und Schäden deshalb nach erkantung des Rechten
mit dem Gerichts-Heren ein Raimlichen Gulden zu
busch abzutragen und zu bezahlen vertritt. Ob aber
der appellierende bei solchem geschwornen agt behalt
dass er weisung oder beschicklich mit vernunft / so soll
ihm darumb kein abschick verstant / und der von ihm
angewonnen werden: und sollen bey theil an all
weiter weigert / als vertritt / gehalten sein und dem
nachkommen: so von derselben des Gerichts-Heren
und Vorn mit urtheil erkant wideret. Verurten
aber die schuld / leben und geistlich sachen / beschick-
lichen agt oder Erbschick / zu. die sollen oder mögen
geschicklich werden an den cadem / auch wie ob-
stet. Doch sollen verstreunungen / vertrieffe schul-
den / se unthail mit glegt / sonder hiermit be-
halten / und einem jeden daran in allweg ungeschick-
lich sein.

Zum Eiden: Etschiden aber Eym oder
Tnung zwischen uns / und kam theil Eläger sein
weit / oder jeder theil vernemte / er oder der ander
seiner Eläger sein / oder dass bey theil / inhaber
und besitzer des gots / darumb sich dann der schuld hielt
und sein theil mit andern schuld mit nicht neme-
nen / sonder ein jeder sich bei seiner vernemten ge-
wird / gerechtigkeit oder inhaben handhaben weit.
darumb soll allwegen ein jeder den entscheidten der
Hauptmann und Räten / so de zu zeiten sein / empfa-
hen und neme / auch schuldig sein / und sie sich des
begnügen lassen / und sein theil mit geschicklicher theil
in maget noch sonst / gegen dem andern / deshalb
nichts weiteres noch anders fürnehmen noch thun / dann
was bey gemelt ist.

Zum Abenden: Ob einer oder mehr unter uns
selber oder vortzung zu vernemten uffhalb dieser
unsere veranigung hien oder gerinnen / es war
und Erb / eigen schuld oder anders: so mit geschick-
lich / entsagung / überzug oder verglichen Sachen /
mit vernemten sind / und der gestalt beklere: und dem
Eläger gebühlich / endlich und inlembig Nicht nicht
geben nicht / oder geschicklich vertragen würde / und
sich des / vor dem jenen / so kam dieser unser veran-
igung darzu verdrinnen sind / erkunden / so sollen wir
einander darinnen wie hieß und rath der Hauptleut
und Räten / zu recht und aller billigkeit / innot
dervellen unser veranigung / wie obstet / bevolffen
und des verdrinnen und verschick sein.

Zum Vornen: Wird sich in zeit dieser unser

veranigung über kurz oder lang begeben / dass einer
oder mehr unter uns / und selblich unser anmug /
hieß und hiesung unser Schick und Richten / so war
einander in uffschaltung gemein erinen / des
Königlichen Landfriedens / unser Streubren / Ehen /
inhaben / leinen und ghern / rede und geschicklich
fürgenommen / und uns freiden wille / als das
seiner Vornen an land zu Schwaben gehen haben
von jemand / wer der wer / wider den König Land-
frieden gewaltiglich überzogen / unser Schick oder
Richten beirert / oder wir funst beschicklich / dass wir
dann allwegen amander mit hieß / Rat und getat
treulich und mit tröstlichen widerstand beirert /
und mit gegemein nacherkantung abgemelter Haupt-
mann und Räten / und dem / so sie zu solcher Erkant-
ung zu ihnen ersochert / dass auch ein jeder unser
Hauptmann macht und gemacht haben solle / und wi-
der oder welche also von zu zeiten den Räten erse-
dert wurden / sollen sich bei mit wider zu herren /
sonder dem Hauptmann und Räten darumb geschick-
sam sein bei den Leben und Pflichten der Anmug
vernemte / hinemen und handlen sollen / damit
sich gemelt und fürnehmen / so viel möglich ist / wi-
derstand beschicken / und wie das also durch derselben
verdrinnen / auch des Kosten und funst / aller
sach halb / angesehen und fürgenommen wurde / dem
soll ein jeder unter uns / eben allen uffzug / an- und
weirung / auch an alls verzeihen / stat und belg
ihnen / und keiner uff den andern wideren noch ver-
zeihen.

Zum Zehenden: Ob sich begit / dass wie mit je-
mands / wer der wer / zu schaffen heiten oder ge-
kommen / von dem einer oder mehr unter uns leben
und die uffsicht bette / dass gegen dervollen Leben
heren kein bericht uffgenommen werden soll / bruch-
ken dieser unser Anmug vernemte / der selblich sein
leben uffgeben heit / were dann zuvor sein leben
nicht geirren / oder zu leihen gemugsam jurest /
wie sich gebet.

Zum Aissten: Soll es uns allen gemainen und
frentlichen Kosten zu thätiger handhabung ange-
legt / und nach erkantung Hauptmann und Rät ge-
halten / und dervollen nachkommen werden: und
weirer oder welche also de zu zeiten zu Hauptmann
und Räten durch uns vernemte dieser unser ver-
anmug mit anderlicher oder der mehreren Stimmi
erweilt werden / die sollen sich des verweirndet an-
nacher fürwert beiraten / und mit sperrn nicht wideren
an ihnen weg.

Zum Zwölfften: Damit unndert Cost und wider-
will in beziehung der uffgelegten Sord verdr nicht
so haben wir uns sumentlich verant und beschicklich
dass ein jeder uff des Hauptmann erst ersuchen / so
uff gemeinen Kosten geschicklich solle / sein uffgelegte
Sord und hilffgele / innot des Hauptmann schre-
ben / bezahlen / Was aber einer oder mehr dussichtig
mit theilen / und darinnen stellung erkennen wurden
soll als dem der Hauptmann / so de zu zeiten sein
wurde / selblichem uffhalt / uff allen jeden selbst Co-
sten / mit ernennung bey der Pflichten / damit ein
jeder dieser veranmug vernemte und verbunden
ist / erherdenn / darinnen kein verdrinnen / dem auch
ein jeder vernemte gebrechen sein soll.

Zum Dreizehenden: In dem allem gemeinlich
und sonderlich unser allerhandlicher Dant der Wähl
beistanden auch unser allergerichtigster Herr der Röm-
ischen Kaiser / als Römischer Kaiser / auch als ein
höchlich Fürst von Österreich / und unser grätziger
Herr Herzog Ulrich von Württemberg zc. in genomen
und verdrinnen sein sollen.

Zum Vierzehenden: Dass ein jeder unser Ge-
schicklich vernemte sollen und mögen / in ihren
darnitverpflichtung / mache und gemacht haben / sich
zu ungläubigen Rächen und Heren / mit irem dien-
und

ANNO
1512.

ANNO
1512.

unterthut dieſer Inſer veranung thun und verpflichten / Doch weil ain jeder in demſelben hienun ſen / und Inſer aller Ege / aus / und Inſer Eiter und verſien ledich herkommen / freyſehen und gemeynſam / mit guter gewohter toet bedachten und eruehen / Ob auch einer oder mehr mit ſeinem leich gegn ainem Fürſten oder Herrn / toet der oder die toeten / in dardverpliche / verbunden oder veruont / ſo ſollen doch nicht deſtimder deſelben Inſers veruonten hab und glere / Echieß und Jüden / Inſer Väterlichen veranung anhängig / beſtändig / hülſlich und erſchlich ſen.

Wir haben auch darzu und zum Inſerſehenden / diß Inſer veranung und geſellſchaft / gemeynlich und untereinander zu machen und zu uendern dorchubera / daruff all und neder Inſer allan und beſondere für ſich und ſein Erben / gloyt und leylich zu Gey und den Freyſagen geſchere / ſellich Inſer Freyertlich und freuntlich veranung / und alles daß darinn geſchenden ſtet / in allen Stucken / Punkten / Leichſin und Claufen / eyn all uſung / cin und widerred / getwölchen halten / und dem nachuſommen / alles treulich und ungetwlich. Mit Veruont diß Treiffis mit Inſer jeders eigen anhangenden Inſelg verſigelt und geben / uff Lucia Anno &c. duodecimo / die geſellſchaft und veranung angenommen und ugeſagt.

Die nachbenannten Geyen / Freyſch / Herrn und vreu Adel / haben uff nicht verſchieden verſammlung tag zu Eſingen / uff Lucia Anno &c. duodecimo / die geſellſchaft und veranung angenommen und ugeſagt.

Ulrich Graß zu Minsfort. Chriſtoph Graze zu Bernenberg. Heinrich Graze zu Luffen. Ulrich Graze zu Heſſenſtein. Schwabacher Freyher zu Gaudelſingen. Conrad Thum / Philips dem Reichberg. Dietrich Epit. Sigmund von Berg / der älter. Ulrich von Kiekingen. Hans von Freyburg. Schosha von Nuppenburg / Ritter / Weiſſ von Gullſingen Ritter. Reinhard von Reindrich / Marſchalck. Weiſſ von Homburg / Ritter / Panger von Stoſſen. Albrecht von Weiden. Ulrich von Nürthaim. Conrad von Stadion. Caſpar von Ertſheim. Caſpar Eſend / Ritter. Lorenz von Weſenſtäten. Maurit von Alnauſſen. Herzog von Reichberg / zu Sauerſand. Conrad von Zinhard / Ritter. Ulrich von Graſſenack. Heinrich Freyſch / von Butler. Hans Gſ. Hans Epit von Gnanow. Erſt von Jüch. Reinhard Epit. Hans und Georg von Steinheim / Erpſider. Radwiſſ von Eſingen. Dietrich von Weiler. Radwiſſ von Eſen. Hans und Caſpar von Ertſheim. Wilhelm von Zöllhard. Arbegſt von Freyberg. Georg von Botenſtein / der Jünger. Weiſſ und Albrecht von Freyburg / Erpſider. Ludwig und Durdur von Freyberg / Eget von Schpau. Werner Eberndt. Thomas von Eſingen. Hans von Brenden zu Weſenſingen. Ludwig Epit / der Jünger. Hans von Ertſheim. Wilhelm von Weſenſingen. Hans von Weſenſingen. Hans Heinrich von Bubenſen. Reinhard und Wilhelm von Wülmarck. Hans von Du. Juel von Berg. Georg von Du zu Weſenſen. Adam von Freyburg. Endriſ von Hechedt. Weiſſ von Staunheim. Reinhard von Nidhauſen. Werner von Nidhauſen. Georg Epit. Georg von Du zu Hurlingen. Kiri von Hinzſtein. Wilhelm den Reichſch zu Dietſch. Juel Sigmund von Berg. Ludwig von Stadion. Reinhard Ludwig und Wilhelm von Weſenſingen. Georg von Weſenſingen zu Freyſtäten. Conrad von Reichſch. May Staunſſ. Ludwig Graß zu Weſenſen. Wülſch Alnman. Conrad von Eſingen. Berthold von Weſenſtäten. Wilhelm von Freyberg. Eudarius von Nattenſtein zu

Nattenſtein. Wülſch von Degenſch. Wülſch von Hertenſtein. Hans von Eſchenberg. Wilhelm und Sigmund von Eſingen. Ertſing und Georg von Sulnſingen / Erpſider. Juel von Hertenſtein. Beron von Hertenſtein. Wulſch Wulſch. Jacob und Marquard von Eſen / Erpſider. Wulſch Epit. Conrad von Eſen / Chriſtoph von Weſenſen. Wulſch Graß zu Sulz. Ed von Reichſch / der älter. &c. &c.

ANNO
1512.

LXXVII.

Vertrag zwifchen des Treiffis Hildeſheim 1513.
Rittersſchaft / und der Stadt Hildeſheim getroffen / wodurch ſie ſich untereinander als 21. März. diſſes zwifchen ihnen ſchwebenden unuollen halber verſchlichen / dann auch einander zu ſchützen / und wider all Feindliche angreiff beſchließen zu ſeyn verſprochen. Eben Montags nach Palmatum Anno 1511. [L. 111.]. Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. 1. Fretung 111. Abſch X1. pag. 168.]

C'est-à-dire,

Accord entre la Noblesse de l'Evêché d'Hildesheim d'une part, & la Ville d'Hildesheim d'autre part; par lequel renouant à leurs anciens accords, les deux Parties se promettent un secours mutuel & résistent contre toute injuste violence. Fait le Lundi après le Dimanche des Rameaux, l'an 1513.

Wir Bartold der Eder / Bartold der Jünger / Ewert / Hans und Harbert von Nidenburg / Alle de Eder und Dirck / Alle ſone Eder / de Waener / Henz Nidhſtäten / Hans / Harman und Ludoſſ de Jünger von Oſterhaufen / Hincid van Niden / Dietrich ſon Eſen / Statius von Mündhſen / Bartold und Lerd Bed Oſterbeder / Eder van Walmen / Lerd van Doren / Erſt Wulſchburg / Berthert und Bartold von Wulſchſt / Dirck Freſen / Erſt von Digen / Hincid van Weſenſt / Berthert Freſen / Lerdwig von de Juel van Schwichte / Hildebrand / Berthert und Ert / Oſterbeder van Eder / Jereid / Dietrich und Dietrich von Weſenſing / Ewert und Jereid / Oſterbeder von Nidhſen / Hincid und Albrecht / Oſterbeder van Hertenſen / Hans van Niden / Lerd van Heere / Lippold und Hincid / Oſterbeder van Eder / Lerd van Ertſen / und Ewert ſon Lerd van Weſenſen / beſinnen alle eynacht in diſſem Beede / vor als neme / ſo iſt de Stadt von Hildeſſen Manne mit dem Eſenman Nide / und den gemeinen Inwohnen der Stadt the Hildeſſen zu nide / Fronen und Ederacht / dem Reich van Hildeſſen und Inſe allen tom beſen / in eynge und einer Verrecht ſiten / na Lude Egeiden und Breden / doreter gegeben / dar wo de ter Tid / de beſſere Verrecht ugeſchicht und gemacht wuht / nicht mehr inne gedunet noch begreyn ſub / ſo veruollen und verpflichten wo Inſe in Wacht diſſes Beedes / dar wo ſo dene angereyn Verrecht mit dem jenen / de de verſigelt heben / vullenwimen in alle ihren Punkten unde Ardeiden holden wollen und ſchällen / ſande und beſindeten ohne alle Verſigelt / ſo iſt doreter nun verſprochen / das Inſe cin des ander beſte wette und dore / und vor ſinen Schaden / dar be dem the weende lerge / woret / das be dem nide Verſigelt dore nide / das iſt doreter und dore / van den vorredent. Eſenmanne allen / das be in diſſe Beedeacht begreyn ſin / und Inſe dem Nide der Nide der Stadt the Hildeſſen veruollant / als wuht / das jemand von Inſe allen mit dore

ANNO
1513.

effte mitwilligen Veldten holtigen oder gefellen effte
beftochiget werde/ des wo tho erchte mochtig weren/
dat wo andern alle denfchden van ftand/ fo den den
wo mdgen/ na alle Inftt Macht entfthen und tho
die hiepe fennen willen/ alpe Gefchide/ wo wollen of
und ftellen der denfchden Recht leben und dat fid
de Zegenden Inftten teftehen nicht wolde denfchden
laten/ und fo mit der Gewalt verftern/ fo wollen
und ftellen wo/ fante denen jenen dede fo bedren-
get weede/ hene nicht verlaten/ funder hene behu-
pin und beraden fis/ na alle Inftere Macht/ und
effte wo fo denes mit wehne to wideren Anteillen
und fenden quemen/ fo wollen und fchellen wo Inft
ein der den andern nicht ftand/ etc en fo Ende/
wo deden Inftt efften fo deden mitwillen ftantfchen
vermeiget und vertragen/ ift top of Inftt ftande
wideren duren Landen in Inftt Hülpe elden/ dede
fult mit Inftten Veldtmen in Gramen und An-
willen ftanden/ denfchden weelden wo ftantfchden
fidra/ demile fo dede feide ftunde. Inftt ene en
ftall of des andern ftande effte Veredters mit
Wefchep nicht lufen effte began in weiner Wefch.
De vorbedenende Sticht-Manne willen of der van
Hidenfem Weer in duren Gerichten freye tappan la-
ten/ fo dat von Older her gefchehen ift/ unde
willen of in duren Kriden/ fultveft nicht feyle
brinnen/ fonder dat of tolden/ alft dat van
Older weenne herto gewest is/ unde derftuden
van Hidenfem gldere of unde tho in duren Gerich-
ten freye wanden/ unde freye duren laten/ na Ide
Teggen mit Weeden/ bene ftuden van Hidenfem
van Inftten gndigen Hiren von Hidenfem unde fo
ur ftellfchden Gnde weilige Capittel darover ge-
geven/ alpe alle Gefchide/ Inftt effte of jemand
van denen vorbedenende Sticht-Manne weider
weere/ de duffen Verdracht nicht mehr derftuden
wede/ bene ftuden ftal fi of nicht baertlick weftan
unde en ftal darover hiernede nicht gendret noch
gndreden fin/ funder bi fulte Macht klereen/ und
von vorbedenende Sticht-Manne und wo de Nach
der Sticht tho Hutenfem bekennen fpender in duf-
fem Weere der als weftan/ dat wo alle duffe dreg-
fchren Secht/ Punkt und Trietel duffe Weere/
en juncel fante und befunden/ Inftt ein deune
andern in guten toren Treuen/ fiede/ walt/ na-
verbeden/ ofne alle Gerichte weftobftelende/ unde
bedden duf fo foder Weftantiffte und gnuftamer
Tudenfiffe Inftt Ingeftige wiffchen inden an duf-
fen Wreeft beten hangen/ na Chrifti Inftt Hiren
Gehort Buftentundert darna in dertenden Jahre
Montages na Palmarum in der Hiltigen Weften.

LXXVIII.

4. Avril. *Privilegium MAXIMILIANI I. Imperatoris con-
cessum REIPUBLICÆ JANUENSIS, super
varius Feudis, Locis & Terris, per ipsam ac-
quisitis, adeo ut Territorium Januense extendatur,
non solum à Monaco usque ad Cornum, sed etiam
ad omnia Loca ultra Cornum acquisita, Flumine
Maree comprehensum. Datum Augusti die 4. A-
prilis 1513. [Extrait tirée d'une Information
de Droit publiée à Milan par ordre du Roi
d'Espagne en 1633. sous le Titre de *Discussio
Questiois Salaris Finavensis.*]*

MAXIMILIANUS Divina favente Clementia E-
lectus Romanorum Imperator semper Augustus,
ac Germaniae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae &c. Rex,
Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingae, Bar-
barie, Sicilie, Carinthie, Carniole, Lymburgie, Lu-
cemburgie, &c. Gheldrie, Langravius Alsatiae, Princeps
Saxoniae, Palatinus in Habsburgo, & Hannoniae
Princeps, & Comes Burgundiae, Flandriae, Tirolis,
Gronie, Arthetie, Hollandiae, Seelandiae, Forentis,
in Kyburg, Namurci, & Zuephaniae, Marchio Sacri

Romani Imperii super Anafon, & Burgoviam, Domi-
nus Fluriae, Marchiae, & Sclavoniae, Neuchin, Puer-
tus Naonis, & Sallinarum. Tunc omnium nobis super
universi Civis Regimine divinitus erechutum exercere pu-
tamus, cum nostris ac Sacri Romani Imperii Subditis,
atque fideles in suis Juribus, Privilegiis, atque Libertati-
bus conservamus illece, ac illa eidem, juxta eorum
in nos, & Sacrum Imperium divotique Praefectorum
nostrorum Romanorum Reges, atque Imperatores colla-
ta exposcunt, confirmamus amplius auctoritates, ac
eque de novo concedimus, prout ipsorum pacti, & tran-
quillitati nobis videbitur salubriter expedire. Cum igitur
speciabilis nobis, & Sacri Imperii Adeltes Dilecti
Cives, Consilium, & Communitas Civitas nostra Im-
perialis Janus in nos, & Praefectores nostros Roma-
norum Reges, atque Imperatores, Sacrumque Impe-
rium, multis & variis rebus atque opportunis obsequiis
constanter, & per exercitum Urbis in ipsi Praefectoribus
nostris, ac Sacro Imperio semper devotissimos, ac
obsequiosissimos exhibuerit, adeo ut, eorum cari-
gentibus meritis, singularibus gratiis, honoribus, privi-
legiis, libertatibus, & prebentissimis aliis aliis Urbis
sint decorati, ut in ipsorum Praefectorum nostrorum
Imperatorum, videlicet Frederici primi, Henrici se-
cundi, Henrici septimi, Caroli quarti, & Sigismundi
Lithis, atque Privilegiis, quorum tenores, & si de
verbo ad verbum inferre essent praesentibus, volumus
pro expressis haberi, elatis continetur. Cumque Ju-
venens ipsi nobis exposuerit se, ab anno ducentis, &
pleribus circa, acquisivisse Castra Illitica, & Amedie,
Trebbiani, Arcule, & utraque Vesali, & aliorum Lo-
corum adiacentium, quae teneant, & de novo tenent,
& per quorum territoria labitur flumen Maree, & in
Mare infuit, exposuerit etiam se ab antiquissimis tem-
poribus circa, acquisivisse Civitatem Sartanac, Oppida Sar-
tanelli, Flacimelli, Caltriorii, Ortrivori, & cetera
Magna Lane cum agro adiacenti, & eorum eorum ju-
ribus, & pertinentiis sibi confirmari, & quae pos-
sederant, & etiam possident, petieruntque Jurisdictionem
suam, territorium, & districtum ad dicta omnia, & sin-
gula loca per eos, ut supra, extendi, & praecipue de
benignitate Caesaris sibi confirmari, & de novo conce-
di. Nos qui Juvenens ipsos, propter singulares eorum
virtutes, ac merita, quibus se nobis devotos, & obse-
quiosos exhibent, singulari Clementia, atque gratia ostra
Caesaria protegi volentes ipsi Civitas, Consilio, &
Communitas Janus, habita tamem prius cum Principibus,
& Praefectoribus nostris materia deliberatione, & ceteris scien-
tia, ac de plenitudine Imperiali potestate nostra, omnia
eorum Feuda, Privilegia, Jura, Libertates, honores, gra-
tias, concessiones, ordinationes, ludoles confirmati-
ones, atque indulta ludamus, approbamus, ratifica-
mus, innovamus, confirmamus, & de novo concedi-
mus, ac ea, & quodlibet eorum ad omnia, & singula
Loca, de quibus supra, Terras, Districtus, atque Do-
minia, quae ipsi Cives, Consilium, & Communitas Ju-
venens tempore praedictarum Concessionum circa ratio-
nabiliter acquisiverint, etiam aliis flumen Maree
existant, extendimus, ita quod in eisdem Locis, ut praesentibus,
acquisitis, tanquam Territorio suo, praesentibus Privi-
legiis uti & sibi valeant, & possint, se si ipsa Loca,
Terrae, Districtus, ac Dominia in ipsis Praefectorum
nostrorum, aut nostris Lithis specialiter essent inter-
ta, & antiquis in eorum Territorio, & Districtu com-
prehensis, & quod quidem Territorium, & Districtum
Januen. extendimus, & declaramus extendi debere non
solum à Monaco usque ad Cornum, sed etiam ad omnia
Loca ultra Cornum, & ut supra acquisita, flumine Maree
comprehensum, ipsique Januensis omnia, & singula,
quae à nobis, & sacro Imperio in Feudum depend-
ent, ac praedicta omnia, & singula concedimus, &
de eisdem, quatenus opus est, de ooro invicimus, non
obstante quacunque causa, seu occasione praeter quos
praemissa Feuda cadere possent in committum, & ad
iudicium, ac Sacrum Imperium esse devota censuerunt,
ut ipsi Cives, Consilium, & Communitas Januensis. ubi
iudicium à nobis gratia se vocant esse rectissimum, praesentibus
liberatione, scientia, & potestate ipsi concedimus, & ex
mimo liberalitatis subsidio clausibus nostrorum, & fa-
cultatem in ipsa Civitate nostra Imperiali Janus publi-
cè legendi in sacra Pagina, in utroque Jure Pontificio vi-
dicent & Criscore, in Annibus, Modicis, atque aliis libe-
ralibus Artibus, in eisdemque Facultatibus, praemissa exa-
minandi rigore, nostra auctoritate magistrandi, doctores
di, licendi, & minores Gradus conferrandi, juxta
consuetudinem, & privilegia aliorum Studiorum, seu
Universitatum Italia, & quomodocumque ipsis ab Apo-
stolica Sede esse afferantur indultum, praemissa nos

ANNO
1513.

ANNO
1513.

obstantes quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Statutis, Confuetudinibus, Privilegiis, seu Exemptionibus, per personas Praefectores nostros, per nos, aut Successores nostros Romanorum Reges, seu Imperatores datis, vel concessis, vel in posterum dandis, vel concedendis. Quae omnia, & singula, quatenus huiusmodi Praefectorum nostrorum, ac eorum, Litteris, Litteris, & Confessionibus obviare possint in aliquo, aut derogari, pro nulla, invalidis, ac non concessis haberi volumus, & pro infectis ac omnibus reputari in omnibus, ac per omnia, prout Praefectores nostri saepe dicti declaraverunt, filvis tamen, in omnibus & singulis praemissis, nostris, ac Sacri Romani Imperii iuribus. Nulli ergo omnino hominum, hanc nostram laudationis, approbationis, ratificationis, innovationis, confirmationis, extensionis, concessionis, investiturae, ac reservationis paginam infringere, vel ei quovis temerario ausu contraire. Si quis autem hoc tentare praesumpserit, nostram gravissimam indignationem, ac penam centum marcorum auri pro irreversibiliter se noverit incursurum: Quorum medietatem Fisco nostro Caesaris, reliquam vero partem ipsorum Januensem urbem decemimis applicari. In quorum omnium fidem, & Testimonium praemissorum hae Litterae nostrae Signilli nostri appensione jussimus, & fecimus committi. Datum in Civitate nostra Imperiali Augusta die quarta mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo secundo decimo, Regnorum nostrorum Romanorum octavo, Hungariae vero vigesimo quarto.

1611. die decima nona Julii.

Ex Originali, in pergamento conscripto cum Sigillo Magno pendente, existente in Comperi Sancti GEORGII, cum alio Privilegio, quae per Syndicum dictarum Comperarum de more conservantur, & custodiantur, licet. Salvo &c.

JOHANNES ANTONIUS SAMBUCETUS
Not. pub. Genuae. & praedictarum Comperarum Syndicus.

LXXIX.

f. Avril. APPUNCTUAMENTA, pro Defensione Ecclesiae, inter LEONEM X. Papam, MAXIMILIANUM Imperatorem, HENRICUM VIII. Angliae Regem & FERDINANDUM, Regem Aragonum, alia & cunctis in Opido Mechlinensi die 9. mensis Aprilis Anno 1513. [RYMER, Conventions, Litterae & Acta publica, Tom. XIII. pag. 374.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam praesentes Litterae pervenerint, Nos, EDUARDUS POMPONIUS, Eques sacrae Ordinis Garteri & Contraculator incelsi Hospitalis Excellentissimi & Potentissimi Principis Henrici, Dei gratia, Regis Angliae & Franciae & Domini Hispaniae, Johannes Yong Vicecancellarius Angliae, Thomas Boleyn & Richardus Wingfield, Milites per corpore praefati Serenissimi Regis, Consiliarii, Ambassadors, Legati, Oratores, Commissarii & Nuntii ejusdem Regis Angliae & Franciae Domini nostri Metuentissimi, vigore, auctoritate & virtute Commissionis nostrae nobis ad instantiam per eum datam & concessam (cujus tenor hic inferius scribitur) rite ordinati legitime constituti & sufficienter auctoritati saltem in omnium Salvatore.

Comperit enim est, tam divino quam humano Jure, omnes Homines teneri & ab Amicis propulsare injuriam, & eorum assiduis rebus succurrere, multo magis Ecclesiae causam Aliisque Recloris atque Pastoris omnes suscipere & tueri debere.

Cum itaque, his Annis proximè elapsis, quamprius Dominus & Civitates Ecclesiae subiectae per Ludovicum Francorum Regem & illi Adhaerentes hostiliter invaserit, direpta & occupata, Regnoque Patriae & Domini ad nominales Christianos Principes jure pertinentia usurpata & vi detenta fuerint, prout in praesenti detentur; adeo ut tunc de Urbe Romana, de captura vel expulsiōne Summi Pontificis felices recordationis Julius fecundus, quum expugnatio & subjectione multorum Principum non mediocriter timeretur, & quod daretur eis, pernitiosum Scientia foret, quod verisimiliter tendere potuissent in distam Ecclesiae Universalis vexationem & totius Reipublicae Christianae

pernitionem, nisi auxilium in tempore, Providentia quadam divina, cujus causa praecipue agitur, praestitum fuisset.

Igitur nos praedicti Oratores, Procuratores & Commissarii praefati Regis Angliae & Franciae Domini nostri Metuentissimi, qui modis omnibus summe curae Ecclesiae ad hujusmodi & aliis quovisque infestationibus liberare, & Jura unicuique Principis recuperare, pro eodem, ejus nomine, Mandato & Auctoritate, & virtute Commissionis nostrae praedictae, cum Sanctissimo Domino nostro Leone Pontifice Maximo, & cum Excellentissimo & Serenissimo Domina Margarina Austria Archiduchessa, Ducessa & Comissa Burgundiae, Viduae Rebelli Sabaudiae, Carissimi Fratris Domini Maximiliani Imperatoris Electi Imper Augusti Filia Dilectissima, Mandatoque ac Procuratore ejusdem Imperatoris Electi, ad quem praeter ceteris spectat Protectio & Defensio tam Christianitatis quam Sacrae Romanae Ecclesiae, vigore & auctoritate Commissionis sine ad infraferptam plenam & sufficientem auctoritatem habente, (cujus tenor inferius describitur) necnon cum Serenissimo & Potentissimo Principe Domino Ferdinando Rege Catholico Aragonum, atque Sicilia &c. de Jerusalem, tam pro se quam pro Serenissima Domina Juliana Regina Castellae, Legum & Graeciae, Filiis sua Christianis, cujus Personae, Regnum, & Dominiorum Bonorumque eorum & administrationem idem Rex Catholicus gerit, ad Laudem & Gloriam Dei omnipotentis, & totius Religionis Christianae tranquillitatem & pacem, communicaverunt, tradiderunt & conclusimus omnes & singulos Articulos sequentes.

In primis, inter nos Oratores praedictos, nominibus quibus supra, usatum, communicatum & conclusum est quod omnes & singuli Tractatus Amicitiarum, Confederationum sine intercessu Mercum, aut haec inter Partes praedictas, per se, Progenitores aut Antecessores, Oratores vel Commisarios suos respectivè, sub quibuscumque verborum formis, initi, concordati & conclusi, quibus non est expresse derogatum ac quos pro hic instanti haberi volumus, in omni suo robore permanere & firmitate; ita quod per praesentem Tractatum aut aliquam Capitulum in eodem contenta non censentur aut intelligantur quovismodo eidem Tractatibus aut aliorum eorumdem derogatum.

Item, tractatum, communicatum, & conclusum est quid, inter Consideratos praedictos, eorumdemque Haeredes & Successores, Regna, Patrias, Terras, Domina, Vassallos, Subditos, Alligatos & Consideratos suos quovismodo, praesentes & futuros, tam Ecclesiasticos quam Seculares, cujuscumque gradus, conditionis, aut praesentis existant, etiam Archiepiscopos, Duces, ac quascumque alia dignitate, statu, aut gradu praestigant, aut praesenti Legi se non opponentes aut contravenientes, sit perpetua, bona, pura, sincera, vera, integra, fideles, pectida, & firma Amicitia, Unio, Liga, Confederatio & Pax, per Terram, Mare & Aquas dulces, ac ubique locorum futuris temporibus perpetuo duratura.

Et quiaque idem Considerati, & eorum quilibet, pro defensionibus ac nationibus Sanctae Romanae Ecclesiae ac Personarum & Statuum suorum, eorumdemque Haeredes & Successores, necnon Imperii, Regnum, Patriarum, & Dominiorum jam per ipsos aut eorum aliquem possessorum, aut postea Jure Belli vel quovis alio modo recuperandum aut possidendum, contra praesentem Ludovicum Francorum Regem communem eorum Hostem, ejusque Haeredes & Successores, ac alios ejusdem Ludovici ejusque Haeredom aut Successorum Factores & Adhaerentes quovismodo, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut colore quocumque, de sacro futuris perpetuis temporibus, non solum sibi invicem Amici, sed etiam Amicorum Amici, & Inimicorum Inimici, sine exceptione quacumque; dabantque idem Considerati sibi invicem contra praesentem Ludovicum Francorum Regem communem eorum Hostem, ejusque Haeredes & Successores, quociens & quando per aliquem Confederatorum invasum, offensum, five hostiliter aggressum requiritur aut requiritur fuit, sumptibus & expensis requirentis, mutuum auxilium & succursum boni fide sine dilatione quacumque; non obstantibus quibuscumque Alligantibus & Confederationibus, quas Considerati praedicti vel eorum aliquis habent vel habet aut in futurum habere poterit vel poterunt cum quocumque vel quibuscumque Regibus, Principibus, aut Comitibus, quascumque illi fuerint aut erant; quibus expresse derogatum non censetur; Salvis & exceptis Legibus & Confederationibus initi & factis cum Serenissimo Rege Aragonum comiti eorum Amico

ANNO
1513.

ANNO

1513.

eo (si qua sint) quibus in nullo derogatum censetur.

Item, quoniam prefatus *Ludovicus Francorum Rex* communis Hostis dicitur deesse in ea praesentia per vim & violentiam contra Jus & Pias delinere & utique nonnulla Regna, Ducatus, Principatus, Domina, Patrias, Terras, Civitates, & Opida Confederatis praedictis respectu spoliata; pro igitur recuperatione omnium & singulorum praerogativarum, sic, ut praemissis, injunctis occupatorum, tractatum, communicatum, & conclusum est quod Confederati praedicti, omnes & singuli, infra triginta dies a Data praefatis Tractatus immediatè computandos, per publica Edicta & Proclamationes palam declarabunt de eorum quilibet declarabili se inimicum & Hostem dicto *Ludovico Francorum Regi*, & infra duos menses Datum conclusionis hujus Tractatus proximo sequentes *Bellum Indignum* contra eundem, semper & expensis suis, per se ipsos, aut Capitaneum vel Capitaneos sufficientes vel sufficientes seu Exercitus Ducem vel Duces, relictis & cum effectu, facient & quilibet eorum faciet; videlicet,

Sanctissimi Dominus noster Pater in Provincia Provinciae, vel in *Delphinatu*, vel alia Terris & Dominiis *Regi Galliarum* subditis & subiectis extra Italiam, *Caesare Magistro in Regem Francie* vel Patria obediuntibus & potestibus *Regi Galliarum* extra Italiam,

Rex Anglie in Aquitania, Picardia, Normania, vel in alia Terris & Dominiis *Regi Galliarum* subditis,

Et *Rex Aragonum* in Patria de *Bearne, Longuedoc, & Aquitania*, vel alia Terris & Dominiis *Regi Galliarum* subditis & subiectis,

Extra Italiam, ubi item Confederati omnes & singuli communi Hosti maxime nocere & offere possunt.

Erantque Exercitus duorum Confederatorum, qui ad hujusmodi bellum indignum obligantur, potentes & bene instructi, tam in Pedibus quam in Equitatu, Artilleria & aliis instrumentis bellicis in ea parte necessarii & requisiti, sic quod singuli eorundem Exercitus communi Hosti invadere, contra eundem Castra metari, Civitates & Opida obidere, ac potestis & malitias eorundem resiliere & obviare, ac eodem cum effectu expugnare valeant.

Nec ab hujusmodi Bello sit, ut praemittitur, incepto vel incipiendo dicti Confederati aut eorum alter delinere aut delinere, seu Pacem, Treugam, vel Bello Indignis cum ipso communi Hoste, aut cum aliquibus aliis qui per praefatum Confederatos velint opponere, directè vel indirectè tractatum, capere, aut concludere, atque notitia, consensu, & expresso assensu aliorum omnium & singulorum Confederatorum.

Item, tractatum, communicatum, & conclusum est quod nullus Confederatorum praedictorum permittit aliquem ex Subditis suis dicto *Regi Ludovico* Haereticum vel Successorium suis in Bello ferire, aut stipendia ab eodem recipere; sed ipsi omnes & singuli per Edictum expressum & solenne palam interdicerent, prohibebant, & praecipiebant, tempore Publicationis praefatis Tractatus, ne aliqui Subditorum suorum, sub pena Capitis & confiscationis omnium bonorum, taliter faciant; quod, si hujusmodi praecipitis contraveniant, ipsa pena atque venia mulctentur: sicut tamen omnibus & singulis Confederatis hinc inde habere Subditos suorum Confederatorum in suis stipendiis ad intervidendum eis in suis Bellis, Principis, regibus Subditi fuerint, expresse non contradicente.

Item, tractatum, communicatum, & conclusum est quod Imperator, si jam non revocaverit, revocabit illum auctoritatem suam, *Cardinalium Schismaticum* pro eorum *Qualitate* antea concessam & tractatam, immediatè post hujus Tractatus Publicationem, quam revocationem infra mensem proximo & immediatè citare sequentem, per suas Litteras Patentes, authenticas scilicet, eidem Cardinalibus intimabit, ac omnia & singula, vigore & potestate dicta auctoritatis suae, per eos facta & fienda, emovere prout causa & iuris reputabit & habebit.

Item, tractatum, communicatum, & conclusum est quod *Sanctissimi Dominus noster* teneat & debeat contra quosvisque, quavis auctoritate vel dignitate Ecclesiastica vel Mandata eorum Regis fulgentes & praefatos, hujusmodi Litteras & Fidei se opposuerint, etique aut eorum aliquid auxilium, consilium, & favorem praestantes, tam in hac, quam extra, confusas & prenas Ecclesiasticas fulminare & publicare prout opus fuerit, ac quoties & quando per Confederatos praedictos, aut eorum aliquem, vel per eorumdem Communitatem, aut Communitates requirita fuerit.

Item, Inter Oratores, Mandatarios, & Procuratores praedictos tractatum, communicatum, & conclusum est quod ad quosvis sumptus faciendos per *Caesarem Magistram*, pro adimplendo & executione rerum super praedictarum, & Bello praedicto contra dictum *Ludovicum Francorum Regem* gerendo, inrendo, & continuando, Serenissimi *Rex Anglie & Francie* dabit & numerabit, vel per Commisarium suum aut Commissarios suos sufficientes in ea parte auctoritatem vel auctoritates, dati vel mutatas faciet, Imperatori vel *Dominus Archiducis*, eorumque aut eorum legitime Deputato vel Deputatis, centum milia *Cornarum auri*, ac *Cornis auri* vel in auro equivalenti, terminis, modis, locis, & formis sequentibus; videlicet,

Dictus *Rex Anglie & Francie* solvet, dabit, tradet, vel per Commisarium suum Commisarios suos subditos, dati, aut tradit faciet, in *Opido de Gravelly in Comitatu Flandriae*, praefato Imperatori, vel dicto *Dominus Archiducis*, eorumque vel eorum Procuratori vel Procuratoribus (accipendi & Acquisituri faciendi in bona & sufficienti forma dicto Serenissimo *Rex Anglie & Francie*, ejusque Commisario vel Commisariis plenam Potestatem habenti vel habentibus) triginta quatuor milia *Francorum auri*, intra mensem postquam dictus Imperator declaraverit se Hostem & inimicum praedicto *Regi Galliarum*.

Deinde alia triginta quatuor milia *Cornarum auri*, cum dictus Imperator per se, vel idoneum aut sufficientem Capitaneum, vel idoneos aut sufficientes Capitaneos, praedicto *Ludovico Francorum Regi* Bello taliter gerat & actualiter inferat aut inferre faciat cum continuatione ejusdem iuxta vim, formam, & effectum ejusdem Anticuli sapientie in hoc Tractatu supra inserti,

Postremo triginta milia *Cornarum auri*, in loco praenominato, Personae vel Personis praedictis, intra tres menses dictam Bello inchoationem & ejusdem continuationem proximo & immediatè sequentes.

Item, tractatum, communicatum, & conclusum est quod, per praefatum Tractatum, *Caesare Magistro* non attendit, aliquo modo, derogare Tractatibus Patrie, cum quibuscumque Regibus vel Principibus iuris vel confirmatis per suam Magistram inquam Turcorum & Maniborum Serenissimi Principis *Caroli filii Nepotis & Filii Charissimi & suorum Patriarum & Dominorum*, nec, sub specie & praetextu dictae Confederationis, impedimentum laque, tractate & conclusae, declarare dictum *Seravissimum Principem & Patriam* suas quoque modo ad Bellum contra dictum *Regem Ludovicum*, quatenus in dicta Tutoria qualitate vult & intelligit faciem cum quibuscumque Regibus & Principibus ferre, & observare facere per praefatum Principem, suas Patrias & Subditos.

Item, tractatum, communicatum, & conclusum est quod omnes & singuli Confederati praedicti, & eorum quilibet, praefatum Tractatum ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, infra terminos subscriptos;

Videlicet, *Sanctissimi Dominus noster ac Rex Aragonum* tam pro scripto quam pro *Regina Castellae* (cujus Personae, Regnum & Bonorum eorum & administrationem gerit) infra duos menses Datum praefatum proximo & immediatè sequentem,

Ac praefatus Imperator nomine suo, & dictus *Rex Anglie* infra unum mensem Datum praefatum proximo & immediatè sequentem,

Per suas & ejuslibet eorum Litteras Patentes debite emittendas, Magnifico suis Signis sigillatas & manibus subscriptas acceptabunt, confirmabunt & ratificabunt, & eorum quilibet acceptabit, ratificabit, & confirmabit;

Renunciantes & renuncians specialiter, ac in vim pacti, acceptationi dictorum auctoritatem, ac per eam, nominibus aliorum vel alienis nomine esse auctum vel minus validum, praeterea generaliter vel specialiter Mandati quod ad taliter adhi, facti, & gesti meliorem firmitatem, perfectius robore & validiorem effectum procedere debeat, ac etiam omnibus aliis tam iure quam facti exceptionibus & exceptionum generibus, Appellationibus, Profectionibus, Privilegiis, Beneficiis, & Defensionibus quibuscumque, quae & quas pro hie inferri haberi voluerint, per quae aliquid dicit, allegari, vel obici possit contra praefatum Tractatum vel contenta in eodem, quo mediante a dicto Tractu vel Auctoritate in eodem inferri recedi potest directè vel indirectè quavis quavis colore; suppetentes omnes etiam & singulos tam pars quam facti defectus maxime auctoritatem Communitatis vel Communionem omnium

ANNO

1513.

ANNO memram publicam, manu Venerabilis Viri Petri Berni
1513. praelati Sanctissimi Domini nostri Papae, Secretarii
& Notarii Apostolici receptum, cujus tenor sequitur
& est talis.

In Nomine Domini, Amen.

UNIVERSIS praesentes infesturibus fiat manifestum, quod superius anno bonae memoriae Julio secundo Pontifice maximo in humanis agens, subdole, falsisque suggestionibus luminum aequae amulorum Sereuissimi & Christianissimi Ludovici Francorum Regis, apud eundem Julium aequae adeo invaluisse, quod illum adversus dictum Regem obsequiosissimum Filium, & Ecclesiae primogenitum ex parte, aspectum acerrimumque Hostem effecissent. Et hoc idem Rex, quantum fieri poterat, patenti animo dicti Pontificis impetum aequae iracundiam tolerare statuisse, sperans aliquando fore ut sine Sanctissimae reconciliaretur, nihilominus praeter opinionem dicti Regis eveniret, quod multi Ecclesiastici, eorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, aliique doctissimi & praestantissimi viri, in Civitate Pisana sub nomine Concilii generalis convenirent, adherentes firmiter, & pluribus coloratibus rationibus persuadentes, se dicti Concilii congrendi multis de causis legitimam potestatem habere, accedente etiam ad hoc consensu & auctoritate Sereuissimi Romanorum Imperatoris electi, praesentium Concilium Pisanum indicere, dictisque Rex et consilio plurimorum Praetorum & aliorum doctissimorum Virorum Ecclesiae & Nationis Gallicanae dicto praefato Concilio Pisano adhaerere, Praetoribusque qui illud legitime congregatum esse certabatur, ad praesentium Concilium praesentem ire permissum, illudque in Terris, Regno & Dominis ac Ducatibus suis consistere passus fuisse, & illius Decretis & provisionibus parere, & in Regno & Dominis suis praedictis parere fecerit, non quidem ut Sanctae Sedis Apostolicae, aut Sanctae Romanae Ecclesiae (quod absit) musculum aliquam vel scissuram schismate inferret, sed praedictis consensibus, fussionibus, adhaerentibusque insisteret, praesentem quia cause proprie, per quas ad id faciendum motus fuit, Personam ejusdem Julii Pontificis a quo, ut praeterea, provocatus fuerat, praecipue condecant. Cuius postmodum praefato Julio Possessive via fuisse, & Sanctissimo Domino nostro Leone decimo in eius locum ad Summi Apostolatus apicem aequae universalis Ecclesiae regimen assumpto, intellexit praefatus Rex Sanctissimum suum insidendo in hac parte gesta praefati Julii, dictum praesentium Concilium Pisanum, tanquam minus legitimum, & a non habentibus potestatem indiditum, nec non omnia in eo gesta damnae & improbare, & dictum Concilium Lateranense tanquam eie & legitime indiditum, ejusque omnia gesta & Decreta approbare, fuisseque postmodum per suam Sanctitatem tam per Literas in forma Brevis, quam alias diversimode potestati admovent, ut a dicto praesentio Concilio, tanquam minus rite & a non habentibus potestatem indiditum, recederet, & dicto Lateranensi tanquam vero, indubitato, unico & acumenso Concilio adhaereret, ipseque Rex solo Religiosis zelo aequae insiditio adductus, sperans desiderata universalis Christi Fidei pacem accipere praefati Sanctissimi Domini nostri Leonis Papae decimi praesto adhaerere, ac propellere, fervere Domino, unanimi Christianorum Principum & Populorum consensu, Arms in Orthodoxa fidei communione Hostes consideranda esse: considerans insuper, quanti sit in his & ceteris (obis omnibus Summi Pontificis auctoritas, quam praesentem vitae inaudita aequae innocentia committit qui sunt in praefato Sanctissimo Domino nostro persequi, potestas sine Sanctissimae monitibus & fracionibus abunde permotus, quippe qui illius auctoritati & sententiae potius quam alicuius cujusqueque mortalius, sanctas & fervere semper flare judicavit, praesentem ubi scandalum Ecclesiae imminet & scissura, pro singulari quam erga praetatum Sanctissimum Dominum nostrum, & Sanctam Sedem Apostolicam gerit devotionem, vestigia Christianissimum Francie Regem Praedecessorum suorum non solum imitari, verum etiam, si fieri possit, amittere cupiens, animadversione praesentem quod per mortem praefati Julii, omnis odii & suspitionis materia est extincta, & quod nonnulli ex praesentibus Cardinalibus, nec non Imperator electus, qui dictum praesentium Concilium Pisanum indicere, jam illi renoverant, & dicto Lateranensi adhaerere. Hinc est quod in praesentia praefati Sanctissimi Domini nostri Leonis Papae decimi,

eorum nobis Notariis & Testibus infra scriptis personarum continui Reverendissimum in Christo Dominum Fredericum Sancti Theodori Diaconum Cardinalem Sanctae Severinae vulgariter nuncupatus, nec non Reverendum in Christo Patrem Dominum Claudium de Seyffello electum Massificum, & Magistrum & generosum Dominum Ludovicum Forbie, Dominum de Soteris, praefati Christianissimi Ludovici Francorum Regis Procuratores ad omnia & singula infra scripta peragenda specialiter deputati constantibus Literis Praesentibus dicti Christianissimi Regis sua manu subscriptis, & Sigillo suo sigillatis, ejusdem Regis nomine, & Mandato, cum ea quae decuit reverentia aequae humilitate a dicto praesentio Pisano Concilio, penitus discedissent illique plenarie remissiverunt, ac pure, libere & simpliciter Sacramento Lateranensi Concilio praedicto, tanquam vero, unico & legitimo, adhaerere. Et insuper Praesentem nomine quo supra promissum, quod praesentem Rex Christianissimus apostolicum deinceps favorem, nullamque assensum dicto praesentio Concilio Pisano quoquo pacto praestabit, quomodo quocumque in Civitate Lugduni aut alibi in Regno, Terris, & Dominis suis, sub nomine dicti praesentis Concilii Pisani persequentis infra unum mensem proxime futurum ab eo faciet, & penitaciter resistentes cujusqueque status, gradus, dignitatis aut conditionis fuerint Ecclesiastici, vel Seculares, de subito ejiciet & expellet ac pro Schismaticis habebit, & contra eos velut tales ad omne Mandatum praefati Sanctissimi Domini nostri etiam manu armata, si opus fuerit, procedet. Et ulterius promissum praefati Procuratores nomine quo supra praemissum Christianissimum Regem fiduciam & curam cum effecta, quod Rex Praetati & quoniam Doctores sui Gradus aut honoratissimos, & numero eorum qui praedicto praesentio Concilio Pisano intervernerunt, designabatur ad eundem Sanctissimum Dominum nostrum Papam nominare dicti praesentis Concilii Pisani, & cum legitimo Mandato per illud pro tempore representantes, tam eorum quam aliorum omnium qui dicto Concilio adhaerent, nomine fuisse. Qui Praetati & Doctores sui Gradus infra Calendarum Januarii proxime futuri coram sua Sanctitate personarum comperebant, dictoque Concilio Pisano pure & simpliciter renunciabant, illudque abjurabant, & veniam aequae absolutionem a sua Sanctitate humiliter in forma conventient, & sine Sanctitali accepta, postulabant, & ulterius dicto Concilio Lateranensi tanquam vero, unico indubitatoque, tam suo quam aliorum adhaerentium praedictorum nomine adhaerere, & se incorporabatur: quodque si praemissa ista non fuerint, praefatus Rex nulli eorum qui dicto praesentio Concilio Pisano interfuerint, aut faverent, opera, auxilium aut favorem dabit adversus Sanctae Sedis Apostolicae auctoritatem, quia omni praefati Sanctissimi Domini nostri Sententias, Decreta & Censuras contra eos exequi faciet suo posse, etiam manu forti & armata, si opus sit absque ulla simulatione vel fraude. Et ulterius promissum praefati Procuratores, quo supra nomine, quod quam primum commode fieri poterit venient aliqui Praetati & iudices Viri, nomine totius Ecclesiae Gallicanae cum sufficienti Mandato, qui dicto Concilio Lateranensi adhaerent & assistent, quemadmodum ceteris Nationibus, quae omnia & singula praemissum Procuratores promittunt ratiocari facere per praesentem Christianissimum Regem in bona & sufficienti forma, cum praesentibus praesentis Instrumentis, de verbo ad verbum, infra quadraginta dies proxime futuros, vel obligationibus & subventionibus in forma.

Ego Fredericus Diaconus Cardinalis Sancti Angeli de Sancto Severino is promittit.

Ego Claudius electus Massificus manu propria is promittit.

Ego Ludovicus de Soteris manu propria is promittit.

Ego Petrus Benbus Clericus Venturum, Sanctissimi Domini nostri Papae Secretarius ac publicus Apostolicus auctoritate Notarius, quoniam praemissis omnibus & singulis, dum se, ut praedictum est, in antecubito Sanctissimi Domini nostri Papae, aequae in ejus praesentia Reverendissimorum Domineorum Antea electi Sancti Vitalis Presbyteri Cardinalis Papensis, & Petri in illi Sancti Eusebii Presbyteri Cardinalis Anconitani, & Laurentii Sanctorum quatuor Presbyteri Cardinalis de Puccini, ac Julii Sanctae Mariae in Dominica Diaconi Cardinalis de Medicis, tractantur & fiunt, praesentibus etiam Testibus ad id vocatis, Philippo Aldimario, Latino de Bonafide, ac

ANNO
1513.

ANNO
1513.

Joanne Larato Pulice, & requisitis, rogatus interfuit, cujus ita fieri vidi & audiri, & hoc ipsum publicum Instrumentum, aliis impeditis negotiis, alterius manu scriptum confecti, & in hanc publicam formam redegit, signumque meum aique nomen la praedictorum fidem appofui.

Anno Domini 1513. Indictione prima, die sexta mensis Octobris, Pontificatus ejusdem Sanctissimi Domini nostri Anno I. Signatus. Idem B. Hinc est, quod nos de dictis promissionibus, obligationibus & satisfactionibus totaque tenore dicti Instrumenti praefentibus inserti, ad totum informari, ex certa nostra scientia & Regia auctoritate omnia & singula in dicto Instrumento contenta harum tenore laudamus, ratificamus & approbamus, illaque observare & attendere, in nulloque contravenire vel facere aliqua ratione vel causa promissum bona fide nostra, & in verbo Regis, ac sub expressa obligatione omnium bonorum nostrorum praesentium & futurorum. In quorum fidem praesentes mase nostra subscriptas justissimas Signi nostri munimine roborari.

Datum Corbeiae die vigesima sexta mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo tertio, & Regni nostri decimo sexto.

LXXXII.

16. Nov. LUDOVICI XII. Francorum Regis Donatio de Ducatu Mediolani & Comitatu Pavie RENATAE de Franci ipsius Filiae secundogenitae suae descendens, utriusque sexus, Lineae suae masculinae, Feminae praeterea, Cum clausula substitutionis in favorem CLAUDIAE de Francia primogenitae Filiae suae, & in defectu descendens ab eadem RENATA & CLAUDIA, in favorem FRANCISCI Ducis Vallesii, & Comitatus Angoulême. Acta in Regali Palatio Parisiensis. Die 16. Novembris Anno Domini 1513. [Piscé Manuscrite, tirée de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

In nomine Domini, Amen.

HUJUS praesentis publici Instrumenti donationem infra scriptam in se continens series censibus patet evidenter, & fit notum quod Anno ejusdem Domini 1513. Indictione secunda, mensis vero Novembris die 16. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Leonis, divina providentia Papae decimi, Anno primo, in nostrorum Notariorum publicorum subscriptionem, Testiumque infra nominatorum praesentia personaliter constitutus Christianissimus & Serenissimus Princeps Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, motus bono & paternali amore, dilectioneque, quos habebat & gerens, habet & gerit erga christianissimam & amantissimam ejus Filiam Domitiam Renatam de Francia, & ut ipsa Domitia Renata melius ejus statum intertineret, & aliis sublimibusque Matrimonio copularet, suorumque conditionis & status viam commodius reperire valeat, illi de causis & rationibus, aliisque quam plurimis bonis considerationibus ipsam Domitiam Regem ad id, ut agebat, movens, quodque fuit voluntas erat, & est infra scriptis modo quo infra declaratur, fieri & integrum effectum foret ex sua libertate, motu proprio, certa scientia, plenaria potestate, & auctoritate regali & ducali, donavit, cessit & transportavit, ac praesentium tenore, donat, cessit & transportat, donatione inter vivos facta, & aliis melioribus, modo & forma, quibus melius potest & debet de Jure, consuetudine, & iure, praesentis hanc christianissimam & amantissimam Filiam Renatam de Francia ab eo per prius, in quantum opus erat, ut dicebat, emancipavit. nobis Notariis subscriptis omnia & singula in praesentis publico Instrumento contenta per eandem Domitiam Renatam stipulantibus & acceptantibus suum Ducatum & Patriam Mediolani, ac Comitatum Pavie unum cum Castris, Villis, Circuitibus, Urbibus, singulisque suis pertinentiis & dependentiis, praerogativa, preeminentiis, & aliis iacobis ac decessis quibuscunque ab eadem Ducatu & Comitatu dependentibus, nil excepto, nec reservato pro de eadem Ducatu, Patria, Mediolani, Comitatu Pavie, Castris, Villis, Circuitibus, Urbibus plenarie gaudendo per dictam Domitiam Renatam, & Descendentes ab eadem perpetuo, quando erit aliquis superstes, suc-

TOM. IV. PART. I.

cedere de uno ad alterum praesentem masculum suum, ordinem primogeniture servato, tam in masculis, quam in feminis, & in defectu descendens ab eadem Domitia Renata, sollicitissime ejusdem voluit, statuit & expresse ordinavit; vultque, statuit, & expresse ordinat idem Dominus noster Rex, quae praesentis Ducatus Mediolani & Comitatus Pavie Terraeque & Domini subscriptsae sunt, spectent & pertineant christianissimo & amantissimo ejus Filio Claudio de Francia, ad eamque revertente, descendente ab eadem perpetuo, quando aliquis erit vivens, de uno & alterum modo & forma supra scriptis, & in defectu descendens ab eadem Renata & Claudia, ipsius Domini nostri Regis christianissimi & amantissimi filius, posteritatem ipsarum, voluit & ordinavit idem Dominus Rex, eorumque serie vult & ordinat dicti Ducatus Mediolani, & Comitatus Pavie, Terraeque & Domini supra scriptae sunt, spectent & pertineant perpetuo christianissimo & amantissimo ejus Nepoti & Filio Francisco Duci Vallesii, & Comiti Angoulême, descendens ab eodem, & ad eum revertentur, & in defectu praesentium recedunt & revertantur ad ea, ad quae de Jure spectabit ex Linea sanguinis & parentela Dominae Valentinae Mediolani cum praesentis Terris & Domini eadem Dominus noster Regi obrentis descendentes, quae quidem Ducatus Mediolanensem, Comitatum Pavie, Vallis, Castris, Urbes, Castra & Domini supra scriptae per ipsam Domitiam nostram Regem modo praesentis Domitiam Renatam de Francia, ejus Filiam ac sub eadem. Cui quidem Domitia Renata idem Dominus noster Rex tradidit & deliberavit, tenoreque praesentium dat & deliberat possessionem & gaudium virilem & actualem, quae ipsa Domitia noster Rex habet & habere potest in dictis Ducatu Mediolani, Comitatu Pavie, Villis, Circuitibus, Urbibus, Castris, Terris & Domini supra scriptis & praedictis, de eadem possessione & gaudens se decessit atque devolvit, praesentiumque Literarum, sive suarum & investiturarum reliquit & dimisit ad commodum & utilitatem dictae Domitiae Renatae suae Filiae, sciendo ipsam Domitiam Renatam Ducatum & possessionem rerum praedictarum per praesentium traditionem; promittens idem Dominus noster Rex, in verbo Regio & per fidem suam in manibus nostrorum Notariorum publicorum subscriptionem corporaliter praestitit, quoquo modo nos venire, nulloque dicere aut facere contra praesentem, sed observare, intervenire perpetuo & invariabiliter & absolute revocatione omnia & singula supra dicta & ipsorum quodlibet sub hypotheca & obligatione omnium & singulorum suorum bonorum specialiter & expresse, Terrarum & Dominiarum praedictarum, pro quanto opus esset & facere poterat ipsa Domitia noster Rex sine praedictis eorum quae supra continetur. Promittens insuper idem Dominus noster Rex, dicta ejus juremundo medio & sub obligatione supra scripta, garantizare & defendere res supra scriptas per eum doas datas praesentis Domitiae Renatae de Francia, ejus Filiae, erga & contra quoscunque, revocando, cessit & revocavit siquique praesentium revocat idem Dominus noster Rex, & singulos contrarios, dispositiones & tractatus quoscunque, quacunque occasione ante diem praesentis publici Instrumenti per ipsam Domitiam nostram Regem, aut alterum pro eo & dicta Domitia Renata de Francia ejus Filiam, iustos, accedentes, contrarios aut praedictis quoscunque dicta christianissima & amantissima Renata ejus Filia didicisse donationi nostri Regis, derogando eadem pro quanto opus erat & est de dictis suis plenaria potestate, motu proprio, certa scientia & auctoritate regali & ducali, quorum tenorem voluit & tenuit idem Dominus noster Rex, vultque & tenet pro expresse in his praesentibus in quantum mentionem specialiter requiritur, quibus non obstantibus ac classis quibuscunque in eis contentis voluit idem Dominus noster Rex supra scripta suam plenam & integram foret effectum, similiter derogavit, harumque serie Literarum derogat, pro quanto opus est, ipsa Domitia noster Rex, de dictis suis certa scientia, motu proprio, plenaria potestate & auctoritate regali & ducali, omnibus & singulis dispositionibus Juris, Consuetudinibus, & usus, per quos effectus Donationis, Cessionis, & transportas praesentium assequi, retrahendi, aut annullari valeret quoquo modo, maxime Juri requiritur infirmationem, in donationibus omnibusque aliis singulis contrariis & praedictis quibuscunque quae supra scribuntur; & pro majori securitate praesentium voluit & concessit, & decrevit idem Dominus noster Rex, siquique placuit, vultque, concessit & decrevit,

ANNO
1513.

De poid.
De Douch.
De ad.

* Pro hoc
statu.

Z

eum;

ANNO
1513.

ernit, ubique placet, quod dicta Donatio per eum modo premissa facta sum plenam & integram fortitudo cunctis, melioribus modo & forma quibus fieri poterit & debet per Donationem inter vivos, per mortem, aut aliam quancunque dispositionem & voluntatem perpetuo & irrevocabiter abique quod contravenientur, de quibus premissis omnibus & singulis, prefatus Dominus noster petit a nobis Notariis publicis supra scriptis sibi fieri actus tradi publicum instrumentum, seu publica instrumenta, unum vel plura. Acta fuerunt hæc in regali Palatio Parisiensis sub Anno, indicatione, mense, die, Pontificatus prædicti, presentibus ibidem Reverendo in Christo Patre & Domino Domino Arpino Poile misericordia Divina

ac Nobilibus Viris

Dominis Imberto Balkarus Cambellano præfati Domini nostri Ordinis Militæ, & Domino temporali de Boucchigio & Florimondo Roberti Militæ, Thesaurario Francie præfati Domini nostri Confiscarii Testibus ad præmissa adhibitis. *Et plus bas est écrit ce qui suit.*

Ego Martinus Bernhart Caneius de Parisiis Ordinarius in Artibus Magister publicus Apollithæ & Imperiali auctoritatis, Venerabilissime Curiarum Universitatis & Episcopatus Parisiensis Notarius, nec non dicti Curie Episcopalis Parisiensis Scriba juratus, qui supra scriptis Donationis, ceterisque promissis omnibus & singulis dum, ut supra scribatur, per aucte dictum Dominum nostrum Regem decerneret, & ageretur & fierent unum cum prænomina Testibus supra scriptis Notario præfatis sui. Ideo hæc præfati publico instrumentum manu mea scripto signum meum publicum & consuetum unum cum sigillo & subscriptione dicti Notarii subscripsi apposui in idem, robor, & Testimonium veritatis præmissorum requisitus. *Et encore plus bas est écrit ce qui s'ensuit.*

Et ego Præbiter ex Decretis Baccalariis publicis Apollithæ & Imperiali auctoritatis, Venerabilissime Curie Episcopalis Parisiensis Notarius, ac ipsius Curie Episcopalis Scriba juratus, qui supra scriptis Donationis, ceterisque promissis omnibus & singulis, dum, ut supra scribatur, per aucte dictum Dominum nostrum Regem decerneret, & ageretur & fierent unum cum prænomina Testibus supra scriptis Notario præfatis sui. Ideo hæc præfati publico instrumentum manu supra scripti Notarii apposui in idem, robor, & Testimonium veritatis præmissorum requisitus.

Et à cet est le feing desdits Notaires ci-dessus nommés.

LXXXIII.

* Il manque
la quatriè-
me partie. Le
Coylle a
pu le lire
avec les quel-
lors, qui
font dans
l'art. præ-
dict: non
seulement
mon public-
um & con-
suetum unum
cum sigillo
& subscrip-
tione.

I. Dec. *Traité & Articles de Mariage de CHARLES, Prince de Castille, avec Madame RENE de France, deuxième Fille du Roi LOUIS XII où incidemment il est parlé d'Alliance, Ligue offensive & défensive entre lesdits Roi & Prince. A Blois le premier Décembre 1513. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 91.]*

Sur ce que le Sieur de Breves, Panetier de la Reine, a rapporté à ladite Dame, de la part du Roi Catholique, qu'il étoit content de venir à une bonne Paix, Amitié, & Alliance avec le Roi Tres-Chretien, pour vivre en paix le demeurant de leurs jours, & pôstér convertir les Armées contre les Infidèles, que iceles entretient contre les Chrétiens; iceil Roi Tres-Chretien aussi, de sa part, desirer l'Amitié & Alliance d'entre ledit Roi Catholique, & lui, & pour ce faire, eût convenu de faire, passer, & accorder les Articles qui s'ensuivent.

Premièrement, Que le Mariage d'entre le Prince de Castille, ou de son Frere, au choix & Election dudit Roi Catholique, & de Dame Renée de France, soit traité & accordé, soit traité dudit Roi Tres-Chretien, soit traité & accordé, & juré par lesdits deux Rois Tres-Chretien & Catholique, & en ce susdit, ledit Roi Tres-Chretien donnera à ladite fille Dame Renée, la Duché de Milan, Comté de Paris, & aussi sa Seigneurie de Genes, pour eux, & leurs enfans mâles & femelles descendans de leurs corps; lesquelles Duché, Comté, & Seigneurie de Genes, se pourroient aisément recouvrer, iceile Alliance faite & accordée.

Item. Sera contenu ledit Roi Tres-Chretien, en fai-

sant ledit Mariage, quitter & délaisser tout son droit du Royaume de Naples, au profit dudit Roi Catholique, pour en disposer & faire entièrement son bon plaisir; & pareillement les arrearages desdits audit Roi Tres-Chretien, à cause dudit Royaume.

Item. Sera contenu ledit Roi Tres-Chretien, que si tôt que la conquête dudit Duché de Milan sera faite, que iceil Duché demeure & soit audit Roi Catholique, pour le garder & conserver à leursdits enfans, jusques à ce qu'ils soient en âge de confirmer ledit Mariage, en baillant audit Roi Tres-Chretien par chacun an telle somme qui sera avisée, tant pour l'entretenement de ladite Dame Renée, comme aussi pour les frais qu'il aura convenu faire au recouvrement dudit Duché.

Item. Promettra iceil Roi Tres-Chretien, aider à conserver & garder lesdits Duché de Milan, Comté de Paris, & Seigneurie de Genes, pour ledit Roi Catholique, & leurs enfans, envers tous & contre tous, & pour ce faire, y employer toute sa puissance.

Item. Promettront lesdits deux Rois l'un à l'autre, en parole de Roi, & par serment sur les Saints Evangiles, & Canon de la Messe, & sur la vraie Croix, de faire passer & accorder ledit Mariage, & entretenir, & que si l'un que leursdits enfans seront en âge, qu'ils se feront foitennier en face de sainte Eglise, par paroles de présent, & confirmer sans aucun délai ni retardement, & jureroient jamais au venir au contraire, directement ou indirectement, & ne donneront assistance à la rupture d'icelui.

Item. Pour l'œuvre dudit Mariage, ledit Roi Tres-Chretien fera content mettre dès à présent, & si-tôt que ledit Mariage sera accordé, & fait audit Roi Catholique, son Châlean de Godéfis de Genes, pour le garder & conserver audits Prince, ou son Frere, & Dame Renée, jusques à ce qu'ils soient en âge de confirmer ledit Mariage.

Item. Pour plus grande sûreté dudit Mariage, lesdits Rois Tres-Chretien, & Catholique, seront promettre & jurer aux Princes, & Barons de leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries, & aux bonnes Villes & Communautés d'iceux, que de tout leur pouvoir seront entretenir ledit Mariage, & que jamais ne donneront consentement à la rupture d'icelui; mais feront toute résistance à eux possible contre ceux qui y voudroient efforcer, directement ou indirectement, de rompre ledit Mariage; & quant à ce lesdits deux Rois donneront puissance par ce présent Traité à leursdits Sujets, de leur résister, en cas qu'ils voudroient venir contre lesdites promesses, & leur remettent & quiteront leurs sermens de fidélité, & d'obéissance, & de jussion, & les excommuniât d'eux audit cas de contravention.

Item. Et pour ce que ledit Prince de Castille, ou son Frere, & pareillement Madame Dame Renée de France, pourroit aller de vie à trépas avant la consommation dudit Mariage, & que en ce cas ne seroit raison que ledit Châtel de Godéfis, ni semblablement ledit Duché de Milan, & Comté de Paris, & ses appartenances, demeurassent & soient audit Roi Catholique, iceil Roi Catholique promettre & jurer comme dessus, & sera promettre & jurer tous les Princes, Seigneurs, Barons, & bonnes Villes des Royaumes de Castille, & des deux Siciles, & autres ses Pais, Terres, & Seigneuries, & aussi ceux qui seront de par lui ordonnés au Gouvernement dudit Duché de Milan, & à la garde des Places d'icelui, & aussi dudit Godéfis, qu'en ce cas, & à la simple requête & demande qu'en fera ou fera faire ledit Roi Tres-Chretien, il rendra & baillera ou fera rendre & baillier & baillier audit Roi Tres-Chretien, & de la Reine, ou de leurs enfans descendans de leurs corps, ou de leurs Commis & Deputés, lesdits Duché de Milan, Comté de Paris, Villes, Ciers, Châteaux, & Forteresses d'iceux, & pareillement ledit Châtel de Godéfis, sans y faire difficulté ni dilution aucune, & sans qu'ils soient tenus en demander Lettres d'acquies & décharge dudit Roi Catholique, lequel desdits à-présent par vertu de ce présent Traité leur en donne pouvoir & faculté, & les quitte & absout de tous sermens & promesses qu'ils lui pourroient avoir faites.

Item. En faisant ledit Traité de Mariage, lesdits deux Rois seront, accorderont, & jureroient bonne, & vraie Amitié, sûre Alliance & Confédération pour eux, & leurs Sujets, Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries, tant deçà que delà les mouts, à la conservation, tutelle & défense, & aussi recouvrement d'iceux, envers tous & contre tous, sans personne excepter, de quel-

ANNO
1513.FRANÇOIS
CASTILLE.

ANNO quelque état ou prééminence qu'elle soit ; & feront
1613. amis des amis , & ennemis des ennemis de l'un & de l'autre.

Item. Promettront l'un l'autre de toute leur puissance, quand besoin en sera, pour la tuition, conservation, & recouvrement de leursdites Terres & Seigneuries, & de les y employer incessamment cette présente Alliance, en la forme qui sera avisée & accordée entre eux, pour plus aisément parvenir à leur intention.

Item. Pour le moien de cette dite Paix, Amié, & Alliance, les Sujets desdits deux Rois pourront communiquer & marchander les uns avec les autres à leur loü plaisir, par Mer & par Terre, & Fleuves navigables, en gardant & pulant les droits & coléagues des Pais, desdits Seigneurs.

Item. Promettront de donner aide, confort, secours, ni faveur aux ennemis les uns des autres, directement ou indirectement, & avertiront l'un l'autre des peartiques & machinations, qu'ils entendront être faites contre eux, ou l'un d'eux, & le plutôt qu'ils pourront.

Item. En cette présente Alliance seront compris les Alliez d'un côté & d'autre, lesquels seront nommez d'un côté & d'autre dedans trois mois, à compter du jour de la conclusion de ce présent Traité.

Item. Et dès à présent sera en cette présente Alliance compris notre Saint Père le Pape, & l'abbé lieu honorable à l'Empereur, Roi d'Angleterre, & autres qui voudront entrer en cette présente Alliance, en rendant par ledit Roi d'Angleterre audit Roi Très-Chrétien la Ville & Cité de Tournai.

Item. Pour fureur de cette professe Alliance, lesdits deux Rois, Tres-Christien & Catholique, feront follemment à nôtre Saint Pere le Pape, & aux Censeurs Apotoliques, lequel nôtre Saint Pere fera Conservateur & Protecteur de cette professe Paix & Alliance, si c'est son bon plaisir.

Falk à Blois le premier jour de Décembre, l'an 1513. Ainsi signé, LOUIS. Et plus bas, ROBERT.

LXXXIV.

1512.

Ratification de LOUIS XII. Roi de France de la (1) Trêve faict par François, Comte d'Angoulême, au nom du Roi, & de JACQUES Roi d'Escole, dont ils se faisoient fort, & de Pierre de Quintanis, pour FERDINAND Roi d'Aragon, tant en son nom, que de ceux des Rois HENRI d'Angleterre, MAXIMILIN Empereur, JEANNE, Reine de Castille, & CHARLES, Archiduc d'Autriche, Princes d'Espagne, dont il se faisoit aussi fort. A Orleans le 13. Mars (2) 1513. [FREDERIC LEONARD. Tom. II. pag. 21.]

1514.

[illegible]

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, Dux Mediolani, ac Janus Dominus, universis presentes Literas inspecturis Salutem, &c.

Imprimis, quod iuxta publicationem prefrenti Treaga-
quilbet prefatoz Principum tollere & levare debeant
hic inde in dictis suis Regnis & Terris ubicunque
essintibus, tam per Mares, quam per Terram & A-
quas dulces, omnes offensiones, & abhines & cel-
sus, & cessare & abstinere debeat ab officiis omnibus, ita
quod durante dicto tempore unus autem aliquo predi-
catorum Partium, per se, nec per alium, five alios, dice-
re vel indicere, quavis modo, eoloco vel causa, non
possit bellum fieri, neque inter aliquam aliquo modo in-
ferre alteri Parti, neque prestare auxilium, consilium,
favorem, & adiutorium Gentium, Pecunie, Armo-
rum, Naviorum, nec Viaticum, Artillerie, Pol-
veris, nec Munitionis dictae Artillerie servitium, alio-
cuiuslibet bellum prefatis Principibus, vel alteri e-
orum, inferri, fac inferri veluti in dictis suis Regni-
bus & Dominis necesse est existens, & committatur

do, tanto, five causa impraesentiarum possessis; & hac promissimus realiter & bona fide, & sine fraude, à presentia Principibus inviolabiliter observari.

Item. Quod prefatus Christianissimus Rex Francie nihil attulerit ante nec post has Inducias initas, & durantes ipsas, directè vel indirectè, contra Ducem Maximilianum Sclavian, nec contra Ducem Mediolanensem, mediatè vel immediatè suæ Majestati Cæsareæ fœdibus.

tionem. Quid de cetero omnes & singuli praefatum Principum Subditi, Mercatores, possit & valeant iam per Mare, quam per Terram & Aquas dulces transire sine inde, deflare cum omnibus Mercatoribus & eorum bonis & rebus, & contrariis, mercari & trafficare fecerit & libere, ubique, & per omnia Loca & Dhionia eorum, sicut & proci faciebant, seu facere poterant ante inclusionem praefati belli, omni impedimento & contradictione penitus amotis & cessantibus, durante tenuore Tempore arduum.

item. Quod, durante primo tempore Trecege, Guerra nulla aut offensio queris, vel oppressura, non poterit, seu possit, fieri per praefatos Reges & Principes in Partibus & Dominionibus eorumdem ubicunque existentibus, directè vel indirectè, quovis quatinò colore.

Item. Quod Carissae, & alii Nuncii praedictorum Principum Regum poterunt à cetero currere & discurrere per praedicta eorum Regna & Dominationes, tam per Mare, quam per Terram, durante dicto termino Itinerae, absque impedimento quocumque.

Item, quod praeter singula publicae et privatae
in Civitatibus, Castellis, Locis, Balneis, et Contrariis
Nationum et Populorum, et in locis habitantibus
in Mari Oceano, ubi per meliores observantias valeat
expedire, videlicet per parte praefatorum Domi-
norum Christianissimum et Catholicum Regem Edouardum
et Fournierum, Nationem et Populum, de decima Aprilis,
Anni penultimi millesimi quingentesimi decimi
tercissimi, et per parte Seisniforum Imperatoris, et Cata-
lici Principis Hispaniae, et praeforum Serenissimorum
Angliae et Scotiae Regum, infra dictos menses, et tem-
pore data praesentium.

Item. Convenit et conclusum est, quod prefatus Princeps ratificasset et iurasset huiusmodi Capitula Trege, videlicet Christianissimus Rex et Catholicus infans virginis diei; et prefatus Imperator, et Rex Anglie, et Illustrissimus Princeps Hispanie, infra duos menses, si die data prefatum nominandum; et quod infra duos tempus huiusmodi Capitula Trege sic ratificata tradere ad una parte ad aliam vellemus, hunc tamen expresse declarare, quod inter dictos Serenissimos Imperatorem, et Regem Anglie, et Serenissimos Francorum Regem Christianissimum, et Secule Regem, et dictum Principem, scilicet debet Abstinere in Guerre, et observari omnium in prefatus Capitulis contentorum, adimplenti ratificatione prefatorum Imperatoris, et Regis Anglie, et Principis Hispanie; propterea nos prefati Procuratores, veritate dicorum Mandatorum nobis concessorum, nominibus, quibus super, promissimus hinc inde supra dictam Treagam, et omnia et singula superius in dictis Capitula contenta, fecimus, ratam, et grata habere, tenere, et observare, per invariabiliter observari facere, et effectum fieri, et in totum adimplere, et non contra facere, dicere, vel opponere, dicere vel iudicare quomodoque, et si in animas Principum nostrorum, nominibus tamen Sacrosanctis Evangelii, iuramus omnia et singula predicta bono fide et sine fraude et integre observare. In quorum fide et Testimonio, prefata Capitula Trege scripta duplicata, ut antequam Facti tradantur, nos Procuratores prefati nominibus ante dictis prefati nominibus subscripsimus, significque nostris sigillis et scutis, vigore dicorum Mandatorum per dictos nostros Principes nobis concessorum, eorum tenor sequitur, et est talis.

Louis, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront. Comme pour parvenir au bien de Paix & pacifier les différends, qui sont de présent en la Chrétienté, causés par les maux, inconveniens & dommages avenus, & qui pourroient avenir ci-après, par les exploits de Guerre, qui se pourroient faire en la Chrétienté durant lesdits différends, un grand destin d'icelle, & retournement de la faulx & fructueuse expédition contre les Inimies ennemis de nôtre Sainte Foi Catholique, avenus & à venir, contents pour ces causes & causes dérivées, encluse de ces lettres, par nous, Louis, Roi de France, de Navarre &c. par nos amba-

21

Tom. IV. Part. I.

(1) Cette Ysère ne servit qu'à affaiblir le Roi Frédéric la campagne de la Navarre, après laquelle et sans la refuser tout les Châteaux de la Noblesse du Fois, qui craint par crainte de son Gouvernement le fissent redonner à son Seigneur légitime.

(3) Soit-on le manège de ce vieux-là, l'émigresse l'aurait eu comme ça, qu'il flique, et qu'il est bon de s'arrêter une fois pour trois, puis on peut croire que quelques autres seraient en train pas moi dans leur ordre, parce que les mots de Juvénal, l'Événement de Mars, le quatrième Août paraissent dire non après Mo, Jan, etc. de la même façon.

ANNO

1513.

1514.

& pour ce faire, commencer de prendre Treve & Abstinence de Guerre avec tres-hauts, tres-puissans & excellens Princes, l'Empereur, & les Rois Catholique d'Aragon & d'Angleterre, & Prince de Castille, pour tel tems, & ainsi qu'il sera avisé. A ceste cause convenant à plein de la personne de nostre tres-haut & tres-aimé fils le Duc de Valois, Comte d'Angoulême, nostre Lieutenant-General, & de ses freres, proucheux, suffisance, loiauté, & experience, local avous fait, nommé, constitué, & établi, faitons, nommons, constituons, & établissons nostre Procureur general & special quant à ce, & lui avous donné & donnons par ces presentes pouvoirs de Mandement special de faire, seoir, & accorder, capituler, passer, & jurer ladite Treve & Abstinence de Guerre, avec Maistre Pierre de Quintana, Secrétaire dudit Roi Catholique étant par deça pour ce faire pour & au nom dudit Roi Catholique, & ainsi avoir suffisant & special quant à ce, pour tel tems & en telle forme, que par icelui n'obéirait fils & ledit de Quintana sera avisé, & tout ainsi que nous mêmes serions, & faire pourtions, & presens & étions en propre personne, jadis qu'il y eût chose qui requist Mandement plus special; prometant en bonne foi & parole de Roi, avoir agreable, & raisies tout ce que par nostre dit fils aura été & sera fait, traité, conclu, & juré touchant ladite Treve & Abstinence de Guerre, avec ledit de Quintana, sans aller ni souffrir aller otes ni pour le tems à venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce soit. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre nostre scel. Donné à Orleans le 12. jour de Mars, l'an de grace 1513. & de notre Règne le sixième. *Su signatum, LOUIS, super marginem verè:* Par le Roi, ROBERTET.

FERDINANDUS, Dei gratia Rex Aragonum, Navarum, Sicilie citra & ultra Farum, Jerusalem, Valentie, Majoricarum, Sardinie, & Goecie, Comes Barcinone, Dux Aethurum & Neopatrie, Comes Rossilionis & Ceritanie, Marchio Orisani & Gosiarii, consili de fide, prudentia, sufficientia, & integritate viri dilecti Secretarii nostri Petri de Quintana, pascuatum tenore, de nostra certa scientia & consilio, omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus melius & validius de Jure & aliis possumus & valeamus, facimus, creamus, & solemniter ordinamus vos eundem Secretarium nostrum Petrum de Quintana, nostrum verum, certum, & indubitatum ac specialem Procuretozem, & ad ista scripta etiam generalem, ita quod specialia generaliter non deroget, nec è contra; videlicet, ut pro nobis & nomine nostro, ac etiam nomine Serenissimorum & Potentissimorum Principum, Maximiliani, Romanorum Imperatoris Sacratissimi semper Augusti, qui per Literas suas privatas & etiam credentiam nobis ad ista scripta pro eo peragenda omnimodum concessit facultatem, & Henrici Anglie Regis, Fratrum nostrorum carissimorum, pro quo Serenissimo Rege Anglie Fratrem nostro idem Serenissimus Imperator Frater noster foret se facit, quod Serenitas sua ratificabit ea que vos omnibus ante dictis presentium virtute firmabit, ac nomine Serenissime Regine Catharine, Legionis, Germanie, &c. filie nostre carissime, cujus persone & honoris eorum legemine gerimus, ac etiam nomine Illustrissimi Principis Caroli, filii nostri carissimi, parte et vos, possitis & valeatis tractare, iurare, facere & firmare cum Serenissimo & Potentissimo Principe Ludovico, Francorum Rege Christianissimo, seu cum quocunque & quibuscunque Procuratoribus suis ejus nomine, parte et altera, bonam, veram, & sinceram Trengam, Inducias, seu cessationem & Abstinenciam Armorum & officiorum omnium in omnibus Regalis & Dominiis nostris, & praesentium omnium Serenissimorum Principum nostrorumque partium, tam per Terram & Aquas dulces, per tempus, quod vobis bene videri fuerit, cum illis possitis, articulari, promissionibus, obligationibus, & conditionibus, quæ & prout ac sicut vobis videbuntur acque placebunt, possitis super Trenga & Inducias praedicta facere & firmare unum & plura publica instrumenta, cum quibuscunque promissionibus, stipulationibus, pactis, obligationibus, pœnmentis, censuris, & censuris, pro ut & sicut vobis videbitur expedire, atque placuerit, & generaliter possitis omnia alia & singularia facere, quæ in praedictis, & circa ea ac dependentia seu emergentia et cetera, quæ nulla, necessaria, & expedientia fuerint & quomodolibet opportuna, & quæ vobis videbuntur, & placebunt, quæque

nos ipsi facere, dicere, seu fieri facere possumus, ANNO etiam ista fœrent quæ Mandatum exigentes magis speciale, quam praesentibus etiam expressum; dantes & concedentes vobis praesentibus Procuratori nostro in praedictis & circa praedicta, & quolibet praedictorum, ac dependentia & annexa et cetera, plenum, liberam, & generale Mandatum, ac etiam speciale, ubi exigitis, cum plena, libera, & generali specialique administratione, potestate, & auctoritate, promittentes nos perpetuo futuris, ratis, & grati habere quancunque vos dictus Petrus de Quintana Procurator noster in praedictis & circa praedicta, & quolibet praedictorum, duxeritis faciendi, & promittendi, & contra ea vel eorum aliquod non facere, dicere, opponere, vel venire per nos, vel aliam, aliqua ratione vel causa. In quorum Testimonium praesentes fieri iussimus manu propria subscriptas, sigillisque nostris impendimus multis. Datum in Oppido Majorie, die 16. mensis Februarii, Anno à Nativitate Domini millesimo quingentesimo quarto decimo. *Su signatum, VO EL REY.*

Inferius verò, Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Perez Dalmazo. Acta & facta fuerunt hic in Civitate Avelinensi, die 13. mensis Martii praesentis Anni millesimo quingentesimo terdecimo. *Su signatum, FRANÇOIS, PEDRO DE QUINTANA, sigillatim verò eorum sigillis.*

Notum igitur facimus, quod nos supra scriptam Trengam & omnia & singularia superiora in dictis Capitulis contenta, rata, grata, & firma habuimus & habemus, ratificavimus & ratificamus per praesentes, promittentes & jurantes in bonis fide & verbo Regio, ea omnia & singularia dictam Trengam concernentia superiora scripta tenere & observare, atque inviolabiliter observari facere, & efficaciter de ea totum adimplere, & non contra facere, dicere, vel opponere, discedere vel indirectè quomodocunque.

In quorum Testimonium, has praesentes fieri iussimus, & manu nostra signavimus, sigillisque nostris munimine corroborari fecimus. Datum Avelini, die 14. mensis Martii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo tertio, & Regni nostri decimo sexto. *Signd, LOUIS. Ex for. le repli: Per Regem, ROBERTET. Scell. d'un grand fœren de cire jaune pendant à double bande de parchemin.*

LXXXV.

Traité de Mariage entre le Duc ANTOINE de 16. Mars, Lorraine & RENE de Bourbon, fait le 16. de Mars 1514. [BALEICOURT, Traité Hist. & Crit. sur l'Ouig. & la Genéal. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. ccxxviii.]

ATous ceux qui ces presentes Lettres verront, Gabriel Baron & Seigneur d'Aligre, Saint Just, Mullier, Troyc, Saint Dier, & de Fuzol, Conseiller Chambellan du Roy nostre Sie, Comma & Garde de la Prevosté de Paris, Saisie. Sçavoir faisons, que par devant Claude Martin, & Jean Asprunt Notaires du Roy nostre dit Seigneur, & de par luy establi en son Chancelier de Paris, furent presents en leurs personnes tres-Excellentes & tres-puissantes Personnes: Madame Anne de France, Duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, & tres-haut & tres-puissant Prince Monseigneur Charles, Duc desdits Duches, Connestable de France, & plusieurs en celle partie pour Damoiselle Renée de Bourbon, Secre de mondit Seigneur le Connestable, madame Damoiselle presente à ce, acceptante d'une part & tres-haut & tres-puissant Prince Monseigneur Antoine Duc de Calabre, de Lorraine & de Bar d'autre part. Lesquelles Parties, de leurs bons grez, sans aucune contrainte, recourant & confiant en la presence & preservant ledits Nostres comme par devant nous en droict Jugement, avoit fait, & par la tenore de ces presentes Lettres fissent & font de bonne foy ensemble les Traictes, Accords, Promesses & Conventances qui s'ensuivent, pour raison de Mariage qui au plaisir de Dieu leur feroit, celebre & solenniser en face de Sainte Eglise, dudit Monseigneur Antoine Duc de Calabre, de Lorraine & de Bar, & madame Damoiselle Renée de Bourbon. Et premierement, Que mondit Seigneur de Lorraine prendre madame Damoiselle Renée de Bourbon à l'homme & Epouse, & ladite Damoiselle mondit Seigneur le Duc à Mari & Epouse.

Epoux.

ANNO

1513.

1514.

Yon, Maître François de Vienne Seigneur de Lille-
nois, Sénéchal de Bourbonnois, Loys de Scimille
Seigneur dudit lieu, Sénéchal de Barrois,
de leurs Seigneurs Decoufint, Jean d'Elbon
Sieur de Saint André, Jacques de Greilly Seigneur
de Dices, Maître Jean Binou Chancelier d'Alencen,
Alexandre Guyot Secrétaire de mondit Seigneur de
Lorraine, & Guillaume Marlot Secrétaire de mondit
Seigneur de Bourbonnois, le Vendredi troisième jour de
Mars, l'an mil cinq cents & quatorze, & Signé C.
MARTIN, & AUGRANT, & scellés à double
queue, à cire verte.

LXXXVI.

23. Mars. *Traité de Paix & Confédération entre LOUIS XII.*

Roi de France, & la Seigneurie de VENISE.
Par lequel ils conviennent de s'aider mutuellement

à recouvrer ce qui leur a été pris en Italie, & faire
la France la Duche de Milan, & Venise les Pla-

ces de Terre ferme, que l'Empereur occupait. A
Brets le 23. Mars 1513. ratifié à Venise le 21.

Avril suivant. [FREDERIC LEONARD,
Tom. II. pag. 97.]

In Christi nomine, Amen.

ANNO Saluti multissimo quingentesimo decimo-
tercio, die vicima tertio Martii ante Pascha, in
Blesis. Cunctis pateat evident & sit notum, quod ad
laudem & gloriam omnipotentis Dei Salvatoris Domini
nostri Jesu Christi, exaltationem atque amplitudinem
totius Christiane Religionis, honorem & commodum
amborum Statuum, videlicet Serenissimi & Christianissi-
mi Principis Domini Ludovici, hujus nominis duode-
cimi, Dei gratia Francorum Regis, Ducis Mediolani,
&c. & Inclutissimi Venetorum Domini, bona, vera, si-
delis atque perpetua Pax, Renovatio Amicitiae, Con-
federationis & Lige perpetuè duratura, facta, iura,
& conclusa extitit & est inter praefatum Christianissimum
Regem Francie Duem Mediolani, suo & Successo-
rum suorum nomine atque ad infinitum parte ex una;
& Magnificum & Christianum Dominum Andream
Grini, Procuratorem Sancti Marci, & circumspicuum
Alouium Petri Secretarium, Nuntios, Sindicos, &
Procuratores Speciales Illustrissimi Domini Leonardi
Lauredani Ducis, atque Excellentissimi Venetiarum Do-
mini, parte ex altera, cum patris, modis, conditio-
nibus, Articulis, & Capitulis iuris scriptis.

Primo, quod praefati Rex Christianissimus & Illustris-
simus Dux pro eis & eorum Successoribus Regibus
Francorum, & Venetiarum Ducibus, atque antecessoribus
Venetiarum Ecclesiarum Dominis, sicut atque erunt
perpetui temporibus Amici & Confederati, modo & for-
ma infra scripta, adversus & contra omnes & quoscun-
que, nemine omnino excepto, eisdem supremis digita-
te fulgore. Hoc tamen declarato, quod reservetur
locus honorificus Sanctissimo nostro Pontifici Maxi-
mo ingreditur hoc Verbum, seu tamen praesidio praefatis
Confederationibus, & cum omnibus aliis modis,
conditionibus & Capitulis in praesenti Contractu conten-
tis. Qui quidem praefati Christianissimus Rex, & Illus-
trissimus Dux, & Dominum Venetorum, eorum amici
amicorum & inimici inimicorum, ita & taliter quod
necesse eorum dabit unquam directè vel indirectè, sub
quocunque colore, causa, aut occasione qua dici aut
excogitari possit, illi Principi, Domino, Communita-
ti, aut Potentatui, quicunque sint aut esse poterit,
favorem, subsidium, opem aut auxilium contra & ad-
versus alium.

Item. Poterunt Incola & Subditi utriusque Partis,
lex, mores, mercari, & negotia iurè & securè, per
Terram, Mare, atque Aquas dulces & Flumina, in
Patria, Dominiis, & Provinciis alterius Dionis & Im-
perio integritate, perinde ac si essent veri & originarii In-
colae & Subditi illius Principis & Domini, & cujus Pa-
trios & Dominiis advenit. Nec patiantur praefati Chris-
tianissimus Rex & Inclutivus Venetorum Dominum in eo-
rum Patriis & Dominiis tam Terra, quam Mari, ali-
quod Praesens aut Praedones ad damnificandum Subditos
alterius.

Item. Quia praefatus Christianissimus Rex, summo
amabile Deo, vult & intendit in pacem recuperare
Ducatum Mediolani, & omnes alias Civitates, Ter-
ras, Castra, Loca, & Dominiis ipsius Ducatus & Do-
mini Mediolani, & quae sua Majestas recuperavit a

quodam Domino Ludovico Sfortia, quae post modum
est occupata fuisse, & sune occupantur per quoscun-
que sint qui velint: ex alio latere, quoniam praefatus Illus-
trissimus Dux & Dominum Venetorum volum & intenc-
dum in praesenti recuperare omnes Civitates, Terras,
Castra, Fortalitia, Arces & Loca quae ipsi possidebant
ante praefatus bellum, quae postea occupata fuerant, &
sune occupantur per quoscunque sint qui velint, tracta-
tum, conventum, coactum, & provium est, quod
praefatus Serenissimus Dux, & Illustrissimus Dominum
Venetorum indicent & spera movement & inferent Bellum
contra omnes & singulos delinquentes, & occupan-
tes dictum Ducatum & Dominum Mediolani, Civita-
tes, Terras, Castra, Fortalitia, Arces & Dominiis e-
jusdem Ducatus, ut supra, cum eorum exercitus tam
hominum armatarum quam equorum levis armatura
& pedum lippidiorum sumptibus & expensis praefati
Domini Venetorum, cum una bona banda Artillariae
sufficienti & idonea pro tali expugnatione facienda us-
que ad totalem & integram recuperationem dicti Duce-
tus & Domini Mediolani, & omnium Villarum, Cas-
trorumque dicti Ducatus & Domini Mediolani, ut su-
pra, & quae celebrantur per praefatum Christianissimum
Regem in prima recuperatione dicti Status & Domini
Mediolani de Anno Domini 1499. & etiam prout in
tertio Capitulo Confederationis factae inter praefatos
Christianissimum Regem, & Illustrissimum Dominum
convenit, & iusta formam & tenorem ipsius Capituli
tam circa Ducatum & Dominum Mediolani, quam
circa Dominum Janensem, prout in ipso Capitulo con-
tinetur; Christianissimus autem Rex teneatur eodem
tempore mittere exercitum suum in sufficienti numero,
tam hominum armatarum & levis armaturae, quam
pedum & Artillariae, sumptibus & expensis sine Ma-
gellatis, pro facienda dicta expugnatione, & recupera-
tione, tam Status Mediolani, ut supra, quam omnium
Civitarum, Villarum, Castrorum, Arcium, & Fortaliti-
orum, quae praefatum Illustrissimum Dominum posside-
bat ante praefatus bellum, ut supra, declarando ta-
men, quod Christus Crenatus & tota Glara Abbatum
cum suis Dilectis & Terrarum, & omnia Loca,
Castra, Villas, Fortalitia, Fluminibus & Aquis suis,
quae omnia ante praefatus bellum possidebantur ab Illus-
trissimo Domino Veneto, & antea per quondam Do-
minum Ludovicum Sfortiam, quae vigore septimi Ca-
pituli prime Confederationis proveniunt in manus Il-
lustrissimi Domini Venetiarum, sua & esse intelligan-
tur & remaneant Serenissimo & Christianissimo Regi
praefato, ac Illustrissimum Dominum Venetorum edit
& transferat omne jus praefato Serenissimo & Christianis-
simo Regi, & Successoribus suis, tam maribus quam
feminis. Crems autem eunt tota sua Terrarum, &
similiter Bergomum & Brixiam cum Terrarum suis, Ca-
stra, Fortalitia, Villas, Aque, Flumina, Jurisdictiones,
& omnia alia Loca, quae prius possidebantur ab Il-
lustrissimo Domino Veneto, aut & esse libere intelli-
gantur Illustrissimis Principibus & Domini Venetorum,
Serenissimus & Christianissimus Rex cedat & transferat
omne jus suum, si quod forte haberet, praefato Sere-
nissimo & Illustrissimum Venetorum Domino: dicta au-
tem Loca, Arces, Terrae, Urbes, & Fortalitia, quae
recuperantur, tam perennitatem & perpetuam Chris-
tianissimae Majestatis, quam Illustrissimum Dominum
Venetorum, prout de die in diem recuperantur: ita
conferantur immutè & remaneant in manibus Do-
mini-venetorum suorum, ut supra.

Item. Convenit & promissum fuit, quod circa de-
fensionem communium Statuum in Italia, tradari de-
beat & conclusi cum Deputatis aut deputandis à Chris-
tianissima Majestate sua, cum Deputatis aut deputan-
dis ab Illustrissimum Domino Venetorum, & per illum
modum & formam quae ambobus Partibus visa fuerit
conveniens, procedendo semper in omnibus iuxta &
bona fide, prout inter bonos & veros amicos decet.

Item. Convenit & provium fuit, quod Subditi Ci-
vitarum & Locorum Lombardia spectantium Illustris-
simo Domino Veneto, qui causa Christianissimae Regiae
Majestatis exsisterent, & eorum bona confiscata, seu
suspenda, aut quovis modo impedita fuissent, ab ipso
Illustrissimum Domino ab exilio liberentur, & eorum
bona ipsi restituantur, sicut erant ante praefatus
bellum. Et similiter, si Subditi Civitatum & Locorum
praedictorum Lombardia causa Illustrissimi Domini
praefati exiles essent facti à Christianissimae Majesta-
te, & eorum bona quae habentur in Locis & Dominiis
Christianissimae Majestatis essent confiscata, vel suspenda,
aut quovis modo impedita, quid revocantur ab exilio
à Christianissimae Majestate, & in bonis suis exis-
tunt.

ANNO

1513.

1514.

ANNO tectibus in Locis & Dominis Christianissime Majestatis
relinquere.

1513. Item. Circa Artillarios que reperirentur in Britia, &
in alijs Locis & fortissimis spectantibus Illustrissimo Do-
1514. mino, de entero recuperandis, conveniunt & firma-
mento fuit, quod Artillaria que fuissent Christianissimae
Majestatis, sint & esse debeant ipsius Christianissimae
Regis.

Item. Quod cum stipendia, qualem Nobiles, Cives, & Subditi Illustrissimi Domini Venetiarum, Capoli Regni & qui in Regno Francie & in ceteris Domini Majestatis suae reperiuntur, libere & immutabiliter retineant, prout conuenit veris Amicis & Confederationali, quae tunc firmetur inter praedictas Partes. Ut similiter omnes stipendia, Nobiles, Cives, & Subditi Christianissimi Majestatis, qui forent captivi in Urbibus Illustrissimi Domini, libere & immutabiliter retineantur.

Item. Conclufum & firmatum fuit, quod in reliquis omnibus habetur relatio ad Capitula precedens Al-
tancie, Confederations, & Lige, que quidem Ca-
pitula firmata, renovata, & flabilia remaneant in fua
robore & vigore in Partibus non repugnandis recep-
tationi Statutum amicum Partium, ut fupra, & pre-
dictis Capitulis & Tractatui.

Et promissionem prædictæ Partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personaliter, & præfatus Magnus & Clarissimus Dominus Andreas Guini, &c. & circumspectus Abbatiss Petri, Secretarius, nomine præfati Domini, &c. (s) Datum in notho Ducali Palatio die 25. Aprilis 1713.

(4) Cette dernière dose est ici hors de place & appartient aux deux 1^{re} & 2^{de} la Ratification des Vénitiens. (17 v. 1)

LXXXVII

7. Aods. (1) *Traffatus Pacis & Amicitie inter LUDOVICUM XII. Francorum Regem & HENRICUM VIII. Anglie Regem in quo eorum Amici, Alligati & Confederati comprehenduntur, alius & conclusus in Opusculo Londinensium, die 7. mensis Augusti Anno 1514.* RYMER, Conventions, Literæ, & Acta publica, Tom. XIII. pag. 413. d'où l'on a tiré cette Pièce, parce qu'elle y est plus complète & plus exacte que la Copie qui se trouve dans le Recueil de FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 100.

UNIVERSIS & singulis, praefentes Literas inspectis, nos Ludovicus d'Orléans Dux de Longueville, MARCOTI de Rochelle & Magnus Franciae Cambellanus, Johannes de Selus primus Doctior, Curiae praesentis Parliamenti Normaniae primum Praesidentis, Thomas Babbier Miles Franciae Generalis, Christianissimus Sacerdosque Iuvencissimus ac Potentissimus Princeps Ludovicus, Dei gratia, Francorum REGIS, DUCIS Mediolani, & DOMINI Genave, Oratores, Procuratores, Ambassadors, & ad infra scripta Commisarii, Deputati. Salutem.

Notum facimus & sciatis quòd, quamvis inter eundem Christianissimum Ludovicum Francorum Regem & Illustrissimum, Excellentissimum ac Potentissimum Principem Henricum, Dei gratia, Angliæ Regem & Dominum Hiberniæ. Bellum aliquandiu habitum existimare fuerit.

Confiteamur tamen Christianissimus Rex apud & inter
tam prospectus quanta, quam atque benignis necessi-
tatem persequens, galan atque Comparationem
culum, et omnibus se necesse fuisse Subditorum
familia, et communi consensu, non propter Regni
nostrum vicissitudinem, tum propter maxime intercessit,
cupientes magnopere Christiani Sanguinis effusionem
colligere, aquo contra Belli vim la effusus Barbaros
Christiani nominis Hostes crucientibus convertere.
Sancimus Domini nostri Iesus Christi Papa decimo quatuor
exhortationibus medicasse Gaudium, et crebris peti-
tionibus, aliorumque Principum suorum Confedera-
torum persuasionibus et precibus nonnulli secutionis ad
eam rem afferentes, ad honorem et laudem Dei Om-
nipotentis, gloriosissimi Virginitatis Mariæ, totiusque
Curie catholice, et Christianæ Religionis exaltationem
et incrementum, ad æquas Pacis conditiones acceptan-
dam animam induxit.

Nos igitur, pfecti Christianiffimi Potentiffimi & la-

(1) Ce même Traité fut réimprimé, avec quelques petites additions, sous François I. le 15 Mars VIII. à Londres le 3. d'Avril 1513. On le trouve dans Tysar, *ibid.* pag. 476, 800.

viſitanti Principi *Lætie*, De gratiâ, *Francorum*
Regis, *Ductu Medulani & Domini Genoa* Con-
 ſiliarij, Oratores, Ambaſſiatores, Commiſſarij, Procu-
 ratores, & Nuncij ſpeciales preſidij, ad inſcripſa ſuſ-
 ceperunt ambroſij.

ANNO
 1514.

Pro firma Pace, fidei Amicitia & vera Concordia, inter eundem Potentissimum & Christianissimum Regem nostrum & praefatum Illustrissimum Principem *Harvium* *Aegypti* Regem eundemque Aliigenas, Considerandos & Subditos, qui per praefatum Tractatum comprehenduntur, ac eorum Reges, Civitates, Portus, Terras, Oppida, Villas, Territoria, Castellis, Donzila, & Loca quaecunque, hujus Tractatus tempore per eorum aliquem habita, teuta, possedita, aut occupata, habendis, tenendis, & inviolabiliter observandis.

Cum Generoso & Illustri Domino *Thoma Duce Neapolitae* Theodoro & Martenico Augite, & Reverendissimi in Christo Patris & Domini Domini, *Thoma Episcopo Lictorensi in Archiepiscopatu Emmanuele Falsitate*, & Reverendo Episcopo *Vincenzo Sigilli Regis Privati Cultore* dñi *Agni Henrici Oratores*, Ambasciatoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Nunciis specialibus ad hoc specialiter deputatis & iurisdictionem auctoritatem habentibus, convenimus, pado sumus, concordavimus, conclusimus, atque adhibemus Committimus nostrum (quorum tenores inferius inferimus) per praesentes convenimus, pacellatur, concordamus & concludimus articulum, prout sequitur

Imprius, quid bonum, ciuicem, firmam, & pacificam
fuit & inuoluntariu habebatur & obsequens Pax, Amicitia,
Fœdera, & Concordia inter Potentissimos Reges
antiquos, cœdemque Regna, Chivites, Patrias, Ciuitates,
Rus, & Domina, Castri, Villas, Terras, Opida,
& Loca quœcumque modo per eundem Regem sunt
alterumque habita, tenet, possidet, vel occupant, interque
eorum Harudes & Successores, Vallibus, Ioculis,
Habitationes, quæ Subditi fœci, ac quœcumque Aliquis
& Confederatus utriusque, per Principem iuratum
Pactis fœderis comprehensum, per Terram, Mare,
Pecunia, Pœnia Maris, Aquas dulces, & ubiicumque locorum;
in quod omnes iniurias, molestationes, & grammas,
offensa ac damna quœcumque uni Principum
prædictorum, quæ Regni, Patriæ, Terræ, Castri,
Villis, Opida, Ciuitatibus, Terminis, aut Dominiis,
haculis, Habitationibus aut Subditi, diu diu Belli seu Gue-
ræ occasione, per alterum Principem quævis bonitas
Armigeros, Grues Armatorum, Alligatos, aut Confederatos
quœcumque, quouiscumque modo, aut occasione
quœcumque, per Terram, Mare vel Aquas dulces,
quœcumque quœcumque aut ubiicumque fœda &
fœra, penitus abolerant, & utriusque per quemlibet
Principum prædictorum omnino remittuntur, & præ-
sertim abolerant, detentur, & remittuntur, & præ-
sertim memoria profutur detentur, ac alter
Principum prædictorum, quæ Subditi aut Confederati,
aut præterit (quœcumque fœda grauis aut condi-
tione erant) alteri Principi quævis Confederatis
prædictis aut eorum Subditi, Cui rei gratia, quicquam
vult, vult, fœda aut nunc imperpetui integritati, ac
quouis modo sui quicquo colore id vindicare, necesse
aut præsumit, aut per alios dicitur vel indirec-
tè necesse aut sua.

[illegible]

Item, quod, durante tempore praedicto, Bedia, Guesler, Hollitars, & Indulcitis quatuordecim inter praesentis Regis eorumdemque Haeredes & Successores, Vassallos, Subditos & Confederatos quoscuemque, qui per praesentem Tractatum, ad praemissum, interitus comprehendunt, eorumdem Subditos, necnon lites Illustrissima Regum, Patris, Terras, Domina, Castra, Villas, Territoria, Civitates, & Opida quatuordecim per eorumdem Regum unum alterumve nunc haec, res, personae, aut occupata, possessiones, habitages & Incolatus, quatuordecim, per Terram, Mare, & Flumen, & Aquas dulces, et ubiunque locorum omnino consistunt.

Item, quod omnes & singuli utriusque dictionis Prin-

ANNO
1814.

* Il s'agit
d'un fondement
de l'œuvre de
l'artiste, en
rapport avec
le monde
de l'œuvre.
C'est la base
de l'œuvre.
C'est la base
de l'œuvre.
C'est la base
de l'œuvre.

ANNO
1514

cipem, coronandūque Herodem & Successorem, aut eorum aliteras, ipsorumque Alligatorum in hac parte comprehensionum, Vassalū & Soudā, didorūque Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiarum, Castellarum, Villarum, Territoriorum, Civitatum & Opidorum, Incolarū & Habitatorum, sive sunt Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comes, Barones, Mercatores, ac ceteros illius conditionis existant, durante Pace amicitia, quocumque loco, sive mutui officii profectum & honesti affectione pertractent, possintque liberē, tunc & secuti absque ulli offensa, salvo conductu sive Licentia, ubiqueque perstrare per Terram, Mare & Aquas dulces navigare hinc inde, atque ad Patrias, Domina, Portas & Districus quoscunque utriusque ipsorum Principum extra & ultra Mare accedere (dum tamen numerum armatorum centum simul non excedant) libetque eidem quando voluerit ibidem morari, mercari, Mercem, Mercimonia, arma & jo-calla quoscunque, si statim municipalia antea fancia non obtinent, emere, vendere, ac, ut eis placeat, illine ad parvas populas vel alibi, quotiens duxerit abundandum, necne, cum suis aut conductis vel commodatis Navigiis, Fluvibus, Veliculis, Equis, Armaturis, Mercimoniis, Sarcinis, Bonisque & Rebus suis quoscunque, absque ullo impedimento, offensa, afflictione etiam cō causam Maris, Contomacae, Regemalium, aut aliā Districione quoscunque, tam in Terra quam in Mari & in Aquis dulcibus, quemadmodum Parlis in propriis hac omnia faceret aut eis facere liceret.

Item, quod omnia munera sive onera, ab aliquo aliorum Principum, a ejusdem eorum Patriarum sive Dominiarum partibus, extra aut infra quinquaginta & duos Annos ante Datum presentium, impoita Mercatoribus aut Subditis aliteras Principis ejus Herodem & Successorem nostra, durante hac Pace, penitus sint extincta, & quod talia aut consimilia, hac Amicitia durante, annuodō non imponantur; Salvis tamen semper quod alio omnibus Regibus, Urbium & Locorum Similibus & Consuetudinibus, quibus nihil quod eorum Jura per promissa derogantur censetur.

Item, quod omnes Mercatores etiam *Feneti & Florentini* possint, per Mare & Aquas dulces, armati proculdubio & subsecuti suorum corporum, bonorum, Navium & Mercium, sive non armati, cum suis propriis mercibus aut alienis in Navibus, Caracis aut Galeis propriis sive alienis, in Regna Francie & Anglie & eorum aliterum sive atempore tunc, liberē & securē venire, & ab hac quo vellet abire, durante Amicitia amicitia, quocumque & quoscunque voluerit, absque violentia, dilatio, molestia, aut gravamine quoscunque per dictos *Anglie & Franciarum Reges*, sive eorum aliquem aut eorum Heredes & Successores sive ipsorum aut aliquos eorum Subditos quoscunque.

Item, dictis Ambassadors & Commissariis *Francie & Anglie Principum predictorum*, per Principibus suis & nomine eorum, promiserunt & per presentes promittunt quod, durante termino presentis Tractatus, neuter dictorum Principum contra alium, ejusque Alligatos & Confederatos, aut contra Regna, Patrias, Terras, Domina, Caltas, Villas, Territoria, Civitates, & Opida quoscunque, per eorum usum aut alterum habita, centā, possit, aut occupata, eorumque Habitatores aut Incolas, quicquam agat, faciat, turbabit, vel attemptabit quoscunque in Loco, sive in Terra sive in Mari, occasione quoscunque, nullique prestatit auxilium, consilium, vel quoscunque quod per alium vel alios aliquid fiat, agatur, tractetur, vel attemptetur in prejudicium vel dampnum alterius, ejusque, ut predictum est, Alligatorum & Confederatorum; Et, si per alterum eorum fecus fiat, aut aliqua illi suspicio contra alterum, ejusque, ut predictum est, Alligatos & Confederatos prebeat, Principes, sic in consensum aliquid attemptans vel illi suspensionem inferens, super hoc admonitus & requisitus, illius illam Belli suspensionem auferat & inconvincibiliter amoveat.

Item, quod deinceps in *Villis Bolemie, Dordra, Montre, France*, aut in aliquibus Portibus ejusque Locis quibuscunque, sub obedientia *Regis Francorum* essentibus, nullatenus recipiant, mantententur aut favorantur aliqui Armigeri, aut Gentes armorum, quocumque facientes aut exercentes atrocitas, depredationes, furta, extorsus, plunias, aut malefacta, contra electum presentis Tractatus, per Terram, Mare aut Aquas dulces, super & contra Subditos prefati *Regis Anglie*, ejusque Alligatorum & Confederatorum subsecutiorem comprehensionum, Regna, Patrias, Terras, Domina, Caltas, Villas, Territoria, Civitates, & Opida, aut eorum Bona quoscunque: Et per eodem-

que modo in *Villis Calvis, Castellis de Haves & Guyones*, vel in aliquibus Portibus aia vel Locis quiscunque, sub obedientia *Regis Anglie*, sive extra sive ultra Mare essentibus, non recipiantur, mantententur, aut favorantur aliqui Armigeri, aut Gentes armorum, quocumque facientes aut exercentes atrocitas, depredationes, furta, extorsus, plunias, aut malefacta, contra electum presentis Tractatus, per Terram, Mare aut Aquas dulces, super & contra Subditos prefati *Regis Francorum*, ejusque Alligatorum aut Confederatorum subsecutiorem comprehensionum aut eorum Bona quoscunque: Et, casu quo fecus fiat, uterque Principum predictorum, eorumque Amicitia Conservatores, causā summariē & de plano sine figura judicii cogniti, pro parte sui & quibusque per se aut Subditos suos aliquid fuerit in consensum attemptum, plenam, integram & promptam faciet justitiam, restitutionem & reparationem.

Item, si per hujusmodi Armigerus aut Gentes armorum, prater huc contra promissa aliqui Prisonarii fuerint captivi, Gentes arebunt, aut Bona quoscunque capta, & causā hujusmodi captivitatis aut retentionis propter rationabilem aliquam causam non possit tunc summariē diciat & terminat, tunc & in ipso casu primo & ante omnia per Conservatores subsecutores, eorumque Commissarios aut Locorum Judices, procederet ad hujusmodi Prisonariorum & arebuntum ac veritatem captorum deliberationem & recedendum sive restitucionem, premissa tamen sufficienti cautione, arbitrio prefatorum Conservatorum, Commissariorum & Judicum.

Item, quod ex *searvis Principum predictorum* Cancellariis aut aliis Curia impotenter coadjuvantur aliqui Litera Repetitumque Marce aut Contomacae, nisi super & contra principes delinquentes & eorum bona eorumque fautores, & hoc in casu manifeste donogationis Justitie, de qua per Literas firmationis aut resolutionis & prout de parte requisitis sufficienter constabit: Neutrique Regum predictorum, eorumque Officialium, Justiciariorum, aut Magistrorum aut aliquo Regnorum, Patriarum, Civitatum, Villarum, Castellarum, Opidorum, Dominiarum, Territoriorum, aut Locorum, per aliquem eorumdem *Francorum & Anglie Regum*, aut premitur, habitentur, tententur, possidentur, aut occupentur, aut ab eorum Incolis, Habitatoribus, aut Subditis quicquam ratione Domini, Superioritatis, Appellationis, jurisdictionis, Restitutio, aut aliteras Jura aut causā quoscunque, petat, exigit, vendicabit, recipiet, aut quocumque modo admittet.

Item, quod si, durante Pace & Amicitia prefatis, aliquid contra vires & effectus eorumdem, per Terram, Mare aut Aquas dulces, per Principes predictos, eorumque Vassallos aut Subditos, aut Alligatos in his Amicitias comprehensos, aut eorum Subditos vel Vassallos, Regna, Patrias, Terras, Domina, Caltas, Villas, Territoria, Civitates, & Opida per eorumdem Principum unum alterumve nunc terra, possit, aut occupata, eorumque Habitatores & Incolas quoscunque, fuerit attemptum, adum aut gestum, nichilominus tamen hac *Pax* sive Amicitia in his viribus, durante termino presentis Tractatus, permansit, & dampna restituentur, attempta reformantur, & capta restituentur, & per ipsos attemptantes solomodo puniantur ipsi attemptatores & dampnificantes & non alii.

Item, convenimus, concordamus & consensimus, quod *inter Principum predictorum* quicquam agat, faciat, tractabit, vel attemptabit, aut ab aliis agat, faciat, tractabit, vel attemptabit faciat, permittat, aut consentiat, quocumque in Loco, sive in Terra sive in Mari, Portibus Mariis, vel Aquis dulcibus, occasione quoscunque, nullatenus prestatit auxilium, consilium, favorem, vel assensum quod per alium vel alios quoscunque aliquid fiat, agatur vel attemptetur, directē vel indirectē, tacite vel occulte, in injuriam, prejudicium aut dampnum alterius ejusque Heredum aut Successorum, Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiarum, Caltarum, Villarum, Territoriorum, Civitatum, aut Opidorum, sic, ut permittitur, per eorum aliquem habitentem, tententem, occupantem, vel possidentem; sed quibuscunque, sic, ut permittitur, contra nunt eorum aliquid molientibus, agantibus, tractantibus, vel attemptantibus, aliter expressē & cum effectu contradicet, recusat, obstat & impedimentum realiter & quantum poterit prestatit.

Item, quod, dictis Amicis durante, neuter Regum predictorum quovismodo receptat aut retineat, nec a Subditis suis eorum aliter receptat aut retineri permittit, aliquos Rebeldes sive Prodones de crimine

ANNO
1514

ANNO
1514.

Iste Majestas suspensio, aut Transfugus ex Subditis alterius dictorum Regum sceleratam factionem contra alterum dictorum Regum machinantes; nec hujusmodi Rebellibus sine Proditoribus, Rebelli sine Proditoribus, qui in aliquem locum obedientie dictorum Regum seu alterius eorumdem declinaverit seu declinaverit, quovismodo dabit contumeliam, auxilium, favorem, subsidium, aut asilum; sed cum sit eus, infra viginti dies posteaquam, per Literas alterius eorumdem, eorum hujusmodi Rebellibus aut Rebellis Subditis aut Subditis eorumdem sine auxilio, alter eorum requisitus fuerit, cum vel eos Literarum hujusmodi requisitionis laori, aut illis ad hoc in hujusmodi Literis nominato sine Deposito, tradet, restituit & deliberabit, tradere restituit & deliberabit facit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod prefati Reges, pro ratione & defensione personarum suarum & Status, Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiorum, Civitatum, Opideorum, Villarum, Castellorum, & Territorium suorum, nunc per eorum unum sine alterum tutorem, habitorum, possessorum, five occupatorum, contra invasores & hostiles aggressores quovismodo, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut alio colore quovismodo, sint & erunt de cetero durante vita utriusque antecuram amicitie & iustitiam iniuncti, sine exceptione aliqua; non obstantibus quovismodo Tractatibus, Ligis, Alligantibus, Amicitia, & Considerationibus per eorum unum sine alterum habitis, contractis, conclusis, & quovismodo modo confirmatis, aut postea habendis, contrahendis, five confirmandis, cum quibuscunque Principibus, quovismodo stantibus, gradibus, aut dignitatibus existant, aut Communitatibus, qualescunque fuerint aut erunt; Et, si aliqui vel aliqui, quovismodo stantibus, gradibus, aut conditionibus existat vel existant, eorum si utriusque vel alterius eorum Consanguineis, Affinis, Confederatis, aut Alligatis, Consanguineis, Affinis, Confederatis, & Alligatis fuerint vel fuerint, & quovismodo necessitatis vinculo utriusque aut eorum alterum attingat five attingat, Regia, Patris, Domini, Terrarum, Castellorum, Civitates, Opida, Villas, aut Territoria, per eos vel eorum alterum nunc habita, possessa, tenenda, aut occupata, per viam Guerra hostiliter invaserit vel aggressus fuerit, invaserint five aggressi fuerint, aut injuriam vel dampnum alteri Principum predictorum ejusque Subditis, locis five Habitatoribus infra Regia, Patrias, Domina, Terras, Castellum, Civitates, Opida, Villas, aut Territoria predicta inferre aut facere voluerit vel attemptaverit, voluerit vel attemptaverit, *Præceptum sine cavendo* boni fidei realiter & cum effectu *Præceptum sine hostilibus invasionibus* pro ratione & defensione sua auxilium militarium gentium armorum quovismodo & quando opus fuerit & quando citius commode poterit postquam debite requisitus fuerit, sumptibus tamen & expensis auxilium petentis aut requisitis, habita tamen temporum loci & stantis rerum suarum ratione, adjuvandi modo & formis sequentibus; videlicet.

Rex Anglie Francorum Regi, sic, ut prefertur, iuvando, pro Guerra five Bello ad defensionem suam, ut prefertur, per Terram gerendo, dabit decem milia Archibugieum aut aliorum Pedum sufficienter armatorum, aut alium minorem numerum quovismodo, si & quatenus petatur aut requiratur; Et pro Bello navali ad defensionem, ut prefertur, gerendo quovismodo milia hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, atque Bombardis five Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidibus, Telis, Victualibus, Armamentis, & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis, sufficienter instructis & tanto hominum numero convenientibus, aut alium numerum minorem quovismodo, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petentis aut requisitis;

Et prefatus Ludovicus Francorum Rex predicto Regi Anglie, pro Guerra five Bello ad defensionem, ut prefertur, per Terram gerendo, dabit mille & ducentas lanceas Armis, Equis validis & aliis more Gallico sufficienter appaatis & instructis, qui ascendant ad numerum decem millium Equitum, vel alium numerum interiore quovismodo, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur; Et pro Bello navali ad defensionem gerendo quovismodo milia hominum sufficienter armatorum cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, atque Bombardis five Tormentis & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quovismodo numerum minorem, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur;

TOM. IV. PART. I.

sumptibus tamen & expensis petentis aut requisitis. Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod dicti Reges, pro Juribus suis in Regnis, Patriis, Terris, Dominis, Civitatibus, Opidis, Villis & Territoriis per alios detentis & occupatis recuperandis, ones aliter boni fidei realiter & cum effectu suppetis & auxilium gentis armorum dabit & concedet, quando citius commode poterit, postquam debite ad hoc requisitus fuerit, sumptibus tamen & expensis petentis aut requisitis, modo & formis sequentibus; videlicet.

Dictus Rex Anglie prefato Regi Ludovico, ad Jus suum, ut prefertur, recuperandum, pro Bello per Terram gerendo, dabit quinquem milia Archibugieum aut aliorum Pedum sufficienter armatorum, & quovismodo numerum interiore, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur; Et pro Bello navali, ad Jus suum, ut prefertur, recuperandum, similiter quinquem milia hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad hujusmodi Bellum aptis, atque Bombardis five Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidibus, Telis, Victualibus, Armamentis & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quovismodo numerum minorem, si & quatenus petatur aut petatur, sumptibus tamen & expensis petentis aut requisitis;

Et prefatus Ludovicus Rex predicto Regi Anglie, pro Guerra five Bello ad Jus suum, ut prefertur, recuperandum per Terram gerendo, dabit sexcentum lanceas Armis, Equis validis & aliis more Gallico sufficienter appaatis & instructis, qui ascendant ad quinquem milia Equitum, & quovismodo numerum minorem, si & quatenus tot petatur aut requiratur, & pro Bello Navali similiter ad Jus suum recuperandum quinquem milia hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, atque Bombardis five Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidibus, Telis, Victualibus, Armamentis, & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis & tanto hominum numero convenientibus, & quovismodo numerum minorem, si & quatenus tot petatur, sumptibus tamen & expensis petentis aut requisitis;

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod, si casu aut occasione hujus Tractatus Amicitie vel aliusque aliter Tractatus evenerint, inter prefatos Reges nunc initi, habiti, facti, & conclusi, de una prefatione, contra eorum unum Guerra five Bellum ortum, gestum aut motum fuerit per alium Principem quovismodo quovismodo stantibus, gradibus, aut conditionibus existat, etiam Consanguineis, Affinis aut Confederatis & Alligatis fuerit utriusque aut eorum alterius & quovismodo necessitatis vinculo utriusque five alterum attingat, & Rex alio contra quem hujusmodi Guerra five Bellum movetur, alium Regem in verbo Regio & super honore facti per Literas suis certiorum reddiderit Guerram five Bellum pro hujusmodi causa moveri, stabitur hujusmodi certificationi; *Et Rex five factus certus*, boni fidei realiter & cum effectu, *alio, cui Guerra five Bellum, sic ut prefertur, movetur*, suppetis & auxilium gentis armorum sumptibus suis propriis dabit & concedet, quotiens & quando opus fuerit, & quanto citius commode poterit postquam super hoc certior factus & debite requisitus fuerit modo & formis sequentibus; videlicet.

Prefatus Rex Anglie, dicto Regi Ludovico, si Bellum aut Guerra contra cum, causa vel occasione predicta, per quovismodo alium Principem, ut prefertur, movetur, pro Bello Navali hoc casu gerendo, sumptibus & expensis suis propriis, dabit & concedet sex milia hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad hujusmodi Bellum aptis, atque Bombardis five Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidibus, Telis, Victualibus, Armamentis, & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quovismodo numerum minorem, si & quatenus petatur vel petatur;

Item, quod si, de communis & expresso consensu, alius

ANNO
1514.

ANNO

1514.

offensis & concordia utriusque Regum praedictorum, contra alium Principem vel Principes, quocunque ita-
tū, gradū, dignitatē, aut praeheminentia erant aut
essent, aut contra Communitates quocunque bellum
sive Gnera fual inferri aut moveri conigerit, neuter
eorum, Tractatum, Pacem, Treugum, Indictus, aut
Apprehensum quodcumque, cum illo vel illis
contra quem vel quos hujusmodi bellum sive Gnera
fue sit, illam aut golum fient, aut eam eorum
fiontibus, Committentibus vel Depozitis, facier vel de-
ti procurant aut consulant sine utriusque illorum scientia,
consensu, assensu, & voluntate expressis.

Item, quod in praedictis Tractatu pacis & Amicitiae
comprehenduntur Amici, Alligati & Concedendi utriusque
Partis subsequntur nomina; videlicet,

Pro parte Regis Francorum, Sanctissimus Dominus
Nostris Papa Leo decimus, Ecclesia Romana, ac Sancta
Sedes Apostolica, Sanctae Imperatoris, Regis & Reginae
Hungariae, Sicilie, Portogallie, Navarrae, &
Sicilie Ducis Sabaudie, Lotharingie, Gueldrie,
Dux de Brabantia Flandriae, Ducatus Fiontie,
Ergandie, Lotaringie, Marchionatus Mantuae, Monasterii
et Salutarum, ac Ducatus de Sotodis;

Et pro parte Regis Anglie, Sanctissimus Dominus
Nostris Papa Leo decimus Pontifex Maximus, Ecclesia Romana,
ac Sancta Sedit Apostolica, Bononia, ac omnia
Opida, Civitates, Castella, Villa, & Territoria ad Patrimonium Sancti Petri & Sanctae Romanae Ecclesiae
spectantia & quocumque pertinentia, Sacrum Imperium,
et Illustrissimus Princeps Cardinalis Franciscus Car-
dinalis, Archiepiscopus Antverpiae, ejusque Haeredes & Suc-
cessores, necnon Illustrissimus Dominus Dominus Mar-
garetta Imperatrix filia & praedicti Principis Admira
Archiducissa Austriae, ac omnia & singula ejusdem Prin-
cipis Castellae Dominia, Ducatus, Comitatus, Ciri-
tes, Opida, Villa, Territoria, & alia quocunque sub
Obsequio dicti Principis erant, ac omnes & sin-
guli ejus Subditi Incolae & Habitatores quicunque (sal-
vo Juribus Imperatoris, Reffinit & aliis Juribus eidem
Regi Christianissimo competitis & absque illorum
Jurem praedictis.) Rex Danica, necnon Clerici, Ju-
venes, & seniores Duces, Domini Venetorum &
Florentinorum, Communitas & Societas Antea Theo-
tonica, Antea Dominus & de Logae, & Helvetii
sive Suetonici.

Item, quomodo dicti Rex & Regnum Sicilia fuerint
comprehensi & nominati pro parte dicti Christianissimi
Regis Francorum, fuit tamen & est expresse conventum
& concordatum, quod in praedictis Rex Sueton, aut ejusdem
Regis Locumtenens vel Gardians Marchiae vel
Marchiam cum quocunque numero, vel aliquo alio
Subdito vel aliquo alio Subditi dicti Regis Sueton, Man-
dato vel permiffione praedicti Regis Locumtenens vel
Gardians fual modo cum quocunque numero, post
quintum decimum diem mensis Septembris proximo, si
fuerint (quem quidem Terminum praeter Otiores Chris-
tianissimi Regis habere & fuper & affumpferunt ad praefatum
Regem Sueton vel ejus Concilium fuper hujusmo-
di ex improbitate & ejus conditionibus certificandum)

hostilitate vel violenter invaserint vel invaserint, aut excur-
sum fecerint vel fecerint in Regnum Angliae, & fuper Subditi
ejusdem homicidium, incendium, depredationes
vel violencias fecerint vel fecerint, hujusmodi compe-
tentio eo ipso pro nulla habeatur; vel si aliqui Subditi
vel Subditi praedicti Regis Sueton, sine Mandato vel
Permiffione ejusdem Regis ejusque Locumtenens vel
Gardians, cum numero tricenarium Perfonarum vel
fupra, hostilitate vel violenter invaserint vel invaserint,
aut excursum fecerint vel fecerint, in Regnum Angliae,
& fuper Subditi ejusdem homicidium, incendium,
furtum, vel rapina fecerint vel fecerint, & perfonas Rex
Sueton, ejusque Locumtenens vel Gardians Marchiae vel
Marchiam eorum qui hujusmodi invasionem vel ex-
cursum fecerint, fuper hoc, per Gardianum vel Lo-
cumtenentem Marchiae vel Marchiam Regni Angliae,
infra quam vel quos facta est hujusmodi invasio vel ex-
cursum, admonitos vel fummofitos, infra quadraginta
dies ex tunc praeterea sequentes alibi non refutaverint,
dampna non refutaverint, & pullum fecundum exigen-
tiam & modum easdem ac pax & fecundum Ratum, Leges,
& Confuetudines Marchiarum illarum tempore al-
terius Pacis, in hujusmodi casibus observatas & utitas,
non fecerint, praedicta comprehensio similiter pro nulla
habeatur, si vero cum minori numero fiant hujusmodi
invasiones, excursum, homicidia, depredationes vel
violencias, facta iustitia modo & forma contentis in
Tractatu istius Pacis;

Et pax modo Rex Angliae, ejus Locumtenens, Gar-

diarii Marchiarum, & Subditi ejusdem Regis Angliae, &
praedictis homicidium, incendium, depredationes, Vi-
olencias, Furtis, vel Rapinis abstinuerint, & erga Regem
Sueton, & ejusdem Regis Subditi in omnibus & per
omnia acquiescent & modis praedictis se habeant & habe-
re debeant;

Quod vero ad mutuum Conversacionem, Commer-
cium, & Marchium Intercursum inter Subditi utriusque
Regni spectat, item, Subditi in omnibus & per omnia
se invicem habeant & tractant, prout tempore
istius Pacis se habere & tractare debeant & tracta-
tur.

Item, quod Alligati & Concedendi praedicti, vide-
licet, praefatus Rex Sueton & Princeps Castellae ista
tres, reliqui vero ab una vel altera parte comprehendi
(salvo Sanctissimis Dominis nostris fupradictis qui unquam
terminis praedictis se comprehensuri) infra duodecim
mensibus praesentis Tractatus proximo & immediata
sequenti, per Literas suas, Magni Sigilli suo
figillata & munitis fuis Signatis, Principi cui compe-
tendum, si per ipsum volumini comprehendere, decernat
bunt & significabunt, idemque Principes alii Princi-
pi, infra dies tres munitis quoad Regem Sueton & Prin-
cipem Castellae, & quod reliquos infra duodecim men-
ses, per Literas Magni Sigilli suis figillatas & muni-
tis suis signatas, praefatis Literis dictae Comprehensio-
nis declarationis amplexas, eandem Declarationem notifi-
cabit & significabit.

Item, actum & concordatum est, quod fupradicti
pro comprehensio Alligati & Concedendi nominati
comprehendantur, in quantum eorumque Decretum Me-
dolanum, Dominum Genae, Communitas Alesium, &
alias Terras & Dominia in Lombardia existentia in quibus
praedictis Rex Francorum jus praesentit.

Item, conventum & concordatum est, quod praefatus
Christianissimus Rex Ludovicus imponere Conditiones
praesentis Tractatus, omnia & singula Privilegia
Mercatoribus Anglicis infra Civitatem Berghelam
eis, per eundem Regem aut ejus Praedecessores, antea
concessa & per eum confirmata, ratificabit & confir-
mabit, & si quatuor petatur de novo concedit in tam
simili modo & forma quomodo aliquando habuerint & ul
fuerint.

Item, pro firmiori & inviolabili praedictorum Pacis,
Amicitiae & Foderum observantia & conservacione, ec-
clesia & nominati sunt ex parte Christianissimi Francorum
Regis;

Pro Patria & Ducatu Aquitaniae Dominus Dux de
Falsis Comes Anjoumarchi Locumtenens Generalis
dicti Christianissimi Regis & etiam per alios Terras, Pa-
ria, & Dominia in quibus non repugnaret alii Conser-
vatores nominati.

Pro Picardia Dominus de Pavesi Locumtenens Regis
& Gubernator in dicta Patria.

Pro Lingua Occitania Dominus Dux Bertrani Lo-
cumtenens & Gubernator in dicta Patria.

Pro Burgundia Dominus de Trasselle Locumtenens
& Gubernator in dicta Patria.

Pro Normannia Dominus Magnus Senecallus Locum-
tenens Regis in dicta Patria.

Pro Britannia Dominus de Rona Marescallus & Lo-
cumtenens Regis in dicta Patria.

Pro Campania Dominus Dorsal Locumtenens & Gu-
bernator in dicta Patria.

Pro Mael Admiralis Franciae, Aquitaniae & Bre-
taniae.

Et, pro parte ipsius Sacratissimi Regis Angliae, Can-
cellarius, Thesaurarius, Castellani Privati Sigilli, Admirali-
bus, Cofis quoque Portuum Angliae, & Locumtenens
vel Depozitis Regis Angliae Villa Calise pro tempore
existentes;

Qui quidem Conservatores dictorum Principum &
utriusque eorum, & dum aut ante ipsorum, ex parte
falem Principis Subditorum dampnificationem, qui fuper
hoc requirunt, habent fere habere auctoritatem &
potestatem virtute hujus Tractatus ipsos dampnifica-
tes eorum se vindicare & emundare, & ipsos se exami-
nare, fecundum quod iustitia calis & requirit, con-
venienti & pantiendi, ac etiam dampna contra viros
hujus Tractatus illas una cum expensis dampnifica-
tionum reficere & repensare, & si contingat ipsos Con-
servatores per ipsos Principes, sic, ac praestituti, no-
minatos, vel ipsos Commendatos fuper Reformatione
aliquorum dictorum attentacionum fore discordes &
inter eos fupradictae concordare non valeant, quod eo
ipso & ex tunc causa illa referatur Concilio Principis
Subditorum sic dampnificationum, aut ita opas & utriusque
Principis, dum tamen dicta causa, five eorum Con-
servatore

ANNO

1514.

ANNO
1514.

seruare aut unius vel utriusque Principis Concilio, veniendum summum & de plano coram eis examinatur & delicti Martis terminatur, & dictorum Conservatorum pro utraque parte Sententiam interlocutoria & definitiva, Præcepta & Decreta incontinenti & indilate dabuntur executioni; non obstantibus Appellationibus quibuscunque.

Item, quod uterque Principum prædictorum, quando, per Oratores sive Commisarios aliter Principis sufficientem auctoritatem habentes, ad hoc debet requisiti fuerit, in eorum præsentia, iuxta Sacrosanctum Evangelium, Juramentum corporale præstabit quod omnia & singula in prædictis Traditibus specificata & contenta bene & fideliter observabit & adimplebit, & a suis Subditis quatenus ipsos tangunt seu potest observari & adimpleri faciet cum effectibus.

Item, concordatum & conclusum est quod uterque Principum prædictorum præstetur Amicitiam, Ligam, & Considerationem, infra quadraginta dies datam præsentium proximo sequentes, in inferioribus Regni sui Civitatibus, Portibus Maris & Opidii, publicetur aut publicari faciat realiter & cum effectibus.

Item, quod præfatus Illustrissimus Rex Anglie præstet Amicitiam, Ligam, & Considerationem, ut præmissum, contrafactam, æque omnia & singula Capitula prædicta in his Literis contenta, per Literas suas Patentes suo Magno Sigillo sigillatas inandque propèl subscriptas & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipsasque Amicitiam & dicta Capitula sic per eum ratificata, confirmata, & jurata per tres Status Regni Anglie, videlicet, per Prælatos & Clerum, Nobiles & Communitates ejusdem Regni, rite & debite convocatos, in primo & proximo Parlamento post datam præsentium celebrando, ratificari & confirmari faciat.

Ex præmissis Serenissimus Rex Francorum Amicitiam & Capitula accessit, & per suas Literas Patentes Magno suo Sigillo sigillatas cum manu propèl subscriptas & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipsasque Amicitiam & Capitula per eum confirmata, ratificata & jurata, per tres Status & sui Francie, videlicet, per Prælatos & Clerum, Nobiles & Communitates ejusdem Regni, rite & debite convocatos, infra tres menses dictum Parlamentum in Anglia celebrandum proximo & immediatè sequentes, ratificari & confirmari faciat.

Quodque uterque Principum prædictorum, Amicitiam & omnia Capitula accessit, per Sedem Apostolicam & Auctoritatem ejusdem, infra duodecim menses proximo & immediatè datam præsentium sequentes, confirmari, vallari & roborari pro viribus procurabit & cum effectibus faciet.

Et insuper, uterque Principum prædictorum, infra terminum supradictum duodecim mensium instantem & cum effectibus, per Commisarios vel Commisarios suos ad hoc sufficienter auctorizatos, requirit *Sanctam Paulem* quod fuit Sententiam Excommunicationis, nunc pro tunc & tunc pro nunc, in eum ex prædictis duobus Principibus qui omnia & singula Capitula in prædictis Traditibus contenta quatenus ipsum concernunt non observaverit, propèl & ultra Sententiam Interdicti in ejus Regna, Terras, Patrias, & Domoria; non obstant aliquo Privilegio in genere vel in specie illis aut eorum alicui, pro quod effectibus præsentium quomodolibet impediri possit, sub quacunque verborum serie concessis; cui de duobus Principibus palam, publice & expresse renunciat, & cui non, nonnullis coramdem sufficienti auctoritate in hac parte nobis attributa, renunciamus expresse in his scriptis.

Item, convenit & concordatum est, quod prædictus Rex Anglie omnia & singula præmissa ratificabit, accessit, & confirmabit, & confirmabit, æque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quod præmissum tenor exiget & requirit, sedque Literas Patentes inde debite confectas Magno suo Sigillo muniat & manu sua subscriptas Christianissimo Francorum Rege Fratri & Consanguineo suo Carissimo, infra quadraginta dies datam præsentium Traditibus proximo & immediatè sequentes, liberabit liberare faciet.

Et pari eodemque modo dictus Francorum Rex omnia & singula præmissa ratificabit, accessit, & confirmabit, æque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quod præmissum tenor exiget & requirit, sedque Literas Patentes inde debite confectas, Magno suo Sigillo muniat & manu sua subscriptas, Fratri & Consanguineo suo Carissimo Anglie Rege supradicto, infra quadraginta dies datam præsentium Traditibus proximo & immediatè sequentes, liberabit liberare faciet.

TOM. IV. PART. I.

Sequitur *supradicta* Commisio LUDOVICI Regis, ad tractandum de Pace & Amicitia.

ANNO
1514.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum REX, Dux Mediolani & Jacque DOMINUS, universis præfatus Literas inspecturis, Notum facimus quod nos,

De Fidei, Indulgentiæ, & provida circumspiciendi Carissimi & Dilectissimi Consanguinei nostri Ludovici d'Orleans Ducis de Longueville Magni Francie Cambelani, & dilectorum & fidelium Consanguineorum nostrorum, Magnifici Johannis de Selve Jurium Doctoris Curie nostri Parlamenti Normannie primi Presidentis, & Thome Boher Militis Generis Francie quantumvis amicum, confidimus.

Illis nobis veros & probatissimos Commisarios, Ambassadors, Oratores, Procuratores, Depositos, & Nuncios speciales facimus, constituimus, & ordinamus per presentes.

Dantes & concedentes eidem, ad duobus eorum, tenore Presentium, Punctuam & Auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & domus nostre, cum Sanctissimo Illustrissimo & Excellentissimo Principe Henrico, Dei gratia, Rege Anglie Francie & Consanguineo nostro Carissimo, ejusque Commisariis, Ambassadors, Oratores, Procuratores, & Depositis ad hoc sufficientem Potestatem habentibus, tam de & super Pace, Amicitia, Liga, & Consideratione; quam de & super mutuo & amicitio Interitui Mercedis & Mercandis, inter nos & præfatum Anglie Regem Heredes & Successores nostros, æque Regna, Patrias, Terras, Domoria & Loca nostra quæcunque; necnon Subditos, Vassallos, Consanguineos, Amicos, Alligatos, & Adhærentes nostros quoscunque habendis & contrahendis,

Et præfatum de & super Traditibus Pacis, Amicitie, Ligæ, Considerationis, inter celeberrimos memoris Caroli dudum Francorum Regem & Illustrissimum ac Potentissimum Principem insignis memoris Henrici nuper Anglie Regem, apud *Waghal*, per Oratores suos hincinde sufficienter auctorizatos, concordatum & conclusum, & postea per Nos per Literas nostras Patentes Magno Sigillo nostro sigillatas & manu nostra subscriptas ratificatum & confirmatum, renovando sive renovandum.

Ejusdemque Traditibus Articulis ab eodem subtrahendis, deicendis & diminuendis, aliisque novis, quatenus dictis Commisariis nobis visum fuerit expedire, eidem addendis, aliisque Articulis faciendis, concludendis, tractandis & concludendis.

Necnon super Traditibus Pacis, deinceps factis & conclusis apud *Londoniam* inter præfatum Fratrem & Consanguineum nostrum & Oratores, & deinde per Nos ratificatos *Blis*, in præfatis Oratorum prædicti Fratris & Consanguinei nostri, & super Amicitia ejusdem Traditibus renovandis & renovandis, addendis & diminuendis, novis Articulis faciendis & expediendis, prout prædictis Commisariis nostris visum fuerit.

Ac de & super eodem Traditibus per Literas nostras Patentes Magno Sigillo nostro sigillatas & manu nostra subscriptas hinc inde ratificando & contentando.

Communicandis, tractandis, concordandis, & concludendis, æque ad prædicta omnia & singula bene & fideliter perimplendum quodcumque Juramentum in Animam nostram præstatum, nõque ad hujusmodi Juramentum talis sacrosanctis Evangelis per omnes litteras præstatum, æque ad implendum Bullam fidei Receptam Apostolicam in debita & sufficienti forma factum & expeditum, in quo omnia & singula in dicto Traditibus contenta & specificata Sedi Apostolicæ auctoritate confirmabantur, appositis Penis & Censuris Ecclesiasticis in nos & Personam nostram & Haereditatem nostram, & Sententia Interdicti in Regna, Patrias & Domoria nostra, & quatenus contra prædictum Traditum ejusque Particulam in aliquo fecerimus, venientes aut contra facti seu veniri consentientes. Nos & Personam nostram alitergeniti & obligandi.

Ac omnibus & singulis tam factis quam factis exceptionibus etiam speciem Remissionem requiritibus pro nobis & nomine nostro expresse in viis Pacis renunciamus.

Ceterisquæ omnia & singula faciendi, gerendi & excecendi quæ in præmissis aut circa ea necesse fuerint seu quomodolibet oportuna, & quæ tamen Negotii qualitas, cum ejusdem circumstantiis, dependentiis & annexis, exigat seu requirit, & quæ nos taceamus & scire possumus in personalem intercessionem, eorum si talis forent quæ Mandatum magis exigat speciale quam Præfatum est expresse;

Aa 1

Pro-

ANNO
1514.

Promittentes, boni fide & in verbo Regio Nos ratum & gratum habere quicquid per dictos motus Procuratores, Ambassadors circa praemissa actum, gestum, promissum, & juratum eantur, & contra ea aut aliqua ipsorum nullo modo contravenire, immo ipsi mantere & inviolabiliter observare ac per nostras Parentes Literas confirmare.

In cujus rei Testimonium has Præfatus manu propria
signavit & eodem Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum apud Sanctam Germanam in Loys die viceima nona mensis Julij, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, & Regi nostri decimo tertio.

Significance

Super slow

Loys

For Recent:

ROSENTHAL.

*Sub Sigillo Mogen Cera alba a duplici unida
Pergamena pendente.*

Seminar fagradella **Commissio HENRICI Regis.**

HENRICUS, Dei gratiâ, *Res Angliæ & Franciæ & Dominus Hiberniæ*, universis & singulis presentes
Litteras inspecturis, Salutem.

Notum facimus quod Nos,

De fidelitate, industria, & provida circumspectione præclarissimi Confessarii nostri *Thome Dacti Norfollensis Thesaurarii & Marescalli Anglie*, & Reverendissimi in Christo *Patri Thome Episcopi Lincolnensis in Archiepiscopatum Eboracensem promoti*, ac Reverendi in Christo *Patri Ricardo Montensis Episcopi Privati Sigilli nostri Catholici, Confessoriorum nostrorum*, quamplurimum confidentes.

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Ambassadors, Oratores, Procuratores, Deputatos & Nuncios speciales facimus, constituimus, & ordinamus per profectores.

Dantes & cōcedentes eisdem ac duobus coram, to-
no *neque periculum*, portitum & aedificationem ac Man-
datis generale & speciale, pro nobis & nomine nobis
in Curiamissimo Philippi *Lodovici Francorum Regis*,
in *Curia Mediolani*, & *Genae DOMINO*, ejusdem Con-
sullibus, Ambasciatoribus, Oratoribus, Procuratoribus
& Deputatis ad hoc sufficientem Portitum habenti-
bus, & de super Pace, Amicitia, Liga, & Con-
solidatione, *inter Nos & praelatum Francorum Regem*
Henricum & Successores nostros, atque Reges, Patres,
Tutores, Dominos, & Loca nostra quaecunque, necesse
Subditos, Vassallos, Confidantes, Amicos, Ali-
quos, & Adhaerentes nostros, quim de & super mu-
to & amicitie Intercurare Mercium & Mercandis-
sim Inter eosdem Subditos nostros quouscumque habenti-
bus, & ceteris, ad. &c.

In caput rei Testimonium has Literas nostras manu
nostrā benigne feri fecimus Patentes.

Tunc me ipso apud *Welfingasterium* secundo die Augusti, Anno Regni nostri sexto.

Soc. Sigmarum.[illegible]

R. THROCKMORTON

*Sub Magno Sigillo dicti Illustrissimi Regis Angliae
et ducis candidi Perpetua pendente.*

In quorum omnium & singulorum premifforum
Testimonium atque fidem nos, Oratores, Ambaffatores
& Commiffarii Chriftiffimifimi Regis Francorum an-
tediti, has Liberas Patentes fieri fecimus, eisdemque
Sigillis noftris, una cum appofitione manuum noftra-
rum, munivimus & roboravimus.

Datum in Civitate Londin, die septimā mensis Aug-
usti, Anno Domini millesimo, quingentesimo, deci-
mo quarto.

LOYS D'ORLEANS,
JOHANNES DE SELUA,
THOMAS BOUTER.

*Sub Sigillis fuit Papyrus obdolis à duplici
candâ Pergamena pendens.*

LXXXVIII

ANNOUNCEMENT

1584.

γ. Λούτ.

*Treatatus Matrimonii inter LUDOVICUM XII.
Regem Francie & MARIAM, HENRICI
VIII. Regis Anglie Sororem conclusus. Dat.
in Civitate London. die 7. Augusti Anno 1514.*
[RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom.
XIII. pag. 421.]

UNIVERSITATIS & singulis, ad quorum societatem pre-
fentes Litterae pervenerint, *Laudenses d'Orléans*,
Dux de Longueville, *Albericus de Rubellis* & *Magnus*
Francie Cambellanus, *Johannes de Sela* Jurium Doce-
torum Primos Praefidis in *supremum Parlamentum* Curia
Noemanie, *Thomas Boher* Miles Generalis Francie,
Oratores, Ambassadors, Procuratores, & Nuncii spe-
ciales Christianissimae *Laudens Francorum Regis*, ad in-
frascripta sufficienter auctorizati, Salutem.

Cum, inter eundem Christianissimum Principem Ludovicum, Dei gratia, Francorum Regem ex uno, & Illustrissimum, Excellentissimum, & Potentissimum Principem Henricum, Dei gratia, Anglorum Regem, pacibus ac alijs, Pax, Amicitia, Liga, Confœderatio, p̃i medij, patronis moneta, & crebris petitionibus, Sanctissimi Domini nostri *Levis Pape decimi*, aliorumque Principum intercessionibus haec, tractata, concordata, & conclusa fuerit.

Iidem Principes, eandem Amicitiam fidam, firmam, & sinceram fore non mediocriter cupientes, ob firmitatem ejusdem observantiam altius aliquod vinculum adalere statuerunt.

Ceterum cum ad Benevolentiam & Amorem, ex quo
vera dignitas Animi, incrementum & conservatio-
nem nihil sit usquam preclarior aut efficacior, quam
Sancti-
tatis necessitudo aut affinitas vinculum.

Præfatus igitur Christianissimus Rex Ludovicus, cum Præclarissimâ & Splendidissimâ Principe Domina Maria, Potentissimæ Regis Angliæ Sorore Carissimâ Matrimonium contrahere possit obesse expostulavit :

Potentissimus eisdem *Rex Angliae*, propicius quam sit haec Pax & Amicitia *Suumque* *Fuerit* grata, aliisque Principibus accepta, quoniam ex ea soli Religioni Christianae & utilitas & tranquillitas provenire possit, eisdem Christianissimi Regis crebris petitionibus annuens & assensum praestitit expressum.

a. Nuncupatio per Episcopum, predicti, pro Matrimonio inter
 predictos. Oratio in *Regno Ludovici* & pro
 nominatum Fratrem in *Splendidi Principum*
Dominum Mariani, eisdem Potentissimi *Regis Anglie*
 Sororem Carissimum, Deo Duce, habendo & con
 ferendo, cum Generoso Illustri *Thoma Duce Norichie*,
 Thebanensi & Marcesali Anglie, Reverendissimi in
 Christo Patribus & Dominis Domini, *Thome Episcopi*
Lincolniensis Archiepiscopi Eboracensis Populatis
 & *Acordo Episcopo Wintoniensi Stellæ Regis Privati*
 & *Oratoris*, *Comitis Cornubiensis*, *Comitis*
Procuratoribus & *Nunciis* specialiter ad illud
Anglie Regis, ad infra scripta specialiter deputatis,
 & sufficienter autorizatis, & speciale Mandatum habenti
 bus, ad honorem & laudem Dei Omnipotentis, &
 Gloriosæ Virginis Mariæ, totiusque Religionis Chri
 stianæ, ac Regnorum, Patriarum, & Subditorum Re
 gum predictorum communem iustitiam; pacem, ac
 tranquillitatem conservandam, pacti firmam, concordandam,
 & conciliandam, neque ad fortitatem Communionis
 Regum predictorum (quorum retores interius inferuntur
 per interdictum articulum), pactum, concordandam
 & conciliandam articulum, & pactum, concordandam
 & conciliandam, concordantem, & conciliandam

Iron.

ANNO
1514.

sufficienter & utiliter fiant & concepiantur in commo-
dum & utilitatem dictæ Dominiæ Maris.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est,
quod præfatus Dominus Maris non solum Dotem, Doti-
um, sive Donationem propter Nuptias, eidem Do-
minæ Maris per dictum Christianissimum Regem Lu-
dovicum, ut præfatur, assignatum, datum, conce-
ditum, & affectuatum reuocet, laqueabit, & possidebit
rursus bona sua propria, casu quo præfatum Regem
Francie supervenerit, durante viâ sua naturali; ve-
rum etiam habebit, iurebit, & possidebit omnia &
singula alia localia, Suppellectilem omnem, ac Res &
bona alia quæcumque que Regius Francie post obitum
Regum Maritarum suorum habere, iurari, &
possidere contingerent aut deberent, eidem omnibus
& singulis quælibet & liberè utatur & gaudet, durante
viâ sua naturali, sive ex illo Matrimonio Proles tu-
erit nascita sive non, ubicunque locorum, ut præ-
fatur, moram traxerit sive habuerit, aut moram tra-
here sive habere voluerit.

Item, casu quo dictus Christianissimus Ludovicus
Rex Francorum supervenerit eidem Illustrissimæ Domi-
niæ Maris, suscepit ex ea Liberos, vel non suscepit,
tunc & eo casu dictus Christianissimus Rex Dotem,
Dotium, sive Donationem propter Nuptias, unâ
cum omnibus bonis mobilibus quædam Dominiæ Maris
consequatur, habebit & iurebit, & quantum &
eo modo quo solitum est fieri secundum Consuetudi-
nem Regni Francie, & maxime inter Reges & Regi-
nas Francie.

Item, conventum & concordatum est, quod uter-
que Regum prædictorum per Lucas suas Patentes,
Magnis Sigillis suis sigillatis & manibus suis subscrip-
tis, præfatum Traditum ad omnia & singula in e-
dem contenta acceptabit, ratificabit, & confirmabit,
eademque Literas, sic, ut præfatur, signatis & si-
gillis, infra quadraginta dies Datam præfatum
proxime & immediate sequentes vicilium & munitio tra-
dere & liberabit, tradere & liberabit facit cum effectû.

Sequitur tenore prædictarum Constitutionum.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, Dux
Normandie, & Juvencus Domini, &c. universis & singu-
lis, presentes Literas inspecturis, Salutem.

Notum facimus quod,

Cum inter Illustrissimam & Potentissimam Principem
Hæcensem, Dei gratiâ, Angliæ Regem, Fratrem
& Consanguineum nostrum charissimum ex unâ, &
Nô ex aliis partibus, Pat, Amicitia, Liga, & Con-
federatio piis mediis, paternis monitis, & crebris exor-
tationibus Sanctissimi Domini nostri Leonis Papa
decano, aliorumque Principum intercessionibus, habet
etiam ratione Consanguinitatis & Compaternitatis,
inter nos contracta, inita, tradita, & conclusa fue-
rit,

Quam Amicitiam & Confederationem firmam &
sinceram fore nos medicorum cupientes,

Ob firmiorem quendam observantiam, considerantes
quod ad Amicitiam & Benevolentiam, ex quo vera gigni-
tur Amicitia, incrementum & conservacionem nichil
sit usquam pietatis aut efficacius, quam sanguinis
necessitudo, aut Affinitatis vinculum,

Nos igitur pro dictâ Amicitia firmam, ac pro si-
ncero Amore quem habemus ad Illustrissimam & Prae-
cellentissimam Dominiæ Mariam Sororem prædicti Sere-
nissimi Regis Angliæ Fratris nostri, quam omni virtute
& venustatis splendore ornamus pro comperto ha-
beremus, obitu expulsiorem a præfato Fratre nostro
Rege Angliæ, ut illam nobis Matrimonio copulari
contingeret, quem attentum, ut per Oratores nostros
curiores facti sumus, grato & fraterno animo
amamus,

Nos igitur cupientes dictum Matrimonium suum
fortiter efficere, considerantes de industria, seditate
& probitate Christianissimos & Dilectissimos Consanguineos nostros
Ludovicum d'Orléans Ducem de Longueville, & Mar-
gueritum de Rochefort, Francie Magni Cambrellani, necnon,
dilectorem & fideliorem Consanguineum nostrorum, Mag-
istru Johanne de Selva, Jurium Doctoris, in Carli
Præfati nostri Norwiciæ primi Præsidentis, ac
Thome Babou Militis Generales Francie; dantes &
concedentes pro præfatis eidem dictis nostris Orato-
ribus, aut coram duobus Potestatibus & Mandatum
speciale, & expresse, cum Potentissimo Rege An-
glicæ, Fratre nostro, & ejus Oratoribus, Commissariis,
Procuratoribus, Depositis, & Nunciis specialibus, ad
hoc speciale Mandatum habentibus, de & super Ma-

rimonio per verba de presenti ad hoc acta, inter Nos
& præfatum Serenissimum Principem Dominiæ Mariam,
dicti Regis Angliæ Sororem carissimam, Deo Duce,
certis locis, terminis, modo, & formâ contrahendo
& solemnizando, prout melius, firmiter, & convenien-
ter de Jure fieri poterit.

Ac de & super Dote, Dotatio, Dotio, & Dona-
tione propter Nuptias, casu & consumptione quæ-
dam Matrimonii, hinc inde in eadem singulis congrue
referendo, constituto, dando, tradendo, & sol-
vendo,

Ac etiam de & super tempore, loco, modo, & for-
mâ traditiois præfate Dominiæ Maris in Terras &
Parvas pro dicto Matrimonio inter nos & præfatum
Dominiæ Mariam solemnizando, fluendo & præ-
sendo,

Ac super omnibus aliis conensis, dependendis, &
concernendis dicti Matrimonii tradendi, comuni-
candi, conveniendi, & conclusendi, & nos pro præ-
missis obligandi, & vice versa obligationes recipiendi,
Pacta quæcumque licita & honesta iuncturi, conceden-
di, putandi in animam nostram, & omnia alia facien-
di, prout facere possemus, & presentes personaliter ob-
servantes, unâ cum renunciationibus & omnibus
Claufulis oportunit;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, quic-
quid per dictos Oratores & Procuratores nostros in
hac parte actum, gestum, & conclusum fuerit ratum,
gratum & firmum habebimus, & iurisdictionibus observa-
turos.

In cujus rei Testimonium has præfatas manu nostra
signavimus, & Sigillo nostro roborari fecimus.

Datum apud Sanctum Germanum ex Lere, die vi-
cesima nona mensis Julii, Anno Domini millesimo,
quingentesimo, decimo quarto, & Regni nostri decimo
septimo.

Signatum,

Lors.

Super piam.

Per Regem.

ROBERTET.

*Sub Sigillo Magni de Cerâ alibi pendente a caudâ
Pergamini.*

HENRICUS, Dei gratiâ, Rex Angliæ & Franciæ
& Dominiæ Hiberniæ, universis & singulis presentes
Literas inspecturis, Salutem.

Notum facimus quod cum inter Nos ex unâ,
& Christianissimum Principem Illustrissimum Francorum Re-
gem, Fratrem & Consanguineum nostrum Carissimum
partibus ex alterâ, Pat, Amicitia, Liga, & Con-
federatio piis mediis, paternis monitis, & crebris exor-
tationibus, Sanctissimi Domini nostri Leonis Papa de-
cano, aliorumque Principum intercessionibus, habet
etiam ratione Consanguinitatis & Compaternitatis
inter nos contracta, inita, tradita, & conclusa fuerit,
quam Amicitiam & Confederationem firmam &
sinceram fore nos medicorum cupientes, ob firmiorem
eiusdem observantiam, considerantes quid ad amicitiam
& benevolentiam, ex quo vera gignitur Amicitia, in-
crementum & conservacionem nichil sit usquam pietatis
aut efficacius, quam sanguinis necessitudo aut Affi-
nitatis vinculum,

Nos igitur, pro dictâ Amicitia firmam, ac pro si-
ncero Amore quem petitis Christianissimus Fran-
corum Rex habet ad Illustrissimam & Præfati-
ssimam Dominiæ Mariam Sororem nostram dilectissimam,
quam omni virtute & venustatis splendore ornamus pro
compto habet, obitu expulsiorem a nobis ut illam
nobis Matrimonio copulari contingeret; ejus de-
siderio satis recte cupientes, assensum præfatis & gra-
to ac fraterno animo annuimus,

Nos igitur cupientes dictum Matrimonium suum
fortiter efficere, considerantes de industria, seditate,
& probitate Præfati nostri Consanguineos nostros Thome
Ducem Norwiciæ Theobaldi & Matrevali Angliæ, ac
Venerabilissimum in Christo Patris Thome Episcopi Lin-
colniensis in Archiepiscopum Eboracensem Postulati, ac
Reverendi in Christo Patris Ricardi Wintoniensi Episcopi
Catholis Privati Sigilli nostri, Consanguineorum nos-
trorum,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios,
Ambassadors, Oratores, Procuratores, Depositos, &

ANNO
1514.

ANNO & Nuncios specialis ac infraſcripti facimus, conſtituimus, & ordinamus per preſentes:

1514. Deinde & concedimus eisdem nobis Oratoribus, ac eorum duobus Potentioribus & Mandatum ſpecialis & expreſſum, eum præſato Chriſtianiffimo Francorum Rege Fratre noſtro, ejuſque Caſtellanus, Commiſſarius, Procuratores, Deputati, & Nuncios ſpecialibus ad hoc ſpecialis Mandatum habentibus, de & ſuper Matrimonio per verba de præſenti ad hoc apud inter præſentem Chriſtianiffimum Francorum Regem & præſentem Sereniffimum Dominum Mariam Sororem noſtram caſtellanicam, Deo Duce, certis locis, terminis, modo, & ſubſiſta contrahendo & ſolempnizando, prout meliſſis, firmiſſis & convenientiſſis de jure forent, &

Ac de & ſuper Dote, Dotatio, Dosario, & Donatione propter Nuptias, cauſa & conſideratione huius Matrimonii hinc inde ſingulis congreſſu recipiendi, conſtituendi, dandi, tradendi, & ſolvendis, ac eſſem de & ſuper tempore, loco, modo, & forma traditionis & traditionis præſentem Dominum Mariam, in Terris & Patria præſentis Regis Fratris noſtri per dictum Matrimonium inter præſentem Chriſtianiffimum Francorum Regem, & præſentem Dominum Mariam ſolempnizando, ſolvendis, & præſentibus.

Ac ſuper omnibus aliis auxiliis & dependentibus & concernentibus dictum Matrimonium tractandi, communiſſandi, conveniendi, & concludendi, & non pro præmiſſis obligandi.

Et, vice verſa, obligationes recipiendi, Poſſa quæcumque licita & bonis incendi, concordandi, jurandi in animam noſtram, & omnia alia faciendi, prout facere poſſemus, ſi præſentes perſonæ interveſſimus, uni eum Reſcutionibus & omnibus Clauſulis oportunitis.

Promittentes, boni fidei & in verbo Regio, quicquid per dictos Oratores & Procuratores noſtros in hac parte actum, geſtum, & conſeſſum extiterit, ratum, gratum & firmum habituros ac laſciabiliter obſervaturos.

In ejuſ rei Teſtimonium has Literas noſtras manu noſtra ſignatas ſeri fecimus Parentes.

Teſte meipſo apud Heſthmannſteriam ſecundo die Auguſti, Anno Regni noſtri ſexto.

Sic ſignatus,

HENRY R.

THROCMARTON.

Sub Magni Sigilli dicti Illuſtriſſimi Angliæ Regis & deſcripti Conſiliarii Pergamene pendente.

In quorum omnium & ſingulorum permiſſorum Teſtimonium neque adem Nos, Creatores, Ambaſſatores & Commiſſarii Chriſtianiffimi Regis Francorum ſubſcripſi, has Literas Patentes ſeri fecimus, eademque Sigillis noſtris, uni cum appoſitione manuum noſtrarum, manuſcriptas & roboravimus.

Datum in Civitate London, die ſeptimi menſis Auguſti, Anno Domini milieſimo, quingeneſimo, decimo quarto.

LOYS D'ORLEANS,
JOHANNES DE SELVA,
THOMAS BORIER.

Sub Sigillis prædictorum Commiſſariorum & deſcriptiſſimis ſandis pendentes.

LXXXIX.

14. Août. Inſeudation du Comté de Genevois & des Baronnies de Faucigny & de Bonifant, faite par CHARLES III. Duc de Savoie ſurnommé le Bon, à PHILIPPE DE SAVOIE ſon Frère. A Chamberi, le 14. d'Août 1514. [S. GUTHCHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoie. Preuves. pag. 616.]

In nomine Sancti & Individui Trinitatis Amen

ANNO à Natiuitate ejuſdem Domini ſupremo, currente milieſimo quingeneſimo decimo quarto. In diſpoſitione ſecunda & die decimi quarti menſis Auguſti. Ubi verſus ſit nomen & manſuetum, quod Illuſtriſſimus ac Excellentiffimus Princeps & Dominus noſter, Do-

minus Carolus Sabaudie Dux Nomen, Chabaudi & Angallie, Sacri Romani Imperii Princeps Vicariatusque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Piedemontis, Comes Geneſenſis, Baſiliaci & Romandunſis, Baro Vaudi, Gray & Foucignat, Nivernique, Verſellorum ac Beſſiz, &c. Domus. Cum Dominum & Titulum Excelli Ducatus Sabaudie, ac Patriatum eadem adjacentium, ob mortem Illuſtriſſimi & Excellentiffimi nunquam obſcure memoris, Domini Domini Philiberti Sabaudie Ducis, ejuſ Fratris prædeceſſoris, divino nos jam diu conſequens adeptusque fuit, ſe illud Deo faventibus, ac inter maxima bellorum diſcrimina, que inter Reges & Principes Chriſtianos, & præſentem ejuſ Excellentiffimam, non ſine magno ſtrage viguerunt, cum omni Populorum dicti Ducatus ſubſtitutum convenit, Pace tranquillitateque, non ſine maximo conſilio, diligentia & innumeriſſis laboribus, adeo reſtit & gubernavit, ut apud quoscunque mortales, miram ac ſere incredibilem ſibi ſeſdem inde emerſſe reſt. Cogitatione & animo reſolvens, quod eſt dicti Ducatus Sabaudie dignitas, tam ex forma ſaris, quam ex vetuſtiſſima & antiqua Conſuetudine, huius Sacratiffima & Inſerit Domus ac Proſapia Sabaudie, individuiſſi ſi, & Ducatus ipſi cum ſuis pertinentiſſis quibuscunque, integro ſeruo ad Præſentem manſervant, ſecundum divinas & humanas leges, pertinere dignoscitur, qui vel aliquod ejuſ notabile membrum, alienare, vel, in totum appropriare, non convenit, ſecum tamen quod proprium & peculiare, Dominium Principum, ſe inſeſſare & liberalitate & moniſſicentia, ut in eos maxime, qui ſibi ſanguine juncti ſunt & ſunt ſub afſiciatur, ut illam eodem tunc & protegere, ſed & ampliare diſtanteque ſemper fluſſuaret, animadverſentes quoque ſingulares conſultiffimæque, non ſolum animi dotes, quibus Illuſtriſſis & Excelliſſis Dominiſ Philippi de Sabaudie, ejuſ Fratris dilectiffimi, ſed & ſuorum ſuorumque devotionem & obſervantiam obſequendique poſſibilitatem, quas à teneris ætate, ejuſ præſentem Illuſtriſſimum Dominum Philippum Ducem, & Excellentiffimum exhibuit. Idcirco notum eundem Illuſtriſſimam & Excelliſſimam Philippum, quem non nudo ſecundo, ſed Paterno ſemper affectu amantiffimè proteſſusque eſt, præmiſſis virtutibus & meritis ſuis exigentibus, Patris & Fratris digniſſimis, in totum ejuſ, verum eundem alius eſſere & tantū ſecum moniſſicentia, liberaliter agere, ut præſentem Illuſtriſſimum Prædeceſſorem ſuorum veſtigia, ſubſcribiſſis ſeriatim, ſeſeque promp- tiffimam obſequendo, præſentem Illuſtriſſimum Dominum noſtrum Ducem, ac per eſt, manu ſua ſeriatim exhibet. Hiſ igitur & aliis plerique Illuſtriſſimis reſponſibus, ſignatus enim ut ipſe Illuſtriſſimus Dominus Philippus, & de ſeruo ſuam, oportunitate ſerare ſuſtinentur, vaſte, pariter & ne porione ſibi in bonis Patris & Fratris quomodolibet ſeſtante, ſe privatum dicere vaſte, pro omniſſis ſere quod eſt illuſtriſſimo Dominum Philippo competere poſſit, ad præſentem quomodocumque & quoliſcunqueque; in bonis quibuscumque tam Patris quam Fratris & tam avitis, quam propriis, memoratis Illuſtriſſimis & Excelliſſis Dominiſ noſtri Dux Carolus, habito per prius ſuper præmiſſis Comſum, Baronum, Conſiliariſſimæque ſuorum, maximo Conſilio, ex ejuſ certa ſcientia & ſpontanea voluntate, ac de ſuis potentiſſis plenitudine & Caſarca aſſortite, quod in hac parte ſanguit, dat & concedit in Feudum & titulo Feudi Nobiliſ, ſeriatim Aviti & Patris, præſentem Illuſtriſſimum & Excelliſſimum Philippum de Sabaudie, ejuſ Fratris dilectiffimum, præſentem illuſtriſſimum & reſpiciendi, pro ſe & ſuis Hereditibus & Succedentibus maſculis, infra nominatis; videlicet Comitatu Geneſenſi & Baronias Fauſignat & Beſſenſis, uni cum Caſtris, Villis, Terris & Mandamentis eorundem, ſiſtis infraſcriptis eundem faciendo, creando, conſtituendo, creando & ordinando Comitatu Geneſenſi, Baronem Fauſignat & Beſſenſis, ad huiusmodi Dignitatem Comitatus & Baroniarum exaltandi, & ejuſ cum & poſſitate & facultate reſtendi, ſe reſtendi Res, Caſtra, Jurisdictiones, & membriſſis Comitatus ejuſdem, & que antea tempore inſeſſionis ſeſte, per divina memoria Amadeum, pro reſe Sabaudie Ducem, Illuſtriſſimo Philippo ejuſ Fratri, Comitatu Geneſenſi creato & de ipſo Comitatu inſtituto, tanquam de membriſſis Comitatus habebatur, per eundem Dominum Philippum, pro tunc Comitatu Geneſenſi, tanquam de membriſſis Comitatus poſſidebantur, nec non omnes & ſingulas poſſeſſiones Caſtrorum, Dominiorum & aliarum rerum & bonorum quoruncumque, ſeſtatorum in prædicti Comitatu Geneſenſi,

ANNO

1514.

ANNO
1514.

benelli, & Baronis Foucignaci & Belliforis obven-
turas, una cum omnibus & singulis hominibus, homi-
nibus, Feudis mobilibus & immobilibus, meo & meo
Imperio, omnimoda Jurisdictione, Superioribus, Re-
llis, directis & indirectis Dominiis, Facultatibus,
Jussibus, Capitulis, Servitiis, Juribus, Regalibus & Tri-
butis personalibus & rebus, decimis, pendis, venen-
tationibus, pascuis, aquarum curibus, pedagiis, pan-
tangiis, terris, nemoribus, levis, Juribus, Baronatus
Ecclesiasticorum Beneficiorum, catervis Dominiis,
Præsentibus, Præsentibus, Existis, Emolumentis,
Juribus & Penionibus universis Comitatus, Baronat-
um, Castellorum, Villarum, Locorum & Mandamentorum
nostrorum predictorum, quibus bone memorie D. Comes
Gebennelli, qui pro tempore fuerat, utebatur &
ut fuit, sibi semper & exceptis, præfatus Illust. Do-
minus noster Duci & sive in Ducatu Succellibus, om-
nibus & singulis, infra per dictum Illustrissimum Do-
minum Ducem reservatis, sub modis, conditionibus,
obligationibus, ordinationibus & reservationibus infra
scriptis, quibus & quas præfatus Illustriss. Dominus
noster Dux illius & ordinis, perpetuo & invariabiliter
obfervari. Et primo reservat, exceptis & exceptis ipse
Ill. D. noster Sabaud. Dux, & sive in genere con-
cessis, ad opera sua & predictorum suorum in Ducatu
successit de ipsi Comitatus Gebennelli & Baronis Fouc-
cignaci, Villas, Terræ & Mandamenta Romilliaci
in Albano Balli Trochiarum, Caltri Galliard & Ter-
naci, cum Pedagio Portæ Araris, Gebennelli, & Vi-
riaci, una cum aliis eorundem reservationum seu rectorum
perpetuis universis, nec non hominibus, fide-
litaribus, Feudis, meo & meo Imperio, omnimoda
Jurisdictione, Superioribus, rellis, Dominiis &
Dominiis, Castellorum, Locorum & Mandamentorum
Aula nova & alia Villa, quæ omnia etiam an-
te legem reservata in infestationibus seu dispositionibus
per Illustrissimos Dominos Amodeum, de hinc
Lodovicum Ducem Sabaudie, Illustrissimus Dominus Phi-
lippo & inde Joao de Sabaudia, pro tunc archie-
piscopus, singulis singulis reservatis, Comitibus Geben-
nelli, prout in tenore Actuum & Documentorum,
super præfatis concessorum & celebratorum, plenius
legitur contineri, ad quos & quæ debita habentur rela-
tio. Pro quibus quidem tractationem, reservationem
de prædicti Comitatu Gebennelli & Baronis Fouc-
cignaci inferiori recompensa, ipse Illust. D. noster Dux
Carolus, eundem Illustrissimum Dominum Philippum eius
Fraternum, Comitum Gebennelli & Baronem Foucignaci
& Belliforis, ut supra eratam, investit titulo præ-
dicto de Caltri, Villis & Mandamentis Fabricarum
Uging, Greyfadi in Gebennelli, Fissionum veteris
& novi, Ardui Turricis Comitatus de Chaillet, de
Verboz, de Monhouz, nec non de Caltri, Villa
& Mandamento de Gerdas, in Valle bona fructus,
una cum Jurisdictione, Homagiis, fidelitatis & per-
petuitatis suis ac aliis superioribus in concessione ipsius Co-
mitatus, Baronatus Foucignaci & Belliforis conces-
sis, & superioribus declaratis. Item vult & reservat
prioribus Illustrissimus Dominus noster Dux, quod in
posteriorum, omnes & singuli Barones, Bannerii, Vas-
alli, Homines, Nobiles & homines, Communitates
& quæcumque Subditi predictorum Comitatus Geben-
nelli & Baronatus Foucignaci & Belliforis aliorum
Castellorum, Villarum & Mandamentorum, præ-
fatus Illustrissimus Dominus Philippus ut supra concessorem,
primis & ante ipsam Illustrissimum Dominum Philippum
& ejus Liberos & Successores prædictos, nec non
quæcumque alios Domos & Personarum, sui indivi-
duales immediate & perpetuo obligati & addicti, ad
fidelitatem ipsam & universam fidelitatem obsequia præ-
standa, prædicti Illust. D. noster Dux & sui in Du-
catu Successores, qui pro tempore fuerint, teneant
ipsam fidelitatem diu recognoscere & homi-
nium prædictorum præfatus Illust. D. Philippus & sui Li-
beris & Successoribus manentibus, in instrumentis huius-
modi recognitionem & homagiorum specialiter & ex-
pressis declarare & sine quacunque exceptione referre.
Item reservat præfatus Illustrissimus Dominus
noster Dux, quod dictus Illustrissimus Dominus Philip-
pus & sui liberi & Successores prædicti, nec non Barones,
Bannerii, Vasalli & quæcumque alii Subditi eorundem, ad
causas & iudicium Comitatus, Baronatus, Castellorum,
Villarum & Mandamentorum predictorum, nec non
& quæcumque Dominiis, Villarum, Terrarum & bonorum,
per eundem D. Philippum & suos Successores amodo in-
festedum, de Franco Alodio vel alio infra Limites & jura contenta in Testamento, per
præfatus Illust. Dominum Amodeum, pro tunc Sabau-

dix Decem celebrato, reforescant, fortissime teneant
præfatus Illustrissimus Dominus noster Dux sineque
libera & Successoribus prædictis, qui pro tempore erunt
Duces Sabaudie & ad ipsos Illust. Duces Sabaudie,
pro tempore existentes, per viam rellis & secundum
Appellationem intra decem annos in quibuscumque
Causis, tam civilibus, quam criminalibus, possit
& debent, per quoscunque rellis, ac in ipsi rellis
& de appellatione, habeant & veniant ipsi Domini
Comites, Bannerii & ceteri Officiares ac Subditi eodem
dem, paret & obsequia obedire, & quibus etiam non
licet nec possit huiusmodi rellis & secundum Appella-
tionem medium contrahere, vel ipso tacto sub
omnibus, ad aliam quæcumque recurrere, provocare,
supplicare aut alias querere quovismodo & ultimus ne
permissione Jurisdictionum teneantur Officia Iusticie,
rellis & de clare præfatus Illustrissimus Dominus
noster Dux, quod tam ipse Illustrissimus Dominus Philip-
pus Comes Gebennelli & sui Heredes & Successores
prædicti quam Barones & Bannerii qui Subditi habent
Jurisdictionem & Imperium, habeant prius suos
Iudices ordinarios, qui de Causis ordinariis, tam civilibus
quam criminalibus, prius habeant cognitionem
de hinc vero à Iudicibus tam ejusdem Illustrissimus Dominus
Comitis, quam eorundem Baronum, Banneriorum &
Nobilium Jurisdictionem habentium eidem Illustrissimus
Dominus Comiti ut supra Subditorum, seu à Senen-
tis & Graminibus per eos ferendis, quoscunque
caus occurrerit appellare & provocare immediate ad
ipsam Illustrissimum Dominum Comitem, seu ad ejus Con-
siliis, eorum quo cognoscit & decidi debeant omnes
Appellationes & Graminibus Causis, libus Senten-
tiarum predictorum Iudicum ordinariarum amittendis, in
quo quidem Consilio uni cum ceteris ejusdem Illustrissimus
Dominus Comitis, quos deprece valuerit Consiliis
atque Præfatis, & eorum quidem qui dicti Consilii
Ordinationibus, Sententiis & Graminibus appellare
& recurrat, appellare & recurrere possit ad præfatus
Illustrissimum Dominum nostrum Ducem & ejus
Successores, qui Decem Sabaudie Dignitatem pro tempo-
re presentia, seu ad ejus Illustrissimum Chamberlain
residens Consilium, eorum quoscunque appellacionem, ven-
denter & deciderit tales Appellationum rellis, seu
Graminibus causis. Item reservat & reservat præ-
fatus Illustrissimus Dominus noster Dux, in prædictis
Comitatu Gebennelli & Baronis Foucignaci & Belli-
foris ac aliis Caltri, Villis, Locis & Mandamentis,
per ipsum Illustrissimum Dominum nostrum Ducem
præfatus Illustrissimus Dominus Philippus ut supra traditis
& infestedis, quod ipse Illustrissimus Dominus Dux, &
sui Successores in Ducatu Sabaudie, habeant & percipiant
in perpetuum, Censualibus & successibus Indifferen-
tes, quoscunque opus fuerit, tam à Nobilibus quam Po-
pularibus, ut & quem rationem habeant & percipiant
à Subditi fas Ducalibus immunitas. Item quod in
quibuscumque subsidis per præfatum Illustrissimum
Dominum nostrum Sabaudie Ducem & suos in Du-
catu Successores, impendantur & decem, servetur omni-
no modis, unde & forma qui sequuntur, respectu
dicti Illustrissimus Dominus Comitis & Subditorum suorum:
Videlicet quod ipse Illustrissimus Dominus Comes habeat
mediate & immediate Subditorum, quod homines
suos immunitas; seu de iura ejusdem continere; quod
verum ad Subditi suos medietas, videlicet homines
Ecclesiasticos, Baronum, Banneriorum & Jurisdictionem
habentium, etiam aliorum Nobilium Jurisdictionem
non habentium, eidem Domino Comiti ratione
pædictorum infestationis seu præfatus Illustrissimus
Dominus noster Dux, ipsa fidei percipiat & percipere
habeat, prout & quæcumque eidem subsidia hactenus
impedita & concessa percipere solitus est & hoc
obsequio ad præfatus Illustrissimus Dominus Comes, ut
huiusmodi aliquid in eis consequatur, aut percipere
possit, quod ipse homines medietas. Item reservat
& reservat eidem Illustrissimus Dominus Dux, à præ-
dictis in Feudum duci, infendendo reservationes anti-
quas factas, per Illust. boni memorie Duce Præde-
cessores suos, quod dictus Illustrissimus Dominus Philippus
Comes & prædicti Successores sui, non possint nec
ejusdem licet quomodocunque, aliquas Moneas en-
dere seu eadi facere nec nullum seu jus eas eundem
habere, necque super ipsi Moneis quæcumque statueri
vel ordinare, sed Moneas prædicti Illustrissimus Domini
nostri Ducis sive quoscunque Successorem in Ducatu Sa-
baudie, in præfatis Comitatu Gebennelli, Baronis &
aliis Villis, Locis, Terris & Mandamentis suis, ut
præfatur, concessis & infestedis, prout veniat, Sta-
tutisque & Ordinationibus Ducalibus circa ipsos Mono-

ANNO
1514.

ANNO
1514.

tas fidei & fidei omnino parere & obedire & eas inviolabiliter observare reuerentur: hoc tamen salvo iura voluntatem antea illuſtriſſimi ſcilicet memorati Ducis Amedei, Patris illuſtriſſimi Ducis Ludovici & Abati quodam illuſtriſſimi Domini noſtri Ducis moriceni. Quod ſi la poterunt contingat, gratiam illuſtriſſimi Domini Philippum aut ejus Filios masculos, aliquos Dignitates ſeu Quodvis extra Patrum Ducum Sabaudia acquirere: in quibus eſſent titulus, poſſeſſio & facultas eundem Monetas: tunc eidem Monetas conſueſta eudere ſeu cuſi facere & ipſi liberi uti valeant, in ipſiſ Terminis & Locis acquirant, Jus Monetas eundem habebimus, jura in que in dicta diſpoſitione Ducis Amedei, circa ſua legatus, continetur. Item magis in ſequendo tenorem ſcedorum & Dignitatum, evitit per preſentum illuſtriſſimum Dominum noſtrum Ducem expreſſe retentum & reſervatum, quod ipſe illuſtriſſimus Dominus Philippus Comes, vel quæ in dicto Comitatu Succceſſores ſupra designati, non poſſint nec valeant vendere, hypothecare vel alienare dictum Comitatum, nec perſonamque Baronis, nec aliquos de Villa & Caſtris premonitionis, nec partem eorundem, nec etiam in Feudum de novo concedere: ſine licentia preſentis illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudia, aut ſuorum in dicto Ducatu Succceſſorum. Item etiam reſervatum eſt, per episcopum, per preſentem illuſtriſſimum Dominum noſtrum, quod dictus Dominus Philippus Comes, vel ſui, facere ſeu intrare queant aliquam Ligan aut Conſuetudinem Conſecrationis cum aliquo Principe, vel aliquibus Principibus, aut Comitibus & Potentatibus, ſeu contra eundem, ſive ſcitu & ſcientia preſentis Domini Ducis. Item aliunde fuit reſervatum, ordinatum & expreſſe retentum per preſentem illuſtriſſimum Dominum noſtrum Ducem, quod dictus illuſtriſſimus Dominus Comes Gebenæſi ſuccedere debeant, in dicta Comitatu & Baronis ſibi datis, conceſſis & expreſſis Filii masculi legitimi & naturales & de legitimo Matrimonio procreati legiti- mi; deſcendentes in inditutum per rectam lineam, à memorato illuſtriſſimo Domino Philippo; & illis deſcendens ſine Filia legitimis & naturalibus masculis, quod alii; revertantur dicti Comitatus & Baronis, & alia Loca premonitionis, ad illuſtriſſimum Dominum Ducem Sabaudia, qui pro tempore fuerit hoc modo: videlet quod ſi contingat ipſum illuſtre Dominum Comitem Gebenæſi ab humanis decedere, cum uno vel pluribus Filiis masculis ab eo, ſive Filiis legitimis & naturalibus masculis, quod alii, & legitimo Matrimonio procreatis ut ſupra; quod tunc & eo caſu, primogenitus ex ipſiſ Liberis masculis & ſecuta morte quodam primogenitiſ abque Filiis masculis legitimis & naturalibus, ſecundogenitus masculus ſubſequens & de gradu in gradum, ſemper primogenitus ſexus & inſoluitum ſuccedat, in dicto Comitatu Gebenæſi, de aliis autem Caſtris, Terris, Locis ac bonis premonitionis, poſſit ipſe illuſtriſſimus Dominus Philippus Comes, & poſt eum in dicto Comitatu Succceſſores, adveniens ipſis caſibus, diſponere, Inter alios & ejus Filios masculos, ſecundum quod eis expedire videbitur, inſequendo tamen formam & reſervationem ſupra & infra ſcriptam. Item aliunde fuit reſervatum, quod dic- tus illuſtriſſimus Dominus Comes & ſui liberi masculi, in dictis Comitatu & Baronis Succceſſores, teneantur & debeant pro prædictis Comitatu, Baronis & bonis ſuperius conceſſis, omnino & ſemper recognoscere eum, qui Ducali Sabaudia Dignitate præſerit, & eidem debi- tum fideliter Juramentum præſtare, jura veteris & nova fidelitatis formam in Jure deſcriptam, ſic enim ſuper præmiſſis & infra ſcriptis omnibus & ſingulis actum fuit & conventum inter eundem illuſtriſſimum Domi- num noſtrum Carolum Ducem ex una & illuſtre Philippum Comitem Gebenæſi, ut ſupra creatum ex alia, per pactum expreſſum, ſolemni ſpulatione val- larum. Item actum fuit & conventum inter eos, quod ſi alter eorundem ab humanis decederet, quod alii, ſive liberi masculi & legitimo Matrimonio ab eis no- mine & armis Inclinationis Sabaudia Domus deſcen- dentibus, reliſſis & ſuperſtitibus aliquibus Filiabus legiti- mis ab eis procreatis, uol vel pluribus, quod illa Filia ſuperſtitibus deceret per ſuperſtitium Succceſſorem, donec ſecundum eorum ſtatum alimentari, utque ad nubem autem, & cum ad eandem nubem autem perveniret; teneatur & debeat illi talis Succceſſor ſuperſtitis, eis maritare & eidem dotes congruas dare & ſignare, cum eorum monumentis ſtatim ipſorum con- ſentibus. Item actum fuit, conſueſtam & conventum inter prædictos illuſtriſſimum Dominum Ducem & illuſtre Dominum Comitem quod mediatis præ-

miſſis Inſtrudatis & remiſſis, dictus illuſtriſſimus Dominus Comes Gebenæſi, ſe contentum reddat de omni & ſine eo quod eidem quomodolibet competeret poſſe, Jure Legitime & ſupplementum ejusdem Legitime, tam à Jure ſcripto, quam naturali deſcendere, & portione eidem illuſtriſſimo Domino Philippo quomodolibet competeret & competeret in bonis & rebus ac Inſtrudatis, Paternis, Fraternalis, Avia & Proavia & que Jura & Actiones, ſiis quomodolibet in dictis bonis, Fidis & Hereditatibus competeret, de Legitime & Jure petendi Supplementum dictæ Legitime, ipſiſ illuſtriſſimus Dominus Comes de Juriſ ſuis, ut aliter, Inſtrudatis, tenore præſentis Inſtrumentum dicto illuſtriſſimo Domi- no noſtro Duci ſignatiſ & ſcriptiſ, pro ſe & ſuis prædictis in dicto Comitatu Succceſſoribus quitiſ, ce- diſ & remiſſit cum pacto valido, de ulterius quicquid non petendo ac ſub vinculo Juramenti, per ipſum illuſtre Dominum Philippum in manibus mei Noveri, talis corporaliter ſcriptis, ſuper præmiſſis renuncia- tionibus prædictis, ſalvis tamen eidem illuſtriſſimo Domino Philippo & ſuis prædictis omnibus præſentibus, ac eam ſubſtitutionibus ſactis, in Teſtamentis illuſtriſſimum Prædeceſſorum Sabaudia Ducum, & etiam tenoribus Inſtrumentorum à Sanctiſſimis Imperatoribus, de Duca- tu Sabaudia & aliis ſactis, per quos maſculi exclu- dum ſemelitas in ſuccedendo. Item & quodam illuſtriſſima Domina Margareta de Auſtria & Burgundia Ducis Duxeria Sabaudia, habet Donatum ſuper dicta Baronia Foucigali, ac Caſtro & Mandamento de Gortanis, adeo quod conſtante dicto Donato, præſen- tus illuſtriſſimus Dominus Comes, ſtutus & emolumenta eorundem Baronia & Mandamenti, commodè perſe- quere non poſſet, igitur præſentis illuſtriſſimus Dominus noſter Dux, in recompensam dictorum ſtutus & emolumentorum, tradidit, conceſſit & assignavit, præſentis illuſtriſſimo Comiti, ſummam inter eos con- ventum, ſuper proventibus & emolumentis Locorum & Caſtorum, leugis, manibus tamen Speculabris Domini Generalis Sabaudia, donec, Duobus prædicto ſtuto, præcedentibus Lincis Patentes, ſubſequenter & aliunde, per præſentem illuſtriſſimum Dominum noſtrum Ducem, ſuper hoc conceſſis, per me Notarium & Secretarium prædictum ſubſignatis, de quibus quidam Comitatu Gebenæſi & Baronis Principatus & Bellioris, ipſe illuſtriſſimus & Excelentiſſimus Do- minus noſter Dux, præſentem illuſtre Dominum Philippum, præſentem & ut ſupra ſcriptum, ſub & mediatis reſervationibus, retentionibus, pariter & adjectionibus & cæteris præmonitionis, inſerivit, per tradi- tionem entis entis evigilavit, per eundem illuſtriſſimum Dominum noſtrum Ducem, in manibus ipſius illuſtriſſimi Domini Philippi, Comitatus & Baronis, poſiti, per præſentem, inſerivit Treſco Fendi, Nubilis, anti- qui, viri & patrum, quodque naturam Fidei Notis, antiqui, & vi ſcripti & inſcripti, eum enim om- nibus & ſingulis Homines, Homagis, Fidelitatis, Caſtris, Fortalitii, Oppidis, Villis, Feudis, Remor- diſ, Nobilibus, ignobilibus, mero mintoque Imperio, & omnimoda Jurisdictione, aliis, mediis & baſis, Reſor- tis directis & indirectis, Dominis, Taleis, Centis, Ser- vitis & Teſtibus Perſonalibus, Reſcibus, Decimis, Prediſ, Mercatis, Nundis, Leydis, Pedagiſ, Ve- nationibus, Nemoribus, Montibus, Planis, Terris, Præſis, Vineis cultis & incultis, Aquis, Fluminibus, Aquagiſ, Fontanagiſ, Juribus Patronatus Benefi- ciorum Eccleſiaſticorum, Pſonationibus, Vethgalibus, Juribus, Regalibus æteritque Domitiſ, Præminen- tiſ, Dignitatibus, Eſcibus & Emolumentis, Juribus & Perſonaliſ univerſis ſingulisque, que illuſtres Co- mitatus Gebenæſi habere conſueverant, ex omniſ & ſu- pra, eidem illuſtriſſimo Domino Philippo Comiti, ut ſu- pra, Ducali monſtramento Inſeruit concedere, ipſe illuſtriſſimus Dominus noſter Sabaudia Dux, ſalva ſemper ſuperius reſervatis & aliſis perſonationibus, conſtituit ipſe illuſtriſſimus Dominus noſter Dux, eundem illuſtre Dominum Philippum, in ipſiſ Digni- tationibus & cæteris præmonitionis, ſub tamen prævia reſervationibus & retentionibus prædictis, que ſemper ſalva ſunt, Proventuum, ut in rem ſiam propriam conſtituendo, eidem illuſtriſſimo Domino Philippo & ſuis memoratis, ſub eidem tamen reſervationibus, que jugiter in ſuo eſſe permanent, Jura, Actiones ſecles & perſonales, mixtas & hypothecarias, directas, Prac- toriales & Civiles, eidem illuſtriſſimo Domino noſtro Duci in prædictis Dignitatibus, reſidue & juſti- bus ſuperius Inſtrudatis competeret & competeret. Se- propterea conſtituendo, ſicem illuſtriſſimus Dominus noſter Dux eundem Dignitate, res & Jura reſere & poſſi-

ANNO
1514.

ANNO
1514.

possidere, vice & nomine praefati Illustris Domini Philippus, donec loco & tempore se ingerere compositum eundem possessionem apprehenderit, cumque apprehendit eundem Illustris Dominus Philippus, sub sceleratibus & relevationibus penamuratur, licentiam omnimodam eidem conferendo ipse idem Illustrissimus Dominus noster Dux, atque dando. Quibus sic actis Illustris Dominus Philippus Comes, & alio jam dicto, in conspectu antefati Illustrissimi Domini nostri Ducis constitens, debitum suum erga praefatum Illustrissimum Dominum nostrum Ducem, quod Fraterem observandissimum, volens reddere, scienter & sponte, pro se & suis praedictis, de & pro jam dictis Comitatu Gebennensi, & Baronis Foenicini & Bellioretis, necnon Vallis, Oppidis, Castris, Jurisdictionibus, Homonibus, Fidelitatibus, Homagis, exterisque rebus, & bonis in & super quibus eisdem recepit, & constitutus est, fecit, praestitit & recognovit, pollicitus est & constituit, homagium legum & fidelitatem legum, pro ceteris Dominis & Personis Mundi, & hoc super Sanctis Dei Evangelis, quo ego Secretarius & Notarius Imperialis fuissimus, de jussu memorati Illustrissimi Domini nostri Ducis, tenens reverenterque capite ipsius & Domini Philippi de cooperto, genibusque flexis ac manibus junctis, inter manus praefati Illustrissimi Domini nostri Ducis, ejus Fratris patris, etiam interveniente oris oculo, in ignem perpetui & indissolubilis Fidei, cum aliis solennitatibus, in talibus necessariis pariter & opportunit.

Mandans propterea & expresse precipiens, praefatos Illustrissimos Dominos Dux, universis & singulis Baronibus, Banneris, Vallibus, Homonibus Nobilibus & Ignobilibus, Villis, Oppidis, Castris, Universitatibus, Communitatibus, Schenckis, Fidelibus & Subditis, praedictorum Comitatus & Baroniarum, quantum sub & medianibus tamen reservationibus, adjectionibus & retentionibus antedictis, quae semper salvas remaneant, praefato Illustri Domino Philippo & suis praedictis obediant, pareant, respondeantque & assistant homagii homagisque & fidelitatem praestent, spectent & recognoscant, & alia faciant, ad quae Illustrissimo Domino nostro, ratione praemissorum ante praesentem translationem venerunt, salvis praedictis, & illatis, ut super statuitur, quantum de eisdem homagis & fidelitatibus, post tamen ipsam Illustrissimum Dominum nostrum Ducem, patris per eos praestitis, ipse Illustrissimus Dominus noster Dux, illos de eis, me

Notario Secretario ejus, more publice perficienda stipulare solenniter & recipiente, ad opus omnium & singularum, quorum interest & intererit, solvit ex nunc, prout ex tunc, & de contra, quatenus per praesentes cum patto expresse, de non petendo, salvis, ut supra, praerogatis existentibus. Praemissa insuper ipse Illustrissimus Dominus noster Dux, boni fidei, in verbo Principis & Fratris, & sub obligatione & hypotheca omnium & singularum bonorum suorum, mobilium & immobilium, praesentium & futurorum, praedictam actionem ac cetera omnia & singula, in hujusmodi Instrumento descripta, quantum ad eum pertinent, sub reservationibus tamen & reservationibus praedictis, suas, gratis & firmas habere, perpetui, & tenere & quantum contra facere, dicere, opponere vel venire, nec contra facere volumi, in aliquo confiteri; & eadem omnia, ipse Illustrissimus Dominus noster Dux valere voluit, proprio more & scientia, quibus supra, non obstantibus aliquibus Legibus, Canonibus Statutis, Constitutionibus, Litteris imperialibus & imperantibus ac aliis quibuscunque in contrarium facientibus, quibus ipse Illustris noster Dux, sua etiam Imperiali auctoritate, quae sangit in hac parte, tenore praesentium, derogat, expressis reservationibus, ut supra, abhominos renunciationsibus salvis, quantum illis & ipsam alteri, per hoc derogare non intendit, promittens ac propter ipse Illustris Dominus Philippus, pro se & suis praedictis, sub juramento confirmari, jam superius per eam praestito, & obligatione omnium bonorum suorum, universorum & singularum, mobilium & immobilium, praesentium & futurorum, in quavis rerum specie constitutum, etiam quovis nomine nuncupatore, se & suos praedictos, perpetuo exhibere probos ac legales Homines, Vassallos, Ligionesque & fideles, praefati Illustrissimi Domini nostri Sabaudie Ducis, ejus Honoratissimi Fratris ac suorum in Ducali Dignitate Successorum, ipsorumque honorem, utilitatem ac commodum, ubique totis viribus procurare, damnum autem & aliud quodcumque impedimentum, suo possit evitare, illaque eidem revelare, quam primum ad eorum pervenire notitiam, & sibi possibi-

tas adferat, nec non de praedictis Comitatu Gebennensi Baronibus Foenicini & Bellioretis, etiam Vallis, Castris, Oppidis, & aliis rebus feudatilibus, in quibus ipse Illustris Dominus Philippus fuit titulus, ut supra, eidem Illustrissimo Domino nostro Duci Sabaudie moderno, ac suis praedictis, in ipsa Ducali Dignitate Successoribus; & servit fideliter & legitime, Pacemque & Guernum pro eis facere, pro & contra ceteros Dominos & Personas Mundi, & illa in manibus ipsius Illustrissimi Domini nostri Ducis & suorum Commisarios recognoscere, contenti & nominare particulariter & distincte, quodens super hoc fuerit regulatus, & generaliter omnia alia & singula, erga ipsam Dominum nostrum Ducem ejus Fratrem observandissimum & suos Successores, facere & praestare, quae Homines Nobiles, Vassallosque Legiti & fideles, Domino suo naturali & legitime, facere tenentur & debent, & quae in Capitulis nova & veteris fidelitatis, forma laquei describuntur, remaneant hoc ideo praefati Illustrissimos Dominos noster Dux, nec non Illustris Dominus Philippus Comes Gebennensi & Baro Foenicini & Bellioretis, in hoc facto, sub vi suorum praedictorum Juramentorum, omni Juri Canonico, Civili, vel Consuetudinario rebusque & exceptionibus, quorum & quarum auxilio, contra praemissa venire possent, vel opposere quovismodo, & signanter cuiusque fiscaliter dicenti rem non sic vel alter gestam, aut in ea errorem aut circumventionem intervenientem, & generaliter cunctis viis & exceptionibus, quae excogitari possent, ex qua contra praemissa, vel eorum aliquam possent obstar, & ulterius ipse Illustris Dominus Philippus Comes & Baro, ut supra, omni actioni, exceptioni quod mali, vis, metus, & in factum conditioni, sine causa obstatum vel ex jura exiis, Juri dicunt quod ex Juramento non oritur actio, nisi ipsum in Judio prius fuerit delatum, omni abolitioni, relaxationi, dispensationi Juramenti, & in integrum restitutioni, morisque etiam beneficio, Privilegiis, Indultis, Pardonis Locorum Consuetudinibus Juribusque Canonice, Civilibus & Municipalibus ac aliis omnibus, quibus & veniendum contra praemissa, se ipsorum aliqua se juvare possent quovismodo, vel tueri; signanter, qui dicenti generalem renunciationem non valere, nisi specialiter procedente. Volens autem, statum & jubens ipse Illustrissimus Dominus noster, quod hoc ecclesiasticis, creaturis, five illis dationis, decorationis Comitatus & Baroniarum Instrumentum, nullus Successor vel Hares suus, aut alius quavis Persona ejusdemque Dignitatis existat, infringere audiat, vel praesumat sub hoc indignationis pena perpetua. De quibus omnibus praemissa praefatos Illustrissimos Dominos noster Dux, jussit per me dictum Notarium, ejus Secretarium, ad opus ejusdem praefati Domini Comitis & Baronis, fieri duo & plura tenoris ejusdem publica Instrumenta. Acta & publica fuerunt in Magna Aula Castellae Cambracae, die decima quarta mensis Augusti. Anno Nativitatis Domini curante millesimo quingentesimo decimo sexto, Indictione secunda, cum eodem Anno sumptis, assistentibus ad hac & praesentibus Illustris D. Franc. de Luxemburgo Vicecomite Maritimi, Rever. in Christo Patribus D. Joanne de Sabaud. Gebenn. Aymone de Montebello. Lausim. Ludovico de Gorrevodo Massienis. Episcopi. Magnificoque, strenuo & Potentibus Domini Ludovico Comite. Cambracae Vicecomite Maritimi, Bernardo de Sabaudia Domino Panscleri, Philiberto de Palade Comite de Vazay, Car. de Montebello Comite Intermontium, Spectabilibusque & generosis Domino de Camera Domino Sermoyai, Ludovico Carolo de Dree Praefato de Sabaudia, Francisco Marscalli Domio Martini, Claudio de Batterfeyne Domino Avanchi Barone sancti Germani, Spectabilibusque & generosis Alexandro Domino Aule Novae, Francisco de Duno Domino Castri Vesteris Magni Scutifero, Ludovico Chabodii Domino de Lescherens; Jano de Crant; Gabriele de Loude Collateralibus Magnifico Consilio Cambracensi Residentis; Francisco de Bosco Domino Freyffael Magistro Hospitii; Jaffredo Passieri & Raphaelle de Albano Advocatis Fiscalibus, Nobilibusque Joanne Odineit, Joanne de Challes Scutifero Durabilibus, & pluribus aliis Testibus Notabilibus, ad praemissa vocatis & rogatis. Signa, VULLIET.

XC.

14. Sept.

Contrat de Mariage entre LOUIS XII. & FRANÇOISE D'ANGELO
(1) M^e 1514.

ANNO
1514.

(1) *MARIE d'Angleterre, solennellement jurée dans l'Eglise des Chrétiens de Paris, & par-
sé par devant deux Natures de Paris, le qua-
ranteux Septembre 1514. [FREDERIC
LEONARD, Tom. II. pag. 110.]*

In Nominis Domini, Amen.

HUJUS publici Instrumenti serie cuncta patet evi-
dentius & ita notum quod Anno eisdem Domini
millesimo quingentesimo decimo-quarto, Indictione
secunda, mensis vero Septembris die decima-quarta,
Pontificatus Sanctissimi in Christo Paris & Domini
nostri, Domini Leonis Divini providentis Pape deci-
mi Anno secundo, in nostrum Notariorum publico-
rum subseripcionem, Testium infra nominatorum ad hoc
vocatorum in Ecclesia Cathedralium Paris, & hanc
solemnem Missa per Reverendissimum in Christo Pa-
trem & Dominum, Dominum Rostum de Prie, ti-
tuli Sancti Sabini, Sanctae Romanae Ecclesiae Presbiteri-
um Cardinalem, Episcopum Baiocensem, alta voce
celebravit, praesentia personarum existentium Serenissimus
& Christianissimus Philippus Dominus noster, Domini
Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, et uxor;
& Nobilis & potens Vir Dominus Carolus, Comes
Wigorniae, Dominus de Gomer, primus Cambella-
nus Potentissimus & Excellentissimus Principis Domini
Henrici, Angliae Regis, Procurator, Orator & Am-
basciator, ac Nuncius specialis literarum credentibus
Præclarissima ac Serenissima Principis ac Dominae,
Dominae Mariae, dicit Domini Henrici Angliae Regis
Sororis, per Literas Procuratoris praefata Dominae
Mariae sua manu subscripserat, ac eius Sigillo notando
in Cera rubra inter duplici cauda Pergamentum impen-
dente sigillatus, quarum tenor sequitur.

MARIA Francorum Regina, & Soror Potentissimi
Invictissimique Regis Angliae & Franciae, univer-
sit & singulis praesentes Literas inspecturas Salutem.
Sciatis, quod cum in quodam Traditu matrimoniali
de Data septima diei mensis Augusti ultimi praeteriti inter
Potentissimum & Illustrissimum Angliae & Franciae
Regem, Fratrem nostrum carissimum, & Christianissi-
mum Principem Ludovicum Francorum Regem, ma-
ritum nostrum dilectissimum, per Oratores suos ad hoc
hinc inde sufficienter auctorizatos, concordato & con-
sensu pro Matrimonio inter nos, & dictum Chris-
tianissimum Regem, nunc maritum nostrum, tunc ha-
bendo & contrahendo inter nos, coindicatur, quod
postquam nos cum Procuratoris five Oratoris dicti
Christianissimi Regis ad hoc speciale Mandatum aucto-
ritate Matrimonium per verba de praesenti contraxerimus,
(quod quidem tertio decimo die mensis Augusti ultio-
ris praeteriti perquam libenter fecimus, ut per Instru-
mentum publico desuper confecta fuit locutur conlitas)
idem Christianissimus Rex Ludovicus cum Oratore
nostro, per nos sufficienter auctorizato, ad eum in Re-
gnum Franciae missis, similiter Matrimonium per verba
de praesenti contraxere debet & tenetur, prout in
quodam Articulo desuper confecto plenius continetur.
Nos igitur sollemniter eisdem Matrimoni mag-
nopere cupientes, & quicquid nobis per dictum Tra-
ditum faciendum incumbit simpliciter volentes, de indu-
stria, fidelitate, integritate, & singulari prudentia ca-
rissimi Consequineum nostri Caroli Comitis Wigorniae,
Domini de Harbours & de Gomer, primi Camerarii
Potentissimi Fratris nostri praedicti, eisdem Carolum
carissimum Consequineum nostrum renote praesentium
fecimus, ordinavimus, & confirmavimus, facimus, or-
dinavimus, & confirmavimus nostrum verum & iudicatum
Procuratorem, Oratorem, Ambasciatorem, ac
Nuncium specialem, damus & concedentes eidem Pro-
curatori & Mandatum speciale pro nobis & nomine
nostro praedictum Ludovicum Francorum Regem Chris-
tianissimum astringendi & deponendi, si eum nostrum

spondendi & etiam per verba de praesenti Matrimonium
cum eodem Christianissimo Francorum Rege contra-
hendi, necnon omnes hostias solennitatis dictum
Adum Matrimonii per verba de praesenti concernen-
tes, considerans Dignitatem & Excellentiam Personarum
contrahentium, & omnia alia & singula necessaria seu
opportuna dictum Adum convenientia, & quae nos ita
praesentes effecimus, theoriam, & tacere tenemur,
faciendi, excecandi, & peragendi, promittimus bona
fide & in verbo Principis, quod quicquid per dictum
Caerolum Consequineum & Procuratorem nostrum
dictum, factum, promissum, gestum fuerit, ratum,
gratum, & firmum habebimus, & inviolabiliter obse-
rabitur. In quorum actum & Testimonium has Lite-
ras nostras Patentes manu nostra subscripsimus, &
Sigilli nostri appensione communimus. Datum in
Civitate Londinensi, vicinio secundo die Augusti,
Anno Domini millesimo quingentesimo quarto decimo.
THOM. MARTORIO. Signatus, MARIE.

EX altera parte idem Dominus noster Rex cepit,
& contempnit, ut iudicari poterit, desiderans Ma-
rimonium per generosum & Illustrissimum Principem
Domini Ludovicum d'Orleans, Ducem de Longa-
villa, Marchionem de Rothen, Magnam Franciae
Cambellatum, ipsius Domini nostri Regis Procurato-
ram, Ambasciatorem & Nuncium specialem, quique
Procuratoris nomine cum dicta Domina Maria con-
tractum personaliter contraxit, quendam membrum
popitem, quoniam tunc fuit tenetibus manibus, Gallico
sermone confectum legit, dicit, & proinde voce alta
& intelligibili, verba sequentia continentes.

*Je Louis par vous Charles de Saintrejet, Comte de
Worcester, Commissaire & Procureur de tres-haute
& Excellence Princesse Marie, Sœur de tres-haute
& Excellence & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre,
à ce par sa Commission & speciale Procuration, presen-
tement leur declarer & publier solennellement au-
thorité & ordonnance, & vous mandement, & à moi se
sengnant par ladite Marie à femme & Epouse, & en elle
je confesse comme à ma femme & Epouse, & à elle
& à vous pour elle je promets, que devant moi
durant ma naturelle vie, je l'aurai, l'aurai & l'aurai
pour ma femme & Epouse, & sur ce baillé à elle & à
vous pour elle ma foi. Quibus verbis, & postea
tunc, per praesentem Domini nostri Regem lectis,
dictis, & protatis, idem Dominus noster Rex & Am-
basciator suos manus dexteras invicem tetigerunt, ac
junxerunt; & ita fuit actus praefatus Dominus Carolus
Ambasciator, Orator, ac Procurator praesentium,
absternit membrum sermone Gallico confectum,
quoniam similiter fuit tenetibus manibus, alta voce & intel-
ligibili dixit, legit, & protella, verba sequentia continentes.*

*La tres-haute & tres-excellente Princesse Marie, par
la grace de Dieu, Reine de France, & Sœur de
mon Souverain Seigneur, par moi Charles de Saintrejet,
Comte de Worcester, son Commissaire & Procureur,
à ce par sa Commission & speciale Procuration, presen-
tement lui, declarer & publier, solennellement
autorité & ordonnance, & mon mandement, & à vous se
sengnant, vous prend Louis, à son Mari & Epoux,
& ma tres-reverente Dame vous promet, & moi pour
elle vous promets, que devant moi, & durant sa na-
turelle vie, elle vous aura, eueira, l'aurai & l'aurai
pour son Mari & Epoux, & sur ce en vertu & pouvoir
desusdit, elle & moi pour elle vous en baillé sa foi.
Que lecta & protata idem Dominus noster Rex, ac
Ambasciator suos manus dexteras invicem tetigerunt
& de quibus praemis omnibus & singulis
idem Dominus noster Rex & Ambasciator nomine quo
supra perierunt, prout eorum quilibet perit à nobis Nu-
tariis publicis subscripserit, illis feci quae usque publicum
Instrumentum seu publica Instrumenta, autem vel pla-
cia. Ad ea fuerunt hinc in antea Ecclesia Cathedrali
sacram, sub Anno, Indictione, mensis, die, & Pontifi-
catus praedicti, praesentibus Dominis Francisco Bira-
nia & Valeri Duce, & Comite Engolmeus; Lodo-
vico de Borbone, Principe de Rapproin; Ludovi-
co d'Orleans-Duce de Longavilla, & Marchione de
Rothen, Magna Cambellano Franciae; Joanne Stuart,
Duce Albanien; Domino Ludovico de Gasville, Ad-
mirali Franciae; Reverendissimo ac Reverendis in Chris-
to Patribus Dominis, Georgio de Ambric, Archi-
episcopo Rothomagensi; Stephano de Poncher, Pari-
seus; & Erardu de Marchia Canonici & Leonidisti*

(1) *Cette Princesse fût de Henri VIII. avoit beaucoup de beauté &
d'ambition. On prétend qu'elle s'appela Marie, lequel elle por-
toit en preuve gardée long-temps, que pour qu'il n'y eût point
d'avis de l'issue dans l'histoire, elle n'y put atteindre. De quelle na-
ture furent donc les Rois de France son frère, que elle eut le Roi
Louis XII. n'eût pas eu de lui de sa main, eût été beaucoup d'ambition.
Cependant le Roi de l'ambition pour le Mariage, & le point
de la félicité d'Angleterre, qu'il eût été, lui eût été donné dans la
vie. On croit qu'il n'eût pas de l'issue pour le Comte d'Angou-
leme, qui lui donna l'issue, & qu'il eût été donné de lui, & qu'il
eût été donné de lui. Il eût été donné de lui, & qu'il eût été donné
de lui, & qu'il eût été donné de lui, & qu'il eût été donné de lui.*

ANNO
1514.

Episcopi, Nobilissimis Viris Dominis, Imperatores de Hispania, Lombardis dicti Domini nostri Regis, Ordinis Milite, Dominio temporali de Bochnagis, et de Iordanio Roberti, cum Milite, Theobaldo et ceteris; antequam Domini nostri Regis Consiliis, una cum plenius illis Testibus ad hunc vocatis.

ET ego Martinus Messard, Clericus Pacifici ordinis, in Annis Magister, publicus Apostolica et Imperiali auctoritate, Venerabilis Consilii Imperialis auctoritate, Venerabilis Consilii Imperialis auctoritate, Privilegium Apostolicum Universitatis et Episcopalis Patrimonii Notarius, necnon dicti Curie Episcopalis Secretarius, quia presentibus omnibus, et singulis, dum, et supra scribitur, dicentur, ageretur et fieret, una cum presentibus Testibus, ac Notario infra scripto presentibus fui. Ideo hunc presentibus publico Instrumento, manu aliena fideliter scripto, signum meum publicum et consuetum, una cum signo et subscripserunt dicti Notarii infra scripti, apposui in fidem, robur, et Testimonium veritatis presentibus requiritur.

ET ego Joannes Cartier, Presbiter Diocesis Carnotensis in Decretis Baccalarius, publicus Apostolica et Imperiali auctoritate, Venerabilis Consilii Episcopalis Patrimonii Notarius, ac ipsius Curie Audientiarum Secretarius, quia presentibus omnibus et singulis, dum, et supra scribitur, dicentur, ageretur et fieret, una cum presentibus Testibus, ac Notario infra scripto presentibus fui. Ideo hunc presentibus publico Instrumento, manu aliena fideliter scripto, signum meum publicum et consuetum, una cum signo et subscripserunt dicti Notarii supra scripti apposui. In fidem et Testimonium presentibus veritatis requiritur. *Signat, MESSARD & CARTIER.*

XCI.

1. Octob. Declaration de l'Empereur MAXIMILIEN, par laquelle il consent que CHARLES, Prince de Castille, soit compris dans le Traité fait à Londres le 7. Août 1514. entre les Rois de France & d'Angleterre. A Inspec, le premier Octobre 1514. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 113.]

ACTA
DND BY
CASTILL.

MAXIMILIANUS, Divini servitus Clementis, Ecclesias Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germanie, Hungarie, Dalmatie, Croatia, &c. Rex, Archidux Austria, Dux Burgundie, Brabantie, &c. Comes Palatinus, &c. Tenore presentium promittimus et notam volumus esse omnibus, quod cum in Tractatu Pacis concluso in Civitate Londoniarum, die septima mensis Augusti novissime preteriti, inter Oratores, Commisarios, Procuratores et Ambassadors Serenissimorum et Potentissimorum Regum Francorum, et Anglie, Fretum et Consanguineorum nostrorum carissimorum, expressis dictis contineri, quod inter ceteros Considerandos in dicto Pacis Tractatu comprehenderetur Serenissimus Carolus Hispaniarum Catholicus, Archidux Austria, Filius vester carissimus, ac omnia et singula eius Domina, Ducatus, Comitatus, Civitates et Oppida, Ville, Territoria, et alia quocunque Loca sub eius obedientia constituta, fere existens, ac omnes et singuli eius Subditi, Incolae et Habitantes quocunque, dantes eidem Principi terminum trimensem à Data dicti Tractus immediatè sequentem, per Literas seu Patentes eisdem Serenissimis Regibus declarandi, si in Tractatu Pacis per eos facto comprehendi vellent, prout in dictis Articulis laudis eorumdem dicitur. Nos igitur, qui presentibus Serenissimis Principibus tui nostri carissimis, eiusque Statum, Dominiorum, et bonorum quorumcumque tutelam, iuxta curam et legitimam administrationem gerimus, nostram desuper constitutum, auctoritatem, à Decretum imperatorum, concedentes et auctoritatem nostram prebentibus eisdem Serenissimis Principibus, licet absenti, et p. o. se, Ducibus, et omnibus, et singulisque Partibus, Domibus, et Subditis tuis, eidem Pacem acceptet et approbet, ut per Literas tuas patentes nostro communi Signillo insignitas, et tunc sua signata declararet, si non post preteritis vero illius Regibus, quod ipse vult et licet in dicto Tractatu comprehendi, et tunc bene in illi, decernentes, hoc omnimodò declaratum et publicatum in, per eundem Serenissimum Principem faciant, faverent quatenus roboris et momenti, ac si

dicto Actui declarationis et auctoritatis personaliter nostram prefatam auctoritatem, vel perinde ac si perimus Serenissimos Principes esset legitime attatis, Tunc cum etiam Oratores non habebamus Testimonium Literarum Signilli nostri appensione manitarum. Datum in Oppido nostro Inspruck, die prima mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo quarto decimo, Regno nostrorum, Romae viciniorum anno, Hungarie vero viciniorum quinto. *Sur piquet sub pica, MAXIMILIANUS. Et supra pica, Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium, REXNER, Pluribus, Presentibus Copia collationis et concordata est cum suo vero Originali per me. Signat, HANSTON.*

XCII.

La Lega tra la Santità di N. Signore Papa LEO-9. Dec. XLX. et Signori SUIZZARI. [Sur un ancien MANUSCRIT.]

IN nome de la Santa Trinità Idio Padre, Figliuolo, e Spirito Santo così sia. Noi li Burgomastri, Scaltori, Amatori, Consiglio, Comunità, Patrioti de la Città, Paesi, et Signorie de la grande, et antica Lega Helvetica, di Alengau alta, nominatamente Zurich, Berna, Lucerna, Uri, Schwytz, Unterwalden, Jura et sopra Solva, Zug, Glarona, Basilea, Friburgo, Solothurn, Schaffhausen, et Appenzel, ora con la Landvoght, Meyer, Collettori, et Capitani delle sette divisione del Paese di Valturna, così giurata, come mandano, noi il vostro preallegato Signor il Cardinale de Lore, per conto del Venetiano, et sua Giurisdizione, Neighborno, et facciano sapere apertamente e chiaramente con la presente Lettera, che essendo li nostri Antecessori, et noi verso la Santa Sede Romana al tutto devoti, et estremamente devoti, et maxime adesso ne li passati Anni, con l'obbligo, che voi, come obblighati Suizzeri, Fedeli Christiani, et da loro Tedeschi, et come li nostri Antecessori, et Maggiori suoi Stati, habbiamo tanto et habbiamo alla predetta Santa Romana Chiesa, et al Santissimo Padre, et Signor in Dio al Signor Leone decimo al presente come regnante Papa, et Longevitate del nostro Signore Dio in Terra, et Vicario de la Santa Madre Catholica Chiesa, Spola del Nostro Signor Jesu Christo vero Dio, Figliolo, Salvatore, et Conservatore nostro di quelle anime siano, come è compreso se le Unioni, Intelligenze, et Leghe, che noi habbiamo fatte, le quali appartengono, et si studiano a la protezione, et difesa de la Santa Romana Sede Christiana Chiesa, et suoi Vicari nostri Santissimi Padri, et preallegati Signori, et la laude, utilità, bene, et bona successione di noi altri, sopra de la quale noi predetta Confederati de Città, et Paesi con il predetto nostro Santissimo Padre Papa Leone al presente regnante Papa, come uno sua Santità per mezzo di sua Lettera in forma di una Breve, et servate sotto l'archivio del Privilegio a noi convenientemente mandate, ha ricevuto, et in proprio del Signorissimo et Reverendissimo Signor, il Signor Enea Piccolomini di Veroli, di S. Spirito, et de la Romana Sede Legato Ambasciatore mandato, Agente, et Mandatario è ottenuto, et vegnuto, acciò la Santa Madre Chiesa, Santa Sede, sua Beatitudine la libertà loro, Città, Paesi, Genti, e Subditi, et facciano accendere nostra Città, nostri Paesi, Genti, Subditi, et Alimenti, sempre noi siamo delli, et mantenuti, et che augumentamente noi siamo soggetti, et forzati, ne hanno ingrandendo le vestigie di nostri Antecessori, con buona animo, et maturata considerazione, consiglio, et vera scienza, hanno determinato di una Pace con l'altro nostro, et igitur, con la satisfazione Caporali, Leghe, et Intelligenze nel modo, et forma, come sotto dopo l'altro se debbono. Così.

Imprima Pace, et vole S. Santità brevere, et accettare noi Suizzeri convenientemente nostri Subditi, perennare, et Colligare al sua paternità fedeltà, amore, et difesa, come convenne verso li suoi devoti Figlioli, et Confederati.

Et in Testamento di questo con vole S. Santità debbre, et accettare con alcuni Re, Principi, et Signori, Comunità, e Città, almeno forte di Lega, Amicitia, Intelligenza, et Pace, acciò che noi Suizzeri di ciò noi siamo prima mandati, et guardando a noi essersi dentro molti, et comparsi.

Et ego velle, che noi Confederati, et li nostri Principi, perennare et Subditi qui sono in uno Article de quelledetto a forza contro la nostra libertà, Provi-

ANNO
1514.

ANNO

1514.

leggi, onore, e ragioni, e contro li nostri Paesi, Signorie, Domini, e Conti foreni nostri, paesi, governazioni, e domini, e che essi tali si proporranno di essere tali per termini in tali casi, in tal caso se ne promette S. Santità di provare con la spada sperando, e con la protezione del bando, e altre provisioni spirituali defenderli, come se noi fossimo contrari fatti li membri de la Santa Romana Chiesa, e questo ogni volta, che di bisogno la richiederà.

Et se accadesse, che noi Svatizari, in tempo di questa Lega, di Guerra fossimo molestati, di forte che bisognasse bisogno di aiuto, e che un rievocassimo tal aiuto, in tal caso se promette S. Santità di prestare temporale aiuto, e la spada mondana, e nominatamente a noi Svatizari per nostra difesa di mandare cinquecento Cavallo leggeri, e quelli mantenere fino al fine de la Guerra a sua propria spesa, e appresso se noi dare, e spendere avanti il termine la pensione d'un' Anno, acciò che tanto più comandamento in essi, e bisogno di tal Guerra si possono avere, e succedere. Alla quando S. Santità fosse agitata di qualche particolare Guerra, e molestata da qualche potere Signoria, come fiera de l'Imperadore, Re de Francia, Spagna, e vero d'una' altro simile, e di essi potenti; all' hora S. Santità non debbe essere obligata di darne detti Cavallo leggeri in defensione di noi Svatizari, come di sopra; nondimeno debba essere obligata di spendere la pensione d'un' Anno, avanti il termine, se sopra.

Et acciò che noi Svatizari possiamo conoscere la liberalità, et amore di S. Santità, se promette essa darne avanti, e per Anni, mentre questa Lega durerà, nel giorno de tre Re, forse pagare, e avere nella Città di Lacerano nominatamente a ciascun Contorno de xij. Cento, e del Paese, e del Vallejo, e Fiorini de Rhodano, e a Maggio prossimo futuro di darne la prima paga, e poi sempre pagando, se sopra.

Et a maggiore, e più abbondante gratia, e liberalità, in quale S. Beatitudine a noi altri prepagati, et pertinenti ricevere, e confermare, e restituire la Libertà, Privilegio, e Concessioni a noi de la Sede Apostolica date, e concessi, e appresso defenderli, et concedere, se permettere, che noi in tali Privilegi, et altra offesa buona onore, e discretissimi molestati siamo, acciò in tal rassicurazione volere aumentare detti Privilegi, et grazie, come queste comuni, e suoi benefici de fare a la S. Rn. Chiesa.

Sua Santità non debbe essere obligata dare il suo aiuto più oltre, che per li suoi. Contorni de la nostra Lega, e maggior sicurezza, e defensione di S. Santità prestare ancora a li nostri vecchi Collegati, et prepagati, come è alla Casa di Dio di Santo Gollo, Vallejo, tre Leghe grosse, a la Città di Biel, Melhusen, e Paese di Sana.

Et di più ne promette S. Santità di non voler mantenere, tollerare, patire, né dare, prestar, né concedere più, è aiuto veruno alli nemici de noi Svatizari, e noi Collegati, et questo nel Stato Ecclesiastico, et maggior di qua dal Monte Appennino, della Città di Bologna, e del Pd, e de qual si fuame verso Milano, anzi tener essi tali per suoi nemici, e contrarii propri.

Vice versa, acciò, che S. Santità possi comprendere, e vedere la devotione, officio, et singular desiderio, et debito fervore quali noi Svatizari tenemo, et habiamo verso S. Santità, e la S. Rn. Chiesa, vaghiamo, et se obblighi noi in alcuni modo, et via fare, indare alcuna sorte di Lega, Pace, Unioni, et Intelligenza con nessun Re, Principi, Signori, Potentati, et alcuni altri, sia che voglia, senza la rievocazione di S. Santità, e de la Santa Sede Romana, et se a S. Beatitudine potremo di comprendere, et considerarla in offe Lega, come di sopra.

Sommoche noi Svatizari prestare, se conceder passo, aiuto, favore, mantenimento, al soccorso alcuno alli nemici contrarii, e ribelli di S. Santità, e della Santa Romana Chiesa; anzi a tutta nostra possanza impedire, et contrariargli, come se fossero nostri nemici propri, e tutto in buona, et real publicità, come per conto di tal aiuto essere ricevuti, né restretti da S. Santità, posto da canto ogni inganno, dolo, e delia.

Essi Fanti ancora de la Lega nostra, quali havremo mandati al aiuto, et presidio di S. Santità, noi Svatizari di cielsaduno Contorno, et Magistrato debbiamo dare li Capitani, Lieutenanti, Bandierati, et altri simili Offici a predetti Fanti, et a ciascuno di essi Fanti si debbe dare per paga al mese Fiorini di Rhodano quattro, e mezzo.

Et acciò che li futuri falli, et ora bene interse Intellectiva forma fissate, e tutte spiegate, si è dichiarato, et conclusi, che sua Santità è istituito Capitanio de la nostra Lega, et Collegati debbe dare al mese paghe dieci, al Lieutenanti, et Bandierati paghe per uno, et cinquecento de Fanti, ogni Capitano haverà, tante dieci paghe per cento delle dote di S. Santità del che li Capitani, Preti, e S. Svatizari, et altri si debbono contentare.

La paga di Fanti debbe ancora principiare in quel giorno quando si partano da la Casa loro, e dare sia che ritornano alle case loro, e la paga del primo Alfi gli debba esse date quando si partano da Casa, con patto, che li Fanti, quando se partano et ritornano a Casa, debbono attendere ad andare quanto più sara possibile, et al bisogno richiederà, et in questo non avere negano se dolo alcuno.

Et se essi Fanti de la nostra Lega fossero, e fossero qualche cosa in noi Alfi, sia pua, e altri, tenore non gli debbe essere per moneta la loro paga, anzi supplire la paga di quello, che S. Santità debba debbe essere per tre Alfi, tanto se S. Santità se ha di bisogno, come noi, et de li uomini poi per la paga debbono servir di Alfi, in Alfi, et sopra.

Et come molte volte vuole alcuno, che li Soldati mandando Parie l'ammaligano, et nel combattere fossero scelti, si è per questo concluso, che S. Santità debba pagare, e dar la paga loro a essi tali, mentre che sono nel suo servizio et ritorno a Casa non manca, se altrimenti trattandoli, che quelli volenti, et juni.

Et acciò che nel pagar del stipendio non vi sia fatto inganno alcuno, sua Santità, secondo il volere, et piacere suo, può commettere, e pagar tal paga, per mezzo del suo Thesaurero, et Lieutenanti, et Commessari, et pagare tal paga a li Capitani secondo che S. Santità ordinarà.

Se fosse ancora che alcuni Fanti de la nostra Lega fossero esser ricevuti, e arresi, et dimessi, se s'andassero al servizio di sua Santità, et quali tali non debba essere obligati di darli cosa alcuna, salvo, se di sua buona volontà, non gli ne dirà.

Et se come sua Santità, et noi Federati fossimo, et havessimo un medesimo amore, et considerazione, che la Casa de Medici, la Città, et Rep. di Firenze, finalmente l'illustrissimo Signor Ottaviano Duca de Genova, et la Città di Genova, non meno, che la Santa Romana Chiesa, con le sue pertinenze, finalmente la propria persona di S. Santità fissare procurare difesa, et mantenere, acciò, si è dichiarato, che la predetta Casa de Medici, la Città, et Rep. di Firenze, come Casa, et proprio et Patro di S. Santità, parimente il predetto illustrissimo Duca Ottaviano, et la Città di Genova debbono essere obligati in defensione, et protezione nostra di noi Svatizari, come S. Santità di modo, che noi Helveti in finiti maniera debbono mandare li nostri Fanti in aiuto, et assistenza loro, come noi per vigor della presente Lega siamo debboni, et obligati a S. Santità, et essi tali debbono ancora dare il numero de la paga, et pensione nel modo, che essi con S. Santità se contengono.

Et se sua Beatitudine, la quale sempre è di noi gratia volentà, et amore verso di noi Helveti cercando di moltiplicare l'oboe, fratto, et utilità nostra, dandone annuale pensione, et assistendo nel nostro Stato, ora ancora con volontà nostra se colligasse con alcuni in Italia, e quelli tali debbono non essere obligati di mandargli nostri Fanti, et per la paga loro aiutarli, in tali che noi per cui saremo ricevuti in quel modo, come noi per vigor de la presente Lega siamo obligati di prestare aiuto a S. Santità, et quelli di sua Santità faranno in Lega accettati debbono ancora tanto in tempo di Guerra, come di Pace, darne da loro stessi una particolare pensione, secondo la qualità del loro Stato, et come essi per mezzo di S. Santità con noi accordarono, et aiutarono.

La questa Lega debbono essere compresi, et conclusi tutti li peritacati, prepagati, et Concederati di S. Santità in Italia, con tal dichiarazione però che al presente S. Santità non habbi Confederato alcuna con la Signoria di Vienna, il Re Catalano di Arragonia, e Napoli, e altri simili.

La presente Lega fatta con S. Santità, et noi Svatizari debbe durare da la data de essa per tutto la vita di S. Santità, et dopo la morte sua un Anno, e non più; et passati debbe fare tal tempo, della questa Lega esser finita, et di nuovo volere, se obblighiamo alcuna tra l'ava, e l'altra parte, salvo se tal Lega con alcuna volontà de ambe due le parti fosse prolungata.

Bb 3

Nou

ANNO

1514.

ANNO
1514.
1515.

de quelque qualité qu'ils soient dedit Seigneur, de ses Successeurs, & de nous, & de nos Successeurs, pourront d'oresnavant aller, fréquenter, séjourner, & demeurer marchandise & autrement, ainsi que bon leur semblera, par Terre, Mer, & Eaux douces, & Pais & obéissance l'un de l'autre, librement & librement, sans que l'un leur puisse nuire ou donner aucun avarié, déshonneur, ou empêchement en leurs possessions, Marchandises, & biens quelconques, ni pour tout les Droits & Devoirs dedit & accoutumés.

Item. Aussi a été traité & accordé, qu'en cette présente Amitié, & Confédération, sont & seront compris les Alliés & Coconfédérés dudit Seigneur, & de nous, lesquels se pourront nommer dedans trois mois, & par Lettres Patentes bailler & signer l'un à l'autre.

Item. Aussi a été traité & accordé, que d'oresnavant ledit Seigneur, les Hoirs & Successeurs, & nous & notre Compagnie, & nos Hoirs & Successeurs, seront tenus & obligés nommer & comprendre les uns les autres respectivement & Traites, Alliances, Amicitie & Confédérations que nous traiteront ci-après avec quelque Prince, ou Potentat que ce soit. Toutes & chacune lesquelles choses dessusdites en la forme & manière qu'elles font ci-dessus écrites, traitées, & accordées, ledit Seigneur pour lui & ses Successeurs, & nous pour nous & nos Successeurs, chacun par tant que lui touche & peut toucher, avons promis & juré, promettre & jurons sur le fait de la vraie Croix, & Saints Evangiles de Dieu, pour ce manuellement par nous touchés, & en parole de Roi, & sur notre honneur & conscience, garder, & observer entièrement de point en point selonc leur forme & teneur, sans par nous ni l'un de nous veule, ou faulx venir au contraire, en quelque manière, ni par quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit. Et outre, nous avons promis & juré comme dessus faire raider, prouver, & avoir pour agreable ledit Traité d'Amitié, Alliance & Confédération ci-dessus mentionné, à la Reine notre Compagne, & de ce faire envoyer Lettres signées de sa main, & scellées de son scel, dedans le premier jour de Juin prochain venant, & à tout ce que dit est, même que à nous & à nos Successeurs touche, & peut toucher, tenir & entretenir, avons obligé & obligons par cesdites présentes tous & chacune nos biens, meubles & immeubles, présents & à venir. En témoin de ce avons signé cesdites présentes de notre main, & fait mettre notre scel; & nous a baillé ledit Seigneur de tout ce que dessus Lettres Patentes signées de sa main, & scellées de son scel. Donné à Paris le 20. jour de Mars, l'An 1514. *Aussi signé dedans le repz, JEAN. Et au dessus d'icelui, Par le Roi, DE LAJUS.*

POUR ce-là, & que nous eussions le vouloir du Roi nredit Seigneur & mari, & par les considérations esdites Lettres déclarées, cejourd'hui, avons ratifié & ratifions, & avons eu & avons pour agreable ledit Traité d'Alliance & Confédération par nredit Seigneur & mari fait, conclu, & passé avec ledit très-Chrestien Roi, & nous y avons & juré, promettre & jurons sur la Sainte Croix & Evangiles de Dieu, manuellement par nous touchés, & en parole de Reine, entretenir, garder, & observer entièrement ledit Traité d'Alliance & Confédération de point en point, selonc sa forme & teneur, sans par nous veule, ni faulx venir au contraire, en quelque manière, ni par quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit. En témoin de ce avons signé ces présentes de notre main, & fait mettre notre scel. Donné en notre château de Pau, le 26. jour de Mai, l'An 1515. *Signé, CATHERINE.* Et fait le repz: Par la Reine, l'Evêque de Confrans, & les Seigneurs de Gerdesch, Sénéchal de Beau, & d'Andorin, & autres présents, DE DOMER.

XCIV.

24. Mars. *Traité de Mariage de CHARLES d'Autriche, d'après Roi d'Espagne, & Empereur, avec Madame RENEE de France, Fille du Roi LOUIS XII. contenant en même temps une décision de tous les différends entre le Roi de France & ledit CHARLES, & une Ligue offensive & défensive mutuelle. A Paris le 24. Mars 1514. [FRÉDÉRIC LEONARD, Tom. II. pag. 117]*

(1) FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme depuis notre avènement à la Couronne, & spécialement au retour de notre Sacre & Couronnement, nous tenons & tenons Couste le Prince d'Espagne, Archevêque d'Autriche, ait envoyé pardevant nous, Henri, Comte de Nassau & de Vianden, Michel de Croy, Seigneurs de Saint-Pinson, Cousins, les Conscillers & Chevaliers de l'Ordre de la Toison; Michel de Pavie, Docteur en Théologie, Docteur de l'Eglise de Cambrai; Philippe Dales, Ecolier, son Maître d'Hôtel; Mercurin de Gaxinare, Docteur; Maître Jean Caulier, Maître des Requêtes de son Hôtel; & Gilles Vandessdamme, son Secrétaire, les Ambassadeurs & Procureurs spéciaux; & par eux nous ait fait dire & déclarer le desir & affection qu'il a de vivre en toute bonne, vraie, entière, & paisible Amitié avec nous; & davantage d'y prendre alliance de Mariage, & autre plaisir & vouloir entendre, & lui bailler notre très-chère & très-amée Belle-Sœur, Renée de France. Pour quoi nous redoublant en la mémoire la proximité de sang & lignage, dont ledit notre Cousin le Prince d'Espagne, nous étoit, de frisant vivre non seulement avec lui, mais avec tous autres Princes, en toute bonne Amitié, étant principalement regard au bien, qui vient & procède de Pais & Concordes, & au contraire aux maux & inconvénients inconvénients, qui viennent & procèdent de la Guerre, nous pour ces causes desdits contents d'entendre à ladite Amitié & Mariage, & pour faire ce commettre & traiter avec ledit Ambassadeurs & Procureurs dudit Prince, avons commis, ordonné, & député de notre part, Antoine du Roi, Chevalier, Chambellier de France; Jean d'Albret, Comte de Ruel, Seigneur d'Orval; Jean de Foix, Seigneur de Lautrec, nos Cousins; René, Bérard de Barville, notre Cousin; & Imbert de Butarni, Sieur du Boulage, Chevalier de notre Ordre, tous nos Conscillers & Procureurs spéciaux quant à ce. Lesquels, après plusieurs communications faites d'une part & d'autre, ont finalement condescendus à traiter, accorder, capituler, & passer les Points, Articles, Chapitres, & Conventions, tels, en la forme & manière, qu'il est ci-après déclaré.

AU nom & loüange de Dieu notre Créateur, de la glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste, Amen. A tous présents & à venir, foi notoire & manifeste, comme très-haut & très-puissant Prince Charles, par la grace de Dieu Prince des Espagnes, & Archevêque d'Autriche, naguère venu en âge de puberté, étant par la très-Sacré Majesté de l'Empereur, son Seigneur & grand-Père, émancipé, & nos hoirs de tutelle & malabourne, & ainsi pris à lui l'entière administration & jouissance des Pais, & Seigneuries à lui appartenantes de la succession de feu très-recommandé mémoire le Roi Dum Philippe de Castille son Seigneur & Père, & Fils dudit Seigneur Empereur; & désirant lesdits Pais & Sujets entretenir en bonne Pais, Union, & tranquillité, considérant que quasi en un même instant, & au même tems, très-haut, très-excellent, & très-puissant Prince François, premier de ce nom, très-Chrestien Roi de France, a été élevé à la Dignité Royale, & succédé à la Couronne, & de pour la correspondance & vicissitude desdites successions, contemporaines, avec la conformité de l'âge en jeunesse desdits deux Princes, entre lesquels n'avait encore été entré aucune pique ou inimitié, & ne s'étoient en rien offensés l'un l'autre, & ainsi auroient la ceste blanche d'un côté & d'autre, il espéroit par volonté divine se pouvoir trouver la conformité, union, & vicissitude des communes intentions & volontés intrinsèques desdits Seigneurs, par les joindre & aller perpétuellement ensemble, au bien & augmentation de toute la chose publique Chrétienne, & exaltation de la sainte foi Catholique; ledit Seigneur Prince ait pour ce envoyé devers ledit Seigneur Roi, haut & puissant Seigneur Henri, Comte de Nassau, & de Vianden, Seigneur de Breda, & Messire Michel de Croy, Sieur de Saint-Py, les Chambellans, Conscillers, & Chevaliers de son Ordre de la Toison d'Or, & autres doctes & sages Ambassadeurs, sans pour rendre son devoir de ce qu'il tient en fief de la Couronne de France, que pour lui supplier d'avoir ledit Seigneur Prince, les Pais, & Sujets, en bonne Amour, Amitié, & Intelligence: & pour fonder, meurt,

ANNO
1514.
1515.

(1) Avez des Articles de ce Traité ne sur mis à exécution, si ce n'est au Article septième, qui n'est pas entré en exécution. Et ce par ce que le Traité de Madrid qui est la cause du Prince d'Orange, qui doit être au-dessus de la Remy, chaque d'après point en de rapport, que ce Mariage ait été fait. *Varillas Hist. de François I. liv. 1.*

ANNO

1514.

1515.

ment, fleurée & personnel lien d'icelle Amitié, lui donner & accorder à Mariage Madame Renée si belle, si bonne, que ledit Seigneur Prince s'en dire le plus grand & plus honorable parti de Mariage, qu'il pourroit pour le tems présent choisir en toute la Chrétienté; lesquels offices & requêtes ledit Seigneur Roi ait eû tres-agréables, même considérant ledit Seigneur Prince être extraî de fleurs de lis & de la Couronne de France, & descendu d'Empereurs, & procréé de Roi & Reine, que par les successions lui lui sont échues, & autres qui lui sont apparentes de lui échouer & succéder ci-après, & à est apparem d'avoir tant de beaux, nobles & grands Pais, Roiaumes & Seigneuries, que ledit Seigneur Roi de présent ne pourroit plus haument, ni plus grandement allier par Mariage madame Dame Renée, qu'avec ledit Seigneur Prince des Espagnes, & qu'il n'y a nul lien plus ferme, ni plus stable, pour la perpétuation & entiere conservation d'Amitié, & Union, entre ledits Seigneurs Roi & Prince, que par alliance & conjonction de Mariage, qui est selon Dieu & selon nature; & aussi considérant, que les Pais dudit Seigneur Prince sont voisins & contigus aux Pais & Roiaumes dudit Roi tres-Chrestien, & que selon les admonestemens que le Prince des Philistins, Arithée, baillif à Alexandre le Grand, pour la conservation & entrecien des Roiaumes, Seigneuries, & choses publiques, les Amicit, Alliances, & Compagnies se doivent faire, confliuer, & établir entre ceux, qui sont tres-puillans, & se aider les uns aux autres, & qu'il sont voisins, & se peussent voir & confier ensemble, & finalement se secourir, comme tous ledits Seigneurs Roi tres-Chrestien, & Prince des Espagnes, en faisant laquelle Amitié & Alliance, lui est véritablement que de tant plus elle doit être perdurable, & porter bon fruit, puisque la racine est entiere, & non infectée d'aucune pique ou inimitié. Pour ce est-il que pour l'introduction, fondement personnel, & indissoluble fleurée d'icelle Amitié, Alliance, Union, & Intelligence, entre les Deputés dudit Seigneurs Roi, & les Ambassadeurs dudit Seigneur Prince, sous les bons plaies dedit Seigneurs Roi & Prince, ont été avisés les Articles desdits Mariage & Amitié, en la forme & maniere qui s'en suit.

Premièrement. Que le Roi & la Reine si compagne, autorité comme il appartient, d'un commun accord & consentement, en parole de Roi & Reine, & par solennelle Ripulation promettent & jureront sur la vraie Croix, & sur les Saints Evangiles de Dieu, par eux & chacun d'eux corporellement touchés, & en la présence du Saint Sacrement de l'Autel, & vrai Corps de notre Sauveur & Redempteur Jesus-Christ, sous les peines & obligations ci-dessous contenues & écrites, faire, & procurer par effet, que Madame Renée, Sœur de ladite Reine, & belle-Sœur dudit Roi tres-Chrestien, après qu'elle aura accompli l'âge de sept ans, & durant la huitième année de son dit âge, sera fiancée par paroles de futur à Monseigneur le Prince d'Espagne, & après icelle Dame Renée venue à l'âge de douze Ans complètes, elle par paroles de présent prendra pour son légitime Mari & Epoux, ledit Seigneur Prince, avec les solennités fur ce requises, & si tant que notre Mère Sainte Eglise s'y accorde & consente. Semblablement, les Ambassadeurs de Monseigneur le Prince, en vertu du pouvoir qu'ils ont, & en faisant serment pour ledit Seigneur Prince leur maître, auquel ils seront raiffés & agréés en semblable forme tout le contenu en ce Traité, promettent & jureront en la même maniere que dessus, que avant icelle Dame Renée accompli l'âge de sept ans, & durant le laps de la huitième année de son dit âge, icelui Seigneur Prince d'Espagne, par Procureur ains de lui pourroit & mandement spécial, fiancera madame Dame Renée par paroles de futur, & après icelle Dame venue en âge de douze ans complètes, Monseigneur le Prince par paroles de présent, avec les solennités fur ce requises, prendra madame Dame Renée à Femme & Epouse, & si tant que notre Mère Sainte Eglise s'y accorde & consente. Lequel Mariage sera solennité en face de notre Mère Sainte Eglise & dedans deux mois après que icelle Dame aura accompli l'âge de douze ans; & de ce cas pour la solennité & perfection dudit Mariage, fussent nécessaires aucunes dépenses, elles seroient observées & impendues aux frais & dépens du Roi & de la Reine, avant ledits fiançailles: & après que ledit Seigneur Prince d'Espagne sera en personne, ou par Procureur, épousé ladite Dame Renée par paroles de présent, seront tenus ledits Seigneurs Roi & Reine, pour l'accomplissement dudit Mariage, faire mener & conduire icelle Dame

Renée honorablement, & comme à son état appartient, & icelle rendre à leurs frais & dépens des Villes de Mondifieur le Prince d'Espagne, à savoir en la Ville de Lille, au cas que Monseigneur le Prince soit pour lors en la Comté de Flandre, ou en ses Pais à l'environ; & au cas que pour lors ledit Seigneur Prince soit en Castille, ou autre lieu en Espagne, icelle Dame sera délivrée & Villes de Bionne ou Narbonne, ou choit dudit Seigneur Prince; & ce dedans deux mois après que ladite Dame aura douze ans complètes. Pour le dou de madame Dame Renée, tant pour le droit successif des cœurs paternel & maternel, que pour la dot à icelle appartenant du côté de la Couronne, comme Fille de Roi, icelle Dame aura six cent mille Ecus d'or de poids au soleil, desquels six cent mille Ecus d'or, le Roi baillera en argent comptant, à Monseigneur le Prince, cent mille Ecus d'or au soleil, au jour de la solennité & conformation dudit Mariage; & autres cent mille Ecus d'or au soleil au bout de l'an, & icelui compté & revolu. Et pour les quatre cent mille Ecus restans, aura icelle Dame la Duché de Berri, ensemble toutes ses appartenances & dépendances, pour en jouir par ses mains tant que le Roi y résidera aucune chose, soit la Souveraineté, l'Homage lige, les Eglises cathédrales, & autres de fondation royale, les cas roiaux, & ceux dont par prévenance la connoissance appartient à ses Juges, desquels en outre le Bailli de Saint-Pierre-le-Moutier. Et quant aux Greniers à Sel, ledit Seigneur Prince & Dame Renée les auront par grace, & en prendront Lettres en la forme & maniere que font les autres Princes de France, & en tant pour elle, que pour ses Hôrs & Successeurs quelconques, milles & demelles descendants d'icelle, à racheter desdits quatre cent mille Ecus au soleil & de poids, à paier pour une fois par ledit Seigneur Roi ou ses Successeurs. De laquelle Duché de Berri, la qualité que dessus, comme chose decale, & sous la charge dudit rachat, jouira Monseigneur le Prince d'Espagne, incontinent que icelle Dame Renée lui sera rendue & délivrée, & que ledit Mariage sera solennité & parfait, comme de est. Et outre ce, ledits Seigneurs Roi & Reine seront tenus meubler, vêtir, & enjouiller ladite Dame Renée, de bons & suffisants meubles, habits, & joies, selon qu'il appartient à telle Dame, & à l'ice Dignité Royale; moieusement ce que dessus, madame Dame Renée, elle venue audit âge de douze ans complètes, du consentement & autorité dudit Prince son Epoux & Mari, & avant la consommation dudit Mariage, renoncera entièrement à tous droits de succession paternelle & maternelle, & autres quelconques, qui lui appartiennent de présent, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & quelle pourroit prétendre, demander, ou querreller esdites successions, & sur les biens de la Couronne, comme Fille de France, avec les faveurs qui seront lors avisés par les Parties. Et quant aux successions collatérales & transveriales, qui lui pourroient échouer ci-après, pour ce que ledits Ambassadeurs dudit Seigneur Prince prétendent de les relievier, & qu'elles demeurassent fautes & entières; & de la part du Roi être pertité, que icelle Dame dudit âge à icelle renoncer, & qu'elles toutes successions, non seulement échoués, mais aussi aux successions futures, & qui lui pourroient échouer ci-après; & est avisé, que cette difficulté sera réservée jusqu'à un tems desdits fiançailles, & lors entre ledits Seigneurs Roi & Prince sera appointé & déclaré, si ladite renonciation des successions fautes & devers elle, ou non. Reciproquement du côté de Monseigneur le Prince, sera ladite Dame Renée douée de la femme de cinq mille Ecus d'or au soleil de rente annuelle, si vie durant, qui lui sera assignée par Monseigneur le Prince, ou ses héritiers, dedans ses Pais d'au delà du Rhin, si avant que faire te pourra; & le reste des Pais plus prochains, les maisons & fortifications pour rien contées; & dequelles y en aura une meuble aussi qu'il appartient à son état, pour lui demeurer; laquelle maison, & toutes autres, qui lui seront baillies & assignées, elle sera tenue maintenir & entretenir en bon & suffisant état, comme douzième & viageire doit & est tenu de faire. Et si le cas avencit que Monseigneur le Prince au jour & heure de son trépas fût actuellement Roi de Castille, tenant & possédant icelui Roiaume, le Douaire de madame Dame sera de trente mille Ecus d'or au soleil de rente annuelle si vie durant, & l'assigner comme dessus; & si le cas avencit, que après la conformation dudit Mariage, madame Dame Renée allât de vie à trépas avant Monseigneur le Prince son mari, sans laisser enfant procréé dudit Mariage, en ce cas ladite

ANNO

1514.

1515.

De Du-

ANNO
1514.
1515.

Le Duché de Berry retournera au Roi, ou à ses Successeurs de la Couronne, & d'icelle somme de deux cent mille Ecus, les cent mille demeureront avec les meubles & joiaux à Mondifigneur le Prince, & aux siens, à la charge de payer les dettes contractées durant ledit Mariage; & les cent mille Ecus seront rendus au Roi, ou à ses Successeurs, en deux ans consécutifs après le trépas d'icelle Dame, à faveir par chacun desdits deux ans, cinquante mille Ecus. Et par le contraire, si Mondifigneur le Prince alloit de vie à trépas, survivant madite Dame Renée, elle reconquerirait dans l'an du décès ledits deux cent mille Ecus, ou ce qui en fera part, icelui Duché de Berry ou ce qui sera été baillé pour le rachat outre fondit Dolaire, & aussi gagna & emportera les meubles, habits, bagues, & joiaux qui seront baillés & depozés à l'usage de sa personne, & ne paiera aucunes dettes. Que s'il venoit, que Dieu ne vuille, que madite Dame Renée venoit en l'âge de puberté, en vouloit consentir ou proceder au parait & confirmation dudit Mariage, ou que ledit Mariage rompié par le Roi, la Reine, ou autre de leur part, durant la minorité & pupillarité de ladite Dame, ou que par autre moyen quelconque à fraude ou fraude dudit Sieur Roi, de ladite Reine, ou d'icelle Dame Renée, ledit Mariage ne fust effect, en ce cas ledit Sieur Roi & Reine, & chacun d'eux eussent qu'il lui peut toucher, consentent dès maintenant, pour lors, & désormais pour maintenant, que le Comté de Ponthieu, Villes de Peronne, Mondifieur & Rose, Saint-Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, Montreuil, le Crotoy, Saint-Valery, Domiers, les Châteaux d'Ecclies, leurs appartenances & dépendances, demeurent & appartiennent à Mondifigneur le Prince d'Espagne; & dès maintenant en ce cas, le Roi cede & transporte audit Sieur Prince lesdits Comtes, Villes & Châteaux, Seigneuries, Châtellenies, avec toutes leurs appartenances & dépendances, droits & actions qu'ils prétendent, ou pourroient avoir par icelles. Et pour l'entretènement de ce que dit est, le Roi fera que les Gouverneurs, Baillis, Capitaines, & Châtelains desdits Comtes, Villes, Châteaux, & Châtellenies desdites, par son expresse ordonnance, & en les quelz quant à ce de leurs sermens & promesses, promettront & jureront aux Saints Evangiles de Dieu, par eux corporellement touchés, & en la présence du Saint-Sacrement de l'Auel, & de la vraie Croix, qu'en cas de rupture dudit Mariage, par faute du Roi, de la Reine, ou de madite Dame Renée, leurs Gouverneurs, Baillis, Capitaines, & Châtelains chacun eudroit fol, bailleroit, & deliveroit purement & libéralement, sans contraindre ou empêchement quelconque & mains de Mondifigneur le Prince d'Espagne, ou de ses Comtes & Deputés, lesdits Comtes, Villes, & Châteaux, Seigneuries, & Châtellenies desdites, & toutes leurs appartenances & dépendances, pour en jouir par ledit Seigneur Prince, ses Heirs, & Successeurs à perpétuité, comme de leur propre chose, sans en attendre aucunes Lettres ou Ordonnances dudit Seigneur Roi, en bailleroit ledits Gouverneurs, Baillis, Capitaines, & Châtelains de ce que dessus leurs Lettres & Scelles à Mondifigneur le Prince, en eux fournissant & leurs biens à la Jurisdiction & coercion des Censures Ecclesiastiques & Apostoliques, en la meilleure forme qu'il fera avoit; lesquels Scelles ainsi baillés, s'il venoit que avant la perfection dudit Mariage, & accomplissement des choses desdites, aucun desdits Gouverneurs, Baillis, Capitaines, ou Châtelains, qui auroient baillé ledits Scelles altérassent de vie à trépas, ou faussent remis & depozés de leurs écus, ceux qui seroient subrogez en leurs lieux, avant de prendre la possession desdits Offices, seroient tenus faire à Mondifigneur le Prince semblables promesses & sermens, & en bailler semblables Scelles. Pour plus grande foyauté des choses desdites, le Roi fera par effect que les Princes de son sang & du Royaume, tels que Mondifigneur le Prince d'Espagne voudra nommer, jureront & promettront sur leur foi & honneur, les mains touchées & Saints Evangiles de Dieu, & en la présence du Saint-Sacrement de l'Auel, de tenir main par effect à l'entretènement de ce présent Traité, sans faire, ou souffrir chose fait aucune chose au contraire; & en cas de contravention de la part du Roi & de la Reine, ou de madite Dame Renée, promettront de non les aider, assister, ou favoriser, ainsi au contraire porteront toute aide, faveur, & assistance à Mondifigneur le Prince d'Espagne, & les Sieges pour l'entretènement dudit Traité, abolissant leur sermens & promesses qu'ils pourroient avoir envers le Roi; desquels par ce

TOM. IV. PART. I.

Traité en cas de contravention, ils demeureront quittes & exemes desdites promesses & sermens. Bailleroit aussi lesdits Princes du sang, & autres Princes du Royaume, qui seront de ce point, leurs Lettres & Scelles, si fournissent purement à la Jurisdiction & coercion desdites Censures Ecclesiastiques & Apostoliques, en la forme qu'il sera avoit. Outre ce, lesdits Princes, & autres Seigneurs du Royaume aiant biens & héritages des Pais de Mondifigneur le Prince, & même Meilleurs des Ducs & Duchesses de Vendosme & de Lorraine, Madame la Comtesse de Vendosme, Louis Monsieur de Vendosme, Prince de la Roche, le Seigneur de Laval, & autres semblables, obligeront & fourniront pour l'entretènement de ce présent Traité, quant audit Mariage, leursdits biens, Terres, & Seigneuries tenues & mouvans en fief, ou arrentés, & de Mondifigneur le Prince, à peine de les perdre & confisquer à perpétuité au profit de Mondifigneur le Prince & des siens, en cas de contravention dudit Mariage du côté du Roi, de la Reine, ou de madite Dame Renée; & bailleroit aussi de ce leurs Lettres & Scelles contenant ce que dessus, avec semblables sermens & confessions. Afin que la chose soit plus fiable, du contentement dudit Seigneur Roi, douze des bonnes Villes du Royaume, telles qu'il plaira à Mondifigneur le Prince de nommer, consentiront aussitôt qu'en eux est arrivé le Traité de Mariage, & ledit agrérent, & reconceront à tout ce que ci-après ils pourroient dire ou alléguer au contraire; & de ce bailleroit leurs Lettres & Scelles, par lesquels ils promettront entreceux ledit Traité, & tous les Points & Articles y contenus. Et s'il venoit, que Dieu ne doist, que le Roi, la Reine, ou madite Dame Renée, y contreviennent, en ce cas ils ne les aideront, ou favoriseront, ainsi au contraire donneront toute aide, faveur, & assistance à Mondifigneur le Prince d'Espagne, & à ses Pais & Sieges, pour ledit entretènement de ce Traité, nonobstant les sermens & fidélités, qu'ils ont envers le Roi, desquels, quant à l'effet de cette obligation, & foyauté pour la conservation dudit Mariage, ils demeureront quittes & exemes. Et pour plus grande corroboration desdites promesses & foyautés dudit Mariage ce présent Traité sera publié par le Roi en son Conseil, enregistré & révisé en la Cour de Parlement à Paris, & Chambres des Comptes Généraux par le fait de la justice des Aides & du Tresor, en la présence & de l'express consentement du Procureur du Roi. Toutes lesquelles solennités, foyautés, & promesses le Roi fera entièrement, & par effect accomplir, & en fera deliverer loiaument, & de fait les Lettres & Dépêches nécessaires dedans trois mois prochains; & dès maintenant en la présence des Ambassadeurs de Mondifigneur le Prince y étant ledit Seigneur, en forme & maniere que dessus, fera le serment & promettra par icelles, d'entretenir & observer toutes lesdites promesses, & tout le contenu en ce présent Traité, sous l'hipothèque & obligation de tous & quelconques ses biens présents & à venir, sous le même serment, ledit Sieur reconnoît à tous privilèges & exemptions, en vertu desquels il voudroit ou pourroit dire être exempt des Censures Ecclesiastiques, & ne pouvoir être contrainct par icelles; & aussi à toutes dispensions qu'il pourroit obtenir de notre Saint Pere le Pape, ou des Saints Conciles généraux; & aussi reconnoît à toutes Contradictions & Edits Roiaux, Ordonnances faites, ou à faire, contraires ou préjudiciables à ce que dessus, se soumettra lui, ses Heirs & Successeurs, & leurs biens quelconques, à la Jurisdiction & coercion Ecclesiastique de notre Saint Pere, & du Saint Siege Apostolique, pour y être contrainct par toutes Censures d'Exil, comme par Juge competent élu & choisi du contentement des Parties; & que dès maintenant ledit Sieur en dérogeant à son privilège pour l'observation desdites promesses, foyautés, & entretènement dudit Traité, s'oblige en la forme de la Chambre Apostolique, & passe procuration spéciale & irrevocable, par laquelle il constitue Procureurs irrevocables en Cour de Rome, tels qu'il fera expressément nommer, pour & au nom du Sieur pdevant notre Saint Pere, & le Saint Siege Apostolique, censifier juridiquement-tout le contenu en ce présent Traité, & subir condamnation spontanée à l'observation que dessus, sous la peine desdites Censures jusques à l'interdit inclusivement; & de tout ce que dit est, en baillera ses Lettres & Scelles, en la meilleure forme qu'il fera avoit. Par le contraire, s'il venoit, que madite Dame Renée venoit en l'âge de douze Ans complet, Mondifigneur le Prince d'Espagne ne voudrait proceder à la confirmation & solennisation dudit Mariage, ou que

ANNO
1514.
1515.

C e

ledz

ANNO
1514.
1515.

ledit Mariage rompu par sa faute; en ce cas Mondit Seigneur le Prince desdits maintenant, cede & transporte audit Sieur Roi les Comtes d'Artois & Charolais, ensemble les Seigneuries de Noyers & Châtellain; & outre plus le Prince en droit fol baillera & fora bailler semblables faveurs, Lettres & Seckles pour l'entrecement & observance dudit Traité de Mariage audit Sieur Roi reciproquement, suivant lesdites icelles Lettres, & Seckles, qui le doivent bailler de la part du Roi, & en la même forme & substance, à l'avoir euz des Seckles & Promesses des Gouverneurs, Baillis, Capitaines & Châtelains desdits Comtes d'Artois & Charolais, & autres Places dessus obligées & affectées audit entrecement, que des Seckles & Promesses des Grands Maîtres, Vassaux & Sujets des Pais de Mondit Seigneur le Prince, & même de ceux, qui ont des biens sous la suzerain du Roi; aussi des Seckles & Promesses des gens des trois Etats, & semblablement les fera venir, enlever & enregistrer en son Grand-Conseil à Malines, en ses Finances, & en sa Chambre des Comptes. Et sera Mondit Seigneur le Prince semblables fermes, obligations, renoncations, & soumissions aux Consules, confédération de Procureurs en Cour de Rome, & de toutes autres choses en droit fol, & selon ce que le peut toucher, en la même forme & substance à laquelle s'obligera ledit Seigneur Roi, comme dit est, & à même temps. Lesquelles seuretes, obligations, soumissions, & peines, seront sur son plein & entier effet, si estant que ledits Sieurs Roi & Prince dedans la huitième année dudit âge de madite Dame Renée, & avant lesdites fiançailles, soient d'accord, & aient appointé de ladite renoncation pour les successions futures, soit de laisser icelle renoncation future, ou de la faire; & au cas que ledits Seigneurs Roi & Prince ne se puissent appointer & accorder d'icelle renoncation future, & pour ains n'y auroit espoir de la perfection dudit Mariage, en ce cas, lesdites Parties, quant audit Mariage, demeureroient en leur liberté, & seroit lesdites peines & seuretes en nul effet. Et quand à l'entrecement du surplus de l'Amitié, & Alliance contenu & déclaré en ce présent Traité, demeurera en sa force & vigueur, quant à tous les Articles & Points y contenus, observant la rupture dudit Mariage.

Item, comme une ferme, entière, seure, & paisible Union, Intelligence, Confédération, & Amitié, est faite & conclue entre ledit Sieur Roi, & ses Roisines & Sujets, d'une part, & ledit Seigneur Prince d'Espagne, Archevêque d'Asturie, ses Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets, par lui à présent possédés, les Roisines, Pais, Seigneuries, & Sujets qui lui sont succédés, venant, & debout, & ceux qui ci-après lui pourroient succéder, avenir, & échouer, incontinant & à mesure qu'ils lui seront succédés, d'autre, par laquelle ledit Seigneurs Roi & Prince, & leurs Hoirs, s'entreligneront, cheriront, & favoriseront l'un l'autre, comme bons pères & amis, en mettant en oubli, & abolissant toutes injures, rancunes, haines & malveillances, de fait & de parole, si accrues avoient été le temps passé entre leurs Predecesseurs; au moins de laquelle Amitié, Union, & Intelligence, les gens d'Eglise, Nobles, Marchands, & autres Sujets desdits Seigneurs Roi & Prince, pourroient haster, communiquer, & convertir marchandement, & autrement les uns avec les autres, & Roisines, Pais, Terres, & Seigneuries desdits Seigneurs, même mener & conduire par Mer, Eau douce, & par Terre, esdits Roisines, Pais, Terres, & Seigneuries, toutes manieres de vivres, d'arres, & Marchandises; en bonne seureté, en paient tant seulement les anseins tollieux, peages, passages, debites, & autres droits, que de tout anciennement l'on a accoustumé paier, sans les contraindre à paier les impôts & subides mis sus durant les Guerres, si autres quelconques impôts depuis dix ans, soit l'un d'eux sur le tonneau de vin, l'impoit ou congé sur le sel, ou autres quelconques, & avec ce, maintenant lesdites Alliances, Confédérations, & Amitié, le Roi & Mondit Seigneur le Prince feront tous siders & assister l'un l'autre, à la garde, tuition, & défense de leurs Roisines, Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets, que à présent ils tiennent & possèdent, leur font échouer & échouer ci-après, contre ceux qui offenser & invader les voudront, sans dépendre toutefois de celui qui demandera l'aide, & ne peuvent & ne pouront le Roi, ni Mondit Seigneur le Prince, par eux ni par autre, directement ou indirectement, favoriser les ennemis l'un de l'autre, de Gens d'Armes, d'argent, d'Artillerie, de biens, passages, vivres, ni autres choses quelconques, en façon que ce soit, le tout sans fraude & mal-engin;

& si le Roi ou Mondit Seigneur le Prince, veulent ci-après faire quelque juste conquête, icelui d'eux, qui la voudra faire, la communiquera à l'autre, & seront tenus s'entr'aider selon ce par eux les fera avoill. En ce cas Amitié sera cumpris les Allies, Amis, & Confédérés de chacun desdits Seigneurs Roi & Prince, lesquels es dedans six mois, s'ils y veulent être compris, seront tenus en faire déclaration par leurs Lettres Patentes, & les envoyer à celui, qui les aura dénommés, pour le faire savoir à l'autre; lesquelles Allies, Amis, & Confédérés, seront nommés dedans huit jours par chacun desdits Sieurs Roi & Prince, & si aucuns desdits Allies, Amis, & Confédérés, eussent refusés ou dilués de bailler leurs Lettres déclaratoires de l'acceptation d'icelle Amitié, soit dedans le temps dessusdité, soit après les avoir baillés, disent quelque chose contraire, & au préjudice d'icelle Amitié, en ce cas ils seront tenus de la bonté de ladite Amitié; néanmoins quatre années Seigneurs Roi & Prince, & autres dénommés, qui l'entretendront, demeuront en sa force & vigueur. Le Roi rendra en substance les fol & hommages, que ledit Prince d'Espagne lui sera fol à faire, à cause des Comtes, Terres, & Seigneuries qui tiennent son obéissance, jusques à ce que ledit Seigneur Prince d'Espagne aura l'âge de vingt ans; & néanmoins, & cependant si le trouve en personne avec le Roi, lui pourra faire lesdits fol & hommages, & à ce sera par ledit Sieur reçu. Et poise que en ensuivant le Traité de Cambrai, les Deputés du Roi, & de Mondit Seigneur le Prince se sont trouvés & assemblés à Villes & Oies de Tournai & Cambrai, pour traier, appointer, & décider plusieurs dolances & plaintes faites d'un côté & d'autre, touchant les Jurisdictions, Restitutions, & Souverainetés des Comtes de Flandre & d'Artois, en quel chacun d'eux & maintes fois eussent empêché, lesquelles Assemblées & Communications, a été par lesdits Commis & Deputés appointé de plusieurs desdites dolances & plaintes, afin que ci-après on chacun se puisse régler & conduire selon la raison, sans rien entreprendre les uns sur les autres; & afin que toutes lesdites dolances mises en avant, & autres que l'on y pourroit mettre, & dont l'un se voudroit plaindre, puissent être déterminées, décidées, & appointées, lesdits Sieurs enverront leurs Deputés au premier jour d'Aoust prochainement venant, en la Cité d'Arras, avec pouvoir suffisant pour icelles vuider, décider, & déterminer, & celui qui faudra à envoyer audit jour, paiera pour toutes peines, interests, & dommages, à celui qui y aura envoyé, la somme de dix mille Lettres tournois, & si décideront & appointeront des Hommages, Restitutions, Jurisdictions, & Deputés entendus par Mondit Seigneur le Prince & Comtes de Boulogne, & de Guines, avec les perches, dommages, & interests, qu'on suppose les Marchands du Royaume, & des Pais de Mondit Seigneur le Prince, durant la Guerre d'entre les Roisines de France, & d'Angleterre; & dedans lequel premier jour d'Aoust, seront par Mondit Seigneur le Prince, envoyés, & baillés es mains de Commisaires, qui seront ordonnés de par le Roi à ladite journée, les noms de ceux dudit Royaume, qui auront fait lesdits dommages, & dont on se plaint, afin qu'ils soient évoués & appelés à icelle journée, pour en répondre, & en cas de défaut ou contumace, y être procédé par lesdits Commisaires à ladite journée, selon qu'ils auroient été à faire pour raison. Le semblable se fera de la part du Roi, aux Commisaires de Mondit Seigneur le Prince, de ceux, dont aucuns Marchands du Roi se plaindroient. En contemplan d'icelle Amitié, Mondit Seigneur le Prince, & son prochain Hoir mâle descendant dudit Mariage, jouiront, posséderont, & prendront de grace & pardon du Roi, à leur profit chacun au, l'aide ordinaire d'Artois, que l'on dit l'ancienne composition d'Artois, à commencer dès le premier jour de Decembre dernier passé, par les mains du Receveur commis par le Roi, & par leur simple quittance, en la forme & maniere accoustumée du sens du feu Roi de Castille, Pere de Mondit Seigneur le Prince, parmi ce que Mondit Seigneur le Prince d'Espagne baillera Lettres au Roi signées de sa main, & Reclées de son Sceau, par lesquelles il confiera icelle composition appartenir au Roi, & qu'il y a de rien par don & grace de lui; & ce afin que par longue succession de temps, l'on ne puisse dire icelle appartenir à icelui Sieur Prince, & l'avoir profité. Et si content & accorde le Roi, que Mondit Seigneur le Prince, & son Hoir mâle issu de ce Mariage, puissent lever & exiger, ou faire lever & exiger toutes & chacune des aides & subides, qui leur ont été ou seront ci-après assignés, & accordés par les Etats du Pais & Comté d'Artois,

ANNO
1514.
1515.

ANNO

1514.

1515.

tois, sans que pour les lever il leur convienne après chacun accord & consentement avoir Lettres du Roi, sinon de dix Ans en dix Ans, pour lesquels premiers dix Ans, le Roi leur fera des à présent bailler & délivrer ses Lettres. Quant à la Comté de Charolois, Terres, & Seigneuries de Nolers, Châteaubon, Chastillon, & la Perrière, avec leurs appartenances & dépendances, pour lesquelles ont été baillées & transportées à Madame de Savoie, Tante de Monseigneur le Prince d'Espagne, pour une portion de ses droits maternels, & pour en jouir sa vie durant seulement, & après son trépas le tout doit retourner à Monseigneur le Prince, & aux siens, ladite Dame jouira du bénéfice de cette Amitié, & Alliance, en laquelle elle sera notamment comprise, avec tous les Pais, & Sujets qu'elle tient, réservé quant au Domaine de ladite Seigneurie de Nolers, qui demeurera es mains du Duc & Duchesse de Longueville, selon les conditions & clauses contenues & déclarées au Traité de Cambrai, en faisant chacun de sa part ce en quoi ils sont parvenus au verso dudit Traité de Cambrai. Et quant à ce qui de la part de madame Dame de Savoie a été reçu d'avoir mainlevée desdits Comté, Seigneurie, & Gaiénier à tel d'icelles, ensemble les profits & levées depuis ladite mainlevée, attendu la contradiction faite de la part de Messieurs les Duc & Duchesse de Longueville, & que lesdites Parties se sont trouvées en faits contraires, tellement qu'il n'est bonnement possible pour le présent faire ledit mainlevée sans connaissance de cause, a été avisé pour ne empêcher la conclusion du surplus de ce présent Traité, que madame Dame baillera sur ce requête au Roi, lequel lui sera administrer bonne & belle justice, sommairement & de plain, & sans figure de procès. Et semblablement lesdits Duc & Duchesse de Longueville, & lesdits Seigneurs de Castenoy, & de Soie, & autres ainsi aucunes Places occupées & empêchées au Comté de Bourgogne, demanderont justice en la Cour de Parlement à Dole, à l'encontre des détenteurs & occupants, & autres qu'il appartiendra, laquelle leur sera aussi administrer sommairement & de plain, sans forme ni figure de procès. Et après que ladite mainlevée sera obtenue de la part de madame Dame de Savoie, Monseigneur & elle, chacun endroit son, jouiront durant cette présente Amitié, desdits Comté de Charolois, Terres, & Châtellenies de Nolers, & Châteaubon, Chastillon, & la Perrière, tout ainsi, & sous les mêmes prévenances & grâces, qu'en jouissent le feu Roi de Castille, Pere de Monseigneur, au tems de son décès, à savoir madame Dame sa vie durant, & après, Monseigneur le Prince, en la même qualité, & ce quant aux dons & subsides des Seigneurs desdits Comtes & Seigneuries, en la manière accoutumée, en baillant par ledit Roi semblables Lettres qu'ils ont eu par ci-devant, & aussi quant à la permission de Cédul des Gaiéniers à tel, & droits de Gabelle d'iceux, en prenant Lettres du Roi de deux Ans en deux Ans, outre que le cours du sel de Salins, & distribution d'icelui en la Duché de Bourgogne, & Terres adjacentes, sera entretenu en la manière accoutumée. Que la suffisance & suffisance des mille Livres Viennoisiers sera entretenu durant cette Amitié en la forme accoutumée, en offrant par le Roi au profit de Messieurs & Dame, pour les arerages prétendus du passé, semblables Lettres d'aquis & décharges, qui furent octroyées audit Roi de Castille. Les nominations des Grenetiers & Contrôleurs de Charolois, & d'icelles Seigneuries de Nolers, & Châteaubon, seront faites par Monseigneur le Prince d'Espagne, & madame Dame la Tante, respectivement, chacun en son tems, en la forme accoutumée, sans rien innover par ce présent Traité d'Amitié, & Institution desdits Officiers se fera par le Roi à ladite nomination, sans pareillement rien innover aux pages, & mettre nouvelles charges par le droit de Gabelle : & avec ce lesdits Grenetiers & Contrôleurs, durant le tems de cette Amitié, & dudit Cédul de droit de Gabelle, rendront leurs Comtes & Contrôleurs, ainsi qu'ils faisoient du vivant & au tems du trépas dudit Roi de Castille, en délivrant seulement à la Chambre des Comptes à Dijon le double des Comptes, qu'ils auront rendus pardevant les Auditeurs des Comptes de Monseigneur le Prince, ou de madame Dame sa Tante, le droit de Souveraineté en tout & par tout gardé au Roi, pour veider les différends émanés entre les Officiers du Roi au Bailliage de Sens, & quartiers de Langres, d'une part ; & les Officiers de madame Dame au Comté de Bourgogne, & Bailliage d'Amont, à cause des Villages de Prey-le-grand, & Bellemont-les-nonnes, d'autre part ; & aussi pour décider

TOM. IV. PART. I.

des nouvelles, que madame Dame prétend & dit être faites au préjudice de la juridiction ordinaire de Chastillon, & la Perrière, furent connus & deputed aucuns bons personnages d'un côté & d'autre, tant de la part du Roi, que de Monseigneur le Prince, & de madame Dame, qui se trouveront en la Ville d'Elisime le premier jour de Novembre prochainement venant, pour déterminer & appointer les différends, difficultés. Que dorénavant pour les exemptions, qui se feront au Comté de Bourgogne par voie de justice, pour le paiement des subsides dudit Comté, comme quelconques personnes ainsi des biens audit Comté, à la requête d'aucuns Sujets du Roi, seront tenus lesdits Sujets de recourir à la justice, en la forme & manière qu'il est dit & contenu au Traité de Cambrai. Que le droit d'Aubergage, qui s'agit à cet ins tant en la Duché de Bourgogne, contre l'ancienne coutume, a été lieu contre les Sujets dudit Comté de Bourgogne ainsi aucuns biens audit Duché, & outre, sans préjudice des choses d'ailleurs traitées, jelles démentant en leur entier, & tous autres Droits, aditions, & quelconques prétentions par le Roi, & Monseigneur le Prince d'Espagne, à quelque couleur, titre, ou occasion qu'il est, dont n'est nul tel mention en ce Traité, & auxquels n'est pas icelui Traité dérogré, demeureront en leur entière force & vigueur, lesquels tant d'un côté que d'autre se pourrout poursuivre par voie amiable de justice.

Les Conservateurs de ce présent Traité seront, selonc Saint-Pere le Pape, le Saint-Siège Apostolique, le Saint-Empire, Electeurs, & Princes d'icelui, qui pourrout & seront tenus assister de leur pouvoir la fame qui entreprendra ce présent Traité à l'encontre de celle qui ne le voudra entreprendre ni observer. Toutes lesquelles choses ci-dessus écrites & déclarées, ledit Sieur Roi en la présence desdits Ambassadeurs de Monseigneur le Prince, comme dit est, lesquels aussi feront le semblable en vertu de leur pouvoir ; & après Monseigneur le Prince en la présence des Ambassadeurs, qu'il plaira au Roi pour ce envoyer devers lui, raillent, jureront, adhereront, approuveront, promettent, jureront, chacun endroit son, en la forme & manière dessus déclarée, avec renonciations & soumissions & spécifiées, & en dépêcheront Lettres en bonne forme, contenant ce que dit est, lesquelles seront délivrées d'un côté & d'autre avec les enregistrements, vérifications, & enregistrements d'icelles mentionnées, ensemble les autres scelets & souzettes dedans trois mois prochains, à commencer de la date du ferment & publication de ce présent Traité, au Pape, ou Copie autentique d'iceluy présent Traité sera notifiée pleine & entière fois comme à l'Original.

Ce présent Traité d'Amitié, Alliance & Confédération a été conclu & accordé, en la forme & manière ci-dessus écrite, par les Commis & Deputés du Roi, & par les Ambassadeurs dudit Sieur Prince d'Espagne, sous le bon plaisir dudit Sieur Roi & Prince. En tems de ce ont signé ces présents Articles de leurs seings manuels, le 24. jour de Mars, l'an 1514. à Paris. Collationné. Extraict des Registres de la Chambre des Comptes. BOURLON.

A été fait entre les Ambassadeurs du Roi FRANÇOIS I. & de CHARLES, Prince d'Espagne, touchant les différends au sujet du Royaume de Navarre, en conséquence du Traité fait à Paris au mois de Mars 1514. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 128.]

31. Mars.

FRANÇOIS

LEONARD

SUR ce que les Deputés du Roi ont déclaré aux Ambassadeurs de Monseigneur le Prince d'Espagne, que le Roi, en gardant le Traité d'Amitié fait entre lui & Monseigneur le Prince, peut & pourra, & entend assister & aider le Roi de Navarre à la union ou recouvrement dudit Royaume de Navarre, occupé par le Roi d'Aragon, Grand-Pere de Monseigneur le Prince, & par lui descendu par Amié, & lesdits Ambassadeurs ont formés & soussignés le contraire, pour ce que par ledit Traité d'Amitié, est dit entre autres choses, que iceux Sieurs Roi & Prince, leur Amié durant, pourrout poursuivre leurs droits & querelles par voie amiable, ou de justice, & selonc ce doivent régler les Aliens d'un côté & d'autre.

A cette cause a été avisé, pour mettre fin audit différend, que dans six mois prochainement venant, iceux Seigneurs Roi & Prince, pourrout, ainsi que par chacun leur avis, envoyer leurs Ambassadeurs par devers ledit Roi d'Aragon, pour le persuader de vouloir prouver

Cc 2

ANNO

1514.

journe amiable pour valider les différends émanés entre iceux Rois d'Aragon & de Navarre, & de l'un d'eux ne se vouldroit accorder, maismout de les faire concéder à l'Élite Arbitres.

1515.

Et si le Roi d'Aragon ne vouloit entendre à ladite voie amiable, ni s'en rapporter aux Daputés du Roi & de Monsieur le Prince, ni Élite Arbitres, ou ne vouloit obtenir & fournir à l'Ordonnance des Daputés, ou Arbitres, ou que les choses différendes ne soient accomplies dedans un an par la suite desdits Sieurs Roi d'Aragon, ou Prince, esdits cas ledit Sieur Roi d'Aragon demeurera forcé du bénéfice dudit Traité d'entre iceux Seigneurs Roi & Prince. Et parcellamey si ledit Roi de Navarre ne vouloit entendre à ladite voie amiable, ni s'en rapporter aux Daputés desdits Sieurs Roi & Prince, ni Élite Arbitres, ou ne vouloit obtenir & fournir à l'Ordonnance desdits Daputés ou Arbitres, ou que à la suite les choses différendes ne fussent dedans l'an accomplies, esdits cas ledit Seigneur Roi de Navarre demeurera forcé dudit Traité d'Amié d'entre iceux Seigneurs Roi & Prince. En témoin de ce, nous Daputés & Ambassadeurs fudits, avons signé ces presentes de nos Seings manuels & proms un chacun endroit foy respectivement les faire ratifier & avoir agreable ausdits Seigneurs Roi & Prince. Fait à Paris le dernier jour de Mars, l'an 1514. avas Plages. *Avis Signé*, HENRI DE NASSAU, MICHEL DE CHOT, MICHEL DE PAVIE, CAULIER, MATHURIN DE GATTINARA, VANDESAMME.

XCV.

1515.

f. Avril.
FRANCE
ET ANNO
1514.

*Traité de Paix & d'Amicitie entre FRAN-
CISQUE I. Regem France & HENRICUM
VIII. Regem Anglie conclusis. Dat. apud West-
minsterium die 5. Aprilis, Anno 1515. (R-
MER, Fœdera, Conventions, &c. Tom.
XIII. pag. 476, d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui s'y trouve entiere, au lieu qu'il n'y en a
qu'un Extrait dans le Recueil de FREDERIC
LEONARD, Tom. II. pag. 149.)*

UNIVERSIS & singulis, presentes Litera inspecturis, Johanni de Jolus Jurium Doctor Curie Supremæ Botegæstis Prinsæ Prædictæ, & Petrus de la Gaudie Miles quædam Locum Dominus Bailiis Multicommunis & Lugdunensis, Christianissimi, Serenissimi, Invictissimi ac Potentissimi Principis Francisci, Dei gratia, Francie, Britannie, Ducis Mediolani & Duxis, Comes, Comes, Procuratoris, Ambassadors, & ad Insularum Consiliarii Depuati, Salutem.

Notam facimus & scitis quod,
Cum jam inextinguibile Bonum a Christo Redemptore nostro vera Christianitas pro semper munere datum & relictum, a Regibus & Principibus Christianis sit maxime laudandum & affectandum ac summo desiderio suis Rebus & Subditis procurandum, hac qua Christiana Religio, Justitia ceteroque virtutes detrimuntur perantaneæ, & virtutes se esse merentur.

Considerantes etiam commoda & utilitates que reuolunt temporibus & maxime superioribus Annis Regnorum Francie & Anglie locis ex Bono Paix & Regum Amicitia supervenerint, & posthac indies provenire poterant, quotque calamitates, ærumne, delationes, & incommoda ex Bello passim exortiantur.

Igitur nos, prefati Christianissimi Potentissimi & Illustrissimi Principes, Consiliarii, Oratores, Ambassadors, Commisarii, Procuratores, & Nunciæ, ad infra scripta sufficienter authoritati.

Pro firma Pace, fidei Amicitia & vera Concordia, inter eundem Potentissimum & Christianissimum Regem nostrum & Illustrissimum & Potentissimum Principem Henricum Anglie Regem & Dominum Hibernie, eundem Christianissimum Regem Coniungunt & Fratrem Christianissimum, eorundemque Subditos, Alligatos, Confederatos, qui per prædictum Tractatum comprehenduntur, ac eorum Regna, Civitates, Parvas, Terras, Oppida, Villas, Territoria, Castellæ, Domus & Loca quæcunque, hujusmodi Tractatum tempore per eorum aliquem habita, tuta, possedit, aut occupata, habenda, tenenda & inviolabiliter observanda.

Cum Reverendissimo in Christo Patre Domino Thoma miferatione Divina, Eboracensi Archiepiscopo, Generoso & Illustri Domino Thoma Duce Norfolkæ Thesaurario & Marechalco Anglie, & Reverendo in Chris-

to Patre Ricardo Episcopo Wintoniensi Prinsæ Sigilli Regis Cancellario, & Venerabili & Egregio Viro Domino Johanne Yngre Legum Doctore & Vicecancellario Anglie, dilecti Regi Henrici Oratores, Ambassadors, Commisarii, Procuratores, & Nunciæ specialiter ad hoc specialiter Depuati & sufficienter authoritate habentes, ad honorem & laudem Dei Omnipotentis, Gloriosissime Virginitatis Mariæ, totiusque Cætie catholicæ & Christianæ Religionis exaltationem & incrementum cœlestium, patii sumus, concordavimus, & conclusimus, atque autorizare Commisssionem nostram (quarum tenores inferius inferuntur) per presentes convenimus, concordamus, & conclusimus ardeatim, prout sequitur.

Imprimis, quod bonæ, eterne, firmæ, & perfectæ sint & inviolabiliter habentur & observentur Pax, Amicitia, Fœdera, & Concordia inter Potentissimos Reges antedictos, eorundemque Regna, Civitates, Parvas, Terras, & Domus, Castellæ, Villas, Tenacula, Oppida, & Loca quæcunque modo per eorundem Regum unum alterumque habita, tuta, possedit, vel occupata, interque eorum Heredes & Successores, Vassallos, Incolas, Habitatores, atque Subditos suos, ac quæcunque Alligatos & Confederatos utriusque, per prædictum Tractatum Paix inferius comprehensos, per Terram, Mare, Portus Maris, & Aquas dulces, & abscindere locorum, in quod omnes iniurie, molestationes, & gravamina, offensa ac damna quæcunque inter Principum prædictorum, ejusdemque Regni, Terras, Castellæ, Villas, Oppida, Civitates, Territoria aut Domus, Incolas, Habitatores aut Subditos, dicti Belli sive Guærræ occasione, per alterum Principem, ejusdemque Subditos, Armigeros, Genes Armorum, Alligatos, aut Confederatos quæcunque, quæcunque modo aut occasione quæcunque, per Terram, Mare vel Aquas dulces, quæcunqueque, quæcunqueque aut ubi quæcunque fides & illam, penitus solentur, & utriusque per quædam Principum prædictorum omnino remittantur, & per presentes solentur, delentur, & remittantur, & ita sit eorundem memoria profus delentur ut neuter Principum prædictorum, ejusdemque Subditos aut Confederatos, ut prædictum (enquæcunque fides, gradus aut conditionis existat) alteri Principi ejusdem Confederatis prædictis aut eorum Subditos, ejus rei gratia, quicquam causa, verbo, facto, seu nota improprietat aut impugnet, aut quovis modo seu quacunque colore id vindicare intendat aut præstet, aut per alios directè vel indirectè vindicare procuret aut fiat.

Item, convenimus, concordamus, & conclusum est quod dictæ Amicitia, Pax, & Fœdera sunt habent & fortissimè effectum immediatè post Datum prædictum, & durent vix æternæ Regum prædictorum durante & per eorum Annos integros vel totos Principes prout morientur, tenenturque Successores Principis prout morientur, infra dictum Annis Principis prædicti mortem prædictorum sui significare, & eundem per Literas suas manu sua subscriptas ceterum fieri eorum hanc Amicitiam & Pacem ad ultiora & ampliora tempora peragere, an de novo infra & continuare velit & intendat.

Item, quod, durante termino prædicto, Bella, Guærræ, Hostilitates, & Inimicitia quæcunque inter prefatos Reges eorundemque Heredes & Successores, Vassallos, Subditos, & Confederatos quæcunque, qui per prædictum Tractatum, ut prædictum, inferius comprehenduntur, eorundemque Subditos, necnon inter Illustrissimos Regna, Parvas, Terras, Domus, Castellæ, Villas, Territoria, Civitates, & Oppida quæcunque per eorundem Regum unum alterumque nunc habita, tuta, possedit, aut occupata, eorundemque Habitatores & Incolas quæcunque, per Terram, Mare, Litora Maris, & Aquas dulces, ac ubiqueque locorum omnino cessabunt.

Item, quod omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorundemque Heredes & Successores, aut eorum aliter, ipsorumque Alligatos in hac Pace comprehenduntur, Vassalli & Subditi, dictorumque Regnorum, Parvarum, Terrarum, Dominiarum, Castellorum, Villarum, Territoriorum, Civitatum, & Oppidorum Incole & Habitatores, sive sint Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comes, Barones, Mercatores, ac ejusdemque status conditionis existant, durante Pace aucta, ubique locorum sive maris Officia proficiantur & honestè affectione pertractentur: possintque libere, rursè & securè abique ulli offensa Saiva Coaduatu sua Liberè, abiqueque periculose per Terram, Mare & Aquas dulces navigare hinc inde, atque ad Parvas, Domus, Portus, & Dis-

ANNO

1515.

ANNO
1515.

tridus quoscunque uritque ipsorum Principum extra & ultra Mare accedere (dum tamen numerum armatorum centum simul non excedat) libereque eisdem quomodolibet insidiam maris, mercari, mercari, mercari, arma & pecunia quoscunque, si Scuria Municipalia antea sancita non obtinent, emere, vendere, ac ut eis placeat illine ad partes proprias vel sibi libere, quotiens duxerit abeundum, alie, cum suis aut conductis vel commodis Navibus, Plausis, Veliculis, Equis, Armamentis, Mercimoniis, Sarcinis, Bonisque & Rebus suis quibuscunque, abque alio impedimento, officio, arrestatione etiam ob causam Maris, Contramare, Repressarium, aut alia diutiusque quoscunque, tam in Terra quam in Mari & in Aquis dulcibus, quomodolibet Partis in propria hac omnia faceret aut eis facere liceret.

Item, convenit & concordatum est, pro libero & pacifico intercursum mercum & mercatorum utriusque Principis, quod, durante Pace predicta, seu ejusdem Pace termino, nulla Navis armata, ad Bellum seu Guerram parata & instructa egrediatur seu egredi permissum Portus maritimos Regnorum Francie & Anglie nisi prius suisderit, bonaque & sufficientem cautionem & fidejussionem constituit in manibus Iudicis ordinarii illius Locis quoad Naves Francie, & Admiralis Anglie seu ejus Locumtenens aut Contramariorum predictorum Portuum quoad Naves Anglie, de non invadendo, molestando, depredando, vel offendendo Subditos utriusque Principis aut eorum alios, nec eorum Alligatos & Confederatos, nec eis injuriam aliquam inferendo vel quovis quæsto colore inferni procedendo, sub pena Publicationis Navium & Positionis Corporis cum restitutione omnium Bonorum & dampnorum quibuscunque illatorum.

Item, quod nulla Extraneorum Navis ad dictum Bellum seu Guerram parata seu instructa recipere de cætero, durante dicta Pace, in præfatis Regnis Francie & Anglie, nullique Alimentis, Comestis, Victualis, Tormenta, seu alia quæcumque Armamenta vel Subsidia eidem Extraneis, per dictas Navibus intruendis & parandis, præstetur, vendatur, seu quovismodo insidantur, ipsi penitus denegentur: nec similiter prædæ, res, bona, seu Mercantia depredari & capere, per dictas Extraneorum Naves seu eorum Navem, aliquatenus in dictis Regnis Francie & Anglie venales recipiantur seu venditioni exponantur aut vendi fiantur; imò omnis fides & commercium quæcumque Extraneis Navibus tanquam Privatis seu Prædonibus omnino denegetur: & si hujusmodi Naves in aliquo Parte Francie vel Anglie auctoritate assidue vel colligata fuerint & eorum Navem eas egrediatur, & Civitatem, Villam, Oppidum, vel Castellum illi Portui proximam, prædæ vendendi aut Victualia emendi gratia vel ex alia quacunque causa, intraverint, licebit Incolis illius Locis rim Naves quales eas una cum Prædæ capere & Custodie municipali, ac pro consilio iustit in eos animadvertere, ac pena eorum sit merces alia hujusmodi facinorosa deinceps committendi.

Item, quod omnia movera sive onera, ab aliquo dolum Principum, in cujusvis eorum Partium sive Dominiomm Partibus, extra aut infra quinquaginta & duos Annos ante datam præsentium impolita, Mercatoribus aut Subditis alterius Principis ejusve Heredum & Successorum vocata, durante hac Pace, penitus sint extincta, & quod talia sua consimilia, hac Amicitia durante, ammōdo non imponantur; Salvis tamen semper quoad alia omnibus Regionum, Urbium & Locorum Status & Consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum Jura per præmissa derogari censetur.

Item, quod omnes Mercatorum, etiam *Feneti & Florentini*, possint, per Mare & Aquas dulces, armati pro custodiis & tuitione eorum Corporum, Bonorum, Navium & Mercium, vel non armati, cum suis propriis mercibus aut aliis in Navibus, Carracis aut Galeis propriis sive alienis, in Regna Francie & Anglie & eorum alterum sive utriusque tunc, liberè & securè venire, & ab hinc quo velint abire, durante Amicitia antedicta, quomodocunque & quovismodoque voluerint, absque violentia, dilatio, molestia, aut gravamine quocunque per dictos *Anglie & Francorum Reges*, sive eorum aliquem, aut eorum Heredes & Successores, sive ipsorum aut alterius eorum Subditos quoscunque.

Item, dicti Ambassadors & Commissarii Francie & Anglie Principum predictorum, per Principes suis & nomine eorum, promissum & per præfatos promissum quod, durante termino præfatis Tractatus, neuter eorum Principum contra alium, ejusve Alligatos &

Confederatos, aut contra Regna, Partes, Terras, Domina, Castra, Villas, Territoria, Civitates, & Opida quæcumque, per eorum unum aut alterum nunc habitata, tena, possedit, aut occupata, eorumve Habitatores aut locos, quicumque ager, facies, trahat, vel attemptabit quoscunque in loco, sive in Terra sive in Mari, occasione quacunque, nullique præstabit auxilium, consilium, vel attentum quod per alium vel alios aliquid fiat, agatur, trahatur, vel attemptetur in prædictum vel dampnum alterius, ejusve, ut prædictum est, Alligatos & Confederatos; Et, si per alterum eorum fecus fiat, aut aliquis illis suspicio contra alterum, ejusve, ut prædictum est, Alligatos & Confederatos præbetur, *Princeps*, sit in contrarium aliquid attemptans vel illis suspitionem inferens, super hoc admodum & requisitus, illis illam illis suspitionem auferre & incontinenti amovebit.

Item, quod deinceps in Villis *Babarie, Delibe, Martine, Fyones*, aut in aliquibus Portibus aliave Locis quibuscunque, sub obedientia *Regis Francorum* exhibitis, nullatenus recipiantur, manententur, aut tractentur, aliqui Armigeri, aut Genes armorum, quocunque facientes aut exercentes latrocinia, depredationes, furta, excursus, piratas, aut malefacta, contra civitatem præfatis Tractatus, per Terras, Mare aut Aquas dulces, super & contra Subditos præfati *Regis Anglie*, ejusve Alligatos & Confederatos quoscunque comprehensorum, Regna, Partes, Terras, Domina, Castra, Villas, Territoria, Civitates, & Opida, aut eorum bona quæcumque: Et pari eodemque modo in Villa *Calis, Castellis, de Honis & Guyenne*, vel in aliquibus Portibus aliave Locis quibuscunque per obedientiam *Regis Anglie*, sive circa sive ultra Mare existentibus, nos recipiantur, manententur, aut favorificentur aliqui Armigeri, aut Genes armorum, quocunque facientes aut exercentes latrocinia, depredationes, furta, excursus, piratas, aut malefacta, contra civitatem præfatis Tractatus, per Terras, Mare aut Aquas dulces, super & contra Subditos præfati *Regis Francorum*, ejusve Alligatos aut Confederatos quoscunque comprehensorum, aut eorum bona quæcumque: Et, casu quo fecus fiat, atque *Principum predictorum*, eorumve Amicis & Conservatoribus, causis summariè & de plano sine figura iudicii cogniti, pro parte sua & quævis per se aut Subditos suos aliquid fuerit in contrarium attemptum, penam integram & promptam faciet Iustitiam, restitutionem & reparationem.

Item, si per hujusmodi Armigeros aut Genes armorum, præter fides contra præmissa aliqui Prisonarii fuerint captivi, Genes arrethate, aut bona quæcumque capta, & causa hujusmodi captivorum aut arrestationis proper rationabilem aliquam causam uno possit tam summarie discuti & terminari, tunc & in ipso casu primo & ante omnia per Conservatores subditos, eorumve Commissarios, aut Locorum Judices, procedatur ad hujusmodi Prisonatorum & Arrestatorum ac Bonorum captorum deliberationem & recedendum ac restitutionem; præfatis tamen sufficienti cautione Arbitri præfatorum Conservatorum, Commissariorum & Judicum.

Item, quod ex neutris Principum predictorum Cancellaria aut alia Curia impetuerim concedatur aliquæ Literæ Repressarium Maris aut Contramare, nisi super & contra principales delinquentes & eorum bona eorumve factores, & hoc in causa manifeste denegationis Iustitiæ, de qua per Literas summationis sunt requisiti & prout de Jure requiritur sufficienter constabit: Neutroque Regum predictorum, eorumve Officialium, Justiciariorum, aut Ministrum ab aliquo Regnorum, Partium, Civitatum, Villarum, Castorum, Oppidorum, Dominiomm, Territoriorum, aut Locorum, per aliquem eorumdem *Francorum & Anglie Regum*, ut premissis, testorum, possessorum, aut occupatorum, aut ab eorum Incolis, Habitatoribus, aut Subditis quicumque ratione Dominali, Superioritatis, Compellationis, Jurisdictionis, Restoris, aut alterius Jura aut casus quæcumque, petat, exigat, vendicabit, recipiat, aut quovismodo admittat.

Item, quod, si, durante Pace & Amicitia præfatis, aliquid contra vires & effectus eorumdem, per Terras, Mare aut Aquas dulces, per Principes prædictos, eorumve Vassallos aut Subditos, aut Alligatos in his Amicitias comprehensos, aut eorum Subditos vel Vassallos, Regna, Partes, Terras, Domina, Castra, Villas, Territoria, Civitates, & Opida per eorumdem Principum usum alterumve tunc tena, possedit, aut occupata, eorumque Habitatores & locos quoscunque, fuerit attemptatum, aut sum gestum, nihilominus

ANNO
1515.

nas tamen hae Pax sine Amicitia in suis viribus, durante termino praesentis Tractatus, permansit, dampna relaxantur, acceptata reformantur, & capta relinquuntur, & pro ipsius acceptis solummodo puniuntur ipsi acceptatores & dampnificantes & non alii.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod *ante Principum praedictorum quicquid ager, faciat, tractabit, vel antea per faciat, permittit, aut consensit, quocunque in loco, sine in Terris sine in Mari, Portibus Maris, vel Aquis dulcibus, occasione, favore, vel assensum quod per alium vel alios quocunque aliquid fiat, agatur vel acceptetur, directè vel indirectè, tunc vel occaltè, in Injuriis, praedictis aut dampnam alterius, ejusve Haereditum aut Successorum, Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiorum, Castellorum, Villarum, Triticulorum, Civitatum, aut Opidorum, sic, ut praestetur, per eorum aliquem habitorem, tentorium, occupatorem, vel possessorum; sed quocunque, sic, ut praestetur, contra annos eorum aliquod modicum, agentibus, tribuentibus, vel acceptantibus, aliter expresse & cum effectu non ducit, recusat, resistit & impedire non vellet & quatenus potest praestabit.*

Item, etiam, de his Amicitia domantibus, *ante Regem praedictum* quomodo recepta aut retinenda, nec a Subditis suis eorum aliter recipiari aut retineri permittit, aliquos Rebelles sine Producers de Celsine Iuda Magistram inspectis, aut Transgressis ex Subditis alienis dictorum Regum fidelem faciemus contra alterum dictorum Regum machinantes; nec hujusmodi Rebelles sine Producers, Rebelles sine Producers, qui in aliquem Locum Obsequium dictorum Regum sine alterius eorumdem declinaverint seu declinaverint, quomodo dabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assensum; Sed cum aut eos, infra viginti dies posteaquam, per Literas alienis eorumdem, ejus hujusmodi Rebelles aut Rebelles, Subditi aut Subditi existeret sine eorumdem, aliter eorum requisitis fuerit, cum vel eos Liberum hujusmodi requisitionis Latente, aut alii ad hoc in hujusmodi Literis nomen sine deprecatum, tradit, restituit & deliberabit, tradit restituit & deliberabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod *postea Reges*, pro salute & defensione Personarum suarum & Statuum, Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiorum, Civitatum, Opidorum, Villarum, Castellorum, & Territoriorum suorum, tunc per eorum unum sine alterum tentorium, habitorem, possessorum, sine occupatorem, contra invasores & hostiles aggressores quocunque, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut alio colore quocunque, sint & erunt de cetero, durante vita, utraque, Amicorum Amici & inimicorum inimici, sine exceptione aliqui, non obstantibus quocunque Tractatibus, Ligis, Allegantibus, Amicitia, & Confederationibus per eorum unum sine alterum habitis, contractis, conclusis, & quocunque modo confirmatis, aut postea habendis, contrahendis, sine confirmatis, aut quocunque Principibus, eisqueque statibus, gradibus, aut conditionibus existant, aut conditionibus existant vel existant, etiam si utroque vel alterius eorum Consanguineus, Affinis, Confederatus, aut Allegatus, Consanguineus, Affinis, Confederatus, & Allegatus fuerit vel fuerint, & quocunque necessitatis vinculo utraque aut eorum alterum attingat, Regna, Patrias, Domina, Terras, Castra, Civitates, Opida, Villas, aut Territoria, per eos vel eorum alterum nunc habitis, possessa, tecta, aut occupata, per viam Guerra hostilibus invasis vel aggressis fuerit, invaserint sine aggressis fuerit, aut Injuriarum vel dampnam alibi Principum praedictorum ejusve Subditis, Incolis, sive Inhabitatoribus suis Regna, Patrias, Domina, Terras, Castra, Civitates, Opida, Villas, aut Territoria praedicta invaserint aut invadere voluerint vel acceptaverint, voluerint vel acceptaverint, *Principes aut reges* boni fide, realiter & cum effectu Principum sine & *ante Regem* pro salute & defensione sui auxilium Militarium quomodo armorum quocunque & quando opus fuerit & eorum alius commodè poterit posteaquam deinde requisitis fuerit, sumptibus tamen & expensis suis propriis aut solvendis, habitis tamen impensis, sed & Bona Rerum suarum ratione, adjuvabit modo & forma sequentibus; videlicet;

Reges Archiepiscopus Regis, sic, ut praestetur, invaso, pro Guerra huiusmodi ad defensionem suam, ut praestetur, per Terram gerendo, dabit decem milia Au-

thentium aut aliorum Podium sufficienter armorum, aut alium modorum numerum quocunque, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur: Et pro Bello Navali ad defensionem, ut praestetur, gerendo quicquid milia Hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, aquae Bombardis sine Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidebus, Telis, Victualibus, Armamentis, & aliis quocunque ad Bellum Navale gerendum necessariis, sufficienter instructis & tanto Hominum numero convenientibus, aut alium numerum armorum quocunque, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petitis aut requisitis.

Et praeterea *Franciscus Francorum Rex* pro Bello *Regi Angliae*, pro Guerra sine Bello ad defensionem, ut praestetur, per Terram gerendo, dabit mille & ducenas Lanças armis, Equis validis & aliis more Gallico sufficienter apparatus & instructis, quae accedunt ad numerum decem milium Equorum, vel alium numerum inferiorem quocunque, si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur: Et pro Bello Navali ad defensionem gerendo quicquid milia Hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, aquae Bombardis sine Tormentis & aliis quocunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto Hominum numero convenientibus, & quocunque numerum inferiorem si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petitis aut requisitis.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod *dicti Reges*, pro Justis finibus in Regni, Patrias, Terras, Dominia, Civitates, Opida, Villas, & Territoria per alios decem & octavo recuperandis, unum alteri boni fide, realiter & cum effectu, supposito & auxilium Genis armorum dabit & concedet, quando citius commode poterit, postquam debet ad hoc requisitis fuerit, sumptibus tamen & expensis petitis aut requisitis, modo & forma sequentibus; videlicet;

Dictus Rex Angliae pro Bello *Regi Francorum*, ad Jus suum, ut praestetur, recuperandum, pro Bello per Terram gerendo, dabit quicquid milia Archibuscum aut aliorum Podium sufficienter armorum, & quocunque numerum inferiorem si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur: Et pro Bello Navali, ad Jus suum, ut praestetur, recuperandum, similiter quicquid milia Hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, aquae Bombardis sine Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidebus, Telis, Victualibus, Armamentis, & aliis quocunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto Hominum numero convenientibus, & quocunque numerum inferiorem si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petitis aut requisitis.

Et praeterea *Franciscus Rex* pro Bello *Regi Angliae*, pro Guerra sine Bello ad Jus suum, ut praestetur, recuperandum, per Terram gerendo, dabit decem Lanças armis, Equis validis & aliis more Gallico sufficienter apparatus & instructis, quae accedunt ad quicquid milia Equorum, & quocunque numerum inferiorem, si & quatenus petatur aut requiratur: Et pro Bello Navali, similiter ad Jus suum recuperandum, quicquid milia Hominum sufficienter armorum, cum Navibus ad Bellum hujusmodi aptis, Bombardis sine Tormentis bellicis, Pulvere, Lapidebus, Telis, Victualibus, Armamentis, & aliis quocunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis & tanto Hominum numero convenientibus, & quocunque numerum inferiorem si & quatenus petatur aut requiratur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petitis aut requisitis.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod, si, causa aut occasione hujus Tractatus Amicitia vel aliquis alterius Tractatus eorum quocunque, inter praefatos Reges nunc inter, habitis, factis, & conclusis, de data praesentibus, contra eorum unum Guerra sine Bellum eorum, gestum aut motum fuerit per alium Principem quocunque eisqueque statibus, gradibus, aut conditionibus existat, etiam si Consanguineus, Affinis aut Confederatus & Allegatus fuerit alterius, vel utriusque, & quocunque necessitatis vinculo utraque sine alterum attingat, & *Reges* illi, contra eorum hujusmodi Guerra sine Bellum motum, alium Regem in verbo Regis & supra honeste suo per Literas suas certiores reddiderit Guerram sine Bellum per hujusmodi causa motam, statim hujusmodi Certificaverit: Et *Reges*, si *ante Regem*, boni fide, realiter & cum effectu, *Reges*, si *ante Regem* sine Bello sine, ut praestetur, invaso, & auxilium Genis armorum sumptibus suis propriis dabit & concedet, quotiens & quando opus fuerit, & quanto

ANNO
1515.

ANNO
1515.

quanto citis commode poterit postquam super hoc erit factus & deinde regulatus fuerit modo & formâ sequentibus ;

videlicet,

Præfatus Rex Anglie dicto Regi Francie, si Bellum aut Guerra contra eum, casu vel occasione prædictâ, per quocunque alium Principem, ut præfatur, moveatur, per Bello Navali hoc casu gerendo sumptibus & expensis suis propriis, dabit & concedet sex Milia Hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad hujusmodi Bellum aptis, atque Bombardis five Tormentis bellicis, Fulvris, Lapidibus, Tellis, Viâualibus, Armamentis, & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis, sufficienter instructis & tanto Hominum numero convectis, & quolibet numerum minore si & quocunque petatur vel petatur ; & præfatus Francicus Rex prædicto Regi Anglie, si Bellum aut Guerra contra eum, casu vel occasione prædictâ, per quocunque alium Principem, ut præfatur, moveatur, per Bello Navali hoc casu gerendo, sumptibus & expensis suis propriis, dabit & concedet sex milia Hominum sufficienter armatorum, cum Navibus ad hujusmodi Bellum aptis, atque Bombardis five Tormentis bellicis, Fulvris, Lapidibus, Tellis, Viâualibus, Armamentis, & aliis quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto Hominum numero convectis, & quolibet numerum minore si & quocunque petatur five petatur.

Item, quod si, de comuni & expresse consensu, assensu & concordia utriusque Regum prædictorum, contra alium Principem vel Principes quocunque factis, gradus, dignitates, aut prebendam existerit aut existat, aut contra Communicantes quocunque Bellum five Guerra simul inferri aut moveri contigerit, necesse erit Tractatum, Pacem, Treugam, Inducias, aut Apprehensamentum quocunque, cum illo vel illis contra quem vel quos hujusmodi Bellum five Guerra sit motum, illatum aut gestum fuerit, aut cum eorum Hominihus Commisarius vel Deputatus, faciet vel fecerit processum aut consensum sine ulla vel illorum scientia, consensu, assensu, & voluntate expresse.

Item, quod in præfatis Tractatu Pacis & Amicitie comprehendatur Amici, Alligati & Confederati utriusque Partis subsequeuter nominati ; videlicet,

Pro parte Regis Francorum,

Sacrosanctissimus Dominus noster *Papa Leo decimus,*
Ecclesia Romana,
Ac Sancta Sedes Apostolica,
Sacrum Imperium,
Reges & Reges Hungarie, Scocie, Portugalie, Ducie, Navarre,
Duces Sabaudie, Lotharingie, Gueldrie,
Dux & Dominus Venetorum,
Dominus Florentie,
Episcopus Lindsie,
Marchiones Mantue, Monasterii, & Salicorum,
Ac,
Dominus de Sedano,

Et pro parte Regis Anglie,

Sacrosanctissimus Dominus noster *Leo decimus Pontifex Maximus,*
Ecclesia Romana,
Et Sancta Sedes Apostolica,
Romane, ac omnia Opida, Civitates, Castra, Villa,
& Territoria ad Pantheonem Sancti Petri & Sancte Romanæ Ecclesie spectantia & quocummodo pertinentia.

Sacrum Imperium,

Et Illustrissimus Princeps Cardus Princeps Castellæ, Archiepiscopus Anglie, &c. ejusque Heredes & Successores.

Necnon Illustrissimus Dominus Dominus *Margareta Imperatrix Fidis & prædicti Principis Amici Archiepiscopi Anglie, &c.*

Ac omnia & singula ejusdem Principis Castellæ Domina, Duces, Comes, Civitates, Opida, Villa, Territoria, & omnia quocunque sub obedientia dicti Principis existentia, ac omnes & singuli ejus Subditi Incolæ & Habitatores quocunque (sive Juribus Superioritatis Relecti & aliis Juribus dicti Regi Christianissimo competentibus & aliisque iure Juris præjudicio.)

Rex Dacie,

Necnon *Circensius, Juhansen & Venetorum Ducis,*

Dominus Venetorum & Florentinorum,
Comites & Societas Sancti Theodoricæ,
Antonia Dominus de Logue,
Et,

Helvetie sine Sacerdotibus.

Item, quoniam dicti *Rex & Regnum Scocie* fuerint comprehensi & nominati pro parte dicti Christianissimi Regis Francorum, sicut tamen & est expresse convenit & concordatum, quod si præfatus *Rex Scocie*, aut ejusdem Regis Locumtenens vel Guardianus Marchie vel Marchiarum cum quocunque numero, vel aliquis alios Subditi vel aliqui alii Subditi dicti Regis Scocie, Mandato vel permissione prædicti Regis Locumtenentis vel Guardiani simili modo cum quocunque numero, post decimum quintum diem mensis Maii proxime futuri, (quem quidem terminum præfatus Oratores Christianissimi Regis habere & super se assumpserunt ad præfatum Regem Scocie vel ejus Concilium, super hujusmodi comprehensione & ejus conditionibus certificantem) hostiliter vel violenter invaserint vel invaserint, aut excoerum fecerint vel fecerint in Regnum Anglie, & super Subditos ejusdem hominidum, interdictum, depredationes violentas fecerint vel fecerint, hujusmodi comprehensio in ipso pro nulla habeatur ; vel si aliquis Subditi vel Subditi prædicti Regis Scocie, sine Mandato vel permissione ejusdem Regis ejusque Locumtenentis vel Guardiani, cum numero interdictum personarum vel supra, hostiliter vel violenter invaserint vel invaserint aut excoerum fecerint vel fecerint in Regnum Anglie, & super Subditos ejusdem hominidum, interdictum, factum, vel capitis fecerint vel fecerint, & præfatus *Rex Scocie*, ejusque Locumtenens vel Guardianus Marchie vel Marchiarum eorum qui hujusmodi invasionem vel excoerum fecerint, super hoc, per Gardianum vel Locumtenentem Marchie vel Marchiarum Regni Anglie, infra quam vel quas facta est hujusmodi invasio vel excoerum, admonuit vel summoneant, infra quadraginta dies ex tunc proximo sequentes, astant non recedant, dampna non restituant, & justitiam secundum exigentiam & iustitiam casus ac iura & secundum Ratum, Leges, & Consuetudines Marchiarum illarum, tempore ultime Pacis, in hujusmodi casibus observant & utantur, non fecerint, prædicta comprehensio similiter pro nulla habeatur ; si verò cum minore numero fuerint hujusmodi invasionem, excoerum, homicidia, depredationes, vel violentie, facta justitia modo & formâ contentis in Tractatibus ultime Pacis ;

Et pari modo *Rex Anglie*, ejus Locumtenens, Guardianus Marchiarum, & Subditi ejusdem Regis Anglie, si prædictis homicidia, incendio, depredationibus, violentiis, furis, vel rapinis abstinuerint, & circa Regem Scocie & ejusdem Regis Subditos in omnibus & per omnia æquales & modis prædictis se habeant & habere debeantur.

Quod verò ad mutuam conversationem, commercium, & mercium intercursum inter Subditos utriusque Regis spectat, idem Subditi in omnibus & per omnia se mutuo habeant & utantur, prout tempore ultime Pacis se habere & tractare debeant & teneantur.

Item, quod Alligati & Confederati prædicti, videlicet, præfatus *Rex Scocie & Princeps Castellæ* infra tres, reliqui verò ab una vel altera parte comprehensi (sive Sacrosanctissimus Dominus noster prædicti qui abique termini perquisitione sit comprehensus) infra duodecim menses Datum per litteras Tractatus proximo & imminet sequentes, per Litteras suas, Magni Sigilli suo sigillatis & manibus suis signatis, Principi eos comprehendentem, si per ipsum voluerint comprehendi, declarant & significabunt : idemque Principes aliter Principi, infra dictos tres menses quoad Regem Scocie & Principem Castellæ, & quoad reliquos infra duodecim menses, per Litteras Magni Sigilli sui sigillatis & manibus suis signatis, præfatis Litteris dictæ comprehensionis declarationis annexas, eandem declarationem notificabit & significabit.

Item, actum & concordatum est, quod prædicti, pro comprehensio Alligati & Confederati nominati, non comprehendantur, in quantum concernit *Ducatum Mediolani, Ducatum Genuæ, Comitatum Athesinæ, & alia Terræ & Domina in Lombardia existentia, in quibus prædictus Rex Francorum sui præcedunt.*

Item, convenit & concordatum est, quod præfatus Christianissimus Rex Francorum tempore continuationis præfatis Tractatibus, omnia & singula Privilegia Mercatoribus Anglicis infra Civitatem Burdegalem, cit per eundem Regem aut ejus Prædecessores ante hac concessa, & per eum vel eos confirmata, ratificata & confirmabit, & si quomodo petatur de novo concedat in sim

ANNO
1515.

ANNO
1515.

tum simpliciter modo & fuerit qualem aliquando habuerunt & uti fuerunt.

Item, pro firmitate & invariabilitate predictarum Pacis, Amicitiae & Fœderum observantia & conservatione, eisdem & nominati sunt ex parte Christianissimi Francorum Regis.

Pro Fidei Domini de Pivernis Locumtenens Regis & Gubernator in dicta Patria.

Pro Normannia Illustrissimus Dominus Dux Alenconis Regis Locumtenens & Gubernator in dicta Patria.

Pro Ducatu Britanniæ Dominus Rixar Marecallus, Locumtenens & Gubernator in dicta Patria.

Pro Patria & Ducatu Aquitaniae Dominus de Lavri-
er Marecallus, Locumtenens & Gubernator in dicta Patria.

Pro Patria Linguae Occitane Illustrissimus Dominus Beronius Francie Consiliarius, Locumtenens & Gubernator in dicta Patria Occitana.

Pro Patria & Ducatu Burgundiae Dominus de la Ti-
moneille Locumtenens & Gubernator in eadem Patria.

Pro Campaniæ Dominus Dorsal Locumtenens & Gubernator in dicta Patria.

Pro Mass, Admiralis Francie, Aquitania & Britan-
nie.

Et, pro parte ipsius Serenissimi Regis Anglie,

Cancellarius,

Thesaurarius,

Cassus Privati Sigilli,

Admiralis,

Cassus quorundam Portuum Anglie,

Et Locumtenens vel Deputatus Regis Anglie Vile

Calthe pro tempore existentes:

Qui quidem ipsos Conservatores dictorum Principum & utriusque eorum, & duo aut unus ipsorum, ex parte ipsorum Principum Subditorum dampnificationem, qui super hoc requiritur, habere seu habere auctoritatem & potestatem virtute ipsius Tractatus ipsos dampnifica-
tes eorum se vocandi & examinandi, & ipsos se exami-
nandi, secundum quod iustitia exigit & requirit, con-
venienti & ponendi, se etiam dampna contra vires
hujus Tractatus illata una cum expensis dampnifica-
tionum reficiendi & reparandi.

Et si contingat ipsos Conservatores per ipsos Prin-
cipes, seu, ut premittitur, nominatos, vel ipsos Com-
missarios super reformatione aliquorum dictorum at-
temporatorum fore discordes & inter eos superinde con-
cordare non valentes, quod eo ipso & ex tunc causa
illa referatur Consilio Principis Subditorum se damp-
nificationem, seu & opus sit utriusque Principis; dum-
taxat dicta causa, fore eorum Conservatores aut vires vel
utriusque Principis Consilio ventillanda, summari &
de plano eorum eis examinetur & scilicet mare termi-
netur, & dictorum Conservatorum pro utraque Parte
Sententia interlocutoria & definitiva Precepta & De-
creta inconvincibili & indistincte dabuntur executioni; non
obstantibus Appellationibus quibuscunque.

Item, quod uterque Principum predictorum, quan-
do, per Oratores seu Commissarios aliter Principis
sufficientem auctoritatem habentes, ad hoc debere re-
quiritur fuerit, in eorum presentia, talis sacrosanctis
Evangelia, Juramentum corpore prestatum quod om-
nia & singula in presenti Tractatu specificata & con-
tenta bene & fideliter observabit & adimplebit, & a suis
Subditis quatenus ipsos tangant aut tangere poterant
observari & adimpleri facient cum effectu.

Item, concordatum & consensum est quod uterque
Principum predictorum prefatum Amicitiam, Ligam,
& Confederationem, infra quoddecim dies Datum
presentium proximo sequentes, in Insignibus Regni
sui Civitibus, Portibus Maria & Opidis, publicè aut
publicari faciet resister & cum effectu.

Item, quod prefatus Illustrissimus Rex Anglie pre-
sentem Amicitiam, se inter eum & Christianissimum
Francorum Regem, ut premittitur, contrahendam, atque
omnia & singula Capitula prefata in his Literis con-
tenta, per Literas suas Patentes seu Magna Sigilla si-
gillatim manique propriè subscribitur & Juramento valia-
rent, ratificabit & confirmabit; ipsamque Amicitiam
& dicta Capitula, se per eum ratificata, confirmata,
& jurata, per tres Status Regni Anglie (videlicet, per
Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejus-
dem Regni) rite & debite convocatos, in primo & pro-
ximo Parlamento post Datum presentium celebrando,
ratificabit & confirmari faciet.

Et postoratorum Serenissimus Rex Francorum Amici-

tiam & Capitula antedicta, per suas Literas Patentes
Magni seu Sigilli sigillatim ac manu propriè subscrip-
tas & Juramento valiam, ratificabit & confirmabit, ip-
sique Amicitiam & Capitula per eum confirmata, ra-
tificata, & jurata, per tres Status Regni sui Francie
(videlicet, per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Com-
munitates ejusdem Regni) rite & debite convocatos,
infra tres menses dictum Parlamentum in Anglia cele-
brandum proximo & immediate sequentes, ratificabit &
confirmari faciet.

Quodque uterque Principum predictorum, Amici-
tiam & omnia Capitula antedicta, per Sedem Apostoli-
cam & auctoritatem ejusdem, infra duodecim menses
proximo & immediate Datum presentium sequentes,
confirmabit, vallari, & roborari pro viribus procura-
bit & cum effectu faciet.

Et insuper, utroque Principum predictorum, infra
terminum supradictum duodecim mensium, insisteret
& cum effectu, per Commissarios vel Commissarios
suos ad hoc sufficienter auctorizatos, requiritur *Monetas*
Francorum quod fere Sententiam Econominacionis
nunc pro tunc & tunc pro tunc, in eum ex predictis
duobus Principibus qui omnia & singula Capitula in
presenti Tractatu contenta quatenus plium concernent
non observaverit, præter & ultra Sententiam interdicti
in eorum Regna, Terras, Parvas, & Domus; non ob-
stante aliquo Privilegio in genere vel in specie illis aut
eorum alicui, per quod effectus presentium quomodo-
libet impediri possit, sub quacunque verborum sira
concesso; cui dicti Principes plium, publicè & expressè
renunciant, & cui nos, nominis eorumdem, suffi-
cienti auctoritate in hac parte nobis astituta, renuncie-
mus expressè in his scriptis.

Item, convenum & concordatum est, quod predi-
ctus Rex Anglie omnia & singula prefata ratificabit,
auctorizabit, & confirmabit, atque resister & cum ef-
fectu pro parte sua exequatur & faciet cum prefatis
tenor exigit & requirit, fuisseque Literas Patentes
inde debite concessas, Magni seu Sigilli mentalis de
mano sui subscribitur, Christianissimum Francorum Regi
Fratri & Consanguineo suo carissimo, infra quadraginta
dies Datum presentium Tractatus proximo & immediate
sequentes, liberabit libere faciet;

Et pari eodemque modo dictus Francorum Rex om-
nia & singula prefata ratificabit, auctorizabit, & con-
firmabit, atque resister & cum effectu pro parte sua ex-
equatur & faciet quae prefatorum tenore exigit & re-
quirit, fuisseque Literas Patentes inde debite concessas,
Magni seu Sigilli mentalis & manu sui subscribitur,
Fratri & Consanguineo suo Carissimo Anglie Regi su-
predicto, infra quadraginta dies Datum presentium Trac-
tatus proximo & immediate sequentes, liberabit libera-
tate faciet.

In quorum omnium & singulorum prefatorum
Testimonium atque fidem nos, Oratores, Ambassadors,
& Commissarii Christianissimi Regis Francorum
antedicti, has Literas nostras Patentes fieri fecimus, eas-
demque Sigillis nostris, una cum oppositione manuum
nostrarum munivimus, & roboravimus.

Datum apud Civitatem Leodii die quinti men-
sis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo de-
cimo quinto.

Sequitur tenores dictarum Commissionum,

FRANCISCUS, Dei gratia, Francorum Rex, Dux
Mediolani, & GRANO DOMINUS, universis, presen-
tes Literas inspecturis, notum facimus quod nos.

De fidelitate, industria, & providè circumspicione,
Dilectorum & Fidelium Consiliorum auctoritate,
Magistri Johannis de Sola Jurium Doctoris Curie no-
stre Parlamentum Berodeganiensis primi Presidentis, & Do-
mini Petri de la Gache Militis ejusdem Locum Domini
Ballivi Marchionis & Lapidarii, confiteamur.

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Am-
bassadors, Oratores, & Procuratores, Deputatos &
Nuncios speciales facimus, constituimus & ordinamus
pro prefatis.

Dantes & concedentes eidem tenore presentium po-
testatem & auctoritatem seu Mandatum generale & spe-
ciale, pro nobis & nomine nostro, cum Serenissimo
Illustrissimo, & Potentissimo Principe Henrico, Dei
gratia, Regis Anglie Consanguineo nostro Carissimo,
eiusque Commissariis, Ambassadors, Oratores, Pro-
curatores, & Deputatis ad hoc sufficientem Poies-
tem habentibus, tam de & super Pace, Amicitia, Con-
federatione & Liga, quam de & super mutuo & ami-
cabili intercursum mercium & Mercandiarum, inter nos,
&

ANNO
1515.

ANNO
1515.

& præstatum Angliæ Regem, Haeredes & Successores vocatis, atque Regna, Patrias, Terras, Dominia, & Loca nostra quocunque, necnon Subditos, Vassallos, Confederatos, Amicos, Alligatos, & Adhaerentes nostros quocunque, habendis & contrahendis.

Et præstatum super Traditum Pacis, Amicitiae, Li-

gæ, & Confederationis.

Inter ceteros memoriam, desiderio Ludovicum Regem Francie, Hispaniarum super Regem Angliæ, & dictum Ludovicum & Potentissimum Principem Henricum Angliæ ante Regem, apud Londoniam septima die mensis Augusti ultimo lapsi, per Oratores suos hinc inde sufficienter autorizatos, initio, concordato & conclusio.

Postquam per dictum Regem Ludovicum, nuper defunctum, per Literas suas Patentes Magno suo sigillo sigillatas & manu sua subscriptas, ratificatio & confirmatio.

Innovando sine renovando.

Ejusdemque Traditum Arcubus addendis, subtrahendis, delendis, & diminuendis, aliisque novis, quatenus dictis Commissariis nostris visum fuerit expedire, addendis, aliisque Arcubus faciendis, coudendis, tradendis, & concludendis.

Ac de & super eodem Traditum, per Literas nostras Patentes, Magno nostro sigillo sigillatas & manu nostra subscriptas, hinc inde ratificando & confirmando, communicando, tradendo, concordando, & concludendo, atque omnia & singula prædicta bene & fideliter perimplendi.

Quocunque Juramentum in animam nostram præstandi, ac ad hujusmodi Juramentum, talis sacrosanctis Evangelis, personaliter præstandum.

Et ad impetrandum Bullam seu Rescriptum Apostolicum, in debita & sufficienti forma factum & expeditum, in quo omnia & singula in dicto Traditum contenta & specificata Sedis Apostolicæ auctoritate confirmabuntur, appositis Pælis & Centuris Ecclesiasticis in nos Personam nostram & Haeredum nostrorum, & Sententiæ interdicti in Regna, Patrias, & Dominia nostra, si & quatenus contra prædictum Traditum quavis particulam in aliquo fecerimus, venerimus, aut fieri confecerimus, nos & Personam nostram asstringendi & obligandi, ac omnibus & singulis tam factis quam Juris exceptionibus, etiam specialem renunciationem requiritibus, pro nobis & nomine nostro, expressis in vim Pacis renunciandi.

Ceterique omnia & singula faciendi, gerendi, & exerceendi, quæ in præmissis aut circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, & quæ tanti Negotii qualitas, cum ejusdem circumstantiis, dependentiis, & annexis, exigat aut requirit, & quæ nos faceremus aut facere possemus si personaliter interfuissimus, etiam si talia forent quæ Mandatum magis exigerent speciale quam presentibus est expressum.

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, nos ratum & gratum habere quicquid per dictos nostros Procuratores, Ambassadors, & Nuncios circa præmissa actum, gestum, promissum, & juratum extiterit, & contra ea aut aliqua ipsorum nullo modo contravenire, imò ipsa manere, & invariabiliter observare, ac per litteras Patentes Literas confirmare.

In cujus rei Testimonium Signum nostrum presentibus his duabus apponendum.

Datum Parisiæ die decima quarta mensis Martii, Anno Domini millesimo, quingentesimo, decimo quarto, & Regni nostri Anno primo.

Sig. signatus,

FRANÇOIS.

Per Regem.

ROBERTET.

HENRICUS, Dei grati, Rex Angliæ, Franciæ, & Dominus Hispaniarum, universis presentes Literas inspecturis, Salutem.

Scluis quod nos,

De fidelitate, indoluit, & provida circumspectione, dilectorum & fidelium Consiliorum vestrorum, Reverendissimi in Christo Patris Thomæ, misericordie Divini, Archiepiscopi Eboracensis, Præcelsissimi Consequenti nostri Thomæ Dacii Norfolchiæ, Thesaurarii & Marscalli Angliæ, Reverendi in Christo Patris Ricardi Warwicensis Episcopi Privati Signi nostri Custodis, ac Domini Johannis Tug Legum Doctoris

Tom. IV. PART. I.

Vicerecellarii nostri Angliæ, quamplurimum confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Ambassadors, Oratores, & Procuratores, Deputatos & Nuncios speciales tacitos, constitutos, & ordinatos per præfatos,

Dantes & concordantes eisdem, tenore præstatum, postulat & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Christianissimo Principe Francorum Francorum Regis, Ducis Mediolani, & Genæ Domini Comptempe nostro carissimo, ejusque Commissariis, Ambassadors, Oratoribus, Procuratoribus, & Deputatis ad hoc sufficientem Possellatorem habentibus, tam de & super Pace, Amicitia, Confederatione & Liçh, quam de & super mutuo & amabili intercessu Mercurii & Mercandiarum, inter nos & præfatum Francorum Regem, Haeredes & Successores nostros, atque Regni, Patrias, Dominia, & Loca nostra quocunque, necnon Subditos, Vassallos, Confederatos, Amicos, Alligatos, & Adhaerentes nostros quocunque, habendis & contrahendis.

Et præstatum super Traditum Pacis, Amicitiae, Li-

gæ, & Confederationis.

Inter nos & ceteros memoriam, Ludovicum defunctum super Francorum Regem in Civitate Londoniarum septima die mensis Augusti ultimo lapsi, per Oratores nostros hinc inde sufficienter autorizatos, initio, concordato & conclusio, per nos & dictum Regem Ludovicum nuper defunctum, per Literas nostras & suas Patentes Magno sigillis nostris sigillatas & manibus nostris subscriptas, ratificatio & confirmatio.

Innovando sine renovando.

Ejusdemque Traditum Arcubus addendis, subtrahendis, delendis, & diminuendis, aliisque novis, quatenus dictis Commissariis nostris visum fuerit expedire addendis, faciendis, coudendis, tradendis, & de novo concludendis.

Ac de & super eodem Traditum per Literas nostras Patentes Magno nostro sigillo sigillatas & manu nostra subscriptas hinc inde ratificando & confirmando, communicando, tradendo, concordando, & concludendo, atque omnia & singula prædicta bene & fideliter perimplendi.

Quocunque Juramentum in animam nostram præstandi, ac ad hujusmodi Juramentum talis sacrosanctis Evangelis personaliter præstandum.

Et ad impetrandum Bullam seu Rescriptum Apostolicum, in debita & sufficienti forma factum & expeditum, in quo omnia & singula in dicto Traditum contenta & specificata Sedis Apostolicæ auctoritate confirmabuntur, appositis Pælis & Centuris Ecclesiasticis in nos, Personam nostram & Haeredum nostrorum, & Sententiæ interdicti in Regna, Patrias, & Dominia nostra, si & quatenus contra prædictum Traditum quavis particulam in aliquo fecerimus, venerimus, aut fieri confecerimus, nos & Personam nostram asstringendi & obligandi, ac omnibus & singulis tam factis quam Juris exceptionibus, etiam specialem renunciationem requiritibus, pro nobis & nomine nostro expressis in vim Pacis renunciandi.

Ceterique omnia & singula faciendi, gerendi, & exerceendi quæ in præmissis aut circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, & quæ tanti Negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentiis, aut annexis exigat aut requirit, & quæ nos faceremus aut facere possemus si personaliter interfuissimus, etiam si talia forent quæ Mandatum magis exigerent speciale quam presentibus est expressum.

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio nos ratum & gratum habere quicquid per dictos nostros Procuratores, Ambassadors & Nuncios circa præmissa actum, gestum, promissum, & juratum extiterit, & contra ea aut aliqua ipsorum neque verbo aut facto quovismodo veniens, sed ea omnia & singula manere, & invariabiliter observabimus, ac per Literas nostras Patentes, in bonâ & sufficienti forma factas, & Magno sigillo nostro munitas & consignatas, confirmabimus.

In cujus rei Testimonium has Literas vestras fieri fecimus Patentes.

Telle mœpse apud Westminsteriam quarto die Aprilis, Anno Regni nostri sexto.

JOHANNES DE SELUA.
P. DE LA GUICHÉ.

Dd XCVI

ANNO

1535.

XCVI.

Avril.

FRANCE
et Pro-
vence.

Déclaration de FRANÇOIS I. Roi de France, qui confirme tous les Privilèges, Libertez, Franchises, Chapitres de Paix, faits par les anciens Comtes de Provence & les Etats dudit Pais, & qui réunit & incorpore ledit Pais à la Couronne. Faite au (1) mois d'Avril 1515. [NOEL GAILHARD, dans les Remonstrances de la Noblesse de Provence au Roi, pag. 118.]

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roy de France, Comte de Provence, Forcalquier, & Terres adjacentes: A tous présents & à venir, Salut. Comme tantost après le trépas de feu nostre tres-cher & beau-pere le Roy Louis dernier decédé, que Dieu absolve, nos tres-chers & bien-aimés les Gens des trois Estats de nosdits Pays & Comtes eussent député, délégué & envoyé devers nous nostre aimé & feul Consciller Antoine de Tende Evêque de Riez; Nicolas Louis d'Angoulême Baron de Sault, Boniface de Castellane Sieur de St. Julien, Jean de Fontevre Sieur de Cognac, Gaspar de Castellane Sieur d'Entrecasteil, René de Matheson Sieur de Pointis; Maître Louis Chapuy Licencié en Droits, Aîlleur d'Aix, & Leonard Froidard Sieur d'Hues, leurs Ambassadeurs, & Procureurs Generaux en cette partie, pour nous faire sçavoir qu'ils devoient & estoient faire à leur vray, naturel & Souverain Seigneur & Comte desdits Pays, Comtes, & Terres adjacentes, le serment de foyelle, hommage & reconnaissance de nosdits Pays, Comtes, & Terres à leurs adjacentes; ce que par vertu du Pouvoir à eux donné, & commis en cette partie, par les gens desdits Estats, tant Prelats, Gens d'Eglise, Nobles, Communes, généralement & particulièrement, dont il nous est paré en nos mains, pour & en nom desdits Gens des trois Estats de nosdits Pays, Comtes, & Terres adjacentes délégués, tenus de nous, & à nous appartenans; auxquels s'oy & hommage nous les avons receus, fust nostre droit, & l'autray. Lesquels Ambassadeurs & Procureurs nous ayant requis que pour le bien, profit & utilité de nous, des gens desdits Estats, & de nos Pays, voulussions toujours tenir sous nostre main & Couronne lesdits Pays & Comtes, Terres & Seigneuries, & les Manans & Hablans en iceux, en nos mains, & sous nostre Seigneurie & obéissance, sans jamais les alienier, transférer, permettre, & démembrer en autres mains par nous, ou nos Successeurs Rois de France, en quelque maniere que ce soit; mais les adjoindre, unir & incorporer inseparablement à nostre dite Couronne, en gardant & observant au surplus leurs Privilèges, Libertez, Conventions, Chapitres de Paix, Cōtrames, Loix, & autres Franchises, & façons de vivre, comme fait a été ci-devant par nos Predecesseurs, & demièrement par feu nostre dit tres-cher Seigneur & beau-pere le Roy Louis, que Dieu absolve & sur ce leur impartie nos grâces, & Lettres convenables. Scavoir faisons que nous, les choses dessusdites considérées, & le grand, singulier amour, & loyauté & foyelle dont ledits des Estats, Habitans & Souldoyers de nosdits Pays & Comtes ont entièrement usé envers nos Predecesseurs Rois & Comtes desdits Pays, depuis qu'ils sont venus en leurs mains & obéissance, & espérons qu'ils feront envers nous, & comme ils le nous ont simplement fait dire & remontrer, voulant par ce, comme bien le meritent, les chérir & favorablement traiter en leurs affaires, & leur subvenir libéralement en iceux, afin que de mieux en mieux ils aient cause de persévérer & continuer en leur bon vouloir. Pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, avons pour nous & nos Successeurs Rois de France vovale & vovale avoir & tenir nosdits Pays & Comtes de Provence, de Forcalquier, & Terres adjacentes, sous nous & nosdits Successeurs à ladite Couronne de France perpétuellement & inseparablement, comme vray Comte & Souverain Seigneur d'iceux, sans ce que jamais ils en puissent estre alienés, permettre ne transférer en quelque personne ne pour quelconque cause ou occasion que ce soit, on puisse estre, en tout ou en partie: & quant à ce les avons

adjoindre & unis, adjointes & unissons à nous & à ladite Couronne, sans que icelle Couronne ne au Royaume ils soient aucunement pour ce subalterner pour quelque cause ou occasion que ce soit on puisse estre, oes ne pour le temps à venir; ne aussi pour ce aucunement nuire, prejudicier ne déroger à leursdits Privilèges tant anciens que nouveaux données à nostre Cité de Valence, & Declaration sur iceux faite par feu nostre dit Seigneur & beau-pere le Roy Louis dernier decédé, que Dieu absolve, aux Gens de nosdits Comtes, Forcalquier, & Terres adjacentes; & en outre nous & chascuns ledits Privilèges, Libertez, Franchises, Conventions, Chapitres de Paix, Loix, Cōtrames, Droits, Serrans, Pôles, & maniere de vivre d'icels Pays, iceux & gens d'Eglise, Nobles, Villes, Citez, Communautés, & autres personnes quelconques, que leur ont été données, octroyées, confirmées & continuées tant par les feus Rois, Reyes, Comtes & Conscillers d'iceux Pays, que cy-devant aux eusdits Pays, Lieutenans Generaux, & grande Seigneurs, nous leur avons de nouveau & d'abondant confirmés, loués, approuvés, conformés, loués, approuvés, de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale, par cesdites presentes signées de nostre main, pour en jouir par eux & chascun d'eux, tous ainsi & par la forme & maniere qu'ils ont par cy-devant justement joui & jouissent & usent: promettant en bonne foy & parole de Roy, & jurant les leur garder, observer & entretenir, ensemble ladite Union & adjonction inseparablement, perpétuellement, & à toujours; & voulons qu'iceux habitants dessués en jouissent pleinement & paisiblement, sans aucun contredit ou empêchement, nonobstant quelconques autres Lettres, Chartres ou Mandemens qui pourroient avoir été faites & octroyées à ce contraires, lesquelles si aucunes eussent cy-après trouvées que aucunement puissent prejudicier à cesdites presentes, nous avons quant à ce, de nostre certaine science, & plus ample autorité, révoquées & cassées, révoquons & cassons, & icelles des maintenant ennuie pour lrs déclarer & déclarons nulles, & de nul effet & valeur, post oes qu'elles ne soient si espesses ne spécifiques, nonobstant aussi quelconques autres Ordonnances, Restritions, Mandemens ou dessués à ce contraires. Si donnons en Mandement à nos ames & feus le grand Sénéchal de Provence, gens de nostre Conseil Royal, Maîtres Rationaux & Archivaires de nostre Chambre & Archêves d'Aix, nos Adjudicats & Procureurs audit Pays, & à tous nos autres Jussiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, ou comme présents & à venir, & à chascun d'eux si comme à lui appartenra, que cesdites presentes ils fassent lire, publier & enregistrer en nostre dit Archêve d'Aix, & autres Cours & Auditoires de leursdits Juridictions, & sous de perpétuelle memoire; & ladite Union, ensemble leurs Libertez & Privilèges ont le contenu en cesdites presentes, observer & garder & fassent observer & garder de point en point sans enlaidir. Et aussi que de ce on ne puisse prandre cause d'ignorance, nous voulons que cesdites presentes soient lues, publiées & enregistrées en nostre Cour de Parlement, & Chambre de nos Comptes à Paris. Et pource que de ces presentes on pourra avoir à besoin en plusieurs lieux, nous voulons que en l'ordonnance d'icelles fust sous Seal Royal foy soit adjointe comme à ce present Original. Et afin que soit chose ferme & stable à toujours-mais, nous avons fait mettre nostre Seal à ces presentes, fust en autres choses nostre droit, & l'autray en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril l'an de grace mil cinq cens & quinze, & de nostre Regne le premier. FRANÇOIS. Par le Roy Comte de Provence. Les Ducs de Bourbonnois & d'Auvergne Chanceliers de France, de Vendosmois, les Comtes de Saint Paul & de Nevers; vous Monsieur René Bultard de Savoie, grand Sénéchal, Gouverneur & Lieutenant General pour ledit Seigneur audit Pays, & autres présents. J. CHARBONNIER. Vjs. Conteur. P. MAILLARD.

Extrait du Registre Jey, fol. 361. voss. conféré aux Archêves du Roy en Provence. Collationné par moy son Consciller, Auditeur, Secrétaire & Archivare audit Pays. Jussien, DE BRAMOND.

(1) Le Duc de Jean ne se trouva à cette Fête, ou ne fassent dire si elle fut faite avant ou après Pâques, ni par quelconque il elle eussent à l'Année 1515. ou 1516. [D. M.]

ANNO

1535.

XCVII.

ANNO

1515.

e. Mai.

XCVII

Bulla LEONIS Papae, Quod Praelati, Clerici,
& Nobiliter Saraceni Pragmaticam professentes,
per aliquos & peremptorios terminos monuerunt, ut
ante Calendas Octobris, omni executione cessante,
comparerant. Datum Romae VI. Nonas
Majj Anni 1515. [Collectio Regia Con-
ciliorum, Tom. XXXIV. pag. 432. LAB-
BEI Conciliorum Collect. Tom. XIV. col.
268.]

LEO Episcopus Servus Servorum Dei ad perpetuam
rei memoriam, Sacro approbante Concilio.

Cum inter alia in hoc Sacro Concilio expedienda, quid super Sanctione, per nomenclatos Praefatos Gallicae Nationis, tam Clericos quam Laicos, etiam Nobiles ac alios illis faventes, quam ipse Pragmaticum vocavit, edicta, determinandum & declarandum foret, expedire & declarare summopere deinceps, prout etiam illius recordationis Index Pagina II. Praefecit noster hujus Concilii praefatus deliberavit, & Praefati & illi Clerici, ac Laici praefati ad compendium tam eorum praefato Julio Praefecitore, quam nobis pluries citati fuerint, & eorum consummatione in dicto Concilio legiti allegata, & acceperunt existit: cumque nos Clericum pro parte Praefatorum, Clericorum, & Laicorum, etiam praefatorum, ac Favorum praefecitoris, ad hoc, ut praefatur, legitime appellatum, allegatum fuerit, habuerit locum, per quem transire debet, efficit, ut tale venire ad compendium in dicto Concilio posset, habere nos, cum pro praefato quoque modo se excusare possent, & Communitate Januensem, per quorum loca transit ad Romanam Curiam ad allegandum ea, quae in hujusmodi causa Pragmaticae allegare voluerint, venire possint, amplius saltem Communitatem concedi curavimus, & eisdem assignari. Et ne aliquis amplius contra praemissa allegare, & iustam possint praesentare ignorantiam, Clericos & Laicos, etiam Nobiles, etiam Praefatos, & Favoros, Clericos, etiamque ac Sacramentali Collegia, ad eorum consummationem convincendum, Sacro approbante Concilio, de novo pro ultimo & peremptorio tertio requiramus & monemus, ut ante Kalendas Obobris proximae futurae, omni excusatione & dilatione cessantibus, legitime comparere debeant: quem terminum & dilationem hujusmodi, ex causis praedictis ad omnes excusationes tollenda, ad diem decem Kalendarum Obobris proxima & peremptoria dilatare, et praefatur, praerogamus, & de novo eorundem & assignamus. Quo termino elapso, ad ulteriora & terminationem dicti negotii etiam definitiva Sententia procederet, eorum consummatione & aequae comparitione minime obtinuit, haec prima et tunc futura Sessio, quam ad hoc & illis quam plura ultra peragenda, videlicet undecimam Sessionem, quam erit die quarta decima Decembris post Festum Beatae Laeae proximum futurum, praefato Sacro approbante Concilio, indicimus.

Nulli ergo o homo hominum licet hanc paginam nostrarum requireris, monitionis, prorogationis, concessionis, assignationis & iuditionis incutere, vel el ausu temerario econtare. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incuturum.

Datum Romae in publica Sessione, in Lateranensi Sacrosancta Basilica solenniter celebrata, Anno Incarnationis Dominicae millesimo quingentesimo decimo quinto IV. Nonas Maji Pontificatus nostri Anno tertio.

XCVIII

28. Juin. Donation faite par la Reine CLAUDE de Du-
ché de Milan, au Roi FRANÇOIS I. son
FRANÇOIS I. Epoux. Du 28. Juin 1515. [FREDERIC
LEONARD, Tom. II. pag. 122]

CLAUDE, par la grace de Dieu Reine de France,
Duchesse de Bretagne, &c. A tous ceux qui ces
présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que
nous considérant le bon & entier amour, que notre
tres-cher & tres-ami Seigneur Monseigneur le Roi,
TOM. IV. PART. I.

notre coufant & Epoux, nous a toujours porté par ci-devant & encore fait ; & pour le rememorer du don qu'il lui a pild faire des Duchez d'Anjou, Angoulmois, & Comtes du Maine & de Bourbonnais, & des Chanzes du Mariage de notre tres-cher & tres-muet Seigneur Madame Renée de France, & nous en déchargeant, & nobredit Duché de Bretagne: considérons aussi les traits, mœurs, & dépenses qu'il a convenu & convenit faire pour la conquête du Duché de Milan, & autres Terres & Seigneuries & nous appartenans au Pais d'Italie, les loys & réglez, que nôtre Seigneur & Epoux prend continuellement, & pour icelles recouvrer, le grand & quasi infini argent qu'il par plusieurs années, tant du vivant de son nôtre tres-cher Seigneur & Pere le Roi Louis, que Dieu absoive, que depuis a été tiré hors du Royaume de France, pour lequel par diverses fois, & garder ledit Duché de Milan, & autres Terres & Seigneuries dudit Pais d'Italie; & aussi que plusieurs Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & autres grands Seigneurs, Sujets & Vauxs du Royaume, ont espayé leurs personnes & biens en faisant lesdits conquêtes. Sur ces causes, & aussi pour l'amour reciproques, que peotons à nobredit Seigneur & Epoux, & à la Couronne de France, dont sommes issuë & extraite, desirant la prosperité & augmentation d'icelle de tout nôtre cœur; sur ce bien considérée & autorisée suffisamment, autant que besoin seroit, de nobredit Seigneur & Epoux, de nôtre propre mouvement, libérale volonté, pleine puissance, & autorité Roiale, en faus du Privilege écrit en droit, par lequel les Reines ne font Joyeuses aux Constitutions & Colomes, d'icelles les Donations faites par les femmes à leurs maris durant leur Mariage non valoir, à icelles nôtre Seigneur & Epoux, à ce present, acceptant, & stipulant, avons donné, cédé, & transporté, & par ces presentes donnes, cédons, & transportons par donation faire entre vifs irrevocable, nousdits Duché de Milan, & autres Terres & Seigneuries à nous appartenans, en quelque maniere que ce soit, audit Pais d'Italie, tant & à l'avant qu'elles le comportent & entendent, sans y rien réserver, pour d'icelles jouir par nobredit Seigneur & Epoux; & s'il nous survit sans leurs descendans de nobredit Mariage, ou après le trépas d'iceux descendans, s'il leur survit après nôtre décès, comme de sa propre chose & heritage; & promettant en bonne foi & parole de Reine, de garder & observer les choses desdites, & ne veuz jamais au contraire pour quelque cause, &e, raison, ou motif que ce soit, directement ou indirectement, & par promesses les persuir & défendre envers tous & contre tous, & payer tous interets & dommages, que Monsieur le Seigneur le Roi pourroit avoir, & icelle Donation ne tieroit son plein & entier effet, & ce, sous l'ypocoque & obligation de tous, & chacun aus biens, & mêmeent desdits Duché de Milan, & autres Terres & Seigneuries desdites, & remonons à toutes exceptions, tant de droit que de fait, & volant, ledits aus avant, qu'il en puisse prendre possession toutes fois que bon lui semblera. En témoin.

Die vigesima-sexta mensis Janii, Anno millesimo quingentesimo decimo-quinto, Donatio supra dicta facta est, praesente Domino nostro Rege acceptante, Domino Magistro Florimundo Roberti, & Roberto Gedoua, & nobis Notariis subscriptis. DE MONT-CHENAUT, PASTILLE.

XCIX.

Contraktus duxit Matrimonii fieri, scilicet, inter LUDOVICUM Ungarie Regem, & MARIAE Hispaniarum Regis Filiam; atque inter MAXIMILIANUM Imperatorem, & ANNAM WLADISLAI Hungarie Regis Filiam; hac Legē tamen adjunctā, quod, si alteruter ex Nepotibus MAXIMILIANI, FERDINANDUS Archidux Austriae, vel CAROLUS Dux Burgundiae, & Hispaniarum Princeps, prefatam Dominam ANNAM infra spatium annis Anni a Data praesentis in Unumque ducere vellet, praefatus Contraktus inter MAXIMILIANUM & dictam ANNAM pro nullo & nullo haberi debeat. Hoc verū non evinciente, infra trimestre post & supra annum a die praesentis Contraktus computando, idem per Cohabitationem

ANNO

1515.

statum Congregalem inter ipsos consummandus sit.
Actum Vienna die 22. Julii 1515. [LONDORFII Acta publica Tom. IV. Libr. IV. Cap. CXXIV. pag. 177. BALZINI Miscellan. Historico. Regni Bohemiar. Decad. I. Libr. VIII. Epistol. Part. I. Epistol. LXXVIII. pag. 100. LUNOS Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung I. Abfatz IV. von Osterreich. pag. 38. d'où l'on a tiré cette Piece. JOAN. SAMBRUCUS in Appendice rerum Ungaricar. ad BONFINII Historiam Ungaricam, pag. 539.]

NOTA Maximilianus, Divina favente Clementia Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniarum, Hungariarum, Dalmatiae, Croatiae etc. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingae, Brabantiae, Silesiae, Carinthiae, Cariolae, Linburgiae, Luxemburgiae, & Geldiae in Longravibus Alsaciae, Princeps & Comes Burgundiae, Illindiae, Tyrolis, Goritiae, Arathiae, Hollandiae, Seelandiae, Fereii in Kyberg, Namurci & Zugrauii, Marchio S. R. Imperii, supra Anatum Burgundiae, Dominus Phisinae, Marchio Slavoniae, Mediolani, Portus Naronis & Salinarum etc. Nos Ladislaus Dei gratia Rex Hungariae, Boemiae, Dalmatiae, Croatiae, Ramae, Serviae, Galliciae, Lodomeriae, Cumaniae, Bulgariae, Marchio Moraviae, Dux Silesiae & Lubemburgensis, ac Marchio Lusaciae etc. Nos Sigismundus eadem gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lituaniae, Rutheniae, Prussiae etc. Dominus & Haeres, tenore praesentium recognoscimus & ad perpetuam rei memoriam notum facimus universis: quod cum supradictae nostrae infirmitate, quae ad emanandum, dignitatem, amplificationem, & confirmationem Regnorum ac Subditorum nostrorum, quibus divina dispositione firmas praestitit, spectare nobis videntur, Pace, Concordia, & amicitia potius quam ullo studio fieri officio quaerenda putavimus, ac praesentem Amicitiam atque Fratrum inter nos Unitatem, quamvis alius viam necessitudo Singulariorem fructu consensu inter nos intercedat, nova & arduis vinculis stringere atque consolidare cogitavimus: quod ceteri Christiani Principes, exemplum nostrum imitati, facilius eadem inter se ad sancta Pacis Fœdera coeunt: & Religio Christiana propriis atque concordibus viribus ac armis aliquando subita sibi ipsi decore, conservationi & incremento, sua verò hostilibus inimicis formidini ac demum exitio efficit futura. Cumque ejus rei causa ex multis tunc annis tunc super Sponsalibus, quibus visceribus Matrimonialibus inter nos Maximilianum Imperatorem & Wladislavum Regem Nepotes & Liberos formanda esset tractatum sit: tandem divino annuente favore his Negotiis extremum manum apponere voluimus, & in hoc celeberrimo atque sanctissimo Conventu nostro, quem Deus propitius sua Benignitate clementer indulget ac fieri ordinavit ultra ea, quae ad publicam universalem Christianae Religionis utilitatem inter nos scilicet & consensum sunt, memoratos Sponsaliorum & Matrimoniorum Traditus felici suae atque conclusionis duximus firmandos atque sancientes. Itaque ad laudem & gloriam imperii Dei optimi maximi & ad utile Religionis incrementum, nec non ad perpetuam tranquillitatem, quietem, stabilitatem, atque conservationem, nos tunc nostram, quibus Nepotum, Liberos, Regnum, Domitiorum, & Subditorum nostrorum, ad hos infra scriptos Contractus & Traditus devenimus.

In primis contractus, celebrata & firmata sunt Sponsalia per verba Matrimonialis & de praesentem consensu & ceremoniis in hujusmodi Actibus intervenientibus solitis & consuetis inter Serenissimum Dominum Mariam, nostri Maximilianus Imperatoris Nepem charissimam, & Serenissimum quondam Filium nostrum Philippum Regis Castellae Filium, ex una: & Serenissimum D. Ludovicum Hungariae, Boemiae Regem, nostri Wladislavi Regis Filium charissimum patre ex altera: accedente ad hoc manu & expresso, quemque per eorum licitum, eorum consensu & voluntate, praesentem praesentem Regem Ludovicum hac verba formalia: *Ego Ludovicus accipio te Mariam in meam legitimam uxorem*: contra autem ipsa Dominus Maria pronuntiavit: *Ego Maria accipio te Ludovicum in meum legitimum Maritum*: coram Reverendissimo in Christo P. Domino, Domino Thoma, thali S. Martini in Montibus Presbytero Cardinale, & Archiepiscopo Segovienensi,

& Patriarcha Constantinopolitano, & Sedis Apostolicae de Laterane Lepario, hujusmodi Contractum per antiquorum subnotationem & alia necessaria firmavit & solenniter hac possimam lege & sine: ut succedente per tempus septima atque octava ante praefatum Dominum Ludovicum Regem, & Dominam Mariam hujusmodi Matrimonium per copulam carnalem, ut convenit, inter se consumere debeant. Quod indubitanter futurum nos Maximilianus & nos Wladislavus Rex in vero nostro Cadavere & Regio promittimus.

Secundo, nos Maximilianus hodie Contractum Matrimonium cum Serenissima Dominus Anna nostra Wladislavi Regis filia charissima per verba de praesentem & ad talem actum necessaria & proferri uniusque solita celebravimus & solenniter in facie Ecclesiae firmavimus nobis Imperatores hac verba formalia pronuntiavimus: *Ego Maximilianus accipio te Annam in meam legitimam uxorem*: & contra ipsa Dominus Anna referente: *Ego Anna accipio te Maximilianum in meum legitimum Maritum*: coram supra dicto Reverendissimo Domino Cardinale Legato hujusmodi Contractum nostrum Matrimonium, per annulorum subnotationem & alia ad hoc requisita & adhiberi solita firmavit & solenniter. Priusquam tamen nos Maximilianus cum Domini Anna praefata consummeremus coram Notariis ac Testibus specialiter ad hoc requisitis & vocatis, nos Maximilianus & ipsa Dominus Anna solennem protestationem facimus & declaravimus, quod si inter Nepotes nostros Maximilianum, videlicet aut illatissimi Ferdinandum Archiducem Austriae, sive Serenissimum Dominum Carolum, Dux Burgundiae & Hispaniarum Princeps, dum modo in à Contractu cum Domini Regem olim Ludovico Regis Franciae filia, alia scilicet, liber & immensum fuerit, & opportuna sanctissimi Domini nostri & Sedis Apostolicae dispensatio interveniret, cum praefata Dominus Anna illa spem annis Anni Datis praesentis Contractus proinde futuri contrahere vellet: quod illud de expresse consensu & voluntate amorum nostrorum fieri posset: & praesentis Contractus inter nos Maximilianum Imperatorem & ipsam Dominam Annam in illo casu annullatus, annullatus & cassus esse debet: prout in Instrumento Protestationis desuper conscripto laetis continetur & exprimitur.

Debemusque ac volumus nos Imperator Maximilianus hujusmodi Contractum Matrimonium cum Dominis Anna, ois alter Nepotum nostrorum in tempore praefato, unius videlicet anni, cum per verba de praesentem ducet per copulam carnalem intra trimestre post & supra Annam, à die praesentis Contractus consummando, consummare & complere, & in hunc finem praefata Dominus Anna ad manus nostras fuit tradita & liberè coacta. Nos verò Wladislavus Rex cum itaque illa Matrimonium sua fuit de consensu & voluntate nostra, imò ex ardentissimo nostro desiderio facta fuit: ut praefatum Filium nostrum charissimum deo deceret & conveniens honestaret, eidem Filiae nostrae, Annae ducenta millia flororum Hungaricorum Ducis nomine renore praesentium litterarum & assignamus: ita tamen, quod Pecunia hujusmodi solutio, neque ad praesentem, neque tempore consummationis fieri, sed ad illud tempus differri debet, quo charissimus Filius noster Ludovicus, cum Domina Maria Matrimonium per copulam consummabit. Cui Domine Maria semel, ut infra praestitit, ducenta millia flororum Hungaricorum Ducis loco fiat inscripsit. Hoc namque Matrimonium filii nostri cum Domina Maria per copulam consummato hujusmodi Dos atque compendia & nostra Partium ad illius solutionem alteri obligata te vel esse debet. Ut autem vicissim nos Maximilianus Imperator Dominam Annam, ut par esset, debet & legem remuneraret: loco Donationis propter Nuptias seu Contractum eidem Dominis Annae reditas annuos viginti quinque millium Ducorum Hungaricorum super certis Castellis, Locis, seu Territoriis nostris in tenore praesentium assignamus: videlicet medietatem florum redituum in Provinciis nostris Australibus inferioribus, videlicet super Oppidis & Castellis Jadenburg, Leodae, Soira, Lembach, ad S. Hippolytum, & Gars, una cum omnibus ac singulis ipsorum Territoriis, Districibus & Emolumentis: alteram autem medietatem in Comitatu nostro Tyrolis, videlicet super Oppidis & Castro Ympf, Caltan, una cum Officio in Altenburg, & super Oppido & Castro in Retzenberg, una cum eorum omnibus pertinentiis, ut supra, adhibemus, una cum omnibus aliis, quae vel ex Privilegio, Concessione, aut de iure Provinciae nostrae Australis Archiducibus debeantur pro Contrahente.

ANNO

1515.

ANNO
1515.

Si autem illorum locum per nos assignatorum reditus ad præscriptum summat non accideret, ex aliis redditibus nostris hujusmodi defectum, ut per eam, supplere, usque ad integrum valorem Summa viginti quinque millium Ducatorum Hungaricorum curamus, & præiunctis promittimus, ipsamque Dominam Annam suam post confirmationem Matrimonii inter nos per copulam in possessionem ipsarum dictorum locorum ponemus & introducimus: curabimusque ut omnes Officiales ac Subditi prædictorum locorum Dominæ Annæ per nos assignatorum homagia, & alia fidelitatis iuramenta eidem Dominæ Annæ præstare debeant. Ipsaque Dominæ Anna de omnibus illorum locorum Officiis, ac Personis infidelibus ad arbitrium suum disponere possit & valeat: ita videlicet, ut prædictæ Dominæ Annæ hujusmodi redditibus viâ sua durante uti, frui ac gaudere & ex illis suam suam fullinere & intervenire possit & valeat.

In casu autem, quo alter ex Nepotibus nostris Ferdinandus aut Carolus cum prædictâ Dominâ contraheret, nos unâ cum Serenissimo Principe Domino Ferdinando Aragonensi, utriusque Sicilia & Hierusalem Rege Catholico, communiâ Nepotum nostrorum a o concedebimus & providebimus: ut Dominæ Anna post prædictam Summam Contradicti viginti quinque millium Ducatorum Hungaricorum convenienter ac sufficienter assignaret & assicureret.

Circa verò Contractum Domini Ludovici Regis cum Domina Maria, nos Imperator eidem Domine Mariæ, Docti hominis, similiter Summam decemorum millium florenorum Hungaricorum, tenore præsentium, ascribimus & assignamus recompensandum tum suo tempore cum aliâ Dote, sicut superius expressum est clare. Vicilium verò nos Vladislavi Rex, nomine charissimi filii Ludovici, loco Domini propter Nuptias sive Contradicti, præstatæ Domine Mariæ redditus annuos valoris viginti quinque millium florenorum Hungaricorum super bonis ac locis in Regno nostris Hungariæ & Boveniæ, Regibus assignatis solis, infensibilibus, & per totentem præsentium assignamus, videlicet in Regno nostro Hungariæ Marcomarcissium, tum Camera Salium & Castellum Horvâ cum quinq; Oppidis & aliis possessionibus: in Regno autem nostro Boemiæ Hradetz, supra Altim flavium, Chrodin Dwor, & Jaromir cum stinibus, unâ cum aliis omnibus, que vel ex Privilegio, Consuetudine, aut de Jure prædictorum Regnorum nostrorum Regibus debeantur pro Contradictis. Quibus omnibus ipsa Dominâ Mariâ temporibus vite sue libere gaudere, ut ac frui possit se valeat, hoc pacto, ut si prædicta summa in eorum redditibus nostris prædictis videlicet viginti quinque millium florenorum Hungaricorum non arripuerit: quod de aliis redditibus nostris hunc defectum supplere debeamus: si autem hæc Summam viginti quinque millium Ducatorum excederet, nihilominus id totum Dominâ Mariâ cedere debet: ipsamque Dominam Mariam suam post confirmationem Matrimonii cum Filio nostro Domino Ludovico per copulam in possessionem prædictorum Locorum ponemus & introducimus: curabimusque, ut omnes Officiales ac Subditi prædictorum Locorum Dominæ Mariæ per nos assignatorum homagia & alia fidelitatis iuramenta eidem Dominæ Mariæ præstare debeant. Ipsa quoque Domina Mariâ, de prædictorum Locorum Officiis & Personis infidelibus & infensibilibus ad arbitrium suum disponere possit ac valeat.

Hæc duo Matrimonia tumeti ad eandem ipsius Dei gloriam & propagationem Regali Saugnis, qualis debet esse finis & intentio Sacramenti Matrimonii à nobis instituta & firmata sunt: tamen, si Deo æterno placeat, sicut omnes mortalitatis obitus sumus, revocare ad se (quod tamen longius abesse velit) unum ex Sponsis & Sponsibus ante vel post Matrimonium per copulâ confirmationem: ita inter nos conventum & coactum est, & ipsimus in casu, quo Sponsus sive Matrim. Dominæ Annæ sive nos, sive alterum Nepotum nostrorum ac humani ante copulam discedere contingeret, quod tunc præstatæ Annæ Summam centum millium Ducatorum in spatio unius anni tunc prædicti sibi persolveret, aut pecunia tanti valoris secundum veram estimationem ad numerum centum florenorum Hungaricorum, que apud Provinciales nostrorum inferiori Austriæ deponere deberemus, in Conveniunt solutionem prædictam Summam centum millium florenorum Hungaricorum tradatur: cum conditione tamen, nos tum Haeredes nostros de Domini Annæ aut Haeredibus suis hujusmodi pecunia cum Summa memorata centum millium Ducatorum Hungaricorum redimere possit.

Pro quâ re Prælati, Comites, Barones, Nobiles, Comitatus, omnesque Status & Ordinæ Provincie Austriæ sufficienter suo fide atque bonore suo, & sub hypothecâ omnium bonorum suorum mobilium & immobilium se obligabunt: quod in supra scripto casu Summa centum millium Ducatorum Hungaricorum absque diminutione sua pecunia ipsa à nobis apud nos deponenda manibus præstatæ Domine Annæ aut Serenissimo Regum Ungariæ & Boemiæ, sive aliorum quos Serenitates sue aut Regni ipsa ad hoc deputabunt in Arce Posoniensi tradent & assignabunt, omni dolo & fraude & quavis machinatione laudatâ procul remotis. Quod ut faciant illis tenore præsentium precipimus, injungimus & mandamus, ipsosque ab omni obligatione subjectionis, fidelitatis & obedientiæ, quibus iuribus & Hæreditibus nostris sunt affecti, ad hæc decernimus effectum absolutivum & liberis fore circa executionem prædictorum, expressè pronunciamus, & ex nunc declaramus. In autem qui quosdam Pecuniam sive pecunia in prædicto casu ad Arcem Posoniensem perferunt summam decemorum, sive Equites, sive Pedes foris, excedere non debent. Similiter tunc ante confirmationem Matrimonii per copulam Sponsi præstatæ Domine Annæ, quicunque se forent, idem Provinciales nostri ipsam Dominam Annam cum omni honestate, salvis personis & omnibus rebus suis & omnium suorum, ad omnem eamque Serenissimum Regum voluntatem, & arbitrium ad Regia præsentia, Posoniem videlicet aut Znoyuan, redire debent & teneant. In casu verò quod unam ex Sponsibus, ante Matrimonii confirmationem per copulam, mortem obire contingeret, nihilominus alter Sponsus, qui superest erit, Dos expressa, videlicet Decemorum millium Ducatorum, persolveret. Similiter si unus ex Mariis post Matrimonii confirmationem suis excederet, & Uxor relicta ad secunda vota transire vellet, eidem relicta Summa illa decemorum millium Ducatorum persolveret, & ipsa relicta statim & redditus pro Contradictis sibi assignatis, sibi cedere debet. Interim verò & quædam soluto Dotis decemorum millium Ducatorum non sit, redditus annuos & statum suum tenere & percipere poterit ac debet. Quæ omnia supra dicta inter nos Maximilianum nostrorumque Nepotes, ac nostros Vladislavi Filium & Filiam contrahentes, firmata & conclusa, postquam maturâ deliberatione probabitur & à nobis sancta sunt, Procerum utriusque Imperii ac Regnorum nostrorum accedente consilio, grata, rata, firma habemus, eaque omnia in fide ac veritate nostris Regibus observare, exequi, ac adimplere pro nobis, Nepotibus, Liberis, & Haeredibus nostris Successoribus nostris, neque ex illis quoquo modo contravenire directè vel indirectè, ex quoque causa, occasione, sive colore, à dolo ac fraude penitus exclusâ, tenore præsentium promittimus & nos obligamus. Nos verò Serenissimus Poloniae Rex, postquam hæc omnia supra dicta, necum in præsentibus nostris, sed & cum sancta & voluntate neque consensu nostris, sanctis atque firmata sunt: nosque, ut sic fierent, omni operâ & studio laboravimus, rati non tamen prædictis Majestatibus Sacratissimi Cæsaris & Fratris nostri Hungariæ Boemiæque Regibus, & Regibus & eorum liberis, sed & universis Republ. Christianis, rem tunc quædam & saluberrimam profuturam, eadem fide nostra Regis, atque in verbo ipsius Principis præsentium tenore promittimus, nos, omni fide, studio, ac opera nostra, quantum fieri per nos poterit, ut supra dicta omnia observentur, exequantur, integra neque illata conserventur, & mane teneantur, & compleantur, sincerè atque ingenuè curatos atque elaboratos.

Ad hæc nos Maximilianus Imperator, Vladislavi & Sigismundi Reges, pro prædictorum omnium confirmatione Sanctissimum Dominum nostrum requiramus, & Contradictis supra scriptis debitis solemnitatibus vel personarum auctoritate, aut illa quavis causa sive defectu non factis essent felici: ut Beatitudo sua ad incrementum Pacis & universorum salutem hujusmodi defectus suppleat, & omnia, ut adâ sunt, confirmet & approbet, omnibus in contrarium facientibus derogat. In quorum omnium fidem insubstantiam, atque Testimonium nos tres præfati Principes tenet omninoque Literas manibus & Chirographis nostris propriis subscriptas; ac Signillis nostris Imperialibus atque Regalibus communiter fecimus. Cuiusque rei iure etiam consilio & industria atque operâ Reverendissimum Cardinalem, prædicti videlicet Strigoniensis & Sedis Apostolicæ Legati, Marthi S. Angeli Diaconi, Cardinalis Guercialis, Coadjutoris Saltiburgensis, & nostri Imperatoris Locum timentis in Italia generalis, acia, tractata

ANNO
1515.

Quia tamen ex tempore varietate humanæ nature miseriabilis, quæ semper in deterioris vergit, quando occasione & casu, temporibus hujusmodi Fœderum initorum & periculorum minime præcogitata, vincula acciderunt & emerferunt, ex quibus a prioribus & antiquis dictæ Pacis & Amicitie Conditionibus, Conventionibus, Capitulis & Conclusionibus quovismodum quodlibet manifestè constat esse recessum.

Et quoniam sine Pace (quæ nihil facies) Concordiâ (quæ nihil præstans) & Amicitia (quæ nihil utilis) felicitas & prosperitas minime vivitur.

Idcirco nos, Oratores, Commissarii, Ambassadors, & Procuratores prædicti, Pacem, Concordiam, & Amicitiam inter præsumptos Illustrissimos Principes, qui patente pietatis necessitudine Coniunguntur, necesse & Affinitate vinculo coniuncti sunt, procurantes, reintegrare & de novo solvere summoque expensis, vigore Commisissorum & Possessorum oibus ac eidem Principibus respectivè traditarum & concessarum, ac omnem deinceps debentem scrupulum præstiti assequendum & defendendum, hanc de novo (qui frequentia) Amicitia, Unionis & Concordiæ & Pacis Traditam, futuris temporibus perpetuè duraturam, cum Carolina, Arctica & Conditionibus sequentibus, ac laudem & bonorem Omnipotentis Dei, & Beatæ Virginis Mariæ, sociisque Curie celestis, ac Christianæ Religionis exaltationem & incrementum, contrahimus, ioinimus & concludimus in hæc qui sequitur modum.

Inprimis, quod omnes Injuriæ, Molestationes, Offensæ, Gravamina, & Damna quovismodum, per dictos Principes Terræ, Mariæ, Portibus Mariæ, vel Aquas dulces ubivisque commissa hinc inde facta & perpetrata, decematur, remittantur & peritos aboleantur; ita quod oæter Principem alteri, ejus rei gratiâ, quicquid vult, verbo, facto aut manu improperet aut impingatur: & quod de cætero Inter se, eorum Hæredes & Successores, siveque Reges, Domini, Patrias & Loca quovismodum impætrarentur per eos possessa, necnon eorum Vassallos, Homines & Subditos, tam Ecclesiasticos quam Seculares, cujuscunque status, gradus, seu conditionis fuerint, tam per Terram, quam per Mare & Aquas dulces, ac ubique locorum, bona, realia, fœdera, vera, integra, perfecta, & firma Amicitia, Concordia, Liga, Unio, intellectus, Confœderatio, & Pax firma aique perpetua sit habita & pro futuris temporibus Inconcusca & invariabiliter custodita; ita tamen quod necesse discordum Principum, nullatenus suorum Hæredum & Successorum, contra eorum alterum, per modum Invasione, quovismodum ager, faciat, tradat, vel attemptet, vel ab alio per modum Invasione agi, fieri, tradari, vel attemptari procurabit, faciat, consentiat, aut permittat, quovismodum in loco, sive in Mari, sive in Terra, Portibus Mariæ vel Aquas dulces, cunctis vel occasione quovismodum, nullatenus dabit auxilium, consilium, vel favorem, ut per alium vel alios invadere volentes aliquid fiat, agatur, tradatur, vel attemptetur, in injuriam, præjudicium, aut dampnum alterius Regis & Regniæ prædictorum, siveque Hæredum & Successorum; sed quod Partes prædictæ eorumque Hæredes & Successores sint veri, fideles, & perpetui Amici, Concordes, Alligati, Uniti, & Confœderati ad conservandum seipsos & eorum alterum & suos prædictos Hæredes ac Successores in suis Statibus, Regnis & Dominiis per eos impætrarentur possidenda, & ad defensionem eorum contra omnes Homines Mundi absque aliqua exceptione sua reservatione; ita quod quicunque Principes vel alios Reges, Terras, Dominiis, seu Loca prædictorum Regum & Regniæ Hæredum & Successorum suorum, ut prædictum, per Terram vel Mare, quovismodum vel causa offendere vel invadere moliantur, pro viribus suis illam vel illos refrabantur, impediant & pro suo posse illi resistere realiter & cum effectû: & Principem vel alium quovismodum, sic hostiles invadentes, Principes, non invadit, si ad hoc per Principem Invasum requisitus fuerit, ab ab omni Invasione desistat moriens & requirit, significans quod casu quo ab Invasione non desistat se abstinere & obsequari, vigore Confœderationem Inter eos interitum, ad præstandum eodem Principi sic ut præmittitur Invaso opem, succursum, favorem, assiduum & subsidium cum effectû: præstat quoque Principes & eorum Hæredes, ut prædictum, contra quovismodum, invadere volentes, adinvicem se iuramentum, quovismodum & quovismodum opus fuerit auxilio, cum omni sua possibilitate, bonâ fide & absque dolo, sine aliqua fraude, secundum modum infra sequentem, videlicet,

Si contingat prædictum Serenissimum Regem Aragonum hoc & Illustrissimum Castellæ Regem, suos Hæredes & Successores, Homines armatis Equilibus, vel Pedestribus aut Sagittariis, vel Navibus armatis aut aliis auxiliis bellicis, contra suos hujusmodi Invasores impotenter indigere, ac pro & super eisdem Subsidium a prædicto Illustrissimo Principe Angliæ & Franciæ Regi, ejusque Hæredibus & Successoribus prædictis, & super hujusmodi indigentiæ per Literas vel Nuncios sufficienter requisivit vel requisierint, in eo casu idem Illustrissimus Angliæ & Franciæ Rex, ejusque Hæredes & Successores, bonâ fide & absque difficultate, cum celeritate conveniant, iusta hujusmodi Requestum, facere seu agere teneantur & teneantur ad eum omnium Armigerorum & Sagittariorum ac Navium armatarum, seu aliorum auxiliorum bellicorum, quem verum & temporum opportunitate propriæ necessitate consideratis præstare poterit & poterunt, sumptibus tamen expensis ac capitulis rationabilibus præstatorum Regis Aragonum & Regniæ Castellæ, Hæredum & Successorum suorum: tunc quidem expensis & stipendiis satisfaciatur & moderantibus habito respectu ad forum Vidualium, quod in Partibus tunc temporis contigerit, secundum loci & temporis ubertatem aut sterilitatem: dicit vero Armigeri & Sagittarii ac Naves armatas seu alia auxilia bellica prædicti Regi Angliæ debent & fideliter præstare Regi Aragonum & Regniæ Castellæ, siveque Hæredibus & Successoribus in ipsorum Guernis defensivis circa præmissa inferrent per Terram & per Mare, secundum mentem, ordinationem & voluntatem prædictorum Regis & Regniæ Hæredum ac Successorum suorum, quando eos dixerint remittendos:

Et, per modo, si contingeret prædictum Illustrissimum Angliæ & Franciæ Regem, ejusque Hæredes & Successores prædictos hominibus armatis Equilibus vel Pedestribus aut Ballistariis vel Navibus armatis aut aliis auxiliis bellicis, contra suos hujusmodi Invasores impotenter indigere, ac pro & super eisdem Subsidium a prædictis Serenissimo Rege Aragonum, & Illustrissimo Regniæ Castellæ, eorumque Hæredibus & Successoribus prædictis, & super hujusmodi indigentiæ per Literas vel Nuncios sufficienter requisivit vel requisierint, in eo casu idem Castellæ Rex Aragonum & Illustrissimus Regniæ Castellæ, eorumque Hæredes & Successores, bonâ fide & absque difficultate aliqua, cum conveniatis celeritate, iusta hujusmodi Requestum facere seu agere teneantur, ad eum omnium Armigerorum & Ballistariorum, ac Navium armatarum seu aliorum auxiliorum bellicorum quem verum & temporum opportunitate propriæ necessitate consideratis præstare poterunt, sumptibus tamen, stipendiis & capitulis rationabilibus præstati Potentissimi Angliæ & Franciæ Regis, Hæredum & Successorum suorum; qui expensis & stipendiis satisfaciatur & moderantibus habito respectu ad Forum Vidualium, quod in Partibus tunc temporis contigerit, secundum loci & temporis ubertatem aut sterilitatem: qui quidem Armigeri & Ballistarii, ac Naves armatas seu alia auxilia bellica præstatorum Regi Aragonum & Regniæ Castellæ debent & fideliter præstare Angliæ & Franciæ Regi, ejusque Hæredibus & Successoribus in ipsorum Guernis defensivis circa præmissa inferrent per Terram & per Mare, secundum mentem, ordinationem & voluntatem ipsius Angliæ & Franciæ Regis, Hæredum & Successorum suorum quando eos dixerint remittendos.

Item, concordatum & conclusum est, quod Vassalli, Homines & Subditi prædictorum Principum, tam Mercatores quam ceteri alii, Vincula tunc, liberè, absque aliquas Licentia Salive Conductus generalis vel specialis petitione vel imperatione, in & ad præstatorum Dominiorum utriusque Principum & Regniæ eorumque Hæredum & Successorum Portus, Dominiis, Castra, Civitates, Fortalitia, Oppida, Jurisdictiones, & Districtus quovismodum, cum suis conductis vel accommodatis Navibus, Pleuistris, Vehiculis, Equis, Armaturis, Mercimoniis, Bonis, & Rebus quibuscunque, tam per Terram, quam per Mare & Aquas dulces neque omnem Locum, quovismodum & quovismodum id faciendum esse duxerint, nungue, equitate, nec & discordare, & in eisdem quando voluerint omni generis Merces & Mercimonia emere & vendere, mercari, negotiari, morari, atque perhendere, necnon ab eisdem cum suis Rebus, Mercibus, & Mercimoniis & Bonis quibuscunque salvis & securis per Terram, Mare, & Aquas dulces abire & recedere, & in omnibus & ubique ita jure & honestè tractantur

ANNO
1515.

ANNO
1515.

buntur ut si essent Originarii & Subditi proprii; Juribus, Statutis & Confessionibus Locorum in omnibus semper salvis.

Item, concordatum & conclusum est quod prefati Catholicus *Armagum Rex* & Illustrissima Regina Castellae, eorumque Haeredes & Successores, prefati Serenissimi Regis Anglie &c. Haeredum & Successorum suorum Rebellibus quibuscunque presentibus & futuris, contra prefatum Illustrissimum Regem Anglie &c. ejus Haeredes & Successores predictos per Terram, Mari, & Aquas dulces, ex causa vel occasione quacunque presentibus vel futuri, concilium, auxilium, vel favorem, publicè vel occultè, directè vel indirectè non dabunt nec prestabunt, nec aliis quovismodo juvabunt, nec Subditos predicti Serenissimi Regis Anglie &c. ejusque Haeredes & Successorum predictorum Rebellis in suis Regnis, Terris, Dominis, Locis scilicet receptant receptare faciant, nec in eisdem morari aut auxilium vel favorem habere permittent; Et, si morari in eisdem Terris prefatum, eisdem capient vel capi faciant & ad manus Regis Anglie tradant vel tradi faciant;

Et, simili modo, predictus Potentissimus Rex Anglie &c. ejusque Haeredes & Successores prefatorum Catholicis Regis &c. Regine, eorumque Haeredum & Successorum Rebellibus quibuscunque presentibus & futuris contra prefatos Reges &c. Reginam, eorumque Haeredes & Successores, per Terram, Mari, & Aquas dulces, ex causa vel occasione quacunque, presentibus vel futuri, concilium, auxilium vel favorem publicè vel occultè, directè vel indirectè non dabunt nec prestabunt nec aliis quovismodo juvabunt, nec Subditos prefatorum Catholicis Regis &c. Regine, eorumque Haeredum & Successorum predictorum Rebellis in suis Regnis, Dominis, Locis scilicet receptant receptare faciant, nec in eisdem morari aut auxilium vel favorem habere permittent; & si morari in eisdem Terris prefatum, eisdem capient vel capi faciant & ad manus Regis &c. Regine predictorum tradant & tradi faciant.

Item, concordatum & conclusum est, quod predicti Catholicus *Armagum Rex* & Illustrissima Regina eorumque Haeredes & Successores in omni Liga, Pace, Treuga, Confederatione, & Unione quacunque, quam cum aliquo Principe, Universitate, Communitate, Societate, vel Homine quocunque ab hac die de cetero concederent & concluderent, prefatum Serenissimum Regem Anglie &c. ejusque Haeredes & Successores, si predictis, specialiter & nominatim comprehenderent, si in eisdem comprehendi voluerint;

Et, simili modo, prefatus Illustrissimus Rex Anglie &c. France &c. ejusque Haeredes & Successores in omni Treuga, Pace, Liga, Confederatione, vel Unione quacunque, quam cum aliquo Principe, Universitate, Communitate, Societate, vel Homine quocunque ab hac die de cetero concederent & concluderent, prefatos Catholicos Reges &c. Reginam eorumque Haeredes & Successores, si predictis, specialiter & nominatim comprehenderent, si in eisdem comprehendi voluerint.

Item, concordatum & conclusum est ut Captores, Pignoratones, Marches, Repetitores, Navium & Personarum Bonordine utriusque Partis eorumque Vasallorum & Subditorum de cetero cessant; sed quodcunque aliquis Navis indigne extorta est ab aliquo Parte, cum Regnum & Dominium Castellae, Legionis, Aragonum, Sicilie, Granate, &c. quatenus Anglie, Hibernie, &c. Majores & Gubernatores & alii Officiales quibuscunque nominibus appellentur, cum Villa, Oppido, seu Portu unde exierit, capiant sufficiens Securitatem a Dominis seu Possessoribus, Magistris, Patronis, vel Burghis Navis, ad duplicem rediret Navis, Apraxilis, & Vassallum eisdem, quod Magistris, Marinarii, Nautae & omnes in ea Navis existentes quocunque status vel conditionis essent servarent hanc Pacem, ex quo quocunque Subditos, Partem, Regnum, Dominium, Terrarum aliteris Partis, & nullum eis iniuriam seu violentiam in Terra, Mari, Fluminibus, nec in Portu aliquo faciant seu inferant; & si hujusmodi securitates prestare non poterint, nec permittant ipsi Majores, Gubernatores & Officiales predictorum Oppidorum, seu Portuum ubi casus ille acciderit, Navem hujusmodi quovismodo extorque: quod autem fecerint premissum Majores, Gubernatores & Officiales predicti exigerint, seu recipiant, debent Literas sufficientes sub eorum Sigillo Possessoris, Magistris, seu Burghis illius Navis affixas, testificantes illam securitatem prefatam,

ad faciem ut, Literarum ipsarum vigore, Navis hujusmodi alios, ad quos fortiter Portus applicabit, libere exire valeat: providendum etiam prefatis Regibus & Principibus eorumque Haeredes & Successores, si premittunt, per suas Literas, ad suos Gubernatores & Officiales Oppidorum & Portuum suorum Regnum & Dominiorum mittenda, taliter quod ipsi omnia & singula premissa de tempore in tempore observarent & observant faciant: Et prefati Officiales teneantur, infra quadraginta dies proxime sequentes a die requisitionis sibi facta per Partem dampniciorum composuissent, et sequi predictam obligationem eorum Magistrum Navis, & quos Visitationes qui tale dampnum fecerit: & quod omnes Literas Marcharum & Repetitionum, hactenus per predictos Reges & Prædecessores suos concessas contra Subditos aliteris Partis, sint suspende, & vigore earum nulla executio fieri possit, sed de novo fiat Requisitio ad instantiam dampniciorum & eis sint Justitia per Superiorem dampniciorum, & in eis denegationem servati formam in similibus casibus consuevit dari & concessi Marcha seu Repetitione contra Subditos & Vassallos Principis Justitiam denegavit.

Item, quod, si per Subditos predictorum Regum vel per aliquem Subditorum unius vel alterius Partis, eorumque Haeredum & Successorum, sit predictum, quicquam in posterum ubique locorum, contra vim, formam, & effectum prefatis Tractatibus & Conclusionibus Paris, Concordie, Amicitie, Liga, Unionis, & Confederationis, factum vel attemptatum fuerit (quod Deus avertat) illud sit factum vel attemptatum, quotiens id acciderit, ad requisitionem fuerit, contra quem id factum vel attemptatum esse prætenditur, per debita & oportuna remedia utilitatem & reparatur; sed per hoc hinc prefatis Paris, Concordie, Amicitie, Liga, Unionis, & Confederationis Tractatibus in nullo derogatur, nec propter tale factum vel attemptatum eadem Pax, Liga, Unio & Confederatio rumpi vel dissolvi censetur, sed nihilominus in suo robore permanent & effectus.

Item, concordatum, conventum & conclusum est quod, si aliquis Vassallus, Homo vel Subditus unius Partis per Vassallos, Homines, vel Subditos alterius, contra vim, formam & effectum prefatis Tractatibus & Concordie, in aliquo lesus & dampnicatus fuerit & super hoc in illis Locis, & per illos Judices nisi & per quos in talibus casibus de Justitia providi debet reformationem & reparationem conlocui non valuerit, nihilominus prefatis Tractatibus & Concordie in suo robore permaneat, & Pars sit dempnicata, quam, ut premittitur, reparationem conlocui non valuerit, cum Comendatibus & Admonitionibus Literis sui Principis ad alterum Principem securus, ipseque defectum Officialium suorum superius illi de dubia Juris remedio provideat, nec altera Litera de Repetitis, vel Marcha vel Contramarcha imponitur vel concedatur.

Item, concordatum, conventum & conclusum est, quod uterque Principum predictorum, infra sex menses post hanc Confederalium peritiam Conventionem & ipsam Literarum traditionem, se invicem hanc Traditionem perpetuam Pacis, Unionis, Concordie, Confederationis, & vere Amicitie, in omnibus & singulis insignioribus Locis, Regnum & Dominiorum suorum, tam per Littora Maris, quam super Terram, & in Portibus eorumdem, publicè & in tempore proclamari, notificari, & publicari facere prout in tali casu assignatis fieri consuevit.

Item, ne assiduo donec addito, conventum & conclusum est quod, si aliqua Navis Hispanica, Anglica, vel aliteris Locis sub Domino & Ditione predictorum Principum vi ventorum quavis fuerit & post Naufragium, & Bona vel per Aquarum vehemenciam vel per aliam quancunque causam ad Littora alterius Principis perducta sit, quod tunc Propositi vel Officialis illius Locis statim & incontinenti, post habitum notitiam in quorum mabus hujusmodi Bona seu Mercimonia sunt, faciant fieri Sequelam omnium predictorum Bonorum seu Mercimoniae facit salvatorem; Et, si Pars lesa, infra viginti menses, perigna sua consuevit vel per alias legitimas probationes, proprietatem probaverit, quod illico bona Proprietarii restituantur, proviso quod, si dicta Bona seu Mercimonia sint de rebus que servando salvari non possunt, quod in tali casu predicti Propositi vel Officialis possint & debeant hujusmodi Bona & Mercimonia vendere & pretium servare ad utilitatem Proprietarii: Et, si infra tempus predictorum viginti mensium aliquis Proprietarius

ANNO
1515.

ANNO
1515.

petiaris non venerit, tunc serventur Juxta comane illius Regni ubi hujusmodi Bona applicaverint; salvo tamen et vel et, qui hujusmodi Bona in Mari Littori- buve recuperaverint, pro quibus vel eorum laboribus, jussu et rationabilis salario per quatuor legales homines ad hoc juratos taxando.

Item, quod utroque Principum pendentium, quan- do per Oratores vel Oratores, sive Committariorum vel Committariorum alterius Principis sufficientem auctori- tatem habentem, vel habentem ad hoc debet requiri- tus fuerit, in quibus vel eorum presentia, velis fieri- bus Evangelis. Juramentum corporale prestabit, quod omnia & singula in presentia Tractatus specificata & contenta bene & fideliter observabit & adimplebit, & a suis Subditis quatenus ipsos tangunt aut tangere poterunt observari & adimpleri faciet cum effectu.

Item, conventum & concordatum est, quod pen- ditus Rex Catholici & Regine, omnia & singula promissa ratificabit, auctoritavit, & confirmabit, atque realiter & cum effectu pro parte sua exequatur & faciat quod promissionum tenor exigat & requirit, suisque Literas Patentes, inde debite concessas, magnis suis Sigillis manibus & manu dicti Catholici Regis subscriptis, pre- stito Regi Anglie ejusque Deputato vel Deputatis in hac parte sufficientem auctoritatem habentem vel habentibus, infra sex menses Datum presentis Tractatus proxime & immediate sequentes, liberabit liberant faciet cum effectu.

Et, pari eodemque modo peditus Rex Anglie & ceteri, omnia & singula promissa ratificabit, auctoritavit, & confirmabit, atque realiter & cum effectu pro parte sua exequatur & faciat quod promissionum tenor exigat & requirit, suisque Literas Patentes, inde debite concessas, Magnis suis Sigillis manibus & manu suis sub- scriptis, presentibus Catholico Regi & Regine, vel eorum Deputato vel Deputatis in hac parte sufficientem auctoritatem habentem vel habentibus, infra sex menses Datum presentis Tractatus proxime & immediate sequentes liberabit liberant faciet cum effectu.

Sequuntur tenores Commisionum.

FERDINANDUS, Dei gratia, **REX Aragonum, Navarra, Sicilie, etc. & alia Farum, Hierusalem, Valentie, Majoricarum, Sardinie & Corsice, Comes Barcinone, Dux Athenarum & Neopatrie, Comes Rossionis & Ceritanie, MARCANTONIO Orizani & Gironis**, de fide, prudentiali, legitimitate, & animi integritate vellet Reverendi in Christo Patris Fratris Bernardi de Mello Episcopi Transmontani, Consiliiarii & O- ratoris nostri dilecti plurimum confidentem, presentium tenore, de nostra certa scientia, deliberat & consul- to, eis omnibus melioribus viis, modo & forma quibus de Jure & aliis possimus & valeamus, facinus, confirmamus, creamus & ordinamus nostrum verum, certum, legitimum, & indubitatum Procuratorem, O- ratorem, & Nuncium specialem, & ad infra scripta gene- ralem, in hac tamen quod specialia generaliter non deroget, nec e contra, vos eundem Reverendum Episcopum Transmontanum, absentem tanquam presentem, videlicet,

Ut, pro nobis & nomine nostro, ac etiam nomine Serenissimi & Potentissimi Johanne Regine Castellae, Legatus, Granate, &c. Filia nostre carissimae (cujus Personae & Bonorum curam & administrationem nos legitime gerimus) possitis & valeatis tractare, con- cordare, facere & firmare, cum Serenissimo & Potentissimo Principe Johanne Rege, Fratris & Filii nostri carissimi, vel cum Procuratoribus seu Deputatis ab eo, Amicitiam, Unionem, & Considerationem strictissimam, perpetuam & indissolubilem cunctis futu- ris temporibus duraturam; scilicet,

Iner nos & dictum Serenissimum Regem Castellae Filium nostrum, Hareditque & Successores nostros, ac Regna & Domina & Subditos utriusque nostrum parte ex una,

Et eundem Serenissimum Hiericam Anglie Regem Fratrem & Filium nostrum dilectissimum, & Successores suos, ac Regna & Domina sua & Subditos suos parte ex altera,

Et possitis quacunque Capitula & Instrumenta, & quocunque Contradictus, Amicitia, Unionis, & Con- siderationis, pro nobis & nomine nostro, ac dictae Serenissime Regine Castellae Filie nostre, cum eodem Serenissimo Anglie Rege Filio nostro, seu cum Pro- curatoribus vel Deputatis ab eo, stipulari facere, con- cedere, & firmare, fieri facere, petere & lillare, cum illis possis, vincentis, conditionalibus, promissionibus,

TOM. IV. PART. I.

obligationibus, penis, securitatibus, juramentis, clausu- lis, & cautelis quibus volueritis, & vobis bene vi- sum fuerit,

Et generaliter possitis, nomine nostro & perface Se- renissime Regine Castellae Filie nostre, omnia alia & singula facere & firmare, quocunque nomine & im- portancia fuerint aut esse poterint, in presentibus & circa ea que fuerint necessaria & opportuna, & qua nos fa- cere possimus, etiam si talia sint que ad ea constituendum preceptum exigant magis speciale;

Damus, praterea, & concedimus vobis plenum posse, in possis jurare in animam nostram quod tenen- mus, observabimus & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula que in presentibus & circa ea nomine nostro concordabitis, capitulabitis, jurabitis & firmabitis, & illa ratificabitis, & quod nullo unquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel venimus, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, ac dictae Serenissime Regine Castellae Filie nostre, patrimonialium & nuncialium.

In quorum Testimonium presentes heri iustissimis propria manu signatis sigillisque nostro inpendimus munus.

Dat. in Oppido de la Frontella, die secundae mensis Maii, Anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quinto decimo.

YO EL REY.

Jubiter Placens,

Dimitas Rex mandavit nobis,

PETRO DE QUINTANA.

HENRICUS, Dei gratia, **Rex Anglie & Fran- cia, & Domini Hierusalem, de fide, pudentia, lega- litate, & animi integritate vellet Reverendissimi in Christo Patris Thomae, millesimo Divitis, Sacro- sanctae Romanae Ecclesiae Praedilecti Cardinis Eboracensis, Angliae Primatus & Apostolicae Sedis Legati, Consiliiarii nostri quampilimum confidentem, presentium tenore, de nostra certa scientia, deliberat & consul- to, eis omnibus viis, modo & forma quibus de Jure & aliis possimus & valeamus, facinus, confirmamus, creamus & ordinamus nostrum verum, certum, legi- timum, & indubitatum Procuratorem, Oratores, & Nuncium specialem & ad infra scripta generalem, in hac tamen quod specialia generaliter non deroget, nec e contra, vos eundem Cardinalem absentem tan- quam presentem, pro nobis & nomine nostro, possis & valeatis tractare, concordare, facere & firmare cum Serenissimo & Potentissimo Principe Ferdinando Rege, Granate, &c. Filiae nostre carissimae (cujus Personae & Bonorum curam & admi- nistrationem ipse Aragonum Rex &c. legitime gerit) Amicitiam, Unionem & Considerationem strictissi- mam perpetuam & indissolubilem cunctis futuris tem- poribus duraturam (scilicet) inter nos & Successores nostros, ac Regna & Domina nostra, & Subditos nostros parte ex una, & eundem Catholicum Prin- cipem Aragonum &c. Regem, atque dictam Serenissi- mum Regem Castellae Filiam suam, Hareditque & Successores suos, ac Regna, Domina & Subditos utrius- que eorum, parte ex altera,**

Et, possis quocunque Capitula & Instrumenta, & quocunque Contradictus Amicitia, Unionis & Con- siderationis, pro nobis & nomine nostro, cum eodem Catholicis Aragonum &c. Rege, seu cum Pro- curatoribus vel Deputatis ab eo, pro se & nomine suo ac dictae Serenissime Regine Castellae Filie suae, stipulari facere, concedere, & firmare, fieri facere, petere, & lillare, cum illis possis, vincentis, conditioni- bus, promissionibus, obligationibus, penis, securi- tatibus, juramentis, clausulis, & cautelis quibus vo- lueritis & vobis bene visum fuerit,

Et generaliter possis, nomine nostro, omnia alia & singula facere & firmare, quocunque nomine & importancia fuerint aut esse poterint, in presentibus & circa ea que fuerint necessaria & opportuna, & qua nos facere possimus, etiam si talia sint que ad ea constituendum preceptum exigant magis speciale;

Damus, praterea, & concedimus vobis plenum posse in possis jurare in animam nostram quod tenen- mus, observabimus & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula que in presentibus & circa ea nomine nostro concordabitis, capitulabitis, jurabitis & firmabitis, & illa ratificabitis, & quod nullo unquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel venimus, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, ac dictae Serenissime Regine Castellae Filie nostre, patrimonialium & nuncialium.

Ee cum

ANNO
1515.

ANNO
1515.

eum effectu omnia & singula que in premissis & circa ea nomine nostro concessimus, exprobatibus, iuramentis & firmabilibus, & illa ratificamus, & quod nullo unquam tempore illa revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquod faciemus vel veniemus, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, Patrimoniorum & Foculorum.

In eorum rei Testimonium has Literas nostras manu nostra signatas fieri fecimus Patentes.

Dm. apud Wismarsburgum duodecimo die Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto decimo, Regni vero nostri septimo.

In quorum omnium & singulorum premiorum fidem & Testimonium nos praesens Bernardus de Mesa Transylvanicus Episcopus his presentibus Literis manu nostra subscriptis Signum nostrum spoli fecimus.

Dat. London. decimo nono die Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo quinto decimo.

Salutem Plenam,

BERNARDUS DE MESA Transylvanicus
Episcopus.

CII.

7. Nov. Pax & Fodus inter FRANCISCUM I. Regem
Christianissimum ab una, & Dominum Magnae,
alia & veteris LIG & ALEMANIAE Superi-
oris parte ab altera inter, quod inter alia pre-
fatus Rex in recompensam expensarum in assidue
Divisionis, habitatorum promittit persolvere, &
exonerare facere eidem Dominis Confederatis
400000. Scutorum auri, nec non in recompensam
expensarum in partibus Italiae ultra 300000. con-
fessionibus Scutorum, in terminis & modis ibidem
conventis. Alium in Urbe Gubernat 7. Novem-
bris 1515. [Pièce tirée du Volume C VII.
des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de
Berlin. pag. 25.]

Nos Petrus de la Guice, Dominus dicti Loci, Miles, Badius Matiscornensis, & Senecallus Lugdunensis, Consiliarius & Cambellanus ordinarius Christianissimi Domini Francisci Francorum Regis, Antonius de Ville, Dominus de Fresno, Miles, Consiliarius & Magister ordinarius Requestrarum Hospiti, & Andreas le Roy Secretarius & Secretarius jam dicti Christianissimi Regis, nomine, & Mandato sufficienti ejusdem Regis Majestatis ad ea negotia que subsequuntur peragenda & expedienda, ordinati & deputati Oratores ex una, & nos Jacobus Crebel, & Conradus Engelart ex Consilio de Thurego, Gallielmus de Diebach, Miles, Scultetus, Jacobus de Varenmull olim Scultetus, & Bartholomeus de Madis, ex Consilio Benonsium, Petrus Zet Rait, Melchior Zet Gigena, & Wernherus de Meggen, Miles ex Consilio Lucernensium, Joannes Ochser de Uratis, Joannes Werhali, Buri de Seavitz, Petrus Wirs Ammanus, & Joannes de Enauil, de Underwalden supra Sylvam, Gasparus Zeiger de Underwalden sub Sylva, Thomas Stocker & Conradus Nusbaumen de Zug, Joannes Michael de Girona, Leonhardus Grieb Doctor, & Joannes Gallian, de Bassia, Rodolphus de Praroman, Scultetus, Joannes Faechterman, ex Consilio, Petrus Bongier, Theobaldus & Johannes Godion Bargmiller Friburgensis, Nicolaus Conrad Scultetus, Benedictus Hug Theobaldus antiquae, Joannes Solli olim Banderens, & Petrus Hebel, ex Consilio Soldanensium, Joannes Ziegler, de Schaffhausen, Laurentius Suter Ammanus, & Udalricus Falter de Appenzel, Joannes Cull de Chur, de Liga Grisea, Christianus Sader de Sando Gallo, Joannes Scheltinger nomine Domini Abbatiss & Hominum Monasterii ejusdem Loci de Sando Gallo, & Joannes Werra nomine Patriarum Vallis, nominibus Dominorum & Superiorum nostrorum pacis ad ea negotia que subsequuntur peragenda & expedienda deputati & nuntii Oratores altera parte, praesentium tenore notum fieri volumus pariter & manifestum, quod cum varie questionibus, dissensionibus, Guerrarumque turbibus & insultus inter Christianissimum Dominum Franciscum Francorum Regem ex una, & praesens Magnificus Dominus Magnae, alia & veteris Lige Alesmaniae altera parte fuerit exortis. Ex quibus etiam multa mala & incommoda

homicidiis, lacendis, rapinis & aliis excessibus in amborum Partium eorumdemque Subditorum, & Colligatum non modicum jactantur, perniciem, & gravem procedunt, unde tamen Illustrissimo, & Excellentissimo Principi & Domino Domino Carolo Sabaudia &c. Duci qui antedicti Christianissimo Regi antedictum Saquinum nuntio de observantia, praesens fere Magnificus Dominus de Liga indiditellus federe devotiatur. Placet reverentem & antiquam illam Unionem & Amicitiam qua ante dictam Partem jungebatur, quantum eadem scilicet Partibus profuerit, etiamque utilitas & commoditas sola Pace provenit considerari; volens & quod aliquandiu crebris inimicitias agitantem fuit, vera Pace & Amicitia reparare, nec dictas ambas Partes pia persuasione sua inducendo & commendoando ut nos tanquam Oratores & Mandatarios in hanc Urbem Genebensem derivarent: Tandem ductu, suavit & opera praesentis Illustrissimi Domini Ducis qui i dictis Partibus tanquam fidus electus fuit Mediator, bona & matura praesentibus deliberatione, ad infra scripta Pacta, Capitula & Conventiones Divina favente Clementia, devotimus eoque acceptavimus, & firmavimus modis & formis qui subsequuntur & tales sunt;

In primis quod inter Christianissimum Dominum Franciscum Regem Franciae ex una parte, & Magnificum Dominum Magnae Lige Alesmaniae Superioris altera parte, hinc inde essent timores inimicitiae, dissensionis, & Guerrarum turbibus, quod omnes & singula Actiones, quarelae, insuperationes que quomodolibet oriri, provenire & fieri possent ex dictis Guerris habentibus inter Partes habitis & agitatibus, siue id sit ex homicidiis, rapinis, incendiis & aliis excessibus modis subsequenteribus omnino cessare, irrita, pacata, nulla & abolita sint & esse debent, ita & nunc quod occasione ipsarum nequa ante dictam Partium alteram per se vel suos ulli unquam tempore, quomodolibet iniquitate, perturbare aut impetere possit seu valeat, ceteris tamen Actionibus & querelis que ex dictis Guerris & eorum dependentibus non procedunt, nisi vel quibus competere dignoscantur, exceptis & reservatis.

Item debentur omnes & singuli praesentium Partium armati Subditi, compendii & utinnes per ipsos vel suos vel in Terris aut in Mari demori, capsi seu venditi proflus & omnino relaxari. Et ex eo praesentis Christianissimus Rex quocunque Helvetios eorumque adherentes Confederatos & conjunctos penes Regem Majestatem, aut ejusdem Officiarios, Milites, Capitaneos, compendios & Confederatos ut supra detentos captos seu venditos imparet & sine aliqua compositione, exactioneque liberari faciat: Eia de Literis secretariis & Salvi Condolus providendo ut inde tunc & abique molestia corporum & bonorum ad proprias sedes redire valeant. Ea tamen Legge & conditione ut praesentis Magnifici Domini & Confederati erga ante dictam Christianissimum Regem obligati fuit respectu Subditorum & Servitorum ipsi Majestatis suorumque Adherentium etiam illos de Cuncto Illustrissimo Domino Sabaudia Ducis Subditi & in Urbe Bernensi detentos eodem pariter imparet & sine exactione ad relaxandum & liberandum.

Deinde praesentis Christianissimus Rex ante dictis Dominis Confederatis remittere & expedire debet Literas Confederationis alioquin Tractatum inter Dominum Maximilianum Sphoriam, & jam dictum Dominum Confederatum erebim, & viceversa debent ipsi Domini Confederati Regis Majestatis pariter remittere & praesentem Literas Tractatus Pacis in obedientia Divisionis & in Galera factas, pariter Literas Confederationis praesentis Domini Maximilianum Sphoriam penes ipsos eritentes, ita tamen quod ipsa remissione praesentibus Capitulis nihil prejudicet inferant.

Item quod in hoc Pacis Tractatu includuntur inclusae & comprehensa intelligantur, Capitula, inter quodam Christianissimum Dominum Lodovicum Francorum Regem, & sepeius Magnificos Dominos Confederatos ratione Ducatus Mediolani iniis & contraria, praesentem circa exemptionem & immunitatem pedageorum, gabellarum ceterorumque onerum & exactionum, etiam non casuum civilium impositionum & dissensionum justificationem, & decisionem iusta dictorum Capitulum formam & tenorem: cum hoc enim ut qui post datum dictorum Capitulum cum praesentis Magnifici Domini Confederatis Fodas & Civitatem contraxerunt ipsa immunitate & exemptione, etiam justificatione casuum frui & gaudere debent; salvo tamen & excepto Domino Cardinali Episcopo moderato Sedolensium, exceptisque aliis omnibus, si qui sunt extra limites Lige & alterius Nationis & Linguae quam Alesmaniz,

ANNO
1515.

ANNO
1515.

manie, eisdem Magnificis Domini Confederati con-
suevit & consuevit.

Item quod Privilegia, Libertates & Immunitates Mer-
cantibus & Subditis præstatorum Magnificorum Domini-
orum Confederatorum per Christianissimos Francorum
Reges qui pro tempore fuerunt si que in Civitate
Lugdunensi sunt concessa & observari solite eidem
iuxta ipsorum tenorem confirmari & observari debeant;
Præterea placeat Christianissimis Francorum Regi eos
omnes qui pro Servitio Domini Maximiliani Sclonia
ad Partes Alamanie profecti sunt, vel de ad Castrum
Mediolani, Lugani, Lucerni & alia Loca per dictos
Magnificos Dominos Confederatos habita & potestatem
recepissent. Et maxime Domitian Gallie Vicecomitem,
Domitianum Federicum & ceteros Comes An-
roux, Jacobum Philippum Saccum Doctorem, Gabrie-
lem Marcellum, Domitianum Petrum Pastier, Domi-
nionem Jacobum de Galera, Joannem Petrum de Ripe de
Laino, Gerum Hardinum Morenum cum suis Filiis
Baptista, & Hieronimo de Lugano, & alios omnes,
qui et causa prædicta Regiam Majestatem offendissent
gratule tractare, ipsique cognoscere & indulgere.

Ita ut abquectione corporum & bonorum ad ea
propria restitui possint, & valeant. Viceversa in quan-
tum eos contingit qui ex Subditis Magnificorum Domini-
orum Confederatorum in Servitio Regis Majesta-
tis interfuerint, optat & petit Regis Majestas illos ipsos
consilii favore & benevolentia tractari debere.

Deinde ut præfati Magnifici Domini Confederati
singularem Regis Majestatem in eos benevolentiam copu-
santia præfatis Christianissimis Francorum Rex eisdem
Magnificis Domini Confederatis propria libera-
tione & in recompensam missionum & expensarum in
obsequio Divitum habitorum persolvere & enumerare
faciet summam quantum centum millium Scutorum auri
de Sole, pariter & in recompensam missionum & expen-
sarum in peritis Italie per præfatos Magnificos
Dominos Confederatos, & suos hæcenus solutum
ipsa Regis Majestas ultra jam dictam summam persol-
vere, & enumerare faciet cum effecta summam recentem
nullum continuum Scutorum terminis & modis
subsequendis, qua quidem summa mediante, (spe-
sati Magnifici Domini Confederati ubi unquam pete-
re aut querelari habebant, eisdem jam dictam expen-
sarum & missionum, neque etiam Tractus in loco
Galerate, ex quoque alterius Tractus in dicta
obsequio Divitum per Dominum de la Trimouille nul-
lam ad se potestatem, ut Antores Regis affirmant, ha-
bentem solutorum.

Et ut præfati Magnifici Domini Confederati ante
dicto Christianissimo Regi reciproco suorum affectu
correspondant & de cetero uberiori scandala co-
facili cohibeant, ipsi Magnifici Domini Confederati
Castris, Locis, Jurisdictionibus & Mandamentis Lugani,
Lucerni, Domus Officis Vallis Telline, Cievani & alia
quæcumque de Ducatu Mediolanensi cum suis periculis
in omnibus dictorum Dominorum Confederato-
rum illorumque de Liga Grati a tempore dictarum
Guerrarum existerent, præfatis Christianissimo Regi seu
ab eo deputato remittere & relaxare & expedire ha-
bent, ita ut præfatis Capitulum sigillatione & pri-
ma solutione habita, ex tunc jam dicta Loca & Castra
evacuata Regis Majestati præsententur & remittantur,
salvo tamen Castro, Jurisdictione, Districtu, & Man-
damen- Bellione cum suis pertinentiis universis: Et
pro recompensa & satisfactione dictarum Terrarum, Lo-
corum, & Jurisdictionum ut supra restituerentur ten-
entur, & debet Christianissimis Francorum Rex præ-
sententis Magnificis Domini Confederatis realiter
persolvere & expedire summam trecentorum millium
Scutorum auri de sole, quæ summa omnes ut supra
mentionis ascendit ad summam decies centum mil-
le in dictorum Scutorum ita persolvendum & ex-
pediendum, videlicet prima die mensis Januarii proxi-
mi instantis, ducentum milia Scutorum auri de sole,
& sequenti Anno de consilii die mensis Januarii pariter du-
centum milia, & deinde Annis singulis subsequendis
terminis & die quibus supra consensit summam du-
centum millium Scutorum usque in complementem so-
lutionis ante dictæ summe: Solutiones vero prædictæ
ad Urbem Bernensem sumptibus & expensis Regis de-
ferantur: Et de præmissis solutionibus ita sciendis, te-
nere Christianissimas Francorum Rex Literas obli-
gationis in bona & valida & sufficienti forma præfatis
Magnificis Domini Confederatis expedire.

Et ut præfatis Articuli Pacis firmitatem, robur
& efficaciam habeant, Partes sæpe dictæ, videlicet Chri-
stianissimos Francorum Rex, Magnificique Domini Con-

federati in communem ipsorum utilitatem personarum-
que rerum & bonorum suorum defendendum, & ad
Amicitiam, Unionem & Intellectum, servitium con-
traxerunt modis & formis qui subsequantur & tales
sunt. In primis, quod jam dictæ Partes cum ipsorum
Dominiis, Partibus, Terris, Jurisdictionibus, Subditis
& incolis ex tunc iunctis hujusmodi Fœdere durante,
inter se quieti & pacifice vivere, nullaque alteram Guer-
ra, Bellis, violentia seu injuria quocumque modo grave-
re seu molestande debeat. Et si forte altera dictarum
Partium quorunque Subditi ab altera Parte, vel suis quicun-
que petere seu querelari voluerit, debeat omnino
justitia Parti impetranti administrari juxta formam Ca-
pitulorum inter Serenissimum quondam Domitianum
Ludovicum Francorum Regem & Magnificos Domini-
os Confederatos ob Ducatum Mediolani concep-
tum & interorum.

Item quod nulli dictarum Partium liceat alterius Partis
Hostes, inimicos & adversarios scienter fore, so-
lvere, tueri vel apud se & Dominiis suis permittere,
quo imo eisdem quantum possibile fuerit cubare &
committere debent. Et si contingat tempore suo Christi-
anissimo Regi in Regno suo Francie vel in Ducatu Me-
diolanensi, Dominiis Janæ, Comitatu Athesi, & aliis
Terris, Castris, Villis, & Dominiis jam dicti Regis,
tam citra quam ultra Montes, bellum moveri, tunc
& eo casu præfati Magnifici Domini Confederati pro
defensione ipsius Christianissimi Regis Subditos suos
eisdem Regis Majestati bona voluntate servire volen-
tes, numero tamen convenienti ad servitium & stipendia
eiusdem Christianissimi Regis ipsique sumptibus & sti-
pendiis accedere permittant, ita tamen & proviso,
quod ipsi tales stipendia & Subditi Dominorum
Confederatorum ad servitium & stipendia eiusdem
Christianissimi Regis vocati & levati non debeant sine
consensu Dominorum Confederatorum. Consensu
scito & voluntate, quot insuper tali bello durante ipsi
Domini Confederati non revocantur nisi propriis bel-
lis graventur: Quo casu etiam fuis permittere & ad
servitium Regis potestati minime obligantur. Et vice-
versa si contingat jam dictos Magnificos Dominos Con-
federatos aliquibus bellis seu Guerris affici seu petur-
bari, in tunc Christianissimas Francorum Rex eisdem
Dominiis Confederatis effectus exhibebit & præstabit
auxilium cum effectu, numero videlicet quingentorum
Lancearum & mille Sagittariorum manitorum & ordina-
torum cum decentibus & opportunis Bombardis seu
Artilleriis in Regis Majestatis sumptibus & expensis,
quot & quas Regis sua Majestas non revocabit nec re-
vocabit, etiamsi propriis bellis graventur.

Item quod ambarum Partium forentium Confede-
ratorum, Mercatores, Navitæ, Nautici, Servi, Pe-
grini & Subditi ejusqueque status, gradus & quali-
tatis existant, cum eorum personis, Mercimoniis, rebus
& bonis quibuscunque in ipsorum Terris, & Dominiis
benigne recipiantur & pertractentur; Ita quod ipsi si-
ceat per dictas Terras, Partes, & Domina ire, pro-
cessu, redire, versari, negotiari libere & impune & sine
illicito impedimento eis in personis vel bonis inferendo
& abque eo quod pedagiolorum & aliorum onerum ex-
actiones pæter antiquas solitum innovari debeat; Et
pro singulari benevolentia qua præfatis Christianissimis
Francorum Rex ante dictos Magnificos Dominos Con-
federatos prosequitur, Regis sua Majestas eisdem Do-
minis Confederatis tredecim Camerarum liberaliter
persolvi & expedire faciet summam duorum millium
Francorum Regis, pro quolibet Canonis singulis An-
nis hujusmodi Fœdere durante, in loco & Civitate
Lugdunensi, & in Fello Purificationis Mariæ. Et in-
cipiet impensæ debet prima solutio in proximo ad-
ventu festo dictæ Purificationis Mariæ, Quarta
vero Willelmes, & alios de Liga Grati concernit,
Regis Majestas eisdem in pensionibus persolvenda per-
tractabit pro ut & Serenissimo quondam Ludovico Rege
ultimo pertractati fuerat.

Durabit autem & observabitur hujusmodi Fœdus in-
concessu ad vitam Christianissimi Francorum Regis &
decem Annos post ipsius decessum immediat sequen-
tes.

Demum parte & nomine Christianissimi Francorum
Regis in præmissis omnibus & singulis reservantur Sancta
Sedes Apostolica, Sacerum Romanum Imperium,
Serenissimi Angliæ, Scotiæ, Navaræ, & Dacæmar-
chiæ Reges, Illustrissimus Archidux Austriæ, Comes
Flandriæ, Illustrissimus Dominus Sabaudia Dux, dictæ
Regis Majestatis avunculus, Illustrissimus Dux Lotha-
ringia & Geldria, ex non inclita Domus de Me-
dici, Domini & Communitas Venetorum, & ceteros

ANNO
1515.

ANNO
1515.

verendus Episcopus Leodiensis, alique omnes qui cum praesentissimo Christianissimo Rege Fecis & Anselmum constituerunt, qui & quando praesentissimo Magnifico Domini Confederati tales ut supra per Regem Magistram reformatos bello invadere & agredi praetenderent;

Parte vero & nomine praesentorum Magnificorum Domini confederatorum reformatur Sancta Sedes Apostolica, Cadria Majestas, Sanctum Romanum Imperium, Illustrissimi Domus Austriae, Illustrissimi Domini, Duces Sabaudie, & de Wirtemberg, ac Magnificus Dominus de Verpi, Marescalcus Burgundie & ceteri omnes qui cum praesentis Magnificis Domini Confederatis Fecis, Chislegium & Amicis hactenus constituerunt, ubi & quando Regis Majestatis, tales ut supra per praesentos Magnificos Domini Confederatos, reformatos bello invadere & agredi praetenderet. Quia omnia cum ita & nobis, nominibus & autoritate quibus supra, acta, ordinata & conclusa sunt, & quae pro nobis & Superiorem nostris pollicetur, firmitatem, robur & efficaciam habere. Quare in signum & Testimonium has Litteras duplicata vice, subinde fieri & Signis nostris praesentorum Petri de la Gorce & Antonii de Ville nomine praesentis Christianissimi Regis, etiam nostrum Jacobi Grebel de Therpog, Guillelmi de Diebach, Scultei Benensis, Petri Wirtz, Ammadi de Underwalden, Thomae Soker de Zug, Rudolphi de Praroman, Scultei Filtburgensis, & Nicolai Conradi, Scultei Solothurnensis, nominibus nostris & eorum Confectorum nostrorum quorum vices supplicamus, duobus munitis. Promittentes insuper bona fide, quod omnia & singula praenarrata firma & grata observabuntur, & Litterae Originales per Secretarium Urbis Gebennensis conservabuntur, Sigilloque Regis Majestatis & insuper Sigillis singulorum Cantonicum firmabuntur. Quibus etiam Litteris ut supra erectis, sigillatis & hinc inde praesentatis praesentibus Litteris multis nostrorum amicorum dilectorum Oratorum veniens remittende omni dolo & fraude & sinistra machinatione seminata. Actum in Urbe Gebennensi, septima die mensis Novembris Anno post Nativitatem Domini nostri Jesu Christi millesimo quingentesimo decimo quinto.

CIII.

22 & 24
Dec.

De liberatione Magni Sigilli Thomae Cardinalis Eboracensis 22. die mensis Decembris facta & de ejusdem Juramento 24. diei magis praesentis Anno 1515. [RYMER, CONVENTIONES, LITTERAE, &c. Tom. XIII. pag. 549.]

MEMORANDUM quid,

Die Sabbaei (venerabilis) tricesimo secundo die Decembris, Anno Regis Henrici octavi septimo, circiter horam primam post meridiem ejusdem diei, in quadam aite & parva Camera, sita in Palatio ejusdem Domini Regis, apud Westminsteriam, prope Curiam Parliamenti.

Reverendissimus in Christo Pater Willielmus Cantuariensis Archiepiscopus, tunc Cancellarius Angliae, Magnae Signaturae Regium, in custodia ipsius Cancellarii tunc existens, in quadam Baga de obis coram inclusam, & Signaturae ejusdem Archiepiscopi quingens sigillata, in manus praesentis Domini Regis ad tunc tradidit, liberavit & dimisit.

In praesentia, Reverendissimi in Christo Patris Thomae, migrationis Divini, Tituli Sancti Crici in Terminis Sacrosanctae Romanae Ecclesiae Presbiteri Cardinalis Eboracensis Archiepiscopi Angliae Primate & Apostolicae Sedis Legati, Caroli Ducis Suffolcie, & Willielmi Theobaldus Praebendarii Cancellariae dicti Domini Regis.

Idemque Dominus Rex Sigillum illud, in Baga illa se inclusam, a praesentis Archiepiscopo, ut praedictum est, tractatum & liberatum, tunc & eidem operis & extrahi fecit, & se apertum & extraxit vidit & praesentis.

Et tunc Dominus Rex tunc immediate, in praesentia praesentorum, Sigillum illud in Bagam praedictam reclusam fecit, & eandem Bagam, Segrete Reverendissimi Cardinalis praedicti sigillatam, una cum Regis sigillo praedicti, eidem Reverendissimo Cardinali custodendam commendavit & occupandam, videlicet tradidit & liberavit, quem in Cancellarium suum Angliae tunc & eidem commisit, cum omnibus Ducis, Fecis, Praeceptis, Regardis, Robis, Commendationibus, & Advocatis Officium Cancellariae Angliae ab antiqua debitis perlocutionibus suis spectantibus;

Idemque Reverendissimus Cardinalis Sigillum praedictum de praesentis Illustrissimi Regis, in praesentia praesentorum recepit.

ANNO
1515.

MEMORANDUM quid,

Vicetimo quarto die mensis Decembris, qui erat Vigilia Nativitatis Domini millesimo quingentesimo decimo quinto, & Anno Regni Domini Regis nunc septimo,

Reverendissimus in Christo Pater & Dominus Dominus Thomeus, permissione Divina, Vicarij Sancti Crucis in Terris Sacrosanctae Romanae Ecclesiae Praebiter Cardinalis Eboracensis Archiepiscopus & Apostolicae Sedis Legatus, Angliae Primas & Cancellarius, in praesentia Illustrissimi Metropolitani Domini Regis, tunc existentis in Manerio suo de Ebbham, fuiti Vespere, in Capella ejusdem Manerii, tactis per eundem Cancellarium Sacrosanctis Evangelis, ad Officium Magni Cancellarii Angliae per praesentem Regem Magistram assumptus & consiliatus, corpore praesentis Juramentum:

Cujus tenor sequitur,

Ye shall swere that well and truly ye shall serve our Sovereign Lord the King and his People in the Office of Chancellor;

And ye shall do Right to all manner People, pure and rich, after the Laws and Usages of this Realm;

And truly ye shall counsel the King, and his Council as shall seeme and kepe;

And ye shall not have nor suffer the hurt nor dishonouring of the King, nor that the Rights of the Crown be destroyed, by any mean, as far forth as ye may tell;

And, if ye may not tell it, ye shall make it clerely and expressly to be knowne in the King, with your true advice and counsel;

And that ye shall doe and perche the King's profit in all that ye maye.

AS GOD HELPE US AND THE HOLY
EVANGELIES.

CIV.

Traffatus Commercialium, inter CAROLUM I. 1515. Hispaniarum Principem, & HENRICUM VIII. Regem Angliae conclusus. Dat. Bruxellis, die 13. Februarii Anno 1515. [RYMER, 13. Febr. Foedera, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 539.]

REX universis & singulis praesentes Litteras inspecturis, Salutem.

Cum, dilecti & fideles nostri, Caribertas Tanstall, Willielmus Keyth, utriusque Juris Professores, Consiliarii nostri, & Thomas Spynell Miles, Procuratores & Commissarii nostri ad infra scriptis Mandatum a nobis habentes speciale.

Pluribus ac diversis Convenciis, colloquiis ac disceptationibus praestabilis cum, Spectabilibus & Magnificis Viris, Domino Willielmo de Croy Domino de Chieres, Domino Johanne le Sauvage Equite Austro Domino de Ekebaeca, & Domino Albrecho de Croy Domino de Sempy, Consiliariis, Procuratoribus, Oratoribus, & Commissariis, Mandatum sufficienti & speciale habentibus, Illustrissimi Principis CAROLUS PRINCIPIS Hispaniarum, ARCHIDUCIS Austriae, DUCIS Burgundiae, Brabantiae, &c. Confanguinei nostri Charissimi.

In vim Mandati tibi crediti, asper certum Traffatum intercorum mercium & Mercatorum conceperit, firmaverit & conclusum cum praesentis Illustrissimo Principe, ejus Principibus, Regibus & Subditis, et alii, ut diffusius in Littera & Mandato Legatorum, Procuratorum & Commissariorum praesentis Illustrissimi Principis continetur.

Quorum exemplum praesentibus inferi de verbo ad verbum iussimus.

Omnibus & singulis, praesentes Litteras visuris, audientibus & inspecturis, Caribertas Tanstall & Willielmus Keyth, utriusque Juris Professores, Legati, Procuratores, & Commissarii in hac parte Secretissimi ac Illustrissimi Domini nostri Henrici Octavi, Dei gratia, Regis Angliae & Franciae & Domini Iherosolimitensis & legitime depositi, Salutem.

Notum facimus quod, Cum super, inter nos & Illustrissimi Domini Car-

ANNO

1515.

1516.

4. Del graff, Hispanorum Principis Legatos, Oratores, & Commisarios, super Garaminibus contra Tractatus interuentum Mercatorum & Mercatorum Subditorum ditionum Principum illius ac reformatione eorumdem, in Oppido Bergeßi Commisario habita fuisse.

In qua nos Subditi dicti Domini nostri Anglie & Francie Regis multa Garamina, contra alios Tractatus interuentum, & præcipue contra quendam Tractatum datus Domini multorum quadraginta fuisse, inter, bonæ memorie, Principes, Hieronymum septimum Anglie, & Philippum Castellæ tunc Reges, istum, illata propositionis.

Ac tunc reformationem eorumdem Garaminum quoad præterita, quoniam observationem dicti Tractatus multorum quadraginta fuisse Anni in futurum, petimus & requiramus.

Dicti Serenissimi Hispanorum Principis Commissarii Mercatoribus dictum interuentum Tractatum Anni multorum quadraginta fuisse antiquum habuimus neque per Mercatores utique Paris receptum fuisse pro interuentu, cum nunquam confirmatus vel in alio fuisse, aut alius quocumque modo observatus, quoniam per alium subsecutorem decessit, & si in illo vel observatus fuisse, quod tunc obis tunc & decessit, bonæ memorie, Principum, qui eum conferant, tanquam personalis, extinctus fuisse, cunctum nullum penitus in eo velum esse quod Heredes & Successores suos quocumque modo obligari possint, ac mala etiam in medium adducunt, per quod nullo modo ad dicti Tractatus Anni multorum quadraginta fuisse observationem teneantur & obligentur.

Nobis autem, ex adverso, adfirmantibus eisdem Tractatum dicti multorum quadraginta fuisse Anni, sufficienti auctoritate insum & conclusum, scilicet esse perceptum ac per utrumque Subditos pro interuentu receptum, nec ab eodem per aliquem Tractatum subsecutorem recessum, & propositum quod confirmatus non fuisse, hoc tamen non possit tollere Tractatum prius factum, nec per illum bonæ memorie Principum, qui eum conferant, ibi extinctum fuisse, sed post Mortem eorum durare, cum in eo manifeste appareant dictos Principes, Heredes & Successores suos per eum obligari voluisse, ac plura alia allegantibus per quod dictus Tractatus observari etiam per Heredes & Successores debetur.

Nos tamen, ex certis, iustis & legitimis causis, Rempublicam & communem utilitatem Principum prædictorum & eorum Subditorum concernentibus & animam nostrorum in hac moventibus, cum, Magnifico Viri, Dominio Guiljelmo de Croy Domino temporalis de Camera primo & Majori Camera dicti Serenissimi Hispanorum Principis, Dominio Thome de Sauvage Domino de Escouchebus quondam Serenissimi Principis Castellæ, Dominio Michaeli de Croy Domino de Scenpy, ejusdem Serenissimi Hispanorum Principis Consiliarii, Oratores, Legati, Commisarii, & Procuratores, sufficientem potestatem & auctoritatem per Litteras Patentes (quarum tenor inferius sequitur) ab eodem habentibus, nomine Illustrissimi Regis nostri, convenimus, contraximus & concludimus, ac per præsentem convenimus, contraximus & concludimus, prout in sequentibus Articulis continetur.

Imprimis, quod dicta controversia, de perpetuitate & efficacia seu robore dicti Tractatus multorum quadraginta fuisse Anni, sine impedimento dictorum Principum, vel eorum aliorum, usque ad quinque Annos a Data hujus præsentis Provisionis integrè complendis differatur; ita quod per præsentem Provisionem nihil roboris, firmitatis prædicto Tractatus aut aliquibus quæ Capitulis daretur & diminueretur, seu adjectum & appositum sit vel censetur: Ex quod, hac præsentis Provisione post dictos quinque Annos finitus expirante, dictus Tractatus & omnia & singula ejus Capita in eo line sit & effectus, quoad dictos Principes, & alterorum eorum, quod erant ante præsentem Provisionem.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod tunc & singulis Sedibus Regiorum & Dominiarum dictorum Principum, eorumdemque Adiores, Factores, Negotiorumque Gestores, ac eorum Servitores & Ministri, cum Rebus, Navibus, Bonis, & Mercibus suis quibuscumque, ad omnia & singula Terras, Parvas, Domos, Lirites, Oppida, Villas, Cultas, Portus, Jurisdictiones, & Districus utique Principum prædictorum accedere, navigare per Terram, Mare vel Aquas dulces, venire, morari & perhærent, itaque omnium Mercium genera, cum quibuscumque Mer-

caioribus quibuscumque Nationis, emere, vendere, permutare, & cum eisdem vel aliis Bonis, Navibus, Rebus, & Mercibus suis ad alia Regna, Loca, Portus, & quocumque vel quocumque Locum vel Loca voluerint recedere, & omne genus Commerciis licentem exercere libere & licite valeant, juxta & secundum vim formam & effectum Tractatus interuentus Mercium de Data viginti quatuor mensis Februaris, Anno Domini multorum quadraginta fuisse Anni, & Articulis subsecutis, durante Provisione præsentis.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter nos, Commisarios, Deputatos, Legatos, & Procuratores prædictos, nominibus quibus supra, quod, cum Mercatores Anglie, eorumdem Adiores, Factores, Negotiorum Gestores, Ministri, & Servitores, cum Navibus, Rebus, Mercibus, aut Bonis suis, ad Oppidum Antwerp in Brabantia ire contingeret, non solvere ibidem itaque aliquo alio loco per Terram, Mare vel Aquas dulces, illuc navigando vel remigando, neque anchorando vel ad anchoram morando, eundo vel redeundo, pro Bonis, Rebus, Navibus, aut Mercibus suis Theolonia, Zellandæ, vocatum SANZWEEST TOLLEN aut HOUND TOLLEN, aut aliquam aliam exactionem vel impositionem, sed solumt danteat Theolonia secundum taxam, in Privilegiis, eisdem Mercatoribus per bonæ memorie, Dominum Duceum Philippum olim concessis, spectantem: Et cum præfati Mercatores, eorumque Adiores, Factores, Negotiorum Gestores, Servitores, & Ministri, ad Oppidum de Bergeß vel ad Oppidum de Abbelesburg, cum Bonis, Navibus, Rebus, & Mercibus suis, ire consuerint, non solvere ibidem, neque in aliquo alio loco, per Terram, Mare vel Aquas dulces (illic navigando, remigando, neque anchorando vel ad anchoram morando, eundo vel redeundo, pro Bonis, Rebus, & Mercibus suis, Theolonia Brabantie aut aliquam aliam exactionem vel impositionem, sed solumt solvere Theolonia Zellandæ vocatum SANZWEEST TOLLEN.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod omnes & singuli Mercatores Brabantie, Flandrie, Lombardie, Luxemburgie, Artois, Hanonia, Hollandie, Zellandæ, Namurci, & Mechine, venientes ad Regna, Patrias, & Domina præfati Serenissimi Regis Anglie, aut inde recedentes, cum suis Navibus, Rebus, Bonis, & Mercibus quibuscumque, solvere solvereque teneantur & obligentur Theolonia seu Custamas, juxta & secundum vim formam & effectum dicti Tractatus Mercium interuentus, de Data viginti quatuor mensis Februaris, Anno Domini multorum quadraginta fuisse Anni.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod a novis Principum prædictorum Mercatoribus sive Subditis prædictis, eorumdem Factores, Adiores, Negotiorum Gestores, Servitores, aut Ministri, ratione alienius vel aliquorum Theoloniarum vel Theoloniarum, impositionum, taxarum, vedigalium, censurarum, aut exactionum, ante Datum præfatum per aliquem Principum prædictorum quovis modo presentium, nihil omnino per Principes prædictos, eorumdemque Heredes aut Successores, Locumtentes, Burginagistros, Capitaneos, Ballivos, Scabinos, Schæntes, Theolonas, Publicanos, Custamas, Legatos, aut alios Officiales sive Deputatos quocumque præsentis sive futuri, per vim Facti aut Juris, aut alio quovis colore, exigatur aut requiratur; sed quod Principes prædicti, & quilibet eorum, Heredesque & Successores, Locumtentes, Burginagistri, Capitaneos, Ballivi, Scabini, Schæntes, Theolonas, Custamarii, Publicani, & alii Officiales sive Deputati quicunque præsentis & futuri, & eorum quilibet, ab omni clanc, peticione, exactione, & levatione omnium & singulorum summorum Pecuniarum, quarum aut quæ pro quibuscumque Theoloniarum, impositionibus, Culturis, Taxis, Vedigalibus, & Exactionibus aut eorum aliquo, ab origine Mundi usque ad Datum præfatum, contra Subditos prædictos vel eorum aliquem, conventionem vel ditionem, habuerit vel haberet, habere vel habent, aut habere poterit aut poterint, per præfata exactionem exclusivè habentur & censentur: nec pro eisdem Theoloniis, impositionibus, Taxis, Vedigalibus, Culturis, aut Exactionibus in Personis, Navibus, Bonis, Mercandis, aut Rebus præfati Mercatorum vel Subditi pro aliquo pretorio tempore quovis modo molestentur; sed ab omnibus & singulis Theoloniis, Culturis, & impositionibus prædictis liberi & immunes imperpetuum habeantur & reputentur per præ-

E c j

ANNO

1515.

1516.

ANNO

1515.

1516.

finiet, ac conclusiones & conclusiones propter predicta datus per presentes firmiter relaxentur.

Item, quod universorum Doctores, Iudiciorum, Secretariorum, Intellectorum, Dilectorum, & Processuum Judiciorum quocumque, per quemcunque seu quocumque Iudicem vel Iudices quocumque Commissionem aut auctoritate, in Terris, Partibus, Dominis, sub Obedientia Brabantie, Flandrie, Lovanienae, Luxemburgi, Artois, Hennau, Hollandie, Zelandiae, Namurci & Mechlinie, directi vel indirecte, contra Gubernatorem sive Magistrum & Societatem Mercatorum Nationis Anglicanae, aut aliquem vel aliquos Mercatorem vel Mercatorem eisdem Societatis, eorumque Haereditas vel Successores, Factores, Actores, Negotiorum Gestores, Servitores, aut Ministros, vel in Regno Angliae contra aliquos Mercatores aut Subditos eundem Patriam Brabantie, Flandrie, &c. eorumque Haereditas vel Successores, Adversus, Negotiorum Gestores, Servitores, aut Ministros, sub quocumque verborum serie, de & super Theologis, Impositivis, Taxis, Vexatilibus, ac Exactionibus, Personarum, Partium sive Bonorum Arrelationibus, aut aliis Querelis aut Gravaminibus, factum, dictum, latum & pronuntiatum, per Principes predictos aut eorum aliquem, eorumque Haereditas vel Successores, Locumtenentes, Burgmistrum, Capitaneos, Ballivos, Scabulos, Schultetos, Theolarios, Publicanos, aut alios Officiales sive Deputatos quocumque, presentes vel futuros, vel eorum aliquem, nullo unquam tempore excoquo fieri aut fieri permittitur.

Item, de cunctis non solum Mercatoribus Angliae Statuta seu Ordinationes facere contra aliquos Oppida seu Personam Patriam Catholici Principis Hispaniarum, per quos Merces vel Bona aliquas Ville nullas emat Angliorum nisi forte per dictos Oppidanos aut praefatas Personas Mercatores Angliae aut eorum Factores maletractati, fraudati, aut aliter dampnificati fuerint: Et similiter, & converso, aliquibus Oppida seu Personam Patriam Catholici Principis non licet facere Statuta seu Ordinationes contra Mercatores Anglicos seu eorum aliquem, per quos Merces vel Bona eorumdem aliquos Oppidi, Partis seu Ville nullas emat nisi per dictos Mercatores maletractati, fraudati aut dampnificati fuerint: nec etiam in Nundinis nec extra Nundinas licet Mercatoribus Anglica Mercibus per eos emendis pretium constituere limitatum, seu aliquam Formam in transgredientes illud pretium ordinare: similiter, & converso, Subditis Catholici Principis in Nundinis & extra Nundinas non licet Mercibus per eosdem ab Anglica Mercatoribus emendis pretium constituere limitatum, seu aliquam Formam in transgredientes illud pretium ordinare.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est quod, infra unum Annum a Data praesentium, *scilicet* dicta seu *scilicet* assignatur, in Loco, de consensu utriusque Principis ad id deputato, in quo Oratores Deputati seu Commissarii ipsorum Principum conveniant, sufficienti Munitione facta, ad communicandum, componendum, & finaliter terminandum omnes querelas seu quomodoque Subditorum utriusque Principis tam generales quam particulares, tam contra Theolarios, Cultuarios, Sepulchros, Efficiatos, Mercatores, quam alios quocumque, per quos ipsi Subditi sive gravata dampnataque affectus dicunt: Et, ante dissolutionem ipsius *scilicet* *scilicet* *scilicet*, tenebuntur dicti Oratores Commissarii seu Deputati super singulis Gravaminibus ac querelis hinc inde rationabilem provisionem ordinare, Gravamina tollere, & restitutionem condignam realiter & cum effectu procurare & facere.

Item, convenum, concordatum, & conclusum est quod Principes praedicti praesentem Traditum se omnia & singula Capitula in eodem contenta, infra tres menses proximo sequentes, per suas Literas Patentes, debite confectas, Magnitque suis Sigillis signatas, & manibus suis subscriptas, confirmabunt & ratificabunt, ac eorum ceteraque confirmabit & ratificabit, ac boni fide & in verbo Regio & Principis se observaturos esse promittunt, & eorum utrique promittunt: praestantque Literas Confirmatorias & Ratificatorias Oratori seu Oratoribus acrius vicissim dabit & tradet sub diti & tradit faciet: censurisque Literas Confirmatorias & Ratificatorias ad eundem seu eisdem recipiet.

Signatur tenore Commissionum, de quibus supra fit mentio,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliae & Franciae

& Dominus Hiberniae, ceterisque, ad quos praesentes Literae pervenerint, Salutem.

Cum, ex parte Mercatorum nostrorum, Terras, Ditiones, & Domina Caroli Illustrissimi Principis Castellae Conflingendi nostri Carissimi Mercium causi frequentatim, ora & delata sit nobis querela, de & super quibusdam, per eos assensu, Contraveniens, Libris, Differenciis, Difficultatibus, Exactionibus, & Attempatis contra Traditum exercitumque Commenciorum aique nostrum solum amicitialeque & utilem Mercium & Mercatorum intercessum,

Superioribus Annis per, celeberrimae memoriae, Patria nostri Henrici Christianissimi Regis Angliae & Franciae & Dominus Hiberniae, &c. bonae memoriae, Philippus noster Regis Castellae, in hac parte Deputatos, Oratores, Commissarios, & Procuratores, pro Regali, Partis, Terris, Ditionibus, & Dominis eorumdem Principum, iuribus, concordatum & conclusum.

Proinde in Literis dictorum Commissariorum, desuper confectis, laeti continetur & specificatur,

Novum facinus quod nos.

Pro huiusmodi querelis, sic, ut promittitur, oris & delata, amovenda, abolenda & penitus extinguenda, ac pro ipsorum in hac parte attempatorum & per eundem aliorum debili reformatione, & ad omnes ambiguitates, contraveniens, libris, difficultates, & differencias omnino tollendas, necnon & pro huiusmodi observatione huiusmodi Traditum Commenciorum & amicitiale Mercium & Mercatorum intercedit publicae imperpetuum habenda & faciendi,

De fidelibus, indolis, & providis circumspicientibus, Egregiorum Virorum, *Catholici Tanfili, Willhelmi Kughe, Rudolphi Sampha, utriusque Juris Doctorum, Consiliariorum nostrorum, Thomae Spawell Militia, Thomae More Armigeri, & Johannis Chifford Gubernatorum Mercatorum Nationis Anglicanae Partis & Domina dicti Conflingendi nostri negotiandi gratia frequentatim, plurimum confidentes,*

Ipsos scilicet, quinque, quatuor, tres, vel duos eorum, et ceteri scienti, nostros Oratores, Ambassadors, Legatos, Commissarios, Procuratores, & Nuncios speciales per presentes constitutos, ordinarios, & deputatos, constitutos, ordinarios, & deputatos,

Dantes & concedentes eisdem scilicet, quinque, quatuor, tribus, vel duobus eorum, plenam & omnimodam potestatem, auctoritatem & Mandatum speciale, cum dilecto *Conflingendi nostri*, seu eius Oratoribus, Ambassadors, Legatis, Commissariis, Procuratoribus, & Nunciis, plenam potestatem & auctoritatem ad nos habentibus, de & super quibuscumque Commenciis, Contraveniens, Libris, Differenciis, Exactionibus, Attempatis, Exercitiisque Commenciis, ac inter nos & amicitiale Mercium & Mercatorum intercessum, *inter nos, Haereditas, & Successores nostros, aique Regis, Terras, Partes, Ditiones, Domina, & Loca nostra & sua, & Subditos suos & nostros quocumque, tradendi, conferendi, constituendi, & huiusmodi,*

Ac de & super reformatione quocumque attempatorum, contra formam & tenorem Traditum Literarum & Privilegiorum, aliis a Praedecessoribus dicti *Conflingendi nostri* Subditis & Mercatoribus nostris concessorum, concedendi, praestandi, & super praerogatis appendendi & concludendi,

Abolitiones quocumque benemeritum & eorumdem Executionum in Personis & Bona petendi & obtinendi, concedendi & faciendi,

Ac super appendendis, concordatis, & conclusis, ceterisque omnibus & singulis praemissis qualitercumque concernentibus, quae cum praefato Conflingendo nostro, seu eius Oratoribus, Legatis, Procuratoribus, Commissariis, & Nunciis, appenduntur, concordata, & conclusa fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & liberandi, aliasque consimilibus effectibus & vigoris et altera parte petendi.

Ac de & super Traditu & singulis Articulis & Capitulis in eodem contentis & inferis Literas Confirmatorias, Magna Sigillo nostro consignatas, tradendi & liberandi, & similes eisdem vigoris & reboris ac eodem Principe vel omni Commissariis petendi, eligendi, & recipiendi.

Et qualiter omnia & singula praemissa & praemissorum singula qualitercumque concernentia, faciendi, excoquendi, & expediendi, ita & eodem modo ut nos ipsi faceremus & facere possemus si praemissis personaliter intercessimus, etiam si talia fuerint quae Mandatum exigunt magis speciale quam praesentibus sit expressum;

Prosimmet, boni fide & in verbo Regio, nos ratum

ANNO

1515.

1516.

ANNO

1515.

1516.

tum, gratum & firmum habueris id totum & quicquid per dictos Oratores, Commissarios, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros, seu eorum deos, actum, gestum, nos factum fuerit id promissum.

In eorum rei Testimonium Magnam Signillum nostrum prefatis hinc duximus appendendam.

Datum Londini Anno Domini millesimo quingentesimo decimo quinto, secundo die Octobris, Regni nostri septimo.

CAROLUS Dei gratia, PRINCEPS Hispaniarum, vicarius Carthae, Jerusalem, &c. ARCHIDUX Austriae, DUX Burgundiae, Lombardiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carniolae, Lanturgiae, Luxemburgiae, &c. Gueloniae, COMES Flandriae, Habergiae, Tussit, Artois, Burgundiae PALATINUS & Hannoniae, LANGRAVIUS Alsaciae, PRINCEPS Zante, MARCHIO Burgundiae & Sacri Romani Imperii, Holandiae, Zelanderiae, Frenschiae, Namur, &c. Westphaliae COMES, DOMINUS Friburgi, Moraviae, Silesiae, Portusmodi, Salinarum, &c. Mercuriae omnibus, ad quos praefatae Litterae pervenerint, Salutem.

Cum, ex parte Mercatorum nostrorum, Regna, Terras, Ditiones, & Domitia Sereuissimi Principis Confinguntur vobis Carissimi Henrici, Dei gratia, Regis Angliae Mercium causa frequentatam, octa & decem sit nobis querela de his super quibusdam, per nos assensu, Contraveritis, Litibus, Differentiis, Difficultatibus, Exactionibus, & Acceptationibus, contra Tractatum Execrabilissimum Commerciorum atque mercium usum amabilemque & utilem Mercium & Mercatorum intercursum.

Superioribus Annis per quendam, pia memoriae, Philippum Regem Castelle Genitoris nostri Carissimi, & bona memoriae, Henrici suae Regis Angliae in hac parte Deputatos, Oratores, Commissarios, & Procuratores, pro Regni, Patriis, Terris, Ditionibus, & Dominiis Principum, in eum, concordatum & conclusum.

Prout in Literis dictorum Commissariorum, desuper concessis, latius continetur & specificatur,

Notum facimus quod nos,

Pro huiusmodi querelis, sic, ut permittitur, ortis & delatis, amovendis, abolendis, & penitus extinguendis, ac pro ipsorum in hac parte attemptatorum & per eorum assertum debili reformatione, & ad omnes ambiguitates, contraveritas, lites, difficultates, & diversitas omnino solutis, secuti & pro firmiore observatione huiusmodi Commerciorum Tractatus & amabilem Mercium & Mercatorum intercursum potius impensum habendi & faciendi,

De sollicitudine, industria, & providis circumspectionibus Domini Gasparis de Croy Domini Temporalis de Chierae, Primi & Majoris Cancellarii nostri, Domini Johannis de Saenoye Domini de Ekanbeka Cancellarii, Domini Michaelis de Croy Domini de Sempy, Johannis de Hallenoy Domini de Maldehem, Magistrorum, Georgii de Thonissa Praepositi Cancellarii, & Philippi Uvalant, Consiliariorum nostrorum, plurimum confidimus.

Ipsos sex, quinque, quatuor, vel tres eorum, ex certa scientia, nostros Commissarios, Procuratores, & Nuncios speciales per praefatas constituimus, ordinamus, & deputamus,

Dantes & concedentes eidem sex, quinque, quatuor, vel tribus eorum plenam & omnimodam potestatem, auctoritatem, & Mandatum speciale cum dicto Confingente nostro, seu ejus Oratoribus, Ambasciatoribus, Legatis, Commissariis, Procuratoribus, & Nunciis plenam potestatem & auctoritatem ab eo habentibus, de & super quibuscunque Commercibus, Contraveritis, Litibus, differentiis, exactionibus, sumptibus, execrationibus Commerciorum, ac mercu & amabili Mercium & Mercatorum intercursum, inter nos, Heredes & Successores nostros, Reges, Terras, Feras, Ditiones, Domitia, & Loca nostra & sua, & Subditos suos & nostros quocunque tractandi, conferendi, continuandi, & firmandi.

Ac de & super reformatione quocunque attemptatorum, contra formam & tenorem Tractatus Libertatum & Privilegiorum, aliis a Praedecessoribus nostris Mercetibus concessimus, concordandi, prorogandi, & super prorogatis apponendi & concludendi.

Abolitionis quocunque Sententiarum & executionum Executorum in Personis & Bona petendi & obtinendi, concedendi & faciendi,

Ac remissionem & liberationem quocunque Theolo-

nei seu quocunque Theologorum, Cancellariorum, Tutorum, Impositionum, seu Vediculorum, nobis aut Praedecessoribus quovismodo debitorum, similiter concedendi & faciendi, ac petendi & obtinendi.

Ac super approbationibus, concordatis & conclusis, ceterisque omnibus & singulis, praemissa quaecunque concernentibus, quae cum praefato Confingente nostro, seu ejus Oratoribus, Legatis, Procuratoribus, Commissariis, & Nunciis appropinquata, concordata, & conclusa fuerint, Litteras validas & efficaces pro parte nostra tradendi & liberandi, aliisque consimilibus effectibus & vigoris ex altera parte petendi.

Ac de & super Tractatu & singulis Articulis & Capitulis in eodem contentis & Inferis Literas Confirmationis, Magni Signillo nostro consignatas, tradendi & liberandi; & similes ejusdem vigoris & roboris ab eodem Rege vel ejus Commissariis petendi, exigendi, & recipiendi.

Et qualiter omnia & singula praemissa & praemissorum singula quaecunque concernentia faciendi, excedendi, & expediendi, ita & eodem modo ut nos ipsi faceremus & facere possemus id praemissa personaliter intercedimus, etiam si talis foret quae Mandatum exigunt magis speciale quam praefatis hic expressimus.

Procuratores, bona fide & in verbo Principis, nos ratum, gratum & firmum habueris id totum & quicquid per dictos Commissarios, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros, seu eorum res, actum, gestum aut factum fuerit in praemissis.

In eorum rei Testimonium Magnam Signillum nostrum prefatis hinc duximus appendendam.

Datum in Opido nostro Bracellens. Anno Domini millesimo quingentesimo decimo quinto, nono die mensis Decembris.

Sic signat. super Placum.

Per Dominum Principem.

HANETON.

In quorum omnium & singulorum fidem, Testimonium & Approbationem nos Oratores, Legati, Ambasciatores, Procuratores, & Commissarii praefati Illustissimi Regis Angliae superannati, praefatis Literis Signillis nostris sigillatim & manibus nostris subscrip-

Datum in Opido Bracellens die vicima quarta mensis Januarii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo quinto.

Sic subscriptum.

CUTHBERTUS TUNSTALL.
WILLIELMUS KNIGHT.
THOMAS SPENELL.

Et, inter alia praefati Tractatus Capitula, ultimo ipsius Articuli praefato dictum constitutum sit, quod tunc ipse praenominatus Dominus Rex quoniam nos, intra transire in Data Consignationis Literarum penescriptarum, confirmabimus, ratum habebimus & approbamus dictum Tractatum, omnes & singula Capitula, Puncta & Articulus in eo descriptos & contentos, utrique quidem suis Patribus Literis, debite concessis, Magnaque suo Signillo & propriis manu auctoritatis & subscripsi, per ipsum hunc Tractatum nos astringentes, & utrumque promittentes, hunc Regis publici & in Principis verbo, dictum Tractatum singulique ejus Capitula nos munitis & invariabiliter observavimus & servavimus.

Notum facimus quod nos, praefatis sic pensatis, ratumque & gratum habentes quicquid in praemissa per praenominatos nostros Consiliarios, Procuratores & Commissarios, cum praenominatis etiam Oratoribus, Procuratoribus, ac Deputatis praefati Domini Regis Angliae, tractatum, gestum, executumque fuit, & volentesque tunc ipsum Tractatum quicquid quicquid ejus praenotato & vigore praestare tenerem, quoniam id nos attinet, excepti & complere, dictum Tractatum singulique ejus Capitula & Articulus in eo descriptos inviolabiliter, acceptimus, confirmavimus, ratum habemus, & approbavimus, iudicamus, acceptimus, confirmamus, ratum habemus, & approbamus fide praefatum.

Promittentes, fide inter, sub nostri Honoris vaticinio, & in Principis verbo capiente, observare ac tueri, especially observari acque inviolabiliter & integrè vultu facere, dictum Tractatum & singula in eo descripta.

ANNO

1515.

1516.

ANNO

1515.

1516.

descripta; ita quod prefato Tractatu & quibilibet eius Articulis nullo unquam tempore nos & Subditi nostri contravenimus aut contraveniri patuerunt.

In cujus rei Testimonium presentibus nostris manu subscriptis nostrum iussimus appendi Magnam Signilum.

Dat. in Oppido nostro Brunsvici Anno post sevigimilleimum decimo quinto more Gallicano die decima tertia Februarii.

Subsignatus,

CHARLES.

Et super Placum,

Per Dominum Principem,

HANSTON.

Per ipsam Regem.

CV.

17. Juul. Kaysers MAXIMILIAN I. Revers, Herzog Johann den III. zu Cleve gegeben! das Erden Churfürsten und die Herzoge zu Sachsen um ihre forderung und gerechtigkeit! so sie auf die verlassenschaft Herzog Wilhelm zu Ghlich zu haben verneuen! zu frieden stellen wollen! das sie sich der gänglich vertheilen! ohne Herzog Johanne schade und entgehung! Oben Fürsten den 17. Juul 1516. [Lucii Veronensis Mantissa Diplomatum Tractatus de Successione Juliaci & Cliveni adjecta pag. 69.]

C'est-à-dire,

Revers donné par l'Empereur MAXIMILIEN I. à JEAN III. Duc de Cleve, portant qu'il satisfaisse l'Electeur & les Ducs de Saxe pour leurs Droits & Prétentions à la Succession de GUILLAUME Duc de Juliers, en sorte qu'ils y renouvellent aisément, & que ce sera sans qu'il en coûte rien au Duc JEAN. A Fuglen le 17. Juillet 1516.

Wir Maximilian, von Gottes gnaden erwehelter Kaysers Karst! zu allen iren Reichert! Reich! in Brinnman! zu Hungarn! Dalmatien! Croatien u. Königl! Erzhertzog zu Osterreich! Herzog zu Burgund! zu Brabant! und Vorigraff zu u. Westfalen! als wir gänglich bewilligt haben! das wir dem Hochgebornen Johansen dem Jungen Herzog zu Cleve! unsern lieben Oheim! und Fürsten! den sein und der Hochgebornen Marien! weiland Herzog Wilhelm den Väter und Berg! unser Mohn und Fürsten seiner Gemah! wegen! mit denselben Herzog Wilhelm verlass!n Fürstenthum und Landen theilen! und gegen Bezahlung fünfzig tausend gold-Gulden lehen!set! auch überantwortung seiner Schwester! die Hochgebornen unsern lieben Oheim Churfürst! und Herren die Herzogen zu Sachsen und ihre forderung und gerechtigkeit! so sie zu denselben Fürstenthum und Landen zu haben verneuen! zu frieden stellen! und dieselb sein schwester Ebtichen vertheilen wollen! alles ohne sein und seiner Land entgehung! was wir aber dieser zeit! der schwären Kriego-laus! und anderer werthvoller grüßlich! halber mit den genannten Herzogen zu Sachi! ben nicht entscheiden haablen mögen! das wir demnach dem gemelten Herzog Johansen von Cleve zugesagt haben! und thun das verhofflich in Krafft dacks Briefs! das wir denselben Herzogen zu Sachsen! in zwey Jahren! demnach um die verbericht forderung und gerechtigkeit zu frieden stellen sollen und wollen!

also das sie sich der gänglich vertheilen und begelten alles ohne unsern lieben Oheim Herzog Johansen von Cleve! und seiner Land und Lehen schaden und Entgehung! mit Verband dacks Briefs! bekräftigt mit unsern Kayserslichen Insignel. Oben zu Fuglen am lebendigen Tag des Monats Juul Anno decimo sexto, unser Reichert des Reichs! in 31. und des Hungarischen in 27. Jahrrest.

ANNO

1516.

Per Regem.

CVI.

Traité de Paix entre FRANÇOIS I. Roi de France, et CHARLES, Roi de Castille, & de Navarre, entre Madame LOUISE de France, Fille du Roi François, & ledit CHARLES, Roi de Castille. A Nyon le 13. Août 1516. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 138.]

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France, Duc de Milan, & Seigneur de Genes, &c.

(1) Ce sont les Articles, lesquels à l'honneur, gloire, & louange de Dieu notre Createur, de la glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste, ont été traités, accordés, & conclus entre les Ambassadeurs & Deputés de tres-hauts, tres-Excellens & tres-puissans Princes, le Roi tres-Chretien François I. de ce nom, & le Roi Catholique Charles, c'est à savoir de la part dudit Roi T. C. Maître Armes Gouffier, Chevalier, Seigneur de Boilly, Conseiller & Chambellan ordinaire dudit Seigneur Roi tres-Chretien, & Grand-Maire de France: Reverend Père en Dieu, l'Evêque de Paris, Maître Jacques Olivier, Président en la Cour de Parlement à Paris: Et de la part dudit Roi Catholique, Maître Guillaume de Crocy, Seigneur de Caliceves, son Grand (c) Chambellan, Maître Jean le Sauvage, Chevalier, Seigneur d'Escampour, son Chancelier; & Maître Philippe Hanston, son Audientier, à la journée où ils se sont trouvés & assemblés en la Ville & Cité de Nyon, au premier jour de ce present mois d'Août, en observant la conclusion prise à une autre journée, qui dernièrement fut tenue en ladite Ville de Nyon, pour traiter, tant l'assistance de la bonne Amié, Consédération, Alliance & Intelligence, qui est entre ledits Rois, & la faire & rendre plus étroit & durable, au bien, honneur & repos d'eux, Souveraineté & pacification de leurs Roiaumes, Pais, Terres & Seigneuries, & Sujets, que pour autres grandes raisons concernant la Paix, le bien & utilité d'eux, & de leursdits Roiaumes, Pais, Terres & Seigneuries, & Sujets; lesdits Ambassadeurs garnis chacun des Pouvoirs suffisants desdits Seigneurs Rois & Princes desdits nommes, quant à faire, conclure, & accorder les choses qui s'ensuivent.

Premièrement, combien que entre ledits Rois tres-Chretien & Catholique ait été & soit petite par le Traité, qui fut fait à Paris le 24. jour du mois de Mars 1514. bonne Amié, Consédération, Alliance, & Intelligence, en laquelle il n'a été rien innové d'une part ni d'autre; néanmoins pour plus grande coopération & fermeté d'icelle, lesdits Ambassadeurs sachant la volonté & singular désir qu'eux Seigneurs Rois tres-Chretien & Catholique ont de vivre & demeurer en ladite Amié, Consédération & Alliance, a été expressement dit & accordé, que bonne, vraie, loiale, & indissoluble Amié, Union Fraternelle, Intelligence, Consédération, & Alliance perpennelle, est & sera de nouveau prise entre les Rois tres-Chretien & Catholique, pour eux & leurs Successors Rois, & chacun de leurs Roiaumes, Pais, Terres & Seigneuries, tant deçà que delà les monts, en façon qu'eux Seigneurs Rois dorénavant seront bons, vrais, & loiaux frères, Amis, Considérez, & Allies, amis des amis, & ennemis des ennemis, pour la garde, salut, & déffense de leurs Etats, Roiaumes, Pais, Terres, & Seigneuries & Sujets, tant deçà que delà les monts, s'embrassent, cheriront, & garderont chacun bien & s'entraideront de tout leur pouvoir la vie, l'honneur, & les Etats l'un

(1) Et qui sont avec les conclusions.

(1) Les conditions de ce Traité furent son Ordonnance publiée du roi de France. L'ordre de que les deux Instrumentes, & différents Paix de France, sont tous deux dans la Bibliothèque du Roi, au second Volume des Traitez de France avec l'Étranger. VARIAS Milan & François I. Art. II.

ANNO
1516.

c'est à savoir en la Ville de Lille, au cas qu'il y fût pour lors, en la Comté de Flandres, ou en ses Pais d'environ; & au cas qu'il fût en Castille, ou autre lieu en Espagne, icelle Dame sera délivrée es Villes de Perpiignan, ou Forcaraise, au choix dudit Roi Catholique; & dedens deux mois après que ladite Dame ayez ledits onze Ans & demi accomplis, & qu'il aura épousé ladite Dame par paroles de présent, en faveur & contemplation dudit Mariage, ledit Seigneur Roi tres-Chretien son Père lui conduira en dor, & audit Roi Catholique son futur Epoux, tout le droit, nom, raison, action & querelle qu'il prétend lui competer & appartenir au Royaume de Naples, & aussi la meublerie & enjouillers de tous membres, habits, joyaux, tels qu'à son état appartient, & par ce moyen elle & sondit futur Epoux, en la forme & manière qu'il sera avisé, renoncera à tous droits paternels, maternels, & collatéraux, qui lui seroient & pourroient échoir & avenir, pour quelque cause que ce soit, au profit des enfans mâles venant du Mariage desdits Roi & Reine tres-Chrétiens, tant qu'il y ait mâles, ou descendant d'eux. Et s'il avient, que Léon ne veuille, que devant l'âge desdits onze Ans & demi accomplis, ledit Roi Catholique aille de vie à trépas, ladite Dame prendra ledit Seigneur Infant Don Fernand de Castille, son Frere, s'il n'étoit lors marié à la Fille d'Hongrie. Et s'il avient, que Dieu ne permette, que madame Dame Louise aille de vie à trépas dedens ledit onze Ans & demi accomplis; & que de la grossité d'enfant que la Reine a de présent, vienne une Fille, ledit Seigneur Roi Catholique la prendra, ledit âge de onze Ans & demi accomplis; & si icelle Fille aille de vie à trépas devant la consommation, prendroit madame Dame Renée. Et si ledit Roi Catholique, que Dieu ne veuille, decedoit avant l'accomplissement dudit Mariage à l'une desd. Dames, ledit Seigneur Infant de Castille entrera en son lieu, & sera tenu prendre à future Epouse l'une desdites Dames selon l'ordre d'icellui, si toutefois il n'étoit lors marié à ladite Fille d'Hongrie; & aussi que madame Renée ne fût lors allée en autre lieu, sous les conditions, & aussi les renonciations desdites Successions paternelles & maternelles, collatérales, présentes & futures desd. déclarées.

Et pour ce que de présent pour le mariage de madame Dame Louise, & autres Dames d'icelles nommées dont est fait mention, ledit Mariage ne se peut faire & accomplir, à cette cause pour la sécurité d'icelles, & afin que les Parties soient plus enclins d'icelles parfaire en temps & lieu, & de le mettre à exécution, seront données lettres d'un côté & d'autre telles & semblables par écrit, qu'elles furent dernièrement convenues & accordées entre les Commis & Deputés desdits Seigneurs Rois, & par eux ratifiées au Traité de Mariage, qui desd. fut accordé & devoir faire entre icelles Roi Catholique & madame Dame Renée; lesquelles obligations & faveurs demeureront en leur force & vertu quant à ce présent Traité, en la forme & manière que si elles y étoient mot à mot de présent insérées.

Et pour plus grande sécurité & corroboration desd. promesses d'icelui Mariage, ce présent Traité sera passé par le Roi en son Conseil, là, enregistré & verifié en la Cour de Parlement à Paris, les Chambres des Comptes, & Generaux par le fait de la Justice des Aides, & du Tresor, en la présence, & de l'express consentement du Procureur du Roi.

Toutes lesquelles provisions, lettres, & promesses, ledit Roi tres-Chretien fera entièrement, & par effet accomplir, & en fera délivrer rolement & de fait les Lettres & Dépeches nécessaires dedans trois mois après la ratification de ce dit Traité. In quelle ratification se fera par ledit Seigneur Roi tres-Chretien desdits six semaines, prochaines, en la présence des Ambassadeurs dudit Roi Catholique, en la forme & manière que dessus, sous l'hipothèque & obligation de tous & quelconques des biens présents & avenir, sous leurs sousscriptions, renonciations, constitutions de Procureurs, qui se nommeront le jour de la ratification, telles & semblables, qui sont contenues audit Traité de Paris. Et aussi respectivement s'il venoit, que madame Dame Louise en cas qu'elle decedât, les autres Dames en l'ordre que dessus, l'âge desdits onze Ans & demi accomplis, icelui Roi Catholique ne voudrait procéder à la consommation & consommation dudit Mariage, ou que ledit Mariage rompit par sa faute; en ce cas ledit Seigneur Roi Catholique doit maintenant se soumettre aux pouvoirs, obligations, constitutions de Procureurs, & autres autres choses contenues audit Traité de Paris, lesquelles quant à ce feroient leur effet, comme elles

feroient par ledit Seigneur Roi tres-Chretien.

Et aussi sera tenu ledit Seigneur Roi Catholique jurer & continuer ce dit Traité dedans six semaines prochaines, en la présence des Ambassadeurs du Roi tres-Chretien, & donner sécurité dans le terme ci-dessus déclaré, en la forme & manière que ledit Roi tres-Chretien est tenu faire de la firme.

Item. Et par ce présent Traité de Mariage ledit Seigneur Roi Catholique dolera ladite Dame Louise, ou les autres Dames au cas delcuius, de la somme de cinquante mille écus d'or au soleil, de rente annuelle leur vie durant, qu'il leur sera assigné par ledit Roi Catholique, ou ses héritiers, en bonne & convenable assiette. C'est à savoir trente mille écus d'or au soleil en Espagne, & les vingt mille écus sur Hedon, & les pieces que ne sont Madame Marguerite d'Angleterre, veuve de feu le Duc Charles, & les pieces de valence; sinon le reste par autres pieces de prochiein en prochiein, jusques au parfait de ladite somme, les Maisons & Forteresses sans autre assigne de Douaire non comprises, desquelles il y en aura une meublee, aussi & comme il appartenait son écu pour la faicture, lesquelles Places & maisons seront tenues & toutes autres, qui seront baillées pour ledit Douaire, en bon & suffisant état, comme Douairerie viagerie doit & est tenue de faire.

Item. A été traité & accordé, que si par le trépas de l'une ou de l'autre desdites Parties, lesdites Mariages n'étoient parfaits & fortifiés elles, ou que d'icelles ne vinssent enfans, ou que la lignée d'eux decedât, en ce cas chacune des Parties demeurera en son droit de action audit Royaume de Naples, tels qu'ils y prétendent présentement.

Et outre & été expressément capitulé, convenu, & accordé entre les Ambassadeurs desdits Seigneurs Rois, que si icelui Roi Catholique prenait parti ailleurs, & se marier sans attendre l'âge parfait de madame Dame Louise, ou des autres, en la forme que dessus, ou elle étant d'âge ne vouloit être & accomplir ledit Mariage, ainsi que dessus est dit, ou autrement, directement ou indirectement, avient ou moien, ou soit cause par lui ou par autre, que ledit Mariage ne vint à effet ou execution, en cas, & son chacun d'eux donnera, redra, & transportera dès à présent comme pour lors, tout le droit qu'il prétend avoir audit Royaume de Naples, desd. le Far, audit Roi T. C. ou à ses Successeurs Rois, & relâchera & quitera ledits fermes, que les Capitaines, Vaisseaux, & Sages du Royaume, pourroient avoir envers lui, & consentira qu'ils reçoivent & mettront ledit Roi tres-Chretien audit Royaume de Naples, lequel y renoncera à son profit, & en cette même forme le fera ledit Seigneur Infant de Castille, son Frere, en cas que ledit Roi Catholique decederoit & trépas de vie à trépas, & que en ensuivant le contenu audit Traité, seroit subrogé au lieu de sondit Frere, d'avoir & prendre pour femme & Epouse madame Dame Louise, ou les autres, en l'ordre & en cas ci-dessus spécifiés & déclarés, & ce obligent & hypothéqueront tous & chacun leurs biens, & y sera contenté & donner Lettres scellées des principaux d'icelui Royaume de Naples dedans le temps qu'il sera avisé au jour de la ratification de ce dit présent Traité.

Et si pareillement ledit Roi tres-Chretien, & madame Dame Louise sa Fille, & les autres Dames, chacun en leur égard, directement, empêchent, & ne veulent donner leur accord & consentement en temps dû, comme ci-dessus est mentionné, que ledit Mariage soit parfait & accompli, & elle, ou les autres Dames, qui succederoient audit Mariage en son lieu, délivrées audit Roi Catholique, ou Infant, pour l'accomplissement dudit Mariage, dedans le temps d'icellui, & en cas, & chacun d'eux, ledit Seigneur Roi tres-Chretien fera telles & semblables déclarations, & renonciations dudit Royaume de Naples, au profit dudit Roi Catholique, & de sondit Frere respectivement, avec les obligations & faveurs contenues audit présent Traité, qui seront respectives, & consenties que ceux dudit Royaume de Naples baillent ledites lettres.

Et pour autant que ledit Royaume de Naples est tenu en fief de l'Eglise, pour plus grande corroboration & sécurité des choses dessusdites, ledits Seigneurs Rois, après que ce présent Traité sera fait & conclu, & par eux ratifié, juré & promis, pourroient par ensemble par leurs Ambassadeurs, que note Saint Pierre le Pape ait à l'agréer, ratifier, & approuver, & que le bien de Paix de toute la Chrétienté. Et au cas que madame Dame Louise, que Dieu ne veuille, avant l'accomplissement dudit Mariage, aille de vie à trépas, & que l'autre Fille, qui pourroit être de la présente grossité de

ANNO
1516.

ANNO
1516.

de la Reine, on madame Dame Renée, seroit subrogée en son lieu; lesdites constitutions de Dot, renouciations, & autres capitulations, & conventions ci-dessus nommées & déclarées, feroient subsister pour lors, & déhors pour maiesté, entre lesdits Ambassadeurs & Deputés, accordées & passées en la forme que dessus est touchée. Et seroit par lesdits Seigneurs Rois ratifiées, & approuvées par toi & serment, & données les Procurations respectivement à ce requises & nécessaires pour l'entretenement d'icelui, selon que dessus est dit.

Et pour ce que le Mari ne fût les fruits siens de la chose dotale jusques à ce que le Mariage fût accompli (car la Dot se donne pour subsister les charges & frais de Mariage) & que ledit Roi Catholique demeure Possesseur du Royaume de Naples, la raison veut, que jusques à ce que ledit Mariage fût accompli, & que dudit Mariage il y ait enfans, pour les fruits que pendant il recevra, il lui soit recompensé audit Seigneur Roi Tres-Chretien. A cette cause, lesdits Ambassadeurs & Deputés dudit Seigneur Roi Catholique, ont accordé, que icelui Roi Catholique donnera dorénavant par chacun an audit Seigneur Roi Tres-Chretien, jusques à l'accomplissement dudit Mariage, la somme de cent mille écus d'Or au Soleil, & de l'accomplissement dudit Mariage, en aiant, sa vie durant, ou jusques à ce qu'il y ait enfans mâles dudit Mariage, ou femelles, la somme de cinquante mille écus d'Or ne se paiera plus. Et sera ladite somme de cent mille écus par son paiement jusques à la délivrance qui se fera de madame Dame Louise, ou de l'une desdites autres Dames, & en ce cas lesdits onze ans & demi accomplis, & ledit Mariage fait par paroles de présent, & les cinquante mille écus depuis la consommation dudit Mariage, durant la vie du Roi Tres-Chretien, ou jusques à ce qu'il y ait enfans, paier ainsi qu'il en suit.

A faveir est, le premier paiement écherra un an après la conclusion de ce présent Traité, fait par lesdits Ambassadeurs, & se paiera en la Ville de Narbonne, ou de Lion, au choix dudit Roi Catholique, à un terme, & de là en avant à deux termes, l'un en ladite Ville de Narbonne, ou de Lion, audit choix.

Et pour sûreté de paiement desdits cinquante mille écus au Soleil respectivement, ledit Seigneur Roi Catholique, & ses Censures Apolloniques, & sous l'obligation de tous ses Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries, & biens qu'il a es Pais d'Espagne, Sicile, Naples, & Aragon, Comtes de Roussillon, Sardaigne, & autres qui lui sont échus & venus par le trépas dudit feu Roi d'Aragon: & outre donnera bons & surs répondeurs, à l'éllection & contentement dudit Roi Tres-Chretien, & Cités de Gènes & Avignon, au premier paiement qui se fera de ladite somme de cent mille écus. Et si l'aveoir que ledit Roi Catholique ne pût pour aucunes années trouver répondeurs tels, que dès à présent pour lors, & dès-lors pour maintenant, oblige audit Seigneur Roi Tres-Chretien, tous les Marchands & Négocians de tous froids Pais & Royaumes, à lui avertir & échoir par le trépas dudit feu Roi d'Aragon, comme dessus est dit; lesquels en défaut de paiement icelui Seigneur Roi Tres-Chretien pourra de sa propre autorité, pour lui & les siens, sans garder aucune solennité de droit, prendre, & arrester avec tous leurs biens quelconques, jusques au paiement desdites sommes, avec toutes autres choses qu'ils pourroient fuir ou contraire, auxquelles quant à ce que dessus est dérogé; & de faire & accomplir les choses dessusdites, ledit Roi Catholique donnera ses Lettres en bonne, ample & valable forme audit Roi Tres-Chretien, dedans le tems de la Ratification de ce présent Traité.

Item. Et pareillement est convenu & accordé, que si l'aveoir, que madame Dame Louise, ou l'autre fille qui viendra après, ou madame Dame Renée, survenant es cas dessusdits touchés, ledit Seigneur Roi Catholique, ou ledit Infant son Frere, seront mariés en la forme que dessus est dit, suiviroient icelui Roi Catholique, ou son fils Frere, & que dudit Mariage ne seroient issus enfans, ou enfant, ou que la lignée d'eux défaille, en ce cas ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, & ses Successeurs Rois, retournent au droit & quelle qu'ils prétendent audit Royaume de Naples, & n'en pourra madame Dame Louise, ou les autres Dames, disposer, toutefois en ce fustait le Roi seroit tenu d'en donner tout audit Royaume, ou ailleurs, de quelque somme raisonnable, comme à leur éut appa- rait.

TOM. IV. PART. I.

Item. Et combien que ledit Roi Catholique demandât, que es défauts dessus touchés, ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, pour retourner à son droit qu'il prétend audit Royaume de Naples, fust tenu préalablement rembourser ce qui auroit été donné par ledit Roi d'Aragon, & ce qui sera païé par ledit Roi Catholique présent; toutefois après qu'il a été remontré par lesdits Ambassadeurs dudit Roi Tres-Chretien, que la chose ne seroit raisonnable, attendu qu'il pout entièrement dudit Royaume, ils ont accordé, que ledit cas venant du retour, il ne se fera aucune restitution d'icelles sommes païées, & à paier.

Item. A été traité & accordé, que les conditions, qui sont apposées en icelui Traité, en faveur du Roi Tres-Chretien, touchant le droit par lui prétendu audit Royaume de Naples, comme la constitution de la somme annuelle, qui lui est réservée, sera sans préjudice du droit, & des investitures des Prédécesseurs dudit Roi Catholique, & ne s'en pourra ledit Roi Tres-Chretien aider en aucune manière.

Et pareillement est accordé, que cet Article sera réciproque, quant audit Seigneur Roi Tres-Chretien, & ne lui posera la donation & transport qu'il fait de son droit dudit Royaume de Naples en faveur & contemplation, & pour dot de madame Dame Louise sa fille, ou des autres, & est desdites, ni autres choses convenues en ce présent Traité, préjudicier à son droit, & aux investitures de ses Prédécesseurs Rois, & ne s'en pourra faire ledit Roi Catholique aider, en quelque façon & manière que ce soit.

Item. En contemplation de cette Amitié présente, le Roi Catholique, & son prochain Hoir mâle descendant dudit Mariage, jouiront, posséderont, & prendront de grace & pardon d'icelui Roi Tres-Chretien, à leur profit, chacun en l'Aide ordonnée d'Artois, que l'on dit l'ancienne composition d'Artois, à commencer le premier jour du mois de Décembre dernier passé, par leur simple quittance, & par les mains du Receveur commis par le Roi à faire la recette dudit Aide, en la forme & manière accoutumée du tems du feu Roi de Castille, Pere d'icelui Roi Catholique, & par ce que ledit Roi Catholique donnera Lettres signées & scellées de son sein, audit Roi Tres-Chretien, par lesquelles il confessa l'icelle composition appartenir au Roi, & qu'il a & prend par don de grace de lui, & ce afin que par longue succession de tems l'un ne puisse dire icelle appartenir audit Roi Catholique, & l'avoir prescrit.

Item. Consent & accorde icelui Seigneur Roi Tres-Chretien, que le Roi Catholique, & son Hoir mâle descendant dudit Mariage, puisse lever & exiger toutes & chacune les Aides & Subsidés, qui leur ont été, & seront ci-après consentis & accordés par les Etats du Pais & Comté d'Artois, sans que pour les lever il convienne après chacun accord & consentement, avoir Lettres d'Ordon dudit Roi Tres-Chretien, sinon de dix ans en dix ans, pour lesquels premiers dix ans, icelui Roi Tres-Chretien fera de sa part donner & délivrer ses Lettres audit Roi Catholique.

Item. Aussi est traité, accordé, & conclu, que Madame la Duchesse d'Autriche, Douairière de Savoie, aura maintenue du revenu des Greniers à sel des Comtes de Charolois, Chateauchinon, & Noiers, prenant ledit revenu par Lettres & Ordon dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, qui lui seront données selon & en observant le Traité de Paris, aura aussi madame Dame maintenue dredits Comté de Charolois, Terres, Seigneuries, & Places de Chateauchinon, Chaudais, & la Perrière, moientant toutefois que préalablement elle donnera à Madame la Duchesse de Longueville, sa gendre demeurée Veuve du feu Duc de Longueville, en Terres & Seigneuries, valant de revenu net, autant que valent les Places, Terres, & Seigneuries à elle appartenans, qui lui sont tenues & occupées, mouvans du Comté de Bourgogne, ainsi qu'elle sera appa- rait par les Papiers & Registres de ceux qui en suivent la recette auparavant ladite donation; pour partie duquel revenu, ou pour le tout, si le peut porter madame Dame de Savoie, donnera à ladite Duchesse de Longueville, les Terres & Seigneuries de Chausse, & la Perrière, pour autant qu'il sera grossé qu'elle vaudra de revenu, par les Comptes, Papiers, & Registres des revenus d'icelles Terres, depuis du eob de chacune Dame fustille, les Fiefs & aumônes, gages d'Officiers, & Charges ordinaires, & autres fers lesdites Seigneuries, & le reste si accorde y en a. Sera tenu ledit Dame de Savoie, donner & assigner sur la Terre & Seigneirie de Chateauchinon, & autres piecies à madame Dame

FF 2

L'Ar-

ANNO
1516.

ANNO
1516.

L'Archiduchesse appartenantes en la Comté de Charolois, jusques à la valeur & concurrence des sommes, qu'il sera trouvé que valaient ledites Places & Seigneuries ainsi dénuées & occupées, comme dit est, pour en jouir par ladite Duchesse Veuve, & ses enfans, jusques à ce que ledites Places, qui lui sont dénuées & occupées, lui soient rendues & restituées : & si icelles Places de Charolois & la Perrière étoient restées, pour autant qu'elles fussent rachetables, ladite Dame sera tenue audit cas lui donner autres Terres & Seigneuries de semblable revenu, & pour faire l'évaluation & appréciation du revenu desdites Terres sus-nommées, seront commis & députés, à l'effet de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, un Maître des Comptes à Dijon ; & de la part de madame Dame de Savoie, Maître Hugues Marinier, Conseiller, & Maître des Requêtes ordinaire dudit Seigneur Roi Catholique, lesquels se trouveront en la Ville de Charolois, le premier jour du mois d'Octobre prochain, pour procéder en ladite Commission, & donner à ladite Dame de Longueville sa récompense en la forme que dessus ; & au surplus pour ce que ladite Dame de Savoie, entant que le revenu & émolument, que le feu Duc de Longueville a par ci-devant pais & levé desdits Comté de Charolois, & Seigneurie de Chasteluchin, ou des Greuets à sel dudit Comté de Chasteluchin, & Noiers, pour récompense d'icelles Places & Seigneuries dénuées, se mouve beaucoup plus que le revenu d'icelles Places occupées par madame Dame de Savoie, enverra devers le Roi lui remontrer à ce que la raison lui feroit faire l'autre plus que monteroit le revenu desdites Terres, pour lui en faire la raison. Et quant à la permission desdits Greniers, Ombres, Subsidies, & Gabelles de Chasteluchin, Noiers, & autres, & aussi de la furieuse des mille livres Viennois en la Sauserie de Salins, distribution du sel d'icelle en la Duché de Bourgogne, & Terres adjacentes, & nominations des Officiers, ledit Seigneur Roi Tres-Chretien en donnera ses Lettres, pour en jouir par madame Dame de Savoie, sa vie durant, & après son trépas par ledit Roi Catholique, le tout selon ledit Traité de Paris, de ce faisant mention, & aura madame Dame de Savoie des maintenant mainlevée desdits Greniers, & autres droits dessusdits.

Item. Et pour ce que par ledit Traité de Paris a été ordonné & conclu, que ledits deux Seigneurs Roi envoient leurs Députés au premier jour d'Aoult lors prochain venant, en la Cité d'Arras, avec pouvoir suffisant pour visiter, décider, & déterminer des pertes, intérêts, & dommages, que les Marchands du Royaume, & des Pais dudit Roi Catholique, avoient supportés durant la Guerre, qui avoit été suscitée entre les Rois de France & d'Angleterre, laquelle journée là depuis continuée au premier jour de Janvier ensuivant, auquel jour pour aucuns grands affaires survenus l'on ne put envoyer, & n'y a été fait aucune chose, & que lesdits Marchands demeurent sans avoir raison ni restitution de leursdites pertes, ledits Ambassadeurs desirant être pourvus à l'indemnité d'iceux Marchands, & que la raison leur soit faite, afin aussi d'éviter la dépense qu'il couviendra faire en tenant ladite journée, ont présentement écrit, accordé, & conclu, que de la part dudit Roi Tres-Chretien seront commis en la Ville de Paris, deux bons & loiaux Marchands, gens de bien, entendus, & expérimentés au fait de marchandise, lesquels auront autorité d'icelui Seigneur Roi, de recevoir les plaintes & doléances, avec la déclaration des pertes & dommages souffertes par les Marchands des Pais & Seigneuries dudit Roi Catholique, & les noms & surnoms de ceux qui ont fait & commis ledits dommages, ouïr & entendre tout ce que ledites Parties voudront dire, proposer, & alléguer d'une part & d'autre, & icelles Parties ouïes sommairement, & sans figure de procès, ordonner sur la restitution & récompense desdits dommages, selon que en leurs loiaux & consciences ils verront être à faire par raison : & de la part dudit Roi Catholique, seront aussi commis & députés en la Ville d'Anvers, deux Marchands de la qualité que dessus, lesquels auront pouvoir & autorité d'icelui Roi Catholique, de recevoir les doléances, déclaration des Parties, noms & surnoms de ceux qui ont endommagé les Sujets du Royaume, pour le tout voir, & Parties appelées & ouïes, ordonner sur la restitution & récompense d'iceux Marchands dudit Royaume, comme dessus. Et sera la Provision & Ordonnance desdits Marchands formée & exécutée, comme Sentence donnée par Juge ordinaire, & pallée en force de chose jugée, n'apellable autres op-

pérations, proclamations, ou appellations qui se pourroient faire au contraire.

Item. Et aussi a été conclu & accordé, que les clauses & articles & appointés au Traité de Paris, touchant la restitution des droits, gabelles, & autres desdits Seigneurs Rois, & autres choses contenues audit Traité, auxquelles par ce dit présent Traité n'est dérogé, demeureront en leur force & vertu.

Item. (4) Et pour ce que le fait de Navarre pourroit donner quelque trouble à cette présente Amitié, au sujet des Alliances & promesses, que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien avoit avec le feu Roi de Navarre, & la Reine, après plusieurs remontrances & instances faites par les Ambassadeurs dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, en cette manière, iceux Ambassadeurs du Roi Catholique, pour plus grande fermeté & corroboration de cette présente Amitié, Considération, & Alliance, & pour ôter toutes occasions de troubles & empêchemens d'icelles, ont accordé, que si-tôt que ledit Roi Catholique sera en ses Pais d'Espagne, ou il espère aller de brief, s'il plait à la Reine de Navarre, & ses enfans, envoyer leurs Ambassadeurs & Députés devers lui, pour lui faire remontrer le droit qu'ils prétendent audit Royaume de Navarre, & après iceux ouï, & que ledit Roi Catholique aura entendu le droit de ladite Reine, & de ses enfans, ledit Seigneur Roi Catholique consentira icelle Reine, & ses enfans, selon la raison, en manière qu'ils se devront raisonnablement contenter, sans toutefois que par ce présent Article ledit Roi Tres-Chretien se départe de l'Alliance, Promesse, & Union qu'il avoit avec ledit feu Roi de Navarre, & la Reine, laquelle demeurent en force & vertu, au cas que ladite Reine ne seroit contentée selon la raison comme dit est. Et s'il venoit que ledit Roi Catholique n'allât esdits Pais d'Espagne, dedans huit mois prochainement venant, ledits Ambassadeurs de ladite Dame pourroient aller devers ledit Seigneur Roi Catholique, là où il sera, lequel leur fera la raison, comme il lui échoit esdits Pais d'Espagne.

Et ont été, par les Ambassadeurs desdits Rois, nommés Conservateurs de ce présent Traité, notre Saint Père le Pape, le Saint Siège Apostolique, le Saint Empire, Electeurs, & Princes d'icelui, qui pourroient & feront tous affiler de leurs pouvoirs la Partie, qui entendra de ce présent Traité de Paix, à l'accomplissement de celle, qui ne le voudra entretenir, garder, & observer.

Toutes lesquelles choses ci-dessus contenues & écrites, ainsi mandées, conclues, & accordées, nous Ambassadeurs députés desdits Seigneurs Rois Tres-Chretien, & Catholique, dessusnommés, en vertu de nos Pouvoirs qui seront donnés l'un à l'autre, avons promis, & promettons faire valloir, agréer, confirmer, approuver ; & jurer par iceux Rois Tres-Chretien, & Catholique, chacun en notre regard, dedans le terme de six semaines prochainement venant, le tout selon & en ensuivant la forme & manière qui dessus est déclarée. En témoin de ce, avons signé ce présent Traité de nos seings manuels, & scellé du seing de nos Armes, en la Ville & Cité de Noion, le treizième jour du mois d'Aoult 1516. Ainsi signé, ARTUS GOURPIER, l'Evêque de Paris. JEAN OLIVIER, G. DE CROY. JAQ. LE SAUVAGE, & P. HANRETON.

(4) Cet Article est ainsi conforme à celui, qui doit entrer dans l'Original que les Espagnols produisent sous son appui : mais l'article duquel l'Original partant que le Navarre leur restitue deux de leurs & leurs d'Arras : que si dans un terme de trois années ne pourroient élever les loiaux de Calice, à une somme, l'Original le pourroit employer pour Arras pour le contraire, sans contester un seul denier : ce qui est bien peu raisonnable. Le même Original ajoute que ce même Traité pourra, que si l'Empereur voulait rendre Venise aux Vénitiens dans deux mois, ou les donnerait tout autre droit pour le dédommagement de ses furs, le d'él et le valait peu. Mais le l'original lui rend la question. Ces articles ne sont point dans cet Original. VARIANTE, l'Original de François I. l. 16.

CVII.

LEONIS Pape X. Bulla Concordatarum, inter 18. Août.
ipsum & Sanctum Sedem Apostolicam, ab uno
& FRANCISCUM I. Regem Gallie
Regnum Gallicum a parte altera, de abrogatione
Pragmaticæ Sæculationis instrumentum, quibus inter
alia, Papa Regi nominatim ad Prelatos,
Rex vero Pape Annatas super eisdem concedit.
Dat. Roma apud Sanctum Petrum Anno Incar-
nacionis

L'ORIGINAL
EST EN
FRANÇOIS

ANNO
1516.

notatus Dominica 1516. quinto-decimo Kalendas Septembris. Cum BULLA Confirmationis in Concilio Lateranensi folesse data 14. Kal. Januarii 1516. Et FRANCISCI Regis Litteris pro Executione dictarum Concordatarum in Reges fas, et in Defensum. Dat. 22. Martii 1517. Accedunt LITTERÆ, tam Pontificie quàm Regiæ, et de Relatione et Prolongatione Dilatorum ad Concordata approbanda, per Prælatos aliosque Regis Proceres, etiamnum remittentes. Datum Avini 1517. Et 1518. Item Eiusdem Pontificis CONSTITUTIO de Annatis, atque LITTERÆ de Facultate Regi concessa primum mensis Gradus debuit immutandi, æque ad Concordata adversas omnes impugnatores protegendi. Anno 1516. Et 1518. Sequuntur FRANCISCI Regis Mandata de Registratione Concordatarum facienda in Curia, Et de penis contravenientibus infligendis. [PHILIPPI LABERI Calichio Concilior. Tom. XIV. col. 358. Eiusdem Collectio in Concilio Lateran. Session. XI. pag. 491. Collectio Regis Concilior. Tom. XXXIV. pag. 481. Tractatus Concordatorum PETRO REBUFO Auctore, & Glossatore, per totum. BULLARIUM Magnus, Tom. I. pag. 577. LEIBNITZ, Mantissa Codicis Juris Gent. pag. 161. RAYNALDI Contin. Annalium Cæs. BADOINI, Tom. XX. Anno 1516. per Extr. (1)]

TITULUS I.

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux, Atlanticus Comes, ac Genes Dominus, omnibus his Litteris lectis, Salutem. Cum tunc primis superius adhib. Ludovico, memoris commendabilis Regis, Socero nostro, caput saluta prospiceret Altissimi, Sacrum Lateranense Concilium scriptis editis Decretis, eundem Socerum nostrum ad eundem Concilium Conveniam evocasset, cum eoque Regis nostri Cælis summas (quas Parliamentarias vocamus) Ecclesiasticas insuper universis Gallicam cunctasque Regni nostri Gentis, Delphinatibusque nostri Potestatibus, admonendisque censuisset, ut si quid auctoritatis prius adferre, si qua jura cære, si rationes confectas palam edisserere posse cõfiderent, quominus Sanctio Pragmatica eisdem Concilii auctoritate acquiesceretur, abrogaretur, induceretur, irritaque omni nulla pronunciaretur, & Schismatica id infra diem dictis Decretis predictam efficeretur. Quo neglecto, talis denique Sacro approbante Concilio decerneretur, datum utrem futurumque nobis diplomatico fastigio divina benignitate auctis, Regumque suspicito inveniendis, cum rursus ejusmodi Edicta alia æque alia ad eandem auctoritatem manibus nobis innotuissent, nostrisque Cælis Ecclesiæ Gallicane, ac Subditi Populis Edicto novissimo ex causis peremptorio spes nobis esset purganda mox præcisa, et si ulterius cunctari in animo indulsissimus, futurum omnino videremur in hac discrimina incidere, quæ ante dicta Pragmatica Sanctionis Decretum hoc in Regno nostro Patrique Delphinati locum sibi vendicarent: Ideo nos antea repautes quædam omnia alia illius Pragmaticæ Sanctionis promulgationem, indignas rerum, ac deformitas in Regno nostro Patrique Delphinati grassaretur; cum videlicet res numeraria, quibus veluti nervis Republica fabricata est, ex maxime ac præcipuè ratione exhaustur, cum Præfibus & Ansellis Sacerdotiorum confederum liberos, facultasque admittere: cum Fœderis, & Incas Sacerdotum Gallicæ sapennumero denotaretur, cum Diplomatis Apostolicis, quos Expectativas occupabant generatim insilluissimæ sapientium hominum, spiritumque Sacerdotum electiva, mixta ac collata in diem moris eorum conferrentur, qui eis flangebant, id quod cum bonis moribus non con-

venit, tum verò alieni sui votum habet adjuvatum. Postremò cum Sacerdotiorum controversia litesque fieri in Curia Romana disceptatione ingenti nostrorum hominum dispendio, & incommodo, ex quo se quæ plerumque occidit erat, ut qui vel temporibus impeditari, vel laboribus sufficere nequirent, hi aut sui suo celere, aut causis desistere, ac pro decretis habere cogentur; simul ac accedebat deformitas, ut Litterarum studio, & Discipulis liberalium incumbebat ut Sacerdotis adhibere nequirent, aut qui adhibere cõperent, Litterarum studium alijcere, aut censè disponent cogentur, passimque per Urbes errabundè vagari, ut id periculum imminere videretur, ne Litterarum tandem antea & Scientia per incertum evanescerent. Quam igitur summo-perè nobis videndum esse existimavimus, ne hujusmodi indignitas in Regno nostro existeret, id quod sanorum Intellegimus, tempore utique intervidendum esse duximus, ac rebus nostris periculisque pro se sua cõsolvendum, immunitatem dentinentia minime ac leviori dispendio redimenda. Quæ cum Bononiam cum omni nostro Comitatu venissemus exhibende grati reverentia Sanctissimo Patri nostro Leonis X. Pontifici Summo, quam et Francie Reges majores nostros, et proximos ac maximos sacro-sancitæ Ecclesiæ filios exhibuisse, nosmet, obvisis precibus ab eo contempsimus, ut si Pragmatica inveni omnino esset abroganda, saltem vice illius, bona sua, Consilique venia certas nobis leges, conditionesque mediari committisquæ liceret, quibus imperium nostrum supradictum in potestatem intraret. Quod ad ea quidem pertinet quæ Sanctione Pragmaticæ convenerunt, quibus nostris precibus exorta Pontificis Sanctitas (nam ei quoque tota etiam Regni nostri Ecclesiæ recte æque ordine administrari) hanc ægè nobis indidit, ut Conventa quæcum nobis mediari committisquæ liceret Pragmaticæ Sanctionis vicem Regno ac Portuati supradicto utique præstare, quæ ipsa eisdem Consilii auctoritate alienisquæ confirmarentur, quam homologationem vocant, cum istiusque Decreto quibus commutationis curam, cum tunc fuit Sanctitas & nos mandavissimus vix quibusdam consiliis, ita cõfida temperantia sunt ac Conventa, ut pterque Pragmaticæ Sanctionis Capitula firma nobis pedibus ratæque futura sint; quæ sunt et, quæ de reformationibus in universum, quæ stellarum facili statuta de collationibus, de causis, de fructuationis appellationibus, de marisquæ Constitutionibus Clementine, quam Litteris vocant, de liberè quiesque possidentibus, de Concubinatibus, quædamque alia, quibus nihil in Conventa derogatum abrogatumque fuit, nisi si in quibusdam capitulis occulta interpretanda immutanda censuimus, quod si res referre utilitatem publica arbitramur. Quod verò ad Electiones pertinet, minime quod operamur obtinere possumus, curis in dictis Conventis latissime inferri, ac rubilo fœre, tamcum ab eisdem Pontificis Sanctitate dilationem fœmescere impetravimus in rebus transigendis, super hisque viros multos doctrina cõmis, Litterarumque peritis præditi, aliisque rerum callentissimos consultavimus, tandem de eorum Sententia, quando in sebre ratio difficultasque temporis rerumque non circumstantium accessit, fæpe dicta Conventa in Regno nostrum ac Delphinatum promulgasse censuimus, ita ut Sanctionis vicem istasque plenam habuimus, quorum Conventum fœ approbationis Concilii tenor sequitur, & est talis.

TITULUS II.

Bulla approbationis Concordatarum per Concilium Generale Lateranense facta.

LEO Episcopus, Sacro Sacerdotum Dei ad perpetuam rei memoriam Sacro approbante Concilio, Divina disponente clementia, per quam Reges regnant, & Principes imperant, in eminenti Apostolicis specula, & super Gentis & Regia meritis, tunc impuberes, confidat, animo revolventes, quod est in qua pro falsis & quieto Regimine Regorum, & ad Pacem & Justitiam Populorum, perpetua eorumdem Regnorum stabilitate Regibus, presentium de Fide Catholicæ, & de Republicæ Christianæ, & Apostolicæ Sedis benè meritis laudabilis & provida nostra Ordinatione cum Venerabilibus Fratribus nostris Sanctis Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus concessa, ac ad effectum hujusmodi gesta, statuta, ordinata, decreta, factæque sunt, plenam robore firmitatem obtineant, illis nihilominus interdam (Sacro approbante Concilio) nostra Innovationis & approbationis robore adjuvantes, ut eò firmius illiusque perdure,

(1) De testes en Curia, la plus élevée, la plus complète, la mieux instruite, & la mieux dotée, c'est celle du Pape Léon. C'est par cette raison qu'il la donne en double après celle de la Couronne Royale. Et c'est tout pour cette que nous avons eu devant la présente note de

ANNO
1516.

duent, quod sapienter nostra auctoritate, ac etiam generalis Concilii prædicti communia, efficacemque operam circa eorundem conservationem libenter adhibemus, ut Reges & ipsorum Regnorum Peritus, Concessionibus, Privilegiis, Sententiis, & Ordinationibus hujusmodi in Domino plenè gaudentes, in Paci & tranquillitate ac amicitia dulcissime conquirent, & in eorum solita erga eandem Sedem devotione ferventius perseverent. Nuper quidem ut Ecclesia ipsa nostra in sancta unione consistere, & per Christi fideles Sacra Canonibus à Romanis Pontificibus & Sacris generalibus Conciliis donata edictis servetur, quasdam Constitutiones, quas de cetero loco Pragmatica Sanctionis & consensum in eo Regno Francia pro bono Paci & Concordie, ac illis communis & publicæ utilitatis cum christifido in Christo Filio nostro Francisco Francorum Rege Christianissimo, dum Bononiæ cum nostra Curia effectum straxit, & cum eisdem Fratribus nobis diligenter examinatis, & de eorum consilio cum prædicto Rege concordatis, & per ipsius Regis legitimis Procuratoribus acceptatis, de eorundem Fratrum consilio, & unanimi consensu, statim & cedimus, prout in nostris Literis desuper concessis plenius continetur, quarum tenor sequitur, & est talis.

TITULUS III.

Bulle Concordatorum.

LEON Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuum rei memoriam. Primitiva illa Ecclesia in angustis Petri à Salvatore nostro Jesu Christo fundita, Apostolorum præcælis elata, Martyrumque singule condecorata & aucta, ubi primò, juvante Domino, per Orbem Terrarum lacertos movere cepit: providi attendens quantum oneris humeris impositum haberet, quot Oves pascere, quot custodire, ad quos etiam remotissima loca oculos intendere cogeretur, divino quodam consilio Parochias instituit, Diacones distincti, Episcopos creavit, & Metropolitani præfeci, ut tanquam membris capiti obsequentiis consilia secundum ejus voluntatem subderet in Domino gubernaret: & tanquam rivali à pateris fonte, Romana videlicet Ecclesia, derivantes, ne singulis eisdem Domini Agri irrigandum divideretur: unde sicut illi Romani Pontifices Prædecessores nostri hoc tempore consilio studio curarunt, ut dicta Ecclesia uniretur, & in sancta unione hujusmodi sine ruga & macula conservaretur, & omnes vires per eamdem Ecclesiam abolerentur, cum proprium est, divina opulante gratia, virtutes colere, & vicia radices extirpare, ita & nos tempore nostro & presentis durante Consilio in ea facere & curare debemus, que unioni & conservationi ejusdem Ecclesie conducere videntur. Ea propter omnes vires que unioni hujusmodi obstat, & legem Domini palliat non sinunt, tollere profus & extirpare, ac virtutes in vicia Domini inferere flagimus. Sanè inter arcanis mentis nostre revolventes, quod Tractatus inter pie memorie Pium II. Sixtum IV. Innocentium VIII. Alexandrum VI. & Julium II. Romanos Pontifices Prædecessores nostros, & claræ memorie Reges Francie Christianissimos super abrogatione certe Constitutionis in dicto Regno Francie vigenti, que Pragmatica vocatur, haberi fuerant. Et licet Sixtus IV. præfatus Nuncios ad claræ memorie Ludovicum X. Francie Regem Christianissimum destinatis literis eidem persolveret rationibus, ut Rex ipse Pragmaticam Sanctionem hujusmodi, tanquam in fæderatione & Schismate tempore natam suis Patribus Literis abrogaret, tamen hujusmodi abrogatio, nec etiam Literæ Apostolicæ præfate Sixti super concordata, cum Oratoribus præfatis Regis Ludovici ad præfatum Sixtum Prædecessorem destinatis habita, expedita per Prælatos & Personæ Ecclesiasticæ illis parere, nec moris Innocentii & Julii prædecessorum aures pervenire, sed eadem Pragmatica Constitutione inherere voluerunt, unde præfatus Julius Prædecessor in presenti Concilio Lateranensi universalem Ecclesiam representantem per eum legitime inditio, abrogationis Pragmaticæ Sanctionis hujusmodi negotium, & illius dissolutionem Venerabilium Fratrum suorum Cardinalium (de quorum numero tuos eramus) & aliorum Prælatorum Congregationes, relationemque discordiorum illi & eidem Concilio tacite tam commisit: Gallicosque Prælatos, Capitula, Ecclesias & Monasteriorum Conventus ac Parlamenta, & Laicos illi fa-

vertes cujusvisque dignitatis, etiam regalis existent, conditione prædicta secutos, seu illam approbatione omnesque & singulos alios sua communiter vel divisim inaccessibiles potentes per Editum publicum (cùm ad partes illas tutus non pateret accessus) in curiis Ecclesiis tam expressis aligendum, monens, & citans, intra certum comprehensionem terminum prædictum, ad comprehensionem eorum eo in Concilio præfato, cujusque dicendum quare Sanctio præfata in contentionibus auctoritatem, dignitatem, & auctoritatem Ecclesie Romanæ & Apostolicæ sedis, fuerintque Canonum, & Ecclesiasticæ Libertatis violationem nullis & invalida declarari, decerni, & abrogari non deberet. Et cum super his in forma Juris in præfato Concilio Lateranensi procederetur, discussusque Julius Prædecessor, sicut Domino placuit, rebus suis humanis exemptis, nosque divina favente Clementia ad Summi Apostolorum apicem assumi fulssemus, & cetera Prælatos, Capitula, Conventus, & Personæ hujusmodi ad nosnullos Astes processissimus, tandem considerantes Pacem esse vicentem charitatis, & spiritalem virtutem, qui salvatur, dicente Domino, qui labori agnam, quem dabo ei libere, non sicut in atriis, & quod in Pace consistat Salus universorum, Castidore testante, omni quippe Regno desiderabilis esse tranquillitas in qua & Populi proficiunt, & utilitas Gentium colitur. Matura deliberatione cognovimus, non per Nuncios & Legatos nostros, sed in præstatione obediencie filialis, quam charitissimus in Christo Filius noster Franciscus, Francorum Rex Christianissimus, personaliter nobis præstavit, hæc cum Majestate sua coram discerere, eumque paternis hortari monui, ut ad laudem Dei & sui honorem, prompto animo libens ac volens dicte Pragmaticæ Sanctioni abrenunciaret, & secundum Leges Sanctæ Romanæ Ecclesie, quemadmodum ceteri Christiani, vivere, ac Mandatis Apostolicis quæ à Sede Apostolica pro tempore emanant parere ac obedire vellet.

TITULUS IV.

Electio ad Beneficia abrogata.

Et cum ex Electionibus, quæ in Ecclesiis Cathedralibus & Metropolitaniis ac Monasteriis dicti Regni à multis annis circa febant grandia animarum pericula provenirent, cum plerumque per abusum secularis Potestatis, nonnullæ verò præcedentibus illicitis & immopis passionibus, alie particulari amore & sanguinis affectione & non sine periculis rebus fierent, cum electores ipsi etiam si ante electionem per eos faciendam idoneiores, & non eum quem promissione aut datione alicujus rei temporalis, seu prece vel pecunia per se vel alium interpositi, electionem procurare diligerent, eligere sponte juraret, juramentum hujusmodi non servarent, sed contra proprium hujusmodi juramentum in animæ suæ periculum venissent, ut nobis notorie constat ex crebris abolitionibus, & rehabilitationibus à nobis & Prædecessoribus nostris perita & obrepta, idem Franciscus Rex nostris paternis monitis, tanquam verus obediencie filius parere volens, tum pro bono obediencie (in qua magnum meritum verè consistit) quam pro communis & publicæ Regni sui utilitate in locum dictæ Pragmaticæ Sanctionis ac singulorum Capitulorum in ea contentorum, Leges & Constitutiones ipsius scriptas invicem tractatus & cum Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesie Cardinalibus diligenter examinatis, & de eorum consilio, cum præfatis Regibus concordatis per dictum fratrem Rogerium Barne, Regium Advocatum Gratorem suum ad hoc ab eodem Francisco Rege ad nos destinatum, habentem ad hoc speciale & sufficiens Mandatum acceptavit.

TITULUS V.

De Regis nominatione ad Prælatum faciendâ.

De eorundem Fratrum consilio, & unanimi consensu, ex certa nostra scientia, & potestatis plenitudine, statum & ordinamus, quod de cetero perpetuo futuri temporis loco dictæ Pragmaticæ Sanctionis, ac omnia & singulorum Capitulorum in ea contentorum, videlicet ut de cetero Cathedralibus & Metropolitaniis Ecclesiis in dicto Regno, Delphinat, & Comitatu Diem & Valentie, tunc & pro tempore etiam per cessionem in manibus nostris, & Successorem nostrorum Romanorum Pontificum canonice intrantem quocumque factum vacantibus illarum Capitula & Canonici

ANNO
1516.

ANNO
1516.

ad electionem seu postulationem inibi futuri Prælati procedere non possint, sed illarum occurrente hujusmodi vacatione Rex Francie pro tempore existens unum quæcumque Magistrum seu Licentiatum in Theologia, aut in utroque, seu in altero Jurium Doctorem, aut Licentiatum in Universitate famosi & cum rigore examinæ, & in 27. sui ætatis Anno ad minus constitutum & aliis idoneum infra sex menses à die vacationis Ecclesiarum eorundem computandos notis & Successoribus nostris Romanis Pontificibus, seu Sedi prædictæ nominare, & de Persona per Regem hujusmodi nominata per nos, & Successores nostros, seu Sedem prædictam provideri. Et si contigerit præfatum Regem Personam taliter non qualificatam ad dictas Ecclesias sic vacantes, nominare; nos & Successores seu Sedes hujusmodi de Persona sic nominata eisdem Ecclesiis minime providere debent. Sed teneatur idem Rex intra tres alios menses à die revocationis Personæ nominatæ non qualificatæ, sollicitius nominationem non qualificatam præsequenti consistorialiter facta intimandæ computando alium prædictum modo qualificatum nominare. Alioquin (ut dispendiis Ecclesiarum hujusmodi vacationi celeriter consulatur) Ecclesiæ tunc sic vacant per nos & Successores nostros, seu Sedem hujusmodi de Persona, ut præfatur, qualificata, nec non Ecclesiæ per obitum apud Sedem prædictam vacantibus semper etiam nulla dicti Regis præcedente nominatione libere providendi possint. Decedentes electiones contra præmissa attentare, ac provisiones per nos & Successores nostros, seu Sedem hujusmodi factas, nullas & invalidas existere. Consequenter tamen præfati Regis, ac Personæ subditibus et causis rationabili & legitime in nominatione & Apostolicis Literis exprimentæ, necnon Religiosis Mendicantibus reformationis eminentis scientiæ & excellentis Doctores, qui juxta sui Ordinis regularia instituta ad Gradus hujusmodi assumi non possunt, sub prohibitione præmissa minime comprehensibiles, sed de eorum personis dictis Ecclesiis pro tempore vacantibus ad dicti Regis nominationem per nos & Successores nostros, seu Sedem hujusmodi libere providendi possint.

TITULUS VI.

De Monasteriis parit electivis.

Monasteriis verò & Prioratibus Conventualibus, & verò electivis, videlicet in quorum electionibus Capitulum quæ propter, servari, & confirmationes electionum hujusmodi solentur per consueverunt; in Regno, Delphinatu, & Comitatu, hujusmodi nunc & pro tempore etiam per similem cessionem vacantibus; illorum conventus ad electionem seu postulationem Abbatis seu Prioris, procedere non possunt, sed idem Rex illarum occurrente hujusmodi vacatione, Religiosum ejusdem Ordinis in ætate viginti trium annorum ad minus constitutum, infra similem tempus & mensum à die vacationis Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi computandorum, nobis & Successoribus nostris, seu Sedi hujusmodi nominare, & de Persona per Regem hujusmodi Monasterio vacanti nominata, per nos & Successores nostros, seu Sedem hujusmodi provideri. Prioratus verò Personæ ad illam per eundem Regem nominatæ conferri debent. Si verò idem Rex Presbyterum secularem, aut Religiosum alterius Ordinis, aut monachum viginti trium Annorum, vel alius inhabilem, nobis aut Successoribus nostris infra dictum semel, seu Sedi hujusmodi nominaret, talis nominatus revocari, & nullatenus sibi providendi debeat, sed Rex ipse intra trimestre à die revocationis supra dicto modo intimandæ computandum alium modo prædicto qualificatum Monasterio seu Prioratu tum vacanti nominare, & de Persona ad Monasterium nominata illi providere, ad Prioratum verò nominato, Prioratus ipse per nos, & Successores nostros seu prædictam Sedem conferri debet: aliquis dictis novem mensibus efflatis, nulla, seu de Persona minus idonea, & modo præmissa non qualificata, facta nominatione, ac etiam vacantibus apud Sedem prædictam, semper, etiam nulla dicti Regis expressa nominatione per nos & Successores nostros, seu Sedem prædictam, Monasteriis providendi: Prioratus verò Personis, ut præfatur, qualificatis duntaxat conferri libere possint. Electiones autem & illarum confirmationes, necnon provisiones, per nos & Successores nostros, ac Sedem prædictam, contra præmissa pro tempore factas, nullas, irritas & inanes esse decernimus.

ANNO
1516.

TITULUS VII.

De singularum Privilegiis, & quod in scriptis præstare debeat.

Per præmissa tamen non intendimus in aliquo præjudicare Capitulis Ecclesiarum & Conventibus Monasteriorum, & Prioratuum hujusmodi Privilegia à Sede Apostolica propriam eligendi Prælatum obtinentibus, quo minus ad electionem Episcoporum ac Abbasum & Priorum, juxta Privilegia eis concessa, libere procedere possint, juxta formam in eorum Privilegiis contentam. Et si in eorum Privilegiis forma aliqua expressa non fuerit, tunc formam Concilii generalis, cap. quia propter tunc servare teneantur: dummodo de Privilegiis sibi concessis hujusmodi per Literas Apostolicas, seu alias authenticas scripturas docuerint, nullam aliam speciem probationis eis in hoc ademptam.

TITULUS VIII.

De Reservationibus solutis.

Volumus quoque & ordinamus, quod in Regno, Delphinatu, Comitatu prædictis de cætero non dentur aliquæ Gradus expectative, ac speciales vel generales reservationes ad vacaturas Beneficia, per nos & Sedem prædictam non fieri: & si de facto per importunitatem, aut alias, à nobis & Successoribus nostris, & Sæc. prædicta emanaverint, illas irritas & inanes esse decernimus.

TITULUS IX.

De Commis ad effectum creandi.

In Cathedralibus, Metropolitanis, & Collegiis Ecclesiis, in quorum Statutis caveretur expresse, quod nullus eisdem dignitatem, Personatum, Administrationem, vel Officium obtinere possit, nisi in illis dictis Canonice exstet; Canonicos ad effectum duntaxat inibi obtinendi Dignitatem, Personatum, Administrationem vel Officium hujusmodi, & non consequendi primam Præbendam vacantem, creare posse intendimus.

TITULUS X.

De Collationibus & primo de Præbenda præceptuali.

Statuimus insuper, quod ordinarius Collator in unaquoque Cathedrali ac etiam Metropolitana Ecclesia, Canonice & Præbendam Theologum inibi consistentem conferre soleat uni Magistro seu Licentiatum, aut Baccalario formato in Theologia, qui per decennium in Universitate studii generalis præcipua studiorum ac omnino Resistentia, Lectionum & Predicationis alia subire voluerit, quique bis aut semel ad minus singulis hebdomadis, impedimento cessante legimus, legere debeat. Et quoties ipsum in hujusmodi Lectura docuisse contigerit, ad arbitrium Capitali per subscriptionem distributionem totius hebdomadæ posui possit: & si Resistentiam deseruerit, de illis alioqui providendi debeat. Et ut liberius studio vacare possit, etiam si absent fuerit à divinis, habeatur pro presente, ita ut nihil perdat.

TITULUS XI.

De Gradibus nominatis, & simplicibus.

Præfatis ordinariis Collatores seu Patrons Ecclesiasticis, quicunque fuerint, ultra dictam Præbendam Theologalem, quam, ut præfatur, qualificatum conferre teneantur, tertiam partem omnium Dignitatum, Personatum, Administrationum, & Officiorum, exteriorumque Beneficiorum Ecclesiasticorum ad eorum collationem, provisionem, nominationem, presentationem, seu quavis aliam dispositionem, ut præfatur, spectantia, Gradibus hujusmodi, qui Literas suorum Graduum cum tempore studii debite infusus fuerint, conferre teneantur. Beneficia verò que in duobus sequentibus mensibus vacare contigerint, ita juxta jura communis

ANNO
1516.

mensis dispositionem Personis idoneis libere conferre, seu Personis idoneis ad illa prefaturae teneantur. Beneficia autem, quae in quarto mense vacare contigerit, in Gradibus per Universitatem nominatis (qui Gradus & nominationes Literas cum studiis tempore debet insinuaverint) conferre seu prefaturae teneantur. Beneficia vero quae in quinto & sexto mense vacare contigerit, simili modo Personis idoneis libere conferre, seu Personis ad illa prefaturae possint. Beneficia autem quae septimo mense vacare contigerit, gradibus, qui simili modo Literas Gradus cum tempore studiis debet insinuaverint, conferre teneantur. Beneficia vero quae octavo & nono mensibus vacare contigerit, pariter Personis idoneis conferre, seu Personis idoneis ad illa prefaturae teneantur. Beneficia autem quae in mense decimo vacare contigerit, Gradibus nominatis, qui gradus & nominationes Literas cum tempore studiis debet insinuaverint, per eundem Ordinarium conferri, seu ipsi ad illa prefaturae debeant. Beneficia autem quae undecimo & duodecimo mensibus vacare contigerit per eundem Ordinarium Personis idoneis iuxta Juris communis dispositionem conferri, seu ipsi ad illa prefaturae debeant.

TITULUS XII.

Decretum irritans in favorem Graduatorum.

Si quis verò ejusdemque status, etiam Cardinalatus, Patriarchatus, Archiepiscopatus, aut Pontificatus, vel alterius cuilibet Dignitatis, contra praedictum ordinem, & qualificationes superius ordinatas, de Dignitatibus, Personaribus, Administrationibus, vel Officiis, seu quibusvis aliis Beneficiis Ecclesiasticis hujusmodi alter quomodo praedicto disposuerit, dispositiones ipsae sine ipso Jure nullae; collationes quoque & provisiones, ac dispositiones illorum ad immediatum Superiorem devolvantur, qui eisdem Personis modo praemissis qualificationibus, providere teneatur: & si contraverit, ad alium Superiorem devolvatur praevio & praecitato hujusmodi gradum, donec ad Sedem Apostolicam sit devolutus.

TITULUS XIII.

De Tempore Studii.

Præterea volumus quod Collatores ordinarii, & Patroni Ecclesiastici praefati Dignitates, Personarum, Administrationes, & Officia ac Beneficia in mensibus graduum & nominationis, assignatis vacantibus, illis Graduatibus simplicibus aut nominatis illa conferre, aut ad illa eos demumque praesentare, qui per tempus competentis in Universitate famosa studuerint. Tempus autem competentis decennium in Magistris seu Licentiatum, aut Baccalariis in Theologia, septennium verò in Doctoribus seu Licentiatum in Jure Canonico, Civili aut Medicina; quinque enim autem in Magistris seu Licentiatum in Artibus cum rigore examinis & Logicalibus inclusivè aut in alio Facultate; septennium autem in Baccalaris simplicibus in Theologia, quinque annis verò in Baccalaris Juri Canonico aut Civili, in quibus Baccalaris Juri Canonico aut Civili, si ex utroque pariter nobiles fuerint, triennium esse decernimus.

TITULUS XIV.

De prima insinuatione & exhibitione Literarum.

Praefatis Graduatibus & nominatis Collatoribus ordinariis seu Patronis Ecclesiasticis semel ante Vacationem Beneficii de Literis Gradus, seu nominationis & de praefato tempore studii per Literas Parentis Universitatis in qua studuerit manu Scripti & Sigillo Universitatis signatas sedem facere teneantur.

TITULUS XV.

De probatione Nobilitatis.

Cum verò probatio Nobilitatis fieri debeat ad effectum, ut Nobiles gaudere possint beneficio minoris temporis studii, tunc Nobilitas ipsa per quatuor Testes deponentes in iudicio eorum iudice ordinario loci in quo est natus ille de cujus Nobilitate ex utroque parente constare debet etiam in Paris absentia probari possit.

TITULUS XVI.

De insinuatione & exhibitione Literarum tempore quadragiesimali.

Teneanturque praefati Graduatibus tam simplicibus quam nominatis Patronis Ecclesiasticis aut Collatoribus ordinariis (quibus Gradus aut nominationis Literas hujusmodi insinuare debeat) Literas fororum Gradus & nominationis, certificationis temporis studii, attestationis Nobilitatis, duplicatas dare ac singulis Annis tempore quadragiesimali per se aut per Procuratorem suum Collatores, Nominatores, seu Patronos Ecclesiasticos, aut eorum Vicarios eorum nomina & cognomina insinuare. Et eo Anno quo praefatum insinuationem facere omiserint, Beneficium in vi Gradus aut nominationis hujusmodi petere non possint: & si Collatoribus ordinariis aut Patronis Ecclesiasticis qui diligenter praefatis Graduatibus simplicibus, aut Graduatibus nominatis non esset Graduatibus aut nominatis, qui diligenter praefatis fecerint, collatio seu praefaturae per Collatorem seu Patronum Ecclesiasticum eorum eisdem mensibus facta aliter quam Graduatibus vel nominatis, non propter hoc irrita censetur. Si tamen Graduatibus simplicis aut nominatis Beneficium post insinuationem Gradus aut nominationis, in mensibus eis assignatis vacans petierit, inter suam insinuationem & praefaturam requisitionem non supervenerit quadragiesimali in qua nomen & cognomen insinuare deberet, ad Beneficium se vacans tunc captem ipsamque illud consequi possit & debere decernimus.

TITULUS XVII.

De duobus mensibus Gratificationis.

Statuimus quoque & ordinamus, quod Collatores ordinarii & Patroni Ecclesiastici praefati inter Graduatibus, qui Literas Gradus cum tempore studii & attestatione Nobilitatis debet insinuaverint, quod Beneficia in mensibus eis deputatis vacantibus praefaturae possint illam eis quem voluerint. Quo verò ad Beneficia in mensibus graduum nominatis deputatis assignati nominato conferre, seu assignare nominatum, qui Literas nominationis, temporis studii & attestationis Nobilitatis debet insinuaverint, praefaturae se nominare teneantur.

Concurrentibus autem nominatis ejusdem anni Doctores Licentiatum, Licentiatos Baccalaris, demum Baccalaris formati in Theologia, qui favore studii Theologici Licentiatum in Jure Canonico, Civili, aut Medicina praefatos esse decernimus: Baccalaris Juri Canonico, aut Civili, Magistris in Artibus volumus praefari. Concurrentibus autem pluribus Doctoribus in diversis Facultatibus Doctorem Theologum Doctorem in Jure; Doctorem in Jure canonico Doctorem in Jure civili; Doctorem in Jure civili Doctorem in Medicina praefandos esse decernimus. Et idem in Licentiatum & Baccalaris servari debere volumus. Et si in eisdem Facultate & Grada concurrant, ad eam nominationis seu Gradus recurrendum esse volumus. Et si in omnibus his concurrant, tunc volumus quod Collator ordinarius inter eorum concurrentes gratificari possit.

TITULUS XVIII.

De Beneficiis exprimentibus. De Reptione. De Regula Regularis Regularium. De generibus Vacationum quae ad Graduatibus sunt pertinent.

Volumus autem quod nominati Literas nominationis ab Universitatibus in quibus studuerint obtinentes in nominationem Literis Beneficia per eos possint, & eorum verum valorem exprimentes teneantur, alioquin Literas nominationis hujusmodi eo ipso nullae sint, & esse censentur. Si quis verò ex dictis qualificationibus, graduatibus simplicibus aut nominatis tempore vacationis Beneficii in mensibus eis deputatis vacantibus duas obtinent Praebendas in Cathedralibus aut Metropolitani aut Collegiatis, seu Dignitates vel Praebendas vel alias, seu alia, Beneficium, seu Beneficia, quorum infirmum, vel ejus studium, redditus & proventus tempore Residentium, & hoc divina interessendo, ad Summum decemorum auri de Camera aspendent, Beneficium in vi Gradus seu nominationis hujusmodi tunc petere, seu consequi non possit. Et insuper, quod tam Graduatibus simplicibus

ANNO
1516.

ANNO
1516.

simpliciter quam nominatim Beneficia in mensibus eis assignatis vacantia petere & consequi possint secundum propriam Personarum concordantiam, & conformitatem, videlicet Secularis secularia, & Religiosi regularia Beneficia Ecclesiastica, ita quod Secularis nominatim Beneficia regularia in mensibus deputatis vacantia, praeterea expressis dispensationibus Apostolicis; & e contra Religiosi secularia Beneficia petere aut consequi minime possint. Quodque Beneficia simpliciter, vel et causa permutationis in mensibus Gradibus simplicibus & nominatim assignatis vacantia eis non sint affecta nec debita, sed et causa permutationis cum permutationibus donata: simpliciter verb vacantia Beneficia hujusmodi Personis idoneis per ipsos Ordinarios libere consequi possint.

TITULUS XIX.

De Ecclesiis Parochialibus in Villa maritis.

Sacrosanctus quoque quod Parochiales Ecclesie in Civitatibus aut Villis maritis existentes, non nisi Personis modo praemissis qualificatis, aut saltem, qui per tres Annos in Theologia vel altero Juris studuerint, seu Magistris in Artibus, qui in aliqua Universitate privilegia studentium Magisterii Gradum adepti fuerint, conferantur.

TITULUS XX.

De Universitatium nominationibus.

Monemus autem praefati Regni Universitates, sub pena privationis omnium & singularum Privilegiorum a nobis, & a Sede Apostolica obtentorum, ne Collatores seu Patroni Ecclesiasticis habeant aliquos nominatus, nisi eos qui secundum praefata tempora studuerint; & secundum dictarum Universitatum Statuta ad Gradus & non per saltum promoti fuerint: quod si fecerint, ultra nullam penam, quam in praefatarum nominationum Litteris declarantur Universitates ipsae declarandi Privilegia ad tempus secundum culpe qualitatem suspendemus.

TITULUS XXI.

De Patronis à Gradatibus non molestandi.

Si quis autem Graduatorum aut nominatorum, in mensibus deputatis Collatores ordinariis, aut Patronis Ecclesiasticis Beneficium vacans, in vim Gradus aut nominationis petierit, & Collatorum ordinarium in vim praefati Gradus aut nominationis in processu posuerit, & taliter molestaverit, illum ultra expensum, damnum, & interese condemnationem, fructibus sui Gradus & nominationis privandum esse decernimus. Eodemque vinculo Collatores ordinarios, & Patronos Ecclesiasticos, quibus Gradus & nominati debent, ut supra, qualificati suorum Graduum & nominationis Litteras insinuaverint, astringimus: ut Beneficia ad eorum Collationem vel praesentationem spectantia, in mensibus Graduatorum simplicium & nominatorum vacantia, exstantibus praefatis Graduatibus aut nominatis debent qualificatis illis prosequendis, aliis quam Graduatibus aut nominatis non conferant, sub pena suspensionis postea latendi Beneficia in odio mensibus illis Anno ad Collationem eorum ac praesentationem liberam spectantibus.

TITULUS XXII.

De Mandatis Apostolicis.

Sacrosanctus & ordinatus quod quilibet Romanus Pontifex semel duxerit tempore sui Pontificatus Litteras in forma Mandati, juxta formam inferius annotatam dare possit, hoc modo, videlicet: Unum Collatorem habentem Collationem decem Beneficiorum, in uno: habentem autem Collationem quinquaginta Beneficiorum, & ultra, in duobus Beneficiis duxerit, gravare possit: ita tamen quod in eadem Ecclesia Cathedrali, vel Collegiata unum Collatorem pro tempore in duobus Praebendis, non gravet.

Et ut obtineat illius, quae occasione Litterarum Mandatorum hujusmodi dari possent, Mandata hujusmodi sub forma, quae est inferius annotata, dari volumus, quam ad perpetuam rei memoriam in Cancellaria Apostolica publicari, & in illius quinquem regulari mandamus.

TOM. IV. PART. I.

Declinantes profectus hujusmodi Mandata, quoad Beneficia sub illis comprehensa, ordinariis Collatoribus & Gradatibus simplicibus & nominatis praefatis esse, necque & Successores eorum jure praevencionis Dignitates, Personarum, Administrationes & Officia, ecclesiae Beneficia Ecclesiastica secularia & quorumvis Ordinum regularia, quocumque & quomodocumque qualificata, tam in mensibus graduum simplicibus & nominatis, quam ordinariis Collatoribus praefatis assignata vacantia, ac eorum sub dictis Mandatis comprehensa, libere conferre.

Sacrosanctus insuper quod in provisionibus quas Personis quibuscumque Beneficiis vacantibus, seu certo modo vacantibus, per nos & Successores nostros, ac Sedem praedictam, etiam mutuo proprio etiam promissis ad Ecclesias Cathedralis & Metropolitanas, ac Monasteria, ac obtemperat per eos Beneficia retinere possint, si vel contigerit illorum verus annus per Flumen, seu Ducatus auri de Camera, seu libras Tarconenses, seu alterius monetae valor, secundum communem estimationem exprimi debeat. Aliqua gratia ipsa sua ipso jure nulla.

TITULUS XXIII.

De Causis.

Sacrosanctus quoque & ordinatus quod in Regno, Delphinatu & Comitatu praedictis, omnes & singula Causae, exceptis majoribus in Jure expresse denominatis, apud illos Judices in paribus qui de Jure ac Consuetudine praescripta vel Privilegio illarum cognitionem habent, terminari & finiri debeant.

TITULUS XXIV.

De frivolis Appellationibus.

Et ne sub umbra Appellationum, quae nimium & inaneque sunt interponi consueverint, atque etiam in eadem instantia ad protractionem litium saepe multiplicari, iniquis verationibus materia praebetur: volumus quod si quis offensus coram suo Judice Justitiae complementum habere non possit, ad immediatum Superiorem per Appellationem recursum habeat: nec ad aliquem Superiorem, etiam ad nos & Successores nostros, vel Sedem praedictam, omnino modo. Nec à Gravamine in quacumque instantia, aut diffinitionem Sententiam, quomodolibet appellaret, nisi suadente tale Gravamen existeret quod in diffinitiva reparari nequeat, & eo casu nominis ad immediatum Superiorem licet appellari.

TITULUS XXV.

De Exemptionum Appellationibus.

Si quis verb immediatè subiectus Sedi Apostolicae, ad eandem Sedem duxerit appellandum, Causa committitur in paribus per Rescriptum, usque ad tunc licet, videlicet usque ad tertium Sententiam conformem inclusivè; si ab illis appellari contigerit. Nisi propter defectum denegate Justitiae, aut passum metum: & tunc committi debeat in paribus convinctis, & cum causarem expresse. Quae etiam de illis, etiam legimus alias quae per juramentum, coram Judicibus à Sede Apostolica deputandis constare debeat. Proceffus autem contra praemissa sententias, nullas & irritas esse volumus, ac Rescripta contra praemissa imperantes, in expensis, damnis & interese condemnari debere decernimus atque declaramus. Sancta verb Romana Ecclesia Cardinales, qui per universis Ecclesiis continuis laborant, nec non, dictae Sedi Officiales, Officia sua alia exercerent, sub praefati Decreto non intendimus comprehendere.

TITULUS XXVI.

Ubi infra biennium, Litterae beneficiis terminantur.

Sacrosanctus etiam & ordinatus quod Judices, Causas quae in paribus terminari debent, coram eis pro tempore pendentes, sub pena Excommunicationis & privationis Beneficiorum per eos obtentorum, eo ipso incurrant, infra biennium terminare debeant. Pars verb diffinitionis, & expeditionem ipsius Causae manifestè impediens gravissime per eosdem Judices multetur, etiam usque ad privationem Juris in hujusmodi processu.

G g

ANNO
1516.

TITULUS XXVII.

A fœderis Interlocutoria, & tertia, definitiva non procedatur.

Ad Interlocutoria autem secundò, à definitiva verò tertio provocare non licet decernimus, sed volumus secundum Sententiam Interlocutoriam conformem & tertiàm definitivam, etiam conformem (omni mora cessante) executioni debite mandari debere, quocunque Appellatione interposita non obstant.

TITULUS XXVIII.

De Pacis Possessoribus.

Statuimus, quod quicunque, dummodo non sit violentus, sed habens cultorum titulum, pacificè sine lite Praesentem, Dignitatem, Personam & Administrationem vel Officiū, seu quocunque Beneficium Ecclesiasticum triennio proximo habentem, vel per tempore possideret seu possidebit in pectore vel possessorio à quodam, etiam ratione Juris noviter reperti, molestari nequeat, pesterquam praeterita hostilitas, aut alterius legitimi impedimentum, de quo protestari, & illud juxta Concilium Viennense lasimari debeat. Litem autem hoc casu quoad futuras controversias intelligatur, si ad executionem citatus, Jurisque sui in Judio, vel exhibitionem, seu terminorum omnium observationem processum fuerit.

Monemus etiam Ordinarios ut diligenter inquirant, ne qui sine titulo possidere reperiant, deinde illi sui non remittere, ejusvis temporis detentionem non obstantem, de ipsorum Beneficio possit illi, dummodo non sit interitus, vel violentus, aut aliis indignis, vel alicui idoneo providi.

TITULUS XXIX.

De publicis Concubinariis.

Et insuper statuimus, quod quicunque Clericus, quocunque Conditione, Status, Religionis, Dignitatis, cujusvis Pontificalis, vel alterius praeminentiae fuerit, qui post praesentium notitiam, (quam habere praesumat post duos menses, post curandam praesentium publicationem in Ecclesiis Cathedralibus factam, quam ipsi Diocesis omnino facere teneatur, post quam praesentes ad eorum notitiam pervenerint) fuerit publicus Concubinaris, à perceptione fructuum omnium Beneficiorum suorum triennio mensium spatio sit ipso facto suspensus: quos fuit Superior in fabricam, vel aliam evidentem Ecclesiarum utilitatem, ex quibus hi fructus percipiuntur, coarctat. Necnon hujusmodi publicum Concubinarium, ut primum talem esse noverit, motu suo Superior monere teneatur, & infra brevissimum terminum Concubinam dimittat: & si illam non dimiserit, vel sita similia, aliam publicè resisterit, jubemus ut ipsum omnibus suis Beneficiis omnino privet. Et si libenter à publico Concubinario, assidue quo cum eis per fuit Superiores, post ipsum Concubinarium dimissionem, insinuationemque vice emendationem fuerit dispensatum, ad suspensionem quocunque Honorum, Dignitatum, Beneficiorum, Officiorumque sint inhabiles. Qui, si post dispensationem, recidivo monitus, ad hujusmodi publicum Concubinarium redierit, sine ulla dispensationis ad praedicta praesentibus inhabiles erunt.

Quod si à ad quos talem correctio pertinet, eos (ut praedictum est) punire neglexerint, eorum Superiores tam in ipso de neglecta, quam in illis pro Concubinario modis omnibus digna punitione animadvertant. In Conciliis etiam Provincialibus & Synodalibus adversus tales punire negligentes, vel de hoc crimine diffamatos, etiam per suspensionem à collatione Beneficiorum, vel alia condigna poena ferverit procedatur. Et si quorum diffusio ad nos & Sedem praedictam spectat, per Concilia Provincialia aut fuit Superiores propter Concubinarum publicum repetantur privatione digni, statim cum processu Inquisitionis ad nos deferantur. Et eadem diligentia & inquisitio in quocunque generalibus Capitulis, etiam Provincialibus, quo ad eis serventur: parvis alio contra praedictos, & alios non publicos Concubinaris à Jure laetatis, in suo robore permaneat.

Publici autem intelligendi sunt non solum hi, quorum Concubinatus per Sententiam aut Confessionem in Jure factum, sed per rei evidentiam, quae nulla possit tergiversatione elari, notorius est, sed etiam qui malitiam de incontinentia suspectam & diffamam tenent, & per suum Superiorem admoniti, ipsam cum officio non dimittunt.

Quia verò in quibusdam Regionibus nonnulli Jurisdictionem Ecclesiasticam habentes, Pecuniarum quas à Concubinariis percipere non erubescunt, paventes eos in tali fideitate fovevere, sub poena maledictionis aeternae, precipimus, ne deinceps sub poena, conditione, aut spe alterius quibus talia quovis modo tollerent, aut dissimulent. Alioquin ultra praemissam negligentiam poenam, lapsum ejus quod propter ea acceptum restituerit, & ad plus usum omnium convertere teneatur & compellatur.

Ipsam autem Concubinam, aut suspectam Praesentem omnibus modis curent à suis Subditis, per auxilium, & brachii secularis invocationem, si opus fuerit, poenitentia, aut etiam filios et tati Concubinam proferant, apud Patres suos cohabitare non permittant.

Jubemus insuper, quod in praedictis Synodis & Capitulis praemissa publicentur, & ut quilibet fuit Subditus ad ipsam Concubinam dimissionem moneri diligenter.

Injungimus praeterea omnibus secularibus Viris, etiam regali praesulgentibus episcopate, ne alium quocunque licentiam impedimentum, quocunque qualescunque Praesentis, qui ratione Officii sui adversus Subditos suos pro hujusmodi Concubinato & aliis casibus illi à Jure permittit, procedant.

Et cum omne fornicationis crimen Lege divina prohibitum sit, & sub poena peccati mortalis accedat evitandum, monemus omnes Laicos, tam uxores, quam solutos, ut similiter à Concubinato abstineant. Nimis enim reprehensibilis est, qui uxorem habet, & ad aliam uxorem fuit mulierem accedit. Quod verò fornicatus est, si continere noluit, juxta Apostoli consilium uxorem ducat. Pro hujusmodi autem divini observantia praecipit, si ad quos pertinet, tam secularibus monitis, quam aliis remediis omni studio laborant.

TITULUS XXX.

De Excommunicatis non vitendis.

Statuimus insuper, quod ad vitandum scandala & multa pericula, subvertendumque Concilientiam alicujus, quod nemo deinceps à communicatione alicujus in Sacramentorum administratione vel receptione, aut aliis quibuscunque divinis, vel extra, praeterito conjunctio Sententiae aut Censura Ecclesiasticae, seu suspensionis, aut privationis, ab homine vel à Jure generaliter promulgata, teneatur abstinere, vel aliquem vitare, vel interdictionem Ecclesiasticam observare: nisi Sententia, Prohibitio, Suspendio, vel Censura hujusmodi fuerit, vel contra Personam, Collegium, Universitatem, & Ecclesiam, aut Locum certum, aut certam, à Jure publicatam, & denunciata (speciatim & expresse, aut oratorie in Excommunicationis nisi Sententiam continet incidit, quod nulla possit tergiversatione elari, aut aliquo Jure suffragio evitari, eam à communicatione illis abstinere volumus, juxta Concilias Saeculares. Per hoc tamen hujusmodi Excommunicatos, suspensos, interdictos, seu prohibitos non intendimus in aliquo relevaré, neque eis quomodolibet suffragari.

TITULUS XXXI.

De Interdictis non leviter puniendis.

Et quoniam ex indiderent interdictionum promulgatione, multo confusius scandala evenire, statim quod nulla Civitas, Oppidum, Castrum, aut Loca Ecclesiastica supponi possit interdictioni, nisi eis causa sit culpa ipsorum Locorum, aut Domus, seu Rectores, vel Officialium. Propter culpam autem fuit causam alterius ejusdemque privam Personae hujusmodi Loca interdici nequaquam possint auctoritate quacunque ordinata vel delegata, nisi Persona prius fuerit excommunicata, ac denunciata, fuit in Ecclesia publicata, aut Domus seu Rectores vel Officialia ipsorum Locorum, auctoritate Judicis requisitis hujusmodi Personam Excommunicatam infra biduum inde cum effectu non egerint, aut ad satisfaciendum compulerint. Quod etiam post biduum quiescit, recedente vel satisfaciente,

ANNO
1516.

mor divina reformi possint, quod etiam in pendentibus locum habere decernimus.

TITULUS XXXII.

De substitutione Clementina, Liberis.

Necnon Constitutionem de erandem Fratrum nostrorum consilio editam, qua cum irritum Decreto statuerimus, decernimus & ordinamus, quod ex tunc de cetero perpetuis futuris temporibus de cessione Regiminis, & Administrationis Ecclesiarum & Monasteriorum facta per eos, qui Ecclesiis & Monasteriis ipsis preerant, seu illam Administrationem, seu Commendam, aut etiam entiam aliam obtinebant, seu resignationem aliorum quoruncunque Beneficiorum Ecclesiasticorum, seu cessionem iuris in eis, vel ad ea quomodolibet competere, aut privationem, vel depositionem, aut censuram suspensionem, etiam in Literis Apostolicis a nobis & Sede Apostolica etiam nostra proprio pro tempore emanatis, que in manibus Romani Pontificis facte dicuntur, concessa, etiam super illis narratis fundatur intentio, evellere & apparere debent per publica Instrumenta vel Documenta authentica; alioquin tunc in iudicio quum extes illud narrativa, & asseruntibus huiusmodi in prejudicium tertii minime fari, nec ex illis aliquid prejudicium asseri debere, nisi de eorumdum narrativa & asserione, etiam in Literis Apostolicis facta, altero ex praenatis modis doceretur, innovamus, illamque perpetuis futuris temporibus inviolabiliter observari mandamus.

TITULUS XXXIII.

De perpetua stabilitate Concordatarum.

Et quia ad superadditum Concordatum cum praedicto praefato Francisco Rege, ob illius sinceram devotionem, cum erga nos & Sedem praedictam habet, cum ad praestandum nobis reverentiam, & filialem obedientiam, ad Civitatem nostram Bononiensem personam venire dignum est, consentimus, illamque inviolabiliter observari desideramus: illam vero contractus & obligationis inter nos & Sedem Apostolicam praedictam ex una: & praefatum Regem & Regnum suum ex altera partibus, legitime inter, vim & robur obtinere, ac illi & praesentibus in aliqua fide parte, per quoruncunque Literas & gratias per nos & Successores nostros de super concedendis derogari, classificari, cum earundem derogatione praesentium tenore latissime attendenda, ad quod eadem praesentes Literae & eorum tenore, per expresse habentur in quibusvis Supplicationibus pro tempore signatis apostolicis, ubi penitus aperari, & libere vigore in Literis Apostolicis super istius Supplicationibus contentis, quocumque per quod praesentibus aut alicui particula de contentis in eis derogaretur, seu derogari videretur, narrari non possit. Et sic per quoruncunque Iudices & Commissarios, etiam causarum dicti Palatii Apostolici Auditors, & praefata Romana Ecclesiae Cardinales, in quibusvis causis super praenatis, vel eorum aliquo pro tempore motu iudicari, definiti & sententiarum debere, sublata eis alteri sententiarum & definitum omnimoda facultate & auctoritate, necnon irritum & inane quicquid fecerit super his, vero aliquo & quocumque quavis auctoritate etiam per nos & Successores nostros praefatos, fieri, vel ignoranter contrigerit attentari, decernimus.

Voluimus autem, quod si praefatus Rex praesentes Literas, ac omnia & singula in eis contenta, que in prima futura Sessione praesentis Concilii Lateranensis approbari & confirmari facere promissimus, infra sex menses & de approbationis & confirmationis huiusmodi computandos non approbaverit, & ratificaverit, & ex perpetuis futuris temporibus in Regno suo, & omnibus aliis Locis & Dominis dicti Regni, per omnes Praefatos, & alias omnes Ecclesiasticas Personas, ac Curiam Parlamentum, acceptas, legi, publicari, iurari, & registrari ad instar aliarum Constitutionum Regiarum, & de acceptione, lectione, publicatione, iuramento & registratione praedictis, infra praedictum tempus per omnium & singulorum superadditorem Patres Literas, aut authenticas Scripturas nobis non transmissis, sui Nuncio nostro apud Regem existentem per eum ad nos mandanda non emiserint, & deinde singulis Annis eadem legi (prout alia ipsius Francisci Regis Constitutiones, & Ordinationes, que in viridi sunt observantia, observari debent) inviolabiliter observari cum effectum non fecerit, praesentes Literas, & inde fecimus

TOM. IV. PART. I.

quoruncunque sine causa & nulla, nulliusque roboris vel momenti.

Et quoniam omnium que in Regno, Delphinatu, & Comitatibus praedictis aguntur, notitiam non habemus, Consequenter, Statuta seu Usus, Libertates Ecclesiasticas & auctoritatem Sedis Apostolicae, quomodolibet prejudicantia, si qua in Regno, Delphinatu, & Comitatu praedictis alius quam in praesentibus existant, non intendamus nobis & huiusmodi Sedis in aliquo prejudicare, seu illa tacite vel expresse quomodolibet approbare.

Et nihilominus praefato Francisco, & pro tempore existentibus Francorum Regi, in virtute sanctae Obsequium mandamus, quatenus per se vel per alium, seu alios in Dignitate Ecclesiastica constitutos, praesentes Literas, ac omnia & singula in eis contenta, quando & quoties opus fuerit, publicari, & ea inviolabiliter observari faciat. Contradictores, eisqueque dignitatem & praerogativas faciat, per Curias Ecclesiasticas, & parochias per nos, aliosque Iuris & facti quavis opportuna remedia (appellatione quolibet omnino postposita) compescendo. Non obstantibus omnibus supplicatis, aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem in Sede indultum, quod interdictum, suspendi, vel excommunicari non possit: per Literas Apostolicas non facientes plenum & expresse, ac de verbo ad verbum de indulto ejuismodi mentionem.

TITULUS XXXIV.

Forma Mandati Apostolici.

LEO EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI, Venerabilibus Fratri Episcopo N. & dilectis Filiis Capitulo, singulisque Canonis Ecclesiae N. Salerni & Apostolicum Benedictionem. Vix ac morum honestas, aliaeque laudabiles probitas & virtutum merita, super quibus dilectus filius N. apud nos fide digno commendatur Testimonio, non inducent, ut sibi reddamus ad gratiam liberales. Hinc est, quod nos cupientes ut eadem N. iuxta illius quae olim per felicis recordationis Gregoriam Papam nostrum Praedecessorem nostrum, ad tunc Episcopum Novesium, directae extitit, quae incipit, *Mandatum*, & aliam de eadem, illam immediate sequentium Decretalium formas de Consuecutione & Praesentibus, aut Dignitate, Personarum, Administratione, vel Officio vestra, vel alterius Ecclesiae, aut alio Beneficio, cum cura, vel sine cura, etiam si Parochialis Ecclesia vel eius perpetua Vicaria, aut Capella, sive perpetua Capellania fuerit, ad vestram collationem, nominationem, seu praesentationem, & aliam quancunque dispositionem communiter vel divisim perenniter providere possit. Ac volentes praefato N. penultimum meritorum suorum intentu gratiam facere specialem, ipsamque & quibusvis Excommunicationis, Suspensionis, & Interdicti, aliorum Ecclesiasticis Sententiarum, Censurarum & poenis & iure vel ab homine, quavis occasione vel causa lais, & quibus quomodolibet innotatis extitis, ad effectum potestatum duntaxat consequendum, harum sententiarum, & absolutum fore censentes, necnon omnia & singula Beneficia Ecclesiastica cum cura, & sine cura, quae praefatus N. etiam ex quibusvis Apostolicis dispensationibus obtinet & expectat: ac in quibus & ad quae ius sibi quomodolibet competit, quancunque, quocumque & qualiacunque sint, onerumque fructuum, reddituum, & proventuum veros annuos valores, ac huiusmodi dispositionem tenores praesentibus pro expresse habentes, more proprio non ad ipsos N. vel alterius pro eo nobis super his oblatas petitionis instantiam, sed de nostra nostra liberalitate discretionalis vestra per Apostolicam Scriptam mandamus, quatenus si vobis communiter vel divisim pro alio non scriptum, qui simile Mandatum, aut similem gratiam prosequitur Canonice & Praetendunt, aut Dignitatem, Personam, Administrationem, vel Officium vestra vel alterius Ecclesiae, aut alio Beneficio Ecclesiastico, cum cura vel sine cura (etiam si Parochialis Ecclesia, vel eius perpetua Vicaria, aut Capella, vel perpetua Capellania fuerit) ad vestram collationem, nominationem, seu praesentationem, seu quancunque aliam dispositionem pertinentem (omni Dignitate, Personae, Administrationis, vel Officii huiusmodi cura imminere minime, dimittendo talis Dignitas ecclesiastica non extitis) cum creatore in Canonico vestra vel alterius Ecclesiae, etiam in ea Statuto & Privilegio expresse caveatur, quod nulli de Dignitate, Personae

ANNO
1516.

G 2 2

ANNO
1516.

Personatu, Administratione vel Officio provideri possit, nisi cum effectu illius Ecclesie Canonici exilis, Canonici hujusmodi Ecclesie cum plenitudine Juris Canonici, & consuetudine de certo Canonico aut nullo, ad effectum hujusmodi Dignitatem, Personatum, Administrationem vel Officium donata obtinendi, & non alius, auctoritate Apostolica tenore presentium confirmatis & de illis etiam providemus, si quem, quam, vel quod post mortem, positum presentes Literæ vobis prefata fuerint, extra Romanam Curiam vacare emiserit, cum plenitudine Juris Canonici, ac omnibus juriis, pertinentiis suis eidem N. conferatis, & in illa aut illo providens, seu ipsum ad illum, illam, vel illud presentibus aut nominatis. Ipsique N. in Canonico & in Fratrem vestra vel alterius Ecclesie ad effectum tantum obtinendi Dignitatem, Personatum, Administrationem vel Officium hujusmodi recipiat, solum tibi in choro, & locum in Capitulo cum plenitudine Juris Canonici assignatis: inducentes tandem N. vel Procuratorem suum qui nominat in corporalem possessionem Canonici & Præbende aut Dignitatis, Personatus, Administrationis vel Officii, seu Beneficii hujusmodi, juremque & pertinentiarum universarum prædictarum: defendentesque indultum, ac facientes N. vel pro eo Procuratorem prædictum ad Præbendam aut Dignitatem, Personatum, Administrationem, vel Officium, seu Beneficium hujusmodi, quodcumque fuerit (ut moris est) admitti: itaque de illis vel illorum fructibus, redditibus, proventus, juriis, & obventionibus universis integre responderi. Non obstantibus foras (ut supra) de certo Canonico numero, & alio Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac dicta vestra, vel alterius Ecclesie jurem, Confirmatione Apostolica, vel quavis firmata alia corroborata Statuta & Consuetudines contrariis quibuscumque aut si vobis, communitat vel dilectis, ab Apostolica Sede indultum quoad receptionem vel provisionem aliquam minime terminat, quodque de Canonizatione, & Præbendis, seu Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus vel Officiis, vestra vel alterius Ecclesie, aut alia Beneficia Ecclesiastica, quibuscumque, ad vestram collationem, provisionem, presentationem, nominationem, quavis aliam dispositionem committitur, vel dilectis per nos, nulli valeat providere per Literas Apostolicas aut facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto quomodolibet mentionem. Et quilibet alia dicta Sedis indulgentia generali vel speciali, quacumque tenore extiterit, per quam presentibus non expressam, vel tunc non intentam effectus hujusmodi gratia impediri valeat quomodolibet, vel differt, & de quibus quicquid toto tenore habenda sit in nostris Literis mentio specialis, seu si dictis N. prædictis non fuerit ad prædictum de observandis Simoni & Consuetudinibus vestra vel alterius Ecclesie solum jurem, damnum in absentia sua per Procuratorem idoneum, & cum ad Ecclesiam ipsam accesserit corporaliter illud præstat. Datum, &c.

TITULUS XXXV.

Forma Literarum Excoecutoriarum Mandati Apostolici.

SIMILITER modo Leo etc. Dilectis Filiis N. & N. ac N. Omissis saltem & Apostolicam Benedictionem. Hodie capientes in dilecto Filio N. Clerico N. diacono, jura illius qui olim per felices recordationis Gregorium Papam IX. Prædecessorem nostrum ad tunc Episcopum Norwicensem directæ esset, quæ incipit *Mandatum*, & aliarum daturum illam immediate sequentium Decretalium formas de Canonizatione & Præbenda, aut Dignitate, Personatu, Administratione, vel Officio Ecclesie N. aut alio Beneficio Ecclesiastico cum cura vel sine cura vel providendi possit, more proprio venerabili Patri nostro Episcopo N. & dilectis Filiis Capitulo singulisque Ecclesie N. per alias Literas nostras mandavimus, quatenus si eis committeretur vel dilectis pro alio non scriptis, qui simile Mandatum aut similem gratiam prodequeretur, eidem N. Canonico & Præbendam, aut Dignitatem, Personatum, Administrationem, vel Officium aut Beneficium Ecclesie N. aut alio Beneficio Ecclesiastico ad eorum collationem, provisionem, presentationem, nominationem, seu quavis aliam dispositionem committeretur vel dilectis per nos, si quem, quam, vel quod post mortem possit presentationem eandem Literarum, vacare contingeret, cum plenitudine Juris Canonici, ac omnibus juriis & pertinentiis suis, prout ad eos committeretur, vel dilectis per nos, conferret, & assignaret, aut

eum ad illa preferret, eligeret, nominaret, seu de illis provideret, prout in eadem Litera plenius continetur. Quæcunque discretis vestre per Apostolicam Scriptam mens fuerint mandantes, quatenus vos, si Episcopus Capitulo, & Canonici prædicti, Canonici & Præbendam, aut Dignitatem, Personatum, Administrationem, vel Officium, aut Beneficium hujusmodi eidem N. conferret, & assignaret, ac de illis cum providere recusat, ita diffidit, aut negligeret forent Canonico & Præbendam, aut Dignitatem, Personatum, Administrationem, vel Officium seu Beneficium hujusmodi cum plenitudine Juris Canonici, ac omnibus juriis & pertinentiis prædictis eidem N. conferre & assignare, nec non eandem N. ad illa (ut moris est) admittit, & in Canonico recipere, & in Fratrem (italo sibi in Choro, & loco in Capitulo assignari) omnique & singula alia in dictis Literis contenta, illas jura eandem confirmationem, atque formam in omnibus, & per omnia facere, & exequi curatis, contradicentes (prout singulis fuerint) ad hoc compellendo, non obstantibus omnibus, quæ dictis Literis volumus non obstat. Datum, &c.

TITULUS XXXVI.

De Mandatis Apostolicis pro Regularibus.

Pro Regularibus autem similis forma illis conveniens datur.

Conclusio Concordatarum.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum Statuti, Ordinationis, suspensionis, altitudinis, declarationis, præcepti, inhibitionis, monitionis, innovationis, censuræ, decreti, voluntatis, permissionis, & mandati, infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Dat. Roma, apud S. Petrum, Anno Incarnati. Dominica 1516. 17. Calend. Septembris. Pontificatus nostri Anno quarto.

TITULUS XXXVII.

Aprobatio Concilii generalis Lateranensis.

Non igitur ob Literas ipsarum ob id præcipue esse finem, ut in corpore mystico, sancta videlicet Ecclesia, perpetua charitas & Pax universis perveniret, & si quæ temporis dissentiant, ea commodè suo reuenerit corpori, eo magis observentur quod clavis concessit ipsas Literas in materia & saluti deficiant & ad nobis (dicto Sacro Lateranensi approbante Concilio) approbata & innovata, quod statuta & ordinata fuerint, licet ad eandem Literarum substantiam, alia approbatione non indigerent. Ad abundantiorum tamen cautelam, ut ea tenentur observentur, & difficultas tollantur, quo minorum Farrum fuerit majore approbatione munita, Literas prædictas, cum omnibus & singulis Statutis, Ordinamentis, Decretis, Diffinitionibus, Pædis, Conventionibus, promissionibus, voluntatibus ac penis, inhibitione, aliisque omnibus & singulis clausulis in eo contentis, illa præsertim quod volumus quod prædictus Franciscus Rex superadditis Literas accomis & singula in eis contenta, intra sex menses à data presentium componendis non approbare & ratificare, & ea perpetuo fuerint temporibus in Regno suo, & aliis Locis & Dominis dicti Regni, per omnes Prælatos, & alias Ecclesiasticas Personas, ac Curias Parliamentorum acceptari, legi, publicari, juri, & registrari, ad illas aliarum Constitutionum Regularum, & de acceptatione, lectione, publicatione, juramento, & registratione prædictis intra prædictum tempus per omnium & singulorum superadditorum Patres Literas, aut authentica Scriptura nobis non transmittitur nisi Nuncio nostro apud ipsum Regem essentem, per eum ad nos delatandas non consignaret, & deinde inquit Annis etiam legi (prout alia ipsius Francisci Regis Constitutiones & Ordinationes, quæ in videri sunt observant, observari debent) inviolabiliter observari cum effectu non fecerit, Literæ ipsæ, & inde secuta quæcumque essent, causa & nulla, nulliusque roboris vel momenti (Sacro Lateranensi Concilio approbante) Apostolicæ auctoritatis & potestatis plenitudine approbamus, & innovamus: eoque inviolabiliter & inextinguibiliter observari & custodiri mandamus: roborque perpetuo firmitatis in eorum discurum

ANNO
1516.

ANNO
1516.

dictarum approbationis, & ratificationis, & non alter nec alio modo obtinere, omnesque in dictis Literis comprehensis ad ipsarum Literarum ac omnium & singulorum in eis expressorum observationem, sub censuris & penis, ac aliis in eis contentis, jura eorundem Literarum teneant & formam teneant, & obligati esse decernimus, & declaramus. Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis que in dictis Literis volumus non obstat, ceterisque contrariis quibuscunque.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostram Approbationis, Innovationis, Mandati, Decreti, & Declarationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptum fuerit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Romæ in publica Sessione, in Lateranensi Sacrosancta Synodo solenniter celebrata. Anno Incarnationis Domini millesimo quingentesimo sextodecimo, quarto decimo Calendis Januarii, Pontificatus nostri Anno quarto. *Sic signatum.* Vitis. Je. Solus. BERNARDUS JOHANNES DE MADRUGAL. Et dorso registrata apud me Bernam.

TITULUS XXXVIII.

Sequuntur Literæ Patris Regis pro acceptatione Concordatarum.

Quo circa dilectis fidelibus Consiliariis nostris ad præsens tenentibus, & qui in futurum nostram tenebunt Parliamenta, omnibusque Justitiariis Regni nostri, & Delphinatus, ac Comitatus nostrorum, ceterisque Officiariis & Subditis nostris, & eorum cultibus (pro ut ad eum pertinere) mandamus, districte injungentes, quatenus omnia præmissa & singula teneant, & custodiant & conservent in sui robori plenaria firmitate, & in causis quibuscunque occasione præmissorum de cetero ceteris & emeritis, secundum deliberationes & conclusiones præscriptas judicent, pronuncient, & sententiant, atque ab omnibus Subditis & locis nostrorum Regni, Delphinatus, ac Comitatus invariabiliter faciant in omnibus & per omnia observari, prædictas Personas Ecclesiasticas & Seculares, ac eorum quolibet in omnibus & singulis superius expressis, ab omni turbatione, violentia, inpressione, molestatione, vexatione, dampno, & impedimento teneant, protegant, pascant & defendant. Omnes & quascunque Personas ejuvis conditionis ac status fuerint, contra facientes aut venientes, taliter puniant, quod in posterum eadem erdat in exemplum. Quatenus sic fieri volumus, & jubemus per præfatos. In eorum rei Testimonium Sigillum nostrum præsentibus Literis dextris appendimus. Datum Parisiis, die 13 Martii, Anno Domini 1517, & Regni nostri 2. *Sic signatum supra prius per Regem, Dominum Ducem Alenconii, Bourbonni, & Vendoceni.* Vobis Dominis Dorval, de la Trimoille: de Boyfi: Magno Magistro Balthard Sabaudia, de la Palice, & de Chailillon, Marescalibus Francie, & aliis præsentibus. ROBERTUS.

ARRESTUM

Verificationis Parliamenti.

Lectis, publicatis, & registratis, et ordinatione & de precepto Domini nostri Regis, reiteratis vicibus factis, in præfatis Domini de Tilmollia, petiti Chambellani dicti Domini nostri Regis, ad hoc per eum specialiter missi, Parvis in Parlamento XXII. die Martii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo septimo. *Sic signatum.* PICHON.

TITULUS XXXIX.

De prerogativa dilectionis ad approbandam Concordatam, non à Prelatis Regni, quam ab aliis Personis.

FRANCISCUS Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux, & Genovæ Dominus, muneris præferebat Literas suspensuræ Salutem. Cum urgenti necessitate evidenter commodum & arbitrio Republicæ Regni nostri ducti, ad evitanda maiora pericula, que ex revocatione Pragmaticæ in futurum evenitura cernebamus, five illi revocationi obediatur, five non obediatur, que unicuique recte sentienti iustissime contraire possunt, certa inveniimus cum Sancta Sede Apostolica

Concedata, in quibus inter cetera cautum est. quod infra sex menses ipsarum, illa publicari & registrari, necnon jurari in Consilio nostris Parliamentorum efficeretur, Ecclesiarumque Gallicanarum illis contentis, aliis nullis essent momenti, que nullatenus ab brevitate temporis, aliis etiam urgentibus negotiis occupari perficere valuissemus. Idcirco, ne in re, quod verberamus, incidereamus, & ne commode & utilisque dictorum Concordatarum iustitiam à Sede Apostolica, post ipsum diu spaciū sex menses unius Antipapæ necnon obtinuerimus. Ceterum, cum in dictis Concordatis inter cetera etiam easceret, quod verus valor Beneficiorum in illorum Imperpetuum exprimendus sit, timendum erat ne ambigui sub prætextu veri valoris non expressi, iam dicta Imperpetuum Beneficia. Idcirco ut prædictis malis via præcederetur, à Sanctissimo Domino nostro Papa Leone decimo Rescriptum obtinimus, quod Imperpetuum preterit veri valoris non expressi obiret, infra Annum illius Rescripti (in quo verus valor non fuisse expressus assertum) nullus valoris ac momenti esse declararetur. Quorum Bullarum, seu Rescriptorum tenor sequitur & est talis.

ANNO
1516.

TITULUS XL.

Papa ad Regis postulationem prout per nosmet ipsos ad approbandam Concordatam, ad nosmet ipsos data præfationem componendam.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, Charissimè in Christo Filio Franciscus Francorum Regi Chastissimè, Salutem & Apostolicum Benedictionem. Dudum siquidem inter alia cum irritum appositione Decreti, iterum & ordinamus, quod et tunc de cetero occurreribus Cathedralibus & Metropolitanarum Ecclesiarum ac Monasteriorum in Regno Francia & Delphinatus & Comitatus Dioni & Valentini, consuevis, Vacationibus, Diebus Fili Ecclesiarum Capitula, Monasteriorum Conventus, ad Electiones seu Postulationes futurorum Archiepiscoporum, Episcoporum ac Abbatum, Ecclesiarum & Monasteriorum vacantium pro tempore huiusmodi procedere non valerent, sed Majestas tua ad Ecclesias & Monasteria huiusmodi de vacantiis, infra eorum tunc expressis tempus statum, nobis & pro tempore existenti Romano Pontifici Personam idoneam certo tunc expresso modo qualificatam, ad eandem nominationem per nos & Romanum Pontificem huiusmodi Ecclesias & Monasteria eisdem præcedendas nominare valeret: prout in nostris ibi contentis Literis (in quibus volumus quod & Majestas tua, omnia in illis statuta, ordinata & contenta, infra sex menses post tunc proximam futuram Sessionem Lateranensem Concilii tunc vigentes, non approbet & confirmet, & à Præfatis ac aliis Regi tui Personis tunc expressis approbari non faceret, Literæ ipse nullus essent roboris vel momenti) plenius continetur. Quam autem licet exhibita nobis pro parte tua, periculo committimus, Majestas tua propter varias occupationes, quibus ad prædictum implichus eris, ac et ceteris aliis rationabilibus causis infra dictum semestre infra quod adhuc existis, in dictis Literis contenta, per Præfatos & Personas Regni tui huiusmodi appolari facere possis commodè non possis: nos itaque tunc in hac parte supplicationibus inclinati, semestre prædictum (infra quod adhuc existis) ad Annum à data præsentium componendum, auctoritate Apostolica tenore præsentium prorogamus, pariter & extendimus, non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis: necnon omnibus illis que volumus in dictis Literis non obstat, ceterisque contrariis quibuscunque.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostram prerogationis & extensionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptum fuerit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Domini millesimo quingentesimo decimo septimo. Calendis Julii. Pontificatus nostri Anno quinto.

TITULUS XLI.

Alia prerogativa petitor ad Annum à fine primi componendum.

FRANCISCUS Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux, & Genovæ Dominus, Universis præferebat Literas suspensuræ, notum sit & manifestum, quod cum

ANNO
1516.

mandatum à Sancta Sede Apostolica certe Littere Apostolicæ per nos obtenta fuissent, quibus semelre solita quod nos & Ecclesiæ Gallicanæ approbare debuerimus Concedenda inter Sanctam Sedem Apostolicam & nos, iuxta per Annum propositum extiterit: verum quia durante dicto Anno, alius occupati negotiis dictam approbationem & confirmationem à Prælati & alii Personæ eidem expressis approbati, seu confirmari, minime fecerimus, ideoque alia Litteras Apostolicas ab eadem Sede obtinuimus, quibus Annum jam dictum ad alium à sine illius computandum denovo prorogare fecimus, prout in dictis Litteris (quarum tenor sequitur) plenius continetur.

TITULUS XLII.

Conceditur secundus Annus à primo sine computandus ad huc, ut Concordata recipiantur & observentur à Regibus.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, Christissimo in Christo Filio Francico, Francorum Regi Christianissimo, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Dudum liquidum inter alias, cum irritantis apostolicæ Decreti, illatissimi & ordinavimus, quod ex tunc de cetero occurrentibus Ecclesiarum Cathedralium & Metropolitanarum, ac Monasteriorum in Regno Franciæ & Delphinatu, ac Comitatu Dien & Valentini, consensum vacationibus dilecti Filii Ecclesiarum Capitula & Monasteriorum Conventus, ad Electionem seu Postulationem futurorum Archiepiscoporum, Episcoporum, ac Abbatum Ecclesiarum & Monasteriorum vacantium pro tempore hujusmodi procedere non valerent. Sed Majestas tua ad Ecclesias & Monasteria hujusmodi sic vacantes infra certum tunc expressi temporis spatium nobis, & pro tempore existentis Romano Pontifici Personis idoneis cetero tunc expresso modo qualificatis, ad eandem nominationem, per nos & Romanum Pontificem hujusmodi Ecclesiis & Monasteriis eidem preficiendis nominare valeret: ac volumus, quod si Majestas tua omnia in his statuta, ordinata, conventa infra sex menses post tunc proximum futuram Sessionem Lateranensem Concilii tunc viginti non approbare, & confirmare, & Prælati, & alii tunc expressis Regi tui approbati non faceret, Litteras ipsas nullas esse rebus vel momenti: Et deinde pro parte tua nobis expoitis, quod Majestas tua propter varias occupationes quibus tunc implicatus eras, ac ex certis aliis rationibus causis infra dictam semelre infra quod adhuc exhibebis in dictis Litteris contenta per Prælati & Personas Regi tui hujusmodi approbati facere commodum non considerat: nos per alias nostras Litteras semelre prædictam infra quod tunc adhuc exhibebis ad Annum à data posterius Litterarum hujusmodi computandum prorogavimus, prout & extendimus, prout in singulis Litteris prædictis plenius continetur. Cum autem, sicut nobis nuper pro parte tua petito occurrit, Majestas tua Litteras prædictas iuxta voluntatem in illarum prædictam approbavit, & confirmavit, & publicari fecit, & approbati facere inchoaret fecisseque, nil à Litterarum priorum editione, ac tunc approbatione & confirmatione, ac earundem prout Litterarum publicatione hujusmodi temere appellatum fuisse. Et propterea nobis humiliter supplicari fecisti, ut Annum prædictum infra quem adhuc exhibis, ad aliam Annum prorogare de benignitate Apostolica dignemur, nos itaque hujusmodi supplicationibus inclinati, Annum prædictum infra quem adhuc Majestas tua exhibis, aliam Annum à sine primi Anni hujusmodi computandum, auctoritate Apostolica tenore prædictum prorogamus prout & extendimus, immobilitatibus prædictis, ac Constitutionibus Apostolicis, necnon omnibus illis, quæ in prioribus & posterius Litteris prædictis volumus non obstat, ceterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Domini 1516. 6. Calendæ Julii, Pontificatus nostri Anno sexto.

Quocirca dilectis & fidelibus Consiliariis nostris Ceteris nostris Parlamenti tenentibus, nec non Seneschallis, Ballivis, Procuratoribus, aliisque Justitiis & Officialibus nostris harum litterarum manus & ingenuitas, quatenus has prædictas litteras in Regibus regerent, ut si pro rebus & negotiis in dies occurrentibus, illis quibus oportet habuerit, ex dictis Regibus illas exhibere possint & valeant. Cui extrinsecus debito modo factis, saltem fidem haberi volumus, ac si dictarum Bullarum originale exhiberent. Nam sic nobis placeat, & quatenus opus est, ex nostris exacta scientia, & potestate plenitudine, ita fure ordi-

natus. In ejus rei Testimonium, Sigillum nostrum præfiximus Litteris duabus appendimus. Datum Basiliæ, die 27. mensis Octobris, Anno Domini 1516. & Regni nostri V. Per Regem. G. D. D. T.

ANNO
1516.

TITULUS XLIII.

Prorogatur Tempus de Annatis.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Romanos Pontifices (cui tot usque in spiritualibus & temporalibus providenda incumbunt) iterum & tempore qualitate pentata, nonnulla prout ad evocandum Clericorum Beneficia Ecclesiastica, à Sede Apostolica pro tempore imperantium commoda & omissa, ac liberos & fraudibus obviandum oportere conspexit, salubriter ordinarum & disponit. Nuper itaque inter Constitutiones ad laudem Dei, & Christi fidem factam & quidem, de Fructuum notitiorum consilio, cum Chardinio in Christo Filio nostro Francico, Francorum Rege Christianissimo, matura deliberatione concordatus, statuit, quod in provisionibus quas Personæ quavis Regni Franciæ ac Delphinatus & Comitatus Diocesis & Valentini, de Beneficiis vacantibus, seu cetero modo vacantibus, per nos & Successores nostros & Sedem prædictam, cum motu proprio, eorum promissa ad Ecclesias Cathedralium & Metropolitanarum & Monasteria (si obtenta per eos Beneficia retinere possint) fieri contingat, illorum verum annuum per Fructus, seu Ducatos anni de Camera, aut Litteras Taron, seu alteras Monetas valores censuum communiem satisfactionem exprimi debent, alioquin gratis ipse annus ipso jure nullus. Cum autem (sicut accepimus) expresse contingeret Personam Regi ac Delphinatus ac Comitatus hujusmodi vacatione Beneficiorum in Locis remotis Regni Delphinatus ac Comitatus eorundem, per obitum pro tempore vacantia intellecta, eorum veri valoris notitiam haberi non posse, & veri valoris hujusmodi notitia non habita ad illa à Romano Pontifice imperandam ceterum Naucium ad Sedem prædictam destinare, & signorum supplicationis super illorum imperatore, cum faciente verum annuum valores Beneficiorum hujusmodi in Litterarum super hujusmodi supplicationibus expeditio augendi obtinere ad effectum possessionem Beneficiorum hujusmodi assignandi, Litteras super hujusmodi imperatoribus, cum minus vera valoris Beneficiorum eorundem expresse expedit, & abque eorum culpa, diligentia, & expensis pro imperatore hujusmodi obtinenda facti, & gratia eis à nobis concessa, & illis effectus fuissent, ac per posterius (qui nulla habita diligentia cum expresse veri valoris dicta Beneficia à Sede prædicta imperantibus) extolendi ac desuper propterea molandi.

Nos qui Subditorum nostrorum commoda licenter procuramus, ac eis à seibus & expensis, quantum cum Domino possimus, relevamus motu proprio, ac ex certa nostra scientia, ac de Apostolica potestate plenitudine, statuit, & ordinamus, quod de cetero perpetuis futuris temporibus imperatoribus Beneficia Ecclesiastica in Regno, Delphinatu, & Comitatu prædictis per obitum dantur vacantia, si verum annuum valorum Beneficiorum in Locis Apostolicis, quæ super dictis Beneficiis expedit fuerint non exprestitit, infra Annum à die dæ Litterarum earundem computandum, annum ipsum male exprestitit corrigi per Officiales, ad quos expeditio Litterarum hujusmodi pertinet, & correctiones Litterarum earundem fieri contingerent petere, ipsique Officiales ipsarum Litterarum expeditioni prædictas, ad eorundem imperantium simplicem petitionem, valeant ipsorum ad verum annuum valorem, iuxta potentium voluntatem in eodem Litteris deducere & corrigere, ipsique imperantes pro augmento valoris exprestiti duntaxat Annuatam Camera Apostolicam solvere debeant & teneantur, decemantes quascunque imperatores posteriores de dictis Beneficiis, ratione non exprestitis veri valoris hujusmodi infra dictum Annum factis nullas rebus vel momenti esse, & pro interest haberi debere. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostrorum Statutorum, Ordinationum, & Decreti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se oportet incurrendum. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Domini millesimo quingentesimo decimo sexto. Cal. Octobris, Pontificatus nostri Anno quarto.

ANNO
1516.

TITULUS XLIV.

De Registratione Concordatarum in Curia facienda.

Quocirca dilectis & fidelibus Consiliariis Curias potest Parliamenti tenentibus, nec non Seneſcallis, Ballivis, Praepositis aliisque Iudicariis & Officialibus nostris, harum litterarum mandamus & iungimus, quatenus praesentium tenorem suis in Registre regerent, ut si pro rebus & negotiis in dies occurrentibus illis quis egeret potuerit; ex dictis Registre illas extrahere possit, & valeat: cui extrahere debem modo facto, talem fidem haberi volumus, ac si praedictarum Bullarum originale exhiberent. Nam sic fieri volumus, & quatenus opus esset ex nostra certa scientia & potestate plenitudine ita fieri ordinamus. Datum Ambae, die duodecima mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, & Regni nostri quarto. *Per litteras illi scriptas, per Regem, digne signis ROBERTET, & sic illi a dante quare, & tunc paret.*

TITULUS XLV.

De Regis facultate primum mensem Graduatim debemus nominandi.

FRANCISCUS Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux, Genes Dominus. Cum superioribus diebus certa litterarum Concordata cum Sanctissimo Domino nostro Papa Leone decimo, quibus inter cetera ordinatur quatenus Beneficia vacantia primo mense post publicationem litterarum afficiantur Graduatim simpliciter. Verum, cum ex diversitate temporum quibus iam dicta Concordata publicata in Parlamento nostra fuerit, diversarum mensium diversitas consilio insum educari-tem generare verisimiliter potuisset. Nos igitur ut dicta consensu obtemperare apponeremus a iam dicto Domino Sanctissimo Domino nostro Papa Literas Apostolicas obtinimus. Quarum tenor de verbo ad verbum inferius describitur, quibus permittimus & concedimus est illum primum mensem exprimeret nobis ac nominare licere. Expropter facilitatem nobis a Sede Apostolica praedicta concessam insequentes, considerantesque dicta Concordata in Curia nostra Parlamento Parisiensis in mense Martii ultimae praeteritis fuisse publicata, mensem praeteritum Aprilis, dictam publicationem immediate sequentem, pro proximo mense eligimus & nominamus. Ex cujus initio ordo & computatio sequentium mensium, ut qui menses Graduatim simpliciter, necnon Graduatim nominatis, ac ordinariis Collatoribus spectant, fiant; & iuxta illorum ordinem Beneficia in illis vacantibus providentur, tenorem dilectorum Concordatorum insequendo, nullo habito respectu ad tempus publicationis eorundem Concordatorum in illis Curia nostris Parlamento factae. Quocirca dilectis & fidelibus Consiliariis nostris Parlamento Parisiensis, Theolozae, Burdigalae, Rothomagi, Divisione, Gratianopoli tenentibus: necnon ceteris nostris Iudicariis & Officialibus, mandamus & iungimus, quatenus has praesentes Literas nostras publicare habeant: necnon in suis Registre regerant, ut nemo ignorantie causa praetendere possit aut valeat; & iuxta tenorem iam dictae facultatis nobis concessae, & declarationis per nos factae, processu iudicare habeant, quia sic fieri volumus, non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus.

TITULUS XLVI.

Sequitur tenor litterarum Literarum Apostolicarum.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, Christissimo in Christo Filio Francisco, Francorum Regi Carissimissimo, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Dum quidem inter alia cum interitis apostolice Decreti statum & ordinavimus, quod ex tunc & cetero occurrentibus Ecclesiarum Cathedralium etiam Metropolitanearum ac Monasteriorum in Regno Franciae, & Delphinatu, ac Comitatu Dien, & Valentiae. consistentium vacationibus: dilecti Filii Ecclesiarum Capitula, & Monasteriorum Conventus ad Electiones seu Postulationes futurorum Archiepiscoporum, Episcoporum, ac Abbatum Ecclesiarum & Monasteriorum vacantium pro tempore huiusmodi procedere non valerent, sed Majestas tua ad Ecclesias & Monasteria huiusmodi vacantes infra certum tunc expressi temporis spacium, & nobis & pro tempore existentis Romano Pontifici Personae idoneae certo tunc expresso modo

qualificatas ad eandem nominationem per nos & Romanum Pontificem huiusmodi Ecclesias & Monasteria eadem praefectas nominare valeret: prout in nostris inde confectis Literis (in quibus inter alia, quod prout nunc pro curandem Literarum acceptationem & publicationem ordinari Collatores, Digestores, Peritos, Administratores & Officia ad eorum collationem, provisionem, nominationem, praesentationem, seu quatenus aliam dispositionem spectarent, eorundem simpliciter sub certis modo & forma tunc expressa continere & de illis etiam providere deberent, ceteris) plenius continetur. Quam autem, sicut accipimus, propter diversitatem Tribunalium Parliamentorum in Regno, Delphinatu, & Comitatu praedictis constituta, in quibus Literas in eis constitutas & expressas Constitutiones publicari & acceptari diversis temporibus propter Locorum distantiam, oportet super primo mense (qui ordinariis Collatoribus ad conferendum graduum conceditur) quis sit, plures lites & dispendia parum super hoc exorti evincere possit, nos litteras & dispendia huiusmodi pro nostri rationalis Officii debito obviare volentes, & ne quis mortuus sit deinceps huiusmodi dubitaret aut hactenus contingeret Magistro tunc, ut post publicationem & acceptationem Literarum Concordatarum huiusmodi primum mensem huiusmodi quis ut exprimeret & nominare possit & valeat, mense praedicto, & ex nostra certa scientia, auctoritate Apostolica, tenere praesentium licentiam & facultatem concedimus, patereque indulgemus, non obstantibus omnibus qui in eisdem Literis volumus non ostendere, ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Rome, apud sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicae millesimo quingentesimo decimo octavo, decimo septimo Calendae Julii, Pontificatus nostri Anno sexto. *Per litteras scriptas, per Regem, digne signis ROBERTET, & sic illi a dante quare, & tunc paret.*

TITULUS XLVII.

De pena tenore venientium contra huiusmodi Concordata.

FRANCISCUS Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux, & Genes Dominus, universis praesentibus Literis inspecturis Salutem. Cum pro corroboratione necnon observatione Decretorum Concordati per nos cum Sanctissimo Domino nostro Papa Leone decimo inter, necessarium ac utile foret ut a Sancta Sede Apostolica, illius Concordati protectores constitueretur, ut inique mactare in illis Concordatorum non pariter sentirentur. Literas Apostolicas a iam dicta Sede Apostolica obtinimus, quarum tenor inferius describitur. Quibus litterarum Concordatarum protectio nobis concessa est. Quocirca dilectis & fidelibus Consiliariis nostris Parlamento Parisiensis, Theolozae, Burdigalae, Rothomagi, & Gratianopoli tenentibus, necnon ceteris nostris Iudicariis & Officialibus, mandamus & iungimus quatenus iuxta facultatem nobis concessam eorum Concordatarum infractorum penam legitimam efficiant. Et ea quae in contrarium dilectorum Concordatorum attentaverint revocent, & in praesentium suam reversionem reduci faciant, compescendo compescendo, omnibus viis rationabilibus & debitis. Et ut nemo iam dictae nostrae protectionis ignorantiis praetendere valeat, nos praesentes publicare, & in Registre suis regerant faciant indicat: quoniam nobis sic placet, & ita fieri volumus, non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus.

TITULUS XLVIII.

De Protectione Concordatarum Franciae Regibus concessa.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, Christissimo in Christo Filio Francisco, Francorum Regi Carissimissimo, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Dum quidem inter alia cum interitis apostolice Decreti statum & ordinavimus, quod ex tunc & cetero occurrentibus Ecclesiarum Cathedralium etiam Metropolitanearum ac Monasteriorum in Regno Franciae, & Delphinatu, ac Comitatu Dien, & Valentiae. consistentium vacationibus: dilecti Filii Ecclesiarum Capitu-

ANNO
1516.

ANNO
1516.

ula & Monasteriorum Conventus ad Electiones seu Puffulationes futurorum Archiepiscoporum, Episcoporum, ac Abbatum Ecclesiarum & Monasteriorum vacantium pro tempore hujusmodi procedere non valent, sed Majestas tua ad Ecclesias & Monasteria hujusmodi & vacantia infra certum tunc expressis temporis spatium, & nobis & pro tempore existentibus Romano Pontifici Personis idoneis cetero tunc expressis modo qualificatis, ad eandem nominationem per nos & Romanum Pontificem hujusmodi Ecclesiarum & Monasteriorum praeficiendis nominare valeret: pro ut in nostris lode consensibus Literis (in quibus Majestas tua, & pro tempore existentibus Francorum Regi in virtute sanctae obediencie, quod per te vel alium, seu alios in Dignitate Ecclesiastica constitutos eadem Literas, ac omnia & singula in eisdem contenta, quando & quotiens opus foret, publicari & invariabiliter observari faceret mandavimus) plenius continetur. Cum autem, sicut accepimus, nonnulli Regni, Delphinatus, & Comitatus praefictorum, & quorum conditoris Dei timor obelli, Literas hujusmodi & per eas editas Constitutiones, & in eis contentas plenè acceptas reculant, & illas non sine spiritus Blasphemie, & Confusuram in eis contentarum insultu, verbo & opere ita possunt contravenire contendunt. Nos ex qua tanta maturitate, consilio, & Saceri tunc vigentes Lateranensis Concilii Approbatione discussa, fuerunt, ordinem, fides, & concessa sunt, ut invariabiliter & inconvulsi, prout per eis obiter vult, pro nostris Patribus Offici debito providere volentes, quoniam illis Literis nostris temerariis ausibus contravenire attentas occurrerimus, eorumque ea obstruimus notu proprio, & ex nostra certa scientia, ac de Apodolica potestate plenitudine, cum decet secularium Potestatem, praefertim magnam Ecclesiasticam juvare Potestatem, in his praefertim qua animarum salutem concernunt, Majestatem tuam, & pro tempore existentem Francorum Regem, Literarum praefictarum, ac per eas editarum Constitutionum, & omnium ac singulorum in eis contentorum, legitimis praecedentes, defensores & conservatores: necnon quorumvis adversus illas & in eis contenta venire tentantium, eorumque dignitatis, status, gradus, ordines, conditionis, vel nobilitatis exites, ex quacunque mundana dignitate fulgentium, inviolabilissimos Oppugnatores societate Apodolica tenore praesentium constituimus, & deputamus. Nos obstantibus omnibus que in dictis Literis volumus non obitare, ceterisque contrariis quovisque. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicae millesimo quingentesimo decimo octavo, decimo septimo Calendis Julii, Pontificatus nostri Anno sexto. Sic signatum sub signo JOAN. SANCHEZ. & signatum. JA. QUINTERAS. In Testimonium quoniam his praesentibus Signum nostrum duximus apponendum. Datum Augusti die vigesima quinta mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, & Regis nostri quasto. Per Regem. GEDOTA.

CVIII.

19. O^o. Ligo inter LEONEM X. Papam Romanum, MAXIMILIANUM I. Romanorum Imperatorem, CAROLUM I. Hispaniarum Principem, & HENRICUM VIII. Regem Anglie, pro defensione Ecclesie unita. Dat. Londini, die 19. Octobris Anno 1516. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 556.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam praesentibus Literis perveniant, nos Thomas, Miseratione Dⁿⁱ, Tituli Sancti Cypriani Sacrosanctae Romanae Ecclesiae Praefectus Cardinalis, Eborum Archiepiscopus, Anglie Primas & Apodolica Sedis Legatus quovisque Regni Anglie Cancellarius, Thomas Dux Norfolciae Anglie Thesaurarius, ac Thomas Cantuariensis Episcopus & Privatus Significi Regi Cancellus, Consiliarii, Oratores, Ambassadors, Procuratores, & Commissarii Excellentissimi & Potentissimi Principis Henrici, Dei gratia, Regis Anglie & Francie ac Domini Hieronimi, ad inscripseris sufficiens deputati, constituti & autorisati, Saltem in omnem Salvatore.

Sciat quod nos Oratores praedicti, Nuntiae & ambobusque eodem Mensendissimi & Potentissimi Regis nostri nobis ab eo per suas Literas Patentes dati, concessi & commisi, quarum Literarum tenor inferius ad verbum inferetur,

„Cum Reverendissimo in Christo Patre & Domino Domino Mathae, Miseratione Dⁿⁱ, Tituli Sanctae Petrusque Sanctae Romanae Ecclesiae Praefectus Cardinalis Beduensis, Sacrae Romanae Imperii Principe Marchione Vigliamio Præfictio & Commis Valeria, ac Serenissimo & Magnifico Viro Domino Johanne Hieronymo Titone Comite Divisione Sacrasanctissima Inquisitionis & Excellentissimis Caesare Majestatis, necnon cum Reverendo in Christo Patre & Domino Bernardo Elarsh Episcopo, Potentissimum & Excellentissimum Johanne & Carolo Hispaniarum & Navarrae ac aragoniae Cancellis & Jerusalem Egr. REGUM, necnon ARCHIDUCUM Austriae, DUCUM Burgundiae Egr. COMITUM Flandriae, Egr. ORATORIBUS, CONSILIARIIS, AMBASSADORIBUS, & COMMISSARIIS, per Literas Patentes superius praedictorum Magni Significi suis respective sigillatas, quarum tenores inferius ad verbum inferuntur, sufficienter constituti, depositi & autorisati; ac non stabilibili Viro Domino Johanne Helio Oratore pro Caesare Majestatis, apud praesentem Dominum nostrum Regem Anglie agente, & in hoc Actu Oratoribus praesentibus Caesare Majestatis afflicto, ad eandem, prout & sacrae & honoris omnipotentis Dei, Gloriosa Virgini Mariae, totidemque Caris Caesariae, & Orthodoxae Fidei ac Christianae Religionis establishmente & incrementum, Sacrosanctae Romanae Ecclesiae & Sedis Apodolicae defensionem & conservacionem, necnon pro Statuum, Personarum & Dignitatum Principum praedictorum & eorum consiliorum conservacione, ac Regnum, Dominium, Civitatem, Terrarum, Opidum, Villarum, Castellorum, & Territoriorum suorum consiliorum tranquillitate & quiete, ac etiam ut quovisque Principum, suis nobis minime contentorum, offensas dominiandi & alieni invadendi ac diripiendi libido in facilius cohibeatur, compescatur & oprimitur; utque ceteri Principes Christiani, quibus omnibus & singulis praesentem Ligan intrandi libera facultas & locus inferius reservatur, ex dictorum Principum Confederacione indissolubili Unionis, illis atque perfectis Amicitia, ad dictam Ligan & Confederacionem intrandam citius invicem & alliciantur.

Ex quo non solum universalis Ecclesiae Christi & Republicae Pax sublegetur, verum etiam contra inimicissimos Thorcas, usumque omnium Christianorum Principum consensu patet & allicio, generalis posse haberi & fieri expedio, quod, eorumdem Principum dilectione, discordia, limitibus, & ambis, in huncque diem impedita, neglecta sunt & omnia, contrivimus, concoravimus, contraximus, & conclusimus, ac, per praesentes, convenimus, contraximus, concordamus, & conclusimus omnes & singulos Patris, Amicitiae, Ligan, & Confederacionis Amiculis fecerunt.

Imprimis, convenimus, concordamus, & conclusum est quod, inter praesentis Caesarem Majestatem ac Potentissimos Anglie & Hispaniarum Reges, eorumque Haeredes & Successores, Vassallos, Incolas, Habitatores, & Subditos quovisque praesentes & futuros, tam Ecclesiasticos qualem Seculares, quovisque dignitatis, status, gradus, ac conditionis erant, seu quovisque dignitate, statu sive gradu praesentibus, eorumque Regna, Parvas, Terras, Dominia, Civitates, Castellis, Territoria, Villas, Opida, & Loca quovisque modo per eorum aliquem habita, tenta, possedit, & occupata, vel impoherum obtinenda, sit bona, sincera, vera, integra, fidei, perfecta, & firma Amicitia, Ligo, Liga, Intelligentia, Confederacio, & Pax, per Terram, Mare & Aquas dulces, Porus Maris, & ubique locorum, futuris temporibus perpetuo duratura.

Item, convenimus, concordamus, & conclusum est quod, pro conservacione, tuitione, & defensione Dignitatum, Personarum & Statuum praefictorum Contra derogationem, omnium & singulorum ac eorum consiliorum, eorumque Haeredes ac Successores, Regnum, Patriam, Terrarum, & Dominium, Civitatem, Castellorum, Villarum, Territoriorum, contra invasores, perturbatores, & hostiles Aggressores quovisque praedicti Caesare Majestatis & Potentissimi Anglie & Hispaniarum Reges erum perpetuis futuris temporibus Amici, Confederati, uniti, & invicem silegiis sine aliqua exceptione aut contradictione, ita quod si post hac Rex, Princeps, Potentatus, sive Communitas, aut alius quicunque, per se vel Locumtenentem, Capitaneum generalem, aliumve quovisque, potentem, valido vel magno Exercitu, aut alio quovis modo, direxit vel indixit, Regna, Parvas, Terras, Dominia, Castra,

ANNO
1516.

ANNO
1516.

Castra, Civitates, Opida, Territoria, five Loca quacunque per dictorum Confœderatorum aliquem ingrediturum habent, tecta, possidenda, & occupanda, five in possessionem habent, tenenda, possidenda, & occupanda, nulliter invadant vel perturbent, aut invadi seu perturbari procurarent, five eorumque Confœderatis violentiam aut dampnum grave vel intolerabile inferre, facere vel irrogare attemptarent, tunc & in eo casu Principes invadit, perturbant, vel, ut premittitur, dampnificant, cupiunt habere luppentes dictorum Confœderatorum pro sua detentione aut dampnificatione, ut prædictum, tenebatur admittere & requirere omnes & singulos Confœderatos, per suas Literas Pœnesse manu sua subscribere, ac suo Sigillo sigillatas, super hujusmodi invasione, perturbatione, violentia, & dampnificatione, qui fuerit hoc certioris effectus, & ut premittitur, admoniti & requisiti, tenebantur unanimiter & unico consensu una cum ipso requirente, Regem, Principem, Potestatem, five Communitem sic invadentem aut hujusmodi invasionem fieri, ut prædictum, procurantem, perturbantem, violentiam, dampnum grave vel intolerabile inferentem, violentiam, vel irrogantem, per Oratores, Literas five Nuncios suos, moneri & requirere eorum quilibet ut ab hujusmodi hostili invasione & Guerra five profectione ejusdem, perturbatione, violentia & dampnificatione totisiter desistat, & ab eodem & eandem cuncta realiter & cum effectu, & quod pro sic de facto attemptatis & dampnis ejusdem satisfactionem rependa emendat & satisfactionem, significantes eadem quod, vigore & virtute illius Fœderis five Lige deservire, teneant ipsi Confœderati omnes & singuli sibi invicem assillere, suppetiar dare, & se mutuo defendere, quod & illis & abique mora facere recusatent aut dilarent, tunc omnes & singuli Confœderati, infra mensem extrane proximo sequentem, five Hostes & Inimicos Regis, Principis, Potestatis, five Communis sic invadentis, perturbantis, dampnificantis, five violentiam inferentis, aut invasionem, perturbationem, dampnum, five violentiam hujusmodi fieri procurantis, publicè & expresse declarant & manifestant, ac sic declarant & manifestant eorum quilibet, ac intra duos menses extrane proximo & immediate sequentes ad forum aut quovis colore five excusatione quacunque, Regna, Patrias, Terras, & Domina, Regis, Principis, Potestatis, five Communis aut aliteris cupiscentibus, sic ut præfatur invadentis, perturbantis, dampnificantis, seu violentiam inferentis vel hujusmodi fieri procurantis, ab ea parte quod sibi propinquior existit, vel qua id commodius fieri possit sibi visum fuerit, unanimiter & uno consensu ingrediuntur & hostiliter invadunt; ac sic ingrediuntur & invadunt eorum quilibet, propriis suis expensis realiter & cum effectu, cum tamen & tam valido Exercitu, tam Equitum quam Pedum, Equis, Armis, Bombardis, & Instrumentis bellicis aliisque rebus quibuscunque, ad tanta Belli molem necessariis & requisitis, ac sufficienter instructis, quanto & quali inferius describitur; videlicet,

Caetera Majestas cum quinque milibus Equitum & viginti milibus Pedum, Equis, Armis, Bombardis, Instrumentis bellicis aliisque rebus quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis & requisitis sufficienterque, ut præfatur, instructis & communis, loco, tempore, & modoque, & formâ prædictis, Terras & Domina communis Inimici antedicti propriis suis expensis hostiliter invadat & aggredietur, ac Bellum realiterque cum effectu geret & prosequetur,

Potenissimus vero *Rex Anglie* cum quinque milibus Equitum & viginti milibus Pedum, Equis, Armis, Bombardis, Instrumentis bellicis, caeterisque rebus quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis & requisitis sufficienterque, ut præfatur, instructis & communis, loco, tempore, & modoque, & formâ prædictis, Terras & Domina præfati communis Inimici propriis suis expensis hostiliter invadat ac aggredietur, ac Bellum realiterque cum effectu geret & prosequetur,

Necnon dicti Catholici *Hugonarii, Navarrae &c. Reges* cum quinque milibus Equitum & viginti milibus Pedum, Equis, Armis, Bombardis, Instrumentis bellicis, aliisque rebus quibuscunque ad Bellum gerendum necessariis & requisitis etiam, ut præfatur, sufficienter instructis & communis, loco, tempore, & modoque, & formâ prædictis, Terras & Domina communis Inimici antedicti propriis suis expensis hostiliter invadat & aggredietur, ac Bellum realiter & cum effectu geret & prosequetur,

A qua quidem invasione desistere, aut Trahantur

TOM. IV. PART. I.

Pacti five Tropas, Guerrarum Affinitatem, Intelligentiam, aut Apprehensionem aliam quancunque cum cornu Inimico, per se vel per alium five alios, inter, facere, tradere, aut concludere, vel aliter intrari, facili, tractant, aut concludunt, five tractare aut concludere volent, tacite vel expresse, directè vel indirectè, confirmare ullum modo poterant, aut eorum aliqui poterit, abque scientia, notitia & voluntate omnium & singulorum prædictorum Confœderatorum ac de expresse consensu eorumdem.

Item, conventum & concordatum est ut supra quod, si Rex, Princeps, Potestatem vel Communis seu quivis alius, aliquem Principem five Confœderatorem, ut prædictum, invadentem, perturbantem, violentiam five dampnum, aut infra, inferentem vel ex processum, habeat, teneat, vel possident Domina, Terras, Loca Maritima, Portus, aut Littora, Marii Hispanico, Britannici, aut Germanici adiacentia five contigua, tunc & eo casu, Potentissimus *Anglie &c. Hugonarii Reges*, non solum per Terram, modo & formâ prædictis, Guerram faciant, verumetiam per Mare Bellum gerant, & erunt utique quod faciet & geret, cum tanta Navium classis quantum inferius describitur, militibus five Homilibus armis Bombardis five Instrumentis bellicis, Teis, Victualibus & aliis quibuscunque ad Bellum Navale gerendum necessitis & requisitis sufficienter instructis.

Quam infra mensem, postquam dictum Bellum Hosti commisi, sic ut prædictum, aduci & inferri cepit, ad Mare realiter & cum effectu, propriis suis expensis, mittent ac mitti curabunt ac faciant, ac sic mittent & mitti curabunt & faciant eorum utrique modo & formâ frequentibus; videlicet,

Potenissimus *Anglie Rex Naves*, quinque milibus Hominum armatorum ac caeteris necessariis, similiter ut præfatur, instructis & ad Bellum Navale gerendum aptas, ut prædictum, mittet,

Necnon Catholici *Hugonarii, Navarrae &c. Reges* Naves, quinque milibus Hominum armatorum ac caeteris necessariis, similiter ut præfatur, instructis, ad Bellum Navale gerendum aptas, ite prædictum est, mittent.

Qua quidem Naves omnes & singule ad Mare communis Hostis Regni, Patrie, Terris & Dominiis proximè adjacentem misistant, ac ibidem cornu remaneant hac & illuc navigando, communi Hostem, ejusque Regna, Patrias, Terras, & Domina ac Subditos suos quantum poterant molestant, sic ac exterius Amicos & Confœderatos eorumque Regna, Patrias, Terras, & Domina defendunt, ac quotiens & quando opus fuerit simul se conjungunt ut unius viribus commoti Hosti resistere atque eundem infestare & debellare possint, nec licebit alteri Regi prædictorum Naves, sic ut præfatur, mittas inde revocare, aut eandem Navium five Hominum numerum diminuire sine mutuo eorumdem expresse consensu & voluntate, sed si casu aliquo contingat numerum Navium aut Gentes Armorum Hostium invasione aut Maris tempestate capi, devincas alio quovis modo dimitti, quod Deo avertat, tenebunt ille cupas Chastit, sic ut præfatur, casu capere five deminuerit, illam infra mensem de novo recitare, & ad perfectum numerum superius limitatum realiter & cum effectu redire & reparare, sine omni dolo, fraude, dilacione aut alii circulatione quacunque.

Item, conventum & concordatum est ut supra, quod nullus Confœderatorum prædictorum, contra Hæreses & Secessiones, vel alius quancunque eorum aliquos nomine five auctoritate, scienti vel consensu, cum alio quocunque Principe non Confœderato, Trahantur Pactis, Amicitie, Guerrarum five Belli Affinitate in prejudicium præfatis Confœderationis inter, facies, contrahat, tradat, aut concludat, five init, nec, contrahat, tradat, vel concludat procurat ut permittit, vel init, faciat, tractat, aut contrahat, vel concludere voluit quocumque modo tacite vel expresse consentit, sine expresse consensu, assensu, & voluntate omnium & singulorum Confœderatorum prædictorum; & si quid tale alicui Confœderatorum prædictorum motum vel finem fuerit, sit, cui talis mora aut fastid fuerit, statim & immediate & abque omni dilacione id ipsum ceteris Confœderatis clare per suas Literas significabit & explanabit, cum omnibus & singulis ejusdem motionis & finis quæstionibus & circumstantiis; & si contra aliquem Confœderatorum prædictorum suspitio super hoc exoritur, ille, contra quem talis oritur suspitio, per aliquem Confœderatorum monitor & requisitus statim & immediate ejusdem suspensionis occasionem quamprimum amovet & amovet curabit.

ANNO
1516.

ANNO
1516.

Item, conventum & concordatum est, quid nullus Confederatorum prædictorum aliquid agat, tractet, tractabit vel attemptabit, aut ab aliis agi, fieri, tractari, vel acceptari procurari vel procurari consueti, quotiesque in loco five causis & occasione quacunque, in prædictum, dampnum vel injuriam aliquam eorumdem, eorumque Regnorum, Terrarum, Patrimoniorum, Dominiorum, Civitatum, Villarum, Opidorum, Terrarum, aut Subditorum quoruncunque, aut alibi alteri aliquid tali facere voluerit, eorum five molentiam, autem, auxilium, assensum, vel favorem dabit, impedit & contradicet, ac Principem five Confederatum contra quem talis molentia, ejus rei, per suas Literas manu sua subscriptas ac Sigillo suo sigillatus, quatinus potuerit censeat facere.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quid dante eadem Regi five Principi Christiano, Potentiori vel Communitati in hanc Ligam, Amicitiam, vel Confederationem, intrandi & ingrediendi locum, ejusdemque beneficio utendi & gaudendi infra octo menses post Datam præsentium immediatè sequentes, demodò ad id accesserit eorum & unanimo omnium & singulorum Confederatorum consensus & assensus; ac infra idem tempus Rex, Princeps vel Communis five Potentior, per Literas suas Patentes, manu sua subscriptas & Magno Sigillo suo sigillatus & curroboratus, se ingredi velle prædictam Ligam singulis Confederatis prædictis significaverit ac declaraverit, ac etiam eandem Amicitiam & Tractatum, necnon omnia & singula Capitula in eodem contenta, per alias suas Literas Patentes eam sua manu subscriptas & Magno suo Sigillo sigillatus, infra duos menses etiam proximò sequentes, confirmaverit, ratificaverit, & approbaverit, ac ad observandum omnia & singula Capitula ejusdem Tractatus Juramentum præstiterit corporale.

Item, conventum & concordatum est quòd, per præsentem Amicitiam & Tractatum seu aliquem ejus Articulum, unum certiorum dierum five recessum ad aliquibus Tractatibus Pacis & Amicitie, five Mercurii intercurrit, inter aliquos Confederatos prædictorum ante hac initia, facta, & conclusa, sed quòd permanens in eis robore & virtute, nisi in quantum prædicti Tractatus contrariantur & repugnant, quibus quantum ad illum Articulum vel Articulos solam, si qui talis fuerit, derogatum & ab eisdem recessum esse volumus per prædictos.

Et quoniam prædicti Confederati firmiter sibi prefecerunt, ac adeo sepe iterum Sandissimum Dominum nostrum *Litterarum Decretum* Papam modernum, propter nomines, egregios, salutares ac preclarissimos effectus, necnon ingentia & salutaria beneficia, quæ ex hac Liga universis Reipublicis Christianis ejusdemque tranquillitati & quieti vestimentis proveniunt fuerit, eandem Ligam prompto, grato ac libenti animo acceptaverunt, & præstunt quòd ex ea universalis tanquam expectata & affectata Pax, post tot discordias, similitates ac diuturna Bella in maximum & pene irreperabile totius Reipublice Christiane dampnum, detrimentum & dispendium hucusque habita & continuata, instantanter pervenit & subsistit speratur; ex quo nobilibus aliquæ & facta expeditio contra inimicissimos Thureos Græci Christi atrocissimos Hostes geri, fieri & instrui poterit, Idcirco dicti Principes Confederati omnes & singuli, præstant *Sacrosanctum Dominum nostrum* ac Sanctam Sedem Apostolicam, tanquam primum, præceptum, & principalium Confederatum, dictique Sandissimi Fideiæ Antiquam, Caput & Apicem, comprehensionem, ad hoc plenè & efficaciter ac sua Sanctitas, moderatè sed Constans, utro principatum Comprehensum ab initio existit, referre vult quòd dicti Confederati ac per præsentem referunt *in Beati Petri* hospitium, concordantem & consensum in hanc Ligam ingrediendi & intrandi locum; tenore etiam prædictum declarantes quòd dicta *in Sanctis* integro ejusdem Lige beneficio, cum omni effectu ipsius & commoditate, utitur & gaudebit eisdem modo & forma quibus ipsi principes Confederati & Contrahentes quovis modo uti & gaudere debent & possunt; dum tamen *Sacris* five, casu quo hanc Ligam acceptare & intrare ac beneficio ejusdem uti voluerit, Articulus & Capitula ad quæ prædicti Confederati obligentur & astinguntur, tam per seosum Secretum & Personarum ratione, auxilio & assensum contra quoscunque dictorum Confederatorum hostes aggressores & invasores, perturbatores ac dampnificos, ut supra, vel invasio-

nem five dampnum hujusmodi fieri procurantes, quam in contrahendo contentus finem fecerunt eam emendatam, ac etiam omnia & singula Articulus & Capitula in ipsa Liga comprehensa, concordata & conclusa firmiter & inconvulsa per sua pure perimptoria & obligatoria: Et insuper Sententia Excommunicationis in Personam aliquam Confederatorum invadentes aut invadere procurantes, ac intrandi in eorum Reges, Patrias, Domina, Terras, Civitates, Opida, Villas, & Territoria quocunque, iterum & solimanit ac ferri & fulminari facit & mandabit alioque dilatione, executione aut alio quovis quæsitio colore; ac Sententia felicitas publice denunciatur ac denunciari censeat & cum effectu facit & mandabit, cum eandem Sententiam aggravatione, si & quantum sua sua commaculatio periculum aut perseverantiam, ut dicitur & perseveraverit eorum aliquis, quas quidem Sententia aut eorum aliquam quovismodò non revocabit, suspendet, relaxabit, vel ab eisdem absolutis *in Sanctis* per se, vel per alium, tacite vel expresse, aut sic fieri permittit vel consentit, sine voluntate & consensu capitis exterorum Confederatorum; super quibus omnibus & singulis, sic, ut præmittitur, faciendis & perimptendis *in Sanctis*, si in præsentem Ligam intrare voluerit, infra sex menses post Datam præsentium Tractatus proximò & immediatè sequentes, non modò animam, reversionem & intentionem suam declarabit, sed etiam præsentem Tractatum ac omnia & singula in eodem contenta per suas Literas Patentes suo Sigillo Plumbico unitas & roboratas approbabit, ratificabit & confirmabit, sicque ad firmam observantiam eorundem per eandem Literas suas stringet & obligabit.

Item, inter nos Oratores prædictos, unanimo consensus & assensus ac nominibus Principum nostrorum principaliter contrahentium, conventum, concordatum, & conclusum est quòd in præsentem Tractatum & Fideiæ Novæ & antiquæ *Ligi Secretis*, *Communis*, ac *Custodi* *Novæ* veterum omnes & singuli includantur & comprehendantur, ejusdemque Confederationis beneficio & commoditate ad omnem effectum qui eisdem loci possit autem & gaudent, modò comprehensionis aliquem modum acceptandum dixerint, Confederationis prædictis adherere, & ad dictorum Confederatorum fideiæ, contra quoscunque arma gerere, nullique ipsi Principi contra eos aut eorum aliquem inferre decreverint, se aliterius & obligaverint;

Et ut *dictis* *Helvetiis*, quos Principes nostri ob eorum mores, virtutes, probitates, & res digne gulas indomito amore persequuntur, eo citius ad id inviterent & allicerent, nos Oratores, Ambassadors, & Commissarii prædicti, communi consensu, nominibus & auctoritatibus Principum nostrorum & de expresse Mandato, consensu, assensu eorumdem, non modò decreverimus eorum annuum portionem, penionem, five largitionem, communi contributione omnium dictorum Confederatorum & aliorum hanc Ligam ingredi volentium, eis constitui, assignari, dari, & solvi, sed etiam Tractus, Conventiones, Obligationes, Securitates, & Pacta hincinde super hoc fieri, concludi, & firmari debere.

Sed quoniam dictis Principibus Dominiis nostris fœderis, nobisque eorundem Principum Oratoribus ad præsentem eorum, tempus aut commoditas concludendi, super hujusmodi penione, porzione, five largitione *dictis* *Helvetiis* assignandi & constituendi, non datur, eo præsentem quod tractandi modus, confutendo, & forma contrahendi in similibus cum præstis *dictis* *Helvetiis* ultimas nobis incognita existit,

Nos igitur Oratores prædicti, auctoritate & potestate Principum nostrorum nobis in hac parte datis & concessis, promittimus, & eisdem Principes nostros omnes & singulos per presentes aliterius & obligamus, quòd ipsi & eorum singuli respective, nè tempore pro translatione aut dilacione *dictis* *Helvetiis* elaborare & in aliquam partem declinare, jilico & absque mora delinquant & intant, sicque eorum quilibet delinquant & intant Oratorem five Oratores suum aut suos fœderatis, plenas & amplas potestates & instructiones facilius sine fœderis, ad tractandum, commercium, pacem, & finaliter concludendum eum *dictis* *Dominiis* *Helvetiis*, tam de & super prædicta comprehensione, modo & forma præscriptis fœderis quam etiam annua residua, portionis five largitionis assignatione, tam in generalis quam in particulari, ipsique Principes omnes & singuli ad hujusmodi portiones five largitionis se constituende & assignande solutionem efficaciter assignandi & obligandi, modis, formis, temporibus, & locis in ea pure adhibendis, præstendis & assignandis.

Item,

ANNO
1516.

ANNO
1516.

Item conventum & concordatum est quod omnes & singuli prædicti Considerati, infra duos menses Datum præsentium proximò & immediatè sequentes, præsentem Traditionem ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, per distictas & separatas Literas suas Patentes, harum ferè de verbo ad verbum continentes, manu sua subscriptis & Sigillo suo Magno sigillatis, sapientes nunes & singulos cum Juris quam fidei detentor, si qui ratione Mandati vel alio quovis modo foretalis interventionis, ratificationis, approbationis, & confirmationis, ac easdem Literas Patentes Confirmatorias, sic ut prædictas subscriptas & sigillatas, singulis Consideratis, coordinè Commisariis, Oratoribus, aut Procuratoribus ad hoc sufficienter deputatis & aduocatis, intra dictum tempus, tradant & liberent seu sic tradi & liberari faciant, eorum quilibet vellet & cum effectu.

Item, convenit & concordatum est quod omnes & singuli Considerati prædicti, quando per Oratorem seu Commisarium aliquem eorumdem sufficientem auctoritatem & potestatem habentem ad hoc debetè requisiti fuerint & eorum quilibet requisitus fuerit, iuxta Sacrosancti Dei Evangelii, Juramentum corporale præstent & præstabit ille sic requisitus, in præsentia Oratoris seu Commisarii prædicti, quod omnia & singula in prædictis Traditionibus specificata & contenta bene & fideliter observabit & adimplebit ac observabit & adimplebit eorum quilibet, necnon a Subditi suis & eorum cujuslibet quatenus ipsa tangunt aut tangere possunt observari & adimpleri faciant & faciet eorum quilibet cum effectu.

Sequitur tenore Commisssionum,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie, & Francie, & Dominus Hibernie, universis & singulis, ad quorum notitias præsentem Literam pervenerint, Salutem.

Recognoscimus & tenore præsentium, profiteamur quod nos.

Es animo cupientes quietem & tranquillitatem Popularem nostram sedè nostram commissurum fore sciam universis Christianissimis, & ad repugnandum insolentiam cujuscumque in contrarium adiacentis.

Operæ precium duximus nos cum Sanctissimo in Christo Patre Domino Leone decimo, Sacrosanctæ Romanæ & Universalis Ecclesiæ Summo Pontifici, ac Romanissimo & Potentissimis Principibus Regibus ariiori vinculo Sanguinis nobis conjunctis, ac ceteris Statibus, Universitatibus & Populis nobis fratribus, ut tandem reliquum vite, quod nobis Omnipotens præstare dignabitur, illud ferviri Divinæ Majestatis impendere possimus.

Nos igitur,

Consiliis de fide, prudentia & dexteritate Reverendissimi in Christo Patris Domini Thomæ, Permissione Divinali, Tituli Sanctæ Cecilie trans Tiberim, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteri Cardinalis, Electoralis Archiepiscopi, Angliæ Primatis & Apostolice Sedis Legati, Cancellarii Regni nostri Angliæ, ac Carissimi Consanguinei nostri Thomæ Duci Norfolciæ, Marescalli & Thesaurarii dicti Regni nostri Angliæ, necnon Reverendi in Christo Patris Thomæ Damiensis Episcopi, Castodi Privati Sigilli nostri, Consiliariorum nostrorum, mora proprio, & ex certa nostra scientia, ac animo debissimo, plenarie considerans,

Consiliumque, creavimus & ordinavimus, ac tenore præsentium, constituimus, creavimus & ordinavimus prædicti Domini Cardinales, Duces, & Episcopos, consanguineos & divinos, nostros Procuratores, Advoce, & Negotiorum administratores Mandatarios Speciales, omnibus mellicibus modo, viâ, jure & formâ quibus melius & validius de jure possimus & debemus, specialiter & expresse, vice & nomine nostro, tractandi, transigendi, componendi, concordandi, & concludendi.

Cum præfatus Sanctissimus in Christo Patre & Domino Leone decimo Sacrosanctæ Romanæ ac Universalis Ecclesiæ Summo Pontifici,

Ac Sacrosancti Principis Maximilianus, Divini favente Clementia, Romanorum IMPERATORIS semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. REGE, ARCHIDUCE Austriæ, DUCE Burgundiæ, Brabantie, &c. COMITE Palatini &c.

Ac,

Catholicis Principibus, Domina Johanna & Carolo REGIBUS Castellæ, Legionis, Granatæ, Aragoniæ, Navarræ, atqueque Co-

Tom. IV. PART. I.

ANNO
1516.

llis, Jerusalem, Monacorum, Valentis, Sardinie, Corsicæ, &c. ARCHIDUCIBUS Austriæ, DUCIBUS Burgundiæ, Luthurgiæ, Brabantie, Duce, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lotharingiæ, &c. Geldriæ, COMITIBUS Flandriæ, Habsburgiæ, Tirolis, Artois, Burgundiæ PALATINIS & Hannoniæ, LANTORATIIS Episcopi, PRINCIPIBUS Sæviæ, MARCHEONIBUS Burgundiæ & Sacri Romani Imperii, Habsburgiæ, Zelandiæ, Ferrariæ, Chabrigi, Navarra, &c. Zulpiani COMITIBUS, DOMINIS Friuli, Moriconum, Sclavoniæ, Portiniani, Salavani, Mediciæ,

Necnon DOMINIS Helvetiarum,

Et aliis quibuscumque Principibus, Rebus Publicis, & Potestatibus qui dictam Faciem interesse voluerint, Vel ipsorum Oratoribus, Procuratoribus, Agentibus, vel Mandatariis, Mandatum sufficientem ab eisdem Potestatibus, Imperatoribus, Regibus, Principibus, Decanis, Statibus, &c. Communitatibus habentibus.

De & super Unione, Amicitia integritate, mutui intelligentiæ, ac indissolubili Confederatione, & Ligis specialibus, super defensione mutui sui officiorum, si opus fuerit, contra quoscumque, conservatione Unionis & Dignitatis Sanctæ Mariæ Ecclesiæ, & comodo & decore nostrum omnium, pro nobis & Successoribus nostris, cum Conventionibus & Articulis prout conventum fuit & eisdem Oratoribus nostris capitibus & opusculum videbunt, & aliis dependentibus, emergentibus, connatis, & atutis.

Dantes & concedentes eisdem Procuratoribus nostris plenam & amplam Potestatem generalem & extecondi omnia & singula in præmissis necessaria & oportuna, que veri, legitimi & indubitati Procuratores, licentiam & generalem Potestatem habentes, possint, & que nosmet facere possemus si in præmissis personis presentem essemus, etiam si talia reserit que Mandatum magis speciale exigerent, non obstant quocumque classico, aut re aliâ quacumque requirit, que nos hic pro inferius & expresse habere volumus.

Necnon faciendi in animam nostram;

Promittentes omnia & singula, que per eisdem Procuratores nostros gesta, acta, tractata, & convensa fuerint, rata & gravis habuit, & ea omnia & singula approbavimus & ratificavimus, & ita & firma tenemus, harum Testimonium Literarum Sigilli nostri appensione munivimus.

Dat. in Civitate nostra Londoniæ viciniori die Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo sexto decimo, Regni vero nostri octavo.

Per ipsam Regem.

PORTER.

MAXIMILIANUS, Divina favente Clementia Elector Romanorum IMPERATORIS semper Augustus, ac Germaniæ, Ungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. REX, ARCHIDUX Austriæ, DUX Burgundiæ, Brabantie, COMES Palatini, &c. tenore præsentium recognoscimus & profiteamur quod,

Quamvis Pacem, Unionem mutuelamque Concordiam inter Christianos Principes semper ex animo desideravimus, & omni studio ac sollicitudine apud universos ferè Christiani Orbis Principes sollicitavimus,

Edocui quatenus interhasc illa Christianorum Principum inter se discordia & dissensio hædus Republicam Christianorum turbaverit, assensit, & illius vires contraxit, & quod gravius ducimus Christiani nominis hostis animo & viribus invalescentes opulentes reddiderit, nihilominus cum nonnullorum Principum ac Potentatum Christianorum animi usque adeo effrenata dominiandi libidine videretur incensum, ac nec copiosius fux immensa rationem aut modum fessere possint, intus posthabita omni ratione sequi atque honesti, & communis Republicæ Christianæ utilitate, nihil magis studeant quam line discriminis aliquam Finem & Terras Armis ac Bello impetere, singula pro libito quantum possunt deprædare ac depopulari, & universam Christianitatem in perpetuo tenere incendio ac turbine, ut cum aliorum injuriæ æque oppressione ipsi consuevit incompertis & quantis, cognovimus tandem illorum molles ac perniciosi contentus oportunos remediis obviare, & pios ac potentes Christiani Orbis Principes contra illorum perfidissimum roborem Tyrannorum ad marem defensionem cohortari.

Constiti itaque, de amplissimo ingenio, fide ac prudentia, Reverendissimi in Christo Patris, Domini Martini Tituli Sancti Potentiani Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Pres-

Hh 2

tere

ANNO
1516.

Inferi Cardinalis Sedemfiro Amici nostri Charissimi,
Eundem Reverendissimum Dominum Cardinalem,
omni meliori modo, viâ, formâ & ordine quibus valitius
& efficacius de jure possumus ac decemus, constituimus
& deputamus, ac tunc presentium constitutum,
deputamus & ordinamus Procuratorem seu Mandatarium
nostrum specialem, ad tractandum, prosequendum
& concludendum, vice ac nomine nostro, cum
Sacrosancto in Christo Patre, Domino Leone, Divini
Providentiâ, Sancti Romanæ Ecclesiæ Summo Pontifici,
Domino nostro Reverendissimo, & cum Reverendissimis
Principibus Domino Henrico Regi & Franciæ, &
Domino Carolo Hispaniarum Catholico Regi, & Fratribus
& Filio nostro Charissimis, aut eorum Procurato-
ribus plenam atque sufficientem ad id Mandatum habentibus,
Confederationem, Unionem, Intelligendum,
seu Ligam, pro communi omnium rerum nostrarum
conservatione, ad mutuum de-unionem contra quoscun-
que unum aut plures et non offendere volentes,
his modis, formis, conditionibus, sicut magis commodum
atque opportunum præstat Reverendissimo Domino
Cardinali & Domino Confratelli videbitur.

Dantes & concedentes eidem Reverendissimo Do-
mino Cardinali plenam ac omnimodam Facultatem &
Potestatem omni & singula eia prædicta agendi, dis-
ponendi & concludendi quæ nosmet, & preteritis inter-
essemus, facere possemus,

Necnon jurandi in suam nostrarum, & de rato pro-
mittendi;

Presentes insuper in verbo nostro Cæsareo omnia
& singula, ut præmittitur, per præfatum Reverendissi-
mum Dominum Cardinalem concludenda, in quantum
nos concernunt, firmari atque iurisdictionem velle fer-
rare & ceteris, & illis nequaquam, nullo quavis eulo-
re, vel casu, directè vel indirectè, contravenire, & hoc
sub obligatione & Hypotheca omnium Bonorum nostrarum
mutualem & immobilitatem, solo & fraude penitus
seclusis, hanc Testimonio Literarum Signi nostri ap-
positione muniarum.

Dat. in Civitate nostra Imperiali Augstæ die viciesima
quinta mensis Septembris, Anno Domini millesimo
quingentesimo decimo sexto, Regorum nostrarum
Romani tricesimo primo, Ungariæ vero viciesimo sep-
timo.

Per Regem.

Proprium ad Mandatum Margarethe Cæsareæ.

SPERANTIUS.

MAXIMILIANUS, Divini favente Clementiâ, Ec-
clesiæ Romanorum IMPERATOR semper Augustus, ex
Germaniâ, Ungariâ, Bohemiâ, Croatia, &c. REX,
ARCHIDUX Austriæ, DUX Burgundiæ, Brabantie,
&c. COMES Palatini, &c. recognoscimus, ac te-
nere presentium, profectum quod nos.

Ex animo cupientes quietem & tranquillitatem Popu-
lorum ædum fidei nostre commissorum, sed etiam uni-
versæ Christianitatis, & ad reprimendam insolentiam
cujuscunque in contrarium addeat, opere precium
dudimus Nos, cum Sanctissimo in Christo Patre & Do-
mino Domino Leone Summo Sacrosanctæ Romanæ ac
Universalis Ecclesiæ Summo Pontifici Domino nostro
Reverendissimo, ac Serenissimis & Potentissimis Prin-
cipibus Regibus antior vinculo sanguinis nobis con-
iunctis, ac ceteris Status & Universitatibus & Popu-
lis nobis finitimis, ut tandem & reliquum vite quod
nobis Onus potius præstatè disponitur illud servitio Di-
vitiæ Margarieth impendere possemus, cum ipse nuper
delinqueret, ad Serenissimum Principem & Excel-
lentissimum Dominum Henricum Regem & Franciæ
Regem Confinquebant & Fratrem nostrum Carissi-
mum, Magnificum ædum & Imperii Sacri Fidelem
Dilectum Bartholomæum Tiscium Comitem Devotum
Continuam & Oratorem, ad tractandum & peten-
dum hujusmodi Negotia, condis de fide, prudentia &
detestante ipius Bartholomæi Tiscii Oratoris nostri,
ipsum absentem tanquam presentem mori proprio &
ex certa scientia ac animo deliberato.

Cum tamen revocacionem quoruncunque aliorum
Mandatuum nostrarum, & præfatum illius quod nuper
dedicamus per Fodere pueritiam inter nos & Se-
renissimum ipsum Regem Angliæ, & Johannem Regem
Castelle, & clara memoria, quoque Ferdinandum
Regem Aragonum, sed semper in suo robore permanen-
tes.

Continuamus, creamus & ordinamus, & temo-

re presentem, constituimus, creamus & ordinamus
præfatum Comitem Devotum Oratorem nostrum solum
& in solidum Procuratorem, Advocatum & Negotium
instrascriptorum Mandatum specialem, omnibus me-
lioribus modo, viâ, pæte & nominal quibus modis & val-
dius de jure possumus ac debemus, specialem & expen-
di, vice & nomine nostro, tractandi, transigendi, com-
ponendi, emendandi, & concludendi cum, Sanctissi-
mo in Christo Patre & Domino Domino Leone Deci-
mo Sacrosanctæ Romanæ ac Universalis Ecclesiæ Sum-
mo Pontifici Domino nostro Reverendissimo, ac Se-
renissimis Principibus & Potentissimis Dominis Henrico,
Regi & Franciæ, Domino Carolo Hispaniarum ædum
que Castelle & Jerusalem, Regibus, ac nobilis & Sacri
Romani Imperii Fidelibus Dilectis Confederatis Hel-
venis, & aliis quocunque Principibus, Rebus publicis
& Potentatibus, qui dictum Pactum intrare voluerint,
vel ipsum Oratorem, Procuratorem, Agentem,
vel Mandatarium, Mandatum sufficientem ab eisdem Pon-
tifici, Regibus, Principibus, Status, & Communita-
tibus habentibus, de & super Unione, Amicitia integrâ,
mutuâ intelligentiâ, ac insubstituti Confederatione &
Ligâ speciali, super defensione mutua contra quoscun-
que, conservatione Unionis & Dignitatis sanctæ Ma-
tris Ecclesiæ & commodo & decore nostrum omnium,
& alios pro offensione & expeditione contra laicos &
etiam communes Hostes nostros quoscunque, pro nobis
& Succedentibus nostris cum Conventualibus & Aus-
cultis proventum fuerit, & eidem Oratori expen-
dendi & oportum videbitur, & aliâ defensionibus,
emergentibus, contractis, & amictis, non derogando
tamen in aliquo nec in aliqua parte alia nostra Consta-
tationibus particularibus quas habemus cum eisdem
Pontifici, Regibus & Communitatibus, sed eis in suo ro-
bore tantis & permanentibus.

Dantes & concedentes eidem Oratori nostro plenam
& amplam Potestatem gerendi & exercendi omnia &
singula in præmissis necessaria & oportuna, quæ veni-
unt, legitime & indubitanter Procureare, licentiam & genera-
lem Potestatem habere, possit, & que nosmet facere
possemus si in præmissis personarum pacemque clientum,
omni & talia forent quæ Mandatum magis specie exi-
gerent, non obstant quacunque etiam sit aut sit
quocunque regulari quæ nos his pro inieritis & expensis
habere volumus.

Presentes omnia & singula quæ per eandem Ora-
torem acta, gesta, tractata, & conclusa fuerint, rata
& grata habebimus, & ea omnia & singula approbamus
& ratificamus & grata & firma testamur hanc Testimo-
nio Literarum Signi nostri appositione muniamur.

Dat. in Landesh die viciesima mensis Februarii, An-
no Domini millesimo quingentesimo decimo sexto,
Regorum nostrarum Romani tricesimo, Ungariæ ve-
ro viciesimo sexto.

MAX.

Ad Mandatum Cæsareæ Margarieth.

JA. DE BANISSE.

JOHANNA ET CAROLUS, Dei gratiâ, Re-
gis Castellæ, Legionis, Granatæ, Aragone, Navarra,
& utriusque Siciliæ, Jerusalem, Hierosolym, Maroccanæ, Valen-
tiæ, Sardiniæ, Corsicæ, &c. ARCHIDUCES Austriæ,
DUCES Burgundiæ, Lotharingæ, Brabantie, Sionis,
Carinthiæ, Carantii, Limburgiæ, Luxemburgiæ, & Gar-
doniæ, COMITES Flandriæ, Hainbergiæ, Tyrolis, Archie-
scæ, Burgundiæ PALATINI & Romsæ, LAN-
TAVI, ELITIA, PRINCIPES SARDINIE, MARCHIO-
NES Burgundiæ & Sacri Romanæ Imperii, Hispaniæ,
Zellandæ, Freneti, Cologni, Navarra, & Capitiæ
COMITES, DOMINI Episcopi, Marchiones, Saltavici,
Portugallensis, Salamanensis, & Alcobacensis, universis &
singulis presentibus insubstitui Solent.

Cum nuper, obnoctium Regemque, Principemque,
Dominorum, Confederatos omnes quietem, tutelam
& amplificationem nos, Reverendissimi in Christo Pa-
trem Fratrem Bernardum de Melâ Episcopum Helve-
ticum ad Serenissimum Potentissimumque Regem Angliæ,
Fratrem & Avunculum nostrum Charissimum destina-
verimus, ut in eius aula & apud ipsum tanquam Ora-
tor & Legatus noster versaretur, Roborâque nobis as-
sistit interderet, censendisque ipsum sufficientem a
nobis ad hoc interem habere ut ea que ipse, et nostra, A-
micurum, Confederatorum Populorumque nostrarum
utilitate, dignitate & amplificatione esse comprehen-
dere tractareque possit, tamen, quia rerum forum
series

ANNO
1516.

ANNO
1516.

Series et figura uno Mando difficiliter exprimi valet, usum si Mandatis ephorae volueris accedere, decreverimque quaeque Negotia nostra que praesto Scerissimo Fratri et Avunculo nostro modica communisimisque esse volumus penitus et cum absoluta nostra auctoritate commendare per praestum Quosdam et Lectam nostram eri nunc tradere,

[illegible]

Damus irrevocabile & indefectum Mandatum praefato nostro Creatori, et nostro nomine conferimus, promittimus & stipulatur Penitentiam certam annuam, quae quotannis praefato *Heremitarum* Domino, Corpori Republicae & Rectoribus a nobis Principibus & Confederatis praecipuis perfolvetur, pro cuiusque taxa & viis, juxta Pacta conventa & conditiones hujus in Traditu Ferdinandi incurrentium extimendas

Profratrisque in Regium nostrum Pectus atque Sacramentum, sub quacunque obligationum firma & verborum conceptu, nos perpetuo rati, gratum, & stabile habemus quicquid in premissis, etiam si expressiore Mandato egere videremur, per Oratorem nostrum prefatum nomine nostro gestum, tractatum cunctissimè fieri.

In quorum omnium fidem ac Testimonium præsen-
tes, Sigilli, quo nos *Cavalis* Principatus nostri tem-
pore uti solemus, & nostri nominis subscriptione muniri
fecimus.

Dat. in Oppide supra Braccellensi, vicesimal quartâ die mensis Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto, & Regnorum nostrorum primo.

In quorum omnium & singulorum praeiudicem
Tollimus atque fidem, nos Oratores, Ambassadors
& Commissarii Praesentissimi Regis Angliae auto-
dicti, has Litteras nostras Patentes fieri fecimus, ex-
demque Signis nostris una cum appositione manuum
nostrarum munivimus & roboravimus.

Die. *Landina* viginti nono die mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto.

CIX.

Entscheid Römischen Kayfers MAXIMILIAN des ersten in Sachen einiger Irrenen und Zerstücker halber: so sich zwischen Jhergey Ulrich in Würtemberg / derer Gemahlin Sabina / wie auch Ludwig Harn von Herten / erhalten haben. Gegeben in Augsburg den 23. Octobris 1516. (LUNIG, Teutsches Staats- Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abthg VI. pag. 724.)

C'est-à-dire,

Sentence arbitrale rendue par **MAXIMILIEN I.**
Empereur des Romains, entre **ULRIC Duc**
de Wurtemberg, SABINE sa Femme, &
LOUIS DE HUTTEN sur les diuents qui
étoit entr'eux. A Augsbourg le 22. d'Octobre
1516.

H^{och} Maximilian den G^{roßen} Gedenken / er-
 wählter A^{ußerordnlicher} K^{aiser} / zu allen Zeiten
 Mehrere der A^{ußerordnlichen} in G^{roßmünze} / zu H^{och} Kaiser
 Maximilian / G^{roßmünze} / K^{önig} / Erz-^{herzog} /
 Österreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant und
 V^{ersailles} / Graf / etc. Stettens hienicht mit diesem
 Briefe wie Uns / Unser Nachkommen / in d^{iesem}
 hand allernachst / als sich Irren / und Schuld
 sprechen der H^{och}gedachten Kaiserin Catharina / Herzogin
 zu Württemberg und Graf / Graf / zu Württemberg /
 Unser lieben V^{ater} / und Mutter / und
 Unseren und der Reichs / lieben G^{roßen} k^{öniglichen}
 von S^{achsen} / fr^{anzösischen} / Eng^{lischen} / und mit
 Verstandenen zu deren Theilen / und dem Reichs-
 lebenden K^{öniglichen} / Herzogin zu Württemberg und
 zu Graf / Grafen zu Württemberg / Unsern lieben
 Schwäger und Fürsten / am besten Theil gehalten
 d^{arinnen} wie Uns / und der nachst^{en} Verwandten einer ge-
 schlagen / und mit allen sich bei allen Parteyen /
 K^{önig} / A^{ußerordnlicher} und Mit-Verfahren / so d^{arinnen}
 erreichen möchten / zu verbieten / so viel gebühret
 das sie solche Irrungen zu H^{och}erzogen erlösen / Sprach
 und Entschieden ist.

Daß wir demnach mit wohlbedachten Muth/ güttem Rabe/ rechten Wiffen/ auch Verwilligung aller Partheyen/ so in dieser Zeitung verurtheilt/ schuldig diesen Unsen entlichen Spruch und Entscheid gethan haben/ thun auch den jeho weiffentlich/ mit und in Krafft dieses Urtheils/ wie demnach folgt.

Ausgesagt soll uns wohl demselben Herrn Schnitzers und Jüster, Herrns Alrich von Wärsburg (Uns) als der gegebene Jüster unterstehende Demei seinem rechten Herrn zu unterthänigen Gedenken mit samt Uns und linken Wissen und Willen in S. L. Fürstenthum ein Regiment, die nächsten sechs Jahr lang wehrend, setzen und vortreten mit kommen, tauffen und erlösen Leuten, und demselben S. L. Fürstenthum, neuch ein Land, Hofschester, Campter einen den Dschalen, zweeme von Adel, und zweeme den Erben zu waldischen Händeln und Anseichnungen, der S. k. h. Erbstatthalter und Räthe bemut werden unter S. L. Adel und Euzel regieren, und in solchen waldischen Händeln und Anseichnungen allen Befehl, Gewalt und Macht zu verwollen und zu regieren den Erwer L. haben auch vertheilen gelobt und geschworen sein sollen, 3. L. der Kinder, Frauen und Leuten Erwer, Thug und Diebstahl zu schenken, und Schwören zu vertheilen, und sonst zum besten und gütlichlichen zu handeln.

Zuerst / so soll und will E. L. Uns abermals zu
 unterthänigen gefallen / bewilligen / daß wir eine
 H h 1 Person

ANNO
1546.

11. 082

ANNO
1516.

Waren nach Herten gefallen in selb Regiment ver-
erben! diesel in allen Verwaltungen des oberste-
ten Mit-Regierung sein / und uns und unsern
Nachkommen aus Reich allein geschweert sein soll
nämlich Herten Schwager und Fürstin E. L. Kin-
der / Land und Leut / Ert / Nag und Wohlfare zu
schaffen / und Schaden zu verhüten / und sonst zum
besten und nützlichem zu handeln.

Item / ob außerlich täglicher Handel und Aus-
richtungen / schwere treffliche und tapfere Sachen
seiner E. derselben Fürstenthum / Land / Leut / oder
andere nützliche Bedorff betreffend / je zu Zeiten
sürfallen würden / so sollen die edelmüthige Stadt-
hülte und Räte Macht haben / mit seiner E. Ruffen
und Wäffen nach zweier von Prälaten /
zweier von der Ritterschafft / zweier von Städten /
aus seiner Liebden Fürstenthum zu thun zu be-
schreiben / welche mit ihnen / und sie mit denselben
in demselben schweren Sachen / nach dem besten
und getreulichsten / was seiner E. auch derselben
Kind / Land und Leut / Ert / Nag und Wohlfare
sein wird / handelnd / bey den Pflichten / die sie seiner
E. deshalb thun sollen / und seiner Liebden zu
jedem mahl / so solche tapfere Handel sürfallen / zu
denselben Handlungen verstanden / ob seiner Liebden
geseit dardz zu sein / das dann in E. L. Willen
und Gesallen zu thun und zu lassen sein soll. So
dann E. L. dardz nicht kommen / oder dardz kein
Hülte oder wolle / so sollen und müssen sie nicht
dieso minder fertig sein. So fern aber E. L. dardz
seyn / soll und will E. L. mit und nach ihrem Räte
handeln / doch E. L. ihren ihr Fürstliche Obrigkeit
und Herrlichkeit vorbehalten.

Die gemelten verordneten / versammelten Stadt-
hülte und Räte / sollen und müssen auch durch sich
selbst oder ihre Befehlshaber / alle Rent / Gült / und
ander E. L. Einkommen / einnehmen und empfangen /
und davon Schulden / Gülden und andere Noth-
durfft ausrichten und bezahlen. Doch pferdest
soll E. L. Jährlich zu ihren Händen und Unterhal-
tung eine solche Summe Gülden / wie E. L. sich
der / nach Vermögen ihres Land / mit ihrem Räte
mit ihnen betragen und vergleichen werden / geben
und lassen lassen / derselben Summa sich E. L. be-
dingen lassen / auch ihnen an allen andern einnehmen
und aufgeben / nach oberster Regierung / nicht
Euerag noch Verhinderung thun. Auch E. L.
Unterthanen / nach niemanden andern zu thun / ge-
statten soll und will.

Item / E. L. soll auch derselben Landshafft /
Unterthanen / auch allen Pflegen und Amptleuten /
durch J. L. officia Brieff ernstlich beschlen und ge-
boten / das sie bey den Pflichten / damit sie E. L.
vertraut seind / diesen Vertrag / den E. L. uns zu
unterthänigen Befallen angenommen und bewilligt
hat / annehmen / dem geloben und nachkommen / und
dardz nicht seyn / dardz den obersteren E. L.
Stadthalter und Räten in solcher Regierung /
mit der Maß / wie obsteht / an E. L. stat ge-
horchen seyn / und dardz kein Wegs handeln
noch thun.

Item / unser lieben Mähnen und Fürstin von
Wartenberg betreffend / soll unser Schwager Her-
zog Ulrich uns zu Ehren und unterthänigen ge-
stalten / willigen / das J. L. Jährlich zu ihrer unter-
haltung ein Summe Gülden / ihrem
Witwen und Morgengabe gemäß / vor voll gereicht
und pagirt werden.

Es sollen ihre Liebden auch alle ihre Kleider /
Kleider / Schmuck / Schmuck / Silber / Geschmeide
sampt ander vorhanden Haab J. L. pgehrig / über-
antwortet werden.

Item / Stephan Weiler / und Sebastian Wen-
dels Treuere Tochter Mann / sollen von unsern

dazu verordneten Commissarien die Wert sagen /
Was haben selbe nicht geret / und ob wir selbe
geret / so hätten wir unser gütigen Frauen Ma-
recht gethan / denn wir nichts anders von unser
gütigen Frauen wissen / denn was einer Hoch-
gebornen freunnen Fürstin möglich ist und pa-
stehe.

Item / die Landshafft des Herzogthums War-
tenberg soll sich nachbeständig für sich klüglich
und unterschiedlich gegen uns versprechen / uns auf
3. Bewacher nicht nach einander künfftig / auf
jedem derselben neun tausend Gulden Rheinsch / das
sich in einer Summa / sieben und zwanzig tausend
Gulden Rheinsch laufft / zu bezahlen / das seiner
an die Ort und Ende / nach unserm Willen und weh-
gesallen / zu wenden.

Darauf soll aller Hans / Aufzucht / Ruff /
Zurtracht und Widerwertig / so sich aller Ir-
rungen haben / zwischen demselben unser Mähnen
und Fürstin Sabina / Herzogin zu Württemberg /
dergleichen unsern lieben Väteren und Fürstin We-
bahren und Ludwig / Herzogin zu Bayern / Ober-
brütern / Hültschacht Kurfürsten / Dietrich Ep-
sten / Jegen Stauffer zu Pfaffenhausen / Hans
Dietrich von Beierstein / auch Ludwig von
Huten / seinen Söhnen / Brüdern / und demselben
unsern Schwager Herzog Ulrich von Württemberg /
auch ihrer aller Anhänger und Verordneten inner-
halb jrer und andern Landen gestehn / oder die in
dieser Handel verdracht stüß / oder werden möchten /
auch allen andern / in was Wärdem / Stand oder
Beyn sie seind / genannt / oder gehörsig werden
müchten / so je ein Theil gegen dem andern mit
Werten / Werden / Thaten / Schreiffen / oder in
andere Wege gehandelt / oder einig Hülff / Be-
stand / Verschub / Räte oder That gethan und be-
weisen thut / heimlich und offentlich / in was
Schein oder Wege das beschähen were / ganz tot /
ab / und hingericht seyn / auch ein Theil gegen dem
andern / seinen Leiden / Haab und Gütern / durch
sich oder jemanden dem iren wegen / in Wärdem
oder einigen Nothen / gestülten und wärdigen
nicht reden noch stürmen / sonder ganz und gar
hingericht / auch das alle diejenige / so edelmüthige
unsern Schwager und Fürstin den Wartenberg
ihre Lehen oder andere Pflichten aufgeschrien oder
aufgelegt hetten / wieder zu ihren Lehen kommen / und
ihnen solche Auffg oder Aufschreibung / dardz kein
Nachtheil / Schaden / oder Verhinderung gescheh /
sondern alle und jede Person gegen einander gerecht
und geschick seyn.

Solchen edelmüthigen Vertrag / Spruch und Ent-
scheid / haben alle Theil vor sich und ihre Erben
und Nachkommen angenommen und zugesagt / den in
allen und jeden Punkten und Artikeln gestrict zu
halten / dardz nicht zu thun / noch gethan wer-
den zu gestatten / in keine Weg noch Weis / bey
Vermeidung unserer und des Reichs sower Anzucht
und Straff / auch Acht und Oberacht / anderer
Poenen und Wuffen in unsern und des Reichs
Land / Stetten / Königlichen Reformation / und
gülden Wäffen begriffen / dardz von uns Römischer
Kaiser / aus unser Kaiserlichen Vollkommenheit /
Macht und treuer Wessen / einen jeden / der wider
diesen unsern Spruch und Entscheid edelmüthig
jetzt und hinfür in einigen oder mehr Punkten und
Artikeln / durch sich oder jemanden andern von ih-
ren wegen handelt oder handelen werden / in was
Schein das beschähe / das er / und diejenige jetzt als
dann / und dann als jetzt / ein einiger sernerer De-
claration und Erklärung / und stehet ihr oder
seiner Verhandlung in unser und des Reichs Acht /
Oberacht und andere Poen / Straff und Wuff / in
unserer und des Reichs Ordnung / Königlicher Re-
formation

ANNO
1516.

ANNO
1516.

meiner Landtschafft noch inofficiell vergetzt / und
verschert werden sollen / damit Ihesu Christliche
Majestät gegenwärtige Empfehlung / Krieg und Auf-
ruhe abwenden und verhüten möchten / bekennen wir
essentlich für Uns / Unser Nachkommen und Er-
ben / daß wir für Uns und / auch an stat und von
wegen aller anderer Fürsten / Grafen / Kün-
schafft und Landtschafft gemeldt Fürstenthumbel
solche obgenannte Summa XXVII. M. Gulden
uß Uns und gemeine Landtschafft zu bezahlen / ge-
nommen / und verhalten Käpfel. Wapen. des An-
sern Reichs! Wapen und Kreuzen an Eyde stat
gibet / zugesagt und versprochen haben / und thun
das heuut und in Krafft des Wapen! daß wir zu-
vertrau Ndm. Kaiser. Mayst. denselben Nachkom-
men an Reich! oder mit diesen Wapen Wapen! mit
Ihrer Majestät gemein Wapen und Wapen (inhat)
und obgenannte Summa XXVII. M. Gulden
ein nicht länger Landtschafft Schuld-Beschreibung
hervorbringen und Sanct Lucie Tag sehr ist kün-
ftig / von Uns und andern obgenannter Landtschafft
verfertiget und versagt! überantworten und be-
dingen sollen und wollen / dazu daß wir bey ob-
genannten Kaiser Kreuzen Ihr Wapen! gibet und
versprechen haben / daß wir Unser Nachkommen
und Erben / künfftlich und unverschiedentlich mit-
terlegt und so lang / bis wir Ihr. Wapen. ob-
genannte Schuld-Beschreibung überantworten haben!
für und um gemeldt Summa XXVII. M. Gul-
den rechte Wapen und Wapen. Schuldner sein und
bleiben sollen und wollen / solch obgenannte ganze
Summa XXVII. M. Gulden / gemeldtem An-
sern allernächsten Herrn den Ndmischen Kaiser!
verselben Nachkommen an Reich! und mit diesen
Wapen Wapen! wir offstet! inhat / von Unser
selbstigen Jacob und Güter / wo wir obgenannte
Schuld-Beschreibung uff gemelter Zeit / wir off-
stet! nicht überantworten / zu nichtigstenden Her-
ren Wapen! zu bezahlen. So wir aber off-
genannte Schuld-Beschreibung überantworten / soll
Uns dieser gegenwärtige alsbald wieder überantwort
werden / und alsdann in verselben Schuld-Beschreibung
wir alle auch künfftlich und unterschiedlich
verpflicht sein! daß wir mit gemeiner Landtschafft
vertrau Ndm. Kaiser. Mayst. künfftliche
Herrige Wapen! den allen Verzug
und Schäden / namlich IX. M. Gulden Ndmisch
in Gold / verselben auß nächstfolgender Heilige
Wapen! über ein Jahr IX. M. Gulden ge-
meiner Wapen! und dann zuletzt von verselben
Heil. Wapen! über ein Jahr kommen! aber-
mal IX. M. Gulden Ndmisch anrichten und
bezahlen sollen und wollen / und Uns darinn nichts
verhindern lassen / wie Wapen! Ein solch er-
benden sthet oder nicht / sondern denselben als
stet! mit angelegter Verzugs Folge thun / alles
treulich und unverschiedlich. Daß je woher Verhand
haben wir die Rechte zu Freysalten und Wapen!
von wegen der Wapen! Wapen! Wapen!
und wir künfft! Graze zu Wapen! und Gen-
rad Thum / Erb-Wapen! / Philipp von Nip-
perburg / Erb-Wapen! und Wapen! der Wapen!
Ndm! Erb-Wapen! von wegen der Wapen!
Landtschafft / Unser eigen Wapen! und wir vor-
genannt von Stettgarte! Wapen! Kirchen und Wapen!
darinn verselben Gelder gemein Wapen! von ge-
meiner Soldat und Wapen! wegen des Fürstenthums
Wapen! alle wesentlich an diesen Wapen! ge-
hungen! der geben ist am :: Tag des Monats
Oktobr. Anno Domini 1516.

CXI.

ANNO
1516.

29. Nov.

FRANCOIS
SUISSA

Traité de Paix perpétuelle entre la FRANCE & les Cantons SUISSES & leurs Alliez, moyennant plus de sept cens mille denz que la France s'engage de payer aux Suisses. A Fribourg le 29. Novembre 1516. [FREDERIC LEONARD, Tom. IV.]

Au Nom de la Sainte Indivisible Trinité, Amen.

Nous François par la grace de Dieu Roi de France, Duc de Milan, Seigneur de Gènes & Comte d'Alst d'une part, & nous les Bourgmoires, Advoyers, Amours, Conseillers, Communautes, Bourgeois, Patrons & Refidans des Villes, Pals & seigneuries des Ligues des grandes moyennes & Aliances des Hautes Allemagnes de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schwitz, Undervalden dessus & dessous le Bois, Zug avec les Offices, Glaris, Balle, Fribourg, Solothure, Schaffhausen & Appenzel, ensemble l'Abbe de Ville de Salins-Gal, le Capitaine Mayor, Chaffelins & Patrons des trois Ligues Grises; le Pals de Valais & la Ville de Alphonse de l'autre part: faisons savoir & notifions à un chacun par ces presentes, comme ainsi soit que controverses, inimitiés, débats & émeutes de Guerres soient suscitées & émeues entre nous: de forte que s'en est ensuyvi homicides, pilleries & autres grands maux; qui nous ont émeues à considérer & prendre à cœur le peril & danger qu'il pourroit advenir de telles divisions & émeutes de sang, & qu'il est fort nécessaire & profitable, afin que nostre salut & loiallage soit orné & multiplié selon les droitz féodaux & temporels; que bonne Paix, Amisté & tranquillité pour évier aux maux & dangers qui par succession de temps pourroient advenir, soit acceptée & conclue entre nous; pour lesquelles raisons, nous lesdits Parties au nom de notre Sauveur, qui est Procureur de tous Amateurs de Paix, avons plusieurs fois, & ensemble nos Ambassadeurs au Pais des Ligues cherchans moyens de Paix; à la fin; Nous ledit Seigneur Roi avons par la grace & Providence divine dépêché & envoyé avec plein pouvoir en ladite Ville de Fribourg pour nos Ambassadeurs Illustre Sieur Roman bâtard de Savoye, Comte de Villars & de Tendes, grand Sénéchal, Gouverneur & Lieutenant de nostre Province de Provence, notre cher & bien aimé Cousin Conseiller & Chambellan ordinaire, & avec lui les prudens & sages le Sieur Louis Fourbin, Sieur de Solieres, & Charles du Piclins notre Maître d'Host & Conseillers, & Nous desdits Lieues de l'Alliance des Hautes Allemagnes nos Ambassadeurs de tous les Cantons Confédérés & adjoints, aussi avec plein pouvoir & puissance, avons accepté & conclu une Paix & Amisté durable & perpétuelle, en la forme & maniere comme cy-après de point en point est spécifié & déclaré.

Premièrement doivent totalement estre abolies, appointées & accordées toutes inimitiés, querelles & demandes qui sont suscitées entre les Parties depuis le commencement de ceste Guerre jusques aujourdhuy, soit pour fait d'homicides, pilleries, butins, fust ou autrement: desorte que nulle des Parties à cause de ce ne puisse aucunement molester l'autre au temps présent, ne pour l'advenir, que quelques-uns pourroient avoir pareillement nos mouvans de ceste Guerre ni de ses dépendances, lesquels doivent estre décidés suivant le contenu des Chapitres dressés entre le Roi Louis XII. en son vivant Duc de Milan & les Ligues, comme cy-après en un extrait desdits Chapitres est ellemment contenu.

Secondement, doivent estre livrés les Prisonniers des deux Parties, soient estre pris ou vendus par Terre, par Mer, aux Châteaux, Villes ou autre part, sans aucune rançon ni dommage, & les laisser retourner en leurs maisons franchement & librement sans aucune molestation.

Troisièmement, doivent les demandeurs ou querelleurs de nostre Pais des Ligues qui ont partiallement querellé ou demandé au Roi quelque Aids non mouvans de ceste Guerre, avoir & chercher le droit, suivant le contenu des Chapitres ci-après mentionnés.

Quatrièmement, nous creux qui après la date desdits Chapitres sont entre en Alliance & Combougoillie avec nous ledit Seign. Roy Louis XII. & nous des Ligues,

ANNO
1516.

Lignes, & doivent aider des Franchises & Prééminences desdits Chapitres, recevoir tous ceux qui sont hors des Limites du Pais des Lignes, et sans d'autre Nation & Langue que Allemand, & qui ne soit Sujet de nous desdites Lignes.

Cinquiesmement, doivent estre confirmés & réservés aux Marchands, & Sujets de notre Pais des Lignes tous les Privileges & particulliers Franchises qui leur pourroient avoir esté données & concédées par nous de bonne memoire les Rois de France en la Ville de Milan. Il plait aussi à nous ledit Seigneur Roi Duc de Milan, pour l'amour desdits Seigneurs des Lignes de promouvoir à tous & à chacun nos Sujets du Duché de Seigneuries de Milan, de quelcques estat & dignité qu'ils soient, lesquels pour le service du Sieur Maximilian Sonnet sont allés en Allemagne, ou qui se font entretenir avec Chrestien de Milan, Lucerne & Lugan, ou avec d'autres Places du Pais des Lignes. Et fut cet Article avoué & voulu donner généralement & particulièrement nostre Lettre Rottelle à tous & à chacun qu'il apparriendra : de sorte que sans dommage de leurs corps & biens ils puissent retourner en leurs Maisons.

Sixiesmement, afin que nosdits bons Amis des Lignes connoissent la benevolence de notre Royale Majesté envers eux, de singulière & franche volonté nous voulons délivrer & faire payer la somme de quatre cents mille écus sol de bon Or & de Coin de France, en récompense des fraix & dommages qu'ils eurent en venant affliger (1) la Ville de Dijon, comme pour le dommage que lesdits Sieurs des Lignes & leurs Confédérés, ont particulièrement eu en Italie, leur voulons aussi faire délivrer trois cents mille écus aux termes ci-après spécifiés, à savoir telles sommes, lesdits Sieurs des Lignes ne doivent nous demander autre chose à cause desdits fraix & souldes mouvans de ladite Guerre, quant à ce que l'année passée suivant le Traité de Paix & Alliance faite à Gemere, & lequel par ce présent Traité doit estre cassé, ledit Seigneur Roi eût tenu à deux cents mil écus, & déjà a été délivré la somme de 100.000 écus à certains Cantons & nos Confédérés suivant les quittances sur ce dressées, laquelle somme étant ainsi délivrée, doit estre du nombre desdits sept cents mil écus, & tabourer à ceux qui l'ont receu. Le reste desdits (2) sept cents mil écus, incontinent ce Traité cassé, devra estre délivré à nous des Cantons & Coalliez qui n'aront encore receu notre part à l'autre terme qui sera le premier jour de Janvier prochain. Nous ledit Seigneur Roi devons faire délivrer généralement aussis Ses. des Lignes les autres deux cents mil écus. Item, au troisieme terme qui sera l'année commençant 1518, aussi le premier jour de Janvier autres deux cents mil écus. Et l'année ensuivante 1519, les autres deux cents mil écus étant ledits termes observés, ladite somme desdits sept cents mil écus devra estre payée & satisfait & accomplie, lequel paiement aux termes précédés, nous ledit Seigneur Roi ferons tenu faire délivrer à nos propres dépens en la Ville de Berne, pour laquelle somme nous voulons aussi donner ausdits Seigneurs nos bons amis des Lignes Lettres obligatoires, suffisantes & en bonne forme.

Septiesmement, afin que les Articles de ce présent Traité demeurent fermes & stables, nous lesdits Parties, nos Recepteurs, Seigneuries, Pais, Sujets, & Resident, devons dorénavant vivre ensemble en bonne Paix & Union sans aucunement se molester l'un l'autre par Guerre ou autrement, & singulièrement pour plus grande declaration & confirmation de cette Paix & alliance que s'il advenoit, que Dieu ne veuille, quelques troubles & émeutes entre nous les deux Parties, ne procedera l'une contre l'autre nullement par entreprise de Guerre, mais sera tel différend décidé & appointé amiablement, ou par voye de Justice, selon le contenu des Chapitres cy-après spécifiés, que les Sujets desdites Parties ne doivent aller alliance avec l'une de l'autre.

Huitiesmement, afin que toute bonne volonté, Union, ferme Paix & Amitié puisse tant mieux estre ob-

servée, nulle desdites Parties n'en endosera ne souffrira les ennemis de l'autre aucunement en les Terres, Pais & Seigneuries, & ne leur octroyera aucun pillage; nous ledit Seigneur Roi ne devons aussi souffrir ne consentir que aucuns de nos Sujets, Gens d'armes ou de pied aillent alliance avec desdits Seigneurs des Lignes, leurs Confédérés, Sujets, Pais & Seigneuries d'eux-mêmes, ou avec d'autres Princes, Seigneurs & Communités, qui les voudroient mener contre le Pais desdits Seigneurs des Lignes, & le cas advenant y doit estre pourveu diligemment sur peine de corps & de biens, & si quelcques-uns transgrirent ceci, iceux seront rappelés en leurs maisons, & seront punis selon leurs mérites. Au semblable, nous desdits Lignes ne devons en telle maniere nous-mêmes, ni nos Sujets contester ne souffrir aller au Service des Princes, Seigneurs & Communités qui voudroient prétendre & endosser ledit Seigneur Roi en son Royaume de France, en son Duché de Milan, Seigneuries de Genes, Comté d'Adl, ou en d'autres les Terres & Pais de deçà ou de delà les Monts & singulièrement y pourvoir, & faire défendre sur peine de corps & de biens, & si quelcques-uns transgrirent telles défenses, seront rappelés & punis selon leurs mérites; & par ainsi ne doivent lesdites deux Parties aider l'un à l'autre sans en être requis, mais l'un remis à la bonne foi de chacune d'icelles.

Neuiesmement, nous lesdits deux Parties, ensemble nos Coalliez, devons en nos Pais, Terres & Seigneuries franchement & librement souffrir que nos Marchands, Ambassadeurs, Pelerins, autres Gens de quelcque estat & Dignité qu'ils soient, puissent & doivent avec leurs corps, biens & marchandises librement aller, trafiquer & venir par tous nos Pais, exerçant leurs trafiques sans aucune modification ne innovation des peages ou autres charges finon comme du passé a été accoustumé.

Dixiesmement, pour singulière & parfaite Amitié que nous ledit Seigneur Roi portons ausdits Sieurs des Lignes, voulons & devons leur donner libéralement à sçavoir sur mille Cantons, à un charren, particulièrement aussi au Pais de Valais deux mil francs, & les leur faire délivrer annuellement en la Ville de Laus au jour de Notre-Dame de Chandelier, commençant à la prochaine venue & toujours ensuivant au même jour. Et quant aux Grisons nous voulons qu'ils soient entretenus en la maniere qu'ils estoient par son de noble recordation le Roi Louis XII. Item promettons ausdits treize Cantons outre la somme susdite leur prêter & délivrer annuellement encore deux mil francs, comme iceux les ont déparés à leurs Coalliez, aussi que s'enfuit; à sçavoir l'Abbe de Saint Gall, & son Abbaye, & à la Comté de Toggenburg dix cents francs, qui est à chacune partie trois cents francs, à la Ville de Milhuten quatre cents, & aux Sujets de la Comté de Gruieres cinq cents francs, à sçavoir à ceux de Giffenal, & à ceux de dessus les Volten quatre cents francs, & à ceux de la Ville de Gruieres, compels ceux qui sont dedous les Volten, ensemble ceut qui font de la Seigneurie de Corbieres, & leurs Adherans, les autres deux cents francs.

Onziemesment, doivent estre réservés & confirmés à ceux de Bellinzone, Lugan & Lucerne, à ceux de Meyenthal & à tous ceux qui leur appartiennent tous leurs Privileges & Libertés qu'ils ont eu, & obtiendront d'un Duc de Milan tant de Pèges, achats, de foy, Gabelles & autres choses; de sorte que dorénavant ils se puissent aider entièrement desdits Privileges.

Douziemesment, touchant les Châteaux de Lugan, Lucerne & Meyenthal avec leurs appartenances, a été adjué que nous ledit Seigneur Roi donnons le choix ausdits nos bons amis des Lignes, qu'ils se puissent entre eux & un an revocable, retirer lesdits Châteaux & Pais fardés, ou pour entreprendre & recevoir trois cents mil écus comme auparavant ou a été tenu propos, & s'ils veulent prendre l'argent, ne doit seulement estre entendu Lugan, Lucerne & le Meyenthal; mais aussi le Pais de la Valtoline, Chiavenna & autres Places & Pais qui appartenoient au Duché de Milan, doivent généralement estre données & cédées & mises ausdits Seigneur Roi, réservé la Ville & Château de Bellinzone avec les appartenances, qui doit demeurer entre les mains de nous, de Ury, Schwytz, Unterwalden foy de Bas, les trois Lignes grises doivent avoir & percevoir leur part desdits trois cents mil écus comme on autre desdits treize Cantons.

Troisiemesment, afin que cette Paix & amiable voisinage ne se puisse rompre par infilligation du mauvais esprit,

(1) C'est ce qui leur avoit été promis en Traité fait pour les obliger à lever un drapeau, lequel ne peut tout à-dire.

(2) Item Vitis, Roi d'Angleterre, avoit envoyé le Land Coms aux Suisses, pour les engager à recommencer la Guerre dans le Duché de Bourgogne, de leur offrir un million de livres; & leur promettant une puissante diversion du côté de Gales; mais les Suisses, plus foy que de France ne pouvoient, s'accommoder ces propositions, & ne purent qu'en les proposer à la Diète de Bâle, que pour faire obtenir plus d'argent aux Suisses. VALLIN, Histoire de France, tome II.

ANNO
1516.

esprit, a esté advisé & conclud, que ledite doit perpetuellement durer & inviolablement estre observée en tous les Points & Articles entre les Rois & Couronne de France, & généralement toutes les Lignes. De par nous ledit Seigneur Roi est réservé en cette dite Paix & Amié en toutes & singulieres choses cy-dessus écrites nostre Saint Pere le Pape Leon X. le Saint Siege Romain, le Saint Empire, les tres-illustres Seigneurs, le Catholique Roi d'Espagne nostre cher & bien aimé beau-frère, les Rois d'Angleterre, d'Ecosse, de Navarre & de Danemark, le Duc de Savoie, nostre bien aimé Oncle, les Ducs de Lorraine & de Geldres, & l'Excellentissime Seigneurie & Communauté de Venise, Illustrissime Seigneur Laurent & la Maison de Medici, la Seigneurie & Communauté de Florence, & Reverend & discret Evêque de Liege & tous autres, qui jusques à présent ont esté en Alliance & Amié avec nous par telle manière que si ledits des Lignes vouloient opprimer ou mener Guerre aliencontre de vobres Saint Pere le Pape, le Saint Empire ou autres nos Allies cy-devant nommez en leurs Paix qu'ils tiennent, voulons nousdits non Allies, fidelement & inviolablement tenir & observer, en satisfaisant à vobres promesse, les Alliances & autres Considerations que devant la date des presentes avons eu avec eux. Mais si le cas advenoit que les cy-devant nommez Seigneurs & Couillies vouloient opprimer ou mener Guerre aliencontre desdits Seigneurs des Lignes en leurs Paix & Seigneuries, comme cy-dessus est dit & déclaré au huitième Article; alors nous ledit Seigneur Roi ne devons permettre aux autres aller contre ledits Seigneurs des Lignes comme est déclaré audit huitième Article, lequel laissons en son entier, tous dits exclus. Et de par nous ledits Allies, tant reserves nostre Saint Pere le Pape Leon X. le Saint Siege Romain, l'Imperiale Majesté, le Saint Empire, l'Excellentissime Maison d'Autriche, les Illustrissimes Seigneurs de Savoie & Viremborg, Illustrissime Sœur Laurence & la Maison de Medici, la Ville & Communauté de Florence, le Sieur de Bergey Marchal de Bourgogne, nostre ancienne Alliance, & tous autres avec lesquels nous avons Alliance, & Consideration & Combourgeoisie, par telle manière & condition que si ledit Seigneur Roi vouloit opprimer ou mener Guerre aliencontre de nostre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Romain, l'Imperiale Majesté, le Saint Empire ou autres nos Allies, fidelement & inviolablement tenir & observer, satisfaisant à nostre promesse, les Alliances & autres Considerations que devant la date des presentes avons eu avec eux. Mais si le cas advenoit que les cy-devant nommez Seigneurs & Couillies vouloient opprimer ou mener Guerre aliencontre ledit Seigneur Roi & ses Paix & Seigneuries, comme cy-dessus est dit & déclaré au huitième Article; alors nous desdits Lignes ne devons permettre aux autres aller aliencontre ledit Seigneur, comme supplement est spécifié audit huitième Article, lequel laissons en son entier, tous dits exclus.

Et pour autant que aux autres Articles cy-devant mentionnés est déclaré que les querelles & demandes entre nous les deux Parties, nousdits Seigneurs se doivent ensemblement ou par droit appointes & maintenir selon le contenu des Chapitres par cy-devant faies & dressés entre le feu Roi Louis XII. jadis Duc de Milan & nous desdits Lignes. Il s'enfuit un Extrait desdits Chapitres, lesquels dorenavant doivent estre observés entre nous ledits deux Parties & sont tels.

Afin que par suite de droit il ne survienne aucun différend ni querelle, est clairement dit & prononcé, que si au temps à venir entre ledit Seign. Roi & nous desdits Lignes, nos Paix & Sujets en particulier ou en general surviennent noies, controverses ou querelles qui pourroient émeouvoir fustier, qu'alors tel cas advenant, pour éviter tel différend, une chacune desdites Parties doivent élire deux hommes de bien, Amateurs de Justice & craignant Dieu, pour Arbitres, lesquels quatre Arbitres devront signifier au jour comptant audittes Parties qui seront en différends, si telle querelle ou différend eust pour fait d'Heritage ou autres choses de biens ou personnes du Royaume de France ou autres Paix de deçà les Monts, soit le demandeur ou quelcun retendant desdits l'une des Parties ou desdits l'autre, doit le droit de marché estre déclaré en la Ville de Payenne; & si le différend se mouvait pour fait de biens ou personnes du Duché de Milan ou autres Paix de là les Monts, doit estre le droit de marché à Prélis au lieu dit la petite Abbaye, auquel lieu ledits Juges & Arbitres, & les Parties ou leurs Procureurs qui soient suffisants devront comparoir, &

devant toutes choses jureront ledits Arbitres à Dieu & aux Saints, de suffisamment oïr & entendre les drois d'une chacune Partie, & en telle affaire droitement & justement proceder, & sans favoriser personne, donner leur Sentence. Toutefois par le consentement des deux Parties, pourvu au commencement effuyer d'appointer le différend amiablement, & si ledites Parties n'y vouloient condescendre, alors & comme dit est, pouront proceder juridiquement & donner leur Sentence selon la rigueur de Justice, & l'avis de leur Conscience, ainsi Dieu devant les yeux, dedans un mois après le jour que le droit sera commencé, toutefois devant toutes choses durant ce temps, seront ledits Arbitres & Moineurs libres & quittes de leur serment, que tout ou frotter tous à aucunes desdites Parties, aussi devront ledits Arbitres estre contraincts par les Seign. & Supérieurs de prendre telle charge, & ce qui sera connu par ledits quatre ou plus d'eux, devront ledits deux Parties tenir & observer sans appellation quelconque, nousdits & ledits Arbitres en donnant leur Sentence amiablement ou juridiquement n'eussent d'accord; ainsi que deux & deux fussent contraires l'un à l'autre en leurs opinions, alors le demandeur pourra élire un Moien qui fuit, comme ci-dessus est déclaré, Prad'homme, aux Parties non suspect, & des Paix prochaines, comme en la Ville de Coire, ou au Pais de Valais & du Confil desdits lieux, & devront ledits Parties le prier de prendre charge dudit affaire ses Seigneurs & Supérieurs, & devront aussi contraindre à ce faire, lequel Moien en la forme & manière comme dessus est déclaré desdits quatre Arbitres devra jurer, & tout ce que par ledits quatre Arbitres & ledit Moien ou le plus d'eux sera connu & sentencié amiablement, ou par rigueur de Justice, devront les deux Parties entièrement & inviolablement tenir & observer sans aucune appellation, toutefois que premierement les deux Parties y donnent leur vollente amiablement; & si d'avanture l'une des Parties ou ses Procureurs par mépris ou vicepre, ou sans bonne & juste cause ne vouloit comparoir pardevant ledits Arbitres, il devra avoir perdu la cause & condamné aux coûts & dépens; toutefois & quantes qu'on tel Moien fuit élu, il sera tenu comme les autres un mois après son éléction de comparoir aux journées de marché & donner sa Sentence; & afin qu'il soit befoingné entre les deux Parties sans serment en toutes choses, a esté advisé que nulle desdites Parties, ni aucunes personnes se doivent sans déclarer par décrets, entreprises de Guerre ou autres innovations, ainsi enliver les Ordonnances, Sentences & Déclarations desdits Arbitres, à peine de perdre la cause principale, coûts & missions.

Et si aucuns particuliers de nous desdits Lignes avoient ou pourvoient avoir action & querelle envers ledit Seigneur Roi à cause des biens ou autres choses touchées de là ou deçà les Monts, le demandeur sera tenu faire entendre sa demande à ses Seigneurs & Supérieurs, & singulierement déclarer qu'il ne peut recouvrer ou obtenir son debt, action ou demande dudit Seign. Roi ou de ses Officiers en France ou à Milan, & si nous ledits Seigneurs & Supérieurs dudit demandeur connoissions & déclarons la demande estre juste & raisonnable, serons tenus arrêter le Roi que avons veu & bien entendu le droit dudit demandeur, lequel nous ferons estre raisonnable, priant & admonestant Sa Majesté, vouloir satisfaire à nostre Suer, & si ledit Seigneur Roi lui satisfaisoit de force que parissions avoir pleine occasion nous contenter, il sera tenu comme satisfait, & dorenavant non plus molester ledit Seign. ni ses vases de là ou deçà les Monts; mais si ledit Seigneur ne le satisfaisoit ou contenoit de sa demande, lors il pourra demander ledit Seigneur pardevant les Arbitres & Moiens comme cy-devant est déclaré; toutefois chacune Partie ne devra élire qu'un Juge ou la Ville de Coire, ou au Pais de Valais qui soit du Confil desdits lieux, & aux Parties non suspectes. Et ce que alors sera fait & conclud par ledits Juges par Sentence de Justice ou amiablement devra avoir lieu & inviolablement estre observé sans aucune revocation; & à l'opposite s'il advenoit que quelques personnes particuliers Sujets de nous, ledit Seigneur Roi & Duc de Milan eussent querelles & différends à nous desdits Lignes, le demandeur doit venir devant les quatre Arbitres & le Moien, & proceder en son allang comme est déclaré au precedent Article. Et après est conclud que tous les Sujets de nosdits Lignes doivent estre contraincts à satisfaction de dettes connues, que

ANNO
1516.Tiré du Roi
Louis XII.
avec les
Jes.

ANNO
1516.

par Lettres ou témoignage les pourroit montrer: de sorte que celui à qui la dette eût dûe pût avoir bonne occasion de se contenter, & s'il advenoit que le débiteur n'eût pour satisfaire à sa dette, d'Officier de la Ville ou du Lieu où ledit débiteur feroit sa résidence, sera tenu à la Requête du demandeur faire & exécuter Justice allentente dudit débiteur selon la colonne dudit Lieu; mais de tous autres affaires & actions qui pourroient fuister entre les Seigneurs des deux Parties & autres Personnes particulières, le demandeur sera tenu chercher le répondant au lieu où il fait sa résidence par telle condition que la Seigneurie & Supériorité dudit répondant doit faire tenir par les Officiers & Lieutenans d'icelle bonne & loyelle Justice audit demandeur, sans user d'aucunes dilations: de sorte que la voluange de son affaire soit faite dedans dix jours, si non que par consentement de Parties, ou que les témoins exhibés dedans ledit terme de dix jours ne puissent convenir, la chose soit prolongée, & si le Juge du Lieu dudit répondant par cause de différends ou procevoir la Sentence, ou que ledit répondant use de dilations; A quoi Nous ledit Seign. Roi & Nous desdits Liges devons & voulons procéder en toute diligence, lors ledit Juge ou le répondant, celui qui aura fait la dette, sera tenu restituer & payer au demandeur sous coëds & millions qu'il aura obtenu pour cette affaire, non obstant si ledit demandeur se feroit chargé, il pourra faire entendre la demande, & si tel affaire vient par-devant Nous, ledit Seign. Roi serons tenu le remettre par-devant notre Conseil d'État, ou en bailler la Charge à aucuns dudit Conseil, & mettre peine que audit demandeur dedans dix jours après pour le principal, coëds & millions, & pour la faure du Juge & débiteur que dessus, lui soit faite satisfaction ainsi que raison le requiert; & en cas de déclin ledit demandeur pourra venir, à les Supérieurs lui permettent, à Payette ou à Prellays appelé la petite Abbaye par-devant les Arbitres & Moineaux, comme cy-dessus est dit & déclaré, & semblablement si le débiteur eût résidant riere Nous desdits Liges, & que le demandeur Suiet dudit Seign. Roi & Duc de Milan nous fût semblable demande, nous devons Pouoir & entendre de notre côté, regarder de lui faire telle satisfaction comme au précédent Article a été mentionné dudit Seign. Roi Duc de Milan & ses Officiers, en outre Nous ledit Seign. Roi devons commander, sur haute brève position, sous & singuliers nos Seigneurs dudit Duché de Milan qu'ils ne fassent aucuns empêchemens aux Marchands & Suiets desdits Seigns des Liges nos bons amis, afin qu'ils puissent vendre & employer leurs marchandises; & a été aussi ordonné que nosdits Suiets ne devront faire ne moyenner avec eux ni autres Personnes étrangères aucuns pratiques, statuts ou Ordonnances publiquement, occasionnellement, dont ledits Suiets pourroient estre frustrés de leurs trafiques & marchandises, & si quelques uns contreviennent à ceci, & que empêchement s'en soit fait, celui qui auroit fait ledit empêchement, sera tenu & contraindre, à la requête de l'autre, à satisfaction de pertes, coëds & millions qui pourroient estre survenues. En après a été ordonné que si quelqueun eût emprisonné en la Ville ou Duché de Milan pour dettes, querelles ou autres justes raisons, & qu'il fût libéré castelement par le Juge & sans le sçavoir & consentement de celui qui auroit été cause de tel emprisonnement, & qu'il ne fût fait au créancier satisfaction de sa dette & demande, ou lui eût été donné pécune suffisante, ou que la dette ne fût mise entre mains sçevues, que alors le Juge ou Officier qui auroit fait le Prisonnier, fût tenu satisfaire à ladite dette. Item, celui qui seroit Suiet de fieur, lesdites deux Parties y consentant à un autre lui rapporter sous coëds & millions, & qui le peut restituer & monnir par suffisants témoignages ou par Lettres. Nous lesdites Parties voulons que telles paroles promises & promises soient corroborées par l'Esse, & que celui qui aura fait telle promesse, soit tenu rapporter coëds, millions, ensemble le principal, tous droits & Soutiens à ce desdites parties. En après Nous ni les nôtres des deux Parties, ne devons nous baver, arrester ne gager l'un l'autre, sinon pour dettes connues qui pourroient estre témoignées par Lettres ou suffisants témoignages ou pour gros démerites que quelques-uns pourroient avoir fait au Pais de l'autre Partie, & celui qui y contreviendrait sera tenu rapporter au demandeur tous coëds, à cause de ce pourroit avoir souffert. Et pour ce que nous ledit Seign. Roi de France & Duc de Milan

TOM. IV. PART. I.

de tout notre cœur désirons de faire, avec plus grande libéralité amitié nos bons amis des Liges, leur avons renouvelles & renouveler par ces présentes toutes leurs franchises qu'ils ont au Duché de Milan, & avons permis que tous & singuliers desdites Villes, Pays & Confréries qui sont compris en cette Paix & Amié, soient Bourgeois, Partans, Sujets, Ambassadeurs, Messagers, Pèlerins, Noables & non Nobles, Gens d'armes & de pied, de quel nom, état & Dignité qu'ils soient, puissent avec leurs corps franchement & librement sans aucun empêchement aller & revenir par tout notre Duché de Milan ensemble, & avec leurs biens & Marchandises qui sont ou seront reconues au Pais, Villes & Seigneuries de nous, ledit Seign. Roi Duc de Milan, & de Nous desdits Liges & Confréries de l'Alliance des hautes Allemagnes: de sorte qu'ils puissent par tout ledit Duché de Milan passer sans foibles de la Vale mener, acheter, & vendre leursdites marchandises sans pages, taxes, gabelles ni autres charges, soit audit notre Duché de Milan ou en d'autres Villes, Cornes au territoire dudit Duché, retirés le peage dedans lesdites foibles de Milan, lequel on ne pourra aucunement le peage. Nous voulons aussi qu'ils ne soient aucun peage des chevaux, bœufs, ne d'autres bestiaux d'aucun peage desdites bestes soient venues ni noyées. Et par ces présentes nous ledit Seign. Roi Duc de Milan, & nous desdits Liges déclarons que personne ne se doive alder de cette liberté & franchise, sinon ceux qui sont de cette Paix & Amié, comme cy-dessus est déclaré, & ceux qui sont de ladite Alliance des hautes Allemagnes & Suiets d'icelle.

ET ayant Noms François, Roi de France, Duc de Milan, &c. Et nous des Liges tant des Villes que des Pais ordonné, conclu & accepté par la grace divine ce Traité de Paix & Amié, ensemble lesdits Chapitres pour nous & nos Successeurs par nousdits Ambassadeurs, nous ledit Seign. Roi par notre dignité d'Évêque, & nous desdits Liges par notre bonne foi promettons tenir & entièrement observer lesdits Chapitres de Paix & Amié, & sous ce qui est compris & contenu en ces présentes Lettres, sans aller ni contrevient autrement allentente; & pour plus grande assurance, corroborations & ratification tout le contenu de Celles, Nous ledit Seign. Roi avons pendu à icelles notre Seul Royal, & nous lesdits Alliez, à savoir de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwitz, Undervalden dessus & dessous le Bois, Zug, avec les Offices, Glaris, Basle, Fribourg, Solothurn, Schaffhausen, & Appenzel, nos Soutiens, ensemble ceux de l'Abbé & des Bourgmestres, Conseil & Commandement de la Ville de Saint Gallen, ainsi les Seigneurs des trois Liges Grises du Pais de Valais & de la Ville de Milhauze, & ont été faites & défectes deux Lettres fermables, dont nous ledit Seign. Roi avons retenu l'une, & nous desdits Liges l'autre. Fait & conclu en la Ville de Fribourg le Samedi veille de Saint André 1516.

CXII

(1) *Explicatio Articulorum de anno confis Helvetiis redendo, qui in prefata Liga constituitur. Dat. Londini die 7. Novembris Anno 1516. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 169.]*

QUAMVIS inter cetera, quae in Tractatu Pacis; Amicitiae & Foederis definiti, inter nos Ambassadors, Commisarios & Oratores Illustrissimos Sacratissima Caesaris Majestati, & Serenissimum Principem Henricum Angliae & Franciae, ac Caroli Catholici Regis iurisdictioni subiecti & consensu de Data revisionem nosse de mensis Octobris Anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto, promissum, concordatum & decretum fuerit,

Quod, pro continenda & conservanda Dominis Helvetiis, in forma Amicitiae & solae Benevolentiae erga Dominos nostros supremos & eorum singulos, sit quod eis adherent, quilibet ab Principi aut Potestate sine Consensu contrarii non aut contra aliosque hostiliter intendant aut Arma gerant, nec qualescunque linguas, potius sine potestate eisdem Helvetiis largiantur, continerentur & agerentur;

Propterea in dicto Tractatu diffusis & copiosis constituitur,

Item

Quia

(2) Cette Explication a été traduite ici par abrégé: elle qu'on a joint au bas de l'autre explication se trouve sous le No. CXLII.

ANNO
1516.

151

CORPS DIPLOMATIQUE

CXIII.

ANNO
1516.
19. Dec.

Quia tamen per dictum Traditum hujusmodi largitio, portio, five proventus specificè & in particulari nominatim nominata aut designata existeret, operam prestatam igitur & condecibile nobis Oratoribus prædictis visum est ut, omni postposito mori, ulteriusque procrastinatione summa, ipsa largitio, portio five proventus, quotannis, Amicitia cum dictis Helvetiis percontandis durante, solvenda, specificè & in particulari constitutur & designetur.

Nos igitur Oratores prædicti, vice & nomine Principum nostrorum prædictorum, & auctoritate Commissionum nostrarum a dictis Principibus nostris in ea parte nobis respectivè datarum, convenimus, concordavimus & conclusimus quod, pro parte Serenissimum Principum Angliæ & Catholici Regum, Summa requesta auctoritate Forensium auri bonè & fideliter dictis Dominis Helvetiis, quotannis, durante dicta Amicitia, configabitur & solvetur; videlicet,

Pro parte Regis Angliæ quaterdecim milia Forensium auri.

Et pro parte Caroli Catholici Regis alis quaterdecim milia similium Forensium.

Cæsares quoque Majestates portionem five largitionem, ad quam dictis Helvetiis se aliis Confederationibus dandum & annuam contribuentiam astrinxit, pro parte suis, fideliter persolvent.

Quod si hujusmodi Summa, pro continendis dictis Dominis Helvetiis in hujusmodi Amicitia, non sufficiat, sed amplius pro communibus & privatis largitionibus vel fideiis opus erit, inter nos dictos Cæsares Majestates & Caroli Catholici Regis Oratores, nominibus & auctoritate Principum nostrorum prædictorum, convenimus, concordamus & conclusum est quod, tunc & in eo casu, dicti Cæsares Majestates & Catholici Rex totum & omne id, quod præter & ultra dictam Summam requesta milium Forensium auri dictis Helvetiis, pro eorum publicis & privatis largitione, portione, five intercessionis opus erit, æquæ portionibus persolvent, & eorum quilibet persolvere, aut persolvere faciet, modo Portio hujusmodi supercogenda Summam requestam Forensium auri non excedat.

Et, resister, intra nos Oratores prædictos convenimus, concordamus & conclusum est quod, si dicta Summa seu milium Forensium auri per Cæsares & Catholici Majestates ad instantendam Helvetiis in publico ac privato & particulari minime sufficiat, tum Summa, per dictos Confederatos principaliter contribuentis, super, his qui prædictam Ligam communis consensu ipsorum Confederatorum admittunt & ingrediuntur, taxabunt, pro intercessionis dictis Helvetiis, in publico & privato, applicabunt, converteretur & erogabunt, ut eo præstata dictis Helvetiis, ex omni parte provisi, ipsi unanimitate eadem Confederatis libentius adhaerent & insolubilibus vinculo conjungantur.

Ad quorum curiam & singularem Summam, ut præmittitur, solutionem modo & formâ locique & temporibus ad hoc per Oratores dictarum Majestatum apud dictos Helvetiis, agentes designandis, deputandis, præfigendis, percontandis, ac præmittendis, sic ut præmittitur, bonè & fideliter foveant, nos, dictorum Cæsares Majestates, Angliæ & Catholici Regum, Commisarii & Oratores, vigore & auctoritate Commissionum nobis per Principes nostros in hac parte datarum & concessarum, eodem Principes nostros & eorum singulos, quatenus eos respectivè tangit & concernit, bonè fide & à vim Pacti, assidue & diligenter per præstent.

Præmittentes quod dicti Principes & eorum singuli præstentur Articulis & omnia in eodem contenta, infra duos menses datam præsentium immediatè & proximè sequentes, per Literas suas Puentes, Magnas suis Signis respectivè munitas & munitis suis subferant, exhibeant, scilicet ad hujusmodi Articuli observantiam bonè fide assidue & diligenter, sicque eorum quilibet fide assidue & diligenter.

In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium nos Oratores dictæ Cæsares Majestates prædicti Articulis, mandis nostris subscripto, Sigilla nostra apposuimus.

Dat. Lombard 7. die mensis Novembris, Anno Domini superscripto.

MATHEUS CARDINALIS SEDIENS.

B. DE COM.

Sub Sigillis præfatarum Commissariorum de Cera rubra præsentibus a duplicibus Caudis Pergamine.

LEONIS X. Pape Bulla Revocationis & abrogationis Sanctionis Pragmaticæ data in Sessione XI. Concilii generalis Lateranensis V. Anno Incarnationis Dominicæ 1516. quartæ decimæ Kalendas Januarii. [Conciliorum Collectio Regia. Tom. XXXIV. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collectio. Tom. XIV. col. 309. BULLARIUM MAGNUM Tom. I. pag. 575. RAYNALDI Continuatio Annalium Cæsar. Baronii Tom. XX. Anno 1516. par Extrait.]

LEO Episcopus Servus Servorum Dei ad perpetuam rei memoriam, Sacre approbate Concilio.

PASTOR æternus gregem suum itaque ad confirmationem Sæculi nunquam deferens, ut Apostolo Telle, *obediendum dicitur*, ut pro taliendo primi parentis inobedientia peccato *sepsum humiliteret, fessas videretur acque ad mortem*; migravit vero ex Mundo ad Patrem, in soliditate Petri Petrum quoque Successores Vicarios suos infensit, quibus ex Libri Regum Testimonio ha obediere necesse est, ut qui non obedierit, morte moriatur. Et ut alibi legitur, in Ecclesia esse non potest, qui Romani Pontificis Cathedrali desit; quoniam Augustinus Gregoriusque auctoribus, sola Obedientia est Mater cunctarum omnium virtutum, sola fidei meritum possidet: sine qua, quisque infidelis convincitur, etiam fidelis esse videtur. Itaque nos, eodem Petro docente, solliciti esse debemus, ut quæ a Romanis Pontificibus Prædecessoribus nostris, præsertim in Sacra Concilio pro obedientia hujusmodi, auctoritas, liberavimus Ecclesiæ, & Sedis Apostolicæ defensione, manere & ex legitimis causis inchoata sunt, nostris iudiciis, & cura & diligentia desine solvantur, & ad optatum finem perducantur: simplicium quoque animarum quantum etiam rationem Deo reddere sumus, & debet & laquei tenebatur Principia liberetur. Sane felix recordationis Julius Papa secundus Prædecessor noster, post indultum, ex legitimis tunc expressis causis, de Venerabilium Fratrum suorum Sancti Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, de quorum numero tunc eximus, consilio & assensu, Sacrum Lateranense Concilium, provide constituit eum eodem Sacro Lateranensi Concilio Burchardum Regni Franciæ corruptelam, quam illi Pragmaticam Sanctionem vocant, cum maximo animarum periculo & scandalo, ne Dignitatis Sedis Apostolicæ deserviret & vilipendio, retrodictis temporibus signis & adhuc ejusdem Pragmaticæ Sanctionis negotium: eodem approbante Concilio, discutendum ceteris tunc nominim deputatis Cardinalibus & Prelatis contra Congregationis commisit. Et quæquæ Sanctio præfata ex multis nullius notorie subiaceret, Schismatique manifestum foret & contineret, & propterea citatione aliqua minime præcedente, per se irrita, nulla & invalida declarari posuisset, ex abundant tamen cuncta idem Julius Prædecessor Gallicos Prelatos, Capitula Ecclesiarum & Monasteriorum, Parliamenti & Leicos illis faceret, & dicta Sanctione uteretur, omnesque & singulos alios in premissis suis contineret vel dissentirent interesse potentes, per Edictum publicum, eum ad partes illas tunc tunc non patet accessus, in Mediolanensis, Altonis & Papiensis Ecclesiarum valis assignandum, movens & citans, ut infra tunc expressum testimonium, eorum eis & dicto Concilio compareret, causisque decerneret, quare Sanctio præfata, illarumque corruptela & abusu in contrarietibus auctoritatem Romanæ Ecclesiæ, & sacrorum Canonum, & Ecclesiasticæ libertatis violationem, nulla & invalida declarari non deberet. Cumque dicto Julio Prædecessore hujusmodi plene discutit, in intuitu ipsius Julii Prædecessoris facta, non prævisit, sed eodem Julio Prædecessore rebus humanis exempto, citatio ipsa legitime executâ, & per Procuratorem Fiscalem Sacri Concilii promotorem reproductâ, ipsorumque citationum non comparitionem communitate accusata, & ad ultiora procedi penitus fuisse nos divina firmiter Clementia, ad Summi Apostolicæ speciem assumpti, omnibus rite pensatis, petitioni prædictæ ex certa causa nullum

1002

ANNO
1516.

tunc responsum dedimus. Ac deinde cum per didos multos & cretos diversis impedimentis allegarent, quare in termino isti, et praeter, praeterito comparere non possent, ut omnis iusta executio et quæstio occulto eis assideretur, terminum etiam etiam etiam huiusmodi praeter, eodem Sacro approbante Concilio, ad alium tunc expellitur terminum iam diu effluxum in diversis bellibus pluries prorogavimus. Cum autem moniti & citati praeter, subtilis iam omnis impedimentis, effluxu quoque omnis terminis, eorum nobis & dicto Concilio non comparuerit, nec comparere curaverit, ad allegandum causam, quare Sanctio praedicta nulla declarari non debeat, ita et executioni locus ultra non sit, postquam merito consumata reputari, prout nos exigente iustitia reputamus: nos mature attendentes Pragmaticam Sanctiorem, vel potius, ut dictum est, corruptelam, Schismatis tempore à non habentibus postulatam, eandem, relique Christiane Reipublice Ecclesiae Sanctae Dei voluntatis conformem, & à clare memoris Ludovico XI. Francorum Rege Christianissimo revocant, cassant, atque abolitam, auctoritatem, libertatem, ac dignitatem dictae Sedis violare ac dinoscere, facultatemque Romanis Pontificibus pro tempore existentibus, de Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium, pro Universali Ecclesia assidue laborantium, Virorumque doctorum Personarum, quibus assignata Cura, & quorum Consilio Sedes Apostolica & Romani Pontificis atque Universalis Ecclesiae auctoritas & potestas conservatur, negotiorum discretur & in proprio statu conservatur, Ecclesiae & Monasteriis, eisdemque Personis de reliquis Beneficiis Ecclesiasticis iuxta eorum Status exigentiam providendi, penitus auferre, Praelatis vero Ecclesiasticis illarum partium causam perbere, ut ipsi verum Ecclesiasticam disciplinam obedientiam sanctum suumque & violentum, ac contra nos & Sedem praedictam contra Matrem committant, & eis ad praemissa audendum viam aperire, ipsarumque auctoritatem nullatenus subiacere, nulloque nisi aliquot temporis fore potius tolerantiam eorumdem administratores, & si Romani Pontifices Praedecessores nostri praesent, prout ipsi quo tempore summo opere optine demeruerant, corruptelam & abusionem huiusmodi vel malignitatem temporum, vel alius illi providere, & in totum occurrere non valentes, suis temporibus tolerasse vili fuerunt, considerantes tamen ab ipsius Illustrius Sanctiorem editione via Annos septuaginta fuisse; nullumque infra hoc tempore spatium praeter hoc Latransis Concilium legitime fuisse celebratum, in quo eum (disponente Domino) constituti firmas, ac eisdem improbae Sanctiorem extinctione & tota annullatione, sine nostra & tantorum Patrum in praesent Concilio congregatorum nota, ac nostra & dictorum illa uicemiam auctoritatem periculo, abolire sine delectu non posse, Augustus tunc, iudicium atque coelestem. Et sicut per memoriam Leo Papa I. Praedecessor nobis, cuius in hoc libere, quo ad possumus, vestigia imitatur, & qui in secunda Ephesina Synodo totum contra Iovinianum & Catholicam fidem gesta fuerant, postmodum in Calchedonensi Concilio mandavit ac tunc, per dictae fidei firmitate revocari: ita & nos tunc nescimus Sanctiorem & contentorem in ea revocatione terram ad delectu, salva conscientia, ne nostro & ipsius Ecclesiae honore, non posse, aut debere confirmari. Nec ulla nos movere debet, quod Sanctio ipsa, & in ea contenta, in Illustri Concilio edita, & ipso Concilio instante, à Illustri Congregatione recepta & acceptata fuerunt, cum ex omni post translationem eisdem Illustri Concilio, per felicem memoriam Eugenium Papam quartum, etiam Praedecessorem nostrum, fuisse, à Illustri Concilio, seu potius Convocato, quare praesent post huiusmodi translationem Concilium amplius appellari non meretur, facta etiam, ac propterea nullum robore habere poterit: cum etiam solum Romanum Pontificem pro tempore existentem, tanquam auctoritatem super omnia Concilia habentem, tam Conciliorum in diebus, transferendum, ac dissolvendum plenum ius & potestatem habere, nedum ex Sacra Scriptura Testimonio, dictis Sanctorum Patrum, ac aliorum Romanorum Pontificum etiam Praedecessorum nostrorum, Sacrorumque Canonum Decretis, sed propria etiam eorumdem Conciliorum confessione manifeste conflet: quorum aliqua referre placeat, reliqua vero, oportet noscitur, solum praeter. In Alexandrina enim Synodo, Athanasio ibidem existente, Felice Romano Pontifici ab eadem Synodo scriptum fuisse legimus, Nicenam Synodum Basileensem non debere absque Romani Pontificis auctoritate Concilia celebrari. Ne-

que nos laet, etiam eundem Leonem Pontificem Ephesinam secundam Synodum ad Calchedonem translatam, Martium etiam Papam V. praesentibus suis in Concilio Senensi postulatam transferendi Concilium nulla contentus ipso Concilio mentione habita delectis: Ephesinam quoque primam Synodum Calcedonem, ac Calchedonensem eisdem Leonem, sextum Agathin, septimum Hadrianum, octavum Nicolaum, octavum etiam Constantinoopolitanam Synodum Hadrianum Romano Pontifici Praedecessoribus nostris maxime reverentiam exhibuisse, eorumdemque Pontificum Illustrioribus & Mandatis in Sacris Conciliis per eos editis & factis, reverenter & humiliter obtemperasse. Unde Damianus Papa & ceteri Episcopi Romae congregati seculares de Concilio Ariminensi Episcopi in Illustri constituti, praedictum aliquot per numerum Episcoporum Ariminensi congregatorum fieri non potuisse testantur: quomodoque contra, Romanum Pontificem, eius tunc omnia debeat spectari Decretum, talibus non praebuisse consensum; eundemque Leonem Pontificem, universis Siciliis Episcopis scribens, idem voluisse apparere. Confiteremurque antiquorum & Illustriorum Patrum, pro eorum, quae in suis Conciliis postea fuerant, corroboratione à Romano Pontifice subscriptione, approbatione humiliter petere & obsecrare, prout ex Nicena & Ephesina, ac Calchedonensi huiusmodi, & sexta Constantino-politana, & septima aetate Nicena, & Romana sub Synodo Synodis habitis, eorumque gestis, necnon in Altari Libro de Synodo, manifeste colligitur, quod etiam novissime Constantiensis Patres fecisse constat. Quam laudabilem contentiorem à Illustriensibus & Basiliensibus fuerit fuisse, huiusmodi molestia proci dabo ceteris. Cupientes quoque huiusmodi negotium ad delectum finem perducere, ac tam vigore citationum habentibus à nobis, & praesent Julio Praedecessore ex abundanti emanatum, quam aliorum praesentiorum, qui a notoria finem, ut nulla valeant excusatione aut tergiversatione elari, etiam ex nostro Pastoralis Officio procedentes, omnesque & singulos, tam iura quam facti, delectos, & qui fortis iam praesentis intervenient, suppetes, & ex octa nostra scientia, & de Apostolica Potestate plenitudine, eodem Sacro approbante Concilio, tenore praesentium praesent Pragmaticam Sanctiorem sua corruptelam, quosque approbationem quomodolibet emanant, omnesque & singula Decreta, Capitula, Statuta, Constitutiones, sive Ordinationes in eodem quomodolibet contentas, seu etiam insertas, ac ab aliis prius editas, nec non constitutiones, statuta, usus, sive potius abusus, & ex ea in hanc usque diem quomodolibet emanatos seu observatos, nullis roboris vel momenti fuisse & esse decernimus, & declaramus. Necnon ad absumendum eandem etiam eundem Illustriensium Sanctiorem sine corruptione, quosque approbationem tacitam vel expressam, ut praeter, & in ea contenta omnia & singula, etiam infra quoscumque revocamus, cassamus, abrogamus, irritamus, annullamus ac damnamus, & pro iudicis, revocatis, cassatis, abrogatis, irritatis, annullatis, & damnis haberi volumus, decernimus & declaramus. Et cum de necessitate facta existeret omnes Christi Fideles Romano Pontifici subiecti, prout divina Scriptura & Sanctorum Patrum Testimonio edocetur, ac Constitutione felicitis memoris Bonifacii Papae VIII. similiter Praedecessoris nostri, qui incipit, *Unam Sanctam*, declaretur: pro eorumdem fidelem animarum salute, ac Romanis Pontificibus & huius Sanctae Sedis summa auctoritate, & Ecclesiae sponte sine noxae & postulae, Constitutionem ipsam, sacro praesent Concilio approbante, innovamus & approbamus, sive tamen praedictio Declarationis sanctae memorie Clementis Papae V. qui incipit, *Memento*, in virtute sanctae Obedientiae, ac sub penis & censuris infra dicendis, omnibus & singulis Christi fidelibus, tam Laicis quam Clericis secularibus, & quovis Ordinem etiam Mendicantium Regularibus, & aliis quovisque Personis, eorumqueque status & gradus, & conditionis eorum, etiam Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, Patriarchas, Primates, Archiepiscopos, Episcopos, & quovis aliis, Ecclesiasticis vel mundanis, vel quavis alia Dignitate fulgentibus, omnibusque aliis & singulis Praelatis, Clericis, Capitulis, & Conventibus Regularibus, & Ordinibus praedictorum Regularibus, etiam Monachis, Prioribus, Abbatibus, Decibus, Conventibus, Principibus, Baronibus, Palamentis, Officialibus etiam Regibus, Iudicibus, Advocatis, Notariis & Tabulariis Ecclesiasticis vel secularibus, & quovis alio Personis Ecclesiasticis Regularibus & secularibus, ut praesentur, quoscumque Dignitate fulgentibus, in praesent Reg-

ANNO
1516.

ANNO
1517.

due, Heredi & Successori & Paresi & Gente compo-
sta in questa Lega, & Unione & a tutti quelli che
al presente o per l'avvenire suo si dovessero aggiugnere
a suoi Heredi in generale o in particolare non sia ad al-
cuna de' nostri Paesi, & Città & Castella loco di ser-
vizio & scuderie, per il quale queste nazioni Guerra è
incominciata.

Et acciò che questa landabile intensione & Unione
sia non predetta & Successori, Soldati & permi-
nenti, come di sopra, possono perseverare con maggiore
intelligenza buona non formata & per quello dichiara-
mo; di accadesse in lungo o poco tempo, che noi Impera-
tore o li Paesi nostri comprendi in questa Unione
come di sopra, & noi Carlo Arciduca nel nostro Con-
tado di Borgogna, & i nostri Heredi & Successori, di
alcuna sia che si voglia fossero aggravati & sopprimati
che noi predetti Suizzeri dobbiamo avere il nostro fi-
dele riguardo sopra sua Maestà Cesarea & sopra della
sua acia loro non siano aggravati contra la ragione &
dovero.

Se nella medesima forma accadesse in lungo o poco
tempo, che noi predetti Suizzeri da alcuna sia che si
voglia fossero aggravati & sopprimati, che all' hora noi
Imperatore come Arciduca con li predetti nostri Paesi
compresi in questa Unione, ancora noi Carlo Arciduca
di Austria col nostro Contado di Borgogna, ancora gli
Heredi & Successori di noi debbiano avere in loro fi-
dele riguardo & persegua acia che loro non siano
aggravati & sopprimati contra la ragione.

Et per meglio pace & tranquillità havemo noi pre-
dicte Parti in questa finalmente consentite che il nostro
Imperatore Massimiliano & Carlo Arciduca, Paesi &
Genti in questa perpetua Unione compresi i nomi de' quali
volesse predetta Lega, generale & speciale non siano compresi,
né ancora li suoi Soldati pertinenti a quelli i quali all'
hora, al presente o per l'avvenire nella predetta forma
sua o dovessero aggiugnere & pertinenti non debbano in
alcun modo essere no far cosa di mala opinione di Guerra.

Similmente noi predetti Suizzeri debbiamo fare ver-
so loro, ut supra.

Né debba per l'avvenire alcuna Parte delle predette
noi due i suoi Vassalli pertinenti & aggiunti concedere
l'uno all' altro né con detti Paesi & Humani o alcuna
sia che si voglia in Guerra, in rancore o in contrario ac-
cordo andare a trattare o far quella Parte di noi che ac-
cadesse questo che subbia quella come per questo gli
sarà demandata & ricercata da altri i che lei medesima
li intendesse debba subire, ut supra.

Et noi predetti tutti noi Imperatore & Arciduca di
Austria & i nostri Paesi & Soldati & appartenenti
il quale che è noi i in particolare o in generale al
presente o per l'avvenire con vera difesa & protezione
sua & dovessero aggiugnere & pertinenti a nostri Prin-
cipi, Paesi & Città & Guarnitioni compresi in questa
Lega de' Suizzeri con i loro Soldati & pertinenti, i
quali che all' hora nella medesima forma al presente o
nell' l'avvenire in generale o in particolare, fine o ser-
vizio aggiunti & pertinenti, sopra predetta Imperatore
& Carlo & loro Paesi & C.

Nella medesima brevità & acquistate quelle che li
stanno, & pretendono, che in quei casi le Parti innam-
mate con ragione possono essere accordate, che l'autore
possa richiedere la sua contraria Parte alla ragione &
per il fine avanti all' Ilmo. Viceroy di Castanza, &
Basilica, presenti & futuri, così che la Parte che sarà
victoria debba presentarsi alla ragione la quale sia fatta
nel medesimo tempo senza altra tardità, salvo se secon-
do la forma delle Leggi fosse guardata poi. Poi tal
negotio dopo che sarà principato & giustificato in termi-
ne de' tre mesi debba essere finito, & se una Parte
non compatisce obedire debba essere preceduto quello
che sarà giudicato senza alcuna appellazione, né move-
re né supplicare, salvo se alcuni in questa prudenza gran
necessità o per altra causa fosse impedito.

Pero la differenza & cause continenti, Fendi Heredi-
tari, beni immobili, violenza, & delitti piccoli o
donari & simili cause debbano esser litigate & conosciute
nel presente forma.

Egli Fendi accati al Signor del Fendo, & secondo la
ragione dell' Heredità & cause in giudizio de' Luoghi,
dove sia i beni, & dove la violenza sia fatta, salvo
se quello che ha fatto violenza fosse ricevuto fuori di det-
ta Guarnitione & che volgesse fuggire che all' hora a-
ranno possibilità di più oltre la ragione contra di quel-
lo che se non si fuggiva, & l'altre differenze & liti,
avanti i Giudici ordinati nei essi nei buoni habitazioni,
ma li debbano procedere & finire & quello che nelle

predette cause, liti, Giudicii in ogni causa sarà conosciu-
to & giudicato di ragione che quello in ogni modo da
tutte le Parti debba essere osservato senza alcuna dilata-
zione, appellazione & supplicazione, salvo che nelle cose
immobili proprii & Hereditari non si fugga; per quel
che sentiva alla persona Superiorità di tal Guarnitione
non deve la predetta sentenza farsi stata, se è lei
le potera necessario quello che sopra tal caso della Superi-
orità sarà consensito di ragione quello che di sopra
sia espresso, & nelle cause criminali debba a ciascuno
essere riservata la Superiorità, & se le presenti richieste &
domande ad alcuno si lasciassero mancare di ragione, in
termini di un Mese in cui possa ricevere la sua ragio-
ne dalle predetti dei Giudici, cui è il Viceroy di Castanza
& Basilica, ut supra.

Acciò che ancora per l'avvenire si sia guardato di tal
violenza, richiesta & giustificazione, & stato parato &
consigliato avanti che loro entrino in ragione secondo l'ordi-
natione del Giudicio, che l'una Parte & l'altra debba
dare fidejussori, & quelli che non basteranno il modo gli
debba far promettere se egli potesse che cunctidum
sua sussistenza del danno & che quella causa da quelli
Giudici eletti a quelle fine debba continuare tal discor-
dia, causa & negotio; più presto si debba lasciare da
canto che gli arbitramenti & soddisfacimenti loro siano più
liberi.

Debbono sempre le discordanti Parti, avanti che co-
minciano la liti, in scritto obbligarsi verso quelli Giudici
eletti per tale arbitramento di non pigliarsi in alcuna
mala opinione, & come è stato cominciato per il primo
Re di Francia Lodovico nella perpetua Intelligenza.

Similmente nell' Unione Hereditaria per il nostro Zio
Sigismundo Arciduca di boem. dopo fatto gli che noi
predetti otto Cantoni, cioè di Zurich, Berna, Lucerna,
Uri, Schwytz, Zug, Schwyz, & Glarona in
essi siano compresi.

Ma non le predette Città Basilea, Friburg, Solodun,
Schaffhouse, & con li predetti otto Cantoni della pre-
dicata Lega, ancora noi Abate con l'Abbatia, & Città
di San Gallo, ancora il Paese di Appenzel con la nostra
Città, Castella, Paesi & Luoghi siano dall' hora in qua
venuti con li predetti 12. Cantoni in perpetua ragione
cruci delle Paesi aggiunti & ut supra.

Et noi l'Imperatore Massimiliano & Carlo Archi-
duca & C. accettiamo nella perpetua Unione, ut supra, &
predetti di Basilea, Friburg, Solodun, Schaffhouse, il
Monasterio & la Città di San Gallo come gli altri sud-
detti Cantoni, ut supra.

Et acciò che in predette Parti si levino tutte le dis-
cordie si è convenuto che ad ogni parte cotti tutti i dis-
cordie atti & parole, & quello che contraria sia con-
venuto secondo la forma delle parole senza favore al-
cuno.

Et ancora che ogni discordia da ognuna delle Parti
si faccia leggere la presente Unione in presenza de'
gli nostri per meglio sapere quelli che li ha da osservare.

Ancora noi predette Parti habbiamo riservata la Sede
Apostolica Romana, l'Imperio & tutti quelli con li qua-
li noi siamo in obbligo.

Ancora habbiamo riservato la Lega, Unione, Intelli-
genza, Ragione Civile & Ragione del Parti & questa
nostra Hereditaria Unione, Dubitatione, Rinvocatio-
ne con miglioramenti, debba in ciascuno in generale &
particolare di noi Parti predette, nostri Heredi & Suc-
cessori & C. per l'avvenire intenzionalmente & senza fran-
da sia osservato & eseguito.

Et sopra di questo per special gratia concessione noi
Imperatore per noi & come Promettitore di Carlo Archi-
duca per esortazione di buona volontà dare ogni Anno
alle predetti Suizzeri nella Città di Zurich il di di
Santa Croce di Maggio, & a ciascuno di predetti
Cantoni per bonanza decente Fiorini di Reno, & all'
Abate di San Gallo & al Paese di Appenzel conti Fiorini
ogni Anno per ciascuno sia tanto che il predetto
Carlo Arciduca entrerà nel possesso di suoi Stati Heredi-
tari.

Et volendo ancora noi Imperatore che Carlo pervenire
ad li suoi sufficienti anni confermi & ratifichi la pre-
dicata Unione con giuramento & C. Et in fede della
presente Apostolica del Sigillo di noi Imperatore & Carlo
Arciduca & Heredi, & Successori di ambo due, si ob-
bligano con la nostra Imperiali parole inviolabilmente
& C. firmare, & eseguire tutti gli Articoli della Lega
Hereditaria, & per habbiamo attaccati i nostri Sigilli
& giuriamo di osservare & C.

Data in Buda nell' Ungheria li 7. di Febbre 1517.
dell' Imperio nostro Anni 25. & di Ungheria Anni 21.

CXV.

ANNO
1517.

ANNO
1516.

CXV.

1517.
II. Mars.AUTEN-
CHES ET
FRANÇOIS.

Traité entre MAXIMILIEN I. Empereur & CHARLES, Roi d'Espagne, d'une part, & FRANÇOIS I. Roi de France d'autre part, par lequel ils promettent de se secourir, & d'arrêter conjointement contre le Turc. A Cambrai le II. Mars 1516. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 150.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, de Grenade, d'Aragon, de Navarre, des deux Siciles, de Jérusalem, de Valence, de Majorque, de Sardaigne, de Corlique, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Sirie, de Carotte, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, &c. de Guedre, Comte de Flandre, de Hanbourg, &c. de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, Landgrave d'Alsace, Prince de Saxe, Marquis de Burgoyne, &c. du Saint Empire, de Hollande, de Zeelande, de Foreste, de Kibourg, de Namur, &c. de Zuphris, Comte seigneur de Frise, des Marches d'Escluse, de Post-nam, de Salins, &c. de Malines: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme à la Convention naguère tenue en la Ville & Cité de Cambrai entre les Ambassadeurs, Procureurs, Commis, & Deputés de tres-hauts, tres-excellens & tres-puissans Princes, Maximilien, par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste, adre tres-cher Seigneur & grand-Pere, & François, par la même grace tres-Chretien Roi de France, premier de ce nom, adre tres-cher Frere & bon Pere, & les autres, pour traiter entre nous trois Princes desus nommez, de plus ferme, étroite, & fleur Amitié, Alliance, & Confédération, que n'avions eue auparavant; soudits Ambassadeurs, en vertu des Pouvoirs à eux donnez d'une part & d'autre, après plusieurs communications par eux sur ce tenues, aient le sixième jour de Mars dernier passé, entre autres choses, convenu, accordé, & conclu certaine nouvelle Alliance, Amitié, Ligue, & Confédération entre nous, en la forme & maniere contenue & déclarée aux Articles & Chapitres, dont la teneur s'ensuit.

AU nom & à l'honneur & loiauge de Dieu adre Createur, de la tres-glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste: A tous présents & à venir. Soit connue & manifestée, que comme dès le mois d'Annoil dernier passé, entre tres-hauts, tres-puissans, & tres-excellens Princes le Roi de France tres-Chretien François I. de ce nom, d'une part, & le Roi Catholique Charles, Roi des Espagnes, d'autre, ait été fait, conclu, & arrêté Traité de Paix, Amitié, Fraternité, Alliance & Confédération envers & contre tous; & depuis au mois de Decembre ensuivant, ait été particulièrement fait, conclu, & arrêté semblable Traité de Paix, Amitié, Fraternité, Alliance, & Confédération entre tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Maximilien, par la grace de Dieu Empereur toujours Auguste, d'une part; & ledit tres-Chretien Roi de France, d'autre, lesquels Traitez, d'Amitié, Fraternité, Alliance, & Confédération ont été depuis solennellement jurez & ratifiés par ledits trois Princes respectivement; néanmoins pour rendre encore ledites Amicitia, Conférations, & Alliances plus étroites, fermes, stables, & indissolubles, iceux trois Princes desirant de tout leur cœur demeurer vrais Freres, & paisibles amis durant le cours de leurs vies, pour le bien, repos, & soulagement de leurs Sujets, peuples, villes, & Paix universelle de toute la Chretieneté, aient envoyé en cette Ville & Cité de Cambrai, c'est à savoir, ledits Seigneurs Empereur, & Roi Catholique, de leur part Messire Guillaume de Crov Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, Secrétaire d'Etat, Grand & Premier Chambellan dudit Roi Catholique; Messire Jean le Sauvage, aussi Chevalier, Sieur d'Escambeck, Chancelier dudit Roi Catholique; Jacques Fillangier, Tresorier general des finances dudit Empereur, Secrétaire de Saint Esprit; & Maître Philippe Hanteton, premier Secrétaire & Auditeur d'icelui Roi Catholique, sans de ce Pouvoir & Faculté; & ledit Seigneur Roi tres-Chretien Messire Aras Gouffier, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel, Sieur de Boilly, Grand Maître de France, & Gouverneur du Dauphiné; Etienne de Ponceur, Evêque de Paris; Maître Jacques Olivier,

Président en la Cour de Parlement à Paris; & Maître l'hermond Robertet, Tresorier de France; aussi sans Pouvoir suffisant quant à ce, lesquels ont été baillez les uns aux autres, lesquels pour ce au nom d'eux ont fait & font ensemble nouvelle Capitulation, Ligue, Confédération, Alliance & Fraternité perpétuelle en la maniere qui s'ensuit, le tout sans rien innover, ou déroger sacramentellement audit Traité de Noion & de Bruxelles, iceux demeurant en leur force & vertu, en tous leurs Points & Articles.

Premièrement, a été traité, conclu, & accordé, que la (i) vde desdits trois Princes, qui par ledit Traité de Bruxelles avait été accordé être faite dedans le jour de la Chandeleur dernière passée, a été & est, pour autres bonnes, saines, & rationnables causes arrières entre ledits Princes, remise & prorogée pour tout le mois d'Avril prochainement venant, pour la faire à tel jour, lieu, & forme qu'il sera par ledits Princes conclu & avisé; que ledits trois Princes, pour mieux assurer, confirmer, & corroborer les Amicitia, & fraternités, Conférations, & Alliances naguère par eux entrez, & les rendre plus étroites, fermes, & stables, feront par ensemble nouvelle Alliance, Ligue, & Confédération, par laquelle ils se feront, desormais, & obligeront directement & de nouvel, d'être dorénavant bons, vrais, & loiaux Freres, Amis, Allies, & Confederés, Amis d'amis, & ennemis d'ennemis, pour la garde, tutelle, & défense de leurs États, Roiaumes, Paix, Terres, Seigneuries, & Sujets, tant de deçà que delà les Monts; s'entraideront, cheviront, & garderont chacun bien & loialement de tout leur pouvoir, la vie, l'honneur, & les États l'un de l'autre, sans fraude, dol, ou simulation quelconque, & ne favoriseront quelque personne que ce soit, l'un l'ennemi de l'autre, ni même ne donneront passage, aide, faveur, ou assistance, par leurs Villes, & Paix, soit de vivres, Artillerie, gens, argent, ou autres choses quelconques, à celui ou ceux qui par invasion pourroient ou voudroient porter assistance, dommage, ou grevence, à eux, leurs Roiaumes, Paix, Seigneuries, & Sujets, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit; ainsi feront tous aider, secourir, & assister l'un l'autre, de toute leur puissance, à ladite garde, tutelle, & défense de leursdits États, Roiaumes, Paix, Terres, & Seigneuries, qui se presentent bienement & possèdent, tiendront, & posséderont ci-après, tant deçà que delà ledits Monts, oeuvres & contre tous, qui offenseront & invader les vœudement, sans nul excepter, chacun de six cens Hommes, sans dépens de celui qui sera requis de donner secours à l'autre: & si aidieront l'un à l'autre de l'autre, sans dépens de celui qui les demandera, toutes & quantes fois que le cas y écherra, & que par celui d'eux qui sera invadé & endommagé, requis en sera, si bien que la satisfaction sera venue à la consolation; pourvu toutefois que ledits Princes ne fassent lors envahis en leurs propres États; Que ledits Princes ne pourrout dorénavant recevoir ou recevoir en leur procédant & sauvegarde, ni autrement soutenir, favoriser, ou assister les rebelles Sujets, basais, ou fugitifs, l'un de l'autre, de quelque État, autorité, dignité, qualité, ou condition qu'ils soient, de gens, d'argent, ou d'autre chose quelconque, directement ou indirectement; ainsi si accusés de leursdits Sujets s'élèveront ou envoieront contre eux, ou l'un d'eux, seront aussi tenus embrader, favoriser, & assister l'un l'autre, au recouvrement, punition, & correction d'iceux rebelles, & à leur réduction à vraie & due obéissance, de gens de Cheval & de pied, en tel nombre, sans dépens, & en la maniere que dessus, sans que ceux, qui déjà sont au service desdits Princes, y pourrout demeurer. Que pour résister aux Turcs, & autres ennemis de la Sainte Foi Catholique, redire & réduire à la Chretieneté plusieurs Roiaumes, Provinces, Paix, & Seigneuries, qu'ils en ont biez & illégitimes, ledits trois Princes desireront pour l'expédition contre ledits Turcs, chacun une bonne, grosse, & puissante Armée, équipée d'Artillerie, Navires de Guerre, & autres munitions nécessaires, tant par Mer que par Terre, & pour exécuter icelle expedition au roms, & ainsi qu'ils avisieront & concluront à leurdue vœue. Que dedans six mois prochains venans, se tiendra une journée devers ledit Roi tres-Chretien, & les Deputez du Roi Catholique, sur les différends qui pourrout être entre l'Empereur, & les Ven-

ANNO
1516.
1517.

(i) On ne dit pas en l'art. X. qu'il s'agit d'un Kerech, comme le veut le Franyois qu'il donne que la cause qu'on les avait eue le Duché d'Ulm.

ANNO

1516

1517.

mières, à laquelle j'ourne chacune des Parties enverra ses Deputés, pour remontreroi leur droit, & y voir ordonner & appointer, situts & en enlirant la six-million par eux tant andits Rois tres-Cherrien & Catolesie. Et ont ledits trois Princes talés & referelés à nôtre Saint-Pere le Pape, pour entrer en cette preffente Ligue, Alliance, & Confederation, comme Chef & Protecteur d'icelle. Toutes lesquelles choses ci-dessus contenues & écries, ainsi ratifics & accordés, ledits Seigneurs de Chiers, Chancelier, Tresorier, & Auditeurs, & ledits Seigneurs de Bold, Erques de Faut, President Olivier, & Tresorier de France deffus nommés, en vertu des Pouvoirs, & de noms & qualites que deffus, ont promis, & promettent faire ratifier, agréer, confirmer, & jurer par ledits Seigneurs Empereur, Rois tres-Cherrien & Catolesie, chacun en son regard, dedans le mois d'Avril prochain venant. En témoin de ce, ont les deffendus signés ces preffentes de leurs mains, & fait sceller de leurs Sceaux en ladite Ville & Cité de Cambray, l'ensemble jour de Mars l'an 1576. *Fait à signet, & au Chastel. J. de Cambray.*
J. WILHELMUS. HANNO. ARTHUS GOUFFIER, L'ÉVEQUE DE PARIS, J. OLIVIER. ROBERT.

ET il doit entre autres choses contester & declarer esdits Articles, que ledit Traité feroit sans aucun préjudice aux droits, franchises, libertés, & privilèges de nosdits Rois, confirmés, ratifiés, & approuvés, & que par la ratification, & confirmation desdits Rois de nous feroient dépêchés, & délivrés les Lettres Patentes à cet égard & pertinentes. Sur quoi fûstons, que nous considérant le grand & ineffable bien, utilité, & commodité qui par ledit Traité pour avvenir, tant nous, comme à toute la Charente, nous ledit Traité, & tout ce par nousdits Ambassadeurs, Procureurs, Commis & Deputés, a été fait, besoginé, accordé, & conclu en cette partie, pour agréables, Nous iceulx le Traité, & tout le contenu esdits Articles ledits inférer & transcrire, nous avons accepté, joict, loué, agréé, confirmé, ratifié, & approuvé, acceptons, prions, louons, agréons, confirmons, ratifions, & approuvons par ces présentes, promettant par iceilles en parole de Roi, sur notre foi & honneur, & pour autant que toucher nous soit, garder & observer, fournir, & accomplir invariablement tout le contenu au Traité desdites Lettres, & que par la venue, sans jamais faire ou dire, ni souffrir faire ou aller de nous en contrainte, en manière quelconque, faus que au lieu de nous trois Princes desdits nommes, mentionnés audit Traité, & laquelle noussoient autres occupations qui nous feroit survenirs, n'avons pu faire ni accomplir au terme par ce promis & limité par ledit Traité, est d'un commun accord de nous trois, continuée, & remisi à tel jour & lieu, que par lesdits Ambassadeurs, Procureurs, Commis, & Deputés, que Monsieur le Duc & grand Père & nous, conviendrons breviers ledit Seigneur Roi tres-Chretien, pour la ratification de ledit Traité feroit contenu, accordé, & conclu avec iceulx Roi tres-Chretien, ou ses Conseillers, tels qu'il lui plaira à cet deputer & ordonner; & ce sans préjudice dudit Traité d'Amitié, & serail demeurant au surplus en la force, vigueur, & vertu. En témoin de ce, nous avons signé, & fait signer de nous trois, iceilles fois & lieux dessus dits. Donné en nostre Ville de Lure, le 14. jour de Mai l'an de grace 1577, & de notre règne le second. Signé, CHARLES. Et sur lequel, par le Roi, VERDEUR. Et iceulx fois double requisi par un grand Secu de cire rouge.

CXVL

21. MAR. FRANCISCI I. Gallie Regis Literæ pro Ex-
cutione Concordatorum inter se & Papam
LEONEM X. de abrogatione Sanctionis Prag-
maticæ interum. Data 21. Martii 1517.
[Voyez-les ci-devant sous le 18. d'Avril
1516. pag. 127. sous le Titre XXXVIII.]

CXVII.

1. April. Ausrückung Georgs Bischoffs und des Capitels zu Speyer bei wider-Einführung der Plünderweiser fünfzehn tausend Gulden Adreisch; inwohobster Stadt Landau; Jhro Adreisch-Kaiserlichen Marschalck MAXIMILIANO drum ersten gegeben. Erben den 1. 1517. [LUNIG, TOM. IV. P. 1. 1.]

Deutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Con-
tin. I. Fortsetzung III. pag. 171.]

A. 1990

ANSO
2007

C'est-à-dire,

Quittance de GEORGE Evêque de Spire & de son CHAPITRE, portant qu'ils ont reçu de MAXIMILIEN I. Empereur des Romains la somme de quinze mille Florins du Rhyn, pour laquelle la Ville de Landau leur étoit engagée. Dated le 1. Avril 1617.

In der Gegend von Witten stand Bischoff zu Erpreß
 Pfalz-Weide den Rhein / und Herzog in
 Preußen / sind wie Dechant und Caplan des Röm-
 ischen Kaiser / beiderlei (sammeln) und widerstren-
 gen für das und alle unsere Nachkommen / ehe-
 weiser Kaiser / und thun heute allermächtigt mit
 diesen Briefen / Nachbarn der Allerschönheit /
 Erbschaften Hirt und Herr / Herr Maximilian
 / Kaiserlicher Kerkel / Hirt allerdingst
 Herr / der Staat Landam mit aller Herr Zuehrung
 Pfaffen / Reuten / Gessellen / Stabs-Stetten / Wä-
 ren / Zuehrigen / und aller andern Dienst / Herr
 und Pfaffen Gerichten / wie wir dass die un-
 gen Römischen Kerkel und Königen / auch Ihrer
 Kerkel / Majestät Pfanden / eine Gebote und her-
 bracht / wiederum mit unsern gueten Wissen
 und Willen um fünfzehntausend Gulden
 Rheinisch zu Seiner Keyserlichen Majestät
 und dem Heil. Reich geköft / welches Pfand-
 Schillinge wir dann zu gueten Können / un-
 sern Vermögen wohlbezahlet und aufgerichtet
 sind / auch alle die Pfand-Beiche / so wir über die
 Staat Landam und andere Pfand-Beiche sagete
 ingegeben / zu benanter Kerkel / Majestät Herten
 und Gewalt überliefert und hant gegeben / also daß
 die uns und unsern Kaiser / auch unsern Nach-
 kommen nicht mehr Nuz oder gut sein sollen: So
 sagen wir darauf für das und unsern Nachkommen /
 die benante Römischen Keyserlichen Majestät unsern
 allerdingstigen Herrn / für sich und alle Ihrer
 Majestät Nachkommen Römische Könige und Kerkel
 am Reich / daß vorbestimmten wohlbezahleten
 Pfand / Schillinge der Römischen tausend
 Gulden Rheinisch hienie ganz freye / qu-
 / ledig und loß / Wör sagen auch Zugewinnet /
 Rhine und ganze Gemeinde der Staat Landam /
 und alle ihre Inwohner und Burger sehr / ledig
 und loß / aller der Gerechtigkeit / so wir bisser zu
 ihnen gebracht / und noch haben möchten / Verzeihen
 uns auch für uns und unsere Nachkommen
 in Krafft diß Briefs / aller Inforderung
 und Gerechtigkeit / so wir der angezeigten
 Verpfändung halben an die vorbenante Stade
 Landam mit aller Zugehörung / wie vor be-
 stimmte gehabt haben / und bis auf diesen
 Tag gehabt haben möchten / in der allerbes-
 ten Forme / so das nach Vermöge aller Reden
 am allerträfflichsten beschien und besche-
 den mag / Weisen sie damit wieder an die
 Römische Keyserl. Majestät / unsern allerd-
 ingstigen Herren und das heilige Reich /
 in besser Forme / wie wir das thun können
 oder solten. Wir und unsere Nachkommen stillen
 und wollen auch angzeigter und erlister Verpfän-
 dung halben / und was deren anhangen möchte / auch
 aller anderer Aufgah / und sendlich daß / daß wir
 sprechen möchten / wie werden der vorangezeigten
 Römischen tausend Gulden Pfand Schillinge nicht
 wohl bezahlet oder bitten die nicht zu unser und un-
 serer Erbsen guten Nuzen empfangen und gewandt /
 kein weitere Auforderung mehr an die Römisch
 Keyserl. Majestät auch die Staat Landam und die Ihren

Kb

1999

ANNO
1517.

haben / sondern das dero glänzlich und gar himel
vergießen und begeden haben. Dann Uns und Un-
ser Nachkommen nicht darwider beschwerten noch
beheissen solle / weder freyheit noch Gnade von Un-
sern Heiligen Vätern den Päpsten / Königen / Kö-
nigen und Kaysern / auch allen andern Freyheiten /
damit Unser Erbsitz jetzt gezeuget / begnadet / oder
künstlich erworben / und das dem ja wider über-
kommen inlethen / dann wir Uns des alles mit samt
dem Rechten gemeiner Verzeihung widerprechende /
hienit in Krafft diß Briefs / adulich verzeihen und
begeden haben wollen / alle Gefährd und Arglist
hervon verweisen / und das zu einem offenen wahren
Wirkend / Uns und Unser Nachkommen aller ob-
gehehrten Dingen hienit verständig zu halten und
zu überlegen / so haben wir Bischoff Georg obge-
nennet Kaiser / Kaysers / Uns und Unsern Capitel
des vorgenannten Erbsitz / Unsern gemeinen
Capitel / Insiegel thun henden an diesen Verzei-
gung und Quittungs-Brief / der geben ist uf den ersten
Tage Aprilis. Anno Domini millesimo quin-
centesimo decimo septimo.

CXVIII.

25. Août. Erbverleihung und Vertrag zwischen denen Gra-
fen Philipp / Dierich / und Johann zu Hün-
zburg und Würzburg / durch Unterhandlung
derrer Grafen Thomas von Remsch / Philipp
zu Solms-Liebig / zu Königstein / und Wolff
von Schönburg zu erhaltend Consolidierung
all ihrer Grafschaften / Herrschaften / auch Nahrungen
und Stämmen ausserachtet zu Witten am Wit-
ten nach Bartholomaei 1517. Beneß der
Confirmation Ihre Königlich-Kaiserlichen
Mayestät MAXIMILIANI. Oben Aus-
gang den 12. Septembris. Wie auch Ihre
Kaiserlichen Mayestät MAXIMILIANI. Renou-
virent Erbverleihungs-Brief über ebenen-
te Erbverleihung in favorem derrer Grafen Philipp
Georg / Ludwig / Wolff und Heinrich zu Hün-
zburg ertheilet. Oben Speyer den 20. Julii
1570. [LUNIO, Teutsches Reichs-Archiv.
Part Spec Continuat. II. Abtheil. VI. Ab-
s. XXX. pag. 608.]

Cest-à-dire,

Union Héritaire, & Transaction entre PHIL-
LIPPE, DIERICH, & JEAN Comtes d'Y-
SEMBOURG. & BUDINGEN, faite par la
mediation des Comtes THOMAS DE RE-
MERSCH, PHILIPPE DE SOLMS, ER-
NEST DE KÖNIGSTEIN, & WOLF
DE SCHÖNBURG, pour la confirmation &
affermissement de toute la Famille, & de ses biens.
A Mayence le Mercredi après la St. Bartholomai.
1517. Avec la Confirmation de l'Empereur
MAXIMILIEN I. donnée à Augsbourg le 12.
Septembre 1518. Ex le Renouvellement &
Confirmation de la même Union, par l'Empereur
MAXIMILIEN II. aux instances de PHIL-
LIPPE, GEORGE, LOUIS, WOLF, &
HENRI Comtes d'Hünzburg. A Spire le 30.
Juillet, 1570.

Der Maximilian der Andere von Gottes
Gnaden / erwählter Römischer Kays / zu al-
len Zeiten Meiser des Reichs / in Germanien / zu
Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien und
Slavonien / König / Erz-Hertzog zu Oesterreich /
Hertzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu
Kärnten / zu Crain / zu Hohenburg / zu Herten-
berg / Ober- und Nieder Schloß / Fürst zu Schwa-

ben / Margrave des Heil. Röm. Reichs / zu Bur-
gund / zu Hohenburg / Ober- und Nieder-Lausitz / Er-
bischof zu Hildesheim / zu Hildesheim / zu Pader-
born / zu Kiewitz und zu Orlitz etc. Land-Graf im Elßß
Herr auf der Wildischen Waid / zu Portenau und
zu Suland etc.

Wennen öffentlich mit diesen Briefe und thun
kandt allermählich / daß Uns die Erben Unsere
und des Reichs liebe Getreuen / Philipp und Georg
von Hünzburg / Grafen zu Würzburg / für sich selbst /
und an statt ihrer Erben und Betreuer / Ludwig /
Wolff und Heinrich von Hünzburg / Grafen zu
Würzburg / unterthänig zu erkennen gegeben / was
massen ihre Voretern / weiland Kaiser Ludwig von
Hünzburg hinterlassig den Erben / neulich Phi-
lipp / Dierich und Johann / alle von Hünzburg /
Grafen zu Würzburg / Erben / zu Erhaltung und
Consolidierung aller ihr verlassenen Grafschaften und Herr-
schaften besten Nahrungen und Stämmen / ein Erb-
verleihung und Vertrag / wie er zwischen
ihnen selbst / und nach ihrem ständigen Abgang ihren
hinterlassenen Agnaten und Erben gehalten werden
sollt / rechtendlicher freundlicher Weiserlicher Weis
erhalten / ausgericht / beschlossen und verfertigt.

Welchen Vertrag dann So zu besto besser / Reif-
fer / ununtertrüfflichen Haltung und Verzeihung
vermacht durch weiland Kaiser Maximilian / Un-
sern geliebten Herrn und Voretern / Hochwür-
diger Geistlicher Erbschatz / in allen seinen Voretern /
Artikeln / gütlich bestätigt / ratificieren und
beschlusen lassen / und So aber solche igt gebiete
confirmierte und approbierte Erb-Verleihung und
Disposition / als ihrer Herrschaften höchster Klein-
keit / denken andern ihren krieglichen Umständen
und Instrumenten / in einem andern Gerichte / das
zu oder darin keiner eher dem andern kommen
kand / wohl verwahrt liegen geblibt / und dertus
einiger Verzeihung oder Verzeihung zum wenig-
sten nie verlesen / so free ihnen doch nicht verzei-
hendes So. Tadel im Monat Julio aus Obdächter
Verzeichniss derseib Erb-Vertrag durch eine un-
erschiedne gewaltthätige greiff Waff-Geßch oder
Graf / neben andern Briefen und Handlungen / an
Eigel und Schriften corrupter und schadhaft
werden / den So Uns also / wie er in demselben
Gerichte befunten / in originali schreift / so den Hertz
zu Witten hienach geschrieben stiet / und also lautet

Der Maximilian von Gottes Gnaden / Er-
wählter Römischer Kays / zu allen Zeiten
Meiser des Reichs / in Germanien / zu Hungarn /
Böhmen / Dalmatien / Croatien / König / Erz-
Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Bra-
bant / und Pfalz-Grave etc. Wennen öffentlich
mit diesem Briefe / und thun kandt allermählich /
als die Erben / Unsere und des Reichs liebe Getre-
uen / Philipp / Dierich und Johann von Hünzburg /
Grafen zu Würzburg / Erben / Uns durch ihre
Erbare Voretern anbringen und zu erkennen geben
lassen / wie wohl sie nach Abgang weiland Kaiser
Ludwig von Hünzburg Hertz Voretern / ein Erb-
verleihung und Vertrag / wie er zwischen
ihnen selbst / zwischen ihnen aussig nicht / ein
Zeugnis kundschafftiger oberricht / als und mit
einander gehalten / und nach Abgang der Jahr-Zahl
in solchen Verträgen verleiht / den selben freundlichen
Witten und einträchtiger Kränkung ihnen selbst /
auch ihrer Erbschaft und Unterthanen zu Ruh
und Wohlfahrt weiter Folg zu thun / wohl begierig
und geneigt gewesen.

So wehren sich doch des aus etlichen trefflichen
Ursachen verhalten / und daraus Entbrungen zu
thun bewegt werden / derschaffen etliche ihre angeho-
re und nicht gestifte Gerichte hienach gemeit / nach
der

ANNO
1517.

ANNO
1517.

mit gebührender Erhaltung und Handlung / mit
ihren guten Willen und Verträgen / eine gründliche
Theilung / Wirthschaft und Vertheilung ihrer
Väterlichen verlassenen Erbschaft und Erbschaft
haben / zwischen ihnen betragt / fargenommen und
gemacht / hin / nach Inhalt eines Betrage-Briefs /
darüber verfertigt / und ausgehen / den Wort zu
Worten also lautend :

Wir Thomas Graff zu Reims / Thum-Custor
des Seins zu Wang / Wir Philipp / Graff
zu Seins / Wir Eberhard / Graf zu Künigsheim
und Diep / Herr zu Ertzen / beide Herren zu Wüh-
zenberg / und wir Weiss von Eddenburg / Herr zu
Glauch und Wülzburg / bekennen und thun kund
in diesen offbaren Briefe gehu allermänniglich / als
die Wohlgebornen Philipp / Diether und Johann /
Söhne von Philipp / Grafen zu Würzburg / Un-
serer freundliche liebe Schwäger und Vettern / nach
etlichem Abgang verlassenen des Wohlgebornen Lu-
dwigs von Würzburg / Grafen zu Würzburg / Ihres
Vaters seliger / unter sich ein Brüderlich freund-
lich Requiem und Wesen gehalten / und verhalten
etliche Beträge auf ein Jahr-Zehle zu wehren auf-
gerichtet / welche Jahr-Zehle nunmehr verlauffen und
erschienen seind.

Haben Wir und freundlicher treuer Meinung
gewissen erbeuteten Söhne fargenommen / sie
wollen zu vermögen / daß sie in solchem untertheil-
ten gleichmäßigen Brüderlichen Willen und Wesen
nach länger bey einander bleiben / und Ihrer Erbschaft
und Hinterlassenen familielich sitzweisen we-
ren / aber selches hat sich aus etlichen Verhinderun-
gen und sonstigen nicht zugetragen oder scheiden mögen.

Darum Wir nach Ihrer lieben Willen und
Gefallen sie und Ihre Väterliche Erbschaft und
Erbschaft gegen und mit einander Gültlich ge-
wechselt / betragt / und gründlich betragen haben.
Und thun das mit aller Ihrer guten Wissen und
Willen / in und mit Tracht dieß Briefes / wie her-
nach volgt.

Anfänglich haben Wir mit Albrecht Schwaiger
und Dietrich / Graf Diethers gehandelt / und
denselben als einen getreuen Bruder und Züchter der
Erbschaft dazum vermocht / daß sie sich lieben und
fernen eigenen Willen seinen Brüdern der Erbschaft
und verlassenen Hinterlassenen dazum Ihrer aller
Nachkommen Stammen und Erkommen zu Ehren
Nutz und Wohlfahrt / sein beiden Brüdern er-
weiden / ihnen nachgelassen / und mit einem jäm-
lichen und weinigen / dann ihnen in Recht gebührt
hien / sein Abtritt und Abschied genommen hat / nach
Ihre und Inhalt sonderlicher Verschreibung darüber
aufgerichtet.

Und dieweil Graff Diether sich in dem der Erbschaft
zu gut also Brüderlich und treulich erzeigt:
So haben Wir Ihn weiter geben und vermocht /
daß er die Curation seines Bruders Graf Philip-
pen genommene / und sich der treuer Meinung auch
behalten hat / und ist darauf abgetret / daß Graff
Diether selbster seiner Curation auff Witt und Vogt
der beyder Brüder fürerlich bey der Obrigkeit
confirmirt und beständig soll werden / nach Item
und Ordnung der Richter.

Hiernach haben Wir mit Rath und Wissen Graff
Diethers / und Ihrer aller dreyer Nähe fargenom-
men / die unter ihnen Brüdern Graff Philipp
und Graf Johann gegen einander gleichmäßig
freundlich und Brüderlich zu betragen / und bey ihnen
allen den Theil und Bewilligung erlangt / darumb
dieselbe ihren Söhnen für sich / ihre Erben und
Nachkommen / gegen und mit einander ge-
wechselt und betragen / und thun in und mit Tracht
dieß Briefes / wie hermach folgt / Namlich und

zum Ersten / so soll Graff Diether mit den Nähen
ein gleichmäßig Theilung und Wirthschaft machen
und die ganz Erbschaft / in Auzt / Seins /
Ertzen / Würzburg und Jügend / aufschreiben / daß
das Graff Diethers in seinen Betrage wachst all
und solche Wirthschaft nach ihrer aller Betra-
ge / und nach Gleichheit der Erbschaft und
verlassenen Hinterlassenen / Brüderlich / treulich
und gleichmäßig legen und stellen / und so es be-
dürft / sollen sie selches beiden Söhnen /
Graf Philipp / und Graf Johann antragen / und
mit ihren Willen dieselbige Wirthschaft auf
Leb stellen / also daß beide unter sich leben sollen /
und ihr wöchentlich sein Lech unterhandelt wirtschaf-
ten sollen / und soll beyde das Seins / Ertzen
und Ertzen-Betrag Würtzen genien / und klei-
den / und vermaffen gleich gehalten / daß als viel
möglich / künstlich Jüngling Jahren allen vor-
kommen werde / befristeten soll Ertzen und Seins
zum Heim / in der drey Ertzen / Graf Philipp /
und Graf Johann genien sein / und die Theilung in
Gült / Renten und Rügen / sonst unter ihnen
gleich getheilt / doch ist auff dießmal fargut und
das nächst angesehen / daß beide Söhne / zu ver-
weihen unentzerrigen Kosten / in gemein An-
mann und gemeinen Keller im Auzt Heim haben
und halten sollen / also / daß der Auzmann sein
Auzt / und der Keller sein Keller / den beiden
Herren wegen zu gleichen Nutzen versehen / verwal-
ten und aufziehen / dergleichen Beden / Wild-
und Wald Jelder und andere gemeine Knecht /
und selbsten Herrn über ihr Auzt gelebt und versorgt
sein sollen / doch es unangesehen / daß vorgedachten
Kosten / der Brüdern einer / sein Theil für sich
sonderlich verwalten und versehen weit lassen / solle
ihnen hermach unternehmen sein / und darauf sie von
allen Theilen in ihren Gemeinlichkeiten desto frei-
licher bey einander sitzen und bleiben mögen / so soll
in Erst dreyer Monat nach folgender durch Graff
Diethers und die Nähe / an jeglichem Ort / da Ge-
meinschaft ist / ein beständiger Burg-Fried mit ei-
nem freundlichen / freundlichen Anwalt und Verschaf-
fung aufgerichtet werden / darnebst Jüngling / zu
weisen ihnen und den Ihren sich begien möchten
hingelegt / und sie in Brüderlichen guten Willen
beide freierlicher bey einander bleiben / auff Anwalt
und Hülffszeit vernehmen und abgetret werden
möge.

Fürter ist betragt und abgetret / daß Graf
Johann soll alle Lehen vom Reich / Fiesten und an-
dern Lehen-Herren / den sein und seiner Brüder we-
gen / empfangen und tragen / und sich Empfangen
vergleichen / so er vor Lehen zu verdienen erfordert
wird / soll auff Graff Philipp und Graf Johann
gleichen Kosten und Vergütung bescheiden / und so
Graf Johann mit Tode abgetret / soll alweg der
Theil von Würzburg / von sein und anderer seiner
Witt-Stamms und Erben wegen / die Lehen empfangen
und tragen / also / daß die Lehen allwegen gesandt
und untertheilt ihnen allen / und dem Stamms ge-
guth / durch einen Lehen-Indiger empfanglich betra-
men und verbracht werden / so solle Graff Diether
sein Lebenslang alle weltliche Lehen / so von der Erbschaft
richten / von sein und seiner Brüder
wegen lehen / und Pflicht den Mannen darüber
empfangen / wie bisher / nach Abgang Graf Ludwig
seiner Väter Seligen geschehen und gehalten wer-
den ist.

Und so Graff Diether mit Tode abgetret / so solle
alsdann der Theil von Würzburg die Lehen in abge-
welter Maß / von sein und anderer seiner Witt-
Erben wegen / sein Lebenslang auch lehen / und nach
beständigen Tode / soll der Theil im andern Stamm
nach beständiger Gehalt der Lehen lehen / und soll als

ANNO
1517.

ANNO
1517.

so für und für den einen Stamm ein Abschrift von Mann-Buch/ verglichen von den reuerthalen abgeit auff sein Geschehen mitgetheilt/ und nichts daran verhalten/ auch die Originalia in gemeiner Verwahrung gehalten werden/ und was Leben heimbstehen/ und der Grafschaft anfallen wider/ sollen zu jeder Zeit nach der Ordnung pargleich gehalten/ und jedem Stamm sein Erbtheil darnach gelassen werden/ Es soll auch dergestalt/ so zur jeder Zeit die Lehen lebhaft Macht haben/ den Mann zu verwalten/ Ihre Lehen im Witwens-Buch auf eine Leibs-Zucht zu verzeichnen/ doch allen Herren an ihrer Grafschaft und Eigenthum unabwischlich/ aber mit Erhaltung der geistlichen Lehen/ soll es gehalten werden/ wie hernach folgt:

Nämlich/ daß ein jeder Graff die Geistlichen Lehen vor sich verwalten soll/ die er in seiner jugendlichen Landschaft die pure patronatus zu verwalten hat/ was aber von Geistlichen Lehen im Erblich Stadt und Gerichte Wäldungen zu verwalten ist/ die sollen von den demnach Schöthern in Zeit ihres Lebens in ansehender Ordnung gehalten werden/ wie es seit ihres Vaters Graff Ludwig Seligen Tode hat mit gehalten werden ist.

Vergleichen sollen die Geistliche Lehen zum Hain und anderwärts/ da Es zu Lehen/ durch Graf Philippen/ und Graf Johannem/ und ihre Erben/ alternatis vicibus auch verwalten/ und also für und für ein Ertrag oder Wiedertracht/ bez ihnen allen und ihren Nachkommen/ gehalten werden/ Und dieweil mit Einverständnis und Erhaltung der Lehen/ das Aufnehmen und Verpflegen gemeines Stamms/ wie oben/ betrachtet/ so ist zu weiteren Aufsehaltung/ und Wahrung des Stamms/ Namens und Wessens der Grafschaft/ hierin bedächtig/ Nämlich und eigentlich hernach betragend/ beschloffen und abgetheilt/ ob Graf Philipps oder Graf Johann/ Jrzme oder Ihre Erben mit Tode abgehen/ und kein männlich geboren Leibs Erben/ sondern allein weibliche Töchter im Leben verfallen würden/ so sollen dieselbe Töchter an der verlassenen Landschaft und Grafschaft ihres Vaters kein Theil/ und Erbschaft/ oder Erbschaft haben/ so fern und als lang männlich Versehen des Stamms im Leben wären. Doch sollen den Töchtern/ so obgemelten Fall ereignet/ von ihres Vaters Eigenthum werden/ und folgen/ ihr geblühlich legitima, und ob Ihnen von der Landschaft etwas pro legitima zuertheilt/ das sollen die Manns-Erben des Stamms mit Zeit oder jährlicher Pension nach jährlicher Abrechnung abzugeben haben/ damit die Landschaft allwegen bez dem Stamme bleibe/ und in fremde Hände nicht erwachsen möge/ und soll in solcher Abrechnung kein Paus oder Oberricht/ sondern allein die jährliche Nutzung/ nach gemeinem Brauch/ und der Landes-Gewohnheit angeschlagen werden/ Und damit sollen sich dieselben Töchter befähigen und begnügen lassen/ und ihren gänzlichen und gütlichen Abschied von aller und jeder ihres Vaters seliger v-rückenen Grafschaft und Erb-Erben nehmen und haben/ Es sollen auch alle der Grafschaft Originalia und Haupt-Brieffe/ gen Wäldungen ins Gewölde gelegt/ und einem jeden zu seiner Nothdurft Copia davon mitgetheilt/ auch darneben verbleiben werden/ daß der Widder keiner oder den andern darüber kommen möge.

Und wo ihr einem noch kein weib/ etliche Originalia zu haben/ solle denselben mit Wissen der andern zugestehen/ doch daß es in benannter Zeit wiederum ins Gewölde geantwortet/ und darselbst behalten werde/

Es haben sich auch alle drei Gebrüder ehernant/ Graf Philipp/ Graf Dietrich/ und Graf Johann/ aus reuerter Wissen/ mit freiem eigenem Willen/

ihnen selbst/ ihren Erben und Grafschaft zu guth/ bewilliget und gegeben/ und thun das durch diesen Vertrag in Graff die Brieffe/ daß ihr keiner sein jugendliche Landschaft/ Pönung und Nend/ oder nurendlich verlassen/ und sonderlich Verwilligung und Zulaß der andern/ oder ihrer Erben/ nicht verpfänden/ verpfänden/ verkaufen oder verpfänden/ auch dieselbige sein Landschaft/ Testament-Donation- oder Schenk-Brieffe/ niemand rauben/ ingeben/ noch verpfänden solle/ in jurnacht von Weis/ sonder wo ihr einer oder ihre Erben aus ansehender Nothdurft etwas verpfänden/ verkaufen oder verpfänden möge/ der soll darselbst den andern seinen Willen oder ihren Erben ein Viertel Jahr zuvor wissenschaftlich und kundlich anzuzeigen/ und jenselbe Kauff oder Verpfändung denselben gestatten/ auf gütlich Erhaltung und Wahrung ihrer dervorsteht nicht Verwahrung/ Freunden und Nerven.

Also aber der ihm/ dem der Kauff oder Pfandenschaft angeboten/ solches nicht annehmen fane oder weit/ als dann solle der Verkauf oder Pfand der Macht haben/ einem Fremden kein gleiches/ oder der andern/ und nicht höher Stamms wile/ solches zu rauben/ inzugeben etc./ zu verkaufen/ doch nicht anders dann auf ein Wiederkauff/ und denselben Wiederkauff in all wege/ ihme/ seinen Erben/ und einem andern seines Stamms vorbehalten/ und ob einer so unartig und vergesslich sey/ und diesen gesagten Artikel freventlich oder mit Geschehen/ widerleben/ und überführen wüerte/ so solle denselbige Überführer zur jeder Zeit den andern seines Stamms mit solcher That ohne weitere Entschuldigung zu Peen verfallen sein/ mit so viel Geld oder Wert/ als des Kauff-Gelds gewert wäre/ und noch er sich verpfänden Peen auch wieder/ und nach der Überführung/ auf beschreiben/ in Monats-Zeit nicht ausrichten/ verhängen/ oder in igt geminder Zeit nach der Gesichts darmit zu gütlicher Entschuldigung der Freunde nicht kommen würde/ Es soll auch mag der betrogen und verlegt Tagel an Dringen/ da er mit dem Überführer in Gemeinlichkeit oder Theilung sitz/ an denselben Schiden/ Nerven und Nahrungen/ der obgemelten Peen selbst erheben/ und sich damit vergangen/ und soll damit wider gemein Recht/ Burg-Frieden/ Widerlicher Einigung oder Beschreibung mit geben haben/ dann die obgemelte Gebrüder in diesem Fall/ und zu welcherlei Verpfändung die Artikel/ der und aller anderer Weisheit/ Anzucht/ Defension und Freyheit/ für sich und ihre Erben/ wissenschaftlich sich begnügen und verpfänden haben/ sonder alle Geberde.

Weiter ist abgetheilt und betragend/ ob der obgemelten dreier Gebrüder einer/ und kein jugendliche Landschaft oder Erbtheil eines oder mehr mit Recht angesprochen wüerte/ soll er sein Willen oder ihre Erben zum Rechten verhängen/ und mit ihrem Rath und Wissen sich in Recht defendiren/ alsdann sollen auch die Gebrüder oder ihre Erben schuldig sein/ dem Beklagten in Rechte zu helfen/ Rath und Beistand zu thun/ den Krieg mit an sich zu nehmen/ und die Sache treulich zur Endt zu führen/ Wüerte aber dardurch solche Landschaft oder Erbtheil mit Recht abgetheilt/ so sollen die Gebrüder/ jämlich dem/ der es also rechtlich verloren hat/ nach Anzahl ihres Theils Dergleichen und Erhaltung thun/ doch solle Graf Dietrich mit solcher Erhaltung unbedinget/ und wider demnach in obgemelten Fall der Erhaltung seiner Gebrüder gewärtig sein/ und ob ihr kurz oder lang und diesem Vertrag einige Irrung/ Zweifel oder ungleicher Bestand einfiel/ oder daß sich der obgemelten Graf Philippen und Graf Johann Theilung/ auch der Burg-Frieden oder andern angestügten Artikel nicht einträglichlich be-

ANNO
1517.

ANNO
1517.

vergleichen möchten / wie oder welcher Gestalt das
beschehe ; so sollen und wollen die Betheiler obge-
nannt / oder ihrer Erben / soles an Uns Unterthä-
rigen / küniglich / oder den unsern Thail / bleiben /
Unsere Erhaltung / gütlicher Handlung und wei-
terer Entscheide darumb erwarten / ob aber Unser
eunt / oder Wie alle mit Tode abgingen : so sollen
alsdann die nagst verbliebne Freunde / an Unser
Eunt zur Unterthanen erwidelt sein / und durch
die Parteien beide oder ihre einen gebetten / und die
Parteien allzeit sich um ihre Frrung / so aus die-
sem Vertrag entspringen werden / für denselben güt-
licher Weg und Handlung weissen lassen.

Und hiemit und durch diesen Vertrag soll das
küniglich Geschicht / auch die Beträge / so zu-
schen den gemelten Geschlechtern / nach Adlichen Theil
Bantz Erbsen aussgerichtet / geübt / abgethan / auf-
gehoben und Cassellir sein / und sich kein Thail in
künftige Zeit darauf befeissen oder zu ziehen haben /
in keine Weise.

Es solle auch durch diesen Vertrag den Wodumb
und Wodumb-Verzeichnung Unser kaiserlichen
Schreyer und Schreyer Graf Philippen / und
Graf Johann Gernhart / nichts abgezogen / oder
abgeschreiben sein / auch sollen und wollen die drey
Geschlechter einer den andern und das seine treulich
schützen / schützen / und sich also Brüderlich und
treulich gegen einander maßen und erzeigen / dar-
durch ihre Handthaben in Fried und Ruhe regiren /
und sie selbst bei dem dem dinst das enthalten we-
den / und soll kein küniglich die Handthaben / so ihm
insonderheit oder Gemeinshaftlich zugehört werden /
bei ihren Rechten / Gerechtigkeiten und Herkommen /
gütlich bleiben lassen / sie darüber schreien und
handhaben / was auch Unsern kaiserlichen Schreyern
und Bettern / Graf Philippen und Graf Johann /
mit dem küniglich Gernhart zu Witten worden
ist / soll ihre küniglich küniglich Zugab davor be-
halten / und darauf stett / wie obbesagt / die Thailung
stetgenommen werden.

Und sollen die obenannten Unser Schreyer und
Bantz von Wittenburg / Geschlechter für sich / ihre Er-
ben und Nachkommen / oberhöchster Massen / also
endlich / freuntlich und in Gerechtigkeit und ver-
tragen sein und bleiben / auch aller Anwalt / so zu-
schen ihnen / oder kaiserlichen Dinsten / sich aus die-
ser Sachen begeben hätten / darmit zu Grunde be-
geben / abgesetzt / und die Dinsten dinsten keine for-
derlichen Ungnab oder Argz geredigt sein / alle
Gerichte und Regierist küniglich geschick-
ten.

Deß in Künd haben Wir vier / als Handthä-
dinger / Unser kaiserliche sein eigener Insigne an die-
ser Beträge drey gleich lautend thun drucken / und
Wir Philipps / Dietrich und Johann / Geschlechter
von Wittenburg / Grafen zu Wittenburg / bekennen / daß
Wir diese obgemelte Aufzeichnung und Vertrag mit
Unser aller und Unser jedes besonderer guter Wissen
und Willen / auch gutem Bedacht / zeitlichen ge-
habten Rath / und rechter Wissen / wie obant / ab-
gerichtet / beschieden und aufgesetzt ist / den Wir auch
kündlich und freuntlich / und davor Wir Diet-
rich / an Statt Unserer Bruders / Graf Philippen /
als sein gesetzter Curator / also handtlich ange-
nommen / und nehmen den gütwillig an / in und
mit Tracht dieß Brief / geben und versprechen der
Unsern Erben / Glauben und Treuen / für Uns /
Unser Erben und Nachkommen / daß Wir solchen
Vertrag in allem seinem Inhalt / Clausula und
Wäunungen treulich / stet und sist halten / und voll-
ziehen / darvor wir nimmermehr thun oder handeln
sollen noch wollen / durch Uns selbst / oder jemand
von unsern wegen / in oder außersolb Nichts / in
keinerlei keine Weise / dinst Wir für Uns / Unser

Erben und Nachkommen Uns freuntlich bezeugen ANNO
und begeben haben / 1517.

Und thun das durch diesen Brief / aller und je-
licher Freiheit / Rechte / Ansehn / Wehelfs / und
Einrede / die Uns küniglich oder Unser jeder insom-
berheit gegen diesen Vertrag zustehen können / nicht
mit die in küniglich oder küniglich Rechten
verfassen sein / oder bey der Obrigkeit aus eigen-
Wehelfs gehen / oder verfallen werden werden / al-
so daß Wir / nach Unserer Erben küniglich und aller
andere Auszüge / so viel zur Widersprechung dieß
Vertrags dienlich / oder dinsten mag / dinsten kein ab-
solutio oder restitution hierüber nimmermehr er-
langen / oder erlangen annehmen / noch Uns dinsten
brauchen / stewarten / oder mit dinsten Wehelfs
darauf stewarten oder befeissen sollen / mit Wehen /
Wehen / oder in andrer Schult / küniglich noch öf-
entlich / wie das immer erfinden werden nicht / in
kein Weise / und daß zur wehener Verfassung und
steter Haltung / hohen Wir Dietrich / als Curator
Unser Bruders / Graf Philippen / für sein Leben /
Ihre Erben und Uns selbst / und Wir Johann / für
Uns auch für Unser aller Erben und Nachkommen /
Unser jeder den andern diesen Vertrag mit hand-
haben Treuen gelebt / und küniglich zur G. T. L.
und seinen küniglich geschworen / und Uns auf die-
se anthane Pflicht weiter betraglich.

Daß allwegen der Actus Unser Stempel / der
zur K. gerung seines Thail küniglich / solle diesen Ver-
trag dem andern registrierten Herrn auch geben und
schweren / unbedenklich zu halten / und zu seiner
Er- / Inhaltung zugehört werden / er hat dann
solche Gelüb und Verpflichtung seiner gehalten / und
die uns seinen freuntlichen Wehelfs betraglich /
und bedinst / alle Gebote und Argz küniglich
gütlich ausgehoben.

Deß in Künd haben Wir jeder diesen Vertrag
mit seiner eignen Hand unterzeichnet / und dinsten
sein eigen angeborene Insigne freuntlich dinsten thun
bedinst / der geben ist in der Stadt Wittenburg / am
Wittenburg nach Sankt Bartholomaeus / Tag / als
man zählt nach Christi Unserer G. T. L. M. Ge-
burt / tausend / hundert und sechzigsten Jahr.

Philipps von Wittenburg / Graf zu Witten-
burg / mpr.

Dietrich von Wittenburg / Graf zu Witten-
burg / mpr.

Johann von Wittenburg / Graf zu Witten-
burg / mpr.

Und darauff demselbigem antworten und bitten las-
sen / daß Wir solchen obenbesagten Vertrags-Brief /
in allen seinen Artikeln / Inbaltungen / Wäun-
gen und Begreifungen / als küniglich Käufte / zur
confirmiren / und zur bedinsten gütlich ge-
ben / daß haben Wir angesehen / sich ihrer küniglich
küniglich Will / und darumb mit wohlbedachten
Wuth / gutem Rath und rechter Wissen / den ob-
gemelten Vertrags-Brief / in allen und jeden seinen
Artikeln / Inbaltungen / Wäunungen und Begreif-
ungen / als erwidert küniglich Käufte / gütlich
confirmirt und bedinst / confirmiren und bedin-
ten den auch den küniglich Käufte / küniglich
Bestimmtheit und rechter Wissen / in Tracht dieß
Briefs / maßen / nehmen und wollen / daß die in
allen seinen Artikeln / Inbaltungen / Wäunungen
und Begreifungen tröstlich und küniglich sein / auch
die gebachte Gründe / Ihre Erben und Nachkom-
men / dinsten dem küniglich vor der küniglich / nicht
soll gerührt / sondern ohne küniglich Vertrag
und Widersprechen / dinsten geben und gelassen /
K k 3 und

ANNO
1517.

sen und Georgen / Erbherren / auch ihrer Dotten /
Lutwig / Wolff und Henrich von Pfennburg / Gra-
fen zu Württemberg / Kärnten / Jülicher / und
Bergischen / Erben und An- Erben / Geistlichen
und Weltlichen / wie und an welchem Ende die in
ihrer Beschaffenheit / Herrschaften / Schloß / Steden
/ Wärdern / Dörfern / Fischen / Gebirgen /
oder sonst gesessen / wie die genaue findet / niemand
ausgenommen / ersichtlich und deutlich mit diesem
Brief / und wöllen / daß so egermeite Graffen zu
Württemberg / Gebirgen und Bitter / an ebegegriffen
zwischen ihnen aufgerichteten Verträgen und Erb-
Einigung / und dieser Unser darüber gegebenen Köp-
flichen Confirmation nicht hindern noch irren /
sondern sie deren gerühlich gebrauchen / gnaussin
auch glückh daher klaren lassen / insonderheit auch
sie selbst solchen Vertrag in allen seinen Punkten /
Articlen / Mainungen und Inhalten / unter
einander stracks nachkommen und geschehen / dar-
über nichts thun / handeln oder streichen / noch des
jemand andern zu thun gestatten / in kein weis / als
lieb einem jeden sey / die Straß in obangeregten
Hofen lieben Herrn und An-Andern inlerierten
Brief gezeigt / zu vermeiden / die ein jeder / so oft
er freuentlich hietweicher stude / Und bald in Unser
und des Reichs Cammer / und des andern halben
Thail egermeite Wäpfen und Georgen / auch
ihren Dotten Vertragen / Wolff und Henrichen /
allen von Pfennburg / Graffen zu Württemberg / un-
abhängig zu bezeugen / versetzen sein solle / mit Wo-
rden dieß Brief bezeugt mit Unsern Köpflichen
abgangenden Insegl / der erten ist in Unser und
des Heiligen Reichs Stadt Speyer / den zwanzig-
sten Tag des Monats Juli / nach Christi Unser
lieben J C M D R und Heilandes Geburt / sunst-
hundert und im lebzigsten / Unser Reichs
des Römischen im Achten / des Hungarischen im
Siebenten / und des Böheimischen in zten und
zwanzigsten Jahre.

MAXIMILIAN.

Daniel Archiep. Mogunt. V.
Joh. Bap. Weber.

(L. S.)

*Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majes-
tatis proprium.*

A. Erstenberger.

CXIX.

8. Octob. *Liqua entre FRANÇOIS I. Roi de France & les
VENITIENS, en confirmation du Traité de
Biele & pour régler ce que chacun d'eux fournir
pour la défense de ce qu'il possède en Italie, du
23. Mars 1511. Faite le 8. Octobre 1517.*
[FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag.
154.]

FRANCOIS
VENETIENS.

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, Me-
diolanus Dux, & Genus Dominus, suaveris pes-
santes Literas vultis ac inspectis eorum facinus,
quod nos pro corroboracione ac maiori firmitate & de-
claracione Tractatum jam prius factorum, conclu-
sorum, & iurorum inter quondam bone Memorie
Ludovicum Regem Christianissimum defunctum, So-
cerum nostrum ex tua; & iactum Venetiarum Do-
minum ex alia; tractatumque & concisimus cum pre-
fato Domino Tractatum, cujus tenor sequitur, & est
talis.

CHRISTI nomine invocato, Amen. Novem
universi & singuli, quod Anno Salutis 1517. die
8. mensis Octobris ad laudem & gloriam Omnipoten-

tis Dei Salvatoris nostri, crastionem atque ampli-
dum Christiane Religiois, honorem & commodum
Sanctum Serenissimum & Christianissimum Principis Domini
Francisci, huius nominis primi, Dei gratia Francorum
Regis, Ducis Mediolani, & Genus Domini, & In-
clitissimi Venetiarum Domini, conventum & con-
suetum fuit inter prefatum Christianissimum Franciscum
Regem, Mediolani Ducem, & Genus Dominum, suo
& Successorum suorum nomine usque in infinitum,
parte ex una; & Magistrum & Christianissimum Domi-
num Leonardum Badianum, Doctorem & Equitem,
Syndicum, & Procuratorem specialem Illustrissimi Do-
mini Leonardi Lauredani, Ducis, reque Excellentissi-
mi Domini Venetiarum, parte ex altera; quod quom-
vis Facies, & Liga siles inha, conclusa & signata
Biele die 23. Martii, Anno 1512. inter bone memo-
rie quondam Serenissimum Ludovicum Regem Chri-
tianissimum, ex una; & Procuratorem, necnon Syndi-
cum Illustrissimi Domini Leonardi Lauredani, & In-
clitissimi Venetiarum Domini, ex altera; & postmo-
dum per dictum Ducem Venetiarum, die 11. Aprilis,
Indictione primi Anni millesimi quingentesimi decimi
terti Venetis ratificata & approbata, & deinde per
eundem Ducem, post decretum dicti quondam bone
memorie Ludovici Christianissimi Regis, iterum ap-
probata per Literas diei 26. Martii Anni 1515. more
Romano computando, necnon pariter confirmata per
jam dictum Serenissimum & Potentissimum Principem
& Dominum, Franciscum primum huius nominis,
Regem Christianissimum, per suas Patentes Literas
diei vicinti-septimi mensis Junii 1515. Summo ro-
men Pontifici Leone X. & bonis Ecclesie quoad of-
fensam reservatis, ut suis Literis eadem die & Anno
per Robertum Secretarium receptis in prefatis Magis-
trici Domini Marceli Dandati consilio, sit firma & va-
lida, & nulli inquit indigne valetate. Tamen ad
evidentiam omnium notitiam, & ut omnes intelli-
gant prefatos Serenissimum & Christianissimum Regem,
& Illustrissimum Ducem, & Dominum Venetiarum,
utrimque vinculo conjunctos esse, satorque peper-
no & indissolubili nodo optime societate Federis
vinctos, voluerunt prefatum ipsam Ligam, sicut pre-
fector, initum & confirmatum, reformare & renovare
per presentem Tractatum, siquidem eam cum omnibus
Facis, Conditionibus, & Articulis prefati Tractatu
non repugnaretur, reformant, renovant, voluntque &
intendunt eam remanere debere in suo robore & vigo-
re, Summo tamen Pontifici Leone X. & bonis Ec-
clesie quoad offensam, ut supra, exceptis.

Verum, cum in prefato Fodere & Alliantia sit
Capitulum dicens, quod circa defensionem com-
munium Sinarum in Italia statui debet & concludi cum
Depositis aut Depositariis & Christianissimis Majestates,
uni cum Depositis aut Depositariis ab Illustrissimo Do-
minio Venetiarum, per illum modum & formam, quas
ambas Partibus videbitur conveniens, procedendo
semper in omnibus sincerè & bonè fide, pro ut bonos
& veros Amicos decet, conveniens & necessarium vi-
sum & ambabus Partibus assensum, per presentem
Tractatum dare modum & formam prefato Capitulo.
Ideoque prefatus Invidiosissimus & Christianissimus Rex
Franciscus promittit & se obligat, habere & tenere in
Italia continuè tam Pacis tempore, quam Belli, ad
conservandum, tutum, & defensionem communium
Sinarum in Italia Lancas ostingens aut Gallie, &
& forè ererit quod aliqui Principes, Potentates,
Domini, Communitates, seu quivis alius, quocun-
que nomine susceperit, etiam si suprema dignitate
fulgeret, bellum intrent, vel inferret, & assidue
invaderent, vel invaderet Statum, Terras, vel Domi-
nia Illustrissimi Domini Venetiarum in Italia, se obli-
gat & pollicetur, & obligatum esse vult, & im-
pedit dare in auxilium & subsidium prefato Illustrissimo Do-
minio predictas Lancas ostingens, & etiam Pedites
sue milia, & usum bandam Artillerie sufficientem &
honnam: & hac omnia & singula sumptibus & expen-
sis suis, videlicet ipsius Regis Christianissimi, usque ad
Bellum solvam; Illustrissimos autem Principes, &
Excellentissimum Venetiarum Dominum promittit &
se obligat habere & continet tenere ad conservandum, tu-
telam, & defensionem communium Sinarum, tam
tempore Pacis, quam Belli, in Italia, ostingens Lan-
ceas more Italiae.

Item, si occurreret, quod aliqui Principes, Potentates,
Domini, Communitates, seu quivis alius
quocunque nomine susceperit, etiam si suprema Di-
gnitate fulgeret, inferret vel inferret Bellum, & assidue
invaderet vel invaderet Statum, Terras, vel Do-
Do-

ANNO
1517.

ANNO
1517.

Domini praelati Regis Christianissimi in Italia, pollicentur & se obligant, & officium esse vult, & intendit dare in auxilium & subsidium praeiuncti Christianissimo Regi penditis Lanceis obtingentibus, & Equites levis armaturae quingentos, & Pedes bonos, & in facto belli expertes, sex milia; item unam bandam Artilleriae succulentam & idoneam; & haec omnia sumptibus & expensis videlicet ipsius Illustrissimi Domini usque ad bellum sustinet; & hoc promiserunt & promissum praeiunctis ambe Partes servare & adimplere, eveniente casu, boni & sincera fide, & sine aliqua exceptione, prout veris amicos, bonos, & excellentissimos decet.

Item, promiserunt ambe Partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personaliter, & praefatus Magificus Censor nomine praedictorum Illustrissimi Ducis, & illustrissimi Domini Venerabilium, & virtute Mandati inferiori inferri, bene, legaliter & integrè custodiri facere & observare omnia & singula in praesenti Testamento contenta, & perseverare supra Sancta Dei Evangelia, videlicet Christianissimus Rex pro se, & iam dictus Censor in animam praelati Illustrissimi Ducis, & illustrissimi Domini Venerabilium, custodire, & observare, & scilicet adimplere iam dictum Testamentum.

In quorum Testimonium, nos Franciscus Rex Christianissimus, has praesentes manus nostras signatis Sigillo nostro munire fecimus, & nos Joannes Haduanus, Syndicus & Procurator praedictus, signo nostro mandati subfigurarimus, & Sigillo nostro munivimus, Anno & die, quibus super.

CXX.

16. O^o. *Reverendissimi Regis Poloniae SIGISMUNDI erga dom. Status Regni BOHEMIAE, fideles Status Baronum, & Status Militarium, quibus tanquam suscepti ab eisdem Statibus Tutor & Protector Regis Bohemiae minoris LUDOVICI promittit, ipse, & Regni Bohemiae Terras in suis Privilegiis & Juribus fideles conservare. Datum in Arce Brazlaw Anno 1517. Feria sexta die Sancti Galli.* [BALBINI Mucellin. Hist. Regni Bohemiae Decid. I. Lib. VIII. Epistol. Part. I. Epist. LXXIX. pag. 107. LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abtzt. I. von Böhmen, pag. 99. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs Sigismundus Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Russiae, Prussiae, &c. Dominus & Haeres. Recognoscimus & notum facimus tenore praesentium universis. Quia cum duo Status Baronum & Militarium Regni Bohemiae sponte & libera eorum voluntate sine praedicti Iustitiae & libertatum suarum. Nos in Tutorum & Protectorem illius Regni nosse cum Sereñissimo & Excellentissimo Principe, & Domino Domino Maximiliano divina favente Clementia, Romanorum Imperatore semper Augusto, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, &c. Rege, Archiduce Austriae, Duce Burgundiae, Babariae, & Comitae Palatino, Fratre & Consanguineo nostro charissimo usque ad legitimis Annos Sereñissimi Principis & Domini, Ludovici, Hungariae & Bohemiae, &c. Regis & Marchionis Moraviae, Nepotis nostri charissimi, per suos insignes Oratores suscepimus ac lege, ut ipsos Regni Bohemiae Terras, ac Domitia ad id pertinentia: in eorum Privilegiis, Juribus, Ordinationibus, Institutionibus, & Inadhibitibus Confuetudinibus ac etiam fide sua Religione prout in Literis à patris Romano-rum Imperatoribus & Regibus, ac etiam à Sereñissima Bohemiae Regibus de super concessis; similiter à bonae memoriae, Sereñissimo Vladislao Hungariae & Bohemiae Rege, Germano nostro charissimo, confirmatis & novis Literis per Nos etiam Regni Bohemiae regibus, & in tabulam, seu Regestrum Regis inscriptis, patet, & continetur, conservare dignemur, ita in Rex Bohemiae illorum Domines facere tenent. Nos considerantes eorundem Status Regni Bohemiae singularem fidem, bonam animam & confidentiam erga nos, & eorum honestam positionem promissum ipsi suo fide & Dignitate nostra Regia, & tenore praesentium promittimus & pollicemur. Quod nos cum praefato Sereñissimo Fratre nostro Romanorum Imperatore,

quandoquidem ab ipsis Statibus simili modo suscepti est, nos tanquam Tutor & Protector Status supra nominatos Regni Bohemiae, ac Terras & Domitia ad id pertinentes & pertinentia in praedictis eorum Privilegiis, Juribus, Ordinationibus, Institutionibus, & antiquis eorum bonis & Inadhibitibus Confuetudinibus, & etiam in fide seu Religione, & ad quae praedicti Status in Regno Bohemiae Jura habent, gratulor permittere & inviolabiliter observare, & in eo ipsos manutenere, & si qui essent, qui in contrarium eos vel Regnum Bohemiae aggravare attemptarent, contra eos ipsos rachimur & protegemus, ita ut teneatur facere Rex Bohemiae, sine dolo & fraude. Haec Testimonio Literarum quibus Sigillum nostrum est appositum. Datum in Arce nostra Brazlaw, feria sexta die Sancti Galli Anno Domini millesimo, quingentesimo, decimo septimo, Regni nostri Anno undecimo.

CXXI.

- LEONIS Papa X. *Litterae, de Facultate FRANCISCO Regi Francie concessa primum interveniente Gradatibus debitum nominando, equis ac Censurata adversus omnes impugnatores protegendis. Roma XVII. Kalendas Julii 1518.* [Voyage la ci-devant sous le 18. d'Avril 1516. pag. 439. col. 1.]

CXXII.

- Confirmatione Thro Röm. Kayserl. Mayestät MAXIMILIANI I. über die Anno 1517. den 16. Augusti, zwischen denen Grafen zu Pfenzburg und Budingen aufgerichteter Erb-Einigung. Geht zu Ausgang den 11. Septembris 1518.

C'est-à-dire,

- Confirmatione de l'Empereur MAXIMILIEN I. sur l'Union héréditaire faite en 1517. le 16. d'Avril entre les Comtes d'YSENBOURG & BUDINGEN. Donnée à Augsborg le 11. Septembre 1518. [Voyez la ci-devant sous le 16. d'Avril 1517. pag. 258.]

CXXIII.

- Vertrag durch MAXIMILIAN den I. Römischen Kaiser/ zwischen Augustin Abben zu Weissenburg in Elßass/ und den Doms herrenmeister und Rathes alda/ von wegen einiger von dem Abbe an den Kach zu prazendiren habenden Recht und Gerechtigkeiten/ geschloffen; wodurch ebenmelter Kach den sothaneu Aetzerungen glanglichen bestetret worden. Gedruckt zu Augspurg auf dem Reichs-Tag den 2. Octobris 1518. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Festsetzung III. Abtheilung III. Abtzt. XXI. pag. 306.]

C'est-à-dire,

- Accord fait & passé par l'autorité de l'Empereur MAXIMILIEN I. entre ROGER Abbé de Weissenburg, & le Magistrat de la même Ville, touchant certains Droits & Jurisdictions que l'Abbé y prétendait, lesquels demeureroient entièrement éteints & abolis. A Augsborg en Diète generale le 2. Octobre 1518.

- MAXIMILIAN den EDLICHEN Gnaden Erwehlt. Römischer Kayser/ 11. Bestehen sie Nos und Unsere Nachkommen am Reich/ öffentlich mit diesem Beifß/ und thum kund allerdinglich: Nachdem Nos als erwähltem Römischen Kayser zusehet und gebühret/ Nos und des Heiligen

ANNO
1517.

ANNO
1518.

gen Reichs Anstetten und Getreuen / und sonderlich die / so sich allzeit gegen Uns und dem Heiligen Reich in gehorsamer Demuthbarkeit für andern rechtlich handeln und erzeigen / vor Schaden und Nachtheil zu vertheidigen / und wann sich um eine gute Zeit der / zwischen dem Erheblichen Kaiser und des Reichs Fürsten / Bischöfen / Äbten / und den Erbsamen Kurfürsten haben Anhängen seinen Convent des Stiffts zu Weissenburg im Elßas an einem / und Unsern des Reichs lieben Getreuen Burgermeister / Rath und Gemeind der Stadt daselbst zu Weissenburg andern theils / den wegen etlicher Artikel hernach benant / Irrung / Eßeln und Zwietracht gehalten / verhalten und beide theil zu officirenden und Unser gnädige Hülff unentgeltlich ansuchen und thun lassen / daß wir demnach angesehen und betrachtet haben / gebachtes Abtes und seines Convents zu Weissenburg / desgleichen Burgermeister / Rath und Gemeind der Stadt daselbst demüthige Bitt / und die getreue willige Dienste / so sie Uns und dem Heiligen Reich bisher williglich gethan haben / und künftige wohl thun sollen und mögen / und zu Verhöhung Unserer / Vaterwills / Ansehens / Kosten und Schanden / so ihnen weiter daraus erwachsen möchte / und zu Aufrechterhaltung und Erhaltung eines rechtlichen guten Regiments und Vorgesitz / bewilltes Stifft und Stadt Weissenburg / u. beide angegriffte Parteien für Uns erfordert / und erlischen gebachten Kaiser und des Reichs Fürsten und sein Convent in seinen Versicherungen verkehrt / und als sie Uns fürbracht und anzeigt / daß ihr Stifft Recht und Gerechtigkeiten habe / wozu Burgermeister und Rath zu Weissenburg ihren Rath befragen wollten / so haben sie einen Abt dazuvorberhandt haben zu seon. Desgleichen die gemelten von Weissenburg einen Abt und Stifft Huldigung gethan. Ferner sollen sie und ihr Verfahren von Trauerpersonen / die vor ihren Vätern mit Tod abgegangen seon in gemelter Stadt und des Reichs Stadt Weissenburg / und in der Mündt schicklich / Hauptrecht / desgleichen den Haupt Zins / und wo der nicht entrichtet werden sint / Vornrecht gehabt haben. Item so sollen auch dormalt einen Abt und Convent zu Weissenburg von den Weisen / so in der Mündt gelegen sint / ein Zehent / nemlich von einer Morgen Weisen ein Saumagen oder vier Pfennig daselbst bezahlt werden seon. Item mehr sollen diesen Abt und Convent zu Weissenburg Ehren / Maass / Gewicht in der Stadt Weissenburg aufzusetzen geult / Item die Ferkel und Einigung von den Gemeinen Wälden allra eingezogen haben / Dazzu sollen ihnen auch halbes theil des Schatzgels / so von dem Fürstlich in der Lauden gefallen ist / gefolge / und den Bannereien / nemlich acht Tag vor Pfingsten / und acht Tag darnach / mit der grossen Raß ausgeschendet / und der Stadt Weissenburg davon zehn Hengst bezahlt haben / mit mehreren Articulen begreiften / in welchen ihnen dithers zum theil von benannten Burgermeister und Rath der Stadt Weissenburg Eingriff und Irrung bescholten werr. Daraus haben wir benannte von Weissenburg nach vernommen und befinden / daß dieselben Abt und Convent / und ihr Stifft solcher angegriffen Punkten / zum theil nicht in gebrauch / und die gemelten von Weissenburg ihnen auch alle nicht geschuldig gewesen seon / und sit demnach also nach ihrer beider gegenseitigen Verträge / Abt und Gemeind / und allem ihrem Vordringen mit ihrem Verwissen und guten Willen / besser ob und nach geschicktem Artikel mit einander gütlichen vertragen und vereinigt / und zwischen ihnen diesen nachfolgenden Vertrag und Entscheid gemacht / aufgesetzt und beschließen / den sie auch zu bederseit

freiwilligen angenommen und zu halten und zu verzeihen / las sich und ihre Nachkommen nachgeliebt und versprochen haben / den wir auch in allen seinen Punkten und Articulen / als Abtlicher Kaiser ihr beider rechter Herr demüthigen / confirmieren und beschließen / jezo als dann / und dann als jezo / wissenlich in Kasse dieses Briefs.

Erlischen sollen die benannten den Weissenburg künftige gegenwärtigen noch zukünftigen Abt in Ersetzung ihres Rathes zu erfordern noch Huldigung zu thun / desgleichen Hauptrecht von Frauen / so vor ihren Vätern obgenannter maassen absterben / dazzu auch den Hauptzins und Weizenrechte / noch den Lebenden von einem Morgen Weisen / als den Saumagen oder die vier Pfennig daselbst zu geben und zu bezahlen / nicht schuldig / sondern hiermit gänzlich befreit seon. Und damit angegriffen Vertrag in allen seinen Punkten und Articulen dem gemeinen Mann beste daß in Wälden und Gerechtigkeiten bleiben und gehalten werden / so ordnen und setzen Wir / daß künftighen in Ewigkeit solcher Unser Vertrag alle Jahr zu der Zeit / so Burgermeister und Rath ihrem Vornrecht nach / wie andere Kurfürsten und des Reichs Städte schreiben / von Articuln zu Articuln verlesen / und in den gemelten Ort angesetzt gelesen werden solle. Desgleichen so soll ein neuer Abt erwählt wird / soll er sich gegen Burgermeister / Rath und Gemeind / und hinwider die Stadt gegen genannten Abt und seinen / anverwandt verzeichnen / angegriffen Vertrag zu halten / den gehorsamlich nach zu kommen und zu geben / Doch sonst Uns und dem Heiligen Reich und mündiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeiten unberühren. Und sollen hiermit alle und jede Streitigkeiten / Vertrag / Eßel / und Verschlingung / die wider diesen Kaiser Vertrag und Entscheid in einem oder mehr Articulen und Punkten werten / oder künftighen seon werden / aufgehoben / tot und absterben / und keine Partei sich berücken / diesem Vertrag zuwider / gebrauchen noch beschließen. Was aber beide Parteien ander Recht / Ferkel / Vertrag / Oberkeit / Herrlichkeit und andere / die sie in Übung und Gebrauch und diesen Vertrag nicht widerwärtig seon / haben / die sollen in ihrem Wesen beständig seon und bleiben. Desgleichen solle mit diesen Kaiser Kaiserlichen Vertrag / aller Unwill / Irrung und Eßeln / so sich auf heutigen Tag zwischen ihnen gehalten haben / auch alle Ansprach und Forderung / so ein Theil zu dem andern gehabt / und zu haben vermerket hat / es seon und aufgehoben / aufgehoben / cassirt / tot und absterben / und kein Theil dem andern / weder inner noch aussershalb Reichens darumb nichts schuldig seon / sondern diesen obgenannten Vertrag in allen seinen Punkten und Articulen gehorsamlich leben / nachkommen / und hiernieder nicht thun / noch die jemand von ihnen wegen zu thun gehalten / in keine Weis / als lieb einem jeden Theil sei Kaiser und des Reichs schwere Ungeand und Erstatt / und das zu rine Ween / nemlich zehn tausend Gulden Rheinsisch zu vermerken / die ein jeder Theil / so diesem Vertrag in einem oder mehr Articulen zuwider handelt / oder nicht Vollziehung thut / Uns halb in Kaiser und des Reichs Cammer / und den andern halben Theil dem gehorsamen künftigen Theil mündlich zu bezahlen verfallen seon soll.

Dies zu wahren Verstand haben Wir dieser Vertrag freien gleichlautend gemacht / und jedem Theil ein unter Unsern Kaiserlichen aufhängenden Insigne verfertigt / übergeben lassen.

So betranken Wir vorgemelter Richter / Abt und Convent / und Wir Burgermeister / Rath und Gemeind / sie Uns und alle Kaiser / Nachkommen

ANNO
1518.

ANNO 1518. min an dem Stiff und Stadt zu Weissenburg am Rhein / das der Kleruchentheil / Christenliche Fürst und Herr / Herr Maximilian, Erwählter Römischer Kaiser etc. Unser Allergnädigster Herr / durch obbeschiedenen Vertrag mit Unser aller guten Willen und Wissen aufgericht und beschlossen / den Wir auch also angenommen / zu halten und zu vollziehen / für Uns und Unser Nachkommen / Hr. Kayser Maximilian an Erbschaft zugesagt / gelobet und versprochen haben / darwider nicht zu thun / noch zu handeln / bey Verletzung der obangeregten Pfen und Bes. Hat des zu Wittenburg Wir obgenannter Künig / Abt Unser und Unser Convents und Stiffes zu Weissenburg / Had Wir Bürgermeister und Rath von Unser und Conventer Stadt wegen / derselben Stadt Insigel an diesen Brief und Vertrag auch gegeben. Verschrieben und gehandelt auf Unseren Konventlichen Reichstag zu Augspurg / und andern Tag des Monats Octobris, nach Christi Geburt Tausend hundert und im achtzigsten Unser Ründe des Römischen un den verfürstet / und des Hungarischen im neun und zwanzigsten.

CXXIV.

2. Octob. *Traité d'une (1) Ligue contre le TURC, entre FRANÇOIS I. Roi de France, & HENRI VIII. Roi d'Angleterre, par l'entremise du Pape LEON X. le 2. Octobre 1518. ratifié & approuvé par l'Empereur CHARLES V. qui y entra en vertu d'une clause insérée audit Traité. A Saraghe, le 14. Janvier 1519.* [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 169. d'où Pons a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans RYMER, *Fœdera, Commentarii*, &c. Tom. XIII. pag. 644. & dans le LVIII. Vol. des MSS. de la Biblioth. Royale de Berlin, pag. 143. où elle n'est pas si complete.]

CHARLES, Del graili Rex Castella, Aragonum, Legionis, utriusque Sicilia, Jerusalem, Navarre, Grana, &c. Doctet Reges & Principes, quorum cor in manu Dei consistit, ut de universis Regibus, Principibus, & Populis eorum cum summa dispositione commissis, taliter protegiendum, & rationem suscipiendam, ut sub facili Regimine prosperè gubernentur, & in illius pacifico ac tranquillo soloio conserventur. Id autem magis ad Catholicos Reges & Principes pertinet, quorum studia & consus in Orthodoxæ fidei exaltationem, divini nominis gloriam, ac universæ Republicæ Christianæ amplitudinem, semper debent esse disposita, ut in his continentia fidei, probata sinceritas, ac singularis devotio affectus observantique, & reverentia erga Deum optimam maximum, ejusque in Terris Vicarium, clarissimè dignoscantur. Cum itaque S. D. N. Leo Papa X. nunquam ipsius Omnipotentis Dei vices gerens in Terris, more boni Pastoris, ad conservandum grecum fidem commissum, ne impus ille ripas Turcorum immensissimam Christiani nominis Hostis, contrariè quærens quem detestatur, possit quovis modo Christianam ipsam grecam impetere, ac occupare: dudum per sum Legatum de Latere ad universos Christianos Reges & Principes delatus curaverit hinc amplexu dispoicere, ut depositis inter eos armis, subactis inaniatibus, sedulitate & pacis universis etiam Christianorum discordiis & controversiis, commensibus Annis, omnes Christianorum vires contra ipsam publicum Christianam Religionem Hostem dirigi possent. Corpus S. D. N. humanitas ac perspicacibus periculis fluctuantes jam pridem, pro ipsa universali Christianorum Pace, Fœdas inire, cum eodem S. D. N. Sacratissimoque Romanorum Imperatore paterno nostro Avo coelestissimo, Serenissimisque & Potentissimis Francorum & Angliæ Regibus, &c. ad emque effectum per ipsos Fœdere incedo Mandatum dederamus amplissimè

ANNO 1518. mum Elemis Episcopo, & Oratori nostro in Angliam committimus, ut cum prædictis cæterisque Christianis Regibus & Principibus, eorumque Oratoribus ad id potestatem habentibus, hujusmodi universaliis Pacts amplexu nomine Fœdus percrearet. Verùm, dum Mandatum istudum sic expeditum transmissum foret per biduum antequam illud Mandatum ipsum applicent, inter Oratores, Committarios, ac Deputatos, eorumdem Serenissimorum Franciæ, & Angliæ Regum, Fœdas hujusmodi percussum fuerat. In quo ipse S. D. N. Leo Papa decimus, Casares Magellas, & nos, cum eisdem Francorum, & Angliæ Regibus, nunquam principaliter contrahentes, & Confederati inclui solimus, ea tamen lege adjecta, ut infra quatuor menses, post notificationem ipsius Tractatus nobis factam, immensè sequeutes, teneremus per Literas nostras Ratificationes, & Confirmationes, ac per Oratores, vel Oratores sufficientem ad hoc auctoritatem habentes, nos ad observandum dicti Tractatus, juramento corporali super hoc prestando obligare & stringere, ac requirere & rogare dictos Angliæ, & Francorum Reges, ac eorum utrumque, quatenus pro principaliter contrahente recipiant & acceptentur, quædamque beneficio dicti Tractatus, ac in conclusione quædam Fœdas Mandatum nostrum assensu. Alioquin autem elapso termino pro competitendo daturum, non satius pro principaliter contrahente habeamus, prout latius in Articulis hujusmodi Tractatus & Fœdas, sub die secunda Octobris, Anni Domini 1518. conclusis & tractibus legitur contineri, quorum tenor sequitur, & est talis.

UNIVERSALIS & singularis, ad quorum nomines presentes Literæ pervenerunt, nos Thomas Dux Nostr. Magnus Thebursiensis, & Marscallus Angliæ, Thomas, Episcopus Dunelmensis. Caeteros privati Magni Potentissimi & Invenissimii Principis Domini nostri Henrici, Dei grati Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Henrici, Ducis Angliæ, Comes Wigorn. Dominus de Herbert, & de Gower, Camerarius dicti Domini nostri Regis; Nicolaus, Episcopus Elien. Oratores, Committarii, Procuratores, & Ambassadors dicti Potentissimi Regis Domini nostri ad idem scripta sufficienter deputati, & legitime constituti, Saluam. Cum nihil magis Christianos Principes deceret, quam fidem Christi, à quo omnis potestas datus est, & per quem Reges regnant, propagare & dilatare, ac Christiani nominis Hostes obique terrarum compescere, retinere, interficere, proferre, & longè à Regnum suorum limitibus prodigare, & exterminare; ac immensissimam Turcorum Tyrannum jam pridem immensum, tam Publicum quam Equitum copis, & immensa multitudine nationum omni generis indructus, bellum ingens in Saldaniam intulere, siue eo devicto, & nullius ejus ac intersectionem casus, victor evaserit, & ad angustiam Imperia ad unum reducere. Ne igitur prædicta Catholica fidei inimicus, ac Vindex unitus & iustus, in Christianorum fines irruat, viresque suam letale eromat, ac omnes Cordis fides ad Christianum socum defendam convertat, Potentissimis, Serenissimis, & Invenissimis Angliæ, & Francorum Regibus, &c. dictis nobis Turcorum Tyranni consensu ostente, Christianæ Republicæ amplitudinem, necnon Pacts universaliis propagationem intimo cordis assensu cupientes, ad huc licet etiam suadente & hortante S. D. N. Leone Papa decimo, commodissimè & maxime necessarium visum est, cum non facile tante Turcorum Potestate nisi Principes, quantavimus magnos & opulentos, possit resistere; cunctis postpositis limitatibus, Legem Fœdusque defensivum Statutum, Regnum, & Dominiorum suorum, inter S. D. N., Imperatorem, Angliæ, Francorum, & Hispaniarum Reges, principaliter contrahentes, iniri, componi, & concludi, ex quo universali Pax tamopere desiderata, & necessaria scilicet auspicio non modo indebiler sequatur, verum etiam ceteri Principes ad dictum Fœdus amplectendum alterius faciliusque altentum, dictique communis Hostis, & crudellissima bellis injuria, unitis viribus, commodius & propulsa, & repellere poterunt.

Nos igitur præfati Illustrissimi & Potentissimi Principes, Consiliarii, Oratores, Committarii, Procuratores, & Ambassadors, sufficienter auctoritate firma Pace, Amicitia, & vera Concordia, inter eundem Potentissimum & Serenissimum Regem nostrum, & Christianissimum Principem Francicum, Francorum Regem, ejusdem Domini nostri Regis Coadjutorum & Fratrem carissimum eorumdemque Subdi-

(1) Cette Ligue n'est autre chose, à en dire de la Gaze, qui s'éleva en suite contre tout les Princes Chrétiens.

ANNO
1518.ANNO
1518.

ens, Alligatos, & Consecratos, cum Egregiis & Magnificis Viris, Guillelmo Gouffier, Domino de Boniveto, Milite Ordinis, necnon Cambellano ordinario Christianissimi Francorum Regis, ac Admiralo Francie, Stephano de Pouchet, Episcopo Parisiensi; Francisco de Rupecardi, Milite, Domino de Campdenario, Senecale Tholose, & Gubernatore Rupelle, Cambellano ejusdem Christianissimi Regis, & Nicolao de Neufville, etiam Milite, Domino de Villerey, Audientiarum Francie, & Secretario financiarum predicti Christianissimi Regis; Oratores, Procuratores, & Ambassadors ejusdem, ad infra scripta sufficienter & legitime deputatis & autoribus, ad honorem & laudem Dei Omnipotentis, gloriosissimæque Virginis Mariæ, totiusque Christianitatis, & Christianæ Religionis exaltationem & incrementum, eorumque concordiam, & conclusionem, atque autoritate Communionem nostrorum per seipsum convenimus, concordamus, & conclusionem articulatam, prout sequitur.

Incipimus, conventum, concordatum, & conclusum esse, quod inter predictum S. D. N. Leonem Papam X., Cesarum Majestatem, & Illustrissimos ac Potentissimos Angliæ, Francorum, & Hispaniarum Reges, principales contrahentes, & Consecratos, eorumque Heredes & Successores, Vassallos, Incolas & Habitatores, ac Subditos quoscunque, presentes & futuros, tam Ecclesiasticos, quam Seculares, eorumque dignitates, statum, gradum, seu conditionem exaltatis, seu quacunque dignitate, statu, seu gradu præfatis, eorumque Regna, Patrias, Terras, & Domina, Civitates, Castra, Territoria, Villas, Oppida, & Loca quocunque modo per eorumdem aliquem habita, tenita, possedita, & occupata, sit bona, sincera, vera, integra, perfecta, fidelis & firma Amicitia, Unio, Ligam, Intelligentia, Consecratio, & Pax, per Terram, Mare, & Aquas dulces, Portus Maris, & oblique locorum, futuris temporibus perpetuo duratura.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod pro salute, conservatione, & defensione Personarum, Dignitatis, & Autoritatis S. D. N. Leonis Papæ X. & Sacrosanctæ Sedis Apostolicæ, Dignitatum Personarum, & Statuum predictorum Consecratorum omnium & singulorum, & eorum quilibet, eorumque Heredum aut Successorum, Regnorum, Patriarum, Terrarum, & Dominiorum, Civitatum, Castrorum, Villarum, Territoriorum, contra invasores, Perturbatores, & Hostiles Aggressores quoscunque, predicti Consecratos omnes, & singuli eorum, perpetuis futuris temporibus erunt amici amicum, & auxilium inimici, invicem Alligati & Consecrati, sine aliqua exceptione aut contradictione; ita quod, si postea aliquis præfatorum Consecratorum, aut in hoc Fœdere comprehensorum, seu alius quocunque, per se, vel per Locumtenentem, Capitaneum generalem, seu alium quocunque, potens, validus, & magno exercitu, vel alio quavis modo, directis vel indirectis, Regna, Patrias, Terras, Domina, Castra, Civitates, Oppida, Territoria, seu alia Loca quocunque, per dictorum Consecratorum aliquem imperpetuum habita, tenita, possedita, aut occupata, hostiliter invaserit, vel perturbaverit, aut invadi se perturbari procuraverit, five cuiquam Consecratorum violentiam, seu damnum grave vel intolerabile inferre, facere, vel irrogare attentaverit; tunc, & in eo casu Principi invasi cupiens habere suppetias dictorum Consecratorum pro sua defensione, ut prædictur, tenebitur admonere & requirere omnes & singulos Consecratos, per suas Litteras Patentes, manu sua subscriptas, & suo Sigillo sigillatas, super hujusmodi invasione. Qui super hoc certiores effecti, & ut præmittitur, admoniti & requisiti, tenebuntur unanimiter & unico consensu, una cum ipso requirente, Regem, Principem, aut alium quocunque, five de dictorum Consecratorum numero fuerit, five non, se invadentem, aut hujusmodi invasionem fieri, ut prædictur, procurantem, & eorum utramque invasionem aut per occasionem facientem, si qui tales fuerint, per Oratores, Litteras, five Nuncios suos monere & requirere, monitioneque & requirentem quilibet, ut ab hujusmodi hostili invasione & Guerra, five procuracione ejusdem, totaliter desistat, vel desistat, & ab eadem ac ab eadem cesset, seu cesset realiter & cum effectu, & pro dictis sit amicus, & damna ejusdem subsecutus, eorumque rependa emendum & satisfactionem, significaverit eidem, five eidem, quod viget & virtute illius Fœderis, five Lige defensionis, teneatur ipsi Consecratos omnes & singuli sui invicem assis-

tere, suppetias dare, & se mutuo defendere. Quod si illicet & absque monitione recusaverit, vel recusaverint, dissimulavit, aut distulerit, tunc omnes & singuli Consecratos ipsa monitione ex tunc proxima sequentem, se Hostes & inimicos Regis, Principis, Potentissimis, five Communis se invadentis, sui invasionem hujusmodi fieri procurantis, & eorumdem utramque invasionem aut procuracionem hujusmodi facientis, publicè & expresse declarabunt & manifestabunt; ac sic declarabit & manifestabit eorum quilibet; ac intra duos menses ac tunc proxime & immediatè sequentes ad summum, absque omni dolo, fraude, malo ingenio, aut alio quavis quavis colore, five excusatione quacunque, Regna, Patrias, Terras, & Domina Regis, Principis aut alterius quocunque, sicut præfatur, invadentis, vel invasionem procurantis, & eorum utramque, five de dictorum Consecratorum numero fuerit, five non, ab ea parte qua sub propinquior effectu, vel qui id commodius fieri posse visum fuerit, unanimiter uniusque consensu ingredientur, & hostiliter invadent, ac sic ingredientur, & hostiliter invadent eorum quilibet, suis propriis sumptibus & expensis, præfatis Sanctissimis Patris, per Capitaneum suum generalem, five Deputatum legitimum; præfati vero Principes per se, vel per Locumtenentes suos, realiter & cum effectu, cum tanto & tam valido Exercitu tam Equitum, quam Pedum, equis, bombardis, & instrumentis bellicis, aliisque rebus quibuscunque ad tantæ Belli molem necessariis & requisitis, ac sufficienter instructis, quælis ad prosequendum communes Hostes, & eorum multam concedendam & comprimendam sufficere poterit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod si Rex, Princeps, seu quivis alius aliquis Principem, seu Consecratum, ut præfatur, invadent, vel invadi procurant, five de dictorum Consecratorum numero fuerit, five non, habet, tenet & possidet Terras, Domina, Loca maritima, Portus, aut Littora, Mari Gallico, Hispanico, Britanico, aut Germanico adjacentia five contigua, tunc & in eo casu Potentissimi & Illustrissimi Angliæ, Francorum, & Aragonum Reges, non solum per Terram, modo & forma superscripta, Guerram faciant, verum etiam per Mare Bellum gerent, & quilibet eorum geret & faciet, cum tali & tanta Navium Classe, Milibus, five Homibus armatis, Bombardis, five Instrumentis bellicis, Telis, Victualibus, & aliis quibuscunque ad bellum Navale gerendum necessariis & requisitis sufficienter instructis, quælis ad prosequendum communes Hostes, & eorum multam concedendam & comprimendam sufficienter poterit. Quam Classem infra mensem, postquam dictum Bellum Hosti communi, sicut præfatur, iudici & inferri coeperit, ad Mare realiter & cum effectu propriis suis expensis mittent, aut mitti curabunt & facient, atque mitti se mitti curabit & faciet eorum quilibet; qui quidem Navis, omnes & singuli ad Mare communis Hostis, Regis, Patrias, Terras, & Domina proxime adjacentibus navigabunt, ac ibidem contingit remanebunt, hoc & illic navigando, communi Hostem, ejus Regem, Patrias, Terras, Domina, & Subditos ipsius, quantum poterint, molestando, sese ac ceteros Amicos & Consecratos, eorumque Regna, Patrias, Terras & Domina defendendo, ac quovis & quando opus fuerit, simul se conjungunt, ut unitis viribus communi Hosti resistere, atque eundem infestare ac debellare possint. Sed si casu alieni Regum prædictorum Navis aut Exercitus maritimus, sicut præmittitur, ad Mare delatum, vel delatus, revocare se minere sine maximo eorumdem expresse consensu & voluntate. Sed si casu aliquo contingat, numerum Navium, aut Gentis Armorum, Hostium invasione, aut Maris tempestate capi, naufragari, aut alio quavis modo diminui, quod Deus avertat, tenebitur ille, ejus Clasis, sicut præfatur, casu capitur, five diminuitur, illam infra mensem de novo reficere, reparare, & reficere, resistere & cum effectu, five omni dolo, fraude, dissimulatione, aut alia excusatione quacunque.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædictis Articulis invasionem non excusandam ad Subditos aliquos Consecratorum prædictorum, invasionem vel rebellionem in Dominum & Superiorem suum molientes, aut quoquo modo facientes, nulli diti Subditi per aliquem Consecratorem prædictorum, vel inferius comprehensorum, ad hoc instigant, provocant, inducant, persuadant, vel in hoc adjuvant, aut favorabiles fuerint; quo casu Consecratos prædicti, & eorum singuli, tam contra invadentem, quam con-

ANNO
1518.

tra infangentem, & provocantem, aduocentem, aduocantem, aut favoritum, suspectum dabat, & ut praestaret, invadent.

Item, conventum & concordatum est, quod si aliqui dictorum Confederatorum communem Hollem, sicut praestaret, per se, Capitaneum suum generalem, seu Locumtenentem, invadere volenti neccellarium foret per Regna, Patrias, Dominia, Civitates, Castra, Territoria, Villas, five Oppida, Portus Maris, aut Aquas dulces, aliquos Confederatorum praedictorum, vel inferius comprehensorum, ite, equitare, navigare, & exercitum ducere, Confederatus ille ad hoc requisitus non solum liberum transitum, acceffum, & receptum per hujusmodi Loca atque frange, dolo, impedimento seu resistenti concedat, verum etiam eidem se transire & exercitum ducere, ut dictum est, volenti, Carros, Equos, Placitra, Naves, Vehicula, & omnem genus Viaticula, & alia quaecumque tanto Exercitui neccellaria, dabit & subministrabit, aut cum effectu dari & resister subministrari faciet, sumptibus tamen & expensis transiensium, five transitum requiritis. Proviso semper, quod dictus Princeps, aut quis Capitaneus generalis, seu Locumtenens, sicut praedictum, Exercitum ducens, nihil hostilitatis agat, faciat, aut attemptet, vel agat, fieri aut attemptari procurabit, vel permittat, in Principio, transitum, aut praestaret, concedentis, ejusve Subditorem damnum, aut grave praedictum.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod nullus praedictorum Confederatorum, vel in hoc Tractatu comprehensorum, durante Pace & Amicitia praedicta, permittat Subditos suos servire in Bello aliqui dictorum Confederatorum contra alterum, nec Milites externos quoscumque, five Pedites, five Equites non sibi Subditos, per se, vel per alium, superdubit, vel evadere, aut evadere faciat, seu eorum opera, etiam sibi gratis oblata, utere contra aliquem praedictorum Confederatorum, seu inferius comprehensorum, five contra eorum Subditos, Regna, Patrias, & Dominia, aut in eorum damnum live prejudicium; & si quis eorum fecerit, aut quovis modo in contrarium sententiarum, per transgressore hujus Amicitiae, & Pacis universalis violatore, peritus habebatur, ratio manente inter ceteros praesentis Tractatus contra.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod nullus praedictorum Confederatorum principaliter contrahentium, vel in hoc Liga comprehensorum, aliquem Vasallum aut Subditum alterius, cujuscumque status, gradus, dignitatis, aut conditionis existeret, in protectionem, tuitionem, five defensionem quovis modo suscipiet aut acceptabit, vel ab alio quocumque suscipiet, aut acceptat consentiet, aut procurabit, in consilio & non consentiente Domino, cujus est Vasallus aut Subditus, nec alius tali, vel aliquibus talibus consilium, auxilium, assilientiam, vel favorem, daret, vel indicere, dabit, vel praestabit, datur aut praestaret, vel procurabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod nullus Principum praedictorum quicumque agat, faciat, tractabit, vel attemptabit, aut ab aliis agat, fieri, tractari, vel attemptari faciat, permittat, aut consentiet quocumque in loco, five in Terra, five in Mari, Portibus Maris, vel Aquas dulces, occasione quacumque, nullumque praestabit auxilium, consilium, favorem, vel assilientiam, quod per alium, vel alios quoscumque, aliquid fiat, agatur, vel attemptetur, directè vel indirectè, tacite vel occultè, in injuriam, prejudicium, aut damnum aliquos eorumdem, ejusve Heredum aut Successorum, Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiorum, Castellorum, Villarum, Territoriorum, Civitatum, aut Oppidorum, sicut praemittitur, per eorum aliquem habitorem, tenentem, occupatorem, vel possessorum; sed quibuscumque, sicut praemittitur, contra eorum aliquem aliquid molientibus, agnatis, tractantibus, vel attemptantibus, dicti Confederati, & eorum quilibet, expresse & cum effectu contradicent, renitent, obstitit, & impedimentum realiter & quantum poterit praestabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod, dictis Amicitia durantes, nullus dictorum Confederatorum, aut aliorum quocumque in hoc Tractatu comprehensorum, quovis modo in Regna sua, aut aliquid locorum, favoritabit, intendent, receptabit, aut retineat, nec à Subditis suis eorum aliquem acceptari, favoritari, intendent, aut retineri permittat aliquos Rebelle, five Prodiores, & crimine tantè Majestatis suspectos, & transfugas et Subditos ali-

cios dictorum Confederatorum, five comprehensorum, nec hujusmodi Rebelle, five Prodiores, Rebelle five Prodiores, qui in aliquem locum obedientie dictorum Confederatorum, five comprehensorum, seu aliquos eorumdem, declinaverint, five declinaverint, quovis modo dabit consilium, favorem, subsidium, aut assilientiam, sed cum eos infra viginti dies, postquam per Lucas aliquos eorumdem, ejus Rebelle aut Rebelle, Subditos aut Subditi, extiterit five extiterint, quibus Literis Certificatis super hoc omnino scribitur, aliquis eorum requisitus fuerit, eum, vel eos, Literarum hujusmodi requisitionis laetati, aut alii ad hoc in hujusmodi Literis nominato five depurato, traderet, retineat, & deliberabit, tradere, retinere, & deliberari faciet.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod in praesenti Tractatu Pacis & Amicitiae comprehendentur Amici, Alligati & Confederati omnium Partium subsequefter nominati, videlicet pro parte Regis Anglie, Rex Dacie, Reges & Regna Ungariae, Portogalliae, Illustrissimi Domini Margueriti Imperatoris Filii, Archiducis Austriae, Ferdinandi, Hispaniarum Regis Frater; Dux & Dominus Venetorum, Dux Urbis, Civitatis & Juliacensis Ducis; Magnifica Domus de Medici, & Dominium Florentinorum Dux Ferrariae; Communis & Societas Hanse Teutonice; Domini Helvetii five Suetenses; & pro parte Regis Francie, Rex Scocie, Rex Portogalliae, Rex Ungariae, Rex Navarre, Dux & Dominium Venetorum, Dominium Florentinorum, & Egeria Domus de Medici, Dux Sabaudie, Dux Lotharingie, Dux Geldriae, Dux Ferrariae, Dux Urbis, Marchio Mantuae, Marchio Montiferrati, Marchio Salutarum, Domini Helvetii.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod S. D. N. intra quatuor menses, post notificationem hujusmodi Tractatus sui factum, se velit per principalem contrahente haberi, tenebatur per Bullas suas confirmatorias & ratificationes praesentis Federis declarare, se velle acceptare praesentem Tractatum, & se ad omnia & singula in hoc Federe contenta, quantum Sanctitatem suam excoeruerit, obligare, & tunc Confederatos suos nominare possit & valeat. Et si quis alius pro principaliter contrahente in praesenti Tractatu nominatus Mandatos sufficientes ad principalem contrahendum in conclusione praesentis Tractatus in Regno Anglie non habuerit, tunc infra quatuor menses, post notificationem hujusmodi Tractatus sui factum, proximè & immediate sequentes, teneatur per Literas suas Patentes, Magni fidei Sigillo sigillari, & manu sua subscriptas, praesentis Tractatus ad omnium & singulorum Articulorum in eodem contentorum, quantum ipsam concernent, ratificationes & confirmatorias, ac per Oratores vel Oratores, sufficientem ad hoc auctoritatem habentem vel habentes, tradere & libertatis, quibus se ad observandum dicti Tractatus etiam juramento coopevit super hoc praestando se obligabit & assilient, requiret & rogare dictos Anglie & Francorum Reges, & eorum utrumque principalem contrahentes, quod pro principaliter contrahente recipiant & acceptent, gaudentes in tam amplis modo & fieri beneficio praesentis Tractatus, ac si in conclusione dicti Federis Mandatum eis prae se addidit; alioquin, si intra dictos quatuor menses id, ut praemittitur, non fecerit, tamen modo pro comprehensio, & non principaliter contrahente, per ceteros omnes Confederatos principaliter contrahentes, ratio manente inter eodem praesentis Tractatus Contractu, habebit & reputetur, non obstante quod pro principaliter contrahente sepius fuerit nominatus.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod à quibuscumque Tractantibus inter aliquos Confederatos, vel comprehensores praedictorum, ante eam praesentem, in eis aut conclusis, aut ab aliquibus Articulis eorumdem, nullo pacto sit aut videatur pro praesentem Tractatum rescissum, aut eidem aliquo modo derogatum; sed quod praedicti Tractatus omnes & singuli, ac omnia eorumdem in eisdem, ac singuli Articuli eorum inter Partes, inter quas conclusi fuerint, quantum hujus Tractatus, aut alius Articuli eorumdem, non sunt contrarii, in suo pleno permanent robore & effectu.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod omnibus & singulis aliis Principibus, ac Regibus, & Dominis datur & conceditur locus congruus & contentens intrandi praesentem Ligam & Confederationem, dammodo intra octo menses fide ingredi, dictam Ligam, acceptare & intrare velle per Literas suas Patentes magni fidei Sigillo sigillatas, & manibus suis subscriptas, declarare.

ANNO
1518.

ANNO
1518.

declaraverint, necnon per eandem ad observandam dictam Ligam & Fœderis, ac omnium & singulorum Articulorum huiusmodi contentorum, quatenus eos concernant, aut concernere poterint, licet realiter & cum effectu obligaverint; & quod dicti principaliter contrahentes tenentur defendere dictos Reges, Principes, Electores, & Domini, ac omnes alii & singuli in hoc Tractatu comprehensi teneantur tunc dictos principaliter contrahentes, quam de ipsi, munus defendere, sumptibus tamen, ut praesentur, requirerent, sive requirerentur.

Item, cum praedicti Potentissimi Angliae & Christianissimi Francorum Reges, huiusmodi Ligam & Confederationis primi auctores, sicut indissolubili quodam assensu visculo perpetuo conjuncti, convenimus & concordatum est inter eosdem, quod licet inter cetera in praedicti Tractatu continetur, quod quilibet principaliter contrahens in Persona sua, sive per Deputatum suum, communem Hollem ipsos, aut eorum aliquem, invadentem, aut invadere procurantem, cum ea Potestate, tan terrarum, quam navali, prout superius est descripta, suis propriis expensis invadere teneatur uno tumul & eodem contextu; praestati tamen Angliae & Francorum Reges per defensionem Personarum, Statuum, Regnorum, Patriarum, & Dominationum suorum, per eos, aut eorum alterum imperpetuum ubiqueque possidentem, in propria Persona, cum tanta Equitatis & Fœderis manu ac Nativum Classe, quanta & quomodocumque superius est descripta, se mutuo defendunt contra invadendum, aut in alioquin procurantem, ut praedictum, quatenusque abique ulla exceptione, eundem finem eodem hostiliter invadent & aggrediuntur, bellumque contra ipsos vel ipsius, bona hœ, abique omni dilatione, fraude, & dolo, realiter & cum effectu gerent. Ac insuper licet alii per principaliter contrahentes superius nominati, aut eorum aliquis, praesentem Tractatum, aut aliquem Articulum in eo contentum, non observaverint, vel contraxerint, sive non observaverint, vel contraxerint, praesens tamen Committimus, & omnia & singula in eodem contenta, inter eosdem Potentissimum Angliae, & Christianissimum Francorum Reges, per Personarum, Statuum, Regnorum, Terrarum, & Dominationum suorum tuitionem, conservationem, & defensionem, firma & rata manebant, eundemque Tractatum, ac omnia & singula in eodem contenta, quatenus eos concernunt, inobservasse & inviolabiliter observabant, non obstante quod ceteri illi non fecerint, perimplerint, aut facere, vel perimplere recusaverint, sive eorum aliquis non fecerint, perimplerint, aut facere recusaverint.

Item, Convenimus, concordatum, & conclusum est, quod omnes & singuli Confœderati, per Oratores sive Committimus articulos convenimus faciemus, ratificationem habentes, aut hoc debet requiri fuerit, in eorum praesentia, tunc Sacrosancti Evangelii, iuramentum corporale praestant quod omnia & singula in praedicti Tractatu specificata & contenta bene & fideliter observabunt & adimplerunt, ac à suis Subditis, quatenus ipsos rangunt aut rangere poterunt, observari & adimpleri faciunt cum effectu; & idem iuramentum in scriptis redactum, & manu sua subscriptum Oratores sive Oratores huiusmodi tunc praesentibus tradit.

Item, Convenimus, concordatum, & conclusum est, quod omnes & singuli Confœderati principaliter contrahentes omnia & singula praemissa ratificabunt, approbabit, & confirmabunt, neque realiter & cum effectu pro parte sua exequentur, & facient, & eorum quilibet ratificabit, approbabit, & confirmabit, sique realiter & cum effectu pro parte sua exequatur & faciat, quod praemissum tenor tenet & requirit; siquae Literas Patentes desuper debet confectas Magnis suis Sigillis sigillatas, ac manus suis subscriptas, dictis Confœderatis, principaliter contrahentibus, & eorum cuilibet, intra quatuor menses tunc praesentis Tractatus proximè & immediatè sequentes, liberabant & tradent, traditae aut liberatae facient, & eorum quilibet tradet & liberabit, aut tradet & liberabit faciet.

Nos istius intentioni primarè, quam, ut praemissum, conceperamus, inherere cupientes, postquam speculantes ipsius rei plenè substantiam, vim & effectum, quam superius verborum formulæ, nihil aliud quam bonum publicum, universalemque Christianorum Pacem per oculos ferentes, huiusmodi Tractatum Facis & Fœderis, cum omnibus & singulis Capitalis & Articulis praemissis, prout superius de verbo ad verbum inseruimus, ratum & gratum habentes, laudavimus, ratificavimus, & approbavimus, laudamusque, ratificamus, & approbamus per praesentes, neque ea omnia superius

inserta, his modis & formis quibus tractata sunt, in quantum nos concernant, & ad nos amittant ac spectant, nos servaturos & integrè executuros postmodum & pollicentur, ad idque nos, & Heredes & Successores vestros obsequium & allegiunt, omni exco-
 ANNO
1518.

scutione cessante, sine omni, Sacro, & rangis per nos ratis, iuramento firmis. Cumque iactantur deinceps cum eodem Sacrosanctis Francorum & Angliae Regibus iterum amore perpetuo devinciri, eosdem, & ipsorum quolibet, per nos nostras requirerent ac regerent de finis, quatenus nos, tanquam principaliter contrahentes, hic inclusum recipiant & admittant, & ipsi vice verà eorum Patentes & autenticas Literas, has nostras recipiendo, expediti faciant, per quas iuxta ipsius Tractatus formam vicissitudinaria obligatione non esse, tanquam principaliter contrahentes inclusum & comprehensum recipiendo & acceptando, foveant & observent, beneficentia dicti Tractatus, in amplioribus modo & formis, quibus conveniamus erunt, gaudere possint una cum omnibus Confœderatis nostris, quos per has nostras et facilitate nobis in dicto Tractatu attribuit nominamus, & comprehendimus, videlicet primò S. D. N. Sanctissimam Sedem Apostolicam, ac omne Cardinalem Collegium, & eam Sacrosanctum Imperatorem, Sacramque Imperium, ac ipsius Imperii Electores, & Principes, Sanctissimum Regem Ungariae, Bohemiae, Poloniae, Daciae, Portogalliae, Serenissimum Dominum Margareta, Armentis nostram, pro se, & Terris ac Dominis suis, tanquam Confœderatis, quibus aliorum Dominationum sui Domini, necnon Electorem, Dominum, Fedrandum de Castella, Austria, & Burgundia, Fratum nostrum, Illustresque Ducet Sabaudiae, Juliacensis, & Clevenfis, Dominos Episcopos, Leodiensem, & Trajectensem, Dominum Helveticorum, & omnes Ligas Germaniae; Dominum Florentinorum, & totam Insulam Hannibalem de Medici; Dominum Senensium, & omnes ipsius Civitatis Cives, Vassallos & Subditos; & Dominum Robertum de la Marchia, Dominum de Sedan; & ad praedicta omnia iuxta ipsius Tractatus formam implenda, constituitur Oratores & Procuratores nostrum, Reverendum Philibertum Narellum, Praepositem Trajectensem, Cancellarium Ordinis nostri auri Velleris, Consiliarium & Oratorem nostrum apud Christianissimum Francorum Regem, Fratrem nostrum Carolum; cui quidem Mandatum cum plenissima potestate concedimus praedicta omnia & singula, prout convenit sunt, exequendi, iuramentum requiritum super his omnibus nostro nomine praestandi, ac in annum nostrum subeundi; reciprocum quoque iuramentum ab eodem Sacrosanctis Regibus exigendi, ac ad opera nostra praestandi petendi, exequenda omnia in praemissis omnibus & circa praedicta implendi, & implenda facienda, aliisque necessaria & opportuna gerenda & exequenda, quae nos ipsi faceremus, & facere possemus, illi praedictis personarum interessentibus, hanc Testimonio Literarum, Sigilli nostri majores, munimine corroborarum, mannosque nostris subscripseram. Datum in Civitate nostra Cambragica, die decima-quarta mensis Januarii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo-nono, Regnorum vero nostrorum Anno tertio.

Aut signat, CHARLES: Est sur le rosi, per Regem, HAYWARD. Est scilicet in laci de suis veris est range, d'un grand sceul de cire verte, praedicti aut repli.

CCXXV.

Tractatus inter FRANCISCUM I. Regem Francie & HENRICUM VIII. Regem Angliae conclusus praestantibus Matrimonio inter FRANCISCUM Delphinum Viennensem, praedicti Regis Francie Primogenitum, & MARIAM, Filiam dicti Regis Angliae. Dat. Londini die 4. Octobris Anno 1518. [R. YMER, Fœderis, Conventions etc. Tom. XIII. pag. 632.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum Notitiam praesentes Literae pervenerint, nos, Cardines Guaf-
 4. Octobris
 fer Dominus de Burbono, Miles Ordinis necnon Cambrillanes ordinarius Praemissis & invidiam Principis & Domini nostri Francisci, Dei gratia, Francorum Regis Christianissimi, ac Admiratus Francie, Stephanus de Poreber Episcopus Parisiensis, Francicus de Royenard Miles Dominus de Campdenario, Senecallus Tholosae & Gubernator Rupellae, Cambrillanes dicti Christianissimi Francorum Regis, & Nicholaus de Nonville

ANNO
1518.

vole etiam Miles Dominus de Villeroy Secretarius Financiarum dicti Christianissimi Regis ac Auditorius Francie, Consiliari, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassadors ejusdem Christianissimi Regis, ad infra scripta sufficienter deputati & legitime constituti & autoritati, salutem.

Cum super, inter dictum Christianissimum Francorum, & Potentissimum ac Serenissimum Principem Henricum, Dei gratia, Anglie Regem, tunc ad Christiani nominis defensionem, quum ad Senatum, Regnum, Parlamentum, Terrarum, & Dominiorum suorum conservationem perpetua & universalis Pax & stabile Fœdus inter eos contrahendum fuerit,

dicti Francorum & Anglie Reges hujusmodi Pacem & Amicitiam inter omnes Principes Christianos & preterea inter se firmam & permanentem magnopere cupientes.

Cum nihil magis vincto indissolubili, Amore cordiali, mutuo intelligitur, ac animorum sincera compunctio Principes concedere & considerare possit quoniam Maritimum & Affinitatis vinculum,

De Matrimonio, inter Illustrissimum Principem Franciscum Delphicum Francorum predicti Christianissimi Regis Filium Primogenitum & Illustrissimum Maritimum ejusdem Serenissimi Regis Anglie Filium contrahendum, communicandum duxerit.

Nos igitur predicti Christianissimi Francorum Regis Consilarii, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassadors, sufficienter autoritati, de Matrimonio, inter predictum Illustrissimum Franciscum Delphicum dicti Regis Francorum Christianissimi Filium, & Illustrissimum Maritimum dicti Regis Anglie Filium contrahendum, cum, Illustribus, Reverendis & Generosis Viris Dominis, Thoma Duce Norfolkio Magno Thesaurario & Marchioni Anglie, Thoma Episcopo Dunelmensi Cancellario Privati Sigilli dicti Potentissimi Regis Anglie, Carolo Comite Wiltshire, Domino de Herber & de Gower, Camerario dicti Illustrissimi Regis Anglie, & Nicolao Episcopo Eboracensi, etiam Consiliariis, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Ambassadors ejusdem Potentissimi Anglie Regis, ad infra scripta sufficienter & legitime deputatis & autoritatibus, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque ad hoc Actum Communionem nostram (quam tenores inferius inferuntur) per prefatos contractantes, concordantes, & conclusionis articulos, prout sequitur.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est, inter Oratores predictos, nomine & auctoritate quibus supra, quod predicti Christianissimus Francorum Rex Francorum per Procuratorem suum vel Procuratorem suos sufficientem auctoritatem & speciale Mandatum habentem vel habentes, & ad Regem Anglie missum vel missis, intra quatuor menses Duam prefatis Tiedatibus immediate sequentes, eorum duobus Apostolicis & Imperiali auctoritate Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, pro prefato Filio suo Delphico, adhuc infante, & ejus nomine, cum Potentissimo Rege Anglie pro Filio suo predicto, similiter in infante constituto, & ejus nomine, sponsalia per verba ad hoc apta realiter contrahat & cum effectu.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est quod predictus Anglie Rex, pro Filio suo predicto & ejus nomine, cum eodem Oratore vel Oratoribus, ut prefatur, missi vel missis, sponsalia per verba ad hoc apta tunc & ibidem coram Notariis & Testibus, ut prefatur, realiter contrahat & cum effectu: Et similiter prefatus Francorum Rex Francorum cum Oratore vel Oratoribus, Commissario vel Commissariis, Procuratore vel Procuratoribus prefati Regis Anglie, sufficientem ab eo auctoritatem, ut prefatur, habentem vel habentibus, & in Regnum Francie ad eum missi vel missis, intra tres menses, dictorum Sponsaliorum Contractum immediate sequentes, sponsalia, pro Filio suo & ejus nomine, per verba ad hoc apta, coram Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, realiter & cum effectu contrahat.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est, & predicti Oratores Regis Francorum promittant, & prefatum Francorum Regem Dominum suum per prefatos obligant, quod idem Rex omnino & cum effectu curabit quod, intra tres menses, postquam prefatus Franciscus Delphicus dicti Christianissimi Regis Filius septimum annum sue Aetatis compleverit, idem Delphicus, per Oratorem vel Oratores, Commissarium vel Commissarios, Procuratorem vel Procuratores, ab eo sufficientem auctoritatem & Mandatum speciale ad hoc habentem vel habentes, & in Regnum Anglie ad prefatum Illustrissimum Maritimum missum vel missis

Sponsalia per verba ad hoc apta cum eodem Illustrissimo Marito, coram Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, realiter contrahat & cum effectu.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est, & predicti Oratores prefati Regis Anglie promittant, & prefatum Regem Anglie Dominum suum per prefatos obligant, quod idem Potentissimus Rex omnino & cum effectu curabit quod prefatus Filius suo Marito, eisdem tempore, sposodebit & promittet, per verba ad hoc apta, se accepturum in Sponsam & futurum Maritimum dicti Franciscus Delphici ejusdem Christianissimi Regis Filium coram Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis: Et quod, pari modo, intra tres menses, dicta sponsalia sequentes, dictus Franciscus Delphicus, cum Procuratore seu Procuratoribus dicti Illustrissimi Mariti sufficientem auctoritatem ab eo ad hoc habentem vel habentibus, & in Regnum Francie ad hoc missi vel missis, sponsalia de futuro per verba ad hoc apta coram Notariis & Testibus in ea parte specialiter vocatis & rogatis similiter contrahat.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est, & predicti Oratores Regis Francorum promittant, & prefatum Regem Francorum Dominum suum per prefatos obligant, quod idem Christianissimus Francorum Rex omnino & cum effectu curabit quod, quamprimum dictus Franciscus Delphicus ejusdem Christianissimi Regis Filius quartum decimum sui aetatis Annum compleverit, intra tres menses extraxit proximo sequentes, dictus Delphicus, per Oratorem vel Oratores, Commissarium seu Commissarios, Procuratorem seu Procuratores ab eo sufficientem auctoritatem & Mandatum speciale ad hoc habentem vel habentes, ad prefatum Illustrissimum Principem Maritimum in Regnum Anglie missum vel missis, Matrimonium per verba de presentia ad hoc apta cum eodem Illustrissimo Marito dicti Regis Anglie Filii coram Notariis & Testibus specialiter ad hoc vocatis & rogatis contrahat.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est, & predicti Oratores Regis Anglie promittant, & prefatum Regem Anglie Dominum suum per prefatos obligant, quod prefatus Rex omnino & cum effectu curabit quod predicta Filius sui cum eodem Oratore vel Oratoribus prefati Francisci Delphici, ut prefatur, missi vel missis, Matrimonium per verba de presentia ad hoc apta tunc & ibidem coram Notariis & Testibus, ut prefatur, realiter contrahat & cum effectu: & similiter prefati Oratores dicti Christianissimi Regis Francorum promittant, & eundem Francorum Regem per prefatos obligant quod idem Rex omnino & cum effectu curabit quod dictus Filius sui cum Oratore vel Oratoribus, Commissario vel Commissariis, Procuratore vel Procuratoribus dicti Illustrissimi Mariti, sufficientem auctoritatem habentem vel habentibus, & in Regnum Francie ad eum missi vel missis, intra tres menses, dictum Matrimoniale Contractum immediate sequentes, Contrahendum Matrimonium, per verba de presentia ad hoc apta, coram Notariis & Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, realiter & cum effectu contrahat.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est quod idem Rex Anglie Haereditas & Successiones sui, suis fideiussoribus & expensis, transmittet & traducet, transmitti & traduci faciet, transmittent & traducet, transmitti & traduci faciet, prefatum Illustrissimum Maritimum filium suum Carissimum, tamquam sique honorifice, tunc in appropinquata Personae suae, quum in Suppellectiliis suis auriis & argenteis Margaritis & Lapidibus pretiosis ac ceteris Jocalibus, ornatum ut decet talem tantumque Principem transmitti & traduci, intra quatuor menses predictum Contractum matrimoniale proxime & immediate sequentes usque ad & in Villam vocatam Abbatem Villam: Quodque idem Franciscus Delphicus, intra quatuor dies eandem traditionem in predictum Locum promissam & immediate sequens, cum prefata Illustrissima Regina sua Marito solemniter, iuxta Canonica Sanctiones & ut mox est, in facie Ecclesie Matrimonium in dicto loco de Abbatem Villam contrahat & solemnizabit; volunt tamen, concordant & conclusionis Partium predictarum quod prefatus Illustrissimus Maritus, post dictam traditionem, cit & continue remaneat in Castella Commissariorum prefati Regis Anglie, donec & quousque predictum Matrimonium inter se promissum Franciscum Delphicum & ipsum Illustrissimum Maritimum fuerit in facie Ecclesie debite, ut predictur, celebratum & solemnizatum.

Item, convenimus, concordavimus, & conclusimus est quod dictus Rex Anglie, pro dicto Matrimonio Illustrissimum

ANNO
1518.

ANNO
1518.

trissima *Maria* antedicta, cum dictis *Delphinis* Francorum Regis Primogenito Filio, ut praefatur, habito & concordato nomine Dotis & pro Dote, dictis Illustrissimis *Maria* dabit & solvet, dante & solvi faciet dictis *Delphinis* capite Deputato five Deputatis Summam tricentalarum regentia tricen milium *Coronatorum* huius anni *Regis* sub pondera terminali, modis & formis sequentibus videlicet:

Primum *Medietatem* in die Solennitatis Matrimonii & translationis dictis Illustrissimis *Maria*, seu intra octidies eandem proximo sequentes,

Et aliam *Medietatem* intra Annum etiam proximo sequentem.

Pro qua quidem prima solutio five medietate, & similiter pro secunda, sic ut praefatur, soluti, praefatus *Franciscus Rex & Delphinus*, aut eorum in ea parte sufficienter Deputatos, Literas Acquisitoriales, diffinitas & separatas, ac sufficientem in forma juris Apocham, manibus suis subscriptas, dictis *Regis Angliae* Committariis darent, tradere, seu dari & tradi facerent.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod praefatus *Franciscus Rex & Dominus Delphinus*, cum auctoritate & expresso consensu ejusdem Christianissimi Genitoris sui, per separatas Literas Patentes eorundem *Regis & Delphi*, manibus suis subscriptas, & Magnis Signis suis sigillatas, ac in debita forma scriptas conceptas, dantes, concedere & confirmare ac assignare praefatis Illustrissimis *Maria*, in Oppidis, Castris, Civitatibus, Villis, Terris, five Dominis, cum omnimodi Jurisdictione eorundem superam, medii & infima, Dignitatibus, Privilegiis, & Praerogativis quibuscunque, talem & eandem five tantam & continuam valorem annuum donentem propter Nuptias five Donarium, quantum aliquam Regem Francie, & praefatum talem & tantum ac tunc & continuam valorem annuum quanta Praerogativa Domus, censibus necnon, *Anna Regina Francie* aliquo tempore vix sua habuit tenuit & possedit, vel *Maria*, praefati Potentissimi *Regis Angliae* soror & Francie Dougeria, in praesenti habet & possidet, in omni casu & evento, five *Delphinus* ad Regem pervenerit five non: Et de eodem Donario five Donatione propter Nuptias addo certam & securam reddere & assecurabit, sicut praefata *Dominia Anna* olim, seu *Dominia Maria* hodie Dougeria, vel aliqua alia Regia Francie de Donario five Donatione propter Nuptias unquam certa & secuta suo affectu sui sui assecurare debuerit: Quod quidem Donarium five Donationem propter Nuptias praefata Illustrissima Princeps *Dominia Maria* habebit, tenebit & possidebit, casu quo praefatum *Delphinum* Maritum suum superaverit: Quo quidem Donario five Donatione propter Nuptias, ut praedictur, gaudebit & utetur, ad utilitatem suam propriam, in modum Donarii five Donationis propter Nuptias, quantum vixerit in humanis, in omni casu & evento, five *Delphinus* ad Regem pervenerit five non, ubicunque locorum moram traxerit, five habuerit intra Regnum Francie vel in Regno Angliae seu alibi, tam libere, amplè & securè quam dicta *Dominia Anna*, seu *Dominia Maria*, vel aliqua alia Regia Francie unquam tenuit, habet & possidet: Licetque praefatis Illustrissimis *Maria*, casu quo dictum *Delphinum* superaverit, tam libere & securè infra dictum Regnum Francie permanere, ac inde in Regnum Angliae aut alium Locum quencunque, cum Jocalibus, auro & argento ac omni Suppellectile suo, & Servitiis quibuslibet & Officialibus, ac aliis suis rebus quibuscunque, securè, tuto & libere verire, & ibidem quocumque voluerit moram trahere, & illine in Regnum Francie redire, quotiens & quando eidem Illustrissima *Maria* placuerit, absque tunc *Regis Francorum* aut corporis alterius, ejusdemque status, gradus aut conditionis exitu, consideratione, molestatione vel impedimento quocunque: Quas quidem Literas Patentes Donarii five Donationis propter Nuptias, in forma debita, valida & efficaci coactis, praefatus *Rex Francorum & Delphinus*, die & loco Sollemnissimum Matrimonium praedictum, inter tamen eandem Sollemnizationem, Committario five Committariis dictis *Regis Angliae*, tunc praesentibus praesentibus, eidem *Regi Angliae* ejusque Haeredibus aut Successoribus tradendas, ad usum & utilitatem praefatis Illustrissimis *Maria*, tradere seu tradi faciet: Provisio semper quod Militia & verum Exemplum dictorum Literarum Patentium, per quiddecim dies ante translationem praefatis Illustrissimis *Maria* proximo precedentes, mittantur ad praefatum *Regem Angliae* & ejus Concilium, ad effectum ut maturè deliberatione videantur, inspiciantur, & examinentur, ac in bonis, suf-

ficienti, valida, & efficaci forma sunt & conquirentur, in commodum & utilitatem dictae *Dominie Mariae*.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod, si, celebrato dicto Matrimonio, praefatus *Delphinus* decesserit, praedictis Illustrissimis *Maria* superstiti, tunc praefata Illustrissima *Maria* Uxor ejus, five habuerit Liberos ex eo five non habuerit, non solum Dotem & Donarium five Donationem propter Nuptias, eidem Illustrissimis *Mariae* per *Delphinum* filium suum, de praefato *Regis Genitoris* sui consensu, ut praefatur, assignata, data, concessa, & assecurata, tenebit, lucrabitur & possidebit tamquam Bona sua propria durante vita sua naturali, verum etiam lucrabitur & possidebit omnes & singulas expensas translationis suae, ac omnia & singula Jocalia, Velles, Margaritas, Lapides pretiosos; ceterisque ad ornatum ejus destinatis, & omnem Suppellectilem mariti & suam, ac res & Bona illa quocumque cum Regine Francie vel alie *Dominie* possit omnium Maritorum suorum habere, lucrare & possidere consecraretur aut deberetur, eisdemque omnibus & singulis quietè & libere utetur & gaudebit durante vita sua naturali, five ex illo Matrimonio Proles fuerit masculina five non, ubicunque locorum, ut praefatur, moram traxerit five habuerit, aut moram trahere five habitare voluerit.

Item, casu quo dicta Illustrissima *Maria*, *Delphinus* Marito suo superstiti, moratur, nullis relictis ex hoc Matrimonio Liberi, tunc & in eo casu dictis *Delphinis* Dorem, una cum omnibus Bonis mobilibus ejusdem Illustrissimis *Mariae*, consequetur & habebit, ac lucrabitur in quantum & eo modo quo solum est huiusmodi secundum Consuetudinem Regni Francie, & maxime inter Reges Francie & Reginas: Et casu quo dicta *Dominia Maria*, *Delphinus* superstiti, praemortuæ, relictis ex hoc Matrimonio Liberi, tunc & in eo casu dicti Liberi integram Matris Dorem consequentur ac repetere possint aut debeant; Jocalia verò, Gemmas, Lapides pretiosos, Velles, & Foderamenta dictis *Dominis Delphinis* consequetur & lucrabitur, in recompensationem sumptuum Funerarium dictae *Dominie Mariae*.

Item, ut praedicta Sponsalia & Matrimonium inter praefatos Principes *Franciscum & Mariam* Locis, terminis, modisque, & formis supradictis cum effectum coacturam & sollemniter, concordatum & conclusum est, inter Oratores praefatos, quod praefatus *Franciscus Rex* Christianissimus, per Literas suas Patentes, Magnis suis Sigillis vallatis, & manu sua subscriptis, praefato Serenissimo *Regi Angliae*, Haeredibus, & Successoribus suis obligabit se, Haeredes, & Successores suos, Regna, Terras, Patrias, Dominia, Villas, & Opida sua quocumque, ac Bona sua omnia & singula, mobilia & immobilia, praesentia & futura, ubicunque fuerint reperta, necnon Personas ac Bona omnium & singulorum Subditorum suorum, ejusdemque gradus, status, aut conditionis existant, sub poena excommunicationis interdictum *Principis & praefatis Illustrissimis Mariam*, si ad legitimum nubendi statum pervenerit, ac omnia & singula, in hoc Transitu comprehendant, debent juxta formam praefatis *Tractatus* forentor effectum.

Et quod neque per se, neque per alium quomcumque, etiam vel apertè, directè vel indirectè, procurator aut procurari faciet seu procurari assensum praestabit quod, durante minore aetate Principum praedictorum, aut alterius eorundem, vel etiam post lapsum ejusdem dictorum *Delphinus* Sponsalia per verba de praesenti five de futuro five etiam Matrimonium per verba de praesenti cum alia contrahat; immò pro vitiosis suis volenti relictis, impedimentum praestabit, providèbitque ut id per praefatum *Delphinum* fiat, committatur aut quovis modo attemptetur:

Idemque *Rex Francorum* realiter & cum effectu faciet & curabit quod Illustrissimis, Speciales & Clarissimi Domini; videlicet, *Carolus Dux Armonii*, *Carolus Dux Barroii*, *Ludovicus Dux de Vendome*, & *Ludovicus Princeps de Rossellano*, per Literas suas Patentes validas & efficaces, Signis armorum suorum sigillatas, & manibus suis subscriptas: Necnon primarias Civitates five Opida Regni sui; videlicet, *Civitas Parisiensis*, *Civitas Rothomagensis*, *Civitas Andegavorum*, *Civitas Lugdunensis*, & *Civitas Tarentensis*, tamquam Corpora & Collegia se etiam tamquam particulares Personae qui nunc sunt & qui pro tempore erant, ita quod obligatio Corporis sui Collegii non deroget obligationi particulari, nec è contra, per Literas suas Patentes validas & efficaces, Signis

ANNO
1518.

ANNO
1518.

communiis sigillans, prefato *Rege Anglie* Hereditibus & Successoribus suis obligabunt se Heredes & Successores suos, Villas, Oppida ac omnes & singulos Oppidanos pro tempore existentes & Communitates suas, ac omnia & singula bona, mobilia & immobilia, presentia & futura, ubicunque fuerint reperta, sub poena quingentarum millium *Coronarum auri*, quod predictum Matrimonium inter praenominatum Principem *Franciscum* & Illustrissimum *Mariam*, cum ad maturam & legitimam nubendi aetatem pervenerint, ac omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa, iuxta formam praefatis Tractatus, ut praemittitur, debite perficerentur.

Et, si forte fieret aut stabit per praefatum *Delphinum*, vel *Parces* suos, vel eorum aliquem, aut alium quemcunque, aut per quemcunque modum five eventum, praeterquam per praefatum Illustrissimum *Mariam*, aut ejus Patrem, vel per mortem alterius contrahentium (quod Deus avertat) quo minus dictum Matrimonium, per verba de praesenti, post completum quantum decimum mensis dicti Principis *Antium*, ut praemittitur, contrahatur, & modis, locis, terminis, & formis super dictis in facie Ecclesiae debite solemnizetur, & omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa implentur; tunc & eo casu dictus *Franciscus Rex* Heredes & Successores sui dictam Summam quingentarum millium *Coronarum auri*, ac dicti *Duces*, *et Domini* praedicti, necnon Communitates, eorumque Heredes & Successores, praedictam Summam & quantitas ejus partem, in poenam hujusmodi Repudiationis, prefato *Rege Anglie* Hereditibus & Successoribus suis, sine dilatione, contradictione, resistencia, vel excoptione quacunque, in Civitate Londoniensi solvere tenebuntur.

Libereque prefato *Rege Anglie* solvique Hereditibus & Successoribus, si predicta Summa quingentarum millium *Coronarum auri* & quantitas ejus pars per dictum *Franciscum Regem*, aut praesentem, solvenda, vel si praedicta Summa quingentarum millium *Coronarum auri*, per dictos *Duces* *et Domini*, ut praesentem, solvenda, vel si praedicta Summa per *Principem Crivates* five *Oppida* similiter, ut praesentem, solvenda, & quantitas eorundem Summarum, ut praemittitur, non solvantur, eandem Summam quingentarum millium *Coronarum auri* & quantitas ejus partem a prefato *Francisco Rege*, ejusque Regibus, Patriis, Terris, Dominiis, Villis, Oppidis, & Subditis, eorumque Bonis, mobilibus & immobilibus, praesentibus & futuris, ubicunque reperitis, necnon dictam Summam quingentarum millium *Coronarum auri* de & super omnibus & singulis Personis, Bonis mobilibus & immobilibus dictorum *Ducum* *et Domini* & eorum Heredum & Successorum, ac Summam de *Principibus Crivates* five *Oppidis* aeternisque illis, ubicunque illi, per Terram quam per Mare reperitis, sine contradictione aut resistencia quocunque, libere exigere, levare, capere, possidere, & detinere.

Et pari modo conventum & concordatum est, quod praefatus Potentissimus & Illustrissimus *Rex Anglie*, ex parte sua, per Literas suas Patentes, Magni sui Sigilli sigillatus & munitis suis subscriptis, prefato *Rege Franciscum* Christianissimo Hereditibusque & Successoribus suis obligabit se, Heredes & Successores suos, Regna, Terras, Patrias, Domina, Villas, & Oppida sua quaecunque, ac bona sua omnia mobilia & immobilia, presentia & futura, ubicunque fuerint reperta, necnon Personas & bona omnium & singulorum Subditorum suorum, eorumque status, gradus, aut conditionis existant, sub poena quingentarum millium *Coronarum auri*, quod predictum Matrimonium inter praedictum Principem *Delphinum* & praefatum Illustrissimum *Mariam*, si ad legitimam nubendi aetatem pervenerint, ac omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa debita iuxta formam praefatis Tractatus fontem effectum: Et quod neque per se neque per alium quemquam, etiam vel aperiit, directe vel indirecte, procerbus sit procurari facies, seu procurari assensum praestari quod, durante minore aetate Principum praedictorum aut alterius eorundem, vel etiam post lapsum ejusdem, dicti Illustrissimae *Mariae* Sponsalis per verba de praesenti five de futuro, seu etiam Matrimonium per verba de praesenti cum alio contrahat; immo, per viobus suis velentibus contradictioni resistere & impedire, provideturque ne id per praefatum Dominum *Mariam* fiat, committitur aut quovismodo attemptetur.

Idemque *Rex Anglie* realiter & cum effectu faciet quod Illustris Principes ac Cardines Domini; videlicet, *Edwardus Dux Burghonie*, *Thomas Dux Norfolkiae*, *Carolus Dux Suffolthae*, *Thomas Marchio Dorsetiae*, per Literas suas Patentes validas & efficaces, Sigillis armorum suorum sigillatas & manibus suis subscriptas; quo-

non Primis Christianis five *Oppida* Regis sui; videlicet, *Civitas Lancastriae*, *Civitas Herefordiae*, *Civitas Norwiche*, *Civitas Coventriae*, *Oppidum Brighthelm* tanquam Corpora & Collegia, ac etiam tanquam particulares Personae qui tunc sunt & qui pro tempore erant, ita quod obligatio Coeporis sine Collegii non deroget obligationi particulari, nec & contra, per Literas suas Patentes validas & efficaces, Sigillis communibus sigillatis, prefato *Rege Franciscum*, Hereditibus & Successoribus suis obligabunt se, Heredes & Successores suos, Villas, Oppida ac omnes & singulos Oppidanos pro tempore existentes & Communitates suas, ac omnia & singula bona mobilia & immobilia, presentia & futura, ubicunque fuerint reperta, sub poena quingentarum millium *Coronarum auri*, quod predictum Matrimonium, inter praenominatos Principes *Delphinum* *et Mariam*, cum ad maturam & legitimam nubendi aetatem pervenerint, ac omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa, iuxta formam praefatis Tractatus, ut praemittitur, debite perficerentur.

Et, si forte fieret aut stabit per praefatum Illustrissimum *Mariam*, vel *Parces* suos, aut eorum aliquem, vel alium quemcunque modum five eventum praeterquam per praefatum Dominum *Delphinum*, aut ejus Patrem, vel per mortem alterius contrahentium (quod Deus avertat) quominus dictum Matrimonium per verba de praesenti, post completum quantumdecimum aetatis *Antium* dictae Illustrissimae *Mariae*, ut praemittitur, contrahatur, & modis, locis, terminis, & formis super praedictis in facie Ecclesiae debite solemnizetur, & omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa implentur; tunc & eo casu dictus *Anglie Rex*, Heredes & Successores sui dictam Summam quingentarum millium *Coronarum auri*, ac dicti *Duces* & *Marchio* & *Dominus* praedicti, necnon *Principes Crivates* five *Oppida* praedicta & Communitates, eorumque Heredes & Successores, praedictam Summam & quantitas ejus partem in poenam hujusmodi Repudiationis prefato *Francisco Rege*, Hereditibus & Successoribus suis, sine dilatione, contradictione, resistencia vel excoptione quacunque, in Civitate Parisiensi solvere tenebuntur; Libereque prefato *Rege Franciscum* solvique Hereditibus & Successoribus, si predicta Summa quingentarum millium *Coronarum auri* & quantitas ejus pars per dictum *Regem Anglie*, aut praesentem, solvenda, vel si praedicta Summa quingentarum millium *Coronarum auri* per dictos *Duces* *et Marchionem*, ut praesentem, solvenda, vel si praedicta Summa per *Principes Crivates* five *Oppida* similiter, & quantitas ejus pars, ut praemittitur, non solvantur, eandem Summam quingentarum millium *Coronarum auri* & quantitas ejus partem a prefato *Anglie Rege*, ejusque Regibus, Patriis, Terris, Dominiis, Villis, Oppidis, & Subditis, eorumque Bonis mobilibus & immobilibus, praesentibus & futuris, ubicunque reperitis, necnon dictam Summam quingentarum millium *Coronarum auri* de & super omnibus & singulis Personis, Bonis mobilibus & immobilibus dictorum *Ducum* *et Domini* & eorum Heredum & Successorum eorum ubicunque illi, per Terram quam per Mare reperitis, sine contradictione aut resistencia quocunque, libere exigere, levare, capere, possidere, & detinere.

Item, conventum & concordatum est, inter Oratores praedictos, quod omnes & singula Literae obligationis veritatisque Parisiensi praedictarum, de quibus superius sit mentio, in dubio & sufficienti summi, ad praedictum, expresse, Commissariis utriusque Partis, ad hoc debite subscritis, hinc inde, in Civitate Londoniensi Commissariis *Rege Anglie*, & in Civitate Parisiensi Commissariis *Rege Franciscum*, intra duodecim menses proxime sequentes post Datum praesentis Tractatus, effectualiter tradantur.

Item, conventum, concordatum, & consensum est, quod praefatus *Franciscus Rex*, eorum aliam edicte ordinario pro Tribunali sedente, ac duobus Notariis publicis in Aedem Scribas per eundem Judicem compungens, & alii Testes ad hoc specialiter vocatis & rogatis, ac in praesentia Commissarii seu Commissarii prefati *Rege Anglie* ad hoc sufficienter deputatorum, infra quatuor menses Datum praesentium proximis sequentes, personaliter comparuit, seque, libere, sponte, & voluntarie submisit eidem Judici & ejus Jurisdictioni & Cohortem, Jurisdictionem ejusdem Judicis prosequendo, & eorum eodem Judici sic pro Tribunali sedente, in praesentia Commissarii seu Commissarii Notarii & Testium praedictorum, libere, sponte & ex ejus certa scientia tunc & eidem recognoscere & confirmare, palam, publice & expresse, se praesentem Tractatum, per Oratores & Procuratores suos

ANNO
1518.

fuit.

ANNO
1518.

sufficiens auctoritatem habentes, pro Sponsibus & dantissimo inter Filium Fidei Venerabilium Delphinum & Mariam Illustrissimam Regis Anglie Filiam habendo, suo quibusdam modis, formis, & Capitulis in eodem plenius specificatis, scilicet, contraxisse & conclusisse, effectualiterque requirit idem Francorum Rex prefatum Judicem, tunc pro Tribunali sedentem, ut in Personam suam Sententiam Excommunicationis, & in Regnum, Patriam, & Dominia sua quæcunque Sententiam Interdicti in scriptis ferat & fulminet, ex tunc prout extunc, & ex tunc prout extunc, nisi, ut prædictum, præstatum Traditum ac omnia & singula Capitula ejusdem fideliter observabit, & observari ab aliis quantum in ipso est faciet; & quod, in eorum non observantibus hujusmodi Traditum, aut allicquæ ejusdem Articuli, idem Juxta eundem Francorum Regem sic excommunicatum ac Regnum, Patriam, & Dominia sua quæcunque interdicta fuisse & esse denunciabit & denunciari faciet & mandabit, rogabitque insuper idem Rex Notarios prædictos ut super præmissis omnibus & singulis unum vel plura conscribant Instrumentum vel Instrumenta autentica cum sua auctoritate signis & subscriptionibus eorum Notariorum signatum seu signata; atque eundem Judicem similiter rogabit ut idem Instrumentum Sigillo suo communis, aut aliquo alio Sigillo auctoritate ad suam speciem requisitionem communi faciat & procuret: Quorum quidem Instrumentorum unum, in publicam formam, sic ut præfertur, reddendum & sigillatum, Commisario vel Commissariis præfatis Regis Anglie tunc præfati vel præfatis idem Rex Francorum tunc & ibidem tradet seu tradi faciet cum effectu.

Et pari modo Rex Anglie, eorum aliquo Juxta ordinatio pro Tribunali sedente, ac duobus Notariis publicis in Actum scribas per eundem Judicem assumptis, & aliis Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, ac in præfatis Commisariis vel Commissariis præfatis Regis Francorum ad hoc sufficienter deputatorum, infra quatuor menses Datum præsentium proximo sequentes personales comparere, sique ibidem, sponte, & voluntarie submitter eundem Judicem & ejus Jurisdictionem & Cohærentiam, Jurisdictionem ejusdem Juxta prærogare, & eorum eodem Juxta, sic pro Tribunali sedente, in præfatis Commisariis vel Commissariis, Notariis & Testibus prædictis, libere, sponte, & ex quæcunque causa tunc & ibidem recognoscere & confiteri, pulchre publicè & expresse, se præfatum Traditum per Oratores & Procuratores suos, sufficientem auctoritatem habentes, pro Sponsibus & dantissimo inter Illustrissimam Mariam Filiam suam & Illustrissimam Francorum Delphinum dicti Christianissimi Francorum Regis Filium Primogenitum habendo, sub quibusdam modis, formis, & Capitulis in eodem plenius specificatis, scilicet, contraxisse & conclusisse; effectualiterque requirit idem Rex Anglie prefatum Judicem, tunc pro Tribunali sedentem, ut in Personam suam Sententiam Excommunicationis, & in Regnum, Patriam, & Dominia sua quæcunque Sententiam Interdicti in scriptis ferat & fulminet, ex tunc prout extunc, & ex tunc prout extunc, nisi, ut prædictum, præstatum Traditum ac omnia & singula Capitula ejusdem fideliter observabit, & observari ab aliis, quantum in ipso est, faciet; & quod, in eorum non observantibus hujusmodi Traditum aut allicquæ ejusdem Articuli, idem Juxta eundem Anglie Regem sic excommunicatum ac Regnum, Patriam, & Dominia sua quæcunque interdicta fuisse & esse denunciabit & denunciari faciet & mandabit; & rogabitque insuper idem Rex Anglie Notarios prædictos ut super præmissis omnibus & singulis unum vel plura conscribant Instrumentum vel Instrumenta autentica cum sua auctoritate signis & subscriptionibus eorum Notariorum signatum seu signata, atque eundem Judicem similiter rogabit ut idem Instrumentum Sigillo suo communis, aut aliquo alio Sigillo auctoritate ad suam speciem requisitionem communi faciat & procuret; quorum quidem Instrumentorum unum, in publicam formam, sic ut præfertur, reddendum & sigillatum, Commisario vel Commissariis præfatis Regis Francorum, tunc præfati vel præfatis, idem Rex Anglie tunc & ibidem tradet seu tradi faciet cum effectu.

Item, convenit, concordatum & conclusum est quod, si contingat dictum Dominum Delphinum ante fixissimum Matrimonium ab hac luce migrare (quod Deus avertat) & dictum Francorum Rex aliam Filiam Delphinum uxorem suam habere, eo casu Matrimonium inter dictum aliam Filiam & dictum Dominum Mariam, si Sancta Mater Ecclesia per Dispensationem

vel aliter hoc permittat, sub eisdem modis & formis, in omnibus & per omnia, tunc in constitutione Deus & Donationis propter Nuptias five Dotis, quæ repetitionis & lucis eorumdem, alterius dictorum Contrahentium, in omnibus casibus superius expressis, contentum, contineatur sub similibus modis & formis, quibus in præfatis Traditionibus de Matrimonio, inter dictum Dominum Mariam contrahendum, superius est expressum: Et simili modo, si contingat dictum Dominum Mariam ante Solutionem Matrimonii ab hac luce migrare (quod Deus avertat) & dictum Anglie Rex aliam Filiam uxorem suam habere, eo casu Matrimonium inter dictum Dominum Delphinum & dictam aliam Filiam Regis Anglie, si Sancta Mater Ecclesia per Dispensationem vel aliter hoc permittat, sub eisdem modis & formis, in omnibus & per omnia, tunc in constitutione Dotis & Donationis propter Nuptias five Dotis, quæ repetitionis & lucis eorumdem, alterius dictorum Contrahentium, in omnibus casibus superius expressis, contentum, contineatur sub similibus modis & formis, quibus in præfatis Traditionibus de Matrimonio, inter dictum Dominum Mariam jam viventem & dictum Dominum Mariam contrahendum, superius est expressum.

Item, convenit, concordatum & conclusum est, quod prædictus Christianissimus Francorum Rex, eorum Oratores vel Oratores, Commisario vel Commissariis, Procuratoribus suis Procuratoribus præfatis Regis Anglie, quantum ad hoc per eundem Oratorem vel Oratores, Commisario vel Commissariis legitime requisitus fuerit, absque omni dilatione, iudis Sacrosanctis Dei Evangelis, juramentum in scriptis præfatis quod præfatum Traditum Matrimoniale, ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, bonæ fide observabit, & ab aliis, quantum in eo erit restiter & cum effectu observari faciet; idemque juramentum, sic ut præfertur, in scriptis reddendum & præfatum, ac prout supra præfatis Regis Anglie ibidem præfatis vel præfatis restiter tradet.

Et similiter Rex Anglie, eorum Oratores vel Oratores, Procuratores vel Procuratores, Commisario vel Commissariis præfatis Francorum Regis, quantum ad hoc legitime fuerit requisitus, absque omni dilatione, iudis Sacrosanctis Evangelis, juramentum in scriptis præfatis quod præfatum Traditum Matrimoniale, ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, bonæ fide observabit, & ab aliis, quantum in eo erit, restiter & cum effectu observare faciet; idemque suum Juramentum, sic ut præfertur, in scriptis præfatum, & prout supra præfatis tunc & ibidem subfignatum, dictis Oratoribus præfatis Regis Francorum ibidem præfatis restiter tradet.

Item, convenit, concordatum, & conclusum est, quod uterque Regum prædictorum, per Literas suas Patentes, Magnæ seu Sigillo sigillata & multis suis subscriptionibus, præfatum Traditum ac omnia & singula in eodem contenta acceptabit, ratificabit & intra quatuor menses Datum præsentium proximo sequentes, confirmabit; eundemque Literas, sic ut præfertur, signatas & sigillatas, intra dictos quatuor menses, ratiis & mutuo, tradet tradere faciet cum effectu.

Sequitur tenores Commissionum,

FRANCISCUS, Dei gratia, Francorum REX, Medietatis Dux, & Comes DOMINUS, universis, præfatis Literis inspecturis, Salutem.

Notum facimus quod,

Cum inter nos & Illustrissimum & Potentissimum Principem Hieronymum, Dei gratia, Anglie Regem Francorum & Consanguineum nostrum Carissimum venes Amicium, Ligam, & Confederatum nuper innoxia & stabilita fuerit, eandem Amicitiam & Confederationem firmam & sinceram fore nos modicioris desideramus.

Atque ideo, ob firmitatem ejusdem observantiam, considerantes quid ad amicitiam & benevolentiam (ex quo vera gignitur Amicitia) incrementum & conservacionem nihil sit usquam preclarior aut efficacius quam singularis necessitudo aut Affinitas vinculum, de Matrimonio, inter Carissimum Filium nostrum Primogenitum Franciscum Delphinum Pares, & dicti Illustrissimi Regis Anglie Filium Illustrissimum Mariam contrahendo, cum dicto Illustrissimo Anglie Rege Consanguineo nostro Carissimo tractandum, ac dictam Illustrissimum Mariam in uxorem & Sponsam dicto Filio nostro Carissimo petendum duximus,

Non igitur,

M m

Dn

ANNO
1518.

De fidelitate, industria & provida circumspectione, dilectorum & Fideiium Consiliariorum nostrorum, *Gualteri Gualteri Domini de Bournio* Militis nostri Ordinis sancti Cambelli ordinarii ac Admirali *Francisci de Reperetari* Militis nostri de Campodenisio Senescalli Tholose & Gubernatoris Rupelle, Cambellani nostri, & *Nicolas de Noiville* etiam Militis Domini de Villeroi Audientiarum Francie ac Secretarii Financiarum nostrarum, plenè consistentes,

Ipsum & eorum quolibet, conjunctim & divisim, nostros veros & indubitatos Consiliarios, Ambassadors, Oratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios speciales & generales facimus, constituimus, & ordinamus per presentes,

Dantes & concedentes eidem & eorum quilibet, conjunctim, ut præferunt, & divisim, tenore præsentium, potestatem, facultatem, auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, in quibus generalia specialiter non deroget, nec e contra, pro nobis & nomine nostro, ac dicti Filii nostri Carissimi, specialiter & expresse petendi a prefato Illustrissimo Principi Carissimo *Fratre & Consanguineo nostro*, seu ejus Oratoribus, Procuratoribus & Deputatis, Illustrissimum Principem ejus unicam & Primogenitum Filium, desponsatam Carissimo & Dilectissimo Filio nostro *Francisco Delphinum Viennois*, juxta formam Capitulorum desuper constitutorum in *Padua* quoque, Conventiones & Promissiones de temporibus, locis & forma Contractibus & Celebrationibus Sponsalium & Matrimonii inter eosdem: necnon super Dote, Dotatili, Dotalium, sive Donatione propter Nuptias, causis & contemplatione ejusdem Matrimonii & Sponsalium, hinc inde singula linguis & respectively referendo, custodiendis, dandis, tradendis, & solvendis: ac etiam *Padua* quæcunque de iuribus, restitutionibus & repetitionibus dictorum Dotis, Dotatili, Dotalium, sive Donationis propter Nuptias; ac etiam alias quæcunque Conventiones dicta Sponsalia, Matrimonium, Dorem, Dotalitium, Dotalium, sive Donationem propter Nuptias concernentes, cum omnibus aliis suis annexis dependentibus & emergentibus, tractandi, concordandi, paciscendi, conveniendi, & concludendi, atque Heredes & Successores nostros, Regna, Passus, Domus, & Bona nostra, necnon Suiditios nostros & eorum Bona ubique reperta, ad conventionum observationem obligandi & stringendi, & præterea nos Regnum, Terras, & Dominia nostra quæcumque ad conventionem & conclusionem iurabilem observationem sub Centurio Ecclesiasticis quibuscunque & in forma Camere Apostolicæ ac aliis, prout eis videbitur, facilliter obligandi & stringendi, ac insuper nos, Heredes, & Successores nostros sub quacunque potius etiam pecuniaria per nos contracta ad observationem omnium & singulorum per eos in hac parte conclusum obligandi, & præterea per nos & nomine nostro promittendi quod Primarii Proceres & Consiliarii Regni nostri cum quocunque potius pecuniaria per eodem Consiliarios contracta, per seipsum sunt Literis sufficienter notas, signatas & sigillatas, scilicet obligabunt quod omnia & singula per Oratores nostros super predictis Sponsalibus & Matrimonio contracta fideliter adimplerunt & perfecerunt, atque ad hoc effectualiter procedunt prout stringendi & obligandi, ac super huiusmodi contractis, concessis, & conclusis cum dicto Illustrissimo *Anglie Regi* Consanguineo nostro Carissimo, seu ejus Oratoribus, Consiliariis, & Deputatis Literis validas & efficaces pro parte nostra tradendi, aliterque confirmatis effectibus & vigoris ab ipso vel eis petendi & recipiendi, plenèque præterea potestatem Juramentum in animam nostram prestandi quod tenemus & adimplerimus realiter & cum effectu omnia & singula que in prædictis & circa ea nomine nostro concordantur, conveniunt, jurantur, firmantur, & concludunt, ac quod illa nullatenus & nullo unquam tempore revocabimus nec contra ea vel eorum aliquod faciemus vel quavis modo veniemus, sinique Juramentum a dicto *Rege Anglie* Consanguineo nostro Carissimo præstari volumus, petendi & exigendi,

Ac generaliter omnia & singula nomine nostro & Filii nostri Carissimi prædicti facienda, jurandi, excusandi, & firmandi ejusdemque natura & importantis fuerint ut eis poterit in prædictis & circa ea necessarii & oportuna, & que tanti negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentibus & annexis exigit nos requirit, & que nobis facere licet & permittit personarum, cum illi expresse longè antea sint, aut talia fuerint que de sua natura ad ea pericula Mandatum exigant magis speciale quàm præsentibus sit expresse;

Promittentes, bonæ fide & in verbo Regio, nos & dictum Filium nostrum eorum, gratum & firmum habebimus id totum quicquid per dictos Oratores, Commissarios, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros seu eorum quocunque actum, gestum, conventum, juratum, aut factum fuerit in præmissis, & contra ea vel ipsorum aliqua nullo modo contravenire; immò ipsi manerere & invariabiliter observare.

In ejus rei Testimonium præsentibus hiis, manu nostra signatis, Sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum *Andegavorum* die ultimo mensis Julii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, & Regni nostri quarto.

FRANÇOYA

Per Regem Duxem Medus.

HEDOTH.

Sub Sigillo Magno cere alba & desuper cauda
Pergamene pendente.

HERRICUS, Dei gratia, Rex Anglie, & Francie, & Domini *Hibernie*, universis & singulis, præsentibus Literis inspecturis, Salutem.

Natum facimus quod,

Cum inter nos & Illustrissimum & Potentissimum Principem *Franciscum*, Dei gratia, *Franciscum Regem* Francie & Consanguineum nostrum Carissimum verum Amicum, Ligæ, & Confederatio super innovata & stabili fieri.

Eandem Amicitiam & Confederationem firmam & sinceram fore nos mediocriter desideramus,

Atque ideo,
Ob seniorum ejusdem observantiam, considerantes quod ad amoris & benevolentie (ex quo vera gignitur Amicitia) sacramentum & conservandam, nihil sit equum præclarior aut efficacius quàm sanguinis necessitudo ut Affinitatis vinculum,

De Matrimonio, inter Carissimum Filium nostrum *Dominum Mariam* & dicti Illustrissimi Regis *Franciscum* Filium Primogenitum *Franciscum Delphinum Viennois* contrahendo, cum dicto Illustrissimo *Franciscum* Regi Consanguineo nostro Carissimo tradendum duximus,

Nos igitur,
Consensu de fidelitate, industria & provida circumspectione, dilectorum & Fideiium Consiliariorum nostrorum, *Thome Duci Norfolkie* Magni Thesaurarii & Marefcalli Anglie, Reverendi Patris *Thome Beaulieu* Episcopi Custodis Privati Sigilli nostri, necnon *Caroli Comitis Wigornie* Domini de Herbert & de Gower Camerarii nostri, & Reverendi Patris *Nicolas Episcopi Eboracensis* plenè consistentes,

Ipsum & eorum quolibet, conjunctim & divisim, nostros veros & indubitatos Consiliarios, Ambassadors, Oratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios speciales & generales facimus, constituimus, & ordinamus per presentes,

Dantes & concedentes eidem & eorum quilibet, conjunctim, ut præferunt, & divisim, tenore præsentium, potestatem, facultatem, auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, in quibus generalia specialiter non deroget, nec e contra, pro nobis & nomine nostro ac dicti Filii nostre Carissime, specialiter & expresse, cum Oratoribus, Procuratoribus & Deputatis dicti Illustrissimi *Franciscum* Regi de Sponsalibus & Matrimonio, inter Illustrissimum Principem *Franciscum Delphinum Viennois* Primogenitum dicti *Franciscum* Regis & Carissimum & Dilectissimum Filium nostrum Mariam, juxta formam Capitulorum desuper constitutorum tradendi:

Padua quoque, Conventiones & Promissiones de temporibus, locis & forma Contractibus & celebrationibus Sponsalium & Matrimonii inter eosdem: necnon super Dote, Dotatili, Dotalium, sive Donatione propter Nuptias, causis & contemplatione ejusdem Matrimonii & Sponsalium, hinc inde singula linguis & respectively referendo, custodiendis, dandis, tradendis, & solvendis: ac etiam *Padua* quæcunque de iuribus, restitutionibus & repetitionibus dictorum Dotis, Dotatili, Dotalium, sive Donationis propter Nuptias; ac etiam alias quæcunque Conventiones dicta Sponsalia, Matrimonium, Dorem, Dotalitium, Dotalium, sive Donationem propter Nuptias concernentes, cum omnibus aliis suis annexis, dependentibus & emergentibus, tractandi, concordandi, paciscendi, conveniendi, & concludendi, Nosque

ANNO
1518.

ANNO
1518.

Nosque Hæredes & Successores nostros, Regna, Patras, Dommis, & Bona nostra, necnon Subditos nostros & eorum Bona beneque reposita, ad observandum observandum obligandi & asserendi.

Et præterea nos Regnum, Terras, & Dommis nostra quocunque ad conventum & conclusum inviolabilem observationem sub Consensu Ecclesiasticis quibuscunque & in forma Camera Apollonica ac alia prout eis videbitur similiter attingendi, & obligandi.

Et insuper nos Hæredes & Successores nostros sub quacunque pena etiam pecuniaria per eos convenia ad observandum omnium & singulorum per eos in hac parte conclusum.

Et præterea pro nobis & nomine nostro promittendi quod Præmissi Proceres & Civitates Regni nostri etiam sub quacunque pena pecuniaria per eosdem Commissarios convenia, per seipsum suas Literas sufficienter factas, signatas & sigillatas, sese obligabunt quod omnia & singula per Oratores nostros super prædictis Spiritualibus & Matrimonialis convenia fideliter adimplebuntur & persequuntur, neque ad hoc effectum litteras procedendum pariter obligandi & asserendi.

Ac super huiusmodi conveniis, concordatis, & conclusis cum dicto Christianissimo Francorum Rege, Commissariis, & Deputatis Literas validas & efficaces Consanguineo nostro Castillem, seu ejus Oratoribus, pro parte nostra tradendi, aliisque consimilibus effectibus & vigoris ab ipso vel eis petendi.

Premiatis præterea plenam juramentum in animam nostram prestandi quod semel & singula que in prædictis & circa ea nomine nostro concordata, conveniis, juramentis, firmabunt, & concludent, ac quod illa ratificabimus & quæ unquam tempore revocabimus nec contra ea vel eorum aliquod faciemus vel quovis modo veniemus.

Similiter Juramentum a dicto Illustrissimo Rege Francorum ejusque Ambasiatoribus ad hoc potestatem habentibus præstari videndi, petendi, & exigendi.

Ac generaliter omnia & singula nomine nostro & Filii nostre Castillæ prædictæ faciendi, gerendi, exercendi, & firmandi quocunque natura & importantis fuerint aut esse poterint in prædictis & circa ea necessaria & opportuna; & que tunc negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis dependentibus & honestis exigit aut requirit, & que nobis facere liceret si præmissis personaliter interessamus, etiam si expressis longe majores sint, aut talia forent que de sua natura ad ea periclitanda Mandatum exigit magis speciale quin prædictis est expressum.

Promittentes, bonæ fide & in verbo Regio, nos & dictam Filiam nostram eam, gratiam & firmitatem habetores id totum & quicquid per dictos Oratores, Commissarios, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros seu eorum quocunque actum, gestum, conventum, juramentum, aut factum fuerit in præmissis, & contra ea vel eorum aliqua nullo modo contravenire; immo ipsi manentibus & inviolabiliter observare, ac per nostras Potentes Literas confirmare.

In cuius rei Testimonium presentibus his, manu nostra signatis, Sigillum nostrum duximus apponendum.

Dni. London. primo die Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, Regni vero nostri decimo.

In quorum omnium & singulorum premisorum fidem & Testimonium nos, Oratores, Commissarii & Procuratores antedicti Domini nostri Christianissimi Regis Francorum, presentibus Literis, manibus nostris subscriptis, Sigilla nostra apposuimus.

Duci in Urbe London. die quarto mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo.

Super Plicam,

G. GOUTTIER.

STEPHANUS PARIISIENSIS EPISCOPUS.
F. DE ROCHACOURT.
DE NEUVILLE.Sub Sigilli sui cera rubra a dupliis causis Per-
guntur presentibus.

4. Octob.

CXXVI.

Traité entre FRANÇOIS I. Roi de France, &
HENRI VIII. Roi d'Angleterre, qui rend à
TOM. IV. PART. I.

la France Tournaï, Mortagne, & Saint-Amand, & pour le Mariage de FRANÇOIS, Dauphin, avec MARIE, Fille dudit HENRI VIII. A Londres le 4. Octobre 1518. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 156, d'où l'on a tiré cette Plice, qui se trouve aussi dans RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 642.]

ANNO
1518.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias presentes Literæ pervenerint. Nos Thomas, Dux Norfolkia, Magnus Thesaurarius, & Marechalus Anglie; Thomas, Episcopus Dunelmensis, Cuius Privati Sigilli Potentissimi & Invidissimi Principis Domini nostri Henrici, Dei gratia Regis Anglie & Francie, & Domini Hibernie; Carolus, Comes Wigornie, & Dominus de Heibet, & de Gower, & Camerarius dicti Domini nostri Regis; Nicolaus, Episcopus Eboracensis, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambasiatores dicti Potentissimi Regis Domini nostri, ad infra scripta sufficienter deputati & legitimi consilium, Salutem. Cum inter Potentissimum & Illustrissimum Principem Henricum, Dei gratia Anglie, & Christianissimum Principem Franciscum, eodem gratia Francorum Reges, indissolubilibus Amicitia, & Fœcis perpetuis Fœdera contracta, & conclusa fuerint, neque ad firmiorem eorundem Fœderum corroboracionem Affinitas vicealaper Sponsalia, & Matrimonium inter Illustrissimum Principem Dominum Maslam, dicti Regis Anglie Filiam Unicum, & Scenissimum Principem Dominum Franciscum, Delphinum Francie, & dicti Christianissimi Regis Filium, habendum & contrahendum superaddita fuerint. Quod quidem Matrimonium, Deo bene favente, felicem & fastum in totius Reipublice Christianæ tranquillitatem foretur effectum.

Ob gratiam igitur & favorem dicti Matrimonii conclusi, & ut omnia hinc inde tollantur, quæ possunt inter præfatos Principes nostram aliquam generare suspicionem, nos præfati Illustrissimi & Potentissimi Principes, Commissarii, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambasiatores prædicti, pro traditione Civitatis Tornacensis, unâ cum territorio, & aliis ejusdem appendentibus, cum Egreijs, & Magnificis Viris, Guillemo Gouttier, Domino de Boniville, Milite Ordinis, necnon Cambellano Ordinaris Christianissimi Francorum Regis, ac Admiralo Francie; Stephano de Poncher, Episcopo Pacienis; Francisco de Rapenverel, Milite, Domino de Compendens, Senescallo Tolosa, & Gubernatore, Cambellano ejusdem Christianissimi Francorum Regis; & Nicolao de Neuville, eadem Milite, Domino de Villeroi, Audientiarum Francie, ac Secretario Financiarum, prædicti Christianissimi Regis, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambasiatores ejusdem ad infra scripta sufficienter auctoritatem habentibus, convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac per præfatos convenimus, concordamus, & concludimus articulum, prout sequitur.

Imprimis, conventum, concordatum, & conclusum est, quod dictus Rex Anglie, ejusque Deputatus, sive Deputati, sufficientem auctoritatem ab eodem habentes, vel habentes, tradet, seu tradit faciet intra quadraginta dies confirmationem præfatis Traditum proxime sequentes, præfati Francorum Regi, ejusque Deputato, seu Deputatis ad hoc sufficientem auctoritatem habentibus, vel habentibus, dicto Civitatem (1) Tornacensem, cum adjacenti suo Territorio, Montionemque, & S. Amandum, & Jurisdictionem, Superioritatem, Restorem, cum pertinentiis aliis universis, ad Summam ferecentorum millium Coronarum auri, boni auri & pulvi ponderis æstimatam, unaqueque Corona valeat in pecunia Gallica triginta quinque solidos Turonenses. Et pro eodem Summa idem Rex Francorum se debitorum præfati Regi Anglie, ac Hæredibus, & Successoribus suis pro præfatis constituit, quam quidem Summam facere, milliam Coronarum auri pro eodem Civitate & Territorio, cum suis pertinentiis quibuscunque, dicto Regi Anglie, vel ejus Hæredibus & Successoribus, seu eorum Deputatis, bene & fideliter solvet, seu solvi faciet, locis, terminis, modisque & forma frequentibus. Videlicet in die traditionis dictæ Civitatis, quinquaginta millia Francorum in Corona auri de Sole, pro exoneracione Milium tunc in Præfatio

M m 2

etis-

(1) Aile seule du village de, près par les Anglois après la bataille de Tewkesbury. In y ont été construits les Châteaux, qui s'appellent le port de la Chaux, & le port de la Tour.

ANNO
1518.

enfilent. Et in primo die Maii ex tunc proxime & immediate sequenti, in Oppido Calcia, viginti quinque milia Francorum in Coronis auri de Sole, & in primo die Novembris ex tunc proxime & immediate sequenti in dicto Oppido Calcia, alia viginti quinque milia Francorum in Coronis auri de Sole; & sic de lex mensibus in sex menses in dicto Oppido Calcia, in terminis predictis, viginti quinque milia Francorum in Coronis auri de Sole, donec & quo usque dicta integra Summa sita eorum milium Coronarum boni auri, & iuli ponderis, fuerit plena & integraliter soluta; pro qua quidem solutio, sicut praeterit, bene & fideliter, absque omni dolo, fraude, aut dilatione quacunque facienda, dictos Francorum Rex per Literas suas Patentes, manu sua subscriptas, ac Magno suo sigillo sigillavit, bona fide & in verbo Regis, voluit se, Haereditas & Successores suos, Regnum, Turris, Parias, & Domina, ac bona sua quaecunque, movilia & immovilia, praefata & futura ubiqueque, Subditosque suos, & eorum bona ubiqueque fuerint reposita, rem noverit in hac parte & expresse, ac in rem pacti, omni Privilegio, Causa, Juri beneficio, ac omibus & singulis exceptionibus & defensionibus tam juris, quam facti quibuscunque, quibus praesentium effectus quomodolibet impediri possit; & quod insuper ad omnium & singulorum praesentium firmitatem observantiam praefatus Francorum Rex obligabit sub penis Camerae Apostolicae, & per Obligationem de se.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod praefatus Rex Francorum eorum alioquin Judice ordinario pro Tribunali sedente, ac duobus Notariis publicis Notarium Scribis per eundem Judicem adsumptis, ac aliis iudicibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, ac in praesentia commissarii, seu Commissarii praefati Regis Angliae, ad hoc sufficienter deputati, sine deputatorum, ista quatuor menses Datum praesentis Tractatus proxime sequentes, personarum compulsi, seque libere, sive & voluntarie submittit eodem Judici, & qui Jurisdictioni & Cautioni, in additionem quatuordecim Judicis praesentis, & eorum eodem Judice sic pro Tribunali sedente, in praesentia Commissarii seu Commissarii, Notarii & illorum praedictorum, libere, sive, & ex certa sua scientia, tunc & ibidem recognoscit, & constituit palam, publice, & expresse se ex Contrahendo valido, efficaci, & sine permissu, debere praefato Regi Angliae, ejusque Haereditas & Successores, Summam sexcentorum milium Coronarum boni auri & iuli ponderis, unaquaque Corona valente in pecunia Gallica triginta quinque solidos Turonenses, solvendum locis, terminis, modis & formis in praefatis Titulis superioribus specificatis, effectualiterque requirit dictus Rex Francorum praefatum Judicem tunc pro Tribunali sedente, ut in Personam suam Sententiam Excommunicationis in fidei fere & fulminat, ex tunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex tunc, nisi, ut praefatur, praefatum Summam sexcentorum milium Coronarum boni auri & iuli ponderis, valoris praedicti, & qui ultra quod partem, locis, terminis, modis & formis praedictis solvat, aut solvi faciat; & quod in eventu non solvendi, huiusmodi, aut alioquin eundem partem, idem Judex cum se excommunicationem fuisse aut esse denunciet, denunciet aut faciat & mandet; rogetque insuper dictum Rex Notarios praedictos, ut super praemissa omnium & singulis nom vel plana, coadiuvant instrumentum, vel instrumentum, aut autenticon vel autentica, & subscriptis eorum Notariorum signatum loca signata, atque eundem Judicem similiter roget, ut idem Instrumentum sigillo suo communis, aut aliquo suo sigillo autentico ad suum specialem requisitionem committat fieri & procurat. Quorum quidem Instrumentorum unum in publicam formam, sicut praeterit, redactum & sigillatum Commissario vel Commissarii praefati Regis Angliae tunc praesent vel praesentibus, idem Rex Francorum tunc & ibidem tradet res tradit fieri cum effectu.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod omnes & singula injuria, molestaciones, gravamina, damni, & offensae quaecunque Regi Francorum, ejusque Regno, Patria, Villis, Oppidis, Civitatibus, Terris, Territoriis, & Dominiis, Incolis & Habitatoribus eorumdem, aut Subditi quibuscunque ejusdem Regis Francorum, per Civis, Incolis, Habitatores, aut Subditi dictae Civitatis Tornacensis & Territorii ejusdem, Armigeros, Gentes armorum quoscunque, sive Pares, sive Equites, praefato Regi Angliae, aut dictae Civitatis, tempore quo dicta Civitas fuit sub ditione Regis Angliae servientes, ejusque Nationis aut Patriae extiterunt, quovis modo & occasione qua-

cunque, per Terrum, Mare, & Aquas dulces, quibuscunque, quodocunque, aut ubiqueque, ante Datum praesentium, facta & illas tentos per dictum Francorum Regem abducere & remittere, & per praefatos abducere & remittere, ita ut ab ejusdem memoriae propria delectaret. Quod dictus Francorum Rex, ejusque Subditi, aut Consequentes quocunque, ejusqueque status, gradus, aut conditionis exister, eadem Civis, Incolis, Habitatoribus aut Subditi dictae Civitatis Tornacensis, & Territorii ejusdem, aut Armigeris, Gentes armorum, sive Pedibus, sive Equibus quibuscunque, praefato Regi Angliae aut dictae Civitatis, tempore, quo dicta Civitas fuit sub ditione ejusdem Regis Angliae, servientibus, ejus vel gratia quocunque volto, verbo, facto, aut num improper, expremere, aut impingu, vel quovis modo seu quovis colore id vindicare vel ulcisci contendat, aut praesumat, vel per alios, directè vel indirectè, sive quovis alio quovis colore, vindicare vel ulcisci procuret, aut fiat.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod Civis, Incolis, & Habitatoribus dictae Civitatis Tornacensis, & Territorii ejusdem, erunt in eadem & consimili, ac tanta libertate, in omnibus & per omnia, in qua fuerint, antequam dicta Civitas & Territorium ejusdem in ditionem Regis Angliae deirent & quod dictus Rex Angliae eadem omnia & singula ab omni obedientia, & juramento fidelitatis sub praesentibus, penitus exonerat, libera & absolvet, prout per praesentibus exonerat, libera & absolvet, ita quod omnes & singuli Civis, Incolis & Habitatoribus dictae Civitatis, & Territorii, adeo quieti, & pacifice vivant & Civitatem cum Territorio de dicto Rege Francorum ejusdem modo & forma, & adeo libere teneant, sicut prius tenebant, & viverent, antequam in manus & potestatem Regis Angliae pervenerint.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod cum Civis Tornacensis, & ejusdem Incolis, & Habitatoribus, in traditione dictae Civitatis & Territorii in manus praefati Regis Angliae facta, promittant eadem Summam quinquaginta milium Coronarum auri solvendum eidem Haereditas & Successoribus suis certis locis, & terminis tunc conveniis; ejus quidem Summa certa portio, & pars reliqua est, & restat insoluta: dictus Francorum Rex de residuo dictae Summae nondum solutae se debitorum Regi Angliae, ejusque Haereditas & Successores constituit, & eandem Summam pro dicta Civitate, & nomine ejusdem, praefato Regi Angliae, ejusque Haereditas & Successores in Oppido Calcia, terminis & modis tunc conveniis solvet, seu solvi faciet, absque omni dolo, fraude, aut dilatione quacunque.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod ante traditionem dictae Civitatis in manus praefati Regis Gallicorum, dictus Rex Angliae, ejusdem Depositi, sive Depositi potest & debet, ac possit & debeat omnes Bombardas, tormenta bellicos, pulveres, lapides, pila ferrea & plumbica, ac alia instrumentorum bellicorum, sive armorum invasivorum aut defensorum genera quaecunque, quocunque nomine censentur, necnon Victualia, omniaque & singula alia per praefatum Regem Angliae, & ejus Depositos pro ruinae, defensione, & salva custodia dictae Civitatis, & Territorii, vel alia quocunque causa, empti, parati, sive ordinati, & ibi repositi, absque impedimento, molestatione, gravamine, aut contradictione juris, vel alii praefati Regis Francorum, sive Civium, aut inhabitantium dictae Civitatis & Territorii, aut alioquin alterius ejusdem Regis Subditi, ejusqueque status, gradus, aut conditionis exister, libere & quiete abducere, apportare, & transvehere, per Terrum, Mare, & Aquas dulces dicti Regni Franciae, in Regnum Angliae, sive ad Oppidum Calcia, aut locum alium quocunqueque, quotiens, quando, & quocunque modo voluerit, aut maluerit. Et quod praefatus Rex Francorum quocunqueque, sive quocunqueque molestantes, graves, & contradicentes, sive impedire, molestare, gravare, & contradicere volentes, sive contentes, reatit, & cum effectu impedire, sive abducere omni quovis colore resistit. Et quod praefatus Gallicorum Rex, pro antedicta transvectione Instrumentorum bellicorum, & casierum praefatorum, per Subditi suos promissionem fieri faciet, tam Hominum, equorum, & currum, quam cimbarum, pistrorum, nivium, & aliorum quocunqueque, ad transvectionem eorumdem necessarios, ad expensas tamen dicti Regis Angliae.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est,

ANNO
1518.

ANNO
1518.

est, quod si per prefatum Regem Francorum, aut per alium suum patris quemcumque, vel per aliquem alium modum, quam per mortem illustrissimorum Principum, Francisci, Delphini, dicti Francorum Regis primogeniti, & Dominus Maria, dicti Regis Angliæ filia, interit, quoniam Matrimonium inter eosdem, vel alios eorundem Regum liberos, in alio Tractatu Matrimoniali de data præsentium per dictos Angliæ, & Francorum Reges, interit, & conclusum, debet fortius effectum, tunc præfatus Francorum Rex, ejusque Haeredes, aut Successores, dictam Civitatem Tornacensem cum adjacenti suo Territorio, Superficie, Refloro, Jurisdictione, aliisque suis Juribus, & pertinentiis universis, una cum fructibus modo tempore perceptis, nulla habita ratione reparacionem per dictum Francorum Regem interit fallamur, eidem Regi Angliæ, seu Haeredibus & Successoribus suis, ejusque, seu eorum Deputato, seu Deputatis, absque omni dilacione, dolo, fraude, malo ingenio, aut contradictione quacunque, restitit & cum effectu immediatè restituit & tradit, vel restituit & tradi facit, in eodem statu & libertate, quo fuit tempore, quo de malibus Regis Angliæ eisdem recepit: erantque Civis dictæ Civitatis, & Territorii ejusdem, ab omni Supplicatio, Refloro, obediencia, juramento, & fidelitate Regi Francorum præfati, penitus absoluti & exonerati: quo casu Rex Angliæ, ejusque Haeredes & Successores, omnes Pecuniarum Summas de dictis secentis millibus Coronarum auri, tunc per Regem Francorum eidem solutas, dicto Francorum Regi eidem terminis, modo & forma, quibus eadem recepit, reddere, restituere, & restituit debentur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si per prefatum Regem Angliæ, aut per alium suum patris quemcumque, vel per aliquem alium modum, quam per mortem dictorum Principum Delphini, & Maria, aut aliorum dictorum Regum liberiorum, ut præfatur, interit, quoniam dictum Matrimonium debet fortius effectum, tunc præfatus Francorum Rex, ejusque Haeredes, aut Successores, dictam Civitatem Tornacensem, cum adjacenti suo Territorio sui restituit, vel restituit. Quo casu aliorum dictis Francorum Rex, ejusque Haeredes, aut Successores, Summam secentum millium Coronarum auri, valoris prædicti, boni & jussi ponderis, vel reddam ejusdem, tunc non solutam, sed modo, forma, & terminis solutis in præfatis Tractatu superius specificatis, dicti Regi Angliæ, ejusque Haeredibus, aut Successoribus, solvere tenentur, & obligantur, & per præfatos tunc & obligantur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod dictus Rex Francorum, post traditionem dictæ Civitatis Tornacensis, & Territorii ejusdem, si bene per prefatum Regem Angliæ, ut præfatur, faciendam, nihil omnino agat, faciat, tradat, vel attentat, nec à dictis Civitatibus & Territoriis Civibus, Incolis & Habitatoribus agi, fieri, tradat, vel attentari sinet, vel quovis modo, clam vel aperte, permittet, quod in prædictum, damnum, injuriam, sive dispendium Sui-dictorum Caroli Regis Hispaniarum Catholici, quovis modo, directè vel indirectè, edere possit: sed quod dicta Civitas Tornacensis, & Territorium, Civitas, Incolæ, & Habitatores eorundem, in omnibus, & per omnia, versus dicti Hispaniarum Regis Subditos sit gerent, & habeant, sicut ante traditionem dictæ Civitatis, & Territorii, in manus præfati Regis Angliæ factam gerere & habere consueverunt, & se obligaverunt: & quod dicta Civitas, & Territorium ejusdem, in omnibus, & per omnia, in eodem statu versus Subditos dicti Hispaniarum Regis reputentur, quo facti ante traditionem dictæ Civitatis, & Territorii, in manus dicti Regis Angliæ. Et pari modo dictus Rex Catholicus, & Subditi ejusdem Regis, in omnibus, & per omnia, erga dictam Civitatem Tornacensem, & Territorium, Civis, Incolæ, & Habitatores eorundem sit gerent, & habeant.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod pro firmiori & fideliori observantia, tam præfatis Tractatibus, quam Tractatu Matrimonii de data præsentium habiti & conclusi per Regem Francorum antedictum, ejusque Deputatum, sive Deputatos, ad hoc sufficientem auctoritatem habentes, eodem die quo Civitas Tornacensis cum ejus appendentiis in manus Regis Francorum, ut supra dictum est, traditur, prædicto Regi Angliæ, ejusque Deputato, vel Deputatis ad hoc sufficientem auctoritatem habent, vel habebitis, & in manus ejus, seu Deputati, aut Deputatorum suorum, in Civitate Londinensi dabuntur, & restitit tra-

dentur (r) ut Obiides Nobles Regni Franciæ, boni, convenientis, ac sufficientis Parimonii & valoris, quibus suis propriis auri, & intercomodis, cum quibus Rex Angliæ bene contentabitur, qui loco pignoris servabuntur, & penes dictum Angliæ Regem, ejusque Deputatum sive Deputatos, in salva Custodia remaneant, donec, & quousque omnia & singula in dictis Tractatibus sub modis & formis in eisdem contentis, fuerint per dictum Regem Francorum ejusque Haeredes, aut Successores restituit & cum effectu observata, & persolvent. Quo casu Rex idem Angliæ, ejusque Deputatus seu Deputati, tunc præfatos Obiides, absque omni dilacione aut contradictione quacunque, præfatis Regi Francorum, ejusque Deputatis sive Deputatis reddere, & in manus suas restituit tenentur. Et si dicti Obiides, vel eorum aliqui interim moriantur, tunc in locum eorum, vel ejus, morientium seu morientis, dictus Francorum Rex lata sententia, postquam per dicti Regis Angliæ Literas super hoc fuerint factus fuerit, alios sive alii Obiides sive Obiides similis qualitatibus, valoribus, & Parimonii, cum quibus dictus Rex Angliæ contentabitur, similiter in Civitate Londinensi dicto Regi Angliæ, seu ejus Deputato, sive Deputatis, tradit, & liberabit, seu tradi & liberari facit restitit & cum effectu, totiens quotiens dictus casus moris aliorum eorundem eveniat. Et casu quo dictus Rex Francorum aliquem dictorum Obiidem propter agriodiam, Matrimonium celebrandum, aut aliam causam quancunque, donum & in Patriam repetere & revocare voluerit, tunc dictus Francorum Rex ante traditionem dictæ Civitatis, præfatur, revocandi, alium similis qualitatibus, & estimacionis, cum quo dictus Rex Angliæ contentabitur, in dicta Civitate Londinensi, dicto Regi Angliæ, ejusque Deputato, vel Deputatis debet & tradit, seu dari & tradi facit, quo facto libere sit revocato in Regnum Franciæ, & in Patriam redeat.

Item. Cum in quodam Antico Tractatu Matrimonialis de data præsentium inter prædictos Angliæ, & Francorum Reges, de Matrimonio inter prædictos Serenissimos Principes Dominum Delphinum, dicti Regis Francorum Primogenitum, & Dominam Mariam, præfati Regis Angliæ filiam, habendo & celebrando, sit convenit, quod dictus Rex Angliæ, pro dicto Matrimonio, nomine Dotis, & pro Dote dedit & solvet, dari & solvi faciet dicto Delphino, ejusque Deputato, seu Deputatis, summam trecentarum triginta trium millium Coronarum auri boni & jussi ponderis, terminis, modo & forma superius, videlicet primam medietatem in die Solemnizationis dicti Matrimonii, seu intra octo dies ex tunc proximè sequentes, aliam medietatem intra annum ex tunc proximè sequentem: convenit, concordatum, & conclusum est, quod dictus Francorum Rex, ejusque Haeredes & Successores, ex redditu Summæ dictorum secentorum millium Coronarum auri, pro Civitate Tornacensi, ut præfatur, solvende, & die Solemnizationis Matrimonii prædicti remanent non soluto, Summam centum sexaginta sex millium & quingentarum Coronarum auri, prædicto die Solemnizationis Matrimonii, nomine medietatis Dotis dictæ Dominæ Mariæ, & in plenum, perfectum, & integrum solutionem ejusdem medietatis nomine dicti Delphini filii sui, & ad ejus usum retineat: & de eadem Summa sit per eum nomine dicti filii sui, & ad ejus usum tenet, si pro Rege Angliæ dicto filio suo debitorum constituit, & eundem Regem Angliæ, aut ultioris solutione dictæ Summæ nomine medietatis Dotis dicti Delphino faciendi, per Literas suas Patentes Magnæ fidei Sigillo sigillatas, & manu sua subscriptas, tæsto quo casu liberabit; pro reliqua verò medietate dictæ Dotis intra annum, ut prædictum est, solvenda, dicti nominatus Francorum Rex, ejusque Haeredes & Successores, ex dictis secentis millibus Coronarum auri Summam sexaginta sex millium & quingentarum Coronarum auri sui restituit in plenum, integrum, & perfectum solutionem ejusdem, si tanta Summa de dictis secentis millibus in manibus suis tunc remanere infodit. Et casu, quo dicta Summa ceatam sexaginta sex millium & quingentarum Coronarum auri tunc non integrè remanere infodit, sed solum aliquæ ejus pars, eo casu idem Rex Francorum, ejusque Haeredes & Successores, Summam remanentem pro solutione partis secundæ medietatis pro rata ejusdem, nomine dicti filii sui restituit, ac de eadem Summa sit per eum nomine

M m 3

dicti

(r) Les Ouyers que François I. donna furent les Seigneurs de la Rochelle, de Albion, de Montreuil, de Mariva, de Marguerite, de Montreuil de Albion, &c. de Combray.

ANNO
1518.

ANNO
1518.

dicti Filii sui, & ad ejus usum retenta, se pro Rege Angliæ dicto Filio suo debentem constituere, ac eundem Regem ab ulteriori solutione dictæ summe penitus medietatis dicti dicto Delphino faciendæ per Literas suas Parentes, Magno suo Sigillo sigillatas, & manu sua subscriptas, realiter eo casu liberabit; reliquam vero partem dictæ Summe centum sexaginta sex milium & quingentarum Coronarum auri præstanti Rex Angliæ, ejusque Haeredes aut Successores eidem Francorum Regi, aut ejus Deputato, nomine Delphini Filii sui solvet & suppedit, aut solvi & suppleri faciet, in presentem, perfectam, & integram solutionem totius Summe dictæ Domini Marie hoc casu consistere; de qua quidem dictam partem se per eam nomine dicti Filii sui & ad ejus usum in presentem solutionem totius Summe receptæ, dictas Francorum Rex, ejusque Haeredes & Successores, pro Rege Angliæ dicto Filio suo se debitorem constitueret, & eundem Regem Angliæ ab ulteriori solutione dictæ reliquæ partis penitus Delphino faciendæ, per Literas suas Parentes, Magno suo Sigillo sigillatas, & manu sua subscriptas, integram totam solutionem esse declarantes, tollit ut casu liberabit: quas quidem Literas, sicut præfertur, concessas, eidem Regi Angliæ, ejusque Deputato, seu Deputatis, dabit & tradet, servare & tradi faciet. Et si contingat, dictam Dominum Mariam dicto Regi Angliæ, ob defectum liberorum masculinorum, quod Deus avertat, in Regno succedere, tunc & in eo casu, de prædicta Summa trecentarum & triginta milium Coronarum auri, nihil omnino nomine dicti solvetur, nec aliquid de dicta Summa fovecentum milium Coronarum auri per dictum Regem Francorum, seu ejus Haeredes, nomine Ducis remittebunt. Et si quid nomine Ducis solum aut retentum fuerit, id totum executionibus dicti Regis Angliæ, per dictum Regem Francorum, ejusque Haeredes & Successores, solvetur; & quantum hoc casu nulla Dos fuerit per Regem Angliæ data, in receptione tamen Ducis, id dicta illa Delphinum superveniet, tantum solvetur ei per Francorum Regem, ejusque Haeredes & Successores, quantum solvetur nomine Ducis ex parte Regis Angliæ, & sua Filia non successerit in Regno.

Item. Convenit, concordatum & conclusum est, quod præfatus Christianissimus Francorum Rex eorum Oratore, vel Oratoribus, Commissario, vel Commissariis, Procuratore, vel Procuratoribus præfati Regis Angliæ, quamprimum ad hoc per eundem Oratorem vel Oratores, Commissarium vel Commissarios, ejusque legationem fuerit, abque omni dilatione, tactis Sacrosanctis Dei Evangelis, juramentum in Scriptis præstabit, quod præfatum Tractatum, ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, bona fide observabit, & ab aliis, quantum in ipso erit, realiter & cum effectibus observari faciet: idemque juramentum, sicut præfertur, in Scriptis redactum & prælitum, ac manu sua propria tunc ibidem signatum, Oratori vel Oratoribus præfati Regis Angliæ ibidem præfati vel præfentibus realiter tradet; & similiter Rex Angliæ eorum Oratore vel Oratoribus, Procuratore vel Procuratoribus, Commissario vel Commissariis præfati Francorum Regis, quamprimum ad hoc legitime fuerit requisitus, abque omni dilatione, tactis Sacrosanctis Evangelis, juramentum in Scriptis præstabit, quod præfatum Tractatum, ac omnia & singula Capitula in eodem contenta, bona fide observabit, & ab aliis, quantum in eo erit, realiter & cum effectibus observari faciet. Idemque juramentum sumum, sicut præfertur, in Scriptis præfatum, & manu sua propria tunc & ibidem subfignatum, dictis Oratoribus præfati Regis Francorum ibidem præfentibus realiter tradet.

Item. Convenit, concordatum & conclusum est, quod utrumque Regem prædictorum per Literas suas Parentes, Magno suo Sigillo sigillatas, & manibus suis subscriptis, præfatum Tractatum, ac omnia & singula in eodem contenta, acceptabit, ratificabit, & intra quatuordecim menses datam prædictam proximè sequentes, confirmabit, eisdemque Literas, sicut præfertur, signatas, intra dictos quatuordecim menses vicissim & mutuo tradet, ratificabit eum effectus.

Separatim servato Communi Juramento.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, Dominus Hiberniæ, universis & singulis, ad quorum notitiam præfatus Literæ pervenerint, Salutem. Notum facimus, quod nos de fidelitate, indultis, & provida circumspeditione dilectorum & fidelium Consiliorum nostrorum, Thomæ, Ducis Northfolciæ, Magni Thesaurarii & Marecalli Angliæ; Reverendi Patris Thomæ, Dunelmensis Episcopi, Custodis Pri-

vati Sigilli nostri; necnon Caroli, Comitis Wigornie, Domini de Herbert & de Gower, Camerarii nostri; & Reverendi Patris Nicolai, Episcopi Elicensis, plurimum confidentes, ipsos, & eorum quælibet, consensum, consensum & divinum, nostros veros, legitimos, & indubitatos Oratores, Procuratores, Ambassadors & Nuncios nostros generales & speciales ad infra scripta ordinavimus, fecimus, & constitimus, ac per præfatos ordinavimus, fecimus, & constitimus, dentes & concedentes eidem, & eorum cuilibet, consensum, ut præfatum, & divinum, Potestatem generalem & Mandatum speciale, ita quod generalitas specialitas non deroget, nec è contra, pro nobis & nomine nostro cum Christianissimo Principe, Francisco, Francorum Rege, Consanguineo nostro carissimo, vel ejus Oratoribus, Procuratoribus, Ambassadors, Commissariis sine Deprecatis, sufficientem autoritatem ab eo habentibus, de & super traditione ac dedicatione Civitatis Tornacensis, & Territorii ejusdem, Abbatie Sancti Amandi, ac Castri sive Oppidi de Mormalghe, cum suis pertinentiis & dependentiis, ad manus dicti Consanguinei nostri Francisci Regis, vel Deputatorum eorum, sub quocumque Patris, Capituli, Conditionibus, & Conventionibus, cum dicto Rege Francorum, ejusque Commissariis aut Deprecatis, conveniendi, consensendi, & concludendi; necnon & super hujusmodi Patris, Conditionibus, Conventibus, & Conventionibus quibuscumque, ac etiam super quibuscumque Pecuniarum Summis, pro traditione ac dedicatione dictæ Civitatis Tornacensis, quantumvis magnis per præfatum Francorum Regem, suosque, Haeredes & Successores, nobis, nostris Haeredibus & Successoribus, sine ulla, aut eorum Deprecatis, cens locis, terminis, modisque & forma solvendi, tradendi, communicandi, pacificandi, concordandi, & concludendi, ipsorumque Franciscum Regem, Haeredes & Successores suos, necnon Regnum, Terras, Parias, & Dominia, ac Res & Bona sua quæcumque, ac Subditos suos quocumque, eorumque Bona mobilia & immobilia, abeque fuerint reperta, pro Summis hujusmodi, locis, terminis, modisque & forma inter Oratores nostros præfatos, & dictum Regem Francorum, ejusque Commissarios, aut Deputatos, utrinque conveniendi & concordandi, solvendi, adimplendos & obligandos, pacificandi, & conveniendi. Et præterea, pro residuo eadem Pecuniarum Summe, Nobis, Haeredibus & Successoribus nostris, pro Civitate Tornacensis, eo tempore quo Civitas dicta sit in manus & Ditionem nostram dederunt nobis, & eidem præmissis, & ea ratione nobis, & eis debet, & remanent adhuc non solute, ipsam Franciscum Regem, & Successores suos, Nobis, Haeredibus & Successoribus nostris debitores constitutos, subrogandos, obligandos, & adimplendos, conveniendi & concludendi, vel alias promissiones recipiendi, que eidem Procuratoribus nostris rationabiles videbuntur ipsorumque Francorum Regem, Regnum, Terras, & Dominia sua quæcumque, ad inviolabilem conventum & conclusum observantiam, sub Consensu Ecclesiasticis quibuscumque, & in forma Camere Apostolicæ, ac alias, prout eis videbitur, nobis adimplenda & obliganda, similiter pacificandi & conveniendi; ac alternis pro futuritate, firmitate, & observatione omnium & singulorum Factorum & Conventionum faciendorum tam super dicta traditione, & deliberatione dictæ Civitatis Tornacensis, quam super Matrimonium inter carissimum Filium nostrum Marium, & Franciscum, Delphinum Viennensem, Filium prædicti Francisci, Regis Francorum, contractum, Obfides Regni sui Franciæ, Nobilibus bonis & sufficientibus valens quocumque & quocumque eis expedire videbitur in manus nostras dandos & tradendos, alioque Nobilibus bonis & sufficientibus valoris, si ipsi, vel eorum aliquis moriatur, in locum ejus, vel eorum substituentem, successorem, conveniendi, & nobis obligandi: ac insuper cum dicto Rege Francorum, ejusque Oratoribus, Procuratoribus, Ambassadors, sive Nunciis sufficienter & legitime depositis, ad causas, questiones, controversias, differentias, & occasione quæcumque, que inter nos, & dictum carissimum Fratrem nostrum Franciscum Regem, maritum amorem & benevolentiam diminueret, vel suspicionem aut simulatam aliquam generaret, quovis pacto possit, tollendi & amovendi, tradendi, communicandi, conveniendi, & concludendi, necnon de & super restitutione & satisfactione quæcumque depreddationum, rapinarum, aut iniuste ablatarum & Subditis nostris, vel dicti Regis Francorum, hinc inde per Terram,

ANNO
1518.

ANNO Terram, Mare, & Aquas dulces, antehac factorem,
1518. vel impotenter fendorum, ac de modo & forma
eiusdem relictionis & satisfactionis utriusque Subditi,

enim super quibuscumque Peculiarium summis pro
traditione dictæ Civitatis Tornacensis, quatenus
magna, per nos nostrosque Heredes & Successores
præfati Regi Angliæ, aut ejus Haeredibus & Successoribus,
sive ejus, aut eorum Depu-
tatis, terminis, modisque & forma, solvendis tradi-
turi, communicandi, paciscendi, concedendi, & con-
cludendi, noque, Haeredes & Successores nostros, nec
non Regnum, Terras, Patrias, & Domitia, ac Res
& Bona nostra quæcumque, ac Subditi nostros quo-
cumque, eorumque bona mobilia & immobilia, ubi-
cumque fuerint reperta, pro forentis hujusmodi, lo-
cis, terminis, modisque & forma inter Oratores nos-
tros prædictos, & dictam Regem Angliæ, ejusque Com-
missarios aut Deputatos, utriusque conventis & concor-
dati, fideliter solvendis attingendi & obligati: &
preterea pro reditu ejusdem peculiarium summis
dicto Regi Angliæ, ejusque Haeredibus & Successoribus,
per Civem Tornacensem, eo tempore quo Civis dictæ
Civitatis se in manus & diemem dicti Regis Angliæ
dederunt, eidem promissa, & ea ratione Sui Mar-
tati debuit, & remanens adhuc non soluta, nos, Ha-
eredes & Successores nostros, dicto Regi Angliæ, ejus-
que Haeredibus & Successoribus, debetores continui-
di, subeundi, obligati & attingendi, vel alias pro-
missiones faciendi, quæ eidem Procuratoribus nostris
rationabiliter videbuntur, Nonque, Regnum, Terras,
& Domitia nostra quæcumque, ad involutabilem con-
ventorem & conclusorem observantiam suo Confar-
Eccllesiasticis quibuscumque, & la forma Camere Ap-
postolice, ac aliis, prout eis videbitur, attingendi &
obligandi, ac ulterius pro securitate, firmitate, & ob-
servacione omnium & singulorum Pactorum & Con-
ventionum faciendarum, tam super dicta recuperacione
traditione dictæ Civitatis Tornacensis, quam super
Matrimonio inter carissimum Filium nostrum Francis-
cum, Delphinum Viennoensem, & Illustrissimum Ma-
riam, Filiam Regis Angliæ prædicti contracto, Obides
Regni nostri, Nobiles boni & sufficientis valoris quo-
cumque & quotiescumque eis expedire videbitur, in ma-
nus dicti Regis Angliæ dandos & tradendos, aliosque
Nobiles boni & sufficientis valoris, si ipsi, vel eorum
aliqui moriantur, in locum ejus, vel eorum, substitu-
tendos, pascendos, promittendi, & eos obligandi,
ac insuper cum dicto Rege Angliæ, ejusque Oratoribus,
Procuratoribus, Ambasciatoribus, sive Nunciis suffi-
cienter & legitime deputatis, ad causas, quæstiones,
controversias, differentias, & occasiones quæcumque,
quæ loter nos, & dictum carissimum Fratrem nostrum
Angliæ Regem, mutatis amorem & benevolentiam
diminuere, vel suspicionem, aut similitudinem aliquam
generare quovis pacto possent, tollendas & amovendas,
tradendi, communicandi, conveniendi, & concludendi;
neon de & super relictione & satisfactione quæ-
cumque deprecacionum, rapinarum, aut iniquis
ablatorum & Subditi nostris, vel dicti Regis Angliæ,
hinc inde utriusque per Terram, Mare, vel Aquas
dulces, antehac factorem, vel impotenter fendorum,
ac de & super forma ejusdem relictionis & satisfactio-
nis utriusque Subditi, tam pro præterito, quam pro
futuro tempore faciendarum, & de deputatione judi-
cium ad coposcedum, procedendum, diffiniendum,
& attingendum, de & super eadem cum dicto Rege
Angliæ, ejusque Oratoribus, Procuratoribus, & Com-
missariis, similibus tradendi, communicandi, & con-
cludendi, & nos, & Haeredes & Successores nostros,
pro hujusmodi relictione factanda obligandi & attingendi;
neon ad omnia & singula per eandem Orato-
res, Procuratores, Ambasciatores sive Nuncios nostros,
circa promissa, vel eorum aliqua, tradita, communi-
cata, & conclusa, per nos, & ex parte nostra fideliter
adimplendum, nos, Haeredes & Successores nostros,
ac bona nostra utriusque reperta, necnon Reges,
Patrias, & Domitia nostra, Subditi quoque nostros, ac
eorum bona utiliter inventa, attingendi & obligandi,
ac super hujusmodi conventis, concordatis, & con-
cludendis, cum dicto Illustrissimo Regi Angliæ, Con-
fariatorem nostro carissimo, sive ejus Oratoribus, Con-
fariatorem nostro deputatis, Literas validas, & efficaces
pro parte nostra tradendi, aliosque commissis efficitur
& vigoris, ab ipso, vel ab eis petendi & recipendi,
plenaque potestate Potestatem juramentum in animam
nostram præstandi, quod tenentibus & adimpletionis
resiliret & cum effectu omnia & singula, quæ in præ-
dictis, & circa ea, nomine nostro concordantibus, con-
venirent, jurarent, firmarent, & concludant; ac quod
illa ratificabimus, & nullo omnino tempore revocabi-
mus, nec contra ea, vel eorum aliquod faceremus, vel
quoniam

ANNO
1518.

per nos nostrosque Heredes & Successores
præfati Regi Angliæ, aut ejus Haeredibus & Successoribus,
sive ejus, aut eorum Depu-
tatis, terminis, modisque & forma, solvendis tradi-
turi, communicandi, paciscendi, concedendi, & con-
cludendi, & nos, Haeredes & Successores nostros, pro hujusmodi re-
litione factanda obligandi & attingendi; ac super hu-
jusmodi conventis, concordatis, & conclusis cum
dicto Christianissimo Francorum Rege, Consanguineo
nostro carissimo, sive ejus Oratoribus, Commissariis,
aut Deputatis, Literas validas & efficaces pro parte
nostra tradendi, aliosque commissis efficitur & vigoris
ab ipso vel ipso petendi & recipendi, plenamque po-
testatem Potestatem juramentum in animam nostram præ-
standi, quod tenentibus & adimpletionis resiliat & cum
effectu omnia & singula, quæ in prædictis, & circa ea,
nomine nostro concordantibus, convenirent, jurarent,
firmarent, & concludant; ac quod illa ratificabimus,
& nullo omnino tempore revocabimus, nec contra ea,
vel eorum aliquod faceremus, vel quovis pacto venie-
mus; & similesque juramentum ad dicto Christianissimo
Rege Francorum, ejusque Ambasciatoribus ad hoc Po-
testatem habentibus, præfati videndi, petendi, & exi-
gendi, ac generaliter omnia & singula nomine nostro
faciendi, excedendi, & expediendi, cum suis incidenti-
bus, emergentibus, dependentibus, & connexis qui-
buscumque, quæcumqueque nature seu importancie fue-
rint, quæ in prædictis, vel aliquo permittitur, ne-
cessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, etiam
talia fuerint, quæ de sua natura ad ea perficienda man-
data cum eligant magis speciale, quam præfatis sit
expressum, & quæ nobis facere liceret, si præfatis
personis præfatis interessent; promittentes bona fide,
& in verbo Regio, & nos ratum, gratum & firmum
habebimus id totum, & quicquid per dictos Ora-
tores, Commissarios, Procuratores, & Deputatos nos-
tros, seu eorum quæcumque, actum, gestum, con-
ventionem, juramentum, aut factum fuerit in præmissis,
& contra ea, vel eorum aliqua, nullo modo coarctante,
imò ipsa manutene, inviolabiliter observare, ac per
nostros Patres Latores confirmare. In copias rei
Testimonium, præfatis his manus nostra signatis
Sigillis nostrum magnam dextram apponendum. Datum
Londani, primo die Octobris, Anno Domini
millesimo quingentesimo decimo octavo, Regi vero
nostri decimo Per Regem.

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, Me-
diæque Dux, & Genes Domini, universis & sin-
gulis Literas presentes inspecturis, Salutem. Notum
facimus, quod nos de fidelitate, industria, & provida
circumspectione dilectorum & fideiurati Consiliorum
nostrorum, Guillelmi Gouffier, Domini de Bourle-
ton, Militis nostri Ordinis, necnon Cambellai ordi-
nati, ac Admirali Franciæ; Stephani de Poncher,
Episcopi Parisiensis; Francisci de Ropescardi, Mil-
itis, Domini de Campodenario, Senescalli Tholose,
& Gubernatoris Rupelle, Cambellai nostri; & Nico-
lai de Neufville, etiam Militis, Domini de Villeroi,
Audientiarum Franciæ, ac Secretarii Financiarum nos-
trarum, plurimum confidentes, ipsos & eorum quem-
libet, conjunctos & divinos, nostros veros, legitimos,
& iudicatos Oratores, Procuratores, Ambasciatores
& Nuncios nostros generales, & speciales, ad infra-
scripta ordinavimus, fecimus, & constituimus, ac per
presentes ordinamus, facimus, & constituimus. Dantes
& concedentes eadem, ac eorum cultibus, con-
junctum, ut præfatorum, & divinum, Potestatem gene-
ralem & Mandatum speciale, si quod generaliter spe-
cialiter nos deroget, nec est contra, pro nobis, & no-
mine nostro, cum Illustrissimo Principe Henrico, Rege
Angliæ, Consanguineo nostro carissimo, vel ejus
Oratoribus, Procuratoribus, Ambasciatoribus, Com-
missariis, sive Deputatis sufficientem auctoritatem ab eo
habentibus, de & super traditione ac deliberacione Ci-
vitatū Tornacensis, & Terrarū ejusdem, Abbatis
sacri Amundi, ac Calvi sive Opidis de Mortaigne,
cum suis pertinentiis ac dependentiis, ad manus nos-
tras, vel Depuatorum nostrorum, sub quibuscumque
Pactis, Capitalis, Conditionibus, & Conventionibus
cum dicto Rege Angliæ, ejusque Commissariis aut De-
putatis, conveniendi, concipiendi, & concludendi,
necnon de & super hujusmodi Pactis, Conditionibus,
Contradiis, & Conventionibus quibuscumque, ac

quoniam

ANNO
1918.

quavis modo venientes; similique praesentem à dicto
Rege Angliæ, Confulinguo nostro castris, prae-
teritò valiculis et exigentis, ac generaliter omnia et lingula
faciendis, exercendis et expediendis, cum suis incidenti-
bus, emergentibus, dependentibus, et connexis quib-
viscunque, causisqueque naturæ, seu opportunitati
fuertit, quæ in praesentis, vel aliquo praesentium, ne-
cessitat fuerint, quæ quomodolibet opportuna, etiam
ultra fuerint, quæ de sua natura, ad eis periculis,
mandatis eorum magis speciale, quàm praesentis
in expressum, et quæ nobis fuerit licet, et praesentis
particulariter praesentis interitellimis; promittentes
fidei, et in verbo Regis, non tantum, gratum, et fir-
mum habere, et totum et quicquid per dictos Crato-
res, Commissarios, Procuratores, Consilios et Depu-
tatos, nullo, seu quocunque modo, adum, legem,
conventum, juramentum, aut factum fuerit in praesentis,
et contra, et vel ipsorum aliquo, nullo modo con-
venire, immo ipsi maneat, et inviolabiliter observa-
re, ac per Litteras nostras Patentes confirmare. In
eius rei Testimonium, praesentibus his nostris liti-
gatis dignum nostrum dextram apponimus. Datum
Andegavis, die ultimo mensis Julii, Anno Do-
mini millesimo quingentesimo decimo octavo, et Regni
nostris quarto. Scilicet *seigneur républicain*, FRAN-
ÇOIS. Et *senior* nobis. Per Regem.

In quorum omnium & singulorum premifforum fidem & Testimonium, nos Oratores, Commiffarii, & Procuratores antedicti Domini nostri Illuftriffimi Regis Anglie prefentibus Literis manibus noftris fubfcripfit, figilla noftra appofuimus. Datum in Urbe Londinenfi, die quarto Octobris, Anno Domini millefimo quingenteffimo decimo octavo.

CXXVII.

4. Octob. *Tratatus pro eisdem Piratis inter FRANCISCUM I. Regem Francie, & HENRICUM VIII. Regem Anglie conclusus.* Dat. Londini die 4. Octobris Anno 1518. [Rymer, Fœderis, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 649. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le LVIII. Vol. des MSS. de la Biblioth. Royale de Berlin pag. 127. Folio le 2. Octobre, mais où elle n'est pas à beaucoup près si exacte ni si étendue que dans Rymer.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam pre-
fatus Liber pervenit, nos, Galfridus Gau-
fridus Dominus de Bolevo, Miles ordinis sancti Com-
bustellani Ordinis, et Chiffellani Regis, Principis
et Domini de Francia, Dei gratia, Franco-
rum Regis Chiffellani et Admiralis Francie,
Stephani de Pouchet Episcopi Parisiensis, Francie
et Regni de Neapoli Milite, Domini de Carpendens
et de Smeedales Tholose et Gelsenorum Rupelle, Cam-
bustellani de Chiffellani Francorum Regis,
et Nobilis de Neapoli cum Mite, Domini de Vil-
leny Secretarii Financiarum de Chiffellani Regis,
et Admirantis Francie, Consilii, Oratores,
Committali, Procuratores, et Ambasciatores eundem
Chiffellani Regis, ad infra scripta sufficienter depu-
tati & legitime constituti & auctoritati, Salutem.

igitur et legitime confirmari et ratificari, confirmari, ratificari
 et ratum factum esse.
 Ceterum factis diffinitis, Christianissimum Francorum, et
 Apostolicissimum ac Sacrosanctissimum Romanum, Dei
 Anglie Regem inter illa Saecula Ordinationemque pro
 bono et utilitate Regni, Maritimoque ac Francis
 deo-missionibus coherens, dampni et injuriis hinc
 inde illis referendis, jam olim edita fuerunt, ac per
 Illustrissimos Principes Ludovicum quondam, bovis
 memoriam, Francorum Ludovicum, et Henricum
 sextum Anglie Reges confirmata et innovata, cum quibus
 dam praeteritum dependensum abolitionibus,
 omnia nomina per praefatis decore:

Tamen eam eadem Saeta & Ordinationes, propter utroque Regni Subditorum infantiam, iudicamus, quos occurrenti Statutorum executio contristat eil, tum iuriam tum difficultatem, vel nullo modo vel parum diligenter providè executioni demandata ex-
ecrere, usque adeo ut e mentibus Subditorum erui-
que aboluta existimemus.

Nos itaque, prefati Christianissimi *Francorum Regis*
Confiliarii, Oatores, Commiffarii, Procuratores,

ANNO
1518.

Inprimis, pro abbreviando litium, coram Iudicibus quibuscunque, super spoliationibus, dampnis, iniuriis pro controversiis & libris pendentiis & interelle pendende, quos damificati consequentes supra modum, suum dispendium protellati, desperantes etiam ultimum ultimum finem imponi propter Appellationum & aliorum insecutionis multiplicem, ordinatum, conclusum & consummatum, quod omnes huiusmodi causas, coram Iudicibus pendentes, iam eodem emine propterea advocantes, & cum Processibus ad Iudices inferioris nominandis, & cum Processibus (si hoc Advocatus maluerit) devolvendis, remittendis, &, ne inferiores Iudices se difficiles reddere in statu mittendo Processum coram eis habitos ad dictos Iudices, ordinare vel quod prefati Iudices, recusantibus infra decem dies, a tempore requisitionis sui per aliterurum Partem numerandis, huiusmodi Processus, dictis Committentibus transmittendis, prorsus, eo ipso penam triginta Marcarum argenti, hinc Regio applicandam, incurant; & nihilominus, si forte in hiis causis ipsi Iudices potius procedant, eorum invasores & irriti sit Processus, ipsi, expresso contentu Partium, litis ubi certum est Iudicium terminari oportum, discurrunt coram Iudicibus presentibus optatum.

Item, pro componendis & terminandis querelis, cum his quæ post ultimam abolitionem nunc hactenus remanent indecise, quibus hæc quæ futuris & perpetuis temporibus pasci & moveri poterint, provilum conclusum & concordatum est, quod per utroque Regni Principes deputabatur in utroque Regno Iudices; videlicet.

In Regno Angliæ, in Civitate Londinensi, Admi-
nistratus, Visitatus, seu eorum Vicegerentes &
Majores Scrutatorum Revis.

In Regno autem Franciæ, in Civitate *Rothomagen.*
Admirallas, *Viceadmirallas*, seu eorum *Vicegerentes*, & primus ibidem *Carolus Regijlitterarum Pra-*
dictus.

Ad quos utriusque Regis Subditi respectivè sciunt
se in promissa aditum habere posse.

Item, quod Iudices de deputati, in suis respecti-
bus, quibus & lines quibusdam, propter ma-
nifestum, acursum & Plurimum, Litterarum ma-
nitas & pendent, si in suis fieri, cum corollum,
infra fomite tempus, paribus inductibus, summo-
de de plano, sine lrepla & figura Iudici, proceden-
tes, nulli Sententiæ determinat; eadem vero, contra
quosdamque Iudices pendent, in quibus
si corollum, preterea quosdamque alias nati-
as natiura, motu suo movenda, summo-
de de plano, sine lrepla & figura Iudici, & soli facti venite
impedi, procedentes, infra certum terminum com-
petentem, pro Cauffam & Negotium qualitate
breve, annuale tempus nullo modo excedentem, finall
Sententiæ decidit neque diffinit nisi super damnis
& folioribus quædam interesse Parium.

a. Iudiciumque, quum iudicet Decretis. Jussum, quod hominibus Iudicet, Jussum, quod intervocant, quum dixerint, Inconveniens et inulit, per utrumque Regnum, Principum respectu Obsequii, etiam si opus fuerit maxime, hiis, hiis, Executionem demandant, omni penitus, per hanc remedium fuisse: libet tamen Peritus, per Senatus dictorum Iudicium, per gravatam pretendendum, ad supra Genua dictorum Principum ad aliter eorumdem per reformationem huiusmodi Gravamina recurrere: prebit tamen per eam ratione quod illius Senatus per executionem, de eo colligendum, quod

ANNO
1518.

quod per Sententiam obtinuit in eventum contrarii Sententie: in quibus quidem Conciliis seu altero eorundem dictarum Causarum infra sex menses, postquam Processus primorum Judicum illis fuerint introdacti & recepti, fuisse Sententiam terminatorem.

Item, quia difficile aut prope impossibile erit spoliatorum Personarum comprehendere aut Domicia eorundem cognoscere, facti erant illis citari sine adjutoriis, in Portibus aut Opidis suo Principi subiectis loco ubi damnum illorum est propriis, per *Procuratorem generale* Francie voce perfonarum rebi & assidue querelle, aut aliter secundum modum & formam publici Edicti, in utroque Regno, Loch, Terris, & Dominiis eisdem Principibus subditi & subiecti fieri soliti & consueti; quae quidem *Procuratio*, geminata continenti intervallo, non minus quindecim dierum, vix peremptori habebat: tenebantque Iudices & Officiales Locorum damnificatis seu eorum Procuratoribus postulantibus, ad Mandata Judicum deputatorum, illam facere fieri idoneam, & Judicibus deputatis dare factam *Procuratorem* certificationem, quae erit per omnia parva authenticis, roboris & effectus ac si reus tunc super hoc personarum etiam fuisset.

Item, quia opus est utriusque Principis Subditi alteri Preces & Libellos Supplicantes porrigere, ut inde Rescripta principalia obtineant, provium est pro commoditate Subditorum in utroque Regis Concilio certos Conciliarios debere deputari, ad quos utriusque Regis Subditi scilicet in se prompto aditum habere possent, & a quibus Solicitationes de beneficio Principia possunt ceteros reddi.

Item, ut impedirentur lacerantia Finiatis obviaret, ac sincera Pax firma inviolataque Amicitia inter eorum Principes eorumque Subditos juxta perseveraret, easdem & prospectum est quod quoadquocumque aliqua Navis indigena exitura est ab aliquo Portu Regnorum Francie five Anglie, Terrarum, Locorum aut Dominiarum ejusdem subditorum, *Admiralis*, *Viceadmiralis*, seu eorum Vicegerentes tam Portus, Oppidi, Villae aut Civitatis unde exitura est capient idoneum cautionem a Dominiis Capitaneis, Excercitatoribus, Prefectis, Magistris seu Burgesibus Navis hujusmodi, ad valorem Navis apparatus & Viarum ejusdem, quod Excercitatoribus, Magistris Marinarum, & Nautae, ac omnes in ea Navi existentes servarunt Pacem erga quoscumque Subditos alterius Principis, & nullam eisdem injuriam, dampnum seu violentiam in Terra, Mari, Aquave dulcibus aut in Porto aliquo faciant, inferant aut inferri procurant; posterea obligantur praefati Magistri, Excercitatores & ceteri, praesentiam in Navi habentes, quod non suscipiant aliquos reditores, naves seu viros milites, nisi prius illos statuerint aut exhibuerint eorum *Admirali*, *Viceadmirali*, aut eorum vicis seu Officia gerentibus, qui illorum nomina in publico Registro super eos conscribendo scribi faciant.

Item, antequam Navis hujusmodi Portum egredi permittatur omnes, qui exequuti & qui profecturi in ea sunt, juramentum sollemniter coram dicto *Admirali*, *Viceadmirali*, aut eorum Vicegerentibus, quod ipsi in expeditione illa in quam profecturi sunt navigando, evadendo, quando, aut redeundo nullum dampnum, vim, injuriam faciant, inferant aut inferri procurabunt alterius Regis Subditi, Terris, aut Dominiis, per Terram five Mare, aut Aquas dulces; simili quoque Juramento sollemniter praestando promittunt quod de quolibet praeda, captura, manibus five spoliis adducent duos aut tres viros, in capta Navi praecipuum locum obtinentes (ut Magistrum, Submagistrum, Patronum, aut hujusmodi conditionis) quos *Admirali*, *Viceadmirali*, aut eorum Officiales exhibebant, ut per eorum aut eorum alterum debite examinaret, ubi? super quibus? & qualiter Navis five Bona capta sint? nec faciat ut fieri permittunt aliquis praedatum, spoliatorum, Mercium, aut bonorum per eos capiendorum divisionem, partitionem, traditionem, permutationem, alienationem, priusquam sit, viros captos, Bona & Mercies integre Dominiis *Admirali*, *Viceadmirali*, aut eorum Vicegerentibus representaverint; qui de illis disponent, si equum praestant, permittunt, aliis nisi hujusmodi permittunt.

Item, jurant quod, postquam reversi fuerint five appellerint, aliquem Portum dicti Regni unde egerint, cum suis Nautis, Apparitoribus & Spoliis, si quae capta sint, incontinenti & indistincte reddent ceteris *Admiralibus*, *Viceadmiralibus*, seu eorum Officiarios illius Portus, a quo egressi sunt, de eorum praeda, Spo-

liis, Mercibus & Bonis suis; quoniam vel alterius eorum Officiarios Decreto & permissione non permittuntur aliquid ex Mercibus transferre, permutare, vendere, vel alienare, ad quae implicata & intercepta perfolvenda dictis Capitaneis, Magistris, Submagistris, Burgesibus, Sociis, & alii praesentiam in Navi habentes, se obligant, satisfaciunt & satisfaciunt per Corpora & Bona, unus pro aliis omnibus, qui una profecturi in Navi sunt; de quibus Secretariis & Cautionibus confici faciant publicum Instrumentum, quod *Admirali* five *Viceadmirali* aut eorum Officiarios tradunt, ac simile ab eis capient; & quocumque delati fuerint, inde abire libere permittantur.

Item, tenebatur dicti Capitanei, Magistri, Excercitatores, Socii, Burgeses, & alii praesentiam in Navi habentes tradere cautionem idoneam, de his inviolabiliter observandis etque ad satisfactionem Navis Apparatus & Viarum; aliis & nisi omnia praemia implerentur non permittitur illa Navi abire: quod si *Admirali* aut is qui praesentibus illa Loco & Portu maximo, unde aliqua Navis egredi solet, Cautionem & Instrumenta praedicta cum effectu non parat, hoc casu suo proprio nomine totum dampnum patitur, aut Regi, si per eum Parisi infra satisfactionem sit, de omnibus damnis & interese, per dictam Navem & eos qui in ea fuerint illatis.

Insuper Edicto publico interdicere, sub Penae incarcerationis Corporum & confiscationis bonorum, Mercatoribus aut aliis, quocumque illarum conditione existant, ne emant, dono, permutatione aut alio quovis titulo seu colore accipiant, erant, occultent, teneant, recipient, aut hujusmodi fieri procurent aut permittant, Mercis aut Bona depradata quaecumque abducta Mari, atquecum *Admirali*, *Viceadmirali*, aut eorum Vicegerentibus declinaverint praedam & capturam iusti & legitimi iuri esse.

Item, praefati Iudices, in dictis Londonesi & Rothomagensi Civitatibus, de ut praemissis, praesentibus deputati, teneantur infra quadraginta dies, & de resolutionis sibi factae per Parlem dampnificatum computandis, excepti praedictam obligationem, postquam de hujusmodi Spolio sibi consiliet, contra Dominum, Possessorem, Magistrum, Excercitatore, seu Burgesem Navis, aut eorum Fidejussores qui tale dampnum incurrerint: aut, si compertum sit praedam ab alienis Regis Subditi, Terris, Regibus, five Dominiis abductam & ablatam esse, Casum summari & sine strepitu & figura Iudicii discussi, indistincte Bona capta, damna & interese dicti Spoliis jobent, atque Sententia, quae per dictos praesentibus deputatos Iudices tunc contra Capitaneos illorum, Magistros, Socios, Burgeses & alios praesentiam in Navi habentes fuerint, quantum contra Fidejussores juxta teneant obligationem in ea parte praestitutam, & per *Admiralem*, *Viceadmiralem*, vel eorum Officiales recepturam, incontinenti per eorum Iudices five eorum alterum executioni demandabitur, omni penitus Appellationis remedio sublato.

Licet tamen Parisi, quae per praesentia hujusmodi Sententia gravatur praetendit, ad supremam Regni Concilia, pro reformatione hujusmodi Gravaminum, recurrere, praefati tamen prius ab utroque Parte cautione, ab ea (videlicet) quae Sententia Executionem obtinuit, de rebus, obtentis per Sententiam, restituentis expensis, damnis & interese si in Causa succuberint; quae quidem Concilia infra sex menses, postquam Processus primorum Judicum illis introductae, dictas causas finali Sententia terminabunt.

Item, auctoritate Regis per *Admiralem*, *Viceadmiralem*, seu eorum Vicegerentes Licentioribus, dum jam suam postulantur, plena dabitur securitas.

Item, providebitur per Literas Regiae ad *Admiralem*, *Viceadmiralem*, & eorum Vicegerentes, taliter quod ipsi omnia & singula praemia observant seu observari faciant; & publicabuntur super his Principum Decreta in Portibus & Locis maribus utriusque Regni.

Item, pro majore securitate Parisi dampnum passu convectum & ordinatum est quod, postquam compertum sit praedam ab alienis Regis Subditi factam aut Spolium commissum esse, cruciatu & hoc summatim & de plano sine strepitu & figura Iudicii, sit in opatione Parisi dampnum passu vel uti praedicta & alia loca remedia contra principales offendentes, & contra Personas, et permittitur, obligat, vel adire ipsius Regni Principem, per cujus Subditos dampnum jam commisit esse illatum, qui et Subditorum delicto pro patris

ANNO
1518.

ANNO
1518.

deprædationibus, factis a tempore Pacis ultimæ infra inter Reges predictos, obligatorie ac dampnum patulis omnino injuriam & omne interit pro præteritis deprædationibus predictis restituere tenebunt; pro futuris autem deprædationibus, casu quo Securitatis super restitutione lata intra tres menses, Parte dampnum passâ hoc potestate, non demandat Executores, secundum quod justum erit, tunc ipsi *Francorum & Anglie Reges* respectu ad restitutionem omnium obligabuntur, & tandem facere realiter tenebuntur; proinde quod Partes respectu ad restitutionem omnium obligabuntur, eadem eidem Principi omnes Actiones & alia quæcumque remedia, quæ aliis si competunt tunc verus delinquentes, quibus versus quoscunque alios præterita hujusmodi Spolia.

Item, quia diversæ portendæ sunt querelle, & similiter impediuntur porrigi possunt, super spoliationibus, dampnis, & injuriis in prædictum Fœdum antehac per Terram perpetratis & commissis; proinde & conclusum est, quod præfati Judices deputati per hoc partem modo & infra idem tempus super his decidere & determinare debeant, quemadmodum super deprædationibus & spoliationibus in Mari committitur.

Tenor Commissionum nostrorum, quoad præmissa, inferius in Testam. Foræcens, de Data præfatum, inter prædictos Reges latæ & confirmæ.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium nos, Oratores, Commissarii, & Procuratores antedicti Domini nostri Christianissimi Regis Francorum, præsentibus Literis, manibus nostris subscriptis, Signis nostra apposuimus.

Datus in *Urbe London.* die quarto mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo.

G. GOUFFIER.
STEPHANUS EPISCOPUS PARISIENSIS.
F. DE ROCHEFORT.
DE NEUVILLE.

*Sub Sigillis suis Cera rubra & duplici canda Per-
gœnosa præfatus.*

CCXVIII.

20. NOV. *Lettres de CHRISTIERNE II. Roi de Dan-
marc, par lesquelles il renouvelle avec FRAN-
ÇOIS I. Roi de France le Traité de Confédération
fait entre LOUIS XII. Roi de France,
& JEAN Roi de Danemarck, son Père, soit
pour la liberté du Commerce entre leurs Sujets,
ou pour l'entr'aider contre leurs ennemis. A
Copenhague, le vingtième Novembre 1518.
[FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag.
168.]*

FRANCE
ET DAN-
MARCK.

CHRISTIERNEUS, Dei gratiâ, Dacia, Norve-
gia, Svecorum, Gotthorumque Rex, Electus in
Regem Suecia, Dux Sclericensis, Hostiæ, Storma-
ria, & Dittmarsæ, Comes in Oldemburg & Delmen-
horst, manifestum facimus universis & singulis præsen-
tes nostras Literas inspecturis, conceptum esse nobis,
jam olim nobis inclutissimos Progenitores Dacia Re-
ges, cum Christianissimis Francorum Regibus, Fœderis
percutissit: Considerantes itaque nullum Imperium
facile absque Amicis stare posse, & rem sanctissimam
Amicitiam Deo optimo maximo pergratam fore, qua
parva res crescunt, cum discordia maxima dilaban-
tur, eadem Fœdera nunc, & in futurum, cum Ex-
cellentissimo & Christianissimo Principe, Domino
Francisco, Divina favente Clementia Francorum Re-
ge, Mediolani Duce, & Genævæ Domino, Fratre,
Consanguineo, & Confœderato nostro carissimo, con-
tinuam, & magis atque magis in dies augeri, com-
mune esse desiderium utique nostrum invenit. Nos itaque
Prædecessorum nostrorum vestigia inherentes, ex
ma; & Nobilis ac magnificus Vir Franciscus de Bor-
dellis, Baro Coloniensis, ejusdem Christianissimi
Franci & Confœderati nostri, Consiliarius, atque Or-
ator, Ambasciator, Nunciatus, Proceptor, cum spe-
ciali Mandato, Commissione, & Proceptorio suffi-
cienti ad nos delinquentes & deputatos, nomine dicti
nostri Fratris, & virtute Mandati, & Commissionis
hujusmodi, potestatis, ac auctoritatis; Amicitiam, Ligam,
& Confœderationem jamdiu inter nos
tenentissimas Principes operantur defunctos, scilicet

Reges Joannem, Genhorem nostrum, & Ludovicum,
ejusdem Franci nostri Socerum, jura tenorem Linc-
tarni desuper confœdaturum, habita prius ad hoc ma-
tura consultatione, nunc & in perpetuum renovamus,
confirmamus, & per præsentem penitus ratum habemus,
præfatis Literis inter defunctos Reges prædictos hinc
inde conclusis, item quoad multa Commerciorum terra-
tristia, quam maritimæ, aut aliter aquaticæ, & alia quæ-
cumque in eis contenta, in suo vigore & robore omni-
no duraverunt, ac in futurum permanentibus.

Præterea, scilicet tam Regiarum Personarum, quàm
Regiorum & Subditorum utriusque fluiti, maturis
consultationibus, habita cum fidelissimis Consiliariis nostris
diligenti consultatione & deliberatione, præfatis mayo-
rum nostrorum Fœderis acerbis, apponendum,
concordandis volumus, & in verbo præmissimus,
ut quoadcumque Christianissimus Rex, Frater &
Confœderatus noster, contra Anglos, pro recupera-
tione Civitatum, Damiarum, quæ Terrarum, quas
vel quæ ipsi Angli in Francia jam detinent, Bellum
habuerint, aut, si & quando adversus, & contra præfatos
Anglos, ipsum aliter provocatum, Bellum, &
Bellum expeditionem susceperint, nos provocatos
bellum & Bellum expeditionem suscipere contingerit, seu quan-
documque nos adversus infidos & rebeldes nationes
Suecos, Bellum habuerimus, aut si & quando adver-
sus Civitatem Lubecensem, & alias Germaniæ Civi-
tates ipsæ Lubecenses adherentes, nos provocatos
Bellum & Bellum expeditionem suscipere contingerit,
et tunc unusquisque nostrum requiritur tenebitur mite-
tere, & prestare in auxilium alteri nec armatos Pedes
in re Bellica exercituros, atque tot Naves cum Bom-
bardis, Armis, & Machinis Bellicis instructas, quos
ab altero vicissim expeditum & habere voluerit. Quos
etiam auxiliares Pedes, & Naves, ita, ut præfatos,
instructas, unusquisque nostrum qui requisitus fuerit
mittere tenebitur suis propriis stipendiis & expensis, ad
Terram, seu Regna ejus qui auxilium petierit, & eod-
em Pedes ad tres menses continuos, postquam Ter-
ram seu Regna intraverint, suis stipendiis stipendia
alteri militantes; & deinceps in eis regni auxilium missi
foerint, tenebitur eis stipendium erogare, donec eis
recedendi licentiam concesserit. Qui etiam tenebitur
eis providere de sufficientibus Viaticis, seu de con-
dignis Stipendiis, quibus possint commodè in Patriam
suam redire, proinde tamen quod non sine temporis
saltem iure mensium intercedat alter alterum de
habendo ejusmodi auxilio & Populo commonefaciat.
Sic tamen iurisdictionem nostram, qui pro tempore prin-
cipaliter, & pro se Bellum ita, ut præfatos, susceperit,
& ab altero auxilio impetrasit, semper libera potestas,
obvia opportunitate, cum Hoste Inducias, seu Pacem
petens, quando ipsi Regniæque ejus concedent, & al-
terum auxiliare, & ejus Regis, atque Subditi, in
tali Pace, seu Inducias aliter scilicet comprehendat.

Obligantur nos, & Heredes ac Successores nostros,
atque promittentes bona fide, & in verbo Regio, Fra-
ternam hanc renovationem, corroboracionem, Amici-
tiam, & Confœderationem, justæ & secundum præfatum
nostratum, & prædictam Literarum tenores,
quoad omnia & singula in eis contenta inviolabiliter
semper mutare & observare curamus, & contra ea,
aut aliqua ipsorum, nullo modo contineantur.

In quorum omnium fidem & robust perperum Signi-
lum nostrum præsentibus Literis manu nostra propria
subscriptis jussimus appendi. Datum in Castro nostro
Hassliensis, vicinissima die mensis Novembris, Anno
nostri salutis 1518.

CCXIX.

Verrein und Bündnuß zwischen des Heiligen 1519.
Königlichen Reichs Churfürsten / nemlich Al-
bertum zu Maynz / Herman zu Cöln / 15. April.
Reicharden zu Trier / und Ludwigen zu
Pfalz / nach dem Absterben Kaisers MAXI-
MILIANI bis zu Erwehlung eines Königs
grüßlichen / wodurch sie einander zu
schützen und sichern / und keiner ohne der an-
dern weis und willen einige Urtheile aus-
sagen / versprechen. Geben zu Oberweisel auff
Freitag Lxxv. 1518. (LUNIGS
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil.
II. pag. 243.)

Celt.

ANNO
1519.

C'est-à-dire,

Union & Confederation entre les Electeurs du St. Empire ALBERT de Mayence, HERMAN de Cologne, RICHARD de Trier, & LOUIS Palatin, conclue après la mort de l'Empereur MAXIMILIEN I. pour durer jusqu'à l'Élection d'un nouveau Roi des Romains. Ils s'y promettent une assistance & défense reciproque, & de ne faire aucun mouvement sans le consentement, & la volonté de tous ensemble. A Orléans le Dimanche Lxxviii 1519.

Da Gottes Gnade wie Albrecht / der H. Römischen Kirchen / S. Erzbischoff Priester / Cardinal / zu Mainz und Bisthumb Erzbischoff / Administrator zu Halberstadt Margraf zu Brandenburg / zu Eretin / Pommern / der Cassuben und Weuben Herzog / Margraf zu Nürnberg / und Fürst zu Rügen / Herman Erzbischoff zu Köln / Nicolaus Erzbischoff zu Trier / durch Germania / Italien / Gallien / und das Königlich Verleth / Erzbischoff / und Ludwig Pfalz-Grav des Rheim / Herzog in Wundt Erzbischoff alle des H. R. Reichs Christen. Betreuen und thum kund öffentlich mit diesem Briefe / nachdem wechsel der Allerdurchlauchtigst Vermächtnigst Hochgebore Fürst und Herr / Herr Maximilian / Erbmächtigster Römischer Kaiser / Seliger und Hochwürdigster Verächtnigst / nach dem Willen des Allmächtigen von dieser Welt beschriben / dar durch das Heilige Römische Reich eines Weltlichen Christlichen Hauptes in Mangel setzet / und Zeit und Maßhalt wie sich nach Ordnung der Heiligen Befehle gebührt / zur Werbung eines künftigen Römischen Königs bestimmt und ernannt sein / und sich aber jetzt allenthalb Aufbruch und Empörung an Heiligen Reich erlangen und begaben / und zu begreifen / daß mitten Zeit der Wahl junger / wo nicht mit zeitlichen Reich dazin setzet / zu Verkleinerung und Verwüstung Trübsal Marien / auch erschrecklichen Blut-Vergriffen und anders entstehen und erwachen müchten. Wenn aber Uns / als den höchsten Hiebers und Erben des Heil. Römischen Reiches / aus schwelger Pflichten und aufgeloßten Ampt gebührt / solchen zu strommen / und Fried und Einigkeit / so viel möglich / zu erhalten / so haben wir die Christen der Rheim / abgemelt / Uns / als mit jetzt allhier zu Oberwesel versammelt / und nachdem Uns die andern Unsern Mit-Christen etwas entsetzt / Was dem Allmächtigen zu lob und Ehre / zu handhabung und erhaltung des Land-Friedens / und Unser jedes Eigenthum / Herrlichkeit / Verrechtigkeit / Freude und Einigkeit / auch zu schenck und schenke Unser Fürstenthum / Lande und Hülfen nachfolgender Punkt und Artikel / bis so lange ein Römischer König / und weltlich Haupt der Christenheit einmüthigst erwählt / und stürmt mit der Königlich Kirchen / wie sich gebührt / gehandelt ist / und nicht länger einträchtig vereinigt und zusammen verbunden / und thuen das hienit aus in Krafft dieses Briefes. Und zum ersten so sollen und wollen wir einander treulich meinen / ehren und stürmen / schenken und schirmen / wie sich wohl das gebührt und geziem. Zum andern sollen und wollen wir unter Uns selbst / oder Unser einer gegenwärtig andern / oder der ander deeper wissen und wollen / die ebemalige Zeit / Uns kein Aufbruch und Empörung erwidern / oder anstellen unterstehen / welches Gehalt oder Verdrach das beschiden thut oder mücht / noch jemand andern des / den Unsern wegen / oder für sich selbst / daß wir ungeschicklich mächtig sein / zu thun gestatten oder zulassen / es

sell auch keiner des andern Feind oder Widerwärtigen haßen / beherbergen oder fürschütten / noch einig andern gegönung thun / noch durch die seinen thun gestatten / sondern sollen das alles / so das Uns allen stündlich oder sonderlich möglich / stürmen / weiden und abschaffen / ihnen auch / so Unser einer einiges Gemein / oder anders muer wie / daß wir Uns alle stündlich oder sonderlich dienen müchten / sell er die andern alle des thun stund wann / dann sich ein jeder darnach mit seiner Laubbacht rüsten und schiden mücht / und weder es Sache / (da Was ver sey) daß Unser einer oder derselben Verdrach und Unterthanen von jemand / wer der trüet / wider des Reichs Land-Frieden und güten Wille angreifen mücht / sellen die andern den stund / so das ihnen werden / auch unerschert nachfolgen lassen / und zu eroberung und erlangung der entführten Lande oder Unterthanen / nicht anders sich erzeigen und halten / als ob es für sich selbst belangt / oder zu Unser einer durch jemand überfallen oder bückert wünte / oder werden mücht / sellen und wollen wir andere drey so fern wir des vermögen / der also überzogen wünte oder werden mücht / zu recht müthig sein / oder sein für sie das andern dreyen / das Recht lehren mag / demselben auf sein ersuchen / zum ersten also viel zu Noth und Noth er an Unser jeden geschicklich mücht / doch daß er in Keisern über stund / und zu Fuß / über vierhundert / nicht begeh / darüber auch Unser jeder zum ersten zu schick / nicht schuldig sein sollen / zum stürmen und ungeschick auf Unsern Schaden / und daß / dem man die Hülf thut / Kosten stücken / treiben ihre besten heissen / erden / schenken / schirmen / und zu wieder-erobung des / so fern sich also entsetzt wünte / auch zu Aufhalt gemaltiges Jachts oder Überzug / getreulich Hülf und Beystand thun / und in dem allen nicht anders erzeigen und halten / als ob es Unser eigen Sach wünte / und Unser Land und Leut antreffe / und was also widerum erlangt oder erobert wünte / so des Fürsten / dem die Hülf geschicklich gewest wünte / sell ihn dasselbig freye / ohne einig Zügerung / wider zugestellt und ihm gegeben werden / ob sich aber begeh / daß zu solchen durch Uns stündlich ewig Städte oder Fürst Ruckn Fanden und Widerwärtigen abgeminnen und erobert wünte / daß sell Uns alle / so dazun gewest / zugleich gebühren / und ob solche Aufbruch zum Feld-Lager kommen / und man trüet Hülf / dann geschick / dem nöthen sein wünte / sell Unser jeglicher auf des / so überzogen ist / weiter ansuchen / einen geschickten seiner Rucke / der Kriegs-Laufst dinst / an gelegen Maßhalt zusammen treuden / sich weiter Hülf / Zuzug / und was er mit allen Sachen stier gehalten werden sell / zu unterreden / zu rathen und zu schick / und was durch sie also beschicklich wünte / dem sell als durch Uns stürmen nachfolgen werden. Daß / ob einer aus Uns selbst von jemand überzogen wünte / sell er dem andern Hülf zu schiden nicht schuldig sein / und sell hierzu keine geistliche gebewacht werden / ob aber Unser einen einmüthig überzogen und überfallen werden / sell die Hülf der andern jenen zugleich unter die wern / so also überzogen wünte oder werden / gebürt werden / alles getreulich und ungeschicklich. Es sell auch Unser keiner ohne den andern / uns denselben / gegen dem / oder denen / wir wünte / also stündlich abgemelt haben / kein Eore oder Ruckn annehmen / oder be- denckungen lassen / zu was Edein das beschiden mücht / und damit Unser aller Anpo-keute und Unterthanen des Hoffens haben / und dar nach richten mügen / sell Unser jeglicher den seinen / daß Unser Essung und Verstandnis zu erkennen geben / uns beschick / ob Unser einer angreifen oder beschickte wünte / daß des andern Anpo-keute und Unter-
man /

ANNO
1519.

ANNO
1519.

was so sie das inne wölen / sie sich selbst / oder
auf Erforderung / wie gemelt / nachfolgen / zu
Hülff und Recht thun / als ob es sie selbst belan-
get / und soll in dieser Unser Christlichen Ver-
einigung ausgenommen sein / sondern ein ieder
dem allen obgeschriebener Maß nachtrömen und zu
heissen schuldig sein / es sey wider wen es wolle /
ausgeschriben Unser allerbestigsten Vater den Kaiser
und des Heil. Römische Reich / alle getreue kin-
der gesetzt. Diese obgeschriben Punct und Artikel
geraden und versprechen wir abgemelt vier Christli-
chen samt und sunderlich / des Unsern Christlichen
Ehren und Würden / die abgemelt sein aus / verpflich-
t zu halten / zu vollziehen / und ohne alle Aufzug oder
Verzögerung nachzucomen / sonder alle Schere.
Dies zu Kundt hat Unser in solcher sein eigen Inse-
gel an diesen Brief thun lassen / der geben ist zu
Vormittel auf Sonntag Lareare. Anno Domini
milleesimo quingentesimo decimo nono.

CXXX.

17. Jun. Vertrag zwischen Reinhardt Bischoffen und
dem Capitel zu Worms an einem / dann deren
Bürgermeistern und Rath daselbst andern
Theil / durch Römische Commissarien über
den missständigen Epen- und Irungen / von we-
gen Verlegung des Raths und Gerichts / getreuen;
Worinnen durch einig aussgerichter Artikel die
maß und weis ausgebreitet wird / wie es darmit
gehalten werden solle. Geschehen am Freytag
nach dem Heiligen Pfingst-Tag Anno 1519.
Samst Jhre Römischen Kayserlichen Ma-
jestät Carlo des fünften Confirmation. Ge-
ben zu Worms den 24. Octobris Anno 1521.
[LUNIO, Teutsches Reichs- Archiv. Part.
Spec. Abtheil. III. Continu. I. Fortsetzung
III. pag. 308.]

C'est-à-dire,

*Accord entre REINHARD Evesque de WORMS
& son Chapitre d'une part, & les Consuls &
Magistrats de la même Ville, d'autre part, sur
les différends survenus entre eux, au sujet du droit
& du nombre des Personnes qui doivent avoir
siège & voix dans le Senat & dans les Jurements,
ce qui est réglé & décidé par l'intervention des
Commissaires de l'Empereur. Fait le Vendredi ap-
rès la Fête de la Pentecôte 1519. Avec la
Confirmation de l'Empereur CHARLES V. don-
née à Worms le 24. Decembre 1521.*

Wir Karl der Fünfte von Gottes Gnaden er-
wählter Römischer Kaiser / zu allen Zeiten Mei-
ster des Reichs / zu König in Germanien / zu Kai-
serlich / zu Aragón / zu Legant / beider Sicilien / zu
Hierusalem / zu Hongarn / zu Dalmatien / zu Croa-
tien / zu Slavonien / zu Granaten / zu Theleten / zu
Valenz / zu Gallicien / Majoricarum / zu Hispanien /
Cordubie / Cordube / Corsick / Martie / Sienas /
Algarren / Algierien / zu Gibraltar / und der In-
sulen Canarie / auch der Inseln Indiarum / und
Terre firme des Westes Occani, &c. Erz-Herzog
zu Österreich / Herzog zu Burgund / zu Lothierg /
zu Brabant / zu Steyer / Kärnten / Craun / Lom-
burg / Lützenberg / Oberrn / Württemberg / Calabrien /
Athenarum / Negropont / &c. Graf zu Han-
dorn / zu Habsburg / zu Tirol / zu Görz / Carls-
burg / zu Artois / und Brabant / Pfalz-Gräf zu
Benigant / zu Heland / zu Seland / zu Phant / zu
König / zu Namur / zu Neuchâtel / zu Lécian / und
zu Zuyphouan / Land-Gräf zu Elßass / Marggraf
zu Burgund / zu Orsmont / zu Cognac / und des

Heil. Röm. Reichs Fürst zu Schwaben / zu Carls-
burg / zu Tirol / &c. Herr zu Franchlande / auff der Wind-
schen Maas / zu Vermandoy / zu Valencay / zu Ma-
nna / zu Calais / zu Trepot / zu zu Neuchâtel / &c.
Bekennen wir Nos und Unser Nachkommen an Reich
öffentlich mit diesem Brief / und thun tunter allermä-
niglich / daß der erwidert Reinhardt Bischoff zu
Worms / Unser Fürst / und die Erben Unser lieb
andachtig Dechant und Capittel des Römisch-Christi-
lichen baselst der Nos erschienen sein / und geben hat
getreuen / wie der Hochgeborn Ludwig / Pfalz-Grä-
ben Rhein / und Herzog in Bayern / des Heiligen
Römischen Reichs Erz-Truchsess / Unser lieber Onkel
und Onkel-Fürst / nach Absterben verlaßt des Ab-
sterbenden Unserer lieben Herrn und Anherren man
allen Teilen in Gnaden und gutem / durch etliche
seine vereidete rechtsfähige Räte / die Ratz und
Spinn / so sich gute Zeit zwischen ihnen an einem /
und den erhabnen Fürsten und des Reichs lieben Ge-
treuen / Bürgermeister / Rath und Gemein der
Stadt Worms ander theil / gehalten / mit der
aller Bereitwilligung gleichem bündigen / und vereid-
et und beschworen einen Vertrag / den sie in allen Thei-
len angenommen / und zu vollziehen / zugesagt / auf-
gericht / und gemacht haben / der von Worten zu
Werken also lautet:

Im Namen der Heiligen / unteilbaren Dreifal-
tigkeit / Bekennen und thun kundt ersuchen / in
und mit Krafft diß Briefs allermächtiglich die jure
immer sehen / hören / oder lesen. Wir nachbenan-
ten Ewacht Veltin Herr zu Epßach / Burggraf
zu Althaus / Jherzog / den Benigant der Pfalz-Cog-
ler / Dierich / von Munsingen / beyde der Rechte
Doctores, und Jussor von Adelheim. Als sich
zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herren /
Herrn Reinhardten Bischoffen zu Worms / und
seiner Gnaden Fürsten Bischoff Johanneßen / auch
Dechant und Capittel desjenigen seinet Gnaden
Römisch-Christi an einem / und den fürstlichen Er-
ben und Weisen / Bürgermeister / Rath und Ge-
mein daselbst zu Worms / anders Theil / etwa lange
Zeit Irung / Epen und Oberechen / und Besat-
zung des Raths / Gerichts / des Bürgermeisters /
Schultheisen / Raths und andert / auch verord-
nen erlangten Anteil / und ander Sachen / alle Zeit
Wagel / &c. so die den Worms zu ihren Handen
bracht / gehalten / Darumb dann unget zu Handlung
dieselben viel güetliche Tag zugekommen / und
schiffige Unterhandlungen beschien / und besonde-
lich am jüngsten durch verordnet den Allerdurch-
achtigsten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn
Maximilian / Römischen Kaiser / zu allen Zeiten
Meister des Reichs in Germanien / zu Hungarn /
Dalmatien / Croatien / &c. König / Erz-Herzog zu
Österreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant /
und Pfalz-Gräf / &c. Unsern allernächstigen Herrn
hochwürdigsten Gebärden / auf nichtverrathem
Reichs-Lag zu Augsburg / so etlich Commissari-
en dazzu verordnet / und nach beschiffiger Unter-
handlung / ein Abrede stülen und darneben ein Ab-
schride geben lassen / die aber nicht zu allen Teilen
angenehmen noch zugeschehen / und der Handel
fürder zu Tagen geschieden. Dir gemelt Römisch
Kaiserlich Majestät Unser allernächstigen Herr in
unser Zeit Lebes verordnet / also daß der Handel
nachmalis öffentlich an den Durchleuchtigsten /
Hochgebornen Fürsten und Herren / Herrn Luti-
gen / Pfalz-Gräfen den Rhein / Herzog in Bayern /
des Heiligen Röm. Reichs Erz-Truchsess / Chur-
Fürsten / in den Landen des Rheins / Schwaben und
Fränkischen Reichens Fürsten und Vicari, &c.
Unsern gnädigsten Herrn gemacht / des fürstliche
Gnad

ANNO
1519.

ANNO
1519.

Obad von Kupts wegen! auch den Parteyen zu Gut auf ihr Ansuchen/ weichenm Oudat/ der sich mit der Zeit zutragen haben möcht/ zuverkommen/ der Sachen beladen/ Tag angelegt/ richtiger Maß verfahren/ und Bericht geben lassen/ und Uns demnach an seiner Gnaden statt zu der Sachen verordnet/ mit Bericht die zu fordern und treuen/ auch unzulässigen Freyß dieselbe hinzulegen/ und zu Vertrag zu bringen/ angewenden. Dem wie dann gehorsamlich nachkommen/ jede Partey insonderheit/ durch ihr dargu verordnete in allen Punkten und Artickeln nach der Lage gehet/ dero Umstand/ Obsequenheit/ Anhang/ Beischwert und anders statlich referent/ sie dem und allem irem beschriebenen Berichte/ flügendem irem und einhigen Anhalten nach/ mit vorzüglicher Erinnerung! das Ehrs/ Nutz/ und Guts ihnen zu beyden Seiten/ und wie sie zuerlassen haben/ aus ihrer Einigkeit und justicnem Fraden/ so ein Entseher der Gerechtheit/ der Land und aller weltlichen Ding ist/ zu schiffen. Darneben was Honorat/ Schadens und Nachtheils/ ihnen aus solcher Zwitracht/ Widerwill und Unreinigkeit/ die zu nichts gutz geben thut/ höher entstanden/ und künstlichlich zuwaschen/ und folgen nicht/ so viel geschet/ gehandelt/ und erlangt/ daß sie sich mit gutem wissen und Willen nachfolgender forma, Gestalt/ Maß und Weise/ aller ihrer Irenung/ die sie dieser Zeit gegen einander gehet/ oder zu haben vermerken/ von Artickeln zu Artickeln/ durch Uns vereinigt/ unterschreiben und vertragen lassen.

I.

Wie viel nun hinführo Personen den Rhat besigen/ und was Standes sie seyn sollen.

Nämlich und zum Ersten/ als sich in Befestigung des Rhats/ desseligen Person/ und auch der Bürgermeier Zahl/ des Besuchs/ und Herkommens im selbigen Spruch/ oder Zwitracht gehalten/ Ist abgerede und beteyrdigt/ daß nun hinfür sechs und derselb Person des ständigen Rhat zu Wormbs sein sollen/ Nämlich/ sechs von der Ritterschafft/ wo man die bestimmen mag/ Zwölff von den Geschlechtern/ oder so viel mehr/ als dore den der Ritterschafft Mangel sein wolde/ nachden von den Jünffern/ verhalten sich die Jünfft zu Wormbs mit einander/ und nachfolgender Meinung verglichen sollen.

II.

Wie viel der von der Ritterschafft zu Wormbs seyn/ auch wie dieselbigen geachtet seyn sollen.

Es soll Unser gnädiger Herr von Wormbs und seiner Fürstlichen Gnaden Nachkommen/ auch jetzt oder hernach zu jeder Zeit/ und seiner Gnaden Obsequenheit zwölff von Adel/ die seiner Gnaden und des Raths Lehenmann sein/ zu benennen/ und gen Wormbs zu verordnen/ aus denen/ und nit aus andern von der Ritterschafft/ den Rhat nach Maynle der von der Ritterschafft zu nennen seyn/ Macht haben/ die dann wie nachstend der Stadt Wormbs frey gehalten/ und unbeschwert bleiben sollen.

III.

Was Freyheit die zwölff von der Ritterschafft in der Stadt Wormbs haben/ auch was Beschwerte sie erladen sein sollen.

Die 12. von der Ritterschafft/ so zu Wormbs abgemelter müssen einkommen/ die sollen alle zwölff/ oder so viel der unter derselbigen Zeit sein werden/ und diesen nachfolgenden Eyd gethan/ die Freyheit/

was sie für geistlicher Güter haben/ oder aus freier Hand künstlichlich an sich bringen würden/ beschwen/ und aller Wärgelichen Beschwerten/ als Schwere/ Reffen/ und Schwägern/ sollen sie frey und sunber erladen sein. Was sie aber irgendwo Güter haben/ kaufen/ oder leerenommen in der Stadt Wormbs/ und ihrem Bürgerthum/ in was Artickel/ oder Schrein das sein wolte/ haben sollen sie thun wie ander ingessenen Bürger/ es were dann/ daß sie sich deshalb mit der Stadt gütlichen vertragen/ oder aus der freyen Hand/ frey und unbeswärt Güter kaufen/ was sie auch zu ihrem Hauptbrauch und Unterhaltung desselben/ als Wein/ Korn/ oder dergleichen von ihren eignen Gütern/ Renten/ Göltern/ oder Zinsen/ wachsen und fallen/ oder sonst Einkommen haben/ oder kaufen wolten. Das soll ihnen und jedem insonder alles ganz frey und einzulassen/ und jugendbrauchen unbeschwert sein. Was sie aber in der Stadt verkauffen/ und Wein vom Zapfen verschicken/ oder dorehst inn der Stadt erkaufft haben/ und hinfür führen wolten/ davon sollen sie thun im ein/ und ausführen/ wie ander Bürger und Einwohner der Stadt Wormbs/ dieselbigen von der Ritterschafft sollen auch des Wärges zu ihrem Hauptbrauch/ dergleichen sie mit iren Personen/ Wachen/ Häuten/ Reffen/ und aller ander Persönllich Verschwerung frey/ und warff zu geben nichts schuldig seyn.

Aber in Verhinderung/ so dieselben von der Ritterschafft/ sie frey inner/ oder außershalb der Stadt Wormbs/ durch ander vom Rhat erfordert werden/ sollen sie die Stadt und Nachbarn mit ihrem Vorsehen heissen/ retten/ schützen und handhaben.

IV.

Wer oder welche von Geschlechtern sein/ geachtet heissen oder geacht werden sollen.

Und sollen diese nachdenannten von Geschlechtern geheissen und benant werden/ Nämlich/ die eins rehern alten Herkommen/ Wapen/ Brauch/ und von ihnen leben/ Renten/ und Göltern leben. Dergleichen der Vatter/ oder Jünger/ oder Rhat zu Wormbs sechs Jahr dergangen/ und sie sich von iren Renten/ und Göltern rehren. Auch die so sonst erberb Befrist/ Wapen/ Brauch/ und nicht Handwerker seyn. Dargu diejenigen/ so dore oder vier Jare zu Wormbs gewohnt. Auch von ihren Göltern und Renten gelebt haben.

Es sollen auch die/ so sich zu obgemelten der Geschlecht Personen vermählen/ und nicht Handwerker sein/ von Geschlechtern geacht und gehalten werden/ und sollen die Fremdben mit Handwerker dadurch/ die so erberb Befrist/ mit Herkommens anderstwo gewest/ und sich gen Wormbs rehren/ und nicht so viel Jar dorehst gewohnt haben/ nit bey der Zeit bewilligen in Rhat zu kommen/ nicht ausgeschlossen sein.

V.

Wie die von den Jünffern so zu Rhath Personen gezogen werden/ geschieht und qualificirt seyn sollen.

Es soll auch ein jeder/ so aus den Jünffern/ zu einer Raths/ Person erwählt werde/ zu/ oder über die gramin Geschicklichkeit/ wie nachzumerk zu wenigsten drey Jare in der Stadt Wormbs hinfür gewohnt/ und Bürger gewest seyn. Es were dann/ daß sich die Theil beschaffen/ einer andern/ oder mindern Zeit verzeihen wolten.

VI.

Was Geschicklichkeit ein jeder/ so zu Wormbs

N 2 3

30

ANNO
1519.

ANNO
1519.

zu einem Abate / Freund genommen und
erwehlet wurde / er sey vom Adel / Ge-
schlechtern / oder Zünftiger / haben soll ic.

Ein jeder / so zu Wormbs zu einem Kartho-Freund
angenommen und erwehlet würde / der soll Ehelich
gesehen / niemandes Irthigen / über fünf und zwanzig
Jahre alt / ein Ehe-Mann / Witwer / oder sonst
mit seiner Haushaltung ganz Versehen / und erben
Besetz sein.

VII.

Wie und durch wen die Sechs von der Kiter-
schafft genommen / und erwehlet wer-
den sollen.

Und sollen die Sechs den der Kitterschafft / durch
Insern gedignen Herrn von Wormbs / oder seiner
Enadern Nachkommen / aus den obbestimpten Züs-
siten vom Adel / die des Stoffs Lebensmann sein /
jezt oder hernach allwegen nach Anzahl erwehlt und
genommen werden. Und wie ein Bischoff von
Wormbs / dieselbigen nicht all / oder keinen vom A-
del haben mocht / jezt oder hernach nit bekommen
seyn / so wirt er der Mangel der / aus den Geschlech-
tern / wo der auch nit so viel / aus den Zünften / zu
nehmen / annehmen / sonder sich behalven sein / ehe-
malen die ersten sechs von den Geschlechtern erweh-
let werden.

VIII.

Wie die zwölff aus den Geschlechtern sollen
gezogen und erwehlet werden.

Die Zwölff aus den Geschlechtern sollen also er-
wehlet werden / Nämlich / Sechs durch sie selbst von
Geschlechtern / und zu Erfüllung der obgemelten
Züsseite durch die sechs von der Kitterschafft / oder
so in ihre Stadt genommen / und die ersten sechs
von Geschlechtern obangezigt / nam Personen aus
den Geschlechtern / oder wo der nicht so viel aus den
Zünften / einem Bischoffe zu Wormbs anzeigen /
daraus er sechs ziehen oder erwehlen / also / daß es
mit den furig: Sechsen vollste sey.

IX.

Wann die von der Kitterschafft / oder die
in ihre Stadt gewachsen / und / die von
Geschlechtern in dem zügg / und zweifels-
ger Meynung sein würden / wie es ge-
halten soll werden.

Es sich dann begeh / daß die von der Kiter-
schafft / oder die in ihre Stadt gezogen / und die er-
sten sechs von Geschlechtern inn derselbigen Anzahl
Wahl / sich zren / nicht einer / sonder zweifeltiger
Meynung sein würden / so sollen sie sich behalven /
bey dem Ephe / mit dem Loß entscheiden lassen.

X.

Wie und durch wen die achtzehn zünftiger /
erwehlet und gezogen werden sollen.

Die Achtehen von Zünften / sollen also er-
wehlet werden. Das aus folgenden Zünften so in der
Stadt Wormbs / Nämlich / Ober-Meister / Weber /
Schlichter / Krämer / Schneider / Beden / Weiden /
Admiral / Schmitz / Schlichter / Lauerer / Weinsch-
neider / Fischer / Sadträger / Wein-Garben / Zimmer-
leut und Kürschner / seyn / jede Zunft in sonder / aus
ihnen selbst / oder einer andern / einen erben Mann /
geuer oder qualificiert / wie obgeriffen ist / nehmen
und ziehen / dieselbigen einen jeden Bischoff zu
Wormbs / allwegen acht / Tag der trium Regum

in Schritten erennen / und anzeigen / der daruss
dann je aus zweyen / jeder Zunft einen nehmen / der
den Abat mit sumpt andern der gedient zeit biß
und verweß.

Und dieweil des Achtzehenden noch mangelt / so
sollen die obgemelten sich zeigen / so der Bischoff
von Wormbs / aus den vier und dreißigen erwehlt
hat / nachwilt noch einen erben Mann / aus den
zünftigen erwehlet / einem Bischoff erennen / und
welchen zweyen alsdann der Bischoff noch einen
soll ziehen / zu den obgemelten sich zeigen / damit die
Zahl der achtzehn von Zünften erfüllt werde.

Und damit in der Erfurung der obgemelten von
zünftigen der Person halben nit Irrung einfallt / so
sollen die Zunft alle wie sie im Abat in einer Or-
dnung nacheinander sitzen / in derselbigen Ordnung
die Personen erziehen / und anzeigen / auf daß nicht
ein Person den acht Zünften / als einer / erwehlt
werde.

Und sollen all obgemelte Abate-Freund in Abat
und Gerichts-Sachen zu Wormbs / durch ander je
gehören Pslichten zu ehen / und Recht zu sprechen
nicht irren noch hindern / es betreffen dann die Glä-
der ihrer Leben-Herren / alsdann sollen sie abtreten /
und zu ehen / oder zu sprechen nit schuldig seyn.

XI.

Wie die Seide-Meister und Bürgermeister
zu Wormbs zu Risen seyn / und erwehlet
werden sollen.

Es sollen die obangezigten sechs und dreißig
Abate-Freunde des ersten Jahrs benennen / einen
von der Kitterschafft / wo sie fürhandeln / sonst aus
den Geschlechtern durch einen Bischoff zu Wormbs
dargen / benennen / und einen ein Stadtmeyster /
und einen von den Zünften / darauf Bürgermeister.
Und das ander Jahrs einen von den Geschlechtern
daraus ein Stadtmeyster und einen von den zünftigen
aus den ein Bürgermeister / durch ein jeden Bi-
schoff / oder seiner Enadern Stadthalter erwehlet wer-
den / und soll also für und für ein Jar um das an-
der gehen / und in ewig Zeit gehalten werden. Doch
also / daß ein jeder Stadtmeyster und Bürger-
meister / nach Ausgang seines Ampt-Jahrs zwei Tage
überlebt und frey / in derselbigen Zeit auch wieder
zu Bürgermeister / oder Stadtmeyster erwehlet noch
angenommen / aber zu andern Ampten / nimmer
wiel wol gebraucht werden.

XII.

Forma des Leides so ein jeder Seide Mei-
ster / Bürgermeister / Schlichter / ein Abat
und Gerichts-Person thun soll.

Ich N. gelobe und schwere / daß ich Römischer
Kaiserlicher Majestat / einem allgemachsten und
erben Herrn / und meinem gedignen Herrn dem
Bischoff N. dem Stifft und der Stadt zu Wormbs /
holt und nem sein / der Recht / Freyheiten / gute
Gewohnheit und Hausst / sonderlich nach Berner-
ge des pfalz durch die Pfalz-Geschlechten / als
Provisor und Vicarius des Heiligen Römischen
Reichs Abtles aussicht / und confirmirten Ver-
trags / ansehend: inn Namen der Heiligen unsterblichen
Dreysaltigkeit / bekennen und thun kundt offenbar /
er / und sich selbst / auf Freitag nach dem Heiligen
tugen Pfingsttag / im Jar als man jalt nach Chri-
sti Hinfert hundert Vierert tausent fünfshundert
und Neunhundert / tausend / schreiben soll / und
mit meins besten Bedachens / den Irden beissen /
sichern / erben / und recht Gericht thun / Christ-
lichen und Weltlichen / niemand ansgenommen / und
wann ich der Artikel zu sprechen gestagt / wil ich die
[sprechen]

ANNO
1519.

ANNO sprechen den sinnen und den Wissen / nach meiner besten Verstandung / und dem Armeu / und den Reichen gleich beyer seyn / so fern und ich mag.

1519.

Auch des Rhats Heimlichkeit beschweigen / und der Stadt gut in keinen andern Nutz werden / dann wie mit von einem Rhat befehlen und aufgelegt wirdt / auch alle Statuta und Satzungen / so gesetzet sein oder werden / doch nicht wider obgemelt Freyheit und Verträge / treulich halten ehn alle Geyerde / als mit GdM heiff und die Heiligen.

Nach nachdem sich diese Item des Eides / nicht so gleich yutget / so soll seyn / oder hernach einem jeden nach Gelegenheit seines Amptes / ein besonderer Eyd / oder Formel derselbigen gestellt werden.

XIII.

Wie und mit wos Form / auch wann / wo / oder an welchen Ort solcher jergemeelter Eyde zu gescheyen sey / oder gestaltet werden soll.

Es sollen die sechs und dreyssig Personen unter denen Städtmeister und Bürgermeister auch begriffen / alle sampt und besunder / wie ersicht / erweitert / auf einen nemlichen Tag / des sich Unser erwerter Herr von Worms mit Bürgermeister / Rhat und Gemeinde / beschloß jerg zum Anfang vereinigen in Person Unser erwerdigen Kente oder ander die Unser gnedigster Herr Pfalz-Grave Churfürst / zu. an Unser / statt verordnen lassen wirdt / Wegen und sitzen Item so beide die Hoffleut wie den Ältere here geleitert / in der Rhayn-Kirchen versamlet erscheinen / und in Gegenwart eines Bischoffs / oder seines Statthalters den Eid vorgemelter Waff schwören.

XIV.

Wie es hernach jedes Jars mit Besatzung des Rhates gehalten / auch wie viel Personen abgetrennt / und ersetzt werden sollen.

Es nun die Wahl obgedachter massen angenommen und gehandelt werden / so sollen zu Anfang des ersten Jars zwölf Personen abtreten / Nemlich / zwou erstbenanten aus der Ritterschafft / und vier erstbenanten von den Zünftigen aus den Geschlechtern / und die sechs erstbenanten von den achtzehnen / aus den Zünftigen / und an ihre statt ander zwölf / nemlich / zwou aus der Ritterschafft / vier aus den Geschlechtern / und sechs von zünftigen genommen / wie oben begriffen ist / der Gehalt nach / ersetzt werden.

Zum andern Jar / sollen aber zwölf den ersten nachfolgend abtreten / und wieder zwölf / nemlich / zwou aus der Ritterschafft / die der Bischoff erstlich nach den zweyen ersten erant hat / desgleichen vier von den Geschlechtern / durch dieselben von Geschlechtern / und sechs von Zünftigen / alles laut obangeregelter Ordnung / genommen werden.

Zum dritten Jar / sollen die letzten zwölf abtreten / und wieder zwölf an derselbigen statt / nemlich / zwou von der Ritterschafft / vier von Geschlechtern / und sechs von Zünftigen an ihre statt genommen und einem Bischoff präsentiert werden / und also der Rhat mit dem dritten Teil alle Jahre ersetzt / auch für und für in ewige Zeit also gehalten werden.

Doch wann die Rhats-Freunde / so zu jedem Jahr von der Ritterschafft / von Geschlechtern / oder Zünftigen abtreten / sollen die ein Jahr seynen / und mit wieder fürgestellt / noch in Rhat gezogen werden / aber darnach mögen sie wol / nemlichen die zwou von der Ritterschafft durch ein Bischoff / die zwou von den Geschlechtern durch die von den Geschlechtern / und aus den dreyen von den Geschlechtern / so von der Ritterschafft und Geschlechtern angezigt

sollen werden / durch ein Bischoff / und die sechs von den Zünftigen durch die von Zünftigen / in massen wie obgemelt ist / ersetzt und gebraucht werden.

ANNO

1519.

XV.

Wie die zwölf / so in der zwölfster statt so abgetrennt seyn / ersetzt werden / sich halten und thun sollen.

Nach nachdem jedes Jars zwölf aus dem Rhat abtreten / und zwölf ander / wie obgemelt / ersetzt / und an ihre statt wachsen / dieselbigen sollen wie von alter here an der sale-stützen ausgehoben / und sie darnach allewegen und eines jeden Jars den nächsten Tag nach trium Regum / so fern der nicht ein Feiertag / sonst den nächsten Werktag darnach / mit ihren Ältern nach dem Leuten der Hoff-Viechen im Bischofflichen Sale / oder ob zur gelegenheit und mehr gelieben wolt / in der Rhayn-Kirchen erscheinen / selches einem Bischoff zu Worms durch etlich aus jenen anzeigen lassen / dahin selbst Verordentlich zu kommen / oder die seinen zu verordnen in des oder dore Gegenwartigst.

Die zwölf so von neuem geben / sorgegeschlagen und ersetzt / sollen sich der Güte / das ist / was dieser Vertrag / inhalt und vermag / zu thun schuldig seyn / arbeits machen / auch alsobald den Eid obgemelt ist / und vor jne die sechs und dreyssig im Anfang gethan / thun / daraffert / wie ander zu Rhat / Bericht / sitzen und halten.

Desgleichen und insbesondere die neuen ersetzten Städt- und Bürgermeister / der ents auch ausgehoben werden / und thun sollen / vermag die Verträge / und jere Städt- und Bürgermeisters über lauten Eyd.

XVI.

Wann einer oder mehr Rhats-Freunde mit Tode abginge / oder ausser Lande ziehen / oder anderer Ursachen halb nicht im Rhat bleiben kündet / wie es zu halten sey.

Ob sich auch begehrt / das einer / oder mehr aus den Rhats-Freunden mit Tode abging / ausser Lande zuge / oder an andern christen Ursachen dem Rhat nit anzuwarten / oder sein hant / abtun soll durch einen Bischoff / die von Geschlecht oder zünftigen / welche Teil selches betreffen ist / in Worms-Frost ein ander an sein statt ersetzt / sorgegeschlagen / und ersetzt werden. Und soll dersch / so also im Jahr an eins andern statt ersetzt wirdt / in der jährlichen Veränderung / wie der so vor im gewest / oder abgangen ist / sitzen und begriffen werden.

XVII.

Wo und an welchen Orten nun hinfür Selbe- Bürgermeister und Rhats-Freunde Rhat halten / den besigen auch handeln sollen / oder mögen.

Wiewol Unser gnediger Herr von Worms angezigt / und etwas lang darauf beharrt / das von Ältere bekommen / der Rhat in hohen / daphnen oder würdlichen Sachen in Bischofflichen Sale zu halten sey / und soll werden. So ist doch so viel mit seinen Gnaden gehandelt und geschiedt / das sein Gnade und dore Rhayn-Lapitel Unser gnedigsten Herrn Pfalz-Graven Churfürsten / zu Ehren und Geyllern / auch der Sachen zu gut / und um Friede bene wollen / daren gehalten und zugelassen / das Städt- und Bürgermeister / und Rhat in modern und hohen würdlichen Sachen / ihren Rhat und Handlung auf dem Saal / das der Bürgermeister genannt / ehn Eintrag halten mögen / doch wo etwas sein Justizien

ANNO 1519. den Gnaden / dem Erbsitz / Pflicht / oder andern andern bischöflichen Zustände / darum sie kein Gnade und Rath aus Nothdurft ersuchen würde / daß sie dann zum wenigsten jedes Jahr einmal zu dem höchsten Gnaden in bischöflichen Rath zu kommen / und jenen Rath mit jurem nicht versagen tröten und solten.

XVIII.

Mit was Weise ein Bischoff / die von Geschlechtern / und die von jüngsten die Axtars-Personen / auch Selbstermeister und Bürgermeister darstellen / auch erheben und wählen soll.

Es soll auch ein jeder Bischoff den den Pflichten / so er ein Königlichem Kaiser oder König gethan hat / er zu thun schuldig ist / und die von der Ritterschafft / die von Geschlechtern und Jüngsten / bey ihren Erben / so sie darum thun sollen die Räte wie ob steht dargen / erheben / und fürschlagen / die korn geschick / und verständig sein / ihres besten Vermögen / und also das zu keiner Zeit jenen Weiser / oder Bawer- und Son sammentlich oder miteinander in Rath kommen noch dürfen.

XIX.

Wie die gemeinen Axtars-Personen / geeret / gehalten / und was er davon haben soll.

Und sollen die Selbstermeister und Rats-Freunde / wie sich das alten Herkommen und in des Heiligen Römischen Reichs-Schätzen Gebrauch nach wol geimpt / vor Augen gehalten / und geeret werden / je jeter auch der zu nächstlichen Rath wie ob steht gehet / dorendem dann Was und Ordnung siegenommen werden soll / jährlich sechs Gülden / alter Stiftung und Gebrauch nach / haben und empfangen / doch ausgeföhren des ersten Jahr.

XX.

Wie der Schultheis / Greff / Scheyffen / oder ander Person des Gerichts zu Wormbs jar anfanglich erwehle / genommen und verordnet sollen werden.

Und als Unser gnediger Herr von Wormbs / des Schultheissen und Gerichts halten anheben / wie er ein Schultheiss sein zu setzen und zu geben / dergleichen ein Greffen und jenen Richter / Gerechtigkeith gehet / hies auch in Besiz gewest / und mit Urtheil erlangt habe / ist nach langwieriger Unterhandlung die Sach dahin bracht / daß ein ganzer Rath zu Wormbs / das erst Jar zwölf Personen benennen / nemlichen jenen aus der Ritterschafft / wo der vorhanden / die von Geschlechtern / oder sechs / wo die jenen von der Ritterschafft nicht zu bekommen / darans der Bischoff ein Schultheiss / und sechs von jüngstigen / aus denen kein Gnad / oder der Nachkommen Bischoff ein Greffen nennen / und erwehlen / die alle das Gericht zu Wormbs das erst Jar ganz aus besetzen / der Greff auch die übrigen jenen Scheyffen / wie den alter jeto kommen / Urtheil sprechen sollen.

XXI.

Wie Schultheis / Greff / Gericht und Scheyffen / im zweiten und andern nachfolgenden Jahren erwehle / genommen und besetzt werden sollen.

Aber im zweiten und allen nachfolgenden Jahren / soll ein Bischoff zu Wormbs / aus den jollsten / so dem Rath abtreten / zuallererst ein Schultheiss aus den sechs den der Ritterschafft und Geschlechtern

benennen / doch also / daß im ersten Jahr des Abtretens einer von der Ritterschafft / wo zu fürhanden / und des andern Jahr einer von den Geschlechtern ernannt / und gezogen werde / damit jedes Jahres alle drey Stände der Ritterschafft / der Geschlechter / und der jüngstigen in Verwaltung der hohen Richter sein / und also in ewige Zeit von Jahr zu Jahr umgehen / darnach soll ein Bischoff aus den andern auszuweisen sechs jüngstigen ein Greffen erwehlen / der dann sampt den übrigen jenen so Gericht-Scheyffen sein und genannt werden / das Gericht heissen besetzen und Urtheil sprechen soll.

XXII.

Wie die Richter / oder Bürtel gezogen oder benent werden sollen.

Es sollen auch die Richter / oder Bürtel des Gerichts zum fünften schuldig sein / und also erweilt werden / das Stadtmayster / Bürgermeister und Rath zu Wormbs vier Personen / die sie achten zu solchen Richter- oder Bürtel-Amp geschick zu sein / einen Bischoff zu Wormbs anfragen / darauf sein Gnade jenen tiefen / die auf ein Schultheiss und das Gericht warten. Auch steter / wie der Gebrauch und Herkommen / handeln / und zum Richter gezeiten sollen.

Wann auch je einer / oder sie beide mit mehrer Richter / oder Bürtel sein wolten / oder gewillt wären / so sollen Stadtmayster / Bürgermeister / und Rath / so oft das geschick / pro oder vice an der Person einem Bischoff zu Wormbs benennen / darauf sein Gnade und des Nachkommen wiederum ein oder jenen / in der abgangen / oder gewillt sein stat weihen und kusen soll.

XXIII.

Wann ein Schultheis / Greff / oder Richter / mit Tode abgingen / oder sonst aus Ursachen von ihren Ämpten kernen / wie es das mit gehalten soll werden.

Ob ein Schultheis der Anfangs kind Jahr mit Tode abging / oder sonst aus Ursachen von seinem Ämpt abtand / und demselbigen mit verstein nicht / so soll ein ander Schultheis / wie ob steht / das selb Jahr ausgenommen werden. Dergleichen soll es auch mit dem Greffen und den jenen Richtern gehalten / hieselbigen auch wie / von Alar herol an der Erlagen ausgeföhrt werden.

XXIV.

Wo einer oder mehrer Scheyffen mit Tode abgingen / oder aus Ursachen abtenden / wie es im selbigen gehalten soll werden.

Wo aber einer oder mehr Scheyffen mit Tode abgingen / oder sonst aus rechtmässigen Ursachen von Gericht kernen / soll kein ander an desselbigen / oder dergleichen stat / im selbigen Jahre genommen werden / sondern das Gericht mit den übrigen verstein sein / es were dann / daß aus den jollsten sich gezogen weren / so nicht man an der abgangenen stat / wol einen aus den Jüngsten nennen / damit das Gericht nicht gestänke / sondern stätlich besetzt werde.

XXV.

Was ein Schultheis und die Scheyffen von ihren Ämptern jählich empfangen und haben sollen.

Und als bisher ein Schultheis von seinem Ämpt / und die Scheyffen von ihrem Dienst / nichts anders gehet haben / dann das / so in die Wäpse gesellen ist.

ANNO 1519. Da ist abgerichtet betredung und gerechtet / daß man hinfür ein jeder Schultze ein Rader Wein und vier Wänter darzu / und ein jeder Schiffe vier Obden haben soll / und soll das Geld so in die Wänter gefest / in andern der Stadt Nutz angelegt werden. Doch so sollen denen von Adel und andern die Nutzung / so sie auf dem Schultzeis Amt und weltlichem Gericht haben / und von einem Bischoff zu Lehen tragen / vor allen Dingen davon folgen und ausgerichtet werden.

XXVI.

Wo die Gerichte gehalten / auch an welchen Orten Schultzeis und Schöffen zu recht sitzen sollen.

Nach als Unser gnediger Herr von Wormbs begert daffelb Gericht wiederum wie von alter her in dem Gerichte-Haus vor dem Bischofflichen Saal / neben der Geistlichen Gerichte-Stuben zu halten / und etwas ernstlich darauf getragun. Da ist so viel mit sein Gnaden gerät und gehandelt / daß sein Fürst. Gnad. Unserm gnedigsten Herren Pfalz-Graven Christen / als Bescher und Vicari in Ehren und fremdlichen Gesellen / auch und Friedlebens und Einigkeit wollen / zugelassen / daß solch Gerichte nicht an der alten obgemelten statt / sondern auf dem Burger-Hoff dornehen. Enden / da es jetzt ein Zeitlang gewilt / nun hinfür mag gehalten werden.

XXVII.

Wie es mit dem Gerichte seiner Forme und Processen zu halten sey.

Und nachdem Wir Uns genzlich bersehen / daffelbig Gericht hat sein gut Herkommen / Form / Ordnung und Wesen / dabey es wo sie da ist / bleiben soll / wo aber jtz beschwerliche / oder unfermliche einfließen / oder verhanden were / dem selben Burgermeister und Rath sampt Schultzeis und Schöffen fürderliche Einsehen thun / und darob sein / das solch abgestellt / und zu guttem formlichen Wesen und Ordnung geführt werde. Doch daß Unserm gnedigen Herrn von Wormbs darzu verhandt / ob sein Gnad wolt auch jemahts darzu zu verordnen haben.

XXIX.

In was Burgerlichen Sachen möge appellirt werden / wohn / oder durch wen die appellation beschehen / und wie es darob gehalten geschehen soll werden.

In Wägerlichen Handeln / soll in Betrachtung habender Freiheit / in Sachen die unter zwanzig Gulden weren / oder heissen / nit geappellirt werden / außserheben / schmeß / Ehet / und Erb-Zins-Sachen / barian aus Geßte und Mordlichkeit verurtheilten zu appelliren / niemant abgeschwitten sein soll / unverschidert einiger Gewohnheit oder Freiheit.

Es und wann aber ein Partey in Burgerlichen Handeln / von einem Rath / oder Gerichte / in Sachen über zwanzig Gulden treffen / appelliren wolt oder wolt / soll erstlich solch Appellation / vor ein Bischoff geschieden / doch es darnach der Appellant begert warb / die Sach von einem Bischoff an daß Kurfürst / Königlich / oder des Heiligen Rieichs Kammer-Gericht zu weisen / ehe und zuver die Sach der Appellation vor demselbigen Bischoff angesetzt / so soll ein jeder Bischoff in Wormbs daffelb Sach der Appellation / vor je Mordt oder verurtheilten Kammer-Gericht weisen / dem dann die Parteyen selb zu thun schuldig sein. Dem pariret auch nichts gerichtliche erlange / gerichte / oder gerechtet sein werden.

Und ob sich begeret / daß beyde Parteyen widerin

ANNO 1519. appelliren / so soll der appellirt vor den Appellanten verhanden werden.

XXIX.

Wie in Peinlichen / oder Blutsachen / die Leib oder Leben betreffen / zu handeln und zu procediren sey.

In Blut-Sachen die Leib oder Leben betreffen / soll vor den alter her / die Gerichtlich verhöret / Proceß / Handlung und Sprach / auf dem Bischofflichen Saal beschehen / oder wo es denen von Wormbs der Maffheit bald mehr gefällig und gelegner sein wolt / solch auf dem Burgerhoff zu thun / so ist so viel mit Unserm gnedigen Herrn von Wormbs gehandelt / daß seine Gnade / und seiner Gnaden Thumb-Capittel daffelb Unserm gnedigsten Herren Pfalz-Graven und Gesammern / zc. zu Ehren / auch den Sachen zu gut und auch mehere Gelegenhet wollen / zugelassen / doch daß der verurtheilt alsohin im hinfür-sien zuver zur Eiegen / oder dem Eiein / wie vormal / bracht / und darnach stücker zur Gerichte-Court geführt werde.

Und daß durch Schultheißer / Bürgermeister / Schultzeis / Rath / und Gerichte die Urteil gesprochen werden / und der Schultheißer / Bürgermeister / oder der Schultzeis den Eiech in der Hande haben / nach der Urteil fragen / doch daß unter vor und zwanzig Personen nit Urteil sprechen / noch was einhelliglichen / oder mit dem Mehreren zu Urtheil und recht erhalt würet / das soll also volenegen werden.

XXX.

Wie / und wo / der gestrafft angerufft / und geführt werden soll.

Ein jeglicher der an Leib oder Leben gestrafft sol werden / der soll auf offnem Markt-Platz vor der Mähg zu Wormbs / laut der gesprochenen Urteil / angerufft / von dannen an die Saal-fangen / und fercher an die Ruchstalt / wie sich gehört / geführt / und daffelb laut gesprochenen Urteil gehandelt werden.

XXXI.

Wer dem Nachrichter in Volenstreckung der Urteil beholfen seyn soll.

Es soll hinfür auch früter von dem Rath / oder Gerichte zu Wormbs / dem Nachrichter in Volenstreckung der gesprochenen Urteil weiter mit Leiter / noch dem Rade / oder in andere Wege beholfen seyn / sondern was der Nachrichter zu handeln hat / das soll er durch sich selbst / sein Knecht / und die ihm von Schultheißer / Burgermeister und Schultzeis / dazu verordnet werden / thun / vollziehen / und im selbigen sonst wie sich gebürt gehalten werden.

XXXII.

Wem die Raths-Knechte geloben und schwören / und wor sie auch beschiden soll.

Die Raths-Knecht sollen den einem Eieid-Bürgermeister und Rath zu Wormbs aufgenommen / besetzt / und bekräftet werden / ihnen auch gelobt und geschworen seyn.

XXXIII.

Wie es mit zollen / Wag / Gewicht / Gelde / und ander Münzungen / so ein Bischoff in Wormbs hat / gehalten sol werden.

Alle Zoll / Wage / Gewicht / Geld / und andere Münzung / wie die Mahnen haben mögen / so ein Bischoff vor dem und thet die von Wormbs daffelbigen Zoll / Wage / Gewicht / Geld / und ander Münzen

ANNO
1519.

jungen zu ihren Händen bracht haben / ingeholt / ge-
nossen / und gebraucht / die sollen keinen Schaden / son-
der Schaden Nachkommen / und ders Erbsitz veran-
sichert werden zu haben / zu gebrauchen / und zu ge-
nießen / zu stellen / folgen / an Eintrag bleiben / dabei
sein Erbsitz durch die von Worms auch gesichert
und gesichert werden solle.

XXXIV.

Von Zoll und Weggelde an den Pforten /
und wie es damit gehalten soll werden.

Nachdem ein Bischoff zu Worms der Endes hin-
der ein Geldt / oder Pforten-Zoll gehabt / daß die
von Worms zu ihren Händen genommen / und ein
Weggelde / oder mehrers darzu / inlegen erlangt haben.
Da ist abgeredt / daß folches / es sey zu Weg- oder
Zoll-Geldt gemacht / an den Pforten / nun hinwäre
samenhaft eingenommen / daran einem Bischoff
der halbe Theil frey und schreyer / und denen von
Worms der ander halbe Theil zu Steuer und Ver-
sicherung der Weg / Straße / und Unterhaltung dresel-
bigen folgen / doch sollen vor der Teilung daniel
Geldt die 26. Pfundt 13. Schilling und 3. Heller
den Herren zu S. Martin / so auf demselbigen Zoll
und Weggelde steht / bezalt / darzu dem gemeinen
Knecht so das Geldt sammelt / sein Lohn und Ge-
palt vor allen Dingen haben werden und getehen.

XXXV.

Wenn derselb Anrecht verbunden / auch wer
die Schlüssel zu der Behältnis haben soll.

Es soll derselb Aufseher und Knecht / beyden / ei-
nem Bischoff und der Stadt gekowen seyn / und
jeder Teil einen Schlüssel zu der Behältnis verlei-
hen / daran das Knecht Geldt ist / haben / und
sich selbst der Zeit weihen / zu welcher und wie oft
im Jar sie gekhnet werden sollen.

XXXVI

Wie ein Bischoff / Pfaffheit / Prelaten /
und die sich bezeugen Dörffer / nemlich / Hopp-
heim / Heppenheim / Winkenheim / Off-
stein / Groß Sulzheim / Heppenheim /
Tiedert / Jersheim / Hochheim / Pfaffelheim /
Lusselheim / Dohenheim / Korbheim /
Merisch / Klein-Lützelheim / Lampert-
heim / Hoffheim / und Florheim / so vor-
mals dieses Pforten / oder Weg-Geldes
ganz frey gewesen / nun hinfür gehalten
werden sollen.

Es sollen auch die sich bezeugen Dörffer abgemess /
ihre Freyheit zu des Bischoffs Theil behalten / und
nemlich des halben Teils sechs Zölle / Pforten-oder
Weg-Geldes gefreyet seyn / also / daß sie von ei-
nem Wagen nicht mehr denn einen Pfennig / und
von einem Karren ein Heller zu bezahlen schuldig
seyn / und weiter nicht beschwert / und mit etlichen
Prelaten und Geistlichen / des Endes auch wie den
Aler here gehalten werden.

XXXVII.

Wie es mit dem Leben von einem Bischoff
und Geiste Worms herkömmt / so etliche
Zeit here onterfangen bleiben sein / ge-
halten soll werden.

Es sollen auch in Kraft dieses Vertrage / die Bür-
ger und Inwohner zu Worms / alle ihre Leben / von
einem Bischoff dazulast zu Leben führen / und bisher
sonderlich in dieser Zeitung nie empfangen seyn / be-
gleichen der Sparweise / durch ein Verstehen / die
der Rath zu Worms darzu verordnet / von einem
Bischoff zu legen tragen / und empfangen / der sie

auch / wie sicher Leben bekommen / Gebrauch und
recht ist / zu jederzeit leben soll. Und es sich über
lung oder lang in solchem einig Zeitung / besunderlich /
weß die von Worms dazulast in Gebrauch haben
sollen / erheben oder entsetzen wörlt / so soll solcher zu
Kaiser hochachtigen Herrn Palts-Druckers Ehre-
stücken 2c. Und Unser der vier Commassarien / oder
Unser gnedigen Herren von Worms / Leben-Nach-
ter und Wörlt / vorches die von Worms wollen
auf gnugsame fleigende Verthe und Bericht / ent-
scheide und Ertrundt sein / auch den dem / was da
entscheiden oder erkannt wörlt / entlassen ungerueigert
bleiben.

XXXVIII.

Wie es die von Worms mit dem Adel /
ihre Leben halten / so sie etliche Jahre in-
gehabt / und genossen haben / halten sollen.

Die von der Stadt Worms sollen auch denen
von Adel alle ihre Leben / so sie von ihnen gehabt ha-
ben / mit sampt künftiger Nutzung und Gerechtig-
keit / des Eigenthums des Bischoffs ist / und durch
dieselbigen von Worms angenommen werden seyn
denklichen Bischoff und der Stadt mit seinem Ei-
genthumb / und den Lebensnächtern von Adel / und
andern mit der Leben Nutzung und Gerechtig-
keit wieder zustellen / und sich dazulast künftlich ent-
schlagen / und durch Kaiser hochachtigen Herren von
Worms bey denselbigen werden stetig angestelt wer-
den / daß sie den versey der ausgehoben Nutzung nach-
geben / und zu Förderung dieses Vertrage fallen las-
sen.

XXXIX.

Wie und wem von Adel ihre Freyheit und
Gerechtigkeitz zu halten.

Es sollen auch denen von Adel ihre Freyheit und
Gerechtigkeitz / der sie vor dieser Zeitung in der
Stadt Worms genugsam in Nutzung und Gebrauch
gewesen / oder künftigen denselbigen vereinigt und ver-
tragen seyn / zugesetzt werden und behalten / eyn be-
von den Worms mit aller münzlichen Verbinde-
rung. Wo aber noch einige Zeitung oder sprangige
Stadt wem / dazulast soll zum stündlichsten zu
Hinlegung denselbigen auch gebauet werden.

XL.

Gelangen den Gerichte / zwanz / erstlich
Sachen / die ohn Mittel Geistlich seyn.

Es sollen auch alle Sachen die ohn Mittel geist-
lich und dem Geistlichen Gerichte-zwanz jugendlich
seyn / als Ehefachen / Zehent / und dergleichen Schu-
del / vor den Christlichen Gerichten zu Worms fu-
genommen / eingestelt und berechtigt werden.

XLI.

Wann der Kläger die jährlach Güter ver-
folgt / oder aufdolen will / für welchem
Gerichte das beschehen soll.

Was aber von Sühnen die Bürger und weltlich
Inwohner zu Worms inhaben / oder hinfür inha-
ben wörlten / und Unsern achtigen Herrn von
Worms des Erbsitzes und Gerechtigkeiten in der Stadt
Worms um Recht / Gult / Zins / oder andere
Schuld / verurtheilt / oder verpflichtet werden / oder
wurden / dieselben Güter sollen allein vor und an
dem weltlichen Gerichte zu Worms / vor Knechts
Noth ist / verseyt und aufgestellt werden.

XLII.

Wann der Geistlich Kläger um lauter be-
kentlich Schuld / die Güter nicht verfol-
gen / noch aufdolen / sonder die Person
beclagen wörlt / wie es zu halten sey.

Wo

ANNO
1519.

ANNO

1519.

Wo aber die Ketz/ Inz/ Selt/ oder Schuld/ dem Geistlichen in der Stadt Worms zugehörig/ lauter/ bekentlich/ oder durch glaublich Kundschaft/ als Brieff/ Engel/ oder Buch-Bücher/ Register/ und dergleichen rathenlich Bewerung/ beweislich sind/ und der Geistlich Kläger nicht auf die Güter/ sondern allein Verbmich fragen will/ oder willt/ alsdann soll des Klägers Theil auf sein Ansehen durch Soldmeister/ Bürgermeister/ oder Schlichter zu Worms in gebührender Zeit/ als nemlichen in sechs Wochen/ den nächsten zu bezahlen/ und zu geben befohlen werden.

XLIII.

Wann Persönlich geklagt umb Zins/ oder Güte/ die nicht bekentlich oder lauterbar sind.

Wann auch dergleichen Persönlichen Sprich nit lauter/ noch bekentlich weren/ alsdann soll allwegen der bemelt Kläger dem Antwoerter am weltlichen Gericht zu Worms nachfolgen/ Es were dann Sach/ daß ein Theil gegen dem andern des gemeinen Rechts/ und seines ordentlichen Gerichts-Zwangs verzeihen/ und das dem Soldmeister/ Bürgermeister/ oder dem Schlichter glaublich angezeigt hätt/ oder anzeigen wüßet/ alsdann soll derselb Kläger Macht haben/ laut seiner habenden Versicherung zu fragen wie sich gehet/ oder das jure dem Kläger laut der gemeinen Recht/ und des Heiligen Reichs Ordnung das Recht verlegt oder verzeihen werde.

XLIV.

In welchem Gerichte die Geistlichen/ so sie Kauffen oder verkaufen/ Verschafft thun oder nehmen mögen.

Die Geistlichen Personen zu Worms mögen je liegenden Güter/ so sie beschiff inhaben/ mit Kauffen/ verkaufen/ oder Verschafft/ damit zu thun ihres Geschlents unter sich secht für dem Geistlichen oder weltlichen Gericht zu Worms wol verhandeln.

XLV.

Wo die Verschafft weltlicher Güter zu Worms beschefen/ und derthalb soll verholffen werden.

Ob jemand zu Worms auf weltliche Güter Versicherung und Recht/ Güte/ oder Inz aufsetzen willt oder willt/ der mag solches vor Geistlichem oder Weltlichem Gericht zu Worms wol thun. Aber die Verschafft sol darüber in Jars-Zeit/ den nächsten vor dem weltlichen Gerichte/ dastell geschehen/ ob aber das nicht geschehe/ so soll die weltlich Oberhand der Ort in jeder Hülff des Rechts darüber zu thun nicht schuldig seyn.

XLVI.

Wie die zeugen in Geistlichen und andern Sachen vor die Official gehöret und anhangig seyn/ gehöret und gezwungen werden sollen.

Und als in Sachen dem Geistlichen Gericht anhangig/ Anhaltung und Bemand der zeugen Kundschaft zu geben/ Zwang entstanden. Da ist gemittelt/ daß/ was Geistlich Sachen vor dem Official mit Geistlichem Gerichte/ wie obsteht anhangig werden/ darum so die Notdurfft erfordert/ daß die geladen zeugen/ an demselben Ort schwören und gelobt werden sollen/ Es mag derselb Geistlich Richter dergleichen Verma Kundschaft zu geben mit dem Rechten und seines Gerichts Zwang wol

anhalten und zwingen. Aber in weltlichen Bürgerlichen Sachen/ die vor dem Geistlichen Gericht hangen/ sollen auf Ansuchen der Geistlichen Richter die von Worms die zeugen darzu halten/ die Gezeugnis für den geistlichen Richter zu geben/ wie sich nach Ordnung und des Rechts gebet/ und wo er das auf Ansuchen in kurzen Wochen nicht thut/ darin slumig wüdt/ so soll der Geistlich Richter dasselb zu thun gut Macht haben.

Es were dann ein Bischoff/ ein Prælat, oder dero Official/ durch die Bischoffl Heiligkeit ein Römischen Kaiser und König/ oder dero Commissarien ersucht/ und jnen befohlen zeugen und Kundschaft zu verheiden/ und zu zwingen/ alsdann sollen ein Bischoff/ der Prælat, dero Official oder Vicari demselben gehorsamlich zu leben/ und nachzukommen/ doch dieses Betrag nit gebunden seyn/ und unterschickt bleiben.

XLVII.

Wer Tutores und Curatores unmundigen Kindern ziehen und geben soll.

Es sollen auch hinfür Soldmeister/ Bürgermeister und Rath der Stadt Worms/ den unmundigen Kindern und andern Personen/ so Tutel oder cura anvertraut seyn/ Tutores oder Curatores, wie sich gebet/ geben/ dergleichen Personen weren dann geistlich/ oder also qualificiert/ daß die demselben weltlichen Gerichts-Zwang nit andererlässig/ alsdann soll selbich durch die Geistlich Oberhand/ eyn Bischoff/ seiner Gnaden Vicarien/ oder Richter beschefen.

XLIX.

Wo und an welchem Gerichte einer Pfaffheit ungeweiht weltliche Diener und Gesinde in Bürgerlichen Sachen jrer Person anhangig zu rechte stehen sollen.

Als auch der Geistlichen Dien Geinde und Diener Gerichts-Zwangshalb die Pörrchen streng gezeihen/ und jere demselben haben wollen.

Da ist gemittelt und erlangt/ daß der Geistlichen ungeweiht weltlich Geinde aus hinfür alle dem Geistlichen Richter und des Gerichtes Zwang in Bürgerlichen Sachen anderwerffen seyn sollen/ also/ daß weltlicher sich eins oder mehr nach Schulden/ Verpflichtung/ Verschafft/ Testament/ Schilowert/ Erbsch/ auch Kauffen und Verkauffen/ oder ander dergleichen Contracten und Sachen/ Bürgerlich/ das ist/ so er jure selbst zu Ding Zeits halber sein Klage gestellt/ und nit zur Straffe/ noch aus Irthum wol können/ daß derselb selbich für einem Bischoff zu Worms oder mit Geistlichem Richter und Gericht zu thun oder handeln sollen.

Es were dann ein Widerrechten hab/ oder daß er sich des dergleichen oder in andern Wege verschreiben oder verheiden het/ dem sich nachzu kommen gezeihen willt/ alsdann soll es bey demselben bleiben/ und durch diesen Artikel dem nicht benommen seyn noch werden.

XLIX.

Wo und an welchem Gerichte eines Bischoffs und Pfaffheit ungeweiht weltliche Diener und Geinde in hohen schweren peinlichen und malefiz-händeln und Sachen zu Rechte stehen und angenommen/ verurtheilt und gestrafft werden sollen.

Aber in Malefiz- und peinlichen straffbaren groffen Händeln/ als die trüblich Straff oder das Leben bedien wert/ als und Vargen/ Verpflichtung/ und/

ANNO

1519.

ANNO
1519. michten/ todtschlage/ steilen/ kreuzen/ rauben/ und
vergleichen/ sollen sie die so sündlich That begangen/
weillicher That unterworfen seyn.

Es sollen auch Schöffenmeister/ Burgermeister und
Rath sie annehmen und zu verurtheilen mit geistlichen
Fragen und sunst also/daß sie zu richten/ wie
sich nach erstlicher Ordnung gebürt/ auch gegen
jnen zu handeln darzu Essay anlegen/ ohn Eintrag
der Geistlichen/ der Iren und allermeiniglich/ gut
Macht han.

Doch soll sündlich der Thäters antworten/ nit in des
Geistlichen Haus/ noch so er ihme dem Geistlichen
zur Kirchen oder sonst aus der Gassen der oder nach
gehet/ begehret. Es were dann die That gang offen-
bar und lumblich/ also/daß man es toll seyn/ doch
nüt ein Ertzober Burgermeister oder derselbigen
Freyer/ (samt einem oder zweien dem Rath/ die
den Mißhandel erkennen/ auch aussuchen solten/ daß durch
die Knecht in des Geistlichen Haus darneben mit
gemutwilliger oder Beschädigung sürgenommen wor-
de/ es were dann/ daß die Verhandlung und ferdent-
lich That in eine Priester oder Geistlichen Haus
seinem Herrn zu wider/ verlassnen/ also/daß soll er
der Thäter an jelt gemelten Dritten/ die er ver-
urtheilt/ auch ein Versteht gemelter Personen/ mögen
angehalet werden/ und gar zu milt nit seyn seyn.
Nit was anders sürgenommen/ so soll der Weltlich
Vorwand zu Vermeid derselbigen Thäters zu straffen
und den Schaden ob erwaser jurglich weret/ zu be-
ren/ anhalten oder selbst den darzu/egen schuldig seyn.

L

Wo nit an welchem Gerichte eine Pfaff-
heit ungeweihtet weltlich Diener und Ge-
sinde in niederen und kleinen Malefiz- und
peinlichen Handeln und Sachen zu rechte
stehen/ angenommen. verurtheilt und gestraft
werden sollen.

Wo die Malefiz und Peinlich Handel aber/ nit
Leib oder Leben/ sonder eygen Freyheit oder Ruß auf
Eidt gylt betrefft/ so soll dazselb Angekloget der
Christlichen Geseinde/ oder Thäters der Freyheit wie ein-
ander verurtheilt/ begangen/ und der weltlichen Di-
nereit zu Vermeid zu bejahren oder abzutragen
schuldig seyn.

Doch sollen sie nit gleich durch dieselbige weltlich
Hand oder Dreyheit dertunthalben mögen angenom-
men/ sonder parer Abtrag zu thun einmal oder zwey-
gmalig ersucht und ermanet werden/ theten sie dann
dazselb/ vertragen sich/ oder were dem nit Ver-
sicherung für weltlichem gerichtem Richter zu
Vermeid zu vertheiligen urpurg/ so soll es dabey
gelassen/ sie auch nit weiter darüber getrunnen noch
beschwert werden.

Wer es aber Sach/ daß sich dertselb Diener oder
ungetreuet der Geistlichen Geseinde eins oder mehr
über sündlich gyltlich Ersachen/ sich des Abtrags spe-
ren und der Richter nit Versicherung für weltlich-
dem Gerichte weigern wolte/ so soll selbich dem
Geistlichen sinnen des Knechts oder Geseinde Her-
ren erksunt/ und an jura gesonnen oder begert wer-
den/ daz er dertselbigen sinen Knecht oder Geseinde
dahin/ daß es der zweyer Wege einen gieng/ hielt
oder verurtheilt/ daß der Geistlich dann an dertselbigen
zu gesinnen/ nit unterlassen/ aber doch dertunthalb
weiter zu thun nit schuldig seyn.

Wo dazselb dann in dertgen Tagen den nach-
sten darnach folgend auf des Geistlichen und Pfaffen
Handlung nit bejehet/ so soll die weltlich Obrkeit
also/daß/ den oder die fenglich annehmen/ und
der zweyer oberlauten Ding eins zu thun/ oder jün
them zu sehen anhalten/ Macht haben. Doch
daß selbich in dem Fall nit zu des Priesters Haus

noch so er ihm nachgehet/ sonder zu andern Zeiten
und Ort/ da man in dertem Wohn/ untersuchen
werden. Darnach auch dertselbe Thäters in miltir
Zeit zu Nachseil der Stadt nit auch dertem die
jnen Bürgerlich zu bejahren fürchten/ nit ent-
setzen noch hinweg thun möge.

Es ist bedacht und danden abgericht/ so und
wann einer oder mehr des aus erlichen Keischen
in Verdacht siel oder stünde/ daß der oder dert-
selbigen dann zu Abtrag zu thun oder mit Ver-
sicherung zu Recht jurethen durch die Weltlich Ober-
keit/ oder so es der Richter begern würde/ wider
bejehet und angenommen/ und es siel sich des speiren/
zu thun geführt und verurtheilt werden.

Es sollen oder mögen auch der Geistlichen oder
Pfaffen Weltlich Geseinde/ so das der Richter
Worte Rufung treiben/ oder Anfuhr in der Stadt
machen wolte/ Abtrag zu thun oder zu verurtheilen die
Wogens/ so siel ihm Pflicht thun wollen/ ange-
nommen werden.

L I.

Wo nit an welchem Gerichte eine Bischoffs
oder Pfaffen ungeweihtet weltlich Diener
und Geseinde in Real-Sachen die liegende
Güter betreffen/ zu Rechte stehen sol-
len und sürgenommen werden mögen.

Es sollen der Geistlichen Dert Geseinde und Di-
ner/ miewei sie als obricht/ jert Personen bald geret-
het/ doch in Sachen die real und liegende Güter
betreffen/ vor dem Weltlichen Gerichte zu Vermeid
zu rechte zu stehn schuldig seyn/ in Wissen und wie
den andern abjehent nit werden.

L II.

Wo der Geistlichen Geseinde die Burger o-
der Irwohner zu Worms mit Recht des
Klagen/ auch wie sie im Widerrechten zu
Rechte stehen sollen.

Wann auch der Geistlich oder Pfaffen ungeweiht
Geseind/ einen Burger oder Weltlichen zu Vermeid
in den abgemelten ihr gleichen oder andern Fällen
mit Recht ansprechen/ oder bejahren wolten/ so sol-
len sie dazselb inhalt dertselb Bitttrag/ der Weltlich
Gericht/ oder Thät zu Worms/ wie sich
dann nach Natur der Sachen zu Klagen gepurt und
nütent anderwas/ thun noch sürgenommen/ auch zum
Widerrechten jurethen schuldig seyn/ und im selbigen
abgemelten Freyheit sich nicht bejehnen/ sondern da
er das Recht gelye/ dazselb/ auch wie sich gebürt
nehmen/ und dertwiderum it.

L III.

Wer die Geistlichen Person/ und wie die in
der Stadt Worms unabh verschulde Sa-
chen mögen gefenglich angenommen wer-
den.

Es sollen auch Schöffenmeister/ Burgermeister und
Rath der Stadt Worms nit Macht haben/ Geistlich
Personen willkürlich wider ihren Bischoff zu
vergleichen/ oder zu schütten/ ob aber ein Bischoff
sein Stadthälter/ Vicari, oder Official, einig
Geistlich Personen und verschuldet Sachen in der
Stadt Worms fenglich annehmen lassen wolde/
also/daß soll selbich mit eines Schöffenmeisters oder
Burgermeisters zu Worms Wissen bejehnen. Nit
ob zu sicher Jangsch ein Bischoff oder sein Vica-
ri der Stadt-Kirche begern würde/ so sollen jne
dar nicht gertreigt werden.

L IV.

ANNO
1519.

LIV.

Wie die Geistlichen Gelehrte / Richter / Advocaten / Notarien / Procuratoren / und Pedellen zu Wormbs geseyt seyn sollen.

Des Bischofflichen und anderer Geistlicher Gericht drey Richter / drey Advocaten / drey Notarien / drey Pedellen / und drey Procuratoren / dergleichen der Keiser im Bischoffl. Hoff zu Wormbs sollen ihrer Person mit Haushalten halber als ein geistlicher / aller Bürgerlicher Beschwerte geerdiget und geseyt seyn und bleiben / also / daß sie nicht reisen / wachen / noch hüten dreyen / dazu im ein- und ausführen / auch kaufen und dergleichen zu ihrem Gebrauch / wie bisher sey sthen und bleiben sollen.

Aber doch darneben oder in ihrem Eyde den sie ihnen über oder dem Gericht thun / eingebunden werden / daß sie in Angewein noch gefährlicher Beschwerte wider gemeine Stadt Wormbs nichts handlen noch schreiben sollen oder wollen / doch sollen sie ob dergleichen Klagen / Bitten / oder ander liegend Bitter / die vor in der Bürgerlichen Stadt Steuer werden / an sich bringen oder Handtierung treiben / sondern alldem der Stadt Wormbs davon thun und bezahlen wie ander ingewein Bürger dazufelbst zu Wormbs thun.

Aber von andern ihren Chiltren und Verdiensten der Stadt weither zu thun nicht schuldig seyn.

Nach ingewin neben den obgenannten sitzenden Personen der Gericht auch andere Geistliche und Weltliche Staates advocaten und procuratoren. Aber was dergleichen Weltlichen über obbestimpter Zeit / die sollen nicht geseyt seyn / sondern tater Stadt Wormbs Bürgerliche beschwert helfen tragen und thun / wie ander ingewein Bürger dazufelbst.

Diesen Artikel soll unser gnädiger Herr von Wormbs den sich selbst und seiner Gnaden Gerichte bewilligen und annehmen / und bey dem andern Prälaten so auch Geistlich Gerichte und Gerichte-Zwang haben / allen getreuen und mündigen Jureis anwenden / daß sie dergleichen auch thun.

LV.

Wo und wie die Juden zu Wormbs zu rechte stehen / und auch einem Bischoff zu thun schuldig seyn sollen.

Die Juden sollen in peinlichen Sachen vor Stadtmayster / Bürgermeister und Rath zu Wormbs / und in Bürgerlichen Sachen vor dem Stadt-Gericht dazufelbst allein zu rechte stehen / und ob aber des Wunders und dergleichen haben Spenn einkufen / die sollen am Geistlichen Gericht zu Wormbs gerechtfertigt werden / und was der Bischoff in andrer Wege der Jüdischkeit halben Gerechtfertigt hat / die sollen ihm unbenemen und unabgebrochen / sondern wie von alter herkömmlich seyn und gerichtet werden.

LVI.

Wie ein Bischoff zu Wormbs einreiten soll / und mit wie viel Pferden.

Die den Wormbs sollen einen jeden Bischoff zu Wormbs wie von alter herkommen ist / zu seiner Gelegenheit lassen einreiten. Doch wann er das thun will / so soll sein Gnad und des Nachkommen selbsten den von Wormbs allezeit zum wenigsten drey oder vier Wochen darzu zu wissen thun / und mit d-her vierhundert Pferde mit ihm in die Stadt Wormbs bringen / so beschehe dann mit genanter der von Wormbs guten Willen und Willen.

LVII.

Was / wann / und wie ein Bischoff zu seinem Einreiten geloben und für Schrifften über sich geben soll.

Ein jeder Bischoff / so zu Wormbs einreiten will / der soll in seinem Einreiten im Jure für der Stadt Wormbs / mit seiner gerechten Hand auf sein Brust gesetzt / die nachfolgende Gelübde thun / denen so die Stadtmayster / Bürgermeister / und Rath dazufelbst jure eingewin senden / darneben auch der Stadt ein verschriftlich / besiegelte Urkunde geben. Darinn er bekennt solche Güter gethan zu haben und treulich nachkommen will.

Wie N. Bischoff zu Wormbs geloben und versprechen be Unfern Heilichen Bitten und waren Worten / daß Wir und unser Erbt des H. Reichs Stadt Wormbs / allen jren Willen und Innehaben / all ihre Freiheit und Rechte von Klüfften Kasten und Knechten auch den Bischoffen zu Wormbs erlangt und herbeacht / und dazu sie gut löblich herkommen und Gewohnheit / sondern nach demunge singst aufgeschrieben / und durch Palz-Gräfe Ludwig Churfürsten und des Heiligen Röm. Reichs Fürster und Vicari / &c. confirmierten Vertrags Unserer besten Verandern handhaben und schirmen wollen / ehn alle Arglist und Gefeide.

LVIII.

Was / wo / und wie / auch zu welcher Zeit die von der Stadt Wormbs einem jeden Bischoff als bald nach seinem Einreiten schwören sollen.

Nachfolgend sollen die von der Stadt Wormbs einem jeden Bischoff / alsbald er eingritten ist / in dem Bischoffl. Sale zu Wormbs diesen hernach bestimpten Eyde mit aufgerichteten Fingern thun. Wir den Kaiser und ganzer Gemeint wegen / des Heiligen Reichs Stadt Wormbs / geloben und schweren euch dem Hochwürden in GDa Bauer und Herrn N. Bischoffen zu Wormbs Unsern gnädigen Herrn getreue und holt zu seyn / und vor Schaden zu warnen / auch euch und euren Stoffe alle ewer Recht und Freiheit / und dazu gut löblich herkommen und Gewohnheit / sonderlich nach demunge singst aufgeschrieben / und durch Palz-Gräfe Ludwig Churfürsten / und des Heiligen Römischen Reichs Fürster und Vicarien / &c. confirmierten Vertrags / und gütlichen Entscheidens zu handhaben und zu schirmen Unserer besten Verandern / ehn Arglist und Gefeide / als Was GDa heist und die Heiligen.

LIX.

Was die von Wormbs einem Bischoff zu thun / auch wie sie sich gegen ein Thumb-Capitel nach seinem Absterben bis eines andern new erwählten Bischoffs Ankonfise halten sollen.

Was die von Wormbs einem Bischoff zu thun schuldig seyn / das sollen sie jure oder ihrem Stande halber antworten und thun / er sey eingritten / und hat sein Regalia empfangen oder nie. Wo sich auch begre / daß ein Bischoff mit Tode abgyn / und die von Wormbs dem Widwidm etwas schuldig oder zu thun pflichtig werden / sollen dieselben den Wormbs mitler Zeit bis ein ander Bischoff erwählt wird / die Erhaltung einem Thumb-Capitel thun / und sich in aller Massen gegen denselben Capitel / als ob ein Bischoff in Leben were / halten und be-
O o j weisn.

ANNO
1519.

ANNO
1519.

weisen. Vergleich ein Hund-Capitel hervorzu-
und gegen ihnen an statt eines Bischoffs was der-
zu thun schuldig/ auch thun und halten soll.

LX.

Wie es mit dem Baumeistern Unser Fra-
uen Kirchen zu Worms Offnung des
Sechß halben der Endts gehalten soll
werden.

In Unterhaltung des Bames laßt Frauen Ki-
chen zu Worms sollen nun hinfür die Baumeister/
nemlich/ einer von einem Bischoff der nicht von
der Prieftersehaft/ sonder von der Burgersehaft
sey/ und einer von den Stadmeistern/ Burgermeistern
und Rhat zu Worms/ und als zwei Weltlichen/
mit zwei dem Capitel derelbige/ Unser Frauen-
Kirche aufzunehmen und besetzt werden/ die auch
dortselben bleiben und wohnen/ und mit sich gehet/
handeln sollen.

Es sollen auch zu der Behaltung darinnen das
Bame und Stedgeld derelbigen Kirchen ligt/ drey
Schlüssel gemacht werden/ und jeder Theil einen
haben/ damit einer von den andern/ dienlich
Behalten mit ihnen noch verwalten möge/ und sollen
die vier Baumeister alle Jare jere Handlung/ auch
Innens und Außens andern derau zugerech-
ten Mäntern/ nemlich/ einer vom Bischoff/ zwei
vom Capitel/ und einer von der Stadt/ wie sich
das wol geung/ Rechnung thun. Doch das Ca-
pitel zu Unser lieben Frauen ungenugsam sein/
die zwei zu verwalten/ sonder ob jenen giltet süßt
bey den andern zweien seyn.

LXI.

Wo dieser Vertrag und zu welchen Zeiten
derselb soll verlesen werden.

Diese obgeschriebener Vertrag/ soll allezeit zu
vier Jahren oder um Geschicklichen willen/ in
jedem Schatzjare/ auf ein nemlichen Tag/ als
alters Johannis Baptiste/ wo derselb anderst
ein Wechtag/ sunst und wann es ein Sonntag/
so soll es auf den nächsten Montag darnach/ verglei-
chen wo es in der Kintzwerthen gefallen/ auf den
nächsten Wechtag/ darnach den Weisthien
in der Thund-Kirchen in Weisthien meere Wä-
ger/ so durch Solde und Burgermeister/ auch dem
Rhat dazzu verordnen/ und den Weisthien auff off-
nem Platz oder Rathhause zu Worms in Weisthien
zwei Weisthien durch ein Bischoff dahin verord-
net/ verlesen und allezeit den Weisthien/ den Bü-
schen und andern zu Worms bey ihren Pflichten da
zu erkennen etlich Tag daroff/ dazzu verordnet
werden.

LXII.

Wann Mißoder ungleicher Verstand und
Jrrung dieses Vertrags halb einfallen
wird/ wo die erörtert oder entscheiden
soll werden.

Wo auch über kurz oder lang Zeit in diesem Ver-
trag in einem oder mehrer Artzeln/ Mißoder unglei-
cher Verstand und Jrrung ist/ so soll die ein
Partey/ die ander zu gütlichem Besprech/ und
zu gütlichen Tagen erfordern/ und so sie zu allen Zei-
ten/ also entscheiden/ gütlich unterreden/ Anstos-
sen verheben/ das gütlich vernehmen und vertragen.
Wo sie aber an vertragen den einander schiden/ so
soll jede Partey/ die drey weltlichen Stantes bezeichnen
und zusamen zu kommen/ verordnen die sich auch/
wo sie einer oder mehrer einig Partey verordnet

weert/ jere Weisthien und Erde in denselben Sachen
lütig sagen/ demnach sie bey einander erscheinen/ und
sie jere Vertrag und verordnen und was sie in Gütze der
nicht erlangen/ erheben noch hülgen mögen/ end-
lich zu entscheiden Macht haben/ und sich in einem
halben Jahre von der Zeit des ersten Reichs-Tags
anzurechnen/ es würde dann aus Nothwendig der Sa-
chen durch sie länger Zeit erheben/ einer einseitigen
rechnenigen Urteil und Erkenntnis/ die sie auf ihre
Erde thun sollen/ verordnen was sie dazselben sich
wilt/ auch künzlich oder der wechere Teil auf
ihnen sprechen/ erheben und entscheiden/ das es da-
bey ein appelliert/ reduciert oder suppliciert an-
gewendet bleibe/ mit dem nachgehenden wider.

Wo sie aber kein Vertrag machen/ noch einen/ son-
der zwispaltiger Meinung weren/ so sollen die sechs
sich eine Obmann verordnen/ oder die Parteyen je-
der ein Obmann bezeichnen/ und ein Ieg gerecht
werden/ welcher nach den zweien Obmann bleibe/
vor denselben die Handlung und der sechs Spruch
gelegt werden/ er die zu seinen Handen nehmen/ die
mit sich beschließen und erweisen/ und darnach
auf seinen Tod/ den er dazselben thun soll/ der be-
meinten sechs Spruch einen/ auch seiner besten
Beratbruder dem rechtensgütigen und billichsten Teil
einen Zufall thun in zweien Monaten nach Über-
antwortung des Handels die Reichs Acht oder
Erweisen und der Zusatz-Spruch. Was nachdem
Spruch er also ein Zufall thun wider/ der soll von
jedem Teil/ so die Sache betrifft/ abgemessen müssen
ohne einichs Widersprechen angenommen/ vollendet
und gehalten werden.

Begreife sich auch/ daß der Obmann oder der Pat-
schien erwählten Personen und sechs einer oder
mehr mit Tode abgingen/ anständig/ oder mit
Krankheiten/ Alter/ oder ander Ursachen derma-
ßen beladen werden/ daß sie der Obmannschaft oder
Zusatzung mit mehrer Jahren/ noch auszuwarten möch-
ten/ alsdann soll der Teil dem solcher Abgang an
dem Zusatz beschreiben were/ ein ander wechere oder ge-
ben/ und mit dem Obmann/ mit einichet/ gehalten
werden.

LXIII.

Wo ander Sachen/ außershalb des Vertrags
einfallen/ erörtert oder gerechtfertigt sol-
len werden.

Was sich aber (soll Jrrung/ Zwietracht/ oder Hän-
del über diesen Vertrag/ und dazselben inhaltenden
Puncten zwischen den Theilen begeben/ jurlich/ o-
der ernstlich möcht/ der soll und mag je eins das
ander für seinem ordentlichen Richter/ oder laut
des Heiligen Roms. Reichs ausgerichten/ Ordnung/
ersuchen und fürnehmen/ die auch in diesem Ver-
trage nicht begriffen noch verfaßt/ dazzu die Teil
verbal zu dieser überlauten forma mit nichten ver-
strickt oder verbunden seyn.

LXIV.

Welche Freyheiten/ Verträge/ Urtheil/
Gabe und Besetzung beschreiben bleiben/
oder nicht sollen.

Es sollen hiemit auch alle und jede Gemeinhe-
ten/ Freyheiten/ Verträge/ Urtheile und Beset-
zung/ so viel sie wider diesen Vertrag in einem oder
mehr Artzeln und Puncten weren/ oder künftighen
seyn werden ausgeschied und abson/ und kein
Partey sich dazselben in diesem diesem Vertrag
zu wider brauchen noch beschließen.

Was aber abgemelt Parteyen für ander Recht/
Freiheit und Verträge/ so nit wider diesen Vertrag
sint/

ANNO
1519.

ANNO haben. Dabei sollen dieselben so viel sie in Krafft
1519. und Brauch beständig sein und bleiben.

LXV.

Beschluß dñs Vertrages / und was Forde-
rung darinn begrieffen seyn sollen.

Damit sollen beyde abgemelte Parteyen und die
jren aller Irung / Mißßel / Zwistigkeit und Spenn
die sich zwischen ihnen bis auf dato die Dreyß / ge-
gen einander gehabt / oder haben mögen / für sich / jre
Mitverwandten / Angehörigen und Bedachten / auch
ders Nachkommen genßlich und gar darzu endtlich
und gütlich zu ewigen Tagen entscheiden / gericht-
tet / geschlichtet / auch vertragen sein und bleiben /
kein Teil an den andern / weiser dann obsteht / ein-
zig Klag / Spruch / oder Forderung derthalb / we-
der durch sich selbst oder jemanden anders / jummer
mehr haben oder sineminent mit oder ohne recht in einiche
Weise / sondern dertseligen alle / auch die so und
aufgehoben Nutzung / Kosten und Schäden begehren
mögern / nichts ausgenommen / auch gesuster Anwoh-
n und anders so daraus erwachsen oder geschehen seyn
möcht / ganz aufgehoben / cassirt / todt / ober / und ge-
fallen / kein Teil dem andern / weder inner noch au-
ßerhalb Nachtrags darumb weisens nichts schuldig /
noch pflichtig seyn / sonder diesen abgemelten Ver-
trage in allen Punkten und Artikeln gehorsamlich
leben und nachkommen / und darüber nit thun noch
des Jemandes von Ihrentwegen zu thun gestatten in
keine weis noch Wege / bey Vermeidung des Heili-
gen Römischen Reichs / desseligen Fürstent und
kaiserlichen Römischen Königs oder Keyßes seiner
Ankade / darzu Vermidung und Bezahlung einer
Pen / nemlichen / Fünftzig Mark Längs
Gulds die ein jeder theil der diesen Vertrag in einem
oder mehr Artikeln nit lebt / nachfolgt / oder / oder zu-
weiser handelt / verurtheilt und verfallen / halb der K-
nigl. Majestät / aus den andern halben Teil der ge-
horsamen Parteyen / an der überstehen wirdt / endt-
lich und ohn alle Widerrede zu bezahlen / und zu
entrichten / und nicht desto weniger diesen Entschei-
dung und Vertrag der angestrichen und ungeschworene
seinen Willen beßehen und bleiben soll zu halten
schuldig seyn.

Aber den sondern Personen / so unter sich selbst
oder gegen den Theilern / sonst Forderung oder An-
spruch haben / soll durch diesen Vertrag nicht be-
nomen / sondern stehhalten seyn.

LXVI

Wie beyde Teil diesem Vertrag bewillige
angenommen und zu vollziehen zugesagt
haben.

Welches alles dann beyde Teil auch also eingeknt
angenommen / bewilligt / zugesagt / versprochen / und
mit Handgebenen Tretten gelebt / darzu ein Eydt
jedes wie sich gebet / zu Gott und den Heiligen ge-
schworen haben / getrennlich und antersprechlich dem
nachzukommen / auch fest und zu halten / darzu
auch je ein Theil das ander an sicherm seinen jnge-
ordneten Nachten / Gerechtigkeiten / Oberkeiten / Herr-
lichkeiten und Freyheiten / nun hinfort nicht zu ver-
hindern / zu jren / zu verlegen / und engen / oder zu
schmälern. Dertwider auch nit zu seyn / zu thun /
noch schaffen gehen werden in einig Weise oder We-
ge / wider das alles dann die Theil nicht schiemen
soll einich Freyheit / Gnade / begaben / Abolutionen.
Restitution und dergleichen die jemand von re-
chten geben / oder von unsern Heiligsten Vätern /
des Päpsten / Kaysern / Königen / oder andern Po-
tentaten / erlangt werden oder würden / man sie sich

zu beyden Theilen dert alle begehren / auch genßlich
verzeihen / und jummer nit gebrauchen sollen / wollen
noch mögen / alles getrennlich ungeschlicht.

ANNO
1518.

LXVII.

Urkund und Versiegeldung.

Alles vorgeschrieben Ding und Sachen zu recht
kennet und waren Bezugs / so haben wir die ge-
meinen / Schenck Belten Herr zu Erpach / Burg-
graffe zu Alzei / Forstern von Benningen der Pfalz
Cantler / Dietrich von Wilsstagen / beyde der recht
Doctores und Jussell von Neßheim mit gutem
Wissen unser eigen anbeuren Insestigel an diesen
Vertrage liest der jwer gleichlautend seyn / als Be-
schreiber / und Unterhändler / und treydinge-Leute thun
henden.

Und wir Reinhart Bischoff / auch wir Dietrich
und Capitel des Hunsbistums zu Worms an einem
und wir Burgermeister / Rath / und Bürger gemein-
lich der Stadt anders Theils / bekennen für uns und
alle unsere Nachkommen vorgemelten Stoffs und
Stadt / das wir nach allem verglichen Zwistigkeit /
Spenn und Irung / Mißßel / beklagen / Kaiserlichen
Commissarien auch demais unsern genßigten Herrn
Pfalz Grafen Theilern / etc. als des Heili-
gen Römischen Reichs Fürstern und Vicarien / Be-
rathungen / Berathern / Leuten und Handlungen /
wo oder wie die vor dero geschehen seyn / sich be-
geben oder verlaufen / auff beyden Seiten diesen vor-
geschriebten Vertrag / und endliche Racheung / gütlich
Handlung und Entscheid / wie sie die gemeinen
wohlgehorchen / würdigen hochgelehrten / besten und er-
fahren Herren Jundern und gute Freunde / als Unter-
händler / Schlichter und Treuhand / Leuten zwischen uns
beyden Parteyen in oberlauter Weis abgetret / be-
trachtet / und uns darinn entscheiden auch verrich-
tet / und mit unsern rechten Wissen und guten
Willen genßlich vertragen / wie wir selchs auch angenom-
men und thun das hiermit und in Krafft dñs Vertrags-
Brieffe / geraden / geleben und versprechen bey unsern
Heilichsten Worten / Ehen / darzu guten und waren
Tretten / als wir auch von beyden Theilen als sich
gebet hat / zu GOZ und den Heiligen geschworen /
für uns und unser Nachkommen diese vorgeschrie-
ben Racheung / Entscheid und Vertrag in allen und
jeglichen ihren Stücken / Punkten und Artikeln
sammentlich und besunder / Recht / best und antersprech-
lich zu ewigen Zeiten zu halten / darwider nicht zu
seyn / zu kommen / zu handeln / oder zu thun / noch
zu schaffen gehen werden / in treise oder einiche
Wege die Menschen Sinne erdenken / oder sinem-
nir nicht. Und insonderheit werden wir bey den
vorgedachten Erden / mit treicher Willur / und als
hoch wir das sprechen mögen und sollen / das wir
Reinhart Bischoff und unser Nachkommen darinn
sein und verschaffen wollen / das kein Canonic /
einich Capitel oder Geistl / auch je der Pfaltz /
ober einicher Nutzung der Pfanden gelassen werden
und wir Burgermeister und Rath zu Worms
keinen Bürger in unsern Rath zum Geschichtern in
die Junsfern noch junsandes zu unsern Bürger von
neuten in künftigen Zeiten empfinden oder zu lassen
sollen noch wollen / er hab dann diesen gegennwertigen
Brieff / liest / Entschieden / Entschieden / Racheung
und Vertrag / mit allen seinen Punkten und Arti-
keln in Tretten gelebt / und zu den Heiligen geschwo-
ren zu halten / darwider nicht zu seyn / zu kommen
oder zu thun / im alle Way / als darvor von uns
geschworen steht.

Wie sollen und wollen auch die gegenwertig gütlich
Erlernung / Vertrag und Entscheid einer ganzen
Pfaltz / Bürgern / Jussell / und Gemeinden dñs

ANNO
1519.

an nechst Montag nach S. Simon und Jude der
Heiligen Aposteln Tag eben allen Bezugs! verhen-
den und Aufhalt öffentlich verhindern und fürsich
lassen! daß sie sich Erklärung! gleichzeitigkeit!
Nachtrag und Vertrag auch schwören und dasselb
je zu vier Jahren wie obersicht mit dem Eide erneu-
en wollen und sollen! Also zu ewigen Zeiten zu hal-
ten! alle arge List und Geystde hiezu ausgeheiden
und hindangest.

Und darumb wir offigmanen Partheien! Rein-
hart! Bischoff! auch Dechant und Capittel des
Thunbistuffs zu Bernab! und Burgermeister und
Rath dazüß Unser und der Stadt groß Ingeßel
an diese Nachtrags-Brieff! eben senden.

Und zu noch mehrer Sicherheit! Wir Reinhart
Bischoff! auch wir Dechant und Capittel jegenant!
Die Warden und Hochgelehrten Herren Dechant
und Capittel der Stiff! S. Paul! Sanct Andre!
Sanct Martin! und Unser lieben Fraiden! und wir
Burgermeister und Rath! die sichemden Jünßten!
nemlich! Obermützel! Weber! Schützer! Krämer!
Schneider! Bedler! Binder! Adlerleut! Schmit!
Schuster! Lauwer! Weinbrenner! Fischer! Sach-
träger! Weinbrenner! Zimmermeister und Kürschner!
geboren und vermocht! daß sie ihr jedes Capitels
und Jünßten Ingeßel zu den Unsern haben ge-
sendt.

Und wir die von Stiffen! nemlich Dechant und
Capittel S. Paul! S. Andre! S. Martin! und
Unser lieben Fraiden. Und wir die von Jünßten!
Ober! Weber! Schützer! Krämer! Schnei-
der! Bedler! Binder! Adlerleut! Schmit! Schu-
macher! Lauwer! Weinbrenner! Fischer! Sach-
träger! Weinbrenner! Zimmermeister und Kürschner!
geboren und vermocht! daß sie auf Bezugs! und
Witten des Hochwürdigsten Fürsten und Herren! Herrn
Reinhardt! Bischoff! auch der würdigen Hochge-
lehrten und erlesenen Dechant und Capittel des Thun-
bistuffs zu Bernab! und der fürsichtigen erlesenen
weisen Burgermeister und Rath dazüß Unser ge-
nidig und gunstig liebe Herren! darzu für Uns und
Unser Nachkommen Unser jedes Stiff! Capitels
und Jünßten Ingeßel! an diesem Vertrag haben
eben sendt! auf Freitag nach dem Heiligen Pfing-
sttag! im Jahr als man palt nach Unser lieben Hei-
gen Geburt! Taufzeit! Funffhundert und Neun-
zehn.

Und haben Uns darauf demeriglichen! das wir als
Röm. Keyser! solchen aufgerichteten Vertrag! mit
allen seinen Inhalt zu confirmiren und zu beset-
zen! gnetiglich geschrien. Des haben wir angesehen!
sich jre demüthig Witz! und darumb auch zu Verhö-
tung! kunftig Forderung und Spranz! mit wohlbedach-
ten! Mut! gutem Rath! und rechten Wissen! den
obgemelten Vertrag! in allen seinen Worten! Punc-
ten! Articlen! Klauseln! Inhalten und Begreiffungen!
gnetiglich confirmirt und bestetret!
confirmiren und bestetren den auch von Römischen
Keyserlicher Macht wesentlich in Krafft des Brieffs!
was wir daran von Nocht und Willigkeit wegen!
confirmiren und bestetren sollen und mügen! und
inquiren! setzen und wollen! das solcher Vertrag nun
hinfür in allen seinen Worten! Klauseln! Punc-
ten! Articlen! Meinungen! und Begreiffungen! ganz
trefftig und mächtig sein und bleiben. Und die ob-
gemelten Bischoff! Dechant! und Capittel des Thun-
bistuffs zu Bernab! und ihre Nachkommen! sich des
gebrauchs und genießes sollen und mögen von allen-
mächtiglich unterbündert. Doch Uns und dem Hei-
ligen Reich an Unser Oberkeit! Heiligkeit! und Ge-
rechtigkeiten untergeßiglich und onschendlich! und
geboten darzuß allen und jeden Für! Fürsten!
Fürsten! Fürstlichen und Bischöflichen! Prelaten! Graf-
fen! Herren! Ritters! Knechten! Haupt-

leuten! Bistummen! Bogen! Pflegen! Kämpfer-
ten! Schüttern! Burgermeistern! Richtern! Ad-
ren! Burgern! Gemeinen und sonst allen andern
Unsern und des Reichs! Untertanen und Getreuen!
in was Wirten! Stett! oder Defens! die jren!
cräftlich mit diesem Brieff! und wollen! das sie
die gemelten Bischoff! Dechant! und Capittel des
Thunbistuffs zu Bernab! und ihre Nachkommen an
dem oberstimpfen Vertrag! und dieser Unser Con-
firmation und Bestätigung! nicht jren noch hin-
dern! sondern sie des alles rätiglich gebrauchen!
genießen! und gnetiglichen haben werden lassen! und sie
darein nicht dringen! belästern oder beschweren!
noch des jemandes andern zu thun gestatten in keine
Weise! als! hat einen jeden für Uns und des Reichs
schwere Lagen und Straß! und darzu ein Vren!
nemlich! Dergig Ward! Heig! Gots! zu vermeiden!
die ein jeder so oft er freventlich dardereit! Uns
halb in Unser und des Reichs! Kammer! und den
andern halben Theil dem obgemelten Bischoff! De-
chant und Capittel! des Thunbistuffs zu Bernab!
unablässig zu bezugs! versallen sein! so! ansehe-
de! mit Artunde des Brieffs! beßigt mit Unsern
Keyserlichen anhangenden Ingeßel. Geben in Un-
ser und des Heiligen Reichs! Stadt! Bernab! am
Dien und Jwenigsten Tag des Monats Decem-
ber! nach Christi Geburt! im Funffhundert
und ein und Jwenigsten. Unser Reichs! des Röm-
ischen im andern! und der ander aller im fünf-
ten Jhundert.

Karolus.

Ad Mandatum Domini Imperatoris
proprium.Albertus Cardin. Archican.
alt.Nicolaus Sigler! Vice-
Cantl.

CXXXI.

Decretum Electionis des Heiligen Römischen 18. Jul.

Reichs! Churfürsten! an Erzbischof Carl zu Do-
sterracher! Kräfte! beßigt sie Jhre verstant!
das sie denselben jann Römischen König! ein-
seliglich erwöhlet haben! anbei bittende! seßene
wahl gnediglich annehmen! und dem Heiligen
Römischen Reich! stüßig und getreulich verpfl-
hen. Geben Frankfurt am Main dem 18. Ju-
lii 1519. [GOLDAITI Politische Reichs-
Händel. Part. I. Tit. XXXI. pag. 45. Gegen-
wärtige Verfassung der Kaiserlichen Regierung
in Teutschland. pag. 747.]

C'est-à-dire,

Desret des Electeurs de l'Empire, adressé à
CHARLES Archevêque d'Autriche, par lequel
ils lui notifient que, d'un voix commune, ils l'ont
élus Roi de Romains, avec très-humble prière
de l'accepter pour agréable, et en conséquence, de
venir prendre le Gouvernement de l'Empire. A
Frankfurt sur le Main le 18. Juin 1519.

Dem Allerdurchleuchtigsten! Oberfürstlichsten
Fürsten! und Herren! Herrn Carls! Erzbischofen
Herzogen zu Österreich! König zu Hispanien! Her-
zogen zu Sicilien! und Jerusalem! Herzogen zu Bur-
gund! zu Neuchâtel! Graf zu Habsburg! zu Fran-
cken! u. c. Unsern andigsten Herren! Erbkönigen
von Gottes gnaden Albrechten des Heiligen Römischen
Kirchen!

ANNO
1519.

ANNO

1519.

Kirchen! Titulr Sanct Chrylogon! Pfaffen-
Cardinal, zu Maynz! Herman zu Eßln! Her-
zog zu Weßphalen! und Engen! Reichardt zu
Trier! Ertz-Bischoff! des Heil. Römischen Reichs
durch Germanien! Jülicher! Gallien! und das Kö-
nigreich Neapel! Ertz-Cantler! Ladislaus, Herr
zu Sternberg! Oberster Cantler zu Böhmen! als
Beisitzer! Bischöfer! und Pfaffen! haben der
Königlichen Mächtig! und Eren zu Böhmen! Ludwig
Pfalz-Gräff bey Rhein! Herzog zu Bayern. Fri-
drich Herzog zu Sachsen! Landt-Gräff zu Thüring!
und Marz-Gräff zu Weßphalen! dieser Zeit beyde des
Heil. Röm. Reichs Vicarien und Verreiser! und
Joachim Marggraf zu Brandenburg! zu Ertzen!
Pömmern! der Cossuben! und Branden Herzog!
Marggraf zu Oldenburg! und Pfalz zu Rhien! des
Heil. Röm. Reichs Ertz-Truchß! Ertz-Marschall!
und Ertz-Cammerer! alle des Heil. Röm. Reichs
Churfürsten! Unser unterthänig! schuldig und willig
dankt mit allem fleiß juher; Bittet! wie dem
Heil. Röm. Reich! als auch Glieder! nach Kö-
niglichen Kaysern und König! alle weg mit sorgfälti-
ger pflicht und verstandlich jaget! und ver-
wandt sey! so gebietet! und geymet! uns doch
ficht! Unser Vermandt! pflicht und sorgfältig-
keit in vertheidung des Heil. Römischen Reichs! so
dankt! seines natürlichen dankes und verweises be-
dankt! in mangel steht! einzig und betrübt worden
ist! mit mehreren und höchsten fleiß! Arbeit und
Emschlicht! zu vollstrecken und zu bedenden. Dar-
um! und so das Heil. Röm. Reich durch Thätlichen
abgang des Altherverwundlichen! Großmächtigen
Fürsten und Herrn! Herrn Maximilians erwöl-
ten Römischen Kaysern zc. Hochwürlichen gedäch-
niß! vertriebt und einzig geworden ist! haben wir
Altherch Cardinal, als Ertz-Bischoff zu Maynz
abgeant! dem Altmächtigen Gott zu lob und Eh-
ren! dem Heil. Röm. Reich und Christenheit zu
Maz! Trost! und Absehung obererichten! Unseren
Mit-Churfürsten! heimlichen Herrn Herman zu
Eßln! Herrn Reicharden zu Trier! Ertz-Bischof-
fen zc. Herrn Ludwigen König zu Böhmen zc.
Herrn Ludwigen Pfalz-Gräffen bey Rhein! zc.
Herrn Friedrichen Herzogen zu Sachsen! zc. Herrn
Joachim Marggrafen zu Brandenburg zc. Unseren
besonderen lieben Frommen! Dürren! Brüdern und
Mit-Churfürsten! als wir den Thätlichen abgang
bemerkt! Unseren gedachten Herrn! des erwölten
Röm. Kaysern! in Unserem Christ! Maynz erse-
hen! ein nahemlich zeit! im halbe! der Kayserlichen
Besetze! ermet! und schriftlich thun verstanden!
nebdem! daß sie von dem stehenden Tag des
Monats Martii, inwendig dreien Monathen nach-
folget! den! durch sich selbst! oder ihre geschickten!
Beisitzerlichen Beschefften oder Verreiser! mit
ganzem verstand! gewalt! versehen! an Ertzen und
Eren sich selbst! nach Inhalt der Bescheffen dar-
über gemacht! zu thun gebietet! erscheinen solten;
zu bedenden! zu handeln! und überzu kommen!
mit andern ihrem Mit-Churfürsten! einen künftigen
Römischen König! der zu Kayser erwölbt werden
seit! zu erwölben und zu machen! daß! daß! in die-
sen! daß die Wahl und Chur willkürlichlich ver-
eint! wie sich nach Inhalt der Besetze darüber
gemacht! gebietet! und die nachgefragte thät! erheischen.
Als nun der abgang obangeregter Wille sich der
gemeiner Churfürsten! und von wegen Herrn Lu-
dwigen König zu Böhmen! und der Eren daß! daß!
der Ertz Herr Ladislaus von Sternberg Oberster Can-
tler heimlicher Ertzen! zu Frankfurt am Mayn
erschienen! haben wir aus! Freitag den stehenden
Tag des Monats Junii in Sanct Bartholomeus
Kirch! daß! daß! mit Ertlichen Jutun

gen! eine Maß vom Heiligen Geist! singen lassen!
und nach vollendung dieser Maß! alle gläublich und
Unser jeder funderlich vor dem Heiligen Altar! auf
das Heilige Evangelium die Ertz! wie die Kasser-
liche Besetze und Churliche thät! ausdrückt!
leiblich zu Gott und den Heiligen geschworen und
gethan! und uns darnach in die Cammern! da man
die Chur und Wahl einer Röm. Könige zu halten
pflegt! gelöst! daß! daß! die handlung der Chur an-
gehangen! und nach Jutigen Rathe und Will! ge-
habter Ertzung! aus! mercklichen beweglichen Be-
scheiden! und sonderlich mercklicher obiger! fachen
halber! die Heilige Christenheit! und Römisch
Reich belangt! die handlung der Chur und Wahl
in die künftigen Tage einträglich verordnet und
continuiert, daß! daß! Montag den stehenden und ge-
wöhnlichen Tag! ehegedachtes Monats Junii, und als
verselbe Montag erschienen wart! und wir mitten
zeit nicht desto weniger unter uns! einträglich hand-
lung der obererichten gesien der Christenheit! und
Reich! fachen halber gebietet! haben wir abermal
in vorgenanter St. Bartholomeus Kirchen eine
Meß! von Unser lieben Fromen! ant! jülichen Ert-
zen singen lassen! und nach anfang solcher Maß
in obererichter Cammern die handlung der Ertzung
fahrgenommen. Und nach gehalten Maß und
bedacht! die Wahl und Chur! einträglich! daß! auf
den nachstehenden Dienstag darnach! eintrefflich
continuiert, auf welchen Dienstag wir zu früher
Tag! zeit! daß! Abt der Heiligen Meß! abenthalb
von dem Heiligen Geist! mit jülichen Ehren und
Juden singen lassen! und haben nachfolgend in
der Cammern darzu geordnet! die handlung der Wahl
und Chur! in Mahmen des Altmächtigen mit ein-
trächtigen gemach! zu vollbringen! fahrgenommen! und
Wir Altherch Cardinal, als Ertz-Bischoff zu
Maynz zc. der andern Unserer Mit-Churfürsten
und geschickten Beschefften Ertzen und Vota, nach
Ordnung und gesetz! darüber gemacht! von jedem
sonderlich gefragt und erachtet! und Wir andere
Churfürsten und geschickte Beschefften! sämtlich
bewilliget! von dem erordneten Herrn Altherch
Cardinal! als Ertz-Bischoffen zu Maynz Ertzen!
und Votum, nach gefragt und geachtet! in dem
auch erstanden! daß! daß! alle einträglichlich und ein-
trächtlich! keiner widerstehend! Unser Ertzen und
Vota in Ert. Königl. May. Verstand! gegeben! ge-
stele! und dirigirt haben. Darum Wir Her-
mann zu Eßln! Reichard zu Trier! Ertz-Bischoffe!
Ladislaus! Herr zu Sternberg! Beisitzer! des
Königs und Eren zu Böhmen! Ludwig Pfalz-
Gräff bey Rhein zc. Friedrich Herzog zu Sach-
sen! und Joachim Marggraf zu Brandenburg zc.
abgeant! sämtlich und Unser jeder insonderheit
Herrn Altherchen! Ertz-Bischoffen zu Maynz zc.
völlig gewalt und Macht! in seiner lich und
Unser aller Mahmen Ert. J. Churden und Wölben
zum Röm. König und künftigen Kayser! mit blüß
des Altmächtigen zu erheben! zu erwölben! zu be-
stehen! zu nennen! zu pronunciren, und zu publi-
ciren, das auch also durch kein Liebe! wie sich
gehört! erstlich bey uns in der Chur-Cammern
in Schrifften geschrieben! und nachfolgend! auf dem
sonnen abgeant! St. Bartholomeus-Kirchen
dem Volck! in großer Zahl versammelt! öffentlich
verhandt und publicirt worden ist! mit nachfolgender
der Singung des lobgesungen Te Deum Laudamus,
und anderen geschicklichen Jutun! Ertzen-
nien und Jutun! Ertze! Unser einträchtiger Chur und
Wahl an Ert. Königl. May. Verstand! durch uns
ganz guter und getruer jülicher! und wunnen-
gelegt und geschickten! verhandt! Wir Ert. Königl.
May. ganz unterthänig! und dienstlich! fleiß! be-
geut! Ert. Königl. May. wollen sich! Unser Chur und

ANNO

1519.

ANNO
1519.

Wahl! Unsern fœderlichen theilen willen und vertragen nach / gnediglich und gütwillig annehmen / und empfehlen / dem Heil. Röm. Reich und gemainer Christenheit / getreulich / freilich / und fromm beschützen / und fürsetzen / Uns alle / und unser pglischen besunder / als Ew. Königl. May. und des Heil. Roms nichtiglicher / samt dem ganzen Röm. Reich / auch unsere Landt und Leute / in gnedigste beschütz haben / in der ganzen Christenheit und dem Heil. Röm. Reich / Fried und Einigkeit machen / handhaben und erhalten / und sonst alles das thun / das einem Römischen König gebührt / und gehört / getreulich und fleißlich / das wollen wir dieser Ew. Königl. May. als unsern gnedigsten Herrn / Wer mit vernunft Liebe und Guts / auf allkuntentzwillig / getreulich und fleißlich / theillich und gern verdienen. Des zu Kundt haben wir Abtecht zu Mainz zu. Herman zu Köln zu. Richard zu Trier zu. Ew. Bischöffen / Lützelau / Herr zu Sternberg / Ludwig Pfalz / Graf von Rhein / Reichs Herzog zu Sachsen / und Joachim Marg. Graf zu Brandenburg obgenant / unser jeglicher sein Insiegel an diesen Briefz thun lassen / und mit irenen offentlichen Schreibern / die wir Kelscheit Ew. Bischoff zu Mainz darumb ersucht und requiriert haben / unterschreiben lassen. Sehen und geschehen zu Frankfurt am Main. gelegen / Marger Vischumbis an Ewre / und Cammer der Thure Sanct. Bartholomeus. Kirchen / im Jahr / nach Christi Heiliges Uebes. Herrn Othrich / 1519. in der Siebenten Röm. Jahr. Zehle Indiction genant / Vierzehnten des Allerheiligsten in Christen Vaters / und Herrn Leonis Papste des Zehnten in Siebenten Jahr seiner Regierung / auf Dienstag den 18. Tag des Monats Junii / die zehnte Stundt Vornmittag / in freyen und gewerthiglichen der Ehrwürdigsten Würdigen / Wohlgebohren / Ertz / Hochgelehrten und Ehren. Väter / unser lieben Bräutern / Antwärtigen / Chetruen / und besondern Herrre Jaruma Bischoffen zu Brandenburg / Leonen Truchessen von Bayersfelden zu Mainz / Heinrich Ruch von Bienen / Herr zu Geln / zu Köln beyde Thum. Dechant / Witten / Grafen und Herren zu Stolberg und Weimar / Michael Grafen zu Bretten / Philipp Grafen zu Selms / Herrn zu Münsberg / Welfen Grafen von Hemslein / Degeneren Wail Doctor / Ehrwürdigen Casper / Ehrwürthellen / Herrn zu Schwabern / Johann von Eberstein / Landt. Schreiber der Eren zu Weheim / Juregen von Amungen Doctor / Pfalzgräflichen Kanzler / und Friedrichen Thoma / Hauptmann zu Weimar / als Gegengen darzu und fœderlich gebieten.

Dieweil ich Martin Zeel von Bischoffheim / Ertz Marger Bischof / auß Vörschickten und Kaiserlichen genant Officere / und der Ehrwürdigsten Würdigen / Hoch und Wohlgebohren Herrn Dechant / und Capital des Röm. Erstis zu Mainz geschwornen Notari und Secretari. bey Eingung und Verlesung der Heiligen Messe / leblicher gelung und thung der Ertz / entredung und confirmierung der Wahl / ersorgung und gelung der Ertz / und Verlesung / Erwählung / aufsehung und stücklicher gemeiner aufsehung und publicierung / auch allen und jeden andern dingen / das sie alle wie obgeschriebten sthet / geschehen und vollbracht werden / mit / mit samst den nachgeschriebten Notarien / und vor angezeigten Zeugen gewerthig gewest sin / dieksten alle und jeder fœderlich also geschehen und vollbracht / geschehen und gehört / darumb so hab ich das offen Instrument durch einen andern Notarien getreulich geschrieben / gemacht / unterschrieben / und in diese offene Form

gebracht / auch mit meinem gewöhnlichen Nahmen und Zeichen / mit samst auszugang der edebanten Hochwürdigsten / Durchleuchtigsten / Hochgebohren Fürsten und Herren / aller Fürstlichen und geistlichen Bischöffen / ihren Begleitern bezeugen / zu stunde / glauben und gegewiss / aller und jeder obgeschriebten dinge geschehen / und fœderlich erfordert. Und nachdem wir George Schaeffer von Passenberg / Ertz / Wirburger Bischoff / den Kaiserlichen genant Officiere Notarius / und Marger Rath und Secretarius / bey allen und jeden obgeschriebten Sachen und Dingen / durch den obgeschriebten meinen Notarien unterschiedlich angezeiget / mit samst den edebanten Zeugen Verleslich gewest / die alle und jede / also wie oberschrieben / ergangen und geschet / geschehen und gehört / darumb so hab ich / mit samst dem edebanten meinen Notarien / diesen gegenwärtigen Briefz und Instrument / durch einen andern getreulich / und die edebanten Hochwürdigsten / Durchleuchtigsten / und Hochgebohren Fürstlichen auch die edebanten Wehrhafft Wehrhafft und Wehrhafft / mit ihren anhangenden Insigeln besiegelt / darüber gemacht / publiciert / und in diese offene Form bracht / das mit samst mit meiner eygen Hand unterschrieben / und meinen Nahmen / ynnahmen und gewöhnlichen Zeichen unterschrieben / zu glauben / und gegewiss / aller und jeglicher oberschriebten Dingen / darzu fœderlich betreffen und erfordert.

CXXXII.

Wahl-Capitulation Jhes Römisch. König. 3. Juil.lichen Mayestät CAROLI V. enthaltend die Actenda / wernach vertheilt das Heilige Römische Reich in herrliche theilhet. Oben zu Frankfurt am Main den 3. Juli 1519. [CHRISTOPH ZIGLER] Wahl-Capitulationes pag. 7. d'od l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LIMEI Jar. Publici Imperat. Roman. Germanici Tom. I. pag. 12. LIMEI Capitulationes Imper. & Regum Romanorum pag. 38. GOLDAST Part. II. der Römische. Sagen. pag. 181.]

C'est-à-dire,

Capitulation Imperiale de CHARLES V. Roi des Romains, contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire. A Francfort sur le May le 3. Juillet 1519.

MAR Carle der Künig / den Gottes Gnaden / Erwählter Römischer König / Ertz Herzog in Oesterreich / König zu Hispanien / beyder Sicilien und Jerusalem / Herr zu Buegen und Brabant / Graf zu Habsburg / zu Flandern und Trier zu. bekennen offentlich mit diesen Briefen und thun dem allerminiglich. Als Wir aus Erwählung der Allmchtigen in hutz vergangenen Tagen / durch die Wahl der Hochwürdigsten Ehrwürdigsten und Hochgebohren / Albrechten / der Heil. Kirchen des Titels S Chrylogoni Cardini zu Mainz und Magdeburg Ertz. Bischoff / Administrator des Erstis Habsburg / Hermann zu Köln / und Rucharten zu Trier / Ertz. Bischoffen des Heiligen Römischen Reichs in Germanien / Italien / auch Gallien / und durch das Königlich Keisler / Ertz. Kanzler / Ludwigen / Pfalzgrafen bey dem Rhein / und Herzogen in Ober- und Nieder. Bayern / Friedrichen / Herzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu

ANNO zu Wissen: uns Joachim / Margrafen zu Brandenburg / in Ström / Dommeru / der Caßuben und
1519. Wendens Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / und
Fürsten zu Regens / des Heiligen Römischen Reichs
Erz-Truchseis / Erz-Marschalls / und Erz-Sam-
mer / Unsere lieben Freunden / Vrenen / theim
und Christlichen / zu der Ehre und Ehre des Römischen
Königlichen Namens und Gewalt erhaben / erhebt
und gesetzt sey! der Wir Uns auch / GDU zu
Isti dem Heiligen Reich zu Ehren / und um der
Christenheit und Teutschen Nation / auch gemeiner
Nutzens willen / befehlen. Das Wir Uns / dem-
nach aus freien gnädigen Willen / mit denkehen
Unsere lieben Freunden / Vrenen / theim und Chris-
tlichen / dieser nachfolgenden Artikel / Gehing-
und Nachsehung verseyget / die angememmen / bewilliget
und zu halten / zugesagt haben! alles wissentlich / in
Krafft dieses Briefs.

Diese Capitulation hat XXXIV. Artikel.

Der I. Abschnitt

Der König verspricht die Römische Kirche und den Papst/ als denselben Advocat, zu beschützen; und ohne Ansehung der Personen die Gerechtigkeit im heyligen Reich zu hegen.

Zum Ersten / daß wir in Zeit solcher Königl.ien
Worte / Amtes und Regierung / die Christenheit
und den Euck zu Reim / auch Völpfliche Heiligkeit
und die Kirchen / als derselben Advocat / in
guten Besist und Schirm haben / darzu / isonber-
heit in dem Heiligen Reich / Fried / Recht und
Eonckreit pflegen / aufzuechten und verhalten sollen
und wollen: daß die ihren geistlichen Gung / dem
Kreuz als dem Vorsegen / geruehen und haben / auch
gehalten / und derselben Ordnungen / auch Treue-
heit / und alten Wölpfen hertommen nach / getreuet
werden solle.

Der II. Abschnitt

Der König will des Reichs Gesetz und Ordnungen confirmiren / und solche mit Des willigung der Stände im Nothfall verbessern.

II. Wir sollen und wollen auch die / fonderlich
vergnügte Gütigen Bull! Königlich Landtskiden
und andere des Heyl. Reichs Ordnung und Befehl
conformiren / ernewen; was des Noth! dieselben
mit Rath Unser und des Reichs Churfürsten! Jhe-
sten und andern Eidenen / bessern; wie das zu je-
derzeit des Reichs Gemeintheit erfordert wird.

Der III. Zweifel.

Sagt der König zu / daß Er ein Höfliches
Regiment mit frommen Personen Teu-
scher Nation aufzurichten / die Geborchen
im Heyl Reich reformiren / und absonder-
lich dem Vicariate / Ampe dabey keinen
Eintrag thun lassen wolle.

III. Darin ein blühendes ehrlich Argiment; mit
freudigen / annehmlichen / tapferen / verständigen
erblichen Vorträgen / Zuspruch Nation / inden etlichen
euchseln Euerlicher und Fürsten; wie deumals etlichen
und auff der Bahn getroffen / wie zum geschicklich-
sten zu bedenken sehr mag; auffrichten und stellen;
damit die Mängel / Gebrechen und Verschönerungen
allerhand im Heiligen Reich abgethan / reformi-

ret / und in gutes Wesen und Ordnung gebracht worden; doch Ansehn lieben Oheim und Churfürsten / Pfalz und Sachsen / an ihren Rechten und Freiheiten / was sie bei Vicariats-Tempel haben haben / wünschlich.

Der IV. Abschnitt

Will der König des Reichs Seinde in ihren
Hohheiten / Gerechtigkeiten und Gewalte/
bleiben lassen; und ihnen an bey ihre Re-
galia, Privilegia &c. befürzigen.

IV. Und in alle Wege / sollen und wollen wir die Teurliche Nation / das Heilige Röm. Reich / und die Christenheit / als die jederseits Gliebte besitzen / auch andere Fürsten / Grafen / Herren und Stände / bey ihren Höferten / Wäldern / Rechten / Gerechtigkeiten / Macht und Gewalt / jeden nach seinem Stand und Werken / biederlen lassen / ohne Unser und münichlicher Antrag und Verwurffung / und ihnen dazu ihre Regalia / Fortreiten / Freyheden / Privilegien / Wundschafften mit Gerechtigkeiten / auch gebrauch und gute Geweretheiten / so sie bißhero gehabt haben / obre in Abzug anverleihen / zu Wasser und Land / in guter beständiger Form / ohne alle weigernng confirmiren und bestetigen / sie auch darbey / als Römischer König haben / schützen und schirmen / doch münichlichen an seinen Rechten unerschütlichen.

Der V. Artikel

Erlaubet der König dem Churfürstlichen Collegio, daß es möge in seinen und des heil. Reichs Angelegenheiten / zusammen kommen, und will demselben solches nicht verwehren / sondern alles gütlich aufzunehmen.

V. Wir lassen auch ja, daß die gedachten feld-
Churfürsten je je Generall nach demniste der Göt-
ten Will und ihrer Gezeiten ja ihrer und des
Feld. Kaiser. Reichthum; auch je die bestwürdig-
steigen haben; zusammen kommen und; die-
se ja zu beehren und ja beehren; das wir auch
nicht verheeren noch je; und die-
Hingab noch die-
nach forderlich; Schöpfen noch nach; forderlich
Was in dem und andern der Götten Will gemü-
andentlich und unversehrlich halten sollen und wollen.

Der VI. Artikel.

Der König soll die Empörungen und Bündnisse / der Untern wider ihre Obere / abschaffen / und solchem Unheil mit dieser ihrem Rath und Hülffe fürkommen.

VI. Wie sollen und wollen auch alle unjenseitige, blühende Menschheit, Verdichtung und Zusammenbau der Herrschaften, der Ideals und gemauerten Verfalls, und die Empörung, Luste und nachgebliebene Gewalt gegen den Christen, Führen und andern fügenommen, und die hiesige geschieden, möchten, aufheben, abschaffen, und mit ihrer der Christen, Führen und andern Strände, Nacht und Hölle, denn sein, daß selbst, was sich gebietet und billig ist, in künftigen Zeiten beehren und streben werde.

Der VII. Artikel

Soll der König keine Verbündnuß / in des Reichs

ANNO
1519.

Reichs-Händeln / mit fremdden Nationen / ohne Einwilligung der Churfürsten ausrichten.

VII. Wir sollen und wollen darzu sie selbst als Königin / in des Reichs Händeln / auch keine Bündnis oder Einigung mit fremdder Nation oder sonst im Reich machen: Wir haben dann zuvor die sechs Churfürsten / befohlen an gelegenen Majestäten / zu persönlicher Zeit erscheint / und ihren Willen sämtlich / oder des meistentheils auf ihnen / in sichem einigert.

Der VIII. Artikel.

Der König will einem jeden Stand zu dem jennigen / so seine oder jenen Vorhaben ohne Reichs genommen worden / wider verschaffen / und sie dabey / so viel sie darzu Rechte haben / ohne Saumnus / schützen und schirmen.

VIII. Was auch die Zeit heru einem jeden Churfürsten / Fürsten / Herren mit andern / oder Rittersn und Rittersn / geistlich oder weltlichen Standes / befallt ohne Reich / gewaltiglich genommen / oder abgetragen / sollen und wollen wir der hilffschafft / wie sich im Rechte gebührt / wider zu dem jenen verschaffen / bey solchem auch / so viel er Rechte hat / handhaben / schützen und schirmen / ohne alle hinderung / auffhalt oder saumnus.

Der IX. Artikel.

Soll der König ohne Willen der sämtlichen Churfürsten vom Reich nichts veräußern / sondern vielmehr sich bearbeiten / umb das jennige wider darzu zu bringen / welches davon bekommen.

IX. Zu dem und insonderheit sollen und wollen wir / dem Heiligen Reich und desselben Angelegenheit / nicht allden / ohne Wissen / willen und lassen gemelter Churfürsten / Fürsten / nicht hingern / verschreiben / verpfänden / verpfänden / noch in andere wege veräußern oder beschweren / sondern das auff solche bearbeiten / und allen möglichen Fleiß und Ertz anwenden / dasjenige / so davon kommen / als verfallne Fürstenthum / Herrschafft und andere / auch confiscirte und inconfiscirte weltliche Güter / die zum theil in anderer fremdder Nation Hände / angebühlicher wege gewachsen / zum Reichlichen wider darzu bringen / jenen / auch darbey bleiben lassen / doch insonderlich an ihnen gezeigten Privilegien / Rechten und Gerechtigkeiten ansehnlich.

Der X. Artikel.

Woll der Churfürsten gesonnen soll der König selbs / wann er etwas / dem h. Kön. Reich zuständiges / nicht rechtmässig ihnen hätte / solches demselben Reich unverzüglich wider zu handlen werden.

X. Was ob wir selbst oder die Häften nicht / das dem Heiligen Reich zuständig / und nicht verfallen / noch mit einem rechtmässigen Tritt bekommen wider oder wider / inne hätten / das sollen und wollen wir bey unsen schützigen und gethanen pflichten / demselben Reich ohne Verzug / auff ihrer der Churfürsten gesonnen / wider zu handlen werden / jehalen und folgen lassen.

Der XI. Artikel.

Verpflichtet der König sich nachbaldig mit den anstößenden Christlichen Gewalten zu halten / keinen Krieg ohne der Sechsen wenigstens der Churfürsten / Vorwissen anfangen / noch einigem Reichsgewalt im Reich führen / doch daß er / da er oder das Reich angegriffen würde / sich alsdann aller Hilffe gebrauchen mag.

XI. Wir sollen und wollen das darzu / in Zeit bewiderer Lasten Regierung / friedlich und nachbaldig gegen den anstößenden und Christlichen Gewalten halten / im Krieg / Friede noch Krieg / in oder außhalb des Reichs / von welchem wegen anfangen oder unternehmen / nach einem fremdder Reich im Reich führen / ohne Verzeihen / Rath und Bewilligung der Reichs-Stände / zum wenigsten der sechs Churfürsten. Wo wir aber von der Reichs wegen / oder das h. Reich angegriffen und bedrängt werden / alsdann mögen wir das begehren aller Hilffe gebrauchen.

Der XII. Artikel.

Der König soll die Reichs-Stände / mit Reichszügen / Auflagen u. ohne Utsach nicht beschweren / noch die Steuern ohne Wissen der Churfürsten ansetzen / noch außserhalb des Reichs keinen Reichs-tag aus schreiben.

XII. Dergleichen sei die Churfürsten / mit andern desselben Reichs-Stände / mit den Reichszügen / Tugten-Ordn / Nachreisen / Aufzügen oder Steuern / unbeschwerlich und ohne Utsach und capittel Utsach / nicht beladen noch beschweren / noch in irgendwelchen notwendigen Fällen / die Steuern / Auflagen und Reichs-Tage / eher wissen und willen der sechs Churfürsten / wie oben / darzu ersordert / nicht ansetzen noch ansetzen / und fernerlich keinen Reichs-Tage außserhalb des Reichs zu setzen / sondern eher aufschreiben.

Der XIII. Artikel.

Der König soll alle Reichs- und Königlich Tempel mit eitel Teutschen von gutem bekommen besetzen / und solchen Tempeln nichts entziehen lassen.

XIII. Wie sollen und wollen auch Kaiser Königlich und des Reichs Tempel an / Heff / und sonst im Reich / mit keiner andern Nation / dann geborenen Teutschen / die nicht anders Standes noch Bräun / sondern namhafte erliche Leute von Fürsten / Grafen / Herren / von Adel / und sonst capittel guten Besonnenheit / hohen Personen besetzen und versehen. Auch die obbenannten Tempel bei ihren Ehren / Würden / Besitzen / Rechten und Gerechtigkeiten bleiben / und denselben nichts entziehen oder entziehen lassen / in ewigen Weg / außer Gefahre.

Der XIV. Artikel.

Woll der König in des Reichs Handlungen keine andere Sprache als Teusch und Lateinisch gebrauchend lassen / außer an Orten / da gemeiniglich eine andere in Übung ist.

XIV.

ANNO XIV. Darzu in Schriften und Handlungen
1519. des Reichs keine andere Zungen noch Sprach ge-
brauchen lassen / dann die Teutsche oder Lateinische
Zungen. Es wäre dann an Orten / da gewöhnlich
eine andere Sprach in Übung und Gebrauch stand /
alsoham mögen wir und die Unsern hies verfahren
darauf auch beschließen.

Der XV. Artikel.

Der König soll die Stände des Reichs und
ihre Unterthanen mit rechtlich / oder gülti-
chen Tagelohnungen außerhalb des Reichs
mit erfodern / sondern sie allerseits bey ih-
ren Privilegiis bleiben lassen.

XV. Auch die Churfürsten / Fürsten / Präläten/
Graffen / Herren und den Adel / auch andere Stän-
de und Unterthanen des Reichs / mit rechtlichen
oder gültlichen Tagelohnungen / außerhalb Teutscher
Nationen / und von ihren ordentlichen Richter nicht
dringen / erfodern noch fürbeschreiben / sondern sie
alle und jeden insonderheit / im Reich / laut der
Gültigen Bullen / auch vor des H. Reichs Ordnung
und andern Gesetz verordnen / bleiben lassen.

Der XVI. Artikel.

Soll der König sein bestes Vermögen bey
Papst anwenden / damit nicht ferner we-
der die Concordata Principum in Eccle-
siasticis gehandelt / keine verbotene Ge-
sellschaften deswegen sürgenommen / son-
dern vielmehr solche Concordata Prin-
cipum gehalten werden mögen.

XVI. Hab als über und wider Concordata
Principum, auch außgerichtete Verträge zwischen
der Kirchen / Päpstlicher Heiligkeit / oder dem
Stuhl zu Rom und Teutscher Nation / mit unschät-
lichen Gratien / Reliquien / Annaten der Geistli-
chen täglich mit Mannigfaltigkeit und Erhöhung der
Officien am Römischen Hoff / auch Reservation.
Dispensation, und in andere Wege / zu Mißbrauch
der Geistl. Geistlichkeit / und ander gegebenen Frei-
heiten darzu zu Nachtheil Juris Patronatus, und
der Lehen / Herren / stünde und ehn unterloß öffent-
lich gehandelt / Derselben auch unbedenkliche und
verbotene Gesellschaften und Contract oder
Wahnsinn (als wir berichte) sürgenommen und auf-
gerichtet werden / daß sollen und wollen wir mit
ih / der Churfürsten und anderer Stände Rath /
den Unsern Heiligen Vater dem Papst / und Stuhl
zu Rom / Unser bestes Vermögen abwenden und
fürnehmen / auch darob und daran sein / daß die
verordneten Concordata Principum und aus-
gerichtete Verträge / auch Privilegia und Freiheiten
gehalten / gehandhabt / denen festiglich geliebet und
nachkommen werde.

Der XVII. Artikel.

Der König soll die große Gesellschaften der
Kaufleute / welche ihres eignen Willens
gehandelt / mit des Reichs Stände Rath
gar abthun.

XVII. Wir sollen und wollen auch die große
Gesellschaften der Kaufleute / Gewerbeten / so
höhere mit ihrem Geld regiert / ihres Willens ge-
handelt / und mit Abweisung viel Ungleichheit
dem Reich / dessen Inwehnen und Unterthanen
medelichen Schaden / Nothheit und Beschwerung
eingeführt / einführen / und noch täglich gebären /

mit ihrer der Churfürsten / Fürsten und anderer
Stände Rath / wie dem zu begehren / vorher auch
gedacht und vergemüthet / aber nicht befristet
werden / gar abthun.

Der XIX. Artikel.

Soll der König ohne zulassen der Churfür-
sten keinen neuen Zoll geben / noch einigen
alten erhöhen.

XIX. Wir sollen und wollen auch insonder-
heit / hievort Teutsche Nation und das Heilige
Römische Reich / zu Wasser und Lande / zum höch-
sten vor damit beschweret / nun hiesfür keinen Zoll
von neuem geben / noch einigen alten erhöhen / ohne
besonder Rath / Wissen / Willen und Zulassen der
beimitten sechs Churfürsten / wie vor und oft gemelt.

Der XIX. Artikel.

Der König will nicht gekheben lassen / daß
die Churfürsten am Rhein durch Förde-
rungs / Brieffe und sonst über das Her-
kommen / in ihren Zollfreierungen nicht
beschweret werden sollen.

XIX. Und demnach etliche Zeit die Churfür-
sten am Rhein / mit vielen und großen Zeltreun-
gen / ihre ihre Freiheit und Herkommen / oftmals
durch Forderungs / Brieffe / und in andern Wegen /
ersucht und beschweret werden / daß sollen und wol-
len wir als untrüglich abstellen / fürnehmen / und
janzal nicht verhegen noch zulassen / hievort mehr zu
üben noch zu geschähen.

Der XX. Artikel.

Der König soll die von denen Reichs / Stän-
den / wegen ihrer geschwächten Freyhei-
ten / angestellte Rechtserrettungen / nicht
verhindern.

XX. Und insonderheit sollen und wollen wir
auch / ob einiger Churfürst / Fürst oder ander / sei-
ner Regalien / Freyheit / Privilegien / Recht und
Gerechtigkeit halber / das den ihm geschwächt / ge-
schmälert / gemindert / genommen / entzogen / be-
kummert oder betrübt werden / mit seinem Gegen-
theil und Widersetzlichen zu gebrüchlichen Rechten
kommen / oder sürgenommen / unterstehen wolte / oder
auch untrüglich gemacht wäre / daß wir und alle an-
dere ordentliche schwerende Rechtserrettung nicht
verhindern noch verdrängen / sondern den freyen Straßen
lauff lassen.

Der XXI. Artikel.

Der König soll die Reichs / Stände selbst
nicht vorgewaltigen / noch andern zu thun
verhegen / sondern im Fall einiger An-
forderung die Sache zu gebühlichen
Rechten stellen / und wann sie das urthei-
lig seyn / es zu keinem Krieg / Raub oder
sonstigen kommen lassen.

XXI. Wir sollen und wollen auch die Chur-
fürsten / Fürsten / Präläten / Graffen / Herren / und
andere Stände des Reichs nicht vorgewaltigen /
sonders auch nicht schalken / noch andern zu
thun verhegen / sondern wir wir / oder jemandes an-
ders zu thun allein / oder einen insonder zu sprechen
hätten / oder einen Forderung sürgenommen / dieselben
samt und besondert / Auftrags / Zwischen / und an-
dere

ANNO
1519.

Der XXIX. Artikel.

Der König soll seinen ersten Hoff gen Nürnberg ausweisen.

XXIX. Wir sollen und wollen auch unsern ersten Hoff gen Nürnberg/ inmassen wie von Alters im Reich herkommen/ ansetzen und ausweisen.

Der XXX. Artikel.

Der König will zum baldigsten sich ins Reich verfügen/ und die Römisch-Königliche Cron empfangen/ Seine Residenz und Hoffhaltung des mehren theils im Reich halten/ und dahin trachten/ daß er auch die Kaiserliche Cron zum sichersten erlange.

XXX. Wir sollen und wollen uns auch/ zum baldigsten es möglich und möglich/ heraus ins Reich Teutscher Nation/ Verschickung fügen/ die Römische Königliche Cron/ wie uns als erwählten Römischen König wohl geriet/ empfangen/ und ansetzen/ so sich verhalten gebührt/ thun/ Auch unser Römische Residenz/ Anwesen und Hoffhaltung in dem Heiligen Römischen Reich Teutscher Nation/ allen Fürstern/ Ständen und Unterthanen bestehen zu Ehren/ Nutzen und Gutes/ des mehrertheils/ so viel möglich/ haben und halten/ und nachfolgend/ so wie die Königliche Cron/ wie obsteht/ empfangen haben/ uns zum besten beistellen/ der Kaiserliche Cron auch in ziemlicher gerenger Zeit zum sichersten erlangen/ und uns in dem allen vermafen erzeigen und beweisen/ daß unserthalben an aller Mangel kein Mangel gescheit noch vermehrt werden soll.

Der XXXI. Artikel.

Der König verspricht denen Churfürsten mit einem leiblichen Eyd/ allem obsteheenden getreulich nachzukommen/ und nicht gestatten/ daß darwider gethan werden solle.

XXXI. Solches alles/ und jedes besunder/ wie obsteht/ haben wir obgemelter Erwählter Römischer König/ den gemeynden Churfürsten geret/ versprochen/ und bey unsern Königlichen Ehren/ Wälden und Werten/ im Namen der Warheit zugesagt/ thun desselbe auch hiemit und in Krafft dieses Briefs/ inmassen wir dann des einen leiblichen Eyd zu Göt und den Heiligen geschworen/ desselbe solt/ fest/ und unverbrochentlich zu halten/ dem getreulich nachzukommen/ darwider nicht zu sein/ zu thun noch zu schaffen gethan werden/ in einige weis oder Wege/ die wirksam erachtet werden.

Der XXXII. Artikel.

Der König soll allen/ mit Rath des heyl. Röm. Reichs-Beiden bereits aufgerichteten und noch aufzurichtenden Reichs-Gezeugen/ unerhörtet Sache/ nichts zu wider ausgehen lassen.

XXXII. Wir sollen und wollen auch in dieser Befugung der Churden Wille/ des Reichs Ordnungen und Gesetzen/ so jetzt gemacht/ oder künftig durch uns/ mit ihrer der Churfürsten und Fürsten/ auch anderer Stände des heyl. Reichs Rath/

ANNO 1519. wölchen aufgerichtet werden/ zu wider/ kein Re-script oder Mandat/ oder ichts anders beschreibliches/ unerhörtet Sache/ ausgehen lassen/ oder zu geschreyen gestatten/ in einige weis oder wege.

Der XXXIII. Artikel.

Alles was vorermeldten Punkten zu wider ausgehen möchte/ solle cassirt und todt sein/ und im Fall der Noth der begehrenden Parthey darüber schriftliche Urkund ertheilt werden.

XXXIII. Ob aber diesem und andern vorermeldten Artikeln und Punkten einiges zu wider erlangt/ oder ausgehen würde/ das alles soll kraftlos/ todt und abt sein/ inmassen wir es auch jetzt und alsdann/ und dann als jetzt/ hiemit cassirt erden und abthun/ und wo noch/ die begehrenden Partien verhalten verthürftig Urkund/ und briefliche Schein zu geben/ die wir ihnen auch zu geben und wiederfahren zu lassen/ schuldig sein sollen/ argen-Isst und Gefährd darinnen ausgeschoben.

Der XXXIV. Artikel.

Ist der Beschluß Caroli V. Wähl-Capitulation.

XXXIV. Des zu Urbund/ haben wir dieser Briefs sechs in gleicher Form und Laut gefertigt/ und mit unsern Königlichen anhängenden Insignen betraffiget/ und jeden obgemelten Curfürsten einen überantwortet. Ordnen am dritten Tag des Monats Julii/ nach Christi Geburt/ Fürstenthum/ dert im neugehenden/ unserer Reiche des Römischen im ersten/ und der Hispanischen im vierten Jahre.

Carl.

Ad Mandatum Regis proprium.

Nic. Siggler.

Des Römischen Kaisers Caroli V. Neben-Versicherung und Confirmation/ der vorgesezten Capitulation/ zu Nach vor der Erönung vollzogen.

Wir Carol v. bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Briefs/ als in dem nachst beschriebenen Fürstenthum und neugehenden Jahre nach unser Wahl zum Römischen König/ die Hochwürdigsten/ Ehrwürdigsten/ Hochgebotenen Fürsten/ Markgrafen/ der Heiligen Römischen Kirche Tituli S. Angeli Diacon. Cardinalis/ und Erz-Bischoff zu Salzburg/ Friedrich/ Pfalz-Grav bey Rhein/ Herzog in Bayern/ Cassimir/ Marggraf zu Brandenburg/ Eberhard/ Bischoff zu Lüttich/ Herzog zu Savoyen und Graf zu Loß/ Bernhard/ Bischoff zu Trient/ Heinrich/ Graf zu Nassau/ unser liebe Freunde/ Rhetoren und Anbeteren/ Auch die Wählgebotenen und Wäler/ unser Räte und lieben getreuen Maximilian von Burgund Herr zu Eichenbergen/ Caprian von Serravallo/ unser Rätliche Cansler/ Paulus von Amstorf/ Jacob Büllinger/ Nicolaus Siegel und Johannes Kerner/ nach Vermögen unsern ihnen verhalten unter unsern Insignen ausgestellten willigen Bewills/ als unsere Commissarien und Bevollmächtigte/ sich mit dem Hochwürdigsten und Ehrwürdigsten/ auch Hochgebotenen Fürsten/ Hn. Albrechten/ der S. Röm. Kirchen

ANNO
1519.

Kirchen Titels S. Chrysogonai Priester, Carbi-
nal / zu Magdeburg und Magdeburg Erzbischofen /
Administratoren des Erzbischofs Halberstadt /
Beichtvater zu Trier / und Herman zu Köln /
Erzbischofen / des Heiligen Römischen Reichs durch
Germanien / Italien und Gallien / und das König-
reich Armat / Erzbischofen / Ludwigen / Pfalz-
Graffen beyen Rhein / und Herzogen in Bayern /
Friedrichen / Herzogen zu Sachsen / Landgrafen
in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / und
Joachims / Marggrafen zu Brandenburg / zu
Sardin / Venedig / der Castilien und Nebrun
Herzogen / Burgrafen zu Nürnberg / und Fürsten
zu Nüringen / des Heiligen Römischen Reichs Erzbischofen /
Erzbischofen / Erzbischofen und Cammerer / Unsern
lieben Freunden / Räten / Rheimen und Churfürsten /
Woh! dem Allmächtigen zu lob! dem Heil.
Reich zu Ehren / und aus gemeint Nutzen willen
etlicher Artikel / Ordnung und Pacti. Weise in
Hofen Namen und an Unsern Rat vereinigt / be-
willigt / getragen / angenommen / und zu halten /
zugefagt haben / wie die alle in eine offne Form ge-
setzt / und ihnen unter Unserm Namen und ange-
hängtem Insigne übergeben seyn / also lautet:

Wir Carl / der Römische / den Gottes Ein-
den / Erbfolger Römischer König / Erzbischof
zu Österreich / König zu Hispanien &c. Der
datum istet am dritten Tag des Monats Juli
nach Christi Geburt / fünffzehnhundert und im
neunzehenden / Unserer Reichs des Römischen im
Ersten / und der Hispanischen im Dreyßigen Jahr.
Und aber gedachte Unserer Commissarien und Ge-
waltshabern / dahineben berührten Unsern Freunden
Räten / Rheimen und Churfürsten / Insigne gehan
dass wir dieselben Artikel / so wir heraus in das
Heilige Römische Reich kommen / Verständig re-
newen / und mit Unserm Eyd besteligen und beträf-
tigen seyen &c.

Dass wir denselben nach / jezo in Unser Insigne
in Teutscher Nation / und der empfangener Königh-
chen Erönung / alle und jede Punct und Artikel /
davor ohngemelt / wie die durch dieselben Unserer ver-
ordnete Commissarien und Gewaltshabern / nie
berührten Unsern Freunden / Räten und Rheimen /
den Churfürsten bezeugt / bewilligt und angenom-
men / auch in Unserm Namen und Einzel aus-
gegangen / und ihnen übergeben seyn / aus freyem ge-
dachten Willen ige von neuen bewilligt / angenom-
men und zu halten / darzu auch sonst alles das ge-
thun / das Uns als Römischen König gebührt / zu
Gott und den Heiligen geschworen haben / und thun
das hermit willentlich in Krafft dieses Briefs / alle
Arglist und Gefährde hierin gänglich ausgescheiden.
Dess zu Kundt haben wir Unser Insigne an diesen
Brief thun brachten / der geben ist &c.

Ihre Römischen Keyserlichen Majestät
Carol! des V. Eyd / wie dieselbige solchen
vor der Erönung / in der Sacristey zu Sa-
chen / geleistet / lautet also:

Wir wie wir Borten berichtet seyn / und die ge-
setzten Artikel / durch Unser Commissarien
auf Unsern Rath zu Brandenburg bewilligt und an-
genommen / indessen / den wollen wir Carol / Er-
bfolger Römischer König &c. also side und getreu-
lich nachkommen und halten. Auch sonst alles das
thun / das Uns als Römischen König / gebührt /
als Uns Gott heiff und die Heiligen.

CXXXIII.

12. Nov. Recess und Compromiss, so durch drey Chur-

fürsten / Albrechts zu Maynz / Friedrichs zu
Sachsen / und Joachims zu Brandenburg
abgethene Räte / zwischen Herrn Johann Du-
schoff zu Hildesheim / Herzog Heinrich
den Ältern zu Braunschweig und Lüneburg /
und dero Mit. Kriegs-Verwandten an einmüthig
Herzog Heinrich den Jüngern zu Braun-
schweig und Lüneburg / Johann Grafen zu
Oldenburg / und andern dero Mit. Kriegs-Ver-
wandten andern Theils / mit beider Theile wil-
fen und willen ausgerichtet / und worin veran-
det worden / das obbenante Churfürsten diesen
innerhalb sechs Wochen die Wahl / sein benennen
dieser vertheilen / und selbigen zu betragen tra-
chten seyen. Geschien am Sonnabend nach
Martini 1519. [LUNIO, Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Cont. II. Blafz IV.
pag. 265.]

C'est-à-dire,

*Recht & Compromis ordonné par les Doyens Con-
sultiers d'ALBERT Electeur de Mayence, de
FRIDERIC Electeur de Saxe, & de JOA-
CHIM Electeur de Brandebourg, entre JEAN
Coyne d'Hildesheim, HENRI Fainé Duc de
Brunswick-Lunebourg, & leurs Alliez d'une
part, & HENRI le jeune Duc de Brunswick-
Lunebourg, JEAN Comte d'Oldenbourg &
leurs Alliez d'autre part, portans que ledits
Electeurs assigneront, dans le tems de six semaines,
aux feudites Parties un Lieu où elles conviendront
leurs Ministres, & où leurs Differens seront usin
accommodés & terminés arbitralement. Fait le
Samedi après la Fête de St. Martin 1519.*

Alff heut Sonnabend nach Martini / nach Christi
Unser Herrn Geburt / fünfzehnhundert / das
nach im neunzehenden Jahre / haben der Hochwür-
digen in Gott Vaters / Durchleuchtigen / Durch-
leuchtigen Hochgebornen Räten und Herrn / Herrn
Albrechts / der Heiligen Römischen Kirchen Car-
dinal / zu Magdeburg und Mit. Erzbischof /
Primaten des Heiligen Römischen Reichs in Ger-
manien Erzbischofen / Administratoren zu Hal-
berstadt / und Herrn Friedrichs Herzogen zu Sach-
sen / des Heiligen Reichs Erzbischofen und Prä-
sidenten / zu. Herrn Joachims Marggrafen zu Bran-
denburg / des Heiligen Reichs Erzbischofen und Cam-
merer / den Räten / Rheimen und Verwandten /
und Herrn Johannsen / auch Herzogen zu Sachsen / &c.
Ältere / nemlich / von Becht / Graff und Herr zu
Ewigern / und Wernigewerde Hefenmeister / &c. Hans
von Weidern / Hauptmann des Erzbischofs Halberstadt
Wolff von Weisenbach / Philipp von Jatzsch /
beide Räte / &c. Churfürst / Dietrich von
Hartenberg und Wulf von Alvensleben / von Thier
Churfürstlichen und J. C. darzu sonderlich verord-
net / zwischen dem Hochwürdigem / Durchleuchtigen
Hochgebornen Fürsten / Weisgebornen / und Erben
Herrn / Herrn Johannsen Duxen zu Hildesheim
Herzogen zu Sachsen / Engern und Weiphalen /
Herrn Heinrichs Herzogen zu Braunschweig und
Lüneburg / Herzogen dero feigen Erben und Herrn
Antonien / Herrn Johann / Herrn Jobsten / Ge-
bühren und Vettern / Grafen von Schwanden und
Helfern / Herrn Jobsten / Herrn Eidenen Gebrü-
dern / Grafen zur Heide / Herrn Simonen / Herrn zur
Lippe / Herrn Friedrichen / Herrn zu Düssel / und
allen andern ihren dieses Vatters mit Kriegs-Verwand-
ten ein / und Herrn Heinichen / Herzogen zu
Braunschweig und Lüneburg / &c. den Jüngern /
Herrn Johann Grafen zu Oldenburg und Delmen-
horst / so viel er des Kriegs- und Beside-Verwandten
sumpt

ANNO
1519.

ANNO
1519.

haupte andern S. J. G. mit Krieges-Verwandten
andere/ in ihrer verdeckte beginnung/ darinnen
Ihre Fürst/ mit verfähigen beyseits mit
Krieges-Verwandten/ dieser Zeit gegen einander ge-
standen/ zu Friede/ Verhörs/gerichtlichen Handlung
und wichtigen Erandniss mit bedertheils Wissen
und Willen nachfolgende Artikel abgetret und ver-
einigt.

1. Erstlich sollen die drey Hochgedachte Chur-
fürsten Auser gedachte Herren inwendig sicher Wo-
chen nach dero dieser Werde unverzüglich Tag und
Walsam beuuen/ die Parteyen dieser Sachen ver-
wand und anhangig vor sich bescheyden/ sie von al-
len Theilen nach Nothdurft nachfolgender Gebrechen
hülft/ Esentlich geszu einwanden/ in die Jeder zu re-
den/ damit es wol eingenommen/ vertheden/ darauff
Frist vorwachen/ sie in der Güte zu vertragen. Ob
aber die Güte entstände/ so sollen dieselbigen Gebre-
chen/ uff Römische Königlich Majestät uff vorbe-
uante dero Churfürsten auch Herzogen Johannsen
von Sachsen/ und Herzogen Heinrichen von Neck-
lenburg Auser allergerichtlichen/ gerichtliche und gneze
Herren gestellt sein/ die Parteyen durch Ihre Kö-
nigl. Mayestät Churfürstlichen und Fürstlichen Gnaden
mehrigen Spruch endlich zu entscheiden/ dem
nach von beyden Parteyen/ also wie gesprochen/ ge-
folget und gelebt se werden. Ob auch Römische
Königliche Majestät zwischen hier und Michaelis
nachschlüssig nicht in das Römische Reich und
Lande Lunde kommen/ oder auch den Spruch/
mit den benannten Churfürsten und Fürsten/ zwischen
hier und Michaelis nachschlüssig nicht thun würde/
so sollen alldann hochgedachte Churfürsten und Für-
sten/ diesen mehrgen Spruch/ zwischen Michaelis
abgewelt und Martini schier/ darnach unvorhal-
ten/ mit ohne alle verzeihen/ vor sich selbst zu thun
macht haben/ thun/ und unterhindert vollenndet/
damit die Parteyen dadurch ihre eiblichen Anstrag
erreichet/ bekommen und erlangen mögen/ und von
Ihrer Churf. und F. G. des den Vertrag noch Ver-
binderung gestopet werde/ begreife sichs aber/ daß
der benannten Zeit der Churfürsten einer nach Othmes
Willen verstände/ so sel der folgende Churfürst/ der
an desselbigen statt kömmt/ an der statt und stelle/
solchen Spruch neben den Churfürsten und Fürsten
zu thun macht haben/ verstände aber der andern
Fürsten einer/ so sel ein ander Fürst an desselbigen
stat von den Churfürsten zu sich gezogen werden.
Begreife sichs aber/ daß der Churfürst oder Fürsten
einer mit Schwachheit befallen/ daß er zu solchem
Spruche zu kommen verhindert wüde/ so soll er ei-
nem mit Vollmacht an seine stat darzu verordnen/
damit desfalls kein Anhalt oder Verhinderung ge-
schehe dürfte.

2. Der Durchlauchtige Hochgeborne Fürst und
Herr Herr Wilhelm Hertzog zu Braunschweig und
Lüneburg/ sol aus Gefängnis gelassen/ und bis auff
Martini in dem vorantzigen Jahre betagt werden/
doch sei sein G. Lände und Ertbe Verpfändung/ da-
zu off nachtrügliche Verpfändung/ dabei und neben
sich hochgedachter Hertzog Heinrich von Braun-
schweig der Junger kumpt den Erben der Braun-
schweigischen Landes/ und dem Rathe der Stadt
Braunschweig nach Nothdurft auch versicheren
sollen/ daß Hertzog Wilhelm alle dasjenige was
durch Römische Königlich Majestät/ hochgedachte
Churfürsten und Fürsten/ oder in Fall wie oben ge-
meint/ durch die Churfürsten und Fürsten alleine/ wo
es in der Güte nicht vertragen/ inrichtiglich gespro-
chen würde/ welcher gestellt S. J. G. eublich des
Gefängnis entledigt sel werden/ daß dasselbige al-
so nach demnach des Spruchs/ stet/ fest/ und
unverrücklich gehalten werde/ auch sich uff Mar-
tini in dem vorantzigen Jahr/ wie S. J. G. be-

tragt werden/ wiederum eingelassen/ oder löfflich/
tausent Gulden eben alles verzeihen/ uff benannten
S. Martini Tag den Hiltzbeuch zu überreichen/
und alldann/ so solche Verpfändung aufrichtet und
übergeben würde/ sel darauß Hertzog Wilhelm wie
oben gemeint unverzüglich auffse/ Beschlusß gelassen
und betagt werden.

3. Alle Gefangen/ sie stehen zu wem sie wollen/
die in diesem Kriege von Anfangen bis an dem darauß
der gelegen/ sollen auff genugsame Verpfändung
und unverzüglich von allen Theilen vorkaren vor
und Wactum in dem vorantzigen Jahre sicher-
kessig betagt werden. In der Zeit sei man auch
mit der Schutzunge und Wahnunge gegen sie stille
stehen/ und was milder Zeit durch Römische
Majestät die Churfürsten und Fürsten/ oder in
Fall wie oben gemeint/ durch die Churfürsten und
Fürsten alleine/ wie die Gefangen endlich entlassen
werden sollen/ gesprochen/ sel dinstal alldann die
solchen Spruch bestraf/ von allen Theilen unvor-
deresslich gehalten und erledigt werden.

4. Des Durchlauchtigen Hochgebornen Für-
sten und Herrn/ Hertzen Erben von Braun-
schweig/ etc. Schatzungen halben/ was der Lande und
Leute betrifft/ sel es in dem Stande/ wie es litz
steht/ bleiben.

5. Was aber Hertzog Heinrich/ und gedachte
Hertzog Erben Gemacht/ darüber angesetzt ha-
ben/ sel auch bis off obenwente Erandniss und
Spruch gestellt/ und was alda erand und ge-
sprochen/ dem selte auch nachgegangen und gelebt
werden.

6. Der Hochtrügliche Durchlauchtige Hochgeborne
Fürst/ der Bischoff von Würten/ sel wider zu dem
Bischof gelassen werden/ doch also/ daß jeter
uff den Tag/ den die Churfürsten inwendig den sechs
Wochen beuuen/ und gehalten sel werden/ jedes
Theils Klage und Antwort durch Ihre Churf. und
F. G. verhöret/ darauff Ihre Churf. und F. G. Ver-
urtheunge sollen zu machen haben/ damit jeter
Theil dießelbiger weiß/ sich an dem andern Theil an
Gleich und Recht begnügen lassen/ hinforter auch
Friede und Ewigkeit zwischen ihne möge erhalten
werden/ und sel der Bischoff alldann nach endung
dieses Tags/ in dem Erste wiederum eingelassen
werden.

7. Was aber Geiselschilde/ Erbsden und andere
halben ein Theil zu dem andern zu sprechen derte/
was des in der Güte/ durch die Churfürsten uff des-
selben Tag nicht vertragen würde/ sel auff erlan-
dich Köm. Kön. May. der Churfürsten und Fürsten/
oder in Fall/ wie obenwente/ durch die Churfürsten
und Fürsten/ alleine auff die Zeit/ wie oben in den
andern Artikeln angesetzt/ zu verprechen gestellt
werden.

8. Melchweim- Waßgilt/ und andere Gefelle/
so jeto auff Martini vertragen/ vorragt gerecht/
daß sel bis zu dem nachschlüssigen Tage/ den die
Churfürsten auferen werden/ verhalten bleiben/
und nach Besunge der Churfürsten sicher damit ge-
halten werden.

9. Der Churfürsten aufrichteten Reich halben/
zu welchen sich jeter Theil von dem andern mit
bergung/ verhältnig beschweren zu dem belag/ oder
ichts daran zu haben vermeinet/ sel es auch zu
gedachtem Spruch und Erandniss gestellt wer-
den.

10. Was auch in dieser neuen Vertheil entfor-
me und Begnung von beyden Theilen abhand-
schagt/ solche Brandschutunge sel die Heisse wie
sie genollhet/ jeter Theil folgen/ und was die an-
dern Heisse/ wie die andern Artikel eben vermeinet/
zu erandniss gestellt werden/ damit sel nicht emp-
ogen sein/ was für dem ersten Churfürstlichen Re-
ich

ANNO 1519. *teß getrauschpazet / das sei jedern Theil hiermit un-*
bedingten seyn.

11. Durchdrachten den Salderß Dehtro-Sache sol
geheiligen werden / zu vortragen / Ob das nicht ge-
schick / sol sich Herzog Heinrich der Jünger zu. ha-
ret nicht annehmen / Ihne auch nicht Verzicht oder
Forderung in seiner verheißt Begünstigung / wider
den Eistß Hiltensheim thun.

12. Es haben sich auch die drey Fürsten / Nämlich
der Bischoff von Hiltensheim / Herzog Heinrich
von Braunschweig und Lüneburg / Herzogen Otten
stigen Sohn / und Herzog Heinrich von Braun-
schweig / zu. der Jünger bewilligt / damit dieser stat-
licher Fried und Einigkeit / erhalten / ihret selbst / und
der ihgen Landtschaft Schaben vertheidt werde / daß
ein jeder seiner Landtschaft schreiben und anzeigen
soll / daß sich die Landtschaft alle drey zusammen sol-
len betragen / haben Unterzuehung und Handlung zu
haben / Ob die drey Fürsten einer oder mehr / sich in
Krieg und Dehtro gegen einander begeben wollen /
daß sie alle die drey Fürstenthumb treulich zusammen
seyn sollen / sich zu unterstützen dieselben Ursachen /
daraus sich die Dehtro begeben möchten / zu vortra-
gen. Ob aber ein Theil gegen dem andern sich des
nicht weis begnügen lassen / daß beweiße drey Land-
schaften alßdann / dem / der sich der Willigkeit
wohl wissen lassen / hiltlich und also beständig we-
ren / damit der ander Theil dahin gedungen und
vermündet / uff das Krieg und Empörung dadurch
vertrauen und verführt werde / daß auch jede Land-
schaft hiltlich / daß eine der andern zu erhaltene
des Frießes thun würde / damit wider ihre Eide /
Pflicht und Verantwortung gegen ihren Herrn nicht
gethan haben / und im fall ob es die Nothdurfft
erfordert / sollen die Fürsten und Fürsten / dar-
auff der entliche Spruch gestillet ist / neben den
obangezeigten dreyen Landtschaften den halben Theil
Hiltß und Beschut thun / damit dieser Abrede un-
verhindert nachgegangen und gefolgt werde / würden
aber auch sonst zwischen Hochgedachten Fürsten ge-
ringe Zerfall diesem Reich entgegen verfallen / die
durch ihre Freundschaft oder Rätthe nicht betragen
würden / die sollen auch durch die Landtschaft unter-
standen werden zu betragen / ob aber solches durch
sie nicht betragen würde / so sollen der beschwore
Fürst / und die Landtschaften den obgedachten Für-
sten schreiben und bitten ihre Rätthe den die Land-
schaft zu schütz / damit dieselbigen durch die ge-
schickten Rätthe und Landchaften zu vollleistung des
Reich / auch endlich entscheiden und betragen wer-
den.

13. Es sei auch kein Theil der Fürsten dem an-
dern seine Feinde treulich unterstützen / hauffen
oder hegen / in dem darne einer des andern gegen
dem Feind zugleich und recht mächtig ist / und sol
jeder Theil dem andern des Rechts / gegen seinem
Feind in seinem Feind in seiner Landtschaft gestatten /
uff das Freundschaft und Einigkeit zwischen ihnen
erhalten wird.

14. Daruff sollen den allen Theilen die Fürsten
samt jren mit-Kriegsverwandten / ihr Kriegsvolk
laß abziehen / und sei der Dehte hiermit ganz auf-
geheben / und abgethan sein und bleiben / sich hin-
fürder oben angeregter Krißel und Verbrechen nach
vermündt dieser Abrede / streit / seitz / und unverrück-
lichen sich haben zu halten. Solches alles haben
beide Part / samt jren mit-Kriegsverwandten ge-
willigt und angewommen / daßelbige stette und stette
unverbrechen zu halten.

Zu weitem Verstandnis unbergesslich stetter und
fester Haltung haben die Hochwürdig / Durch-
leuchtigen / Hochgebornen Fürsten / und Eiler Wol-
gebornen Herren / Hren Johann Bischoff zu Hiltens-
heim / Herzog Heinrich von Braunschweig / Herzo-

gen Otten stigen Sohn / und Herr Simon Herr zur
Lippe / vor sich und andere ihre mit-Kriegsverwand-
ten / als eines / und Herr Heinrich der Jünger Herr
zog zu Braunschweig und Lüneburg / zu. der sich E.
J. G. Bruder den Bischoff von Minden und Her-
zogen Wilhelm und ihre mit-Kriegsverwandten an-
ders theils / und Wir Berthold Graf und Herr zu
Sulzbach und Obergraben / Hoffmeister Wolff von
Weissenbach / Ritter zu. und Dietrich von Harten-
berg / als der obgedachten Fürsten und Fürsten
Rätthe / und die des Reichs und Abrede zwischen
den Partheben ausgelegt / jeder sein Inseigel / in
Wangel desselbigen sein Vertheilung der Hand und die
andern ingeschickten Rätthe / so an Reich eben be-
kannt / und sich hiermit gebrauchen / wesentlich an
diesen abgethan bewilligten Reich gehen / der
gewerkschaft / und jedem Part gleich laut einer ge-
geben ist im Jahr und Tage / wie eben sthet.

CXXXIV.

Vertrag oder Recces zwischen Johann Bischof-
sen zu Hiltensheim / und Heinrich Herzogen
zu Braunschweig und Lüneburg / auch al-
len mit-Kriegsverwandten eint / dann Hein-
rich dem Jüngern Herzogen zu Braun-
schweig / und aller mit-Kriegsverwandten andern
Theils / über vorgehenden Compromiss ausge-
richtet / Bewand sie beschließen und oberden /
daß erstlich alle gefangene bis auff Martini ohne
allen verzug betagt werden / darne wegen dreier
gefangenen des Herzog Heinrich dem Jüngern
ansuchen beschibe / dieselbe mit erlöschung ihre
Haab und gütern loß zu machen / dann die gefan-
gene zu Düssel ohne erlösch loß zu geben / die ge-
nommene Haab und güter / den armen Leuten so
viel dertin verhanden / wiederum zu verschicken /
und was nicht abgethan was werden / bis zur
Handtsach releviret werden solle. Oben zu
Jertß den Dinstag nach Vincenzii 1510.
[LUNIG, Teilschß Rindß Archiv. Part.
Spec. Abtheil. IV. Abthg IV. pag. 42.]

C'est à-dire,

*Accord entre JEAN Evêque de Hildesheim, HENRI
Duc de Brunswick, & leurs Alliez d'une
part, & HENRI le jeune & FRANÇOIS son
Frere, Administrateur de Minden, tous deux aussi
Ducs de Brunswick, avec leurs Alliez d'autre
part, en suite d'un Compromis qui avoit précédé.
Ils y conviennent que tous les Prisonniers seront
mis en liberté avant la Fête de St. Martin, & que
le Duc HENRI le jeune y est requis, en parti-
culier, non seulement de rendre la liberté à trois
certaines personnes, qui n'y sont pas nommées, mais
aussi de les rétablir dans leurs biens, comme aussi
de renvoyer libres & sans rançon ceux qui sont
Prisonniers à Dassel, & de restituer aux Pau-
vres tout ce qui leur a été pris & qui se trouvera
encore en nature. Le reste de leurs différends étant
référé à une ultérieure & finale Transaction.
A Jertß le Mardi après la Fête St. Vincent
1510.*

Der den Obsten Gnaden / Albrecht / der Hei-
ligen Römischen Kirchen des Titels Sancti
Chrylogoni Cardinal / zu Mainz und Magdeburg
Erzbischoff / Primar des Heiligen Römischen
Reichs / in Germanien Erzbischoff / Adminis-
trator des Eistßs Halberstadt zu. Friederich Herzog
zu Sachßen / desselben Reichs Erzmarschalck / und
der Zeit Vicari &c. Joachim Marggraf zu Bran-
denburg / desselbigen Reichs Erz-Cammerer / zu
Stuttin

ANNO
1519.

ANNO
1510

Stettin / Pommern / der Etschen und Wenden
Herzog / alle Churfürsten / den Raitz / Sachsen
und Brandenburg / den Heintich Herzog zu Witten-
burg / Fürst zu Wenden / und Friedrich Thum-
hauptmann zu Bismarck / als geschlicher Fürst
seinerlichen lieben Dienern und Brüdern / Herzog
Johann zu Sachsen u. Witten und thun kund /
daß wir auf die Tzählunge / so wir nach dem
eines aufrechten Compromiss und Tzalt zwischen
den Fürstlichen in Güt Daren und Hochgebo-
ren Fürsten / Wohlgebohren und Edlen / Herrn Jo-
hann Bischoff zu Hildesheim / Herzogen zu
Sachsen / Egera und Weßthalen / Herrn Hein-
rich / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg sitzen
Herzogen von Ebn / und Anthonien Johann
Friedrich / Gebiethen und Vetter / Grafen von
Schwarzenburg und Holstein / Simon Herrn zur
Lippe / Jochen und Erichen Gebiethen Grafen zur
Hoye / Friederich Herrn zu Dirscholt und allen
andern ihren des Pates mit Kriegs-Verwandten /
einf / Herrn Francisco Admistratoren zu Minden /
auch Herrn Heinrich / dem Jüngern / Gebiethen /
auch Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg sampt
ihren mit Kriegs-Verwandten anders theils alhier
gen. Tzalt angelegt / darauf die Parteyen erschienen /
und zum theil ihren Gewalt überschiden / auch ihre
Mithurft darauf von allen Theilen / bis zum Be-
schluß der Sachen fürgebracht / diesen Abscheid auf
nachfolgende Artikel / mit Bewilligung und An-
nehmung der Parteyen oberstet gemacht. Erstlich der
Erfassung halben / soll es bey beschener Abrede
bleiben. Nemlich / daß alle Gefangene / nach
vermeidung des Compromiss bis auf Martini betrag
werden / ohne allen Unterscheid und Verzug / und soll
2.) darüber dreier Gefangenen halben auf fleißigste
bey Herzog Heinrich dem Jüngern Ansehen besche-
den / dieselben vora-Gefangen sam stündlichsten ohne
Entgelt mit Entzaltung ihrer genommen Haab und
Schaden los zu machen / mit Anzeigung und Be-
wagnis wider der Churfürsten und Fürsten / auch
daß sich kein Lieb hierfür desselben nach seinem höchsten
Begehren / erheben haben / und kein Lieb daran beg-
lich keinen Mangel spüren lassen / darnach 3.) die
Attemptrata so an Dassel mit den dreien Dessen
mit Wahren Werth / Dersel und Wenden /
bezogen sein sollen / diese Abrede gemacht / Nemlich
/ daß Herzog Heinrich zu Braunschweig der
Jüngere seiner Lieb Etschen nach / die gefangenen zu
Dassel ohne Entgelt laßig geben / die genommen
Haab solvil der ständigen / den armen Leuten / be-
ziehenden dem Jungfraw-Kloster zum kampspring
der auswandten Schwem vor Werdung wiederum
verschaffen / sonder die Etschen betreffend / diemeil
Herzog Heinrich von Braunschweig nicht in Ab-
reden / daß der Schaden an Dassel in erstetstem frie-
lichem Zustand / als Donnerstags des Abends
Sachli Martini durch Seiner lieben Auerthanen
beschehen / doch mit diesem Bedacht / daß seiner Lieb-
den von der Zeit an bedert Erstfurdung nicht möglich
genewt / solchen ersterten Zustand gemelten seiner
Liebe Auerthanen zu verdrängen. Wocher dann
Seine Liebe glücklich bekringen / were sein Lieb
auf bescheiden Tzall dem Gegenpart / solcher vermin-
nert Attemptraten halben / doch zu Zeit nicht ver-
schieden / sondern welche dieser Handel bis in die
Hauptfachen blich verdrängen / darstelt keine Ver-
drängen zu nehmen. Im Fall aber sein Liebe ab-
stumpfe beßigt / daß seiner Liebe solche Erstfurdung
Seiner Liebe Auerthanen zu vermeiden / nicht mög-
lich gewest / nicht nachbringen / wüch solche
billig vor Attemptrata geachtet und angesehen /
und darauf sein Lieb / daß solcher Schaden / doch so
er jener / dem Richter genüß / ausständig gemacht
dem Beschwigen erlassen / bey seiner Liebe Auer-

thanen den Thätern zu verschaffen verpfligt. Gleich-
falls /.) nachdem sich sein Lieb von und abe des
Bischoffs den Hildesheim Auerthanen / als solten
sie in bescheiden friedlichem Zustand auch attemptri-
ret / und nemlich seiner Liebe drey Dersel / Werth
Dersel und Wenden / und eum Geldman
bescheidig / und von Grund aus bescheidig haben /
welcher doch der ander theil / daß es in solchen An-
stand bescheiden / nicht geständig / Wüch nun Voraus-
setzung / solcher rechtmesig nachbringen / were solcher
auch vor attemptrata zu achten / und Hilfen
mit den feinen als den Thätern / daß solcher Schaden
auch jener wie recht ausständig gemacht / erlege zu
verschaffen schuldig / wo aber solche attemptrata
auch nicht erweist / wird dieselb Handlung gleich
der andern auch blich bis zur Hauptsach reicervirt
und darstelt geachtet / Fürst 5. der entwunden
Schwem halben / soll und will Herzog Heinrichem
Fürst zum laubirgen zwischen der und Lärare
Brachmae und Bezugsunge verschaffen / bezug-
den die Gefangene zu Dassel / sollen in derselben Zeit
ohne Entgelt ihrer Besidagnisse entlassen / auch
ihnen ihre Schatzung / was sie der ausgehen haben /
widergeben werden / und diemeil 6. das betrag
von der beiden Parteyen bescheiden / weitläufig
und lange erstreckt / dadurch wie oberdieser Hül-
fer Kiez halben der Zeit / und aus wannigerlei sin-
fallender Verhinderung / zu fleißiger Übersichung
und Erwegung solcher Forderung dazum Wind
zu suchen / in der klar vorzuschick / bequämlich
nicht haben können können / auch daß solcher wie
Händler nicht haben abwarten mögen / verhalten
wir mit Bewilligung beider Parteyen diesen Tag
dem Compromiss des Orts / auch dem ersten durch
Unser und der andern Unser mit Churfürsten darzu
geschickten Räte / ausgerichtem Anstand ungeschick
bis auf dem Sonntag Vocem Jucunditatis schre-
sten alhier zu Tzest einzufahren zu derselben die-
setzschalt / daß darstelt nach Übersichung alhier ge-
schickten Forderung glückliche Mittel sollen gesucht
und den Parteyen fürgeschlagen / und darauf mit
Fleiß gehandelt werden / die Parteyen nach vermei-
dung des Compromiss glücklich zu vermeiden / und
dassel Zeit die vortzgeachten Parteyen von allen
Theilen sampt ihren Verwandten sich gegen einan-
der friedlich halten / ein Theil gegen dem andern
mit der That / oder in Inlag nicht stürmen /
oder handelen / sondern das Compromiss in allen
seinen Artikeln und Punkten treulich und ungesch-
lich halten / von welchen theil aber dazusich über-
gangen / und etwas mit der That gegen dem andern
ihnen stürmen wüch / So sollen und wollen wir
7.) obbemelte Churfürsten und Fürsten als Henteler
dem haltenden Theil wider den nicht haltenden Theil
rathen und heißen / damit das Compromiss ge-
handelt werde / Beschlußlich 8. Unser Dyanen
das Administratores den Minden haben / sol sei-
ne Liebe auf eine Bescheidung / wie wir die haben
begriffen lassen / gestriget und vollzogen / daß die
auf Dienstlag nach Invocavit zu Braunschweig
Unser Räten getrennt übergeben werde / so sol-
ten dieselben Unser Räte stür abhalt mit seiner
Liebe Räten ins Tzist bringen / und der ander
Theil so in den Tzist inne hat / vor denselben Rä-
then verlassen / und wiederum an sein Liebe weichen
doch dem Grafen von der Hoye an deren vürtheilich
Platen / so sie in diesem Kriege wider erweist / un-
geschicklich / die sollen dieselben Grafen innern be-
halten / von Unserem Dyanen den Minden ungeschicklich
Es würde dann Sein Liebe die mit Recht erlangen
Es sollen auch Sein Liebe Clausen Nottey der
Friede haben / darinnen er gegen seiner Liebe ge-
standen / die Sühne wider geben / und bey dem feinen
bleiben lassen / doch daß derselbe seine Forderung
abschle

ANNO
1510

ANNO
1520.

abtheile und sich an Gleiche und Ungleiche bequemen lassen. Nachdem dann unser Oheim von Witten die Vertheilung / wie vorangezeigt / aufzuteilen sollt / wo er alldam der Haltung halben dröchtig erfinden wolte / So wollen wir benannte Churfürsten und Fürsten dem andern theil wenig und hässlich sein / und damit solche Beschreibung gehalten / und dem Beschädigten kein Schad / den ihme sein Liebe thun wolte / erlegt werden / auch ferner so wollen g.) wir das Compromiss / und was darauf beruht oder gehandelt / nicht halten wolte / dem andern theil Hälf und wenig sein / damit denselben Compromiss unterdrücklich nachgegangen / und dagegen nicht gehandelt werde / alles getreulich und ungeschick. Solches alles zu Verächthung und Licht haben wir diesen Abschied mit unsers Secreten besiegelt / und iber Partien einen geben lassen. Geschien zu Jersit Dienstags nach Vicentii martyris Anno Domini funffhundert zwanzig.

CXXXV.

21. März. Der Regierung zu Innsprug den acht Gerichten in Churwalden gethane Versicherung / das ihnen die von Boge zu Castell in wolnen Kayser CAROL. V. abgetheilt Erbhuldigung zu keinem nachtheil reichen solle. Innsprug den 21. März 1520. Deduction des 10. Verichten-Wortes in der Schwyz wölhergehörige Rechte in de Anno 1622 dans LUNIO, Grand-Deut Europäischer Votungen Geschickungen Part. II. pag. 759. où il renvoye à les Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung I. Abth. V. pag. 239.]

Cest-à-dire,

Revert en Lettres de non-préjudice données par la Régence d'INSBRUCK aux huit Juridictions dépendantes de la Maison d'AUTRICHE au Pays des Grisons, touchant l'Hommage exigé par le Bailli de CASTEL, au nom de l'Empereur CHARLES V. Fait à Inspruck le 21. Mars 1520.

WIR M. der Römischen und Hispanischen Königlichsten Majestät / u. Kaisers allergnädigsten Herrn Land- Hofmeister / Markgraf / Cansler / Statthalter und Regenten zu Innspruck / befehlen und thun kund öffentlich mit diesem Brief / nachdem uns obdemelter Königlichster Majestät Statthalter / Regenten und Räth / Ihrer Majestät Christen Regiment aller wideren und oberen Oesterreichischen Fürstenthümen / und Landen / in Krafft ihrer vollkommenen Gewalt / ferner von der Königl. Maj. und Fürstlichen Gnaden wegen Macht und Gewalt geben haben / in ihrem Nahmen allemähnen in den und von und vordere Oesterreichischen Landen / Herrschaften und Gebieten Erbhuldigung und Pflicht aufzunehmen / und so wir dann aus freiwillichen und mercklichen Ursachen dieser Zeit von der Regierung die persönlich nicht sehen / noch jemandes uns schicken mögen / so haben wir den Eilen / Besten / Huldrichen von Schlanderberg / Vogt zu Castell und der acht Christen in Chur-Walden / vor verschueren Zeit credenz und instruction zugesandt: in welchen wir ihnen ferner Gewalt geben auch befehlen haben / in Namen wie obsteht / von den 8 Gerichten in Chur-Walden / seiner Verweisung in Maß in dieser Rürst. Grafschaft Tyrol / und in andern erbliehen Fürstenthümen / Landen und Herrschaften beschehen ist / grüenliche Erbhuldigung und Pflicht aufzunehmen und zu empfangen. Duvon sich aber die Amtschafften dastelst auf be-

meltes Vogts Handlung / ebestimmen. Unsern allergnädigsten Herrn / als Erb-herzogen zu Oesterreich und Grafen zu Tyrol / Unsern rechten natürlichen Erb-herren und Land-fürsten solche Erbhuldigung thun / unuerdächtlichen erheben haben / doch daß ihnen selches an allen ihren selchen alten Herrschaften / Briefen / Verordnungen / Wäuden und Hertommen keine Minderung oder Abbruch bringe noch gebühre / sondern mit Begehr / daß ihnen die durch die Königlichste Majestät für sich selbst und ihres Bruders wegen confirmirt und bestetiget werde. Demnach auf ihr Erbüchung sagen wir ihre wissentlich in Krafft dieses Briefes zu / daß ihnen solch Erbhuldigung an ihren alten Herrschaften / Privilegien und Hertommen / so sie haben / kein Minderung und Abbruch bringen noch geben / auch bey abgemessener Königlichster Majestät so viel handeln sollen und wollen / daß der Königl. Majestät für sich selbst und in Namen Ihrer Majestät Bruder / Erb-herzogen Ferdinand / ihnen auch einen andern Bericht insonderheit selch ihrer alten Freiheit / Briefe / Privilegien / Verordnungen und Hertommen / so sie haben / ungerichtlich in sechs Monaten den nächsten nach gebourte Erbhuldigung grüenlich confirmirt und bestetiget in Maß / wie die vornahmte von vorigen Erb-herzogen und Fürsten von Oesterreich gegen solcher Erbhuldigung empfangen haben / und ihnen das unter Ihrer Königlichsten Majestät Insegl Confirmations-Briefe / wie sich gehöret / gewilligen überantwortet werden sollt. Und das zu Urkunde so hab ich Jörg Herr zu Firmian / Markgraf obgemeltes Regiments zu Inspruck / und Hauptmann zu Ottenburg für sich selbst / und in meiner mit verordneten Regiment / mein eigen Insegl hietan gebend. Beschien in Inspruck am zween und zwanzigsten Tag des Monats Martii, nach Christi Geburt funffhundert zwanzig und im zwanzigsten Jahr.

CXXXVI.

Vertrag zwischen Herzog Ludwig Herzog 29. April. Oegen / und Herzog Rupert Pfälzgrafen bey Rhein Schreibern aufgesetzt / wodurch Herzog Ludwig denen andern zween eine jährliche Summen Geldes zu dem Staat zu geben versprechen / dagegen diek auf allen ihren Ertheil und darauf habende Ansprüche renuncieren. Dat. Zweibrücken am Sonntag Jubilate 1520. Mit Der Verzeiche / welche Herzog Georg und Rupert ihrem Herrn Bruder Herzog Ludwigem gegeben sub loco & dato eodem. Wie auch dieser Bericht Confirmation von Ersten Herzog Rupert. Act. ausen Statut nach Viti und Modest 1537. [Electa Juris Publici Curiosa pag. 132. LUNIO, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Abth. I. Abth. IV. pag. 643. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Cest-à-dire,

Transaction entre les Ducs LOUIS, GEORGE, & ROBERT, Comtes Palatins de Rhin, Freres, par laquelle LOUIS promet à chacun des deux autres, une certaine Pension annuelle pour maintenir leur Etat, & tant de leur côté renouent à la Succession, & à tous le Droit qu'ils pouvoient y prétendre. A deux Pents le Dimanche Jubilate 1520. Avec l'Acte particulier de la RENONCIATION desdits Ducs GEORGE, & ROBERT donnée par eux au Duc LOUIS leur Frere, datée du même Lieu, & du même jour. Comme aussi la Confirmation de cette Renonciation

ANNO
1520.

ANNO
1520.

tion de la part du Duc ROBERT; faite le Samedi après le Fête St. P' & Saint Modeste 1537.

ANNO
1520.

WIR GÜTES Gnaden / wir Ludwig / Georg und Ruprecht / Bischöffe / Pfalzgraffen bey Rhein / Herzogen in Bayern / und Graffen zu Bel- den / Urkunden unseligen mit diesem Brief. Als weyland der Hochgeborne Fürst / Herr Alex- ander / Pfalzgraf des Rhein / Herzog in Bayern und Graff zu Belzen / unser freundlicher lieber Herr und Vater selig lüchlicher Gedächtnis vor seiner lieben zeitlichen Abchied von dieser Welt ein löblich fürstlich Testament und letzten Willen aufer- richtete / des Inhalts wir geschiedt / hiem lesen / und aus Willen tragen / und in solchem Uns Herzog Ludwig etc. in seiner lieben nachgelassenen Erbschaften / Lehnenschaften und Herrschaften zum regierenden Fürsten oder uns Herz. Georgen und Herz. Ruprecht / zur Geistlichkeit gerichtet / das wir uns alle drei demnach und unser aller guten Willen und Willen / auch zeitigem verbedachten Rath / umgesehen und umgesehen / und aus sonderlicher / freundlichster / beiderlicher Lieb / so wir zu Hauff tragen / darzu mit gutem Willen / Willen und Zulassen der Hochgebornen Fürstin / Frau Margarethen / Pfalzgräfin des Rhein / Herzogen in Bayern / und Grafin zu Belzen / unser lieben Frau Mutter / und geordnete Beirathender / samt Jaren liebden jüngerlichen Räten / beschworen haben vereinigt und vertragen haben / inmassen hernach folgt :

Itemlichen und zum ersten / das wir Herzog Ludo- wig begerunde unsern erannten lichen Brüder Herzog Georgen und Herzog Rupprechten die Zeit ihrer Leb. nach dato des Verfalls / in Er- füllung ihres Bienenworts / auf einer Universitäten sein werden / in unsern Kosten und Schäden / mit Diensten und Rachen gebedlicher Beis halten und versehen sollen / und wir begreimter Herzog Ludwig etc. unser Ehen und Nachkommen sollen gedachten unsern Brüdern Herzog Georgen und Herzog Rupprechten / so J. Leb. wieder von der Schul kommen / und eignen Staat halten wollen / alsdann / auch nicht eher alle Tage Lebenslang auf jeglichem / 100. fl. Rheinisch zu den Füssen / allwegen zum halben Jahr dreihundert fl. an Geld / oder an Mängeln / rechter Landwehrung / wie die jetzige der Churfür- sten Ordnung und Wehrung nachgibt / ganz und gesehe von wird / ein Elden / Trut / oder Straf- bus / an welches Der J. Leb. wollen / uns denn eine junor allwegens zeitlich verhandigen lassen / be- zahlen und ausrichten sollen / und wäre es Sach / das die vorgenannte unser lieber Bruder Herzog Georg / oder Herzog Ruprecht / ihr einer eher der ander mit Tode abginge / das Güt lange verhalte / alsdann sollen und wollen wir Herzog Ludwig unser Erben und Nachkommen / dem andern unsern Brüdern / so im Leben verbleibet / sein lebzig lang zu den ehgelmelten 100. fl. nach 100. fl. inmassen / wie off. her / des Jahres zu zweien Füssen / von der Zeit der Absterben an zu rechnen / bezahlen und ausrich- ten / und sollen wir Herzog etc. der uns / unsere Erben und Nachkommen über den abgesetzten Pün- cten der fünfshundert Gulden halten / gegen ernan- ten unsern lichen Brüdern / Herzog Georgen und Herzog Rupprechten verschreiben / und ihren Lieb- den gründliche Versicherung und Versicherung thun / mit streiten Hinterstanden und Bürgen / wie das hienoe verlan Herzog Albrechten und Johan- nes etc. so auch zu geistlichem Stand gerichtet ge- hen / gegeben werden / und das in solcher Ver- sicherung von dem meisten Arceid der zweier hundert Gulden haben / inmassen der gesetz / auch Meldung geschieden soll.

Wir Herzog Ludwig sollen und wollen auch / so und wann unser Brüder / Herzog Georg und Herzog Ruprecht / künfftlich / oder ihrer einer / wie eslebet / eignen Staat / Kosten und Schäden / Wesen halten werden / ihrer Lieb. auf beiderlicher Liebe und Freundschaft jeglichem zweien verguldet und sonst zwelf gemeine Trut / Trut / darzu zwei hundert Gulden anfangs zu Steuer eines Haushaltens / geben / zahlen und bezahlen / und als unser lieber Bruder Herzog Georg in Zeiten seines Haushaltens auch Haushalt haben will / und dassel- big zu der Hochgebornen Fürstin / unser freund- lichen lieben Frau Mutter / werde sich an selbigen ge- gen ihrer beyder Lieb. Mütterlich erzeigen / dergleichen Wie / als ein Bruder auch willig und geneigt sein wollen. Und als jedend ein Capitulat zu Trut durch Absterben Herrn Pfaffen von Kre- ditionen etc. seligen lebzig werden / und unser lieber Bruder / Herzog Georg in Trast einer Rheinischen Begnadigung / Privilegien und Dispensation / Jure die janzustehen meinet sich nimmere Reinhardt Graff zu Belzenburg / Herr zu Kraun / an / anoni- cas zu Trut daren geistlich / sollen und wollen wir doreinander Herzog Ludwig / bi- selbige Capitu- listat zu Rem auff unser jeist Kreten und Schad- den / und in gedachter unser Brüdern Herzog Georgen / nahmen bis zu Gremien oder zu Elust aus- führen / doch sollen wir Herzog Ludwig etc. in Trast ehgelmelten unsern lichen Brüdern / Herzog Geo- gen Rheinischen Begnadigungen / Privilegien und Dispensation bey Drehten und Capitel des Rhem- Stiffts in Trut / uns Inzusage der archt vacieren- den Capitulat dieselben unsern Brüdern Herzog Georgen janzustellen guten und möglichen Fleis an- streben / und so wir die erlangen / sollen wir die Rh- mische Rechtfertigung der ehgelmelten jetzigen vacieren- den Capitulat auszuführen nicht schuldig sein / und wäre es Sach / das wir Herzog Ludwig die Inzusage bey Drehten und Capitul zu Trut ehge- melte / Herzog Georgen mit der nächsten vacieren- den Capitulat zu versehen nicht erlangen / darzu in der Rheinischen Rechtfertigung / so am j. g. eh- gemelte vacierend Capitulat ausgestellt sein werden / verlieren und nicht erlangen / sollen wir nicht desto minder guten möglichen und beiderlichen Fleis und Ernst anstreben / gedachten unsern Brüdern / Herzog Georgen zu Trut / zum fiederlichsten einander Capitulat zu erlangen / und / da doregertener inassen solch Capitulat / also zu Trut in ehgelmelter Weg einem erlangt wird / sollen ihnen Herzog Georgen unsern lichen Brüdern dorehalten an der ehgelmelten St. Lieb. jährlichen Pension nichts abgehen noch aberschlagen werden.

Dagegen haben wir dorenter Herzog Georg und Herzog Ruprecht bewilligt und zugestigt / unter andern / ob Sach wäre / und sich begeben würde / das unser Bruder Herzog Ludwig etc. durch sich selbst / oder andere seine Herren und gute Freund / uns Herzog Georgen oder Herzog Rupprechten ein- lige Pfaffen / Beneficium / Canoniat / Præbaten oder Dignitäten überkommen und erlangen wür- de / und dergleiche Pfaffen / Beneficium / Canoniat / Præbaten oder Dignität unser einem / welchem sie dann erlangt / hundert Gulden Nutzung / oder mehr ertragen mögen / oder dorehalten / alsdann sollen allwegen denselben unter uns / welchem sie denn also erlangt würde / gegen hundert Gulden Nut- zung dreizig Gulden aberschlagen / unser Pension ernannden unsern Bruder Herzog Ludwig etc. St. Leb. Erben und Nachkommen ihres Theils abgehen / und sollen und wollen wir Herzog Georg und Her- zog Ruprecht gegen unsern Brüdern Herzog Ludo- wig / viel ermahnt / und St. Leb. Erben / Nach- kommen / stündlichen ein solchen unversehrte

Q q 3 hien /

lichen / gnugsamen Verzicht thun auff alle und jede Un-
ser Blüetlich / Mütterlich / Inherlich / Ansehnlich und
Schwesterlich Erben / und des Er. Lieb. einen noch
drücklichen gnugsamen Verzicht-Brieff unter Unserm
eigenen Inseigel / und mit Unser eigen Handschrift
besiegelt und unterschrieben / daran Er. Lieb. und
derer Leibs-Männ-Leibens-Erben in allen Rechten ge-
hig und sicher seyn / alles gegen der Verzeichnung
Er. Lieb. und laut des Vertrages zuhalten soll / be-
trachten / behändigen und justiren / und wir die ge-
nannte Schreiber / Herzog Ludwig / George und
Kuprecht / haben je einz dem andern vor Uns / Un-
sere Erben und Nachkommen allen und jeden / wie
obsteht / stet / best und unversehrlich zu gehalten
und nachzukommen / bey Unser Fürstlichen Ehren /
Werten und Glauben / in Unsere Hände derge-
schen / gelebt und zugest / dasprechen / gehalten und
sagen auch einander in und mit Krafft dieses Briefs
diesen Vertrag mit allen seinen Punkten und Arti-
culn / was was hierinnen geschrieben steht / wahr /
stet / best und unversehrlich zu halten / darvorn
nimmt zu seyn / zu thun / noch schaffen gethan wer-
den / durch Uns selbst / oder jmands anders / heim-
lich oder offentlich / mit oder ohne Gerichte / Ge-
richtlichen und Weltlichen / noch in irin andern Weg /
die jmands haben / stünden / erwidern / oder erben-
den thut / oder wider / oder irzt gesanden / er-
dacht oder erwidern wolt / und besunder das wir
Uns / den der Pflicht und Gelübden / so wir einan-
der / als obsteht / gethan / durch keine Ober-Hand / an
das wir noch unter Unsern begabaren und unter Uns
u. jmandig Jahren / oder über das halb Theil be-
tragen / oder das wir durch Gewalt oder Herze
hertz gesüht / oder anders gehandelt / dann geschie-
hen wirt werden / noch aller ander und jeder An-
sachen habet / wie die eracht und Namen haben in-
halten / keine ausgenommen / nicht absolviren / noch
darvorn restituiren lassen / auch Uns sonst keiner
Herzoch oder Herzog / so den Jüngern unter ihnen
mündigen Jahren / geben und in Rechten zugestehen
seyn / der wir eigentlich erinnert seyn / oder einiger
andern Gnaden / Freiheit oder Fürstenthums von Uns
grawlich / geistlich oder weltlicher Obrigkeit /
Vösten / Raitern oder Königen / oder irths Ge-
walt vertheuern / die Uns erworben werden / oder von
einiger Verzeigung / oder sonst erwerben oder ge-
ben werden / besunder so Uns noch Unserm
Fürstlichen Nachkommen zuwenden oder gebühren in-
halten / nichts ausgenommen / hiemit annehmen / be-
heffen / gebrauchen noch suchen sollen noch wollen /
dann wir Uns der Uns und all Unser Erben und
Nachkommen / des u. alles Fürstenthums so hinworn-
der gesien wirt / gänzlich verzeihen und begaben
haben / Verzeihen und begaben Uns auch des alles
und jegliches aus rechten Wissen bey Unsern verge-
wandten Pflchten / in Krafft des Briefs getreulich
und nachgehehlich / Wirt es auch Sach / das dieser
Vertrag / in einem oder mehr Punkten / sein /
Zerren mangelhaftig wirt / denfalls Mangel / wie
wölig der seyn soll / wollen wir hiemit / als wider
der wir ausgedruckten Worten hierinne geschrieben /
gesetzt und erfüllt haben / wollen auch solchen Man-
gel den nachfolgenden Unser Pflchten einander auf
des andern Ansachen allwegen ohne allen Auszug /
ergangen und erfüllen. Zu welchem End und alle ob-
geschriebenen Ding haben wir Herzog Ludwig / Herzog
George / und Herzog Kuprecht / Unser jeder sein ei-
gen Inseigel zu Ende des Vertrags-Briefs / dezer
zweu aufgesetzt / und jedem Theil einer übergeben
ist / abhandelt / und solchen Vertrag unten am Ende
mit Unser jedes eigenen Hand unterschrieben / und zu
meist Verdingung haben wir die obgenannte Un-
ser liebe Fr. Mutter / als Unser Vermählterin und
ihre Lieb. zugewandte Rache mit hohem Fürst ge-

braten / in solchen Vertrag als Vermählter zu bewil-
ligen / und denselben zu autorisiren / auch mit
ihrem gerichtlichen Siegel zu besiegeln. Und wir
Margaretha u. samt die zugewandte Rache / die-
seil obgenannte Unser freuntliche liebe Ehe und
güldige Herren / Herzog Ludwig / Herzog George
und Herzog Kuprecht solchen Vertrag mit Unser
selbst guten Willen und Willen auf- und an-
genommen / so willigen wir auf Ihr Wirt und aus be-
trachten Ursachen darvorn / autorisiren und be-
trachten auch denselben mit allen Umständen und
Herlichkeiten / wie wir zu thun Macht haben / in-
und mit Krafft des Briefs. Und haben zu End
wir Margaretha u. obgenannte Unser eigen Inseigel
zu Ende des Briefs thun lassen / das wir die
Rache Uns dieser Zeit / wie bisher in andern unser
Sachen beschreiben / mit gebrauchen. Datum Zwir-
brücken auf Sonntag Jubilate, Anno Domini
fünffhundert und zwanzig.

Wie Ludwig von Gottes Gnaden / Pfalz-Grav
bey Rhein / Herzog in Bayern und Graf zu Vel-
denz / bekennen / das dieser Vertrag und was in die-
sem Brief geschrieben steht / mit Unsern guten
freien Willen ergangen und geschehen ist / in
Urkund dieser Unser eigen Handschrift.

Wie George von Gottes Gnaden / Pfalz-Grav
bey Rhein / Herzog in Bayern und Graf zu Vel-
denz / bekennen / das dieser Vertrag / und was
in diesem Brief geschrieben steht / mit Unsern guten
freien Willen ergangen / und geschrieben ist / in
Urkund dieser Unser eigen Handschrift.

Wie Kuprecht von Gottes Gnaden / Pfalz-
Grav bey Rhein / Herzog in Bayern und Graf zu Vel-
denz / bekennen / das dieser Vertrag und was
in diesem Brief geschrieben steht / mit Unsern guten
freien Willen ergangen und geschrieben ist / in
Urkund dieser Unser eigen Handschrift.

Renunciation Herzog George und Herzog Ku-
precht. (Electa Juris Publici Curia Loc.
Cit. pag. 137. (LUNIG, Teutsches Reichs-
Archiv. / 11. Cit. pag. 645. d'où l'on a tiré
cette Pièce.)

C'est-à-dire,

Renunciation des Ducs GEORGE & ROBERT.

VON GOTTES Gnaden / Wir George und
Kuprecht Schreiber / beyde Pfalzgrafen bey
Rhein / Herzogen in Bayern und Grafen zu Vel-
denz / bekennen / das dieser Vertrag und was in die-
sem Brief geschrieben steht / mit Unsern guten
freien Willen ergangen und geschrieben ist / in
Urkund dieser Unser eigen Handschrift.

Was wir aus diesem Unsern vorerwähnten lichen
Herren und Bayern Herzog Alexanders sel. Testa-
ment und letzten Willen / als obgenannte Rache nach-
zukommen wollten / auch Uns darvon ergaben / und
dann der Hochgeborene Fürst / Herr Ludwig Pfalz-
graff bey Rhein / Herzog in Bayern und Graf zu Vel-
denz / Unser freuntlicher lieber Bruder / als der
geordnet regierende Fürst / Unser jeder sein lebenlang
mit einer ehllich und erben erblichen Pension und
Gehälten / samst andern mehr / Uns jährlich die-
selben zu reichen und zu geben / laut obgenannter Un-
ser lieben Herren und Bayern sel. Testament und
letzten

ANNO
1520.

letzen Willen / und darüber auch sonderlicher freundlicher brüderlicher Lieb / laut sonderlicher Bescheinung sein Liebes! Unsern beyden vertheilten übergeben und zugesetzt / des Anfangs:

Den Edlen Gnaden / wir Margaretha / Pfalzgräfin bey Rhein etc. und sich ender der geben ist zu Zweydrüden auf Montag nach dem Sonntag Jubilate im 1520. Jahr / beiderlichen und freundschaftlichen versetzen hat / damit wir dann wohl demüthig / und Unser lebendigen Unsern Ewig wohl aufwachen mögen! darum so haben wir beyde Erblicher samt und besonder auch sonderlicher Lieb und Freundschaft! so wir zu vergewissen Unsern freundschaftlichen Bruder / Herzog Ludwig trugen / und diemittel wir Unsern lebendigen / als obachtet / wohl versichert und bezeugt sein / auch aus andern diemittel rechtlichen mercklichen Erbschaften u. Ursachen / Uns dazu bewegen! dem letztverordneten Unsern lieben Bruder Herzog Ludwig und seiner lieben Leibs-Mannes-Erben / der auch zugegen / und selches dankbarlich angenommen / alle und jede Unser jedes samt und beider / Brüderlich / Mütterlich / anverwandt / anständig / oder andere Erb / Erb-Nach / und Anfall und alle andere Unsern Gerechtigkeit in der ständen oder ausbleibenden Einem / von dieselbigen herrühren mögen / so Uns jezunb angefallen und anersterben freud / oder künftiglich anfallen oder ansterben möchten / erblich / eigentlich / untheilig / unviertertheillich / gar und gänzlich übergeben / zugesetzt / und sein Liebes. deren Mütter. Leibs-Lebens-Erben an Unser Ewig geret und zu Erben grüß: übergeben und zustellen auch selches zu des gemeines Unsern lieben Bruders Herzog Ludwig und seiner Manns-Leibs-Lebens-Erben Handen und Gewalt / und erben sie an Unser Ewig mit rechem Wissen / in und mit Kraft die Driessig / allerechten Form / Sicherheit und Gewarung! wie dann selches an allen Verichten geistlichen und weltlichen / oder außershalb Rechts nach Landesbrauch für allemänniglichem allerbeste Kraft / Macht und Bestand haben soll / grüßchen und versetzt werden kan / oder mag. Also daß der vorbenannte Unser lieber Bruder / Herz. Ludwig und seiner Lieb. Leibs-Mannes-Lebens-Erben dieselbige abgemelten Unser Erbschaft und Gerechtigkeit an Unser beyden Ewig und in Unser beyder Nachmen empfangen / annehmen / damit in-oder außershalb Rechts thun und lassen nach ihrem selbst Wohlgefallen / und als mit andern ihrer Liebden eigentn und Erb-Erläuten in aller der Maas / als wäre es der erteilichen Verichte übergeben / und Ihr Lieb. darin geret / auch mit Urtheil und Recht kräftig erkannt / und wie damit gethan haben solten oder möchten / so wir das in Unser selbst eigen Hand behalten und sie damit nicht geret / und begabt hätten! angedindert Unser / Unser Erben und allmänniglich von Unsern wegen.

Wir solten und wollten auch an gedachten Unsern lieben Bruder Herzog Ludwig / und seiner Lieb. Leibs-Mannes-Lebens-Erben deshalb kein Freyderung nach Anspruch haben / in-oder außershalb Rechts! durch Uns selbst / noch andern von Unsern wegen zu keinerlei Was / und Wege! dann wir beyd Uns sammt und beider selcher aller Unsern jedem abgemelten Erbschaften / erblicher Gerechtigkeit / auch aller und jeder Freyderung und Anspruch! so wir vertheilten haben können oder möchten / gar und gänzlich verzeihen und begaben haben / verzeihen und begaben Uns auch selcher Erbfall u. erblicher Gerechtigkeit / sammt aller und jeder Freyderung und Anspruch! so Uns deshalb geblieben möcht / alles / was obachtet / mit Unsern rechem guten Wissen / dorgehabtem Nach / wissenschaft / überdall / erblich / erzwänglich / unviertertheillich / in der allerbesten Form / Sicherheit und Gewarung! wie dann ein aufrechter / rechtlicher / erblicher / ewiger / untheillicher und

unviertertheillicher Verzeig in allen Rechten / geistlichen und weltlichen / auch nach Landes Eitten und Gewohnheiten allerbeste Kraft / Macht und Bestand haben mag / machen auch herrlich Paß und Vertheil / obgleichtermalß nicht mehr zu führen in und mit Kraft dieser Driessig / und auf daß diese Unsere Erbung / Zustellung / Verzeig / Paß / Vertheil und alles das / was hierinn geschrieben steht / für allen Nachten / Verichten und Männiglichem / von Unser Erben und Nachkommen wegen unviertertheillich Kraft / Macht und Bestand habe! und stracks unviertertheillich darob bleibe. So haben wir beyd sammt und beider an eins erben geschworen Erbstat gelobet und Unser Ewig / solcher Erbung / Zustellung / Verzeig / und was hierinn geschrieben ist / stet / vest / wahr / unviertertheillich zu halten und demselbigen nachzuhalten / darob nimmer zu fern / zu thun / noch geschien geben werden! durch Uns selbst / oder jemand anders / heimlich oder öffentlich / mit oder ohne Bericht / grüßlichen oder weislichen / noch in andern Weg die jünste haben / finden / erwerben / oder erfinden thut / oder möchte / oder jezunb finden / erbaue oder erfinden werden / und beider solten und wollen wir Uns von dieser Erbung und Zustellung / Verzeig / Vertheil und Erb / und alles / was hierinn geschrieben ist / nimmermehr absolviren / noch Uns durch die Erbhand / un daß wir noch zur Zeit unter Unsern verzeig haben und unser fünff und zwanzig Jahren kan / oder feiner ander weis Ursachen / rekrutiren lassen / dazu solten und wollen wir auch / daß wir in solchem über den halben Theil des rechten Vertheil überführt / betrogen / hintergangen / gezwungen / gezwungen / Gelegenheit der Erbschaft nicht recht bericht gereisen / oder Unsern gebühlichen Antheil des natürlichen Nachmens untergraben / noch auch die Exception / Inzuch oder Auszug der Rechten die sagen / gemeine Verzeig sey unkräftig / es geht dann jeder ein gesondert / das anders geschrieben / dann in Wahrheit gehandelt / noch einig ander Freyheit und Vertheil! so den Jüngern unter ihren unvordrigen Jahren gegeben / und in Rechten zugelassen sein! deren wir / was sie auff ihn tragen! eigentlich bericht und unterweisen sollen / oder einig ander Was! Freyheit oder Freyhand! den was Gewaltsam / geistlicher oder weltlicher Driessig / Pfälzer / Ritters / Königen / oder ihrem Gewalt vertheilen / so sie Uns gleichwohl von andern erlangt / oder aus eigner Verzeig gegeben werden möchten / hiernieder nicht annehmen / befehlen / gebrauchen noch stürzen / dann wir der Uns / Unser Erben / Nachkommen / und männiglichem von Unsern wegen / des und alles anders Fürhand! so hiernieder geschehen möcht / bey den abgemelten Unsern Pfälzen und Gelläden verzeihen und begaben haben / begaben und begaben Uns auch des alles und jedes aus rechem Wissen / in und mit kraft die Driessig. Und ob darß Erbung / Zustellung / Verzeig und alles! was hierinn geschrieben steht / einigen Mangel hätten / oder hierinn erfinden werden / den wollen wir sie Uns! Unser Erben und Nachkommen! als stund er nie ausgebrachten Worten furum / erfüllen kan / und auff des ernehmen Unsern lieben Bruders Herzog Ludwig / Seiner Ed. Manns-Leibs-Lebens-Erben / bey Unser dorgehabtem Wissen und Gelläden / demselbigen allwegen erfüllen und erfüllen! allerdings ungeschlicht. Und des alles zu wahrer Vertheil haben wir beyd und Unser jeder beider sein eigen Hand unten an diesen Brief geschrieben / und zu wechser Beträgung aller obgeschriebener Ding Unser eigen Insignel auch zu End dieß Briefs thun heuten / der geben ist auffn Montag nach dem Sonntag Jubilate im fünfzehnhundert und zwanzigsten Jahr.

ANNO
1520.

QBr

ANNO
1520.

Wir Georg von Gottes Gnaden / Pfalz Graf
bey Rhein / Herzog in Bayern / und Graf zu Bel-
denburg / bekennen / daß diese Erhebung / Zustimmung / Ver-
zicht / Erblich / und was in diesem Briefe geschrie-
ben ist / als mit Unserm guten freyen Willen er-
gangen. In Urkund dieser Unser eigen Hand-
schrift.

Wir Ruprecht von Gottes Gnaden Pfalz-
Graf bey Rhein / Herzog in Bayern / und Graf zu Bel-
denburg / bekennen / daß diese Erhebung / Zustim-
mung / Verzicht / Erblich / und was in diesem Briefe
geschrieben steht / als mit Unserm guten / freyen
Willen ergangen und geschehen ist. In Urkund
dieser Unser eigen Handschrift.

Dieser Bericht Confirmation von seiten Herzogs
Bayern. [Elccta Juris Publici Curia pag.
140. LUNIG, *Loc. Cit.* pag. 650. d où l'on
a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Confirmation du Duc ROBERT.

Wir Ruprecht von Gottes Gnaden / Pfalzgraf
bey Rhein / Herzog in Bayern und Graf zu Bel-
denburg / bekennen und thun kund
offentlich mit diesem Briefe / für Uns / Unser Erben
und Nachkommen / Nachden wir Uns verrucker
Jahre sind und stund dem hochgebornen Fürsten /
Herren Ludwig / auch Pfalzgrafen bey Rhein /
Herzog in Bayern und Grafen zu Beldenburg / Unserm
freundlichen lieben Bruder seliger und löblicher
Gedächtnis / eines ewigen / erblichen und bestän-
digen Verzieht / wie der in Urkunden und nach Ge-
wöhnheit am besten und kräftigsten geschehen mag /
daß wir an seiner lieben Leiden / Leuten / Schül-
fern / Söhnen und allen andern wie das Mahnen
hat / oder künftig haben werden / allweil seine
Leib. noch im Leben / oder von sein / Leib. man-
lichen Leib-Lebens-Erben / ehlich geboren / verhan-
den sein werden / sein Verdrüß / Forderung /
Anspruch / Theil oder Gemein haben sollen oder
wollen / verzeihen. Und aber nach der Hand durch
Schuldung des Allmächtigen und aus Christlichem
Bewußten Uns in den Stand der Heiligen Ehr zu
begeben wollen. So haben wir nun / damit zwischen
Uns / Unserm Manns-Leib-Lebens-Erben und dem
hochgebornen Fürsten / Herren Wolfgang / Pfalz-
grafen bey Rhein / Herzogen in Bayern und Gra-
fen zu Beldenburg / Unserm freundlichen lieben Ver-
truen / im Fall / daß wir Uns verdrüßten werden /
keis / Truung / Land / Mißverstand und Zwistigkeit
einfallen möchten / mit zeitigen Rath / guter ver-
nünftiger Berathung / ohne gezwungen / ohne ge-
drungen / freyen / eigenen Willen zu freundlicher /
stimmlicher / mit weislicher Vernehmung ietzerhö-
rer ohne / Nichtigkeit / so sich vernünftlich vertragen
und begiben können / obermelteten Unser Verzieht /
welches Anfang steht: Von Gottes Gnaden / wir
Georg und Ruprecht / beyde Pfalz-Grafen bey
Rhein / Herzogen in Bayern / und Grafen zu Bel-
denburg / und sich am dato endet / der geben ist auf
Wonnach dem Sonnen Jubilate im fünfzig
hundert und zwanzigsten Jahr / in der allerhö-
chen Weis / Frey und Gerecht / so / daß verdrüß
gekommen / gestlicher und weltlicher geschriebenen Ur-
kunden / und endlich nach Erwählung dieser Fürsten-
thum / Land / und Gebiet begeben kan / soll oder
mag / in allen seinen Kriechen / Punkten / und be-
weck den Subalternen / Clavikeln / von Weet zu
Weet / so / sich gleich im Anfang / Mittel oder
Ende / times ausgenommen / so daß wir Uns ver-
zeihen / recht aldam / und dann als jetzt ratifi-

cirt / confirmirt / und bestätiget / ratificiren /
confirmiren und bestätigen auch solchen Urkunden
nicht nageren und hievon gehalten Verzieht /
wie vorstet / hiennt offensichtlich / ausdrücklich und
nachdrücklich in und mit Kräfte die Briefe / also /
daß Uns jeder Unser Verzieht / oder ange-
sehen eingelassener verzeihen Veränderung in allen
sach / Sachen und Fällen / nicht nachschaden / ge-
gen Hochge. Unser freunt. lieben Bruder frei /
und löb. Gedächtnis nachgelassenen männlichen
Leib-Erben / Unsern freundlichen lieben Ver-
truen und seiner Lieb manlichen Leib-Lebens-Erben /
obligiren / binden / verpflichten und einnehmen soll
ganz / gefällig / als ob wir denselben Unser hie-
vor geschriebenen Verzieht hätte / und anderwärts
erinnert und also dergleichen weitere Verzieht-Be-
stärkung über und von Uns geben hätten / und ge-
reden darauf der Unsern Fürstlichen Wieden / wä-
ren Worten und bey den Vätern / so Unsern
vergebenen Verzieht unterzeichnet / für Uns / Unsere
Erben und Nachkommen / daß wir Uns wiederum
Unsern Verzieht / freuntlich Weis / oder We-
ge / so / setzen gleich in-oder-ausserhalb Reichens / zu-
kommen / oder Uns dergleichen zu erlösen ge-
ben / können / nachsuchen sollen oder wollen / sol-
ches auch nicht durch andere oder Mittel-Personen
also zu geschehen verhoffen / oder verschaffen lassen /
einigerlei Maß / wie das Weisliche-Einn abtra-
gen möchten / alle Geheiß und Anzeig hiennt
ausgeschloffen / beyund hindangelegt. Daß also in
gewisser Verlegung auch Betrüffung aller verzei-
schriebener Dinge / so haben wir diese Unser gegen-
wärtige Ratification / Confirmation und Be-
stärkung Unser verzeihen und übergebenen Ver-
zieht mit Unser eigenem Hand unterschreiben / und
darauf mit Unsern angebotenen getrockneten Se-
cret besiegelt / Actum aufn Sonntag nach
Viri und Modest des Jahres / als man jetzt von
der Geburt Christi Unsern lieben Herrn fünfzehn-
hundert und im sieben und dreißigsten.

Ruprecht von Gottes Gnaden Pfalz-
Graf bey Rhein / Herzog in Bay-
ern / und Graf zu Beldenburg / die Unser
Handschrift.

CXXXVII.

Traité entre FRANÇOIS I. Roi de France, & 6. Juin
HENRI VIII. Roi d'Angleterre, pour le
payement de cent mille francs par an audit Roi
d'Angleterre, & pour l'entretenement de Paix en-
tre les Roiaumes d'Angleterre & de France. A
Genes le 6. Juin 1520. [FREDERIC LEO-
NARD, Tom. II. pag. 179.]

HENRICUS, Dei gratia Rex Anglie & Francie,
& Dominus Hibernie, universis & singulis ad
quorum notitias presentes Literae pervenerint, Salu-
tem. Cum inter Illustrissimos Anglie, & Francorum
Reges quidam Tractatus muralis conventus & congressus
de Data duodecimi die Martii ultimo preteriti, per
Reverendissimum Dominum Cardinalem Eboracensem,
de latere Legatum, fassionalis auctoritate ab utroque
dictorum Regum mandatum, conveniens & conclusus
fuerit, ne quid ex hujusmodi conventu & congressu ad
firmum Amicitium pro dictorum Regum conjunc-
tione requireretur, sed in solidior firmitate inter eos-
dem Amicit, benevolentie accresceret, inter quo-
rum pendendum assensibus necessitudo contracta est, didi
Reges ob dicti Matrimonii contemplationem, & ad
dictam corroborandam inter eosdem Pacem & Amici-
tium, modis & intervallis dicti Reverendissimi Domini
Cardinalis convenientes, concordantes, & conclusi-
rent, ac per prelatos conveniens, concordans, &
concludens articulum, prout sequitur.
Imprimis, conveniens, concordans, & conclusum
est, quod prelati Christianissimi Francorum Rex

ANNO
1520.

ANNO FRANCISCUS, Haeredesque & Successores sui, post ultimam terminum solutionis ejusdem millionis Coronarum auri in Literis Obligatorijs ejusdem Francorum Regis de Data octavi diei mensis Maii, Anno Domini 1510.

ANNO FRANCISCUS, Haeredesque & Successores sui, post ultimam terminum solutionis ejusdem millionis Coronarum auri in Literis Obligatorijs ejusdem Francorum Regis de Data octavi diei mensis Maii, Anno Domini 1510.

milliesimo quingentesimo decimo quinto specificati, & dicto Regi Angliæ certis terminis solvendi transactum, finem, & elapsum, singulis Annis, donec & quotiesque Illustrissimus Princeps Franciscus, Delphinus Francie, praefatus Christianissimus Francorum Regis primogenitus, cum Illustrissima Principe Domina Maria, praefata Filia Domini & Francie Regis Potentissimi nunc Filia unica & dilectissima, Matrimonium per verba de praesenti contraxerit, & in facie Ecclesiae solemniter iuxta vim, formam, torem, & effectum ejusdem Tractatus de Data quarti diei mensis Octobris, Anno Domini milliesimo quingentesimo decimo octavo desuper facti, conclusi & confirmati, solvent, seu solvi facient praefato Regi Angliæ, ejusque Deputato sive Deputatis, Summam eorum millium Francorum, quomodo Franco valente viginti Solidis Turonicis, in Coronis auri de Sole, boni auri, & jussu predicti, qui numerum Francorum facit numerum quingenta decorum millium francicarum & triginta Coronarum auri de Sole & singulis Solidorum Turonicum, loco, terminis, modoque & forma sequentibus, videlicet primo die mensis Maii dictam ultimam terminum proxime sequenti, in Oppido Calixta, in Coronis auri de Sole quingenta millia Francorum, unoquoque Franco valente viginti Solidis Turonicis, qui faciunt Summam viginti sex millium trecentarum & quindecim Coronarum auri de Sole & triginta Solidorum Turonicum, eadem quo dicta ultima & finalis solutio praedicti millionis primo die mensis Novembris proxime praecedenti expirare consuevit, & primo die mensis Novembris est tunc proxime sequenti, in eodem Oppido Calixta, similiter in praefato Coronis auri alia quingenta millia Francorum praedictorum, & primo die Maii est tunc proxime sequenti, pariter in dicto Oppido Calixta, in Coronis auri valoris praedicti alia quingenta millia Francorum, & sic de termino in terminum, & de anno in annum, donec & quotiesque dictum Matrimonium inter praefatos Serenissimos Principes Franciscum Delphinum Francie, & Dominam Mariam dicti Potentissimi Regis Angliæ filium unicam, modo & forma praemissa contractum & solemnizatum fuerit. Et eadem quo dicta ultima & finalis solutio praefati millionis Coronarum auri, primo die mensis Maii expirare consuevit, tunc dictas Francorum Rex, Haeredesque & Successores sui solvent, seu solvi facient praefato Regi Angliæ, ejusque Deputato sive Deputatis, primo die mensis Novembris est tunc proxime sequenti, in Oppido Calixta, in Coronis auri de Sole quingenta millia Francorum valoris praedicti, & primo die mensis Maii est tunc proxime sequenti, alia quingenta millia Francorum, & sic de termino in terminum, & de anno in annum, donec & quotiesque dictum Matrimonium inter praefatos Serenissimos Principes Franciscum Delphinum Francie, & Dominam Mariam dicti Potentissimi Angliæ Regis filium unicam, modo & forma praemissa contractum & solemnizatum fuerit. Et eadem quo dictum Matrimonium non fortiter effectum, cessante soluto praesentis praefata Promissionis, & Conventionis, salva tamen Obligatione praedicti millionis de Data praedicta, pro solutione Summarum, quae redit ex dicto milione restabant solvenda.

Item. Convenit, & concordatum est, quod eadem quo praefatus Matrimonium inter supra nominatos Serenissimos Principes, Franciscum Delphinum, & Dominam Mariam praefati Regis Angliæ filium unicam, in facie Ecclesiae, ut praefatur, fuerit solemnizatum, superdictis Christianissimus Francorum Rex, ejusque Haeredes & Successores solvent, seu solvi facient dicto Regi Angliæ, ejusque Deputato sive Deputatis, singulis annis, durante vita naturalis ejusdem Regis Angliæ, dictam Summam centum millium Francorum valoris praedicti in Coronis auri de Sole boni auri, & jussu predicti, loco, terminis, modoque & formis superius specificatis.

Item. Convenit, & concordatum est, & conclusum est, quod si dictum Matrimonium inter praefatos Serenissimos Principes, Franciscum Delphinum, & Mariam, realiter interitus effectum, & Rex Angliæ, dicta unica Filia Domina Maria relicta, sine liberis masculis decesserit, quod Deus avertat, ac eadem Serenissimus Princeps Maria in Regnum Angliæ tanquam Haeres successerit, atque ea ratione praefatus Illustrissimus Princeps Franciscus Delphinus, Jure dictae Dominae

Mariae uxoris suae, Rex Angliæ, & in possidendum ejusdem Regni fuerit, tunc praefatus Christianissimus Francorum Rex Franciscus, ejusque Haeredes & Successores, Haeredibus dicti Regis Angliæ de suo corpore legitime procreatis sive eorum Deputatis, perpetuis futuris temporibus solvent, seu solvi facient Summam centum millium Francorum valoris praedicti in Coronis auri de Sole boni auri, & jussu predicti, loco, terminis, modoque & forma superius specificatis & specificatis. Et quoties praefatus Angliæ Rex aliam, vel alias reliquerit Filias, nihilominus dicta solutio fiet dictae Dominae Mariae, durante vita sua, & post mortem ejus, Haeredibus de corpore suo legitime procreatis in perpetuum, loco, terminis, modoque & forma superius expressis & specificatis. Ad quas quidem solutiones omnes & singulas, in supra scriptis Articulis respeditive specificatae, loco, terminis, modoque, & formis in eisdem contentis, bonae, & fideliter faciendas, praefatus Christianissimus Francorum Rex per Literas suas Parentes manu sua subscriptas, & Magni sui Sigilli sigillatas, obligabit & Haeredes & Successores suos, Regna, Terras, Parias, & Domina sua quocumque, necnon Subditos suos, ac ejus & eorum bona ubique reperta, prout etiam pro praesentibus & obligabit.

Item. Quia inter Reges & Reges Angliæ & Scotiae, eorundemque Subditos, multa intervenerunt contentiones, controversiae, concordatum, & conclusum est quod, pro pacificatione dictarum controversiarum, dictis Francorum Rex omnia & singula agere & faciet, quae, salvo honore & juramento suis super rebus Scotiae praestitis, quovis modo agere aut facere poterit; super quo dicti Angliæ, & Francorum Reges per praesentes praesentibus se illare Arbitrio, Judicio, Londo, Decreto, & Arbitramento dicti Reverendissimi Domini Cardinalis de Lutetia Legati, & Illustrissime Domini Ducis de Anglesma, dicti Christianissimi Francorum Regis Mariæ carissimae, intra annum post Datum praesentium reddendo & faciendo.

Item. Convenit, & concordatum, & conclusum est, quod dicti Angliæ & Francorum Reges, & eorum uterque, stabunt Londo, Judicio, Arbitrio, sive Arbitramento eorundem Arbitratorum, & idem Arbitrium sive Arbitramentum, quantum eos aut eorum alterum concernit, inviolabiliter observabunt, & eidem abque omni dolo, fraude, aut malo ingenio, bona fide parcamus.

Item. Convenit, & concordatum, & conclusum est, quod per praesentem Tractatum, aut aliquem Articulum in eodem contentum, non censetur recessum ab aliquo alio Tractatu, seu Obligatione pro solutione alicujus pecuniarum Summae, seu alii Tractatus quibuscumque inter praefatos Angliæ, & Francorum Reges, ante Datum praesentium quovis modo factis & conclusis; sed quod omnes hujusmodi Tractatus & Obligationes in pleno robore permanerunt, & effectus.

Item. Convenit, & concordatum est, quod dicti Reges, & eorum uterque, ante octavo diei Datum praesentis Tractatus proxime sequentes, praesentem Tractatum manu sua subscriptis, & magnis suis Sigillis sigillatis, & eorum uterque, talis sacerdotis Dei Evangelium, juramentum corporale praestabunt, quod cum eodem Tractatu, ac omnia, & singula Capitula in eodem contenta, quantum eos, aut eorum alterum, concernent, aut quovis modo concernere poterunt, abque omni dolo, fraude, aut malo ingenio, bona fide, & inviolabiliter observabunt.

Quae super scripta omnia & singula nos Henricus, Rex Angliæ & Franciae atque dictus, bona fide, & in verbo Regio pro parte nostra, quantum nos tangunt, pro nobis, & Haeredibus nostris, non observaverimus promissimus, atque ad eadem nos obligamus.

In quorum omnium & singularum praemissorum fidem & Testimonium praesentibus Literis manu nostra subscriptis. Datum in Castro nostro de Greenwich sexto die mensis Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo, & Regni nostri duodecimo. Signa ut huc, HENRI.

CXXXVIII.

Vertrag zwischen Ihrer Fürstliche Gnaden 15. Jun. Herrn Bischoff zu Coßanz Eugen / und den Achte Alten Orden der Heiligen Eydgenossen / schaff / wegen des Apellatus / Tractatus und R r

ANNO
1520.

und hießen zu Kayser-Stuhl und Klingenanau / nach den darzu gehörigen Dörfern. Baden in Ergow den 15. des Monats Brachet / Anno 1520. Dieser Vertrag wurde sonst genannt der Landenbergische Spruch. [Pièce tirée d'une Information de Droit présentée à l'Empereur en 1516. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de Chrétienne Information des des Hoch-Stiftes Jurisdiction. bey dessen in der Schwäb. gelegeten Landtschaft. Aux Preuves. Chap. VIII. Num. VII.]

C'est-à-dire,

Accord entre HUGUES Evêque & Prince de Constance d'une part, & les Seigneurs des Hauts Anciens CANTONS HELVETIQUES d'autre part, touchant les Appels, les Infractions de Paix, & les Infractions de Peines, dans les Villes de Kayserstuhl, & Klingenanau, & dans les Lieux qui en dépendent. A Bade en Ergow le 15. Juin 1520. Cet Accord est appelé communément La Sentence de Landenberg.

Wir Nachkommen Hanne von Landenberg / von der Alten Kling / Vogt zu Gesslachen / und Craissamen Risch / genannt Walter von Wildegg / als Zugewigten des Hochwunden Fürsten und Herrn Herr Hugen / Bischoffs zu Costenz / Hases gnädigen Herren / dieser nachgeschriebten Sach / und wie Hans Zug des Raths zu Lucern / und Hans Werg des Raths zu Schwyz / als Zugewigten Haiser Herrn und Oben der acht Orten von Sten und Landen der Eidgenossenschaft / nämlich Zurich / Bern / Lucern / Uri / Schwyz / Unterwalden / Zug und Glarus / dieser nachgeschriebten Sach / thund hant allernemiglichsten mit diesem Brief / als sich dann etlich Vertrag erhebt hat / zwischen dem obgenannten Haisern gnädigen Herren von Costenz Anwalt vor uns / und am andern Theil Haiser Herrn und Oben von den acht Orten / bestehende / die Appellaten / die Friedbrecher mit den Worten und Ursag in dess genanten Haisers gnädigen Herrn von Costenz Haiden / und Haiser Herrn und Oben Hohen Berichten der beiden Stetten Kayser-Stuhl und Klingenanau / mit künne den Dörffern und Gerichten darzu gehörig / darumb wir dan nach Absprechung je beider Pstantz / so se gegen einander hand / zu Richtern in dieser Sach erwelt sign / und ihnen alhar gen Baten in Ergow / Rechte-Lag für uns angelegt ist / und so beiderseits also durch ihr Anwalt vor uns erschienen sind / istent dess bemelten Haisers gnädigen Herren von Costenz Anwalt vor uns den Bruch und das Recht an den vorgenannten Enden und Orten zu Kayser-Stuhl und Klingenanau / mit künne den Dörffern und Gerichten darzu gehörig / also darumben sign / was einer / einer Theil an denselben Berichten / und insonder in den Berichten vor den beiden Stetten Kayserstuhl und Klingenanau / beschworen werde / der ande se derselb jehen sein einen Vogt und Rath zu Kayserstuhl oder Klingenanau / und ob er dan an denselben Enden / auch beschworen vermalnt zu sin / der möchte se dann appellieren für den vorgenannten Haisern gnädigen Herren von Costenz / oder stat J. O. Hessemaister und Rath / und was sich dieselben darumb erkundend / be denselben solte es biden / und wir stat oder weiter zu appellieren haben. Zum andern / welcher dem andern an den vorgenannten Enden und Orten / sein einhebende ligende Güter anspricht / der muß jwer und jehen Pfand verstricken / ob er sin Anspruch mit Recht nit behaltet / der und die

siben müssen den vorgenannten Haisern gnädigen Herren von Costenz / und die jehen Pfand verstricken und verlieren. Zum dritten / welcher an dem andern in den obgenannten Dörfern und Enden der Steden beider mit dem Oben / der und dieselben haben dem vorgenannten Haisern gnädigen Herren von Costenz och jehen Pfand zu verschaffen gehen und streichen. Solich der vorgenunt Artikel / haben der künne Haiser gnädiger Herr von Costenz und Sauer Gnaden Stiff / bey den jweruntent Jaren / und langer dan Menschen Gedachtnis sign in ruhiger Gmüt und Bruch darbracht / und also ingenommen an mengliches widersprechen / dann jent be den sechs oder sieben Jahren / ungerichtlich / so heutz ein Vogt zu Baden sinen J. O. Vertrag getan. Dadurch es zu dieser Nachforschung kommen were / deshalb die Anwalt desselben Haisers gnädigen Herren von Costenz verhoffen / wir die Zugewigten widerent Haiser Herren der acht Orten Anwalt daran weisen / Haiser Herren von Costenz / und siner Gnaden Stiff bey irem Bruch und irem darumben biden lassen / und wo aber sinen J. O. das glich nit nachgelassen werden solt begreuen se von wegen Ir J. O. zu verheuen / alles das irer nit were / und das sin J. O. und stat J. O. Stiff solichen Bruch / wir Jar / und langer dann Menschen Gedachtnis sign / also sin Bruch und Nutzung gehet / und darbracht beider / und beidseitig einen darofft were der alles so inen nit würde sin. Daruff Haiser Herren und Oben der acht Orten Anwalt reden und antworten lesst / im Grund die Römgen / die Klag und Rech / von Haisers gnädigen Herren von Costenz Anwalt beidseits / was se mit Ir Inhaltung gehet / und weil verstanden / und tuge nit weit die widerumb zu ceuteren / und sig Ir Antwort aff den ersten Artikel dess appellirent hat. Es möchte sin / das sin J. O. und die Gnaden Stiff solliche etwas Jaren / also in Bruch gehet habe / dieret / wir die hohen Gericht zu Kayserstuhl und Klingenanau / mit künne den Dörffern und Gerichten darzu gehörig / iren Herren den acht Orten jagehören / deshalb se vermalnt / Welcher an den vorgenunt Gerichten / und sonder vor den hohen Stetten / einer Theil beschworen würde / das der und dieselbe die dess ersten se einen Vogt und Rath gen Kayserstuhl oder Klingenanau jehen nit / und ob er an denselben End och vermalnte beschworen zu sin / der und dieselben machend das die appellieren für Haiser Herren der acht Orte gemeiner Eidgenossenschaft / als die Oberst Herrschafft / und denen die hohen Gerichte jagehören / dann se allernemichen in einer lichen Eidgenossenschaft also der Bruch were. Was von dess Haisers und des Bruch-Bruchs mit Worten Haiser gnädiger Herr von Costenz von stat J. O. Haidern Berichten wegen / nit hege zu bidden haben dann bis an neun Pfund / und aber derselb Haiser gnädiger Herr von Costenz / von denselben se solliche übersehen und nit halten / jehen Pfand zu Buß neue / deshalb se verhoffen / das solich Was sin und Stossen Haiser Herren und Oben den acht Orten / als der Oberst Herrschafft / und von der hohen Gerichten wegen jagehören / und verfolgen solten / deshalb se gemalnt / wir die Zugewigten widerent mit Haisers gnädigen Herren von Costenz Anwalt verschaffen und daran sin Ir Verderung halt gülich abzuslan / und beidseitig inen weiter vor / was inen Nit würde sin. Was als wir die vorgemelten vier Zugewigten die hoch obgenunt Vorhagen weiter und gangsamlich gegen und wider einander gehet und verstanden / se haben wir beider obgenunt verhoffen Anwalt angeseuen und gegeben / das zu verweuen mit zu begehren

ANNO
1520.

ANNO
1520.

bin / etlich Mittel und Weg zu beschaffen / damit
 dieser Spas mit Handel in der liebe und freuntlich-
 keit hungien nicht werden / und wie des rechtlich-
 en Spruch entleiden libet / und also wie des an
 beiden abgemanten Partighen Anwillen Volg erfun-
 den / mit dorein genwilligt / und Uns selbich ver-
 ermet und hermeigelt haben / also das wir dorein in
 der freuntlichkeit und liebe sprechen / und die Sach
 zulegen / das so bald liben / und mit tumbern tun
 wollen noch geßellen / gesellen noch verlegen ge-
 sen werden / in dorein wils. Also / und nach selich-
 en Affschick / so haben wir die Vertrag / das Her-
 der zu Baden / und was nachdorein gereicht ist
 sie Uns genommen / und nach allem erwegen herin-
 der freuntlichkeit und liebe gesprochen / und spre-
 chent / wir das hernach von einem Artikel zum an-
 deren begreifen und geschrieben ist. Namlich des
 ersten den des appellirend und Ziehens wegen /
 das stichs schein gebreuch soll werden / wie das
 der Artikel im Vertrag der Gemainschaft im Zug-
 gehe halb das innhalt und nemet. Der ist von
 Wert zu Wert also: Als Unser gnedigster Herr von
 Costenz vermeret / welcher in stuer J. G. Verich-
 ten in der Landgraffschafft Thurgow gelegen / sigen
 sigen / und mit einer Anteil beschwert word / das be-
 sondig allein für sine J. G. appelliren / und in
 beschloffen also: Welche stuer J. G. mit Eigenschaft
 verwaide und zugewiden sind / und die hundertstheil
 so in stuer Gnaden Unsere Gerichten sigen / wann
 die in stuer Gnaden Gerichten / Dorein / und einer
 oder mer wie Anteil beschwert worden / der ober
 selbstem obget die Anteil appelliren für Unsern
 gnedigen Herren von Costenz / oder sin J. G. Nät /
 und was von sinen J. G. oder der Nätur gespro-
 chen wirt / das soll es liben / wenn oder jamaaz
 fremde / die halb fast sinen / Unsere Gerichten ge-
 sessen / zu rechten heiten / und das gegen einander
 beschietet / worin das wirt / ob die dem Fremden
 ein Anteil in stuer Gnaden Gerichten erzieget /
 damit er beschwert werden / so möchte er die appelli-
 ren für Unsern gnedigen Herren von Costenz / oder
 stuer Gnaden Nät / oder so einer daffinst mit Anteil
 och vermeret beschwert zu sin / so möchte er die ap-
 pelliren für Unser Herren und Obren gemein Ein-
 gessen der acht Ditten / Item zum andern / des
 Frides halb / haben wir abgetret und beschloffen /
 das Unser gnedigster Herr von Costenz und gemein
 Eingegessen / oder J. beider Umbreit und Bzgr
 einen Friden zu gebieten haben sollen / in der
 Gestalt also / wenn Jz gebreut / oder mit der Frid
 genommen / und der mit Worten oder dergleichen
 verlegen wirt / so soll ein Land-Dog zu Baden /
 und stuer J. G. Dög an der erghemisten Eiden und
 Ditten / denselben mit ein andern und abgeben
 Pfund / namlich der Werbung und Wung an beider
 Ditten besticht / und auch den beiden Stueren
 Keyserlich und Klingnew / an die Achtung aus-
 streichet / das Dög sin soll / straffen / den Stücher
 Dög J. G. der halb Theil zugewiden soll /
 und Uns Eingegessen der vertz halb Theil / und
 mit gebungen / so sollend werden J. G. Bzgr / nach
 ein Land-Dog zu Baden triner hinter den andern
 nicht verdingen / nach kenzan lassen / aber so der
 Friden mit den Worten libergangen wirt / so soll
 derhalb Ceraff allein Unsern Herren und Obren /
 den acht Ditten zugewiden und pflan / wie von Al-
 ter her / Item was weissen / ist Unser Spruch von
 des Herfagen wegen / das nun binfür Unser gnädigster
 Herr den Costenz den soll und mag innemen / wie
 von Alter her sin J. G. das in Pfung und Er-
 breuch gehebt hat / an Jernung und Jantag Unser
 Herren der Erdengessen. Item dorein / so sigen und
 erden wir / welcher zu hinfür an den abgemanten
 Ditten und Eiden zu Keyserlich und Klingnew

oder der Gerichten / so dazu gehörend / der Rät
 oder offenen Gericht sucht / daß ewig schlicht / daß
 der und dieselben freudlich angenommen / und mit den
 beiden gelassen werden / er habe dann unser Teils-
 schen geben für zehntig Gulden / die in Straß
 und Busz sin soll / so were dann / daß einer so un-
 möglich überlebe / den möcht unser Herren beider
 tepten Nütze straffen / je nach Gehalt sin Hantel /
 nach Busz und Gett auch gleichlich gewis so
 werden / wie verschä / und sollen auch keiner teils
 Nütze und Anspant keiner hinder dem andern nütze
 verdrängen / noch nachlassen / Item zum sinften /
 als dan etlich an den obengeten Enden zum viden
 wahl die Anspant schändlich hantelt / haben wir
 beschlossen und gerichtet / wenn einem Anspanten mit
 einem / er figt / wor er wolle / etwas zu erben / und
 zu panden habe / so sin Anspant beider und anters /
 und dann beiseitig den Anspanten an etlich Verdrän-
 gen sich / hiewe oder schlage / der soll auch und
 jeden Gulden gestraft und geblut werden / und schli-
 che Busz auch getret und gehalten werden / in glei-
 cher Gehalt / wor neist dabu geschriben Rät / und
 sich darin unsern gütigen Herren den Teshen an
 unser Gnaden wideren Gerichten / und unsern gütigen
 Herrn und Obern den acht Ruten / an iren
 Dörren Gerichten und Wäldschern / auch dem Vertrag
 so verlaßt der von Wobenberg gemacht hat /
 zuwichtigen. Zum ersten von der Zernung wegen /
 so unser gnädiger Herr von Teshen vermisst / und
 sine J. W. Anrede angegeben haben / so Ihre
 begreut den einen Land-Vogt zu Thurnau / mit
 Namen der Appellaten in sine J. W. wider-
 und ledern Gerichten / auch des Jagens und Wäldschens
 halb / und des Hef-Beuthe halb / wenn der begreut
 mit Worten / also daß einer den andern wech-
 seln / schicket noch nicht. Da si Ihre Beschlußig
 das dem Vertrag / so wissent sinen J. W. und ge-
 meinen Eydtgenossen verfiget / offentlich si / solle
 beleyt und nachkommen werden / wie derselb Vertrag
 das uterst und inhalt / und zum fribden sinen
 auch hienit sich Epten und Zernungen gleich
 und freuntlich berichte / betragen / und entschaiden
 heißen und sin / auch trin Teshen den andern an den
 Enden beßalt sinet und weiter nit wech ersuchen /
 sondern bei diesem Vertrag und freuntlichem
 Spruch sin sinen an allen Anzag und Wider-
 derer kliden / Gefrid und Arglist harmen vermisst-
 und des alles zu weeren Anstund / so haben wir
 obengeten die vier Zehntigen Anspant irer sinen
 Zusage öffentlich geschaid an diese Weichen von
 gleich / und jeden Teil einen geben / doch Ansp
 unsern Erben unentdrücklich geben si uff Samstagh
 nach der fünfzehen Tag des Monats December / als
 man palz nach Ceitrus Wehrt Anges Herren fünf-
 zehenhundert / und zwanzig Tage.

ANNO
1510.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

CXXXIX.

Revers Wilhelms Landgraffen zu Hessen/ 9. Juli.
Inweicht Er über die mit dem Reich Churfür-
sten/ und Jekani/ auch Herzog und Heinnich
Herrnsten zu Sachsen erneuete Erb-Verab-
redung/ und darauf von denen Ständen gethane
Erb-Eultigung/ sich vertheilt/ das/ wann die
abgemelte Churfürst- und Herzogen von Lohes-
wegen ohne Wäldlichen Erben abgiengen/ und
ihr Land und Eiert/ wegen solcher Erb-Eultig-
ung an ihn verfallen/ Er sie bei allen ihren
Freiheiten und Rechten erhalten solle. Oben
zu Esel/ Montags nach Kyliani 1520. [L. v.
205] Telesch's Reichs- Archiv. Part. Spec.
Abtheil. IV. Abth. II. pag. 159.]

民工

Cell.

ANNO
1520.

C'est-à-dire,

Revers de PHILIPPE Landgrave de Hesse, sur la Confraternité Heréditaire renouvelée par lui avec FREDERIC Electeur de Saxe, & avec les Ducs JEAN & GEORGE, & HENRI, & sur laquelle assis les Etats du Pais ont fait leur Hommage, portant que si en vertu de la dite Confraternité Heréditaire, & par manquement de Postérité Masculine dans la Maison de Saxe, les Etats de ladite Maison lui avoient, il les confervera & maintiendra dans tous leurs anciens Droits & Privilèges. Donné à Cassel le Lundi après la Fête de St. Kyles 1520.

Wir Philips von Gottes Gnaden! laich-Graff zu Hessen! Graue zu Cakeneibogen! zu Diep! zu Hegenheim und zu Nidder! u. Nachdem in vorgenitz die Hochgebornen Fürsten! Unser Vordere Eltern! Eltern und Vettern! die Land-Graven zu Hessen! mit den Herzogen Sachsen! Land-Graven zu Döringen und Marggrafen zu Meissen! üblicher Gedächtnus! Ihrer Länden und Leuten durch Römisch Kayserslich Bewilligung sich verbunden und zusammen gesetzt haben! auch in solcher Verbindunge also den mit inrinander bestimmet und nachfolgend die Hochgebornen Fürsten! Herr Friedrich! des Hl. Römischen Reichs Erz-Marschall und Churfürst! Herr Johann und Herr Albrecht! üblicher Gedächtnus! alle Herzogen zu Sachsen! Land-Graven in Döringen! und Marggrafen zu Meissen! an einem! und Herr Wilhelm der Ertz! Herr Wilhelm der Mutter! und Herr Wilhelm der Jünger! Land-Graven zu Hesse! Graue zu Cakeneibogen u. üblicher Gedächtnus! an andern Teill! solche alt Erb-Verbindunge wiederum erneuet! und dann derselben Unser Vordere Eltern und Eltern Nachfolger! Wir am jüngsten in Gleichmuss mit eigenem Liden lieben Öhmen! Herren Friedrichen! Churfürsten! Herrn Johansen! auch Herren Georgen! und Herrn Heimichen! Herzogen zu Sachsen! Land-Graven in Döringen! und Marggrafen zu Meissen! jämlich dem Allmächtigen GOTT zu lob und Ehr! Uns Unser aller Fürstenthumben Lande und Leuten zu Friede! Einigkeit! Ruh und Wohlthat! dieselb Unser alte herbrachte übliche Erb-Verbindunge wiederum mit einander freundlich erneuet! angenommen! bewilligt! vertheilt! versigelt! und mit Hand in Hand einander dem andern gelobet! lauch der Brieff darüber zu etlichen malen gegen einander gegeben und unterschrieben. Darauf Ihre Liebden Uns und Unser Mann-Weib-Erben! von allen und jählichen Ihren Erben! Herren! Ritterknechten! Ampelknechten! Mannen und Stetten! aller Ihrer Fürstenthumb! Lande! Genßschafft und Herrschafft! ein neue Erb-Erbuldigung! dergleichen wir widerum denselben Unsern Öhmen und Ihren Mann-Weib-Erben! von allen und jählichen Unsern Genßschafft! Herren! Ritterknechten! Ampelknechten! Mannen und Stetten! auch ein neue Erb-Erbuldigung geben haben lassen! als sich gehet. Demnach bekennen Wir öffentlich an diesem Brieffe vor Uns und Unser Erben! und thun Recht allerdinglich! das Wir Uns gegen denselben Unser Öhmen von Sachsen! Grauen! Herrn! Ritterknechten! Ampelknechten! Mannen und Stetten! in was Lande die sie gelitten und gegeben sint! recht und rechtlich verschreiben haben! und verschreiben grawwertlich in kraft des Brieffe! also ob gesagt! das die vorgenannten Unser Öhmen von Sachsen! ober Ihre Mann-Weib-Erben! von allen und jählichen Ihren Genßschafft und Herrschafft! von solcher Erb-Erbuldigung wegen an Uns keinen und geschick!

das GOTT der Allmächtige lange erhalte! das Wir sie dan alle und jählichen besondern! sie stetig geliebt oder rechtlich! und alle die Tren bey allen Nachkommen! Eren! Wärdens! Freyheiten und alldem Besonderen! also sie bey denselben Unsern lieben Öhmen von Sachsen! Ihren Mann und Fürstlichen seliger Gedächtnus gehabt und hergebracht haben! sollen und wollen bleiben lassen! an aller Ewreide.

Was Ihre auch dieselben Unser lieben Öhmen von Sachsen Brieff gegeben! oder in Kauf! oder in Pfand! wech verkauft oder versetzt haben! oder verkauft! kauftlicher! rechtlicher! Schulte schuldig stunden werden! das sollen und wollen Wir Ihre gewlich halten! unterschreiben und begahen! und wo sie vor denselben Unsern lieben Öhmen sich gelien und Ewreide werden! oder sich vor sie beschreiben! verze! oder gelien haben! das Wir und Unser Erben! Sie und Ihre Erben! das glich an Ihren Erben bezeugen sollen und wollen! an alldem Intzug! Recht! und Ewreide. Was Ihre auch die frühe Unser liebe Öhmen! gesungen! leben! Freyheit und Gnade! oder Ihre Ewreide Lebenswürdig gemacht! und sie bezeugen! das Wir Ihre selich! leben! Freyheit und Gnade an selichen! leben! geben! auch halten! doch also! das ein jählicher dem Leben! nicht folgen! sein! als gewöhnlich ist! aus Ewreide. Das alle diese vorgenannten! Ertz! Ertz! und Albrecht! des Brieffe! von Uns und Unser Erben! seit und unterzeichnet! gehalten! werden! das zu Urkund haben Wir Unser Insigne! an diesem Brieffe! thun! den! der geben ist in Unser Stadt! Cassel! Montag nach Kilians! Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo.

CXL.

Testament de PHILIPPE de Gueldres Reine 23. Oct. de Sicile, Duchesse de Lorraine & de Bar, de 23. Octobre 1520. [BALICOURT, Trinité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Genèse de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. CCXXIV.]

On nom de la glorieuse & sainte Trinité, Père & Fils & S. Esprit, en tout mes bien Dieu en essence & en trois Personnes, Amen.

NOUS PHILIPPE de Gueldres, par la grace de Dieu Royne de Hierusalem & de Sicile, Duchesse de Lorraine & de Bar, etc. à présent rendue Religieuse au Couvent des Sœurs de Madame Sainte Claire de Pont-à-Mousson, étant encores en l'an de notre probation, à tous présents & advenir, Salut. Sçavoir faisons, que nous considérant & réduisant en mémoire que toutes choses créées en ce Monde ont à prendre fin, & que par la Loy Divine & de Nature il est établi à tous humains de payer, soit tost ou tard le tribut de la mort, & qu'il n'y a rien plus certain que cela, ne moins connu que l'heure quant ce sera. À cette cause étant la Dieu mercy, sans d'entendement & en bonne conscience de notre part, desirant disposer des biens que Dieu nous a donnés & porter en ce mortel Monde, & afin que prévenu de mort ne dérochons de ce Monde inutilement, nous bien servir, & certains de notre fait, avons fait & ordonné, faisons & ordonnons par toutes les meilleures voyes, formes & manières que plus pouvons & devons, notre Testament & Ordonnance au dernière voulenté, comme s'ensuit.

Premier, pour ce qu'il a plu notre Créateur, de sa grande bonté, clémence & miséricorde, nous avoir appelé à la Sainte Voy Catholique, regner de Saint Sacrement de Baptême, dont fin fait nous fin à toujours loué & remercié, proutions expressément d'en maintenir & pour l'advenir à tousjours-mais, vouloir persister & demeurer en icelle Voy Catholique, sans en jamais devier de quelque chose; & si par aucun accident de maladie, ou autrement, même par la tentation du Diable, qui ne quiet fort la per-

ANNO
1520.

ANNO 1520. perdition des ames, nous travaillions en aucun déniement de la Sainte Foy Catholique, que ce ne fers de notre vouloir ou contentement, & rendons à Dieu notre propre ame, quant son plaisir sera qu'elle parte de notre corps, luy fuyant que luy plaist le recevoir comme fa propre creature en son Saint Royaume de Paradis, maismes en vertu & par le merite de la douloureux mort & passion de son benoist Fils nostre Redempteur Jesus-Christ, & par l'effusion de son precieus Sang; priant à la tres sacrée & tres glorieuse Mere, nostre bonne Maistresse, qu'elle soy en ce nostre Advocate & Intercesseur; Monsieur Saint Michel, Prince de la Chevalerie celestielle; & au glorieux Saint François mon Pere & Patron, & à la benoiste Sainte Claire ma Mere & Foydresse, auxquels avons nostre perselle fiance & singuliere devotion, & à toute la Genarchie Angelique, qui la veille preserver & defendre de la main de l'ennemi de humaine generacion, & la preserver devant Dieu en perpetuelle salvation. Item, & voulons nostre corps, viandre aux vers, estre enterié sur cyneleine dudit Couvent. Item, voulons & ordonnons nos debtes estre payées, qui seront congneues & prouvées suffisamment, & entre autres, pour ce que nous nous fussions duez tenus à nostre Fils de Verdun de la Somme de neuf mille florins de Rin, valant deux francs piece, monnoye de Barrois, que nous debtoirames incontinent après le trépas de feu Monseigneur & Epoux, que Dieu pardonne, pour payer ces Baltes & Vancant de l'Evesché de Verdun, de laquelle Somme avons esté depuis remboursée sur le revenu dudit Evesché, appartenant à nostre Fils; un moyen de quoy nous fensions tenues à luy, & craignant de nostre conscience qu'elle n'en fust chargée, voulons & ordonnons qu'il en soit restitué & remboursé des deniers qui nous font due de nostre Mariage par Monsieur notre Frere le Duc de Gueldres, luy priant pour nostre acquit & décharge de conscience, le vouloir payer ou faire payer la somme dessusdite; & en ce faisant, voulons nostre Frere estre tenu espié de ladite Somme de neuf mille florins par nos heritiers, sur & en rabatus de nostre Mariage. Outre plus, voulons & ordonnons les services qu'avons accoustumé faire dire en nostre Eglise Saint Maix à Bar, comme Vigile chacun Dimanche, & Lundi en suivant Meisse de Requiem avec les Recommandailles, & chacun Vendredi la Meisse de la Passion de Notre Seigneur à voies & chœur, & quelle se fe de cinq fois l'année en l'Eglise de Madame Sainte Claire dudit Bar, en l'honneur des cinq Playes de Notre Seigneur, & que le Vigile du S. Sacrement soient tousjours habillés par chacun un cinq poies entiers chanzes en ladite Eglise Saint Maix, de rouge ou de violet, pour dire durant les Oïvres, comme ils ont accoustumé après Marins, après le grant Meisse, & après Vêpres: *O salutaris Hostia, avec ung de Profundis & Fideium*, à genoulx devant le precieus Corps de Notre Seigneur, tenant chacun d'eux une torche en leurs mains, ou seront nos Armes & la Cordelière à l'entour; & d'avantage y aura cinq cierges brillans nuit & jour, durant les Oïvres, devant le precieus Corps de Notre Seigneur; & aussi, que après nostre Profession, les Doyen & Chapitre de ladite Eglise Saint Maix, soient tenus de fournir avec les choses dessusdites, treze torches chacune d'une livre, ou seront nos Armes & la Cordelière, pour accompagner le precieus Corps de notre Seigneur à la Profession que ce fut le jour du S. Sacrement depuis nostre Eglise S. Maix jusques à Notre Dame; & seront portées cesdites torches par treze pourceux enfans, à chacun desquels enfans ledits de Chapitre seront tenus bailler cinq fois d'automne à l'honneur des cinq Playes de notre Seigneur, & aussi seront tenus les dessusdits de jour devant le precieus Corps de notre Seigneur, depuis le Jedy Saint, qu'il sera mis en reposiciole, jusques à lendemain le service fait, & au chandelier seront mises nos Armes, & le tout pour le salut & remede des ames dudit feu Roy nostre tres chier Seigneur & Epoux, & de tous & de nos Progenitures & Successeurs; pour tous lesquelles choses dessusdites faire, fournir, accomplir, & continuer à tousjours-mais par ledits Doyen & Chapitre en la maniere que dessus, nous leur avons donné, legé & ordonné, donnons, leguons & ordonnons par ce present nostre Testament la Somme de deux cens soixante & dix livres Tournois, à prendre chacun an sur les quinze cens livres Tournois de Rente que nous avons rachetés du Seigneur des Gardes par la Comté d'Aubuxell; laquelle Somme de deux cens soixante & dix livres nostre fils le

Comte dudit Aubuxell, auquel avons donné & donné le surplus de ladite Rente, pourra retirer ledits deux cens soixante & dix livres, en baillant autant de Rente à lever en Argent pour acheter icelle Rente, à quoy faire les dits de Chapitre seront contraincts d'employer ledit Argent en acquit de Rente pour fournir ausdits Services, & de ce bailleront Lettres obligatoires pour mettre en notre Chambre des Comptes à Bar. Encores voulons & ordonnons que les dessusdits de nostre Eglise Saint Maix, incontinent après nostre dite Profession, dient & celebrent chacun mois de l'an, au commencement de chacun mois bicaill après un Service de Vigile le soir, & une haute Meisse de Requiem le Lundi, avec les Recommandailles; & pour ce faire leur donnons & leguons la Somme de treize francs monnoye de Barrois, à prendre & percevoir par chacun an sur notre part & portion de la Terre de l'Escluse, tant sur le revenu des deniers, que des vins, bleds & avoïnes, en cas que ledits deniers n'y pourroient fournir. Laquelle portion nous appartient ad cause de l'acquest que feu nostre Seigneur & Epoux a fait du quart de ladite Terre & Seigneurie de Pierfite, consistant le Mariage de luy & de nous; pour lesquels Services faire & accomplir, ledits de Chapitre en bailleront Lettres Obligatoires, comme dessus. Item, & pour ce que nous avons en quelque bien de feu Adam, que nous avons eue en nostre Service, & que desirons bien faire certains biens pour son ame à la décharge de nostre Conscience, avons donné & assigné, donnons & assignons au Doyen & Chapitre de St. Pierre de Bar, le Somme de treize francs monnoye de Barrois, de Rente annuelle; à prendre chacun an sur une certaine portion de Rente & Revenu dudit Pierfite, tant en deniers, bleds, vins, avoïnes, & autres choses à nous appartenantes, pour par ledits de Chapitre faire dire & celebrier par chacune semaine perpetuellement quatre Meisses de Requiem, réservé qu'un échec à l'Escluse, que se diront du jour dessusdits Lundi, Mercredi, Vendredi & Samedi, pour le salut & remede de l'ame dudit Adam, après lesquelles Meisses fe dira ung *De profundis & Fideium*, & par condition que nostre Fils le Duc de Lorraine & de Bar, auquel avons donné & donnons le surplus de nostre dit acquest de Pierfite, pourra retirer ledites deux Rentes de treize francs chacune an, en baillant & assignant entant de Rente, ou bailler Argent pour en acquiescer entant de Chapitre, au moyen de quoy ils puissent continuer lesdits Services, & de ce se soient obligentz ledits de Chapitre, & bailleront Lettres comme devant est dit. Et semblablement avons donné & donnons à nostre Fils le Duc de Lorraine telle part & portion que avons en la Terre & Seigneurie de Rumbercourt sur nous, à charge toutes voyes du douz qu'avons fait à Barbe de la Tour sa vie seulement. Item, voulons & ordonnons que nos Officiers & Serveurs auxquels nous avons baillé Offices, Capitaineries, Galges, Penfions, & autres benefices auxquels ils seront trovés aux jours de nostre dite Profession, demorent & leur entier, & ainsi le prions à nos enfans & à chacun d'eux, en l'honneur de la Passion de Notre Seigneur Jesus-Christ, & de nous leur pourre Mere, & à celle nostre demie Requête, ainsi le vouloir faire & offrir. Item, voulons & ordonnons que par nostre Rente d'Animalle la Penfion de vingt-cinq Livres Paris, que nous avons donné & assigné chacun an pour le vivre & entretènement de Sœur Yolande de Calabre, Religieuse du Couvent de Sainte Marthe les Paris, luy soient continuellement & priés d'entretenir sa vie durant. Item, touchant nos biens meubles, voulons & ordonnons qu'ils soient départis à nos enfans comme s'en suit. Premièrement nostre dit fils le Duc de Lorraine & de Bar, y aura pour sa part de nostre cassette d'Argent doré, quatre pons d'orez, six tasses dorées, avec le couvercle, deux bassins dorés, ung drageoir doré, & deux flambeaux d'Or, & nos tapiseries; aura sa Chambre en Chateau de Bar tendue d'une tenné de Serein cramoisi à nos Armes & à chardons & chardons de broderie, avec le Pavillon de même sur la couchette, ung lit de champ de drap d'Or frisé, & les biaux du lit agencés, les trois rideaux de Taffetas jaunes, une couverture de Taffetas cramoisi, & sur la couchette une couverture de Taffetas jaune, & sur le buffet sera mis le pavement de velours cramoisi, & de Drap d'Or noir frisé, avec nos Lettres dessus le velours cramoisi, nous Tapis velus par terre au tour du lit de champ, & ung devant la couchette; & l'entour dudit lit de champ, un pavement de Drap d'Or bleu. Et en la Chambre d'Or, sera une tente de damas blanc & cramoisi, un lit

ANNO
1520.

de champ à bande de Sain cramoi & de notre ouvrage, & dessus une coute-poince de Taffetas cramoi, & les ridens de Taffetas blanc & cramoi; & à l'entour dudit liti le metra encorres un pavement de Sain cramoi & de Drap d'or noir, à l'entour dudit lit quatre Tappis velus par terre; dessus le Buffet un tapis de Soye fait de notre main; en la peise Salle la Tapiserie des Égyptiens, & un grand Tappis velus dessus le Buffet, avec oug decoret dessus la cheminée à bande de velour cramoi, & nos ouvrages. A la grande Salle après ensuivant, la Tapiserie de Trazon, & un grand Tappis dessus le Buffet; & en la garde-robe de notredit Fils une Tente de Tapiserie de Laine à bande rouge & jaune, ung Tappis velus sur la Table, & ung sur le Buffet. Item, notre Fils le Cardinal aura pour sa part quatre grand Pots d'Argent non dorés, une azyerre couverte, demy douzaine de tasses mentellées à bours & pieds dorés, & un petit pot servant en Chaire. Notre Fils de Verdun pour sa part aura quinze grands pots d'Argent non dorés, une azyerre couverte, demy douzaine de Tasses mentellées à bours & pieds dorés, & un petit Pot servant en Chaire. Notre Fils François aura pour sa part deux facons, une douzaine tasses Porcelaine, une azyerre, quatre petits Chandeliers servant en Chaire, & une coupe d'Argent couverte. Et notre Fils de Guyse aura pour sa part quatre Pots d'Argent dorés, six tasses dorées, une couverte, une azyerre dorée, ung drageoir doré, une naye dorée, les deux grands fismbeaux d'Argent à mettre torches; & pour ce qu'il a Femme & enfans, jeune mesuagier, & leur maison mal fournie & mal meublée de toutes choses, nous luy donnons tout le reste & surplus de nos biens meubles, tant en vassie d'Argent, d'échangeconnerie, de cuisine, de builerie, de radrie & pannerie, de laines, de cuivre & de fer; & pareillement luy donnons tout le reste de nos meubles & Tapisseries, tant de Laine, comme de Drap, de Soye, accouffement de liti de champ, pavillions, carreaux, chapeaux, tabourets, tant de Soye, de Drap d'Or, que de Laine, tous les tapis velus & reus de nos ouvrages, & toutes les coute-poinces tant de Taffetas que de Laine, avec les mentes, & aussi tous nos linges tant de Tables, comme servant en chambre, & trois couvertes d'Armures. Touscels nous entendons que les Chambres du Chateau de Bar demeurent fournies de lits de plumes, & de couvertes de verdure; & pareillement donnons à notredit Fils de Goise tous les acquels qu'aront faits, tant à Maine la Juher, Sablé, la Ferté, Bernaie, Joinville & Clarou, Aubesrou, Remigny, Marigny, Agné, Vaucelle, & Elboeuf. Item, ellions, créons & dépoitons pour nos Exceuteurs de ce present notre Testament en dernière volente, notredit tres chier & tres aimé Fils aint Antoine Duc de Loeraine & de Bar, & nos tres chiers & feusit Conseillers Reverend Pere en Dieu Evêque de Crispollis, Maître Louis Merlin Président de notre Chambre des Comptes à Bar, & Hardy Tilton grand Maître d'Hôtel de notredit Fils, ex main dequels nous laissons & mettons tous nos biens meubles & immeubles, presents & advenir, pour faire & accomplir tout le contenu en ceit nostre Testament, & le mettre à exécution entiere; lequel notredit Testament & Ordonnance en dernière volente soit valable, & qu'il soitie son plein effet, & que s'il se vault pour Testament solennel, il soit valable & d'entiere effice, comme Testament ou pure & simple Ordonnance, Codicille, ou Donation ad cause de mort; en renonçant tous autres Testaments que par cy devant posicions avoit fait; procédant néanmoins de pouvoir adjoûter ou diminuer, & changer le contenu cy-dessus, & en faire un tout nouvel toutes & quantes fois qu'il nous plaira, ou bon nous semblera, soit par Codicille ou autrement, jusques au jour de notre redie Prefection. En témoin de toutes & chascunes les choses dessusdites, nous avons signé de notre main, & fait figuer de l'un de nos Secrétares ceit Testament, & iceluy fait & pendre notre grand Seel armoyé de nos Armes; que fut fait à Pont-à-Mousson sedit Coivent de Sainte Claire, le vingtième jour d'Octobre l'an mil cinq cens & vingt. Et pour plus grandes approbations, avons prié & requis sedit Reverend Pere en Dieu l'Evêque de Crispollis, Souffragant de l'Evêché de Toul, vœuxie mettre son Seel à ce present Testament avec le nostre. Et nous Evêque dessusdit, à la prière & Requête de tres hautes & Excellentes Princesse, Testamenter, avec le Seel de ladite Dame, avons fait mettre & appesdre notre Seel à ce

present Testament, pour plus grandes approbations, corroborations, & vigueurs d'iceluy. *Adi. f. sig. PUBLIERS. Et fur le repli: Par la Royne de Sicile, la Duchesse de Loeraine & de Bar; & Reverend en Dieu l'Evêque de Crispollis, Maître Louis Merlin Président de Barrois, Jehan Baudry Advocat en la Cour de Parlement à Paris, & Jehan de la Monte Auditeur des Comtes à Bar, presens, & du Secrétaire Foreest.*

ANNO
1520.

CXLI.

Privilegium ab Augustissimo Romanorum Imperatore 5. Nov.

CAROLO V. *Gratit Aquilegrano partim confirmata, partim emendata, partim de novo indulta in paucis Libertatis ab omni servili conditione, immunitatis ab omni Tributarum specie, Exemptionis ab omni extranea Jurisdictione germanique extra Urbem armis, uti & ab omni impugnatione aliisque pluribus molestis gravaminibus. Colonia die 5. mensis Novembris. 1520.*
[LONDORP] Acta publica Part. XIV.
Lib. XV. Cap. I. Num. 3. pag. 65.]

CAROLUS Quintus, Divina Clementia Electus Romanorum Imperator, Semper Augustus, ac Rex Germaniae, Castellae, Aragonum, Legionum, uniusque Siciliae, & Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Sardiniae, Corsicae, Murciae, Genuae, Algarum, Aegypae, Gileadensis ac Infinitum Balaicum, Insularum Canariae & Indiarum, ac Terra firmae, Maris Oceani; Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae, Brabantiae, Seicie, Castiliae, Censole, Limburgiae, Leemburgiae, Geldriae, Calabriae, Athenarum, Neopatriae, &c. Comes Flandriae, Habsburgi, Tirolis, Barchinonae, Artois & Burgundiae, Comes Palatinus Hispaniae, Hollandiae, Seelandiae, Frensis, Kiborgi, Namurci, Redilionis, Ceritanie, & Zuphaniae, Landgravius Alsaciae, Marchio Burgundiae, Orillani, Gonsiori, & Sacri Romani Imperii, Princeps Sueviae, Carinthiae, Alstriae, &c. Dominus Phisinae, Marchiae, Sclavoniae, Portus Naonis, Disciae; Molinae, Salazarum Tripolis & Mechliniae, &c. Ad perpetuum rei memoriam. *Carissimus* decet sublimiter paci & quieti omnium lucere, ac sua unicuique Jura in firmo solido conservare, unde & sua acquies Jussus & Regis autoritas nos ammonet, quoci & tranquillitas scilicet nostrorum, & Justitiae totius nobis volumus providere. Et quoniam Augustissimo, ubi primum Romanorum Reges innotuit & cooptantur, omnes Provincias & Civitates post Romanam dignitatem & honorem prerogative preceperit, congruum & rationabile est, ac exemplo Damini & Sancti Caroli Progenitorum nostri, aeterna memoria dignissimum, aliorumque Praedecessorum nostrorum Romanorum Imperatorum & Regum eundem locum & nostrum regalem Sedem Aperturam, & omnes inhabitantes, & ad regalem Sedem Civitatis Aquilegrani pertinentes Castellae definitionis persequi, & nostre Clementiae Privilegia, Libertates, prerogativas & prerogative, nec non Jurium bonarumque Confessionum confirmationibus quasi moro, turbis & propagandis munitionibus, quae scripto & testibus non perperit, iocundo sciat universi praesentes & posterit: quod nos fideliem nostrorum Civium Aperturam possit precibus assensum, omnem Justitiam & libertatem, cuius ipse Gregorius Pater & Progenitor noster Sanctus Carolus, Magnus Romanorum Imperator Semper Augustus, ac prius ceteris dedit; & omnia quae Divi Augusti Romanorum Imperatoris & Regis nostri Praedecessores eis contulerunt, confirmamus, & Legem in perpetuum valitorem volumus. Porro ejusdem Divi Caroli, aliorumque Romanorum Regum & Imperatorum vestigia sequentes, statumini, decernimus, & volumus, ut non solum Clerici, & Laici homines notit regali Sedis Aquilegrani Civitatis indigne, verum etiam omnes Incolae & Adversae inibi habitare volentes, praesentes & futuri, sub tuta & libera Legge, ab omni servili conditione libertatem agant, ac omnes pariter ex Arvis, Proavis, & Anxii, ab hac Sedem regalem Civitatis perditam perditent, licet alibi morantur sicut ab hac Legge à nobis, & nullo Successore nostro, acque ab aliquo machinatore non inventore, Legemque subvertere infirmitate, neque de manu Imperatoris vel Regis Romanorum

ANNO
1520.

verum aut alicujus nostri Successoris alicui Personæ nobili vel ignobili, in beneficium seu alias quavis modo traditur, ut ipsi Civitas nostra regalis Sedis Aquagrænsis, neque Civis ejusdem, nec aliquid aliis sitis, alicui nobis Negotiationis & Mercatoris per omne Romanorum Imperium ab omni exactione seu requisitione Theatrali, Pedagoga, Carratali, Veltigali, Novegali, vel quocunque nomine vocetur, liberi & absque omni impedimento liberè exerceant & fruantur: nullus etiam Juxta & nobis, vel ab aliquibus nostris Successoribus constitutus vel constituturus nostris, vel sui autoritate, aut alicujus Successoris nostri Regie vel Imperatoris illam vel pecuniam seu exactionem in prædictis Civitate Aquagrænsi, seu in aliquo ad eos pertinentis facere præsumat, nec eos ad aliquod eundem Regi vel Imperatori aut alicui alteri compellat, nisi quantum ipsi de sua bona hoc voluerint facere & itare voluntate. Revenimus etiam & confirmamus, ac de novo concedimus distictis Inhabitantibus, et aliquis Juxta Aquagrænsi, vel usque alibi à nobis, vel aliquo alio Successore nostro, seu ab aliquibus aliis Successoribus nostris, continuus vel continuendus, seu quavis alia Persona Ecclesiastica vel seculari, alta vel humilis, auctoritate vel Jurisdictione nostra vel alterius cujuscunque, seu alicujus quocunqueque, vel quocunque fungens auctoritate in accusatione, actione, impetitione seu provocacione Duelli sine Pæni inquam procedat, seu procedat quæpiam permissa aliquam Civitatem Aquagrænsi ad campum, Duellum seu ad Pacem provocando, neque ad aliquod aliud gravamen alicujus Civis Aquagrænsis perirentur procedat, aut procedat præsumat, perirentur, vel provocet, nisi prout ex dictaverit ipsa Sententia Seabianorum Aquagrænsium. Et si quis in contrarium fecerit quocunqueque, hoc ipso Jure sit irritum & inane, et in nullis Civitatem Aquagrænsi libertat aliquentur mutetur. Ceterum qui ipsi Civis Aquagrænses malefices, vespillones, homicidas, latrones, raptores, spoliatores, incendiariorum, ac omnes alios & singulos injuriatores suos, & eorum complices eis adherentes singulariter & singulis in Judicio nostro regali Aquagrænsi per Judicem pro tempore Judicis seculari hujusmodi Præfidentem, cui super hoc auctoritate Regia nostra per præsentem paginam hancum attribuiamus, & penam ac omnimodum concedimus, & damus faciemus, prout & potestatem, quotiens, & quando fuerit necessarium & opportunum; & dum idem per dictos Civis Aquagrænses, seu eorum Magistratum ad id faciendum fuerit requisitus ad campum seu bellum possint & debeant judicialiter provocari, ac dic ac tempore ad hoc constituti & debitis expensis & expensis, si hujusmodi injuriatores & malefici prædicti non comparuerint, non emendam condignam præstare curaverint, à suis bonis, statum, & Jure Patriæ proceps privati, & per Sententiam Seabianorum Aquagrænsium exleges pronunciari, prohiberi, & percellari, prout in talibus iisdem habemus fuit, ac fieri est consuetum; itaque quod hujusmodi proscripti, & percellati, in dicto nostro Judicio regali Aquagrænsi ipso Jure per totum Romanum Imperium, ubi ortu Solis atque ad ejus occasum, imò in singulis Mundi plagis sint & erunt perpetua temporibus proscripti & percellati, & exleges pronunciati, ac suis honore, statu, Jure Patriæ privati, ac pro talibus ubilibet habebuntur, ac tenentur, & reputantur. Si verò Juxta seculari Aquagrænsi pro tempore existens super hujusmodi provocacione, seu proscriptione & percellatione faciendâ gravia, prece, precio, impedito, odio, favore vel timore, aut alio quocunque modo de diffideli redderet & sese subtraheret, quo minus hujusmodi malefici & injuriatores, omnesque illi supradicti provocari, proscripti & percellari possint, tempore ad hoc debito & consueto laborante aliquentur non impediri in præmissis, nec in aliquo obstat, quin omni tempore ipsi Civis Aquagrænsi apto, quando hujusmodi malefici & injuriatores ipsam ipsorum, maleficum, & injuriam retineant, & suis ipsis veluti non fuerint applicare, & cum emenda condigna tale forefactum, & injuriam restituant ipsos maleficos injuriatores, & alios prædictos provocari & percellare poterant & debebant; ac si nihilominus præmissa effectum debitum fornicent, ac si singula tempore debito ac consueto rite & legitime forent peracta, ita etiam quod omnes & singuli cujuscunque conditionis, status, dignitatis, præeminentia seu prerogativa existant, qui ipsos maleficos & injuriatores prædictos, aut eorum complices, qui ipsam & injuriam hujusmodi in suis Castris vel monitionibus re-

verant, seu forent vel erant non formidaverint, quicunque illi sint, postquam moniti fuerint una sola vice pro parte Civium Aquagrænsium, si non delincent intra quinquaginta dies, dictam monitionem continuo & immediate subsequentes, tanquam agnoscentes & confitecentes seu cooperantes talem injuriam, seu maleficium, pari poena, proscriptio & iudicio, ut præfatur, cum ipsi malefici & injuriatores prædicti proferantur & percellantur, & exleges ac proscripti, ac pro talibus debent pronunciari, quos & nos in his scriptis exleges & proscriptos à suis honore, statu & Jure Patriæ, quam inhabitant privatos & destitutos, legitime reputamus & pronunciamus, & ubilibet pro talibus ab omnibus debent reputari & teneri, & denunciari: mandantes nihilominus per præsentem paginam, distictis Injuriantibus universis & singulis Judicibus & Officiis, à nobis vel à nostris Successoribus, & à quocunque alio per totum Romanum Imperium usque constituti & constituenda, qui ipsi judicialiter contra hujusmodi maleficos & injuriatores, & eorum complices instituit procedant, tanquam eorum convictos maleficos & iusti Sententia condemnatos, postquam super hoc moniti fuerint, seu requisiti pro parte Civium Aquagrænsium, sine ceteris ad hoc Necessis deputatis vel deputandi, aut Litteris absque expectatione aliusque alterius Mandati à nobis vel ab aliquo alio obtineant, sub obtentu gratia nostri cultui, & privatorum & artificum poena immoventium, officiorum succum à nobis, & ab Imperio obtentorum quorumcumque, & à nostris Successoribus obtinendosum. Ita etiam quicquid hujusmodi proscriptorum, exleges & percellatorum invaserit, seu fortassis occiderit, ubicunque locorum; nullum penitus à quoque inde præjudicium, gravamen, aut impedimentum patietur aut sustineat, in suis corpore & rebus. Et quoniam pagamentum frequenter renovatur in Terris Dominorum circumquaque, ex ejus renovatione grave dispendium supervenit Civibus & Civitati nostra regalis Sedis Aquagrænsi, dimittit igitur eisdem Civibus Aquagrænsibus auctoritatem & plenam potestatem, statuerendi pagamentum, in suo Consilio Aquagrænsi, prout ipsi ad profectam Civitatis regalis Sedis Aquagrænsi videbitur necessarium & expedire: item quia Lunardi commorantes in Civitate Aquagrænsi concedunt pecuniam super pignora ad cultus, eisdem damus Civibus Aquagrænsibus plenariam potestatem statuerendi, potendi super ipsos Lunardos, tam præsentem quam futuram vigiliis & custodias, ac communes Munitiones Civitatis regalis Sedis supradictæ, ut ipsi Lunardi portem proportionabiliter & utilitatem ejusdem. Et quia Civitas Aquagrænsi est oppressa gravi onere debitorum, & pro servanda, ac firmenda ipsa Civitas nostra regalis Sedis Aquagrænsi ad nostrum & Sacri Romani Imperii commodum, & honorem sumptus graves & expensæ ipsi Civibus incumbunt, prout liquet vobis constat, damus, provisionis & concedimus pro præsentem paginam ipsi Civibus Aquagrænsibus præsentibus & futuris auctoritatem & plenariam facultatem in Seabianis & reliquis sumptibus & expensarum hancum, dandi in emphiteosim, hoc est ad ius Hæreditarium, Communitatis Civitatis Aquagrænsi quocunqueque, si quod ipsi Civis, contradidit, ostendit, seu impedimento cujuscunque Personæ, Ecclesiastica vel seculari, cujuscunque status, conditionis, aut præeminentie extiterit, minime in hoc obstante, & eam Communitatibus suis tam in Bascis, Nemoribus, Præstis, Pascuis, Aquis, Terris, Mericis, quam etiam in fundis illis, quibuscunque, quos, quas, & que habemus possideant & possident, & etiam ad ipsam Civitatem nostra regalis Sedis Aquagrænsi ab antiquo pertinebant & pertinere discessunt, pro communibus usus dicti Civis Aquagrænsis, tam supra Terram, quam etiam sub Terra, liberè disponente, facere & in emphiteosim dare valeant, jura eorum beneficium & voluntatem, prout & in quatuor ipsi & Civitas nostra regalis Sedis Aquagrænsi moverint expedire. Et cuicunque vel quibuscunque dantur & conceduntur, seu dantur vel concessa fuerint, & sint illis Communitatis Civitatis Aquagrænsi, aut Eccle eorumdem in Jure Hæreditario, aut alias qualescunque & ubiqueque locorum sita pro utilitate Civitatis Aquagrænsi facientes, illi & illis est & erit hac res utilis super firma habenda & possidenda libere & quiete, & quicquid extinde proveniret, hoc ad communes usus Civitatis Aquagrænsi prædictæ totaliter deputamus. Item statuiamus & regali laicis Edicto quod memorari Civis nostri Aquagrænsi, prout in suo decreverint Concilio, Constitutionibus sibi necessariis & utiles consistere valeant, & eis dum voluerint, revocare, nec non quod ipsi de bonis & rebus

ANNO
1520.

ANN
1520.

de rebus suis, ac etiam alias de Mercibus seu Mercatoribus & Negotiationibus universis, quibus linguis & universi presentes & futuri, undecunque erant in illa Civitate Aquensis fruantur, & quas exerceant & exercebunt, colligere inde valeant *litentur seu decimas*, modo se & dictam Civitatem regis *Sedis Aquensis* iuribus, & alios usus & necessarios faciant. Et ad id faciendum vel ostendendum eorum relinquimus arbitrio, prout ipsi & eorum consilio ac necessitati videbitur expedire. Et quicquid sic de beneficiis bonis collegiis, vel de communibus presentibus & futuriis proventibus, eorum Mutationibus, ac aliis consuetudinibus necessitatibus & agendis ipsius Civitatis deprecatas totum & omnino, nunquam aliquid eiusdem in nostris aut aliquos Successores nostros uius, seu aliquos aliorum hominum convertendo & applicando. Præterea damus, itauius & grante concedimus, quod *unusquisque* *in singula Villa cum suis Juribus & Penitentiis* quibuscunque, & Inhabitantibus eorundem, presentibus & futuris *infra huiusmodi iuribus*, & *Inhabitantibus Civitatis nostre regis Sedis Aquensis* sue & preteritis, ad ipsam regalem Sedem, Civitatem & Civis Aquenses ab antiquo spectantes & penitentes, ipsi in omnibus & per omnia permoneant unum & annuam, prout fuerant temporibus retroactis nec ab eis per nos, seu per aliquem nostrum Successorem, aut per Inhabitantem eorundem Villarum, presentibus & futuris, suo proprio modo, vel aliis, quicunque, alio quocunque tempore valeant alienari, sequestrari, vel aueriri, & quod Inhabitantibus eorundem Villarum proportionaliter portetur *unus Civitatis Aquensis*, collodis & viginti ac communes minime, prout ipsi Civis Aquenses faciant separandi. Decernimus etiam & sancimus, quod Civis Aquenses universi & singuli *non teneantur* Impulsum *extra Civitatem Aquensem* armis manu quatuordecim accedenti, sed permoneant *in Civitate Aquensi* ad collationem Civitatem & nostram regalem Sedem ab Inhabitantibus amorem ad honorem lapsum & profectum. Inhibemus etiam, ne aliqui Officenses in Civitate constituti vel constituti, seu aliqui alios Civis Aquenses armata manu in adiutorium aliquos, de qua re Civitas Aquensis possit evenire expensam & gravamen, & quicunque in contrarium fecerit, ille maneat *extra Civitatem Aquensem*, donec discordia in melius reformetur & sedetur, & quod *Judex aut Officiarius Aquensis* presentibus & futuris, non possit nec debet per se, aut per Personas interpositas, aut alios quoscunque, aliquem Civem Aquensem ex nunc & in futurum capere, impetere seu invadere, in suis corpora seu rebus, nisi prout decreverit iusta Sententia *Scalorum Aquensium*, vel saltem forem Consilium ipsorum Civium *in Civitate Aquensi* predicta. Adjicimus & de Edicto Regio decernimus de monitione grade singulari, quod Civis *in Civitate Aquensis* committat vel dividat, & eorum bona pro nobis & Successoribus nostris, ac Imperio Sacro nullo quocunque tempore, per quocunque seu quocunque, Personam vel Personas, Impugnari vel impugnacionibus occupari vel molestari debeat nullo modo. Quodque nemo ejusmodi conditionis, status, Dignitatis seu Præsententis sit, ab ipsis Civibus *in Civitate Aquensi*, & de ipsorum bonis & rebus per Terras, seu per Aquas, aliquid novum, & *Contra ipsos Aquenses* alius inconstitutum *Prohibemus* egerere debeat vel recipere, seu eorum quomodolibet perturbare. Ceterum cum *ipsa Civitas Aquensis* sit Sedes Regni trans Alpes, etiamque *in J. Carlo Magno Romanorum Imperatore*, Caput omnium Provinciarum & Civitatum Gallie instituta dignum arbitrium, ut ipsa specialibus decessione prerogativis. Et ideo gratiam ipsi Civibus ejusdem Civitatis Aquensis per nostros Prædecessores diva memoria Romanorum Imperatores & Reges fidem & concessimus, videlicet quod ipsi Civis Aquenses committat vel dividat, & eorum bona pro quocunque causa seu casus extra Civitatem Aquensem presentibus & futuris, vel Judicio Curie nostræ regis, aut Successorum nostrorum, aut quocunque aliis Judicibus & Judicis, et nunc & in amica, ad instantiam ejusmodi non debeat citari vel evocari, approbamus, & autoritate Regia confirmamus, ac de novo per presentes concedimus grante, decernentes expresse & volentes, quod in casu, quo ipsi Civis Aquenses committat vel dividat pro quocunque casu, & quocunque casu nobis, aut Judicio nostræ Curie regis aut Successorum nostrorum, seu aliis Judicibus quocunque nominibus confutur, citari & occupari fuerint, ex tunc nos, & Successores nostros, & Judex Curie regis,

ipsi, & alii Judices Judicentium quorumcumque qui pro tempore fuerint, presentibus huiusmodi citationum & quocunque contra Civis *in Civitate Aquensis* presentibus predictis committat vel dividat iudicialiter non debeamus procedere, nec alii Judices, quicunque sint vel fuerint, citari aut aliter procedant, neque contra presentem gratiam procedere debeant, quomodolibet vel presentibus, sed notis, & eorundem Civium adversarios ad Judicium Civitatis Aquensis presentibus remigere, ut *idem casus Judex* *in Civitate Aquensi* presentibus, pro causa seu casu, recipiant iustitiam complementum, nisi ipsi accedant, *curam Judex*, *Scalorum*, & *Judex Aquensis* fuerit iustis denegat. Verum licet nemo Judicium ultro hoc cum per Sacrum Romanum Imperium constituit, hanc primam Regis Sedis nostre exemptionem ac prerogativam merito ignorare, & eo minus in eam quocunque attemptare debent, nihilominus ipsi Civis nostri (ut eorum gratia non quereis innotuit) cognoscere super eadem non erempit, quam si cum alio, aut etiam transiunt in forma violenta aut illicita, cum eorum Judicibus vel quibus ipsi vel eorum bona arceantur vel impendantur, longum inter processum, in gravissimum nos detrimendum, quod cum non solum in ipsis nostris Urbis immortemum vergat exitum & destructionem, sed etiam in presentibus nostris, omninoque Antecessorum nostrorum *Romanorum Regum* *in Imperatorum* veritate contemptum, ac in divalium Concessum committitur iudicium, universis & singulis Judicibus ordinariis vel delegatis *Prædictis*, *Scalorum*, *Pollis*, *Scalorum*, aut quomodolibet alio nomine appellatur, & autoritate funguntur, Juremurs, sub penis boni Imperiali ac monita Pecunia subscrispta, ipsi quocunque facto incurrentis dicitur præcipimus, & serio mandamus, ut quod primum prædicti Civis nostri vel ceteri Urbis ipsius notis ac tanti militis ejusdem Regis Aquensis nuncupati Incolum, seu honorum ad illos pertinemunt Natus, Vedebus, Geruli, Famuli, Inhabitantibus vel Procuratoribus, seu tales, hoc est Civis Urbis vel Regis prædicti Incolum & huiusmodi bona ad eodem spectare & petere legimus probare in, in contentis & aliis aliorum dilutione Annulli invalidum presentibus, aditum huiusmodi irritum, ac inane declaret, auctorem in capensis fidelis, demum illius & interese condemnant: verum & in ipso Civis aut Incolum iudice dicitur experientiam, ad illorum nostrorum (ut prædictum est) regis Judicium arceat Forum Partes remanent, decernentes ex nunc irritum, nullique virtus subsistere, si quid & quavis in contrarium fuerit præsumptum, Ceterum qui *Judex Prædictis*, *Pollis*, *Scalorum* & *Scalorum*, eorumque Officium, Paporum & Villarum, ad dictos *Judices* *in Civitate Aquensi* velat regie Caput supereminet iudicium, vel pro sua instructione, vel si altera aut amb Partes Inhabitantibus hoc exegerit, provocare & appellare consueverunt, hanc ipsi Regis Sedis nostre prerogativam presentibus codemur. In quantum verò bellorum incommoda, aliis temporibus iniqua aliquocunque intermissa, aut non observata fuerint, illam nihilominus eadem (si opus fuerit) de novo confirmamus. Decernentes ex nunc irritum & inane, si quid aliquos presentibus, præscriptione in contrarium allegari possit, fupplentes de nostre plenitudine Poellit, si quis alius intervenire erit, sub defectu, ita ut si Dominus temporis loci unde provocandum seu appellandum fuerit, aut quavis alius minis, erroribus, vel quibuscumque penis impedita appellare seu provocare volentes arceat, ac accedentes ad ipsam regie Judicium nostrum eundo vel rediendo in corporibus vel rebus ledere præsumpserit, eam penis in Aurea Bulla ac Ordinationis Sacri Romanorum Imperii, contra Facti traditiones seu violatores edicta hanc descripta, ipso eadem facto volumus subiacere. Insuper quia prædicta Civitas Aquensis in finibus Sacri Romanorum Imperii citata sita, & quoniam plurimis Dominiis, Dominiis & Territiis circumdata, propter quod dictis nostris Civibus & eorum Subditis necessarium esse dinoscitur, se erga eorum Dominiis & Dominiis eorundem in omni manifestum & benevolentiam favorabiliter exhibere, ut ipsi ad eos transire, & inter illos libere & pacifice conversari, nec non communionem cum quibuscunque Personis in locis habitacionum errandem habere, & suis Negotiationibus valant exercere. Hinc est, quod quocunque concessimus dictis Civibus *in Civitate Aquensis*, de nostris Potestatibus plenitudine regis eidem indulgendo, quod ipsi Civis communionem & Negotiationes suas libertatis habeant & exerceant cum Personis prædictis, & quod

ANN
1520.

ANNO
1520.

quod idem Cives auli Hominiu cujusque status, dignitatis, aut preeminentie fuerit, rancore & occasione huius & ejusdem aggravationis seu turbationis, nostre Cive Aquigranensis notorum, aut aliorum Judiciorum qualitercumque aominorum assuetum seu subditiu facere debeant & teneantur. Adhuc praefatis Civibus concedimus & benignissime indulgentiam eadem auctoritate per praefatos, quod si quae Personae cujusque forent dignitatis in dictis bonis & turbationibus huius denunciat in dictam Aquigranensem venient Civem, suas Causas & Negotia inibi discutere, quod eadem Personae dictae nostrae Civitatis, Cives libere & impunè reciperet, tenere, & hospitari, ac eam eisdem communionem habere, nec non Negotiationes suas exercere possit & valeat. Et propterea idem nostrae Cives Aquigranenses nostrum, & Successorum Romanorum Imperatorum & Regum, seu Imperii indignationem, etiam poenam aliquam contra Receptores talium & communialium cum illis, promulgam seu promulgandum non incurrent, nec a nobis, aut eisdem nostris Successoribus, seu iudice Causae nostrae, seu quocumque Iudicibus illis, aut etiam Actoribus & consecretoribus ex parte ultionis impetretur, damnetur, iniquitetur, seu quomodolibet molestantur. Volumus autem, quod ipsi Aquigranenses, Sacerdoti & Consilio ejusdem nostrae Civitatis dum disceptet per Actores, seu eorum nomine fuerint requisiti, dictis huiusmodi & turbationis tempore requisitionis huiusmodi in Civitate ipsa repenti, incurrere debeant, quod ipsi infra octidies ex tunc immoedie frequentes, cum coram Personis & rebus dicant erant Civem. Quod si huiusmodi facere non caverint, & ibidem in Civitate ultra octidies huiusmodi dies permanentes, Actoribus ad hoc instantibus iustitia ministrare. Sacerdotis insuper, & regali Edicto statum, quod in casu, quo quicquam Cives Aquigranenses committit vel dividit in ipsorum corporibus, sive rebus impedit, invadere, aut arrestare, violenter & de facto, non contentus de ipsorum & Civitatis Aquigranensis Sententia Sacerdotum, quam ipsi dandam & exequendam eidem exhibent Actori, Invasori, aut Arrestatori, quod ex tunc omnia bona Actoris, Invasori, aut Arrestatori huiusmodi debeant ad suum ordinem Dominum, sed quo fuerit residens, nostro & Imperii nomine, immoedie devolvi, ea de causa, ut idem sua Dominus, dum & quotiens per Cives nostrae Aquigranenses requisitus fuerit, ad restituendum & compensandum Actorem, Invasorem, aut Arrestantem praefatum, ipsi Civibus nostris assistere velit & debeat viis & remediis oportunit. Revenimus insuper, damus, confirmamus ipsi Civibus Aquigranensis, nostris dilectis fidelibus, de dono gratiae specialis, omnia & singula ipsorum Jura, Privilegia, Indulta & Libertates, concessas gratas, Donaciones, Consecrationes, & possessiones ab ipso Sancto Carolo praefato Civitatis nostrae regali Sede Aquigranensi primo fundatore, & a recedenda memoriae Divi Rom. Imperatoris & Regis nostris Praedecessoribus ipsi concessis & concessis, facta & facta, ut illis pervenerint, & in eorum viis debeant & possident. Adiciendo ex certa nostra scientia, quod huiusmodi Jura, Privilegia & Literae, Civium & Civitatis nostrae regali Sede Aquigranensis, & omnia in eis contenta, non debeamus alio unquam tempore revocare, nec debent a nostris Successoribus quovis modo revocari, sed praefatis Scriptis patrocinio debent in perpetuum perdurare. Unde etiam nos expressè volumus & serio committimus praedictis nostrae Civitatis regali Sede Aquigranensi, & ejusdem nostrae Civitatis praedictis vigore praesentium nostrorum Liberaum & Privilegia, ut ipsi nostrae Cives in eadem Civitate nostra regali Sede concorditer & unanimiter ad invicem permanent, nostras Civitatem & regalem Sedem praedictam, ac eorum Jura, Privilegia, & Indulta & quibuscumque necessitatibus, iniuriis, violentiis & insultibus ad honorem & utilitatem Sacri Romani Imperii defendendo, quemadmodum etiam ipsi a nobis, & a recedenda memoriae Divi Rom. Imperatoris & Regis nostrae serio extenuum est, & a nobis confirmatum. Et, si qui nostrorum Praedecessorum Rom. Imperatorum vel Regum, aut si qui aliter dedis, aut concessit, dedimus vel concessimus, daremus vel concederemus cuique, seu aliquibus aliquis Literas, Jura vel Privilegia in contrarium illis, & contra tenorem praesentis paginae quavis specie, aut quacumque verborum forma scriptas, aut vallatas propter importunitatem potentium, has & hanc speculativas & penitus infirmas, & revocandas, & eis ac eorum volumus & mandamus habere robora firmamentum, etiam de ipsi Literas & Pri-

TOM. IV. PART. I.

vilegis sic, ut praefatur, forentis in contrarium concessis seu indultis, de verba ad verbum in huiusmodi revocationis seu infirmationis, debere fieri mentio specialis Consecrationis vel de Jure. Propter bonum itaque Pacis, honorem Imperii, & praedictum Civium & Civitatis nostrae regali Sede Aquigranensis, pro facienda quoque dilectione, quam ad ipsos Cives & regalem Sedem Aquigranensem, nostris Praedecessoribus habuerunt, & nos quoque habemus, didicimus Civem Aquigranensem iustis precibus ac periculosibus suis favorabiliter & gratiosè audiendum, praefatis Praedecessoribus nostris non solum duximus confirmandum, sed potius augendum & amplandum, ita uterque nihilominus & regali facientes Edicto, ut nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, nulla denique Personae, alia vel humilis, Ecclesiastica vel mundana, quacumque fageat Dignitate, Universalitatem praedictam, seu ipsos Cives Aquigranenses, contra praesentis nostri Privilegii tenorem ausu temerario inquietare, molestare, aut perturbare praesumat, quia qui hoc facere praesumpserit nostrae Censurae & Imperii Sacri indignationem gravissimam, & poenam trecentarum librarum auri pari, quorum tertiam partem Camere nostrae regali, reliquis vero duas partes singularem passis applicare volumus, & mandamus, se noverit irritum & inane. Et qui post iniquum fuerit huiusmodi poenam (et praesentis) consequentem & commisit poterat & debebat devocare & applicare ad manus quocumque Iudicis seu Hominis Ecclesiastici, aut Secularis eis apud, in toto vel in parte, ad restituendum Rebelles, & praemissionem introceret, quocumque eis placeat & fuerit oportunitatem, & quicquam huiusmodi poenam dare decreverint, illi seu illis per praesentem paginam auctoritatem plenariam damus & concedimus, huiusmodi Rebelles & insubditos invadendi, impediendi, perturbandi, & eis necesse in suis corporibus atque rebus, nuncquam locorum ipsi aut bona sua repenti fuerint, aut reperta usque ad integram & completam satisfactionem & perfolutionem poenam praedictam, ipsi & ipsi dux, absque tamen offensa, impedimento seu contradictione Iudicis, aut hominis cujusque. In fidem praemissionum omnium haec nostra fieri, & Signilli nostri apensione roborari iussimus. Quae data sunt in Civitate nostra Imperiali Colonia, die quinta mensis Novembris, Anno Domini millesimo quingentesimo octagesimo. Regnorum nostrorum, Romani secundo, caeterorum vero omnium quinto. Et erit subscriptum: CAROLUS.

CXLII.

Kaiserlicher Abschied zwischen Albrecht Bischoff zu Hildesheim / und Heinrich Herzog zu Braunschweig / vor auch dero Anhängern eines / dann Heinrich dem Jüngern und Erich Gebütern / Herzogen zu Braunschweig / und dero Anhängern andern Theils beschließen: Worinnen ihnen Ihre Majestät anbehalten / auff achtzehnhundert Reichs-Tag / nach der Feiligen drei Königen-Tag / zu Worms zu erscheinen / dazwischen der Anspeich vortretten / und bey denselben / falls sie sich nicht in gute vertragen / was Ihre Majestät rechtlich erkeunden / zu verbleiben. Datum Coloniae die 15. Novembris 1520. [LUNIG, Teuffels Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Abthg IV. pag. 41.]

C'est-à-dire,

Recht Imperial entre ALBERT Evêque d'Hildesheim, HENRI Prêlat Duc de Brunswick, & leurs Adhérents d'une part, & HENRI le Jeune & ERIC aussi Ducs de Brunswick, avec leurs Adhérents d'autre part, contenant que l'Empereur, comme Suprême Juge, leur ordonne de comparaitre à la Diète de l'Empire à Worms au tant de la Fête des trois Rois, d'y exposer leurs

S f

ANNO
1520.

ANNO
1520.

leurs Droits & Raïsons, & d'y recevoir le Jugement qui sera rendu entr'eux par la Majesté & par les Electeurs, en cas qu'ils n'aient pas pu s'accorder ensemble à l'amiable. Donné à Cologne le 15. Novembre 1520.

Wir weisen also der guter Zeit Bischoff und Capitul zu Hildesheim und Herzog Heinrich der Eiler den Braunschweig und Lüneburg und der Graff zu Schaumburg und all ander Graffen und ihr all Anheger an einem und Herzog Erich und Hertzog Heinrich der Jünger von Braunschweig in und ihre Anheger ander theil in Lüneburg und des nachmalis in offenbare Feind und Krieg kommen seyn / das ist die Klause des Kaiserl. Majestät Konig allergründigster Herr und ordentlich er Kaiser in Hildesheim solcher Künigheit und Krieg in die Sachen gütlich geschick und Ihnen zu beger desheut mit ihrer aller Wissen und guten Willen diesen nachfolgendes Wilschick geben / dem sie auch zu allen rathen für sich und ihre Anheger Vollziehung zu thun zugesaget haben / und hiermit das sich der gemelte Bischoff zu Hildesheim seines Capitelz gemeintheit / als weit sich seiner Fürstlichen Gnaden Gemacht zu Rechte erstrecket / und solche Mächtigunge solle sich uf alle Artikel dieses Abscheides lenden.

Nach antunglich sollen beide Partheien durch sich selbst / oder welcher seiner Gebastet Leibes / noch haben Versprechen nicht kommen nicht / durch sein vollkometzig Anwald auf den Heiligen dreier Königin / Tag versöhnlich auf dem Reichstag zu Worms erscheinen / und dazselb die Kaiserliche Majestät auch Churfürsten und Fürsten des Reichs / so viel davon gegenwertig seyn / alle Schrifften / so vermahls von allen Theilen der eylichen Churfürsten und Fürsten eingebracht seyn / und was jeder Theil weiter fürzubringen hat / notthdürftiglich verdrhen / und allen unbilligen Zielf gebrechen / sie gütlich mit einander zu vertragen / nicht aber die Gütlichkeit nicht sein haben / sie alsothan rechtlich und endlich entscheiden / dazselb soll es bleiben / und dem geschickte Vollziehung geschicken.

Und in diesem Abscheid / Vertheil / gleichlichen und rechtlichen Handlung soll der Bischoff von Minden auch begreifen und verfassung sein.

Solcher gütlicher Vertrag oder rechtlicher Entscheidung soll auch in sechs Wochen den nachsten nach der gedachten dreier Königin König / Tag gütlich vollendet / und darinn länger nicht verzogen werden.

Es mag auch Herzog Erich von Braunschweig unterweilich seiner gehaltenen Pflicht sein König und Beichtverung in Sachen die sich in dieser Krieglicher Handlung den Laufgang bis uf heut daro begreiffen haben / für Kaiserliche Majestät auch Churfürsten und Fürsten fürbringen / und soll alsothan in der Kaiserlichen Majestät auch Churfürsten und Fürsten Entschamung und Entscheid stehen / was seiner uf sechzig Krieg und Brischwehunge folgen / und gehandelt werden soll / doch soll dieselb Herzog Erich Pflicht und Vertheilung in allen andern Artikel des Krieges lenden.

Und obwohl jemand ander / niemand aufgenemmen / zu einer Partey / oder sonder Personen ausstehen / oder herwiderum dieselben gegen einander Sprich und Forderung zu haben vernehmen / sollen dieselben Sachen gehandelt und gerechtigt werden / an den Orten da sich das geschiet / und darauf sollen all edelkumpen Parteyen mit ihrer Anheger seyn mit der That und in Arguten gegen einander nicht fürnehmen oder handeln / sondern glütlichen still stehen.

Es sein auch alle Gefangene / sie stehen zu torn

sie wollen / und was Vernehmen das seyn / die in ander Theil / oder sonder Personen ausstehen bis auf den irgen Tag der vorgedachten sechs Wochen / ist im Krieff diese Abscheides betrag seyn / mit dem Unrecht / das ihr wider dieselben Gefangene in seiner Pflicht und Vertheilung seyn / stehen und lenden soll zu gleicher Weise / als ob er die irge den nachsten gehalten hätte / welcher aber unter denselben Gefangenen sich nicht hielt / als einem Gefangen zugehört / und das er mit der That ichtes fluchene / der sei diese Betrugung nicht gezeigelt / und sich von Etwas oder weiter Willkür stellen / und Kaiserlicher Majestät soll vertheilung / das dieselb auch dazu gestraft werde / und soll und solche Betrugung jeder Theil dem andern seiner Gefangenen halten ist für schencklichen Eiden geben.

Item / alle ungehehen Schatzung und Brandschlag / Geite soll die vorgemelte Zeit aus auch in Ruhe stehen / und ungeschert und ungraben bleiben / und es soll alsothan damit auch mit den gedachten Gefangenen gehalten werden / wie der obenwelts gütliche Vertrag oder rechtlich Entscheidung ausweisen wird.

Und nachdem Herzog Wilhelm den Braunschweig sich irzweiderum eingestellt hat / bis er fünfzigtausend Gulden Reinsich bezahlt / und dann eylich Herzog Heinrich des Jüngeren Landrent / Wärgere und selbst Schlichter bis auf jetzt vergangen Sines Martini / Tag dazselb gewesen sind / hat Herzog Heinrich der Jünger irz die zugesaget / und sich verpflichtet zu vertheilung / das seine Landrent solche Wärgerschafft verneuen sollen / die Zeit aus des gedachten gütlichen Vertrags / oder rechtlichen Entscheidung davon zu bleiben / und Herzog Wilhelm soll auch bis auf den letzten Tag der vorgedachten sechs Wochen betrag werden / und er sein vorgedacht Pflicht und Vertheilung wiederum persönlich verneuen / und es soll solcher seiner Pflicht und Schatzung halten auch gehalten werden / wie der vorgemelte Vertrag / oder rechtlich Entscheidung anzeigen wird.

Dieses Abscheides sein zwei Evidenzen gleichstend unter Kaiserlicher Majestät Zusage gemacht / und jedem Theile eine gegeben.

Und hiermit beche die Kaiserliche Majestät beider Ihre Majestät Doreit und Interesse gegen allen Parteyen. Actum Köln am fünffzehenden Tag Novemberis Anno Domini im ywanzygsten.

L. S.

Nicolaus Jäger Vice-Cancellarius.

CXLIII.

Capitula Conditio Summi Pontificis LEONIS X. II. Dec. cum FRIDERICO Marchione Mantuae facta, quibus hic ad servitium & stipendium sue Sanctitatis ad 3. Annos confutur, atque Capitaneus 300. Equitum instituitur. Actum Malliani die 11. Decembris Indictione 8. Anno 1520. [Piece authentique, tirée des Archives Archiducules de Mantoue.]

In Dei Nomine, Amen.

PER hoc publicum Instrumentum cunctis pateat, & sit notum quod Anno à Nativitate ejusdem millesimo quingentesimo vigesimo, Indictione octava, die vero undecima mensis Decembris Pontificatus Sanctissimum in Christo Patris, & Domini nostri Domini Leonis Divina providentia Pape decimi Anno octavo, in nos Notarii publici, & Testium infra scriptorum, ad hoc specialiter vocatorum, & rogatorum presentia prefatus, &

ANNO
1510.

per personam constituit prebibus Sanctissimus Dominus antier Dominus Leo sponte, & non per errorem aliquem Juris vel facti, sed mature deliberatione prebibus omnibusque melioribus modo, via, Jure, causa, & forma, quibus magis, & melius fieri possit, & debeat, condidit ad stipendia sua, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Illustrissimum, & Excellentissimum Dominum Federicum Marchionem Mantue absentem tanquam presentem, Magnifico Comite Domino Baldassare de Castilione ejus Oratore, & Procuratore prefate, & pro eo liquante prout de ejus Procuratoris Mandato cunctis, & consiliis rite publicum Instrumentum per me Notarium rifo, & lecto mone speculabile Viri Domini Leonelli Philippi de Marchella Civis Mantuani sub die postrema mensis Augusti millesimo quingentesimo vigesimo proximo presentis rogatus, & quatenus opus sit prefatus Dominus Baldassar suo proprio, & privato nomine de rato, & ratificatione in forma Juris valida, & de Jure satisfactibile fecit, & curatum ita, & taliter cum effectu. Itaque factuam possibile & quod non poterit nullo modo excusari, promittit, & convenit quod predictus Dominus Marchio infrafrascripta omnia, & singula infra triginta dies proximos ab hodie & usque, faciendo ratiis, acceptis, & consensibus, ac rata, grata, & firma haberi sequi ad observationem omnium, & singulorum in prefato publico Instrumento, & me infrafrascripti obligabit, & ipse obsequium Capitulis, Pædis, Obligationibus infrafrascriptis quod dicta Conducta fieri per tempus, & terminum trium Annorum incipiendo a die undecima mensis Aprilis millesimo quingentesimo vigesimo primo proximo futuro, videlicet duas finies, & tertiam ad beneficium suum Sanctissimæ, sed beneficium debet notificari dicto Domino Marchioni per tres menses ante finem secundi Anni, quod dicta Conducta sit in totum trecentorum Equorum gravis Armaturæ, hoc modo videlicet CCXXX. finium & CXXX. levis armaturæ, quod stipendium pro quolibet Equo gravis armaturæ sit ad rationem, & computum centum & viginti Ducatorum de Carolis pro quolibet Anno quod provisto particulari prefati Domini Marchionis sit pro quolibet Anno duodecim milium Ducatorum de Carolis, quod stipendium Equorum, & provisto particulari dicti Domini Marchionis solvantur ad quatuordecies triginta in tantis solvantur lucratum fuerit mori Francorum, sed ad prefata solvantur per Sanctissimum Dominum nostrum quævis anni stipendii, & provisionis particulari predictæ usque Anni; quod predictus Dominus Marchio habet Officium, Titulum, & auctoritatem Capitanei Generalis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & sic Sanctissimus Dominus noster censet, & debeat eum in contingente quod predictus Sanctissimus Dominus noster eligeret, & deponeret aliquem Locumtenentem, aut Confalonierum prefatus Dominus Marchio non teneatur obedire dictis Locumtenenti, aut Confaloniero. Quod predictus Dominus Marchio habet in Domino Ecclesiastico Stationes pro mille & quingenti equis, & casu quo in dictis Locis Sanctissimus sua commodum non possit deputare, & consignare dictas Stationes teneatur solvere pro eo numero qui non habebat dictas Stationes Ducatos viginti auri pro quolibet Equo gravis armaturæ, & pro quolibet Anno, temporibus, & modis stipendii suprafrascripti. Quod tempore Belli contingeret per Sanctissimum Dominum nostrum conducere Pedes, predictus Dominus Marchio habet facultatem eligendi, & conducendi usque ad Summam mille Pedum quos duxerit eligendos sumptibus suis Sanctissimus pro custodia Personarum sue domi esse personaliter in Castris, & pro servitio predictis Sanctissimis & ordinare, & deputare illis Capitaneum pro illo tempore, quo necesse erit tui opera eorum, quod predictus Dominus Marchio habet auctoritatem, & facultatem per se, vel per quos ipse deputaverit administrandi Justitiam in Castris tam in civilibus, quam in criminalibus, & nullus alius possit se interponere excepta Legibus, & Communiis Sanctissimæ sue qui possint punire, & castigare delinquentes prout illi videbitur. Quod tunc Capivi, & Presbiteri, qui a predicto Domino Marchione vel dicta Equibus sumptibus capivi, & retenti intelliguntur esse, & sint dicti Domini Marchionis vel eorum qui eos ceperint, & si Sanctissimus Dominus noster voluerit eos, aut aliquem eorum in sua possidete, dictus Dominus Marchio teneatur libere radere, & concedere suis Sanctissimis, quæ ratione debet solvere, & redimere eos tanto pretio, quantum ipsi Principales capivi fuissent: sed in hoc Capitulo non intelligantur comprehensæ principes vel aliquæ eorum contra quem & quos Bellum geritur, nec & Rebeldes sui Sanctissimæ quod omnes Principes

les, & rebeldes sine aliqua sollemnitate intelliguntur esse & sint Juris & arbitrii Sanctissimæ sue. Quod si eveniret in aliquo Bello, ut a dicto Domino Marchione, vel suis Equibus acquireretur Antille, Men bonas, & alia bona mobilia, sint dicti Domini Marchionis vel ipsorum qui ea acquirerent prout dicto Domino Marchioni placebat. Item Sanctissimus Dominus noster, dante dicta Conducta, recepit predictum Dominum Marchionem, & ejus Illustrissimum Dominum, suum, Populos, & Subditos suos in tutam, & protectionem sue Sanctissimæ, & Sanctæ Sedis Apostolicæ contra quoscunque, nemine excepto, & promittit in omni Liga, & Confederatione quas dante inter, vel celebrare contingeret, facere specialem mentionem dicti Domini Marchionis & Domus sue, & nominare eos expressis in dictis Liga, & Confederationibus pro Adherentibus, recommendatis, & protectis à sua Beatitudine quod predictus Dominus Marchio teneatur resistere dictis Equibus infra tres menses, & postea ad compellendum Sanctissimum Dominum nostrum, quod predictus Dominus Marchio teneatur occidere Legatos, & Communiis Sanctissimæ Domini nostri quod predictus Dominus Marchio sit devotus, & fidelis Sanctissimæ Domini nostri, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & teneatur servare sui Sanctissimæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ per dictam sententiam sui personam, & statu cum dictis Equibus gravis, & levis armaturæ contra quoscunque, nemine excepto, cujuscumque gradus, dignitatis, & quantitas exstiterit, & si non comprehenderent verbo generalibus, quod predictus Dominus Marchio teneatur omnes inimicos Sanctissimæ Domini nostri, & à sua Sanctitate quoscunque, & ex quavis causa ad liberam arbitrium sue Sanctissimæ huius & declaratos, vel declarandos, ac omnes preiure Sanctissimæ inobedientes, & rebeldes habere pro inimicis suis, & illis demerare, & prohibere transire per Dominium suum, non obstantibus quibusvis exceptis Liga, Obligationibus, Promissionibus, & sepius geminis, & Juramentis, & publicis Instrumentis confirmatis ex quavis causa & maxima, quæ omnia & singula pro expressis, & de presenti Capitulo de verbo ad verbum insertis inque omnia tollant predictis Sanctissimis Dominis nostris, & Dominis Marchio haberi voluerunt; predicta omnia predictis Dominis Marchio, & pro eo predictus Dominus Baldassar, dictis nominibus quibus super, intendit servare, & adimplere: verum si contingeret Bellum servare, vel possire fieri contra Cæsarem Maximilianum, & claret dicto casu se non tenet personaliter tamen hoc, & militare contra dictum Cæsarem Maximilianum, & dicto casu Equos predicti possit, & debeat militare ad beneficium Sanctissimæ Domini nostri, & Legationem, & Communionem sue Sanctissimæ, & contra Cæsarem Maximilianum, & vales Sanctissimus Dominus solus dictis Equibus continere, & coarctare pro dicto tempore Ducem, & Confalonierem quoscunque predictus Dominus Marchio voluerit personaliter interesse. Quæ omnia, & singula supra, & infrafrascripta predictis Sanctissimis Dominis nostris, & Magnificis Dominis Baldassar, quibus sepius nominatis, & quolibet dictorum modorum, & nominum insolidum, insimul, & de per se attendere, & observare, ac in tallo contrahere, dicere, vel venire per se vel alium, seu alios aliqua ratione, Jure, modo, Thelo five causa, tacite vel expresse, aut alio quovis quævis colore promittere. Pro quibus omnibus & singulis, sicut premitur tenendis, attendendis, complendis, & inviolabiliter observandis, ac firmis, ratis, & gravis habendis predictis Sanctissimis Dominis nostris in verbo Romani Pontificis promittit nec non dictus D. Baldassar Procurator quibus super nominibus se, & dictum Dominum Marchionem ejus Principalem, & eorum quolibet insolidum, necnon omnia, & singula eorum, & ejusmodi ipsorum res, & bona, mobilia & immobilia, presentia & futura, subditis existentibus quæcumque, in ampliori, ac meliori forma Cameræ Apostolicæ prefato Sanctissimæ Domino nostro Papa in littera presentis, & recipienti, & ipsius una cum omnibus, & singulis clausulis, sublimitatibus, Recommendationibus, Excommunicationibus, Constitutionibus, videlicet Dominorum Jacobi Apocryphi, nec non Thome de Prato, & Salvatoris Petrus aliorumque Procuratorum, & Notariorum in Romanis Curis necnon pro tempore existentium, quorum hic pro sufficienter nominibus expressis habere debet. Juramento, talibus ob hoc corporaliter in mei Notarii infrafrascripti prefatis manibus Scripturarum Sacrosanctis ad Sancta Dei Evangelia, & aliis omnibus, & singulis clausulis in Instrumentis Obligationum in pleniori forma Cameræ Apostolicæ celebratis apposis, & apponi solitis obligavit, & hipothecavit, super quibus omnibus, & singulis predictis

ANNO
1510.

ANNO
1510.

Sacchissimus Dominus noster, & Baldassare quibus supra nominibus & quilibet ipsorum ibi igitur in me Notarii publicos infra scriptos unum vel plures, publicum seu publicum fieri, atque conscribere potuerunt, & instrumentum. Adhuc fuerunt hec Mallianus Fontenalis Diocesis in Camera prebendi Sacchissimus Dominus noster, presens ibidem Scilicet Reverendissimi Domini Guidone de Medicis, & Bartholomeo Trapanio Clericis Florentinis, & Bonaventura Diocesis Camerae secretis suis Sacchissimus ad superscripta habuit, vocatis, atque specialiter rogatis.

Et ego Petrus olim Nicolai de Ardinhellis Chris Florentinus, & Sacchissimus Domini nostri Secretarius publicus Apostolicus auctoritate Notarius, quia predictis omnibus, & singulis, dum sic agebantur & fierent, unum cum prenominationis Testibus presens fui easque sic fieri vidi, audiui, & in oculos sumpsi, ideoque hoc presens publicum instrumentum illis actibus occupatis Negotiis aliena manu fideliter scripsimus publicari, & in hac publicam formam redegi, & ad predictorum omnium, & singulorum fidem me subscripsi, & solito meo signo signavi rogatus, & requisitus.

(L. S.)

Con Autenticum in pergamena scriptum sit ut supra exprimitur, & in secretis Archidiaconi Mantuanis Archivio ad servandum presentem superscriptum Caput annuam conferre attestor



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVII DE MAZZIS Filius, Civis, publicusque, Imperiali auctoritate, Mantuani Notarius ac deli secretis Archidiaconi Archivii Mantuani. In quorum fidem hic me, solito cum attestatione subscripsi hac die 23. Februarii 1730.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTIGLIONE ejusdem Archivii Praefectus, hac die 23. Februarii 1730.

CXLIV.

10. Dec. **Leitung und Vertrag zwischen Gantzen/Cast/Heyer/Geßhard/und Albrecht/Grassen zu Mansfeld, worin sich dieselbe verschuldener Mittel zu Erhaltung des Gräflichen Hauses/weit auch zu Nutz und Gedenken der Untertanen/vergleichen. Orden und Geschehen am 20. Tag Decembris 1720. [L. VING, Krausches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuar. II. Theil. VI. Abthg XII. pag. 120.]**

Cest-à-dire,

Union & Accord entre GONTIER, ERNEST HOYER, GEBHARD, & ALBERT Comtes de Mansfeld, où ils conviennent de divers moyens pour maintenir le Dignité de leur Maison. & pour le bien de leurs Sujets. Fait le 20. Decembre 1720.

Im Namen der Heiligen Dreifaltigkeit/ Amen. Wir Gantzen/ Cast/ Heyer/ Geßhard/ und Albrecht/ Schwärze und Witten/ Grassen und Herrn zu Mansfeld/ und Edle Herren zu Helftrungen/ vor Uns und alle Unsere Erben und Nachkommen öffentlich befehlen/ als und nachdem Unsere Vorfahren/ geselliger und milder Gedäch-

nist/ Verträge aufgerichtet/ welches wir zu Gedenke geführt/ auch das von Einigkeit und guter Anordnung geringe Dinge wachsen/ und aufzuwachen/ und aus Verträge und Uneinigkeit auch große Gewalt und Herrschaft geschenkt/ gemindert/ zum offtermahl gar zu nicht/ und in unvorsehendes Abnehmen geführt werden/ Solchem so diel möglich mit gütlicher Hälfte vergütlichen/ haben wir Und dem allmächtigen zu Ebe/ Fried und Einigkeit zu erhalten/ mit gutem fürnehmenden jütlichem Rathe/ zu standhaftiger Förderung Aller aller Ehre/ Nutz und Aufschwung/ und besonder gemeine Herrschaft/ und vertrieben Unterthanen Geborgen/ gütlich/ freundlich/ nachsichtig/ und Vertrag und Frieden/ für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen/ einiglich zu halten Uns veremiget und vertragen/ und damit die alten Verträge/ so von Unsere Vor-Fahren aufgerichtet/ tot/ abel/ und kraftlos/ auch hernit aufgehoben sein sollen.

Wir und Unsere Erben sollen und wollen auch/ als wir ohne das zu thun schuldig/ ein jeder den andern freundlich meynen/ und zum besten stehen/ und seinen Erben und Nachteil/ nach Unsere Veremigen/ helfen decken/ und das so dem andern be/sonderlich schaden möchte/ treulich hindern und helfen verhüten. So Unser einer versterben würde/ und einen nachgebliebenen Mannlichen seine Vormunden gesetzt oder verordnet wird/ daß alsdenn wir andere Grassen/ welche denselben Mannlichen/ der Sippschaft am nächsten vermandt/ denen Vormunden setzen und verordnen wollen/ und so der darderebene Dienst/ so Zeit seines Lebens in seinem Rath gebraucht/ oder sonst seiner Herrschaft/ Gelegenheit wollen/ hinter Ihne dirlaffen heben/ dirlaffen wollen wir darzu verordnet/ und zugestanden verpflichtet sein/ dergleichen auch etliche aus den Lehmannen/ so anders der unter den Mannlichen/ die darzu dienstlich/ geessen waren/ und also daß der Vormund nicht über drei/ oder nach Begehrten der Mannlichen Grasse/ schicklich geseit werden/ und welche also durch Uns zu Vormande bestirget/ sollen Erben/ Nachpflicht thun/ Uns noch niemand anzuweisen/ auch um kleineren Furcht/ Leiden/ oder Gabe dem Mannlichen empfehlen lassen/ sondern treulich und fleißig über dem Ihren halten/ und zu ihrem besten verhalten/ auch an dem/ so Ihnen dirlsprechen/ oder dirlsich zu Dienstzeiten gereicht/ dirlsagen lassen.

Wir und Unsere Erben wollen auch dieselbe Vormunden treulich verhalten/ und ob sie gegen Uns derselben Mannlichen Sachen haben zu thun genommen/ nicht verdraden/ noch langade zu ihnen lassen/ noch in Ungute nichts vertragen gegen ihnen vernehmen/ sondern denselben die Willigkeit/ und anstatt ihrer unmlindigen Herren/ was ihnen juständig widerfahren lassen/ dirlsich gezeiget Vormunden sollen auch alle Zahel/ denen/ so an der Sippschaft am nächsten vermandt/ Rechnung von aller Einnahme und Ausgabe/ thun/ solche Rechnung sollen wir selbst mo wir nicht durch Ehehafte vermindert/ Ihnen/ und Einsehung haben/ dadurch als den unmlindigen Herren zum besten verstanden werde/ alsdenn solche Rechnung verpflichten und dirlsagen/ anff daß so die Mannlichen zu ihren Jahren kommen/ die dirlsagen/ und wie ihnen fürstehen/ zu erstanden haben/ und was sie daran für Mangel/ sollen die Vermunden dirlsich setzen/ und solche zu verantworten verpflichtet sein. Durch kleineren Ersuchen sollen die gedachte Vermunde gezeiget/ oder der Vormundschafft erlassen werden/ es wiew dem/ daß die unmlindich oder eigenmächtig in der Rechnung oder anderen Sachen befehlen/ oder aber solche Vermundschafft Mannlichen haben nicht länger anrichten dürfen. Dergleichen wenn ein Vermund-

Zuletzt.

ANNO
1520.

Todeshalben abgeben würde / sollen von der nächsten nächsten Freundschaft ein ander an des Verstorbenen hat in Monatsfrist zum künftigen verordnet und geben werden. Es soll auch kein Herr / zur Regierung seiner Herrschaft gelassen werden / er sey denn sechzehn Jahre alt. Wäre aber ein Herr / aus Vererbung oder Bedenken in seinem Testament oder letzten Willen verschaffen / und verordnet / daß seine Kinder länger Jahre solten bedienet werden / solches soll den Unsern Erben und Nachkommen ununterbrochen gehalten / und Folge geleistet werden.

Es soll auch Unser keiner seinen Antheil am Schloß und Thal Mansfeld / samt ihren Zugehörigen / an den Städten / Eisleben / Hengstfeld / dergleichen dem Bergwerk / in allen Unsern Grafschaften / und Herrschaften / so wir jemand haben gefunden / oder in Zukunft erbaute und fundig machen werden / vergeben / verkaufen / verpfänden / oder in andere Wege / wie solches Nothen haben mag / anwenden. Wäre aber einer oder mehr Unser / welches die Allmächtigen nach seinem göttlichen Willen / gnädiglich verordnen wolle / vermassen / daß er welche verkaufen / und nicht erhalten möchte / in Ansehung kommen / soll er solche seine Gerechtigkeiten / sammt allen Rechten / so zu seinem Theil Mansfeld / sammt dem Thal / Erben Mann / Bürger und Bauerschaft / und Gehöften / auch den freien Städten Eisleben und Hengstfeld / samt dem Bergwerk in Unser Grafschaft / so weit sich erstreckt / Uns andern der protestantischen Göttern / anangehen / daß solches wichtiger ist / zu versetzen anbieten / welche wir ihm binnen Jahresfrist vergnügen sollen und wollen / und also solcher Güter / bis so lange derselbe Herr Uns die protestantischen Göttern wider vergibt / genießt / und zu Unsern Nutzen / doch zu seiner Befriedigung gebrauchen. Und wenn er mit verkäufenden Göttern solche sein verpfändete Herrschaft wider zu Uns schicken will / soll er Uns / Unsern Erben und Nachkommen / einem Munde jeder zuschreiben / alsdann sollen und wollen wir / Unser Erben und Nachkommen / bey Unsern getreuen Erben und Vätern / ihm seinen Antheil der Herrschaft bedachter Güter und Bergwerken nicht verhalten / sondern ohne Seemanns gegen der Bezahlung einlösen / wo aber der Ding an bedachten Temporen / Städten und Bergwerken / welches Uns gnädiglich abenden wolle / sollen würde / daß derselben Herrn Theil / welchen er also am Schloß Mansfeld / sammt allen dazugehörenden Theilen am Thal Mansfeld / verglichen Berwerken / Dörfern / Gehöften und aller Nahrung und Obervogt / auch an den Städten Eisleben und Hengstfeld / sammt allen Bergwerken / nicht angeschickten / verpfändet / vermassen / daß derselbe sein Antheil vergessener Impost-Geldern und Bergwerk nicht mehr denn auf zwei tausend Göttern jährlichen Einkommens sich erstrecken würde / soll alsdann von den andern Herren zehn tausend Göttern darauf gegeben und gelohnt werden. Was es aber an Einkommen geringert / soll allweg nach Ansehn an der Leistung der zehn tausend Göttern abgeben. Doch soll / wie vorgemeldet / derselbe Herr / seine Mäntliche Erben / und so der nicht / die nächste nächste die Mündung bedachter müssen zu thun haben / und allweg verhalten sein.

Wo auch ein Graff zu Mansfeld / aus gebrauchter Nothdurft verurtheilt / daß er etlicher seiner Güter außerhalb der Städte Eisleben / Mansfeld und Hengstfeld / sammt dazugehörenden Bergwerken und Nahrungen verkaufen mußte / solches soll er den nächstgelegenen Herren anbieten / und wenn also solche Abänderung geschehen / so sollen beyderseits vier ihrer Nähe anwesend / und verordnet werden / die

zu erkennen / ob der Graff / so zu verkaufen suchte / auch angesehene Ursache / und aus Willigkeit / so hat / daß er verkaufen wolle / und wo also durch die Räte erkannt / und ausgesprochen / daß er aus nothdürftiger Ursache verkaufen wolle / wo sich dann die nächstgelegenen Herren mit dem Verkäufer nicht vertragen möchten / sollen die verordnete Räte / was solch Gut wichtig / und ertragen mag / erkennen / und es demselben Erkenntliche nach / die nächstgelegenen Erben sich Gut / was es wichtig / nicht bedalten wollen / so soll alsdann der Graff zu Mansfeld / so verurtheilt wurde / den andern Graffen / so in folgenden Sippen am nächsten anbieten / und so die solches auch nicht zu behalten bedacht / soll alsdann solch Gut oder Güter einem andern Graffen zu verkaufen angeboten werden / und wo das dem Graffen also nicht verkauft / so soll derselbe Graff Macht und Gewalt haben / solch Gut einem Edelmann zu verkaufen / und Hies fürwenden / damit die Lehnenschaft solches verkauften Gutes den der Herrschaft Mannliche bleibe / es soll auch keine Veräußerung ohne rätliche und große Ursache geschehen / nach hergenommen werden / würde es aber darüber gebracht / sollen wir andern solches zu verordnen nicht schuldig seyn. Wäre auch durch jemand daher geachtet / daß er seine Herrschaft und Güter nicht aus ander Nothdurft verkaufen / veräußern / und veräußern wolle / dasselbe soll auf vier Unser und Unser Nachkommen Räte / einer oder zwei Personen dazu geben soll / Erkenntliche / welches sie in zwei Monaten thun sollen / stehen / und was durch sie erkannt und ausgesprochen wird / ob derselbe Graff aus angesehener Nothdurft zu veräußern / oder sonst zu verlassen Mächtig haben solle oder nicht / haben soll es unüberdachtlich / und ohne Einwurde bleiben / können sich aber die Räte solches nicht vereinigen / soll durch sie ein unpartidischer Obmann gegeben werden / und wenn derselbe Obmann über die Sachen Zufall thut / oder vor sich selbst ein Ansehn macht / demselben soll Folge geleistet werden. Und wenn also ein Herr aus Nothdurft und Schuld / wie angezeigt / verkaufen mußte / was er denn über Zahlung seiner Schuld übrig behalten würde / soll er wider vermassen anlegen oder verpfänden / damit wir andern der Ansetzung und gekauften Lehen daran gewertig seyn und bleiben.

Wir / Unsere Mäntliche Lehen-Erben sollen und wollen auch zu einigen Zeiten alle und jegliche Unsere Lehen-Güter / so wir jemand haben / oder künftigher erlangen / kaufen / oder zu Uns bringen werden / oder andern / ingesamt Lehen empfangen / und einer den andern ingesamt Lehen nach nahe Zeit der Sippen zu bringen verpflichtet seyn. Und es gleich Unser einer keine Grafschaft / Herrschaft und Güter eines Theils oder gar / doch nicht anders / denn ihm dieser Vertrag nachbleibt / veräußert oder verpfändet / so soll derselbe Graff / seine Mäntliche Erben und Nachkommen dadurch der Erwartung in Unser andern Graffen Mann-Lehen-Güter haben und behalten / und verhalten also der gekauften Lehen nicht veräußert sondern empfanglich seyn.

Wir haben Uns auch untereinander vereinigt / bewilligt / und vertragen / welche also vor Uns / Unsern Erben und Nachkommen unüberdachtlich soll gehalten werden / so in Zukunft einer oder mehr Graffen zu Mansfeld / nach dem Willen die Allmächtigen / ohne Mäntliche Lehen-Erben veräußern wollen / soll der oder derselben gelassene Herrschaft / nach nahe Zeit der Sippen fallen / unangehen der gekauften Lehen. Wäre es aber / daß wir Unser Erben / einer oder mehr Erben an seinem Lehen / welche für der etliche Kinder gegruet / haben / were / und dieselbe Erben / ehe denn der Vater ab-

ANNO
1520.

ANNO
1520.

geben und vertheilen wieder / sollen nicht weniger die Kinder des Erbtheils / so den Leben ihres Vaters versterben / in dieselbe Erbschaft und Gerechtigkeit treten / und das / so er von ihrem Groß-Vater erbt / oder von einem Bruder auf den andern geht / in allem / als wenn ihr Vater am Leben / erben und nehmen. Wenn aber von Veneris / und nicht absteigender / sondern aufsteigend / wie oben verordnet / der besterben Letzt / Anfälle kommen / oder ausgelikt werden / dieselbe sollen / wie der ausgelegt / auf den Nachsten nach der Eigenschaft haften vererbt werden.

Wie wollen / bewilligen und ordnen auch / das künftig zu einigen Zeiten / zwischen der Männlichen Stamm und Schläge der Weiblichen Mannseld leben / das alle Unsere Väter / mit ihren jährliehen Kögeln / Salpeter / Pulver / und andern dazu gebührend / beizugehen alle Unsere Krieger und Gefolge / sie freud / süßen oder gulden / Verien oder Ereignisse / vorsetzt / u. anderst für ihre Erbschaft oder erbliche Gerechtigkeit gesacht u. gehalten werden soll / also daß keine von Mannseld Weiblichen Geschlecht in Erbschaft oder angelegte Güter als Erb-Gut und erbliche Gerechtigkeit nicht oder soll haben / und darum succedieren / sondern solche überlebende Güter sollen allein auf den weiblischen Stamm der Männlichen Stamm und Weiblichen fallen und kommen / damit derselb Männliche Stamm und Weiblichen beste stätlicher und wehrlicher erhalten und bleiben möge. Und auf das vor jährlieh unser und Unser Herrschafft Hingehören / Verleihen und Nachschick vertheilen werden / so wollen / bewilligen und verordnen wir der Uns und alle Unsere Erben / das ein Grafs zu Mannseld zu einigen Zeiten / zwischen der Stamm und Männlich Geschlecht der Weiblichen Mannseld ist / seiner Tochter zum Heirath-Gut ausstehende nicht mehr denn sechs tausend Gulden / und für Erbe und erbliche Gerechtigkeit / auch alle Gerate / Maßtheil / und was dazu gehöret / wie die jährlieh gegeben werden / nicht mehr denn tausend Gulden geben / reichen und zuwenden soll / welches soll ein jährlieh Grafs auf Zeit der Eheverbindung / und von der Zeit der Verheirathung der Ehe und Matrimonii / öffentlich und förmlich verzeichnen und vertheilen / darauß keine Tochter solchem Vertrag und Gebotung der dem erblichen Besizer und Vertheilung in Gegenwartigkeit des / der für die Ehe nimmet / und solcher seiner Herrschaft mit Erbe soll befestigen / und rechtlich Verzicht thun lassen / an dem wie abgetheilt / begabert sein / und solche vertheilt und geschworne Verzicht soll sie nicht weiter noch weiter haben / denn dieweil einer oder mehr Grafs zu Mannseld am Leben / und so der keiner nicht / und das Männliche Geschlecht der Grafs von Mannseld also abgängen were / selbe thun ihre Erb-Gerechtigkeit sein / und nicht damit bestimmen sein / sondern auch des Vertrags und Begabung des Erb-Vertheils in Magdeburg und Halberstadt den Jährlieh von Mannseld geben / unabhängig zu gewissen und zugehörigen vorbehalten sein / were es aber Eide / daß ein Grafs zu Mannseld nicht mehr denn eine Tochter zum Heirathen Eide zu bezeugen / und keinen Erben heit / und derselben Tochter Joan Mutter vertheilen / und ihrem Vater granthaus tausend Gulden an Vertheilung oder Gütern zuwenden / so soll derselbe ihre Vater in dem Fall recht machen haben zehn tausend Gulden / und darüber nicht / zum Heirath-Gut / für Männlich und Weiblich Erbe / Gerate und Maßtheil mit zu geben / und zu reichen / die mit dem Erbe bezeugen / wie oben verordnet ist.

Es soll auch ein Grafs zu Mannseld seiner Gemahls / so ihm die eheliche / haufert / wo es ihm gelling / archibaldjunter Gütern Jährlieh

Nahrung am Orte und andern ihr lebenslang nach seinem Tode zu gebrauchen zu leibgedinge zu haben vermachet / unangestrichen / ob derselbe nicht so viel einbracht hätte / dagegen ihr solch leibgedinge zu vermachet gebietet / wachte sich aber das Einbringen über ein / oder / dadurch zum leibgedinge mehr denn archibaldjunter Gütern Jährlieh Rechte zu vermachet gebietet / soll es dann nach künftlichen Gebrauch zu haben werden / welches dann die andern Grafs bewilligen sollen / und so ein Grafs zu Mannseld / die sein Gemahl bezeugen / der sterben wieder / soll derselbe Grafs nach Anzahl ihres Einbringens von den gänslichen Gütern durch die andern Grafs oder Verordneten bezeugen werden / doch nicht auf dem Schloß Mannseld.

Es soll auch in der Eheverbindung hinwider vorbehalten werden / das eines Gemahls nicht mehr denn vierteltheil Gülden / zu einer Morgengabe versprochen / und vertheilt werden solle / und in der Eheverbindung soll auch hieselben ausgebracht / und gemachet verordnet werden / das hieselb einer jeden Grafs von Mannseld nach Absterben ihres Gemahls der Gerate / Maßtheil / fahrende Gerate / und Jährlieh Gerechtigkeit / auf den vertheilt / tausend Gulden / von dem weiblischen Erben oder ihren Verordneten ohne allen Vertrag nicht gegeben und vertheilt werden. Und wo die nicht gezeigte Erben des Vertheilens / oder aber ihre Verordneten mit Bezeugung der beständigen tausend Gulden auf den Dreihundert nicht geschickt / und die Zahlung dieser Summen die Zeit nicht über einen Monat / so sollen sie des Vertheilens gelassenen Gemahls einen ganzamen Vertheil auf den Dreihundert zu thun dringlich sein / darüber tausend Gulden zu Jahresfrist und Zeit / von dem Dreihundert an zu zahlen / ohne Einrede und weitem Verzug zu bezahlen / und wenn sie also derselben Zahlung oder Vertheil / wie oben verordnet / empfangen / alsdann sich derselben folgenden nicht zu unterwinden / auch einzel Gerechtigkeit daran anzuweisen / und die tausend Gulden / so sie davon entrichtet / ihres Verfalls zu haben / und wenden haben / aber des Vertheils auf den Schloß / so ihr zum Leib-Gut vermachet / also lang sie nicht unter hat / zu gebrauchen / doch so sie sich veränderen / oder nach dem Willen der Alldingigen vertheilt werden / solchen Vertheil / wie sie den empfangen / auf dem Schloß / und auf Unsere Erben jährlieh sein und bleiben lassen.

Die Zeit und Zeit-Gerichte / so auf dem Schloß / da ihr Herr haushalten hat / soll ihr der halbe Theil / dazu alle die Krieger / Geschmeide und Kleider / so ihr jährlieh / ohne Vertheilung / damit ihres Verfalls zu gebrauchen / folgen / und ohne Einrede / haben / und so oft eine Grafs von Mannseld nach Absterben ihres Herrn sich wiederum vertheilen wieder / das alsdann Vertheil von den nachgelassenen Erben / oder ihren Verordneten mit einer Summa Erbes / so sie zu Heirath-Gut einbracht mag abgetheilt werden / und wenn sie also gleich Erbe empfangen und dergleichen / dagegen die Güter / so ihr zu leibgedinge vermachet / absterben und überantworten / aber die Morgengabe soll ihr lebenslang bleiben / und ohne Vertheilung von Morgengaben Rechte und Gemeintheil ist zu gebrauchen haben / doch vertheilt / das wir und Unsere Nachkommen alle Tag der Morgengabe geringen bleiben.

Es soll auch niemand von Uns und Unsere Erben / Unsere Unterthanen Uns stempel und unerschicklich jährlieh / mit keiner Güte / Nutzung und Auffgaben bezeugen / es were denn Sache / das wir oder Unsere Erben / Uns selbes aus Erbschaft stempelnden verzeichnen und vertheilen / auch Unser keiner keine Vertheilung von den Unterthanen / Uns jährlieh jährlieh / für den andern annehmen / sondern

ANNO
1520.

ANNO
1520.

fordern der zugleich gebrauchen / aber Testament zu vollziehen / soll in letzter jedem Freewilligkeit annehmen oder nicht / stehen / doch dergestalt / wo Kaiser einer oder mehr dazüthige annehmen / und Treue daraus ziehen / dadurch sich Testament gesetzfertig machen / so soll derselbe Herr / der ein Testamentarius ist / sich für eine Part bürden / und mit dem Vernehmen versehen und gehorchen / so viel das Testament belanget / ganz nichts zu thun haben / doch daß keinem Recht gewieget werde.

Und so aber Kaiser einer mit dem andern / oder Kaiser Erben und Nachkommen / oder aber Kaiser einer oder mehr mit einem Unterthanen gemeiner Herrschafft zuwendig / zu thun hatte / oder geräthet / soll einer gegen den andern nichts beschwerlich / oder mit der That fliehen / sondern dasselbe mit Rechte / wie sich das gebührt / ein jeder gegen den andern gebrauchen und anführen / dergleichen keinem Rechte soll gewieget werden. Und ob sich nun in dem ersten Artikel ein oder sonst zulässige Treue / oder wie der Kaiser / Kaiser Erben selbst nicht muß finden werden / bezogen würde / soll von Kaiser reglichen Recht gegen die Kaiser gegeben / und ohne allen Zwang unterzogen werden / die alle dies in der Ehre / Uns oder Kaiser Erben / so ierig sind / einträglich zu entscheiden / oder wo ihnen der Entschluß erschlüge / wiederum einen Obmann zu erwählen haben sollen / was alldann durch dieselbe gesprochen / darüber soll es unabweislich bleiben / und gehalten werden.

Nachdem von jenen Herrn dem Reichthum auff dem Schloß ein Jahr von dem andern die Rest gegeben wird / soll also die Disposition von dem Herrn / der die Zeit den Reichthum / wenn er beschreibet / in der Kasse heft / verlesen werden / doch daß solche Leihung einem geschickten / gelahrten / und eines guten Lebens frumden Meister geschähe / und derselbe seine Residenz zu Mansfeld wesentlich zu halten beschuldigt sey.

Zu Unsern gerainen Verleihen / wollen wir zum steterhalten den Gang / da man auff die Dregel gehet / mit Gewölbe / Zerstern / guten Thüren zu versehen lassen / daß sich hin alldenn hinterlegen / und so viel geordnete Herrn von Mansfeld zu ierigen sey / jeder einen Schlüssel mit verordneten Schlüssel sein daß haben und legen / und soll item Herrn zu seiner Notdurfft von den andern Herrn das Gewölbe aufschließen / und Abschrift der Bescheide / oder Original zu nehmen / jedoch daß die Originale zum Herberhalten wieder in das Gewölbe gelegt nicht verweigert werden.

Wie Kaiser Erben und Nachkommen sollen auch verpflichtet sein / daß ein jeder seinen Sohn / Bruder oder Diener mit Zuß dazü vermindert / zu schweren sich nicht weigert / dazü sollen wir auch die Verordneten / in Zeit / so sie die Verordnungschaft annehmen / solches mit ihren unmittelbaren Herrn zu handeln / und zu dazü zu gehen / und zu halten verpflichten. Und daß solcher außsätzlicher Vertrag und Einigung in allen seinen Punkten und Artikeln den Uns / Kaiser Erben und Nachkommen festiglich / und unabweislich gehalten werden soll / hat Kaiser jeder dem andern / der sich sein Erben mit Handgebot Treue giebt und versagt / auch einen leblichen Eid mit außsätzlichen Jüngern zu den Heiligen geschworen / und zu steter Bekantniß jeglicher sein ansehender Eigel unter an diesen Brief abzugeben. Darzu und neben sind gewesen / Kaiser Räte und ihre Officiere / der Hochgelahrte / Oberrichter und Bescheide Johann Adelherder Richter Doctor / Hans von Treut / Johann Parsing / Georg den Eulbach / Otto Schöngel / Caspar von Watzdorf / in. Bescheiden nach Christi Kaiser Herrn Erbthum / während stundtund / und im präsens-

ten Jahre am 20. Tage dieses Monats Decem- ANNO
bris. 1520.

CXLV.

Burgfriede durch Guntzen / Erbst / Henrich 20. Dec.
und Albrecht Grafen zu Mansfeld / über
das Schloß Mansfeld und dessen beyde oder
Territorio zur Sicherheit eines nächsten Leibes
und Guts außgeschrieben den 20. Tag Decembris
ANNO 1520. [L. NIGT. Teutisches Reichs
Archiv. Part. Spec. Continu. II. Abth. VI. Abth. XII. pag. 125.]

C'est-à-dire,

*Paix de Bourg entre GONTIER, ERNEST,
HOYERN, & ALBERT Comtes de Mans-
feldt, au sujet du Château de Mansfeldt & de
son Territoire, & pour la sûreté de leur Per-
sonnes & de leur Bien. Fait le 20. Decembre
1520.*

Wenken Wir Guntzen / Erbst / Henrich / und
Albrecht / Grafen und Vögte / Grafen
und Herrn zu Mansfeldt / Erb- Herren zu Hütten-
ungen / für Uns / Kaiser Erben und Nachkommen / daß
Wir mit guten Rath und Fürsicht / zu Er-
haltung Friede und Einigkeit zwischen Uns / Kai-
sern Erben und Erbthum / nachfolgendes Burg-
friedes Unser Schloß Mansfeldt it. zu ewigen
Zeiten zu halten / vertragen und vermindert haben /
und festiglich / Wie obgenannten Grafen / Kaiser
Erben und Nachkommen wollen sumt alle den-
jenigen / die Wie gegenseitlich in den gemeinen
Burgfrieden haben / und nehmen / oder künftig ein-
nehmen werden / in gedachten Unsern Schloß fest-
lich / etlich / eines jeden Leibes und Guts sicher be-
einander wohnen / und keiner gegen den andern mit
der That nicht fliehen / noch fliehen ver-
gessen / oder gestatten in irerem Weis. Were
es auch / daß einiger Zwietracht oder Aufruhr in die-
sem Burgfriede / und welcherley Ursache das were
den Kaiser Hoffstade / Dürck / Einwohnern /
oder Fremden zutheile / dazü soll niemand
mit Unbescheidenheit / weder mit Worten noch mit
Werden freventlich sich vergreifen / sondern mög-
lichst sich vermeiden / denselben ohne Verwirrung
hinlegen und stillen lassen / Wir wollen
Uns aber solche Zwietracht / und sie nach Gelegen-
heit ihrer Vermeidung zu straffen vorbehalten haben / es sollen auch Kaiser Ankunfte und Vögte
samt ihren Zugehörigen Beside / deme oder de-
nen / so wider den Burgfrieden gehandelt / fest-
lich nachtrachten / und dieselben annehmen / sich
fliehen / Und so Kaiser Hoffstade und Dürck /
Kaiser Ankunfte und Vögte / Uns solches anzeigen
und zu erkennen geben / des sich aber dann / ihren
Angehen nach / befinden / sollen der oder die / so un-
billiger Weise geschehen / in Straff genommen
werden.

Dergleichen ob Kaiser Hoffstade gemeine Land
Stade zu Unsern Ankunften oder Vögten / Reich
oder Mangel haben / solches sollen sie Uns ver-
trunden ohne einiglicher Vergriffung mit Worten oder
Werden zu erkennen geben / wollen Wie Uns / da-
mit ein jeder in Unsern Burgfrieden die Unbillig-
keit vertragen bleiben / halten und erigen / Wiege
sich auch / daß jemand von ein ander geschwicht /
und injuriert / sollen der oder die haben fern / und in wel-
cher Hand das geschieht / die Sache von Einem
in Beside nehmen / und der Billigkeit gemäß ent-
scheiden.

Es soll einem jeglichen Herrn / was sie Anstus

ANNO
1520.

in seiner Behausung geschickt / über seine oder andern Diener die Straffe zu behalten sein.

Was aber in den Hosen und aufferhalb der Behausung der Mischandlung und Friedbruch geschieht / die peinlich sollen gestrafft werden / sollen die Herren zugleich zu thun haben ; Wäre es aber nicht peinlich / soll einem jeden Herrn die Straffe über seine Diener vorbehalten sein / Dieser keiner soll des andern öffentliche abgelegte Feinde einnehmen / dergleichen sich auch der so den Herrn zu beschädigen suchen / oder senken in unbillige Ansprache zuweilen einschlossen / einschlagen. Solche dieser bewilligter angenommener Burg-Friede sollstlich erlösen / stehen und gehalten werden / so weit bedürft Schick mit seinen Wesen / Mauthen / Zwängen / Steuern / und Pfaffen umfassen und bestrafen.

Ferner haben Wir Uns auch vertragen und vereinigt / der Uns und Unser Leben / Erben / daß wir die innerlich Gebilde / so Unser einer / oder mehr denen wollen / nun hinfut in deine starke gemeiner Befehlzung entgegen / anlegen / noch auch wir gemeine / ohne Unser aller Bewilligung nicht bolen sollen noch wollen / sondern die Behausung in allen gerichtlichen und gerichtlichen Händ / als Unser Graff / Hoyer Haus ist / anstellen / und was einer also zu Reichthum der Befehlzung / mit den alten Gebilden / wie die heutige Händ / herinnern von der Mauth rufen wurde / soll ihm so viel Raum herinnern ins Schloß nachgehoben werden / damit ihn in der Weis nicht abgehen werde / auch da das Schloß Manfide in Kriegs-Läusen zu belagen / daß Wir gütlich verhalte / man in Sorgen Händ / und einer oder mehr Herren / damit / daß es heimlich vorgerichtet werde / darauf bleiben müßte / sollen die andern / so davorhin sind / heimlich und jeder heimlich / soll Unser Schloß reiten / und durch welchen Weg Wir Unser Feinden und Beschädigten abbrechen mögen / mit höchsten Reichthum zu tragen / und herzuwachen verhalten sein / so oft auch / daß Wir gütlich verhalte / von andern wird / so wollen und sollen Wir heimlich und heimlich / die innerliche und andere Gebilde / so der Bede und Wege Schaden möchten / ohne alle Weisheit / abgethan gehalten.

Es soll aber das / so einem jeden Herrn an seiner Behausung abgethan / von gemeiner Darlegung binnen einem Jahr in aller Weise / wie es für dem Leben oder Abbrechen gewest / gebaut / es wider dann / daß mit Willen der Herren / so seine Behausung eingebracht / dadurch dasselbige länger Zeit / denn in Jahr und Tag wiederum zu bauen / erlaugte / und also mit seinem Willen gehalten werde / Und damit sich Unser Schloß Manfide desto statlicher mit nachlässiger Proviant versehen / sollen und wollen Wir Unser jeder besondere jedes Jahr lang / die nächsten nacheinander / und jedes Jahr besondere / ihm ein und zwanzigsten angesehen / zwanzig Schodt Schickel Ruten / j. Schodt Schickel Haben / zweien Exner Salpeter / daselbst hinterlegen / und erlösen / auch so oft die Nothwendigkeit erfordert / auf Anzug des Burg-Graven mit frischem Getreide / dasjenige / so dorthin will / auszuwechseln / daselbst hinterlegen und erlösen / und alle Wege mit Erfrischung des Getreides umzuwechseln lassen.

Es soll auch allwege ein Burg-Grav mit zweien rühen Wesen / dergleichen ein hoher Grav und zwei Thoren / oder Wächter / zweien Wandreusen / ein Wachthum mit einem Knechte / auf Unser starke Forderung und Darlegung hinfut und zu rühen Zeiten gehalten werden / und soll allwege sich Unser Schloß mit dem Tage auf und zugehoben werden.

Ob aber Unser einer oder mehr / seine Diener nach solcher Zuschussung in das Schloß oder darauf setzen lassen werden / soll allwege der Burg-Grav / oder hohe-Grav selbste den andern Herrn oder ihren Anbittern / so anheimt sende / anfragen / die dann ihrer Diener / bei dem Aufschließen zu sein / vorzubereiten sollen / und nach notwendigiger Beschickung in Bescheid der andern Herren-Diener / soll die Dienstung zu jeder Zeit / und wann einem jeden gelegen und Noth ist / nicht gezwungen werden. Dergleichen soll es auch gegen Fremden gehalten werden / so sollen die Wächter und andere / so auf die Wache oder Wehr verordnet sein / bei Nacht allwege auf der Wache bleiben / und sonst zu aller und jeder Zeit sollen der Burg-Grav und hohe-Grav / beide ihren Zugehörigen bei dem Auf- und Zuschließen sein / fleißige Achtung und Zusehen haben. Alle Thore soll Unser einem jetzigen Herrn oder ihrem Anbittern / so viel ihrer allhier sein / mit veränderten Schlüssel gemacht / durch den Burg-Grav überantwortet / wo aber der Herr und sein Anbitterman auch nicht vorhanden / soll der Burg-Grav oder dieselben Schlüssel der abwesenden Herren oder ihrer Anbittern bei sich behalten / doch soll ein Herr und desselbigen Diener untereinander dieselben ausgelassen werden / und soll niemand fremdes in die Besatzung ohne Unser Wissen und Willen gesteht werden.

Weiter haben Wir Uns verwilligt und vereinigt / daß Unser keiner bemitle Unser Schloß Manfide / gegen den andern in Anzug nicht zu gebrauchen / oder Vertheil zu Nachtheil dem andern in Gefährte suchen / sondern damit stille und ganz friedlich stehen sollen und wollen / und so oft einer des andern jeglicher Noth und Willigkeit mächtig / soll er sich Unser Schloß Manfide zu seiner Nothdurft gebrauchen / ohne alle Unsere Behinderung / und in den Sachen / so einer des andern jeglicher und recht mächtig / soll Unser keiner von den andern alle sein Vermögen Irbes und Guts / auch kleinste Ansehen / Verhinderung / Verletzung / Vereinigungs-Abstand noch Verwundung haben / nicht sein noch abwenden / und auf das niemandes / was Standes oder Wesens der sei / der solchen Unser Schloß Manfide / mit Unbilligkeit beschwerte / haben wir einträchtiglich gewilligt und geschlossen / daß Wir keinen Herren oder Unserer Debus / Schwager / oder andere gebroder Freunde / auf heimliche Unser Schloß nicht halten sollen noch wollen / es wäre dann / daß der oder dieselben gleich und Recht auf Uns habe und für Uns leiden möchten / und so Wir also dann denselbigen beschreiben / und Unser Vertheilung unangesehen oder unbillig wäre / so mögen Wir heimlich / oder ein jeder insbesondere den oder dieselbigen annehmen / und in Unser Schloß aufnehmen / alleine / daß der / oder die / den Wir mit Vereinigung zugetraut wären / nicht sein / es wäre dann / daß Wir einträchtiglich aus Freundschaft oder sonst dergleichen Ursachen in berühren Unser Schloß / den oder die zu halten entschlossen.

Und damit sich Unser Schloß Manfide mit Geduld und andern zum Ernst blieben / desto nachlässiger derselbe / haben wir Uns bewilligt und vereinigt / so viel Geld / daß ein jeder Herr alle Jahr 200. fl. darzu entrichten soll / und sich Geld bei dem Kaufmann Jährlich vergewissen / damit daß dem Kaufmann / dem Wir von allen Thellen darzu verordnet / überantwortet / damit gemeine Gebroder geschickte / und andere in Ernst gehet / dergleichen / daß das gemeine Schloß davon nicht belehnet und erhalten werden / und in Zeiten der Kriegs-Kräfte / alles darzu / so wir über andere Unser Behausungen notwendige Bestallung nicht bedürfen und übrig haben / dasselbige

ANNO
1520.

ANNO
1520.

uf vieltheils Unser Schloß Mansfeldt zu schicken verpflichtet sey; also doch / wann solche Sachen zu Ende / Friede und Einigkeit gereichen / soll einen jeglichen Herrn / was er mehr / denn der ander dargeliebt / begehrt werden.

Was über solches / so hingeschickt / noch in den Wärdern wäre / wie es überhand / so viel das ist / soll derselbe Herr / solches wiederum annehmen / sich nicht beschweren / was auch in den Kriags-Claffen aus Unserm Schloß Mansfeldt erhebet und erlangt wird / soll Uns alles zu gutt seyn und bleiben.

Wir erben / seyn und bewilligen / daß hinführo kein Graff zu Mansfeldt / so seines Alters schreyben Jahr erlangt / uf das Schloß Mansfeldt von Unserm Nachkommen / Burg-Doigt / und andern Bevollmächtigten / so zu einer jeden Zeit uf beständigem Schloß Mansfeldt seyn werden / er habe denn diesen Burg-Frieden und den Vertrag / welchen Wir jetzt von neuem aufgerichtet / des Datum hältet nach Unserm Herrn Geburt / fünfzehnhundert zwanzig / am zwanzigsten Tage des Monats Decembris gelebet und zu den Heiligen geschworen / nicht soll eingelassen werden / noch vielmehr sich auß dem Schloß Mansfeldt enthalten / sondern unsere Nachkommen / so den Burg-Friede und den Vertrag geschworen / auch Burg-Doigt und andere Bevollmächtigte sollen denselben Graffen von Mansfeldt / so sechzehn Jahr Alter erlangt / und den Burg-Friede und Vertrag nicht geschworen / biß so lange er den so schwören bewilligt / auff dem Schloß zu Mansfeldt nicht leiden / wissen noch einlassen.

Dergleichen sollen auch unsere Städte / Erbsitzen / Thal / Wäldchen / und Heiden / keinen Unserm Nachkommen / er habe dann den Burg-Frieden und Vertrag geschworen / Huldung thun / wie sich dann erdöhrte Städte dargegen Uns verpflichtet und verpflichtet haben / Und wann dem Rache grünlliche Anziagnung geschieht / daß der Burg-Friede und dieser Vertrag an den Herrn geschworen / sollen sie alsdann die Huldigung nicht weigern.

Diesen Unsern Burg-Frieden haben Wir vorgenannte Graffen der Uns / unsere Mäntliche Erben und Nachkommen in allen Articulen unterzeichnet / zu halten aufgerichtet / bewilligt und beschloffen / und den alten Burg-Frieden durch unsere Verleuten / selbiger Geschlecht aufgerichtet / hienit aufgeben und gänzlich abgethan haben.

Und zu mehrer unviederbringlicher Huldung für Uns / unsere Mäntliche Erben und Nachkommen / wie Handgeleibter Treue einander gelebet / und mit ausgeherten Fingern in allen feinen Articulen Selge zu geben / zu GEdn und den Heiligen geschworen / des zu ferner / bester Huldung / haben Wir Unser angehehrte Insegle an diesen Burg-Frieden rechtschaffen hangen lassen / darben sind gewesen unsere Räthe und liebe Getreue / die Hochgelohete / güttrunge und rechte Johans Ruch / breder Rechte Dr. Hannß von Trone / Johans Caspar / Georg von Hach / Dte Schödel / Veit von Wappten / gesehen nach Christi Unsere Herrn Geburt und der Hinder-Zahl von zwanzigsten Jahre / am zwanzigsten Tage des Monats Decembris.

CXLVI.

1521. Erb-Satzung / so Philipp Graff von Solms mit willen und wissen seiner Ehne / Graff Reinhard und Ottos / zu erhaltung des Christlichen nahmens und Stammers aufgerichtet / verordnet / daß all seine Graff-Herrschaften / Haab und Güter unverrentet bestimmen verbleiben / und von dens Ehnen insonderheit gewissen und besiget werden / denen Töchtern aber / so lang

TOM. IV. PART. L

ANNO
1521.
einer männlichen Stammen im leben / hierzu keine forderung gehören / sondern dieselbe nach ihren Heirathgut beschribet seyn sollen. Geschähen Dienstag nach Unser lieben Frauen Purificationis Anno 1521. Samst Römischen Kayser Caroli V. Confirmatione. Geben zu Worms den 25. May 1521. LUNIO, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. April. VI. Abss. XXII. pag. 302.]

C'est-à-dire,

Statut héréditaire établi par PHILIPPE Comte de Salm, du consentement de ses Fils REINHARD & OTTON, pour l'établissement de la maison de leur Maison / portant que tous leurs biens & Domaines seront conservés ensemble sans partage, qu'ils les posséderont conjointement & en commun, que les Filles ne pourront y rien prétendre si long tems qu'il y aura des Mâles, & qu'elles se contenteront d'un Dot qui leur sera donné. Fait le Mardi après le jour de la Purification de la Sainte Vierge 1521. Avec la Confirmation de l'Empereur CHARLES V. Donné à Worms le 25. Mai 1521.

Wir Carl der Fünffte von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaser / zu allen Zeiten Weiser des Reichs etc. König in Germanien / zu Castilien / zu Aragon / zu Legion / breder Sicilien zu Hierusalem / zu Hongarien / zu Dalmatien / Croatien / zu Navarra / zu Granada / zu Tellestar / zu Vallen / zu Gallicien / Majoricarum / zu Hispanien / Sardinien / Corfu / Corsica / Murice / Wien / zu Alaman / Algern / zu Gibraltar und der Inseln Canarie / auch der Inseln Indiarum und Terre Ferme des Meeres Occani &c. Erb-Heirg zu Österreich / Herzog zu Burgund / Lothringen / zu Brabant / zu Steyer / Kärnten / Krain / Limburg / Luxemburg / Geldern / Bierenberg / Calabrien / Nebraxum / Neapoll etc. Graf zu Habsburg / zu Flandern / zu Tyrol / zu Glog / Cassilien / zu Aragon und Burgund etc. Philipp-Grav zu Hennegau / zu Holland / zu Seeland / zu Fflor / zu Koberg / zu Namur / zu Fosselen / Ierland und Jüthen / Landgraf in Elsch / Marggraf zu Burgund / zu Orlean / zu Orlan und des Heil. Röm. Reichs Fürst zu Schwaben / zu Catholonia / Astura etc. Herr im Griechland / auf der Westlichen Mark / zu Venedig / zu Buda / zu Wien / zu Salzig / zu Tripoli / und zu Mischeln etc. Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun fund allermäntlich / daß Uns der Edel / Unser und des Reichs lieber Getreuer / Philipp Graf zu Solms / hat forbringen lassen / wie er können Erben / Erben / und Nachkommen männlichen Geschlechts / auch ihren Vortreibern zu gut / und damit ihre Graffschafften / Herrschaften und Dörfer unrenterbar bei einander gehalten / und Uns / unsere Nachkommen / und dem Heiligen Römische / dess Ruchard und daß davon gedient werden inder Ordnung und Satzung / wie es hinführo mit den Graffschafften / Herrschaften / Haab / Gütern und Gezeiten / die er lego hab / und er / und die gemelten seine Erben / und verbleiben Erben und Nachkommen / seiner Nachkommen / Stammen und Geschlechts / Graffen zu Solms / überkommen / gehalten werden soll / aufgerichtet und gemacht / darin die Erben / Unser und des Reichs lieber Getreuer / Reinhard und Otto / Grafen zu Solms / seine Ehne mit Rath und in Betswegen etlicher ihrer nächsten Freunde / verwilliget / und die für sich / und alle ihre Erben / unviederbringlich zu halten / und nachzukommen / zugesagt / alles nach

T e Besige

ANNO
1521.

Befehl des Reichs darüber mit ihr alle / auch der
besetzter ihrer Freund zugesagt bezeugt / des glaub-
lich Abscheis / er hat betrachtet / den Wort zu We-
re also lautet:

Wir Philipp Graf zu Solms / und Herr zu
Münzenberg / befehlen öffentlich / an thun und al-
ternmäßiglichen für uns / und alle Unser Erben
und Nachkommen ewiglich / in und mit Kraft die-
ses Briefs / daß wir mit Wissen / wohlbedachten
Muth / gutem und zeitlichen Muth / dem H. Römischen Reich / als Grafen / Gütern und Verwand-
ten desselbigen / uns / unser Erben und Erben
männlichen Stammes und Namens / unserm
Geschlecht / der Grafschaft und Herrschaft
Solms und Münzenberg / unser Städte /
Schlößer / Flecken / Dörfer / Weiler / unserer
Mannschaft / Ritterchaft / Lehen-Leuten / Unter-
thanen / Hinterlassen und armen Leuten / auch sonst
allen unsern Gütern / liegend und fahrend / Lehen
und eignes / so wir irgend haben / oder nachmal
künstlich bekommen mögen / damit die des Unsern
Geschlechts / Namen und Stammen der Grafen
von Solms / diese statliche bleiben / nicht zertheilt /
zerstört / zertrutt / in fremde Hände wachsen / da-
mit wir dem Römischen Reich / als Grafen und
Gütern desselbigen zu Ruh und Dienst / wie das
wir jehun schuldig / desto fruchtbarer erschießen mö-
gen / zu Ehren / Lob / Frieden / Bestand / Aufgang /
Erhöhung / Wohlfahrt und Gutem / und auf daß
unser Erben / alle ihre Leibe Erben und Nach-
kommen Unser Stammen und Namens / männli-
chen Geschlechts / künstlich weiter Treue vertra-
gen / so unser Grafschaft / Herrschaft / Mann-
schaft / Ritterchaft / Land und Leute / Städte /
Schlößer / Dörfer / Weiler und Unterthanen / auch
Güter / liegend / fahrend / Lehen und eignes / so wir
irgend haben / oder nachmal bekommen mögen /
hinfort zu ewigen Zeiten dem H. Römischen Reich
treuer Nation zu Ehren / Wohlfahrt / Dienst
und Ruh desto gerühlicher ungetheilt / gebrauchen /
genießen / besitzen / sich auch nicht mit und gegen
einander / desto freundlicher halten und vertragen mö-
gen / haben gekert / geschafft / geordnet und gemacht
seien / ordnen / schaffen und machen / mit Wissen /
Willen / Zulassen und Gebot unser Erben / nemlich
Reichsbarren und Oken / Grafen zu Solms und
Herrn zu Münzenberg / der uns / dieselbige Unser
verwandten Erben / alle ihre Kinder Erben und
Nachkommen / in Kraft dieses Briefs / gegenwärtlich /
wissentlich / daß man hinfort zu ewigen
Zeiten unser Grafschaften / und Herrschaft
Solms und Münzenberg / Mannschaft / Ritter-
schaft / Unterthanen / Hinderfah / Güter / Städte /
Schlößer / Flecken / Dörfer / Land und Leute /
Dereigliches / Untereigliches / Lehen / Eignes /
nichts ausgenommen / so wir irgend haben / und
künstlich nachmal bekommen werden / und
vor oder seit / wie abgemelt alle / zum Theil / ei-
ner / mehr / durch Testament / letzten Willen /
Codicill / oder durch andere Wege / in Nachen
zuwilling / nicht verschaffen / verordnen / oder sonst
hingeben / auf die gesamte unser Erben / und
derselben Mann-Lehen Erben und Nachkommen / von
ihren Leibe / ehelich geboren / männlich Stammen
und Namens / Grafen zu Solms und Herrn zu
Münzenberg / so lang die leben und vorhanden sein /
gänglich zunehmen zu erbeigen fallen / kommen und
erwachsen / ehelich bei ihnen / ihren Mann-Lehen-
Erben und Nachkommen bleiben / also daß sie dies
alles inhaben / mögen / brauchen / genießen und besitzen /
ohn Entzug / Verhinderniß und Treue unserer
und ihrer Tochter und Schwestern / und sonst män-
niglich / so unser männlichen Stammen und
Nahmen nicht sein / doch sollen unsere / und

unser Erben / auch derselben Leibe-Mann-Lehen-
Erben und Nachkommen zu ewigen Zeiten / Töchter
und Schwestern / von uns / unser Erben / und
deren rechten Mann-Leibe Erben / geboren /
nach ihrem Herkommen / wie Gräfinnen wohl gekert
und zusehet / ihrem Stand gemäß / zu dem Sa-
crament der Heiligen Ehe mit einem ehelichen jün-
glichen Herrath-Gut und Heimsteuer besetzt / versetzt
versichert und begabt werden / doch alle Wege nach
Gelegenheit und Vermögen derselben unser Erben
und derselben Leibe-Mann-Lehen Erben / so zu ei-
ner jeglichen Zeit / unser Grafschaft / Herrschaft /
Land und Leute inhaben / besitzen / brauchen und nie-
sen werden. Wäre es aber / daß die Töchter oder
Schwestern Gräfinnen von Solms / wie abgemelt
ihrer Werre nicht oder wenig / eine oder mehr / wie
vorgesprochen steht / zu dem Sacrament der Hei-
ligen Ehe nicht kommen / sondern in den geistlichen
Stand und erdlichen Wesen sich begeben wolten /
das doch zu ihrem Willen und Wohlgefallen besten
wird / so soll man dieselbe mit einem ehebaren / recht-
lichen Leihding / nach Gelegenheit der Grafschaft
Solms und Herrschaft Münzenberg / und Inhaber
derselben unser Stammen und Namens / von
uns / unsern Erben und deren Leibe Erben ge-
boten / versorgen und versetzen / das doch über vier-
zig Gülden jährlich / Ruh / Besall und Geld
Jahrs jeder zu geben nicht sein soll / die man nach-
dem sie sich in geistlichen Stand begeben haben /
und vorinnen kommen sein / ihnen jährlich zu rei-
chen und zu geben / soll verschreiben / die ausrichten /
sie darüber handhaben / getreu und ungeschicklich
und sollen die Töchter und Schwestern / Gräfinnen
zu Solms / von unsern Stammen und Namen
geborn / zu ewigen Zeiten / so lang unser Na-
mens und Stammen männliche Geschlechts / von
uns und unsern Erben ehelich geboren / jemand
im Leben ist / sich vermaffen lassen begünnen / wie ob-
steht / unser Erben und derselben Leibe-Lehen-
Erben / Grafen zu Solms und Hn. zu Münzenberg /
männliche Stammen und Namens / von uns / oder
derselben ehelich geboren / bei allen unsern und
ihren Grafschaften / Herrschaften / Mannschaften /
Länden und Leuten / liegend und fahrend / Lehen
und Eignes / nichts ausgenommen / unterbin-
det / ungeirret / gewaltigen bleiben lassen / auch
sechs von niemanden von ihnen wegen zugewandt /
geschrieben oder anrichten / in keinerlei Wege / sondern
sich gänzlich und gar von ihnen ihrer Heimsteuer
oder Herrath-Gut / wie oben gemelt / ohn weiter
Anspruch und Forderung beigen und sätigen lassen /
Wäre aber / daß wir / unser Erben oder deren Leibe-
Erben unsern Namen und Stammen / Grafen
zu Solms / Herrn zu Münzenberg / von uns ge-
boten / alle mit Leb abgeben würden / das zu Gottes
Gewalt steht / Also daß kein recht ehelicher Mann-
Erben von uns oder ihren Leiden geboren / un-
ser Linien mehr im Leben wären / auch kein Testa-
ment oder letzter Will vorhanden / alsdann sollen
und mögen die Töchter und Schwestern Gräfinnen
zu Solms / wie abgemelt / ihres Erbes / und voran
sie Recht haben / ungeraubt rasigste annehmen und
zu fordern ungehindert sein / zu ihrem rechten Stand /
und in demselben Fall die Ordnung nicht binden /
und so lang derkündigen von uns / unsern Erben
und deren Leibe Erben zu ewigen Zeiten / in abstei-
gender Linien geboren / jemand vorhanden und am
Leben ist / sollen die unser Herrschaft / Land / Leute
und Unterthanen / so nicht männlich Stammen-Lehen
ist / alles ausnehmen / besitzen / inhaben und nießen /
also daß sie allen anders / so nicht von uns / un-
sern Erben und deren Leibe Erben in absteigender
Linien geboren sein / ob sie wohl den Absteigenden
im End näher / oder von uns von uns / oder den
unsern /

ANNO
1521.

ANNO 1521. Hosen/ wie obgemelt/ gebeten/ gleich waren/ st-
gehen und die ausschließen sollen/ alle Gefährde/

ANNO 1521. Solms und Herren zu Mühlberg/ dergewandt/ Hoser jeter sein eigin Insigel/ zu des obgenanten
Hosers lieben Herrn und Vaters Insigel an diesem
Brieff auch öffentlich getzenet/ und des zu mehrern
Geyzeugung und Beträhigung Unserer obgenannten
Willens/ haben wir Reinhard und Dito/ Grafen
zu Solms obgemelt/ mit Jhiss gegeben/ die Wohl-
gebohrnen Härters liebe Vatern und Schwägern/ Wil-
helmen/ Grafen zu Nassau/ zu Carlsruhegen
und Dietz zc. Philipsen/ Grafen zu Nassau/ Herren
zu Birkbuden und Yggelstein/ und Wilhelmus Gra-
fen zu Birgenstein/ das Jhrer oder sein Insigel
zu Härters lieben Herrn und Vaters und Unseren In-
sigel auch hier angehangen haben/ das wir jett ge-
nannte Wilhelm und Philips Grafen zu Nassau zc.
und Wilhelm Graf zu Birgenstein zc. bekennt/ das
wir diese Ordnung/ Satzung und Beschäffe/ also
wie gemelt/ außrichtet/ nach Unseren besten
Verständnis/ ansehen und achten/ Nachdrücken
wohlbeträchlichen seinen Namen und Stimmen/
der Grafschafft zu Solms/ und Herrschafft zu
Mühlberg/ der Landt/ Unterthanen und Leuten/
lößlichen/ erlölichen und nützlichen/ also gemacht
und außgerichtet ist/ Und haben darauf und des viel ge-
meinten Graff Philipsen zu Solms und Herrn zu
Mühlberg/ Söhne/ Härters liebe Vatern und
Schwäger seßiger Dite willen/ unser jeter sein
Insigel zu dem ihren an diesen Brieff auch ge-
hangen/ das Uns/ Unsern Erben und Nachkommen in
alle Wege ausdrücklich/ der geben ist auf Dienstag
nach Unser lieben Frauen Tag Purificationis/
nach Christi Härters lieben Herrn Geburt/ im
Funffzehnen hundert und ein und zwanzigsten
Jahr.

Wie Uns darauf demüthiglich angeruffen und ge-
beten/ das wir/ als Römischer Käyser/ solch
Ordnung und Satzung in allen und jeden item
Worten/ Punkten/ Articula/ Inbaltungen/ Mei-
nungen und Begriffungen/ zu confirmiren und zu
bekräftigen/ gütlichlich geruehen. Wir haben wie
angekreht solch demüthig jentlich Will/ auch die
getreuen und tugendlichen Dienste/ die des gemelten
Graff Philipsen Vor-Eltern und er/ weiland Un-
sern Vorfahren am Reich/ Römischen Käysen und
Königen/ Uns und dem Heil. Reich oft williglich
gethan haben/ und er und die obgenanten seine Er-
ben und ihre Erben und Nachkommen/ Uns und dem
Reich in künfftiger Zeit wohl thun mögen und sol-
len. Und sonderlich weil wir solche oberrichtete Or-
dnung und Satzung/ Uns und dem H. Röm. Reich
zu gut/ und den gemelten Grafen und ihren Nach-
kommen/ Erbsinnen und Wipps zu Erhaltung er-
meßs/ mit wohlbeträchtem Rath und guten Rath/
Härt und des Reichs Churfürsten/ Grafen/ Erben
und Getreuen rechter Wissen/ solche obgemelte Or-
dnung und Satzung/ in allen und jeden item Wor-
ten/ Punkten/ Articula/ Inbaltungen/ Meinun-
gen und Begriffungen/ gütlichlich confirmirt und
bekräftigt und geliegt/ erlet/ erlöst und welikt/
das dieselbe Graff Philipsen vorbestunder Satzung
und Ordnung/ in allen und jeden item Worten/
Punkten und Articula/ so trügig und bindig/ als
Unser Käyser/ Befehl/ Lex, Constitution und
geschriebnen Recht gelutten/ und also darauf ge-
urtheilt/ gesprochen/ procedirt und gebandelt wer-
den solle/ den allermönglichen ungeruehet/ alles
fürdich ewiglich und ungeschlichen/ confirmi-
ren/ bekräftigen/ sehen/ erkennen/ erlösen und wol-
len solches alles/ von erbenimittler Käyserl. Macht/
Rath und Wissen/ diesem Brieff unabwehrlich-
lichen/ Unsen/ Grafen/ Churfürsten/ Herren/ Vatern/ Käu-
sern/ Hauptleuten/ Schuttheissen/ Wärgemeinern/

ANNO Richter / Räthen / Rätgen und Räte / und sonst allen andern Räten und des H. Reichs Rathmannen und Oetzern / in was Richten / Stand und Weisen die fern / ertheilten und vertheilten mit diesem Brief / und weilen / daß sie sich eben mit des gedachten Graf Philipps Sägung und Ordnung / also und so kräftig / als Unser Constitution und geschriben Richte halten / und wo es zu Rechtfertigung käme / darinnen darauf urtheilen / sprechen und erkennen / und überhand einziger andern Constitution / Sägung / geschriben Richte / Freiheiten / Privilegien / Erbschick / Gewohnheiten oder andern / so hiermit fern / aufgelegt oder vertheilten / auch hinfür den Nachkommen oder Uns / oder Unser Nachkommen am Reich / Römischen Kaiser / oder Königen erlangt / oder eigner Bewegung gegeben worden möchten / dann wir denselben allen und jeden in diesem Fall / soviel die Personen und vertheilten Erben und Nachkommen in den eigentlichen Graf Philipps vertheilten Sägung und Ordnung begriffen / und die gedachten Grafen von Solms / Grafschaften und Herrschaften berühren / den edelknechten Unser Raths Richte Bestimmung / also als dann und dann als / so vertheilten / also so die vertheilten mit nammentlichen Worten ausgesprochen werden / derogieren / auch die edelknechten Graf Philipps sein Erben und Nachkommen / Manes Vertheilten / des Raths / Stames und Geschlechts / Erben in Solms / an der selben Ordnung und Sägung / und dieser Unserer Confirmation / Bestätigung / Sägung / Erkenntnis und Erfüllung nicht hindern noch ir. ent sondern sie der gebrauchten / genießen und gänzlich daben bleiben lassen / und hiermit nicht thun / noch jemand andern zu thun gestatten in keine Weise / als daß einem irgendem fern Unser und des Reichs Raths und Erben / und darzu ein Pöbel / senlich 40. Mann 40000 Gold zu vermeiden / die ein jeder so oft er forschet darüber thut / Uns halt in Unser und des Reichs Cammer / und den andern halben Theil denselben Grafen Philipps in zu Solms / sein Erben und Nachkommen Manns Erben abgibt / und nicht / zu geben / verfallen sein soll. Wir Weisend des des Briefs / bezeugen mit Unserm Königlich abhangenden Inseel. Geben in Unser und des H. Reichs Stadt Worms / den Funf und zwanzigsten Tag Monats Maij. nach Christi Geburt / fünffzigster hundert und im Ein und zwanzigsten / Unserer Richte des Römischen im Jähren / und aller andern im Sechsten Jahr.

CAROLUS.

ALBERTUS, Card. Archi-Cancellarius.

Ad Mandatum Domini Imperatoris

NICOLAUS Ziegler
Vice Cancellarius.

P. Sr. Eordhammer.

CXLVII.

26. Mars. *Contrat de Mariage entre CHARLES Duc de Savoie & BEATRIX DE PORTUGAL, fait à Lisbonne, le 26 Mars 1521.* [S. GUICHARDON, *Histoire Générale de la Maison de Savoie*. Preuves. pag. 505.]

SAVOYE
ET PORTUGAL

In Nomine Domini, Amen.

NOVERUNT universi, hiis Notis Instrumenti Literis instructi. Quod Anno à Nativitate Domini M. D. XXI. XVI. mensis Martii, personaliter consensit Magnificus Dominus Claudius, Dominus

Ballivus Baro Sancti Germani, Miles Cambellanus, ac Dominus Justifredus Paternus, ex Collateralibus Consiliis eruditissimis J. U. D. Viri speciosissimi, atque Illustrissimi & Excellentissimi Principis Caroli Ducis Savoye, Illustrissimi Consilii & Oratores & idem ad Imperatorem Procuratores, pro et eorum Commissionibus & Mandatis Illustri Ducis manus, ac per ejus Secretarium Vassier subseripso, sigillique coram rebus pendens, ejusque insignibus impressi, robore munito committitur, & Nobilibus Episcopis Vitis, Alvarus de Costa Serenissimi atque Potentissimi Principis Emanuelis Portugallie & Algariorum, citra ultraque Mores in Africa Regis, Domini Guineæ & Expeditionis, Navigationis, ac Commercii Eschilopis, Arabie, Persidis, atque Indis Consiliarius, Camerariusque, ac armorum Praefectus, atque Serenissimi Regnis facultatem Provisor, ac Dignus Pacherus Regis Senatus, ac relationis expeditor, ipsius Serenissimi Regis Procuratores legitimi, pro et eorum Commissionibus & Mandamento, ipsius Regi manu subseriptorem, pendensque sigillorum robore committitur, super Tractatu Matrimonii, Divina favente Clementia, inter hunc Illustrissimum Ducem, & Illustrissimum Infantis Domini Beatrixem secundogenitam ipsius Serenissimi Portugallie Regis, contrahendi nominibus quibus super, vigoreque dictarum suarum Commissionum, ac Mandatorum convenirent & transirent, in hoc qui sequitur modum. Primo convenirent quod parati Illi Ducis Oratores Procuratoresque, ipsam Infantem designant, concedente Deo, Sancti Martii Ecclesie, ipsi Ducis nomine, per verba de presentibus, cum ea Matrimonium contrahant. Item quod propter omnia Matrimonialis, ipse Seren. Rex, eidem Illi. Duci in ipsius Infantis Dotem, & nomine Ducis, centum & quinquaginta milia Ducatorum, aut boni valoris, jussuque ponderis constituit, solvendum coram tempore, inter ipsos conjuges Matrimonium fuisse celebratum, copulasse consummatum, quod in Civitate Nicae, aut Villa-Franche Oppido, Deo auspice, futurum est, videlicet centum milia in Pecunia numerata, quadraginta quinque milia, scilicet in localibus auri, Unionibus, Margaritis, etiamque perolis, viginti duo milia, in valis suppellectilibusque argenteis, sua Camera totisque Domus, quidem milia. In talis parationeque sine Camera ac Domus, decem & octo milia, quorum rerum affirmatio, per quatuor penitus & expertos Vires, in Urbe Nicae fieri debet; residuum vero dictorum quinquaginta milia Ducatorum, que ad totius Doli complementum restant, interzantum persolvantur, ad quorum solutionem ipse Seren. Rex, Nicae ipse Illi. Duci campoforis Literas destinabit, utraque valuerit in Civitatibus Lingudi, Genua, aut Geben, ad Idemque Trapesitas, & Baguerios directas. Item actum est, quod in praedicta Summa Unitis, impetitor atque includitur omnes illud, quod praestata luctu & Illi Domini Infantis, ex Harce, quod fidei Seren. & clara memoriae Mariae, quondam Reginae ejus Matris, tam cum legitime, quam omnibus alio Titulo, & modo habere & ad eam pertinere deberet. Item quod praestatus Seren. Rex ipse Illustri Domini Infantis, (ut decet) suis imperiis usque ad urbem Nicae, interzantum necessum jussu proxime futurum, nisi aliquis foretibus casus obstituerit, mittere & conducere facere teneatur. Item ad praedicta Doli restitutionem, ipse Illi Ducis Oratores, specialiter obligant, Loca Ripetum, Avillana, Caballari Majoris, Bafche, Peperagel, Bontali, Riparoti, Ciavari, Cigiani, Burgiatis ac generaliter omnia alia Loca, tam Patrie Pedemontanae, quam Sabaudie in quibus locis dicta Domina Illi. Infans, omnimodum ac plenissimum habere jure. cum Officiis & Beneficiis, eo modo, & sicut Illi & Excell. Domina Blancha, quondam Sabaudie Ducis, in suis Terris habebat. Item fuit conventum quod Illi. Dux, durante praefato Matrimonio, det ipsi Infanti, annuatim viginti milia Ducatorum, videlicet quidem milia, pro ipsius Infantis ac suorum Domesticoorum, totisque Domus sustentatione, & impensis, reliquis vero quinque milia, Infantis arbitrio distribuenda. Item fuit actum quod si praestatus Dux, priusquam ipsa Infans (quod Deus avertat) decederet, tunc praedicta Domina Infans, durante ejus vita, habere deatellit loco, omnem Terras, Castra, Loca, cum suis redditibus, cum ipsa Illi. quondam Domina Blancha habebat, cum iisdem Juribus, & usque ad duodecim milium Ducatorum Summam annuo perciperet. Item quod, si Matrimonium solvatur, superest ipsi Domini Infanti, ipsa tunc ad Regna Lusitaniae, seu quocunque

ANNO
1521.

comque et liberit, cum suis omnibus rebus, & Communiis, Hered & abque ullo impedimento, abire possit, dummodo thesaurum suum noſſet, quo casu possit sui dicto Ducato. Item quod si prefata Ill. Dominus Iulius, priusquam ipse Ill. Dux (quod Deus avertat) abque liberis legitimis decederet, tunc Ill. Dux, quod ex ipſa Dote perveniret, id Infans Heredibus reſtitueretur. Quod si ejus moris tempore Liberi ex ea, & Ill. Duce suscepti, superſtiterint, ad eos ut potè legatimos Heredes perveniat. Item quod prefatus Ill. Dux, ad Civitatem Nicie aut Ville-Franche Oppidum veniat, ibique in facie Sancte Matris Ecclesie cum prefata Ill. Infante, Matrimonium solemniter. Item actum fuit, quod tunc durante, quam saluto Matrimonio, sine contradictione gaudeat ipſa Ill. Dominus Infans, omnibus gratis, Franchis & Privilegiis, quibus Ill. Sabaudus Ducatus, ac posterum Ill. atque Erceli. Domini Margareta de Austria, & Burgundia possidebatur. Item quod omnes ipsius Infantis utriusque sexus, Famuli & Domestici habeantur, & sint sicut veri & naturales Indigenæ, & ipsius Ducis Subditi, & Domestici. Adum in Urbe Olympe, in Domino Domini Simonis Menseſi, ubi nunc prout Domini Sabaudus Oratores habebant. Presentibus itidem Nobilib. Viris, D. Emanuele de Soera Miranda, Vouge, Rodicus, Teromni, Fulgostini Domino, Archieve de Artoches Praefecto, & Egreſſis J. C. Domino Ludovico Tereyro Lobo, Proc. Portugallie Procuretor, D. Ferdinando de Almeida, & D. Antonio de Zevedeo Regi Senatu Consiliariis, Honorato Cives Cive Nicie, & Nicolao de Granillo Borgeſe Sarilliani, Testibus ad omnia supradicta vocatis, & rogatis. Signè, COYAIN & CHASTEL.

CXLVIII.

§. Mai. Tractatus iterata Confederationis inter FRANCISCUM I. Regem Christianissimum ab una, & Dominos magnæ & antiquæ Ligæ & Helvetiae ab altera parte. Anno Lucerne die 5. Maii Anno 1521. Cum RATIFICATIONE utriusque Paris. [Copie tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux & Genove Domini, & nos Burgundii, Scabiet, Amari, Consules, Communitates, Cives, Patriote Civitates, Patriarum & Dominiarum magnæ & antiquæ Ligæ Superioris Alemannie, videlicet de Bera, Lucerna, Uraria, Sulcia, Underwalden supra & sub sylvia Zag, cum exteriori Officio Glaronæ, Basilia, Friburgo, Solodoro, Schapflia, & Appenzel, una cum Domino Abbate & Oppido Sancti Galli, etiam Capitanei, Majoribus, Castellani & Patrioti Patriarum trium Ligarum Griseorum, & Vallesii, Oppido Multhuse, Rothwald & Bels, totum fecimus universis prefatis & futuris, quod cum nuper in Urbe Lucernensi certus Tractatus Liga, Unionis, Confederationis & Intelligentie per Oratores & Deputatos amboſum Partium respective initus, concordatus, & conclusus fuerit, cujus quidem Tractatus tenor de verbo ad verbum sequitur & est talis.

In nomine Sancte & Individue Trinitatis, Amen. Universis & singulis, presentibus & futuris, has presentes Litteras inspecturis, notum sit & manifestum, quod licet jam dudum inter Excellentissimum, ac Potentissimum Principem Franciscum, Dei gratia Francorum Regem Christianissimum, Mediolani Ducem, Comitem Athesin & Genove Domini ex una, & nos Burgundios, Scabietos, Ammanos, Consules, Communitates, Cives Patriotes & Incolas Civitatum, Patriarum & Dominiarum magnæ & antiquæ Ligæ, superioris Alemannie, patribus ex altera, bona, quietas, & sancta Pax & Amicitia perpetuis temporibus duratura facta & inita fuerit, cum certis Pacis & Concordantibus in Testamta desuper facto conventis; nihilominus prefatus Christianissimus Rex, & nos Domini Confederati summo volentes, egregia facinora quæ hactenus per Prædecessores nostros videlicet bone memorie Francorum Reges, & nos Dominos prefatæ magnæ & antiquæ Ligæ tempore, quo vera Unio Colligata & Confederati inter se fuerant, acta & gesta contigit, quantumque ex eo nomina eorumque gloria creverit, adeo ut non solum se & suis fortiter ab omni

injuria tuerentur, verum etiam ceteris Nucleosis terræ illius & formidini; his hæcque gentibus ducti, insequendo velis dictorum Prædecessorum votorum, Ligam, Unionem, Confederationem, & Intelligentiam pro tuitione & defensione, confirmatione nostrarum Personarum, Statu Regnorum, Ducatum, Terrarum, Patriarum & Dominiarum quorumcumque, quæ tenemus & possidemus tam circa quam ultra Montes, inter nos ipsos ita & concludi decreverimus.

Idcirco ambo memoratas Partes, videlicet ipse Christianissimus Rex parte sua dilectum & fidelem Consiliarium & Magistrum seu Domum Antonium Delamet, Militem, Domum dicti Loci, Oratorem suum, & nos prefatus Domini de Bera, Lucerna, Uraria, Sulcia, Underwalden supra & sub sylvia Zag, cum exteriori Officio Glaronæ, Basilia, Friburgo, Solodoro, Schapflia, & Appenzel, una cum Domino Abbate & Oppido Sancti Galli, etiam Capitaneo, Majoribus, Castellani & Patrioti Patriarum trium Ligarum Griseorum, & Vallesii, Oppido Multhuse, Rothwald & Bels, parte nostra Oratores nostros ac singulis Cantonis supra dictis & Collegiis Confederationis nostræ, cum plenaria potestate ad littera scripta peragenda novissime ad Urbem Lucernensem delatavimus. Qui quidem virtute suorum Commissionum & Facultatum Ligam, Unionem, Confederationem & Intelligentiam veram, prout, fecerant, ac omni modo & forma eorumdem, Divinis iuramentis, inter se, concordantes, & conclusurum in modum qui sequitur, abque tamen aliquæ innovatione seu diminutione prefati Pacis & Amicitie Tractatus, nec ab eodem aliquo modo decedendo, sed ipſo in suo robore permanentes omnino.

In primis convenimus, concordavimus, & concludimus prefatos Oratores, quod bona, fidelis & sincera Liga, Unio, Confederatio, & Intelligentia, omni dolo & fraude seculi, ex nunc inita, facta & conclusa est inter prefatum Excellentissimum ac Potentissimum Principem Franciscum Francorum Regem, & nos prefatos Dominos magnæ & antiquæ Ligæ, et ambas Partes, pro securitate, tuitione, defensione, & conservatione Personarum, Statuum, Regnorum, Ducatum, Terrarum & Dominiarum quorumcumque ambarum dictarum Partium, quæ respective tenemus & possidemus, tam circa quam ultra Montes, contra & adversus omnes & quoscunque, cujuscumque dignitatis, qualitates, & authoritatis existant, nemine excepto, etiam majori preſentis dignitate, qui prefatas ambas Partes in dictis nobis Personis, Regnis, Ducatibus, Terris, Partibus, & Dominiis quocumque respective offenderet, gravare, dampnare seu Bellum vel Guerram quovis modo, casu, vel occasione facere, movere, aut inferre attemptum; duraturque prefatus Liga, Unio, Confederatio & Intelligentia quoad ipse Christianissimus Rex vixerit, & per tres annos post ejus decessum.

Præterea mediante dicta Liga, Unione & Confederatione convenimus, concordavimus, & concludimus est, quod toties, quoties, prefatus Christianissimus Rex in suis Regno Francie, Ducatu Mediolani, Dominio Genove, & aliis Terris, & Dominiis quæ tenet & possidet tam circa quam ultra Montes insulsiatur, invadatur, offenderetur, aut Bellum morebus per quemcumque sive Principem, sive alium, cujuscumque dignitatis, qualitates, conditione existat, nemine excepto, etiam majori preſentis dignitate, poterit ipse Christianissimus Rex pro defensione, & conservatione dictorum suorum Regnorum, Ducatum & aliarum Terrarum, & Dominiarum tantum numerum Pedum Helveticorum armatorum quantum voluerit capere, comparare & levare non minus tamen sex milibus, nec plus sexdecim milibus, nisi de consensu prefatorum Dominiarum Confederatorum, eorumque Capitaneos Viros riuat, & fama praditos, ex omnibus Cantonis & nobis Aliquis perpetuis, ut in sequenti Article continetur, eligere ad libitum suum, suis tamen expensis, & ipſi Prædictis prius petitis, quos quidem Capitaneos & Pedes armatos ad servitium, & auxilium dicti Christianissimi Regis ire volentes, nos prædicti Domini Confederati nos potius aliquo modo retardare, retinere aut impedire; imo linemus & permitimus eos, omni dilatione & excusatione cessantibus, ire & proficisci infra decem dierum spatium postquam in prima Dies fuerit petiti; debeantque dicti Capitanei & Pedes morari & permanere in servitio ipsius Christianissimi Regis durante Bello, & quoad illi placebit, nec poterunt a nobis suis Superioribus

ANNO
1521.

ANNO
1521.

bus revocari, donec totum Bellum fuerit confectum, & finem, cruxque Stipendiis expensis præfati Regis more solito. Si tamen eo tempore nos prædicti Domini Confederati in nobis propriis Terris, Pæris & Dominiis bello gravemur, adeo quod, omni dolo & fraude cessantibus, non valeremus ipsi Christianissimo Regi dictos Pedes præstare tunc nostro maximo dampno & gravamine, eo casu per illa vice omnes illos & nobis licet dictos Pedes revocare absque dilatione & non alter. Quæ quidem Pedes de revocatis Rex nisi licenter debet. Et si contingeret præfatum Christianissimum Regem aliquid ad idem aliquid similem formam causa belli in propria Persona sua præstare, poterit expensis belli expere & levare tunc Capitanos quot voluerit, non minus tamen sex milibus. Et si quoque Confederatum & nostrorum Colliguntur perpetuum, videlicet a Domino de Sando Gallo, Opido Sancti Galli, de Grisonis, Valletta, Mulhausen, Roßwil & Biel.

Nec poterit eisdem Capitanis & Pedes in actu belli separare, immo simul remanere debent; armem extra Bellum eidem Regi licet eis separare, & ad diversa Loca, Civitates, Oppida & Castra, pro custodia & tuitione ipsorum Locorum, Civitatum, Oppidorum & Castrorum transmutare.

Et non tenebuntur interficere dicto Christianissimo Regi in Mari, sed transmutando in Terra, & in eventum quod ipse Christianissimus Rex ab Hostibus gravetur vel infirmitur.

Et ne in posterum super solutione Stipendorum dictorum Pedum oriantur discordia, concordatum & conclusum est, quod quilibet eorum pro Stipendio unius mensis integri (Anno pro duodecim mensibus computato) habeat & recipiat quatuor florenas Rheemicas cum dimidio, aut parum Summam in alia Moneta æquivalente, dictis quatuor florenas Rheemicas cum dimidio secundum Locorum diversitatem in quibus dictam solutionem fieri contigit, & quæ quidem Stipendia initium faciant à tempore quo ipsi Pedes a suis Domibus egrediantur. Et postquam eos levati contigerit, recipiant & habeantur trimestralem solutionem licet Christianissimus Rex pro quavis temporis spatio non in suo servitio retineat. Quorum trium mensium solutio, præmi fiet eidem Pedibus intra suam Patriam existentibus, & priusquam extra eam se conferant; duorum vero aliorum mensium solutio fiet in aliis convenientibus secundum casus exigentiam.

Quod si Christianissimus Rex voluerit dictos Pedes ultra tres menses retinere, tenebuntur eidem Stipendia prædicta una quoque mensis quædam eos retinente, & donec ad suam Patriam licite pervenerint, tradere; Capitanei vero, Locum tenentes, Bandierii, Ser-vientes, & alii Officiales stipendiabantur more solito, & prout consuevit eis fieri per bonæ memoriæ Francorum Reges.

Si vero nos dicti Domini Confederati in nobis Persona, Terris, Pæris, & Dominiis quoque tunc temerem & possidemus, bello vexemur aut ab aliquo Principe, seu alio Domino quocunque, quovisunque dignitate, qualitate, aut conditione existat, etiam in nos præstare dignitate, vexeremur aut infirmemur, tunc præfatus Christianissimus Rex, durante Bello, pro defensione dictarum nostrarum Terrarum, Pærium & Dominiis tenebuntur, (si requisiti fuerint) nobis Dominiis Confederatis in opem Subsidium tradere ducentas Lanceas, una cum duodecim machinis bellicis, videlicet sex grossis, & sex mediocribus, expensis suis, cum omnibus machinis necessariis, & insuper pro superando dicto bello, & eo durante, debet idem Christianissimus Rex, & numerari fuerit nobis Dominiis Confederatis, in Civitate Lugdunensi, pro quolibet trimestri sex quarta parte anni, Summam viginti quinque millium Scutorum aut, five Bello gravetur vel non. Quod si nos Domini Confederati in nobis loco dictarum ducentarum Lancearum duo millia Scutorum aut, pro quolibet trimestri sex quarta parte anni, ultra prædictam Summam viginti quinque millium Scutorum, erit in optione nostra eidem duo millia Scuta accipere. Et tenebuntur idem Christianissimus Rex nobis tradere, & numerari facere; quo casu erit liber a dictis ducentis Lanceis, & dicto Bello finito tenebuntur nos dicti Confederati reddere & restituere dicto Christianissimo Regi prædicta duo-decim machinis bellicis, nisi essent perditæ.

Ultimus concordatum & conclusum est, quod si, occasione aliquæ belli, distributio & venditio Salis designaretur nobis Dominiis Confederatis, eo casu Chris-

tianissimus Rex permittet, quod in Pæris suis possit recuperare, & onere Sal nobis necessarium & convenientis, pro nostra manione & provisione, quemadmodum alii extranei qui illud soleant emere in suis Dominiis.

Insuper convenit & concordatum est, quod si dictus Christianissimus Rex, vel nos Domini dicti Confederati Bellum fortitan moveremus contra aliquem Hostem vel inimicum, neutra dictarum ambarum Partium respective potuit aut debet irasci, aut iniuri faciem, Amicitiam, five Inductum cum dicto Hoste, quam prius alter Partu significet, & cum in dicta Pace, Amicitia, Inductum referret & comprehenderet. Cui Partu licet, si voluerit, dictam comprehensionem & reservationem acceptare & eam Partu contrahentem potuit ultra ad dictam Partem, Amicitiam, five Inductum tractandum licite procedere.

Postremo, concordatum & conclusum est, quod Christianissimus Rex non poterit aut debeat aliquem Subditorum nostrorum in sua protectione recipere.

Et contra nos dicti Domini Confederati non poterimus aut debemus aliquem Subditorum partium Christianissimi Regis, in nostra etiam protectione, & privilegio, five Burgensia recipere aut sustinere, ne etiam neutra Partium prædictarum debeat alterius Partis inimicos, contrarios, five bannitos in suis Iurisdictionibus, Pæris & Dominiis aliquo modo fovere, sustinere, aut auxilium concedere; imo illos toto suo posse expellere, fugare & coherere, juxta formam & tenorem dicti Tractatus Pæris, & Amicitia. Denique ut præfati Magnifici Domini Confederati clare & aperte cognoscant intimum amorem, liberalitatem, benevolentiam & affectionem dicti Christianissimi Regis in eos, ipse Christianissimus Rex, pro ipsius amoris & benevolentie comprobatione, dabit & ipsi faciet singulis annis, durante præfata Liga, Unione, & Confederatione, unicuique Canonico dictorum Dominiarum Confederatarum, Summam librarum mille Turonensium, ultra Summam duarum millium librarum quam quilibet Canonici recipere & habere consuevit à præfato Christianissimo Rege. Quæ quidem prædicta mille librarum solvantur eisdem Canonis, & cultoribus eorum, tempore, loco, terminis, modo, & formis quibus alia pensiones duarum millium librarum solvantur, & solvi consueverunt.

Præterea Christianissimus Rex dabit illis, qui nobis dictis Dominiis Confederatis assignati sunt, quolibet Anno, quandiu præfata Liga & Confederatio durabit, ultra Pensionem generalem quam ipsi Allegati nunc percipiunt, & incrementum ipsius medietatem Summæ ipsius Pensionis generalis. Quæ quidem medietas eidem Allegatis solvetur modo, forma, & terminis, quibus præfata Penso generalis solvitur. In præfati tamen Liga, Unione, Confederatione & Intelligentia, pro parte Christianissimi Regis reservantur Sanctissimus Dominus noster Papa Leo Decimus, Ecclesia Romana, Sancta Sedes Apostolica, Sacrum Imperium, Reges Angliæ, Scotiæ & Dacie, Duces Sabaudie, Lotharingiæ, Holsatiæ, & Gueldriæ, Dominum Venetorum, & Florentiæ, sacella Domus de Medicis, Marchiones Brandenburgensiæ, & Montisiani; & parte nostrarum dictorum Dominiarum Confederatarum reservatur, item Sanctissimus Dominus noster Papa Leo Decimus, Sancta Apostolica, Sacrum Imperium, Dominium Florentiæ, Domus de Medicis, Dux Sabaudie, Domus Austriæ, Liga nostra jurata, & omnes Allegati, & Collegati nobis, & qui nobiscum sunt in Civitate, vel Burgensia, videlicet Dux de Wirtemberg, Octavianus Maria Sconia, Episcopus Landensis, ceteris quoque altera ambarum Partium contrahentibus, reservetur ostendere, gravare, seu Bellum movere velentia contra aliquem et reservari alterius Partis. Sed si quilibet ex dictis reservatis respective alteram ambarum Partium contrahentium in suis Regnis, Ducatibus, Pæris, Terris, & Dominiis, quo tenet & possidet tam extra quam ultra Montes, ostendere, gravare, seu Bellum movere voluerit, tenebuntur alia Pars non obstante dicta reservatione dare & impendere Parti invasæ & offensa auxilium & Subsidium contra offendentem aut invadentem (quicunque sit) modo & forma, sepe prius descriptis & specificatis. Ad hæc fuerunt hæc Lucerna die quinta mensis Maji Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo primo.

Nos igitur præfate ambae Partes, videlicet ipse Christianissimus Rex, & nos prædicti Domini Confederati dictam Ligam, Unionem, Confederationem, & Intelligentiam, ratam & gratam habentes, ipsam

ANNO
1521.

ANNO
1521.

laudamus, approbamus, confirmamus, & ratificamus, omnique & singula supra scripta, per dictos Oratores nostros respectu iuris, concordata & conclusa firmiter & invariabiliter tenere & observare volumus, & promittimus; atque eo tamen, quod per hanc Ligam, Unionem, & Confœderationem intendamus aliquo modo derogare, seu contravenire Tractatui Pacis, & Amicitie perpetue inter nos ambas Partes, aucta hinc & consensu, nec ab eodem decedere; imo ipsam confirmare, & corroborare. In quorum omnium fœderatione fidem, & Testimonium premittimus nos memoratæ ambæ Partes, has præfatas Literas Signis nostris muniri iussimus. Datum per nos Confœderatos Lacerne, die septima mensis Maii, & per eos Christianissimum Regem --- die --- mensis --- Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo primo, & Regni nostri Regis Christianissimi septimo.

CXLIX.

§. Mai. CAROLI V. Imperatoris Editum contra MARTINUM LUTHERUM, qui Sententiam Romanæ Pontificis contra eundem ejusque Libros prælatam confirmat, & executioni mandat. Datum Vermate in Concilio Imperialibus die 8. Maii 1521. [ABRAH. BZOVII, de præstantia, officio, auctoritate, &c. rebusque præclaræ gestis Romanorum Pontificum Commentarius Cap. XXVIII. Apud JOAN. THOM. DE ROBERTI in Bibliotheca sua Pontificia. Tom. I. pag. 365. GOLDASTI Constitution. Imperiales Tom. I. pag. 441.]

CAROLUS V. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germanie, Hispaniarum, atqueque Siciliæ, Hierusalem, Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, Archidux Austria, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, & Tyrolis, &c. universis & singulis, Sacri Romani Imperii Electoribus, aliisque Principibus tam Ecclesiasticis, quam Secularibus: Archiepiscopis, Episcopis, Prælati, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, Præfatis, Prædictis, Iudicibus, Scultetis, Bergmaistris, Consulis, Scabinis, Civitatum, Oppidorum, Villarum, Terrarum, & quorumvis aliorum Locorum Communitatibus: nec nos Universitatem, Studiorum, sive Gymnasiorum Reditoribus, & Locorum tenentibus, seu Officiis eorumdem; ac ceteris quibuscunque nobis, tam Jure Sacri Imperii quam Hæreditario, aut alio quocunque modo subiectis: & fidelibus dilectis, cujuscunque status, gradus, aut conditionis sint, & ad quos præfens, vel eadem exemplum, nostro, vel aliquis Prælati Ecclesiastici Sigillo, sive etiam publici Notarii manus subscriptione, communicatum pervenerit, gratiam Cæsarem & omne bonum. Ad veri Romanorum Imperatoris officium pertinet, non solum fides hujus Sacri Imperii, quod Prædecessores nostri, Germanie Principes, ob defensionem S. Romanæ & universalis Ecclesiæ suo, suorumque sæpius effuso sanguine, per divinam gratiam sibi quaesierunt, ad Orthodoxam viam adducit, vel expulsi infidelibus, propagare: verum etiam, ne qua hæreticos lites sub suspicio, in jam sibi subditi Nationibus Sacrosanctam Religionem nostram commaculet, summo studio providere: At id quæ jam cœpi cœperis, cum enim ego, omnesque cura, iuxta normam à Sancta Romana Ecclesia hæcitur observari debere penes, & exequere. Quod si quis alius à majoribus nostris, tanto quo magis peccare debemus, quanto Dei Opt. Maximi immensa benignitas nobis plura Regna, & Domina pluresque, quam jam multis sæculis, alicui Principi, qui hæc Titulus sit potius, ad sua Sanctæ Fidei cultum, & incrementum, clargi digna est. Accedit, quod quum ex puerio genere, à Christianissimis Imperatoribus, & Archiducibus Austria, Ducibusque Burgundiæ: Ex materno vero, Catholicis, Hispaniarum, Siciliæ, & Hierusalem Regibus, sumus erit, quorum omnium pro fide Christiana, res præclare gestas, nulla æquum debet oblivio, non sive gravi consideranda nostre onere, & perpetua veneratione, qualesquæ veluti nebula felicitas incensu Principi-

patus nostri auspiciis effusa, factum crederetur, si quæ jam hinc trisimum sæculum in Germania cœperunt novas quasdam hæreses, imo verius jam fæpe olim per Concilia & Summorum Pontificum Decreta, approbate Ecclesiæ, damnata & nunc demum, veluti ab inferis erutas, altiores jacere radices illa nostra negligentia passi cœle videremus.

Sane, vestram neminem ignorare existimamus, quibus erroribus, & Hæresibus ab Orthodoxa fide longe alienis quidam Frater Martinus Lutherus, Obedienti Sancti Augustini, Religionem Christianam, in hac præsertim Inclyta Germanica Natione, omnis infidelitatis, & hæretici perpetua oppugnatrix iam lacerare conetur, ut nisi macare occurratur, tota hæc Natio, & deinde serpente contagione universa Christiana Respublica in abominandum Schisma, & bonorum morum Pacificæ, ac tandem detrahendam sui perniciem, præcipue videatur. Quapropter non immerito commotus Sanctissimus in Christo Pater Dominus Leo X. Sacerdotialis Romanæ, & Universali Ecclesiæ Summus Pontifex, ad quem Fidem Catholicam, & Ecclesiæ Sacramenta curare spectat, prædictum Martinum à principio clementer & potenter monuit, & hortatus est, ut à nefandis hujusmodi incœptis desisteret, & jam sparsos errores revocaret. Quod cum ille neglexisset, & peiora semper prioribus adderet: idem Beatissimus Pater, ad opportuna, & æque tam laeta remedia procedere statuit. Itaque convocatis sæpius Reverendissimis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, Episcopis, ac aliis Prælati, nec non Regularium Ordinum Prioribus, seu Ministris generalibus, accessitque pluribus scientiis & probæ præstantibus Viris, & in omni doctrinarum & singularem genere eruditis, ac diversarum Christianorum Nationum Doctores & Magistros: Prædicto tamen Martino prius vocato ac citato, ac in contumaciam perhibente, ipsius Scripta, tam Alemannicam quam Latinæ sermone edita, & edenda, ut perniciosa & Fidei unitateque Ecclesiæ contraria authoritas sua Apostolica, præfatorumque ad hoc auctoritas Cæsariæ, tam consilio, & assensu, ac Episcoporum, & Prælatorum Doctorumque, & Magistrorum maturâ deliberatione discussa, & oblique locorum comburenda, præfatus abolenda censuit & decrevit. Martinum vero ipsum, nisi infra certum expressum terminum, à publicatione Decreti Sanctissimæ suæ, mutata sententia, se errores suos revocasset, & ad pernitentiam rediisset, docuisset: ut inobedientem & iniquitatis Filium, ut Schismaticum, & Hæreticum ab omnibus evitandum, & prout Jura postulant, puniendum declararet, sub penis & censuris, quæ in Apostolicis Literis Bullis plumbæ communis, & super hac re editis, laqueis continentur. Quas ad nos, optate Christiani fidei verum, & supremum propugnaculum, & Sedis Apostolicæ, Sanctæque Romanæ, & universalis Ecclesiæ Primarium Filium, & Advocatum per sum, & dictæ Sedis Spiritualem Nuntium, & Oratorem, Honorabilem Virum, & nobis dilectum Hieronymum Aleandrum ejusdem Sedis Protocollarium, & Apostolicæ Bibliothecæ Præfatum dedit ad hoc opera, militi: petens atque requirens, ut pro officio ac debito Imperiali dignitatis, in nosterque privatus Romanorum Imperio, deinde quod Catholicum Regem, & Christianorum Principem decet) in ceteris etiam Regibus, Dominis, Provinciis nostris, & præsertim in Germania præfatis, in auxilium fidei Catholicæ brachio succurreret, omnia & singula in jam dictis Literis Apostolicis contenta, immobiliter observari, & executioni mandari juberemus. Post quæ quidem prædicto Martino factas à Summo Pontifice, monitionem, vocationem, citationem, & ipsius tandem condemnationem, nec nos præfatas nobis ejusdem Beatissimi Patris Literas, Bullæque Apostolicæ per varia, & diversa loca Germaniæ publicamus, & nostro jussu & mandato, non solum Lorani illustrissimis Dominiis nostris, verum, & Colonia, Treveri, Moguntia, Leodi, executioni demandamus, tamen ab hac, ut idem Martinus respicerem, erratisque fide revocaret, & petitis absolutionis veniam, in gratiam cum Summo Pontifice, & Sanctæ Ecclesiæ redire procuraret, ut etiam detrahiliones perveris ingeniis sui fructus in dies ederet, & perinde, ac in manifestam Ecclesiæ perniciem furas rueret, complures acervatim libros, non modo novorum, sed etiam à Sacris Conciliis olim condemnatarum hæresum plenos; nec solum Latino, verum etiam, ut scilicet vulgus perveneret, Alemannico Sermone à se compositos, vel saltem suo nomine editos fere quotidie divulgaret.

In quibus (bonæ Deus) observatum ab Ecclesiæ jam

ANNO
1521.

ANNO
1511.

tor sacelli septem Sacramentorum numerum, ordinem, usum dissipat, confundit, deroupat; Inviolatam Matrimonii legem inuis modo tradidit infelix, Extremam Unctionem cum Wicleffo adincom dicit; communicandi Sacramentum Eucharistie ritum, ad damnata Bohemorum revocat instituta. At fubteritram peccatorum Confessionem primam ita involvit, ut confessionem eam in Confessione fecerit, mox etiam magna in parte convellit, postremo, adhuc peiora de ea scripturam mittit. Unde nonnulli jam (ut acceptimus, quod vel audire est intolerabile) somptu hinc occasione de Confessione illiusmodi de modo capere fundebant. Alii multasque et innumeras fecerunt: Alii vero (peccato scilicet) & contrarii ipsi defecerunt, & nequaquam esse confitendum publice asserere sunt ausi. Porro Sacerdotalem Ordinem & per quod Sacro-Sanctum Christi Corpus, Sanguisque conchitur divinum illud munus, Cuiusmodi Catholici possident, non solum villisimam pendit Lutherus, & Laici pueri que atque adeo Familias ipsa, communia facit: Sed & eundem Laicos ad lavandas sibi in Sacerdotum sanguine manus, incitat. Ipsum vero Sacramentum nostra Religio Sacramentum, Divi Petri Successorem, & verum in Terris Christi Vicarium, nos nisi infames & proterbiis nominis verbi, & frequentissimis atque insauditis invectivis, contumelis, & blasphemis insultatur. Libertum arbitrium pro suo autem esse, sed omnia certa lege stare, ex Manichæi quidem & Wicleffo penitus deponit: & rursus inrefragabili argumento Ethnicorum Poetarum carnalibus confirmat; Missæ Venerabile Sacramentum neque defunctis, neque vivis aliis, quam soli celebrant, suffragia scribit. Jejuniorum & Oracionum instituta, & consuetudinem, ab Ecclesia obtruncat, invertit, & corrumpit. De Purgatorio & animarum in quo in eo exstant statu, deque divinis Sacrificiis, & veniorum suffragiis, que à nobis fideles defunctis præstatur cum Wicleffis, & Wicleffis contra Ecclesiam fuit: De Ecclesia vero ipsa militante, cum Pelagianis, & Hussitis. At Sacerdotum Patrum auctoritas, & Scripta ab Ecclesia recepta pro aliis habet. At etiam saepe diides, debuitque illis cultum & devotionem dederit, & dimisit. Obsequentiam & Regimen omne prostravit. Unde Populi ad defectum, & Rebellionem à suis tam spiritalibus, quam temporalibus Dominis succedunt, ad rapinas, caedes, incendia, cum magno ac multo Chilianæ Republice discrimine provocant. Quia hoc, cum vitam quandam solutam, licentiam, utque ab omni lege expositam, & vere finem inducere conent, ita existit homo Leges ipsas omnes domat, & contemnit, ut Decreta Sacerdotum Patrum, & Sacrorum Canonum publico legi conseruere non formidaret: tollerant peiora civilis iuri, si non magis sacculi Gladium, quam Pontificis Excommunicationes & Censuras metuerent.

Jam vero Sacrosanctis Conciliis palam contradicere, & eo suo arbitrio derogare, non erubescit, quibus possidum Consuetudinem illam, quod cum perpetua iustitia Germanicæ Nationis gloria, Pacem & tranquillitatem diffundit Ecclesie dedit; Ita ubique mordet, & impetu ferocitateque ose lacerat ut in magnam universalis Ecclesie dedecus, & offensionem, sed Germanicæ presertim Nationis opprobrium & ignominiam, Concilium ipsum nunc possim omnium errasse scribat, quæ Synagoga Sathanae, quæ in eo conveniant, & Joannem Hussitum hæreticum, comburi passent, Silemensem utique sel. re. Imperatorem, & Sacri Imperii Principes Antichristum, & suos Apostolos, humilidique & Pharisæos vocet. Quid, quod damnata in eodem Concilio omnia Joannem Hussitum errata, Evangelica & Christiana esse, & se rectiorē, probatiorumque profiteretur: Approbatus vero eundem Hussitum Antichristum nequaquam admittit. In tantumque propece mensis veniam, ut si semel Joannem Hussitum fuisse hæreticum, se post decem hæreticum Martinum glorietur: Homo utique adeo novatum rerum, ac notis perditionis huiusmodi credos, ut nihil fore preteritum, vel saltem suo nomine divulgaverit, cui non solum vellet, aliquis testis iusti accusari: post à illis Liberis, ne nominandos quidem, ob excommunicationem materiam, ipsam tamen Tisio obis, & ab eo cum reliquis, ut faret gentes, suorum singulis verba, singula venientia merito quis dicat. Et ne omnia, quæ innumerabilia sunt, Lutheri errata singulis persequeremur, tantum in hic uno, non hominem, sed Divinitus ipse, fuit hominis specie, ad perniciem homini generi, assumpta Monachi Cæcilia, quæqueque morantur hæreticorum damnationis hæretis,

jam diu sepultas, in unam Sententiam congesterit, & aliquas etiam novissime de suo exegit veritas, sub immolata Traditionis fidei, quam, ad patendumus suos dolos, tam sapit, tantoque opere objicit: fidem veram proferat destruit sub libertatis, quam promittit, specie, Diabolus jagum, & servitutum inducit, & sub Evangelicis Prohibitionis nominis, omnem Evangelicam Pacem, & Charitatem, omnemque rerum ordinem, & pacemque denique totius Ecclesie sciam invenire, labefactare, & penitus perfundere molitur.

Quibus omnibus per nos, & consilia nostra omnium Nationum nobis subdantur, sapienter & diligenter attendit, & considerat, & præsertim in hac parte ab eodem Constantino Patre regis sit: atque idemque vocula nostra, atque Orthodoxam Religionem iugiter, & detrimere, rem tanti pondus negligere nequaquam possumus, ut etiam non debemus, neque volumus, sed potius Predecessorum nostrorum Romanorum Imperatorum vestigia iustitantes, eorumque pro licet Catholicæ & Apostolicæ Ecclesie perpetuo laudatæ fidei, sepius & sanctas, super punicibus, & exterminandis hæreticis, Confessionibus obfervantes, convocari sapienter ad pacem nostram propter hoc præcipue, Electoribus: nec non universis Sacri Romani Imperii Ordinibus & Scitis, in hoc Wormatiensi Conventa congregatis, de eorum omnium & singulorum animarum studio, mara deliberatione & consensu, in hanc tandem devenimus Sententiam & conclusionem, ut quævis hominem ita à Summo Pontifice & Sede Apostolica condemnatum, & in sua obliquata pervertit obduratum, atque ab omni Catholica Ecclesia alienum, & notorium Hæreticum audire, omni Jure exceptum esset: tamen ad tollendum omnem castillam animam (idque quia nonnulli plerique Liberos Martini ascriptos, ipsos esse sperantem infidelitatem) complures audiendo à nobis piis homines, qui in eam ad executionem Pontificis Decreti ulterius procedere, affectabant, Martinum fidelissimum, militum ad ipsum, dedit opera, uno & Caducavebent seu Praetoribus & Heraldis nobis, sub hoc venicid, & hinc recedendi salvoconducta, secuti iuberemus. Quod & factum fuit: non ut nos de hoc negotio iudicemus aut cognoscemus (cum id dubio prociat ad Romanum Pontificem, & Sedem Apostolicam pertinere) neque ut rei Sacrosanctæ Fidei nostræ, tunc tandem, post sui fructus per nosse altercatum cum magno fidem scandalo & perturbacione, ut infidelium desione, in controversiam revocari posset: Sed ut cum vulgi & phariseorum ita perentiam fustigatione, hominis animam penitentem, cum bonis monitionibus & satisfactionibus, ad rectam sententiam (si fieri posset) reduceremus. Itaque Lutherum in nostra & Sacri Imperii Electorem, Principum, Prælatum, & Sacerdotum presentis consilium iuxta formam Imperialis Mandati super hoc ne super dictis lauterari possimus. Primum, nequid ipse multos Liberos sui ad oculos adducens, & simulat nominatos, & alios item, cui sub suo nomine circumferuntur, composuisset. Deinde an ex, qui in suis Libris contra Sacra Concilia, Decreta Patrum, Rites & Consuetudines à nobis iniquis ab hunc usque præsentem diem obfervatas scripserit, revocare vellet, & ad finem & unitatem universalis Ecclesie redire, adhibitis ab hoc nostro & Imperii nominis admonitionibus & admonitionibus, quæ obsequissimum hominem (etiam lapide duriorē) emollire, & convertere possunt. Qui sine istam Libros ipsos ante dictos, ut suos agnoscat, & confessus est, & nequaquam se id negotium procellare: Imo & adhuc alios se composuisse dixit, quorum copia cum nobis non fuisset facta, Ideo in medium non fuerunt attati.

Quantum vero ad revocationem attinet. Terminum sibi ad respondendum dari petiit, qui quantum merito accepit possidet, cum tunc novitates & errores in fide nulla sunt dilutione erigendi, sed statim positus in excusati: Tam quia à Mando nostro sibi legitime inscriptum, nec non etiam Libris qui ad nos dederamus, optine admonitiones, quam ob causam vocaverat, non nisi statim respondere paratus, ad statum Imperialis Conventus confensum venire debuerat: Tamen ex nostra clementia & benignitate, nullus adhuc diei terminum ad respondendum sibi dedimus. Quo clauso rursus coram nobis, prædictis Ordinibus Imperii comparent, & similibus admonitionibus, sepius et ad hoc rediret, effugatus, pollicentibus etiam nobis, si respiceret, erroremque suos agnosceret, & quo in suis Libris damnata & mala essent, revocaret: facile nos impera-

ANNO
1511.

ANNO
1521.

impetratores, ut à Benedictine Pontificis in gratiam benignè recipere, & adhibere fidei, & aquo exar-
vire, ex ipis libris que mala scriptis, fecerentur:
tur: que vero bona, auctoritate Apostolica approba-
rentur. Sed ne verbum quidem in suis libris mutan-
tum imprudenter simul & impudentibus verbis, oris-
que & corporis gestu, quodvis potius, quam Religio-
sum aut sanum hominem prae se ferere, apertissime
negavit. Quinimo in nostrum & Sacri Imperii fidem,
Summorum Decreta Pontificum, & Concilia ipsa Sa-
crofanta errasse suspexit, & sibi ipsi conatuisse, &
tandem nullius apud se momenti fore asseveravit,
seque nihil se his, cum scripsit, revocaturum nisi
evident sibi ratione, & Sacra Scriptura auctoritatibus
ad sua conscientia animique satisfactionem & alium
fuisse convulsas: illud subdole repetens, & inculcas
(quo fraudum suarum virus, jam multis detegi cep-
tum, occultaret) conscientia sua illa & integra ne-
que velle se, nec posse verbum Dei immutare. Mala
mens, malis animus. Quasi vero nos id ab eo pete-
remus ut verbum Dei immutaret, ac non potius, ut
iuxta verbum Dei verum, ad premium Sanctae Eccle-
siae, à quo tam impie quam turpiter defecerat, rediret.
Cujus auctoritatem, quam tantum venerit esse Domi-
num, idemque Deus noster Iesus Christus, ut qui Ec-
clesiam non adhibet, tanquam Ethnicus & Publicanus
sit habendus. Idcirco non immerito vel eam solum
omnibus inventionibus, & vastamentis haereticorum
longè anteferebam, nemo nunquam, nisi perditissi-
mus & vere haereticus & Lutherus, judicavit, qui ut
tandem egregia sua hic adeo indigno sine clauderet,
& quod pessime inceperat, penitus terminaret, & quid
suis habet, & quam fideliem clade exulit vel in
nostro & Sacri Imperii conspectu diffimalare non pos-
sit. Nam denotat (ut Haereticus mos est) à vero
sensu ad suam impietatem Evangelica illa Sententia:
Non vni mittere Pacem sed gladium; omnium sibi
dixit recundissimam istam in rebus faciem videri ad ver-
bum Dei, studia & diffensiones fieri: id est (quod uni-
nem ne experientia videremus) ad diffidentes ab Ec-
clesiae rei Lutheri opiniones, quas verbi Dei falso ti-
tulo praetexit, verè studia contraria, & diffensiones,
& dissidia & Schismata, & bella, & caedes, & rapinas
inter Christianos cruciavit.

Tali igitur, & tam subdola, atque Haereticis omni-
bus peculiaris responsione, nobis & Sacro Imperio à
Luthero data, est decreveramus, ipso statim remissa,
ad alterius progressi (id quod ex Sententia nostra ma-
nus nostra scripta, & postea sic publicata, nemini
non cussare possit) tunc ad peccata omnium Imperii
Ordinum inclinati, adhuc ipsi iudicium ad respuen-
das concessimus. Quo tempore duo Electores, duo
Episcopi, duo Principes seculares, duodecim
monachi, universi Ordines & Status Sacri Romani
Imperii representantes, & ad hoc convenerunt omnium
iusti, & nomine deputati, vocato ad se Martino praedi-
cto, nullum cum admonendi & adhortandi eum, ut
tandem reciperet, & eisdem illi faceret, qui ipsum à
nobis & Sacro Imperio, Legumque Constitutionibus
perae manerent, declarandi officium frustra infumpe-
ravit. Unos etiam ejusdem Sacri Imperii Elector,
adhibitis secum duobus Dilectis, pietatis & scientia
praestatis, non solum adherentibus, sed etiam melio-
rum errorum evidenter redargutionibus, ad ipsius
negue obstinationem factis mox sistorum ipsum pen-
dente, & humanae commonecit, ut ad Summi
Pontificis & Sedis Apostolicae, nostrumque & Sacri
Imperii Secretum, & ceterarum fideliarum Nationum,
sanam Sententiam iuxta contineretur tot Saeculis Ec-
clesiae ritum, potius quam ad suum unius opinionem
reperiret. A qua si recedens, in ordinem redire vel-
let, id se primum nonnullorum Sanctorum Patrum,
qui & ipsi aliquando erraverant, laudabili exemplo,
deinde salva anima, corpore, & honore fiduciam
cognoscere. Ad que Martinus attendens, eisdem vultu,
pietate & diversis comitibus eis qui scripsit paginas
nihil tamen meliora, aut saniora, prorsus respon-
dit quod publico consensu nobis & Sacro Imperio
fecerat. Atque adeo se, non omnes modo, supra me-
morata sed & Concilia ipsius generale (si quod fue-
ret) suspensum habere proflatus est, & (ut certissi-
mo & omni exceptione majore Testimonio nobis conste-
at) pollicitum & sceleratissimo ope prodari non
est veritus, res Evangelici & Catholici Fidei antiquam
fuisse in Conciliis generalibus bene tractatam. Unde
non iniqua plurimum nobis mirari sibi, cui nam à
Summi Pontificis Sententia ad generale Concilium non
per provocavit, cum tam impie de Conciliis ipsis lo-

TOM. IV. PART. L

quatur & scribit, nisi manifeste sciremus, ut nihil est
Haereticis atque formidabile atque incutientium Con-
cilium: ita nihil illis indem magis propius esse,
quam ut dictis falsisque & scriptis, fecum ipsi diffi-
deant. Quod & unquam alibi praecipue in Lutheri li-
bris (divina Providentia sic operante qui ipsius vana
adfecta per se suam) possum legere & videre est.

Haec omnia & singula, & omnino, ut praenotavi,
se habebunt, eam praedictis Martinus, tam perver-
te & obliuiscit in sua adeo manifeste haereticis opinio-
nes perstiterit, ut ab omnibus ista, qui sapient, parum
demeat, parum etiam malo aliquo obsequia Spiritus ju-
dicaretur. Nos, juxta trecentum Salvi-conducit, ip-
sum statim in conspectu nostro missum fecimus, duo-
que sibi in comitum uno ex Herodis nostris praescripto
termino, à die vicissim kalendas mensis Aprilis, qui ex
Wormatia discedit ad viginti deinde proximos futu-
ros dies, quibus praesens, una Salvo-conducit perat-
us extitisset conferret. Nunc tandem ad reliquas
opportunas medelas, hanc pessimum morbo neces-
sarias, in hanc qui sequitur modum praecedere decre-
vimus.

Primum omnium ad honorem Dei Omnipotentis,
Romanae Pontificis, & Sanctae Sedis Apostolicae
debitum reverentiam pro Imperiali Dignitatis officio,
ac debito, nec non zelo, & studio quo, nostrorum
Majorem more, & ingenua etiam vobis vi, ad defen-
sionem Catholicam Fidei, Sacraeque Romanae, & uni-
versalis Ecclesiae honorem, tutelam, & protectionem
omnes vestras vires & facultates, Imperium, Regna,
Dominia, amicos, vnum denique & animam ipsam nos-
tram exponere sumus parati. Ex Imperiali & Regia
auctoritate, nec non consilio & assensu Electorum,
& omnium Sacri Romani Imperii Principum, Ordini-
um, & Status, in hac celeberrima & frequentissima
Imperiali Dieta Wormatiae congregatorum, ad perpetu-
am rei memoriam, exsequendo Sanctissimi Dominii
nostri Papae, veri in hac parte Iudicis, Sententiam, De-
cretum & condemnationem, in Literis Apostolicis
(ut supra dictum est) ad nos directis contentum Marti-
num Lutherum ut Membrem ab Ecclesia Dei abulen-
tatum, ut obstinatum, schismaticum, & notorium
Haereticum à nobis haberi declaramus, & ut talem à
vobis omnibus & singulis habendum decernimus, &
edictum: Mandantes de eorundem Sacrum consilio
& consensu sibi Criminalis iuris Majestati, nostraeque
& Sacri Imperii gravissima indignationis, ac etiam
amissionis Feodorum, Dominiorum & honorum omnium,
gratiarum quoque & omnium Privilegiorum à nobis
& Sacro Imperio dependentium, qui obnoxii hactenus,
aut Praedecessores vestri quomodolibet obtulerunt,
nec non prescriptionis ac bene, & Interdicti
Imperialis penam: ne qui vestrum praedictum Martinum
Lutherum receptare, defendere, fuisse, fovere,
dilecti, facti, aut scripo praesentis. Quinimo post
elapsam praedictam viginti dierum terminum contra
eum ubicunque comprehensus fuerit, & in manus sui
sacrae vestrae erit, iuxta formam Imperiali Banal proce-
datur, vel sibi per personalem captum tam die entio-
diti, donec nos à vobis de hac re certiores facti de
legitima in eum prosecutione facienda vobis signific-
emus & Vos tam facti operis & laboris debita premia,
& mercedem etiam uberrimam, cum impensis ubi hanc
causam factis reportetis.

Ex ultionibus ejusdem Martini adherentes, recep-
tatores & quomodolibet fautores & Sectatores (nisi se
iuliquatenus sentiam decessit & auctoritate Apostolica
abolitionis remedium consecutus esse, fidem consi-
nam fecerit) iuxta Sacras Constitutiones, ac Inver-
diti, & Banal Imperiali Legem & Ordinem ibere,
& abque illa contradictione prosequantur, illaque,
& illa capiat, & in usus vestros optimo & pleno Jure
convertent. Mandamus insuper Vobis omnibus &
singulis praesatis sui eidem praenominati parvi, ne
qui Martinus Lutherus Scripta à Summo Pontifice au-
thoritate sua Apostolica (ut praenotavi) dimittat,
aut alia quacunque tam Latine, quam Alemannice,
vel alio quovis Idiomate ab eo habentis composita, vel
in posterum componenda, utque mala, suspensa, &
occurat, & perniciosissimi Haereticis praesentibus emote,
vendere, tenere, legere, describere, imprimere,
aut decessit vel impelli facere, afferre, fuisse, aut
predicare, defendere praesumit non obstante quod in
illis etiam aliqua bona (ad fallendas simplicium men-
tes) immixta essent. In quo prout iustam Sedem Apo-
stolicam Successorem suum laudatissimum Venerum
Patrum institutionem & consuetudinem omnino ex-
equendam duximus: qui Armarum, Priviliorum, Nello-

ANNO
1521.

V v

Nello-

ANNO
1711.

Nellorianorum, Eusebianorum, & aliorum Hæreticorum Libros, & in illi concitata omnia, tam bona, quam mala, promittente extulerunt, & adhibuerunt. Neque id immerito. Nam si optime quique ubi omnes tantum gratia venient (quo humanum corpus laceraret) infusio suspensio penitus sunt abjiciendi: quanto magis ex Scripser, quibus tanta et tam nobis animabus venientia passim infusa sunt, non solum uobis cavenda sunt, sed etiam (oc alii vocant) prioris delenda & corrumpenda, atque ab omni hominum memoria venient oblitteranda. Accedit ad id, quod quidam boni in Martini Libris reperitur, id antea à Sanctis Patribus quod Ecclesiæ exceptis & approbatur, saepe dictum, & saepe repetitum, atque utilius periculis aut mali suspicione legi & haberi potest.

Quapropter huiusmodi peris omnibus & singulis supradictis, Vos omnes & quilibet vestrum, tam Principes, quam alii, ad quos iustitiam quomodolibet pertinet ministrare, & alii quoscunque in universis Imperiis, Regibus & Dominis nostris constitutis huiusmodi positores Martini Libros, tam Alesianicos, quam Latinos, impressis & impingendis, aut etiam manuscriptis, ubiqueque repertis (supra magna Seditionis, Schismatis, Hæresis, in Ecclesiâ Dei fontis) dirigendos & publico igni committendos, penitusque abolerendos cum effectibus cunctis, Apostolicisque Nuntiis suis eorum Commissariis, si operam vestram ad hoc rem requisiveritis, debet & diligenter assilatis: & abstinere in eorum abstantia, per Vos ipsos hac sic fieri, nostro nomine & iussu, omnino & re ipsi faciant. In quo omnibus fidelibus, dilectis Subditis nostris, aut vobis ac nobismet ipsis assilatis, & parent, tenore presentium sub eisdem penis infingimus & mandamus: verum quia maxime cavendum est, ut Martini Libris, aut ex illis excerpta mala, suppressa, aut etiam nostro nomine, publicetur: quia etiam uon sine magna animi nostri offensa, multos quotidie videmus & audimus, cum alibi, cum maxime in Germania, componi & imprimi Libros pluribus malis traditionibus & exemplis referent. Et, ut non omni alio, & dolo humane aures Hæresis Christianas laqueos tendat multos, passim divulgi picturas & imagines, non la oporeturum modo privatorum Personarum, sed & ipsius Summi Pontificis, & Sedis Apostolicæ consuetudinem exercitatus, ex quibus omnibus Libris & picturis Christi Fideles lo maximos, tam in fide, quam lo vris, & moribus probolentur errores, & non solum privata odia, scandala & similitates (prout experientia docet) multis in locis exorta fuerunt: verum etiam Seditiones, Tumultus, Rebelliones, Schismata in Regibus, Principibus, & Populis, atque universa Dei Ecclesiâ (nulli providetur) passim excitanda formidantur. Idcirco ad hanc periculosissimam pestem extinguendam, ex supradictorum Electorum & Senatorum consensu animo & sententia, omnibus & singulis supradictis tam Imperiali, quam Hæreticis iure nobis Subditis, sub iam sepe dictis omnibus penis, precipimus & mandamus: ut quibus huiusmodi summos, & pestilentes Libros, seu quoscunque alios Schedas, Scripturas, Imagines, Picturas, contra Orthodoxam fidem, bonos mores, & id, quod Sancta Romana Ecclesiâ habemus observavit: atque etiam inestivas, criminationes & ignominias, contra Summum Pontificem, Sedem Apostolicam, Præfatos, Principes, Universitates Seditionum, & eorum Facultates, honestas Religiones, componere, scribere, imprimere, depingere, vendere, emere, tenere, habere, aut imprimi, describi, depingi, vel vendi facere, quavis arte, aut dolo audeat aut attemptet. Quoniam sub eisdem penis jubemus omnibus & singulis supradictis & præteritis suis, qui iustitiam Ministrari prestat, ut eysmodi Libros quoscunque anteaque impressis, vel postea imprimenda, nec non etiam manuscriptos, quoscunque sint A theoris, aut ubiqueque locorum per Sacrum Imperium, atque etiam nostra Hæreticis Regibus & Dominis, inventuram, assiliter etiam Picturas huiusmodi, & Imagines nostro iussu, & nomine occupent, diripiant, & publico igni committant. Et abstinere huiusmodi publicis Librorum, Codicum, Schedarum, Scripturarum, & Picturarum Authores & inventores, ac etiam post præfatis Mandati publicationem Imperatores, Emperores, & Venditores, vel contra iussu in ista facere præsumpturas (si modo id legitime contigerit) nec non eorum iura, & bona omnia, & singula explant, apprehendere & delinere, ac iure bono quodvis sua iura fuerit de illis disponant: ita, quod de hoc nulli hominum, tam in iudicio, quam extra, respondere sint obligati.

ANNO
1711.

Atque ut omnis ejusmodi & aliorum errorum occasio tollatur, & ne talia scribentium venia longe, indeque diffundatur, sed præclarum imprimendum Libros multum in bonos tantum & laudabiles usus exercatur: & ex cetera nostra scientia, antiquaque delictato, ac Imperiali, Regiæque auctoritate, de nostro supradictorum Electorum, & aliorum Romanorum Imperatorum, Senatorum consilio, deliberatione, & consensu confensum, volumus, & sub Banis & Interdictis Imperialibus, ac aliis auctoritatibus penis præcipimus, & iubeamus tenore presentium Edicti, quod vix inviolabilis Legis habere decernimus. Ne quis de cetero Chalographus, & Librorum Impressor, aut alius quivis obibet per Sacrum Imperium, atque nostra prædicta Regna & Domina constitutus, Libros alios, seu aliam quancunque Seniores, in quibus de Sacris Libris, aut fide Catholica aliquid vel minimum traditur, non habito prius consensu, & volutate Ordinarii loci, aut eys ad hoc substituti & deputati cum auctoritate etiam Facultatis Theologicæ aliquos propinquos Universitatis, pro prima videlicet impressione: Alios vero quoscunque rei, & Facultatis Libros, & Schedas, & Picturas de consensu sacre Ordinarii, aut eys ad hoc substituti alio iusto imprimere, vel vendere, aut imprimi, vel vendi facere directè vel indirectè quocum modo profectum aut tentet.

Quod si quis, cupiscens fit dignitatis, gradus aut conditionis, hanc nostram sententiam, Decretum, Statutum, Legem & Ordinationem in omnibus & singulis supradictis, tam Luthericam quam impressionis materiam concernentibus, in violabiliter observandum, oblo pacto, aut quovis quavis colore vel ingenio contra facere aut venire, ausu temerario præsumpserit: præterquam quod illud iurum decernimus, & iure etiam in tale Majestatis crimes, ac nostram, & Sacri Imperii gravissimam indignationem, Proscriptionemque & Banis, ac Interdictis Imperialibus, nec non aliis supradictis peras, se, ipso facto, incurrere cogimus harum Testimonio Libentem Sigilli nostri munimine roboratum.

Datum in Civitate nostra Imperiali Wormatis, die octava mensis Maii, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo primo, Repetorem consistorum, Konrati secundo: cæterorum vero omnium fæzo.

CL.

Brüderliche Einung zwischen den Sechs 23. Mai
Churfürsten von Mayn/ Trier/ Köln/
Pfalz/ Sachsen und Brandenburg/ zu
Handhabung der Churfürstlichen Ehr und Würde
und erhaltung guter Freundschaft unter etwen
selbstn aufgerichte/ zu Werns Dinstag nach
dem Heiligen Pfingstag 1711. [LIMNÆI
Jos Publicum Romano Germanicum
Tom. IV. ad Libr. III. Cap. II. post
Num. 72. LUNIO. Teufftes Reichs Archiv.
Part. Spec. Abtheilung II. pag. 41.
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve
aussi dans FRANG. FRIEDR. AB
LEHN Jurisprudentia qua publica qua
privata. pag. 173.]

C'est-à-dire,

Pacte de Confraternité entre les six Electeurs de
MAYENCE, TREVES, COLOGNE, PA-
LATIN, SAXE, & BRANDENBOURG,
pour la commodité de leur Dignité Elec-
torale, & la conservation de leur amitié. A Worms
le Jeudi après la Pentecôte 1711.

Wda Wdtes Gnaden / wie Albrecht der Heyl.
Römischen Kirchen Titul S. Petri ad vin-
cula Quæstor Cardinal / zu Mayn und Magde-
burg Eyschafft / Primas, Administrator zu
Halberstadt / und Marggraf zu Brandenburg etc.
Richard zu Trier / Herman zu Köln / Eyschafft
des Heyl. Röm. Reichs durch Occasional
Bulhen / das Königlich Arelat / und in Italien
Eyschafft; Ludwig Pfalz-Eyschafft bey Rhem /
Ets.

ANNO 1521. Herzog in Saren/ Friedrich Herzog zu Sachsen/ Land-Grav in Schlesien und Marggraf zu Meissen/ Joachim Marggraf zu Brandenburg/ zu Ertzen/ Comueren/ der Cassaden und Weiden Herzog/ Burggraf zu Nürnberg/ und Fürst zu Rügen/ des Heil. Röm. Reichs Erg. Truchsch/ Erg. Marschall und Erg. Cammerer/ alle des Heil. Röm. Reichs Churfürsten/ bestimmen und thun fund

ANNO 1521. Heiden/ und hienit repetiert und erneut sein sollen/ als wären die den Wort zu Worten hienit begriffen und vertheilt.

4.

Als wir betrachtend und zu Herzen genommen haben/ wie Unser Churfürst. Versammlung zu Aug und Reichthum des Heil. Röm. Reichs anfangs üblich geordnet und verworren ist/ auch wie sich der und andere dergleichen Ursachen halber/ und fernerlich in Handhabung der Churfürst. Ehren und Würde/ eines Unser Vorfahren und Ver. Eltern Churfürsten/ Willkür Erbschaft/ als die verstorbenen Glieder des Heil. Röm. Reichs/ des Churfürst. Aug und Einigkeit des Heil. Reichs zu erachten/ und Trennung und Schaden desselben zu verhindern/ gebühret/ in freundschaftliche Vertheilung und Versöhnung gegen und mit einander begehren haben/ nach reichung der Briefe darüber abgegangen/ des einen Datum steht zu Frankfurt in dem Jahre/ als man schreibt/ nach Christi Geburt tausend vierhundert sechs und vierzig/ am Montag nach dem Sonntag/ als man in der Heiligen Kirchen singt Oculi/ und des andern Datum steht zu Grinshausen auf Dienstag nach S. Peter und Pauls-Tag/ der Heiligen polstiff Voten/ Anno Domini millesimo quingagesimo secundo. Dieweil aber der mehrere Theil Unserer Vorfahren und Vordere in der Bräderlichen Einung begriffen verstorben/ so haben wir/ als die Nachfolger Unserer Vorfahren und Vordere/ auch angesehen und betrachtet/ wie seltsam/ schwerlich und sorgfältig/ sich die jegigen Kaiser dem Christlichen Glauben/ dem Heiligen Römischen Reich/ und fernerlich Teutscher Nation und allen Ständen vertheilen sich zu Treuung/ Abfall und Verkleinerung scheinbarlich zeigen/ darinn und sich/ so viel möglich/ zuvertheilen/ so haben wir/ als billig/ den Justitien Unser Vorfahren und Vordere/ als Nachkommen und Erben vertheilen/ nachgefolgt/ und Oculi dem Willkürigen zu lob/ dem Heiligen Christlichen Glauben/ der Römischen Kaiserl. Majestät/ dem Heil. Römischen Reich/ und fernerlich Teutscher Nation/ zu Frieden/ Ehre/ Aug und Frommen Uns auch zusammen in freundschaftliche Vertheilung und Versöhnung gehen/ und Uns gegen und mit einander verpflichte und vertheilen/ vertheilen/ verpflichten und vertheilen Uns auch in und mit Kräfte dieses Briefs/ wie hernach folgt. Nächstlich.

2.

Zum ersten so sollen und wollen wir einander/ und Unser jeglicher den andern mit guten Rechten und ganzen wahren Tugenden und Freundschaften umgarnen/ haben/ halten/ und um unserer Sachen oder Gesandte willen/ wir sich das jeßigen oder machen möchte/ mit oder gegen einander zu Feinden/ Feinden/ Ausschreien oder Zugriffen kommen in keine Weg/ ohne alle Gefährde.

3.

Und außsch die Einung und Vertrag desto beständiger sein und bleiben mögen/ so wollen wir/ daß die Ausrüge/ so zwischen Unser jedem gegen den andern/ in besondern Verträgen und Vertheilungen/ darüber verfaßt und aufgerichtet wären/ auch dieser Einung halb zu Weken und Kräften sein und

So aber zwischen einigen unter Uns nicht freundschaftliche Ausrüge oder Vertheilung wären/ und vertheilung eine einigliche Auspruch oder Forderung zu dem andern gemainen/ von Epäne wegen/ die von neuem auferstehen/ oder aus vergangenen Fändeln fließen werden/ (das Oculi nicht wolle) zwischen unter Uns dann bedünket/ daß ihnen von dem andern ungerecht geschehen/ der soll demselben schreiben und begehren den andern darn auf Uns stärker zu schreiben und zu bitten/ als er auch thun soll/ um Tage in der Sachen ausgehen/ welche dier auch alsdann in jenen Monaten darnach einen Tag beiden Theilen an ein gelegene Wahlstatt/ als zu Mainz/ Frankfurt/ Grinshausen oder Juba/ von ihrem eigenen Vertheilen/ oder ihren freundschaftlichen Räten zu ertheilen bestimmen/ und auf demselben Tag beide Theil durch sich selber Vertheilen/ oder ihre vollmächtige Anwalt ertheilen/ und die andern dier aus Uns/ oder derselben treffliche Räte Aufspruch Antwort/ Wiederrede und Nachrede von beiden Seiten vertheilen/ von Worten zu Worten durch ihre Capitul. Schreiber aufschreiben lassen/ lesen und unterschreiben/ ob jemand die zu schreiben noch hätte/ oder begehret/ vertheilen/ ihre Sache ausprechen/ auch Brief/ Engel und andere/ was die Parteyen der und dargen schreiben wollen/ auf und annehmen und darauf beschreiben lassen/ und darnach mit allem Reiz wege suchen sollen/ ob sie solche Zwietracht/ Epänen/ Mängel und Zwörung in der Freundschaft und Gleichheit vertragen und hinlegen möchten.

5.

So aber dieseligen Epäne und Mängel nicht also in der Freundschaft und Gleichheit vertragen oder hingeliege werden möchten/ so sollen die dier Vertheiler aus Uns/ oder derselben treffliche Räte alles/ das sie von beider Theilen abgemauert massen gehet und empfangen haben/ zu sich nehmen und behalten/ und sich ein jeglicher unter den dier mit seinen geleiteten und ungeleiteten Räten und andern Verständigen/ nach ihrem gutbedunten/ berathschlagen/ und je einer dem andern seinen und seiner Räte/ und der andern Rathschlag in jener Monatsfrist nach dem Abschluß der Sachen zu ertheilen geben. Und so sich die Rathschlüsse einander nicht dergleichen werden/ alsdann ihre treffliche Räte an der abgemauerten vier Wahlstätten eine schicken/ sich des endlich und einträchtiglich haben zu entschließen und wie sie sich entschließen/ das soll in eine Schrift gestellet werden/ und darnach die dier aus Uns/ die beiden Parteyen vor Uns oder Unser treffliche Räte abgemauert Wahlstätten/ ein Urtheil aussprechen/ zu hören erfordern/ besteht auch die Parteyen durch sich selbst oder ihre vollmächtigen Anwalt ertheilen/ und Urtheil aussprechen begehren/ und dann alsobald die Urtheil öffentlich verlesen werden sollen/ und wie derselben ausgesprochen und eingehalten werden/ darüber soll es stand binden/ daren kein Theil appelliren/ recurriren oder reduciere soll in keine Weg/ sondern wie alle Churfürsten wollen beschließen/ so viel einem jeglichen vertheilen wird/ annehmen/ getreu und gänzlich halten. Als wie die auch jege als dann/ und dann als jege/ in Kräfte dieses Briefs/ mit Unsern guten Wissen und Willen annehmen/ und Einsig thun wollen ohne alle Weigerung und Gefährde.

Was wäre es Sacht! daß jemand! wer der todet
niemand ausgenommen / einzeln unter Uns von sei-
nem Churfürstenthum / Fürstenthum / Herrlichkeit /
Herrschaften / Herrschaften / P. und Quasten / Ge-
richtern / geistlich u. oder weltlichen Aemtern / Stel-
len / Gleiten / oder Rechten denigen / oder mit ge-
walt übersehen / betrügen / veruntzugen oder ver-
bieten wolle / der oder die / denen solches be-
gegnet / indessen solches die andern an Uns gelangen
lassen / und verhalten einen Tag in der obersten
Städte eine / welche ih. en beliebet / dinstags / da-
hin wir auch Persönlich / oder welcher aus rich-
tiger Ursache / die er aus seiner Wahrheit / mit sei-
nem Brief und Siegel bezeugen soll / Persönlich
zu kommen verhindert werde / sein vollständige Ver-
schaffung schicken / und nicht ausbleiben sollen / und
also dann rattheligen und handeln / wie und welcher
maß solches Verschönerung oder Verunreinigung abge-
wendet werden soll und mag. Was was wir / so
Persönlich erscheinen und deren Räte / so Persön-
lich zu kommen / wie obelohet verhindert wären!
im Rath vor das beste erassen und beschließen!
dabei wolle wir einander Handhabung / Hülf und
Beistand zu thun schuldig sein / wie dann auf sol-
chen Tag / durch Uns für gut angesehen und be-
schlossen wird. Wie mögen auch Unsern allerdin-
gigsten Herrn den Römischen Kaiser darinnen an-
rufen! Uns darüber zu handhaben und zu behalten.

Wäre es auch! daß einig Unglauben / Schisma,
oder andere widerwärtige Empörung oder Samm-
lung wider die Römische Kaiserl. Majestät / oder
andere Dürftigkeit in der Christenheit oder dem Reich
entstünde! (da Gott der Herr) so sollen und wollen
wir Uns daraus zusammen fügen mit Unsern geis-
tlichen und weltlichen Räten / auf einen Tag am
Montag / Frendstuch / Heilighausen oder Fulda
den dann ein Erzbischoff zu Mainz / der zu
Zeiten ist / an der Stadt eine darum beiseiden solle!
und daselbst mit einander zum besten handeln / wie
Uns nach gestalt der Sachen / der Christenheit oder
dem Reich zu Rath oder nachbedröfig ansehen wird!
ohne Verjehet.

Item! sollen und wollen wir obgenante Chur-
fürsten in allen Sachen u. Handlungen / die das
Heil. Röm. Reich und Uns Churfürsten / von des
Heil. Römischen Reichs wegen / antreffen / als ob
jemand wer der wäre / nach dem folgenden Röm-
ischen Reich stünde / oder sitzen würde / und sich des
unterwinden wolle / oder Unser aller obgenannten
Churfürsten heimlichen Willn / Willen und Ver-
hängnis! es wäre mit Vicariat oder anders / in
welcher Weis das wäre / anders dann von alters
herkommen / oder ob es antreffet Verhängnis oder
Verwilligung in einigen Sachen zu geben / oder ob
einige Räte / Ordnung oder Werbung zu einigen
Unsern obgenannten Churfürsten / von der jetz-
genanten Schuld und Anzucht wegen / käme / oder ob
unpönnlich schmerliche Mandata oder Gebet zu be-
schwerlichen Anzuchtungen oder unpönnlichen Dür-
ften an Uns zu gemein oder insbesondere ausgingen!
von wem das wäre / oder wo das herkommen / dar-
in sollen wir oder Unser einzeln nicht rathlich An-
twort geben! noch einigerley Verschönerung thun / wie
thun es von alle samtlich mit einander / oder mehrer
Theil.

Wäre es aber! daß wir alle samtlich nicht eins

werden möchten / was dann auf einen bestimmten
Tag! den ein Erzbischoff zu Mainz / der dann zu
Zeiten ist / gen Mainz / Frendstuch / Heilighausen
oder Fulda beiseiden / und die Sache in seinen
Versehn beenden soll / so solche Sache an ihnen zu-
stand / oder er darumben einmüthig wird / ohne Ver-
jehet / von den wahren Uns / die mit ihnen selbst
leiden zu solchen Tag kommen / und die andere /
die von ebensolcher Sache wegen / die sie auf ihre
rechte Wahrheit mit ihnen offenen verhängelten Ver-
sehn bezeugen sollen / mit ihnen selbst leiden nicht
kommen können / Räte / die sie auch also dann mit
Macht zu solchen Tagen schicken / und doch nicht
mehr dann ihres Herrn Geime haben sollen / oder
den weiteren Theil auf ihr Eide erweisen / kein son-
derlich Heizen darinnen zu suchen / daß dem Heil.
Röm. Reich allumgeit und bequemet sey / da-
bey soll es bleiben. Was wir sollen also dann dazu
einander heimlich mit ganzen Treuen / Landen /
Luten / Schloffen / und aller Unser Macht bevol-
hen und beiraten sey / und Uns den einander nicht
sehen noch scheiden / in keine Weis / ohne alle Ver-
jehet! doch mit behaltens Unser jeglichen seines
Rechten.

Desgleichen sollen und wollen wir Uns hinfort /
was wir Persönlich oder durch Unser Anwälte zu
Kaiserl. oder Königlichem Tagen erscheinen werden!
in Rathschlagen / Antworten und Beschloffen nicht
erweisen noch von einander scheiden / sondern als ein
Weesen und sammtlich bey einander halten / stehen und
bleiben / und was wir alle / oder der mehrer Theil
unter Uns für das beste im Rath erweisen und be-
schließen / das zu antworten oder zu thun sey / da-
bey soll es bleiben.

Auch sollen und wollen wir die Artikel / so wie
jüngst zu Frendstuch in der Stadt Röm. Kaiserlicher
Majestät / Unser allerdinbigsten Herrn / einmüthig
aus gutem getruwen Rath und Bedenken
begreifen / und Unser Majestät Commissarien in
Krafft ihrer vollen Macht angenommen / bewilligen!
auch unter Kaiserl. Majestät Willen und Inso-
genz verbrieft / versiegelt und geschworen / die auch
folgend durch Kaiserl. Majestät zu Rath / vor Un-
ser Majestät Königl. Erlehnung Persönlich / mit
leiblichen Eid geschworen / nach laus S. Majestät
Briefe! der da am Ende seines Ausganges hie / ge-
ben am dritten Tag des Monats Juli / nach Christi
Geburt / tausendhundert und im neunzehenden /
Unser Reichs des Römischen im ersten / und der
Spanischen im vierden Jahre / in aller ihrer In-
haltung / bei Krafft und Macht unterzeichnet be-
halten / und Unser Reine ohne den andern in keinem
Wege darwider nichts bewilligen noch begeben / ohne
Verjehet.

Unterstände sich auch jemand! in welchem Weesen
das wäre! das Heilig Römische Reich / oder eini-
ge seine Zugehörung zu schwächen / abbrechen / oder
dem Reich etwas zu entzihen / oder das Reich
zu empönnern / darwider sollen wir sammtlich sein!
und Unser Willen / Ouss oder Verhängnis dazu
nicht thun noch geben / in keine Weis / sondern Un-
sern allerdinbigsten Herrn den Römischen Kaiser
darin anrufen / das Heilige Reich darzu hand-
haben und zu behalten.

Was es jemand / wer der wäre! Uns Churfürsten
einer oder mehr / auf seiner Erbschaften und Gleiten /

ANNO
1521.

zu Wasser oder zu Land / es wolle mit Freundschaft oder ohne Freundschaft / Zugriff oder Verschöpfung thun / und ob jemandes dazwischen / die solches thun / wissenschaftlich oder enthielt / der oder die sollen in Unser und Unser jeglicher Schlossen / Städten / Burgen / Länden und Gebieten kein Gewalt haben / auch weder gehandelt noch gehalten werden / sondern wir sollen und wollen Unser jeglicher dem andern / dem solche Noth geschehen / zu Stand / wenn wir des ersucht und ermahnet werden / getreulich beistehen seyn / daß solches gestrafft werde / und Uns darin von einander nicht scheiden. Wie sollen und wollen auch mit Unsern Anverwandten Schassen und beistehen / daß solches also beistellig gehalten werde / und wenn sie Gewalt geben / daß sie das unterschiedlich ausnehmen sollen / sonder alles Beschränke.

14.

Und wider es / daß jemand / wer der wolle / von dieser Unser Einung und Vertrag / oder einerley Ursach wegen / so darvon streifen möchte / seinen Angriff oder andern Willen / es wider mit Freundschaft oder sonst in andere Weg / wie das jagunge / an Uns same oder sonst legen wider / das soll Uns alle gleich stäncklich angehen / und sich Unser keiner von dem andern scheiden / sondern Unser jeglicher soll dem andern ohne Verzug darin und darwider getreulich beiständig bringen und beistehen seyn / mit seiner Knechtschaft / Schlossen / Städten / Länden / Leuten / und aller seiner ganzen Macht / als das das Noth ist / ohn allerley Inträge / Wiederrede / Hindernis und Beschränke / so fern wir des zugleich und recht mächtig. Darum mögen wir auch Unsern allernächsten Herrn den Römischen Kaiser / Uns zu beschützen und zu handhaben / anerkennen.

15.

Und wider es / daß einige unter Uns abgenannten Christen / von Leuten wegen abgehen wölte / (da Gott lang der sey) so sollen wir Erg-Bischoff zu Mainz desselben abgangesnen Christen Nachkommen oder Erben / nachdem er zu Regierung seines Christenthums kommen ist / diese Unsere Einung verständig / und damit ermahnen / und so er dann begehrt in solche Einung zu kommen / soll er dazum genommen werden / doch also / daß er dieselben Einung und Verträge zuvor und ehe er dazum genommen werde / getreulich zu halten geloben / und zu den Heiligen Schwören / auch seinen beistelligen Brief / nach Anweisung dieses Briefs / darüber geben. Denselben Eid soll der nächste Christen / so eingefügt ist / von Ihm nehmen / die Brief darüber den ihm empfangen / und Unsere Brief wieder überantworten / dieselben Unsere Brief in Unser des Erg-Bischoffs zu Mainz Cansley sollen gefertigt / und von Unser jeglichen beistellig werden. Wo aber der Fall an Uns dem Erg-Bischoff beschehe zu Mainz / sollen wir der Erg-Bischoff zu Trier seiner Luth des ermahnen und vollziehen / wie obsteht. Welche aber Unser Nachkommen oder Erben / das nicht thun wollen / so sollen doch der andern unter Uns / die dann noch im Leben seyn / sich getreulich zu einander halten / nach Ausweisung dieser Unserer Verbindlichen Einung und Verträge.

16.

Und auf daß diese Unsere Verbindliche Einung und Vertrag desto beständiger seyn und bleiben / auch desto ansehnlicher gehandelt / gehalten und vollzogen werden möge / so haben wir Uns verwilligt und verpflichtet / und thun das hier mit diesen Brief / daß wir zu jeglicher Zeit / wann es die Nothdurft und

Belegenheit erfordert / auf einen wemlichen Tag zu Gehnhausen / Wang / Brunsfurt oder Jula in eigen Personen zu einander kommen / oder Unser vollmächtige Räte zusammen schicken / und Uns von obliegenden Nothdurften des Heiligen Reichs / und anderer Sachen ihrer Ernung nothdürftiglich unterreden sollen und wollen. Mit welcher unter Uns solches zusammenkommen oder schicken vor Nothdurft und nachsam beirathet und bewegt / soll und mag derselbe Uns andern Christen des eine gelegene Maßzeit unter den abgenannten Städten eine und einen nemlichen Tag / mit Eröffnung und Anzeigung der Ursach und Geschäfte des Zusammenkommens oder Schickung / durch Schrift oder durch Räte vermelden / alsdann sollen und wollen wir Persönlich zur Stätte erscheinen / oder Unser Räte / mit vollem Gewalt schicken / wie daß die Nothdurft und Belegenheit der Sachen erfordert / zu rathe schlagen / und das beste vorzunehmen.

17.

Wäre aber die Nothdurft der Sachen erforderlich / Persönlich zusammen zu kommen / und da Unser einer oder mehr erdlicher oder weltlicher Ursach halben / die er auf seine rechte Wahrheit / mit seinen offenen Brief und Siegel bezeugen soll / in eigener Person zu erscheinen verhindert wölte / und nicht kommen möchte / der soll seine treffliche Räte und Beiständigen mit ganzen vollem Gewalt schicken / in obbesetzter maßzeit / den seinetwegen zu handeln / seiner Beschränke.

18.

Doch nehmen wir hierinnen aus Unsern allernächsten Vater den Pabst / beiständigen den Allerdurchlauchtigsten / Großmächtigsten Herrn Carin / Erwehlten Römischen Kaiser / Unsern allernächsten Herrn / darzu solche Einung und Verschreibung / die Unser jeglicher der dieser Einung versprochen und versiegelt hat / also / daß Unser jeglicher / was er denen schuldig ist / thun mag / und darüber nicht thun soll / daß wider diese Verschreibung / Einung und Vertrag seyn. Und wöte jemand unter Uns für der Einung eingehen / der oder die sollen diese Unsere Einung und Verschreibung allezeit ausnehmen / ohn Beschränke.

19.

Alle und jegliche vorgeschriebene Etich / Puncten und Articlen / haben wir abgenannte Christen / jeglicher dem andern / mit Handgebenden Leuten gelobt / bey Unsern Christen Räten und Erben / und darnach lieblich zu den Heiligen geschworen / jeglicher dem andern / die wahr / stat / recht und unverbüchlichen zu halten / zu vollziehen und zu thun / auch darwider nicht zu seyn / zu suchen oder zu thun / geistlich oder weltlich / heimlich oder öffentlich / in keine Weis / alle Beschränke und arge / ist gleichlich ausgeschlossen.

20.

Und daß alles zu Usthand und ganzer Ständigkeit / so haben wir abgenannte Christen / Unser jeglicher sein Insegen an diesen Brief thun / den / der geben ist zu Worms auf Donnerstag nach dem Heiligen Pfingst Tag / Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo primo.

CLI.

Land-Friede Carl des Römischen Römischen 15. Mai. Rätlers / mit Rath der Christen und Ständen des Heiligen Römischen Reichs / zu erhaltung Beständiger Ruhe und Sicherheit im ganzen

V v 3

ANNO 1521.
gegen denselben Thätern und Friedbrechern / auch
den ihren und deren Wittwen und Erben / sein
Eigenthum und Verfolgung zu thun / zu frischer
That / oder wenn er seine Freund und Helfer ha-

ANNO 1521.
lich verfügen und vertheilen / auch thun das in die
pflicht binden / solche wie obsteht / getreulich zu ha-

ben mag / solche auch allenfalls an Churfürsten /
Fürsten und Stände des Reichs / des wissens zu
Fürsten aufschreiben und zu verklären / unbenut-

Hand es jemandes dem H. Reich unterwerfen /
Hals / Churfürsten / Fürsten oder andere Stände / so
dem Heiligen Reich auch zugehörig / und in des
Reichs Hülf / wie obsteht / gezogen sind / wider den
aufgerichteten Landfrieden vergehlichen / berechnen /
anklagen / betriegen / oder daß sie mit gewalt / ohn
Recht / nehmen würde / in denselben / so das zu
frischer That gekörbe / sollen alle die so des einzu-

Wie der Landfriede zu halten gebotten
und verordnet ist.

Nach darauß befehlen wir allen und jeden Chur-
fürsten / Fürsten / Bischöfen und Weltlichen / Prä-
laten / Grafen / Herrn / Ritterschafft und Ständen
und allen andern Unsern und des Reichs Untertha-
nen und lieben Getreuen / ernstlich gebieten / bey
den Pflichten / Eiden und Eidersam / so sie Uns
und dem H. Reich gethan haben / und auch schuld-
ig sind / und darzu kein einer Dem / nemlich jure
juris Ward seines Geldes / halb in Unser Kero-
nische Kammer / und den andern halben Theil den
Beschädigten unabhängig zu bezahlen / und darzu die
Vericherung aller und jeglicher Freyheit und Recht /
so ihrer jeder dem Uns und dem H. Reich hat / daß
sie solchen Frieden mit Ernst und treuem Fleiß ha-

Ob aber zu frischer That nicht gehandelt worden
were / oder kein mangel / und die Thäter ihre Heiffert
Anbinger und Fürsprecher / von Uns / oder Unserm
Kammergerichte / in die Acht / alles nach laut des
H. Reichs aufgerichteten Ordnung / demüthiget wer-
den werten / und dann solche Demeritation / auch
der Geistliche Bann / so nach laut Unser und des
Reichs Ordnung / zu Hülf der Demeritation erlangt
werden mag / so fern der Kläger oder Ankläger des
begert / in des willen es allzeit stehen soll / kein
Hülf oder Flehen in Sachen bringen oder senden
wird / alsdann soll der Hauptmann in dem Bezirk /
da die Thäter / ihre Heiffert und Anbinger wehnen
oder sind / mit sampt seinen jureverordneten / zusammen
kommen / rathschlagen und fürnehmen / damit der
Landfriede gehandelt / und die Beschädigten ge-
straft werden. Doch dem obgemelten Artikel:
Daß der Thäter mit der That in die Acht gefallen
unabhängig.

Vom auffgerichteten Landfrieden.

Nach erstlich auff dem gehaltenen Reichs-tag zu
Freiburg im Breisgau etliche Artikel Unserer Key-
serlichen Landfriedens / des erhaltene Reichs-
tags zu Worms auffgericht / wieder deutsch und
Declariert / sind derselben etliche jete durch Uns /
auch Churfürsten / Fürsten und andere Stände / die
versammelt / widerum erneuert / approbirt / auch
etliche weiter erklärt / etliche geändert und gebessert /
wie obdemel und hernach folgt.

Vom der Peen der Ubersäter dieser
• Ordnung.

Nach welcher diese Unsere Ordnung und verschrif-
ten verachtet / und der mit folg thun und verschrift
sonder lässig oder säumig darinn erscheinen / auch
dasselbig künzlich und unlaugbar sein wird / den /
oder dieselben erkennen und erklären vor hienit / durch
solche verachtung / in die Peen des Fried-bruchs ge-
fallen / und daß alsdann gegen denselben mit demer-
itation / Erklärung / Excommunication und einbringung
solcher Peen und anderer Straff / durch Uns und die
verordneten Unserer Statthalter und Reger / oder
Unser Keroische Kammergerichte / strenglich und
unabhängig procedirt / fürgenommen und gehandelt
werden soll und mög / wie sich nach aufrichtung Un-
ser Land-friedens und sonst gebürt.

Nach ansehung / betreffend den Artikel Unserer
Landfriedens / also ansehend: Ob auch wider diesen
Landfrieden und Unser Gebot jemandes brauche / zu
haben wir Uns mit dem Ständen / so jete die er-
scheinen sind / vertragen / vereinigt / und bey den
Pflichten / damit wir / und Unser jeder / dem Reich
verwandte ist / zu halten und zu bewahren dervolligt
und verpflichtet / und thun daß sie mit diesem Friede /
daß hinfür keiner den andern noch den seinen / ge-
seindlich geschriben / suchen / noch des andern beschä-
digen / wider diesen Landfrieden / keine ander- oder
durchschüß / heuchel / noch andere vergünstigung /
wie obgemelt / geben / thun / oder gestatten / sonder
das Unser einer des andern Friedebrechigen / Beschä-
digen / jenen oder gewalt / oder zu frischer That er-
manet wird / oder die aufnehmen und betreiben mag /
gegen jenen unverschuldig / mit ernst und fleiß nach-
sehen / handeln und fürnehmen soll / als were es sein
eignt End. Nach wie daß der bruchliche Artikel des
Landfriedens weiter außföhrt. Derselben sollen
wir / und Unser jeder / wie obgemelt / d. h. Unsern
Angehörigen / Unterthanen und Verwandten / ernst-

Wenn die Thäter des Fried-bruchs mit of-
fensbar / und des jemandes verdacht were.

Nach es die Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Gra-
fen / Herrn / Ritterschafft / Edle oder andere / in
was stand / wider den oder wesen ein jeder so / Woll-
lich oder Weiblich / oder die ihren / wider diesen Fri-
den beschuldigt werden / und die Thäter mit offen-
bar / sonder jemand des verdacht were / auch die Klä-
ger so daß mit doreinen wehren / und doch auß recht-
licher angrang in verdacht ständen / so sollen und
müchten der Churfürst / Fürst / Prälat / Graf / Herr /
Ritterschafft oder Edle / denn oder des Mannen /
Prälaten / Grafen / Ritterschafft / Unterthanen
und Verwandten / schaden geschätzen werten / den oder
die

ANNO
1521.

dieseln beschreiben) und sie sich vertragen) entschuldigung mit dem Eyd von denselben zu nehmen) und ob der oder die verdachten sich der beschuldigung d. h. Friedbruchs in einige wege widerten) oder auch die vertragung nicht erfordern wollten) so sollen sie der Beschuldigung und Friedbruchs schuldig gehalten) und nachmal von ihnen laut dieses Gebots) gehandelt werden.

Ob jemandes dess Friedbrechers heimlichen zuzuhls verdachte were.

Und nemlich) als in obgemeltem Land-frieden auch ein Artikel gefügt ist) also lautet: Und ob jemandes der Churfürsten) Fürsten) Prelaten) Grafen) Herren) Ritterschafft) Edelt und andere) in was würden) stand oder weise ein jeder sey) Geistlich oder Weltlich) oder die ihrer wider diesen Land-frieden beschädigt werden) und die Thäter nicht offenkundig) sonder jemand des verdachte were) so. Und aber derselb Artikel allein auff die Thäter laut und gericht ist) derselb Artikel auff dem gehaltenen Reichstag zu Jülichburg) weiter declariert und geteuschet) und hienwiderneunt erneuert und angenommen) also) das solcher Artikel nicht allein auff die Thäter) so einer Thät oder Beschuldigung verdachte weren) sonder auch diejenigen) so mit irdlicher anzeig in verdachte) und doch nicht offenkundig waren) das sie solchen Thättern oder Beschädigten wider diesen Land-frieden) hülff) beistand) fürschub) wider) oder durchschleuss) gien) truden) oder andere verargungung gegeben oder gethan) sie gehandelt) gehindert oder enthalten hettun) beschanden und aufgelegt werden soll) also) das gleicher weis gegen ihnen) wie gegen den Thättern) mit dem beschreiben und vertragen gehandelt) und die entschuldigung mit dem Eyd von ihnen genommen werde. Die sie auch) dergleichen die Thäter) auff solch beschreiben und vertragen zu thun schuldig) und hienmit verpflichtt seyn sollen. Und ob die Thäter) so einer Thät) wie angezeigt) in verdacht ständen) dergleichen diejenigen) so verdachte weren) ihnen des hülff) beistand) fürschub) oder verargungung) wie obgemelt) gethan zu haben sich der entschuldigung in einigen wege widerten) oder auff die vertragung nicht erzeigen wollten) sollen sie alsdann) durch solch ihr widerseyn und ungehorsam) in der Acht und Verurteilung des Land-friedens gefallen seyn) und darauß demüthiert werden.

Und als hiere in gemeltem Artikel des Land-friedens begriffen) das der Churfürst) Fürst) Prelat) Graf) Herr) Ritterschafft oder Edelt) den) oder des Maimen) Prelaten) Grafen) Herren) Ritterschafft) Ritterschafft) Ritterschafft oder Verwandten schaden beschreiben were) solcher Thät beschreiben) und sie sich vertragen sollen und mögen) Und aber besser solcher Artikel von den Parteyen ungleich verstanden) also) das die Verdachten) auch der Churfürsten) Fürsten) Grafen) Herren) Ritterschafften) Edelten) deren Unterthanen oder Verwandten schaden beschreiben ist) nicht haben wollen erscheinen) verurtheilt) des der inn) als Sachwaltern nicht schuldig zu seyn) beschreiben dann zwischen den Parteyen) weiter Zerung und Unfrie Land-friedens zerrüttung entstanden. Darum und selchem zu fürkommen) und des willen lauter verstandnuß zu machen) so haben wir uns wissen) Rath und willen der Churfürsten) Fürsten und anderer Etliche dieser Verurteilung declariert) gerichtet und gericht) declarieren) antragen) erben und setzen hienmit) das hienmit sich Beschreiben und Vertragen von den Churfürsten) Fürsten) Prelaten) Grafen) Herren) Ritterschafft oder Edelt) dem oder des Verwandten und Unterthanen schaden beschreiben were) gegen die Verdachten der Thät) des beschreibens oder zwischen

wie obgemelt) der jere der Verdachten) demselben Richter) Unserm Keyserlichen Cammer-Verichte) Aus oder Unserm Statthalter und Regiment) welcher dem Beschädigten ehend) beschreibe) und die entschuldigung) laut dergleichen Artikel des Land-friedens) genommen werden soll. Es sollen und mögen auch wir) oder Unser Statthalter und Regiment) oder Unser Cammer-Richter hienmit) auff anrufen der Parteyen) oder auß eigener bewegung) und von Ampt wegen) solche beschreiben und vertragen) und die entschuldigung nehmen) wie das der gemelte Artikel des Land-friedens aufreiset.

Wo aber jemandes den andern beschuldigen) und ihnen das überweisen wolt) das mag er der Unserm Keyserlichen Cammer-Vericht) auch an ordentlichem Vericht) dahin solche Sachen gehen) thun und statuen) daselbst ihn sündlich verurtheilt werden soll.

Wo aber jemandes den andern verdächtig machen oder verleumen) und denselben verdachte im Vericht nicht aussprechen wolt) so soll der) wie jetzt gemelt) so verdächtig zu machen unterstanden were) Macht haben) den) so ihn verurtheilt verdächtig zu machen unterstanden hien) an Unserm Keyserlichen Cammer-Vericht) oder einem ordentlichem Vericht) beschreiben fürzunehmen) daselbst ihn auch Nege sündlich verurtheilt werden soll.

Und ist solche Verurteilung darumb daromassen geset) damit der Beschädigte desto festerlicher in seiner Klag) und deselb Beschädigte desto festerlicher zu seiner Schuld oder Unschuld kommen) auch solches an Unserm Cammer-Vericht) mit wenigem Kosten) Mühe und Arbeit) erlangt und vollführt werden möge.

Wir wollen aber hienmit aller Oberkeit unangezogen) so des Macht haben) wider die) so in Malsch) Händeln verdachte sind) das dieselbe Oberkeit mögen handeln) wie an einem jeden Ort herkommen und recht ist.

Und soll hienmit darauß gesetzter Verurteilung) in des R. Reichs Ordnung darinnen) nicht benommen seyn) sonder zu des Edlgen Willen und Befehl gefallen stehn) sich verurtheilt) oder dieser) zugewandten) doch das in alle Weg Summariet gehalten werde.

Und nachdem den den Alten) und der Ehrbarkeit blühender christlicher Gebrauch gewesen) das die) so ehlich und wol gebauet) geset) auch um Wohlfahrt willen begabt) Die aber) so unehrlich und übel gehandelt) von Jähren) Jahren und alter Oberkeit geschreut) nicht fürgezogen oder enthalten) sonder gestrafft werden) Und aber in dem Reich jetzt etwas hoch beschwerliche) unehrliche) und unehliche Thät und Mißhandlung einbrechen) also) das einer den andern heimlich solch) verleudet) hinweg fihret) zu Jähren für sich sich in seinem Gefangnuß enthalt) zu Zeiten andern verkauffe oder übergibt) oder in andern Plad solch) erliche heimlich rauben) brennen) auch dergleichen Fuchts mit heimlichen Mithagen) Schächter und Mörder über) solche für sich) bösch und wider Recht) zerschlagen und erinieren) und sonst viel dergleichen Unethat bezeugen werden) deren doch die Thäter) ob wol ein öffentlich Vericht und Geschwir davon ist und ersicht) mit Kosten verurtheilt nicht geständig seyn wollen) Darum so haben wir gerichtet und gesetz) ordnen und setzen auch hienmit einschick) und willen) welcher hienmit in obgeschriebenen und dergleichen Fällen von jemand) wer der were) beschuldigt wird) das der Kläger oder Beschädigte Macht und Nege haben soll) den Verdachten) seiner Fuchtschreiber) Fuchtschreiber und andere) so sich solcher Thäten) theilhaftig und dergleichen machen) an des Verdachten ordentlichem Vericht) oder aber an

ANNO
1521.

Anstern

ANNO Unsern Kurfürstlichen Cammergerichte / oder bey
1521. Statthaltern und Regiment / unterschrieben surzun-
men: Doch daß er dem Richter / so er / wie obschelt
erwehlt / Antrickens zu erkennen gebe / anß was
Urachen er der Beschuldigten in Verdacht habe.
Und so der Richter die Ursache und Anzeig solchs
Verdachts der Sachen klarhändig oder zulässig an-
sehen wird / so sei er Lösung erkennen / dagegen der
Beschuldigte in Rechte zu erscheinen / und auf die
Acten zu antworten / schuldig fern. Wod er die
Verurtheilung / so dann die klagende Partey durch ein
Verdict oder Urtheil / oder durch einen Zeugen an-
zeigt / oder aber wann der Kläger ein hoch etlich
Person / der Verdacht oder geringes Etwas wert
und darauf sein eingetragene Acten / daß er die war
glaube / mit seinem Eyd bekräftigt / alsdann sei der
Verdacht schuldig fern / sich persönlich verhalten mit
seinem Eyd zu purgiren.

Wo aber der Richter / auß rechtlichen Ursachen
ursachen beweist wird / jemandes Commisarien jugend
den welchen der Verdacht in seiner Wohnung
oder sonst an gelegenen orten den Eyd seiner Purgation
persönlich thut / sei ihm keine zugelassen fern.
Wod dann ein Commis / sei were Geschlich
oder Weltlich / deraußer hinzunehmen / so sei der
juror theil der welchen Commis nicht / der den ge-
gebenen Commisarien / persönlich zu schwören schül-
dig fern. Und wo darunter etliche besondere ver-
dächtige Person des Raths durch den Kläger be-
kannt werden / die sollen unter gemelten juroren theil
/ auch zu schwören eingezogen werden. Wo aber
etliche derselben sonst verdächtig als andere Person
/ sei fern in oder außserhalb des Reichs / also ver-
dächtig werden / sei es damit / wie mit andern beson-
deren Personen / gehalten werden. Und ob der Be-
schuldigte als geschlich verdacht / daß zu Purgiren
notdürftig / solche sei der beschuldigten des Richters
bestehen werden / ihm die aufzulegen oder nicht / die
dann schwören sollen / daß der oder die / so sich mit
dem Eyd entschuldigt / nicht geschworen haben.

Und so er solche Purgation gethan hat / so sei er
des verdachts ledig fern / und alsdann bey dem Eyd
für Recht geschworen / gehalten werden / so lang bey
der Beschuldigung in Rechte der That überwunden
wird / alsdann soll und mag gegen den überwunde-
nen / als der That schuldig / mit einem inermessigen
gehandelt / gestrafft / und wie sich gebührt / procedirt
werden. Thut er aber der Beschuldigung die Purga-
tion nicht / so sei er des / so er verdacht gewesen /
schuldig gehalten / und gegen ihm / wie es nach ge-
stalt der sachen sich in solchen eigner / procedirt
und gehandelt werden. Und wo er beschuldigt in die
Acte declariert wird / sollen wie / nach einig Ein-
secht / Büsch / Grass / Herr / Obrigkeit / oder jemand
andere ihn wesentlich in seinem Hoff / Haus / oder
sonst nicht enthalten / haufen / herbergen / eyn / noch
trachten / heimlich noch öffentlich / sonder den / die
weil er in der Acte ist / schenken / für unethlich ach-
ten und halten / und von nemiglichen gegen ihm
gehandelt werden / wie sich nach laut des ausge-
gebenen Landfriedens gebührt. Were aber der Verdacht
ein Curfürst oder Fürst / der nicht solchen Eyd
vor dem Richter / durch seinen vollmächtigen An-
walt / der zum wenigsten einer vom Adel fern soll /
in sein Eyd schwören lassen / und sei in solchen Sa-
chen Summarie / wie dann des Reichs Ordnung
des Friedbrechs halten gemacht / vermag / alle zeit
procedirt werden.

Doch soll Kurf. May. Statthalter und Regi-
ment / Cammergericht oder der eventliche Richter /
den Verdachten / so vor ihnen sich zu purgiren erfor-
dert / eben ihrer ausgegangenen Lösung / ein unge-
stetlich Geleit an stalt und von wegen Kurfürstlicher
Majestät und des F. Reichs / in krafft dieser Sa-

1521. ANNO
lung zu schreiben / zu bey / und von solchen Tag /
diss wider an ihr jedes gewarumb sei sie / und alle
diesigen / so sie mit ihnen zu solchen Tag brachten /
angesehlich. Und ob man die Lösung oder Tag-
brief nicht möchte zu haben bringen / so sei man die
an pürgen oder deren enden entschlagen / da sie zu-
verpflichtig ihren handt oder weien haben.

Friedbrecher und Thäter nicht zu haufen von
derselben Vergleichung.

Es soll auch solche Thäter und Friedbrecher nie-
mand haufen / herbergen / eyn / trachten / enthalten /
sich zu thun in seiner Obrkeit Eigentum und
Geltung / sonder dieselben annehmen / und zu ihnen
mit dem erst von Ampt wegen richten / auch auß
nemigliche Klag / Rechte annehmen von ihnen
besten / darvnder sie mit schelten / schimen oder su-
tragen sei einige Leiden / Sicherheit / Freiheit
oder Geleit / dann sie dessen alles / außserhalb ver-
willigung des Widertheils / unempfindlich fern /
und nicht genießen sollen / in freyen weg. Dann
wie in allen Leiden / Sicherheit / Fürrenten
and Geleiden / von den die gegeben werden / solchen
Friedbrech außzunehmen / und darin mit bepfaffen
haben sollen. Und soll der Kläger in diesen Fällen
nicht schuldig fern in der Rechtserkennung zu gleicher
Gefängnis / oder Poenam Talions sich zu be-
geben / sonder allein Caution zum Rechten / wie sich
gebührt / zu thun. Welcher aber darschuldig zu thun
nicht vermocht / oder sonst ein verurtheilt oder ander
kannte Person were / sei darschuldig / daß zu end des
Rechts / nach gestalt der Person persönlich ver-
wahrt werden. Es were dann / daß der Thäter mit
der nahm betreten / oder sonst die That so erstattet
daß seiner berechnung den nöthen / oder die altsalt
thun nicht / alsdann sei der habend Kläger der Caution
/ und der ander der Verurtheilung ledig stehen.

Wir wollen auch / daß alle Christen / Fürsten
und andere Stände des Reichs in allen und jeglichen
ihren Urtheilen / Sicherheiten / Fürrenten / and
Geleiden / erklärte Thäter / auch denuncierte und
verurtheilte Friedbrecher / mit nöthlichen außgedrachten
worten / aufnehmen und aufschreiben / aufschreiben
/ so sie zu entschuldigung / wie obschelt / oder gleicher
handlung / nach theiligung solcher Sachen haben mit
verwilligung des Widertheils beschreiben oder erfor-
dert werden / soll ihnen durch die / so sie zu ange-
reter handlung beschreiben oder erfordern / Geleit und
Sicherheit notdürftiglich zugesprochen werden / und
sie auch desselben in solchen Sachen empfindlich und
fähig fern / und daß in aller wassn mögen genießen
als waren sie nicht in die Acte erklärt oder denun-
ciert. Und wo der Friedbrecher mehr dann einen
Widertheil hat / daß alsdann derselbig Widertheil
auch verwilligung gleicher Vergleichung angefocht
werde / die auch ihm Geleit zugesprochen schuldig
sein sollen. Und wo derselbig Widertheil sich des
wideren oder dertigen würden / sei doch der Fried-
brecher zu schicken Tag und wider den dannen ver-
gleit werden.

Und nachdem sich manigfaltig im Reich begibt /
daß etliche wichtigere Landesherrn / und verpflich-
te Sachen / von jrer Herrschafft abtreten und ru-
mlich werden / dem Rechten zu entspringen / oder sich
sonst unbilliche weis wider jrer Herrschafft oder
Nachkommen empfehlen / und unwillens besterigen /
jher Herrschafft oder derselben Landesherrn betruwen
und auch jre vermeynte Ererbung nicht ordentlich-
lich Rechte nennen wollen. Haben wir / denselben zu
begleichen / geront und gerist / daß dieselben no-
mand wesentlich enthalten / haufen / herbergen / oder
gelden / sonder sei dieselben die Obrigkeit / daru-
ber sich solche aufzuerkennen thuten / so sie dergleichen
trotten.

ANNO

1511.

erlaubt werden oder verstanden hatten / zu pflichten annehmen / sich ordentlich Nachens von ihrer Herrschaft bedürfn lassen / und ständige handlung zu vermeiden / dasselbe geschickte davor kein Streitigkeiten schliessen oder schirmen sol. Doch sei ihm die Herrschaft / nachlässig Schenk / vor gewahrt / zu Nicht geben / auch fürderhin gebührende Nachens gehalten und verfahren.

Welche Dörfer aber hiermit jemand enthielt / vergliederte / oder nicht / wie obsteht / zu pflichten annehmen / so sie des erachtet würde / die sei / mit stempel dem enthaltene vergliederte / für einen Friedbrecher zur Acht und andern Feinden procediert und festgenommen werden.

Von der Übersichter des Friedens enthaltung.

Und ob die Ältere oder Übersichter des Friedens / enthält / befristung / oder sonst davorstehen / oder sonst gutt / also das ständische Rüst / oder Feldzug / nicht wäre / auch ob jemand in diesem Landfrieden begriffen / von was stand oder wesen der welt / Geistlich oder Weltlich / von jemand / den dieser Landfrieden nicht begriffen / wird bereits / befragt / oder sonst beschuldigt / oder die Ältere und Beschädigte hanteln / enthalten / oder denen Rüst / oder befristung thun wird / dass / so sei durch die Beschädigten / oder auch Unsern Cammerichter / an Uns / oder in Unsern abweisen / an Unsern Statthalter und Regiment brache werden.

Von des Regiments macht / wider die Friedbrecher.

Item / als wir auch in dem gedachten Unsern Landfrieden / Unsern Cammerichter macht gegeben haben den Ankerwegen / wo der Friedbrecher suchen mit Überzug / oder sonst davorstehen / dasselbe verordnet ist / aus unserer nicht zu erwarten wäre / Und und die Durchsuchen / Fischen und Städte des Reichs / ständisch an ein geringen Malssatz zu beschreiben / Und aber durch das verordnet Regiment / die ausspricht / die jährliche Versammlung abgestellt ist / seien / ordnen und wollen wir / das selches hanteln an Unsern Statthalter und Regiment brache werden sei / in aller massen / wie vor an die Versammlung geschehen sein / die werden alsdann sich nach gestalt der Sachen / wie sich nach Aufweisung der Ordnung die ausspricht / gebührt / darin nachlässiglich wol wissen zu halten.

Doch mag und sei nicht desto weniger Unser Cammerichter und Cammergericht allezeit / auf anrufen der Beschädigten oder betrogen / oder nach von Ampts wegen / wider die Übersichter und Friedbrecher / wie Recht / procedieren.

Wie dem Kläger wider des Ehrters Schloss oder Befestigung geholfen werden sol.

Und ob der Ehrt ein Schloss oder Befestigung hatte / die man dem Kläger / wie obsteht / nicht antworten möchte / da selches an Uns / so wir im Reich sein würden / oder in Unsern abweisen / an Unsern Statthalter oder Regiment brache / sei darin ferner / wie sich nach gestalt der sachen / and aufweisung der Ordnung / zum besten ansetzen wird / gehandelt werden.

Wider der Ganzen Schloss.

Item / als wir hievor und jetzt merckliche Klage bekommen / wie aus und in die gemeinen Ganzen / Ertel / manigfaltige beschädigung / haben / raub / nehen and dem / wider Unsern Landfrieden / besche-

hen und gelist werden / und dann hievor auff dem Reichstag zu Regensburg / im Rath der Städte / so also verhandelt gewesen / zu vollkommener handhabung und veranlung des Landfriedens declariert / gerigt und gemacht / und jetzt die durch Uns / mit Rüst und verwilligung der Stände dieser Versammlung / erachtet / und thun des hanteln gegenwärtig / So die ersten Ehrt oder Friedbrecher in denselben gemeinen Schliessen einigen theil / gemein enthält / oder gerechtfertigt hatten / dass sie der verthilg sein / and darzu oder darinn nicht gelassen werden sollen / sie haben sich dann mit Uns / dem Reich / and der Biderpartien und ihr handlung vertragen. Solch Unser Declaration und Sagung sei auch allen gemeinen Ganzen Schliessen vordrucken / in massen vordrucken gechehen / öffentlich geschrieben und verhandelt werden. Und ob die gemeinen Ganzen über sich verhandlung / die Ehrt oder Friedbrecher / ihres theils / gemein enthält / oder gerechtfertigt wissen oder gebrechen lassen / and darinn ungeschoren erschienen / declarieren / ordnen / seien und wollen wir / dass sie durch selchen ihren ungeschoren in die Fern / in diesem Unsern Landfrieden / handhabung und Declaration begriffen / gefallen sein / und darauf in die Acht verhandelt und denunciert werden sollen.

Von dem Echern / die ihr Gut gefehlich werden / und in Schirm geben.

Item / declarieren / ordnen / seien / und wollen wir / den Unser handhabung / und veranlung wegen Unser Landfrieden / ob jemand / weiß werden / hanteln und wesen der welt / auf rechtlichen angingen / in verdacht sind / dass er ein Schloss / Stadt / Befestigung / Haas / oder Güter gefehlich weynung / sein zu verthilg verkauft / veräußert / verhandelt / oder jemand in schirm oder ander weiß zugesellt / and eingegeben / in was sein oder gestalt das beschreiben wird / und den Landfrieden darauf überschreiben und gebrochen hat / dass alsdann / so wir im Reich sein würden / oder in Unsern abweisen / Unser Statthalter und Regiment / oder Unser Cammerichter / von Ampts wegen / oder auff anrufen der Partien / so beschuldigt wäre / macht und gewalt haben sei / den Verkäufer oder Käufer / verhandelt / eingegeben and annehmen / oder Schwärzer / so angerichtet gefehlichkeit und betrogen / wie obsteht / verdacht werden / sie sich zu fordern und zu beschreiben / sich solcher gedachten gefehlichkeit zu erzeigen. Und wo er / oder sie / so solcher müssen beschreiben / in welchem ungeschoren erscheinen / and die Partien nicht thun würden / sei er oder sie alsdann durch selchen ihren ungeschoren in die Acht gefallen sein / und darauf / wie sich gebührt / denunciert und verhandelt werden.

Deshalb seien / ordnen und wollen wir / hanteln / öffentlich gebieten / ob ein erklärter Ehrt oder Friedbrecher sein Haas und Gut einigen Fürsten / Oberkeiten / Communen / oder andern / in schirm oder ander weiß zusellen oder eingegeben wirt oder würde / dass solch Haas und Güter durch solche Fürsten / Oberkeiten / Communen oder andere nicht angenommen / oder von ihnen selbst den Ehrt oder Friedbrechern zu gut nicht angenommen werden sol. Wo es darüber beschreiben / sei declarieren / erkennen / ordnen und wollen wir / dass selches zusellen / eingegeben / oder sich einnehmen den erklärten Ehrt oder Friedbrechern / unfürsächlich / unfürsichtlich sein / auch dass nicht gemessen noch sich zu erkennen / und dieselbe Fürsten / Oberkeiten oder Communen durch selches mit der That in die Acht and andere Feinde / wider die Friedbrecher gerigt / gefallen sein / und darauf also denunciert und verhandelt werden sollen.

ANNO
1521.Ob Geistliche Personen wider diesen Fried
handeln.

Item / ob Geistliche Personen / die wir uns zu
nicht verstehen / wider diesen unsern Fried und Gehet
handeln wöden / so sollen die Prelaten die ihn mit
et ordentlichen Gerichten / zwang gegen ihnen haben / sie
auff ansuchen der Beschädigten / ungeschwungen da-
hin halten / scheidung und wahlung der schäden zu-
thun / so fern sein vermögen reicht / und sie hartag-
lich und die Übersetzung streffen. Und ob dieselbe
kennt / und die Thäter nicht gestraft werden / so
sollen wir sie auch die Thäter hiemit auß unserm
dies Reichs gnad und schirm / wöden sie auch / als jener
des Friedens / in jrer widerwertigkeit nicht verspre-
chen oder verthätigen / zu keinem woz. Doch soll ih-
nen die erscheinung ob sie verdacht wöden / wie von
den Weltlichen stünde / auch zugelassen werden. Es
soll wider diesen Fried niemand mit beschreibung /
pflichten oder in rängen andern woz / verbunden sein
oder werden / die zu diesem Landesfrieden / dann wir
solches alles auß trasse unser Kerselichen Oberkeit /
traffet und unendlich erkennen und erklären. Doch
soll daselbig in andern Städten / Puncten und Be-
zeirten derselben Beschreibung / Pflicht und Ver-
bottenheit ihrer theil / untertellig und unschädlich
sein / und soll dieser Lande-fried niemand an seiner
ausgesprochenen Schwur-verseicherung nehmen oder
geben / geben oder nehmen.

Von der einpennigen Anrecht.

Und als viel Kersige und Justizleute sind / der
eins theil sein Herrschafft haben / auch etliche mit
diesem verpficht / darinn sie sich wesentlich doch nicht
halten / oder die Herrschafft / darauß sie sich verspre-
chen / ihr zu Recht und billigkeit nicht mächtig sein /
sunder in Lunden ihren vortheil und Nachbarn nach-
setzen: Ordnen / sehen und wollen wir / daß hinfür
solche Kersige und Justizleute im H. Reich nicht
sollen gebührt oder aussprechen werden / sonder wo
man die betreffen mag / so sollen sie angenommen /
hüthlich getragt / und um ihre wählung mit
einst gestraft / und außs wenigst ihr Hab und Gut
genommen / gebüret / und sie mit Eiden und Böz-
schäften / nach nottuft / verbunden werden.

Von denen / die über Jahr und Tag fees
ventlich in der Ache verharren.

Item / ordnen / sehen und wollen wir / daß ein
jeglicher / woz wöden / woz oder stand er sey /
der Jahr und Tag sereventlich in der Ache verharret
und nicht ist / durch den Erz-Bischoff / Bischoff
oder ihre Vicarien / oder Officialen des Bischofs /
darinn er geessen oder getröck ist / durch Compot
und serner handlung / wie sich gebührt / in den Dain
declariert und aggraviert werden.

Welche umb Fried-brüche wollen in die
Acht kommen.

Und welcher oder welche also durch verurtheilung
wie der uns wählhet / in Acht kommen / die sollen
auch von uns darvon nicht abstricht werden / dann
wir wollen des Beschädigten / der oder die beklagten
sich dann wie Rechte darauß.

Und darauß befehlen wir allen und jeden ege-
schieden / auch auch hiemit auß Römischer Kers-
licher Macht / den den Eiden und Pflichten / die
wir uns von des Reichs wegen insonderheit gethan /
und bey der geberam / die wir uns als Römischen
Kaiser schuldig sind / und bey verlaß aller Gnad /

Privilegien und Rechten / so ihr von uns und dem
H. Reich oder andern habt / ersichtlich und schuldig
gehet / daß die diesen obgeschriebnen Frieden und
unser Gehet / mit allen Puncten / Articlen und In-
halten / stet und fest halten / auch auch oder Färsen-
thum / Gesellschaft / Herrschafft / Geheten / und was
jeglicher in Regierung und Besatz hat / mit ewern
Ansprüchen / Wählungen / Pflichten / Verträgen /
Erhalten / wie die Namen haben / auch ewern
Unterthanen / zu halten und zu vollziehen ernstlich
schaffen und befehlen / daran nicht sumen / noch dar-
weiter trachten oder thun / heimlich oder öffentlich / in
trine weis / alle dergleiche zusamt den andern Ver-
ten / der gemainen Reichs Macht der Kerselichen Re-
formation / nach unser schwerer anwand zu trachten.

Aufhebung aller Freyheiten / so wider diesen
Landes-frieden sind.

Wir setzen auch hinfür alle mit jegliche Gnad /
Privilegia / Freyheit / Herkommen / Wählung und
Pflicht / den uns oder unsern Vorfahren aus Reich
oder andern / hinfür aufgangen und befall / die in
einige weis wider diesen unsern Frieden sein / oder
gethan werden möchten / mit was Worten / Clau-
sela / Wählungen die gesetz oder verpficht waren /
die wir auch auß Römischer Kersl. Macht und
vollkommenheit hinfür hinfür setzen / und wollen /
daß niemand / von was weiden / stand oder wesen
der sey / wider diesen Frieden und Gehet / durch
solche Gnad / Freyheit / Herkommen / oder Verban-
d / sich schliß / schirmen oder verurtheilen soll
und mag / in trine weis.

Dieser Lande-fried soll den andern Rechten
nichts abbrechen.

Und sollen diese Gehet / den Lande-frieden und
derselben Dain betreffend / gemainen / unsern
und des Reichs Rechten / auch andern Ordnungen und
Geheten / verhalten vormals aufgangen / so viel
das durch die vorige Artikel mit aufgehoben / nichts
abbrechen / sonder das weiden / und auß stand je-
derman / nach dieser Verurtheilung / den zu halten
schuldig sein.

Handhabung Friedens / Rechts und
dieser Ordnung.

Wann aber alle Ordnung / Gehet und Recht
setzung unversänglich / wie die mit statlicher hand-
habung nicht bekräftigt und vollzogen werden / dar-
um und damit das H. Reich / seine Ehre und
Unterthanen sich solches Friedens / Rechts und
handhabung desto schärfer derselben nach strecken mö-
gen / haben wir uns mit Churfürsten / Fürsten und
Ständen des Reichs / so sehr die versamlet sind / als
Römischer Kaiser / von des Reichs / und auch son-
derlich unser Erblanden wegen / und sie sich verur-
theilend mit uns verurtheilend / vereinigt und verpficht
den gemainen Fried und Recht wie erst zu frederich
zu handhaben / zu verheffen und zu verschaffen / auch
sonderlich in unsern Lunden und Geheten / allen un-
sern Ansprüchen und Unterthanen auß ihr Eyd be-
fehlen / und in unsern offenen Briefen zu gebieten /
sich handhabung zu thun / so oft der nott sein wird.

Und ob sich begehrt / daß die Verdachten und
Verfaher unser aufgeschriebnen Friedens / oder
auch / die sich der erkannten Mordeln und Geheten
unserer Cammer-Gerichts der gemalligten Aufstrich
sereventlich und ungeschwungen widerlegen / Schließ
Beschuldigung / Fürschub oder küß zu ihren sereven-
lichen Lunden heiten / oder gebrauchten / auch ob so-
mander in diesem Fried begriffen / von was stand
oder

ANNO
1521.

oder wesen der welt / Christlich oder Weltlich / den
jemandes / den dieser Fried nicht begreift / befehlt /
eter beschuldiget / oder beschuldiger geschädlich han-
deln / enthalten / küßf oder stricken thun wider / der
oder anderer des Reichs notdurfft halben / so zu han-
delung Fried / Rechts und gemeines Nutzens dienen
mögen / zu rathe schlagen und vernehmung zu thun: So
erkenn / sehen und willen wir / daß Unser und
des Reichs Cambrler und Regiment / auch
Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Grafen /
Freiherrn / und des Reichs Schatz / so alsdann auff
derselben ersuchern / in eigener Person / oder auß
ehelichen wärdigen durch ihre bedürftige Anwalt re-
schreiben sollen / rathe schlagen / handeln / und ratlich
beschließen / auff weg und maß / dadurch die Fried-
brecher zu straff und führung der scholden brache wer-
den. Auch erkennen wir / ob jemandes daren
folg zu thun / sich ferdentlich widersteht / das / die ge-
nüg befehde. Und frucht / was die Christenheit / das
H. Reich / gemeinen Nuz und anders / das anbrecht
wird / betreffend / zum besten führen.

Wie sollen und willen auch solchen Anken und
des H. Römischen Reichs geschehen und verfahren
Landfrieden / derselben Ordnung und Ehaltung des
Reichs / auch deren volziehung / und Execution /
gegen und mit einander getreulich halten und han-
deln. Und ob jemand wer der oder die werren /
niemandes aufzunehmen / der darwider zu handeln
oder putzen strecken / in einigen wege / wider den
oder dieselben wollen wir einander getreulich küßf /
rath und bestand thun / und einander nicht de-
sullen.

Darauff befehlen wir allen und jeden obgeschriebe-
nen / auch auch damit auß Römischer Keyserlicher
macht / bey den Eydern und Pflichten / die ihr Uns
von des Reichs wegen zu fridenheit gethan / and bey
der gehorsam / die ihr Uns / als Römischen Keyser
schuldig seyd / auch bey verlust aller Gnaden / Pri-
vilgien und Rechten / so ihr von Uns und dem H.
Reich / oder andern habt / ernstlich und festiglich ge-
tracht / daß ihr diesen obgeschriebnen Frieden / und
Unsere Gebett / mit allen Anrideln und inhalt stet
und fest haltet / auch durch ewer Fürstenthumb /
Graffschafft / Herrschafft / Gebiet / und was je-
licher in Regierung und besitz hat / mit ewern Cam-
brler / Bischoffen / Äbten / Churfürsten / Pfälzen / wie
die Namen haben / auch ewern Underthanen / zu
halten und zu volghen / ernstlich schaffet und be-
stellet / daran nicht kumet / noch darwider trachtet
oder thut / heimlich oder öffentlich in freie weise /
alle vorgemelte / zu sampt andern Verren der ge-
meinen Reichs-recht / und Unser schwere Anwand
zu vermeiden.

Und sei dieser Fried und Gebett dem gemeinen
Anken und des Reichs-recht / und andern Ordnun-
gen und Gebetten / vormal außgangen / nichts ab-
brechen / sonder das mehrern / und auff stand nach
dieser Verabredung jederman den zu halten schuldig
seyn. Hierbey sind gemessen Unser liebe andechtige
Freund / Vren / Overossen / Churfürsten / Fürsten /
und Fürsten Vortschafften / Prelaten / Grafen /
Herrn / und der Eydern Seiden / in treffentlicher
anzahl.

Zu Erkund dieses Briefs / besegelt mit Unserm
Keyserlichen anhangenden Insserl. Geben in Un-
ser und des H. Reichs-Cantz Weirns / am sechs
und ynnigsten Tag May. nach Christi Geburt /
1521. Unser Reich des Römischen im andern /
und der andern aller im sechsten Jahr.

CAROLUS.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium
Albertus Car. Mogun. Archican. sic.

CLII.

ANNO
1521.

27. Mai.

Kayser CAROLI V. Decret Herzog Heinrich
richen dem Jüngern zu Braunschweig und Lün-
zburg und seinem Anhang; Wie auch Hein-
rich dem ältern Herzogen zu Braunschweig
und dessen Anhang ertheilt; Worinnen Ihre
Majestät zu gütlicher beilegung der zwischen obbo-
nanten Fürsten entstandenen unstilligsten eini-
ge unparteyliche Commissarien verordnet /
welche in nicht erfolgung eines Ehelichen Vertrag
den endlichen Rechtsspruch inner Jahres Frist thun
sollen / wobei die Parteyen bey Privation ihrer
Regalien / und Leben / und all ihrer güter / so
ihnen zugehören oder in wehrender Kriegs-band-
lung einander abgewonnen / beizien / wie dann
auch solches Rechtsspruch also gleich vollziehung
bekreihen solle. Given zu Weirns 27. May
1521. (LUNIG: Teutsches Reichs-Archiv.
Part. Spec. Abtheil. IV. Abthg IV. pag. 45.)

C'est-à-dire,

Decret de l'Empereur CHARLES V. sur les di-
férences de HENRI le jeune, & de HENRI
l'aîné Ducs de Brunswick-Landgrave, par lequel
sa Majesté nomme certains Commissaires pour tra-
vailler à leur accommodement, avec pouvoir aux-
dits Commissaires, en cas que l'accordement ne
se puisse pas faire, d'y procéder par voye de juge-
ment & de terminer l'affaire dans le tems d'une
année. Sa Majesté ordonne aussi aux Parties
de se soumettre audit jugement, & de le mettre
d'abord en execution, sous peine d'être privés de
toutes leurs Regales, Fiefs & autres Biens, &c.
A Worms le 27. May 1521.

IN des Sachen betreffend Herzog Heinrich dem
Jüngern von Braunschweig und Lüneburg u. an
einem / und Herzog Heinrich dem Ältern / auch
von Braunschweig und Lüneburg u. Deforschen
von Bischoffe von Hildesheim / die Grafen von
Schaumburg / und ihr jeter Kriegs-Verwandten an-
der Theile / verlegt die Römische Kaiserliche Ma-
jestät / Unser allgemessener Herr die nachfolgend
Decret / von Ihre Majestät mit zeitigem
Rath / und Vorberachtung Ihrer selbst und
des Heiligen Reichs Churfürsten und Für-
sten aus gnugsamer Erkundigung / und
Kaiserlicher Macht und Obrigkeit / jett
also daran / und dann also icht / gemacht und
beschlossen: Am Ersten hat Kaiserliche Majestät
in Kraft desselben Decrets Graf Philipp den
Hannau / Herr zum Lichtenberg u. Graf Ederbar-
ten von Königstein und Ertstein / und den Official
zu Trier / als treffentlich und unparteylich zu Com-
missarien an setz und im Nahmen ihrer Majestät
verordnet / die sich innerhalb vier Monaten den näch-
sten nach heut daro in hender vorgemelten Parteyen
Landtschaft / an einem gelegenen Orte sigen / und icht
landweit von beiden Theilen zu icht beirren /
und mit derselben Landteut Rath und Küßf allen
möglichen Fleiß annehmen / die Sachen gülich bi-
zulegen und zu vertragen / Wo aber das nicht sein
mücht / sollen alsdann dieselben Commissarien auf
die Acta zu Irst / und was zu Ertz und icht hier
zu Weirns der Kaiserliche Majestät auch Chur-
fürsten und Fürsten streicht / und weiter icht icht /
einen endlichen Rechtsspruch thun / inner Jahres Frist /
den schreien von heut anzuführen / Es were dann / daß
sich durch Erdandnis der Commissarien die Sache
lenger verzögern mücht / und darauff sollen die Par-
teyen

ANNO
1511.

tegen den Privierung und Entziehung ihrer Regalien und Lehen / sie dem Heiligen Reich haben / auch Vermeidung des Reichs Achte und Ubrachte / die Schiele / Städte / Fürsten und Vögte / so einer oder der andern Partey zugehört / und sie einander in der vorzogen Kriegs-Handlung abgewennen und einigermassen haben / innerhalb eines Monats den nächsten in der Kaiserlichen Majestät Hand stellen / auch in derselben Monats-Frist alle Gefangen / sie stehen zu wenn sie wollen / darin Herzog Wilhelm von Braunschweig auch begriffen sein soll / von beiden Theilen / und jedem insonderheit betragt und nicht weiter genähert werden / bis zu endlichen Auftrag der Sachen / wie verordnet / und was alsdann in überbrachten und ander Articulen im Reichs eingeführt / gleich betragten / oder rechtlich entscheidet wird / dem sei von allen Theilen gestracks Beistellung beschicken / Wo aber ein oder die andern Partey in solcher Zustellung und Betragung in gedachter Monats-Frist ungenügsamlich erscheine / so erlene und declarire Kaiserliche Majestät dinsten Ingherhofen / jezt als dann / und dann als igt in privierung und Entziehung aller ihrer Regalien und Lehen / und darin in des Reichs Achte / und sollen angegebene Schatzung unbezahlt bleiben angesehen bis zu letzt gemeintem Auftrag / Und ob die Gefangen künftlich oder feindlich in der Zeit / als diese Sachen igt für Kaiserlicher Majestät auch Churfürsten und Fürsten anhangig werden soll / von einem oder dem andern Theil geschickt werden / und das so nicht bezahlt ist / bleiben ansehen / alles bis zu dem obenannten Auftrag / und sollen Bischoff den Widen / auch Herzog Ulrich von Braunschweig und Lüneburg etc. und sein Gemahl in diesem Kaiserlichen Decret in Krafft des Königlich Recess als Parteyen hiemit auch genugsamlich eingezogen und begriffen sein / und dem allen nach gebet die Kaiserliche Majestät allen vorgeschriebenen Parteyen künftlichen und feindlich bey den Pflichten damit sie ihrer Majestät und dem Heiligen Reich verordnet sein / auch Vermeidung ihrer Regalien und Lehen und Vermeidung des Reichs Achte und Ubrachte / das sie solchem Kaiserlichen Decret in allen Articulen gehorsamlich lehen und nachkommen / und darüber nicht thun / auch fern mit der That gegen einander nicht strecken noch handeln / noch des jemandes andern von ihnen wegen beschien oder gestatten in keine Weise / die Kaiserlichen Decrets sein jens gleich lautend Wort und gemacht / und jens mit Kaiserlicher Majestät Hand unterschreiben / und hier beigedrucktem Kaiserlichen Inseel verfertigt. Geben zu Worms am sitben und zwanzigsten Tag des Monats May.

CLIV.

8. Juulij. Tractaet gemaakt tusschen Hertogh KAREL van Gelder en de Stad ZWOLLE, nemende het onder syn Bescherming, den 8. July 1521. [SCHLICHTENHORST, Chroniques de Gueldres, Lih. XI. pag. 359]

VOR erft dede Karel kond, dat nademaal Philips Bischoff tot Utrecht de Sworliche tegens recht ende reden, wegen han verhem, mer die van Kampen, 't welk tot kennis van hem en 't gansele Seicht was gekeld, had verongelijkt; sy hier over syne bystand en bood-genoedichap hadden vercocht, ten eynde om die van Kampen ende eenige uyt de Ridderfchap wederom leed te doen. Welckalre by beled, ten op-nicht van de hand-tallijcke rechtverdyghed die van zels hals verdelde, als mede van de Stad, welke by alreot wel had gemeent, haer penins onder het mes te willen laeten, dan de Stad, in-naeten, en haer goedert, gelijc syne andere Steden ende in samen, in syne beschuttinge te ontfangen, ende haer twee Princen een te bieden, d'een eens Koningin en d'ander eens Hertoghe toon, om een van beyden, tot dienft van H. Marten en 't Roomse Rijk,

Nach Christi Geburt funffzehnhundert / und im ein ANNO
und zwanzigsten Jahre. 1521.

CAROLUS.
(L. S.)

Nicolaus Jegerle Vice-
Cancellarius.

CLIII.

Revers Kayfers Carl des Fünfften / Churfürst 31. Mai, Friedrich dem dritten zu Sachsen ertheilt, wodurch derselbe bekennt / daß das in seiner abwesheit gehalten beschlossene und aufgericht Regiment, obenannten Churfürst Vicariat-Amt kein nachtheil bringen solle. Geben zu Worms am letzten Tag Monats May 1521. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Theil II. April. IV. Absatz II. pag. 31.]

C'est-à-dire,

Revers de l'Empereur CHARLES V. à FREDERIC III. Electeur de Saxe, portant que la Regence qu'il a établie pour le tems de son absence, ne devra prejudicier en rien au Vicariat qui appartient audit Electeur. A Worms le dernier jour de Mai 1521.

WIR CARL der Fünffte von Gottes Gnaden Römischer Kaiser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs etc. bekennen / als Wir igt an Unserm gegenwärtigen Reichs-Tag mit Rath Churfürsten / Fürsten und andern Ständen des Heiligen Reichs ein Regiment in Unserm Abwesen in demselben Reich zu halten / aufgerichtet und beschloffen / Daß Wir demnach dem Hochgebornen Friedrich / Herzog zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen und Marggrafen zu Weissen / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Marschall / und Unserm lieben Oheim und Churfürsten zugesagt / auch gesetzt und gerechnet haben / und thun das von Kaiserlichen Macht weisentlich in Krafft dieses Briefs / daß demselben Herzog Friedrich solch Inset und des Reichs Regiment an seiner liebden Vicariat-Amt / nach laut der guten Willen / kein Nachtheil oder Nachteil bringen soll / noch mag in keine Weise. Mit Urkund dieses Briefs besetzt mit Unserm Kaiserlichen anhangenden Inseel. Geben in Unser und des Reichs-Stadt Worms am letzten Tag des Monats May Anno 1521.

CLV.

Traité entre CHARLES Duc de Gueldre et le 8. Juillij. Ville de ZWOLLE, fait le 8. Juilliet, 1521. GUERDRE [SCHLICHTENHORST, Chroniques de Gueldre. Liv. XI. pag. 359.]

PRemierement Charles fit sçavoir, que comme Philippe Evêque d'Utrecht avoit fait tort à ceux de Zwol contre droit et raison, dans leurs différends avec ceux de Campen ce qui avoit été remis à lui et à son Papeché pour en connaître, et avoient demandé ledit Evêque son sçavoir et son Alliance, pour après de représenter contre ceux de Campen les justifications de la noblesse, c'est pourquoi il avoit qu'il avoit de leur droit possible qui de lui-même méritoit d'être maintenu, et de l'affection qu'il avoit toujours porté à ceux de la Ville, il ne vouloit en aucune manière les laisser sans Protection, mais qu'il vouloit recevoir en sa protection la Ville, ses Habitans et leurs effets, comme ses autres Villes et Habitans, et leur offrir deux Princes, l'un Fils d'un Roy et l'autre Fils d'un Duc, pour recevoir l'un d'eux, pour le service de S. Martin et du St. Empire, pour leur

ANNO
1521.

voor hen wettigen Heer in te willigen; op hoop, dat die heier ook moghen Bifchop moght worden van 't gausse Seich van Utrecht; waer toe hy naens de Stad Zwol alle nederligheyt wilde aenwenden, ende, soo de keur aen hem quam te staen, nyd die beyde den waerghiften en dogdelijzen vyl-kippen, aen wien dan de Stad ontdaenigheyt zoude zweeren, ende belooften met hem te leeren ende te sterren, ten waer fy door onvermijdelijck nood anders gedwongen wierden; gelijk hy wederom zweeren zoude, de Stad te houden by alle zulke voor-rechten, kneuten, geestelike en wereldlyke rechten, waer mede fy door den Pausen, Keyseren, Bifchoppen ende andere Herren was begaensgedig, als mede by haere merkten, tollén, en keuten van de Utrechtse Bifchoppen bezegeld; mids dat hy ook binnen de velden der Stad geen vrellinghe tot ongrif oft te no-denken der burgeren, dan wel op de plaets van 't Bifchoplyke Hef een heys tot sijn gebruyk moght vwerpen. Alle Steden, Landen, Slooten, en inwoonders, die met hulp van de Stad wierden aangewonnen, ende die xjd van zelfs kooten, zonden H. Marxen toe-komen, ende haer leeven, goederen en oude vryheden behouden, gelijk mede de Vost en sijn neve de toekomende Stad-houder na hun vermoegen belooften te heelen en op te richten, indien xyt taek van dese veranderinge der Stad door de Pausen, Bifchoppen ende Steden met geweld ofte seijnen van recht verdrucht wierd. Sy zonden vorders geen mencher ruyteren ofte knechten in de Stad voeren, dan na 't goed-dunken van den Raed en Schepmen; ende mede bevel-doen, dat de bier-kouten en smokkel-kroeghen wierden afgeschaf. Belooften mede het best te doen, dat 'er ere gief van schepen en booten een Griffe tot in den Ysel wried godeloven, met een Sluyse voortien, gelijk 'er wel eer was belooften; ende den Ruten-wegh, die la Drent naer Haren en Groeningen loopt, door het op-haelen en verdrinden grafsen soo te ooen her-macken, dat het voertpad in den stormer-tijd, ende by winder-dagen het stroomlin burghlaer moght worden: wilstende dies en boeren haere paelen van Vranthusen tot aen den Ysel ende de boerschap van Irenthusen ver-beijden, en gretende hen wylers maght, haere Joor-markten 8 ome 14. dagen, na verseyf van raeken, te verlongen, ende alle scheninghen ende tollén bin-nen 't geind van Zwol tot des Seds gebrayk te keeren. Ende want te vooren de Stad yemant tot het Schouten-amppe plinghe woe te staen, wilde hy hier na een van de Schepmen ofte Raeden tot dese bedieningh ver-heeven hebben. Voets deed by den poorteren van Zwol dese bysunderse gansl, dat haere waeren ende goederen door sijn overijge landen en Steden in tul-len en andere liden gelijk toaden lasten met die van den la-zaeten, ende sijn onderzaken alsoo wederom te Zwol. Hy wilde oock des Seds ryanden in 't by-zonder die van Kampen, tot sijn en des Seds oorbaer straffen, der zelven troos ende schade die van Zwol an-gesien 't sijn xjd in beugheis houden, ende voorsel den meuri-ingevoerden sul te niet te maken. Eynde-lijken was sijn mercinghe, dat de Vry-heer Juriaen Sehenk sijn onder-pand op Voltenhoe ende die goederen behouden, ende ingelijx Rudolf van Isterium te Has-selt noch aen sijn leeven nach aen sijn goederen hinder toaden lyden; loovende mede, dat de vier Hrode steden sijn Voortdons desk voor-warden met hem zouden bezegelen. Gedoen op den 8. van de Hoymand.

CLV.

24. Juill. Kayser Carl des Fünfften Aches/Erkllärung wider Heinrich den Jüngeren Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ Bischoffen zu Hildesheim/ Erzbischof von Aleren auch Herzogen zu Braunschweig / und kaiserliche Räte/ Verordnete/ Berurten Theo Mathäi/ um weilen Decret nicht vordigeltet haben/ selbte des entseignis all ihrer Regalien und Lehen/ als offendbare Erlaute denunciren und verurtheilen/ und über sammentlicher end-lager Raad/ Leib/ und Obere/ Interimlich-chen machte ertheilen/ dieselbe anzugreifen/ be-tretten/ und mit ihnen verhandeln/ wie es ihnen denuncirtten Lehen geheert. Geben zu Brest in Böhmen 24. Juli 1521. [L u n i c, L e b]

ANNO
1521.

Seigneur légitime, dont l'esperance qu'il désirera vien-tir Ecclésiastique de tout l'Evêché d'Utrecht, pour à quel parvenir il sera sous ses diligences avec la Ville de Zwol; Et si le choix lui en revient, il choisira de ces deux le plus digne Et le plus capable; Et la Ville lui jureront fidélité Et promettent de vivre Et mourir avec lui, à moins qu'ils ne fussent forcés de faire autrement par quelque moyen inattendu, comme il leur est de son chef, de maintenir la Ville dans ses franchises, libertés, droits seigneuriaux Et temporels, dont ils ont été saisis par les Papes, Empereurs, Evêques Et autres Seigneurs, comme aussi à l'égard de leurs marches, prairies, ou tous les droits qui leur ont été faillis par les Evêques d'Utrecht, à condition qu'il n'y aura aucune jurisdiction dans l'enceinte de la Ville qui puisse donner au Seigneur aucun avantage, mais bien une maison pour son usage dans la place de la Cour Principale. Toutes les Villes, Terres, Châteaux Et Al-lodiers, qui ont été acquisés par l'ordre de la Ville ou qui ne sont pas parti appartenant à S. Martin, leurs vassaux, leurs Et libertés, foyes; comme aussi le Prince qui a été promis de protéger Et soutenir le Gouvernement au Stadhouder qui sera élu Et après, au cas qu'en cas de ce changement, la Ville veut à être approuvée par violence ou sans apparence de droit, par les Papes, Evêques, Et Villes. Ils ne devront point introduire non plus dans la Ville plus de Cavaliers Et Soldats; que les Confrères Et Echevins ne le jugeront à propos; Et que l'on défendra les lieux où l'on voit de la bierre Et où l'on fume, des bier-kouten, Et smokkel-kroeghen, promettant de plus que pour la commodité des voyageurs Et harpes, on fera son possible pour faire cesser au siffil jusqu'à dans l'Escluse d'une cleuse, comme il avoit déjà été réglé cy-dessus, Et que le chemin dit Ruten-wegh, qui par le Pais de Drent conduit à Hagi-fels Et à Groningue sera tellement aménagé en creu-sant le siffil Et rajoutant la Terre qu'en bruy Et d'il le fœvier en chemin à pied soit praticable, valant de plus d'une lieue l'espace de Fracklinfen, jusqu'à l'Es-cluse Et au village d'Escluse; Et leur donnent au plus Et, pourvu de protéger leurs foyes de tout en quinze jours, selon l'exigence des cas Et de faire sauvegarde au profit de la Ville les impôts Et tollés dans la depen-dance ou Jurisdiction de Zwol; Et comme qu'il étoit la Ville avoit coutume de proposer une provision pour la charge de Builli ou Schout, il prend et après avoir à cet emploi au des Echevins ou Confrères. En outre il s'engage cette foyes particulière à son bourgeois de Zwol que leurs Marchandises Et effets seront chargés également comme ceux des autres Et habitants de ses autres Pais Et Villes, à l'égard des tollés Et autres charges, il prétendait pour son profit Et celui de la Vi-le pour les canaux d'Utrecht, Et en particulier ceux de Campen, qu'il se souvenoit en son tems de la servit de cette Ville Et au Donnage qu'elle avoit eu de Zwol Et s'engage à annuler les tollés introduits de nou-veau. Enfin sa résolution étoit que le Bureau Jurien Sehenk conserveroit ses Högheboes sur Voltenhoe Et biens en dépendant, Et semblablement que Rudolf d'Isterium de Hasselt, ne souffrirait ni en sa vie ni en sa hoar, promettant aussi que les quatre principales Villes de son Duché/ continueront cet accord de leurs foyes avec lui. Fait le 8. du mois de Juillet.

schw. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. 2194 IV. pag. 46.]

Ten - a. dire,

Ban Imperial decreté par l'Empereur CHARLES V. contre les Freres Ducs de Brunswick HENRI l'aîné, Et HENRI le jeune, Evêque d'Utrecht, Et contre leurs Adhérants, pour s'arrêter par obéissance au Décret de l'An 1520. Ils y font pri-vois de leurs Regales Et Fiefs, déclarent Bannis Et Proscrits; avec pouvoir à tous Et à chacun de procéder contre leurs Personnes Et contre leurs Biens, ainsi qu'il appartient contre tels Et sembla-bles. Donné à Gand en Flandres le 24. Juillet 1521.

De Carl der Fünffte von Gottes Gnaden/Er-wählter Römischer Kaiser/ in allen Dingen Meisterr

ANNO Meiner des Reichs / in Germanien / Hispanien /
 beyder Sicilien / Jerusalem / Hungarn / Dalmatien /
 1521. Cremona / Romm etc. Herzog Herzog zu Venedig /
 Herzog zu Burgund / Graff zu Habsburg / Flandern
 und Tyrol etc. Erbieten allen und jeglichen Chur-
 fürsten / Bischoffen / Geistlichen und Weltlichen Für-
 sten / Grafen / Herren / Ritters / und Knech-
 ten / Hauptleuten / Landvögten / Vizehumben / Vög-
 ten / Pflegern / Verwaltern / Schutzherrn / Wä-
 germeistern / Richtern / Rätthen / Vögern und Ge-
 meinden / und sonst allen andern Unsern aus des
 Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Wör-
 den / Stand oder Befehl die sein / den dieser Unser
 Kaiserlichen Brief / oder gleichliche Abschrift davon
 fürsichtig und gezeigt wird / Unser Gnade und alles
 Gut / Hochwürde / Ehrwürde / Hochgeborne /
 Wohlgeborne / Edel / Ehrbare liebe Freund / Meinen /
 Ohren / Churfürsten / Fürsten / Anbedingte und Ge-
 treue / Wiewohl Wir uff Unserm nachfolgende
 einen Reichs-Tage zu Worms mit sambe
 Unsern und des Heiligen Reichs Churfür-
 sten und Fürsten / die Kriegshandlung / Trun-
 gen und Epen / so sich zwischen dem Hochgebo-
 renen Heinrich dem Jüngern / Herzogen zu Braun-
 schweig und Lüneburg etc. Unsern lieben Obelinen
 und Fürsten an einem und N. N. auch Bischoff
 Johansen von Hildesheim / Dann Grafen von
 Schaumburg / und die jedes Kriegsverwandten / an-
 dere Theile / schriftlich und mündlich noch-
 düffriglichen gebort / und darauf mit zeit-
 gem Rath und Vorberachtung aus grun-
 samer Erkundigung und Kaiserlicher Macht
 und Oberkeit bis nachfolgend Decret ge-
 macht und beschloffen / Am ersten / das Unser
 vereert Comissarien in einer bestimten Zeit
 sich in beyder Parteyen Landtschaft fügen / und et-
 lich Landgut von beyden Theilen zu ihnen beruffen /
 mit derselben Landgut Rath und Hülff allen mög-
 lichen still antworten / die Sachen gütlich hingu-
 legen zu vertragen / Wo aber das nicht sein möchte /
 alsdann auf die Acta zu Jersch / und was zu Elbin
 zu Worms der Uns / auch Churfürsten und
 Fürsten besuche / und weiter Noth ist / inner Jahres
 frist den nächsten dem dato derselben Decrets ein
 endliches Nachschick thun / es were dann / das sich
 durch ihre Verdruss die Sache länger verzihen
 möchte / und das darauß die Parteyen bey Pri-
 vierung und entziehung ihrer Regalien und Lehen / so sie
 von dem Heiligen Reich haben / auch Vermeidung
 des Reichs Acht und Aberacht / die Schloß / Städte
 und Vöder / so einer oder der ander Parteyen ge-
 hört / und sie einander in der vergangen Kriegshand-
 lung abgenommen und eingenommen / in Monats
 frist two dato des Decrets / in Unser Hand stel-
 len / auch in derselben Monats frist alle Gefangene /
 die sichen zu weis sie wollen / darin Herzog Wil-
 helm von Braunschweig auch begriffen sein sel / von
 beyden Theilen und idem insubereit betragt / und
 nicht weiter gemahnt werden / bis zu entseiden an-
 trag der Sachen / wie vertheilt / und was also in
 überleben und andern Artzeln im Nachem einge-
 führt / gütlich vertragen oder Rechtlich entscheiden
 wird / dem von allen Theilen gestrucht Vollziehung
 bescheiden / Wo aber ein oder die ander Partey
 bey in solchem anghorffamblich erschiene /
 das darselben mit Unserm angezeigten Ab-
 schiedlichen Decret / in privierung und Entziehung
 aller ihrer Regalien und Lehen / und darzu
 ins / uns und des Reichs Acht und Aberacht
 erkand und declarirt seyn sollen etc. Das auch
 alle angezeigte Schatzung und zahl bleiben antehen
 bis in jeigemeinen Auftrag / und ob die Gefangen
 samlich oder sonderlich zu der Zeit als die Sachen
 zu Worms für Uns / auch Churfürsten und Fürsten

ANNO abhängig werden ist / von einem oder dem andern
 Theil geschatz werden / das dasjenig / so darauß be-
 zahlt ist / den Oberkassier von stund wider gegeben
 und das / so nicht bezahlt ist / hieren aufstehen / al-
 les bis zu dem abgemelten Auftrag / und das die
 Ehrwürdig und Hochgeborne / Franciscus Bischoff
 zu Minden / und Erich Herzog zu Braunschweig
 und Lüneburg etc. Unser liebe Freund / Fürsten und
 Anbedingte / auch desselben Herzog Erich Erbmahl
 in kraft des Eltsässischen Decrets / als Vortreuer in
 selb Unser Kaiserlich Decret auch gütlich ein-
 gezogen / und begriffen seyn sollen / und wir dardar
 ben einen Unser Räte zu dem oberkassierten Par-
 theyen in ihre Landtschaft gesand / und dem B. sel
 und Genote gegeben / die dardarthen Schloß / Städte
 Riedern und Güter zu Unsern Handen einzuhandeln
 und zu besetzen / so lang bis durch Unser vereertete
 Comissarien aussehlich gemacht werde / welchem
 Theil die hällichen antworten / desselichen daran zu
 seyn / das die Gefangen von beyden Theilen betragt /
 auch die angezeigte Schatzung aufstehen die / und
 die bezahlte Schatzung weitergegeben werde / laut
 Unser Kaiserlichen Decrets / und auch derselb
 Unser Rath bey dem abgemelten Unsern lieben
 Ohren / Herzog Heinrich dem Jüngern / und seiner
 lieb Kriegs-Verwandten / Gehorchen und
 Vollziehung Unser Kaiserlichen Decrets gesanten
 hat / Es haben doch über das alles der Bischoff von
 Hildesheim und N. N. solchen Unserm Kaiserli-
 chem Decret nicht gehorcht / sondern von Stund nach
 Unser Rath Abschied die Gefangen den neuen
 und die ausgelegte Schatzung angestragt / und
 als sie sich der gemindert sie in harte Fingern gelegt /
 und Uns daroben unbilliger Weise zugewessen / als
 ob Wir in dieser Sachen nicht erwidert oder ge-
 bühlich gehandelt haben sollten. Darum sie mit alle
 ihre Helfer und Anhangen in Kraft Unserer vorge-
 badten Kaiserlichen Decrets / alle ihre Regalien
 und Lehen verwundet und vertrieben haben / und dar-
 zu in Unser und des Reichs Acht und Aberacht / auch
 privierung und Entziehung aller ihrer Regalien und
 Lehen gefallen seyn / darin Wir sie auch ertz als
 dann / und dann als jertz / als ferrentlich angeho-
 samb / und offenkunde ersuchte und erklärte Exter
 denunciirt und verurtheilt / und sie aus Unser und
 des Reichs Gnaden / Huld und Erbarmen in den
 Aufsteden gesetzt / und ihre Leib / Haab und Gut al-
 lezmänniglich erlaubt haben / den Römlicher Kä-
 serlicher Macht Vollkommenheit wiessentlich in
 Kraft dieses Briefes / und gebieten darauß von den
 selben Unser Kaiserlichen Macht auch allen / und
 einer idem insubereit / mit diesem Briefe / und
 wollen / das ihr dem gemelten Bischoff den Hildes-
 heim / und Herzog Heinrich dem Jüngern / als er
 sich nennet / dergleichen dem Capitell / der Ritter-
 schafft und den Ständen Lüneburg und Hildesheim /
 darin dem Grafen von Schaumburg und Duffshoff
 und andern / so ihnen darin anverig seyn und klei-
 ben / und allen ihren Unterthanen / Helfern / Ein-
 holdern und Fürschiebern / wider heimlich noch is-
 fentlich teinert Hülff / Rath noch Verstand bruei-
 set / die auch in Unsern und des Reichs / oder in
 einem Fürstenthumben / Landen / Herrschaften /
 Schloßern / Städten / Wärdern / Dörfern / Ge-
 richtern und Gebieten / nicht hauset / sohet / ehet /
 trendet / fluchet noch empohlet / sondern ihr
 Leib / Haab und Güter / two ihr die antreffen und
 betreten müget / angestret / sohet / fluchet / und
 mit ihnen leiben / Haaben und Gütern handelt / fir-
 mirt und thut / als sich gegen Unsern und des
 Heiligen Reichs ferrentlich anghorffamb und of-
 fenbare erwidern / erwidern und denunciirten
 Achtern und Aberachten zu thun gebührt / und was
 ihr also wider sie alsempflich und sonderlich mit
 Raub /

ANNO

1521.

Naub! Naub! Brand! Teufschlag! und in ander Weg furechmet und hanbelt! darmit sollet Ihe wider las und des Heilige Reich ober jmant anders nicht gesehet und gethan haben! auch darumb inderoder aussersichs Nachens zu antworten nicht schuldig seyn; und herin nicht anders handelt noch ungehorsamlich erschein; / als lieb euch sey Huse und des Reichs schwere Angab und Straff zu vermeiden! Darum that ich all und ewer jeder Huse ernstlich Meinung! Oben in Huse Stadt Gebdt in Blandern! am vier und zwanzigsten Tage des Monats Julii, nach Christi Geburt! funffzehn hundert und im ein und zwanzigsten Huse Reichs des Rönischen im dritten! und der andern allen im sechsten Jahre.

CAROLUS.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium.

Nicolaus Jürgel / Vice-Cancellarius.

CLVI.

2. Octob. *Traité entre CHARLES V. Empereur, & FRANÇOIS I. Roi de France pour la liberté de la pêche du Haran, conclu à Calais, & ratifié par le dit Empereur à Mons Capitale du Haynaut, le 2. Octobre 1521.* [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 182.]

EXPENSE
ET FRANCE.

CAROLUS, Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Rex Germanie, Hispaniarum, utriusque Sicilie, Jerusalem, & Indiaram, ex Tere Firme Maris Oceani, Archidux Austria, Dux Burgundie, Brabantie, Viennensis, &c. Comes Flandrie, Trevis, Palatinus Burgundie, &c. Princeps Suevie, &c. Landgravius Alsacie, &c. Marchio Burgonie, Dominus in Asia, & Africa, universis precibus Literis impetratis, Salutem. Notum facimus quod cum inter Oratores nostros, ex una; & Oratores eiusdem Fratris nostri Francisci, Francie Regis, ex alia partibus; certi Articuli fuerint concordati, sub auspicio nostro, & dicti Regis Francie, reservati, interveniente carissimo ac dilectissimo amico nostro Thoma, miseratione Divina Tituli Sancte Cecilie trans Tiberim Sanctae Romanae Ecclesie Presbytero Cardinali, Archiepiscopo Eboracensi, & Sanctissimi Domini nostri Leonis Papae X. & Sedis Apostolicae de Iure Legato, & Regis Anglie Cancellario, Reverendissimi, Carissimi & Dilectissimi patris, Avusculi, & Consanguinei nostri Regis Anglie Locumtenentis; quorundam tenore sequitur.

Cum nuper inter Potentissimos Principes, Carolum, Romanorum Imperatorem Electum &c. & Franciscum, Francorum Regem Christianissimum, Bellum ingens & asperum fibortum sit, ratione eque, tam Terra, quam Mari, frequentes depredationes, lacerationes utriusque sibi faciem in utriusque Principis innocentium Subditorum grave detrimentum, & damnum intolerabile, cuiusque etiam imprefensuram piscandi pro hactenus tempore opportunum & aptum inde, & propter maritimas depredationes utriusque piscatura cessatura videtur, piscatoribus ipsa sibi Mari committere jam ab Hostibus oblitum non auderibus; quo fit, ut piscatura commoditas, ad pauperum levandum famem & celesti Numine concessa, cessare hoc Anno omnino debeat, nisi aliter providetur: Idcirco dictorum Potentissimorum Principum Oratores, tunc in Oppido Calisie, hortatu Illustrissimi Regis Anglie, ad componendas discordias congregati, contemplatione ejusdem Regis Anglie, & interventus Reverendissimi in Christo Patris, Thomae, miseratione Divina Tituli Sancte Cecilie trans Tiberim Sanctae Romanae Ecclesie Presbyteri Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopi, & Sanctissimi Domini nostri Leonis Papae X. & Sedis Apostolicae de Iure Legati, & Regis Anglie Cancellarii, & praesentis Regis Anglie Locumtenentis, interveniente etiam Nuncio Sanctissimi Domini, ad occurrendum malis saepe dictis, & ad asperitatem praesentis Belli molliendam,

convenimus, concordavimus & conclusimus articulum, prout sequitur.

Imprimis convenimus & conclusum est, quod Subditi utriusque Principis, tam Caroli, Romanorum Imperatoris Electi, quam Francisci, Francorum Regis Christianissimi, in Mari piscantur, aut piscationem exercent, absque alia incursione, depredatione, molestatione, vexatione, aut impedimento quocunque hinc ad & per totum mensem Januarii proxime venturam, tunc & liberè ubique in Mari piscari liceat, & omne genus piscium capere possint & valeant; Bello, ut praesertim, inter eosdem Principes Terra & Mari exorto non obstante; Ita quod utriusque dictorum Principum Subditi eidem piscationibus, aut piscationem exercentibus, aut eorum Navibus, Viduasibus, Armamentis, Rebus, & Fiscibus, aut aliis eorum bonis quibuscunque ad piscationem sine fraude periculisque, dicto tempore durante, aliquam depredationem, vim, violentiam, molestationem, aut vexationem, quovis modo inferant, aut inferere tentent, vel praesumant. Et si quid in contrarium per aliquem alterius dictorum Principum Subditi, actum, gestum, vel attemptum fuerit, ejusqueque status, gradus, aut conditioni extiterit ille de contrarietate, postquam de dicta depredatione, violentia, molestatione, vexatione, impedimento, & damno, Cancellario, seu Consilio Principis, cujus fuerit talis prodo Subditi, seu Officariis & Judicibus ordinariis ejus Locis, cujus Jurisdictioni subiacent, per primum tantum possit consistere, tenebitur immediate omne damnum & interesse, absque omni strepitu & figura iudicii, Pari lesa restituere, alterius arbitrio ejusdem Cancellarii, seu Consilii, aut Iudicum ordinariorum, corporaliter pro qualitate delicti puniendus.

Item, convenimus & conclusum est, quod neutrius Principum praedictorum Gentis armorum, Pedes, vel Equites, aut Subditi quicunque, capsumque status, gradus, aut conditioni extiterit, incursione, depredatione, incendia, rapina, aut aliquam violentiam, seu vim hostilem faciant, petra aliter, aut homines captivare possint & valeant, iura libere, sicut, Territoria, & Jurisdictionem Regis Anglie, circa Mare existentia, nec Viduasibus interceptare, aut committant ad Oppidum Calisie deferre volentes prohibere, seu spoliare, aut eis molestiam aliquam inferre, committant interceptare, capere, captivare, aut quovis modo molestare.

Item, convenimus & conclusum est, quod dicto Bello durante, nullus Subditi Principum praedictorum; iuxta Portus & Sinus Maris quocunque, Flumina, Ostia Fluminum, Gangres, Aquis dulces, latitantes Navium, & praesertim stationem vulgarem vocant, *les Dunes*, aut alia Loca maritima quocunque Jurisdictioni dicti Regis Anglie subiecta, aliquam Navem Mercatoriam; onerariam, armatam vel non armatam; onusum seu vacuum, quocunque quantitas sui oneris fuerit, de quocunque Natione eodem Navis extiterit, capere, spoliare, depredare, seu Mercem, Viduas, aut armamentis quocunque, ab eidem Navibus, aut eorumdem Navium inferre, nec eidem vim, violentiam, aut molestationem aliquam inferre possit, aut debeat; sed quod iuxta dicta, tunc, liberè, & securè morari, navigare, & ad ancoram stare, absque capsumque alterius Navis armata dictorum Principum, aut aliquos eorumdem Subditi, violentia, insurrectione, aut molestia.

Item, convenimus, & conclusum est, quod Nuncios & Oratores Sanctissimi Domini nostri, aut Oratores Castelli, & Ministri, & qui eos comitari sunt donec gratia, dum ad hunc Locum venerint, de quibus situr juramento ipsorum Oratores, durante hoc Convocato, & quomodo erant cum ipso Reverendissimo Cardinali, in hoc Oppido Calisie congregati, & etiam dum hinc recedere voluerint, & per quendam dies post Conventum dissolutionem, cum omnibus & singulis eorum bonis, facinis, impedimentis, & suppellectilibus, habent, & habere debeant liberum & securum transitum, accessum, & regressum, cum Literis, vel sine Literis, ex hoc Oppido Calisie, usque ad Oppidum & Locum, in quo Caesaris Majestas adsit & consistere compellatur, & ab ipso Caesare usque ad hoc Oppidum Caliae, absque eo quod intra hos limites liceat eidem Francorum Regi, ejusve Capitaneis, Militibus, Superintendentibus, aut Subditis quibuscunque, per quavis intentiones scindas, quempiam ex his capere, interceptare, detinere, molestare, inquietare, seu impedire, dum tamen recto itinere procedant per Loca, Territoria, & Donzila ipsorum

ANNO

1521.

ANNO
1522.

his Imperatoris Electi, nec diversas ad Loca, Territoria, Domus ipsius Regis Christianissimi, & vicinias, & vicinas Christianissimi Regis, coramque Nunciis, Cardinibus, servitoribus, Familiis, & Ministri, & qui eos communi sunt honoris gratia, cum ad hunc Locum venissent, de quibus etiam iterum juramento ipsorum Creatorem, duravit dicto Conventu, in hoc Oppido Callistae, & per quindecim dies post Conventus dissolutionem, & etiam in eorum, seu aliquis eorum recessu, cum omnibus & singulis eorum bonis, faciliis, impedimentis, & suppellectilibus, habere, & habere debent liberum & securum transitum, accessum, & regressum, cum Litteris, vel sine Litteris, ex hoc Oppido Callistae usque ad Oppidum & Locum, in quo Rex Christianissimus adesse & consistere competeret, & ab ipso Rege Christianissimo usque ad hoc Oppidum Callistae, atque eo quod ultra hos limites licet eidem Electo Imperatori, ejusque Capitaneis, Ministri, Spondiaris, set Subditis quovisunque, per quoscunque inveniendi facienda, quoniam ex his capere, intercepte, detinere aut quovis modo molestare, inquietare, seu impedire, dum tamen recto itinere ierantur per Loca, Territoria, & Domus ipsius Regis Christianissimi, nec diversas ad Loca, Territoria, & Domus ipsius Caroli Romanorum Imperatoris Electi. Et, si quicquam Subditorum, Capitaneorum, Militem, seu Spondiariorum alterius ipsorum Principum, quicquam in contrarium praemissum egerit, molestas fuerit, seu tentaverit, teneatur illis Dominiis, ejusque Subditis, Capitaneis, Milites, seu Spondiaris fuerit, ad omnem reparationem damnum suum, medio illius juramento publicitatis capere sua damna, omnia restitui debere, & ad peccatum suum redire, & redire facere, per se, vel per aliquem Officialium, & Judicis ordinarij: omni more & contradictione cessante.

Item, quia nonnulli Naves, de Regno & Dominio Regis Angliae existentes, usque & Subditis tam Romanorum Imperatoris Electi, quam Francorum Regis Christianissimi, capere, depredare, & spoliare aufferunt, & Mercatores, & Naves earundem tanquam captivi abduci, ut ex Anglicorum quibusdam refertur; Nos igitur Creatores Principum praedictorum cupientes, ne de cetero Subditi dicti Regis Angliae, sicut praefertur, molestantur, praemissum per praefatos eidem Regi Angliae, & Reverendissimo Domino Cardinali Boronensi, Legato auctoritate, ejusdem Regis Angliae Locumtenenti, praemissionem nostram acceptam, quod Naves de Regno & Dominio dicti Regis Angliae existentes, tunc, libere, & secure possint, tam per Mare navigare, quam in Portus, sinus quovisunque, Guttes, Flumina, Ostia Fluviorum, aut ita locum Navium quovisunque iniquae dictorum Principum, seu alterius eorumdem, cum suis mercibus & oneribus appellere, manere, in sacris stare, morari, atque inde, quovisque eis libere, cum suis mercibus & oneribus libere abire & recedere, absque alicuius dictorum Principum, seu Subditorum eorumdem arrestatione, molestatione, depredatione, vexatione, aut impedimento quovisunque, solvendo tamen jura solita; proviso etiam, quod Naveles, Mercatores, & alij quicumque Angli existentes in dictis Navibus, abstinere ab omni fraude, & nihil moliantur adversus dictos Principes.

Item, conventum & conclusum est, quod Serenissimus Rex Angliae, & dictus Reverendissimus Dominus Cardinalis Legatus, ejus Locumtenens, easque medio praefati Capitulario cunctis existit, hujusmodi conventum sine conservatore, tamenque ad id per ambas Partes electi & assumpti.

Item, conventum & conclusum est, quod uterque Principum praedictorum intra decem dies à dicti praefationum, praefatos Articulis, & omnia & singula in eis contenta, per Litteras sine Praesentibus, magno suo Sigillo firmatas, & manibus suis subscripserit, ratificabit, & confirmabit.

Item, conventum & conclusum est, quod Articuli supradicti in omnibus Foribus & Locis maxime dicentium Principum, Caroli Romanorum Imperatoris Electi, & Francisci Francorum Regis Christianissimi, post Ratificationem hinc inde factam, per Edicta & Proclamationes infunderetur, declararetur, & publicentur intra dies quinquidem, in Flandria, Brabantia, Hollandia, & Zelanda, Bosonia, Picardia, Normannia, & Brabantia, in aliis vero Regionibus, & Partibus remotioribus, eidem Principibus subditi, dicta dicta publicatio intra alios viginti dies, post dictam primam publicationem immediatè sequentes, sub comminatione dec. & quod Nuncius lator praefationum Articulorum, pro dic-

TOM. IV. PART. I.

ta publicatione faciendis, & curandis et huiusmodi habet Salva-conductum opportunum.

Vitis igitur dictis Articulis, explicate gratificari dicto Cardinali, Caesissimo ac Dilectissimo amico nostro, illos & unumquemque eorum ratificamus, laudamus, & approbamus. Quocirca per praefatos mandamus omnibus Officialibus, & Judicialibus nobis, Admiralibus, Marechalibus, Capitaneis, Conducticibus Exercituum nostrorum, Militibus, ac omnibus & singulis Subditis nostris, tam in Mari quam in Terra existentibus, quatenus contenta in praedictis Articulis faciant illatè observare, puniendo illorum infractores, ut iusti fuerit & rationi. Et, ne aliquis contentum in praedictis Articulis ignoranter pretendere valeat, volumus, quod loco ubi in Locis consensu publicetur, in quorum fidem & Testimonium his praesentibus apponendum. Datum in Oppido nostro Montis Hanae, die secunda mensis Octobris, Anno Dom. millesimo quingentesimo vigesimo-primo, Regnorum vestrorum, videlicet Romanorum, & Hungariae dec. tertio; & Hispaniarum dec. sexto. *Ans. Sig. CHARLES. Es faut laisser Litteres scellées en double quant de parvenir, à un seul par cire rouge: Et sur le repli, par Imperatorem, LALEMAND.*

CLVII.

Vortrag zwischen dem Herzogen Erich / und 10. Oß;
Heinrich dem Jüngeren an einem / dann Herzog
Otten und Ernst allerseits Herzogen zu Braunschweig
und Lüneburg am andern Theil / durch
vermittlung Churfürst Friedrich / mit Johan /
wie auch Georg Herzogen zu Sachsen aufgesetzt;
Worin alle zwischen drangefallen und des
ersten Theils Seeligen Herrn Vaters Bischoff Johans
Hilffschreib die dreyer erhaltene Königs-
Handlungen und Ansprüche begreift und ver-
glichen werden. Given am Donnerstag nach St.
Dionysii Tag Anno 1521. [LUNGO. Teu-
sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat.
II. Abth IV. in Supplementis pag. 405.]

Cest-à-dire,

Traité d'accordement précedé par FRIDERIC
Lecteur de Saxe & JEAN GEORGE Duc
de Saxe, entre ERIC & HENRI le jeune
Ducs de Brunswick d'une part, & OTTON
& ERNST aussi Ducs de Brunswick d'autre
part, au sujet des Differens qu'ils avoient & des
besoins survenus entre eux-ci & JEAN EUGÈNE
& HILDEBRAND Père d'euxdits ERIC & HENRI.
Fait le Jeudi après le jour de St. Denis.
1521.

Wir wissen / als Wir der Durchleuchtigen / Durch-
leuchtigen / Hochgeborenen Fürsten und Herrn
Friedrich / des Heiligen Römischen Reichs
Erz-Marschall und Churfürsten / Herrn Johan-
sen und Herrn Georgen / Oberknechten und Ritters
aller Herzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen
/ und Burggrafen zu Weissen / Unser gnädigsten
und gnädigen Herrn / verechete und zugesicherte
Nacht / nemlich Hans den Wirschenbach Ritter /
Chenstoff Georg / Antemann zu Witten / Dietrich
den Werther / der Rechten Doctor und Wit den
Deugsterr / Hauptmann zu Dornburg / in den
kirchlichen schiedlichen Handlungen / darinnen die
Durchleuchtigen / Hochgeborenen Fürsten und Her-
ren / Herr Erich und Herr Heinrich der jüngere / Ge-
vattern / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg /
u. Unser gnädige Herren / auff die wegnige Forderung
/ Declaration und Denunciation / der Acht und
Abrechnung / als die Römische Kaiserliche Mareschale,
u. Unser allergnädigster Herr / wider die Hocherborn-
igen / Durchleuchtigen Hochgeborenen Fürsten und
Herren / Herrn Johann / Bischoffen des Erbs
Y Y

ANNO
1521.

ANNO
1511.

und der Stadt Hildesheim / und Herrn Heinrichen dem Elteren / Seinen Herrn Vorn Ehen / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / und derselben E. K. O. Landesherrn und die Stadt Lüneburg / auch die Wohlgebornen Erben Herren Herrn Antonien / und Herrn Johann / Grafen zu Heltstein und Schaumburg / Herrn Friedrichen Erben Herren zu Diepholz / und andern Ihren E. Gn. und Gnaden anhängig seyn und verbleiben / auch sonderlichen Ihr. Keyserlichen Majestät Befehl / Mandat und Gebots-Brieff also wider den Bischoff von Hildesheim und sein Stifft mit der That in Übung setzen / und wider das Fürstenthum Lüneburg darauf in Übung gestanden / auff sonderliche Hinstellung und Bewilligung / als die ehrenderm Herrzog Erich und Herrzog Heinrich der Jüngere / auff anrigen und freundliche Bitte / oberhöchster Unser gnädigsten und gnädigen Herrn von Sachsen / beschreiben die Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten und Herren / Herr Otto und Herr Ernst Gebürtens / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / u. als regierende Fürsten und Herren des Landes und Fürstenthums Lüneburg / Ihren Churfürst. und Fürstl. Gnaden zu freundlichen Gesallen / bei dieser Ihr Chur- und Fürstl. Gn. gemüthlich gethan und bewilligt / auff Befehl Ihrer Chur- und Fürstlichen Gn. nachdem die Frenge und Eren zwischen Bistum-Bremden und Freunden Schweden / und Ihre Churfürst. und Fürstl. Gn. herderseits nahe verhandt / zu Beibehaltung der mercklichen Verderb und Schaden / so J. E. O. herderseits / auch derfürigen Land und Leuten daraus erfolgen / und damit hinfort zu aller Zeit Friede / Einigkeit und Freundschaft zwischen J. E. O. und derselben Erben / und Nachkommen bleiben möchte / Unsern höchsten und besten Raths bey allerseits J. E. O. vorgeant / wie sie an stat und den wegen hochgenandter Unser gnädigsten und gnädigen Herrn / der Churfürsten und Fürsten von Sachsen gütlichen vertragen werden können und möchten.

Als Wir aber im Anfang bey Unsern Gnädigen Herrn Herzog Otten / und Herzog Ersten von Braunschweig und Lüneburg auf Unser gethane Verhaltung zu Rathschafft dieser gütlichen Handlungen stehet / daß sich J. E. O. solcher Verhaltung und Beschickung halben / darinne dieleichte J. E. O. Herr und Vater / oder J. E. O. kommen seyn möchten / beschwert / und von Bischoff und Stifft zu Hildesheim in dieser Handlung nicht verkommen abzusondern / oder schen zu lassen / und doch darauf von Unsern gnädigen Herrn Herzog Erich / und Herzog Heinrich dem Jüngeren / und Ihrer E. O. Räden zu diesem Handel verordnet / gütlichen Verichte ausfallen / und daraus besunden / daß sich der Bischoff / das Capitul und Mitterschafft des Stiffts zu Hildesheim / ohne Wissen / Willen oder Vorhoert Unser gnädigen Herrn Herzog Otten / und Herzog Ersten den Lüneburg / bey dem Hochwürdigsten in Wien Vater / und Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten und Herren / Herrn Albrechten der E. Römischen Kirchen des Titels Sancti Petri ad Vincula Priester-Cardinal / Erzbischoff zu Maynz und Magdeburg / Primaten und Churfürsten / Marggrafen zu Brandenburg u. Unsern gnädigsten Herrn / in Handlung begibt / J. E. O. darinn nicht mit gezogen / noch sonst andern Handel / so J. E. O. zu Schaden und Nachtheil daben werden mögen / von der Bischoffs Verordnen gestift und vorgenommen / dadurch sich nicht von J. E. O. abgesondert / darzu die die Otten die sich mit Herzog Erichen und Herzog Heinrich dem Jüngeren gütlich gericht und vertragen / laut und Innhalt eines Vertrags-

Briefs / verhalten durch den Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Philippen Land-Grafen zu Castellabogen u. Unsern gnädigen Herrn ausgericht / durch Herzog Erichen von Braunschweig / E. E. O. Graf Johann von Schaumburg / und Graf Philippen von Waldeck dem Elteren / und Seinen Erben Herrn zu Lippa beschickt / verhandt und beschickt / haben wir aus solchen Ursachen J. E. O. veranlaßt / daben abzusprechen. Und demnach auff die freundliche Bewilligung und Hinstellung Ihrer aller E. Gn. damit solche Innefrit / Krieg / Eren / Streittracht abgethan / künfftiger Verderb / Blutvergeßung / Ertzung und Schaden J. E. Gn. auch dertreiben Land und Leute verhöret / Friede / Einigkeit und Freundschaft erhalten werden möge / So haben Wir oben genannte Räte an Stadt und den wegen Unser gnädigsten und gnädigen Herrn / der Churfürsten und Fürsten von Sachsen / mit der Hochgebornen Herzog Erichen / Herzog Heinrichen des Jüngeren / Herzogen Otten und Herzog Ersten / als ergernden Fürsten / wie obsteht / Berichter und Berichter allerseits J. E. Gn. gütten Wissen / Willen und Beibehalt / dieser Frenge / Handlungen / wie sich die bis an diesen Tag begiben / und zwischen J. E. O. erhalten / gütlichen und gütlichen abgetretet und vertragen / auff Verlangen und Wille / als folgt:

Erstlichen / daß Unser gnädigen Herrn / Herzog Otto und Herzog Ernst von Braunschweig und Lüneburg / alle die Gesangen geschickte und angeschickte / so J. E. O. Herr Vater zu J. E. O. Handen gestift / damit nichtgütlichen zu handeln / nach ihrem Gesallen / antwettertlich / von Grafen / Adel / Ritter oder Knechten / niemandt ausgeschicket / so in der Feldschlacht im Jahr fünffhundert und neunhundert / am Abend Vierz und Pauli / daber und darnach / bis an diesen Tag / in diesen und dertigen Kriegen / in J. E. O. Herrn Vaters / und J. E. O. Hande bestrickt geriet / und gehalten haben / ohne Entgeld / quir / leib und loß / auff gütlichen und gütlichen Verichte in Unser Hande gestift / nach allem Unsern Gesallen / an stat und den wegen Unser gnädigsten und gnädigen Herrn / mit ihnen zu handeln.

Wider Gesangen ihrer Schatzungen ausgegeben / steht also / das aber angestift / sol samt den Gesangen leß seyn / und nicht bestrickt werden / beschickten und dertwider haben Herzog Erich und Herzog Heinrich der Jüngere alle Gesangen / so in J. E. O. Handen seyn / den Anfang dertigen und stetigen Kriegs in J. E. O. Handen kommen und gehet / oder denjenigen / die Unsern gnädigen Herrn von Lüneburg zuwider / getretet / und dertwider seyn / auch gleichmäßig auff eine gütliche Erliche leib und loß / in Unsern Handen gestift / Unsern Willen damit zu handeln / wie oben steht / und das Schick Wdike / so geschickten Herzogen Erichen dertwider eingenommen / mit seiner Innefritungen / nicht ausgescheiden / inmaßen das E. E. O. dertwider einget / haben gedacht Unser gnädigen Herrn / Herzog Otto und Herzog Ernst von Lüneburg / wie das jetzt gebant ist / von Unser gnädigsten und gnädigen Herrn wegen / nach zu Unsern Handen gestift / an stat Ihrer Churfürst. und Fürstl. Gn. Unser Willen und Gesallen damit zu handeln / daber sollen alle Schaden / so in diesen dertigen und stetigen Kriegs-Handlungen / bis an diesen Tag darauf gerandt / von dertwider Theilen gegen einander gleichmäßig ausgegeben seyn / daber ein Part die andere darinn nimmer angestiftet / oder zu sechern in keinem Weg. Et selte auch hiernit der Durchleuchtigen / Hochgebornen Fürsten und Fürsten / Frauen Catharinen Gebornen von Sachsen / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / Forderungen

ANNO
1511.

ANNO 1521. und Schaden hieingetragen und mit aufzuheben seyn! und hienüt soll die Feinde / widerwille und Zwietracht jetzt von stund gegen einander gütlich und gar aufzuheben und abgethan seyn! also daß sich nun hinfüher ein Vort von der andern keines angucken / argen oder bösen verachten oder besorgen soll! zugewissen oder ungewissen / schaffst / sondern soll sich aus und hinfüher gegen einander freundschaftlich und vetterlichen halten / ihres feiner den andern beschädigen oder beschädigen lassen! ihrer eime auch des andern widerwärtigen oder freuten mutwillige Feinde oder Beschädiger / nicht zu haufen / zu hegen / oder in seinem Lande oder Orthe zu wohnen / ihnen auch keinen Vorwurf thun / oder thun lassen / in keine Weise. Es sollen auch in diese Eddne der den Dürpelt / und allerseit Unser gnädigen Herren von Braunschweig und Lüneburg / Käthe! Dime! / Unterthanen und Verwanten / so allzeit J. J. G. in diesem Kriege oder sonst geleuet! hüßlich / rüchlich und beschädigt gewesen wären / mit eingezogen / und alle Ungnade gegen Jhren aufzuheben und abt seyn / und hinfüher in Ungnaden oder Nachzahl nicht gedacht werden. Es sei auch hinfüher ein jeder Fürst den andern bez den Erbverträgen und Erbscheidungen was einem Jhren gefallen / bleiben lassen / und alle die Vertheidigungen verhalten / so einer dem andern geben haben / halten / und sich bis mit der Zeit darwider nicht befehlen! Wo sich aber dieser ewlicher Vertrag oder sonst der Erbverträge und Erbscheidungen / auch anderer Sachen haben begeben / darum eine Partei die ander verweigert zu beschuldigen / und unter Jhren selbst erheben / ihre Unterthanen oder Verwanten beklagen / nicht auszuscheiden! die sollen nach laut der Erbverträgen / justfien den Fürsten den Braunschweig und Lüneburg anstreichet! (darinnen Unsere gnädige Herren / Herzog Otto und Herzog Ernst von Lüneburg / treuen! die auch durch die vorgenannte Fürsten und ihre Erbscheiden die zwischen J. J. G. und Jhren Landen sich erhalten / nach vertheilt / oder aufzuheben soll sein / sondern ihres Inhabers in Käuften bleiben! die annehmen und einzulassen sollen und wollen.) durch die Landtschaft und Käthe vorgenommet! und in Ede oder Rechte vertragen werden. Ob aber dierisigen Erbscheiden also durch die Käthe und Landtschaft in Ede nicht vertragen oder hingelegt werden mögen! alsoan sollen solche Erbscheiden durch Unsere gnädigste und gnädige Herren den Sächsen zu gütlicher Vertheil vergenommen werden und vertragen! ob die Ede einseitig! sollen Ihre Ehrfürstliche und Fürstliche Gnaden die in Recht scheiden.

Es sollen und wollen auch darauß Unsere gnädige Herren Herzog Erich und Herzog Heinrich der Jüngere / mit Hüßte und Juthat Unserer gnädigsten und gnädigen Herren von Sächsen / allen Fleiß verwenden! ob Unsere gnädige Herren! Herzog Otto und Herzog Ernst dessen Handlung halber! oder Jhrer Fürstlichen Gnaden Landtschaft mit die Ede Lüneburg / oder auch der den Dürpelt! wo er nicht Gnade erlangt / in einigen Ungnaden Kaiserlicher Majestät wider! die abzuwenden und Jhren Gnade in erlangen! alles geschwilt und ohne Vertheil. Derß allen in Jhrund und stet Haltunge! haben Wir Hans den Bischof von Bistum / und Christoff Groß! Kämptmann zu Weßig! den treuen Unser gnädigsten und gnädigen Herren! Herzog Friedrich! Churfürsten und Herzog Johann von Sächsen! auß Jhr Ehrfürstliche und Fürstliche Gnaden Befehl! seiner Ehrfürstlichen Gnaden Pfister hier anhangen / und Dietrich von Werthe der Rechts Doctor! und Veit von Draggelst! an statt Unserer gnädigen Herren! Herzog Georgens von Sächsen! haben des zu Bekannunge Unser angeben.

TOM. IV. PART. I.

ANNO 1521. nen Pfister darnen gehalten / und daß selbst wie vertheilt! mit Unser edelander Fürsten Wissen und Willen geschieden / haben Wir Herzog Erich und Herzog Heinrich der Jüngere Jhrer eime Jnsiegel auch daran gehalten / und befestigen haben Wir Herzog Ernst der Land und Herzog Otto Unseren Bruder! nachdeme Seine liebe eime eignen Einget gemangelt! Unsere Jnsiegel daran gehalten / und Wir Herzog Otto mit eigener Hand zu rechter Bekannunge diesen Brief außgeschriben! der geben ist nach Christi Geburt funfzehn hundert und darnach im ein und zwanzigsten Jahre am Dornestage nach Sancti Dionysii Tage.

CLVIII.

Bulle LEONIS X. Pontificis Romani, quo Henr. II. Orl. RICO VIII. Titulum Defensoris Fidei confert. Dat. Romae quinto Idus Octobris Anno 1521. [RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom. XIII. pag. 776.]

LEO Episcopus Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo Filio, Henrico Anglie Regi, Fidei Defensori, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ex superius Dispositionibus astricto, licet imparibus meritis, universis Ecclesiae Regimini praesentibus, ad hoc corda nostra longe lateque diffusius cogitavit, ut Fidei Catholicae, sine qua nemo profectus ad Salutem, continentis auspicio incrementum, & ut ea, quae pro cohibendis concubis illam depriment aut proinde mendacibusque commentis perventur & designat molendum, sua Chastitatem, praesentem dignitate regali fulgentium, Doctrina sua disposita, continentis perspicuum incrementum, partes nostrae Ministeria & operum impendimus efficere:

Et, sicut alii Romani Pontifices, Praedecessores nostri, Catholicos Principes (propterea et temporum qualitas exigebat) specialibus favoribus protegi consueverunt, illos praesentem, qui procellis temporibus, & rabida Scismaticorum & Haereticorum fervore perdit, non solum in Fidei serenitate & devotione illibatam Sacrosanctae Romanae Ecclesiae immobilis perstiterunt, verum etiam, inquam ipsas Ecclesiae regimini Fili, ac forensi Athletae, Scismaticorum & Haereticorum infamia furoribus spiritualiter & temporaliter se opposuerunt; ita etiam nos Nosmetipsum tuum: propter excessum & immortalia eius erga nos & hanc Sanctam Sedem, in qua, permissione Divina, sedemus, Opera & Gestis, condignis & immortalibus praerogatis & laudibus effere desideramus, ac ea tibi concedere propter quae insignire debeat a grege Domestico sepos arere, & pascua membra, quae mysticum Christi Corpus inficiunt, ferro & materiali gladio abscindere, & intantum eadem Fidei in fidei soliditate confirmare.

Sunt enim super Dilectus Filius Johannes Cleric, Magister tuae apud nos Orator, in Consilio nostro, coram venerabilibus Fratribus nostris Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus, & compluribus aliis Romanis Curiae Praesulis Literarum, quem Nosmetipsum tuae, Chastitatis, quae omnia fidei & nihil perperam agi, Fideique Catholicae Zelo accendit, ac Devotionis erga nos & hanc Sanctam Sedem fervore inflammatus, contra errores diversorum Haereticorum, sapienter ac hac Sancta Sede damnatos, nuperque per Martinum Lutherum fluctuatos & innovatos, inquam nobile ac salutare quoddam antidotum, composuit, nobis examinandum, & deinde auctoritate nostra approbandum, obvoluit, ac locutis Oratore sua episcopatus Magisterium tuum paratum ac dispositum esse, in quodammodo veris rationibus ac iureiuramentis Sacra Scriptura & Sanctorum Patrum auctoritatibus notorios errores ejusdem Martinus constanter, haec enim omnes nos sequi & defendere praesentibus totius Regni sui Viribus & Armis persequitur.

Nosque ejus Libri admirabilem quandam & coelestis gratiae rorem confusum Doctrinam diligenter accuratque introspeximus, compulsaemur Deo, a quo datum optimum & omne datum perfectum est, immensum praesens agimus, qui optimum & ad omne Bonum inclinam mentem tuam inspirare, eque tantum gratiam sperare infundere dignatus fuit, ut ea ferbera quibus Sanctum ejus Fidem contra novum errorem damnatorum hujusmodi fluctuorum detestaretur, ac

Y y

reli-

ANNO
1511.

religiosos Reges & Principes Christianos tuo exemplo invitati ut quicquid Orthodoxæ Fidei & Evangelicæ Veritati in periculum & discrimen addiderit, omni ope sua ad idem opportunitate facere vellent; æquum autem esse censuimus eos, qui pro Fidei Christi hujusmodi definitione pios labores susceperunt, omni laude & honore afficere; voluntateque non solum ea, quæ *Majestas tua* contra eundem *Martinum Lutherum* infidelissimæ doctrinæ nec minus eloquenti scriptis, condignis laudibus extollere ac magnificare, sed etiam *Majestas* ipsam tali honore & Titulo decorare, ut nostris ac perpetuis futuris temporibus Christi fideles omnes intelligant qualem gratiam acceptoribus nobis fuerit *Majestas tua* munus, hoc præstitisse tempore nobis oblatum.

Nos, qui Petri, quem Christus, in cœlum ascensurus, Vicarium suum in Terris reliquit, & cui curam Gregis sui commisit, veri Successores sumus, & in hac Sancta Sede, a qua omnes Dignitates ac Tituli emanant, sedemus, habita super his cum eisdem Fratribus nostris maturè deliberatione, de eorum unanimi consilio & assensu, *Majestas tua* Titulum hunc (videlicet) *FIDELI DEFENSORUM* donare decrevimus, prout et alii Tituli per præfatos insignimus; Mandantes omnibus Christi Fidelibus ut *Majestatem tuam* hoc Titulo nomenent, & cum ad eum scribent, post dictionem *Rex* adijungant *FIDELI DEFENSORI*.

Et profecto, Hayes Tituli excellentiæ & dignitate ac singularibus meritis tuis diligenter perpensis & consideratis, nullum neque dignius neque *Majestati tue* convenientius nomen excogitare potuimus, quod quotiens audies aut leges, totiens propiæ virtutis optimæque meritis tui recordaberis; nec hujusmodi Titulo insuamesces vel in superbiæ elevaberis, sed solus tui prudens humilis, & in Fide Christi ac devotione hujus Sanctæ Sedis, a qua exaltatus fueris, fortior & constantior evades, ac in Domino Bonorum omnium largitore laborabis perpetuum hoc & immortale Gloriæ tuæ monumentum posteris tuis relinquare, illisque viam ostendere ut, si tali Titulo ipso quoque insigniti operantur, talia etiam Opera efficere, præclarique *Majestati tue* vestigia sequi student; quoniam prout de nobis & dicti. Sed optimè meritis est, uni cum Uxtore & Filiis, ac omnibus qui a te & ab illis nascuntur, nostrâ Benedictione, in nomine illius, a quo illam concedendi potestas nobis data est, largi & liberali manu benedicere, altissimum illum, qui dixit, *per me Reges regnant & Principes imperant, & in cunctis manu corda sunt Regum*, rogamus & obsecramus ut eam in suo sancto proposito confirmet, quæque devotionem multiplicet, ac præclaris pro Sancta Fide gestis ita illustret, ac toti Orbis Terrarum conspicuum reddat ut possidemus, quod de ipsa fecimus, cum tamen insigni Titulo decorantes, a nemine falsum aut vanum iudicari possit; Damnam, infidelis hujus viam finito curiculo, descriptum illius Gloriam cunctis etque participem reddat.

Dat. Romæ apud sanctum Petrum, Anno Incarnationis Domini millesimo, quingentesimo, vigesimo primo, quinto Idus Octobris, Pontificatus nostri Anno nono.

✱ EGO LEO DECIMUS *Catholice Ecclesiæ Episcopus, ff.*

Locus Signi.

- ✱ Ego B. Episc. Ostien. Card. S. ff.
- ✱ Ego N. Card. de S. f. Episc. Alban. ff.
- ✱ Ego A. Episc. Tuscul. de Farnesii ff.
- ✱ Ego A. Episc. Alban. ff.

- ✱ Ego P. Tit. S. Eusebii Presbyt. Card. ff.
- ✱ Ego A. Tit. S. Marie in Transiberin Presbyt. Car. Bonon. ff.
- ✱ Ego Laur. Tit. Sanctorem quatuor Coronatorum Presbyt. Card. manu propria ff.
- ✱ Ego Jo. Do. Tit. S. Jo. an. Por. Lat. Presbyt. Cardin. Recanens. manu propria ff.
- ✱ Ego A. Tit. S. Prisce. Presbyt. Card. de Valle manu propria ff.
- ✱ Ego Jo. Bap. Tit. S. Apollinaris Presbyt. Card. Cavalicen. ff.
- ✱ Ego S. Tit. S. Cyriaci in Thermis Presbyt. Car. Comen. ff.
- ✱ Ego D. Tit. S. Clementis Presbyt. Car. Jacobinus ff.

- ✱ Ego L. Tit. S. Anastasie Presbyt. Car. Campanensis ff.
- ✱ Ego F. Ponzetius, Tit. S. Pancratii Presbyt. Car. ff.
- ✱ Ego G. Tit. S. Marcelli Car. Presbyt. de Vic. ff.
- ✱ Ego F. Armellinus Medices, Tit. S. Callisti Presbyt. Car. ff.
- ✱ Ego Tho. Tit. S. Xistii Card. Presbyt. ff.
- ✱ Ego E. Tit. S. Marthæ Presbyt. Card. ff.
- ✱ Ego Ch. Tit. Marie Ans. Cœli, Presbyt. Car. ff.

- ✱ Ego F. S. Marie in Cosmedin. Diacon. Car. Urbani manu prop. ff.
- ✱ Ego F. S. Eustachii Diaconus, Car. manu propria ff.
- ✱ Ego Alex. S. Sergii & Bacchi Diacon. Car. Cavalicinus, manu propria ff.
- ✱ Ego Jo. S. S. Cosma & Dam. Diacon. Car. de Salviis, manu propria ff.
- ✱ Ego N. S. Viti & Mod. Diacon. Car. Rodalphi, manu propria ff.
- ✱ Ego Her. S. Agathe Diaconus Car. de Ragona, manu propria ff.
- ✱ Ego Aug. S. Hadriani Diaconus Car. Triveltis, manu prop. ff.
- ✱ Ego F. S. Marie in Porticu Car. Pisanus, manu propria ff.

Locus Signi.

Subter Pileum,

H. DE COMSTIBUS.

Explicit nominum, Titulorum, & Familiarum superscriptorum subscriptum.

Episcopi Cardinales.

Bernardinus Cervellu Hispanus, Episcopus Ostien. Cardinalis Sanctæ Crucis.
Nicholaus Cardinalis de Fincio, Episcopus Alban.
Alexander Episcopus Tusculanus de Farnesii.
Anconius de Monte Sancti Sabini, Episcopus Albanus.

Presbyteri Cardinales.

Petrus de Accolis, Tituli Sancti Eusebii, Presbyter Cardinalis.
Achilles de Crassis, Tituli Sanctæ Marie trans Tyberim Presbyter Cardinalis Bononicus.
Laurentius Puccius, Tituli Sancti Andreae quatuor Coronatorum Presbyter Cardinalis.
Johannes Dominicus de Cupis, Tituli Sancti Johannis ante Portam Latinam Presbyter Cardinalis Recanens.
Andreas de Valle, Tituli Sancti Prisce Presbyter Cardinalis de Valle.
Jo. Baptista Palavicinus, Tituli Sancti Apollinaris Presbyter Cardinalis Cavalicen.
Scaramacela Trivulcius, Tituli Sancti Cyriaci in Thermis, Presbyter Cardinalis Comen.
Dominicus Jacobatus, Tituli Sancti Clementis, Presbyter Cardinalis Jacobatin.
Laurentius Campeggius, Tituli Sancti Anastasie, Presbyter Cardinalis Campeggi.
Ferdinandus Ponzetius, Tituli Sancti Pancratii, Presbyter Cardinalis.
Guillelmus Raymundus de Vico Tituli Sancti Marcelli Cardinalis Presbyter de Vic.
Franciscus Armellinus Medices, Tituli Sancti Callisti, Presbyter Cardinalis.
Frater Thomas de Vio, Tituli Sancti Xistii, Presbyter Cardinalis.
Frater Agidius Viterbensis, Tituli Sancti Marthæ, Presbyter Cardinalis.
Frater Christophorus Humilius, Tituli Sancti Marie de Anconis, Presbyter Cardinalis.

Diaconi Cardinales.

Franciscus Ursinus, Sanctæ Marie in Cosmedina Diaconus Cardinalis Urbanus.
Paulus de Cœlis, Sancti Eustachii, Diaconus Cardinalis.

Alex.

ANNO
1511.

ANNO

1521.

Alexander Caesarinus Sacerdotum Sergii & Tacchi Diaconus Cardinalis Caesarinus.
 Johannes Salvator, Sacerdotum Cosme & Damiani Diaconus Cardinalis de Salvator.
 Nicolaus Rodolphus Sacerdotum Viti & Modelli in Merito Diaconus Cardinalis Rodolphus.
 Hercules Comes de Rangonus, Sacerdos Agathe Diaconus Cardinalis de Rangonus.
 Augustinus Teulinius, Sacerdos Adriaui Diaconus Cardinalis Teulinius.
 Franciscus de Pissolis, Sacerdos Mariae in Portico Diaconus Cardinalis Pissolis.

CLIX.

22. Oct. Verschreibung Ihesu Römisch-Königlichen Mayestät CAROLI V. Weiblich Er die durch des Commissarien statt seiner mit denen Christlichen des Reichs ANNO 1519. aufgerichtete Wahl-Capitulation bestätigt / und so die anderwärts zu halten / verheißet. Oben zu Tachen den 22. Octobris 1521. Gegenwärtige Verfassung der Kaiserlichen Regierung in Teutschland pag. 781. LYNNES Capitulationes Imper. & Regum Romanorum pag. 68. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. II. pag. 141. in Latin par Extraits.]

C'est-à-dire,

Revers de CHARLES V. Roi des Romains pour l'acceptation & confirmation de la Capitulation Imperiale faite & conclue en 1519. par ses Commissaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'exécuter inviolablement en tous ses points. A Aix la Chapelle le 22. Octobre 1521.

Wir Carl der fünfte von Gottes Gnaden Erwehlt Römischer König / Erzbischof zu Österreich / König zu Hispanien Vorder Sicilien und Jerusalem / Herzog zu Burgund und Brabant / Graf zu Habsburg / zu Flandern / und Tyrol. Weihenmen / und thun kund öffentlich mit diesem Briefe / als in dem necht verwichen Ausferehundert / und neunzehenden Jahr nach Unser Wahl zum Römischen König / die Hochwürdtigen / Erhöchwürdigen Kirchgebohren Fürsten / Marckgraf der Heiligen Kirch Tituli S. Angeli Diacon: Cardinalis, und Erzbischoff zu Saly-Burg: Friederich / Pfalz-Gröff deren Rheim / Herzog in Bayern: Casimir, Marggraf zu Brandenburg: Eberhardt Bischoff zu Lütich / Herzog zu Savoyen / und Gröff zu Belg: Bernhard: Bischoff zu Trévis: Heinrich Gröff zu Nassau / Unsere lieben Freunde / Oheimen / und Anverwandten: Auch die Begeherten / und Solen Unserer Rache / und lieben getreuen Maximilian von Bergen Herz zu Siebenbürgen / Cyprian von Sereutein Unser Tzettelischer Cansler: Paulus von Arm-Dorff: Jacob Willinger: Nicolaus Biegler: Und Johannes Kemmer: nach Vermögen Unseren Thun verhalten unter Unserer Insigel gesetzten vöiligen gewalts / als Unsere Commissarien und Vermahner sich mit dem Hochwürdtigen / und Erhöchwürdigen / auch Hochgebohren Fürsten / Herren Albrechten / der Heiligen Römischen Kirchen Titule S. Chrylogoni Priester Cardinal zu Maynz u. Magdeburg Erzbischoff: Administratoren des Bischofs Hildesheim: Richten zu Trer / und Herman zu Ellen / Erzbischoffen der Heiligen Römischen Reichs durch Vermahnen / Italien / und Wallen / und das Königreich Arlet: Erzbischoffen: Lütowigen / Pfalz-Gräffen deren Rheim / und Herzogen in Bayern: Friederich: Herzogen zu Sachsen / Land-Gräffen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen: Und Joachim

Marggrafen zu Brandenburg / zu Stettin / Pommern / der Casselen / und Wenden Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / und Fürsten zu Diagen / der Heiligen Römischen Reichs Erzbischoff: Erzbischoff: Marischald / und Cansler: Unsere lieben Freunde / Oheimen / und Anverwandten: Und Christlichen / Seit dem Alimachtigen zu Iste / dem Heiligen Reich zu Ehren / und um gemeines nutz zu willen / solche Articul / gebots- und Pacte-wort in Unserer Rheimen / und zu Unser Statt vereinigt / bereitigt / vertragen / angenommen / und zu halten zu gesetzt haben: wie die alle in ein offene form gestillet / und Thun unter Unseren Rachen und angedungen Insigel übergeben sendt / also lautet:

Wir Carl der fünfte von Gottes Gnaden / Erwehlt Römischer König / Erzbischof zu Österreich / u. der darvon steht am dritten Tage des Monats Juli nach Christi geburt / fünfzigshundert / und im neunzehenden / Unser Reichs der Römischen in ersten / und der Hispanischen im vierzten Jahre. Und aber gedachter Unserer Commissarien / und vermahner dabeneben beröhrten Unseren Freunden / Oheimen / Oheimen / und Christlichen zusage gethan / das wir dieselben Articul / so wir heraus in das Heilige Römische Reich kommen / persönlich erkennen / und mit Unserer Erb bestätigen / und bekräftigen sollen u. Das wir denselben nach / jetzt in Unser ankunft in Teutsche Nation / und der empfangener Krönung / alle und jede Punkt und Articul davon ebgemitt. wie die durch dieselben Unser verordnete Commissarien / und Vermahner / mit beröhrten Unseren Freunden / Oheimen / Oheimen / den Christlichen bekräftigung / bewilliget / und abgenommen / auch in Unserer Rheimen und Sigel aufhängen. Und Ihnen übergeben sendt auf freyen gnedigen Willen jetzt den neuen bewilliget / angenommen und zu halten / daru auch ierst alles das zu thun / das Uns als Römischen König gebührt / zu Gott / und den Heiligen gschmecken haben / und eben das hiermit wissenlich / in tröst dieses Briefs / alle Kriegt und geschähe hierum gänglich außgeschreiben / das zu Versuch haben wir Unser Insigel an diesen Brief thun blanden / der geben ist in Unser / und des Reichs-Stadt Tachen am 22. Tag des Monats Octobris nach Christi Unserer Herrn Geburt 1521.

CAROLUS.

Ad Mandatum Regis proprium.

Nicolaus Biegler.

CLX.

Littere LEONIS X. Pontificis Romani, quas 4. Nov. HENRICO VIII. gratias agit pro Libro contra Lutherum scripto. Lat. Romae die 4. Novembris Anno 1521. [RYMER, Foederis, Conventiones, &c. Tom. XIII. pag. 778.]

CARISIME in Christo Fili miher, Salutem & Apostolicum benedictionem.

Hic pateris diebus, cum tua Serenitati Oester Dilectus Filius Johannes Clericus Capella Regis Decanus in Consistorio nostro palam Litteras cum nobis obtulisset, quem Serenitas tua contra impium Martinum Lutherum & memorem & scilicet edidit, inque ipse Litteras maximeque temporis & loco accommodatas Oratioem, precibusque etiam pluribus Romanae Curiae Praetulis, propterea animus tuus ad nos dandamque Secum hanc Arianis pariter & Litteris iuvandum exposuisset, summi saluta letitia sumus affecti; neque nos solum, sed omnes Venerabiles Fratres nostri, quod representas non fuit permixta divino cruciatu adversus Christi Ecclesiam Lutherum hanc Insuperatorem, et ipsa impoet

ANNO
1511.

sum cum gloria talem Propagatorem ac Defensorem foreturi posse.

Vifum itaque fuit confilii nobilique illi decernentibus ab omnibus illi affensum fingularem hanc tam & virtutem & pietatem aique & amorem nostri & grati animi monumento esse illustrandum.

Eodem, *Cherissime Fili auster*, si arma firmare, ut Sanctae Sedis Apostolicum Status in sua libertate & tranquillitate permaneret totum, magis super Principibus honoris summo fuit, quanto magis arma Spiritus Dei coelestis scientiam capere, ut ea fide Christi tanta labor depelleretur, Sacramentalque et, quibus animarum felix, inviolata serventur, & laudem afferre debet & celebrantem.

Quamquam haec duo, quae duximus antea semper divisa, in te uno maximo Rege praesentissimo fuerant conjuncta: idem enim tu & libertatem Ecclesiasticam tuis Armis vindicasti, & tu idem Fidem Christianam Theosum tuae & pietatis & scientiae adversus impios Haereticos monstrum esse voluisti; quorum alterum insidiae & excelsae animi fortitudinis, alterum pie & sanctae & veritatis mentis ac Religiois signum, sed nos, quibus tandem verbis, quo laudem generis, vel hanc pietatem tuam, hanc uberissimam veleris coelestis fons doctrinae copiam commendamus? vel tua erga nos voluntas, qui nobis ipsi tam nobiliem partem ingenii tui dicasti, gratias agamus: superat hoc tantumque non solum verba sed etiam cogitationes nostras; nec verò de tuis Officiis ac Meritis tantum possumus summo concipere, quin a te vincamus ipsi.

Qui enim in te Amor, quod studium defendenda Christianae Fidei? quanta erga nos ipsam benevolentia? quod denique Operis ipsius gravitas? qui ordo? quanta vis eloquentiae? ut Sanctum assidue Spiritum appareat; omnia plena; edicti, plena scientia, plena pietate; in docendo caritas, in admonendo mansuetudo, in redarguendo veritas; ut, si Homines sint qui a te resistentur, ac non omnino in perfidiam damnosam potestatem aberint, tuis scriptis est sanctorum debeat redire, si modo nullus resistens est sanctorum locus.

Sunt haec praestita omnino & admirabilia; quae quoniam a te, *deus ratione*, magnifico monere, Deo immo & huic Sanctae Sedis elaborata sunt, *optimus Marjellus* tuae infinitas gratias, & *Fides Desiderii*.

Agit Sedes Apostolica, agant omnes, qui Christum colunt & in eius fide cohesunt, *Christiani*, quorum maximis dampnis atque periculis (aequidem nullum majus est quam animarum periculum) talis hac indiget & singulari est pietas...

Et nos quidem *Titulum* hanc *Desiderii Fidei*, de eorundem Venerabilium Fratrum nostrorum assensu, ubi per alias nostras sub pluribus Literis conciliones, ut et ipsi potuisti cognoscere; sed tu, *Cherissime Fili*, tua nos honores, quos tibi in praemium tuae pietatis virtutis, in signum suae erga te gratiae voluntatis, Sanctae Sedes deservit Apostolica, & magno & expectandos esse potest, ut tamen illis longe majores & praestantiores arbitretur tibi in caelo a Domino & Salvatore nostro parvas praemia sunt, cujus tu causam & ipsam defendendo omni genere Tutela & auxilium & virtutem tuam adhibuisti; ut dum hos in Terris, quos adeptus es, Titulos recensebis, & caelestia illa cogitabis, recumple recordare quibus es meritis illis coalesces, talisque te imposterum qualcumque aures praestes, ac Principis solibus & gloriosis patris tui exas, ipsi quae Sedes Apostolica quae olim tui defensa Armis, Fides quoque Christiana quae ante doctrinae tuae Clipeo adversus sceleratus Haereticorum insidias communis est, sentias te eundem semper expianturque Jacobum in periculis suis omnibus, ut istum singularem & incomparabilem gloriam, quam *Maximus* tua maxime fuit Operibus pure optimo promerita est, ad aeternum usque hujus vine dicam & producere possis, & cum in omni posteritate praedicandam relinquere.

Datum *Rome* apud Sanctum Petrum sub Anno MDCXCVI die quarta Novembris, millesimo quingentesimo vicesimo primo, Pontificatus nostri Anno octavo.

JA. SADOLETUS.

Deest

Cherissime in Christo Fili nostra *Henrico Angliae Regi* *Willelmo Fidei Defensori*.

CLXI.

14. Dec. Ihre Kayserlichen Majestät Carl des fünften Confirmation des wienschen Reinhard Bischofs

sen zu Worms / und der Stadt dieses nahmens 1510. offgerichtigen Vertrag. Geben zu Worms den 14. Decembris 1511.

ANNO
1511.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur CHARLES V. sur l'accord fait entre REINHARD Evêque de Worms & son CHAPITRE d'une part, Et le MAGISTRAT de la même Ville d'autre part; l'an 1510. A Worms le 24. Decembre 1511. [Voyez-la ci-devant sous le 17. Juin 1519. pag. 295. Col. I.]

CLXII.

Verlängerung des Schwabischen Bundes auf 11. Jahr zwischen Ihro Kayserlichen Majestät CARL V. als Kays-herzog zu Oesterreich und Herzogen zu Württemberg / dann Churfürst Alberten von Mayns / Bischof Erzbischofen von Würzburg / Philipp Landgrafen von Hessen nicht vielen andern Fürsten und Weltlichen Fürsten / Eidknechten und Städten des Heiligen Römischen Reichs zu Handhabung des allgemeinen Landfriedens / gemeinschaftlicher Erhaltung eines jeden Reichs und Gerechtigkeiten / inlegenden der Kaufmannschaft sichtheit. Gegeben zu Wien Montag nach Reminiscere 1511. [HORTLEDER, Ursachen des Teutschen Kriegs. Tom. I. Lib. III. Cap. IV. pag. 835. DATT, Volumen Rerum Germanicarum Novum. Lib. II. Cap. XXIII. pag. 405. LUNIG; Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuation I. andere Beschreibung Num. XLVII. pag. 168. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Prolongation de l'Alliance de Suabe pour 11. Années conclue entre l'Empereur CHARLES V. comme Archiduc d'Autriche, & Duc de Württemberg, ALBERT Electeur de Mayence; CONRAD Evêque de Wurtzbourg, PHILIPP Landgrave de Hesse Cassel, & plusieurs autres Princes, tant Ecclesiastiques que Seculiers, Etats & Villes de l'Empire, pour le maintien de la Paix publique, & la conservation de leurs Droits & Jurisdictions respectives, comme aussi pour la liberté du Commerce. A Vienne le Lundi après le Reminiscere. Anno 1511.

In dem Nahmen der Heiligen Dreyfaltigkeit / auch der hochgelobten Himmelfürstin und Jungfrauen Mariä / und Heiligen Ritters und Mäntlers S. Georgen,

Tit. I.

Nahmen der Schwabischen Bundes-Stadt.

Wir Carl der fünfte von Gottes Gnaden erwählter Römischer Kaiser / in allen Zeiten Meiner des Reichs / in Germanien / zu Hispanien / beyden Sicilien / Jerusalem / Ungarn / Dolmatien / Croatien König / Erzbischof zu Bistum / und Herzog zu Burgund / Graf zu Habsburg / Kärnten und Tyrol / u. u. und von denselben Gnaden wie Albert / der Heiligen Römischen Kirchen Titul Sancti Petri ad Vincula Pfaffen / Cardinall / des Heiligen Stuhls zu Rom / und Stoffs Wälsburg Erzbischof / des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Erzbischof / Churfürst und Primas

ANNO

1522.

Primas Administrator zu Halberstadt / Margraf zu Brandenburg / zu Sietzen / Pommern / der Ertzherzog und Wenden Herzog / Burggraf zu Nürnberg / und Herr zu Alzenau. Conrad / Bischoff zu Brixburg und Herzog in Brandenburg. Gabriel / Bischoff zu Aeghen. Christoph / Bischoff zu Augsburg. Wilhelm und Ludwig / Pfalzgrafen des Rheins / Herzogen in Ober und Nieder-Bayern / Oberherren. Philipp / Landgraf zu Hessen / Graf zu Katzenellenbogen / zu Diez / zu Jiegenheim und Nidda. Dechant und Capitul der hohen Stifft zu Metz / Bisthums / Aistzen und Augsburg. Johann Kuteff / Abt zu Kempten. Conrad / Abt zu Kraysheim. Jost / Abt zu Salmundweiler. Bertholt / Abt zu Weingarten. Hieronymus / Abt zu Echdingen. Petrus / Abt zu Herford. Andreas / Abt zu Osteshausen. Johannes / Abt zu Rott. Jost / Abt zu Regensburg. Johannes / Abt der münster Dn. Johannes / Abt zu Schussenried. Heinrich / Abt zu Wachtel. Ulrich / Prior zu Weitenhausen. Anna zu Hohenbach. Berona zu Wuppert. Catharina zu Guttenberg / Abtesin. Dechant und Capitul zu Elmang und Comperg. Kuteff des Zeitlingen / Land-Commendant der Baile in Cress und Vungund. Wilhelm von Nienhausen / zu Kapfberg. Eberhard von Eingen zu Hüllpronn. Philipp von Helmsfurt / zu Werdt. Commendhur Teutischen Ordens. Carl Wolfgang und Ludwig / Oberherren / weiland Graf Wolfgangs / Martin und Ludwig / Oberherren / weiland Graf Joachim / sel. Oberkautz / Ehne / Grafen zu Oettingen. Wilhelm Truchsess / Freier zu Waldburg. Hans von Königs Egg / Freier zu Alenderff. Maria Gysen zu Aiden. Aeren Albrecht von Reichberg. Barbara von Eichenbach zu Eichenbach / Alexander Warkhalds / Dorreith von Widen zu Hirschheim / Walther von Kienhalds / Ursula / weiland Herr Philipp den Steins / Kitter des Feil. zu Jettigen / Waiden. Wilhelm Bischoff von Sulzburg / zu Bitt. Walther und Hans von Hirschheim zu Hohenlingen / Oberherren / von ihr und ihrer Bruders Wilschiers / und ihres Bruders Bertrams klugen Kinder wegen. Berthart Hans von Eichenbach zu Laupheim. Bertr von Weingart zu Kemat. Alch Dienst von Klugfeld zum Klugfelder berg. Adam zu Ransberg. Wilschier zu Rensenburg. Dapert zu Wagnstuf / alle drei von Etein / Oberherren und Vetere. Conrad von Nienhausen zu Angelfberg und Wals. Heinrich Wurdard von Pappenberg / der Heiligen Römischen Reichs Erbschalsch. Ulrich von Werdnau zu Walthershausen. Wilhelm zu Etschingen. Sigmund zu Herderff. Ulrich zu Ristuffen / alle drei von Etschingen / Oberherren. Georg von Bodenstern zu Adelmansfelden. Welf von Lammert zu Eppishausen. Hans Marx von Wadenhofen zu Justingen. Wilhelm Riech zu Buhel. Schaffan von Wernau. Hans Jungmann zu Eichenburg. Georg von Regen zu Ruffingen. Ertel Ischinger zu Alkenbach. Und von des Heiligen Reichs Ertze / Augsburg. Nürnberg. Bam. Eßlingen. Nördlingen. Weßlingen. Hall. Überlingen. Gerd. Wimmigen. Wehrach. Nördlingen. Hüllpronn. Kautzhausen. Dündelsbüchel. Wimpfen. Wintereheim. Kempten. Werdt. Jost. Wilmherff. Wol. Wangen. Ischinger. Widen. Gingen. Wesslingen und Wuppert.

II.

Und was vor Ursachen und zu welchem end der Schwabische Bund hievor auffgerichte / etlich malz erneuert / und yetzo wider erstreckt werde.

Witamen und thun kund offebar mit diesem

ANNO

1522.

Brief: Nachdem etwa viel Jahr und nit hero durch das ganze Heilige Römische Reich / Teutischer Nation / aus mercklichen nothdürfftigen und guten Ursachen / Kaiserlich / auch Königlich und des Heiligen Römischen Reichs Gemeiner Landfrien sitgenommen / gerordnet und gesetz / auch noch vor Augen sein darauß zu mehrerer handhabung und verlickung solches Landfriedens / vor etlich verwichenen Jahren ein verainigung und Bündnus des Landes zu Schwaben anfangs auff acht Jahr lang gemacht / die nachfolgend drey Jahr / auch zwölff Jahr / und zu letzt yehen Jahr erinckert und biß zu ausgang solcher zehen Jahr gehalten werden / wie dann das alles an ihm selbst ist / und die Briefe und verfarbungen / darumb ausgegan / eigentlich geben zu erkennen: also / und so wie Kaiser Carl / auch wir Christlichen Fürsten / Pristen / Grafen / Freyen / Herrn / Ritter / die vom Adel und den Stetten hiewo genickt / den oberherren gemeinen Landfrien / nachdem der Von dem Allwichtigen zu Erb / auch Teutischer Nation zu gut / und zum gemein frid / recht und nutz willen angesehen und sitgenommen ist / zu kaufen und zu mehrer sonder genickt sein / und dabey ernstlich / was gut / aus und freunnen allen verwarden des Bundes zu Schwaben / auch dem Heiligen Römischen Reich und dem gemeinen gemeinen Landfrien / aus solcher verainigung und Bündnus zu Schwaben bißher kommen und gesehen ist / und sitz künftiglich kommen und sincken mag: Darumb aus den und andern erborn / rechtlichen und gungamen Ursachen / Uns darzu mercklich und nothdürfftiglich bewegen / zuverstet zu handhabung des eigenem gemeinen Landfriedens / und unentzert / auch das wir Kaiser Carl bey den oberkürten Unsern lieben Vtern / Oheimen / und des Reichs lieben Getreuen / Churfürsten / Fürsten / Pristen / Grafen / Freyen / Herrn / Rittern / denen vom Adel und des Heiligen Reichs Stetten / und dieselben bey Uns / als ihrem nachrichten und rechttem Herrn / und dem Heiligen Römischen Reich / auch wir alle des Außern Fürstenthumben / Ländern / Herrschafften / Ischen / Herrschafften / Oberkürten / inhabenden Stetten / Richten / Gerechtigkeiten / Freyheiten und allem Herkommen / bestet daß in Frid und bey Nicht bleiben / darzu den yehen / so Uns eide die Unsern / wider den eigenem Landfrien / Recht und Willkür / zu beschwehren widerstren wider / desto fruchtbarer und statlicher Widerstand thun und begangen und den Landfrien handhaben / auch daß der Kauffmann / Wüchmann / und sonst unanglich / desse sicher und fridlicher handeln und wandeln mögen: Haben wir Kaiser Carl / als Ertzherzog in Österreich / und von Unsern Fürstenthumben Württemberg regern: Und wir Churfürsten / Fürsten / Pristen / Grafen / Freyen / Herrn / die vom Adel und des Heiligen Reichs Stett / die oberkürten verainigung und Bündnus des Landes zu Schwaben auch ziff Jahr die nachsten / die sich auff Purificationis Maria / schenck ansetzen werden / erstreckt und erldagert: und Uns darauß sinnetlich und sonderlich / von neuen Dingen / dieselben ziff Jahr lang / in vertragen und Pacts / weig / mit und gegen einander / frey und verbunden / und Genuß vertragen / verain / und verbunden: Erstrecken / erldagern / vertragen / verain / und verbunden Uns yetzo mit redere wissen / in Kraft dieß Briefs / wie solcher zum beständigen / höchsten und besten / an alles Widerstren Kauff und Macht hat / haben selte und mag / in alle weig / auf Item / Wernung und Waack / wie hernach geschriben steht / also:

III.

Daß die Bundsverwanten einander mit guten

ANNO
1522.

guten rechten Trewen meynen / haben / halten und fördern sollen.

Zum Ersten: Sollen und wollen wir Kayser Carl als Erzbischof zu Oesterreich / auch von Unserer Fürstenthums Würtemberg wegen / und wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knecht / und Reichs Stett / diese Zeit der erstreckten Minung / mit Unseren zugesagten / der wir mächtig sein / einander samentlich und sonderlich / mit guten rechten und ganzen Trewen meinen / haben / halten und fördern / getreulich und ungeschwätzlich.

IV.

Dass ein jeder Bundesverwanter gegen den andern nichts ungeschwätzlich fürnehmen / sonder bey dem Landfrieden und Rechten bleiben lassen soll.

Wir dergewanten / Kayser Carl / Erzbischof zu Oesterreich / auch von Unserer Fürstenthums Würtemberg wegen / Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knecht / und Reichs Stett / die Unseren / und die Uns geistlich oder weltlich / erblich oder leibenslang zugesprochen stehen / der wir mächtig sind: Sollen und wollen auch die vorerwähnte zeit dieser erstreckung nichts ungeschwätzlich gegen und wider einander stehenden / oder thun: Sonder ein jeder den andern bey dem gemeinen Landfrieden und Rechten bleiben lassen / und die Eiden und Sachen / so sich suchen die Zeit aus / zwischen Uns und den Unseren / erheben und begehren werden / mit recht austragen / und einander weiter oder anders nicht bekümmern / noch antreiben / dann mit recht / nachfolgender Weise.

V.

Welche die Richter im Bund sein sollen / und wie die Kayserl. Mayestät den gewalt und Gerichtszwang geben und befohlen haben.

Nemlich: So sollen jetzt und hinfür die oberste zeit der erstreckten minung aus / drey weiß vrsächig Mann zu Richtern ernest und verordnet werden. Nemlich: einer von Uns Kayser Carl / als Fürsten von Oesterreich / und wegen Unserer Fürstenthums Würtemberg / und von Uns obgenannten andern Churfürsten und Fürsten: der ander von Uns Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters und Knechten: und der drit von Uns obgenannten Erbknechten / der jedem Substitutat / und den / so zu ihnen / wie hernach steht / gesetzt werden / samentlich und sonderlich / wollen wir Kayser Carl / als Ritterscher Kayser / Unseren Kayserl. gewalt und Gerichtszwang / die gemelte zeit aus / hinfür ungeschwätzlich geben und befohlen haben. Dieselben drey Mann sollen zwischen Uns obgenannten drey theilen zu jehre jehre Richter sein / mit dem unterschied / als hernach geschrieben steht.

VI.

Wie Kayserl. Mayestät als Fürst von Oesterreich / und von des Fürstenthums Würtemberg wegen / Churfürsten / Fürsten / ihre Communen / oder Unterthanen / den austrag des Rechts gegen einander suchen sollen.

Ob wir Kayser Carl Fürst von Oesterreich / und auch von Unserer Fürstenthums Würtemberg wegen / und wir Churfürsten und Fürsten hinfür genannt: einer zu dem andern / oder Kayser einer oder mehr zu des andern Communen / oder eines Unter-

thanen zu dem andern Unserer Fürsten einem oder mehr / oder seinen Communen / Spruch gerinnen / so soll solche Sach beschertiget werden vor dem Richter / der von Uns obgenannten Kayser Carl / als Fürsten von Oesterreich / und von Unserer Fürstenthums Würtemberg wegen / und von Uns andern Churfürsten und Fürsten / als verhöret / darzu ernest und verordnet ist / als einem gemeinen Richter / der auch alsdann den Sach in der Hand halten soll / und so soll sich der Antwort an den andern obgemelten zweyen Richtern / die von Uns den Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knechten / und Uns den Erbknechten / als verhöret / ernest und verordnet sind / als für besetzt von dem beider theil wegen bekräftigen lassen will / so soll es des klagen theils haben auch dabei bleiben / und von einigen theil weiter zu dem gemeinen Richter nicht gesetzt werden. Ob aber der Antwort die obgemelten zweyen verordneten Richter / als für Zusatz / von beider theil wegen / zu haben nicht vermagt wäret / das allwegen im Anfang zu seinem Willen stehen soll / so soll und mag derselbe Antworter jenen andern Zusatz zu dem obgenannten gemeinen Richter setzen: dargen soll und mag der Kläger die oberertheilte jenen andere Richter / so / als obhöret / verordnet sind / auf seinem Theil / als Zusatz bey dem gemeinen Richter setzen lassen / bevor auch jenen andere für Zusatz antworten / welches ihm am süßlichsten und gelegtesten sein will.

VII.

Wie Kayserliche Mayestät als Fürst von Oesterreich / und von des Fürstenthums Würtemberg wegen / Churfürsten / Fürsten und ihre Prelaten / die ihren / and die ihnen zu versprochen stehen / gegen Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters und Knechten / das Recht suchen sollen.

Erstlichen aber wir obgenannte Kayser Carl / als Fürst von Oesterreich / oder von Unserer Fürstenthums Würtemberg wegen / oder wir ander Churfürsten / Unser Prelaten / die Unseren / oder die Uns zu versprochen stehen / samentlich oder sonderlich / zu Uns obgenannten Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters und Knechten in gemein / oder Kayser einem oder mehr insonderet zusprechen / so soll solche Sach beschertiget werden vor dem Richter / der von Uns Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters und Knechten / als verhöret / darzu verordnet ist / als einem gemeinen Richter / der auch alsdann den Sach in der Hand haben soll / und so soll sich der Antwort an den andern jenen verordneten Richtern / als für besetzt / von dem beider theil bekräftigen lassen will / so soll es des klagen theils haben auch dabei bleiben / und von einigen theil weiter zu dem gemeinen Richter nicht gesetzt werden. Ob aber der Antwort die jenen ander verordnete Richter / als für Zusatz / von beider theil wegen / zu haben nicht vermagt wäret / das allwegen im Anfang zu seinem Willen stehen soll / so soll und mag derselbe Antworter jenen andere Zusatz zu dem obgemelten gemeinen Richter setzen: dargen soll und mag der Kläger / die ander jenen verordneten Richter / auf seinem theil / als Zusatz bey dem gemeinen Richter setzen lassen / oder auch jenen andere für Zusatz antworten / welches ihm am süßlichsten und gelegtesten sein will.

VIII.

Wie die Kayserliche Mayestät als Fürst von Oesterreich / und von des Fürstenthums Würtemberg wegen / Churfürsten / Fürsten / ihre Prelaten / die ihren / oder

ANNO
1522.

ANNO
1512.

die ihnen zu versprechen stehen / gegen den
Seiten das Rechte suchen sollen.

Desgleichen: Erwinnen wir Kayser Carl / oder
wir obgenante Churfürsten oder Fürsten / Unser Pre-
latten / die Äbten / oder die Äbtissin zu versprechen stehen
samentlich und sonderlich / zu Uns obgenannten Sei-
ten in gemein / oder Unser einer oder mehr insonder-
zu sprechen / so soll solche Sach berechtigt werden
vor dem Richter / der von Uns obgenannten Seiten /
als der Richter / darzu verordnet ist als einem gemei-
nen Richter / der auch alsdann den Rath in der
Hand haben soll / und der Richter und Justiz hal-
ben soll es auch aller Form und massen gehalten wer-
den / wie hievor unterschrieben ist.

IX.

Wie Prelaten / Grafen / Freyen / Herren /
Ritter / Knechte / und die Stet / die ih-
ren / oder die ihnen zu versprechen stehen /
gegen Kayser / Mayestät / Churfürsten /
Fürsten / oder ihren Prelaten / das Rechte
suchen sollen.

Hervorumb: Ob wir obgenante Prelaten /
Grafen / Freyen / Herren / Ritter / Knechte / oder wie
obgenante Stet / die Äbten oder die Äbtissin zu ver-
sprechen stehen / samentlich oder sonderlich / Sprach
gewinnen zu Uns obgenannten Kayser Carl / als Für-
sten von Österreich / oder den Unseren Fürstenthumb
Bayerbergs wegen / oder Uns andern Churfürsten
und Fürsten / Unseren Prelaten in gemein / oder ei-
nem oder mehr insonder / so soll solche Sach berech-
tigt werden vor dem Richter / der von Uns Kayser
Carl / als Fürsten von Österreich / und den Unseren
Fürstenthumb Bayerbergs wegen / und Uns andern
Churfürsten und Fürsten / vor versetzt / darzu ver-
ordnet ist / als einem gemeinen Richter / nach der Jus-
tiz halber solle es aber allermass gehalten werden / wie
vorsteht. Doch so sollen darvon ausgenommen sein
Unser obgenante Kayser Carl / und Unser Chur-
fürsten nach Fürsten Räte und Diener / gegen und
mit denselben soll es zwischen Uns und ihnen ge-
halten werden / nach dem jedes seinen bestallung.

X.

Vor wem die Prelaten / Grafen / Freyen /
Herren / die vom Adel / die Frey / oder die
ihnen zu versprechen stehen / einander
rechtfertigen sollen.

Desgleichen: Warden wir die Prelaten / Gra-
fen / Freyen / Herren / oder die vom Adel / einer oder
mehr / die Äbten oder die Äbtissin zu versprechen stehen /
zu dem andern oder Uns Sprach gewinnen / die-
selben sollen vor dem Äbten geordneten Richter berech-
tigt / und der Justiz allermass gehalten werden / wie
eben begriffen ist.

XI.

Wo Prelaten / Grafen / Freyen / Ritter /
Knechte / auch die Stet / die ihren / oder
die ihnen zu versprechen stehen / einander
rechtfertigen sollen.

Erwinnen aber wir obgenante Prelaten / Grafen /
Freyen / Herren / Ritter und Knechte / in gemein oder in-
sonder / die Äbten oder die Äbtissin zu versprechen stehen /
zu Uns obgenannten Seiten / Unser einer oder mehr:
Doch hervorumb / wie die obgenante Stet / die Äbten
oder die Äbtissin zu versprechen stehen / zu Uns ob-
genannten Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern und
Knechten in gemein / oder Unser einem oder mehr / in-
sonder zu sprechen: So soll solche Sach allermass der

dem Richter / der von den obgenannten theils Par-
they / als verordnet / darzu verordnet ist / als einem ge-
meinen Richter / der auch alsdann den Rath in der
Hand haben soll / berechtigt / und zu denselben Rich-
ter gefert werden / aller mass / wie vor begriffen ist.

XII.

Wo derselben theil einer die seinen / oder die
ihm zu versprechen stehen / die Communen
in Seiten / Märkten / oder Dorflein des
andern theils / rechtfertigen soll.

Ob auch Unser einer theil / die seinen / oder die
ihm zu versprechen stehen / Sprach gewinnen zu Com-
munen / in Seiten / Märkten oder Dorflein / die dem
andern theil / oder den seinen anderwärts wohnen /
oder zu versprechen stehen / so soll solche Sach vor
dem Richter / der von den anderwärts theils Par-
they / als obsteht darzu verordnet ist / mit den Justiz
nach vorhergehenden unterschrieben berechtigt werden.

XIII.

Vor wem die Thumb / Decant und Capitel /
auch die Thumb / Herren zu Mainz / Wirtz-
burg / Eßfurt und Augsburg gerechtfertig-
t werden sollen.

Erwinnen aber wir Kayser Carl / Churfürsten /
Fürsten / oder wir Prelaten / Grafen / Freyen / Herren /
die vom Adel oder Stet / die Äbten / oder die Äbtissin
zu versprechen stehen / samentlich oder sonderlich / zu
Thumb / Decant und gemeinen Capitel zu Mainz /
Wirtzburg / Eßfurt oder Augsburg / oder zu dem
Thumb / Herrn selbst / einem oder mehr oder ihnen
besonder zu sprechen / das dann Decant und Capi-
tel gemeinlich vor ihrem Bischoff / als einem ge-
meinen / mit gleichem Justiz / und die Thumb / Herrn
sonderlich vor ihrem Decant Rechte sein sollen.

XIV.

Wo das Rechte gegen den Bürgern / Baro-
nen / Hinderleuten oder Unterthanen ge-
sucht werden solle.

Ob aber Unser einer theil in gemein oder insonder
die Äbten / oder die Äbtissin zu versprechen stehen / zu
dem andern theils Bürgern / Gehörnen / Hinderleu-
ten oder Unterthanen zulassen gewinne / dasselbig
soll geschehen an dem tag und in dem Gericht / da-
der / so angefordert wird / gefessen ist / doch also / dass
dem Kläger ausreichte und fürerliche Nechten ge-
gen ihm verhoffen werde: Es wäre dann / dass Unser
einer theil / oder die seinen / mit dem andern oder den
seinen / anders bestommen / und im gebrauch tolet.

XV.

Der Richter Nyd.

Und die so also / wie vorsteht zu Richtern und Just-
izern geordnet und gesetzet werden / sollen ihre Pflicht
und Red von allen Theilen / dem sie verwandt sind / so-
dass geschieht werden / in den Sachen / darinnen man für sie
kommen wird / und darzu Red leiblich zu Golt und
den Heiligen schwören / so dem Gericht treulich
und mit sich obzusein / und nach des Reichs / und gemei-
nen Rechten / auch nach erlichen / rechten und löblichen
den Ordnungen / Statuten und Gewohnheiten der
Fürstenthumb / Herrschaften und Gerichten / die für
sie bracht werden / dem hohen nach dem allern gleich zu
richten / und keine Sach sich dagegen bewegen zu las-
sen / auch von den Parteyen / oder jemaßes andern /
keiner Sach haben / so in Gericht hangen oder hangen
wird / kein gab / schenck / oder ewigen auch durch sich
selbs oder ander / wie das erbracht werden mag / zu ne-
men!

ANNO
1522.

men! oder nehmen zu lassen / auch kein sonder Parthey! oder anhang und zufall in urtheilen zu suchen und zu machen und keiner Parthey zu ratzen oder zu trauen; und was in Nachschickeln oder Sachen gehandelt wird den Partheyn oder jemanden zu offnen / vor oder nach der urtheil; auch die Sachen aus offser meinung nicht aufzuspalten oder zu vergiften / eyn alles fürsthe.

XVI.

Des Gerichts-Schreibers Zyd.

Derselichen soll der Gerichts-Schreiber! so zu solchen eckdrähten Gerichten zu jenen zeiten aufgenommen wird / den deren gerordneten Richtern geloben und zu den Heiligen schwören / seinem Amte getreulich obzuliegen mit aufschreiben lesen und andern; auch die Briefe und Urkunden / die in Gerichte gebracht werden / getreulich bey dem Gerichte zu verwahren und den Partheyn oder jemandem andern nit zu offnen / was von den Sachen in den Nachschickeln des Richters und Richtern gehandelt wird; auch die heimlichen Gerichts-händel niemand zu offnen / lesen oder hören zu lassen; und seine Copy von den eingelegten Briefen und Schreibern den Partheyn zu geben / ohne erlaubnuß und erlaubnuß des Richters; auch keiner Parthey wider die andern zu ratzen / noch zu trauen und kein Reichend zu nehmen / oder ihm zu nah nehmen lassen / wie Wirschen Eien das erbenkumbecht / sondern sich seines Soldes oder Lohns / des man sich zu jeder zeit mit ihm verdrägt / bedingen zu lassen. Daß auch er / der Gerichts-Schreiber! auß die händel / ohne der Richter bewilligen / nichts fordern oder nehmen / und was er von solchen / auch den Copien / urtheilen und actis, oder was das sey / empfahet / daß er das alles getreulich aufschreiben / den Richtern vorrechnen / und in die Wandtschickel / zu anweisung der beuteln und anderer kosten; so zu der Gerichts-anrathung täglich aufzukaufen / überantworten und beghändigen soll / alles ohne arglist.

XVII.

Vor wem die Spinn unth erbfall / aigen / oder f. u. v. / die Geldschickel / oder dergleichen daß antreffen / gerichterfertiget werden sollen.

Wann aber Spinn werden umb erbfall oder aigen / auch umb freuel / die Geldstrafen oder dergleichen daß antreffen / so sollen die güter in den Gerichten / darinnen sie lagen / oder dazum sie gehören / und die freuel allda sie beschreiben / berechtigt werden. Doch / ob der oder der / so also gefordert hant / an den enden nit weilen zu recht stehen / so soll der Herr / under dem der oder die freuel sthen / so stet er den oder die in frama Oberstern und Oborten betreten mag / auff erforderung dess / dem der freuel juchter / schuldig sein / den freuel darzu zu halten / sich in das Gerichte / da sich der freuel begeben hat / zu stellen / und dazüß Recht ergheben zu lassen / dem auch der oder die freuel gehorsam sein sollen / do d. d. / in jeder freuel auff sein ersuchen und begehren / nicht sicherheit und geist zum Rechten durch den / dem der freuel juchter / versehen / und gegen dergleichen freuel nichts anders fürzunehmen noch gehandelt werden / dann so diß das Recht am selben Tage juget.

XVIII.

Malefiz-händel und Sachen die Ehre antreffen / sollen ausgenommen seyn.

Es sollen auch in allen vor und nachgeschickten Sachen / ausgenommen und untergriffen sein die Malefiz-händel und Sachen so die Ehre antreffen / und dazüß gehalten werden / wie jeder Theil durch hergebrachter Gewohnheit in Übung ist / oder dazüß in Vertrag oder sonst alten gebrauch hat; und so der

keins derselben Drehe vorhanden weder / so soll es dazüß gehalten gehalten werden / wie recte ist. ANNO 1522.

XIX.

Von Lehen und Pfandschafften.

So aber Spinn werden umb Lehen oder Pfandschafften / da dann der theil der Lehen- oder Pfandschafft betraulich wären / so soll das Lehen vor dem Lehenherrn und den Lehenmannen / und die Pfandschafft vor dem Pfandherrn / wie sich gebrähet / berechtigt werden. Ob aber die Partheyn der Lehen- oder Pfandschafft nicht betraulich wären / sondern die eine Parthey verneint / daß das gut / darumb Espinn gar oder zum theil eigin / und die ander verneint / daß es gar oder zum theil Lehen oder Pfand wäre / oder Spinn werden und die gerecht / gebrauch / inhaben / dinstbarkeit der Lehen oder Pfandgüter / oder sonst dergleichen Sachen / solche Spinn sollen gelöst werden / aufgetragen werden vor dem gemeinen Richter des Wandts / mit gleichem Zufuß / wie obsteht; also / daß derselben anfangs erkennen / vor solche Sachen mit Recht ausgeführt werden / und sollen die Dringstern solcher Lehen und Pfandschafften mit denen / so dieselbe Lehen und Pfandschafften von ihnen haben / ernstlich versehen / und sie dazu verdragen / so sich dergleichen fällt / laut des Actis / zu tragen / daß sie erhalten gedachten Actis / und seinen inn als gänglich geteilt / und unverbinderlich veltung geben / und dazüß kein befrist oder auszug gesucht werde.

XX.

Wann sich jedweder theil für einen inhaker des spinnigen guts hält / oder ein spinn ist / welcher theil kläger oder antworter sein soll.

Wo sich aber begeh / daß sich jedweder theil für einen inhaker des guts / darumb spinn wäre / hielt / oder spinn wären / welcher theil kläger oder antworter sein soll / oder jeder theil verneint / gerechtigkeit zu haben zu dem guts / so soll von beiden theilen gelöst werden / und welchem theil das loß zukommt / der soll macht haben / aus den obgemelten drey erannten und verordneten Richtern / einen zu einem gemeinen Richter zu ernennen / der demselben gemeinen Richter soll alsdann solche Sach / mit den Zufügen / wie verfehrt / resümiert werden; also / daß in der theil / dem das loß zufallen ist / macht sthen soll / die andern zwey verordnete Richter für befristet sthen zu lassen / oder jenen ander nader zu sigen / wie dazüß unbedinget ist.

XXI.

Annehmung der Sachen / so vor dieser Annehmung mit recte angefangen sein.

Doch sollen in dieser erstredten Annehmung untergriffen sein die Sachen / so vor diesem Hofstern insonst und Verdracht mit recte angefangen sind und hängen; Was aber Sachen zwischen Partheyn die in der vorigen juchter / auch jehemaligen / und in dieser erstredten Annehmung begriffen / noch andängig wären / dazüß der diesem gerordneten Richter / wie der untergriffen ist / in dem stand sie hängen / angenommen / und laut dieser verfassung gendert werden sollen.

XXII.

Daß die rechtsfertigung Schriftlich / und der Rechtesatz mündlich beschreiben soll.

Und damit die Partheyn der thätlichen unkosten verfrist werden / auch ihre Sachen nach ihrer notdurft / dazüß gründlicher und fruchtbarer handeln / und desto eher unterzogenen auszug erlangen inhaben

ANNO
1511.

haben wir Uns von allen theilen mit einander ver-
trint und vertragen: Also! daß allwegen / nach an-
nehmung des gebührenden Richters / wie vor unter-
schieden ist! aus desselben Richters erste tagführung!
der Kläger sein Klag in Schrifften verfaßt / und
zwei Copien davon dem Richter überantworten / der
die eine Copie dem antworter zusenden soll / und so
das beschick / soll der antworter darnach / in denen
Wochem den nächsten / sein antwort oder Rebe auch
in Schrifften begreifen lassen / und zwei Copien da-
von dem Richter zusenden / und also aus die eine
Copie von dem Richter / dem Kläger auch zu-
geschickt werden / darnach soll der Kläger seiner gegen-
wart auch zwei Copien / in denen Wochem den näch-
sten / dem Richter zusenden / der die eine Copie o-
der dem antworter zusenden soll / darauf soll derselb
antworter sein widerreht / aber zwei Copien dem
Richter in denen Wochem den nächsten überantworten /
und der Richter die eine Copie dem Kläger zu-
schicken / und so das also beschicken ist / sollen von
einigen theil weiter oder mehr Schrifften nicht über-
schickt werden / sonder nachmahls die Partheien auf
einen bestimten tag / vor den Richter / nach über-
antwortung der letzten Schrifft / für sich und die
zuletzt ungeschicklich auch über die drei Wochem an-
setzen mag / mündlich beschließen / und sollen also
den jedem theil / zu einer jeden urtheil / nicht mehr
darauf zwei Schrifften übergeben / und darnach münd-
lich beschließen werden / wie jetzt unterschrieben und
begriffen ist. Es sollen auch allwegen die Partheien
ihre Schrifften / unter ihren oder andern glaubwür-
digen Zeugnissen / dem Richter überschicken / und durch
den Gerichte-Schreiber vor der überreichung eigent-
lich collationirt / und also dann im Richter / ohne
ferneren Gewalt / für genug / am gehalten werden:
doch in Sachen / die einseitig betreffend / soll es
gehalten werden / wie hernach davon fernerlich be-
griffen ist.

XXIII.

Wie die Richter / in gebung der Termin-
die Partheien / nach ihrem weis- oder na-
heßigen / bedenden sollen.

Es sollen auch die Richter / in gebung und fer-
ung der Termin / die weit geringsten Partheien mit
günstlicher längrung gegen den nachgeschickten ansehen
und bedenden / inmalen sie die Richter zu jeder zeit
nach gelegenheit derselben Partheien und gestalt der
sachen / billich bedacht / damit niemandes unbilli-
cher weis verurtheilt / oder übersteilt werde.

XXIV.

Daß die Partheien in ihren schrifften alle
ihre notdurfft fürtragen / und sich damit
zum beschluß befördern sollen.

Die Partheien sollen sich auch beschließen / in al-
len ihren schrifften / alle ihre notdurfft fürzutragen / in
allen der mündliche beschluß durch und fernerlich
ohn alle ehennützlichkeit länger auszug / beschick.
Ob oder einigem theil zukommt / den wegen seiner
Widerpartheien / in ihrem mündlichen beschluß / ein-
geraden ansetzung haben ferret auffschub zu begehrn /
daß dann dieselben auffschub zu erkennen / in der
Richter macht stehen / und sie auch schuldig sein
sollen / darinnen geüßlichheit zu verhalten / und die
Partheien dargu zu halten / damit dieselben Gese-
den vermittlen bleiben.

XXV.

Wie die Richter im mündlichen beschluß /
zu vermeidung überflüssiger und gefährli-

TOM. IV. PART. I.

cher verlängerung / der Partheien Rede
nicht einreden sollen.

ANNO
1511.

Nachdem auch die Partheien zu zeiten in ihrem
mündlichen beschluß und ehennützlichkeit Reden
gebrauchen / und doch nichts neues einführen / das
doch mündlich verlängerung bringen möchte / sollen
die Richter / so sie gefährlich oder vorzüglich ver-
längerung in mündlichen beschlüssen vermerken / den
Reden einreden / und auff den grund der Sachen
zu gehn beschließen / wie dann sonst die Ordnung des
Richtes jagte.

XXVI.

Daß sich die Richter für sich selbst für nicht-
Richter nicht erkennen / oder kein nach-
für die Bundes- versammlung weisn
sollen.

Die Bundes-Richter sollen sich auch für sich selbst
in keiner Sach / so für sie brumt / für nicht Rich-
ter erkennen / oder kein Sach vor der versammlung
der ein und zwanzig Räte weisen oder verurtheilen
sonder allwegen zuvor an die gemelte versammlung
und Erlaute des Bundes bringen / und ihrer be-
scheidens darinn erwarten.

XXVII.

Daß ein jeder antworter alle dilatorias ex-
ceptiones einmahle fürwenden / und ihm
allein darinn eine Schrifft / und darwider
dem Kläger ein Replic eingelassen sein
soll.

Es soll auch ein jeder antworter / so für des
Bundes-Richter zu recht kommt / alle dilatorias
exceptiones oder auszug / ob er die fürzuenten
hät / oder fürwenden wolt / einmahle fürzuenten
schuldig sein / und soll dem antworter also eine
Schrift in dilatorias exceptionibus / und dar-
wider dem Kläger ein Replic zugelassen / und dar-
auf durch die Richter und besetzt / nach überan-
tortung der Replic / werden gehalten / in denen Wo-
chen / oder auff den nächsten Gerichte-tag darnach /
derselben dilatorias haben / mündlich zu beschließen
tag angelegt werden. Ob aber der antworter di-
latorias nicht hätte / so soll er auff die Klag forder-
lich / und insoit der Ordnung / antwort geben.

XXVIII.

Daß der antworter / nach einbringung sei-
ner dilatorias / und der Richter erkannt
muß / seine antwort ohne ferret auffschub
dem Richter gemäß geben soll.

Und nachdem auch der antworter anfangs auf
der Klag / wider ihn einbracht / abnehmen mag / wie
und was er darauf antworten soll / und demnach die
Richter / nach stellung etlicher dilatorias / er-
kennen / daß der antworter / auf solch eingebracht
Klag / antwort zu geben schuldig sey / daß also dann
derselb antworter / ohne ferret dilation und auf-
schub / die antwort / wie sich gehört / den Rich-
tern gemäß geben soll.

XXIX.

Wie die Richter Macht haben / gegen ge-
fährlichen Auszügen / bey Pöten dargu zu
halten / forderlich zu procediren.

Die Richter sollen auch Macht und Gewalt ha-
ben / ob einige Partheien gefährliche Auszug suchen
wölle oder wüßte / dieselben bey jünlichen Pöten /
nach

Z z 3

ANNO nach ihrer Erkenntniß darzu zu halten / ferdienlich / und wor sich gebührt / zu procediren.

1522.

XXX.

Daß die Richter / nach endlichem Beschluß / zum ferdienlichsten die Urtheil verfaßten / und die Parteyen nicht lang auffhalten sollen.

Sie / die Richter / sollen auch zu jeder Zeit / und in einer jeden Sache / nach endlichem Beschluß der Parteyen / die Urtheile zum ferdienlichsten verfaßten / und so viel möglich / den Parteyen nicht lang auffhalten.

XXXI.

Von der urtheilen vollstreckung und Execution.

Nach diemal aber bekam urtheil und recht wenig frucht brachten / wo denselben nach ihrer inhalt nicht vollstreckung geschähen solten / haben wir von allen theilen einseelig beschloffen / daß ein jeder Richter / vor dem obverurtheilt massen / als einem gemeinen Richter mit den Fußeln / wie verurtheilt / gerechtfertigt wird / schuldig sein soll / einen jeden den ihm / so er mit urtheil und recht der ihm erlangt / zu handhaben und vollstreckung zu thun / und den widertheil der zuntischen Gette-Personen darzu zu halten : So fern ihm aber solches zu schwere ist / soll er das auff dem nächsten gemeinen Versammlungs-Tag des Bundes ankündigen / und alsdann den den Enden des Bundes nicht abgesehen / sondern endlich gerechtfertigt / sühnend und geschändet werden / damit derselb / inhalt seiner verurtheilt urtheil / von gemeinen Bundes wegen eingeklagt / und seiner urtheil execution und vollstreckung gethan / dadurch die mangelhaftig klug und auffruß / so bisher an viel Dingen entstanden ist / sühnend werde.

XXXII.

Kaiser, Mayest Satzung / über die Rechte ferdigung / Urtheilen und execution.

Nach wir Kaiser Carl wollen und sehen auch / als Römischer Kaiser / in Kraft dieß Briefs / daß obverurtheilt beschuldigung / urtheilen / execution und Vorn ferdienlich und ohne alles dergleichen beschloffen solten / wie den Richtern / Fußeln und der Versammlung des Bundes / gehandelt / erkannt und sühnend wird / ohne Haas und allerhöchste Irthum und verurtheilung / in alle wege. Doch soll hierin unangegriffen sein / so jemandes außerhalb der Sachen / so müssen antreffen / von einiger urtheil / von einem gemeinen Richter / und den Fußeln gesprochen / appellirt und verurtheilt ehe / wie der Actial herauß begriffen zulust / also daß derselb urtheil nicht vollstreckung beschloffen sondern die Sache bey der appellation bleiben soll / wie recht ist.

XXXIII.

Wie man von den Richtern des Bundes appelliren soll.

Nach ob einiger theil vermeint / mit einer urtheil beschloffen zu sein / auffruß der / so die entsehung antreift / mag dann derselb theil / durch sich selbst / oder seinen Anwalt / der darzu vollmächtig genant hat / darinnen innerhalb 10. Tagen / nach gesprochenem urtheil / so fern er antwort vor dem Richter appelliren will / und schwören einen Ab zu Gott und den Heiligen / daß er recht / und dafür hat / daß ihm appelliren noth thut / und daß er keines Verjags halten / noch aus geschaden zu appelliren un-

bestand / so soll er zu appelliren zugelassen werden : doch / daß er dem alsdann / wider den er appelliren will / sicherheit erbringt zu thun / mit gültigen oder Bürgschaft / oder so der vermeint gültig sein / in seinem vermögen wolle / mit dem Ab / ob er in der appellations - Sach verurtheilt wurde / daß derselb keine kostene und schaden an ihm bestimmen mag / und soll eigenmächtig sicherheit vor dem Richter in Monat frist nach solchem erbringt / auff einen benannten Tag / von ihm beiden Parteyen einmüthig beschloffen. Ob auch die Parteyen solcher sicherheit freitig werden / ob die mit Gütern / Bürgschaft / oder dem Ab vollstogen seht werden / das soll auch zu erkenntniß derselben Richters stehen. So aber in abwesen des Richters vor einem Notari appellirt wurde / soll das in zehn tagen nach ergangnem urtheil beschloffen / und solche appellations in wenig tagen / nachdem die beschloffen ist / dem Richter von der Partey verhandelt / und darzu erboten werden / obgleichten Ab und sicherheit zu thun / die auch der Richter nach solchem erbringt in Monat frist dem nachsien weichen soll / und beiden Parteyen auff einen benannten tag darzu verhandelt. Wo aber solchen Ab / sicherheit und erbringt derselb / wie obgemelt ist / der appellirende nicht thut / so soll die appellations verlassen und geschloffen sein / und die urtheil / wie oben steht / vollstreckt werden. So auch der Parteyen durch sich selbst appelliren wollen / sollen sie den Ab durch sich selbst schwören. Wo aber durch einen anwalt geappellirt wurde / soll er darzu genant haben / was in die Seele der er recht / von der wegen geappellirt wurde / schwören. Doch soll dieser Artikel allein binden / wo von der urtheil von einem gemeinen Richter und den Fußeln / wie obgemelt / gesprochen / geappellirt wurde : dann sonst ob Gemeinen oder sonder Personen der ihren Dient erdientlichen oder andern Gerichten zugewonnen werden / soll es nicht appelliren gehalten werden / nach eines jeden Gerichtes bestemmten / freyheiten / brauch und gewohnheit : Ders / so der fern der Augen waren / inhalt gemeinen Richters. Doch so soll von keiner der - oder beidertheil geappellirt werden / die die mündlich nicht auff ihr trägt / oder die beschloffen durch die appellation / so von der endurtheil beschloffen / nicht widerrecht mag werden : daffelbig auch / ob die Parteyen darand schuldig werden : zu klärung stehen soll / zu den jenen / so seht urtheil gesprochen haben / die darand ihr erdientlich erkenntniß thun sollen.

XXXIV.

Wie es in prosecution der appellation gehalten werden soll.

Diemal sich aber etliche der hoch beschloffen / und aus verjahren handlungen erbrachten / wo von den Bundes-Richtern appellirt / daß am Cammer-Gericht erst ein neuer Proceß anfangen / und dadurch die Parteyen in großen und langen dergleichen gehalten werden : So haben wir uns zu allen theilen / zu abstellung und verurtheilung derselben / gegen einander frey bewilligt / und begabt. Neulich : Wann jemand unter uns Bundes-Vermanten von dem Bundes-Gericht appelliren / und die appellations - inhalt des Bundes-Gerichts-Ordnung / zugelassen : daß alsdann nach der appellation / ferdienlich die acta / so bald die fertig / sollen dem Ober-Richter vorgelegt durch die Parteyen überreicht / und soll von einiger Partey darauß weiter nichts geschreibe / sondern zugelassen und gestattet / daß ohne freier einbringen / von dem Ober-Richter allein aus drückten Gerichts-büchern gerichtet werde. Es möchte dann eine Partey mit einem Ab beschloffen / daß sie Verzeihen / Brief / oder dergleichen

ANNO

1522.

ANNO chen nothwendt! die sie vor nicht gewußt / oder ge-
 1722. habt / erst von neuen überkommen oder erfahren ha-
 ben! dasist: soll der Parteien abstand in Fällen / von
 rechten Recht zugestehen / einbringen vorsetzen / und
 darnach steterlich / ohne weiteres einführung / auf
 den ersten Acta und das / so / wie oblaute / von
 neuen eingeschacht werden / summarie singefahren und
 getheilt werden.

XXXV.

Wie der Richter dem appellirenden theil ei-
 ne zeit / zu prosecution der appellation,
 auflegen soll.

Es soll auch ein jeder Richter des Bundes / so er
 die appellation zuließ / wie die Gerichts-Ordnung
 des Bundes inhat / schuldig sein / dem appelliren-
 den eine Zeit und Termin / bey denen Monaten
 angeführt / die appellation zu prosecution / und
 sich dem Richter anzuzeigen / aufzulegen auch zu be-
 stimmen / wie sich gebührt / damit niemand unbilli-
 che weis verzagen oder ausschalten werde.

XXXVI.

Daß Hauptpunkt und Recht des Bundes jeders-
 zeit Mache haben das Bundes-Gericht zu
 reformiren und Ordnung zu machen.

Wir haben Uns auch zu allen theilen / zu Störung
 des Bundes-Gerichts / und damit einem jeden Bundes-
 Verwandten mit dem mindesten Kosten zum Stör-
 lichsten gesetzet / was billig und recht sey / mit ein-
 ander veruaint und vertragen / daß Unser vereinte
 Hauptpunkt und Recht zu jeder zeit Mache und Ge-
 walt haben sollen / das Bundes-Gericht zu reformiren
 / und besser Ordnung und Waag des Gerichts
 fürzunehmen und zu machen / wie sie nach gelegenheit
 der Sachen und Lauff steterlich aus und gut anseht.

XXXVII.

Daß kein Bundes-Verwandter den andern
 überziehen / entsetzen / pfänden / noch die
 feinen vahlen soll.

Wir obgenannten Kayser Carl / Churfürsten / Für-
 sten / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter /
 Raths und Edeln / die Raths / und die Uns zu
 versprechen stehen / sollen auch einander / oder je-
 mandts unter Uns / die feinen / oder die ihnen zu
 versprechen stehen / nit überziehen / des feinen / sei-
 nes Erbtheils oder alten Erbtheils / wider Recht
 und den gemelten Landfrieden / nit entsetzen / pfän-
 den / oder die feinen vahlen. Wo aber das beschiet
 das doch nit sein soll / soll daerzogen mit der That wider
 Recht nicht gehandelt werden: Sondern / wo je-
 mandts überzogen / wider Recht entsetzt / gepfändet
 oder die feinen gefangen werden / wie obgemeldet
 ist / mag er das an den Richter / der von seines ge-
 meins Partey / als vorsetzt / verordnet ist / lan-
 gen lassen / den anrufen und begehren / wie demsel-
 ben zu verfügen: den Entsetzen wieder einzufügen /
 die Pfändung wieder zu geben / und die Gefangenen
 lebzig zu lassen: and so das beschiet / will dann der
 dem beschiet ist / auch die That / ihm zugesagt / dem
 so ihm Schaden oder Abzug getan hat / mit
 Recht fürnehmen / das mag er ehen in vier Mona-
 then den nächsten / ungewährlich / vor dem jetztgemel-
 tem Richter / als einem gemeinen Richter / mit den
 Weisigen und Jurägen / wie vor unterschrieben ist.
 Wo aber der / der solches getan hat / das widerge-
 ben / entsetzen oder lebzig lassen / wie obist / auf er-
 forschung seines Richters / ohne verzihen / zu thun
 nicht verurteilt wäre: so sollen doch in proceß oder
 dervon Tagen / bey einer jährlichen Geld-Pfänd / so

der Richter nach gestalt der Sachen / zu setzen ANNO
 Mache haben soll: die Pfändung wider geben / und
 1722. die Gefangenen lebzig gesetz werden! daß zu Auftrag
 des Richters. Wo aber solch widergeben der
 Pfändung / oder lebziglassen der Gefangenen / ver-
 gemelter massen / nicht beschien wirt: so dann soll
 des beschiedigen Hauptpunkt / auff sein anrufen / die
 Mache des Bundes an ein gelangt Wälschen steterlich
 beschreiben / daselbst sie einschlagen / handlen
 und stendmen sollen / damit dem obgemelten Ersu-
 chen des Richters untergemalt voll beschiet / und
 soll nicht desto minder / nach der entsetzung oder
 übergriff der obgemelten Richter / ohne Verzihen /
 auff anrufen des Klagen / in acht Tagen dar-
 nach / steterlich Recht / Tag in der Sach / für sich
 und die Weisler und Jurägen / wie beschiet / setzen
 und die Sach der Entsetzung oder Eingriff in Mo-
 naths Frist den nächsten / darnach mit Recht end-
 lich entscheiden: Und was also mit Recht endlich
 erkannt wärdet / darbey soll es ohne walering blei-
 ben / and von stand an volligen werden. es wäre
 dann / daß das gemeine Recht in denselben Fall zu
 appelliren zuließe: daß selbige auch zu Wälsung
 des verurtheilten Richters / mit Haupt den Jurägen
 stehen soll: and so sich im Rechte ersinnert / daß der
 klagende Theil wider Recht entsetzt wärdet / so soll der
 Antworter ihn wieder einsetzen / und ihm allen Ko-
 sten und Schaden / der Sachen halben aufzulegen /
 ausrichten / auff Mäßigung des Richters / und nicht
 desto minder dardurch Klage sein Gerrecht ist
 deshalb gegen dem Entsetzer vordahlen sein / wider
 gemeines Recht. Wo sich aber mit Recht er-
 sinnet / daß der klagende Theil auch das / so er that
 nicht recht nach sag gehabt hat: / so soll der Klage
 dem Antworter allen Kosten und Schaden / der
 Sach halben aufzulegen / nach Mäßigung des Rich-
 ters oblegen: and so sich also in Rechte ersinnert / daß
 das Haben oder Pfänden von dem Antworter billich
 beschien wärdet / so sollen ihm die Pfändung und
 Gefangen / so er / wie obist / auff erlösen des
 Richters / bis zu Auftrag des Richters / herausge-
 geben und lebzig gesetzet wärdet / wieder zugestell
 werden: mit den auch derselb Antworter mäßige: wie
 sich gehört / handlen mag. Doch / ob jemand ge-
 fangen wurde um Malefiz / Habsel / damit soll es
 gehalten werden wie recht ist. Es ist auch hiermit
 vordahlen einem jeden sein Gerrecht in der
 Haupt-Sach / nach ausgang der Richtfertigung
 der Entsetzung.

XXXVIII.

Wie die Richter allein bey Geld-Pfän / von
 Pfändung und Gefangener wegen / ge-
 bieren / und sonst um Entsetzung oder des
 gleichen / redtlich Entscheid geben and
 handlen sollen.

Und insonderheit / so soll nächst gemelter Artikel
 den Verstand haben / daß die Richter in kraft
 desselben Artikels / bey Geld-Pfän allein Pfändung
 und Gefangen wegen gebieten sollen: wie dann sei-
 cher Artikel anzeigt and zu erkennen gibt / so sich
 aber sonst anrufung um Entsetzung / Eingriff / Zer-
 störung oder dergleichen begibt / sollen sie und daselbst
 bey Geld-Pfän nicht gebieten / es wäre dann / daß
 die Entsetzung offenbar wider den Landfrieden be-
 schien wärdet: sonsten / so der Wehlagte auff Er-
 forschung des Richters von seinen stendmen nicht ab-
 zuziehen / und seiner Handlung sag zu haben ver-
 weint / dieselben Sachen zum steterlichsten / so das
 nach geschehenheit der Parteyen gesien mag / mit
 recht entscheiden / wie das derselb Artikel auch ver-
 mag: und nicht schuldig sein / ein jeder solche Sach
 in Monats frist / wie der Artikel inhat / zu ent-
 scheiden.

ANNO
1522.

scheiden: in ansehung! daß die Bunde-Verwandten dem Bunde-Gerichte ungleich / und etliche so weit entfesselt / daß selches in Monats Frist zu thun unmöglich ist. Aber in dem allen sollen dennoch mit sich die Sachen der Parteien balden auch beschäffen! damit so viel möglich / länger Verzug vermeiden / und zu Klag deshalb niemand verurtheilt werde.

XXXIX.

Wenn in der Rechtfertigung des Bundes ein Theil mit seinen Zuzügen nicht erscheinen,

Nach ob in solchen Sachen der Entscheidung oder Urrtheile / oder in einigen andern hieher gemelten Rechtfertigungen / so sich vor der dritte Richter einen / als einem gemeinen Richter / mit Vorsatz und Zuzügen / als obachtet / zu handeln gebührt / ein Theil / mit sammt seinen Zuzügen / auf angelegten Tagen / als der Ehreman erscheinen / und der ander Theil und sein Zuzug nicht erscheinen / und des auch Schlichter nach der dem Richter nicht erscheint / so soll der Richter / auf anrufen des gehorsamen Theils und seiner Zuzüge / so entgegen wären / nichts desto minder in recht urtheilen / wie sich das zu thun gebührt / in aller gult / als ob der Widersetzler mit sammt seinen Zuzügen entgegen wären.

XL.

Wenn vor die verordnete Richter andere substituirt und geschickt werden sollen.

Nach ob sich begehrt / daß der obgemelten verordneten Richter / einer oder mehr in einiger Sache / von Freundschaft oder ander ursach wegen / nicht Richter sein soll oder möchte / so soll allwegen von dem Stand des Bundes / von dem derselbe Richter verordnet wäre / unterzogenlich ein anderer an dessen statt in solcher Sache substituirt und geschickt werden / der auch allso in derselben Sache handeln / und zu handeln macht haben soll / als ob er der verordneten Richter einer wäre / wie obachtet.

XLI.

Wie Kayserl. Mayest. Gewalt gibt / die geschehen inner-oder ausserthalb des Bundes zu zwingen / und deshalb Commissari zu ordnen.

Wie Kayser Carl haben auch / als Römischer Kayser / zu Vertheidung der Rechten / den dergleichen Richter des Bundes / so zu jeder zeit grotmacht send / oder werden / Römischen Kayserl. Gewalt und Macht gegeben und befohlen / und thun daß hiernach / daß sie zu jeder zeit / so es die Nothdurfft erfordert / in Inneem als Römischen Kayserl. Mächten / und von Inneem / die Gezeiten / so innerhalb und ausserthalb des Bundes zu vertheidern erkannt werden / bey jünlichen Vornem des Reiches zwingen / auch Commissarien / sie setzen im Bund oder nicht / zu Vertheidung solcher Gezeiten / erben und geben / und dergleichen solche Verordnungen zu thun / gebieten sollen oder mögen / wie sie mag oder gut anseht.

XLII.

Die Unterthanen sollen ihrer Obrigkeit den Gehorsam nicht entziehen / und wohnen der Spanen zwischen ihnen gebürt und anwesend tragen werden soll.

So sollen auch allwege die Communen oder Unterthanen / des Bundes-Verwandten zugleich / ihren Herren und ihrer Obrigkeit gehorsam mit entzie-

hen / sondern die zu jeder zeit halten / in Maas sie schuldig sein / und von aller herkommen ist. Also so sich aber entgegen / daß sich die Communen oder Unterthanen wider ihrer Obrigkeit abwerfen / oder die Ehreman entgegen / und eine Obrigkeit dem Bund verhalten zu Klage kommen wurde / so sollen die Communen oder Unterthanen / daraus erschedet und beschriben / und so sie in Vertheil ihrer Vertheilungen unrecht erkunden / so soll der Obrigkeit Hilff geschehen / wo aber die Obrigkeit ihres Vorwands nie sag betten / mit den Obrigkeiten haben zu stehen / von grotmacht Sammlung des Bundes der Obrigkeit nach geteilt und gehandelt werden.

XLIII.

Wenn jemand im Bund wider Rechte / den Landesfrieden oder diese Anzung angegriffen / oder beschädigt wird / wie man nachsehen und schlicht thun soll.

Nach ob jemand / wer der oder die wider den Kayser Carl / als Erb-Verzogen zu Österreich / und von Inneem Fürstenthums Markgrafen wegen / das Ehreman / Römischen / Pfälzen / Grafen / Herren / Herren / Ritter / Knecht und Reich / Soldat verweigert / die Inneem oder die Inneem / oder ihr leben lang / Geistlich oder Weltlich zurecht sprechen sollen / gemeinlich oder sonderlich / unerselig und unerträglich des Reiches / wider gemelten Landesfrieden / oder diese Inneem Anzung angreifen oder beschädigen werden / so sollen wir in allen Inneem Schicksal / Pfälzen / Landen und Gebieten / in dieser Anzung befragen / beschaffen / schaffen / und dergleichen / daß allenthalben an die Etzeln geschlagen / daß auch wir und die Inneem / wie obachtet / so des gewalts oder erimert werden / zu früher Theil nachrichten / retten und behalten sollen / nach Inneem und ihrem besten vermag / alles getreulich und ungetreulich / als ob die Sache Inneem jedes eigen wäre / und ob solche Nam wider erimert würde / soll sie dem / der sie geschickt ist / wie die erimert wurde / wider gemant werden. Was aber danken von haben genommen und erimert wurde / soll an gemeine Werk kommen. Was aber von Gefangenem beacht werden / soll zu des willen stehen der sie n. verzogen hat / die in sein Gerichte zu stellen / und nicht gegen ihnen ergehen zu lassen / oder derselbe in der gemeinen Haupten Hand zu stellen. Wären aber solche j. Gefangen und Nam nicht erimert oder zu früher Theil erimert werden / und sich die Sache und Vertheidung des Landesfriedens oder dieser Anzung / wie vertheilt / zu einem blutigen Krieg begeben / oder daß wir / die Inneem / oder die Inneem zu versprechen stehen / wie oben gelaute / gemeinlich oder sonderlich / sonst unerselig Reiches oder wider diese Anzung / wie obachtet / befragt werden / oder daß Inneem / den Inneem / oder die Inneem zu versprechen stehen / wie oben gemeldet / einen oder mehr / Inneem oder ihr Land / Leut / Schicksal / Etzeln / Vertheidung / Mächten / Diener oder dergleichen / abgenommen werden / unerträglich und unerträglich Reiches wider gemelten Landesfrieden oder diese Anzung / wie obachtet / mit Gewalt oder sonst / in welchem weg das begehrt / und wie das widerum zu gemainen / unterrichten würden / Oder / daß wir / die Inneem / oder die Inneem zu versprechen stehen / mit Gewalt oder Macht / unerträglich und unerträglich Reiches / wider den gemelten Landesfrieden oder diese Anzung / überzogen / befragt / Inneem oder ihr Land / Leut / Schicksal / Diener oder Vertheidung / wie obachtet / befragt werden / Nach das alles und auch andere nothdurfft Anzeigen / so dem Bund oder seinen Verwandten zu stehen würden / sollen wir / auf Ermahnung des Hauptmanns / so Hilff / Tröst oder anders

ANNO
1522.

ANNO
1522.

andere begehrt / an ein gelogen End beschreiben und erfordert werden / und durch Uns selbst oder Unser Rath erscheinen / daselbst vor / oder Unser Rath / mit andern des Bundes zugeordneten Räten und Hauptleuten rathschlagen und beschreiben sollen / wider solche Fried-Verträge und Verträge dieser Artung / Hülf und andern zu thun / so zu solchen / nach Gelegenheit der Sachen / Land / und Unser Bundes-Verwandten vernünftig / die Nothdurft erfordert / den Landfrieden und diese Artung damit zu handhaben / es sey nun täglichem Krieg / mit Besetzung / Schicksel / Tod oder andrer Besetzung / oder zu einem Feind-
jug.

XLIV.

Wo jemand Leide zu Ross oder Fuß / geschädlich halten / reuten oder zwischen sich / oder sonst gewahr wird / wie über dieselben an die Steuern geschlagen und gehandelt werden soll.

Nach damit desto statlicher in Sachen gehandelt werden möge / soll ein jeder Bundes-Verwandter solchen Sachen halb sein wichtig und fleißig aufmerken / Rathschoß und erfahren / zu jeder Zeit haben und haben lassen. Und wo jemand lebt zu Ross oder Fuß geschädlich halten / reuten oder zirkeln / oder daß sonst gewahr oder berichtet wurde / so soll man von stund an über dieselben allenthalben in dem Bund an die Steuern schlagen / und eine Steuer-geldern auf die andern / so bald man die erhebt / sie und für angehen / mit tapferem Eifer eilends zugehen / die Lüste geschickfertig / und wo die nöthig erfinden / ankommen / und mit ihnen abgemessen müssen / ihrem verschulden nach / in kraft des Landfriedens und des Reichs Rechts gehandelt werden.

XLV.

Daß ein jeder Bundes-Stand das Nachtheil und Schwermuthen mit Fleiß halten / und solches mit den seinen verfügen soll.

Es soll auch ein jeder Bundes-Stand eigentlich / den Inhalt und vernünftig vorhergesehen Artikel / das Nachtheil und Schwermuthen belangende / seinen Antheilen und Unterthanen anzeigen / und mit denselben zum höchsten daran sein und verfügen / gemeinen freien Rathen getreulich zu leben und nachzukommen.

XLVI.

Wie jeder Stand des Bundes einen Hauptmann setzen und haben soll.

Nach damit so viel statlicher mit zeitigem wohlberathenem Rath fruchtbarlich gehandelt und künftiger Schad verhindert werde / So setzen / ordnen und wollen wir / daß der Zeit solcher erstreckten Artung / aus / durch Uns Karler Carls / als Erz-Herzogen zu Oesterreich / und den Unsern Fürstenthum Württemberg wegen / und Uns Churfürsten und Fürsten vergemeint / ein gemeiner Hauptmann / bestehend von Uns Prälaten / Grafen / Freyen Ritters und Knechten / auch ein gemeiner Hauptmann / und von Uns abgemessen Reichs-Erlöhen nach ein gemeiner Hauptmann / in den fürstlichen Häusern des Reichs / und ausrückung derselben / nachfolgender massen angenommen und gesetzt werde. Ob es sich begeben würde / daß Unser einiger theil / oder die Unsern / oder die Uns zu versprechen steben / wie abgemessen / betrügt / beschädigt / beläzt oder überzogen würden / wie in abgemessen nächsten Artikeln begriffen ist / oder daß Uns sonst fürfallen / darum vor der

Versammlung des Bundes nothdürftig werden; und das alles soll Unser jeder Theil seinen Hauptmann / wie vorher angeteilt ist / erscheinen / daß er ohne Verzug Uns Bundes-Verwandten / wie nachfolgend der Rath halber begriffen wurde / zu dem gelogen End beschreiben / daselbst mit Bundes-Verwandten zu allen Theilen erscheinen und handeln sollen / wie ordentlich / und die Nothdurft erfordert.

XLVII.

Daß die Hauptleute an denen Orten / dahin die Bundes-Tage gelegt werden / bey der Obrigkeit daselbst um zimlich Mahl / Futter / Beallmüthe und andere Zehrung ansuchen sollen.

Nach dinsten aber solcher Sachen haben die Bundes-Tage gerichtlich in den Reichs-Erlöhen beschaffen gehalten / und nicht kleine Anschläge den den Werken der Zehrung halben anzubringen sein: So wollen wir / daß angesehene Hauptleute / so also verordnet und fürgenommen / in jeder Zeit / wann ein Bundes-Tage abgemessen müssen ankommen / besuchet und Räte derselben Staat halten und anstehen sollen / daß die Räte / Jure / Statthalter und andere Zehrung / nach Möglichkeit und was ein leidlich und billig Geld gerechnet / und also gesetzt / damit niemand unbillig beschwert werde.

XLVIII.

Wie viel Kayser / Mayestät / Churfürsten und Fürsten / Stimmen im Rath des Bundes haben sollen.

Nach damit friedlich / freundlich und gleichmäßig in dem Rath und Beschluß derselben gehandelt werde / so haben wir Uns verainet und vertragen / vernimmen und vertragen Uns auch hiemit / daß wir Kayser Carl / als Erz-Herzog von Oesterreich / und von wegen Unser Fürstenthum Württemberg / zwei Stimmen / und wir Albrecht / Cardinal und Erz-Bischoff zu Mainz / eine Stimme / Conrad / Bischoff zu Barchburg / eine Stimme / Gabriel / Bischoff zu Eßeln / eine Stimme / Christoph / Bischoff zu Augsburg / eine Stimme / Wilhelm und Ludwig / Erbkönige / Herzogen in Bayern / zusammen auch eine Stimme / und Philipp / Landgraf zu Hessen / eine Stimme / oder Unser Rath an Unser statt im Rath des Bundes und mit mehr haben sollen: Also ob wir gleich viel Rath in Unsern Abwesen schicken würden / sollen doch die von Unser jedes wegen nicht mehr dann Unser Anzahl der Stimmen haben / und doch alle dem Rath des Bundes schweeren / wie hernach folgen wird. Und ob wir Karler Carl / als Erz-Herzog zu Oesterreich / und den Unsern Fürstenthum Württemberg wegen / Churfürsten und Fürsten / Hülf oder andere Nothdurft von dem Bund begehren würden / so sollen wir / der begehrenden Fürst und Unser Rath / des Rathes die Zeit absetzen / und Unserer Stimme einen andern Fürsten Bundes-Verwandten wählen / damit Uns Fürsten an den Stimmen nichts abgah.

XLIX.

Wie Prälaten / Grafen / Freyen / Ritters und Knechte ihre Stimmen haben sollen.

Besteichen sollen wir Prälaten / Grafen / Freyen / Ritters und Knechte / ihren Stimmen haben und mit mehr / doch also / daß von Uns Prälaten etliche / von Uns Grafen und Freyen etliche / und die übrige von Uns Ritters und Knechten darzu verordnet werden.

L. Wie

ANNO
1522.

ANNO 1522. ehafft oder andern ursachen / gelehrt / und andere an ihr staß gesetzt werden / in aller gestalt / wie oben begriffen ist.

ANNO 1522.

LIX.

Was der mehrer theil der Râth beschleußt / soll von allen Bundes-Verwanten vollzogen werden.

Was auch durch den mehrern theil der Râth dergemeint / in allen handlungen des Bundes beschloffen wirdet / dabey soll es bleiben / und von allen Bundes-Verwanten wie sich dasin nach inhalt der einung / einem jeden zu thun gebührt / treulich befolgen werden.

LX.

Wie die drey Hauptleuth ein mehrers machen sollen.

Nach ob die Râth unter ihnen mit ein mehrers machen / sondern in zween oder mehr gleiche theil der Stimme zu theilen wâren: so sollen die drey Hauptleuth vergemeint ein mehrers machen: also: welchem theil sie alle drey einhellig / oder der mehrer theil außer ihnen zusâtz / dem soll befolhen beschêhen in aller maß / als ob solches durch den mehrern theil der Râth / wie obsteht / beschloffen werden wâre.

LXI.

Wie man einem die hülff und beleygung zu thun / erkennen und beschleffen soll.

Es sollen auch dergemeinte Râth und Hauptleuth nie erkennen oder beschließen / daß man einem hülff oder beleygung zu thun / oder nit / schuldig sey / sondern darauß / wie ihnen durch die Parthey / so hülff oder beleygung begehrt / daß die wider den Landfrieden oder diese Einung bekriegt / überzogen / belâgert / oder sonst beschâdigen müssen beschâdigt / angegriffen oder bebracht / durch offnbare thathandlung oder dergleichen / oder sonst scheinbâlich oder glaubwürdig beweisen wolte: also dann zu erkennen und zu beschließen / nach geleghenheit der Sachen / Land und Verwanten Unseres Bundes-Verwanten / wie und welcher gestalt / und mit wie viel die hülff fürzunehmen sey / in râthigen oder Hauptkrieg / oder zu Besatzung / Soldat / Soldat oder andere Beschickung / und soll in dem kein theil für den andern / so die hülff zu thun schuldig ist / beschwehrt werden / dann so viel ihnen zu nachfolgender Râthlung auffgeleget wurde: also: daß von jedem theil / nach seiner anzahl / gleiche Hülff gemeinlich oder geschêhen werde.

LXII.

Daß die Râth macht haben sollen gegen geßwêlich Gewerb Widerstand zu erkennen / und Hülff mit zu theilen.

Deckt / es ein offnbare statlich gewerch oder Empörung / so über einen Bundes-Verwanten gehen soll / hanclich und widerlich vor Augen wider / so sollen die Râth / unangesehen vorgehende Artickels / und ob gericht der Anzeig nicht beschêhen wâre / wie denselben Anwendung und Widerstand gethan und befohlen werden mûchte / in trauß der Einung / nach ge-ig mien der Sachen zu erkennen / und Hülff mit zu theilen macht und gewalt haben.

LXIII.

Ob einig theil von den Râthen ausbleibet wie es gehalten werden soll.

Wie wollen auch / so der Hauptmann / auff an-

TOM. IV. PART. I.

raffen der Parthey / so Hülff begeret / die Einlad des Bundes / wie sich nach laut der Einung / wie vergemeint / zu thun gebührt / beschêdet / daß die ohne allen Verzug auß den beschêhenen Tag erscheinen / oder einiger theil Leids-Krantheit / oder anderer rechtlicher Ursachen halben / also nicht ankunnen mûcht / daß von uns den Râthen / die nicht / wie beschêdet / schiden / oder dem Rath / so nicht erschein sein Stimm einem andern Bundes-Râth seines Standes widersteht: und so sollich zuschêden auch nicht beschêdet / also / daß einer undet wegen aus Krantheit oder andern ehafft verhinert wurde / daß über jenen Tag verzogen / oder auff den oder beschêden nicht gemattet werde: Sonder alsdann die gegenwärtigen und erschienen nicht deß mûndt in ihrer Handlung und Hülff verfahren / und ein jeder Hauptmann seines Bundes / dem râth die / wie obsteht / aessen bleiben oder nach zuschêden / Stimmens hab damit daran nicht mangel sey. und was den den gegenwärtigen beschêden widersteht / daß soll der auffsehbende theil nach seiner Anzahl auch sollich befolhen.

LXIV.

In was gestalt die Râth des Bundes einen anstand oder Jnd machen mögen.

Es sollen auch die bemelten Râthe macht haben / zu jeder zeit / so sich nach anstalt der Sachen machend gut anseht / ein anstand oder freid des Kriegs zu machen und annehmen. Deck sollen die feinen endlichen Brecht eingehen oder machen: Es sey dann der oder die / dem oder den Verwanten und Beschêdigung beschêhen wider / jeder darzu berâthet / also / oder ihnen widerfahren / dann er oder sie sollich / nach der Râth Erkenntnis / ein bezeugen haben. Nach des oder unter nachstehend Râth des Bundes und der Verwanten / wie jâ der Ausfür oder Krieg / sollen die geordnete Râth und Hauptleuth / in den Antrachtungen / Bundes-Handlungen / wie vorgelaut / directet / an einem gelegenen oder versammlet / mit und bey einander bleiben / rathschlagen und fürnehmen / daß zu nutz und fêderung des Bundes dienstlich geacht mag werden.

LXV.

Wie die Anzahl der Hülff zu Ross und Fuß von den Râthen des Bundes an genommen ist.

Nach damit wir Bundes-Verwanten den Feinden dieses statlicher unterhalten / und in Kuffahren oder Kriegsdâffen Unseren widerwärtigen fruchtbarlichen bezeugen mûgen / und der Widerwill / so deshalb zwischen uns erwachsen mûcht / so ein theil dem andern Hülff zu thun aufflegen wirdet / verhalten und remittiren kleb / so haben wir uns freywillig nachfolgender Râthlung bezeugen und vertragen: Ver-einen und vertragen uns auch himit also: daß wir zu Ross und Fuß wohlgerüst haben und halten sellen: nemlich: Wir Kayser Carl / als Erz-herzog zu Osterreich / zweyhundert zu Ross / sechshundert zu Fuß: und den Kaiserlichen Bundes-Verwanten berg wegen / hundert zu Ross / achtshundert zu Fuß. Wir Albrecht / Cardinal und Erz-Bischof zu Rom / hundert zu Ross / vierhundert zu Fuß. Erzbischof zu Bârgen / anderthalb hundert zu Ross / funfshundert zu Fuß. Gabriel Bischof zu Eßling / vierzig zu Ross / zweyhundert funf und zwanzig zu Fuß. Erzbischof Bischof zu Aargen / vierzig zu Ross / dreihalb hundert zu Fuß. Wir Bârgen und Ludwig Bischöfe / Herzogen in Bârgen / zweyhundert zu Ross / vierhundert zu Fuß. Wir Philipp Langgraf zu Hessen / dreihalb hundert zu Ross / vierhundert zu Fuß. Wir die Prâsident / Gen-
fint

A a a

ANNO
1522.

fen / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht / funffzig zu Ross / tausend zu Fuß: Wie Burgermeister und Räte der Stadt Nürnberg / aus samte der Stadt Wendtsheim / sitzung zu Ross / sechs hundert zu Fuß / und wie die andern Reichs / Stätt / hundert und dreißig zu Ross / drei und zwanzig hundert zu Fuß. Darzu je zu hundert Rappen Pferde acht Wägen / und zu hundert zu Fuß drei Wägen / so mit Schusswaffen / Hauen und Ketten / auch Haden beschossen und anderer Nothdurfft geschickt / bereydet seyen / Es wärd dann / daß die Hauptleut und Räte des Bundes / nach gelegenheit der Sachen / mehr oder minder Wägen aussitzen und erkennen wurden.

LXVI.

Daß in täglichem Krieg oder Feldzug kein theil über den andern / in der Anzahl seiner Hülff / beschweret werden soll.

Also / es sich begien wurde / daß die Räte und Hauptleut vorgemelt / einen täglichen Krieg oder Feldzug beschließen würden / so seyen den obgemelten Rüstung für die Hülff nehmen und ordnen / doch keinen theil über den andern beschweren / sondern bey gleicher Anzahl jedes gebührenden theils bleiben lassen.

LXVII.

Welches theils Kriegs / Veld auff ernannte zeit nicht erschien / soll in Geld doppel gestrafft werden.

Und es an einig theils scheidung seins Kriegs / Velds auff die zeit / so bestimmt und sitgenommen / mangelt erschien / daß doch in kraft dieser Rüstung und Verschreibung mit sein / so soll der selb solchen mangelt in Geld doppel verfallen und auff des Bundes / Versammlung erscheinen zu bezahlen schuldig sein / und es sich der selb Bundes / Verwunter angegriffen bezahlung widersehen / und die gleich nicht thun wolt / die mit sammt den resten / so darauß gehen wurdet / durch die andern gemeinen gesessenen Bundes / Stätten bey dem oder denselben / mit ernst erhollet und einbrachte / und darin kein nachlassen gethan werde.

LXVIII.

Wie man weiter und größser Hülff erkennen / auch Geld / Anlagen fürnehmen soll.

Und es auch die Räte und Hauptleut vorgemelt aussiden wurde / der nothdurfft nach / daß der Schwail oder Macht der Widerparten so stark / daß weiter und größser Hülff / der zu begehen / nothdurfftig wurde / so sollen sie / die anzufragen und zu ordnen / auch Geld / Anlagen zu nothdurfftiger Ausgab / nach gestalt einer jeden Sach und erheischender nothdurfft / doch in andrer wege / nachdrücklich den vorgesezten Artikel / auszusagen und zu machen / gut macht und gewalt haben / der nach / daß die nach derleim ansetz angesehen und geseit / daß kein theil für dem andern beschweret / und es von einigen Bundes / Ständen denselben / so also durch die Räte sitgenommen / in allen Stücken nicht gheuerlich geliebt wurde / so soll der oder dieselben doppel / wie nachfolgender Artikel darauß / gestrafft werden.

LXIX.

Der / so Hülff begehrt / mag die erkante Hülff gar oder zum theil annehmen / doch nach gleicher anzahl.

Und es die Räte und Hauptleut des Kayser

Carl / als Erz / Herzog zu Osterreich / und von ANNO
1522.
Kaiser / Fürstenthums Bistumburg wegen / und Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Grafen / Freyen / Ritter / Knecht und Meich / Stätt / zu täglichem Krieg / Feldzug oder unterhaltung Unser Stätt / Schloß oder Befestigung / Hülff zu thun beschließen und erkennen wurden / So soll in dem maget sich / dem Hülff geschickt und mitgetheilt wurde / die / wie die beschloß und erhalt ist / ganz oder zum theil annehmen / und so er die zum theil annimpt soll das geschähen nach anzahl eines jeden beistert gebührenden theil / und also von den Räten des Bundes geordnet werden / damit der last gleichmäßig getheilt / und so viel leidlicher getragen werde.

LXX.

Die / so überzug besorgen / sollen ihr Land / Schloß / Schloß und andere Befestigung in guter verwahrung und rüstung halten.

Und daß auch der Kost geringert / und Kaffirger schad vermieden bleib / sollen und wollen wir Bundes / Verwunter / sonder die / so an den Ordnen gelegen sind / oder überzug für andern besichtigen müssen / Unser Land / Stätt / Schloß und andere Befestigung / in guter verwahrung und rüstung / mit geschickten Leuten / Wägen / Walder / Bieg und andern Gezeug / darzu nothdurfftig / haben und halten / auch mit Ordnen zu der Wehre dienend / darzu mit Kosten / Befehung und Prostanten (i. e. Verwanten) darinn sitzung thun / nach gelegenheit Unser jedes verändere / damit Spott / Schand und Nachtheil verhöret bleibe / dann zu Befestigung Land / Stätt / Schloß und andere Befestigung / wie einander Hülff zu thun nicht schuldig sein sollen.

LXXI.

Wann hieher der Gebrech und Mangel allzu groß wolt.

Es wärd dann / daß der Gebrech und Mangel also groß / daß der / dem die zugehörig wären / mit seinem vermögen die nicht besorgen möchte / deshalb aus der nothdurfft die Räte und Hauptleut vorgemelt / beschließen und erkennen worden / griffen Schatz den zu sitckernen / alsdann sollen wir Bundes / Verwunter die thun / doch nach Anzahl eines jeden gebührenden theils / auff Unser selbs Kosten und Schatz.

LXXII.

Wann es die Nothdurfft erfordert / wie die Hülff ausgesendet werden solle.

Ob sich auch begien wurde / daß wir Bundes / Verwunter Unser Hülff müsten theilen / also / daß der Angriff oder der Überzug / von Unseren Freunden mehr dann ein Dutz sich wider Uns begien / oder daß wir den Freunden also gefahren wärd / daß von noth wegen wir Unser Land / Stätt / Schloß und Befestigung / in guter verwahrung und Befestigung haben seyen oder müßten / daß alles sollen Räte und Hauptleut betrachten / und in ausweisung und annehmung der Hülff für augen nehmen / und ein theil für den andern nicht beschweren / damit / so viel möglich ist / gleichmäßig last und Kost getragen werde / also / und in der gestalt / daß der / so dem Handel gefahren / der Feind alle Stunden zuversichung und getrodtig wärd / sein Land / Stätt / Schloß und Befestigung in gutt hart hinang besser minder Hülff bedarf.

LXXIII. Wie

ANNO
1512.

LXXIII.

Wie es mit einander Hülff und denselben
Kosten gehalten werden solle.

Es wider dann zu einander Hülff / also / daß die
Sach nicht Verzug haben oder (eiden möcht) darinn
soll nach gelegenheit der Sach / gleich als ob sie ei-
nes jehen eiden wärl / gehalten werden. Und ob in
demselben ein mercklicher oder übermäßiger Rest auf-
lauffen wärl / daran sollen die jhenen / so also ei-
dentils oder kürzlich nicht heiten mögen erfordert wer-
den / oder länger halben der Zeit also eünd nicht he-
ten kommen indgen / nach Anzahl eines jehen geblit-
tenden theils / auch geben / damit die Sach so viel
möglich ist / gleich jgang.

LXXIV.

In was Kosten und Schaden die Hülff zu
täglichem Krieg beschehen solle.

Wir wollen auch / ob sich die Sach zu täglichem
Krieg begeben / daß wie einander / wie eßlichet /
Hülff thun werden / daß selches bescheye in des Hel-
fes Kosten und Schaden. Vergleich mit dem
Fetzung auch gehalten soll werden. Doch sollen
Prälaten / Grafen / Herren / Ritters und Knecht / so
die Uns Kaser Carol / als Erz-Hertzogen zu Oe-
sterreich / oder den Unsers Fürstenthumben Bairen-
berg wegen / oder Uns Ertzherren / Fürsten jün-
ken / und zu Hülffe kommen / und in Unser Lige
acht Tage gelegen sind / stünd in Unsern Kosten und
auff ihren Schaden bey Uns bleiben / doch sollen sie
sich mit der Liferung begnügen lassen / an der / so
man den Unsers mißheilt. Ob wir aber den Unsers
kein Liferung geben / so sollen wir einem jeden / des
verordneten Standes geschickten / den halben Mon-
nat-Sold reichen / und einen jeden Knechten und zu
Fuß dervassien / wie wie die Unsers zu Kess und zu
Fuß / die vor bescheiden / mit der Besetzung halten /
alles getreulich und ungeschicklich.

LXXV.

Wie die Geschickten zu der Hülff dero / wi-
der die man sie brauchen woll / feind wer-
den sollen.

Und ob wie die Bundes-Verwanten / zu täg-
lichem Krieg einander Hülff thun werden / wie obiaut /
so sollen die / so wie geschick / dero / wider die man
sie brauchen wörlt / feind werden / and alsdenn den
geordneten Hauptleuten / und auff die feinde zu rei-
ten and die zu beschickigen / mit andern geschickten
und getreulich sein / and nicht von den Hauptleuten
reuten / ohne Erlaubung derselben.

LXXVI.

Wie ein jeder Bundes-Stand sein Kriegs-
Volk abfertigen soll / dem Obersten Feld-
oder andern verordneten Hauptleuten
pflicht und geschick zu thun.

Es soll auch ein jeder Bundes-Stand die seinen / so
es sich / wie verlaut / begeh / lauter dervassien ab-
fertigen / and ihnen sagen / and sie dazu vermögen
and halten / bey wie der Dörigkeit höchstem Angen
und Treuff / in alle weg dervassien / wie angezeig-
ter Anzeig vermögen / gemeines Bundes Obersten Feld-
oder andern verordneten Hauptleuten pflicht und ge-
schick zu thun.

LXXVII.

Wie es mit dem / das gewonnen oder erob-
ert wörlt / gehalten werden soll.

Tom. IV. Part. I.

Und dervassien wie Bundes-Verwanten solche Hülff
zu täglichem Krieg / dem Fetzung oder der Wund-
festigung / auff Unser selbst Kosten oder Schaden thun /
was dann in solchen Sachen von Uns oder Unsern
Hauptleuten gewonnen oder erobert wörlt / nichts
ausgenommen / dann allsin stündende das / dervassien
auch an eine gemeine Brät kommen soll: Es wörlt in
Erd / Schloß / Befestigung oder andern ligen-
den Ört und Wärdien / den Feinden abgenommen / das
soll getheilt werden nach Anzahl eines jehen theils
geschickten Solds / und selches demselben Herrn oder
Eunt / der sie geschick hat / jagebden / doch / die-
weil die Prälaten / Grafen / Herren / Ritters
und Knecht / in Unsern Kosten und auff ihren
Schaden kin werden / soll Uns Fürsten dervassien
Prälaten / Grafen / Herren / Ritters und Knecht /
geschickten theil der gewonnenen Schloß / Eunt / Be-
festigung / oder andern benannter Ört und Wärdien
soll als dervassien / jagebden und versigen. Es wörlt
dann / daß von Unsern theil des Bundes / gegen
Unsern Feinden oder widerwärtigen / kin wider-
werffen oder gefangen wörlt / in Unsern Dienst /
dervassien / ob von Unsern Feinden / gegen Uns /
nicht widerlegen oder gefangen wörlt / dervassien Ge-
fangene sollen gegen einander / doch in geundt maß
ledig gerecht werden. Und ob ledig gefangen vor-
handen wörlt / die in Unsern Fürsten Dienst an-
genommen / und das in Unsern Kosten beschehen wörlt /
sollen Uns Fürsten jagebden: So aber in gemei-
nem Kosten des Bundes schickten und treffliche
Verkenen gefangen wörlt / dervassien Gefangene
sollen gemein kin: doch soll man allweg Ertz und
erbar Bürger / auch raitig oder sonst gefangen ledig
gegen einander ledig lassen / ungeschicklich.

LXXVIII.

Daß im Anfang eines jeden Bündnisses
Feldzugs / von Musterung / Brandmeister /
und der Beuten und Gewinnungen halber
gerede / auch von einigem Bundes-Stand /
ohne der andern willen / an gemeines Bundes
eroberten Geschick oder andern nichts ver-
geben werden soll.

Und als aber in vergangenen Bündnissen Feld-
zugs deshalb mehr dann ein Jering einflanden und
ermachen / und viel Widerstande eintriffen / ist
von Uns beschlossen: Bann sich ein Feind oder an-
der Jut / das Güt verheilt / jtragen / daß dann
der Musterung / Brandmeister / und der Beuten und
Gewinnungen halben / mit gemeines Bundes jage-
genommenen Hauptleuten und Kriegs-Räthen soll
gerede und gehandelt / und was darauf von den ein
und jwanzig Völkern des Bundes / zu thun oder zu
lassen jagegenommen oder beschiden / daß dem end-
lich soll geleit und völlig gindan / was auch an Ge-
schick oder andern der gemainen Bundes-Stände
jagebden / gewonnen oder erobert wörlt / darinn soll
von einigem Theil / ohne der andern gemainen Bundes-
Stände willen / nichts dergehen oder beschiden
werden.

LXXIX.

Wann Schloß / Seide oder Befestigung /
Uns abgenommen / durch Uns wider er-
obert wörlt.

Und ob wie Bundes-Verwanten einander Hülff
thun wörlt / und Eroberung Unser abgenommen
Schloß / Seide oder Befestigung / so in Zeit die-
ser Anzeig beschehen wörlt / und sich Schloß Seide
oder Befestigung widerum durch Uns erobert wörlt /
da / Also sollen sie dem / der sie vorgegeben kin /
A 222 und

ANNO und in dieser Zeit abgemessen/ wider grantiretet werden.
1522.

LXXX.

In den Enden da Hülff beschickte/ soll um Liferung und anders gleich fader Kauff bestelle werden.

Und wie oft wir einander Hülff thun oder geschicken werden/ wie obsteht/ so sollen der ober die an denselben Enden/ dahin ihnen Hülff geschickt/ bestellen/ und bey dem fleißigsten darob sein/ daß den Unsern in gleichem Kauff/ nach ihren Pfenning/ Liferung und anders/ so sie nöthdürftig/ gegeben werden. Darzu sollen und wollen wir alle Bundes-Verwandten einen freyen Markt/ an dem End da der Hilffung oder das Lager ist/ halten/ und darob sein so viel möglich ist/ daß alle Probian in gleichem jämlichen Kosten/ nach gelegenheit der Zeit und Lauff/ dem Herr oder Lager müde yugehen.

LXXXI.

Wenn von Fürsten oder Kittern geholffen wird/ soll den Kosten nimb Pulver und ander Gezeig selbst tragen.

Wann auch Uns Fürsten/ einem oder mehr/ die gemelten Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Ritter/ Knecht und Reich/ Hülff yugehen/ es sey dann zu solchem Hülffen/ Pulver und anders Zeug/ ins Feld gehörig/ nöthdürftig und brauchen werden/ so soll solches ohne der gemelten Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Ritter/ Knecht und Reich/ Sold/ Kosten und Schaden beschicken/ und allein den dem Fürsten/ so geholffen wird/ dargeben werden. Dergleichen soll von den Städten/ so wir andern Bundes-Verwandten ihnen also zu Hülff klamen/ ohne Kosten und der Unsern Kittern und Schaden auch beschicken. Es wille dann/ daß ein theil dem andern mit Büchsen/ Pulver/ oder andern Gezeug/ so er das weis hat/ und der/ dem geholffen wurde/ desselben in Mangel stände/ und in der Zeit das nicht bekommen möchte/ so soll der habende Theil dem andern leihen und soferne ungeschädlich/ doch daß/ nach ausgang des Kriegs/ der/ dem forgesetzt wurde/ dem/ der ihm solches thut/ widergeben und widerlegen soll/ alles getreulich und ungeschädlich.

LXXXII.

Was für ein Geschütz/ und denselben anhängig sein soll.

Und nemlich/ so soll ein jeder Stand den Fürsten und Städten/ dem das Geschütz/ wie obsteht/ zu halten yugehen/ und/ das große Geschütz/ und darzu/ was demselben anhangig ist/ als Stenem- und Steigleiten/ Weiden/ Schanzgräber/ Pucel/ Huten/ Kerre/ Schaufeln/ Wagnerey zu dem Geschütz/ und dergleichen Nothdurfft/ haben und halten. Aber was sonst zu Wegmachung des gemeinen Bundes Krieges-Beides nöthdürftig ist/ das soll den Uns den Städten erhalten und dargethan werden.

LXXXIII.

Wenn man den Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Herrn und vom Adel zu Hülff kompt/ wer den Kosten tragen soll.

Wo aber wir Kayser Carl/ als Erz-herzog zu Österreich/ und von Kaiser Fürstenthumb Böhmen wegen/ und von Fürstlichen Fürsten/ und die Räte-Stadt Bundes-Verwandten/ den Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Herrn und vom Adel zu

Hülff kommen und yugehen werden/ wie jetzt gemelt ist/ und sie dann in solchen/ als obsteht/ Buchsen/ Pulver/ Zeug und anders/ ins Feld gehörig/ nöthdürftig werden/ So sollen die gedachten Räte der Städte darüber sitzen/ zuschlagen und erweisen/ wie/ und wie man solchen Zeug/ Büchsen und Pulver/ nach gelegenheit der Sachen darlegen/ und soll der Rest/ so damit auskommen wird/ von Uns den Fürsten zum halben Theil/ von Uns den gemelten Prelaten/ Grafen/ Freyen und vom Adel zum dritten Theil/ und von Uns den berührten Reichs-Stetten auch zum dritten Theil getragen und bezahlt/ und sollen dazu Zeugmeister gestreck werden/ die solches in Verwahrung nehmen/ und darumb Rechnung thun. Doch löst die Verwahrung der Städte/ Schloß und Beschützung/ die/ wie obsteht/ versehen und gehalten werden sollen/ insohaltes desselben Artickels.

LXXXIV.

Von einem gemeinen Hauptmann in Kriegs-Läuffen/ und seinen zugeordneten Kriegs-Küchen.

Damit auch wir alle Bundes-Verwandten in Kriegsläuffen so viel fruchtbarlicher und starker hanteln mögen/ ist abgetreut/ daß wir Kayser Carl/ als Erz-herzog zu Österreich/ allweg einen Fürsten/ der im Bund sey/ zu einem Dreyen Feld-Hauptmann des Bundes fürnehmen/ und auff Unsern eignen Kosten unterhalten/ und sollen auch welen zu demselben wir andere Fürsten Bundes-Verwandten yogen/ dergleichen von die Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Ritter und Knechte yogen/ und wie die Stadt auch ihren Kriegs-Küchen/ die der Krieg verhängig und ersuchen sind/ löst Nach versehen der Obrist gemeine Feld-Hauptmann im Feld/ auch sonst und anders nicht handeln soll und mag. Dem auch darauff alle Bundes-Verwandten/ so yurichal gehorsam und gredigk sein/ auch Pflicht und Huldigung thun sollen/ wie sich gepöret.

LXXXV.

Wie Kayser Mayestat in kleinen Feldschlagen/ einen Hauptmann außserhalb eines Fürsten ordnen sollen.

Und ob sich ein kleiner/ und nicht ein großer Feldschlag yutrage/ so sollen wir Kayser Carl ein ander geschickte und thätliche Person/ außserhalb eines Fürsten/ doch/ daß die dem Bund yugehen und verwant/ zu einem Hauptmann des Bundes/ auch wie drelant/ stehnheiten/ und auff Unsern als Erz-herzogen den Österreich Kosten erhalten. Und soll awdann allwegen/ wann sich dergleichen soll gebe/ von gemeiner Versammlung der Städte getreulich und gerathschlagt werden/ was Hauptmann und Kriegs-Küchen für Pflicht und Idd zu geben und aufzulegen sey.

LXXXVI.

Daß einer den andern Feind/ deren fürschiesber/ enthalte/ helfer oder helferscheßfer/ nicht soll enthalten/ hausen/ hofen/ ac. ic.

Wie obenan Kayser Carl/ als Erz-herzog zu Österreich/ und den Unseren Fürstenthumb Böhmen wegen/ und wie Fürstlichen Fürsten/ Prelaten/ Grafen/ Freyen/ die vom Adel und Reichs-Stadt vergemeit/ auch die Fürsten/ und die Uns Grätlich und Weltlich zu dresprechen stehen/ deren wir mächtig sind/ sollen und wollen einer

ANNO
1522.

ANNO 1522. des andern offen Feinde / gemeinlich oder insonder / deren fürsüchlicher / einhaltet oder heisset / so bald uns die derbandet / zu wissen gehet / oder wir selbst gemocht werden / in allen mit solchen unsern Schwestern / Eiden / Mächten / Dörfern und Städten / wünschlich nicht einhalten / kaufen / verkaufen / leihen / erkaufen / noch geschäftlich handeln / Hülf / Förderung noch Beistand thun / sondern dieselb annehmen / und in Kasse unser Dörfer gegen den oder denselben handeln und fürnehmen / als ob es unser jedes eigen Sach wäre / darin dem Hagenden theil rechtz ungeschickt zu thun erachten lassen und verheissen / auch der persönlichen gestrigen Trag dem Hagenden / nach Gelegenheit / auch glaublicher und erhöhter Anregung des handels gestatten / und in aller insonder fürchten / als ob es unser jedes eigen Sach wäre. Darwider wir auch ausschalt bewilligung des Hagenden / dem oder den Feinden / ihren einhalten / heissen oder anhängen / wie obdacht / kein Sicherheit / Tröstung oder Gehalt geben sollen oder wollen / alles inbald gemeines Landfriedens. Sondern sollen und wollen wir unsere Eide / Eide / und Bestätigung / einander offen haben und halten / wider unsere Feinde / die darin und daraus zu suchen und anzunehmen / und mit denen zu handeln / wie obgemelt ist. Wir sollen und wollen auch einander in dem alle mit Rath / Hülf und Beistand der unsern ferdlich und befehlen sein / alles getreulich und ungeschäftlich.

LXXXVII.

Es soll kein Richtung aufgenommen werden / die aussagesagten Lehen seyen dann wider gelichen.

Nach ob wir Bundes-Verwanten / sumde oder sonderlich / in Krieg oder anseer / einander zu Hülf / in Kasse dieser Einung kommen werden / und unser Lehen aussagen / so soll keine Richtung aufgenommen werden / auf / unsern Mächten / Dienern und Zogewanten seyen dann zuvor unsere und ihre Lehen wider gelichen.

LXXXVIII.

Vorbehaltung in dieser Einung.

Auch in dieser Einung behalten wir uns allen Bundes-Verwanten und den unsern / und unsern Verwanten / unser Gerechtigkeiten zu unsern Dörfern / Dörfern / Lehen und Pfandschaften.

LXXXIX.

Die sonderb Vertrag Bayrischer Mayestät Chur- und Fürsten / sollen in zeit der Einung ruhen.

Nach nachdem wir Kaiser Carl / als Erz- Herzog zu Österreich / und von unsern Fürstenthums Böhmen wegen / drücklichen wie andern Chur- und Fürsten / Bundes-Verwanten / etliche sonderb Vertrag und kassliche Annahmen gegen und mit einander / auch unsern Lehen und Lehen haben / sollen dieselben Anstand und kassliche Annahmen die zeit des Bundes ruhen und still stehen / und mit Hülf und geschäft stehen bey der Einung des Bundes.

XC.

Daß man einander vor außwärtischen und fremden Gerichten klagen haben soll.

Ob auch wir Bundes-Verwanten / sumde oder sonder / mit fremden oder auswärtischen Reichern / groß- oder weltlichen / dahin wir zu recht erdentlich

nicht gehen / wider den Landfrieden oder die Einung / hindert oder ungeschäftlich werden / über das wir oder die unsern / oder unsere Verwanten / an billigen eiden / laut des Landfriedens und dieser Einung / fürnehmen uns nicht wegzunehmen oder versagen / darüber und darinn sollen und wollen wir einander getreulich befehlen / handhaben / schützen und schirmen / damit wir sonderb und außwärtischer gericht einladen werden / und bey jünlichen und bürgerlichen Rechten / inbald des Landfriedens und dieser Einung / bleiben mögen. Wir sollen und wollen auch unsere Unterthanen dazu halten / dem auch getreulich nachkommen / und thun darwider zu handeln nicht gestatten / alles getreulich und ungeschäftlich. Doch soll es mit den Ober-Gezeiten der verordneten Büchse gehalten werden / wie den alters bestimmen ist.

XCI.

Um Sachen / darinn man sich in diese Einung begeben / soll man einander nach Ausgang der Einung behelfen sein.

Nach ob sich sagen würde / daß jemand / wer der oder die wären / die in dieser Einung mit begriffen wären / einen oder nicht ausser unsere Bundes-Verwanten / und die uns zu versprechen ständen / er suchen oder anhängen würden / um Sachen die sich in und von dieser Einung wegen / dieweil die gewahrt gegeben hatten / darinn sollen und wollen wir / auch dieser Versicherung Inbald / so die ausgangen ist / danach dem oder denselben beraten und behelfen sein / in gleicher Weis und weg / als ob diese Einung danach währet.

XCII.

Wes Rechte und Handel in dieser Einung angenommen und hindan gesetzt sein sollen.

Nach in dieser unser Einung sollen angenommen sein alle erfolge / auch erlange / auch vertragene Rechte und Handel / so von jemand in dieser erstlichen Einung begriffen / erlange / erfolge oder vertragen / und deren mit in Possess kommen wären / dergleichen wir dieser Einung haben selbst stehen und sein mögen / ohne geschide. Es wider dann / daß unsere Bundes-Verwanten einer gegen unsere Bundes-Verwanten erlange / erfolge oder vertragen Rechte hatten / die in Kraft gingen / und doch Beziehung nicht bekunden wäre / darinn sollen wir einander auch um Beilegung behelfen sein.

XCIII.

Was einer erlange hat gegen die / die nicht im Bund begriffen sein / wie es damit gehalten werden soll.

Aber das / so einer erlange / erfolge oder darinn vertragen / und dess in Gewalt und Inbald kommen wäre gegen den jenen / so in dieser Einung nicht begriffen wäre / davor sollen wir getreulich einander handhaben / schützen / schirmen / und nicht verlassen.

XCIV.

Welcher Bundes-Verwandter jemand / außerhalb des Bundes / wider den Landfrieden und diese Einung / betrügt oder beschädigt / dem soll keine Hülf beschehen.

Ob auch wir Kaiser Carl u. wir Chur- und Fürsten / Vöanden / Grafen / Freyen / Herrn / die vom Adel / und von Reich- und Stett obgemant / die unsern / oder die uns zu versprechen ständen / einen oder nicht

für sich selbst / von freiem Willen / oder sonst jemand / außerhalb dieser Vereinigung / beschädigen oder betrügen werden wider den genannten Landfrieden und diese Einung; darum sollen vor andern / die Häupter / und die Räte zu beschreiben stehen / den oder beschädigen / oder den ihren / oder jemand von ihnen wegen keine Hülf schuldig sein.

XCIV.

Ob sich jemand außerhalb des Bundes / umh Späts und Zerung gegen einen Bundes-Verwandten / für die / Richter des Bundes / unverweigertes Recht thut / erboten / umh Sachen die nicht Entsetzung betreffen.

Ob auch wir Bundes-Verwandten / einer oder mehr / gegen jemand außerhalb des Bundes Zerung und Späts / zu weinen / und Sachen die nicht Entsetzung antreffen / und sich der / so nicht im Bund ist / ohnverweigertes Recht auf die drei Richter des Bundes thut / erboten / so soll den Bundes-Verwandten in solcher Sach / von des Bundes wegen / auff sein anrufen nicht Hülf beschicken / sondern durch den Richter des Bundes in Monats- / freit den nächsten Rechts-Tag angeht / und fündet nach der Bundes-Drummen proceidirt werden. Wo aber der / so außerhalb des Bundes ist / seinem freiem Erbiten vor dem Bundes-Richter nicht Folge thun / oder den Richter nicht nachkommen wider / alsdann soll dem Bundes-Verwandten ferner unterbindet auff sein anrufen von dem Bund execution und Hülf beschicken / wie man inhold der Einung schuldig ist. Doch so sollen die Häupter und Räte des Bundes allwegen Gewalt und Macht haben / nach Gelegenheit einer jeden Sach / in kraft der Einung zu erkennen / ob es der dem Recht-erbiten / so einer außerhalb des Bundes thut / bleiden; oder so die Sach so geschichtlich wäre / ob den Bundes-Verwandten / unangekündet des Recht-erbitens wider den / so nicht im Bund wäre / Hülf beschicken soll; damit kein Bundes-Verwandter des seinen nobillichen Werg entsetzt / vergewaltigt oder beschwächt werde.

XCVI.

Alle alte Sachen sollen ausgenommen sein.

Nach in dieser erstreckten Einung sollen angenommen sein alle alte Sachen / die sich vor der zwölff- und zehnjährigen Einung des Bundes zu Schwaden begeben und verlaufen haben.

XCVII.

Die Bundes-Verwandten mögen sich zu Fürsten / Fürstgenossen oder Communen / in Einung / Bundenis / Dienst / Schirm oder Vertrag wohl begeben / doch die Einung frey ausgenommen.

Nach ob wir Kaiser Carl / als Erz-Hertzog zu Österreich / und von Kaiser Fürstenthums Bistumberg wegen / mit vier Fürsten: Fürsten / Prälaten / Grafen / wie vom Adel und Reichs-Erdite Bundes-Verwandten / die Häupter / und die Räte zu beschreiben stehen / Räte zu andern Fürstgenossen oder Communen in Einung / Bundenis / Dienst / Schirm oder Vertrag begeben wollen / des sollen wir zu thun gute Macht haben / doch allweg die Einung des Bundes frey ausgenommen.

XCVIII.

Wie man andere mehr in Bund nehmen soll.

Ob sich auch jemand / wer der wäre / in diese Ein-

ung des Bundes zu Schwaden begeben wollte / so soll das durch Kaiser den Häupter / auch des Bundes Ordnung / allen Erdbuden des Bundes verhindert / und nachmals auff einen gemeinen Besammlungs-Tag angebracht werden; und nach alsdum durch uns drei Häupter und Räte einhellig oder mit dem mehren beschlesst wird / dem soll Kaiser aller Bundes-Verwandten halb unverbindlich sein beschicken. Nach so also durch Kaiser gemeine Häupter und Räte / einhellig oder mit dem mehren / inwieweit in diese Kaiser Einung angenommen wird / dem oder denjenigen soll in den Räten drei Häupter / unter andern Fürsten / Brief und Versicherung / den Kaiser aller Erdbuden des Bundes wegen gegeben / und besiegelte Recht den ihren empfangen werden; und soll dieselbe Hülf zu täglich in Krieg / dem Forderung und Befestigung der Schick / nach allen Bundes-Verwandten zu Hülf kommen.

XCIX.

Nach und Diener / so nicht erblich oder ihr Lebenslang angenommen sein / sollen wider den Landfrieden und Bund nicht beschwächt werden.

Ob auch wir obgenannten Kaiser Carl / als Erz-Hertzog zu Österreich / und von Kaiser Fürstenthums Bistumberg wegen / und vier Fürsten: Fürsten / Prälaten / Grafen / Freyen / Herrn / die vom Adel und Erbdite des Bundes / ein oder mehr andere Prälaten / Grafen / Freyen / Herrn / vom Adel / oder ein oder mehr Erbdite / so Räte erblich oder ihr Lebenslang zu schirmen oder zu beschützen / nicht zustanden / zu Räte / Diener oder Besprechung angenommen heiten / oder annehmen wideren / So sollen der oder derselben den Räte / dem / der sie also / wie obachtet / angenommen hat / oder annehmen würde / wider obgenannten Landfrieden / wider den Bund und seinen Verwandten / nicht geschädigt noch geschminkt werden. Nach dersch Kaiser Bund / dem oder denselben / so also angenommen wären oder würden / in kraft dieser Kaiser Vereinigung Hülf zu thun / auch nicht schuldig sein.

C.

So aber eines Bundes-Stands Räte / Diener oder täglich Hofgesinde / in gemeinen Bundes oder seines Herrn Dienst / darumb ihm sein Herr für Schaden zu stehen schuldig wäre / widergeworfen würde / wie demselben Hülf gethan werden soll.

Ob aber eines Fürsten oder andern Stands Räte / Diener / oder täglich Hofgesinde / in gemeinen Bundes Besprechung und Dienst / oder in seines Fürsten und Herrn Erbdite und Dienst / darumb ihm derselbe Fürst oder Stand zu erwidern und für Schaden zu stehen schuldig wäre / würde widergeworfen / und daffist von einem jeden Stand verweisen / wie in gemein Besammlung aufsteht / glaublich begeben: So soll demselben / inhold der Einung / und nach Erkenntnis der ein und zwanzig Räte / Hülf gethan / aber der Leben- / und das Eigenthum der Leben / oder der Räte und Diener eigen Erbdite / so sie daran angegriffen oder beschädigt wären / sollen dahin nicht gezogen oder verstanden werden.

CI.

Dass kein Bundes-Verwandter des andern Landes / hundertfachen und Zugerbögen wider den andern nicht annehmen soll.

Darzu soll Kaiser einiger Bundes-Verwandter des andern

ANNO

1522.

andern Bundes-Verwandten Unterthanen! Hinter-
lassen aber Zugelbigen / wider den Landfrieden oder
sonst durch Irthumgüfte / oder sonst wider den
andern Bundes-Verwandten / nicht annehmen / schliessen
noch schmeißen in keine weisse. Doch / ob jemand
von Missethat oder Schulden wegen / leucht zu er-
halten / Raub- oder Königliche Freiheit heft / daß
sich diermit unvergriffen sein.

nicht erscheinen / oder sich abgemeldet haben mit dem
Aid nicht purgieren werden, daß dann gemeiner Bund
gegen dieselbigen / auch ihren haab und gütern / mit
cassiren erst bißchen und handeln soll und müze /
damit solche mißhandlung gestrafft werde.

ANNO

1511.

CV.

Der Bundes-Verwandten Erben und Nachkommen sollen die Zeit aus im Bund bleiben.

CIL

Es soll Keines Gut in Bund genommen werden, des Person nicht im Bund ist.

Es sollen auch jemand's Haab und Güter in ge-
meinen Unkraut Band nicht an- noch aufgenommen
werden / der thut seiner theils Person im Band nicht
begriffen ist : Sondern es jemand / so nicht in Unkraut
Band wäre / in Krieg wider Uns begriffen
würde / so sollen dess oder derselben Haab und Güter /
so sit in Unkraut Fürtelsum / Länders oder Schiers-
ten / oder an andern Euben liegen haben / von Uns
Quartels-Berzamenten / sumbe oder sonderlich /
von Übergaß / Kauff / oder mit trinerlich Sach wegen /
wie die nahmen haben möchten / in einigerley Weis
noch Weg nicht geschicket noch gekrautet / noch
angenommen werden / sonder in aller Weis und Schick-
schaft hin und steben / wie ander der Feind / Haab
und Güter.

CIII.

Die Bundes-Verwanten sollen kein frembde
Ansprach wider einander an sich lauffen /
bringen oder nehmen.

Wir obgenannter Kaiser Carl/ Churfürsten/ Zür-
sten/ Vöczeiten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ die
von Noel und Reichs Städt vorgemelt/ die Ansehn
und die Länd zu verpfänden stehen/ so sellen und wol-
len von jemand/ so in dieser Auktion nicht begrieffen
ist/ fremde Ansprach wider Unsere Mit- Bundes-
Vertranten oder die strem/ nicht thun/ oder in
andere weis und wege/ wo sich daß kaiser/ an sich
beingen oder annehmen/ und feindlich Sach willien
in kune weis/ unersichtlich.

CIV.

Röm. Kayserl. Mayest. Begnadigung der
Rauberey / Abfagerey / oder ander Ver-
schwendung halben / dem Bund gegeben.

Und nachdem mercklich und viel mutwilliger
Knechten Abgänger und Verächterung wider den
Landfrieden / auch alle recht und billigkeit ruckeln
wollen / selchen zu verkommen und zu werden /
den wir Kayser Carl. als Khaiserlicher Kayser / hieher
erfunden Anlegung des Bundes zu Schwaben. aus
Unser Kayserliche Macht Vollkommenheit / eigener
Bereugung und rechten vernehmen / zu handhabung
des Landfriedens und dieser Anlegung / diese Schwab und
Freiheit geben und gegeben / und thun das jetzt
wissentlich in kraft dieser Briefe / dergestalt: Es
seind solcher mutwilligen Knechten oder Ver-
mutwilligung / oder / daß er dem Thier enthaltung /
stirbt / rath / blüß oder bereugung geben teile
in veracht sehet / daß dann ein jeder jeder der
dacher / so er unschuldig zu sein vermeint / auff er-
forschung der Hauptzahl und Zahl des Bundes
schuldig sein soll der ihnen zu erscheinen / und sich
erkennen zu verurtheilen: und so sein den den
Verfammung des Bundes / nach vernehmung seiner
entschuldigung / purgation. was seiner Aed zu
thun anleget dard / selches also zu vernehmen.
Und welcher oder welche auch solche erledigung

Verträge sich auch; daß wir Kayser Carl; und wir Churfürsten; Bisthüm; Prelaten; Grafen; Freyen; Ritter und Knecht; euer oder unser; in die dieser Abtug mit Tode abgehen werden; so sollen nicht desto minder Unser jetzigen Erben und Nachkommen; mit Unsern Fürstenthumben; Stifften; Grafschafften; Herrschafften; Landen; Lütthen; Erlöhen; Schloßern und Oberrichten; die wir auch in dieser Abtug theilen; also auch Unser, Nachkommen gleich bei den Ältern und jünger; zu uns; zu uns them Herrn verbunden; schuldig sein sollen zu halten und zu belohnen.

cyl

Wann der Erzbischoff zu Meins, Bischoff zu Würzburg, Bischoff zu Eyslett, oder Bischoff zu Augsburg, mit Tode abgienget, Coadjutor oder Administrator annehmen, wie es gehalten werden soll.

Und ob sich begehrt, das G. D. verhöret, daß wie
eigenen Herrn Adreth Cardinal und Erz-Bischoff in
Weing. Bischoff Cencus zu Würzburg, Bischoff
Gabel zu Eßlen, / oder Christoff Bischoff zu
Augsburg, Hieser einer oder mehr, vor ausgang die-
ser Ännung oder Verbündt, / mit Zeit abgelingen,
oder Inßer Geist übergeben, / Administrator oder
Coadjutor, oder wie man dem nahmen geben möchte
annehmen werden, / so sollen und wollen wir eige-
neme Thamb-Capital in Weing. Würzburg, Es-
ßlen und Augsburg, / seinen andern erweihen sich
annehmen, / ob verzeichte sich dann, / mit Funck und
auch in diesem Bund zu sein, / und alles das zu thun,
so die eghemelte Inßer genüzliche Herrn, / und
wir Capitel, / insals dieser Ännung und Verbündt-
nuz, / vortheilich haben.

CVIL

Daß man den Capiteln zu Meins/ Wärs-
burg/ Eyslitz und Augsburg/ auch den
Stifften/ so Präbst oder den Conventen/
so Abt oder Präbst haben/ zu ihre freyen
Chur und Wahl beystand thun soll.

Nach ob jemand / vor der treide / zu abgemelter
zeit / Nach abgemelten Rumb-Capitula , oder
denklichen Hund-Schiff / auch die Seiltz / so Prebst
zu der Convent , so Abt oder Prebst haben / in
dieser Kunng begriffen / oder lamer oder ihre Ver-
nornnt / bekriegen / beschickigen / überlegen / oder
Unter oder ihre freye Qurt oder Abgel Hoffigen
Erg-Bischoffs / Bischoffs / Grobts oder Abes zu
verändern anderschen wurdte / so sollen und wellen
vor andere Dunder-Vernomen abgemelt / d. meinel
Capitel und Convent , auff kein ansetzen und sei-
nen Vernomen alßwas trensch hölft thun / in allen
wag / als vor gegen denken einle dieser Kunng
frist verdrichen und verrichtet sein.

CVIII

Ob jemand in dieser Sitzung begriffen / der nicht

ANNO
1522.

nicht besiegeln wird / daß die daruoch
krafft haben soll.

Es ist auch hierinnen beredt / ob Unser genelten
Prelaten / Grafen / Herren / Ritters / Kueche oder
Stätt / so mit nahmen hietere geschriben stehen / ein-
er oder mehr / diese Künig nicht besiegeln werde /
daß daruoch nicht best minter solche Künig / aller
Stätt halten des Bundes / krafft haben soll.

CIX.

Kaiserliche Mayestät soll einen Haupte-
mann / der im Bunde sey / über ihre Stätt
und Gebiet ins Land zu Schwaben ver-
ordnen.

Wir Kayser Carl / als Erz-Hertzog zu Oester-
reich / sollen und wollen auch allwegen einen Haupt-
mann im Land zu Schwaben / der im Bunde sey /
verordnen / dem beschehen daß derselbe mit Unseren
Unterthanen allenhalben in Unseren Stätten und
Gebieten schafften und verfahren soll / damit alle ob-
genante Bundes-Vormanten / die ihnen und die ih-
nen / wie hietere genelt / zu versprechen stehen / ge-
handhabe / und ihnen hüffe / bestand und alles an-
dere / in halt dieser Künig / beschehen und vollstreckt
werde.

CX.

Welche Land und Leut von Kaiserliche
Mayestät wegen im Bunde sein sollen.

Und auff das so sollen den Unser Kayser Carl /
als Erz-Hertzog zu Oesterreich wegen / allein in
dieser Künig daruff sein alle und jegliche Land /
Leut / Stätt / Stätt und Gebiet / so Unser Herr
mit Unser Kayser Maximilian / u. Hochlöblichster
Gedächtnis / von Erz-Hertzog Sigismund von
Oesterreich / St. Gedächtnis / überkommen und er-
erbt hat / mit einschließung und gründen der Graf-
schafft Tirol / wie hernach folgt / Nämlich / Die
Herrschaft Rovoreto / Praxatani und Avi mit
ihre Zugehörung / und was an der Etsch daruff
gegen Tirol gelegen ist / Daruoch an andern Orth
des Gaubiet / und was auch gegen Tirol gelegen
ist / auch Nuss und Schloß Pfunders / und was dar-
zu gehört / Und am dritten Orth / was zum Erbst
Leut gehört / in Rabana gegen Vess / und dem
Hertzogthum Marburg gelegen / auch die Grafs-
chaften / Daruoch das Bisthumb / das hincin
gränzt biß an Wormsberg / und die Grafschaf-
ten / Daruoch die andern Confin und Grängen ge-
gen den Grafschafte und den Allgerossen / so vor
allweg im Bunde gewesen sein / Daruoch das ander
Confin / das St. Balgum mit der Elanfel Cofel /
Item die alten Confin gen Prutelsheim und hinab
mit einschließung der Herrschafft Lim und nicht
weiter / Daruoch hinaus auff Rattenburg / Kess-
heim / Nupul / so Kayser Maximilian im Inter-
esse worden sein.

CXI.

Wie lang die Erstreckung des Bundes
währen soll.

Und soll die Kaiser erstreckte Künig und
Pausen auff Purificationis Mariæ nächstkün-
ftig anheben / und erst Jahr / die nächsten nach
einander folgende / die sich dann enden werden
auff Purificationis Mariæ / so man nach Chri-
sti Geburt fünfzehnhundert und vier und dreißig
Jahr gehen wird / währen / beschehen / krafft und

macht haben und gehalten werden / ehn all Jörung ANNO
in alle wege.

ANNO
1522.

CXII.

Das Urkund.

Und auff solches alles haben wir Kayser Carl die-
se erstreckte Künig und Pausen / auch alle und
jede obgeschribene Stätt / Pausen und Acten / laut
dieser Beschreibung / als Nämlicher Kayser / als
Unser Kaiserlichen Macht und Beistand / ge-
gner Bewegung und rechten Wissen / confirmirt
bestätigt und verwilligt / mit als Hertzog zu Oe-
sterreich / und von Unseren Fürstenthumben Bairen-
berg wegen / williglich angenommen / und thum das
alles hiermit in Krafft dieser Brieffe / Geraden und
versprechen auch / den Unseren Kaiserlichen Worten
und Willen / für Uns / Unseren Nachkommen und Er-
ben / dem allen zu geben und nachzufolgen / und
daruoch nicht zu sein noch zu thun / keines wege / u.
Und des alles zu wahrer Künd / haben wir als
Nämlicher Kayser mit als Erz-Hertzog zu Oester-
reich / auch von Unseren Fürstenthumben Bairenberg
wegen / Unser Kaiserlich Insignel öffentlich lassen
penden an diesen Brief.

So haben wir obgenante Fürstlichen / Fürsten /
Prelaten / Grafen / Herren / Herrn und vom Adel /
und wir Burgermeister und Räte der vorgemelten
Reichs-Stätt / solche erstreckte Bestätigung und
Bekräftigung / in halt dieser Beschreibung / auch wil-
liglich angenommen / geraden und versprechen für
Uns / Unser Nachkommen und Erben / Nämlich /
von Obersteten und Fürsten / den Unseren Fürst-
lichen Willen / Wir Thum-Bischof und Capitul zu Mainz /
Bischof / Erzbischof / Erzbischof und Bischof / bey
allen treuen / an altes statt / und wir obgenante
Prelaten / auch Bischof und Capitul zu Erfurt
Herrn und vom Adel / und wir Burgermeister und Räte
der Stätt vergemeint / den Unseren geschworenen
Künd / so wie daruoch zu Ende und der Heiligen
geraden haben / die bekräftigte erstreckte Künig und
Pausen / in allen ihren Stätten / Pausen und
Künd / laut dieser Brieffe zu erhalten / die nach-
zufolgen und folgen zu thun / auch daruoch nicht
zu sein / noch schaffen geraden werden / in keine wege
noch wege. Und daß alles zu wahrer und offen
Künd / so haben wir obgenante Fürstlichen und
Fürsten / Wir Thum-Bischof und Capitul zu Mainz /
Bischof / Erzbischof und Bischof / die Prelaten
obgenant / auch wir Thum-Bischof und Capitul
zu Erfurt und Camberg / Bischoflichen wir Gra-
fen / Herren / Herrn und vom Adel / die wir alle
von Nihema zu Naimen / im Anfang dieser Be-
schreibung nach einander geschriben stehen / Unser
Insignel / und wir Burgermeister und Räte der vor-
gemelten Reichs-Stätt / Unser Stätt aller Insignel /
auch öffentlich thun pendan an diesen Brief. Geben
und geschehen zu Naim / auff Montag nach dem Son-
tag Reminiscere in der Fasten / nach Christi In-
fers haben Herrn Christy fünfzehnhundert und im
zwey und zwanzigsten Jahr u.

CLXIII.

RECESS von allen Seinden des Vorgehen: 17. Mars.
den Bundes / bey dessen entlicher Beschrei-
fung / zu beste besser und glücklichster Ober-
vanz besitzen ausgerichtet. Naim / ut supra.
[HORTLEDER. Bescheiden des Feindlichen
Kriegs. Tom. I. Lib. III. Cap. V. pag. 82.
LUNG, Trunkel Reichs-Archiv. Part.
Spec. Cont. I. anten Abteil. Num. XLVIII.
pag. 191. d'ou l'on a tiré cette Pièce.]

C'est à dire,

ANNO
1512.

C'est-à-dire,

R. C. C. & Conclusion des mêmes Princes & Etats pour la meilleure & plus entiere observation du Traité ci-dessus. Font le même jour, & au même Lieu.

Alangs ist geschlossen / daß die Elff Jahr des Bundes aus von allen Ständen des Bundes versigt und verschafft werden soll / daß in einer jeden Quart / allweg an dem Mittwoch zu Abend nach Ave Maria Zeit / eine Glocken geläutet / dadurch die Menschen dinstlich gemahnet werden / ein besondere Gebet zu thun / und GOTT den Kündigen / die Jungfrau Marien und alles Gerechtigen / andächtig anzurufen und zu bitten / daß unsern Allerhöchsten Herrn dem Königlichem Kaiser / auch andern Christlichen und Heiden / dergleichen den Päpsten / Grafen / Herren / Ritters / Knechten / und des Reichs-Stäten / die sich alle zu Unterhaltung des Kaiserlichen Landfriedens und Rechts / auch zu ihr aller und des gemeinen Bundes Eher / Ruh und Wohlfarth / in Einnung und Verbindungs zusammen gethan und verbunden haben / Gnade / Barmhertzigkeit / Kraft und Mächtig verleihe und geben werde / zu regieren / zu beschützen und zu beschirmen laßet / Witwen und Waisen / also / daß es GOTT gefällig / nach ihren Lasterthun und Verworfungen zu Fried und ewiger Seligkeit erscheinlich sey.

Solches soll auch / wie obsteht / allenthalben auf den Capeln nebstbüßlich verständig und angezeigt werden / damit ein jeder Mensch das Wissen empfahe / und sich darnach möge richten.

Waher aber die Glocken abgemeldet müssen nach Ave Maria Zeit / nach Seligkeit seines GOTTesworts oder ander Sachen haben lassen zu lassen / auch folich wider / der mag folich leuten zu anderer Zeit / doch alle wegen an der Mittwoch zu thun / verzeihen / und solches am selben Orte also verstanden lassen.

Auch soll auch ein jeder Mensch desto williger seyn nach heutung solcher Glocken / mit Andacht zu beten / soll den einen jeden Ertz-Bischoff oder Bischoff / in den Diöcesen solch Ditz gelogen seyn / Fleiß beschreiben / zu solchen Gebot / sondern Gnade und Ablass zu geben / wie sich zum besten gebietet.

Es soll auch in allen Stifften / Klöstern und Pfarr-Kirchen / so den Bundes-Verwanten zugehörig und unterworfen seyn / alle Sonntage auf den Capeln verstanden / und das Volk ernstlich ermahnt und ermahnet werden / edgemeiner müssen GOTT den Kündigen / die Jungfrau Marien / und alle GOTTes-Heiligen / wie obersteht / anzurufen und zu beten.

Darzu soll auch in allen Stifften / Klöstern und Pfarr-Kirchen im Bund / alle Jahr auf E. Geregen Tag ein löblich Andacht gefangen / und darzu Messe gesprochen werden / in der Ert der Heiligen Demulstigen / der Jungfrauen Marien und des lieben Vaters St. Georgen / nach erwehung gemeinen Bundes Gnad / Sieg und Glück.

Nachdem auch aller Ertz von GOTT dem Allmächtigen fremd / ist beschlossen / daß in allen Kriegskreissen des Bundes / ein jeder den seinen zum höchsten und ernstlichen geboten / und dieselbe auch schreiben lassen soll / juremента / Schwereidern / Tränen / Knechten / und Jungfrauen Vergewaltigung und Schwereid / auch Kirchenbruch und ander ungemündliche Handlung zu vermeiden / welcher oder welche solches überführen / dieselben alle und jeder sollen von dem gemeinen Hauptmann des Bundes / nach Rath und gutbedachten sinne zu

TOM. IV. PART. I.

geschworenen Hauptknechte / an Leib / Leben / Ert / oder in andere Wege / wie ihn und ihr nach gelegenheit einer jeden Sach billig ansehet / ernstlich gefasst / damit solchen Sachen desto eher fürkommen werde.

Nachdem ihr auch / mit jamber unsern allernachbighsten Herrn / dem Königlichem Kaiser / als Ertz-Herzogen zu Oesterreich / Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Grafen / Herren / Ritters / Knechten / und des R. Reichs-Stäten / auff die Elff Jahr in die erstreckte Einnung und Verbindungs des Bundes zu Schwaben gethan und beschriben habet / inwie der Briefe darüber versigt aufgesetzt / werdet ihr geloben und schwören / dieselben beschreibungen mit allen ihren Etuden / Punkten und Artikel / wie die in sich halten und ausweisen / so viel auch alle und jeden insonderheit die beschreiben und binden / und der also nachzukommen getreulich und angesehentlich.

Ferner ist auff diesen Bundes-Tag zu handhaben des Landfriedens / und wiederum und abstellung der unruhwilligen abzung / raubens / beschädigung / so an dert Dertren wider den Kaiserlich / Landfriedens Rechte und alle Billigkeit begangen / beschlossen / daß die Elff Jahr des Bundes aus / jeden Theil an seiner Ertigkeit / Heiligkeit / Gerechtigkeit / Freiheit und Herrommen untergegriffen / der Ordnung im Bund und bey den Ansehnern des Bundes gehalten werden soll / daß ein jede Ertigkeit / die ihren / so oberhöchster Mithandlung haben in dem nachsehen / so allenthalben nach Vernehmen des Bundes zum getreulichsten beschreiben soll / in ihren Ertigkeiten / den andern Bundes-Verwanten / so die Ertigkeit niedergeworffen haben / vergelten soll / die in ihr Ertigkeit heimzuführen / und mit ihnen abgemelter massen nach des Reichs-Rechten zu handlen / dardurch solch Übel nicht angestraft bleibe.

Item / es ist auch stündlich und auf der Menschen / daß es in dertgen Künigen nicht wenigen / sondern unendlichlichen widerstet gebracht hat / endlich beschlossen / daß ein jeder Bundes-Geant mit seinen geschickten Bundes-Räthen ernstlich schafsen und versagen soll / auff den Bundes-Tagen den Sachen fleißig anzuhören / und nicht abzuweisen / biß der alle beschlossen / / nach der Absicht eines jeden Bundes-Tags allwegen zuvor verlesen und gehört / damit darinnen nichts veräußert werde.

Item / es ist beschlossen / daß das Bundes-Gericht die Elff Jahr aus in der Stadt Augsburg gehalten und auff Purificationis Mariae nachstündig angefangen werden soll / doch ob sich Ertreus-Läutere zu Augsburg begeben / mag solch Gerichte dieselbe Zeit / nach willen und gutbedachten der Hauptknechte des Bundes an ein ander Ort verbracht werden.

CLXIV.

Confirmation Jhesu Kaysersliche Mayestät CA. 18. Mars; 1512. V. der verbergenden Schwabischen Bundes-Tractaten. Geben zu Brüssel den 28. Martii 1512. [HOUTLEDER. Hefsch den Deutschen Kays. Tom. I. Lib III. Cap. V. pag. 871. LUNIG. Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheilung II. Num. XLIX. pag. 191. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Confirmation ou RATIFICATION du Traité d'Ulm par l'Empereur CHARLES V. A Bruxelles le 28. Mars 1512.

Wir Carl der Fünfte / von GOTTES Gnaden erwählter Römischer Kaysers / zu allen Zeiten
Bbb

ANNO
1512.

ANNO
1522.

discretion de nos amés & féaux Cousin Loys Seigneur de la Trimoille, Gouverneur de nostre Duché de Bourgogne, & nostre Lieutenant general dudit Pais; George de la Trimoille Seigneur de Jonvelle; Jacques de Tineville Seigneur de Chenev, Chevaliers de nostre Ordre; Gerard de Vienne Chevalier Seigneur de Ruffey, & Hugues Fournier Chevalier, premier Président de nostre Cour de Parlement à Dijon; iceux pour ces causes, ou les cinq, quatre, ou trois d'eux, avons fait, confirmé, établi & ordonné, faisons, constituons, établissons & ordonnons nos Procureurs, Messieurs & Ambassadeurs: auxquels ensemble, ou aux quatre, ou aux trois d'iceux, avons donné & donnons plein pouvoir, autorité & mandement especial, de pour & de nostre non capituler, traiter, accorder & conclure avec les Procureurs, Messieurs & Ambassadeurs de nostre tres-Chere & tres-Aimée Cousine Marguerite Dolaigiere de Savoye, ayans pouvoirs suffisants quant à ce, sur le fait de la Neutralité requise par nostre dite Cousine, d'entre nos Subjets de nostre Duché de Bourgogne, Pais de Marcomont, Anserrois, Charolois, Bar sur Seine, Viscomté d'Autonne, Comté de Champagne & de Bassigny, Mézières, Mouton & Pais y adjacens & esclaves, & les Mannes & Habitans de la Franche Comté de Bourgogne, que nostre dite Cousine, durant la Guerre qui est entre nous & le Roy de Castille Elean Empereur, ou tel autre temps que nousdits Ambassadeurs adviseront, avec les pdes & convenances requises & nécessaires, & que nousdits Procureurs verront estre à faire pour le bien de nous & de nos Subjets d'entre ladite Neutralité; & de promettre nous faire ratifier & avoir agreable ce que par eux, ou les cinq, quatre ou trois d'iceux sera fait, conclu & accordé en ladite matiere de Neutralité. Pourveu que pareillement ledits Procureurs & Ambassadeurs denotredite Cousine promettent aussi le faire ratifier & avoir agreable par l'Eden Empereur & generalment de dire, & exécuter tout ce qui sera requis & nécessaire sur les choses susdites, leurs circonstances & dépendances; & tout ainsi que nous memes feroins, ou pourrions faire, si y eussions en personne: encore que la chose requise mandement plus especial que n'est contenu en cesdites presentes. Promettant en bonne foy & parole du Roy avoir agreable, ferme & stable tout ce que par nousdits Procureurs & Ambassadeurs, ou les cinq, quatre ou trois d'iceux sera fait, dit, procuré, accordé & conclu en cette matiere, & ne jamais venir au contraire; ains la garder & observer inviolablement, & la ratifier & confirmer par nos Lettres Patentes. En temoign de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, signées de nostre main. Donné à Lyon le xiv. jour de Juin l'An de Grace M. D. XXII. & de nostre Regne le VIII. *Ainsi signé, FRANÇOIS: Et sur le reply, Par le Roy: DE NEUVILLE.*

Et de la part de ladite Dame l'Archiduchesse; Heste & Pouissane Princesse Dame Philiberte de Luxembourg, Princesse d'Orange, Comtesse de Charoy, &c. Noble Sieur Messire Hugues Marmier, Sieur de Gabel, Président de la Comté de Bourgogne; Noble Sieur Messire Simon de Quingry, Seigneur dudit lieu & de Montboillon, Premier Chevalier en la Cour de Parlement de ladite Comté; Nobles Hommes & sages, Messires Antoine de Salive, Sieur de Bezoncourt, & Nicolas Perrenot Maîtres aux Requêtes ordinaires de l'Hotel de ladite Dame l'Archiduchesse, Conseillers en ladite Cour de Parlement; & Messire Guillaume de Boisfiet Secrétaire de ladite Dame, commis pour recevoir & signer ladite Neutralité, ainsi qu'elle sera posée par ledits Doyens de ladite Dame, comme aussi appert par les Lettres Patentes de Commission & Puissance, desquelles la teneur s'ensuit: MARQUERITE par la grace de Dieu Archiduchesse d'Autriche & de Bourgogne, Duchesse Dolaigiere de Savoye, Comtesse de Bourgogne & de Charolois, de Romont, de Baugy, de Villars, &c. Dame de Salins, de Malines, de Charlebourg, de Noyers, de Chamblay, de la Perrière, des Pais de Bresse, de Vaud, de Roussign, &c. A tous ceux qui ces presentes verront Salut. Comme ensuyvant le contenu aux Traitez de l'ancienne & perpétuelle Ligue Hereditaire d'entre les Maisons d'Autriche & de Bourgogne, & nos tres-chers & speciaux amis, Allies & Confederés les Seigneurs des Ligues des Cantons de la haute Allemagne, ladite Ligue Hereditaire ait esté naguères publiée en nostre Comté de Bourgogne, ennemy expressement comprise audit Traité; & ce en la preface des Ambassadeurs desdits Seigneurs des Ligues & ce ordonnons: lesquels Ambassadeurs nous ayent fait advertir au nom de leurs Sup-

TOM. IV. PART. I.

seurs, qu'ils desiroient & verroient volontiers (selon que ja auparavant plusieurs fois nous avoient requis) que nos Subjets de nostre dite Comté vouldissent bien vivre, & voisiner paisiblement avec les Subjets de Monseigneur le Roy tres-Chrestien. Et combien que nostre intention ait toujours esté d'ainsi le faire (attendu que nully n'a Guerre à nous, ny nous à nully) & qu'il n'y auroit aucune cause legitime, ou enlever de nous cavaler, courir sus, ne endommager nousdits Subjets; attendu que les Pais desdits Pais nous ne nous, & ce nostre obeiissance en route Souveraineté & proprement: ce neanmoins, afin que nousdits ne puissions imaginer que ne voulions entendre à leur foy & repos; desirans à iceux complaire, inclinans à leur tres-incluse pitié & requête, & pour la grande affection qu'avons nousjours eue, & avons au bien de Pais, repos & tranquillité de la Chrestienté; nous sommes non seulement convenue parfaire & assurer à ce que nousdits Subjets ayent toujours à bien vivre & voisiner paisiblement avec les Subjets de mondit Seigneur le Roy tres-Chrestien; mais, qui plus est, consentir & entendre à tous les bons moyens, qui à cet effect, & pour plus grande foy & contray reciproque bon voisinage, se pourroient adviser, comme a esté dit de nostre part, tant audit Seigneurs des Ligues qu'aux autres nos Amis & Allies. Et à ceste cause ayant presentement entendu, que mondit Seigneur le Roy tres-Chrestien est de semblable vouloir & intention, & qu'il fera content entendre à une bonne & foye Neutralité d'entre nousdits Pais & Subjets & les siens, selon que par les Deputés d'un costé & d'autre sera advisé & conclu; SCAVOIR FAISONS, que nous confians à plein des loyalties, grandes vertus & experiences de nostre tres-chere & tres-aimée Cousine Dame Philiberte de Luxembourg, Princesse d'Orange, Comtesse de Charoy, &c. Reverend Pere en Dieu nostre amé & feal Cousin & Conseiller l'Abbé de Luzeuil, & nos tres-chers & confidens aussi Conseillers Messires Simon Marmier Sieur de Gabel, Président; Messire Hugues de Quingry premier Chevalier; Messire Antoine de Salive Sieur de Bezoncourt; Messire Nicolas Perrenot; assistans Louis de Maranches, Docteur & Drois, premier Advocat en nostre Cour de Parlement à Dole, & Messire Guillaume de Boisfiet nostre Conseiller, Secrétaire & Tresorier de Vefouil, Besingon & Lutzel: iceux & les trois d'eux avons commis & deputé, emmentons & deputons nos Ambassadeurs & Procureurs speciaux, en leur donnant plein pouvoir, autorité, mandement & commission quant à ce par ces presentes, de pour & de nous de nous, communiquer, traiter & conclure avec ledit Seigneur le Roy tres-Chrestien, ou ses Ambassadeurs & Commis, bonne & foye Neutralité entre ledits Pais, Terres & Seigneuries, & nos Pais & Comté de Bourgogne, pour tel temps & terme, & sous les conditions & modifications, qu'ils verront & conseroient estre requises & nécessaires: de maniere que nully entreprise, hostilité, invasion, dommage, ou insulte soient faites, proferées ou inferées de l'un desdits Pais à l'autre; & que les Subjets, Mannes & habitants en iceux, puissent seurement, & sans danger de leurs Personnes & biens, voisiner & mutuellement hanter, converser & communiquer, & exercer toutes Marchandises & Negociation, durant le temps d'icelle Neutralité, tout ainsi qu'ils ont accoustumé faire en temps de Paix; ores qu'il y ait Guerre contrainte ou renouvelée entre l'Empereur & Roy Monseigneur de Neveu, & ledit Seigneur le Roy tres-Chrestien, en quelque maniere que ce soit (que Dieu ne veuille) & généralement de faire & exécuter desdites & leurs dépendances tout ainsi que vous memes pourrions faire, si y eussions en personne: promettant en bonne foy & parole de Princesse, avoir à toujours ferme, stable & agreable, tout ce que par nousdits Ambassadeurs & Procureurs devant nommez, ou les trois d'eux, sera fait & traité, conclu & accordé en cette partie, pour & en nom de nous, & en bailler nos Lettres de ratification à ce permisses, routes & quenses-foies que requise en serons. En temoign de ce, nous avons signé ces presentes de nostre main, & à iceelles fait mettre nostre scel. Donné en la Ville de Bruxelles le XXII. d'Avril l'An de Grace mille cinq cents vingt-deux, après Pasques. *Ainsi signé, MARQUERITE: Et sur le reply, Par Madame l'Archiduchesse Et Comtesse, le Comte de Hochstrate, le Comte de Pontevaux, Marchal de Bourgogne, le Sieur de Reboins premier Maître d'Hotel, le Baron de Poligny Chef du Priet Conseil, l'Abbé de Saint Vincent de Befayon, & autres presens. Ainsi signé, LALEMAND.*

Lesquels Seigneurs Commis dessus-nommez presens, B b b 2 après

ANNO
1522.

ANNO
1522.

après plusieurs communications, advis & pourparlemens ens entre eux, ont d'un commun accord & meurt conreement traité, l'ont, paillé & accordé ladite Neutralité ainsi, & en la forme qui s'ensuit.

I. ET premierement, que lesdits Duché de Bourgogne, Masconnois, Auterois, Bar sur Seine, Vicomté d'Autonne, Comté de Champagne, Bailliage, les Seigneuries de Meizieres & Mouton sur Meuse, Terres enclavées & y adjacentes, appartenantes audit Seigneur Roy tres-Chrestien; & la Franche Comté de Bourgogne, Terres enclavées, & Pais adjacens appartenans à ladite Dame Archiduchesse, soient & demeurent en Neutralité entre ledit Seigneur Roy tres-Chrestien & ladite Dame; tellement, que pendant le temps de trois Ans, ne se pourra faire, mouvoir ny inferer Guerre, hostilité, envahissement, ny autre force quelconque par ledit Seigneur Roy tres-Chrestien, lesdits Pais & Subjets, directement ou indirectement à ladite Comté, ny autres Pais appartenans à ladite Dame. Aussi ladite Dame ne pourra faire, mouvoir ny inferer Guerre, hostilité ne envahissement, ne autre force quelconque, directement ou indirectement, edits Duché de Bourgogne & Pais susdits, par elle, sesdits Pais, ne Subjets.

II. Item, que durant icelle Neutralité, les Manans & Habitans de ladite Duché de Bourgogne, Masconnois, Auterois, Bar sur Seine, Vicomté d'Autonne, Comté de Champagne, Bailliage, Seigneuries de Meizieres & Mouton, Terres enclavées & Pais adjacens, & ceux d'icelle Franche Comté, pourront hanter, converser, trafiquer & marchander de choses licites & non prohibées; aller, demeurer, séjourner, retourner de Pais en autre avec leurs Marchandises, ainsi & en la forme & maniere qu'ils faisoient auparavant la Guerre; sans es que respectivement puissent estre constitués prisonniers de Guerre, ny leurs Marchandises & biens estre dits de bonne prise; ny que les biens immeubles, que les uns ou les autres pourroient avoir esdits Duché de Bourgogne, Masconnois, Auterois & Pais dessusdits, ou en la Franche Comté, puissent estre mis hors leurs mains, filisi, arrestez, ne declarés communs ou conquis, comme biens d'ennemis tenant party contraire.

III. Item, que ladite Dame Archiduchesse & Comtesse de Bourgogne, & chacun des Manans & Habitans desdits Pais respectivement jouissent, tiennent & possèdent leursdits biens estans enclavés esdits Pais, en la forme & maniere qu'ils faisoient auparavant ladite Guerre; & si aucune chose a esté atteinte au contraire durant ladite Guerre, soit renvoyée, & remise en l'estat qu'elle estoit auparavant.

IV. Item, que durant ladite Neutralité, ceux d'icelle Franche Comté ne tireront aucuns vivres de ladite Duché de Bourgogne, ny des Pais dessusdits, pour les porter en mesure hors d'icelle Franche Comté; & notamment en cas qu'il y eust nécessité de vivre esdits Pais, sera loisible audit Seigneur Roy & à Madame & Gouverneurs desdits Pais, pour ou défendre ladite traisne, tout d'un costé que d'autre; & que ceux d'icelle Franche Comté ne bailleront passage, Vivres, aides, Armures ny Artilles à tres-haut & tres-Puissant Prince Charles Roy Catholique esdits Empereur; ny à ses Adherans, Allies & Confédérés, pour guerroyer & faire Guerre aux gens & Pais dessusdits.

V. Item, que dans icelle Franche Comté ne se feront aucunes entrepises, ny peües de prisonniers, de Marchandise, ny autres choses de ceux de ladite Duché & Pais dessusdits par les Subjets & Gens d'Armes d'icelle Eglise Empereur ou ses Adherans, Allies & Confédérés. Semblablement les Subjets dudit Seigneur Roy tres-Chrestien, Allies & Confédérés, ne pourront faire aucune prise de ceux de la Franche Comté, ny de leurs biens dans ladite Duché & Pais dessusdits.

VI. Item, que ceux de ladite Franche Comté, qui ont suivi & suivront le party d'icelle Seigneur Eglise Empereur, ne pourront estre travaillés ne molestés pour leurs Fiefs & autres biens qu'ils ont esdits Duché & Pais dessusdits; ne pareillement ceux de ladite Duché & Pais dessusdits, qui ont suivi & suivront le party dudit Seigneur Roy, ne pourront estre molestés ne travaillés, à cause des biens, Fiefs & autres Seigneuries qu'ils tiennent en icelle Franche Comté; ainsi en jouiront durant icelle Neutralité.

VII. Item, que les Manans & Habitans desdits Pais respectivement ne machineront ny conspireront aucune chose contre l'une ou l'autre desdites Parties; & si aucune chose estoit atteinte comme les choses dessusdites,

ou auccunes d'icelles, par meurt des Subjets d'une part & d'autre, ils seront aigrement punis & corrigés. Et s'il advenoit, qu'il y eust aucun Subjet desdits Duché & Comté de Bourgogne & Pais dessusdits, qui se retirast d'une obéissance à l'autre, pour éviter la punition des crimes qu'il pourroit commettre; en cas ces feroient tenus respectivement de rendre es mains des Officiers tant dudit Seigneur Roy que de ladite Dame, pour en faire la punition & justice. Et le semblable sera fait des voleurs non Subjets dudit Seigneur Roy tres-Chrestien, & de ladite Dame l'Archiduchesse.

VIII. Item, seront en cette Neutralité compris la Cité de Besuçon, Chaoyens & Habitans d'icelle, l'Abbaye, Convent & Habitans de Lantou, & Subjets de ladite Seigneurie de Luxeuil enclavée audit Comté; en casdins de leur part le contenu en cette Neutralité dedans le temps & terme ci après déclaré.

IX. Item, que dans le jour de feste de Nativité nostre Dame prochain venant immédiatement, ledit Seigneur Roy tres-Chrestien & ladite Dame l'Archiduchesse feront tenus de bailler leur ratification de ce contenu en cesdites presentes; & avec ce ladite Dame Archiduchesse se fera tenu de faire debatement ratifier dedans le temps dessusdit par ledit Seigneur Eglise Empereur toutes les choses cy-dessus contenues & déclarées; & seront tenus de faire tenir lesdites Ratifications; à savoir Madame Dame celle d'icelle Eglise Empereur & la sienne aux Gouverneurs desdits Duché de Bourgogne & Comté de Champagne, leurs Lieutenans, ou à l'un d'eux; & ledit Seigneur Roy tres-Chrestien au Gouverneur de ladite Franche Comté de Bourgogne, ou son Lieutenant; & cependant ne fera aucune chose innovée d'une part ny d'autre es Pais susdits. Et ont lesdits Seigneurs Commis accordé, que lesdits Seigneurs Gouverneurs desdits Duché de Bourgogne, Comté de Champagne & Pais dessusdits, la Cour Souveraine de ladite Duché & les Baillis d'eux Pais, ou leurs Lieutenans, seront publiés & enregistrés chacun en son endroit comme presdite Neutralité, & icelle feront entretenir selonc la forme & teneur desdites ratifications, & en rigueur desdits articles d'icelle, comme ils verront estre à faire par raison, selonc l'exigence des cas. Et le semblable feront les Gouverneurs, Cours de Parlement de Doit & Baillis de Madite Dame, ou leurs Lieutenans; & tous toutefois après les ratifications desdits mentionnées debatement expedies d'une part & d'autre. Et pour ce que l'on pourra avoir affaire de ces presentes en plusieurs & divers lieux, a esté accordé, qu'un valleur d'icelles, fait sous son aubergin, soy soit adoussée comme au present original. Lequels Seigneurs Commis, & chacun d'eux respectivement, ont juré & promis es mains de Reverend Pere en Dieu & Seigneur Messire Claude de Longuey, Evêque de Meuse, en présence des Secretaires, Notaires & tesmoins soussignés; à savoir lesdits Seigneurs de (a) Jonvelle, de (b) Ruffey & (c) premier President de ladite Duché, en l'ame dudit Seigneur Roy tres-Chrestien; & ladite (d) Dame Princesse d'Orange, lesdits President dudit Comté, Sieurs de Montbailon, de Becourt, & Messire Nicolas Perrenon, en l'ame de madite Dame l'Archiduchesse; de garder, entretenir & inviolablement observer ladite Neutralité, ainsi & par la forme & maniere que dessus est écrite, sans y contrevenir, ne souffrir d'y contrevenir, en quelque maniere que ce soit; & pour plus grande foy, approbation & entretènement desdites diffidances, lesdits Seigneurs Commis desdits nommez ont fait signer par lesdits Secretaires & Notaires cesdites presentes, & promis y faire mettre & apposer leurs Seaux, desquels on a esté en la Cour de la Chancellerie aux Contraintes de ladite Duché de Bourgogne; & aussi celui dont l'on a esté aux Contraintes de ladite Comté de Bourgogne. Fait es lieux, jour & an que dessus, en présence de Reverend Pere en Dieu & Seigneur Messire René de Breche, Abbé des Abbayes de Saint Benigne & Saint Eusèbe de Dijon; Messire Jean de Corcelles Chevalier, Sieur de Dampierres; Guy de Salins aussi Chevalier, Sieur de la Noelle, Conseiller du Roy en ladite Cour de Parlement à Dijon; Noble & Gensd'armes personne Messire Jean Pericart aussi Conseiller en ladite Cour; Messieurs & Chanoines de la Sainte Chapelle à Dijon; Messieurs Louis de Guigneville, Sieur de Volterre, Capitaine du Chastell dudit Dijon; Claude de Badley Sieur de Longecourt Chevalier; Maître Benigne Serre Sieur des Barres d'Orléans, Conseiller dudit Seigneur Roy, & son (e) Procureur General en ses Duché de Bourgogne & Pais y adjacens; Messire Claude de Terraz, Chevalier, Sieur de Jully & de Montmoyen; Messire

ANNO
1522.

(a) Georges de la Trémoille,
(b) Gérard de
Vienne
(c) Rigaut
Favart,
(d) Evêque de
Lons-le-Saulnier

(e) ou Receveur
Philippe

ANNO

1522.

(1) en

Mars.

Philibert de Lagny Chevalier, Sieur de (f) Moutarde, Bailly de Chalons, & Elicorne Bailli d'Hostier de la Cour de Parlement dudit Dijon; Reverends Peres en Dieu Messire Antoine de Boulmont, Commandataire perpétuel des Prêtres de Saint Herry & de Chalons, Archidiacre en l'Eglise de Belinçon, Conseiller de Madame Dame l'Archiduchesse en la Cour de Parlement à Dole; Louis de Vers, Abbé de l'Abbaye de Mont Sainte Marie; Nobles & puissans Seigneurs Messire Christophe de Longwy Seigneur de Neuchâtel, Villars & Longepierre; Jean de Vienne, Sieur de Chevreuil; Claude de Montmarin Sieur dudit lieu, de Cogne & de Bellesfontaines; Humbert Sieur de Feigny; Aimé de Balay Sieur de Torans, Bailly de Dole; Jean de la Thouvière Sieur de Beauregard & de Chantonay, pardeffois de la Souveraineté de Salins; tous Chevaliers; (g) Gerard du Châtelier Sieur de Vauvillers, Montreuil & Longepierre; Simon Sieur de Corbolla; Pierre Sieur de Montmarin & de Flamerans; Nobles Hommes & sages Messire Adrien de Salive Sieur de Conf, Conseiller de Madame Dame en la Cour de Parlement de Dole; Claude Glusien Président d'Orange; Simon Mercier, Sieur de Montet, Gruyer de la Cour de Bourgogne; Nobles Hommes, Messire Hugues de Vers Trésorier de ladite Dame Princesse d'Orange en ladite Souveraineté de Salins; Jacques Bouchehoux, Sieur de Buserans, & plusieurs autres témoins à ce appelés & requis. *Ami signé, G. DE BOISSET. J. RATZ. J. DE FRAISARS, & N. DESIREZ.*

CLXVI.

28. Nov. *Patra Conventa per Dominum CAPINUM tanquam Commisarius Marchionis Mantue, cum ALEXANDRO SAXATELLO tanquam Rebelle Sæ. Romane Ecclesie; Quibus hic dicto Commisario Arcem & Castellum Baguarie cedit, ita tamen, ut per eundem Commisarium ad Urbem Faventiam conducatur, promittens inde ad prefatum Marchionem se iturum, atque querelas & jura sua curam eo, se exposturum. Aitum 1522, Indit. X. die 28. Novembris.* [Pièce authentique, tirée des Archives Archiduciales de Mantoue.]

In Dei Nomen, Amen.

ANNO à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo, quingentesimo vigesimo secundo, Inditione decima, sedente Summo Pontifice Sanctissimo Domino nostro Domino Adriano Divina providentia illius Papa sexto, filii Pontificatus Anno primo, die vobis vigesima octava Mensis Novembris. Pateat omnibus hoc præsens, & publicum fidei, & passionis Instrumētum inspecturis, & lecturis: quatenus Serenissimus Dominus Capinus dignissimus Commisarius Illustrissimi, & Invictissimi Domini Marchionis Mantue dignissimi Capitanei S.R. Ecclesie, & eo nomine convenit, & pactus est solenni stipulatione hinc inde interveniente cum Domino Alexandro Saxatello quondam Domini Gentilis, qui dictus Dominus Alexander dedit, cedit, restituit, & concessit Arcem Baguarie, & Castellum in quo erat... tanquam Occupator & Rebelle Sanctæ Romanæ Ecclesie, sed solum ibi clausus erat cum aliquibus Amicis suis ibi advocatis pro tutela, & defensione vix suæ ob continuas insurrectiones, impetus, & conatus factos contra ipsum per Guillelmum Vatum, & alios de Turgis, & Decardis de Imola, seu ad instantiam eorundem per eorum sequaces, & siccos. Hinc inde varis Locis advocatos ab eis obidentes, & copiosius cum... ter dictum Castellum, & volentes interdicere dictum Dominum Alexandrum prefato Serenissimo Domino Capino Commisario, & eo nomine prefato Illustrissimo Domini Marchionis Mantue Illustrissimi Capitanei S.R. Ecclesie presentem, & acceptantem Arcem istam, & Castellum cum præstatione Clavium his pactis, & conditionibus hinc inde solenni stipulatione intervenientibus, quod prefatus Dominus Commisarius quo supra nomine solenniter promittit, & se obligavit prefato Domino Alexandro Saxatello presentem, & acceptantem scire, imponere, & sine lesione aliqua conducere, & officiare ipsum Dominum Alexandrum cum suis fidei omnibus usque in Christum Faventia, & ibi ante Dominum Gubernatorem. E converso prefatus Dominus Alexander promittit solenniter, se daturum idoneos fideiullos, & promissiones, quod ibi ad præ-

ANNO

1522.

sentiam, & consensum prefati Illustrissimi Domini Marchionis Mantue, dignissimi Capitanei Sanctæ Romanæ Ecclesie exposturus defensionem, jura, & querelas suas, & offensas de jurebus suis, & quod disceret Faventia in terminis duorum dictorum proximis futurorum, qui incipere intelliguntur postquam pervenerint Faventiam: hoc etiam addito, & pacto inter Partes ipsas; quod prefatus Dominus Commisarius edocet, & teneatur dare duos Nobiles, qui habeant ire, & assistant ipsum Dominum Alexandrum Magrum usque eorum prefato Excellentissimo Domino Capitaneo Sanctæ Romanæ Ecclesie. Pro quibus omnibus, & singulis similiter observandis prefatus Dominus Commisarius Commisarius nomine obligavit omnia bona, quæ Commisario nomine hic de jure obliganda veniunt, presentia & futura, & similia juraverunt manibus rectis Scripturis ad Sacra Dei Evangelia, & habebunt arma, rursus, & gratia omnino, & singula superscriptis sub pena perjurii utriusque Juris Cælestis, & Canonici, & quod non contraxerint, vel veniant per se, vel alium, vel alios aliquam rationem, vel causam de jure, vel de facto sub penis a Jure, & Legibus, & Canonibus positæ & statuti &c.

(L.T.) Ego Franciscus Legulus Baguarus quondam Magistri Johannis publicis Imperialis auctoritate Notarius superscriptis omnibus, & singulis interdictis, & rogatus scriptis, & publicati, & in hac publicam formam redigi signa meo confecto apposito &c.

Cum eam Authenticam in pergameno scripto sic ut supra expressis, in secretariis Archiducali Mantue Archiduci adscripto, presentem superscriptam Copiam unicuique conferre attuler



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVI DE MAZZIIS filius, Civilis publicique Imperialis auctoritate, Mantue Notarius ac deli secretarii Archiducali Archiduci Cancellarius. In quorum fidem hic me, soluta cum attestatum, subscriptis hoc die 22. Februarii 1720.

Ita verum esse ostendit

Ego JOSEPH MARIA CASTILLOUS ejusdem Archiduci Præfatus, hoc die 23. Februarii 1720.

CLXVII.

Quedlinburgischer Vertrag / zwischen Herrn 1523.
Ericen / und Herrn Heinrichen dem Jüngern / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / und dem Stifte Halbesheim / durch Vermittelung Eurfürst Albrechte zu Maynen und Hertog Georgen zu Sachsen geschlossen / worinnen unter andern bedungen / daß alles was die Herten von Braunschweig / den Capitul und Stadt zu Halbesheim an Schützen / Soldaten / Fischen / Derischen / Kichen / an sich bracht und eingenommen haben / auch unangesehen selbte den ihnen bleiben. Gedruckt zu Quedlinburg am Abend der Himmelfahrt Christi 1521. Mit Kayser CAROLI V. und Pabstis PAULI III. Confirmationibus, deren jener gegeben zu Vompone dem 20. Octobr. 1523. dieß zu Rom den 17. Octobr. 1527. [LUNIC, Teutscher Reichs-Archiv. Part. Spec. 2te theilung IV. Absq. IV. pag. 48.]

C'est-à-dire,

Accord de Quedlinbourg fait entre ERIC, & HENRI

ANNO
1523.

HENRI le jeune, Duc de Brunswick-Lünebourg d'une part, & l'Évêché d'Hildesheim d'autre part, dont ALBERT Electeur de Mayence, & GEORGE Duc de Saxe ont été Médiateurs, portons, entre autres choses, que les Châsseaux, Villen, & Lieux de l'Évêché, & de la Ville d'Hildesheim, qui sont occupés par ledits Ducs, doivent leur titre laisser sans qu'en les puisse inquiéter ni troubler dans cette jouissance. Fait aux Villes de l'Ascension de Notre Seigneur 1523. Avec les Confirmations de l'Empereur CHARLES V. & du Pape PAUL III. la première à Pampelone en date du 20. Octobre 1523. L'acte à Rome le 17. Décembre 1537.

Wir Abercht den Godes Gnaden / der Heiligen Römischen Kirchen des Titels Sancti Petri ad vincula Priester-Cardinal / zu Magdeburg und Meissn Erzbischoff Primas / und des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Erbkunig und Churfürst / Administrator des Erstst / zu Halberstadt / Marzgraffe zu Brandenburg / zu Strien / Pomern / der Cassen und Brenden Herzog / Burggraffe zu Nürnberg / und Fürst zu Rügen. Had wir Gerecht den selbigen Gnaden / Herzog zu Sachsen / Landgraffe in Thüringen / und Marzgraffe zu Weissen / bekennen und thun kund an diesen Briefe / das wir die Kriegs-handlung / Treuung und Obereichen / so sich zwischen den Hochgebornen Fürsten / Herrn Erichen / und Herrn Heinrichen den Jüngern / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. Gwideren / unsern lieben Oheimen und Schwager an einem / und den Erwerdigen / Würdigen / Gehrigen / Richten / Hochgelahrten und Gehrigen / unsern lieben anbedingten und befondren / Thum-Dechant / Senior / gemeinen Thum-Capitul und allen Cristlichen binnen Hildesheim / dar die Cathol / das Kloster zur Sulze und Sanct Marienberga mit eingezogen / auch Ritterschafft / so viel er bis zu dieser Zeit bey ihnen geblieben / und der Stadt Hildesheim an andern Theil gehalten / uff Bewilligung ebrerlicher Parteyen von allen Theilen in der Sache bestrigt / vertragen und begreiget haben / uff nachfolgende Artikel und Wronung:

Erstlich / das unser Oheim Herzoge Wilhelm von Braunschweig etc. und alle andere Gefangen von beiden Theilen ohne Entgeld sollen freyschulden werden / und das die Überantwortung Herzogen Wilhelm uff wechsen Freitag nach Exaudi. zu neun Schlägen der Mütze in hohen Carcen beschre / darsteltt sollen auch von beiden Parteyen alle Gefangen / sampt Herzogen Wilhelmn uf eine alte geröthliche überfide lewig geschiden / und zu Weissh Burgarts von Salder von dem Bischoff von Hildesheim ein Ducat-Brieff des Fürsten von Braunschweig geschiden zugeselt werden.

Zum andern / das alle unbezahlte Geringe oder Schw-Geld vom Adel / Bürgern und Bauern abfren / nad nicht bezaltt seil werden.

Zum dritten / das die Stadt Hildesheim Herzogen Erichs Schw / auch bey allen Gnaden / Freyheiten und Privilegien bleiben / und sich des / und was von Schw-Gelde nachstellig / mit seiner liebden vertragen sollen.

Zum vierten / das Herzogen Erichs Schwert auch auff dieselbige Zeit / sampt Herzogen Wilhelmn überantwortet werde.

Zum fünften / das Steuerthalde und Verone mit ihren Zugehörungen beyder Kirchen zu Hildesheim bestridet / und mit der That unangefochten bleiben seil / nad die Marienburg seil in dem Stande auch bleiben / wie sie jezo stet.

Zum sechsten / das aus der Stadt Hildesheim / und den ebrnachten Schloessen / Stetern-alte / Verone und Marienburg dem jezen oder zukünftigen Bischoffen zu Hildesheim / ihren Freywilligheitten / oder sonstt niemandts anders dieser Sachen halbt / den Fürsten von Braunschweig / und den ihren in nachtheil oder schaden / keine entgeltung / vorfchide noch freydenig / mit gewaltiger That geschide / oder das es von dem Fürsten von Braunschweig und den ihren / aus ihren Fürstenthumben und Obereichen / gegen den Hildesheimischen edgmannt / widerum also auch gehalten werde. Und ob sich Irmingen möschen ihnen zulassung geben / das dieselbigen mit keiner Gewalt angegriffen / sondern sich ein Theil gegen dem andern halte / nach des Heil. Röm. Reichs Ordnung.

Zum lebenden sollen auch alle Schloße / Städe / Fürsten / Bischoffe / Kistler und Kistler-Bischoffe / was der die Fürsten von Braunschweig eingewonnen und an sich bracht haben / vom Capitel und Stadt zu Hildesheim / und ihrer aller Nachkommen mit der That / unangefochten den Fürsten von Braunschweig bleiben / und sollen Kaiserl. Majest. und den Fürsten von Braunschweig Decrer / Executorial-Mandat und alles / was den Kaiserl. Majest. herkommen / vorbehalten seyn.

Zum achten / das die Ritterschafft zu ihren Lehen / Erb-Ehren und Wandschafft / was sie der verhin gehabt / ins zu freundschaften gehalten von unsern Oheimen den Fürsten Braunschweig / widerum sollen gelassen werden / und sich darmit der Lehen und Obrigkeit halten / nach unsern Oheimen von Braunschweig richten / ausgeschrieben / was sie deren von andern Herren / dann von dem Bischoffe zu Hildesheim zu Lehen gehabt / auch ausgeschloffen / was auff Schloßern und ihren Jagdungen versprochen nad nemlich an der Stadt Alsted im Gericht zur Wippenburg / im Salz / im Gericht zum Lauenstein nad am Lauenburger / im Gericht zum Calenberg / Hemmingen / Naumburg verprochen ist / davon soll auff dem Tage Dienstage nach Bartholomai hietunen vermeldet / alhier auch geschworen werden.

Zum neunten / haben wir uns beider Ritterschafft zu gediegen Willen den unsern Oheimen dem Fürsten von Braunschweig beabreitet / nad durch freundschaftlich Aufsuchen und Wirt ihrer liebden dahin vermedt / das sie bewilligt aus den jenen von der Ritterschafft / so Pfand-Gänger von dem Erstst Hildesheim gehabt / nad bisher in dieser Fehde bey dem Erstst bleiben / oder ihren Erben / nach ihrem der Fürsten von Braunschweig Gefallen / uf jenniche Wege zu vertragen / darauff ihre liebden sich mit uns eines Tages / nemlich uff den Dienstag nach Bartholomai schier kommende vereinigt / alhier zu Darßlinburg einzutreffen / und solche handlung vorzunehmen nad zu Erbschafft zu führen / dar wir von beyden Theilen jeglicher jenen unserer Mähte schiden wollen / die mit sich daran seyn sollen / das ebracht den der Ritterschafft von unsern Oheimen von Braunschweig in solchem Betrage gnediglich bedacht / damit ihre ihre Pfandschilling halt / die sie an den Schloßern gehabt / gnediglich etwas Erghung geschriben mög / wie uns dann unser Oheimen von Braunschweig ins zu Gefallen freundschaftlich vertribet / und unser Vorke wollen in thun / das ihre liebden sust in thun nicht bedacht gewest seyn.

Zum zehnten / das dem Capittel / andern geistlichen und weltlichen Priesterthoffen nad Monnen nad den Bürgern allen zu Hildesheim in beyden Städen / auch den Catholiken / den Herrn Abt Wirt zu Marienstede / Hospital Sancti Johannis nad Sulze der die Stadt Hildesheim / ihre Ob-

ANNO
1523.

ANNO 1523. ter; was sie vor diesem Kriege zu ihren Lehen Erbe; oder in Veranschafft gehabt; wiederum angestellet sollen werden; / auch bey der Erbverheirath; Freyheit / Privilegien / Vergeltungen und Verordnungen bleibem; und da es gleichfalls gegen lauffen Deymen den Fürsten von Braunschweig; / und den ihren auch geschehen werde. Der Erbverheirath halben haben Unser Deymen die Fürsten von Braunschweig aus Gnaden nachgelassen; das jezem ihrer Liebe, Ruhm und gewem dem Capitul; ein jämliche Zeit und Wahlzeit sollen geschafft werden darvon zu handeln. Erstlich soll es mit Haus Wirtzen heiligen Erben; als mit andern der Ritterschafft; gehalten werden. Und darauß sollen und wollen Unser Deymen die Fürsten von Braunschweig; die Kaiserliche Acht / Abbruch und Abgange der Kaiserliche Wapen abtenden; und den Vertrag von Vort Majestät befestigen erlangen; auch soll damit die Heide / aller Hamme / Hagnate und Wirtzen; / so sich zwischen erbachten Vortzen von allen Thulen und sonderlich den Elften Braunschweig; (Chillingen / Hannover) Nienheim und Hameln / allen andern Braunschweigschen Städten; / und allen denjenigen; die dieser Sache und Kriege ansehig; beracht und demont sein; erheben / auffhaben und abgeben sein; / und kein Eht gegen dem andern in Argen oder Mangel nicht treffen oder getrennen; / welches alles die Vortzen den beyden Theilen also stet und stet gegen einander übereinstichlich zu halten; auszusinnen und zu willigen; auch socht zu verfehlen; und dieser Abrede und Beträge in allen Artickeln nachzukommen; Was getret und zugesagt haben; treulich und angestelt. Das zu Kund haben wir diesen Betrag gleichemst zugesagt; / und jedem Theil einen von allen Kosten aufgehenden Angelenigen stuzen und geben lassen; / und wir Ench und Heinrich der Jünger; / von Godes Gnaden Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg ic. Schreiben; vor Uns; Unser Erben; den Heften Fürstlichen Wärdem; und wir vergerantes Trumb Capitul; und der Kuch zu Hilferheim vor Uns und Unser Wittenamen; und all Unser Nachkommen der handgebenden Erben; / an dert Edestult getret und geliebet haben; / und eben da himit in trafft dieses Briefes alle vorgenante Artickel stitz; / soht und unterbrechen nicht zu halten und zu verfehlen; / eht allen befehl und gefohde; / und in Kuntde desseligen haben wir vorgenante Fürsten von Braunschweig Unser irren frey ergen; / und wir Trumb Capitul und der Wäde zu Hilferheim; Unser Capitul und Kuch Jastig; / auch zu Ende dieses Beträge benagen lassen; der gegeben ist zu Dordmurg nach Christi Unser Herr Erbach stiftsbruderzeit; / und in dem zwanzigsten Jaber; / am Wende der Himelfarht Christi H. J. E. T. / im heymen und gegemündt; der Fürstenden der breder elcher Städte; / Gieslar; Wapburg und Fimbel; / welche wir die Hameln Fürsten abezant; / zu diesem Beträge und Handlung widerlich erretet und geregen haben.

(L. S.) (L. S.) (L. S.)

(L. S.) (L. S.) (L. S.)

Kaiser CAROL V. Confirmation über
 vorherstehenden Vertrag.

Der Carl von OELZ'schen ererbte
Königlicher Majestät zu allen Zeiten Meiser
des Reichs in Germanien zu Castilien Aragonen
Leon beider Sicilien zu Jerusalem Hungern
Dalmatien Croatien Slavonien Granatzen
Toletto, Bolegn, Gallicien, Majorca, Hispania

[illegible]

Wir Abercht von Gottes Gnaden / der Herrli-
gen Römischen Kirchen des Titels Sancti
Petri

ANNO
1523.

ANNO Petri ad vincula. Pfister Cardinal etc. (Reliquia repetantur hac ex Documento proxime procedente.)

1523.

Dass wir demnach als Römischer Kaiser / Königlich Krieg und Ansehen zu verfahren / mit weitbedachttem Muth / jenseitigen Rache / auch aus eigner Bewegung und rechem Wissen / in den vorgeschriebenen Vertrag unsere gütlichen Günst und Willen gegeben / und den in allen seinen Artikeln / Inholdungen und Begreifungen gütlich confirmiret / bestet und bekräftiget / so viel wir des als Römischer Kaiser schuldig seyn / und zu thun macht haben / auch darauß von andern Gnaden die vorgemelten Thum-Dechant / Senior, gemein Capitul und alle Geistlichkeit in Hildesheim / die Carthus / das Kloster zu Sulte und Sanct Moritzberg damit eingezogen / auch etliche der Ritterschafft und der Stadt Hildesheim / so in diesem Vertrag begriffen und verfaßt seyn / und nemlich die Braunschweigische Stülte der oberhöchsten Unser Kayserlichen Acht und Abmacht gütlich abolvirt und entledigt / und sie wiederum in Unser und der Reichs Huld und Gnad angenommen und empfangen haben / geben durch unsere Kayserlichen Günst und Willen / confirmiren / besteten und bekräftigten solchen Vertrag / abolviren und entledigen sie auch von Unser und des Reichs Acht und Abmacht / und nehmen sie wiederum in Unser und des Reichs Huld und Gnad von Kayserlicher Macht Vollkommenheit / wesentlich in krafft dieses Briefes / und mercken / seyn und wollen / daß der jetzt bestimpte Vertrag in allen seinen Punkten / Artikeln / Inholdungen und Begreifungen kräftig seyn und den beyden Theilen stet gehalten und vollzogen / und sie zu beiderseit sich des auch seinem Inhalt gütlich gebrauchen und genießen / und die genannten Thum-Dechant / Senior, gemein Thum-Capitul und alle Geistlichkeit in Hildesheim / die Carthus / das Kloster zu Sulte und Sanct Moritzberg damit eingezogen / auch etliche der Ritterschafft und die Stadt Hildesheim wiederum in Unser und des Reichs Huld und Gnad seyn / und der Sachen halben weiter nicht beschwert noch belästigt werden sollen / doch behalten wir uns hien zu vor / daß Unser Kayserlich Decret, und was sonst im Handel von uns ausgegangen / in allen andern Artikeln der Kräfte bleiben / und welches Theil wider dasselbe Decret und den vorgeschriebenen aufgerichteten Vertrag / und diese unsere Kayserliche Verwilligung / Confirmation und Bestätigung / durch sich selbst oder jemand andern heimlich oder öffentlich in irgendem Weg thun oder handeln würde / in was Ehen das beische / daß denselben die vorgedachte Unser Kayserlich Abolition und Entledigung nicht zu gut kommen / Sondern wiederum todt und ab / und derselb ungehorsam Theil gleicher weis wie vor / in Unser und des Reichs Acht und Abmacht seyn / und wider ihre mit der That vorgenommen und gehandelt werden solle / wie sich gegen Unser und des Reichs obhabenden Achten und Abmachern / und freventlichen Ungehorsamen zu thun gebührt. Und gebieten darauß allen uns jeglichen Churfürsten / Fürsten / geistlichen und weltlichen / Prälaten / Bischöffen / Propstern / Äbten und Klostern / Hauptleuten / Land-Äbten / Bischoffen / Beigeten / Pflegern / Beisitzern / Amptleuten / Schultheissen / Dingrathen / Richtern / Räten / Vögern und Weibern / und sonst allen andern unsern und des Reichs Rathen und Getreuen / in was Wärd / Stand und Wesen das seyn / den Röm. Kayserlichen Macht ernstlich mit diesem Briefe / und wollen / daß sie die obgenannten Parteyen sammtlich und sonderlich bey dem vorerwähnten Vertrag / und dieser Unser Kayserlichen confirmation und

Bestätigung kräftig handhaben / schützen / schirmen und bleiben lassen / und einem Theil vorwider Hülff / Rath oder Beistand thun oder beweisen / in kein Weg / als sich ihnen allen und ihr seyn sey Unser und des Reichs schmerz ligend / und die Vn- und Straff in angelegten unsern Kayserlichen Decret begriffen / zu verdienen. Das mercken wir ernstlich / mit Actund daß dieser / mit unsern Kayserlichen anhangenden Inseigel beglaubte / der geben ist in Unser Stadt Pamplona den zwanzigsten Tag des Monats Octobris, Anno funfzehnhundert und imertz und zwanzigsten Unser Reichs des Römischen im fünften / und der andern aller im achten Jahre.

ANNO 1523.

CAROLUS.

(L. S.)

Vt. Bolstirch.

Ad mandatum Caesarex & Catholicae Majestatis proprium.

Max. Transylv. &c.

R. Alexander Eschweis.

Confirmatio ejusdem Transactionis per Papam PAULUM III. [LEONIZII Mantissa] Cod. Jaris Gentium Diplom. Part. II. pag. 229. LUNIG, Teutsches Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abth. IV. pag. 54. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

PAULUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad futuram rei memoriam Inter Principes & alios fideles quolibet, praesentium quorum fides & devotio in nostro & Apostolica Sede confecta continet refugium, Pacem & Concordiam vigere & augeri sinceris desiderant assiduis illis, quae propterea praeinde gesta & ordinatae commiserunt, ut firmis illorum foverentur, libenter, cum i nobis perire, nostrae appropinquantis munimine solidamus, fidei pro parte dilectorum Filiorum nobilium Virorum Erici & Henrici Ducum Brunsvicium & Luneburgensium nobis super exhibitis petitiis continetur, quod alias cum inter ipsos Ericum & Henricum Ducem, ex una, & dilectos Filios Duceum, Seniores & Capitulum ac Clerum & Ecclesiasticos Civitatis Hildesheimensis, quibus Carthusiensium & Sulten Monasteriorum, nec non Monit. S. Marci, prope & extra muros Hildesheimensis, Personae additis, adjunctis & incluse sum, & militares quoque utque in diem Concordiae infra scriptae apud ipsos manserunt, nec non Communitatem Civitatis Hildesheimensis ex altera partibus lites, differentiae, contentiones, controversas & bella orta fuissent, tandem dilectus Filius noster Albertus, Theol. S. Petri ad vincula Praebiter, Cardinalis, qui Magdeburgensi & Moguntinensi Ecclesiis ex concessione & dispensatione Apostolica praefate dignoscitur, ac Ecclesiae Haberdandensis perceptoris Administrator in spiritualibus & temporalibus per Sedem Apostolicam deputatus, nec non Germaniae Primas, & Sacri Romani Imperii Archicancellarius, ac per Germaniam Principes Electores, Margraves Brandenburgenses, Silesiacos, Pomeranos, Cassiborum, Slavonum Dux, &c. Berggravius Nurnbergensis, & Regini Principes caeteri, ac dilectus Filius Nobilis Vir Georgius Dux Saxoniae, Landgravius Thuringiae & Marchio Misniae, fidei pro Concordia inter praedictas Partes interponentes, Partes ipsas in Amicia super dictis differentis, controversis, contentiones & bellis componerent & impensis ordinarent seu conveniant, quod dilectus Filius Nobilis Vir Wilhelmus Dux Brunsvicium & Luneburgensium, alique in Bello adeo utraque parte seu hinc inde capiti libere & sine ulla relaxati, & senis ferra mane horti non possent diem Concordiae, qui in Oppido Quedlinburg. Hildesheimensis Diocesis, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo tertio, celebrata existit Vigilia Ascensionis Domini immediat sequens in hunc Epigram sub aequa & solita cautione, Responde nuncupans, primum

ANNO

1523.

milux libertati restitui, & pro opportunitate dilecti
Filii Burcardi de Solder à Venerabili Fratre nostro
Episcopo Hildensemensi Littera quatuordecim sex libera-
toris Principum Brunsvicensium, nullis tradi deberent, ac
quod omnes etiam conditiones militibus Brunsvicibus seu
Rutibus impostas, non solent, penitus remissa esse
& censeri deberent, quodque Civitas ipsa Hildensemensis
sub tuitione, defensione, & protectione ipsius Eri-
daci cum omnibus praeiis & libertatibus ac Privilegiis
manere, seque cum eodem Duce super tuitione & de-
fensione praestanda, & reatibus praestite defensionis
concordare deberent, quod Eius ipsius Duci Eri-
daci & restitui debent die & hora praedictis, ac quod
Castro Sturwald, Pone cum suis pertinentiis Ecclesie
Hildensemensis pacifice sine aliqua facili attemptatione
& Castrum Maricburg in eo loca, quo erat manere
deberent, quodque et Civitate Hildensemensi, & praedi-
ctis Castro Sturwald, Pone & Maricburg olim
Episcopo Hildensemensi aut eius Successoribus Episcopo
Hildensemensi, aut ipsorum Amicis seu Amici-
bus, nec alicui aliter praemissorum occasione contra
Ducem Brunsvicensem, seu in ipsorum vel eorum Subdi-
torum praesentem aut dantem non praestarent for-
mentum, receptaculum, auxilium, consilium aut ser-
vitiu aliquid de facto attemptetur, & quod à Prin-
cipibus & à Ducibus Brunsvicensibus, & eorum Subdi-
tis et eorum Principibus & Dominis contra Hil-
densemenses praedictos, & contrario pari modo obser-
vari debent, & si quae in futurum oriatur inter praedi-
ctas Partes differentia, illa non per viam facti, sed
secundum communem Ordinationem Imperii ter-
minari deberent, quodque Ducem Brunsvicensem omnia
Castra, Civitates, Oppida, Villas, Monasteria & Mo-
nasteriorum Curia, quaeque ac parva, nec non quicun-
que ac parva sibi habere, retinere, neque super his à
praefatis Capitulo & Civitate Hildensemensi, ac eorum
Successoribus per viam facti seu de facto molestari de-
berent, Imperatoris Majestati ac Ducem Brunsvicen-
sibus Decreto excoationibus Mandatis omnibusque aliis
à Caesare Majestate emanatis, manifestis semper talibus,
quodque ipsius Militibus eorum Poda seu Haredis-
ria, aut sub receptione prius habita & quicquid bona à
Ducibus Brunsvicensibus ad possessionem praedictorum
Principum tractatum & ipsorum immo retinere.
Ipsi Militares Feuda, quae prius ab Episcopo Hildem-
sensibus tenebant & habuerant à Ducibus Brunsvicen-
sibus amodo recipere, & ipsi Principibus eorumque
superioribus obedire deberent, Feuda tamen, quae ab
illis Dominis per antiquum ab Episcopo Hildensemensi
tenentur, & his, qui ipsi ex Castro & eorum
pertinentiis Jure obligatiis descripti erant, ex-
cepis, & praesentem quoque ex Oppido Aelfeld sub Dis-
trictu Castri Wunnenburg/ ex Salza, sub Districto
Lanzenstein/ ex Langenagen sub Districto Salsen-
burg/ ex Jerning/ ex Jerning/ sub obligationis des-
cripta erant, super quibus Feuda tertia post Festum S.
Bartholomaei traderent in Oppido Duffelburg/ &
Ducem Brunsvicensem praedictis Principibus tractantibus
instabant, consenserunt, & apud Ducelem Hildensemensem
in Bello manserunt, seu cum ipsorum Militarium
Heredibus tamen ad eorundem Ducem Brunsvicen-
sium beneplacitum, & sub possibilibus via & modo con-
cordatis Feuda tertia post Festum S. Bartholomaei
hujusmodi ad quos Tractus ipsi Principes tractatores
quibus duos ex quos Consiliarios effectus nullius, forent
ex se ipsi Principes tractatores ipsorum iuribus & po-
testate per Militibus facti, Principes Brunsvicenses
secessuros, quae alias ipsi Ducem Brunsvicensem facere
non possent. Quod Capitulo & aliis Ecclesiasti-
cis amicum Civitatem Hildensemensem Curia-
rum Dominis in Monte, in Maricburge, Hospitali
S. Joannis, & Salza prope Hildensem seu bona, quae
ante Bellum hujusmodi Feudali Hereditario Jure, aut
sub receptione habuerant, restitui, suisque Consuetudi-
nibus, Libertatibus, Privilegiis, Descriptionibus,
Beschreibung nuncupatis & Jure gaudere, & uti de-
berent simili modo Principibus Brunsvicensibus, & eorum
Subditis observarentur. Et quantum ad Castrum
Eintracht/ Principes Brunsvicenses gratiosis Trac-
tus admiserunt, & quod ad hoc Tractus ipsi Prin-
cipes Brunsvicenses, dum ex suis Consiliariis & praesentem
Capitulum Hildensemensem datus ex Canonici Ca-
pitularibus minime deberent, cum Haredibus Sane
Ducem/ sicut cum aliis Militibus observari debent.

TOM. IV. PART. I.

& super his dictis Principibus Brunsvicensibus deberent &
vellent Imperator Imperiale, omnemque dignitatem Ca-
esarem Majestatis amovere, & praesentem Concordiam
ab ipsa Caesare Majestate confirmari obtinere, ac quod
per hanc Concordiam Bello, discordia, omnis contro-
versia & differentia ambarum Partium amota &
remota & praesentem quod Civitates & Oppida,
Wunnenburg/ Wödingen/ Salsen/ Storchheim/
Hammerstein/ aliisque Civitates seu Oppida ipsorum
Ducem Brunsvicensem, omnemque alios, qui Bello
& causis hujusmodi adhaeruerant, ac consilium & auxi-
lium praestiterant, vel suspecti erant haberi, compotita
& concordata, compotita & concordata censeri & esse:
dictaque Partes hujusmodi Concordiam, ac omnes &
singulos Articulos in ea contentos firmiter bona fide &
virtute sacramenti observare & tenere & iures hinc inde
dicta Principibus tractatoribus sollemniter promiserunt
praesentibus Procuratoribus, Consiliis, quos Civita-
tes seu Oppida, Wunnenburg/ Wödingen/ Salsen/ Storchheim/
Hammerstein/ aliisque Civitates seu Oppida ipsorum
ad Tractus dictos & concordia hujusmodi assumpserunt
& adhaeruerant in fidem & Testimonium, Principes
tractatores, ac Erius & Henricus Ducem Brunsvicen-
sibus & Lanzenburgensis pro & suis Hereditibus, ac Ca-
pitulum & Magistratus Hildensemenses pro se suisque
Successoribus Concordiam hujusmodi sigillis fecerunt.
Et deinde Charissimus in Christo Filius noster Carolus
V. Romanorum Imperator semper Augustus Concordiam
praedictam auctoritate sua Caesaria confirmavit &
approbavit, prout in Litteris seu Instructionibus aut Do-
cumentis publicis desuper confectis dicere plene con-
tinetur. Quare pro parte Erius & Henrici Ducum
praedictorum nobis suis humiliter supplicatum ut Concor-
dia, Compositionis & Conventionis hujusmodi pro illius
sustentatione firmiori, robore Apostolica nuntiis ad-
dicere & alias in praemissis oportuit providere de benig-
nitate Apostolica dignemur. Nos igitur, quorum
est ea, quae sunt Pacis & Concordiae iureis prosequi
favoribus, & vobis assidui salubriter demandare, Li-
terarum & Instrumentorum seu Documentorum
praedictorum veriores tenores praesentibus pro expressis ha-
bentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Concor-
diam, Compositionem, Conventionem & Promissionem
ac subsecutam Confirmationem (avali Imperatoris
hujusmodi cum Patris & Capituli in ea contentis,
nec non omnia alia, alias contenta in dictis Litteris
& Instrumentis contenta & inde facta, quaeque
autentice Apostolica auctoritate praesentium approbamus &
confirmamus, ac illis perpetuo firmitate robore ad-
dicimus, & in omnibus suis Capitalibus plene effec-
tum forent, & invariabiliter perpetuo per quemlibet
ipsarum Partium observari debere decernimus, sup-
plices omnes & singulos Jures & facti adjuvas, si
qui forsitan interveniant in eadem, decernentes et
nunc interdictum & inane, si fecerit super his à quorum
quibus auctoritate sceleret vel ignoranter contrarij at-
temptari. Quo circa Filios nostros Episcopum
Cathacensem, & dilecti Filii S. Blasii abbas, & S.
Cyrillus in monte prope & extra muros Oppidi Brun-
svicensis, dictae Hildensemensis Diocesis, Ecclesiarum
Decanus, per Apostolica scripta mandantes, quatenus,
ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios
praesentes Litteras & ius contentas, ubi & quando
opus fuerit, ac quotiens pro parte Ducum Brunsvi-
censium super hoc fuerint requisiti, sollemniter publi-
cantes etque in praemissis efficaciter defensionis praestito
alliterent, faciant auctoritate nostra Concordiam, Com-
positionem, Conventionem, & Promissionem praedictam
juxta illarum Approbationis & Confirmationis hujus-
modi tenorem invariabiliter servari. Contradictoribus
quolibet & Rebellis per coacturas & penas Ecclesiasti-
cas, appellatione postposita, compescendo, invocato
etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio Brachii secularis,
non obstantibus praemissis ac quibusvis Constitutionibus
& Ordinationibus Apostolicis, nec non Legibus Imperi-
alibus ac Ecclesiis Hildensemensis, nec non Monas-
teriorum, & Civitatis praedictorum iuramento, Con-
firmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia robo-
ratis, Statutis & Confessionibus etiam municipibus,
nec non quibusvis Privilegiis & Indultis Apostolicis,
sub quocumque tenore ac formis, ac quibusvis
Clausulis & Decretis concessis.

Quibus omnibus, etiam si illis eorumque totis te-
noriis specialiter specificis & individuis merito habenda
forent, tenores hujusmodi praesentibus pro sufficienter
expressis habentes, illis aliis in suo robore perassurans,
hac vice duntaxat specialiter & expresse derogamus
constantibus quibuscumque. Aut si aliquibus communi-
ter vel

ANNO

1523.

Ccc vel

ANNO
1523.

vel divitum ab eadem si Sede indultum, quod interdici-
ti, suspendi vel excommunicari non possint per Line-
as Apostolicas, non facientes plenam & expellam ac
de verbo ad verbum de Iudicio Injuriam mentionem.
Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam no-
stre Approbationis, Confirmationis, assensuum, supple-
tionis, Decretorum, Mandati, & derogationis infringere,
vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc at-
temptare presumpserit, indignationem Omnipotentis Dei
se Beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se no-
verit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Pe-
trum Anno Incarnationis Dominice millesimo quin-
centesimo triglesimo septimo, sexto decimo Calenda-
rum Jan. Pontificatus nostri Anno quarto.

CAROLUS.

Jo. L. WOLF.

A MARQUINA Y ARAG.

THA CASIOLA JO. MALNER,

DE FIS LEJA JO. FAVORINUS.

N. RICHARDUS L. DOBROES

A. UMAN & LOCAR

JOL. DE PRI

CLXVIII.

30. Jun. *Traictatus Pacis, Confederationis & Amicitie inter*
HENRICUM VIII. Regem Anglie, &
CHRISTIANUM Regem Dacie, jam abdi-
catum continet. Dat. Londini die 30. Junii
Anno 1523. [R. VIERA, Fœdera, Conven-
tionum &c. Tom. XIII. pag. 798.]

CHRISTIANUS, Dei gratia, Dacie, Sæviæ,
Norvegiæ, Westphaliæ, Gothorogæ REX,
DUX Silesiæ, Hæstie, Stormar, & Dithmar-
siæ, Comes in Oldenburch & Delmenhorst, omni-
bus & singulis, præfentes Literas nostras lecturis vel
audientis, Salutem.

Cum nihil amplius Christianis deceat Principes quam
Pacem, Concordiam & mutuum ad invicem Amicitiam
amplecti & fovere, quo magis inter eos & eorum Sub-
ditos Republica in dies crevit & continuum capit
incrementum.

Scitis quod, ex mutuo Conventu habito & famili-
aritatis Contrahitis cum Serenissimo Principe Henrico
Octavo, eadem gratia, Anglie & Francie Regi Fili
Defensor, & Dominus Hibernie, licet non convulisse
ac concordatum & conclusum esse quod Fœdas Pacis
& Amicitie, olim inter, celebris memorie, Joannem
Dacie, Sæviæ, Norvegiæ, Slavoniam, Gothorum &c.
Regem Patrem nostrum Clarissimum ac Illustrissimum
Principem Henricum Septimum Anglie & Francie
Regem & Dominum Hibernie, ipsius Serenissimi Prin-
cipis Henrici Patrem, saluum & confirmationem, reno-
vetur.

Quærebatur, ut huiusmodi Confederationis & A-
mitiæ Fœdus inter Nos & Serenissimum Principem
Henricum, & nostras se ipsius Subditos firmis & sta-
bilibus eorum & permanent in futurum, omnium depreda-
tionum, piratarum, captivorum, gravaminum, at-
tentatum & iniuriarum, antea hic aut inde illato-
rum, abolitionem generaliter facere intendimus, ac ea
omnia & flagitia per prædictes abolemus, necnon pre-
memorati Fœderis omnes & singulos Articulos & Ca-
puta per præfentes renovare, confirmare & roborare
intendimus.

Quorum quidem Articulorum & Capitulorum verba
tenor sequitur in hæc verba,

Inprimis, apponendum, convenit, concordatum
est, & conclusum, inter Nos & dicti Regis Anglie,
Francie necti Clarissimi Oratores, quod bona & sine-
cere, firma & perfecta sit & ininvictibilis tam per Terram,
quam per Mare & Aquas dulces, ac ubivis locorum
habitorum & observetur Pax, Ligæ, Amicitia, Gerra-
rum Abstinencia, Usus, & Concordia.

Inter nos & eundem Illustrissimum Principem Hen-
ricum ipsi, nostrisque Hæredes Consanguineos & Suc-

cessores, Homines, Vasallos & quoscunque præfentes
& futuros, qui sub hæc Consideratione & Pace sunt
& comprehendendi velint (de qua quidem sua voluntate
per Literas suas autentice & speciales ad Principem
Regem Anglie præmemoratum certissime tenen-
tur infra Fœdum Sancti Michaelis à Dacia præfentem
proxime futurum) in perpetuum duratura.

Item, omnes gentes terrarum Regni Domini sive
Potestatis nostrorum Regum prædictorum, quoscunque
gentis fuerint, vicissim per Mare, flumina Aquas
dulces & salinas quoscunque navigare, Portusque, Ter-
ras, Reges, & Dominia intrare, ac in omnibus & om-
nibus Portibus, Civitatibus, Oppidis, & Villis Reg-
norum, Terrarum, & Dominiorum nostrorum libere
conversari, exire & redeire, ac cum quoscunque Ho-
minibus quoscunque Status, Nationis, Ritus, seu
Conditionis fuerint mercanditare, percurram talibus
quocunque eis libuerit & placebit; saluti Communi &
Thelonis de suis Mercatoribus duci & requirere.

Item, apponendum est, inter nos & dicti Regis
Anglie Oratores, quod omnes & singuli Mercatores
ac Subditi quidem in Regno nostris Dacie, Norve-
giæ, Terrisque Dominiis quibuscunque, ac vice ver-
sa Mercatores & Subditi nostri, aliqui Legi in Regniis,
Terris & Dominiis Regis Anglie & Francie, angli-
is & omnibus Privilegiis, Libertatibus & iuris Con-
suetudinibus uti plene debeant & gaudeant, prout ante
hæc tempora rationabiliter uti sunt & gesserint, ut-
que prædictorum Regnum sive Terrarum dominium seu
potestatem.

Item, ordinatum est, per nos, quod Mercatores,
& Homines Legi, Piceatores, & quicunque alii
Regis Anglie & Francie Subditi libere possint, tempo-
ribus futuris imperpetuum, ad Insulam Isle Id est,
Hiberniam cum eorum Navibus, Bonis, & Mercan-
diis, Victualibus, ac aliis rebus quoscunque emen-
di, vendendi, piceandi, sive mercanditandi causis na-
vigare, accedere & intrare, & ibi morari, & more
Hibernico conversari, & ab eadem nolem plene
reverti, tamen quocunque eis placebit, absolute
libertate, molestatione, vel impedimento nullo Hibe-
ricorum nostrorum & Successorum in Regniis Dacie &
Norvegiæ, vel Officialium nostrorum quocunqueque,
solvendo tamen in illa Insula seu Portibus eisdem,
in quibus eos appellare contigerit, Jura & Thelonis
debita & consueta; proinde tempus quod, lapsis se-
ptennio, post Datum præfentium immediatè currente,
licentiam novam a nobis & Successoribus nostris Re-
gibus Dacie & Norvegiæ petant & obtineant; ut sic,
de septennio in septennium, Mercatores & omnes
prædicti nos & Successores nostros Reges Dacie &
Norvegiæ, in imperatione novæ licentie, imperpetuum
recognoscant.

Item, concordatum est quod Mercatores & Homi-
nes Legi Regis Anglie ipsi, libere possint & valant,
perpetuis temporibus in futurum, ad Insulas Scandi-
navicæ, & Drenon, & alia Loca quoscunque con-
sueti in Regno Dacie, tam per Terram quam per
Mare, accedere & intrare, ubique quoad plura Nego-
cia quicquid conversari & morari, Hæc & alia Hæc
quoscunque generis recenses emere & alia quæque
perquirere & saltare, ac sum in usum quomodocunque
eis placebit convertere; solvendo inde Jura & Theo-
lonia debita in hæc parte.

Item, ordinatum est quod, si per Tempus aut
evidentia Maris periculum sit alium iustam Causam
Mercatores Regni Anglie, sive Nautici, super Mare
cum suis rebus & Mercanditiis navigantes, agere tem-
pore compelli, talem causam concutere quod per
Mare Balticum (hoc est per Bæth) navigantes,
demando Thelonis & Consuetudinis Officialium
nobis in Castro Nyboech ad hoc ordinati, bonam & suf-
ficientem de Thelonio recepto foucantur liberari-
bus, fideliter persolvant, quod de Consuetudine li-
bere tenentur si per Mare, communiter appellatum
Balticum, infra Potestatem & Iurisdictionem Regni nos-
tri Dacie, navigaverint, tunc in ipsa sit omni damno
& pœtura in rebus & Personis, se etiam ab omni culpa
& offensa Regis Dacie exonerantur; non obstantes
Leges seu Consuetudine in Regno Dacie in contrarium
edita seu observata quoscunque: Super qua quidem
temporale, seu alia necessitate, ut prædictum, in com-
petente, jussu nostro Magistri Navis, iure duram Nau-
cleorum eisdem, eroditur, & plena fides debet ad-
hiberi; proinde tempus quod sit navigantes bona in-
micorum nostrorum vel Successorum nostrorum Re-
gum Dacie Navibus suis nullo modo detrahat.

Item, concordatum est, ad finem ac Rapine, Bel-
li,

ANNO
1523.

ANNO
1523.

la, & Mercatorum seu Hominum captivos, honorum depredationes, vias Paris super altum de eorum collata, quod quomodocumque aliqua Navis Subditorum unius vel alterius nostrum praedictorum exitura sit ab aliquo Portu, bastione, five Oppido Regnorum & Dominiorum praedictorum, majores Officiales & Gubernatores Civitatum, Oppidorum, Scavorum, five Portuum capiunt sufficientem securitatem, de & pro Dominis Proprietariis & Executoribus Navis seu Navium hujusmodi, ad duplum valorem singularum Navium, quod Mercantibus five Navecleris & omnes in ea vel eis essentibus, cujusvisque conditionis erant, servabant Pacem adinvicem erga quoscunque Subditos aut Incolas Regnorum nostrorum praedictorum, absque eo quod ullum Subditum unius Regis Subjectis alterius injuriam seu violentiam in Tern vel in Mari, Fluminibus, vel in Portibus aliquo modo inferre praesumant: & si Dominus Proprietarius, five Executoris praedicti unius vel alterius nostrum hujusmodi securitatem praestare noluissent, tunc majores Officiales seu Gubernatores in Locis praedictis non permittunt Navem seu Navem hujusmodi quomodocumque exire, nisi Possessor Magister, five Beneficiarius Navis five Navium hujusmodi Regum licentiam suo fide Sigilla eis ostenderit quod licet cum sua Navi vel Navibus, nulla praedicta hujusmodi cautione, exire poterit: quo caso, si ipsi, seu per alterum nostrum praedictorum licentiam, Subditos alterius ipsos fecerint, aut damnum seu injuriam fecerint, vel aliter injuriis tractaverint, si solvendo non fuerint, per ipsum Regem seu licentiam plena satisfactio nec alia fieri praestatur damnofactis: quatenus autem securitatem praestant Majores five Officiales Oppidorum & Portuum unius vel alterius experiri, dicent Literas autenticas, sub eorum communis Sigillo, Possideris Magistri five Beneficii illarum Navium securitatem tradere, sufficientem ipsam securitatem praestant, ad suum & effectum ut, ipsarum Literarum vigore, Naves hujusmodi ad alios Portus, ad quos forsitan applicaverint, liberè exire valeant.

Item, concordatum est, & conclusum quod Mercatores & alii Legi Homines Regis Anglie, cujusvisque conditionis erant, Regna Dacie & Norvegie ac sua Dominia sub Potestate nostra existentia intrantes, in suis Personis, Bonis, Mercantibus, & aliis rebus quibuscunque veniendo & redeundo, stando & conversando, emendo & vendendo, pacando ac etiam mercandifando, habentur & sint ita liberi, quieti, privilegiati, & immunes, sicut aliqui alii Mercatores seu Homines extranei, quoscunque sua quacunque Libertates & Privilegia de gratia, uso vel consuetudine istius Regis vel Dominia praedicta habentes vel obtinentes, cujusvisque fuerint status, conditionis, Linguae seu Nationis, absque molestatione, cessione, onere, seu impedimento aliquo: & etiam quod ipsi Mercatores & Legi Regis Anglie possint & valeant omnes Terras, Loca & Tenementa sua, cum omnibus edificiis ac pertinentiis suis, vel Loca consilia in Civitatibus Bergen, in Norvegia, London & Landebro in Scania, & Drage in Scania, & Loxa in Suecia, seu in aliquo alio loco infra Regna & Dominia nostra sive haec tempora pregressa & in posterum perquirenda, liberè habere & tenere sui Haereditas & Assignatis in perpetuum: & quod hujusmodi Terras & Tenementa, cum omnibus suis pertinentiis, reparare, sustentare & manentem sempiternam eorum propriam & expensis, ac pro sua voluntate reaedificare, cum plenissima potestate utendi & fruendi, ad libitum suum voluntatis, absque aliquo nova praestationis vel alterius ejusvisque oneris impositione, necnon hujusmodi Terras & Tenementa dare, vendere & assignare cuique vel quomodocumque eis placebit liberè & pacifice: Inter tamen nostrum Regem semper salvo debito & consueto.

Item, concordatum est quod Mercatores Regni Anglie, in Civitate Bergen, vel aliis Locis infra Regna Dacie & Norvegie commorantes, quibus de Jure vel Consuetudine, Granti, Uso, Privilegio, Jure Collegii, five Societatis congregatae & uniae libere, Personis certis sufficientibus & idoneis in Gubernatores seu five Oldemanns inter se ad eorum libitum eligere & optine valeant, in quibus Gubernatores hujusmodi, five Oldemanns, in Locis praedictis per Mercatores legitime electi, potestatem habeant & auctoritatem Senatuum condendi, omnesque & singulos Mercatores Anglicos, & alios quoscunque de Anglia ad partes praedictas de cetero venientes & declinantes per se & sufficientes Loca sua tenentes regendi & gubernandi, ac eis & eorum essentibus in suis civitatibus & quoribus inter eos

ibidem motis & movendis pletem & ceterum Justitiam faciendi de omnibus & singulis questionibus, contentionibus & querelis, injuriis & criminibus inter se & contra se motis vel movendis, ac in talibus delinquentes, castigandi & puniendi seu secundum Jura & Justitiam ordinandi in melius reformandi, nisi talia forent quod merito per Regem Artem forent corrigenda, five impedimenta & prohibita nostra seu Officialium & Ministrorum nostrorum quoruncunque.

Insuper, & aliqui Mercatores Legum seu Naveclerum, vel Nava Regni Anglie vel Dominiorum quorundam, dictis auctoritatibus vel Senatibus Gubernatorum hujusmodi pro tempore existentium obtemperare noluissent, nec in locis praedictis obedire, ille tamen contra maxim Privilegio & Granti Mercatoribus & Legi Domini Regis Anglie ibidem concessis amplius non gaudebit.

Ceterum, cum plurimi nequam Seductores & Pacis amuli contra innocentiam Mercatorum & Legiorum Hominum Regis Anglie, quatenus criminosis fuisse fugere minus putè, de quibus Mercatores praedicti & alii Anglie dependisse fuisse in Regna & Dominis Dacie & Norvegie solliciti contra bonos mores gravamina atque damna recipere & sustinere, hinc est quod nos Johannes Primus, Dei gratia, dec. Rex praeemendatus providimus de gratia & benignitate speciali, quemadmodum tenore praesentis Constitutionis ordinamus & providimus, quod omnes & singuli Mercatores & Subditi Regis Anglie ad Regia nostra sine Potestate declinantes, quando in eisdem resident, quoad omnia ipsorum jura Negotia habeantur & sub protectione speciali sint nostrae Regiae Majestatis.

Insuper eadem gratia & benignitate concedimus quod in casibus & querelis, motis seu movendis infra Potestatem & Jurisdictionem nostram adversus Mercatores & Subditos Regis Anglie, ubi agitur de contractu vel quali, de debito vel quali, vel quod pendendum inter five factum, factum five factum extra Regnum & Potestatem nostram, ipsi Mercatores Regis Anglie & Subditi ad aliquam Personam instantiam, seu etiam Judici Officio infra Dominia & Potestates praedictas nullatenus respondere compellantur seu aliquo modo teneantur, nisi contra eas hujusmodi, five delictum contra ipsam Regiam, Dominia, five Potestatem Regnorum nostrorum aut Subditos fuerit immediatè factum & perpetratum.

Item, concordatum est quod, si aliqui Mercatorum vel Legum Regis Anglie, in aliquo loco infra Regna & Potestatem Regni Dacie & Norvegie, diem suum clauderent extremam, tunc proximus ejus Haeres seu Executor, quem ille moriens nominaverit, esse ab intestato Confanguineus proximis habeant administrationem liberam & bonorum ipsius fidei decedentis dispensationem: postea tamen quod, propter absentiam hujusmodi Executorum Testamentarium, five Confanguineorum ab intestato succedentium, praedicti Gubernatores five Oldemanns, pro tempore existentes in Locis praedictis liberè nunciantur & habent callosam & conservatorem bonorum hujusmodi ad usum Ministrorum praedictorum, cum venerint in forma debita deliberationem eorumdem penitus, sine impedimento & prohibitione cujusvisque: Jure Regio semper salvo.

Item, concordatum est quod, Mercatores & Legi Regis Anglie, ad Dominia & Potestatem Regnorum nostrorum Dacie & Norvegie venientes, Panes vel alia Mercem sua compulsa vel cordis alia diligere & liberè apricere, vendere & permutare valeant absque praesentis Officialium & Ministrorum nostrorum quoruncunque, ita quod propter aliquam culpam non contrahant aut partem incurrant seu quod per Officiales & Ministros nostrum possint inde redargi, accusari vel puniri.

Item, concordatum est quod Mercatores de Anglia, ad Regnum nostrum Dacie & Insulas ejusdem temporis venientes, in Civitatibus, Oppidis, five Villis per nos assignatis (videlicet) Civitate Helsingfors, Mologesi, Landebro, possint & valeant suos Negotiores & Factores ordinare & deputare, qui possint commodum & utilitatem aliorum Mercatorum de Anglia in Locis praedictis non existentium procurare, Panes integros, vel medios, vel cum divisione, plus vendere & liberè permutare, dummodo per annum integram, vel amplius in loco fide designato demoneant, si tamen Civitatibus praedictis more aliorum Mercatorum.

Item, concordatum est & conclusum quod Mercatores & omnes Legi Homines Regis Anglie ad Reg-

ANNO
1523.

ANNO

1523.

& Dominia nostra declinantes has habere de cetero Liberrate in Locis praedictis, quod (videlicet) ipsi in ipsorum Bona, infra eadem Regna & Possessionem existentia, pro aliquo delicto, de quo principaliter Delictores aut Fideiussores non constituntur, nec pro aliqua transgressionis facta seu facienda per alios quam per seipsos, non assentiri vel aliquoties modiciorum; & si commiserit Mercatores seu Subditos aliquos Regni Anglia seu eorum Bona quocunque, pro debito & delictis propriis, ad satisfactionem alterius consequentis, vel alias quomodocunque gravari vel distringi, tunc, sufficienter cautione praestita stando Iuri per Mercatores sic gravatos, in eorum quae Bonorum suorum Abstractiones fieri commiserit, ipsi Mercantibus suis Bona sic arrestata liberè consequantur, ac pro suo luto habere, distrahere valeant.

Item, concordatum est, ad finem & effectum quod in rebus & personis agendis & explicandis privatis affectionibus de cetero cessent, ut & Mercatores & Gentis Regni Angliae indifferenter & favorabiliter in Regnis & Dominis Dacie & Norvegia recipiantur & tractentur, temporibus forent, in perpetuum curantibus providere & per praesentes providimus in Civitate Bergen, in Regno Norvegiae, necnon in Insula Flandriae unum vel plures Praefectum, five Praefectos Officiales, ad levandum & colligendum Taxationis & Contributionis in Civitate & Insula praedicta, providum vel providos & circumscriptos Vicos origine Dacos vel Norones, suos alium vel alios alterius Nationis seu Originis conjunctum.

Item, concordatum est quod, si Mercatores Regni Angliae vel Subditi eorum nunc Regnum Dacie, Norvegiae & Angliae Nauegium (quod alibi) in Regno vel Dominis alterius nostrum patiantur, sicut et Naves suas fractas vel collatas, nec non res, Mercas & Bona sua quocunque libere & pacifice per se vel per alios transire, recolligere & habere: Bullis autem seu Bullis & aliis Officialibus, qui fuerint pro tempore vel fuerint, ubi & quando hoc evenit & in alterutro Regno commiserit, Nauegium illos cum Naves suis contrahere, Mercas & Bona suis omnibus ab Inquisitionum Incurtus pro viribus suis prosequantur & defendant, ne eorum ad Res, Mercas, Bona, & Naves colligendas & salvandas sequeantur impendant & jaramen, abque eo quod aliquid Iuris, praeteritum alicuius domine Constitutionis, in rebus tam luto-dm vendicare possint & valeant, ne etiam calumnie compendium flectentur; excepta iura Mercede pro qua tunc laborant.

Item, concordatum est inter nos praememoratos Reges, quod neque nostrum aut Subditorum nostrorum inimicis alicuius auxilium quovismodo praestari vel favorent.

Item, concordatum est quod, in Portibus five Liberratis Regnum nostrum Regnum Dacie, Norvegiae & Angliae, nulli fiamus aut illi Gentes super Mare faciantur, quovismodo Nationis fuerint, alioquo modo receptantur, nec eis habent fieri alibi in Dominis Regnum nostrum praedictum in Pecunia, Armis, Instrumentis Militibus, Vidualibus aut alia re quocunque contra Subditos alterius Regni aliquo modo auxilium praestantur, nec favor talis quovismodo colore pertineat ad dampnificandum Mercatores seu alios Subditos quocunque Regnum nostrum predictum in Personis vel in rebus, sub poena recuperandi ab ipsis, auxilium seu opem facientibus, & venditionibus illorum amorem & Instrumentorum aut Vidualium seu aliarum rerum quocunqueque, deponit valorem eandem, & sub poena indignationis Regis Angliae.

Et, si commiserit Bona unius vel alterius nostrum seu Subditorum per Piratas huiusmodi, in Terra vel in Mari spoliata, eorum vel depredata, in aliquo Civitate, Villa, Oppido, vel Porto alicuius Regnum ad Terram applicare, vel ibidem venalia exportare, quid tunc Iuri seu Gubernatori illarum Locorum & Portuum, pro tempore existentes, hoc consilio, consilio remissionis manus apponere ad praedicta Bona, & ex sic faciente ad salva custodie ad Mercatorem & Dominorum eorum usum, seu eorum quibus restitutionem eandem de Jure & equitate fieri debent, dicitur & fraudem committit in hac parte cessantibus, praesentibus secundum Legem maximam legitime praedictam.

Item, concordatum est quod, si fuerint temporibus unius aut in praedictorum Regum alterius auxilio vel succursu indigent, & pro huiusmodi auxilio habendo alium d. liti requirunt, Pars requisita huiusmodi auxilium vel succursum Parti requisienti facere teneatur, & propter occurrence ubi vel Regis, Terris, Dominiis,

& Subditis suis pericula aut aliam causam rationabilem hanc facere poterint, cessantibus dolo & fraude quibuscunque, requirunt tamen rationabilibus expensis & sumptibus, prout inter nos seu Deputatos aut Consiliarios poterit concordari; praesentibus tamen quod requisitum huiusmodi fiet per sex menses antequam executioni demandetur.

Item, concordatum est quod, si alterius nostrum gentes in succursum venerint nostrum, & in qua Regno seu Dominio, Castra, Civitates aut Terras acquirant, Bona immobilia illi Regi cedant in eorum Regno aut Dominio fuerint acquisita; Bona vero mobilia in Regno ipso aut Dominio conquesta, insuper tam Bona mobilia quam immobilia in Locis, non ad nos seu ad Regem Angliae, Fratrem nostrum charissimum, pertinentibus, acquisita dividuntur secundum Capita Populorum existimant in consilio; exceptis Bona capis hostiliter super Mare; quorum pars tertia Regi qui fecerit expensas applicabitur.

Item, concordatum est quod, nullus nostrum debet inferre nec inferri consensit nec procurat ubi tempore alteri Legati Subditi, five Homines sui quibuscunque dampnum aliquod in Personis five rebus, & praesentem quod unus permittit Subditos suos, ad Vasa vel stipendia sua propria vel alterius, transire in obsequium vel auxilium contra alium, Regem, Terras, Possessiones & Dominia nostrorum quacunque.

Item, concordatum est quod, si aliquis nostrum diffideret aliquos propter alterum, Treugas cum diffidit non capis alius ubi Rex alter & Reges, Terras & Dominia sua sub Treagus huiusmodi comprehendantur.

Item, concordatum est quod, si temporibus futuris (quod ubi) contingeret aliquod contra praesentes Aliguanus per Subditum vel Subditos aliquos nostrum Regum praedictorum Haereditate nostrorum, contra alterius Subditum vel Subditos, per Incurtionem, Invasionem, Depredationem, Persecutionem, Navium seu rerum captiones, aut decimationes, vel quovis alio modo attemptare vel quomodolibet iniuriarum, quod alle Rex, eorum Subditi tale quis attemptaverint vel iniurias fecerint, & Haereditas sui pro tempore existentes, teneantur, & quilibet eorum suo tempore teneatur, iustitiam mediant, ad statum debitum attingere huiusmodi reducere, se delinquentes debite corrigere & punire, cum omni celeritate postquam super reformatione & punitione huiusmodi faciendis praesentibus probandis debite fuerint requisiti, vel eorum aliqui inde fuerint requisiti, fraude, dolo, ditione, malicia consiliis quibuscunque; praesentibus tamen quod praesentes Aliguanus pro tanto non teneantur seu habeantur in alio quo fructus, irrita five dissoluta, sed semper in suo robore permanent & virtute.

Item, concordatum est quod, si inimicus alicuius nostrum ad alterum vel Regna, Terras seu Dominia ipsius conflageret, ipsum sic conflageret in Regno; Terras, seu Dominia sua quocunque non acceptis, nec in eisdem state suo morari ultra dimidiam Annam a tempore uocina aliquoties permittit, sed eandem ab eisdem infra idem tempus praememoratum expellet & amovebit.

Item, concordatum est quod, tam propter bonum Pacis, quam mutua dilectionis Amicitiam, inter nos & Illustrissimum Regem Angliae Fratrem nostrum charissimum, nostrumque Haereditas & Successores nostros, eternaliter forendam & continuandam, omnes & singuli unius vel alterius nostrum Subditi, in capite tunc alterius nostrum five Subditorum nostrorum ubiqueque degentes five existentes, per praesentem Confederationis & Intelligencie contractum habeantur, & sint liberè levi & immanes, ita quod, nulla preliis exactione seu redemptio solut, dimitti debeat & poenis sine omni Gravamine ulterius misericorditer relaxari.

Et insuper super Spoliationibus, Depredationibus, Homidiciis, Damnis, Rapinis, aut Injurias quocunque, ante hac tempora inter nos Praefectores vestros Vassallos, Homines aut Subditos viros vel defunctos quoscunque a principio Mundi usque ad hunc diem commisisse aut perpetravisse, nulla fore eadem deinceps fructurum vel moveatur illis, accusatio, actio, querela, periclitio Iure vel extra Jus, discordia seu controversia Iuris vel facti quacunqueque, sed nos personamque, nostri Vassallos, Homines, Legi si iniuriis dimissis aut eisdem omnino recedimus & recedunt, remittimus & remittunt; salvo Jure tam nobis quam nostris Haereditibus, Successoribus & Subditis quibus-

ANNO

1523.

ANNO quibuscunque petendi delira, fassa ratione Conventionum & Contractuum, & etiam juri ordine cunctis-
quenda.

Item, concordatum est quod per premissa omnia & singula, presentibus descripta & contenta Licentia, Privilegia, Libertates & Concessionibus sine Indultis, ante Datam presentium per Illustrissimum Duce & Norvegie Regem, Mercatoribus & Homines Angliam & concessis, premissis molitur generare, sed quod omnia ista & singula cum premissis universis, & hac eadem cum illis, in suis permanent robore & vigore; sic quod Mercatoribus Angliam communiter & singulis veteribus Libertatibus, Privilegiis & Indultis cum presentibus appendiciis, contentis, concordatis, & conclusis, in suis causis agendis, prout eis ad utilitatem eorum melles & potentius videre poterint, libere valeant in perpetuum vel & sui eidem.

Item, concordatum est quod, si aliquis Subditorum ejusdem dictorum Regnum Dacie, Norvegie & Anglie hujus antea dicta Compositionis sine Conventionum vel aliquis ejus partis violator repertus fuerit, quod tunc talis per ipsum Principem vel suos Officiales compellatur Pari damno sine bona ablata restituere, & pro damno illato Pari injuriæ unâ cum interesse satisfecere, necnon ulterius in eis corpore & Bonis possit ut ipsius pena metus sit malorum hujusmodi Fœdera violator volentium.

Item, concordatum est quod, si prædicta commotata & conclusa aut aliquod premissorum in detrimentum notabile sine postum nostrum seu Successorum nostrorum Hæredum, Regnum aut Subditorum nostrorum temporibus fuerit vergat, seu in aliquo premissorum ditioni generetur, tunc utrique nostrum præfatum, ut Regnis & Dominis suis, ad usum & utilitatem & rationabilem utilitatem Regnum ac Subditorum interprecantur, intelligant etiam in melius commutandi plena sit facultas, prout semper quod per hujusmodi intellectum, interpretationem, sine conventionem Pax & Concordantia in presentibus completa nullo modo violatur.

Nos autem, Tradimus prædictum, Articulus, Capitula ac omnia & singula in eodem contenta, rata, firma, & grata habentes, ac omnia & singula pro nobis & Hæredibus & Successoribus nostris, quoniam nos ac Hæredes ac Succesores nostros concernunt ac concernere poterunt, approbamus, renovamus, ratificamus, & confirmamus ac inviolabiliter firmiter benè & fœdè tenere, observare & adimplere, tenerique observari & adimpleri facere cum effectu, in bonâ fide & in verbo Regis, promittimus per prædictas.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium his presentibus Literis, manu nostra propria subscriptis, magnam Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum in Civitate London. tricesimo die mensis Junii, Anno Domini millesimo, quingentesimo vigesimo tertio, Regni vero nostri Anno decimo.

CHRISTIAN.

Sub Sigillo magno circa alia impressa, pendente a vitæ rubri aliquo colore.

CLXIX.

11. AOÛT. Lettres Patentes de FRANÇOIS I. Roi de France, par lesquelles il commet & institue Madame LOUISE de SAVOIE sa Mere, Duchesse d'Angoulême & d'Anjou, pour Regente dans le Royaume pendant le tems de son absence. Dated à Gen sur Loire le 11. d'Août 1543. Avec l'EXTRAIT des Registres du Parlement de Paris, par la Verification desdites Lettres. [Copie très-ancienne tirée du Registre des Traitez de Paix, de la Chambre des Comptes de L'île, où elles furent enregistrées avec les Traitez de Madrid & de Cambrai.]

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roy de France: A tous ceulx qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nous considerans la grande œuvre avecq les infinita maux & dommages innombrables qui puis aucun temps en ça nous ont esté faictz & inferrez à nos Subiects de delà les Monts par Peux Empereur, Duc de Bur, & autres nos ennemis &

Adversaires, leurs Adherens & Allies, lesquels nous sensans occuper à la defense de ceulx nostres Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de deça, estoient de nousmes Ennemys & Adversaires, & sensidus Adherans & Allies, nous ont levé la Duché & Eilat de Milan & seigneurie d'Al & Gennes, propre Heredite de nos Predecesseurs Rois & dequel a bon & juste titre avons esté investis par Edou Empereur Maximilian, & d'après ont hereditement eulx & espousez nos gens Survivans, Officiers & Subiects, pille & lozé pieusement nostre grosse Ville & Cité de Gennes, & autres nos Villes & Pays de delà, au grand scandale de nous & de nos Amys & Subiects, & voyans & espoissons que si promptement, nous ne fissions l'entreprise de conquiesre & reduire en nos mains & obteinsir nosdites Duché & Eilat de Milan & seigneurie d'Al & Gennes, que nousmes Ennemys devenant & occupent ingéument, & nosdits loys, loyaux & refectionnez Serviteurs traitant desavantageusement à nostre tres-grand regret, nous les perdons entièrement & seroient contrainct d'eulx joindre & prendre le party de nosdits Ennemys ou demourer en leurs mercys & discretion & non iustement serons qu'ilz pour perdre nostre dite Duché & abandonner nosdits Amys, Serviteurs & Subiects, à nostre grande honte, mais si nous les y lussions assés & fortifier, veu leur moralité & damnable volenté, & les autres grosses peulances qu'ilz tiennent par delà, meilans en estantur peril & danger de retenir nosdits Royaume, Pays & seigneuries de deça, & si Dieu nous faict eulx grace de faire ladite Conqueste recouvrans nostre honneur, merces en Paix, & repos tous nos Eilat, Amys, Serviteurs, bons & loyaux Subiects, tant deça que delà les Monts & fassions cesser la Guerre qui tant a duré en nostre Royaume ou eulx eulx est de present & parviendrons facilement au bien de l'un & l'autre leulx il est impossible que nosdits Subiects puissent vivre en repos & tranquillement que de tout nostre cœur leur desirons: Et a esté cause & pour le bien & utilité de nosdits Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries & Subiects, ayons deliberé à l'ayde de Dieu nostre Createur nous mettre en nostre devoir & effort de faire ladite Conqueste & recouvrerment d'eux nos Duché, Eilat & Seigneuries de delà, & pour nostre noblesse entreprise en deliberation a execution, ayons dressé une grosse, forte & puissante Armée garnie de toutes choses necessaires à un tel affaire, & laquelle pour plus promptement & facilement mettre a execution ayons emmené aller en perbuse avecq préalablement donné ordre & provision à toutes choses requises pour resister à nosdits Ennemys & Adversaires, & Quantiers & Frontieres de deça qui est nostre principal, & combien que outre cela, taillions par tous les Frontieres d'iceluy nostre Pays, nos Lieutenans & Gouverneurs des Pays avecq gens de Guerre de nos Ordonnances, Franes Archers & autres provisions, pour resister à ce qui pourroit survenir de force que, moyennant l'ayde de nostre Createur, ne nous pourra advenir aucun inconvenient. Toutefois pour autant que pour l'execution de nostre dite entreprise nous convenons passer les Monts & serons absens quelque temps de nosdits Royaume, Duché de Bretagne, Dauphiné, Provence, Forequier, & Terres adjacentes, & autres Terres & Seigneuries de deça les Monts, soit beling laisser pardeça Personnaiges representant nostre personne pour pourveoir & avoir regard & Superintendance à toutes choses, qui jouruellement occurreront & pourroient occurrir & survenir à ung tel Royaume, Pays & Seigneuries, auquel aussi nos Officiers, Serviteurs & Subiects, se puissent adresser & avoir recours à leur besoins & affaires selon qu'ilz se offriront & le requerront comme ilz seroient à nous mesmes: SÇAVOIR FAISSONS, Que nous les choses dessusdites considerées & mesmeement que plus convenablement ne pourrions pourveoir à ung tel Regime & administration que de la Personne de nostre Tréschere & Trésamée Dame & Mere la Duchesse d'Angoulême & d'Anjou, Conneste du Mayne, un port le bon zelle & singuliere amour & affection legitime & naturelle que sçavons extrêmement qu'elle porte à nous, & ausly qu'elle a ausdits Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, bons, loyaux & obéissans Subiects d'iceluy, que pour la bonne experience qu'elle a en toutes matieres que en cas semblables, que ausmes à la premiere Conqueste de nosdits Duché & Eilat de Milan, & Seigneuries de Gennes, ausmot après nostre advenement à la Couronne elle exerça & administra comme Regeute & Gouvernante pour nous en & par tous nos-

dit Royaume, Pays & Seigneuries de deça, en laquelle charge elle s'acquiesça, comme il est certain & moine, & veracitement & prudemment, qu'elle en est digne de louange & singulière recommandation. Iceille noble Dame & Mere, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & pour la parfaite & entiere confiance que nous avons de sa personne & de ses faits, vertus, prescience & integrité, avons fait, confirmé, ordonné & établi, faisons, confirmons, ordonnons & établissons par ces présentes Keptes & Gouvernances pour nous en nosdits Royaume, Pays & Seigneuries de deça les Moins, repressant nostre Personne & nous avons donné & donnons par ces présentes tout plein pouvoir, autorité, & faculté & puissance de vacquer, entendre & employer à la conduite desdits affaires quelle qu'ils soient qui surviendront & pourront survenir & occurrir en iceles nos Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, de faire vivre en bon ordre, Justice & Police les Sujets de tous les Pays de nostre Royaume, Pays & Seigneuries, leur faire faire & administrer Justice par nos Cours Souveraines, Prevôts, Baillifs, Sénéchaux, & autres nos Officiers de Justice, chacun en son pouvoir & Jurisdiction, de oyr les Requêtes, plaintes & doléances de nosdits Sujets, & sur iceilles leur pouvoir & faire pourvoir, comme il appartiendra de faire, assembler & mander venir vers elle tel nombre de nos Prédicteurs, Conseillers de nos Cours Souveraines, Chanceliers des Comptes, & autres nos Officiers, & pareillement des Maîtres, Echevins, Conseillers, Bourgeois, Mayors & Habitans des Villes de nostre Royaume & autres nos Sujets, qu'elle verra estre à faire, pour avoir leur conseil & avis sur ledits affaires ou leur ordonner ce qu'il aura à faire, pour le bien de nous, de Justice & de la Chose publique, de faire obeyr les Arrêts & exécutions de nosdits Cours, tant de nos Parlements généraux, de la Justice de Aydes, que de la Chambre des Comptes, de faire tenir la main aux Exécuteurs comme il sera besuyn pour le bien de Justice, de faire mettre sur & en armes les gens de Guerre de nosdits Ordonnances que lissions pardeça, Nobles & Gens de nostre Band & Arrièreband, Francs Archiers, & autres nos gens de Guerre de pied & à cheval pour aller en leur qui leur sera mandé & ordonné pour la garde & défense d'iceux nosdits Royaume, Pays, Seigneuries & Sujets, de pourvoir à la garde des Quartiers, Villes, Places & Chastellen de nostre Royaume, Pays & Seigneuries tant de gens, Vivres, Ammunition, & autres Munitions qui seront requises & nécessaires pour la conservation d'iceux, de croquer, diminuer, muer ou changer les Garnisons de Gens de Guerres de nos Ordonnances & autres icelles, ou qui seront cy après mis en iceilles Places, ainsi que pour la garde & sécurité d'iceilles & le bien de nostre Royaume qui semblera bon, de faire faire les montres & Revenues de nosdits gens de Guerre, de les faire vivre en bon ordre, Justice & Police, & selon les Ordonnances par nous faites sur le fait de la Gendarmerie, & ordonner les Comestables & Contrôleurs qu'il faudra pour ce faire, de donner Lettres de faveur & faulconcelle tant aux Sujets de nostre Royaume, pour aller trafiquer marchandise en Pays de nosdits Ennemys & Adversaires ensemble à tous autres, pour tel temps & avecq telles conditions qu'il luy plaira, de pourvoir & disposer de nos Edits & Office de nostre Royaume, tant de Justice, Gardes & Capitaines de Cier, bonnes Villes, Cier, Chastellen, Places, Forteresses, que de nos Finances, & deniers ordinaires & extraordinaires, & autres de telles Personnes qu'il luy plaira, & autres & autres fins que vacation & échec, fait par mort, religion, ou forfaiture, declaration prestablement faite, ou si elle veult que bon soit commette à l'exercice d'iceux jusque à ce que y ayant prouvé de céder & ériger nouvel Estat & Office de Judicature ou autres, & à iceux ordonner gages & taxation selon qu'elle verra estre à faire, de recevoir & admettre les resignations de ceux qui tiendront Office, soit que les Resignans soient en perill ou absens, ou les octroyer au Survivant, de conferment desdits Resignans, & pareillement donner, conferir, presenter, nommer & induire aux Benefices qui vacqueront durant ledit temps, de quelle qualité qu'ils soient, encores que ce soient, Archevesché, Evêché, ou Monastere vacant en regalie ou en nostre collation, promotion, dispense ou nomination, par droit de garde d'Enfance mineurs ou de légitis es lieux ou elle nous appartient, ou par nomination ensuivant les

Concordats faitz entre le Saint Siege Apostolique, & nous, ou autrement en quelque maniere que ce soit de donner & octroyer les Droits de gages qui nous appartiennent en nostre Pays de Normandie & ailleurs, & canté de la minorité & fruct d'ages des Enfants, tenans Héritages & Fiefs Nobles de nous, de remetre, quider, pardonner & abolir à tous ceulx que besuyn q'ils tous ces crimes, delictz & malices qu'ils pourroient avoir commis & peccerz eures nous de Justice, de conferment, & prolonger & continuer nos Privilèges, Franchises, Libertés, Exemptions, Dons & Octrois de Villes & Communautés de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries à ceulx qui les viendront requérir ou les leur donner de nouveau pour tel temps quelle verra estre à faire, de faire rabattre, moderations & diminutions de fermes apres les informations faites & ven les avis des Officiers, comme en tel cas est requis & accoustumé, de octroyer Lettres de nobilitations, adonement, legitimacion de Bailleurs, Lettres de naturalité & congé de telles & Etrangères, ou pour tenir Benefices en nosdits Royaume, Pays, Terres & Seigneuries en payant finance modérée pour une fois, ou icelle finance, donner, ceder, quider & remetre, si elle veult que bon soit, avecq congé de iceles Officiers incompatibles à perpétuité ou à temps, evocations de causes en nos Cours, en nostre grand Conseil, & de nostre grand Conseil esdits Cours, & de les renvoyer de l'une desdites Cours à l'autre, & Lettres de remission de causes, de faire assembler les Chambres de nosdits Cours pour le jugement des procès ainsi qu'elle verra estre à faire, pareillement d'ordonner & disposer de tout Droits de loys, ventes, troisiemes, rachaps, quintes & requintes, deniers & autres profits de Fiefs, droitz & devoires Seignioriaux quelconques, Amendes, Aubernes, Forfaitures & Confiscacions aux Personnes, & ainsi que bon luy semblera, de ordonner & disposer des Payemens de nosdits Gens de Guerre, tant de nos Ordonnances, Montepayes, Gens de pied & de cheval que autres qui pourroient estre mis sus pour nostre service, pour tel temps & ainsi qu'elle adviendra; d'avoir cognoscance sur le fait, distribution de nos finances, tant ordinaires que extraordinaires, les faire distribuer es choses qui requerront prompt provision pour le bien, tention & défense de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries, & aussi pour le fait des pensions, entretienement des Seigneurs & autres Personnes, qui sont occupées en nos affaires ou autrement, ainsi que nostre Dame & Mere adviendra & verra estre à faire, de tasser & ordonner Voyages, Salaires, Vacations, dons & recompenses raisonnables à telles Personnes qu'elle verra & bon luy semblera, de composer avecq ceulx qui nous pourroient estre redevables pour les changes & manimens qu'ils pourroient avoir eues des deniers de nosdits finances ou autres charges & manimens à telles sommes de deniers qu'elle adviendra, & sur ce decerner ses Lettres & acquies, dons & delcharges nécessaires signés de sa main, & de l'un de nos ames & fraux les gens de nos Comptes, Trésoriers de France, & generally Conseillers par nous ordonné pour le fait de nos finances, comme à chacun d'eulx en son regard appartiendra, ausquels nous mandons ainsi le faire, & lesquels acquies, mandemens & provisions voulons estre d'un tel effect & valent & servir à l'acquel de tous ceulx & ainsi qu'il appartiendra enmy si fait & octroyer avoient eue par nous, de faire Ordonnances, Statuts & Edicts tels qu'elle trouvera que faire & debira pour le bien de nous, nostre Royaume, Pays, Seigneuries & Sujets, & autres Ordonnances, Statuts & Edicts, & à ceulx que par eux devant ou eue fait, par nosdits Predecessseurs Roys & nous, deroguer & d'iceulx relever ainsi & par la forme & maniere qu'elle verra estre besuyn, & comme bon luy semblera, de mander & faire assembler, si besuyn est, les gens des Estats de nostre Royaume ou d'aucuns Quartiers d'iceulx, & à iceulx faire remontrances de nosdits affaires & leur requérir aydes de deniers & autres choses, ainsi qu'elle adviendra de faire; de traicter, faire conclure & jurer, Treves, Abdicances de Guerre, Paix & Alliances, gentalie ou particulier, soit par elle en Personne ou par ses Ambassadeurs, Commis & Deputés, avecq Empereur, Roys, Princes, Seigneurs, Potentats, Commensales & autres de quelque estat ou qualité qu'ils soient, tant avecq ceulx qui de presnt lunt nos ennemis declares, & qu'il pourroient cy après devenir, que avecq nos Amys, avecq tels Païs, Conditions, Remissions, Quillances, Cessions & Transports, d'abac-

ANNO

1523.

26. Sept.

FRANÇOIS
NAVARRA

CLXXI.

Traité d'Alliance entre FRANÇOIS I. Roi de France & HENRI, Roi de Navarre. A Lion, le 26. Septembre 1523. & ratifié par le Roi de Navarre en son Chateau d'Orthez, le 16. Octobre 1523. [FRÉDÉRIC LEONARD, Tom. II. pag 185.]

HENRI, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Duc de Nemours, de Gandie, de Montblanc, de Pegnastel, Comte de Foix, Seigneur de Beran, Comte de Bigorre, de Perigord, de Rivegorce, Vicomte de Castellon, de Limoges, Marquis, Turian, Garvadan, & Neboussan, Seigneur de la Cité de Balaguer, & Pal de France: A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme ainsi soit que pour le désir & affection, que à jamais nous ci devons avoir bon ami, parent, & Allié de la Couronne de France, en enlevant les peines de nos Prédécesseurs, & desirant, que nos Successeurs fussent le semblable, eussions dépêché notre très-cher & aimé Cousin Gaston, Seigneur & Baron d'Andouins, notre Sénéchal de Beau, & grand Chambellan, devers Monsieur le Roi Très-Christien, avec expres pouvoirs, & charge de renouveler les Alliances, qui avoient été faites & passées entre ledit Seigneur, & feu de bonne mémoire, les Roi & Reine, nos très-honorés Père & Mère, que Dieu absolve; lequel en vertu dudit Pouvoir ait fait ladite renouvellement, & par icelle promis, que nous les ratifierions un mois après, ainsi qu'il nous a été & remontré, & apert par les Lettres en forme des ci-dessus, dont la teneur s'ensuit.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme l'an mille cinq-cens & quarante, le vint-septième jour de Mars, notre très-cher & très-ami Frère & Cousin, le Roi de Navarre, nous eût dit & remontré le désir & affection, que lui, & feu notre très-cher & aimé Frère & Cousin, le Roi de Navarre, nous eussent fait, & au même point par le Traité fait à Blois, le dix-septième jour de Juillet, l'an mille cinq-cens & quatre, entre les Rois & Reines de France & de Navarre, & les Ambassadeurs desdits Rois & Reine de France & de Navarre, d'autre: Et en ce faisant nous eussions pué & seules, traiter, conclure, & passer entre nous, & eux, Confédération & Alliance; & que pour la singulière & spéciale amitié & benevolence, qu'ils nous avoient toujours portée, nous aurions bien voulu & accordé faire, & en notre bonne Ville de Ché de Paris, fait & passé ledit Traité, lequel fut de notre main, & fait scellé de notre Scel. Depuis lequel Traité fut, lesdits Rois & Reine de Navarre, nos bons Amis & Alliez, sont allés de vie & de trépas, dehaillé notre très-cher & très-ami Frère & Cousin, Henri, Roi de Navarre, leur Fils aîné, & principal Héritier, lequel fut toutes choses très-affectionnellement desirant la perpétuation & continuation de ladite Alliance & Confédération, & faire & accordée avec nous, par lesdits Rois & Reine de Navarre, ses Père & Mère, voulant suivre & imiter leurs loüables vertiges & exemples, a envoyé devers nous notre très-cher & bien-ami Gaston, Seigneurs & Baron d'Andouins, Sénéchal de Beau, son premier Chambellan, Ambassadeur & Procureur général de Procuration, de laquelle la teneur ensuit.

HENRI, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Duc de Nemours, Gandie, de Montblanc, de Pegnastel, Comte de Foix, Seigneur de Beau, Comte de Bigorre, de Perigord, & de Rivegorce, Vicomte de Castellon, de Limoges, de Marlin, Turian, Garvadan, & Neboussan, Seigneur de la Cité de Balaguer, & Pal de France: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, que comme à jamais entre les Prédécesseurs du Roi Très-Christien, & les nôtres, eût été toute bonne Fraternité, Amitié, & Alliance, & même entre le Roi Louis XII. & nos très-chers Seigneurs les Rois & Reine de Navarre, nos Père & Mère, que Dieu absolve, & le Roi, qui est présent: laquelle Fraternité,

Ami, & Alliance, nous de nous notre pouvoir avons désiré & devons être continuée, tant en la Personne dudit Seigneur, & de ses Successeurs, que de nous, & de nos Successeurs. Pour ce effi-ci que nous confiant à plein de la faculté, discrétion, & bonne diligence de notre très-cher & aimé Cousin, Gaston, Seigneur & Baron d'Andouins, notre Sénéchal de Beau, & grand Chambellan, lequel d'Andouins aujourd'hui nous confiant & ordonné, confessions & octroyons notre Procureur, auquel avons donné & donnons expres mandement, pouvoir, & accordé, de & au nom de nous, requérir & supplier audit Seigneur, veuille renouveler tant en personne de lui, que de ses Successeurs; de nous, & de nosd. Successeurs, les Alliances, qui furent passées entre ledit Roi Louis XII. & ledit Seigneur, & nosdits feu Père & Mère, & de passer en notre foi, & parole de Roi, tenir, & accomplir les Articles desdites Alliances, & iceux voir jurer audit Seigneur, & faire toutes autres choses requises & nécessaires pour le renouvellement desdites Alliances, puis ores que fussent de telle qualité que Mandement plus spécial requerrait. Si promettons, & avons promis sur notre bonne foi, & parole de Roi, & par serment par nous presté aux Saints Evangiles de Dieu, avoir ferme & agréable, tenir, & accomplir, tout ce que par ledit d'Andouins, notreudit Cousin & Procureur, sera fait, prouvé, & accordé, touchant ce que dessus, sans aucunement venir au contraire. En témoin de quoi en avons ordonné ces présentes, signées de notre main, & mandé sceller du Scel de nos Armes. Donné en notre Châtel de Pau, le quatorzième jour d'Avril, l'an 1523. *Avril signé sur le rosp. HENRI. Et sur le rosp: Par commandement du Roi de Navarre, l'Evêque de Lescar, les Chanceliers de Navarre, de Foix, & de Beau, le Seigneur d'Artois, & autres seigneurs, De Puy, & scellé en double sceau de cire rouge.*

Lequel Seigneur d'Andouins, de la part de notreudit Frère & Cousin, le Roi de Navarre, son Maître, après humble & gracieuse remontrance des choses dessusdites, nous a requis vouloir renouveler & confirmer lesdits Traité & Alliance, offrant iceux passer en l'ame dudit Roi de Navarre, comme son Procureur & Ambassadeur, & si besoin étoit, les lui faire ratifier. Savoir faisons, que nous, ledite requête par nous bien entendue, vue, & délibérée en notre Conseil, nous icelle très-agréable, & satisfaisant par effi-ci, sans & inconvénients par ci-dessus venus, & qui peuvent venir par les divisions & discords, qui ont été, & sont entre les Princes Chrétiens; & ne contraindre les biens infinis, qui viennent & procèdent de Paix & de Concorde; desirant, non seulement avec notreudit Frère & Cousin le Roi de Navarre de vivre en Amitié & Alliance, mais avec tous les autres Princes de la Chrétienté; considérant aussi la proximité du Sang & Lignage, dont nous sommes unis avec ledit Frère & Cousin, & l'amour & affection qu'il nous a toujours porté & porte, avons pour nous, & nos Successeurs Rois, avec ledit Baron d'Andouins audit nom, promettant faire ratifier, traité, conclu, & accordé Amitié, Alliance, Intelligence, & Confédération, en la forme & manière, qu'il s'ensuit.

Premièrement, que bonne, saine, & vraie Amitié, Alliance, Confédération, & intelligence, sera, & est faite, conclue, & accordée entre nous, nos Successeurs, Rois, Duché de Bretagne, & autres Duches, Comtes, Terres, & Seigneuries, qui nous compètent, & appartiennent, Pais, & Sojers, particulièrement & à toujours, d'une part; & ledit Roi de Navarre, ses Hoirs & Successeurs, Com Rois, Pais, Terres, Seigneuries, & Sojers, d'autre part. Tellement que nous serons amis des amis, & ennemis des ennemis, l'un de l'autre; & ne pourrons, ni nos Hoirs, & Successeurs, pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit, ou puisse être, donner aide, secours, faveur, ni assistance, aux ennemis dudit Roi de Navarre, ni jamais faire Guerre par nous, ni par personne interposée, directement ou indirectement, audit Rois, Duches, & autres Pais, Terres, & Seigneuries quelconques audit Roi de Navarre, & ses Hoirs & Successeurs appartenans, mais serons obligés d'aider & secourir de tout notre pouvoir ledit Roi de Navarre, & sesdits Hoirs & Successeurs, envers & contre tous, de quelque autorité, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la tutelle, garde, défense, & recouvrement de fief, Rois, Pais, Terres, & Seigneuries, qui lui compètent, & peuvent compéter & appartenir, & à sesdits Hoirs & Successeurs,

ANNO
1513

Successeurs, & pacifiquement ledit Roy de Navarre & dits Hôirs & Successeurs soient teus & obligés de faire le semblable envers nous, & nos Successeurs, & nous aider & secourir de tout leur pouvoir, envers & contre nous, de quelque éon, qualité, condition, autorité, prééminence, ou aliquid qu'ils soient, sans nul excepteur, pour la fureur, trahison, garde, & défection de noudis Roiaume, Duché de Bretagne, Pais, Seigneurs, Terres, & Seigneuries éans deçà & delà les Monts, à nous appartenans, & qui nous peuvent competer & appartenir, & à noudis Successeurs. Et d'avantage, si nous avons à besoigner pour quelque affaire, de Gens & Sujets dudit Roi de Navarre, il sera tenu nous ou baillier ou envoyer en tel nombre qu'en serons demander & recevoir, à nos dépens.

Item. Et si aucuns Princes, ou Prince étranger, quel qu'il soit, veulent passer par noudit Roiaume, Pais, Terres, & Seigneuries, pour aller faire Guerre contre ledit Roi de Navarre, en fondit Roiaume, Pais, Terres, & Seigneuries, nous ne lui donnerons passage, mais y overrons de tout notre pouvoir. Et s'il avient, que faire ne le puissions, nous en avertirons ledit Roi de Navarre, & le requerrons qu'il envoie Gens d'armes, & autre aide pour résister aux ennemis, & observer qu'ils ne puissent par noudit Roiaume, Pais, Terres, & Seigneuries quelconques. Et pacifiquement, ledit Roi de Navarre sera tenu & obligé de donner aucun passage à aucun Prince, ou Princes étrangers, qui voudront passer par fondit Roiaume, Pais, Terres, & Seigneuries, pour nous venir faire la Guerre en noudis Roiaume, Duché de Bretagne, Pais, Terres, & Seigneuries quelconques, mais l'empêchera de nous son pouvoir: & s'il n'avait puissance pour y résister, il nous en avertira, pour après lui aider de nos Gens d'armes, & autre aide, en maniere qu'ils ne puissent par fondit Roiaume, Pais, Terres, & Seigneuries quelconques, en paient toutefois les droitz & devoirs dûs & accoustumés.

Item. A été traité & accordé, que tous les Sujets, de quelque éon & qualité qu'ils soient, de nous, & dudit Roi de Navarre, pourront dorénavant aller, fréquenter, séjourner, & demeurer marchandisez, & autrement, ainsi que bon leur semblera, par Terre, Mer, & Eauz douces, & Pais, & obéissance l'un de l'autre, librement, & sûrement, sans qu'on leur puisse mettre ou donner aucun arrest, détournier, ou empêchement en leurs personnes, marchandises, & biens quelconques, en paient toutefois les droitz & devoirs dûs & accoustumés.

Item. A été accordé, que en cette présente Amitié, Alliance, & Confédération, sont & seront compris les Alliez & Considérez de nous, & de noudit Frere & Cousin, le Roi de Navarre, lesquels le pourront nommer dedans trois mois, & par leurs Lettres Patentes signifier & baillier l'un à l'autre.

Item. A été ainsi traité & accordé, que dorénavant, nous, & ledit Roi de Navarre, & nos Hôirs & Successeurs, serons teus & obligés nommer & comprendre les uns les autres respectivement, & Traitez, Alliances, Amisties & Confédérations, que nous traiterons ci-après avec quelque Prince ou Potentat que ce soit.

Item. Et pour ce que l'Empereur, Roi d'Espagne, est de présent notre ennemi déclaré, & en volonté d'invalider noudit Roiaume, & nous faire toute la Guerre qu'il pourra, ledit Roi de Navarre, la publication faite de cette présente Alliance, si est que ledit Roi d'Espagne, ou son Armée, s'efforcera desceudre en noudit Roiaume, sera tenu soi déclarer ouvertement contre ledit Roi d'Espagne, & autres nos ennemis, qui le serviront, serons de sa Ligue, ou en sa compagnie.

Toutes & chascunes lesquelles choses dessusdites, en la forme & maniere qu'elles font ci-dessus écrites, traitées & accordées, nous, pour nous, & nos Successeurs; & ledit Baron d'Andouins, pour ledit Roi de Navarre, & ses Successeurs, & entre que besoin seroit, Frere & Sœurs, pour lesquels ledit Roi de Navarre se fait soit, avons promis & juré, promettons & jurons par les Saints Évangiles de Dieu, pour ce moussellement par nous touché, & en parole de Roi, & ledit Baron d'Andouins, audit nom, en l'ame dudit Roi de Navarre, auquel il se promet faire ratifier dedans un mois prochain, (s'entend ce présent Traité demeurera nul) contraindre, garder, & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans par nous, ni l'un de nous, venir, ni souffrir venir au contraire, en quelque maniere, ni pour quelque cause, excuser, ou occasion que ce soit. Et à tout ce que

TOM. IV. PART. I.

dit est, autant que à nous, & à nos Successeurs touche, & peut toucher, tenir, observer, & entretenir, avons obligé, & obligons par ces présentes, tous & chascuns nos biens, meubles & immeubles, présents & à venir. En témoin de ce avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait mettre notre Seal. Donné à Lion le vint-tiesme jour de Septembre, l'an de grace mille cinq cents vint-trois, & de notre Règne le neuvième. *Ainsi signé sous le seel, FRANÇOIS, & sur le seel: Par le Roi en son Conteil, DE NEUVILLE, & Joli du grand Seal dudit Seigneur.*

Lesquelles Lettres par nous veues & bien entendues, le jour sous écrit, dedans l'Eglise des Cordeliers de cette Ville, éant à genoux au devant du Maître autel de ladite Eglise, avons juré fuir le *Te igitur*, & faire vraie Croix dessus mise, & appoûée, que tiendrons & accomplirons le contenu & Articles desdites Alliances, sans venir, ni faire venir, directement ou indirectement, au contraire. Et avons ratifié & ratifions, par teneur de ces présentes, tout ce que par ledit d'Andouins a été fait & accordé en notre nom, touchant lesdites Alliances. Et pacifiquement l'un des fait juré & ratifié à notre tres cher & tres aimé Frere, Charles, Prince de Navarre, en tant que besoin seroit. En témoin de quoi nous avons ostroffé les présentes, & signé de notre main, & fait sceller du Seal de nos Armes. Donné en notre Chastel d'Orléans, le troisième jour d'Octobre l'an 1513. *Signé, HENRI. Et sur le seel: Par commandement du Roi de Navarre, le Seigneur d'Andouins, Grand Chambellan dudit Seigneur; le Seigneur de Montfaucon, premier Chambellan; les Chanceliers de Navarre, de Béarn, & de Foix; les Seigneurs de Tournay, de Senect & de Gelas, Grand Ecuier; les Capitaines Bonnotte, & Pichot; les Seigneurs de Lotbeye, de Candan, de Budet, & autres plusieurs autres. Signé, DE LUNTE.*

CLXXII.

Kaiser Karls des V. Confirmation dess am 10. Oct:
13. Mai dißes Jares zwischen dem Herrschgen zu Braunschweig Lüneburg, und dem Heilich Römischen kaiserlichen Vertrag.
Geben zu Pampelona tem 20. Octob. 1513.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Accord de Quedlinbourg conclu le 13. Mai 1513. entre les Ducs de BRAUNSWICK-LUNEBURG, & l'Évêché de HILDESHEIM. Donné par l'Empereur CHARLES V. à Pampelona le 20. d'Octobre 1513 [Voyez-la ci-devant sous le 13. Mai de la même année 1513. pag. 383.]

CLXXIII.

Bulla CLEMENTIS VII. Pontificis Romani, 1523.
quo HENRICO VIII. Regi Anglie, Titulum DEFENSORIS FIDEI confirmat. Dat. 1524.
Romæ tertio Non. Martii Anno 1513. [RYMER, Fœderis, Conventiones, &c. Tom. I. Martii XIV. pag. 13.]

CLEMENS Episcopus, Servus Servorum Dei, Carissimo in Christo Filio nostro Henrico Anglie Regi, Illustri FIDELI DEFENSORI Saluitem, & Apostolicam Benedictionem.

Decret nos, donos Dei Altissimi, in ea positis specula, unde omnium, ac præsertim eorum qui Principes & Imperia a Deo Optimo Maximo obtinent, locq; & hac merita prospicere possunt, ita benemeritis habere promptam gratiam, ut si re ipsa indicatio quid & quantum unicuique tribuendum sit, & in iudicando sumus & in remunerando libérales, hinc Prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum id fuit arbitrium, quoque liberrimo animo componemus.

Cum igitur, Tu Fili noster Carissime Henrice, non uno & altero præterito sæculo, sed perpeuo instituto iure tuo, Regia maxime viuentium ita undique perfectum & absolutum præstiteris, ut & arma, quibus plurimum

D d d

eales

ANNO
1513.

ANNO

1523.

1524.

valens, & Doctrinam ac Sapientiam, ex qua summam laudem et adeptus, ad Deum & Dei Religionem defendendam semper conculcit, Fideique sanctae, etiam Libero, adversus *Lutheri Haereticum*, miri creditione & eloquenti edito, extiteris Descendit ac post Patrem, felicitas recordanda. *Los Deuoten*. Præcedisse & Frater Patruelis noluit, de consilio Fratrum suorum (de quorum numero tunc eramus) Sententiam, te, ad eandem nomina regalia atque singula, Fidei DEFENSOREM voluit appellari; atque hoc extimo *Tuile*, non tunc laude hominum, quam ex celesti commendatione deopto, *Seruitutem tuam* insignit; quod nos ab illo laudum iustissime ac sapientissime agnoscamus.

Cum enim tam & in regendis Populis tibi creditis Iustitiam, & in amplissima Potestate, pari clementia temperandi, moderationem, & Christianae Religionis integram, piam, inuiolatamque observantiam, in Deum quoque ipsum, & omnia quae Dei sunt, administrant quosdam pietatem respicimus; cum intellegimus & eximius quantum in Bello, concilio & virtute possitis in Pace, ut omnia ad Subditorum Salutem dirigenda putes, quomodo Tu unum propemodum Regem omnium, insidit quidam magnitudine ingenti, duo dicaris illud in eorum conspectu habens, & quod lo Doctrina & Sapientia positum quietem & firmitatem habet conuulsum, & quod in tumultu adionibusque citissimis agitant eorum suscipi rationis; in unumque vero usque adeo excellis, ut possis cum his, qui in singulis elaborant, necis & prudentissimis Principibus comparari.

Hec inquam de Te cum cogitamus & agnoscamus, omnem humanam tuam, cui inaccessibilis virtute infirmiorum illorum necesse est: atque huc, tanto in te peritioribus admirabilioribusque sunt, quod nulla nequam querela violata, nulla commotione voluntatis fuerant interrupta, neque vero aut privata cupidinis causa simulata, aut populari gloria data, sed vera & incorrupta virtus; nec penam aliud quaesierit quam sempernam; & Theorum unicum suum gloriam voluit esse Deum; itaque in diuini ferme veritas rebus, inaccessibilem quodammodo, & communi natura repugnanti, celibatione assecuta est: nam Belli labores & pericula ob ea causa suscipiantur, ut aut ulio iniuria ab Hostibus repetatur, aut plus habendi cupiditas expleatur, tu nulli peccatum laesum iniuria, nullius rei stans aspectus, ubi primum insidit Sanctum Sodem Apollonium, & Ecclesiasticum libertatem vocat in discrimen, tanquam plus filius, Martis, tuam impetrans opem, voce caritatis, Bellum difficile atque noxium suscipit, neque pacem nullum virtutem sua assiduis placant, & librum silentis, aciem & animam praebuit: deinde vero, cum reconciliatis animis eorum qui Sedi Apollonica vni adherent, exoptat Christianae Republicae arma ubique poni, tu quamquam Vigor, & in Hostium agro, paribus eorum jam Urbibus expugnatis, Castra habes, in obtemperando tamen publica utilitati voluit esse Priore.

Neque arma solum (id quod alii quoque egent) sed Victorem ipsum dimissit, longe maiorem & diuiniorem Victorem natus; victis enim tuum animum, qui exterorum omnium potest esse Victor.

Ite cum ceteri Principes humani quibusdam gradibus ad nobilitatem suam accedant, tu ad singulariorem & laetitiam laudem celsissimis operibus peruenisti.

Securum est tempus non minus damnosum Christianis & ipsi optinuit *Luthero* non melioris in animabus facilius labor facta est; quo tempore, tu, cum armorum morendorum pro Fidei tutela occasionem non haberes, etiam praesentis, & ad similes opes accomodatus, ut legisti & Deinde Arma viribus, Libere in Fidei Christianae Sacramentorum deiectionem, scripto ac divulgato, impit Haereticorum conspectu obuium iusti, qui quidem Liber, sancto digne Spiritu, ex luminibus ingenti Scientiae quae recessit est, ut facile sparet, optimam aeternam quodvis se veritatem ad omnia aptum esse, optimam vero voluntatem, etiam Dei opem & munere, in cunctis gliscem esse & fortunatum; propter quae omnia, Theum diem, & cognomen FIDEI DEFENSORIS, decernit tui per *apud* Præcedentem nostrum, iustissimam & plurimum rationibus delatum, nos quoque, in Apollonia Potestate plenitudine, Deo Petri & illius veni Sacerdotes, ex certa scientia & proprii voluntate nostris, approbamus, confirmamus, illique perpetuum & proprium deputamus;

Deum Optimam Maximam Seruatorem iustorem Regem supplicibus votis deprecamus, ut tamen, & Fidei suae sanctae tam beneficentem Regem cum diuturna Salute & vita, in ipsius conspectu, & factis omnibus fecundam, ad extremum immortalis tibi Gloria parat legatur, ut, cum ceteris tuis Thulis praestantibus & magnis, *Pro Victoris, prosper felix*, hoc praecipuum & maximam FIDEI DEFENSORIS Decus, ac nomen, te in Caelum usque & ad peritiam illam beatitudinem commetur.

Datum *Rome* apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominicae, millesimo quingentesimo vigesimo tertio, tertio Non. Martii, Pontificatus nostri Anno primo.

J. A. SADOLETUS.

A. DE CASTILLO.

In dorso,

Registrata apud me,

SADOLETUM.

CLXXIV.

Diploma Königs FRIDERICI I. in Bist. & Mai. nemarck / wodurch Er denen Jaggriffen der Fürstenthümer Schleswig-Holstein ihre vortige Privilegia theils confirmirt und ratificirt, theils verbesst und gendert / sowohl was den Gottedienst / als Erhaltung des Rechts / Mägen und andere Sachen anlangt. Kiel am Freytag nach Himmelfahrt 1524. [LONDONDORF: Acta Publica Part. XII. Libr. XIII. pag. 464.]

C'est -à-dire,

Diplome de FRIDERIC I. Roi de Dannemarck, par lequel les anciens Privileges des Ducs de Sleswick & Holstein font en partie confirmés & ratifiés, en partie changés & corrigés, tant sur ce qui regarde le Culte divin, que l'Administration de la Justice, les Monnaies, & autres choses. A Kiel le Vendredi après l'Ascension de Notre Seigneur 1524.

III. Frederick dan Gutes Gaden ertheilt Königs die Dannewarck / Norder Erbe the Norwegen / Herzog the Schleswig Holsten / Stormarn und der Dinnar the Graue the Oldenburg und Delmenhorst / bekennen und bekennen openbure vor Uns / Uns Erben und Nactkommen / dat wir den Hochwirdigen / Werthigen / Gutsigen / Ehrenlichen / Edeamen Herren Vrschuppen / Ritters / Ritterschup / Manfchup / Eiden / Inwohner und Gemeinheiden / samt allen Anwesen der Fürstenthume Schleswig Holsten und Stormarn / um eurer getrewen und erbenigen und guthwilligen Dinst / Willen / dats sie Uns gegenwertigen in diesen Unseren schwarzen Krages / lassen beweisen haben / set in Unseren Herten und Schulen getrewlich erhaben unter ertragen haben / unde noch namhaft gewertigen und gewendich beweisen und ertragen werden / hebben euer Privilegia, Fretheit und Vngewunge / wer de den Dinst van Fürsten the Fürsten Königen / Herzogen und Grafen vergeschriben / versegelt und eben begnadet und gerdien sijn / vermaget confirmiert ratificeret, verbeert unde verendert / so wie set gegenwertigen in Kraft und Macht dieses Unseres versegelten Werts / ratificeret / confirmeret / verbeert und stabestien / in Articulen wir nachfolgen / also effte se alle van Wenden the Werten herinne bestanden und begrepen werten / Tho dem ersten nam beidlichheit derriben Lunde in Frede the holdende / wille wy und schiden den Theiden lunden / Godesdinst und de rechtferdigen holden / holden laten / beschermen / unde noch ertruden /

ANNO
1524.

mir les Blasphèmes & desordres qu'elles causent,
chacun d'eux les défendit à ses propres Officiers
& Sujets. Fait à Heidelberg le Dimanche après
la St. Erasme 1524.

Wen Götter Göttern / wie Richard / Erzbischoff zu Trier / des Heil. Römischen Reichs durch Chalken / und des Königreich Neapel / Erzbischoff zu. Ludwig / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern / des Heiligen Römischen Reichs Erzkämmerer / beyde Churfürsten u. Genent / Bischoff zu Würzburg / Herzog zu Pfalzgraben u. Friedr. / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern u. Wälsch / Bischoff zu Straßburg / Landgraf in Elßass u. Wilhelm / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Ober- und Nieder-Bayern u. Philipp / Bischoff zu Freysingen / Administrator zu Naumburg / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern u. Ludwig / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Ober- und Nieder-Bayern. Grosse / Bischoff zu Speyer / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern u. Casimirus / Marggraf zu Brandenburg / zu Stettin / Preussen u. Herzog / Marggraf zu Nürnberg / und Fürst zu Rügen u. Heinrich / Erbkämmerer des Heiligen Roms / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern / Graf zu Spaurheim u. Johannes. Administrator zu Regensburg / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern u. Otto / Heinrich / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern u. Philipp / Landgraf zu Hessen / Graf zu Kassel / Graf zu Ditz / Jülich / und Nibela u. und Philipp / Pfalzgraf bey Rhein / Herzog in Bayern u. Wälsch. Offenlich / und thun fund allerdinglich mit diesem offenen Briefe: Nachdem wir alle jehender eigener Verstand / der Freyheit eines Gesellen. Schickens der Anstalt / bey einander allhier zu Heidelberg anwesend / bey uns bedacht und erkundt / daß aus Gots-Älterung und bössere gebräuchten Jüngerlichen Verstand / Innst und dertlicher Anstalt / in ganz Teutlicher Nation anstehen und erwachsen / darum Uns / Göt dem Allmächtigen zu Lob / und zuvernehmen unsern Innst mit einander einbündlich entschlossen / und bey unsern Fürstlichen Werten einander zugesagt und versprochen / und thun das in und mit Kraft dieses Briefes: daß unser jehender Churfürst und Fürst erkennet / wir sein gütlich oder weislich / nun einfüßer für unsern eigen Verstand / der Gots-Älterung und Jüngerlichen / ganz oder halb / uns erhalten und müssen auch allu und jehlichen / unsern Ober- und Unterkämmerern / Hoff-Gesind und Dienern / Amtleuten und Bedienten / bey einer nächsten Straß ernstlich gebieten / vergleichen bey der Mächtig / in einen jeden Fürstenthum und Lande gesell u / stetiglich bitten und daran sein sollen und wollen / sich gleichermaßen / wie wir / des Gots-Älterung und Jüngerliche / ganz oder halb / zu erhalten und müssen zu stehen / und wider unsern Amtleuten / Hoff-Gesind / Diener oder Knecht / welches zu halten Verordentlich tragen / das überfahren / und nicht halten wollen oder werden / den oder die folgenden soll unser jehlicher zu Standen mit Anstaltung seines Lebens verfahren / an seinen Knechten oder am Hoff zu bleiben nicht mehr gestatten / Dergleichen / unser Churfürsten und Fürsten in dieser Ordnung begriffen / keine derselben Ängst / Hoff-Gesind / Diener oder Knecht / der demselben Heuchel beurlaubt worden / zu Dienst setzen / auch sich nicht annehmen / er habe dann von dem Churfürsten oder Fürsten / bey dem er gewesen / eine Schreife / wie er überfahren. Und ob einer oder mehr die nicht thut / soll der Churfürst oder Fürst / bey dem wir Dienst ansuchen wird / dem andern Churfürsten oder Fürsten / bey dem der oder derselben ge-

wesen / schreiben und erlassen / wie bey ihm abge-
schieden / sich dieser Ordnung nach wohl setzen zu
sollen. Gleichermäßig soll ein jeder unsern Ängst-
leuten / Hoff-Gesind und Dienern / mit ihren Knech-
ten / wie vorstehet / die Ding auch zu beschaffen
verschaffen / und die Unterthanen / welche die Ober-
den überfahren und nicht halten werden / mit einer
Obst / die darauf den einen jeden Churfürsten oder
Fürsten gezeigt werden soll / so oft sich das begibt /
unabhängig zu straffen / auch die vom Ängst / in einen
jeden Fürstenthum nach Landbesitz / geessen / durch
gehörliche Mittel und Weg / so viel möglich / da-
von zu weissen unterrichten. Wobei es aber / daß un-
ser vorgenannten Churfürsten und Fürsten / einer oder
mehr / in die „Niederland / in Sachsen / die Mark /
„Mordenburg / Preussen / oder dergleichen / da
„Jüngerliche die Gemeinheit / und über süßige
„Beigerung / Jüngerliche nicht gehöret sein
„wider / sollen dieselben solche zeit mit ihrem
„Hoff-Gesind und Dienern ungescheit / und mit
„dieser Ordnung nicht gebunden sein. Datum
Heidelberg / auff den Sonntag nach Erasmi, An-
no 1524.

CLXXVI.

Der Dreyen Bund in Rhätia / dießseit und 23. Sept.
enthalt den Gehörigen / Wundt-Herrsch / wo-
durch sie sich verbinden / zu und ihre Nachkommen
wollen in ewige Zeit gut / getreu / liebe
Bundt-Gemeinschaft sein und bleiben / einander hel-
fen / trachten / und behaupten sein / so lange Grund
und Grund steht / wohnt und bleibt / mit Leib
Ehr und Gut / Landen und Leuten / nach allem
besten vermagden der Straffen schirmen und in
sieben halten / auch einander seinen Lauff zugun-
lassen. Geben am Freitag nach St. Matthei
Tag 1524. (Deduction des 10. Christen-
Bündnis in der Schweiz / wohl hergebrachter
Rechte und Freyheiten u. de Anno 1622.
Apud LUGIC in Stadttheater Europäischer
Prentzins Gesellschaften. Part. II. pag. 762.)

C'est-à-dire,

Confédération des LIGUES GRISSES ou de la
RHETIE, en l'air d' & au delà des Monts, par
laquelle ils s'obligent, pour eux & pour leur
Postérité, à être toujours bons, fidèles, chers
Amis & Alliez les uns des autres, à s'entre-aider
de tout & de conseil, & à n'y épargner ni leurs
Biens, ni leurs propres Personnes, aussi long temps
que la Terre où ils habitent subsistera, à tenir
leurs chemins publics, & à se rendre réciproque-
ment & amicalement les choses nécessaires. Le
Vendredi après la St. Matthei 1524.

Wen Andreas / Abbt zu Dissentis / ich Hans
von Marinels / Herr zu Nidwald / und wie
allgemein gemeint dreyen Bündnis dießseit und
enthalb des G-bergens / wo wir gesessen sind in
unsern Gerichten / bekennen und thun fund allerdinglich
für uns und all unser Nachkommen zu Fried
Schirm und Ruht / ihr Güt und Heil und Lob zu
wahren / in Namen der ungetheilten Heiligen
Dreifaltigkeit ein Bündnis mit Verstand / In-
halt der alten Bündt-Schreife / beschließen haben:
Dieweil sich aber des Menschen Wesen den Zeit zu
Zeit verändern thut / so haben wir zu Fried / Ruht
und Einigkeit / uns und unsern Nachkommen
ein Erneuerung unser vorgenannten Bündnis
und Bündnis / mit Erklärung / Item und Gestalt /
auch mit Wundten nach Art und Weise / wie dem
Wert zu Wert eigentlich erlernet und verprochen
sind.

ANNO
1524.

ANNO

1524

fließt. Des ersten / daß wir allgemeinlich und unterschiedlich gut getrennt sich Bunde-Gesessen sein sollen / und Hieser Nachbarnen in ewige Zeit bleiben / allzeitweil Freund und Gnad sein / weder / nicht / und einander heissen / und rathen und beiständig sein / mit allen Kasten krieg / Ehr und Gut / kassen und heuten nach Kasten besten Vernehmen / die Straffen schenken und in Frieden halten / und ein andern keinen Krieff zugehen lassen / und gehen gemeinlich und ungetreulich. Wir anstellen auch niemand fremdes in Hieser Bündnis anzuhaben ohne abgemelter Herren und Bunde-Gesessen Rath / Wissen und Willen. Item es soll auch kein Bund der dreien Bünden allan ein Langs-Krieg ansetzen ohne der andern zweien Bünden Rath / Wissen und Willen: Welcher Bund künfftlich überhöret / und solch Ansetze etwe Krieff ansetzt / dadurch der Bund im Krieg kommen möchten / solle also verurtheilt werden / der solch Ansetze etwe Krieff ansetzt / daß / von den andern zweien Bünden ohne Will / nach Entschuldig gestrafft werden / und auch die zweien Bund dem andern / so den Krieg ansetzen den / mit Hieser Rath oder Verstand zugehen schuldig sein. Und ob etwe einig Gericht / gemein oder sonderbahren Personen ohne Wissen / Rath und Willen gemeiner dreien Bünden treulich Ansehung ansetzt / stellend allern von den drei Bünden / als die ihr Erb und Ehr gebühren hülflich gestrafft werden. So aber aus rechtlichen Ursachen künfftigst Feindschaft / Noth / da Güt vorsetz ansetzen / und daß ein anderer Theil in der Gestalt / als es laut / nicht schuld oder ansetzen können / ist allern betrogen und lauter abgerichtet worden / welcher Theil von dem andern ermahnet wird / mit Diefen oder unter Tagen / der soll den ungerneulich je die nächsten Ort und Gericht / denen / so sie gemahnet haben / treulich zu ziehen / als wie Erb und Gut langt / und einander heissen kass und heute / Ehr und Gut wieder nicht nach Kasten besten Vernehmen schäßen und schenken / als wie und jedes Bunde Menschen ausweisend / und angesetzt / und billige Nothwehr erachtet / welches allwegen ein jeder Bund den andern Bünden / einen oder heyden in seinen eignen Kasten zu thun schuldig ist.

Und von wir abgemelter Bunde-Gesessen alle und Hieser Land in Hieser aller Nahmen ausweisend auf Hieser Land / was den gemainen wird / dasselbig soll nach den Personen in gleich Theil und heute getheilt werden. Ob wir aber Land und heute gewonnen würden / die sollen einem jeden Bund gleich zugeheilt werden. Darbey es sich kassen hülflich / daß solch Lands-Krieg eingefallen werden / daß Güt lang werden will / so soll kein Bund einiger Friedten practischen noch annehmen / ohne Rath / Wissen und Willen der andern zweien Bünden / noch sich keines weges besondere mit Kasten Feinden unterreden. Weiter soll ein jedlicher unter uns Bunde-Gesessen sich gegen dem andern rathend besorgen lassen an denen Euben / da er gefessen ist / und jedes als Herrkinnen und Recht nicht abschlagen / sonder dasig bleiben / oder um jedlichen ungerneulichen Recht gen lassen und halten soll. Ob aber uns gemelten Herrn und dreien Bünden dieser Unser Verbot in gemeind gegen der andern / oder ein Drey von dem andern oder gemeinlich in sich kommen widerst / wie sich das begeben nicht / dreyer Güt sein will / soll dieser Unser Verbot hierum nicht gebrechen noch zerren sein / sonder sich recht gegen einander lassen begehren. Und wie sich auch hier und beyde / daß wir abgemelten drei Bund unter einander ungetreulich werden / Epän und Güt gewinnen / daß Güt lang wird / so soll ein jeglicher Bund / drey oder vier erbare Mannen dazugehen und verordnen / die sollen ihren der Bündnis

haben ledig sein: Welche 9. oder 12. Männer um solche Epän und Güt den ihren Euben das Recht erkennen und sprechen sollen / wie sie selber in Gütigkeit nicht abtügen / und zu Einigkeit kommen mögen / daß so von ihnen urtheilt wird / ertheilt wird / sollen die Parteien ohne weiter wegen / ziehen und appelliren / soll und soll halten / gütlich und gerechtlich nachkommen und stat thun. Und ob etwe unter denselben verordenten ein mehrer nicht ersehen noch gemacht nicht werden / so sollen allern gemein dem Bund einen Drey und Dreyen / wie sie den gut beistehen / so gemeinlich ertheilen und nehmen. Dergleichen von ein Bund mit dem andern in Epän und Güt kläre / sollen die hieser Bund für den drei Bunde kommen / welcher sollen Gerichte hat und haben soll / ihnen also unparteylich Recht in ihrem Kasten zu thun. Und so ein Gemeind wider einander / und in / Gericht wider das ander in Ansetzung und Abstellung wider einander wuchsen / die eines Bunde weichen / die sollen allweg um ihre Güt in das nächst Gericht desselben Bunde zu Recht kommen. So aber ein besondere Gemeind oder sonder Personen gegen / mit ein dem Bund in Recht kommen / so soll man denselben ein Richter setzen / an dem Ort da die Ansetzung ist / und von jedem Bund zweien oder drei unparteyliche Männer / von denen soll solch Recht ertheilt und gerichtet werden. Und von zwei Gericht der zweier Bünden weichen / Epän und Güt gemeinlich / so soll allern die drei Bund abtügen kommen / und abtügen ein gemein unparteylich Recht sein / wie sie gut sein dinstet. Und aber die zwei Bund gegen dem dritten in Epän und Güt weichen und künfftig / so soll den die zwei Bund sich selbst verordentlich Mann / und der drei Bund / so den die Güt hat / auch sich so oder Männer dazugehen / die all ihr Erb / der Bündnis haben / ledig sein sollen und um die ermahnen Epän und Güt den ihren Euben / wie solches in der Gütigkeit nicht nicht abgelegt werden / recht erkennen und sprechen / als das also gerichtet wird / sollen beide Theil und Parteien ohne weiter appelliren / soll halten und gütlich / und wie unter besagten 12. in ihr Artikel kein mehrer ersehen wider / so soll ein Dreyen wie obhat / erachtet werden. Und ob unter uns jemand redet / der sich abgemelter Recht nicht begehren noch abtügen sein will / so sollen wir dazum genannten Bund-Gesessen bey Kasten geschworenen Euben / mit Kasten Erb und Gut den ungerneulichen gehorsam machen / so bald wir dazum ermahnet werden. Es ist auch lauter abgerichtet / was wir abgemelten Bund-Gesessen all unter einander zu handeln / oder zu rathen haben / oder gemeinlich / dazum sollen wir die Tagfahrt allwegen ein Tag zu Montag / den 2. gen Thut / den 2. aber Montag / den 4. gen Thut / den 5. Tag zu Dreyen angesetzt werden / und so schriftlicher Veränderung die Gehorsam suchen / und alles / das sich unter Bund vereinigen soll der dritte Bund und Dreyen bey ihren Euben auch ertheilen und folgen. Item es soll auch ein jeder Bund seinen Richter haben mit einem Haupt-Rath / der auf all in gehalten Land Tag und Suppnen / alle Hantel / die man dazusich recht hat / so notwendig sind / ansetzen und hülflich beschreiben / damit zu Jura die Handföhl / Handlung und Suppnen nicht aus Verdracht kommen / und kläglich ersehen werden. Auch ist beareth werden / welcher uns abgemelten Bund-Gesessen ein Drey-Bündes durch einen oder mehrer Männer weit hülflich werden / der ihm in seinen Kasten hülflich ansetzen / Rath geben / so wie und wie recht ist / derselbig soll so das ihm den seinem Dreyen geben wird / gehorsam sein / allweg in der beirathen Kasten. Darbey haben gemeiner Bund-Gesessen angesetzt / daß

ANNO

1524

ANNO 1514. re forem indoluit, ac admittit fuerit, ac ipsorum Ducatus, & Comitatus, suarumque pertineniarum potioris effectum immoretur beneficii in eum collari, nequeque hostilitatis forem, qua Jure Feudi sacro Romano Imperio altilius celebratur plura cum Gallis Hostibus in Sacri Imperii dedecus, & detrimentum motus fuit, indeque initio, ac percussio cum Hostibus Fodere se ipsum cum Ducatu, ac Comitatu, & pertinentiis praestitit prodidit, & quicquid Juris in his habebat Serenissimi Ludovici Gallorum Regi cessit, ac ad ipsius Hostes transiit, neque ob hujusmodi feloniam in Sacrum Imperium commisit tanto munere iudicium reddiderit, ut merito Ducatu & Comitatu praedicta cum aliis Pertinentiis ipso Jure privatus fuerit, & licet postea pro Italia quiete Divus ipse Caesar Maximilianus hujusmodi Ducatus, & pertineniarum eidem Serenissimo Ludovico Francorum Regi, dum lo humanis ageret, sub quibusdam conditionibus, quae minime observatae fuerunt, inveltituram concessisse dicatur, quae etiam ad prajudicium tertii non protendebat, illius tamen conditionibus non impleti quodam inveltiturae effectus auctore sublati censentur, eidemque via fructu nulla per ipsam Franciscum Modernum dñi Serenissimi Ludovici Francorum Regis Successorem, nec per quemcumque alium Perfectionem nova Inveltitura inter tempore à Jure statuta, nec postea ab ipso Divo Caesare Maximiliano Antecessore nostro, nec à nobis fuerit postea, sit obtenta. Quamvis eidem Serenissimo Francisco Gallorum Rege moderno nos, ac Sacrum Imperium non solum contentemur, sed etiam plura contra decet, & honestum nostrum, ac Sacri Romani Imperii molestiae, & in nos quidem Feodi ditionem Dominium cervicem elevarit, armisque motuque prout suis propriis Litteris, ac notis illis gentis auctori innoteat, cum eidem valida antea Inveltitura concessa fuit, prout non emittimur, cum illis commodum curare deberet, ac ipso Jure privatus censetur omnemque Jura per eum ex aperta inveltitura sui Antecessoris praetentum ab nos, & Sacrum Romanum Imperium devolutum foret. Nos propterea Dignitate nostrae, ac Sacri Romani Imperii gloriae, & decori considerate volentes ad humiliandam etiam ipsius Gallorum Regis procerum & elationem, & fredi Forderatorum nostrorum auxilio praestitumque Subditorum ipsius Ducatus, qui Galliam Tyrannidem evare consuevit pro ipsius etiam Universae Italiae quiete ut Ducatus ipse ad nostrum, & Sacri Romani Imperii obedientiam rediret arma ferneret, exercitum validum dispoñere, & ipsique Gallis debellare coudi fuimus. Ita ut, Deo Optimo Maximo juxta nostrae causae favente, Gallis ipse ab Italia exclusi, tu nostro munere, nequeque ego pro eo quam de te fidem concepimus pro utique animi ditionis, ac paternis virtutibus a quibus nequaquam degeneras, sed eximie potes in ipsos Ducatum Mediolani, ac Comitatus Papiae, & Anglie cum eorum pertinentiis indoluit, & admittis, haecque conservas entibus eoque cuncto ipso Fratre tuo primogenito velut indigne solus ex Patria sui descendens legitime idemque Successor faperis ex illis, & eorum succedentibus, & primogeniti incapacitatem primum succedendi locum obtinet, & licet vltima dicti Fratre tuo primogenito pro officio per eum sacro Romano Imperio illata possimus Jure merito Ducatum ipsam penes nos retinere eoque fuit, quia tamen indicimus tuis exigentibus meritis te uberiori gratia petradare, urgenteque tua virtutes innameta, ac tua in nos, & Sacrum Imperium devotio ut te ex benevolentia, & gratia prosequamur, qua illustrem Ludovicum Patrem tuum Divus ipse Maximilianus Avus noster prosequatur. Ex nostra igitur certa scientia, mram proprio, & de nostra Imperiali Potestate plenitudine, Principum, Comitum, Baronum, & aliorum auctoritate, Sacrique Imperii fidem accedente consilio maturaque super his deliberatione praehabita, declaramus imprimis dictos Serenissimos Ludovicum, & Franciscum Francorum Reges omnemque eorum foetorem, & descendendum, deum quoque Maximilianum Storum Fratrem tuum Primogenitum eum omni illius posteritate, & descendencia, ac horum quolibet ab omni Jure hujusmodi Ducatus, & Comitatus, ac Pertineniarum ex causis praemissis excedit, & ipso Jure privatos esse. Et quos etiam per presentes privamus, & hujus nostri perpetui Edicti tenore privatos censeri decernimus, non ad eum positionis infamiam, sed de benigne Imperiali ac tuorum singularium virtutum expectatione procedente, dicto nostro motu proprio, hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus Dignitasque, & honor proce-

ANNO 1524. oise dignoscitur, Te, & Filios tuos masculos, & legitimo huiusmodi procedentes, & alios descendentes, qui ex te, & aliis tuis legitimis masculis, & legitimis natuscunt secundum ordinem gentium in dicta forentia paterna expressa, Ducem, & Daces, Comitatus, & Comitatus ordine successore esse declaramus & decernimus, & quatenus expediat, te, & filios praedictos de novo infundamus, & inveltimus de dicto Ducatu Mediolani, ac Comitatu Papiae, & Anglieria eorumque pertinentiis juxta formam inveltiturae paterna, & cum clausulis, conditionibus, prerogativis in ipsa Inveltitura paterna expressis, quas hic pro repetitis haberi volumus, ac si de verbo ad verbum insertae fuerint, ita tamen quod pro hujusmodi Inveltitudine, & Inveltitura per te, vel Procuratorem tuum sufficienti modoque suffulcitur, teneas, infra unum annum proximum ab eo die quo hujusmodi Inveltitura tibi fuerit consignata emporandam, debitum homagium ferere pro nobis, & nobis in Imperio Successoribus ac fidelitatis juramentum nostris in manibus juxta Constitutiones Feudales, novarumque veterem fidelitatis formam praestare ac alia erga nos, & Sacrum Romanum Imperium adimplere, quae de Jure, ac consuetudine debentur, omni dolo, & fraude fenerator. Quae quidem omnia, & singula ita deliberata, & consulto facimus, ac sit futura dispoñimus, declaramus, & decernimus non obstantibus quibuscumque Legibus, Juribus, Constitutionibus, Consuetudinibus, Privilegiis, Concessionibus, Infundationibus, ac aliis quibuscumque concessis, vel concedendis in contrarium facientibus, vel aliter dispoñentibus, vel aliam formam dantes, vel aliquid pro sollemnitate iurisdictionis, vel eadem respectibus, quibus omnibus, ex eadem certa scientia, motu proprio, ac potestate plenitudine, derogamus, ac derogatum esse volumus, etiam si specialem, & individuum derogationem expostant, & deum quibuscumque aliis contra vim, & effectum praedictis nostrae Declarationis, Concessionis, Infundationis, & Inveltiture impedire, aut elidere possint; sapientes propterea quoscumque defectus tam Juris, quam facti, qui in praemissis quomodolibet intervenire, ac omnem sollemnitatem tam iurisdictionis, quam extrinsecam, qui in praedictis de Jure, facto, vel consuetudine intervenire debuissent, Jure tamen Feodi superioritatis, & restituti nobis ac nostris in Imperio Successoribus, salvo & illeto permanente juxta ipsos Feodi statuta. Nulli ergo hominum licet hanc nostram Declarationem, Concessionem, Infundationem, Inveltituram, Supplicationem, ac Decretum paginam infringere, aut ei quovis modo contravenire. Quam si quis talis temerario infringere, aut secus attentare praesumpserit, praeter indignationem nostram, penam etiam gravissimam certum Marcharum Auri purissimi, toties quoties contraxerit fuerit, se noverit inestitititer incursus, quorum moderatorem Imperiali nostro Axiarip, reliqua vero Parti lesa decernimus applicandam. Harum Testimonio. Litterarum manu nostra signatarum, notisque Sigilli appensione munitarum. Datum in Oppido nostro de Tortosis, die penultimo mensis Octobris Anno Domini 1524. Regnum nostrorum videlicet Sacri Romani Imperii sacro, Hispaniarum vero, & aliorum orno. FRANCISCUS. Ad Mandatum Caesaris, & Catholicae Majestatis proprium. ALFONSO VALDESUS cum Sigillo Caesaris appenso more solito.

Extrahe fait professe Copia à Registre inscrite sub Litteris K. K. Dñi LUDOVICI MARIE SYRTIA Vincemur, existens in Regis Archivio Cathri Porta Jovis Mediolani in Partis scriptis. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris Anno 1524.

Examinavit JOHANNES FRANCISCUS STRUVELLIUS Regii Archivi Officialis.

CLXXVIII.

- (1) *Traité de Paix, fait en la Ville de Madrid le 14. de Janvier de l'An 1545. entre CHARLES V. Empereur, & FRANÇOIS I. Roi de France, dans lequel il est aussi traité du Mariage dudit* 1525. 1526. 14. Janv.

(1) Tel est son ancien Copie de ce Traité, tiré de la Chambre des Comptes de Paris. Elle est écrite en deux vers, celle qu'on voit ici, & celle qui est par les Archives n'y ont pas de différence, par des Copies. Quelque chose qu'on fasse les Portraits qui (sont) dans la Suite, & qui manquent aux autres, Collé de Jeanne n'est d'ailleurs qu'un Édit d'Arrêt. (D. M.)

ANNO
1525.
1526.

*adit Roi avec Madame ELEONOR, Reine
D'Algerie de Portugal, Sœur dudit Empereur.*
[Recueil de Traitez de Paix, &c. entre les
Couronnes d'Espagne & de France, Imprimé
à Anvers en 12. pag. 1. FREDERIC LEO-
NARD, Tom. II. pag. 220. avec peu de
différence, à la réserve des Préambules qui
ont été retranchés, & Placards, Ordonnan-
ces, Chartes, &c. de Brabant, Tom. III.
pag. 639. *Historia del Emperador CARLOS
V. par PRUDENCIO DE SANDOVAL
Part. I. Lib. XIV. §. 3. pag. 519. en Es-
pagnol.]*

Au nom & à l'honneur & loiauge de Dieu nostre
Createur, de la Glorieuse Vierge Marie, & de
toute la Cour Céleste : A tous présents & à venir
fut notoire & manifeste, que comme depuis aucunes
années ença, non sans grand préjudice de la Republi-
que Chrestienne, & accroissement de la tyrannie des
mechans Turcs, ennemis de nostre Sainte Roy Ca-
tholique, aient été pulluier, suscités & dressés, &
quasi continuellement escutés plusieurs & diverses
Guerras, dissensions & discordes, entre Tres-hauts,
Tres-excellens & Tres-puissans Princes CHARLES V.
de ce nom, Tres-fort Empereur des Romains tous-
jours Auguste ; Roy Catholique des Espagnes, des
deux Siciles, de Jerusalem ; Archiduc d'Autriche,
Duc de Bourgogne, &c. Comte de Flandres, de
Hainaut, &c. & FRANÇOIS Premier de ce nom,
Tres-Christien Roy de France ; lequel par permission
divine, & comme l'on croit, pour plus facilement
trouver le moyen de Paix, en la dernière Bataille au
Pays de Pavie fut fait prisonnier de juste Guerre dudit
Seigneur Empereur ; & à la requête dudit Seigneur
Roy Tres-Christien pour Roy trouver devers ledit Sei-
gneur Empereur, & tant plus tôt parvenir à cette bonne
amitié, fut amoné dudit Pavie & Royumes de
puédage par Illustre Seigneur Messire Charles de Lan-
noy Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, Viceroy
de Naples, Lieutenant & Capitaine General de la Ma-
jesté, & aussi de la Tres-sainte Ligue en Italie. Et la
personne dudit Seigneur Roy Tres-Christien étant
en cette Ville de Madrid, & bien traité dudit Sei-
gneur Empereur, comme l'honnorable & personnel
d'entre eux le requiert, dont ledit Seigneur Roy s'est
grandement loué & contenté ; désirant lesdits Princes
de tout leur cœur mettre fin auxdites Guerres, &
division & dissensions, & empêcher les racines dont lesdites
Guerras pulluies sont procédées, & pourroient ci-après
pulluier, & elles n'eussent bien desirées : & aussi
voulant de leur pouvoir, pour éviter division du Sang
Chrestien, donner chemin à une bonne Paix universelle,
pour pouvoir couvrir les armes communes de
tous Roys, Princes & Potentats Chrestiens à la repul-
sion & ruine desdits mechans infidèles, & extermination
des erreurs de la secte Lutherienne, & des autres Sectes
reprochées, afin que par la grace de nostre Createur,
estredit Paix puisse succéder au bien, repos &
tranquillité de la Chrestienté, & s'en puisse ensuivre le
fruit désiré : iceux Princes, à savoir ledit Seigneur
Empereur, par ledit Messire Charles de Lannoy Che-
valier de son Ordre de la Toison d'or, Viceroy de
Naples, Lieutenant & Capitaine General en Italie ;
Don Hugues de Moncada Chevalier de l'Ordre de St.
Jean de Jerusalem, Prieur de Melisse au Royaume de
Sicile, & Maître Justicier audit Royaume, & Capitaine
General dudit Seigneur Empereur en la Mer Medi-
terrannée, & Jean Lalande Baron & sieur de Bouclaux
son Trésorier, Secrétaire d'Etat, & Contrôleur ge-
neral des Royaumes d'Aragon ; Conseillers, Ambas-
sadeurs, Procureurs, Commis & Deputés, aient à ce
ample pouvoir & faculté de la Majesté, dont la tenen-
ce fut ci-après inférée : & ledit Seigneur Roy Tres-
Christien, tant par soy mesme, que par Messieurs
François de Tournon, Archevesque d'Embrun & Eleu
de Bourges en Berry ; Messire Jean de Silva Che-
valier, D'office en tous Droits, Seigneur de Cromieres,
premier President du Parlement de Paris ; & Philippe
Chabot, Baron de Brian, Maître de Beaulieu, Che-
valier de l'Ordre dudit Seigneur Roy Tres-Christien,
ses Ambassadeurs, aient à ce plein pouvoir de Madam-
e Leonore de Savoy la Mere Regente en France, &
en vertu de la Revence à elle octroyée par ledit Sei-
gneur Roy avec sa prison, vultée par la Cour du

Parlement à Paris ; desquels Pouvoir, Revence & ver-
ification, sera ainsi la tenir à la fin des présentes in-
férée de mot à autre : pourveu toutefois, que les origi-
naux desdits Pouvoir & Revence avec ladite verification
de la Cour du Parlement, seront réellement baillés &
delivres & remis des Deputés & Procureurs dudit Sei-
gneur Empereur ; & reciproquement les Pouvoirs dudit
Seigneur Empereur seront originellement baillés & de-
livres & remis dudit Seigneur Roy, ou de sesdits De-
putés. Lesquels tous desdits contractes, d'un côté &
d'autre, en vertu de leursdits Pouvoirs, d'un commun
consentement, ont traité, accordé & conclu les Ar-
ticles & conventions ensuyvantes.

ANNO
1525.
1526.

I. PREMIEREMENT, a esté traité, convenu &
conclu entre lesdits Princes, en vertu de leurs-
dits Pouvoirs, que dorénavant lesdits Seigneurs Em-
pereur & Roy Tres-Christien, leurs Hoirs & Succes-
seurs, leurs Royaumes, Pais, Seigneuries, Vassaux &
Sujets qu'ils ont & possèdent à présent, ou pouront
avoir, tenir & posséder ci-après, tant en vertu de ce
présent Traité que autrement, ensemble leurs Amis,
Alliés & Confédérés, qui, par commun consentement
desdits Seigneurs Empereur & Roy, seront particulièrement
dénommés & spécifiés, & non autrement ; soit
& s'entende estre établie, conclue & fermée, perpé-
tuellement & à tousjours, bonne, sincère & franche
Paix, Amié, Alliance, Union, Intelligence, Con-
fédération & vraie Confédération : en façon que iceux
Seigneurs Empereur & Roy, en la qualité avantdite,
soient & demeurent dorénavant bons, vrais & loyaux
Freres, Amis, Alliés & Confédérés ; & soient per-
pétuellement amis d'amis, & ennemis d'ennemis, pour
la garde, tuition & défense de leursdits Etats, Royaumes,
Pais, Terres, Seigneuries, Vassaux & Sujets,
quelque part qu'ils soient, lesquels s'entraideront, che-
rissent & favoriseront l'un l'autre comme bons parents
& amis, & se garderont reciproquement l'un à l'autre
les vies, honneurs, estats & dignités, bien & loyau-
ment, sans fraude, dol ou machination quelconque ;
& ne favoriseront, ne souffriront quelque personne
que ce soit contre l'un ou l'autre desdits Seigneurs. Et
par cette Paix finale cesseront & demeureront effinies
toutes Guerres, oppositions, violences, exercises d'ar-
mes, dissensions & discordes entre eux ; mettant en ou-
bli & abolissant par ce présent Traité toutes injures,
rancunes, haïnes & malveillances de fait ou de paroles,
qui jusques à présent ont été entre eux, & leurs
Prédécesseurs : de sorte qu'elles demeurent entièrement
effinies & abolies, & qu'il n'en soit mémoire, comme
si jamais n'eussent été.

II. Item, par le moyen de ladite Paix & Amié,
pouront les Vassaux & Sujets médiatement & immé-
diatement desdits Seigneurs, tant de l'Empereur à cau-
se de son Empire, comme à cause de leurs Royaumes,
Pais, Terres, Seigneuries & Etats desdits Seigneurs,
& de chacun d'eux, loyalement & ouvertement ensemble,
aller, venir & retourner, demeurer & frequenter libre-
ment & loyalement, tant en fait de marchandie que
autrement, par Mer, par Terre, & Eau douce ; sans
que par eux ou leurs gens puisse estre fait, mis ou donné
aucun empêchement ou dommage au préjudice les
uns des autres, en payant seulement les anciens Pra-
ges, Coustumes, Tonlieux & Droits, en la forme & ma-
nière que de tousz anciennement l'on a accoustumé payer
en temps de Paix, sans les contraindre à payer les nou-
veaux droits, impôts depuis les Guerres entre eux &
leurs Prédécesseurs commencées ; & mêmes depuis
vingt ans ença, & spécialement sur le vin & sur le sel ;
& que d'un côté & d'autre soit pourveu à l'affurance de
la Mer, la semant libre de Coustumes & Prages ; de
sorte que les Marchands & Sujets d'un côté & d'autre
puissent librement naviger, pecher, passer & repa-
ser, venir, séjourner & demeurer avec leurs Navires,
Dandres & Marchandises en tous Ports & Harres de
l'un parti & l'autre, sans delibourier ou empêchement
quelconque ; suspendant quant à ce toutes marques &
reprefailles, tant generales que particulières, comme
si elles estoient été particulièrement spécifiées, & les re-
mettent à Justice. Et par ci-après ne seront baillées
ny octroyées par lesdits Princes ny leurs Chancelliers,
si n'est seulement contre les principz delinquans &
leurs biens, en cas de complice & fauteur ; & cela
seulement en cas de manifeste denégation de Justice ;
de laquelle denégation de Justice, les pourchasseurs des-
dites marques & reprefailles, avant que les obtien-
nent, seront apparoir par Lettres de sommation & requisition
d'icelle Justice, sous aïd & en la forme & manière
qu'il

ANNO 1525.
1526.
qu'il est de droit requis. Et si aucunes prises, des-
tructions & incursions eussent été faites contre la
forme des Statuts, ordonnances, d'aucun eût d'autre,
& en prejudice, & des loix, & par baillies, soit à Ge-
nevois ou autres Subjets, medians & immediats desdits
Seigneurs, ou d'une des Treves faictes pour parvenir
à cette Paix, & de ce present Traité; que le tout
soit incurrement réparé avec entière restitution, toutes
exceutes & exceptions cessans.

III. Item, pour plus grande sûreté & fermeté de
ladite Paix, & pour plus facilement parvenir à la deli-
beration & delivrance dudit Seigneur Roy Tres-Chre-
tien, a été traité, accordé & conclu, que pour es-
tirper & alioquer l'ancienne querelle de la Duché de
Bourgonne & autres pieces, que feu Monseigneur le
Duc Charles de Bourgogne tenoit & possedoit au temps
de son oncle, & dont Madame Marie sa fille, Grand-
Mere dudit Seigneur Empereur, demora faicte, &
comme ledit Seigneur Empereur pretend, en fur de fait
& sans juste cause despoillée par les Roy Loys XL
combica que ledit Seigneur Roy Tres-Chretien preten-
doit le contraire: sera tenu ledit Roy dans six sepmaines,
à compter des le jour de sa delivrance, & qu'il se-
ra entré en son Royaume, baillier, rendre, restituer,
& effectivement delivrer & remettre au pouvoir dudit
Seigneur Empereur, ou de ses Conrains & Deputes qui
à ce faire ordonneront, ladite Duché de Bourgonne,
ensemble la Comté de Charolais, Seigneuries de No-
yers, & Chastellain, dependances de ladite Duché;
la Vicomté d'Auxonne & Kellier de Saint Laurent
et sans & dependans de la Francie Comté de Bourgon-
ne, & tout ce qui de toute ancienneté estoit ou sou-
loit estre du fief, ressort & appartenances desdites Du-
ché & Vicomté: & ce purement, librement, perpe-
tuellement & à tousjours, au profit dudit Seigneur
Empereur, ses Hoirs, Successeurs, & ayant cause, tant
males que femmes, en toute Souveraineté, Préeminence
& exemption de la Couronne de France, sans res-
server chose quelconque à ladite Couronne de France;
ains demeure ladite Duché de Bourgonne, avec les au-
tres pieces & appartenances avantdites, entièrement
& à perpétuité exemptes, séparées & totalement incoincées
de ladite Couronne de France: de sorte que ledit Sei-
gneur Roy Tres-Chretien de sa certaine science & plene-
rière puissance, pour lui & tous ses Hoirs & Succes-
seurs quelconques, soit tenu en la plus seure & plus va-
lable forme que l'on pourra adviser, se devellir & de-
partir de tous & quelconques droits que lui & sesdits
Successeurs en ladite Couronne de France pourroient
pretendre en icelle Duché de Bourgonne & pieces des-
sindées; faisant d'icelle telle separation de ladite Cou-
ronne de France, que ledit Roy Tres-Chretien & ses
Hoirs & Successeurs n'y puissent jamais quereller ou
pretendre aucun droit possesseur ny petitoire, ny quel-
conque droit de Regalie ny de Souveraineté & Kellier,
avec derogations, chartres de toutes & quelconques In-
fexposicions & Unions qui par cy-devant eussent été
faictes des pieces devandées à la Couronne de France;
& de toutes Ordonnances & Droits d'appennges & de la
Loy Salique, & de toutes autres Loix, Coutumes, Us-
sances, Ordonnances ou Coutumes à ce contraires,
faictes, promulguées & introduites par ledit Seigneur
Roy Tres-Chretien ou ses Predecesseurs Roys de Fran-
ce: auxquelles toutes soit expressément derogé de la
meisme autorité, certaine science & pleneire Puissance
dudit Seigneur Roy Tres-Chretien, en adjoict à luy
& à ses Successeurs la puissance de pouvoir jamais faire
ou recevoir le contraire par quelque voye que ce soit,
de droit ou de fait; encore que de droit pretendissent
d'y pouvoir contraindre, nonobstant quelconques clau-
sules derogatoires, encore que d'icelles se deussent icel-
le plus simple inflexion & expression.

IV. Et pour plus grand établissement & fermeté de
ce que dessus, ledit Seigneur Roy Tres-Chretien fera
tenu de contrefaire & declarer au forme dene & surinten-
te, que les Vassaux & Subjets desdites Duché & autres
pieces avantdites, soient & demeurent quites & absous
perpetuellement & à tousjours, de Foy, Hommage,
Service & serment de Fidelity, qu'ils & chacun d'eux
pourroient avoir fait audit Seigneur Roy Tres-Chre-
tien, & à sesdits Predecesseurs, pour raison de ladite
Duché & pieces avantdites, ensemble de toute obsefian-
ce, feffidion, ressort & Souveraineté que pour ce
pourroient devoir audit Seigneur Roy & à sesdits Suc-
cessors, à cause de ladite Couronne de France, de-
clarant lesdits Foy, Hommage, & serment de fidelité
devoir demeurer quils & de nulle valeur, tout ainsi que

il jamais n'eussent été faits & prestés: laquelle restitu-
tion & delivrance de ladite Duché & pieces avantdites
sera faicte entièrement dedans le temps d'icelle dit desdis-
tes six sepmaines, en la forme avantdite avec les autres
formées el-aprés declarées. Ensemble les Chateaux &
Forteresses, leurs Armeries & Munitions en la forme
& maniere que ledit Seigneur Roy les a tenues, pour-
veues & garnies jusques à present, & ce sans fraude ou
diminution quelconque.

V. Item, pource que ledit Seigneur Roy Tres-
Chretien, pour accomplir le contenu de ce que dessus,
ensemble les formées necessaires, prendra estre besoin
qu'il soit en son Royaume en Personne; a été traité,
appointé, accordé & conclu, que ledit Seigneur Roy
Tres-Chretien soit delivré & remis en son Royaume
& Limites d'iceluy, du costé de Foutarbie, dedans le
dixième jour de Mars prochainement venant. Et à ce
meisme jour, heure & instant que ledit Seigneur Roy
Tres-Chretien sortira des Terres & Poulaines de l'Em-
pereur, & entrera en France, les Orlages enlustrans
fortius de France, & entreroit & Terres & Poulaines
de l'Empereur; & sera faicte ladite delivrance dudit
Roy Tres-Chretien & reception desdits Orlages avec
egale sûreté & compagnie d'un collé & d'autre, selon
& en la forme qu'il sera advisé par ceux qui auront la
conduite du Roy de la part de l'Empereur, & ceux qui
auront la conduite desdits Orlages de la part de Madame
la Regente. Lesquels Orlages seront ceux qui s'inscri-
vent: à l'égard les deux fils aînés dudit Seigneur Roy
Tres-Chretien, qui sont Monseigneur le Dauphin aîné,
& Monseigneur le Duc d'Orléans, second, seule-
ment: (1) ou mondit Seigneur le Dauphin, & avec
luy Monsieur de Vendôme, Monsieur d'Albany, Mon-
sieur de Saint Pol, Monsieur de Guise, Monsieur de
Laurie, Monsieur de Laval de Bretagne, le Marquis
de Saluces, Monsieur de Ricus, Monsieur le Grand Be-
neuchal de Normandie, Monsieur le Marquis de Mont-
morency, Monsieur de Brion & Monsieur d'Angoulême;
lesquels Orlages, ou lesdits deux fils aînés seulement,
ou ledit Seigneur Dauphin & lesdits deux Perroignes
conjunctement (cette alternative au choix de madame
Daine la Regente) seront baillies & delivres comme
dit est, pour estre & demeurer en Orlages devers ledit
Seigneur Empereur, & au lieu qu'il y aura leur or-
donner, tant & si longuement que ledit Seigneur Roy
Tres-Chretien ait accompli de sa part ce que dit est
de la restitution & delivrance de Bourgonne & autres
pieces en la forme avantdite. Et aussi demeureront
lesdits Orlages, comme dit est, jusques à ce que ledit
Roy Tres-Chretien ait fait ravoir & approuver audit
Traité de Paix, & tout le contenu en iceluy, par les
Elits Generaux de son Royaume & Pais, & par eux
juré & promette la personnelle observance d'iceluy, &
l'en fait interner, verifier & enregistrer en la Cour de
Parlement à Paris, & autres Parlements du Royaume
de France: coustant Procureurs avec Poursuits specia-
liaux pour comparoir en son nom en icelles Cours de
Parlement, & illec se fustamente volontairement à
l'observance de toutes les choses contenues en iceluy
Traité de Paix: & que en vertu d'icelle volontaire
suffmission, il soit à ce condamné par Arrêt & Sen-
tence definitive desdits Parlements en bonne & con-
venable forme. Soit aussi ledit Traité de Paix verifié,
interié & enregistré en la Chambre des Comptes dudit
Paris, pour l'effectuelle execution & fulfillment dudit
Traité de Paix; & validation desdites Quittances, Re-
nonciations, Soumissions & autres choses contenues
en ce Traité. Lesquelles Ratifications & Interiements,
Verifications & autres diffusions, seront faictes, pre-
faictes & poursuivies par ledit Seigneur Roy Tres-
Chretien, & les Despeches en forme deve delivrées es-
mains dudit Seigneur Empereur en dedans quatre mois
prochains. Et ledit Seigneur Empereur baillera des la
dette de ce present Traité ses Lettres Patentes, signées
de sa main & scellées de son Seel; par lesquelles il
promettra & jurera en foy de Prince, & en la meilleure
forme qu'il sera advisé, de rendre lesdits Orlages libres
incontinent que ledit Seigneur Roy aura accompli ce
que dit est: moyennant que au meisme instant que les
Orlages

(1) Quelques Historiens font dire que Charles V. eussent à être
arrivé, par que la France lui eussent fait-mais de la chose,
la chose qu'il eussent au pouvoir de se faire d'entre le d'Orléans de son
d'entre Seigneurs entières. Ce qui eussent été le moyen de contraindre
la France à entrer au Traité qu'il lui eussent fait, pour n'est de la,
la pouvant faire la guerre. Charles V. eussent de ce que les seigneurs de
bonne Capricieuse, eussent été venus à l'empereur & de tout le d'Orléans, pour
faire de prier un Général à les aller, encore & si eussent en la pos-
sibilité de l'autre. Aussi le d'Orléans eussent été venus devers les d'Orléans
de la France, que tous ces d'Orléans.

ANNO

1525.

1526.

Ostages seront rendus, sera baillé audit Seigneur Empereur, ou son Commis à ce, la Personne de Tres-Excellent Prince Charles Duc d'Angoulême son troisième Fils, pour estre otage avec Sa Majesté, & pour l'entretenement de la vraye Amitié d'entre ledits deux Princes, ensuyvant ce que ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien a offert & accordé.

V. Et d'avantage, ledit Roy Tres-Chrestien, en le mettant en liberté comme dit ci, sera tenu bailler le Roy à l'Empereur ou son Commis; & des maintenant pour lors l'a esgarder baillé & doué à Sa Majesté, en promettant par ce Traité, comme il a de fuist promis & juré en son Roy & Prince, que en cas que dedans ledit terme de six semaines ledit Seigneur Roy n'eust accompli ladite restitution de Bourgogne & pieces dessus déclarées; & pareillement en cas que les Ratifications & autres seuretes dessus mentionnées ne fussent delivrées dedans ledit quatre mois, comme il est ici dessus convenu & traité: en chacune desdites cas ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien renouvellera au pouvoir dudit Seigneur Empereur, & viendra incontinent passé ledit temps par devant Sa Majesté, quelque part qu'il soit, & se rendra son Prisonnier de Guerre, comme il est à présent, pour tenir prison là où il plaira audit Seigneur Empereur hay occasion, sans & le longuement que le contenu de ce présent Traité soit entièrement forcé & accompli: & lors & au même instant que ledit Seigneur Roy renouvellera, seront rendus & delivrez ledits Ostages.

VII. Item, pour plus grand établissement & seureté de ladite Paix & Amitié, & afin qu'il ne serment entre ledits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Chrestien aucune querelle ou cause de division: & qu'il n'y ait occasion de peuller ci-après aucunes Guerres ou discordes, pour mieux extirper, assouper & abolir toutes les querelles anciennes, dont ledites Guerres passées sont procédées, a été traité, appointé & accordé, que ledit Seigneur Roy, pour luy, les Hoirs & Successeurs quelconques, renoncera, quitera & transporteront, comme ledits Ambassadeurs & Procureurs en son nom, en vertu de ce Traité renoncant, quient, cedent & transportent perpétuellement & à toujours au profit dudit Seigneur Empereur, Roy d'Espagne & des deux Siciles, &c. Duc de Bourgogne, Comte de Flandres, d'Artois & de Hainaut, &c. & de ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous & quelconques droits, actions, querelles ou prétentions que ledit Roy Tres-Chrestien, ou sesdits Hoirs & Successeurs ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre pour quelque cause ou raison que ce soit, en quelconques des Royaumes, Eilans, Terres, Pais & Seigneuries présentement tenues & possédées par ledit Seigneur Empereur, ou en son nom, médiatement ou immédiatement; & spécialement tout le droit que ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien & ses Predecesseurs Roys de France, ont eu & prétenda, & qu'ils peuvent prétendre au Royaume de Naples, tant en propriété, possession, pension & arriérages d'icelles pensions, que autrement en façon quelconque: soit par vertu des investitures du Saint Siège Apostolique, faictes à ses Predecesseurs ou à luy, ou par Traité fait entre les Predecesseurs dudit Seigneur Empereur & dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien; & même entre le Roy Catholique Grand-Pere dudit Seigneur Empereur, & le Roy Louys XII. Beu-Pere dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien; ou par le Traité de Noyon fait entre ledits Seigneurs Empereur & Roy, sans pour le principal droit dudit Royaume, que pour lesdites pensions & arriérages, par ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien prétendus en vertu desdits Traitez.

VIII. Aussi le droit que ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien pretend, tant en vertu des investitures & Concessions faictes à ses Predecesseurs, comme par Hoirie, Succession, ou autrement en façon quelconque, & Eilans de Milan & Genes, ensemble la Comté d'Al, & toutes leurs appartenances & dépendances. Et sera tenu ledit Seigneur Roy, en dedans ledit terme des Ratifications, bailler & delivrer audit Seigneur Empereur tous les titres des Acquisitions, Concessions & investitures, tant du Royaume de Naples que de la Duché de Milan, Genes & Al, soit Pontificales ou Imperiales, talles tant à ses Predecesseurs qu'à luy, ensemble les chartres des Traitez, Appointemens & concessions, faictes entre ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien & Maximilian Seuer, touchant les Eilans de Molin, Genes, Al, & autres dépendances desdits Eilans.

IX. Pareillement renoncera, quita & transporter ledit

Seigneur Roy Tres-Chrestien, & aussi ledits Ambassadeurs, en vertu de ce présent Traité, pour luy, les Hoirs, Successeurs quelconques au profit dudit Seigneur Empereur Cit A & T & C, comme Comtes de Flandres & d'Artois pour luy, les Hoirs, Successeurs & ayans cause, tout le droit que ledit Roy Tres-Chrestien a & prétend, ou pourroit avoir & prétendre des Chats d'Aras, Tournay & Tournais, & Lieux de Moensiege & Saint Almand, avec le droit de rachat qu'il pretend & a Villes & Chastellenies de Lille, Douay & Orchies, présentement possédées par ledit Seigneur Empereur: & aussi ce qu'il pretend en la Ville, Chastel & Bailliage de Hesdin; par ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien présentement occupé; dont il sera fait prompt & entier restitution à l'Empereur, comme memores dépendans de la Comté d'Artois, ensemble aussi l'Artillerie, Munition, & autres meubles qui estoient dedans ledit Chastel de Hesdin, lors qu'il fut dernièrement pris.

X. Et semblablement demeurera ledit Seigneur Empereur pour luy, les Hoirs, Successeurs & ayans cause, quiete, exempt & absous à perpétuité & à toujours, de tout & quelconque droit de ressort de Souveraineté que ledit Seigneur Roy, ou ses Successeurs de la Couronne de France, pourroient prétendre & querreller sur les Comtes de Flandres & d'Artois, & quelconques autres pieces que ledit Seigneur Empereur a présent tenu & possède, & possédait ci-après en vertu de ce présent Traité de Paix. Et de ce despescha ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien Lettres avec toutes les clauses, derogations, remonstres, relaxations d'hommages & fidelites, & autres solemnités déclarées audit Traité de la restitution de la Duché de Bourgogne & pieces y mentionnées, & autres seuretes ci-après spécifiées.

XI. Et reciproquement ledit Seigneur Empereur pour luy, sesdits Hoirs & Successeurs renoncera, cederà, quitera & transporteront, comme fides Ambassadeurs, Procureurs & Dapners en son nom des à présent renoncant, cedent, quient & transportent perpétuellement & à toujours au profit dudit Seigneur Roy & ses Hoirs & Successeurs ayans cause, tous & quelconques Droits, Actions, querelles ou prétentions que ledit Seigneur Empereur, ou sesdits Hoirs & Successeurs ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre, pour quelque raison ou occasion que ce soit, en quelconque des Eilans, Terres & Seigneuries dudit Roy Tres-Chrestien, pour luy ou en son nom présentement tenues & possédées médiatement ou immédiatement; & spécialement tout ce qu'il pretend aux Villes & Chastellenies de Peronne, Compiègne & Roye, aux Comtes de Bologne, Gales & de Ponthieu; aux Chats Villes & Seigneuries assises sur la Riviere de Somme d'un costé & d'autre, soit par titre d'engazage ou autrement: ensemble tous autres droits, actions & querelles, que ledit Seigneur Empereur pourroit avoir & prétendre contre ledit Seigneur Roy ou ses choisis par luy possédés, soit à cause de ses Couronnes d'Espagne, ou des autres querelles de la Maison de Bourgogne; tant en vertu du Traité d'Aras, que des Traitez subséquents de Compiègne, Peronne & autres: excepté seulement les Comtes de Masconnois & Auxerrois, & Seigneuries de Bar Sur Seine; desquelles sera ci-après particulièrement disposé.

XII. Et au surplus, ledits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Chrestien, chacun endroit soy, retourneront en leurs Terres & Limites de leurs Royaumes, Pais & Seigneuries, comme ils estoient au commencement de cette presente Guerre; lors & excepté en ce qui est autrement & particulièrement mentionné & disposé par ce présent Traité: & toutes autres querelles & actions ici non spécifiées, que l'un pourroit prétendre d'une part & d'autre, en façon que ce soit, demeuront perpétuellement quites & abolies, sans y pouvoir jamais retourner.

XIII. Item, que par cette Paix, Amitié & Intelligence soit & entende estre faite Ligue défensive & offensive en la maniere que s'ensuit: à sçavoir pour la défensive, ne donneront passage, recueil, ayde, faveur, ou assistance par leurs Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Villes, de Vives, Artillerie, Gens, Argent, & autres choses, à celui ou ceux qui par invasion tentent ou voudroient porter nuisance ou grevance à l'un ou à l'autre desdits Seigneurs, ou les troubler ou empêcher en la confirmation de leurs Eilans & Dignités, directement ou indirectement, en maniere que ce soit: ainsi seront tous aider & assister l'un l'autre, pour la garde, tuition & detour de leursdits Eilans, Dignités, Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries.

ANNO

1525.

1526.

ANNO 1525. **ANNO** 1525.
1526. 1526.
menies ; à favoir ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, en ce qui est tenu & possédé par l'Empereur, & ce qu'il aura, tendra & possédera en vertu de ce présent Traité, indistinctement ou autrement ; & ledit Seigneur Empereur fera respectueusement le semblable pour ledit Seigneur Roi Tres-Chretien : & de tout envers & contre tous ceux qui voudraient, troubler ou empêcher les vouldront, sans nul excepter. Et par ladite definitive seront tenus l'un envers l'autre, incontinent qu'ils en feront requis, sans dilacion quelconque, envoyer pour ledit secours ou aide contre l'Invalseur ou troubleur, chasteau d'eux cinq cens hommes d'Armes, & dix mille Piétons avec une bonne bande d'Artillerie bien équipée, ou moindre nombre de Gens d'Armes & Piétons & Artillerie au choix du requerant : le tout aux despens de celui qui donnera ladite Aide ; & icelle continuer jusqu'à ce que ladite rebellion & invasion soit repurée & suffisamment amendée. Et quant à l'offensive, que ce soit seulement contre les communs ennemis, & en la forme & maniere que ledits Seigneurs par commun accord & deliberation trouveront être convenable, & si devroit faire pour le commun bien.

XIV. Et pour toujours de tout plus rendue ferme & indissoluble ladite Pais, Confederation, Union & Amitié, & la lier & solder avec le parentage & consanguinité par Alliance de Mariage ; ledits Ambassadeurs dudit Seigneur Empereur, ayans Pouvoir suffisant quant à ce, tant de Sa Majesté que de Tres-Haute & Tres-Excellentissime Madame Eleonore Roine Douairière de Portugal, Scuz ainsée dudit Seigneur Empereur, ont traité, convenu & accordé avec ledit Seigneur Roi Tres-Chretien & ledits Ambassadeurs de France, aussi par vertu de leur Pouvoir, qui sera formellement égarés inféré, le Mariage d'entre ledit Seigneur Roi Tres-Chretien & ladite Dame Eleonore Roine Douairière de Portugal. Lequel Mariage se fera par mors & paroles de presce, incontinent que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien aura obtenu la dispensation nécessaire du parentage d'entre luy & ladite Roine, pour la solemnisation dudit Mariage. Et à cet effet sera ladite Roine tendue, menée & conduite aux lieux dudit Seigneur Empereur, au lieu, temps, & mesme instant que ledits Obligés seront rendus & deliverés audit Roy de France, comme dessus est dit & traité. Et sera de la part dudit Seigneur Roi ladite Dame Roine receüe, & luy prise à sa charge & honnêtement traitée, comme à Roine de France, de si haute Maison & parentage qu'elle est, appartenant. Et sera ladite Dame Roine en dot la Somme de deux cens mille Escus au Soleil, qui pour tous droits paternels & * arres de luy avoient esté constitués par son premier Mariage avec feu de tres-hauteur mémoire le Roy Don Manuel de Portugal, à qui Dieu face merci : & en outre ladite somme, son Douaire tel qu'il lui appartient & lui est deu dudit Mariage : laquelle somme de deux cens mille Escus au Soleil sera payée par ledit Seigneur Empereur, à favoir la moitié en deniers fers, trois prochains venus après la confirmation dudit Mariage ; & l'autre moitié en deniers en son encheint. Et en recevant icelle somme, ou partie par ledit Seigneur Roi, il sera tenu l'assigner bien & convenablement par bons & suffisans assignans, dont ladite Dame, les Hoirs, Successeurs & ayans cause, seront & demeureront satisfaits, jouissans & possesseurs, jusqu'à l'entière restitution de ladite somme, ou ce qui recu en aura esté, sans en rien rabatre à cause de ladite jouissance.

XV. Et encore en faveur & contemplation du prest Mariage, du confortement & à la requeste dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, & pour la tres-grande, cordiale & singuliere amour fraternelle que ledit Seigneur Empereur a & porte à ladite Dame Eleonore sa Soeur, il luy baille en accordance de fonde des les Cortes de Mascosnois & Austerois, & la Seigneurie de Bar sur Seine, ensemble leurs appartenances, pour elle & ses Hoirs males, posterer & descendants dudit Mariage d'entre ledit Seigneur Roi & elle sans seulement. Et ne pourra ladite Dame Eleonore pretendre, greüer, ny demander autre chose quelconque & biens, Hoirs & Successions de tres-beneüce & recommandé mémoire l'Empereur Maximilian son Ayeul, Don Philippe Roy de Castille son Pere, que Dieu absolve, ny de Tres-Haute & Puissante Princeesse la Roine douairière Isabele sa Mere, soit à la vie de s'icelle Mere, ou après son décès & trépas : & y est de la part de ladite Dame Eleonore expressément renoncé des maliceurs, & encore en bailleur ladite Dame Eleonore le lendemain de la solemnisation ou confirmation dudit Ma-

TOME IV. PART. I.

riage, bonne & valable & suffisante quittance, au profit dudit Seigneur Empereur & de ses Hoirs. Et pour ce faire, elle sera expressément autorisée par ledit Seigneur Roi Tres-Chretien ; sans toutefois & sciencé tant seulement à ladite Dame l'escheue de Succession collaterale, en cas que ledit Seigneur Empereur & Monseigneur l'Archiduc Don Fernand, Infans des Espagnes, son Frere, aillent tous deux (que Dieu par sa sainte bonté ne veuille) de vie à trespas sans Hoirs de leurs corps ; & au défaut de tous deux, & de tous leurs descendants & descendants d'eux & non autrement.

XVI. Et sera joyellée ladite Dame Eleonore par ledit Seigneur Roi Tres-Chretien jusques à la Somme de cinquante mille Escus, qui sortiront nature d'Heritage, & lui demeureront pour elle, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause. Et est expressément convenu & accordé, que attendu l'importance, exigence & grandeur dudit Mariage d'entre ledit Seigneur Roi Tres-Chretien & ladite Roine, s'il y a enquis maillies d'icelle, le premier Fils aura pour son partage paternel la Duché d'Alençon, ensemble ses appartenances, en route telle autorité, prémisses & droitures, que le feu Duc d'Alençon en jouissoit : avec laquelle Duché luy sera pourmy en Cornet, Seigneuries & places plus proches, jusques à la Somme de soixante mille Livres de Rente, & annuel revenu, pour luy & ses Hoirs ; & pour son partage maternel, lesdites Comtes & Seigneuries de Mascon, Austerois & de Bar sur Seine, lesquelles il rendra & possédera comme ainsées. Et ce notwithstanding toutes Constitutions, Loix, Coutumes & Usances dudit Royaume à ce contraires, & quelques est expressément derogé. Et s'il y a plus ou moins d'Enfans males, ils seront pourvus de Duché, Comtes, Seigneuries & biens, également comme les autres Fils du premier Mariage dudit Seigneur Roi, sauf seulement à Monseigneur le Dauphin, la prerogative, que comme ainsée & premier Fils dudit Seigneur Roi il doit avoir. Et s'il y a Filles procréées dudit Mariage, elles auront chacune d'elles le dot accoustumé à Filles du Roy de France.

XVII. Et au cas que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien veüit de vie à trespas devant ladite Dame Eleonore, il la douera, & aura pour fondit Douaire la Rente annuelle de soixante mille francs, qui luy est de lui maintenant pour lors assignée sur la Duché de Touraine, sur la Comté de Poitou, & leurs appartenances ; dont elle jouira par ses mains, & sa vie naturelle durant tant seulement. Et si le Revenu desdits Duché & Comté ne monte & fait (toutes charges supportées & deduites) ladite Somme de soixante mille francs annuellement, elle luy sera supplée & portée d'autres pieces de prochain en prochain heux, dont pareillement elle jouira sa vie durant.

XVIII. Et adès en cas que ladite Dame Roine Eleonore survive ledit Roi Tres-Chretien ; elle pourra franchement & librement partir hors du Royaume de France toutes & quantesfois qu'il luy plaira, & avec elle, ses Officiers, Serviteurs, Maistres & Familles ; & s'en retourner en Royumes, Pais & Seigneuries dudit Seigneur Empereur, soit des Espagnes, Flandres ou Bourgogne ; & emporter & retirer tous & singuliers ses biens, joyaux, accoustremens, valloies, & autres meubles quelconques, sans ce que, pour quelque cause, couleur ny occasion que ce soit, ou pourroit estre & survenir, luy soit fait ny mis, directement ny indirectement, aucun contraindre, empêchement ou delourbier à fonder partement, ny en la jouissance de fondit Douaire, ny assigné des deniers de fondit Mariage. Et pour ce sera baillé devant la solemnisation dudit Mariage par ledit Seigneur Roi son frere, & celui de mondit Seigneur le Dauphin & des Etats & bonnes Villes dudit Royaume de France, avec submissiom & obligations, pour estre connus à l'observance de ce que dessus, par Censures d'excommunication, Arrest & Detention de toutes Personnes dudit Royaume, de quelque estat & qualité qu'ils soient.

XIX. Et en outre, afin d'encore plus établir & faire Pais & Alliance durable à tousjours, est traité, convenu, promis & accordé, en vertu de-dits Pouvoirs, le Mariage d'entre ledit Tres-Excellent Prince F. & A. Rois, premier Fils dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, Dauphin de Viennois, & de Tres-Excellentissime Princeesse Madame Marie, Infante de Portugal, & Fille dudit feu Roy Don Manuel, & de ladite Roine Eleonore : & se doit faire solennellement ledit Mariage en-

E c c a

tre

(1) Cette Infante mourut fille au 17. Mars de 16 ans. Comme elle avoit été élevée en France, les Français ne purent point l'induire que les Rois catholiques eussent les Rois d'Espagne.

ANNO
1525

1526

tre lesdits Prince & Princesse par paroles de present, encoinoient que ladite Princesse fust âgée de sept ans, & quand elle fust en âge de douze ans, se solennisa par paroles de present : & sera pour ce procuré de la part dudit Seigneur Empereur & de ladite Dame Eleonore le conjoindement de Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince le Roy de Portugal, frere de ladite Princesse Infante, avec pouvoir en bonnet & convenable forme, pour la constitution & payement du dot d'icelle. Laquelle Princesse Infante sera menée en France pour l'effet dudit Mariage, quand elle aura ledit âge de douze ans, ou plusloin, au choix & bon plaisir dudit Seigneur Empereur : de des lors quelte-
te y sera menée, sera cauteueuse sans frais dudit berger Roy, & dudit Seigneur Dauphin, comme à Princesse Femme fiancée de Dauphin de France appartenant.

XXX. Item, pour obvier à toutes occasions qui par insinuations pourraient estre cause de troubles entre Pais, & faire cesser toute émotion ou turbulence entre ledits Seigneurs Empereur & Roy, a esté traité, appointé & accordé, que ledit Roy Tres-Excellent s'employera encontre de tout son pouvoir, & sera, tous ce qui sera en luy, loyalement & fidelement induit, Don Henry Seigneur d'Albret, afin qu'il delivra le titre & nom de Roy de Navarre, qu'il & remette personnellement pour luy, ses Hoies & Successeurs quelconques, au profit dudit Seigneur Empereur & de ses Successeurs Roys de Castille, quelconque droit, action & quelconque qu'il voudroit & pourroit prétendre audit Royaume de Navarre, par ledit Seigneur Empereur tenu & possédé : de laquelle quittance & ratification fait faicte en bonne & valable forme, & la fust ratifier à tous les Freres & Sœurs en deduit fin & en prochains. Et en cas que ledit Seigneur Roy Tres-Excellent, ayant fait toutes ces choses, ne trouve aucune différence entre ledit Don Henry Seigneur d'Albret pour l'induire à ce que dit est, ne le puisse à ce amener ou incliner; en ce cas ledit Seigneur Roy Tres-Excellent promet de non blesser audit Don Henry Seigneur d'Albret, directement ou indirectement, aide, faveur, ni assistance contre ledit Seigneur Empereur.

CXXI. Pareillement, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien à Peufecq dedaigne pmochevalier & proceura de tout son pouvoir, & a fin tout ce qu'il luy fera envers Meffire Charles de Gueldeles, ainsi que l'un des principales Villies dudit Gueldeles & Comté de Zuphen, en deduisant pour ledit Meffire Charles comme il joint à presens dudit Pais, baillent en dedans un an prochain future suffisante au consentement de l'Empereur, qu'appres le mesmes dudit Meffire Charles, ledit Pais de Gueldeles, Comté de Zuphen, avec toutes leurs parsonances, sera entièrement remis en la main & entiere jouissance dudit Seigneur Empereur & de ses Successeurs: affermant aussi ledit Seigneur Empereur de sa part incluy Meffire Charles de Gueldeles de la jouissance dudit Pais sa vie durant, en la maniere dellindite, sans trouble ou empeschement quelconque dudit Seigneur Empereur ny des siens. Et que si ledit Meffire Charles de Gueldeles telloit Enfant legittime de son corps procreé en loyal Mariage, ledit Seigneur Empereur les pourvoyra à fin despend de Mariages, convenables selon leurs qualitez, & comme à leur estat appartient. En ce cas ledit seigneur Roy Tres-Chrestien, après avoir fait toute ledit devoir & diligence à luy possible, ne peult induire ledit Meffire Charles de Gueldeles ny ledites Villies de nient affurer la Succession dudit Pais de Gueldeles & Comté de Zuphen, au profit dudit Seigneur Empereur & de ses Hoirs & Successeurs; en tel cas, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien ne baillera audit Meffire Charles de Gueldeles aide, faveur, ny assistance quelconque envers ledit Seigneur Empereur, sisk de Genes ou d'Argent, ny d'autres choses duntels à la Guerre, ny foytis couleur de conduite & charge ordinaire de Gent d'Armes, ny foytis couleur de pension, ny autrement, directement ny indirectement: ainsi en cas de tels dudit Meffire Charles & de sesdits Villes de Gueldeles, ledit Seigneur Roy & de sesdits Villes de Gueldeles, advenu le cas dessus dit, ledit Seigneur Roy, alior de assiller ledit Seigneur Empereur de trois cents hommes d'Armee, & quatre mille pains de gens de pied de la Narbonne, & il plaina l'Empereur, bien payez aus despens dudit Seigneur Roy, conquiert & recouvrer ladite Doché de Gueldeles, au profit dudit Seigneur Empereur & des siens, comme dir ell, envers tous & contre tous, fina nul réserver

XXII. Ne baillera assés ledit Seigneur Roy Tres-

Chretien aide, faveur, ny assistance) directement ny indirectement, au Duc Ulrich de Wirtemberg, ny a Messire Robert de la Marck ny a ses Enfants, contre ledit Seigneur Empereur: en cas quaudit Duc Ulrich, ledit Roy Tres-Chretien n'eustend de l'avoir ne fouteur jamais en son service, ny autrement: & quant audit Robert de la Marck & ses Enfants; en cas que durant cette Paix eulx ou aucun d'eulx fissent quelque emprise contre iceul Seigneur Empereur, ledit Seigneur Roy Tres-Chretien fero tenu audit de les despesa a les chasser, repeller & rebouter leurs entreprizes, en la maniere que dellas est declarée en l'Article de la Ligue definitive. Et ne se meliera des pratiques d'Italie en faveur de quelque Poteur que ce soit, contre ny au prejudice dudit Seigneur Empereur.

XXIII. Item, pour ce que la perfidie de cette Pais eust pour parvenir à Pamerville, & à l'expédition contre les Indesdes & Heteriques, le principal fondement consista en l'alliee dudit Seigneur Empereur en Italie; pour laquelle ledit Seigneur Roy Tres-Chretien de son liberal arbitre & volonteé a pieux offert d'aider & affilier ledit Seigneur Empereur tant de son Armée de Mer, que de gens de Guerre à ses despens, pour l'accompagner & defendre contre ceux qui se le voudroient emparcher; lesquelles offres & bonnes conditions ledit Seigneur Empereur a acceptees. & a ceste cause a elle appointe, traite & accordee, que au premier voyage que ledit Seigneur Empereur voudra faire pour aller en Italie, ledit Seigneur Roy Tres-Chretien en dedans deux mois après que de ce sera requis, se voyera à ses despens au Port ou lieu qui à ce sera assigné, où ledit Seigneur Empereur se verra attendre pour ledit voyage d'Italie, toutes les Navires, Galeres & autres Vaillicaux quelconques de ladite Armée de Mer; à savoir deux Galeres avec la grande Maistrise, la Capitanie, qui lui pisse de Genes, & Brancif, & une autre des meilleures Nefs, & encore quatre Galions; le tout avec leur force, les artilleries & équipages seulement d'Antilles & Maldives, & de quelques & armées de Mariniers, Rameurs & Officiers nécessaires pour la conduite tant d'indes Galeres, que autres Navires desistz expedies, & sont en icelles, & mestre aucunes gens de Guerre; ainsi faire habiller & deffendre audit Seigneur Empereur ou à ses Dependez & Commis, ayant à ce pouvoir, lesdites Navires & Galeres, & toutes ladite armée de Mer, en la forme & maniere avouée librement, pour y mettre dedans six Capitaines, Gens de Guerre, & autres qui lui paraissent nécessaires pour le service de ladite Armée de Mer, en la forme que dit est, ledit Seigneur Empereur, pour faire fondit voyage, le pourra servir sous despens dudit Seigneur Roy; & de gens de Guerre, & autres qui seront mis sur l'Armée de Mer, & ce pour le terme & espace de trois mois, à compter d'ice jour que ledit Seigneur Empereur entrera dedans les voiles pour fondit voyage. Et l'Empereur, en recevant ladite armée de Mer, baillera au Capitaine qui l'amenara les Lettres Patentes, signées de la main & sceillées de son Scel; par lesquelles il promettra & jurera en son Roy de Prance, de satisfait ledit trois mois, payer rendre audit Seigneur Roy ou à son Commis ladite armée de Mer en la maniere qu'elle luy aura esté delivree.

XXIV. Et pour l'aide & assistance que ledit Seigneur Roy avoit offert audit Seigneur Empereur de Gent d'Armes & d'Armille à ses despens, pour l'effort de son service audit Seigneur Empereur en Italie, & pour son fervice durant ledit Roy, a esté appointé & accordé, que ledit Seigneur Roy Tres-Christien, pour ladine aide & baillera à ledit Seigneur Empereur, en Espagne ou en Italie, au lieu ou ledit Seigneur Empereur choisira, la Somme de deux cent mille ducats au soleil, à faveor cent mille en dedans six mois d'iceluy, & les autres dedans un ensuivant; & aussi ledit Roy Tres-Christien baillera audit Seigneur Empereur un Cin-Commis, quand & au mesme instant que ledit Cin-Commis, France devult en dir, se deliveront pour remuer en France, croques de Marchands suffisants & solvables, respondans pour l'allecvement de la paye, d'autant que peuvent monter six mille papes de Piétons, pour estre delivréz ladite paye audit Seigneur Empereur ou leur Commis, resuscitant & de fait au propre jour que ladite bataille arrivera en Italie. Et esciblement baillera aussi jusqz ledit Roy Tres-Christien, & l'Empereur le dresse, & pour ledit terme de six mois, cinq cens hommes d'armes de France au moins, au choix dudit Seigneur Empereur, se

ANNO

1525.

1526.

une bande d'Artillerie, le tout aux despens dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, & pour le service dudit Seigneur Empereur en son voyage d'Italie.

XXV. Item, pource que à l'occasion des Guerres passées ledit Seigneur Empereur, pour servir le Roy d'Angleterre de son côté contre ledit Roy Tres-Chrestien, s'obligea audit Roy d'Angleterre pour son indemnité, de lui payer tous les ans la Somme de cent trente trois mille trois cent cinq Escus Solzels, au lieu des Prestions & Rentes que ledit Roy d'Angleterre & sa Sœur s'outoient prestées chacun au dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, jusques à l'entier faulxement de tous les termes escheus, & les continuant jusques à ce que par Paix ou par Guerre ledit Roy d'Angleterre en feroit recompense : & ce selon la forme de l'obligation de ladite indemnité, faicte à Wundeslore l'an mille cinq cent vingt-deux, le dixième jour du mois de Juin; à laquelle quant à ce soit eue relation. Et que depuis ladite obligation n'ait par ledit Seigneur Empereur été payée chose quelconque pour ladite indemnité, & ainsi ledit duc par ledit Seigneur Empereur tout le temps que ladite obligation a duré pour tous les termes passés, jusques à la conclusion du Traicté & appointement dernièrement fait entre ledits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & d'Angleterre : & que par ledit Traicté & appointement ledit Roy Tres-Chrestien dit & pretend avoir traité & accordé avec le Roy d'Angleterre de tous les services précédans, & de tout ce qui lui pourroit estre due à l'occasion d'icelle : A ceste cause a esté maintenant traité & accordé, que ledit Roy Tres-Chrestien lors tenu & obligé de tenir quite & indolent ledit Seigneur Empereur de tout ce que ledit Roy d'Angleterre lui pourroit querreller & demander à cause de ladite obligation & indemnité dessus mentionnée & designée; & bailler Copie authentique dudit Traicté fait naguères entre ledits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & d'Angleterre, en dedans quatre mois prochains; ensemble des quittances valables & suffisantes des payemens que ledit Roy Tres-Chrestien en aura faits, ainsi que ledits payemens se feront. Et davantage, quant à ce qui touche l'indemnité dessus mentionnée, paraitir entièrement ledit Seigneur Empereur & les siens envers ledit Roy d'Angleterre, & ses Hoirs & ayans cause : de sorte que si ledit Seigneur Empereur estoit tiré en cause, ou luy estoit faicte demande de ladite indemnité, ledit Seigneur Roy sera tenu prendre la cause en soy, & la poursuivre & défendre comme garant & comme cause propre, & payer tout ce qui à ceste cause seroit adjugé contre ledit Seigneur Empereur.

XXVI. Item, pour ce que, comme dessus est dit, la principale intention desdits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Chrestien a esté & est de par ceste dite Paix particulière, pouvoir parvenir à l'universelle, & par conséquent aux empires contre les Turcs & autres Infidèles, & autres Hérétiques aliènes du grem de nostre Mère Sainte Eglise, comme la nécessité le requiert, & que nostre Saint Père le Pape l'a par plusieurs fois exhorté & persuadé; & pour enlaidir & mettre en œuvre icelles exhortations & persuasions, a esté traité, accordé & appointé, que ledits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Chrestien d'un commun accord & consentement, & par leurs communs Ambassadeurs, suppleront par ensemble nostre Saint Père le Pape, qu'il veuillez faire ce choiz & indire une journée la plus breve que faire se pourra, & escrire de sa part à tous Roys, Princes & Potentats Chrestiens, pour envoyer à ladite journée & assemblée leurs Deputés & Commis avec plein & suffisant Pouvoir, tant pour traiter de ladite Paix universelle de tous les Chrestiens, que pour dresser tous les moyens convenables pour lesdites empires & expéditions, tant contre lesdits Turcs & Infidèles que contre lesdits Hérétiques aliènes du grem de la sainte Eglise, & de contributions & formes d'avoie demiera à cet effect, pour soutenir le uerf desdites empires, & d'advier sur toutes autres choses à ce nécessaires pour les dresser & mettre en œuvre à la plus grande diligence qu'il sera possible; & que neanmoins à cet effect & pour gagner temps à faire les préparatifs à ce nécessaires, que la Sainteté desdits royaumes ordonne audit Seigneur Empereur & Roy Tres-Chrestien & chacun d'eux, & à tous les Roys, Princes & Potentats qui voudront assister à ceste sainte assemblée, la Croisade generale par tous leurs Païs & Seigneuries, en la plus ample forme que faire se pourra; du moins pour l'espace de trois ans prochainement venans; & faire aussi que le cas advenant, les Prelats & gens d'Eglise, chacun en son endroit, ayent à

contribuer en ladite sainte entreprise, ainsi que raisonnablement sera advisé. Et si ladite Armée ne se pourroit si tost dresser & enlaidir ou desirée à bon effect & execution; & que cependant lesdits Turcs & Infidèles attaquassent quelque empire par Mer ou par Terre contre les Chrestiens, & fussent en Italie (qui seroit la chose la plus dangereuse qui pourroit succéder à toute la Chrestienté); ce que Dieu ne veuille! souvenois le cas advenant, ledit Seigneur Empereur, comme Chef des Princes feudataires de la Chrestienté, auquel principalement appartient défense & protection d'icelle, en sa propre personne, accompagnée de la Personne dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien & autres leurs Amis & Alliez qui plus promptement se pourrout à ce disposer; & meime avec l'aide & assistance du Grand Maître & Religion de Rhodes, des Galeres, Carraques & autres Navires, tant de ladite Religion que de la Cité de Gennes, y joignant celles que ledits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Chrestien pourrout tenir tant du Pape & autres, que des armées de Mer qu'ils ont à présent, que autrement feront à communs despens, & à pareille portion, la meilleure semence de Mer qu'il leur sera possible pour retenir, tant qu'ils eux sera, aux empires des Turcs & Infidèles, soit pour les combattre par Mer, ou pour le meime cas Terre, s'il est besoyn. Et pourvoiront de leur pouvoir tant par Terre que par Mer, comme ils venant estre expedient, & que la nécessité le requerra, avec tout nombre de gens de Guerre, avec de cheval que de pied, & autres cas fins advisés. Et en cas que l'invasion desdits Turcs se feroit si grande, que pour la repulsion d'icelle fust mestier d'y envoyer les Personnes desdits Seigneurs Empereur & Roy; neanmoins ne se baillera de joladir lesdits armées de Mer desdits Seigneurs sous l'obéissance du Capitaine General, qui de la part dudit Seigneur Empereur sera à cet effect ordonné; auquel ledit Seigneur Roy paciellement accompagnera faicte armée, avec toutes les Navires & Galeres, pour assister à ladite repulsion desdits Turcs envahisseurs. Et si toutefois l'invasion desdits Turcs estoit telle, qu'il sembleroit nécessaire ou convenable d'y employer les Personnes desdits Seigneurs en la maniere avant-dite; en ce cas, pour maintenir la vraie Fraternité & Amitié qui est entre eux, & afin que durant leur voyage ne puissent survenir aucuns inconveniens en leurs Royaumes & Païs; a esté appointé & accordé, qu'iceluy Seigneur Empereur, durant iceluy voyage, baillera aucuns notables Personnages, Ambassadeurs ou Conseillers en France de sa part; & aussi ledit Roy Tres-Chrestien baillera aucuns des siens Ambassadeurs ou Conseillers tant en Espagne que Bourgogne & Flandres; afin que s'il survient quelque chose en leur absence, ils repaissent de pouvoir, qu'un Royaume & Païs puisse aider à l'autre s'il en est mestier.

XXVII. Item, pour ce que Haut & Puissant Prince de Meuse Charles Duc de Bourbonnois & d'Avoygne avec plusieurs ses Amis, Alliez & Serviteurs, pour diverses causes & raisons à ce le mouvans, s'estoit absenté du Royaume de France & du service dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien; à l'occasion de laquelle absence, & icelle durant, ont esté priés, baillés & occupés les Duches de Bourbonnois, d'Avoygne, & de Chastelleraul; les Comtes de Clermont en Beauvoisis, Forcal, Mompenser, la Marche haute & basse, de Clermont & Avoygne, & Comte Dauphin dudit Païs; Seigneuries de Beaumont, Roissans, Annonay & Roche en Ravler; Viscomté de Carlat & Mau; Baronnie de Mercœur, Greniers, de Verre & Seigneurie de Marignan en Provence, Bourbon-Lancy en Bourgogne, le Païs de Dombes, hors des Païs, Subjection & Jurisdiction de France; & generalement tous & quelconques ses Biens, Terres & Seigneuries, & desdits Amis, Alliez & Serviteurs ont esté privés & déboutés de tous leurs Biens : a esté traité, appointé & accordé, que ledit Roy Tres-Chrestien fera incontinent & sans delay après la publication de ce present Traicté, ou plus tard dedans les six semaines du jour de la délivrance dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, rendre & restituer audit Seigneur de Bourbon, ou à ses Commis & Deputés, residence & de fait, toutes lesdites Duches, Comtes, Terres & Seigneuries; ensemble tous & quelconques ses autres biens meubles & immeubles de quelque qualité qu'ils soient, ou la juste valeur desdits meubles, & tous titres, enseignemens & autres esclaires delivrez au temps de son département de Maisons de sesdits Terres & Seigneuries ou ailleurs, appartenans audit Seigneur de Bourbon. Sera ledit Seigneur de Bourbon reintegré en la vraye & reelle

ANNO

1525.

1526.

ANNO

1525.

1526.

reille possession & jouissance de fiefs Duches, Comtes, Terres & seigneuries, avec tous Droits, Autorité & Justice, Chancelerie, Cas Royaux, Greniers, Prestimons & Collusions de Benefices, Nominations d'Offices, Grâces & Préférences, dont les & les Princes de ce pays ont joui, & comme ledit Seigneur de Bourbon en avait prêté son parlement de France; sur quoy lesdits seigneurs Lesmes Faisantes, & que tous ceux qui par ledit Seigneur Roy ont été commises & déposités à lever & recevoir Fruits, Rentes, Revenus ordinaires & extraordinaires desdits Duches, Comtes, Terres & seigneuries, & ceux auxquels ledit Seigneur Roy, Madame sa Mere, & autres de leur part en auroient fait don & transport; soient communiés seulement & de fait, annullant oppositions ou appellations quelconques, comme pour les propres deniers Royaux, à rendre compte, & payer le reliqua audit Seigneur de Bourbon, ou à ses Commis, de leursdites recettes, & de tout ce qu'ils en auront levé & perçu, deduits les frais ordinaires & raisonnables tant seulement: & le tout en dedans le terme de quatre mois prochains. Et en cas que ledit Seigneur Roy, ou Madame la Reinesse sa Mere, en eussent appliqué chose à eux, ou qu'ils en eussent fait quelque quittance; que ledit Seigneur Roy en fût tenu luy mesme faire satisfaction en dedans ledit temps: & que en contemplation de cette Pais, ledit Roy Tres-Christien & madame Dame la Reinesse, ou ayants cause d'eux, tendront en finissant toutes querelles, Droits, Actions par eux & chacun d'eux prendre, ou qu'ils peuvent prétendre contre ledit Seigneur de Bourbon esdits Duches, Comtes, Terres & seigneuries, ou aucunes d'icelles, pour quelque cause ou occasion que ce soit: & si se feront tenir en suspens tous procès, causes & instances deya entamées à cause desdites querelles par eux précédentes; & ce durant la vie dudit Seigneur de Bourbon, sans qu'il puisse être molesté, poursuivi, ny querellé fadive niy durant, ne luy puisse être donné empeschement, ny être inquiété par ledit Seigneur Roy, les Hoirs, Successeurs ou Officiers, directement ou indirectement; nonobstant quant à ce quelconques Unions & Incorporations qui pourroient être faites desdites Duches, Comtes, Terres & seigneuries, & quelconques Classifications derogatoires, Constitutions & Ordonnances à ce contraires: & que ledit Seigneur de Bourbon ny ses Hoirs & Successeurs, pour les choses qu'ils pourroient avoir faites depuis fondé parement de France, ne pour quelconques Traictes, diligences par luy faites & eues avec quelconques Princes de quelque état & qualité qu'ils soient, puissent être molestés, inquiétés, ny fiers en cause; ains toutes Procédures, Sentences & autres Actes qui deya pour ce feroient faits, demeurent nuls & de nulle valeur, & n'en sera par la suite aucune poursuivie. Et d'après ce, que durant la vie dudit Seigneur de Bourbon, il ne puisse sous quelque couleur que ce soit être contraint de rendre quelconques devoirs pour sa personne, ny d'aller demeurer, ny servir au Royaume de France, ains puisse administrer & gouverner toutes fiefs Duches, Comtes, Places, Terres & seigneuries par Lieutenant, Officiers, Serviteurs & Commis de sa part, tels qu'il les vouldra choisir & ordonner; & faire apporter librement les Revenues & Revenus d'icelles, quelque part qu'il luy plaira hors dudit Royaume de France, ou ledit Seigneur de Bourbon vouldra faire sa résidence: & que lesdits Lieutenants, Officiers & Commis & Serviteurs ne puissent, en tout ce que dessus, être empeschés, travaillés ou molestés par quelconques Officiers Royaux, directement ou indirectement, sous quelque couleur que ce soit. Et quant au droit quelconq Seigneur de Bourbon présent en la Comté de Provence & autres places adjacentes & dépendantes, dont ledit Seigneur Roy s'est offert être à Justice; & cédant accordé, que voulant ledit Seigneur de Bourbon poursuivre les procès, ou les intentes de nouveau par-devant la Justice où il appartient, qu'il le puisse faire quand bon luy semblera; & que lesdits Juges détermineront sommairement ladite Justice selon raison & équité.

XXVIII. Et au regard des Amis, Alliez & Serviteurs, qui ont servi le pays dudit Seigneur de Bourbon, tant Ecclesiastiques que Seculiers à présent vivants, & aux Hoirs d'eux qui cependant sont allés de vie à trespas; ils seront entièrement restitués en leurs biens, ainsi que auparavant les tenoient & possédoient, ensemble les meubles délaissés; dechaus nallés & de nulle valeur & effect toutes Procédures, Sentences, Adjudications, Donations, Incorporations, & autres

Actes qui entre eux ou leurs Héritiers pourroient avoir été faits jusques au jour de cette Pais, à cause d'avoir tenu le pays dudit Seigneur de Bourbon; par raison de quoy cas, ny leursdits Hoirs puissent être aucunement inquiétés ou molestés par ci-après. Et leur est baillée ains en même abolition & abolition de tout ce que l'on vouldroit prétendre contre eux jusques au jour de cette Pais. Et que tous ceux qui font Prisonniers à l'occasion d'icelle, mesmement & expressément Monsieur l'Evêque d'Autun & Monsieur de Saint Valier, soient promptement & librement relâchés & absous avec les memes abolitions & restitution, annullant quelconques Sentences sur ce rendues & procédures faites, en mettant le tout à néant; & que lesdits Evêque d'Autun & le Sieur de Saint Valier, & tous les autres Amis, Alliez, Serviteurs & Adhérents dudit Seigneur de Bourbon, soient en liberté de se traiter audit Royaume de France, ou de vivre dehors d'icelui à leur volonté, & venir & aller dedans & dehors d'icelui, sans qu'ils, ny aucuns d'eux puissent être contraints d'y comparoir en personne pour quelque cas que ce soit. Et pour les autres actions ou querelles, qu'ils ou aucuns d'eux, & memes les Enfants du frere Seigneur de l'Unité, ledit Sieur de Saint Valier & autres de fiefs Amis & Serviteurs, prétendent contre les biens tenus & possédés avant le parement de France dudit Seigneur de Bourbon; tels prétendants & querellans en pourront poursuivre leur Justice par devant leurs Juges ordinaires desdites querelles; lesquels feront tenir leur administration bonne & belle Justice, comme il appartient. Et pouront lesdits Seigneurs de Bourbon, fiefs Amis & Alliez & Serviteurs, tant ceux qui font à présent avec luy, que ceux qu'il avoit auparavant son parement de France, & bon leur semble, demeurer & continuer au service dudit Seigneur Empereur, sans que à l'occasion dudit service l'un puisse molester ou inquiéter en la personne ny aux biens ledit Seigneur de Bourbon, ny fiefs Amis, Amis & Serviteurs. Sur toutes lesquelles choses dessusdites, & chacune d'icelles, ledit Seigneur Roy Tres-Christien fera expédier, tant audit Seigneur de Bourbon, que à fiefs Amis & Serviteurs, toutes Lettres & Depesches nécessaires, & continués ce que dessus en bonne & saine forme.

XXX. Item, que tous Prisonniers de Guerre tant en Mer qu'en Terre d'un côté & d'autre, tant Messire Philibert de Chalon Prince d'Orange, que autres Sujets desdits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Christien, & quelconques autres après servy & tenu leur part, de quelque Nation ou condition qu'ils soient, seront tous, en dedans le quinziesme jour de Février prochainement venant, librement relâchés, & mis à leur pleine liberté, sans payer aucun quelconque; pourveu qu'ils demeurent & reconnoissent au service du Seigneur, dequel ils se trouveront être Sujets médiatement ou immédiatement; & ne s'alloient, que du commun consentement desdits deux Seigneurs autrement en fait par eux ordonné.

XXXI. Item, pour ce que les Rebelles, forçades ou banais d'un côté & d'autre, pourroient être cause de quelqueurbation de ladite Pais; & cédant accordé, que quant aux Rebelles qui le pourroient faire d'ici en avant d'un côté & d'autre, les Rebelles de l'un ne soient receus ou reçus au Territoire de l'autre; & ne leur soit baillée aide, faveur ni assistance quelconque de l'un contre l'autre: ains si tels Rebelles sont trouvez & Territoires & Pais desdits Seigneurs, en les rejoignant iceluy d'ou ils se font Sujets, qu'ils leur soient remis pour les châtier & en faire à son plaisir: & que ecy soit observé reciproquement. Mais quant à ceux qui l'on vouldroit dire avoir été Rebelles en la Duché & Elitz de Milan, Genes & Comté d'Al, avant la conclusion de ce présent Traicté, qui ne seront trouvez chargés d'autres delits ou crimes, que d'avoir servy l'un l'autre contre l'autre & Gueres passées; & en ce cas, quant à leurs personnes, leurs biens & leurs fiefs seront librement & sagement remis au Pais; & lesdits Seigneurs Empereur & Roy, chacun de sa part, depouront aucuns Commis, & avoir vraye information de la qualité & valeur des biens alienés & confisqués, & que en chacun desdits Rebelles & Banais tenoit & possédoit au commencement de cette Guerre, & de la qualité des Personnes qui au présent tiennent & possèdent leurs biens, pour après ladite information prise & vue, d'un commun consentement & par voye amiable déclarer & déterminer ce qui se devra faire desdits biens: laquelle détermination & déclaration se fera par lesdits Seigneurs

ANNO

1525.

1526.

ANNO

1525.

1526.

Empereur & Roi, dedans six mois après la publication de ce present Traité : & cependant ne se fera aucune innovation desdits biens.

XXXI. Et quant au regard des autres, desquels en ce Traité ne se trouvent estre faite expresse mention, qui se trouveront estre chargés & inculpés d'autres delicts, & meismes de d'avoir servy en ces dernières Guerres, ou seroient gens fondatours, qu'ils ne se puissent remetre au Pais sans plus grande trouble, ou inconvénient de ce costé par information suffisante du Seigneur ou ledits biens seront restées; il sera tenu, à requeste du Seigneur auquel ils seront Sujets, leur prescrire terme d'un mois; dedans lequel ils devront vider les Royaumes & Pais, avec commination & peine: que si passé ledit terme ils sont trouvez esdits Royaumes & Pais, ils seront pris & rendus es mains du Seigneur auquel ils seront Sujets, ou de leurs Officiers, à quelconque leur Requête; & que ainsi soit effectivement observé d'un costé & d'autre.

XXXII. Item, que tous Prelats & Gens d'Eglise, tant Evêques, Abbés, Commandeurs, Doyens, Archidiacres, Prevôts, Chanoines, Chapelains, Curez & autres Gens d'Eglise, de quelque estat ou condition qu'ils soient, Chapeires, Convents, Colleges, Eglises, tant deça que delà les Monts; & pareillement gens Nobles, non Nobles, Corps de Villes, Communautés & autres particuliers Sujets & Serviteurs d'un costé & d'autre, de quelque estat & condition qu'ils soient, tant en France & autres Pais de l'obéissance du Roi Tres-Christien, que en Espagne, Pais de Bourgogne, Flandres, Armois, Hainau, & autres Pais hors l'Italie, appartenans audit Seigneur Empereur, retourneront par cette Paix à la jouissance de leur Dignités, Benefices, Fiefs, Terres, Seigneuries & autres Heritages, deniers, depensements & retours de Mariages, Rentes hereditaires & voyageurs, deus tant sur le Domaine desdits Princes, que sur le Corps des Villes, des Eglises ou autrement, quelque part que lesdits biens meublés ou heritages soient situez ou assis, pour en jouir & posséder depuis le jour & date de la publication de cette Paix. Et seront encreintes & gardées en telle possession & jouissance, qu'ils ou leurs Predecesseurs estoient auparavant l'empeschement forcé à cause desdites Guerres; non obstant quelconques dons ou dispositions par recompense ou autrement fait au contraire; & aussi quelconques confiscations, Sentences ou Arrêts rendus par contumace; qui par ce Traité demeurent cassés & nuls, encore que lesdits biens eussent depuis lesdits dons & dispositions ou confiscations esté vendus ou aliénés en autres personnes. Et seront tenus les Juges ordinaires des Pais, Villes ou Lieux, où seront situez & assis lesdits biens, auxquels l'on retournera, les remettre, reintegrer & restituer en leur souveraineté & de plein, non obstant oppositions ou appellations quelconque, & sans prejudice d'icelles. Et s'il est mestier avoir la main forte pour exécuter lesdites reintegrations & restitutions, lesdits Seigneurs Empereur & Roi, chateau de son costé, la seront bailler, & ne souffriront despatcher en leurs Chanceries ou Chambres de Conseil quelconques Lettres ou Provisions pour empêcher, retarder ou dilayer lesdites reintegrations & restitutions: & si aucunes fussent inadvertemment depeschées, qu'elles soient nulles & de nul effect, & ne soient obiectes par lesdits Juges. Et ceux qui auroient procès pendant, pourront, si bon leur semble, retourner à la poursuite de leursdits procès, en tel estat qu'ils estoient auparavant le commencement de Guerre, non obstant quelconques Procédures ou Sentences faictes ou données pendant icelles Guerres; qui en ce cas demeurent par ce Traité nulles & nées à néant. Et si pendant lesdits Guerres aucuns desdits Fiefs, Heritages, Maisons ou Rentes, appartenans à aucuns tenans party contraire, eussent esté vendues par Decret, adjugé par contumace & decriés, le tout sera réduit au premier estat; demourant chacune des Parties en tels Droits & Actions qu'elles estoient au commencement desdites Guerres, non obstant quelconques laps de temps, qui depuis seront encouverts: & tous delais & contumaces faits durant lesdites Guerres d'icelles, de l'un party & de l'autre, pour quelque cause que ce soit, seront aussi nuls & de nulle valeur. Et ceux qui ainsi retourneront à leursdits biens, & que sur iceux se trouvaient charge & Hypothèques d'anciennes Rentes Foncières, Heritages ou Voyages, ils seront & demeureront quittes des cours d'icelles Rentes échues durant la Guerre: & feront tenus ceux qui cependant en auront payé, en

vertu d'aucun don ou recompense, les en tenir quittes, & les payer à la décharge desdits biens pour le temps, années & venant qu'ils en auront jouy. Et si durant lesdites Guerres aucuns biens estoient de nouveau succédés, escheus ou advenus par Testament, ou autre dernière Volonté, ou Succession *ab intestato*, par droit de proximité, ou par donation entre vifs, ou autrement par quelconque titre, supposez que au jour desdites excheances & Successions ou Donations, ceux, auxquels elles estoient escheues, demeurèrent en party contraire; & néanmoins retourneront aussi ausdits biens, qui ainsi leur seront escheus & succédés, en faisant dedans trois mois après la publication de cette Paix envers le Seigneur & Prince, sous lequel seront assis lesdits biens, les dévotils, auxquels, à cause desdits biens, les retournans pourroient estre tenus & obligés. Et ne feront tenus ceux, qui ainsi voudront retourner à leursdits biens, aller demeurer, ou faire résidence es Lieux où lesdits biens seront assis, ny faire aucun serment au Prince ou Seigneur sous lequel lesdits biens seront situez; exceptez pour les biens fondez, selon le devoir desdits Fiefs: ce qu'ils pourront faire, si bon leur semble, par Procureur special, ayant à ce suffisant Pouvoir, en dedans trois mois après ladite publication.

XXXIII. Item, pour ce que par les Cortes de Castille, & meismes par les Prieur, Conseil & Université de Burgos, a esté fait plaidier audit Seigneur Empereur, que outre les maux & dommages excessifs qu'ils ont soufferts & souffrent durant ces Guerres, contre la forme des Privilèges qu'ils disent avoir des Predecesseurs dudit Roy Tres-Christien, tant Roys de France que Ducs de Bretagne; ils ont esté paravant ladite Guerre, & durant ladite Paix, directement endommagés, tant sur la Mer que autrement, dont ils se disent interressés de grandes Sommes de deniers, de plus de trois cens mille Ducats: pour ces causes a esté traité, appointé & accordé, qu'en faisant suffisamment appeler audit Seigneur Roy des Privilèges, & desdits Predecesseurs données à la Nation d'Espagne, il les mandera confirmer *in forma*, & observer selon leur teneur. Et quant aux dommages prétendus, que d'une part & d'autre soient depuis aucuns bons Personages, pour vérifier tous les dommages inferés en temps de Paix, & avant les Guerres, aux Sujets d'un costé & d'autre, & voir de les appointer amiablement, si faire se peut; ou sinon, en faire bonne & briefve Justice contre dammificateurs.

XXXIV. Item, pour ce que depuis aucuns ans en ça, & meismes avant ces dernières Guerres, par ledit Roy Tres-Christien ou son Predecesseur, se disent avoir esté faictes aucunes prohibitions & défenses contre l'ancien cours des Marchandises, par lesquelles les Draps de Laine qui se font en Catalogne, Roussillon & Sardaigne, & autres Lieux de la Couronne d'Aragon, ne se puissent vendre ny mettre en France, ny faire llec aucunes Marchandises desdits Draps, ny avoir passage par Terre ou par Mer, par les delictes & Lignes dudit Royaume de France, & pouvoir passer & transporter desdits Draps en autres Royaumes & Pais, sans encourir le danger de confiscations de leursdits Draps; & que à cette cause les Sujets dudit Seigneur Empereur estiez Lieux, à tres-grand peril & danger de leursdits denrées & Marchandises, soient contraincts de prendre chemin plus loinguin par la terre & sur lesdite Mer; où souvent ils se trouvent perdus, ou par naufrages, ou par prises de Corsaires, qui leur tourne à grande destruction, ruine & perdition dudit cours de marchandise; pourquoy lesdits Sujets de Catalogne, Roussillon & Sardaigne, ayant supplié ledit Seigneur Empereur les vouloir sur ce pouvoir de remède convenable, de manière que ainsi que les Draps de France se peuvent librement porter, distribuer & vendre es Royaumes, Pais & Terres dudit Seigneur Empereur, ainsi soit fait de ceux qui se font en lesdits Pais. Pour ces causes a esté appointé, traité & accordé, que non obstant lesdites prohibitions & défenses faictes au contraire, soit par ledit Seigneur Roy Tres-Christien, ou par son Predecesseur (ausquelles quant à ce s'entend estre expressement derogé, non obstant quelconques clauses derogatoires) & continuer, encore que d'icelles se densit faire expresse mention de mot à autre) les Sujets desdits Pais de Catalogne, Roussillon & Sardaigne, & autres Lieux de la Couronne d'Aragon, puissent librement & sans peine quelconque, mener & conduire leursdits Draps de Laine, & autres denrées & Marchandises, desdits Pais en France, soit par Mer ou par Terre, en payant les

ANNO

1525.

1526.

ANNO

1525.

1526.

peages qui estoient accoustumés vingt ans ; & non point pour les deployer ny vendre en France, mais pour les pouvoir vendre hors la subjection dudit Roy Tres-Christien, sans y mettre ne foyelle estre mis pour l'encre ou pour l'usage dedit Draps autres nouveaux Imposts ou Droits, outre lesdits anciens Droits & Coustumes.

XXXV. Item, pour ce que Madame Marguerite, Tante dudit Seigneur Empereur, Archiduchesse d'Autriche, Comtesse viagesse de Bourgogne & de Chastillon, Douzième de Savoye, a grandement tenu la main à ceste Paix ; & à ce effect esprement envoyé vers l'Empereur Messire Nicolas Perrenot Coudillier & Maître aux Requêtes de Sa Majesté & de ladite Dame ; lequel a iustement persévé en icelle Paix, tant envers ledit Seigneur Empereur, que envers ledit Seigneur Roy Tres-Christien, & par Ordonnance dudit Seigneur Empereur s'est trouvé aux communications d'icelle Paix, & à la conclusion du présent Traité ; & de la part de madame Dame Marguerite a remontré au Roy les affaires ; c'est à sçavoir, comme par la Neutralité, qu'elle avoit avec ledit Seigneur Roy Tres-Christien, approuvée & traitée par ledit Seigneur Empereur, elle devoit paisiblement & sans turbation & empeschement quelconque posséder & jouir des Comtes & pieces mentionnées en icelle Neutralité ; & mesmes de ladite Comté de Charolais, & des Greniers à sel d'icelle Comté, ensemble ceux de Noyers, Chastillon, Chazelles la Perrière, conforme aux concessions que madame Dame en avoit ; & que comme la forme d'icelle Neutralité luy a été donnée & occupée par ladite Comté de Charolais, sans la faulx en joindre ny de ledits Greniers à sel durant le temps de cette Guerre, combien qu'elle n'eût nulle Guerre contre ledit Seigneur Roy Tres-Christien, & d'autrui de ladite Neutralité, a été traitée, appointé & accordé, que non seulement sera rendue à madame Dame ladite Comté de Charolais avec lesdits Greniers ; mais jouira dorénavant d'icelle Comté, ensemble desdites Seigneuries de Noyers & Chastillon en toute Souveraineté & en vic durant ; & après son trespas l'Empereur, ses Hols & Successeurs quelconques en jouiront par la forme & mesure qu'il est ci-devant déclaré en l'Article de la restitution de Bourgogne, Comté de Charolais & dépendances. Et d'ailleurs, ledit Seigneur Roy fera restituer & rendre, à madame Dame tous les deniers, Reventes & Revenus qui auroient été levés durant ladite Neutralité ; & contre la forme d'icelle, esdites Comtes de Charolais, Seigneuries de Chastillon & Greniers à sel desdits Lieux & dudit Noyers. Et d'autre part, pour ce que lesdites Seigneuries de Chazelles la Perrière, estans avant ladite Neutralité mises en la main dudit Seigneur Roy, sous ombre que lesdites Seigneuries n'avoient été entretenues par madame Dame en dette réparation, & que fût les pourfuites que madame Dame fit faire envers ledit Seigneur Roy, fut ordonné, qu'elle auroit main levée, & que ce, qui durant la main mise avoit été levé & recu, luy seroit rendu, à condition qu'elle bailleroit caution de fournir aux réparations, auxquelles elle seroit trouvée estre tenue ; laquelle ne fut lors donnée, pour estre la chose ainsi connue & incertaine, & que au moyen de ce, & de la mort de son Ambassadeur, lors estant en France à la poursuite de cet affaire, aussi à cause des Gens furvenus depuis, ladite restitution n'a été faite desdites levées durant ladite main mise. Et que maintenant pour la restitution qui se doit faire de la Vicomté d'Auxonne, & ou sont lesdites pieces allies, celle la difficulté de devoir donner ladite caution ; ledit Roy Tres-Christien fera rendre entièrement lesdites levées à madame Dame, & reçues par commission dudit Seigneur Roy durant le temps de ladite main mise, & aussi durant le temps de cette présente Guerre, & le tout desdits fruits & levées contenu en cet Article, & estimé à la Somme de vingt cinq mille Livres Tournois ; qui sera payée à madame Dame par ledit Seigneur Roy en dedans huit mois prochainement venant.

XXXVI. Item, pour ce que la Reine Germaine de Foix, Douzième d'Artois, qui avoit obtenu Arrest & Sentence definitive de la Cour de Parlement à Paris ; par lequel Arrest luy fut adjugés les Villes & Terres de Marfan, Tursin & Galdan (a), & Gavaret, avec toutes autres pieces mentionnées audit Arrest, lesquelles dit eût de ses tenours & occupées par Den Henry Seigneur d'Albret ; lequel par force d'Armes a usé & empesché l'exécution dudit Arrest, selon que dit ladite Reine, contre le Commandement de en-

voiy par ladite Cour de Parlement ; & qu'il convient à l'autorité des Roys & Princes, que tels Arrests, prononcés en leurs noms, soient mis à entière & due exécution, & ne soient rendus frustratoires & illusoirs ; ledit Roy Tres-Christien fera par effect exécuter ledit Arrest selon la forme & teneur, & ainsi qu'il appartiendra par raison ; & s'il est mestier, baillera à l'exécution la main forte pour le faire.

XXXVII. Item, que Messire Philibert de Chalon Prince d'Orange, outre la libération, dont deus est faite mention, soit restitué & reintegré, en faveur & contemplation de l'Empereur, en sa Principauté d'Orange, pour en jouir ou telle autorité & prééminence, en tels droits & tout ainsi que luy mesmes en a jouy & possédé depuis le trespas de feu Monsieur le Prince d'Orange son Pere, jusques à l'empeschement y mis par ledit Seigneur Roy Tres-Christien, avant que ledit Seigneur Prince vint au service de l'Empereur. Aussi seront rendues & restituées audit Seigneur Prince les Terres & Seigneuries de (a) Domme, (b) Tercius, Montbellin, & la Perrière de Nobelin, situées en Dauphiné, ainsi qu'il les tenoit & possédait avant la Guerre. Et quant aux Terres & Reventes de (c) Sureau & Toulon situées & assises en la Duché de Bretagne ; il en sera remis en tel état qu'il étoit au commencement de cette Guerre. Et luy soient restituées & restituées toutes les actions & droits, & mesme de cinquante mille Escus qu'il prétend par lesdites Terres, & Lettres qu'il dit en avoir à son profit, pour recouvrer lesdits droits & actions en justice ; laquelle luy sera faite & administrée formellement & de plein, les titres & droits venant. Et luy soit encore restitué ce qu'il avoit avant la Guerre de la Comté de Pontievre ; à sçavoir Lamballe, Moncontour, les Peets & Havres de Cresson & Enchemon & autres Terres & Droits en dépendants, ainsi qu'il les possédait avant ladite Guerre. Et pareillement que ledit Seigneur Roy face payer audit Seigneur Prince tout ce qu'il montera estre des à feu Monsieur le Prince son Pere, & successivement à luy, tant par Lettres dudit feu Roy Loys XII. que de la Reine Anne de Bretagne sa Compagne.

XXXVIII. Item, que Messire Philippe de Croy Marquis d'Arches, Comte de Porcien, Beaumont, &c. soit aussi restitué & reintegré en toutes les Comtes, Baronies, Terres & Seigneuries, estans au Royaume de France, qui luy appartiennent & sont succédées, tant par le trespas de ses feux Seigneurs Pere & Mere, comme par le décès de son Oncle feu Messire Guillaume de Croy Marquis d'Arches, Seigneur de Cheverres, & des pieces par feu Oncle acquises de la Reine Germaine d'Artois en tel droit, tant poitroie que possédait, que ledit feu Marquis feu Oncle y avoit en l'an mille cinq cens & vingt ; sans avoir regard aux empeschemens y mis lors ou depuis par faute de relief non pris, ou devoirs non faits, qui sont levés à son profit ; & lesquels nonobstant fera ledit Seigneur Marquis recu à relever lesdites Terres du Roy ou d'autres Seigneurs, dont elles peuvent estre tenues en fief ; & que le procès, que feu Monsieur de l'Esu avoit commencé avant la Guerre pour la rétroite lignage par luy prétendus aux pieces acquises, comme dit est, de ladite Reine Germaine, soit repris en l'état qu'il étoit au commencement de ladite Guerre, & demeurant toutes autres procédures & contumaces depuis faites en absence, & connaissance dudit Marquis, nulles & nulles & nées ; & n'est : ensemble toutes Sentences sur ce rendues, & exécutées en y ; & quant audit Seigneur Marquis de sa foy rejudiciale. Et quant aux Revenus des Aides & des Greniers à sel de Bar sur Aube, & aussi des Greniers à sel de Saint Didier, Courneily & Chastel en Porcien, ledit Marquis d'Arches renouvellera en telte jouissance d'iceux, qu'il étoit paravant cette Guerre, selon la forme des Lettres Patentes qu'il a dudit Seigneur Roy & de ses Predecesseurs.

XXXIX. Item, que à Madame la Princesse de Chimay soit baillée la jouissance & possession de ce que deurement sera apparu luy devoir appartenir de la Succession à elle échue durant la Guerre & biens & hoirie du feu Seigneur d'Albret son Pere, & de ce qu'elle pouvoit prétendre avant la Guerre & biens meubles & frateriels ; & sur tout, luy soit faite & administrée bonne & brève Justice.

XL. Item, que à Messire Henal Comte de Nassau, Marquis de Zennere, Grand Chambellan dudit Seigneur Empereur, soient entières & saines les actions, qu'il avoit contre ledit Seigneur Roy, pour partie du

ANNO

1525.

1526.

(a) Doule-
me-
d) Tercius.

(c) Sureau.

(a) Doule-
me-
d) Tercius.

ANNO

1525.

1526.

dot de trois Madame la Compagne; & luy sera payé ce qui à cette cause se trouvera luy être due, conformément à l'obligation.

XLII. Item, que Messire Adolphe de Bourgogne, Seigneur de Berre & Admiral de la Mer de Flandres, soit restitué & relégué aux Droits & Adions qu'il prétend, & qu'il aroit au commencement de cette Guerre, en Châtelains, Terres & Appartenances de Crevecoeur en Cambesist; & pourra pourluyver lesdits Droits par Justice devant le Juge auquel la connaissance de ladite Terre de Crevecoeur appartient.

XLIII. Item, que au Seigneur de la Chaux Messire Charles de Poupet, Chambellan & premier Sommelier de corps dudit Seigneur Empereur, soient rendus & restitués les deniers de la rançon qu'on luy a fait payer pour la libération de ses Entans; lesquels estant Escoliers en l'Université de Paris, estoient privilégiés & affranchis de droit, qu'ils ne pouvoient estre condamnés Prisonniers, & n'estoient de juste prise, & sera faite ladite restitution de rançon par ceux qui l'ont esadonnée ou par leurs Heiriers; & on fera faire le Roy Tres-Christien la Justice bonne & brève, conforme aux Privileges de ladite Université de Paris.

XLIII. Et semblablement Guillaume de Vergy & Baron d'Auxrey soit restitué au droit & action qu'il prétend, & qu'il aroit au commencement de cette Guerre en la Seigneurie de Saint Diés de Paroia, pour aussi pourluyver son Droit par Justice, devant les Juges à qui la connaissance appartient. Et quant au Seigneur de Fimure, Comte de Gante; Messire Adrien de Coor, Seigneur du Roux; Messire François de Meun, Comte d'Espinois, & au Seigneur de la Preuille soit aussi faite entière restitution de tous les biens qu'ils tenoient & possédoient au Royaume & obediense de France, ainsi qu'ils en jouissoient au commencement de cette Guerre; nonobstant aussi quelques Sentences, Declarations, Confiscations ou Aliénations faites au contraire durtz ladite Guerre, données par deslois & contumaces; lesquelles demeureront nulles & de nul effect, & seront nulles à neant.

* Sauf.

XLIV. Item, que le Marquis Michel Antoine de Saluces, ses Mère & Frères, & Frédéric de Bange, à la requête & pour contumption dudit Seigneur Roy Tres-Christien, seront remis en telle jouissance & possession de leurs Terres & autres Biens, qu'ils estoient au commencement de cette Guerre; demeurant néanmoins le droit & propriété desdites Terres & Biens fait & entier à cest, ou celui qu'il appartiendra, selon les titres & droits d'un costé & d'autre, qui demeureront en leur force & valeur, sans que par ce Traité y ait aucunement préjudice.

XLV. Item, que le Seigneur de Monaco Evêque de Grèce soit restitué & relégué en son Evêché de Grèce, & en tous les biens qu'il tenoit, & Droits & Adions qui luy appartenoient avant la Guerre en la subjection dudit Roy Tres-Christien; & que au surplus de tout ce qu'il voudroit querreller & demander luy être due ou appartenir, luy soit administrée bonne & brève Justice formellement & de plein; & puisse luy, ses Parents, Neveux, Sujets & Serviteurs librement converser en tout le Royaume de France, & en tous les Ports d'Archou comme auparavant la Guerre; & que les Homocidaires du Roy Seigneur de Monaco son Frère, & tous les coupables dudit meurtre soient punis selon l'exigence du cas, & conforme à Justice.

XLVI. Item, que le Sieur de Luffa soit aussi entièrement restitué & relégué en tout ce qu'il tenoit & possédoit au commencement de la Guerre, avant qu'il vint au service de l'Empereur, & maintenu & gardé en ce qu'il a deça recouvré, tout ainsi qu'il les tenoit & possédoit avant ladite Guerre. Et quant aux Terres & Baronies de Perdition, Viscomté de Thulac & leurs appartenances, qu'il prétend luy estre riches & succedées pendant ladite Guerre, ledit Roy Tres-Christien luy fera bonne & brève Justice.

XLVII. Item, que en cette Pais, Amié & Alliance de commun accord & consentement desdits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Christien, soient compris (si compris y veulent estre) premierement nostre Saint Père le Pape, & le Saint Siège Apostolique, & les Roys d'Angleterre, de Hongrie, de Pologne, de Danemarck, de Portugal & d'Escoille; Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Don Fernand Infant des Espagnes, Archiduc d'Autriche, Duc de Wirtemberg, Comte de Tyrol, Frère dudit Seigneur Empereur & son Lieutenant General en l'Empire; Madame Mar-

guerite Tante dudit Seigneur Empereur, Comtesse de Bourgogne & de Charolais, Douairière de Savoie; les Electeurs & autres Princes de l'Empire obediens, Sujets à l'Empereur; les Seigneurs des anciens Lieux & Cantons des Hautes Allemagnes, avec les autres qui dedans six mois après la publication de ce present Traité se pouront aussi de commun consentement desnommer & comprendre. Lesquels tous desfaçons en la forme avouée, avec les autres qui se pouront desnommer dedans ledits six mois depuis la publication de ce Traité, s'entendront estre compris en ce Traité, ou baillant dedans ledits six mois à un chacun desdits Seigneurs Empereur & Roy leurs Lettres declaratoires & obligatoires en tel cas requises, & non autrement. Tous les autres tel non nommez, ou qui ne seront nommez ci-après, comme dit est, s'entendront foreins de cette présente Pais & Amié, s'ils ne sont compris en la generalité des Sujets ou Vassaux desdits Seigneurs, ou de l'un d'eux.

XLVIII. Item, incontinent que ledit Seigneur Roy Tres-Christien sera délivré de Prison, & mis en sa liberté, comme dit est, baillera ses Lettres Patentes de la Ratification de ce present Traité en bonne forme, données en la premiere Ville de son Royaume, où il sera logé depuis ladite délivrance, & en luy baillant quant & quars les Lettres Ratificatoires dudit Seigneur Empereur en semblable forme. Et incontinent que ledit Dauphin sera parvenu en l'âge de puberté, & aura accompli les quatorze ans, ledit Seigneur Roy sera tenu de luy faire ratifier, confirmer & approuver ledit Traité de Pais, & tout le contenu en iceluy, avec le serment solennel, & Renonciation expresse de beneficii de moindre âge & restitution par entier; pour laquelle Ratification ledit Seigneur Roy, comme Père & légitime Administrateur dudit Seigneur Dauphin, fera tous des lors l'authoriser à ce effect, avec les solemnités & solemnités & chausées à ce requises, & toutes exceptions & excuses cessantes.

XLIX. Item, que lesdits Seigneurs Empereur & Roy Tres-Christien, en ratifiant, agréant & approuvant ledit Traité & tous les Articles y contenus, chaque en son endroit, en présence des Ambassadeurs qui à ce seront ordonnez, & memes ledit Seigneur Roy enfant, comme dit est, libre en son Royaume, jureront chacun par luy par serment solennel, corporellement fait aux Saints Evangiles de Dieu, & en la présence de la vraie Croix, tant & observent respectivement tous les Points dudit Traité; se soumettant quant à ce à la Jurisdiction, Correction & Contres Ecclesiastiques, jusques à l'investiture du Ben faculleur exclusivement; & confiant leurs Procureurs en leurs Camera Apostolica, pour comparoir en leurs noms, & de chacun d'eux, en Cont de Rome, par devant nostre Saint Père ou les Auditeurs de la Rose, & s'abaisser volontairement la condamnation & satisfaction desdites Censures en cas de contravention, comme dit est; ou par icelles Censures se soumettre & prêter Jurisdiction par devant quelconques Prelats & Juges Ecclesiastiques; & que lesdits Seigneurs Empereur & Roy, ay eul d'eux, sans aucun consentement, ne puisse en façon quelconque demander relaxation de serment, ny absolution desdites Censures; & si l'un la demandoit ou obtenoit, ne luy puisse profiter sans la confirmation de l'autre.

L. Item, que cette Pais conclue soit publiée par tous les Royaumes & Pais desdits Seigneurs Empereur & Roy, tant deça que delà les Monts, & memes es Lieux limitrophes, ou telles publications ont accoustumé estre faites; & ce en dedans le quinquiesme de Fevrier prochainement venant, afin que nul en puisse prendre ignorance. Lequel Traité de Pais en tous & chascun les Papiers & Articles ci-dessus declares, nous ledit Roy Tres-Christien en nostre propre nom, avons loyalement & de bonne foy en parole de Roy faits nostre honneur, & par nostre serment, que pour ce avons donné & touché corporellement aux Saints Evangiles de Dieu, promis & promettons de fournir, accomplir & entretenir de point en point, & le tout solennellement juré, ratifié, confirmé & approuvé; & de ce faire baillier & deliverer nos Lettres Patentes en forme due & suffisante, au temps & comme dessus est déclaré. Et nous ledits Ambassadeurs & Procureurs desdits Seigneurs Empereur & Roine Douairière de Portugal sa Sœur aînée, & de Madame la Reigene de France, & chascun de nous endroit luy respectivement en vertu & enjoignant nosdits Pouvoirs y avons aussi de bonne foy, & par nos serments, pour ce par chascun de nous donné, & touché corporellement

F II

223115

ANNO

1525.

1526.

audits Saints Evangiles de Dieu, promis & promettions, que terons deumement ratifier le contenu audit Traité de Paix, en tous & chascun les Points & Articles ci-dessus declares : & que de ce seront baillées & delivrees les Lettres Patentes en forme due & suffisante d'une part & d'autre, au temps & comme dessus est declare. Ainsi fait, traité & conclu en la Ville de Madrid, au Diocèse de Toledo, le Dimanche quatorzième jour du mois de Janvier, l'an mille cinq cent vingt-six, pris à la Nativité Nostre Seigneur, selon le style d'Espagne.

Plus-Pouvoir de l'Empereur CHARLES V. pour CHARLES DE LANNOY Vice-Roi de Naples, HUGHES DE MONCADE Capitaine Général dans la Mer Méditerranée, & JEAN LALLEMAND Seigneur de Bouclans ses Commisaires. A Toledo le 16. Decembre 1525. [Copie très-ancienne tirée du Registre des Traitez de Paix, de la Chambre des Comptes de L'Isle.]

CHARLES, par la Divine Clemence Empereur des Romains seigneurs Angule, Roy de Germanie, de Castille, de Leon, d'Aragon, de Navarre, de Naples, de Sicile, de Malthe, de Sardaigne, des Isles, Vides & Terre ferme de la Mer Occidentale, Archiduc d'Autriche, Duc de Bosphore, de Lombardie, de Brabant, de Luxembourg & de Gheldres, Comte de Flandres, de Bourgogne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zelande, de Frenche, de Hagenau, de Namur & de Zepher, Prince de Zurbie, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Salins & de Malines, Domineur en Aste & en Afrique : A T O U S cointz qui ces presentes Lettres verroies, Salut : S C A V O I R F A I S O N S, que confians entièrement des sens, prudence, fidelité, loyauté & bonne experience de nos Treschers & faveurs Conscillers Messires Charles de Lannoy, Chevalier de nostre Ordre, Vice-Roy de nostre Royaume de Naples, nostre Lieutenant & Capitaine General en Italie, Dom Hughes de Moncada, Prince de Mecina, de l'Ordre de Saint Jehan de Jerusalem, en nostre Royaume de Sicile, nostre Capitaine General de nostre Armée en la Mer Méditerranée, & Jehan Lallemand, Seigneur de Bouclans & de Vayelle, nostre Treschier & Secretaires d'Etat, iceux avons commis, constitués, établis & ordonnés nos Procureurs, Ambassadeurs & Messagers speciaux. Et leur avons donné & octroyé, donnons & octroyons par ces presentes plaines facultés, autorité, Pouvoir & Mandement especial de capituler, traiter & conclure, pour nous & en nostre nom, avec Tres-hault, Tres-excellent & Tres-puissant Prince le Roy de France Tres-Christien, ou ses Ambassadeurs nuns Pouvoir suffisant de luy & de nostre Tres-chere & Tres-amée Cousine Dame Louise de Sarmy, Mere dedit Seigneur Roy, Regepte pour luy en France, Duchesse d'Angoulême & d'Anjou sur la delivrance dudit Seigneur Roy Tres-Christien nostre Prisonnier de bonne Guerre, & semblablement de traiter, capituler & conclure bonne, sincere & perpetuelle Paix, Amistie, Alliance, Consideration & Intelligence entre nous & ledit Roy de France Tres-Christien, avecq telles conditions, reservations, modifications, résolutions, quittances, remissions des quelcques pretendus d'un costé & d'autre, ou d'aucunes d'icelles en general ou especial, ainsi que particulièrement sera entre eulx, audit nom, traité & conduit : & si lors les seureties, obligations que a nouds Ambassadeurs semblera estre requis, opportuns & necessaire, encors que ce fussent Treves, Seigneuries, Jurisdicions, Royalties, Duches, Principautés, Comtes, ou autres choses, où fust remis Mandement plus expres & plus especial que le present : & en outre pour plus grande seureté & augmentation de ladite Paix & Amistie avons a nouds Ambassadeurs donné & octroyé, donnons & octroyons, par ces presentes, pouvoir, faculté, puissance & autorité de traiter, conclure & accorder le Mariage de nostre Tres-chere & Tres-amée Sœur Dame Eleonor, Royne Dominiere de Portugal, avecq ledit Seigneur Roy Tres-Christien, & celui de nostre Tres-chere & Tres-amée Niece Dame Marie, Infante de Portugal, avecq nostre Tres-cher & Tres-amé Cousin Franchois, Dauphin de Viennois, Fils

ainé dudit Seigneur Roy Tres-Christien, avecq tels pactes & convenances que a nouds Ambassadeurs semblera estre opportun & convenable, tant pour les Dots, Douaires, Successions, d'enfants, Fiançailles & Espousailles, que autres choses pour ce requises & necessaires & généralement de faire quant aux choses dessusdites, circonstances & dependances d'icelles, tout ce que a nouds Ambassadeurs semblera estre convenable, & que nous mesme en nostre propre Personne serons & faire pourrions, ores que ce fust chose de Roy esperant Mandement & Pouvoir plus ample, expres & especial que ces presentes : P R O V I D E A M S, en parolle d'Empereur Tres-Christien & Roy Catholique, que nous aurons pour ferme, stable & perpetuellement agreeable tout ce que par nouds Ambassadeurs & Procureurs avant nommes sera besoigné, fait, convenu, traité, capitulé & conduit es choses dessusdites, leurs circonstances & dependances, & d'en bailler nos Lettres Brevettes & porteroies de ratification toutes fois que requis en seront, sans en aucune maniere y contredire, y contrerrenir, y acquerir ou exprosserment. En testimony de ce nous avons signe ces presentes de nostre main & a icelle fait mettre nostre grand Seel. Donné en nostre Cité de Toledo le feiziesme jour de Decembre l'an de grace mil cinq cent vingt cinq, de nos Regnes sçavoir des Romains le septiesme, & des Espagnes le dixiesme. Ainsi signé CHARLES, & du Secretaire St. STRAUS. Seel de son Seel en chere rouge.

Senlis le teneur du Pouvoir de ladite Dame Reym ELEONORE, Sœur aînée dudit Seigneur Empereur sur ledits Seigneurs Viceroy, Domp HUGHES DE MONCADE & Seigneur de BOUCLANS, touchant son Mariage avec le Roi T. C. U de celui de l'Infante de Portugal sa Fille avec le Dauphin de France. Du 18. Decemb. 1525. [Copie ancienne, tirée du Registre des Traitez de Paix, de la Chambre des Comptes de L'Isle.]

ELEONORE, par la grace de Dieu Royne Dominiere de Portugal, Sœur aînée dudit Seigneur Empereur, comme en parlant de la delivrance de la Personne de Tres-hault, Tres-excellent & Tres-puissant Prince Franchois, par la grace de Dieu Roy de France Tres-Christien, & de la Paix esperée entre ledits Seigneurs, nouds dit Seigneur & Frere l'Empereur ait elle requis, ainsi que de sa part avons elle adverty, a l'honneur de Dieu, bien & exaltation de la Religion Chrestienne & Paix universelle, d'entendre au Mariage de nous avecq ledit Seigneur Roy de France Tres-Christien & de nostre Tres-chere & Tres-amée Fille unique Marie, Infante de Portugal, avecq Tres-hault & Tres-excellent Prince Franchois, Fils aîné du Seigneur Roy Tres-Christien & Dauphin de Viennois : S C A V O I R F A I S O N S, que nous desirons de nostre Pouvoir, selon la volonte de Dieu, nous conformer au plus bien & vouloir de nouds dit Seigneur & Frere, pour ces causes & autres considerations a ce nous mouvans, & pour la bonne & entiere couitoyance que nostre Seigneur & Frere & nous avons des sens & prudences, fidelité, loyauté & bonne experience de nos Treschers & bien amez Conscillers dudit Seigneur, Messire Charles de Lannoy, Chevalier de son Ordre, Vice-Roy de Naples, son Lieutenant & Capitaine General en Italie, Domp Hughes de Moncada, Chevalier, Prince de Mecina de l'Ordre de Saint Jehan de Jerusalem en Sicile, son Capitaine General en la Mer Méditerranée, & Jehan Lallemand Seigneur de Bouclans & de Vayelle, son Treschier & Secretaire d'Etat, iceux & chascun d'eulx avons commis & deputés, commettions & deputons nos Ambassadeurs, Procureurs & Messagers speciaux, & leur avons a chacun d'eulx donné & octroyé, donnons & octroyons plain Pouvoir, Faculté & Mandement especial de nous accorder par Mariage & bailler nostre consentement audit Roy Tres-Christien avecq ledit Dot, Douaire, Reservations, Renonciations, Substitutions, Obligations, Pensions & Conditions qu'ils verroient estre a faire, necessaire, convenus & expedient, & que le cas le requiert, traiter aussi & faire le Mariage par parolle de presté moyennant la Dispence necessaire qui s'obtiendra de nostre Saint Pere le Pape ou de son Legat, qu'y de ce soit le pouvoir de la Sainteté, enprendre & assigner pour pour

ANNO

1525.

1526.

ANNO la solemnisation dudit Mariage, & en les tel que
1525. par nosdits Ambassadeurs & Procureurs sera adré,
 & illec nous conduire pour estre delivré audit Seigneur
1526. Roy de France Tres-Excellent, ou a ses Ambassa-
 deurs, Commis & Député pour nous recevoir, afin
 de solemniser ledit Mariage en face de Sainte Eglise,
 avec les solemnités requises, & qui doivent proceder
 la consommation dudit Mariage, & en outre leur
 avons donné & donnons faculté Pouvoir, Puissance
 & Mandement especial d'accorder par Mariage
 nostre fille avec le Fils aîné dudit Roy Treschre-
 tien, Dauphin de Vicoigne, & de esleuer fiancail-
 les & esponsailles par parole de futur avec telles
 pactioins, conditions & manieres qu'ils adviseront pour
 le mieux, & autours faire nos choses desirables,
 circonviens & dependances d'elles, besoignes,
 accords & obliger ainsi qu'ils veront estre requis &
 nécessaires, & généralement tout ce que nous mesmes
 serons de faire pourvions sy present en personne y es-
 tions; jadis ce qu'il y eust chose qui requist Mandement
 plus especial qui n'est contenu en cesdites pre-
 sentes: Promettant en foy de Roynie que nous ratifions
 & aurons pour agreable tout ce que par eulx &
 chacun d'eulx sera fait, conclud & accordé es choses
 dessusdites, leur circonviens & dependances, sans
 en aucune maniere y contredire ny contredire, tacite-
 ment, ny expressement. En tesmoigne de ce nous avons
 signé ces presentes de nostre main & a l'elles fait appen-
 dre nostre Seal. Donné au Monastere de Gade-
 louppe en Calille le dix-huitiesme jour de Decembre
 l'an de grace mil cinq cens vingt cinq. *Avis signé,*
ELDONA. Et du Secretaire A. PERREIN,
Secrétaire de son Seal en chancery.

*Sensuit la teneur du Pouvoir de Madame Requite
 en France par ledits Archevêques d'Embrun, Premier
 Président de Paris, & Seigneur de BRION ses
 Ambassadeurs, du 7. Sept. 1525.
 [Copie très-ancienne, tirée de la Chambre
 des Comptes de l'Isle.]*

LUDOVICA Christianissimi Regis Mater, Ande-
 garie, Angolismique Dux, nec non Cenomanie
 Comes, in Francia Regens, universis presentes Litteras
 inspecturis Salutem. Notum facimus quod nos
 vice & nomine Christianissimi Regis, Domini & Filii
 nostri Carissimi, in vim Potestatis & Regentie nobis ab
 eo concessa ac etiam ad plenam confidentiam de fide-
 litate, industria & provida circumspicienda dilectorum
 ac fideiium Consiliariorum Regis, Filii ac Domini
 nostri Carissimi, Francisci de Tuncion Eberiden-
 Archiepiscopi, Joannis de Selve Militis, Domini de
 Cromieres Primi Prædicti, in Curia Parlamenti Parisien-
 sis, & Philippi Chabot Militis Ordinis dicti Domini ac
 Filii nostri, Baronis de Brion, unius ex nobilibus Cameræ
 dicti nostri Filii ac Domini, Majoris in Civitate
 Burdegalesi. Illis & quolibet ipsorum in absentia
 alterius in solidum committimus, tam conjunctim
 quam divisim, virtute presentis Potestatis & Regentie
 nobis concessæ per prædictum Christianissimum Domini-
 am & Filium nostrum, eisdem & ipsorum quolibet nostrum
 veros, certos, legitimos ac indubitatos Ambassadors,
 Procuratores, Negotiatores, nuntios, Gerentes,
 facimus, eremus & constituimus, dantes & conceden-
 tes eisque & eulibet eorum insolidum in absentia
 alterius, conjunctim & divisim, plenam facultatem,
 Potestatem & Mandatum speciale capitulandi, tractandi
 & concludendi cum Sacerdotibus ac Potentissimis
 Principibus, Carolo, divina favente Clementia, Roma-
 norum Imperatore super Angliæ, Hispaniarum Rege
 Catholico, & Imperio Dei gratia Angliæ Rege
 Christianissimo & Dilectissimis Dominis Confratribus nostri-
 bus, nec non cum aliis quibuscunque Regibus, Prin-
 cipibus & Potentibus, tam aliis fidei interfectis presentibus
 & eorumque flatus, gradus, aut conditionis
 eisdem, aut cum suis Oratoribus, Ambassadors, Pro-
 curatoribus ac Nunciis generalibus seu specialibus
 ad hoc potestatem sufficientem habentibus, de Treque,
 Inducis ut armorum suspensione & Belli Absolutione,
 inter dictum Regem & Filium nostrum ac universum
 Regnum Francie ac una, & dictos Serenissimos Cæsa-
 rem & Regem Angliæ, alioque Principes ac ipsorum
 quolibet, conjunctim vel divisim, intercedis per
 tempus seu tempora de quibus invicem concordabatur,
 eis & ipsorum eulibet bene visa, nec non etiam capi-
 tulandi, tractandi, conveniendi & concludendi cum
 ipsis Principibus & quolibet ipsorum pactuendi de ip-

TOM. IV. PART. I.

sum eisdem Filii nostri liberatione simulque de uni-
 versis aut particulari Pace & Amicitia, & super illis
 agere eaque opportuna & conducibilia viderent,
 etiam si aliquoque Dominorum, Civitatum seu Locorum
 possessione seu proprietate eisdem ipsorum Prin-
 cipum relinquenda seu tractanda aut a Regia Corona
 Francie abdicanda apendum foret, in paxa, magna
 vel maxima quantitate, tam talibus pactis, conditionibus
 & conventionibus que dictis Oratoribus, Procurato-
 ribus ac Nunciis convenire viderentur: Et super eis
 tractandi & concludendi prout eis ergantur & necessitas
 requirit seu exponat, ceterisque contra facienda
 eis præmissa prout & nomine Christianissimi ac dilectissimi
 Domini & Filii nostri nec non nostri in qualitate Regentis
 ac Regni prædicti Illustre Statuum que ipsi
 videbuntur necessaria ac opportuna & que jure dicti Caris-
 simi Domini & Filii nostri & nos viximus Regentie
 & potestatis nostre aut Generalis Status Regni prædicti
 faceremus ac facere possemus si personaliter interfu-
 issemus, etiam si illa forent que Mandatum requirerent
 magis speciale quam presentibus illi expressum, Promitten-
 tes sub fide nostra quicquid actum, gestum fuerit
 per jamdictos Oratores ac Nuncios nostros, aut per
 alterum eorum, in absentia alterius, tam conjunctim
 quam divisim, ratificare, ratum, gratanter habere,
 idque, prædictum Christianissimum Domini-
 am & Filium nostrum, dictos Generales Status Coronæ & Regni Fran-
 cie, ut præmissis, in forma valida approbati, ratifica-
 ti, ratum gratanter habere eorum cum talibus
 conditionibus, solemnitatibus, juramentis & securitatibus
 ac aliis omnibus vixitque dicto Actui per illius
 sermitate fuerint necessaria & requisita: Promittentes
 insuper, quod Christianissimus Dominus & Filius noster &
 nos, aut Status prædicti nullatenus contraveniamus
 adversus acta, & gesta per ipsos Oratores, Procurato-
 res & Ambassadors nostros, quous quous colo-
 re. In cujus rei Testimonium his litteris nostre signa-
 tis Sigillum nostrum apponimus. Datum in loco de
 Tournon, die septima mensis Septembris Anno Do-
 mini millesimo quingentesimo vigesimo quinto. *Avis
 signé LOUISE, & sur de reply. Per Dominum Re-
 gentem in Francia, ROBERTET, scilicet de grand
 Seal de chancery verrouille a double queue pendans.*

*Sensuit autem Pover de ladite Dame Requite per
 ledits Seigneurs Archevêques d'Embrun, Premier
 Président de Paris, & Seigneur de BRION ses
 Ambassadeurs, pour le Mariage du Roi T. C.
 avec la Reine ELIZABETH d'Austriche, &
 du Dauphin, avec l'Infante de Portugal. Le 6.
 Juin 1525. [Copie très-ancienne, tirée de la
 Chambre des Comptes de l'Isle.]*

LUDOVICA Christianissimi Regis Mater, Ande-
 garie, Angolismique Dux, nec non Cenomanie
 Comes, in Francia Regens, universis presentes Litteras
 inspecturis salutem & mandatum. Quod cum die
 Date presentium nos, virtute potestatis & regendi fa-
 cultatis nobis a Christianissimo Rege Filio, ac Domino
 nostro Carissimo quamvis ipse abicit concessit, con-
 sultoribus Oratores, Nuncios ac Procuratores nostros
 precipuos, Christianissimos ac Dilectissimos nostros Fran-
 cisum de Turone Eberiden. Archiepiscopum, Jo-
 annem de Selve Militem, Dominum de Cromieres Pri-
 mum Prædictum in Curia Parlamenti Parisien-
 sis, & Philippi Chabot Militem Ordinis Christiani ac Dilectissi-
 mi Domini & Filii nostri Baronis de Brion, unius
 ex nobilibus Cameræ dicti Domini & Filii nostri Ca-
 rissimi, Majorem in Civitate Burdegalesi, ut fide
 Excelsissimum Potentissimumque Principem Caro-
 lum Divina gratia Imperatorem, Catholicum Regem &
 confiteremur eundemque nossemur, ut Illustrissimum ac
 Potentissimum Principem Dominum Eleonorem, So-
 rorem suam, Lusitanie Regnum Christianum ac Dilec-
 tissimum Confratrem nostrum Christianissimum Regem
 Filio, ac Domino nostro Carissimo uxorem dare. Quia
 vero, & forte Dominus Imperator supradictus conjugalio
 confortat, nihil nobis magis oportunum & conducibile
 visum est, quod & Lusitanie Princeps & Dilectus
 & Confrater noster Filius nobis Carissimo &
 Dilectissimo nostro Dilectissimo Liberos Christianissi-
 mi Regis Filii ac Domini nostri Christiani tam majores,
 tam ad Amicitiam affinitatemque corroborandum
 quam ad confortandum, quam prædicta Domina Eleo-
 nora capere possit ac eo quod Nati confunderet do-
 mesticæ & conspectu forent quod fieri ut ipsa quo-
 Fff 2

ANNO
1525.
1526.

408

ANNO

1525.

1526.

que hujusmodi auxilium causa Domini Delphinum impendit amari et vehementer diligere; quatenus cum necessarium sit, si forte contingat, ut Dominus Imperator Christianissimus Regem Filium & Dominum nostrum Christianum & predictam Illustrissimum Dominum Sororem suam, utriusque visum conjugii probet, viros aliquos prudentes & idoneos destinare & mittere, qui tum ab ipso Domino Imperatore tum ab ipsa Sorore Domina Eleonora predictam Illustrissimum Principem Delphinum in uxorem deprecant, notum facimus quod nos plene consensisse scilicet, fidelitate, experientia & singulari diligentia Castissimorum dilectorumque Consiliariorum Regis Filii ac Domini nostri Carissimi scilicet, Francisci de Tournon Ebriden. Archiepiscopi, Jovani de Salva Milia, Domini de Guimeres & Philippi Chabot Militis Ordinis Carissimi & Dilectissimi Domini & Filii nostri Baroni de Beson, unius ex nobilibus Camere dicti Domini & Filii nostri Carissimi, Majoris in Christi Burdegali, hos & eosque quomodo, in alterius absentia, & infirmitate, tam copiosam quam divitibus, virtute potissimum & regendi facultate nostra, illustrius, secimus & stabilimus Oratores, Legatos, Nuncios & Procuratores nostros preceptos ut premissa conditione ipsam Illustrissimum Principem Delphinum deponderi possint. Quod si etiam Maximilianum illud equitatur eidem Oratoribus nostris Potestatem, Facultatem & Mandatum speciale damus possandi, capitulandi & concludendi, pro & nomine Filii ac Domini nostri Carissimi nec non nostro, que & ipsi totaque auctoritate curabimus & effecimus ut quamprius ipsi Delphinus septimum arripit auiam per verba de futuro sponsalia faciat, donec solemniter Maximilianum contrahat & per verba de presenti cohibet finitque decernat quatenus auiam agere, dimodo ipsas Illustrissimas Principis etas premissis temporibus ad id agendum apte compariat, si minus expellatur matrem cum quidem Jus & Leges requirunt ad sponsalia per verba de futuro peragenda & ad nuptias per verba de presenti celebrandas, singula singulis determinandi & conveniendi de tempore & loco sponsalia & nuptiarum faciendi, tempus quo predicta Principi in Galliam tradendi debeat, ceteraque omnia facienda circa premissa in eorum annexa & dependentibus que ipsi Oratores nostris oportuna, utilia & necessaria videbuntur; & que Carissimi ipse Filius ac Dominus noster & nos faceremus, & facere possemus si personaliter interessemus, etiam si talia forent que Mandatum magis speciale requirerent, quam premissis sit expressum; Promittentes insuper nos sub sedem illa ratificaturam gratiamque habuimus, etiam, gratiamque habere facturas, nec nos adversus ea omnia nos aut predictum Filium ac Dominum nostrum Christianum contrarietates quocunque per ipsos Oratores nostros acta, statuta & convensa fuerint. In caput rei Testimonium has manu nostra signatas Signi nostri robore munimus duximus. Datum Lugduni die sexte mensis Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto. *Audi Reges, LOUISE, Et per le roy, Per Dominum Regentem in Francia, ROBERTUS, Et scilicet d'un grand Seel de robe vermeille a double queue pendant.*

Seussit le Pucier de madite Dame Regente sur lesdits Selveys Archevesque d'Embrun, Premier President de Paris, & le Seigneur de BRION pour le Traicté de Mariage du Roy avecq ladite Reine Dame ELEONORE du 6. Juin 1525. [Copie très-ancienne, tirée du Registre des Traictés de Paix de la Chambre des Comptes de l'Isle.]

LUDOVICA, Christianissimi Regis Mater, Andegavi, Angolismique Dux, nec non Ciconie Comites, in Francia Regem, antieris presentes Literas visuri & inspecturi. Notum facimus quod cum totis animo nos cupissemus Regem Christianissimum Filium ac Dominum nostrum Christianum, in premissam libertatem ac statum vindicare qui prelo capto venit in potestatem Excellentissimi & Potentissimi Principis Caroli Divina gratia Imperatoris, Castillie Regis, Domini & Conjugum nostri Carissimi, cognovimus ac potius & facilius ratione vobis fieri posse compotes, videlicet, si inter ipsos Principes consueveretur affinitas et qui auctor aliquis & integra necessitudine & mutuo Amore efflorescere posset que res cum ad utriusque

Principis Regentem, Provincialem & Subsidiorum allevationem & coloniam multum expediret tum communibus se Hostibus accendi & progrederi plurimum emendaret conjunctio, tum hujusmodi beneficio preclara & magna locutura nobili ac emulgeret valuerit que & ipsi laudi & Republice Christiane amplitudini forent, evanescent, preterea se penitus evelleretur controversiarum Radices, que olim inter eos pulsabant; quatenus nos plene consensisse scilicet, fidelitate, experientia & summa diligentia dilectorumque Consiliariorum Regis Filii ac Domini nostri Carissimi, scilicet, Francisci de Tournon Archiepiscopi Ebridenis, Joannis de Selva Militis Ordinis Carissimi ac Dilectissimi Filii nostri ac Domini, Baroni de Beson, unius ex Nobilibus Camere dicti Domini ac Filii nostri Carissimi, Majoris in Christi Burdegali, hos & eosque quomodo, in alterius absentia, & infirmitate, tam copiosam quam divitibus, virtute potissimum & regendi facultate nostra, illustrius, secimus & stabilimus Oratores, Legatos, Nuncios & Procuratores nostros preceptos, ut scilicet ad predictum Dominum Imperatorem conferant eorum eodem nostro nomine fassant & rogent, ut Illustrissimum ac Potentissimum Principem Dominum Eleonorem, Sororem suam, Illustrissimam Reginam, Christianissimum Regis Filium ac Dominum nostrum Christianum in uxorem responderet vellet. Quod si ipsi Oratores nostri supradictum Dominum Imperatorem exorant adque in nostrum Senectutem addocere quant, eidem Oratoribus nostris facultatem & potestatem ac per has precesque speciale Mandatum dedimus & damus tractandi & capitulandi, confirmandi & concludendi potestatem, conventiones tam super dote, Liberorum Successione, & Emolumento conjugali, omnibusque aliis rebus que ad hujusmodi rem fuit necessaria & oportuna, quam de Rege Christianissimo Filio ac Dominum nostrum Christianum restituendo ac liberando, omnibus reservandi promittendi, dandi & renouandi conditionibus quas nostri Oratores fecerunt materiam ac Negotii pondus iustis & necessariis iudicant: hi de eorum nos, virtute nostre auctoritatis & Regente facultatis, ipsi Oratores nostris potestatem & speciale Mandatum damus, ut ad ea premissa & conservanda que ipsi premissis & peripetis predictum Regem Filium ac Dominum nostrum Christianum, ejus Liberos & Successores, Regem, Provincias, Civitates & damnas obligare possint tantum ut aequo opportunitate esse videbitur, dare precesque tales securitatem quales res ipsa exigat & requirit, promittere. Eadem quod omne observabitur, nec unquam violabitur quod simul per eos fuerit statutum & consensum ceteraque omnia facere circa premissa que dictis Oratoribus aut eulibet eorum infirmum in alterius absentia, conjunctio, ipsi Carissimi & Filii nostri ac Domini nostri Carissimi, que ipsi videbimus necessaria, utilia & opportuna, & que carissimi ipsi Filii ac Domini nostri ac Domini nostri & facere possemus si personaliter interessemus, etiam si talia forent, que Mandatum requirerent magis speciale quam premissis sit expressum, affirmare insuper & promittere, nomine nostro, quod illis tempus per Oratores nostros predictum nos minime Procreationem Christianissimi Regis Filii ac Domini nostri ad ducendum in uxorem predictam Dominam Eleonorem per verba de presenti, & quod postea celebrabimus conjugium in facie sancte Matris Ecclesie, in loco & tempore per ipsos Oratores prelo & deponato. In eorum rei Testimonium has manu nostra signatas Signum nostrum duximus apponendum. Datum Lugduni die sexte mensis Junii, Anno Domini millesimo, quingentesimo vigesimo quinto. *Audi Reges, LOUISE, Et per Dominum Regentem in Francia, ROBERTUS, Et scilicet d'un grand Seel de robe vermeille a double queue pendant.*

ANNO

1525.

1526.

CLXXXIX.

Protestation de FRANÇOIS I. Roi de France, 14. Janvier, faite à Madrid avant la signature du Traité de Paix, le 14. Janvier 1525. file de France, l'année commençant à Pâques, Et file d'Espagne 1526. l'année commençant au premier Janvier. [FREDERIC LEONARD, Tam. II. p. 10.]

DIMANCHE quatorzième jour de Janvier l'an mille cinq-cens vingt-cinq, au Chateau de Madrid,

ANNO

1515.

1516.

avoir les Terres de Bourgogne avec autres droits de la Couronne de France, contre le droit & le pouvoir du Roi, que d'offrir de magnanimité & bonnité envers lui, en lui laissant aller librement avec son Armée & Alliance. Et depuis Madame Marguerite de France, Duchesse d'Alençon & de Berry, Sœur unique du Roi, pour l'amour qu'elle porte au Roi son Père, le grand zèle & affection qu'elle a à la Paix universelle, étoit partie de France en tant d'été, à grandes journées de travail de sa Personne, par Mer & par Terre, avec extrême diligence, s'étant rendue premièrement à Madrid, auquel lieu le Roi étant malade d'une maladie, selon le paiement de tous les Médecins, & d'autres, qui étoient autour de sa personne, telle que chacun le jugeoit être si bas, qu'il n'y avoit espoir de guérison; le Roi Sœur Empereur le vint voir, auquel le Roi avec gracieuses paroles le pria avoir pour recommandé la délivrance d'un Roi, qui seroit & demeureroit perpétuellement son Ami; & le Roi Sœur Empereur lui répondit par telles ou semblables paroles: *Monsieur mon Frère, ne vous favez d'autre chose, que de vivre guerrier & fier, car quand vous voudrez demeurer Prisonnier, je ne le voudrai pas; & vous promets que vous serez délivré de votre grand honneur & contentement; & après que Madame la Duchesse sera venue à Toledo, nous ferons chose pour votre délivrance, dont vous serez pour & content.* Et depuis madame Dame d'Alençon se rendit en la Cité de Toledo, devant la Personne de l'Empereur, auquel elle avoit fait les plus hautes & grandes remontrances qu'elle avoit pu, & dont s'étoit si usée, pour l'induire à la Paix & délivrance de la Personne du Roi, confirmant & approuvant les offres & faites par ledits Ambassadeurs. A quoi ledit Sœur Empereur ne s'étoit voulu accorder, ains deux jours après que ladite Dame Duchesse d'Alençon s'ait arrivée audit Toledo, parce qu'elle avoit eu accès & communication, & y a parlé par deux fois à ladite Dame Reine Sœur de l'Empereur, lequel Sœur fit partir de Toledo ladite Dame sa Sœur, sous couleur d'aller en pèlerinage à Notre-Dame de Guadalupe. Et combien que ledit Empereur eût dit à ladite Dame d'Alençon, que si elle se mettoit en devoir de faire des offres pour la délivrance du Roi, il seroit chose pour l'amour d'elle, dont elle seroit bien digne; à cette cause, & aussi pour ce qu'au des principaux du Conseil de l'Empereur avoit fait dire à madame Dame d'Alençon, que si elle offroit la Vicomté d'Autonne, ressort de S. Laurent, avec quelque somme d'écus, l'Empereur l'accepteroit; icelle Dame Duchesse envoya lors devers ledit Empereur lesdits Archevêque d'Ambrun, & Premier Président, lui offrir outre & par dessus la Vicomté du Royaume de Naples, Milan, Gennes, Tournay, Tournais, la Souveraineté de Flandre & d'Artois, & restitution de Hesdin, bailli & de la Haute & basse d'audit Empereur, pour la délivrance dudit Sœur Roi, son Frère, la Vicomté d'Autonne, & ressort de S. Laurent, avec tout le Droit de Souveraineté, ressort, hommes, denrées, Terres, & parcellles; encore la somme de cinquante mille écus d'Or Soleil: auxquelles denrées & offres ledit Sœur répondit de prime face, que, si quelque madame Dame la Duchesse avoit augmenté ses offres, il bailleroit & lui donneroit ses demandes. Toutefois depuis, ledit Sœur Empereur dit que jamais il n'accepteroit la délivrance & liberté du Roi, que ladite Duchesse de Bourgogne, Vicomté d'Autonne, & ressort de S. Laurent, ensemble les Comtes de Micon, d'Antenne, & Seigneurie de Bar sur Seine, ne lui fussent entièrement rendus & restitués, & tout le Droit de Souveraineté & de la Seigneurie qu'il étoit remis, avec les autres qu'il étoit desdites déclarations & qu'il étoit; combien que paravant ledit Sœur eût dit de contenter de la possession desdits Duché de Bourgogne, & Comtes de Micon & d'Antenne; & que la question par lui proposée fut décidée, lui étant possesseur, par arbitres élus du consentement des Parties; & qu'il bailleroit sceler telle & si bonne, qu'on aviseroit, de rendre lesdites Terres au Roi, quand il seroit connu & jugé par arbitres. Toutefois depuis changes de propos, disant qu'il vouloir avoir pareillement & indubitablement, ladite Duchesse de Bourgogne en possession, & tout le Droit de Souveraineté lui étant remis & remis, ensemble avec la Souveraineté en la Comté de Charolais. Et au regard desdits Comtes de Micon & d'Antenne, seroit eurent en donner en Marquis à madame Dame Eleonor, la Sœur, Lesquelles Comtes, ainsi qu'auparavant a été remontré, ne peuvent être séparés de la Couronne de France; car le bailliage d'Antenne ont privilège acquis par argent & deniers déboutés à Charles V. Roi de France, de

jamais ne pouvoir être alienés ni séparés de la Couronne de France. Au regard de la Comté de Micon, elle fut donnée par le Comte de Micon (après que le Roi eut emporté victorieusement en elle emporté son Père) avec tel pacte mis en la donation, que jamais ne pourroit icelle Comté être séparée de la Couronne de France. Et le voient madame Dame la Duchesse lors de cette espérance, avoir fait un offre tel & semblable que le Roi avoit autrefois fait, c'est à savoir, de bailler & délivrer à l'Empereur, la possession de ladite Duchesse de Bourgogne, & autres Terres par lui demandées, pourvu que ledit Empereur baillât aller le Roi, & le tint en liberté, sans faire autre Traité d'Alliance, ni d'amitié avec lui. Lequel offre avoit été refusé par ledit Empereur, disant que jamais ne délivrerait le Roi, qu'il ne fût son ami, & son allié. Et à cette cause, ledit Sœur Viceroy de Naples, & le Capitaine Arnaud Alençon, ains la garde & Charge du Roi, seroient dit audit Sœur Roi, qu'il n'y avoit autre moyen pour parvenir à sa délivrance, que de demander le Mariage de ladite Dame Eleonor, Sœur de l'Empereur; car par ce moyen ledit Sœur Empereur prétendrait sceler dudit Sœur Roi, qu'il lui délivrerait ladite Duchesse de Bourgogne, & combien que ledit Empereur plus, & dit être suffisamment averti, qu'après la route & perte de la Bataille de Pavie, & que le Roi fut Prisonnier dudit Empereur, en promesse desdits Viceroy de Naples, Marquis de Pescara, & les Capitaines, Annoine de Leve, Alençon & Dom Hugues de Moncada, & aussi l'Abbé de Narbonne, ledit Sœur protesta clairement & ouvertement en leur présence, qu'au cas qu'il fût contraint par ledit Empereur, de quitter & laisser ladite Duchesse de Bourgogne, ou la possession d'icelle, ou autres Droits de la Couronne de France, que cela seroit à demeurant de nul effet; ains lui ains recouvrer liberté, & chercher à recouvrer les Droits de sa Couronne, comme la raison le veut. Et aussitôt en dit ledit Sœur Roi au lieu de Terragone, audit Viceroy de Naples. A dit aussi & proposé ledit Sœur Roi, que l'on avoit pu convenir & enseigner les termes, que l'on avoit tenu à madame Dame la Duchesse, la Sœur, à laquelle l'Empereur n'avoit voulu jamais bailler Sanscondit, outre & par dessus le terme de la Treve, ains seulement par mois couverts; c'est à savoir: Ce présent Sanscondit non valable après le mois de Janvier; & si pouvoir qu'elle partit aussitôt. Après que l'Empereur eût renoncé les offres desdits déclarées, & que ledit Archevêque d'Ambrun, & Premier Président, vint l'Esperance de la délivrance du Roi être perdue, prirent accord dudit Empereur, lequel leur dit, qu'il s'en voulait aller pour le fait de son Mariage; & avant que de partir de Toledo, il vouloir donner ordre à la garde & sûreté du Roi, & qu'il ne son plus besoin que Madame la Duchesse fût plus avec lui, & s'en pourroit aller en France; & qu'il étoit de libéré de mettre le Roi en lieu sûr, ains qu'il se fût plus tant de Gènes; bien le vouloit traiter, comme il dit, comme il agiterait à un Roi de France. Et à cette cause, madame Dame la Duchesse, au mois de Décembre, avec ses Dames & autres trais de sa suite, avoit été contrainte par froides, neiges & gelées, passer à traverser les Roiaumes de Castille & d'Aragon, Comtes de Burenone & Roussillon, pour entrer en France, avant que la Treve fut faite; & ne fut jamais obtenu de l'Empereur Sanscondit, pour passer par le Royaume de Navarre, pour être plutôt hors des Terres de l'Empereur. Qui étoient tous signes clairs & appens, de vouloir demeurer Prisonnière ladite Dame Duchesse d'Alençon, avec son train, au cas qu'elle eût été trouvée en Espagne après la Treve. Et depuis le Viceroy de Naples dit & conseillé audit Sœur, que, si Messire Babou, Chevalier, Trésorier de France, étoit été encore en Espagne, ou l'eût été Prisonnier, sous couleur que l'on prétendait ledit Babou avoir ouvert certaines Lettres Mitives; qui étoit chose controuvée. Et combien que le Sœur Maréchal de Montmorency, & lesdits Ambassadeurs, durant ledit mois de Décembre, après lequel ladite Treve devoit expirer, eussent fait instance très grande, d'obtenir dudit Empereur Sanscondit; toutefois n'avoient jamais pu ni obtenu ledit Sanscondit, qu'avait ledit mois couverts; c'est à savoir: A passer par Aragon, Catalogne, & Roussillon; & si présent Sanscondit non valable après le mois de Janvier. Qui étoit autre démonstration de les vouloir arrêter Prisonniers après ladite Treve expirée. Et aussi en ains après, par ce que, depuis, M. Jean Laitierman a dit, quelque Sanscondit qu'eût ledit Maréchal de Montmorency, encore que le Traité de Paix fût fait, s'il passait par

ANNO

1515.

1516.

Rouff-

ANNO
1515.
1526.

Ligeos, Homines, Subditosque suos quoscunque presentes & futuros, tam Ecclesiasticos quam Seculares, quoscunque gradus, personarum, liberos, & conditiones exstant, in bona, legi, sincere, vera, integra, & firma Pax, Amicitia, Religio, Confideratio, & Transfuga Generatimque abstinenda per Terram, Mare, Aquas dulces & ubicunque locorum, a Data presentis TRACTATUS usque ad finem & terminum trium Annorum prout ibi in univocis scriptis duratur.

Item, conventum & conclusum est quod, durantebus dictis Pace, Trengis, & Guerram abstinentia auctoris, nullas dictorum Principum moveat per se aut Subditos suos, aut per alios quoscunque moveri permittit Guerram, per Terram, Mare neque Aquas dulces, adversus alterum dictorum Principum Subditos aut Ligeos suos, nec dabit aut prestabit auxilium vel favorem ut hujusmodi Guerra moveatur vel excutatur quovis modo.

Item, pro securiore firmitate & observatione Pacis, Amicitie, Confederationis, & Inteligencia predictarum, concordatarum & conclusum est, tenore Practicum, quod, dictis Pace & Amicitia durantebus, neuter Regum predictorum quovis modo receptabit, nec a Subditis suis eorum alter receptari permittit, aliquos Rebeldes sive Proditores de Crimine Lese Majestatis suspectos; nec hujusmodi Rebeldes sive Proditores, qui in aliquem locum Obedientie Principum predictorum debet aliter eorum declinaverint, quocummodo dabit seu prestabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assensum; sed, infra viginti dies, postquam per Literas ipsius Principum predictorum cujus hujusmodi Rebeldes sive Proditores extiterint, alter ex Principibus hujusmodi requisitus fuerit, eos omnes & singulos Literarum hujusmodi Requisitionis Latori, aut alii ad hoc in hujusmodi Literis nominato sive deputato, tradere, restituet & deliberabit, tradere restituet & deliberabit faciet.

Item, conventum & conclusum est quod, dictis Pace, Amicitia & Trengis durantebus, neuter Regum predictorum quovismodo receptabit, nec a Subditis suis eorum alter receptari permittit, aliquos Homicidas, Fures, Latrones, aut Transfugas, nec alios Malefactoribus quoscunque ex Subditis alterius eorum, nec hujusmodi Furibus, Latronibus, Homicidis, aut Transfuga, aut alii Malefactoribus quibuscunque, qui in aliquem Locum Obedientie Principum predictorum declinaverint, quocummodo dabit seu prestabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assensum; sed, infra decem dies proximo & immediate sequentes, postquam per Literas illius Principum predictorum cujus hujusmodi Homicida, Fur, Lator, Transfuga, aut Malefactor, Subditus extiterit, aut ipsius Gardiani, Locumtenentes seu Deputati, alter ex Principibus hujusmodi requisitus fuerit, Literarum hujusmodi Requisitionis Latori aut alii in eisdem Literis nominato sive deputato predictos tradere & liberabit, tradere & liberabit faciet.

Item, concordatum & conclusum est, per Oratores antedictos, quod Litera falvi Conductus per neutrum dictorum Principum quoscunque eorum alter alterius Rebeldes, Gentibus Guernarum, Mercatoribus, Artificibus, aliisque eorum ceterisque Subditis quibuscunque cujuscunque Status, Dignitatis, Gradus, aut Conditionis exstant aut Signetorum Sigillis, nec viri vocem eorum Oraculis, nec aliter quoscunque pro Terra sive pro Mari, durantebus Pace, Amicitia & Trengis predictis, de cetero minime concedatur aut quocummodo annuatur per eorum aliquem, nisi ad id aliter eorum per alterum eorumdem congrue in Scriptis requisitus expresse: Et casu quo de cetero quoscunque alter alterum dictorum Principum pro hujusmodi Litera falvi Conductus, cujuscunque Subdito suo quibuscunque Subditis suis indulgentia, in Scriptis & de facto interpellaverit aut requirerit, libere nichilominus arbitrio & voluntati Principis sic interpellati aut hujusmodi interpellationi acquiescere, Literarum hujusmodi falvi Conductus concedere voluerit an non, secundum quod eidem Principi sic requisito melius expedire videbitur; ita tamen quod hujusmodi Litera falvi Conductus ultra unum Annum durare minime concedatur; Provisio tamen quod Litera Supplicatoria utriusque Principis vim habentem Literarum falvi Conductus, eorumque officiosum robore ut Legi & Subditi, in eisdem nominati, cujuscunque fuerint Dignitatis, Status aut Præminentie, liberi utique in suum Regnum redire poterint, etiam Principes ipsi interpellati Literas suas falvi Conductus tradere solutis aut

Tom. IV. Part. I.

recusaverit; Literis nichilominus falvi Conductus, ante hac tempora concessis, suo robore duraturi.

Item, conventum & conclusum est quod Homicida, Fures, Latrones, & alii Malefactoribus quoscunque, durantebus dictis Pace, Amicitia sive Trengis, modo & formis sequentibus poanetur; videlicet.

Si contingat, de cetero, aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dicti Regis Scotie, aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dicti Regis Anglie infra Marchias Scotie vel Limites Marchiarum Anglie violenter interficere, Gardianos Marchiarum predictarum Scotie vel ejus Depostas vel Deputati, cum omni coacta & diligencia, omni favore postposito, ac dolo, fraude & sinistrâ machinatione quibuscunque in hac parte cessantibus, prosequatur & quilibet prosequatur ut tali Interfectore seu Interfectores capiantur & ducantur, ad Diem per Gardianos utriusque Marchie vel eorum Depostas apponendam; ubi, si per Leges Marchiarum legitime convincantur vel aliquis eorum convincatur, tunc Gardianos Marchiarum Scotie rationem Interfectorem vel Interfectores, ut supra convictum vel convictos, Gardiano Marchiarum Anglie liberabit seu liberari faciet: Qui Gardianos Marchiarum Anglie ipsam Homicidam vel Homicidas, sic ut supra convictum vel convictos, & sui consensum vel consensum, pro hujusmodi Homicidio ultimo supplicio demandabit.

Et, si contingat, de cetero, aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dicti Regis Anglie, aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dicti Regis Scotie, infra Marchias Anglie vel Limites Marchiarum Scotie, violenter interficere, Gardianos Marchiarum dictarum Anglie, vel ejus Depostas seu Deputati, cum omni cura & diligencia, omni favore postposito, ac dolo, fraude & sinistrâ machinatione quibuscunque in hac parte cessantibus, prosequatur & quilibet prosequatur ut tali Interfectore seu Interfectores capiantur, & ducantur ad Diem per Gardianos utriusque Marchie vel per eorum Depostas apponendam; ubi, si per Leges Marchiarum legitime convincantur vel aliquis eorum convincatur, tunc Gardianos Marchiarum Anglie rationem Interfectorem vel Interfectores, ut supra convictum vel convictos, Gardiano Marchiarum Scotie liberabit seu liberari faciet; qui Gardianos Marchiarum Scotie ipsam Homicidam vel Homicidas, sic ut supra convictum vel convictos, & sui consensum vel consensum, pro hujusmodi Homicidio ultimo supplicio demandabit.

Item, conventum & conclusum est quod Naves, Nautes, Mercatores, & alii Subditi utriusque Principum predictorum, per Terram, Mare & Aquas dulces eantes, conversantes, navigantes, Nasitipum passim, & permanentes, transierunt & recipiantur prout melius erant & recipi consueverunt inter temporibus aliarum Trengiarum petus inter Scotie & Anglie Reges & eorum Reges Iustitiam & consensum; & precipue quod recipiantur & transierunt juxta viam, formam & effectum Traditionis Trengiarum conclusarum inter quendam Potentissimos, bonæ & paculæ Memoriam, Jacobum Tertium Scotorum & Edwardum Quartum Anglie Reges, de data prima die Mensis Junii, Anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo quarto.

Item, conventum & conclusum est quod, si aliquis ex Subditis alterius Principum predictorum quicunque deprehensus fuerit hoc attemptaverit infra Marchiam aut Terram ullius Partis Partium predictarum, & post deprehensionem hujusmodi seu attemptatum fugiendo revertatur ad Marchiam vel Terram illius Partis cujus est Subditus, libere illi, contra quem sit attemptatum fuerit, in recenti vel infra sex dies computandos a tempore Delicti vel attemptati vel eorumque, auctoritate presentis Ordinationis & Traditio, absque alia Litera vel falvo Conductu, prosequi illum Malefactorem: Et ipsum sic prosequendo intrare falvum & securum Marchiam & Terram in quam dicti Malefactor se contulerit; dummodo, quancumque hujusmodi Marchiam vel Terram hac de causa intraverit, adeo aliquem Virum bonæ fidei & opinionis illius, habitantem infra Marchiam quam de intravit, & eidem declarat causam Innotuit sui (videlicet) ad prosequendum deprehensionem, distribuat & specietur quibus Bonis & Cæteris vel Rebus deprehensus suis ipsius fuerit, ac inferat requirit eundem quod, quando hujusmodi Prosecutionem suam fecerit, secum est, ut sapit iudici suis, tempore dicta Prosecutionis, possit, cum requisitus fuerit pro hoc, Testimonium perhibere Veritatis.

Item, cum hactenus libenter Marchiarum predictarum, non solum etiam & occulte, sed etiam p[re]s[ent]u

ANNO
1525.
1526.

ANNO

1525.

1526.

llem & publicè, ac magno Hominum numero, Fines interitus Marchiarum ingressi, Autores alienos cedere & ad usum Edificiorum suorum avertere consueverant, Dominis inivitis & minime convenientibus: Quæ magna inter Coadiutores Simulatum, Discordiam ac Jurgiorum materia fuit; proinde, ad omnem Contentionis occasionem removendam, conventum, concordatum & conclusum est quòd deinceps nullus Subditus didorum Regum, sive in Marchiis predictis aut in *de Debarde Grand* commorans, aut alibi locorum ubiqueque talia aut similia committat aut perpetrabit, committive aut perpetrare conseruet, nec ullas Autores aut Ligna quocunque ex Marchiis alicuius Principis quovismodo aut qualito colere asseret aut in illis cedere, nil prius super hoc cum vero Domino pactus fuerit & conventus de eodem: & si secus & contra premissa aliquis actum, gestum aut perpetuum fuerit, tanquam utrumque contra effectum predicti Tractatus debite reformabitur, Arbitrantes ceteris aut abdicatis Domini Juramento assistendum.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, durantes Pace, Amicitia sive Treuga, ut præmissum est, *Castrum & Villa Berwici* cum antiquis Limitibus, & Inhabitantes & Incola eorundem sub eisdem Pace Amicitia & Consideratione Treugæque & Guerrarum Abstinencia ac Bellorum Inducta starent & permancerent toto tempore predicto; ita quòd neque *Secentissimus Rex Scocie* per se nec alius Subditorum Ligorum aut Vasallorum suorum Guetrum, Insultum aut Objectionem ipsis Locis aut Incolis eorundem; neque Potentissimus *Rex Anglie* per se aut suos Inhabitantes Villam seu *Castrum Injunctum* Guetrum Insultum aut Objectionem dido *Serenissimo Rex Scocie* suisve Ligis *Vatili* facit quovismodo, pendente tempore Pacis, Amicitia ac Treugarum predictarum.

Item, conventum & conclusum est quòd, si aliquis Ligorum amicus vel alicuius Principum predictorum reparerit, assiderit, sive ut vulgariè dicitur, impulerit in *Fische Garth de Ede*, aut tempus vel distras eundem, pro non assumptum reputabitur; & nichilominus alia attemptata quocunque reprobantur; sic quòd Reparatio seu Diffusio *dicti in Fische Garth* non impedit reformationem aliorum utrumque, nec introducit rationem præsentium Pacis seu Treugarum.

Item, conventum & conclusum est quòd Fugitivi Scocie, qui devenerunt *Ligis Regis Anglie*, debent illis ex parte Anglicorum ad observandum Articulos præsentium Pacis, Amicitia & Treugarum; & quòd attemptata per eos super Subditos *Regis Scocie* debent eodem modo reformari, quo reformabantur attemptata per ceterosque Subditos *Regis Anglie*; idem per omnia observandum, et parte *Regis Scocie*, si qui Anglici ante hæc tempora *Ligis Regis Scocie* devenerint quovis modo.

Item, conventum & conclusum est quòd, si aliquis Subditus alicuius Principis predictorum, qui passus fuerit injuriam vel spoliatum à Subdito alterius eorundem, propriè auctoritate sua propter hanc Spoliationem, prius vel Diffinitiones Peritorum vel Bonorum fecerit, eo ipso cadat à causa sua; Et nichilominus secundum *Delicti* exigentiam puniatur.

Item, conventum & conclusum est quòd, quantum prædicta Pax, Treuga sive Guetrum Abstinencia capite & lixis tracti modis & locis ut super, attamen non dicatur nec reputantur omnino Generales sive Generales, nec se extendunt ad *Dominium de Lores* in Regno Scocie, nec ad *Islandiam de Lander* in Regno Anglie; sed Dominium & Insula predicta intelligentur nullo modo in hac Pace & in Guetrum Abstinencia comprehensæ.

Item, conventum & conclusum est quòd, si, eisdem Pace, Amicitia & Guetrum Abstinencia durantes, aliquis contra eandem vel aliquam partem eorundem per Terram sive per Mariæ finem vel attemptari contingat, propterea non erunt nec censentur ruptæ, infirmæ vel adulescentes prædictæ Pax sive Treuga, sed nichilominus in suo robore permaneant, & attemptata injunctum debite reformabuntur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd didus *Serenissimus Rex Scocie*, infra tempus didæ Pacis sive Guetrum Abstinencie, tribus Annis, et præmittitur, duraturæ, ad Potentissimum & Invictissimum *Anglie Regem* mittet Oratores suos, sufficienti auctoritate suffultos & munitos, ad tractandum, communicandum & concludendum de & super Pace perpetua inter ipsam & prædictum Potentissimum *Anglie*

Regem, ceterisque Regna, Domina, Patrias, Terras, & Subditos componenda, concludenda, constituenda, & confirmanda.

Item, conventum est quòd in prædicti Tractatus comprehendantur Amici & Confederati amborum Parium vel utriusque Partis, tunc eorum aliqui Regna, Domina, Terras, Ducatus, Possessiones, Hæreditates, aut Census, Pensiones sive Annuitates vel Debita sive Bonæ mobilia aut immobilia, ad alterum didorum *Serenissimorum* quovismodo spectantia aut pertinentia, detineant aut liberentur; in quo casu pro non comprehensum habetur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd Illustrissima *Dominia Margareta Regina Scocie Duxerit*, didi Potentissimum *Anglie Regis* Carissimæ Soror, duxerit Pace & Amicitia nuptiis, pro sua Dignitate & ut tantum ac talem decet Regnam hunc nuptiis transibat, Iudex *Dominio Duxerit* sive Dominatione propter Nuptias plenè, integrè, liberè, & quicquid quæbit de pacifice possidebit, per se aut Deputatos suos, juxta viam, formam & effectum Conventionum, Pactuumque, Contrahendumque Matrimonii Scocie & Agorum Parliamenti *Regis Scocie* inde iuratum, conventum & conclusum.

Item, conventum & conclusum est quòd præfentes Conventiones & Conclusiones, infra duos Menses post Datam prædicti Tractatus proximo & immediatè sequentes, per Literas didorum *Scocie & Anglie Principum* Patentes, Magnis Sigillis suis sigillatas, confirmabuntur & ratificabuntur: Quas quidem Literas Ratificationes & Confirmationes, ut præmittitur, sigillatas, utroque Principum predictorum infra idem tempus datam Mensem libit hinc inde tradet & deliverabit, aut tradet & deliverabit facit & procurabit.

Item, conventum & conclusum est quòd utroque Partium predictarum publicari & notificari faciat didas Pacem & Guetrum Abstinenciam Subditis suis, in omnibus & singulis insignioribus Locis Marchiarum suarum, infra decem Dies Datam Præsentium proximo & immediatè sequentes.

Sequentes Tenores Committimus,

Jacobus, &c.

Jacobus, &c.

HENRICUS Octavus, Deigrati, *Anglie & Francie Rex Fidei Defensor & Dominus Hibernie* omnibus, ad quas præfentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd Nos,

De Fidelitatis, Inductis & providis circumspeditionibus, Prædictorum & Fideium Consiliorum nostrorum, Carissimis Continguntibus nostris *Radulphi Comitis Wylmerstonie* Cælestis nostri *Garrerii Militis*, Reverendissime in Christo Patris *Johannis Carlewelli Episcopi*, *Thomas Duce de Dure & Greyffili* didi Ordinis nostri *Garrerii* etiam *Militis*, ac *Dilectissimi & Fideissimi* nostrorum *Brevi* *Urbani Clerici Ecclesie Cathedralis Eboracensis* *Thomas Magni Clerici Archidiaconi de Eborac*, & *Williami Baluere Militis* quantumplurimum considerantes,

ipsos conjunctim, & eorum quinquè, quatuor, tres, & etiam duos separatim, nostris veros & indubitatos Commissarios, Oatores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios speciales assignamus, facimus, constituimus, & deputamus per Præfentes,

Dantes & concedentes eisdem conjunctim, & eorum quinquè, quatuor, tribus, & duobus separatim, tenore Præsentium, Potestatem & Auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro Nobis & Nomine nostro, cum Illustrissimo Principe Fratre & Consanguineo nostro Carissimo *Jacobo Scocie Regi*, sive ejus Commissariis, Oatoribus, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, quævis Commissario, Oatore, Procuratore, Deputato, & Nuncio, sufficientes Potestatem & Auctoritatem ac eodem Fratre & Consanguineo nostro ad hoc habente vel habentibus, tam de & super verbis, sumis, perpetuè, & reali Pace itaque Contractæ, quam etiam temporariæ, necnon de & super Treugis & Guetrum Abstinencia, Ligis, Amicitia, Considerationibus, & intelligentis.

Inter Nos & dictum Illustrissimum Principem Heredes & Successores nostros ac Regna, Terras, Domina, Patrias, Subditos, Vasallus, Foveas, Alligatos, Confederatos, Amicos, & Adherentes nostros & suos quocunque hinc inde inveniendi, capiendi, componendi, celebrandi, & tractandi,

Com-

ANNO

1525.

1526.

ANNO Committendi, conveniendi, concordandi, appon-

1525. Novisque Diebus five Locis, in talibus loco et

1526. tempore prout eis melius visum fuerit, fluendi & li-

Ac cetera omnia & alia faciendi & perimplendi que

in premissis seu circa ea necessaria fuerint seu quomo-

In cujus rei Testimonium hijs Literis nostris manu

Dat. apud Nurembergam septimo die mensis Au-

Quam quidem Amicitiam, Confederationem, Pa-

In quorum communem & singulorum premissorum

ARCHAOLD ERL OF AUSG.
GEORGIUS ABBAS SANCTA CRUCIS.
A. OTTIVIERUM.

Sab Sigillis suis eora robra a duplici canda Per-

CLXXXI.

1525. Baylers CAROLI V. Diploma, wodurch
80. Fevr. Er die dem Kaiser Österreich zu erhaltung der
diesem Haufe derselben Land-Verträge in Schwab-

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur CHARLES V. par le-

TOM. IV. PART. I.

en lui restant la femme capitale, ou ne fait - ANNO
fait aussi à toutes lesdites Dépenses. Dunt &
Madrid en Castille le 20. Fevrier 1525.

VR Carl der Fünfft / den EHren Rathen
Kaiserlicher Keyser / zu allen Zeiten Richter
des Reichs / in Germanien / zu Hispanien / darbey
Sicilien / Jerusalem / Hungarn / Dalmatien / Croa-
tien / etc. König / Erz-herzog zu Österreich / Herzog
zu Burgund / etc. Graf zu Habsburg / Flandern und
Tercel / etc. Helmen und thun kundt öffentlich mit
diesen Brieffe: Als im recht verfahren vord und
vergangen Zeit / der mindere Zahl / Kaiser und
des Reichs Churfürsten / Fürsten und Erzbischof / dem
Durchleuchtigsten / Churfürstlichen Fürsten / in
Heren Rheinlauden / Rheinisch / zu Hungarn und
Böheim / etc. König / Kaiserin in Hispanien / Erz-
herzog zu Österreich / mit Schwab zu Regent /
Unsern freundlichen lieben Brudert / ein außersich
Kriegs-Veld zu Reich und Fug / in das Rheinische
Hungarn / wider den Erbfeind Christlichen Namens
und Glaubens / den Türcken zu Hülf geschickt / und
damals sein Lieb / als tussig Kriegs-Veld wider
seinen Abzug genommen / und ein Winter-
lager / durch den hochgebornen Joachim von Maig-
grafen zu Brandenburg / etc. des Heiligen Römischen
Kaiser Erz-Camerer / Kaiserlichen Rathen und
Churfürsten / als Obersten zu Habsburg / in
über dem Reichs-Kriegs-Veld / und durch seiner Lieb
gegründete Kriegs-Rath berathschlagt / beschlossen /
und von gemeiner Reichs-Stand wegen bereitigt
worden / zu unterhaltung desselben Winterlagers ein
namhafter Summa Geldes / nemlich ein hundert
tausend / siben und neunzig tausend / vier hundert
und achtzig Gulden Reichs / auff gedachter Chri-
sten Zeit-Haubeckmann / und der Kriegs-Rathe
Obligation und Verschreibung / also pakt / gemei-
nen Reichs-Erbschaden dargelassen und besegelt.
Und wiewol sein Lieb / zu demach gehaltenen Reichs-
Tagen / umh Bezahlung desselben fürgeordneten
Summa Geldes / gemeine Städte freundlich und
gnädiglich ersuchen lassen: Dieweil aber dieselb Be-
zahlung / auff fürgefallnen Verhinderung / nicht
mit beschehen könen: Und daruuff das vorerwähnte
Unser freundlicher lieber Brudert / zu alldie / We-
derlich und freundlich getheilt / mit Rath und Be-
willigung Unserer und des Heiligen Reichs Chur-
fürsten / ihrer Lieb abgemelte aufstehende Summa
Geldes / auff die Pfandschafften der Land-Bezircken
in Schwaben / Hainzen und Dettmarn / zu ihrer
Lieb hienur daruuff habenden Pfand-Einlösung zu
schlagen / und darüber notdurfftige Bescherzung
auffzurichten: Das wir demnach / und damit ge-
dachter Unser freundlicher lieber Brudert / angezeig-
tes fürgeordnetes Geldes / wie billich / verschick und
vergönnt werde / mit Rath / Wissen und Bewillig-
ung / ernelter Kaiser und des Heiligen Reichs
Churfürsten / die vorbeschriben ein hundert tausend /
siben und neunzig tausend / vier hundert und achtzig
Gulden Reichs / auff obererzichte dem Land-Be-
zircken in Schwaben / zu Hagenau und Dettmarn /
als ihrer Lieb / und derselben Erben und Nachkom-
men / Regierenden Erz-herzogen zu Österreich /
rechte Unterthanen / zu der vorigen Summa Geldes
die ihrer Lieb daruuff verschriben ist / Pfandweise
geschlagen / und thun selches thutet willentlich / in
Krafft dies Brieffes also / dass ernelter Unser freun-
dlicher lieber Brudert / und gedachte seiner Lieb Erben
und Nachkommen / bemelte dem Land-Bezircken /
so lang wir oder Unser Nachkommen am Heiligen
Reich / die Unterstellung / welche wir sind und
gemeinern Unsern Nachkommen am Reich / heuen
auch in allweg verordnen / nit thun und sein Lieb
und dem Erben und Nachkommen / spert vor der
Ggs 2 auff

ANNO
1525.

auff liegenden Pfand-Schilling / und diser jeho dar-
zu geschlagen ein hundert tauſend / ſiben und zwanzig
tauſend / vier hundert und achtzig Gulden Reichs-
münze / vñdlich mit beideln und eintzelt ſein worden
inhaben / nantz und weiffen ſollen und mögen / nach
drey ſchilt Viertheil / Widen und Wohlgefallen
und vor als es ſie ſolche villiche Bezahlung haben
mogen / darvon argumēt / und Lin oder Hufen
Nachkommen / Nichten Kinder oder Knecht /
und dem Hufigen Reiche / wiederum zuſtellen
mit ſchaltig von. Vor und Hufier Nachkommen
am Reiche / ſollen und wollen auch / nachkommen
Hufen / ſchuldigen ſich den Reichen / und ſeiner Lieb
Erben und Nachkommen / bei dier Verpachtung
handhaben / ſich zu und ſcheinen / und daren keine
wegs tringen laſſen / getreich und ſeiner Gerede
Mit Hundt die Reiche / beſigt mit Hufim
Knechten anzuwenden Vorſatz. Oben in Huf
und der Reiche Staat Auslegung / den Neunten
Tag des Monats Juni / nach Chriſt Hufier ſie-
ben Herrn Gubert / fünffzig hundert und vier acht
und vierzig / Hufier Knecht und vier acht
und vierzig / und Hufier Reiche im drey und
vierzigſten Jahten.

CLXXXII.

6. Mai. Kauff-Brieff zwischen Sebastian dem Abbt
und ſainthelich Convent zu Kempten/
tunn Burgermeiſtern und Rath der Stadt
Kempten / ſonderlich / wodurch jene beſagtem
Rath / und Stadt / Einget / und guter nach-
barlich ſollen / auf Vorig des beſagten Einſatz
Reichthum / Herrlichkeit / Reich und Reiter
Gericht / wie auch Zehrenten / Nahrung / Inſi
Güter / Rechte und Gerechtigkeiten / vor 2000.
Gulden Kaufflich verkauft. Geſchehen am
Einhilft der Jubilae. 1525. [LUNIG,
Teuſches Reich. Archiv. Part. Spec. Con-
tinuat. I. Feyerſung III. pag. 350.]

C'est-à-dire,

*Contrat de vente fait & passé entre SEBASTIEN
Abbt de Kempten & ses Moines d'une part, &
les Conſuls & Magistrats de la Ville de KEM-
PTEN d'autre part, par lequel, pour satisfaire
entr'eux la bonne foi l'usage & le bon voisinage,
ledit Abbt & ses Moines ontent & transportent
auxdits Conſuls & Magistrats, tous les Droits
de Seigneurie, Jurisdiction, Prerogative, Fruits,
Cens, Dîmes & autres qui appartiennent à l'Ab-
baye sur la dite Ville, pour le prix & somme de
2000 Florins du Roy. Fait le Samedi avant
le Dimanche Jubilate, 1525.*

Wir Sebastian von Brantenstein / den Göt-
tes Gaden Abbt / Ert von Kempten / Tru-
ant und Statthalter / Hincins den Ertz Co-
ſtel / Ertzbischof den Bistum / Conrad von
Widmatten / Woldams von Wertman / Dier-
er von Herten / Valdis von Kereberg / und
Wolfgang von Genswald / alle Conventual
des wirtlichen Einſatz und Gerecht Kempten / Sain-
ten Reichen Dreyen Ertzherren / dem Re-
mischen Sted mit mittel anzuwenden und unterwerf-
ten. Welchen eintzelt für Lin und Hufier Nach-
kommen / Einſatz und Gerecht / und eben hand-
tzen von ſe drey Brieff in ewig Zeit / ſollen
sofen oder drey iſen / Als vor viel verſehen am Ja-
re 1 / Hufier und der Fünfzig Erben und
Wirt / Burgermeiſter / Rath und Convent des
Hof. Reichs-Staat Kempten / Verparnt durch
langzeitige Nachherung / so sich den wegen nach

achmitten Hufier und Hufier Einſatz und Gerecht
Kempten / Dreyent / Herrlichkeit / Reichen und
Nichten Gerechten und nachkommen Reichen /
Nahrung / Inſi / Gütern / Gütern / Nichten und
Gerecht / ita / großen Lin beſeſſen gehalten /
beideln den Königlich Vertrag und Declarationen
angereicht / gemacht und anſehen / ain andern in
nachkommen ſchaden geſehen / durch welche Nach-
herung ſeinerliche nachbarlichſchaft und anwen-
nung / vñdlich Hufier jeho / anzuwenden /
und wille anner und gebührt / dreyen Huf auch
jeho durch angereicht / schaden Knecht /
Hufier Gerecht / auch alle Hufier Einſatz darin
angereicht / gebührt / und der nachkommen ver-
erben / und drey nach allen gerechten / auch an-
derer Huf und Gütern gerechtig beſeſſen und er-
werden ſein / ſolliche Tragen und langzeitige Nach-
herung / auch unſeinerliche nachbarlichſchaft und
Widerwille nicht kommen / deſelich Hufier / Huf-
er Einſatz und Gerecht / erben und empfangen /
merrlich groß ſchaden / zu erben und widerer-
gen / und daren wir hinfür in künftige Zeit / zu
beiden theilen bei einander ſchuld / ſtundlich und
nachbarlich weſen mögen / so haben wir zu Huf-
er verſandten Capittel / daryn wir zu vñd-
lich nach Hufier gerechtig Tragen und Handlung /
Capittel / nach darüber gehet / mit einhengen ge-
merrlich ſeyen Willen / guter Vermaſſen / jehigen
Vertrag / rechten Wiſſen / ſchuldlich und un-
vermanglich / mit daren litten noch ſchuldigen hin-
derkommen / ſonder auf dreyertheilen und anderer
Hufien Lin ſchuld daryn künftige / und den an-
derer Hufier beſeſſen mög und vñdlich erben /
den vorerwanten Burgermeiſter / Rath / und anderer
gemein der Stadt Kempten und allen J-
ten Nachkommen / ain ausrechten reſchlichen / ſin-
ten / wegen inuerrerenden und unuerrerendi-
chen Kauff / verkauft und zu künftigen zeiten haben
verkauft und geben zu kaufen jeho vñdlich mit
diesem Brieff / wie dann das jeho und hinfür in
künftige Zeit / nach ordnung und ſchuld / geſchrieben
und ungeſchrieben Reicht / mit gemainer und not-
dürftiger Selennit und Jurdichat / vor allen und
jeden Chriſtlichen und Wirtlichen Leuten / Nach-
ten und Gerechten / ynn ſchuldlichen Rechten /
und ynn dreyen ſie abrennenliches widerrechten und
abſprechen / vollkommen gut / Geſchir und Macht
hat / haben ſoll und mag / die beſeſſen geſchrieben
und beſchrieben Hufier / Hufier Einſatz und Gerecht
Oberſt / Herrlichkeit / hoch und merrlich Gerechtig
und nachkommen Reichen / Nahrung / Inſi / Gü-
tern / Rechte und Gerechtigkeiten / mit nantz
und anſehen die vorerwanten Gütern Reichen / so
wiz und unſeſſen Einſatz und Inſi / so Lin die von
der Stadt Kempten Jurdichat auf Jacob Aepſch
Majorie anſehen / für Bezahlung und Anlegung
Rath und Stadt-Gerechtig / auch ſie die dreyen Ge-
richt hoch und galgen jehigen ſchuldlich ſind. Item
für Hufier anlegung und Bezahlung des Seemannen
zu Kempten und ſon huldigung und pflicht / jeho
Stad-ſeyen ſie und der tag / so er auſſer der
Stadt Stad hat / auch beſeſſen Majorie mit Ge-
richt / und ander gerechtig in ſon Lin ge-
wend. Item aller Hufier künftigen / Dreyen Majori-
Pfennil / Tracht / unner Maſ / Einſatz /
Maſ und Dreytheil / in der Stadt Kempten / Lin
und Hufier Gerecht / ynn haben theil angereicht /
daryn ſie nichts on Willen und Wiſſen Hufier
so manns nachſeyen ſollen. Dergleichen begreut wir
Hufier der Jurdichat / so Hufier Hoffſchuld und Gerecht-
lich / erben für Majorie oder andere beſagten ſchuld
biſſen / in Kempten gehet haben / also das ſie
bei den der Stadt Kempten nach verkauft ſachen /
wie ander / als Recht ist / ſtraffen ſollen und mö-
gen.

ANNO
1525.

[illegible][illegible]

ANNO
1525.

leich! Wet / Doret / Fritzel / Wuffen und
Straußen in nachgemeynter Fier / Geyrecht / Fried
und Friedschickel mit namen anzufehen / bey der
Steine Fried und Friedschickel am end des Wäldchens
pfeiffen dem gütter hinauf zu den Hirschen dastelst
grud und dem Föhren in Peter Band stunde
darnach den sechster eister Etemine Fried und
Friedschickel im Webach / das Webach geschel
an Peter Weidmann herfür / das auß dem geiden
vorn Weller Ederl / gegen d im Genshof wech
grud / in die andere kleine Friedschickel am edl
schlicher Peter Band stunde. Darnach von selcher
andere kleine und Friedschickel den graben hin
auf / gegen des Genshof Kier bis zur Kieg / wech
/ oder Esapfen in die dritte Etemine Fried
schickel / darnach von selcher dritte Etemine Fried
schickel hundert Nigeln / wie die ige stunde gegen der
Ett wech / im graben hinumb bis zum Genshof
The in die vierten Friedschickel / auch neben selchem
Genshof The am Sanden Ederl garten / und
der Ederl graben Ederl dastelst gried. Darnach
von selcher vierte Etemine Friedschickel und Friedschickel den
graben gegen dem Weller The / wie in die Nigeln
dastelst / in der Schwach wech begriffen hinumb
bis an die fünften Friedschickel und Friedschickel / auf dem
graben im edel bey Hansen Weidmann garten stunde.
Darnach von selcher fünfte kleine Friedschickel und
Friedschickel vor der von Kempten gärten dastelst
gried / neben dem Hiner Föhren grad hinauf
bis in die sechsten Friedschickel / am Edl am Weger
Schwachel Friedschickel stunde / darnach von selchem
Edl garten und sechsten Friedschickel an den
gärten / grad hinauf / bis in die siebende Friedschickel
und Friedschickel am Weg der Landstrass gegen dem
Weller wech grude. Darnach von selcher siebende
Friedschickel und Friedschickel den nächsten über die Land
strass hundert / vor der Stadt Kempten gärten und
von selcher Ederl Friedschickel und Friedschickel / bis an die
alten Friedschickel und kleine Friedschickel neben Weller
garten / am edl von Weller The garten / bey
nach der Straußen Zimmerl gerad / darnach
von der achten Friedschickel und Friedschickel über / vor der
von Kempten Wäldchen bis zur der nächsten Fried
schickel und Friedschickel / neben bey dem Wäldchen
dastelst genauß auf der Wäldchen / darnach von selcher
neunden Friedschickel und Friedschickel den nächsten /
vor der Stadt Kempten Wäldchen bis zur der zehenden
Friedschickel und Friedschickel grad hinauf / am Hofmarch
vor dem gemeynten Heuflein der Stadt Kempten
zugehört / und neben bey der Jure gelegen stunde.
Darnach von selcher zehenden Friedschickel und Friedschickel
die sechste über die Jure ob dem Wäldchen genauß
hinwogen hundert bis in die fünften Friedschickel / dar
nach am Wäldchen stunde. Darnach von selcher
elften Friedschickel in das Wäldchen da die Wäldchen
stemp / an den Ederl genauß / das Wäldchen
hinauf bis in die St. Leonhards Kirchen bis in
die zwölften Friedschickel und Friedschickel / neben dem
hoch in Gedy auf der Ederl und Wäldchen der zehenden
Straußen genauß Durach und Sulzbach stunde. Dar
nach von selcher zwölften Etemine Friedschickel und Fried
schickel ob St. Leonhards / zwischen den beiden Straußen
stunde grad und schone redet über all grund Wäld
den und sechster hundert bis in die dreizehende Fried
schickel und Friedschickel am Edl des Hag / und
Hagballe da gemeynter Straußen unter ansehen /
nach und bey dem Ederl genauß langstund stunde. Dar
nach von selcher dreizehenden Friedschickel und Fried
schickel des Hag und Hagballe / neben dem Föhren
Ederl Kempten / hinauf und auf bis an gemeynter
Ederl Kempten / in die vierzehende Friedschickel und Friedschickel an der Landstrass
stunde. Darnach von selcher vierzehenden Friedschickel und Friedschickel oben am Krautgarten und Fried

schickel genauß zur rechten Hand vor der Wäldchen
den dastelst gried / und den Hag und Nigeln da
stet ab und ab bis die Hag und Nigeln sechster
ter / und dem unter Ederl Peter Lamm / und
der Wäldchen Wäldchen genauß gried / und
den sechsten in die fünfzehenden Friedschickel und Fried
schickel im Wäldchen dastelst stunde. Darnach von
selcher fünfzehenden Friedschickel und Friedschickel zur zech
ten Hand gegen gemeynter Stadt Kempten gärten /
so dritte Zeit die Wäldchen neben am Wäldchen
Ederl Hag und Nigeln am Wäldchen Wäldchen her
und und bis zu der Landstrass / da sich ge
meiner Stadt Kempten gärten oben bis in die sech
zehende kleine Friedschickel und Friedschickel an gemeynter
Landstrass vor der Stadt Kempten auf dem Wäld
chen gesehene und gesehene stunde. Darnach von
selcher sechzehenden Etemine Friedschickel und Friedschickel
gleich den nächsten und gemeynter über die Landstrass
hundert der Stadt Kempten wech hundert und über
die Kempten hinauf / durch des Ederl Wäldchen und
Krautgarten bis in die siebenzehende Etemine Fried
schickel und Friedschickel / am sechsten wech / so von
Kempten gen Wäldchen gart / zu rechten hand aller
nechsten stunde. Darnach von selcher siebenzehenden
kleinen Friedschickel und Friedschickel der Ederl vom Ederl
Ederl durch die Wäldchen herfür bis in die acht
zehende kleine Friedschickel und Friedschickel an den sech
ten wech von Kempten gen Wäldchen gerade vor der
Ederl garten und gemeynter Ederl sechster
stunde stunde. Darnach von selcher achtzehenden
kleinen Friedschickel und Friedschickel die grad und nächsten
durch des Ederl garten darüber ungeschieden oben
in der Stadt Kempten Ederl garten und garten so zur
den Wäldchen gärten / in die neunzehende kleine
Friedschickel und Friedschickel nach dem graben der die
Wäldchen zur Wäldchen und benachter Stadt Kempten
Wäldchen stunde. Darnach von selcher neunzehenden
kleinen Friedschickel und Friedschickel am graben / grad den
graben ab und bis an die sechste Ederl Ederl
und Gärten bis in die zwanzigste Friedschickel
dastelst stunde. Darnach von der zwanzigsten kleinen
Friedschickel und Friedschickel zur rechten Hand / zwischen
der Sonder Ederl garten / und der Wäldchen zur
Wäldchen / bis an sechster und sechster / so von Kempten
gen Wäldchen gart / in die ein und zwanzigsten kleinen
Friedschickel und Friedschickel dastelst am edl stunde. Dar
nach von selcher am ein und zwanzigsten kleinen Fried
schickel und Friedschickel sechster sechster herfür / und
ab und ab bis an die nächsten Landstrass so von
Kempten gen Wäldchen gart / in die zwanzigsten kleinen
Friedschickel und Friedschickel am dem Wäldchen dastelst
zwischen den beiden Straußen stunde. Darnach von selcher zwanzigsten
kleinen Friedschickel und Friedschickel gleich grad und den
nächsten hinter der Stadt Kempten / von Ederl
hundert in der Ederl Wäldchen / und darnach das
Wäldchen ab und ab / bis in die Wäldchen / und darnach
von selchem Wäldchen die sechste durch der Wäldchen
herfür / und wiederum in die allerst kleinen
Etemine Friedschickel und Friedschickel in dem Wäldchen
darnit soll und ist der vorgenannten Bürgermeist
Nath und gemeynter von Kempten / von gemeynter
Stadt wegen der eiter gried Friedschickel und Friedschickel
aussehen der Stadt Kempten / hechter und
nider Wäldchen / Straußen / Föhren und Wäldchen / gegen
der Stadt Kempten wert / und nit weiter eingeg
gen / begriffen und eingeschlossen / als was Föhren
und Wäldchen oder Wäldchen in Wäldchen oder begriff
/ innerhalb gegen der Stadt Kempten wech
begangen werden oder verhandelt wirdet / das alles
soll den von der Stadt Kempten gesten und ge
hen zur Straußen und zur Wäldchen / daran ungeschieden
unter Wäldchen / Wäldchen / Wäldchen und Wäldchen
und allemanniglich von Kempten wegen in allem.

ANNO
1525.

Doch

ANNO Dorch mit künentlichen hierin / Uns / Unseren
 1525. Nachkommen und Genuß / und außerhalb sel-
 cher bestimmter Mächten und Begreifung vorbe-
 halten / alle Oberkeit / Herrlichkeit / Hoch- und Ni-
 der-Oberkeit / Gerecht / Recht / Freiheit / Wissen
 und Straffen / beider was wider gegen dem
 Obdach und Graffschaft / außerhalb solchen
 Mächten und Freiheiten von Malcia, Freiheit
 oder ander Mächtig gerichtet und begangen wirtet /
 daselbst alles und jedes nach dem schicklichen
 Uns Abte / Comen / Unser Nachkommen und
 Genuß / all Unser Bist und Landrecht zu straf-
 fen / und zu büssen beladen und lassen / darin an-
 derer hinderer Burgermeister und Rath / Gemeind
 und der Stadt Kempten / und sonst allerdinglich
 von ihnen wegen in allem. Item yndess Schilling
 pfennig auf dem Salzdahl / mehr denn pfunde
 pfennig auf dem Salzdahl. Item des Binde-
 hauf und Heffstain in der Stadt Kempten mit aller
 Begreifung / Item den Stadthoff und Hoff-Ge-
 richt und Gerechtigkeit zu Kempten in der
 Stadt / mit aller weiten Begreifungen und Rech-
 ten / Item den Wasagabel am Markt zu Kemp-
 ten / mit aller Zugehör und Begreifung / Item
 zur Schilling pfennig-Juch / oder eines Tagewerks
 Hauf am Kirchhoff / Item neue Schilling pfennig
 Juch auf der Vorderhöf / und Haberhöf am Wit-
 zeh Hauf am Kirchhoff zu Kempten / in der Stadt
 gelegen. Item fünfzig Schilling pfennig sal-
 Juch außer gemeiner Stadt Dappier Wäldin. Item
 drei Schilling pfennig auf dem Dierstag mehr drei
 fl. auf St. Michaels tag / alles das Juch auf
 Heiman Ruckers Hauf auf der Straz zu Kemp-
 ten. Item drei Schilling pfennig das Juch auf
 den Dierstag / und mehr drei Schilling pfennig das
 Juch auf St. Michaels Tag auf Michael Ruckers
 Hauf / auch auf der Straz in der Stadt Kempten.
 Item drei Schilling pfennig das Juch auf
 Andreä auf Peter Mares genant Eichen garten.
 Item hundert Hoffschilling auf den Dierstag außer
 Peter Ruckers Hauf Dm. und der Halber vor dem
 Eichen Thier. Item drei neuen pfund . Schilling
 drei pfennig auf des Spitals zu Kempten güter.
 Item ein pfund / fünf Schilling pfennig / und ein
 Malter Weiz vortel Haber / achtzehn vortel an
 das Wäldin zu wäldin / auf der Wäldin zu
 Ruckers Juch. Item die zwien Gulden das Juch
 außer dem gut zu Haslach. Item neunzehn
 vortel Haber / großem auf dem gut hindern Holz
 gut auch das Spital. Item drei vortel Haber
 auf Tullhöf gut / gibt auch das Spital. Item
 das pfennig Weiz / Item die Lehenchaft der Pfar
 St. Mangn / samst dem Pfarrerhof dazelbst / und
 andern Richten. Item die Lehenchaft St. Jossin
 Capplan und Alex dazelbst zu Kempten / samst
 der Wehaffung und andern Rechten / vergleichen
 die Lehenchaft der Weiz zu St. Luthar / und die
 Wehaffung der Weiz zu St. Anna in der Glesun
 zu Kempten. Item den Reant-Jehenten außer
 der Burger zu Kempten güter. Item es soll auch
 das schicklich / so besser den Uns Abte / Burger
 und Burgermeister / Rath und Gemeind zu Kemp-
 ten / nach vermögen der Königl. Beträge / jährlich
 auf St. Martinus Tag bezahlen und beschreiben
 werden ist / teet und ab sein / und fachen von Uns be-
 drehtet / auch Unseren Nachkommen / Obdach und
 Stadt / in ewig Zeit mit mehr gehalten noch gerin
 werden / und es dazelbst über kurz oder lang Zeit /
 von Uns in diesem Unsern Verkauf / neig darumb
 mit Weisheit oder ander Weisheit vorhanden / auf
 begreifen oder unverschämlich fürgehen were / Die-
 selbigen stuch / sowohl der in der Stadt Kempten /
 aus den herein bestimmten Mächten und Freiheiten
 gezogen / sollen wir uns Unseren Nachkommen / den

den Kempten und ihr Nachkommen nach Lind-
 trassigen dingen / in dem der angedeuteten Compro-
 miss / auch käuflich zu stellen / und so anzu-
 nehmen schuldig und verbunden sein / in allem was
 ob die außgeschriben und dergleichen stuch / gebrauch
 und gerechtigkeit / auch in diesem Kayser-Brief
 bestimmt und angesetzt werden / was stand / gebrauch
 und gerechtigkeit aber außerhalb der Stadt und
 Freiheiten gezogen oder gerichten / ersanden worden /
 dazelbigen stuch / gebrauch und gerechtigkeit alle
 und jede sollen wir dazelbst / und Unser Nachkom-
 men gegen einander halten und vollziehen / wie sol-
 ches von alter herkommen ist / alles ausreicht / rich-
 lich / gerechtlich und ohnegleichlich / wie dann die
 jetzt angetruten Unser Vorfahren / Hoch- und Ni-
 dern Gerichte und verordnet Freidreier / Herrlichkeit
 und Mächtigungen / Juch / Gütern / Gütern / Recht
 und Gerechtigkeiten alle mit jeder besonder / Unser
 Vorfahren / wie Unser Stuch und Obdach Kempten /
 in dieser rathswilich weisheit / beissen / gemiet
 und genossen haben / alles jetzt / leig / richtig / un-
 verlegt / ohnbedenkt / und auch also das wannmal
 besonder wider den Juch-schulden / verweisung oder
 einander dergleichen stuch wegen darauf gar kein
 gerechtigkeit hat / dann das vorhin Dietrich den
 Reut / fünfzehnhundert Gulden Reant an Weide
 Hauptgut / und dazeln Juchlein stuch und stera-
 pa Gulden Reant / Juch auf St. Veit Tag /
 Adaraffen des Rottenstein Tautent Gulden Reant
 Hauptgut / und dazeln Juchlein stuch fünfzig
 Gulden Reant Wäldin / auf St. Michaels Tag
 des Hefagen Juch / benen / Remant such / so
 Hölzerhausen auch tantent Gulden Reant Haupt-
 gut / und dazeln Juchlein stuch fünfzig Gulden
 Reant Juch auf St. Martinus des Hef. W-
 schreffe Tag / und Hansen Waltramm Burger-
 meister zu Wäldin / vierhundert Gulden Reant
 Hauptgut / und dazeln Juchlein stuch fünfzig Gulden
 Reant Juch auf St. Michael Tag / darauf verpacht und ver-
 schrieben / alles in dem Juch-schulden / und das
 auch die den dem Durchleuchtigen Großmächtig-
 sten Fürsten und Herren / Herren Carola Römischer
 Kaiser / zu allen Zeiten Weisheit der Reichs in
 Germanien / zu Hispanien / beider Sicilien und
 Jerusalem /c. König / Erb-Vertrag zu Dietrich
 als Regierenden Römischen Kaiser / Unseren All-
 erhöchsten Herren zu leben führen / wüßliche Leben
 seiner Kayser. Markt. oder zu ihrer Mayn. stant /
 dazelbigen und der Heiligen Reichs Statthalter und
 Regement / jeg zu Ehlingen wir Schriftlich
 aufstund / und die den vorgenannten Weiz. Rath
 und Gemeind der Stadt Kempten gedulichen zu
 Leben zuweilen unverschämlich. gezeiten haben / die
 auch von seiner Kayser. Markt. oder die Weiz.
 Statthalter / wie sich nach Rechten geordnet und
 Recht gehöret / auf ihren Kosten und ohne Unser
 Schaden zu Leben erzogen und empfangen wüß-
 len und sollen. Darzu wüßlen und sollen wir Abte /
 Lehen / Statthalter / Güter und Comant des
 Stants und Genuß Kempten / dazelbigen Bur-
 germeister / Rath und Gemeind der Stadt Kempten
 über diesen Unsern Verkauf und Pflichtiger Freid-
 dreier / Unser errent. Dierheit ohne Betrag
 und Wehret / Bewilligung / Confirmation und
 Autorität auf Unsern Kosten und Schaden erlan-
 gen und zu ihren Kosten antworten / sonst ge-
 büet. Und also sollen und mögen die vorgenannten
 Burgermeister / Rath und Gemeind der Stadt
 Kempten mit all ihr Nachkommen / selich verbe-
 stant Dietrich / Herrlichkeit / Hoch- und Nieder-
 Gerichte / verordnet Freidreier / Obdach / Weiden / Ma-
 lcia / Straffen / Wissen / Weisung / Statthalter
 und Wäldin-Kempten mit ihren Freidreier / Rechten
 und

ANNO

1525.

ANNO solches ingetribt / beßsen / genutz und genessen /
 1525. auch darben nichts aufzunehmen noch zuebehalten /
 dann wir hiebei genutz und geschriben ist / recht ge-
 reuen / fertiger und tüchtler sein / für allerunmöglich-
 zerung und Anspruch Christi. und Welt. nach so-
 demerrecht nach Landrecht / und nach dem Rechten
 ferner gefehd / also was rechtlich zerung oder An-
 spruch / die genanten Bzgl. Narbe und Gemeind
 der Statt Kempten oder ihren Nachkommen / an
 solchen Kauff der vielbekandten Auser / Auser
 Christi und Genuß Kempten / verkaufften Ober-
 teiten / Hoch- und Nider- Gericht / und der gemelt Frey-
 heiten / Herrschaiten / Nutzungen / Zins / Gült / Gü-
 ter / Rechte und Gerechtigkeiten / gemeinlich oder
 sonderlich besthebe oder widerstehet / der Christlichen
 oder Weltlichen Richter / oder Gerichten wie air
 und von wein das weis / daß alles sollen und wollen
 wir und Auser Nachkommen / den diegenannten
 Bzgl. Narbe und Gemeind der Statt Kempten und
 ihren Nachkommen / des Auser Fürst. Würden /
 Ehren und Tremen an geschworen Aushalt / für Ase
 und Auser Nachkommen ihnen von der Statt Kempten
 und ihren Nachkommen / auff ihr erst erfordert
 als Auser Vorsteher / wir und Auser Genuß Kempten
 solches ingetribt / beßsen / genutz und genessen /
 für recht leben / fertigen und wider / und sie des al-
 les vertreten / versprechen und versien / auch an
 allen gebührenden Orten und Andern / Richtern und
 Gerichten / Christi. und Welt. allerding eichig und
 unanßprechig machen / oder nach lehenrecht / Land-
 recht / und nach dem Rechten air und gunglich in
 Auser Kosten und ohne ihren abgang und schaden /
 tea aber wir und Auser Nachkommen die zerung
 auch alles anders / wir der und hernach geschriben
 stet mit them / sondern darzu schuldig sein werden / so
 haben die vorgenannten Bzgl. Narbe und Gemeind
 der Statt Kempten / und alle ihre Nachkommen /
 darnach wann sie wollen / sollen getraut und guet
 Recht / mit gebührenden Gericht / Christlich oder
 Weltlich / Ase / Auser Nachkommen / Stiff und
 Genuß / an allen Auser Herrschaiten / Ober-
 teiten / Renten / Gütern / Zinsen / Leuten / Aigen / Le-
 hen / Aigen und fahrenden Gütern / gegenwertigen
 und künftigen / mit allen ihren Freyheiten / Nutzen /
 Rechten / Gerechtigkeiten und Zugehörenden / allen-
 haben darzu anzugreifen / zu stehen / zu phen-
 den / die zu verlegen / zu verkauffen / recht / oder
 des neuen Kauffs auf der ganz / me und was so die
 betrennen und antommen indgen / und ihnen aller daß
 faget / an kumer stat daffur gefeich / alles ungefe-
 elter Ding gegen weniglich / damit so auch wichtig /
 freiden / mutparen noch verschulden sollen noch wä-
 gen wider bimen gegenwertigen und all künftigen Land-
 freiden / die Gulten Dull / Königlich reformation.
 kein Verainung / Mandat. Wähllich oder Hert.
 Concilien / Kaiserliche / Kraligliche / Fürstliche
 noch ander Gnad / Freyheiten / Gericht noch Recht /
 noch wider verainet in kein weis noch weis /
 wider soll Ase / Auser Nachkommen / Stiff
 und Genuß / noch kein ander Auser Ober-
 teiten / Herrschaiten / Nutzungen / Rent / Gült / Zins / Le-
 te / Aigen Lehen / Aigen und fahrend Güter / gegen-
 wertiger und künftiger / sumpt und frader nichtig
 bestehen / freiden / schewen noch bedechen / kein
 gnad / freich / privilegien damit wir Auser Nach-
 kommen / Stiff und Genuß von Wähllicher
 Gemeind / den Hert Concilien / Bischöffen / Ab-
 bischen Kasper / Königen oder ander Fürsten / lü-
 lich begnad und gefreit sein / oder in künftigen Zeit
 auf eigner bewuß / all strengen anhalten gefreit
 werden wider / kein Frey-Weiß / Recht / Gefaget /
 Gebet / Verbot / kein Verainung / Wiltmüs / Ge-
 schick / Gelat / Verwalt / kein exception.
 Auforderung noch Weisung des Heiligen Ruch-

ANNO 1525.
 Cammer / Hoff / Landes noch Statt-Gericht / noch
 sonst nichtig / das jemand wider zu unferzigung
 der Verkauft und Vererbung ertraden nichtet.
 Dann wir Ase dero auch aller geschriben und un-
 geschriben Recht / auch des geschriben Nichtet
 gemanter Vererbung eine deronige derstündige
 handlung / widersprechende. Desgleichen der ex-
 ception des ungeliten Gelde und des Rechts /
 daß die Kauff so aber den halben theil des offentlich
 rechen werden zuechtiger weis und betruglich be-
 stehen / unferziget / zu Latein deceptio ultra
 dimidium iusti prece genant / auch der res-
 titution in integrum. und gemainlich aller antere
 Gnaden / Freyheiten / Nutzungen und Rechte / wie die
 inner und außhalb Rechts. Ase und Auser Nach-
 kommen / Stiff und Genuß Kempten / auch Auser
 verkaufften Ober- teiten / Herrschaiten / Renten / Gü-
 ten / Zinsen / Leuten / Aigen Lehen / Aigen und so-
 werden güter dero zu Hoff und Hoff / eracht
 werden nichtet / für Ase / Auser Nachkommen /
 Stiff und Genuß Kempten / gegen den vor-
 dachten Vergrünstet / Nach und Gemeind der
 Statt Kempten und ihre Nachkommen air abstand
 und dazu als neg genlich verlegen / belegen und
 unferziglich gemacht haben / und thuen daß
 mit rechter Weis / in Crafft des Weis / wir daß
 nach Ordnung und Satzung / geschriben und un-
 geschriben recht mit gemanter und notdürftiger ge-
 lennt und verlichen vor allen und jeden Christli-
 chen und Weltlichen gebührenden Richtern und Ge-
 richten zum forablichen beschehen / und zum be-
 stehen für allerunmöglich verstellen und ab-
 sprechen / bekommen gut / Crafft und macht hat / ha-
 ben soll und mag / ferner gefehd / alles so lang daß
 den effgenannten Vorgrünstet Rath und Gemeind
 der Statt Kempten und ihren Nachkommen / daffur
 Kauff der hader bestimten und geschriben Ober-
 teiten / Herrschaiten / Zins / Gült / Güter / Recht
 und Gerechtigkeiten / wie die hader ander / gleich
 erant und begriffen sind / und wir Auser Vorsteher
 wir und Auser Genuß Kempten solches ingetribt
 beßsen / genutz und genessen / gefeich / eichig und
 unanßprechig gemacht und in allweg schuldig und
 unlagap gehalten haben / alles auf Auser Kosten
 und an allen ihren schaden / ob auch daffur Kauff
 und verlegung Weis in künftigen Zeit von Ase
 faher oder andern zulässigen sachen / in seiner Sub-
 stanz anseier mangel oder gebrachen / an Perga-
 ment / Scheuß oder den Eigin bekommen / und
 die Eigel air oder zum theil darzu erlösen oder
 verlegt werden / daß alles soll ihnen / ihr lehen und
 glietern an den obgenannten Ober- teiten / Herrschaiten
 Gerechtigkeiten / Zinsen und Gütern kumen nach-
 theil / Mangel oder gebrachen geblen / und wir
 Auser Nachkommen / Stiff und Genuß Kempten
 noch jemand den Auser wegen was der gegen
 ihnen / ihr lehen und güetern air gebühden / streuen
 noch getrichen in anich weis / und deroer Ase /
 Auser Stiff und Genuß Kempten Weis und
 Schriftlich Aushalt / und die hiera bestimten
 Auser verkauffte Vergrün / Herrschaiten / Hoch und
 Nider-Gericht / und vortemelt Freyheiten / Ge-
 rechtigkeiten / Nutzungen / Rent / Zins / Gült / Gü-
 ter / Recht und Gerechtigkeiten sagen / erant wer-
 den / und air beirähig haben sein / ob dann die ge-
 schriben Weis und Schriftliche Aushalt in künftigen
 Zeit erunden oder gezeit werden / so sollen doch als
 ke Kerslich / Königlich und Fürstlich Confirmacionen.
 Verdring / Freyheiten oder ander Verdring-
 bungen in den Punkten und Articulen der verkaufften
 Vergrün / Herrschaiten / Hoch und Nider-Gericht
 vergemeit / Freyheiten / Gerechtigkeiten / Zins /
 Gült und Güter betrennd und antreffend / so mit
 wissenschaft in Crafft des Weis / der allen Rich-
 ten

ANNO
1525.

tern und Berichten / Gaislichen oder Welschen
ausser ab: thun aufgeben / verhalten nit mehr
wichtiglich n noch fertig und eigentzen Burger-
maister / Rath und Gemeind der Statt Kempten
und deren Nachkommen ganz ungeschädlich sein / und
wie / Unser Nachkommen / Erbsitz und Gutschuss /
Uns derselben weder se in Ewig Zeit nit gebrach-
ten noch geschien sollen noch wollen / in kein weis
noch weg / wie das inder endtacht oder fingenommen
werden möchte.

Wir obgenanten Abbt / Tschant / Statthalter / Cu-
stor und gangze Convent des Stiffts und Gutschuss
Kempten / geben und versprechen auch für Uns /
Unser Nachkommen / Stifft und Gutschuss des lo-
sen Fürstlichen Wärdens / Ehren / guten treuen / an
geschickener Anstellung / disen verkauf und verscheu-
lung mit allen ihren Puncten und Clausulen / ene
alles Abkömmlingen / Nachkommen / Anschlag und
Widerung / was / versch / soll und unterbrechen zu halten
darwider nimmer nachig zu reden / zu handeln noch
zu thun durch Uns selbst / noch niemand den Unseren
wegen suchen gestatten / auch das Wort des Nichters
nach einem Doctoren hinweg nit anzurufen /
doch Uns / Unserm Stifft / Gutschuss und Nach-
kommen an allen andern Unsern Dörfern / Herr-
lichkeiten / Lebensschaffen / Freyhaiten / Gerechtig-
keiten / insonders laut als besagtes Register und
Brieffen vorbehalten / und allen unterkauften Nach-
kommen / mit Herkommen und Rechten un-
vergriffen / unanachteilig und ungeschädlich / alles auf-
recht / rechtlich / arglist / list fund und gefühd / hier-
in verzeihen und ausgelegt sein sollen. Und des al-
les zu waren offenes Urkunt / se haben wir Abbt
Sebastian von Weizensein / und wir Tschant
Statthalter / Custor und gemeiner Convent obge-
nant Unser Abbt und Convent Insigne / für Uns /
Unser Nachkommen / Stifft und Gutschuss offen-
lich thun schreiben an disen Register Kauf / Brief /
und darzu haben wir alle samentlich mit fleiss und
einst erdinen die Erwähnten / Gaislichen / Eiden
und Besten Unser lich Herren Freund Bettern
Schwägern / getreuen und besondern Herren Peter
und Herren Philippus Abbt der Wärdigen Guts-
bauer Peter und Hans / Adam von Stren / zu
Kempten / des Schwabischen Rades Rathe / In-
rigen den Bepfand von Kennat den Eltern / In-
deressen von Hochzeig zu Baisitz Pfleger zu Rie-
tenberg / Maurit von Altmanshofen zu Altmans-
hofen Unsern Landt / Vogt / Jorigen von Werden-
steyn zu Werdensteyn / und Caspar von Hagens-
hofen zu Baisitz / dass se ihre angen Insigne für
Uns / Unser Nachkommen / Stifft und Gutschuss
zu besagung alles obgeschriebens / doch thun ihren
Gutschussen / Nachkommen und Eiden / sament-
lich und fonderlich in allweg ene schaden / auch
offentlich an diesem Kauf und Register / Brief /
gebend haben. Unden und beschehen am Samstag
vor dem Sonntag Jubilate / der do was der sechzt
Tag des Monats May / nach Christi Geburt
fussfichenhundert und im fünf und dreissigsten
Jahr.

CLXXXIII.

6. Mai. Articuli, So Abbt und der Convent zu
Kempten / dem der Rath dahitit nach be-
schriben Kauf gegenwärtig / für sich und ihre
Nachkommen zu halten und zu vollziehen / sich
verzeihen und versprechen. Geschien am
Samstag vor dem Sonntag Jubilate Anno 1525.
[LUNIG, Teutcher Reichs-Archiv. Part.
Spec. Continuata. I. Fortsetzung III. pag.
358.]

C'est-à-dire,

ANNO
1525.

Articles postérieurs au Contrat de Vente, lesquels
l'Abbt, le Convent, & le Magistrat de
Kempten, ont promis respectivement d'ex-
écuter, & d'accomplir. Le Samedi avant le
Dimanche Jubilate. 1525.

Wir Sebastian von Gottes Gnaden Abbt /
auch Tschant / Custor und gangzer Convent
des Gutschuss Kempten / Sant Benedicten Ordens
Erlanger Bisthums / dem Rätlichen Stult zu
Kempten ohne mittel unterworfen, Schenken offen-
lich für Uns und Unser Nachkommen / und thun
kündet allermählich / Als wie des Fürstli-
gen / Erbsitz und Wessens / Unsern besondern
und Lieben Nachkommen / Burgermaister / Rath
und Gemeind der Statt Kempten / aus Craft und
Bermögen eines Compromiss zwischen Uns Ver-
derstet besetzt / aufgerichtet / Unser und Unser
Gutschuss Oberthan / Herrlich / Auswegen /
Wärd / Riez / Nicht und Gerechtigkeitz / in der
Statt Kempten / und aus Thail aufschreiben / und
Fried / Ansigkeit und Erhaltung willen guetter
Nachbarschafft / inhalt und besag der Register / so
vor beider Thailen einander übergeben / bewilligt
versetzt und aufgerichtet / kauflich gesetzt und ein-
geantwurt / dass wir für Uns und Unser Nach-
kommen und Gutschuss / gegen benannten Burger-
maister / Rath und Gemeind der Statt Kempten
und ihre Nachkommen / in solchem verkauf und über-
geben / nachfolgend Stadt / Puncten und Artikel /
austruchentlich Insigne und behalten haben / wie
dann die in den Königlich Sprachen und De-
clarationen verhalten versetzt aufgangen und ver-
handen / begriffen sind / also das wir und Unser
Nachkommen hinfür zu berderst / die samentlich
und fonderlich des Unsern Ehren / Wärdens
und gueten treuen an ains geschwornen Admitt gegen
einander stet und unterbrechen halten und ver-
zeihen sollen und wollen / wie hernach geschriben
stet.

1. Anfangs / wa wir Abbt oder Convent zu
Kempten / Unser Nachkommen oder Bermögen zu
einem oder mehr Burgern / oder Inwohnern zu
Kempten jeto oder künftig Zeit amich Sprach
und vorderung zu haben bermögen / die mögen
und sollen / die Welsche sachen dem Gaislichen
Nichter / die Lehen-sachen vor dem Lehen
Nichter und Mannen / und ander Welsch sachen
vor dem Stammaann und Gericht zu Kempten
suchen / und dahitit mit Recht austragen / ohne
wideret.

2. Beret / wa niner oder mehr / von der
Statt Kempten / aussersiben der Statt in des
Gutschuss Kempten / Hechen und Nideren Gerich-
ten Frädel / und dahitit betreten wurden / der
oder dieselben sollen des Gutschuss Antrittern sol-
chen Frädel bezahlen / wie ander / an den Dörfern
zu thun pflegen / auch sollen die von Kempten des
Gutschuss Antrittern / die und ander Frädel so
sich in Unser Hoch und Nideren Gerichten be-
geben / anderwärts von apnen jeden einnehmen
lassen / wo aber die so also gefühd hätten / in
des Gutschuss / Hoch- und Nideren-Gerichten nit
betreten wurden / soll der Amtmann in des Ge-
richt der Frädel beschütz / den Wärdern in daz-
sig Gerichte zu trete verzeihen / und se die er-
kennen / mit recht kausen / welche aber aufziehen /
nichts beistminder in Nideren sachen / daz-
sigen soll es mit denen / so in der Statt Kempten
frädel und recht darin betreten / auch gehalten
werden.

3. Item;

ANNO 1. Item, wir Abbt und Convent, noch die
1525. von der Statt Kempten / sollen keiner in des an-
dern Oberkeit / oder sein Verbot / gestatten / Ding
anzufassen / noch anders thun in irem.

4. Item, es sollen und mögen auch Burger-
meister und Räte zu Kempten / den Bruggell be-
sitzen für und für inwachen und innehaben / doch
sollen sie die bruggell bündel und wegnelich darvon
haben / und das Abbt- und Convent-Diener / und
ander Unser Genoss / Leut / bey den Zechbäuren
und Dietern / die vor solch Zelle haben haben /
bilden lassen / und darvorn nit beschneiden.

5. Item, der Abbt zu Kempten / solle der
Statt daselbst bleiben und wohnen / doch sollen
des Reichs auch des Genoss zu Kempten Unter-
thanen und sonst nemlich / die solch Zelle / von
ihren Renten / Zinsen / Rugen und Gütern und
andern so sie zu ihrer Leibe Nahrung gebrauchen /
und darmit sie kein Kaufmannschaft treiben / frey /
und den allem die / so Kaufmannschaft treiben /
jeden schuldig sein / wie dann das die Kaiserlich
Freiheit demselben Statt darvorn gegeben stündigen
inhalt / was auch hinfür in die Statt Kempten
etw durchtuch gefahrt werden / zuverkauffen / das das
selb den verrecklichen soll verput werden / noch auch
dem so er zu Unserm Speiß / zu Unser und Unser
Freiwilliges des Nahrung zuverkauffen / in der
Statt Kempten / kauffen und als gassig noch
seines Handwerks halben etw in ander wegz / ver-
etw nit durchtuch noch verkaufft / solch wegz getragen
etw auff Wägen oder Karren / die aus selb oder
and antw und lohn / etw dergleichen sein / und
etw in die Statt Kempten geführt / wider von
derselben gesellen / Renten und Gütern / nach ver-
kauffen freyung / nach auch den Karren oder Res-
sen / dadurch das geführt werden / auff dieselben
formen den Abbt Zell jucken nit schuldig noch
schuldig sein / doch das in sellichem allem kein ge-
fähr gebracht werde / und ain jeder der jehe-
licherer müssen aus der Statt Kempten tragt / etw
führt / so des / von der von Kempten Zollner begehrt
wurde / auch schuldig sein sollen mit Handgebenden
treuen zu geben und zuverleihen / das das
se alle des Abbt Zelle halben frey durchzugel
etw jucken begehrt / oberhandt müssen gesellen
Dien und güt sein / oder zu der künft und seines
Zugstehers Leibe nahrung und nit dertw zuverkauf-
fen gebracht werden sollen.

6. Item, der dreier Höff halben davon der Kö-
niglich Spruch oberhöret sagt / diene die von der
Statt Kempten Unser Abbt und Convent vorbestimmt
nach sig derselben ihres Königlichem Spruch ge-
geben haben / und ihnen aber bisher nachmalen kein
antwort gesellen / sonder dieselben Unser Abbt und
Convent / deshalber abtragen nach ausweisung ihres
nichtbestimmten Königlichem Spruch gefordert ha-
ben / ist beklagt / das die jggemeine Höff / den
berotten von der Statt Kempten bleiben und zu-
stern / und so dagegen / den Unser Abbt und Con-
vent / für den abtrag beschreiben / in dem vorbestim-
ten Königlichem Betrag / hundert und zwanzig güt-
ten Reichs geyt darz treiben und bezahlen sol-
len / doch das diene Höff und güter / so erst das
zu soll stand / den jggemeinen Genoss Kempten
zu Lehen erkennen und empfangen werden / wie
sie gehört.

7. Item, wir Abbt zu Kempten sollen auch dem
Speiß daselbst / Unser Genoss freye Lehen /
namlich den Baldstein / mit seiner zuverleihen /
auch den Witten und Knecht zu Kempten
gütlichen Lehen und die durch einen statlichen
eigenen Lehensträger / der an staz des Speiß /
den Genoss darvon diene / als sich von selber
lehen zu thun gebürt / allwegen empfangen wer-

den / und soll demnach ainmal von derselben Epi-
tals wegen / das Genoss Kempten frey Lehen
kain eyn and Abbt darvorn gunt und treiben / nie
mehr annehmen / sondern der insig gen / und das
Genoss darvon nicht lassen.

8. Item, die Nachmalen sollen auf den Reich-
weisen ungeführt / wie den alter dertommen nit
gehalten / und darvon den von Kempten der Lehen
von Unser Abbt und Genoss daselbst gunt gel-
chen / und sie der beschaffung haben / gehalten wer-
den / auch wie von alter dertommen ist.

9. Item, als wir und Unser Vorfahren bisher
der von Kempten Statthaltern ab Nutzen und
Unser Genoss kosten darvorn geben / auch der
zeit so man dert genit zu Sant Manggen abzu-
ten / mit Lissung unterhalten and etw von
durch unser Landmannen gesellen / dertommen die
Meyer und unsse dertw Juchid / so sie an
der Aelichen Witten den Hoff kommen sind /
und den Witten auff der Hut gewessen haben / mit
anem frucht pflanzung dertw / und darvon den
Erdelhoff / Waghel / Waghel / Waghel /
Weg and andt dertw / so wir dann / so den von
Kempten künftlich zugeht / in den wegz be-
halten haben lassen / das wir Unser Nach-
kommen und Genoss solch darvorn dar-
stellung / Witten pflanzung / Meyer Fruch
and auch der bestrung und bawen ungemel
schid / kauft und güter allertw ab und erlassen /
und verhalten hinfür inwachen schid / jucken
nach verhalten / besunder des alles ang ledig / ledig
und unanständig dertw / sein und bleiben etw an-
zug und Witten.

10. Item, der wegz so durch den Kempter Wald
geht / so den Unser Abbt und Convent / auch den von
Kempten in gemeinen Erben wesentlich gehalten /
und das Holz so viel das die neuwurt erfordert / aus
derselben Wald darvon zuernehmen / doch soll das juck-
lichen / und Unser Genoss und Unser armen
Leuten an ihren matten / Renten und dem Holz-
schlagen ungeschädlich gebracht werden / darvorn
sollen wir und Unser Nachkommen zu beiderseith
den Zell samendlich miteinander einnehmen / and
die von Kempten / des sie sie bisher auf dann d
Weg gelegt haben / anständig von dem Eingewen-
nen / and ob ihnen nichts daran abgieng / von dem
künftigen Zell gelt bezahlt werden / doch dem Einst
zu Auszug an künin bilden etw des dertw
Zells ungeschädlich / also wann den von Kempten sel-
che Bezahlung beschiden ist / das derselben Einst
dertw halt etw ledig / und Unser Abbt / Convent /
und der Statt zu Kempten abgen.

11. Item, die Burger zu Kempten sie sitzen in
der Statt / etw den Bersteten / indigen ewiglich zu
einer jeden Zeit / Zimmer- und Wenzel im Kempter
Wald zu gewanter Statt und der aller neuwurt
schlagen / und darvon führen / den Unser Abbt und
Convent zu Kempten / Unser Nachkommen und sonst
allermengeltz Lehen und Hindertw / doch sollen
sie nicht darvon hingeben noch verkauffen / unger-
lich / beschreiben wir Abbt und Convent zu Kempten
den Holz in denselben Wald schlagen / das zu Unser
und Unser Genoss neuwurt lehen / ver-
kauffen und lehen machen / doch dertw /
durch selchen gebrauch Unser Genoss Genoss-
keit / die Statt noch die Burger zu Kempten / in
ihren neuwurt keinen abzug lehen. We auch
die von Kempten genoss / einen Lehensträger /
sie ob Witten geschick mit vernehmung /
Unser Abbt und Convent daselbst Witten und Wald
den anfang / etw und etw / auch einen Lehensträger
in Kempter Wald gebat haben / solle ihnen selch
Dienstbarkeit / Witten folgen und bleiben / wo sie
etw das nit stückten / sollen sie sich des eyn Unser

H h h 2

Abbt

ANNO

1525.

Abbot und Conventus gnuß und willen verret nit gebrauchen.

12. Item, der Burgerzweig ob der Stadt Kempen soll derselben Stadt beliben; inmassen wie der dazvorkunft ist; ohn Unser Abbot und Conventus Zertung und Hindernuß.

13. Item, was wir Abbot, Convent und die von der Stadt zu Kempen des Hinbergangs habben; stetig wurden; soll oder Thail / von der nächsten Nachkommen; und so fer es bidden Vordiensten gesüß und der gemessit ebracht; ander noch dazvorkunft; und was die einhelligkeiten; oder der mehrer Thail auß ihnen darinnen machen und beschließen; dardes soll es ehn wangerung beliben.

14. Item, es sollen hinfuro baid Schulen / in und außserhalb der Stadt Kempen beliben; und den Schulen freye Will verhalten sein / welch Schul sie wollen haimpulsuchen; ohn Unser Abbot, Convent; auch der von Kempen Zertung und Hindernuß.

15. Item, was sonder Persohnen berührt; / stillen wir oder Unser Nachkommen; baidseitig verhalten etlich verweisen; der unterthen sich speen gütlich hingsagen; wol aber daß nit sein möchte; soll jeter den anderen suchen; an dem Enden da sich daß gebührt; wie recht ist; also daß der eider dem antwortet nachfolge.

16. Item, daß auch Burgermeister, Rath und Gemein der Stadt Kempen; thainer zeit einichen Plais noch auß-Burger / Mundt noch Schmeichelt; in der Grafschaft Kempen wohnhaft und gesessen; zu Burgern noch zu beschützen und schirmen annehmen; halten noch haben sollen noch wollen; doch so mögen sie Edelkeit; zu Burger und Schmeichelt wol annehmen.

17. Item, und diweil wir all Jinker und Jinker so auff hütigen Tag zu Kempen gesessen und Burger sind; aller ungenossamen sül und heptrecht; auch aller Jinkerschaft und recht erlassen; erledigt und frey gemacht; noch darnecht haben wir also hütin vorbehalten; ob auch hinfuro Unser und Unseres Genuß Jinker mit ihren Haushawen und Rauch; in der Stadt Kempen sigen; daß sie die von Kempen; sie darnach zu Burger wol annehmen mögen; und so dieseligen wiederum herausgeben; sich dero wie vorbest erklachten; Doch sollen die von Kempen das Genuß daiselst an sein freyen Jinkern Mann und Frauen Persohn so in der Stadt sigen; an der ungenossamen und den Jinken nit hindern noch irren; sondern sie denselben Genuß beligen lassen.

Wann sich nun hinfuro einer oder mehr des Genuß freyjafer in die Stadt Kempen thun; und daiselst Burger werden wollen; dann der oder dieseligen ihre ghemer außserhalb der Stadt Kempen gelegen beliben; und in die Stadt wurden; sullen sie juckow macht haben; doch daß sie Uns Unser Nachkommen und Genuß darvon stehen und thun wie sie vorher; diweil sie daruff gesessen sül; gheben haben; ausgenommen die Persohnlichen dienst; wann sie aber über lach oder lang darnach dieseligen Güter samwelch oder sonderlichen verkauffen wollen; daß sie solchen verkauff amen des Genuß Kempen Mann oder freyen Jinker; und wannet anderen thun sullen; darmit dem Genuß beliben im Stehen und andern kein abbruch geschehe; alles ungeracht; wann auch ein Manns-Persohn in was gestalt der des Genuß Kempen Jinker; und Burger zu Kempen were oder wurde; ein Freye in der Ehe nimpt; daß dann derselb Uns Unser Nachkommen und Genuß Kempen; sie Vorn derselbigen verheirathung und ungenossamen geben und annehmen sül; den werche des Jinkers und zwanzigsten

taile; aller seiner hoch und Gheiter; daß in summa se den hundert gheiter oder soviel worth die guldin beirgt; und darmit die Kinder so dieselben Ehrlich mit einander überkommen und ihre Nachkommen frey gemacht sein und beliben; es aber ein freyer Burger zu Kempen ein Jinkern Unseres Genuß Kempen nehme; in was gestalt die ein Jinkern were; sullen wir noch Unser Nachkommen; Genuß von derselben Mann und ungenossamen; blücher verpachtung seine Vorne verheiraten; noch nennen; selches beschreibe dann mit Ratzen; und auch dieseligen Jinkern wollen; und so aber blüch Vorn jederdieser massen; mit wollen genumen und gegeben werden; sullen alsdann derselben Eheleich Kinder und die Nachkommen wie verheiraten; auch frey und leich sein; beliben und also gehalten werden; doch daß dieseligen Jinker oder Jinkern; so fer daß von Uns begert wurde; vor entrichtung blücher Vorne den werch ihre hoch und Gütern bey ihren Leiden die sie beliben süllich zu GDN und den Hausgen thun; beliben sullen; darmit blüche strag gleich gewerbet und eingenommen werden möge; und wa sich darnach dieseligen Jinker wiederum aus der Stadt in die Grafschaft Kempen mit wohnung und wesen thäten und daiselst entziehen; daß es dann ihrer Persohnen halben gehalten werde; wie obstat; doch daß die Kinder so blüch Jinker oder Jinkern; die die perre geben können; überkommen; nicht die stammet frey beliben und sein. Wir und Unser Nachkommen Abbot und Convent sollen hinfuro freyen freyen Jinkern Mann oder Frauen; Ehen oder Leichten Burger zu Kempen zu werden; oder auch sich zu freyen Persohnen; in der Stadt in Ehe verheirathen und zu verheirathen; durch kaiserliche gebot oder verheirathung abziehen.

18. Item, wir und Unser Nachkommen sullen und wollen auch den vorgenanten von Kempen; zu den Werken und Wurmthemen; Inbalt des Kaufbrieffs; darumb ausgangen; heit jucken schuldig sein ohn widerret.

19. Item, es mögen auch die von Kempen auff ihre eignen grund und Boden; beliben; Schmitzen; Lasteren und Hütten bauen; wie samst der Lasteren zum Noth inhaben und halten; aber an andern Enden da wir Abbot, Convent; und Unser Genuß Kempen Hoch- und Nider-gericht haben; sullen die von Kempen dergleichen Wam keine ohne Unsern gnuß und willen von neuem nit stinemen noch machen.

20. Item, wir und Unser Nachkommen Abbot Convent und Genuß mögen auch auff Unseres Genuß Grund und Boden bey denselbigen Genuß; und andern Enden; Pöle weilt der die notturst erhauffet; und laß zu Unserem Wesen und Genuß jülich und geüchlich sein; ohne irtung und Verhinderung der von der Stadt Kempen aufrichten; aber zu Verdrigung des Kiekers; sullen noch mögen wir keinen Bau stinemen; ohn aus Römischen Kaiser oder seiner Marckant Nachkommen am Reich; Kaiser oder Königin Rath; gnuß und verwilligung.

21. Item, die von Kempen mögen und sullen auch daß Sachpöschin vorm Kieker Thre; wie daß jeh begreiffen; wol weig thun; oder wie es jeh gestalt ist künfftig beliben lassen ohn Hindern.

22. Item, wir und Unser Nachkommen; des Genuß noch die Jinkern sullen auch in aurer weisweg und die Stadt Kempen; daiselst keinen effen Marchen halten; doch mag ein dem Mann dem ndern thora; oder anders ihn damit seine Schützen zu beliben; oder zu notturst seiner lreß Marung wol verkauffen; darvon ist auch derlich arm Mann noch wir Abbot und Convent von Unseres Genuß

ANNO

1525.

ANNO

1525.

Zinsen / Pfaffen und glücken / wann sie die verkauffen
 keinen Zuberlohn gegeben schuldig / was sie aber auf-
 gehalten des Kaufmannschafft treiben wollten / sol-
 len sie mit dem Zuberlohn / und in ander Weg wie
 ander so Kaufmannschafft treiben / gehalten / und des
 nie rüff. n werden / doch daß wir daran sein and
 erullich verfügen / daß die Unken bey ihren Mü-
 llinen und Häuffen in einer weit wegs ausschauen
 der Statt Kempten gelegen / mit Korn / Salz / o-
 der andern mit Kaufschiff treiben.

23. Item, wir und Unser Nachkommen / Abt /
 Convent / und Gensshof Kempten / sollen und mö-
 gen den Stetge an der Pfar gegen Unser Gensshof
 Kempten werre / in seinem Anfang und Thier der
 Berdschuch weit und breit / und mit weiter und
 furer / durchaus / fies Berdschuch weit und breit /
 und auch mit derer weit breiter / und je ein Joch zu
 demschüßig stet / derschüßig Berdschuch von an an-
 der stende / und mit nach je aneinander / und es dem
 berder anfang und Thier gegen dem Gensshof
 werre / ein stochwerch und blüßlich Wohnung bu-
 en und machen / und in dasselbig stochwerch oder
 Kauf ein auffschende Bruchten stellen / oder sonst
 beschließen lassen / daß sollicher stet dadurch ver-
 wehren seye / damit den gemelten von Kempten / auch
 den Nachbarn dazselbst und / noch sonst jemand
 dadurch oder darüber kein Gewalt oder Verhete-
 lung zugefügt werde / und daß in Ewig Zeit der
 jetzemelt stet verseyt bleibe / und allem zu no-
 thdürftigen Wandel Unser Abtes Convents und Gens-
 shof Zugehörigen und Verwandten / mit Reiten und
 geen geßnet und gebraucht werde / ungeschick / und
 kein Kaufmannsch. Ort oder anders Reithof / daß
 den gemelten von Kempten an ihren Jöden / Wang-
 gelt oder Mächtigen abbruch oder schaden thun möchte /
 darüber gebracht werden / daß auch hiesse in Ewig
 Zeit / wir Abt und Convent ehegemelt Stetwerch
 und Kauf mit einer erbliden Waass Person
 besetzen / und made und gewalt haben sollen und mö-
 gen / derschüßigen Person / so oft die abgen oder
 sonst unruh werd / oder aber / daß sonst anseht
 nöthigung sein / zu verordnen / und an der ihr Statt da-
 selbsthin zuverordnen und jucken / doch so oft wir
 also anzu aufsummen / daß wir solcher ehnverziehen
 den gemelten von der Statt Kempten verbunden und
 zu wissen thun / und darüber einen Tag auff ein
 kurze Zeit in Unser Gensshof kommen / darauf sie
 die ihren schickten mögen / und also dem den wir
 also uffsummen haben / in Unser und der Statt
 Kempten dazu verordneten antworten und gegenwör-
 tigkeit Unser Abt / Convent und Gensshof / und
 Burgermeister Rhat und Gemeind der Statt Kempten
 geleben zu Göt und den Heiligen schwören soll / daß er
 den berührten stet getreulich und mit
 sich verhalten und verseyt halten / und allein ege-
 schencke massen mit reiten und geen und sonst mit
 verret noch anders gedungen lassen / oder jemand
 gestatten soll noch wolle / ungerathlich / doch daß si-
 lich anspide Unser Abt / Convent und Gensshof
 und Unser Nachkommen / sonst an Unseren Ober-
 werten und Nachten unvergeßlich und ungeschick
 sein soll / was auch über kurz oder lang Zeit die Statt
 Kempten durch Herten / Gens / Ritterschiff oder
 Gemeind / berecht und besetzt werden / und der
 Krieg so treffentlich wille / daß dieselb Statt oder die
 ihren vertheidigt dadurch beschädigt werden möch-
 ten / sollen wir Abt und Convent und alle Unser
 Nachkommen schuldig und gebunden sein uff der ge-
 melten Burgermeister und Rhat zu Kempten / oder
 die Nachkommen erinnern und bezühen solchen stet
 absetzen / nemlich der Herten bescheiden stetge
 den jenen Zeiten nicht beynander abzugehen / darmit
 ihnen in Zeit solcher Noth / kein schad darüber ge-
 schehe / was aber sollicher durch Unser Abt und Con-

vent berathet / und derselbig stet also wir letzter-
 melte / mit abgesetzt wurde / sollen die gemelten von
 der Statt Kempten Herten und der Herten schaden
 und unruh zusehen / und auch haben / den
 stet in derschüßiger massen selbst absetzen /
 und damit gegen jemand nicht geschädigt noch
 verschadet haben / wann aber sich Herten und Reithof-
 schafft ihr endschafft gewinnen / mögen wir und Un-
 ser Nachkommen darnach den berührten stetge
 widerum egeschnitten massen und weise und nicht an-
 dert / verret und weiter aufsetzen / bauen / haben /
 halten und gebrauchen / ehn geschick.

24. Item, was Clagen und sachen sich von Bur-
 ger und Bürgerin / oder andern wie die gemelt sein /
 begeben / eigen Gärten / Grund / Boden / oder
 Gärten so außerhalb der Statt Kempten gelegen /
 die der Bürger zu Kempten freen / auch daß Ein-
 schuß zu Sant Ertzen / die Wäldern / den Zigel-
 stadel / Spitalhof / den Herren Wäldern bey Sant
 Lienhardt / die Wäld und Hammerfchmitten zu Kot-
 ten / Kirchstall und Himmang / oder die dreie Stie-
 zu Hilsch / steht dann der aller den Bürger zu
 Kempten / jezo zugehen und hiesse dann über-
 kommen und haben werden / beriet / so die Bur-
 ger zu Kempten / außer der Statt Kempten und den
 jedschmitten stöcken und glücken und daren durch
 sich selbst oder ihre gebiet Knecht und Hausgesinde
 bauen / daß dursien clagen und sagen der dem
 Souvergericht zu Kempten / gerechtstetig und auf-
 getragen werden sollen / wir recht ist / doch aufge-
 schaden und hindan geist faden und herten so den-
 halb für Gütlich oder hohen Gericht gethien / die
 sollen an denselben Enden gerechtstetig und aufge-
 tragen werden.

25. Item, wir haben Uns auch hierin für Uns
 Abt / Convent und Gensshof und alle Unser Nach-
 kommen gegen und mit bemelten Burgermeister Rhat
 und Gemeind zu Kempten bewilligt und begeben /
 bey ehegemelter geleit und versprechung / daß wir des-
 selbigen Burgermeister Rhat und Gemeind zu Kempten /
 kein ihr Feind / angerben oder aus ge-
 rürten Bürger in Unser Dörft und Erbschafft
 Kempten zu keiner Zeit mit einhalten sollen / doch
 daß Gensshof Freyung darin sie sich gebiet zuge-
 brauchen / unschädlich / der gleichen sollen auch
 Burgermeister Rhat und Gemeind zu Kempten kein
 offen Unser Feind / angerben oder aufgetreten
 Unterthanen / eigenlich noch Zerst / wider Uns
 Abt / Convent Unser Gensshof und Nachkommen
 in ihr Statt und Freistulen zu keiner Zeit mit einhalten
 in kein Weg.

26. Item, wir und die von Kempten Unser
 Nachkommen Anbrethenen / Bürger und verwandten
 mögen / wöllen und sollen auch / mit und gegen ein-
 andern Freundlich und Nachbarnlichen handeln und
 wandeln / ohne Unsers jedschüßis und der seinen Ver-
 hinderung und Jach / doch und Benachblichen hierin
 Uns Unser Nachkommen und Gensshof und ausser-
 halten sich der bestanden Mächtigen und Degrossen-
 vordereiten / alle Obrigkeit / Herrschafft / Hoch
 und Nieder Obricht / Gebort / Berort / Rreit /
 Dusen und Erbsch / besunder was Rreit gegen
 dem Gensshof und der Erbschafft außerhalb des
 lichen Mächtigen und Freistulen / von Malsch
 Rreit / oder andern anrecht geschicht und begangen
 verret / dasselbig alles und jeres nicht annehmen
 sollen Unser Abt / Convent Unser Nachkom-
 men und Gensshof alle Unser Abt und Unschick
 zusehen und zu Dusen beliben und zustehen / dar-
 an unbehindert den Burgermeister / Rhat und Ge-
 meind der Statt Kempten und sonst allemächtigste
 von ihr wegen in allem.

Und es hiesse über kurz oder lang Zeit von Uns
 in diesen Unseren verordnen und aufsummen jedschig

H h h 3 auf

ANNO

1525.

ANNO
1525.

auf dergleichen oder Unnothigkeit füzugangen wär /
wieweil stuch alle und jeder selber wie und Unser
Nachkommen darderselben gegen einander halten und
vollziehen in aller was als ob sie auch in diesen Be-
griffen brief bestünde und angezigt wären / wie dann
selbstes von alter herkommen ist / alles ausspricht / ver-
stetlich / getreulich und ungeschlichen.

Nad des alles zu wozum offen bekunde / so haben
wir Abte Sebastian von Beutenstain und wir Tru-
ant / Statthalter / Cusler und Genssler Corkeut
edgenant Unser Abte und Convents Insigelt für
Hoch Hoch Nachkommen Crist und Vondschiff of-
fentlichen thun kundten an diesen Begriffen Brief /
und darzu haben wir alle sandtlichen mit Giff und
Erfuß erbeten / die Fürwärtigen Gensslichen Erben
und Witten / Unser lieb Herren / Junker / Vetter /
Schwäger / getreue und besondere Herren Vren
und Herren Wilsen Abte der mächtigen Gens-
schaft / Hrk und Hrn / Adam von Stein zu Kren-
sperg des Schwabischen Bundes Abte / Jörgen
von Wangen zu Krennau / den Eltern / Erben von
Hechingen / zu Bülking / Pfleger zu Nördberg /
Maurig von Altmanshoffen zu Altmanshoffen No-
stern Landtrög / Jörgen von Wertenslein / zu
Wertenslein / und Cusler von Heimenstoffs zu
Burgera / das sie ihr eigin Insigelt für Uns / Unser
Nachkommen Cristlich und Crist / zu besagen
alles erschiedens / doch thuen und thuen Genss-
lichen / Nachkommen und Erben / sandtlichen und
sonderlichen / in allweg ohne schaden / auch ersicht-
chen an diesen Begriffen brief geschickt haben / Vren
und bescheiden am Samstag der dem Sonntag Ju-
bilate / der da was der Ernttag des Michaels
Maren / Nach Criste gedenck fünfzigshundert
und im fünf und zwanzigsten Jahre etc.

CLXXXIV.

Confirmation Jhes Königlich / Kayser / und
Königlichen Mayestät Carls des Fürst-
ten / über vordoch geschehen dem Crist und
der Stadt Kempen anverordneten Kauf. Geben
in der Stadt Sevelen in Antwerpen im Jahr
1525. dem 15. April. [LXXIX, Teutisches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I.
Fortsetzung III. pag. 163.]

Cest-à-dire,

Confirmation de l'Empereur CHARLES V. sur le
Contrat de Vente, passé le 15. avril 1525. entre l'Ab-
baye de St. Magistrate de Kempen. A Sevelen
en Antwerp le 15. d'avril 1525.

Wir Carls der Fürst / von Gottes Gnaden
Königlicher Kayser / zu allen Zeiten Meyster des
Reichs / König in Gemenen / zu Castilien / Ar-
ragon / Legion / beider Sicilien / Hieronien / Hun-
garn / Dalmatien / Creten / Navarra / Graua-
ren / Gallien / Valenz / Gallien / Biscaya / His-
palien / Saraguen / Corduben / Corsea / Murcia /
Granada / Algarben / Neaplen / Valencia / der
Canarischen und Indischen Insulen / und der
Terraz Firme des Oceanischen Meers etc. etc. Erz-
herzog zu Österreich / Herzog zu Burgund / zu
Flandern / zu Brabant / zu Cuyck / zu Kleinden /
zu Crain / zu Arden / zu Limburg / zu Lüttich /
zu Gelben / zu Calabrien / zu Neaplen und Bar-
tenberg / Graf zu Habsburg / zu Flandern / zu Ty-
rol / zu Gien / zu Vercen / zu Arden / zu Bur-
gund / zu Valenz / zu Grauaen / zu Holland / zu
Clermont / zu Fland / zu Rouen / zu Namur / zu
Neuchâten / zu Cerant / und zu Lupren / Vortzgraf
im Fieser / Vortzgraf zu Burgund / zu Drabant / zu

Genoa / und des Heiligen Römischen Reichs Pfalz
zu Schwaben / zu Carpaten / Navarra / etc. etc. in
Friesland / auff der Wirtlichen Markt / zu Vere-
den / zu Dalmatien / zu Malin / zu Salme / zu Tri-
poli und zu Nischen etc. Vordoch offentlich mit
dein Brief / und thuen kundt allernachst / wie
wohl wir auf angehöret Gier / an Kayser Abte
darzu wir durch schickung des Altmanschen er-
wehlt und kommen / aller Hoge und des Heil. Reichs
Nachkommen und getreue bests fürwärtigen und
juchersachts genügt / jedoch sein wie mehr begier-
lich den / die Uns und dem Heil. Reich allzeit ge-
berne Durschbarkeit betreiben / Gnad und Giff
juchergan und so bey Zeit / ruhe und gemach juch-
halten / wie Uns nun Unser und des Reichs Lieb ge-
ten / Burgermeister und Rath und gemeind der Stadt
Kempen / haben juchfennen geben / wie sich die vil
verschidenen Jahren geschehen haben verschiden und Ab-
ten / Drahnen / Cusler und Convent / des Genss-
schaft Kempen / den wegen relicher Dersiten / Heil-
schaiten / Hoch und nitern Gerichten / Naganen /
Zinsen / Gütern / Gütern recht und Gerechtigkeit so
dieselben Abte / Drahnen / Cusler / Convent und
Genss-chaft in und außserhalb der Stadt Kempen zu
haben vermaint / irtung und Juchtracht bezogen / und
verschiden gegen einander allweg nitern Nachfere-
gang / Cristen und schaden getrachten und kommen
wenn / aber damit selber in fünfzig Zeit vertrie-
ten / und zu haben theilen der nitern rander Nachbau-
lichen Witten und witten bleiben und wehen / und
gemein Statt Kempen dadurch bey ständiger
Regierung behalten / und zu weitem juchfennen
gebracht werden / und Uns und dem Heil. Reich
bistrie besser das getreue nitern / nitern so in an-
schickung / des alles von dem Genss-chaften Unsern und
des Reichs Fürsten / Sebastian Abte und den Er-
ben Unsern lieben Anbachtigen N. Drahnen / Cu-
sler / und Convents gemelt Genss-chaft Kempen alle
obbestimten ihr vermaint Dersiten / Heilig-
keit / Hoge und nitern Gerichte / Zinsen / Güter / Na-
gen / Güter / Recht und Gerechtigkeit / so von
Uns / und dem Heil. Reich sein nitern kauf-
lich nach an so und gemein Statt Kempen getreut /
alles nach laut ains Briefs der im anfang also an-
deht / Wie Sebastian von Beutenstain / von Gottes
Gnaden Abte / Egg von Nisch / Drahnen und
Stattthalter / Hainrich von Erten Cusler / Gre-
gorius von Wandersdal / Conrad von Wilsch-
feld / Wilsch-heim von Wertbau / Diericus von
Heuterich / Dierich von Freyberg / und Weis-
hausen von Heimenstain / alle Conventual des nitern
Crist und Genss-chaft Kempen / St. Benedicten
Ordens Cusler Bistum des Meis. Crist ohne
munt angedigt und anverordnet. Vordoch of-
fentlich für Uns / Unser Nachkommen Crist und
Vondschiff und thuen kundt allen den / so diesen
Brief in ewig zeit sehen / lesen / oder thuen lesen / als
der viel verschidenen Jahren / Unser und der H. Er-
ben und Weisen Burgermeister Rath und Gemeind
des Heil. Reichs Statt Kempen vorstern / durch
langwiderige Verhandlung so sich den wegen nach-
geschickter Unser Unsern Cristen und Genss-chaft Kem-
pen Dersiten / Heiligkeit / hechen und nitern
Gerichten und nachgeschickter Freuden / Naganen
Zinsen / Gütern / Gütern / Rechten und Ge-
rechtigkeiten / zwischen Uns bederleut gehalten / be-
halb der Königlich vertrag und Declaration ufge-
richt / gemacht und angangen einander in merck-
lichen schaden gestet / durch welche verhandlung sel-
nachschickter und bewandlung zwischen Unser ge-
stet / unterhandelschafft und witten genant und ge-
kauft / vordoch Uns auch igo durch ansehnlich
schwebende K. gess-chaft Unser Genss-chaft nach
alle Unser Schlichter darzu geförig / gekündert /

ANNO
1525.

ANNO 1525. und der mehr theil verkehrt / und darzu nächst
 aller gereden auch ander Haab und gellere grol-
 dig braue und cassege worden sind / solche irtung
 und laubwirdige Nachsehtigung auch unentwende-
 nachbarschaft und Widerwillen zuerfornemen /
 desgleichen Unser Erbsitz und Genschaß erlitten und
 empfangen mercklich groß schaden / zuweilen
 zuverfornbringen / und damit wir hinfür in künfftig
 zu breiten theilen bey einander freilich / sel. und nach-
 barlich wehren mögen zc. Und in beschluß / so ha-
 ben wir Abte Eberhard von Weissenstien / und von
 Dichtam Erbsitzer / Cusker und gemeiner Convent
 edelmann Unser Abtey und Convents Insign / für
 Uns / Unser Nachkommen Erbsitz und Genschaß
 ersichtlich thun dencken an diesen Register Kauf-
 brief / und darzu haben wir alle sammentlich mit frey
 und euss rekenten / die Erbsitzigen Erbsitz. Eiden
 und Bessen Unser lieben Herren und Freilich / We-
 ter / Schwager / getrennen und besondern Herren Pö-
 ter und Herren Philippi Abte der würdigen Gens-
 chaß Unser und Vins / Adam von Straß zur Kon-
 stanz / der Schraib. Handtisch / Jörgen von
 Weissenstien / der Kammr der Erbsitz / Erbsitzigen von He-
 demann zu Birsich sölger zu Weissenstien / We-
 nig von Altmannshoven zu Altmannshoven / Unser
 Landvogt / Jörgen von Weissenstien zu Weissen-
 stien / und Caspar von Hagenhoven zu Burgberg /
 daß so iher augen insicht für Uns / Unser Nachkom-
 men Genschaß und Erbsitz zur besagung alles abge-
 schrieben / nach ihnen ihrem Genschaß / Nachkom-
 men und Erben / sammentlich und sonderlich in all-
 wege ohne schaden / auch ersichtlich an diesen Kauf-
 brief gedemtet haben / geben und beschreiben am Sam-
 tag der dem Gensitz Subilate / der da was der
 Erbsitz tag der Monats Mayen / Nach Christi ge-
 burt fünfzehnhundert und im fünf und zwanzig-
 sten Jahr. Und Uns darauf einmütigen an-
 traffen und gebieten / daß wir als Röm. Kayser und
 Lehensherren in abgemelten Kauf und in die verderung
 und verfassung der zweyhundert Guldin Krein-
 schen / so die Stadt Kempten einem Abte und Con-
 vent darselbst für die besagung und anjagung gemei-
 ner Stadt / Rates und Stadtgerichts auch hohen
 Gerichts Recht und Salgen / nach verand eines ver-
 trags / durch Bezeinte Unsern lieben Herren und
 Herren Marculian Hochbild. Erbsitz / zwischen
 ihnen aussagen / bisher / Züchlichen entrichten und
 bezahlen müßten / Unsern al. und wollen gegeben / und
 darzu den abgeordneten Brief in allen seinen Wort /
 Clausula / Punkten / Articula / maimungen und be-
 greiffungen zu confirmiren und zu besetzen / grol-
 diglich gebieten / und diermit Uns nun als Röm.
 Kayser gebieth und justet / Uns auch daß schuldig
 zu sein erkennen / Unser und des Hyl. Reichs Ho-
 cherthemen und verordneten bey freid / Ruhe und ge-
 mach und des abfall und nachteil zur behalten / so
 haben wir angedien sollich der gemelte Zwergen-
 Rath der Stadt Kempten denmütig und fleißig be-
 zc. / und darzu aus versehen / und andern verlichen
 ganglaren Menschen / auß darzu bewegend / mit
 wellbedachten muth / gutem zeitigem Rath und
 rechter weis / als Röm. Kayser und Lehensherren / in
 dem gemelten Kauf und verenderung der zweyhun-
 dert guldin Kreinsch. wie obest genediglich bewill-
 ligt / und den obestgenelten Brief in allen seinen Wort-
 ten / Punkten / Articula / maimungen / Inhaltun-
 gen / begreiffungen / confirmirt / und bestet / be-
 willigen / confirmiren / besetzen daß alles den Röm.
 Kayser. macht vollkommenheit und rechter
 weis / in Crafft diß Briefs / was wir von nichts
 und billicheit wegen / daran zuerbewilligen / zu
 confirmiren und zu besetzen haben sollen und mö-
 gen / und maimen / setzen und wollen / daß der gemelt
 Kauf und der abgeordnete Brief in allen seinen Ar-

ANNO 1525. ticula / Clausula / Punkten / maimungen / Inhalt-
 ungen und begreiffungen / cräftig und mercklich
 selb gehalten und bezeugen / und den künfftigen
 wider irtung sörgekommen / gebietet / oder gebien
 werden soll / in kein weis noch wege / sonder die ge-
 botenen Burgemeister / Rath und gemindert der Stadt
 Kempten und ihr Nachkommen / nun künfftig zu
 ewigen Zeiten die abgeordneten Ober. ten / Herr-
 schaften hoch und nider Gericht / Mayen / Zins /
 Salt / Güter / Recht und Gerechtheit / und alles
 des so so wie obest / erkaufft haben / ehn all irtung
 und Verhindern / inhoben / nugen / nissen und
 gebrauchten sollen und mögen / von Recht oder ge-
 weisheit von all. unemiglich anverhindert / und dar-
 mit die oberordneten von Kempten / bey dem abge-
 ordneten Kauf und diser Unser Bewilligung und
 Confirmation künfftig breiten / und sich des aller
 diser statlichen gebrauchten / nugen und nissen mö-
 gen / so haben wir ihnen für Uns und Unser Nach-
 kommen am Reich Römisch Kayser und König voll-
 kommenheit gewalt und macht hiermit gegeben / und be-
 schrieben / von abgeordneten Röm. Kayser. macht in
 Crafft diß Briefs / sich selbst bey diesen Kauf und
 abestunden Vorzeiten / Herrlichkeiten / hoch und
 niderm Gerichten / Mayen / Zinsen / Gütern /
 Gütern / Rechten und Gerechtheiten zur handha-
 ben / zuschütten und zuschütten / und sich künfftig
 bey den Vren in diser Unser bewilligung und con-
 firmation begreifen / darwider mit tringen / und ich-
 zig haben entzichen noch darauß suchen lassu / in
 kein weis / und was so also zur Handthung dieser
 Vorzeiten / Herrlichkeiten / wie obest / in sol-
 chen Handel stürmen und then / darmit sollen so
 wider Uns diß Hyl. Reich noch niemand darauß
 geschiedt noch gehen / noch jemandt icht daru-
 zu antworten schuldig sein / Und ob in dem abge-
 schriebenen Kaufbrief einich mangel und getreuen
 weren / oder durch Uns oder Unser Nachkommen am
 Reich / ichs oder in künfftig zeit nicht jemandt aus-
 stin ansuchen oder aus unwillenheit ainetig aus-
 gen wird / daß den gemelten von Kempten an den
 oberordneten erkaufften Ober. ten / Herrlichkeiten /
 Mayen / Zinsen / Gütern / Gütern / Rechten
 und Gerechtheiten / wie obest / auch diser Unser
 bewilligung / confirmation / und bezeugung / in
 einem oder mehr nachteil / verlegung / abbruch oder
 schaden bringen möchten / in was sein oder gesit
 daß beschehe / so maimen / setzen / erlassen und wollen
 wir / daß dieselben mangel und getreuen alle und je-
 de besunder / genüchlich erfüllt und erfüllt / und daß
 so also von Uns oder Unser Nachkommen / wie ob-
 stet ausgegen werde / Cräftig / nichtig und untaugen-
 lich heissen und sein / und daß alles darwider wir
 bezaucht noch verstanten werden / noch den Kempten
 an den abgeordneten Kauf / Ober. ten / Herr-
 lichen / hoch und niderm Gerichten / Mayen /
 Zins / Gütern / Gütern / Rechten und Gerech-
 theiten / wie eben angezigt ist / ausgen nachteil oder
 schaden geben sollen in kein weis / dan wie daß
 also jezo als dan und als jezo / von abgeordneten
 Röm. Kayser. macht vollkommenheit nach rechter
 weis / erfüllen / erfüllen / erfüllen / abtun / und
 vernichten / in Crafft diß Briefs / doch Uns und dem
 Hyl. Reich Unser Ober. ten und Lehensherren hierin
 vorbehalten / auch sonst niemlich an seinen Erbsitz
 und Gerechtheiten in ander weis anzureichlich /
 und unrichtlich / und gebieten darauß allen Christen-
 lichen / Fürsten / Geistl. und Weltl. Prelaten / Gra-
 ven / Herzherren / Ritters / Ritters / Haupt-
 then / Landvögten / Vögten / Vögten / Verweisen /
 Amtleuten / Schultheissen / Burgemeistern / Rich-
 tern / Räten / Burgern / Gerichten / und sonst
 allen andern Unsern und des Reichs werthe-
 men und getreuen / in was werten / stande oder wo-
 reud

ANNO
1535.

fens die sein und künftlich den Abt / Dechant /
Custos und Cantor des Christlich Kempten / das
die gewannen Burgermeister Rath und gemein /
der Stadt Kempten / und ihre Nachkommen / an
dem obbestimmten Kempten / Dorff / Herrlichkeit
/ heben und andern Gärten / Bäumen /
Wäldern / Gärten / Wäldern und Gärten
/ und die Kempten bewilligung / confirma-
tion und bestatung / nicht hatten noch iren / son-
der si: das alles gemeinlich gebrauchen / nutzen /
missen / genuss darvon bleiben lassen / und sie
darüber nicht irigen / beschweren oder beschwerten
oder darüber irigen / beschweren oder beschwerten
noch d. h. künftlich andern zu thun / lassen / in
kein weis / als sich einem gleichen sey / Kempten
und des Reichs schwere Klagen und Klags / und dargen
ein Venn / nämlich fünfzig Wälder / Wälder
/ zu vermeiden / die ein jeder / so oft er statenlich
hienüber thet / das halb in Kempten und des Reichs
Cemeter / und den andern halben theil den obge-
meinen von Kempten und ihren Nachkommen /
unbeschlig zuhaben / was ihnen sein ist / als ge-
rechtlich und unbeschliglich / mit verhandelt die Briefe
bestat / mit Kempten Kempten / angehangende Inn-
halt / in Kempten Santa Sevilica in Anwesenheit
am fünfzehenden Tag des Monats Aprilis
nach Christi Geburt Herrn Oberrath / Kempten
/ und dem Kempten im Kempten und jüngstigen / Kempten
/ Reichs des Kempten / im Kempten / und der al-
ler andern im Kempten Jahren.

CAROLUS.

*Ad Maximilian Caesarem ac Cath.
Majestatis principum.*

Von Walebach.

Branntsch.

GLXXXV.

*Pape CLEMENTIS VII. Confirmatio promissa
Favennensi. Data Bononiæ die 12 Martii An-
no 1535. [L. unic. Tausches Reichs Archiv.
I. 1. 1. Spec. Continuat. I. 1. Festsetzung III. pag.
366.]*

Dilecti Filii Salutem & Apostolicam Benedictionem.
dudum pro vestra ac dilectorum Filiorum Magist-
ri Civium Consularis & Universitatis hominum Oppidi
Cavendunensis alius Kempten, Augustinus Diocesis
/ provincie Moguntinensis parte sub episcopo, que ante
ea cum Vasali & ascriptis, Monasterii, Sedi Apostoli-
ce immediate subiecti, Sancte Hildegardi Consuetudinis
Diocesis & Civitatis, quod prope & extra muros
dicti Oppidi consistit, una cum multis Laicis illam
partem hactenus Lutheranis Sectatoribus, armis, Mo-
nasterii in ipsum hostiliter invadissent, & fructus, vias
& gratias ac Sepel. dicta & Monumenta Ecclesiasticis
Ecclesie & Civitatis eisdem Monasterii abstulissent, Sa-
cra profanassent, Adversis pro maiori parte fregissent,
seu destruxissent, & his non contenti, sed mala, multa
accutandis, te Filiis Scabellæ una cum Nobilibus
utriusque Sexus, Consanguineis & affinis tuis coram
que Familia ad Arcem Libertatis varijis, Sacerdotum-
que reliquis in argenti, denariorum vasis & Tabernacu-
lis custodis, ac alia pignora Gloriosa, pecunia numer-
osa in Auro & Argentum ac alia bona mobilia valoris
millium militum Florentinum Remensium, Literas &
Latus Causam amicum, Privilegium, Exemptionem,
Immunitatem & conditorum cum Apostolicorum
quam Imperialium & Regiarum eisdem Monasterio re-
sponsis fecisset custodierunt, condens te & alia pre-
missis tuis ac impensam ipsorum Sacerdotum talia fore
ad eundem Arcem adduci & in ea reponere feceris,
nisi dictam Arcem eis liberaveris, illa vi expugnata in-
termittere omnia: nullius, Taque didicisti Arcem ip-
sam a nobis non esse, quorum numerus ad decem
nulla vi elici si. indubio, te posse defendere, ut illa-
scia corpore una cum malis etiam Nobilibus utriusque

Sexu Christiani fidelibus evadere, ac te ipsos salvare
posset, eosdem invasores in dictam Arcem intronisa-
les, ac dicti Invasores omnia que in dicta Arcerepre-
rent, abstulissent & fecerunt apostatam, ac eundem &
nonnullas alias Arces ad Monasterium predictum, iure
proprietas spontaneis si expugnata incendissent &
concremasset; vos autem utique Parientes de nobi-
li & nonnulli de militis genere processerunt illis & quo-
rum Monasterium predictum inter alia Monasteria Ger-
manie & admodum insignis & famolus cultus, fere om-
nibus bonis spoliis & non condones nec speramus
vos ac dictum Monasterium in peccatum istum resti-
tui, ac vitam Monasterium & Altitudo famolam in-
bi deinceps exhibere, pro ut optatis, post, praedictis
maioris consilio ac deliberatione, Jurisdictiones Tem-
porales, Suppliciorum Dominium, necnon & in-
tram Imperium, Theologia, Consilio, fructus, nobis,
provenit, iura, observationes & emolumenta quon-
que qua dictum Monasterium in dicta Oppida Kempten
causis habuerat, condonare & perceptor ac illi
iure quomodolibet, seditionis, inchoat etiam iure pro-
videndi de Parochiali Ecclesia dicti Oppidi tanquam re-
cum universitate Bonarum transire, propter que
renovandi temporibus inter vos & Abbatem dicti Monas-
terii pro tempore cesserat, ex una, ac Civis & Magis-
tratus dicti Oppidi paribus et altera, graves sumus ites
& eorumque exorte, cum incommodis, laboribus &
expensis magnis utriusque Partis fuerant, obsequia for-
midabatur, eisdem Magistro Civium, Consulari &
Universitari pro preterito triginta millium Florentinum
Remensium, perpetuo vendideris, & ex preterito huius-
modi adies & Arces Monasterii restaurare & restitue-
re ac alia damna reficere & in peccatum istum Mo-
nasterium huiusmodi in Spiritibus & Temporalibus,
quorum partem ipsam suffragere, restituere decre-
veris, prout iam incepseris, & alia in necessariis
abus ipsius Monasterii & illius personarum partem huius-
modi convertere intenditis. Nos dilecti Filii Ab-
bat Monasterii Sancti Georgii in Perli Domo itas
pontem Rheni & Proposito Ecclesie Sancti Stephani
Constantiensis per alias nostras Literas dedimus in man-
datis, quatenus si servata certa forma tunc expressa ac
rebus venditis praedictis plet eorum eis specificis de
Venditione praedicta & quod illa in eisdem dicti
Monasterii utilitatem seu necessitatem cessisset & cederet,
illis ac prout eam concernebat, omnia & singula in
instrumetis & Scriptis desuper confectis, contra,
approbarent & confirmarent, superuenire omnes &
singulos iuris & facti defensus qui forsitan intervenissent
in eisdem, prout in eisdem Literis plenius continetur.
Cuius antem fieri exposui nobis non fecissis, Liga sed
Conferentia Suevia in Germania septem qui quidem
membres, Monasterium & Oppidum praedictum exhibent,
in auxilium vestrum quondam Capitaneis & homines
ad hoc pro ipsam Ligam deputatos misisti, & ipsi de-
putati bellum contra Invasores & malefcores praedi-
cti susceperunt, eosque ad aliquam reformationem eisdem
Monasterio faciliorem compulerunt, & deinde vos
& ipsi Disputati considerantes quod in libris & contro-
veritiis occasione erant, venditum erroris huiusmodi
multa millia Florentinum Remensium expensis fuerant,
& Oppidum praedictum Romano Imperio ejusque Do-
minio & Obsequio subiectum erat, ac eisdem Monas-
terio & dictis rebus venditis modici annui proventus &
reditus ac Impensis istum huiusmodi imperio proveni-
bant, quodque clare memoriae Caesaris Fideles
ante decreverat, eisdem Jurisdictiones pro maiori sit-
tem parte postis ad Civis propter Imperii subjectionem
spectare, Caesar vero Maximilianus differentia huius-
modi haec sospitas fuerat, ut ipsi Civis pro his omnibus
Jurisdictionibus ducentos Florentinos Remensium eisdem Mo-
nasterio equamini perolverent, & quod propter differ-
entiam huiusmodi faceret dicti Oppidi vel eorum al-
qui adversus Monasterium praedictum mala incerta per-
curerant vel procurare intendebant, cupientique his
mala sine impetore, ac insidatiis ipsius Monasterii
confidere, praeterquam cum ipsum Monasterium ex
rebus venditis huiusmodi faceret Florentinos Remensium
& aliquando passiones percipere confutaret & preterito
autem triginta millium in Florentinum, huiusmodi mille
ingratis & forsas plures Florentinos Remensium
pericere poterat, Venditionem praedictam frenare, &
Carissimus in Christo illis noster Carolus Romanus
Imperator semper Augustus sub ejus Imperio, Protec-
tione ac Dominio Monasterium & Oppidum huiusmodi
consistit, Venditionem & Scriptas desuper confectas
huiusmodi & in eis continas quatenus tanquam

ANNO
1535.

ANNO
1525.

in dicti Monasterii evidentem utilitatem & commodum cedere ac pro conferenda Pace admodum concedenda approbaverit & consummaverit & inalterabiliter observari decreverit, prout in scripturis desuper confectis plenius dictis continetur, eoqueque ex certis causis rationabilibus Venditionem, & Emptionem predictas per nos gratiose approbat & confirmari; Nos tam veritas, quam Magistri Civium & Universitatis Oppidi hujusmodi in hac parte nobis preteritis Supplicationibus inclinatis, Auctoritate Apostolica tenore Presentium Venditionem & Emptionem predictas ac prout illas concernent omnia & singula, in Instrumentis & aliis Scriptis desuper confectis continens & quacunque inde facta approbaverit & confirmaverit, superdumque omnes & singulos tam prius quam facti decernit, si qui forsitan intervenierint in eisdem, illaque perpetuo firmitatis robore obtinere & inalterabiliter observari debere & sic per quoscunque tam ordinarios quam delegatos & iuris auctoritate fungentes Iudices & personas ubique iudicari, cognoscere & decerni debere, sublati eis & eorum cuilibet quavis alter iudicandi, cognoscendi ac decidendi facultate, nec non irritum & inane quicquid secus super illis a quoquam, quavis auctoritate, scilicet vel ignoranter, contigerit autemque decernimus:

Et nihilominus Dilectis Filiis D. c. n. Angellensis & ejusdem, ac Constantiensis Prepositis Ecclesiarum per presentes committimus & mandamus quatenus ipsi, vel duo aut unus eorum, per se vel alium seu alios, auctoritate nostra, faciant Venditionem Emptionemque predictam ac Presentes Litteras & in eis contenta quacunque plenam effectum foris, illisque omnes & singulos, quos quomodolibet concernent, pacifice frui & gaudere, non permanentes quoniam contra tenorem Presentium modo aliquo molestari, impediri aut inquietari, contradicere quovis & Rebelles etiam per quoscunque, de quibus eis placebunt, Censuras & Penas ac alia iura remedia, appellatione postposita, compescendo, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio Brachii Sacralis. Non obstantibus fidei recordationis Bonifacii Papae VIII. Praedecessoris nostri etiam de una & in Consilio generali de duabus Diebus edita, aliisque Constitutionibus & Ordinamentis Apostolicis ac Monasterii & Ordinis praedictorum eorum iuramento, Confirmatione Apostolica vel quavis firmitate alia rebusque Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Licentis Apostolicis per pie memoriam Paulum II. ac quoscunque alios Romanos Pontifices Praedecessores nostros; & nos ac Sedem Apostolicam, etiam per viam generalis Legis & Statuti precepti ac more proprio & ex certa scientia ac de Apostolica Potestate plenitudine, & cum quibusvis etiam derogationum derogationibus aliisque circumlocutionibus effectivissimis & insolitis Clausulis quomodolibet etiam pluries concessis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus, etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis & individualis ac de verbo ad verbum, non autem per etasulas generales idem importantes, mentio seu quavis alia expresse habenda aut equivalet forma servanda foret & in eis cavetur expresse quod illis nullatenus derogari possit illorum omnium nec non Litterarum praedictarum & Instrumentorum ac quancunque Scripturarum, occasione praeiuramentum quomodolibet confessorum tenore presentium, pro sufficienter exceptis ac de verbo ad verbum insertis nec uno modo & summas ad id servandas pro individuam servatis habentes hac vice dimittit, illis alias in suo robore permansuris, harum serie specialiter & expresse derogamus canonice contrariis quibuscunque. Datum Bononiae sub anno Incarnationis & XXIII. Martii, M. D. XXX. Pontificatus nostri Anno Septimo.

I Grati DEL.

(de Torres.)

INSCRIPTIO.

Dilectis Filiis Sebastiano Abbati & Conventui Monasterii Sanctae Hildegadis Constantiensis Dioc.

CLXXXVI.

24. Juill. *Traité de Treve pour six mois, entre le Duchesse d'Angoulême, Mere de François I. Roi de France Regeant en France, & l'Archiduchesse Marguerite, Gouvernante des Pais-Bas,*
ESPAGNE
ET FRANCE
TOM. IV. PART. I.

pour l'abstinence de la Guerre, & la liberté de la pêche du Harang. A Brès le 14. Juillet 1525. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 194.] ANNO
1525.

AL'HONNEUR de Dieu n're Createur, pour le bien de la Chretieneté, & vider les rancunes de la Guerre, & les excoables & inévitables malices, qui durent & font couler d'icelle, se commencer, haute & excellente Princesse, Madame l'Archiduchesse d'Autriche, Duchesse & Comtesse de Bourgogne, &c. Tante de l'Empereur, Roi des Espagnes, & pour lui Regente es Pais de pardeçà, par tres-reverend Pere en Dieu, Messire Jean Cardolet, Archevesque de Falence, & Chef du privé Conseil; Messire Annoie de Lalain, Comte de Hoochilre, Chef des Finances; & Messire Jean, Sieur de Berghes, Chevaliers de l'Ordre de l'Empereur, ordonnees vers elle, ses Conseils & Deputes: Et haute, excellente, & puissante Princesse, Madame la Duchesse d'Angoumois, d'Anjou, & de Nemours, Comtesse du Maine, & de France, &c. Mere du Roi Tres-Chretien, & pour lui Regente en France, par Messire Pierre, Sieur de Wari, Chevalier, Gentilhomme de la Chambre d'icelui Sieur Roi, Gouverneur de Clermont, &c. Ambassadeur, Commis, & esprés Deputé, & pourveu de pouvoir d'icelle Dame, ont traité & conclu une vraie, sincere, & entiere abstinence de Guerre, & deçà d'Armes, par Mer, par Eau douce, & par Terre, entre l'Empereur, ses Pais, Terres, & Seigneuries de pardeçà & le Roi, ses Roiaumes, Pais, Terres, & Seigneuries, endroit lesdits Pais, Terres, & Seigneuries de l'Empereur de pardeçà, leurs Heirs & Successeurs, leurs Vassaux, Gens, Sujets, Serviteurs, & Habitans, desdits Roiaumes, & Pais, à commencer le vint-deuxieme jour de ce present Mois de Juillet, & durant jusques au dernier jour du prochain Mois de Decembre, & de li en avant jusques à quinze jours prochains ensuyvans le dedit d'icelle abstinence, par l'un ou l'autre desdits Princes. Et durant ledit terme cesseront tous ports d'Armes, toutes hostilités, invasions, déprats, courses & pilleries, toutes surprises de Villes, Châteaux, & autres forces, mises de feu, prises de gens, de bestiaux, & autres biens, &c. en effet, toutes & quelconques entreprises, par & entre lesdits Sieurs, leurs Vassaux, Sujets & Serviteurs, leurs gens de Guerre & Soldats, & tous autres par leur aveu.

Et pourront tous euns de l'un Pais & de l'autre, seurement & paisiblement, entendre & vaquer à leurs negociés & affaires, chacun en son pais. Les Sages mêmement desdits deux Princes respectivement, sans acoulement, ou qui vendroient pêche au Harang, ou autre Poisson, le pourroient faire ladite abstinence durans, & hantier la Mer es parties & quartiers esquelz l'autre donnera ladite Pêcherie, seurement & sûrement. Et si par fortune de vent, de tourmente de Mer, ou par autre siccité & non finale occasion, les Sujets de l'un desdits Princes, vacans à ladite Pêcherie, fussent contrains prendre port, arriver, ou se trouver es limites ou fons Poissance de l'autre des Princes, ils ne mèdeprendront, & ne leur sera méfait, ainsi aults eus leur sera donné adrefce & provision, à leurs raisonnables dépens, à leur retour vers le Roiaume, ou Pais, dequels ils seront Sujets.

Et outre est convenu, que lesdits deux Princes, durant ladite abstinence, par eux ni par autre, directement ou indirectement, ne donneront, ni feront donner aide ou secours, par Mer ni par Terre, & n'assisteront les ennemis l'un de l'autre, d'Or ni d'Argene, de Viroes, d'Artileries, ou Munitions, de Villes, de Châteaux, ou autres forces, de Navires, ni de Pouliges, Jours, Chevaux, Charrs, ni d'equipe, ni de quelque chose quelconque, pour invader ou endommager l'autre desdits Princes, ses Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets. Et si l'un ou l'autre desdits Princes faisoit contraire, il s'en tenu faire restitution de tous dommages & interests, qui, par tel, ou à son occasion, seroit été fait & inferé à l'autre. Et ce néanmoins sera loisible au Prince endommagé recouper & faire Guerre à l'autre violateur de ladite abstinence.

Que ladite abstinence se publiera sur les Frontieres, & par tout es lieux de la Frontiere desdits Princes, au premier jour du Mois d'Aoust prochain. Iceille abstinence se ratifiera, si besoin est, par l'Empereur, & le Roi Tres-Chretien, en dedans trois mois prochains-mens venans.

Et en ladite abstinence seront compris, à sçavoir est pour la part de l'Empereur, tres-hauts & puissans Prin-

ANNO
1525.

ces, le Roi d'Angleterre, le Duc de Cleves & Juliers, & le Cardinal Evêque de Liège; Et pour la part du Roi Tres-Chretien, isebouts & pousins Princes, le Roi d'Espagne, Messire Charles de Gualdore, & autres Princes & Seigneurs, leurs Rois, Pais, Seigneuries, & Sujets que l'Empereur, & le Roi, ou mesdites Dames de leur part voudront nommer, & signer l'un à l'autre, dedans le quinzième jour du Mois d'Avril prochain, si auparavant ledits Alliez d'aujourd'hui, ou l'adonné, compés y veulent être, tenant & demourant ladite abstinence entre l'Empereur & le Roi, pour le temps que dessus, en son entier; & ce qu'ils feront tenu signifier par leurs Vassaux à celui dedans deux Princes, ou celle de mesdites Dames, qui de sa part les aura dénommés, au dedans trois mois, pour en venir à confirmer l'autre Prince, ou celle de mesdites Dames, qui de sa part les aura dénommés, auquel, ou à laquelle ledits Alliez auront été dénommés, en dedans un mois après que led. signification leur action est faite. Le tout néanmoins sous le bon plaisir de l'Empereur, du Roi, & de mesdites Dames pour eux, & sans peindre des Alliances & Confédérations, que led. Sire Empereur, & Roi Tres-Chretien, peuvent avoir avec autres Princes & Seigneurs. Fait à Breda, sous les surs manuels desdits Comis, le 14. jour de Juillet 1525. *Avst Signé, JEAN, Archevêque de Palerme; DE LALAIN; DE BERGUES; & DE WARTY.*

VEU par Madame l'Archiduchesse, Tante de l'Empereur, & pour lui Regente de l'un de pardeçà, le content & accord ci-dessus, d'une abstinence de Guerre par Mer, par Eau douce, & par Terre, entre ledit Sire Empereur, & le Roi Tres-Chretien; aussi l'assurance de la Pêcherie pour les Sujets d'iceux Seigneurs, sous leur plaisir, modice Dame pour la part de l'Empereur, & agréé & accepté ladite abstinence, ensemble l'assurance de ladite Pêcherie, & pour le faire observer en tous leurs points & articles, & pour le temps y déclaré, & d'en faire expédier Lettres Patentes de provision, acceptation, & confirmation sous le Sceau de l'Empereur, en forme d'ice, & de les faire délivrer à Madame la Duchesse d'Angoulême, d'Angou, & de Nemours, Merc du Roi, & pour lui Regente en France, ou à son Comis & Deputé; moyennant & en lui fournissant, de la part du Roi, ou d'icelle Dame pour lui, Lettres Patentes d'acceptation, & Confirmation d'icelle abstinence en forme d'ice, le tout sans fraude. Donné à Breda, sous la main d'icelle Dame Archiduchesse, le seizième jour de Juillet l'an mille cinq cents vingt cinq. *Avst Signé, MARGUERITE, moi prefeui, DU BLISQU.*

De par Madame la Regente en France.

ON vous fait à savoir, que bonne & sœur Treve, & abstinence de Guerre, tant par Mer que par Terre, & Eau douce, est faite, conclue, & capitulée entre le Roi notre Souverain Seigneur, son Royaume, Pais, Terres, Seigneuries, Sujets & Vassaux, d'une part; & Telle Empereur, les Rois, Pais, Seigneuries, Sujets & Vassaux, d'autre part; jusques au premier jour de Janvier prochainement venant: en laquelle Treve & abstinence de Guerre, sont compris l'Archiduc d'Autriche, Infant des Espagnes, & Madame Marguerite d'Autriche, Comtesse de Bourgogne, Dauphine de Savoie, pour leurs Pais, Seigneuries, Sujets, & autres. Et pouront aussi, pendant ladite Treve & Abstinence de Guerre, passer librement leurs Ambassadeurs, avec leurs Trais, les Messagers, Courriers, & Postes d'une part & d'autre, par les Rois, Pais, & Seigneuries desdits trois Princes, sans aucun empêchement, ou déshonneur quelconque. Et des maisons, & des ce prefont pour pourment sejourner, & sans aucun empêchement, passés par ce Royaume les Messagers & Courriers, qui porteront la Copie de ladite Treve, pour en faire la publication.

Et pareillement pouront les Sujets de l'un & de l'autre Parti librement pêcher & naviger par la Mer; de sorte que toute Pêcherie soit libre & franche entre les Sujets d'une part & d'autre, tout ainsi que l'on fustoit faire avant la Guerre, & en temps de Pais. A ceste cause, est commandé, ordonné, & enjoind de par mad. Dame Regente, en vertu de son pouvoir de Regence, à tous Lieutenants, Gouverneurs, Admiraux, Baillifs, Sénéchaux, & autres Officiers du Roi, ou à leurs Lieutenants, ou à tous autres Sujets d'icelui Seigneur, que cette présente Treve & Abstinence de Guerre ils gardent, entretiennent, & observent, fassent en-

sement, garder, & observent, chacun en son endroit, durant le temps d'icelle, sans venir à l'encourir, sur peine d'être punis comme infractions d'icelle, & autrement, ainsi qu'il appertendra pour raison. Fait à Tournon le 5. jour de Septembre l'an 1525. *Avst Signé, LOUISE. Et plus bas, ROBERTET.*

ANNO
1525.

CLXXXVII.

Conventions inter CAROLUM V. Romanorum Imperatorem, & FRANCISCUM MARIAM SFORTIA Ducem Mediolani, quibus, et ingentes sumptus in recuperando Ducatu imperatoris, FRANCISCUS promittit solvere Imperatori 600. milia Ducatorum Austri, atque etiam & transfert prefato Augustissimo & Successoribus suis, quicquid juris & altius habet vel pretendit habere in Ducatu Barchini ceterisque finibus in Regno Neapolitano sitis. Actum in Palatio Caesario die 27. Julii, Anno Nativitatis Christi 1525. [Préc. authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In Noviss. Duiss. nrofi Joja Christi, Auct.

HUJUS publici Instrumenti tenore tenentis paret evident, quod cum Sacratissimus, & inviolabilissimus Princeps, & Dominus Dominus noster metropolitainus Dominus Carolus, divina favente Clementia, & Romanorum Imperator semper Augustus Germanus, Hispaniarum, etiamque Sicilie, Hierusalem Rex Catholice, Archidux Austria, Dux Burgundie, Brabantie, &c. ex sua solita Imperiali Clementia, benignitate, atque misericordia Illi. Franciscum Mariam Sfortiam Vicecomitem Ducem Mediolani, Patriarche & Anglie Comitem in Scutum veterum, quo Patet, & frater privatus faciem, pulvis Occupatoribus, reclinator, nec sine multo ipso Divi Caesaris dispendio adversus Promissum Holsem Gallorum Regem totius confingendo, tentans fuisse, & contriverisse, donec parva Victoria Rex ipse divino nutu in eisdem Divi Caesaris potentiam captivus decessit. Cumque pro ipso Status stabilimento proque Investitura eidem Illi Duca tradenda de ingenti Belli refarciendis ageretur, qui in evidentem ipsius Illi. Ducis utilitatem convertite fuerant, & propterea ad id missis fuerit Orator, Procurator, & Nucleus Magnificens Eques Dominus Antonius Bistia ejusdem Illi. Ducis Consiliarius, qui, vice, & nomine ipsius Illi. Ducis, pro quo de tunc habendo, & satisfaciendo faciendo promittit, & promittit pro hujusmodi impensarum recompensa, ac satisfaciendo ad sequentem Concordiam, Conventionem, & Transactorem cum ipso Divi Caesaris decessit.

Primo quod ipse Illi. Franciscus Maria Sfortia Dux Mediolani pro ipso Investitura nre ad manus predicti sui Procuratoris restitit tradita, & expedita solvere, & exhibere, ac restitit omnem teneat suumque fecerunt nullum Doctorum Austri, & ipsi pondeis per terminos sequentes, videlicet summam Ducatorum octuaginta milium finem sibi ostendo, & prefatio hujusmodi Obligationis ac Conventionis lustramento, & alios eorum mille Ducatos eo tempore quo Caesar ipse Imperialis Corona sui iustitias in Italia suscepit, & in duobus annis inde sequentibus quolibet anno quinquaginta milia, restitendo vero usque ad integram summam dictorum fecerunt milium Ducatorum, solvendo singulis annis centena milia, si tamen redditis anni dicti Summa, deductis impensis ordinariis, cum summam ferre possint. Quod si dicti redditis non resistent extant ut tantum summam annuam ferre nequeant, solvi debet summa illi annis summa, que, deductis oneribus ordinariis, est ipsi Reddendis confici, qui poterit, usque ad integram implementum ipsius summa, dum tamen non sit minor summa annua quinquaginta milia Ducatorum, que quidem summa per terminos predicti eidem Divi Caesaris fuisse hereditas, & Successoribus suis ab eo vel de eisdem habentibus singulis annis solvi debeant, cum penitus difficultate seu contradictione solvere.

Item quod pro hujusmodi soluti summa securitate teneat ipse Illi. Dux, pro se suisque hereditibus, & Successoribus, quibuscunque singulis annis non ipso infra expulsi sit anni, dare Camptore & Mercatore idoneo qui omni illius soluti summa in se adsumant illamque assereant

ANNO
1925.

erant debitum proprium faciendo cum damnis, expen-
sa, & interesse proceres patiens.

Item quia summa pendula fecerunt militum Ducatum non censetur sufficere ad refarcendas impensas factas pro ipsius Castellum Moestum tam recuperando, quam in confirmando eisdem Ducatum Mediolani cum suis pertinenciis. Idco ad sapientiam dictorum impetrantium recipiendum ipse Magnus Eques Illius Orator, & Procurator, dicto nomine, cessit, & transiit, se praesens instrumentum tenore edicti, & confecti edicti Sacramentum Casari, fuisse Hereditas, & in eadem rebus quolibetque quidem quibus conditionibus habet, & praestandi, seu habere, & praestendere potest ipse Illi. Dux in Ducatu Boreum cum suis pertinentiis, se alibi bonis, quo quondam Illi. Dux Ludovicus Maria Sforza ejus Patris in Regno Neapolitano, dum viveret, obtinere; praestiterit, quod ipse Illi. Dux ostendit eidem praesenti edicto, & conventioni, illam non solum approbabit, sed etiam de novo transiet, & cedet in forma valida siquique recte tradit, & traditur, & in eadem rebus, & in eadem agnitione contentis, Scripturas ad eandem dicti Ducatus Borei pertinentem, cum in ejus potestate haberetur seu habere poterit.

quodam Serenissimi Principis Infantis Hispaniarum
 Domini Ferdinandi Archiduci Austriae et ipsius Duci Car-
 fariae Franciae, ac in Sacra Imperio Generalis Locum te-
 nens non levi tam Pedatorum, quam Equitum immen-
 so numero, suis citius propriis funtibus, defensionis, ac
 conservandis dictis Statibus Mediolani Galliaeque Hostibus
 debellandis, et propellendis alicuius, Copias Carissae
 mae, ac sollicitis Praesidium, et juvenem praefectum,
 quo Exercitus Celestis adiacens in Castra prodire, ac
 in Hostes invadere possit, ut merito post Ducei potissimum
 Vidorum etiam praestitisse videatur. Horum iuratum
 et deinceps ipse Serenissimus Archidux ad ipsius Sta-
 tus Mediolani tutelam et conservandam animetur,
 et incutitur, ac etiam contemplatione ipsius Duci Car-
 fariae qui id cupere, et effugare visus erit. Adfuit
 folio et contentum, quod provisto Salis, quo in dicto
 Statu Mediolani fieri, ac vendi forte singulis anni, his
 modis, et formis, quibus per Mercatores Janacensis,
 uti ubi ad id haecius commisit, et deputatus ut
 quod post per parte ipsius Ill. Mediolani Ducis provi-
 deri, vendi ac in eodem Statu duci, et immitti consuevit.
 Deinceps in eodem Statu immittitur, praevideatur, ac
 pro eo vendatur per ipsum Serenissimum Archiducem, seu
 pro eo agatur qui nominat, ut tamen, quod ipse Se-
 renissimus Archidux tunc in Statu Mediolani, tunc
 in Statu folio praevideatur, ac in Sale maritimo, quo com-
 munitate Civitate Janacensis, et quo tuncque
 ipse Dux Mediolani providere, et uti solet,
 praestantior utitur, et quoque ipse Salis provisto in
 Statu, et abundante folio, saltem quod nullus de
 Salis in ipsa provisione esse possit, quam necessarii dicti
 Salis sufficienter satisfiat, vendaturque, ac vendi debeat,
 folio ac conspecto pratio, quo magis committere per
 Mercatores, aut alios habentes omni talis provisionis
 Salis, in eodem Statu Mediolani vendi ac providere
 consuevit, ac carius per ipsum Serenissimum Archiducem
 ejusque Agentes vendi ac provideri possit. Verum si
 ipse Serenissimus Archidux alias magis appetere, sive
 cum dicto Sale maritimo ex proprio suo Sale Tiroli
 dictum Statum Mediolani providere, licet id quoque
 facere, dum tamen id sufficit, nec carius vendatur
 habito respectu ponderis, qualitatis, et bonitatis ipsius
 Salis maritimi, quo ex Janua Statu ipse providet folio,
 vel si eadem Ill. Duci Mediolani videatur, remittatur
 et integro hypothesis Salis provisto ad arbitrium Cae-
 saree Majestatis, dum in Italiani venerit, dum tamen
 facilius tunc taliter declarare teneatur, quod ipsius Sta-
 tus provisto carius in eodem Statu non fiat, quam haec
 tenens sufficit esse: habito respectu qualitatis, bonitatis,
 et ponderis ipsius, et sine praesentibus, et bonitatis
 ipsius, folio Ill. Duci Mediolani, inseritur tamen
 ipse Serenissimus Archidux per se vel ejus Agentes
 dictum Statum Mediolani de hypothesis Sale providere,
 aut providere fecerit: ut ipse Serenissimus Cae-
 sare declarationem suam praestitum fecerit, vel quod, dum
 in ipsa Salis debitis provisione cessaverit, licet eadem Ill.
 Duci Mediolani Subditorum, et Statu necessarii iusta
 finium anctorum oportere providere de Sale Janacensis,
 et maritimo, de eo tamen haecius immittit, quam
 immittendo, uti, ac disponere.

Item quod ipse Ill. Dux Mediolani quam primum
profusus Conventio sibi exhibita fuerit, teneant illum in
omnibus suis punctis, & possibus, prout jacet, de puncto
in punctum approbare, & ratificare, ac se ad horum
Tom. IV. Pars I.

namque observantiam per novam obligationem, ac fo-
rmentum filipponicum attingere sub debito ac solemn-
i iuramento, subque Ecclesiasticis Censuris canonis in Ro-
mae Camera Apodolicae, sub expressa et manifestis
hypothesi, et obligatione bonorum, alique christianis,
remissionibus, et immunitatibus, quorum in
scriptis formis. Verum si ipse illi. Dux ad requisita
permittit approbare, raditione, et observare tenetur
ac quod idem Orator, et Prosecutor sui mandati iuris
essentis, et ad aliqua se obligaverit, de quibus tempore
mandati non fuerat cogitatum, ideo autem entis, et con-
venum, quod in eum casum reuertitur idem Orator, et
Prosecutor restitit etiam Inuestigare, quae ranc
habuerit, et haberi debeat pro non data, nec expedita,
sed primis cancellare, et cassellata censuram. Quae
ipse Orator, et Prosecutor a permittitorem observan-
tiae, et ad omni huiusmodi observationis vincolo
pactis licet, absolutus et exemptus. Quae quidem orator,
et singula supradicta dicte Partes ibi ipsi ad invicem
pro se commoque Haredibus, et Successoribus quousque
comque mili quousque Notario Publico ad opus ipsi
Seraissimi Archiducis Austriacae, ac aliorum quorum in-
terest, interit, ac interit potest quomodo libet in
suetum filipponi, et recipiunt, tenere, attendere, et
observare promittunt sub hypothesi, et obligatione om-
nium bonorum presentium, et futurorum, remanendo
omnibus exceptualibus, et declarationibus tanquam, quum
facti, ac ceteris contrariantibus quibus canonis praedicta
vel aliquod praedictum dicere, facere, vel venire possent,
aut ab eodem observando quomodo libet se tueri.
Acta fuerunt haec in Palatio habitationis ipsi Seraissimi
Catholici anno a Nativitate Domini Nostri Iesu Christi
1734, die vero vigesimo septimo Mensis Julii, presen-
ti illi Viri, Joannes de Nullin, Alphonse de Ze-
nette magister Camerae, et Marcantonio de Ga-
stinaris Supremo Cancellarius, et Cancellarius de Germanis
Comite de Pustallstein Magni Magistro Camerae,
Adriano de Croy, Douitio de Reus secundo Cam-
bellana.

*Extratta sunt prelosum Copia à Registro inscriptio sub Li-
teris K. K. Ducis LUDOVICI MARIE SFOR-
TIE Vicecomitis existente in Regio Archivio Castro
Porte Jovis Mediolani, in papiro scripto; Datum Me-
diolani die tricesima mensis Octobris anni 1770.*

Examinatus JOANNES FRANCISCUS STR
GELLIUS *Rector Archiepiscopi Officiarius.*

CLXXXVIII

Traité de Trêve pour trois mois, entre CHARLES V. Empereur, FRANÇOIS I. Roi de France & HENRI VIII. Roi d'Angleterre, pendant lequel temps il étoit permis à la Douçhe (1) d'ALENÇON d'aller en Espagne négocier la délivrance du Roi FRANÇOIS I. A Toledo le 11. Août 1528. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. par 166.]

N O U S avons de Tournay, Archevêque d'Am
brun; Jean de Seigre, Chevalier, Seigneur de
mier, Président en la Cour de Parlement à Paris; & Phi
lippe Chabot, Baron de Beiron, Maître de Bourgogne
et Chevalier de l'Ordre de mes-haut, très-excellent, &
tres-puissant Prince François, par la grace de Dieu
T. C. Roi de France, Duc de Milan, Seigneur du
Gonaux, Ambassadeur de tres-haut et tres-puissant
France, Louis, Mère, dit le Seigneur, Duchesse d'An
rouille, & d'Artois, Regente des Enfants, & pour pos
et au nom du Roi nostre Seigneur, & de madm Die
me la Mere, traité, accordé, & conclu, ainsi qu'
accordons, & concluons par ces présentes, avec les
& puissant Seigneur Henri, Comte de Naffin, Mar
quis de Santein, grand & premier Chambellan; & No
bles Seigneurs, Mercurin, Comte de Gassiane, de Va
lence, etc. Grand Chancellor; Laurens de Gourdon
Comte de Fontenay, Marquis de Bourgoign, Graus
blanc, Grand Maître de l'Oratoire, & de l'Ordre de
etc. second Chambellan; Doyens de tres-haut, très-
excellent, & tres-puissant Prince Charles V. par la Di

iii a

(1) La Nigérianisation de cette Dakhle ne suffit pas. On voudrait en faire sortir en Espagne, ce qui n'est pas rationnel. Si elle n'a été que pour servir à dire que le revenu pour les habitants fut espéré, de qui l'obligés de mourir à jamais, de de se servir en plein.

ANNO
1525.

ANNO
1525.

CLÉMENTINE, f. c. Empereur des Romains indigne Augustin, Roi Catholique des Espagnes, &c. & Remy saint Père en Dieu Maître Cœlart, par méritement Messire Evêque de Londres, Garde du Prince Secrétaire, Messieurs Richard Sauton, Docteur de la Chancellerie, Amis fidèles de treize et d'ailleurs Vainqueur, l'année VIII. Par la grâce de Dieu Roi d'Angleterre, Défenseur de la Foi, &c. une bonne, lezée, & loiale Treuve, & assistance de Guerre, tant par Mer, & Eaux douces, que par Terre, entre lesdits Plantes, pour nous leurs Roiaumes, Fais, Terres, Seigneuries, Vallées & Sujets, en la forme qui s'en suit.

A l'égard, que l'Indie Trévise & d'abstinence de Guerre commencent des le jour de la Publication d'icelle, laquelle publication fera faite de la publication des trois Principes, choisis en les Flouitons, & tant de France, Espagne, Italie, Angleterre, que de la Flandre, d'oùs un un desquels, le jour de Septembre prochainement venant, ledit jour de Janvier suit prochainement venant, ledit jour aussi inclins, en laquelle abstinence d'un an, la Courge de tres-Haut & tres-Puissant Prince Ferdinand, de Dieu Archiduc d'Autriche, Infant de Castille, Duc de Sicile, de Carmitte, de Castille, de Wurtemberg, &c. Comte de Tirol, de Ferrette, &c. & tres-Haut & Puissant Prince, Dame Marguerite d'Autriche, Comtesse de Bourgogne, &c. Docteurs de Sardie, nous Jean Pals, Secrétaire, & Successeur

Pendant laquelle Treve & Abstinence Madame la Duchesse d'Alençon, Sireus ditit Roi Tres-Chretien, pour sa libremet & sans empeschement quelconque se transporter es Roiaumes d'Espagne pardevers ledit Seigneu Empereur, selon la forme du Sauveconduct, qui sur ceed est cedeé par Sa Maestte.

Aussi pendant l'été Tree & Molinier se posèrent à Montfaut Charles, Duc de Bourbonnais et d'Auvergne, librement, facilement, et sans aucunement qu'il en coûte, pûnt par lui, avec celle Armée & Compagnie, que les Français, pour s'en venir d'Italie en France, ont été obligés d'emprunter, lesquels Rois "Tous deux frères du Roi Règneur la Mère, baillèrent le dégal bailleur, bon & fies Saufconduit aussi Sieurs de Bourbon pour loind pillage, avr toute la Champagne, & pour ce qui y a doué, si va le Saufconduit ou baille au nro, en tous événements fins envoit & delivré icelui Saufconduit en la Ville de Perpignan, & eusins du Capitaine de l'Empereur illec, en dedans six mois, renchues avant.

Bourbon

Pourront aussi, pendant ladite Trêve & abstinence, passer librement les Ambassadeurs avec leur suite, les Messagers, Courriers, & Postes, d'une part & d'autre par les Roïumes, & Seigneuries desdits trois Princes sans empêchement ou discourir quelconque & de nuitamment, & dès ce présent jourd'hui, pourront librement, & sans aucun empêchement, passer par France les Messagers & Courriers, qui porteront la Copie des requêtes, sous la dite publication.

Et particulièrement, pourront les Sujets de l'un ou de l'autre Part librement pêcher & naviger par la Mer, de sorte que toute pêche ne soit libre & franche entre les Sujets d'une part & d'autre, tout ainsi comme l'on l'a toujours eue avant la Guerre. & au acce de Paix.

Desquels ch^{es} du dit territoire sont Archevêq^{ue} d'Amiens, le Premier Président de la Cour de Bron, Am-
bassadeur de France, nous faisons surseoir par Ro-
bert de Signac, & maître Dame la Mer, princi-
pal parson for & seigneur, que nous baillerons à l'Em-
pereur, & autres Ambassadeurs d'Angleterre, en la
Cour dudit Empereur, dedans deux mois prochains ve-
nans, Lettres Patentes & Ratifications de ladite Dame
Régente en France, expédies en forme due, & lors
leur feront assigner suffisamment du pouvoir de Re-
gence de ladite Dame, & de la réception & verifica-
tion qui en a été faite par la Cour de Parlement à Pa-
ris, en mentionnant que lesdits D^{eu}x de l'Empereur, &
Ambassadeurs d'Angleterre, nous bailleront aadi jour
Ratification en de leursdits Signeurs & Maires. Et es-
tintu de ce, nous avons signé ce present Traité de
Paris en la Ville de Toledo, le Vins du Tournoy
l'an 1545. Ainsy signé, le 14^{es} de Mars.
Archib^{er} de l'Angleterre, JEAN DE SELBY. *Prêtre*
Président, Et PHILIPPE CHABOT. Et an desous
Collation: à l'Original. L'ALMARD.

FRANÇOIS. Roi de France & HENRI ANNO
VIII. Roi d'Angleterre, pour la delivrance d' 1525.
Roi François, & pour la liberte du Commerce
entre leurs Sujets, fait par Madame LOUISE
de SAVOIE, Duchesse d'Angoulême, Mere
du Roi François I. & Requete en France. A
Mours le 30. Aoust 1525. (FREDERIC LEON-
ARD, Tom. II. pag. 128. d'où l'on a tiré
cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Re-
cueil de RYMER, Tom. XIV. pag. 28.)

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam praefatae Litterae pervenerunt, salutem. Cum primum iam Pauci commoverentur, quum veneranda illi & sacrosancta nobis et Christo loco seorsum, illud docere & compellere praesens noscitur, diffidendum esse ac hoc tumidum Principibus Christianis, (1) non folius illi illi immunitatem Tueretur, Throno occideretur dari, qua ut vides in Rhodum & Hungariam prospero rerum firmitate effecit et usque et crebris iam crebris, colliditque et superius Victoria spiritibus, in reliquam Christiani Orbis partem quo suo iam Imperio Transiitque subjugaret, calidissime abutatur, verum etiam perilluminatum illam Lutheranorum Haeretic lateat, & paulatim in dies foeciescentem & gratianem, tum in Fidei Christianae perniciem maximam, tum etiam Ordinis Divini simul & humani, quo loco conflant omnes Respublicae, subversionem, & confusione etiam intractabile, ut non ab illis mris, quim & Turcis periculi, in depollis Bellorum duobus Principum animadversionem obvia estur. Cumque etiam Sandissimus Domiaus vultu Clemens, ejus quo vere Pacis Autor & Amator, generis vices in Terris, non et Christiana regis Discipline, quam et praesentium temporum condicione & salutaris, per illorumque Christianissimos Principes, Princes, Angles, & Francorum Reges licet crebro delicta hinc inde benevoluntate diligeret, ipsique ad sua illa Pacis Orbis Christiano iam diu decessisse amplexibus maxime per fuerit adhortatus, crebro iam perpendens, dictorum Principum exemplo religio provocari aciebat, perque minus ac Amicitia conjunctis, non tantummodo modo Christianorum civibus bellum iam Turorum ferocitatem facillime retenti posse, fed iustitiam hanc Lutheranorum Haeretic Principum corone paulum resecaram, sanctibus deinde Doctrinis adhibitis ac diffidit et animis dominum tantum illi, expropter sua sua illudisima & Potentissimis Regibus, nec convenire, ac expere vultu illi, vel tamen Pacis iam sanc- tis ac salutaris, ad Pacem praesentem adhortationem respondere & commovere, vel privati sui rebus iam indigere, ut neglecto rois Orbis malo gratissimo, cui succurrere, & melior conjuncti, & Amicitia colligat possent, insuper iam viderentur, ut illorum damnum non tantum illud prolegetur, quia potius Ar- matus, & armis, quae vix simulat, impetant, Christiano iam more iustitiam & pacem Amicitiam, Pacemque suis Regibus & Subditis veram & solidam iam consistere, ut altissimi in etiamque Principis peccata immisit radiibus, nullis deinceps turbulim procellis facie exortetur.

Nos laque Wilhelmus, Cantuarialis Archiepiscopus, totius Angliæ Primas, & Apostolicæ Sedis Legatus, Thomas, de Norwiche, Theobaldus Angliæ Henricus, Marchio Essexiæ, Carolus, Comes Warræ, Dominus de Herbert, & de Souver, Camerarius Illustrissimi Domini nostri Regis Angliæ, & Neapolis, Eleutherii Episcopi, & Thomas, Miles, Angliæ, Sollicitissimus, prefati Illustrissimi & Potentissimi Principis & Domini nostri, Henrici Octavi Angliæ & Franciæ Regis, & dei Defensores & Domini Illustrissimi Consilii, Oratoris, Commissarii, Procuretores, & Ambassadors facilliter autumati, promissum, & Amicitia, & vera Concordia inter eosdem Potentissimum & Illustrissimum Regem nostrum, & Illustrissimum & Secretissimum Principem Franci-

[illegible]

ANNO
1525.

cam, Francorum Regem ejusdem Domini nostri Re-
gis Catholicissimi, et Christianissimi Carissimi, eorum-
que Successoribus, Aliisq[ue] et Confoederatis con-
Egregia et Magnifica Viris, Domino Joanne Brisse
Militi, Domino de Villaines et de Aurois, Senatus
Rothomagensis Primario Præsidem, Cancellario Alie-
comiti, et Confiscum Illustrissimæ Dominiæ Lodovici
in Francis Regis Præsidem; et Joanne Jochem de
Paillois, Domino de Vaux, Hospiti ejusdem Illus-
trissimæ Dominiæ Magistro ordinario, ac præditi Il-
lustrissimæ Dominiæ Lodovici, in Francis Regis
Præsidem, et Joanne Præditi Illustrissimæ Fran-
corum Regis antecessoris Mariti, Oratoribus, Procurato-
ribus, Commisariis, et Ambasciatoribus ad infra scrip-
ta sufficientem auctoritatem habentibus, ad honorem
laudem Dei Omnipotentis, gloriosissimi, virginis Mariæ
et sancti Caroli caelestis, et Christianæ Religionis
establishmentum et incrementum, convenimus, con-
cordavimus, et conclusimus, atque associare Concor-
dationibus nostris, quarum tenores inferius inferimus,
per prefatos nostrorum, concordamus, et conclu-
sumus articulos, quos sequitur.

hinc amissionem, prout sequitur.

Insuper, inter eos Quatuor predictos conuentum, concordatum, et conuictum est, quod omnes iniurie, molestationes, officie, grauamina, et damna quocumque, a quibuscumque personis, et potestate, per dictos Illustrissimos et Potentissimos Principes, et Principes, et Francorum Reges, ex eorum Subditos, Terris, Maribus, Portibus Maris, vel Agnis dalcibus, unquam locorum communia, facta, siue perpetrata, remittantur, absoluantur, et prout delectantur, ac per premissos remittantur, absoluantur, et prout delectantur, ita quod necesse distorum Principum, eorumque Subditos quicumque, quocumque uultu, verbo, facto, statu, etiam, eorum alteri intromperet, nisi impingeret; sed quod de cetero inter predictos Illustrissimos et Potentissimos Principes, eorumque Haeredes et Successores, Vassallos, Iaculos, et Habituarios, ac Subditos quoscumque, presentem, et futuros, tam Ecclesiasticum, quam Seculare, quocumque dignitatis, floris, gradus, aut conditionis essant, seu quicumque dignitate, floris, siue grada persequantur, eorumque Regna, Patrias, Terras, Domina, Civitates, Castra, Territoria, Villas, Oppida, et Loca quocumque, modis per eorumdem aliquem habita, tunc, possessa, et occupata, si bona, siue mala, vera, integra, perfecta, fideles, et firmi Amiciis, Unio, Liga, Intelligencia, Confederatio, et Pax, per Terram, Mare, et Agnes dalcis, et per Mari, et ubique locorum intromittat et inuoluntate obseruanda, et futuris temporibus perpetuo durantes.

Item. Calvium, concedendum, & concessum est quod cuicumque prædictorum Multiflorum & Potentillorum Principum, eorumque Harum & Civitatum Regna, Patrias, Terras, Domicia, Sive Castella, Territoria, Villas, Opida, aut Loca quocunque, ad alterum invastantur perennitatis, sine pfectu, hostilitate invadatur, aut expugnari, aut a suis Sudditis, aut Stipendiariis sic invadi, aut expugnari permittit, sed bona fide, absque omni fraude & dolo, realiter, expresse, & cum effecta prohibe & impedit; nec aliquis prædictorum Multiflorum & Potentillorum Principum alicui alteri, easquecum fluita, gradus, aut conditionis exstat, sine quocunque Confingentis, aut assensu iudicis consecretur, aut quocunque dignitate, sine spirituali, sine temporali prefatus, Regna, Patrias, Terras, Domicia, Civitates, Castella, Territoria, Villas, Opida, aut Loca quocunque ad alterum prædictorum Multiflorum & Potentillorum Principum modo, ut prædictum, pertinencia, sine pfectu, invadatur, aut expugnari, invadere, aut expugnare consensu, auxilio, favore, subsidio; Nave, Pecunia, Genes armorum, Viaticum, aut alium assensum, quocunque, publice, vel occulte, adicere, vel adicere, nec præstiti, nec a Sudditis fieri, aut a suis confingentis, permittit, concessive, sed realiter & expresse renuitur, uniusque, & effectum invocat.

periculum, & necessarium impedire.

Item. *Conventum, concordatum, & conclusum* est, quod pro ratione, confirmatione, & definitione periculis, arbitratum; & dignum pendulorum Illustrissimum & Potentissimum Principum, Regnorum, Patriarum, Terrarum, Dominiarum, Castellorum, Circuum, Villarum, & Territoriorum suorum, tempore conclusionis hujus Fœderis possessorum, contra infantes, parricidas, & hostiles aggressores quocunque, prædicti Illustrissimi & Potentissimi Reges coeque omnes Principes & Potentatus, quocunque

Confignatione aut affinitate vincolo conneúatur, & quæcumque dignitate, vel spirituali, vel temporalis præfignetur, vel alios quæcumque huiusmodi gradus, aut conditiones existant, qui Regna, Patrias, Terras, Domitia, Civitates, Castra, Territoria, Villas, Oppida, & Loca quæcumque ad ædium prædiorum Illustrissimum Principum modo, ut præfignetur, penduntur, aut huiusmodi impugnentur, aut invadere attemptentur, aut moliantur, vel bellum aut Gueirum facere, aut movere præfignetur, aut attemptentur, & interveniens auxiliis militibus Gentium armorum, tum Equum, quam Pedum, aut Navium armatarum, unum cum Monitis & Instrumens bellicis, ut expensis Principis opus requirunt & interpellant, quociens opus & auxiliis fieri, adiuvantur, in quorum auxilio præfignatur, quantum ad numerum autem Militum, & Navium, & Instrumens, aut Instrumens & Machinarum bellicarum habenda, fit ratio facultatis illius Patrie, quod ad decedendum, & præfignandum opem requiritur, & fieri interpellatur, ut bellicis auxiliis subsidiorum auxiliorum non affragetur, aut sententia præfignatur, quam tunc commodè facere, aut sententia decedendum temporis & locorum opportunitate, & remissione futurum illis, quod in re Principis confidendum, & impellatur ostenditur. Quantum vero ad expensas & stipendia Militum, aut Navium armatarum atque, & taxabiles, & moderatioribus habito respectu ad forum venientiam quod in partibus illis, ubi Milites præfignentur, aut militibus, & Naves creberrimæ, tunc temporis contingit secundum locorum & temporum firmitatem aut ubertatem, qui quidem Milites & Naves armati ei, cui sic concedatur, fideliter servant, quævis quo dæderit retinendos, eisdemque stipendia, ut præfignatur, fideliter persolvunt.

Item. Convenimus, concordamus, & concludimus
etiam, quod omnes & singuli utriusque dictorum i. rati-
pam, eorumque Haeredum & Succedentium, aut eorum
alterius Vassalli & Subditi, five filii Principis, Archie-
piscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comes, Baro-
nes, five Mercatores, aut cujusvis, flares, condi-
tionisve existant, durante Pace antedicta, ubi-que loco-
rum sibi moris officio prosequantur, & hostilia af-
fectione pertrahant, potiusque liberè, tute, & securè,
absque aliquo offensa, aut salvo condicione, five li-
centia, ubique perstruant, per Terram, Marc, & A-
quas dulces, navigare, hinc indeque ad Portus, Do-
minia, & Districus quoscunque utriusque ipsorum
Principum, fustum Haeredum & Succedentium, circa
& ultra Marc accedere, dum tamen numerum arma-
torum centum simul non excedant; in eaque quocun-
que voluerint morari, mercari, Mercis, Mercatoria
& Jocalia quaecunque, filii Statuta Regiorum, aut Mani-
cipalium placuisse fancia non obdient, emere & vendere,
ac ut ei placuerit illinc ad partes proprias, vel ali-
bi, quos duxerint, ab eisdem abire cum suis aut
subditis aut commodis Nautis, Plandis, Vehicu-
lis, Equis, Asinis, Mercatoribus, Sarcinulis, Bonis,
& Rebus, five quibuscunque, nec ulli imposi-
tione obfusa, arrestatione, aut fustum Marc, Con-
transnare, Repetantur, aut alia distrahantur, quocun-
que, tam in Terra quam in Marc, & Aquas dulces,
quomodocumque in propriis Partibus hac omnia faciant,
aut eis ea facere liceat.

harm. Quod omnia munera, five uera, ab aliquo dantur. Principum te cunctis coram Patribus, et de Dominiis, pariter, circa sub infirmitatibus, Annos ante Domini, prefatum impedit Mercatoribus, aut Subditi alterius Principis, cunctis Hereditas et Successorum potestatem, et cunctis, durante hoc Patre, penitus sine erantia; et quousque ante confirmata, et Amicitia durante, amodo non interuenit, et aliter tamen semper quoad alia omnibus Regionibus, Urbibus, et Locorum Sanctis et Confraternitatibus, quibus nihil quoad eorum Jura per praesidia derogatum consistat.

Item. *Conveniens, concordans, & conclusum est, quod noster praedictorum Huiusmodi, & Poesimorum Principum aliquem Vasallum, aut Sedibus alterius, quocumque gradus, status, aut dignitatis, aut conditionis erant, in protectionem, tutamentum, sine defensionem, quovis modo facierit, aut acceptabit, vel ab alio quocumque facierit, aut acceptat confirmet, non procebat, inconfutit & non confirmet Domino, cupis et Vasillis, aut Sedibus, nec alicui tali, vel aliquibus talibus, consilium, auxilium, subsidium, vel aliquid, directi vel indirecte, dabit, aut praestabit, daverit, aut praestabit faciet, aut cooperabitur.*

116 3

locus.

ANNO
1525.

ANNO 1515. Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod dictis Amicitia duratioribus, necesse ditorum Illustrissimorum & Potentissimorum Principum quovis modo in Regniis suis, aut aliis locis, favorebit, intercedit, recipiat, aut retineat, nec à Subditis, vel Sependariis suis, eorum alter receptus, favorisati, intercedit, aut retinet, permittit aliquos Rebelles, five Proditores, de crimine laici Majestatis suspensos, aut Transfugas, et Subditos aliorum Principum, nec hujusmodi Rebelles five Proditores, aut Transfugas, Recipiendi five Proditores, aut Transfugas, qui in aliquem locum obediens alterius prædicorum Illustrissimorum & Potentissimorum Principum declinarint, five declinaverit, quovis modo dictis consilium, favorem, aut assiduum, sed eum aut eos intra viginti dies, postquam per Literas aliorum Principum, ejus Rebelles aut Rebelles, Subditos aut Subditos emerint, aut exierint, (quibus Literis Certificaverit, super hoc omnia fuerit) alter eorum requisitus fuerit, Literarum hujusmodi Requisitionis Latori, aut alii ad hoc à hujusmodi Literis nominato, five deputato, tradet, restituit, & liberabit; tradit, restituit, & liberabit faciat.

Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod et iuratis Principum prædicorum Cancellariis, aut alia Curia, impetitorum concedantur aliquæ Literæ Repetitionis, Maris aut Contramare, nisi super à contra principes delinquentes, & eorum Bonas, eorumque factores, vel in causa manifeste decepti sitis Justitiæ, de qua per Literas Summariorum aut Requisitionis, & prout de Jure requiritur, sufficiunt colligant.

Item. Quid si durante Pace à Amicitia prædicta, aliquod contra vires & effectus eorumdem per Terram, Mare, & Aquas dulces, per aliquem Subditum, Vasallum, aut Alligatum in his Amicitia comprehensionem aliorum ditorum Principum fuerit attentatum, actum & gestum, nihilominus tamen hæc Pax, five Amicitia in suis viribus permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo puniantur ipsi attentatores & damnicantes, & non alii.

Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod, immediatè post ratificationem prædictarum Tractatus hinc inde factam, Saraceni, Barbares, la Foresti, Haurit jam obides plene à libertate relaxabuntur, & ad manus prædictorum Oratorum Illustrissimæ Dominiæ Franciæ Regis, vel aliorum quorumcumque per eandem deputandorum, restituti tradentur.

Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod omnes & singuli Subditi five Sependarii, citra Commis aut Principis gradum, præfati Regis Angliæ, per prædictum Christianissimum Regem, aut aliquem ejus Subditum, vel Subditos, Sependariarum, aut Sependariarum, per Terram, Mare, Aquas dulces, aut ubiqueque locorum capiti, aut detenti, absque aliqua pecunia per eorum redemptionem solvenda libertate relaxabuntur, & libertati restituantur; in quod licet eis & eorum amicis, in & ad propria redire, aut quocumque locorum voluerint divertere. Et pari modo omnes & singuli Subditi five Sependarii, citra Commis, aut Principis gradum, præfati Regis Christianissimæ per prædictum Potentissimum Angliæ Regem, aut aliquem ejus Subditum vel Subditos, Sependariarum, aut Sependariarum, per Terram, Mare, Aquas dulces, & ubiqueque locorum capiti aut detenti, absque aliqua pecunia per eorum redemptionem solvenda libertate relaxabuntur, & libertati restituantur, in quod licet eis & eorum amicis in & ad propria redire, aut quocumque locorum voluerint divertere.

Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod in præfatis Tractatu Pacis & Amicitia comprehenduntur Amici, Alligati, & Confederati utriusque Partis subiecti per nomen; videlicet per parte Regis Angliæ, Sanctissimus Dominus noster Clemens, illius nominis Papa Sextus, ac Sancta Sedes Apostolica, Carolus Imperator elector, Christianus Rex Dacie, Reges Hungariæ, & Portuæ, Serenissimus Dominus Maria, Regina Franciæ Duxgeria; Illustrissimus Dominus Margareta, dicti Imperatoris electi Amici, & Archiducis Austriæ; Ferdinandus, peremptus Frater dicti Imperatoris, Austria Archidux; Dux & Dominum Venetorum; Reverendissimus Dominus Leodensis Episcopus; Dux Urbini; Clericus & Jacobus Duci; magnificus Dominus de Medicis, & Dominum Florentinorum; Dux Ferrariæ; Communitas & Societas Urbe Terrentina.

Et pro parte Regis Christianissimæ, Sanctissimus Dominus noster Papa, & Sancta Sedes Apostolica; Reges

Scotiæ, Hungariæ, Navarre, & Portuæ; Dux & Dominum Venetorum, Dux Sabaudie, Dux Lotharingiæ, Dux Gueldriæ, Dux Ferrariæ, Domini Helveti, Marchio Monasterii, & Illustrissimus Dominus Mater ejusdem, & Marchio Salacinarum; qui quidem comprehensit et parte ditorum Regum hinc inde nominati, infra quatuor menses à tempore ratificationis & publicationis prædictarum Tractatus, reventur per suas Literas Potentes, & unicus ditorum Regum transmittendas, declarare se velle dictam comprehensionem acceptare, ac omnia & singula Capitula in eadem contenta, quæcumque eos concernant, adimplere, aliis per non comprehendens habeantur.

Item. Ut Tractatus inter dictos Illustrissimos & Potentissimos Reges firmus & perfectus sit, convenit, concordatum, & conclusum est, quod quæcumque dictis Tractatus, ac singula in eodem contenta, non fuerint plene, integre, & inviolabiliter observata per alterius Partis comprehensionem, aut eorum aliquem, nihilominus præfati Tractatus inter dictos Principes principaliter contrahentes permanet in suo robore & effectu, neque per aliquem alium ditorum comprehensionem contra vim & effectum præfati Tractatus perperam, censuram eidem Contrahit, quod dictos Principes principaliter contrahentes in aliquo derogant.

Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod non intelligitur per præfatum Tractatum, neque aliquem ejusdem Anticalem, quod aliquis ditorum Principum contrahentium abstringat, vel teneat defendere, aut maneat aliquem in præfatis Tractatu comprehensionem, quocumque dignitate possit, in aliquibus Scabris, Terris, Dominio, vel Juribus, à tempore incipit Belli post novissimum Tractatum, cuius Data vel Locus, primo die mensis Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, ab aliquo prædictorum Principum, aut aliquorum Confederatorum, nobis & ubiqueque locorum occupatis aut obtentis, sed licet antequam dictorum principaliter contrahentium ea recuperare, præfati Tractatu non obtineat.

Item. Tam pro bono Pacis, quam propter singularem amorem & affectionem, quam de cetero Potentissimus Angliæ Rex erga dictum Christianissimum Regem gerere intendit, necnon ad instantiam & contemplationem Illustrissimæ Matris dicti Christianissimi Regis, & ut idem Rex citius in præfatum liberatum restitui, & in Regnum Franciæ redire possit, convenit, concedendum, & conclusum est, quod dictus Potentissimus Angliæ Rex procreabit, & amicit operam dabit apud Christianum Fratrem, Confinguium, & Nepotem suum Carolum, Imperatorem electum, pro celeriori restitutione & liberatione ejusdem Christianissimi Regis, bonis, honestis, & rationabilibus conditionibus, per partem dicti Christianissimi Regis præfati Caroli Imperatoris electi, & alii, vel illi, qui, vel qui, Ducei dignitate aut nomine præfati Principis, Angliæ Regi, aut Caroli Imperatori electo, adhaeruerit, vel adhaerit, offerendis impetrandis & obtinendis.

Item. Convenit, concedendum, & conclusum est, quod prædictus Christianissimus Rex omnia & singula Capitula in præfatis Tractatu Pacis & Amicitia contenta, necnon alia omnia quocumque scilicet & separatim ad præfatos Tractatus firmiter confirmationem & corroboracionem acta, conventa, & nomine suo promissa fuerint, quocumque nature aut qualitate existant, observabit fideliter, & realiter perimplere, seque fideliter observatum, & realiter perimplere, quodcumque per Commisarios, five Commisarios prædicti Potentissimi Regis Angliæ, Hæreditarii, aut Successorum suorum, sufficiunt ad eo aut eis Poessestem ad id iure Mandatum habentem, vel habentes, fuerit requisitus, in eisdem Commisariis, five eorundem Commisariarum præfatis, si quovis modo id fieri poterit, talis per eandem Sacrosanctam Evangelicam Urbem, & in vim patris promittit, omniaque & singula Capitula in præfatis Tractatu contenta per Literas Patentes suam sua subscriptas, & magno suo Sigillo sigillatas, ratificatas, autorisatas, & confirmatas, in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & confectas, ac, in premissis, absolute, ad præfatum Illustrissimum Angliæ Regem, Hæredes & Successores suos, ejusque, aut eorum Deputatos sufficientem ad id autoritatem habentem, five habentes, infra tres menses post Datum præfati Tractatus transmittet, tradique faciet, realiter & cum effectu.

Quod

ANNO 1515.

ANNO
1525.ANNO
1525.

Quod si propter prædicti Christianissimi Regis detentionem, & à Regno suo absentiam, Literas confirmationis in sufficienti & valida forma intra tempus, ut prædictur, triam mensium dare facere, aut dari facere, tradere minime poterit, prædicti Christianissimi Principes Francicus, Francorum Rex, omnia & singula in prædicti Tractatus contenta, ac per dictos Oratores convenia & conclusa, per Literas suas ipsa propria scriptis ratificabit, autorisabit, & confirmabit, sub verborum tenore istius prædicti Oratoris concordato. Quas Literas se ipsum sua propria scriptis, prædicti Illustrissimo Regi Angliæ, Haeredibus sive Successoribus suis, ejusque, aut eorum Deputato, sive Deputatis, sufficientem ad id auctoritatem habentem, vel habentibus, ex parte prædicti Christianissimi Francorum Regis, infra tres menses à Data præsentis Tractatus proximè numerandos, realiter & cum effectu tradentur & liberabuntur.

Insuper; cum prædicti Christianissimi Francorum Rex, tempore prædicti Tractatus nomine suo inter & conclusi per Oratores ab Illustrissima Domina Matre sua Francie Regem destinatos, & ad id ab eodem commissum habentem, sit apud Caesarem, ut prædictur, detentus, quia ex re factum est in se fieri acceptum, approbatione, confirmatione, efficacia, & validitate prædicti Tractatus nonnulla dubia, questionibus, difficultatibus, & altercationibus oriri possint, promittit, ut omnia & singula talia è modo propositis talibus, ac omnia questionibus & disputationibus strepulis, exceptionumque & allegationum subterfugia penitus removeantur, & ne prædicti Christianissimus Rex, eum ad libertatem restituere, sive ad sua pervenire; ipsè, Haeredesque aut Successores sui, vel et prædicti capiteant, vel ex aliis quibuscunque allegationibus, quicquid præcedet, aut committitur quæ sit querit, quod prædicti Tractatus Pacis & Amicitie literalis reddatur, conventum, ultimas concordantes, & conclusum est, quod prædicta Illustrissima Domina Francie Regens, nomine Regentis qua fungitur, renuncians expresse & in vim pacti, beneficio Senatusconsulti Velleiani, ac omni alii Juri remedio, cautela, aut exceptioni, tam Juri quam facti, quicumque natura fuerit, aut quicumque ex causa competent, prædicta omnia & singula tam in hoc Pacti & Amicitie, quam alibi Tractatus, quicumque ex causa per dictos Oratores inter & conclusi contenta, infra duos menses per Literas suas in forma desuper concessa conceptas, manu sua subscriptas, & Magnæ suæ Signillo sigillatas, ratificabit, autorisabit, & confirmabit, illaque eadem omnia observabit, ac quod à Christianissimo Rege prædicto, Haeredibus & Successoribus suis, ejus Haeredesque Subditi fideliter observari & realiter perimpleri faciet, in præsentia Commissarii, sive Commissarii prædicti Illustrissimi Regis Angliæ, Haeredum sive Successorum suorum, Potestatem ad id sufficientem habentem, sive habentium, jurabit & in vim pacti promittet, Literarumque ratificationis & obligationis in forma hujusmodi, cum prædicta clausula renunciationis inferius contenta, & ut præmittitur, debite absolutas; ad prædictum Illustrissimum Angliæ Regem, Haeredes, aut Successores suos, ejusque aut eorum Deputatum, sive Deputatos, sufficientem ad id auctoritatem habentem, sive habentem, infra tres menses à Data præsentis Tractatus numerandos, transmittit, tradique & liberari faciet & faciet, realiter, & cum effectu.

Ex præterea, conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædicta Illustrissima Domina Francie Regens renuncians expresse, & in vim pacti, ut prædictum est, beneficio Senatusconsulti Velleiani, ac omni alii Juri remedio, cautela aut exceptioni, tam Juri quam facti, quicumque natura fuerit, aut quicumque ex causa competent, obligationem sive promissionem de rato in forma sequenti in Literis prædictis fideliter & expresse præstabit, & ad majorem cautelam promittet & obligabit, & Haeredes & Successores suos, per eundem, quod prædicti Christianissimus Rex filius suus, renuncians, eum ad libertatem pervenire, expresse & in vim pacti, omni Juri cautela, beneficio, sive exceptioni ex causa metus capiteant, detentionis, à Regno absentia, rei; aut non facti nomine, aut non in rem suam gestæ, & omnibus aliis tam Juri, quam facti exceptionibus quibuscunque, quicumque ex causa competentibus, quibus effectus præsentium in aliquo impediti quant, Haeredes & Successores sui prædicti omnia & singula Pacis ac Amicitie Ordere, Aliaque pacta, conventa, promissa,

quicumque natura fuerint, per prædictos Oratores nomine ejusdem Christianissimi Principis inter & conclusa, bona fide, sincere, & absque omni dolo aut fraude, fideliter observabit, & realiter perimpleret; observabit, & perimplere faciet, & quæ à Subditi suis perimpleri & observari faciet & facient realiter & cum effectu; quodque prædicti Christianissimus Rex Francicus infra duos menses, eum ad libertatem pervenire, ut si ante id temporis, quod Deus avertat, ab humanis decesserit, Haeredes sive Successores sui, similiter infra duos menses, à tempore, quo primus in Regno successerit, numerandos, prædicta omnia & singula & fideliter observatum, sive observatum, realiter perimplerunt, sive perimplerunt, in præsentia Commissarii, sive Commissarii prædicti Illustrissimi Regis Angliæ, Haeredum & Successorum suorum, sufficientem ad id auctoritatem habentem, sive habentium, tatis Sacrosanctis Evangelii, jurabit & jurabit, & in vim pacti promittit, & promittit, illaque per Literas suas in sufficienti, valida, & efficaci forma conceptas, ac clausulas prædictas renunciationis inferius habentes, manu sua subscriptas, & Magnæ suæ Signillo sigillatas, ratificabit, & confirmabit, autorisabit & autorisabit, confirmabit & confirmabit, & illaque Literarum, Ratificationis, Autorisationis, & Confirmationis, contentas, ut præmittitur, & absovent, ad prædictum Illustrissimum Angliæ Regem, Haeredes & Successores suos, ejusque aut eorum Deputatum sive Deputatos, sufficientem ad id auctoritatem habentem, vel habentem, transmittit, tradique & liberari faciet & faciet, realiter, & cum effectu.

Item. Propter firmitatem omnium & singulorum per dictos Oratores conclusarum observationum, conventum, & concordatum, & conclusum est, quod Magnæ & Nobiles Regni Francie, videlicet Reverendissimi Cardinales Borbonici, Dux Vaudouin, Dux Longueville, Comes Sancti Pauli, Dominus de Lamoignon, Comes Conventum, Dominus de Montmorency, Dominus de Brezé, Comes de Maulevrier, Magnus Senescallus Normannia, Comes de Reims, etiam primæque Christianæ ejusdem Regni, videlicet Parisius, Lugdunum, Aurelia, Tolosa, Ambianum, Rothomagus, Berdegala, Turonum, & Civitas Remensis, firmiter se obligant & stringunt, sub poenæ & obligatione omnium bonorum suorum, & quicque Magnatum & Nobilium prædictorum separatim se, Haeredes & Successores suos, & quæque similiter Civitas se obligant & stringunt sub poenâ & obligatione omnium bonorum. Jurabunt præterea, & in vim pacti promittent, infra tres menses post Datam præsentis Tractatus, quod ipsi, sive ipsi, & eorum quilibet, sive quilibet, præmissa omnia & singula in hoc Tractatu specificata fideliter observantur po pacto sua, & realiter perimplere, observabit & perimplere, neque unquam eidem convenirent ipsi, Haeredesque aut Successores sui curabunt, & quicque sive quicque curabit cum effectu, quod prædicti Christianissimus Rex Francicus, Haeredes & Successores sui, ejusque Subditi, prædicta omnia & singula observant & observabunt, perimplere & perimplere, realiter & cum effectu; quodque omnia ratificabit item Christianissimus Rex, Haeredes & Successores sui ratificatione, autorisabit & autorisabit, confirmabit & confirmabit, jurabit & jurabit, modo, forma, & tempore prædicta, Literarumque inde Obligationis, in forma per dictos Oratores concordata consensenda, facient & faciet separatim quicque Magnatum, Nobilium, & quæque Civitatum prædictarum, aliosque Literas & scriptas, ac Signillo suo sigillatas, & omnibus suis potestibus validis & efficaciis absolutas, ad prædictum Illustrissimum Angliæ Regem, Haeredes & Successores suos, ejusque aut eorum Deputatum, sive Deputatos, sufficientem ad id auctoritatem habentem, sive habentem, infra trium mensium post Datam præsentium transmittit, & eorum sive eorum quicque sive quæque transmittit, tradique & liberari faciet & faciet, realiter & cum effectu.

Item. Conventum, concordatum & conclusum est; quod omnia per dictos Oratores inter, conclusa, & promissa & ex parte dicti Christianissimi Regis, Illustrissimæ Matris suæ Regentis, Magnatum & Nobilium prædictorum, Civitatum, ejusdemque Regis Regnum & Subditorum, Haeredum sive Successorum suorum, perimplenda & observanda, ratificatione & confirmatione infra tres menses post Datam præsentium inter Sanctos Normannia, & Linguæ Occidentis, ejusque omnia & infra eodem tempus inter messum Curie Parisienses Parisiensium, Tolosana, Rothomagensium, &c.

ANNO
1525.

Indulgentiis, suo iudiciali & sufficienti Decreto validis & efficaciis esse censuerunt, iudicaverunt, & promulgaverunt.

Item, Convenit, concordatum & conclusum est, quod postquam predicta omnia in presentem Tractatum, vel in aliis nunc scriptis & consensibus cunctis, modo & forma in aliis specificatis, per predictam Illustrissimam Dominam Ludovicam Francie Regemem, ratificatis, autoritate, confirmata ac jurata fuerint, ac super eisdem omnibus & singulis Literis in valida & efficaci forma, ut premittitur, in eisdem consensibus, predicta Illustrissima Regi Anglie, Haeredibus & Successoribus suis, eorumque Deputatis vel Deputatis, sufficientem ad id auctoritatem haberent, vel haberentibus, infra tempus predictum traditis realiter, & cum effectu literarum forent, una cum Obligationibus pro solutionibus censurarum Summarum pecuniarum iuxta modum & formam in Tractatu desuper facto specificatis, tam ipsius Christianissimi Regis, & infra tempus predictum obtineri quoquo modo poterunt, quam etiam predictae Illustrissimae Dominae Ludovicae, Magistram, Nobilitatem & Civitatem superius nominatarum, sive nominatarum, sub illo verborum tenore conceptis, modoque & forma eisdem, de quibus tam in hoc Tractatu, quam illis, convenit inter Oratores predictos & concordatum est, necnon instrumentis in publica, & autentica forma, ut convenit, consensibus & super omologatione Curiarum Parliamentorum, ac etiam Ratificatione trium Sacrorum Normannie & Lingue Occitane, validis & efficaciter factis, tunc & immediate predictam Forensissimam Angliam Regem, Haeredes & Successores sui, predicta omnia & singula Capitula in presentem Tractatum Pacis & Amicitiae convenit, & illa omnia & singula quaecunque, scilicet & separatim ad presentem Tractatum declarationem & corroboracionem patris & contracta, ratificavit, autoritavit, & confirmavit; ratificavit, autoritavit, & confirmavit, Literasque Ratificationes in valida & sufficienti forma conceptas, manu sua subscriptas, & Magno suo Sigillo sigillatas, Commisit, sive Commisit predictis Christianissimi Regis, Haeredum aut Successorum, vel etiam predictae Illustrissimae Dominae Francie Regemem, sufficientem ad id potestatem habent, vel haberentibus, traditis realiter & libere, ac sine, ac liberari, ac etiam in presentia dicti Commissarii, sive Commissariariorum, & omnia & singula predicta, quantum cum eis concerneret, fideliter perimplerum & perimplerum, tamdiu Sacrosanctis Evangelis, jurabit & juravit, quamprimum fuerit eis fuerit per dictos Commissarios requiritur, vel requiritur.

Sequitur Textus Conventionum.

HENRICUS octavus, Dei gratia Angliae & Francie Rex, Fidel defensor, & Dominus Hibernie, omnino ad quae praesentes Literae pervenerint, salutem Scitis, quod nos de probitate, legalitate, circumspeditione, fidelitate, & industria dilectorum & fideliarum Consiliariorum nostrorum, Reverendissimi in Christo Patris Willemi, Cantuariensis Archiepiscopi, totius Angliae Primatis, & Apostolicae Sedis Legati; Carissimorumque Confangueorum nostrorum Thoma, Ducis Northfolchie, Thesaurarii Anglie; Henrici, Marchionis Exetresie; Caroli, Comitis Vigornie, Camerarii nostri, Obedientie nostri Gasterii, Mistrum; Reverendi in Christo Patris, Nicolai, Eboracensis Episcopi; & Thoma More, Militis, Sub-Thesaurarii Anglie, ad plenum confidentes, ipsos conjunctim, & eorum tres divites, nullo modo veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Deputatos, & Nuncios speciales & generales constituitur, & ordinamus per praesentes, eisdem & concordantes eisdem conjunctim, & una eorum divitem, ut praesertim, tenore presentium, potestatem, facultatem, auctoritatem & Mandatum generale & speciale, pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris, cum Oratoribus, Ambassiatoribus, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis quibuscunque Illustrissimi ac Serenissimi Principis Francisci, Francorum Regis, Francis & Confanguei nostri Carissimi, sive cum Oratoribus, Ambassiatoribus, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis quibuscunque Illustrissima Domina Ludovica, ipsius Francisci Francorum Regis Matris, ejusque in absentia Francie Regemem, ad hoc sufficientem potestatem & auctoritatem habentibus, de & super Pace, Concordia, Liga, Confederacione, Unione, & Amicitia, inter nos, ex una parte, & praenominatum Franciscum Regem, seu dictum ejusdem Regis Matrem in absentia ipsius Francie Regemem, ex altera

et; Regna, Terras, Domnia, Patrias, Subditos, Vassallos, Fideles, Allegatos, Confangueos, Amicos & Adhaerentes nostros, & suos quoscunque, nosciturque & suorum Haeredes & Successores, cum talibus Factionibus, Legibus & Conventibus, que nobis & dicti Francorum Regis, & aut ejus Matris Francie Regemem, Oratoribus ad id potestatem habentibus, pro commodo, & utilitate illius nostri, quim dicti Francorum Regis, Successorum & Subditorum nostrorum & suorum, videbatur hinc inde oportere concilianda & incedenda, tractandi, concordandi, pacificandi, conveniendi & fustiter conciliandi, nosque Haeredes & Successores nostros, Terras, Patrias, Domnia, Subditos & Vassallos nostros quoscunque, ad conventum & conciliandum intractabilem observantiam alitergendi & obsequiendi super hujusmodi conventibus, concordatis & conciliis, praesentibus Illustrissimi Francorum Regis, aut Serenissimi Dominae Regemem Oratoribus, ad id potestatem habentibus, Literas efficaces & validas pro parte nostra tradendi, aliisque consensibus effectibus & vigoribus apud ipsos, seu eorum altero, petendi & exigendi, plenamque praeterea potestatem juramentum in omnium nostram faciendi & praestandi, quod tenemus & perimplerimus, & eisdemque & perimplendo curabimus realiter, & cum effectu, omnia & singula, que in praesentibus & circa eis nomine nostro concordantibus & conveniendis, juramentis, firmantibus & conciliandis, atque illa ratificandis, & nullo inquam tempore revocandis, nec contra ea, vel eorum aliquem quicquam faciemus, vel quovis pacto veniemus: simulque juramentum a dicto Illustrissimo Francorum Rege, seu a dicta Serenissima Domina Ludovica Francie Regemem, ejusque aut eorum Oratoribus Commisariis, ad id sufficientem potestatem habentibus, praesentibus videndi, petendi & exigendi; ac generaliter omnia & singula alia nomine nostro faciendi, gerendi, exerceendi, & firmandi, quaecunque nunc aut impetantur faciant, aut esse poterunt, in praesentibus, & circa ea, necessaria, & quomodolibet opportuna, & que tunc Negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentiis, & annexis exigat, seu requirat, etiam capitis longe maiora sint, aut talia forent, que de sua natura ad ea periculis Mandatum aliqui magis speciale, quim praesentibus sit expressum. Promittentes bonae fidei, & in verbo Regis, quicquid sciam, gestum aut conventum fuerit per dictos nostros Oratores, & Commissarios conjunctim, vel res eorum divitem, nos ratum, gratum, & acceptum habebimus, neque contra ipsorum aliquid vel aliquem contraveniemus, imo ipsa mantenebimus, & invariabiliter observabimus, manteneri & observari faciemus, & per Literas nostras Patentes ratificabimus & confirmabimus. In cujus rei Testimonium, has Literas nobis Patentes, manu nostra signatas, Magni sigilli nostri apud fecimus. Datum apud Moore, vigesimo octavo die Augusti, Anno Regni nostri decimo tertio.

ANNO
1525.

LUDOVICA Regis Christianissimi Mater, Ducissa Engolismae, Andegaviae & Nemosis, necnon Comitissae & Genui Comitissae, Regem in Francia in absentia Carissimi ac Dilectissimi Domini, & Filii nostri Francisci, Dei gratia Francorum Regis, notum facimus, quod nos ad plenum confidentes de probitate, legalitate, circumspeditione, fidelitate, & industria dilectorum & fideliarum Consiliariorum nostrorum, Joannis Brion, Domini de Villaines, & de Annois, Praesentibus Illustrissimi nostri, ac etiam Consensum iam dicti Carissimi ac Dilectissimi Filii nostri, ac Primi Praesidentis Normannie, necnon Cancellarii Alencorini; & Joannis Joachimi de Passio, Hospiti nostri Magistri, Domini de Vaux, ex maturo Illustrissimi Sanguinis Francie Principum & Magistram consilio, ipsos & eam quilibet, conjunctim & divitem, nostros veros & indubitatos Commissarios, Ambassiatores, Oratores, Deputatos, & Nuncios speciales & generales facimus, constituitur, & ordinamus per praesentes, dantes & concedentes eisdem, & eorum cuilibet, conjunctim, ut praesertim, & divitem, tenore presentium, potestatem, facultatem, auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale pro dicto Carissimo & Dilectissimo Domino ac Filio, Haeredibus, ac Successoribus nostris, cum Illustrissimo & Potentissimo Principe, Henrico octavo, Dei gratia Angliae Regis, Carissimo & Dilectissimo Confangueo nostro Francie dicti Domini & Filii nostri, & nostro, Haeredibus, ac Successoribus suis, aut eorum, seu eorum Procuratoribus, Oratoribus, Commissariis, Ambassiatoribus & Deputatis quibuscunque, ad hoc sufficientem potestatem & auctoritatem habentibus.

ANNO
1525.

habentibus, de & super Pace, Concordia, Liga, Confederatione, Unione, & Amicitia inter praefatum Dominum & Filium nostrum, ut nos, in absentia ejus Regentem, ex una; & praenominatum Potentissimum Angliae Regem, ex altera; Regnaque, & Dominiis, & eorum Haereditas, ac Successores, cum talibus Praefatis, Legibus, & Conventibus, quae dicto Angliae Regi, aut suis Oratoribus ad id potestatem habentibus, & Oratoribus nostris, pro commodo & utilitate dilectorum Regum, Successorum, ac Subditorum suorum, videantur opportuna, conciliatoria, & iuvanda, tractandi, concordandi, pacificandi, conveniendi, & conciliandi, & cum Christianissimum Regem Franciae & Filium nostrum, quosque Haereditas & Successores, Francis Regem, Terras & Dominiis quocunque, nos, & Oratores & Successores nostros, ad conventionem & concordatorem inviolabilem observantiam adstringendi & obligandi, ac super huiusmodi conventibus, concordatibus & conciliis cum praefato Potentissimo Angliae Rege, Confanguineo nostro, aut suis Oratoribus, ad id potestatem habentibus, Literas efficaces & validas pro parte nostra tradendi, aliasque condempnacionibus & vigoribus ab ipsis petendi & exigendi, plenamque praeter potestatem juramentum in animam nostram praestandi, quod tenemus & adimplemus, necesse & adimplendi curabimus realiter, & cum effectu, omnia & singula, quae in praedictis & circa ea nomine nostro concordabant, conveniunt, jurant & concludunt; ac quod illa iustitiamus, & iustitiam cum effectu curabimus, & nullo antiquum tempore revocabimus, nec contra ea, vel eorum aliquae quoquam faciemus, vel quovis pacto veniemus, simulque juramentum in dicto Potentissimo Angliae Rege, quosque Oratores & Commissarios ad id sufficientem potestatem habentibus praestari videndi, exigendi, & petendi, ac generaliter omnia & singula nomine nostro faciendi, gerendi, exerceendi, & firmandi, equecumque natura & importantis fuerit, aut esse poterit, in praedictis & circa ea, necessaria & opportuna, & quae tamen Negotia quales cum eisdem circumstantiis, dependentibus, & annexis, exigi aut requiri, cumque expressis longis majores sint, aut talia forent, quae de sua natura ad ea persequenda Mandatum exigant magis speciale, quam praesentibus hic expressimus. Promittentes bona fide, & in verbo Principis, quod quicquid actum, gestum, aut conventum fuerit, per dictos nostros Oratores, Commissarios, Ambassadors, seu eorum quocunque, rati, ratum, & gratum, & acceptum habebimus, necnon ratum & gratum haberi juri dicto Domino & Filio nostro Regi effectualiter curabimus, & faciemus, necque contra ipsum aliquid vel aliqua contraveniemus, praestantur, & observari faciemus, & per nostros Praefatos Literas confirmabimus. Datum Lugduni, die nonae mensis Junii, Anno Domini 1525. *Int. signatur, LOYSE. Et super plures, Per Dominum Regentem in Francis, ROBERTET.*

In quorum omnium & singulorum praemissorum fidem & Testimonium, nos Oratores, Commissarii, & Procuratores auctoritate Potentissimi & laudissimi Regis Angliae praesentibus Literis, multis nostris subscriptionibus, Sigillis nostra appositis. Datum apud More, tricesima die mensis Augusti, Anno Domini 1525.

CXC.

1526. Confirmatione Ihu Romisch-Kaiserlichen
15. April. Mayestats Carls des V. über den Anno
1525. zwischen dem Stifte und der Stadt
Rempten aufgerichteten Kauf. Sehen zu
Sevilien den 15. April 1526.

Cest-à-dire,

Confirmation de l'Empereur CHARLES V. sur
le Contrat de Vente & d'Achat passé l'an 1525.
entre l'abbaye & le Magistrat de la Ville de
Kempten. A Seville en Andalousie le 15.
d'Avril 1526. [Voyez la ci-devant avec le
Contrat sous le 6. Mai 1525. page 430.]

CXCI.

18. April. Vertrag zwischen Bischoff Heinrich von Urs
TOM. IV. PART. I.

ANNO
1526. rechte als Coadjutorem des Stiffts Wormel
und des Capitel an einem / dann der Stadt
Worms andern Theils / durch unterhandlung
Churfürst Ludwig zu Pfalz; wodurch sie
sich wegen des kleinen Beders umgeben / der mo-
gen stachen Bessert / und des weiten Gedrucks
mit demselben pfand besser und andern den der
Stadt Jährlich dem Bischoff und Stifft mo-
genden Dinge verglichen / ferner die Jährliche
Raths-Veranuerung abgeschafft / und ein be-
stimmter Rath aufgerichtet / wie es mit dessen
Erhebung und Beschickung zu halten / veran-
det / und viele andere stiftliche Sachen / wegen
Stellung mit der Stadt-gleichen / Jährlicher Ver-
sicherung der Bedränge der der gemeinde / der be-
stimmung des Raths und Aemter abgelegende Acte /
des Einkommens der Prediger / restitution der
Kirchen-Güter etc. beigelegt werden. Sehen
Heidelberg auff Wittenberg nach Sonntag Milte-
ricordias Domini. 1526. [LUNIG, Teut-
sche Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung
III. Abth. IV. pag. 472.]

Cest-à-dire,

Accord fait & conclu par la médiation de Louis
Eleveur Palatin, entre HENRI Evêque d'U-
trecht, comme Coadjuteur de l'Evêché de Worms,
& son CHAPITRE d'une part, & la Ville de
WORMS d'autre part, au sujet de divers
Points, & Articles qui étoient en dispute, entre-
autres de la petite Accise due à l'Evêché par les
Boulangers, & d'une Redevance que la Ville doit
aussi à l'Evêque de deux Croches & Etnes remplies
de vin, & d'une Bourse rangée avec deux livres &
deniers de Hellens ou l'argent par éponge amide. Le re-
nouvellement annuel du Magistrat y est aboli, &
l'on y convient d'une autre manière de l'élire &
de le confirmer, comme aussi de ce qui regarde le
fin des Clocbes, la Lecture annuelle des Palles
devant les Communers de la Ville, la forme du
Serment, que dorenavant prêter ceux qui entrent dans
les Charges, les Déclarations solennelles des Pré-
dicateurs, & la Restitution des Ornaments des
Eglises, &c. A Heidelberg le Mercredi après le
Dimanche Milericordias Domini 1526.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden Pfalz-Gräffe
von Rhetz / Herzog in Bayern / des Heiligen
Römischen Reichs Erzbischoff und Churfürst u.
Schirmen und thun kund offenbar mit diesem Briefe
/ nachdem sich mancherhand Irrung / Mängel
und Gezeuch zwischen weglante den Erzbischoffen
in Odt Bayern unsern besondern lieben Brüdern
den Bischöffen / samt ihre liebe Thum-Capitel und
Gemeine Pfaffen an einem / auch den Erbsamen
und weisen / unsern lieben besondern Rath / Bur-
gemeister / Rath und Gemein der Stadt Worms
andern Theils / lange Zeit gehalten / deshalb viel
Unterhandlungen geschehen / Verträge und Erhö-
lung erfolgt / und insonderheit verschiedenes fünfzehn
hundert und neunzehenden Jars / in Betreff des
Vicariat-Amts als dormal das Römische Reich
ein Haupt stunde / wir zwischen ebenannten Thei-
len auch gütliche Hülfe und Brände aussprechen
lassen / darüber sich ist weiter Vorgesand / Zwi-
spitzung und Beschwerheit / zwischen dem Erzbischoffen
in Odt und Hochstetoren Fürsten / unsern
freundlichen lieben Brüdern / Herrn Hieronymus / er-
wehnten Bischöffe zu Utrecht und Coadjutor des
Stiffts Worms / Pfalz-Gräffen von Rhetz und
Herzogen in Bayern / samt den würdigen und Er-
bsamen / seiner liebe Thum- und anderer Stifft De-
chant / Capitel und gemeiner Pfaffen zu Worms

K k k an

ANNO
1526.

an einem / und Städte / Meßter / durch Burgermei-
ster / Rath und Gemeine derselben Stadt Worms
am andern Theil entstanden. Welches wir dann
in Betrachtung / wie das beede Theil mit Gerecht-
schaft / Ehrlich und Einigkeit wohl verwandt
und zueinander stand / nicht gern in Beinerung und
Annoy zu wachsen / sondern die Theil ihnen auch
allerkint zu Freundschaft / Gnaden und Friede zu
gut / in freudlichen Worten und Einigkeit bey ein-
ander zu verorten / viel lieber sehen / und darzu stre-
ben und helfen / zum höchsten genügt sind / dar-
um so haben wir hierbey zu schreiben / und sehr abem-
malt die Partheyen hierbey gen Heidelberg vertragen
und zwischen ihnen mit sich handeln / und nach viel
gedachter Räte sic solcher Mängel wiederum in der
Güte vertragen und hinlegen lassen / wie nach-
steht / Aufgeschlichen als Unser lieber Bruder und
seiner Lieb Thum Capittel beschwerlichen Abbruch
und Nahrung / so ihrer Kirche und ihnen / aus
Unsern jüngsten außgerichteten Vertrag zu Worms
bezogene / nemlichen an Bühlen auch dem Bro-
der sein Angest / Zustand von Bräulichen Ge-
richt und der Justizen Justiz / darzu den Schwag-
der Räte und die Wollen / Wege betreffend / hin-
bringen.

Dagegen aber die Gesanten ein Erben Raths
sch verwanten lassen / das sic von solchen Klag-
strafen jetzt in ihrer Aufsetzung zu diesem Tag
kein Wissen gehabt / und on zweiffel / so ihnen die
zuer überbracht / ein Erbarer Rath / hat in dem
guten Rathe zu dem / mit andern wohl befehlen
lassen / und nicht unterlassen. Dieweil aber die-
selbigen viel sonder Person beruht / so wollten sic
die mit ihnen anheimlich stehen / sich darinn erlan-
den / und Ans zu Gnade und Bericht mit der
Abrede der nachgesetzten Punkten eckstien / mit
dem Erbarsten Anseu lieben Bruder und seiner liebe
Thum Capittel / an dem bemelten und andern
Anseu / so sic herberacht / auch in Übung und Ge-
brauch weren / kein Treue / Abbruch oder Verhin-
derung zu thun / sondern wohl in dem / die abgemelte
Unser jüngst Richtung verträge / derselben zu ge-
ben und nachzukommen / dodes und denselben erbe-
ten dieweil es der andern Theil zu fraken / wie es
diesmalig auch beuhen lassen / also / das beede Theil
die ihren zusamen schiden / und abgemelter irtigen
Eintr / wegen gleich Untertreue halten / ob sic sich
denn vertragen möchten / als auch darauß beider-
seits verordneten zu Worms bey einander auff ein
bestimpten Tag erscheinen / deshalben Rath und
Handlung gepflogen / aber sich dero nicht vergie-
hen mögen / darum die Sachen wiederum hütet
auff beiderseits Ansehen und Bewilligen zu sei-
ner gleichzeit Vertheil und Handlung vor Unser
Räte gemacht / und darinn beiderseits ver-
ordneten bes Anseu Räten erscheinen seyn / ha-
ben dieselbigen Unser abgemelten Räte in Sa-
chen sich beuhen / und nach entzungenem Be-
richt und anseu sich selbst abgemelte Richt-
ungen gemaint / vorgelegt und vertragen / wie nach-
steht:

Erstlichen hütessen / das Beider Mann Angest /
sei wie angezeigt ward / ersten Bischoff zu Worms
von einem jechlichen Makter Nothen ein Pfennig /
und von einer Nachp. then oder weiß Weid sechs
Pfennig gegeben und gerichtet werden weren / we-
ches sich der Beider zu Worms etlich Jahr der ge-
wegert hätten / dagegen die Gesanten der Stadt
mit R. Räten / das es vermögen in römischen ge-
brauch zu geben bestimmen / hütten sich auch mit
nichden erweisen / wannum sic ein solches schuldig
sein solten / und ob gleich ein Jahr oder ywen das
sic also nach jüngster Pfalz / Gräfflicher Richtung
von etlichen gerucht / were solches doch unrichtig /

warum / und auß der Ursachen sic vermint / bei
neue Vertrag / ihnen das auslegen bestien / so
aber sic die Ding anders erminet / nit unbilligen
mit dem still g. Räten weren. Da sic abgetret /
das Unser Bruder / der Coadjutor / Ans zu
freundlichen gefalle Jährliche zwanzig Gulden /
so seiner Lieb / dero Nachkommen / oder ihrem Re-
ter oder Reichthaber zu Worms / schuldigen / je-
des Quatember fünf Gulden / durch die Justiz-
Meister der Beider Justiz entricht werre / an sich
des sein Angest eckstien / um der Treuezeit zwie-
schen ein R. Räten und sonder Partheyen we-
gen / nemlich / und die übermassen nachst. / too
aber den Beider zu Worms gefälliger wäre / das
obestehende sein Angest / wie von alter zu gehet
sollen sic Macht haben / der eins zu weihen.

Zum andern / bestien die zwei Zinnen Flecken
voll Worms / und ein roten Eckel / darin dritthalb
Pfunde Heller / wie von Herzog Herrich Coad-
jutors wegen schuldete wurde / von dem Weis-
chen Gericht einem Bischoffe Jährliche Martini
gegeben werden sen / welches Stadt Meister / Bur-
germeister und Rath vermint / dieweil etlich sonder
Personen / die ein Bischoff gewolt / als Schwager
und Verken / das geben möchten haben / und abet
die Erbarung des Gerichts wahn / wie man wußt /
bestien / weren sic der Hoffnung dasselbige auch
gefallen und abe sein st. Ist grunzelt / das
hinfort für jetzt gemelte Flecken Wern auch Geis /
und den roten Weid Anseu lieben Bruder und
seiner Liebe Nachkommenen Bischoffen Jährlich
drey Gulden durch einen Rath der Stadt
Worms auff ein jeden S. Martins Tag ent-
richt werden solten.

Zum dritten / dem abgemelten Punkten dahenzig
als Unser lieber Bruder schuldigen lasse / das sei-
ner Lieb und dem Etlich etlich Leben / dero drey
oder vier anzige / Jährlich auff ein und zwanzig
Pfunde Heller ertragen / die Jahre den den Weis-
lichen Gericht zu Worms vorgelegt werden / so-
ten hütungfallen sein / dagegen aber die Gesanten
der Stadt Worms vermerkten / dieweil das Ge-
richt mit schweren Kosten und darzogen über die
Gefälle derselben erhalten werden möge / und die
Leben Nütungen zu entrichten nit ertragen möchte /
das dieselbigen hinfort auß den andern eckstien
den Ursachen nit mehr gegeben werden sint er-
nicht / und gebetten / die Sachen / das Gericht
und Räte zu handhaben / zu bestanden / das ha-
ben wir also grunzelt / damit das Gericht des
statlicher erhalten werden möge / das dann Unser
Bruder davon von Rath solche verfallen Leben auf
Gnaden lehen und werden lassen. Also das seine
Liebe und dero Nachkommen am Etlich jezt anfang
und hinfort jetzzeit / so oft die Nachwuchs er-
scheint / solche Leben einem des Rats / so ein Rath
pöfent / lehen / der auch darüber gerichtlich be-
stend / Pfunde thun / doch das dieselbigen ein und
zwanzig Pfunde Heller Leben einem R. Räten
zu gemeinen der Stadt Muz gegeben und gebraucht
werden / und hinfort sich leben jetzzeit / wie ob-
steht / gehalten / vermant / getragen und nit verfallen
sollen.

Zum vierten / als von Unsern Bruders wegen
angezeigt worden / das ein Bischoff in Worms
von alter ideochen bestanden / von etlichen
Justizen / nemlichen / Schuster / Bäcker / Wenter
und Wersp. Räten / Justizen Jährliche etliche
Pfunde Heller / auch Salz / und Wachs zu mard /
und Manig Anseu zu geben und emp. hütet / das
sic die abgemelten Justizen auch etlich Jahr ge-
wegert hätten / welches die Beider Räten der
Stadt Worms also veranworten / das sic sich
nicht erinnen sinten / wannum sic die Justiz eruchen
sollen /

ANNO
1526.

ANNO
1526.

sollte / es were dann von solchen Plagen in der
Zimmerei / für den Bischoffs Hof / da die obge-
nachten Handwerker etwan als für Plag- oder Stadt-
Geld / so man sie gebet / geben haben möchten /
dieselb oder dergleichen Plag mit mehr in Übung und
Verbrauch zum Kauffen oder Verkauffen gehalten /
achten sie vor demselben Plag auch mit mehr zu geben /
schuldig sein solten / welches ist abermals / damit
Verwertung / Zerung und Suchung vermieden bie-
den / gemittelt / daß hinfür Unserm Bruder / seiner
und Nachkommen oder der Bescheidener Jülicheren
anstatt / und für obgemelter Zins / Zeh und Ansecht
so vor juncst geben haben / jedes Gulden / durch ein
Mahl der Stadt Worms / auff Martini entrichtet
werden sollen.

Zum juncsten / als Unser Bruder auch die von
Worms / sich gewest nemlichen jeder Theil ver-
meint allein ein Schreyer die bissen-Rhymen zu set-
zen / haben die Leiden-Lust / der solchen zu hand-
lung für juncst angesehen / daß Unser Bruder das
zu gefallen derselben foderung abgehenden. Also
daß die von Worms / wie den alter / ihren schülen
auff dem Bürger-Feß auch haben mögen / doch der
gestalt / daß die Rüge und Sünde juncst gen
Hoffeum getrieben / und dastel / wie von alter her
mit Fianzung gehalten werden sol / dergleichen sei-
ne Liebe und Eist zu Verfertigung werer eugen
Güter auch beschügen mögen / nach ihrem gefallen
wie vorbestanden.

Zum schülen / daß Kosen-Bartens haben / da
Unser Bruder stragen lassen / daß derselbe das
Eist Reich-Lehen / mit samt dem Anhang / der
jetz neulichen dazu kommen / es were dann je zu
weilen einem des Rhats / der die Kempter ansehe
ein Plag dazum auf Gnaden erlaute und zugelassen
werden / sonst niemandes andern zugehörig / darüber
und nicht desto minder sein Lieb in dem durch die
von Worms vermehrt zu betrüben und darin zu
beschädigen und greiffen anstehen würde / dage-
gen die geschickten der Stadt Worms streuten /
daß sie und ihre für-Namen / länger dan es hundert
Jaren / beschließen und gemessen herbeacht hetten /
schick die Kosen-Bartens an ein Stück zu mögen und
zu gebewen.

Dieweil sie dann auf dergleichen freiten / da ihr ge-
rechtigkeit / Plag und Verbrauch herbracht hetten /
anhang und nehrung erzeugt / hoffen sie ihnen
dastelb auch zu misen / zugehörig sein sol. Dweil
auch die Unterländer in der Sachen gemerdt /
daß hiewer etwan bey Bischoff Ruphards Zeiten
auch des Kosen-Bartens wegen Zerung gewesen /
und denen von Worms ein Theil desselbigen zu
eugen / und wissen ein Zick unterkocht und gelicht
zugelassen werden / damit aber dergleichen erwaschen-
der Hureille / Jand und Haber auß solcher gemein-
schaft entstehen / vorkommen / und mehr Fried
und Einigkeit erhalten werden möge / so ist der Sa-
chen für bequeme geacht / daß ein Stadt Worms
des Orts hinweg / zu einander gelegten End getreht
und ihres gnab und gebrauch in aller massen / wie
sie dann in dem Rheins-Queren gehabt / aus hinfür-
te in der Rue / in Obem gelegen / der klein
Spand-Werdt genant / welchen ein Bischoff und
die Rotten besser mit einander gehabt / außs Bi-
schöflich Theil zu verweisen und verschicken werden. Aus
nachdem selches des Bischoffs Theil / ein Uebermaß
gen dem Theil des Kosen-Charten in Vergleichung
haben mag / ist bedorcht / daß ein Nach einem
Bischoff etw des Ritters / oder Bescheidener jedes
Jahr sechs Gulden für die obgemelten Uebermaß
reichen und geben sollen.

Und nachdem etlicher Verfall der obgemelten
Ward-Zins / Ansecht / Zeh / und Vider ungelos
nach ungeracht ausständig / den Unserm Bruders ver-

gen gesichert werben ist / haben Unser Rhäte auß
dem von Worms ungerichten Mangel und Ver-
brechtigkeit / so juncst allenthalben unter den Juncst
Palanen der Stadt Worms schweben / daru ihr
Willu und Erbietu also vernehmen / daß geacht
werden / wo Unser Bruder als ein anwer ansecht
der Herr und Bischoff / sich geschicklich gegen einer
gemein Bürger-schafft wie ausstellung abgemittelt
verfall ergeben / daß es zu Zerung Enge-lich / Fried
und gutem willens zwischen allerseits Gesell-
chen und Weltlichen daru handhab und vollstren-
kung aller für- und juncst ausgefertigter Beträge zum
höchsten dieurende sein sol / so ist für mag und gut
erwegen / damit sein Lieb und der Eist auch des
ihren streuten / Allen und Gerechtigkeiten des
statlicher bleiben in dem / so viel gebündelt / daß sein
Liebe auß erachteten Neidchen Lust zu fruchtlichen ge-
sollen / and denen von Worms zu gnaden / und der
sachen zu gut / den aussandt / wie obest / nachge-
lassen hat.

Weiter / als von Unserm Bruders und seiner Lieb
Thum-Capitel wegen fürbracht / daß keine Liebe
Stadthalter / zu Junc bekung einer Rhats and der
Empire / und ander sachen dergleichen hiezu Empir
antreffen vortlich Reuerenzen und Bestürungen
begegn / sonderlichen auch des Eiste haben / wert
den lassen / haben / die zero entscheiden / und wie der
Form stabung der Eist lauten sollen / etwas gepre-
sichtigkeit zugefallen / zu dem. d. h. also gegen Ord-
nungen mit Besetzung des Eistes und sonst an
seiner Liebe / oder der ihren wissen und willen zuge-
nehmen / seiner Liebe an ihrer Herrschaft zu d. Be-
rechtigkeit abdrücklichen vermerkt / das in Kafft
der jüngsten Nüchternung mit sein sol / darauf sich die
verordneten eines Rhats / und der Stadt Worms
vernehmen lassen / daß sie mit andern weichen / dann
daß ihre Herren und sie sich selber gehalten / was
die jüngst Nüchternung außstellt / sich geacht / and ihr
wie wohl anstand / daß sinnes und gemut sie auch
nach werden / und wegen weiten / daß einiger Wan-
gel von ihnen sol angezeigt werden. Daß aber Un-
ser Bruders Stadthalter / etlich male zu ihm ege-
nenteu acten / mit wie angusam Gewalt / verordnet
auch an der Qualifikation Unser Bruders /
und der schickung halber etwas Mangel für Anzen ge-
schen / hiezu junc gebeten wollen / (doch mit Un dem
Bruders / dem Coadjutor zu gegen) allein Ver-
wertung und Machtzeit zu verbleiben / ihre Neuerung
dazu zu erden / and weiten Lieb dienstlicher weis mit
vergen / daß eben die Punkte / Erwählung und
Erkung eines Rhats und der Empir / auch des
Verichts / die Haupt-Ende weiten / daraus seiner
juncst Unser auffgerichter Beträge aller Rhats /
Mangel und Gebrechen gestossen / and besonderlichen
aus dem / daß der Rhats alle Jahr verordnet wurde
die verbländigen / fürnehmen / halbstündigen / die
hinder in der Stadt Regierung gewesen / und mit
bestimmen / mit der Junc heraus / and die andere
Einsitzigen / die der Stadt gelegene mit wissen
heuten / weniger daru geschick / und ihre Nüchtern
haben des mit statlichen ansechten vermindert / da-
hin wachsen / daß sie alle Rhats und Städte Rhats
Verseu fern würden / dardurch die Stadt in noch
mehrern Abfälle und Verderben wüch. Zu dem /
aus der Wahl / so juncst fürgefallt / einer gewies
der ander ein Geimannen / Rhats und das ein-
pflinge / und demassen in einander intrugelt / das
gemischen zu gebunden / wo mit ein Rüstliches und
billiche Eisthands und Wüchtern freiche / on
das es nimmer zu gutem verbländigen reichen reichlich
welches ihnen je von Herren leib were / mit unter
ehänger Wirt / die Sachen auff andern juncsther und
kettlicher Mittel und Wege zu juchen / der Hoff-
nung / es solt zu erbleichen und gutem Frieden sein

ANNO
1526.

ANNO
1526.

aufnehmen! allerseits zu Rath dienen! darzu sie dann uns! auch unsern Bruder zu denselben Besuchen zu stehen und helfen! hochbegierig und gewürdet werden! sonst der andere Rathel haben sich der Rechnung gemäß zu halten! und aller billigkeit vornehmen zu lassen. Auf solche haben wir den Dingen mit sich nachzudenken! und mit den Theilen auf diesen nachfolgenden Weg! der uns nach gelegenheit der Sachen zum Frieden dienlichen bedünkt! wiewol der Vner des Raths- und Rathes-Beschung in unser jüngsten ausgeführten Richtung nach der Länge verziehen! und unsern Bruder und seiner Liebe Thum-Capitel schwerlich davon zu bringen! uns unter Augen geschlagen! so haben wir doch so durt Mühe und Fleiß strebenden lassen! und die Sachen auf diß Mane bracht! also! daß hinfür ein beschuldig Rath in der Stadt Worms sein soll! vermaffen! daß jezt verzeihen erbat! verständig! und zu einem solchen geschickte Personen aus dem Rath! oder der Erbharn Bürgerhafft! genommen und benutz! die furtur durch uns! unsern Bruder! den Coadjutor des Cistiss Worms! angesetzt werden! welche sein Liebe uns zu fremdlichen Bedenkenen gefallen stündlich in Verzeiwerg erwischen und annehmen! die verzeihen dann! darauß gerochlich Erb und Pächte! laut unser jüngsten Richtung thun! und also ihre Lebenslang! (es were dann! es eyer durch Krankheit oder sonst ander ehrsache untüchlich wurde! oder das verwürde) den Rath der Stadt Worms besigen! und die Administration und Verwaltung haben! der gemein Stadt obliegen! Rath und Rathswahl bedienlich handeln! schalten und walten! wie ihrem Knecht gebort und yulert. Und so der jezt benutzten verzeihen Rath-Personen ein oder mehr mit Todt abgehen! oder sonst! als es laut! untüchlich wurde! so sollen die andern besizigen Raths jderzeit andere an der abgangen stat! je sie ein! wiederum jns erbat! verliche geschickte Personen! aus den hernach bestimmten geschickten Personen! so alle Jahr ab- und jagen! und dem vorgeschickten beständigen Rath zugerechnet werden! dem Rath oder sonst der Erbharn Bürgerhafft! unsern Bruder dem Coadjutor! seiner Lieb Nachkommen am Cistiss! oder des Besizigen Weichhaber oder Stadthalter! praezentrirt! darans seine Liebe oder besizigen Stadthalter! ander an der abgangen stat! wie es laut! zu wechlen und nemen haben solle.

Es ist auch für bequemen! aus und gut angesehen! daß hinfür die hohen Empten! daß von Schultze! mit Stadtmeyster! aus den dreyehen Personen des stradigen Raths gemetz werden! vermauß durch die mehr besizigen stradigen Raths-Personen unter ihnen jns Personen! daraus ein Schultze! und jns Personen! daraus ein Stadtmeyster zu nemen und wechlen! unsern Bruder! dem Coadjutor! des Nachkommen am Cistiss! oder ihrem Stadthalter! abgemetz! stagsstelle werden sollen. Aber der Bürgermeyer soll den dem ganzen Rath vermaffen genommen werden! also! daß sie unsern Bruder! dem Coadjutor! oder seiner Lieb Nachkommen am Cistiss! jns Jahre jns tüchlich Personen aus den gemetzten! so im Rath gemetz! und können sein! sturteilen! daraus sein Liebe ein Bürgermeyer des besizigen Jahre zu erwelen haben soll. Ferner! neben obbenutzten beständigen Rath! sollen dieselben dreyehen des Raths jezt auch in ausscheidung des neuen Verzeiwerg jndisch eptelcher! fremmer! verständiger Personen! aus gemetzten Bürgerhafft bestimmen! die durch uns! unsern Bruder angesagt! und durch sein Liebe furtur! wie obbenutz! zu einem jns- oder abgehenden Rath! dem beständigen Rath zugerechnet! erwelt und gesetzt werden! aber nach Erscheinung eines Jahres! so dieselben jndisch Personen im

Rath gemetz! sollen die wieder abtreten! und der beständig Rath! sampt den jndisch Personen des ruffischen Raths! die! wie obbenutz! abtreten sollen! andere vier oder jwenig erbat! geschick! und verständig Personen aus der gemelten Bürgerhafft tiefen! unsern Bruder oder seiner Lieb Nachkommen am Cistiss! oder derselben Weichhaber! oder Stadthalter! aus den benutzten Tag! laut dreyewerg! unsern ausgeführten Vertrage! sturteilen! Daraus ihre Liebe oder derselben Stadthalter! oder Weichhaber! jndisch Personen erwelen! die zu dem beständigen Rath treten! und dasselb Jahr im Rath! wie der stet! sein! und nach erscheinung desselben Jahres! auch wieder abtreten! und dann abtrahiren unsern Bruder oder seiner Lieb Nachkommen! des Stadthalter oder Weichhaber! ander vier und jwenig Personen! wie obbenutz! stagsstelle! erwelt und gesetzt! und nun für und für! vermaffen gehalten werden! und so einer oder mehr der jndisch Personen vor ausgang ihres Jahres! den Rath wegen! oder sonst abgehen! und untüchlich werden! so sollen jderzeit ander an derselben stat! unsern Bruder! oder seiner Lieb Nachkommen am Cistiss! oder Weichhaber oder Stadthalter je jns sie ein abgehenden Person praezentrirt! auch alsdann darans gerichte und genommen werden! wie oben gemelt. Und nachdem in den nachsten! hierov ausscheidten Verzeiwerg vertheilt! daß mit Vater und Sohn! auch jnsen Bruder im Rath der dreyehen Person sein sollen! aber in ganzen Rath! dienen an steten Jahren zu dem Rath geschick! dieser Zeit zu Worms Mangel! damit der Rath desto ständlicher vertheilt! und ausgewahrt werden mag! so ist betridung! bevollet und zugelassen! das nun hinfür ein Vater und Sohn! auch jnsen Bruder und nit mehr! also einer in den stehenden! der ander in abgehenden Rath! gewogen werden und sein mögen! es wäre dann! ob sie in eywer oder mehr Sachen vermauß! oder partheischen werden! in dem soll und weiß sich ein jeter! mit austreten der billigkeit zu halten. Und nachdem die vorredenen der Stadt Worms sich beklagt! daß das Gerichte mit vielen Personen beladen! wech! all zu eptlicher! der Stadt beschwerlichen! und wol mit inindern zu vertheilen wert! ist für gut angesehen! daß der beständig Rath! Jahres aus den jndischen! die von Rath abtreten werden! acht die geschickten und verständigen Person benutzten! daraus unser Bruder! Herzog Heyrich! oder seiner Lieb Nachkommen am Cistiss! ein Erben zu wechlen! und also die steten Person sampt den Schultzen und dem Erben! das Gerichte dasselbe Jahr besigen sollen. Und also hinfür den Jahre zu Jahr gehalten werden soll. Es soll auch nun hinfür! je der Rath! Empten und Gerichte! wie obbenutz! Jdelich! besigt werden! ein Stadt-Schreiber der Stadt Worms! auff Befehl des Stadtmeysters! den gewöhnlichen Erben lesen! darauß ein Stadtmeyster von einer jeden Person die Lere oder Wähe entsphien! nach unser Bruder oder Coadjutor! oder seiner Lieb Nachkommen am Cistiss! oder derselben Stadthalter oder Weichhaber! den Erben haben! darauß die gemelten Raths-Personen also schweren sollen:

„Als ich mein Lebn geben habe! und mit in „Echreiffen stagsstellen worden ist! daß wir uns „und sek halten! dem gewerlichen nachkommen! „also schwere ich! als wir WdN heß.

Und nachdem in der obenemelten Jdelichen Handlung! Erziehung! Weisung und Beschnenung mit der Starn-Wähe! oder wie sie den alten Namen! die Hoff-Glocken gemetz! getulret werden! welches sich die Bürgermeyer der Stadt Worms höchlich beschwert! mit unangenehmen etlichen Ursachen! daß zu besorgen! dierov dieselbe Wähe

ANNO
1526.

ANNO
1526.

in kirchlich- und ungewöhnlichen Sachen / als so
Kriegs-Kriegs- und ander Dier-geidutee / und ein er-
schwerliches Obene habe / darauf weisung und
Ursach zu ungewöhnlicher Zeit entstehen nicht / darumb
geboten / dasß zu verfahren / das künden abjucken /
oder in anderer mitter Wege zu richten / Obwohl
von unser Bruder und seiner Lieb Thum-Capitel
dagegen den Bericht geben / das es von Alter als
mit der Gledern / dormal zu künden bekommen /
und im jüngsten Betrage auch wieder für gut an-
gesehen und verordnet / zu dem ein Altersschere / und
ein ander gebire künde / künden den Steuern schlagen /
mit desto munder so haben wir doch auf diß Mittel
gehandelt / also / daß man hiesse mit der obgemel-
ten alten gewöhnlichen Hoff- oder Steuern-Geld nit
mehr dann ein ziemlich lang Zeit künden künden soll /
oder so ihnen / den von Berns / dieses Geld je
am ersten Ursachen beschwerlich were / daß ein
Nacht zu ihrer Belegenheit / ein ander ziemlich groß
Geld dazu gießen oder machen lassen / mit derfel-
ben soll further zu der gemelten Zeiten den Pro-
ben / als der jüngste Betrag inhebt und bekommen /
wie late der erst gemelten Hoff-Geldern beschwer-
gelicht werden.

Als auch ebenemassen die von Berns Beschw-
rung fragen / daß alle vier Jahr die Beträge in
veramelter Gemein verlesen. Und wiederum der
höchste Theil / die der geschworen / die auf ein neues
widerum schwören solten / mit Will / dem auch ein
Witterung zu thun. Dagegen aber unser Bruder
und seiner Lieb Thum-Capitel erwanten / daß die
obgemelte Erweiderung und Verlesung des Betrages
ihnen von hohen noten / und einen von Alter alle
Jahr beschehen / und zu jüngst auff Unterhandlung
auff die vier Jahr bewilligt were / daß haben wir
also gemittelt / daß etlich Verleser / nemlich zwei
von unser Bruders und Thum-Capitel / auch zwei von
Raths wegen / auf ein besanten N. Tag / da dann
ein jeder Burger und Büßiger / er wolle dann
Leib- oder dergleichen Etschafft haben verordnet /
bey einer namhaftigen Pene / unanfechtlich zu be-
zählen / erkennen sollen / Jährlich vorordnet werden /
den Büßigen zu künden geben / die Beträge ste-
hen / und obdenn darauf die dasß Jahr Büßig
etwa Zwang werden were / den / und derselben in-
halt zu bejählen / geloben und schwören / Derglei-
chen auch auf den nachfolgenden Tag etlich vom
Thum-Capitel und dem Rath / wie obsteht / veror-
dent / zu aller Etschafft / die auch / wie ob /
den namhaftigen Pene bey einander veramelt sein
sollen / gehen / die Beträge verlesen / und welcher
seid daß Jahr zu Capitel / oder auf die Etschafft kom-
men / auch geloben und schwören sollen / Wo aber
denen von Berns die Ordnung und Übung / laut
jüngst unser aufgerichteten Beträge / in den Pnen-
ten zu halten gefällig were / bey denselben soll es
auch bleiben / und also gehalten werden.

Und nachdem unser Bruder und seiner Lieb
Thum-Capitel / neben obgenannten beschwerlichen
Punkten auch einführung geben / nemlichen / daß
seine Lieb Stadthalter hievore etlich sonder Eret
zu Zeit obgemelter Raths auch Gerichts- und Empre-
schung zu gemer. Item / daß die Empre an
der Etschaffigen wie von Alter / aufzuheben unter-
lassen / und etlich engen Ordnungen / on die weisheit
oder willk / angenommen. Item / mancherhand
beschwerlicher und aufschlicher / auch unanfechtliche
Handlung und Verord / im Gericht gelöst / insunder
die Christlichen wie Kirchlich / inschreibung /
urtheil / und onder in Eret bejähig / die Appel-
lation / wie von Alter her zu Bischöffe oder seiner
Lieb Hoff-Gerecht / nicht gekandt / auch Inhibi-
tiones an zu nehmen / oder denen zu geloben ge-
wogen worden / auch die Pfaffen / denen der Coadjutor

denen den Berns lieben Betreuen geschrieben / nit
angenommen auch verlesen wollen.

Item / daß sie auf die Litungen für dem Hoff-
Gericht zu erscheinen / ungefehrlichen anfechtlich /
daß auch ein Rade nicht gestanden will / daß einiche
Zunehmer / der Weltlich sey / für dem Official zu
erscheinen / auff fern Litung Zugangs zu geben / auch
daß sie mit bezeugen werden / diegemen Weltlichen
so Geistliche Etschaff / in bekräftigt hatten / darob
für den Geistlichen Richter zu rechtigen / des sich
ein Erbe Nacht unterfangen / die Geistlichen Person
so ein Misset unter ein Bischoff gehet / in freiden
oder Aberrungen / für sich zu verordnen / zu straf-
ten und Abtrag zu halten / welches alles der jün-
gsten künden aufgerichteten Beträgen und Betrau-
gung / Verwilligung / zu wieder und ihnen merlichen
beschwerlichen were / mit weitem künden einse-
gen und umständigen / die mit Karg willen / zu re-
petiren unterlassen / fürgetragen worden / Dissen
aber die geschickten der Stadt Berns / obgemel-
ter muß nit geltendig waren / daß sie je gekandt ge-
wesen in rachen wege / in obgemelten oder andern
Punkten der jüngsten künde Richtung / nicht zu
gegen zu handeln in gerichten / noch viel weniger
zu iden oder für zu nennen / sonder hiesse sich allwe-
gen ihres wissens und Verstandes nit anstelt gehal-
ten / dann was die Beträge vermehren / ihnen wol
ausstehe / auch uns und unsern Bruder zu unter-
schänigen künde / willfahung / zu frech und einseitig
dienlichen / des Gemeltes sie noch weren / mit fre-
nem Betreuen und Berichtigungen. Daß aber unser
Bruder / der Coadjutors Stadthalter / etliche
male erschien / an Gewalt und qualificierung wie
obsteht / mangel gemessen / hette ihre Plumes be-
halten auch zu reden auch handeln / (doch unsern
Bruder nit zuwider) sonder der Sachen und jün-
gster Richtung gemess zu halten / erfordert der Zu-
versicht / wie auch unser Bruder / oder andre jaen
daß nit verargen solten.

Darauff haben wir gemittelt und bey uns er-
wogen / daß unser Bruder der Coadjutor / sich qua-
lificieren und geschick machen / bey der Erwerbung
und Verlesung Rades / Gerichts / und der Empre
Jahr selbst zu erscheinen / oder seiner Lieb Welt-
lichen Stadthalter mit gangbar General veramelt
abfertigen / daß er verding unsern jüngsten Rich-
tung die Weisung bey dem Eret der Pflichten / ba-
mit fern Lieb Kirchlicher Majestät und dem Heili-
gen Reich verordnet / thun soll / damit ferner der
gleichem disposition vermitteln / und nit von andern
sey / daß auch unsern Bruder oder seine liebe
Nachkommen / one benommen seye / ihre Räte zu
solchem Actu bey sich zu nennen / oder ihren Statt-
halter zuverordnen / doch daß die Ingeradenen al-
munde fördern oder hindern solten / allein der Statt-
halter handeln lassen. Ferner die andern obge-
richteten Punkten / die Aussetzung dem Empre an der
Etschaffigen / auch die Ordnungen / den Proceß des
Gerichtes / bey der Appellationes / Inhibi-
tiones / Hoff-Gerichts-Litungen / auch Zugen-
Verlesung und Straff der Geistlichen / wie die vorge-
melt / ausgegründ / in Etschaffigen von allen Eriten
verantwortet worden sein / bekräften. In allen
denemselben / sonne und sonder / soll es / wie sich die
Theil erweisen / hiesse bey jüngsten hievore unser
Richtung / wie die aller ficher Eret wegen / hie-
lichen anweist / und was die nit inheften / sonst
den gemeinen Richten gleichförmig und gemess ge-
halten / und in alle Wege geerlich / und das so
zu künden / auch der Richtung zugunzen künden
und reichen mag / vermitteln werden.

Mehe als juleh / unser Bruders / und ein gemein
Pfaffen / ihrer obgemelter Klags-Acten / in jün-
höchsten beschwerlich / auch anzeigen lassen / wie die
K k k 3

ANNO
1526.

Luthe

ANNO
1526.

überreichen Prediger seiner Lieb- und gemeiner
Pflichter ihren Gedanken und Vertheiligkeit! Darzu
den vor ausschweifenden Verträgen zu Weisheit und
Machttheil! Selbst! darüber ausschweifenden Prediger
a. folgend zu handeln! der Wohlthaten zu (Lohnen
und angestanden! mit Worten und Werken vertheil-
gen! in der Stadt Worms geduldet und gehand-
helt worden werden! und noch mit Witt! ein gebüh-
rendes Einkommen zu thun! (selbst abschließen! da-
mit sie derhalb! zu ihm! (weiter anberufen! blei-
ben!; Auf aber die Gedanken der Stadt Worms
mit gestanden! das jet! der Oberste Will! oder ge-
fallen! genügen! auch noch mit wider! (zufrieden! Unserm
Bruder! oder ein gewisn Pflichter vertheilichen!
oder ungenügend! wohl angelastet! oder darüber
werden! setzen! mit Worten oder Werken! und es ugt
des Predigers halten! überschreiten! (bist! sie doch mit
weisen! oder sonst! (dann! es an ihm! selbst
erlaubt! oder sich! sonst! jemand! in der Gemein! (wie
man unter einer Menge! oft! sehr! und ungeschick-
t! finden! mit Worten! oder sonst! ungeschickliche
gehalten! bene! (dass! weiter! ihnen! mit! (so! auch
derhalb! (Krieg! an! (sie! gelangt! (sie! werden! sich! ihres
Vermögens! oder! (billigkeit! darin! erzeigt! haben! (dann
es! sich! auch! an! anderer! hand! in! dieser! (gingen! allein-
halten! dieser! Art! des! gemeinen! Mannes! Capteinen!
auch! in! ihren! (für! unwillens! Sachen! zugewan-
gen! (das! weiter! einem! (Wahr! und! der! Erben! (Verges-
schafft! aus! wider! einseitigen! und! ganz! (nicht! getroffen!
denn! es! möglich! geschehen! lassen! oder! doch! (steht! (so
viel! (für! Vermögen! gegeben! (man! besten! geand-
elt! und! sich! geändert! (damit! Weisung! und! An-
halt! vermieden! bleiben! (als! (für! noch! des! (jims! werden!
mit! der! Zeit! zu! gerenden! und! (sich! zu! machen! (damit
sie! verstehen! (für! (Kaiserliche! (Waise! (auch! (Nicht!
Unserm! Bruder! und! (menschlich! derhalb! (unab-
hängig! (auch! der! Willigkeit! (dem! Frieden! und! Er-
barkeit! genügt! (nicht! an! anderen! (Ständen! (des! (Nicht!)
! (die! (überwunden! zu! (hien! (gespielt! werden! (selbst! (oben
recht! (hien! ebedem! Erben! und! (Zusatz! (dem! also
nachkommen! (wie! es! auch! (kleine! lassen!

Nach nachdem sich nun zwischen obgenanntem
Thum und aller anderer Bürger und gemeiner
Pfaffen/ auch Ständmeistern/ Burgemeistern Rhat
und Gemeine der Stadt Worms/ insonderheit
oben Unkern Brudern/ dem Coadjutor, Irrenen
nütz Mißbräuten/ über vorerzählten Betrach-
tergeiz/ zugestanden und geschrebe/ haben wir/ als
ihre vor Theil Schlichter und angezeigter Raths
seine Hand genommen/ sie zu allen Zinsen sonderlich
zu hören/ darauf mit allen noch zu Betrach-
tanden/ in dem nützlich fürzulegen und berechnen-
lassen/ wie nachfolgt: Als ansehnlich die Re-
stitution berechnen/ als ein gemeine Pfaffenstätt
angezeigt/ daß sie nach vernehm jüngster Handlung
und Abscheid der Pfaffenstätt auch mit geschlichen
restitution, bestehend daß dem von Thum und
aller andern Bürger über Kanoniker/ und Kirchen-ge-
ziert noch versetzt/ mit Wir/ ein Einweisung zu
geben/ Daraus die von Worms antworten/ sie
heben sich verheben/ ein Würdige Pfaffen seit sich
ausschließend Verpachtung der Kleinster mit keiner be-
klagt haben/ daß sie auch von Theil vermah-
den Nachten/ und freit der Willkürheit gemüß/ mit Ver-
waltung solchs Kleinster/ als ein Magistrat haben
sitzen aus berechnen Versehen/ Doch so weitem
sie selbst zu uns geführ haben/ auch gebeten/ sie zu
bezeichnen/ weß sie vor zugestalt/ dem würden sie kein
Mangel liegen/ hiervon daß Stand wieder verheben/
berechnen und zugestalt ist/ so haben wir es bey
dem Vernehm lassen/ und sieht uns vor gut und billi-
chen daß/ die von Worms ihren bezeugen zu-
fugen und jüngsten Erbeiten noch druen vom Thum
und andern Einseitzern ihre Kleinster/ zeigen/ (Vom

Silberwert und anders / wie das bißter verperrt Anno
gewesen / wider öffnen / daßsüßig Dechan und Ca- 1516.
paulin / wie von Alcei untherhindert verwalten las-
sen sollen.

Wegere als ein gemein Pfaffsteit Mangel der
restitution beklagt / meinentlich das den Pfarr-Herrn
und Caplan zu S. Johannis / S. Ruprechts / und
S. Lamprecht Kirchen / die Kellich / Klementen /
und Orenaten der nydren Theyl hinderschreiben. Item
es werden schier in allen Pfarrern die Pfarr-Herrn zu
den Kirchen-Rechnungen mit beruffen / auch ihnen
der Nützung von den Zinrenten mit gerichte. Item
dasß der Pfarr-Hoff zu St. Amanti der Kister lan-
den Zinrenten auch mit den rechten Pfarr-Herrn theil-
haitet / dazu dem Pfarr-Herrn das Gerbich und
gerneheiche Nützung darvon hundertthalb merke.
Item / dasß der Pfarr-Herr zu S. Lamprecht auch
mit seinem Hausz restructur / soll ein ander
darin fügen. Item / dasß die den Oberweis mit ge-
statten wollen / dasß die Müller auff der Bachfließ /
Dechan und Caplan zu S. Paul / mit von alere
ter / genehehalichen Edele thun. Item / dasß die
Pfarrer zu St. Michael mit einem andern / dann
den rechten Pfarr-Herrn / berischen werde / der im
Pfarr-Hoff sitz und die Güter nusse. Item / dasß die
Zinrenten zu S. Michael der Kiezler / Bieich und
ander Gerechtigkeith der Pfarrern / und andern bene-
ficien wider betwillingung eines Thamb-Dechan
und Collators zu Item haben genommen / auch
die Renten und Gülden beffinden empfangen. Auff
solches die Bercebranten der Statte Oberweis dem
Bericht guthun / dasß die Pfarr-Kirchen bitten gegen
verordneten Kirchen anzuheimen / dasß wie von alere
ter die Dechanten / Bieich und andern / der Pfarrer
und Substalt zukünftig in ihrer beffähigigen Verma-
rung / beffehen zu Erhaltung zu gut gehet / die auch
dem Berichung thun / Rechnung / Rete und An-
twort darom geben müßen / dieselben treichen auff
den Pfarr-Herrnen und Caplanen zu überzet / so es
die Verordnung erfordert / der bemelten Dranten zum
Beuel-Dienst / und haben zu farter wider auff-
vermeinen sitz / desfalls kein Einsetzung flagen wol-
len / so wolßen sie mit andern / dann der Pfarr-Herr
zu S. Amanti wider wider im Pfarr-Hausz / zu dem
das hiesige Jürliche die Pfarr-Herrn bei der Rech-
nung nit gehet / und so inen an item Beffinden
nicht verhalten / und das an sie gelangt / sie wol-
ten überzetzt gebedelich Inseßens gethan haben /
aber das Hausz / so der Pfarr-Hoff zu S. Lamp-
recht angehen / were hincor durch die Zinrenten der
Kirchen Thut erkaufft / hütten auch desfalls Hausz
nach Jürlichen Zins verkaufen / und were kein
ander verfishen Pfarr-Hoff der verfallien / und die Col-
lators / Dechan und Caplan zu S. Martin schal-
big / den zu bawen / sie weren auch in der Arbeit
und wolßen gewesen / den Edele / so der Müller dem
Stift zu S. Paul thun solten / zu erfishen / und
weiter desfalls befficht zu geben / dasß sich aber Dis-
ser der auffwillingen Lessen und anderer jüfflicher ober-
wegen / ditzigen / weren dasßelbig zu thun noch un-
biliten.

Aber den Pfad-Herrn zu S. Michael befangen /
 der heutz. sich unverschämlich gehalten / mit den Pfad-
 Kindern und verglichen dinsten / daraus blicket die
 Pfadere mit einem andern verfahren vor / mit Wirt-
 schaftens zu thun / daß dieselb. mit andern Pfad-
 eren stürkt mit reibenden Gezeiten und tapffern Pro-
 ven beschet / die dem Volk schmecken / nachdrücklich
 angemeine Lichte und unterweisung thun können / auch
 dieselben mit Competenzen betraffen zu versehen /
 damit solch gelehrte Leut. dahin zu kommen bewegen /
 und fördern mögen.

Die Juraten zu S. Michael betreffend / mit denen werde edl. wie ob der / mit andern Pfar-Kirchen

ANNO
1526.

wegen/ Verichte bekömen/ als von alter Herkommen
der Pfarre gehalten. Auf solches haben wir geur-
theilt/ so viel der Requisition betrefen/ was wir be-
schien vor/ daß es nach dem freischlichten solen-
gen werde/ und besondern ein Abat der Stadt
Wernbs mit den Juraten zu verstaßen/ daß es
mit Verweisung der Pfarren- Kleinerer/ Bezirke
auch Juch und Seidhöfer/ samt Weiff und Re-
gister der Pfarren-Besitzer/ wie sich gebet/ ordent-
lich/ wie von alter her/ gehalten/ auch dieselben je-
derzeit den Pfar-Herr und Caplan/ zu Gottes Eh-
ren und Diensten/ auch ihrer Nothdurft/ wie die Ver-
ordnungen und Herkommen solcher Pfar-Herr/ unter-
sagt gebeten/ und deshalb keiner zu klagen mit
benachtheiligt werden.

Und lauterkeit soll ein Rath den löblichen Pfar-
Herr zu S. Michael zu dem Abat der Pfar-Herr/
und denselben Gütern zu weichen verstaßen/ auch
mit den Juraten handeln/ die Kleinerer/ Ornatoren/
Wächter/ Briefel/ und Register/ der Pfarre/ und
andern Beneficien zuständig/ wiederum in ein ge-
mein Vermaunung/ Verordn/ und Drogen/ darzu
ein Trom-Drum/ als Colloque/ auch ein Schick-
sel haben soll/ wie den alter her gewesen/ thun klei-
nen/ und die Colloque zu Vertheilung abzumachen
Pfar-Herr unterordnet lassen. Doch so sich das
danken auch für gut und billig an/ daß der be-
nenneten Pfar-Herr künftig mit frommen/ redlichen/ und
gelehrten Personen/ wie hievor steht/ versehen wer-
den sollen. Als auch danken von einer gemeinen
Christen Vertheilung fürbracht/ betrefen den
Pfar-Herrn zu S. Mangen/ und ander/ die geist-
liche Stände/ ins eigen Fürstenthum/ Ehrenreich
genommen/ und sich auch ander/ die ausschließlichen
Anordnungen wieder der Kirchen form/ Ordnung/
Herkommen und Gebrauch/ zu predigen und han-
deln/ besser viel Mühen/ bekümmen/ und die
Christlichkeit sehr ungenüß gemacht/ und angetastet/
mit ihr/ sie her iter aller betrachteten Deliquen/ auch
ihren Herkommen zu handhaben/ schäzen/ schirmen/
und ihr der maß zu trübelen mit zu gestatten.

Darvon nun die Consulenten der Stadt Wernbs
hierzu auff die Vertheilungzeiten unserer lieben Bru-
der/ und eines Trom-Drum/ Capitel/ auch der geistlichen/
wie in obangeregten Punkten sich in Antwort-weis
vernehmen lassen/ daß ihnen/ besunder der Obigkeit
seiner Handlung/ so einer Christlichkeit sehr zuwie-
der/ oder nachtheil bezogen were/ zu keinem Verfall
und des willens Mittel und Wege zu gebenden/
sich der Personen mit Jagen zu entziehen/ an-
stalts zu machen/ so lassen wir es also auff
die Erboten des Raths halten/ dem denselben ge-
statten Mittel auch bleiben/ doch daß herwider-
um ein Trom-Drum/ Capitel/ item löblichen Prediger/
Doctor Damiel/ auch enthalten zu predigen/
und daffelb Predigen-Weise mit ein andern Geler-
ten/ redlichen und geschickten Prediger/ der das Reich
gütlich/ heilsam und angenehm unterweisen thut/
bestellen/ daß Besondere/ dem soll und nach also
Geld beschaffen. Hier und außerhalb der obge-
nenneten Punkten der restitution-achen haben ein
gemein Christheit nicht außer Klage-Punkten/ die
sich hievor jüngster Herkommen auffrichten/ Rührung zu
gerichten/ herbrachte und gebeten/ in denselben der
Christliche zu handeln/ und ihm des Lasts der Klein-
igkeiten zuweilen/ nemlichen/ ein Trom-Drum-
Capitel angeht/ daß die von Wernbs den neuen Pri-
stern mit Niedrigkeit beschweren/ dem Trom-Drum die
Administration zu freude lassen/ dann so man Rüh-
mung thun/ oder unter Ding Handlung fürbath/
haben die von Wernbs den alter mit mehr dann ein
Vertheilung dazzu gehet/ jetzund vernehmen sie joo zu
haben/ zu dem sie den Epinal mit gerist und vieler
Jren iter alle Herkommen/ und der Rührung zu

gegen/ beschweren/ auch ein Fuder Weins darin
genommen haben.

Dies Stadt/ biweil es in jüngster Rührung
klagenhaftig gewesen/ wie es gehalten werden soll/ so
lassen wir das her denksich also zu gerichten berathen/
und soll auch freischlichte wollen die Fortsetzung des
Fuder Weins biweil gehalten und abgem/ biweil
das doch in das Klagen der einden Herkommen
kommen. Auf Drumb und Capitel des Trom-Drum
Klagenhaft/ daß die den Wernbs S. Michaels Kirch
verbraut haben sollen/ daß die von Wernbs denksich
mit gekündig gewesen/ sich uns der gut an/ daß
sich die Theil nicht der Christlichkeit mit einander in
dem verstaßen/ daß man auß/ und in die Capitel
widerin indig/ mo aber freilich jemanden beschaffen
weiter vermeint beschwert zu sein/ und so klagen thut/
der mag daffelb/ demzu der jüngsten Rührung/
und wie sich in Recht gebühret/ eruchen. Weis-
sind Wein und Frucht-Jehenden/ die wie sich ein
gemein Christheit hoch und in redlichen beschwert/
nicht wie den alter sein gehen/ oder gerichtet wer-
den: Auf solches auch deren von Wernbs beschwen
Entschuldigungen und Erboten/ billigen wir daß
ein Abat der Stadt Wernbs interceden Her-
kommen mit Ernst ansetzen/ und durch ein effen
Gebot gebieten sollen/ den Lebenden/ wie von alter/
recht/ unabhänglich/ auch von gekündig/ wie sich ge-
bühret/ geben und reichen wollen/ und so jemand mit
Muthwillen/ dene verhalten/ oder sonst Christlich-
keit darin brauchen/ bekümmen/ und einen Rath
angezeigt/ daß dieselben nach Willkür/ it darvon ge-
strafft/ den Lebenden zu werden angehalten/ ober
den Geistlichen gestat werden soll/ das Reich/ laut
der Rührung/ oder sonst verurtheilt des Reichs-Ordnung/
gegen den Lebenden zu eruchen und zu co-
langen/ was recht sein were. Als sich Trom-Drum
und Capitel auch befragt/ daß joo an jren
Gütern im Raderloch und Niesung etwan viel Mühe
wollen/ und Widerwertigkeit durch die Jnnwoner zu
Wernbs bezogen/ auch gemein Christlichkeit sich
belegt/ daß recht Geracht des Weins/ joo nicht mit-
getheilt/ und gegen joo Gerichte gesucht werde/ der
beider sich halten/ auch auß der von Wernbs Ent-
schuldigung ihrer Unmöglichkeit und ertzen Erboten
fürher ein gebühliche Entschuldigung zu thun/ und also
zu halten/ daß übertragene billig klagen darvon
werden soll/ lassen wir es her denksich auch also
bleiben/ und besondern ein Christheit/ daß rech-
te Geracht des Weins/ so sie sich nicht lassen
vermögen der Rührung gegeben werde. Und auch
den auch ein besunder Klagenhaft von gemeiner Christ-
heit hieret und jetzt verbracht/ so joo je eigen Hau-
set/ oder ander/ darauf sie Reuten/ Juch ober Gul-
ten haben/ mit der Zeit baroffällig werden/ und ihm
theil abzugeben/ unterstehen die von Wernbs offene
Edict/ darvon zu schätzen/ und so der in Jars Zeit
mit gehant/ oder zu davor angebaben/ nennen sie die
zu ihren Handen/ verstaßen/ verbaßen/ oder ver-
leihen die zu jren eogen Musik/ Bölen und Gefallen.
Dagegen aber die Verordneten der Stadt Wernbs
berichten/ wie die Christlichen der Pfand-Plätze
die liegen lassen/ kaffen der Wierger Heiser an dem
gelegenen Enden an sich/ darvon Kesseln/ Her-
schick/ und des Heiligen Reichs Statt in mercklichen
Klagung an Bürgerchaften/ Jnnen/ Wernbs
erwacht/ zu dem sie jren Fürstenthum von Römischen
Kesseln und Königen hoch gehalten waren/ ver-
stehen/ es soll joo denksich jageden mit verargt wer-
den. Auf das haben wir aberwils mit sich han-
deln/ und also münden lassen/ daß nun hievor ein
Abat der Stadt Wernbs mit der Christlichen eigen
ober Pfand-Plätzen nicht zu thun haben/ sondern
sollen dieselben in Vermeidung der Christlichen Ordnun-
gen/ so sie anrichten gemacht/ im Bau und We-
sen

ANNO
1526.

ANNO
1526.

sen gehalten werden / dergleichen ob den Geistlichen ein Haus / darauff sie Zins oder Güter hätten / unter der Hand oder sonst anders / das solten dieselbigen Geistlichen wieder zum besten verkaufen / und zu Nutz ansetzen / in Weizen und Korn zu halten beschaffen / wo aber derselben Heuere eine oder nicht gar abzugeben were oder wäre / dasselb sollen sie auch wieder auf zu bauen durch sie oder andere verkaufen / das mit einem Rath der Stadt Worms zum besten anrichten / auch ob jemand um ein Zins solches Platz ablassen wolle / der Willigkeit darunter zu handeln / und halten / damit die Stadt mit Wohnungen und Leuten / nicht zu sehr wachse / so viel möglichsten was Häuser auch den Geistlichen zukünftig / also wie verheißt / durch ein Rath der Stadt Worms / in demselbe ihre Freiheit auff und angenommen / initialit und verheißt werden / besondern des Bischen Lufften Haus / die soll ein Rath wider den Geistlichen folgen / essen / und halten lassen / damit wie obsteht / zu handeln / ausgenommen die besten Wälder / dieweil dasselb zu einer gemeinen Stadt Nutz getret / und mit großen Kosten aufgebaut ist / auch vier oder fünf Meilen umher / die reichen Bürgern zu verkaufen vorgestellt sein sollen / dieweil die etwa vier Jahr wirt / und in Absatz gelien / und mehr Frieden und Einigkeit willen auch also werden / und die verheißten Zins / so darauff gestanden / ab / und von demselben weiten Zins zu geben niemand verbunden sein / doch alles der Stadt Worms Privilegien und Freiheiten unabbruchlich / und als freigesetztes Decret und Capitul St. Pauls Stifte etlich besondere Artikel inbeacht / die Stadt Worms ein Rath auff der Barchen gemacht / dieselbig Buch auch mit etlichen sendten Bischen und Bischöfen verhandelt / und ihnen etlich Koenigschaft den Willen / und andern Gütern / sampt Zinsen lange ausschuldig zu thun sein / dergleichen die vom Stifte zu St. Andre sich beklagt / das ein Rath von einem Haus / das sie um vierhundert Gulden erkaufft / deselb Stroet / das sind zwien Gulden haben wollen / auch ihnen ein Pfand / so ein Stifte in Testamenten weis legte / sie drei Albus daraufl geliehen / Jährlich haben zu geben / dazu ihr Vireuer / der sonst kein Gewer oder Handtierung treiben / des obgenannten Amptes genierig were / mit Wohlund Unglück freche lassen wollen / dergleichen so ein mehrer Wirt kauft / dann für ein Jahr den nit freche einführen lassen. Dieweil die obgenannten der provost St. Pauls und andere Stifte besondere Klagen aus dem hieorigen Leierischen und Sächsischen Beträgen und Erklärungen entseuren / darin ein Auerack solches und anderer Punkten begriffen.

ist beacht / das sich die Teil nachmal der obgenannten Punkten freundlich vergleichen / oder wo das je nicht sein thut / soll es bey den obgenannten Beträgen bleiben / und verhandt beschließen gehalten werden. Als dabey Decret und Capitul St. Martins Stifte auch besondere Klagen inbeacht / wie ein Rath mehr verzeihen wollen etlich Häuser hinder St. Martin sitzen / wiederum / wie den Alze her die gestanden sein / zu bauen / und an die Mauer zu rufen / welches ein Rath der Stadt Worms also veranlassen / das durch die trauffe solcher Häuser der Stadt Mauer mercklich Schade begreift / welches für starker mit großen Kosten ersetzen müßte / darumb das Verden starker nicht dahin zu bauen / nit ungenüßlich beschern were. Daraufl haben wir gemütht / das die Heuere / und Dachwerck / so von Alter an die Mauer gebauet / und noch sein soltu / die treuff derweil oder sonst auffsetzt / auch die Häuser / so starker neu gebauet / sollen also geseit / mit Derselben dermassen versehen werden / das der Stadt Mauer dadurch kein starker Schade entstehe / in dem kein Befehde gefrauche

werden / hiemit sollen alle Teil vorgemelter ihrer Tugungen / Mangel und Mischen / wie die hievor benennt und gemaint / abermals der sich / in Nachkommen und Erben genüßlich entschreiben / gemeinsam / gesunde und vertragen auch alle Ungnade und Unheil / ob die vorhanden gewesen / und was sich daeren mit Worten oder Wercken verlauffen / oder begangen hette / auffgeben / oder / ab und hingezogen sein / wenig Teil das ander beschaffen weiter beilegen / beklagen noch firaczen / kündigen / und edemig Teil über solche Beträge / einen eber mehr Punkten zu Abbruch und wieder frevelich und mit der That / jagenen handeln / auch dem so darin mit ausgebrachten Worten begriffen / ansezt lassen / und aus seinem eigin willen zu beschern widerstehen wider / allstans soll dem andern haltenden Teil / an seinen Rechten und Gerechtigkeiten / was er der Aufsechtung des Betrages gebet / nicht hindurch bekommen / noch abstrachen sein / Zugang zu demselbigen haben / aller Ding ungehebt.

Es sollen auch Kaiser Bruder / dergleichen Dechant und Capitul der hohen und aller ander Stifte / auch Seelmeister / Burgmeister und Rath der Stadt Worms sich künfftig Genüßlichen / Wohlthun / und Freundschaften / in vermaße der und legt außgesetzte Beträge / denselben genüß beweisen / halten und erzeigen / dergleichen den iren zu thun mit Ernst beschien und versagen / sich Gütlichen und Freundschaften mit und gegen einander üben und beschien / mit Worten und Wercken / anerkennung Genut und Wiederwillen zu vermeiden / als den alle teil sich genüßlich / gütlich und freundschaften erweisen / und bewilligen haben. Und damit solche Einigkeit / Fried und guter Will zwischen einer gemeinen Pfaffen / und Bürgerchaft der Stadt Worms mehr geschehet / erhalten / und ingewurkt werden / so haben wir mit einer gemeinen Pfaffen so viel geret / gehandelt / und sie dahin ermaucht / das sie sich betrußelt und jagers / so dieser Betrag zu geschriben werde / die erschinen vierhundert Gülden / die in Rath Hafer lieben Franzen Stifte oder ihre Jalden / laus der Gült-Verfendung / jetzt schuldig und küßig werden findt / auff sich zu nemen / denselben Stifte / wie Hafer Bruder sie der verdingen werde / zu frieden zu stellen / zu einer Lieblich und Ergelichkeit jährlit Bürgerschaften Empfangen / angewanten Keit / ein Rath der vierhundert Gulden erschinen Gülden zu entheben und zu quettieren / verschaffen / und das mehr / auff das eine gemeine Bürgerchaft weiter ihren genügen guten Willen führen / und sich destoeriger freundschaften beschern oder beklagen indgen / so soll und will ein gemeine Genüßlichkeit oder Pfaffen / und zu unentzigen Gefallen / und um mehr freundschaften teilen / aus Lieblich und kerner Gerechtigkeitz / doch unabbruchlichen ihre vorigen Beträgen / Privilegien und Confirmationen / was die jeden Theil binden / damit sie auch der denselben ihrem freundschaften / Gerechtigkeiten und Beträgen / freundschaften bleiben / sitzen wohnen / auch ihre Zins / Reich / Gülden und Gefelle / des statlicher und runderlicher Inkingen / genueßen / dazu geschütet und beschienet werden indgen / nun hinfort so lang dieser Betrag gehalten und vollstempen wird / einem Rath der Stadt Worms Jährlich und jedes jeden Jahr anderthalb hundert Gulden aus St. Georgien / des Ritters Tag angesehen / entrichten und antworten / also und dergestalt / das dieselben zu genueger Stadt Nutz angelegt und getret werden / auch sollen ein Rath und ganz Gemein der Stadt Worms / ein gemeine Bürgerchaft des erst hundert weget zu eringen noch belästigen / nie farnamen / doch mit dem Verordhet und Anhang / treu sich nachmalen pfergen wider / das durch Röm. Keiser. Majest. und

ANNO
1526.

ANNO
1516.

gemeine Reichs-Schelte / mit den Geistlichen im
ganzen Reich ein Entzweiung / Reformation oder
Verbesserung zusammen / beschloffen und aussen-
der / daß alsdann keinem Teiße nicht hiernach die
Bewilligung gegeben oder gewonnen werden / und
insonderheit sollen auch die andern alten und vor
aufgesetzten Verträge zwischen dem Bischoff /
Pfaffen / auch Bürgerschaft der Stadt Worms
auch derselben Confirmation und Declaration /
sonst in allen Punkten und Artikeln / was einzeln
jeden durch diesen letzten Vertrag / wie ausgedrük-
ten Worten teils Entzweiung oder Wiedergang be-
deuten ist / in Kräfte sein bleiben / und hiernach mit be-
nennen sein / am Ehrbarsten Rathe der Stadt
Worms soll auch gegen obgenannter der Pfaffen-
schaft freundschaften erzeigen / sich hülflich dankbar
beweisen / und einer Pfaffenhaft hülflich und lieberlich
den fern / damit ihnen ihr Juss / so sie in der Stadt
Worms sollen haben / zum schleunigsten und sicher-
lichsten erfüllt werden / darzu auch der Ver-
trag / und jüdisch und hebräische Maß und Ziel
gleich und freundlich handeln / darzu sich ein
gemein Pfaffenheit / den die Juss jüdisch / auch
schiedlichen / und nach Gleichheit der Sachen ge-
hörlichen finden lassen / und halten sollen / wie sie
sich erdieten / Uns und einem Rathe jng-fallen / und
gemeiner Bürgerschaft zu Liebheit / so eine obermüde
Wägen sie werden ansprechen / und eine oder mehr
Pfaffen oder Ärtler Juss-Verlegung bezeugen / das sie /
ob sie gleich weis / daß wir schuldig / sich gleich fin-
den lassen / und je ein Gulden Gelts wie vörmalig
Gulden Ablosung / also nach Christi oder Klime des
Juss / anssund ab jurend / gehalten wollen / doch
so sollen hiernach die Bestendliche Güter / oder ander
gerisse und fremde Güter / mit gemein noch
gezogen werden / was aber die Pfaffen aus ein
Widerstehung / solcher obgenannter Juss-
wegen / mit vertragen werden müßten / alsdann sol-
len die Teiße das Recht / laut und verding der jüngsten
Nächsten suchen / und bezaalen in welchen jnen
auch / wie sich / gehört / zum schleunigsten und si-
cherlichsten verfahren / alle Befreit und arge List hier-
in allen obgenannten Punkten hindan gesetzt / und
verworfen werden sollen. Dieser und aller obge-
schriebenen Ding zu weiser Kundt und Ver-
stärkung so haben wir Palz-Gräve Ludwig / Chur-
fürst / Künig / Inseßig / zuvererst bezeugen thun henden /
dieweil dann dieser jzt bezeugter Vertrag und Mit-
teilung auch alle darzu gründeten Handlung / Punkten
und Artikeln / mit Unser Herrliche erwählten Bi-
schöffe zu Hirsch / Coadjutor des Stiffts Worms /
auch Palz-Gräven des Rheins / und Herzogen in
Wärgen / auch Unser Beden und Capitul des mer-
ten / darzu Et. Paulus / Et. Andres / Et. Mar-
tin / und Unser lieben Frauen Stifft und gemeiner
Pfaffenheit / an einen / und Söldmeistere / Bürger-
meister und Rath sampt gemeiner Bürgerschaft der
Stadt Worms anders Teils / guter Hoffen / Bil-
den und Gedenken beschern / ergangen und angewor-
nen ist. Es geschah und versprechen wir / der
Coadjutor / der Uns und unsere Nachkommen
und Erben / der Unser waren thren / Treuen und
Anhängen an rechter geschworener Eydworte / die
hiermit Unser vorerwähnten Kavalere in Kräfte Unser
geben und stärksten Beweises / von Unser
und jremwegen gehen haben / die obgenannte Mit-
teilung / so wir die Uns sampt und ein jeden insonder-
heit betreffen / und Uns wissen ist / zu halten / die zu
verfügen / und derselben allzeit ungeschick / zu
gehen und nachzugehen / daß in noch mehr Ar-
beit und Strengung so haben wir der Coadjutor /
obgenannter Unser Inseßig / neben Unser freun-
dlichen lieben Brüdern / Inseßig auch thun henden /
darzu wir effigenannten Deßun und Capitul Hin-

des Thoms und der andern Stiffts-Inseßig auch
bezeugen / und den beschern wie viel gedachten
Schuldmeistere / Bürgermeister und Rath / und wie
alle Juss der Stadt Worms Hatz Inseßig von
Hatz und Hatz B. m. in wegen auch an diesen Ver-
trags-Deßig jenen gleich laut der jdem Teiße
einen jng-fallen / geben und gehalten ist zu Hirsch /
auf Wärgen nach dem Einzug Märcicordias
Domini / als man zählt von Christi Unser lieben
Herrn und Erlösung Geburt / tausent / fünf-
hundert / jreuzig und sechs Jahre.

ANNO
1516.

CXCII.

Alexander Bändnaff zwischen Churfürst Jo-
hann zu Sachsen an einem / und Landgraf
Philipp zu Hessen andern theils / in Be-
stimmung der Religion / und Christlichen Ceremo-
nien. Aufgesetzt in Torgau / Wittenberg nach
Cantate Anno 1516. [Hortk. d. d. v. v.
Hess. des Luth. Krieg. Tom. I. Lib.
VIII. Cap. II. pag. 1490. LUNIG, Luth.
sches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung
IV. Abthg. II. Num. XX. pag. 36.
d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre JEAN Electeur de Saxe, &
PHILIPPE Landgrave de Hesse, pour la dé-
fense de la Religion & des Ceremonies Chre-
tiennes. A Torgau le Mercredi après le Dimanche
Cantate 1516.

VON Gottes Gnaden / wir Johann / Herzog
zu Sachsen / u. und Churfürst / u. und wie
Philipp von den teilschen Gnaden / Landgraf zu Hes-
sen / bekennen / Nachdem Göt der Allmächtige /
an sonderer Vergebung / und durch gute müde
Gnad / und mannsperrliche Barmherzigkeit / sein
heilig / ewig / und ewig Wort / als den ein-
igen Unser Teiße / der Seelen Speiß / und höchsten
Schatz auf Erden / des wir seiner Götlichen Gna-
den in Ewigkeit hülflich dankbar sein sollen / und / ob
Göt will / wollen / so ist doch sehr öffentlich am
Tag / was viel und mancherlei Verwirren eine
Zeit her / sonderlich von den Geistlichen und ihren
Anhängen / im heiligen Reich / gesucht und jnge-
nommen seynd worden / daselbige heilige / Götliche
Wort widerum zu verdeuten / zu verdrängen / und
gänglich aus der Menschen Herzen und Beweisen /
so es möglich gewor / zu reißen. Und wie
wohl sie anhero mit solchen ihren kühnlichen An-
schlagen nichts darwider haben schafften können / son-
dern sie mehr sie darwider gestirbt / gehandelt /
und practicirt / so mehr durch Gottes der Allmächtigen
wunderbarliche Wirkung / dieselbige ihre Hand-
lung / zu Ding und Auffnehmen der Geistlichen Ver-
sammlung / Forderung und Erweiterung derselben
Wort / gedient hat / wie selches noch täglich der
Augen gesehen wird / in ganz ansehnlicher und fer-
ter Ansehung / daß der / der sein Götlich Wort zu
Glori und ehr freud heiligen Mahnens / zum Hoy
und Erleuchtung seiner Götlichen Gemein / in die-
se Welt geschick hat / werde künftiger künftiger Worte
Bewertungen der Haden weiter / wie bisher be-
schern / bezeugen / und sich gegen ihnen / als ein ge-
waltiger / mächtiger GÖTT / also erzeigen / daß
sie ihnen / sie wollen / oder wollen nicht / für einen ge-
waltigen GÖTT und Herrn müssen erkennen / damit
sie nicht zu sagen haben / Wo ist nun ihr Götlich
Wort und Evangelium / davon sie so viel gehalten
haben /

Auch wiederum / Kurfürstliche Majestät / Unser aller
L II gnä.

ANNO
1526.

geduldigster Herr / weicht einem Reichs-Tag gegen Augsburg einmütig / und ausgeschrieen welcher den uns / dieweil wir eigener Orten zu erscheinen / aus unwilligen Ursachen und Ursachen / verhindert worden der Zurecht / daß also von den Dingen / wie auch aus mannigfaltigen daffern Ursachen / die höchste Nothdurft gewis ist / und noch sein will / auch von diesen das Kaiserliche Mandat also verstanden / als ob der Reichstag daffürig arde und wir bräut / daß von solchen ansehnlichen Neuerungen und Lehren / wider die alte Obrigkeit / und darzu von den Mängeln und Beschwerden / so die Weltliche wider die Geistliche / und hinwider / herten / gearschlagen und gehandelt seil werden / Also auch / daß / demnach die gesamte Reichsassen der Weltlichen Stände / Uns und andere / und des mehrertheils aus unermesslicher Nothdurft / zu Verhütung ferner Uneinigkeit / Mut-Bergeress / und anderer Beschwerden gegenwärtig / in Meinung gewis / von diesem Artikel / als vom Haupt-Stück aller Reichs-Handlung / an welchem die chr. Gläub. und aller Christlichen Stände und Vorkommen ewige und zeitliche Wohlfahrt gelegen / die Nothdurft fürwahr ist / und in den Dingen ein Christlich Epochen zu haben / Ansehung zu thun / welches aber aus dem / daß derselbig von Kaiserlicher Majestät aufgetragener Reichs-Tag / der wohl nicht für sich gehen / sondern bis auf den ersten Tag des Mögen nicht verschoben / erstreckt / und gegen Später gelegt ist worden / das nachbleiben müssen / zuversichtlich / daß daffürig aus dem erregenen Ursachen / (nämlich nach zu Augsburg den beschehen sollen) nach Verand. Kaiserlicher Majestät Schrift und Mandat / nachmalis gerathschlagt daren wird werden.

Und wieweil wir Uns in allem / was dem Wort Gottes / und lauterem Verstand eines Heiligen Evangeliums gemäß / mit andern Ständen / auf solchem Reichs-Tag / Christlich Gleichheit zu verengen / ganz geneigt / daffürig auch / daß durch Verleihung Heiliger Gnaden / eine Gleichheit / nach rechten und Christlichem Verstand / gemacht werden / an liebsten sehen / und / ferner Nutzen / verschaffen / daß wir Uns in und allwegen gegen Kaiserlicher Majestät / als gehorsame Churfürsten und Fürsten / wie wir dann hinfort / und bis an Unser Ende / zu thun geneigt / auch nicht anders befehlen wollen werden / erzeigt und gehalten / auch Kaiserlicher Majestät / Churfürsten / Fürsten / und anderer Stände des Reichs / in allen Sachen / dazwischen wir aus schuldigen Gehorsam zu verfolgen verpflichtet / Ertrennis und Bewußung dalden und leyden mögen / wie wir Uns auch des gegen jederman hiemit erbeten haben wollen / also / daß / ob Gott will / niemandes Unsesthalten Ursach haben soll / sich zu beschweren / als nicht er die Willkür gegen Uns nicht bekommen / und bewegen wider Uns / Unser Land und Leut / zu thätlichen Annehmen Ursach haben.

Dieweil wir aber berichtet werden / und Uns durch mannigfaltige Warnung glaublich anlangt / zu dem / daß die öffentliche und tägliche Handlungen etlicher unsern Ansehung geben / daß / ungarachtet alles das / so erbetet / und insonderheit / daß auf nachstehenden Reichs-Tag zu Speyer / Kaiserlicher Majestät / Uns zu allernächsten Herrn / Ansat / und dem Abthiere auch / so nicht zu Augsburg bewegen gemacht / von den Ständen / ein Heiliche Art / und der Christlichen und Weltlichen Schwärmen / gegen einander belagert / aus unermesslicher Nothdurft / gerath soll werden / wie Uns auch nach zu Augsburg zum Theil / durch Unsere Gesandten / haben vernach-

men lassen / und nachmalis erlärlich send / Und nach rechten und Christlichen Verstand / mit andern Ständen des Reichs gern zu vergleichen / zu. Durch die Geistliche und andere / so ihnen anhängig / des Reichs-Tags / und was also beschloffen / oder für gut und bequeme möchte angesehen werden / zu erwarten / weiter mit unsilgen Fleiß practicirt / und Vündtsch von ihnen ausgericht / und etliche höchsten Bemerkens / was sie des dazum nicht können zuwegen bringen / daß solches mit Darstellung und Verlegung viel Obdes ansehnlichen seil werden / aber alte dicker gestirte / beschwerliche Mißthand / wider das Christliche Wort und Evangelium / im Schwang zu erhalten / und die Wahrheit Gottes und sein Wort zu verdrücken / und daffürig dergestalt fürzunehmen / daß Verzagten / so aus Verleugung der Gnaden Gottes / sein heyliges Wort zu verdrücken / und andere / was dergestaltigen in Ceremonien und andern gemäß / in ihren Landen / (als sie dann für Gott / und der Gewissen haben / schuldig) gehalten / und weiter berührt dergestalt Mißthand / zu lassen / durch ihre Potentien und Anstimmung / und von ihres Gebirg wegen / solten überlegen / und ihre Land und Leut dergestalt beschlügen / angegriffen / und verdrückt werden.

Nachdem es von beschwerlich / auch allen Christlichen Herzen erschrecklich und erbärmlich were / daß die Wahrheit unterdrückt / und die Unwahrheit statt haben seil / und es mit diesen Sachen die Gelegenheit hat / daß Uns und einer jeden Christlichen Obrigkeit ein anders gemüet / wie wolten geschweigen / daß wir viel mehr Gott täglich anrufen und bitten seil / uns weiter zum Erlösniß eines Christlichen Werts / Lichtes / und Willens zu führen / dann daß wir / was nach der verfluchten Sünd Gottes / in Verdägen / Ceremonien / und andern dergestaltigen gemäß / (ob wol wider viel berührte Mißthand ist) fürgenommen wird / seil gestalten / und in einige Weg darwider sein / darum wir auch / von dergestaltigen / zu thätlichen Förmern / niemandes Ursach geben / und aber auch Ansehn haben / darzu wir von Gott dem Allmächtigen versehen / den Unsern Schutz und pflichtig send / dieseligen vor unbilllichem Gewalt zu schützen / und gütliche Förmung zu thun / damit dieselige Unser Ansehn / nicht allein mit dem Wort Gottes weiter beweist / sondern neben dem / also versehen werden / daß sie durch Heiden / und vor Gewalt der Widerwärtigen beschlügen und errettet mögen werden / so wollen wir Uns / in Betrachtung / daß es die Nothdurft erheischen / und berührt Unser Pflicht / damit wir den Unsern / und andern der Gläubigen Werts Anhängigen / verwandt / erfordern / Uns auch aus überzeihlichen Ursachen / und gütlichen Erbietungen / bey manniglich unterbrechlich sein wird / dahin zu trachten / auf daß die Unsern der unbilllichem / und verurtheiltem Krieg / thätlichen und ungelieblichen Beschwerden gelöst / bey dem Wort anbedingte / und desto friedlicher bleiben mögen / trgt und hiemit / in dem Nahmen Gottes / zu Etern und Verfassung seines heiligen Namens und Worts / aus Christlichem Gemüet / Herzen / und rechter Treue / auch niemanden zu Verzeih / noch wider fordern allein zu Schutz und Rettung der Unsern und anderer / die sich von viel berührte Sachen wegen / in gleicher Meinung / wie die Unser Verstand vernagt / zu Uns werden thun wollen / die wir auch derselben Gestalt zu Uns in Einung zu nehmen geneigt seil / folgender Willen verzeih / zusammen gesetzt / und in Verstandniß mit einander gegeben haben / als wir auch hiemit thun / und gehen wollen haben / Also:

Wo die obererührte Widerwärtigen und ihre Anhang / von wegen des Christlichen Werts / und dergestaltigen

ANNO
1526.

ANNO
1516.

so beschließen auch wieder die vorgeachtete Willkürlich-
keit in linken Fäulnis-Abunden und Linder fingenom-
men und gehalten; oder auch andere Sachen zum
Erdien werden fingeachtet werden; da es doch be-
trachtet Obenstehendes Wesen haben (im Grunde gemeint
wird); und linker jeder um solche fingeachteten
Erdien Sachen; auszufinden; wie oben berichtet; Er-
kenntnis und Befragung werden thun; daß wir Erb
und Gut; Land und Leuthe; und alles Vermögen;
des einander zugehen; auch einer dem andern; die
dortüber angestrichen; überlegen; oder beschreiben
wird; werden; auch schriftlich; so wir immer vernün-
ftig; auf linker eigne Kollen und Schaden zugehen;
auf die Pflicht und Rettung kommen wollen; doch in
allgemeiner Herkommen nicht auf Link; oder die-
selbige Linker Land und Leuthe; sondern auf die
Gut den Allmächtigen; nach seinem Obenstehenden
Willen; durch Link; als keine Befragung und Infor-
mation; offenbart; die auch wenig ist; mit wel-
cher oder weichen nicht die Zeute zu fügen; dem-
thätig; und mit Anbacht gestiftet und gesetzt.
Alles mit treuer; Ehrfurcht und rechter Meinung;
und eben alles Befehrte.

Und damit diese Aelter Einigkeit und Verständ-
niß in allen ihren Dingen und Urtheilen desto be-
ständiger und unerschütterlich gehalten / und derselben
gleich werde / haben wir / Herzog Johann Chur-
flüß / Unser Inseigel wissentlich hietzu gegeben /
und mit Unser eigen Hand unterschrieben. Ge-
schehen zu Torgau / Mittwoch nach dem Sonntag Can-
tate, nach Christi Unsern lieben Herrn Geburt
15.6. 1588.

exciti

21. Mai. *Traité de Confédération, entre la Sainte Ligue, entre le Pape CLEMENT VII. FRANÇOIS I. Roi de France, la Seigneurie de VENISE, le Duc de MILAN, & la République de FLORENCE, contre l'Empereur CHARLES V. A Cognac le 21. Mai 1516.* (FREDERIC LEONARD, Tom. II, pag. 246. d'où l'on tire cette Piece, qui se trouve aussi en Espagnol dans *Sandoval Hist. del Emperador CARLOS V. Part. I. Liv. XV. pag. 558.* mais fautive; & par EXERAIT dans *RAYNALDUS. Contin. Annal. CÉSAR. BARONIS, Tom. XX Anno 1516.*)

QUOD magis jam annos duravit et continet bellum vexata Christiana Respublica, tam fracta ac debilitata compleretur, ut nulli, Omnipotenti Dei operante Numine, tot ferivissimis Bellis impositur finis, Republicae ipsa pacem tandem aliquantisper respirare valeat, ut longe alacris & summo periculo iam omnibus perfectissimum : quem praeteritum non est uno consilio bellico, quasi attempis essendi materia, mala finem impert, imò et uno plura ostendit, huiusmodi magis ac recipere invalecere videremus. Quid pendens, utque animas deinde salutem? Maximus Dominus nocte Celsissimo die VIII. Pontifici Maximo, ac Patribus vigiliatissimo: nihil gratanter, sed atroci animo expectans devicit, quo Republica Christiana soluta ac liberata confunderet, veramque & stabilem Pacem inter Christianos Principes conflueret; nique ab eo prorsus mirum est, et eam rem tam fataliter, tam necessarium, ac optatum produceret finem. Quam aeterni malita causas fuit, pandem cessit idus. Scelerissimus ac Potentissimus Princeps Franciscus, Francorum Regem Christianissimum, & capivitatis, qui ab Imperatore detinebatur, liberavimus fuit; magnitudine virum Capitan de Capo, Equitem auratum, quos Nuncium ad eum destinavit, suo modo, et ob peccatum libertatem recipientem diti congratularetur; virum enim, ut de Pace universali inter Christianos Principes componendis acciteret. Quid et brevitas affluenter, generale ac ipso tale modorum praefatio fuo Nuncio dedit, cuius quidem tenore in fine praefatus Capitulationis inferret, ubi magis superaddidit Pace universali vel punctual-

Tom. IV. Part. I

padrones, Capituli, Tractatus, et Conclaves necesse fierent. Quod amandarent Illustrissimi Venetorum Dux, Andreas Grini, Ichnellomus Vezento-
 rum, necnon Illustrissimi Principes Francisci
 Sforza, Medici Dux, Papis illius percipudi,
 attendentes ad ista etiam in illis oriturus, pra-
 dicti etiam Summi Pontificis exemplo ducti, magnam
 cum virum Andream Robertum Illustrissimi ipsius
 Ducis, Ichnellomae Venetorum Duxem Illustrissimi
 Nuncios cum mandato, eorum etiam nomine, re-
 ferrent Capitulationes inferre, ad eundem Carissi-
 mum Regem deferantur, ad eos fines, tandemque
 de euis, qui Summi Pontificis; quibus tandem per
 Christifidum Regem auditis, qui Christifidum Pa-
 trem universalem tunc semper fuit, ut eundem mo-
 do omnibus, quibus possit, affidue perquisitis, nullis
 perentibus laboris et impensis; quo factum est, ut ita
 facie, se prompto animo hanc rem perdidit Nuncios
 sibi tam facile perficere haerenti, ut continuo Proce-
 rates generales ac speciales constituit, quorum quid-
 dam Petrus in his praefatis Capitulationibus pariter in-
 terfuit, ipse jam dicta Capitulationes fecit. Omnes
 denique rebus rite ac recte consideratis, praedicti Nuncii
 et Procuratores, pro et nomine Sanctissimi Domini
 nostri Pape, Christifidum Francorum Regis, Illu-
 strissimi Ducis, Ichnellomae Venetorum Domini, necnon
 Illustrissimi Mediolani Ducis, Pacis tractatum interire
 et concludere etiam per Imperatorem, Regem Angliae,
 Illustre Castellae Principem, ac Potentissimum
 Illustre Galliarum Regem voluerunt, honorabilem jura-
 mentum Status locumque consequentes. Quod igitur felix
 futurumque sit praedictis Principibus, archiepiscopis, ac
 universae Republicae Christianae, divino Nomine Immo-
 cato, ad ipsius Omnipotentis Dei honorem et gloriam,
 acque universorum Christianorum Pacem et quietem,
 abest, ad aliquid litigium, à quo concitatione loquendi
 abest, fide ad commune evocandum, tutum, et
 quietem, supradictae Pacis Tractatus fuit in hunc, qui
 sequitur, modum conclusus.

(t) I. Impiis, convenient et promittunt praedicti Conseruantes sese nullo modo, directè vel indirectè, palam vel occultè, trahere sui perniciem, neque illius auxiliū aut fauorem, directè vel indirectè, quaerere modo, praestare aliquibusque eorum hominibus aut personis, imò illorum rectissime conatus, ac fides inuicem, suae, quae Regia et Dominiua defendere, quae de praesenti tenet, possidere, et occupare, (verum haec sunt clausulae generali non intelliguntur comprehensa Dominiua quae Sanctissimis Dominiis nostri Patris, illustrissimae Dux, Inclitum Venerorum Dominiū habet extra locum) et, in bonos, veros amicos et confederatos ducere et conuenire, ac illis viribus et copia, quae inferius expressè habentur, pollicenterque omnes praedicti Sanctissimis Dominiis nostri Patris affluere, quique dignitatem ac personam defendere adversus quicumque illam perturbare, aut offendere voluerint, autoritate, consilio, viribus, quibus illa dicatur, vel uti, aut quibusque praesentibus propriam fauorem ac dignitatem defendere ac tueri conentur.

11. Conventum est, ut reliquatus honorificus locus ingrediendi hoc sanctissimum Padua, si liberet, imperialis Serenissimo ac Potentissimo Principi Caroli Imperatori electo, et Serenissimo Anglie Regi, tam modo ut contrahenti, sed etiam ut presentis Fœderis Protectori, sit assensum præbuerit; atque Illustrissimo Domino Ferdinando, Austrie Archiduci, cæsarique Regibus, Principibus, ac Potentatibus Christianis. Non recipiet tamen, neque in hac Considerationem ingrederetur supradictus Imperator, nisi prius Illustrissimus Christianissimus Regis Fœdis, quos tenet obdies, restituere, soluta ædificum competentem, honesta, et rationabili talia, et Mediolani Ducum Duci Mediolanensi prædilecto relinquere liceret, ac ceteris Italie Potestatibus et Dominis, ibidem erant ante proximum Bellum præteritum; neque Italiam ad se convolandum, aut

[illegible]

ANNO
1526.

ANNO
1526.

aliquovis modo ingreditur, nisi cum tali itum & committat, qui videtur apud & conveniens, tum Sanctissimo Domino nostro Papa, tum Illustrissimo Duci, innotique Venetorum Dominis, habito respectu ad ipsius Summi Pontificis, totiusque Italiae securitatem, necnon, ad Imperialis Majestatis suam dignitatem & honoratam, & quod Regi Anglie prefatus Iudas Infantes meos & die illationis hujus Tractatus ingreditur, si solvetur ea pecunie summa, que sibi ab ipso debetur Imperatori.

III. Conveniens est, ut ab ipso Consideratis paratur & agatur Exercitus in Italia, communibus sumptibus, tripora milium Pedum, duorum milium & quingentorum Equorum cataphractorum, & trium milium levis armaturae, una cum Machinis & Artilleriis convenientibus & requisitis pro tali Exercitu, tum ad oppugnandas, quàm ad defendendas Civitates & Aeres. Qui quidem Exercitus iter arripit, & pecunie mittitur in auxilium, quo praesentis Tractatus Ratificatio tradita fuerit in smolus Christianissimi Regis, tum ad defendendos praesatos Consideratos, tum ad illos eobibendos, qui ad Pacem eadescendere volentes, aut Res Italicas perturbare adversus praesentem Considerationem. In quo exercitus agendo Sanctissimus Dominus noster Papa pro parte sua contribuit cataphractos Equos octingentos, & levis Armaturae septingentos, & Pedum odio milia. Christianissimus autem Rex impendit singulis mensibus quadraginta milia annorum aereorum Solis, summummodo pro stipendio Pedum, & aliis sumptibus, praeter quingentos cataphractos Equos, aere Gallico instructos, qui mille levis Armaturae Equos comprehendunt. Illustrissimus vero Dux, innotique Venetorum Dominum dabit mille, sex octingentos, & gravis, & mille levis Armaturae Equos, Pedesque odio milia. Mediolani Dux pariter contribuet quadringentos gravis, & trecentos levis Armaturae Equos, Pedum vero quatuor milia. Quam numerum, si quo casu impeditus Dux ipse praestare non possit, praesentem electi Belli principia; Sanctissimus Sui, innotique Venetorum Dominum, sit obligatus ad praestandum eorum illa quatuor milia, que Illustrissimus Dux contribuere teneretur, hac tamen conditione, ut eam primam praedictis Dux illa quatuor milia praestare possit iudicabitur, Sanctissimus Dominus noster Papa, innotique Venetorum Dominum non precatur, nisi pro suis odio milibus, ut supra declaratum est. Sumptus vero ad impensa Machinarum Artilleriae defensionis per dictum Summum Pontificem, innotique Venetorum Dominum, & Mediolani Ducem, ad rationem ceterarum rerum, quas contribuent. Exercitus autem ille conservabitur innotque usque ad confectum Italiae Bellum, vel quoad prodigat fuerit, qui Italiae quietem perturbaverint, eorum Exercitus deletus sit penitus; aut illi debilitatus & debilitatus, ut reliquis se in aliquam Civitatem, aut locum munitum ad se eundem recipere cogatur, nec valeant amplius exire, seu in campo convenire, aut castrametari. Quo casu Consideratorum Exercitus reboli poterit, reservatis tantummodo copiis necessariis ad illas reliquias abolendas, Aeresque, si qua erant majoris momenti, capiendas; & hoc ad arbitrium eorum, qui Exercitus praecurrit: ad quas copias attendas contribuet uniusque, eorum ratione ad id quod antea contribuebat, quantum fieri erit.

IV. Promissis insuper ipse Christianissimus Rex Consideratis Bellum in Italia gerentibus, praesatis de causis, si pariter circa Montes contra quemcumque, qui praesentem hostis esse, huiusmodi Exercitum paratum ad divertendas & occupandas illas hostis vires, ut novae copiae, vel auxilia advenire Consideratos in Italia transire valeat; Illaque Summum invasum eodem tempore, quo Bellum in Italia incipit, eam valido Exercitu, qui ad minus sit duorum milium cataphractorum Equum, & Pedum sufficienti numero, nec solum terribilibus, sed maximis viribus Bellum, terrae marique adversus quolibet Consideratorum hostes geratur.

V. Conveniens est, ut in praesato Exercitu confuso ipse Consideratus cum numerum Helvetiorum Pedum conducatur, qui ipse conducendus videbitur; qua quidem in re Christianissimus Rex favere auctoritateque, qui apud eos possit, praestabit omnem operam, ut homines condicioibus, & convenienti stipendio quamprimum accedant.

VI. Cum sanctissimus Fœdus, ut superius dictum est, iudicetur tum ad finem, securitatem, & quietem ipsorum Principum consuetudinem, eorumque Senatum & Dominorum; tum ad universam Reipublicam

Christianam pacandam, conveniens est, ut à praesentem Consideratorum Consociis, cum primis praesentis Tractatus ratificatus fuerit, eorum omnium verbis regulariter & coeque Reverentissimus Princeps, in Imperatorem electus, ut pro universa Reipublice Christianae salute & Pace Illustrissimus Christianissimus Regis filius Michaeli suae benignae relictore velit, modo quo supra dictum est; ac cum eo, dimissa omnibus similitudinibus, veram, honestam, ac voluntariam Pacem stabilire; cuius quidem ita constituta Pacis, ut firma ac stabili credi possit, nulla alia ratio inveniri poterit, nec ullis artibus vinculis ligari valeat Rex ipse cum Caesaris Majestate, quum eo beneficio religionis Filio. Quod si factum resurget, si demum praesentis Praesatos Principes nihil esse praetermissum, quousque id efficiatur. Quamobrem ad id exequendum, praeter conveniens est, quod confectis in Italia rebus; qua per praesentem Capitulationem designantur, modo concesso in tertio praesentis Fœderis Article, ad omnem requisitionem Christianissimi Regis praestari debeat per ipsos Consideratos auxilia decem milium Pedum, mille cataphractorum, & mille quingentorum levis armaturae Equum, aut pecunie sufficientis loco ipsarum copiarum, ad electionem Christianissimi Regis, ad omnem operam praestandam, Bellumque peragendam, quousque Michaeli filio Illustrissimi quo Fili liberati fuerint.

VII. Praeterea pollicenter sibi invicem, videlicet, Consideratis Italiae, ex una, & Christianissimus Rex Franciae, ex altera parte, iuvare sibi auxiliari, ac sese perpetuo defendere contra quosvis & pacificum eorum Senatum perturbare, aut invadere volentem, mittendo sibi invicem auxilia decem milium Pedum, mille gravis, & mille levis armaturae Equum, distributo inter ipsos Italiae sumptus, pro viribus quacumque, ad statum superius Articulis commemoratum.

VIII. Cum ad praedictas peragendas res requiratur, non solum terrestres, verum etiam maritimas vias habere, conveniens est, ut Classis instruat ad minus viginti octo Triremis, & saltem Navium onerarium, usque ad eam numerum, qui ipse Consideratis opportunus iudicabitur; ad quam Classis pontem, Christianissimus Rex Franciae praestabit duodecim Triemes propriis sumptibus instructas & armatas; qua etiam praesto sint infra declaratum tempus, ad navigandum ad quamlibet Italiae partem, que ipse Consideratus optime videbitur, paratis & instructis illis Triemibus & Navibus onerariis, quatenus commodi poterit, sumptibus tamen Sanctissimus Dominus noster Papa, Illustrissimus Dux, innotique Venetorum Dominum, tredecim aliae Triemes suis sumptibus instructas & armatas praestabit Illustrissimam Venetorum Dominum; reliquis vero tres Sanctissimus Dominus noster Papa praestabit. Contribuet tamen Mediolani Dux, ad eum sumptum in progressu Belli perferendum, quod honestum videbitur. Posset autem si numerus aliquoties diminui, casu quo Civitas Janacensis ceteris Consideratis adveniret, praestante etiam ipsa sua Triemes in bayis Belli generalium. Hac autem Classis praesto & parata sit ad quancumque Italiae partem, cum ipse Consideratis opportunum videbitur, pro ratione Belli generalis. Alter vero eadem Classis à nominatis partibus, videlicet duodecim Triemes à Christianissimo Rege; tredecim ab Illustrissimo Venetorum Dominum; relique vero tres à Sanctissimo Domino nostro Papa, usque ad perfectum Bellum, & quoad ipsi Consideratis necessarii & convenientes esse videbitur. Hac tamen conditione praestabit Christianissimus Rex duodecim Triemes praedictas, si necesse fuerit, eodem revocare possit ad res suas defendendas, casu quo Bellum maritimum ab Hostibus illi inferretur in Provincia, vel aliis Locis maritimis illi communis; in quo casu, si duodecim illae non sufficerent, magnitudine periculi maritimi majorem Classis polletare videretur, nisi Triemes ceterae pro Bello Consideratorum in Italia occupata fuerint, etiam ille in auxilium ei mittatur; exceptis tamen Sanctissimus Dominum noster Papa, si ei necesse esset pro custodia Litorum Italiae ab infidelibus Peris. Ceterae omnes Triemes ipse Christianissimus Rex ferret, tam ad illas, ac Regis Franciae hostes & Provincias, ut aliis Locis, ut dictum est, propulsandos, rebosque, prout oportuerit fuerit, succurrendum, quum ad liberandos Illustrissimos Christianissimi Regis Filios, ut innotique Amicos, & bonos Consideratos, sibi invicem adesse atque auxiliari convenit.

IX. Ad omnem inspectionem Illustrissimo Duci Mediolani tollendam, ob ea que praesentis temporis contingerent, promittit Rex Christianissimus, si nullo tem-

ANNO
1526.

ANNO
1526.

pore quoquam moturum, gesturum, nec adversus ipsum Ducem, seu Mediolanensem Sineum, sed permissum, ut liberè ac pacificè gaudeat illo ac fructuribusque illa perturbatione ac molestia; imò & ipsum se omni tempore defensurum, ad id pariter concurrendum Italiae Confederatis, si à Romanorum Rege, sive à Sacrosanctissimo Principe ejus Fratre, Bellum ei ab illis inferretur, & à quolibet alio Regibus ac Potentatibus, illis copis atque auxiliis, quæ pro Bello Italico in superioribus promittit Articulis, auxiliare etiam ipso Duce Regno Francie, qui illi Bellum inferretur, eidem auxiliis & copiis; quas ad Bellum Italianum contribuere teneret. Hæc tamen omnia ea conditione ac lege, quod prædictus Mediolani Dux ipse Christianissimus Regi, cum ratione jurium, quæ in ipso Ducatu tam majores sui, quam ipsi, obtinerent; ac pretulerent; tam magnam functionem ac impensam ipsius causæ facturum, assensum, consensum, sive permissionem in Civitate Lugdunensi perfolvere debent, quæ conveniens videbatur, tunc Sanctissimo Domino nostro Papa, tunc Illustrissimo Duci, incitoque Venetorum Dominis, sed non minus quinquaginta militum numerum aureorum, pro quibus assensum folvendis dedit sufficientem securitatem; si verò Cæsiones nunc præstare minime possent, responderent pro eo Sanctissimus Dominus noster Papa, incitoque Venetorum Dominum. Tenebatur pariter ipse Mediolanensis Illustrissimus Frater ejus Maximilianus concedere pro ejus dignitate alere, eidemque pensionem assignare, & ipsam Christianissimum Regem ab omni pensione illa liberare, quam dicto Maximiliano solvere teneret.

X. Cum prædicti Capitulus Fœderisq; spectet, non modo ad constituendum in tempore prædicti Pacem, & Italiae libertatem, sed et firma ac æterna permanere, incitoque omnibus hujus felicitatis esse participes; quæ; Deo auxiliante, factum est, convenit ei, ac reliquis liberè universæ Bonæ fidei cum plenis remissionis Articulis, quæ etiam amitterent quomodocunque, & qui pariter Regis fecerit fuerunt, ac etiam in Patriam si redire voluerint, & prædictum Magnificus Dominus Albertus, Cæsaris Comes.

XI. Promittit Christianissimus Rex ad magis declarandum bonam voluntatem suam erga ipsam Mediolanensem Duce, ac eum pariter fecerit profus reddendum, in assensum sibi illam concurre, tradendo illam ei in Usorem unum de Regio siquaque progenitum, quam Sanctissimus Dominus noster Papa opportunam æque ei concedendum judicabit. Rursus ad eundem omnino confirmandum, acque in ipso Mediolani Ducem retinendum, pollicetur, se censuratur, & omnem operam daturum, necesseque fieri interposituram apud magnificos Dominos Confederatos Helvetiorum, ut eum Illustrissimus ipso Mediolani Duce juncturæ ad prædicti Ducatus defensionem & tutelam, et familiam, conclusionibus & modis, quibus juxta erat sibi, eum dictum Mediolani Ducem oblectaret; quo casu pollicetur, & se liberatorem dictos Dominos Helvetios ab obligatione illa, quam fecerit habebant, quod defendendum pro Majestate sua ipsam Mediolani Scutum. Quo casu, prædicti Mediolani Dux Helveti pensiones generales ac particulares perfolvere teneretur, quas singulis annis in Festis Purificationis prædicti Ducis mittit Helvetiis, apud quos compertis omnibus ab ipso Christianissimo Rege Deputatum, ejus numerum perfolveretur dictas pensiones ipsi Helvetiis, atque eo quidem modo, ac pari forma fieri dictas pensiones, eo casu quo prædicti Helveti recusarent suscipere dicti Ducatus defensionem. Ipse autem Dux permittit eisdem Helvetiis gaudere omnibus immunitatibus & exemptionibus in Statu Mediolanensi, quibus gaudebant tempore; quo ipse Christianissimus Statum illius possidebat; & de hoc observant, cum prædicti Illustrissimus Dux in præsentia dare vocaretur Fidejussionis in Francia à Christianissimo Rege requiritur; promittunt jam dicti Naves, quod Sanctissimus Dominus noster Papa, Illustrissimus Dux, incitoque Venetorum Dominum, effectualiter procurarent, quod promissionis dedit eis; cum primò liber erit ab his angustis, quibus nunc opprimuntur: casu autem quo id non faceret, erit ille quidem à prædictis Tractatibus benè exclusus; atque prædicti Rex Christianissimus haudquaquam vult, nec nullo modo intelligit se ab antea illa & Confédérationis separate, quam ab eadem Regni Francie cum ipsi Helvetiis habet.

XII. Promittit idem Christianissimus Rex cæteris Confederatis Principibus eadem præstare & concedere Domino Maximiliano Soreia, quæ promittit & pollicetur moderno Duci Illustrissimo ejus Fratri, casu

quo ipse decederet, aut à prædicto Ducatu submoveretur.

XIII. Convenit est, ut ipse Christianissimus Regi restitueret Comitatus Alergii, qui resignatus Mediolanensi Ducatu, & antiquissimi juris hereditarii Illustrissimorum Ducum Aurelianensium; & si aliqui fortassis de causâ Confédérationis non videretur opportunum, ut ipse Christianissimus Rex ad eum Comitatum restitueretur, ad minus traderet Illustrissimo Duci Aureliani, ejus Filio, gubernandis Comitatus ipse, à quo Majestas sua placuit, quod ipse Dux quæ Filium ad legatum statum perveniret.

XIV. convenit est, ut in Civitate Januensi, qui nunc est Illustrissimus Dns Dominus Antonius Adamus, Dux relinquatur, si ad Confœderatum devotissimum, qui hoc comprehendatur tunc, se se converteret, vel mater quidem ejus Civitatis statim in eum foret, quæ ipsi Confœderatis ad quietem & securitatem Italie maxime concessas esse censebatur, servaret eam Regi Christianissimo titulo & jure Imperii Domini, eo modo quo habebat idem Christianissimus, cum eum possideret Civitatem.

XV. Promittit & pollicetur prædicti Confœderati, quod si Imperator ecclesiæ designet, aut proleat peragere ea quæ in secundo prædicti Capitularis Articulo continentur, quod statim, & eum primò prædictum Bellum pro pacando Italia finem acceptum, (qui quidem finis intelligitur, & erit, quando Exercitus huiusmodi profugus sit penitus, aut in debilitatem, ac decedat, aut reliquis se in aliquam Civitatem, aut munitum Locum ad se tendendum recipere cogatur, nec amplius exire, in campo convenire, nec castrametari valeant) jam dicti Contributibus invadant & offendant Regnum Neapolitanum cum vicibus tam terrestribus, quam maritimis, quibus superiorem declarant, & dempsit tamen his, quæ eorum subsidio declinantur ad ostendendam Hostium reliquias, quæ se in aliquem Locum munitum ad se tendendum receperint, ut superius nominatum est. Quod si Imperator ecclesiæ ab ipso Regno Neapolitanum petierit, & ejus Exercitus illinc egredietur, transire quidem illud Regnum ad Sanctissimum Domini nostri Papæ arbitrium, ut de Regno, & re ad Ecclesiæ pertineret. Nec verò ipse Christianissimus Rex, aut reliqui Confœderati quicquam dimittunt de illa analiterum sententia, quam quilibet præstare debet, quousque Imperatoris Exercitus fuerit delatus, aut in debilitatem, aut in aliquod Castrum seu munitum Locum fide tradendi easque receperit; quo casu, communi eorum qui Bellum gerunt arbitrio, deligatur tales copie, quæ aptæ & sufficientes existimantur ad prædictam reliquiarum expugnationem. Aliter puer præstata copia communi Confœderatorum impensæ pro rata subditi tradendi faciendi, donec locus ille expugnatus fuerit, quemadmodum in simili casu expugnatus est superius. Hæc tamen lege & conditione, Neapolitanum Regnum apud Summum Pontificem maneat, si idem Pontifex se, ac suos Successores, de confusa Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, obliquis, securitatesque in Francia sufficientes dederit, quod singulis annis Christianissimus Regi, siquis Successoribus, restaret juris, quod sibi in illo Regno competit, cum summo censum pensabile, qui arbitrio suo convenienter videbitur, dummodò non sit minor septuaginta quinque milium numerorum auri Soli. Hæc utem promittit Christianissimus Rex, solummodò casu quo, si supra dictum est, illius Regni illius immutetur. Quod si fieri foret, aut eveniret, permanere eidem Christianissimus Regi salva & integra omnino sua actio, & pristinum jus, ac facultas agendi, ut libere.

XVI. Convenit est, casu quo conligeret, quod Deus avertit, ut prædictorum Fœderatorum aliqui decederet, vel ab hoc Fœdere decederet, nihilominus Fœdus ipsum inter reliquos Confœderatos firmum ac stabile in suo robore maneat & persistat. Successores defuncti illud ingredi possint. Quod quidem Sanctissimus Dominus noster Papa promittit approbare facere per Reverendissimorum Dominorum Cardinalium Collegium.

XVII. Pariter convenit est, ut ab omnibus dictis Confœderatis assumatur, atque ea pene assumpta esse intelligantur processu & defensione Illustrissimæ Domus & Familie Mediceorum, & aliter Heredum ac Successorum Sanctissimi Domini nostri Papæ, illamque fovere ac magno tenere debeat in illo statu, penitus, ac dignitate in excelsa Florentinorum Republica, quæ et antequam obtinuit, ac de presentibus obtinet. Pollicetur pariter Sanctissimus idem Dominus noster cæteris Confœderatis excellentiam ipsam Florentinorum Rempublicam nullo pacto quicquam alteram gesturam adversus sanctissimum

ANNO
1526.

ANNO
1526.

mem hoc Fœdus, sive in eo contenta, neque inferendo inimicis suis quovis colore de pecuniis, aut quibuscumque favorabilibus, imo fore cum Beneficentia sua semper obedientissimum, uti obsequentissimum ac devotissimum deest: Illius; quod quidem ipsa Florentinorum Respublica ipsa potentibus Literis ratificavit.

XXVIII. Convenit enim, cum Sanctissimis ac Potentissimis Anglie Rex, & Fidei Defensor, Pacem tranquillitatemque semper spectavit, quod maxime hoc argumento aorissimum Pacem Christianissimum Rege firmare comprobavit, omnes pariter animi sui affectus & rationes ad Fidei Christianissimæ temporis accommodaret, Sedique Apostolicæ sedis, & Ecclesiasticæ Dignitatis, tum ipse, tum felici recordationis Pater ejus, acerrimus defensor extiterit, neque ulla cujusquam autoritas graviter interposui possit, vel ad bene fœderantes in officio continendos vel ad eos, qui Pacem perturbare velint, reprimendos; convenit enim, ut Majestas sua sanctissimi Fœderis Precedat & Conferratur, quod faceret & inviolabiliter sine ulla exceptione observantur omnia & singula in prefata Capitulatione contenta. Hac cum ipse fieri, atque ejus horum præfata Principes ad hoc sanctissimum Fœdus firmandum convenirent, quod ipsius Fœderis nunc modis Precedat, sed principibus Contrahens fœderes sit; ad quæ faciendæ & acceptandæ à cæteris Confœderatis interpretatur, ac instantissime requiritur. Qui quidem Confœderati ad amorem sui declarationem erga Majestatem suam conveniunt, quod ingrediendo sanctissimum hoc Fœdus post constitutos res Italicas, ut supra explicatum est, gratiam animam suam testificabatur, dabuntque Majestati sue, sive Illustrissimo ejus Filio Naturali, pro se ac Successoribus suis, eamdem Dominionem in Regno Neapolitano, titulo Ducatus, aut Principatus, annui census ad minus triginta millium Ducarum; alteram pariter Dominionem in Italia annui census decem millium Ducatorum, pro se ac Successoribus suis, Reverendissimo Domino Cardinali Eboracensi, cujus quidem prudentia, labori, ac vigilantiæ multum debet universa Christianorum Respublica.

XIX. Convenit enim, ut post præfata Fœdus initum mensuræ et Confœderationis licet altum Fœdus, Pacem, intelligentiam, uti indicata firmare cum quovis alio Principe, vel Potestate, qui præfata Confœderationi illa ex parte præjudicare possit, ipse altum parium consensu, ut ipse quoque in eadem intelligentia comprehendere possint, si velint, præfata quantum attinet ad eam, qui superadditis est, Italia statum constituendum; imò si jam Fœdus aliquod inter eos esset cum alio Principe, vel Potestate, id nullus esse momentum intelligatur, quantum præfata Unioni præjudicium afferre possit.

XX. Convenit enim, ut ante Ratificationem licet cuique Parti suas Adhærentes & Confœderatos nominare, dummodo in illis non sint aliqui Soboles, Vassalli, aut laicæ cujusque aliarum Partium. Jam tunc ex parte Sanctissimi Domini nostri Papa nominatur Sanctissimus ac Potentissimus Princeps Henricus Rex Angliæ, & Illustrissimus Marchio Mantuæ, reservando sibi nominare quos voluerit alios infra tempus. Ex parte autem Christianissimi Regis, pariter nominantur Angliæ, Scotiæ, Navarra, Lattania, Poloniæ, & Hungariæ Reges Sanctissimi; Savardiæ, Lotharingiæ & Guelbæ Ducis Illustrissimi; itemque se magnifici Viri Domini Helvetii medicæ Cæsarum Altes Ligæ, Auriacæ, Christianissimi Regis compenses; similiter ex parte Illustrissimi Ducis, inclitque Venetorum Domini, nominantur Sanctissimus ac Potentissimus Princeps, Rex Angliæ, reservando etiam sibi nominare quos voluerit alios infra statutum tempus.

XXI. Pariter convenit enim, cum non possit tantum negotium vel assumi, vel peragi, nisi parata ac præstita sit pecunia, quod Christianissimus Rex teneatur pecunias numeratas mittere, prout supra declaratum est, quas contribuit promissit in finem illius, sive in Civitate Venetiarum, aut Florentiæ, pro uno mense; & dant Cautiones idoneas in banchis, quod per sex dies ante finem primi mensis tempus pecunie pro secundo mense solvantur per eundem Fideiussorem in Civitate Venetiarum, aut alibi, & sic succedere de mense ad mensem, quando bellum dixerit, et superius declaratum est.

XXII. Convenit enim, quod infra mentem prædictum Fœdus testificari & approbati debent cum singulis suis clausulis, & articulis à Partibus contrahentibus. Si vero casu aliquo impeditur Illustrissimus Mediolani Dux pro parte sua approbare & sternere non possit, Sanctissimus Dominus noster Papa, Illustrissimus Dux,

inclitque Venetorum Dominum, pro ipso Mediolani Duce Illustrissimo præfata procurant.

XXIII. Cum in prefata Tractatu de Illustrissimo Mediolani Duce sit inter alia, quantum præfatum Principem Procuratorem, aut Vice-Procuratorem Sanctissimi Domini nostri Papa, Illustrissimi Ducis, inclitque Venetorum Domini, promissum sit & nomine prædictorum Dominorum suorum, quod ipsi efficaciter procurarent, ut præfatus Mediolani Dux ratiocinetur, gratosque habere, & approber dictos Articulus, suaque super hoc necessaria Literarum forma authenticè mittat, infra mensem, si fieri potest; de minores, infra trimestre spatium.

XXIV. Convenit enim, quod necesse contrahendum Partium nullomodo ad stipendia & servitia sua condocer Capitaneum aliquem, tam Territiorum, quam Maritimarum Gentium, qui sit ad servitia aliquos alicuius Partis sine consensu & bona licentia ipsius Partis. Cum vero Sanctissimus Dominus noster Papa magnificum virum Andream Doria Januensem jam conduxerit, qui hoc usque fuit ad servitia Christianissimi Regis, requisitusque fuerit quidem Sanctissimi Domini nostri Papa Nuncios, ut in prefata prædictis Andream Doria dimittatur ad ipsius Regis servitia; ille quidem respondit, non habere se super hoc facultatem obligandi Sanctissimum suum; non dubitare tamen quod Sanctitas sua Christianissimo Regi sit in omnibus morem gestura; ideoque pollicenter potest Nunciis, & Procuratoribus Sanctissimi Domini nostri, Illustrissimisque Venetorum Domini, sub beneplacito prædictorum Dominorum suorum, quod Sanctissimus ipse Dominus noster præfatum Doria in suum servitium nequaquam recipiat; & si de facto jam receperit, eundem relatu, procurantibus efficaciter, ut ad servitium Christianissimi Regis revertatur. In quarum rerum testimonium præfati Procuratores & Nunciis hanc præfatum Cantum propter manus subscripserunt, siquæ Signis obligaverunt. Actum Cognaci, die vicesimo secundo mensis Maji, Anno millesimo quingentesimo vicesimo sexto.

Articuli separati duo, videlicet unus de Regno Neapolitano & alter de Arbois Florentinis.

Cum vero eadem Capitulationis die fuerint conclusa cetera Capitula inter Nuncios & Procuratores Sanctissimi Domini nostri Papa, Christianissimi Francorum Regis, Illustrissimi Ducis, inclitque Venetorum Domini, inter quo Capitula sunt duo, videlicet unum, quod de Florentinis; alterum, quod de Regno Neapolitano mentionem facit, super quo fuerant nonnulla addita, quæ hæc ipsi Contrahentes secreta esse debent; ideoque convenit est inter eos, ut prædicti duo Articuli hic separati & seorsim ab aliis ponerentur. Et autem qui de Regno Neapolitano mentionem facit, legendus est in fine decimi quinti Articuli ipsius Capitulationis, cujus quidem tenor sequitur, & est talis; videlicet.

Hoc addito, & expresse declarato, quod præfatum Regno & manibus Cæsarum in totum, vel in partem, ablatum, & si pariter auferentur per Exercitum Christianissimi Regis alii Status, vel Loca ipsius Cæsarum in nobis Regni Franciæ, & contentantur ipse Illustrissimus Christianissimus Regis Filios reducere, atque alia in superius Articulis contenta facere; dummodo ipsi pariter restituerentur omnia in hoc Capitulo expressa, & seorsim ablata, scilicet disceptari experienter per menses quatuor, quod ipse de parte dictorum ablatum conveniret, hoc casu restitui fiat pro rata. Si vero vellet asserere, sit integra; reservando tamen Sanctissimo Domino nostro Papa in præfatum Regno Neapolitano, pro anno census suo, unum statum redditu Ducatorum quadraginta millium singulis annis, vel per ipsum Cæsarem solvatur in numerata pecunia Sancti Filii præfatus census ad optionem ipsius Cæsarum, dundo in Urbe Roma, vel Florentia, sufficiens Fideiussorem per amicum de hujusmodi solentem. Quæ quidem Fideiussiones singulis anni renovari possint, remanendo semper firmis primis Fideiussoribus, quondam assignata fuerint secundo; & sic de trimenio in trimenium.

Item, quod casu præfate restitutionis ipsius Regis remanere debeant integre Regi Christianissimo actiones, quas in ipso Regno habet.

Sequitur Articulus de Florentinis.

Item, cum, ut prædictum est, ceteris Florentinorum Respublica approbatur sit, & Sanctissimus Domi-

ANNO
1526.

ANNO
1526.

reden und Christl. Verstand / gemacht mächt
werden / am liebsten sehen / und / sonder Ruck /
verheissen daß wir uns je und allwegen gegen Ehem.
Köf. Maj. als gehorsame Christen / Herten und
Gefassen / wir wir dann hinfort / und bis an unser
Ende zu thun grangen / auch nicht anders befehlen
wollen werden / erzeigt und gehalten / auch Köf.
Maj. Christlichen / Herten / und anderer Stände
des Reichs / in allen Sachen / dainnen wir aus
schuldigem Gehorsam zu verfahren verpflicht / Er-
kenntnis und Befehlung dulden und leiden mögen / wir
wie uns auch des gegen jederman hiemit erboten
wollen haben / also / daß / ob Gott will / niemand
Häckerhaiken Heisch haben soll / sich zu beschwehren /
als mächt er die Willkür gegen uns nicht be-
kommen / und vertragen wider uns / unser Land
und Leuthe / zu thätlichen Fährnissen Heisch haben.

Daweil wir aber berachtet werden / und uns
durch männlichsalige Warnung gläublich angelan-
get / zu dem / daß die öffentliche und thätliche Hand-
lungen etlicher massen Ansehung geben / daß un-
gedacht alles das / so oberst / und insonderheit /
daß auf nachstehenden Nechstag zu Speyer /
Kaiserlicher Majestät / Kaiser allergnädigsten Herrs /
Mandat / und den Abschied nach / so nicht zu An-
spruch vertragen gemacht / von den Sachen Obli-
ches Worts / und der Christlichen und Weltlichen
Gehorsam / gegen einander bezeuget / aus unwill-
licher Nothdurft / getretet sein werden / wir uns auch
nicht zu Argwohn zum theil / durch unsere Ge-
schichte / haben vernehmen lassen / und nachmalig
erachtet / uns nach rechten und Christlichen Ver-
stand / mit andern Ständen des Reichs gern zu ver-
gleichen / doch die Christliche / und andere / so ihnen
anhangig / des Nechstags / und was also beschlos-
sen / oder gar gut und bequem möchte angesehen wer-
den / unerrathet / weiter und mit einigem Fleiß
practicirt / auch Windnisse von ihnen auffrichtig /
und ihres höchsten Vertrauens / was sie des daim
nicht können zugewen bezeugen / daß solcher mit Dar-
streckung und Erlegung viel Gutes / unterstanden
seil werden / ihre alte über gelästet beschwerliche
Wilschick / wider das Obliche Wort und Evan-
gelium / im Schwang zu erhalten / und die Wahr-
heit Gottes und seines Worts zu verdeden / und
dasselbe der gestalt fürzunehmen / daß dirigenz / so
aus Verlegung der Gnaden Gottes / fern Herli-
ches Wort zu verdrängen / und anders / was dem-
selben an Erreueken und andern gemach / in ihren
Länden / Herrschaften / und Obereken / als sie dann
für Gott und der Christen haben / schuldig / ge-
stehen / und wider beider hergebrachter Wilschick
zulassen / durch ihre Prædict und Aufstiftung /
und den ihre Gutes wegen / solten überlegen / und
ihre Land und Leuthe vorwerra bejähren / angegrif-
fen / und verdreret werden.

Nachdem es nun beschwehlich / auch allen Chri-
sten-Herten erachtetlich und erdemlich were / daß
die Wahrheit unerschrocken / und die Wahrheit ston
haben seil / und mit diesen Sachen die Schlegheit
hat / daß uns und myer Christlichen Dilekten wir
andere zumer / wir wollen geschweigen / daß wir
vielmehr / Gott täglich anrufen und bitten solten /
uns vorer zu dem Ertrundt seines Oblichen
Worts / Lichtes / und Willens zu führen / dann daß
wir / was nach der verlienenen Gnade Gottes / in
Verdrängen / Erreueken / und andern demselbigen
gemach / (ob wol wider die brühtete Wilschick
ist) fingenommen wird / gestatten / und in keinem
Wege darwider seyn / darum wir auch von demwegen
niemand zu thätlichen Fährnissen Versuch geben /
und aber auch Lant holden / darzu wir von Gott
heim Allmächtigen verheissen / den unsen schuldig
und pflichtig seynd / dieselbe für unbilligen Gewalt zu

schicken / auch getreue Vernehmung zu thun / damit
dieselben unsern Unterthanen / wir all in mit dem
Wort Gottes weiter beweisen / daß sie darbei bleiben
und für Gewalt der Widerwergen beklagt und er-
rett mögen werden. So wollen wir uns / in Be-
trachtung / daß es die Nothdurft erachtet / und be-
rühret unsere Pflicht / damit von den unsen / und
andern des Oblichen Worts / anhangig und ver-
traut / ersehen / uns auch aus obergeheten Her-
schen / und gethanen Erberung / in dem mangelich
unvermeidlich seyn will / darwider zu weichen / auf
daß die unsen für unbillich / und unersuchen King
thätlicher und ungemlicher Beschickung gestrich /
bey dem Wort unbedacht / und desto freier die-
selben mögen / lete und hiermit / in dem Namen
Gottes / zu Eren und Verlegung seines höchsten
Namens und Worts / und Christlichen Gutes /
Herten / und rechter Treue / auch niemand zu Ver-
dräng noch unvord / sondern allein zu Schutz und
Kenntung der unsen und anderer / die sich von viel
berühret Sachen wegen / in Vernehmung / wie die
Kaiser Verstandts vermag / zu uns wenden und thun
werden / die wir auch verdrängen Gestalt zu uns
in Einung zu nehmen geneget seyn / selbiger
Massen bereinigt / zusammen geset / und in
Verstandts mit einander gegeben / Als wir auch
hiermit thun / und gethan werden haben / Also:

Wo die obersteher Widerwergen und ihr An-
hang / von wegen des Oblichen Worts / und de-
rer Ding / so demselben nach / wider die vorge-
brachte Wilschick / in unsen Fürstenthumben /
Länden / Herrschaften / und Obereken fingenom-
men / und gehalten werden / oder auch andere
Sachen zum Schrein weiten fingenommen werden /
da es doch bezeugt Obliches Worts haben / im
Gruud geneuet wüde / und unsen über und sol-
che fingenommene Sachen / inausen / wie
oben berührt / Erreueken und Verlegung dulden wol-
ten / daß wir led mit Güt Lant / Herrschaften /
Leut / und alles Brändigen / bey einander pflegen
auch riner dem andern / der baldet angegriffen /
überlegen / oder beschneht wirt werden / auff
stehet / so wir unner verdrängen / auf unser
egen Kosten und Schäden pflegen / und zu Hülf
und Erreueken seynen wollen. Doch in alle-
wege unser Verdrängen nicht auf uns / oder die
selbigen unsere Lant / Herrschaften / Leut / und
Brändigen / sondern in und ob Gott den All-
mächtigen / nach seinem Oblichen Willen / durch
uns / als seynen Werkzeug und Instrument /
dann auch wenig ist / mit vielen oder wenigen
wider die Feinde zu segen / demselbigen / und mit
Andacht geset und gestrich / alles mit treuer /
Christlicher / und rechter Meinung / ohn alles
Geirrede.

Und damit diese unser Einung und Verdrän-
gen in allen ihren Punkten und Artein / desto be-
stündig und unerschrocken gehalten / und derselben geliet
werde / haben wir obgenährte Christen / Herten /
und Gefassen / unser anhangig / als wir Herzog Jo-
hans Christen / für uns und unsern Sohn / Her-
zog Hans Friedrich / n. und wie Herzog Ott und
Herzog Ernst / für uns / und Herzog Francis-
cus / unsern Bruder / seyn egen Inseiget wissen-
lich an diesen Brief hengen lassen / und mit unsern
egen Händen unterschreiben. Geschien zu Wag-
reburg / am 12. Tag des Monats / nach
Christi unser lieben Herrn Christ / tausent
fünffhundert / und im sechs und zwanzigsten
Jahr.

ANNO
1526.

ANNO

1526.

14. Juin. Aufzeichnung der Stadt Magdeburg in das vorhergehende Bistum; da es vorabgeleitet / aber noch nicht vollzogen war. Magdeburg den 14. Junijmonat 1526. [Hortlederius, Tom. I. Lib. VIII. Cap. IV. pag. 1494. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuaz. IV. Parte II. Monaster. Abteylung. Justitiae. Absq. Num. IX. pag. 657. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Premier Projet de la Reception de la Ville de MAGDEBOURG dans l'Alliance, du 14. Juin 1526.

Wen Gottes Gnade wie Johann / des H. Römischen Reichs Erz-Marschall / Churfürst / und Johanns Friedrich / Vater und Sohn / Herzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / Philips / Da / Ernst und Franciscus Gebrüder und Vettern / alle Herzogen zu Brandenburg und Kurfürsten / Philips / Landgraf zu Hessen / Ernst zu Hessen und zu Kassel / Heinrich / Herzog zu Mecklenburg / Wolf / Fürst zu Anhalt / Sebastian und Albrecht Gebrüder / Grafen zu Mansfeld / bekennen / daß wie die Ehrfame und Weise / Älteste liebe besondere / Rathmann / Junge / Meister und Gemeinheit der alten Stadt Magdeburg / und ihre Nachkommen / in die Verstandtheit und Einung / der wir Uns / aus Verleihung Heiliger Gnade / zu Förderung und Aufrechterhaltung jenes H. Wortes und Evangeliums / und was denselben anhängig / aus Christlicher guter Verlesung / mit einander entschlossen und vereinigt / auf der sonderlichen wüthendigen Will / Erbüthen und Ansuchen / genommen haben / nehmen sie auch hiermit / auf sich ihre Will und Erbüthen / baren.

Und weil die Verlesung solcher Verstandtheit und Einung / Kirche haben der Zeit / und aus andern mehr Ursachen / sehr allhie nicht hat mögen vollzogen werden / wollen wir dieselbige in Unser obbenannten Rathmann verfertigen / und den von Magdeburg / von dato in vier Wochen dem nächsten / ungetrübte / vorzüglich überfinden lassen. Dagegen sollen sie Uns bey demselben Unsern Rathmann wiederum einen Reversal überreichen / wie ihnen der ein Copie zu gestellt werden ist / alles ohne Verzug.

In Uffstand mit Unsern hienauß gedruckten Secreten besiegelt / und geben zu Magdeburg / am vierzehenden Tag des Decembris Monats / Anno Domini 1526.

Locus 7. Signillorum.

CXCVI.

25. Juin. Aufzeichnung der Stadt Magdeburg in das obgenannte und nicht vorabgeleitet / sondern auch obgenannte Bistum. Den 25. Junij 1526. Nach dem Reversal den Rathmann. Actum ut supra [Hortlederius, Tom. I. Lib. VIII. Cap. V. pag. 1494. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuaz. IV. Parte II. IX. Abteyl. Justitiae. Absq. Num. X. & XI. pag. 658. d'où l'on a tiré ces deux Pièces.]

C'est-à-dire,

Reception plain & entiere de la Ville de MAGDEBOURG dans l'Alliance, du 25. Juin 1526.

Tom. IV. Part. I.

BOURG dans l'Alliance, du 25. Juin 1526
Avec le REVERS ou Declaration de ladite
Ville.

ANNO

1526.

Wen Gottes Gnade / wie Johann / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Marschall und Churfürst / und Johanns Friedrich / Vater und Sohn / Herzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / Philips / Da / Ernst und Franciscus / Gebrüder und Vettern / alle Herzogen zu Brandenburg und Kurfürsten / Philips / Landgraf zu Hessen / Ernst zu Hessen und zu Kassel / Heinrich / Herzog zu Mecklenburg / Wolf / Fürst zu Anhalt / Sebastian und Albrecht Gebrüder / Grafen zu Mansfeld / them hienauß lautet / nachdem wir Uns / aus Christlicher / Fürsicht und guter Verlesung / zu Förderung und Aufrechterhaltung jenes H. Wortes / seines Heiligen Evangeliums / und was denselben anhängig / aus Verleihung Heiliger Gnade / mit einander einer sonderlichen Verstandtheit und Einung / entschlossen und vereinigt / alles nach laut und Inhalt / wie hernach von Wort zu Wort folgt :

Wen Gottes Gnade / wie Johann / Churfürst / und Johanns Friedrich / Vater und Sohn / Herzogen zu Sachsen / Philips / Da / Ernst und Franciscus / Gebrüder und Vettern / alle Herzogen zu Brandenburg / i. c. Philips / Landgraf zu Hessen / Heinrich / Herzog zu Mecklenburg / Wolf / Fürst zu Anhalt / Sebastian und Albrecht Gebrüder / Grafen zu Mansfeld / bekennen / nachdem Gott der Allmächtige / aus sonderlicher Verlesung und durch gute und milde Gnade / und unaussprechliche Barmherzigkeit / sein Heiliges / ewiges / und seines Wort / als den einzigen Unsern Trost der Ertel Episkopi / und höchsten Schatz auff Erden u.

Und weil die Ehrfame und Weise / Älteste liebe besondere / Rathmann / Junge / Meister und Gemeinheit der alten Stadt Magdeburg / als die / so zu Gottes Wort seinem Heiligen Evangelium / und was denselben anhängig / aus Verleihung Heiliger Gnade / Trägung und Willen tragen / bey Uns unterthänig und flehig anhalten und gebeten / daß wir sie / mit und neben Uns / in solche Unser Verstandtheit und Einung / gütlich und glänzlich nehmen wollen / mit der unterthänigen und Christlichen Erbauung / daß sie und ihre Nachkommen / zu aller Zeit / so viel das Heiliche Wort / das heilige Evangelium / und was demselben anhängig / anlangen thut / bey Uns / all ihr V rindgen / so weit sich solches erstrecken thut / zuhören / und darinnen keinen Gehorsam / Aufzug oder Beigerung suchen werden / wie sie sich dann d. s. in einem Reversal-Brief / unter der Stadt Insiegel gegen Uns versenden haben.

Auf sich die unterthänige Will und Erbüthen / bekennen wir obgenannte Churfürst / Fürst und Grafen / daß wir Bürgermeister / Rathmann / Junge / Meister und Gemeinheit der alten Stadt Magdeburg / und ihre Nachkommen / mit und neben Uns / in obgenannte Älteste aufgerichtete Verstandtheit und Einung genommen haben / und nehmen sie also hiermit / in Kraft des Derselben / baren / wo sie und ihre Nachkommen auch / von wegen des Heilichen Wortes / und was denselben anhängig / Verlesung / Widerwärtigkeit und Verdrängung leiden / und darum von jemand ausgegriffen / überzogen / oder beschwächt würden / daß wir ihnen also thun / auf Fürsicht / und Unsern jeden eignen Kosten /

M m m

p

ANNO
1516.

suchen / und ihnen also zu Rettung und Hilff
kommen wollen / doch daß sie zu jeder Zeit in den
Dingen / so viel das Göttlich Wört / nach was den-
selben anhängig / anlangen thut / all ihr Bemühen /
so weit sich solches erstreckt / laut ihrer Beschrei-
bung / bey Uns / auch widerumb inszen sollen / al-
les treulich und angestrengt. Zu Aeltern haben
wir abgemeldet Churfürst / Fürsten und Grafen /
Herr Isachar von Nassau / als wir Herzog Jo-
hannes / Churfürst / für Uns und Unsern Sohn und
wir Herzog Philips / Dit und Ernst / für Uns und
Unsern Brudern / Herr Franciscum / wesentlich an
diesen Beisitz thun dringen lassen. Geben am 25.
Tag des Reichs-Monats / Anno Domini 1516.

Wir Vizekanzler / Rathmann / Inaug-
Meister und Gemeinheit der alten Stadt
Münsterberg etc. Als die Durchlauchtigste / Durch-
lauchtigste / Hochgedachte Fürsten und Herrn / Herr
Johannes / Herzog zu Sachsen / und Churfürst /
Herr Johannes Friedrich / Vater und Sohn etc. Herr
Philips / Herr Dit / Herr Ernst und Herr Fran-
ciscus / Gebieter und Väter / alle Herzogen zu
Brandenburg / und Anhalt / Herr Philips / Land-
graf zu Hessen etc. Herr Heinrich / Herzog zu
Münsterberg etc. Herr Wolff / Häupt zu Anhalt etc.
Herr die Fürst / Vizekanzler / Herr Gebieter und
Herr Albrecht / Gebieter / Grafen und Herren zu
Münsterberg etc. Unser gnädigste und gnädigste Her-
ren / sich aus Fürstlicher / Churfürstlicher und guter
Befehlnehmung / zu Förderung und Ausbreitung
Churfürst des Allmächtigen Worts / und was dem-
selben anhängig / ernst sündelichen Verstandes
und Einnung erschließen und vereinigt / alles / nach
Ihrer und Unserer / wie werden in ihrer Chur- und
Fürstl. Gn. Beschreibung gemeint wird.

Weil wir dann aus Churfürst Gnaden so viel bey
Uns beschiden / daß sich ihrer Churfürstl. Gn. und
Gnaden Fürnehmen festlich / Churfürstlich und
hilfflich / und Unser aller Ewigen Ewigkeit endlich
in dem Wort Churfürst steht / haben ihre Chur-
fürstl. Fürstl. Gn. und Gn. Uns auf Unser unter-
thänigste und sorgfältigste Ewigen / mit und ne-
ben ihnen in solche ihrer Churfürstl. Fürstl. Gn. und
Gn. Verbindlich und Einnung gnädiglich genö-
men / mit gnädigster Erbietung / Uns / und Unsern
Nachkommen / wo wir von wegen des Churfürstlichen
Worts / nach was demselben anhängig / Verleugung /
Widerständigkeit und Bedenken leiden / und dar-
um von jemand angegriffen / überzogen und be-
schwert werden / daß ihre Churfürstl. Fürstl. Gn. und
Gn. Uns ansehn lassen / auff ihrer aller Chur-
fürstl. Fürstl. Gn. und Gn. wegen Kosten und
Schaden suchen / in Rettung und Hilff kommen
wollen.

Demnach und in Erregung oben angezeigten /
Unser gnädigste und gnädigste Herren / der Chur-
fürsten / Fürsten und Grafen / gnädigen und Chur-
fürstlichen Willen /

Weshalb wir Uns / und Unser Nachkommen /
daß wir zu aller Zeit / so viel das Göttlich Wort /
daß H. Evangelium / und was demselben anhängig /
anlangen thut / bey hochgedachten Unsern gnädigsten
und gnädigsten Herren / widerumb all Unser Be-
mühen / so weit sich solches erstrecken thut / suchen
und drinnen keinen Bedenken / Auszug oder Bege-
rung suchen wollen / alles getreulich und angestrengt
lich.

Und des zu Urkunde / und unverrückter Haltung /
haben wir Unser Ewigen Inseigel an diesen Brief
thun dragen / der geben ist / nach Christi Unsern
lieben Herrn Geburt / tausent / fünfshundert und
im sechs und zwanzigsten / am 25. Tag des Reichs-
Monats.

CXCVII.

ANNO
1516.

Traité entre FRANÇOIS L. Roi de France & 8. Août.
HENRI VIII. Roi d'Angleterre, par lequel
ils convenirent de passer joint l'Empereur
CHARLES V. son cousin l'aîné, & que le
Roi d'Angleterre tiendra la main à ce que les Fils
du Roi François, étant en Espagne, soient mis
en liberté. A Hamptoncourt le 8. Août 1546.
[FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag.
156.]

UNIVERSIS & singulis ad quorum aures per-
venire Litterae pervenerint, salutem. Quam post
Pacis & Amicitiae praesentium Inter Illustissimos & Poten-
tissimos Principes Angliae & Francorum Reges post
ducentum hinc inde percussis & conclusis, saepequid ultra
eiusdem Litterarum ministerio, mutuae officio-
rum vicissitudine impensis, tantum amicitiae flammam in
eorundem Principum cordibus accendit, ut non modo
Pacem contrariam firmam & solidam, verum etiam
integram, & ab omni suspitionis serapulo remota esse
cupiant, quoque exemplo, & motu saluorum con-
junctionis reliquos Christianos Principes ad Pacem, fir-
mitatem, & concordiam iuvare, quod non aliis de-
mum via fieri possit, quam ut mutui reciprocae
Obligationis in forma subsecquenti concepta se invicem
altrigant.

Ego itaque Thomas More, Miles, Decretum Lame-
rie Cancellarius, Invidiosus & Potentissimus Principis
& Domini nos, Henrici Octavi, Dei gratia Angliae &
Franciae Regis, Fidei Defensoris, & Domini Hiberniae,
Oronae, Cornubiae, & Procruiae ad ista
scripta sufficientem auctoritatem habens, ac specialiter
deputatus, cum magistro & egregio Viro Domino
Joanne Joachime de Passano, Domino de Vast, Illu-
strissimus & Screntissimus Principis Francisci, Dei gra-
tiae Francorum Regis Christianissimi, Cancellarii, Com-
missarii & Procuratoris ad sequenti concilianda suffi-
cienter autorisati, convenit, concordari, & conclusi,
ac per praesentes convenit, concordati, & conclusi,
propterea sequitur.

Imprimis, cum multis & varia inter Illustissimos &
Potentissimos Principes Angliae & Francorum Reges
praedictos, Illustrissimum Principem Carolum, Impera-
torem electum, tam pro recuperatione, & liberatione
Filiorum praedicti Christianissimi Regis, quam etiam
pro maximis pecuniarum summis praedicti Illustrissimi
Angliae Regis debitis, & nonnullis aliis agenda interve-
niant, convenit, concordatum, & conclusum est,
quod praedicti Christianissimus Rex, neque per Com-
missarium, sive Commissarios suos deputatos, nec de-
putandos, directi aut indirecti, fecerit, aut speret,
de recuperatione Filiorum suorum apud dictum Impera-
torem electum jam obdum, neque de aliis re quacumque
eum eodem, quovis colore, aut praetextu quaesito,
trahatur, coarctetur, vel concludatur, aut aliquid
virescit tractatum, sive Obligationem datam praestitis
reciproca Obligationis praecedentibus, aut alio quovis
modo recipiet, aut acceptabit, neque conditiones ab
eo Imperatore electo ultra obtulit accipiet, neque quicquam
aliud nomine praedicti Christianissimi Regis cum
eodem Imperatore electo, per alios tractatum, conve-
nit, aut conclusum ratificabit, seu confirmabit,
nisi simul, ac in eodem Tractatu, Conventionem, Con-
ditionem, Acceptationem, sive Receptionem pro omnibus &
singulis pecuniarum summis, per eundem Imperatorem
electum praedicti Illustrissimi Angliae Regi debitis &
solvendis, valida ac sufficienti cautione & provido pro so-
lutione eandemque per eundem Tractatum suo
eandem Conventionem contractum fiat, de qua & termi-
nis solutionis eandem pecuniarum praedicti Illustris-
simus Angliae Rex sit contentus, sive nominatus &
comprehensus idem Illustrissimus Angliae Rex in eodem
Tractatu, Conventionem, sive Conditionem, & quod in
eodem Tractatu, si quem talem fieri contigerit per eun-
dem Christianissimum Regem, nihil consenserit, aut
concluserit, quod post quovis modo esse in praedi-
ctum, derogationem, dispensationem, sive diminutionem
Tractatum, sive Pacis & Amicitiae, ac Obligationem,
sive aliorum Antecedentium super inter praedictos Illu-
strissimos & Potentissimos Principes Angliae & Franco-
rum Reges de data trigesima die mensis Augusti, anni
Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, sed
quod omnes & singula Conventiones, & Promotiones

ANNO
1526.

inter eodem Illustrissimos Principes fuisse, ac in dictis Tractatibus contenta manebant in sua integritate, robore, virtute, efficacia & firmitate, prout in Tractatibus eisdem convenit, quibuscumque talibus Contradictoribus cum dicto Imperatore electo inhiis, in eundis, live concludendis, non obstantibus.

Ac etiam conventum, concordatum, & conclusum est, quod predictus Christianissimus Rex non dabit per se, vel per alium, directè vel indirectè, secretè aut apertè, aut quovis quavis colore, ultimum favorem, consilium, pecuniam, vel assensum prefato Imperatori electo, virtute Tractatum precedentium cum eodem Imperatore & consensum, aut alter quovis modo, contra predictum Illustrissimum Anglie Regem in aliquo molimine live expeditione Bellica, quam idem Illustrissimus Anglie Rex per se, vel cum Confederatis suis, fuisset aut eorundem Capitaneis, pro recuperatione pecuniarum sibi ab eodem Imperatore electo, ut præfatur, debiturum, aut et quancunque alia causa, ubi locorum, Terra Marive, contra eundem geret, faciet, sui exequetur.

Et pari modo conventum, concordatum, & conclusum est, quod Illustrissimus & Potentissimus Anglie Rex antedictus, neque per se, neque per Commissarium live Commissarios, suos depositos, live depositarios, directè aut indirectè, secretè aut apertè, de solutione pecuniarum summam quamcumque à predicto Imperatore electo sibi debitam, utque de alia re quancunque cum eodem, quovis colore aut pretensu quavis, tractabit, conveniet, aut concludet, neque pecuniam aliquam virtute Tractatum seu Obligationem datam prefatis reciproce Obligationis precedentium, aut alio quovis modo, recipiet aut acceptabit, neque conditiones ab eodem Imperatore electo ultro obtineat accipiet, neque quicquam aliud nomine predicti Illustrissimi Anglie Regis cum eodem Imperatore electo tractatum, concordatum, aut conclusum ratificabit, seu confirmabit, nisi simul, ac in eodem Tractatu, Conventione, Conclusionem, Acceptationem, live Receptionem, de & pro liberatione Filiorum dicti Christianissimi Regis jam apud dictum Imperatorem electum obfidi, pro pecunie talis unius millionis coronarum anni per predictum Christianissimum Regem honestè, & rationabilibus terminis, & solutionibus, arbitrio Illustrissimi Anglie Regis limitandis, solvenda restituerentur & liberarentur, sub easo eodemque Conventionis consensu tradit, coveniet, & concludet, sique nominatus & comprehensus idem Christianissimus Rex in eodem Tractatu, Conventione, live Conclusionem, & quod in eodem Tractatu, si quem talem fieri contingerit per eundem Illustrissimum Anglie Regem, nihil conveniet, aut concludet, quod possit quovis modo esse in prejudicium, derogationem, dispendium, aut diminutionem Tractatum five Pacis & Amicitie, live aliorum Anticorum, nuper inter predictos Illustrissimos & Potentissimos Principes, Anglie & Francorum Reges, interum & consensum de data triginta die mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-quinto, sed quod omnes & singule Conventiones & Promissiones, inter eundem Illustrissimos Principes factæ, ac in dictis Tractatibus contentæ, manebant in sua integritate, robore, virtute, efficacia, & firmitate, prout in Tractatibus eisdem convenit, quibuscumque talibus Contradictoribus cum dicto Imperatore electo inhiis, in eundis, live concludendis, non obstantibus.

Ac etiam conventum, concordatum, & conclusum est, quod predictus Illustrissimus Anglie Rex non dabit per se, vel per alium, directè vel indirectè, secretè aut apertè, aut quovis quavis colore, ultimum favorem, consilium, pecuniam vel assensum, prefato Imperatori electo, virtute aliquorum Tractatum precedentium cum eodem interum, aut consensum, aut aliter quovis modo, contra predictum Christianissimum Regem, in aliquo molimine live expeditione Bellica, quam idem Christianissimus Rex per se, vel cum Confederatis suis, fuisset aut eorundem Capitaneis, pro recuperatione & liberatione Filiorum suorum, modo, ut præfatur, restituerentur, aut et quancunque alia causa, ubi locorum, Terra Marive, contra eundem Imperatorem electum, geret, faciet, sui exequetur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod per hunc prefatum Tractatum non videatur aliquis in parte recedum aut derogatum Tractatibus Pacis & Amicitie, aliorum Conventionibus, Capitulationibus, & Obligationibus pro quibuscumque pecuniarum summis, per dictum Christianissimum Regem solvendis, inter predictos Illustrissimos & Potentissimos Principes, Anglie & Francorum Reges, factis & conclusis, ac in

TOM. IV. PART. I.

Tractatibus desuper confectis, quorum data sunt triginta die mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-quinto, contentis, & specificatis; sed quod omnes & singuli Tractatus predicti, & quilibet eorundem Articuli in suo robore, virtute, & effectu manebant & subsistunt, prefati Tractatus non obstantes, & perinde ac si prefati Tractatus non intervenissent, non consentiant tamen per prefatum Articulum, quod virtute dicti Tractatus Pacis, et eo quod dictus Imperator electus in eodem fit comprehensus, aut aliorum Tractatum inter dictos Principes & Imperatorem electum respectivè interum & consensum, ipse Principes possint aut debeant, eorum alter possit aut debeat, subsidia, live suppetias prestare dicto Imperatori electo, in aliquo molimine aut expeditione Bellica, quam alter dictorum Principum, modo qui super dicitur, ex memoratis causis contra eundem Imperatorem electum faciet, geret, sui exequetur. Et si de facto, quod Deus prohibet, prefati Tractatus in parte vel in toto per aliquem Contrahentium non observetur, nullatenus tamen omnes & singuli Tractatus tam Pacis, quam Obligationum de data predicta, in suo robore, efficacia & firmitate perdurant & consistunt.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod prefati Tractatus mutuo & reciproce Obligationes per predictos Illustrissimos & Potentissimos Principes, Anglie & Francorum Reges, per Literas suas patentes, magno suo Sigillo sigillatas, infra duas menses post datam prefatum alterum ratificabitur & confirmabitur, juramentoque hinc inde firmabitur; quodque Literæ hujusmodi ratificationis & confirmationis in variis & sufficientibus formis conceptæ infra eundem tempus, realiter & cancellata, vicissim reddentur & liberabuntur.

In quorum Fidem & Testimonium, ego Thomas Moore, Miles, Commissarius antedictus, his Literis manu mea subscriptis Sigillis mecum appositis. Datam apud Hamptoncourt, octavo die mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-sexto.

CXCVIII.

Vertrag und Eheberedung zwischen Herzog 8. Adolf, Johann Friedrich zu Sachsen / Churfürst Johannis zu Sachsen Sohn / und Johann Sibyllen / Herzog Johannis zu Sölich / Cleve und Berg Tochter / wodurch unter andern beschiefen worden / daß seine Herzog Johannis und Maria desien Gemahl ihre männliche Erben hinter sich verliessen sollten / andern solten ihre Fürstenthum Sölich / Cleve und Berg die Grafschaften den der Mark und Ravensberg samt allen appertinentien an gedachte ihre Fürsten Tochter Sibyllen / Herzog Johann Friedrich Gemahl fallen. Gedruckt Maynt den 8. Augusti 1526. f. Auftrichter Deduction des Chur-Sächsischen Hauses an Sölich / Berg / und Cleve habenden Reichthum de Anno 1610. in Verlagen sub Num. VII dans LUNIG, Grandeville Europäische Vöterns Geschichte Part. I. Cap. III. Abth. III. den Chur-Sachsen pag. 379. où il renvoie à ses Reichs Archiv. Part. Special. Abth. IV. Abth. II. pag. 31. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans JACOB FRANCI Relacions Historice Continuat. pag. 65.]

C'est-à-dire,

Contrat de Mariage, entre JEAN FRIDERIC Duc de Saxe, Fils de JEAN Electeur de Saxe, & SYBILLE Fille de JEAN Duc de Juliers, & de Cleave, & de Berg, par lequel, entre autres choses, il est dit, & déclaré, que ledit Duc JEAN, & la Duchesse MARIE sa Femme, venant à decéder sans Heirs males, en ce cas les Principautés de Juliers, de Cleave, & de Berg, comme aussi les Comtes de la March, & de Ravensberg, avec toutes leurs dependances, passeront & appartiendront à ledite Princesse SYBILLE leur Fille. Fait à Mayence le 8. d'Avis 1526.

Im Namen der heiligen ungetheilten Dreifaltigkeit / befohlen und thun kund / von Gottes M m m 2 Ende

ANNO
1526.

Oben wie Johann / Herzog zu Sachsen / des
Heiligen Römischen Reichs Erzbischof und
Churfürst / Landgraffe in Thüringen und Marggraffe
zu Meissen / etc. und von denselben Oben wie Jo-
hann / Herzog zu Cleve / Jülich und Berge /
Graffe zu der Mark und Ravensberg / auch wie
Maria / geborene von Glöck / Herzogin zu Cleve etc.
Nachdem Uns als durch die Wohlgebohrnen Bil-
heimen / Grafen zu Nassau / etc. Philippen / Graf-
en zu Solms / Büchel / Grafen zu Neumun-
ster / unsere besondere günstige lieben und getreuen / aus
sonderer Wohlmeinung einer Erbschaftung / zwischen
den hochgebohrnen Fürsten / Herrn Johanns Fried-
richen / Herzogen zu Sachsen / unsere Herzog Jo-
hannsen / Churfürsten Sohn / an einem / und der
hochgebohrnen Fürstin / Fraulein Sibyllen unser
Johann / Herzogen / und Maria / Herzogin zu
Cleve / etc. ältste Tochter / an andern / in Handlung
gebracht wüßte werden / sich einig und freigig bemü-
het / auf welches mit unser bestertheil Bemühung
die Sache dahin getrieben / daß unser Sohn und
Tochter / mit uns Maria / Herzogin zu Cleve / etc.
zu Köln am Rhein die Wochen nach Quasimodogen-
genere in unser Jährzahl / zu Beschickung und
freundlicher Mittheilung / eintroumen / und aus dem
hier lebden gefallen zu eingetagen / auf gleiche Ar-
tischel / doch auf unser Gefallen und Bewilligung
nehmlich / daß wir zu Jährsech unser Räte /
mit gangbarer Vollmacht auf den ersten Tag des
Meyns Auszugt einziehen solten / und über solches
sich zugestanden / daß aus bevorstehenden Ursachen mit
unser bestertheil Bewilligung solche Wahlkraft auf
bestimmten Tag gegen Werng einzucommen verän-
dert / doch wie in Jährsech hie geschehen solten
Handlung fürwahrten.

Demnach wie die Wohlgebohrnen und Edlen /
Erbschickigen / Bestrengen und Hochgelahrten un-
ser Räte / Räten und lieben getreuen / nemlich
von unser des Churfürsten wegen / Albrechten /
Grafen und Herrn zu Münsfeld / Naargen / Herrn
zu Wittenfels / Hannen von Windwig / Ritter /
und von unser Herzogen und Herzogin von Cleve
wegen / Büchel / Herrn zu Remmberg und
Cuppen / unser Hoff-Meister / und Dersel zu Worme /
Bourachen von Putman / Grafen zu Limburg und
Friedenstein / Herrn zum Dorstein / Herrn Siebert
von Kriemst / Probst zu Wittenfels und Chur /
unser Cansler / Johann von Pöten / unser Land-
vrossen unser Landes zu Glöck und Kemptmann zu
Wiltelmsstein / Werner von Palant / unser Kempt-
mann zu Weissenberg / Edriche von Palant / un-
serm Erb-Marschalch unser Landes zu Dienst-
stellen / Büchel von Nisseierde / unser Hoff-Mar-
schalch und Kemptmann zu Wirt und Hord / und
Meister Peter von Urt / Doctor / in den Sa-
chen endlich zu schlossen / mit gangbarer Voll-
macht abgefertigt / auf welches denn bemeldten un-
ser Bevollmächtigte Räte / ihre Vollmacht gegen
einander übergeben / und folgend Articul einrich-
tiglich entzschlossen / und sich der endlich vertragen
haben / nemlich und also:

Daß unser des Churfürsten Sohn / Herzog Jo-
hann Friedrich / verglichen unser Herzog Johann-
sen und Maria / Herzogin zu Cleve und Glöck /
ältste Tochter / Fraulein Sibyllen / einander zum
Sacrament der heiligen Ehe haben solten / derselben
unser Tochter / weilen wir Herzog und Herzogin
zu Cleve und Glöck / fünf und zwanzig Tausend
Gulden / in guten gängen und wichtig. n Rhein-
ischen Reichsgulden / Churfürstlichen Schlags / und
so die Bezahlung solcher Mit-Gift / nicht mit
Rheinischen Gulden glanzig bezahlt sömte werden /
soll unter solcher Bezahlung der halbe Theil mit
Doppel-Ducaten / Nobeln / Tugellernen / Gernen /

Lauren nach Widerung wie die zu Jährsech ge-
hen / genommen werden / auf den Tag und Zeit /
wann das Ehelich Begliet gehalten / zu Jährsech
Gelde entrichten / und denselben Kosten lieben Nei-
men und Schreier / dem Churfürsten zu Sachsen /
und unsern jährligen Erb- u / da durch ihre L-
blich und wohl gemogt / zu danken si len / und
demlich ohne allen Verzug zu zahlen. Wir wollen
auch dieselbe unsere liebe Tochter Fraulein Sibyllen /
mit fünfzig und ehtlichen Reichsmund und anem /
auch mit egnem Eudern Geschick / wie nur Jäh-
ren eigt und gebüet / versehen und al- etehen.
Dagegen wollen wir der Churfürst von Sachsen etc.
dieselbe unsere Sohns jährligen Gehalt / jährlich
mit fünfzigtausend und sechshundert Gulden reichlich-
tigen lassen / und in solche Summa des Jährlichen
Einkommens der Leib-Zucht solten kein Rent oder
Nutzung / so sich in Leib-Zucht nicht anschlagen
gehoiren / gezogen oder abgezogen werden. Und
weiter wir in unsern Ehen und andern Jähr-
Thumen / drey Dertel / nemlich Eisenach / sie er-
nen / Eddig und Leinberg / vor den andern / Ertren-
nig und Erbsach / vor den dritten / auf welchen die
Leib-Zucht vermaacht solt werden / haben verschlagen
lassen / also und mit der Maß / daß unser Nech-
men und Schwägerin / des Herzogen / und unser
Mutter und Schwägerin / der Herzogen von Cle-
ve Räte / unter solchen Umständen die Wahl der
Leib-Zucht haben solten / und welcher Ort ihnen ge-
fällig / daß auf denselben die Leib-Zucht aufreicht
wüßte / mit Ansetzung / ob sich Jähr die Sum-
ma / fünfzigtausend und sechshundert Gulden Jähr-
lichen Rent / nicht ertragen wüßte / daß von andern
unsern Churfürst. oder Fürst. Einkommen / daffi-
gige solten ergänzet und zu Besatz erfüllt werden.
Widerum ob die Jähr / so zu Leib-Ertreng an-
genommen / höher und mehr / dann die bekannte
Summa / ertragen wüßten / solte die übermaß am
stärksten davon abgezogen / doch demnach und
also / daß in allerzige die Jährlichen Renten sich
auf fünfzigtausend sechshundert Gulden erstrecken
solten / aber aus dem / daß die Churfürsten Räte /
und die Erhaltung der Bezahlung / auch Glegen-
heit derselben nicht genügt / ist endlich abgeordnet
und bewilliget / daß es mit der Vollziehung des
Leib-Ehes / bis daß gewisser unser Sohn dieselbe
seiner jährligen Summa herabbringen wüßte /
bestehen soll. Alsdenn sollen ihre Liebden vor sich
selbst / oder durch die ihren befehen lassen / an wel-
chen unter den angezeigten Eudern ihr Lieb wollen
die Leib-Zucht haben / und wo alsdenn ihre Lieb
solliches am gefälligsten / weilen wir aber unsere
Eben zum Bedenken / und ohne Wägung
solche Leib-Zucht / mit gangbarer. Versicherung /
aufscheiden und vollziehen / ihre Lieb auch densel-
bigen angenehmen Ort mit aller Verrechtigkeit und
Herrlichkeit verschlagen / ausgehoben die Jähr /
daru soll ihre liebe der Jährzeiten / auch unser
Wilde / zu Wernsdorf und Bau-Heil / zu Neustadt
der Gebuden / des Wernsdorf / zu getrauchen ha-
ben / auch klein Wärd als Hausen und Jährer /
solten ihr Lieb sich zu lassen verheben sein.

Wir wollen ihrer Lieb auch / zu Unterhaltung
ihrer Lieb Jährlichen Kosten / Jährlich alsdenn
zwanzig Tausend Reich oder Wärd / zwanzig
guter Schwin / dreißig Reich / von jählichen /
wenn es zu keiner Zeit am besten ist / aber an-
werten und zu jählichen verheben.

Wann es dann der Wärdigkeit nach seinem göt-
lichen Willen also schickte wurde / daß unser des
Churfürsten Sohn / oder dann daffigige Er. liebe
jährlige Gehalt mit Tode abgehen wüßte / als-
dann / und nicht eher / soll ihre Lieb sich Vermäch-
niß / daffigige ihr Lebenslang zu gebrauchen / zu-
ständig

ANNO
1526.

ANNO
1516.

fähig sein und bleiben / und dasselbige wie Leib-
Zucker grobkörnig ist / zu gewissen haben.

Ob auch der Allmächtige benedictum Unsern Sohn
und Tochter seine Erben verleihe / angeschlossen
welches der Allmächtige am längsten frischen werde /
ist abgemacht / daß kein Wiederfall am Sprache-Gut
weiter hinter sich fallen / sondern bei dem Hause zu
Sachsen / ein alle forderung und ansprache bleiben
soll. Wie abgemachter Euresel oder Kaiser Er-
ben / wollen und sollen auch ihrer Liebe ein Silber-
Besitzer / wie sich dann einer Fürstin gebührt / und
bei dem Hause zu Sachsen gebührend herkommen
ist / dergleichen Zeitgewand / dadurch sie sich ihrem
Erbthe nach zu erhalten hat / samt dem Gerecht-
dichte und allem Vorrath / so auf den Fürsten ihrer
Liebe zur Leib-Zucht vermachet / auch dergleichen Ju-
welen Kleider und Silber-Geschüt / so ihr Lieb
mit sich bringen merket / darzu die / so ihrer Lieb
geschiedet / oder von Unserm Sohn Herzog Hanns
Friedrichen gegeben werden / oder ihre Liebe selbst
machen lassen / folgen lassen.

So denn durch schickung des Allmächtigen ihre
Liebe Unsern Sohn überleben werden / soll ihrer Lie-
be das Leib-Geld / nach ausgang der Wochen /
samt allen dem / so auf solchen Schlossen / wann der
Fall geschieht / sein wider / eingeräumt werden /
daß dann die Zeit ihres Lebens ihre Liebe sollen zu
gebrauchen haben: wider sich aber bedenken / daß ihre
Liebe / nach solchem Zedeltlichen Abgang ihres Herrn
und Gemahls / sich wiederum verheirathen werde / als-
dann soll in Unserm der Fürstlichen zu Sachsen /
und Unser Erben und Nachkommen Willen nach
Gefallen stehen / ob wir ihrer Liebe auf dem Leib-
Gute ihr Lebenlang wollen lassen / oder sie durch ih-
ren / nach Willkür / wenn wir oder Unser Erben oder
Nachkommen / ihre Liebe zu leben wollen / soll ihre
Liebe mit fünfzig tausend Gulden an guten unvers-
schlagenen wichtigen Golde / von betrübten Erb-
Gute gelöst werden.

Wann wir auch die Ablösung zu thun genügt /
sollen wir oder Unser Erben / welches ihrer Liebe
ein halb Jahr zuvor verstanden / und so die Auf-
lösung geschieht / alsdann sollen wir / Unser Er-
ben und Nachkommen / die Lösung zu thun verschie-
det sein. So denn die Lösung geschieht / soll ihre
Liebe auf die bestimmte Zeit gegen Verantwortung
fünf und zwanzig tausend Gulden das Leib-Gut ab-
treten / und ihrer Liebe Verwächungs-Briefe über-
antworten. Dagegen ihre Liebe wiederum und zu
Erfüllung der fünfzig tausend Gulden / soll ein an-
der Verpfändung übergeben werden / auf fünf und
zwanzig tausend Gulden / lausente in ganzen Jah-
ren / und jedes Jahres dergestalt halb tausend Gul-
den zu leipzig oder Erfurt zu entrichten / und soll
in ihrer Lieb Gefallen stehen / der bestimmten beyden
Dorren einen / da ihre Lieb der Bezahlung erwarren
wollen / ausweisen / doch daß solche Anzeige allwe-
gen ein halb Jahr zuvor von ihrer Lieb beschehe.
Es sollen auch dieselbigen fünf und zwanzig tau-
send Gulden / zweien der anzeigle / jedes Jahres /
nach Landes gewohnheit / fünf Gulden auf hundert
zu wecheln / verzinst werden.

Ob dann durch die Lösung und nicht Todes-Fall
das Leib-Gut zu dem Hause zu Sachsen wider
kommen werde / alsdann soll ihre Lieb Uns oder Un-
sern Erben dasselbige mit Vorrath und Barung / in
allermassen / wie ihre Lieb solches eingetruertet /
widerum verlassen / doch ihrer Lieb ihre Kleider /
Eiermet / Silber-Geschüt und schenke Güter / über
das / so ihre Liebe in der Bezahlung funden / über-
halten sein. Wo auch ihre Lieb mit Unserm Sohn
Kinder erzeiget bide / und wie die Ablösung / wie
oberdacht / thun werden / soll das Geld der Ab-
lösung / nach ihrer Liebe Edelischen Jule / der heilige

widerum jule / auf Unsern Sohne Kinder / und
so sie sich / wie gedacht / verlobet / und mit ihrer
Liebe andern Gemahl auch Kinder erzeiget / die an-
dere Heilste auf dieselben andern Kinder kommen
und gefallen. Wobei aber ihre Lieb / wie be-
trübet / mit Unserm Sohne Kinder erzeiget haben / auch
mit ihrer Lieb andern Gemahl keine / soll dennoch
die Heilige Unsern Sohne Kinder beim allen / und
ihre Lieb / die ander Heilige ihres Gefallens zu we-
den haben. Der Mezen-Gabe haben ist es be-
messen abgetren / wie wir Herzog Johanns Ein-
sicht / durch Unsern Sohn / die selbige Er. l. Ge-
mahl / wie das herkommen des Haus zu Sachsen
ist / bemessen haben und verzeihen wollen lassen.

Fürder ihre abgetren / bewe lüget und be-
schlossen / ob wir Herzog Johanns und Mas-
cia / Herzogen zu Cleve und Göllich / keine
Männliche Erben unter Uns verlassen wol-
den / die jeder keine Erben verheirathen / also
dann sollen unsere Fürstentumen / Cleve /
Göllich / Berge / die Grafschaften von
der Mark und Ravensberg / samthe allen
Gütern / Ländern und zugewandten / zu uns
zufallen / Gerechtigkeiten / und was wir
oder unsere Männliche Erben unter Uns
verlassen würden / nicht ausgeschloffen /
mit Landen und Leuten / wie wir oder
unsere Männliche Erben das gebraucht / oder
biten gebrauchen mögen / an gedachte Un-
sere älteste Tochter / Juliana Sibylla / Her-
zog Johanns Friedrichen / ihrer Lieb Ge-
mahl / und ihre beyde Liebden Erben / ob
sie die miteinander zeugen werden / kommen
und geerbet sein / der sich denn die Land-
schafft halten sollen.

Wir wollen auch wissen und befehlen / daß Un-
sere Landesherrschaft / so bald als das Edliche Ver-
trag / beendeter Fürst / mit beendeter Unser Tochter
geholten / genugsame Versicherung durch Ver-
trag / so das / daß wir oder unsere Männliche Erben
verheirathen / daß sich all unsere Fürstenthum / Graf-
schaften / Herrschaften / Land und Leut / die wir
jetzt haben oder künftiglich gewinnen / und uns ju-
ralien möchten / an beendeter Unser Tochter Ihre
Liebe Gemahl / und ihrer beyde Liebden Erben / als
ihre rechte Landes-Herrschaft und Herrschaften halten
sollen. Und wann wir nach dem Willen des Al-
mächtigen keine Männliche Erben hinter Uns
verlassen werden / um alle die Fürstenthum und
Land unsere ältesten Tochter und ihre l. Gemahl
Herzog Hanns Friedrichen bemessen sein / ist
sicher abgetren / daß zu dem Herzog-Gut den an-
dern jenen Töchtern / also denn binnen vier Jahren
vor alle Gerechtigkeit / so sie an allen beizulassen
Landen und Gütern / Kleinenten / Pfarzschafften /
Silber-Geschüt / schenken Haube und andern nicht
ausgeschloffen / gebunden möchten / hundert tausend
und sechzig tausend Gulden stellen gegeben / bezahlet
und auf folgende Tage-Jahren entrichtet werden.
Nämlich:

Bezug tausend Gulden / wenn das Jahr nach
dem Tausel verfahren / und dann allweigen auf
solche Zeit / die wecheln drei Tage folgend / so der
erste Termin und Tag-Zeit bezahlet / vierzig tausend
Gulden entrichten / demnach und dergestalt / daß
die hundert tausend und sechzig tausend Gulden im
Ausgang der vier Jahre / ob das selbigen Fall
schadet / daß keiner aus uns Männlichen Geschlechtes
gebeten / und am Leben sein werde / durch Unser
Herzog Johanns Fürstlichen / oder unsere Erben
verzinst und entrichtet werden. So auch der
Allmächtige Uns mehr Töchter verheirathen werde /
soll das verheirathen die Summa / im Jahr / ob wir
keine Männliche Erben verlieren / dadurch nicht
M m m 3

ANNO
1516.

ANNO
1526.

gemeinet werden / sondern sollen alle an den hundert tausend und sechzig tausend Gulden gesätigt / und damit aller ihrer Gerechtigkeiten enstehen / und aller Ansprachen zufrieden gestellt seyn / dertüßigen Tochter / so uns Wilt mehr verleben wüßte / sollen als wohl / als die wir jetzt haben / an denselbigen hundert tausend und sechzig tausend Gulden / so ihnen der ihre Gerechtigkeiten gerecht / berechtigt / auch keiner Anfalls an den Kindern und andern / wie vorgemeinet / weiter gewärtig seyn / Würde aber eine unsere Tochter ohne Leibes-Erben abgehen / alsodann solte solche Summa der hundert tausend und sechzig tausend Gulden / so wir zu Ausstattung ihrer Gerechtigkeiten gemacht hätten / auff die ander unsere Tochter und ihre Erben / keine ausgeschleffen / so viel der sein werden / gefallen seyn / solcher Fall soll auch / so oft eine Verheirath wüßte / verfertigt werden / und wenn wir eine verheirathen wüßten / soll solches mit Nach unsern Herren und Freunde geschehen / auch so jederzeit / so die Eheverbindung gemacht / demjenigen / der das Fräulein haben solle / angezeigt werden / wie es dessfalls heißen / so sich der intragen werde / abgetretet und beschlossen / darauf denn auch gnugsame Verträge / Versicherungen / und was noch ist / von demselbigen Brautigam und unser Tochter / so verheirath wird / solle genommen werden.

Würde aber eine oder mehr unserer Töchter / ohne Nach und Willen unserer und unsern Herren und Freunde sich verheirathen / soll dieselbige an der vorgemeineten Summa der hundert tausend und sechzig tausend Gulden / keine Gerechtigkeiten haben / sondern die gebliebener Theil soll den andern unsern Töchtern und ihrem Erben / ganzlich vermachallen seyn / und so gut kommen. Uns so es dann durch Schwörung Eides dahin gerecht / daß wir keinen Männlichen Erben verliessen / und also die Fürstenthum und Grafschaften / Herrschaften / Lande und andern / auf unsere älteste Tochter gerbet hätten / alsodann soll ihre Lieb bey Schick / und darzu fünf tausend Gulden Jährlicher Rente angewiesen einkommen / nehmlich im Fürstenthum Cöln / Bredrich / mit zwey tausend Gulden / in den Fürstenthum Cölich / Effer / auch mit zwey tausend Gulden / und in Fürstenthum Bergum / Bredrich / mit tausend Gulden / zu dem Vermächtniß / wie hiebvor gemeldet / wenn sie den Leet ihres Gemahles / Herzog Hanss Friedrich / erleben wüßte / ohne Wegung zu ihrem Leben zu gebrauchen vermache werden / doch mit dem Vorbehalt / so wir Maria / Herzogin erbgangen / im Leben wären / Uns unsern Widum / so wir an verlebener Schwestern haben / nicht denennnen / denn dessfalls soll unsere Tochter Fräulein Sibella an andern Orten auff die vorgeschriebene Summa und Verfassung verweisen und versichert werden / als lang / bis wir auch tüdtlich abgegangen seyn. So sich dann als jurehge / daß gedachte unsere Tochter und Erben / Herzog Hanss Friedrich / durch unsern und unsern Männlichen Leibes- / Lebens- / Erben / Todlichen Abfall / wie berüht / zu unsern Landen kommen werden / soll unser des Churfürsten Sohn erbgemilt / the dem sein Liebe die Huldung und Pflichten von den Landtschaften einnimmt / den andern unsern Töchtern gnugsame Versicherung machen / um die hundert tausend und sechzig Gulden / damit ihre Liebden wissen haben indgen / wo ihre Liebden solches Geldes hardaffig werden / und gewertig seyn sollen.

Wir Johannes / Herzog zu Sachsen / Churfürst / ic. und wir Johannes / Herzog / und Maria / Herzogin zu Cleve / ic. sollen und wollen sämtlich mit allem Fleiß der Ehen / Majest. Majest. unsern Allergnädigsten Herren / suchen dadurch Ihre Maj. auff den Fall / es wir benannter Herzog und Herzo-

gin zu Cleve und Stlich / ic. ohne Männliche Erben abgehen wüßten / daß alsodann ihrer Majest. Verwilligung darzu geben wüßten / damit die Lande bey der gedachten Fräulein Sibellen Sibellen unsere Tochter / und den Erben / so ihr Lieb mit unserm des Churfürsten zu Sachsen Sohn / mit Stlicher Hülff / zugen wüßten / bierben / und daß Rüstheil / Wagnatung und Besetzung darüber erlanget werde.

Die Forderung / so wir Herzog Johannes Churfürst anmassen / und wir Herzog Johannes und Maria / Herzogin zu Cleve und Stlich nicht geständig / dieselbige soll hien mit jedem Theil unvorgreiflich seyn und bleiben. Der Hechzeit und Heirath halben / hieweil die Rüste sich des nicht entlich verzeleichen haben / wollen wir der Churfürst zum steterlichen zu unsern Oheimen und Widumen / Schwäger und Schwägerin / dem Herzogen und Herzogin zu Cleve / ic. schicken / und uns desselbigen mit ihrem Liebden / endlich und steterlich zu gestehen / verzeleichen.

Nachdem denn besterthe unsere geschickte Rüste und Verwandten / so allenthalten auff unsere von uns beverleichen gegebene Vollmacht abgerichtet seynb worden / Besicht und Besicht haben / zwischen unserm Sohn / Herzog Hanss Friedrich / und Tochter Fräulein Sibellen / Versprechung des Ehelichen Standes zu thun / und also einer von dem andern zu nehmen / wie sie dem indstündigkeit / im Falle / so den Dingen allenthalten / wie dann beschreiben / Was gefunden / und dieselbige unsere beverleichen Rüste / mit unser Verwilligung den unsern Sohn und Tochter / die Versprechung der Ehe / mit den Worten de presentia zu thun / geschwändiget seyn.

Darnach und also in voller Macht unsern Sohns und Tochter die Ehe versprochen / und mit Überantwortung der Vollmacht jagigast haben / zu welchem bewilligten angenommenen Ehestande / der Allmächtige / demselbigen unsern Sohn und Tochter / Ehen und Weisheit gnädiglichen verzeichen wüßte / welches wir ihrem Leben hienmit von Gott dem Allmächtigen wollen gerandaffiget haben.

Nachdem denn solche Verhandlung / auch Vollstreckung der ehelichen Verheirathung / der benannte unsere Rüste als unsere darzu geschwändigete bedete / beschleffen / und von wegen unsern Sohns und Tochter / Herzog Hanss Friedrich / und Fräulein Sibellen / auff ihre Vollmacht vollstreckt und gelehrt haben / Als bewilligen / geraden und gelehrt wir / daß alle Acten in diesem Vertrage / und auffgerichter volligener Eheverbindung begriffen bey unsern Fürstl. Würden / stet / stille / solle gehalten werden.

Des ja Verstand / haben wir diesen Vertrag und bewilligte Eheverbindung ganz freischick mit unserm anhangenden Insegele betrafftigt / der eine / wie der Churfürst / und der andere / wie Johannes Herzog und Maria / Herzogin zu Cleve und Stlich / ic. an statt unsern Sohns und Tochter genommen haben. Geschehen zu Witten / am Mittwoch des achten Tages des Monats Angulst. nach Christi unsern lieben Herrn Geburt / tausend fünf hundert / und im sechs und zwanzigsten Jahr.

CXCI.

Sonderbares Bündnuß zwischen Churfürst 29. Sept. Johannes zu Sachsen eins / und Herzog Albrechten zu Preuss / Marggraffen zu Brandenburg andern theils / zu Schutz und Rettung des Glaubens / und was dem anhangig. Zu Königsberg in Preussen am Tage Michael.

ANNO
1526.

Als 1526. [Hortleder, von Ursachen
des Teutschen Kriegs. Tom. I. Lib. VIII.
Cap. VI. pag. 1406. LUNIG, Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung
IV. Abth. III. in Supp. Num. XXII.
d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

*Alliance particulière entre JEAN Eleveur de Saxe,
& ALBERT Duc de Prusse & Margrave
de Brandebourg, pour la défense de la Religion,
& des choses qui en dépendent. A Königsberg en
Prusse le jour de Saint Michel 1526.*

Wir Götze Gnaden! Wir Aelterche! Marg-
graf zu Brandenburg! zu Preussen! zu Er-
sten! Pommeren! der Cassuben und Wendten! Her-
zog! Burggraf zu Nürnberg und Fürst zu Köln!
nachdem Götze der Allmächtige! aus sonderlicher
Besorgung! und durch Götze! Miltz! Gnad! nach
unaussprechlicher Barmhertzigkeit! sein Ewiges!
Heiliges! und Neues Wort! als den einzigen Has-
sen Trost! der Seelen Speis! und höchsten Schatz
auf Erden! des mit seiner Götlichen Gnaden in
Ewigkeit täglich dankbar sein sollen! und es Götze
will! wollen! den Menschen widerum hat erschei-
nen lassen! so ist doch laute offentlich am Tag!
was wir als mancherhand Practick ein Jert her!
sonderlich den etlichen genannten Christlichen und ih-
ren Anhängern! im H. Reich! gesucht und herge-
nommen sind worden! dasselbig Heilich Götlich
Wort wiederum! als viel an ihnen! zu verdrucken!
zu vernügen! und gänzlich aus der Menschen Her-
zen und Gewissen! so es möglich gewesen wäre! zu
treiben.

Und wieviel sie mit solchen hinterlistigen An-
schlagen! nachts darwider haben schaffen können!
sondern jammte sie dardrüber gehandelt! practiciret
und gesucht! je weiter! durch Götze des Allmächtigen
wunderliche Wirkung! desto tiefer ihre Hand-
lung! je nach und aufnehmern der Christlichen Ver-
sammlung! Hinderung und Erreuerung desselbigen
Worts! gedienet hat! wie solches auch täglich vor
Augen gehen wird! in ganz ungewissheit und se-
ster Zurecht! daß der! der sein Götlich Wort
zu Götze und Eher seines Heil. Namens! zum
Heil und Erlauchung seiner Christlichen Gemeyn!
in diese Welt gesendet hat! worden hinfürher seines
Worts widerwärtigen ihr stehen woyter! wie köp-
fer gesehen! werden! und sich gegen ihnen! als
ein gewaltiger! mächtiger Götze! also erzeigen! daß
sie ihn! sie wollen oder wollen nicht! für einen ge-
waltigen Götze und HETTER müssen erkennen! damit
sie nicht zu fagen haben! Wo ist nun ihr Götlich
Wort und Evangelium! davon sie so viel gehalten
haben!

Und wieviel wir! sonder Nutzen! verhoffen! daß
wir uns je und abwegen gegen den. Kays. Maj.
alles gefährliches abersamen! wie wir dann hinfür-
her! und bis an unser Ende zu thun gemeint! auch
nicht anders wollen besunden werden! erzigt und
gehalten! auch an geistlichen Dingen! in allen sa-
chen! darinnen wir aus schuldigen gehorsam zu fol-
gen verpflicht! Erkenntnis und Besorgung dulden
und loben indigen! wie wir uns auch des gegen je-
dermann hiemit wollen erheben haben! Also! daß!
es Götze will! niemanden hinfürhalten Ursache
haben soll! sich zu beschwerten! als möchte er die
Willkür gegen uns nicht bekommen! und dero-
wegen wider uns! unser Land und Leut zu christlichen
flammen Ursache haben.

Dieweil wir aber berichtet werden! und uns
durch mancherley Warnung glänzlich angefangen!

zu dem! daß die öffentliche und ständige Hand-
lungen etlicher müssen zugunsten geben! daß (ausge-
setzt alles des!) so offentlich! weiter und mit enigen
stetß practiciret! auch Widerstand durch die Wider-
sacher ausgerichtet! ihres höchsten Vermeidens! was
sie des damit nicht können zu wegen bringen! das
selches mit Vorsicherung und Besorgung mit Götze!
unterschieden soll werden! ihre alte bisher gesuchte!
brüderliche Miltz! wider das Götliche Wort
und Evangelium im Schwang zu erhalten! und die
Wahrheit Götze und sein Wort! als viel an ihnen
ist! zu verdrucken! und dasselbe dergestalt fügen-
men! daß dieselbigen! so aus Verleumdung der Göt-
ten Götze! sein Heiliges Wort zu verdrucken!
und anders! was denselben in Ceremonien und
andern gemiß! in ihren Landen! als die dann ihr
Götze! und der Götzen haben! schuldig! ge-
lassen! und wider hergebrachte Miltz! zulassen!
durch ihre Practiken und Anstiftung! und von
ihres Götze wegen solten überlegen! und ihre Land
und Leut derowegen beschuldig! angegriffen und
verderbet werden.

Nachdem es nun beschwerlich und erbschämlich
wäre! daß die Wahrheit unterdrückt! (wiewohl es
in niemanden Vermeidens steht) und die Unwahrheit
statt haben solte! und mit diesen sachen die gelegen-
heit hat! daß uns von einer jeglichen Christlichen
Dreist ein anders geriet! wir wollen gedulden
gen! daß wir Götze die mehr täglich anrufen! und
bitten solten! uns weiter zum Erkenntnis seines
Götlichen Worts! liches und Willens zu führen!
dann daß wir! was nach der verlassenen Gnab
Götze! in Predigten! Ceremonien! und anders
denklichen gemiß! (ob wohl wider viel berückte
Wiltz! ist) fügenommen wird! sollen gestanden
und in eyrige Weg darwider sein! darum wir auch
von derowegen niemanden zu thätlichen streichen!
Ursach geben! und wir von Zins wegen! darge-
gen wir den Götze dem Allmächtigen versetzen! den Un-
sen schuldig und schuldig sein! dardrüber für un-
billigen gewalt zu stehen! auch getraue sich
zu thun! damit dieselbigen Unser Anstiftungen!
nicht alles mit dem Wort Götze bewerkelt!
sondern neben dem also derselben werden! daß sie
dardrüber biegen! und sie gewalt der widerwärtigen
beschäftigt und errettet mögen werden.

Demnach so betrauen wir und thun sind in die-
sem Beisitz! daß wir uns hiemit im Nahmen
Götze! zu Ehren und Verlesung seines Heil. Na-
mens und Worts! aus Christlichen Gemeyn! Her-
gen und rechte Lew! auch niemand zu Verleumdung!
noch zurecht! sondern allen zu Schutz und Rettung
der Hasen! mit dem Hochgebornen Fürsten! Her-
ren freundlichen lieben Herrn und Demeu! Herrn
Johannen! Herzogen zu Sachsen! des H. Röm.
Reichs Erz-Marschall und Churfürsten! Landgra-
fen in Thüringen und Marggrafen zu Meissen fol-
gender Maas verpflicht! und in ein Verstandnis
gegeben! als wir auch hiemit thun! und gesah
wollen haben.

Also! daß die oberdachte Widersacher und ihre
Anhang! von wegen des Götlichen Worts! oder
auch Veränderung haben! die aus dem Wort Götze
trifft! oder noch erfolgen würde! und der Dinge
so denselben nach! wider die hergebrachte Miltz!
in seiner Lieb Fürstlichen Landen fügen-
nehmen und gehalten werden! oder auch anderer
Sachen haben! zum Scherz solten fügenommen
werden! da es doch bedürftiges Götliches Wort in
Grund gemeynt würde! und sein Lieb! um solche
siegemachte Ehem-Sachen! immaffen! wie oben
berührt! Erkenntnis und Besorgung dulden hören!
daß wir alsdann E. I. Hilff! Rath und Verstand
thun sollen und wollen! nemlich: So sein Lieb
erst

ANNO
1526.

ANNO
1526.

oder S. I. Land und Leuten / derhalben übergeben / beschwert oder angegriffen werden / wollen wir seiner Lieb hundert grüßter Messien / auf S. I. Erforderen / zu Hilff schicken aus unsern eigin Kosten / bis sie seinr Lieb Land erreichen / und so sie also der selben Land erreichen / sollen sie durch S. I. mit al mündel Verlegung Juter und Kosten erhalten werden / doch aus unser Besetzung und Schaben.

Dieweil aber zwischen genannten unsern lieben Herrn und Oheimen und uns / bey dem allen / daß nicht abgeret und bewilligt ist / was unser jeder / den andern in der Christliche Hülff und Erlauben in die Christliche / Freundliche / christliche Vereinigung / wegen kan / daß wir beide des Hülff und Macht haben / und ob sich der eurer oder nicht mit weniger Hülff / dann ob sich / gegen uns verhält / daß dazogen unser jeder ihm auch nicht / weder er sich gegen uns bewilligt / schuldig sein soll.

Ob nun denselben nach / mehr Fürsten oder andern Städte / zu uns in diese verschiedene Christliche / freundliche Vereinigung können / und wir dertalben den ihr trauen / die dem von obgenannten unsern lieben Herrn und Oheimen / dem Fürstlichen zu Sachsen / u. mit dieser verschiedenen Hülff erlauben / und sie schicken / und darnach den gedachten unsern lieben Herrn und Oheimen / von wegen der hiesigen verschiedenen Hülff / auch angelobung gehalten / als viel wir dann auf die erste Ermahnung des andern Betrage / Bewandten / sie Hülff geschickt haben / soll uns an der darnach begehren Hülff / als lang wir dann beliben / und seiner nicht / abgeben / und daß doch selches und alles anders / zwischen uns Christlich / freundlich / guttlich und ungeschicklich verstanden und gehalten werde.

Doch wollen wir in allerwege unser Betrauen nur auf solche unsere Bündnis / oder auf uns / sondern zu und aus dem Willkürigen / nach seinem Gütlichen Willen / durch uns / als seine Werkzeug und Instrument / dem auch wenig ist / mit dem oder weniger wider die Fremde zu setzen / d. mündlich und mit Aufschick gezeig und gestellt haben / alles mit trauer / rechter und Christlicher meinung / und eyn alles geschehe.

Und damit diese unsere Vereinigung und Verstandnis / in allen ihren Vortzen und Artickeln / desto beständiger und unverschrter gehalten werde / haben wir unser Siegel hiezu gegeben / und mit eigner Hand unterschrieben / u. Oben in Preussen / auf unserm Schloß Königsberg / Sonnabend / am Tag Michaelis / Anno 1526.

C.C.

10. Ob. Abschied und Schluß / wes sich Marggraff Casimir zu Brandenburg mit seinem Herrn Bruder Marggraff Georg / zu seiner Ihren Fürstlichen Gnaden Landtschafft / auf dem zu Duchsbad gehaltenen Land-Tage / bis auf ein künftiges allgemeines oder National Concilium / oder seiner Fürstl. Gnaden weiteren Befehl des Abschieds haben zugesagthaltenen Reichs-Tage zu Speyer / in der Land und Fürstenthum zu halten / verordnet haben. Nachschick des Mittwoch nach St. Francisco 1526 [Hortloker, den Ursachen des Trunfiden Kriegs. Tom. I. Lib. I. Cap. III. pag. 36. LUNIG, Trunfides Reichs. Archiv. Part. Special. Continu. II. Abtheil. IV. Abth. III. Num. XXXI. pag. 14. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Reichs & Conclusion prise par CASIMIR Margg-

grave de Brandebourg Anspach, avec le Prince GEORGE son Frere, & avec les Etats du Pais provincial-pour assemblée, touchant la maniere dont on devra s'y comporter en consequence des Revis de l'Empire fait à Spire jusques à la tenue d'un Concile Oecuménique ou National, ou jusques à ce qu'il en soit ultérieurement ordonné. Fait à Osnabach le Mercredi après la St. François 1526.

ANNO
1526.

Wir Casimir von Gottes Gnaden Marggraff zu Brandenburg / Secutin / Pommern / der Cassuben und Wendens Herzog / Burggraff zu Nibrenberg und Hertz zu Rügen / bekennen und thun kund öffentlich mit diesen Briefen / gegen allemänniglich. Als wir hievort in Sachen / der jetzt streitigen Lehr haben / unsern Heyl. Christlichen Völkern / und d. hiesigen Ceremonien betreffend / auff dem Reichs Abschied zu Nürnberg unser Prälaten von Eßtern und Stifften auch solche Fürstern / Fürstigen und andere verlässliche Fürstlichen von unser / auch der Hochgeborenen Fürsten unsern freundlichen lieben Brüdern / Herrn Georgen Marggrafen zu Brandenburg u. wegen hievort gen. Dantsch versamleten / und die Sachen bewegen / bedenken und berathschlagen lassen / die uns auch dazumahl unsern Rathschlüssen begriffen und überantwortet / welche wir auch also zu unsern Händen empfangen und darauf ein Abschied geben / darinnen wir unter andern schließlich begehrt und erbeten haben / daß mitler Zeit bis auf unsern western Reichs-Tage niemand nichts neues vornehmen soll / wiewohl daß von etlichen nicht gehalten ist / des wir dann nicht wenig unwillig tragen / sind dazumahl der Hoffnung gerecht / daß auf den nachfolgenden Reichs-Tage zu Speyer der Marium ein Jahr dergangen gehalten / öffentlich von Sachen gehandelt und beschlossen worden sein soll / darzu von auch die gemeinden unsern Rathschlüsse gebracht haben wiewol dieweil aber derseib Reichs-Tage zu Speyer auch dazumahl unsern Fortgang nicht gewonnen / auch nachmahls auf andern Reichs-Tagen nichts anderliches und fonderlich auf dem nicht gemachten Reichs-Tage zu Speyer anders oder vorer nicht beschlossen worden ist / dann ein Abschied wie der im Abschied steht / des Inhalts:

Daß sich K. K. Kaiserl. May. Statthalter und Commensallaren / auch Christlichen / Fürsten und Städte des Heil. Reichs und vertriehen Vertheilungen auf selchem Reichs-Tage mit einander einmüthiglich vergeschen und vereinigt haben / inmer Zeit des freien / gemeinen Christlichen Concilien oder aber National- Versammlung (so nach vermähle vermercktes Reichs Abschieds in einem eynere außs längst in anderthals Jahren den nächsten in Deutschen Landen zu halten erbeten ist / nicht desto weniger mit ihren Rathebanen ein jenscher (in Sachen / so das Edict durch Kaiserl. May. auf dem Reichs-Tage zu Worms gehalten / aufgangen / belangt werden / sie sich also zu thun / zu regieren und zu halten / wie eyn / der selches gegen E. W. und Kaiserl. May. Hoff und getraut zu veranlassen werden.

Dem allen nach und auf gehaltenen Rath der versamleten unser Landtschafft / haben wir uns mit ihnen / und sie herwiderum mit uns / nachfolgender Meinung entschlossen / wie es / bis auf ein gemeines Concilium oder National Versammlung / oder unsern western Reichs-Tage / allenthalben in unsern Fürstenthumen und Landen gehalten werden soll der tröstlichen Zuversicht / daß wir selches justerrecht gegen E. W. dem Allmächtigen / und auch Kaiserl. May. als Christl. Völkern und der Kaiserl. May. gebohren Fürsten / veranlassen werden.

Erstlich

ANNO
1526.

Erschlich / nach dem alle Dingen Unseren Heiligen Christlichen Glauben betreffend / an rechten oder falschen Predigen lazt / und aller Seelen Wohlfahrt oder Verdamnis / auch Christi Ewigkeit oder Empörung daraus folgt / sollen alle Pfarrer und Prediger in Unseren Fürstenthümern und Ländern das Heil. Evangelium und Wort Gottes / altes und neues Testament lauter und rein predigen und gar nicht das wider ist. Es sollen sich auch alle Prediger in ihren Predigen alles Schmähens / Nachredens / Schimpfens / Papistischen / Lutherischen oder Ketzischen Scheltens / Ausschrens / und alles andern das zu Widerwillen / Unruhe / Aufruhr und Empörung / Anlaß oder Urfach geben möchte / enthalten und vermeiden.

Item / verglichen sollen sich alle Geistliche und Weltliche Personen bey entlicher Straff / Leide und Guts enthalten / in offen Widerthöden und sonst von der alten und neuen Lehre (wie man nennt) verächtlich / freventlich oder pündlich zu reden oder zu disputiren / auch treuer den andern schmähen / verachten noch zu Widerwertigkeit Urfach geben / sondern sich zu Vermeidung der Nachrede und Schmach gegen Jedermann in aller Maß halten / wie jetzt den Pfarrern und Predigern geschieht.

Es sollen auch alle Unsere Amtsleute / Bürgermeister und Räte / ein ferbig aussprechen haben / daß obgemeldter maßen und anders nicht gepredigt / oder von andern gehalten werde / und wo sie ein andres hören / erheben oder vernehmen / das sollen sie jedermann bei ihren Pflichten mit gutem Grund / und in solch Einsehen sich die Prediger oder jemand anders wie obliegt / vergeissen oder verwehrt haben anzeigen.

Und wiewohl etliche Psalmen und Prædicaturen in Unserm Lande sind / die wir nicht zu lesen oder zu prædiciren haben / so sollen doch Unsere Amtsleute denselben Pfarrern und Predigern so also in Unsern Christen und Gehörigen sitzen / nichts desto weniger sagen / daß sie sich in ihren Predigten jetzt gemeldet maßen auch halten / oder aber die Evangelia und Episteln allein aus dem Messbuch Deutsch lesen / wie die von Worten zu Worten geschrieben stehen / und nicht weiters dazu sagen / den allein die offene Deutlichkeit mag und soll er dem Volk versprechen / auch die Heiligen Lüge verkleiden / doch niemand beyn Vorn / zu spern oder zu fassen gebieten / wie dann weitere hernach folgt.

Item / es soll auch niemand zu predigen zugelassen werden dann die / wie obgemeldet recht ordentliche Pfarrer und Prediger / oder der Pfarrer bestellt / oder aufgenommene Caplan oder Helfer sein / oder durch Uns oder Unser Befehlhaber darzu beruffen oder verordnet werden / und ob sich jemand anders zu predigen unterstellen würde / daß sollen Unsere Amtsleute nicht gebieten oder zulassen / sondern dieselben zu Gefängnis annehmen / und strett die Sache an Uns gelangen lassen / Unsern weitem Befehl darauß zu empfangen / und denselben folg zu thun.

Und nachdem jetzt allbereit gemeinslich an allen Orten Pfarrer / Prediger und Caplan sind / sollen denselben Unsere Amtsleute allen auftragen und befehlen / sich mit dem Predigen / wie obliegt / und anders nicht zu halten / daß auch kein Pfarrer dem andern in Was Weg in seine Pfarre greiffe / sondern daß ein jeder Pfarrer seine Pfarre mit seinen Caplan alleine verwalte / wie sich gebührt. Wo aber an etlichen Orten Mangel / da durch sonder Priester verstanden werden / soll denselben durch nichts benommen sein / und welcher sich anders hält / das sollen Uns Unsere Amtsleute anzeigen / und dieselbe nach seiner Vermeidung darzu gestrafft werden.

TOM IV. PART. L

Es soll auch kein Pfarrer / kein Caplan / ohne Unser oder Unser Amtsleute Wissen und Willen / aufnehmen / mit dieselben Priester die also in Caplanen aufgenommen werden / sollen auch zuer dem Amtmann schriftlich oder sonst glaubhaftig Meldung anzeigen / was Leben und Fortkommen sie sind / auch wie sie von ihrer Herrschaft abschneiden son / und die Caplan halten / die vor allbereit in Unsern Ländern Landen aufgenommen sein / soll durch Unser Amtsleute / an einem jeden Ort der gleichen Einsehen gesehen.

Demnach in Unsern Ländern und Fürstenthümern an etlichen Orten Deutsch / und an etlichen Orten Lateinisch Mess gehalten werden / darauß nun allerley Irren und Widerwillen folgt / dabeilige aber unvollkommen / soll nun sie an Lateinisch Mess gehalten werden / bis auf ein gemein Christl. Concilium oder National Versammlung oder Unsern weitem Befehl / doch soll ein jeder Priester der Messe ist / die Epistel und das Evangelium Deutsch und verständlich lesen / welcher aber ein Amt singt / der soll die Epistel und das Evangelium sumus Lateinisch sagen / wie höher gelehrt ist / doch allbereit er die Evangelia gesungen hat / soll er sich am Altar umwenden / und daru nach solch Epistel und Evangelium dem Volk Deutsch auch sagen.

Es sollen auch die Verba Consecrationis in allen Ampfen der Mess in Lateinischer Sprach mit öffentlichen lauten Worten gelesen werden.

Item / man mag auch wohl etliche Deutsche Christl. Gesänge und Psalmen unter den Ampfen der Mess singen / wie zu Anlaß und Beförderung der Christlichen Gemeinde dienen / wie derselben von Uns hiedr verordnet sind.

Und nachdem ein großer Mißbrauch gewöhn ist / daß die Christliche Macten gegen Verlegung und Empörung der Heil. Sacramente / haben fonderlich Geld geben müssen / derschiben geacht und gesagt werden / daß man die Heil. Sacramente um Geld verkaufft / soll solcher situs gänzlich abgestellt sein / und hieselbe in Unsern Fürstenthümern und Gebieten / die Heil. Sacramente / befehlen die Entleerung der Hochzeiten / der Kindbeterien und Begräbnis / außerhalb von den Kirchen oder Leutengraben für ihre irdeliche Verlegung geführt / ohne beziehung einiger Geldes / frei verkehrt und um Gottes Willen geacht und gehalten / auch niemand zu Haltung einiger Bezahlung / Geben / oder Dreyßigen eines absterben / bezwingen werden.

Item / die vier und andere Opfer / sollen mündlich sehr gelassen und niemand darzu bestragt werden / sondern zu eines jeder gewissen und guten Willen stehen und gesagt sein.

Es soll auch hieselbe kein Mess um Geld / sondern allein um der Ehr und Liebe Gottes willen / so der Celebrant rechte Anlaß und Begierde darzu hat / gehalten werden. Nachdem bishet an drei Orten eingebracht ist und gekandt wird / daß viel Menschen das Heucheliche Sacrament in besonder Gestalt empfangen haben / diuwell aber auffrecht vergangnen Reichs / Tage zu Speyer nichts davon beschloßen / sondern im Reich Abscheu ein Reich geist / der eben im Eingange eingeführt ist / daß eine jede Obrigkeit / unter Zeit der gemeinen Conciliums oder National / Versammlung mit ihrem Unterthanen / also leben / regieren / und es halten soll / wie ein jeder solches gegen Gott und Kaiser. Man hoff und getraut zu demerworten / lassen wir es bey solchem Reich Abscheu / auch bleiben / und wollen Uns drücken / daß sich ein jeder mit Empörung der Heil. Heuchelichen Sacraments unter Zeit also halten

Nun

werde

ANNO
1526.

INNO werde / wie er das gegen Gott und Kaiserliche
1516. Majestät gethan und verhoff zu verantwor-

ten. Es soll auch wieder die Hochwürldigen Sacra-
mente / so den Christen Insassen Herta und Heyland
ihren Heiligung haben / wie durch eiliche hie / trau-
fliche Weisheit geschicket / als ob in dem Heil. Sa-
crament der Wäns der Leib und das Blute Christi
nicht gegenwärtig wäre / nicht gepredigt / gesehet
noch disputet / sondern selchem Heil. Sacrament
in den Kirchen / und wann das zu den Krauden
über die Hasen getragen würde / alle gebührende Eer-
erbietung geben / und die Überseher an Leib / Le-
ben oder Gut / nach eines jeden Verwundung ernst-
lich gestrafft werden.

Und ob zu den Zeiten und Tagen / wann die
Communicanten das Heil. Hochwürldige Sacra-
ment empfangen / iches den dem Sacrament über-
geben / so soll solches nicht verächtlich hinweg ge-
thun / sondern mit Reverenz in dem Sacra-
ment- Glaffen / zu Bewahrung der täglich zufäl-
ligen Kranden oder anderer Communicanten be-
halten werden.

Und auff das solche Empfangung des Heiligen
Hochwürldigen Sacraments mit rechter Reu /
Beichte der Sünden / und in einem wahren Glau-
ben empfangen werde / sollen alle Pfarrer und
Prediger ihre Pfarr-Beist zu solcher Reu / Beichte
und Glauen / auch Verweisung ihres Lebens sorg-
sam vermahnen und unterweisen / wann Christlich
besinnlich und gut sey / keine Sünde (ohne die doch
niemand sein mag) einem rechten erbaren verstand-
lichen Priester zu beichten / und also bey demselben
Christlichen Rath / Unterweisung und Absolu-
tion suchen / damit das Christliche Beist zu sol-
cher Beichte / mit Christlicher Unterweisung ge-
richtet / auff das sie solches aus Christlicher Zucht /
Leib und gehorsam / williglich thun / daß auch son-
derlich dadurch das gewinne Beist in Christlicher
Zucht erzeigen und erhalten / und das Heil. Sa-
crament anständig und mit aller Ehrerbietung
empfangen werde / welche auch also zu den Beichte-
vätern kommen / und ihre Sünde beichten wollen /
die sollen zu jederzeit williglich und gern gehört
werden.

Item / darneben wollen wir allen Beichtvätern /
hiemit bey ernstlicher Straff verbotem haben / daß
sie die Beichtwörter in der Beichte nicht ange-
schicket / geblüthliches oder argwöhnliches fragen /
daraus ein Beichtkind / Mann oder Weib gel-
get / und was bösen nicht getriß / noch sonst in
andere Weg greiffen oder bewegt werden / daß er
neue Eussigungen in den Kirchen / oder sonst die et-
was Gelds oder anders Genuß auf ihnen tragen /
aussprechen / tellern oder stiften / noch einige Maß-
schätzen oder dergleichen / daraus beschweren zu
besorgen sein mag / thun soll / sondern sie allen zu
Erkenntnis ihrer Sünden / und wie sie dicken den
Grund ihres Herzens reuen / ihre sündliche Leben
bessern / und das Heil. Sacrament in einem rech-
ten wahren Glauen empfangen / und ihre Hoffnung
und Vertrauen allein in GdA setzen / auch die
Frucht und Werk / so aus einem rechten wahren
ungeschlichen Christlichen Glauen fließen / verdrin-
gen / und ihrer Dreistigkeit / (die alle von GdA dem
Hilffschilde verordnet sind) gehorsam sein / und
sich vor aller Auffahrt / Empörung und dergleichen
Abel hüten sollen. Doch ob sie unerschaffen Gut /
hinter ihnen / oder ihren neben Christen- Menschen
unbillig beschwerte / oder etwas wieder Gott /
Recht / oder mit Gewalt abgenommen hätten / sol-
len sie die Beicht- Väter dahin weisen / dem Be-
schwerten oder Beschädigten / oder seinen Erben / wo
die vorhanden sind / zu widerlegen / oder nach Recht

der Beicht- Väter (wenn es ohne Zwang nicht
andere gekriegen mag) zu vergleichen oder zu en-
gehen / und kein Beicht- Vater sein Beichtkind in
solchen Fällen dahin verweisen / daß er sich unersch-
affen Gut / ohne dem Beicht- Väter / seiner Kirchen /
Pfarr oder Kloster geben / oder damit eigenmächtig
Eristung aussprechen / sondern das sonst in Klau-
sen vorhanden soll.

Es soll auch keinem Beichtkinde keine offen oder
andere dergleichen Wuth / darauf was oder wie eine
geschmet / verurtheilt oder Argwohn genommen / in
der Beichte aufgelegt werden.

Item / es sollen auch die Stände / Stühl oder
Wahlstat die zum Beicht- Väter gebracht / an un-
verdächtliche unangewandte Sit in den Kirchen ver-
ordnet werden.

Soll es mit der Tauff und dem Tauffen sein
gehalten werden / wie von alter herkommen ist / doch
trotz in der Tauff nichts denn dasjenige / daß
einem jeglichen Gvater und allen Anwesenden zu
wissen noch gut / begriffen ist / soll ein je-
glich Kind nach Willen und Begehren des / oder
der Gvatern Lateinisch oder Deutsch getauft wer-
den / und ob Lateinisch zu Tauffen begieret wird /
so soll doch von der Anwesende wegen der der Tauffe
eine Deutsche Erinnerung und anzeigen geschicket /
was die Tauffe sey und bedeute / und was sich der
Gvater des Kindes wegen verpflichtet / damit ein
jeglicher Christen- Mensch dabein angemlich Be-
richt empfangen / und sein Leben darnach richten
und besser / wie wie demselben Christen / auch die
Tauffe Lateinisch und Deutsch in Schriften / hi-
neben verfaßten haben lassen / den Lateinischen Tauf-
sen / wie sie bisher in allen Bisthümern gehalten
werden seyn / gemäß / der sich alle Priester die tauf-
sen / halten sollen.

Sollen die Pfarrer und Prediger das Beist
vermahnen / daß sie nicht allein in den vierzig-
gen Fasten / des Quaremborn und andern davor
gehaltenen Fast- Tagen / sondern täglich in Mög-
keit und Abbruch / oder ohne Unschick Eßens und
Trinkens leben / damit sie ihre fleischliche Leib
zähmen und geschickt machen / Gottes Willen und
Wort zu vollbringen und zu üben / wie ein jeglicher
Christ / nach Inhalt und Besende der S. GdA
Schrift / bey seiner Ertlen Seeligkeit zu thun /
schuldig ist.

Und darneben man sich nach Ordnung etlicher heil-
igen Väter und Concilien / eine lange Zeit an
den bestimmten Fast- Tagen / Fasten / Ert / und
andere zu essen / Ert zu Leb und Ert / enthalten
dar / wiewohl ohne Zweifel dabein heiligen Väter
und Concilien einmüthig nicht gewesen ist / so
man dadurch in Verführung seiner Ertlen oder
Leibes zu setzen / oder einen Ert der Sünden zu
legen / oder eine neue Lebt- Sünde zu machen /
sondern mehr damit den Menschen zu Christlicher
Castrenung ihres Leibes zu führen / so sollen das
sind die Pfarrer ihre Pfarr-Beist getrenlich zu
täglichkeit Willigkeit und Castrenung ihres Flei-
ches / wie obsteht / vermahnen / aber ihnen doch
kein sonderlich geordnet Fast- Tag oder Verma-
nung des Fastens / bey dem Mann oder Lebt-
Sünden / anders denn die Christlichen Rechte
ausweisen / nicht gebieten / es soll auch mäßiglich
alle Tage Ert / Milch / Butter / Käse und an-
dere dergleichen weis oder Milch- Ert zu essen /
unverboten sein / ausgenommen in die Ert-
Wochen / da sollen sich alle Christen- Menschen
GdA und dem Leiden Insassen Jhesu Christi
zu Ehren / billig / freiwillig Ert- Ert enthalten.
Und ist daher unser ander Begehren / daß
sich Insassen Unterthanen in Insassen Landen und Ge-
birgen / was zu unerschaffen wollen und geschehen
an

ANNO
1516.

ANNO
1516.

äußern / auch sich zu unheimlicher Weis und Zerstörung der Wirtschaften enthalten / und welcher über das übersteht / der soll ernstlich darum gekrafft werden.

Dergleichen wollen wir bey Unsern Weltlichen Unterthanen / die in christlichen Stände sind / auch kennen unehelichen Wechsels gebieten / sondern wo wir dieselbe erfahren mit ernst und demnach strengen daraus Unser Willen und Gerichte demnach vermerkt werde / daß wir solch und andre Schandt und Laster / als Christl. Fürsten / in Unsern Landen und Gebieten nicht leiden wollen.

Sollen alle außserge Ceremonien / allenthalben in Unsern Fürstenthümern und Landen gehalten werden / wie die von der H. Christlichen Kirchen aufgesetzt worden seyn / und sollen alle Priester dem gemeinen Volk ergeben / wozu sie ihrem Versprechung haben / und wozu sie aufgesetzt seyn / auch was damit gemeiner sey / damit sie ihrer Aufführung nach und anderer gealt nicht gebraucht werden / also daß niemand darunter sein Seeligkeit / sondern allen die Ehr und Lob Gottes bedenden und suchen soll / alles bis auf ein gemein Christl. Concilium oder National- Versammlung / oder Unsern weiteren Befehl / damit allenthalben Einigkeit gehalten / und Zwiespalt beseitigt werde.

Und nach dem wirer Zeit viel Mängel und Anfechtung in der H. Christenheit vor Augen stehet / daß auch der Tadel und Irrthum Unser H. Glaubens zu Hungern im Sieg und vernemen steht / der Christenheit weiter abzuweichen / und Unsern H. Glauben zu vertilgen / wann man denn in denselben Kirchen zusammen kommt / sollen die Prediger das Volk getreulich vermahnen zu Gott dem Allerböchsten in der Gemein herzlich zu beten / um alles Allgüt der ganzen Christenheit / insbesondere aber um einen wahren Christl. Glauben auch einen strengen etwigen Frieden und alle Ehrigkeit / daß Gott der Allmächtige sein Eheliche Gnade wolle verleihen / damit der Christliche Glaube in den Herzen der Menschen geduldet / der Eheliche Friede erhalten / auch dem Lärden und frommen christlichen frommen / der aufricht und verordnet die Christl. Sitten und Tugenden / alle Christliche Menschen jung und alt / Weib und Kind pünktlich erziehet / und in allem Weg zu Vertheidigung der Christenheit grausamlich handelt / widerstand gescheh / und daß wir alle demnach leben mögen / auf daß Gottes Will vollbracht / und alle Gebieten der ganzen Christenheit nach seinen Ehelichen Gnaden in Besserung gerichtet werden.

Und diemittel begehren wir den Weltlichen gegen den Geistlichen ein großer Widerstand gewesen ist / daß die Geistlichen alles ding frey seyn / und neben der Bürgerlichkeit kein Bürgerlich mitnehmen tragen wollen / derohalben wir dann hievon ein besser Friede und Christliche Gleichheit wollen zugelassen haben / daß die Priesterschaft mit der Bürgerlichkeit Bürgerliches mitnehmen tragen sollen / und wiewohl man etliche Unser Unterthanen in Städten und auf dem Lande in der Blauschen Ansehn solch gnädige Zulassung verweigert haben / so wollen wir doch aus gnädigen Willen nicht zulassen / und den besser Frieden und Einigkeit wegen hienit bewilligen / daß die Priesterschaft in Städten mit der Bürgerlichkeit in Rufen / Buchen / Tadeln / und in alle andere Weg Bürgerliches mitnehmen tragen. Doch die Tadel. Sollen auf ihrem Personen und Gütern / soll uns allen vorbehalten seyn / und damit die Weltlichen gegen den Geistlichen in solchem frey sein noch freier seyn / soll allweg der eitel der Macht an einem jeden der dasjenige so der Priesterschaft in eigenem Bürgerlichen mitnehmen zu geben oder zu thun gebietet / nicht einnehmen und fürder der Bürgerlichkeit überantworten / alles bis

auf das zukünftige Concilium oder National- Versammlung oder Unsern weiteren Befehl.

ANNO
1516.

Und es sich in solchem widerlegen oder stauung wider / sollen die verordneten daselbstigen der Deputanten oder Unsern Anstalten jedes Orts anzeigen / die jeder solches versagen sollen / wann oder dieselben Geistlichen Obern oder Unsern Anstalten denselben auch stauung und huldigung seyn werden / wollen sicher wir nicht oder Unser Rache darinnen so viel schaffen und versagen / damit demjenigen was (wir obsteht) geschehen soll / gehöriglich gescheit werde.

Itzt demerkt wir Unser Ekläre und Geistl. freier andern Gestalt und Meinung zu Unserer Verwaltung angenommen haben / dann dieselben in der vergangenen Blauschen Ansehn der verordentlichen Beschickung zu beschließen / zu beschließen und behalten des jetzt verordneten Reichs- Tages zu erwarten / und zu sehen was da wegen Ansehn zuvor kommen gemacht und beschlossen würde / und zu die Blausche Ansehn von den Gnaden Gottes der mehrer theil gestillet / auch auf dem Reichs- Tage davon gehandelt und beschlossen worden / wie künftige Ansehn fortkommen werden sollen / haben wir demnach denselben Unsern Prælaten von Eklären und Geistlichen die Sitten wiederum ergehen / dieselben allenthalben wie vor der Blauschen Ansehn gezeigten / zu haben / und sich nach Verändern eines jeden Lebens eines erbarlichen Eklären Lebens zu halten / alles bis auf ein zukünftige Concilium oder National- Versammlung.

Doch sollen sie alles Einmüthig und aufgebend halten / Jählich der Uns oder Unsern verordneten kaiser Rechnung thun / und ein solch Einsehen geschehen / daß bei allen Eklären und Geistlichen nichts unnothdürftiges noch anders ausgehen / nach den denselben Sitten nicht verändert werde / denn was sich zu jählicher Ansehnung der Kirchen-Verordnung / auch der Herrschaft / Krieg und anderer erbarlicher Ansehnung gebietet.

Und was Jählich über alle solche ordentliche Unterhaltung übersteht / daß soll zu einem gemeinen Rath / ausgeführt und verordnet / und dorein unsern Willen und Willen / nicht gegreifen werden.

Dergleichen haben wir auch Eptiken und Convent der Frauen und Jungfrauen Ekläre die Verwaltung ihrer Ekläre wiederum zugestillet / dieselben wir Unser Prælaten und Ept- Ekläre auch der Geistl. haben / als obsteht / gescheit ist / zu haben / und sich nach Vermögen ihr jegliches Kloster Ordens regnen erbarlichen Geistlichen Lebens zu halten.

So sind wir dorein der Fürstl. Gemüths Willen und Meinung / wann wir es mit ihnen thun mögen / aus allen Unsern Frauen- und Jungfrauen Eklären etliche wichtigordnete etliche Jungfrauen- Zucht oder Bunde- Ekläre zu machen / darinn der von Adel Leichter und Schwerer / in erbarlichen Christlichen Zucht / demnach versehen und erhalten werden / daß die mit ihrer Ekläre oder Freundschaft Willen und Willen / wiederum heraus kommen / und sich in etlichen Ständen begeben mögen / also daß gemeinlich Adel in solcher Ordnung nicht benennen / sonder je aller und derselben Kinder Seelen Seeligkeit / Ekläre und Wohlstand gescheit werde.

Und auf daß alles erfinden wie abgemelter Marggraf Cosmus für uns selbst und an stett gedachtes Unsern lieben wir regierenden Deutscher Marggraf Georgen / alle und jegliche Unser Prælaten / Grafen / Herren und Ritterchaft / gnädige Huldigung bitten / ihr alle und ein jeder besonders wolle sich für sich selbst / allen verordentlichen Anstalten / wie der verordnet sind / gemäß halten / und bey den se-

nen (Geistlichen und Weltlichen) ernstlich zu thun! zu schaffen und zu bestellen! auch dergleichen so ansehnlich wären; und solche übersehen werden; mit Ernst darauf straffen und getreulich darob halten! daß dem allen wie eshebt! bis auf ein zukünftig Concilium oder National-Versammlung! oder Hinsten weiters Bescheid gänzlich Folge geschehe! daß wollen wir Uns also zu euch allen und eynem jeden insbesondere unwirksamlich versehen und gegen einen jeden nach seinem Standt und Wesen in Grundtssachst beschützen und gütiglich erweisen!

Nach allen Hinsten Hoffschaff! Richten und Vornemen! auch allen und jeglichen Unsern Hauptleuten! Anspitzern! Beratern! Rathen! Börgern! Richtern! Schlichtern! Bürgermeistern! Räten! Gemeinden! und sonst allen und jeglichen Unsern Rathschancern und Berathenden! gebieten wir auch hiemit! ernstlich beschließen! daß ihr alle und ein jeder insbesondere dieser Unsern Vernehmung gleichet! wie auch in allen Eiden! Puncten und Articuln! wie die vermeldet seyn! für euch selbst getreulich nachkommenet und solget thut! auch mit Ernst darob seht! daß denen von andern den Hinsten! sie seyn Geistlich oder Weltlich! auch getreulich gehet und nachgangen werdet! und daß ihr der Überseher und Angehörigen darob straffet! oder wo ihr selches für euch selbst nicht abseiden oder straffen könnt! die Verordner nicht dinstenweriger zur Straff annehmen! und Uns schriftlich wissen laßt! in was Stunden sich der oder dieselben verordnet haben! Unsern weitern Bescheid darauf zu tun! dahin in dem allen! bis auf ein zukünftig Concilium oder National-Versammlung! oder Hinsten weiters Bescheid gänzlich Folge geschehe! daß sich auch allen und einem jeden insbesondere den Hinsten Angehen und Straff zu vermeiden!

Zu Urkund haben wir Uns und Unsern lieben mitregierenden Bruders Marggraff Georgen gemeinen Secret zu Ende der Schrift auf diesen Brief gesetzt! der sehen ist zu Ansdach am Willwehen nach Francisci, nach Christi Unsern lieben Hertz Erberuch Jansigen hundert und im sechs und zwanzigsten Jahr.

CCL.

13. Dec. *Diploma FERDINANDI I. Bohemie Regis, datum ORDINIBUS REGNI BOHEMIE, Quod se, libera eorum voluntate, juxta libertates Regni, electionem in Regem Bohemie recognovit, Vienna die 13. Decembris 1526.* [GOLDASTUS, de Juribus Regni Bohemie, notione de Hereditaria Successione Regie Bohemorum Familie in Append. Documentorum Num. 99. pag. 206. LONDORFII Acta publica Tom. I. pag. 776.]

NOS FERDINANDUS, Dei gratia Bohemie Rex, Infans Hispaniarum, Archidux Austriae, Marchio Moraviae, Dux Luxemburgie, Silesie, & Marchio Lusacie etc. Nossem facimus tenore presentium universis: Quosdam nunc Barones, Nobiles, & etiam Civitates, ac tota Communitas Regni Bohemie, ex sua libera & bona voluntate, juxta libertates Regni, elegerunt nos in Regem Bohemie. Quapropter recognovimus, quod hoc ipsum ab Oratoribus ipsorum ab eadem intellectum, & reipsa cognovimus, & comperimus, quod praeiis Status & Communis illius Regni, non ex aliquo debito, sed ita, prout super scriptum est, eum Electionem, eligentes nos in Regem Bohemie, ex libera & bona voluntate hoc fecerant. Harum Testimonio Literarum Signis nostris, quo habemus inquam Archidux Austriae ac sumus, appensione roboratum. Datum in Civitate nostra Vienna, die tertia decima mensis Decembris, Anno Domini millesimo, quingentesimo, viceesimo sexto, Regni vero nostri Anno primo.

Extractum ex Tabula Regni.

Ista Litera sunt Regie Majestati à Statibus Regni Bohemie in Dieta publica in Aves Pragae facta II. post Festum Assumptionis B. Mariae Virginis, Anno Domini 1526. reddita. Aliqua alia Litera suo illarum à suo Regie Majestati Statibus Regni Lingua Bohemica sunt data.

CCII.

FERDINANDI Romanorum, Hungariae, & 13. Dec; Bohemie Regis Litera, quibus Provincie Regni Bohemie ab antiquo adpertinentibus & adjacentibus omnes adpersionibus promittit, & quibus contra eas quidquam vel aliquo attentari. Datum Vienna 13. Decembris 1526. [BALBINI Miscell. Historica Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistol. Part. I. Epist. 80. pag. 106. qui desumit ex Privilegiis Regni. LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Sp. c. Contin. I. Abtheilung I. Abtatz I. von Bohman. pag. 104. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOS FERDINANDUS, Dei gratia Bohemie Rex, Infans Hispaniarum, Archidux Austriae, Marchio Moraviae, Dux Luxemburgie, Silesie & Marchio Lusacie etc. Nossem facimus tenore presentium universis: Quod incognitis sumus à Barones, Nobiles, Progenitores, ac alii Civitates Regni Bohemie, quilibet intellectum, quod Corone Hungarie & Status eisdem velint habere aliquod jus ad aliquos territorios Regni Bohemie hereditarie adjacentes, ac ad illud pertinentes, & quod aliquas inscriptiones habuerint, quomodo dictas Provincias ad Regnum Hungarie pertinerent, quosque à Regno Bohemie certa Summa Florenorum ipsi non daretur; eorum quidem rei Regnum Bohemie & Status ejusdem contradicunt, quod in eo, Corone Hungarie nec alicui alteri fieri fas obstat, rogantes Nos quod dictum Regnum Bohemie & Status in eo non desisteremus, sed ipsi, licet Rex Bohemie, propter nos, proponentes à hoc nobis, quod in ea causa possent juxta discussionem ab aliquo vel aliquibus, qui partiales non essent, subire. Nos itaque audientes tale preiis Regni & Status ejusdem desiderium & hoc ipsum pro jure cognoscimus; quapropter dicto Regni Bohemie & Statibus in eodem Regni promittimus, quod si quis contra aliquam ex preiis Provinciarum ad Regnum Bohemie ab antiquo pertinentibus & adjacentibus aliquid aliqui vel auctoritate vellet, attentaret, quod eos delictare non debemus, sed ipsi in eo adiutorio esse volumus & roboramus, perperatibus contra nos & defensionem eorum ex debito ad Nos licet Regem Bohemie pertinet. Harum Testimonio Literarum Vienna 13. mensis Decembris. Anno Domini 1526. Regni vero nostri Anno primo.

CCIII.

FERDINANDI I. Romanorum & Bohemie Regis Litera, quibus Compensationem inter Concilium BASILENSE & Regnum BOHEMIE ac Marchionatum MORAVIE interueni conservacionem, uti & aliorum Regni Privilegiarum mantentionem promittit. Datum Vienna 15. Decembris 1526. [BALBINI Miscell. Historica Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistol. Part. I. pag. 107. LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. pag. 105. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOS FERDINANDUS, Dei gratia Bohemie Rex, Infans Hispaniarum, Archidux Austriae, Marchio Moraviae, Dux Luxemburgie, Silesie, & Marchio Lusacie etc. Nossem facimus tenore presentium universis: Quod promittimus, Compensa inter factam Concilium Basiliense & ipsum Regnum Bohemie ac Marchionatum Moraviae facta, quod usum ad suum vigorem pervenirent, & deducerentur, utque cum effectu observarentur. Ex hoc inferre debemus juxta omnes inscriptiones Praedecessorum nostrorum

Nos 3 Regum

ANNO
1516.

Regem Bohemie inscribere & observare ac ad finem perducere. Quod si aliqui contra hoc esse vellet, & Regem Bohemie ac Marchionem Moravia illud infringere, atque cum Summo Pontifice illud tractare, ac si Bohemis & Moravia illa cum effectu essent confirmata.

Item, promissimus ut talis Archiepiscopus ad Ecclesiam Pragensem daretur, qui Bohemos & Moravos, tam Spirituales quam Seculares, in omni rebus, prout illa in se continent Compensata & etiam juxta Inscriptiones & asseruaciones Imperatoris Sigismundi, bone memorie, ac aliorum Regum Bohemie, & Interpiones Regis Vladislai, conservaret & teneret; & talis Archiepiscopus ut cito impetraretur, confirmaretur, & consecraretur.

Item, promissimus Regem Bohemie, omnes Barones, Milites, Civiles Pragenses ac alias Civitates, & omnes illius Regni Communitatem, juxta Jura, Ordinationes, Privilegia, Libertates, Immunitates & Donationes Regni, & omnes alias antiquas observatas bonas Consuetudines; & singulariter diva memorie Regis Ottonis, Regis Joannis, Imperatoris Caroli, Regis Wenceslai, Imperatoris Sigismundi, Regis Alberti, Regis Ladislai, Regis Georgii, Regis Vladislai, omnes Inscriptiones datas & usque ad quos obitus emanatas tenere, observare, & cum effectu prosequere, circa impeditum & contradictionem quoruncunque.

Item promissimus, Castrum Casleinen. Coronam & qualicunque Censuram Regni, & etiam Tabulam Privilegia Regni, nemini, extra voluntatem & consilium Baronum & Militarium Regni Bohemie, ac Civitatum Pragensem, prout in eo negotio ad unumquemque pertinet, committere & concedere.

Item, promissimus, quamprimum Gubernamen effectuale prelati Regni Bohemie in nos suscipere, quod observare debemus Ritus & Consuetudines antiquas Regni Bohemie.

Item, promissimus neminem Alienigenarum, tam Spirituales quam Secularium, ad Officia Regni Curie, Civitatum vel Spiritualium, quam Bohemos preficere, neque illis Castra, aut Civitates concedere & eis illa committere. Quae etiam cum Consilio facere debemus. Et etiam in circumspiciendis ac ad Regnum Bohemie pertinentibus Provinciis, quod ita observaretur, prout illud tempore Imperatoris Caroli & aliorum Regum Prædecessorum nostrorum observatum fuit.

Item, promissimus quod nullas Provincias, Locos, Civitates, Castra, Arces, Omniaque ac alia quaecunque bona Regno pertinentia a Corona abstrahere aut alienare aliquo pacto, aut aliqua dote debemus, verum si quid a Corona Bohemica abstraham, aut alienum hoc debemus rursus Coronæ annexare, & adjungere.

Item, promissimus, Moneta Bohemicam nullo pacto alleviare vel leviorare eadem sine consensu totius Regni, sed ita se, juxta Immunitates & Privilegia Regni Bohemie ac prout juxta est, observare.

Item, promissimus quicquid Imperatores Reges Bohemie, Prædecessores nostri, Ordinibus, singularibus Personis, aut Personis, in bonis Regni seu Spiritualibus vel Feudalibus dederunt & inscripserunt, quod illud tenere & ex integro conservare debemus. Et hoc quicquid non esset contra gratias & Donationes, quas Rex Vladislavus omnibus Ordinibus illius Regni contulit.

Item, promissimus, unumquemque Ordinem & Statum singularem circa ipsorum Jura, Ordinationes, Privilegia, Libertates, Immunitates, Consuetudines & Donationes, quos ad unumquemque Ordinem pertinet, conservare. Harum Testimonio Literarum Sigillis nostri, quo inquam Archidux Austria hæc omnia uti firmos, sponteque monuimus. Datum in Civitate nostra Vienna die decima quinta mensis Decembris quoniam est Sabbatum proxima post Festum Lucie, Anno Domini 1516. Regis vero nostri, Anno primo.

CCIV.

1517. Revers FERDINANDI I. zu Hungarn und Böhmeib Königs / denen Fürsten / Herren und Schanden in Schlesien ertheilet / daß ihnen an ihren Privilegien und Freyheiten wochentlich sein solle / daß dieselbe zu der Böhmeischen Wahl nicht erschiedt werden. Wien 14. Jun.

Wien den 14. January 1527. [LUNIG, ANNO
Ferdinand Reich. Archiv. Part. Special.
Continuat. I. Fortsetzung I. Abzug III. pag. 1537.
354.]

C'est-à-dire,

Revers de FERDINAND I. Roi de Hongrie & de Bohême pour les Princes, Nobles & Etats de SILESE, portant que, bien qu'ils n'ayent pas été appelés à son Election en qualité de Roi de Bohême, leurs Privileges & Immunités n'en souffriront aucun préjudice. A Vienna le 14. Janvier 1527.

Wir Ferdinand / 12. Behalten für Uns / Unsere Erben und Nachkommen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund wenniglich / nachdem wir nach theilichen Abzug verordnet Könige zu wählen / von allen Ständen des Landes zu Böhmeib zu einem Könige erwählt sein / hat sich zugestanden / daß wir Unsere Beschaffen auch dorthin ins Land Schlesien zu Fürsten / Herren und allen Ständen des Landes abgeordnet / mit sorgsam Ansehen und Begehren / sie wollten Uns auch dergleichen / wie zu Böhmeib geschieden / zu einem Könige erwählen / annehmen und gesellen lassen. Und wiewohl gemelte Herren und Stände beschwer getragen / daß sie zu dem beschriebenen Wahl gegen Böhmeib nicht gesendet / so haben sie ihrer Beschwerde Uns zu Ehren und gutem auff diffindt hindin gesetzt / und das ohne einigerley Pflicht von begabener Wahl / in Ansehung / daß Unsere geliebte Gemahel zu solchem Reiche ein rechter Erb ist / auch Unser / als ihnen gesällige Personen / aus gutem freyen Willen zu einem Könige und Erbkönige erwählen / ertheilet und angenommen / mit dieser Bedingung / daß wir sie / soviel anlangt die Wahl / so Uns zu Böhmen ohne ihrer forderung und begehren damit sie solcher Wahl haben an ihrem Freyheit / Privilegien und Gerechtigkeiten sonderlichen Schaden / Abbruch oder Nachtheil gestanden können / gnädig verzeihen sollen. Dieweil es dann am Tage ist / daß gemelte Fürsten / Herren und alle Stände der Lande Schlesien Uns auff Anlangen und Begehre / frey und gütlich zu einem Könige und Erbkönige erwählen / ertheilen und angenommen haben / so soll und mag ihnen und ihren Nachkommen die Wahl / so Uns zu Böhmen geschieden / zu welcher sie auff diffindt nicht gesendet / an ihren Privilegien / Freyheiten und Gerechtigkeiten / wie sie die vorgenigten dorthin haben / keine Schaden oder Nachtheil geschehen oder eintreten. Urkundlich 12. Wien den 14ten Januarii, Anno 1527. Unser Reich mit Erben.

CCV.

Revers der Landschaften Jälich / Berg 17. März.
und Kauenfperg / daß sie dem in dem Erstlich-Vertrag zwischen Herzog Johann Friedrich zu Sachsen / und Frauem Corolla / geborener Herzogin von Jälich / Elbe und Berg geschehenen Artikel in puncto hochgedachter Frauens Erbfolge Succession in Fürstenthum Jälich / Elbe und Berg / im soll ihres Herrn Vattern Herzog Johannis und Frauen Maries Mariæ Erblichen Abgang ohne hinterlassung Wäntlicher Erben / halten und nachsehen wollen. Gegeben am Montag Reminiscere 1527. (Deduction des Eurs- und Fürstlichen Hauses Sachsen / an Glück / Elbe u. habenden Dietern des Anno 1610. in Verlegung sub Num. VIII. dans LUNIG, Grandeste Europäische Vöterns Gewitz)

ANNO
1527.

Gerechsamme April I. Cap. III. Absq. III.
pag. 324. où il renvoye à ses Reichs-Archiv.
Part. Special. Continuat. I. Abtheil.
IV. Absq. II. pag. 41.]

C'est-à-dire,

*Rechts an Lettres des Provinces de JULIERS,
de BERGUE, & de RAVENSBURG,
portant Déclaration & Promesse d'observer l'Article
du Contrat de Mariage de JEAN FRI-
DERICK Duc de Saxe, avec SYBILLE
née Duchesse de Juliers, Cleves, & Bergue, par
lequel il est dit & convenu, que, si le Duc JEAN
& la Duchesse MARIE sa Femme viennent à
décéder sans enfants mâles, ledits Provinces pas-
seront à ladite Duchesse SYBILLE leur Fille.
Fait le Dimanche Reminiscere 1527.*

Wir Räthe / Ritterschafften / Bürgermeistern /
Schöppen und Räthe der sämtlichen Städ-
ten der Fürstenthumen und Landen / Oblich / Ber-
ge und Ravensberg / thun sunten kundt allermäh-
entlich / daß jegund also kurz hieheroben bezeugt /
die Durchlauchtigste Hochgebohrne Fürstin / Unsern
guldigen und guldigen lieben Herren / Herrn Jo-
hannsen / Herzogen zu Sachsen / Churfürsten / Land-
grafen in Thüringen und Marggrafen zu Meissen /
und Herrn Johannsen / Herzogen zu Cleve / Ob-
lich / Berge / Graff zu der Markte und zu Ravens-
berg / zc. eine sonderliche Freundschaft / und da-
neben zwischen beyden ihren Churfürstlichen und
Fürstlichen Gnaden Kindern / als nemlich / Her-
zog Johann von Sächsen Churfürst / Unser
ältester Sohn / Herzog Hansß Freydichen / und Her-
zog Johann von Cleve älteste Tochter / Judolein
Scheidt einmüthig / heutig / vereinigt / gebedingt
und geschlossen / und darzu das Eheliche Verlöbten
durch Schickung des Allmächtigen Gottes nun ge-
schiet / wie denn die heilige Versprechung dar-
über verfaßt und versiegelt / darzu wieder bezeugt /
und so denn in denselben Eheheaths-Versprechung
unter andern bezeuget worden ist / ein Artichal
folgende von Worten zu Worten / hernach melde-
de / also:

Fürer ist abgeret / betwilligt und beschlossen /
ob wir Herzog Johann / und Wiria / Herzogin zu
Cleve / Oblich / zc. keine Männliche Erben hinter
Uns verlassen würden / die ferner keine Erben ver-
lassen / also dann sollen Unser Fürstenthumen und
Landen / Cleve / Oblich / Berge / die Graffschafft
von der Mark und Ravensberg / samt allen
Städten / Inn- und Zugehörungen / An- und Züsäl-
len / Gerechtigkeiten / und was wir oder Unser
Männliche Erben hinter Uns verlassen würden /
nicht ausgegeschlossen / mit Landen und Leuten / wie
wir oder Unser Männliche Erben / das gebraucht /
oder hätten gebrauchen mögen / an gedachte Unsere
älteste Tochter Judolein Scheidt / Herzog Hansß
Freydichen / ihrer Liebsten Erben / ob sie der mit
einander zugun werden / trunnen und geret sein /
der sich denn die Landtschafften halten sollen.

Wir wollen auch / heissen und befehlen / daß Un-
sere Räthe / Ritterschafften / so bald als das Eheliche Ver-
löbten beschiet Fürstin mit genannter Unser To-
chter gebühn / gungsam Verheirathung durch Ver-
brieft gehen / ob Sach / daß wir ein Männliche
Erben verlassen / daß sich also Unser Fürstenthu-
men / Graffschafften / Herrschafften / Landen und
Leuten / die wir jetzt haben / oder künftiglich gewin-
nen / und Uns zufließen möchten / an bemelter Un-
sere Tochter / ihrer Liebsten Gemahl / und ihre beyde
Leibes-Erben / als ihre rechte Landes-Fürstin und
Herrschafften halten sollen. Dem alles nach / und

so die vorgemelte Unser guldiger lieber Herr / und
auch die Durchlauchtigste / Hochgebohrne Fürstin /
Unser guldige liebe Frau / Herzog und Herzogin
zu Cleve / Oblich / Berge / zc. Uns sämtlichen und
nach dem Ehelichen Verlöbten / wie abgemelt / ge-
heissen und befehlen haben / solchen abgemelten Ar-
tichal so weit Uns allen / die als ihre Fürstin / Gna-
den gemeinen und sämtlichen Unterthanen ausgehen
und befehlen mag / mit diesem Unserm Bebreife zu
betwilligen und zu befehlen wollen.

Bekennen wir alle sämentlich / und ein jeder der
Uns / vor sich / Unser Erben und Nachkommen /
in Crafft des Bebreifes / in dem / daß der Fall / den
Oben Allmächtig doch mit Gütlichen Gnaden in
dem besten vorsehe / und vorhüten wolle / also er-
scheine und queme / daß wir Uns also dann nach
Zugalt dessen Artichals / halten und leben sollen / doch
ob also / daß Unser guldiger Herr von Sachsen
heut an Männliche Kaiserliche Majestät / Unsern
allerguldigsten Herrn / auf künfft Fürstlichen Gnaden
Können / kappen gerande Voth der Landt / verneuen
soll / und auch den zween jungen Töchtern / ihren
jugerzeiten Vennind / so der Fall also queme / all
nemlich hundert tausend und sechzig tausend Gold-
gulden / gungsam zu verlegen / bürsen jeden der
Landen / und auch / daß ihre Fürstl. Gnaden ihre
Fürstl. Gnaden Erben und Nachkommen Uns al-
lesämtlichen / und einen jeden derselben / also dann
sollen halten des allen Erbvolgen / Gewanten und
Nechten / und ob gedächten Verlehen und Ein-
gehen / und darzu jedes Land zu regieren / mit den
Unterfassen / darzu gebührende und darzu geret
und gegut / und Uns des ersten und des andern theil
Uns einige Huldigung geschien soll / gungsam
Scheindreife und Einget in gehen / als daß Unser
guldige Herrschafft von Sachsen Uns sich des al-
rechten mit einem verfalligen Artichal zu Vorschlag
gegeben / wie wir das warlich bezeugt werden / ver-
pflicht und verbunden hat.

Und wir Räthe / Ritterschafften / Bürgermeistern /
Schöppen und Räthe der Städte / der Fürstenthu-
men und Landen Uns solchen allsementlich in
Trauen / Ehren und Glauben / Unsern guldigen
lieben Herrn und Frauen von Sachsen / und ihre
beide Fürstl. Gnaden Leibes-Erben / also uprecht /
freundschaftlich und verfalligen zu halten / sondern
nicht darzogen zu thun oder sturmen / in ein-
cherley Manieren / auch han wir Uns / insonderheit
bey ihnen verhalten / ob der Fall ob Uns also
queme / und Unsern guldigen Herrn von Sachsen /
also dann nicht gelegen sein wolle / seit in diesen
Landen zu verfallen / die zu regieren / daß also dem
S. R. O. Statthaltern und Räthe darzu bequeme
von Unterfassen der Landen / darinn geret und ge-
gult sein / soll verneuen / mit vollkommener Macht
und Gewalt / in allen Sachen in diesen Landen
treffende zu handeln / zu thun und zu lassen / gleich
ob S. R. O. in eigener Person gegenwärtig wäre /
sonder alle Betrug und Arglist / und daß in wahren
Urkunden / haben wir Räthe / Ritterschafften /
Bürgermeistern / Schöppen und Räthe der Städte
wegen / als nemlich wir Wälder / geben die Eh-
renstellen und Fremmen Johann von Valent / Herr
zu Wilsenberg und Berge / Landesh / Dietrich von
Burgschid / Herr zu Clermont / Erb-Hoffmeister /
Herr Wilhelm von den Wagent Kitter / Erb-
Kammerer / Camern von Kleren / Erbschneid des
Landes von Oblich / Radeb von Viettenberg / Am-
mann zu Berckheim / Wilhelm von Verzen / Herr
zu Einpich / Werner von Palant Apptmann zu
Bissenberg / Werner von Schande / Herr zu
Helden / Gerbert von Humpfer / Aptmann zu
Willen / Wilhelm von Hafflarde / zu Heltern /
und Dietrich von Breide / dort Bürgermeister /
Schöppen

ANNO
1527.

Schöppen und Räte der Städte Bölich / Duren /
Münster / Eysen / und Enkfechten / und wir Ders-
feyn Herten gebeten / den Wohlgebohrnen Elen /
und die Eberendigen und frommen Jandren / W-
rich von Durne / Gese zu Lumburg und Jalden-
stein / Herr zum Oberstein und Berich / Herr Ger-
der Kettler Ritter / Anpman zu Eversfeldt /
Wilhelm von Rissefeldt Marischale / Anpman
zu Winberg / Wolff Anaden / Anpman zu A-
tana und Menden / Wilhelm von Bernsien /
Cammereister und Anpman zu Vorse und
Sornich / Rabat von Pleinberg / Herr zu
Lang / Gers und Dornen / Bertrien / von Al-
fords / Herr zu Steine / Ede Camere- / Wil-
helm Anaden / Erbschende des Landes von dem
Berge / Hermann von Minschhausen / und Wil-
helm Stiel zu Solgen / Born / Bürgermeister
Schöppen und Räte der Städte Dreyßlan Dorp /
Neringen / Ensee und Wipperfurde / das sie ihre
Eigile / der sich und alle allesamlich an diesen
Beriff wollen hengen / das vor Johann den Kaiser
Dietrich den Durnschen / Wilhelm von der Langen
Ritter / Leon von Dornen / Rabat von Plein-
berg / Wilhelm von Gorgen / Bertr von Volen /
Bernar von Schencke / Ercht von Haurfeldt /
Wilhelm von Rissefeldt / und Dietrich den Berie-
del vor wir Bürgermeister / Schöppen und Räte
der Städte Bölich / Duren / Münster / Eysen / und
Enkfechten / und wir Wrich von Durne / Gese
zum Lumburg und Jaldenstein / Gerert Kettler
Ritter / Wilhelm von der Rissefeldt / Liff An-
den / Wilhelm von Bernsien / Rabat von Plein-
berg / Bertrien von Rissefeldt / Wilhelm Durne /
Hermann von Minschhausen / Wilhelm Stiel /
Born / Bürgermeister / Schöppen und Räte der
Städte Dreyßeltopf / Neringen / Ensee und Wip-
perfurde / Dornen / Vorse / Gers / der Al-
felfeldt / und mit wir den ander Räte / Ritterschaf-
ten und Städte der vorgenannten Jährschafften
wir ihnen jubehenden Landen / Unser Siegel hier-
an gegeben haben. Given in den Jaren 1460
Herrn tausend fünffundert und sieben und zwanzig
/ Erstmal Remunierere in der Rellen.

CCVL

30. Avril. (1) *Traité entre FRANÇOIS I^{er} Roi de France & HENRI VIII. Roi d'Angleterre, par lequel le Traité de Meurs de 1545. est confirmé qu'il y aura Paix perpétuelle entre les deux Rois; que l'un n'offensera les ennemis de l'autre; que la France ne fera point trembler en la possession des Seigneuries qu'elle tient; que le Roi d'Angleterre ne fera point injustice pour ce qu'il possède de la Mer; & que le Roi FRANÇOIS I. lui payera tous les ans cinquante mille den. Avec les Ratifications des deux Roi.* [FREDERICK LEONARD, Tom. II. pg. 186. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEBNITZ, Miscell. Cod. Juris Gentium Diplom. Part. II. pag. 121.]

HENRICUS octavus, Dei gratia Anglie & Francie Rex, Fidei Defensor, & Dominus Hibernie, omnibus & singulis, ad quorum notitias presentes Literae pervenerint, Salutem. Notum facimus, quod cum Traditionis quidam perpetue Fidei inter Creatores nostros & Oratores ac Deputatos Potentissimi Principis Francisci, Francorum Regis Christianissimi, Fratri & Confratri nostri carissimi, iustus, consensus, concordiam, & consensum fuerit, cujus tenor sequitur & est talis: Universis & singulis ad quorum notitias pre-

tantes Libera pervenirent, Subletem. Cuius divitiis
 illa hominum parva nullum tibi clarior documentum fi-
 citur, quàm quodque immortalitatis argumenta edoce
 possit, de illa secum meditatur ac voluit quae conceptu
 diuturnoque corporis domicilio fuit coluit tueri, ac de
 posteritate curandum esse ostendit, nihil certe prius
 non antiquis Principibus esse debet; non enim Divinitate,
 ut reliquos hominum multitudine, imbutus
 credimus, sed veluti Deos quondam suspicimus ac re-
 verentur, quàm ut aliis se vivere ac aliis se mori aequi-
 brentur, cogitationeque sua iura argutos lubricis
 viis terminos non continens, sed ad posteritatem
 suam profectus, aequo credendum, ut ali-quando Maiores
 sua facta testentur, scilicet etiam gloria redit immo-

Et quod Illustrissimi ac Potentissimi Principes Henricus octavus, Rex gratissimus Angliæ et Franciæ Rex, Fidelis Defensor, et Dominus Hiberniæ, et Franciæ, et gratissimus Francorum Rex Christianissimus, amantissimèque et confederatus, quos non alia nomine apte appellare, quàm Christianissime domini, et alia, quàm Christianissime, quæ intuitibus vestris Principes omnes agnoscant, parum efficit, quid benevolentiæ, mutuique officiorum exhibendi sint ipsi congruissimum, et sine Amicitia coniugialis, summa cum felicitate reguntur et vivunt, id eam etiam ad hæc etiam et posteris curam immutandam, non sine felicitè Numini præfati afficit, cum ipsi mentem nunc idocuerunt, ut ipsi pacis, illis conventionibus, illis conditionibus perpetuam fidem et Successoribus Pacem faciant, paciscantur, contrahant, neque conveniant, res etiam et casus componant et transigant, quæ ad Successores et universam posteritatem perpetuam, non modo omnem penitus ex animi diffidenciam, omnem similitudinem et belli occurrant, porro assensum apte removeant; sed etiam Principibus ipsi, corentque Successoribus, firmissimum concordiam apte amorem, Regnis et Subditi Pacem et tranquillitatem per infinitas aetates sint conservaturi. Nos igitur Thomas, Dux Norfolkæ, Angliæ Thesauroarius; Carolus, Dux Suffoloniæ, Magnus Marescallus Franciæ, etiam Comes et Comes de Rochefort, et Miles, et Willielmus, et Willielmus, et Willielmus, etiam, cum demum Illustrissimi Angliæ Regis Ordinis Honorarii Milites; et Thomas Moore, Miles, Ducatus Lancastriæ Cancellarius; præfati Potentissimi ac Svecinissimi Principes Henrici octavi, Angliæ Regis, Consiliarii, Oratores, Commisarii, Procuratores, et Ambassadors, ad infra scripta sufficientem auctoritatem habuerunt, cum Egregiis, Magnificis et Nobilibus Viris, Gabriele de Acromonte, permittente digno Episcopo Tarbensi; Frascisco Vicecomite Turinensi; Militi Ordinis ejusdem Christianissimi; Antonio le Ville, Milite, Domino de Fresnes Parisiensi Senatus et Primo Britanniæ Præfide; et Joanne Jacchino de Passano, Domino de Vaux, Illustris Domine Christianissimi Regis Mariæ Occidentis; præfati Illustrissimi Principes Francisci, Francorum Regis Christianissimi, Consiliarii, Oratores, Procuratores, et Ambassadors, ad infra scripta sufficientem auctoritatem habuerunt, ad hoc eam et tandem Dei Omnipotentis, gloriosissime Virginitatis Mariæ, totiusque Christiæ ecclesiæ, et Christianæ Religionis extensionem et incrementum, conservandam, concordandam, et conciliandam, amorem, concordiam, omniumque sollicitudinem, quantum domini inferiori inferunt, per præfatos conveniant, conciliandam, et concordandam adulationem, persequantur.

Impiis conventum; concordant, & conciliant
est, quod per nulla Pacta, Conventiones, Amicitias,
five Capitula in praesenti Tradatu inferri aut conve-
niat, & concipi, sed deinceps tractanda, continenda, five
concludenda, currere aut eorum aliquis in futurum
(quod addit) violantem, neque per adum quencum-
que circa praesentem Tradatum et alterum parte ac-
torem, seu factum, agendum five sciendum, non cen-
setur in aliquo recedim. II Tradatu Princeps de Dura apud
Moore tricesimo die mensis Augusti, Anno Domini
1745, aut aliquis parte eisdem; sed quod dicitur Tra-
datum Pacta & omnes ejusdem Confirmationes, tam per
Illustissimum Dominum Ludovicum, tunc Franciae
Regem, quam praedictos Illustissimos Principes
facte, necnon Obligationes praedictae Illustrissimi Do-
mini tunc Regens, ac Ipsius Christianissimi Regis, ac
ejusdem Obligationes, Caesarem & Nobilissimos Reges Fran-
ciae, Imperatorem & Augustissimos Reges Hungariae
in istis verbis, reor, ac assensum ac validissi-
mo effectu perinde manere, neque perillata, ac si pre-
senti, contra Tradatum non inchoentur.

ANNO
1527.

secretis fecundum vim, formam & effectum Literarum predictarum de super concessarum, ut in eadem manifestius liquet & apparet.

Et ulterius etiam, pro & nomine dicti Christianissimi Regis, Haredum & Successorum suorum, & omnibus predictis Illustrissimis Anglia Regis, pro eodem, Haredibus & Successoribus suis stipulantibus, convenimus, contrahimus, promittimus, pacemur, concordamus, & concludimus, eundemque Christianissimum Regem, Haredes & Successores suos, constringimus & obligamus pro presentibus, quod ipse, Haredes & Successores sui, grata & occasione presentibus Tractatus, & alijsque presentibus aut Scismatis peractum occasione, tradens & deliberatur, tradere sui deliberari facient predicto Illustrissimo Anglia Regi, Haredibus & Successoribus suis in perpetuum, aliare eorum, aut aliquos eorum nomine vicelemus, ab eisdem, aut eorum aliquo, ad id transmissis & deputatis, in loco vocato *de Wille* in Sancto, quomodocunque veniant aut vicelemus, ut simul vel heredes vicibus potest vel perentibus, videlicet intra menses Maii, & Junii, & Julii, missum tales & tantum quantitatem grossi & nigri Salis, ut dicta quantitatis Salis vera valor, pretium, & estimatio pro ratione libris anni, quo tradit & deliberat debeat commutari, boni fidei & alijsque fraudis facta ascendat ad summam quingentum millium Conoposum auri, boni & puri ponderis, puritatis, & valoris, tunc curiam habundant in Francia, usqueque Corrua auri valente & affluente in pecunia Gallica triginta quinque Solidis Turconibus, solvendam in Cornis auri de sole boni & puri ponderis, puritatis, & valoris, tunc curiam habundant in Francia, usqueque Corrua auri de sole valente & affluente in pecunia Gallica triginta octo Solidis Turconibus. Ita quod dictam Saltem in Nawber, Caranis, aut alijs Vasis suis imponere & onerare, ne eadem Nawer, Caranis five Vasa de onerata, prout eis commodum videbitur, & tempore Navigationis alioquin apponeret, in Angliam usque transire liceat, alijsque alijs impedire sine impedimento, alioquin vicelemus, altiusque oneris, aut impositionis quocumque nomine casuata, exactione aut denariis, sine ab antiquo pro applicatione Nawer, Porra futura, aut quacumque ex causa quocumque specialis, fuerit imposita, exacta, aut solvi coactum, impedire vel deinceps imponenda. Et si fuerit deficiente Sale ob aquarum inundationem, aut alium casum fortuitum, non potuerit dicta quantitas Salis plenè & integrè ad rationem estimationis predicta, aliquo anno, aut aliquibus annis praestari, tunc proximo anno, quin primam vicem Salis reddunt, ea quantitas Salis, quæ propter inundationem aquarum, aut alium quocumque casum, tradita & deliberata jura Conventionem predictam non fuerit, tradetur & liberabitur pro modo & ratione estimationis Salis, ex tempore, bona fide, ut praedictur, habita, quo Salis quantitas infusa dari debet.

Et ulterius, pro & nomine dicti Christianissimi Regis, Haredum & Successorum suorum, paciamur, contrahimus, convenimus, & concludimus, ac eundem Christianissimum Regem, Haredes & Successores suos, constringimus & obligamus pro presentibus, quod dictus Christianissimus Rex, Haredes & Successores sui, neque per se, neque per alium, directè aut indirectè, fecerit aut agerit, penultimum Illustrissimum Anglia Regem, Haredes & Successores suos in possessione Oppidorum, Terrarum, Castellorum, & aliorum, & que tunc per eundem Illustrissimum Anglia Regem ultra Mare possiderent, tuebantur, inquietarent, infestarent, aut molestantur, turbarent, inquietarent, vel molestarent, sed finem & periculum predictum Illustrissimum Anglia Regem, Haredes & Successores suos, quietè & pacifice possidere eadem, absque aliquo molestante, inquietante aut impedimento per forela infraire intendamus.

Item. Convenimus, & concludimus, & consensimus est, quod si aliquod contra vires & effectus presentibus Tractatus Pacis & Amicitiae, Terra Marive, aut in Aquis dulcibus, per aliquem Subditum, Vassillum, aut Aligatum alterius ditionum Principum fuerit attentum, adsum, non primum, nihilominus tamen hec Pax fidei Amicitiae in his viribus permancat, & pro ipsa attentata solamenmodo puniantur dampnificantes, & nos ali.

Item. Cum Anticell, Padua, & Conditiones presentibus Tractatus Pacis perperam iniqui cupidum momenti fiat, & que ad eum modum conveniantur, ut perperam locuta ad eorum inviolabilem observacionem.

Reges Anglie & Galliarum pro tempore existentes obligentur: ad removendam iaque omnino multitudine morum, quæ de autoritate Contrahentium oritur, eum Principes in Successorem non habent jus aut potestatem, neque Incensum Regie Dignitati solas fidei Pacis prejudicium facere possit, conventum ulterius, concordatum, & conclusum est, quod Potentissimi Principes predicti non solum presentem Tractatum perperam Pacis ne omnia & singula Capitula in eodem contenta ratificabant, ratificabant, & confirmabant, Literasque inde Ratificationis & Confirmacionis in valida & sufficienti forma confectas, manu sua subscriptas, & Magno suo Sigillo sigillatas, alteri alteri transmissas, tradit & deliberari curabit & faciet, ac etiam in presentibus Commissariis, five Commisariis auctoritate Principis sufficientem ad id potestatem habentibus five habebunt, alteri requisitis in presentibus eisdem, five eundem de omnia & singula predicta quatenus cum concurreat, perimplerant, & mella Sacrosanctis Evangelij, jurabit, & sic uterque, ut praedictur, jurabit, sed etiam curabit & efficiat, ac uterque curabit & efficiat, realiter & cum effectu, ut presentibus Tractatus perperam Pacis cum omnibus suis Articulis & Capitulis, illis modo, ordine, & forma, in utroque Regno Anglie & Francie, sit confirmetur, ratificetur, approbetur, & assensuatur, ut idem Tractatus perperam Pacis in vim Legis perperam cedat & transeat ac pro Lege promulgetur, habeatur, acceptetur & repeteretur. Ita quod Reges Anglie & Franciarum perperam futura temporibus ad presentibus Tractatus perperam Pacis cum omnibus suis Articulis & Capitulis inviolabilem observacionem, similiter, & cum arde teneantur, obligentur, & assequantur, neque nunc ad illarum Legum observacionem ipsis alitibus agnoscent, quos tunc observacionem juramento solenniter praestito promittunt, praestantur, & possuntur.

Et ulterius, propter firmitatem omnium & singulorum superius contentorum, & consensuum, observacionem, conventum, concordatum, & conclusum est, quod uterque Principes predicti pro parte sua curabit & efficiat, ut Magistres & Nobiles Regiarum forum Domini spirituales & temporales quorum nomina sequuntur, necnon Civitates specialiter infensis nominantur, videlicet pro parte Illustrissimi Anglia Regis Archiepiscopus Cantuariensis, Archiepiscopus Eboracensis, Episcopus Londoniensis, Episcopus Wintoniensis, Episcopus Norwicheus, Episcopus Conoverciensis & Lichfieldensis, Episcopus Kuffensis, Episcopus Cisterciensis, Episcopus Eliensis, Episcopus Exoniensis, Episcopus Lincolnensis, Episcopus Bathoniensis, Episcopus Willelmus, Episcopus Sarisburiensis, Dux Richemondie & Somerset, Dux Norfolcie, Dux Suffolcie, Marchio Dorset, Marchio Exeter, Comes Arundellia, Comes Devonshire, Comes Northumberland, Comes Westmerlandia, Comes Salopienlis, Comes Eboracensis, Comes Darby, Comes Worcester, Comes Rutland, Comes Cumberland, Vicomes Lile, Vicomes Flintwar, Vicomes Rochestor, Dominus Burgundus, Dominus de Lawre, Dominus Dudley, Dominus Duxes de Gloucestria, Dominus Ferris, Dominus Latimer, Dominus Fitzwarren, Dominus Hastings, Dominus Monjore, Dominus Sand, Civitas Londoniensis, Civitas Eboracensis, Civitas Cantuariensis, Civitas Norwicheus, Civitas Conoverciensis, Civitas Wintoniensis, Civitas Exoniensis, Civitas Sarisburiensis, Civitas Lincolnensis, Civitas Willelmus, Civitas Hertford, Civitas Gloucestria, Civitas Castra.

Pro parte vero Christianissimi Regis, Archiepiscopus Lugdunensis, Archiepiscopus Remensis, Archiepiscopus Bourgesensis, Archiepiscopus Senonensis, Archiepiscopus Tholomani, Archiepiscopus Autunensis, Episcopus Laudunensis, Episcopus Lexoviensis, Episcopus Amianensis, Episcopus Marcomensis, Episcopus Lemovicensis, Episcopus Tarbicensis, Episcopus Trecentis, Rex Navarrae, Dominus d'Albret, &c. Princeps Navarrae, Dux Viadoletensis, Comes Sancti Pauli, Princeps de la Roche-Sur-Yon, Dux de Longavilla, Comes de Giff, Comes Nivernensis, Dominus de Lantrec, Dominus de la Tremouille, Comes de Candalle, Comes de Belem, Magus Senescallos Normannia, Comes de Villars, Magus Magister Francie, Admiratus Francie, Comes de Tournai, Comes de la Rochefort, Comites de Biern, Vicomes Turenne, Dominus de Barbeleux, Dominus de Liniere, Dominus de Toamont, Dominus d'Alegr, Dominus de la Ruebepe, Dominus d'Euraque, Civitas Parisiensis, Civitas Tolose, Civitas Baudouinensis, Civitas Rothomagensis, Civitas Lugdunensis,

CIVIT

ANNO
1527.

ANNO
1527.

Civitas Remensis, Civitas Tironensis, Civitas Ambianensis, Civitas Aurelianensis, Civitas Amiensis, Civitas Trecentis, Civitas Belleracensis, & Civitas Pictavensis, firmiter se obligant & adstringunt sub hipoteca & obligatione omnium bonorum suorum, & quoque Magnatum & Nobilium predictorum separatim, se, Haeredes & Successores suos & quoque similiter Civitas se & Successores suos obligant & adstringunt, sub hipoteca & obligatione omnium bonorum. Juramentum praeterea, & in vim Pacti promittunt, quod ipsi sine ulla & eorum quolibet, sine qualibet praesentia omnia & singula in hoc Tractatu Pacis specificata fideliter observabunt, pro parte sua, & realiter perimplerabunt, observabunt & praeimplerabunt, neque unquam eisdem contravenient ipsi Haeredes aut Successores sui; curabunt etiam, & quoque fidei quoque curabunt cum effectu, quod uterque Princeps, Haeredes & Successores sui, videlicet Anglia & Francorum Reges, perpetuis temporibus futuri, se Subditi eorundem, quantum in eis erit, praedicta omnia & singula observabunt & adimplerabunt, exemplis & actionibus relictis, & cum effectu. Curam etiam & effectum praedictis Invidiosissimis Angliae Regi, quod praedictis Tractatibus perpetuis Pacis in Curia Cantuariensi, ac in Curia Bani Regis, in Curia Bani communis ad Placita, & Curia Scaecarii Regis autoritate & homologatur: & periformiter Christianissimus Rex curabit & efficiet, ut dictus Tractatus perpetuis Pacis confirmetur & ratificetur per tres Status Normanniae, & Linguae Occitaniae; quodque per Curiam Parliamentorum Parisiensem, Tolosanensem, & Berdalenensem, in debita & sufficienti forma sanctorum & homologetur.

Sequitur Tenor de Larum Communiarum.

HENRICUS octavus, Dei gratia Angliae & Franciae Rex, Fidei Defensor, & Dominus Hiberniae, omnibus ad quas praesentes Literae pervenerint, salutem. Sciatis, quod nos de probitate, legalitate, & circumspiciendo, & iustitiam dilectionis, & fidem Consanguineorum & consanguinitatem nostrorum, tam de super Nosmetipso, Angliae Theobaldi; Caroli, Ducis Suffolciae, Magni Marchionis Angliae; Thomae Bolon, Vicecomitis de Rochefort; Willielmi Fitzwilliam, Hospitis nostri Theobaldi; Ordinis nostri Garterii Militum; & Thomae Moore, Militis, Ducatus nostri Lancastriae Cantuarii, ad plenum confidentes, eisdem, & utrumqueque eorum, tam conjunctim, quam divisim, fecimus, creavimus, confirmavimus, & ordinavimus, Oratores, Procuratores, & Ambasiatores nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctim, quam divisim, facultatem & mandatum generale & speciale capitulandi, tractandi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quam Haeredibus & Successoribus nostris, cum Illustrissimo ac Potentissimo Principe Francisco, Dei gratia Francorum Rege Christianissimo, Carissimo & Dilectissimo Fratre & Consanguineo nostro, cum ejus Oratoribus, Ambasiatoribus, & Procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno, aut pluribus Tractatibus; tam de & super Pace perpetua, sub quolibet conditionibus, eisdem nos, Haeredes & Successores nostros speciale pacto adstringere & obligare, ut ne nos, Haeredes, aut Successores nostri, aliquis juris, iustitiae, aut etiam hostis pretexu, Christianissimum Regem modernum, Haeredes aut Successores in possessione eorum, & quae nunc possident, turbaremus & inquietaremus in futurum, quim de & super Matrimonio pro & nomine Carissime & Dilectissimae Filiae nostrae, Mariae, cum eodem Christianissimo Rege, aut Filio suo secundo genito Henrico, Duce Aureliae, alternativè contrahendo; idcirco, si ita videatur, sub ejusmodi conditionibus, ut illas alternativè determinatio, sive dissolutio, per mutuum consensum nostrum, & praedicti Christianissimi Francorum Regis determinetur; necnon super artibus conjunctionis, sive Confederationis ac etiam Liga Belli defensionis, alia Conventionis & Capitula in novissimis Tractatibus contenta & comprehensa, illis sanem & ceteris Tractatibus nostris in suo robore perpetuis, & sine ullaque innovatione manebunt; necnon cum praedicti Christianissimo Consanguineo & Fratre nostro, ac eiusdem Sanctissimi Domini nostri, Illustrissimi Domini Venetorum, & quolibet aliis Principibus Christianis; deque & super modo & ordine, quibus Casarem pro redemptione sine liberatione Filiorum dicti Christianissimi Regis convenire oportebit; ac etiam Ligae, Foederis, & Confederationis Belli offensivi contra

TOM. IV. PART. I.

Casarem pro recuperatione, libertate, & remissione Liberos dicti Christianissimi Regis in manibus Caritis, aut aliorum quorumcumque captivorum; necnon pro solutione summorum per dictum Casarem nobis debitum, ac damnum restitutione & recuperatione, ac etiam aliorum Jurium nostrorum satisfactione; necnon de mutuo congressu, sive convivia nostro, & Carissimi ac Dilectissimi Fratris & Consanguinei nostri praedicti; & generaliter omnia alia & singula, quae ad mutuum nostrum & praedicti Christianissimi Fratris nostri Unionem, & propiciam suorum consanguinitatem, ac aeternam Intelligentiam, eis conducere videantur, ac etiam circa praedicta & illorum singula, ceteraque omnia ex illis dependencia, tractandi, concordandi, contrahendi, & concludendi, sub & cum talibus conditionibus & pactis, quae dictis nostris Oratores, aut eorum alii, tam conjunctim quam divisim, videbuntur opportuni & necessaria, & quae nos faceremus, & nos facere possemus si personaliter interesset, cum talia forent, & quae expensis nostra sint & mandatum ipsius praesentis, sicut sit expensis eorum magis speciales. Promittentes bonam fidei, & in verbo Regis, & sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, Haeredum eorum & Successorum nostrorum, tam praesentium quam futurorum, omnia & singula, quae per dictos nostros Oratores, aut aliorum ipsorum, tam conjunctim quam divisim, alia, promissa, conclusa, & capitula fuerint, tam rata & grata perpetuis temporibus habebimus, illaque & singula omnia per Patres nostros Literas, manu propria signatas, confirmavimus. Dantes etiam praedictis Oratoribus nostris, & ceteris eorum in solidum, plenariam & omnimodam potestatem pro securitate praemissorum, & illorum omnium & singulorum, in summa nostram gerendi, omnia bona nostra Haeredum & Successorum nostrorum, tam praesentia quam futura, obligandi & hipotecandi, sub Censuris Ecclesiasticis, aut Camera Apostolicae, si opus fuerit, cum clausula de nisi, substituendo unum vel plures Procuratores cum potestate propagandi jurisdictionem, & contrahendi omnia promissa, alia, contracta, & cetera, per praesatos nostros Oratores, aut alios in solidum, concludendi quod illis conveniat, alia, conclusa, & capitula realiter & de facto adimplerent, Sententia & communicationis contra consensum aut consensum proderant, & quae non adimplerant, nisi prius adimplerent, quae adimplenda forent. In cujus rei Testimonium, has Literas nostras, manu nostra signatas, fieri fecimus Patres, & te te me ipso apud Greenwich, viceimo-quinto die Aprilis, Regis nostri decimo-meno.

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, universis praesentes Literas inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod nos ad plenum confidentes de Literarum fidei, industria, fide & probitate Carissimorum ac Dilectissimorum Consanguineorum nostrorum, Magistri Gabrielis, Episcopi Tarbientis; Francisci, Vicecomitis Turanae, Militis Ordinis nostri; Anselmi Le Ville, Militis, Domini de Fresnes, Praedicti in nostris Parlamentorum Curia Parisiensi & Britannie; & Joannis Joachimi de Pussieu, Domini de Vaux Illustrissimi ac Carissimi Maritis nostrae Occoronae; eisdem, & utrumqueque eorum, tam conjunctim quam divisim, fecimus, creavimus, confirmavimus, & ordinavimus, tempore praesentium, factum, creavimus, confirmavimus, & ordinavimus, Oratores, Procuratores, & Ambasiatores nostros generales & speciales; dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctim quam divisim, facultatem & mandatum generale & speciale capitulandi, tractandi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quam pro Haeredibus & Successoribus nostris, cum Illustrissimo ac Potentissimo Principe Henrico, Dei gratia Rege Angliae, Domino Hiberniae, Fidei Defensore, Carissimo & Dilectissimo Fratre & Consanguineo nostro, aut ejus Oratoribus, Ambasiatoribus, & Procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno aut pluribus Tractatibus, tam de & super Pace perpetua, sub quolibet conditionibus, eisdem nos, Haeredes ac Successores nostros ad quascumque Sententiam secularium Potentissimum Angliae Regi, Haeredibus ac Successoribus suis annuam solvendum, ac praeterea quilibet aliud annuatim Haeredibus & Successoribus suis praestandum obligarent; quim de & super Matrimonio pro nobis, aut Carissimo ac Dilectissimo Filio nostro Anselmo Duce, alternativè contrahendo; idcirco, si ita videatur, sub ejusmodi conditionibus, ut illas alternativè

0002

alternativa

ANNO
1527.

ANNO
1527.

ternative determinatio, siue dissolutio per mutuum consensum nostrum, & Potentissimi Anglie Regis determinetur; necnon super alicuius Coniunctione siue Confederatione, ac etiam Liga Belli defensiva, ultra Conventiones & Capitula in novissimis Tractatibus conclusa & comprehensa; illis tamen & ceteris Tractatibus novissimis in suo robore perpetuo & sine aliqua innovatione manentibus; necnon cum predicto Carissimo Confanguineo & Fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino nostro, Illustrissimo Domino Venetorum, & quibuscumque aliis Principibus Christianis, deque & super modo & ordine; quibus Casarem pro redemptione Filiorum nostrorum, siue liberatione, convenire oportebit; ac etiam Liga, Fœdus, & Confederatione Belli offensivi contra Casarem, pro recuperatione, libertate, & restitutione Liberatorum nostrorum, in annibus Casaris, aut aliorum quorumcumque existentium; necnon pro sollicitudine summarum per dictum Casarem Illustrissimum ac Potentissimum Anglie Regi, Domino Hibernie, Fidei Defensori, Carissimo ac Dilectissimo Fratri & Confanguineo nostro debitum, ejusdemque eorumque restitutione & recuperatione, ac etiam aliorum Jarum suorum satisfactio; necnon de eorum congressu, siue conventu nostro, & Carissimi ac Dilectissimi Fratris & Confanguineo nostri Invictissimi Anglie Regis predicti; & generaliter omnia alia & singula, que ad merum nostrum, & predicti Carissimi Fratris Unionem & propium animorum conjunctionem, & actionem intelligentiam, eis conducere videbuntur, ac etiam circa predicta & illorum singula, ceteraque omnia eis illis dependencia, tradendi, concordandi, conveniendi, & conciliandi, sub & cum talibus conditionibus & pœctis, que dictis nostris Oratoribus, aut eorum alicui, tam conjunctim quam divisim, videbuntur opportuna & necessaria, & que nos faceremus, aut facere possemus, si personam inter interesset; etiam si talia forent, que expensis magis sint, & Mandatum quoniam prefatus sit expensis erigant magis speciale. Promittentes bonam fidem, & in verbo Regio, & sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum bonorum nostrorum, Hæc tamen etiam & Successorum nostrorum, tam presentium, quam futurorum, omnia & singula, que per dictos nostros Oratores, aut alterum ipsorum, tam conjunctim quam divisim, circa præmissa conclusa, consentita, & capitula fuerint, nos rata & grata perpetuis temporibus habebimus, illaque & singula omnia per Patentes nostras Literas, immo propria signata confirmavimus. Damus etiam predictis Oratoribus nostris, & eilibet illorum in solidum, plenariam & omnimodam potestatem pro facultate premissorum, & illorum omnium singulorum, in animam nostram jurandi, omnia bona nostra, Hæc tamen & Successorum nostrorum, tam presentia quam futura, obligandi & hypothecandi, sub Censura Ecclesiastica, etiam Camere Apostolicæ, & opus fuerit, cum clausula de aq; substituendo eam vel plures Procuratores, cum potestate procuandi Jurisdictionem, & constituendi omnia præmissa, acta, conventa, & conclusa per prefatos nostros Oratores, aut aliorum in solidum, consentendi, quod nisi conventa, acta, conclusa, & capitula realiter & de facto adimplerentur, Sententia Excommunicationis contra constituentem, aut constituentem, proferatur, à qua non absolvetur, nisi prius adimpleverit quæ adimplenda forent; renuncians omnibus Privilegiis Regibus Franciæ concessis, quod non possint excommunicari, etiam per Sedem Apostolicam, nisi certis solemnitatibus observatis; quod quidem Privilegium pro expresse habebat, ac illius de verbo ad verum esset presentibus facta mentio. In quarum rerum Testimonium, has presentes manus nostras signavimus, sigilloque nostro communis jussimus. Datum in Cadix nostro Memorii Vincemurum, de vicinis tertio mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo septimo post Pascha, Regni nostri tertio decimo.

Ratificatio HENRICI VIII. Anglie Regis,
Londini 18. Septemb. 1527.

NOs igitur Tractatum eundem, omniaque & singula, acta & Capitula in ipso contenta & explicata, accepta, grata, & firma habentes, quatenus nos, Hæredesque & Successores, Regna, Domina, & Sub-

damus, confirmamus, & ratificamus, junctis in animam nostram, & verbo nostro Regio affirmantes & pollicentes, nos adverus aut contra presentem perpetuam Pacis Tractatum nihil unquam omnino quovis pretesto molituros, attenturos aut facturos, neque ut ab aliis quicquam molietur aut committatur procuratores, aut assensuros; sed omnia & singula in prefato Tractatu comprehensa penitus impleveris, & bonâ fide perpetuo observavimus. In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, his presentibus, manus nostra subscripseris, Sigillum nostrum apponi fecimus. Datum Londini, decima octava die mensis Septembris, Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo septimo, Regni vero nostri decimo nono. Agos, HENRI.

Ratificatio FRANCISCI I. Francorum Regis.
Ambiasi 18. Augusti 1527. [LEIBNITZ,
Mantissa Codicis Juris Gentium Diplomati
Part. altera. pag. 201. & 211.]

FRANCISCUS Dei gratia Francorum Rex, omnibus & singulis ad quorum manus presentes Literæ nostræ pervenerint, Salutem. Nostrum scilicet quod cum Tractatus quidam perpetuæ Pacis inter Oratores nostros, & Oratores & Deputatos Potentissimi Principis Henrici octavi, eadem grati Anglie Regis, Domini Hibernie, Fidei Defensoris Fratris & Confanguineo nostri Carissimi intus, conveniens, concordatus, & conclusus fuerit, cujus tenor sequitur, &c.

NOs igitur Tractatum eundem omniaque & singula Pacta & Capitula in ipso contenta & explicata accepta, grata, & firma habentes, quatenus nos, Hæredesque & Successores, Regna, Domina & Subditi nostros concernunt, tangere, aut quovis modo concernere possint & poterint, omnibus efficacibus, melioribus validioribusque modis, viis, jure, & forma, quibus possumus & debemus approbamus, laudamus, & confirmamus & ratificamus; junctis in animam nostram & verbo nostro Regio affirmantes & pollicentes, nos adverus aut contra presentem perpetuam Pacis Tractatum, nihil unquam omnino quovis pretesto molituros, attenturos aut facturos, neque ut ab aliis quicquam molietur aut committatur, procuratores aut assensuros; sed omnia & singula in prefato Tractatu comprehensa penitus impleveris, & bonâ fide perpetuo observavimus. Hæc Testimonium Literarum, quas scilicet manu propria subscripseris, Sigillo nostro corroborari jussimus. Datum Ambiasi die decima octava mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo septimo, Regni autem nostri tertio decimo.

FRANÇOIS.

Per Regem

ROBERTET.

[Sigillum magnum Regionis ex auro ab una parte habet effigiem Regis in Throno sedentis cum circumscriptis hæc verba; *Pluribus servantes Fœdus, carità fide; ab altera effigie Francicum, tria Lilia, desuper imposita corona, & reliquum circumdante Gulari Ordinis St. Michaelis, circa marginem scriptis hæc: Franciscus primus Dei gratia Francorum Rex Christianissimus.*]

CCVII.

Tratté entre FRANCISCI I. Roi de France, & 30. Avril.

HENRI VIII. Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent que les deux Rois conviendront leurs Ambassadeurs à l'Empereur CHARLES V. pour s'entendre à la Paix; qu'il satisfira à ce qu'il doit au Roi d'Angleterre, qu'il délivrera les Fils du Roi de France, & que MARIE Fille du Roi d'Angleterre sera mariée avec le Roi FRANÇOIS I. ou avec HENRI, Duc d'Orléans, second Fils du Roi. A Westminster le trentième Avril 1527. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 207.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias presentes Literæ pervenerint, Salutem. Ea est hæc debet

ANNO
1527.FRANCE
ET ANGLIE
TERRA

ANNO
1517.

debili Amoris Amicitiaque, sineca quidem & haecna,
vis aequa virtus, uti, quoniam neque modum, neque
terminum liberius putaret, nunquam feret celitus aliquid
patiretur atque parere ejusmodi, quo & tueri se possit
& conservare, atque adeo etiam augere & dilatare
quest. Cum itaque inter invictissimos & Potentissimos
Principes, Henricum octavum, Dei grati Angli-
ae, Franciae Regem, Fidei Defensorem, & Dominum Hi-
berniae, ac Francicum, eidem grati Galliarum Re-
gem Chytilissimum, Pace jam nuper successit
concillia, desideria, cuncta, & nexos semissimis
paella, conventus, & ademerit, inter hinc inde recipit
observata, pedes eorumdem amice, quidam oc-
cupet, quoniam ipsi natura coepit, amicitiae, amoris
mutui, & utriusque elargis indefinibile, interminabile
interitumque tempore, iniquitate reconciliatio aequale,
paella dicitur utriusque, atque ultra quoque commu-
nicata officio ad summum videtur pervenisse, nihil
aequum ostendere aut praetermittere potest illis Amoris
Amicitiaque secundas, quod ad architecton conjunc-
tionem putaret: ejus quidem Amoris & Amicitiae
finem atque scopum, quoniam non in eo colunt po-
nunt Principes praediti, ut sibi invicem prout, sibi
invicem auxiliarentur, operante ferant, & mutuum sibi
hanc benevolentiam forent, adaugmentum; verum
etiam ut unitis volentibus, Fidei ac Religionis, quo-
rum causa tum hanc omnem improbatore aequa antea,
tum Hostis exterminii inestimationis vultuibusque
jam diu periclitatur, tempore succurrant, Bellis omnia
lucra acerbis, omnia contentibus, ac Christianam
Republicam, captivum Turca reddere, non providen-
ter, minantibus, finem imponent: denique Pacem
plurimum necessarium Orbis restituant; de Artibus in-
fra scriptis, qui ad ea vel maxime tum pervenire, tum
conducere collaturum, conveniendum & transigen-
dum sentientes.

Nos quæ Thomas, Dux Norfolkæ Angliæ The-
saurarius; Carolus, Dux Suffolciæ, Magnus Marce-
sallus Angliæ; Thomas Boleyn, Vicecomes Roches-
fordiæ; Wilhelmus Fitzwilliam, Miles, Thesaurarius
Hospitum eundem invitavit Angliæ Regi, & Oratoribus
Gaudenti Militeri; & Thomas Moore, Regis, Ducatus
concessit Conciliaris; & Robertus Scroffini & Pon-
teriffini Principes inter ceteros, Deinde quatuor Angli-
cos Reges, Fidei Defensores, & Domini Hieronimi,
Constituti, quædamque Oratores, Committunt. Pro-
curatores, Ambasciatores, ad infra scripta functionem
autorem habentes, cum Egregeis, Magnificis,
et Nobilibus Viris, Reversis in Cheshro Pares & Do-
minio, Dominio Galicæ, permittit fidei Tantiem
Episcopo; Francien, Vicecomite Tarenis, Miles
Ordinis cædem Christianissimæ Regis; Antonio le
Ville, Milite, Domino de Fresnes, Parificus Sena-
tus, & Primo Britannia Præfide; & Joanne Joachim
de Padua, Domino de Vaux, Illustris Domine præ-
dicti Christianissimæ Regis Mariæ Oeconomo; præfati
Christianissimæ Regis Constatibus, Oratoribus, Com-
mittunt, Procuratoribus, & Ambasciatoribus, ad infra
scripta functionem asserunt. Ad honorem & laudem
Dei Omnipotentis, gloriosissimæ Virginis Mariæ, & to-
tusque Ecclesiæ catholicæ, & Christianæ Religioniæ es-
tationem & incrementum convenimus, concordavimus,
et conclusimus, atque suscipere Communionem nostram,
quarum tenores inferius inferuntur, per præ-
fatos convenimus, concordavimus, & conclusimus
assutimus, prout sequitur.

aliquid, prout sequitur, convenit, ut praefatus Tra-
 ctatus, quem ad aeterni augmentum, Pacifice univerſo
 Orbī conciliandae causaſque initium eſſe conſtat, occaſum
 ſcilicet fore, quae Pax ſuper inter praedictos Illuſ-
 triſſimos & Potentiſſimos Principes contraria, & con-
 traria Amicitia violaretur, ſiquae diverſim effeſſum
 Orbī produceret, ab eo, quod inter Contrarios age-
 retur, eventum, evocandam, & conciliandam illi,
 quod per nulla Pacta, Conventiones, Articulos, five
 Conditiones Contrarias, & Contrarias, & Contrarias
 ventura, Mutuanda, ut dicuntur tradenda con-
 cilianda, five concilianda, evocandae, ut eorum
 aliquis in ſuorum, quod abſit, violationem, neque
 per ſuam quicunque circa praefatum Traſſatum
 ex alterius parte reſcriptum fore ſuſtem, agendum
 fore faciendum, quae, contraſus in aliquo recedam
 a Traſſatu Facis de data apud Morer, triginta die men-
 ſis Auguſti, Anno Domini millesimo quingenteſimo
 ſextimo, & ſexto, ſuper quaſque, & quod
 dicitur Traſſatu, Pacta, & Contrarias, & Contrarias
 ſiones, nam per Illuſtriſſimum Dominiſſum Lodovicum,
 ſum, Franciſci Rotemum, ſum, praedicti Illuſtriſſimi

Principes facte, necnon Obligaciones predictas Illustrissimae Domine tunc Regens, ac ipsius Christianissimi Regis ac etiam Obligaciones Civitatum, Nobilium Regni Francie, ac eorum armos & fingens, abeque aliis innovatione, in fuis vilius, robore, ac plenissimo & validissimo effectu perinde maneat acque persistant, ac si prefatis motus Testiculos non intervenissent.

tem. Ut dicit Potentissimū Principes ducunt animo vēre uti dicuntur, habentur, & sint, quo possunt maximis effectū, communibus consiliis & finis, & Orbis universi rebus pacificissime intendere, neque unquam in futurum, quominus, ut nunc infirmis, & fidei iuramentis Amici innocentissimi maneat, & Pace iuramentis merito etiam fide appellentur, concurrent, concordent & consensum est, quod ducunt in futurum, deinceps utriusque Principis viis naturalis, neuter ditionem Principum neque per se, neque per alium, directā aut indirectā, faciat uti apertē, per Legatos, Ambassadors, Oratores, Procuratores, aut Nuncios, aliove nomine quocumque conferantur, neque etiam per Litteras sive Epistolas, verbo vā scriptis, aliove quovis colore quovis, neque de Pace perpetua, sive temporali Consideratione, Abstinenda, aut cessatione armorum, Sponsalibus, Matrimonio, seu coniugio quocumque, debitum iurium sive titulum futurum solutione, satisfactione sive recompensa, redemptione obvidem, & specialiter Christianissimæ Regi, neque de aliorum iam obitum restitutione, liberatione, sive redemptione, quocumque neuter Princeps prædictus de alia re, causa, aut materia quocumque, videlicet ex qua dnumm, dispendium, incommodum, præjudicium, aut gravamen alteri prædictorum Potentissimorum Principum, consequatur aut eorum alterius, Regnis & Subditis consequatur & proinde possit, cum Illustrissimo Principi Carolo Imperatori electo, & Imperatori, Ambassadors, Commisariis, Procuratoribus, Legatis, Agentibus, Nunciis, Legato, Ambassadors, Commisariis, Procuratoribus, Agentis, sive Nuncio, uti alio quocumque nomine conferantur ubiqueque locorum factis, si se fuerit, transibit, converterit, aut concludat, neque eorum nomine, aut alterius eorum, realia, coactiva, aut consensu acceptabit, approbabit, aliquare conditiones ultra a Caesare obtulit, sive offerendas, admittat ut acceptabit, etiamsi Caesar dicit Christianissimū Regi Filios suos gratis restitute videri, ut prædicto Illustrissimo Angliæ Regi omnia sua Jura, quae videlicet in Regnis & Dominis ab eodem possidet, restitueret, ac eadem de omni sua fidei debita faceretur, nisi communi consilio, consensu prius & assensu prædictorum Illustrissimorum Principum, sicut omnes Tractatus, Conventiones, Conclusiones, & Conditiones in causis superius specificatis, aliove, ut praefertur, ex quibus videlicet grave damnum, dispendium, incommodum, præjudicium, aut gravamen alteri ditionum Potentissimorum Principum, eveniret, ut eorum alterius Regnis & Subditis consequatur, cum Caesare de cetero pendat, ut eodem modo altero ditionum Principum nepotibus, comitibus, aliisve Principibus consensu fieri, consensu, conclusionibus & acceptantur, ad eum eisdem, ut hi duo Illustrissimi, & Imperantissimi Reges in illis, quae cum Caesare deinceps intervenient, consensu intelligentia, & voluntate unanimum, nulla caliditate, aliove, privatae praedictae quocumque ferabiles

[illegible]

ANNO
1527.

Bona, Territoria, Subditos, & eorum Bona ubivis locorum reperta specialiter & expresse obligavit, ac debet solvendi assignavit jamdum presentibus non peribit, & in dies interpellatus, rogatusque, nihil aliud quam differt solutionem; denique propter possessionem nonnullis, in quibus finibus ac Dominium ac eundem Inviolabilissimum Anglie Regem Jure hereditario perennit, que omnia ad eodem restitui convenit, neque ex bono & equo sicut equis tribui, unde alioqui immemor materia etiam justissima nascitur, si tunc iudicium non sit locus, jura enim petitiones non audiantur; ac denique Inviolabilis ac Potentissimus Princeps predicti, cum ad Pacem procurandam fuit voluntarius & consensit Prætere uniter, secumque statuerit de suo Jure plurimum remittere citius, quam famam juris sui casione, aut Tradita longiori diffidiorum causa protulere, aut salubrem Pacis amicitiam tantisper differre & impedire; atque omnes ideo experti modis, & omnemovere laudem, quod dicitur, quo fas, & casus Orbis politici per amabilem Orationum interitum, potius quam hostili Miliū concursu componere possint, convenit, concordatum, & conclusum est, quod predicti Inviolabilis & Potentissimus Reges, statim post conclusionem prædicti Tractatus, recedat & cum effectu mittat ad dictum Imperatorem eisdem duos Oratores, utroque videlicet suum, eisdem Infrascriptis ab utroque Principe, ac sub una eademque sententia verborum conceptis, ab eodemque consignatis; qui Oratores simul & eodem contextu, tam de redemptione Plurimum dicti Christianissimus Regis, quam etiam solatione debitorum predicti Inviolabilis Anglie Regis, ac satisfactione Jurium suorum prædictum Imperatorem eisdem videlicet non alter in sui Regis causa, sed utroque in alterius veluti uno ore, uno sermone alloquantur, conditiones honestas per utroque Reges merito eorumdem consensu, ac communis consilio concordandas, approbandas, & limitandas offerant, proponant, & utroque Principi nominatim apud dictum Cæsarem sublevent, ut conditiones illas acceptas & admittant, maxime vero in gratiam Potentissimus Anglie Regis, qui tot tantaque humanitatis beneficia illi exhibuit ac præstitit, animam ad Pacem jam tandem convertere velit, unde Salus pendet omnis Reipublice Christianæ.

Item. Cum utroque Principi videtur ad conservandam, atque etiam ad diluendam finitissimum illorum amorem, quo in hac Pacem procurandam, & fass causis cum Cæsare ex equitate componendi ardent, non nihil valutarum accessionem Affinitatis et nuptialis Illustissima Inviolabilis Anglie Regis Filie provecuram, erigat atque tamen ut quo undecimum annum egressa duodecimum tætem attingat, imperpetuum Matrimonium non admittat, & publica negotia non parum remoretur, & illud tunc tradere, ac singulis inde emergentibus difficultatibus conueniat, ut par sit, providere curetur, nec certum recipiat de sui natura contractum quod in futurum differe necesse sit; proinde convenit, concordatum, & conclusum est, quod fiat alternativum Matrimonium, videlicet, quod daretur in Matrimonium predicta Illustissima & Nobilissima Princeps, Domina Maria, prædicti Inviolabilis Anglie Regis Filia, vel Christianissimo Regi antedicto, vel clarissimo Duci Austrie, Hæretico, eisdem Christianissimus Regis secundo genito, sub conditionibus & provisionibus de super fœdit, ut infra dicitur, ita videlicet, quod explicato prædicti alternative, diffinitio etiam de determinatio eisdem, matro dictorum Principum consensu, & assensu fiat: quem consensum, & assensum dicti Principes vel personæ, ut infra concordabitur & describitur, convenientes exhibebant, vel Inviolabilis Anglie Rex aliquem, quem à Consilio intimum, carum, ac fidum habet, ad prædictum Christianissimum Regem mittet, qui sui verbis, ac veluti suo ore, saluta ac spiritus consensum, ac mentem eisdem Inviolabilis Anglie prædicti Christianissimus Regi enuntiabit, declarabit, atque aperiet, libenterque per motum consensum utriusque Regis sic explicatum determinetur, utrum Christianissimo Regi, quævis filio Duci Austrie Hæretico secundo genito, vel si utriusque Principum prædictorum consensu, neque in Christianissimum Regem, neque in Ducem Austrie conveniat & concordaverit, neutri illorem collocetur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si matro consensu dictorum Principum, sicut præterit, explicato, prædicta alternativa ita sit determinata, ut Illustissima Inviolabilis Anglie Regis Filia Christianissimo Regi in Matrimonium daret, tunc

& in eo casu non solum de Dote ejusdem Illustissima Domina Maria, de Dote, si non successit, de transmittendo primo partu in Angliam nuntiando, live masculis sit live feminis, de administratione Regni ita sit abstinere, de nihil innovando contra statum & formam Reipublicæ Anglicanæ, de non alienando Regno per eandem, de libero ejusdem in Angliam reditu post mortem Christianissimus Regis, deque ceteris censuris, & circumstantiis, per Tractatus, Confirmationes, Ratificationes, Juramenta, Obsequia, Obligationes & cetera requisita debita securitate providebuntur; sed etiam Tractatus jam conceptus de Pace perpetua cum omnibus Amicis suis in eodem contextu de Dote prædictis Tractatus, de quo in illum eventum inter dictos Oratores jam concordatum & conclusum est, per ipsos Reges infra mentem à data dictæ determinationis confirmabitur, & juramento solemniter hinc inde præstito firmabitur, Literarum Confirmationis & Ratificationis ejusmodi, in sufficienti & valida forma conceptis, alter prædictorum Principum alteri idem tempore transmittent; qua quidem Confirmatione expresse continetur, & cavebitur, quod dictum Tractatum perpetuam Pacis procurabit, & efficiet eorum quilibet, ut iuxta viam, tenorem & effectum Articuli in eodem Tractatu perpetuam Pacis de modo Ratificationis ejusmodi conclusi, infra duodecim menses tunc proxime sequentes confirmetur idem Tractatus perpetuam Pacis & ratificetur, ac in valida & sufficienti forma transmittatur & tradatur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si dicta Illustissima Domina Maria, aut Princeps ejusdem ex prædicto Matrimonio successit in Regnum Anglie non successit, & Bellum offensivum, de quo fit mentio in Tractatu desuper confecto de data prædictis contra Carolum Imperatorem electum non geratur, tunc his duobus casibus contingendis, & simul verificatis, prædictus Tractatus perpetuam Pacis quantumcumque confirmatus, nullis rebis sit, aut effectus, nec ad observationem ejusdem, neque prædictis Christianissimus Rex, Hæreticus & Successores sui, neque Inviolabilis Anglie Rex, Hæreticus & Successores sui, obligatus aut obligati eruntur. Sin minus idem Tractatus perpetuam Pacis in sui viribus & effectu permanet & consistat, à tempore determinationis dictæ alternativæ matro consensu utriusque Regis, sicut præterit, explicato, fidei, usque ad infinitum seculorum statera per utroque Potentissimos Reges & Successores suos in omnibus, ac per omnia fideliter & inviolabiliter observandus.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si matro consensu dictorum Principum, sicut præterit, explicato, alternativæ prædicta ita sit determinata, ut Illustissima Inviolabilis Regis Anglie prædicti Filia Hæretico Scismatico Duci Austrie, Christianissimus Regis secundo genito, in Matrimonium collocetur, tunc in eo casu non solum de dicto Duce Austrie in Angliam ut ibidem oportuit iuxta duos menses post ejus in Galliam reditum transmittendo, de securitatis pro libero ejusdem in Galliam reditu, si non successit in Regnum, de Dote prædictæ Illustissima Domina, casu quo non successit, de Dote ejusdem ac ceteris emergentibus, debitis modo & forma providebuntur; sed etiam Tractatus jam conceptus de Pace perpetua cum omnibus Articulis ejusdem in eodem contextu, de Dote prædictis Tractatus, de quo in illum eventum inter dictos Oratores jam concordatum & conclusum est, per ipsos Reges infra mentem confirmabitur, & juramento solemniter hinc inde præstito firmabitur, Literarum Confirmationis & Ratificationis ejusmodi in sufficienti & valida forma conceptis, alter prædictorum Principum alteri infra dictum tempore transmittent, transmittente faciet. In qua quidem Confirmatione expresse continetur & cavebitur, quod dictum Tractatum perpetuam Pacis procurabit & efficiet eorum quilibet, ut iuxta viam, tenorem & effectum Articuli in eodem Tractatu perpetuam Pacis de modo Ratificationis ejusdem conclusi, infra duodecim menses tunc proxime sequentes, confirmetur idem Tractatus perpetuam Pacis & ratificetur, ac in valida & sufficienti forma transmittatur & tradatur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si dicta Illustissima Domina Maria, aut Princeps ejusdem ex prædicto Matrimonio successit, in Regnum Anglie non successit, & Bellum offensivum, de quo fit mentio in Tractatu desuper confecto de data prædictis, contra Carolum Imperatorem electum non geratur, tunc duobus his casibus contingendis, & simul verificatis, prædictus Tractatus perpetuam Pacis, quantum-

ANNO
1517.

tuncque confirmatus, nullus roboris sit, aut effectus, nec ad observationem ejusdem neque prædictis Christianissimis Rex, Haeredes & Successores sui, neque inviolabilis Anglia Rex, Haeredes & Successores sui, obligatus & obligandi censentur. Sin minus, idem Tractatus perpetui Facis in suis viribus & effectu permaneat & consistat, à tempore determinationis dictæ alternativè mutuo consensus utriusque Regis, sicut præstiterit, explicatio facili, utque ad infinita secula futurorum per utroque Potentissimos Reges & Successores suos in omnibus ac per omnia fideliter ac inviolabiliter observandus.

Item. Quom publicis Orbis tranquillitas effugare videatur, ut interduz Cæsaris animo, ac iustis & æquas conditionibus response, feraciora remedia tunc adhibeantur, ut quæ antea non intervenerit, & universum omnium bonum parum moveat, cogat vel invitum armata manus, & vel optatum Bellum meritis amittatur, quod Pacem christiæ sit altissimum, cum Bellorum infidum omnino depellit cum sancta necessitas suscipiendi; conveniens, concordatum, & conclusum est, quod si dictus Carolus Imperator electus obtinuit ab Oratores utriusque Principis prædictorum consultationes, ut præstetur, nulliter ac mutuo eorum consensu concordata & propolita, ac in futurum non desuper conficienda contenta, acceptata & admittenda recusetur, aut infra viginti dies post prædictis illi conditiones hujusmodi, ac ita velut acceptas non declaraverit; aut si, sine preposuitor, idem Cæsar acceptant non detinet, quid tunc amplius vel ex parte dicti Christianissimi Regis, vel inviolabilis Angliæ Regis fieri aut præstari velit & requirit, infra eodem viginti dies prædictis Oratores non explicaverit; vel si dictus Imperator electus, per se vel per alium, directè vel indirectè, Oratores ad se missos in locum destinat, detineret faciat, quominus ad eas præsentiam accedere possint sua mensura explicantes; tunc in prædictis casibus, aut aliquo prædictorum casuum, videlicet Cæsar conditiones, ut præstetur, obtinuit response, aut infra viginti dies an velit acceptare, vel si quid aliud sequendum putaverit, id ipsum infra eodem viginti dies non declaravit, aut denique Oratores, ut præstetur, in locum impediunt: Oratores prædictorum Potentissimorum Principum intentionem & summationem Belli & hostilitatis, nominis utriusque Principis, faciant, aut per Caducatorum, sive Heroldum, fieri faciant, ac deinde dicti Potentissimi Principes Bellum offensivum contra eundem Imperatorem gerere aggrediantur & faciant, illi modo, ordine, & fuerit, in omnibus & per omnia, quemadmodum in Tractatu desuper conclusio de dicta prædictis Tractatus similibus & expresse consistunt, in quo singula specialiter describuntur, quæ ab alterutra parte in dicto Bello gerendo præstari oportebit.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si prædictum alternativè Mutuum consensus confusus utriusque Principis, sicut præstetur, explicatio, ita determinatur de aut dissolvitur, ut Illustrissima Domina Maria inviolabilis Regis Angliæ Fila, neque Christianissimo Regi, neque ejusdem secundo poëto, in Matrimonium deat, & nihilominus ad Bellum offensivum propter restitutionem Cæsaris conditionum eadem, ut præstetur, ac parte dictorum Principum, & mutuo consensus ac consilio eorumdem, specialiter obtinuit, tunc & in eo casu Christianissimus Rex se, Haeredes, & Successores suos obligabit, quod impensas omnes & singulas, in dicto Bello offensivo per dictum inviolabilis Angliæ Regem faciendas & solvendas, eidem inviolabilis Angliæ Regi, Haeredibus & Successoribus suis, reddet, restituet, ac ad terminos bonifidos, & convenientes plene persolvat, ac etiam, quod eidem inviolabilis Angliæ Regi, durante vita sua naturali, gratia & abque aliquo pretio, aut aliquo ind, petendo, requirendo, aut exigendo, alive, aut alio eodem inviolabilis Angliæ Regis ad id missi, sive quibus, deputato, sive deputatis, tradet & deliverabit, quævis, aut deliverari faciet in loco vocato *Bratagey* Sarum, quoadcomque veniente aut venientibus, ac finet vel iterum vicibus potest vel poterit; videlicet intra menses Maii, Junii, & Julii ratum & certum quatuordecim milliæ Centenarium auri boni, & julli ponderis, puritatis, & valoris, nunc carum habentium in Francia, unaquaque Corona nati valoris & æstimata in pecunia Gallica triginta quoque

solidis Turonensibus, subvendendum in Corona auri de sole, boni & julli ponderis, puritatis, & valoris, nunc carum habentibus in Francia, unaquaque Corona auri de sole valoris & æstimata in pecunia Gallica triginta octo solidis Turonensibus. Ita quod dictum Salem in Navibus, Caravis, aut aliis Vasis suis portare, & conveyere, neque eisdem Navibus, Caravis, sive Vasis sit conveyata, prout eis commodum videbitur, & tempus Navigationis idoneum apparetur, in Angliam usque transficere licebit absque aliqua impedimento, sive impedimento, aliquo vedigali, alteriusve oneris aut impositionis, quorumque nomine censetur, exactione, aut demanda sive ab antiquo pro applicatione Navium, Portus factura, aut quacunque ex causa, quantumvis specialis, fuerit imposita, exacta, aut solvi confecta, in posterum, aut desinere imponenda; & si forte deficiente Sale ob aquarum inundationem, aut aliam causam fortuitam, non poterit dicta quoqueque Salis plene & integrè ad rationem æstimationis prædictæ aliquo anno, aut aliquibus annis præstari, tunc postea anno, quinquaginta libras Salis reddet, quantitas Salis, quæ propter inundationem aquarum, aut causam aliam quæcumque, tradita & deliverata jura Conventionum prædictam non fuerit, tradetur & deliverabitur pro modo & ratione æstimationis Salis in tempore, bona fide, ut prædictum, habita, quod Salis quantitas insoluta dari debuerit; ita ut, si id præstaverit & præsteturi Christianissimus Rex, dictus Tractatus Facis perpetua, ante quam per ipsos Reges Bellum actualiter suscipiatur & geratur, confirmabitur & juramento præstito hinc inde observari firmabitur; Lætasque Confirmationes & Ratificationes ejusmodi in sufficienti & valida forma confectas aut prædictorum Principum alteri infra dictum tempus transmittant, transmittit faciat; in quaquidem Confirmatione expresse continetur, quod dictum Tractatum perpetui Facis proceat, & effectus eorum quilibet, ac juxta vim, tenorem & effectum Articuli in eodem Tractatu perpetui Facis de modo Ratificationis ejusdem confecti, infra duodecim menses tunc proxime sequentes, confirmetur idem Tractatus Facis perpetuus & ratificetur, ac in valida & sufficienti forma transmittatur & tradatur. Provisio semper, quod dictus Christianissimus Rex in proloquo Congressu cum inviolabilis Angliæ Regis optionem suam, & si talis Congressus non fiat omnino, ante susceptum Bellum per Potentissimum Regem Angliæ declinet, utrum ad dictam solutionem Salis, & ad imponendum in Bello factorem solutionem se, Haeredes & Successores suos, ad dies & terminos bonifidos & competentes, ut superius præstetur, limitandum, inviolabilis Angliæ Regi, Haeredibus & Successoribus suis, obligare velit; in dictum Tractatum Facis perpetuus confirmare; & quod tunc elegit taliter faciat infra mensem prædictum optionem suam tunc proxime sequentem; & si prædictis Christianissimus Rex impensis Belli prædicto inviolabilis Angliæ Regi persolvere elegerit, ac illi dictam Salis quantitatem, durante vita sua naturali, tradere præstaverit, tunc & in eo casu ante susceptionem Belli per inviolabilis Regem Angliæ, Instrumentum, sive Instrumentum super Obligatione tam Imperatorum Belli, quam annua Salis præstatione, durante vita inviolabilis Angliæ Regis, in valida forma confecta, & magno suo Sigillo sigillata, ad inviolabilis Angliæ Regem prædictum transmittit, tradit, tradit faciat, restituit & cum effectu, quo dicto Bello geratur per utroque Reges secundum formam Tractatus desuper confecti.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si mutuo consensus dictorum Principum, sicut præstetur, explicatio, ita determinata in alternativa prædicta, ut præstetur Illustrissima Domina Maria in Matrimonium deat, vel dicto Christianissimo Regi, vel Illustrissimo Duci Arcturæ, ac Contrahens desuper confectus, juxta & hinc inde consensus fuerit; tunc & in eo casu, si inviolabilis Angliæ Rex, aut alia Persona vel Personæ in Regno Angliæ impediunt, seu impediunt, quominus Matrimonium sit consummatum tantum formatum electum, tunc & in eo casu dictus Christianissimus Rex illas impensas Belli prædicto inviolabilis Angliæ Regi, quævis Haeredibus, aut Successoribus suis, solvere teneatur; & persolvat, si Christianissimus Rex, aut alia Persona vel Personæ, in Regno Gallic impediunt, aut impediunt, quominus Matrimonium, sicut præstetur, determinatum, certum fortiter effectum; tunc & in eo casu dictus Christianissimus Rex, Haeredes & Successores sui, ac præstatur Conventiones obligatur & obligabatur, præstet & ultra expensas Belli, quæ ex superiori Conven-

ANNO
1517.

ANNO
1517.

done Iovissimum Anglie Regi, Heredibus & Successoribus suis, solvere tenetur, etiam tuncdem amplius quantum impensarum belli summa fuerit predicti Iovissimum Anglie Regi, Heredibus & Successoribus suis, ad dicti & terminis convenientes solvere tenetur.

Item. Quom non modicum causis utriusque Principis auctoritatem firmatamque additorem potestatem eorundem, in aliquo loco decant, Coeuvorum, ubi sua consilia sibi invicem communicare queant, ideoque conducere & expedire videatur, ut miris dilectorem Principum consensu fiat, apprimè necessarium visum est omnia specialia & aperte convenientes atque pacisci, quo loco, tempore, quanto committitur convenient, ne alia desuper ambigua, que rebus suo tempore agenda remorem faciat, oriantur. Itaque, cum duorum maximorum Principum Coeuvorum fuerit fit, in quo honoris ætatisque æquum, ut par est, habere rationem oportet, neque igitur tamini hinc consilii licet, cum Christianissimo Rege reverendi summa cum fœderata, Iovissimum Anglie Regi, modissimo, non sine aliquo discrimine incedendum sit, convenimus igitur, concordaram, & conclusum est, quod ad interius difficultatem componendam, in Oppido Calise prædictorum duorum Principum coeuvorum fiat, ad quem locum accedat uterque Princeps, cum potest illa, & apparatu magnifico, quem eorum Anglia Majestas exigit, videlicet, quatenus olim alter alteri superius honorum oculis exhibuit, sed memores jam bellum, quod nihil non calidius & devotus, imminere, omnia in illum usum consecrantes ac adjuvantes, modum, tam lo numerum stipendiorum, nobilium, & aliorum familiarum, quam etiam in suis, & eorundem ornatu, obliuiscunt, facientes observari, qui in schedula desuper conscribenda describuntur & ordinantur; & statim neque post tales obligationes innotu consensu dictorum Regum Cæsari offerendas, de eorundem recalculatione consistere, sub modo, ordine, & forma prædictis, uterque Rex ad Calisiam conveniant, invicem familiariter colloquatur, sique uberiori consilii quod ad eorum futurum, ac etiam Christianitatis publicam, augmentum atque commodum potiusse putaverit, aut expedire, alio alteri interea, tam de loco, quam de ceteris præmissis, miris dilectorem Regum consensu, decernatur.

Item. Convenimus, concordaram, & conclusum est, quod Potentissimi Principes prædicti præsentem Tractatum, ac omnia & singula Capitula eodem contenta infra mensem post Datum præsentis Tractatus radicabunt, autosolvent, & confirmabunt, Literasque inde Ratificatorias & Confirmatorias in sufficienti & valida forma conscribas, nunc sua subscriptas, ac magno fidei Sicilio sigillatas, infra hunc tempus alter alteri transmittent, tradent, & deliberari censebit, ac etiam in præsentia Commisssionum alterius Principis, sufficientem ad id potestatem habentis, sive habentium, & omnia & singula, quatenus cum concordant, perimplerant, talis Sacrosanctis Evangelis, jurabile; & sic uterque Princeps, ut præfatur, jurabunt.

Sequitur textus Commisssionum.

HENRICUS octavus, Dei gratia, Anglie & Francie Rex, Fidei Defensor, & Dominus Hibernie, omnibus ad quos præsentis Littere pervenerint, Salutem. Scitis, quod nos de probitate, legalitate, circumspessione, heditate, & industria dilectorum & fidelium Consanguineorum & Consiliariorum nostrorum Thomae, Ducis Northfolchie, Anglie Thesaurarii; Caroli, Ducis Senefolchie, Magni Marescalli Anglie; Thomae Bolen, Vicecomitis de Rochefort; Wilhelmi Farwelles, Hospitalii nostri Thesaurarii; Ordinis nostri Garterii Militum; & Thomae Moore, Militis, Ducatus nostri Lancastrie Cancellarii, ad plenum confidentes; eorundem, & utroqueque eorum, tam conjungim, quam divisim, fœderatos, creavimus, constituimus, & ordinavimus, Oratores, Procuratores, & Ambassadors nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjungim, quam divisim, facultatem & mandatum generale & speciale capitulandi, tradendi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quam Heredibus & Successoribus nostris, cum Illustrissimo ac Potentissimo Principe Francisco, Dei gratia Francorum Rege Christianissimo, Carissimo & Dilectissimo Fratre & Consanguineo nostro, aut ejus Oratores, Ambassadors, & Procuratores ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno, aut pluribus Traditibus tam de &

super Pace perpetua, sub quibusvis conditionibus, etiam nos, Heredes ac Successores nostros, specialiter potest aliterque obligare, ut ne nos, Heredes ac Successores nostri, aliquos Juris, tituli, aut etiam nostri preiura, Christianissimum Regem modernum, Heredes aut Successores in possessione eorum, que nunc possidem, turbemus, & inquietemus in futurum, quoniam de & super Matrimonio, pro & contra Carissime & Dilectissimum Filium nostrum Mariam cum eodem Christianissimo Rege, aut Filio suo fœderato genito, Henrico Duce Aurdie, alternatim controversando; idque si ita videatur, sub ejusmodi Conditionibus, ut illius alternative determinationis, sive diffinitionis, per mutuum consensum nostrum & prædicti Christianissimi Francorum Regis determinetur, necnon super arduis conjungim, sive Consideratione, ac etiam Lige Belli defensionis, ultra Convocationes & Capitula lo novissimis Traditibus concernentis & comprehensis, illis tamen, & ceteris Traditibus novissimis, in fide robore preiura, & ceteris sine aliquo innovatione immutabilibus; necnon cum prædicto Carissimo Consanguineo & Fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino nostro, Illustrissimo Domino Venetorum, & quibusvis aliis Principibus Christianis, deque & super modo, & ordine, quibus Carissimum pro redemptione sive deliberatione Filiorum dicti Christianissimi Regis convenire oportebit, ac etiam Lige, Fœdere, & Consideratione Belli offensivi contra Cæsarem, pro recuperatione, libertate, & remissione Liberos dicti Christianissimi Regis in manus Cæsaris, aut aliorum quorumcumque, extorsionem, necnon pro solutione famularum pro dictum Cæsarem nobis debitaram, ac eorundem restauracione & recuperacione, ac etiam aliorum Jurium nostrorum satisfactione; necnon de mutuo consensu sive convento nostro, & Carissimi ac Dilectissimi Fratris & Consanguinei nostri prædicti, & generaliter omnia alia & singula, que ad mutuum nostrum, & prædicti Carissimi Fratris nostri Unionem, & prosperiorum amorem conjungim, & ad hocem fœderationem, que eis conducere videatur, ac etiam circa prædicta, & illorum singula, ceteraque omnia eis illis dependentia, tradenda, concordandi, conveniendi, & considerandi, sub & cum talibus Conditionibus & Pactis, que dictis nostris Oratoribus, aut eorum alteri, tam conjungim, quam divisim, videbuntur opportuna & necessaria, & que nos facientes, aut facere possimus, si personalem interessemus, etiam talia fuerint, que expensis impensa sint, & Maxime, quoniam præsentibus it expensis, eligant magis speciales; promittentes bonam fidem & verbum Regis, ac sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, Heredes etiam & Successorum nostrorum, tam presentium, quam futurorum, omnia & singula, que per dictos nostros Oratores, aut alterum ipsorum, tam conjungim, quam divisim acta, promissa, conclusa, conventa, & capitula fuerint, nos rata & grata perpetuis temporibus habere, illaque & singula omnia per Patentes nostras Literas manu propria signatas, confirmavimus; dantes etiam prædictis Oratoribus nostris, & cuilibet illorum in solidum, plenarium & omnimodum potestatem, pro securitate presentium, & illorum omnium & singulorum, in animam nostram jurandi, omnia bona nostra, Heredes & Successores nostrorum, tam presentia, quam futura, obligandi & hipotecandi, & sub coeuvus Ecclesiasticis, etiam Camera Apostolicæ, si opus fuerit, cum clausula, de se, substituendo unum vel plures Procuratores cum potestate prorogandi Jurisdictionem, & consensu omnia præmissa, alia, coeuvata, & conclusa per presentia nostros Oratores, aut alterum in solidum, consentiendo, quod nisi conventa, acta, conclusa, & capitula realiter & de facto adimplerentur, Sententia Excommunicationis contra constituerent, aut constituerent, presentem, & qui non adhibetur, nisi prius adimpleretur que adimplenda sunt. In cuius rei Testimonium, has Literas nostras manu nostra signatas fieri fecimus Patentes. Telle me ipso apud Greenwich, vigesimo quarto die Aprilis, Anno Regni nostri decimo anno.

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, utriusque præsentis Literas iohannis, Salutem. Notum facimus, quod nos ad plenum confidentes de Literarum scientia, industria, fide, & probitate Carissimorum ac Dilectissimorum Consiliariorum nostrorum, Magistri Gabrielis, Episcopi Turinensis; Francisci, Vicecomitis Turonis, Militis Ordinis nostri; Amarii Le Ville, Militis, Domini de Fresnes, Præfatis in nostris Parlamento Curis Parisiis & Britannie; &

ANNO
1517.

Journis

ANNO
1527.

Joannis Joachin de Paffano, Domini de Vant, Illustrissimæ & Carissimæ Matris Occidentis, eodem, & quomque eorum, tam conjunctum quam divinum, fecimus, creavimus, constituimus & ordinavimus Oratores, Procuratores, & Ambassiatores nostros generales & speciales: dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctum quam divinum, facultatem & mandatum generale & speciale, exprimens, tradens, conclusendi, & concordandi, tam pro nobis, quam Hæredibus & Successoribus nostris, eam Illustrissimæ & Potentissimæ Principis Hieronimo, Dei gratia Rege Angliæ, Domino Hiberniæ, Fidei Defensore, Carissimo & Dilectissimo Fratri & Consanguineo nostro, aut ejus Oratoribus, Ambassiatoribus, & Procuratoribus ad hoc poscentem sufficientem habentibus, super uno, aut pluribus Traditibus, tam de & super Rebus perpetuis quam quævis Conditionibus, etiam nos, Hæredes ac Successores nostros ad quæcumque fuerint pecuniarum Potentissimo Angliæ Regi, Hæredibus & Successoribus suis, annuatim solvendum, ac præterea quævis aliud annuatim Hæredibus & Successoribus suis præstandum obligant; quibus de & super Matrimonio pro nobis, aut Carissimo ac Dilectissimo Filio nostro, Aureliani Decem, alternativè contrahendo; idque, si ita videatur, sui ejusmodi conditionibus, ut illius alternative determinatio, sive dissolutio, per mutuum consensum nostrum, & Potentissimi Angliæ Regis, determinetur: necnon super ætæri conjundione, sive Confédératione, ac etiam Liga Belli defensiva, ultra Conventiones & Capitula in novissima Traditibus contenta & comprehensa; illis tamen & cæteris Traditibus novissimis in hiis robore perpetuo & sine aliqua innovatione manentibus; necnon cum prædicto Carissimo Consanguineo & Fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino nostro, Illustrissimo Domino Venetorum, & quævis aliis Principibus Christianis, deque & super modo & ordine, quibus Casarem pro redemptione Filiorum nostrorum, sive liberandis, convenire oportuit; ac etiam Liga, Fœderis, & Confédérationis Belli offensivi contra Casarem, pro recuperatione, libertate, & remissione Liberatorum nostrorum in manibus Casaris, aut aliorum quorumcumque existentium; necnon pro persequutione summæ pro dictum Casarem Illustrissimo ac Potentissimo Angliæ Regi, Domino Hiberniæ, Fidei Defensori, Carissimo ac Dilectissimo Fratri & Consanguineo nostro debitam, ejusdemque damnam & debito remissionem & recuperationem, ac etiam aliorum Jarum fuorum satisfactionem; necnon ad intelligentiam, quæ eis conducere videretur, ac etiam circa prædicta & illorum singula, cæteraque omnia ex illis dependentia, tradens, concordandi, conveniendi, & conclusendi, sub & cum talibus conditionibus & pactis, quæ dictis nostris Oratoribus, aut eorum alteri, tam conjunctum quam divinum, videbuntur opportuna & necessaria, & quæ nos faceremus, aut facere possemus, & personaliter interesset; etiam illa talia fuerit, quæ expressis ratione sint, & Mandatum quoniam presentibus & expressum erigunt magis speciale. Promittentes bonæ fide, & in verbo Regio, & sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, Hæredum etiam & Successorum nostrorum, tam presentium quam futurorum, omnia & singula, quæ per dictos nostros Oratores, aut alterum illorum, tam conjunctum quam divinum, acta, promissa, conclusa, conventa, & capitula fuerint, non rata & grata perpetuis temporibus habebimus, illaque & singula omnia per Patentes nostros Littas, manu propria signatis confirmatores. Dantes etiam prædictis Oratoribus nostris, & collibet illorum in solidum, plenam & omnimodam potestatem pro securitate præmissarum, & illorum omnium singulorum, & animam nostram jurandi, omnia bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, tam presentium quam futurorum, obligandi & hipotecandi, & sub Censuris Ecclesiasticis, etiam Camera Apostolicæ, si opus fuerit, cum censura de viis; subdando etiam vel plures Procuratores, cum potestate prorogandi Jurisdictionem, & continuandi omnia præmissa, acta, conventa, & conclusa per peritos nostros Oratores, aut alterum in solidum; constituendi, quod nisi conventa, acta, conclusa, & capitula realiter & de facto adimplerentur, Sententia Excommunicationis contra consilientes, aut contemtores, proferamus, & qua non absolva-

TOM. IV. PART. I.

tur, nisi prius adimplerent quæ adimplenda forent; renunciant omnes Privilegia Regibus Franciæ concessa, quod non possint excommunicari, etiam per Sedem Apostolicam, nisi certis solemnitatibus observatis; quod quidem Privilegium pro expreso habetur, ac si illud de verbo ad verum esset prædictis facta mentio. In quorum rerum Testimonium, has præsentibus manu nostra signavimus, Sigilloque nostro communiter fecimus. Datum in Castro nostro Memorati Vincennes, die 23. mensis Aprilis, Anno Domini 1527. post Pascha, Regni autem nostri septimo decimo.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium, nos Oratores, Commissarii, & Ambassiatores prædicti Illustrissimi Angliæ Regis, has præsentibus fieri fecimus, eisdemque manibus nostris subscripsit, Sigilloque nostro apostolice munimus, & roborati fecimus. Datum apud Westmonasterium, ultimo die mensis Aprilis, Anno Domini 1527.

CCVIII.

Déclaration des Doytes de HENRI VIII. Roi 30. Avril d'Angleterre, que si l'Empereur, CHARLES V. met en liberté les Fils de FRANÇOIS I. Roi de France, & satisfait au Roi d'Angleterre de ce qu'il lui doit, les deux Rois ne feront plus la guerre audit Empereur. A Westminster le 30. Avril 1527. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 159.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præfentes Littæ pervenerint, Salutem. Cum apud omnes Leges & omnia Jura cum ibi præfatis Veritas restaret, ut ab errorum injuria, lætæque illius, quod quidem ejus fieri potest, diligentissima cautione semper muniretur; indeque illa celebri fœderis procederet, Veritatem terram gelatam erroribus vitari aut delere; lacerare prædictis & imminere facerentiam Veritatis majestatem, non sine gravissima sui culpa merito eximendi fuit, qui vel in illa atrocem negligentiam venturum, vel minus diligenter suo tempore prævident, atque præficient, ut Scripturam & Testimonium veluti lumen suum semper lux plena & clara veritatis acta, quæ obrepentes errores præcaveat, omniumque concitiosum oculis suo statim aspectu discutere possit.

Inque nos Thomas, Dux Northfolciæ, Angliæ Thesaurarius, Carolus, Dux Suffolciæ, magnæ Marcellus Angliæ; Thomas Boles, Vicecomes Rochestrie; Wilhelmus Fitzwilliam, Hospitii Illustrissimi Angliæ Regis Thesaurarius, Obedienti Gubernatori Militis; & Thomas Moore, Miles, Ducatus Lancastrie Cancellarius, præfati Serenissimi & Potentissimi Principis, Henrici Octavi, Dei gratia Angliæ & Franciæ Regis, Fidei Defensore, & Domini Hiberniæ, Consiliarii, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassiatores sufficientem auctoritatem habentes, cum egressis, magistris, & nobilibus Viris, Reverendo in Christo Patre & Domino, Domino Gabriele, permessione divina Turbini Episcopo; Francisco, Vicecomes Turenæ, Milite Ordinis quidem Christianissimi Regis; Antonio le Ville, Milite, Domino de Frances, Parisiensis Senatus, & primo Britannici Præfidi; & Joanne Joachin de Paffano, Domino de Vant, Illustris Domini prædicti Christianissimi Matris Occidentis; præfati Christianissimi Regis Consiliarii, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassiatoribus, sufficientem auctoritatem habentibus, convenientes, concordes, & pacificos, uno eodemque contractu tres varios & separatos Traditus fecimus, quorum alius illi relatione connectitur atque conjungitur, ac quibus olim allegatum, eorumque, ut ambiguum materia veritatis nocere ullius præjudicium facere conetur, præfatis duntaxat decidendum. Decernimus etiam ad convenientes, pacificosque per præfatos, ut prædicti tres Traditus, quorum alius est ædificiorum conjundione, cujus promissionem incipit, *Ex off. etc.* Alios perpetui Pacis, cujus promissionem incipit, *Cum dicitur*, tenentis Belli offensivi, cujus promissionem incipit, *Cum in quibusdam articulis*; omnes de Data præfatis, videlicet uno eodemque die, tempore, atque contenta habiti, facti, traditi, conclusi, signati, & hinc inde traditi, prout reverè fuerunt, & pro talibus semper habentur ac judicentur, aliasque ad aliam omnino referantur, secusdum viam, formam, & effectum eorumdem.

Ppp

Item.

ANNO
1527.

ANNO
1527.

Item. Quam Belli contra Casarem per priores Reges, eamque Casar conditiones obtulit suscipere recusat, insuper, & gerendi, prima, precipua, potissima, & finalis causa sit receptio sine liberato filiorum dicti Christianissimi Regis, nisi cum satisfactione debeat, & iurum dicti Christianissimi Regis, unde etiam istum confiteretur potius & ad Orbem jam diu desiderata: concensum, eorumque, & consensum illi, quod si Casar, post bellum libi per predictos Principes illatum, sub bonis & rationabilibus conditionibus Filios dicti Christianissimi Regis liberare, ac simul iustissimo Anglis Regi de suis debitis ac iuribus satisfacere velit, tunc totaque utroque Principi praedictis animam intendere, ac confirmare & concordare inter se, ut secundum illas conditiones cum Casare pacientes & convenientes, à Bello & Armis desisterent, deventaque ad pacem cum eodem, atque ex abundantia caute ac ad omnem deinceps difficultatem removendam, declararet per praesentem Articulum, prout etiam de expressa praedictorum Potentissimorum Principum voluntate se scire iam declaravit, quod utroque Principi praedictis, in eam causam quo Casar, ut praedictum, Filios Christianissimi Regis liberare, ac simul praedictis iustissimo Regi de suis debitis ac iuribus satisfacere velit, per priores constaret, ut Bello sinique desisteret, & ita ad pacem cum Casare veniret, Orbis Christiano tranquillitatem redocere communibus consiliis studeret, prout in penultimo Articulo tractatus Belli offensivi praedicti de Data praesentis continetur. In quorum omnium & singulorum praemissorum fidem & testimonium, nos Oratores, Commisarii, Procuratores, & Ambassadors praedicti Christianissimi Anglis Regis, has Litteras nostrae subscriptionis Sigillorum nostrorum appositione munire fecimus, & roboravimus. Datum apud Westmonasterium, ultimo die mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-septimo.

CCIX.

12. Mai. Revers der Landtschaft Cleve und Marck / mit dem vorhergehenden Revers der Landtschaften Gölisch / Berg und Ravensberg / gleiches Inhalts. Datum Geddes-Tag nach Jubilate Anno 1527. [Deduction der Oberhaufes Sachsen / an Jülich / Cleve u. haben den Nachen de Anno 1610. in Bestogen sub Num. IX. dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continu. I. Abthl. IV. Abthl. II. pag. 42.]

C'est-à-dire,

Revers ou Lettres des Promesses de CLEVE, & de LA MARCK, portant même Déclaration & Promesse de leur part, que celles des Provinces de JULIERS, & de BERGUE, & de RAVENSBURG. Du jour, appelé Geddes-tag, après le Dimanche Jubilate 1527.

Nr. Räthe / Ritterschaften / Bürgermeister / Schöppen und Räthe der kaiserlichen Städte der Fürstenthumben ind Land Cleve ind Marck / then trafen den jehrmaligenlich / dat und alsoe durch händtoren abdrack / den Durchlauchtigen Hochgebornen Fürsten / Kaiserem gnädigsten ind goldigen lieben Herrn / Herrn Johanns / Herzogen zu Sachsen / Churfürst / Land-Graven in Thüringen / ind Marggraffen zu Meissen / ind Herrn Johann Herzogen zu Cleve / Gölisch / Berg / Graffen teure Marck ind zu Ravensberg / anze frowerliche Freundtschaft / ind dar brauchen trawsten bruden deren Churfürstlichen und Fürstlichen Gnaden Kindern / als nemlich / Herzog Johanns von Sachsen Churfürstlichen Erben Sohn / Herzog Hampt Friedrich / ind Herzog Johanns von Cleve / kaiserlichen Tochter / Traiden Erben ein wüthlich heyllich vereinet / gedreget und geschlagen / und darup das Ertliche Verlöbten / durch Schlichtung des Allmächtigen Gottes / nun geschiet / wie dann die heylliche Ver-

schreibungen darüber verfertigt ind verfertig / darüber bezeuget / ind so dann in derselben heylliche Ver-schreibungen under andern bedingunge trawten ist ein Artikel folgende von Worten zu Worten hienus / und lobente als es forder ist obgeret / demseligen und beschloffen / ob wir Herzog Johann ind Maria Herzogin / seine Allmächtige Erben hinter uns ver-lorren wüthen / die freyer seine Allmächtige Erben ver-ließen / alsdann sollen unsere Fürstenthumben und Landen / Cleve / Gölisch / Berg / Graffschafft-en / ind ander Marck und Ravensberg / samt allen Städten / An- und Zwicklen / Gerechtigkeiten / ind was wir oder unsere Allmächtige Erben hinter sich verlassin wüthen / nichts ausgegeschlossen / mit Landen und Leuten / wie wir oder unsere Allmächtige Erben das gebraucht / oder künften gebrauchen mögen / an gedachte unsere Erben Trepter Traiden Erben / Herzogin / Hampt Friedrichs S. E. Gemahl / ind herder künften Erben (so sie die mit einander zugen wüthen) trawnen und geret sein / der sich dann die Landtschaften halten sollen.

Wir wollen auch / heischen und becheit das un-sere Landtschaften / so solte als das Ertliche Zug-lager bemeltet Fürsten mit gemunter unser Tochter gehalten / ganzzigen Verlöbungen durch Ver-breiden geben / ob Sachen / das wir oßn Allmächtigen Erben beschließen / das sich alle unser Fürstenthumben / Graffschafften / Land und Leut / die wir jehzo haben / oder künften gewinnen / und uns zuhalten möchten / an bemelte unser Tochter / ihre Ertliche Gemahl / ind ihrer künften Leibes-Erben / als ihre ertste Landes-Fürsten und Herrschafften halten sollen.

Dem alles nuz / ind so vielomelter unser gnädiger lieber Herr / und auch die Durchlauchtigen Hochgebornen Fürstinnen / unsere gnädige liebe Frau / Herzog und Herzogin der Cleve / Gölisch / Berg / u. des samlichen uns nach dem Ertlichen Verlöbent / wie obgemelt / gezeihen und beschloffen haben / solchem obgemelten Artikel / so wir uns allen / die als ertte Fürstliche Gnaden gemunter und Fürstlichen Unterthanen angien ind brachten mag / mit diesem un-serem Becheide zu bewilligen ind zu bestetigen wollen.

Wenunen wir alle fürnehmen ind ein jeder von uns / vor sich / unsere Erben und Nachkuntling / in Knecht dieser Verlöb / indret dat de vöhl / den Göt Allmächtig doch mit Götlicher Gnaden in besten vor sich ind brachten wöle / also ercheide und queme / dat wir des alsdann nuz Inhold desselben Artikels halten und leuen sollen / doch ob alsoe / dat unsere gnädige Herr von Sachsen / frisches an Römischer Kayslicher Majestät / unsern allergnädigsten Herrn / an für Fürstlichen Gnaden Kaiser / trawten gehende Geld der Landen / verneuen soll / ind auch den neuen jenseitigen Leuten oeren zugehen-den Verding / so der Fall als queme / als nemlich hundert tausend ind sechzig tausend Reichthalen gungsam zu versorgen / trawten trawden der Landen ind auch dat ertte Fürstliche Gnaden / ertte Fürst. Gnaden Erben und Nidtschigen uns alle samti-chen / und ein jeder bekemere / alsdann sollen hal-ten by alten Verlöbungen / Wöschten und Nachten / ind by goldgrubigen Treiben und Segen / Ind darcho jeder Land zu regieren / mit Ländtschzen darüber gehlerende und inne gerret und gien / ind uns das erst ind verbleiben / eher dan uns einige Sub-dinge geköben / soll gungsam Schintere ind Si-erle zu geben / als doch unsere gnädige Herr von Sachsen der sich dat alsertze mit einen verlegten Abscheid der Bergberg gegeben / wie wir das wach-ten berichet worden / verpflichtet und verbandenheit.

Ind wir Räthe / Ritterschaft / Bürgermeister / Schöppen und Räthe der Städten / der Fürst-enthumben ind Land uns gelazzen alle fürnehmen in trawnen

ANNO
1527.

ANNO
1527.

trauen Ehren / ind gelobete Unsern guldigen lieben
Herrn und Freyen von Sachsen / und ouch bey-
der Fürst. Grauen Lieben Erben / also Urecht /
fremmelichen und beschiglichen zu halten / sonder
guy darlegen zu den / oder vort zu nemen / entgelep
maasien / doch vort den Uns noet wieder verbonnen
sch gehalten zu sein / den luech Unser landtschap /
dit hebben wy Uns insonderheit hiernae verchalen
of die Ball wie Uns also queme / ind Unsern
guldigen Herrn von Sachsen / alsdenn nicht gelegen
seyn wolte / sties in diesen landen zu zu verbleiben /
die zu regieren / dat alsdann E. R. G. Statthal-
tere ind Rethie dait zu bequemen von Hantersuten der
landen / dait inne gecreift ind negate wiesende / soll
verordnen / mit volckomener Macht und Gewoelte
in allen Saachen in diesen landen treiffende zu han-
deln / to den / und loben / gleich off sein Fürstliche
Gnade in eigener Person regierereich wirt / sendt
alle Bedere und Angst / und des zu wahren Uth-
tund / hebben wy Edict von Palant Erff-War-
schulch / Elang von Erbe ind Drest / Elang von
Dauesslaet / Johann von Wylsch Ritter / Hoffma-
ster und Kumpmann zu Hetter / Dietrich von Wiede-
rich / Erbey von Ise / Herr Zernissen / Lantsholt
Wessel von Ise / in Eggenrich / Johann von Al-
denbach zu Ise / Kump-Lande / Dietrich von
Egdel / Hermann von Hsibouch / und Johann
von der Capellen / vort Bürgermeistere / Schöppen
ind Räte / ind Johann von der Capellen / vort
Bürgermeistere / Schöppen ind Räte der Städte
Erbe / Wessel / Emrich / Calster / Sammen ind
Drest / von wegen des Fürstenthums Erbe / und
wie Caput von Elersfeldt tot Wener / Dietrich von
Wiede rich Hanne / Johann von Ise tot Weyhan /
Erbey des Markte tot Serreiten / Henrich Kuppink
tot Hanne / Erbey des Weyhoyagen tot Ianne /
Kump-Lande / Benamer von der Wiede / Welsch
von Olmuck / Greghart Zeyt / ind Weyh von
Alldenbach / vort Bürgermeistere ind Räte der
Städte / erst Ige / Hanne / Anne / Camen /
Jeszen / Ise Schewerete und Iagen / von wegen
des Landes von der Wiede / durch Gehersich und
Wylsch Unsern guldigen Lieben Herren und Frauen /
der sich ind oit durch beiden Begehr / der ander
Nidren / Niderschapen und Städte freunden / der
Fürstenthumben / ind Land obgenelte / Nidren Ge-
gelein an diesen Drest schangen. Gegeben in den
Jahren Unsern Herrn Douchas hundert und
seind und zwoing. Donnerdach na dem Sonntag
Jubilae.

L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Erff-Warschulch.	Hoffmaistere.	Wiede.	Erbey
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Wessel	Johann von	Dait von	Peter von Al-
den Ise.	Alldenbach.	Wylsch.	trudichlein.
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Dörnd	der Hermann von	Johann Ca-	Erbe.
Erndt	Dissenbach.	prin.	
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Wessel.	Emrich.	Calster.	Stanten.
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Reich.	Johann von	Dietrich	Johann
	Elersfeldt.	von Wiede.	von Ise.
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Erbey von	Henrich	Gerhard von	Benamer
Wiede.	Kuppink.	Weyhoyagen.	von der Wiede.
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Welsch von	Gerhard	Erbey von Al-	Erbey
Erbe.	Wiede.	denbach.	
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Ipp.	Hanne.	Anne.	Camen.
L. S.	L. S.	L. S.	L. S.
Jeszen.	Erbe.	Iagen.	

Tom. IV. PART. I.

CCX.

ANNO
1527.

Traité entre FRANÇOIS I. Roi de France & 29. Mai.
HENRI VIII. Roi d'Angleterre, pour l'esta-
blissement d'une Amistie de treize mille hommes de pied en
Italie, & de mille hommes d'armes, pour obliger
l'Empereur à donner la Couronne à la Chrétienté. A
Westminster le 29. Mai 1527. [FREDERIC
LEONARD, Tom. II. pag. 271.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias praesentes litterae pervenerint, Salutem. Cum inter Oratores Invidiosissimos & Potentissimos Principum Henrici Octavi, Dei gratia Angliae & Franciae Regis, Fidei Defensoris, & Domini Hiberniae, & Francis eadem praesuli Francorum Regis Castellani, Tractatus quidem adhuc inchoatus, & non Bellici officii de Data ultimo die Aprilis, Anno Domini 1527. conventi, concordati, & conclusi sint, quibus Fœderibus dicti Principes ad Pacem Orbis Christiano procurandam conjuncti, tentata prius per Oratores suos apud Illustrissimum Principem Carolum Imperatorem electum Pacis remedia, ac illis desperatis, per Bellum & Arma id assensu concuter, ac magno militum numero, pro ut in dicto Tractatu Belli officii episcopus, inferiores dicti Imperatoris electi Ditiones, terra invadant, & Classe etiam maritima angulum Mare obstruant, pro ut eisdem Tractibus respectu laetis continer, amandantes & considerantes dicti Principes opportunum belligandi tempus hoc Anno prius formé omnino praeteritum aequo effluxit fore, quoniam in hac inferioris Ditionis expeditione inane, ut convenit, possint, necesse inierit Castellani milites in Italia omnem cum Ditionem occupant illos, fortis Casus reddant, ut difficillius ad Pacem, animosiorque ad Arma efficiantur: imprints expedire visum est, ut quod ejus copia ab Italia depllerant, temporeque conce-deretur cum eisdem, omnes illa armorum vires, quibus inferiores Castali Provinciae ex Conveniis praedictis premerentur, quasi facta quadam per praesentem Conventionem commutatione ad debellandos Casarios, qui Italiam occupant, modo inferioris descripto, rati interim manentibus caeteris Paçis & Conventionibus, ac omnibus aliis Tractibus, converterentur.

Nos igitur Thomas More, Miles, Ducatus Lancaster Cancellarius, & Stephanus Gardiner, antiquus Juris Doctor, ac Archidiaconi de Tamson, Oratores, Procuratores, Ambassadors & Legati Invidiosissimi Angliae Regis, cum Reverendis & magnificis Vitis, Gaudele de Aconmoute, Episcopo Turbini, & Joanne Joachimo de Pastano, Duntio de Viti, Illustrissimus Ludovicus praesuli Christianissimi Regis Mariae Octonae, Oratores, Procuratores, Ambassadors & Legati praesuli Christianissimi Regis convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac per praesentes litteras tenores Commissionum nostrarum convenimus, concordavimus, & conclusimus anteaquam praesentem sequitur.

Imprints, quoniam Christianissimus Rex per parte sua ultra numerum Pedum & Equorum per Illustrissimum Dominum Venetum, & reliquos Confederatos Ligae postulandum promittit & obligat se Exercitum in Italiam primo die mensis Junii proximi fuerit transmissurum, & eidem boni fide, & cum omni celeritate habiendum, consilium ex numero triginta mille Pedum, & mille Militibus gravioris armaturae more Gallico instructis & equis, cum Capitaneis, Ductores, Tormentis, Artilleriis, Impedimentis, Carraçis, caeterisque omnibus pro bello gerendo necessariis, Munitionibusque aptis, tum ad castrametandum, instructaque cum Hostibus acie confregendum, tum ad occidendum extorquendum, quod ad quondam Opidum, Arcem, Castrum aliumve Locum munitum circumcogendum valeat pugnare, necnon per adjacentes illis locis Maria, validam Castellam maritimam etiam habere pollicetur, quod ad Hostium oppugnationem sufficeret, videlicet ad confregendum & concutendum Terra Masque cum Casariano milite, illamque ab Italia deplendum: convenimus, concordavimus, & conclusum est, quod Invidiosissimus Angliae Rex, ad alendum & continuandum dictum Exercitum terrestrem, faciat atque quod postea subjungetur modo & caetera inferioris descriptis, videlicet, quod quoniam Christianissimus Rex praesuli praesuli Invidiosissimo Angliae Regi ex ceteris conventionibus, & obligatione de Data triginta die mensis Augu-

Ppp 1 Augu,

ANNO
1517.

gesti, Anno Domini 1517. debuit summam quadraginta septem milium coronarum auri de Sole, & trecentarum sexaginta octo coronarum auri de Sole, & sexdecim solidorum Turonensium solvendum, ut in dicta obligatione continetur, cujus summa solationis dies jam efficit, & vixit primo die preteritis mensis Maji, proleat & differat sub dicta summe usque in determinationem alternativam super Martino Jo. Illustrissimo Domini Hispanie, predicti Illustrissimi Anglie Regis filie, per Reverendissimum in Christo Patrem Thomam, Cardinalem Eboracensem, quem Illustrissimus Anglie Rex ad predictum Christianissimum Regem cum eo celebravit, quod dicit, tam ob causam maiorem, sciendam, in casus advenire tenetur dictas Christianissimus Rex dictam alternativam usque ulteriori dilacione determinare, pœntio semper, quod dicta alternativam cum executione & allegatione cessante bona fide per prefatos Reges ante finem mensis Julii proxime futuri usque longiori proelatione realiter & cum effectu determinetur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod illius & intervenientis post dictam alternativam, ut preteritur, determinatum, dicta summa debita ac insoluta cedat & impetretur scilicet datum in constitutione stipendiorum Militum dicti Exercitus à primo die Junii proxime futuri incipiendum & computandum, sic ut tunc alternativam simul determinata Illustrissimus Anglie Rex non solum videatur à primo die Junii ad prepositionem infelici Hispaniam contribuisse, sed etiam dictam sumam contributionem ad rationem triginta duorum milium ducentarum, & viginti duorum Coronarum auri de Sole singulis mensibus continere tenetur. Quia contributio quot mensis, & quantum durabit, quibus locis & temporibus, modo & forma, pecunia pro eadem solvetur, in determinatione alternativam cum dicto Christianissimo Rege apertis & specialiter exprimitur, declarabitur, & convenitur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod ne quid de numero militum contravertere oritur, predictis Illustrissimus Anglie Rex aliquem Commensuratum suum illic mittet & habet, qui Exercitum predictum de tempore in tempus perscrutetur, ac quos rei certitudinem reusciat.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod per dictam contributionem & Bellum in Italia gestum investigetur, per utrumque Principem predictum sanctissimum Tractatum Belli offensivi pro Bello ceteris hoc Anno gerendo contra inferiores Casares Ditiones, & quod prefata contributio ex parte Illustrissimi Anglie Regis habeatur & reputetur in omnibus & per omnia loco Belli gestis contra Casarem, ac prout sit ac valeat, ut si hoc Anno iuxta conventiones dicti Tractatus articulos conjunctionis & Belli offensivi respectu contra inferiores Casares Ditiones ex parte Illustrissimi Anglie Regis gestum fuerit, & quamprius alternativam determinata sit, ut jam pecunia predicto Illustrissimo Anglie Regi, qui insolens apud Christianissimum Regem reusciat, in solutorem contributionis secundum ratam, ut preteritur, retrocedat, ex illa contributione determinationem alternativam de propter impunctionem terrarum istarum procedente, & primo die Junii proxime sequenti, ut preteritur, incipiente, cœdatur Bellum contra Casarem per Illustrissimum Anglie Regem actualiter gestum, ad omnem effectum, qui in Tractatu articulis conjunctionis continetur: Ac Christianissimus Rex, per dicta contributio, quem loco Belli per Illustrissimum Anglie Regem contra Casarem in partibus inferioribus Flandrie Terra gestis habet & reputat, in omnibus & per omnia, iuxta formam & tenorem conclusionum in dicto Tractatu respectu utriusque Principis contentarum, tam circa determinationem alternativam, quam etiam, quæ pro Bello gestis per dictum Illustrissimum Anglie Regem contra Casarem, ut preteritur, ab eodem facienda & præstanda sunt, omnia illa & singula dare, facere, & exequi, ac præstare & obsequari & obligari, assidue & obligari per prefatos cœdatur, qui eadem Illustrissimo Anglie Regi dare, facere, & exequi, ac præstare & obsequari & obligari contra inferiores Casares Ditiones gestum fuisset.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod per prefatos Articulus non videtur recessum à predictis Tractatibus de Data ultimo die Aprilis ultimo preteriti, & expresse eisdem, nisi & quatenus crepescit & aperit in prefatis Articulis continetur, videlicet, ut loco Belli hoc Anno gerendi contra infe-

riores Casaris Ditiones sit ac parte Illustrissimi Anglie Regis contributio secunda ut describitur, & in determinatione alternativam latius describeretur, pro Executione in Italiam per Christianissimum Regem transmittendum, continuando, & alendo, ut preteritur, & quod dicta contributio, ut preteritur, pro Bello contra Casarem gesto ad omnem effectum habeatur censui & reputetur, ut predictum est; cetera verbis tenentur de offensione dicti conditionis Casaris, quibus de continuatione Hostilitatis, determinatione alternativam, confirmationem perpetuam Pacis, & Classe maritima ad observationem anguli Maris, ac alia quæcumque in dictis Tractatibus contenta, in suo robore maneat, ac pœntio, integritate, & inviolabiliter observentur per utrumque Principem, nisi aliter de eorum mutuo consensu in determinatione alternativam concordabitur.

Item. Cum prefatus Reverendissimus Dominus Cardinalis Eboracensis predictum Christianissimum Regem adiret se, apud eundem, & cum eodem, non solum dictam alternativam an determinaretur, sed etiam ex speciali mandato predicti Illustrissimi Anglie Regis notum illis tractamentum, quoniam in commodum & beneficium utriusque Principis cedere possent, convenit prout, concordatum, & conclusum est, quod prefatis Padis in sua substantia, firmitate, rore, ac virtute manentibus, usque illius præteriti retrocedat ab eadem, aut eorum aliquo, sed dicti Principibus ad eorum observationem nihilominus obligati facultas & libertas relicta intelligitur, alia nova Padis, si opti fuerit, adicienda, ac sub uno eodemque consensu conclusionem, eodemque Articulis, fieri, quem habet, salvo usque integro, in aliam formam verborum ad perspicuam & clariorem intelligentiam transferendi, si quæ conclusio jam facta non obstat.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod prefatus Tractatus, sive prefatus Articuli, per utrumque Principem, per sua Literas Patentes in debita forma conclusas, manu sua subscriptis, & magno suo Sigillo sigillatis, infra viginti dies post Datum prefatum, ratificabuntur & confirmabuntur, ac infra idem tempus eadem Literas alter alteri mittent.

Sequitur tenor Conventionum.

HENRICUS OCTAVUS, Dei gratia Anglie & Francie Rex, Fidei Defensor, & Dominus Hibernie, universis & singulis notum sit & manifestum, quod cum in certo Tractatu concluso inter Ducepates Castellani ac Dilectissimi Fratris & consanguinei nostri Francisci, eadem gratia Francorum Regis Christianissimi, ex una; & Oratores nostros, ex alia, fuerit inter cetera conventum, quod si Imperator deinceps, diffiret, aut alius quovis modo dissimularet satisficere petitionibus iustis & rationabilibus in dicto Tractatu declaratis, tunc in eo casu illam eam valido Exercitum offensionem: cœntem debet nobis visum fieri aliter agendum, & pecuniam, quam ibi exposturi eramus alibi expendendam, & opus sit super eo de novo convenire, capitulare, & concludere, & aliquos nobis probos & fideles, qui id tractarent, deponere: Nos igitur ad plenum consensu de industria, probante, circumspiciente & legalitate dilecti ac fideles Consilii nostri Thomæ Moore, Militis, Cancellarii Ducatus Lancastrie, & dilecti nobis Stephani Gardiner, utriusque Juris Doctoris, ac Archiepi de Tamworth, illos & eorum utrumque in solidum fecimus, creavimus, & constituimus, ac tunc prefatum facinus, creavimus, constituimus, & ordinavimus Processores nostros generales & speciales: dantes, & concedentes illis, & eorum alii in solidum, plenum potestatem, facultatem, & mandatum generale & speciale tractandi, capitulandi, concludendi, & conveniendi cum jam dicto Christianissimo Dilectissimo Fratre & consanguineo nostro, Francorum Rege Christianissimo, aut cum suis Oratoribus, aut Procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus super jam dicto, & eorum dependentiis & annexis, cum talibus Podis, Conditionibus, & Conventionibus, que jam dictis nostris Oratoribus, aut alii eorum, videbantur necessaria & oportuna: ceteraque omnia alia faciendi, dicendi, tractandi, & concludendi in præsentibus, que nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter interfuissimus: etiam talia fecerit, que Mandatum requirant magis pacifice, quam prefentibus est expresse. Promittentes bona fide, & verbo Regio, quicquid per dictos nostros Procuratores & Oratores, aut aliter eorum, factum, dictum, aut concludendum fuerit, ratificaverit, gratum acceptumque habere, ac per Literas nostras Patentes confirmaverit.

ANNO
1527.

toute violence envers les autres Cris possédés par ladite Eglise, pourvu que ceux qui (2) pourraient les autres

Soyez au St. Siege Apolotique, ne fassent rien que ledit Empereur ne (1) soit adhérent.

6. Item, pour complaire audit Empereur, & à ses Capitaines, notredit St. Pere est content de réinsérer les (m) Colonies des Crets, Terres & Châteaux qu'on vient de présent (2) pour ces fins aucune exception ni dicit, & semblablement de réinsérer & réinsérer le Cardinal Colonne, au premier estat, Dignité, Office, & Prérogative, & en les Biens temporels & Patrimoniaux.

7. Item, notre St. Pere prie lesdits Capitaines de l'Empereur, qu'ils veillent interceder envers iceux, (3) desdits Cardinaux qui sont de présent à Rome.

8. Item, notredit St. Pere est content, à la prière desdits Capitaines & Gens de ladite Armée, de lever & offrir toutes les Censures, Excommunications & peines encourues pour quelque chose que ce soit à l'onneur dudit St. Siege.

9. Item, que le tres Excellent Prince d'Orange fera présent à voir fortir les Gens de Guerre dudit Chateau, & les autres tant hommes que femmes qui voudront fortir du Chateau, pourvu & de sorte qu'ils puissent aller seurement sans aucun dommage ou contrage.

10. Item, qu'on fera (3) crier trois fois de par les Allemands, & vingt fois de par les Espagnols, qui les conduiront quatre ou cinq milles, ou plus s'il en est besoin, avec cent chevaux légers qui les conduiront vingt ou trente milles, lesquels auront la foi de pouvoir remporter leur argent.

11. Item, quant aux autres qui demeureront dedans le Chateau, ou qui voudront demeurer à Rome, ou ailleurs, leur bailloiront credit, patentes, & saufconduit, comme dessus est dit.

12. Item, quant les Gens de Guerre sortiront du Chateau, les Gens de l'Empereur qui seront ordonnés par ledit Prince pourront y entrer, lesquels tiendront les Forteresses en seureté, sans mouler ni parties hautes dudit Chateau, fors les Capitaines memes avec quatre ou six Compagnons pour faire la Garde necessaire.

13. Item, que dedans (4) six mois notredit St. Pere enverra audit Ollie, & à Civita-Vecchia, vers les Capitaines & Gouverneurs, & les aversins du present Accord, afin qu'ils puissent délivrer & offrir leurs bandes & Bagages. Et le lendemain il enverra Commissaires pour rendre les places, Ports, entre les mains de ceux qui seront ordonnés par ledit Prince, avec contre Seel & Brest expédiés; & que ce seront les Personnes, qu'on n'y aille pas en vain, lesquels feront parir les Galeres de Messine André Doria, ou autres qui seront audit Port de Civita-Vecchia, au premier bon vent, afin qu'incontinent qu'ils s'en seront allés, on les mette entre les mains dudit Empereur.

14. Item, que notre St. Pere, les Cardinaux, & autres qui voudront fortir avec la Saïnteté, après qu'on aura payé les cent mille écus, & livré Ollie, Civita-Vecchia avec le Port, baillé les Obligés, & expédié les Commissaires pour lever la Taille, & pour rendre (5) Mandance, Paine & Plaisance, pourront partir à leur volonté, pour aller au Royaume de Naples, & cependant se faire preparation de ce qui sera besoin.

Tous ces offres faits par notredit St. Pere, entendus par ledit Messire Philibert de Chalons, Prince d'Orange, & autres Capitaines d'Espagne, d'Allemagne, & d'Italie, tant de cheval que de pied, par l'Abbé de Nagera, Commissaire de l'Armée, & par les autres Conseillers & Officiers d'icelle, ils ont accepté lesdits offres, par le conseil de Mr. Barthelme Gattinari, & ont promis par manelle promesse, de les garder & accomplir entièrement, sans aucune faulxte interpretation, & pour foi de vérité les Parties (6) sousscrivaient lesdits Articles, & fait leurs noms.

Ratifica.

Ego Auth. Episc. Olinensis. Ego A. Episc. Portuensis. Ego P. Episc. (7) Faceriensis. Ego L. Cardinalis Carpegini. Ego F. Cardinalis Merisus. Ego Cardinalis Rarenensis. Ego T. Cardinalis Ursinus. Ego

(1) Ce ne fut ce que vers des deux cotes. Tout ce Article est fait encontre d'un les autres. Les deux parties se est dependent l'un d'autre. (2) Ce n'est pas d'iceux que devaient être d'iceux par les Allemands & par les Espagnols, à ceux qui voulaient se retirer de Rome.

(3) Ce fut fait en la même Convention qu'à l'article second. L'Espece des noms.

Cardinalis Scl. Eustachii. Ego B. Card. de Roisura. Ego A. Card. Scl. Adriani. Ego J. Card. Scl. Marci. Ego N. Card. Firmiani.

ANNO
1527.

Pour l'Empereur.

Philbert de Chalons, Prince d'Orange. Fernando (2) de Gouyague. W. de Wittenberg, Collateur des Allemands. Joannis Ubernica. Ludovic Comte de Lodio. J. Bartholomei de Gattinari. L'Abbé de Nagera. Hieronimo Meris. Log. de Conagra. Pedro Ravera. Hieronimo de Mendola. Joannis de Vallos. Alfonso Giria. Ambrasio Mandes. Agnel d'Artheia. Johan de Lall. Lodeigo de Repola. Johan de Lepe.

(1) L'Espece, de Gouyague. Le filius des autres Romains, car ceux des Cardinaux, qui ont été Capitaines de l'Empereur, sont à dessein, qu'on n'y croisse rien.

Capitoli tra la Santita del Papa CLEMENTE 26. Nov.

VII. Pontific Maximo, & li Signori Capitanei de lo Exercito Cesareo, & ditto Exercito, per la Liberazione di sua Santita. In Roma a 26. di Novembre 1527. [Histoire des Divorce de HENRI VIII. Roi d'Angleterre & de CATHERINE d'Arragon. Par le GRAND. AUX Preuves. Tom. II. pag. 48. où l'on cite le Manuscrit de Bethune. Bibliothèque du Roi v. 8507. f. 33.]

QUANTUNQUE il M. & molto Ecci. Sri. Capitanei del Felicissimo Exercito sacro disposti alla Liberazione di N. S. & molto la desideravano si per offer convenientemente si debba si per che la Capi. N. si come grandemente la desidero, e si efficacemente la manda, mandiamo le diverse Nazioni de suo Exercito, & il C. se Popolo qual per il loro servizio eruditi di molta quantita di denari per il servizio pagato, & qual loro si fatto di la immensita della Guerra, non si sono voluti dipendere in diventare a tal liberazione senza haver li pagamenti, & cantele subsequenti; e per contro sua Santita memora de la Capitulatione qual si fece con essa Exercito al tempo de la dedizione del Castello Santo Angelo de Roma al tempo de la dedizione de lo Anno presente, sapendo che ditto Exercito per vizio di essa Capitulatione, ha de ricevere molta quantita di denari da sua Santita i per opera di quella, & cognoscendo sua Santita il bisogno de ditto Exercito, come desidero di far cosa grata a sua Magesta, & darli aiuto con dote sufficientemente a ditto Exercito e stata concitata voluntariamente de venir alle infrascripte Conventioni & Obligacione con detti Capitanei & Exercito Cesareo cio e.

Che sua Santita dara, & pagara lo termine di dieci giorni proximi al più tardi, cominciando per l'oggi se termino de cinque giorni, & continuando alla giornata in pagare di forte che in detto termine siano pagati tutti al Tesauriere del ditto Exercito tutti sistanti tre milia & cento sessanta nove del sale, & la valuta, mercede il quale mercedato, sabbia sua Santita fara messa in total liberta, & il medesimo giorno che si finiranno de sforsare detti denari, il Castello Santo Angelo de Roma si relaxara in total arbitrio de sua Santita & li Capitanei, & stipendianti Cesari riceveranno senza de esse Castello, & sua S. li potra mettere quelle Genti & Guardie che li parera, & prometteranno detti Signori Capitanei che immediate partito detto numerato adempiranno la presente promessa de liberare sua Santita, & relaxar li il ditto Castello senza alcuna dilacione si expectare, & difficulta di qualunque sorte, ancora che li soprascripti Mandato di qualunque Superiore, & de la proprio Cesarea Magesta, in contrario obligando sopra cio la fede de Reali Gentilhomini & Signori.

Item, che sua Santita fara pagare al ditto Tesauriere tutti denari con milia in non liberacione pendente, de sua Santita, & pagare quelle che saranno promette detti Signori Capitanei che saranno accetti sopra de Roma tutto lo Exercito Cesareo, & andaro al alloggiamenti longe da Roma, & in quelli Lochi come parra a lo Signoria che riceverà la ragione de la Guerra ne più li lassara ritornare a Roma.

Item, sua Santita promette che in termine de quindici giorni de poi detto dieci di, & ditto liberacione fara pagare a ditto Tesauriere in Roma altri finiti quarenta quattro milia mercedato attanta quattro & mezzo.

Item,

ANNO

1527.

Item, sua Santità promette che dappoi dieci quindici di sera pagar in termine d'un Mese al detto Tobjasciero in Roma o Bologna, in arbitrio de' detti Signori Capitanei, s'aveva cinquecento milia, e altri tanti in una altra mese seguente, e altri tanti ne l'altro mese che più volte, che faranno in somma s'aveva cento e cinquante milia in tre mesi.

Item, promette et spera, che molti maledetti termini di tre mesi alle vanti fara pagare al detto Tobjasciero, et sopra, altri s'aveva cinquante cinque milia, cioè ogni mese s'aveva venti o milia et seicento sessanta sei et un terzo.

Item, per che sua Santità per ritrovare il modo di havere et potere pagar detti denari ha fatto per espediente di creare alcuni Cardinali, quali per la liberazione di sua Santità hanno da sforsare diverse quantita di denari, et quali desiderano che la creazione fatta, e che si fara di loro per sua Santità avanti che sia in sua libertà, sia ratificata da essa, poi che fara totalmente liberata, però sua Santità promette che subito che fara posta in detta libertà ratificara tal creazione con il consenso de' Reverendissimi Cardinali con le seguenti cose: in termine di dieci altri giorni al più tardi.

Item, per che sua Santità per averli di denari per sforsare al predetti cardinali et altri, et avere per dar aiuto alla Cesarea Maestà, et a detto Exercito ha creato una Bolla che si fa per sforsare la decima parte di tutti li beni temporali de la Chiesa del Regno di Napoli, et che la metà di quello che si cavara habbia da pervenire in sua Santità, et l'altra metà in la Cesarea Maestà, et tal concessione si trovava fatta avanti la liberazione di sua Santità però accio che sia più valida, sua Santità promette che subito che sia in detta libertà ratificara detta Concessione et Bolla, et fara ogni espediente opportuno per la esecuzione di essa. Et detti Signori Capitanei promettono a sua Santità che, fatta detta ratificazione de la creazione di Cardinali et de la Bolla, et pagati li detti soldi quaranta quattro milia novecento ottanta quattro et mezzo quali si hanno a pagare in termine di quindici giorni de poi la liberazione come e detto di sopra, faranno li Exercito da gli alloggiamenti et lo condurranno con ogni celerità possibile verso del Stato de la Chiesa con uomini d'armi de li Italiani, che sara possibile, dentro perche in tal caso l'Exercito, et che li Exerciti di gli Italiani riforsare, et rimane nel Stato de la Chiesa verso alla vanguardia, in tal caso fara lauto a detti Signori Capitanei condurre li Exercito dove si parerà in lo Stato de la Chiesa, et appresso alli Italiani, et altrimenti come giudicaranno esser espediente per lo servizio de la Cesarea Maestà, et de la Exercito: et sua Santità promette che in omni dui li casi, o che li Exerciti vada fuori dello Stato de la Chiesa, o che sia dentro al controllo di uomini come e detto, operara et fara con effetto, che per tutto quanto la Città, Castello et Terre de la Chiesa, immediate et mediate, dove accendera detto Exercito passare, li fara dato allogamento ovvero Vitraggio a prezzi convenienti et benefici come li suoi fare alle Exerciti amici.

Item, per sicurezza del detto Exercito cioè per li predetti soldi quaranta quattro milia novecento ottanta quattro et mezzo in una parte, et s'aveva cento cinquante milia in altra parte, restaranno Officij, li soli Officij quali di professione sono per le forze de la Natione Romana, et per sicurezza de li pagamenti de li sopra detti soldi s'aveva cinquante cinque milia quali parimente si debbono a sua Santità, avanti la detta liberazione, custodira li detti Signori Capitanei nel modo seguente, cioè la dora paghi alcuni et sufficienti per la metà, cioè per s'aveva: ancora dui milia cinque centi, et per altra metà li dora dote de bastelli, et promesse di Biancheri alcuni in Roma.

Item, per che le Città di sua Maestà hanno scesse alcune quantita di denari et prezzi et altre robe, et intrate che aspettavano alla Camera Apostolica, et alla entrate et esse per varie cause accio che quelli che hanno venuto pagato non siano molestati in la advenire, sua Santità et dice, li fa piena liberazione di tutto quello che si procuravano avere pagato alli Commissarij o Grante Cesarea, et fa promessa di non molestare, ne lesare molestare per tal causa.

Item, per che li Soldi, che si trova in Roma al tempo del furto di Roma, pervenire in forza d'alcuni Gentiluomini et Soldati de la Exercito quali anche in bello non dimorano de li Superiori et li Agenti Cesarea faranno compositione con loro de pagare per il prezzo di essi Soldi s'aveva tre milia accio la licenzia in Gabella per vendere ad milita de la Camera, et bona parte essi Soldi rimangono in detta Gabella et in disposizione di sua San-

tità, et detti Gentiluomini, et Soldati et Donatori non hanno habito il pagamento di detta tre milia scesse, per lo sua Santità promette che pagare ad essi, o a suoi Agenti, ovvero a suoi Agenti detti mille et solo cento, et il resto de li detti Soldi tre milia, con il pagamento di di soldi mille et cinque cento, si pagano per sua Santità in dette termini al Capitano Ludovico de Rapolla e quale lasciera li Soldi in Officio ad arbitrio de N. Signore.

Item, sua Santità promette che a tutti quelli de la Exercito Cesarea, s'aveva Italiani, Spagnoli, et Tedeschi, o de qualunque altra Natione alio havessero havuto in pagamento, Case, e Uigne, o altri beni seu Officio, o detti in Roma, o nel Stato de suoi delinori per causa di profugia, rancore s'aveva riscatto, o taglia, operara con effetto che s'aveva concessi et mantenuti in possedimento di tutto quello havessero havuto in pagamento a per Contratto volontario, o per Atto giudicare. Et che per nessuna causa passano esser molestati ne travagliati da quelli de chi erano tal beni, o de suoi Heredi, et in specie sua Santità promette dare omnia e cuncta cavazione allo inferimento de ingiuria danno fatto alla Religiosa Signora Margherita de Mantova, per la Signora Felice de la Rovere Uigna, non solo contra lei, ma anche contra quelli che s'aveva ingiuriati e perseguitati. Et sia promette sua Santità che è parte dette Nationi de Italiani, Spagnoli et Tedeschi, et tutti gli altri de li Exercito, et tutti li particolare quanto in amicizie, s'aveva et s'aveva s'aveva trattamenti, et che saranno riguardati, et che potranno liberamente et sicuramente habitare, stare, transire, et transire in Roma, et nel Stato de la Chiesa come suoi amici et senza offensione, o lesione alcuna de le persone, o de la robba, et senza molestia, o vexatione alcuna per causa alcuna del Sacro, o di qualunque altra violenza che si pretendessero haver fatto per il passato et sopra, e dipendente da quella.

Item, havendo sua Santità, per il bon amico che tiene verso la Cesarea Maestà, et lo Exercito dui molti denari, et promesse di dare tutte le sopra esposte somme in li termini antecedenti, et per trovarli e condurre di soldi cento trenta cinque milia duecenti cinquante tre et mezzo, altre quelli si aspettavano da lei per vinta de li medesimi Capitani de sette di Genova passato a detti Signori Capitanei perentori convennero che sua Santità sia reintegrato hanno promesse et conventioni, che de li primi denari si faranno de la persona spettante alla Cesarea Maestà de le predette somme se durante e reintegreranno a sua Santità li predetti fisci cento trenta cinque milia duecenti cinquante tre et mezzo, et che li Signor Don Ugo de Moncada Vicece s'aveva esquire la presente promessa, et professarono ogni aiuto, et favore per la esazione de la alienazione de la decima parte de beni Ecclesiastici come di sopra.

Item, promette sua Santità che da poi la detta liberazione in termine di duo o tre di, ratificara et approbata la presente Capitulatione insieme con li Reverendissimi Cardinali, et fatto Concessione con la solennità consueta. In Castello Santo Angelo, in Roma città, in la Camera di sua Santità il giorno de Martedì 22 di Novembre M. D. XXVII.

CCXII.

Tractatus Pacis perpetue inter FRANCISCUM I. 2. Aout, Regem Francie et HENRICUM VIII. Regem Anglie, itemque super anno centis Regi Anglie pendendo censuras. Dat. Ambiani die 18. Augusti Anno 1527. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. XIV. pag. 218.]

FRANCISCUS, Dei gratia, Francorum Rex omnibus et singulis, ad quorum manus prefatus Litterarum nostrarum pervenerint, Salutem.

Notum facimus quod, Cum Tractatus quidam perpetuus Pacis inter Oratores nostros et Oratores et Deputatos Potentissimi Principis Henrici Octavi, eadem gratia, Anglie Regis, Domini Hieronymi, Fidei Defensoris Fratris et consanguinei nostri Christianissimi, inter, conventus, concordatus, et conclusus fuerit,

Cajus Tenor sequitur,

Universis et singulis, ad quorum notitiam prefatas Litterarum pervenerint, Salutem.

Cum

ANNO

1527.

ANNO
1527.

Cum divinitus illa hominibus pax nullum sui clari documentum faciat, quum quociens immortalis Argumentum edere conaret, & illa fecum medietas ac voluit quæ, corrupto diffultuque Corporis Domitio, sint olim fuerat ac de prosperitate erundum esse ostendat, nihil certe prius aut antiquius Principibus esse debet, quos non Divinitate ut reliquam hominum multitudinem imbutos credimus, sed veluti Deos quidam fascesque ac veneramus, quum ut aliis se vivere ac aliis se natos arderent, cogitationeque suas intra angustias lubricæ Vite cernimus non evadunt, sed ad Posteritatem suam præferre seque extendunt, ut aliquando vitæ sue Pæci testentur, Fideiorem etiam Gloria cedat immortali.

Id quod Illustrissimi ac Potentissimi Principes Franciscus, Dei gratia, *Francorum Rex Christianissimus, & Henricus, Dei gratia, Angliæ Rex, Fidei Defensor & Defensor Hiberniæ* antipredicantes & considerantes (quos non tam nomine atque sactorum quam Corporis Antiquæ Domus inter ceteros emittit atque Virtutis veros Principes omnes agnoscant) parum esse rati quod, Benevolentia nequaleque Officiorum exhibitione sint ipsi consensu illi ac firma Amicitia conclusa, firmam cum facilitate regunt & vivunt, nisi eam etiam ad Heredes & Posterum eorum transmittendam, non sine Cælestis Numini præfati assensu, eam sibi mentem non inducant ut illis Pæci, illis Conventibus, illis Conditionibus perpetuum sibi & Successoribus Pacem suam, præstetur, contrahant atque convenerint, Res etiam & Causas componant & transigant quæ ad Successores & posterum Posteritatem non modo namque penia ac solis Dispendium omnem Similitudinem & belli occasionem præstare possent atque removerent, sed etiam Principibus ipsis eorumque Successoribus firmissimum Concordiam atque Amorem, Regnis & Subditis Pacem & tranquillitatem per infinita ævæ sint conservatura.

Nos igitur Gabriel de acromonte, Permissio divina, *Episcopus Tarlensis, Francicus Prætorius Tarentis, Miles Ordinis ejusdem Christianissimi, Ambrosius de Vile Miles Dominus de Fresco Parliensis Senatus & primus Britanni Præfatus, & Johannes Joachimus de Passaro Dominus de Vault Illustris Domine Christianissimi Regis Mariæ Occænonus, præfati Illustrissimi Principes Franciscus Francorum Rex Christianissimus Consiliarius, Oratores, Commisarii, Procuratores, & Ambassatores, ad infra scripta sufficientem auctoritatem, cum egregia, magnifica & nobilibus Viris, Thoma Duce Northfolciæ Angliæ Theaurario, Carolo Duce Suffolciæ magno Marchioni Angliæ, Thoma Duce Fawcettæ Rochestæ, Willielmo Fitz-Mauri Theaurario Hospitii ejusdem Illustrissimi Angliæ Regis, Ordinis Garriti Militibus, & Thoma Nove Milite Ducatibus Lancastriæ Cancellario, præfati Potentissimi & Serenissimi Principes Henricus Octavius Angliæ Regis Consiliarius, Oratores, Commisarii, Procuratores, & Ambassatores, ad infra scripta sufficientem auctoritatem habentibus, ad honorem & laudem Dei Omnipotentis, Gloriosissime Virginis Mariæ totiusque Curie Coelestis & Christianæ Religionis Etalutem & incrementum, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque Auctoritate Commissionum nostrarum (quarum Tenores inferius inferuntur) per Præsentes convenimus, conclusimus, & concedimus articulum prout sequitur,*

Supra dictum, conventum, concordatum, & conclusum est quod, per nulla Pæci, Conventiones, Articulis, sive Capitula in præfatis Tractatibus inferis aut contentis & conclusis, aut deinceps tractanda, convenienda, sive conclusenda, evadentibus aut eorum atque in futurum (quod ab his) violationem, neque per Adhuc quemcumque circa præfatos Tractatus et liberata parte actum fieri solentem, agendum fieri faciendum, non censetur in aliquo recessum a Tractatu *Fidei de Data apud Mare troicidum De Mra Angliæ*, Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quinto, aut aliquo parte ejusdem; sed quod dictus Tractatus Pæci & omnes ejusdem confirmationes, cum per Illustrissimum Dominum Ludovicum tunc Francie Regentem, quum præfatis Illustrissimis Principibus fuisse, necnon Obligationes prædictæ Domini tunc Regentis ac ipsius Christianissimi Regis, ac etiam Obligationes Civitatem & Nobilium Regni Franciæ, ac eorum omnes & lingule, atque aliquas Innovationes, in suis viribus, robore plenissimo, ac validissimo effectu perinde maneat atque persistant, ac si præfatis notis Tractatus non intervenisset.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod, inter præfatos Illustrissimos & Potentissimos Principes, eorumque Heredes & Successores, in Re-

gnis & Regni Dignitate succedentes (*Francorum, videlicet, & Angliæ Regis* successibus futuris temporibus quocumqueque erit) Regna, Fatus, Terras, Dominia, Civitates, Castro, Territoria, Loca, Villas, & Opida, ad alterutrum Principum nunc posseda non in posterum adipiscenda & possidenda, necnon Subditos, Vassallos, & Confederatos eorumdem sit vera, firma, solida, faciens, perpetua, & invariabilis Pax, Amicitia, Unio, Concordantia, Ligam, mutua Intelligentia, & vera Concordia, non solum ad horum Principum Viam (quam Deus longævum esse concedat) sed etiam longissimum Posteritatis terminum, per Sæcula per ævæ hominum ultimas futuris temporibus duratura.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quod necesse Potentissimum Principum prædictorum, Heredum etiam, ac Successorum suorum, subditi, auxilia, genus armorum, aut aliquam assistentiam, re, verbo, consilio, aut assensu, præstare non debet, reddere aut indireddere, secretum aut apertum, aut quocumque colore quavis, culamque alii Principi, Genti, Populo, aut Nationi, alterum prædictorum Potentissimum Principum ejusque Regnum, Terras, Parvas, aut Dominia nunc posseda invariabiliter, aut invadere volentem, atque aliud aliud in prejudicium, damnum, aut gravamen alterius Principis molientem.

Item, quum Illustrissimus Angliæ Rex, & Prædecessores sui, multis retrò Annis, seu Titulum, & verum Dominium in Regno Franciæ, & omnibus illis Dominis & Territoriis prædicto Christianissimo Rege nunc posseda, vendidit, & sine esse & ad se hunc pertinere debere prætenderent, & quicunque occasione ad id opportuna nati, Reges Francorum & Possessores eorumdem Armis & Bello inde decepte conati sunt, prout etiam aliqui ex de facto & veritate alterum Possessionem pariter ut de manu deperant, qui prætextus & Jurium prædictorum Vindicatio omnium calamitatem, omnium miseriarum & capulorum suorum, cumque Gentem odiosam, quæ ex Bello inde orta & natis confecta fuit, causa, origo, fons, fides, & mater fuerant; quam removeri atque auferri utiqueque Principis, suorumque Regnum & Republica Christiana multum, ut prædictum est, sentire existimavit.

Nos Oresores Potentissimi & Illustrissimi Regis Angliæ, pro & nomine ejusdem, & Successorum suorum, promittimus, pollicemur, paciscimus, & convenimus præfatis Oratores prædicti Christianissimi Regis, pro eodem & nomine ejusdem & Successorum suorum stipulantibus, quod neque Illustrissimus Angliæ Rex, neque Successores sui, perpetuis futuris temporibus, neque per Deputatos suos, directè aut indirectè, secretè aut apertè, sub quovis qualitate colore, prædictum Christianissimum Regem, neque Successores suorum in Possessionibus, per dictum Christianissimum jam occupatis, inquietant, turbulant, molestant, infestant; turbant, inquietant, molestant, aut infestant faciant aut procurant; sed sicut & perinde Christianissimum Regem modernum & Successores suos dictis Possessionibus quietè, tranquillè, & pacificè sui, vili gaudere, & eandem possidere, ac de eisdem per arbitrio disponere & ordinare, atque aliqua interruptione aut contradictione prædicti Illustrissimi Angliæ Regis, Heredum & Successorum suorum; quocumque Clamo aut Vindicacione per eodem facto non obstant, & perinde ac si nullum hujusmodi Clamorem, Prætextum, aut Vindicacionem hactenus fecissent neque facere possent.

Item, Quum illa demum Pæci firmitudine consensum integritatemque præstaret, quæ Medium quendam & neutram in partem deficiente tenorem habet, nec alterutrum plus atque præparatam, summa in omnibus æquitate procedat, curamque & sollicitudo, quam atqueque Principes de invariabilis Pactum & Conventum apud Præfatos observationem non modicum habet, facit, atque impellit, ut in illis Conditiones & Conventiones libenter consentiant atque convenerint, quæ neutram partem plus iusto onerent, sed propere, diligenter & perferatè magno utiqueque Principum, Regumque, Posteritatis, & Orbis Bono exogitate repetitur.

Itaque, cum Illustrissimus Angliæ Rex, proximo Audito, per Oratores suos, pro se, Heredibus & Successoribus suis, illa pæpigit non decessit quam Christianissimus Francorum Rex nunc Regis perperis futuris temporibus Pacis securitatem afferat, Belli verbè inferendi suspicionem misere debeat, consensumque æquivalens est, ex parte Christianissimi Regis, pro se, Heredibus & Successoribus suis, ejusmodi Conventum & Pactum iungungi, quod Illustrissimus Angliæ Regis nunc acceptum merito foret,

ANNO
1527.

ANNO
1527.

Nos igitur Oratores predicti Christianissimi Regis, speciale ad id mandatum habentes, pro & nomine eisdem, Heredum & Successorum suorum, Oratores predicti Illustrissimi Regis Anglie, pro eodem, Heredibus & Successoribus suis stipulantibus, convenimus, precipimus, promittimus, concordamus, & concludimus, eundemque Christianissimum Regem, Heredes & Successores suos abringimus & obligamus, per presentes, quod ipse, Heredes, & Successores sui solvent sibi solvi faciant Heredibus & Successoribus predicti Illustrissimi Anglie Regis (videlicet) Anglie Regibus, perpetuis seculis futuris, pro tempore existantibus, singulis Annis, ad duas Auri minas (videlicet) primo die mensis Maii, & primo die Novembris, per aequales portiones, in Coroneis Auri de Sole boni & iusti ponderis, puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Corona Auri de Sole valente & affinitati in pecunia Gallica triginta octo Solidos Turonenses, Summam Quinquaginta millium Coronarum Auri boni & iusti ponderis, puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Corona Auri valente & affinitati in pecunia Gallica triginta octo Solidos Turonenses.

Que quidem Summa Quinquaginta millium Coronarum Auri, sic assignatur, conset & conficere debet, et presentem Conventionem, in Coroneis Auri de Sole, boni & iusti ponderis, puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Corona Auri de Sole, valente & affinitati in pecunia Gallica triginta octo Solidos Turonenses, Summam Quinquaginta millium Coronarum Auri de Sole, & Quinquaginta duarum Coronarum Auri de Sole, & viginti quatuor Solidos Turonenses, videlicet.

Primo die mensis Novembris vel Maii post mortem Illustrissimi Henrici Anglie Regis moderati (quam Deus feram esse concedat) proximè sequenti, etiam si alterum dictorum dierum Novembris aut Maii Solutioni assignatum tunc tantum dies dicta mors antecederet, Christianissimus Galliarum Rex qui pro tempore fuerit, Illustrissimo Anglie Regi (videlicet, Regni Anglie proximè possessionem tunc adepro) pro illo termino solutionis, solvet sibi solvi faciet in Coroneis Auri de Sole boni & iusti ponderis le Oppide Calise, aut, si id Oppidum (quod abest) in alterius Principis Ditionem pervenerit, in Civitate Cantuariensi, in Comitatu Kentie, infra Regnum Anglie, viginti quatuor millia Coronarum Auri boni & iusti ponderis puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Corona Auri valente & affinitati in pecunia Gallica triginta octo Solidos Turonenses, que quidem Summa viginti quatuor millium Coronarum Auri, sic assignatur, conset & conficere debet, et presentem Conventionem, in Coroneis Auri de Sole, boni & iusti ponderis puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Corona Auri de Sole valente & affinitati in pecunia Gallica triginta octo Solidos Turonenses, Summam viginti quatuor millium Coronarum Auri de Sole, & viginti tres Coronarum Auri de Sole, & duodecim Solidos Turonenses. Et si deinceps, de Terminis in Terminis, & de Anno in Annum, absque intermissione aut cessatione, ad extremum usque Annorum decem, quem divina Providentia Mandi huius Terminum possit sic preficiantur;

Provisio tempore quod, si Illustrissimus Anglie Rex (quod Deus avertat) decesserit ante solutionem ab integro summam duarum millium Coronarum Auri.

Ad quam certis modis & Terminis solvenda predictus Christianissimus Rex, Heredes & Successores sui predicti Illustrissimi Anglie Regi, Heredibus & Successoribus suis, in Literis de sepe concessis, de Dux apud Alere tradidit die mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quinto, manent obligati, et in eisdem plenius constituti.

Tunc & in eo casu quod superius solvendum & solutum remanserit, Loco, Modis, Annis, & Terminis dictis Literis preficendis, Heredibus & Successoribus predicti Illustrissimi Anglie Regis plenè & integre persolvant, sic et Solutiones ex presentibus Conventionibus in satisfactionem illius debiti duarum millium aut aliquis pars quidem non impetuerit, sed & eadem solutio procedat & observetur secundum vim, formam & effectum Liberatorum predictorum desuper constitutum, ut in eisdem manifestius liquet & apparet.

Et ulterius, pro & nomine dicti Christianissimi Regis, Heredum & Successorum suorum, Oratores predicti Illustrissimi Anglie Regis pro eodem, Heredibus & Successoribus suis stipulantibus, convenimus, contra-

TOM. IV. PART. L

concludimus, eundemque Christianissimum Regem, Heredes & Successores suos constituimus & obligamus per presentes, quod ipse, Heredes & Successores sui gratis & occasione premissis Traditionis, absque aliquo pretii summæ pecuniarum exactione, tradant & deliberant tradere aut deliberari faciant predicto Illustrissimo Anglie Regi, Heredibus & Successoribus suis imperpetuum, aliter eorum aut aliquos eorum nomine venientibus ab eisdem aut eorum aliquo ad id transmissis & deputatis, in Loco vocato Brange in Archidiaque quondamque venient aut venientibus ac semel vel iterum vicibus petenti vel petentibus (videlicet) intra menses Maii Junii & Julii, talem & tantam quantitatem grossi & nigri Salis, ut dictæ quantitates verus valor pretium & affinitati, pro ratione illius Auri quo tradit & deliberari debet, communiatur, boni diti & & aliique fraude facta, intencat ad summam quondamque millium Coronarum boni & iusti ponderis, puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Corona Auri valente & affinitati in pecunia Gallica triginta quatuor Solidos Turonenses, solvendam in Coroneis Auri de Sole boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque Coronæ auri de Sole valente & affinitati in pecunia Gallica triginta octo Solidos Turonenses.

Ita quod dictum Sal in Navibus Carracis aut aliis Vasis suis imponere & onerare, ac eisdem Navibus, Carracis five Vasis sic oneratis, prout eis eundem videlicet & tempus Navigationi idoneum appuerit, in Angliam usque transire licebit, absque aliqua impetitione five impedimento aliquoive Vexilligii alteriusve oneris aut impositionis, quodcumque nomine constiterit, exactione aut demando, five ab aliquo pro applicatione Navium, Portus Curia, aut quodcumque et causa quantumvis specialiter fuerit exacta, imposita aut solvi coactura imponere & deinceps imponenda.

Et si forte, deficiente Sale ab oparum inundationem aut aliam causam fortalem, non poterit dicta quantitas Salis plenè & integre ad rationem estimationis predictæ aliquo anno aut aliquibus annis prefuit, tunc proximo anno, quamprimum uberitas Salis redierit, ex quantitas Salis, quoniam propter intentionem aquarum aut aliam quodcumque causam tradita aut deliberata iuxta Conventionem predictam non fuerit, tradetur & deliberabitur pro modo & ratione estimationis Salis eo tempore boni diti & affinitati traditi, habita, quo Salis quantitas infuit dari debeat.

Et ulterius, pro & nomine Christianissimi Regis, Heredum & Successorum suorum, precipimus, contra-

Item, convenimus, concordamus, & concludimus, eundem Christianissimum Regem, Heredes & Successores suos abringimus & obligamus, per presentes, quod dictus Christianissimus Rex, Heredes & Successores sui, neque per se neque per aliam, directè aut indirectè, seceret aut aperit, predictum Illustrissimum Anglie Regem, Heredes & Successores suos, in possessione Oppidorum, Terrarum, Cultorum & aliorum, que nunc per eundem Illustrissimum Anglie Regem ultra Mare possideant, turbarent, infestarent aut molestarent, turbis, inquietis aut molestari faciant; sed sicut & permittit predictum Illustrissimum Anglie Regem, Heredes & Successores, quietè & pacificè eadem possidere, absque aliqua molestatione, inquietatione aut impedimento per secula infuturi inferendo.

Item, convenimus, concordamus, & concludimus, eundem Christianissimum Regem, Heredes & Successores suos abringimus & obligamus, per presentes, quod dictus Christianissimus Rex, Heredes & Successores sui, neque per se neque per aliam, directè aut indirectè, seceret aut aperit, predictum Illustrissimum Anglie Regem, Heredes & Successores suos, in possessione Oppidorum, Terrarum, Cultorum & aliorum, que nunc per eundem Illustrissimum Anglie Regem ultra Mare possideant, turbarent, infestarent aut molestarent, turbis, inquietis aut molestari faciant; sed sicut & permittit predictum Illustrissimum Anglie Regem, Heredes & Successores, quietè & pacificè eadem possidere, absque aliqua molestatione, inquietatione aut impedimento per secula infuturi inferendo.

Item, cum Antecessi, Pacta & Conditiones prefatas Traditionis perperam & iniquam cumdam momenti sint, neque ad eum modum conveniant ut perpetuis seculis ad eorum inviolabilem observantiam Regi Galliarum & Anglie pro tempore existentibus obligentur, ad rememorandum itaque omnem ambiguitatem moriam, que de autoritate Contrahentium, cum Principis in Successorem non habet res aut potestatem, neque successores Regis Dignitatem solum suis Pactis prajudicium facere poterit, convenimus, concordamus & concludimus, quod Potentissimi Principes predicti non solum presentem Traditionem perperam & iniquam, ac omnia & singula Capitula in eodem contenta rescindunt, rescindunt & confirmantur, Liberaque inde Rationabilis & iustitiam, in valida & sufficiente forma

Q 99

con-

ANNO
1527.

ANNO
1527.

Conservator, ac in Curia Banci Regis, in Curia Banci
Conservator ac Placita, & Curia Senatorii Regis,
auctoritate & emolumento.

Sequitur Tenor dictarum Commissionum.

FRANCISCUS, Dei gratia, Francorum Rex nobil-
iter, presentes Literas inspecturis, Salutem.

Notum facimus quod nos.

Ad plenam confidentiam de Literarum Scientia, In-
dustria, Fide, & Probitate Carissimum ac Dilectissi-
morum Consiliorum nostrorum Magistrum Galvolum
Episcopum Tarbesensem, Franciam Vicecomitem Tarente Mil-
item Ordinis nostri, Antiquum de Vile Miliitem Domini
de Presens Praesidia in nobis Parlamentorum Curia
Parisiensi & Brannien, & Joannem Joachim de Passam
Domini de Vaulz Illustrissimum ac Carissimum Domini
de Lantur noster Octonem,

Eosdem & unumquemque eorum tam conjunctim
quam distinctim fecimus, creavimus, constituimus, &
ordinavimus, tenore presentium facimus, crea-
mus, constituimus, & ordinavimus, Oratores, Procura-
tores, & Ambassadors nostros generales & specia-
les.

Dantes & concedentes eidem & unicuique eorum
in solidum, tam conjunctim quam distinctim, Facul-
tatem & Mandatum generale & speciale capitulandi,
tractandi, concedendi, & concordandi, tam pro No-
bis, quam Haeredibus & Successoribus nostris, cum
Illustrissimo ac Potentissimo Principe Henrico, Dei
gratia, Rege Angliae, Domini Hiberniae, Fidei Defensor
Carissimo & Dilectissimo Fratri & Consanguineo no-
stro, aut ejus Oratoribus, Ambassadoribus & Procura-
toribus, ad hoc potestatem sufficientem habentibus,
super uno aut pluribus Tractatibus, tam de & super
Pace perpetua, sub quibusvis Conditionibus, etiam si
nos, Haeredes & Successores nostros ad quoscunque
Summam pecuniam Potentissimo Angliae Regi, Ha-
redibus & Successoribus suis assensum solvendum, ac
numerum quibusvis aliis annuatim Haeredibus & Succes-
soribus suis praestandum obligant, quoniam de & super
Matrimonio pro nobis aut Consilio ac Dilectissimo
Filio nostro Anthonio Duce alternatim contrahen-
do; idque si in videatur sub quomodo Conditionibus
ut illis alternatim determinatio sine dissolutione pro
mutuum consensum nostrum & Potentissimi Angliae
Regis determinetur, necnon super aliorum Conjunctione
sive Consideratione ac etiam Ligas Belli defensori
ultra Conventiones & Capitula in novissimis Tracta-
tibus contenta & comprehensa, illis tamen & ceteris
Tractatibus novissimis in suo robore perpetuo, & sine
aliqua innovatione manentibus, necnon cum predicto
Carissimo Consanguineo & Fratre nostro, ac etiam
Sanctissimo Domino nostro, Domini Illustrissimi Praetor-
um, & quibusvis aliis Principibus Christianis, deque
de & super modo & ordine quibus Casarem, pro redemp-
tione filiorum nostrorum sine liberatione convenire
sine, ac etiam Ligas, vendere & Consideratione
Belli offensivi contra Casarem pro recuperatione, liber-
tate, & restitutione Liberos nostrorum in manibus
Casaris aut aliorum quocunque existentium, necnon
pro persequutione Summarum per dictum Casarem
Illustrissimum ac Potentissimum Angliae Regi, Domini
Hiberniae, Fidei Defensori, Carissimo ac Dilectissimo Fra-
tri & Consanguineo nostro debitorum, quodcumque
damnum realizatione aut recuperatione, ac etiam
aliorum Jurium suorum satisfactione, necnon de meo
Congregis sine Convenio nostro, & Carissimi ac
Dilectissimi Fratris & Consanguinei nostri levissimum
Angliae Regis predicti,

Et generaliter omnia alia & singula, quae ad metum
nostri & predicti Carissimi Fratris Unionem & pro-
prium amorem conjunctionem ac utilitatem Intelligi-
tatem, quae eis conducere videantur.

Ac etiam circa predicta & illorum singula ceteris-
que omnia et illis determinata tractandi, concordandi,
convenire, & concordandi, sub & cum talibus Con-
ditionibus & pactis quae illis nostris Oratoribus aut
eorum vicariis, tam conjunctim quam distinctim, videan-
tur opportuna & necessaria, & quae nos faciemus aut
facere possimus si personaliter interfuimus, etiam si
talia forent quae expressis majora sint, & Mandatum
quoniam praesentibus eis expressim exigant magis spe-
ciale.

Presentes, boni fide & in verbo Regis, & sub
obligatione & hypotheca omnium & singulorum bono-
rum nostrorum, Haeredum etiam & Successorum no-
strorum, tam praesentium quam futurorum, omnia &

TOM. IV. PART. I.

singula, quae per dictos nostros Oratores aut alterum
eorum tam conjunctim quam distinctim, alia, promissa,
coelestia, conventa, & capitula fuerint, nos rata
& grata perpetua temporibus habituros, illaque & sin-
gula omnia, per Patentes nostras Literas manu propria
signatas confirmavimus;

Dantes etiam predictis nostris Oratoribus & cultet
illorum in solidum plenariam & omnimodam potesta-
tem, pro securitate praesentium & illorum omnium
& singulorum, in animam nostram jurandi, omnia
Bona nostra, Haeredum & Successorum nostrorum tam
praesentium quam futurorum, obligandi & hypothecandi & sub
Censuris Ecclesiasticis, etiam Camera Apodolica si
opus fuerit cum clausula de Nisi, substituendo unum
vel plures Procuratores cum potestate prorogandi Ju-
ridictionem, & constituendi omnia promissa, alia, con-
venta, & conclusa, per praesentis nostros Oratores aut
alterum, in solidum, constituendi quod, nisi conven-
ta, alia, conclusa, & capitula, restituta & de fide
satisfacta, Sacerdotis Ecclesiasticis contra
constitutionem aut constitutionem praestant, a qua non
absolvatur nisi prius adimpleverit quae adimplenda fo-
rent, renunciendo omnibus Privilegiis, Regibus Fran-
ciae concessis, quod non possint economizari per Sedem
Apodolicam, nisi certis solemnitatibus observatis,
quod quidem Privilegium pro expresso habetur, ac si
illius de verbo ad verbum eitis praesentibus facta
mentio.

In quarto rerum Testimonium habet praesentes mano
nostri signavimus, Significatque nostro communi iussum.

Datum in Castro nostro Nemoris Vicariorum, die
vicesimi tertii mensis Aprilis, Anno Domini millesimo
quingentesimo vicesimo septimo post Pascha, &
Regis nostri tercio decimo.

HENRICUS Octavus, Dei gratia, Angliae &
Franciae Rex, Fidei Defensor & Domini Hiberniae,
omnibus ad quos praesentes Literae pervenerint, Sa-
lutem.

Sciatis quod Nos.

De probitate, legalitate, circumspeditione, fidelitate,
& industria, dilectionem & fidelem Consanguineo-
rum & Consiliorum nostrorum, Thomae Davis
Norfolkiae Angliae Thesaurarii, Caroli Davis Sesshe-
riae Magni Marescalli Angliae, Thomae Balen Eborac-
niae Rochestrie, Willielmi Fox William, Hospiti no-
stri Thesaurarii, Ordinis nostri Gasterii Lancelini, &
Thomae More Militis Ducis nostri Marescalli Can-
cellarii, ad plenam confidentiam,

Eosdem & unumquemque eorum, tam conjunctim
quam distinctim, fecimus, creavimus, constituimus, &
ordinavimus Oratores, Procuratores, & Ambassadors
nostros generales & speciales.

Dantes & concedentes eidem, & unicuique eorum
in solidum, tam conjunctim quam distinctim, Facul-
tatem & Mandatum speciale & generale capitulandi,
tractandi, concedendi, & concordandi, tam pro No-
bis, quam Haeredibus & Successoribus, cum Illustris-
simo ac Potentissimo Principe Francisco, Dei gratia,
Francorum Rege, Christianissimo, Carissimo & Dilectis-
simo Fratre & Consanguineo nostro, aut ejus Orato-
ribus, Ambassadoribus, & Procuratoribus, ad hoc po-
testatem sufficientem habentibus, super uno aut plu-
ribus Tractatibus tam de & super Pace perpetua, sub
quibusvis Conditionibus, etiam si nos, Haeredes & Suc-
cessores nostros speciali Pacto assingerent & obligarent
ut nec nos, Haeredes aut Successores nostri, aliosque
Reges, ducis aut Clunii nostri praestemus, Christianissimum
Regem modernum, Haeredes aut Successores in posses-
sione eorum quae nunc possident retinere, & inque-
rere in futurum, quoniam de & super Matrimonio,
pro & nomine Carissime & Dilectissimae Filiae nostrae
Marie, cum eodem Christianissimo Rege, aut Filio
suo secundo Henrico Duce Austriae alternatim contrahen-
do; idque si in videatur, sub quomodo Conditionibus
ut illis alternatim determinatio, sine dissolutione
per mutuum consensum nostrum, & predicti Chris-
tianissimi Francorum Regis determinetur, necnon super
aliorum Conjunctione, sive Consideratione, ac etiam
Ligas Belli defensori, ultra Conventiones & Capitula
in novissimis Tractatibus contenta & comprehensa (illis
tamen & ceteris Tractatibus novissimis in suo robo-
re perpetuo, & sine aliqua innovatione manentibus)
necnon cum predicto Carissimo Consanguineo, &
Fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino, Illustris-
simo Domini Praetorum, & quibusvis aliis Principibus
Christianis, deque & super modo & Ordine quibus

Q q q 2

Caja

ANNO
1527.

ANNO
1527.

Cæsarum, pro redemptione, sive liberatione *Filiorum* dicti *Christianissimi Regis* convenire oportebit, ac etiam *Ligas*, *Fœdere* & *Conferentione Belli* officij contra *Cæsa-* rem pro recuperatione, libertate, & remissione *Libero-*rum dicti *Christianissimi Regis* in manibus *Cæsaris*, aut aliorum quorumcumque erunt, necnon pro resolutione summorum per dictum *Cæsa-* rem nobis debitarum, ac damno-*rum* reparatione & recuperatione, ac etiam aliorum iurium nostrorum satisfactione, necnon de mutuo Consensu sive Conventa nostro, & *Cassini* & *Dilectissimi Fratris* & *Cousingui* nostri predicti.

Et generaliter omnia alia & singula, quæ ad maiorem nostram & predicti *Christianissimi Fratris* nostri *Ulti-*onem & propter amorem coniunctionem ac sectionem intelligentiam quæ eis conducere videantur, ac etiam circa predicta & illorum singula, cunctique omnia & illi dependentia, tradendi, concedendi, conveniendi & conclusendi, sub & cum talibus *Con-*ditionibus & *Pactis*, quæ dictis nostris *Oratoribus* aut eorum alicui, tunc consensum quam distincti, videbuntur opportuna & necessaria, & quæ nos facientes aut facere possimus si personaliter interfuimus, etiam si talia forent quæ expressis raptura sint, & *Mandatum* quam *præfationes* his expressis exigant magis speciale;

Prospicientes, bene idè & in verbo *Regio*, & sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum honorum nostrorum, *Hereditum* etiam & *Successorum* nostrorum, tam presentium quam futurorum, omnia & singula, quæ per dictos nostros *Oratores* aut alterum ipsorum, tam consensum quam distincti, acta, promissa, conclusa, convenia, & capitula fuerunt, nos rata & grata perceptis temporibus habitus, illique & singula omnia per *Patentes* nostras *Litteras*, manu propria signata, confirmatos;

Dantes etiam predicta *Oratores* nostris & cunctis illorum in solidum plenariam & omnimodam possessionem, pro securitate permittimus & illorum omnium & singulorum, in animam nostram parandi, omnia bona nostra, *Hereditum* & *Successorum* nostrorum, tam presentia quam futura, obligandi & hipotecandi & sub *Censibus* Ecclesiasticis etiam *Camera* *Apostolica*, & quæ fuerit, cum clausula de *Nisi*, subiacendo eorum vel plures *Procuratores* cum potestate prorogandi *Jurisdictionem*, & considerandi omnia promissa, acta, convenia, & conclusa per prefatos nostros *Oratores*, aut alterum in solidum considerandi quod, nisi contra, acta, conclusa, & capitula tenent & de facto adimplerent, *Sententia* *Excommunicationis* contra constitutorem aut contententem proferatur, a qua uno absolute nulli prius adimplerit quæ adimplenda forent.

In eorum rei Testimonium has *Litteras* nostras manu nostra signatas fieri fecimus *Parentes*.

Telle incipit apud *Grævenich* vicesimo quinto die *Aprilis*, Anno *Regni* nostri decimo nono.

In quorum omnium & singulorum permittimus, fidem & Testimonium Nos, *Oratores*, *Committell*, & *Ambassatores* predicti *Galliarum Regis* *Christianissimi*, presentes, manu nostra subscripserunt, *Stigillorum* nostrorum appositione muniri fecimus & roborari.

Datum apud *Mosam*, ultimo die *Aprilis*, Anno *Domini* millesimo quingentesimo vicesimo septimo.

Nos igitur, *Tractatum* eundem omnique & singula *pacta* & capitula in ipso consensu & expressis, acceptis, grata, rata, & firma habemus, quæmus nos, *Hereditas* & *Successores*, *Regna*, *Domina*, & *Sub-*ditos nostros concernent, tangere aut quovismodo concernere possunt & poterunt, omnia & cunctas illas meliores utilioribusque modis vili, iure & formæ, quibus possimus & debemus, approbamus, laudamus, & confirmamus, & ratificamus.

Jurantes in animam nostram & verbo nostro *Regio* affirmantes & pollicentes nos adfectus, aut contra præsentem perpetuo *Pacti* *Tractatum*, nichil unquam omnino quovis prætextu mutatorum, utramque, aut facturos, neque ut ab aliis quocumque moliantur aut committantur, procuratores aut assensuros, sed omnia & singula in præsent *Tractata* comprehensum penitus impleremus, & bene fide perpetuo observatos.

Hanc *Testimonio* *Litterarum*, quæ indecimo manu propria subscriptas, *Stigillo* nostro corroborari jussimus.

Datum *Ambrun*, die decima octava mensis *Augusti*, Anno *Domini* millesimo quingentesimo vicesimo septimo, *Regni* nostri nostri decimo decimo.

FRANÇOIS.

Per Regem.

ROBERTET.

CCXIII.

ANNO
1527.

Tracté entre FRANÇOIS I. Roi de France, & HENRI VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois recouvrant leurs possessions sur le Duc de Milan, & le Duc FRANÇOIS SPORE, & les rituels, que le Roi d'Angleterre confessa au Mariage de la Reine ELEONOR avec le Roi FRANÇOIS I. qu'il sera præsenteur de la Paix entre l'Empereur CHARLES V. & le Roi FRANÇOIS I.; que les Marchands Anglois jouiront des mêmes Privilèges; dont ils jouissoient aux Pays-Bas, & avant de temps que la Guerre durera entre l'Empereur & ledit Roi. A Ambrun le 18. Août 1527. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 181.]

THOMAS, migratione divini spiritus sancti Cecilie, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ *Prefectus* *Cardinalis*, *Eboracensis Archiepiscopus*, *Apostolicæ* *Sedis* de latere *Legatus*, *Angliæ* *Primas* & *Cancellarius*, necnon *Invisibilis* & *Potentissimus* *Princeps* *Henricus* octavi, *Dei* *gratia*, *Angliæ* & *Franciæ* *Regis*, *Fidei* *Defensoris*, & *Domini* *Hiberniæ*, *Locumtenens*, *sufficiens* & *legitimè* *deputatus*, *notum* *faciemus*, ac in publicam certantem relationem deducimus per presentes, quod cum nos viximus & vigore *Commissi* nobis à predicto *Invisibilis* *Angliæ* *Rege* facta, cum *Illustrissimo* & *Potentissimo* *Principe* *Francorum* *Rege* *Christianissimo*, in personis suis *perhomen*, *conventione*, & *conveniente*, certa *pacta*, *capitula*, *conventiones*, & *distinctiones* *interim*, *convenimus*, & *pacti* *formam*, *sententia*, *forma*, & *tenore* *seque* *concepta* & *conclusa*, inferiori *scriptum* *proat* *contrahentibus*, uni cum nostris *Commissariis* *recitatione* de verbo ad verbum plane subjuncta, videlicet in hunc modum. *Sincerus* *animorum* *affectus* & *studia* observanda inter se *Amicitia* *solicitudine*; quæ propter voluntatem *communionem*, in *Illustrissimo* & *Potentissimo* *Principibus* *Angliæ* & *Francorum* *Regibus*, ex æquo viget, sine omni *deinceps* *offensionis* *nebula*, clavis & *aperis* *pectoribus* *colenda*, & *amorem* *pietatis* *serpentinum*, *faci* & *exigit*, ut quod nunc *inter* *conditiones*, de quibus *Cæsar* *finaliter* *offendit* *inter* se *enunciarunt*, animis *sentiant* *aque* *intelligent*, *apostolis* *etiam* *pactis*, videlicet predicto *Christianissimo* *Rege*, in personis suis, ac predicto *Invisibilis* *Angliæ* *Rege*, per dictum *Reverendissimum* *Patrem* *suum* *Locumtenentem*, *convenientes* *id* *scripsi* *tenentur*, *aque* *conveniant*, *cunctis* *videlicet* *Articulis* *ad* *modum*, *formam* & *tenorem* *sequentes*.

Imprima, inter predictos *Potentissimos* *Principes*, ut *præsentes*, *perhomen*, *conveniam*, *concordamur*, & *conclusum* *est*, quod si *intervenire* *prædicti* *Invisibilis* *Angliæ* *Regis*, aut alia, & *Cæsar* *possit* *obtinere*, ut *Dux* *Franciscus* *Stoeris*, *Ducatus* *Mediolani* *statum* *durantem* *vita* *sua* *tenent*, & *aliquæ* *possessione* *gaudent* & *fruantur*, *fructus* *percipiens* *ex* *eodem*, *non* *intelligatur* *per* *aliquos* *condiciones* *Cæsaris* *oblati* *alterum* *ex* *parte* *dictorum* *Principum* *restituam* *personas* *aut* *dicti* *Ducatus* *utriusque* *eorum* *per* *Conventiones* *Lige* *Italianæ* *assignatis* & *limitatis*; sed quod bene liceat utrique *Principi* *predicto* *personas* *quomodolibet* à *predicto* *Duce* *Francisco* *Stoeris* *perire* & *vindicare*, *cuique* *quocumque* *modo* *cogere* & *recuperare*.

Item, quodquidem non alibi *Amicitia* *perpetuo* *derogari* *alio* *posset*, si *Pactis* *inter* *Christianissimum* *Regem* & *Cæsarem* *componenda* *protectionem* *predictorum* *Invisibilis* *Rex* *Angliæ* *susciperet*, *conveniam*, *concordamur* & *conclusum* *est*, quod *predictus* *Invisibilis* *Angliæ* *Rex* *protectionem* *dictæ* *Pacis* *non* *susciperet*, nisi forte *Pax* *aliter* *effectum* *formi* *non* *posset*; quo casu *quomodolibet* *de* *Marrimoli* *Domine* *Eleonore* *pro* *bono* *Pacti* *ex* *parte* *Invisibilis* *Angliæ* *Regis* *consentire*, sic etiam *consentire* *Rex* *Christianissimus* *predicatus*, ut si *Pax* *aliter* *obtinere* *non* *posset*, *hujusmodi* *protectione* *etiam* *susciperet*; *perhomen* *nilominus* & *convenientes* *Potentissimi* *Principes* *predicti*, quod nec *Invisibilis* *Angliæ* *Rex* *ratione* *dictæ* *protectionis*, & *eorum*, quæ ex *protectione* *consequi* *possent*, *aliquid* *fecerit*, aut *molitur*, *aut* *attendant* *contra* *Christianissimum* *Regem*, *quæ* *Regna*, *aut* *Subditos*, *dirigere* *vel* *indicare*, *quovis* *prætextu*, *vel* *colore*; neque *Rex* *Christianissimus* *decendo* *idem*

421

ANNO
1517.

tem Dominum Elconoram, illius iussu, hortatu, amore, ac consilio quicquam ager, facit aut molitur, fieri siner, aut procurabit quod eedere possit in damnum, præjudicium, aut immolationem Amicitie, Fœderis, Unionis, & Conjunctionis jam cum eodem conclusæ.

Uterius autem, quandoquidem Cæsare obtulit conditiones similiter responsæ & illas non accepisse, Belgium tunc subactum, & ex parte utriusque Principis geri debere; quo casu, Mercatores Anglici omnibus illis Privilegiis libertatibusque privabantur, atque antea, quibus Commercio in inferioribus & aliis Cæsaris Dionibus exercebant, & illæ cum Mercibus & Mercimoniis convenientes in Vestigialium & aliorum onerum solutione gaudebant, frangebantur, & habebant, magno suo commodo & lucro cedentibus: convenimus, concedimus & concedimus etiam, quod similia privilegia, immunitates & libertates, quas Anglici Mercatores, à duodecim mensibus proxime præteritis habuerunt in paribus Flandria, Brabantia, Hollandia, & Zelandia, habebant ipsi Mercatores Subditi Regis Angliæ, Mercimoniis in Regno Franciæ, & Dominis ad Christianissimum Regem pertinentibus exercebant, quandoquidem Bellum inter Christianissimum Angliæ Regem & Cæsarem durabit, aut dicta Privilegia adempta manebunt, propter Bellum vel Contributionem ex parte Regis Angliæ factum vel faciendam. Et quod prorogationem dictorum immunitatum & libertatum per dictos Subditi post Bellum, vel finem Belli, per Oratores communi utriusque Principis sufficienter maturitate, illos videlicet quos Christianissimus Rex, ad invictissimum Angliæ Regem, pro confirmatione Tractatus perpetue Pacis missurus est, quibus dicta Privilegia & immunitates sue ostenderentur, concederentur & concederentur.

Sequitur tenor Commissionis prædicti Reverendissimi Patris.

HENRICUS octavus, Dei gratiæ Angliæ & Franciæ Rex, Fidei Defensor, Dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præfata Litera pervenerit, Salutem. Cùm in Fœdere auctoritatis Conjunctionis inter Oratores Illustrissimi Principis Francici, Dei gratiæ Francorum Regis Christianissimi, Fratris & Consanguinei nostri Carissimi, & nostri, super conclusæ, conventum inter cetera, & concordatum sit, quod explicandum, determinandum, & si dissolutio alternativa super Maximis vel Carissima Domina Maria, Filie nostre Christianissimæ, per momentum consensum prædicti Christianissimi Regis & nostri, fieri; quem consensum nos aut in persona nostra explicaverimus; aut per aliquem alium, quem à nobis Consiliis multum fidem & curam habuerimus, & qui veluti nostra voce, anima, ac spiritu loqueretur, sensumque nostrum ac voluntatem proxime exprimeret, aliisque ex nostro Mandato ageret atque traderet, & circa dictam alternativam effectum, aut mentum nostri cum dicto Carissimo Fratre nostro congestum, tractari & conclusi opportuna videbantur; aut convenire. Nos igitur, qui idem, prohibitionem, diligentiam, ac la agendis rebus solertiam & iudicium singularem Dilectissimi, Fidelissimi, & Præcelsissimi Consilarii nostri, Reverendissimi in Christo Patris Thomæ, misericordie Divini itali sanctæ Ecclesiæ tam Tibetini Presbiteri Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopi, & Apodolice Sedis à latere Legati, Regique nostri Cancellarii, multis antehac argumentis cognatis & perspicuis habemus, & cujus integritatem cum ducimus, ut cum meritis animis mentisque nostre sinceritate referenda, exponenda, atque explicanda, ostendamus & iustitiamque ordinemus, consiliis, & depretemus, ipem certam & indubitatam de circumspiciendæ, fidelitatis & iudicium, fuit hujusmodi conspiciendæ, ac de illis plenissime confidentes, ipsam Reverendissimam Patrem nostrum Locumtenentem, ac verum & indubitatum Oratorem, Ambasiatorem, Commisissarium, Procuratorem, Depositum, Novicium speciemque regne generalem facimus, constituimus, & ordinamus per præfatis. Dantes & concedentes eidem Locumtenenti nostro plenum potestatem, facultatem & auctoritatem, ac plenissimam & amplissimum Mandatum generale & speciale, dictam Carissimam Regem nomine nostro adendi, ac eidem de & circa explicatione, determinatione, siue dissolutione alternative super Maximis Illustrissime Domine Mariæ, Filie nostre Christianissimæ, consensum nostrum explicandi, ac cum eodem Carissimo Fratre nostro prædictum alternativam in personam præfati Christi-

anissimi Regis, Illustris Ducis Arælie Filii ejusdem secundo geniti, aut neutriusque autem ad omnem effectum, qui in dicto Tractatu auctoritatis conjunctionis continetur, determinandi. Dantes præterea & concedentes eidem Locumtenenti nostro, ac quibuscunque ab eo deputandis & substituendis, tenore præfatum, plenam potestatem, facultatem, auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum dicto Illustrissimo Principe, Francisco Francorum Rege, seu eius Oratoribus, Procuratoribus, & Ambasiatoribus, Legatis, aut Depositis quibuscunque ad hoc sufficienter potestatem habentibus, prout declaratio dictæ alternativæ extiterit, tam de modo, tempore, & forma Contrahendi ipsentis maximis illis, & solemnisationis ejusdem, etiam de Dote & Dotio, quim de & super transactione ejusdem Carissimi Filii nostri in Galliam; de modo administrationis Regni in eventum Successionis prædictæ Christianissimæ Filie nostre, de parte ejusdem in Angliam transmittendo, ut educeret, de nihil innovando contra statum & formam Reipublicæ Anglicanæ; de non alienando Regnum; de debitis fiscalibus & obligationibus pro præmissis: Et quo casu in Personam Ducis Arælie alternativam determinata fuerit, de eodem in Angliam transmittendo, ac etiam in Galliam relinquendo, si eum succederet; ceterisque quibuscunque emergentibus, incidentibus, dependentibus & annexis, convenientibus, faciendis, firmandis, capitulandis, & concludendis, necnon de & super Pace perpetua inter Quatuor prædicti Christianissimi Reges, & nostros, jam super conclusa, & confirmatione ejusdem, atque aliqua tamen innovatione, tractandi, conveniendi, & concludendi; ac etiam de & super immutatione, alteratione, qualificatione, restrictione, siue amplificatione quocunque Articulatorum, siue Capitularum, in novissimis Fœderibus auctoritatis Conjunctionis Belli offensivi & peremptoris Pacis, ac etiam continuatione Belli contra inferiores Cæsaris Dionos gerendi, in contributionem pro transmittendo & alendo Exercitu in Italiam, ac Summa ex parte nostra pro dicta contributione solvenda; quanta futura sit, quot mensibus præstanda & duratura sit contributio; quibus locis, modis, & temporibus solvenda sit, limitanda, similiter conveniendi, faciendi, transigendi, & concludendi. Præterea verò tam de mutui Congressus, siue Conventus nostro & prædicti Carissimi Consanguinei & Fratris nostri, quim circumstantiis ejusdem, videlicet loco, tempore, comitatu, apparatu, & ornatu, sumeretur & ordine ipsorum nostrorum specialiter & expressis conveniendi; similiter faciendi, capitulandi, & concludendi; atque nova Fœdera, Ligas, & Conventions quocunque, siue quasvis & definitivas, aut cujuscunque generis aut qualitates essent, cum talibus Padis, Artibus, Capitulis, & Conventibus, qui eodem Locumtenenti nostro, aut ab eodem deputandis, eorumque alios, videbantur expedire, cum prædicto Christianissimo Rege, Fratre & Consanguineo nostro Carissimo, ejusque Procuratoribus, Oratoribus, Commisissariis & Ambasiatoribus sufficientem ad id possitatem habentibus, inveniendi, contrahendi, perentiendi, conveniendi, faciendi, concordandi & concludendi, Pactaque, Tractaque, & Conventions quocunque præmissorum complemento apponendi, conveniendi, & faciendi; necnon de & super hujusmodi conventis, concordatis, & conclusis, Literis validis & efficaciis pro complemento eorumdem pro parte nostra tradendi, similiter à præfato Fratre nostro, ejusque Oratoribus, Procuratoribus, Ambasiatoribus, Commisissariis, Legatis aut Depositis requirendi, recipiendi, & acceptandi; ac iuramentum in altum nostrum præstandi, quod tenemus & adimplendum restitit & cum effectu unius & singulis, qui in præmissis & circa ea nomine nostro dictas Locumtenentes nostros, vel ab eo deputati aut substituti, concordandi, conveniendi, transigendi, & concludendi, concordabant, conveniendi, jurabant, frangebant, & concludendi; & quod illa iusticiabimus, & nullo aliquam tempore revocabimus, nec contra ea vel eorum aliquem venimus: simileque iuramentum à præfato Fratre nostro Carissimo, ejusque Oratoribus, Ambasiatoribus, Commisissariis, Legatis aut Depositis exigendi & præstare videndi; ac generaliter omnia & singula nomine nostro faciendi, gerendi, exercendi, & firmandi cujuscunque nature & importancie forent, in prædictis & circa ea necessaria & opportuna, & que tanti negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentibus, & annexis exigat aut requirit, & que nobis facere liceret, si præmissis perscrutari interesset, etiam præmissa longe majora sint, aut talia fuerint,

ANNO
1516.

ANNO

1527.

que de sua natura ad ex perficiendum Mandatum exigant magis speciale, quam praefatus sit expressum. Promittentes bonam fidem & in verbo fidele, non ranc, gratum, & firmam habebimus id totum & quicquid per dictum Locumtenentem Oratores, Ambulatores, Commissarios, Legatos, & Deputatos nostros, aut ejus Substitutos, aut Deputatos, actum, gestum, conventum, juratum, & factum fuerit lo premissis, & contra ea vel ipsorum aliqua nullo modo contravenire, immo ipsa nunciatore & invariabiliter observare, ac per Literas nostras Patentes confirmare. In cujus rei Testimonium, praesentibus Literis nostris manu nostri signati Magni Sigilli nostri duximus apponendum. Datum in Civitate nostra Londoniensi, decimo tertio die mensis Junii, Anno Domini 1527. Regni vero nostri decimo-anno.

Nos praedicti Invidiosissimi Angliae Regis Locumtenens, praedicta, ac recitantes, nomine eisdem cum praefato Christianissimo Rege convenientes, per praefatos pacificos, contrahimus, convenimus, & praedictas, quod Invidiosissimi Angliae Rex praedicta Pacta, Conventiones, & Articulis nomine suo in nos fidei, conclusus, conclusa, infra unum mensem post Datum praefatis Traditis, in praesentia Commissionis five Commisionarii praedicti Christianissimi Regis, jurabit, ac per Literas suas Patentes in debita forma confirmabit, & magno suo Sigillo sigillatim ratificabit & confirmabit, rata, grata, & accepta habebit, firmiter etiam & invariabiliter observare, ac à Subditis suis faciet observari remittere & cum effectu. In quorum omnium praemissorum fidem & Testimonium, nos praedicti Invidiosissimi Angliae Regis Locumtenens, his Literis, manu nostri subscipimus, Sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in Civitate Ambianensi, decimo octavo die mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo-tercio. Signa, Thomas, Cardinalis Eboracensis.

CCXIV.

18 Août. *Traité entre François I. Roi de France, & Henri VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois n'approuveront le Concile universel, qui sera convoqué par le Pape, tant qu'il sera prisonnier de l'Empereur Charles V. que durant ce temps l'un n'aura nul regard aux Mandements & Brefs du Pape, s'ils sont au préjudice des deux Rois, ou de leurs Sujets, mais ce qui sera ordonné pour le spirituel des deux Royaumes sera exécuté. A Amiens le 18. Août 1527. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 277. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les PRŒVES des Libertés de l'Eglise Gallicane, Tom. II. pag. 778.]*

THOMAS, miseratione Divina tituli Sanctae Ceciliae, Sacrosanctae Romanae Ecclesiae Praeceptor Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopus, & Apostolicae Sedis de laere Legatus, Angliae Primas & Cancellarius, necnon Invidiosissimi & Potentissimi Principis Henrici octavi, Dei gratia Angliae & Franciae Regis, Fidei Defensoris, Domini Hilmar, Locumtenens, satisfecit & legittime deputatus. Necnon firmos ac in publicum, omninoque rebellionem dedecimus per praesentem, quod cum nos vires & vigore Commissionis nobis à praedicti Invidiosissimo Angliae Rege factae, cum Illustrissimo & Potentissimo Principe Francisco, Francorum Regis Christianissimo, in Personis suis praesentem, contrahente, & conveniente, cum Pacta, Capitula, Conventiones, & Definitiones inter nos, convenimus, & pacti fuimus, contentis, forma & tenore sequenti conceptis & conclusis inferius speciemus, prout contrahentibus, & contrahentibus, una cum nostra Commissionis recitatione de verbo ad verbum plene fabynctis, videlicet in haec modum: Ita demum Principes Deo se regere auctoritate ostendant, à quo suum in Terris Imperium sortiti ceteris praedicti dignoscuntur, si ex cordibus consilia proferant ejusmodi, quae divinae bonitatis speciem habent, in publicum semper consistere, & lapsis aliquo casu rebus succurrere mediantibus.

Cum autem Apostolica Sedes, quam Romae à multis annis constitutus & potissimum Orbis Christianus summa cura religione venerat, & cui Christi in Terra Vicarius indicatus praesent, bonorum Religiosis

temperamentum & fragili hominum infirmitati totumque exhibens ad illam vicissim modum, quem ad saluandam salutem, & congruam Ecclesiae suam, pro suo arbitrio iudicaverit expedire, rebus auge, ac prospiciat, la decetiora vergetibus, cum iustitiam & contramiam turbando armorum impetu illam pilla sit, et violata ejusdem sacrosanctae habentes & summo honore habita auctoritate, in impissimum hominum putorem veluti turpissimum mancipium fuppones ille Pastor, & summus Christianissimus Pontifex evarium, & acquiescent Militem genere observatus etiamque mactat, deincepsque capives, non sine maxima Christiani hominis infamia, majore etiam dedecore Orbis sacro, si cujus persona per soles, atque auctoritatem impetis & in servilem conditionem crudelissimè redacta est, ejus auctoritate impissimum hominum libido ad bonorum incommodum abutatur, & perniciosissimo exemplo aliqui sceleris sui fructu potant, ex malis commodum confectus. Invidiosissimi itaque se Potentissimi Principes Angliae & Francorum Reges, quorum alter Fidei Defensor, alter Christianissimus, gloriosissimi cognominis appellantur, invicem amoris vicissim firmitatem cognoscant, & diversis licet corporibus, uno tamen animo voluntateque fruantur, ceterisque suis Federibus, qui cum ad Pacem perveniant omnia Orbis Christiani quom celeritè procurandam, auspice Deo ista periculis credentur, illud etiam consensum arbitrat, ab eodemque fonte rectè nantur, ut ad retinendam & insingendam bonitatem hujusmodi auctoriam, & temerè de loco conceptum ipem frustrandam & fallendam, omninoque abusus occasionem ex hoc fecere quoad ejus fieri potest tollendam, de frequentibus conveniant, & paciscantur, atque in publicum Orbis bonum inter se concludant, invariabiliter utrinque observandi.

Imprimis, quod quidem generale Concilium, ut est hanc dubit ad reponendum & restituendum collapsis à suo gradu mores, illo videlicet, in quo sancta hominum conversatio ipsius olim collocaverat, optatum bonis omnibus & desiderandis, nec minus ipsam utile & necessarium, ita capivo Summo Pontifice, & ipso non feco, sed alieno arbitrio virent, ac alienis arbitribus obsequi per vim & impetumque turpiter condito, ad alium potestatem possit valere, & longe diversum effectum Orbis proferre, quam sancta rei facies pra se ferat; ubique videtur praesent accidere, quom ut sanctissimè instituta ad improbitatem ambitionis affectus complendis diversissimo suo fuae & sceleratissimo pervertantur. Praedicti igitur Christianissimus Rex in persona sua, & praedicti Invidiosissimus Angliae Rex, missio ad praedictum Christianissimum Regem Reverendissimo in Christo Patre Thoma, Cardinali Eboracensi, Apostolicae Sedis de laere Legato, Regni sui supremo Cancellario amplissima ad ista scripta commissione instructo ac fufulto, & sui Locumtenens paribus fufulto, ac per eundem evocantur invicem, paciscantur, & pollicentur, conveniant atque concludant, quod, ut omnia, quae ex Indictione generalis Concilii ad explendum malitiam aucti possit, occasio removere, neque Christianissimus Rex abique expresso consensu praedicti Invidiosissimi Angliae Regis, neque Invidiosissimus Angliae Rex abique expresso consensu praedicti Christianissimi Regis, consensu aut assensu praedicti Indictionis generalis Concilii, quam Carotis Imperatoris electus, cum consensu Summi Pontificis, maxime aspiravit ejusdem, aut eorum ipse Summus Pontifex non prius priuslibi libertati restitutus, vel de quo praefatus Carolus Imperator electus, sine ipso Summo Pontifice, aliqua quacunque auctoritate praesent, fecit aut faciet; sed utroque pro viribus curabit atque efficit, ut bujusmodi Indictio, si qua fuerit, aut fieri conserget, impediantur & evocetur, nullumque penitus sentiat effectum; & in eo casu profectiones suas publicas & solennes faciant, ac finaliter à suo Clero fieri procurant, se praesent & omnino ejusmodi Convocationi & Indictioni dissentire, neque illius, si quod inde Concilium vel potius Conciliabulum de facto sequatur, Decretis aut Constitutionibus velle aligari, nec eadem quovis modo parere aut obedire in tenentur.

Item. Quom non conveniat ut aliquem effectum habeat mens coacta Potestas, & ad aliorum libitum per vim & injuriam ipsius auctoritatis, ad alterius damnum & detrimentum prolesta, praesent enim, juris naturalis acquirere potestas, non proprie à Summo Pontifice factum dici possit, quod ad aliorum arbitrium facit curius, etiam verbe diversitatem proferant, praedictis Christianissimus Rex in persona sua, & praedictis

ANNO

1527.

ANNO
1517.

dictas Invidissimas Anglie Rex, per suum, et perfectum, Locumtenentem, pacificeque, convenit, atque concludit quod quacunque Decreta, Mandata, lre Senatus, Bullae, Litterae, aut Brevia processerint aut emiserint à Summo Pontifice, durante et manente captivitate sua, unde et ex quibus expellit liberos vestris, aut per interpretationem, datum aut gratiam alicui Principum predictorum, suis Regis aut Subditi, subiecti, provenire, aut contingere possit, aut eum, quocumque, five quantum potest aliquid per alterum eorum in privatis publicis negotiis procurandum nec exequendum impedire et retardetur; aut per quam, quoniam, five quas, aliquas auctoritas, privilegium, dignitas, aut immunitas alicui Subditorum suorum sibi concessa diminuantur, aut in irritum revocetur, restitatur, suspendatur, aut impediatur, & preterea Reverendissimi in Christo Paris Cardinalis Eboracensis, quoniam ex tunc Jurisdictionis sue legitime placeat procedat, ac processit & sententia in & contra quoscunque infra terminis Legationis sue constitutos, quacunque presentia, dignitate, & auctoritate praefusa, per eundem facti, facti aut pronuntiat, fieri, ferendi aut pronuntiandi remem & effectum executionem possit fieri, & per que Decreta, Rescripta, Bullae five Brevia, praemissa appellationum ad Sedem Apostolicam, durante dicta captivitate, in illis casibus factum, excois eorumdem processum aut sententiarum suspendi, impediri, revocari, cassari, irritari, annullari, aut irritum possit, neque ipsi per se aut subditi eorum, ab omni iure & obediencia fiant; ipsi defensores Rescriptorum, Bullarum, Litterarum, & Brevirum huiusmodi, ac denunciations talium Decretorum aut Sententiarum, pro modo sua audacie ponunt & caligant, Decretum, quod de facto facti pronuntiatum, mandatum, aut scriptum à Summo Pontifice de captivo, nullius roboris, vietatis, & efficacie esse, ac per nullis & inanis Litteris, Mandatis, & Decretis haberi & repari debere, declarant, & à suis Praefatis Populo, ad omne scandalum remouendum, declarant procurantes, realiter & cum effectu.

Item. Quoniam nec fecerunt illi, qui tunc Summam Pontificem ad quæstionem suam reuocant & servare captivum, auctoritas illius fructu locupletari per sit, nec Regna interius Anglie & Gallie remedio in spiritualibus proferat solui, quod ad casus incertos quereere possit, necessarium fuerit consilio providere, ut modis & ratio conuincatur, secundum quam Ecclesiastica res in his Regnis, dicti Summi Pontificis captivitate durante procedat, predicti Christianissimi Rex in Francia, & predictus Invidissimus Anglie Rex, per suum, et perfectum, Locumtenentem, pacificeque, convenit, atque concludit, quod quicquid per dictum Reverendissimum Dominum Cardinalem Eboracensem, actis de mandato & auctoritate predicti Invidissimi Anglie Regis in Regno Anglie Praefatis, circa statum & administrationem rerum Ecclesiasticarum in Anglia, & aliis Locis predicti Invidissimi Anglie Regi subiectis, durante captivitate Sanctissimi Domini nostri, observandum consensu ejusdem Invidissimi Anglie Regis determinatum fuerit; & similiter quicquid per Clerum, & Ecclesiam Regni Francie, & aliorum Dominorum predicti Christianissimi Regi subditorum, de mandato & auctoritate sua exegregatum, circa statum & administrationem rerum Ecclesiasticarum in Regno Gallie, & aliis Dominiis dicti Christianissimi Regi subiectis, durante captivitate Sanctissimi Domini nostri, observandum fuerit, ea omnia & singula, rata, grata, & firma habebunt, & si quæ Clero respectu ratificati erant, quantumque in ipsi erit observant, & à Subditi suis eisque in Regnis, Dominiis, & Terris suis firmata & invariabiliter observari faciat & procurant, ventras Allegationibus postpositis quibuscunque, si tunc semper in omnibus Apostolicæ Sedis Reverentia & Dignitate, quibus dicti Principes se obsequantissimos filios prebentur, de predicta ad accelerandum Summi Pontificis liberationem convenientes.

*Sequitur textus Commissionis Reverendissimi
Domini Cardinalis.*

HENRICUS octavus, Dei gratia, Anglie & Francie Rex, Fidei Defensor, & Dominus Hibernie, universis & singulis, ad quorum notitias presentes Littere pervenerint, Salutem. Insuper dominum capido, ea retroflectit exempla Orbi prolati, ut in quocumque pollueretur, merito bonis omnibus debeat esse

suspecta, ne sine omni rerum discrimine sacra simul & propheta confutent, undecumque dabitur, commo-
dum semper & auxilium sit captivis, & similibus
Religionis fidei prestat, omnia sub eo velamine
factura, que sunt casibus promoveant, & libit ut
quocumque expende quocummodo interiret videatur.
Quibus de rebus impoliterum prospiciendis & pra-
videndis, quantum illi nostri consilio conveniunt, ut
que cedere commodi sit conventus non potius
facere, quam cum Illustrissimo Principe Francisco,
Dei gratia Francorum Rege Christianissimo, Fratre &
Cousanguineo nostro Carissimo, impote quem adhi-
simis Federibus, & sincerissimis Amicitia vinculis no-
bis confectum & alligatum ducimus & habemus, ne
ex animi nostri sensu interpretetur, se ut communi-
tatis consilio tradamus & conveniamus, quibus tene-
dis improbis Caesaris consilio semper prout res laci-
dit obstat: ut five in generale Concilio iudicare
procurat, five potius ubi Victoria Cariam Apostoli-
cam in Hispaniam transferat, aut rerum quacunque
innovationem moliat.

Nos igitur de fidelitate, industria, intima fidele,
& proinde circumspectione Reverendissimi in Christo
Paris Thomæ, militemque Divini tituli sancti Cecilii
Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteri Cardina-
lis, Eboracensis Archiepiscopi, Apostolicæ Sedis etiam
de latere Legati, Regique nostri Cancellarii, Pluri-
mum confidemus, ipsum nostrum Locumtenentem,
ac verum & iudicem Quærentem, Ambasciatum,
Commisarium, Procuratorem, Depositum, Nuncium
specialem atque generalem facimus, constituimus,
& ordinamus per prædictos, dantes & concedentes
eodem Locumtenenti nostro, ac quibuscunque ab
eo deputatis & subdeputatis, tenere presentem plenam
potestatem, auctoritatem, ac mandatum generale
& speciale per nos, & nomine nostro, cum dicto
Illustrissimo Principe Francisco, Francorum Rege
Christianissimo, seu ejus Oratores, Procuratores,
Commisarios, Ambasciatores, Legatos aut Deputatos
quibuscunque ad hoc sufficientem potestatem habenti-
bus, super prædictis & aliis quibuscunque statum Sedis
Apostolicæ, & plurimum dignitatem ejusdem veteri
more & iustitiam conservandam, & innovationem
quacunque ea in re per Caesarem secundum resistend-
um & impedimentum concernentibus, five tangentibus
tradendis & committendis, ac desuper Fœdus quocum-
que, Ligam, five Conventionem, sub illa Aristoc-
ratia, Fidis & Capitis, que dicto Locumtenenti
nostro, aut ab eodem deputatis committere videban-
tur, aut expedire, percutiendi, contrahendi, transadi,
paciendi, conveniendi, capitulandi, concordandi, &
concedendi, Passive, Traditus & Conventiones
quocunque pro promissum complementum apponen-
di, conveniendi, & faciendi; necnon de & super ius-
tissimodis conventis, concordatis, & concessis, Litteras
validas & efficaces per parte nostra tradendi; similesque
à prefato Carissimo Fratre nostro, ejusque Procuratoribus,
Oratoribus, Ambasciatoribus, Commisariis, Legatis
aut Deputatis, requirendi, recipiendi & acceptandi,
ac juramentum in animam nostram prestandi, quod
teneamus & adimplerebimus realiter & cum effectu omnia
& singula, que in præmissis, & circa ea nomine
nostro dictas Locumtenentis nostri, vel ab eo deputati
& subditi, concordandi, conveniendi & contrahendi
& concedendi, & quod illa rationabilibus, & nullo
unquam tempore revocantibus, nec contra ea vel eorum
aliquod venimus, & similesque juramentum à prefato
Fratre nostro Carissimo, ejusque Oratoribus, Ambasciatoribus,
Commisariis, Legatis aut Deputatis, exigendi &
prestari videndi, & generaliter omnia nomine
nostro faciendi, gerendi, excecendi, & firmandi, quocumque
naturæ sit importantia fuerint, aut esse possint
in prædictis, & circa ea necessaria & opportuna,
& que tunc negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis,
dependentibus, & annexis erigit ut requirit, &
que nobis facere liceret, si præmissis personaliter in-
terfuissemus, etiam præmissis longè maiora sint, aut
talia forent, que de sua natura, ad ea perficienda;
Mandatum erigunt magis speciale, quam præsentibus
sit expellum.

Promittentes bonæ fidei, & in verbo Regio, nos ratum,
gratum, & firmam habebimus id totum, & quicquid
per dictum Locumtenentem, Oratorem, Commisarium,
Legatum, aut Deputatum nostrum, aut ejus subditos &
deputatos actum, gestum, conventionem, juratum, aut
factum fuerit in præmissis, & circa ea vel ipsorum
aliquis nullo modo contravenire.

ANNO
1517.

ANNO

1517.

inimò ipsa monente & invariabiliter observare, ac per Literas vestras Patentes confirmare. In cujus rei Testimonium, prefatus Liberis scripsit, manu nostra insignitis, magnam Signaturam datusse apponendam. Datum in Civitate nostra Londouensi, vicesimo die mensis Junii, Anno Domini 1517. Regni vero nostri decimo-anno.

Nos predicti Invidiosissimi Angliæ Regis Locumtenentes, predicti, ut recitatur, nomine quidem cum prefato Christianissimo Rege convenientes prefatus pacemur, contrahimus, convenimus, & promissimus, quod inviolabiliter Angliæ Rex predicta Pacta, Conventiones, & Articulis nomine suo intro, servata, conclusus & conclusa, infra unum mensem post Datum prefatus Tractatus, in prefata Commissariis, sive Commissariis prefati Christianissimi Regis jurebit, ac per Literas suas Patentes in debita forma confirmabit, rata, grata, & accepta habebit, firmaverit etiam & invariabiliter observabit, ac à Subditis suis facit observari reserit & cum effectu. In quorum omnium premissorum fidem & Testimonium, nos predicti Invidiosissimi Angliæ Regis Locumtenentes his Literis manu nostra subscipimus Signaturam nostram apponimus. Datum in Civitate Amblanensi, 18. die mensis Angulii, Anno Domini 1517. THOMAS, Cardinalis Eboracensis. Et per hoc factum est.

Tractatus quidam inter Angliæ & Francorum Reges initus, Romæ exstante Summo Pontifice, nequid interierat verum novarum, super Sancta Apostolica Sede à Cæsare agitur, mense 1517. Angulii die decimo-octavo.

CCXV.

Sept.

FRANCE
ET L'EM-
PIRE.

Offres faites par les Ambassadeurs de FRANÇOIS I. Roi de France à CHARLES V. Empereur, & les réponses dudit Empereur. A Palencia, les 10. 15. 20. & 21. Septembre 1517. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 297.]

C'EST que Monsieur l'Evêque de Tarbes, & M. le Président de Bordeaux, Ambassadeurs du Roi de France, en présence de Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre, ont dit & offert au nom dudit Seigneur Roi, leur Maître, à Messieurs du Conseil d'Etat de l'Empereur, touchant la conservation du Traité de Madrid, est ce qui s'ensuit.

L'EMPEREUR n'aima entendre les offres mentionnées en cet Ecrit, & lui le rapport, que Messieurs de son Conseil d'Etat lui ont fait, desirant sur toutes choses de Mode bon & ferme Paix en Chrestienté être établie, & afin que chacun connût de bien exécuter son bon vouloir, déjà assez expérimenté, pour la conservation de bonne & loiale Amitié avec le Roi de France, sous profection tourtois, & autres choses contraires & réponses déjà baillées à Valladolid, le vintième de Juillet dernier passé, si Majesté desirait complaire au Roi d'Angleterre, son bon Frère & Cousin, & à Monsieur le Legat & Cardinal d'Angleterre, son bon Ami, en suivant sa bonne amour & obédience, que si Majesté leur porte, qu'en cetui affaire partie de son droit, il sera plus pour l'amour d'eux, que pour Princes vivans, & pour parvenir à la Paix de Chrestienté, dont est d'adieu Seigneur Roi, & Legat comme Mediateurs, l'honneur & la louange de le traiter, à chever & conclure, pour leur grande prudence. A ce cas, si Majesté a ordonné répondre par apostille sur chacun Article desdites offres contenues en ce présent Ecrit, selonc le nombre des Articles dudit Traité de Madrid, comme il s'ensuit.

Au premier Article dudit Traité, lesdits Ambassadeurs l'ont accordé comme il gist, & depuis ont derechef offert ce qui s'ensuit.

Item, que le premier Article faisant mention de lesdits Seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, seont Amis des Amis, pour la perturbation & défense de leurs Etats est offert comme il gist, mais que en vertu d'icelle ne pourra rien être intenté au préjudice du Roi d'Angleterre.

C'est un Article reciproque & accordé en tous Traités de Paix, parquoy si Majesté s'en contente comme il gist, & menement sans que en vertu d'icelle le Roi de France ne pourra rien entreprendre contre ni au préjudice dudit Seigneur Roi d'Angleterre.

Au second Article, accordé ainsi comme il est.

C'est un Article reciproque, & aussi accordé, resse qu'il est besoin que pour observation d'icelle, les choses faites avant le Traité de Madrid, & aussi depuis tant entre l'Etat de Gouages, que autres Sujets de sa Majesté, soient remises en leur premier état & d'adieu, & afin que pour ce ne reste aucune difficulté, le tout sera accompli reciproquement d'une part & d'autre, dans tel tems qu'il sera avisé après la conclusion du nouveau Traité, & avant la délivrance de Messieurs les Enfants de France.

Au tiers, commençant: Item, Pour plus grande sûreté de Paix, faisant mention du Duché de Bourgogne, lesdits Ambassadeurs ont offert de reformer ledit Article, comme s'ensuit.

Item. Pour & en lieu de la délivrance du Duché de Bourgogne, pour la rançon du Roi, ledit Seigneur Roi Tres-Chretien paiera à l'Empereur la somme de deux millions d'écus, & en termes, & en la forme qui s'ensuit: c'est à savoir, la somme d'un million comptant; & le paiement de laquelle somme qui sera fait, seront délivrés & mis en main du Roi Tres-Chretien, ou de ses Comtes de Flandres, & de ceux, les Personnes de Messieurs les Dauphins, & Due d'Orléans, prinçipier & second enfans du Roi Tres-Chretien, remis & restitués en leur ferme & entière liberté: & l'autre million restant, & faisant le parfi desdits deux millions, sera fait & payé, & c'est à savoir en toute la somme qui est d'ice d'Argent prêt au Roi d'Angleterre; ledit Roi de France Tres-Chretien acquiera l'Empereur envers icelui Roi, & lui rendra, ou sera rendre, ses Cédulaes & Obligations; & de icelle faisant le parfi dudit paiement desdits deux millions se paiera en trois années, chacune au prout, à deux fois par moitié, c'est à savoir Plagues & la Toussains, deux fois baillée bonne & convenable sûreté de Banquiers & Marchands, & autres personnes solvables & suffisantes; & le tout sans préjudice des Droits, querelles, & actions, que ledit Empereur prétend audit Duché de Bourgogne, auparavant ledit Traité de Madrid, & des moeurs & raisons dudit Roi de France Tres-Chretien, & qu'il lui soit d'adieu trois-cent mille écus pour le Dot de la Reine. Ce qui est d'ice d'Argent prêt audit Roi d'Angleterre, s'entend que le Roi Tres-Chretien au même instant de la reddition des Enfants, & conjointement avec la paie d'un million, se rendent à l'Empereur les gages & lettrages d'Obligations, que l'Empereur a bailliés en Angleterre.

Depuis ce que dessus offert par lesdits Ambassadeurs de France, ils ont de nouveau offert & baillé par écrit ce qui s'ensuit.

C'EST sont les offres faites par les Ambassadeurs des Rois Tres-Chretien, & d'Angleterre, au Conseil d'Etat de l'Empereur, & en commun par sa Majesté.

Premièrement, que ce lieu du Duché de Bourgogne, Comté de Mâconnois, Auterois, Seigneuries de Bar-sur-Seine, Vicomté d'Autun, & ressort de Saint Laurent, ledit Roi Tres-Chretien offre audit Seigneur Empereur, deux millions d'écus au Soleil pour la rançon, & délivrance de l'Esleigement le Dauphin de Viennois, & le Due d'Orléans, ses Enfants; laquelle somme se paiera en douze-cent mille écus comptans, au lieu qui sera avisé: & en même instant seront réellement & de fait, retirés & délivrés lesdits Seigneurs Dauphin, & Due d'Orléans, avec les maîtres des Commissaires & Deputés par ledit Seigneur Roi Tres-Chretien; & quant aux huit-cent mille écus restans par ledit Seigneur Roi, ledit Seigneur Roi acquiera icelui Seigneur Empereur, des sommes par lui d'ice d'Argent prêt, audit Seigneur Roi d'Angleterre, & lui en rendra les Cédulaes & Obligations, & surcoût y en a. Et quant à ce qui se trouvera de reste, ledit Seigneur Roi Tres-Chretien offre de payer en trois ans, & en bailler telle sûreté, que entre les Deputés par lesdits Seigneurs Empereur, & les Ambassadeurs dudit Roi.

Et tout ce que dessus offre ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, réservant audit Seigneur Empereur toutes actions & querelles qu'il prétend desdits Turcs & Seigneuries & à lui ses descendants au contraire. Quant à l'Article faisant mention de la restitution de Bourgogne, quand l'Empereur le lui droir, que si Majesté n'a, en chacun pourra bien connaître le grand desir & vraie affection qu'il a à l'establisement de cette Paix en suspendant cette restitution, suivant la réponse faite le vintième Juillet ensuivant, laquelle, & ce que si Majesté à toujours répondu, qu'il entendait continuer

ANNO

1517.

ANNO
1527.

consentir & faire le Roi d'Angleterre, son bon Frere & Oncle, de ce qu'il lui peut devoir d'argent prêt, en sorte qu'il y ait comme s'en consentir, Sa Majesté, maintenant l'accomplissement des choses ci-après énoncées & apollées, & comme il est dit ausdites réponses du vinisme Jaillit, fera content accepter les deux millions d'écus au Soleil, d'Or, & Or bon & de juste poids, selon la vraie évaluation qui sera faite par gens à ce connoissant; sur laquelle somme seront payé réellement au Roi d'Angleterre ce que Sa Majesté lui doit par Lettres Obligatoires d'argent prêt, selon qu'il en appera dûment, lesquelles Lettres Obligatoires, les jouans que ledit Seigneur Roi a en gage, & quittance suffisante sur ce servant, seront aussi rendus réellement, & délivrés à Sa Majesté, ou à ses comités à ce, & le reste qui demeurera à l'accomplissement de Peñiere paie desdits deux millions, sera payé à Sa Majesté, le tout avant, & au même instant que la délivrance desdits Seigneurs Enfants se fera: pour laquelle délivrance sera pris pour prêt, & aussi avisé de lieu, de la forme & manière, & assurance d'icelle, même-ment quant à la ladite forme consentir ceux qui à ce s'en sont depeçs.

Le quart Article est couvert, car moienans ladite forme de deux millions, payables en la forme & manière dessusdite, demeure ledit Roi de France Tres-Christien qu'on & déchargé de tout le contenu audit Traité, & néanmoins de ce que touche la Personne de Monsieur d'Angoulême; & au lieu de la ratification consentir audit Article, fera offrir & accordé, que ledit Traité de Paix, & le contenu en icelui, sera ratifié selon les ratifications & modifications accordées par les particuliers, qui se tiendront en chacune Seneschauée ou Province du Royaume de France, & par eux jurée & promise la perpétuelle observance d'icelle, & fait exécuter, veñir, & enregistrer en la Cour de Parlement à Paris, & autres Parlements du Royaume de France, constituant, &c. *Secundum verba Tractatus Madridi*, quant à la soumission volontaire.

Et depuis ledits Ambassadeurs ont dressé offert à Sa Majesté, ce qui s'en suit.

Ledit Seigneur Roi Tres-Christien offre la ratification & approbation de toutes choses qui seront promises par les Etats particuliers, Seneschauées de son Royaume, & ordonnances des Parlements de France, tant & réservé ce qui touche Monsieur d'Angoulême, qu'il n'entend ni ne peut bailler.

Cet Article contient beaucoup de choses, partie desquelles se pourront reformer; même quant aux ratifications, dont Sa Majesté se remet à la cinquième Declaration faite ledit vinisme Jaillit. Et quant à la Personne de Monsieur d'Angoulême, le Roi fait bien comme de sa propre volonté il a fait offre de l'envoyer par deçà; & s'il desire l'annuit être conservée, il bonne comme il dit, ne doit faire difficulté d'observer ce qu'il a promis quant à celui point, puisque ce n'est chose impossible, mais en lui de l'accomplir; toutefois moienans que les autres choses contenues en ces préférences réponses se fassent, Sa Majesté est content complaire au Roi en cette matière.

Le cinquième Article commençant: *Item, Pour plus grand établissement* &c. accordé, & demeurera comme il gît fort quasi à la Ville, Chateau & Bailliage d'Heudin, qui demeurera au Roi; pour & en lieu de Tournay & Tournelles, & quant à l'Etat & Comté d'Albi, semblablement, pour ce que c'est Patrimoine ancien de la Maison d'Orléans. Et au regard de la Souveraineté de Flandre & Artois, elle sera délaissée & remise durant la vie dudit Empereur, & s'il ne se peut concéder du cours de sa vie, il sera apollé à la vie de son Fils aîné; & la vie de son Fils ne lui suffit, durant les cours de sa vie, de ses enfans descendants de son corps en premier degré; & s'il ne se contente, à la vie de lui & de ses enfans descendants de son corps s'ensuyvant.

En ce qui touche Milan, ledit Seigneur Roi Tres-Christien offre l'Empereur, que Françoise Sforza en demeure possesseur paisible; & plura audit Seigneur Empereur entendre Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre sur ces Articles.

Et depuis ledits offre; ledits Ambassadeurs ont dressé offert ce qui s'en suit.

Ledit Roi Tres-Christien offre renoncer au droit par lui prétendu au Royaume de Naples, Penions, & Tom. IV. PART. I.

Arrangés de la Seigneurie de Gennes, ou Comté d'Albi, ou Tournay, Tournelles, Arras & Morvins, Saint-Amand, Bailliage Ville, & Chateau d'Heudin; à la Souveraineté de Flandre & Artois, à jamais; au rachat de Lille, Douay, & Orchies.

Sa Majesté en persista aussi en la réponse dudit vinisme de Juillet, conforme au Traité de Madrid, trouve bien raisonnable ce que ledit Roi de France offre, qui est que l'Article cinquième audit Traité, faisant mention de Naples, Penions sur icelui, Gennes, Comté d'Albi, restitution d'Heudin, renonciation à la Cité d'Arras, Tournay, Tournelles, Montagne, & Saint-Amand, Souveraineté de Flandre & Artois, avec renonciation réciproque de toutes quelconques, soit observé selon la forme & teneur dudit Article: & de faire nouvelle mention dudit rachat de Lille, Douay, & Orchies, n'est besoin, car en faisant de ce particularité, feroit que Sa Majesté fit le semblable de chose: qu'il prend, même de la Comté de Bouchonnois, de Noyers, du rachat de la Rivière de Somme, & autres grandes choses qu'il pourroit prétendre en vertu des traités d'Arras, Condé, & Penion, auxquelles renonciations reciproques pour le bien de Paix, Sa Majesté n'entend contredire, ainsi observer ledit Traité de Madrid, & aussi que ledit Article, selon l'offre dudit Roi, demeure en son entier. Rele les deux choses, l'une quant à l'Etat de Milan, selon qu'il est mentionné audit Article, surquoi Sa Majesté persiste, que les renonciations y mentionnées, faites par ledit Roi de France, dudit Etat, demeurant aussi en leur entier, sans faire innovation, & que les Lettres qui se doivent bailler à Sa Majesté, comme il est déclaré audit Article, il baillent dans tel jour qu'il sera avisé, avant la délivrance de Messieurs les Enfants: & le semblable de ce qui auroit été occupé audit Etat, contre la teneur dudit Traité de Madrid, & jusques à la conclusion qui se fera de ce nouveau, & que le tout soit librement restitué à Sa Majesté; le semblable en l'Etat de Gennes, & à ce enluyant le contenu audit cinquième Article. Et l'autre chose, que Sa Majesté fera contester, comme déjà il a offert de faire faire Justice au Duc Françoise, comme il est contenu ausdites réponses du vinisme de Jaillit. Et puis que ce que dessus n'est point impossible, & est chose promise par ledit Traité de Madrid, Sa Majesté persiste, selon qu'il a été répondu aux Ambassadeurs d'Angleterre.

Le sixième, commençant: *Item, Que pour cette Paix*, &c. il demeurera en l'Etat qu'il est, tant quant à la défense des Etats, Dignités, Roiaumes, Pais, Terres, & Seigneuries de l'Empereur, sans aucune restriction en ce qui est tenu & possédé de par l'Empereur de son Patrimoine, & où y a, ausdits de celui qui donnera l'aide, sera changé & mis, ausdits de ce qui se rapporte; ou bien l'Article soit raté.

Et depuis ledits offre, ledits Ambassadeurs ont dressé ce qui s'en suit.

Ledit Roi Tres-Christien offre la Ligue défensive, selon qu'elle est conclue au Traité de Madrid, sans & excepté qu'il n'entend y comprendre que les Roiaumes, Pais, Terres, & Seigneuries dudit Empereur, & non de l'Empire, ni de ses dépendances. C'est un Article, qui comprend réciproque défense des Dignités, Etats, &c. Et puis que ledit Seigneur Roi desire reformation, cela s'écartera bien, à savoir quant aux biens Patrimoniaux de Sa Majesté, qui ne sont de son obéissance à cause de son election d'Empereur, demeurant le surplus de l'Article en son entier, mais il feroit ajouter outre ledits biens Patrimoniaux; quant à l'Etat de Gennes, & aussi de la Comté d'Albi, & aussi de l'Etat de Milan, que ledit Roi de France soit tenu d'assister Sa Majesté, & les défendre en obéissance de Sa Majesté, même l'Etat de Milan, & notamment ledit Françoise, si par Justice que Sa Majesté ordonnera, il est déclaré qu'il ait fait, & que son Investiture ne doit avoir lieu.

Le septième, commençant: *Et pour sauvegarde de plus en plus*, &c. & autres Articles enluyant, faisant mention du Mariage du Roi, & de Madame Eleonor, & des Esclaves & Gouvernances dépendant dudit Mariage, jusques à l'Article commençant: *Item, Pour aller à toutes occasions*, est accordé à amiables, sans en trois Points, à savoir le premier touchant le paiement de deux cents mille écus de Dot; & en cela entend ledit Seigneur Roi, que la fin du tiers Article soit enluyant. Le second est, quant au Comté de Malconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, qui demeure

R r r ront

ANNO
1527.

rent au Roi, comme la Duché de Bourgogne; & si l'Empereur veut ajouter la protection de non préjudicier à la querelle, faire le povera, y ajoutant, comme au Duché de Bourgogne. Le tiers Point est quant à la Ratification dudit Article, qui semble chose étrange en Mariage, qui se peut pourvoir par ailleurs & commodément, & ne se fit onques en ce cas en France fait; néanmoins si ledit Seigneur Empereur le veut autrement, sera exposé clause de Visitation & Omologation des Parlements.

Et depuis ledits Ambassadeurs ont offert ce qui s'en suit.

Ledit Roi Tres-Christien offre le Mariage de Madame Eleonor, avec le Dot de deux-cens mille écus, & Douaire accoutumé être donné aux Reines de France, comme plus à plein il est contenu & déclaré audit Traité de Madrid; ensemble le Mariage de Monseigneur le Dauphin, & de Madame la Princesse de Portugal; & offre Ratification des Enns particulières de France, & Omologation des Parlements, s'il est requis.

Tous les Articles du Mariage du Roi de France, & de la Reine Madame Eleonor, la Femme, & aussi de Monseigneur le Dauphin, sont si honnêtes & raisonnables qu'il n'y en a en cet difficulté. Et quant à la constitution du Dot de deux-cens mille écus, faudra ajouter, que la délivrance de ladite Reine se fera le même jour que les Enfants seront délivrés, & que ledit Seigneur Roi baille les Lettres d'assignat dudit Dot selon le Traité de Madrid, où que les termes des paiements de deux-cens mille écus, que ledit Seigneur Roi doit au l'Article de l'aide d'Italie, sont échus; & puisqu'il les offre de payer, il n'y a en cet difficulté. Il faudra aussi, pour plus commodément & autoriser ce Mariage, que le Roi envoie nouveau Povera, pour rechercher retenir les paroles de présent, & faire les autres choses nécessaires.

Et quant au fait de Meconios, Austrois, & Burges-Scine, qui pour complaire audit Roi de France, à sa sus-instante requête ont été baillés en Dot à ladite Reine la Femme, par ledit Traité de Madrid, & n'ont été chassés nouvelle, où le droit de Sa Majesté par le Traité d'Arras, & que lesdites pièces furent baillées en Dot à madame Dame Marguerite, au Traité de Seville, lors qu'elle fut mariée au Roi Charles de France, pourquoy ne faut faire changement audit Dot, ni en ce que, par ledit Traité, y doit succéder le premier Fils qui naîtra du présent Mariage; mais Sa Majesté en contemplation de cette Paix, & molement que les autres choses s'accomplissent, sera bien contenté, qu'en ce cas que ladite Reine n'eût nuls enfants, & que par conséquent auant son trépas, ledit Comte & Châtelaines, selon le Traité de Madrid, devroient retourner à Sa Majesté, ou à ses Hois, que ce néanmoins ledits Comte & Châtelaines, & résidant d'elles, demeurent en l'usage, comme sur le fait de Bourgogne est dit aux réponses du vintième Juillet. Et quant aux Ratifications, c'est chose raisonnable, qu'elles se fassent, & qu'elles se délivrent conjointement avec les autres, mentionnées au quatrième Article, avant la délivrance de Meconios les Enfants; car lesdites Ratifications ne sont exposées audit Traité pour la conformation du Mariage, attendu que l'on sait bien qu'en est besoin; mais que l'on regarde bien les Amies, l'on trouvera que c'est tout pour le fait de la Reine, que de ses Enfants qui naîtront audit Mariage, & pour le retour du Dot, en ce que retour ait lieu, & pour les autres raisons liées spécifiées pareillement. Outre les deux-cens mille écus de Dot dessus mentionnés, Sa Majesté fera encore cadeau de l'accolade de cent mille écus, procédant de plus grande somme, que le Roi de France lui doit par le vint-quatrième Article dudit Traité de Madrid, à cause de l'aide de six mille paies de Pièces, que Sa Majesté doit avoir par ledit Article, faisant mention de l'aide d'Italie, en baillant par la forme que dessus. Lettres d'Assignat, & renoncations à toutes Successions, comme le Traité de Madrid le contient, & au propre jour de la délivrance.

L'Article vint-neuf, commençant : *Item, Et pour observer*, faisant mention du Royaume de Navarre, sera réformé par cette facilité : A été accordé, que si Don Henri, Sieur d'Albret, vouloir faire Guerre audit Seigneur Empereur, pour le recouvrement dudit Royaume de Navarre, qu'il dit, & maintient être son vrai Patrimoine & héritage; ledit Roi Tres-Christien lui baillera, directement ou indirectement, aide, faveur, ni assistance.

Et depuis ledits Sieurs Ambassadeurs ont offert ce qui s'en suit.

ANNO
1527.

Cet Article de Navarre demeurera comme il est couché au Traité de Bice.

Cet Article de Navarre est bice, puisque le Roi de France l'offre.

A l'Article vint-unième, commençant : *Pareillement ledit Seigneur Roi, &c.* faisant mention du Duc de Gueldre, sera réformé, quant à procurer & pourchasser, que lui, & les principales Villes de Gueldre, & Comté de Zutphen, baillies furent, &c. comme chose, dont ne pourroit forcé pour ledit Seigneur Empereur aucun fruit; car ledit Duc de Gueldre ne veut pour renoncer; toutefois s'il vouloir y persister, le Roi se mettra en devoir de le faire; & quant à ce qui fait mention de ne lui donner aide, ledit Roi Tres-Christien ne peut honnêtement abandonner ledit Sieur de Gueldre. A cette cause, sera contenu d'accorder, que si ledit Sieur de Gueldre vouloir provoquer, innover, ou faire la Guerre à l'Empereur, ledit Roi ne pourroit lui donner aide, faveur, ni assistance quelconque, si en ce cas que ledit Duc de Gueldre provoquerait & commencerait la Guerre contre ledit Seigneur Empereur, le Roi sera tenu aider, assister, & favoriser ledit Seigneur Empereur, à l'encontre du Duc de Gueldre; mais si l'Empereur vouloir provoquer & commencer à faire la Guerre au Duc de Gueldre, le Roi Tres-Christien lui pourra aider, favoriser, & assister pour le garder de fouler, & en lui point d'intérêt, car la promesse sans transgression perçue dudit Duc de Gueldre, attendu que ledit Seigneur Empereur, par le Traité de Madrid, accordait audit Duc de Gueldre de jouir paisiblement de son Duché, Pais, & Comté, si vie durant, non après le trépas du Duc de Gueldre.

Cet Article se pourra réformer, mais il ne faut oublier l'aide, que ledit Seigneur Roi a permis bailler à ses dévots, après le trépas de Messire Charles de Gueldre, car ce n'est chose impossible, & en ce faisant ne sera en rien convenu par ledit Seigneur Roi, à ce qu'il peut être tenu audit Messire Charles, où que par son trépas il sera délié de lui; & d'autre part il est tout notoire, que l'obligation audit Seigneur Roi est trop plus grande sans comparaison envers l'Empereur, qu'envers nuls Princes vivans.

Le vint-deuxième Article, commençant : *Ne baillera on*, faisant mention du Duc Ulrich de Wurtemberg, & de Messire Robert de la Marek, sera réformé comme on précèdent du Duc de Gueldre.

Depuis ledits Ambassadeurs ont offert ce qui s'en suit.

Si les Ducs de Gueldre & de Wurtemberg, Robert de la Marek, & leurs enfants, ou aucun d'eux, venoient mouvoir Guerre, innover, ou assaillir ledit Seigneur Empereur, ledit Seigneur Roi sera tenu faire aide, & porter faveur audit Seigneur l'Empereur.

Cet Article du Duc Ulrich, & de Messire Robert, est bien, puisque ledit Seigneur Roi offre, qu'il sera content aider à châtier eux & leurs semblables, qui se font infractions de Paix, selon l'Article dudit Traité de Madrid.

Le vint-troisième Article, commençant : *Item, Pource que pour la perfection de cette Paix*, le Roi Tres-Christien est si chargé, qu'il lui seroit impossible de satisfaire à aucune partie dudit Article, à ce qu'il lui puisse rendre les Navires & Galères qui ont été prises à Pourcelain.

Sur ceci ledits Ambassadeurs d'Angleterre parleront à Sa Majesté.

Et depuis ledits Ambassadeurs de France ont offert ce qui s'en suit.

SEROY compensis ledits deux-cens mille écus du Dot de la Reine avec les deux-cens mille écus, dont est fait mention au Traité de Madrid.

Cet Article de l'aide d'Italie est si honnête & raisonnable, que Sa Majesté ne pourroit croire, que ledit Seigneur Roi vouloir refuser l'observance d'icelui, comme il est contenu au Traité de Madrid, où qu'il est procédé de son offre & libéral vouloir; & sur ce ont les Ambassadeurs d'Angleterre, Sa Majesté ne sera réponse, & n'y aura si-tôt execution de ce qui est contenu audit Article, que ledit Seigneur Roi peut alléguer impossibilité de bailler l'aide dudit; car l'Empereur

ANNO
1527.

Messieurs du Conseil d'Etat de l'Empereur ont pris charge de faire rapport à sa Majesté des choses ci-dessus écrites, pour après faire réponse auxdits Ambassadeurs de France. Fait en la Cité de Palencia, le Mardi 10. de Septembre, l'an 1527.

Et par ce que dessus, ne restent guère de difficultés au Traité de Madrid, icelui demeurant au surplus en son entier, & en sa forme & vertu. Reste maintenant à visiter aucuns autres Points pour bénéfice de ceite Paix, à quoi l'on pourra penser. Reste aussi ce qui n'a point été répondu par ledit Ecrivain du vingt-deuxième de Juillet, même quant à ce que le Roi de France stipule, comme il doit aux dépens faits par sa Majesté en cette Guerre depuis le Traité de Madrid, & à quoi sa Majesté s'est remise au Roi d'Angleterre, & depuis remet desdits dépens faits jusques à aujourd'hui.

Aussi entend l'Empereur, que le Roi de France au jour de la délivrance desdits Princes, ses Enfants, satisfait au Duc de Ferrare l'argent que le Duc lui a prêté, car S. M. ne peut en façon quelconque délaisser le bon droit d'un si bon Serviteur & Vassal, tel que lui est ledit Duc de Ferrare.

Aussi entend l'Empereur, que toutes choses attentées contre & au préjudice dudit Traité de Madrid soient reportées & amendées, selon que la raison & honnêteté le requiert, & qu'il soit pris pour certain d'avoir à faire, & même d'accomplir. Ce que dessus est dit, se doit accomplir avant la délivrance de Messieurs les Enfants, de sorte que l'amitié soit telle qu'il n'y ait plus que redire.

Aussi entend l'Empereur, que au plutôt que sera, ce nouveau Traité se fasse & conclue en dedans quinze jours prochains, à compter de presens jourd'hui, & que trente jours après ladite conclusion, si le Roi de France avoit aucune Armée en Italie, elle en vaille entièrement, & soit de retour dans les Monts de France, autrement, & que ladite Armée, au partie d'icelle demeurât encore en Italie jusqu'à ledit terme; ou que les choses attentées au Italie ne fussent aussi réparées & satisfaites, comme devant est dit; ledit Roi de France soit tenu de payer à l'Empereur pour le sollement de son Armée en Italie, cent cinquante mille écus chacun mois, à commencer desdits levis trente jours expirés, & de continuer paravant tant que ladite Armée de France demeurera depuis en Italie, & n'aura fait les réparations comme dessus; & le tout sans fraude ni malengin.

Aussi desirait l'Empereur, qu'en casuivant la réponse du viceroy Jolier, le Roi d'Angleterre soit Conservateur & Procureur de ceite Paix, comme & en la manière que ladite réponse est contenue, & que Traité se fasse entre S. M. les Rois de France & d'Angleterre, comme principaux contractans à la mise en défense de ce qui y possède en vertu du Traité, comme fut en la Capitulation de Londres de l'an dix-neuf, & mieux si faire le peut pour le repos de la Chrétienté; même que la Ratification des Etats, Prelats, & Villes de chacun Royaume, se fasse, & que les stipulations & commissions des Censeurs se fassent & stipulent devant Monsieur le Legat d'Angleterre, auquel toute la République Chrétienne est bien obligée du bénéfice de ceite Paix; & que par notre Saint Père le Pape, selon forme de droit, le tout soit reconfirmé, stipulé, & solennisé aux Censeurs comme il appartient; attendu que notre Saint-Père, Vicaire de Jesus-Christ, doit avoir cette autorité, & que par icelle, avec sa Bénédiction, cette bonne & sainte Oeuvre sera plus ferme & perpétuelle.

Et par ce que dessus se peut évidemment conclure, que sa Majesté ne cherche point d'avoir tout ce que de bonne raison lui appartient, mais se contente de beaucoup moins, afin de parvenir à mettre Paix & repos en l'universelle Chrétienté, conserver l'amitié du Roi de France, & complaire au Roi d'Angleterre, son bon Frère & Oncle, & à Monsieur le Legat, Médiateur, Promoteur, & Conservateur de ceite Paix, comme plus à pleins & être pourparlé avec les Ambassadeurs ici établis, pour en faire leur rapport audit Seigneur Roi leur Maître, & à Monsieur le Legat. Fait à Palencia, le quinzième de Septembre mille cinq-cens vingt-sept.

Les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, ont proposé ce qui s'en suit.

QUE à l'Instance Requière du Roi leur Maître, & pour le bien de Paix, l'Empereur vouloit accepter un des Articles suivants, non entendus ou requé-

rant renonciation ou renonciation perpétuelle du Duché de Milan, à savoir que ledit Duché de Milan demeurât en l'Etat qu'il est maintenant; ou que à la contemplation dudit Seigneur Roi d'Angleterre, l'Empereur veuille remettre toute offense, il offense y a, au Duc François Sforce, & le restituât audit Duché, conforme à l'investiture qui lui en a été baillée; ou que ledit Duché demeure en dépôt & mains dudit Seigneur Roi d'Angleterre, jusques la cause & procès sera vidé & décidé entre les Parties. Et si nulle de ces choses se peut faire, que ledit Duc de Milan, ou son Frère, s'en disposent; & que le Duc de Bourbon est trépassé, auquel S. M. avoit donné ladite Duché, en cas que ledit Duc François fût trouvé coupable, pourquoi cette affaire ne peut obster à la Paix. Et outre ont proposé lesdits Ambassadeurs, que considérant les grandes sommes, lesquelles le Roi de France se trouve tenu, tant envers S. M. Impériale, qu'envers ledit Roi d'Angleterre, à cause de ses dettes, outre autres grandes sommes, que ledit Roi Tres-Christien paie continuellement audit Roi d'Angleterre; S. M. Impériale délaissant l'aide pour l'Italie en Italie; soit content de la remission & décharge de deux-cens mille Ducats, assignés au lieu du don de la Reine Marie Leonore; & que ledit Roi Tres-Christien soit tenu de son empêcher, directement ou indirectement, l'aide de l'Empereur en Italie, pour la prise de la Couronne Impériale; & avant que la chose demeurât à faire, le Roi Tres-Christien sera content, en lieu desdits autres aides, restituer à l'Empereur les Navires & Galères prises, et qui qu'il espouillât, & quasi d'estranger desdits aides.

L'Empereur a vu le contenu du Brevet desdits écrits, qui lui a été présenté par Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre, & remercie cordialement le Roi, son bon Oncle, & Monsieur le Legat; du travail qu'ils prennent pour le bien & achèvement de la Paix, que ne demeure être conféré par la magnificence, comme a été ce jourd'hui par Messieurs les Ambassadeurs de France, en présence des Ambassadeurs d'Angleterre. Et parce que sur le contenu audit Brevet desdits écrits, iceux Ambassadeurs d'Angleterre ont désiré avoir réponse particulièrement, S. M. sous les protestations arrêtées, & autres choses contenues en ce qui suit bilité de la part le viceroy Jolier dernier passé, a été content de leur faire dire ce qui s'en suit.

A savoir, quant aux trois offres par le fait de l'Etat du Duché de Milan: La première que S. M. voulait laisser ledit Etat comme il est de présent; l'autre, de pardonner au Duc François; l'autre de laisser ledit Etat en dépôt du Roi, ou que S. M. se refuse, qu'il veut faire dudit Etat. S. M. pour s'enquérir de son devoir à la Justice, étant les choses comme elles sont, ne peut plus faire à l'intercession dudit Seigneur Roi d'Angleterre, que de lui accorder, que d'un tel tenon qu'il lera avisé pour le mieux, les Juges non suspects que S. M. dépêchera, fassent déclaration de la Justice, touchant le cas du Duc François Sforce; & si par Sentence desdits Juges est déclaré, qu'il n'a fait chose pour quoi il doive être privé ni débouté de l'Etat de Milan, S. M. fera lors content, que le Duc François soit restitué en son premier Etat à l'investiture & apoinement que S. M. lui fit dépecher à Toledo. Et si par le contraire il est condamné, que en tel cas ledit Etat de Milan demeure à la disposition de S. M. comme est bien la raison, comme Empereur & Souverain Seigneur; & en faire autrement se ferait donner fondement & occasion à nouveaux débats & Guerres, que nul Prince Chrétien ne doit désirer; & seroit plutôt cette nouvelle Paix racine de plus grande Guerre que autrement. A quoi S. M. desire obvier à ce, & est la cause pour quoi S. M. ne peut complaire audit Seigneur Roi d'Angleterre, outre ce que dessus, comme il voudrait bien. Et quant à l'aide d'Italie, sur laquelle semblerait que le Roi de France prendroit volontiers étroit d'impossibilité, S. M. fait réponse auxdits Seigneurs Ambassadeurs d'Angleterre, que cet Article de l'aide d'Italie est si bon & si raisonnable, que S. M. ne peut croire, que le Roi de France voudrait refuser l'obéissance d'icelui, comme il est tenu au Traité de Madrid; considéré même que lesdits offres sont précédées de son libéral vouloir; & aussi il n'y avoit si tôt exécution du contenu audit Article, que ledit Roi pût alléguer impossibilité de bailler l'aide susdite, car l'Empereur ne demande ni cherche son allié en Italie pour les Couronnes seulement, ni pour faire tort à personne, mais

ANNO
1527.

ANNO
1527.

mais pour faire service à Dieu, & bien à toute la Chrétienté. Pourquoi S. M. par raison peut prétendre à ladite aide promise, qui consiste en quatre choses. La première, en deux cent mille écus, payables aux termes déclarés en l'Article. La deuxième, en l'Armée de Mer du Roi de France, pour servir S. M. pour trois mois durant, à compter du jour qu'il lui plaira faire voile à comble. L'autre, de la paie de six mille Pions pour six mois, dont ledit Seigneur Roi de France est tenu de bailler Cadelles de Marchands répondant, avant la délivrance des Princes ses enfants. Et l'autre, qu'il est tenu bailler aussi à ses dépens cinq-cent hommes d'armes, ou moins, s'il plaît à S. M. pour lui faire service durant lesdits Voies, pour le terme aussi de six mois.

Sa Majesté desirant compléter audit Seigneur Roi d'Angleterre, son bon Frère & Oncle, & à Monsieur le Legat & Cardinal d'Angleterre, son bon ami; en faisant la bonne amour & affection que S. M. leur porte, il fera plus pour l'amour d'eux, que pour Princes vivants, & pour parvenir à la Paix de Chrétienté, dont est tenu audit Roi & Legat, comme Modérateurs, l'honneur & la louange de la traiter, & par leur grande prudence achever & conclure, sera contenu maintenant l'accomplissement des autres choses, que S. M. a promulgué desirer sur le fait de ladite Paix, à contempler depuis Roi & Legat, de encore leur complaire davantage esdites quatre parties de l'aide, qui lui est dû pour ledit Voie d'Italie, en la manière qui s'ensuit.

A savoir quant aux deux-cent mille écus, puisque le Roi se contente il est récompensé, au lieu de semblable somme que S. M. avoit accordée à la Reine de France, sa Sœur, pour le dot & Mariage, que ainsi se fait.

Quant à la paie de six mille Pions pour six mois, qui monteroit environ à cent huit mille écus, S. M. est contenté de les laisser audit Seigneur Roi, maintenant que les cent mille d'écus soient en augmentation du dot de ladite Reine, sa Femme, & que de ce il baillie les Lettres d'affidation nécessaires.

Quant aux cinq-cent hommes d'armes aussi pour six mois, qui monteroit à bonne somme, S. M. est contenté de les remettre & quitter audit Roi de France, sans lui en faire demande; & par ainsi ledit Article de l'aide sera peu de chose, à servir de l'Armée de Mer, laquelle doit servir à S. M. pour trois mois. Certes S. M. ne peut croire, que conservant cette si grande Amitié & Alliance, avec ledit Seigneur Roi époux la Reine, Sœur aînée de S. M. & bien considérant les choses passées, il voudrait refuser bailler ladite Armée de Mer. Et pour la part de S. M. il ne voudroit délaissier bailler, mais voudrait offrir audit Seigneur Roi, semblable, voire plus grande chose, s'il en avoit affaire. Et pour ce autrois à été parlé qu'il seroit bon de déclarer le tems que ladite armée devroit attendre au Port où S. M. la demanderoit, avant que faire voile, ce qui audit Traité de Madrid n'est déclaré; S. M. se contentera que ce soit pour trois mois au plus, qu'elle attendra audit Port, & trois mois.

Par ce que dessus, & les autres réponses ce jourd'hui baillées sur cetui affaire de Paix, se peut évidemment conclure; que S. M. ne cherche point d'avoir tout ce que de bonne raison lui appartient, mais se contente pour beaucoup moins, afin de parvenir, & mettre Paix & repos en l'universelle Chrétienté, conserver l'amitié du Roi de France, & complaire au Roi d'Angleterre, son bon Frère & Oncle, & à Monsieur le Legat, Médiateurs, Intermédiaires, Promoteurs & Confervateurs de cette Paix, dont la louange leur est dûe, & la République Chrétienne grandement obligée audit Sieur Legat, qui tant y a mis de vigilance, soin & travail, comme il est tout notoire; & plus au long a été parlé avec les Ambassadeurs ici éans, pour en faire le rapport audit Seigneur Roi & Legat. Fût à Palencia, le quinzième de Septembre, l'an mille cinq-cens vingt-sept.

S'enfuit ce qui a été dit en la communication tenant audit Palencia, le vingtième Septembre 1527.

MESSIEURS du Conseil de l'Empereur, dirent à Messieurs les Ambassadeurs de France & d'Angleterre, que considérant le plus que grand devoir en quoi S. M. s'est mise pour le bien de la Paix, délaissant grande partie de plusieurs choses qui de bon droit lui appartiennent par le Traité de Madrid, & se contentant de beaucoup moins, que par la raison & bonneté

S. M. pour prétendre, comme il averti par ses réponses baillées à vous, Messieurs, le Samedi dernier passé; il ne faut aucunement mettre en doute par vous, Messieurs, que le Roi votre Maître, n'ait si bon vouloir à la Paix, que vous l'avez dit de sa part, aura plaisir de, selon lesdites réponses, faire traiter & conclure ladite Paix, sans y mettre plus délai ni difficulté.

Et pour ce que maintenant vous, Messieurs les Ambassadeurs, avez mis avant de vous mêmes quelques doutes sur aucuns des points contenus en lad. réponse, notamment de l'affaire de Milan, pour la défense dudit Etat, de l'aide des Galères & Navires pour le Voie d'Italie, & de faire servir l'Armée, que le Roi votre Maître aura en Italie, devant la délivrance de Messieurs les Princes de France; vous savez bien que quant audit affaire de Milan, ledit Seigneur Roi, votre Maître, en a fait aussi la Renonciation; comme il fait à présent des Etats de Gennes & d'Albi. Et quant à l'aide, à savoir desdites Galères & Navires, c'est chose qu'il a offerte & promise à S. M. sans qu'il en ait reçu. Et puisque du reste de ladite aide, qui étoit plus grande que cela, comme savez, S. M. en a fait la bonne réponse qu'il en veut oïse, ne seroit raisonnable de retirer plus en arrière, ni aussi d'être de tenir Armée de France en Italie, après que tant fait faire conclut, & qu'elle n'y pourroit servir d'autre chose, que de défense, & occasion de nouvelle Guerre, à endommager les pauvres Sujets; outre que ce feroit une malice faire, puisque les Armes auvergne bien. A ces causes, pourtes bien considérées, que ces trois choses ne doivent plus être mises en difficulté, mais accomplies selon ladite réponse à vous baillée par écrit de par S. M. à quoi persistent.

Et quant aux autres Points qu'avez allégués en différence, à savoir au vingtième Article desdites réponses, sur la réparation reciproque des dommages, l'on pourroit bien sur ce article, en traitant notamment touchant le fait des seigneurs à cet effet, encailler du tems convenable qui se pourroit & devroit exécuter d'une part & d'autre.

Quant aux cent mille écus, au lieu des six mille Pions paiez pour le Voie d'Italie, que S. M. est contenté de laisser en accroissement du dot de la Reine, sa Sœur, & vous requiers au contraire, à savoir que S. M. se déporte entièrement de ladite aide de six mille pions, la remettant au Roi votre Maître, combien que savez qu'il ne seroit raisonnable; que S. M. fût telle remission de ce qui lui est justement lui appartenant, & doit bien suffire qu'il s'en déporte pour l'accomplissement dudit dot. Et quant se Méconnoît, Auzerois, & Bar-sur-Seine, que desirés être mis en force, comme le fait de Bourgogne, sans parler du dot qui lui est combiné, ni aussi que son premier Fils y succède. Et quant à l'aide que le Roi votre Maître est tenu bailler à S. M. après le trépas de Messire Charles de Guelre, que requiers être mis hors du Traité, combien vous savez il a promis, & y est obligé.

Item. Quant à l'Article touchant les Héritiers de feu Monsieur de Bourbon, sur lequel mettez quelque difficulté de l'annulation de la Sentence; & sur l'Article des Prisonniers, desirés que se prennent quelques limites, sans exprimer que ce soit avant la délivrance desdits Enfants. Et de l'affaire de Charolois, touchant la Souveraineté, & des vingt-cinq mille francs pour Madame, le terme de la Paix, desquels desirés que ce soit après la délivrance desdits Princes, & de la paie du Duc de Ferras, de ce que le Roi votre Maître lui doit, dont l'on pourroit prendre quelque terme; combien que nous trouvons plus difficilement assez sèches, toutefois vous disant aussi bien de nous-mêmes, que si aussi comme vous avez parlé, que nous croions que S. M. fera contenté complaire au Roi votre Maître, pour le bénéfice de cette Paix, & en contemplant du Roi d'Angleterre, & de Monsieur le Legat, de se déporter entièrement de ce qui lui est dû de ladite aide de six mille Pions, sans le mettre en accroissement dudit dot; aussi se déportera de l'accomplissement dudit dot desdits Comtes & Châtellenies, & que le premier Fils y succède, maintenant que l'on avoit équivalent récompensé dès maintenant pour ledit premier Fils, qui n'eût eût nullement, comme étoient ledites Comtes & Châtellenies, les laisser en suspens comme le fait de Bourgogne; & semblablement quant à l'aide, après le trépas de Monsieur de Guelre, ne tendra point à ce que S. M. ne s'en déporte. Et de l'Article des Prisonniers, que l'on prenne un terme court après la conclusion dudit Traité, afin qu'il n'y ait faute; & de l'affaire de Casalois, touchant la

ANNO
1527.

ANNO
1527.

Souveraineté, l'on y pourra vivre quelque mois ; & des cinq mille francs de Madame, avoir aussi quelque terme raisonnable, sans oublier le dû du Duc de Flandre, & de l'annulation de la Sentence donnée contre Monsieur de Bourbon, l'on pourra aussi de votre côté trouver le moyen honnête & convenable à la réparation, que par honneur S. M. ne peut faire ; de sorte que ces points ci-dessus, étant les autres traités, vous voyez qu'il nous semble qu'il n'y auroit grande difficulté du côté de S. M. de complaire audit Seigneur Roi votre Maître.

Et quant au reste de la paie des deux millions, qu'il dit être impossible, outre les douze cent mille deniers comptants, & le dû d'argent prêt au Roi d'Angleterre, & de dire que le reste se paie en quelques années, baillant sur ce se suffisant : nous croions que en comptant ce qui est dû en ladite réponse, que n'est en difficulté ; de même le fait de la renonciation de Milan, de même dudit Est, en lui baillant l'aide de Navarre & Galles pour son Voyage d'Italie, comme il est promis par le Traité de Madrid, & accomplissant aussi le fait de la retraite de l'Armée du Roi votre Maître, qu'il en Italie, comme il eût obtenu aussitôt espèces de S. M. & au Roi son Frère ; & lui parlant encore de cette affaire de Navarre, de manière qu'il ne le trouve plus de difficulté, la Majesté vous fera telle réponse sur tout cela, de deux millions, que vous n'en ferez de bien en rien, que ne ferez à lui que cette Paix ne soit conclue, & qu'il se verra maître de son côté, en plus que le devoir, afin de parvenir à icelle Paix pour le service de Dieu, pour conserver l'amitié du Roi votre Maître, pour contemplation aussi du Roi d'Angleterre, & de Monsieur le Legat, & pour le bien universel de toute la Chrétienté, qui est la chose au Monde que plus il desire.

Lesdits Ambassadeurs de France & d'Angleterre ont ouï ce que dessus, ont désiré, que messieurs Sireurs du Conseil d'Etat de l'Empereur, non seulement comme d'eux-mêmes, mais au nom de S. M. voulussent dire le même qu'ils dessus écrit.

Et depuis, à l'avoie la Samedi vingt-neufième d'octobre de Septembre, lesdits Sireurs Ambassadeurs de France & d'Angleterre, se sont conjointement trouvés devers S. M. & lui ont dit le semblable.

Surquoi S. M. leur a répondu, qu'il ne faisoit donc que lesdits de son Conseil ne leur avoient dit chose d'eux-mêmes, ni autrement, qu'ils ne fussent bien ce qu'il disoient, & qu'ainsi ont le rapport, & s'il l'eût ci-dessus, il l'approuvoit & avoit pour agréable, mais il n'eût fait de la part & sa propre nom de sa Majesté.

Après, lesdits Ambassadeurs ont supplié à S. M. qu'il lui plût déclarer les termes & les forces qu'il vendroit avoir, pour les sommes qui resteroient à payer pour les deux millions. Surquoi S. M. avec précocité, & sous les conditions que les choses qui étoient mises en l'écrit ci-dessus, que sa Majesté demandoit pour accomplir leur effet, demande quelles forces il se voyoit charge de bailler.

Il ont répondu, que leur Commission portoit d'offrir Otages ou Banquiers, & Marchandz Juillans.

Sa Majesté dit ausdits Ambassadeurs, puisqu'ils n'avoient charge de nommer lesdits Otages, il leur eût offert d'en nommer un nombre, qui lui seroit baillé en même instant, que les Princes Italiens de France seroient délivrés, & de donner Otages au Sultan, & pour le pape, & de servir Monsieur de Vendôme, Monsieur de Saint-Paul, Monsieur de Guise, Monsieur de Launay, Monsieur de Longueville, Monsieur de Laval de Bretagne, le Comte de Bagny, Monsieur le Prince de Tallemont, Monsieur de Rieux, le Grand-Maître de France Montmorency, l'Amiral de France, Sieur de Blois ; & l'Évêque de son le Bistard de Savoie ; & venant à mourir un de ces Otages, ledit Seigneur Roi sera tenu en dedans trente jours enlever, qu'il en sera requis de S. M. en bailler un autre équivalent, au choix & contentement de ladite Majesté. Fait audit Palencia, le 11. Septembre 1527.

CCXVI

Instructions données à l'Évêque de Terres, Ambassadeur du Roi de France FRANÇOIS I. vers l'Empereur CHARLES-QUINT, sur le différend d'occupation de Guerre. À Paris le 20. Novembre 1527. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 314.]

L'EMPEREUR ET LE ROI DE FRANCE.

Si l'Empereur persiste de ne vouloir venir contre le Traité de Madrid, ou mettre l'affaire en longueur & dissimulation, ou autrement procéder, de sorte qu'il ne puisse conclure raisonnablement, qu'il ne veut entendre à ladite Paix universelle, ni à la réconciliation d'Angleterre, ni au paiement de la dette du Roi d'Angleterre, & de le faire de chose qu'il tenra de lui, sans & audit cas, le Prince d'Anvers, que ledit Ambassadeur aura mené avec lui, qui ne le fera conclure jusqu'à ce qu'il en soit beloin prendra la coe-t-d'armes, & de verser ou après, sans qu'il sera contenté, fera le dû à l'Empereur, en la forme & manière qui s'ensuit.

ANNO
1527.

(1) SIRE, le Roi Tres-Chrétien, mon Souverain & naturel Seigneur, m'a commandé de vous dire, qu'il a un merveilleux regret & de plaisir de ce qu'il voit, qu'au lieu de l'ennemi, qu'il a tant désiré & souhaité avoir avec vous, l'union précédente demeure encore en sa vigueur, de laquelle voit & connaît que les maux, & inconveniens, long-temps à commencer, continueroient & augmenteroient, non seulement à vous, à lui, à vos Vassaux & Sujets, mais à toute la Chrétienté ; & que les forces & jeunesse, que l'un de l'autre deviez employer contre les Ennemis de la Foi, s'exerceroient à l'effusion du sang Chrétien, & offense de Dieu, & que vous lui, lequel Dieu a fait tant de grâces, ne jouissiez de la béatitude qu'il lui a prêtée par son Testament, qui est Paix, de laquelle procèdent tout bien ; ainsi un lieu d'écouler la Guerre, dont pullulent toutes calamités, hazards, inconveniens, pauvreté, & misère, & lui adjoint à ce qu'il enquire l'on pourroit commander ; & mener son sang & balaille, & de ses Sujets, à bourgeois étrangers, chacun comme pour lui y doit penser, & considérer que pour la belle vie qu'est la vie de l'homme, aucun ne doit thier de se priver de la mansuetude, paix, & honnête pacifique, que les Princes peuvent avoir : & au lieu de ce, & pour la Guerre être en peur, trébuché & hazard, & avoir devant les yeux, qu'après avoir été en mauvais tems en ce Monde, sera encore pire en l'autre à ceux qui en auront été cause, & qui ne se feront voulu ranger à la raison. De la part, il s'est mis, & voulu mettre en vous devoir, & plus que d'icelui, pour avoir Paix & Amié avec vous, & par ce moyen faire Paix sera par votre la Chrétienté ; & pourra-on faire quelque service à Dieu en faisant contre les Infidèles, qui lui fera à agréable, & lui donnera la croix & la fame, qui pourroient avoir été faites par se devant à cause de la Guerre, qui a trop longtemps duré entre vous, & n'est pour cesser en core, attendu les termes que tenez. Et d'autant qu'aucuns ont adonné à vous ont assillé, & pris, & forcé la Cité de Rome, où se font commis tous les délits & crimes, dont l'on se pourroit armer, les Eglises & Reliques précieuses, le Pape tenu le Siège de Saint Pierre, comme Vicaire de Dieu en Terre, pais & mis hors la liberté. Ceux qui ont commis & perpétré lesdits execrables délits & malices, ensemble leurs auteurs & auteurs sont tombés & encourus aux peines de droit, & ceux qui le font captif s'avoient à vous ; & celui, qui le garde & a été & est un des principaux Capitaines, lequel vous vous êtes toujours servi en vos Guerres d'Italie. Et d'autre part, le différend, & qui de premier peut être entre vous, & le Roi mon Souverain & naturel Seigneur, gît principalement sur la rançon, & recouvrement de Messieurs les enfants, qui sont de ce point de vue ; il vous a plusieurs fois offert, & encore offre, de la vous payer & bailler, non seulement telle que l'on pourroit dire être raisonnable & accommodée en tel cas, mais beaucoup plus grande ; & ne vous deviez arrêter en ces choses, que par force & contrainte vous a promises, lesquelles jullement ni honnêtement ne pourroient garder ni accomplir ; vous eussiez beaucoup plus gugué à prendre ladite rançon telle que vous a été offerte, que de continuer la Guerre, & être cause des maux & inconveniens, qui viennent chacun jour en la Chrétienté. Vous voyez le Roi d'Angleterre avec lequel il a amitié & fraternité perpétuelle, & aussi les Vénitien, Florentin, Duc de Bar, & autres Prin-

(1) Charles-Quint fut le 11. de mai de l'année de l'occupation de Guerre, qu'il adressa les Ambassadeurs de France, du Vassal, & de Florence à la Cité de Madrid, & leur donna des gardes ; puis les envoya d'Espagne, & de continuer avec des prisonniers. Il n'en eût pas avec tout le rapport avec l'Ambassadeur d'Angleterre, pour qu'il lui eût adressé quelque espérance de donner son Maître de la Chrétienté, l'Empereur le traita de même l'Ambassadeur de l'Empereur.

ANNO
1527.

ces & Poëmeurs suivre & tenir le parti dudit Seigneur Roi Tres-Christien, pour ce qu'ils voient qu'il se met à la raison, & que à cause de ce que n'y veulent entendre; la Paix universelle ne se peut faire en la Chrétienté; les ennemis de la Foi gagnent pais; toute l'Italie est en armes, sang, & rapines; le Siege Apollonique trouble, si de votre part n'aidet à y mettre fin; & les choses continuant ainsi qu'elles sont commencées, est à craindre que Dieu ne se courrouce. Et d'autant, SIRE, que pour remontrances, que les défendants vous aient fait faire, offres & présentations, que ledit Seigneur vous en faires, d'autres voulez entendre si acquiescent à faire un Traité honnête avec lui, & vous contenter d'une rançon plus raisonnable, & ne voulez tendre à son bon Frere, & perpetuel Allié, & Confédéré, le Roi d'Angleterre, ce que lui devez, & mettre le Pape en liberté, & laisser en Paix & tranquillité l'Italie; il m'a commandé vous déclarer, signifier, & notifier, à son très-grand regret & déplaisir, avec foudroyant l'ere le Roi d'Angleterre, qu'ils vous tiennent & auront pour leur Ennemi; déclarant toutes manieres de Traitez & Conventions, paravant passées entre lui & vous, tant que concernent votre profit & utilité, être nuls, & que de sa part ne les veut garder & observer; ainsi que par tous les moyens qu'il pourra penser avec ses bons Amis, Alliez, & Confédérés, vous gevera par toutes forces vos Pais, Terres, Sujets, & Vassaux, par Guerre, & autrement, ainsi qu'il connoitra être à faire, jusqu'à ce que lui sacre rendu les Enfants, avec honnêtes pactes & convenances sur sa rançon, délivré le Pape, rendu au Roi d'Angleterre ce que tenet de lui, & acquité la somme que lui devez, & baillé ses Alliez & Confédérés en pais, repos, & tranquillité; & protège devant Dieu, & tout le monde, qu'il ne souhaite ni desire la Guerre; qu'elle lui déplaît entièrement; & par ainsi n'est cause des maux, qui en font ou pourroient provenir, attendu qu'il s'est mis & veut mettre à toute raison, ainsi qu'il le vous a offert & signifié, & à tous les autres Princes Chrétiens, comme il fait encoires; & de tout ce appelle Dieu, qui fait toutes choses, à témoin. Et pour ce sous ombre de la publication du prétendu Traité de Madrid, faite, lui étant encore Prisonnier en Espagne, plusieurs vos Sujets, & ceux dudit Seigneur Roi d'Angleterre, & siens, auroient porté Marchandises, & autres Biens, & Royaumes, Drotiers, & Seigneuries l'un de l'autre, dont pourroient avoir gros dommage, si d'eux n'étoit faite mention en cette présente déclaration & signification, mondit Souverain Seigneur, & le Roi d'Angleterre, font contenu que libéré soit donnée à tous vos Sujets, & ceux dans lesquelsdits Royaumes, Pais, & Seigneuries, de se retirer & partir de là, avec tous leurs Biens & Marchandises, dedans quarante jours après la présente inscription, pour ce que vous ferez de même à leurs Sujets, en toutes & chacunez leurs Marchandises, fait à Paris le 11. Novembre 1527.

CCXVII.

Procès-Verbal de l'intimation de Guerre faite par GUENNE, Herault d'Armes du Roi de France FRANÇOIS I. à l'Empereur CHARLES-QUINT le vingt-deuxieme Janvier avant Pâques 1527. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 316.]

LE Mercredi, jour & Fête de S. Vincent, vingt-deuxieme du mois de Janvier mil cinq-cent vingt-sept, en la Cité de Burgos, Guenne, Roi d'Armes du Roi de France, & Cleraneux, Roi d'Armes du Roi d'Angleterre, se mouvenant en Cour au matin, environ lezeuf heures, & firent supplier à Sa Majesté Impériale, qu'il lui plût leur donner heure d'audience. Monsieur de Bouchaux, par ordonnance de sa Majesté, leur fait réponse, que se feroit pour les entre dix & onze heures d'heures midi.

A ladite heure, Sa Majesté Impériale vint en la grande Salle de la Cour, à laquelle fut accompagné de plusieurs Princes, & Grans d'Espagne, Ducs, Marquis, & Comtes, Gens de ses Conseils, Barons, Nobles, & autres bons Personages de plusieurs Nations de ses Royaumes & Seigneuries, en grand nombre, s'assembla en chaise, préparée comme à la Dignité appartient. Lez-dits Roi d'Armes estoient au bout de la Salle, à cheuein fa cotte-d'Armes sur le bras gauche, firent trois

Reverences genou en terre, & eurent sur un bas du degré devant la présence de la Majesté, accompagnés comme dessus, dirent par la bouche dudit Cleraneux, Roi d'Armes du Roi d'Angleterre, ce qui s'ensuit.

SIRE, suivant les Loix & Edits, inviolablement gardés & observés par vos Predecesseurs Empereurs Romains, Rois, Princes, & Capitaines; nous Guenne, Roi d'Armes du Roi Tres-Christien; & Cleraneux, Roi d'Armes du Roi d'Angleterre, & Souverains & naturels Seigneurs, nous présentons devant votre sacrée Majesté, pour vous déclarer aucunes choses de la part dudit Roi nos Maîtres, vous saplant, SIRE, qu'ayant égard aux défendites Loix, & Edits, usant de votre benignité & clemence; nous veuilles faire donner foy accés & bon traitement en vos Pais, Terres, & Seigneuries, attendant votre réponse, avec foye conduite jusques en Pais, Terres, & Seigneuries de nosdits Souverains Seigneurs.

Sa Majesté leur répondit: Direz ce que les Rois vos Maîtres vous ont donné charge, vos Privilèges vous seront gardés, & l'on ne vous fera nul déplaisir en mes Royaumes.

Après cette réponse, ledit Guenne lés par écrit ce qui s'ensuit, signé de sa main ainsi, GUENNE Roi d'Armes.

SIRE, le Roi Tres-Christien, mon Souverain & naturel Seigneur, m'a commandé vous dire, qu'il a un merveilleux regret, &c. comme à la page 501.

Sa Majesté répondit audit Guenne les paroles qui suivent.

J'AI entendu ce que avez lû de par le Roi votre Maître, je m'ébahis qu'il me dise, car étant mon virelonnier de juste Guerre, & ainsi sa foi, par million il ne le peut faire; ce m'est chose notable d'être déçu de lui, bien qu'il y a six ou sept ans qu'il me fait la Guerre, sans encore m'avoir déçu. Et puisque par la grace de Dieu je me suis défendu de lui, comme il a vu, & un chacun, sans qu'il m'en ait averti, & attendu la raison & justification, en quoi je me suis mis, par lesquelles ne pense avoir demerité envers Dieu, j'espère qu'à cette heure que m'en avertirez, que d'autant plus me défendrez; de sorte que le Roi votre Maître ne me fera rien, car puisqu'il m'a déçu, je suis déjà assuré.

Quant à ce que vous dites du Pape, nul n'a eu plus de regret de ce qui s'est fait que moi, & c'a été sans mon lés & contumacement, & ce qui s'est fait a été par gens desordonnés, & sans obéissance à lui de mes Capitaines; & je vous avertis que le Pape est ja pieca mis en sa liberté, & hier j'en eu les nouvelles certaines.

Quant aux Enfants du Roi votre Maître, il suis bien comme je les ay Otagers; aussi Meilleurs ses Ambassadeurs furent bien, qu'il n'a point tenu à moi qu'ils n'aient été délivrés.

Quant à ce du Roi d'Angleterre, mon bon Frere & Oncle, je croi, que s'il est ainsi que vous dites, qu'il n'est bien informé des choses passées, & que s'il l'étoit, il ne me feroit dire ce que votre écrit contient. Je desire lui envoyer mes raisons, pour l'avertir à la vérité de tout, & croi, quand il les saura, qu'il ne fera tel comme il m'a été. Je n'ai jamais nié l'Argent qu'il m'a prêté, & suis prêt à le paier, comme par droit & raison je suis tenu; & grâces à Dieu, j'ai assez de biens pour le pouvoir faire. Toutefois s'il me veut faire la Guerre, il m'en déplaît, & ne puis que me défendre. Je prie à Dieu, que le Roi ne me donne plus d'occasion d'avoir Guerre à lui, que je pense lui avoir donné.

Au reste, pour ce que votre écrit est grand, & le papier montre bien être deux, & que l'un y a écrit tout ce que l'on a voulu, vous me baillez cet écrit, auquel plus particulièrement je répondrai en un autre papier, auquel n'y aura sinon chose véritable.

Cette réponse faite par Sa Majesté, & de sa propre bouche, audit Roi d'Armes Guenne, icelui Guenne prit sa cotte-d'armes, qu'il avoit sur son bras gauche, comme dit est, & la vint; & ce fait ledit Cleraneux, Roi d'Armes d'Angleterre, dit à sa Majesté, non par écrit, mais de bouche, ce qui s'ensuit.

SIRE, le Roi mon Souverain Seigneur, m'a commandé de vous dire, que voyant la nécessité de la Paix en la Religion Chrétienne, tant au moyen de l'effort

ANNO
1527.

ANNO
1527.

que par plusieurs années a ja commencé à faire le Grand Turc, ennemi de la Foi, qui par force & puissance d'Armes, a enlevé de la main des Chrétiens la Cité & l'île de Rhodes, l'un des principaux boulevard de ladite Chrétienté ; & en Hongrie la Forteresse de Belgrade, & partie du Pais ; qui aussi au moyen des Hérétiques & Sectes nouvelles, puis nageant élevés de plusieurs endroits de ladite Chrétienté. Semblablement, sachant & connaissant les grandes Guerres altérées de tous parts, au moins de laquelle ladite Chrétienté est en trouble, confusion, & division merveilleuse, & puis nageant par vos Gens, & Ministres militaires en votre Armée, & sous vos Capitaines a été facagée & pillée la sainte Cité de Rome ; la personne de notre Saint-Père prise prisonnière, & gardée par vos gens ; les Cardinaux semblablement pris, & mis à rançon ; les Eglises pillées ; Evêques, Prêtres, & Gens de Religion mis à l'épée ; & tant d'autres maux, cruautés, & inhumainetés faites & commises par vosdits Gens, que l'air & la terre en sont tout infectés, & est vraisemblable que l'ère & l'ère de Dieu en sont grandement irrités & provoqués, dont il par réparation desdites grandes cruautés, & offenses qui ont été faites, elle s'est apaisée, mais & inconvénients innumérables en pourrout avenir à ladite Chrétienté, & pour ce la racine & naissance desdites Guerres procédant des communications & débats d'entre vous, & le Roi Tres-Chrétien, son bon Frere & perpétuel Allié, pour composer & mettre à fin desdits débats, le Roi mondit Souverain a envoyé devers vous ses Ambassadeurs, & en a envoyé d'autres devers ledit Roi Tres-Chrétien, son bon Frere, avec lequel il a tant fait, que pour l'amour qu'il lui porte, il vous a fait offrir & grandes & si raisonnables, que vous ne les devez, ni pouvez honnêtement refuser, comme conditions & offres outrepassées & excédant la raison accoutumée de tous Rois ; & en foi, s'est été la consideration de ladite Paix, de tres-mauvais exemple pour les autres Rois, & Princes Chrétiens sujets à semblable fortune : de laquelle offres & conditions, il vous a fait avertir par sesdits Ambassadeurs, pour requérir, que, pour l'honneur de Dieu, le bien de ladite Chrétienté, les gracieuses & piales qu'il vous a voit eues en malaises manieres, & à votre grand besoin, & même fin ausdites Guerres, qui avoient trop longtemps duré. Semblablement, que comme Prince & Chrétien, tenu par tant de motifs à la procection du Pape, & du Saint Siege Apostolique, & par consequent à la delivrance de Sa Sainteté, que sans trop grande biblesse & scandale, vous ne pouvez, ni devez tenir Prisonnier ni captif, vous offrir à faire mettre ladite Sa Sainteté en pleine & entiere liberté. Aussi vous a fait par plusieurs fois remontrances, que par plusieurs obligations, & autres motifs, êtes redevable envers lui de plusieurs grandes sommes de Deniers, qu'il vous a baillées & prêtées comptant à votre nécessité, vous requérant lui en vouloir faire le paiement ; de toutes lesquelles choses vous n'avez tenu compte, & de tems en tems vous avez toujours différé, & tenu en suspens les Ambassadeurs du Roi, mondit Seigneur, sans avoir regard à l'honneur de Dieu, à la nécessité de ladite Chrétienté, à la Reverence, que devez avoir au Saint Siege, & à la Personne de notre Saint Pere, Vicaire de Dieu en Terre, ni au plaisir qu'avez reçu de lui, ni à la foi, parole & promesse, que lui avez tant de fois réitérée. A cette cause, le Roi mondit Souverain Seigneur, par bonté, raison, & Justice contrainst, par grande & mure deliberation de Conseil, a pris conclusion finale de vous faire & reiterer des offres finales, plus larges & avantageuses que les precedentes, pour encore plus le mettre à devoir de vous rompre & ôter toute occasion de différer & diffuser de venir à la raison ; lesquelles offres & accroissement d'icelles, vous ont été faites & réitérées avec toutes les remontrances & raisons honnêtes, qu'il a été possible, & de-rechef vous a été fait instance de la delivrance de notre Saint Pere le Pape, la Sainteté duquel vous avez reffusée, ou fait reffuser, au lieu de la delivrer, chose fort étrange, & contre le vrai état & devoir de Prince Chretien ; ce que le Roi mondit Souverain, & le Roi Tres-Chrétien, son bon Frere & perpétuel Allié, ne peut plus longuement tolérer, avec leurs honneurs & devoirs envers Dieu & l'Eglise, & où que ne voulez condescendre à raison, si accepter lesdites offres plus que raisonnables, ni satisfaire au Roi mondit Souverain, desdites dettes par vous dûes : comme vous êtes obligé & tenu ; il a conclu avec ledit Roi Tres-Chrétien, son bon Frere & perpétuel Allié, & autres

ses Confédérés, mettre peine de vous contraindre par force & puissance d'Armes, de delivrer notre Saint Pere ; pareillement les Enfants de France, que vous devez, en vous point raisonnable rançon, & lui faire de justes dettes. Parquoi le Roi mondit Souverain Seigneur, comme vrai & constant Prince, voulant garder inviolablement la foi, qu'il a promise audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & autres les Alliés, ne voulant deslister la Personne de notre Saint Pere en captivité, comme aussi ne fait ledit Roi Tres-Chrétien, le Roi mondit Souverain, & ledit Roi Tres-Chrétien, vous somment cette fois pour toutes, d'accepter offres finales ; pour la delivrance desdits Seigneurs Enfants de France, & le bien de la Paix universelle, & delivrer la Personne de notre Saint Pere : & aussi de payer promptement, & sans plus de délai, les dettes par vous dûes au Roi mondit Souverain. Et attendu que vous refusez lesdites offres finales, comme desdites, & de delivrer la Personne de notre Saint Pere, & payer sans délai lesdites dettes, comme un bon Prince Chretien, & amateur de Paix, doit & est tenu de faire ; le Roi mondit Souverain, & le Roi Tres-Chrétien, fondés bon Frere, non sans grand regret & déplaisir, se déclarent vos ennemis, & par ci-après vous déclarent pour tel, vous déclarant & intimant la Guerre par Mer & par Terre, & défont de toutes leurs forces. Touchant conbrément, qu'il y a plusieurs Rois de vos Sujets, & grande quantité de leurs Rois, Rois d'Angleterre & de France, & autres Rois & Seigneuries des deux Princes ; & que semblablement y a plusieurs Sujets desdits Rois d'Angleterre & de France, & leurs biens en vos Roisumes, Pais, Terres, & Seigneuries, lesquels pourroient recevoir d'une part & d'autre de grands & irreparables intérêts & dommages, si sans avertissement & monitions ils pouvoient & devoient être pris & détenus : la Majesté du Roi mondit Souverain, & le Roi de France Tres-Chrétien, son bon Frere, feront tres-contents, que libéré soit donnée à vos Sujets états en leurs Roisumes, Pais, & Seigneuries, d'eux retirer & partir desdits Roisumes, avec tous leurs biens & Marchandises, dedans quarante jours après cette intimation, molement que semblable liberté & permission soit pareillement octroyée à leurs Sujets. *Ainsi Agut, DE CLERAN-CEAUX, Roi d'Armes.*

Sa Majesté répondit audit Cleranceus les propres paroles qui s'ensuivent.

J'ay entendu ce que m'avez dit, & ne puis croire, que si le Roi d'Angleterre étoit bien averti des choses, comme elles le sont passées, & de la raison en quoi je me suis mis, qu'il me fût dire ce que vous me dites, & à cette cause mon intention est de l'en avertir.

Quant à ce que vous me dites du Pape, je ne suis onques contentant de lui de mon, laquelle ne fut onques par mon commandement ; & vous avertis qu'il est libre, & qu'il me déplaît des maux, qui se font faits, desquels je ne pense avoir nulle complice, comme j'ai dit au Roi d'Armes de France, & ainsi c'est ce.

Quant à la delivrance des Enfants du Roi de France, quand on m'a mis des moens en avant, j'ai été prest d'y entendre, & m'a tenu à moi que la Paix ne se fût faite ; mais à cette heure que vous me dites, que le Roi votre Maître me forcera à les rendre, j'y répondrai d'autre sorte que j'en ai fait, & espère les garder, desdites que par force je ne les rendrai point ; car je n'ai point accoutumé d'être forcé de choses que je fais.

Quant à ladite dette, que le Roi d'Angleterre m'a prêtée, je ne l'ai jamais eue, ni ne la ai, & suis prest de la payer, comme le droit a ordonné, ainsi que lui ai fait dire, & moi même l'ai dit à ses Ambassadeurs, & fait bailler par écrit, & je ne crois point, que pour telle chose, dont je ne lui fais point de refus, il me voudrait faire la Guerre ; & quand il me la voudrait faire, il me déplairait, & fandra que je me défende : & je prie à Dieu que le Roi votre Maître ne me donne non plus d'occasion de la lui faire, que je ne pense la lui avoir donnée, & vous me baillerez par écrit ce que m'avez dit ; à quoi je répondrai aussi par écrit pareillement.

Cette réponse faite par Sa Majesté audit Roi d'Armes Cleranceus, lequel Cleranceus prit la cote d'armes, qu'il avoit sur son bras gauche, comme dit est, & la vint. Sa Majesté lui dit, qu'il baillât par écrit, & mains de Sieur de Boucclaire, tout ce qu'il avoit dit

ANNO
1527.

ANNO
1527.

de bouche comme dessus ; ce que ledit Roi d'Armes Clerenceux dit qu'il feroit ; & ainsi l'a fait depuis , & signé de la main , comme il eût de mot à autre intérêt & devoir.

Et ledit Clerenceux , après avoir fait son office comme dessus , se retira incognito ; toutefois avant par lui Sieur de Bouclaus lui dit , & aussi audit de Guienne , les paroles qui s'ensuivent : *Vous est écrit au moi même , c'est la Copie de la Lettre faite touchant la délivrance du Pape , & comme il est si libre , & parti du Château Saint-Ange le fassent pour de D'encore passé , mettrai en votre relation. Lesdits Roi d'Armes répondirent , Nous le ferons aussi. Et en cet instant Sa Majesté appela auprès de sa personne ledit Guienne Roi d'Armes de France , & lui dit ce qui s'ensuit.*

Parque raison veut que jouissez de vos Privilèges , vous devez aussi faire votre office ; & à cette cause je vous prie de dire au Roi votre Maître ce que je vous dirai ; & d'écouter si lui-même. Ledit Guienne répondit à Sa Majesté ; je le ferai aussi, SIRE.

Alors Sa Majesté lui dit : Vous lui direz , que depuis le Traité de Madrid , contrevenant à icelui , ont été pris beaucoup de mes Sujets , tant allant en leurs Négociations , comme autres allans pour me servir en Italie , lesquels ont été détenus Prisonniers , maltraités , & mis en Galère par force ; & pour ce que j'ai de mes Sujets , lesquels je puis prendre , vous l'écritures , que s'il me veut rendre les miens , je lui rendrai les siens ; & si non , ainsi qu'il traitera les miens , je traiterai les siens , & de lui me réponde dedans quatorze jours de son intention , on finon je me tiendra pour répondu. Ledit Roi d'Armes Guienne dit à Sa Majesté : entendez-vous, Sire , touchant les Marchands ; Sa Majesté répondit , ceci est sans entendre à ce que votre Écrit contient des Marchands , auquel je répondrai par écrit. Et cela dit par Sa Majesté , ledit Guienne fit sa révérence pour partir. Sa Majesté lui dit ; Vous avez ouï ce que je vous ai dit touchant votre office , ce qu'êtes tenu de dire , & je vous prie de le faire. Ledit Guienne répondit , Sire , je le ferai sans point de faute. Alors Sa Majesté lui dit : Dites davantage au Roi votre Maître , que je crois qu'il n'a été averti d'aucune des choses , que je dis en Grenade à son Ambassadeur le Président , lesquelles le touchent fort , & que le tiens en ce cas si gentil , que s'il les eût faites , il m'eût répondu ; si fera bien de les faire par son Ambassadeur , car par ce lui coudra que je lui ai mis sous ce que je lui promets à Madrid , que lui à moi ; & je vous prie d'être le maître si Roi , & garda bien d'y faillir. Ledit Guienne répondit , sans point de faute , Sire , je le ferai. Et sur ce , après sa révérence faite , se départit , & S. M. ordonna audit Sieur de Bouclaus , qu'il pût voir qu'il ne fut fait aucun dépit , ni dit de mauvaises paroles audit Roi d'Armes Guienne , ni suffi à Clerenceux ; ce qui a été fait à leur contentement.

Et depuis , savoir le Lundi vingt-huitième jour du mois de Janvier , lesdits Roi d'Armes , Guienne & Clerenceux , se font trouver devers ledit Sieur de Bouclaus , par ordonnance de Sa Majesté ; auxquels & à chacun d'eux , ensuivant ce que Sa Majesté leur avoit répondu comme ci-devant eût faite mention , icelui Sieur de Bouclaus a lu , & baillé par écrit les mêmes réponses , dont la Copie s'ensuit , & premier de celle pour ledit Guienne , Roi d'Armes de France.

Pour bien répondre à ce que vous Guienne , Roi d'Armes du Roi de France , avec lui devant la très-haute Majesté de l'Empereur votre Sire , & depuis ce que j'ai vu à répondre de bouche , & lui avoir baillé par écrit , pour le plus particulièrement satisfaire aux causes y contenues , & pour plus ample justification de Sa Majesté , ainsi qu'il Dieu , & tout le Monde puisse connaître , & être notoire le grand tort & injustice dudit Roy votre Maître , à faire ce qu'il fait ; & comme contre tous droits divins & humains , il vous a baillé la charge que vous avez déclarée , Sa Majesté a bien voulu , que davantage vous lui réponde ce qui s'ensuit en cet Écrit.

A savoir , quant au premier Point , que dites qu'il vous a commandé de dire , qu'il a un merveilleux regret & deplaisir , de ce qu'il fait qu'il a des l'Amistie , qu'il a désiré & souhaité avoir avec Sa Majesté , l'innimie précedente demeure encore en sa vigueur ; énumérant les maux & inconveniens , qui de ce sont ensuivis , & se pourront continuer & augmenter au préjudice des Sujets d'une part & d'autre , & de toute la Chrétienté , voulant donner à entendre , qu'il s'est mis en grand devoir pour avoir Paix , & pensait par ses

couleurs retoriques affect lointaines de la vérité , jeter la coupe desdits maux & inconveniens sur Sa Majesté , & s'en déchargeait envers ceux qui ne sont bien informés des choses passées , & qui , sans attendre les justifications de Sa Majesté , pourroient facilement croire les persussions non véritables faites de par le Roi de France. Sur quoi Sa Majesté vous mande répondre , que les paroles que ledit Roi votre Maître vous a quant à ce point commandé de dire , sont belles , honnêtes , & saintes , si ses œuvres étoient conformes auxdites paroles , comme la raison voudrait ; car certes il feroit bien convenable qu'il en dût avoir regret & deplaisir , & qu'il se fût mis en devoir d'éviter les maux qu'il dit , & d'entretenir les Traités de Paix qu'il avoir faits , sans les enfreindre , & susciter si grands troubles en la Chrétienté , comme il a fait ; auquel cas meritoirement les forces & jeunesse de Sa Majesté , & dudit Roi votre Maître , avec les forces de tous les autres Princes & Potentats Chrétiens , eussent pu s'employer contre les ennemis de la Foi , & éviter l'effusion du Sang Chrétien , & offensé de Dieu. Mais il lui vient , & ne peut nier ledit Roi votre Maître , que lui n'ait été l'origine & foudroyement de toutes les querelles , qui sont succédées depuis son Règne ; car lui-même fut celui , qui , sans nulle juste cause , & sans nul tort , à l'entrée de son Règne , commença la Guerre en Italie , pour occuper l'Etat de Milan , & avec très-grande effusion de sang ; & depuis le Sieur Maximilien Sforce , & le contrainquit à lui renouer le droit par lui précedé , sans par ce désigner d'en demander l'Inheritance , ni en faire le devoir du Chef au Saint Empire , comme la raison voudrait ; ainsi concernant & méprisant le digne Seigneur d'icelui , qui étoit l'Empereur Maximilien , Grand-père de Sa Majesté ; se rendant par ce indigne , selon les droies seigneurs , de pouvoir tenir ledit Etat , & pendant quelque droit qu'il y eût pu prétendre. Depuis venant Sa Majesté à la Succession de ses Rois d'Espagne , par le trépas du Roi Catholique , & indisposition de la Reine sa Mere , ledit Roi de France , sous couleur de vouloir faire avec Sa Majesté plus étroite Amistie & Alliance , & la tenir pour son Fils , en retrattant le Traité de Paris , & Conventions de Mariage d'entre Sa Majesté , & Madame Renée , Belle-Sœur dudit Roi de France , faites & passées entre Sa Majesté , & ledit Roi de France , voulut de nouveau traiter en la Cité de Noyon , autres Conventions de Mariage entre Sa Majesté , & Madame Renée , Fille dudit Roi de France , & sa reine mère ; & ne délia d'icelle , à saur sa Fille non née ; & ne délia des deux encore avec Madame Renée. Par lequel Traité de Noyon , les Ministres de Sa Majesté , qui intervenirent audit Traité , furent mal informés des choses des Couronnans d'Espagne , & de ce qui étoit passé entre le Roi Catholique , & les Prédécesseurs dudit Roi de France , se contredirent à lui accorder plusieurs choses indites & injustes , lesquelles toutefois Sa Majesté , qui ne desiroit que la Paix , observa entièrement & inviolablement ; & pour l'observance d'icelle , pour y être compris le Roi d'Angleterre , comme Confédéré de Sa Majesté , desirant le Roi de France innover & ébranler la Guerre contre ledit Roi d'Angleterre , à cause de Tournay , Sa Majesté dit & déclara à ses Ambassadeurs , & écrivit , qu'il ne souffrieroit rien être attenté contre ledit Roi d'Angleterre , son Confédéré ; ainsi qu'en faisant le contraire , il ne pourroit sinon l'aider , & assister ; ce qu'il fit , sans en être requis de la part dudit Roi d'Angleterre , pour entretenir la Paix , & son venir à rupture. Et depuis n'a cessé de continuer en l'observance dudit Traité , jusques à ce que ledit Roi de France , par son Ambassadeur le Sieur de Lascaris , en cette Cité de Burgos , fit demander à Sa Majesté toutes les choses pour l'accomplissement du Mariage avec sa dite Fille ; ensemble la restitution du Royaume de Navarre , qui étoient choses non concernées audit Traité de Noyon , au promesses par Sa Majesté ; déclarant ledit Ambassadeur , comme il le bailla lors par écrit , que si Sa Majesté ne baillait ledits Otages & ne restituait ledit Royaume de Navarre , il tenoit ledit Traité pour rompu ; qui étoit chose plus volontaire que fondée en raison , encore que Sa Majesté ne voulut pas ce venir à aucune rupture (lui répondant toujours gracieusement , & sachant par dont & honnêtes moïens entretenir l'Amistie avec lui ,) combien que Sadite Majesté eût assez informée que ledit Roi de France , au travers qu'il m'enroit plus d'amitié , & qu'il l'appelloit son Fils , & faisoit semblant de desirer la grandeur , lui faisoit , en secret & indirectement , tous les empêchemens qu'il pourroit , pour empêcher toutes les bonnes choses

ANNO
1527.

ANNO
1527.

ses, auxquelles Sa Majesté tendoit pour le bien de la Chrétienté; car ainsi Sadite Majesté acceptoit les Treves de cinq ans, indites par le Pape Leon, entre tous les Rois, Princes, & Potentats Chrétiens, pour pouvoir couvrir les Armes contre les Infidèles, & ainsi de sa part préparé puissante Armée pour le faire, & il traitait en ce temps de l'élection de l'Empereur, laquelle étoit déjà en train du vivant dudit feu Empereur Maximilien de glorieuse mémoire; ledit Roi Très-Chrétien, pour l'empêcher, fit faire diversités pratiques, tant avec ledit Pape Leon, qu'avec autres Princes & Potentats, & même avec aucuns des Princes Electeurs dudit Saint Empire, cédant ou par force de deniers, ou par crainte d'Armes, les daveurs de ladite Election, & se faire élire lui-même, ou autre à son aise; combien que la vertu desdits Electeurs fût telle, que unanimement, & de commun accord, en méprisant les offres & menaces à eux faites, par inspiration divine éurent Sa Majesté à l'administration dudit Saint Empire, lequel ainsi qu'il est institué de Dieu, ainsi par la main d'un roi & gouverneur. Et voyant ledit Roi de France, que ce ne lui avoit profité à ses intentions, cédant encore empêcher le fruit qui de ce se devoit ensuivre, traita de l'occupation du Royaume de Naples & Sicile, comme par ses Lettres se pourra clairement montrer; & à cet effet, sous la conduite de Pedro Navarra, & sous couleur de vouloir faire Guerre aux Infidèles, selon la forme desdites Treves de cinq ans, envoya une Armée de Mer qui se vint desembarquer assez voisin dudit Royaume de Naples; à laquelle cause l'Armée, que Sa Majesté avoit déjà envoyée contre les Infidèles, après avoir pris & rebouté en l'obédience de Sa Majesté l'Isle de Gerbes, fut contrainte de renier esdits Rois de Naples & Sicile, pour la défense d'eux. Et non content de ce ledit Roi de France, après avoir fait tout son possible par Lettres, & autres moies, qui eussent se peuvent voir, d'empêcher la conclusion de la Journée Impériale, & envahir ses Pais par Messire Robert de la Marck, & ses Enfants, avec Armée faite en France de gens de Guerre & Artillerie dudit Roi de France: & tantôt après le Sieur (a) d'Esparre, pour couvrir & occuper le Royaume de Navarre, dont s'en ensuivit l'effet que chacun fait, y demoura ledit Sieur d'Esparre pris; & par les moies avant dits, violant les Traitez de Paix faits avec lui. Et ce a été le vrai commencement des Guerres entre Sa Majesté & ledit Roi de France, desquelles il en a été le fruit qu'on chacun a connu. Et après que par jugement de Dieu, & par son injuste querelle, il a été fait Prisonnier de bonne & juste Guerre, a été traité comme est assez oïtoire, en les Rois de Paix, non comme Prisonnier ni ennemi, mais comme s'il eût été naturel Seigneur & Prince desdits Rois de Paix, en usant Sa Majesté avec lui de toute libéralité & clemence, pensant le faire de Prisonnier, Ami; & d'Esparre, son Beaufrere, lui baillant en Mariage; à sa plus instante requête, sa Sœur aînée, qui étoit lors la seconde Personne en la Succession de tant de Rois de Paix, & à telles & si raisonnables Conditions, que quand ores ledit Roi de France eût été en sa liberté, & non Prisonnier, il ne les pourroit avoir ni désirer meilleures, ne lui demandant nulle rançon pour sa juste Prison, sinon seulement la restitution de la Duché de Bourgogne, & quelques Pièces, qui de toute ancienneté appartenoient à Sadite Majesté par juste titre, & avoient été indûment occupées; lesquelles encore que ledit Roi de France eût été du tout en sa liberté, & jamais n'eût été pris, eussent été lui dûes & si raisonnables que méritement il les eût dû désirer pour bien de Paix; & même que par l'observance d'elles il eût pu méritement dire être vrai auteur de la Paix universelle de toute la Chrétienté, ainsi Sa Majesté bonne Paix avec tous les autres Princes & Potentats Chrétiens; mais il n'a bien montré par vrais effets, qu'il ne desiroit point la Paix de la Chrétienté, sinon la Guerre & subversion, puis qu'ainsi baillé remis & bon-ages pour l'observance de sa foi, il n'a tenu cure ni de son honneur, ni de son Sang, ainsi a voulu la honte de son tour, & mettre en Guerre avec qui étoient en Paix, pensant se venger de ce que Dieu avoit permis pour son juste châtiement, sans vouloir considérer que encore que les hommes fassent ceux qui font la guerre, Dieu seul est celui qui donne les Vainqueurs, & le plus souvent contre la commune opinion des hommes, & donnant lesdites Victoires à ceux qui feroient si bas espérés, ou qui sont de plus petit nombre. Parquoi la culpable de ladite Guerre se doit plutôt attribuer audit Roi de France, lequel en cou-

vertant à sa foi & promesse, a plutôt voulu tirer les autres Princes & Potentats à la Guerre, que de suivre le vrai chemin de la Paix qu'il avoit en sa main, en possédant les fruits qu'il dit que de la Paix s'ensuivent, ses maux, qui de la Guerre peuvent souler, lesquels méritement se peuvent attribuer à lui seul. Et si ledit Roi de France se fut ainsi mis, ou voulu mettre en son devoir comme il dit, pour avoir la Paix, & à icelle redonne toute la Chrétienté, pour faire Guerre aux Infidèles, & fronder la culpable & faire justice, comme son Roi le commanda, il n'eût refusé la grande grâce que S. M. lui fust de vouloir entendre à l'innovation du Traité de Madrid, en suspendant le droit tant apparent de la Duché de Bourgogne, son ancien Patrimoine, & délaissant à part tant d'autres choses, qui jadis lui appartenaient, tant en vertu des anciens titres, qu'en vertu du Traité de Madrid; & il eût contenté avec les conditions & protestations faites, il eût contenté à la délivrance des Enfants dudit Roi de France, conforme aux communications lui se faites avec ses Ambassadeurs, tant en la Cité de Palencia, qu'en cette Ville de Burgos, puisque les mêmes Ambassadeurs ont publiquement dit & déclaré, que la conclusion de ladite Paix tenoit seulement à un petit point, qui étoit, si la restitution de Gennes & Albi, & la revocation de l'Armée, que le Roi de France a en Italie, se feroient avant la restitution & délivrance des Enfants, ou depuis, combien que par les communications de Palencia, lesdits Ambassadeurs eussent expressément consenti, que le second Article du Traité de Madrid, qui parle expressément de la restitution & revocation de tous attentats contre les Gennes, & autres Seigneurs de S. M. tant avant ledit Traité de Madrid, que depuis, se doit observer & observer selon la forme d'icelui. & que ledit Traité se doit être accompli avant la délivrance desdits Enfants. Mais pour laisser toujours une garde-d'œil, & non accomplir, ce qui par ledits Ambassadeurs avoit été traité, non plus que ce qu'il avoit promis par les Traitez precedents, ledit Roi a bien voulu mettre ce point en difficulté, pour avoir occasion de rompre, & non parvenir à la Paix; voulant son couleur d'aucunes fautes, & peines offertes de sa part, différer ladite restitution de Gennes, & autres Pièces, & revocation de l'Armée, jusques après la délivrance desdits Enfants; à quoi S. M. méritement ne devoit ni pouvoir consentir, étant assez clairement avéré, que la déclaration n'étoit que pour laisser la porte ouverte à nouveau débat; & que demeurant l'Armée en Italie, après la délivrance desdits Enfants, pourroient soudain nouveau débat qui eussent été cause de la ruine: joint que si l'on *** l'incertitude dudit Roi de France n'étoit, après, de rendre ledit Gennes, ainsi montrer que ledits Gennes se fussent rebelles contre lui, & que ce ne fut en son pouvoir de les rendre; S. M. pour n'en être plus trompé, & pour se mettre en plus grand devoir, & qu'il ne tint à lui que la Paix ne se conclût, afin que ladite restitution & revocation d'Armée se fût avant la délivrance desdits Enfants, encore qu'il ne fut à ce tenu, fut contrainct de se soumettre aux mêmes & plus grandes peines & peines, pour faire ladite restitution & revocation *** après la délivrance desdits Enfants; à quoi ledits Ambassadeurs ne voulaient consentir, disant n'avoir autre pouvoir; & par ainsi le préambule de vobredit Ecrit qu'avec lui devoit Sa Majesté se peut plutôt retourner contre ledit Roi vobredit Maître, en lui baillant toute la culpable des maux présents & passés, & causés de ces Guerres, & de ceux qui ci-après pourroient succéder; que d'en vouloir charger S. M. qui méritement se trouve libre de toute culpabilité, comme plus simplement se pourra voir & connaître par la réponse faite à l'Apologie que ledit Roi de France a fait imprimer pour excuser les fautes à laquelle réponse quant à ce S. M. se remet.

Quant au second Point de vobredit Ecrit, qui parle de la prise du Pape, & de la Cité de Rome, & des maux, qui illec lui sont faits, commis, & perpetrés. S. M. vous a écrit particulièrement réponse de sa bouche: & pour éviter ce qu'il vous en a dit se pourra assez clairement montrer par la même Capitulation, naguère faite entre le Pape, & S. M. pour la libération de Sa Sainteté, où il confesse expressément, qu'il a été sans coupable de S. M. & par un Exécuteur déshonoré & sans Chef; & le Capitaine que dits être à la garde de Sa Sainteté, qui est un des principaux qui ont servi S. M. es Guerres d'Italie, se trouvant avoir été plutôt pour la défense & préservation de la Personne de Sa Sainteté, qu'il fut maltraité de gens de Guerre, que pour lui vouloir mal faire, comme a été

ANNO
1527.(a) Arnaud de
Poix, Frere
de Lamoignon.

ANNO
1527.

affes connus en la délivrance & libération de la Personne, en laquelle ledit Capitaine s'est employé comme vengeur & bon Chretien, & comme la raison vocation. Et qui voudra bien chercher la racine, dont est procédé la détention du Pape, & les maux qui s'en sont faits à Rome, à cause de cette Guerre, l'on en pourra plutôt attribuer la coulpe au Roi de France, lequel a été Auren & Promoteur de la Ligue, dont ladite Guerre est procédée, que à nul autre, dont S. M. se tient assez pour justifié & excusé de toute coulpe, par les justifications qu'il envoie à Sa Sainteté, lui étant à Grenade, en répondant à ce qu'elle lui avoit écrit, dequelles pour être imprimées & publiées en divers Lieux, n'est mérité d'en faire ici plus ample récitation.

Au tiers point de vobredit Ecri, auquel est dit, que le différend, qui de présent peut être entre S. M. & ledit Roi votre Maître, est principalement sur la rançon & recouvrement de ses Enfans, qu'il a ostés comme dits, & que S. M. ne se doit arrêter à des choses que par force & emparner ledit Roi lui avoit promises: Sçavoir Majesté vous fait à ce répondre, que ledit Roi votre Maître ne vous a pas en ce bien informé; car le différend, qui est entre eux deux, ne git en nalle rançon, si non à observer la foi & promesse dudit Roi votre Maître, pour laquelle sesdits Enfans sont en Ouge; & puisqu'il lui fait pourquoy ils y sont, c'est à lui de les retirer sans rançon, en faisant ce qu'il doit, & ce qu'il a juré & promis, sans nulle contrainte ni force; car au Prisonnier de jure Guerre, comme ledit Roi de France étoit, ne peut justement, ni selon les Loix & Droits de Guerre, imposer les conventions, qu'il auroit faites pour sa libération, être faites par contrainte ni par force, ni par ce s'excuser de ne lui la foi & promesse; car autrement ne feroient remis prendre foi de Prisonniers, ni les laisser aller sans accomplir premier & facilement; ce qui pourroit être cause de la perdition & mort de beaucoup de gens de bien, & seroit chose fort injuste. Et ne peut ledit Roi de France, par un Droit divin ni humain, excuser qu'il ne soit entièrement tenu à l'observance dudit Traité de Madrid, & qu'il n'ait failli à la foi & promesse, comme plus amplement est déclaré en lad. réponse faite à son Apologie. Et encore que S. M. pour bien de Paix se soit condescendu, sous les protestations par lui faites de s'espérer la restitution de Bourgogne, & se départir d'autres choses contraires audit Traité de Madrid, & venir sur ce à autres conventions, & lui rendre ses enfans, en faisant de sa part ce à quoi S. M. s'étoit lors condescendu, tant aux communications de Palencia que d'ici, ce étoit de grace de S. M. & non par obligation, ni pour tenir le Traité de Madrid de morture rigueur. Et puisque ledit Roi de France n'a eu ce fait connaître la grace que S. M. lui faisoit, les offres lui se faites, attendre les conclusions présentes, se trouveront de nul effet, demeurant S. M. en son entier de pouvoir licitement persister à l'observance dudit Traité de Madrid. Et ce qu'il dit, que S. M. est beaucoup plus gagné à prendre ladite rançon telle qu'elle a été offerte, que de continuer la Guerre, semble que ledit Roi votre Maître peccant grand faulx du gain de S. M. pensant à l'aventure, qu'il soit fort covroiteux d'argent, dont il est plus aliéné qu'il ne croit, & de la continuation de la Guerre S. M. l'a toujours faite par contrainte, en se défendant des invasions & offenses dudit Roi votre Maître, & de ses pratiques, dequelles quand il se voudra départir, comme la raison veut, il trouvera plutôt le gain de son côté que autrement.

Toucher le quatrième Point dudit Ecri, où vous nommez les Confédérés & Alliez dudit Roi votre Maître, & dits lieux, & autres Princes & Possesseurs, selon le parti dudit Roi votre Maître, pour ce qu'ils vous ont été & sont à la raison, & que S. M. n'y veut entendre, & que la Paix universelle ne se peut faire en la Chrétienté, dont ensuivent les maux desquels dits être à craindre que Dieu ne se courrouce. A ce est assez facile par la réponse au premier point de vobredit Ecri, que l'on pourra assez clairement entendre quel jugement on veut qui prétendent, que le Roi votre Maître se met à la raison, en faisant toutes choses contre raison & justice, & contre tous droits divins & humains, de qui méritement Dieu se pourra courroucer, & comme juste Juge, en convoquant la vraie raison & justice, & l'interlocution des morurs, en sera les jugemens & démonstration qu'il est accoustumé faire.

Quant au cinquième Point de votre Ecri, contenu en l'IV. PART. I.

Quant pour non avoir accepté les offres & propositions, que ledit Roi votre Maître a fait faire à S. M. n'assies à faire un Traité honnête avec lui, & de contenir d'une rançon plus que raisonnable; & de veur rendre au Roi d'Angleterre ce qui lui est dû, & mettre le Pape en sa liberté, & laisser en Paix l'Italie; il vous a commandé déclarer & notifier à S. M. avec ledit Roi d'Angleterre, qu'ils le tiendront & auront pour leur ennemi; déclarant tous Traites faits entre lui, & S. M. être nuls, & que de sa part ne les veur garder & observer, ains que par vous moens qu'il pourra il fera la Guerre. A ce vous a été si bien répondu de la propre bouche de l'Empereur, sur le défi que lui avoit fait, qu'il n'y a que redire; car S. M. méritement le pouvoit tenir pour ennemi, lui ayant fait la Guerre accoutumée si longuement & en continuant en icelle, que certes, comme il vous a dit, c'est chose bien aveuë, & digne de mettre en Crue; & même qu'un Prisonnier de Guerre ainsi traité lui soi comme lui, le quel selon droit ne peut dénier nul, ni accepter d'effi d'autrui, non plus qu'un esclave, ni entreprendre de faire acte de débaudon, comme celui même qui tient sa foi & gage, & duquel il est justement Prisonnier. Et les raisons qu'il allégué à cet effet sont bien frivoles, pour donner couleur de justification à un tel & si grand Acte, car encore que S. M. n'ait accepté les offres & propositions dudit Roi votre Maître, ni voulu traiter à son aise, il n'étoit tenu de ce faire, combien que de sa grace, & pour avoir Paix, il se fût mis en plus que raison, offrant de laisser beaucoup du sien, & de ce qui justement lui appartenoit. De la dette du Roi d'Angleterre, ce n'est chose pour dénier, vñ ce que S. M. en a répondu tant à ses Ambassadeurs, qu'à vous-même, & en répondra plus clairement au Roi d'Armes dudit Roi d'Angleterre. Et quant au Pape, puisque comme dessus est, il est libre, & celle la cause du défi, devroit raisonnablement cesser l'effet d'icelui. De laisser en Paix l'Italie, apert assez par ce qui est dit devant, & par les réponses faites audit Ambassadeur de France & d'Angleterre, qu'il n'y a nul, qui en ce lui ait mis au cherché mettre plus de trouble & nourrissage de Guerre, que ledit Roi votre Maître, lequel quand il s'en voudra départir, comme la raison le requiert, il connaîtra que l'Italie sera en Paix & repos, & que S. M. ne cherche de faire tort à nul, si non de conserver ce qui justement lui appartient. Et ainsi cessent toutes les causes & raisons pour lesquelles le Roi votre Maître vous a commandé de dénier S. M. Et la déclaration qu'il lui fait, que les Traites soient nuls, requiert autre Juge que lui, à lesquels encore que volontairement d'ice ne les veulor garder à observer, pourroit être que Dieu & Justice le compensent à ce, encore que son vouloir ne fût tel; & même ainsi égard que depuis la délivrance, & par ses propres Lettres, il vous a fait voir, sans crainte ni force, avoir écrit à S. M. vouloir observer tout ce qu'il lui avoit promis; qui est bien contraire à ce qu'il lui a dit maintenant.

Au regard du sixième Point de la protection que vobredit Ecri contient, il semble, que ce seroit chose plus convenable de faire les œuvres conformes à ladite protection, que de vouloir enlever l'effet d'icelle par effets contraires; mais bien plus juste & véritable protection pour faire S. M. devant Dieu, & sur le Monde, qu'il n'a tenu, & ne tiendra à lui, qu'il n'y ait Paix en toute la Chrétienté; & qu'il s'est mis & mettra toujours en tous raisons pour parvenir à icelle: & Dieu qui connaît les intentions de tous en son Juge. Parquoy Sa Majesté pourroit reciproquement, que tous les intérêts & dommages, que à cause de ces Guerres il souffrir, il entend les recouvrer sur ledit Roi de France, & non laisser aller ses Enfans, qu'il ne soit entièrement remboursé desdits dommages & intérêts, de ceux qu'il a soufferts depuis le Traité de Madrid, que de ceux qu'il souffrira ci-après; & que tous les autres maux, intérêts & dommages, qui le pourront ensuivre desdites Guerres, se soient attribués à la coulpe de S. M. mais plutôt à la coulpe du Roi votre Maître, comme Auren, Promoteur, & Provocateur de ladite Guerre, sans aucune justification; dequoi ne s'en méloit d'appeler, comme il fait, Dieu à témoin, sinon de lui en laisser faire le jugement & exécution; comme à sa divine Justice appartient.

Et quant au dernier Point des quarante jours, pour tenir les Marchands & Marchandises, pour ce la chose se ferait égale, ains que par ce qui a été dit, & nous n'aisons tems d'avertir par tous les lieux où sont les Sujets de S. M. par toute France & d'Angleterre, S. M. ne le

ANNO
1527.

ANNO
1527.

peut ainsi accepter, mais en prenant jout comptant pour pouvoir convenir de la restitution des Sujets, Marchands, & Biens qui se pourroient prendre, ou seroient ja peis d'un côté & d'autre, S. M. sera prête d'y entendre, aiant réponse sur ce.

*Sesjous la Réponse baillée audit CLERANCEAUX,
Roi d'Armes d'Angleterre.*

EN répondant à ce que vous, Cleranceux, Roi d'Armes du Roi d'Angleterre, avez proposé de bailler à la ren-facré Majesté de l'Empereur notre Sire, au nom du Seigneur votre Maître : & après la réponse verbale que S. M. vous a sur ce faite, l'avez à la Requête baillée par écrit, signé de votre main, pour vous y pouvoir plus au long particulièrement répondre; S. M. a mandé vous répondre aussi par écrit ce qui s'enfuit.

Premièrement. Quant au premier Point, que ledit Roi votre Maître vous commande de dire, que voiant la nécessité de la Paix en la Religion Chrétienne, tant pour le sacché du Turc en l'occupation de Rhodes, & l'invasion d'Hongrie, & facilitation des Sedes Hérétiques, & aussi pour les Guerres allumées en ladite Chrétienté & ce qu'il dût être fait à Rome, par l'Exercice & Ministres de S. M. avec les maux execrables contenus en vberedit Ecrit; & pour ce la racine & débats desdites Guerres, procédent des débats étant entre Sa Majesté & le Roi de France, pour iceux mettre à fu avoir envoié devant Sadite Majesté, ses Ambassadeurs, & autres devens ledit Roi de France, avec lequel il dût avoir tant fait, que pour l'amour qu'il lui porte, il n'avoit fait à Sa Majesté offrir si grandes & raisonnables, qu'elle ne les poutoit ni devoit honnêtement refuser, & que par toutes les remontrances en icelui Ecrit contenues, (faites par ses Ambassadeurs), Sadite Majesté ne les avoit voulu accepter. Certes juiques à présent S. M. a tenu le Roi votre Maître pour vrai Médiateur & commun Ami, & que lui seul dût être le plus vrai & confident Ministre pour traiter ladite Paix universelle entre les Chrétiens, que nul autre; & même non ignorant que lui-même, & Monsieur le Cardinal d'York en son lieu, avoient tant par Lettres du Roi de France, que par autres Lettres & Actes, après plusieurs disparitions sur ce faites, vû, connu, & déclaré, que ledit Roi de France étoit le premier Agresseur, l'avaient, & Promoteur de la Guerre, & Violateur des Traitez; pour laquelle cause ledit Roi d'Angleterre, en vertu du Traité de Londres, eût à se déclarer ennemi dudit Roi, & à prendre les Armes contre lui, comme Insulteur de la Paix, & Promoteur & Auteur de la Guerre, parquoi nécessairement il devoit bailler plutôt la coulpe audit Roi de France, qu'à S. M. de tous les maux qui à cause de lui. Guerres depuis se sont ensuivies en la Chrétienté, tant à Rhodes, qu'en Hongrie, en Allemagne, & à Rome; car Dieu, & tout le monde fait bien qu'il n'a tenu à S. M. ni tiendra, que les provisions contre les Turcs, Infidèles, & Hérétiques, ne se fissent; & ce qui s'est ensuivi à Rome, a été sans conséquence ni ordre de S. M. comme il vous a dit de bouche, & sans fa coulpe comme le Pape même le confesse; & jamais n'a tenu à Sa Majesté qu'il ne soit condescendu à tous moïens honnêtes, & raisonnables, pour parvenir à ladite Paix, en laissant aller du lieu, & de ce qui juiquement lui appartient, pour complaire audit Roi votre Maître, voire pour son respect, laissant beaucoup de ce que ledit Roi de France avoit de son propre mouvement offert au Viceroy de Naples, avant que ledit Roi votre Maître se mêlât de cette Paix, pour laquelle S. M. pensant lui gratifier & complaire, s'étoit condescendu à telles conditions, que pour nulle autre personne du Monde ne les eût voulu accepter ni consentir. Et par le contraire ne se peut bien être par vérité, que ledit Roi de France ait en ce rien fait pour ledit Roi d'Angleterre, sinon diminuer & couper par son moïen des offres qu'il avoit paravant faites audit Viceroy; mais maintenant que ledit Roi votre Maître fait en ce si finistre jugement, voulant jeter toute la coulpe sur Sad. M. & excuser ledit Roi de France, vous aiant commandé pieça de faire cet acte, & de déclarer ennemi; il faut qu'il ait oublié les choses passées, ou qu'il soit mal informé de ce qui s'est fait, ou que par devant il n'ait pas bonne volonté; dont S. M. s'est trouvée bien déçue de la confiance qu'il avoit en lui.

Quant au second Point, qui parle de la délivrance du Pape, déjà vous a répondu S. M. de bouche, comme il étoit libre, & à S. M. venu nouvelle certaine

comme il fut délivré, & parût de Rome sans nul empêchement, le sixième dudit mois de Décembre dernier passé. Et de ce qui fut fait contre Sa Sainteté, S. M. en écrivit incontinent au Roi votre Maître ses justifications, le priant lui vouloir conseiller ce qu'il lui sembloit être à faire pour le bien de la Chrétienté, à quoi il n'a jamais répondu; bien doit savoir le Roi votre Maître, puisque par vberedit Ecrit, il charge sur la protection du Pape, & du Saint Siège, appartenant à Sad. M. que en ce S. M. n'a fait, ni voudroit faire faire à la charge que Dieu à cet effet lui a donnée; & sera S. M. aussi bien ce qui appartient à l'office de Prévôt du Saint Siège Apostolique, comme le dit Roi votre Maître, à ce qui appartient à l'office de Défenseur de la Foi. Et en faisant l'un & l'autre son devoir, la Chrétienté en vaudra beaucoup mieux, & ne seront tenus, foyeux, favoris, ou qui fourvoient de leur fol, laquelle, selon tous Droits divins & humains, doit être observée & gardée, aussi bien aux ennemis, que aux autres.

Toucheant le troisième Point, qui parle des dettes par plusieurs Obligations, & autres moïens, sans déclarer ce que c'est, S. M. vous a répondu de bouche, qu'il n'a jamais nié la dette des deniers prêtés, ni refusoit de les payer; & s'il y a eu déjà au paiement des deniers prêtés, c'a été pour ce que les Ambassadeurs du Roi votre Maître, juiques au point de la rupture; traitoient de se paier des deniers de France; & après la rupture, qui ne fut que pour faute de pouvoir, ils demandèrent le paiement en comptant de autres dettes; & baillèrent un Ecrit, où ils demandoient non seulement les deniers prêtés, mais demandaient davantage pour quatre ans & quatre mois, l'Obligation de l'indemnité, à raison de cent trente-trois mille trois-centa cinq écus par an, & de plus cinq-cent mille écus pour les peines de non avoir accompli le Mariage avec la Princesse sa Fille. Surquel Sad. M. leur eût si être réponse par écrit, que quant aux dettes des deniers prêtés, puisque'ils confessoient n'avoir vers eux les originales Obligations, ni les gages & joient engager pour une partie desdites dettes, S. M. en confessoit de lors toutes les sommes; qui se devoient d'être payées lesdites Obligations, s'en tenoit pour condamné, & s'offroit pour toutes lesdites sommes payées contenues esdites Obligations, & devant le terme que le droit donne aux condamnés, pour paier leurs condamnations, pourvu que l'on eût choisi les convenables & leur pour les deux Parties, où il dût faire ledit paiement; & quant à quant ledit Roi d'Angleterre envoïoit l'icec pour avoir le pouvoir pour en recevoir, quier, & restituer conjointement lesdites gages avec les originales Obligations, pour les causer & canceler, comme la raison le veut. Et quant aux autres demandes de l'indemnité, & des peines, fut répondu audit Ambassadeur, que puisque leur pouvoir ne faisoit expresse mention de les demander, sinon seulement des dettes en général, qu'il entendoit des liquides & claires, que S. M. ne croit qu'ils voudrissent persister à telles demandes, auxquelles en cas qu'ils persisteraient, S. M. y répondroit pertinemment, & envoïeroit devant ledit Roi d'Angleterre, pour l'informer des raisons, par lesquelles ledit Roi leur Maître le devoit deporter desdites demandes, & méritement s'en contenter. Et pour ce que lesdites raisons ne furent lors baillées par écrit audit Ambassadeur, combien que aucunes d'iceilles leur furent lors dites de bouche, S. M. a bien voulu, que lesdites raisons fussent ici couchées par écrit, afin que il ledit Roi d'Angleterre, sous cette généralité, voudrait jeter toutes les dettes des sommes contenues en ladite indemnité, & lesdites peines de Mariage, que tout le monde sache qu'il n'aurait nielle juste cause de les demander ni prétendre en la forme & manière, que lesdits Ambassadeurs l'ont demandé. Car quant à ladite indemnité, il y a eue raisons bien arguées, par lesquelles ledites Ambassadeurs doivent être repelés de ladite demande, ensoit qu'ils eussent eue pouvoir spécial de la demander. La première raison est, que ladite Obligation est fondée sur la retention des pensions & deniers dits par ledit Roi de France audit Roi d'Angleterre, pour lui, & ses Successeurs, annuellement, en vertu des Traitez & Obligations, & que sans montrer lesdites Traitez & Obligations, & qu'il en soit de la dette principale, ne pouvoir être valable l'Obligation de l'indemnité; car l'on ne doit croire à ce que l'on n'ait en icelle Obligation, s'il ne confesse des autres Obligations, auxquelles elle se réfère; car l'indemnité est accessoire à la principale Obligation; ou il ne subsiste l'accessoire sans la principale. La seconde raison est, pour ce

ANNO
1527.

ANNO
1527.

que les caufes, fur lesquelles ladite indemnité fe fonde, ne fe trouvent véritables; car ladite Obligation fut faite en Angleterre, avant que S. M. paffât en Espagne, & de même jour que fut fait le Traité de Windfor. Et ne peut être vrai ce qu'il dir, que pour l'aide baillée à S. M. pour paffer en Espagne, non y étant encore païé; & ne fe pourroit ce fpecifier pour le paffage de Calais à Douvres, car pour iceilui fut accordé par ledit Traité de Windfor, que S. M. feroit tenu de bailler aide équipollente, quand il voudroit paffer d'Angleterre en France, & qu'icelui ladite aide ne pourroit être en confédération pour lui faire promettre ladite indemnité; ni auffi ce qu'il dir, que pour foi être déclaré ennemi du Roi de France, & pour les Armes prifes contre lui à caufe de l'Empereur, ledit Roi de France avoit déjà pour un an entier retenu le paiement desdites pensions. Car s'il veut dire qu'il s'étoit déclaré & pris les Armes en vertu dudit Traité de Windfor, fur lequel ladite indemnité fe fonde, il ne pouvoit dire, s'être déclaré, ni avoir rien perdu en vertu d'icelui, puisque par iceilui la déclaration ne fe pouvoit faire jufques en fin de Mai 1524. Et s'il fe veut fonder fur la déclaration faite avant, qui ne feroit être un mois avant ledit Traité de Windfor, faudroit confiderer de deux chofes l'une, ou que ladite déclaration eût été faite en vertu du Traité de Londres, pour la contravention du Roi de France, auquel cas étant l'Obligation dudit Traité reciproque, ne fe pourroit dire qu'il y eût jufte caufe pour obliger S. M. à ladite indemnité; & ou que ladite déclaration fût faite, comme étoit plus vraisemblable, pour avoir le Roi de France fufiti aux paiements de ce qu'il devoit; ce qui en tous cas ne fe pourroit dire fufiffant ni retenu à caufe de S. M. Deffors qu'en tous évenemens ladite Obligation fe trouveroit faite pour caufe erronée, & non véritable, & par ainfi ne feroit valable. La tierce raifon eft, que voulant Monfieur le Cardinal d'York, lequel fut Avocat & Perfeuteur de ladite indemnité, user de bonne foi, & confefter vérité, il n'aura pas oublié, & tiendra bonne foy, qu'il dit à S. M. en prefence d'autres de fon Confeil, & par ledit Roi votre Maître, qu'il ne paieroit jamais rien de ladite indemnité, & que ce faisoit pour donner contentement aux Confeillers & Sujets dudit Roi, & attend que ledit Seigneur Roi ne pouvoit en ce avoir dommage; & ainfi bien confiderant les clauses, le tems, & la forme de ladite Obligation, & devant qu'elle fut faite, fe pourra aifément connoître que ladite Obligation d'indemnité a été nulle, & de nul effet. La quatrième raifon eft, qu'ayant ledit Roi de France par le Traité de Madrid, affirmé par ferment que ledit Roi d'Angleterre étoit païé & contenté de tous les averges païés, & offrant d'en faire aprouer par le même Traité fait avec ledit Roi, & prenant ladite indemnité à fa charge, & que les Ambassadeurs dudit Seigneur Roi ont accepté en fon nom, contentant expreflement, que ledit Traité de Madrid, quant à cet Article, dût demeurer en fon entier, ne feroit convenable que ledit Roi votre Maître de ce vouloir être païé deux fois. La cinquième raifon eft, que quant ores cela feroit, que non, en demandant pour quatre ans quatre mois, ce qui encoure que l'Obligation fût valable, que non, ne fe devroit que pour trois ans, fe pourroit jufinement nier le tout. Et quant aux peines, & que ledits Ambassadeurs demandent, il y a trois raifons bien premeffes & évidentes, par lesquelles ledites peines ne font ni ne pourroient être dûes, ni jufinement demandées. La première, que félon le Droit civil & canon, telles fipulations peffées, par lesquelles s'empêcheroit la libre liberté de pouvoir contracter Mariage ailleurs, font nulles, & de nul effet & valeur, & ne fe peuvent jufinement exiger ni demander. La féconde, que ledit Roi votre Maître encoure que l'Obligation desdites peines n'ait été valable, que non, ne fe pourroit fonder fur le Traité de Windfor, où ledites peines font appointées, puis prouver, qu'il eût entièrement accompli de fa part tout le contenu en iceilui, ce qu'il ne feroit prouver; & en ce cas ne devroit S. M. fe changer de nulle preffion, ainfi lui fuffiroit feulement obliger que ledit Roi n'ait accompli de fa part il ne peut fe fonder fur les promesses dudit Traité. La tierce raifon eft, que avant que S. M. fe mariât, il fit requier ledit Roi votre Maître, de vouloir envoyer fadite Fille en ce Royaume, pour faire à fes Sujets, qui le prefioient de fe marier pour avoir lignée; ne qu'il baillât fon confentement pour fe marier ailleurs; lequel aima mieux envoyer pouvoir à fes Ambassadeurs pour confentir à autre Mariage, avec autres conditions, que

d'envoyer fadite Fille par deçà; & davantage audit tems, non feulement ledit Roi votre Maître avoit laiffé d'accomplir de fa part ce à quoi il étoit obligé, mais fe trouvoit avoir contenu audit Traité en diverses façons, tant parce qu'il étoit affez public, & fut découvert par Lettres interceptées fur la Mer, que ledit Roi votre Maître trahit du Mariage de fadite Fille avec le Roi d'Escoffe, fon Neveu; & cette praeftion fut commencée longtems avant le Mariage de Sad. M. avec l'Empereur. De fufte que quant une fipulation desdites peines eût été valable, que non, ledit Roi même les eût exécutées, & les devoit à S. M. pour être ledites peines reciproques, combien que S. M. ne voudroit paier en telle demande, comme chofe de droit reprouvée, comme dit eft; & auffi poutee que ledit Roi d'Angleterre, contre la forme dudit Traité de Windfor, avoit tenu près d'un an en fa Cour, & fait venir divers lui fous Saufconduits, un nommé Jean Jotin, traitant & pratiquant fufamment de par ledit Roi de France, & après recevoir publiquement ledit Préfident comme Ambassadeur dudit Roi; ce qu'il ne pouvoit faire fans infraction dudit Traité; & qui pis eft, pour ce que l'Ambassadeur de S. M. dévoroit la vérité de ce qu'il vouloit & entendoit, & comme les chofes palloient, il fut audit Royaume d'Angleterre maltraité, menacé, peffés les Lettres qu'il écrivoit à Sa Majesté, & icelles ouvertes par les Ministres dudit Roi, contre tous Droits divins & humains, & entre la forme dudit Traité; & qui pis eft depuis la Prifion du Roi de France, étant le Roi votre Maître requis de par S. M. que envoyant ledit Traité, afin que l'on pût conjointement aprouer de tout ce que les deux prétendoient contre ledit Roi de France, pour faire d'un commun confentement une bonne Paix, pour laquelle un chacun d'eux eût pu avoir fa raifon, qu'il dût envoyer à fes Ambassadeurs pouvoir pour ce faire, avec les demandes & fes preffions, en quoi fufant il étoit affez clair que l'on eût eu une bonne Paix perdurable en toute la Chrétienté; à quoi ne vouloit entendre, penfant d'en faire mieux fon profit, & cela fut caufe de tous les troubles, qui depuis s'en font enfuivis, lesquelles chofes furent toutes faites & attentées par ledit Roi votre Maître, avant que Sa Majesté fe mariât, ni traité avec ledit Roi de France, auquel tems S. M. ne fe pouvoit plus dire tenu ni obligé dudit Traité de Windfor, ni par conséquent aucunes peines; toutes lesquelles chofes S. M. avoit poffédées, fans en vouloir faire quelle, penfant de conferver l'Amitié dudit Roi votre Maître, & à tres-grand regret & deffait, que fons ennuie, & pour fa jufteffice, il étoit ainfi contraint de mettre telles chofes en avant, lesquelles il eût volontiers païés fous silence, & à l'Affe que le Roi votre Maître vous fait aïnce ne touchoit fi grandement à fon honneur, & à la défiance d'icelui, & à la réputation du blâme que ledit Roi votre Maître, par fes raifons entouées, & non bien fondées, aïche de lui mettre fuf, lui voulant attribuer la coulpe là où il ne l'a.

En tant qu'il touche le quatrième Point, où refflantant ce qui avant est dit impropres à S. M. que fons avoir égard à l'honneur de Dieu, à la néceffité de la Chrétienté, & à la Reverence qu'il doit au Saint Siege Apoftolique, & à la perfonne du Pape, ni aux plaifirs, que S. M. a reçus dudit Roi votre Maître, ni à la foi, parole, & promesse tant de fois réitérée pour cette caufe, il vous a ordonné ce que votre Ecart énoncé; certes ce font impropres erronées, desquelles S. M. comme avant est démontré, se trouve affez libre & exemte; & est chofe affez notoire, que S. M. n'eût entachée de tels vices, lesquels plus raifonnablement fe peuvent attribuer aux autres, dont S. M. se depente; car ce ne feroit bien convenable, entre tels Princes, vouloir combatre de paroles injurieufes, & être de plus honorée de les taire. Et quant à fe fonder, que S. M. n'ait voulu accepter ledites dernières offres, qu'il dût lui avoir fait déclarer par fa finale refufation, femble bien par ce qui s'enfuit du présent Affe, que ledit Roi votre Maître avoit enclui de le défer, fans attendre réponse, il S. M. n'avoit accepté ledites offres; car s'il eût été fi refolu à la Paix, comme dites, il devoit premeffement favoir ce que S. M. aïroit répondu fur icelles offres, & eût pu confoler à qui étoit la coulpe, & eût trouvé, que par les réponses faites S. M. avoit mis plus de confiance en la feule parole dudit Roi d'Angleterre, qu'en toutes autres fureurs, non fufant l'intrigue de fon cœur, dont félon les offres qu'il montre, n'avoit nulle jufte caufe de foi & confier; & même que quant S. M. faifoit à toutes les dernières

ANNO
1527.

ANNO
1527.

offres, au contentement de ses Ambassadeurs, excepté en un seul point de la revocation de l'Armée, & des tentatives faites depuis le Traité de Madrid, que les mêmes Ambassadeurs de France avoient constaté aux communications de Palencia, selon le second Article dudit Traité, qui étoit des choses que l'on devoit accomplir avant la restitution des Enfants, & pour laisser un garde-densière, ils la voulaient différer depuis la délivrance desdits Enfants, qui n'étoit chose raisonnable. Parquoi l'on peut clairement conclure, que quelque réponse que S. M. eût baillée, n'étoit pour faire la Paix, mais pour allumer plus grande Guerre, attendu que l'Ecrit baillé de la part dudit Roi de France se trouve daté dès l'oxizème de Novembre, & que ledit Roi d'Armes ont toujours été en cette Cité avec leurs Ecrits durant les communications desdits Ambassadeurs, lesquelles, selon qu'ils ont montré par effet, n'étoient que pour contenter d'endormir Sa Majesté, avec espoir de Paix, en lui amant d'autre côté la Guerre, pour le prendre au dépourvu, de quoi il eût été l'aide de Dieu, & de ses bons Sujets, s'en gardent.

Au regard du cinquième Point, en ce qu'il parle de contraindre S. M. par force d'Armes, S. M. vous en a si vertueusement répondu de sa propre bouche, qu'il ne lui a été autre réponse; & quant à ce que ledit Roi dit vouloir involontairement garder sa foi au Roi Très-Chrétien, & autres ses Alliés, ce seroit chose fort raisonnable qu'elle ne gardât son feulement par lui, mais par tous autres, & qu'il n'en cherchât point couleur pour son empire, ni faire rompre à autres. Et quant à la déclaration de l'intimité, & de la Guerre, S. M. en a aussi répondu de bouche à suffisance; & n'a été sans cause que S. M. peie Dieu, que ledit Roi ne lui donne plus d'occasions d'avoir Guerre à lui, qu'il pense lui avoir donné; car s'il étoit vrai ce que l'on publie, tout par Angleterre, que par France, & ailleurs, qu'il se veut separer du Mariage de la Reine, Tante de S. M. pour se marier autrement, ce que S. M. ne peut bien croire, sans Sad. M. en ses mains les Dispensations si amples, & aliénées de toute suspension, qu'il est prêt de faire exhiber là où il appartiendra, que justement sont telles, qu'elles ne pourroient donner lieu à ladite separation; à moins qu'on ne voudrait en ce imposer la puissance du Pape, qui n'est capable que ledit Roi voulait tenter, pour les grande scandales qui se pourroient par ce enlèvement à laurbation d'autres plusieurs Rois, Princes, & Seigneurs; en ce cas seroit plus juste, cause S. M. de faire la Guerre audit Roi votre Maître, que d'attendre Guerre de lui, pour propulser si grande injure, & exciter tous autres Rois & Princes, lesquels feroient injure pourroit concerner; & en ce cas montreroit bien ledit Roi votre Maître, quelle Foi, quelle Religion, quelle Conscience, & quel bonneur il auroit devant, & donneroit assez à connaître l'intention, qu'il auroit été de bailler sa Fille en Mariage à S. M. s'il tendoit à la faire bizarder, combien que S. M. ne peut, comme est dit, bien croire qu'il se laissent conduire à chose de si mauvais exemple, si ce n'étoit par suite & mauvaise intention du Cardinal d'York; lequel par son ambition & cupidité, & pour que S. M. n'a voulu employer son Armée d'Italie à faire ledit Cardinal Pape par force, comme lui avoit fait requérir par Lettres du Roi son Maître, & requis par Lettres de sa main, si satisfaire à son orgueil, ambition, & convoitise, il s'est plusieurs fois vanté qu'il mettroit les affaires de S. M. en tel brouillie, qu'il ne fut telle brouillie en cent ans; & le brouillier deserte qu'il s'en repentoit, encore que le Royaume d'Angleterre se dit perdre; que si ainsi étoit, que le Roi se laissent ainsi conduire à croire le mauvais conseil dudit Cardinal, ce seroit le vrai chemin, pour y parvenir, & ce seroit le vrai brouillie qu'il y auroit mis, qu'il ne feroit après apaiser.

Et pour toutes les justifications avant dites, lesquelles Dieu, qui est le juste Juge, & connaît les cœurs des hommes, pourra mieux considérer que les autres, espere S. M. que sa divine clemence ne lui fera à sa justice, & à la défense de sa juste cause, comme il a fait du passé; & puisqu'il connaît ceux qui ont bonne inclination à la Paix, ne faut douter, que en son temps il la baillera à ceux qui seront de bonne volonté; & perche S. M. devant Dieu, & tout le monde, que tous les maux, dommages, & inforts, qui desdites Guerres se pourroient enlister, soient à la coulepe & charge de qui en est cause.

Finalement, quant au dernier Point, de la retraite des Marchands, S. M. répond le même, qui a été répondu au dernier Article de l'Ecrit baillé de la part

du Roi de France; & davantage dit avoir été comme pieça a été publié en Angleterre, sous espoir de cette reprise, que tous les Sujets dudit Roi se gardassent de trader marchandes de Roisannes & Fais de S. M. montrant en ce l'intention qu'il avoit, plus à la Guerre qu'à la Paix. Parquoi ne seroit la chose égale, que les uns eussent été avisés & prévus, & les autres ne pussent être avisés en temps pour pouvoir retirer leurs Biens; & pour ce seroit de faire sur ce une Convention reciproque, qui plus raisonnablement suivrait aux Sujets d'un part & d'autre, comme a été répondu sur l'Ecrit du Roi de France. A quoi S. M. s'en contente d'entendre, ainsi fut ce réponse.

Les deux réponses, à l'avoir celle au Roi d'Armes de France commençant: *Pour bien répondre à ce que vous, Guisnes, Roi d'Armes du Roi de France, avez dit, &c. & celle au Roi d'Armes d'Angleterre, qui commence, En répondant à ce que vous, Cleranceaux, Roi d'Armes du Roi d'Angleterre, avez proposé de bouche, &c.* selon qu'elles sont de moi à tous ci-dessus écrites, ont été ainsi commandées & conclues par l'Empereur & Roi notre Souverain Seigneur, étant en son Conseil d'Etat, auquel Conseil S. M. ordonna & commit à moi Jean Laetens, Seigneur de Boucans, de Vayenne, Taveau, & Croisier, Conseiller, & premier Secrétaire de S. M. de son bon conseil, & après bailler lesdites réponses par écrits audit Roi d'Armes Guisnes, & Cleranceaux, ce que j'ai fait ledit jour Lundi vingt-septième de Janvier audit an 1527. présent Messire Martin de Salines, Chevalier, Conseiller & Ambassadeur en cette Cour pour très-haut, très-excellent, & très-puissant Prince, Don Fernando, Roi de Hongrie, de Bohême, & de Dalmatie, de Carie, d'Esclavonie, Archevêque d'Autriche, Duc de Bourgogne & Wintenberg, &c. Comte de Tirol, &c. Frère unique de Sa Majesté Impériale; Messire Balazar Prevôt de Wals-Viriel, Evêque de Constance, & Vice-Chancelier de l'Empire; Messire Eustache Chapuis, Docteur en Droits, Officiel de Genève, à présent Conseiller de S. M. & jadis Ambassadeur du feu de très-excellente & immortelle mémoire, Haut & Puissant Prince Monsieur Charles, Duc de Bourbonnois, & d'Avvergne, que Dieu absolve; Messire Guillaume de Montfort, Chevalier, Gentilhomme de la Chambre de S. M. Jean de Wincourt, Sieur de Héniers, Prevôt de Mont de l'Haut, & aussi Ecuyer de Chambre de S. M. Claude de Tilly, Gentilhomme de l'Hôtel, & Marchal de S. M. Etienne de Gros-pain, Gentilhomme de la Maison, Capitaine de Chevaux-légers, Sanchez Lopez, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Capitaine d'hommes d'Armes en l'Escadre de S. M. en Italie; Jean Dadusa, Chevalier, Conseiller, Trezorier & Argentier de S. M. en Espagne; Jean de Meny-dore, Ecuyer d'Ecurie de Sa Majesté; M. Julian de Laure, un des Capitaines des Galères de Sa Majesté, & Sollicitant en cette Cour pour l'illustissime Antoine Adorante, Duc de Grana, &c. De Lande, Conseiller & Trezorier de la Reine Dona Juana, notre Souveraine Dame; Antoine Perreau, Secrétaire de S. M. & plusieurs autres Gentilshommes, & bons Personnages, tant Officiers de S. M. comme aussi autres de plusieurs Nations, Allemands, Espagnols, Italiens, & Bourguignons, qui à cet Acte public le font trouver.

Et je Guisnes, Roi d'Armes du Roi de France; & je Cleranceaux, Roi d'Armes du Roi d'Angleterre, confédérés, & par ces certifications pour vérité, avoir reçu de Monsieur de Boucans, tant de sa bouche, comme par écrit, les réponses ci-dessus, lesquelles il nous a baillées au nom & de la part de la très-sacré Majesté Impériale, en cette Cité de Bâle, les 24, jour & de présents les Sieurs témoins devant nommés, & pour ce avons signé toutes de nos seels manuels.

GUISNES.

CLERANCEAUX.

CCXVII.

Capitula conveniunt inter Ligan, Sanctissimum mo. 7. Dec. capatam, videlicet CLEMENTEM VII. Papam, FRANCIE & ANGLIE REGES, Cardinalem Eboracensem, Dominum VENETUM, Ducem MEDIOLANI, Republicam FLORENTINAM & Ducem FERRARIÆ ab eis, & FRIDERICUM DE GONZA-

ANNO
1527.

ANNO
1517.

6 A Marchionem Mantue ab altera parte, pro
quo ingressus in prefatum Ligum contra Exer-
citus Cæsarem tunc temporis Urbem Romanam
obsiderent. *Actum Mantue die 7. Decembris*
1517. Cum RATIFICATIONIBUS Orato-
rum Lige de die 17. Decembris, nec non
FRANCISCI Francorum Regis de die 16. De-
cembris 1517. [Pices authentiques tirées des
Archives Archiduciales de Mantoue.]

ANNO
1517.

ODETUS Comes Fuzi, Conventorum, & Rebelli,
Dominus Laurechi & Aurivalli, Admiratus,
& Gubernator Aquitanie, Locumtenens Christi-
anissimi Regis, & Sanctissimi Federici Capiteus Genera-
lis in Italia. Quam inter ceteras condiciones, quas
Reverendus Prothonotarius Dominus Laurentius Tus-
canus Orator, & Procurator nobis iuxta cum Illustris-
simo, & Excellentissimo Domino Federico Mantue
Marchione, illum eorum advenit, ac nos quancumque
per illum convenire confirmavimus, & approbavimus;
Nos etiam omnia, quae ad contentum in nostris fabu-
lantur, tenore prefatum prout scripta sunt, appro-
bamus, & ratificamus, firmoque, & invariabilia esse
voluimus, & decernimus; Tenor autem Conventus
talis est, videlicet.

In Christo nomine, Anno Domini à Nati-
vitate ejusdem millesimo quingentesimo vigesimo sep-
timo, Indictione quinquagesima, tempore Serenissimi
Regis Caroli Divini et faveat Clementia Romanorum
Imperatoris electi, & semper Augusti, die Sabasti
septima mensis Decembris, Mantue & in Castro ejusdem
in Camera Cancellarii Illustrissimi, & Excellentis-
simum Domini Marchionis Mantue, Presentibus Magnis
Eque, & Clarissimo Jurisconsulto Domino
Hieronymo de Scopolis Audite, & Consiliario Mar-
chionali tellico nepote, & idem, qui ad detentionem
nostris Nosari infra scriptis qui matre sua propria tacite Scrip-
turis ad Sancta Dei Evangelia juravit se cognoscere
infra scriptos fecerit, & intulit considerantes,
Magnifico, & Clarissimo Jurisconsulto Domino Hiero-
nymo de Medica Lucense similiter Marchionali
Consiliario, & Magnifico Domino Comite Nicola de
Maphes confilio Marchionali, & Collectali Gene-
rali, ac Speciali Domino Joanne Jacobo Calandra
Marchionali Secretario omnibus Ciribus, & habitato-
ribus Mantue testibusque vocatis, & idoneis ad infra-
scripta omnia, & singula notatis, adhibitis, & rogatis
inter horum decimam octavam, & decimam nonam
super scripti diei.

In Christo nomine, &c. Quod Felix fastigium
sit. Quam Illustrissimus, & Excellentissimus Domi-
nus Federicus Marchio Mantue ac. advenit Rever-
endum in Christo Patrem Dominum Baldesarem de
Grasis Episcopum Civitatis Castellae, nomine Reveren-
dissimum Dominum Cardinalem Parme congre-
gatorium representantem Collegium Cardinalem &
Agentium nomine Sanctissimi Domini nostri
& Sanctae Sedis Apostolicae, Reverendum Dominum Lau-
rentium Tuscanum Prothonotarium Apostolicum
Christianissimi Regis Consiliarium, & Illustrissimum,
& Excellentissimum Domini Domini Odetti D. de Laurech
Locumtenentis Christianissimi Regis in Italia, & Cap-
itanei Generalis Sanctissime Lige Oratorem, & Ma-
gnificum Dominum Gregorium de Casali, Equitem O-
ratorum Serenissimi, & Potentissimi Regis Anglie,
Fidei Defensores, & hujus Sanctissime Lige Protec-
tores, nec non etiam Reverendissimi, & Illustrissimi
Domini Domini Cardinales Eboracensis, ac etiam
Magnificum Doctorem Senatorem Dominum Benedic-
tum Vintoni Oratorem Illustrissimi, & Excellentissimi
Ducis Francisci Stordie Ducis Mediolani, nomine
Principum suorum, dixerunt, maxime studiis jac-
tari Christi Religiosem Religionem Deique Eccle-
siam, ab his, qui ejus tutelam facere debebant,
ita periclitata esse, ut ne periret ab immensissimis O-
rthodoxe Fidei Christiani Hostibus expugnari possent,
idoneo patrum Nostrorum impium, & ingremio inter alia
Urbis Romae, quae caput est Mundi, claudere, sibi
non Christianorum modo, sed omnium viventium
spectaculum, ipsiusque Urbis Romae, & Christi Fi-
delium omnium caput, & ejusdem in Terris Vicarium
jampridem carceri esse inclusum, ac plerosque Car-
dinales, & Fidei Christiame Secleratos, & cathenis
alligatos teneri, & omni cruciatu genere torqueri.
Quo fit ut tandem pudori esse debeat Regibus, & Prin-
cipibus Christianis tam atroci in Deum servatorem

suam injurie non occurrere, quodque Serenissimi,
& Potentissimi Francorum & Anglie Reges, Illustris-
simum Venetorum Dominum, Excellentissimum Me-
diolani Ducem, Excellentissimum Respublicam Florentiam,
& Illustrissimum Dux Ferrarie Fœdus interverit, quo
insurgam jam Christianam Ecclesiam, & ejus Pallo-
rem, & totam Italianam juvent, & a trucescentissimis
Hostibus jam pene eversum funderent, ac summo Deo
restituere, quod apud omnes non nisi omni laude di-
gnum confiterent, videre quoque memoratos Reges,
& Principes nullam aliam fere Christianis Terrarum
Dominum hinc Sancto Fœderi jungendum rellare quam
ipsum Magnissimum Marchionem Mantue, ejusque
& Antecessores, & ipsorum Christianam Ecclesiam, & Ca-
pitanei, & futores semper fuerunt, nec pro ejus re-
stitutione ullis unquam periculis pepercerunt, & propterea
per ipsos Oratores postulari, ut & ipse Marchio hinc
Sanctissime Lige se adungeret, & una cum ceteris
id ageret, quod pro salute & honore Christiani Fidei
expedire daretur, quod nulli alteri decernere esse dice-
batur. Quam ipse Ecclesie Capiteus Generalis sit
id & faciat, quod Christianus Principes decet faci-
rum, id quod ipse Pontifex, Cardinales, Regibus,
Principibus, & Respublicis gratia fiduciarum, quod id
id neget, omnium in Fœdere comprehensum, primum
offensurum esse. Quamque ipse Illustrissimus Do-
minus Marchio quam plurima pro sui executione de-
derit, pluriesque ipsos Oratores dictis nominibus a-
gentes rogaverit, ne se ad predicta stringerent; ipsique
Oratores dictis nominibus ulla preces, aut excusa-
tiones admittentes, dixerunt, & protestati fuerunt, nisi
se Fœderi predicto adungeret Pædis, & Conventio-
bus infra scriptis Summum Pontificem, & Cardinales
Sanctae Romanae Ecclesie nomine, Reges, Principes;
Respublicas, & denique omnes in Fœdere comprehen-
sos ipsam pro expresse suo, & Sanctissime Lige in-
imico esse habituros, & pro tali tractandos, nec se eorum
sententia precebus, aut excusationibus dicti Illu-
strissimi Domini Marchionis rogatus ne se ad predicta
compellerent, deduci poterant, imo, ipso Fœdus a-
gendi sepebant, Bellum mitti fuerit, tam ipse, quam
ejus onerato Dominio, tandem idem Illustrissimus
Dominus Marchio super dictis considerans, pro tutiori
Status sui conservatione in eorum sententiam descen-
dit, hac ad has Conventions, & Pacta bona fide per
omnes partes observanda volens, & quae libera volun-
tate darent. Primo namque dicti Oratores nominibus
Dominorum suorum Principum, videlicet Reverendus
Dominus Balduar, ut Orator, & Procurator Reveren-
dissimorum Dominorum Cardinalem Parme con-
gregatorium, agentium pro Sanctissimo Domino nostro,
& Sancta Sede Apostolica, & praedictis Reveren-
dissimus Dominus Laurentius, Magnificus Dominus Gre-
gorius, & Magnificus Dominus Benedictus, nomi-
nibus quibus supra, ac etiam promittentes predicti omnes,
& singuli Oratores dictis nominibus dictos eorum
Principales omnia infra scripta rat habituros, & ut in-
fra ratificandos, ac etiam dictis nominibus Agentes
vultate Sanctissimi Domini nostri, & Reverendissimum
Ducem Venetorum Dominum, ac pro Serenissimo
Florentiam, & promittentes quod tam ipse eorum
Principales, quam praedictum Ducem Venetorum Do-
minum, & Sancta Respublica Florentiam, & Illu-
strissimum Dux Ferrarie infra terminos infra scriptos vide-
licet in Italia, & in libertate existentes infra terminum vi-
ginti dierum, Christianissimus vero Rex infra terminum
omnis mensis, Serenissimus autem & Potentissimus
Rex Anglie infra terminum dierum mensium
proxime futurorum per publica instrumenta in forma
sanctissima approbantes, ratificantes, & emologantes
omnia & singula Capitula infra scripta, & dicta ratifi-
cationes, & approbationes lo autentica forma ipse Il-
lustrissimo Domino Marchioni presentari facient,
quodque Sanctissimus Dominus noster, quem & manibus
& potestate eorum quorum caput est liber erit,
& in loco ubi sine inimicorum Sanctissime Lige timore
posse adire, infra terminum cuius mensis hinc proxi-
me futuri infra scripta Capitula, & presentem Conven-
tionem approbabit, & confirmabit, & ten ipse, quam
ejus in Pontificem Successores praedicti per Literas
Apostolicas in forma brevis vel sub plurimo robora-
bit, & firmabit in futurum observant. Hoc postea
quod & praedicti ipsorum Oratores, & Procuratorum
Domini Principales, & praestatum Dominum Veneto-
rum, & Sancta Respublica Florentiam, & Illustris-
simus Dux Ferrarie infra terminos supra scriptos respec-
tive dicta supra, & infra scripta Capitula non ratifi-
cant;

ANNO
1527.

verint, seu ratificationem in forma auctoritatis ipsi Illustrissimo Domino Marchioni prestatam non fecerint ut dictum est, ex causa, dictis Illustrissimis Dominis Marchio ad insufficiens Milites, gravis armatura pro servitio Sanctissimi Ligae dandis, & relinquendis amplius non teneatur, ceteris tamen omnibus ut infra promissis firmis remaneantibus, dictis itaque modis & nominibus, & cum promissionibus rati, ut supra promissura, & promittunt predictis Illustrissimo, & Excellentissimo Domino Marchioni presenti, & ipsorum pro se filisque, & Descendentibus, & in Domino Successoribus suis, quod Sanctissimus Dominus noster Clemens Papa VII. & Successores ejus, Christianissimus Francorum Rex, & Sanctissimus Rex Angliarum, & Reverendissimus Cardinalis Eboracensis, & Serenissimum Ducale Dominum Venetorum, & Illustrissimos Dux Mediolani, & Etsessie Republica Florentina, & Illustrissimus Dux Fecularia, simul omnes, & quilibet eorum de per se faciant, habebunt, & tenebunt, & ex tunc faciant, habebunt, & teneant ipsam Illustrissimum Dominum Marchionem Mantuan ejusque Filios, & Descendentes, ac Successores in Statu, ac totum Dominium, & Statum quem de presenti qualitercumque tenet, & possidet, & in futurum quoquoque modo tenebit, & possidebit, & quolibet ejus partem sub perpetua protectione, & in perpetuum protectionem, & ejusdem Domini Marchionis Filiorum, & Successorum suorum ut supra, & Statu, ac honorum eorum ut supra tuitione, & defensione faciant, habebunt, & tenebunt, ipsosque & Successores & Statum, ut supra defendunt adversus omnes, & quascumque Personas, Reges, Principes, Potestates, & Dominos ejusqueque gradus, & conditionis existere, nomine exceptis, aut minus, aut plures et ipsi Confederatis ejus, aut ejus, qui predictis Illustrissimo Domino Marchioni, ejusque Descendentibus, & Successoribus, ut supra sehem aut molestiam aliquam inferant, aut inferre velint, quacumque ratione vel causa, etiam de Jure dictum Bellum aut molestiam inferri aut vellet, aut possit, & hoc tam damno dicto Sanctissimo Federe quam eo finito, & in perpetuum, & hoc Armis tam spiritualibus, quam temporalibus, & omnibus eorum, & quolibet eorum viis propter, eorumque expensis sumptibus & expensis, & etiam sine aliqua ejus Illustrissimi Domini Marchionis, & Successorum requisione; neque prelibata Summa Possidet, & predicti Reges, Principes, Domini, & Republice aliud aliquid Fumus, Pacem, aut Inducias inibit, aut aliqui eorum inibit, qui eorum, quilibet eorum eures, & eurat cum effectu, ut ipsi Illustrissimus Dominus Marchio, & ejus ut supra Successores, volentes in eis incidere, & incidi sint, cum confederationis universi Status, Domini ut supra, & cum remissione ejusqueque injuriarum, calumniarum, persequutionis, & pemonis in quas fore ob prefatum Confederationem, vel alia quacumque ratione vel causa dici possit ipsam Illustrissimum Dominum Marchionem facit promittentes per aliquod Fumus, vel Pacem aut Inducias per ipsos aut aliquem ipsorum, ut supra intendas huius promissioni prejudicium non afferat, sed supra, & infra promissa semper attendere, & observare. Item dicti Oratores, & Procuratores supradictis omnibus modis, & nominibus ultra generalem protectionem de qua supra promissum, & promittunt eidem Illustrissimo Domino Marchioni, & Successoribus, ut supra defendere, & manerere Castrum Solaroli, cum omnibus Possessionibus, Juribus, & Pertinentiis suis, que de presenti tenet, & possidet, & quod Sanctissimus Dominus noster Clemens erit liber, & in loco suo ut supra, infra mentem, & ejus in Pontificatus Successores eidem dictum Castrum, quod de presenti tenet, & badicus tenet cum predictis Juribus, & pertinentiis suis confirmabit, & confirmabit, ita ut eo cum dictis Possessionibus, Juribus, & Pertinentiis suis semper in futurum libere, & gaudere possit, quibus ad presentem fruiat, & gaudet. Item dictis modis & nominibus promittunt, & promittunt, quod Sanctissimus Dominus noster Clemens Papa VII. & Reverendissimus Domini Cardinalis tenebunt, & habebunt predictum Dominum Marchionem in faum, & Sanctae Romanae Ecclesiae, & universis Status Ecclesiae Capitaneum Generalem, proet actum sit, & est pro eo tempore, & cum eisdem Fumus, & Conditionibus proet cum prelibato Sanctissimo Domino nostro Clemente convenit, que Conventiones, & Capitula hic per expressa habebunt, & tam pro parte ipsius Sanctissimi Domini nostri, & Successorum quam ipsius Illustrissimi Domini Marchionis

in suo robore firmiter persistant, & observari debeant, & exi quo Illustrissimus Dominus Marchio, ipsi Sanctissimo Domino nostro ut ejus Generalis Capitaneus, serviet adualiter cum Gentibus Armorum conventis cum ipso Sanctissimo Domino nostro in ipsa Sanctissima Confederatione existant, non teneant insufficiens gravis armaturam Equites ad servitium dictae Sanctissimae Ligae habere, tenere, aut mittere, nisi pro ut ipse Sanctissimus Dominus noster, eos ex predictis suis gentibus dari jussit. Item dicti Oratores dictis omnibus modis, & nominibus promittunt, & promittunt quod omnes in Federe comprehendi, & precipue Illustrissimum, & Serenissimum Ducale Dominum Venetorum, & Illustrissimus Dos Ferraris, pro quibus dicti Oratores, & Procuratores dictis omnibus de rato promittunt, & se facturos cum effectu, quod persona Capitulum observant omnes in Federe comprehendi libere poterint, & permittit transire per eorum Dominia, & tam per Mare, & eorum Portus, & alias Aquas quam per Terras ipsorum, & ubicunque omnem quantatem Frumenti, & aliorum bladorum, & omne etiam genus Mercium, & aliarum rerum, que Mantum, vel ad alia Loca, Domini ipsius Illustrissimi Domini Marchionis et quocumque loco condicerentur, & condici velint, nec aliquo modo conducentes, & condicere volentes impedire, vel impediri poterint, five via Naves, aut Navia ipsorum Confederatarum, vel alterius eorum, five casuqueque alterius, sed dicta blada, Mercet, & res condicentibus, & condicere volentibus ad dicta Loca Domini ipsius Illustrissimi Domini Marchionis, libere transitum permittunt, sicuti consuevit Vedicibus, & quod Sanctissimus Dominus noster, Agentes pro sua Sanctitate, & pro Sancta Romana Ecclesia in partibus Marchia, & Romanorum, libere permittit eis erant, & in dictis Locis eorum ad requiem ipsius Illustrissimi Domini Marchionis pro condicendo Mantum omnem quantatem Frumenti, quam habere poterint in dictis Locis sine aliquo impedimento; & contra vero predictis Illustrissimis Dominis Marchio dictis promissionibus, ita ut supra factis, & sub eorum observantia fide, & non aliter ut supra, per se, Filios, Descendentes, & Successores suos, ut supra consuevit, & condicendi ut huius Sanctissimo Faderi adjuvare, & ita se adjuverit, ita ut deinceps, ut unus et Confederatis, & in Federationem numero habeatur, & pro tali traderet, & dictis modis, & nominibus dictis Oratoribus, & Procuratoribus presentibus, & recipientibus nominibus quibus supra, promittit, & promittit, quod ipsi Sanctissima Ligae, & comprehendi in ea, & eorum cultibus erant Amicus, ac de cetero ea habeat, & reputat Hostes, & inimicos quicunque causa illi ejusqueque erant conditionis, & quod dignitate fulgeant, nulla excepta persona, qui Confederatis supradictis omnibus, & singulari pariter iuribus, & Hostes fuerint, & contentis in Federe obtinere quocumque voluerint, huius modo, & forma, quibus dicti Confederati, vigore dicti Faderis, ad quod relatio habeatur teneant, & obligati sunt, & non aliter, cum supradictis tamen, & infra scriptis obligationibus, & modificationibus, & non aliter, ita dictis Oratoribus omnibus presentibus, & dictis nominibus approbandis ut ipsi Illustrissimus Dominus Marchio, suo & ut supra nomine, solum teneant, & obligati sit mittere, & ita promittit hinc ad Feltum Nacientis Domini nostri Christi Ihesu proxime futuram Odagira Equites gravis Armaturae suis stipendiis, & sub obedientia predicti Illustrissimi Domini de Loretech Sanctissimae Ligae Capitanei, & pro servitio dictae Sanctissimae Ligae, & ita eos suis ipsi Domini Marchionis stipendiis sub dicta obedientia per tempus, & terminum mensium sex proxime futurorum, & die quo sub obedientia dicti Illustrissimi Domini de Loretech fuerint ut supra summariorum, Bello tamen dictis sex mensibus dormire, nec ultra predicta, & ultra dictum tempus, nec aliter quocumque casu colore etiam mittere Armorum gentes, vel Milites aliquos equites, vel pedestres, moneant in dicto ejus Dominio, & Locis dicta Confederati vel aliquo eorum quoquoque modo gravari possit. Item dicti Illustrissimus Dominus Marchio promittit, & promittit dictis omnibus, dictis Oratoribus ut supra recipientibus, modis, & formis supradictis, & non aliter, & quorum vires suas pacem, curam cum effectu pro viribus tamen, ne per Loca, & Terras Jurisdictionis suae inimicorum auxilia, & suppetia transant, aut moreant, Tabellatione inimicorum, ac Nuncios eorum, si qui in suam Jurisdictionem de-

ANNO
1527.

dece-

ANNO
1527.

at Bulla ut supra memis, & pendente à carta se-
militer pergamina, sit ut supra expressis, adfuerunt
in secretis Archiducibus Mantua Archiducibus, presentibus
Jungion Capitan amicus caeteris amicis.



Ego LUDOVICUS Nob. olim H.
OCTAVII DE MAXIMIS filius,
Civis, publicusque Imperio auctoritate
Mantua Nuntius, ac doli secretis
Archiducibus Archiducibus Cancellariis.
In quorum fides hic me fides cum
arrogantia subfcriptis, fides, hac die
22. Februarii 1720.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CAS-
TILEONUS ejusdem Ar-
chiduci Praefectus, hac die 23.
Februarii 1720.

CCXIX.

CCXIX.

1528.

Traictet van Vreede gesloten tusschen Keyser
KAREL de V. en KAREL Hertogh van
Gelder, in 't Jaar 1528. [SLICHTEN-
HORST, Chroniques de Gueldre. Liv. XI.
pag 409.]

L'EMPE-
REUR ET
LA GUEL-
DER.

HERTOOG Karel zal, t'samen met de Seenen
ende Ridderfchap van fijn Voetfendom ende Graef-
fchap, de Francke en allerebonden, tot afbreken van
den Keyfer ende fyne Landen in-regern, voor altoos
op-zegghen; denfelijf zal de Keyfer met fyne Onder-
taen doen, ten op-ficht van Gelderland. Waer to-
gens de Vorft des Keyfer nouw zal becloot a, ende
hem, des-nood, met Keyfer-volk onder-fuiten, zon-
der dat de Keyfer Gelderland met Schattinghen ofte
Ongeelden zal nighen betalen. De Keyfer zal, on-
vermide d fijn vermetel recht, gedroogen, dat Karel
de Hertogh van Gelderland ende Zuiveen van hem,
als Hertogh van Brabant en Grave van Holland, be-
bende, ende dit fijn recht op fyne Erven, Mans ofte
Wijven, inanes kinderen van Echtem beide, over-
zeute: tot welck een eynd de Keyfer, ofte fijn Lath-
holder, den Hertogh als een Leen-man van 't Rijk, in
fijn Voetfendom en Graeffchap zal bevestighen. By
geleek van Echtem Manlijke ofte Vrouwelijke geboor-
te, zal de Vorft Gelderland en Zuiveen aan den Key-
fer ofte fyne wettelijke Erven, als Hertoghen van Bra-
band ende Graven van Holland, overlaten, t'aamen
met de Sead Groenlagen ende de Onnederlanden, Koe-
verden met fijn Slot, ende de Landfchappen van Pen-
ben ende Drent: welker Keuren ende Vryherden de
Keyfer alle zal geftellen. Soo'er na af-lijghheid van
den Hertogh eyt fijn wettelijk Houwelijck, Mans ofte
Vrouwen, een ofte meer, rechte Erfgaemden der
Landen van Gelder overijgh blijven; zullen de xelve
door den Keyfer ofte fyne Narfeten, aan fyne Kinde-
ren ofte Bloed-nighen ten Echtem worden gegeven:
op verbeute, aan de tijd van de Gelderfche, van de be-
leuninghe haer by den verpoff, te weten van het
Voetfendom Gelder en Graeffchap Zuiveen, uyt den
naem van 't Rijk te beftien; ten ware de fchuld hier
van by den Keyfer ofte de fyne wiefd bevonden; in
welck een geval de voorzeide Kinderen dan onghenou-
den waren aan de Kinderen ofte Maghen des Keyfers
te trouwen. De gemelte Kinderen zullen in haere
minder-erijghheid onder de Voogdij ftaen van zulke,
die in den bedriege van Gelderland by den Vorft, ofte
anders by de Steten van Gelder daer toe zullen woe-
den gefteld. De Keyfer zal uyt een mild hert fyne
Volken lichten nyt Harderwijck, Hattem, Eiborgh en
andere Gelderfche Veftinghen, ende de Burgers van fijn
Ede ontfanden, 2000 laet de Vorft dene zal hebben
ondergecheeven, ende daer van een Gefcheift bon-
digher wijfe, geleert in handen der geener welcke de
Keyfer ofte Margrie van Collemfchier hier toe zal noo-
men. Denfelijf zal de Keyfer Montfioord in 't Over-
Vierdel binnen een Jaer, ende na de gebede onder-
teykeningh, aan den Hertogh in 't gebede in-ruymen.

Daer

ANNO
1527.

Traict de Paix entre CHARLES-QUINT Em-
pereur, & CHARLES Duc de Gueldre. Fait
en l'Annee 1528. [SLICHTENHORST,
Chroniques de Gueldre. Livre XI. pag.
409.]

L'EMPE-
REUR ET
LA GUEL-
DER.

LE Duc Charles renoncera pour toujours, conjoint-
ment avec les Etats & la Noblesse de sa Principa-
ute & Comte, aux Alliances faites avec la France
& avec tous autres, au prejudice de l'Empereur &
de ses Pais; semblablement l'Empereur en fera de me-
me avec ses Sujets, à l'égard de la Gueldre. Moyenn-
ant quoy promettre d'être fidelle à l'Empereur, &
l'assister de ses Troupes au cas de besoin, sans que
l'Empereur puisse charger le Pais de Gueldre d'impôts
en Trinité. L'Empereur, pour diminution de ses Droits,
confirmera que Charles retire de lui comme Duc de
Brabant & Comte de Hollande, la Souveraineté de
Gueldre & de Zutphen, & qu'il transporte son Droit
à ses Heritiers mâles en fief, enfans tantôt pro-
citez par Mariage. Auxquelles fois l'Empereur en or-
donne qui sera par lui accepté confirmant le Duc dans
ses Principautés & Comte, comme Vassal. Au des-
sus d'Enfants mâles en fief, ne par Mariage, le
Prince d'Alsace le Pais de Gueldre & Zutphen à
l'Empereur au à ses Heritiers légitimes comme Duc
de Brabant & Comte de Hollande, conjointement
avec la Ville de Groningue & les Pays de Penben &
de Drenthe, dont l'Empereur confirmera les Privilèges
& Libertés. Si le Duc a delaisé après son décès ses
Heritiers légitimes des Pays de Gueldre, mâles en fief
ou en plus, procédez de son légitime Mariage,
ils seront donnés par l'Empereur ou ses Successeurs en
Mariage à ses Enfants ou Parens; sur peine du duc
de Gueldre de perdre l'investiture cy-dessus alléguée,
c'est-à-dire de passer les Principautés de Gueldre &
Comte de Zutphen, au nom de l'Empereur, à moins que
le fief ne se trouve être du duc de l'Empereur ou
des fiefs, auquel cas lesdits Enfants fiefés ne seront
obligés de se marier aux Enfants ou Parens de l'Em-
pereur. Les fiefés Enfants feront eux, pendant leur
minorité, sous la tutelle de ceux qui seront établis pour
cet effet par le Prince, ou autrement par les Etats.
L'Empereur sera, par un effet de sa donation cordiale,
suscite ses Troupes de Harderwick, Hattem, Eibourg,
& autres Forts de Gueldre, & déchargera les Bur-
geois de leur serment assésé que le Prince aura fi-
guré ces présentes, & qu'il en aura fait délivrer une
Copie authentique entre les mains de celui que l'Em-
pereur, ou Marguerite d'Autriche, aura nommé à cet
effet. Semblablement vendra & abandonnera Mont-
fort en Over-Vierdel au Duc dans un an après la fi-
gature. Enquels, l'Empereur, en confirmation de
ce Traicté sera au Prince, la vie durant, un présent an-
nuel de 16000. Livres d'or, dont il lui en sera com-
pté la moitié, chaque année, & il lui fournira à
ses dépens une Compagnie ordinaire de Gueldre de 200.

Donné

ANNO
1528.

Daer novens tal de Keyser, ten op-sicht van dese handelingh, den Vorst voor sijn leeven een Jaerlijck vereringh van 16000. Goud-gulden, weder helte ieder half Jaer, doen gewoonlike Bende Ruyteren van 245. kuypen; met zulk beedingh, dat de Vorst daer van 50. mannen in allen geval tot Keyserlijken dienst geroed zal houden, ende de overighe tot sijn eyghen oorbaer, doch niet tegens den Keyser, gebruyken.

De gemeene voor-waerden waren, dat de Gern-ges, Gelyckhe ofte Wereldlyke, in den Krijgh tus-schen den Hertogh ende Bisschop gegrepen ende noch vast sitende, opleggende hante mond-kolten, over en weder zondet lovgeld zouden vry-gan; oock alle Bond-schattingen, geloofde en noch ondernemde pen-ningsen, als mede Pands-luyden in dien Oorlog over-gegeven, een weder-rijden zoo welen als voor den Oorlogh, op-brengeende allen haare verzeeringh en herbergh-kolten. De Keyser zoude den Hertogh tus-schen dien tijt ende Jacobs daer binnen den los in drie blocken 13000. Goud-gulden ten sinen van dese verlenissen af-luyden, om daer mede sijn weilt te doen. Alle Leen-mannen, Aemts-luyden, Bagners, Hop-mannen, Krijghs ende Koop-luyden, ende zoo Bisschop ghewonden, zouden in hun staet ende alle goederen her-niet worden: behalven dat de Bellingen, Vluchtelingen, ofte Verdrevene van Utrecht voor den eersten van de Bluyt-maend de Stad ofte hante goederen niet en moeghen gebruyken, ende de Bellinghen van Zwol niet voor het Nieuwe Jaer, mids wettende aldaen ofte daer na op nieuws een den Key-ser getrouwigheyt. De goederen van de andere, in deses ofte geres Heers Gehuchten gelegen, ende van den grond niet gelyckheyt, zouden hier annaels nler swaerder hebben te liden, dan de goederen van de In-gezetene zelve. Alle luyden, in-taeten ofte uytheem-le, van wat staet die oock waren, zonden vry ende vrant in des anders Landen, ofte op der selver Siro-men ende Zeeën koemen, onder betaelinghe van de ge-woonlijcke Tollien ende Wegh-gelden, zoudes dat 'er Brieven van weder-meetinghe daer tegens moeghen gelden ofte verand worden; met zulk verland noch-tan, dat men een ieder voor sijn eygen schuld zoudes moeghen bezaeten en aenhouden. De Vorst zoud yhe-ven de Staten van Utrecht verstreke 16000. Goud-gulden met recht moeghen weder-voorden, ende de eygenaren van 't geld, weghen burren Renten recht van velleiss hebben op de Seichde goederen, onder Gel-derland te heys behoorende. In Gelderland vermoght de Keyser op sijn beurs Ruyterye ende Voet-volk te werven; zonder dat de hier sijn geboorene onluffen ofte twielen den Vreede cenghissen zouden om-flouten. Dit verbond, eerst be-eed tijpde van den Vorst, zoudes aldaen van de Keyser binnen een Jaer, ende bin-nen een maend sijn synen naem van de Stad-hoederss sijn Moeye werden betyckend, als mede van drie Vies-Ridders, die Nederlandts Vry-Heyen, ende sijn vermaendte Seeden van Brabant ende Holland; ende van weghen den Hertogh van Gelder ingelijcs van drie Bander-Heeren en Ridder-maghten, welken van de vier Moeder-baden van Gelderland, 't naemen met de Stad van Groeningen ende Drence, be-woonde ende becegheld. Want in aldaen de Keyser sich onthouden zoude van de naemen ofte Wapen-trycken van het Hertoghdom Gelder ofte Graefschap Zayreen by geschrift ofte anders te voeren, onverkort echter sijn recht ende aenzel op de gedachte Landen. De Keyser, Vorst van Gelder ende Bisschop van Utrecht zouden binnen twee maanden in af-kondinghe deses, haem-achtigh maken haere Verwanten welke sy hier inwilden beklind hebben, die dan mede nae twee maanden selx by openlijcke Brieven zouden belijden en iueren. Dit Vreede-verdragh zoudes binnen drie ofte toe hooghden vijf daghen na de aenmerminghe, in de prelen van iedere Landtschap, welke dit seningh, behoofliker wijze werden af-geloren.

CCXX.

15. Juin. *Traité de Trêve pour huit mois, entre CHARLES V. Empereur, FRANÇOIS I. Roi de France, HENRI VIII. Roi d'Angleterre, & MARGUERITE d'Autriche, Gouvernante des Pays-Bas, pour tout les Pais des Indes, & de la Mer. A Hamptoncourt, le 15. Juin*
AUTRIENNE,
FRANÇOIS,
ET ANGLAIS
TERRA.

TOM. IV. PART. I.

hommes à telle condition que le Prince en tiendrait en toutes occasions, cinquante hommes prêts pour le service de l'Empereur, & se servira du reste pour sa propre utilité, mais non pas contre l'Empereur.

ANNO
1528.

Les communes Conditions furent que les Prisonniers, tant Ecclesiastiques que Seigneurs, faits dans la Guerre d'entre le Duc & l'Escluse, & qui furent encore retenus, en payant leur dépense de bouche, seroient de part & d'autre relâchés sans rançon: On eût aussi que les Contributions & deniers non payés; & les Otages donnés, aussi tant pendant que depuis aucunus leur devroient aussi être rendus, en payant aucunus leur dépense. L'Empereur seroit remettre 13000. livres d'or au Duc à Brézelles en trois payemens, en consideration de cette Alliance, pour en faire à sa volonté. Tous les Vassaux, Officiers, Bourgeois, Marchands, Gentils de Guerre, & autres qui étoient sous le parti de l'Empereur, du Prince ou de l'Escluse seroient relâchés dans leurs Etats & Bénéfices, excepté que les Evêques, Religieux, & Grands chassés d'Utrecht, ne pourroient pas revenir dans la Ville ni dans leurs Bénéfices avant le premier jour de May, ni les bannis de Zwol avant le même en, & prisonniers alors de nouveau le serment de fidélité à l'Empereur. Les Terres ou Bénéfices des autres, situés dans les Bénéfices de quelques Seigneurs, & qui ne fussent point séparés du fief, ne seroient pas plus chassés à l'encontre que les Bénéfices des Habitans mêmes. Toutes Personnes, Habitans ou Etrangers, de quelque état qu'ils fussent, auroient la liberté d'aller & venir dans le Pais les uns des autres, & dans leurs Arrières & alors en payant les Pâges & Tolls accoutumés; sans qu'on pût envoyer à cet égard aucunes Lettres de Repressailles; bien entendu néanmoins, qu'on pourra arrêter & retenir au chacun pour ses propres dettes. Le Prince pourra redemander aux États d'Utrecht les 16000. livres d'or, avec Justice; & le Propriétaire de l'Argent pour sa Rente avoir droit d'Episcopatage sur les biens de l'Evêché dépendants de la Maison de Gueldre. L'Empereur pourra lever dans le Pais de Gueldre des Troupes de Cavalier & d'Infanterie pour son Argent, à condition que les différends qui en pourroient naître, ne rompent le Paix en aucune manière. Cette Alliance étoit précédemment jurée par le Prince, sera signée dans un an par l'Empereur, & en son nom par la Gouvernante si Tante dans un mois; comme aussi par trois Chevaliers de la Toison d'Or, trois Barons des Pays-Bas, & six principaux Villes de Brabant & de Hollande; & semblablement de la part du Duc de Gueldre de trois Barons & Chevaliers; en-joint de quatre principaux Villes de Gueldre qui la jureront & scelleront conséquemment avec les Villes de Groningue & Drenthe, après quoi, l'Empereur s'oblige de se servir de son & des Armes en Casque du Duc de Gueldre en Comté de Zuydrecht, sans dans les circonstances au autrement, sans préjudice pourtant de son Droit sur lesdits Pais. L'Empereur, le Prince de Gueldre & Evêque d'Utrecht, devront deux mois après la publication des présents, déclarer le nom des Alliez qu'ils y voudront faire entrer, lesquels dans deux mois seroient obligés de se dissoudre là-dessus, par Lettres Patentes. Ce présent Traité de Paix devoit aussi être publié & lu d'une manière convenable trois jours en cinq jours, tant au plus, après la Ratification.

1528. [FREDERIC LEONARD, Tom. II. pag. 337.]

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France, Seigneurs de Gennes: A tous cux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme à l'honneur & loiauge de Dieu, pour parvenir à une Paix universelle, ait été traité, conclu, & accordé ferme, sincère, & vraie Trêve, amnistie de Guerre, & dépoté d'Ar-

TIT 2

mes,

ANNO
1728.

rie, Confesseur, Maître d'hôtel ordinaire dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, au nom de lui, ainsi sur ce plein pouvoir, faculté, & mandement special, dont il a été octroyé, d'une part; & Tres-reverend Pere en Dieu Meistre Jean Corradetti, Archevêque de Palerme, Chef du Privé-Conseil dudit Seigneur, Resident vers madite Dame l'Archiduchesse, & autres Commis & Deputés d'icelle Dame Souveraine, au nom d'elle, d'autre. Que tous & quelconques les Seigneurs desdits Seigneurs Empereur & Roi Tres-Chretien, tant Ecclesiastiques que Seculiers, qui ont eu leurs biens empêchés pour cause de Guerres d'entre lesdits Princes, auront le revenu de leursdits biens échus depuis la publication du Traité de Madrid, qui fut le quinzième de Février mille cinq-cents vingt-cinq, jusques au quinzième de Juin dernier passé, jour de la conclusion de ladite Trêve, & en jouiront tout ainsi qu'ils eussent pu le faire, si lesdites Guerres n'eussent été : & si aucune chose a été levé, pris, & reçu desdits Revenus, pour le temps que dessus, par autres que par ceux, à qui lesdits biens appartenent, leur sera rendu & restitué reciproquement, nonobstant quelconques déclarations, instructions, capitules, & droites de guerre, fautes ou non. Et afin que nul ne soit en ce fraudé & interlé, seront de la part de chacun desdits Princes, députés & commis trois Personnes, qui dans le quatrième jour de Septembre prochain venant, se trouveront en la Cité de Cambrai, dûment autorisés, pour illec voir & entendre le prétendu desdits Sujets d'une part & d'autre, liquider ce qui leur devenait dû, connaître de tous & chacun lesdits différends, qui pourroient sur ce foudre & mouvoir, les arbitrer, apaiser & accorder, ou autrement en ordonner selon qu'ils verroient au cas appartenir; le tout à l'entier effet & accomplissement de ce que dessus. Et ce que lesdits Commissaires ordonneront sur le fait desdites restitution, seront exécutés réuellement & de fait, nonobstant opposition ou appellations quelconques, sur les biens de ceux qui seront tenus audit restitution; & si lesdits biens ne sont suffisants, iceux Commissaires en ordonneront, comme ils verroient appartenir, sur aucune partie des autres, sans pour ce empêcher la généralité. Et pour la sûreté de ceux qui devront dire restitués, tout ce qui est du revenu desdits biens échus depuis ledit quinzième de Février 1725, jusques audit quinzième Juin dernier, sous les mains desdits Seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, y demeurera tant & jusques à ce que lesdites restitution soient reciproquement faites, ou dûment assurées au profit de ceux qu'il appartiendra. Et afin que ce présent Accord & Traité soit notoire à chacun, & que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance, il sera publié par toutes les Villes Frontières, & autres Lieux des Pais desd. Princes qu'il appartiendra, dans le vingt-huitième jour du prochain mois d'Août : & dedans le dernier jour de Septembre ensuivant, se trouveront ou enverront tous ceux & celles, qui prétendront profiter de l'effet de cedit présent Traité, audit lieu de Cambrai, pardevant lesdits Commissaires, & leur donneront à connaître leurs Droits & Allions, autrement ils ne seront reçus ni admis à les demander. Et ne s'entendent être compris en cette générale restitution, madite Dame l'Archiduchesse, pour les fruits qu'elle a pris & levé des biens qu'elle a tenus ou recompense depuis ledit quinzième jour de Février mille cinq-cents vingt-cinq, ni aussi Madame la Doctressière de Vendôme, & Monsieur le Prince d'Orange, pour ce qu'il est dû de ce qui leur touche statutairement déterminé. Lesquelles choses ci-dessus déclarées, ledit Seigneur de la Hargerie a promis, & promet par ces, en vertu de son dit Pouvoir, faire agréer, ratifier, & approuver par ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, & en faire avoir ses Lettres Puantes à madite Dame l'Archiduchesse, dans trois semaines prochainement venant, à compter du jour de la Date de ces. Et parcellément ledit Archevêque de Palerme, & autres commis d'icelle Dame Souveraine, ont promis & promettent, au nom d'elle, rendre quant & quand à celui qui lui présentera lesdites Lettres dudit Seigneur Roi, autres pareilles de par ledit Seigneur Empereur. Fait à Malines, sous les seings manuels desdits Commis & Deputés, le neuvième jour de Juillet l'an 1728. *Amis signés*, JEAN, Archevêque de Palerme. FRANÇOIS DE RAISSE. J. DE ROSIMBOZ. CAULIER. DE BOISSIER. RUFFAUT. LE CLERC. MARX. DES BARRES.

CCXXII.

Contrat de Mariage de PHILIPPE de Savoie Comte de Genève, avec CHARLOTTE d'Orléans, passé le 17. de Septembre 1728. [S. GUTHENON, Histoire Généalogique de Savoie. Preuves. pag. 611.]

ANNO
1728.
17. Sept.SAVOIE
ou
GENÈVE

FURENT présentes en leurs Personnes Tres-haut & puissant Prince Monsieur Philippe de Savoie, Comte de Genève, en son nom d'une part, & Tres-haut & puissante Dame & Princesse Madame Jeanne de Hoberg, Duchesse Doctressière de Longueville au nom, & comme ayant le bail, garde soie, Gouvernement & administration de Madamoyelle Charlotte d'Orléans sa Fille, & Tres-reverend Pere en Dieu Monsieur Meistre Jean d'Orléans Archevêque de Tolose, Evêque d'Orléans & Seigneur de Bugeancy, & Tres-haut & puissant Prince Monsieur Lays d'Orléans Duc dudit Longueville & Comte de Dunois & au nom & comme liquidant pour ladite Madamoyelle Charlotte d'Orléans à ce présente & constituée de l'autorité des dessusdits d'autre part : lesquels Parties, de bon vouloir du Roy & par le moyen de Tres-haut & Tres-excellente Princesse Madame Louise de Savoie Mere du Roy, Duchesse d'Angoumois, Sœur de mondit Seigneur le Comte de Geneve & Cousine de ladite Charlotte d'Orléans, ensemble ont avoir fait & font de bonne foy ensemble les Traitez, Accords, Promesses & Conventions qui s'ensuivent pour raison du Mariage qui au plaisir de Dieu sera fait, solennisé & célébré au face de sainte Eglise, de mondit Seigneur le Comte de Geneve, & de madite Madamoyelle Charlotte d'Orléans. C'est savoir que madite Dame de Longueville, ledit Tres-R. ver. & mondit Seigneur le Duc, ont promis & promettent bailler ladite Charlotte d'Orléans en nom de Mariage à mondit Seigneur le Comte de Geneve, qui la promet prendre à l'Eglise & Epouser le plus tôt qu'il pourra, à l'Edict & Sic. Eglise s'y accordent, en faveur & contemplation d'iceluy Mariage mondit Seign. le Duc de Longueville a baillé, & delivré à madite Madamoyelle Charlotte d'Orléans pour son partage le droit, pui & portion à elle appartenant, à cause de la succession de son Monsieur Lays d'Orléans Duc de Longueville son Pere, & de son Monsieur le Duc Claude son Frere, les Terres & Seigneuries de la Mure; le Bourg Doullans, Tait, Valbonnois, Ennegrues, le Perier & Clair, & autres Terres & Seigneuries de la Maison de Dunois, située au Pais de Dauphiné (soit & excepté Palmar de la Vulpillière qui sont engagées) la Terre & Seigneurie de Bouy sur Seine, située en Champagne, le fief de Rambure situé en Picardie, la Terre & Seigneurie de Semondigny située en Poitou, & les Terres & Seigneuries d'Ellepaugy & de Guillefontaine situées en Normandie, avec les droits, appartenances & dépendances, & tout ce qui est compris sous les receptes desdites Terres, sans aucune chose retenu & réserver en icelle, & desdites Terres, Seigneuries & Justices, preeminence, appartenances d'icelles, mondit Seigneur le Duc s'est démis & délaissé, & vouloit & veut que ledit futur Epoux en puisse prendre possession de son autorité, soit receu en foy & hommage des Seigneurs Foydant dont ledites Terres sont tenues, & les Sujets & Vassaux d'icelles fassent les foy & hommages, & portent obéissance audit futur Epoux, le Mariage solennisé, & accompany, & moyennant ledites Terres ainsi baillées & delivrées audit futur Epoux, se font tenus pour contents, pour tous droits, part & portion appartenant à ladite Madamoyelle en la succession de desdits son Pere & Frere, & a été convenu & accordé qu'il sera loisible à mondit Sieur le Duc de Longueville, ses heirs & ayant cause de recouvrer & mettre en sa main ledites Terres d'Ellepaugy & Guillefontaine en payant audit futur Epoux la somme de trente mil livres dedans trente ans prochainement venant : lesquelles Terres desdites déclarées, estimées valent quatre mil cinq cents livres de Rente, seront heritage propre à ladite Madamoyelle Charlotte d'Orléans, & au cas qu'elle soit de vie à trépas sans descendants de son corps, ledit propre heritage retournera à la Maison de Dunois. Et d'iceluy propre ladite Madamoyelle Charlotte n'avoir disparu, & a été convenu & accordé que ledit futur Epoux payeront & acquitteront la sixième partie des Doctressières dues à mes-Dames de Vendôme & de Longueville,

ANNO
1528.

le, & la fiesleme parlie des fondations qui ne sont affigées, spécialement fur aucunes des Terres & Seigneuries de ladite Maison de Danois tant seulement, sans que ledits futurs Epoux soient tenus d'autres debtes & charges, fors en cas d'evénement de procès incités & à l'instenr contre ladite Maison, auquel cas soient tenus ledits futurs Epoux pour les portions contingentes, & pareillement mondit Seigneur le Duc sera tenu de l'inscription desdites Terres & aucunes en y avoir eues masme Demoiselle Charlotte & les siens, & si ledits Terres, ou aucunes d'elles estoient rachapées ou évadées; Mondit Sieur Duc de Longueville sera tenu, & a promis bailler & délivrer amiables futurs Epoux autres Terres de semblable valeur & estimation que ledites Terres qui seront évadées ou rachapées, & du droit, part & portion appartenant à mondit sieur de Tolosé esdites Terres baillées à ladite Demoiselle ou la descharge & acquit de mondit Sieur le Duc son Neveu, ledit Sieur Archevesque s'en est deyant & depar en faveur dudit sieur de Longueville. Plus a été convenu & accordé que ledits futurs Epoux seront communs en merites, acquits, & conqells immeubles en quelz lieux, Pais & Provinces qu'ils soient assis & trouvés. Car s'ils a été convenu & accordé en faveur dudit Marriage, sans toutefois, & réservé à ladite Demoiselle baronne d'Orleans de s'en tenir à ses droits & communautes, en ces prescrites commones, ou elle ne voudroit prendre part au ladite communaute, auquel cas ne sera tenu par aucunes debtes, & si aura ladite Demoiselle fies accoustumens, vestemens, bagues, joyas communs par percipit; & sera ladite Demoiselle dotée de quatre mil Livres tournois de rente en une ou deux pieces, & de puche en proche, les Chastels & principaux manoirs desdits lieux & poverpis d'iceux, pour rien enqais en l'affaire desdites quatre mil Livres tournois de rente, dont elle sera fuisse le cas de Douaire advenir, & d'iceux Douaire jouira fa vie durant, lequel Douaire mondit Seigneur le Comte a dès à present assigné & assis en & sur les Terres & Seigneuries qui l'avoient; scavoir Gieff & Cessin, & la Ville d'Arbie, la Ville de la Roche, la Seigneurie de Chaumont, la Ville de Crullles, la Terre & Seigneurie de Chastellet, & généralement ledit Sieur Comte oblige audit Douaire tous, & chaceun ses autres biens, Terres & Seigneuries, sans que la generale obligation déroge à l'especiale ne l'especiale à la generale: Davantage a été accordé que mondit Sieur de Longueville acoutiera ladite Demoiselle Charlotte d'Orleans fa sœur, de tous accoustumens selon son estat, ensemble son train d'accoustumens honnêtes & convenables à son estat, promettant, &c. Fait & passé l'an 1528. de Jedy xvii. jour de Septembre.

CCXXIII.

14. Dec. *Tractatus Pacis inter HENRICUM VIII. Regem Anglie & JACOBUM V. Regem Scocie in Quinquagesimum conclusus. Dat. Berolici die 14 Decembris Anno 1528. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. XIV. pag. 278.]*

UNIVERSIS & singulis ad quorum notitias presentes Littere Iohentur pervenerint, Salutem.

Quoniam ad perpetuam Amicitiam Pacificque Fœderis inter Potentissimos *Scocie Anglieque Reges* pervenienda non cognoscimus necessum, admanitumque Consanguinitatis quibus tibi invicem attinent iura, idem utriusque Regis proximitas & vicinitas; deinde Subditorum utriusque Regi morum concordantia convenientia ac consuetudo, possidemus consensum quendam prope lingue consonantia ac idem ideam persuadere uterque videmus.

Quia tamque tanto rei firmande fundendaque & stabilidie dicti *Serenissimi Regis Scocie* statis adolescentia & ingenui innoceatias impures & vitæ idoneæ iure censetur, temporeque tantum Pacis & Amicitie Fœdera, seu potius quinquagennales Belli Inducia in presentem scire vitæ & decorem est, quo dicti Reges etiam utriusque Regni Populi Interim motum Pacis & Amicitie studet in invicem benigne ac comiter tractantes Pacis bono & Amicitie commodis, que inter mortales penitus tenent, utque plenis (ut sors) utriusque amplexibus suis & excolendis, uberius fruuntur: Nam diutius familiaritate cotidianaque rerum

commercio Concordia cohercet, tam demum sanctum continuum & perpetuum Pacis, Amicitieque & Societatis Fœderis, simul ac præditi Illustrissimos *Rei Scocie* maximo gaudeat ævo, legitimamque expleverit ætatem, iuxta scilicet quod ut speramus & optamus fore, percipere, habere, & facere facilius & tutius possit & valeat.

Proinde nos *Willelmus* Sene de Bawery Miles, Magister *Adam Otterbach* Dominus de Auldham, & *Audrey* *Ker* de Farquhill, Illustrissimi & Serenissimi Principis & Domini nostri *Jacobi* quondam, Dei gratia, *Scocie Regis*, Commissarii, Oratores, Commisarii, & Procuratores ad infrascripta sufficienter autorisati, cum Honorabilibus & Specieabilibus Dignis Magistro *Thoma* *Natus* Archidiacono de Eshilding, *Andreas* *Uthred*, Milite Capiteano Ville & Castri *Berwick*, & *Thoma* *Tempste* etiam Milite, Potentissimi & Illustrissimi Principis *Henrici*, Dei gratia, *Regis Anglie ac Fidei Defensoris*, Commissarii, Commisarii, Procuratores, & Oratores ad infrascripta sufficienter & legitime autorisati, ad huncmodi inter Dei omnipotentis, Gloriosissime Virginiæ *Marie*, notissimæ Curie *Constantinopolitane*, & Christianæ Religionis exaltationem & intercessionem, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque advenimus Commissionem nostram, quæram tiores inferius inferuntur, per prædictas Litteras indentatas coarctantes, concordatas & conclusas articulis prosequitur.

Imprimis, inter nos Oratores & Commisarios prædictos, utriusque quibus supra, concordatum & conclusum est, quod inter Potentissimos & Serenissimos *Reges* *Henricum & Jacobum* superdictos, eorum Hæredes & Successores, Reges, Patrias, & Dominia, Terras & Loca quævisque communi, necnon Vassallos, Ligeros Homines, Subditosque suos quoscunque, presentes & futuros, tam Ecclesiasticos quam secularis, christianosque gradus, personarum, sitis, & conditionis existant, sit bona, realis, fidei, vera, integra, & firma Pax, Amicitia, Liga, Confœderatio & Tempus, Guerrarumque abstinencia per Terram, Mare, Aquas dulces & ubique locorum, & *Dati prædicti Tractatus* *supra ad hoc in terminis quique Anteriorum* *proximi & immediati sequentium* *duratura*.

Item, conventum & conclusum est quod, durante dicta Pace, Trégua & Guerrarum abstinencia interdictis, nullus ditorum Principum movebit per se aut Subditos suos, aut per alios quoscunque moris permittit Guerram per Terram, Mare neque Aquas dulces adversus alterum ditorum Principum, Subditos aut Ligens suos, nec dabit aut præstabit auxilium vel favorem, ut hujusmodi Guerra moveatur vel excitetur quovismodo.

Item, per securitatem firmam & observationem Pacis, Amicitie, Confœderationis, intelligentie prædictarum, concordatum & conclusum est ferre prædictum, quod, dictis Pace & Amicitia durantes, neuter Regum prædictorum quovismodo receptabit, nec a Subditis suis eorum alter receptari permittat aliquos Rebeldes sive Prodiores de Crimine *Læse Majestatis* suspectos, nec hujusmodi Rebeldes sive Prodiores, qui in aliquem locum obediencie Principum prædictorum seu alterius eorum declinaverint, quovismodo dabit seu præstabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assilientiam: sed infra viginti dies postquam per Litteras ipsius Principum prædictorum, eorum hujusmodi Rebeldes sive Prodiores extiterint, alter ex Principibus hujusmodi requisitus fuerit, eos omnes & singulos Liberorum hujusmodi requisitioni Latoris, aut illi ad hoc in hujusmodi Litteris nominato iure deputato traderet, restituet & deliverabit, audire restitui & deliverari faciet.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod, dictis Pace, Amicitia & Trégua durantes, neuter Regum prædictorum quovismodo receptabit nec a Subditis suis eorum alter receptari permittat aliquos homicidas, fures, latrones, aut transfugas, nec alios Malefactoribus quoscunque ex Subditis alterius eorum, nec hujusmodi fures, latrones, homicidas, aut transfugas, aut alios Malefactoribus quovismodo, qui in aliquem locum obediencie Principum prædictorum declinaverint, quovismodo dabit seu præstabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assilientiam: sed infra decem dies proximo & immediatè sequentes postquam per Litteras ipsius Principum prædictorum, eorum hujusmodi homicida, fures, latrones, transfugas, aut Malefactoribus extiterint, aut ipsi Gaudenti, Locumtenenti seu Deputati alter ex Principibus hujusmodi requisitus fuerit, Litterarum hujusmodi requisitioni Latoris,

ANNO
1528.

ANNO
1528.

Latori, aut alii in eisdem Literis nominato seu Depu-
tato, predictos tractet & liberabit, tradere & liberari faciat.
Item, concordatum & conclusum est per Oratores
auctoribus, quod Litera Salvi condudis per neutrum
dictorum Principum quaterque eorum alterum
Recebus, Gerasibus, Gerasibus, Mercatoribus, Ar-
tificibus, aliis eorum utriusque Subditis quibusvisque,
cuiusque statu, dignitate, gradu, aut conditione
privatis, sub utroqueque sigillo, nec viris vocum eorum
oraculis aut alter quovisque pro Terra five pro
Mare, durantes Pace, Amicitia & Treugis predictis,
de eorum minime concedatur aut quoquo modo an-
teponatur per eorum aliquem, nisi ad id alter eorum per
alterum eorumdem congruè factis scriptis requiratur ex-
pressè; & casu quo de eorum quodvisque alter
alterum dictorum Principum pro huiusmodi Lite-
ris Salvi Condudis cuiusque Subditio suo qui-
busvisque Subditis suis indulgendi in scriptis
de facto interpellaverit aut requirerit; statim
nichilominus scribit & voluntati Principis sic inter-
pellati, an huiusmodi interpellationi acquiescere, Lite-
ras huiusmodi condudis concedere voluerit, au
non secundum quod eidem Principi sic requirito
melius expedire videbitur; ita tamen quod huiusmodi Lite-
ra Salvi Condudis ultra unum Annum durare mi-
nime concedatur.

Provisio tamen quod Litera supplicatoe utriusque
Principis vim habeant Literarum Salvi Condudis,
etiamque sufficientis robore ut Liget & Subditi in eodem
nominati, cuiusqueque fuerit dignitas, status, aut
preeminencia, liberi tamen in suum Regnum redire
possint, etiam Principi ipsi interpellatis Literas
suas Salvi Condudis tradere noluerit aut recusaverit,
Literis nichilominus Salvi Condudis antea tempo-
ra concessis suo robore durant.

Item, conventum & conclusum est, quod homi-
cidæ, fures, latrones, & alii malefactores quicunque,
durantes dictis Pace, Amicitia five Treugis, modo &
forma sequentes puniantur, viz. si coniugas de eorum
aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dicti
Regis Scocie aliquem vel aliquos Subditum vel Subdi-
tos dicti Regis Anglie infra Marchias Scocie vel Li-
mites Marchiarum Anglie violenter interfecerit, Gar-
dianus Marchiarum predictarum Scocie, vel eius De-
putatus seu Deputus cum omni eorum & diligentia, omni
favore possitudo ac dolo, fraude & subtili machinatione
quibuscunque in hac parte cessantibus, prosequatur,
& quilibet prodequerit ut talis interfector seu in-
terfectores capiantur & decantur ad Dilectam per Gardi-
anos utriusque Marchiarum, vel per eorum Deputatos
apprehendantur, nisi si per Leges Marchiarum
legitimè convincantur, vel aliqui eorum convincantur,
tunc Gardianus Marchiarum Scocie talem inter-
fectorem vel interfectores, ut supra convictum vel con-
victos, Gardiano Marchiarum Anglie liberat seu li-
berari faciat;

Qui Gardianus Marchiarum Anglie ipsum homi-
cidam vel homicidam, sic et supra convictum vel con-
victos, & sibi conignatum vel conignatos, pro huius-
modi homicidio ultimo supplicio demandabit;

Et si contingat de cetero aliquem vel aliquos Subdi-
tum vel Subditos dicti Regis Anglie, aliquem vel
aliquos Subditum vel Subditos dicti Regis Scocie infra
Marchias Anglie vel Limites Marchiarum Scocie vio-
lenter interfecerit, Gardianus Marchiarum dictarum
Anglie vel eius Deputus seu Deputus cum omni eu-
ria & diligentia, omni favore possitudo, ac dolo, fraude
& subtili machinatione quibuscunque in hac parte
cessantibus, prosequatur, & quilibet prodequerit,
ut talis interfector seu interfectores capiantur & decantur
ad Dilectam per Gardianos utriusque Marchiarum, vel
per eorum Deputatos apprehendantur, ubi si per
Leges Marchiarum legitimè convincantur, vel aliqui e-
orum convincantur, tunc Gardianus Marchiarum Anglie
talem interfecerem vel interfectores, ut supra convic-
tum vel convictos, Gardiano Marchiarum Scocie li-
berat seu liberari faciat; Qui Gardianus Marchiarum
Scocie ipsum homicidam vel homicidam, sic et supra
convictum vel convictos, & sibi conignatum vel con-
signatos, pro huiusmodi homicidio ultimo supplicio
demandabit.

Item, conventum & conclusum est, quod Naves,
Naves, Mercatores, & alii Subditi utriusque Principum
predictorum, per Terram, Mare & Aquas dulces,
cunctas, converterentur, navigantes, austragium passuri
& permanentes, transirent & recipiantur prout melius
videtur & recipi consueverunt in temporibus altorum

Treugarum prius inter Scocie & Anglie Reges, & eorum
Reges initarum & conclusarum; Et precipue
quod recipiantur & tractentur iuxta vim, formam &
effectum Traditionis Treugarum conclusarum inter
quondam Potentissimos bone & preclaræ Memoriam
Jacobum tertium Scocie, & Edwardum quartum An-
glie Reges, de Data prime dicti mensis Junii, Anno
Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo
quarto.

Item, conventum & conclusum est, quod si aliquis
et Subditi utriusque Principum predictorum quicquam
depredatus fuerit seu attemptaverit infra Marchias aut
Terram illius Partis predictarum, & post de-
predationem huiusmodi seu attemptatum fugiendo re-
vertatur ad Marchiam vel Terram illius Partis cuius est
Subditi, licet illi contra quem sic attemptatum fuerit
in recenti vel infra sex dies computandos a tempore de-
lictii sic attemptat vel commisit, auctoritate prefatis
Ordinationis & Traditionis, absque alio Litoris vel Salvo
conductu, prosequatur illum malefactorem, & ipsum sic
prosequendo intrare salvet & securet Marchiam & Ter-
ram in quam dictus Malefactor se contulerit; dummo-
do quod eisdem huiusmodi Marchiam five Terram hinc
de causis lazaraverit, adeat aliquem virum bone fame
& opinionis illi in habitum illius Marchiam quam
sic intravit, & eidem declaret causam introitus sui, viz.
ad prosequendum depredationem, & deinde & spe-
cificet quibus bonis & casualis vel rebus depredatus seu
spoliatus fuerit; Ac insuper requirit eundem, quod
quomodo huiusmodi profectionem suam fecerit locum
est, ut super dictis factis tempore dicta profectionis
possit, cum requisitus fuerit super hoc, testimonium
perhibere veritatis.

Item, cum hucusque inhabitantes Marchiarum pre-
dictarum non solum clam & occultè, sed etiam palam
& publicè ac magno hominum numero, suos hinc de
Marchiarum ingressi, arbores alienas cadere, & ad
usum edificiorum suorum autem convolverant, Do-
minis iure & minime confessis, quæ magis inter
Consequas similitudinem, discordiarum, ac iurgiorum materia
fuit; proinde ad omnem compensationem occasionem
removendam conventum, concordatum & conclusum
est, quod disceps nullus Subditus dictorum Regum,
five in Marchias predictas, aut in de debilibus grandis
commorans, aut alibi locorum obediens talis aut il-
litis committit aut perpetravit, committit aut perpe-
trari censuerit, nec alias arbores aut ligna quacunque
ex Marchia alterius Principis quovis modo aut
quocunque colore auferat aut in illis causet; nisi prius in-
ter hoc cans vero Dominos predictos fuerit & convenit
de eodem; & si fecerit & contra præmissa aliquid sceleris,
gestum aut perpetratum fuerit, itaque attemptatum
contra effectum prefatis Traditionis debet reformationi
ut, arbores casis aut subditi Domini iuramento
assimilati.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est,
quod, durante Pace, Amicitia, five Treugis, ut
permisum est, Castrum & Villa Burwel, cum antiqua
limitibus & inhabitantibus & incolis eorundem, sub eisdem
Pace, Amicitia, & Confederatione, Treugis &
Guerrarum abstinentia ac Bellorum indolis habere &
permanebant toto tempore predicto, ha quod neque
Serenissimus Rex Scocie per se aut alios Subditum,
Ligeros, aut Vasallicos suorum, Guerram, insulsum
aut obediens ipsi locis aut incolis eorundem, neque
Potentissimus Rex Anglie, per se aut suos inhabitantes
Villam seu Castrum, huiusmodi Guerram, insulsum aut
obediens dicto Serenissimo Regi Scocie sive Ligis
Vasallis faciat quovis modo, pendente tempore Pace,
Amicitia & Treugarum.

Item, conventum & conclusum est, quod si aliquis
Ligerum unius vel alterius Principum predictorum re-
paraverit, adificaverit, seu ut vulgare dicitur in-
posuerit le Fych-Garth de Koke, aut rumpat vel destruat
eundem, pro non attemptato reputabitur, & nichilominus
alia attemptata quocunque reparabitur, & si quod re-
paratio seu destructio dictæ le Fych-Garth non impedit
reformationem aliorum attemptatum, nec interdu-
cet rationem prefatum Pacis seu Treugarum.

Item, conventum & conclusum est, quod fugitivi
Scocie qui devenerunt Liget Regis Anglie debeat ligari
ex parte Anglicorum ad observandum Anticulis præ-
sentium Pacis, Amicitia & Treugarum, & quod attempta-
tur per eos super Subditos Regis Scocie debent eodem
modo reformati, quo reformati fuerint attemptata per
originales Subditos Regis Anglie, item per omnes ob-
servandum ex parte Regis Scocie, si qui Angli sive hac
tempore Liget Regis Scocie deveniant quovis modo.

ANNO
1528.

ANNO
1528.

Item, convenum & conclusum est, quod si aliquis Subditus alicuius Principis vel Principum prædictorum, qui passus fuerit rapinam vel spoliari a Subdito alterius eorundem, propriâ auctoritate vel propter hanc spoliacionem primâ vel distributione personarum vel bonorum fecerit, eo ipso cadat a causâ sua, & nihilominus faciendum dictis exigentibus punitur.

Item, convenum & conclusum est, quod quantum præsentem Pacem, Treugam, sive Guerrarum abstinentiam quoniam de iure, ita modis & forma ut supra; attentione nos dicitur nec reputandum omnino generatim sive generaliter, nec fit extendit ad *Donum de Lanes in Regno Scotie*, nec ad *Infantes de Landley in Regno Anglie*; sed Dominum & Infans prædicti intelligitur nullo modo in hac Pace & his Guerrarum abstinentiis comprehensum.

Item, convenum & conclusum est, quod si eisdem Pace, Amicitia, & Guerrarum abstinentia, durantiibus, aliquid contra eandem per aliquam Partem extenderetur per Terram sive per Mare fieri vel acceptari contingit, propterea non erant nec censentur rapte, infirmate vel adulterium præsentem Pacem sive Treugam, sed nihilominus in suo robore permanebant, & acceptum huiusmodi debet reformari.

Item, convenum & conclusum est, & conclusum est, quod dictus Serenissimus Rex Sæptimus infra tempus dictæ Pacis sive Guerrarum abstinentiæ quinque Annos, ut præmittitur, duraturæ, ad Possessionem & Infructum Anglie Regem inter Ocenores suos sufficienti auctoritate iussit & munus ad tractandum, communicandum, & concludendum de & super Pace perpetuâ inter ipsum & prædictum Possessionem Anglie Regem, eorundem Reges, Domina, Patris, Terras, & Subditos componendi, concludendi, constituendi, & confirmandi.

Item, convenum est, quod si præfatus Tractatus comprehendatur Amici & Confederati ambarum Partium vel utriusque Partis, illi eorum aliqui Regna, Domina, Terras, Ducatus, Possessiones, Hereditamentis, aut censibus, pensiones, sive annuitates, vel debita sive bona mobilia aut immobilia, ad alterum dictorum Principum quoquo modo spectantia aut pertinentia decernerent aut subtraherent, in quo causa pro non comprehensio haberetur.

Item, convenum, concordum, & conclusum est quod Illustrissima Domina Margareta Regina Scotie Douglaria; dicti Potentissimi Anglie & Francie Regis Carlissimi Soror, duraturæ Pace & Amicitia amicitie, pro fel dignitate, & ut tamen ac talem decet Regiam honorifice tractaret; sicutque dotalitio, dotalitio, sive donacione propter Nuptias plenè, integrè, liberè, & quietè gauderet & pacifice possideret per se aut Depositos suos iuxta viam, formam & effectum Conventionum, Padionum, Contrahutionum, Matrimonii, Statutorum & Adorum Parliamenti Regali Scotie inde factorum, conventorum, & conclusum.

Item, convenum & conclusum est, quod præfatis Conventionibus & Conclusionibus infra duos menses post Datum præfatis Tractatus proximo & immediatè sequentes, per Litteras dictorum Regum Anglie Principum Patentes, Magnis Sigillis suis sigillatæ confirmabatur & ratificabatur; Quas quidem Litteras ratificationis & confirmatorias, ut præmittitur, sigillatæ, uterque Principum prædictorum infra idem tempus duorum mensium sibi hinc inde tradet, deliverabit, aut tradi & deliverari faciet & procurabit.

Item, convenum & conclusum est, quod uterque Partium prædictarum publicè & notariè faciet dictam Pacem & Guerrarum abstinentiam Subditis suis, in civitatibus & singulis insignioribus Locis Marchiarum factum infra quatuordecim dies Datum præfationem proximè & immediatè sequentes.

Sequitur tenore Commisionum.

JACOBUS, Dei gratia, Rex Sæptimus, universis & singulis ad quorum notitiam præfatis Litteris pervenerint, Salutem.

Sciatis quod nos,

De fidelibus, industriis, experientiis, & prohibitis nostrorum Consiliariorum subceptorum, viz. *Willielmum Sænt de Bawrey Militem*, Magistri *Adæ Outhorpe de Aultham Advocati nostri*, & *Andream Ker de Farquhar plurimum confidentes,*

ipsis consensum, aut duos eorundem nostris veros & indubitatos Commisarios, Oratores, Deputatos, Procuratores, ac Nuncios speciales fecimus, assignavimus, constituimus, & ordinavimus, & per præsen-

tes facimus, assignamus, constituimus, & ordinavimus; Dantes & concedentes ipsis omnibus consensum, aut duobus eorundem separatim, nostram plenariam liberam & ordinariam potestatem ac Mandatum speciale & generale, pro nobis & nomine nostro cum Illustrissimo Principe Fratre & Avunculo nostro Carlissimo Henrico, Dei gratia, Anglie Rege, ejusque Commisariis, Procuratoribus, Deputatis, ac Nunciis quibuscunque ab eo potestatem sufficientem habentibus, quibuscunque etiam Locis & finibus convenientibus;

Ac de & super vera, firma & perpetua ac reali Pace atque Concordiâ, simul atque temporariâ; Necnon super Treugis, Guerrarum Abstinentiis, Amicitis, Confederacionibus, Affinitatibus, & Intelligentiis inter nos & dictum Illustrissimum Principem, Heredes & Successores nostros, Vassallos, Ligatos, Subditos, Confederatos, Alligatos, Amicos, & Adherentes quocunque hinc inde componendi, concordandi, apponendi, tractandi, & demum concludendi, & si opus fuerit Pacem inter nos & Carlissimum Avunculum nostrum aliis conclusionibus ac nunc tractandis, & ad decimum quintum diem mensis Januarii proximo duraturæ, in Annos aut menses plures prorogandi, prout dictis nostris Commisariis commodis videbitur; ac omnia alia & singula que ad perpetuam sui temporariam Pacem, aut que pro bono publico utriusque Regni oportuna fuerint faciendi, gerendi, exercendi, & tractandi;

Præmissis vobis Regibus idcirco & quicquid dicti nostri Commisarii, nos duo eorum separatim in præmissis duxerint faciendum, ratum, firmum, & stabile habueris, inviolabiliter observaturis.

In cujus rei Testimonium præfatis nostris manibus subfignatis Magnis Sigillis nostrum apposui fecimus apud *Edinburg* quarto die mensis Decembris, Anno Domini millesimo, quingentesimo, vicesimo octavo, & Regni nostri decimo sexto.

JAMES R.

Sigillo avari.

HENRICUS Octavus, Dei gratia, Anglie & Francie Rex, Fidei Defensor, Rex Dominae Hibernie, omnibus, ad quos præfatis Litteris pervenerint, Salutem.

Sciatis quod nos,

De fidelibus, industriis, & providis circumspectionibus, dilectorum nobis in Christo, *Abbatum Monasterii Beate Marie Virginis extra Muris Civitatis Eboracæ*, *Præpositi Monasterii Dunelmensis*, *Thome Magni Clerici Archiepiscopi Eboracensis*, ac dilectorum & Fidelium nostrorum, *Andree Lightford Militis Capitanei Villæ & Castellum Berwick*, *Willielmi Franchley Clerici Cancellarii Dunelmensis*, & *Thome Temples Militis quatuordecim confidentes.*

ipsis consensum & divinum nostris veros & indubitatos Commisarios, Oratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios speciales assignamus, facimus, constituimus, & deputamus per præfatos;

Dantes & concedentes eisdem consensum & divinum, tenore præsentium, plenam & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Illustrissimo Principe Fratre & Consanguineo nostro Carlissimo Jacobo Sæptimo Rege, sive ejus Commisariis, Oratoribus, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, ejusque Commisariis, Oratoribus, Procuratoribus, Deputatis, & Nuncio sufficientem potestatem & auctoritatem ab eodem Fratre & Consanguineo nostro habentem vel habentibus, tam de & super veri, firmi, perpetui, & reali Pace atque Concordiâ quàm etiam de temporariâ; necnon de & super Treugis & Guerrarum Abstinentiis, Legi, Amicitia, Confederacionibus, Affinitatibus, & Intelligentiis inter nos & dictum Illustrissimum Principem, Heredes & Successores nostros ac Reges, Terras, Domina, Patris, Subditos, Vassallos, Fideles, Alligatos, Confederatos, Amicos, & Adherentes nostros & suos quocunque hinc inde intendi, capiendo, componendi, celebrandi, & tractandi, communicandi, conveniendi, concordandi, apponendi, & finaliter concludendi, novisque Dietis sive Dietam in talibus loco & tempore, prout eis melius visum fuerit, statuti, limitandi & ibi communicandi, conveniendi, concordandi, apponendi, & concludendi omnia & singula que perpetuam Pacem, Unionem, & Confederacionem quovis modo evenire poterint;

Ac generaliter omnia alia faciendi & perimplendi que in præmissis suis circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna;

TOM. IV. PART. L

VVV

Pro

ANNO
1528.

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio omnia & singula que per prefatos Committarios, Oratores, Procuratores, Deputatos, & Nuncios nostros hinc inde communiata, tradita, & conclusa fuerint in hac parte, nos rata, grata & firma habebimus & observabimus.

In cujus rei Testimonium hiis Literis, manu nostra signatis, Magnam Sigillam nostram apponi facimus.

Dat. apud *Rochesford* primo die Octobris, Anno Regni nostri viceimo.

Quam quidem Amicitiam, Confederationem, Pacem, & Intelligentiam supradictas, cum omnibus & singulis Articulis & Capitulis in eisdem comprehensis, nos Oratores assensu conceludimus, ipsasque pro conclusis habemus, vigore & auctoritate Principum nostrorum prædictorum nobis commissis, non obstantibus Legibus, Amicitias, Confederationibus, & Intelligentiis quibuscunque inter prædictos Principes ante Du-

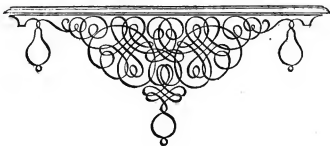
rum prædictis Traditis quodocunque habitis, factis & conclusis.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium styce fidem hinc pari prædictam Literarum indentatarum penes prefatum Potentissimum Anglie Regem remanentiarum, nos prefati *Willielmus*, *Magister Adam & Andreas*, Committarii dicti Serenissimi Principis *Jacobi Scotorum Regis* Domini nostri Mercedissimi, Sigilla nostra & nostras subscriptiones manuales apposuitis apud *Villam Boroni* decimo quarto die mensis Decembris, Anno Domini millesimo quingentesimo viceimo octavo, Regniq[ue] dicti Regis nostri Mercedissimi decimo sexto.

WILLIELMUS SCOT.
ADAM OTTERBURN.
ANDREW KER.

ANNO
1528.

FIN DU TOME IV. PARTIE I.



511
1528